



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



STANFORD UNIVERSITY LIBRARY



BUL

RÉP

LES

RE

VO

BULLETIN DES LOIS

DE LA

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

XII^e SÉRIE.

DEUXIÈME SEMESTRE DE 1895,

CONTENANT

LES LOIS ET DÉCRETS D'INTÉRÊT PUBLIC ET GÉNÉRAL

PUBLIÉS DEPUIS LE 1^{er} JUILLET JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1895.

PARTIE PRINCIPALE.

TOME CINQUANTE ET UNIÈME.

N^{os} 1715 à 1749.



STANFORD UNIVERSITY LIBRARY

PARIS.

IMPRIMERIE NATIONALE.

M DCCC XCVI.

349.44

F81

12th ser.

v. 51

594823

WASH. STATE

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES LOIS ET DÉCRETS

CONTENUS DANS LE TOME LI DE LA XII^E SÉRIE

DU BULLETIN DES LOIS.

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
	ACTES ANTÉRIEURS AU 2^E SEMESTRE 1895.		
10 Sept. 1894.	DÉCRET qui proclame des brevets d'invention et des certificats d'addition.....	1727	685
24.	DÉCRET qui proclame cinquante-cinq cessions de brevets d'invention.....	<i>Ibid.</i>	823
21 Déc.	Loi qui approuve l'arrangement signé à Paris, le 6 février 1893, pour régler, en matière de tarifs douaniers, les relations commerciales entre la France et le Canada.....	1730	933
24.	DÉCRET qui proclame des brevets d'invention et des certificats d'addition.....	1728	833
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui proclame vingt-quatre cessions de brevets d'invention.....	<i>Ibid.</i>	895
10 Janv. 1895	DÉCRET qui autorise le ministre de la guerre à accepter, pour l'hôpital militaire d'Oran, le legs fait par M. Ludet, pour l'hôpital militaire d'Oran, le legs fait par M. Ludet.	1738	1219
10 Février.	DÉCRET portant modification à la limite intérieure de la zone des fortifications, à Verdun.....	1739	1223
11.	DÉCRET qui fixe les alignements des quais du port de Croisic (Loire-Inférieure) entre le chemin de grande communication n° 8 et le chemin vicinal ordinaire n° 1.	1737	1181
7 Mars.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté au traitement du professeur d'agriculture de Belley (Ain).....	1730	936
15.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses d'entretien de l'école pratique d'agriculture d'Enlly (Rhône).....	<i>Ibid.</i>	937
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à la remonte des baras.	<i>Ibid.</i>	938
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à la construction du canal de la Noue (Haute-Garonne).....	<i>Ibid.</i>	939
16.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1891....	<i>Ibid.</i>	940
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1892....	<i>Ibid.</i>	941
26.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour le traitement du secrétaire du <i>Herd Book</i> français.....	<i>Ibid.</i>	943
1 ^{er} Avril.	DÉCRET qui distrait du régime forestier, pour être remis au service des domaines, des terrains dépendant de la forêt domaniale de Soukaras (Constantine).....	1737	1181

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NOMÉROS des Bulletins.	PAGES.
1 ^{er} Avril 1895.	DÉCRET qui distrait du régime forestier, pour être remis au service des domaines, des terrains dépendant de la forêt domaniale de Tlemcen (Oran).....	1737	1181
10.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1891.....	1730	944
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1892.....	<i>Ibid.</i>	945
11.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique les travaux de rectification de la route nationale n° 131, dans la traversée de la ville d'Agen (Lot-et-Garonne).....	1716	185
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui classe comme annexes de la route nationale n° 204, dans le département des Alpes-Maritimes, le chemin vicinal ordinaire n° 1, de la Trinité-Victor à Laghet, et le chemin de grande communication n° 18, de Laghet à la Turbie, et qui déclare d'utilité publique les travaux d'amélioration et d'achèvement de ces chemins.....	<i>Ibid.</i>	185
16.	DÉCRET qui autorise l'exécution des travaux complémentaires d'amélioration du port d'Arzew, département d'Oran (Algérie).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET modifiant les dispositions réglementaires de divers décrets et cahiers des charges qui régissent le service d'outillage public administré par la chambre de commerce de Marseille.....	1719	258
24.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à la restauration de la montagne du Mourgat (Hautes-Pyrénées).....	1730	946
25.	DÉCRET qui modifie le paragraphe 2 de l'article 4 du cahier des charges annexé au décret du 25 juillet 1893, déclarant d'utilité publique l'établissement, dans le département du Tarn, de la ligne de tramway de Graulher à Laboularié.....	1716	187
27.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à la construction du canal du Lavet (Haute-Garonne).....	1730	947
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1893....	<i>Ibid.</i>	948
30.	DÉCRET sur la licence en droit.....	1732	1001
<i>Idem.</i>	DÉCRET sur le doctorat en droit.....	<i>Ibid.</i>	1005
1 ^{er} Mai.	DÉCRET portant qu'il sera procédé : 1° à la transformation des jetées situées de part et d'autre de l'embouchure de l'Adour; 2° et à l'acquisition d'un matériel permettant d'effectuer des dragages intensifs sur la barre de l'Adour.....	1716	187
10.	DÉCRET portant que est et demeure déclassée l'avenue d'accès à la gare de Vézelize (chemin de fer de Nancy à Mirecourt).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
18.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter pour l'élargissement de la plate-forme de la tranchée comprise entre les gares de Paris et de la Chapelle (chemin de fer du Nord).....	1717	213
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui modifie le tracé des lignes de tramways des Quatre-Chemins à Voiron (Isère) et de Voiron à Saint-Béron (Savoie).....	1718	225
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve les dépenses à faire par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée sur son réseau algérien (ligne d'Alger à Oran).....	1717	830

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
18 Mai 1895.	DÉCRET qui reporte au 18 janvier 1896 le délai fixé par l'article 1 ^{er} du décret du 28 janvier 1893 pour les expropriations nécessaires à l'établissement de la ligne de tramway de Voiron (Isère) à Saint-Béron (Savoie).	1727	830
20.	DÉCRET portant concession à M ^{me} <i>Moutié</i> d'une parcelle d'alluvion sur la rive gauche de la Garonne, aux Jentins, commune de la Réole (Gironde).	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise un échange, entre l'État et M. <i>Boyenval</i> , de terrain domanial contre un hôtel et dépendances à Arras (Pas-de-Calais).	<i>Ibid.</i>	831
23.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1891, 1892 et 1893.	1721	318
25.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans le département de Seine-et-Oise, d'une ligne de tramway entre Saint Germain-en-Laye et Poissy.	1717	196
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant qu'un adjoint en sus du nombre déterminé par la loi sera nommé dans la section de Miramas-Village, commune de Miramas, canton de Salon, arrondissement d'Aix (Bouches-du-Rhône).	<i>Ibid.</i>	219
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'entretien du chemin de la Croix-des-Routes, dans la forêt domaniale de Larivour (Aube).	1731	978
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour travaux à effectuer dans la forêt domaniale de Chabot-et-Ouart (Constantine).	<i>Ibid.</i>	979
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à l'exécution de travaux dans les forêts domaniales de la Corse.	<i>Ibid.</i>	980
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'entretien de l'école de laiterie de Poligny (Jura).	<i>Ibid.</i>	981
30.	DÉCRET portant organisation du contrôle des chemins de fer.	1731	322
31.	DÉCRET qui autorise un échange entre l'État et le comte <i>Greffulhe</i> de terrains boisés dans le département de Seine-et-Marne.	1727	831
1 ^{er} Juin.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à divers travaux de navigation intérieure.	1717	209
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Gironde, d'une ligne de tramway entre le village du Vigan et le bourg d'Eysines.	1719	276
3.	DÉCRET qui approuve les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de Bône-Guelma et prolongements sur la ligne de Soukaras à Tébessa.	1728	898
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1895 une somme non employée en 1894, affectée à la remonte des haras.	1736	1134
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1895 une somme non employée en 1894, pour travaux à exécuter dans la forêt domaniale des Beni-Amar (Algérie).	<i>Ibid.</i>	1135
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1895 une somme non employée en 1894, pour travaux à exécuter dans la forêt domaniale de Bon-Hatten (Constantine).	<i>Ibid.</i>	1136
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1895 une somme non employée en 1894, destinée à l'achèvement des lignes télégraphiques du Mont-Aigoual.	<i>Ibid.</i>	1137

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
3 Juin 1895.	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1895 une somme non employée en 1894, destinée à encourager l'industrie chevaline.	1736	1138
5.	DÉCRET qui modifie le texte de l'article 38 du cahier des charges annexé au décret du 9 janvier 1891, portant concession à la chambre de commerce de la Rochelle (Charente-Inférieure) d'un outillage public sur les quais du port de la Pallice.	1728	898
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant qu'il sera procédé à l'exécution des travaux de reconstruction partielle du mur du quai est du bassin à flot extérieur du port de la Rochelle.	<i>Ibid.</i>	899
7.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à l'entretien du pont de Quartes, sur la Sambre caennaise.	1719	279
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'emploi de la traction électrique sur la ligne de tramway de Lyon (place de la Charité) à Oullins (Rhône).	<i>Ibid.</i>	280
8.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique les travaux nécessaires pour le prolongement de la jetée du port d'Erquy (Côtes-du-Nord).	1728	899
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour le règlement des eaux de l'Oued-Taghria (Oran).	1784	1073
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1895 une somme non employée en 1894, destinée à la correction du Grand-Ravin, commune de Marignol (Haute-Savoie).	1736	1139
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'amélioration du service des eaux du littoral (versant d'Arcachon).	<i>Ibid.</i>	1140
11.	DÉCRET qui reconnaît la maison d'arrêt et de correction de Barbosieux (Charente) comme établissement affecté à l'emprisonnement individuel des détenus des deux sexes.	1720	290
13.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique la rectification de la route nationale n° 57, dans la côte de Sault (Haute-Saône).	1737	1182
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter pour l'ouverture d'une dérivation de la Sèvre-Niortaise sur le territoire de la commune de Vix (Vendée) et l'établissement de deux passerelles aux deux extrémités de la dérivation.	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
15.	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1895 un crédit non employé en 1894 pour l'établissement d'un nouveau port à Châlons, sur la rive gauche du canal Saint-Martin, à sa jonction avec le canal latéral à la Marne.	1720	290
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1895 un crédit non employé en 1894 pour l'exécution de divers travaux maritimes.	<i>Ibid.</i>	291
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1895 un crédit non employé en 1894, applicable à l'établissement de diverses lignes de chemins de fer.	<i>Ibid.</i>	295
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à des travaux de navigation intérieure.	<i>Ibid.</i>	296
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1895 une somme non employée en 1894, applicable à des travaux de navigation intérieure.	<i>Ibid.</i>	298
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1895 un crédit non employé en 1894, applicable à la transformation en un pont unique des deux ponts de la Colombière, sur le canal du Centre.	<i>Ibid.</i>	299

NAMES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
15 Juin 1895.	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1895 un crédit non employé en 1894, applicable à l'établissement d'un port sur la Seine, à Choisy-le-Roi.....	1720	301
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1895 un crédit non employé en 1894, applicable aux travaux d'amélioration de la route nationale n° 10, entre la sortie de Sèvres et le rond-point de Viroflay.....	<i>Ibid.</i>	302
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1892 et 1893.....	1721	328
18. ^e	DÉCRET qui autorise le sieur Renard à maintenir deux maisons à moins de deux mètres du chemin de fer et à la limite même du domaine public, sur le terrain qu'il possède à gauche de la ligne de Paris à Vincennes et à Brie-Comte-Robert, commune de Joinville-le-Pont (Seine).....	1731	1000
19.	DÉCRET portant désignation d'immeubles disponibles, en Algérie, à remettre à l'administration des domaines pour être aliénés.....	1720	303
20	DÉCRET qui autorise le ministre des travaux publics à accepter, pour l'école nationale supérieure des mines, et le ministre de l'instruction publique, pour le Muséum d'histoire naturelle, les legs faits à ces établissements par le sieur Colteau (Gustave-Honoré).....	1735	1183
22.	LOI qui déclare d'utilité publique les travaux de construction d'un nouvel égout collecteur général, dit collecteur de Clichy (Seine).....	1722	363
26.	DÉCRET qui approuve la substitution, à MM. Oudin et Pierre, de la société anonyme dite société du tramway d'Épernay - Ay - Mareuil, comme rétrocessionnaire du tramway d'Épernay à Ay et d'Ay à Mareuil-sur-Ay....	1720	305
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune de Menglon (Drôme).....	1734	1074
30.	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1895 une somme non employée en 1894, applicable à diverses entreprises.	1720	306
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1895 une somme non employée en 1894, applicable aux travaux d'achèvement du port de Bordeaux.....	<i>Ibid.</i>	308
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1895 une somme non employée en 1894, applicable aux travaux d'amélioration du port de Dieppe.....	<i>Ibid.</i>	309
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1895 une somme non employée en 1894, applicable aux travaux de dragage dans la Garonne, au port de Bordeaux.....	<i>Ibid.</i>	310
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1895 une somme non employée en 1894, applicable aux travaux de réparation de la passerelle de Passy, sur la Seine, à Paris....	<i>Ibid.</i>	311
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1895 une somme non employée en 1894, applicable à la construction de trottoirs et au macadamisage de la chaussée de la route nationale n° 127, dans la traverse de Valenç-d'Agen (Tarn-et-Garonne).....	<i>Ibid.</i>	312
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux frais de surveillance de la ligne télégraphique souterraine de Reims à Givet (route nationale n° 51, traverse de Montigny-sur-Vence.....	<i>Ibid.</i>	313
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à la réparation des dégradations causées aux talus, banquettes et fossés de la route nationale n° 64.....	1721	332

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
30 Juin 1895.	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1895 une somme non employée en 1894, applicable à diverses entreprises.	1721	334
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des colonies, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, par le cercle de Matam (Sénégal), pour sa participation aux dépenses de construction du poste de Kaédi.	1722	364
2 ^e SEMESTRE DE 1895.			
1 ^{er} Juill. 1895.	DÉCRET portant augmentation du nombre des juges du tribunal de commerce de Tourcoing (Nord)	1717	211
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui institue une justice de paix à Kairouan (Tunisie)	<i>Ibid.</i>	212
2.	DÉCRET qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour dépenses du cadastre.	1721	335
3.	DÉCRET qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département de la Manche, à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur.	1715	15
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.	1721	336
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.	<i>Ibid.</i>	337
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.	<i>Ibid.</i>	339
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de Lot-et-Garonne à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1896.	1734	1053
4.	DÉCRET relatif à la répartition, en 1895, des subventions accordées par l'État pour l'exécution des travaux vicinaux.	1715	16
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui détermine, à partir de 1896, les parts contributives des communes, des départements et de l'État dans les travaux subventionnés en vertu de la loi du 12 mars 1880.	1724	415
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Charente-Inférieure à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1896.	1734	1054
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Châlons (Marne) à contracter un emprunt et à percevoir une surtaxe d'octroi.	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Est, pour l'agrandissement de la gare de Lunéville (ligne de Paris à Strasbourg).	1737	1183
5.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1891, 1892 et 1893.	1717	213
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour travaux militaires.	<i>Ibid.</i>	214
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Gironde, d'un tramway à traction électrique entre Bordeaux et Pessac.	1722	364
6.	DÉCRET qui fixe la date des élections pour le renouvellement de la première série sortante des conseils généraux et des conseils d'arrondissement.	1715	18

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
6 Juill. 1895.	DÉCRET qui fixe la date des élections pour le renouvellement de la série sortante des conseils généraux des départements de l'Algérie.....	1715	19
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de l'Ardèche à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1896.....	1734	1055
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Calvados à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	1056
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de Maine-et-Loire à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1896....	<i>Ibid.</i>	1057
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Savoie à s'imposer extraordinairement pendant trois années à partir de 1896.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Laon (Aisne) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	1058
7.	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour l'établissement de réseaux téléphoniques et de lignes interurbaines.....	1736	1141
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1892 et 1893.....	1738	1185
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1892 et 1893.....	<i>Ibid.</i>	1187
8.	DÉCRET qui approuve la concession faite à M ^{me} Larssonier (Marie), veuve Sully-Brunet, d'une parcelle de terrain domanial dans la grève des Pas-Sablons à Saint-Servan.....	1715	29
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe les conditions de titre, de poids, de tolérance et de diamètre dans lesquelles seront dorénavant fabriquées la piastre française de commerce et ses subdivisions.....	1721	342
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans le département de Maine-et-Loire, d'un réseau de tramways, à traction électrique, entre Angers et Ériigné et entre Angers et la Pyramide.....	1723	388
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant concession à la ville de Sablé (Sarthe), d'un terrain à conquérir sur le lit de la rivière de Sarthe, dit Bras-de-Pile, à Sablé.....	1727	831
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la concession à M. Louis-Marie-Amédée de Lapomardèle, d'une parcelle de terrain d'alluvion sur la rive droite de la Garonne à Verdun (Tarn-et-Garonne).....	1728	899
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté au dessèchement des marais d'Ain-Tédèles (Oran).....	1742	1339
9.	DÉCRET qui institue les directions régionales des postes et des télégraphes.....	1715	20
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à l'échange des colis postaux avec les établissements français de Saint-Pierre et Miquelon..	<i>Ibid.</i>	21
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise M. Lacour (Jean-Marie-Georges-Ferdinand) à ajouter à son nom patronymique celui de Gayet.....	<i>Ibid.</i>	29
<i>Idem.</i>	Loi qui approuve la convention additionnelle, passée le 5 novembre 1894, entre l'État et la compagnie des messageries maritimes, pour le rattachement des parours et la prorogation de la concession des services maritimes postaux.....	1717	189

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
9 juill. 1895.	DÉCRET qui affecte au ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes (service des postes et des télégraphes) une parcelle de terrain située en bordure du chemin de fer de ceinture (rive gauche) près du pont Didot, à Paris.....	1727	832
<i>Idem.</i>	Loi qui approuve la convention passée, le 10 décembre 1894, entre la ville de Paris et le Crédit foncier de France, pour la conversion d'emprunts antérieurs...	1734	1059
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Haute-Marne à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	1060
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Tulle (Corrèze) à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
10.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour les dépenses de l'observatoire de Bordeaux.....	1715	22
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de l'enseignement primaire.....	<i>Ibid.</i>	23
<i>Idem.</i>	DÉCRET sur la solde, l'administration et la comptabilité des équipages de la flotte.....	1725	447
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Corrèze à s'imposer extraordinairement pendant cinq ans à partir de l'année 1896.....	1734	1061
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui nomme un membre de la commission supérieure de l'Exposition universelle de 1902.....	1736	1142
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à l'ouverture de sentiers dans la série d'Entraigues.....	1742	1340
11.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour les dépenses des écoles nationales des beaux-arts, d'art décoratif et d'art industriel.....	1715	24
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour travaux militaires...	1717	216
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Calvados à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	1734	1062
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Cher à s'imposer extraordinairement pendant cinq ans à partir de l'année 1896.....	<i>Ibid.</i>	1063
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de Loir-et-Cher à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1896.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Haute-Loire à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1896...	<i>Ibid.</i>	1064
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Lot à s'imposer extraordinairement pendant cinq ans à partir de 1896.	<i>Ibid.</i>	1065
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Mayenne à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1896.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Seine-Inférieure à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	1066
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Somme à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1896.....	<i>Ibid.</i>	1067
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Var à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1896.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Vendée à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1896.....	<i>Ibid.</i>	1068
<i>Idem.</i>	Loi qui approuve les engagements pris par la ville de Rouen (Seine-Inférieure) pour le paiement par annuité du prix d'acquisition de divers immeubles...	<i>Ibid.</i>	1069
13.	Loi qui autorise la chambre de commerce de Dijon (Côte-d'Or) à contracter un emprunt et à percevoir une imposition extraordinaire.....	1715	1

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
13 juill. 1895.	DÉCRET qui autorise M. Tréand (Paul-Armand) à ajouter à son nom patronymique celui de Dupont.....	1715	29
Idem.	Loi relative à la construction d'un Hôtel des postes et des télégraphes à Montargis (Loiret).....	1717	193
Idem.	Loi modifiant l'article 24 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée, en ce qui touche les obligations militaires des étudiants en droit, en médecine et en pharmacie.....	Ibid.	195
Idem.	Loi qui porte de dix à quinze millions le fonds de roulement du protectorat de l'Annam et du Tonkin....	1719	253
15.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de la troisième circonscription de Lille (Nord) à l'effet d'élire un député.....	1715	26
Idem.	DÉCRET portant désignation d'immeubles militaires disponibles, en Algérie, à remettre à l'administration des domaines pour être aliénés.....	1720	287
Idem.	DÉCRET concernant des transports de crédits du budget général de l'exercice 1895 entre le ministère des colonies et le ministère de la marine.....	1726	658
Idem.	Loi qui autorise le département de la Haute-Vienne à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1896...	1734	1069
Idem.	Loi qui autorise la ville d'Oran (Algérie) à contracter un emprunt.....	Ibid.	1070
16.	Loi qui autorise le département de la Loire à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1896.....	Ibid.	1071
Idem.	Loi qui autorise le département du Jura à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1896.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	Loi qui autorise le département des Basses-Pyrénées à s'imposer extraordinairement pendant cinq ans, à partir de l'année 1896.....	Ibid.	1072
Idem.	DÉCRET qui autorise l'établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune de Maupertus (Manche).....	1736	1143
Idem.	DÉCRET qui autorise la reconstruction du pont suspendu au moyen duquel la route nationale n° 136 franchit la Dordogne à Sainte-Foy-la-Grande (Gironde).....	1737	1183
17.	Loi relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1896.....	1715	2
Idem.	DÉCRET relatif à l'agrandissement de la commune de plein exercice de l'Hillil (Oran).....	1717	217
Idem.	DÉCRET portant que la juridiction du commissaire de police de Sigeau (Aude) est étendue à la commune de la Nouvelle; et la juridiction du commissaire de police de la Charité (Nièvre) est étendue à la commune de la Chapelle-Montlinard (Cher).....	1728	251
18.	Loi relative à une transaction entre l'Etat et les consorts de Marcellus.....	Ibid.	221
Idem.	Loi concernant la détermination et la conservation des postes électro-sémaphoriques.....	Ibid.	222
Idem.	Loi qui autorise le département de l'Ain à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1896.....	1736	1121
Idem.	Loi qui autorise le département de l'Ariège à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1896.....	1936	1122
Idem.	Loi qui autorise le département de la Charente-inférieure à s'imposer extraordinairement, pendant cinq ans, à partir de l'année 1896.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	Loi qui autorise le département de la Dordogne à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1896.....	1736	1124
Idem.	Loi qui autorise le département d'Eure-et-Loir à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1896.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	Loi qui autorise le département de la Haute-Garonne à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1896...	Ibid.	1125
Idem.	Loi qui autorise le département de l'Hérault à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1896.....	Ibid.	1126

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
18 Juill. 1895.	Loi qui autorise le département d'Indre-et-Loire à s'imposer extraordinairement, pendant cinq ans, à partir de 1896.....	1736	1126
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Nièvre à s'imposer extraordinairement en 1896.....	<i>Ibid.</i>	1127
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département des Hautes-Pyrénées à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1896..	<i>Ibid.</i>	1128
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département des Hautes-Pyrénées à s'imposer extraordinairement en 1896.....	<i>Ibid.</i>	1129
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Sarthe à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1896.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Haute-Savoie à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1896..	<i>Ibid.</i>	1130
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Haute-Savoie à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	1131
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de Seine-et-Marne à s'imposer extraordinairement en 1896, 1897 et 1898..	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département des Deux-Sèvres à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1896.....	<i>Ibid.</i>	1132
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Bône (Constantine) à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	1133
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville d'Orange (Vaucluse) à changer l'affectation de partie de l'emprunt approuvé par la loi du 23 mars 1891.....	<i>Ibid.</i>	1134
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Etat pour l'agrandissement de la gare de Paris.....	1737	1183
19.	DÉCRET qui annule la délibération, en date du 1 ^{er} mai 1895, du conseil général de la Corse.....	1715	29
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui annule la délibération, en date du 1 ^{er} mai 1895, du conseil général de la Corse.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui annule la délibération, en date du 1 ^{er} mai 1895, du conseil général de la Corse.....	<i>Ibid.</i>	30
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui rend exécutoire en Algérie la loi du 25 avril 1895 relative à la préparation, à la vente et à la distribution des séruns thérapeutiques et autres produits analogues.....	1717 1718	218 231
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant règlement de l'industrie du phosphore..		
<i>Idem.</i>	Loi portant modification dans le libellé du chapitre XXI du budget des postes et télégraphes, concernant les services maritimes postaux de la France, en Algérie, en Tunisie, en Tripolitaine et au Maroc.....	1719	254
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au budget du département de la marine, pour l'exercice 1894, un chapitre spécial destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice.....	1723	401
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui nomme un membre de la commission supérieure des caisses d'assurances en cas de décès et en cas d'accidents.....	1738	1188
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Charente Inférieure à s'imposer extraordinairement, pendant cinq ans, à partir de 1896.....	1740	1253
20.	Loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1886.....	1716	33
<i>Idem.</i>	Loi sur les obligations militaires des membres du Parlement.....	1719	254
<i>Idem.</i>	Loi portant création d'un troisième canton à Tourcoing (Nord).....	<i>Ibid.</i>	255
<i>Idem.</i>	Loi portant modification de l'article 21 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée, relativement au service de deux frères.....	<i>Ibid.</i>	256
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant modification de la procédure à suivre pour la réalisation des objets mobiliers reçus en nantissement dans la colonie du Sénégal et dépendances.....	1722	375
<i>Idem.</i>	Loi sur les caisses d'épargne.....	1723	381

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
20 Juill. 1895.	DÉCRET portant modification du règlement général sur le pilotage dans le premier arrondissement maritime (section de Dunkerque).....	1726	659
21.	DÉCRET qui porte à soixante-dix sept le nombre des commissaires de police de la ville de Paris.....	1715	27
Idem.	DÉCRET qui affecte au service de l'enregistrement, des domaines et du timbre un bâtiment situé au Havre.....	1718	234
Idem.	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1895 un crédit non employé en 1894, affecté aux travaux de confection du cadastre.....	Ibid.	235
Idem.	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1895 un crédit non employé en 1894, affecté aux travaux de confection du cadastre.....	Ibid.	236
Idem.	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1895 un crédit non employé en 1894, affecté aux travaux de confection du cadastre.....	Ibid.	237
Idem.	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1895 une somme restée disponible en 1894 pour indemniser les victimes des incendies de forêts en Algérie en 1881.....	Ibid.	238
Idem.	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1895 une somme restée disponible en 1894 pour la liquidation des suites de l'apposition de séquestres autres que celui concernant les incendies de forêts de 1881 en Algérie.....	Ibid.	239
Idem.	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1895 une somme restée disponible en 1894 pour la liquidation des suites de l'apposition du séquestre des incendies de forêts de 1881 en Algérie.....	Ibid.	241
Idem.	DÉCRET portant homologation du bornage de la zone des servitudes de la batterie haute du Murier, à Grenoble.....	Ibid.	242
Idem.	DÉCRET portant homologation du bornage de la zone des fortifications du bastion 17 de l'enceinte de Port-Louis.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET portant homologation du bornage de la partie de la zone des fortifications modifiée à l'emplacement du bastion 1 du Gabut, à la Rochelle.....	Ibid.	243
Idem.	DÉCRET portant homologation du bornage de la zone des fortifications de divers ouvrages dépendant de la place de Lyon.....	Ibid.	244
Idem.	DÉCRET portant application, aux Antilles et à la Réunion, de la loi du 1 ^{er} août 1893 sur les sociétés par actions.....	1722	376
22.	LOI relative à l'application de l'article 14 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse.....	1740	1254
Idem.	LOI portant répartition du fonds de subvention aux départements inscrit au chapitre XVII du budget général de l'exercice 1896.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	LOI qui autorise le département de l'Aisne à s'imposer extraordinairement pendant cinq ans à partir de 1896.....	Ibid.	1255
Idem.	LOI qui autorise le département de l'Ardèche à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	1256
Idem.	LOI qui autorise le département de l'Aube à s'imposer extraordinairement pendant quatre ans à partir de 1896.....	Ibid.	1257
Idem.	LOI qui autorise le département de la Charente-Inférieure à contracter un emprunt.....	Ibid.	1258
Idem.	LOI qui autorise le département du Cher à s'imposer extraordinairement en 1896.....	Ibid.	1259
Idem.	LOI autorise le département de l'Indre à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	LOI qui autorise le département de la Loire-Inférieure à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	1260

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
22 Juill. 1895.	Loi qui autorise le département de la Marne à s'imposer extraordinairement pour les dépenses du service de l'assistance médicale gratuite.	1740	1261
Idem.	Loi qui autorise le département de la Mayenne à s'imposer extraordinairement en 1896.	Ibid.	1262
Idem.	Loi qui autorise le département de la Meuse à s'imposer extraordinairement en 1896.	Ibid.	1263
Idem.	Loi qui autorise le département de la Nièvre à s'imposer extraordinairement en 1896, 1897 et 1898, pour le paiement de secours mensuels aux enfants légitimes issus de familles pauvres.	Ibid.	Ibid.
Idem.	Loi qui autorise le département des Basses-Pyrénées à s'imposer extraordinairement en 1896.	Ibid.	1264
Idem.	Loi qui autorise le département de la Sarthe à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.	Ibid.	1265
Idem.	Loi qui autorise le département de la Seine-Inférieure à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.	Ibid.	1266
Idem.	Loi qui autorise le département de Seine-et-Marne à s'imposer extraordinairement pendant dix ans à partir de 1896.	Ibid.	1268
Idem.	Loi qui autorise le département de la Somme à s'imposer extraordinairement en 1896.	Ibid.	Ibid.
Idem.	Loi qui autorise le département de la Vendée à s'imposer extraordinairement en 1896.	Ibid.	1269
Idem.	Loi qui autorise le département de l'Yonne à s'imposer extraordinairement.	Ibid.	1270
Idem.	Loi qui autorise la ville d'Avignon (Vaucluse) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.	Ibid.	Ibid.
Idem.	Loi qui autorise la ville de Libourne (Gironde) à contracter un emprunt.	Ibid.	1272
Idem.	Loi qui autorise la ville de Saint-Lô (Manche) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.	Ibid.	Ibid.
Idem.	Loi qui autorise la ville de Tulle (Corrèze) à contracter un emprunt.	Ibid.	1273
Idem.	Loi qui établit d'office, en 1895, une imposition extraordinaire sur la commune de Saint-Nicolas (Haut-Vienne).	Ibid.	1274
23.	DÉCRET qui annule la délibération, en date du 3 juillet 1895, du conseil général de la Seine.	1715	30
Idem.	DÉCRET qui annule la délibération, en date du 20 mai 1895, du conseil général de la Seine.	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui annule la délibération, en date du 17 juin 1895, du conseil général de la Seine.	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET portant homologation du bornage des zones de servitudes de divers ouvrages dépendant de la place de Lyon.	1718	245
Idem.	DÉCRET portant homologation du bornage des zones de servitudes de la batterie du Châtelet, à Belfort.	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui autorise le ministre de la marine à accepter, au nom de l'État, le legs fait à la marine par M. Paul David.	Ibid.	251
Idem.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans le département du Nord, d'une ligne de tramway entre Saint-Pol-sur-Mer et Dunkerque.	1724	417
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.	1730	950
Idem.	Loi qui autorise le département de l'Aube à s'imposer extraordinairement en 1896 et 1897.	1741	1285
Idem.	Loi qui autorise le département de la Somme à s'imposer extraordinairement en 1896.	Ibid.	1286

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
3 Juill. 1895.	Loi qui autorise la ville de Nantes (Loire-Inférieure) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	1741	1286
24.	DÉCRET portant suppression des vice-rectorats de la Martinique et de la Réunion.....	1722	377
Idem.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans le département des Hautes-Pyrénées, des deux chemins de fer d'intérêt local, à traction électrique, de Pierrefitte à la Rablière, par Cauterets, et de Pierrefitte à Luz-Saint-Sauvour.....	1747	1477
26.	Loi portant ouverture et annulation de divers crédits sur l'exercice 1895.....	1720	265
Idem.	DÉCRET portant modification à la limite intérieure des fortifications de la place de la Rochelle.....	1721	343
Idem.	Loi qui approuve la convention passée entre le ministre des travaux publics et la compagnie des chemins de fer du Sud de la France pour la modification des contrats qui lient cette compagnie à l'Etat.....	1726	653
Idem.	DÉCRET qui modifie les articles 1, 3, 5 et 6 du décret du 15 juillet 1893, relatif au travail, dans certaines industries, des femmes et des filles âgées de plus de dix-huit ans.....	1738	1189
Idem.	Loi qui autorise le département de la Marne à s'imposer extraordinairement pendant cinq ans à partir de 1896.....	1741	1287
27.	Loi relative au droit à pension militaire des fonctionnaires du service de la trésorerie et des postes aux armées....	1722	349
Idem.	Loi modifiant la répartition, par chapitre, des crédits ouverts au ministre de la guerre pour l'exécution des manœuvres de 1895.....	Ibid.	350
Idem.	Loi qui déclare d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le bassin de l'Ardèche moyenne (Ardèche).....	Ibid.	351
Idem.	Loi qui déclare d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le bassin de l'Ardèche supérieure (Ardèche).....	Ibid.	352
Idem.	Loi qui déclare d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le bassin d'Eygues-Oule (Drôme).....	Ibid.	353
Idem.	Loi qui déclare d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le bassin de l'Ouvèze (Drôme).....	Ibid.	354
Idem.	Loi qui déclare d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le bassin de la Pique (Haute-Garonne).....	Ibid.	355
Idem.	Loi qui déclare d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre de Drac-Bonne (Isère).....	Ibid.	356
Idem.	Loi qui déclare d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le bassin de la Basse-Isère (Isère).....	Ibid.	357
Idem.	Loi qui déclare d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le bassin du Tarn (Lozère).....	Ibid.	358
Idem.	Loi qui déclare d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le bassin du Bastau (Hautes-Pyrénées).....	Ibid.	359
Idem.	Loi qui déclare d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le bassin de la Neste-de-Louron (Hautes-Pyrénées).....	Ibid.	360
Idem.	Loi qui déclare d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le bassin du Gave de Pau (Hautes-Pyrénées).....	Ibid.	361
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté aux dépenses de renouvellement du cadastre.....	1723	407

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
27 Juill. 1896.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique la rectification de la route nationale n° 201 dans la rampe du Noiret (Haute-Savoie).....	1724	341
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté aux dépenses de renouvellement du cadastre.....	1726	664
<i>Idem.</i>	Loi qui approuve l'arrangement signé à Bucarest, le 11 mars (27 février) 1895 entre la France et la Roumanie pour la répression des fausses indications sur les marchandises.....	1729	901
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Marne à s'imposer extraordinairement en 1896.....	1741	1288
28.	Loi qui fixe la rétribution à verser par les étudiants pour les conférences dans les facultés de droit.....	1721	317
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare qu'il y a abus dans les manifestations collectives d'un certain nombre de prêtres des diocèses de Cambrai, de Coutances et de Poitiers....	<i>Ibid.</i>	343
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare qu'il n'y a pas abus dans l'arrêté du maire de Saint-Geoirs du 1 ^{er} février 1894.....	<i>Ibid.</i>	345
<i>Idem.</i>	Loi qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un crédit pour la pose d'une pierre tombale à la mémoire d'Albert, membre du Gouvernement provisoire de 1848.....	1733	1021
<i>Idem.</i>	Loi concernant l'abandon à l'état du canal de la Dive et du Thouet par les concessionnaires.....	1735	1089
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui modifie la composition du conseil des prud'hommes de Charlieu (Loire).....	1738	1192
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Marne à s'imposer extraordinairement pendant cinq ans à partir de 1896.....	1741	1289
29.	Loi qui autorise le département de l'Aude à modifier l'affectation de deux impositions extraordinaires et d'un emprunt.....	1742	1317
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Marne à s'imposer extraordinairement en 1896.....	<i>Ibid.</i>	1318
30.	NOTIFICATION au Gouvernement de la République, par le Conseil fédéral suisse, de l'accession du Gouvernement de Honduras à la convention de l'union postale signée à Vienne le 4 juillet 1891.....	1718	246
<i>Idem.</i>	Loi qui approuve un article additionnel à la convention sur les rapports de voisinage et la surveillance des forêts limitrophes du 23 février 1882, entre la France et la Suisse.....	1725	115
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui crée une chambre de commerce à Chartres (Eure-et-Loir).....	1738	1193
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de l'Aude à s'imposer extraordinairement en 1896.....	1742	1319
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de l'Hérault à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département des Landes à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1896.....	<i>Ibid.</i>	1320
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Loire-Inférieure à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	1321
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Marne à s'imposer extraordinairement en 1896.....	<i>Ibid.</i>	1323
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de l'Yonne à s'imposer extraordinairement en 1896.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
31.	Loi qui ouvre au ministre de la guerre un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1891, 1892 et 1893.....	1719	282

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
31 Juill. 1895.	Loi qui ouvre au ministre des affaires étrangères, sur l'exercice 1895, des crédits supplémentaires pour l'installation de deux postes consulaires au Siam.....	1721	318
<i>Idem.</i>	Loi portant modification aux lois des 21 juillet 1881 et 2 août 1884 relatives aux ventes et échanges d'animaux domestiques.....	1722	362
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un crédit versé au Trésor à titre d'avances applicable aux travaux d'amélioration des ports de Rouen et de Cette.....	1724	430
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à la construction d'une jetée-abri au Golfe-Juan et aux travaux d'amélioration des ports de Bordeaux, de Bayonne et du Tréport....	<i>Ibid.</i>	431
<i>Idem.</i>	DÉCRET réglant la situation des magistrats français mis à la disposition du gouvernement égyptien.....	<i>Ibid.</i>	433
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui proroge au 18 mai 1897 le délai fixé par l'article 1 ^{er} du décret du 19 octobre 1892 pour les expropriations nécessaires à l'établissement du tramway des Quatre Chemins à Voiron (gare de Paris-Lyon-Méditerranée) (Isère).....	1725	652
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la concession à la chambre de commerce d'Oran de magasins publics sur des terrains de l'Etat au port d'Oran.....	1731	965
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à l'admission temporaire des mélasses destinées à la distillation.....	1738	1194
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Marne à s'imposer extraordinairement en 1896.....	1742	1324
1 ^{er} août.	DÉCRET qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 30 avril 1895, du conseil général des Bouches-du-Rhône.....	1720	314
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare nulle et de nul effet la délibération en date du 30 avril 1895, du conseil général des Bouches-du-Rhône).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 27 avril 1895, du conseil général des Bouches-du-Rhône.....	<i>Ibid.</i>	315
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 31 mai 1895, du conseil général de la Seine.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 11 juillet 1895, du conseil général de la Seine.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui alloue au département du Rhône, sur les fonds du Trésor, une subvention pour les travaux complémentaires de la maison d'arrêt et de justice de Lyon, en vue de la mise en pratique du régime de l'emprisonnement individuel.....	1722	378
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui rectifie, en ce qui concerne le département de l'Isère, le tableau de population n° 3 déclaré authentique par le décret du 31 décembre 1891.....	1723	408
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui reconnaît la maison d'arrêt et de correction de Saint-Gaudens (Haute-Garonne) comme établissement affecté à l'emprisonnement individuel des détenus des deux sexes.....	<i>Ibid.</i>	409
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui alloue au département du Tarn-et-Garonne, sur les fonds du Trésor, une somme pour la construction de la maison d'arrêt, de justice et de correction de Montauban, en vue de la mise en pratique du régime de l'emprisonnement individuel.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi portant application du service militaire à l'île de la Réunion.....	1724	413
<i>Idem.</i>	Loi portant ouverture et annulation de crédit sur le budget du ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, pour l'exercice 1895.....	<i>Ibid.</i>	414

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
22 Août 1895.	DÉCRET établissant un droit pour les élèves désirant assister, à titre facultatif, aux travaux pratiques du certificat d'études physiques, chimiques et naturelles...	1732	1008
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe les droits d'examen, de certificat d'aptitude et de diplôme à percevoir, au profit du Trésor, pour la licence en droit.....	<i>Ibid.</i>	1009
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe les droits d'examen, de certificat d'aptitude et de diplôme à percevoir, au profit du Trésor, pour le doctorat en droit.....	<i>Ibid.</i>	1011
2.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses des écoles d'enseignement supérieur en Algérie.....	1718	246
3.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de l'école nationale des beaux-arts d'Alger.....	<i>Ibid.</i>	247
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve le tarif pour la perception du droit de péage au bac du Bonhomme, sur la rivière du Blavet, entre les communes de Caudan et de Kervignac (Morbihan).....	1724	442
4.	DÉCRET qui ouvre un crédit supplémentaire au budget des dépenses administratives de la caisse des dépôts et consignations pour l'exercice 1895.....	1715	27
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise M. Brunet (Victor-René), M. Brunet (Joseph-Marie-Martin-René) et M. Brunet (René-Jean-Marie) à ajouter à leur nom patronymique celui de Lecomte.....	<i>Ibid.</i>	30
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise M. Guérin (René-Louis-Henri) à ajouter à son nom patronymique celui de Litteau....	<i>Ibid.</i>	31
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise M. Gaillet (Louis) à ajouter à son nom patronymique celui de Billotteau.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare nulle et de nul effet la délibération en date du 30 avril 1895 du conseil général des Bouches-du-Rhône.....	1720	315
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la substitution, à M. Alfred Lambert, de la compagnie du chemin de fer de Pont-de-la-Deûle à Pont-à-Marcq, comme concessionnaire du chemin de fer d'intérêt local de Pont-de-la-Deûle à Pont-à-Marcq.....	1729	904
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat.....	1730	951
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui étend aux communes de Décines, Meyzieu, Jouage et Fons (Isère) la juridiction du commissaire spécial de police de Cusset (Rhône).....	<i>Ibid.</i>	963
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement d'une ligne de tramway sur le territoire de la commune de Nice (Alpes-Maritimes).....	1731	982
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un réseau de tramways dans les départements des Deux-Sèvres et de Maine-et-Loire.....	1733	1022
6.	DÉCRET portant application des dispositions du décret du 10 août 1875 à l'arrestation des fabricants frauduleux d'allumettes chimiques.....	1718	248
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat.....	1729	905
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable au nivellement général du département du Pas-de-Calais et de la commune d'Hénin-Liétard.....	<i>Ibid.</i>	907

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
6 Août 1895.	DÉCRET modifiant le tracé du tramway de Lons-le-Saunier à Saint-Claude, prorogeant le délai fixé pour les expropriations et approuvant la rétrocession de cette ligne à la compagnie générale des chemins de fer vicinaux.	1735	1095
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'établissement de lignes télégraphiques.	1740	1275
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'établissement de lignes télégraphiques.	Ibid.	1276
8.	DÉCRET qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune de Granves (Meuse).	1732	379
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de l'enseignement primaire.	1733	410
Idem.	DÉCRET étendant le périmètre de protection des sources minérales appartenant à l'État situées sur le territoire des communes de Viehy et de Gueset.	1732	1016
Idem.	DÉCRET fixant un périmètre de protection aux sources de la Crevasse et des Romaines qui alimentent l'établissement thermal de Saint-Honoré (Nièvre).	Ibid.	1017
Idem.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'acquisition des terrains sur lesquels sont établis la prise d'eau et les divers ouvrages de la dérivation du Charmaix à Modane (ligne du Rhône au Mont-Cenis).	Ibid.	1018
Idem.	DÉCRET qui modifie l'article 14 du décret du 18 juillet 1890, portant organisation de l'école des mines de Saint-Étienne.	1735	1113
9.	DÉCRET qui proroge les délais d'amortissement des deux emprunts contractés par la chambre de commerce de Houffleur, en vertu de la loi du 29 juillet 1887 et du décret du 15 septembre 1888.	1741	1289
11.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de restauration de la salle des Illustres de l'hôtel de ville de Toulouse.	1724	434
Idem.	DÉCRET portant suppression du pénitencier-dépôt d'Obock.	1726	665
12.	DÉCRET qui autorise le ministre de la marine à accepter au nom de l'État le don fait par un anonyme en faveur de l'école des mécaniciens à Brest.	1732	1019
13.	DÉCRET qui autorise M. Dreyfus (Gaston) à faire précéder son nom patronymique de celui de Gaston.	1715	31
Idem.	DÉCRET qui autorise M. Dreyfus (Edmond-Elie) à substituer à son nom patronymique celui de Lanté.	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui admet à circuler en franchise, sous bandes, la correspondance officielle échangée entre certains fonctionnaires.	1724	435
Idem.	DÉCRET qui déclare qu'il n'y a pas abus dans l'arrêté du maire de Lille, du 3 août 1881, interdisant toute manifestation du culte sur la voie publique, à l'occasion des secours religieux aux malades.	1726	666
Idem.	DÉCRET qui déclare qu'il y a abus dans l'arrêté du maire de Roubaix, du 2 mars 1895, interdisant le transport du viatique à domicile.	Ibid.	667
14.	DÉCRET qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département du Finistère à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur.	1719	283
Idem.	DÉCRET qui supprime le commissariat de police existant à Arreau (Hautes-Pyrénées).	1732	1019

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
15 Août 1895.	DÉCRET qui ratifie l'acquisition faite par la chambre de commerce de Rouen d'un immeuble sis en cette ville.	1741	1291
16.	LOI portant modification de la loi du 11 janvier 1892 (tarif des douanes).	1737	1153
Idem.	DÉCRET relatif à l'application du tarif minimum des douanes aux marchandises originaires de la Suisse.	Ibid.	1158
Idem.	DÉCRET qui autorise la chambre de commerce de la Rochelle à contracter un emprunt.	1741	1292
17.	DÉCRET fixant le prix des explosifs de mine aux nitrates d'ammoniaque ou de soude vendus dans les entrepôts de la régie.	1718	249
Idem.	DÉCRET qui suspend l'application des dispositions de l'article 22 du décret du 12 janvier 1894, relatif à la correspondance télégraphique.	Ibid.	250
Idem.	DÉCRET qui ouvre au budget de la grande chancellerie de la Légion d'honneur, exercice 1894, deux chapitres destinés à recevoir l'imputation des paiements faits pour rappels d'arrérages de traitements et suppléments de traitements de la Légion d'honneur et de la médaille militaire qui se rapportent à des exercices clos.	1724	436
Idem.	DÉCRET qui ouvre au budget de la guerre, pour l'exercice 1894, un chapitre destiné à recevoir l'imputation des rappels de solde applicables à des exercices antérieurs.	Ibid.	437
Idem.	DÉCRET portant création d'un polygone exceptionnel pour l'établissement d'un nouvel hôpital civil, à Bel-fort.	Ibid.	439
Idem.	DÉCRET qui approuve la concession à la commune de Grisy (Seine-et-Marne) d'une parcelle d'alluvion sur la rive gauche de la Seine. Ileu dit <i>Bas-de-la-Montagne</i> , à Grisy.	1728	900
Idem.	DÉCRET qui autorise l'exécution des travaux de développement des quais à marée du port de Dieppe (Seine-Inférieure).	1729	908
Idem.	DÉCRET qui autorise l'exécution des travaux de prolongement et d'élargissement de la jetée nord du port d'Alger.	Ibid.	909
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1891, 1892 et 1893.	1731	992
Idem.	DÉCRET qui modifie le tracé du tramway de Paris à Ar-pajon, entre Antony (Seine) et Wissous (Seine-et-Oise) et proroge le délai fixé pour les expropriations nécessaires à l'établissement dudit tramway.	1735	1114
Idem.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un réseau de tramways dans le département d'Ille-et-Vilaine.	1738	1196
Idem.	DÉCRET qui approuve la concession faite à M. Le Roux de terrain maritime sur le littoral de la baie du Ren-adin, commune de Poulguen.	Ibid.	1219
Idem.	DÉCRET qui modifie l'article 25 du décret du 22 février 1893 portant règlement sur les écoles pratiques de commerce ou d'industrie.	1741	1293
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'indus-trie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'établissement de lignes téléphoni-ques et de lignes interurbaines.	Ibid.	1294
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'indus-trie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'établissement de lignes et de bureaux télégraphiques.	Ibid.	1295

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
17 Août 1895.	DÉCRET portant règlement d'administration publique pour déterminer les formes et conditions de l'élection des représentants des caisses d'épargne à la commission supérieure instituée par l'article 11 de la loi du 20 juillet 1895.	1741	1296
20.	DÉCRET qui autorise M. Assassin (<i>Emile</i>) et M. Assassin (<i>Ernest</i>), à substituer à leur nom patronymique celui de <i>Berge</i> .	1718	251
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique les travaux de construction d'un quai, sur la rive gauche de l'Adour, aux allées marines, dans le port de Bayonne (Basses-Pyrénées).	1735	1116
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique les travaux de construction de quais maritimes, sur la rive sud du canal de Tancarville, au port du Havre (Seine-Inférieure).	1737	1159
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la substitution, à M. Lambert, de la compagnie du chemin de fer d'intérêt local à voie étroite de Busay à Ercheu, comme concessionnaire dudit chemin de fer.	<i>Ibid.</i>	1160
21.	DÉCRET qui autorise un échange entre l'Etat et M. Béche (<i>Marius</i>) de terrains forestiers dans le département des Basses-Alpes.	1738	1219
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui prolonge de trois mois le délai fixé par le décret du 1 ^{er} septembre 1894, pour l'installation d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune de Magny-d'Anigon (Haute-Seône).	1741	1298
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la substitution, à MM. Bastin et Grosset de la société anonyme dite <i>Compagnie des tramways de Pontcharra à la Rochelle et à Allervard-les-Bains</i> comme concessionnaire de la ligne de tramway de Pontcharra à la Rochelle, avec embranchement de Détrier-sur-Allevard (départements de l'Isère et de la Savoie).	1743	1350
22.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans la ville du Havre, d'une ligne de tramway à traction funiculaire entre la rue de Normandie et la rue de l'Abbaye au lieu dit la Côte-Sainte-Marie.	1761	1299
23.	DÉCRET qui promulgue l'article additionnel à la convention sur les rapports de voisinage et sur la surveillance des forêts limitrophes, du 23 février 1882, conclue à Berne, le 25 juin 1895, entre la France et la Suisse.	1725	446
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'établissement de lignes et de bureaux télégraphiques.	1741	1310
24.	DÉCRET portant homologation du bornage de la partie de la limite intérieure de la zone des fortifications de la place de Verdun, modifiée aux abords de l'église Saint-Sauveur.	1724	439
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la compagnie des mines de Roche-la-Molière à porter à mille kilogrammes la contenance de dynamite de son dépôt de Roche-la-Molière.	1741	1311
25.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1891, 1892 et 1893.	1726	668
27.	DÉCRET qui ouvre au budget annexe de la caisse des invalides de la marine, exercice 1895, un crédit destiné au paiement des dépenses sur fonds provenant de retenues sur les primes à la construction et à la navigation.	1724	440
28.	DÉCRET qui autorise M. Petschir (<i>Emile</i>) à substituer à son nom patronymique celui de <i>Peschier</i> .	1718	251

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
9 juill. 1895.	DÉCRET qui affecte au ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes (service des postes et des télégraphes) une parcelle de terrain située en bordure du chemin de fer de ceinture (rive gauche) près du pont Didot, à Paris.....	1727	832
<i>Idem.</i>	Loi qui approuve la convention passée, le 10 décembre 1894, entre la ville de Paris et le Crédit foncier de France, pour la conversion d'emprunts antérieurs...	1734	1059
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Haute-Marne à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	1060
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Tulle (Corrèze) à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
10.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour les dépenses de l'observatoire de Bordeaux.....	1715	22
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de l'enseignement primaire.....	<i>Ibid.</i>	23
<i>Idem.</i>	DÉCRET sur la solde, l'administration et la comptabilité des équipages de la flotte.....	1725	447
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Corrèze à s'imposer extraordinairement pendant cinq ans à partir de l'année 1896.....	1734	1061
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui nomme un membre de la commission supérieure de l'Exposition universelle de 1907.....	1736	1142
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à l'ouverture de sentiers dans la série d'Entraigues.....	1742	1340
11.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour les dépenses des écoles nationales des beaux-arts, d'art décoratif et d'art industriel.....	1715	24
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour travaux militaires....	1717	216
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Calvados à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	1734	1062
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Cher à s'imposer extraordinairement pendant cinq ans à partir de l'année 1896.....	<i>Ibid.</i>	1063
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de Loir-et-Cher à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1896.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Haute-Loire à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1896....	<i>Ibid.</i>	1064
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Lot à s'imposer extraordinairement pendant cinq ans à partir de 1896.	<i>Ibid.</i>	1065
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Mayenne à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1896.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Seine-Inférieure à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	1066
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Somme à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1896.....	<i>Ibid.</i>	1067
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Var à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1896.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Vendée à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1896.....	<i>Ibid.</i>	1068
<i>Idem.</i>	Loi qui approuve les engagements pris par la ville de Rouen (Seine-Inférieure) pour le paiement par annuité du prix d'acquisition de divers immeubles....	<i>Ibid.</i>	1069
13.	Loi qui autorise la chambre de commerce de Dijon (Côte-d'Or) à contracter un emprunt et à percevoir une imposition extraordinaire.....	1715	1

NOM des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
1 Sept. 1895.	de police de Morez (Jura) est étendue à la commune de Marchier; la juridiction du commissaire de police de Youl (Meurthe-et-Moselle) est étendue aux communes de Dommartin et d'Écrouves.....	1740	1284
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1891.....	1726	676
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1891 et 1893.....	<i>Ibid.</i>	677
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1891, 1892 et 1893.....	<i>Ibid.</i>	678
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la restauration du pont suspendu de Gordan, sur le Rhône (route nationale n° 92) dans le département de l'Ain.....	1739	1251
5.	DÉCRET qui abroge, à partir du 1 ^{er} janvier 1896, les dispositions des décrets des 18 janvier et 29 mars 1890, relatifs à la constitution des groupes téléphoniques.....	1729	911
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui modifie celui du 19 octobre 1889, relatif à la taxe des conversations téléphoniques.....	<i>Ibid.</i>	912
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui modifie celui du 1 ^{er} mai 1891, relatif au service de messages téléphonés.....	<i>Ibid.</i>	913
6.	DÉCRET qui étend au bureau de poste français établi à Zanzibar le service des colis postaux.....	1730	952
7.	DÉCRET relatif à l'organisation des réseaux téléphoniques locaux.....	1729	913
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses des écoles d'enseignement supérieur en Algérie.....	<i>Ibid.</i>	916
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'établissement de lignes téléphoniques.....	1736	1146
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'établissement de lignes téléphoniques.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
9.	DÉCRET qui fixe les alignements du boulevard international du port de Calais (Pas-de-Calais).....	1745	1443
12.	DÉCRET portant homologation du bornage de la limite extérieure de la zone des fortifications de divers ouvrages dépendant de la place de Bougie.....	1729	917
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	1736	1147
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la chambre de commerce du Havre à contracter un emprunt.....	1743	1356
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la chambre de commerce de Dieppe à mettre à la disposition de l'État une somme, en vue de contribuer à l'exécution des travaux de développement des quais à marée du port de Dieppe.....	<i>Ibid.</i>	1357
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la chambre de commerce d'Alger à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	1359
13.	DÉCRET qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 12 août 1895, du conseil d'arrondissement de Clamecy (Nièvre).....	1724	443
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 13 août 1895, du conseil d'arrondissement de Brioude (Haute-Loire).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
13 Sept. 1895.	DÉCRET qui ouvre le bureau des Sables-d'Olonne (Vendée) au transit des marchandises non prohibées....	1742	1362
14.	DÉCRET qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune d'Azillanet (Hérault).....	1729	918
Idem.	DÉCRET qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune de Listrac-de-Durèze (Gironde).	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui ouvre au budget du département des colonies, pour l'exercice 1894, un chapitre spécial destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice.....	1739	1222
Idem.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer destiné à relier les voies ferrées de la fosse n° 6 à la nouvelle fosse n° 7 des mines de Dourges (Pas-de-Calais).....	1744	1395
Idem.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement de diverses lignes de tramways dans la ville du Havre et sa banlieue.....	1745	1415
15.	DÉCRET qui autorise le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes à accepter, pour le musée national du Louvre, le don fait à cet établissement par le sieur Grandidier (Marie-Louis-Ernest).....	1732	1019
Idem.	DÉCRET qui autorise le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes à accepter les legs faits aux musées nationaux et à l'Union centrale des arts décoratifs par le sieur Malécot.....	1742	1347
18.	DÉCRET portant augmentation du nombre des juges titulaires et des juges suppléants du tribunal de commerce de Rouen.....	1729	919
19.	NOTE relative à l'adhésion du gouvernement du Paraguay à la convention de l'Union postale universelle signée à Vienne le 4 juillet 1891.....	Ibid.	920
Idem.	NOTE relative à l'adhésion du gouvernement serbe à la convention de l'Union postale universelle signée à Vienne le 4 juillet 1891.....	Ibid.	Ibid.
20.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de la première circonscription de Montluçon (Allier) à l'effet d'élire un député.....	1726	680
Idem.	DÉCRET qui admet à circuler en franchise, sous plis fermés, la correspondance de service adressée par le ministre de la marine aux guetteurs des sémaphores établis sur les côtes de France, de Corse, d'Algérie et de Tunisie.	1729	920
Idem.	DÉCRET relatif à une contribution spéciale à percevoir, en 1896, pour les dépenses de plusieurs chambres et bourses de commerce.....	1736	1149
Idem.	DÉCRET relatif à une contribution spéciale à percevoir, en 1896, pour les dépenses de la chambre de commerce du Puy (Haute-Loire).....	1745	1429
Idem.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter pour l'agrandissement des installations du service de la petite vitesse à la gare de Vazangéville [ligne de Paris à Strasbourg] (Meurthe-et-Moselle)....	Ibid.	1443
21.	DÉCRET portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 30 novembre 1894 relative aux habitations à bon marché.....	Ibid.	1430
22.	DÉCRET qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 12 août 1895, du conseil d'arrondissement de Château-Gontier (Mayenne).....	1724	443
Idem.	DÉCRET qui déclare nulles et de nul effet les délibérations, en date du 12 août 1895, du conseil d'arrondissement de Mayenne (Mayenne).....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET portant affectation à la marine de l'ancienne batterie du Roselier, sise dans la commune de Plérin (Côtes-du-Nord).....	1729	921
24.	DÉCRET portant que la commune de Crèvecœur, canton de Marquing, arrondissement de Cambrai (Nord), portera, à l'avenir, le nom de Crèvecœur-sur-l'Escaut....	Ibid.	931

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
25 sept. 1895.	DÉCRET qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département du Doubs à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur.	1726	681
16.	DÉCRET qui supprime le commissariat de police de quatrième classe existant à la Tremblade (Charente-Inférieure).	1742	1347
Idem.	DÉCRET qui supprime le commissariat de police de quatrième classe existant à Saint-Ambroix (Gard).	1747	1507
17.	DÉCRET relatif à une contribution spéciale à percevoir, en 1895, pour les dépenses de la chambre de commerce de Mont-de-Marsan.	1745	1443
Idem.	DÉCRET relatif à une imposition extraordinaire à percevoir, en 1896, pour les dépenses de la chambre de commerce de Rouen (Seine-Inférieure).	1746	1446
28.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de l'arrondissement de Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie), à l'effet d'élire un député.	1746	682
29.	DÉCRET qui autorise M. Cruchon (Jean-Baptiste-Adolphe-François-Joseph) à ajouter à son nom patronymique celui de Dupeyral.	1721	348
Idem.	DÉCRET qui reporte au budget-annexe de la caisse des invalides de la marine, exercice 1895, un crédit supplémentaire destiné au paiement de dépenses sur fonds provenant de donations et de legs non employés pendant l'exercice 1894.	1730	959
Idem.	DÉCRET portant rectification de la limite extérieure de la zone des fortifications de la citadelle d'Ajaccio.	1737	1161
Idem.	DÉCRET qui reporte au budget annexe de la caisse des invalides de la marine, exercice 1895, un crédit supplémentaire destiné au paiement de dépenses sur fonds provenant des prélèvements de quatre pour cent sur les primes à la marine marchande et non employés pendant l'exercice 1894.	Ibid.	1162
1 ^{er} Octobre.	DÉCRET portant que des funérailles nationales seront faites à Louis Pasteur, membre de l'Académie française et de l'Académie des sciences.	Ibid.	1163
1.	DÉCRET qui détermine la nouvelle limite à assigner à la zone unique de prohibition de la chaussée du Sillon, à Saint-Malo.	Ibid.	1164
3.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les réparations effectuées aux bâtiments de l'établissement thermal de Vichy.	1726	683
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un crédit extraordinaire pour les funérailles de Louis Pasteur.	1737	1165
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à l'entretien des collections minéralogiques de l'école des mines de Saint-Etienne.	1744	1399
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux travaux de restauration de l'écluse du fort, sur la Scarpe Inférieure, et de rehaussement des ponts du polygone et du marais de Flers, sur la Scarpe moyenne.	1746	1447
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à l'établissement d'une station avec port sec à Forges (ligne de Poitiers à la Rochelle et à Rochefort).	Ibid.	1448

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
3 Oct. 1895.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour le paiement des indemnités allouées aux agents chargés du service météorologique des ports de Boulogne, Dieppe, Saint-Malo et Bayonne.	1746	1449
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux frais de manœuvre et d'entretien du Pont-de-Vic, sur le canal de Calvados.	Ibid.	1451
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté au traitement de l'écluseur chargé de la manœuvre des portes d'accès du canal de Bourgidou.	Ibid.	1452
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux travaux d'amélioration des ports de Rouen et de Dunkerque.	Ibid.	1453
Idem.	DÉCRET qui approuve les travaux à exécuter par la société générale des chemins de fer économiques pour l'aménagement d'une salle de bains aux ateliers de Coance-sur-TOEIL, sur la ligne de Sannois à Lapeyrouse.	1747	1507
7.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1891, 1892 et 1893.	1734	1076
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour la location du magasin central d'habillement et de campement de la place de Nantes.	Ibid.	1082
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à la restauration de la façade de l'ancienne église des Chartreux, servant de magasin au service de l'artillerie, à Douai.	Ibid.	1083
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour travaux de navigation intérieure.	1739	1325
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à divers travaux de routes nationales.	1743	1362
8.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses des écoles nationales des beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel.	1739	922
Idem.	DÉCRET qui promulgue l'arrangement signé à Paris, le 6 février 1893, pour régler, en matière de tarifs douaniers, les relations commerciales entre la France et le Canada.	1730	934
Idem.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de l'arrondissement de Dreux (Eure-et-Loir) à l'effet d'élire un député.	Ibid.	960
9.	DÉCRET qui modifie certaines franchises postales.	1737	1166
Idem.	DÉCRET qui applique les dispositions du décret du 27 juin 1892 aux envois de fonds faits par la poste et au moyen de mandats, entre la France, l'Algérie et les bureaux français à l'étranger et la Serbie.	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses du service chronométrique de l'observatoire de Besançon.	Ibid.	1167

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
9 Oct. 1895.	DÉCRET portant création d'un polygone exceptionnel en avant du front 9-10 de l'enceinte de Brest.....	1737	1168
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	1746	1454
11.	DÉCRET portant homologation de la limite extérieure de la zone des fortifications des places de Méchéria, du Kreider et des postes des Saules et de Djénien-bou-Reng, à Saïda.....	1729	923
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant homologation du bornage de la zone des servitudes des postes d'Aïn-ben-Khelil et de Djénien-bou-Reng, à Saïda.....	<i>Ibid.</i>	924
12.	DÉCRET réglementant l'exploitation des phosphates de chaux en Algérie.....	1746	1455
15.	DÉCRET portant application de la taxe spéciale édictée par la loi du 29 mars 1889 pour les correspondances officielles non affranchies, aux lettres expédiées par les présidents des tribunaux de commerce.....	1737	1169
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant cession gratuite au service local et au service du protectorat du matériel et des établissements du pénitencier d'Obock.....	1746	1460
16.	DÉCRET qui autorise la création de recettes auxiliaires des postes.....	1737	1170
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'exécution de divers travaux maritimes.....	1742	1341
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	1743	1369
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	1746	1461
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'amélioration du port de Rouen.....	<i>Ibid.</i>	1462
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'amélioration des ports de Philippeville et d'Alger.....	<i>Ibid.</i>	1463
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour le paiement de l'indemnité allouée au gardien des feux de la jetée est du port de Boulogne-sur-Mer.....	<i>Ibid.</i>	1464
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux travaux d'amélioration de la Garonne maritime et de la Gironde supérieure.....	<i>Ibid.</i>	1465
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	<i>Ibid.</i>	1466
<i>Idem.</i>	DÉCRET modifiant les articles 43 et suivants du décret du 31 mai 1862 sur la comptabilité publique, en ce qui concerne les sommes remboursées au compte du premier établissement des chemins de fer de l'État (budget du ministère des travaux publics).....	<i>Ibid.</i>	1467
17.	DÉCRET qui accorde la franchise postale à la correspondance officielle échangée entre certains fonctionnaires et magistrats.....	1734	1084

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
18 Oct. 1895.	DÉCRET qui promulgue l'arrangement signé, le 11 mars 1895, entre la France et la Roumanie, pour la répression des fausses indications sur la provenance des marchandises.....	1729	902
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au budget du ministre des finances, pour l'exercice 1896, deux nouveaux chapitres destinés à recevoir l'imputation des paiements faits pour rappels d'arrérages de rentes viagères et de pensions d'exercices clos.....	1733	1049
19.	DÉCRET qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 24 septembre 1895, du conseil d'arrondissement de Brioude (Haute-Loire).....	1729	931
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de l'enseignement primaire en France, moins les villes de plus de cent cinquante mille âmes.....	1737	1171
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la juridiction du commissaire de police de Redon (Ille-et-Vilaine) est étendue sur la partie de la commune de Saint-Nicolas (Loire-Inférieure) appelée la <i>digue</i>	1743	1380
20.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour la location des immeubles occupés par le magasin d'habillement et de campement de Toulouse.....	1734	1083
21.	DÉCRET qui transporte du ministère des travaux publics au ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes les crédits affectés aux services des bâtiments civils et palais nationaux pour l'exercice 1895.	1737	1172
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique la rectification de la route nationale n° 57, dans la côte de la Gabiotte (Saône-et-Loire).....	1749	1571
22.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de l'école nationale des beaux-arts d'Alger.....	1737	1176
23.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'exécution de divers travaux militaires.....	1734	1085
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la chambre de commerce de Calais à administrer la forme de Radoub établie dans le port de Calais (Pas-de-Calais).....	1749	1556
24.	DÉCRET qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 12 août 1895, du conseil d'arrondissement de Bressuire.....	1735	1119
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 23 septembre 1895, du conseil d'arrondissement de Loches (Indre-et-Loire).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
25.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses des écoles d'enseignement supérieur en Algérie.....	1737	1177
<i>Idem.</i>	DÉCRET fixant les droits de douane sur certains produits étrangers importés à Sainte-Marie-de-Madagascar.....	1736	1468
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant admission au bénéfice de la détaxe de certains produits originaires de Sainte-Marie-de-Madagascar.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
28.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de l'arrondissement de Cherbourg (Manche) à l'effet d'élire un député.....	1730	961

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
28 Oct. 1895.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de la première circonscription de l'arrondissement d'Abbeville (Somme) à l'effet d'élire un député.....	1730	962
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant modification à la délimitation de la zone des fortifications du fort Bouguen, à Brest.....	1737	1178
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour acquisition de terrains à Bizerte (Tunisie).....	1746	1469
30.	DÉCRET réglant la concession des distinctions honorifiques en faveur des instituteurs et institutrices employés dans les écoles publiques des colonies.....	1747	1501
<i>Idem.</i>	DÉCRET transférant au principal du collège de Cayenne les attributions du directeur de l'intérieur de la Guyane en matière d'instruction publique.....	<i>Ibid.</i>	1503
31.	DÉCRET qui autorise le grand chancelier de la Légion d'honneur à accepter, au profit d'anciennes élèves de la maison de la Légion d'honneur de Saint-Denis, le legs fait par la dame veuve Férey, née Monthon.....	1732	1019
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à la réfection de la conduite d'eau de la commune de Lourmel (Oran).....	1735	1118
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour les dépenses de l'école nationale des beaux-arts d'Alger.....	1743	1371
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour l'exécution de divers travaux.....	1746	1470
<i>Idem.</i>	DÉCRET promulguant, dans les établissements français de l'Inde, l'article 14 du décret du 23 prairial an XII, sur les sépultures.....	1747	1504
1 ^{re} Nov. 1895.	DÉCRET qui autorise M. Bordel (Nicolas-Jules) et M. Bordel (François-Henri) à substituer à leur nom patronymique celui de Regnier.....	1726	683
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui nomme M. Léon Bourgeois, député, ministre de l'intérieur.....	1729	925
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui nomme M. Léon Bourgeois, ministre de l'intérieur, président du conseil des ministres.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui nomme M. Louis Ricard, député, garde des sceaux, ministre de la justice.....	<i>Ibid.</i>	916
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui nomme M. Berthelot, sénateur, ministre des affaires étrangères.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui nomme M. Doumer, député, ministre des finances.....	<i>Ibid.</i>	927
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui nomme M. Cavaignac, député, ministre de la guerre.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui nomme M. Lockroy, député, ministre de la marine.....	<i>Ibid.</i>	928
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui nomme M. Combes, sénateur, ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui nomme M. Guyot-Dessaigne, député, ministre des travaux publics.....	<i>Ibid.</i>	929
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui nomme M. Mesureur, député, ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui nomme M. Viger, député, ministre de l'agriculture.....	<i>Ibid.</i>	930
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui charge M. Mesureur, ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur du ministère des colonies.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
1 ^{er} Août 1895.	DÉCRET établissant un droit pour les élèves désiraant assister, à titre facultatif, aux travaux pratiques du certificat d'études physiques, chimiques et naturelles...	1734	1008
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe les droits d'examen, de certificat d'aptitude et de diplôme à percevoir, au profit du Trésor, pour la licence en droit.....	<i>Ibid.</i>	1009
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe les droits d'examen, de certificat d'aptitude et de diplôme à percevoir, au profit du Trésor, pour le doctorat en droit.....	<i>Ibid.</i>	1011
2.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses des écoles d'enseignement supérieur en Algérie.....	1718	246
3.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de l'école nationale des beaux-arts d'Alger.....	<i>Ibid.</i>	247
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve le tarif pour la perception du droit de péage au bac du Bonhomme, sur la rivière du Blavet, entre les communes de Caudan et de Kervignac (Morbihan).....	1724	442
4.	DÉCRET qui ouvre un crédit supplémentaire au budget des dépenses administratives de la caisse des dépôts et consignations pour l'exercice 1895.....	1715	27
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise M. Brunet (Victor-René), M. Branel (Joseph-Marie-Martin-René) et M. Brunet (René-Jean-Marie) à ajouter à leur nom patronymique celui de Lecomte.....	<i>Ibid.</i>	30
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise M. Guérin (René-Louis-Henri) à ajouter à son nom patronymique celui de Litteau....	<i>Ibid.</i>	31
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise M. Gaillet (Louis) à ajouter à son nom patronymique celui de Billotteau.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare nulle et de nul effet la délibération en date du 30 avril 1895 du conseil général des Bouches-du-Rhône.....	1720	315
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la substitution, à M. Alfred Lambert, de la compagnie du chemin de fer de Pont-de-la-Deule à Pont-à-Marcq, comme concessionnaire du chemin de fer d'intérêt local de Pont-de-la-Deule à Pont-à-Marcq.....	1729	904
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat.....	1730	951
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui étend aux communes de Décines, Meyzieu, Jouage et Fous (Isère) la juridiction du commissaire spécial de police de Cus-et (Rhône).....	<i>Ibid.</i>	963
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement d'une ligne de tramway sur le territoire de la commune de Nice (Alpes-Maritimes).....	1731	982
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un réseau de tramways dans les départements des Deux-Sèvres et de Maine-et-Loire.....	1733	1022
6.	DÉCRET portant application des dispositions du décret du 10 août 1875 à l'arrestation des fabricants frauduleux d'allumettes chimiques.....	1718	248
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat.....	1729	905
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable au nivellement général du département du Pas-de-Calais et de la commune d'Hénin-Liétard.....	<i>Ibid.</i>	907

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
20 NOV. 1895.	DÉCRET qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour la fourniture de papiers timbrés au gouvernement égyptien.....	1748	1523
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant modification à la délimitation de la zone unique des servitudes de la ci-devant de Perpignan..	<i>Ibid.</i>	1524
23.	DÉCRET qui autorise M ^{lle} Soleil (<i>Marie</i>) à substituer à son nom patronymique celui de <i>Cayol</i>	1738	1052
24.	DÉCRET relatif à l'expédition des lettres et boîtes avec valeur déclarée à destination de la République du Chili.....	1739	1238
25.	DÉCRET qui approuve la concession faite à M. <i>Falga-Bernard</i> , de parcelle d'alluvion sur la rive droite de la Garonne, au lieu dit le <i>Bac</i> , commune de Cordes...	1741	1315
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la concession faite à M. <i>Adolphe Cochery</i> , d'une bande de terrain à retrancher du lit de la Seine, à Asnières, lieu dit l'Écluse des Guillemettes (Seine).....	<i>Ibid.</i>	1316
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à la circulation en franchise de la correspondance de service de certains fonctionnaires....	1746	1475
26.	DÉCRET qui fixe la quantité d'huile d'olive et de grignons d'origine et de provenance tunisiennes qui pourra être admise en France, du 1 ^{er} décembre 1895 au 30 novembre 1896, dans les conditions de la loi du 19 juillet 1890.....	1739	1240
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui porte de huit à dix le nombre des juges suppléants du tribunal de commerce de Lyon.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
27.	DÉCRET portant inscription à un chapitre spécial du budget du ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes (beaux-arts) pour l'exercice 1895, d'un crédit pour la pose d'une pierre tombale à la mémoire d' <i>Albert</i> , membre du Gouvernement provisoire de 1848.....	<i>Ibid.</i>	1241
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui concède pour cinquante ans aux sieurs <i>Lefèvre, Colombel et Avril</i> , un terrain maritime à Saint-Pierre (iles Saint-Pierre-et-Miquelon) destiné à la construction d'une cale de halage.....	1746	1476
29.	DÉCRET qui accorde au bureau de poste et de télégraphe de <i>Levallois-Perret</i> (Seine) une levée exceptionnelle moyennant la taxe supplémentaire.....	1739	1242
30.	DÉCRET qui autorise M. <i>Nourrit</i> (<i>Adolphe-Eugène-André</i>) à faire précéder son nom patronymique de celui de <i>Plon</i>	1738	1219
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise M. <i>Bloch</i> (<i>Léon</i>) à ajouter à son nom patronymique celui de <i>Trofousse</i>	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	LOI qui élève de dix-huit à dix-neuf le nombre des conseillers d'État en service extraordinaire.....	1743	1350
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui affecte au département de la marine une ancienne batterie déclassée située dans le cinquième arrondissement maritime.....	1748	1524
2 DÉC. 1895.	DÉCRET qui ouvre au ministre des finances un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1891....	1732	1013
3.	ADHÉSION de la Grande-Bretagne à la convention sanitaire internationale signée à <i>Dresde</i> , le 15 avril 1893.	<i>Ibid.</i>	1015
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la ville de <i>Fontenay-le-Comte</i> (<i>Vendée</i>)..	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune de <i>Saint-Sauveur-de-Libourne</i> (<i>Gironde</i>).....	<i>Ibid.</i>	1016
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux dépenses de reconstruction de l'Opéra-Comique.....	1739	1243

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
3 Déc. 1895.	DÉCRET portant homologation du bornage des zones de servitudes de la batterie de la Chapelle-des-Grecs, à Ajaccio.....	1739	1244
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, un crédit supplémentaire, en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1891, 1892 et 1893.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1891.....	1742	1343
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la commune de Neuvy, canton de Chemillé, arrondissement de Cholet (Maine-et-Loire) prendra à l'avenir le nom de Neuvy-en-Mauges.....	1744	1412
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour la reconstruction de l'école nationale d'art décoratif de Limoges et du musée national Adrien Dubouché.....	1748	1525
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour l'exécution d'une œuvre de sculpture destinée à être placée dans la nouvelle salle des fêtes de la préfecture des Alpes-Maritimes.....	<i>Ibid.</i>	1526
5.	DÉCRET qui nomme M. le général de division Davout, duc d'Auerstaedt, grand chancelier de la Légion d'honneur.....	1742	1344
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui nomme M. Jacquin, conseiller d'Etat, secrétaire général de la chancellerie de la Légion d'honneur.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui nomme les membres du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.....	<i>Ibid.</i>	1345
7.	DÉCRET portant homologation du bornage des zones de servitudes de la batterie haute d'Aspretto, à Ajaccio.....	1748	1527
8.	DÉCRET qui autorise le ministre de la marine à accepter, au nom de l'Etat, le don fait par le sieur L. Aubert, destiné à fonder un prix de tir qui sera affecté, chaque année, à l'un des régiments d'infanterie de marine.....	1747	1507
11.	LOI qui proroge des surtaxes à l'octroi d'Armentières (Nord).....	1742	1325
<i>Idem.</i>	LOI qui proroge des surtaxes à l'octroi d'Estaires (Nord).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	LOI qui proroge des surtaxes à l'octroi d'Hazebrouck (Nord).....	<i>Ibid.</i>	1326
<i>Idem.</i>	LOI qui proroge une surtaxe à l'octroi de Quimerc'h (Finistère).....	<i>Ibid.</i>	1327
<i>Idem.</i>	LOI relative à un échange de terrains entre l'Etat et M. Lecler.....	<i>Ibid.</i>	1328
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'intérieur un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1891, 1892, 1893 et 1894.....	1743	1372
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant homologation du plan de circonscription et du procès-verbal de bornage de la zone intérieure des fortifications de la place de Brest, en avant du montin à pondre.....	1745	1528
12.	LOI relative aux récompenses à décerner à l'occasion du centenaire de la création de l'Institut de France.....	1739	1221
13.	LOI qui proroge une surtaxe à l'octroi de Callac (Géres-du-Nord).....	1742	1329
<i>Idem.</i>	LOI qui proroge une surtaxe à l'octroi de Romans (Drôme).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	LOI relative à un échange de terrains entre l'Etat et M. Sallé.....	<i>Ibid.</i>	1330

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
14 Déc. 1895.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1891, 1892 et 1893.....	1749	1567
15.	DÉCRET qui autorise M. Forgemol (Léopold-Léonard-Marie) à ajouter à son nom patronymique celui de de Bostquénard.....	1752	1019
16.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux travaux de canalisation d'eau par les soins du service des eaux de Versailles et de Marly....	1759	1246
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour les dépenses des écoles nationales des beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel.....	Ibid.	1249
Idem.	DÉCRET qui accorde la franchise postale à la correspondance de service échangée entre les inspecteurs des finances et les présidents et vice-présidents des conseils des directeurs des caisses d'épargne.....	Ibid.	1250
Idem.	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Camaret (Finistère).....	1742	1331
Idem.	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Condé-sur-Noireau (Calvados).....	Ibid.	Ibid.
Idem.	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Dinan (Côtes-du-Nord).....	Ibid.	1332
Idem.	Loi qui crée une surtaxe à l'octroi de Ploaré (Finistère).....	Ibid.	1333
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de l'enseignement primaire élémentaire en France.....	1748	1528
17.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de l'arrondissement de Lisieux (Calvados) à l'effet d'élire un député.....	1740	1278
Idem.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de la deuxième circonscription de Perpignan (Pyrénées-Orientales) à l'effet d'élire un député.....	Ibid.	1279
18.	DÉCRET qui déclare applicable en Algérie les dispositions relatives au mode d'évaluation des propriétés bâties et des constructions nouvelles.....	1748	1529
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux dépenses de l'enseignement supérieur en Algérie.....	Ibid.	1530
Idem.	DÉCRET qui ouvre au budget annexe de la caisse des invalides de la marine, exercice 1895, un crédit destiné au payement de dépenses provenant de retenues sur les primes à la construction et à la navigation.....	Ibid.	1531
20.	Loi qui ouvre aux ministres de la guerre et des finances, sur l'exercice 1895, des crédits supplémentaires....	1742	1334
Idem.	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Lampaul-Ploudalmezeau (Finistère).....	Ibid.	Ibid.
Idem.	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Landrecies (Nord).....	Ibid.	1335
Idem.	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Lesneven (Finistère).....	Ibid.	1336
Idem.	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi d'Orchies (Nord).....	Ibid.	1337
Idem.	DÉCRET portant homologation du bornage des zones de servitudes de la batterie de Porticchio à Ajaccio.....	1748	1532
21.	DÉCRET qui autorise M. Baptista (Louis-Pierre) à ajouter à son nom patronymique celui de Viguière.....	1734	1087

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
21 Déc. 1895.	DÉCRET qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune de Longefoy (Savoie).....	1740	1280
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune de Thillot (Vosges).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui ouvre au ministre des affaires étrangères, sur l'exercice 1895, des crédits supplémentaires pour la création de postes consulaires en Chine.....	1742	1337
<i>Idem.</i>	Loi qui ouvre au ministre des affaires étrangères un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer de l'exercice clos 1893.....	<i>Ibid.</i>	1338
22.	DÉCRET qui nomme les membres de la commission chargée de l'examen des comptes des ministres pour l'exercice 1894 et l'année 1895.....	1748	1533
23.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de l'arrondissement de Montdidier (Somme) à l'effet d'élire un député.....	1740	1281
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de service chronométrique de l'observatoire de Besançon.....	1748	1534
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de l'observatoire de Toulouse.....	<i>Ibid.</i>	1535
25.	DÉCRET qui fixe le taux de l'intérêt composé pour les déposants de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.....	<i>Ibid.</i>	1536
26.	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi d'Aiguebelle (Savoie).....	1744	1381
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi d'Albertville (Savoie).....	<i>Ibid.</i>	1382
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Caudan (Morbihan).....	<i>Ibid.</i>	1383
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Dieppe (Seine-Inférieure).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Fresnoy-le-Grand (Aisne).....	<i>Ibid.</i>	1384
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Grasse (Alpes-Maritimes).....	<i>Ibid.</i>	1385
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise une surtaxe à l'octroi de Landéda (Finistère).....	<i>Ibid.</i>	1386
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Lyon (Rhône).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Nice (Alpes-Maritimes).....	<i>Ibid.</i>	1387
<i>Idem.</i>	Loi qui crée des surtaxes à l'octroi d'Oissel (Seine-Inférieure).....	<i>Ibid.</i>	1388
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Rochechouart (Haute-Vienne).....	<i>Ibid.</i>	1389
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui crée des surtaxes à l'octroi de Saint-Valéry-en-Caux (Seine-Inférieure).....	<i>Ibid.</i>	1390
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Soissons (Aisne).....	<i>Ibid.</i>	1391
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Vitry-le-François (Marne).....	<i>Ibid.</i>	1392
<i>Idem.</i>	Loi qui approuve un échange de terrains forestiers entre l'Etat et M. Chauvel.....	<i>Ibid.</i>	1393
<i>Idem.</i>	Loi relative aux décorations supplémentaires à accorder aux militaires des armées de terre et de mer qui ont pris part à l'expédition de Madagascar.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
27.	Loi qui abaisse à cinq centimes la taxe supplémentaire actuellement établie sur les lettres expédiées après les levées générales.....	1748	1509

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
27 Déc. 1895.	Loi autorisant : 1° l'administration des postes à mettre à la disposition du public des mandats-cartes payables au domicile du bénéficiaire moyennant une taxe de factage; 2° l'ouverture au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1895, d'un crédit supplémentaire.....	1748	1510
<i>Idem.</i>	Loi concernant les caisses de retraite, de secours et de prévoyance fondées au profit des employés et ouvriers.....	<i>Ibid.</i>	1511
28.	Décret qui autorise la prorogation du droit d'octroi dit de <i>banlieue</i> , dans le département de la Seine.....	1744	1400
<i>Idem.</i>	Décret qui autorise la prorogation d'une surtaxe à l'octroi de Camel (Nord).....	<i>Ibid.</i>	1401
<i>Idem.</i>	Décret qui autorise la prorogation des surtaxes à l'octroi de Châteaudun (Eure-et-Loir).....	<i>Ibid.</i>	1402
<i>Idem.</i>	Décret qui autorise la prorogation de surtaxes à l'octroi de Château-Gontier (Mayenne).....	<i>Ibid.</i>	1403
<i>Idem.</i>	Décret qui autorise la prorogation d'une surtaxe à l'octroi de Douarnenez (Finistère).....	<i>Ibid.</i>	1404
<i>Idem.</i>	Décret qui autorise la prorogation d'une surtaxe à l'octroi d'Elbeuf (Seine-inférieure).....	<i>Ibid.</i>	1405
<i>Idem.</i>	Décret qui autorise la prorogation de surtaxes à l'octroi d'Embrun (Hautes-Alpes).....	<i>Ibid.</i>	1406
<i>Idem.</i>	Décret qui autorise la prorogation d'une surtaxe à l'octroi de Faou (Finistère).....	<i>Ibid.</i>	1407
<i>Idem.</i>	Décret qui autorise la prorogation de surtaxes à l'octroi de Gap (Hautes-Alpes).....	<i>Ibid.</i>	1408
<i>Idem.</i>	Décret qui autorise la prorogation de surtaxes à l'octroi du Havre (Seine-inférieure).....	<i>Ibid.</i>	1409
<i>Idem.</i>	Décret qui autorise la prorogation de surtaxes à l'octroi d'Hyères (Var).....	<i>Ibid.</i>	1410
<i>Idem.</i>	Décret qui autorise la prorogation d'une surtaxe à l'octroi de Lambézellec (Finistère).....	<i>Ibid.</i>	1411
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le Gouvernement à approuver par décrets la prorogation de surtaxes d'octroi.....	1748	1514
<i>Idem.</i>	Décret qui autorise la prorogation de surtaxes à l'octroi de Lisleux (Calvados).....	<i>Ibid.</i>	1537
<i>Idem.</i>	Décret qui autorise la prorogation d'une surtaxe à l'octroi de Loudan (Vienne).....	<i>Ibid.</i>	1538
<i>Idem.</i>	Décret qui autorise la prorogation de surtaxes à l'octroi de Martigues (Bouches-du-Rhône).....	<i>Ibid.</i>	1531
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi d'Avessan (Nord).....	1749	1541
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Cléder (Finistère).....	<i>Ibid.</i>	1542
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Concarneau (Finistère).....	<i>Ibid.</i>	1543
<i>Idem.</i>	Loi qui crée une surtaxe à l'octroi du Conquet (Finistère).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Guilvinec (Finistère).....	<i>Ibid.</i>	1544
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi d'Henneb (Morbihan).....	<i>Ibid.</i>	1545
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi d'Houat (Morbihan).....	<i>Ibid.</i>	1546
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge des surtaxes aux octrois urbains et de banlieue de Lille (Nord).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Plouédern (Finistère).....	<i>Ibid.</i>	1547
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Pont-Croix (Finistère).....	<i>Ibid.</i>	1548
<i>Idem.</i>	Loi qui crée des surtaxes à l'octroi de Quintin (Côtes-du-Nord).....	<i>Ibid.</i>	1549
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Rostrenen (Côtes-du-Nord).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
29 Déc. 1895.	DÉCRET qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département des Côtes-du-Nord à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur.....	1740	1282
<i>Idem.</i>	Loi qui approuve la convention passée, le 11 décembre 1895, entre le ministre des travaux publics et la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne.....	1745	1413
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Bagnères (Hautes-Pyrénées).....	1749	1550
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Cannes (Alpes-Maritimes).....	<i>Ibid.</i>	1551
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Cholet (Maine-et-Loire).....	<i>Ibid.</i>	1552
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Honfleur (Calvados).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Landerneau (Finistère).....	<i>Ibid.</i>	1553
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Saint-Servan (Ille-et-Vilaine).....	<i>Ibid.</i>	1554
30.	Loi ayant pour l'objet : 1° l'ouverture au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, d'un crédit extraordinaire pour la réparation des dommages résultant de la rupture de la digue du réservoir de Bouzey (canal de l'Est); 2° l'annulation d'une somme sur les crédits ouverts au ministre des travaux publics au titre du chapitre LXII : <i>Établissement et améliorations des canaux de navigation</i> , du budget de l'exercice 1895.	1746	1445
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à la perception de l'octroi de mer en Algérie pendant les années 1896 et 1897.	1749	1569
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui rend applicables en Algérie, jusqu'au 31 décembre 1896, les dispositions du décret du 19 septembre 1892, consentant des abonnements spéciaux, portant sur le droit d'octroi de mer et sur le droit de consommation, aux bouilleurs de cru de l'Algérie.	<i>Ibid.</i>	1570
31.	DÉCRET qui autorise M. <i>Forgemol (Hubert-Joseph)</i> à son nom patronymique celui de <i>de Bostquénard</i>	1736	1151
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise M. <i>Sartorio (Eugène-Jean-Joseph)</i> à substituer à son nom patronymique celui de <i>Sartory</i> .	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise M. <i>Laborde (Henri-Eugène)</i> à ajouter à son nom patronymique celui de <i>de Lassansaa</i> . ..	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise M ^{lle} <i>Debroas (Ernestine)</i> à ajouter à son nom patronymique celui de <i>Dufin</i>	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui annule la délibération, en date du 26 août 1895, du conseil général de Maine-et-Loire.	1742	1337
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui annule les délibérations, en date du 20 septembre 1895, du conseil général du Var.	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi relative à la majoration des pensions de la caisse nationale des retraites.	1749	1555

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1715.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 29791. — *Loi qui autorise la Chambre de commerce de Dijon (Côte-d'Or) à contracter un Emprunt et à percevoir une Imposition extraordinaire.*

Du 13 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 14 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce de Dijon (Côte-d'Or) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas trois francs quatre-vingts centimes pour cent (3'80 p. o/o), une somme de cent soixante-deux mille francs (162,000') qui sera affectée aux travaux d'installation de la bourse de commerce de Dijon.

Cet emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera en vingt-cinq années.

2. A partir de l'année 1895, il pourra être perçu, sur les patentés de la circonscription de la chambre de commerce de Dijon, compris dans l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures sur les

patentes, une imposition extraordinaire additionnelle au principe de la contribution des patentes.

Cette imposition, qui pourra s'élever annuellement au maximum de quatre centimes soixante et onze centièmes (0^o 471) par franc sera affectée, pendant tout le temps nécessaire, au service de l'emprunt précité, concurremment avec les autres ressources qui pourront être appliquées à cette destination.

3. Le nombre de centimes ou fractions de centime à percevoir sera fixé, chaque année, par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 13 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil,
Ministre des finances,
Signé : A. RIBOT.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : G. LEYGUES.

Le Ministre du commerce,
de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : ANDRÉ LEBON.

N° 29792. — *Loi relative aux Contributions directes et aux Taxes y assimilées de l'exercice 1896.*

Du 17 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 18 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Les contributions directes applicables aux dépenses générales de l'État seront établies, pour 1896, en principal et centimes additionnels, conformément à l'état A annexé à la présente loi, aux dispositions des lois existantes et par dérogation à l'article 1^{er} de la loi du 18 juillet 1892. Ces contributions sont évaluées à la somme de quatre cent soixante-quatorze millions cent quatre-vingt mille cinq cent quatre-vingt-dix-huit francs (474,180,598^{fr}).

2. Le taux de la contribution foncière des propriétés bâties demeure fixé, en principal, pour 1896, à 3^{fr} 20 p. 0/0 de la valeur locative établie comme il est dit à l'article 5 de la loi du 8 août 1891 et après les déductions spécifiées audit article.

3. Le contingent de chaque département pour la contribution foncière des propriétés non bâties et pour les contributions personnelles-mobilières et des portes et fenêtres est fixé en principal, pour 1896, aux sommes portées dans l'état B annexé à la présente loi.

4. A partir du 1^{er} janvier 1896, les voitures, chevaux, mules et mulâtres

fournis par des loueurs, marchands ou carrossiers, à des particuliers qui les lègent dans des locaux à leur disposition seront imposées au nom de ces derniers à la contribution sur les chevaux, voitures, mules et mulets, alors même que les voitures, chevaux, etc., seraient toujours entretenus aux frais des loueurs, marchands ou carrossiers et conduits par une personne à leur service.

L'article 7 de la loi du 23 juillet 1872 est modifié en ce qu'il a de contraire à la disposition qui précède.

5. Les diverses taxes assimilées aux contributions directes, applicables aux dépenses générales de l'État, seront établies, pour 1896, conformément à l'état C annexé à la présente loi et aux dispositions des lois existantes. Ces taxes sont évaluées à la somme de trente-six millions neuf cent vingt mille cinq cent quatre-vingt-cinq francs (36,920,585').

6. Les contributions directes, taxes y assimilées et contributions arabes à percevoir en Algérie, énoncées aux états D, E, F annexés à la présente loi, seront établies, pour 1896, au profit de l'État, conformément aux lois existantes.

Ces contributions et taxes sont évaluées à la somme de :

1° Trois millions cinq cent soixante-quinze mille quatre cent quatorze francs (3,575,414') pour les contributions directes;

2° Deux cent vingt-trois mille cinq cent cinquante-quatre francs (223,554') pour les taxes assimilées aux contributions directes;

3° Huit millions six cent soixante-treize mille six cent quatre-vingt-un francs (8,673,681') pour les contributions arabes.

7. Les droits, produits et revenus énoncés à l'état G annexé à la présente loi seront établis, pour 1896, conformément aux lois existantes, au profit des départements, des communes, des établissements publics et des communautés d'habitants dûment autorisées.

8. Le maximum des centimes que les conseils généraux peuvent voter, en vertu de l'article 58 de la loi du 10 août 1871, est fixé, pour l'année 1896 : 1° à vingt-cinq centimes (0' 25) sur les contributions foncière (propriétés bâties et propriétés non bâties) et personnelle-mobilière; 2° à un centime (0' 01) sur les quatre contributions directes.

9. En cas d'insuffisance du produit des centimes ordinaires pour concourir par des subventions aux dépenses des chemins vicinaux de grande communication et, dans les cas extraordinaires, aux dépenses des autres chemins vicinaux, les conseils généraux sont autorisés à voter, pour l'année 1896, à titre d'imposition spéciale, 11 centimes (0' 07) additionnels aux quatre contributions directes.

10. Le maximum des centimes extraordinaires que les conseils généraux peuvent voter, en vertu de l'article 40 de la loi du 10 août 1871, est fixé, pour l'année 1896, à douze centimes (0' 12).

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
1 ^{er} Nov. 1895.	DÉCRET portant modification à l'arrêté du 5 germinal an xiv, sur l'organisation de la régie des contributions indirectes, en ce qui concerne les transactions sur procès.....	1737	1278
4.	DÉCRET qui nomme M. Guieysse, député, ministre des colonies.....	1739	931
6.	DÉCRET qui autorise l'exploitation de deux gracs à vapeur sur le quai de Javel (rivière de Seine), à Paris.	1748	1511
7.	DÉCRET qui autorise la création à Marseille (Bouches-du-Rhône) d'un établissement de Petites-Sœurs des pauvres.....	1737	1179
Idem.	DÉCRET qui autorise la création à Tilsaut (Seine-inférieure) d'un établissement de Petites-Sœurs des pauvres.....	Ibid.	1180
Idem.	DÉCRET portant création d'un emploi de secrétaire général au ministère de la guerre.....	1746	1472
8.	DÉCRET qui annule la délibération, en date du 22 août 1895, du conseil général de la Loire-inférieure.....	1735	1119
9.	DÉCRET qui autorise M. Cochon (Jacques) à substituer à son nom patronymique celui de Cardeur.....	1739	931
Idem.	DÉCRET qui annule la délibération, en date du 22 août 1895, du conseil général des Côtes-du-Nord.....	1742	1317
12.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de l'arrondissement de Fomalquier (Basses-Alpes) à l'effet d'élire un député.....	1740	1277
13.	LOI qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1895, et au titre du budget annexe des monnaies et médailles, des crédits supplémentaires pour le service d'exploitation.....	1743	1349
14.	DÉCRET portant ce qui suit : Il est créé à Lille (Nord) un commissariat de police; la juridiction du commissaire central de police de Grenoble (Isère) est étendue aux communes de la Tranche, Saint-Martin-d'Hères, Polsat, Kybeins, Seyseins, Fontaine, Saint-Martin-le-Vinoux, Echirolles et Pariset.....	1741	1315
Idem.	DÉCRET qui autorise le président du tribunal de commerce du département de la Seine à contresigner, au moyen d'une griffe, les lettres de convocation émanant de ce tribunal.....	1746	1473
Idem.	DÉCRET déterminant les règles d'avancement du personnel de l'administration pénitentiaire coloniale.....	Ibid.	1474
15.	DÉCRET portant règlement d'administration publique pour l'organisation de l'assistance à domicile, à Paris.....	1739	1230
16.	DÉCRET qui autorise M. Anonyme (Richard-Louis-Henri) à substituer à son nom patronymique celui de Lacambre.....	1730	963
Idem.	DÉCRET qui autorise M. Waurzynkowska (Jean-Mathieu) à substituer à son nom patronymique celui de Laurier.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui autorise M. Boussat (César-Francis) à substituer à son patronymique celui de Buissard.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui autorise M. Gaudetroy (Laurent-Joseph-Maurice) à ajouter à son nom patronymique celui de Demombynes.....	Ibid.	Ibid.
18.	DÉCRET qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune d'Appenans (Doubs).....	1731	1087
19.	DÉCRET qui fixe la taxe des bétes grasses remis par experts.....	1747	1505
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1891, 1892 et 1893.....	Ibid.	1506

20 Nov. 1895.	DÉCRET qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour la fourniture de papiers timbrés au gouvernement égyptien.....	1748	152
Idem.	DÉCRET portant modification à la délimitation de la zone unique des servitudes de la citadelle de Perpignan..	Ibid.	152
23.	DÉCRET qui autorise M ^{lle} Soleil (Marie) à substituer à son nom patronymique celui de Cayol.....	1733	105
24.	DÉCRET relatif à l'expédition des lettres et boîtes avec valeur déclarée à destination de la République du Chili.....	1739	123
25.	DÉCRET qui approuve la concession faite à M. Faugu-Bernard, de parcelle d'alluvion sur la rive droite de la Garonne, au lieu dit le Bac, commune de Cordes...	1741	131
Idem.	DÉCRET qui approuve la concession faite à M. Adolphe Cochery, d'une bande de terrain à retrancher du lit de la Seine, à Asnières, lieu dit l'Île des Guillemettes (Seine).....	Ibid.	131
Idem.	DÉCRET relatif à la circulation en franchise de la correspondance de service de certains fonctionnaires....	1746	147
26.	DÉCRET qui fixe la quantité d'huile d'olive et de grignons d'origine et de provenance tunisiennes qui pourra être admise en France, du 1 ^{er} décembre 1895 au 30 novembre 1896, dans les conditions de la loi du 19 juillet 1890.....	1739	124
Idem.	DÉCRET qui porte de huit à dix le nombre des juges suppléants du tribunal de commerce de Lyon.....	Ibid.	Ibid
27.	DÉCRET portant inscription à un chapitre spécial du budget du ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes (beaux-arts) pour l'exercice 1895, d'un crédit pour la pose d'une pierre tombale à la mémoire d'Albert, membre du Gouvernement provisoire de 1848.....	Ibid.	124
Idem.	DÉCRET qui concède pour cinquante ans aux sieurs Lefèvre, Colombel et Avril, un terrain maritime à Saint-Pierre (Des Saint-Pierre-et-Miquelon) destiné à la construction d'une cale de halage.....	1746	147
29.	DÉCRET qui accorde au bureau de poste et de télégraphe de Levallois-Perret (Seine) une levée exceptionnelle moyennant la taxe supplémentaire.....	1739	124
30.	DÉCRET qui autorise M. Nourrit (Adolphe-Eugène-André) à faire précéder son nom patronymique de celui de Plon.....	1735	111
Idem.	DÉCRET qui autorise M. Bloch (Léon) à ajouter à son nom patronymique celui de Tréhouze.....	Ibid.	Ibid
Idem.	LOI qui élève de dix-huit à dix-neuf le nombre des conseillers d'État en service extraordinaire.....	1743	135
Idem.	DÉCRET qui affecte au département de la marine une ancienne batterie déclassée située dans le cinquième arrondissement maritime.....	1748	152
2 Déc. 1895.	DÉCRET qui ouvre au ministre des finances un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1891...	1732	101
3.	ADHÉSION de la Grande-Bretagne à la convention sanitaire internationale signée à Dresde, le 15 avril 1893.	Ibid.	101
Idem.	DÉCRET qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la ville de Fontenay-le-Comte (Vendée).....	Ibid.	Ibid
Idem.	DÉCRET qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune de Saint-Sauveur-de-Libourne (Gironde).....	Ibid.	101
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux dépenses de reconstruction de l'Opéra-Comique.....	1739	124

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
3 Déc. 1895.	DÉCRET portant homologation du bornage des zones de servitudes de la batterie de la Chapelle-des-Grecs, à Ajaccio.....	1739	1244
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, un crédit supplémentaire, en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1891, 1892 et 1893.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1891....	1742	1343
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la commune de Neuvy, canton de Chemillé, arrondissement de Cholet (Maine-et-Loire) prendra à l'avenir le nom de Neuvy-en-Mauges.....	1744	1412
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour la reconstruction de l'école nationale d'art décoratif de Limoges et du musée national Adrien Dubouché.....	1748	1525
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour l'exécution d'une œuvre de sculpture destinée à être placée dans la nouvelle salle des fêtes de la préfecture des Alpes-Maritimes.....	<i>Ibid.</i>	1526
5.	DÉCRET qui nomme M. le général de division Darout, duc d'Auerstaedt, grand chancelier de la Légion d'honneur.....	1742	1344
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui nomme M. Jacquin, conseiller d'Etat, secrétaire général de la chancellerie de la Légion d'honneur.	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui nomme les membres du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.....	<i>Ibid.</i>	1345
7.	DÉCRET portant homologation du bornage des zones de servitudes de la batterie haute d'Aspretto, à Ajaccio..	1748	1527
8.	DÉCRET qui autorise le ministre de la marine à accepter, au nom de l'Etat, le don fait par le sieur J. Aubert, destiné à fonder un prix de tir qui sera affiché, chaque année, à l'un des régiments d'infanterie de marine.....	1747	1507
11.	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi d'Armentières (Nord).....	1742	1325
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi d'Estaires (Nord).	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi d'Hazebrouck (Nord).....	<i>Ibid.</i>	1326
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Quimerc'h (Finistère).....	<i>Ibid.</i>	1327
<i>Idem.</i>	Loi relative à un échange de terrains entre l'Etat et M. Lecler.....	<i>Ibid.</i>	1328
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'intérieur un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1891, 1892, 1893 et 1894.....	1743	1372
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant homologation du plan de circonscription et du procès-verbal de bornage de la zone intérieure des fortifications de la place de Brest, en avant du moulin à poudre.....	1748	1528
12.	Loi relative aux récompenses à décerner à l'occasion du centenaire de la création de l'Institut de France.....	1739	1291
13.	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Callac (Côtes-du-Nord).....	1742	1329
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Romans (Drôme).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi relative à un échange de terrains entre l'Etat et M. Sallé.....	<i>Ibid.</i>	1330

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
14 Déc. 1895.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1891, 1892 et 1893.....	1749	1567
15.	DÉCRET qui autorise M. Forgemol (Léopold-Léonard-Marie) à ajouter à son nom patronymique celui de Bostquénard.....	1782	1019
16.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux travaux de canalisation d'eau par les soins du service des eaux de Versailles et de Marly....	1739	1246
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour les dépenses des écoles nationales des beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel.....	Ibid.	1249
Idem.	DÉCRET qui accorde la franchise postale à la correspondance de service échangée entre les inspecteurs des finances et les présidents et vice-présidents des conseils des directeurs des caisses d'épargne.....	Ibid.	1250
Idem.	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Camaret (Finistère).....	1742	1331
Idem.	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Condé-sur-Noireau (Calvados).....	Ibid.	Ibid.
Idem.	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Dinan (Côtes-du-Nord).....	Ibid.	1332
Idem.	Loi qui crée une surtaxe à l'octroi de Ploaré (Finistère).....	Ibid.	1333
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de l'enseignement primaire élémentaire en France.....	1748	1528
17.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de l'arrondissement de Lisieux (Calvados) à l'effet d'élire un député.....	1740	1278
Idem.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de la deuxième circonscription de Perpignan (Pyrénées-Orientales) à l'effet d'élire un député.....	Ibid.	1279
18.	DÉCRET qui déclare applicable en Algérie les dispositions relatives au mode d'évaluation des propriétés bâties et des constructions nouvelles.....	1748	1529
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux dépenses de l'enseignement supérieur en Algérie.....	Ibid.	1530
Idem.	DÉCRET qui ouvre au budget annexe de la caisse des invalides de la marine, exercice 1895, un crédit destiné au paiement de dépenses provenant de retenues sur les primes à la construction et à la navigation.....	Ibid.	1531
20.	Loi qui ouvre aux ministres de la guerre et des finances, sur l'exercice 1895, des crédits supplémentaires....	1742	1334
Idem.	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Lampsul-Ploudalmezeau (Finistère).....	Ibid.	Ibid.
Idem.	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Landrecies (Nord).....	Ibid.	1335
Idem.	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Lesneven (Finistère).....	Ibid.	1336
Idem.	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi d'Orchies (Nord).....	Ibid.	1337
Idem.	DÉCRET portant homologation du bornage des zones de servitudes de la batterie de Porticcio à Ajaccio.....	1748	1532
21.	DÉCRET qui autorise M. Baptiste (Louis-Pierre) à ajouter à son nom patronymique celui de Viguière.....	1734	1087

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
21 Déc. 1895.	DÉCRET qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune de Longefoy (Savoie).	1740	1280
Idem.	DÉCRET qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune de Thillot (Vosges).	Ibid.	Ibid.
Idem.	Loi qui ouvre au ministre des affaires étrangères, sur l'exercice 1895, des crédits supplémentaires pour la création de postes consulaires en Chine.	1742	1337
Idem.	Loi qui ouvre au ministre des affaires étrangères un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer de l'exercice clos 1895.	Ibid.	1338
22.	DÉCRET qui nomme les membres de la commission chargée de l'examen des comptes des ministres pour l'exercice 1894 et l'année 1895.	1748	1533
23.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de l'arrondissement de Montdidier (Somme) à l'effet d'élire un député.	1740	1281
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de service chronométrique de l'observatoire de Besançon.	1748	1534
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de l'observatoire de Toulouse.	Ibid.	1535
25.	DÉCRET qui fixe le taux de l'intérêt composé pour les déposants de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.	Ibid.	1536
26.	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi d'Aiguebelle (Savoie).	1744	1381
Idem.	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi d'Albertville (Savoie).	Ibid.	1382
Idem.	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Caudan (Morbihan).	Ibid.	1383
Idem.	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Dieppe (Seine-Inférieure).	Ibid.	Ibid.
Idem.	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Fresnoy-le-Grand (Aisne).	Ibid.	1384
Idem.	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Grasse (Alpes-Maritimes).	Ibid.	1385
Idem.	Loi qui autorise une surtaxe à l'octroi de Landéda (Finistère).	Ibid.	1386
Idem.	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Lyon (Rhône).	Ibid.	Ibid.
Idem.	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Nice (Alpes-Maritimes).	Ibid.	1387
Idem.	Loi qui crée des surtaxes à l'octroi d'Oissel (Seine-Inférieure).	Ibid.	1388
Idem.	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Rochechouart (Haute-Vienne).	Ibid.	1389
Idem.	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord).	Ibid.	Ibid.
Idem.	Loi qui crée des surtaxes à l'octroi de Saint-Valéry-en-Caux (Seine-Inférieure).	Ibid.	1390
Idem.	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Soissons (Aisne).	Ibid.	1391
Idem.	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Vitry-le-François (Marne).	Ibid.	1392
Idem.	Loi qui approuve un échange de terrains forestiers entre l'Etat et M. Chauzel.	Ibid.	1393
Idem.	Loi relative aux décorations supplémentaires à accorder aux militaires des armées de terre et de mer qui ont pris part à l'expédition de Madagascar.	Ibid.	Ibid.
27.	Loi qui abaisse à cinq centimes la taxe supplémentaire actuellement établie sur les lettres expédiées après les levées générales.	1748	1509

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
27 Déc. 1895.	Loi autorisant : 1° l'administration des postes à mettre à la disposition du public des mandats-cartes payables au domicile du bénéficiaire moyennant une taxe de factage; 2° l'ouverture au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1896, d'un crédit supplémentaire.....	1748	1510
<i>Idem.</i>	Loi concernant les caisses de retraite, de secours et de prévoyance fondées au profit des employés et ouvriers.....	<i>Ibid.</i>	1511
28.	Décret qui autorise la prorogation du droit d'octroi dit de banlieue, dans le département de la Seine.....	1744	1400
<i>Idem.</i>	Décret qui autorise la prorogation d'une surtaxe à l'octroi de Cassel (Nord).....	<i>Ibid.</i>	1401
<i>Idem.</i>	Décret qui autorise la prorogation des surtaxes à l'octroi de Châteaudun (Eure-et-Loir).....	<i>Ibid.</i>	1402
<i>Idem.</i>	Décret qui autorise la prorogation de surtaxes à l'octroi de Château-Gontier (Mayenne).....	<i>Ibid.</i>	1403
<i>Idem.</i>	Décret qui autorise la prorogation d'une surtaxe à l'octroi de Douarnenez (Finistère).....	<i>Ibid.</i>	1404
<i>Idem.</i>	Décret qui autorise la prorogation d'une surtaxe à l'octroi d'Elbeuf (Seine-inférieure).....	<i>Ibid.</i>	1405
<i>Idem.</i>	Décret qui autorise la prorogation de surtaxes à l'octroi d'Embrun (Hautes-Alpes).....	<i>Ibid.</i>	1406
<i>Idem.</i>	Décret qui autorise la prorogation d'une surtaxe à l'octroi de Faou (Finistère).....	<i>Ibid.</i>	1407
<i>Idem.</i>	Décret qui autorise la prorogation de surtaxes à l'octroi de Gap (Hautes-Alpes).....	<i>Ibid.</i>	1408
<i>Idem.</i>	Décret qui autorise la prorogation de surtaxes à l'octroi du Havre (Seine-inférieure).....	<i>Ibid.</i>	1409
<i>Idem.</i>	Décret qui autorise la prorogation de surtaxes à l'octroi d'Hyères (Var).....	<i>Ibid.</i>	1410
<i>Idem.</i>	Décret qui autorise la prorogation d'une surtaxe à l'octroi de Lambézellec (Finistère).....	<i>Ibid.</i>	1411
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le Gouvernement à approuver par décrets la prorogation de surtaxes d'octroi.....	1748	1514
<i>Idem.</i>	Décret qui autorise la prorogation de surtaxes à l'octroi de Lisieux (Calvados).....	<i>Ibid.</i>	1537
<i>Idem.</i>	Décret qui autorise la prorogation d'une surtaxe à l'octroi de Louvain (Vienne).....	<i>Ibid.</i>	1538
<i>Idem.</i>	Décret qui autorise la prorogation de surtaxes à l'octroi de Martigues (Bouches-du-Rhône).....	<i>Ibid.</i>	1531
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi d'Avonnes (Nord).....	1749	1541
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Cléder (Finistère).....	<i>Ibid.</i>	1542
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Concarneau (Finistère).....	<i>Ibid.</i>	1543
<i>Idem.</i>	Loi qui crée une surtaxe à l'octroi du Conquet (Finistère).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Guilvinec (Finistère).....	<i>Ibid.</i>	1544
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi d'Henneb (Morbihan).....	<i>Ibid.</i>	1545
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi d'Houat (Morbihan).....	<i>Ibid.</i>	1546
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge des surtaxes aux octrois urbains et de banlieue de Lille (Nord).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Plouédern (Finistère).....	<i>Ibid.</i>	1547
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Pont-Croix (Finistère).....	<i>Ibid.</i>	1548
<i>Idem.</i>	Loi qui crée des surtaxes à l'octroi de Quintin (Côtes-du-Nord).....	<i>Ibid.</i>	1549
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Rostrenen (Côtes-du-Nord).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
21 Déc. 1895.	DÉCRET qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune de Longefoy (Savoie).....	1740	1280
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune de Thillot (Vosges).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui ouvre au ministre des affaires étrangères, sur l'exercice 1895, des crédits supplémentaires pour la création de postes consulaires en Chine.....	1742	1337
<i>Idem.</i>	Loi qui ouvre au ministre des affaires étrangères un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer de l'exercice clos 1895.....	<i>Ibid.</i>	1338
22.	DÉCRET qui nomme les membres de la commission chargée de l'examen des comptes des ministres pour l'exercice 1894 et l'année 1895.....	1748	1533
23.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de l'arrondissement de Monididier (Somme) à l'effet d'élire un député.....	1740	1281
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de service chronométrique de l'observatoire de Besançon.....	1748	1531
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses de l'observatoire de Toulouse.....	<i>Ibid.</i>	1535
25.	DÉCRET qui fixe le taux de l'intérêt composé pour les déposants de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.....	<i>Ibid.</i>	1536
26.	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi d'Aiguebelle (Savoie).....	1744	1381
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi d'Albertville (Savoie).....	<i>Ibid.</i>	1382
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Caudan (Morbihan).....	<i>Ibid.</i>	1383
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Dieppe (Seine-Inférieure).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Fresnoy-le-Grand (Aisne).....	<i>Ibid.</i>	1384
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Grasse (Alpes-Maritimes).....	<i>Ibid.</i>	1385
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise une surtaxe à l'octroi de Landéda (Finistère).....	<i>Ibid.</i>	1386
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Lyon (Rhône).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Nice (Alpes-Maritimes).....	<i>Ibid.</i>	1387
<i>Idem.</i>	Loi qui crée des surtaxes à l'octroi d'Oissel (Seine-Inférieure).....	<i>Ibid.</i>	1388
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Rochechouart (Haute-Vienne).....	<i>Ibid.</i>	1389
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui crée des surtaxes à l'octroi de Saint-Valéry-en-Caux (Seine-Inférieure).....	<i>Ibid.</i>	1390
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Soissons (Aisne).....	<i>Ibid.</i>	1391
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Vitry-le-François (Marne).....	<i>Ibid.</i>	1392
<i>Idem.</i>	Loi qui approuve un échange de terrains forestiers entre l'État et M. Chauvel.....	<i>Ibid.</i>	1393
<i>Idem.</i>	Loi relative aux décorations supplémentaires à accorder aux militaires des armées de terre et de mer qui ont pris part à l'expédition de Madagascar.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
27.	Loi qui abaisse à cinq centimes la taxe supplémentaire actuellement établie sur les lettres expédiées après les levées générales.....	1748	1509

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
17 Déc. 1895.	Loi autorisant : 1° l'administration des postes à mettre à la disposition du public des mandats-cartes payables au domicile du bénéficiaire moyennant une taxe de factage ; 2° l'ouverture au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1895, d'un crédit supplémentaire.....	1748	1510
Idem.	Loi concernant les caisses de retraite, de secours et de prévoyance fondées au profit des employés et ouvriers.....	Ibid.	1511
28.	Décret qui autorise la prorogation du droit d'octroi dit de banlieue, dans le département de la Seine.....	1744	1400
Idem.	Décret qui autorise la prorogation d'une surtaxe à l'octroi de Cassel (Nord).....	Ibid.	1401
Idem.	Décret qui autorise la prorogation des surtaxes à l'octroi de Châteaudun (Eure-et-Loir).....	Ibid.	1402
Idem.	Décret qui autorise la prorogation de surtaxes à l'octroi de Château-Gontier (Mayenne).....	Ibid.	1403
Idem.	Décret qui autorise la prorogation d'une surtaxe à l'octroi de Douarnenez (Finistère).....	Ibid.	1404
Idem.	Décret qui autorise la prorogation d'une surtaxe à l'octroi d'Elbeuf (Seine-inférieure).....	Ibid.	1405
Idem.	Décret qui autorise la prorogation de surtaxes à l'octroi d'Embrun (Hautes-Alpes).....	Ibid.	1406
Idem.	Décret qui autorise la prorogation d'une surtaxe à l'octroi de Faou (Finistère).....	Ibid.	1407
Idem.	Décret qui autorise la prorogation de surtaxes à l'octroi de Gap (Hautes-Alpes).....	Ibid.	1408
Idem.	Décret qui autorise la prorogation de surtaxes à l'octroi du Havre (Seine-inférieure).....	Ibid.	1409
Idem.	Décret qui autorise la prorogation de surtaxes à l'octroi d'Hyères (Var).....	Ibid.	1410
Idem.	Décret qui autorise la prorogation d'une surtaxe à l'octroi de Lambézellec (Finistère).....	Ibid.	1411
Idem.	Loi qui autorise le Gouvernement à approuver par décrets la prorogation de surtaxes d'octroi.....	1748	1514
Idem.	Décret qui autorise la prorogation de surtaxes à l'octroi de Lisleux (Calvados).....	Ibid.	1537
Idem.	Décret qui autorise la prorogation d'une surtaxe à l'octroi de Loudun (Vienne).....	Ibid.	1538
Idem.	Décret qui autorise la prorogation de surtaxes à l'octroi de Martignes (Bouches-du-Rhône).....	Ibid.	1531
Idem.	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi d'Avonnes (Nord).....	1749	1541
Idem.	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Cléder (Finistère).....	Ibid.	1542
Idem.	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Concarneau (Finistère).....	Ibid.	1543
Idem.	Loi qui crée une surtaxe à l'octroi du Conquet (Finistère).....	Ibid.	Ibid.
Idem.	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Guilvinec (Finistère).....	Ibid.	1544
Idem.	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi d'Huellec (Morbihan).....	Ibid.	1545
Idem.	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi d'Houat (Morbihan).....	Ibid.	1546
Idem.	Loi qui proroge des surtaxes aux octrois urbains et de banlieue de Lille (Nord).....	Ibid.	Ibid.
Idem.	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Plouédern (Finistère).....	Ibid.	1547
Idem.	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Pont-Croix (Finistère).....	Ibid.	1548
Idem.	Loi qui crée des surtaxes à l'octroi de Quintin (Côtes-du-Nord).....	Ibid.	1549
Idem.	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Rostrenen (Côtes-du-Nord).....	Ibid.	Ibid.

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
29 Déc. 1895.	DÉCRET qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département des Côtes-du-Nord à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur.....	1740	1282
Idem.	Loi qui approuve la convention passée, le 11 décembre 1895, entre le ministre des travaux publics et la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne.....	1745	1413
Idem.	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Bagnères (Hautes-Pyrénées).....	1749	1550
Idem.	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Cannes (Alpes-Maritimes).....	Ibid.	1551
Idem.	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Cholet (Maine-et-Loire).....	Ibid.	1552
Idem.	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Honfleur (Calvados).....	Ibid.	Ibid.
Idem.	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Landerneau (Finistère).....	Ibid.	1553
Idem.	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Saint-Servan (Ille-et-Vilaine).....	Ibid.	1554
30.	Loi ayant pour l'objet : 1° l'ouverture au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, d'un crédit extraordinaire pour la réparation des dommages résultant de la rupture de la digue du réservoir de Bouzey (canal de l'Est); 2° l'annulation d'une somme sur les crédits ouverts au ministre des travaux publics au titre du chapitre LXII : <i>Etablissement et améliorations des canaux de navigation</i> , du budget de l'exercice 1895.....	1746	1445
Idem.	DÉCRET relatif à la perception de l'octroi de mer en Algérie pendant les années 1896 et 1897.....	1749	1569
Idem.	DÉCRET qui rend applicables en Algérie, jusqu'au 31 décembre 1896, les dispositions du décret du 19 septembre 1892, consentant des abonnements spéciaux, portant sur le droit d'octroi de mer et sur le droit de consommation, aux bouilleurs de cru de l'Algérie.....	Ibid.	1570
31.	DÉCRET qui autorise M. Forgenot (Hubert-Joseph) à son nom patronymique celui de de Bostquénard.....	1736	1151
Idem.	DÉCRET qui autorise M. Sartorio (Eugène-Jean-Joseph) à substituer à son nom patronymique celui de Sartory.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui autorise M. Laborde (Henri-Eugène) à ajouter à son nom patronymique celui de de Lassansaa.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui autorise M ^{lle} Debros (Ernestine) à ajouter à son nom patronymique celui de Dufin.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui annule la délibération, en date du 26 août 1895, du conseil général de Maine-et-Loire.....	1742	1337
Idem.	DÉCRET qui annule les délibérations, en date du 20 septembre 1895, du conseil général du Var.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	Loi relative à la majoration des pensions de la caisse nationale des retraites.....	1749	1555

FIN DE LA TABLE CHRONOLOGIQUE DES LOIS ET DÉCRETS DU TOME LI.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1715.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 29791. — *Loi qui autorise la Chambre de commerce de Dijon (Côte-d'Or) à contracter un Emprunt et à percevoir une Imposition extraordinaire.*

Du 13 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 14 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce de Dijon (Côte-d'Or) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas trois francs quatre-vingts centimes pour cent (3'80 p. o/o), une somme de cent soixante-deux mille francs (162,000') qui sera affectée aux travaux d'installation de la bourse de commerce de Dijon.

Cet emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera en vingt-cinq années.

2. A partir de l'année 1895, il pourra être perçu, sur les patentés de la circonscription de la chambre de commerce de Dijon, compris dans l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures sur les

patentes, une imposition extraordinaire additionnelle au principal de la contribution des patentes.

Cette imposition, qui pourra s'élever annuellement au maximum de quatre centimes soixante et onze centièmes (0^e 0471) par franc, sera affectée, pendant tout le temps nécessaire, au service de l'emprunt précité, concurremment avec les autres ressources qui pourront être appliquées à cette destination.

3. Le nombre de centimes ou fractions de centime à percevoir sera fixé, chaque année, par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 13 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil,
Ministre des finances,
Signé : A. RIBOT.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : G. LEYGUES.

Le Ministre du commerce,
de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : ANDRÉ LEBON.

N° 29792. — *Loi relative aux Contributions directes et aux Taxes y assimilées de l'exercice 1896.*

Du 17 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 18 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Les contributions directes applicables aux dépenses générales de l'État seront établies, pour 1896, en principal et centimes additionnels, conformément à l'état A annexé à la présente loi, aux dispositions des lois existantes et par dérogation à l'article 1^{er} de la loi du 18 juillet 1892. Ces contributions sont évaluées à la somme de quatre cent soixante-quatorze millions cent quatre-vingt mille cinq cent quatre-vingt-dix-huit francs (474,180,598^{fr}).

2. Le taux de la contribution foncière des propriétés bâties demeure fixé, en principal, pour 1896, à 3^e 20 p. 0/0 de la valeur locative établie comme il est dit à l'article 5 de la loi du 8 août 1890, et après les déductions spécifiées audit article.

3. Le contingent de chaque département pour la contribution foncière des propriétés non bâties et pour les contributions personnelle-mobilière et des portes et fenêtres est fixé en principal, pour 1896, aux sommes portées dans l'état B annexé à la présente loi.

4. A partir du 1^{er} janvier 1896, les voitures, chevaux, mules et mulâtres

fouris par des loueurs, marchands ou carrossiers, à des particuliers qui les lègent dans des locaux à leur disposition seront imposées au nom de ces derniers à la contribution sur les chevaux, voitures, mules et muets, alors même que les voitures, chevaux, etc., seraient toujours entretenus aux frais des loueurs, marchands ou carrossiers et conduits par une personne à leur service.

L'article 7 de la loi du 23 juillet 1872 est modifié en ce qu'il a de contraire à la disposition qui précède.

5. Les diverses taxes assimilées aux contributions directes, applicables aux dépenses générales de l'État, seront établies, pour 1896, conformément à l'état C annexé à la présente loi et aux dispositions des lois existantes. Ces taxes sont évaluées à la somme de trente-six millions neuf cent vingt mille cinq cent quatre-vingt-cinq francs (36,920,585').

6. Les contributions directes, taxes y assimilées et contributions arabes à percevoir en Algérie, énoncées aux états D, E, F annexés à la présente loi, seront établies, pour 1896, au profit de l'État, conformément aux lois existantes.

Ces contributions et taxes sont évaluées à la somme de :

1° Trois millions cinq cent soixante-quinze mille quatre cent quatorze francs (3,575,414') pour les contributions directes;

2° Deux cent vingt-trois mille cinq cent cinquante-quatre francs (223,554') pour les taxes assimilées aux contributions directes;

3° Huit millions six cent soixante-treize mille six cent quatre-vingt; un franc (8,673,681') pour les contributions arabes.

7. Les droits, produits et revenus énoncés à l'état G annexé à la présente loi seront établis, pour 1896, conformément aux lois existantes, au profit des départements, des communes, des établissements publics et des communautés d'habitants dûment autorisées.

8. Le maximum des centimes que les conseils généraux peuvent voter, en vertu de l'article 58 de la loi du 10 août 1871, est fixé, pour l'année 1896: 1° à vingt-cinq centimes (0' 25) sur les contributions foncière (propriétés bâties et propriétés non bâties) et personnelle-mobilière; 2° à un centime (0' 01) sur les quatre contributions directes.

9. En cas d'insuffisance du produit des centimes ordinaires pour concourir par des subventions aux dépenses des chemins vicinaux de grande communication et, dans les cas extraordinaires, aux dépenses des autres chemins vicinaux, les conseils généraux sont autorisés à voter, pour l'année 1896, à titre d'imposition spéciale, sept centimes (0' 07) additionnels aux quatre contributions directes.

10. Le maximum des centimes extraordinaires que les conseils généraux peuvent voter, en vertu de l'article 40 de la loi du 10 août 1871, est fixé, pour l'année 1896, à deux centimes (0' 12).

Dans ce nombre sont compris les centimes dont l'imposition a été précédemment autorisée par des lois spéciales antérieures à la mise à exécution de la loi du 18 juillet 1866 sur les conseils généraux.

11. Le maximum de la contribution spéciale à établir sur les quatre contributions directes, en cas d'omission au budget départemental d'un crédit suffisant pour faire face aux dépenses spécifiées à l'article 61 de la loi du 10 août 1871 est fixé, pour l'année 1896, à deux centimes (0' 02).

12. Le maximum des centimes que les conseils municipaux peuvent voter, en vertu de l'article 133 de la loi du 5 avril 1884, est fixé, pour l'année 1896, à cinq centimes (0' 05) sur les contributions foncière (propriétés bâties et propriétés non bâties) et personnelle-mobilière.

13. Le maximum des centimes extraordinaires que les conseils municipaux sont autorisés à voter pour en affecter le produit à des dépenses extraordinaires d'utilité communale, et qui doit être arrêté annuellement par les conseils généraux en vertu de l'article 42 de la loi du 10 août 1871, ne pourra dépasser, en 1896, vingt centimes (0' 20).

14. Lorsque, en exécution du paragraphe 5 de l'article 149 de la loi du 5 avril 1884, il y aura lieu, par le Gouvernement, d'imposer d'office, sur les communes, des centimes additionnels pour le paiement des dépenses obligatoires, le nombre de ces centimes ne pourra excéder le maximum de dix centimes (0' 10), à moins qu'il ne s'agisse de l'acquit de dettes résultant de condamnations judiciaires, auquel cas il pourra être élevé jusqu'à vingt centimes (0' 20).

15. L'article 117 de la loi du 3 frimaire an VII, relative à la répartition et à l'assiette de la contribution foncière, est remplacé par le suivant :

« Pour jouir de ces divers avantages, le propriétaire devra former une réclamation dès l'année qui suivra celle de l'exécution des travaux et dans les trois mois de la publication du rôle. Cette réclamation sera présentée, instruite et jugée comme les demandes en décharge ou en réduction concernant la contribution foncière des propriétés non bâties. »

Sont abrogés les articles 118, 119 et 120 de la même loi.

16. En matière soit de contributions directes, soit de taxes assimilées aux contributions directes pour le recouvrement, et dont l'assiette et la répartition sont confiées à l'administration des contributions directes, toute expertise demandée par un contribuable en réclamation, ou ordonnée d'office par le conseil de préfecture, est faite par trois experts, à moins que les parties ne consentent qu'il y soit procédé par un seul.

Dans ce dernier cas, l'expert est nommé par le conseil de préfec-

ture. Si l'expertise est confiée à trois experts, l'un d'eux est nommé par ce conseil, et chacune des parties est appelée à nommer son expert.

Les frais d'expertise sont supportés par la partie qui succombe. Ils peuvent, en raison des circonstances de l'affaire, être compensés en tout ou en partie.

Les dispositions contenues dans les trois paragraphes qui précèdent seront applicables à partir de la promulgation de la présente loi.

L'article 29 de la loi du 21 avril 1832 est modifié en ce qu'il a de contraire à ces dispositions. L'article 5 de la loi du 29 décembre 1884 est abrogé.

17. Les rôles confectionnés en exécution de la présente loi ne seront homologués et rendus exécutoires par les préfets et ne pourront être mis en recouvrement qu'après que la loi portant fixation du budget général de l'exercice 1896 en aura autorisé la perception.

Toutefois les rôles de prestation pour les chemins vicinaux et ruraux pourront être homologués et publiés après que les conseils généraux auront fixé la valeur de la journée de travail, en conformité de l'article 4 de la loi du 21 mai 1836.

Il n'est pas dérogé à l'exécution de l'article 4 de la loi du 2 août 1829, modifié par l'article 7 de la loi du 7 août 1850, relatif au cadastre, non plus qu'aux dispositions des lois des 10 mai 1838, 10 août 1871 et 31 mars 1886 sur les attributions départementales; des 16 septembre 1871 et 21 mai 1873 sur la composition du conseil général de la Seine; du 5 avril 1884 sur l'organisation communale; du 24 juillet 1867 sur l'administration communale, mais exclusivement en ce qui touche la disposition de l'article 9 relative à l'établissement du tarif général, et l'article 17, lequel n'est maintenu en vigueur qu'en ce qui concerne la ville de Paris; du 21 mai 1836 sur les chemins vicinaux; des 20 juillet 1837, article 5, et 14 juillet 1838, article 4, relatifs aux frais de perception de tous centimes additionnels à recouvrer pour le compte des communes et des bourses et chambres de commerce; des 21 juillet 1870 et 20 août 1881 sur les chemins ruraux; du 21 décembre 1882, tendant à accorder des secours aux familles nécessiteuses des soldats de la réserve et de l'armée territoriale pendant l'absence de leurs chefs; du 22 mars 1890 sur les syndicats des communes; de l'article 26 de la loi du 8 août 1890, relatif au calcul du produit total des centimes départementaux et communaux en ce qui concerne la contribution foncière (propriétés bâties et propriétés non bâties) et du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 17 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

NATURE ET OBJET DES IMPOSITIONS.	Centimes (propriétés bâties.)		Centimes (propriétés non bâties.)	
	Centimes additionnels.		Centimes additionnels.	
PRINCIPAL.				
Principal des contributions.....	v	69,300,000 ²	v	103,242
A retrancher pour cotisations en principal des propriétés non bâties ayant cessé d'être imposables, déduction faite des cotisations afférentes aux propriétés non bâties devenues passibles de l'impôt. (Art. 11, 12 et 13 de la loi du 1 ^{er} mai 1872.).....	v	v	v	7
RESTE.....		69,300,000		103,235
A ajouter pour cotisations en principal des propriétés nouvellement bâties, imposables à partir du 1 ^{er} janvier 1896, déduction faite des dégrèvements afférents aux propriétés détruites ou démolies. (Art. 2 des lois des 17 août 1845 et 4 août 1844.).....	v	v	v	
TOTAL du principal.....		69,300,000		103,235
A retrancher pour attribution aux communes sur la contribution des patentes. (Art. 36 de la loi du 13 juillet 1890.).....	v	v	v	
RESTE.....		69,300,000		103,235
CENTIMES COMMUNAUX.				
Centimes additionnels généraux sans affectation spéciale (calculés sur le total du principal).....	v	v	v	
Centimes additionnels généraux extraordinaires, avec maintien des exceptions déterminées par l'article 1 ^{er} de la loi du 24 juillet 1873.....	v	v	v	
Centimes additionnels généraux pour dépenses de l'instruction primaire. (Art. 27 de la loi du 19 juillet 1889.).....	8	5,364,000	8	8,258
Imposition représentant les frais de perception des 4 centimes antérieurement perçus au profit des communes pour dépenses de l'instruction primaire. (Art. 27 de la loi du 19 juillet 1889.).....	0.12	83,160	0.12	123
CENTIMES DE DIVERSES NATURES ET RÉIMPOSITIONS.				
Centimes pour secours en cas de grêle, incendies, inondations et autres cas fortuits.....	1	693,000	1	1,032
Centimes pour non-valeurs sur le montant du principal des contributions.....	3	2,079,000	2.50	2,580
Centimes pour non-valeurs sur le montant des centimes additionnels généraux pour dépenses de l'instruction primaire, y compris les frais de perception. (Art. 27 de la loi du 19 juillet 1889.).....	3	100,818	2.50	209
Centimes pour non-valeurs sur le montant des impositions départementales. (Art. 14 de la loi du 8 juillet 1852.).....	3	1,085,622	2.50	1,675
Centimes pour non-valeurs sur le montant des impositions communales. (Art. 10 de la loi du 8 juillet 1852.).....	8	1,087,530	2.50	1,488
Réimpositions.....	v	v	v	2
Centimes pour frais de confection des rôles spéciaux d'impositions extraordinaires. (Art. 9 de la loi du 4 août 1845.).....	v	1,200	v	5
TOTAUX.....		80,062,278		108,607
Frais d'avertissement. (Art. 50 et 51 de la loi du 13 mai 1818).....				
TOTAL GÉNÉRAL.....				

ANNEXÉS.

pour l'exercice 1896.

DÉSIGNATION					TOTALS	
foncière-mobilière.		des portes et fenêtres.	des patentes		par nature de contributions.	par affectation de contributions.
		Cent- times addi- tionnels.		Cent- times addi- tionnels.		
67,977,843 ^f	*		44,692,100 ^f	*	87,700,000 ^f	372,912,439 ^f
"	"		"	"	"	7,496
67,977,843	-----		44,692,100	-----	87,700,000	372,904,943
822,157	"		407,900	*	"	1,230,057
58,800,000	-----		45,100,000	-----	87,700,000	374,135,000
"	"		"	"	7,016,000	7,016,000
68,800,000	-----		45,100,000	-----	80,684,000	367,119,000
11,696,000	15.80		7,125,800	14.60	12,804,200	31,626,000
"	"		"	20	17,378,000	17,378,000
5,504,000	8		3,608,000	8	7,016,000	29,930,800
82,560	0.12		54,120	0.12	105,240	448,960
688,000	"		"	"	"	2,413,350
688,000	3		1,353,000	5	4,385,000	11,085,875
55,866	3		109,864	5	356,062	900,174
375,050	3		398,220	5	1,262,450	4,796,700
338,900	3		589,170	5	1,588,650	5,088,727
2,140,500	"		86,300	"	"	2,329,000
1,600	"		1,000	"	800	9,900
90,479,476	-----		58,425,474	-----	125,580,401	473,126,498
						1,054,100
						474,180,598
						474,180,598

CONTRIBUTIONS FONCIÈRE (PROPRIÉTÉS NON BÂTIES)

ÉTAT B.

Tableau de fixation des contingents, en princ

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.	DÉPARTEMENTS.	CONTINGENTS EN PRINCIPAL DES CONTRIBU		
		fonciers (propriétés non bâties).	personnelles- mobilières.	des parties et foncières
		3	4	5
1	Ain	1,029,723 ^f	402,571 ^f	252,1
2	Aisne	2,006,018	894,585	739,
3	Allier	1,151,749	549,410	377,
4	Alpes (Basses)	542,784	139,904	91,
5	Alpes (Hautes)	272,789	107,309	74,
6	Alpes-Maritimes	369,359	606,009	286,
7	Ardèche	688,857	304,782	207,
8	Ardennes	920,592	523,158	322,
9	Ariège	476,877	202,203	134,
10	Aube	907,687	478,468	339,
11	Aude	1,477,834	483,180	281,
12	Aveyron	1,162,671	357,694	267,
13	Bouches-du-Rhône	784,088	1,772,298	1,123,
14	Calvados	2,722,670	874,653	707,
15	Cantal	708,926	216,136	129,
16	Charente	1,097,366	539,081	337,
17	Charente-Inférieure	1,312,315	724,391	424,
18	Cher	805,916	450,200	260,
19	Corrèze	631,741	226,682	156,
20	Corse	141,859	201,724	69,
21	Côte-d'Or	1,664,351	679,431	435,
22	Côtes-du-Nord	1,345,139	490,081	261,
23	Creuse	557,311	213,878	146,
24	Dordogne	1,270,688	517,659	309,
25	Doubs	881,357	466,800	289,
26	Drôme	923,976	400,353	260,
27	Eure	1,900,647	630,217	604,
28	Eure-et-Loir	1,642,968	518,124	306,
29	Finistère	1,025,652	659,633	451,
30	Gard	1,159,642	638,554	464,
31	Garonne (Haute-)	1,731,980	798,595	722,
32	Gers	1,291,688	344,918	211,
33	Gironde	1,848,728	1,093,737	1,206,
34	Hérault	1,652,523	923,220	580,
35	Ille-et-Vilaine	1,490,185	678,166	428,
36	Indre	800,505	356,727	177,
37	Indre-et-Loire	1,197,608	644,933	400,
38	Isère	1,672,518	741,179	485,
39	Jura	875,470	340,967	214,
40	Landes	615,063	258,606	211,
41	Loir-et-Cher	960,436	416,897	216,
42	Loire	1,000,162	774,877	732,
43	Loire (Haute-)	832,148	280,846	190,
44	Loire-Inférieure	1,183,257	901,750	628,
45	Lot-et-Garonne	1,243,646	691,731	437,

SEINE-ET-MARNE ET DES PORTES ET FENÊTRES.

pour le département pour l'exercice 1896.

DÉPARTEMENTS.	CONTINGENTS EN PRINCIPAL DES CONTRIBUTIONS		
	foncière (propriétés non bâties).	personnelle- mobilière.	des portes et fenêtres.
2	3	4	5
Lot.....	814,060 ^f	302,236 ^f	170,662 ^f
Lot-et-Garonne.....	1,643,333	476,134	249,386
Lozère.....	349,856	101,699	70,492
Maine-et-Loire.....	1,961,256	769,192	578,020
Manche.....	2,631,576	711,702	497,13
Marne.....	1,341,221	967,084	80,302
Marne (Haute-).....	850,672	367,884	210,976
Mayenne.....	1,212,923	413,404	249,946
Meurthe-et-Moselle.....	1,053,091	772,103	445,286
Meuse.....	1,007,560	401,668	229,260
Morbihan.....	948,791	454,249	249,731
Nièvre.....	1,052,307	456,730	243,264
Nord.....	2,815,160	2,614,490	2,739,059
Oise.....	1,857,978	793,003	618,911
Orne.....	1,656,446	524,542	386,517
Pas-de-Calais.....	2,355,427	1,079,458	1,089,519
Puy-de-Dôme.....	1,851,120	669,265	224,983
Pyrénées (Basses-).....	683,868	487,911	120,192
Pyrénées (Hautes-).....	496,952	229,083	102,190
Pyrénées-Orientales.....	550,634	248,344	149,387
Territoire de Belfort.....	135,167	109,809	86,481
Rhône.....	1,016,477	1,895,293	1,248,154
Saône (Haute-).....	1,011,645	358,243	228,734
Saône-et-Loire.....	2,221,423	769,231	491,579
Sarthe.....	1,458,328	632,858	429,196
Savoie.....	486,168	199,630	116,863
Savoie (Haute-).....	434,185	172,768	94,822
Seine.....	282,522	15,376,404	8,148,403
Seine-Inférieure.....	2,626,264	1,970,583	1,762,680
Seine-et-Marne.....	1,779,024	859,502	490,517
Seine-et-Oise.....	2,120,862	2,281,968	1,057,937
Sèvres (Deux-).....	1,147,901	382,930	219,453
Somme.....	2,272,074	866,202	899,666
Tarn.....	1,280,397	388,625	283,410
Tarn-et-Garonne.....	1,252,610	281,396	172,910
Var.....	837,304	537,942	376,315
Vaucluse.....	688,152	368,325	280,609
Vendée.....	1,321,972	440,192	246,951
Vienne.....	964,234	453,994	301,476
Vienne (Haute-).....	702,395	358,604	266,187
Vosges.....	911,100	436,112	306,017
Yonne.....	1,359,692	588,074	357,430
TOTAUX.....	103,242,496	67,977,843	44,692,100

Tableau des taxes annuelles aux contributions directes à imposer pour l'exercice 1896. FRANCE.

NATURE ET DATE DES CONTRIBUTIONS.						TOTAL.
NATURE ET DATE DES CONTRIBUTIONS.	CANTONS ANCIENNEMENT			Frais d'inscriptions		
	Principales	Sur valeur de placement	Sur valeur de placement			
Impôt sur les valeurs de placement. L'impôt des valeurs de placement est de 10 cent. 1/2 sur le montant des valeurs de placement, au 1 ^{er} janvier 1896.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	
Impôt sur les valeurs de placement. L'impôt des valeurs de placement est de 10 cent. 1/2 sur le montant des valeurs de placement, au 1 ^{er} janvier 1896.	6,640	.	.	6,640	6,956,640	
Impôt sur les valeurs de placement. L'impôt des valeurs de placement est de 10 cent. 1/2 sur le montant des valeurs de placement, au 1 ^{er} janvier 1896.	2,375,070	2,375,000	70,000	70	2,375,070	
Impôt sur les valeurs de placement. L'impôt des valeurs de placement est de 10 cent. 1/2 sur le montant des valeurs de placement, au 1 ^{er} janvier 1896.	3,921,000	.	.	.	3,921,000	
Impôt sur les valeurs de placement. L'impôt des valeurs de placement est de 10 cent. 1/2 sur le montant des valeurs de placement, au 1 ^{er} janvier 1896.	31,000	.	.	.	31,000	
Impôt sur les valeurs de placement. L'impôt des valeurs de placement est de 10 cent. 1/2 sur le montant des valeurs de placement, au 1 ^{er} janvier 1896.	339,000	.	.	.	339,000	
Impôt sur les valeurs de placement. L'impôt des valeurs de placement est de 10 cent. 1/2 sur le montant des valeurs de placement, au 1 ^{er} janvier 1896.	31,000	.	.	.	31,000	
Reste	11,821,500	621,500	.	65,750	12,515,750	
Impôt sur les valeurs de placement. L'impôt des valeurs de placement est de 10 cent. 1/2 sur le montant des valeurs de placement, au 1 ^{er} janvier 1896.	2,500,000	.	.	.	2,500,000	
Impôt sur les valeurs de placement. L'impôt des valeurs de placement est de 10 cent. 1/2 sur le montant des valeurs de placement, au 1 ^{er} janvier 1896.	650,000	.	.	.	650,000	
Reste	1,850,000	130,000	81,900	14,000	2,175,900	
Impôt sur les valeurs de placement. L'impôt des valeurs de placement est de 10 cent. 1/2 sur le montant des valeurs de placement, au 1 ^{er} janvier 1896.	1,100,000	.	.	4,450	1,104,450	
Impôt sur les valeurs de placement. L'impôt des valeurs de placement est de 10 cent. 1/2 sur le montant des valeurs de placement, au 1 ^{er} janvier 1896.	1,400,000	.	.	250	1,400,250	
Impôt sur les valeurs de placement. L'impôt des valeurs de placement est de 10 cent. 1/2 sur le montant des valeurs de placement, au 1 ^{er} janvier 1896.	4,350,050	217,500	137,025	29,750	4,734,275	
Impôt sur les valeurs de placement. L'impôt des valeurs de placement est de 10 cent. 1/2 sur le montant des valeurs de placement, au 1 ^{er} janvier 1896.	200,000	10,000	6,300	200	216,500	
Impôt sur les valeurs de placement. L'impôt des valeurs de placement est de 10 cent. 1/2 sur le montant des valeurs de placement, au 1 ^{er} janvier 1896.	200,000	10,000	6,300	450	216,750	
TOTAL	35,302,500	1,190,000	306,525	121,560	36,920,585	

État D.

Tableau des contributions directes à imposer pour l'exercice 1896. (Algérie.)

NATURE ET OBJET DES IMPOSITIONS.	CONTRIBUTIONS				TOTAUX	
	foncière (propriétés bâties).		des patentes.		par nature de contri- butions.	par affectation de contri- butions.
	Cent- times addi- tionnels.	francs.	Cent- times addi- tionnels.	francs.	francs.	francs.
PRINCIPAL.						
Principal des contributions.....	"	1,644,139	"	1,766,101	3,410,240	"
A retrancher pour attribution aux communes sur la contribution des patentes (Décret du 26 de- cembre 1881, art. 1 ^{er}).....	"	"	"	176,610	176,610	"
RESTE.....		1,644,139		1,589,491	3,233,630	3,233,630
CENTIMES GÉNÉRAUX.						
Centimes additionnels généraux sans affectation spéciale.....	"	"	5.73	101,727	101,727	101,727
CENTIMES POUR NON-VALEURS.						
Centimes pour non-valeurs sur le montant du principal des con- tributions.....	3.50	57,515	5	88,304	145,849	123,108
Idem des impositions départemen- tales.....	3.50	38,790	5	14,502	43,292	
Idem des impositions communales.	3.50	31,783	5	2,184	33,967	
Frais d'avertissement.....	"	12,448	"	4,501	16,949	16,949
TOTAUX.....		1,774,705		1,800,799	3,575,414	3,575,414

ÉTAT E.

Tableau des taxes assimilées aux contributions directes à imposer pour l'exercice 1896. (Algérie.)

DÉSIGNATION DES TAXES ASSIMILÉES aux contributions directes.	NATURE ET OBJET DES IMPOSITIONS.				TOTAUX.
	Principal.	Centimes additionnels		Frais d'avertis- sement.	
		pour non- valeurs.	pour frais de percep- tion.		
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
Redevances des mines (<i>Loi du 21 avril 1810 et décret du 24 mars 1852</i>).....	25,892	2,590	854	7	29,338
Droits de vérification des poids et mesures (<i>Ordonnances des 26 décembre 1842 et 27 janvier 1843 et arrêtés ministériels des 22 mai et 30 juin 1846, 26 décembre 1851 et 26 février 1852</i>).....	153,476	"	"	"	153,476
Droits de visite des pharmacies et magasins de droguerie (<i>Loi du 21 germinal an XI; arrêté de l'Intendant civil du 12 septembre 1851 et décrets des 12 juillet et 28 août 1851</i>).....	17,410	"	"	"	17,410
Taxe militaire (<i>Loi du 15 juillet 1889, 26 juillet 1893 et décret du 24 fév. 1894</i>).	21,424	1,071	674	161	23,330
TOTAUX.....	218,202	3,661	1,528	163	223,554

ÉTAT F.

Tableau des contributions arabes à imposer pour l'exercice 1896. (Algérie.)

NATURE ET OBJET DES IMPOSITIONS.	CONTRIBUTIONS ARABES.				TOTAUX.
	Hooker.	Zekkat.	Achour.	Leama.	
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
PRINCIPAL.					
Principal des contributions (Décrets des 25 août 1852, 1 ^{er} décembre 1858, 24 septembre 1861 et 22 octobre 1875)....	1,095,349	5,888,541	5,251,432	2,205,628	14,440,950
A déduire pour attribution aux chefs collecteurs (Ordonnance royale du 17 janvier 1845 et loi du 21 décembre 1874).	103,391	541,472	443,984	293,046	1,381,893
RESTE.....	991,958	5,347,069	4,807,448	1,912,582	13,059,057
A déduire pour attribution aux départements des cinq dixièmes du principal. (Décrets des 25 août 1852, 1 ^{er} décembre 1858, 24 septembre 1861 et 22 octobre 1875)	495,979	2,673,535	2,403,724	954,291	6,549,529
RESTE.....	495,979	2,673,534	2,403,724	956,291	6,519,528
A ajouter les sommes ci-dessus déduites pour attribution aux chefs collecteurs.	103,391	541,472	443,984	293,046	1,381,893
TOTAL du principal revenant à l'État.	599,370	3,215,006	2,847,708	1,249,337	7,911,421
CENTIMES GÉNÉRAUX.					
Centimes additionnels pour le service de l'assistance hospitalière (Décret du 23 décembre 1874, loi du 12 avril 1880 et décret du 26 août 1881).....	62,024	314,764	266,395	119,077	762,260
TOTAUX..	661,394	3,529,770	3,114,103	1,368,414	8,673,081

Tableau des droits, produits et revenus dont les rôles peuvent être établis pour l'exercice 1896, conformément aux lois existantes, au profit des départements, des communes, des établissements publics et des communautés d'habitants dûment autorisées.

BRAY G.

§ 1^{er}. — FRANCE.

Taxes imposées, avec l'autorisation du Gouvernement, pour la surveillance, la conservation et la réparation des digues et autres ouvrages d'art intéressant les communautés de propriétaires ou d'habitants.

Taxes pour les travaux de dessèchement autorisés par la loi du 16 septembre 1807 et taxes d'assèchement là où il est d'usage et utile d'en établir.

Taxes perçues pour l'entretien, la réparation et la reconstruction des canaux et rivières non navigables et des ouvrages d'art qui y correspondent (Loi du 14 floréal an XI [4 mai 1803]).

Taxes perçues pour le recouvrement des dépenses faites d'office au compte des riverains et usagers des cours d'eau non navigables et de leurs dérivations dans l'intérêt de la police et de la répartition générale des eaux (Loi des 12-30 août 1790).

Taxes syndicales pour l'assèchement des mines (Loi du 27 avril 1838).

Taxes pour l'exécution des travaux destinés à mettre les villes à l'abri des inondations (Loi du 28 mai 1858).

Taxes au profit des associations syndicales autorisées par les lois des 21 juin 1865 et 22 décembre 1828.

Taxe des frais de pavage des rues dans les villes où l'usage met ces frais à la charge des propriétaires riverains (Dispositions combinées de la loi du 11 frimaire an VII [1^{er} décembre 1798] et du décret de principe du 25 mars 1807; loi du 25 juin 1841, article 28).

Taxes d'établissement de trottoirs dans les rues et places dont les plans d'alignement ont été arrêtés conformément aux dispositions de la loi du 7 juin 1845.

Taxe municipale de balayage imposée aux propriétaires riverains des voies de communication de Paris (Loi du 26 mars 1813).

Frais de travaux intéressant la salubrité publique (Loi du 16 septembre 1807).

Taxes d'arrosage autorisées par le Gouvernement (Loi du 23 juin 1857, article 25).

Honoraires et frais de déplacement dus aux ingénieurs et agents des ponts et chaussées et des mines pour leur intervention dans les affaires d'intérêt communal ou privé (Décrets des 23 octobre 1851, 10 et 27 mai 1854).

Remboursement des dépenses en travaux exécutés d'office dans les mines, minières et carrières (Lois des 21 avril 1810, 27 avril 1838 et 27 juillet 1880; décrets des 3 janvier 1813 et 27 mai 1854, et décrets rendus en exécution des lois précitées).

Dépenses de destruction des insectes, des cryptogames et autres végétaux nuisibles à l'agriculture (Loi du 24 décembre 1880, art. 4).

Centimes additionnels aux contributions directes pour dépenses départementales et communales (Lois des 2 août 1829, 21 mai 1836, 10 août 1871, 5 avril 1886, et lois annuelles de finances).

Contributions spéciales destinées à subvenir aux dépenses des bourses et chambres de commerce (y compris le fonds de non-valeurs), et revenus spéciaux accordés auxdits établissements (Lois des 23 juillet 1820, articles 11 à 16, 14 juillet 1838, art. 4, et 15 juillet 1880, article 38).

Frais de perception des impositions communales et des impositions pour frais de bourse et chambres de commerce (Lois des 20 juillet 1837, art. 5, et 14 juillet 1838, art. 4).

Taxe des prestations en nature pour les chemins vicinaux (Loi du 21 mai 1836).

Taxe des prestations en nature pour les chemins ruraux (Loi du 30 août 1881).

Taxes syndicales pour les chemins ruraux (Loi du 30 août 1881).

Taxe municipale sur les chiens (*Loi du 2 mai 1855 ; décrets des 4 août 1855, 3 août 1861 et 22 décembre 1886*).

Huit centièmes, au profit des communes, du principal de la contribution des patentes (*Loi du 15 juillet 1880, article 36*).

Un vingtième, au profit des communes, du principal de la contribution sur les voitures, chevaux, mules et muets (*Loi du 23 juillet 1872, article 10*).

Un quart, au profit des communes, du principal de la taxe sur les vélocipèdes. (*Loi du 28 avril 1893*.)

5 2. — ALGÉRIE.

Cinq dixièmes, au profit des départements, du principal des contributions arabes (*Décrets des 25 août 1852, 1^{er} décembre 1852, 1^{er} décembre 1858, 24 septembre 1861 et 22 octobre 1875*).

Taxe sur les vignobles. (*Loi des 21 mars 1883, 28 juillet 1886, 5 mars 1887 et 27 décembre 1894, art. 5*.)

Centimes additionnels au principal des contributions arabes pour la constitution de la propriété individuelle indigène en Algérie (*Loi du 26 juillet 1873 ; décret du 27 juillet 1875, examant le montant des centimes additionnels au principal des contributions arabes à percevoir, et loi du 28 avril 1887, article 21*).

Centimes additionnels ordinaires au principal des contributions arabes établies au profit des communes mixtes en territoire civil et des communes indigènes en territoire militaire (*Arrêtés ministériels des 30 juillet 1855, 26 février 1858, 25 juillet 1860*).

Produits des centimes additionnels ordinaires et extraordinaires sur la contribution foncière établie sur les propriétés bâties en Algérie (*Décret du 23 septembre 1875 ; lois des 5 août et 23 décembre 1884 et lois annuelles de finances*).

Produit des centimes additionnels, au profit des départements et des communes, sur la contribution des patentes (*Loi du 15 juillet 1880 et décret du 26 décembre 1881 et lois annuelles de finances*).

Contributions spéciales destinées à subvenir aux dépenses des bourses et chambres de commerce (y compris les fonds de non-valeurs) (*Décrets des 20 janvier 1851, 26 décembre 1854 et 2 décembre 1885*).

Taxe sur les loyers (*Arrêté du chef du pouvoir exécutif du 4 novembre 1848, et décret du 28 juin 1893*).

Un dixième, au profit des communes, du principal de la contribution des patentes (*Décret du 26 décembre 1881*).

Taxe des prestations en nature pour les chemins vicinaux (*Décret du 5 juillet 1854*).

Taxe des prestations en nature pour les chemins ruraux (*Décret du 19 mars 1886*).

Taxe municipale sur les chiens (*Décret du 4 août 1856*).

Taxe municipale sur le balayage (*Décret du 31 juillet 1880*).

Taxe syndicale des canaux d'irrigation.

Taxes syndicales pour les chemins ruraux (*Décret du 19 mars 1886*).

Taxe extraordinaire foncière sur les propriétés bâties et non bâties de la section urbaine de Saint-Denis-du-Sig (*Décret du 15 mai 1883*).

Taxe extraordinaire foncière sur les propriétés non bâties de la commune de Bône (*Décret du 4 décembre 1876*).

Vu pour être annexé à la loi du 17 juillet 1895, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés.

Le Président de la République française.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIROT.

N° 29793. — **DÉCRET** qui convoque les *Conseils municipaux des communes comprises dans le département de la Manche*, à l'effet de nommer leurs Délégués en vue de l'élection d'un Sénateur.

Du 3 Juillet 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 5 juillet 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur;

Vu les lois du 2 août 1875 et du 9 décembre 1884;

Vu l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la loi du 30 décembre 1875;

Vu les articles 3 et 4 du décret du 3 janvier 1876⁽¹⁾, portant convocation de tous les conseils municipaux en vue des élections sénatoriales du 30 du même mois;

Attendu le décès de M. Sébire, sénateur du département de la Manche,

DÉCRETE :

Art. 1^{er}. Les conseils municipaux des communes comprises dans le département de la Manche sont convoqués pour le dimanche 14 juillet 1895, à l'effet de nommer leurs délégués et suppléants en vue de l'élection d'un sénateur.

2. Le collège électoral, formé des députés, des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissement et des délégués municipaux du département de la Manche, se réunira au chef-lieu le dimanche 18 août 1895, pour procéder à l'élection d'un sénateur.

3. La réunion des conseils municipaux et les opérations électorales, tant pour l'élection des délégués et suppléants que pour la nomination du sénateur, auront lieu suivant les formes déterminées par les lois et décret ci-dessus visés.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 3 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

N° 29794. — *DÉCRET relatif à la répartition, en 1895, des subventions accordées par l'État pour l'exécution des travaux vicinaux.*

Du 4 Juillet 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu l'article 4 de la loi du 12 mars 1880 et les articles 4 et 6 du décret du 3 juin 1880⁽¹⁾;

Vu l'article 46 de la loi de finances du 16 avril 1895;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les tableaux annexés au règlement d'administration publique du 3 juin 1880 sont annulés.

2. Les subventions accordées par l'État, en 1895, pour l'exécution des travaux vicinaux sont réparties d'après les barèmes annexés au présent décret.

3. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 4 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

TABEAU A

servant à déterminer, pour les chemins de grande communication et d'intérêt commun, la part des dépenses à couvrir par les départements au moyen de ressources extraordinaires et le montant de la subvention qui doit leur être allouée par l'État.

VALEUR DU CENTIME PAR KILOMÈTRE CARRÉ.	COEFFICIENT de subvention.	DÉPENSE à couvrir par le département.
Au-dessous de 2 ⁰	61,35	38,65
2 ⁰ 01 à 2 ⁰ 50.....	55,35	44,65
2 51 à 3 00.....	49,35	50,65
3 01 à 3 50.....	43,35	56,65
3 51 à 4 00.....	37,35	62,65
4 01 à 4 50.....	31,35	68,65
4 51 à 5 00.....	25,35	74,65
5 01 à 5 50.....	19,35	80,65
5 51 à 6 00.....	13,35	86,65
6 01 et au-dessus.....		

(1) XII^e série, Bull. 535, n° 9417.

indiquant la proportion suivant laquelle les dépenses admises au programme de 1993 et devant être couvertes par des ressources extraordinaires seront supportées par les communes, les départements et l'État.

Maritime servant à déterminer les parts contributives des communes, des départements et de l'Etat.

VALUER	PART DE DÉPENSE à la charge de la commune.																				
	SÉRIE 1 au-dessous de 25.		SÉRIE 2 de 25'01 à 25'50.		SÉRIE 3 de 25'51 à 35.		SÉRIE 4 de 35'01 à 35'50.		SÉRIE 5 de 35'51 à 45.		SÉRIE 6 de 45'01 à 55.		SÉRIE 7 de 55'01 à 65.		SÉRIE 8 de 65'01 à 95.		SÉRIE 9 de 95'01 à 125.		SÉRIE 10 de 125'01 et au-dessus.		
	Subvention à la charge	Subvention du département.	Subvention à la charge	Subvention du département.	Subvention à la charge	Subvention du département.	Subvention à la charge	Subvention du département.	Subvention à la charge	Subvention du département.	Subvention à la charge	Subvention du département.	Subvention à la charge	Subvention du département.	Subvention à la charge	Subvention du département.	Subvention à la charge	Subvention du département.	Subvention à la charge	Subvention du département.	
Au dessous de 20'.	15.45	12.36	72.19	16.36	68.19	20.36	64.19	24.36	60.19	28.36	56.19	36.36	48.19	44.36	40.19	52.36	32.19	60.36	24.19	68.36	16.19
De 20'01 à 40'.	20.45	11.59	67.98	15.34	66.21	19.09	60.46	22.84	56.71	26.59	52.96	34.09	45.46	41.59	37.96	39.79	30.46	56.59	22.96	64.09	15.46
De 40'01 à 60'.	25.45	10.82	63.73	14.32	60.23	17.82	56.73	21.32	53.23	24.82	49.73	31.82	42.73	38.82	35.73	35.82	28.73	52.82	21.73	59.82	14.73
De 60'01 à 80'.	30.45	10.04	59.51	13.29	58.26	16.54	53.01	19.79	49.76	23.04	46.51	26.04	40.01	36.04	33.51	34.54	27.01	49.04	20.51	55.54	14.01
De 80'01 à 100'.	35.45	9.27	55.28	12.27	52.28	15.27	49.28	18.27	46.28	21.27	42.28	24.27	37.28	33.27	31.28	32.27	25.28	45.27	19.28	51.27	13.28
De 100'01 à 200'.	45.45	7.72	46.83	10.22	44.33	12.72	41.83	15.22	39.33	17.72	36.83	20.72	31.83	27.72	26.83	22.72	21.83	37.72	16.83	42.72	11.83
De 200'01 à 300'.	55.45	6.18	38.37	8.18	36.37	10.18	34.37	12.18	32.37	14.18	30.37	16.18	26.37	22.18	22.37	26.18	18.37	30.18	14.37	34.18	10.37
De 300'01 à 600'.	65.45	4.64	29.91	6.14	28.41	7.64	26.91	9.14	25.41	10.64	23.91	12.64	20.91	16.64	17.91	19.64	14.91	22.64	11.91	25.64	8.91
De 600'01 à 900'.	75.45	3.09	21.46	4.09	20.46	5.09	19.46	6.09	18.46	7.09	17.46	8.09	15.46	11.09	13.46	13.09	11.46	15.09	9.46	17.09	7.46
De 900'01 et au-dessus.	85.45	1.56	13.00	2.05	12.50	2.55	12.00	3.05	11.50	3.55	11.00	4.55	10.00	5.55	9.00	6.55	8.00	7.55	7.00	8.56	6.00

N° 29795. — **DÉCRET** qui fixe la date des Elections pour le renouvellement de la première série sortante des Conseils généraux et des Conseils d'arrondissement.

Du 6 Juillet 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 7 juillet 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de l'intérieur;

Vu le titre III de la loi du 22 juin 1833, les articles 14 et 17 du décret du 3 juillet 1848 ⁽¹⁾, l'article 4 de la loi du 7 juillet 1852, la loi du 10 août 1871 et l'article 3 de la loi du 30 juillet 1874;

Vu la loi du 14 avril 1892;

Vu la loi du 23 juin 1892,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les élections pour le renouvellement de la deuxième série sortante des conseils généraux et des conseils d'arrondissement auront lieu, dans les départements autres que celui de la Seine, le dimanche 28 juillet 1895.

Les électeurs des cantons qui n'appartiennent pas à la série sortante et dans lesquels il y aurait lieu de procéder à la nomination de conseillers généraux ou de conseillers d'arrondissement, sont convoqués pour le même jour.

2. L'élection sera faite sur la liste des électeurs close le 31 mars 1895.

Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aura lieu d'apporter des modifications à la liste arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau contenant lesdites modifications.

3. Conformément aux lois des 10 août 1871 et 30 juillet 1874, le scrutin ne durera qu'un seul jour.

Il sera ouvert à sept heures du matin et clos à six heures du soir.

Le dépouillement suivra immédiatement la clôture du scrutin.

4. Aussitôt après le dépouillement, les procès-verbaux de chaque commune seront portés au chef-lieu de canton par deux membres du bureau. Le recensement général des votes sera fait par le bureau du chef-lieu, et le résultat, proclamé par son président.

5. Le second tour de scrutin, dans les cantons où il devra y être procédé, aura lieu le dimanche 4 août.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 48, n° 535.

6. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEROUX.

N° 29796. — DÉCRET qui fixe la date des élections pour le renouvellement de la série sortante des Conseils généraux des départements de l'Algérie.

Du 6 Juillet 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 7 juillet 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Vu le décret du 23 septembre 1875 sur les conseils généraux de l'Algérie;

Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les élections pour le renouvellement de la série sortante des conseils généraux auront lieu, dans les départements d'Alger, d'Oran et de Constantine, le dimanche 28 juillet 1895.

Les électeurs des circonscriptions qui n'appartiennent pas à la série sortante et dans lesquelles il y aurait lieu de procéder à la nomination de conseillers généraux sont convoqués pour le même jour.

2. L'élection sera faite sur la liste des électeurs municipaux close le 31 mars 1895.

Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aura lieu d'apporter des modifications à la liste arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau contenant lesdites modifications.

3. Conformément au décret du 3 septembre 1875, le scrutin ne durera qu'un jour. Il sera ouvert à sept heures du matin et clos à six heures du soir.

Le dépouillement suivra immédiatement la clôture du scrutin.

4. Aussitôt après le dépouillement, les procès-verbaux de chaque commune seront portés au chef-lieu de la circonscription électorale par les membres du bureau. Le recensement général sera fait par le bureau du chef-lieu, et le résultat, proclamé par son président.

5. Le second tour de scrutin, dans les circonscriptions où il devra y être procédé, aura lieu le dimanche 4 août 1895.

6. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 Juillet 1895.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEBGUES.

Signé : FÉLIX FAURE.

N° 29797. — *DÉCRET qui institue des directions régionales des Postes et des Télégraphes.*

Du 9 Juillet 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 11 juillet 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 23 avril 1883 ⁽¹⁾, organisant les services extérieurs du ministère des postes et des télégraphes;

Vu le décret du 5 janvier 1889 ⁽²⁾, portant rattachement du service des postes et des télégraphes au ministère du commerce et de l'industrie;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Au point de vue du fonctionnement de la poste et du télégraphe et des services qui s'y rattachent, les départements de France et d'Algérie sont groupés en douze régions, sur la base admise pour la constitution des régions de corps d'armée et suivant les indications du tableau ci-annexé.

2. Dans chaque région, le directeur départemental résidant au chef-lieu prend le titre de directeur régional. Il conserve la direction de son département.

Les attributions des directeurs régionaux sont déterminées par arrêtés ministériels.

3. Les départements de la Seine et de Seine-et-Oise sont soumis à un régime spécial.

4. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 9 Juillet 1895.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : ANDRÉ LEBON.

Signé : FÉLIX FAURE.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 768, n° 13180.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1218, n° 20248.

regions.	regions.
1 Lille.....	Nord, Pas-de-Calais = Somme, Alsne, Oise.
2 Rouen.....	Seine-Inférieure, Calvados, Eure. = Sarthe, Eure-et-Loir, Mayenne, Orne.
3 Orléans.....	Loiret, Loir-et-Cher, Seine-et-Marne, Yonne. = Indre-et-Loire, Indre, Maine-et-Loire, Deux-Sèvres, Vienne.
4 Châlons-sur-Marne..	Marne, Ardennes, Aube, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Vosges.
5 Bourges.....	Cher, Côte-d'Or, Nièvre, Saône-et-Loire. = Doubs, Ain, Jura, Haute-Marne, Haute-Saône, territoire de Bel-fort.
6 Nantes.....	Loire-Inférieure, Finistère, Morbihan, Vendée. = Ille-et-Vilaine, Côtes-du-Nord, Manche.
7 Lyon.....	Rhône, Hautes-Alpes, Drôme, Isère, Savoie, Haute-Savoie. = Puy-de-Dôme, Allier, Cantal, Loire, Haute-Loire.
8 Marseille.....	Bouches-du-Rhône, Basses-Alpes, Alpes-Maritimes, Ardèche, Corse, Gard, Var, Vaucluse.
9 Toulouse.....	Haute-Garonne, Ariège, Gers, Lot, Lot-et-Garonne, Tarn-et-Garonne. = Hérault, Aude, Aveyron, Lozère, Pyrénées-Orientales, Tarn.
10 Bordeaux.....	Gironde, Charente-Inférieure, Landes, Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées. = Haute-Vienne, Charente, Corrèze, Creuse, Dordogne.
11 Alger.....	Alger, Constantine, Oran.
12 Paris.....	Seine, Seine-et-Oise.

N° 2998. — DÉCRET relatif à l'échange des Colis postaux avec les établissements français de Saint-Pierre et Miquelon.

Du 9 Juillet 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 13 juillet 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 12 avril 1892;

Vu le décret du 27 juin 1892;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} août 1895, des colis postaux du poids maximum de cinq kilogrammes pourront être échangés avec les établissements français de Saint-Pierre et Miquelon.

Les taxes à payer par l'expéditeur seront perçues conformément aux indications du tableau annexé au présent décret.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Journal officiel et au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 9 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : ANDRÉ LEBON.

Tableau indiquant les taxes à percevoir en France, en Corse, en Algérie et dans les bureaux ou établissements français à l'étranger pour l'affranchissement des colis postaux à destination des établissements français de Saint-Pierre et Miquelon.

LIEU DE DÉPÔT.	VOIE.	TAXE (y compris le droit de timbre de 10 centimes).
Gare de la France continentale.	Voie de Calais et d'Halifax.	4 ^f 10
Agence de la compagnie maritime au port d'embarquement en Corse.	Voie de Marseille et de Calais-Halifax.	4 35
Gare ou agence à l'intérieur de la Corse.	<i>Idem</i>	4 60
Agence de la compagnie maritime au port d'embarquement en Algérie.	<i>Idem</i>	4 35
Gare d'Algérie.....	<i>Idem</i>	4 60
Bureau de poste français au port d'embarquement en Turquie.	<i>Idem</i>	5 50
Bureau de poste français à Shang-Haï.	<i>Idem</i>	7 50
Agence de la compagnie maritime au port d'embarquement à Tanger.	<i>Idem</i>	5 60

N° 99799. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses de l'Observatoire de Bordeaux.

Du 10 Juillet 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes :

Vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1895 ;

Vu la délibération du conseil municipal de la ville de Bordeaux, en date du 12 décembre 1871, par laquelle cette ville s'est engagée à verser annuellement une somme de dix mille francs pour acquitter les dépenses de son observatoire ;

Vu la déclaration délivrée, le 24 mai dernier, par le trésorier-payeur général de la Gironde, constatant que, le même jour, cette somme a été versée à sa caisse par le receveur municipal de la ville de Bordeaux ;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ ;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 8 juillet 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), un crédit de dix mille francs (10,000^f) applicable aux dépenses de l'observatoire de Bordeaux pendant l'année 1895.

⁽¹⁾ VI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 10 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 29800. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses de l'Enseignement primaire.

Du 10 Juillet 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1895;

Vu les lois des 19 juillet 1889 et 25 juillet 1893 sur les dépenses ordinaires de l'instruction primaire publique et les traitements du personnel de ce service;

Vu l'état récapitulatif ci-joint, constatant qu'il a été versé par diverses communes et par des particuliers une somme de vingt-trois mille deux cent soixante-seize francs quatre-vingt-trois centimes pour servir, pendant l'exercice 1895, au paiement des traitements des instituteurs et institutrices des écoles primaires publiques exerçant dans des emplois créés sous la réserve que les communes ou les particuliers se chargeront du paiement des traitements des instituteurs occupant lesdits emplois et verseront le montant de cette dépense au Trésor public, à titre de fonds de concours;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 5 juillet 1895.

DÉCRETE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), sur l'exercice 1895, chapitres L et LII : *Enseignement primaire*, un crédit

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

de vingt-trois mille deux cent soixante-seize francs quatre-vingt-trois centimes (23,276' 83) ainsi réparti :

CHAP. L.....	300' 00'
— LII.....	22,976 83
ENSEMBLE.....	<u>23,276 83</u>

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor public, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 10 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

*Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,*

Signé : R. POINCARÉ.

N° 29801. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses des Écoles nationales des beaux-arts, d'art décoratif et d'art industriel.

Du 11 Juillet 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1895;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, aux termes desquels les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers, pour concourir, avec ceux de l'État, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture, par décret, d'un crédit d'égale somme, additionnellement à ceux qui ont été accordés au ministre pour le même objet;

Vu l'état ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor public par des départements et des communes pour concourir, avec les fonds de l'État, à des dépenses d'intérêt public appartenant à l'exercice 1895;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu l'avis du président du Conseil, ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur le fonds du budget de l'exercice 1895, deuxième section (*Beaux-Arts*), chapitre XIII : *Écoles nationales des beaux-arts, d'art décoratif et d'art industriel*, un crédit de quatorze mille sept cents francs (14,700^f) applicable aux dépenses des établissements désignés dans l'état annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au Trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 11 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : R. POINCARÉ.

État des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1895.

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	CHAPITRES ET MOTIFS des versements.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
		CHAP. XIII. ÉCOLES NATIONALES DES BEAUX-ARTS, D'ART DÉ- CORATIF ET D'ART IN- DUSTRIEL. — Subventions allouées aux établissements ci-des- sous désignés :			
	Villes de :	3 ^e TRIMESTRE 1895.			
Alpes-Maritimes..	Nice.....	École nationale d'art dé- coratif.	1932	13 avril 1895. ...	3,875 ^f
Cher.....	Bourges..	École nationale des beaux-arts.	2292	27 mai 1895.	2,500
Creuse.	Amboussan.	École nationale d'art dé- coratif.	1069	12 avril 1895. ...	825
		École nationale d'art dé- coratif.	2381	13 avril 1895. ...	6,250
Haute-Vienne....	Limoges..	Musée national Adrien Dubouché.	2382	Idem.....	1,250
				TOTAL.....	14,700

N° 29802. — **DÉCRET** qui convoque le Collège électoral de la troisième circonscription de Lille (Nord) à l'effet d'élire un Député.

Du 15 Juillet 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 19 juillet 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

Vu le décret du 23 juillet 1893 ⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;

Attendu le décès de M. Pierre Legrand, député de la troisième circonscription de Lille (Nord),

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de la troisième circonscription de Lille (Nord) est convoqué pour le dimanche 11 août 1895, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau des dites modifications.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 15 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LÉVÊQUE.

(1) x^e série, Bull. 488, n° 3636 et 3637. (2) xii^e série, Bull. 1566, n° 26771.

N° 29803. — DÉCRET qui porte à 77 le nombre des Commissaires de police de la Ville de Paris.

Du 21 Juillet 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de l'intérieur;

Vu le décret du 8 décembre 1859 ⁽¹⁾, fixant à quatre-vingts le nombre des commissariats de police de quartiers de la ville de Paris;

Vu l'arrêté du 1^{er} juin 1872 ⁽²⁾ du Chef du pouvoir exécutif de la République française, décidant qu'il y aura un commissaire de police dans chaque quartier municipal de la ville de Paris;

Vu le décret du 31 août 1874 ⁽³⁾, réduisant à soixante-dix le nombre des commissaires de police de quartier de la ville de Paris;

Vu le décret du 24 mars 1882 ⁽⁴⁾, portant leur nombre à soixante-quinze,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le commissariat de police des quartiers de la Muette et de la Porte-Dauphine et celui des quartiers de Saint-Fargeau et du Père-Lachaise sont dédoublés.

Il est créé deux commissariats de police, l'un au quartier de la Porte-Dauphine, l'autre au quartier Saint-Fargeau.

2. Le nombre des commissaires de police de quartiers de la ville de Paris est porté de soixante-quinze à soixante-dix-sept.

3. Les dispositions du décret du 24 mars 1882, contraires à celles du présent décret, sont rapportées.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 21 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEBLANC.

N° 29804. — DÉCRET qui ouvre un Crédit supplémentaire au Budget des dépenses administratives de la Caisse des dépôts et consignations pour l'exercice 1895.

Du 4 Août 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 31 décembre 1894 ⁽⁵⁾, qui a fixé le budget des dépenses administratives des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations pour l'année 1895;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 767, n° 7295.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 69, n° 614.

⁽³⁾ 1^{re} série, Bull. 226, n° 3442.

⁽⁴⁾ 1^{re} série, Bull. 695, n° 11823.

⁽⁵⁾ 1^{re} série, Bull. 1672, n° 28907.

Vu la demande, en date du 11 juillet 1895, présentée par la commission de surveillance instituée auprès desdites caisses par la loi du 28 avril 1816 et par celle du 21 juin 1871;

Vu le décret du 22 décembre 1874⁽¹⁾, modifiant sur certains points l'organisation des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations telle qu'elle avait été réglée par les décrets des 30 octobre 1861 et 14 août 1866;

Sur le rapport du président du Conseil, ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Un crédit supplémentaire s'élevant à la somme de quarante mille francs (40,000^f) est ouvert additionnellement au budget des dépenses administratives des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations, pour l'année 1895, conformément à l'état ci-annexé.

2. Le président du Conseil, ministre des finances, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 4 Août 1895.

Signé : **FÉLIX FAURE.**

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : **A. RIBOT.**

ÉTAT des Crédits supplémentaires ajoutés à l'État des dépenses administratives des Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations de l'année 1895.

NUMÉRO du chapitre.	NATURE DES DÉPENSES.	MONTANT du crédit demandé.
	DÉPENSES ORDINAIRES.	
	—	
	MATÉRIEL.	
IX	Constructions sur les terrasses de la cour d'honneur. (Dépense afférente à l'exercice 1895.).....	40,000^f

Arrêté le présent état à la somme de quarante mille francs.

Approuvé par la commission de surveillance :

Paris, 10 Juillet 1895.

*Le Sénateur, président de la commission
de surveillance,*

Signé : **EUGÈNE GOUIN.**

Paris, 8 Juillet 1895.

Le Directeur général,

Signé : **LANEYRIE.**

Approuvé :

Paris, 31 Juillet 1895.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : **A. RIBOT.**

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 241, n° 3834.

N° 29805. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des finances) qui approuve l'acte administratif passé, le 1^{er} septembre 1894, devant le préfet d'Ille-et-Vilaine, portant concession à M^{me} Larsonnier (*Marie*), veuve Sully-Brinet, aux clauses et conditions stipulées et moyennant le prix de deux cent quatre-vingts francs soixante-dix-sept centimes, d'une parcelle de terrain domanial, d'une contenance de deux cent quatre-vingts mètres carrés soixante-dix-sept décimètres carrés, dans la Grève des Bas-Sablons, à Saint-Servan, et désignée par une teinte rose sur le plan annexé audit contrat. (*Paris, 8 Juillet 1895.*)

N° 29806. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1^o M. *Lacour* (*Jean-Marie-Georges-Ferdinand*), professeur de l'Université, né le 31 mai 1856, à Marseille (Bouches-du-Rhône), demeurant à Paris, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Gayet*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Lacour-Gayet*;

2^o Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 9 Juillet 1895.*)

N° 29807. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1^o M. *Tréand* (*Paul-Armand*), né le 11 février 1867, à Paris, demeurant à Genève (Suisse), est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Dupont*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Tréand-Dupont*;

2^o Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 13 Juillet 1895.*)

N° 29808. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui annule la délibération, en date du 1^{er} mai 1895, par laquelle le conseil général de la Corse a réparti, entre diverses communes, pour les aider dans la dépense de canalisation de sources d'eau, un crédit de six cents francs à prélever sur l'excédent de recettes constaté à la balance du budget ordinaire de 1895. (*Paris, 19 Juillet 1895.*)

N° 29809. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui annule la délibération, en date du 1^{er} mai 1895, par laquelle le conseil général de la Corse a réparti, entre diverses communes du département, un crédit de cinq mille francs

inscrit au chapitre XIII, article 2, du budget départemental de 1895, sous la rubrique : « Subvention aux communes pour travaux de constructions et réparations aux fontaines publiques ». (Paris, 19 Juillet 1895.)

N° 29890. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui annule la délibération, en date du 1^{er} mai 1895, par laquelle le conseil général de la Corse a réparti, entre diverses communes du département un crédit de mille quatre cent quatre-vingt-dix-huit francs vingt-quatre centimes inscrit au chapitre XVII, § 8, article 20, du budget ordinaire de 1895, pour acquisition et renouvellement du matériel et du mobilier des écoles. (Paris, 19 Juillet 1895.)

N° 29811. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 3 juillet 1895, par laquelle le conseil général de la Seine a voté une somme de mille francs à titre de subvention au congrès des conseillers municipaux socialistes. (Paris, 23 Juillet 1895.)

N° 29812. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 20 mai 1895, par laquelle le conseil général de la Seine a émis le vœu « qu'une amnistie pleine et entière soit accordée aux citoyens Proast et Deville et à tous les employés condamnés pour faits se rattachant à la grève des omnibus et tramways ». (Paris, 23 Juillet 1895.)

N° 29813. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 17 juin 1895, par laquelle le conseil général de la Seine a formulé un blâme à l'adresse du préfet de ce département « qui, pour faire plaisir au Gouvernement, a donné l'ordre à la municipalité de Pantin de refuser la salle des fêtes, non seulement aux ouvriers allumettiers, mais aussi aux autres organisations ». (Paris, 23 Juillet 1895.)

N° 29814. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° M. Brunet (Victor-René), négociant, né le 1^{er} mai 1822, à Caudebec (Seine-Inférieure), demeurant à Lyon (Rhône),

M. Brunet (Joseph-Marie-Martin-René), négociant, né le 24 novembre 1849, à Lyon (Rhône), y demeurant,

Et M. Brunet (René-Jean-Marie), élève à l'école spéciale militaire de Saint-Cyr (Seine-et-Oise), né le 15 septembre 1873, à Lyon (Rhône),

Sont autorisés à ajouter à leur nom patronymique celui de Lecomte, et à s'appeler légalement, à l'avenir, Brunet-Lecomte;

1° Lesdits impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Le Havre, 4 Août 1895.*)

N° 29815. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° M. Guérin (*René-Louis-Henri*), né le 23 janvier 1859, à Paris, y demeurant, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *de Litteau*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Guérin de Litteau*;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Le Havre, 4 Août 1895.*)

N° 29816. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° M. Gaillet (*Louis*), élève à l'école normale supérieure, né le 3 mars 1873, à Paris, y demeurant, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Billotteau*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Gaillet-Billotteau*;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Le Havre, 4 Août 1895.*)

N° 29817. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° M. Dreyfus (*Gaston*), né le 20 mars 1854, à Paris, y demeurant, est autorisé à faire précéder son nom patronymique de celui de *Gaston*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Gaston-Dreyfus*;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Le Havre, 13 Août 1895.*)

N° 29818. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° M. Dreyfus (*Edmond-Élie*), né le 19 juin 1872, à Mulhouse (Alsace-Lorraine), sous-lieutenant au 147^e régiment d'infanterie en garnison à Verdun (Meuse), est autorisé à substituer à son nom patronymique celui de *Lantz*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Lantz au lieu de Dreyfus*;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État.
(*Le Havre, 13 Août 1895.*)



Certifié conforme :

Paris, le 14 * Septembre 1895.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

L. TRARIEUX.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1716.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 29819. — *Loi portant Règlement définitif du Budget de l'exercice 1886.*

Du 20 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 22 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

TITRE I^{er}.

BUDGET ORDINAIRE DE L'EXERCICE 1886.

§ 1^{er}.

Fixation des dépenses.

ART. 1^{er}. Les dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1886, constatées dans les comptes rendus par les ministres, sont arrêtées, conformément au tableau A ci-annexé, à la somme de trois milliards soixante-quinze millions trois cent vingt-neuf mille trois cent soixante-quinze francs huit centimes, ci. . . 3,075,329,375' 08^c

Les paiements effectués sur le même budget jusqu'à l'époque de sa clôture sont fixés à trois milliards soixante-quatre millions quatre cent vingt-huit mille trois cent huit francs un centime, ci. 3,064,428,308 01

Et les dépenses restant à payer, à dix millions neuf cent un mille soixante-sept francs sept centimes, ci. 10,901,067 07

Les paiements à effectuer pour solder les dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1886 seront ordonnancés sur les fonds des exercices courants, selon les règles prescrites par les articles 8, 9 et 10 de la loi du 23 mai 1834.

§ II.

Fixation des crédits.

2. Les crédits, montant ensemble à trois milliards cent cinquante-sept millions sept cent quatre-vingt-seize mille neuf cent quatre-vingt-huit francs trente-six centimes (3,157,796,988³⁶), ouverts conformément aux tableaux A et B ci-annexés pour les dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1886, sont réduits, conformément au tableau A précité :

1° D'une somme de quatre-vingt-un millions cinq cent trente et un mille huit cent vingt-neuf francs vingt-deux centimes, non consommée par les dépenses constatées à la charge de l'exercice 1886, et qui est annulée définitivement, ci. 81,531,829²²

2° De celle de dix millions neuf cent un mille soixante-sept francs sept centimes, représentant les dépenses non payées de l'exercice 1886, qui, conformément à l'article 1^{er} ci-dessus, sont à ordonnancer sur les budgets des exercices courants, ci. 10,901,067 07

3° De celle de neuf cent trente-cinq mille sept cent quatre-vingt-quatre francs six centimes, non employée, à la clôture de l'exercice 1886, sur les fonds généraux affectés au service du cadastre, laquelle somme est transportée au budget ordinaire de l'exercice 1887, pour y recevoir la destination qui lui est donnée par la présente loi de règlement, ci. 935,784 06

Ces annulations et transports de crédits, montant ensemble à quatre-vingt-treize millions trois cent soixante-huit mille six cent quatre-vingts francs trente-cinq centimes, sont et demeurent divisés par ministères et par chapitres, conformément au tableau A ci-annexé, ci. 93,368,680 35

3. Au moyen des dispositions contenues dans les deux articles précédents, les crédits du budget ordinaire de l'exercice 1886 sont définitivement fixés à la somme de trois milliards soixante-quatre millions quatre cent vingt-huit mille trois cent huit francs un centime (3,064,428,308⁰¹), égale aux paiements effectués, et ces crédits sont répartis conformément au même tableau A.

S III.

Fixation des recettes.

4. Les droits et produits constatés au profit de l'État sur le budget ordinaire de l'exercice 1886 sont arrêtés, conformément au tableau C ci-annexé, à la somme de deux milliards neuf cent cinquante-deux millions sept cent cinq mille huit cent quatre-vingts francs soixante-dix-neuf centimes, ci..... 2,952,705,880⁷⁹

Les recettes du budget ordinaire effectuées sur le même exercice, jusqu'à l'époque de sa clôture, sont fixées à deux milliards neuf cent quarante millions deux cent quatre-vingt-six mille soixante-dix francs quarante-quatre centimes, ci..... 2,940,286,070 44

Et les droits et produits restant à recouvrer, à douze millions quatre cent dix-neuf mille huit cent dix francs trente-cinq centimes, ci... 12,419,810 35

5. Les recettes du budget ordinaire de l'exercice 1886, arrêtées par l'article précédent à la somme de deux milliards neuf cent quarante millions deux cent quatre-vingt-six mille soixante-dix francs quarante-quatre centimes, ci..... 2,940,286,070⁴⁴
sont augmentées d'une somme de neuf cent quarante et un mille six cent quatre-vingt-quatorze francs dix-sept centimes, en exécution de la loi de règlement du budget de l'exercice 1885, des fonds généraux non employés à l'époque de la clôture de cet exercice sur les crédits affectés au service du cadastre, ci..... 941,694 27

ENSEMBLE..... 2,941,227,764 61

Sur cette somme totale, il est prélevé et transporté à l'exercice 1887, en conformité de l'article 2 de la présente loi, une somme de neuf cent trente-cinq mille sept cent quatre-vingt-quatre francs six centimes pour servir à payer les dépenses du service du cadastre restant à solder à la clôture de l'exercice 1886, ci..... 935,784 06

Les voies et moyens du budget ordinaire de l'exercice 1886 demeurent, en conséquence, à la somme de deux milliards neuf cent quarante millions deux cent quatre-vingt-onze mille neuf cent quatre-vingts francs cinquante-neuf centimes, ci..... 2,940,291,980 55

§ IV.

Fixation du résultat du budget ordinaire.

6. Le résultat du budget ordinaire de l'exercice 1886 est définitivement arrêté ainsi qu'il suit :

Recettes fixées par l'article précédent à.....	2,940,291,980 ⁵⁵
Payements fixés par l'article 1 ^{er} à	3,064,428,308 01

Excédent de dépense réglé à la somme de cent vingt-quatre millions cent trente-six mille trois cent vingt-sept francs quarante-six centimes, conformément au tableau D ci-annexé, ci.....

124,136,327 46

Cet excédent de dépense sera porté en augmentation des découverts du Trésor.

TITRE II.

BUDGET DES DÉPENSES SUR RESSOURCES EXTRAORDINAIRES
DE L'EXERCICE 1886.

§ I^{er}.

Fixation des dépenses.

7. Les dépenses du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1886 constatées dans les comptes rendus par les ministères sont arrêtés, conformément au tableau E ci-annexé, à la somme de deux cent trente-deux millions deux cent quatre-vingt-sept mille six cent vingt-cinq francs trente-six centimes, ci.....

232,287,625³⁶

Les payements effectués sur le même budget jusqu'à l'époque de sa clôture sont fixés à deux cent vingt-neuf millions cent trente-trois mille cinq cent six francs soixante-dix-neuf centimes, ci.....

229,133,506 79

et les dépenses restant à payer à trois millions cent cinquante-quatre mille cent dix-huit francs cinquante-sept centimes, ci.....

3,154,118 57

Des crédits égaux aux dépenses restant à payer pourront être ouverts par des lois spéciales au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires des exercices ultérieurs, ou bien les payements à effectuer pour solder ces dépenses seront ordonnancés sur

les fonds des exercices courants, selon les règles prescrites par les articles 8, 9 et 10 de la loi du 23 mai 1834.

Dans aucun cas, ces créances ne pourront être soldées plus de cinq ans après l'ouverture de l'exercice auquel elles se rattachent.

§ II.

Fixation des crédits.

8. Les crédits montant ensemble à deux cent cinquante millions trois cent soixante-six mille trois cent quatre-vingt-quatorze francs neuf centimes (250,366,394¹/₀₉), ouverts conformément aux tableaux E et F ci-annexés, pour les dépenses du budget extraordinaire de l'exercice 1886, sont réduits, conformément au tableau E précité :

1° D'une somme de quatre francs soixante-seize centimes, non consommée par les dépenses constatées à la charge de l'exercice 1886 et qui est annulée définitivement, ci..... 4¹/₇₆

2° D'une somme de dix-huit millions soixante-dix-huit mille sept cent soixante-trois francs quatre-vingt-dix-sept centimes, non consommée par les dépenses constatées à la charge de l'exercice 1886 et qui est annulée, sauf réouverture, par des lois spéciales, au budget extraordinaire des exercices ultérieurs, ci..... 18,078,763 97

3° De celle de trois millions cent cinquante-quatre mille cent dix-huit francs cinquante-sept centimes, représentant les dépenses non payées de l'exercice 1886 qui, conformément à l'article 1^{er} ci-dessus, peuvent donner lieu à l'ouverture des crédits égaux ou sont à ordonnancer sur les budgets des exercices courants, ci..... 3,154,118 57

Ces annulations de crédits, montant ensemble à vingt et un millions deux cent trente-deux mille huit cent quatre-vingt-sept francs trente centimes, sont et demeurent divisées par ministère et par chapitre, conformément au tableau E ci-annexé, ci..... 21,232,887 30

9. Au moyen des dispositions contenues dans les deux articles précédents, les crédits du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1886 sont définitivement fixés à la somme de deux cent vingt-neuf millions cent trente-trois mille cinq cent six francs soixante-dix-neuf centimes (229,133,506¹/₇₉), égale aux crédits disponibles, et ces crédits sont répartis conformément au tableau E.

§ III.

Fixation des recettes.

10. Les droits et produits constatés au profit du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1886 sont arrêtés, conformément au tableau G annexé à la présente loi, à la somme de.....

229,133,506^f 79^c

Les recettes effectuées sur le même budget, pendant l'exercice 1886, jusqu'à l'époque de sa clôture, sont fixées en somme égale à celle des droits constatés pour.....

229,133,506 79

BALANCE

§ IV.

Fixation des évaluations de recettes.

11. Les ressources évaluées au budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1886, en somme égale au chiffre des crédits alloués aux ministres, pour le même budget, et montant à deux cent cinquante millions trois cent soixante-six mille trois cent quatre-vingt-quatorze francs neuf centimes (250,366,394^f 09), conformément au tableau G ci-annexé, sont réduites, en conformité du même tableau, d'une somme de vingt et un millions deux cent trente-deux mille huit cent quatre-vingt-sept francs trente centimes (21,232,888^f 30) égale aux crédits annulés par l'article 8 ci-dessus et demeurent fixées à deux cent vingt-neuf millions cent trente-trois mille cinq cent six francs soixante-dix-neuf centimes (229,133,506^f 79).

§ V.

Fixation du résultat du budget des dépenses sur ressources extraordinaires.

12. Le résultat du budget des dépenses sur ressources extraordinaires est définitivement arrêté, pour l'exercice 1886, conformément au tableau H, savoir :

Recettes fixées par l'article 10 à..... 229,133,506^f 79^c

Payements fixés par l'article 9 à..... 229,133,506 79

BALANCE

TITRE III.

BUDGET DES DÉPENSES SUR RESSOURCES SPÉCIALES
DE L'EXERCICE 1886.

§ I^{er}.

Fixation des crédits et des dépenses.

13. Les crédits, montant ensemble à cinq cent quarante-quatre

millions neuf cent quarante-sept mille cent trente-trois francs vingt centimes, conformément aux tableaux I et J ci-annexés, pour le budget des dépenses sur ressources spéciales de l'exercice 1886,

ci.....
sont réduits d'une somme de soixante millions quatre cent quatre-vingt-deux mille neuf cent cinquante francs quatre-vingt-quinze centimes, non employée à l'époque de la clôture de l'exercice 1886, sur les produits affectés au service départemental et à divers services spéciaux, dont les dépenses se règlent d'après le montant des ressources réalisées, laquelle somme est transportée, avec la même affectation, au budget sur ressources spéciales de l'exercice 1887, savoir :

544,947,133' 20'

Service départemental..... 52,410,188' 33' }

Divers services spéciaux.... 8,072,762 62 }

60,482,950' 95'

Au moyen de cette disposition, les crédits du budget des dépenses sur ressources spéciales de l'exercice 1886 sont définitivement fixés à la somme de quatre cent quatre-vingt-quatre millions quatre cent soixante-quatre mille cent quatre-vingt-deux francs vingt-cinq centimes, égale aux paiements effectués, et ces crédits sont répartis conformément au même tableau I,

484,464,182 25

S II.

Fixation des recettes.

14. Les recettes réalisées sur le même budget jusqu'à l'époque de la clôture de l'exercice 1886, s'élevant à quatre cent quatre-vingt-six millions quatre cent soixante-cinq mille soixante francs quarante-trois centimes, conformément au tableau K,

ci.....
sont augmentées, en exécution de la loi de règlement du budget de 1885, des fonds non employés, à l'époque de la clôture de ce dernier exercice, sur les crédits affectés au service départemental et à divers services spéciaux, de la somme de.....

486,465,060' 43'

58,482,072 77

ENSEMBLE.....

544,947,133 20

Sur cette ressource totale, une somme de soixante millions quatre cent quatre-vingt-deux mille neuf cent cinquante francs quatre-vingt-quinze centimes, restée sans emploi pendant l'exercice 1886, ainsi qu'il résulte de l'article 13 ci-dessus, est transportée à l'exercice 1887, ci.....

60,482,950^f 95^c

Les voies et moyens du budget des dépenses sur ressources spéciales de l'exercice 1886 demeurent, en conséquence, fixés à la somme de.....

484,464,182 25

§ III.

Fixation du résultat du budget des dépenses sur ressources spéciales.

15. Le résultat du budget des dépenses sur ressources spéciales est définitivement arrêté conformément au tableau L ci annexé, savoir :

Recettes fixées par l'article précédent à.....	484,464,182 ^f 25 ^c
Payements fixés par l'article 13 à.....	484,464,182 25

BALANCE.....

TITRE IV.

BUDGETS ANNEXES RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET GÉNÉRAL
DE L'EXERCICE 1886.

16. Les recettes et les dépenses des budgets annexes rattachés pour ordre au budget général de l'exercice 1886 demeurent définitivement arrêtées et réglées à la somme de soixante-quinze millions huit cent quarante-trois mille trois cent cinquante et un francs quatre-vingt-huit centimes (75,843,351^f 88), conformément au résultat général du tableau M ci-annexé, savoir :

Fabrication des monnaies et médailles....	1,511,569 ^f 24 ^c
Caisse nationale d'épargne.....	6,620,207 29
Imprimerie nationale.....	6,148,237 24
Légion d'honneur.....	16,967,256 89
Caisse de la dotation de l'armée.....	1,364,157 64
Caisse des invalides de la marine.....	13,056,185 00
École centrale des arts et manufactures....	1,105,856 80
Chemins de fer de l'État.....	29,069,881 78

SOMME ÉGALE.....	75,843,351 88
------------------	---------------

17. Les **crédits ouverts** au titre du budget annexe de la caisse nationale d'épargne, pour l'exercice 1886, par les lois de finances des 8 août 1885, 29 novembre 1886 et 25 novembre 1887, sont augmentés de la somme de deux cent vingt-huit mille neuf cent quatre-vingt-onze francs dix centimes (228,991' 10), applicable au chapitre ci-après :

CHAP. 7. **Excédent des recettes** sur les dépenses attribué au compte de la dotation (art. 16 de la loi du 9 avril 1881), deux cent vingt-huit mille neuf cent quatre-vingt-onze francs dix centimes (228,991' 10).

TITRE V.

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES.

18. Les **crédits d'inscription** accordés sur l'exercice 1886 pour les pensions militaires de la guerre, par la loi du 8 août 1885, sont réduits de quatre-vingt-quatre mille trois cent trente francs (84,330') et demeurent définitivement arrêtés, conformément au tableau N ci-annexé, à la somme de cinq millions sept cent soixante-treize mille treize francs (5,773,013').

19. Les **crédits d'inscription** accordés, sur l'exercice 1886, pour les pensions militaires de la marine, par la loi du 8 août 1885, sont réduits de quinze mille trois cent quatre-vingts francs (15,380') et demeurent définitivement arrêtés, conformément au tableau O ci-annexé, à la somme de deux millions huit cent trente-sept mille six cent quatre francs (2,837,604').

20. Les **crédits d'inscription** accordés, sur l'exercice 1886, pour les pensions civiles, par la loi du 8 août 1885 et par le décret du 19 avril 1886, sont réduits de dix-huit mille six cent quinze francs (18,615') et demeurent définitivement arrêtés, conformément au tableau P ci-annexé, à la somme de cinq millions cent vingt-sept mille huit cent quatre-vingt-huit francs (5,127,888').

21. La situation des approvisionnements existant, à l'époque du 31 décembre 1886, dans les ports et établissements de la marine, est arrêtée à la somme de deux cent quatre-vingt-trois millions sept cent treize mille huit cent cinquante-neuf francs trente-trois centimes (283,713,859' 33), conformément au tableau Q ci-annexé.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil. Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

TABLÉAU A.

Règlement définitif des dépenses

MINISTÈRES ET SERVICES.	CREDITS accordés par le budget primitif et par des lois spéciales. (Voir le tableau B.)	Dépenses résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'Etat.	Effectif des dépenses propres à l'exercice 1886.
SITUATION GÉNÉRALE			
I ^{re} PARTIE. — DETTE PUBLIQUE, DOTATIONS ET DÉPENSES DES POUVOIRS LÉGISLATIFS.	fr. c.	fr. c.	fr.
Ministère des finances.....	1,367,690,708 00	1,350,802,029 92	1,344,990,000
II ^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.			
Ministère de la justice.....	39,143,490 80	39,024,939 49	39,021,800
Ministère des affaires étrangères :			
1 ^{re} section. — Service du ministère des affaires étrangères.....	16,148,586 82	16,057,860 51	15,674,100
2 ^e section. — Service des protectorats.....	5,722,000 00	5,635,994 69	5,537,800
Ministère de l'intérieur :			
1 ^{re} section. — Service du ministère de l'intérieur.....	61,703,239 43	60,917,379 02	60,524,300
2 ^e section. — Service du gouvernement général de l'Algérie.....	7,956,735 66	7,836,822 39	7,459,000
Ministère des finances.....	26,404,986 87	26,300,721 54	21,125,800
Ministère de la guerre.....	611,508,942 77	583,280,276 34	577,370,400
Ministère de la marine et des colonies :			
1 ^{re} section. — Service marine.....	247,473,329 10	233,097,103 99	232,702,900
2 ^e section. — Service colonial.....	42,454,927 18	39,689,404 63	38,470,800
Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes :			
1 ^{re} section. — Service de l'instruction publique.....	136,913,779 73	134,919,829 84	133,747,500
2 ^e section. — Service des beaux-arts.....	15,292,236 32	15,245,264 37	14,755,500
3 ^e section. — Service des cultes.....	48,861,393 80	46,083,900 66	45,599,300
Ministère du commerce et de l'industrie.....	26,881,427 41	22,887,461 42	22,661,900
Ministère de l'agriculture.....	24,107,958 35	21,914,575 34	21,501,100
Ministère des travaux publics :			
1 ^{re} section. — Service ordinaire.....	101,804,762 32	100,671,949 58	99,538,100
2 ^e section. — Travaux extraordinaires.....	16,059,941 66	14,795,760 47	14,727,700
III ^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.	1,426,467,739 22	1,363,297,254 28	1,350,428,700
Ministère des finances.....	324,294,265 39	317,726,936 68	317,434,900
Ministère des affaires étrangères.....	73,000 00	66,709 89	62,400
Ministère de l'agriculture.....	16,231,374 47	15,686,411 44	14,848,000
IV ^e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.	340,598,639 86	333,430,058 01	332,345,500
Ministère des finances.....	19,859,901 28	18,986,102 40	18,986,100
Ministère de l'intérieur.....	4,130,000 00	3,793,979 20	3,793,700
Ministère de l'agriculture.....	50,000 00	19,931 27	19,900
TOTAUX GÉNÉRAUX.....	3,157,796,988 36	3,075,329,375 08	3,050,564,000

Ordinaire de l'exercice 1886.

Des ministres.		RESTES à payer à la clôture de l'exercice.	RÈGLEMENT DES CRÉDITS.				
Total des paiements.			Crédits annulés.		Crédits transportés pour la service du cadastre au budget ordinaire de l'exercice 1887.	Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1886.	
			Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.			
1,344,990,064 37		5,811,985 55	16,888,658 08	5,811,985 55		1,344,990,064 37	
39,019,064 23		5,875 26	118,551 31	5,875 26		39,019,064 23	
15,802,179 41		255,681 10	90,726 31	255,681 10		15,802,179 41	
5,537,862 11		96,132 58	88,005 31	96,132 58		5,537,862 11	
60,806,957 72		110,421 30	785,860 41	110,421 30		60,806,957 72	
7,602,760 20		234,082 10	119,693 27	234,082 10		7,602,760 20	
26,297,405 56		3,315 98	104,266 33	3,315 98		26,297,405 56	
581,594,994 76		1,665,281 58	28,248,666 43	1,665,281 58		581,594,994 76	
232,873,116 96		223,987 03	14,376,225 11	223,987 03		232,873,116 96	
39,338,171 80		311,436 43	2,835,522 56	311,436 43		39,338,171 80	
134,675,513 93		222,315 91	1,993,949 89	222,315 91		134,675,513 93	
15,076,165 77		169,098 60	46,971 95	15,076,165 77		15,076,165 77	
45,946,980 10		136,920 56	777,494 14	45,946,980 10		45,946,980 10	
22,763,498 79		123,962 63	2,993,965 99	22,763,498 79		22,763,498 79	
21,607,713 88		106,861 46	2,193,383 01	21,607,713 88		21,607,713 88	
100,422,856 12		249,093 46	1,132,812 74	100,422,856 12		100,422,856 12	
14,727,736 22		68,014 25	1,364,191 19	14,727,736 22		14,727,736 22	
1,364,292,977 45		4,004,276 83	67,170,484 94	1,364,292,977 45		1,364,292,977 45	
317,434,959 28		291,977 40	5,631,544 66	317,434,959 28		317,434,959 28	
62,465 18		4,244 71	6,200 11	62,465 18		62,465 18	
14,848,076 61		788,334 83	594,963 03	14,848,076 61		14,848,076 61	
332,345,501 07		1,084,556 94	6,232,797 79	332,345,501 07		332,345,501 07	
18,986,102 40			873,798 88	18,986,102 40		18,986,102 40	
3,793,733 88		245 32	336,020 80	3,793,733 88		3,793,733 88	
19,928 84		2 43	30,068 73	19,928 84		19,928 84	
22,799,765 12		247 75	1,229,888 41	22,799,765 12		22,799,765 12	
3,064,428,308 01		10,901,067 07	81,531,829 21	3,064,428,308 01		3,064,428,308 01	
			92,432,896 29				
			93,368,680 35				

NUMÉROS	DÉSIGNATION DES CHAPITRES	CRÉDITS accordés par le budget primaire et par des lois spéciales.	DÉPENSES réglées de services — droits et au p des cré de l'
des			
chapitres.			

1^{re} PARTIE. — DETTE PUBLIQUE, DOTA

MINE

DETTE CONSOLIDÉE.			
1	Rentes 4 1/2 p. o/o (nouveau fonds).....	305,540,359 ⁰⁰	305,540,
2	Rentes 4 1/2 p. o/o (ancien fonds).....	37,433,278 00	37,433,
3	Rentes 4 p. o/o	446,096 00	446,
4	Rentes 3 p. o/o.....	373,056,948 00	373,056,
	TOTAL.....	716,476,681 00	716,476,
CAPITAUX REMBOURSABLES À DIVERS TITRES.			
5	Intérêts et amortissement des obligations à court terme.	122,409,755 00	122,409,
6	Rentes 3 p. o/o amortissables par annuités.....	143,328,725 00	143,328,
7	Rachat de concession de canaux.....	3,064,808 00	3,064,
8	Annuité à la compagnie algérienne.....	4,997,765 00	4,997,
9	Intérêts et amortissement des obligations trentenaires...	6,633,400 00	6,633,
9 bis	Intérêts et amortissement des obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires.....	10,437,000 00	10,437,
10	Annuités de conversion de l'emprunt Morgan.....	17,300,000 00	17,300,
11	Annuité à la compagnie des chemins de fer de l'Est.....	20,500,000 00	20,500,
12	Annuités aux départements, aux villes et aux communes pour remboursement d'une partie des contributions extraordinaires et réparations de dommages résultant de la guerre.....	17,384,500 00	17,384,
13	Annuités pour réparations de dommages causés par le génie militaire.....	1,835,250 00	1,835,
14	Annuités de remboursement aux communes et aux départements des avances faites pour le casernement.....	8,963,000 00	8,963,
15	Intérêts de capitaux de cautionnements.....	9,400,000 00	9,400,
16	Intérêts de la dette flottante du Trésor.....	32,000,000 00	32,000,
17	Redevance annuelle envers l'Espagne pour délimitation de la frontière des Pyrénées.....	20,000 00	20,
18	Annuités aux compagnies de chemins de fer.....	31,216,686 00	31,216,
19	Intérêts et amortissement de l'emprunt contracté par le Gouvernement sarde pour l'amélioration de l'établissement thermal d'Aix.....	35,750 00	35,
	TOTAL.....	429,526,439 00	429,526,

RESTES à payer à la clôture de l'exercice.	RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
	Crédits annuels.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1886.
	Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

PENSES DES POUVOIRS LÉGISLATIFS.

FRANCES.

46,165'89°	1,894,193'11°	"	1,894,193'11°	303,646,165'89°
4,369 26	738,533 75	395'00°	738,533 75	36,694,349 26
1,802 00	1,294 00	"	4,294 00	441,802 00
4,633 66	2,222,493 59	7,820 75	2,222,493 59	370,826,633 66
8,950 80	4,859,514 46	8,215 75	4,859,514 45	711,608,960 80
908,020 86	"	4,501,734 14	"	117,908,020 86
166,073 76	162,651 25	"	162,651 25	133,166,073 76
006,871 66	53,887 27	3,849 07	53,887 27	3,006,871 66
897,765 00	"	"	"	4,997,765 00
319,420 00	"	313,980 00	"	6,319,420 00
137,000 00	"	"	"	10,437,000 00
300,000 00	"	"	"	17,300,000 00
500,000 00	"	"	"	20,600,000 00
7,334,500 00	"	"	"	17,384,500 00
1,836,250 00	"	"	"	1,836,250 00
4,961,268 48	"	1,741 52	"	8,961,268 48
3,665,167 42	734,832 58	"	734,832 58	8,665,167 42
30,075,444 56	"	1,924,585 45	"	30,075,444 56
18,757 61	"	3,242 39	"	16,757 61
31,216,667 46	"	18 54	"	31,216,667 46
34,650 00	1,100 00	"	1,100 00	34,650 00
521,241,846 79	952,471 10	6,749,121 11	952,471 10	421,824,846 79

NOMBRE des chapitres.	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	CRÉDITS accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	SERVICES révisés services Profits ou des cr de
Suite du MIL			
DETTE VIAGÈRE.			
20	Rentes viagères d'ancienne origine.....	2,140'00"	
21	Pensions des grands fonctionnaires. (Loi du 17 juillet 1856.).....	138,000 00	138,000 00
22	Pensions de la pairie et de l'ancien Sénat.....	48,000 00	48,000 00
23	Pensions civiles. (Loi du 22 août 1790.).....	1,354,517 01	1,184,517 01
24	Pensions à titre de récompenses nationales.....	199,734 74	159,734 74
25	Indemnités aux victimes du coup d'Etat du 2 décembre 1851.....	7,767,845 71	7,157,845 71
26	Pensions militaires de la guerre.....	87,699,911 32	82,619,911 32
27	Pensions militaires de la marine.....	25,963,000 00	23,543,000 00
28	Pensions ecclésiastiques sardes.....	25,268 70	25,268 70
29	Pensions de donataires dépossédés.....	498,980 15	498,980 15
30	Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.).....	59,219,257 80	57,539,257 80
31	Pensions et Indemnités de réforme de la magistrature. (Loi du 30 août 1883.).....	1,342,582 34	1,301,582 34
32	Secours aux pensionnaires de la liste civile des rois Louis XVIII et Charles X.....	24,000 00	24,000 00
33	Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés des anciennes listes civiles et du domaine privé du roi Louis-Philippe.....	74,245 61	48,245 61
34	Anciens dotataires du Mont-de-Milan. (Décret du 18 décembre 1861.).....	262,567 94	252,567 94
35	Annuités à la caisse des dépôts et consignations pour le service des pensions aux anciens militaires de la République et de l'Empire. (Loi du 5 mai 1869.).....	3,668,000 00	3,668,000 00
36	Annuités à la caisse des dépôts et consignations pour le service des suppléments de pensions accordés aux anciens militaires et marins et à leurs veuves.....	9,325,000 00	9,325,000 00
"	Rappels d'arrérages de rentes viagères antérieures à 1885.....	325 00	325 00
"	Rappels d'arrérages de pensions viagères antérieures à 1885.....	494,989 68	494,989 68
TOTAL.....		198,108,435 00	187,977,435 00
DOTATIONS.			
37	Traitements du Président de la République.....	600,000 00	600,000 00
38	Frais de maison du Président de la République.....	300,000 00	300,000 00
39	Frais de voyage, de déplacement et de représentation du Président de la République.....	300,000 00	300,000 00
40	Supplément à la dotation de la Légion d'honneur.....	10,375,895 00	10,375,895 00
TOTAL.....		11,575,895 00	11,575,895 00
DÉPENSES DES POUVOIRS LÉGISLATIFS.			
41	Dépenses administratives du Sénat et indemnités des sénateurs.....	4,600,000 00	4,600,000 00
42	Dépenses administratives de la Chambre des députés et indemnités des députés.....	7,403,260 00	7,403,260 00
TOTAL.....		12,003,260 00	12,003,260 00
TOTAL GÉNÉRAL.....		1,367,690,708 00	1,360,502,708 00

DEBITES effectuées sur ordonnances des ministères.	RESTES à payer à la clôture de l'exercice.	RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
		Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1886.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	
990'00"	"	1,150'00"	"	990'00"
135,550 00	"	2,450 00	"	135,550 00
48,000 00	"	"	"	48,000 00
1,184,216 96	"	170,300 06	"	1,184,216 96
153,825 80	"	45,908 94	"	153,825 80
7,157,855 87	"	609,990 84	"	7,157,855 87
82,619,644 94	"	5,080,266 38	"	82,619,644 94
23,541,913 89	"	2,421,086 11	"	23,541,913 89
21,287 43	"	3,981 27	"	21,287 43
465,318 79	"	33,611 36	"	465,318 79
57,537,499 58	"	1,681,758 42	"	57,537,499 58
1,301,271 18	"	41,311 16	"	1,301,271 18
20,324 00	"	3,676 00	"	20,324 00
48,941 50	"	25,302 11	"	48,941 50
252,039 36	"	10,528 58	"	252,039 36
3,668,000 00	"	"	"	3,668,000 00
9,325,000 00	"	"	"	9,325,000 00
395 00	"	"	"	395 00
494,989 68	"	"	"	494,989 68
287,977,113 78	"	10,131,321 22	"	287,977,113 78
600,000 00	"	"	"	600,000 00
300,000 00	"	"	"	300,000 00
300,000 00	"	"	"	300,000 00
10,376,893 00	"	"	"	10,376,893 00
11,575,893 00	"	"	"	11,575,893 00
4,600,000 00	"	"	"	4,600,000 00
7,403,260 00	"	"	"	7,403,260 00
12,003,260 00	"	"	"	12,003,260 00
1,344,990,664 37	5,811,985'55"	16,888,658'08"	5,811,985 55	1,344,990,664 37
		22,700,643'63"		

NUMÉROS des chapitres.	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	CRÉDITS accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résumées des services fall- — Droits com- au profit des créanciers de l'Etat.
2° PARTIE. — SERVICES			
MINISTÈRE			
1	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.....	562,400' 00"	562,391
2	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale.....	130,000 00	129,995
3	Personnel du Conseil d'État.....	1,050,000 00	1,049,974
4	Matériel du Conseil d'État.....	78,800 00	78,761
5	Personnel de la Cour de cassation.....	1,145,600 00	1,141,641
6	Menues dépenses de la Cour de cassation.....	40,000 00	39,991
7	Cours d'appel.....	6,185,250 00	6,163,931
8	Cours d'assises.....	50,000 00	42,940
9	Tribunaux de première instance.....	11,288,600 00	11,278,313
10	Tribunaux de commerce.....	181,400 00	180,551
11	Tribunaux de police.....	93,100 00	91,597
12	Justices de paix.....	8,406,200 00	8,381,687
13	Personnel de la justice française en Algérie.....	1,840,700 00	1,810,000
14	Matériel et dépenses de la cour d'appel d'Alger et frais de passage gratuit.....	25,000 00	23,990
15	Personnel de la justice française en Tunisie.....	175,427 00	174,564
16	Frais de justice criminelle.....	7,511,485 10	7,506,466
17	Frais d'impression des statistiques.....	20,000 00	19,990
18	Secours et dépenses imprévues.....	85,000 00	84,985
19	Collection des lois étrangères.....	20,000 00	19,990
20	Reconstitution des actes de l'état civil de la ville de Paris et des départements.....	44,034 45	44,034
21	Personnel de la justice musulmane en Algérie.....	95,100 00	93,843
22	Matériel de la justice musulmane en Algérie.....	8,050 00	6,555
23	Constitution de l'état civil des indigènes musulmans..	100,000 00	91,267
24	Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance.....	108 33	108
25	Dépenses des exercices clos.....	39,136,254 88 7,235 92	39,017,703 7,135
TOTAUX.....		39,143,490 80	39,024,939

DEBITEMENTS effectués sur ordonnances des ministres.	RESTES à payer à la clôture de l'exercice.	RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
		Crédits annuels.		Crédits défectifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1886.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

BAUX DES MINISTÈRES.

STICE.

562,294 ^f 83 ^s	100 ^f 00 ^s	5 ^f 17 ^s	100 ^f 00 ^s	562,294 ^f 83 ^s
129,995 04	"	4 96	"	129,995 04
104,970 07	"	29 93	"	1,049,970 07
78,741 32	"	58 68	"	78,741 32
141,648 84	"	3,951 16	"	1,141,648 84
39,999 96	"	0 04	"	39,999 96
163,923 00	"	21,327 00	"	6,163,923 00
42,940 00	"	7,060 00	"	42,940 00
11,277,768 34	544 99	10,286 67	544 99	11,277,768 34
180,324 51	257 21	818 28	157 21	180,324 51
91,697 62	"	1,402 38	"	91,697 62
8,376,910 39	4,777 24	24,512 37	4,777 24	8,376,910 39
1,809,866 89	133 32	30,699 79	133 32	1,809,866 89
23,990 06	"	1,009 94	"	23,990 06
174,564 83	"	862 17	"	174,564 83
7,506,465 65	"	5,019 45	"	7,506,465 65
19,999 02	"	0 98	"	19,999 02
84,985 55	"	14 45	"	84,985 55
19,996 31	"	3 69	"	19,996 31
44,034 45	"	"	"	44,034 45
93,843 18	"	1,256 82	"	93,843 18
6,522 72	32 50	1,494 78	32 50	6,522 72
91,237 40	30 00	8,732 60	30 00	91,237 40
108 33	"	"	"	108 33
39,011,828 31	5,875 26	118,551 31	5,875 26	39,011,828 31
7,235 92	"	"	"	7,235 92
39,019,064 23	5,875 26	118,551 31	5,875 26	39,019,064 23
124,426 ^f 57 ^s				

	RESTES à payer à la clôture de l'exercice.	RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
		Crédits annulés.		Crédits déduits égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1886.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

ES ÉTRANGÈRES.

AIRES ÉTRANGÈRES.

267,71°		267,71°		742,332° 29'
307 64	1,132° 48'	307 64	1,132° 48'	223,559 90
2 60	61,402 00	2 60	61,402 00	8,287,294 90
6,272 29	2,000 00	6,272 29	2,000 00	91,727 71
10,496 48	14,333 32	10,496 48	14,333 32	800,570 20
1 66	3,004 42	1 66	3,004 42	690,993 92
6 69	139,956 23	6 69	139,956 23	2,203,138 08
.	.	.	.	40,000 00
49 78	969 00	49 78	969 00	204,511 22
.	.	.	.	700,000 00
221 99	1,475 00	221 99	1,475 00	397,803 01
661 70	661 70	661 70	661 70	59,325 86
92 04	3,200 00	92 04	3,200 00	78,707 96
577 39	.	577 39	.	2,391 33
204 53	7,437 82	204 53	7,437 82	315,583 05
72,711 50	2,288 50	72,711 50	2,288 50	975,000 00
.	.	.	.	10,000 00
31 67	17,311 46	31 67	17,311 46	53,250 70
90,726 31	255,681 10	90,726 31	255,681 10	15,674,190 13
.	.	.	.	127,989 28
90,726 31	255,681 10	90,726 31	255,681 10	15,802,179 21
326,407° 41°				

DIRECTORATE.

96,132 58	88,005 31	96,132 58	5,537,862 11
184,137° 09°			

ATION.

255,681 10	90,726 31	255,681 10	15,802,179 21
96,132 58	88,005 31	96,132 58	5,537,862 11
351,813 68	178,731 62	351,813 68	21,340,041 52
530,545° 30°			

NOMBRES des chapitres.	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	crédits	décr.
		accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	révisés services Droits et ou p. des ord. de l'

MINI

1^{re} SECTION. — SERVICE DU MIN

1	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale	1,351,588 ⁰⁰	1,351,588 ⁰⁰
2	Matériel et dépenses diverses des bureaux	325,000 00	325,000 00
3	Traitements et indemnités des fonctionnaires administratifs des départements	5,133,380 00	5,133,380 00
4	Personnel des bureaux des préfectures et sous-préfectures ..	4,881,600 00	4,873,200 00
5	Frais matériels d'administration des préfectures et sous-préfectures	1,353,800 00	1,353,800 00
6	Inspections générales administratives	209,200 00	205,000 00
7	Subvention pour l'organisation et l'entretien du corps des sapeurs-pompiers	10,000 00	4,000 00
8	Frais des élections sénatoriales	350,000 00	349,000 00
9	Dépenses fixes du personnel d'administration et d'exploitation du Journal officiel	97,900 00	97,000 00
10	Dépenses fixes du matériel d'administration et d'exploitation du Journal officiel	28,100 00	27,000 00
11	Dépenses d'exploitation du Journal officiel non susceptibles d'une évaluation fixe. (Personnel.)	593,300 00	593,000 00
12	Dépenses d'exploitation du Journal officiel non susceptibles d'une évaluation fixe. (Matériel.)	484,000 00	478,000 00
13	Commissariats de l'émigration	10,400 00	10,000 00
14	Traitements des commissaires de police et indemnités de déplacements et autres	2,180,013 00	2,171,000 00
15	Subvention à la ville de Paris pour la police municipale	7,693,825 00	7,693,000 00
16	Frais de police de l'agglomération lyonnaise	1,469,266 00	1,469,000 00
17	Dépenses secrètes de sûreté publique	2,000,000 00	2,000,000 00
18	Personnel du service pénitentiaire	5,886,264 00	5,884,000 00
19	Entretien des détenus	11,727,933 00	11,574,000 00
20	Remboursements divers pour frais de séjour des détenus hors des établissements pénitentiaires	43,075 00	36,000 00
21	Transport des détenus et des libérés	518,682 00	518,000 00
22	Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires. (Service à l'entreprise.)	145,000 00	130,000 00
23	Mobilier du service pénitentiaire. (Service à l'entreprise.) ..	87,500 00	82,000 00
24	Travaux ordinaires aux bâtiments. (Service en régie.)	350,000 00	329,000 00
25	Exploitations agricoles	302,365 00	295,000 00
26	Dépenses accessoires du service pénitentiaire	333,161 00	178,000 00
27	Subventions aux institutions de patronage	60,000 00	60,000 00
28	Acquisitions et constructions pour le service pénitentiaire ..	220,000 00	212,000 00
29	Acquisition de la colonie pénitentiaire du Val-d'Yèvre (7 ^e annuité)	70,149 00	70,000 00
30	Subventions aux départements pour transformation des prisons. (Loi du 5 juin 1875.)	300,000 00	110,000 00
31	Subventions aux départements. (Loi du 10 août 1871.)	4,000,000 00	3,997,000 00
32	Subvention à l'hospice national des Quinze-Vingts	325,000 00	325,000 00
33	Subvention à la maison nationale de Charenton	66,410 00	66,000 00
34	Subvention aux asiles nationaux de Vincennes et du Vésinet	120,000 00	120,000 00

Dépenses dépense sur résumés de ministre.	MONTANT à payer à la clôture de l'exercice.	RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
		Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1886.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice	

CHRONIQUE.

CHRONIQUE.

1,561,447 59 ⁶	159 ⁶ 99 ⁶	0 ⁶ 42 ⁶	139 ⁶ 99 ⁶	1,561,447 59 ⁶
324,981 28		18 72		324,981 28
5,131,300 53	263 33	1,816 44	263 33	5,131,300 53
4,872,229 21	"	9,370 79	"	4,872,229 21
1,353,250 21	"	549 79	"	1,353,250 21
205,553 20	"	3,646 80	"	205,553 20
4,575 33	"	5,424 67	"	4,575 33
330,616 00	19,383 75	0 25	19,383 75	330,616 00
97,883 96	"	15 04	"	97,883 96
27,675 24	"	424 76	"	27,675 24
593,296 05	"	3 95	"	593,296 05
478,613 90	"	5,386 10	"	478,613 90
10,008 62	150 00	241 38	150 00	10,008 62
2,171,183 73	533 18	8,296 09	533 18	2,171,183 73
7,693,825 00	"	"	"	7,693,825 00
1,469,243 56	"	2 44	"	1,469,243 56
2,000,000 00	"	"	"	2,000,000 00
5,882,163 93	2,212 46	1,887 61	2,212 46	5,882,163 93
11,566,641 95	8,208 91	153,062 14	8,208 91	11,566,641 95
34,935 10	367 70	7,772 20	367 70	34,935 10
495,878 94	22,199 49	3 67	22,199 49	495,878 94
128,264 28	1,907 48	14,848 24	1,907 48	128,264 28
82,784 53	156 00	4,879 47	156 00	82,784 53
328,149 45	1,601 45	20,249 10	1,601 45	328,149 45
291,077 23	1,500 00	6,787 77	1,500 00	291,077 23
177,914 85	889 76	154,355 39	889 76	177,914 85
60,000 00	"	"	"	60,000 00
211,698 47	1,202 27	7,099 26	1,202 27	211,698 47
70,148 28	"	0 72	"	70,148 28
110,734 16	"	189,265 84	"	110,734 16
3,997,552 77	"	2,347 23	"	3,997,552 77
325,000 00	"	"	"	325,000 00
66,410 00	"	"	"	66,410 00
120,000 00	"	"	"	120,000 00

NUMÉROS des chapitres.	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	CREDITS	DÉPENSES
		accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	résumées des services f. — Droits con- sés pro- des créan- de l'En

Suite du MINISTÈRE

Suite de la 1^{re} SECTION. —

35	Subvention à l'hospice national du Mont-Genèvre.....	6,000 ⁰⁰	6,000
36	Subvention à l'institution nationale des sourds-muets de Chambéry.....	55,000 00	55,000
37	Subvention à l'institution nationale des sourds-muets de Paris.....	259,288 00	259,288
38	Subvention à l'institution des sourdes-muettes de Bor- deaux.....	110,000 00	110,000
39	Subvention à l'institution nationale des jeunes aveugles....	180,000 00	180,000
40	Dépenses intérieures et frais d'inspection et de surveillance du service des enfants assistés.....	1,000,000 00	999,790
41	Frais de protection des enfants du premier âge.....	800,000 00	724,780
42	Secours aux hospices, bureaux de charité et institutions de bienfaisance.....	530,000 00	528,935
43	Service de la médecine gratuite dans les départements.....	50,000 00	50,000
44	Secours aux sociétés de charité maternelle et aux crèches....	146,000 00	145,800
45	Secours personnels à divers titres.....	881,000 00	845,831
46	Secours aux réfugiés étrangers.....	345,000 00	315,370
46	Secours extraordinaires pour pertes causées par la grêle et les orages.....	1,000,000 00	998,400
47	Frais de rapatriement.....	60,000 00	49,160
48	Remboursement de frais occasionnés par des individus sans domicile de secours.....	150,000 00	149,950
49	Sociétés de secours mutuels.....	310,000 00	310,000
50	Tombes militaires. (Loi du 4 avril 1873.).....	10,000 00	8,050
51	Matériel des cours d'appel.....	500,000 00	484,170
52	Célébration de la fête nationale du 14 juillet.....	360,000 00	356,430
53	Indemnités à d'anciens fonctionnaires sardes devenus fran- çais.....	6,000 00	5,930
54	Travaux du palais de justice de Rennes.....		
55	Subvention pour le rachat des ponts à péage dépendant des routes départementales. (Loi du 30 juillet 1880.).....	59,000 00	58,990
56	Subvention pour le rachat des ponts à péage dépendant des chemins vicinaux. (Loi du 30 juillet 1880.).....	200,000 00 450,000 00	199,980 450,000
57	Reconstruction de la cour d'appel de Paris.....	400,000 00	395,800
58	Acquisition des bâtiments de la préfecture de police.....	300,000 00	300,000
59	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance..	21,132 97	21,075
60	Relégation des récidivistes.....		
62	Secours aux populations éprouvées par l'épidémie de cho- léra.....	5,890 81	
63	Secours aux victimes des inondations.....	500,000 00	496,718
		61,420,622 78	60,631,764
64	Dépenses des exercices clos.....	282,616 65	282,616
TOTAL.....		61,703,239 43	60,917,379

	RENTES à payer à la clôture de l'exercice.	RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
		Crédits annuels.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1884
		Crédits non consommés par les dépenses, annuels définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	
6,000' 00"	"	"	"	6,000' 00"
25,000 00	"	"	"	25,000 00
259,288 00	"	"	"	259,288 00
180,000 00	"	"	"	180,000 00
180,000 00	"	"	"	180,000 00
989,921 03	9,848' 66"	280' 81"	9,848' 66"	989,921 03
721,796 51	2,985 60	76,217 89	2,985 60	721,796 51
526,225 00	2,710 00	1,065 00	2,710 00	526,225 00
49,970 00	30 00	"	30 00	49,970 00
180,000 00	"	200 00	"	180,000 00
245,316 40	515 00	34,168 00	515 00	245,316 40
315,131 08	247 68	29,821 27	247 68	315,131 08
996,911 61	1,497 73	1,890 00	1,497 73	996,911 61
47,647 61	1,614 02	10,738 37	1,614 02	47,647 61
149,641 83	315 30	42 87	315 30	149,641 83
310,000 00	"	"	"	310,000 00
8,566 89	"	1,943 11	"	8,566 89
466,054 76	18,423 00	15,822 24	18,423 00	466,054 76
356,117 41	313 86	3,568 73	313 86	356,117 41
5,930 00	"	70 00	"	5,930 00
51,133 04	7,863 02	3 94	7,863 02	51,133 04
199,924 67	"	75 33	"	199,924 67
450,000 00	"	"	"	450,000 00
393,577 48	2,288 00	4,134 52	2,288 00	393,577 48
300,000 00	"	"	"	300,000 00
21,075 49	"	57 48	"	21,075 49
"	"	5,890 81	"	"
495,664 91	1,053 69	3,281 40	1,053 69	495,664 91
60,524,341 07	110,421 30	785,860 41	110,421 30	60,524,341 07
282,616 65	"	"	"	282,616 65
60,806,957 72	110,421 30	785,860 41	110,421 30	60,806,957 72
896,281' 71"				

NUMÉROS des chapitres.	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	CRÉDITS accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépe résul da services Droits s en p des cre de l
------------------------------	----------------------------	---	--

Suite du MINÉ

2^e SECTION. — SE

1	Personnel de l'administration centrale en Algérie.....	538,250 ¹ 00 ⁸	538,2
2	Matériel de l'administration centrale en Algérie.....	50,000 00	49,9
3	Publications et impressions diverses.....	59,000 00	58,9
4	Subsides, secours et récompenses.....	123,950 00	121,8
5	Personnel de l'administration civile.....	1,597,700 00	1,597,4
6	Matériel de l'administration civile.....	528,700 00	528,6
7	Personnel des polices centrales et force publique.....	416,827 00	346,6
8	Matériel des polices centrales.....	20,620 00	20,5
9	Subvention au service de l'assistance publique.....	488,330 00	484,9
10	Personnel de l'administration militaire.....	330,498 00	315,3
11	Matériel de l'administration militaire.....	66,065 00	49,1
12	Dépenses de colonisation.....	2,868,652 99	2,859,4
13	Subventions aux chemins vicinaux.....	398,000 00	398,0
14	Dépenses secrètes.....	80,000 00	80,0
15	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance..	253 03	253
17	Secours aux victimes des tremblements de terre et des inon- dations en Algérie.....	200,000 00	199,0
18	Emploi de la contribution de guerre imposée aux tribus de l'Aurès.....	56,222 84	56,21
		7,823,068 82	7,703,17
16	Dépenses des exercices clos.....	133,666 84	133,06
	TOTAL de la 2 ^e section.....	7,956,735 66	7,836,81

RECA

1 ^{re} SECTION. — Service du Ministère de l'intérieur.....	61,703,239 ¹ 43 ⁸	60,917,37
2 ^e SECTION. — Service du Gouvernement général de l'Algérie.....	7,956,735 66	7,836,81
TOTAL GÉNÉRAL.....	69,659,975 09	68,754,171

RESTES à payer à la clôture de l'exercice.	RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1886.
	Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

INTÉRIEUR.

RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÈRE.

538,248 ¹ 15 ^e	"	1 ^{re} 85 ^e	"	538,248 ¹ 15 ^e
49,992 31	"	7 69	"	49,992 31
58,984 67	"	15 33	"	58,984 67
120,992 63	906 ¹ 24 ^e	2,051 13	906 ¹ 24 ^e	120,992 63
1,593,337 90	4,130 83	231 27	4,130 83	1,593,337 90
528,419 99	250 50	29 51	250 50	528,419 99
346,280 78	326 70	70,219 52	326 70	346,280 78
20,349 25	"	270 75	"	20,349 25
484,920 84	"	3,409 16	"	484,920 84
312,826 36	725 00	17,146 64	725 00	312,826 36
49,130 66	"	16,934 34	"	49,130 66
2,632,237 80	227,232 11	9,183 c8	227,232 11	2,632,237 80
398,000 00	"	"	"	398,000 00
80,000 00	"	"	"	80,000 00
253 02	"	"	"	253 02
199,096 28	510 72	393 00	510 72	199,096 28
56,222 81	"	"	"	56,222 81
7,469,093 45	234,082 10	119,893 27	234,082 10	7,469,093 45
133,666 84	"	"	"	133,666 84
7,602,760 29	234,082 10	119,893 27	234,082 10	7,602,760 29
		353,975 ¹ 37 ^e		

TUNIS.

60,808,957 ¹ 72 ^e	110,421 ¹ 30 ^e	785,860 ¹ 41 ^e	110,421 ¹ 30 ^e	60,808,957 ¹ 72 ^e
7,602,760 29	234,082 10	119,893 27	234,082 10	7,602,760 29
68,409,718 01	344,503 40	905,753 68	344,503 40	68,409,718 01
		1,250,257 ¹ 08 ^e		

NOMEROS	DESIGNATION DES CHAPITRES.	CREDITS accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	SERVICES rattachés des services fi- — Droits com- au pro- des créan- de l'Éta
			MINIST
43	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.....	3,962,900 ⁰⁰	3,941,54
43 bis	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale des postes et des télégraphes.....	1,782,852 00	1,782,32
44	Traitements et frais de tournées des agents de l'inspection générale.....	756,800 00	756,72
45	Personnel central des administrations financières.....	1,529,950 00	1,511,39
46	Indemnités diverses.....	90,200 00	90,00
47	Matériel de l'administration centrale des finances.....	796,850 00	781,00
47 bis	Matériel de l'administration centrale des postes et des télégraphes.....	380,000 00	361,00
48	Impressions.....	2,522,500 00	2,521,37
49	Dépenses diverses de l'administration centrale.....	69,600 00	55,40
50	Personnel de l'administration des monnaies et médailles....	87,000 00	86,99
51	Matériel de l'administration des monnaies et médailles.....	68,000 00	67,31
52	Dépenses diverses de l'administration des monnaies et médailles.....	24,600 00	24,30
53	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance..	191,303 19	177,43
54	Dépenses des exercices clos. (Voir ci-dessous.)		
55	Personnel de la cour des comptes.....	1,522,100 00	1,521,26
56	Matériel et dépenses diverses de la cour des comptes.....	79 800 00	79,79
57	Frais de trésorerie.....	1,027,250 00	1,027,25
58	Traitements fixes des trésoriers-payeurs généraux et du receveur central de la Seine.....	522,000 00	522,000
59	Commissions aux trésoriers-payeurs généraux et au receveur central de la Seine à valoir sur les frais de personnel et de matériel à leur charge.....	2,803,000 00	2,802,000
60	Traitements fixes des receveurs particuliers des finances....	655,200 00	655,200
61	Commissions aux receveurs particuliers des finances à valoir sur les frais de personnel et de matériel à leur charge.....	2,361,500 00	2,361,500
		21,233,405 19	21,129,139
54	Dépenses des exercices clos.....	5,171,581 68	5,171,581
	TOTAL.....	26,404,986 87	26,300,721

RENTES	à payer à la clôture de l'exercice.	RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
		Crédits annuels.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1886.
		Crédits non consommés par les dépenses, annuels définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

MARCHES.

41,344' 33"	406' 16"	21,259' 51"	406' 16"	2,941,234' 33"
8,323 07	"	528 93	"	1,782,323 07
66,729 74	"	70 26	"	766,729 74
1,510,814 14	676 38	18,459 48	676 38	1,510,814 14
90,000 46	"	199 54	"	90,000 46
781,282 05	323 86	15,244 09	323 86	781,282 05
360,077 20	1,540 60	18,382 20	1,540 60	360,077 20
221,978 45	"	521 55	"	2,221,978 45
55,112 19	368 98	14,118 83	368 98	55,112 19
86,998 12	"	1 88	"	86,998 12
67,543 31	"	456 69	"	67,543 31
24,300 29	"	299 71	"	24,300 29
177,448 08	"	13,855 11	"	177,448 08
1,521,263 23	"	836 77	"	1,521,263 23
79,769 59	"	30 41	"	79,769 59
1,027,250 00	"	"	"	1,027,250 00
522,000 00	"	"	"	522,000 00
2,802,999 92	"	0 08	"	2,802,999 92
665,200 00	"	"	"	665,200 00
2,361,499 71	"	0 29	"	2,361,499 71
27,223,823 88	3,315 98	104,265 33	3,315 98	27,223,823 88
5,171,581 68	"	"	"	5,171,581 68
26,297,405 56	3,315 98	104,265 33	3,315 98	26,297,405 56
		107,581' 31"		

NUMÉROS	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	CRÉDITS accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	DÉPENSES résultant des services Droits con- sacrés au p- des crédi- de l'E
des chapitres.			
1	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.....	3,694,299 ¹ 00 ²	3,672,8
2	Salaires des hommes de peine et ouvriers employés à l'administration centrale.....	69,910 00	69,8
3	Matériel de l'administration centrale.....	280,000 00	279,0
4	Frais généraux d'impression.....	459,500 00	441,0
5	Dépôt général de la guerre. (Personnel.).....	133,040 00	127,8
6	Dépôt général de la guerre. (Matériel.).....	721,760 00	715,9
7	Télégraphie militaire. (Personnel.).....	161,450 00	114,7
8	Télégraphie militaire. (Matériel.).....	387,600 00	347,5
9	États-majors.....	23,775,269 55	23,706,0
10	Écoles militaires. (Personnel.).....	8,531,577 68	8,083,5
11	Personnel hors cadres ou non classé dans les corps de troupes.....	12,575,344 64	12,153,9
12	Solde des corps de troupes.....	220,683,850 77	214,365,2
13	Gendarmerie départementale, et gendarmerie d'Afrique.....	34,840,130 60	34,828,5
14	Garde républicaine.....	5,043,559 68	5,029,5
15	Vivres.....	49,784,458 00	44,651,5
16	Chauffage et éclairage.....	3,927,525 00	3,537,2
17	Fourrages.....	74,494,573 00	66,570,5
18	Service de santé. (Personnel d'exploitation.).....	328,775 00	328,77
19	Service de santé. (Matériel d'exploitation.).....	10,656,783 44	9,044,2
20	Service de marche.....	11,881,684 00	11,833,5
21	Habillement et campement. (Personnel d'exploitation.).....	1,435,770 00	1,435,7
22	Habillement et campement. (Matériel d'exploitation.).....	31,365,954 00	30,543,9
23	Lits militaires.....	7,889,693 00	7,595,9
24	Transports spéciaux.....	1,123,000 00	1,045,0
25	Recrutement.....	681,500 00	615,70
26	Réserve et armée territoriale.....	606,810 00	413,42
27	Justice militaire (frais généraux) et prisons.....	811,450 00	782,77
28	Ateliers et pénitenciers militaires.....	177,600 00	153,17
29	Remonte générale.....	12,870,530 00	12,869,7
30	Recensement des chevaux et mulets.....	60,000 00	59,87
31	Harnachement.....	1,707,890 00	1,573,21
32	Établissements de l'artillerie. (Personnel d'exploitation.)...	1,855,560 00	1,803,29
33	Établissements de l'artillerie. (Matériel d'exploitation.)...	17,659,468 40	17,419,4
34	Poudres et salpêtres. (Personnel.).....	995,208 00	926,44
35	Poudres et salpêtres. (Matériel.).....	4,718,380 00	4,653,82

MINISTÈRE

RENTES Sous un démembrement de rente.	RESTES à payer à la clôture de l'exercice.	RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
		Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1886.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	
3,672,797 ^f 33 ^c	67 ^f 21 ^c	21,334 ^f 46 ^c	67 ^f 21 ^c	3,672,797 ^f 33 ^c
69,887 60	"	22 40	"	69,887 60
279,041 58	"	958 42	"	279,041 58
441,506 31	161 40	17,832 29	161 40	441,506 31
127,837 85	0 02	5,202 13	0 02	127,837 85
715,630 93	344 95	5,784 12	344 95	715,630 93
114,729 98	"	46,720 02	"	114,729 98
347,290 61	286 10	40,023 29	286 10	347,290 61
23,706,674 06	"	68,595 49	"	23,706,674 06
8,083,361 49	159 17	448,057 02	159 17	8,083,361 49
12,152,878 14	1,065 25	421,401 25	1,065 25	12,152,878 14
214,260,582 74	104,657 70	6,318,610 33	104,657 70	214,260,582 74
34,822,434 13	5,968 05	11,728 42	5,968 05	34,822,434 13
5,029,564 94	"	13,994 74	"	5,029,564 94
44,539,879 40	111,665 71	5,132,912 99	111,665 71	44,539,879 40
3,531,254 11	6,002 12	390,268 77	6,002 12	3,531,254 11
66,475,043 67	95,513 95	7,924,015 38	95,513 95	66,475,043 67
328,775 00	"	"	"	328,775 00
9,017,900 67	26,336 99	1,612,545 78	26,336 99	9,017,900 67
11,825,602 60	7,960 45	48,120 95	7,960 45	11,825,602 60
1,435,734 88	30 00	5 12	30 00	1,435,734 88
29,955,320 97	588,597 92	822,035 11	588,597 92	29,955,320 97
7,592,935 55	3,017 95	293,739 50	3,017 95	7,592,935 55
1,044,179 20	843 67	77,977 13	843 67	1,044,179 20
615,461 86	242 00	65,798 14	242 00	615,461 86
411,284 03	2,137 84	193,388 13	2,137 84	411,284 03
780,456 32	2,315 47	28,678 21	2,315 47	780,456 32
153,177 33	"	24,422 67	"	153,177 33
12,867,905 68	1,845 00	779 32	1,845 00	12,867,905 68
59,873 76	"	126 24	"	59,873 76
1,564,168 99	9,042 58	134,678 43	9,042 58	1,564,168 99
1,803,298 88	"	52,261 12	"	1,803,298 88
16,891,883 95	527,577 99	240,006 46	527,577 99	16,891,883 95
926,448 29	"	68,759 71	"	926,448 29
4,620,450 93	23,371 78	64,657 29	23,371 78	4,620,450 93

NUMÉROS		CRÉDITS	DÉPENSES
des	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	réelles d' service — Droits sur des de l'
chapitres.			
MINISTÈRE			
36	Établissements du génie. (Personnel d'exploitation.).....	632,060 ⁰⁰	621,
37	Établissements du génie. (Matériel d'exploitation.).....	16,334,880 04	16,091,
38	Écoles militaires. (Matériel.).....	4,605,895 00	4,410,
39	Invalides de la guerre. (Personnel.).....	120,810 00	106,
40	Invalides de la guerre. (Matériel.).....	485,050 00	400,
41	Solde de non-activité, solde et gratifications de réforme....	866,957 34	732,
42	Secours.....	3,813,189 96	3,813,
43	Dépenses secrètes.....	700,000 00	700,
44	Construction de la nouvelle enceinte et des forts de Lyon...	2,000,000 00	2,000,
45	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance..	18,511 33	18,
48	Corps expéditionnaire du Tonkin.....	29,921,505 80	27,374,
49	Casernes Saint-Yon et Magnac-Béthune.....	"	"
50	Caserne Nicolai.....	"	"
51	Construction d'un nouveau casernement à Nancy.....	100,000 00	100,
52	Restauration de l'Hôtel des Invalides.....	"	"
53	Déclassement de la place de Soissons.....	160,000 00	159,
54	Reconstruction du dépôt central des poudres et salpêtres...	437,195 00	450,
55	Déclassement d'une partie des anciennes fortifications de Grenoble.	208,269 72	714,
56	Construction de l'hôtel du quartier général du 18 ^e corps d'armée, à Bordeaux.....	18,000 00	179,
		606,814,227 95	578,563,5
46	Dépenses des exercices clos.....	4,224,518 84	4,224,5
47	Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à l'exercice 1886 et non passibles de déchéance.....	472,195 98	472,1
TOTAL.....		611,508,942 77	583,260,2

RÈGLEMENT DES CRÉDITS.				
MONTANTS à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués l'exercice 1886.	
	Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.		
10,277'64"	454'72"	10,277'64"	454'72"	621,327'64"
243,471 91	45,817 92	243,471 91	45,817 92	15,045,590 21
195,289 49	358 72	195,289 49	358 72	4,410,247 09
13,810 91	"	13,810 91	"	106,999 09
84,976 26	"	84,976 26	"	400,073 74
134,017 43	"	134,017 43	"	732,939 91
776 60	90 00	776 60	90 00	8,812,323 36
"	"	"	"	700,000 00
169 84	169 84	"	169 84	1,099,830 16
88 00	"	88 00	"	18 456 33
2,547,036 77	99,179 11	2,547,036 77	99,179 11	27,275,289 92
"	"	"	"	"
"	"	"	"	"
100,000 00	"	"	"	100,000 00
"	"	"	"	"
2 76	"	2 76	"	109,997 25
287,195 00	"	287,195 00	"	150,000 00
"	"	"	"	"
186,317 66	"	186,317 66	"	71,952 06
0 48	"	0 48	"	17,999 52
1,665,281 58	1,665,281 58	1,665,281 58	1,665,281 58	376,898,279 94
"	"	"	"	4,224,518 84
"	"	"	"	472,195 98
1,665,281 58	1,665,281 58	1,665,281 58	1,665,281 58	881,594,994 76
29,913,948'01"				

NUMÉROS des chapitres.	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	CREDITS	DÉPENSES
		accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	résultant des services — Droits con- au pro- des ar- de l'Ét

MINISTÈRE DE LA MA

1^{re} SECTION

1	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.....	1,169,092 00	1,168,3
2	Matériel de l'administration centrale.....	184,550 00	184,5
3	Dépôt des cartes et plans de la marine. (Personnel.).....	98,000 00	97,9
4	Dépôt des cartes et plans de la marine. (Matériel.).....	395,000 00	385,3
5	États-majors et équipages à terre et à la mer. (Solde et entretien.).....	44,463,155 25	44,443,0
6	Casernement et objets divers relatifs aux équipages.....	149,334 00	68,1
7	École navale.....	254,393 00	253,8
8	Troupes et employés militaires.....	13,736,859 64	13,045,2
9	Gendarmerie maritime.....	931,180 00	911,1
10	Casernement et objets divers relatifs aux troupes.....	923,803 00	818,5
11	Corps entretenus et agents divers.....	4,812,441 28	4,795,5
12	Malstrance, gardiennage et surveillance.....	3,266,862 04	3,191,0
13	Vivres.....	19,961,746 99	19,549,3
14	Hôpitaux.....	3,030,865 00	3,027,6
15	Constructions navales. — Salaires pour confections d'objets destinés aux magasins et réparations d'objets confectionnés.....	2,000,000 00	1,771,3
16	Constructions navales. — Salaires pour constructions neuves.....	9,300,000 00	9,241,0
17	Constructions navales. — Salaires pour réparations.....	3,900,000 00	3,899,4
18	Constructions navales. — Salaires pour le service général.....	5,429,730 00	5,418,8
19	Constructions navales. — Approvisionnements généraux.....	28,070,000 00	26,659,6
19 bis	Constructions par l'industrie privée.....	18,700,000 00	18,667,7
20	Artillerie. — Salaires pour confections.....	1,671,000 00	1,570,6
21	Artillerie. — Salaires pour le service direct de la flotte.....	74,460 00	73,3
22	Artillerie. — Salaires pour le service général.....	953,259 14	952,6
23	Artillerie. — Approvisionnements généraux, achat de matériel.....	16,531,934 00	15,897,4
24	Travaux hydrauliques et bâtiments civils.....	9,189,061 00	9,060,2
24 bis	Hôpital de Faron.....	34,470 00	33,6
24 ter	Hôpital de Saint-Mandrier.....	65,530 00	65,5
25	Justice maritime.....	223,501 00	188,2
26	Frais généraux d'impressions et achats de livres.....	574,630 00	573,07
27	Frais de voyage du personnel.....	3,854,305 55	3,734,30
28	Dépenses diverses.....	675,179 71	660,30
29	Dépenses secrètes.....	65,000 00	65,00
30	Inscription maritime, police de la navigation, surveillance de la pêche, service intérieur des ports en Algérie.....	87,284 00	84,82
31	Subvention à la caisse des Invalides.....	6,608,147 74	6,608,11
32	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	4,134 14	4,13
35	Dépenses maritimes au Tonkin et frais de transport des troupes et du matériel de la guerre.....	39,463,618 67	39,902,42
36	Opérations maritimes à Madagascar.....	6,181,624 00	5,476,02
		246,924,051 15	232,547,85
33	Dépenses des exercices clos.....	170,158 22	170,15
34	Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1886.....	379,119 73	379,11
	TOTAL de la 1^{re} section.....	247,473,329 10	233,097,10

COLONIES.

LA MARINE.

83,661 17
83,675 30
87,49 85
88,387 76
82,689 55
88,107 62
85,389 50
82,045 829 02
81,135 02
81,783 60
81,565 57
81,491 81 32
81,528,019 34
81,026,450 96
1,771,386 13
9,221,072 52
3,899,391 95
5,418,337 34
5,662,257 76
8,667,703 30
1,570,828 34
73,319 71
52,635 46
25,869,477 20
9,050,660 00
33,623 62
65,529 83
187,789 58
572,739 05
3,731,184 59
650,874 59
65,000 00
84,827 51
8,608,147 74
4,134 24
29,893,795 93
5,394,308 14
232,323,839 01
170,158 22
379,119 73
231,511,116 06

NUMÉROS des chapitres.	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	CRÉDITS	DÉPENSES
		accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	résultant des services fait — Droits constatés au profit des créanciers de l'Etat.

Suite du MINISTÈRE DE

2^e SEC

1	Personnel de l'administration centrale (Service colonial).....	327,200 ⁰⁰	326,036
2	Personnel des services civils aux colonies.....	1,084,657 00	1,084,146
3	Personnel de la justice aux colonies.....	1,503,125 00	1,502,833
4	Personnel des cultes aux colonies.....	637,767 00	630,167
5	Personnel des services militaires aux colonies.....	6,108,615 40	6,097,977
6	Personnel du Haut-Fleuve (Sénégal).....	1,929,446 68	1,922,841
7	Frais de voyage par terre et par mer.....	1,000,351 39	991,827
8	Missions coloniales.....	99,756 49	86,242
9	Vivres.....	5,836,276 52	5,775,246
10	Hôpitaux.....	2,350,843 35	2,331,957
11	Matériel (Services civils).....	288,700 00	215,422
12	Matériel (Services militaires).....	2,280,406 00	2,279,036
13	Dépenses diverses et d'intérêt général.....	624,440 00	609,151
14	Subvention au service local des colonies.....	1,092,355 00	1,092,355
15	Service du Tonkin.....		
16	Chemins de fer coloniaux et port de la Réunion.....	1,437,502 00	1,437,502
17	Service pénitentiaire (Personnel).....	6,195,759 36	4,952,543
18	Service pénitentiaire (Matériel).....	1,514,580 00	1,329,174
19	Avances dues à la compagnie du chemin de fer de Dakar à Saint-Louis.....	223,928 72	203,894
20	Exploitation et contrôle du chemin de fer de Dakar à Saint-Louis.....	2,656,300 00	2,469,166
21	Câble télégraphique sous-marin du Tonkin.....	615,000 00	615,000
22	Dépenses des exercices périmés non frappées de déché- ance.....		
25	Dépenses administratives à Madagascar.....	2,075,613 00	1,731,057
26	Exposition d'Anvers.....	44,806 86	28,111
27	Service de la relégation (Personnel).....	236,500 00	83,506
28	Service de la relégation (Matériel).....	411,000 00	226,604
29	Établissements français du Congo.....	836,454 00	553,846
30	Subvention à la colonie de Mayotte.....	100,000 00	100,000
		81,511,283 77	38,675,761
23	Dépenses des exercices clos.....	867,284 60	867,284
24	Rapports de dépenses payables sur revues antérieures à 1886.....	106,358 81	106,358
	TOTAL de la 2^e section.....	42,484,927 18	39,649,401

RÉCA

1 ^{re} SECTION. — Service marine.....	247,473,329 ¹⁰	233,097,103
2 ^e SECTION. — Service colonial.....	42,484,927 18	39,649,401
TOTAL GÉNÉRAL.....	289,958,256 28	272,746,504

PAYEMENTS effectués sur les ordonnances des ministres.	RESTES à payer à la clôture de l'exercice.	RÈGLEMENT DES CRÉDITS. ^o	
		Crédits annuels.	Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1886.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulées définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.

MARINE ET DES COLONIES.

SERVICE COLONIAL.

326,035'23 ^c	"	1,164'77 ^c	"	326,035'23 ^c
1,084,132 76	16'67 ^c	507 57	16'67 ^c	1,084,132 76
1,502,105 17	738 25	281 58	738 25	1,502,105 17
630,167 74	"	7,599 26	"	630,167 74
6,094,537 31	3,441 81	10,536 28	3,441 81	6,094,537 31
1,921,504 77	1,322 08	5,619 83	1,322 08	1,921,504 77
978,940 56	12,886 79	8,524 04	12,886 79	978,940 56
86,214 08	28 00	13,514 41	28 00	86,214 08
5,758,580 56	16,659 52	61,036 44	16,659 52	5,758,580 56
2,320,051 08	11,906 02	18,886 25	11,906 02	2,320,051 08
215,012 95	410 00	73,277 05	410 00	215,012 95
2,278,367 10	713 81	1,325 09	713 81	2,278,367 10
581,331 34	27,819 90	15,288 76	27,819 90	581,331 34
1,092,355 00	"	"	"	1,092,355 00
"	"	"	"	"
1,437,502 00	"	"	"	1,437,502 00
4,952,193 08	350 30	1,243,215 98	350 30	4,952,193 08
1,328,617 74	557 04	185,405 22	557 04	1,328,617 74
"	"	"	"	"
200,901 83	2,997 05	20,029 84	2,997 05	200,901 83
"	"	"	"	"
2,469,262 01	"	187,037 99	"	2,469,262 01
615,000 00	"	"	"	615,000 00
"	"	"	"	"
1,508,368 48	222,689 30	344,555 22	222,689 30	1,508,368 48
28,111 19	"	16,695 67	"	28,111 19
83,505 32	"	152,994 68	"	83,505 32
226,606 51	"	184,393 49	"	226,606 51
545,124 38	8,696 49	281,633 13	8,696 49	545,124 38
100,000 00	"	"	"	100,000 00
"	"	"	"	"
38,364,528 19	311,233 03	2,835,522 55	311,233 03	38,364,528 19
867,284 60	"	"	"	867,284 60
106,358 81	"	"	"	106,358 81
"	"	"	"	"
39,338,171 60	311,233 03	2,835,522 55	311,233 03	39,338,171 60
3,146,755'58 ^c				

EXTENSION.

232,873,116'96 ^c	223,987'03 ^c	14,378,225'11 ^c	223,987'03 ^c	232,873,116'96 ^c
39,338,171 60	311,233 03	2,835,522 85	311,233 03	39,338,171 60
"	"	"	"	"
272,211,288 56	535,220 06	17,211,747 66	535,220 06	272,211,288 56
17,746,967'72 ^c				

NUMÉROS des cha- pitres.	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	CRÉDITS accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.		
1^{re} SECTION. — SERVICE CENTRAL.		
1	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.....	948,150 fr.
2	Matériel de l'administration centrale.....	195,000 fr.
3	Conseil supérieur et inspecteurs généraux de l'instruction publique.....	420,000 fr.
4	Services généraux de l'instruction publique.....	380,000 fr.
5	Administration académique.....	1,798,000 fr.
6	Enseignement supérieur. — Facultés. — Personnel.....	5,600,800 fr.
7	Facultés. — Matériel.....	2,629,975 fr.
8	Dépenses communes à toutes les facultés.....	2,027,000 fr.
8 bis	Souscription pour la fondation de l'institut Pasteur.....	200,000 fr.
9	Facultés dont les dépenses donnent lieu à compte avec les villes.....	1,423,250 fr.
9 bis	Dépenses des facultés et écoles d'enseignement supérieur imputables sur le produit des fonds de concours.....	186,310 fr.
10	École des hautes études.....	326,000 fr.
11	École normale supérieure.....	500,010 fr.
12	Collège de France.....	490,280 fr.
13	Enseignement des langues orientales vivantes.....	154,616 fr.
14	École des chartes.....	70,000 fr.
15	École française d'Athènes.....	78,000 fr.
16	École française de Rome.....	72,000 fr.
17	Muséum d'histoire naturelle. — Personnel.....	300,000 fr.
18	Muséum d'histoire naturelle. — Matériel.....	618,000 fr.
19	Bureau des longitudes.....	170,500 fr.
20	Observatoire de Paris.....	387,000 fr.
21	Bureau central météorologique.....	180,000 fr.
22	Observatoire d'astronomie physique de Meudon.....	516,500 fr.
23	Observatoires de Marseille, Toulouse, Bordeaux et Lyon.....	103,150 fr.
24	Observatoire météorologique de Montsouris.....	38,000 fr.
25	Observatoires de Besançon, de Clermont, du Pic du Midi. — École d'astronomie. — Dépenses communes à tous les observatoires.....	159,000 fr.
26	Encouragements aux membres du corps enseignant et souscription aux ouvrages classiques.....	30,000 fr.
27	Institut national de France.....	710,000 fr.
28	Académie de médecine.....	75,500 fr.
29	Bibliothèque nationale. — Personnel.....	390,000 fr.
30	Bibliothèque nationale. — Matériel.....	270,000 fr.
31	Bibliothèque nationale. — Dépenses extraordinaires. — Catalogues.....	50,000 fr.
32	Bibliothèques publiques de Paris.....	217,600 fr.
33	Bibliothèques publiques des départements.....	24,600 fr.
34	Service général des bibliothèques.....	52,800 fr.
35	Bibliothèques publiques. — Dépenses extraordinaires. — Catalogues des manuscrits.....	20,000 fr.
36	Archives nationales.....	200,000 fr.
37	Sociétés savantes et échanges internationaux.....	116,000 fr.
38	Journal des Savants.....	24,000 fr.
39	Souscriptions scientifiques et littéraires. — Échanges internationaux.....	119,000 fr.
40	Bibliothèques scolaires et populaires.....	290,000 fr.
41	Encouragements aux savants et gens de lettres.....	200,000 fr.
42	Voyages et missions — Musée ethnographique.....	180,000 fr.
42 bis	Institut archéologique au Caire.....	66,850 fr.

SÉRIER résultant des services faits. — sont constatés au profit des créanciers de l'Etat.	PAYEMENTS effectués sur les ordonnances des ministres.	RESTES à payer à la clôture de l'exercice.	RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
			Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1886.
			Credits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Credits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

IQUE, DES BEAUX-ARTS ET DES CULTES.

STRUCTION PUBLIQUE.

947,819 07 ^e	947,754 07 ^e	75 00 ^e	320 93 ^e	75 60 ^e	947,754 07 ^e
194,999 29	194,999 29	"	0 71	"	194,999 29
419,253 51	419,253 41	"	741 59	"	419,253 41
366,655 87	366,655 03	1,590 84	11,754 13	1,590 84	366,655 03
1,781,122 60	1,781,122 85	72 75	16,804 40	72 75	1,781,122 85
5,607,548 49	5,607,548 49	"	2,260 51	"	5,607,548 49
2,625,201 32	2,625,201 32	4,181 83	491 85	4,181 83	2,625,201 32
2,024,215 43	2,024,215 43	705 07	2,084 50	705 07	2,024,215 43
200,000 00	200,000 00	"	"	"	200,000 00
1,419,743 09	1,419,743 09	723 32	2,783 50	723 32	1,419,743 09
186,210 80	186,210 80	100 00	"	100 00	186,210 80
325,694 16	325,694 16	116 66	189 18	116 66	325,694 16
499,934 22	499,934 22	68 00	7 78	68 00	499,934 22
490,125 12	490,125 12	154 00	0 88	154 00	490,125 12
154,427 32	154,427 32	187 50	1 18	187 50	154,427 32
69,998 99	69,998 99	"	1 01	"	69,998 99
77,852 43	77,852 43	"	247 57	"	77,852 43
71,999 57	71,999 57	"	0 43	"	71,999 57
294,909 52	294,909 52	"	5,090 48	"	294,909 52
617,645 86	616,645 86	1,342 60	11 54	1,342 60	616,645 86
158,822 54	158,822 54	366 66	11,410 80	366 66	158,822 54
332,987 21	332,987 21	1,012 70	53,000 09	1,012 70	332,987 21
179,995 85	179,995 85	"	4 15	"	179,995 85
254,505 55	254,505 55	"	261,994 45	"	254,505 55
83,029 25	83,029 25	70 00	20,050 75	70 00	83,029 25
37,895 47	37,895 47	104 50	0 03	104 50	37,895 47
105,746 39	105,746 39	"	53,253 61	"	105,746 39
29,997 15	29,997 15	"	2 85	"	29,997 15
709,848 37	709,848 37	151 63	"	151 63	709,848 37
75,432 70	75,432 70	61 30	6 00	61 30	75,432 70
389,967 11	389,967 11	"	32 89	"	389,967 11
269,800 00	269,800 00	200 00	"	200 00	269,800 00
50,000 00	50,000 00	"	"	"	50,000 00
217,583 11	217,583 11	"	16 89	"	217,583 11
24,500 18	24,500 18	"	99 82	"	24,500 18
52,778 54	52,778 54	"	21 46	"	52,778 54
19,998 16	19,998 16	"	1 84	"	19,998 16
199,872 70	199,872 70	110 00	17 30	110 00	199,872 70
114,729 78	114,729 78	1,270 00	0 22	1,270 00	114,729 78
23,949 00	23,949 00	"	51 00	"	23,949 00
118,844 78	118,844 78	99 00	56 22	99 00	118,844 78
289,966 69	289,966 69	"	33 31	"	289,966 69
198,200 00	198,200 00	1,800 00	"	1,800 00	198,200 00
178,715 49	178,715 49	1,260 00	24 51	1,260 00	178,715 49
65,803 25	65,803 25	"	56 75	"	65,803 25

NUMÉROS des cha- pitres.	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	CRÉDITS accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.
-----------------------------------	----------------------------	--

Suite du MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION

Suite de la 1^{re} SECTION. — SERVICE

43	Recueil et publication de documents inédits de l'histoire de France.....	150,000 ⁰⁰
44	Voyages et missions scientifiques en Algérie.....	4,000 ⁰⁰
45	Frais généraux de l'instruction secondaire.....	245,000 ⁰⁰
46	Lycées nationaux.....	8,107,500 ⁰⁰
47	Collèges communaux.....	2,832,100 ⁰⁰
48	Enseignement secondaire de jeunes filles.....	1,073,500 ⁰⁰
49	Bourses nationales et dégrèvements.....	2,700,000 ⁰⁰
49 bis	Bourses à concéder en vertu de l'article 28 de la loi des finances.....	717,363 ⁵⁰
50	Enseignement primaire. — Inspecteurs primaires.....	2,213,000 ⁰⁰
51	Écoles maternelles. — Inspectrices générales.....	24,000 ⁰⁰
52	Écoles normales primaires. — Écoles normales supérieures d'enseignement primaire. — Dépenses d'installation et de matériel des écoles normales primaires.....	1,845,200 ⁰⁰
53	Enseignement primaire. — Écoles de garçons et écoles mixtes. — Cours d'adultes. — Personnel.....	42,322,734 ⁰⁰
54	Enseignement primaire. — Écoles de filles et écoles maternelles. — Cours d'adultes. — Personnel.....	20,046,200 ⁰⁰
55	Subvention exceptionnelle aux communes pour alléger les charges de la gratuité de l'instruction primaire.....	14,000,000 ⁰⁰
55 bis	Création d'écoles primaires de garçons et de filles, d'écoles primaires supé- rieures, d'écoles maternelles et de classes dans lesdites écoles.....	90,000 ⁰⁰
56	Enseignement primaire. — Matériel. — Encouragements.....	2,057,000 ⁰⁰
57	Enseignement primaire. — Secours et allocations.....	2,714,200 ⁰⁰
58	Instruction publique musulmane.....	49,000 ⁰⁰
59	Remboursement par annuités à la caisse des lycées, collèges et écoles primaires.	6,531,000 ⁰⁰
60	Reconstruction et agrandissement des bâtiments de la Sorbonne.....	1,400,000 ⁰⁰
61	Subventions aux départements, villes ou communes destinées à faire face au paiement des annuités dues par eux et nécessaires aux remboursements des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction de leurs établisse- ments publics d'enseignement supérieur, d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire.....	1,500,000 ⁰⁰ 5,466 ²¹
62	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	947,500 ⁰⁰
64	Construction de diverses écoles d'enseignement primaire supérieur et d'en- seignement professionnel.....	1,000,764 ⁶¹
65	Construction des écoles supérieures d'Alger.....	20,100 ⁰⁰
66	Publication des œuvres de Fermal.....	260,000 ⁰⁰
67	Dépenses de la commission scientifique du passage de Vénus.....	45,000 ⁰⁰
68	Frais de reconstruction du musée Quinet.....	45,684 ⁸¹
69	Frais d'entretien du musée Quinet.....	23,580 ⁰⁰
70	Dépenses de premier établissement des écoles supérieures d'Alger.....	
71	Publication de documents scientifiques résultant de missions du cap Horn.	
63	Dépenses des exercices clos.....	135,985,709 ⁰⁵ 928,070 ⁶⁸
TOTAL de la 1 ^{re} section.....		136,913,779 ⁷⁵

SÉRIES résultant des opérations faites — pour constater le profit des opérations de l'État.	PAYEMENTS effectués sur les ordonnances des ministres.	RESTES à payer à la clôture de l'exercice.	RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
			Crédits annuels.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1886.
			Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

MINISTÈRE DES BEAUX-ARTS ET DES CULTES.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

149,999' 79"	149,949' 79"	50' 00"	0' 21"	50' 00"	149,949' 79"
4,000 00	4,000 00	"	"	"	4,000 00
242,710 05	202,213 73	40,466 32	2,289 95	40,466 32	202,213 73
8,104,701 22	8,104,422 91	278 31	2,608 78	278 31	8,104,422 91
2,818,655 11	2,818,018 37	6,636 74	7,441 89	6,636 74	2,818,018 37
1,072,644 80	1,072,644 80	116 57	738 03	116 57	1,072,644 80
2,608,575 99	2,608,575 99	569 80	852 21	569 80	2,608,575 99
675,593 75	675,593 75	400 00	41,309 75	400 00	675,593 75
2,171,675 71	2,171,675 71	100 00	41,214 29	100 00	2,171,675 71
23,447 63	23,447 63	"	552 37	"	23,447 63
1,833,777 38	1,833,702 33	3,075 05	8,422 62	3,075 05	1,833,702 33
42,188,194 56	42,188,194 56	116,068 20	18,471 29	116,068 20	42,188,194 56
20,016,925 44	20,016,925 44	27,807 25	1,467 31	27,807 25	20,016,925 44
13,990,055 29	13,990,055 29	8,448 39	1,496 32	8,448 39	13,990,055 29
84,417 63	84,417 63	2,000 00	3,582 37	2,000 00	84,417 63
2,051,244 31	2,051,244 31	5,124 35	631 14	5,124 35	2,051,244 31
2,602,690 25	2,602,690 25	15,725 21	95,784 54	15,725 21	2,602,690 25
48,318 95	48,318 95	"	631 05	"	48,318 95
6,531,000 00	6,531,000 00	"	"	"	6,531,000 00
1,400,000 00	1,400,000 00	"	"	"	1,400,000 00
1,123,430 21	1,123,430 21	1,348 86	375,220 93	1,348 86	1,123,430 21
4,808 46	4,808 46	"	657 78	"	4,808 46
1,000,738 46	1,000,738 46	"	947,500 00	"	1,000,738 46
20,099 99	20,099 99	"	26 16	"	20,099 99
260,000 00	260,000 00	"	"	"	260,000 00
44,994 94	44,994 94	"	0 01	"	44,994 94
45,404 31	45,404 31	277 50	5 06	"	45,404 31
23,580 00	23,580 00	"	3 03	277 50	23,580 00
133,747,443 25	133,747,443 25	244,315 91	1,993,949 89	244,315 91	133,747,443 25
928,070 68	928,070 68	"	"	"	928,070 68
134,675,513 93	134,675,513 93	244,315 91	1,993,949 89	244,315 91	134,675,513 93
			2,238,265' 80"		

NUMÉROS des cha- pitres.	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	CRÉDITS accordés par le budget prin- cipal et par des lois spéciales.
-----------------------------------	----------------------------	--

Suite du MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

2^e SECTION. — SECTEUR

1	Personnel de l'administration des beaux-arts.....	596,750
2	Traitements des inspecteurs.....	106,500
3	Frais divers des inspections et frais de mission.....	31,500
4	Matériel de l'administration des beaux-arts.....	55,100
5	Académie de France à Rome.....	152,200
6	École nationale et spéciale des beaux-arts à Paris.....	358,210
7	École nationale des arts décoratifs à Paris.....	100,000
8	École nationale de dessin pour les jeunes filles à Paris.....	40,200
9	École spéciale d'architecture à Paris et école des beaux-arts dans les départements.....	63,000
10	Écoles spéciales des beaux-arts et de dessin dans les départements.....	437,550
11	Conservatoire national de musique et de déclamation.....	256,300
12	Succursales du Conservatoire et écoles de musique dans les départements.....	220,500
13	Théâtres nationaux.....	1,476,000
14	Concerts populaires et sociétés musicales dans les départements.....	55,000
15	Palais du Trocadéro.....	13,000
16	Indemnités et secours. (Théâtres.).....	100,000
17	Beaux-arts, théâtres en Algérie.....	50,000
18	Travaux d'art, décoration d'édifices publics à Paris et dans les départements.....	1,011,000
19	Indemnités et secours. (Beaux-arts.).....	120,000
20	Manufacture nationale de Sèvres.....	624,450
21	Manufacture nationale des Gobelins.....	231,520
22	Manufacture nationale de Beauvais.....	116,350
23	Atelier national de mosaïque.....	25,000
24	Musées nationaux.....	844,565
25	Musées départementaux et municipaux.....	15,000
26	Souscription aux ouvrages d'art et publications.....	100,000
27	Expositions à Paris et dans les départements.....	20,000
28	Monuments historiques et mégalithiques.....	1,518,900
29	Personnel des bâtiments civils.....	119,160
30	Entretien des bâtiments civils.....	704,000
31	Réfections et grosses réparations des bâtiments civils.....	659,500
32	Entretien des palais nationaux. — Personnel.....	100,000
33	Entretien des palais nationaux. — Matériel.....	605,350
34	Réfections et grosses réparations des palais nationaux.....	400,000

	PAYEMENTS effectués sur les ordonnances des ministres.	RESTES à payer à la clôture de l'exercice.	RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
			Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1886.
			Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

ARTS ET DES CULTE.

ARTS.

335 85	396,735 85	"	14 15	"	396,735 85
117 55	106,127 55	"	372 45	"	106,127 55
132 16	31,492 16	"	7 84	"	31,492 16
099 53	55,099 53	"	0 47	"	55,099 53
200 00	152,200 00	"	"	"	152,200 00
959 21	357,959 21	"	250 79	"	357,959 21
000 00	100,000 00	"	"	"	100,000 00
194 13	40,194 13	"	5 87	"	40,194 13
995 02	62,995 02	"	4 98	"	62,995 02
537 13	437,540 28	6 95	2 77	6 95	437,540 28
294 87	256,294 87	"	5 13	"	256,294 87
494 10	220,494 10	"	5 90	"	220,494 10
000 00	1,476,000 00	"	"	"	1,476,000 00
000 00	55,000 00	"	"	"	55,000 00
999 55	12,999 55	"	0 45	"	12,999 55
990 00	99,950 00	"	50 00	"	99,950 00
999 96	49,999 96	"	0 04	"	49,999 96
336 53	1,010,322 28	74 25	603 47	74 25	1,010,322 28
504 60	119,304 60	200 00	495 40	200 00	119,304 60
449 54	624,449 54	"	0 46	"	624,449 54
495 49	231,495 49	"	24 51	"	231,495 49
668 63	113,600 63	248 00	2,501 37	248 00	113,600 63
996 83	24,921 33	74 50	4 17	74 50	24,921 33
562 42	844,562 42	"	2 58	"	844,562 42
916 80	14,916 80	"	83 20	"	14,916 80
914 21	99,817 71	96 50	85 79	99 50	99,817 71
996 28	19,996 28	"	3 72	"	19,996 28
994 38	1,510,921 84	5,072 54	2,905 62	5,072 54	1,510,921 84
839 66	118,839 66	"	320 34	"	118,839 66
613 16	658,003 16	44,609 25	1,387 59	44,609 25	658,003 16
553 53	650,993 53	6,959 91	1,546 56	6,959 91	650,993 53
926 34	99,926 34	"	73 66	"	99,926 34
580 99	580,085 99	25,253 41	10 60	25,253 41	580,085 99
380 04	380,839 04	18,982 90	178 06	18,982 90	380,839 04

NUMÉROS des cha- pitres.	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	le budg par spéc
-----------------------------------	----------------------------	------------------------

Suite du MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PU

2^e SECTION.

35	Service du mobilier national. — Personnel.....	15
36	Service du mobilier national. — Matériel.....	16
37	Service des régies des palais nationaux. — Personnel.....	31
38	Service des régies des palais nationaux. — Matériel.....	25
39	Entretien et grosses réparations des eaux de Versailles et de Marly. — Personnel.....	10
40	Entretien et grosses réparations des eaux de Versailles et de Marly. — Matériel.....	22
41	Maison de santé de Charenton.....	10
42	Réparations et entretien des bassins et eaux du parc de Versailles.....	10
43	Travaux ordinaires en Algérie.....	20
44	Achèvement du château de Pierrefonds.....	5
45	Reconstruction de la manufacture des Gobelins.....	5
46	Construction de l'école des arts et métiers de Lille.....	40
47	Restauration de la porte Saint-Denis.....	14
48	Agrandissement du Conservatoire des arts et métiers.....	30
49	Agrandissement des dépôts d'étalons.....	20
50	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	
51	Agrandissement du Collège de France.....	82
52	Installation au musée du Louvre des collections réunies par M. Dieulafoy..	2
53	Acquisition d'ouvrages du peintre Alphonse de Neuville.....	4
54	Restauration de peintures dans les bâtiments civils et palais nationaux...	
55	Restauration des bâtiments de la Bibliothèque nationale.....	
56	Construction des bâtiments de l'école nationale des arts industriels de Roubaix	2
57		
58		
51	Dépenses des exercices clos.....	14,99 30
	TOTAL de la 2 ^e section.....	15,29

N ^o .	PAYEMENTS effectués sur les ordonnances des ministres.	RESTES à payer à la clôture de l'exercice.	RÈGLEMENT DES CREDITS.		
			Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1886.
			Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	
531 ^f 63 ^c	154,587 ^f 48 ^c	14 ^f 16 ^c	58 ^f 36 ^c	14 ^f 16 ^c	158,587 ^f 48 ^c
532 ^f 24 ^c	162,038 44	145 80	1,215 76	145 80	162,038 44
533 ^f 04 ^c	313,861 04	50 00	88 96	50 00	313,861 04
534 ^f 28 ^c	282,965 48	130 00	4 52	130 00	282,965 48
535 ^f 31 ^c	104,998 31	"	1 69	"	104,998 31
536 ^f 69 ^c	215,868 32	9,127 37	4 31	9,127 37	215,868 32
537 ^f 28 ^c	87,099 28	12,598 00	302 72	12,598 00	87,099 28
538 ^f 04 ^c	99,531 01	"	468 99	"	99,531 01
539 ^f 34 ^c	196,974 48	9 50	8,016 02	9 50	196,974 48
540 ^f 17 ^c	53,575 81	1,398 86	25 38	1,398 86	53,575 81
541 ^f 34 ^c	49,613 34	"	386 60	"	49,613 34
542 ^f 49 ^c	399,978 89	"	21 11	"	399,978 89
543 ^f 57 ^c	132,639 57	"	7,360 43	"	132,639 57
544 ^f 27 ^c	299,269 27	"	730 73	"	299,269 27
545 ^f 85 ^c	196,071 02	3,811 84	117 14	3,811 84	196,071 02
546 ^f 72 ^c	5,085 72	"	"	"	5,085 72
547 ^f 05 ^c	799,516 62	13,286 43	14,696 95	13,286 43	799,516 62
548 ^f 17 ^c	20,846 48	4,041 69	111 83	4,041 69	20,846 48
549 ^f 50 ^c	48,142 50	"	"	"	48,142 50
550 ^f 00 ^c	207 00	"	7,212 50	"	207 00
551 ^f 00 ^c	106,933 26	22,908 74	160 00	22,906 74	106,933 26
552 ^f 55 ^c	27,583 55	"	"	"	27,583 55
553 ^f 31 ^c	14,775,165 72	169,098 60	46,971 95	169,098 60	14,775,165 72
554 ^f 05 ^c	300,700 05	"	"	"	300,700 05
555 ^f 37 ^c	15,076,165 77	169,098 60	46,971 95	169,098 60	15,076,165 77
			216,070 ^f 55 ^c		

NUMÉROS des chapitres.	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	CRÉDITS	
		accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	DE RE SERVI Droits des de

Suite du MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PU

3^e SECTION.

1	Personnel des bureaux des cultes.....	198,800 ⁰⁰ 00	19
2	Matériel des bureaux des cultes.....	26,000 00	2
3	Impressions.....	8,000 00	
4	Secours et dépenses diverses.....	2,000 00	
5	Traitements des archevêques et évêques.....	934,000 00	93
6	Traitements des curés.....	4,402,000 00	4,37
7	Allocations aux vicaires généraux.....	507,700 00	49
8	Allocations aux chanoines.....	1,077,000 00	99
9	Allocations aux desservants et subvention au clergé français en Algérie et en Tunisie.....	29,111,000 00	28,09
10	Allocation aux vicaires.....	3,150,000 00	2,73
11	Pensions et secours ecclésiastiques.....	897,000 00	86
12	Mobiliers des archevêchés et évêchés.....	40,000 00	11
13	Loyers pour évêchés, séminaires et dépendances des cathé- drales.....	11,023 00	11
14	Entretien des édifices diocésains.....	600,000 00	59
15	Grosses réparations des édifices diocésains.....	1,064,007 53	1,06
16	Construction de la cathédrale de Gap.....	70,000 00	6
17	Construction de la cathédrale de Marseille.....	150,000 00	14
18	Achèvement de la cathédrale de Clermont.....	50,000 00	4
19	Restauration de la cathédrale de Sées.....	40,000 00	3
20	Restauration de la cathédrale de Nevers.....	40,000 00	3
21	Restauration de la cathédrale d'Evreux.....	40,000 00	3
22	Restauration de la cathédrale de Reims.....	100,000 00	9
23	Restauration de la cathédrale de Bourges.....	25,000 00	2
24	Restauration de la cathédrale d'Amiens.....	100,000 00	10
25	Secours pour les églises et presbytères.....	1,850,000 00	1,83
26	Personnel des cultes protestants.....	1,520,100 00	1,51
27	Dépenses des séminaires protestants.....	26,500 00	2
28	Frais d'administration de l'Eglise de la confession d'Augsbourg	10,000 00	10
29	Personnel du culte israélite.....	158,900 00	157
30	Dépenses du séminaire israélite.....	22,000 00	21
31	Secours pour les édifices des cultes protestants et israélite..	40,000 00	3
32	Personnel du culte musulman.....	166,490 00	166
33	Matériel du culte musulman.....	49,850 00	4
34	Frais de passage.....	23,000 00	11
35	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.	3,388 38	3
		46,513,758 91	45,73
36	Dépenses des exercices clos.....	347,635 89	34
	TOTAL de la 3 ^e section.....	46,861,394 80	46,08

1 ^{re} section. — Service de l'instruction publique.....	136,913,779 73	134,91
2 ^e section. — Service des beaux-arts.....	15,292,236 32	15,29
3 ^e section. — Service des cultes.....	46,861,394 80	46,08
TOTAL GÉNÉRAL.....	199,067,410 85	196,28

	à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits annulés. non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1886.
--	--	--	---	--

LAUX-ARTS ET DES CULTES.

RENTES.

198,791' 11"	"	8' 89"	"	198,791' 11"
25,994 33	5' 60"	0 07	5' 60"	25,994 33
8,000 00	"	"	"	8,000 00
2,000 00	"	"	"	2,000 00
932,754 54	"	1,245 46	"	932,754 54
4,372,749 16	5,600 65	23,650 19	5,600 65	4,372,749 16
492,797 91	361 11	14,540 98	361 11	492,797 91
986,093 14	768 87	90,137 99	768 87	986,093 14
27,367 10	"	113,725 65	27,367 10	28,969,997 25
2,172 75	"	406,673 88	2,172 75	2,741,153 37
3,968 05	"	33,229 46	3,968 05	859,802 49
"	"	21,862 75	"	18,137 25
"	"	"	"	11,023 00
4,804 57	"	13,974 52	4,804 57	581,220 91
36,350 75	"	21,223 53	36,350 75	1,006,433 25
"	"	1 70	"	69,998 30
"	"	0 01	"	149,999 99
"	"	6 00	"	49,994 00
"	"	7 30	"	39,992 70
"	"	0 01	"	39,999 99
"	"	50 20	"	39,919 80
"	"	7 45	"	99,992 55
"	"	0 04	"	24,999 96
"	"	"	"	100,000 00
53,400 00	"	19,784 70	53,400 00	1,776,815 30
1,986 11	"	4,175 82	1,986 11	1,513,938 07
"	"	0 16	"	26,499 84
"	"	"	"	10,000 00
100 00	"	1,430 65	100 00	157,369 35
"	"	"	"	22,000 00
"	"	"	"	40,000 00
35 00	"	788 26	35 00	165,666 74
"	"	1,754 11	"	48,095 89
"	"	9,055 48	"	13,944 52
"	"	158 88	"	3,229 50
136,920 56	"	777,494 14	136,920 56	45,599,344 21
"	"	"	"	347,635 89
136,920 56	"	777,494 14	136,920 56	45,946,980 10
914,414' 70"				

TIOS.

244,315 91	1,993,949 89	244,315 91	134,675,513 93
169,098 60	46,971 95	169,098 60	15,076,165 77
136,920 56	777,494 14	136,920 56	45,946,980 10
550,335 07	2,818,415 98	550,335 07	195,698,659 80
3,368,751' 05"			

1	Traitement du Ministre et personnel de l'administration centrale.....	50
2	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale.....	2
3	Location et charges de l'hôtel du ministre.....	4
4	Impressions.....	1
5	Conservatoire des arts et métiers.....	1
6	Ecoles nationales d'arts et métiers.....	1
7	École nationale d'horlogerie de Cluses.....	2
8	École d'apprentissage de Dellys (Algérie).....	2
9	Bourses à l'école centrale des arts et manufactures.....	2
10	Enseignement commercial.....	12
11	Subvention à des établissements d'enseignement technique.....	12
12	École professionnelle de Nevers.....	1
13	Inspection du travail des enfants dans les manufactures.....	1
14	Frais de surveillance de sociétés et établissements divers.....	2
15	Encouragements aux manufactures et au commerce. — Comité consultatif des arts et manufactures.....	2
16	Propriété industrielle.....	4
17	Commerce extérieur, expertises, valeurs de douanes.....	5
18	Statistique générale.....	2
19	Encouragements aux pêches maritimes.....	5
20	Subvention à la marine marchande.....	12
21	Personnel des poids et mesures.....	1
22	Matériel et dépenses diverses des poids et mesures.....	12
23	Vérification des alcoomètres.....	3
24	Personnel des établissements thermaux.....	5
25	Matériel des établissements thermaux.....	2
26	Personnel du service sanitaire.....	3
27	Matériel et dépenses diverses du service sanitaire.....	3
28	Visite annuelle des pharmacies et magasins de drogueries.....	2
29	Secours aux colons de Saint-Domingue, réfugiés de Saint-Pierre et Miquelon et du Canada, etc.....	2
30	Service des poids et mesures en Algérie.....	6

faits.	effectués	à payer	Crédits	Crédits	Crédits
installés	sur	à la	non consommés	non consommés	définitifs
profit	les ordonnances	clôture	par	par	égaux
sanctes	des	de	les dépenses,	les paiements,	aux paiements
Etcl.	ministres.	l'exercice.	annulés	représentant	effectués
			définitivement.	les dépenses	sur
				restant à payer	l'exercice 1886.
				à la clôture	
				de l'exercice.	

EXERCICE.

113'06"	566,143'06"	"	6'94"	"	566,143'06"
84,900 25	84,900 46	"	99 54	"	84,900 46
42,900 23	42,900 23	"	99 77	"	42,900 23
279,986 69	279,986 69	213'31"	"	213'31"	279,986 69
441,060 09	441,060 09	64 16	25 75	64 16	441,060 09
1,303,569 69	1,303,569 69	50 55	479 76	50 55	1,303,569 69
55,400 20	55,400 20	30 55	9 25	30 55	54,400 20
96,849 90	96,849 90	"	0 10	"	96,849 90
30,000 00	30,000 00	"	"	"	30,000 00
83,814 69	83,814 69	1,363 95	14,821 36	1,363 95	83,814 69
149,961 75	149,961 75	"	38 25	"	149,961 75
950 10	950 10	"	4,949 90	"	950 10
107,867 65	107,867 65	356 56	7,776 80	356 56	107,867 65
45,366 63	45,366 63	"	483 37	"	45,366 63
37,493 61	37,493 61	"	1,506 39	"	37,493 61
34,566 40	34,566 40	8,755 00	7 56	8,755 00	34,566 40
80,759 20	80,759 20	7,703 07	9,537 13	7,703 07	80,759 20
7,875 75	7,875 75	"	2,124 25	"	7,875 75
5,083,012 24	5,083,012 24	26,670 28	90,317 48	26,670 28	5,083,012 24
10,560,476 12	10,560,476 12	35,719 10	1,418,804 78	35,719 10	10,560,476 12
1,098,597 08	1,098,597 08	700 00	6,852 92	700 00	1,098,597 08
112,077 22	112,077 22	13 33	431 45	13 33	112,077 22
33,504 44	33,504 44	"	1,495 56	"	33,504 44
89,243 27	89,243 27	"	5,856 73	"	89,243 27
72,604 33	72,604 33	"	9,207 70	"	72,604 33
327,500 17	327,500 17	464 99	7,034 84	464 99	327,500 17
301,165 35	301,165 35	35,489 89	8,444 76	35,489 89	301,165 35
256,316 17	256,316 17	2,974 67	2,709 16	2,974 67	256,316 17
68,723 67	68,723 67	75 00	6,201 33	75 00	68,723 67
65,068 97	65,068 97	"	3,231 03	"	65,068 97

NUMÉROS des cha- pitres.	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	CREDITS accrédités par le parlement et par des spéciaux
		MINISTÈRE
31	Subvention aux établissements thermaux en Algérie.....	34,000
32	Service sanitaire maritime en Algérie.....	34,000
33	Visite des pharmacies en Algérie.....	11,000
34	Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance.....	30,000
36	Exposition internationale d'Anvers.....	14,000
37	Exposition de 1878.....	21,000
38	Construction d'étuves de désinfection au lazaret de Pauillac et dans le port de Saint-Nazaire.....	147,000
39	Construction au lazaret de Marseille.....	25,000
40	Construction au lazaret de Mindin.....	5,000
41	Études préparatoires des projets relatifs à l'Exposition universelle de 1889..	843,000
42	Construction et installation de la nouvelle école centrale des arts et manufactures.....	200,000
43	Part contributive de l'État dans les dépenses de l'Exposition de 1889.....	16,000
44	Assainissement de la ville de Toulon.....	19,000
45	Assainissement de la ville de Marseille.....	13,000
46	Construction de l'établissement thermal de Aix-les-Bains.....	3,000
47	Frais de publication des rapports d'ouvriers français délégués à l'exposition internationale d'Anvers.....	6,000
48	Confection de prototypes internationaux.....	400,000
49	Reconstruction de l'école de Cluses.....	25,769,000
50	Liquidation du ravitaillement de Paris.....	111,000
51	Mesures sanitaires pour le rapatriement des troupes de l'Extrême Orient...	25,881,000
35	Dépenses des exercices clos.....	
	TOTAL.....	

	effectués sur les ordonnances des ministres.	à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits défini- tifs égale- ment aux paye- ments effectués sur l'exercice.
			Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

RCE. (Suite.)

3,000' 00°	3,000' 00°	"	"	"	3,
34,185 99	34,185 99	170' 73°	363' 28°	170' 73°	34,
9,937 97	9,937 97	1,358 40	203 63	1,358 40	9,
781 65	781 65	"	"	"	"
16,126 73	16,126 73	"	13,873 27	"	16,
2,629 66	2,629 66	"	11,370 34	"	2,
21,980 00	21,980 00	"	20 00	"	21,
60,985 61	60,985 61	1,092 72	80,421 67	1,092 72	60,
25,788 00	25,788 00	"	"	"	25,
88,121 38	88,121 38	"	7,836 94	"	88,
96,380 17	96,380 17	613 60	1 41	613 60	96,
137,339 61	137,339 61	"	606,295 39	"	137,
100,000 00	100,000 00	"	100,000 00	"	100,
"	"	"	"	"	"
16,621 92	16,621 92	"	"	"	16,
13,233 21	13,233 21	"	5,876 79	"	13,
13,000 00	13,000 00	"	"	"	13,
8,564 30	8,564 30	"	"	"	8,
6,000 56	6,000 56	"	"	"	6,
329,717 41	329,717 41	83 18	70,199 41	83 18	329,
22,651,949 30	22,651,949 30	123,962 63	2,993,965 99	123,962 63	22,651,
111,549 49	111,549 49	"	"	"	111,
22,763,498 79	22,763,498 79	123,962 63	2,993,965 99	123,962 63	22,763,
			3,117,928' 62°		

NOMÉROS des cha- pitres.	DESIGNATION DES CHAPITRES.	crédit
		accordé par le bu prieur et par le spécial

MINISTÈRE

1	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.....	630,3
2	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale.....	126,7
3	Impressions.....	150,0
4	Personnel des écoles vétérinaires.....	418,4
5	Matériel des écoles vétérinaires.....	586,3
6	Service des épizooties.....	178,1
7	Indemnités pour abattage d'animaux.....	500,0
8	Personnel de l'enseignement agricole.....	721,3
9	Matériel de l'enseignement agricole.....	984,7
10	Subventions à diverses institutions agricoles.....	837,2
11	Inspection de l'agriculture et de la sériciculture.....	131,4
12	Encouragements à l'agriculture et au drainage.....	1,919,4
12 bis	Statistique agricole décennale de 1882.....	3,1
12 ter	Indemnités pour pertes par la grêle et les orages.....	
13	Maladie agricole.....	3,0
14	Phylloxéra, doryphora et autres parasites.....	2,008,4
15	Prémium pour la destruction des loups.....	100,0
16	Personnel des haras et dépôts d'étalons.....	1,603,3
17	Matériel des haras et dépôts d'étalons.....	2,667,7
18	Remonte des haras.....	1,583,3
19	Encouragements à l'industrie chevaline.....	2,229,0
19 bis	Surveillance des étalons.....	50,0
20	Personnel des ingénieurs, conducteurs et agents secondaires des ponts et chaussées attachés au service de l'hydraulique agricole.....	316,7
21	Etudes et subventions pour travaux d'irrigation, de dessèchement, de surage et d'amélioration agricole.....	1,500,5
22	Travaux de routes agricoles et salicoles.....	15,0
23	Assainissement des marais communaux.....	1,0
24	Prêts pour irrigation et des bétail.....	1,0
25	Garanties d'intérêts aux compagnies concessionnaires des grandes entre- prises d'amélioration agricole.....	645,2
26	Etudes et travaux relatifs à l'aménagement des eaux.....	2,750,0
26 bis	Canal du Boulon.....	100,0
27	Surveillance de sociétés et établissements divers.....	14,0
28	Encouragements à l'agriculture en Algérie.....	130,0
29	Encouragements à l'industrie chevaline en Algérie.....	65,0
30	Travaux hydrauliques en Algérie.....	750,0
31	Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance.....	4,1
32	Dépenses des exercices clos.....	306,4
	TOTAL.....	24,107,9

COUTURE.	PAYEMENTS effectués sur les ordonnances des ministres.	RESTES à payer à la clôture de l'exercice.	RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
			Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1886.
			Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	
630,254 ^f 63 ^e	42 ^f 50 ^e	2 ^f 87 ^e	42 ^f 50 ^e	630,254 ^f 63 ^e	
122,441 39	26 93	4,231 64	26 93	122,441 39	
140,288 61	1,585 00	8,126 39	1,585 00	140,288 61	
418,286 79		513 21		418,286 79	
586,509 87		99 69		586,509 87	
176,309 59	103 00	3,167 41	103 00	176,309 59	
426,977 82	4,315 00	68,707 18	4,315 00	426,977 82	
727,030 73		14,539 27		727,030 73	
936,084 27	37,607 72	11,018 70	37,607 72	936,084 27	
831,946 04	2,026 80	3,127 16	2,026 80	831,946 04	
125,249 38		5,700 62		125,249 38	
1,901,351 51	717 64	17,530 85	717 64	1,901,351 51	
4,113 50				4,113 50	
2,640 00	360 00		360 00	2,640 00	
1,552,373 87	32,491 73	115,134 40	32,491 73	1,552,373 87	
57,120 00		42,500 00		57,120 00	
1,599,639 23	60 00	3,530 77	60 00	1,599,639 23	
2,607,610 47		98 34		2,607,610 47	
1,582,884 11		315 89		1,582,884 11	
2,204,692 52	1,015 00	43,192 18	1,015 00	2,204,692 52	
33,252 49	50 00	16,597 51	50 00	33,252 49	
308,243 90		8,456 10		308,243 90	
1,040,464 24	1,045 00	466,999 56	1,045 20	1,040,464 24	
700 00		14,300 00		700 00	
433 90		566 10		433 90	
		1,000 00			
255,750 00		389,500 00		255,750 00	
2,183,375 96	13,095 64	553,528 40	13,095 64	2,183,375 96	
14,000 00		100,000 00		14,000 00	
136,488 32	2,175 10	336 58	2,175 10	136,488 32	
64,914 50		86 50		64,914 50	
739,300 45	10,144 20	555 35	10,144 20	739,300 45	
413 00				413 00	
21,501,146 09	106,861 46	2,193,383 01	106,861 46	21,501,146 09	
306,567 79				306,567 79	
21,807,713 88	106,861 46	2,193,383 01	106,861 46	21,807,713 88	
			2,300,244 ^f 47 ^e		

NUMÉROS

des

cha-

pitres.

DÉSIGNATION DES CHAPITRES.

CARRIERS

accorés

par le la

primit

et par de

spécial

MINISTÈRE

1^{re} SECTION

1	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.....	1,033,40
2	Personnel de l'administ. cent. attaché au service des grands travaux publics.....	194,40
3	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale.....	219,00
4	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale pour le service des grands travaux publics.....	86,00
5	Personnel du corps des ponts et chaussées. — Enseignement et école des ponts et chaussées.....	4,015,00
6	Personnel des sous-ingénieurs des ponts et chaussées.....	113,00
7	Personnel des conducteurs des ponts et chaussées.....	5,315,00
8	Personnel du corps des mines. — Enseignement et écoles.....	1,054,00
9	Personnel des gardes-mines.....	448,00
10	Personnel des officiers et maîtres de port du service maritime.....	316,50
11	Personnel des employés secondaires des ponts et chaussées.....	1,799,00
12	Personnel des gardes de la navigation, éclusiérs, pontiers et autres agents attachés au service de la navigation intérieure et au service des ports maritimes de commerce.....	1,996,40
13	Personnel des maîtres et gardiens des phares et fanaux.....	503,00
14	Personnel des agents préposés à la surveillance de la pêche fluviale.....	351,00
15	Personnel des inspecteurs de l'exploitation commerciale des chemins de fer.....	130,00
16	Personnel des commissaires de surveillance administrative des chemins de fer.....	900,00
17	Frais généraux du service de contrôle et de surveillance des chemins de fer concédés.....	468,60
18	Contrôle et surveillance des tramways.....	34,30
19	Secours.....	150,00
20	Établissements thermaux appartenant à l'État.....	3,00
21	Routes et ponts. (Travaux ordinaires. — Entretien et grosses réparations.).....	29,612,77
22	Entretien des routes forestières de la Corse.....	150,00
23	Entretien des chaussées de Paris.....	3,500,00
24	Rachat de concessions de ponts à péage dépendant des routes nationales.....	1,000,19
25	Navigat. intér. (Rivières. — Travaux ord. (Entretien et grosses réparations.).....	5,412,70
26	Navigat. intér. (Canaux.) — Travaux ord. (Entretien et grosses réparations.).....	5,630,00
27	Ports marit. (Phares et fanaux.) — Trav. ord. (Entret. et grosses réparat.).....	5,850,00
28	Phares (Fanaux et balises). — Entretien et grosses réparations.....	1,805,00
29	Matériel des mines.....	53,000
30	Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer. (Conventions antérieures à celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883.).....	15,896,00
31	Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer.....	6,000,00
32	Personnel des travaux publics en Algérie.....	1,386,50
33	Travaux ordinaires en Algérie. (Routes nationales et ponts. — Grande voirie. — Subventions aux routes départementales.) — Chemins non classés.....	4,556,30
34	Travaux ordinaires en Algérie. (Ports maritimes, phares, fanaux et balises.).....	471,43
35	Travaux ordinaires en Algérie. (Études et dépenses diverses relatives aux ponts et chaussées et au contrôle des chemins de fer.).....	74,43
36	Travaux ordinaires en Algérie. (Mines et forages, matériel et travaux.).....	80,000
37	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	1,000
38	Dépenses des exercices clos.....	100,920,00
	TOTAL.....	884,070
		101,804,70

	effectués	à payer	Crédits	Crédits	Crédits
sur	sur	à la clôture	non consommés	non consommés	égaux
les ordonnances	les ordonnances	de	par	par	aux paiements
des	des	l'exercice.	les dépenses,	les paiements,	effectués
ministres.	ministres.		annulés	représentant	sur
			définitivement.	restant à payer	l'exercice 1886.
				à la clôture	
				de l'exercice.	

ORDINAIRE.

1,013,033 ^f 14 ^c	1,013,033 ^f 14 ^c	20,366 ^f 86 ^c	1,013,033 ^f 14 ^c
194,164 45	194,164 45	235 55	194,164 45
218,977 91	218,977 91	14 09	218,977 91
85,998 84	85,998 84	1 16	85,998 84
3,947,256 00	3,947,256 00	103 33	3,947,256 00
109,822 91	109,822 91	5,177 09	109,822 91
5,344,018 15	5,344,018 15	250 01	5,344,018 15
1,038,702 71	1,038,702 71	631 07	1,038,702 71
446,338 67	446,338 67	88 00	446,338 67
314,097 90	314,097 90	11 11	314,097 90
1,797,080 03	1,797,080 03	61 66	1,797,080 03
1,994,619 71	1,994,619 71	450 64	1,994,619 71
485,405 30	485,405 30	4 78	485,405 30
351,842 53	351,842 53	470 24	351,842 53
206,141 59	206,141 59	256 94	206,141 59
898,629 67	898,629 67	28,444 45	898,629 67
439,826 17	439,826 17	1,104 26	439,826 17
33,200 74	33,200 74	300 00	33,200 74
249,700 00	249,700 00	2,400 10	249,700 00
599 90	599 90	40,283 27	599 90
29,561,511 83	29,561,511 83	10,975 88	29,561,511 83
149,809 55	149,809 55	190 45	149,809 55
3,450,000 00	3,450,000 00	50,000 00	3,450,000 00
936,463 58	936,463 58	63,731 23	936,463 58
5,431,406 35	5,431,406 35	5,425 28	5,431,406 35
5,574,458 00	5,574,458 00	53,578 29	5,574,458 00
5,674,027 66	5,674,027 66	2,830 80	5,674,027 66
1,782,383 70	1,782,383 70	169,087 65	1,782,383 70
52,052 30	52,052 30	247 47	52,052 30
15,853,340 06	15,853,340 06	109 50	15,853,340 06
5,350,000 00	5,350,000 00	42,722 94	5,350,000 00
1,380,972 61	1,380,972 61	650,000 00	1,380,972 61
4,548,588 39	4,548,588 39	4,899 92	4,548,588 39
470,892 57	470,892 57	1,159 69	470,892 57
73,602 89	73,602 89	549 43	73,602 89
78,193 24	78,193 24	801 11	78,193 24
1,026 48	1,026 48	1,771 76	1,026 48
99,538,185 65	99,538,185 65	10 42	99,538,185 65
884,670 46	884,670 46	249,093 46	884,670 46
100,422,856 12	100,422,856 12	1,132,812 74	100,422,856 12
		1,381,906 ^f 20 ^c	

NUMÉ-
ROS
des
cha-
pitres.

DÉSIGNATION DES CHAPITRES.

Suite du MINISTÈRE

2^e SECTION

39	Lacunes des routes nationales, des routes départementales des départements annexés et des routes thermales.....	1,528,137
40	Routes forestières de la Corse (Construction).....	1,000,000
41	Rectification des routes nationales et des routes départementales des départements annexés.....	2,708,000
42	Grosses réparations des chaussées des routes nationales.....	115,000
43	Remboursement d'avances affectées aux travaux de rectification des routes nationales.....	35,000
44	Garanties d'intérêt aux concessionnaires de tramways.....	1,932,000
45	Construction de ponts.....	1,049,000
46	Amélioration des rivières.....	89,000
47	Amélioration des canaux.....	1,058,000
48	Amélioration des ports.....	370,000
49	Remboursement des avances affectées aux travaux d'améliorations des rivières, canaux et ports.....	150,000
50	Phares, éclairage électrique et installation de signaux sonores.....	739,000
51	Travaux de défense contre les inondations.....	50,000
52	Nivellement général de la France (Opérations et représentation graphique).....	80,000
53	Exécution de la carte géologique détaillée de la France.....	377,300
54	Subventions pour chemins de fer d'intérêt local.....	600,000
55	Garanties d'intérêts aux concessionnaires de chemins de fer d'intérêt local..	2,500,000
56	Annuités pour paiement aux compagnies de chemins de fer des garanties d'intérêt afférentes aux années d'exploitation 1871 et 1872.....	40,000
57	Insuffisance éventuelle des produits de l'exploitation des chemins de fer rachetés par l'Etat depuis la loi du 18 mai 1878 et des lignes revenues à l'Etat à la suite de déchéances définitives.....	146,000
58	Insuffisance éventuelle des produits de l'exploitation des chemins de fer concédés placés sous le séquestre administratif.....	31,200
59	Insuffisance éventuelle des produits de l'exploitation des chemins de fer non concédés construits par l'Etat.....	528,000
60	Remboursement des avances affectées aux travaux d'amélioration des ports maritimes en Algérie.....	2,500,000
61	Travaux d'aménagement des eaux thermales et de réservoirs à l'établissement thermal de Bourbonne.....	1,000,000
62	Etude des moyens propres à prévenir les explosions de grisou.....	

TOTAL de la 2^e section.....

16,059,900

RÉGULARISATION

1 ^{re} SECTION. — Service ordinaire.....	101,804,760
2 ^e SECTION. — Travaux extraordinaires.....	16,059,900

TOTAL GÉNÉRAL.....

117,864,700

PAYEMENTS effectués sur les ordonnances des ministres.	RESTES à payer à la clôture de l'exercice.	RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
		Crédits annulés.		Crédits défini- tifs égaux aux payem- ents effectués sur l'exercice
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

TRAVAUX PUBLICS.

EXTRAORDINAIRES.

1,514,757 ^f 00 ^e	5,862 ^f 43 ^e	7,380 ^f 57 ^e	5,862 ^f 43 ^e	1,514,757 ^f 00 ^e
136,539 62	1,428 38	"	1,428 38	136,539 62
982,604 49	9,875 86	7,519 65	9,875 86	982,604 49
2,693,549 70	917 96	8,663 45	917 96	2,693,549 70
115,166 66	"	0 34	"	115,166 66
23,583 11	"	11,448 89	"	23,583 11
1,932,031 59	300 00	22 36	300 00	1,932,031 59
1,031,149 23	258 02	17,758 98	258 02	1,031,149 23
849,196 20	17,692 29	12,454 51	17,692 29	849,196 20
897,130 46	484 33	160,431 45	484 33	897,130 46
362,928 76	"	7,071 24	"	362,928 76
41,624 35	"	108,375 65	"	41,624 35
734,076 97	333 22	5,387 58	233 22	734,076 97
49,695 58	"	304 42	"	49,695 58
73,178 28	688 90	6,132 82	688 90	73,178 28
60,950 00	"	316,353 79	"	60,950 00
100,263 90	"	499,735 10	"	100,263 90
2,481,283 57	"	18,716 43	"	2,481,283 57
13,822 85	"	26,177 15	"	13,822 85
105,000 00	"	41,000 00	"	105,000 00
30,272 86	30,272 86	1,000 00	30,272 86	30,272 86
520,198 69	"	8,079 31	"	520,198 69
2,362 71	"	137 29	"	2,362 71
1,642 50	"	39 20	"	1,642 50
14,727,736 22	68,014 25	1,264,191 19	68,014 25	14,727,736 22
		1,332,205 ^f 44 ^e		

100,422,856 ^f 12 ^e	249,093 ^f 46 ^e	1,132,812 ^f 74 ^e	249,093 ^f 46 ^e	100,422,856 ^f 12 ^e
14,727,736 22	68,014 25	1,264,191 19	68,014 25	14,727,736 22
115,150,592 34	317,107 71	2,397,003 93	317,107 71	115,150,592 34
		2,714,111 ^f 64 ^e		

NUMÉROS		CRÉDITS accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	DÉPENSES résultats des services Droits con- au pro- des créan- de l'Ét.
des chapitres.	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.		
3 ^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION			
MINISTÈRE			
62	Personnel de l'administration des contributions directes.....	3,770,000 ⁰⁰	3,768,91
63	Dépenses diverses de l'administration des contributions directes.....	1,393,030 00	1,391,35
64	Frais relatifs aux rôles des taxes assimilées.....	103,000 00	101,77
65	Frais d'arpentage et d'expertise (Dépenses à la charge du budget de l'État).....	1,041,694 17	105,91
66	Mutations cadastrales.....	591,519 41	591,42
66 bis	Dépenses relatives à l'évaluation du revenu foncier des propriétés non bâties. (Loi du 3 août 1875, art. 4.).....	"	"
66 ter	Dépense relative à la séparation sur les matrices des revenus cadastraux des propriétés bâties et des propriétés non bâties.....	"	"
67	Personnel des contributions directes et du cadastre en Algérie.....	363,310 00	363,12
68	Matériel des contributions directes et du cadastre en Algérie.....	341,910 00	320,59
69	Personnel de la topographie en Algérie.....	427,540 00	425,42
70	Matériel de la topographie en Algérie.....	300,000 00	295,61
70 bis	Liquidation des suites de l'apposition du séquestre en Algérie.....	53,216 27	53,21
70 ter	Liquidation des suites du séquestre des incendies des forêts de 1851 en Algérie.....	53,480 73	53,48
71	Remises aux percepteurs et frais divers.....	12,171,242 00	11,623,61
72	Indemnités aux porteurs de contraintes.....	469,000 00	454,99
73	Frais de perception des amendes et condamnations pécuniaires en France.....	390,200 00	389,45
74	Frais de perception des amendes et condamnations pécuniaires en Algérie.....	62,519 00	53,83
75	Secours aux percepteurs réformés, aux veuves et aux orphelins de percepteurs.....	200,000 00	193,70
76	Personnel de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre.....	15,592,900 00	15,591,76
77	Matériel de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre.....	1,158,000 00	941,07
78	Dépenses diverses de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre.....	1,843,344 10	1,841,76
78 bis	Dérasement des fortifications déclassées de Calais.....	170,000 00	7,37
79	Personnel de l'enregistrement, des domaines et du timbre en Algérie.....	713,400 00	713,34
80	Matériel de l'enregistrement, des domaines et du timbre en Algérie.....	426,300 00	406,50
81	Personnel de l'administration des douanes.....	28,444,314 52	28,430,09
82	Matériel de l'administration des douanes.....	593,176 92	587,03
83	Dépenses diverses de l'administration des douanes.....	1,382,668 61	1,380,61
84	Personnel des douanes en Algérie.....	1,118,573 00	1,115,06
85	Matériel des douanes en Algérie.....	112,043 75	101,63

Mouvement des crédits.

RESTES à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annuels.		Crédits applicables au fonds commun du cadastre transportés à l'exercice 1887.	Crédits
	Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.		

CITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.

FRANCS.

0 ⁰ 01 ^c	1,062 ¹ 36 ^c	0 ⁰ 01 ^c	
130 02	1,708 85	130 02	
1 20	1,273 03	1 20	
"	"	"	935,7
313 91	85 46	313 91	
"	"	"	
"	"	"	
"	168 31	"	
"	21,312 23	"	
"	2,116 96	"	
380 76	4,380 79	380 76	
"	"	"	
"	"	"	
6 00	547,625 67	6 00	
392 22	14,007 55	392 22	
"	746 68	100 11	
100 11	8,665 65	3,315 06	
3,315 06	6,300 00	"	
"	1,194 12	36 79	
36 79	216,924 02	117 00	
117 00	1,583 45	61,327 6	
61,327 60	162,628 29	"	
"	54 79	"	
"	"	"	
"	88 81	19,797 10	
"	174 14	14,215 95	
"	"	6,141 65	
308 30	"	2,050 84	
55 00	"	3,505 69	
"	"	10,408 10	

NUMÉROS		CRÉDITS accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	DÉPENSES résultant des services Droits com- au per- des cré- de l'au-
des chapitres.	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.		
Suite du MINIS			
86	Dépenses diverses des douanes en Algérie.....	85,620 ⁰⁰ 00	85,620 ⁰⁰ 00
87	Persounel de l'administration des contributions in- directes.....	29,831,200 00	29,740,800 00
88	Matériel de l'administration des contributions in- directes.....	450,000 00	449,800 00
88 bis	Grosses réparations aux fabriques d'allumettes chi- miques.....	7,200 00	7,200 00
89	Frais de loyer et indemnités de l'administration des contributions indirectes.....	5,794,700 00	5,780,600 00
90	Dépenses diverses de l'administration des contributions indirectes.....	514,400 00	513,900 00
91	Achats de tabacs, primes et transports de l'adminis- tration des contributions indirectes.....	1,290,000 00	1,122,800 00
92	Avances recouvrables par l'administration des contri- butions indirectes.....	630,000 00	591,100 00
93	Persounel des contributions diverses en Algérie.....	920,476 30	919,330 00
94	Matériel des contributions diverses en Algérie.....	396,938 70	378,670 00
95	Persounel de l'administration des manufactures de l'Etat.....	1,999,125 00	1,998,790 00
96	Gages et salaires de l'administration des manufactures de l'Etat.....	17,975,000 00	16,749,800 00
97	Matériel de l'administration des manufactures de l'Etat.....	3,525,000 00	2,800,570 00
98	Aménagement, entretien et réparations des bâtiments des manufactures de l'Etat.....	300,000 00	295,000 00
99	Constructions nouvelles des manufactures de l'Etat...	861,521 22	485,040 00
100	Dépenses diverses de l'administration des manufactures l'Etat.....	407,600 00	357,600 00
101	Indemnités et secours viagers à des ouvriers blessés ou infirmes.....	60,000 00	59,980 00
102	Avances recouvrables par l'administration des manu- factures de l'Etat.....	187,000 00	184,020 00
103	Achats et transports de tabacs.....	48,090,000 00	48,008,910 00
103 A	Traitement du persounel et indemnités à titre de trai- tement (agents) des postes et des télégraphes.....	33,835,498 50	33,834,810 00
103 B	Traitement du persounel et indemnité à titre de trai- tements (sous-agents) des postes et des télégra- phes.....	31,058,765 82	30,603,680 00
103 C	Indemnités diverses et secours (Postes et télégraphes).	8,361,856 38	8,229,850 00
103 D	Chaussure et habillement (Postes et télégraphes)....	3,230,000 00	3,127,160 00
103 E	Matériel des bureaux des postes et des télégraphes....	7,165,389 78	7,131,950 00
103 F	Impressions et publications (Postes et télégraphes)...	2,302,000 00	2,258,820 00

RÈGLEMENT DES CRÉDITS.

RESTES à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits applicables au fonds commun du cadastre transportés à l'exercice 1887.	Crédits aux p sur l'ex
	Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.		

REVENUES.

24	45' 00"	1,896' 86"	45' 00"	
57	77 00	90,371 43	77 00	29,7
94	72 23	184 83	72 23	4
	"	7,200 00	"	"
86	502 51	14,059 63	402 51	5,7
70	111 72	463 58	111 72	5
28	"	167,137 72	"	1,1
72	1,490 32	38,830 96	1,490 32	5
75	65 97	1,143 58	65 97	9
79	"	8,260 91	"	3
10	"	325 90	"	1,9
68	"	1,225,177 32	"	16,7
51	19,046 18	724,429 31	19,046 18	2,7
15	"	4,988 85	"	2
42	"	376,471 80	"	4
1	"	49,934 49	"	3
9	22 91	11 20	22 91	"
	684 50	2,973 78	684 50	1
	1,005 19	81,086 01	1,005 19	48,0
	3,183 80	680 37	3,183 80	33,8
	1,446 03	455,067 68	1,446 03	30,6
	1,397 96	132,003 58	1,397 96	8,2
	321 22	102,737 51	321 22	3,1
	3,925 44	33,433 06	3,925 44	7,1
	444 18	43,163 92	444 18	2,2

NUMÉROS des chapitres.	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	CRÉDITS	
		accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	servis Droits au des c de

Suite du M

103 G	Transport des dépêches postales.....	10,835,120 ^f 24 ^c	10,83
103 H	Appareils et matériel technique d'exploitation (Postes et télégraphes).....	1,997,088 62	1,52
103 I	Construction et entretien des lignes télégraphiques...	6,785,113 71	6,57
103 J	Dépenses diverses des postes et des télégraphes.....	1,365,400 00	1,32
103 K	Subvention pour le service maritime entre le continent et la Corse.....	355,000 00	35
103 L	Subvention pour les lignes de la Méditerranée, du Brésil et de la Plata.....	4,382,263 00	4,38
103 M	Subvention pour le service de Calais à Douvres.....	100,000 00	9
103 N	Subvention pour les lignes de New-York et des An- tilles.....	9,958,303 00	9,95
103 O	Subvention pour les lignes de l'Indo-Chine.....	7,736,544 00	7,73
103 P	Subvention pour les lignes de l'Algérie.....	880,000 00	87
103 Q	Subvention pour la ligne de l'Australie et de la Nou- velle-Calédonie.....	3,297,216 00	3,28
103 R	Personnel de l'Algérie (Postes et télégraphes).....	2,459,990 88	2,30
103 S	Matériel de l'Algérie (Postes et télégraphes).....	1,552,411 76	1,43
103 T	Dépenses diverses de l'Algérie (Postes et télégraphes).	44,150 00	29
	TOTAL.....	324,294,265 39	317,726

MINISTÈRE

Unique.	Remises de 5 p. o/o sur les produits des chancelleries diplomatiques et consulaires.....	73,000 ^f 00 ^c	66,7
---------	---	-------------------------------------	------

MINISTÈRE

33	Personnel du service des forêts.....	6,017,993 ^f 00 ^c	5,935,8
34	Personnel de l'enseignement forestier.....	132,000 00	128,3
35	Matériel de l'enseignement forestier.....	33,685 00	31,4
36	Amélioration des forêts domaniales.....	1,355,111 47	1,299,2
37	Entretien des forêts domaniales.....	659,610 00	610,87
38	Conservation et restauration des terrains en montagne	3,304,000 00	2,997,0
39	Fixation des dunes.....	300,000 00	293,2
40	Dépenses diverses (chasses non affermées).....	214,876 00	169,43
41	Impositions sur les forêts domaniales.....	1,804,000 00	1,782,84
42	Avances renouvelables.....	533,000 00	470,11
43	Personnel du service des forêts en Algérie.....	1,406,149 00	1,404,53
44	Matériel du service des forêts en Algérie.....	390,000 00	373,57
45	Dépenses diverses du service des forêts en Algérie....	80,950 00	69,4
	TOTAL.....	16,231,374 47	15,636,41

RÈGLEMENT DES CRÉDITS.

RESTES à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits applicables au fonds commun du cadastre transportés à l'exercice 1887.	Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1886.
	Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.		
6,850 ^f 66 ^c	4,770 ^f 33 ^c	6,850 ^f 66 ^c	"	10,823,499 ^f 25 ^c
49,090 25	466,245 77	49,090 25	"	1,471,752 60
134,505 95	207,845 69	134,505 95	"	6,442,762 17
406 10	44,812 39	406 10	"	1,320,181 51
"	0 04	"	"	354,999 96
"	"	"	"	4,382,263 00
"	0 04	"	"	99,999 96
"	0 12	"	"	9,958,302 88
"	"	"	"	7,736,544 00
"	0 16	"	"	879,999 84
"	13,312 08	"	"	3,283,903 92
245 50	153,979 46	245 50	"	2,305,765 92
389 85	115,743 51	389 85	"	1,436,278 40
"	15,053 35	"	"	29,096 65
291,977 40	5,631,544 65	291,977 40	935,784 06	317,434,959 28
	5,923,522 ^f 05 ^c			

ÉTRANGÈRES.

4,244 ^f 71 ^c	6,290 ^f 11 ^c	4,244 ^f 71 ^c	"	62,465 ^f 18 ^c
	10,534 ^f 82 ^c			

CULTURE.

239 ^f 01 ^c	32,136 ^f 22 ^c	239 ^f 01 ^c	"	5,985,617 ^f 77
"	3,614 55	"	"	128,385 45
2 50	1,708 95	2 50	"	31,973 55
9,457 01	64,750 09	9,457 01	"	1,280,904 37
65 55	19,039 38	65 55	"	640,505 07
777,622 20	308,991 48	777,622 20	"	2,219,386 34
"	7,712 99	"	"	292,287 01
65 10	45,458 40	65 10	"	169,372 50
711 26	21,188 68	711 26	"	1,782,100 06
143 40	62,877 30	143 40	"	469,979 30
"	1,615 42	"	"	1,404,533 58
"	16,426 16	"	"	373,573 84
28 80	11,463 43	28 80	"	69,457 77
788,334 83	594,968 03	788,334 83	"	14,848,076 61
	1,383,297 ^f 86 ^c			

NUMÉROS	DESIGNATION DES CHAPITRES.	CREDITS accrédités par le budget primitif et par des spéciaux
des chapitres.		
4 ^e PARTIE. — REMBOURSEMENT		
MINISTÈRE		
104	Dégrèvements et non-valeurs sur les taxes spéciales assimilées aux contributions directes.	Dégrèvements sur redevances des mines..... 60,0 Dégrèvements sur taxe des biens de mainmorte... 84,0 Dégrèvements sur droits de vérification des poids et mesures..... 25,0 Dégrèvements sur droits de visite des pharmacies.. 8,0 Dégrèvements sur la taxe des billards..... 13,0 Dégrèvements sur la taxe des cercles..... 10,0
	TOTAL du chapitre 104.....	200,0
105	Remboursements sur produits indirectes et divers en France.	Art. 1 ^{er} . Enregistrement et domaines..... 6,000,0 Art. 2. Douanes..... 219,0 Art. 3. Contributions indirectes..... 313,0 Art. 4. Manufactures de l'Etat..... 6,0 Art. 5. Produits divers..... 1,105,1
	TOTAL du chapitre 105.....	7,655,1
106	Remboursement de droits indûment perçus en Algérie.....	133,8
107	Répartition de produits d'amendes, saisies et confiscations attribués à divers.	Art. 1 ^{er} . Enregistrement et domaines..... 15,0 Art. 2. Douanes..... 1,038,7 Art. 3. Contributions indirectes..... 2,331,0 Art. 4. Manufactures de l'Etat..... 25,0 Art. 5. Produits divers..... 2,674,0
	TOTAL du chapitre 107.....	6,083,7
108	Service des amendes et condamnations pécuniaires en Algérie.....	559,6
109	Primes à l'exportation des marchandises.....	200,0
110	Répartition des produits du séquestre entre les victimes des incendies des forêts de l'Algérie en 1877. (Loi du 4 décembre 1884.).....	48,7

OPÉRATIONS résultant des opérations faites. — Et constatées au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS effectués sur les ordonnances des ministres.	RESTES à payer à la clôture de l'exercice.	RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
			Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1886.
			Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

STITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.

ANCES.

57,839 ^f 38 ^c 76,814 82	57,839 ^f 38 ^c 76,814 82	"	2,160 ^f 62 ^c 7,185 18	"	57,839 ^f 38 ^c 76,814 82
24,608 15 7,610 60 12,581 68 7,445 11	24,608 15 7,610 60 12,581 68 7,445 11	"	391 85 389 40 418 32 2,554 89	"	24,608 15 7,610 60 12,581 68 7,445 11
186,899 74	186,899 74	"	13,100 26	"	186,899 74
5,891,444 ^f 12 ^c 119,534 76 292,006 67 1,060,490 80	5,891,444 ^f 12 ^c 119,534 76 292,006 67 1,060,490 80	"	108,575 ^f 88 ^c 99,465 24 32,993 33 6,000 00 44,690 97	"	5,891,444 ^f 12 ^c 119,534 76 292,006 67 1,060,490 80
7,363,456 35	7,363,456 35	"	291,725 42	"	7,363,456 35
80,203 ^f 06 ^c	80,203 ^f 06 ^c	"	53,482 ^f 07 ^c	"	80,203 ^f 06 ^c
9,713 ^f 41 ^c 1,035,517 88 2,305,312 01 22,349 75 2,483,526 30	9,713 ^f 41 ^c 1,035,517 88 2,305,312 01 22,349 75 2,483,526 30	"	5,256 ^f 59 ^c 3,152 12 25,687 99 2,650 25 190,473 70	"	9,713 ^f 41 ^c 1,035,517 88 2,305,312 01 22,349 75 2,483,526 30
5,856,479 35	5,856,479 35	"	227,220 65	"	5,856,479 35
334,812 ^f 77 ^c	334,812 ^f 77 ^c	"	224,827 ^f 33 ^c	"	334,812 ^f 77 ^c
142,106 ^f 55 ^c	142,106 ^f 55 ^c	"	57,893 ^f 45 ^c	"	142,106 ^f 55 ^c
48,705 ^f 38 ^c	48,705 ^f 38 ^c	"	"	"	48,705 ^f 38 ^c

NUMÉROS des chapitres.	. DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	cette année par le pré et par spéc
		MIN
111	Remboursements sur produits des postes et des télégraphes.....	4,973,
112	Répartition de produits d'amendes (Postes et télégraphes).....	5,
	TOTAL des remboursements et restitutions.....	19,859,
		MIN
Unique.	Remboursements sur le produit du travail des détenus.....	4,130,
		MINIS
46	Remboursements sur produits divers des forêts.....	50,00

PAYEMENTS effectués sur les ordonnances des ministres.	RESTES à payer à la clôture de l'exercice.	RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
		Crédits annulés.		Crédits ég. aux pa aux pa effec s l'exerci
		Crédits non consommés par les dépenses, annulées définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

FINANCES. (Suite.)

4,973,083 ^f 88 ^a	"	905 ^f 12 ^a	"	4,973,083 ^f 88 ^a
355 32	"	4,644 68	"	355 32
18,986,102 40	"	873,798 88	"	18,986,102 40
		873,798 ^f 88 ^a		

INTÉRIEUR.

3,793,733 ^f 88 ^a	245 32	336,020 ^f 80 ^a	245 32	3,793,733 ^f 88 ^a
		336,266 ^f 12 ^a		

AGRICULTURE.

19,928 ^f 84 ^a	2 ^f 43 ^a	30,068 ^f 73 ^a	2 ^f 43 ^a	19,928 ^f 84 ^a
		30,071 ^f 16 ^a		

DÉSIGNATION DES SERVICES.	CRÉDITS	montants
	accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	révisés des services Droits aux surplus des crédits de l'ex.

RÉCAPITULAT

1 ^{re} PARTIE. — Dette publique, dotations et dépenses des pouvoirs législatifs. (Voir ci-dessus.)	1,367,690,708 ^f 00 ^e	1,350,800,000
2 ^e PARTIE. — Service général. (Voir ci-dessus.)	26,404,986 87	26,300,000
3 ^e PARTIE. — Frais de régie, de perception. (Voir ci-dessus.) ...	324,294,265 39	317,728,000
4 ^e PARTIE. — Remboursements et restitutions. (Voir ci-dessus.) ..	19,859,901 28	18,950,000
TOTAL GÉNÉRAL	1,738,249,861 54	1,713,818,000

RÉCAPITULATION DU MINIS

2 ^e PARTIE. — Service général. (Voir ci-dessus.)	21,870,586 ^f 82 ^e	21,600,000
3 ^e PARTIE. — Frais de régie, de perception. (Voir ci-dessus.) ..	73,000 00	66,728,000
TOTAL GÉNÉRAL	21,943,586 82	21,758,000

RÉCAPITULATION DU MINIS

2 ^e PARTIE. — Service général. (Voir ci-dessus.)	69,659,975 ^f 09 ^e	68,754,000
4 ^e PARTIE. — Remboursements et restitutions. (Voir ci-dessus.) ..	4,130,000 00	3,790,000
TOTAL GÉNÉRAL	73,789,975 09	72,544,000

RÉCAPITULATION DU MINIS

2 ^e PARTIE. — Service général. (Voir ci-dessus.)	24,107,958 ^f 35 ^e	21,914,000
3 ^e PARTIE. — Frais de régie, de perception. (Voir ci-dessus.) ...	16,234,374 47	16,880,000
4 ^e PARTIE. — Remboursements et restitutions. (Voir ci-dessus.) ..	50,000 00	19,000,000
TOTAL GÉNÉRAL	40,392,332 82	37,570,000

ARTS Industrie Commerce Pêche.	ANNEE à payer à la clôture de l'exercice.	RÈGLEMENT DES CRÉDITS.			
		CRÉDITS CHARGÉS.		Crédits applicables au fonds commun du cadastre transportés à l'exercice 1887.	Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1886.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.		

BUREAU DES FINANCES.

10,444' 37"	5,811,985' 55"	16,888,658' 08"	5,811,985' 55"	"	1,344,990,064' 37"
1,265' 66"	3,315' 98"	104,065' 33"	3,315' 98"	"	26,297,405' 56"
1,049' 28"	291,977' 40"	5,631,544' 66"	291,977' 40"	935,784' 06"	317,434,959' 28"
1,102' 40"	"	873,798' 88"	"	"	18,986,402' 40"
10,421' 41"	6,107,278' 93"	23,498,266' 94"	6,107,278' 93"	935,784' 06"	1,797,708,531' 61"
		29,605,545' 87"			

AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

1,041' 52"	354,813' 68"	178,731' 62"	351,813' 68"	"	21,340,041' 52"
1,065' 28"	4,244' 74"	6,290' 21"	4,244' 71"	"	62,463' 18"
1,508' 70"	356,058' 39"	188,021' 73"	356,058' 39"	"	21,409,508' 70"
		541,080' 12"			

INTÉRIEUR.

1,718' 01"	344,503' 40"	905,753' 68"	344,503' 40"	"	58,409,718' 01"
1,733' 88"	245' 32"	336,020' 80"	245' 32"	"	3,795,733' 88"
1,451' 89"	344,748' 72"	1,241,774' 88"	344,748' 72"	"	72,203,451' 89"
		1,806,623' 20"			

AGRICULTURE.

1,773' 08"	106,861' 46"	2,198,363' 01"	106,861' 46"	"	21,807,713' 88"
1,078' 51"	788,334' 83"	598,963' 03"	788,334' 83"	"	14,848,076' 61"
1,041' 34"	2' 43"	30,068' 73"	2' 43"	"	19,928' 84"
1,719' 33"	895,198' 72"	2,818,414' 77"	895,198' 72"	"	38,675,719' 33"
		3,713,613' 49"			

TABLERAU B.

Situation générale

MINISTÈRES ET SERVICES.	CREDITS accordés par le budget primitif.	AUGMENTATIONS résultant des lois et décrets	
		Credits imputables sur les ressources générales du budget.	Credits imputables sur les ressources de divers
I^{re} PARTIE. — DETTE PUBLIQUE, DOTATIONS ET DÉPENSES DES POUVOIRS LÉGISLATIFS.			
Ministère des finances.....	1,357,200,974 ^f 00 ^e	10,985,118 ^f 68 ^e	
II^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.			
Ministère de la justice.....	38,102,800 00	1,019,629 35	
Ministère des affaires étrangères :			
1 ^{re} section. — Service du ministère des affaires étrangères.....	14,163,900 00	864,083 00	1,263
2 ^e section. — Service des protectorats.....	"	5,722,000 00	
Ministère de l'intérieur :			
1 ^{re} section. — Service de l'intérieur.....	59,307,399 00	2,399,231 62	35
2 ^e section. — Service du gouvernement gé- néral de l'Algérie.....	7,542,940 00	333,919 86	203
Ministère des finances.....	21,116,852 00	5,207,134 87	90
Ministère de la guerre.....	574,768,438 00	37,098,371 31	1,225
Ministère de la marine et des colonies :			
1 ^{re} section. — Service marine.....	200,392,937 00	48,823,616 83	
2 ^e section. — Service colonial.....	37,294,325 00	10,152,154 13	329
Ministère de l'instruction publique, des beaux- arts et des cultes :			
1 ^{re} section. — Service de l'instruction pu- blique.....	131,993,455 00	3,291,620 38	2,397
2 ^e section. — Service des beaux-arts.....	13,815,055 00	1,676,796 42	934
3 ^e section. — Service des cultes.....	46,348,763 00	448,624 27	78
Ministère du commerce et de l'industrie.....	20,753,582 00	4,320,515 20	12,857
Ministère de l'agriculture.....	23,686,470 00	368,794 05	70
Ministère des travaux publics :			
1 ^{re} section. — Service ordinaire.....	99,709,422 00	1,379,207 36	81
2 ^e section. — Travaux extraordinaires.....	14,184,445 00	555,758 35	1,845
	1,303,170,783 00	123,761,457 00	22,072
III^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEP- TION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET RE- VENUS PUBLICS.			
Ministère des finances.....	319,095,736 00	980,208 43	6,149,7
Ministère des affaires étrangères.....	73,000 00	"	
Ministère de l'agriculture.....	16,134,203 00	82,000 00	15
	335,302,939 00	1,062,208 43	6,164,8
IV^e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.			
Ministère des finances.....	15,619,340 00	3,865,674 13	374,8
Ministère de l'intérieur.....	4,130,000 00	"	
Ministère de l'agriculture.....	50,000 00	"	
	19,799,340 00	3,865,674 13	374,8
TOTAUX GÉNÉRAUX.....	3,015,474,036 00	139,674,458 24	28,611,8
		168,286,262 ^f 77 ^e	

budget ordinaire.

TOTAL	DIMINUTIONS résultant des lois et des décrets.			TOTAL NET des crédits servant de base au compte définitif du budget ordinaire de l'exercice 1886.
	Crédits imputables sur les ressources générales du budget.	Crédits imputables sur des ressources de diverses natures.	TOTAL	
Crédits ouverts.				
88,186,092 68	495,384 68		495,384 68	1,367,990,708 00
144,591 89		1,101 09	1,101 09	39,143,490 80
1,191,483 00		42,896 18	42,896 18	16,168,586 82
8,722,000 00				5,722,000 00
712,521 43	39,282 00		39,282 00	61,703,239 43
1,080,796 66		124,060 99	124,060 99	7,956,735 66
18,413,986 87		9,000 00	9,000 00	26,404,986 87
13,081,792 75	1,334,849 98	238,000 00	1,572,849 98	611,508,942 77
39,116,553 83	1,743,224 73		1,743,224 73	247,473,329 10
72,775,755 99	5,106,358 81	284,500 00	5,390,858 81	42,484,927 18
12,127 76	562,632 50	205,715 53	768,348 53	138,913,779 73
125,851 42	561,198 65	572,416 45	1,133,615 10	15,292,236 32
1,115,414 39		14,019 59	14,019 59	46,864,394 80
1,121,426 82	147,032 00	11,902,967 41	12,049,999 41	25,881,427 41
1,125,872 75	7,699 76	10,214 64	17,914 40	24,107,958 35
1,125,398 60	15,000 00	58,536 28	103,536 28	101,804,762 32
1,125,765 03		525,823 37	525,823 37	16,059,941 66
1,125,269 18	9,547,278 43	13,989,251 53	23,536,529 96	1,425,467,739 22
1,125,867 16	284,984 50	1,646,411 27	1,931,395 77	324,294,265 35
71,000 00				73,000 00
16,231,374 47				16,231,374 47
1,125,335 63	284,984 50	1,646,411 27	1,931,395 77	340,598,639 84
1,125,901 28				19,859,901 28
1,125,000 00				1,130,000 00
1,125,000 00				50,000 00
1,125,901 28				24,039,901 28
1,125,908 77	10,327,647 61	15,635,662 80	25,963,310 41	3,157,794,988 3

TABLEAU C.

Règlement définitif

PRODUITS ET REVENUS.	Évaluations des produits.	Produit réalisé des droits.
RÉCAPITULATION GÉNÉRALE DES REVENUS		
§ 1. — IMPÔTS DIRECTS.		
Contributions directes. (Fonds généraux.)	400,118,100 ⁰⁰	397,332
Taxes spéciales assimilées aux contrib. direct. (Fonds généraux).	27,449,680 00	27,280
Contributions directes et taxes spéciales de l'Algérie.	8,454,468 00	9,225
	176,698 00	189
TOTAL des impôts directs	436,198,946 00	433,898
§ 2. — PRODUITS DOMANIAUX.		
Produits des domaines autres que le domaine forestier.	16,423,195 ⁰⁰	17,739
	3,144,998 46	3,589
Produits des forêts.	35,085,600 00	24,759
	520,345 00	1,146
TOTAL des produits domaniaux	55,174,138 46	47,198
§ 3. — IMPÔTS ET REVENUS INDIRECTS.		
<i>France.</i>		
Enregistrement	519,815,803 ⁴⁷	518,322
Timbre	156,256,700 00	156,146
Douanes	329,081,000 00	323,349
Contributions indirectes	1,010,337,700 00	982,749
Sucres	171,218,000 00	168,209
Postes	132,773,900 00	130,769
Télégraphes	29,217,100 00	30,254
TOTAL des impôts et revenus indirects	3,348,700,203 47	3,269,627
<i>Algérie.</i>		
Enregistrement	3,792,200 ⁰⁰	3,913
Timbre	3,835,337 90	4,107
Douanes	11,800,308 00	9,583
Contributions diverses	3,138,400 00	3,076
Postes	1,986,100 00	2,229
Télégraphes	1,238,100 00	1,269
TOTAL	25,701,446 90	24,181

Budget ordinaire de l'exercice 1886.

Mouvements effectués sur les crédits constatés.	Restes à recouvrer sur les crédits constatés.	RÉSUMÉ DES RECETTES.		
		Excédant des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédant des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1886.
177,557,102 10	"	"	2,786,937 00	397,331,162 10
27,280,191 55	"	"	169,488 45	27,280,191 55
8,981,395 74	144,066 20	526,927 74	"	8,981,395 74
159,671 31	2,248 96	"	17,025 69	159,671 31
337,521,421 70	146,315 22	526,927 74	2,973,452 04	433,752,421 70
		2,446,524 30		
13,459,436 23	4,277,086 67	"	2,963,758 77	13,459,436 23
3,243,678 32	316,282 74	98,679 86	"	3,243,678 32
24,578,946 50	171,403 75	"	10,806,659 50	24,578,946 50
725,420 03	421,478 68	205,075 03	"	725,420 03
42,007,481 08	5,286,201 84	303,754 89	13,470,412 27	42,007,481 08
		13,166,067 38		
518,046,690 69	275,893 08	"	1,769,112 78	518,046,690 69
256,140,654 83	"	"	116,045 17	256,140,654 83
322,784,300 25	612,497 10	"	6,296,699 75	322,784,300 25
978,795,871 95	4,951,388 19	"	31,542,820 06	978,795,871 95
137,843,316 55	600,000 72	"	33,674,683 45	137,843,316 55
139,786,558 98	2,220 00	7,012,658 98	"	139,786,558 98
29,661,953 33	559,121 46	444,863 33	"	29,661,953 33
2,282,759,346 58	7,067,770 63	7,457,512 31	73,398,369 20	2,282,759,346 58
		65,940,856 89		
3,902,533 42	10,746 85	100,333 42	"	3,902,533 42
4,107,727 54	"	270,389 64	"	4,107,727 54
9,583,167 06	2,200 00	"	2,217,140 94	9,583,167 06
3,073,108 75	2,960 91	"	65,291 25	3,073,108 75
2,229,768 04	"	243,668 04	"	2,229,768 04
1,269,286 41	"	31,185 41	"	1,269,286 41
24,165,590 28	15,903 76	656,576 51	2,282,432 12	24,165,590 28
		1,625,855 68		

PRODUITS ET REVENUS.	Évaluations des produits.	Produits réels des droits con-
Suite de la RÉCAPITULATION GÉNÉRALE		
§ 3. — IMPÔTS ET REVENUS INDIRECTS. (Suite.)		
Colonies.		
Postes.....	360,000 ⁰⁰	91,150
Télégraphes (Câble du Tonkin).....	360,000 00	682,150
TOTAL des impôts et revenus indirects.....	2,374,851,649 37	2,314,691,150
§ 4. — DIVERS REVENUS.		
Impôt de 3 p. o/o sur le revenu des { Franco.....	47,679,500 00	47,238,500
valeurs mobilières..... { Algérie.....	207,500 00	209,800
Produits universitaires.....	4,636,778 00	4,608,400
Produits des amendes et condam- { Franco.....	8,237,511 00	8,120,700
nations pécuniaires..... { Algérie.....	1,027,521 00	1,065,500
Retenues et autres produits perçus en vertu de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles.....	23,777,115 00	24,199,200
Retenue de 5 p. o/o sur la solde des officiers de l'armée de terre	4,750,000 05	4,896,000
Retenue de 5 p. o/o sur la solde des officiers des sapeurs-pompiers de la ville de Paris.....	10,695 00	10,700
Retenues sur la solde et les accessoires de solde du personnel de la marine et des colonies.....	3,595,980 00	3,212,300
Contingents coloniaux (article 6 du sénatus-consulte du 4 juillet 1866).....	624,130 00	624,130
TOTAL des divers revenus.....	94,645,730 00	94,186,100
§ 5. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.		
Produits divers.....	65,360,639 50	58,971,300
TOTAUX GÉNÉRAUX.....	3,026,131,103 33	2,948,940,950
RECETTES EXCEPTIONNELLES.		
Prélèvement sur les rentes de la dotation de l'armée. (Loi du 21 mars 1884).....	3,527,616 00	3,527,616
Prélèvement sur le prêt de 80 millions de la Banque de France de la ressource nécessaire pour solder les dépenses de l'Exposition universelle de 1889. (Loi du 6 juillet 1886.).....	843,635 00	237,330
	4,371,251 00	3,764,950
	3,030,502,354 33	2,952,705,880
Fonds reportés de l'exercice 1885 pour le service du cadastre....	941,694 17	.....
	3,031,444,048 50	.....

Restes à recouvrer sur les droits constatés.	RÈGLEMENT DES RECETTES.		
	Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1886.
91,883' 91° 587,033 03	3,486' 90°	91,883' 91° 227,033 03	91,883' 91° 587,033 03
678,916 94	3,486 90	318,916 94	678,916 94
2,307,603,853 74	7,087,161 29	318,916' 94° 8,433,005 76 | 75,680,801 39 67,247,795' 63°	2,307,603,853 74
47,238,420 81 209,827 33 4,608,478 90 8,120,794 67 1,065,551 33	132 00 2,327' 33° 38,030 33	441,079' 19° 27,299 10 116,716 33	47,238,420 81 209,827 33 4,608,478 90 8,120,794 67 1,065,551 33
24,199,261 47 4,896,405 79 10,768 83 3,212,345 54 624,130 00	422,146 47 146,405 79 73 83 383,634 46	24,199,261 47 4,896,405 79 10,768 83 3,212,345 54 624,130 00	24,199,261 47 4,896,405 79 10,768 83 3,212,345 54 624,130 00
94,185,984 67	132 00	608,983 75 | 968,729 08 559,745' 33°	94,185,984 67
58,971,373 54	12,419,810 35	9,872,672 14 | 99,482,660 74 89,609,988' 60°	58,971,373 54
2,940,286,070 44	12,419,810 35	9,872,672 14 | 100,088,956 03 90,216,283' 89°	2,940,286,070 44
941,694 17			941,694 17
2,941,227,764 61			2,941,227,764 61

PRODUITS ET REVENUS.	Évaluations des produits.	Produits résultant des droits concédés
----------------------	---------------------------------	---

§ 1^{er}. — IMPO

CONTRIBUTI

Contribution foncière.....	{ Propriétés non bâties.....	118,595,000 ^f 00 ^c	118,603,877 ^f 00 ^c
	{ Propriétés bâties.....	60,170,000 ^f 00 ^c	60,329,722 ^f 00 ^c
Contribution personnelle et mobilière.....		69,264,000 ^f 00 ^c	69,483,948 ^f 00 ^c
Contribution des portes et fenêtres.....		42,667,400 ^f 00 ^c	42,585,500 ^f 00 ^c
Contribution des patentes.....		104,810,600 ^f 00 ^c	101,713,077 ^f 00 ^c
Taxe de premier avertissement. (Portion imputable sur les fonds généraux.).....		611,100 ^f 00 ^c	614,955 ^f 00 ^c
		400,148,100 ^f 00 ^c	397,331,162 ^f 00 ^c

TAXES SPÉCIALES. ASSIMIL

Taxe annuelle sur les biens de mainmorte.....	6,220,300 ^f 00 ^c	6,390,347 ^f 00 ^c
Redevance des mines.....	2,800,000 ^f 00 ^c	2,639,047 ^f 00 ^c
Droit de vérification des poids et mesures.....	4,450,000 ^f 00 ^c	4,616,521 ^f 00 ^c
Droit de vérification des alcoomètres.....	80,000 ^f 00 ^c	42,459 ^f 00 ^c
Droit de visite des pharmacies et magasins de drogueries.....	321,500 ^f 00 ^c	287,917 ^f 00 ^c
Contributions sur les voitures, chevaux, mules et mulets.....	10,821,380 ^f 00 ^c	10,746,787 ^f 00 ^c
Taxe sur les billards publics et privés.....	1,173,900 ^f 00 ^c	1,142,131 ^f 00 ^c
Taxe sur les cercles, sociétés et lieux de réunion.....	1,582,600 ^f 00 ^c	1,421,027 ^f 00 ^c
	27,449,680 ^f 00 ^c	27,280,102 ^f 00 ^c

CONTRIBUTIONS DIRECTES

CONTRIBUTIONS DIRECTES.		
Contributions arabes.....	6,848,954 ^f 00 ^c	7,342,129 ^f 00 ^c
Patentes.....	1,605,514 ^f 00 ^c	1,783,538 ^f 00 ^c
	8,454,468 ^f 00 ^c	9,125,667 ^f 00 ^c
TAXES SPÉCIALES.		
Redevance des mines.....	53,990 ^f 00 ^c	27,349 ^f 00 ^c
Droits de vérification des poids et mesures.....	110,658 ^f 00 ^c	124,173 ^f 00 ^c
Droits de visite des pharmacies et magasins de droguerie.....	12,650 ^f 00 ^c	10,480 ^f 00 ^c
	176,698 ^f 00 ^c	161,992 ^f 00 ^c
	8,631,166 ^f 00 ^c	9,287,659 ^f 00 ^c

Versements effectués sur droits constatés.	Restes à recouvrer sur les droits constatés.	RÉGLEMENT DES RECETTES.		
		Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1886.
ECTS.				
ECTES. (FONDS GÉNÉRAUX.)				
118,603,879 ³⁴	"	8,879 ³⁴	"	118,603,879 ³⁴
60,329,734 00	"	159,734 00	"	60,329,734 00
69,483,948 98	"	219,948 98	"	69,483,948 98
46,585,566 41	"	"	81,833 ⁵⁹	46,585,566 41
101,713,077 83	"	"	3,097,522 17	101,713,077 83
614,955 54	"	2,255 54	"	614,955 54
397,331,162 10	"	399,417 86	3,179,355 76	397,331,162 10
		2,786,987 ⁹⁰		

CONTRIBUTIONS DIRECTES. (FONDS GÉNÉRAUX.)				
6,390,312 ⁹⁰	"	170,012 ⁹⁰	"	6,390,312 ⁹⁰
2,639,017 27	"	"	160,982 78	2,639,017 27
4,616,524 43	"	166,524 43	"	4,616,524 43
42,489 75	"	"	37,510 25	42,489 75
287,911 00	"	"	33,589 00	287,911 00
10,740,787 41	"	"	80,592 59	10,740,787 41
1,142,121 00	"	"	31,779 00	1,142,121 00
1,421,027 79	"	"	161,572 21	1,421,027 79
27,280,191 55	"	336,537 33	506,025 78	27,280,191 55
		169,488 ⁴⁵		

RECETTES SPÉCIALES EN ALGÉRIE.				
7,272,656 07	69,469 03	423,702 07	"	7,272,656 07
1,708,739 67	76,597 23	103,225 67	"	1,708,739 67
8,981,395 74	144,066 26	526,927 74	"	8,981,395 74
		526,927 ⁷⁴		
25,501 79	1,787 86	"	28,488 21	25,501 79
124,022 52	149 50	13,964 52	"	124,022 52
19,148 00	312 00	"	2,502 00	19,148 00
159,672 31	2,268 98	13,964 52	30,990 21	159,672 31
		17,025 ⁸⁹		
9,141,068 05	146,315 22	540,892 26	30,990 21	9,141,068 05
		509,902 ⁰⁵		

§ II. — PRODUITS

PRODUITS DES DOMAINES AU

1^{re} FRANCE.

Revenus des domaines autres que les forêts.....	2,219,000 ⁰⁰	2,359,44
Recouvrement de rentes et créances.....	32,000 00	44,78
Aliénation d'objets mobiliers.....	7,726,000 00	7,092,09
Aliénation d'immeubles.....	2,241,000 00	4,646,36
Successions en déshérence, épaves et biens vacants.....	1,490,000 00	2,563,42
Produit de l'aliénation des terrains provenant des fortifications de Lyon.....	2,000,000 00	
Produit de l'exploitation du pénitencier de Casa-Bianca (Corse). Soulte à la charge de la ville de Paris pour un échange de terrains par suite de la reconstruction du dépôt de poudres de l'île de Louviers.....	437,195 00	437,19
Prélèvement sur la somme versée par la ville de Solliès pour le déclassement de cette place.....	160,000 00	160,00
Soulte versée par la ville de Bordeaux pour la construction de l'hôtel du quartier général du 18 ^e corps d'armée.....	18,000 00	18,00
Produit de la succession Giffard.....		240,54
Produit de la cession à la ville de Nancy du quartier de cavalerie de Saint-Jean.....	100,000 00	100,00
	16,423,195 00	17,738,47

2^{re} ALGÉRIE.

Produits du domaine autre que les forêts.....	1,176,129 00	1,415,57
Produits des biens des corporations.....	33,331 00	38,65
Recouvrement de rentes et créances.....	317,442 00	641,00
Redevances pour concessions de chutes d'eau.....	22,827 00	36,07
Aliénations d'objets mobiliers.....	399,135 00	287,59
Aliénations d'immeubles.....	100,628 00	130,14
Successions en déshérence, épaves et biens vacants.....	49,167 00	64,22
Produit de la vente d'immeubles affectés aux frais de premier établissement et à la construction des écoles supérieures d'Alger.....	1,046,449 48	1,046,44
	3,144,998 46	3,559,94
TOTAL.....	19,568,193 46	21,298,41

PRODUITS

1^{re} FRANCE.

Produits des coupes de bois.....	29,757,900 ⁰⁰	20,702,32
Produits divers.....	4,039,100 00	2,869,01
Contribution des communes et établissements publics pour frais de régie de leurs bois.....	1,071,800 00	1,041,09
Valeur des bois cédés directement aux arsenaux de la guerre et de la marine.....	216,800 00	137,38
	35,085,600 00	24,750,80

REVENUS	RESTES à recouvrer sur les droits constatés.	RÈGLEMENT DES RECETTES.		
		Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1886.

ROMANIAUX.

LE DOMAINE FORESTIER.

133,678' 96°	25,735' 64°	114,678' 96°	"	2,333,678' 96°
41,788 36	"	12,788 36	"	44,788 36
709,116 99	21,647 27	"	655,553' 01°	7,070,446 99
1,321,664 48	3,093,692 44	"	688,336 52	1,552,664 48
179,661 17	848,766 32	229,661 17	"	1,719,661 17
"	"	"	"	"
69,606 49	"	69,606 49	2,000,000 00	69,606 49
150,000 00	287,195 00	"	287,195 00	150,000 00
100,000 00	"	"	"	160,000 00
18,000 00	"	"	"	18,000 00
240,589 78	"	240,589 78	"	240,589 78
100,000 00	"	"	"	100,000 00
13,459,436 23	4,277,036 67	667,324 76	3,631,083 53	13,459,436 23
		2,963,758' 77°		
1,271,953 26	243,377 81	"	4,175' 74°	1,171,953 26
34,700 51	3,933 63	1,369' 51°	"	34,700 51
517,976 75	23,033 65	200,534 75	"	517,976 75
24,413 86	12,262 21	1,566 85	"	24,413 85
278,698 69	8,897 94	"	120,436 31	278,698 69
107,490 14	22,664 75	6,962 14	"	107,490 14
61,995 66	2,122 75	12,838 66	"	61,995 66
1,046,449 46	"	"	"	1,046,449 46
3,243,678 32	316,282 74	223,291 91	124,812 05	3,243,678 32
		98,679' 86°		
16,703,114 55	4,598,319 41	890,616 67	3,755,695 58	16,703,114 55
		2,865,078' 91°		

FORÊTS.

20,624,864' 64°	77,429' 20°	"	9,133,035' 36°	20,624,864' 64°
2,814,008 69	56,074 41	"	1,225,091 31	2,814,008 69
1,002,192 98	38,900 14	"	69,607 02	1,002,192 98
137,880 19	"	"	78,919 81	137,880 19
24,578,946 50	171,403 75	"	10,506,653 50	24,578,946 50
		10,506,653' 50°		

PRODUITS ET REVENUS.	ÉVALUATIONS des produits.	Produits réels des droits encaissés.
PRODUITS DU DOMAINE A.		
2° ALGÉRIE.		
Produit des coupes de bois.....	220,757 ⁰⁰	259,8
Produits accessoires.....	140,754 00	533,2
Location du droit de chasse.....	74,470 00	8,1
Recouvrements divers.....	2,188 00	
Valeur des anciennes concessions de chênes-lièges.....	82,176 00	345,4
Valeur des bois cédés aux arsenaux de la guerre et de la marine.	"	
	520,345 00	1,185,0
TOTAL.....	35,005,945 00	25,897,2

S III. — IMPÔT

FRANCE.		
Transmissions entre vifs de meubles à titre onéreux.....	20,408,700 ⁰⁰	18,519,8
Transmissions entre vifs d'immeubles à titre onéreux.....	147,448,850 00	129,231,5
Transmissions entre vifs, à titre gratuit, antérieures aux lois des 21 avril 1832 et 18 mai 1850.....	2,200 00	
Transmissions entre vifs, à titre gratuit, en ligne directe.....	18,314,275 00	18,133,8
Transmissions entre vifs, à titre gratuit, entre époux.....	140,215 00	81,5
Transmissions entre vifs, à titre gratuit, en ligne collatérale...	2,365,000 00	2,686,0
Transmissions entre vifs, à titre gratuit, entre personnes non parentes.....	1,582,340 00	2,532,7
Mutations par décès antérieures aux lois de 21 avril 1832 et 18 mai 1850.....	1,297 89	1,2
Mutations par décès en ligne directe.....	42,489,855 00	44,789,4
Mutations par décès entre époux.....	20,100,830 00	19,525,6
Mutations par décès en ligne collatérale.....	78,362,225 00	87,652,1
Mutations par décès entre personnes non parentes.....	27,022,345 00	24,752,17
Baux et antichrèses.....	7,799,100 00	7,742,0
Adjudications et marchés.....	4,029,895 00	3,664,8
Obligations.....	33,204,445 00	32,072,8
Cautiounnements.....	1,295,750 00	1,083,1
Libérations.....	7,568,985 00	7,103,0
Condammations, colloocations et liquidations.....	3,724,690 00	4,158,7
Droits fixes proprement dits. { Actes civils administratifs.....	9,164,690 00	9,841,2
(Tarifs actuels.) { Actes judiciaires.....	9,135,930 00	9,966,1
{ Actes extrajudiciaires. (Loi du 9 février 1874.).....	17,041,460 00	17,874,8
{ Actes de l'état civil.....	52,995 00	198,93
Droits fixes proprement dits. (Anciens tarifs.) Actes de toute nature.....	5,475 00	5,8
Droits fixes proprement dits. (Suppléments de droits).....	29,315 00	25,1
Droits fixes gradués.....	11,323,915 00	10,603,8
Droits et demi-droits en sus.....	3,923,935 00	3,902,8

REVENUS à recouvrer sur les droits constatés.	RESTES à recouvrer sur les droits constatés.	RÈGLEMENT DES RECETTES.		
		Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1886.

LE DOMAINE FORESTIER. (Suite.)

205,478' 84"	54,404' 44"	"	15,278' 16"	205,478' 84"
183,402 11	340,896 99	42,648' 11"	"	183,402 11
6,287 60	1,885 00	"	68,182 40	6,287 60
"	"	"	2,188 00	"
330,176 48	15,292 25	248,000 48	"	330,176 48
75 00	"	75 00	"	75 00
725,420 03	421,478 68	290,723 59	85,648 56	725,420 03
		205,075' 03"		
25,304,366 53	592,882 43	290,723 59	10,592,302 06	25,304,366 53
		10,301,578' 47"		

REVENUS INDIRECTS.

RENT.

2,519,372' 54"	196' 75"	"	1,849,327' 46"	2,519,372' 54"
139,013,120 18	18,472 44	"	8,435,729 82	139,013,120 18
27 50	"	"	2,172 50	27 50
182,422,030 35	1,849 55	"	182,244 66	182,422,030 35
81,527 16	6 88	"	58,687 84	81,527 16
2,686,540 55	116 88	321,540' 55"	"	2,686,540 55
2,538,270 40	"	955,930 40	"	2,538,270 40
1,297 89	"	"	"	1,297 89
44,788,316 86	1,177 60	2,298,461 86	"	44,788,316 86
19,534,470 49	950 70	"	575,859 51	19,534,470 49
87,650,403 56	1,856 36	19,288,198 56	"	87,650,403 56
24,761,846 84	330 76	"	2,270,498 16	24,761,846 84
7,742,601 69	"	"	56,688 31	7,742,601 69
32,078,373 42	"	"	365,021 14	32,078,373 42
1,083,192 77	"	"	1,126,071 58	1,083,192 77
7,103,026 21	"	"	212,557 23	7,103,026 21
4,158,784 39	"	434,199 39	465,958 79	4,158,784 39
9,541,261 55	"	76,571 55	"	9,541,261 55
9,969,188 19	"	732,258 19	"	9,969,188 19
17,474,300 65	"	432,840 65	"	17,474,300 65
198,931 10	"	145,936 10	"	198,931 10
1,848 04	"	"	3,626 96	1,848 04
44,813 98	349 44	15,498 98	"	44,813 98
10,603,868 43	6 25	"	720,046 57	10,603,868 43
3,844,466 47	58,197 64	"	89,518 53	3,844,466 47

PRODUITS ET REVENUS.	ÉVALUATIONS des produits.	PRODUITS résultant des droits con-
FRANCE. (Suite.)		
Transmission des titres des sociétés françaises et étrangères (an- térieures à la loi du 29 juin 1872).....	2,505 ^f 58*	2,
Droits de greffe en principal.....	7,110,080 00	8,076,
Droits d'hypothèques (en principal).....	6,024,185 00	5,676,
Amendes de toute nature (<i>idem</i>).....	1,249,380 00	1,249,
Perception de décimes (Actes passés dans les colonies).....	243,320 00	30,
Assurances maritimes (décimes compris).....	370,500 00	237,
Transmissions de titres des sociétés françaises et étrangères.....	37,228,440 00	36,959,
Perceptions diverses.....	639,040 00	755,
Assurances concernant l'Algérie (Droits perçus en France).....	"	75,
	519,815,803 47	518,322,
ALGÉRIE.		
Transmissions entre vifs de meubles à titre onéreux.....	184,500 ^f 00 ^s	198,
Transmissions entre vifs d'immeubles à titre onéreux.....	1,772,500 00	1,703,
Transmissions entre vifs, à titre gratuit, antérieures aux lois des 21 avril 1882 et 8 mai 1850.....	"	
Transmissions entre vifs, à titre gratuit, en ligne directe.....	43,000 00	38,
Transmissions entre vifs, à titre gratuit, entre époux.....	1,500 00	2,
Transmissions entre vifs, à titre gratuit, en ligne collatérale...	12,000 00	10,
Transmissions entre vifs, à titre gratuit, entre personnes non parentes.....	11,500 00	13,
Baux et antichrèses.....	59,500 00	65,
Adjudications et marchés.....	78,800 00	89,
Obligations.....	368,900 00	372,
Cautionnements.....	18,000 00	19,
Libérations.....	85,700 00	82,
Condammations, allocations et liquidations.....	65,000 00	81,
Droits fixes { Actes civils administratifs.....	83,500 00	90,
proprement dits. { Actes judiciaires.....	168,500 00	196,
(Tarifs actuels.) { Actes extrajudiciaires. (Loi du 9 février 1874.).....	328,500 00	377,
Actes de l'état civil.....	1,000 00	1,
Droits fixes proprement dits. (Anciens tarifs.) Actes de toute nature.....	"	
Droits fixes proprement dits. (Suppléments des droits.).....	5,500 00	4,
Droits fixes gradués.....	72,300 00	65,
Droits et demi-droits en sus.....	41,000 00	50,
Transmissions de titres des sociétés françaises et étrangères anté- rieures à la loi du 29 juin 1872.....	"	
Droits de greffe (en principal).....	167,000 00	203,8,
Droits d'hypothèques (<i>idem</i>).....	74,300 00	81,9,
Amendes de toute nature (<i>idem</i>).....	44,000 00	45,
Assurances maritimes (décimes compris).....	500 00	1,9,
Transmissions de titres de sociétés françaises et étrangères.....	99,200 00	103,
Perceptions diverses.....	7,000 00	12,00
TOTAL.....	3,793,200 00	3,913,28
TOTAL GÉNÉRAL.....	523,609,003 47	522,235,86

CHIFFRES détails non constatés.	RESTES à recouvrer sur les droits constatés.	RÈGLEMENT DES RECETTES.		
		Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1896.
2,505 ^f 58 ^c	"	"	"	2,505 ^f 58 ^c
6,428 51	121 ^f 22 ^c	966,348 ^f 51 ^c	"	8,076,428 51
6,497 83	"	"	347,687 ^f 17 ^c	5,676,497 83
34,364 66	15,327 92	"	15,010 34	1,234,364 66
30,911 23	"	"	212,403 77	30,911 23
27,660 12	"	"	143,830 88	227,660 12
29,716 55	"	"	268,713 45	36,959,726 55
68,872 84	176,932 67	"	70,167 16	568,872 84
21,963 30	"	73,963 30	"	73,963 30
26,690 69	275,893 06	15,741,728 04	17,510,840 82	518,046,690 69
		1,769,112 ^f 78 ^c		
98,208 46	"	13,708 46	"	198,208 46
63,732 88	198 55	"	68,767 12	1,703,732 88
5 00	"	5 00	"	5 00
38,879 86	"	"	4,120 14	38,879 86
2,237 03	"	737 03	"	2,237 03
10,634 35	"	"	1,365 65	10,634 35
13,199 77	"	1,699 77	"	13,199 77
65,351 50	"	5,851 50	"	65,351 50
89,080 33	"	10,280 33	"	89,080 33
372,167 15	"	3,267 15	"	372,167 15
19,970 26	"	1,970 26	"	19,970 26
81,625 66	"	"	3,074 34	81,625 66
81,431 69	"	16,431 69	"	81,431 69
90,703 50	"	7,203 50	"	90,703 50
96,491 25	"	27,991 25	"	196,491 25
77,955 82	"	49,455 82	"	377,955 82
1,416 00	"	416 00	"	1,416 00
3 50	"	3 50	"	3 50
4,590 06	71 5	"	909 94	4,590 06
65,157 40	"	"	7,142 60	65,157 40
47,654 37	3,055 31	6,654 37	"	47,654 37
3 55	"	3 55	"	3 45
203,878 98	"	36,878 98	"	203,878 98
81,912 24	"	7,612 24	"	81,912 24
43,434 62	1,629 78	"	565 38	43,434 62
1,951 60	"	1,451 60	"	1,951 60
103,628 01	"	4,428 01	"	103,628 01
6,228 58	5,791 71	"	771 42	6,228 58
9,925,533 42	10,746 85	196,050 01	86,716 59	3,902,533 42
		109,333 ^f 42 ^c		
9,925,224 11	286,639 91	15,937,778 05	17,597,557 41	521,949,224 11
		1,659,779 ^f 36 ^c		

T. (Suite.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS.			ÉVALUATIONS des produits.	PROG. résult. des droits en
1 ^{re} FRANCE.				
Timbre débité	de dimension	ordinaire.....	43,038,674 ¹ 00 ^a	43,485
	spécial....	mobile.....	12,297,600 00	12,000
Timbre extra- ordinaire et visa	proportionnel, de	Timbre mobile de connaissances ..	1,275,204 00	1,300
	dimension et spécial	Timbre mobile des affiches.....	1,032,930 00	1,000
pour timbre	et spécial	Actions et obligations.....	18,549,972 00	18,600
		Titres de rente des gouv ^{ts} étrangers.	600 00	3
Droits d'affichage.....		Polices d'assurances, affiches, borde- reaux, lettres de voiture, etc.....	8,631,158 00	5,070
Passports.....		Connaissements.....	704,796 00	710
Permis de chasse.....			34,740 00	470
Double décime.....			56,056 00	490
Perceptions complémentaires et forcements de décimes.....			7,279,590 00	7,030
Timbre débité, non sujet aux décimes	proportionnel	ordinaire.....	3,329,672 00	2,800
	spécial....	mobile.....	8,329,741 00	8,100
Timbre extra- ordinaire et visa.	proportionnel	à 10 centimes et au-dessus	13,814,862 00	13,380
		à 25 cent. (quittance des comptables).	947,086 00	980
pour timbre	et spécial	Timbre proportionnel	1,025,138 00	960
		Timbre de dimension pour polices d'assurances. (Loi du 29 décembre 1884.).....	99,466 00	130
Droit d'affichage.....		Autres que ceux ci-dessus.....	3,696,362 00	3,020
Passports.....		Timbre spécial.....		3,520
Permis de chasse.....		Timbre aux anciens tarifs non sujets aux décimes.	32,047,960 00	33,400
Double décime.....		Timbre des marques de fabrique.....	28,000 00	20
TOTAL.....			37,793 00	26
			156,256,700 00	156,140
2 ^{re} ALGÉRIE.				
Timbre débité	de dimension	ordinaire.....	1,393,000 00	1,600
	spécial....	mobile.....	474,000 00	600
Timbre extra- ordinaire et visa	proportionnel, de	Timbre mobile des connaissances..	83,800 00	104
	dimension et spécial	Timbre mobile des affiches.....	28,500 00	44
pour timbre	et spécial	Actions et obligations.....	49,800 00	61
		Polices d'assurances, affiches, borde- reaux, lettres de voiture, etc.....	66,800 00	79
Droit d'affichage.....		Connaissements.....	3,000 00	5
Passports.....			337 90	33
Permis de chasse.....			3,500 00	22
Double décime.....			120,100 00	142
Perceptions complémentaires et forcements de décimes.....			445,500 00	
Timbre débité, non sujet aux décimes	proportionnel	ordinaire.....	334,600 00	350
	spécial....	mobile.....	115,100 00	127
Timbre extra- ordinaire et visa.	proportionnel	à 10 centimes et au-dessus	310,500 00	526
		à 25 cent. (quittance des comptables).	36,500 00	42
Droit d'affichage.....		Timbre proportionnel.....	38,900 00	38
Passports.....		Timbre de dim ^{ns} , police d'as ^{ts} cont. l'inc. et sur la vie		
Permis de chasse.....		Timbre spécial.....	331,500 00	352
Double décime.....		Timbre aux anciens tarifs non sujets aux décimes.		
TOTAL.....			3,835,337 90	4,109,700
TOTAL GÉNÉRAL.....			160,092,037 90	160,248,300

sur les constatés.	Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1886.
435,359' 40"	446,685' 40"	206,980' 80"	43,485,359' 40"
200,619 20	84,787 80	"	12,090,619 20
359,991 80	63,753 90	"	1,359,991 80
206,683 90	71,223 43	"	1,096,683 90
621,195 43	2,809 62	"	18,621,195 43
3,409 62	"	"	3,409 62
574,102 19	"	3,557,055 81	5,074,102 19
715,843 75	11,047 75	"	715,843 75
47,199 07	12,459 07	"	47,199 07
49,142 40	"	5,913 60	49,142 40
609,005 00	"	240,582 00	7,039,008 00
"	"	"	"
"	"	300 00	"
"	"	429,848 05	2,899,823 95
"	"	131,728 60	8,198,012 40
"	"	430,793 50	13,384,060 50
"	35,310 70	"	982,396 50
"	"	60,568 36	964,569 64
"	33,324 60	"	132,790 60
"	"	"	132,790 60
"	"	075,979 62	3,030,382 38
"	3,526,805 83	"	3,526,805 83
"	1,372,405 50	"	33,420,365 50
"	"	25,326 57	2,673 43
"	"	11,581 66	26,211 34
"	"	"	"
0 10	5,660,613 40	5,776,658 57	156,140,654 83
110,654 83	116,045' 17"	"	"
"	407,509' 40"	"	1,800,509 40
"	134,159 40	"	608,159 50
"	20,411 00	"	104,211 00
"	16,059 48	"	44,559 48
"	12,173 23	"	61,073 23
"	"	"	"
"	12,772 03	"	79,572 03
"	2,568 00	"	5,568 00
"	"	"	337 90
"	18,618 40	"	22,118 40
"	22,352 00	"	142,452 00
"	"	445,500' 00"	"
"	"	"	"
"	15,999 95	"	350,499 95
"	11,918 50	"	127,018 50
"	16,403 50	"	326,903 50
"	5,999 00	"	42,499 00
"	"	58 15	38,841 85
"	23 40	"	23 40
"	20,977 85	"	352,477 85
"	2 65	"	2 65
"	"	"	"
6,107,727 54	717,947 79	445,558 15	4,107,727 54
"	272,389' 64"	"	"
0 10	6,378,561 19	6,222,216 72	160,248,382 37
10,248,382 37	156,344' 47"	"	"

DÉSIGNATION DES PRODUITS.

ÉVALUATIONS
des
produits.PRO-
cessé
des
droits en1^{re} FRANCE.

Droits de douane à l'importation. — Marchandises diverses....		288,781,000 ⁰⁰	281,969,
Droits de statistique.....		6,777,000 00	6,439,
Droits de navigation.	Francisation des navires.....	7,300 00	3,
	Droit de quai.....	7,085,000 00	7,367,
	Congés des bâtiments français.....	34,000 00	34,
	Passeports des bâtiments étrangers.....	31,600 00	30,
	Permis et certificats relatifs aux cargaisons des navires.....	247,700 00	247,
Droits divers et recettes accessoires.	Droits de timbre de toute nature.....	493,400 00	493,
	Prix des brevets de francisation des navires.....	1,400 00	1,
	Fonds reçus des communes pour frais d'exercice des entrepôts.....	31,700 00	29,
	Indemnités payées pour frais d'exercice par les fabricants de soude.....	723,500 00	828,
	Droits de magasinage et de garde.....	1,400 00	1,
	Intérêts pour crédits de droits.....	728,000 00	677,
	Moitié de la remise afférente aux marchandises enlevées avant acquittement.....	30,000 00	46,
	Recettes accidentelles.....	199,000 00	115,
	Produit des amendes et confiscations.....	1,161,000 00	1,803,
Taxe de plombage et estampillage.....		344,000 00	303,
Taxe de consommation des sels de douane.....		22,504,000 00	23,006,
TOTAL.....		329,081,000 00	323,396,

2^{re} ALGÉRIE.

Droits de douanes à l'importation. — Marchandises diverses....		6,507,700 00	4,614,
Sucres de toute origine.....		4,621,000 00	4,335,
Droits de navigation.	Droits de quai.....	102,100 00	124,
	Congés des bateaux français (pêcheurs ou allèges)	1,000 00	1,
	Passeports des bâtiments étrangers.....	1,300 00	1,
	Passeports des bateaux étrangers (pêcheurs ou allèges).....	5,600 00	4,
	Droits de patente des bateaux corailleurs.....	"	"
Droits divers et recettes accessoires.	Droits de timbre de toute nature.....	28,500 00	16,
	Prix des brevets de francisation des navires.....	8 00	8,
	Droits de magasinage et de garde.....	2,100 00	2,
	5 p. 100 du produit brut de l'octroi de mer revenant au Trésor pour frais de perception.....	330,000 00	277,
	Intérêts pour crédits de droits.....	25,000 00	31,
Recettes accidentelles.....		1,700 00	5,
Produits des amendes et confiscations.....		34,400 00	44,
Taxe de plombage et estampillage.....		3,100 00	2,
Droits sanitaires et de port.....		136,800 00	120,
TOTAL.....		11,800,308 00	9,585,30
TOTAL GÉNÉRAL.....		340,881,308 00	332,982,10

DÉPENSES efficiants sur droits constatés.	RESTES à recouvrer sur les droits constatés.	RÈGLEMENT DES RECETTES.		
		Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1886.
9,669,800 ^f 02 ^c	"	"	6,811,199 ^f 98 ^c	281,969,800 ^f 02 ^c
4,439,964 20	"	"	237,035 80	6,439,964 20
3,692 81	"	"	3,607 18	3,692 82
7,367,819 03	"	282,819 ^f 03 ^c	"	7,367,819 03
34,104 60	"	104 60	"	34,104 60
30,150 00	"	"	1,450 00	30,150 00
247,933 80	"	233 80	"	247,933 80
496,542 60	"	3,142 60	"	496,542 60
918 50	"	"	481 50	918 50
29,412 54	"	"	2,287 46	29,412 54
898,265 00	"	104,765 00	"	828,265 00
1,369 69	"	"	30 31	1,369 69
671,630 83	"	"	56,369 17	671,630 83
46,048 73	"	16,048 73	"	46,048 73
115,215 06	"	"	83,784 94	115,215 06
1,191,374 93	612,497 ^f 10 ^c	30,374 93	"	1,191,374 93
303,319 44	"	502,738 46	40,680 56	303,319 44
3,006,738 46	"	"	"	23,006,738 46
2,784,300 25	662,497 10	940,227 15	7,236,926 90	322,784,300 25
		6,296,699 ^f 75 ^c		
1,611,193 59	"	"	1,893,506 ^f 41 ^c	4,614,193 ^f 59 ^c
335,918 55	"	22,829 ^f 72 ^c	285,081 45	4,335,918 55
124,929 72	"	47 00	"	124,929 72
1,047 00	"	496 00	"	1,047 00
1,796 00	"	"	"	1,796 00
4,795 00	"	"	805 00	4,795 00
16,421 65	"	"	12,078 35	16,421 65
8 00	"	662 58	"	8 00
2,762 58	"	"	"	2,762 58
277,217 79	"	"	52,782 21	277,217 79
31,791 10	"	6,791 10	"	31,791 10
5,753 77	"	4,053 77	"	5,753 77
42,798 47	2,200 00	8,398 47	"	42,798 47
2,931 00	"	"	149 00	2,931 00
120,782 84	"	"	16,017 16	120,782 84
9,583,167 06	2,200 00	43,278 64	2,260,419 58	9,583,167 06
		2,217,140 ^f 94 ^c		
2,367,467 31	614,697 10	983,505 79	9,497,346 48	332,367,467 31
		8,513,840 ^f 69 ^c		

PRODUITS ET REVENUS.		ÉVALUATIONS des produits.	TOTAL résumé des droits et
1 ^{re} FRANCE.			
Produit des impôts sur les alcools, eaux-de-vie, absinthes et liqueurs (droit de détail, droit de consommation et droit d'entrée)...		247,560,200 ⁰⁰	235,471
Produit de l'impôt sur les vins, cidres, poirés et hydromels (droit de circulation, droit de débit, droit d'entrée et taxe unique)...		152,383,800 00	149,500
Produit de la surtaxe des vins alcoolisés (doubles droits de consommation et doubles droits d'entrée).....		1,983,075 00	2,434
Droits de fabrication sur les bières.....		22,997,000 00	21,711
Droit de 40 centimes par expédition (boissons et alcools, sels, sucres, allumettes, papier, huile, bougies et vinaigre).....		4,804,500 00	4,780
Taxe de consomm. des sels perçue en dehors du rayon des douanes.		10,471,200 00	8,860
Droit de fabrication des allumettes chimiques.....		17,010,000 00	17,151
Droit de fabrication du papier.....		13,693,000 00	9,446
Droit de fabrication des huiles minérales.....		17,400 00	31
Droit d'entrée des huiles végétales et animales.....		2,737,700 00	2,568
Droit de fabrication des stéarines et des bougies.....		9,179,800 00	8,721
Droit de consommation des vinaigres et acides acétiques.....		2,820,200 00	2,631
Produit des 2/10 ^e sur le prix des places et de transport par chemins de fer, à grande vitesse.....		86,584,300 00	88,561
Droit par autres voitures publiques.....		4,786,700 00	4,925
Licences aux débitants de boissons, distillateurs, brasseurs, etc.....		12,425,000 00	12,730
Licences aux entrepren. de voitures publiques.		142,800 00	154
Boes, passages d'eau, pêche, chasse, francs-bords, droits de tonnage et recettes accessoires à la navigation.....		2,844,000 00	3,070
Garantie des matières d'or et d'argent.....		5,520,000 00	4,623
Droit de dénaturation des alcools.....		1,640,300 00	2,277
Timbre de toute espèce.....		8,566,000 00	6,000
Cartes à jouer.....		2,387,400 00	2,536
Prélèvement sur les communes pour frais de casernement.....		2,125,200 00	2,230
Amendes, droits sur acquits non rentrés et portions du Trésor dans le prix des tabacs et poudres saisis.....		4,213,200 00	4,879
Indemnités pour exercice dans l'intérieur des villes (service des octrois).....		484,900 00	470
Recouvrements d'avances sur les communes pour abonnement au traitement des employés des octrois.....		608,300 00	590
Recouvrements d'avances sur les communes pour frais d'impressions, de transport, etc...		292,500 00	281
Recouvrements d'avances sur les fabricants de cartes pour pap. filigranés et moult. de carte.		160,000 00	155
Recouvrements d'avances sur les employés pour prix d'instruments et autres objets consignés.		5,000 00	61
Prix des plombs apposés pour les sels et les sucres.		129,400 00	125
Indemnités pour frais de surveillance des entrepôts de sucre et des fabriques de soude.....		46,000 00	84
Intérêts pour crédits de droits.....		537,600 00	516
Intérêts des avances non dénommées ci-dessus et appartenant à la catégorie des droits divers.		484,125 00	634
Produit de la vente des tabacs.....		375,478,000 00	368,940
Produit de la vente des poires à feu.....		13,892,000 00	12,970
Droit de fabrication de la dynamite et de la nitro-glycérine.....		1,288,100 00	796
TOTAL.....		1,010,337,700 00	983,747

CONTRIBUTION

**Droits divers
et
recettes
à différents
titres.**

RECETTES effectuées sur droits constatés.	RESTES à recouvrer sur les droits constatés.	RÈGLEMENT DES RECETTES.		
		Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des recettes sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1886.
25,270,154 ^f 62 ^e	209,047 ^f 21 ^e	82,886,354 ^f 62 ^e	.	235,270,154 ^f 62 ^e
147,762,845 26	1,739,875 78	.	99,797,354 ^f 74 ^e	147,762,845 26
2,429,569 96	72 8 58	446,494 96	.	2,429,569 96
21,693,449 16	17,104 98	.	1,303,550 84	21,693,449 16
			23,888 40	
4,780,611 60	.	.	1,606,135 48	4,780,611 60
8,865,064 52	.	.	.	8,865,064 52
17,014,250 00	139,102 00	4,250 00	.	17,014,250 00
9,391,255 76	51,185 62	.	4,301,744 24	9,391,255 76
36,501 38	.	19,101 38	.	36,501 38
2,568,235 70	9 83	.	169,464 30	2,568,235 70
8,716,395 45	5,418 51	.	463,404 55	8,716,395 45
2,932,770 73	7,130 80	112,570 73	.	2,932,770 73
87,854,316 23	688,194 02	1,270,016 23	.	87,854,316 23
4,921,464 61	1,659 36	134,764 61	.	4,921,464 61
12,733,016 10	5,387 25	368,016 10	.	12,733,016 10
153,568 75	.	10,768 75	.	153,568 75
2,670,198 19	400,039 17	.	173,801 81	2,670,198 19
4,623,702 04	.	.	896,297 96	4,623,702 04
2,208,978 97	18,559 71	568,678 97	.	2,208,978 97
8,663,438 05	.	98,438 05	.	8,663,438 05
2,300,772 75	35,758 27	.	86,627 25	2,300,772 75
2,165,218 49	74,622 93	40,018 49	.	2,165,218 49
3,484,040 61	1,495,373 05	.	729,159 39	3,484,040 61
468,642 61	2,041 51	.	16,257 39	468,642 61
590,460 33	.	.	17,839 67	590,460 33
279,226 42	2,595 22	.	13,273 58	279,226 42
135,392 97	.	.	24,607 03	135,392 97
64,458 10	.	59,458 10	.	64,458 10
135,831 85	.	6,431 85	.	135,831 85
83,689 17	.	.	2,310 83	83,689 17
516,016 71	.	.	21,583 29	516,016 71
580,088 20	53,981 59	95,963 20	.	580,088 20
368,935,940 60	3,436 00	.	6,542,059 40	368,935,940 60
12,970,398 29	136 80	.	921,601 71	12,970,398 29
795,907 77	.	.	492,192 23	795,907 77
978,795,871 95	4,951,388 19	86,061,326 04	117,603,154 09	978,795,871 95
31,541,828 ^f 05 ^e				

PRODUITS ET REVENUS.		ÉVALUATIONS	
		des	droits
		produits.	
CONTRIBUTIONS.			
Droits de licence sur la fabrication et la vente des boissons.....	1,222,500' 00"	1,222,500' 00"	1,222,500' 00"
Droits de licence sur la fabrication et la vente des tabacs.....	99,400 00	99,400 00	99,400 00
Droits de garantie des matières d'or et d'argent.....	110,000 00	110,000 00	110,000 00
Timbres de toute espèce.....	5,800 00	5,800 00	5,800 00
Recouvrements des frais de poursuites.....	36,500 00	36,500 00	36,500 00
Prélèvement de 5 p. 100 sur le produit de l'octroi de mer à l'intérieur.....	"	"	"
Amendes et confiscations (produits à répartir).....	4,800 00	4,800 00	4,800 00
Recettes diverses non dénommées ci-dessus.....	1,100 00	1,100 00	1,100 00
Produit de la vente des tabacs des manufactures de France.....	600,500 00	600,500 00	600,500 00
Produit de la vente des poudres à feu.....	1,057,800 00	1,057,800 00	1,057,800 00
TOTAL.....	3,138,400 00	3,138,400 00	3,138,400 00
TOTAL GÉNÉRAL.....	1,013,476,100 00	1,013,476,100 00	1,013,476,100 00
SUCRES.			
Sucres..... { coloniaux (douanes).....	34,600,000 00	34,600,000 00	34,600,000 00
{ étrangers (douanes).....	19,460,000 00	19,460,000 00	19,460,000 00
{ indigènes (contributions indirectes).....	117,158,000 00	117,158,000 00	117,158,000 00
TOTAL.....	171,218,000 00	171,218,000 00	171,218,000 00
PRODUITS DES			
FRANCE.			
Produit de la taxe des lettres, journaux, échantillons et imprimés de toute nature. — Produit du droit de transport des valeurs déclarées et cotées. — Solde des comptes avec les offices étrangers.....	126,605,900' 00"	126,605,900' 00"	126,605,900' 00"
Droit perçu sur les envois d'argent.....	5,959,000 00	5,959,000 00	5,959,000 00
Droits perçus sur les bons de poste.....	164,000 00	164,000 00	164,000 00
Taxes perçues par l'État pour le transport des colis postaux.....	"	"	"
Recettes diverses et accidentelles.....	45,000 00	45,000 00	45,000 00
TOTAL.....	132,773,900 00	132,773,900 00	132,773,900 00
TÉLÉGRAPHES.			
Recettes des bureaux télégraphiques en France.....	26,259,100 00	26,259,100 00	26,259,100 00
Recettes encaissées pour le compte de la France par des offices étrangers.....	881,000 00	881,000 00	881,000 00
Remboursement par les compagnies de chemins de fer des frais de surveillance de leur service télégraphique.....	684,000 00	684,000 00	684,000 00
Remboursement par divers établissements de traitements d'agents du service postal et télégraphique.....	40,000 00	40,000 00	40,000 00
Service téléphonique.....	"	"	"
Recettes diverses et accidentelles.....	1,353,000 00	1,353,000 00	1,353,000 00
TOTAL.....	29,217,100 00	29,217,100 00	29,217,100 00
TOTAL pour la France.....	161,991,000 00	161,991,000 00	161,991,000 00

DÉPENSES ordonnées par les autorités.	RESTES à recouvrer sur les droits constatés.	RÈGLEMENT DES RECETTES.		
		Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1886.
1,289,200 ⁰⁰	115 ⁰⁰	66,700 ⁰⁰	"	1,289,200 ⁰⁰
106,703 00	"	7,303 00	"	106,703 00
104,566 03	"	"	5,433 ⁰⁷	104,566 03
6,416 90	"	616 90	"	6,416 90
39,601 54	2,841 91	3,101 54	"	39,601 54
39,218 44	"	39,218 44	"	39,218 44
7,023 70	"	2,223 70	"	7,023 70
305 30	"	"	794 70	305 30
506,033 09	"	"	94,466 91	506,033 09
974,040 75	"	"	83,759 25	974,040 75
3,073,108 75	2,956 91	119,163 54	184,454 83	3,073,108 75
		65,291 ²⁵		
981,868,980 70	4,954,345 10	86,180,489 62	117,787,608 92	981,868,980 70
		31,607,119 ³⁰		
25,502,657 93	"	"	9,097,342 07	25,502,657 93
17,122,729 62	"	"	2,337,270 36	17,122,729 62
94,917,929 00	666,650 72	"	22,240,071 00	94,917,929 00
137,543,316 55	666,650 72	"	33,674,683 45	137,543,316 55
		33,674,683 ⁴⁵		

DES TÉLÉGRAPHES.

133,372,993 ¹⁸	"	6,767,093 ¹⁸	"	133,372,993 ¹⁸
6,263,740 77	"	324,740 77	"	6,263,740 77
68,569 25	"	"	95,430 ⁷⁵	68,569 25
5,948 75	"	5,948 75	"	5,948 75
55,307 03	2,320 ⁰⁰	10,307 03	"	55,307 03
139,786,558 98	2,220 00	7,108,089 73	95,430 75	139,786,558 98
		7,012,658 ⁹⁸		
25,813,970 85	"	"	445,129 15	25,813,970 85
1,394,142 17	65,368 65	513,142 17	"	1,394,142 17
575,468 81	27,275 00	"	108,531 19	575,468 81
41,311 14	"	1,311 14	"	41,311 14
33,209 30	"	33,209 30	"	33,209 30
1,803,851 06	466,477 81	450,851 06	"	1,803,851 06
29,661,953 33	559,121 46	998,513 67	553,660 34	29,661,953 33
		444,853 ³³		
169,448,512 31	561,341 46	7,457,512 31	"	169,448,512 31
		7,457,512 ³¹		

PRODUITS ET REVENUS.	ÉVALUATIONS des produits.	droits
PRODUITS DES		
2° ALGÉRIE. — POSTES.		
Produit de la taxe des lettres, journaux, échantillons et imprimés de toute nature. — Produit du droit de transport des valeurs déclarées.....	1,737,400 00	1,943,284
Droits perçus sur les envois d'argent.....	247,500 00	
Droits perçus sur les bons de poste.....	700 00	
Recettes diverses et accidentelles.....	500 00	
TOTAL.....	1,986,100 00	2,229,284
TÉLÉGRAPHES.		
Recettes des bureaux télégraphiques en Algérie.....	1,234,500 00	1,263,500
Recettes diverses et accidentelles.....	3,600 00	5,100
TOTAL.....	1,238,100 00	1,268,600
TOTAL pour l'Algérie.....	3,224,200 00	3,497,884
3° COLONIES.		
Postes.....	—	91,200
TÉLÉGRAPHES.		
Câble du Tonkin.....	360,000 00	590,000
TOTAL pour les colonies.....	360,000 00	681,200
§ IV. — REVENU		
Impôt de 3 p. o/o sur le revenu des { France.....	47,679,500 00	47,238,500
valeurs mobilières..... { Algérie.....	207,500 00	209,800
TOTAL.....	47,887,000 00	47,448,300
Produits universitaires.....	4,635,778 00	4,608,600
Produits des amendes et condamnations pécuniaires..... { France.....	8,237,511 00	8,120,000
..... { Algérie.....	1,027,521 00	1,025,000
TOTAL.....	9,265,032 00	9,145,000
Retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles.....	23,777,115 00	24,199,000
Retenue de 5 p. o/o sur la solde des officiers de l'armée de terre.....	4,750,000 00	4,896,000
Retenue de 5 p. o/o sur la solde des officiers des sapeurs-pompiers de la ville de Paris.....	10,695 00	10,700
Retenues sur la solde et les accessoires de solde du personnel de la marine et des colonies.....	3,595,980 00	3,712,000
Contingents coloniaux. (Art. 6 du sénatus-consulte du 4 juillet 1866).....	624,130 00	624,130

MOUVEMENTS effectués sur droits constatés.	RESTES à recouvrer sur les droits constatés.	RÈGLEMENT DES RECETTES.		
		Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1886.

B TÉLÉGRAPHES. (Suite.)

1,943,727 95	"	206,327 95	"	1,943,727 95
284,537 39	"	37,037 39	"	284,537 39
59,3 75	"	"	106 25	59,3 75
908 95	"	408 95	"	908 95
2,229,768 04	"	243,774 29	106 25	2,229,768 04
		243,668 ^f 04 ^a		
263,447 81	"	28,947 81	"	1,263,447 81
3,837 60	"	2,237 60	"	5,837 60
1,269,285 41	"	31,185 41	"	1,269,285 41
		31,185 ^f 41 ^a		
3,499,053 45	"	274,853 45	"	3,499,053 45
		274,853 ^f 45 ^a		
91,883 91	"	91,883 91	"	91,883 91
587,033 03	3,486 90	227,033 03	"	587,033 03
678,916 94	3,486 90	318,916 94	"	678,916 94
		318,916 ^f 94 ^a		

CERS.

47,238,420 ^f 81 ^a	"	"	441,079 19	47,238,420 81
209,827 33	"	2,827 33	"	209,827 33
47,448,248 14	"	2,327 33	441,079 19	47,448,248 14
		438,751 ^f 86 ^a		
4,608,478 90	"	"	27,299 10	4,608,478 90
		27,299 ^f 10 ^a		
8,120,794 67	"	"	116,716 ^f 33 ^a	8,120,794 67
1,065,551 33	"	38,030 ^f 33 ^a	"	1,065,551 33
9,186,346 00	"	38,030 33	116,716 33	9,186,346 00
		78,686 ^f 00 ^a		
24,199,261 47	"	422,146 47	"	24,199,261 47
		422,146 ^f 47 ^a		
4,896,405 79	"	146,405 79	"	4,896,405 79
10,768 83	"	73 83	"	10,768 83
3,212,345 54	"	"	383,634 46	3,212,345 54
624,130 00	"	"	"	624,130 00

RÉCAPITULATIF des restes à recouvrer sur les droits constatés.	RESTES à recouvrer sur les droits constatés.	RÈGLEMENT DES RECETTES.		
		Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1886.
148,831 ⁷¹	"	16,803 ⁷¹	"	148,831 ⁷¹
71,783 52	"	16,183 52	"	72,783 52
41,298 17	"	"	47,201 ⁸³	41,298 17
2,637,774 25	"	"	2,362,225 75	2,637,774 25
3,012,409 65	"	21,536 65	"	3,012,409 65
954,019 11	"	"	171,743 89	954,019 11
842,415 00	"	"	35,145 00	842,415 00
1,655,345 77	"	"	215,654 23	1,655,345 77
1,304,512 34	"	"	156,487 66	1,304,512 34
2,325,620 00	"	194,030 00	"	2,325,620 00
2,200,570 88	"	"	163,492 12	2,200,570 88
7,625 00	"	"	16,045 00	7,625 00
2,306 25	"	"	22,693 75	2,306 25
1,720,065 59	"	"	327,111 47	1,720,065 59
1,225,870 39	"	"	158,432 61	1,225,870 39
143,811 00	"	"	26,216 00	143,811 00
332 50	"	104 50	"	332 50
112,958 36	"	"	13,041 64	112,958 36
2,169,691 65	"	"	663,158 35	2,169,691 65
4,879,125 00	"	"	2,245,875 00	4,879,125 00
440,779 74	"	"	0 26	440,779 74
549,618 00	"	24,918 00	"	549,618 00
197,889 77	"	49,260 50	33,734 23	197,889 77
94,260 50	"	"	"	94,260 50
38,917 55	"	"	8,272 45	38,917 55
113,986 95	"	13,986 95	"	113,986 95
4,266 59	"	0 59	"	4,266 59
94,324 00	"	"	5,676 00	94,324 00
428,540 38	"	"	333,796 62	428,540 38
4,878,108 85	"	"	621,891 15	4,878,108 85
152,704 64	"	"	21,295 36	152,704 64
24,170 57	"	0 57	"	24,170 57
250,000 00	"	"	"	250,000 00
13,971 97	"	"	19,126 03	13,971 97
183,700 22	"	38,700 22	"	183,700 22
350,698 55	"	"	15,093 45	350,698 55
980 00	"	"	"	980 00
4,556,827 95	"	2,513,105 95	"	4,556,827 95
403,769 80	"	123,769 80	"	403,769 80
"	"	"	1,000 00	"
60,978 41	"	978 41	"	60,978 41
1,556,848 71	"	160,391 74	"	1,556,848 71
61,067 88	"	23,003 88	"	61,067 88

S DU BUDGET.

PRODUITS ET REVENUS.	ÉVALUATIONS des produits.	RÉSULTAT résultat des droits co
PRODUITS D		
Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public.....	7,250,322 ⁷³	7,250,
Produits accessoires du service de trésorerie.....	316,812 18	316,
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer en France.....	3,550,000 00	3,719,
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer en Algérie.....	201,650 00	230,
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer aux colonies.....	46,900 00	
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des tramways.....	34,505 00	34,
Remboursement des frais de sur- veillance de sociétés et établis- sements divers dépendant des ministères.....	de la guerre..... 7,500 00 du commerce..... 39,400 00 de l'agriculture..... 14,000 00 des travaux publics..... 14,800 00	7, 39, 14, 14,
Part de la Cochinchine dans la dépense du câble télégraphique sous-marin du cap Saint-Jacques à Haiphong.....	(A) 300,000 00	
Prix des insignes de l'Ordre du Mérite agricole.....	3,000 00	3,
Reversements à faire par les compagnies de chemins de fer.	57,372 15	57,
Remboursement par le gouvernement beylical des frais du personnel de la justice française en Tunisie.....	175,427 00	179,
Remboursement par l'entreprise des lits militaires d'une cession de matériel faite par l'État en 1868.....	4,628,131 00	4,628,
Produit de la rétribution facultative des cannes et parapluies au musée de Cluny.....	6,463 10	6,
Amortissement de la dette de l'Uruguay.....	846,945 00	1,053,
Produit net des prises sur l'ennemi.....	83,939 72	83,
Excédents de droits de tonnage perçus par les villes et chambres de commerce.....	326,181 77	326,
Part du Trésor dans le dividende de 1884 de la tontine d'épargne dite caisse Lafarge.....	74,938 56	74,
Bénéfice de l'exploitation des chemins de fer en régie.....	864 22	
Ressources affectées à la construction d'hôtels consulaires au Caire et à Alexandrie.....	1,237,000 00	637,
Remboursement par le gouvernement égyptien d'avances faites en 1863 aux victimes des événements d'Égypte.....	47,000 00	47,
Concours de diverses villes dans les dépenses de première installation de leurs écoles d'enseignement primaire supérieur et d'enseignement professionnel.....	947,500 00	
Produit de la vente d'immeubles réalisé en 1881, 1882 et 1883 et affecté à la construction des écoles supérieures d'Alger.....	741,557 46	366,
Contribution et indemnités de guerre.....	8,106 58	8,
TOTAL.....	65,360,639 50	58,971,
RECETTES		
Prélèvement sur les rentes de la dotation de l'armée. (Loi du 21 mars 1884.).....	3,527,616 ⁰⁰	3,527,61
Prélèvement sur le prêt de 80 millions de la Banque de France de la ressource nécessaire pour solder les dépenses de l'Exposition universelle de 1889. (Loi du 6 juillet 1886.).....	843,635 00	237,33
TOTAL.....	4,371,251 00	3,764,95

(A) Cette recette sera effectuée ultérieurement.

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS sur les constatés.	RESTES à recouvrer sur les droits constatés.	RÈGLEMENT DES RECETTES.		
		Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1886.
250,322' 73"	"	"	"	7,250,322' 73"
316,812 18	"	"	"	316,812 18
719,065 00	"	169,065' 00"	"	3,719,065 00
230,650 00	"	29,000 00	"	230,650 00
"	"	"	46,900' 00"	"
34,037 74	"	"	467 26	34,037 74
7,286 33	"	"	216 67	7,286 33
97,933 33	"	18,533 33	"	52,933 33
11,000 00	"	"	"	14,000 00
11,800 00	"	"	"	14,800 00
"	"	"	300,000 00	"
3,135 00	"	135 00	"	3,135 00
57,372 15	"	"	"	57,372 15
129,652 42	"	"	45,774 58	129,652 42
628,131 14	"	0 14	"	4,628,131 14
6,463 10	"	"	"	6,463 10
1,053,964 86	"	207,019 86	"	1,053,964 86
83,969 72	"	"	"	83,969 72
326,121 77	"	"	"	326,121 77
74,938 56	"	"	"	74,938 56
864 22	"	"	"	864 22
637,000 00	"	"	400,000 00	637,000 00
47,000 00	"	"	"	47,000 00
"	"	"	947,500 00	"
356,942 54	"	"	384,614 92	356,942 54
8,106 58	"	"	"	8,106 58
4971,373 54	"	3,620,627 32	10,009,893 28	58,971,373 64
		6,389,265' 96"		

DITIONNELLES.

3,527,616' 00"	"	"	"	3,527,616' 00"
237,339 71	"	"	606,295' 29"	237,339 71
3,764,955 71	"	"	606,295 29	3,764,955 71
		606,295' 29"		

RECETTES.

Fonds généraux reportés de l'exercice 1885. (Cadastre.)..... 94

Recouvrements effectués sur droits constatés au profit du budget ordinaire de l'exercice 1885 :

\$ 1 ^{er} . — Impôts directs	433,752,421 ⁶ 70 ^e	} 2,936,521,114 73
\$ 2. — Produits lomaniaux.....	42,007,481 08	
\$ 3. — Impôts et revenus indirects	2,307,603,853 74	
\$ 4. — Divers revenus	94,185,984 67	
\$ 5. — Produits divers du budget.....	58,971,373 54	

Recettes exceptionnelles :

Prélèvement sur les rentes de la dotation de l'armée. (Loi du 21 mars 1884).....	3,527,616 ⁶ 00 ^e	} 3,764,955 71
Prélèvement sur le prêt de 80 millions de la Banque de France pour faire face à une partie des dépenses de l'Exposition universelle de 1889. (Loi du 6 juillet 1886).....	237,339 71	

2,940,286,070 44 2,940,286,070

2,941,227,7

A déduire :

Fonds généraux transportés au budget ordinaire de l'exercice 1887. (Cadastre.) ... 935,7

TOTAL des recettes 2,940,291,9

DE L'EXERCICE 1886.

DÉPENSES.

effectués sur les droits constatés à la charge du budget
de l'exercice 1886 :

Partie. — Dette publique, dotations et dépenses des pou- voirs législatifs	1,344,990,064 ¹ 37 ²
Partie. — Services généraux des ministères.....	1,364,292,977 45
Partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.....	332,345,501 07
Partie. — Remboursements et restitutions, non-valeurs et pénalités.....	22,799,765 12
TOTAL des dépenses.....	3,064,428,308 01 3,064,428 30
Montant des dépenses du budget ordinaire.....	124,136,321

TABEAU E.

Situation générale des dépenses de

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS	DÉPENSES	PAYEMENTS
		accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	effectués — les ordonnances des ministres.

SITUATION GÉNÉRALE

Ministère de la guerre	78,567,590 ⁴⁴	66,759,811 ⁶³	66,195,7
Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes. (Service des beaux-arts.)	2,454,542 61	2,314,733 64	2,314,7
Ministère des travaux publics.....	169,344,261 04	163,213,080 09	160,623,3
TOTAUX	250,366,394 09	232,287,625 36	229,123,3

MINISTÈRE DE LA GUERRE

1 Artillerie.....	31,030,530 ⁰⁸	26,849,578 ⁵⁸	26,685,3
2 Génie.....	28,241,111 54	26,974,460 37	26,926,4
3 Subsistances.....	2,223,304 88	497,792 79	477,7
4 Hôpitaux militaires.....	379,035 43	235,480 73	235,4
5 Remontes	325,290 00	192,941 18	189,4
6 Habillement.....	14,102,513 94	10,475,472 28	10,182,8
7 Transports généraux.....	27,388 33	27,383 00	27,3
8 Dépôt de la guerre.....	2,138,556 24	1,506,702 70	1,468,7
9 Indemnités pour les armes réintégrées dans les arsenaux.....	99,860 00	.	.
TOTAL.....	78,567,590 44	66,759,811 63	66,195,7

IRE.

de l'exercice 1886.

Comptes non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	RÈGLEMENT DES CRÉDITS.			OBSERVATIONS.
	Annulations, sauf réouverture aux exercices suivants, par des lois spéciales.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1886.	
	Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.		

ENSES.

521	.	11,807,778 ⁸¹	564,423 ²⁴	66,195,388 ³⁹
4 ⁷⁶	.	139,804 21	.	2,314,733 64
5 33	.	6,131,180 95	2,589,695 33	160,623,384 76
4 76	.	18,078,763 97	3,154,118 57	229,133,506 79
		21,232,882 ⁵⁴		
		21,232,882 ⁵⁴		

ENSES.

1,182,951 ⁵⁰	.	163,121 ²⁵	26,686,457 ⁵⁸
1,266,651 17	.	48,019 09	26,926,441 28
1,722,518 ⁰⁹	.	20,527 84	477,264 95
143,554 70	.	10 59	256,470 24
132,348 82	.	3,507 04	189,434 14
3,247,040 66	.	291,254 80	10,124,207 42
5 33	.	.	27,383 00
632,253 54	.	37,982 63	1,468,720 07
99,860 00	.	.	.
11,807,778 81	.	564,423 24	66,195,388 39
		12,372,202 ⁰⁵	

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS	DÉPENSES	PAYEMENTS
		accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	effectués — les ordres — —

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

1	Reconstruction de l'hôtel des postes.....	886,000'00 ^c	885,995'24 ^c	885,995'24 ^c
2	Installation et agrandissement de divers ministères.....	811,077 07	808,416 91	808,416 91
3	Agrandissement du poste central des télégraphes..	427,465 54	334,986 68	334,986 68
4	Agrandissement de l'école nationale des beaux-arts.	330,000 00	275,334 81	275,334 81
	TOTAL.....	2,454,542 61	2,314,733 64	2,314,733 64

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

1	Personnel des ingénieurs des ponts et chaussées attachés aux services des travaux extraordinaires.....	836,100'00 ^c	836,063'08 ^c	836,063'08 ^c
2	Personnel des sous-ingénieurs des ponts et chaussées attachés aux services des travaux extraordinaires.....	27,400 00	24,432 13	24,432 13
3	Personnel des conducteurs des ponts et chaussées attachés aux services des travaux extraordinaires.....	2,296,000 00	2,293,880 62	2,293,880 62
4	Personnel des employés secondaires des ponts et chaussées attachés aux services des travaux extra- ordinaires.....	1,263,000 00	1,263,201 02	1,263,201 02
5	Amélioration des rivières.....	11,883,265 60	11,863,094 62	11,853,094 62
6	Établissement et amélioration des canaux de na- vigation.....	15,901,189 74	15,730,346 80	15,700,346 80
7	Amélioration et achèvement des ports maritimes...	32,288,112 07	32,217,966 95	32,190,966 95
8	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	94,291,911 21	92,531,721 24	90,015,721 24
9	Rachat de lignes de chemins de fer.....	1,260,000 00	36,518 90	36,518 90
10	Travaux de réfection et de parachèvement des lignes exploitées par l'administration des chemins de fer de l'État.....	4,571,853 64	4,480,866 32	4,463,866 32
11	Travaux extraordinaires en Algérie (ports, phares et fanaux).....	1,990,000 00	1,935,988 41	1,935,988 41
12	Remboursements aux compagnies des frais d'achève- ment des lignes rachetées en 1878.....	2,735,428 78		
	TOTAL.....	169,344,261 04	163,213,080 09	160,623,080 09

de l'exercice 1886.

RÈGLEMENT DES CRÉDITS.				
CREDITS non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Annulations, sauf réouverture aux exercices suivants, par des lois spéciales.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1886.	OBSERVATIONS.
	Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.		

ARTS ET DES CULTES.

	4 ^e 76 ^e	"	"	885,995 ^e 14 ^e
	"	2,660 ^e 16 ^e	"	808,416 94
	"	82,478 86	"	344,986 68
	"	54,665 19	"	275,334 81
	4 76	139,804 21	"	2,314,733 64
		139,804 ^e 21 ^e		

PUBLICS.

	"	36 ^e 92 ^e	"	836,063 ^e 08 ^e
	"	2,967 87	"	24,432 13
100 ^e 00 ^e	"	2,119 38	1,100 ^e 00 ^e	2,292,780 62
50 00	"	798 98	250 00	1,261,951 02
23 87	"	20,170 98	10,723 87	11,852,370 75
100 33	"	170,842 94	25,800 33	15,704,546 47
124 14	"	70,145 12	18,384 14	32,199,582 81
109 33	"	1,760,189 97	2,516,299 33	90,015,421 91
"	"	1,223,481 10	"	36,518 90
1137 66	"	90,987 32	17,137 66	4,463,728 66
"	"	54,011 59	"	1,935,988 41
"	"	2,735,428 78	"	"
164 33	"	6,131,180 95	2,599,695 33	160,623,384 76
		8,720,876 ^e 28 ^e		

TABLEAU F.

Situation générale des

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS accordés par le budget primitif. — Loi du 22 mars 1884.	CRÉDITS ouverts ou annulés par des lois votées ou en projet.		(Versement en c. Crédits ouverts.)
		Crédits ouverts.	Crédits annulés.	
Ministère de la guerre.....	73,369,800 ^f 00 ^c	30,661,005 ^f 76 ^c	27,880,000 ^f 00 ^c	
Ministère de l'instruction publique et des beaux arts. (Service des beaux- arts.)	"	2,899,542 61	445,000 00	
Ministère des travaux publics.....	90,138,400 00	5,704,791 09	"	41,254
TOTAUX.....	163,508,200 00	39,265,339 46	28,325,000 00	41,254
		10,940,339 ^f 46 ^c		

TOTAL des crédits modifiés		CREDITS ouverts ou annulés par des décrets de fonds de concours pour travaux publics extraordinaires.			CREDITS servant de base au compte définitif du budget extraordinaire de l'exercice 1886.	
Crédits reportés exercices précédents.	Crédits transportés aux exercices suivants.	Crédits ouverts.	Crédits reportés des exercices précédents.	Crédits transportés aux exercices suivants.		
•	•	76,150,805 ⁷⁰	2,347,294 ⁶⁸	1,073,290 ⁰⁰	1,003,800 ⁰⁰	78,567,590 ⁴⁴
•	•	2,454,542 61	•	•	•	2,454,542 61
149,198,162 74	•	22,079,835 51	11,715,732 22	13,649,469 43	169,344,261 04	
227,803,511 11	•	24,427,130 19	12,789,022 22	14,653,269 43	250,366,394 09	
		37,216,152 ⁴¹				
		22,562,882 ⁹⁸				
		86,858,194 ⁰⁹				

TABLEAU G.

Situation générale des r

DÉSIGNATION DES PRODUITS.

Produit de l'émission d'obligations du Trésor public à court terme (émission de 1885).....	
Produit de l'emprunt de 350 millions en rentes 3 p. o/o amortissables (émission de 1884).....	
Prêt de 80 millions fait à l'État par la Banque de France.....	
Produit de l'emprunt de 500 millions en rentes 3 p. o/o (émission de 1886).....	
Produit des fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer, en exécution des conventions de 1883.....	
Produit des fonds de concours versés par divers pour travaux publics extraordinaires.....	
TOTAL.....	

TABLEAU H.

Résultat du budget extraordi

RECETTE.

Recouvrements effectués sur droits constatés au profit du budget extraordinaire de l'exercice 1883.....	
Produit de l'émission d'obligations du Trésor public à court terme (émission de 1885).....	23,314,513
Produit de l'emprunt de 350 millions en rentes 3 p. o/o amortissables (émission de 1884).....	23,731,275
Prêt de 80 millions fait à l'État par la Banque de France.....	1,468,733
Produit de l'emprunt de 500 millions en rentes 3 p. o/o (émission de 1886).....	106,461,311
Produit de fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883.....	51,594,781
Produit des fonds de concours versés par divers pour travaux publics extraordinaires.....	22,562,882
TOTAL des recettes.....	229,133,506

extraordinaire.

	MOIS constatés à la charge des redevables de l'État.	RECouvreMENTS effectués.	RESTES à recouvrer sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	RÈGLEMENT DES RECETTES.	
				Annulation de recettes évaluées au budget extraordinaire de 1886 pour faire face à des crédits restés sans emploi et dont l'affectation est fixée par des lois spéciales.	PRODUITS définitifs de l'exercice 1886.
1887	23,314,523 ^f 78 ^c	23,314,523 ^f 78 ^c	*	*	23,314,523 ^f 78 ^c
1887	23,731,273 07	23,731,273 07	*	*	23,731,273 07
1887	1,468,733 64	1,468,733 64	*	139,808 ^f 97 ^c	1,468,733 64
1887	106,461,311 64	106,461,311 64	*	19,332,888 36	106,461,311 64
1887	51,594,781 68	51,594,781 68	*	1,760,189 97	51,594,781 68
1887	22,562,882 98	22,562,882 98	*	*	22,562,882 98
1887	229,133,506 79	229,133,506 79	*	21,232,887 30	229,133,506 79

exercice 1886.

DÉPENSE.

..... effectués sur les droits constatés à la charge du budget extraordinaire de l'exercice 1886 :

..... Ministère de la guerre.....	66,195,388 ^f 39 ^c
..... Ministère de l'instruction publique, des cultes et des beaux-arts. (Service des beaux-arts.).....	2,314,733 64
..... Ministère des travaux publics.....	160,613,381 76
TOTAL des dépenses.....	229,133,506 79
BALANCE.....	*

TABLEAU I.

Situation générale des dépenses de

DÉNOMINATION DES CHAPITRES.	CRÉDITS accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	CRÉDITS accusés par le budget primitif et par des lois spéciales.
Ministère des finances.....	207,835,799 ¹ 73 ⁵	200,400,000
Ministère de l'intérieur. { Service du ministère de l'intérieur.....	306,841,520 95	259,000,000
{ Service du gouvernement général de l'Algérie.....	4,466,150 49	4,000,000
Ministère de la marine et des colonies.....	524,743 57	150,000,000
Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes. — Service de l'instruction publique.....	22,712,224 56	15,100,000
Ministère de l'agriculture.....	2,566,693 90	1,000,000
TOTAL.....	544,947,133 20	481,500,000

CONTRIBUTIONS DIRECTES : TAXES PERÇUES EN VERTU DE RÔLES SPÉCIAUX D'IMPOSITIONS EXTRAORDINAIRES, DÉPARTEMENTALES ET COMMUNALES.		
Rôles spéciaux. — Frais d'impression et de confection	22,486 ¹ 31 ⁵	10,000,000
Avertissements. — Frais d'impression et d'expédition	16,741 15	10,000,000
Frais de distribution du premier avertissement	445,244 78	10,000,000
Frais d'arpentage et d'expertise. (Cadastré.)	352,233 09	10,000,000
Attribution aux chefs collecteurs du 10 ^e du principal de l'impôt arabe	1,655,554 41	1,500,000
Service de la propriété individuelle indigène en Algérie.....	1,689,598 03	750,000
Restitutions sur contributions directes (a)	180,136,100 74	180,000,000
Dégrèvements, non-valeurs et frais de rôles (b)	23,517,841 22	17,300,000
TOTAL du budget sur ressources spéciales ..	207,835,799 73	300,400,000

RESSOURCES SPÉCIALES.

ressources spéciales de l'exercice 1886.

PAIEMENTS effectués sur prestations des ministres.	RESTES à payer à la clôture de l'exercice.	RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
		Crédits transportés au budget de l'exercice 1887.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1886.
		Crédits applicables au service départemental.	Crédits applicables à divers services spéciaux.	

DEPENSES.

200,409,006 46	"	219,882 42	7,206,910 85	200,409,006 46
29,437,986 55	"	47,403,534 40	"	29,437,986 55
14,051,606 94	"	414,543 55	"	4,051,606 94
132,771 19	"	"	391,972 38	132,771 19
18,339,996 80	"	4,372,227 96	"	18,339,996 80
2,092,814 51	"	"	473,879 39	2,092,814 51
484,464,182 25	"	59,420,186 33	8,072,762 62	484,464,182 25
		60,482,950 95		

FINANCES.

19,748 08	"	"	2,738 23	19,748 08
14,899 80	"	"	1,841 35	14,899 80
442,928 25	"	"	2,316 53	442,928 25
132,350 67	"	219,882 42	"	132,350 67
1,519,817 18	"	"	135,737 23	1,519,817 18
788,682 48	"	"	900,915 55	788,682 48
180,098,757 01	"	"	37,843 78	180,098,757 01
17,391,822 99	"	"	6,126,018 23	17,391,822 99
200,409,006 46	"	219,882 42	7,206,910 85	200,409,006 46
		7,426,793 27		

MINISTÈRE

(a) DÉVELOPPEMENT DU CHAPITRE 7.

1. Contribu- tions directes.	§ 1 ^{er} . Restitution du produit des centimes additionnels im- posés pour dépenses ordinaires des communes.....	12,000
	§ 2. Restitution pour dépenses extraordinaires des communes...	124,615
	§ 3. Restitution pour dépenses ordinaires des chemins vicinaux.	14,805
	§ 4. Restitution pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 16 juin 1881, art. 2.).....	14,295
	§ 5. Restitution pour frais de perception de diverses impositions communales.....	5,099
	§ 6. Restitution des 8 centimes du principal des patentes attri- bués aux communes.....	6,516
	§ 7. Restitution pour dépenses des bourses et chambres de commerce.....	757
	§ 8. Restitution de l'augmentation du produit des patentes at- tribuée au compte spécial établi en exécution de l'article 19 de la loi du 18 juillet 1866 sur les courtiers de marchan- dises.....	1,481
2. Taxes assimilées.	§ 1 ^{er} . Restitution du vingtième du principal attribué aux com- munes.....	569
	TOTAL du chapitre 7.....	180,130

(b) DÉVELOPPEMENT DU CHAPITRE 8.

Contribu- tions directes.	§ 1^{er}. Dégrèvements, non-valeurs et frais de rôles concernant les contributions de répartition. (Réimpositions. — Centimes additionnels sur le principal et sur le montant des impositions départementales et communales : 1^{er} pour les contributions foncière et personnelle-mobilière, 1 centime ; 2^e pour la contribution des portes et fenêtres, 3 centimes.).....	1^{er} Dégrèvements et non-valeurs sur les contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres. Dépenses accessoires relatives à ce service. 2^e Frais d'impression et de confection des rôles généraux et supplétifs, ainsi que des avertissements des contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres.	16,168
	§ 2. Dégrèvements, non-valeurs et frais de rôles concernant la contribution des patentes (5 centimes additionnels sur le principal et sur le montant des impositions départementales et communales. Prélèvement sur le principal en cas d'insuffisance du produit des 5 centimes).....	1^{er} Dégrèvements, non-valeurs sur la contribution des patentes. Frais d'impression et de confection des formules Frais d'impression des bulletins de recensement 2^e Frais d'impression et de confection des rôles primitifs et supplémentaires de patentes (y compris les rôles des contributions personnelle-mobilière et des patentes, ainsi que des avertissements y relatifs).	6,590
Taxes assimilées.	Dégrèvements. Frais d'assiette et frais de confection des rôles (5 centimes additionnels au principal. Prélèvement sur le principal en cas d'insuffisance du produit des 5 centimes).....		658

		(a) DÉVELOPPEMENT DU CHAPITRE 7.		
1. Contribu- tions directes.	§ 1 ^{re} .	Restitution du produit des centimes additionnels im- posés pour dépenses ordinaires des communes.....	12,000	
	§ 2.	Restitution pour dépenses extraordinaires des communes...	124,614	
	§ 3.	Restitution pour dépenses ordinaires des chemins vicinaux.	14,820	
	§ 4.	Restitution pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 16 juin 1881, art. 2.).....	14,290	
	§ 5.	Restitution pour frais de perception de diverses impositions communales.....	5,000	
	§ 6.	Restitution des 8 centimes du principal des patentes attri- bués aux communes.....	6,510	
	§ 7.	Restitution pour dépenses des bourses et chambres de commerce.....	757	
	§ 8.	Restitution de l'augmentation du produit des patentes at- tribuée au compte spécial établi en exécution de l'article 19 de la loi du 18 juillet 1866 sur les courtiers de marchan- dises.....	1,480	
2. Taxes assimilées.	§ 1 ^{re} .	Restitution du vingtième du principal attribué aux com- munes.....	500	
		TOTAL du chapitre 7.....	180,190	
		(b) DÉVELOPPEMENT DU CHAPITRE 8.		
Contribu- tions directes.	§ 1 ^{re} .	Dégrèvements, non- valeurs et frais de rôles con- cernant les contributions de répartition. (Réimposi- tions. — Centimes addition- nels sur le principal et sur le montant des impositions départementales et commu- nales : 1 ^{re} pour les contribu- tions foncière et person- nelle-mobilière, 1 centime ; 2 ^{re} pour la contribution des portes et fenêtres, 3 cen- times.).....	1^{re} Dégrèvements et non-valeurs sur les contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres. Dépenses accessoires relatives à ce ser- vice..... 2^{re} Frais d'impression et de con- fection des rôles généraux et supplétifs, ainsi que des aver- tissemens des contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres.....	16,200
	§ 2.	Dégrèvements, non- valeurs et frais de rôles con- cernant la contribution des patentes (5 centimes addi- tionnels sur le principal et sur le montant des imposi- tions départementales et communales. Prélèvement sur le principal en cas d'in- suffisance du produit des 5 centimes).....	1^{re} Dégrèvements, non-valeurs sur la contribution des pa- tentes. Frais d'impression et de confection des formules Frais d'impression des bulle- tins de recensement..... 2^{re} Frais d'impression et de con- fection des rôles primitifs et supplémentaires de patentes (y compris les rôles des con- tributions personnelle-mobi- lière et des patentes, ainsi que des avertissemens y relatifs).	6,590
Taxes assimilées.	Dégrèvements. Frais d'assiette et frais de confection des rôles (5 centimes additionnels au principal. Prélèvement sur le prin- cipal en cas d'insuffisance du produit des 5 centimes).....		658	
		TOTAL du chapitre 8.....	23,517	

	PAYEMENTS effectués SUR les ordonnances des ministres.	RESTES à payer à la clôture de l'exercice.	RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
			Crédits transportés au budget de l'exercice 1887.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1886.
			Crédits applicables au service départemental.	Crédits applicables à divers services spéciaux.	
12,004,735 ^f 16 ^c	12,004,735 ^f 16 ^c	.	.	339 ^f 10 ^c	12,004,734 ^f 16 ^c
124,607,451 75	124,607,451 75	.	.	7,784 29	124,607,451 75
14,824,910 87	14,824,910 87	.	.	252 49	14,824,910 87
14,295,377 04	14,295,377 04	.	.	166 81	14,295,377 04
5,064,217 66	5,064,217 66	.	.	5,566 07	5,064,217 66
6,516,103 42	6,516,103 42	.	.	439 66	6,516,103 42
735,852 73	735,852 73	.	.	21,463 10	735,852 73
1,481,842 75	1,481,842 75	.	.	.	1,481,842 75
568,265 63	568,265 63	.	.	1,332 16	568,265 63
180,098,757 01	180,098,757 01	.	.	37,343 73	180,098,757 01
10,142,425 57	10,142,425 57	.	.	6,126,018 23	10,142,425 57
6,590,918 72	6,590,918 72	.	.	.	6,590,918 72
658,478 70	658,478 70	.	.	.	658,478 70
17,391,822 99	17,391,822 99	.	.	6,126,018 23	17,391,822 99

ES. (Suite.)

MINISTÈRE

SERVICE DU

1	Dépenses ordinaires	163,50
2	Dépenses extraordinaires	143,50
		306,50

SERVICE DU GOUVERNEMENT

1	Service de l'assistance hospitalière en Algérie.....	3,20
2	Restitution et non-valeurs sur la contribution foncière établie sur les propriétés bâties en Algérie.....	1,17
		4,37

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Uniq.	Transportation. — Travail des condamnés. — Salaires	5,00
-------	---	------

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

1	Dépenses de l'instruction primaire imputables sur les fonds départementaux.....	22,50
2	Dépenses de l'instruction primaire imputables sur les fonds spéciaux des écoles normales primaires.....	1,17
		22,71

MINISTÈRE

Uniq.	Secours spéciaux pour pertes matérielles et événements malheureux.....	2,50
-------	--	------

PAIEMENTS effectués sur les ordonnances des ministres.	RESTES à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits transportés au budget de l'exercice 1887.	
		Crédits applicables au service d'administration.	Crédits applicables à divers services spéciaux.

145,676,259⁸²
113,761,726⁷³
259,437,986⁵⁵

"
"
"

17,655,466⁴⁵
29,748,067⁹⁵
47,403,534⁴⁰

47,403,534⁴⁰

ALGÉRIE.

2,903,321⁶⁷
1,148,285²⁷
4,051,606⁹⁴

"
"
"

383,864²⁴
30,679³¹
414,543⁵⁵

414,543⁵⁵

ONIES.

19 | 132,771¹⁹

"

391,972³⁰

391,972³⁸

ARTS ET DES CULTES.

ON PUBLIQUE.

18,177,796⁹⁷
162,199⁶³
18,339,996⁶⁰

"
"
"

4,355,981⁸⁷
16,246⁰⁹
4,372,227⁹⁶

4,372,227⁹⁶

TURE.

2,092,814⁵¹

"

473,879³⁹

473,879³⁹

TABEAU J.

Situation générale des crédits de

MINISTÈRES ET SERVICES.		CRÉDIT accrédité par le ministère
Ministère des finances.....		187,750,000
Ministère de l'intérieur.....	Service du ministère de l'intérieur ...	261,784,000
	Service du gouvernement général de l'Algérie	3,750,000
Ministère de la marine et des colonies.....		406,000,000
Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes (Service de l'instruction publique.).....		15,970,000
Ministère de l'agriculture.....		2,379,000
TOTAL.....		472,046,000

spéciales.

MODIFICATIONS résultant de la réalisation des ressources spéciales.		CRÉDITS REPORTÉS de l'exercice 1884 pour le service départemental et pour divers services spéciaux.	CRÉDITS servant de base au compte définitif du budget sur ressources spéciales de l'exercice 1886.	OBSERVATIONS.
	Diminutions.			
5,73 ^f 99°	"	8,659,287 ^f 74°	207,835,799 ^f 73°	
1,102 67	"	44,265,248 28	306,841,520 95	
"	308,881 ^f 84°	1,034,913 33	4,466,150 49	
"	49,689 35	168,432 92	524,743 57	
1,551 96	"	4,170,712 70	22,712,224 56	
3,566 10	"	183,477 80	2,566,693 90	
4,776,394 62	358,571 19	58,482,072 77	544,947,133 20	
14,418,323 ^f 43°				

TABLEAU K.

Situation générale des recettes

DÉNOMINATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS	
	des	produits.
S 1 ^{re} — II		
CONTRIBUTIONS DIVERSES		
Fonds pour dépenses départementales.....	173,521,515 ¹ 15 ⁰	173,521,515 ¹ 15 ⁰
Fonds pour dépenses communales.....	178,047,483 05	178,047,483 05
Fonds pour rachat des offices de courtiers de marchandises.....	1,481,842 75	1,481,842 75
Fonds pour secours spéciaux à l'agriculture.....	2,383,216 10	2,383,216 10
Fonds de non-valeurs.....	13,623,254 65	13,623,254 65
Fonds de réimpositions.....	1,755,808 44	1,755,808 44
Fonds pour frais de confection de rôles spéciaux d'impositions extraordinaires.....	19,769 65	19,769 65
Portion de la taxe de premier avertissement imputables sur fonds spéciaux	424,683 36	424,683 36
TOTAL (1).....	371,257,578 15	371,257,578 15
TAXES SPÉCIALES ASSIMILÉES		
Frais de premier avertissement de la taxe des biens de mainmorte....	6,488 ¹ 80 ⁰	6,488 ¹ 80 ⁰
Frais de premier avertissement de redevances des mines.....	64 65	64 65
Contributions sur les voitures, chevaux, mules et mulets.	Fonds de 1/20^e attribué aux communes sur le principal de la contribution.....	568,266 80
	Fonds de non-valeurs (5 centimes par franc du principal).....	658,478 70
	Portion de la taxe de premier avertissement (2/5)	22,634 58
Frais de premier avertissement de la taxe des billards.....	4,449 65	4,449 65
Frais de premier avertissement de la taxe sur les abonnés des cercles, sociétés et lieux de réunion.....	261 85	261 85
TOTAL.....	1,260,639 03	1,260,639 03

Spéciales de l'exercice 1886.

RESTES à recouvrer sur les droits constatés.	PRODUITS définitifs de l'exercice 1886.	OBSERVATIONS.
---	--	---------------

(ANAL.)

173,521,515 ¹⁵	.
178,047,483 05	.
1,481,842 75	.
2,383,216 10	.
12,623,254 65	.
1,755,808 44	.
19,769 65	.
424,683 36	-
371,257,573 15	.

(1) DÉVELOPPEMENT PAR NATURE DE CONTRIBUTION.

Contribution foncière.	Propriétés non bâties.....	132,485,977 ¹⁸
	Propriétés bâties.....	66,310,788 92
Contribution personnelle et mobilière.....		67,125,586 31
Contribution des portes et fenêtres.....		33,031,214 28
Contribution des patentes.....		71,879,328 10
Taxe de premier avertissement.....		424,683 36

371,257,573 15

(Voir le compte définitif des recettes de 1886.)

PRODUITS DÉFINITIFS (FONDS SPÉCIAUX.)

6,483 ⁸⁰	.
64 65	.
568,265 80	.
658,478 70	.
22,634 58	.
4,449 65	.
261 85	.
1,260,639 03	.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	EVALUATIONS	
	des	
	produits.	droits

CONTRIBUTIONS D

Contributions foncières sur les propriétés bâties (Centimes additionnels ordinaires et extraordinaires et centimes pour fonds de non-valeurs). (Loi du 23 décembre 1884.).....	1,178,964 ⁵⁸	1,17
CENTIMES		
Centimes additionnels pour le service de l'assistance hospitalière (6 cent.).....	873,518 ⁵⁴	87
Centimes additionnels pour la constitution de la propriété individuelle indigène (4 cent. en territoire arabe et 20 cent. en territoire kabyle).....	866,332 ⁹²	86
Dixième du principal des impôts arabes attribué aux chefs collecteurs.....	1,546,836 ³⁰	1,54
TOTAL.....	3,286,687 ⁷⁶	3,28
TOTAL du paragraphe 1 ^{er}	376,983,864 ⁵²	376,9

§ 3. —

PRODI

Décime sur le principal des droits d'enregistrement établi par la loi du 29 juillet 1882, au profit du service de l'assistance hospitalière en Algérie.....	383,336 ⁷⁵	38
---	-----------------------	----

§ 5. — PR

Ministère de l'intérieur. { Produits éventuels ordinaires.....	57,099,761 ⁹⁰	57,09
Ministère de l'instruction publique. { Produits éventuels extraordinaires.....	47,021,236 ⁰⁴	47,02
{ Ressources spéciales pour dépenses des écoles normales primaires.....	163,579 ⁴⁰	16
{ Produits div. spéciaux applicables à l'instr. publique.....	3,382,048 ⁸⁹	3,38
TOTAL.....	107,666,626 ²³	107,66

PRODUITS AFFECTÉS AU SEM

Contribution de guerre de 1871. (Loi du 17 avril 1880.).....	128,915 ⁶⁷	12
Part contributive des communes dans les dépenses du service médical de colonisation.....	100,096 ²⁶	10
Recettes accidentelles.....	463,056 ⁰⁰	46
Remboursements par les communes des frais de traitement des malades domiciliés, admis dans les hôpitaux militaires.....	248,694 ⁴⁶	24
Remboursements par les hospices civils des avances faites à la charge de remboursement.....	54,654 ⁹⁰	5
TOTAL.....	995,417 ²⁹	99

DIVERS PR

Transportation. — Produit du travail des condamnés (70 p. 100).....	356,310 ⁶⁵	35
Fonds avancés pour dépenses cadastrales.....	79,504 ⁹⁹	7
TOTAL.....	435,815 ⁶⁴	43
TOTAL du paragraphe 5.....	109,097,859 ¹⁶	109,09
TOTAL GÉNÉRAL des ressources spéciales.....	486,465,060 ⁴³	486,46
Fonds reportés de l'exercice 1885 pour le service départemental et divers services spéciaux.....	58,482,072 ⁷²	58,48
	44,947,433 ²⁰	44,94

173 des droits constatés.	RESTES à recouvrer sur les droits constatés.	Produits définitifs de l'exercice 1886.	OBSERVATIONS.
--	--	---	---------------

1,178,964 ^f 58 ^c	-	1,178,964 ^f 58 ^c	
873,518 ^f 54 ^c	-	873,518 ^f 54 ^c	
866,332 92	-	866,332 92	
546,836 30	-	1,546,836 30	
3,286,687 76	-	3,286,687 76	
376,983,864 52	-	376,983,864 52	

ETS.

EMENT.

383,336 ^f 75 ^c	-	383,336 ^f 75 ^c	
--------------------------------------	---	--------------------------------------	--

SPÉCIAUX.

LEMENTAUX.

57,498,761 90	-	57,498,761 90	
47,021,236 04	-	47,021,236 04	
183,579 40	-	183,579 40	
3,382,048 89	-	3,382,048 89	
107,666,626 23	-	107,666,626 23	

STANCE HOSPITALIÈRE EN ALGÉRIE.

128,915 67	-	128,915 67	
100,096 26	-	100,096 26	
463,066 00	-	463,066 00	
248,694 46	-	248,694 46	
54,654 90	-	54,654 90	
995,417 29	-	995,417 29	

AUX.

356,310 65	-	356,310 65	
79,504 99	-	79,504 99	
435,815 64	-	435,815 64	
109,097,859 16	-	109,097,859 16	
486,466,060 43	-	486,466,060 43	
	-	58,482,072 77	
	-	544,947,133 20	

Résultat du budget sur ressources spéciales de l'exercice 1886.

TABIEAU L.

RECETTES.

Fonds reportés de l'exercice 1885 pour le service départemental et pour divers services spéciaux.....		58,482,072 ¹⁷
Recouvrements effectués sur droits constatés au profit du budget sur ressources spéciales de l'exercice 1886 :		
\$ 1 ^{re} . — Impôts directs.....	376,983,864 ¹⁵²	
\$ 3. — Impôts indirects.....	383,336 75	
\$ 5. — Produits divers spéciaux.....	109,097,859 16	
	486,465,060 43	486,465,060 43
ENSEMBLE.....		544,947,133 20
A déduire : Fonds transportés au budget sur ressources spéciales de l'exercice 1887 pour le service départemental et pour divers services spéciaux...		60,482,950 95
TOTAL des recettes.....		484,464,182 25

DÉPENSES.

Payements effectués sur les droits constatés à la charge du budget sur ressources spéciales de l'exercice 1886 :		
Ministère des finances	200,409,006 ¹⁴⁶	
Ministère de l'intérieur. {		
Service du ministère de l'intérieur.....	259,437,986 55	
Service du gouvernement général de l'Algérie....	4,051,606 94	
Ministère de la marine et des colonies.....	132,771 19	
Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes. (Service de l'instruction publique.)...	18,339,996 60	
Ministère de l'agriculture	2,092,814 51	
TOTAL des dépenses.....	484,464,182 25	484,464,182 25
BALANCE.....		

MINISTÈRES ET SERVICES

Ministère des finances. — Fabrication des monnaies et médailles.....

Ministère des finances. — Caisse nationale d'épargne.....

Ministère de la justice. — Imprimerie nationale.....

Ministère de la justice. — Légion d'honneur..... 16,5

Ministère de la guerre. — Caisse de la dotation de l'armée..... 1,364

Ministère de la marine. — Caisse des invalides de la marine... 13,056,

Ministère du commerce. — École centrale des arts et manufactures..... 1,105,85

Ministère des travaux publics. — Chemins de fer de l'État.... 29,069,88

TOTAUX..... 75,843,351

BUDGETS ANNEXES RATTACHÉS POUR ON

FABRICATION

RÈGLE

CHAPITRES spéciaux.	NATURE DES PRODUITS.	ÉVALUATION des produits
1	Prélèvements pour frais de fabrication des monnaies.....	132,00
2	Produit des tolérances en faiblesse sur le titre et le poids des monnaies.....	10,00
3	Prix de la matière.....	1,000,00
4	Frais de fabrication des médailles d'or et d'argent...	166,00
5	Produit de la vente des médailles.....	100,00
6	Médailles et jetons de bronze.....	100,00
6	Recettes accessoires.....	44,00
7	Produit des poinçons de garantie remboursés par l'administration des contributions indirectes.....	22,00
8	Droits d'essai.....	10,00
9	Droits sur les certificats délivrés aux essayeurs du commerce.....	1,00
10	Produit brut de l'émission des monnaies de bronze.....	100,00
11	Recettes accidentelles.....	Mémor.
		TOTAUX..... 1.975,300

BILAN GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1886.

BILAN ET MÉDAILLES.

BILAN.

N°	DIFFÉRENCES par rapport aux évaluations.		MONTANT des recouvrements représentant les recettes définitives de l'exercice 1886.	OBSERVATIONS.
	Augmentations.	Diminutions.		
105 ⁰³	"	287,929 ⁹⁸	144,328 ⁰²	
106 53	"	8,353 47	1,646 53	
107 74	"	243,769 26	756,230 74	
108 03	12,306 ⁰³	"	178,306 03	
109 31	"	30,380 69	69,619 31	
110 20	81,341 20	"	125,341 20	
111 29	4,086 29	"	26,086 29	
112 60	"	86 40	13 60	
113 00	"	450 00	550 00	
114 00	"	"	200,000 00	
115 51	9,447 52	"	9,447 52	
116 24	107,181 04	570,969 80	1,511,569 24	
	463,788 ⁷⁶			

CHAPITRES spéciaux.	DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	
CHAPITRE I^{er}.		
DÉPENSES FIXES D'ADMINISTRATION ET D'EXPLOITATION.		
1	Personnel.....	205
2	Matériel.....	65
CHAPITRE II.		
DÉPENSES D'EXPLOITATION NON SUSCEPTIBLES D'UNE ÉVALUATION FIXE.		
1	Personnel.....	88
2	Matériel.....	130
CHAPITRE III.		
DÉPENSES ÉVENTUELLES.		
Uniq.	Indemnités pour travaux extraordinaires, secours, etc.....	10
CHAPITRE IV.		
DÉPENSES D'ORDRE.		
Uniq.	Achat d'or et d'argent pour la fabrication des médailles.....	1,000
CHAPITRE V.		
Uniq.	Service des monnaies de bronze.....	87
CHAPITRE VI.		
Uniq.	Application au Trésor. (Excédent des recettes sur la fabrication des monnaies et médailles et produit net de l'émission des monnaies de bronze.....)	
	5/10 ^{mes} au compte des produits divers du budget..... 188,529 ^f	377
	5/10 ^{mes} au compte du fonds capital de l'administration des monnaies. 188,529	
	TOTAUX.....	1,975,3
 Recettes.....		
Dépenses.....		

ES ET MÉDAILLES.

PENSES.

	DIFFÉRENCES par rapport aux crédits primitifs. (Chiffre égal à celui des diminutions de recettes.)		MONTANT des paiements représentant les dépenses définitives de l'exercice 1886.	OBSERVATIONS.
	Augmentations.	Diminutions.		
"		43,810 ^f 18 ^c	164,239 ^f 84 ^c	(a) Cet excédent de recettes se décompose de la manière suivante :
"		59,328 56	5,671 44	Excédent de recettes sur les dépenses de la fabrication des monnaies et médailles 297,863 ^f 41 ^c
"				Produit net de l'émission des monnaies de bronze. 165,567 03
"		23,869 00	64,981 00	443,230 44
"		121,258 19	17,641 81	Il est réparti, savoir :
"		5,359 00	5,141 00	5 dixièmes au compte des produits divers du budget..... 221,615 ^f 23
"				5 dixièmes au compte du fonds capital de l'administration des monnaies 221,615 21
"				443,230 44
"		243,769 26	756,230 74	
"		32,567 03	54,432 97	
66,172 44		*	(a) 443,230 44	
66,172 44		529,961 20	1,511,569 24	
	463,788 ^f 76 ^c			

1,511,569^f 24^c

1,511,569 24

CHA- PITRES spé- ciaux.	NATURE DES PRODUITS.	ÉVALUATION du budget primitif.	MODIFICATIONS résultant du budget rectificatif.		ÉVALUATIONS rectifiées.	
			Augmentations	Diminutions.		
1	Arrérages des valeurs de l'État achetées par la Caisse des Dépôts et Consignations pour le compte de la caisse nationale d'épargne	5,752,000 ^f 00 ^c	•	•	(b) 5,752,000 ^f 00 ^c	5,55
2	Intérêts du fonds de réserve conservé en compte courant par la Caisse des dépôts et consignations	1,100,000 00	•	•	(c) 1,100,000 00	1,00
3	Recettes diverses et accidentelles, dons, legs, etc., en faveur de la caisse nationale d'épargne	6,200 00	•	•	6,200 00	
	TOTAL	6,858,200 00	•	•	6,858,200 00	6,61
4	Prélèvement sur le compte de la dotation pour l'hôtel de la caisse nationale d'épargne	•	433,700 ^f 00 ^c	•	433,700 00	
	TOTAUX GÉNÉRAUX.	6,858,200 00	(a) 433,700 00	•	7,291,900 00	6,61
			433,700 ^f 00 ^c			

RECETTES à recouvrer sur les droits constatés.	EXCÉDENT des produits recouvrés sur les évaluations.	EXCÉDENT des évaluations sur les produits recouvrés.	PRODUITS définitifs de l'exercice 1886.	OBSERVATIONS.	
57	"	"	195,534 ^f 93 ^c	5,556,465 ^f 07 ^c	(a) Augmentations de recettes prévues par la loi du 1 ^{er} janvier 1886 (art. 17).
11	"	"	36,621 88	1,065,378 12	(b) Dont 160,079 fr. 57 prove- nant de primes d'amortissement.
50	"	"	5,835 90	364 10	(c) Dont 15,500 fr. 38 d'inté- rêts produits par le fonds de do- tation et 38 fr. 70 d'intérêts di- vers.
29	"	"	237,992 71	6,620,207 29	
.	"	"	433,700 00	"	
29	"	"	671,692 71	6,620,207 29	
671,692 ^f 71 ^c					

CHAPITRES spéciaux.	NATURE DES DÉPENSES.	CRÉDITS accordés par le budget primitif.	MODIFICATIONS résultant du budget rectificatif.		CRÉDITS résultant du budget rectifié.
			Augmentations.	Diminutions.	
1	Intérêts à servir aux déposants....	5,296,000 ^f 00 ^c	•	•	5,296,000 ^f 00 ^c
2	Dépenses de personnel	938,300 00	•	•	938,300 00
3	Dépenses de matériel.....	237,500 00	•	•	237,500 00
4	Dépenses accidentelles.....	20,000 00	•	•	20,000 00
5	Excédent des recettes sur les dépenses à attribuer au compte de la dotation (art. 16 de la loi du 9 avril 1881).....	366,300 00	•	366,300 ^f 00 ^c	
6	Dépenses d'exercices clos	566 05	•	•	566 05
	TOTAUX	6,858,666 05	•	366,300 00	6,492,366 05
7	Acquisition de terrain et construction de l'hôtel de la caisse nationale d'épargne.....	•	800,000 ^f 00 ^c	640,000 00	160,000 00
	TOTAUX généraux	6,858,666 05	800,000 00	1,006,300 00	6,552,366 05
			(a) Dimin. : 206,300 ^f 00 ^c		

(a) Modifications résultant des lois des 27 novembre 1886 et 25 novembre 1887.

(b) L'excédent des recettes sur les dépenses, montant à 238,991 fr. 10, doit être augmenté des prélèvements effectués sur les recettes pour le paiement de l'hôtel de la caisse nationale d'épargne (chapitre 7), cette somme faisant partie de la dotation de la caisse; en conséquence, les bénéfices sont en réalité de :

Chapitre 5	238,991 ^f 10 ^c
Chapitre 7	153,880 79

TOTAL

392,871 89

	PAYEMENTS effectués.	RESTES à payer à la clôture de l'exercice.	Mouvement des crédits.			
			Crédits de régularisation accordés par l'article 13 du projet de loi de règlement.	Crédits annulés.		Crédits défini- tifs aux paye- ments effectués sur l'exercice
				Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	
105	5,074,948 ^f 05 ^e	"	"	221,051 ^f 95 ^e	"	5,074,948 ^f 05 ^e
13	924,119 30	13 ^f 83 ^e	"	14,166 87	13 ^f 83 ^e	924,119 30
44	235,689 64	50 00	"	1,760 36	50 00	235,689 64
36	2,012 36	"	"	17,987 64	"	2,012 36
10	228,991 79	"	228,991 10	"	"	(7) 228,991 79
66	566 05	"	"	"	"	566 05
33	4,466,326 50	63 83	228,991 10	254,966 82	63 83	4,466,326 50
47	153,880 79	5,722 68	"	396 53	5,722 68	153,880 79
46	6,620,207 29	5,766 51	228,991 10	255,963 36	5,766 51	6,620,207 29
				261,149 ^f 86 ^e		

RÉSULTAT GÉNÉRAL.

6,620,207^f 29

6,620,207^f 29

IMPRIMERIE

RÈGLE

CHAPITRES spéciaux.	NATURE DES PRODUITS.	ÉVALUATION des produits
1	Produit des impressions diverses	9,023,500
2	Produit du dépôt du <i>Bulletin des lois</i> , codes et ouvrages, etc.....	39,000
3	Produit du Bulletin des arrêts de la Cour de cassation.....	1,000
4	Produit des fournitures de journaux à souches, etc.....	83,000
5	Produit de la retenue de 1 p. o/o sur les fournitures diverses.....	36,000
6	Produit des recettes diverses.....	115,000
7	Restes à recouvrer sur les exercices clos et périmés.....	48,000
	TOTAUX.....	9,356,500

RÈGLE

CHAPITRES spéciaux.	DÉNOMINATION DES DÉPENSES.	CREDITS accordés par le budget primitif.	NOMBRES des crédits d'ouverts d'ajoutés la règle des recettes
1	Dépenses fixes d'administration et d'exploitation.....	555,500 ^f 00 ^e	
2	Dépenses d'exploitation non susceptibles d'une évaluation fixe.....	8,578,500 00	
3	Dépenses éventuelles.....	10,000 00	
3 bis	Dépenses des exercices clos.....	"	
		9,144,000 00	
4	Excédent des recettes sur les dépenses à verser au Trésor...	163,500 00	47,000
	TOTAUX.....	9,307,500 00	47,000
RÉSULTAT GÉNÉRAL.			
	Recettes.....	6,148,237 ^f 24 ^e	
	Dépenses.....	6,148,237 24	

ONALE.

RECETTES.

DÉBIT	RECouvreMENTS	RESTES	RÈGLEMENT DES RECETTES.		
	effectués	à recouvrer	Excédent	Excédent	Produits
sur les	sur les	sur les	des	des évaluations	définitifs
restes à décaisser.	droits constatés.	droits constatés.	produits recouvrés sur les évaluations.	sur les produits recouvrés.	de l'exercice 1886.
1881 09	5,033,922 42	48,048 67	"	3,089,577 58	5,933,922 42
1882 25	37,887 25	"	"	1,112 75	37,887 25
1883 95	1,250 95	"	250 95	"	1,250 95
1884 67	80,160 67	"	"	2,839 33	80,160 67
1885 10	25,477 10	"	"	10,522 90	25,477 10
1886 83	69,091 83	"	"	55,908 17	69,091 83
1887 50	447 02	47,804 48	"	47,804 48	447 02
1888 39	6,148,237 24	95,853 15	250 95	3,207,765 21	6,148,237 24
			3,207,514 26		

DÉPENSES.

DÉBIT	DÉPENSES	Paiements	RESTES	RÈGLEMENT DES DÉPENSES.		
	résultant	effectués.	à payer	Crédits annulés.		Crédits
	des services		à la clôture	non consommés	non consommés	définitifs
	faits.		de	par	par	égaux
	Droits constatés au profit des créanciers.		de l'exercice.	les dépenses annulées définitivement.	les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	aux paiements effectués sur l'exercice 1886.
1881 09	541,394 82	541,394 82	"	14,105 18	"	541,394 82
1882 00	5,485,836 25	5,485,836 25	"	3,092,663 75	"	5,485,836 25
1883 00	4,708 00	4,708 00	"	5,292 00	"	4,708 00
"	"	"	"	"	"	"
1884 00	6,031,939 07	6,031,939 07	"	3,112,060 93	"	6,031,939 07
1885 17	116,298 17	116,298 17	"	"	"	(A) 116,298 17
1886 17	6,148,237 24	6,148,237 24	"	3,112,060 93	"	6,148,237 24

et 75,000 00 appliquées en augmentation du fonds capital. (Loi du 21 mars 1885.)
et 41,298 17 versés au Trésor public. (Produits divers de l'exercice 1885.)

116,298 17

CHAPITRES spéc. et.	NATURE DES PRODUITS.	ÉVALUATION pré-
1	Arrérages des rentes 4 1/2 p. 0/0 sur le grand-livre de la dette publique	6,317
2	Supplément à la dotation	(A) 10,396
3	Intérêts des actions sur les canaux d'embranchement du canal du Midi	
4	Remboursement, par les membres de la Légion d'honneur touchant le traitement et par les médaillés militaires, du prix de leurs décorations ou médailles	60
5	Produit des brevets de nomination ou de promotion dans l'ordre. — Droits de chancellerie pour port de décorations étrangères	(B) 148
6	Rentes données en remplacement des anciens chefs-lieux de cohortes	24
7	Versements par les titulaires de majorats	3
8	Produits du domaine d'Écouen	4
9	Pensions des élèves pensionnaires de la maison de Saint-Denis et trousseaux des élèves pensionnaires et des élèves gratuites	59
10	Pensions et trousseaux des élèves des succursales	20
11	Versements faits dans la caisse de l'ordre à charge de restitution	10
12	Produits divers	5
13	Avances à faire à la Légion d'honneur par la caisse des dépôts et consignations pour le paiement des pensions viagères en vertu de la loi du 5 mai 1869	174
14	Transport de l'exercice 1885 à l'exercice 1886	
	TOTAL	(C) 17,014
(A) L'évaluation du budget primitif était de Cette évaluation a été augmentée par la loi du 23 novembre 1886, d'une somme de ... correspondant à des crédits supplémentaires ouverts au chapitre 3 pour et au chapitre 6 pour		
		10,357,000
		51,332
		21,666 00
		28,666 00
		51,332 00
	SOMME ÉGALE	10,398,396

REVENUS.

RECETTES.

RECETTES général des communes.	RECETTES affectées sur les droits concessés.	RECETTES à recouvrer sur les droits concessés.	EXCÉDENT des évaluations sur les produits recouvrés.	EXCÉDENT des produits recouvrés sur les évaluations.	PRODUITS définitifs de l'exercice 1886.
1,151'00°	6,217,151'00°	"	"	"	6,217,151'00°
1,293 00	10,198,393 00	"	"	"	10,198,393 00
970 00	970 00	"	"	70'00°	970 00
1,649 50	62,649 50	"	"	1,649 50	62,649 50
1,838 00	148,838 00	"	"	690 00	148,838 00
1,843 00	14,843 00	"	"	"	14,843 00
1,772 42	772 42	"	2,227'58°	"	772 42
1,342 80	4,342 80	3,051'00°	1,157 20	"	4,342 80
1,950 00	80,900 00	150 00	"	23,900 00	80,900 00
1,820 00	22,820 00	"	"	2,820 00	22,820 00
1,022 97	2,022 97	"	7,977 03	"	2,022 97
1,863 52	7,863 52	"	"	2,863 52	7,863 52
1,219 27	98,219 27	"	78,030 73	"	98,219 27
1,471 41	7,471 41	"	"	7,471 41	7,471 41
1,457 89	16,967,256 89	3,201 00	87,392 54	40,464 43	16,967,256 89
			46,928'11°		

1) L'évaluation du budget primitif était de..... 140,000'00°
 cette évaluation a été augmentée par la loi du 25 novembre 1887, d'une somme de... 8,148 00
 indépendamment d'un crédit supplémentaire ouvert au chapitre 19.

SOMME ÉGALE..... 148,148 00

2) L'ensemble des prévisions de recettes évalué au budget primitif pour..... 16,954,705'00°
 être augmenté, en vertu des lois énumérées dans la note précédente, d'une somme de... 59,480 00
 soit..... 17,014,185 00

CHA- PIVRES spé- ciaux.	NATURE DES DÉPENSES.	CRÉDITS ouverts par le budget et par des lois spéciales, (A)	DÉPENSES résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers.	PAYÉ
1	Grande chancellerie. (Personnel.).....	246,800 00	246,784 75	246,
2	Grande chancellerie. (Matériel.).....	60,000 00	59,999 55	59,
3	Traitements et suppléments de traitements des membres de l'ordre.....	9,913,956 25	9,875,303 59	9,875
4	Décorations aux membres de l'ordre sans traite- ment.....	20,000 00	19,994 00	19,
5	Secours aux membres de l'ordre, à leurs veuves et à leurs orphelins.....	51,000 00	51,000 00	50,
6	Traitements des médaillés militaires.....	5,011,544 23	4,943,686 60	4,943
7	Maison d'éducation de Saint-Denis. (Personnel.)..	177,830 00	177,807 40	177,
8	Maison d'éducation de Saint-Denis. (Matériel.)...	423,000 00	422,999 82	422,
9	Succursale d'Écouen. (Personnel.).....	66,925 00	66,915 14	66,
10	Succursale d'Écouen. (Matériel.).....	200,000 00	199,999 71	199,
11	Succursale des Loges. (Personnel.).....	56,600 00	56,595 70	56,
12	Succursale des Loges. (Matériel.).....	193,000 00	192,999 31	192,
13	Indemnité à l'inspecteur général de l'Université chargé de la direction des études.....	6,000 00	"	6,
14	Secours aux élèves.....	4,000 00	4,000 00	4,
15	Commissions aux trésoriers-payeurs généraux....	33,300 00	33,130 35	32,
16	Frais relatifs au domaine d'Écouen.....	5,500 00	5,499 95	5,
17	Travaux extraordinaires. — Gratifications aux em- ployés. — Dépenses diverses.....	15,500 00	15,500 00	15,
18	Prix de décorations militaires et médailles.....	60,000 00	59,990 00	59,
19	Prix de brevets et ampliations de décrets relatifs au port de décorations étrangères. — Distribution, à titre de secours, aux membres de l'ordre et à leurs orphelins, de l'excédent du produit des brevets et des droits de chancellerie.....	148,148 00	148,144 43	137,
20	Subventions supplémentaires aux anciens mili- taires de l'armée de terre mis à la retraite de 1814 à 1861.....	8,000 00	4,273 00	4,
21	Remboursements de sommes versées à charge de restitution.....	10,000 00	1,993 07	1,
22	Pensions viagères. (Loi du 5 mai 1869.).....	174,250 00	98,219 27	98,
23	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	2,186 15	2,015 95	2,
24	Dépenses des exercices clos.....	6,764 84	6,764 84	6,
25	Rappels de traitements et suppléments de traite- ments de la Légion d'honneur des exercices clos.	96,409 75	96,409 75	96,
26	Rappels de traitements de la médaille militaire des exercices clos.....	32,721 77	32,721 77	32,
TOTAUX.....		(A) 17,023,435 99	16,822,748 57	16,810,4

OBSERVATIONS.

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES.	CHA- PITRES	OBJET DES CRÉDITS.	SOMMES.
Loi du 8 août 1885.	"	Crédits ouverts par le budget primitif.....	16,954,705 ⁶⁰⁰
Loi du 9 avril 1886.	23	Dépenses des exercices périmés non frappées de dé- chéance.....	1,876 ²⁵
	23	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	309 90
Loi du 17 juill. 1886	3	Traitements et suppléments de traite- ments des membres de l'ordre....	23,666 00
	6	Traitements des médaillés militaires.	28,666 00
	15	Commissions aux trésoriers-payeurs généraux.....	300 00
Loi du 23 nov. 1886.	19	Prix de brevets et ampliations de dé- crets relatifs au port de décorations étrangères. Distribution, à titre de secours aux membres de l'ordre et à leurs orphelins, de l'excédent du produit des brevets et des droits de chancellerie.....	8,148 00
			61,966 15
Loi du 25 nov. 1887.	"	Transport des chapitres 3 et 6 aux chapitres 25 et 26 des rappels de traitements sur exercices clos (129,131 ⁵²).....	61,966 15
		TOTAL.....	17,016,671 15
Déc. du 20 déc. 1887	24	Dépenses des exercices clos.....	6,764 84
		SOMME ÉGALE.....	17,023,435 99

1867

1867

CHA- PITRES spé- ciaux.	NATURE DES DÉPENSES.	Crédits annulés.	
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les dépenses représentant les dépenses restant à la clôture de
1	Grande chancellerie. (Personnel.).....	15' 25"	
2	Grande chancellerie. (Matériel.).....	0 46	
3	Traitements et suppléments de traitements des membres de l'ordre.....	38,65 66	
4	Décorations aux membres de l'ordre sans traitement.....	6 00	
5	Secours aux membres de l'ordre, à leurs veuves et à leurs orphelins.....	"	
6	Traitements des médaillés militaires.....	67,85 63	
7	Maison d'éducation de Saint-Denis. (Personnel.).....	22 60	
8	Maison d'éducation de Saint-Denis. (Matériel.).....	0 16	
9	Succursale d'Écouen. (Personnel.).....	9 86	
10	Succursale d'Écouen. (Matériel.).....	0 29	
11	Succursale des Loges. (Personnel.).....	4 30	
12	Succursale des Loges. (Matériel.).....	0 69	
13	Indemnité à l'inspecteur général de l'Université chargé de la direction des études.....	6,000 00	
14	Secours aux élèves.....	"	
15	Commissions aux trésoriers-payeurs généraux.....	169 65	
16	Frais relatifs au domaine d'Écouen.....	0 05	
17	Travaux extraordinaires. — Gratifications aux employés. — Dépenses diverses.....	"	
18	Prix de décorations militaires et médailles.....	10 00	
19	Prix de brevets et ampliations de décrets relatifs au port de décorations étrangères. — Distribution, à titre de secours, aux membres de l'ordre et à leurs orphelins, de l'excédent du produit des brevets et des droits de chancellerie.....	3 57	10,97
20	Subventions supplémentaires aux anciens militaires de l'armée de terre mis à la retraite de 1814 à 1861.....	3,727 00	
21	Remboursements de sommes versées à charge de resti- tution.....	8,006 33	
22	Pensions viagères. (Loi du 5 mai 1869.).....	76,030 73	
23	Dépenses des exercices périmés non frappées de dé- chéance.....	170 20	
24	Dépenses des exercices clos.....	"	
25	Rappels de traitements et suppléments de traitements de la Légion d'honneur des exercices clos.....	"	
26	Rappels de traitements de la médaille militaire des exer- cices clos.....	"	
	TOTAUX.....	200,637 42	12,300
			213,988' 10"
Transport de l'exer. 1886 à l'exer. 1887, conformément à l'article 298 de l'inst. minist. du 1 ^{er} 7			
Application au déficit de l'ordre.....			
		Recettes.....	RÉSUL
		Dépenses.....	

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATION des produits.
DOTATION DE L'ARMÉE.	
Arrérages de rentes 3 p. o/o appartenant à la dotation de l'armée.....	
Arrérages de rentes 3 p. o/o amortissable appartenant à la dotation de l'armée..	
Arrérages de rentes 3 p. o/o appartenant aux sous-officiers rengagés.....	
Remboursement de 1,305 francs de rente amortissable. (Série sortie au tirage du 2 mars 1885.).....	
Intérêts bonifiés par la Caisse des dépôts et consignations.....	
VERSEMENTS VOLONTAIRES.	
Arrérages de rentes 4 1/2 p. o/o appartenant à un déposant	
Somme nécessaire pour faire face aux intérêts payés en 1885, prélevée sur le bénéfice de la caisse des dépôts.	
Fonds reportés de l'année 1884. (Voir compte général des finances de l'année 1885).	

DE L'ARMÉE.

RECOURNEMENTS affectés.	RESTES à recouvrer sur les droits constatés.	RECETTES définitives de l'exercice 1886.	OBSERVATIONS.
68,004' 00"	"	68,004' 00"	
218,587 50	"	218,587 50	
1,737 00	"	1,737 00	
43,500 00	"	43,500 00	
33,499 10	"	33,499 10	
266 00	"	266 00	
92 20	"	92 20	
365,685 80	"	365,685 80	
		998,471 84	
		1,364,157 64	

NATURE DES DÉPENSES.

DOTATION DE L'ARMÉE.

- Compléments de primes ou annuités payés à des militaires engagés ou rengagés ou à leurs héritiers.....
- Compléments de primes ou annuités payés à des remplaçants libérés ou à leurs héritiers.....
- Hautes payes de 10 et de 20 centimes allouées aux rengagés et aux engagés volontaires après libération.....
- Payements à titres divers.....

FRAIS D'ADMINISTRATION ET DE BUREAU.

- Frais d'impression remboursés à des corps.....
- Frais d'administration à la caisse des dépôts et consignations. (Année 1885.)....
- Taxations allouées aux préposés de la caisse des dépôts et consignations pour les recettes et les dépenses effectuées par eux pour le compte de la dotation...

VERSEMENTS VOLONTAIRES.

- Remboursements de versements volontaires. (Capital et intérêts.).. ..

Transport à l'exercice 1887 du solde général au 31 décembre 1886 en faveur de la caisse de la dotation des finances de l'année 1886.....

Recettes.....

Dépenses.....

ATION DE L'ARMÉE.

DÉPENSES.

DÉPENSES volontaires des faits. — provisoire.	PAYEMENTS effectués.	RESTES à payer sur les droits constatés.	DÉPENSES définitives de l'exercice 1886.	OBSERVATIONS.
1,747 ^f 61 ^c	11,747 ^f 61 ^c	.	21,747 ^f 61 ^c	(a) Le solde se décompose ainsi :
1,683 07	19,683 07	.	19,683 07	1° Dotation de l'armée ... 1,252,814 ^f 52 ^c
80 70	80 70	.	80 70	2° Versements volontaires. 44,276 44
206 77	206 77	.	206 77	3° Militaires savoisiens ou ni- çois... 12,900 00
				TOTAL.... 1,309,990 96
9 92	9 92	.	9 92	
11,847 20	11,847 20	.	11,847 20	
77 21	77 21	.	77 21	
53,652 48	53,652 48	.	53,652 48	
514 20	514 20	.	514 20	
54,166 68	54,166 68	.	54,166 68	
solde égal à celui inscrit au compte gé-			(a) 1,309,990 96	
			1,364,157 64	

1,364,157^f 64^c

1,364,157 64

CHAPITRES spéciaux.	NATURE DES PRODUITS.	SITUATION DES RECETTES.			
		Evaluations des produits.	Produits résultant des droits constatés.	Recouvrements effectués sur les droits constatés.	à r les coi
1	Versement des 5 p. 100 de leurs émoluments par les officiers des différents corps de la marine naviguant à bord des navires de commerce ou secondant des entreprises industrielles se reliant à la marine	27,707 ^f 00 ^s	15,852 ^f 55 ^s	15,852 ^f 55 ^s	
2	Retenues sur les salaires des marins du commerce.....	1,800,000 00	2,009,621 38	2,009,621 38	
3	Décomptes des déserteurs.....	15,000 00	8,858 61	8,858 61	
4	Dépôts provenant desolde, de parts de prises, naufrages, etc.....	230,000 00	427,053 25	427,053 25	
5	Droits sur les prises	1,000 00	.	.	
6	Arrérages des inscriptions de rentes sur l'Etat appartenant à la caisse des invalides de la marine.....	4,638,140 00	4,638,140 00	4,638,140 00	
7	Produit de la vente des feuilles de rôles d'équipage des bâtiments du commerce.....	40,000 00	36,388 05	36,388 05	
8	Recettes diverses.....	(a) 81,275 00	184,676 63	184,676 63	
9	Subvention du département de la marine.....	5,106,998 00	5,106,998 00	5,106,998 00	
	TOTAL.....	11,940,120 00	12,427,588 47	12,427,588 47	
	Reliquat des fonds non employés des exercices antérieurs.....	.....	.....	.....	.....
	TOTAL GÉNÉRAL.....	.....	.....	.....	.....

ÉTAT DES RECETTES.

**Excédent
de évaluations
sur
les produits
recueillis.**

**Produits
définitifs
de
l'exercice 1886.**

OBSERVATIONS.

11,854^r 45^e

15,852^r 55^e

.

2,009,621 38

6,141 39

8,858 61

.

427,053 25

1,000 00

.

.

4,638,140 00

3,611 95

36,388 05

.

184,676 63

.

5,106,998 00

22,607 79

12,427,588 47

127,461^r 47^e

628,596 53

13,056,185 00

(1) La subvention primitive était de..... 5,165,573
Elle a été diminuée, par la loi du 1^{er} janvier
1886, d'une somme de..... 58,575

5,106,998

CHAPITRES spéciaux.	NATURE DES DÉPENSES.	SITUATION DES DÉPENSES.			
		Crédits accordés par le budget primitif.	Dépenses résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers.	Payements effectués.	
1	Demi-soldes et pensions qui en dériveront (Lois des 13 mai 1791 et 11 avril 1881).....	10,092,695 ^f 00 ^s	10,091,775 ^f 20 ^s	10,091,775 ^f 20 ^s	
2	Fonds annuel de secours et grati- fications renouvelables	1,085,000 00	1,063,366 01	1,063,366 01	
3	Remboursements sur anciens dé- pôts provenant de parts de prises de naufrages, etc.	200,000 00	175,491 08	175,491 08	
4	Dépenses diverses et rembourse- ments de trop-perçus	118,000 00	117,670 06	95,747 10	
5	Frais d'administration et de tréso- rerie pour les trois services com- posant l'établissement des inva- lides.....	(a) 444,425 00	441,021 59	441,021 59	
6	Dépenses sur exercices clos.....	97,452 39	97,452 39	97,452 39	
	TOTAL.....	12,037,572 39	11,986,776 33	11,964,853 37	

Transport à l'exercice 1887 de l'excédent de

Recettes.....
Dépenses.....

BILAN DES CRÉDITS.

	Credits non consommés par les paiements représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	Credits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1886.	OBSERVATIONS.
1880	.	10,091,775 ^f 20 ^c	(1) Le crédit primitif était de..... 503,000 ^f Il a été diminué, par la loi du 1 ^{er} janvier 1886, d'une somme de..... 58,575
1881	.	1,063,366 01	444,425
1882	.	175,491 08	
1883	21,922 ^f 96 ^c	95,747 10	
1884	.	441,021 59	
1885	.	97,452 39	
1886	21,922 96	11,964,853 37	
1886.....		1,091,331 63	
		13,056,185 00	

13,056,185^f 00^c

13,056,185 00

CHA- PITRES spé- ciaux.	NATURE DES DÉPENSES.	SITUATION DES		
		Évaluations des produits.	Produits resultant des droits constatés.	Recou- pés en mon- naie
1	Produit des bourses accordées par l'État	30,000 ^f 00 ^c	29,658 ^f 32 ^c	29
2	Produit des bourses accordées par les départe- ments et les communes	19,000 00	31,075 00	29
3	Produit des pensions	581,200 00	588,850 00	588
4	Droits de concours et d'examen de sortie pour l'obtention du diplôme	20,000 00	19,500 00	19
5	Recettes éventuelles. — Produit des détério- rations imputables aux élèves	12,000 00	12,634 65	12
6	Recettes extraordi- naires.	Rentes 3 o/o sur l'État	3,000 ^f 00 ^c	170
		Intérêts servis par la Caisse des dé- pôts et consignations	3,000 00	
		Produits divers...	*	
7	Recettes sur exercices clos	*	16,937 50	5
	TOTAUX	668,200 00	869,378 82	845,1
	Fonds reportés de l'exercice 1885	*	260,027 98	260,0
	TOTAL GÉNÉRAL	668,200 00	1,129,406 80	1,105,1

URES.

5.

RÉGLÈMENT DES RECETTES.			OBSERVATIONS.
Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1886.	
"	7,841 ^f 68 ^c	22,158 ^f 32 ^c	
10,525 ^f 00 ^c	"	29,525 00	
4,790 00	"	585,990 00	
"	600 00	19,400 00	
634 65	"	12,634 65	
164,723 35	"	170,723 35	
5,397 50	"	5,397 50	
186,070 50	8,441 68	845,828 82	
"	177,628 ^f 82 ^c 260,027 98	260,027 98	
437,656 80		1,105,856 80	

CHA- PITRES spé- ciaux.	NATURE DES PRODUITS.	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Crédits d'ordre en somme égale à l'excédent des produits recouvrés.	
1	Personnel.....	427,500 ¹ 00 ^c	"	427
2	Matériel.....	188,000 00	"	188
3	Exercice clos.....	"	331 ¹ 25 ^c	
	TOTAUX.....	615,500 00	331 25	615
	Versement à la Caisse des dépôts et consignations, au crédit de l'école centrale, de l'excédent de recettes de l'exercice 1886 transporté à l'exercice 1887.....	52,700 00	437,325 55	437
	TOTAUX.....	668,200 00	437,656 80	1,105

RÉSULTAT GÉNÉRAL.

Recettes.....	1,105,856 ¹ 80 ^c
Dépenses.....	1,105,856 80

FACTURES.

			RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
	PAYEMENTS effectués.	DEBTES à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits à annuler.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1886.
			Crédits non consommés par les dépenses à annuler définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	
24 72 ^e	407,726 ^f 39 ^e	1,508 ^f 32 ^e	18,265 ^f 29 ^e	1,508 ^f 32 ^e	407,726 ^f 39 ^e
69 35	100,069 35	"	87,930 65	"	100,069 35
31 25	"	331 25	"	331 25	"
63 31	507,795 74	1,839 57	106,195 94	1,839 54	507,795 74
"	.....	.....	108,035 ^f 51 ^e		(b) 598,061 06
635 31	.....	.....	.....		1,105,856 80

(M) Excédent de recettes à la clôture de l'exercice 1885..... 200,007^f 98^e

EXERCICE 1886 :

Excédent de recettes prévu au budget.....	52,700 ^f 00 ^e
Excédent de recettes sur les évaluations.....	177,628 84
Excédent des crédits sur les dépenses.....	108,035 51

338,364 33

A déduire :

Crédit d'ordre pour exercices clos.....	331 25
---	--------

338,033 08

338,033 08

Excédent de l'exercice 1885 à transporter à l'exercice 1886.....	598,061 06
--	------------

CHA- PITRES Spéciaux.	NATURE DES PRODUITS.	SITUATION DES RECETTES.			
		évaluations du budget primitif.	produits résultant des droits constatés.	recouvrements effectués sur les droits constatés.	re- sultat des com-
1	Grande vitesse.....	13,580,000 ^f	13,002,980 ^f 13 ^e	12,972,163 ^f 70 ^e	30
2	Petite vitesse.....	15,941,533	15,473,014 18	15,269,961 69	213
3	Recettes en dehors du trafic.	635,000	722,153 23	635,114 53	87
		30,156,533	29,198,147 54	28,867,239 92	(1) 33
	VERSEMENTS DU TRÉSOR POUR INSUFFISANCES.				
	Insuffisances de l'exploitation des lignes de l'ancien réseau ouvertes pendant l'année 1885 (imputées sur les crédits du compte de premier établissement.)	.	(c) 202,641 86	202,641 86	
	TOTAL.....	30,156,533	29,400,789 40	(2) 29,069,881 78	(9) 33

RÈGLEMENT DES RECETTES.

	excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	produits définitifs de l'exercice 1886.
	607,836 ^r 30 ^c	12,972,165 ^r 70 ^c
	681,571 31	15,259,961 69
	.	635,114 53
	1,289,407 61	28,867,239 92
1,289,293 ^r 08 ^c		202,641 86
		29,069,881 78

OBSERVATIONS.

(1) Y compris 315,262 fr. 98 cent.
vrrer à la clôture de l'exercice 1886.

(2) Non compris une recette d'ordre
représentant l'impôt sur les transports
pour le compte du Trésor.

(c), (e), (g) Voir les notes à la page...

CHAPITRES SPÉCIAUX.	NATURE DES DÉPENSES.	Crédits accordés par le budget primitif.	Modifications des crédits d'après la réalité des ressources	
			Augmentations	Diminutions
		fr. c.	fr.	
1	Conseil d'administration.....	15,000 00	"	
2	Secrétariat général et caisse générale.....	114,500 00	"	
3	Direction.....	510,000 00	"	
4	Dépenses non susceptibles d'évaluation fixe. (Exploitation). — Matériel et traction. — Voie et bâtiments. — Gratifications, secours et indemnités. — Gares et trons communs.....	23,380,000 00	"	
5	Impôts et assurances.....	636,160 00	"	
6	Exercices clos.....	"	"	
	TOTAL des dépenses d'exploitation..	24,665,660 00	"	
7	Produit net des lignes cédées par la compagnie d'Orléans à verser à ladite compagnie.....	2,500,000 00 (a) 2,990,873 00	"	21,536 65
8	Excédent des recettes sur les dépenses à verser au Trésor.....	30,156,533 00	21,536 65	
			21,536 65	

(1) Non compris une dépense d'ordre de 2,705,258 fr. 83 représentant la somme payée au Trésor pour les transports G. V. perçu pour son compte.

L'excédent des recettes versé au Trésor (produits divers de l'exercice 1886) se décompose ainsi :

(a) Excédent prévu.....	2,990,873
(b) Crédits non consommés par les dépenses.....	1,106,533
(c) Versement du Trésor pour insuffisance.....	202,464
	4,301,870

A déduire :

(e) Excédent des évaluations sur les recouvrements.....	1,259,464
---	-----------

Somme égale..... 3,042,406

A reporter..... 3,042,406

RÉSULTAT

Recettes.....
Dépenses.....

ÉTAT.

SES.

REVENUS.			RÈGLEMENT DES CRÉDITS.			
N ^o .	Dépenses résultant des services faits.	Payements effectués.	RESTES à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1886.
	Droits constatés au profit des créanciers.			Crédits non consommés par les dépenses annulées définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
000 00	7,491 20	7,491 20	"	7,508 80	"	7,491 20
000 00	104,318 86	104,318 86	"	20,181 14	"	104,318 86
000 00	382,744 41	382,744 41	"	127,255 59	"	382,744 41
000 00	22,529,718 27	22,529,718 27	"	850,283 73	"	22,529,718 27
000 00	634,302 19	634,302 19	"	1,857 81	"	634,302 19
	"	"	"	"	"	"
660 00	23,658,572 93	23,658,572 93	"	1,007,087 07	"	23,658,572 93
000 00	2,398,899 20	(f) 2,398,899 20	"	101,100 80	"	2,398,899 20
00 65	3,012,409 65	3,012,409 65	"	"	"	3,012,409 65
00 65	29,069,881 78	(1) 29,069,881 78	"	(b) 1,108,187 87	"	29,069,881 78

Report..... 3,612,409 65

Sur le bénéfice de l'exploitation pendant l'exercice 1886, il y a lieu d'ajouter à cette

Le montant de l'annuité payée à la compagnie d'Orléans pour le compte du ministère des travaux publics (f)..... 2,398,899 20

Le montant des restes à recouvrer (g) (non compris 345,362 fr. 08 sur droits constatés en 1885)..... 15,641 64

TOTAL..... 5,426,953 49

Le bénéfice s'est donc élevé pour l'exercice 1886 à..... 5,426,953 49

AL.

29,069,881 78^c

29,069,881 78

Crédits d'inscription des pensions militaires pour l'exercice 1886.

TABEAU N. (Exécution de l'article 4 de la loi du 17 avril 1833.)

CRÉDITS OUVERTS.		
Loi du 8 août 1885.....		6,500,000 ^f
PENSIONS INSCRITES.		
Pensions concédées.....	5,857,343 ^f	5,773,013 ^f
Pensions annulées.....	84,330	
Crédit sans emploi à annuler définitivement.....		726,987 ^f

Crédits d'inscription des pensions militaires de la marine pour l'exercice 1886.

TABEAU O. (Exécution de l'article 9 de la loi du 22 mars 1885.)

CRÉDITS OUVERTS.		
Loi du 8 août 1885.....		2,845,000 ^f
PENSIONS INSCRITES.		
Pensions concédées.....	2,852,984 ^f	2,837,604 ^f
Pensions annulées.....	15,380	
Crédits sans emploi à annuler définitivement.....		7,396 ^f

Crédits d'inscription des pensions civiles pour l'exercice 1886.

TABEAU P. (Exécution de l'article 20 de la loi du 9 juin 1853.)

CRÉDITS OUVERTS.		
Loi du 8 août 1885.....	1,500,000 ^f 00 ^c	5,146,000 ^f 00 ^c
Décret du 19 avril 1886. (Produit des extinctions de l'année 1885.).....	3,646,000 00	
PENSIONS INSCRITES.		
Pensions concédées.....	5,146,503 ^f 00 ^c	5,127,888 ^f 00 ^c
Pensions annulées.....	18,615 00	
Crédit sans emploi à annuler définitivement.....		18,112 ^f 00 ^c

Situation, par service, des approvisionnements existant, au 31 décembre 1886, dans les ports et établissements de la marine
(Exécution de l'article 14 de la loi du 8 mars 1850.)

DÉSIGNATION DES SERVICES.	VALEUR des approvisionnements existant au 31 décembre 1886.
Logement et couchage des équipages de la flotte.....	9,689,457 ¹ / ₄
Nourriture, couchage et campement des troupes de la marine.....	9,63,731 65
.....	11,288,157 29
.....	1,197,704 43
Approvisionnements généraux de la flotte.....	253,806,466 70
Travaux hydrauliques et bâtiments civils.....	1,548,116 07
Service maritime.....	20,178 05
TOTAL.....	283,713,859 33

pour être annexé à la loi du 20 juillet 1895, délibérée et adoptée par le Sénat et par l'Assemblée nationale.

Le Président de la République française,

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

29820. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la route nationale n° 131, dans la traverse de la ville d'Agen (Lot-et-Garonne), au moyen de l'ouverture d'un boulevard entre la gare du chemin de fer et la route nationale n° 21, suivant la direction indiquée par une teinte jaune sur le plan visé par le maire d'Agen les 3 décembre 1891 et 18 novembre 1893, lequel plan restera annexé au présent décret.

L'ancienne route sera déclassée et remise à la ville du jour où la nouvelle aura été régulièrement reçue par le service des ponts et chaussées;

2° Il est pris acte des engagements souscrits par la ville d'Agen, dans les délibérations du conseil municipal des 4 juin 1892 et 9 mars 1894;

3° La ville d'Agen est substituée aux droits de l'État pour la réalisation de l'opération projetée.

Elle est, en conséquence, autorisée à acquérir, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de la rectification dont il s'agit.

Elle est en outre autorisée à acquérir, soit à l'amiable, soit, s'il y a lieu, par voie d'expropriation, en vertu des dispositions combinées de la loi du

3 mai 1841 et du décret du 26 mars 1852, les parcelles de terrains situées en dehors des limites de la nouvelle voie et désignées par une teinte rose sur le plan déjà visé annexé au présent décret;

4° La dépense, à la charge de l'État, fixée à forfait à la somme de deux cent mille francs, sera prélevée sur les fonds inscrits annuellement au budget du ministère des travaux publics pour les rectifications des routes nationales; elle sera payée à la ville d'Agen, aux époques déterminées par le ministre des travaux publics eu égard aux disponibilités budgétaires;

5° La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue, si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux n'ont pas été accomplies dans le délai de cinq ans, à dater du présent décret. (Paris, 11 Avril 1895.)

N° 29821. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont et demeurent classés, comme annexes de la route nationale n° 204, dans le département des Alpes-Maritimes, le chemin vicinal ordinaire n° 1, de la Trinité-Victor à Laghet, et le chemin de grande communication n° 18, de Laghet à la Turbie.

Sont déclarés d'utilité publique les travaux d'amélioration et d'achèvement de ces chemins, suivant la direction générale indiquée par des traits carmin sur le plan visé par l'ingénieur en chef, le 4 janvier 1895, lequel plan restera annexé au présent décret.

2° La dépense, évaluée à soixante-quinze mille francs, sera imputée sur les crédits inscrits annuellement au budget du ministère des travaux publics pour la construction des routes nationales.

3° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette entreprise en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

4° La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue, si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux n'ont pas été accomplies dans le délai de cinq ans, à dater du présent décret. (Paris, 11 Avril 1895.)

N° 29822. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Est autorisée l'exécution des travaux complémentaires d'amélioration du port d'Arzew, département d'Oran (Algérie), conformément aux dispositions générales du projet présenté par les ingénieurs du service maritime à la date des 8-31 octobre 1892, et aux avis du conseil général des ponts et chaussées des 21 décembre 1892 et 1^{er} juillet 1893.

2° Il est pris acte de l'engagement souscrit par la ville d'Arzew de contribuer, pour une somme de cent soixante-dix mille francs, à la dépense des travaux dont il s'agit.

Le surplus de cette dépense, évalué à deux cent cinquante mille francs, sera prélevé sur les ressources annuellement inscrites à la deuxième section du budget du ministère des travaux publics pour l'amélioration des ports en Algérie. (Paris, 16 Avril 1895.)

29823. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

Le paragraphe 2 de l'article 4, du cahier des charges annexé au décret du 10 juillet 1893, déclarant d'utilité publique l'établissement, dans le département du Tarn, de la ligne de tramway de Graulher à Laboutarié, est modifié de la manière suivante :

La largeur des locomotives ne dépassera pas un mètre quatre-vingt-quinze centimètres; celle des caisses des véhicules, ainsi que de leur chargement, ne dépassera pas un mètre quatre-vingts centimètres et la largeur du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds aux, restera inférieure à deux mètres trois centimètres. La hauteur du matériel roulant, sauf en ce qui concerne les saillies accessoires telles que cheminée des locomotives, toiture de l'abri des mécaniciens, etc. sera, au maximum, de deux mètres soixante centimètres au-dessus des rails. La hauteur du chargement dans les wagons à marchandises ne pourra pas dépasser deux mètres quarante centimètres au-dessus des rails». (Paris, 25 Avril 1895.)

29824. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

I. Il sera procédé :

1° A la transformation des jetées situées de part et d'autre de l'embouchure de l'Adour;

2° A l'acquisition d'un matériel permettant d'effectuer des dragages intensifs sur la barre de l'Adour, le tout conformément aux dispositions générales du avant-projet dressé par les ingénieurs du service maritime du département des Basses-Pyrénées, les 13-15 octobre 1894, du programme du concours à ouvrir pour la fourniture de ce matériel, dont la dépense est évaluée à deux millions de francs; et des avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 21 mai 1894, 30 juillet 1894 et 31 janvier 1895.

II. Il est pris acte de l'engagement souscrit par la chambre de commerce de Bayonne, ainsi qu'il résulte des délibérations des 3 janvier et 18 juillet 1894, de contribuer à la dépense par une subvention fixée à un million cinq cent mille francs.

Le montant de ce subside sera versé au Trésor par acomptes successifs, sur et à mesure des besoins des travaux. L'importance des versements annuels et l'époque à laquelle ils devront être effectués seront déterminées par le ministre des travaux publics.

III. Le surplus de la dépense, pris en charge par l'État, sera imputé sur les fonds annuellement inscrits à la deuxième section du budget du département des travaux publics pour l'amélioration des ports maritimes. (Paris, 4 Mai 1895.)

29825. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Est et demeure déclassée l'avenue d'accès à la gare de Vézelize (chemin de Nancy à Mirecourt) figurée par une teinte rouge foncée sur le

plan visé par l'ingénieur en chef le 25 janvier 1894, lequel plan restera annexé au présent décret.

2° Il est pris acte de la délibération, en date du 24 septembre 1894, par laquelle la commission départementale de Meurthe-et-Moselle, déléguée à cet effet par le conseil général, a pris l'engagement de classer ladite avenue comme annexe de la route départementale n° 3, de Verdun à Épinal. (Paris, 10 Mai 1895.)



Certifié conforme :

Paris, le 19^e Septembre 1895.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

L. TRARIEUX.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1717.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 29826. — *Loi qui approuve la Convention additionnelle, passée le 5 novembre 1894, entre l'État et la Compagnie des messageries maritimes, pour le remaniement des parcours et la prorogation de la concession des Services maritimes postaux.*

Du 9 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 14 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit:

ART. 1^{er}. Sont approuvées les stipulations financières contenues dans les articles 7 et 8 de la convention passée, le 5 novembre 1894, entre l'État et la compagnie des messageries maritimes, pour le remaniement des parcours et la prorogation de la concession des services maritimes postaux du bassin oriental de la Méditerranée, des mers des Indes, de la Chine et du Japon, de l'Australie et de la Nouvelle-Calédonie, de la côte orientale d'Afrique et de l'Océan Indien, et l'introduction de stipulations spéciales au service du Brésil et de la Plata.

2. Ladite convention, annexée à la présente loi, sera enregistrée au droit fixe de trois francs (3').

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 9 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la marine,

Signé : G. BESNARD.

*Le Ministre
des affaires étrangères,*

Signé : G. HANOTAUX.

*Le Ministre du commerce,
de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : ANDRÉ LEBON.

Le Ministre des colonies,

Signé : CHAUTEPS.

XI^e Série.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

CONVENTION ADDITIONNELLE.

Entre M. *Justin de Selves*, directeur général des postes et des télégraphes, agissant au nom et pour le compte de l'État, sous réserve de l'approbation du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

D'une part;

Et la compagnie des messageries maritimes, représentée par M. *Jules Girette*, président du conseil d'administration de la compagnie, dûment autorisé par une délibération dudit conseil en date du 10 octobre 1894,

D'autre part;

Il a été convenu ce qui suit, pour la réorganisation, à compter du 22 juillet 1895, des lignes du service postal concédées à la compagnie par la convention du 30 juin 1886, sanctionnée par la loi du 7 juillet 1887.

Méditerranée.

ART. 1^{er}. a) Le service à exécuter dans la Méditerranée donnera lieu à un parcours annuel obligatoire de 103,774 $\frac{2}{3}$ lieues marines réparties entre les trois lignes suivantes :

1^o Ligne circulaire A de Marseille au Pirée, Smyrne, Constantinople, Smyrne, Rhodes ou Vathy (Samos) alternativement, Beyrouth, Alexandrie, Marseille, desservie tous les quatorze jours et comportant annuellement un parcours de 36,226 $\frac{2}{3}$ lieues marines;

2^o Ligne circulaire B, de Marseille à Alexandrie, Beyrouth, Rhodes ou Vathy (Samos) alternativement, Smyrne, Constantinople, Smyrne, le Pirée et Marseille, desservie tous les quatorze jours et comportant annuellement un parcours de 36,226 $\frac{2}{3}$ lieues marines;

3^o Ligne de Marseille à Alexandrie, Port-Saïd, Jaffa, Beyrouth et retour par les mêmes escales, desservie tous les quatorze jours, comportant annuellement un parcours de 31,321 $\frac{1}{3}$ lieues marines.

b) Les trois lignes ci-dessus seront substituées, à compter du 22 juillet 1895, aux trois lignes : 1^o de Marseille à Alexandrie, Jaffa, Beyrouth et retour; 2^o de Marseille au Pirée, Smyrne et retour, et 3^o de Port-Saïd à Salonique, Smyrne et retour, mentionnées en l'article 1^{er} de la convention du 30 juin 1886.

c) La compagnie s'engage, en outre, à exécuter annuellement, en itinéraire libre, pendant toute la durée de la présente concession, un parcours complémentaire de 9,030 $\frac{2}{3}$ lieues marines, pour relier à Beyrouth, tous les quatorze jours, en coïncidence avec les lignes circulaires A et B, les escales commerciales de Larnaca, Mersina, Alexandrette, Lattaquié et Tripoli. Ce parcours complémentaire ne donnera droit qu'à la prime à la marine marchande, liquidée dans les conditions prévues pour la navigation du grand cabotage par la loi du 30 janvier 1893.

d) La compagnie s'engage à comprendre tous les quatorze jours, à l'aller et au retour, l'escale de Salonique dans l'itinéraire de la ligne hebdomadaire et libre qu'elle entretient depuis 1888, entre Marseille, Constantinople et les ports de la mer Noire. Elle appliquera particulièrement l'exploitation de cette ligne au développement des transactions du commerce français avec les principaux ports russes du littoral de la mer Noire.

e) Au cas où l'insuffisance des produits du trafic viendrait à l'obliger à discontinuer l'exploitation de cette ligne libre, la compagnie en aviserait, au moins six mois à l'avance, l'administration des postes, l'État redevenant libre, dès lors, de subventionner entre Marseille, Constantinople et les ports de la mer Noire, tels parcours qu'il jugerait utiles, à l'exclusion des ports du Pirée et de Smyrne, desservis par les lignes circulaires A et B, la préférence, à conditions égales, étant réservée à la compagnie.

Indes, Indo-Chine, Chine et Japon.

2. a) Le service à exécuter dans les mers des Indes, de l'Indo-Chine, de la Chine et du Japon donnera lieu, à compter du 27 juillet 1895, à un parcours annuel obligatoire de 196,291 $\frac{1}{3}$ lieues marines, réparties entre les quatre lignes suivantes :

1° Ligne principale A, de Marseille à Port-Saïd, Suez, Djiboutil, Bombay, Colombo, Singapour, Saïgon, Hong-Kong, Shang-Haï, Kobé, Yokohama et retour par les mêmes escales, combiné à Colombo avec la ligne d'Australie et de la Nouvelle-Calédonie, desservie tous les vingt-huit jours et comportant annuellement un parcours de 92,339 $\frac{1}{3}$ lieues marines; l'escale de Djiboutil sera substituée, à l'aller et au retour, sur cette ligne, à l'escale d'Aden;

2° Ligne principale B, de Marseille à Port-Saïd, Suez, Aden, Colombo, Singapour, Saïgon, Hong-Kong, Shang-Haï, Kobé, Yokohama et retour par les mêmes escales, desservie tous les vingt-huit jours et comportant annuellement un parcours de 87,386 lieues marines;

3° Ligne d'embranchement de Colombo à Pondichéry, Madras, Calcutta et retour par les mêmes escales, desservie tous les vingt-huit jours, en coïncidence, à l'aller et au retour, avec les paquebots de la ligne principale A et comportant un parcours annuel de 12,150 $\frac{2}{3}$ lieues marines;

4° Embranchement de Singapour à Batavia et retour, desservi tous les vingt-huit jours en coïncidence, à l'aller et au retour, avec les paquebots de la ligne principale A et comportant un parcours annuel de 4,515 $\frac{1}{3}$ lieues marines.

b) A partir de l'inauguration de la ligne principale A (via Bombay), la ligne d'embranchement d'Aden à Kurrachee, Bombay et retour, mentionnée en l'article 2 de la convention du 30 juin 1886, sera supprimée.

Australie et Nouvelle-Calédonie.

3. a) Le service à exécuter, tous les vingt-huit jours, entre Marseille, Port-Saïd, Suez, Colombo, King-George's-Sound, Adélaïde, Melbourne, Sydney, Nouméa et retour par les mêmes escales donnera lieu à un parcours annuel de 100,256 lieues marines.

b) Les paquebots de la ligne d'Australie porteront à Colombo, à l'aller, et y recevront, au retour, les correspondances à destination ou en provenance des ports de l'Inde française, de l'Indo-Chine, de l'Inde hollandaise, de la Chine et du Japon, en coïncidence, à l'aller et au retour, avec les paquebots de la ligne principale A de l'Indo-Chine, qui recevront et livreront en transbordement lesdites correspondances.

Océan Indien (Côte orientale d'Afrique. — Iles Comores. — Madagascar. — Iles Mascareignes. — Iles Seychelles).

4. a) Le service à exécuter dans l'Océan Indien donnera lieu, à compter du 27 juillet 1895, à un parcours annuel obligatoire de 96,232 lieues marines, réparties entre les deux lignes suivantes :

1° Ligne mensuelle de la côte orientale d'Afrique, de Marseille à Port-Saïd, Suez, Djiboutil, Zanzibar, Mayotte, Nossi-Bé, Diégo-Suarez, Sainte-Marie, Tamatave, la Réunion et Maurice, avec retour à Marseille par la même voie, comportant annuellement un parcours obligatoire de 52,424 lieues marines;

2° Ligne mensuelle des îles Mascareignes, de Marseille à Port-Saïd, Suez, Djiboutil, Mahé (des Seychelles), Maurice et la Réunion, avec retour à Marseille par la même voie, et comportant annuellement un parcours obligatoire de 43,808 lieues marines.

b) Les itinéraires seront combinés de manière que les paquebots des deux lignes se trouvent en coïncidence, à chaque voyage, afin de former un double circuit assurant dans les deux sens l'expédition à intervalle de quinzaine des correspondances à destination ou en provenance de tous les ports circulairement desservis.

c) Le paquebot de la côte orientale d'Afrique correspondra à Nossi-Bé, à l'aller comme au retour, avec le paquebot de la ligne d'embranchement de la côte occidentale de Madagascar, établie par les soins et à la charge du protectorat français.

Cette correspondance aura lieu onze fois par an, dans chaque sens, ainsi que le

prévoit l'article 1^{er} du cahier des charges annexé à la convention spéciale du 26 juillet 1888.

d) A partir de l'inauguration de la ligne directe des îles Mascareignes, l'embranchement mensuel des îles Mascareignes, mentionné en l'article 4 de la convention du 30 juin 1886, sera supprimé.

Océan Atlantique.

5. a) A partir du 22 juillet 1895, le service mensuel de Bordeaux à Buenos-Ayres par Lisbonne, Dakar, Rio-Janeiro, Montevideo, dont les départs de Bordeaux ont lieu le 5 de chaque mois, cessera d'être subventionné.

b) La compagnie s'engage néanmoins à le maintenir jusqu'au 21 juillet 1903, sans autre rémunération à la charge du Trésor que la prime à la navigation, dans les conditions prévues par la loi du 30 janvier 1893 sur la marine marchande.

Au cas, toutefois, où les primes à la navigation seraient maintenues pour une nouvelle période de dix ans, dans des conditions équivalentes, la compagnie devra continuer l'exécution du service jusqu'au 21 juillet 1912.

c) La compagnie maintiendra jusqu'au 30 janvier 1903, dans les mêmes conditions que pour la ligne précédente, l'exploitation de la seconde ligne commerciale dont les départs ont lieu actuellement de Bordeaux le 20 de chaque mois, pour les ports du Brésil et de la Plata.

d) Les itinéraires des deux lignes seront établis, au début de chaque année, de concert entre l'Administration des postes et la compagnie, qui s'engage, sauf empêchement de force majeure, à s'y conformer, tant en route que dans les escales. Il sera tenu compte, dans la fixation des heures de départ, des nécessités des opérations commerciales.

e) Les modifications ou déviations de route ou les suspensions de service résultant de tous cas de force majeure, notamment en temps d'épidémie, n'entraîneront à la charge de la compagnie aucune autre conséquence que la perte de la prime à la navigation afférente aux parcours non exécutés.

f) Aussi longtemps que sera maintenu par la compagnie le fonctionnement de la ligne du 5, l'État s'interdira de subventionner aucune autre ligne à destination des ports du sud du Brésil, à partir de Pernambuco inclusivement et des ports de la Plata.

Vitesses.

6. a) Les vitesses à réaliser obligatoirement par heure, en moyenne générale annuelle, sur les diverses lignes qui font l'objet de la présente convention, seront réglées conformément aux indications ci-après :

Sur les trois lignes de la Méditerranée, 13 nœuds;

Sur la ligne principale A, de l'Indo-Chine, 13 nœuds;

Sur la ligne principale B, 13 nœuds 50 jusqu'à l'entrée en service de cinq paquebots neufs dont un déjà construit et reçu officiellement; et 14 nœuds pour les paquebots neufs au fur et à mesure de leur entrée en service;

Sur les lignes annexes de Calcutta et de Batavia, 11 nœuds 50;

Sur la ligne d'Australie et de la Nouvelle-Calédonie, 14 nœuds;

Sur les lignes de la côte orientale d'Afrique et des îles Mascareignes, 12 nœuds.

Pour assurer la vitesse minima de 14 nœuds sur la ligne principale B, de l'Indo-Chine, la compagnie affectera successivement à ladite ligne, au fur et à mesure de leur achèvement, les cinq paquebots mentionnés au paragraphe a) ci-dessus, qu'elle aura fait construire en France, sur des chantiers français, dans un délai qui ne pourra excéder quatre ans à partir de la promulgation de la loi approuvant la présente convention.

Ces paquebots devront réaliser aux essais la vitesse de 18 nœuds.

c) L'itinéraire des deux lignes non subventionnées du Brésil et de la Plata sera établi sur la base d'une vitesse moyenne de 14 nœuds par heure.

Subvention.

7. a) Les parcours à exécuter en vertu de la présente convention seront rémunérés dans les conditions ci-après :

Méditerranée	13' 025 par lieue marine.
Indo-Chine	31 000 —
Australie et Nouvelle-Calédonie	31 000 —
Côte orientale d'Afrique et îles Mascareignes	20 000 —

b) La subvention totale à répartir entre les 496,554 lieues marines à parcourir sur l'ensemble des lignes et montant à la somme annuelle de douze millions quatre cent soixante-neuf mille deux cent soixante-douze francs trente-six centimes (12,469,272' 36") sera payée à la compagnie par douzièmes mensuels, à termes échus.

Durée de la convention.

8. a) En considération des sacrifices que la compagnie s'impose pour accélérer la marche du service postal dans toutes les régions que desservent ses paquebots, le terme fixé au 22 juillet 1903 par la convention du 30 juin 1886, pour l'exploitation des lignes qui lui sont concédées, sera prorogée au 22 juillet 1912.

b) Trois ans au moins avant cette date, l'État, si la compagnie le demande, fera connaître s'il entend, et à quelles conditions, renouveler un accord pour la continuation des services réglés par la présente convention additionnelle à celle du 30 juin 1886.

Disposition spéciale.

9. La compagnie consent à étendre aux lignes non subventionnées du Brésil et de la Plata le bénéfice des conditions stipulées pour les transports de personnel et de matériel de l'État, par les articles 31 et 33 du cahier des charges annexé à la convention du 30 juin 1886.

10. Sont maintenues les dispositions de la convention du 30 juin 1886 et du cahier des charges y annexé auxquelles il n'est pas dérogé par les stipulations de la présente convention additionnelle.

Fait à Paris, le 5 novembre 1894, en double expédition.

Approuvé l'écriture :
GIAETTE.

Approuvé l'écriture :
J. DE SELVES.

Approuvé :

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : V. LOUATTE.

N° 29827. — *LOI relative à la construction d'un Hôtel des postes
et des télégraphes à Montargis (Loiret).*

Du 13 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 14 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur
est :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvée la convention conclue, le 30 avril

1895, entre l'État et la ville de Montargis (Loiret) pour la construction d'un hôtel des postes et des télégraphes dans cette ville.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 13 Juillet 1895.

Signé: FÉLIX FAURE.

La Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé: A. RIBOT.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé: ANDRÉ LEBON.

CONVENTION.

Entre les soussignés :

Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, agissant pour le compte de l'État,

D'une part;

Et le maire de la ville de Montargis, agissant au nom et pour le compte de cette ville, en vertu d'une délibération de son conseil municipal en date du 29 mai 1894, approuvée par le préfet du Loiret, le 13 août suivant, dont la copie est ci-annexée.

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. La ville de Montargis s'engage à faire construire, sur un terrain d'environs cinq cents mètres, situé rues Gambetta et du Dévidet, et lui appartenant, un hôtel destiné à l'installation des services des postes, télégraphes et téléphones.

La construction de cet hôtel sera faite conformément aux plans et devis descriptifs et estimatifs dressés par M. Colin, architecte de la ville, et approuvés par le maire et par le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes.

La ville s'engage à amener gratuitement les grosses canalisations pour l'eau et l'éclairage jusqu'à l'intérieur des gros murs de façade aux robinets d'arrêt général.

Un fonctionnaire de l'administration des postes et des télégraphes sera désigné pour suivre et contrôler l'exécution des plans et devis et pour procéder à la réception définitive des travaux.

D'après le devis, la dépense est évaluée à la somme de quatre-vingt mille francs (80,000^f).

2. Les travaux devront être entièrement achevés dans les deux ans du jour de l'adjudication, date à laquelle les services devront pouvoir être installés dans le nouvel hôtel; mais la ville aura la faculté d'anticiper sur ce délai.

Il appartiendra à la ville de prendre les mesures nécessaires pour que le délai de deux ans ne soit pas dépassé, l'administration se réservant le droit de faire exécuter les travaux en régie dans les conditions déterminées par le règlement du 16 novembre 1866 sur le service des ponts et chaussées, s'ils n'étaient pas poussés avec l'activité suffisante pour que l'immeuble pût être livré à cette date.

3. Il sera payé à la ville, aussitôt après la livraison du terrain, une somme de dix-huit cents francs (1,800^f) pour lui tenir compte des frais qui lui ont été imposés en vue de la réalisation du projet.

4. A partir de la date de la réception des travaux, l'État deviendra propriétaire de l'hôtel des postes et des télégraphes ainsi que du terrain sur lequel il aura été édifié. L'État remboursera à la ville les dépenses justifiées de la construction (honoraires de l'architecte et frais accessoires compris) au moyen de trente annuités égales, calculées sur le pied d'un intérêt de trois francs quatre-vingt-cinq centimes pour cent (3^f 85 p. 0/0), plus l'amortissement, sans que l'annuité puisse dépasser le chiffre de quatre mille cinq cent vingt francs (4,520^f), considéré comme un maximum.

Le paiement de la première annuité aura lieu dans le mois qui suivra la réception des travaux; les suivants pourront coïncider avec les époques qui auront pu être imposées à la ville lors de la réalisation de son emprunt.

L'État se réserve toutefois la faculté d'anticiper ses paiements et de solder en une ou plusieurs fois les annuités restant dues, sauf à supporter les charges complémentaires d'amortissement qui seraient réclamées à la ville pour sa libération anticipée.

5. L'État, propriétaire de l'hôtel des postes, ne sera dispensé d'aucune des charges de ville et de police incombant légalement aux autres propriétaires; il bénéficiera comme eux de toute réduction ou suppression de ces charges.

6. L'État profitera des avantages que la ville lui a déjà concédés pour sa caserne au sujet de la fourniture de l'eau, et, pour l'avenir et à l'expiration des traités actuellement en cours avec les compagnies d'éclairage, la ville de Montargis s'engage à comprendre, pour l'éclairage, l'hôtel des postes comme établissement municipal.

7. La présente convention sera soumise à l'approbation du Parlement.

Fait triple à Paris, le 30 avril 1895.

Le Maire,
Signé : SÉDILLOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : ANDRÉ LEBON.

N° 29828. — *LOI modifiant l'article 24 de la loi du 15 juillet 1889 sur le Recrutement de l'Armée, en ce qui touche les Obligations militaires des Etudiants en droit, en médecine et en pharmacie.*

Du 13 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 17 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. L'article 24, paragraphes 1 et 2, de la loi du 15 juillet 1889 est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 24. Les jeunes gens visés au paragraphe 1^{er} de l'article précédent qui, dans l'année qui suivra leur année de service, n'auraient pas obtenu un emploi de professeur, de maître répétiteur ou d'instituteur ou qui cesseraient de le remplir avant l'expiration du délai fixé :

« Ceux qui n'auraient pas obtenu avant l'âge de vingt-six ans les diplômes ou les prix spécifiés aux alinéas du paragraphe 2, à l'exception toutefois des diplômes de docteur en droit, de docteur en médecine, de pharmacien de première classe et du titre d'interne des hôpitaux nommé au concours dans une ville où il existe une faculté de médecine, pour l'obtention desquels la limite d'âge, en ce qui touche le bénéfice résultant de l'article 23, est fixée à vingt-sept ans. »

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 13 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,
Signé : G^{ral} ZUBLINDEN.

N° 29829. — **DÉCRET** qui déclare d'utilité publique l'Établissement, dans le département de Seine-et-Oise, d'une Ligne de Tramway entre Saint-Germain-en-Laye et Poissy.

Du 24 Mai 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 29 mai 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu les avant-projets présentés, les 10 août 1892 et 15 février 1893, pour l'établissement, dans le département de Seine-et-Oise, d'une ligne de tramway à traction mécanique, destinée au transport des voyageurs, de leurs bagages, des messageries, des petits colis et éventuellement des marchandises entre Saint-Germain-en-Laye et Poissy;

Vu notamment les plans d'ensemble de ladite ligne;

Vu les pièces des enquêtes d'utilité publique ouvertes sur les avant-projets, en exécution de l'article 29 de la loi du 11 juin 1880 et dans les formes déterminées par le règlement d'administration publique du 18 mai 1881 ⁽¹⁾;

Vu notamment les procès-verbaux des opérations des commissions d'enquête, en date des 3 novembre 1892 et 28 juin 1894;

Vu les délibérations du conseil général de Seine-et-Oise, en date des 7 avril et 25 août 1894;

Vu la délibération de la commission mixte des travaux publics, en date du 19 mars 1894;

Vu l'adhésion donnée, les 26 avril, 4 juin et 30 juin 1894, par les ministres de la guerre, des finances et de l'agriculture aux conclusions prises par la commission mixte des travaux publics;

Vu la convention passée, le 9 mai 1895, entre le préfet de Seine-et-Oise, agissant au nom du département, et MM. *Edmond Coignet*, *Léon Francq*, *Paul Grosselin*, pour la rétrocession de l'entreprise, ainsi que le cahier de charges y annexé;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 20 juin 1892, 26 février 1894 et 21 janvier 1895;

Vu la lettre du ministre de l'intérieur, en date du 8 février 1895;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways;

Vu les règlements d'administration publique en date des 18 mai ⁽¹⁾ et 6 août 1881 ⁽²⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département de Seine-et-Oise, suivant les dispositions générales des plans ci-dessus visés, d'une ligne de tramway à traction mécanique destinée au transport des voyageurs, de leurs bagages, des messageries, des petits colis et éventuellement des marchandises entre Saint-Germain-en-Laye et Poissy.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 695, n° 11818.

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme telle et non avenue, si les expropriations nécessaires pour l'exécution dudit tramway ne sont pas accomplies dans un délai de trois mois à partir de la date du présent décret.

2. Le département de Seine-et-Oise est autorisé à pourvoir à la construction et à l'exploitation de la ligne de tramway dont il s'agit suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions du cahier des charges ci-dessus visé.

3. Est approuvée la convention passée, le 9 mai 1895, entre le département de Seine-et-Oise, agissant au nom du département, et MM. Edmond Coignet, Léon Francq et Paul Grosselin, pour la rétrocession du tramway susmentionné conformément aux conditions du cahier des charges annexé à cette convention.

Ladite convention ainsi que le cahier des charges et les plans ensemble ci-dessus visés resteront annexés au présent décret.

4. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 24 Mai 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

CONVENTION.

L'an mil huit cent quatre-vingt-quinze et le neuf mai,

Entre M. Gentil, chevalier de la Légion d'honneur, préfet du département de Seine-et-Oise, agissant au nom du département, en vertu :

1° De la loi du 10 août 1871;

2° De la loi du 11 juin 1880, relative aux chemins de fer d'intérêt local et aux tramways;

3° De la délibération du conseil général, en date du 7 avril 1894, qui a demandé à l'État la concession du tramway de Saint-Germain-en-Laye à Poissy, avec droit de rétrocession;

4° De la délibération du conseil général, en date du 25 août 1894, autorisant M. le préfet de Seine-et-Oise à passer une convention avec MM. Coignet, Francq et Grosselin,

D'une part;

Et MM. Edmond Coignet, ingénieur civil, chevalier de la Légion d'honneur, demeurant à Paris, rue des Mathurins, n° 3;

Léon Francq, ingénieur civil, chevalier de la Légion d'honneur, demeurant à Paris, rue d'Éna, n° 92;

Paul Grosselin, ingénieur civil, demeurant à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 46;

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le département de Seine-et-Oise demande à l'État la concession d'un tramway à traction mécanique, de Saint-Germain-en-Laye à Poissy. Il s'engage à rétroceder à MM. Coignet, Francq et Grosselin, qui l'acceptent, la construction et l'exploitation dudit tramway pour le transport des voyageurs, bagages et messageries, dans les conditions déterminées par le cahier des charges annexé à la présente convention.

La durée de la rétrocession commencera à la date du décret d'autorisation, et prendra fin le 31 décembre 1970.

Cette ligne sera construite à la voie d'un mètre quarante-quatre centimètres (1 m. 44) entre les bords intérieurs des rails.

2. De leur côté, MM. *Coignet, Franck et Grosselin* s'engagent conjointement et solidairement à construire et à exploiter la ligne de tramway dont il s'agit, conformément au cahier des charges mentionné.

Ce cahier des charges est d'ailleurs conforme au cahier des charges type annexé au décret du 6 août 1881, sauf les modifications apportées aux articles 1, 3, 4, 11, 27, 34 et 37 et les compléments ajoutés à l'article 23 et l'addition de l'article 15 bis.

3. Le département n'accorde à cette entreprise ni subvention ni garantie d'intérêt.

4. Dans un délai de six mois à partir de la déclaration d'utilité publique, les rétrocessionnaires devront constituer une société anonyme.

La société qui sera ainsi formée se substituera aux rétrocessionnaires et deviendra solidairement responsable avec eux, vis-à-vis du département, de tous les engagements qu'ils auraient contractés avec ce dernier. Cette substitution devra être approuvée par un décret délibéré en conseil d'État, suivant les dispositions de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880.

5. Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile à savoir :

Le préfet du département de Seine-et-Oise, à la préfecture de Versailles ;
M. *Edmond Coignet*, à Poissy ;
M. *Léon Franck*, à Poissy ;
M. *Paul Grosselin*, à Poissy ;

Fait double, à Versailles, les an, jour et mois susdits.

Lu et approuvé :	Lu et approuvé :	Lu et approuvé :
Signé : L. FRANCK.	Signé : P. GROSSELIN.	Par procuration : ED. GORCE. Signé : P. GROSSELIN.

Vu et approuvé, en vertu des délibérations du conseil général ci-dessus visé, conformément à l'article 54 de la loi du 10 août 1871.

Le Préfet de Seine-et-Oise,
Lu et approuvé :
Signé : GENTIL.

Enregistré à Versailles, le 25 juillet 1895, folio 85-7. Reçu deux francs cinquante centimes, décimes compris (droit simple: un franc vingt-cinq centimes; droit en plus: un franc vingt-cinq centimes). — Signé: *Hermery*.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Objet de la concession.

ART. 1^{er}. La ligne de tramway qui fait l'objet du présent cahier des charges est destinée au transport des voyageurs, de leurs bagages, des messageries, des petits colis et éventuellement des marchandises sur la demande que fera ultérieurement le concessionnaire. Celui-ci pourra être dispensé par un arrêté du ministre des travaux publics du transport de certaines natures de marchandises.

La traction aura lieu par des moteurs mécaniques qui seront agréés par le ministre des travaux publics et, à la volonté du concessionnaire, par des moteurs à vapeur sans foyer ou à foyer sans fumée.

Le ministre des travaux publics aura la faculté d'exiger pour cette ligne une double voie quand la recette brute aura atteint quarante mille francs (40,000) par kilomètre.

Tracé.

2. Cette ligne partira de la rue de la République, à Saint-Germain, à l'angle de la rue des Bûcherons, et empruntera les voies publiques ci-après désignées :

Rue de la République, route nationale n° 13, depuis le point kilométrique 23⁷20 dans Saint-Germain jusqu'au point kilométrique 28⁷12 dans Poissy (angle de la rue Jacob-Courand);

Délais d'exécution.

3. Les projets d'exécution seront présentés dans un délai de trois mois à partir de la date du décret déclaratif d'utilité publique.

Les travaux devront être commencés dans un délai de trois mois à partir de la date d'approbation des projets. Ils seront poursuivis et terminés de telle façon que le service d'exploitation puisse être commencé dans le délai d'une année après approbation des projets.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

4. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre quarante-quatre centimètres (1^m 44).

La largeur des locomotives et des caisses des véhicules ainsi que de leur chargement ne dépassera pas deux mètres vingt centimètres (2^m 20), et la largeur du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, restera inférieure à deux mètres cinquante centimètres (2^m 50); la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au plus de quatre mètres vingt centimètres (4^m 20).

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera réglée de manière qu'entre les parties les plus saillantes de deux voitures qui se croisent, il y ait un intervalle libre d'au moins cinquante centimètres (0^m 50).

Alignements et courbes. — Pentes et rampes.

5. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à trente mètres (30^m). Le maximum des déclivités est fixé à cinquante-cinq millièmes (0^m 055).

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

Établissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

6. Dans les sections où le tramway sera établi dans la chaussée, avec rails noyés, les voies de fer seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique et sans aucune altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. Les rails seront compris dans un empierrement ou pavage de vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur, qui régnera dans l'entre-rails et à cinquante centimètres (0^m 50) au moins de chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, qui restera chargé d'établir à ses frais cet empierrement ou pavage.

La chaussée empierrée ou pavée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel du

tramway (toutes saillies comprises) il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres soixante centimètres (2^m 60), permettant à une voiture ordinaire de se ranger pour laisser passer le matériel du tramway avec le jeu nécessaire.

Un intervalle libre d'au moins un mètre dix centimètres (1^m 10) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et la verticale de l'arête extérieure de la plate-forme de la voie publique.

Établissement de la voie ferrée. — Parties non accessibles aux voitures ordinaires.

7. Si la voie ferrée est établie sur un accotement qui, tout en restant accessible aux piétons, sera interdit aux voitures ordinaires, elle reposera sur une couche de ballas exclusivement composé de sable, graviers ou tous autres matériaux agréés par l'administration de deux mètres trente centimètres (2^m 30) de largeur et d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35) d'épaisseur totale, qui sera arasée de niveau avec la surface de l'accotement relevé en forme de trottoir.

La partie de la voie publique qui restera réservée à la circulation des voitures ordinaires présentera une largeur d'au moins six mètres (6^m), mesurée en dehors de l'accotement occupé par la voie ferrée et en dehors des emplacements qui seront affectés au dépôt des matériaux d'entretien de la route.

L'accotement occupé par la voie ferrée sera limité, du côté de la route, au moyen d'une bordure d'au moins douze centimètres (0^m 12) de saillie, d'une solidité suffisante; dans les parties de routes et de chemins dont la déclivité dépassera trois centimètres (0^m 03) par mètre, cette bordure sera accompagnée et soutenue par un demi-canneveau pavé qui n'aura pas moins de trente centimètres (0^m 30) de largeur. Un intervalle libre de trente centimètres (0^m 30) au moins sera réservé entre la verticale de l'arête de cette bordure et la partie la plus saillante du matériel de la voie ferrée; un autre intervalle libre d'un mètre dix centimètres (1^m 10) subsistera entre ce matériel et la verticale de l'arête extérieure de l'accotement de la route.

Les rails qui, à l'extérieur, seront au niveau de l'accotement régularisé, ne formeront sur l'entre-rails que la saillie nécessaire pour le passage des boudins des roues du matériel de la voie ferrée.

Traverses des villes et villages.

8. Dans les traverses des villes et des villages, les voies ferrées devront, à moins d'une autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails noyés dans la chaussée entre les deux trottoirs, ou du moins entre les deux zones à réserver pour l'établissement de trottoirs et suivant le type décrit à l'article 6.

Le minimum des largeurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

(A) Pour un trottoir, un mètre dix centimètres (1^m 10);

(B) Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le bord d'un trottoir :

1° Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres soixante centimètres (2^m 60);

2° Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0^m 30).

Exécution des travaux.

9. Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées sera couvert par des fournitures de matériaux neufs de la nature et de la qualité de ceux qui sont employés dans lesdites chaussées.

Pour le rétablissement des chaussées pavées au moment de la pose de la voie ferrée, il sera fourni, en outre, la quantité de boutisses nécessaire afin d'opérer ce rétablissement suivant les règles de l'art, en évitant l'emploi des demi-pavés.

Les vieux matériaux provenant des anciennes chaussées remaniées ou refaites à neuf qui n'auront pas trouvé leur emploi dans la réfection seront laissés à la libre disposition du concessionnaire.

Les fers, bois et autres éléments constitutifs des voies ferrées devront être de bonne qualité et propres à remplir leur destination.

Voies.

10. Les voies devront être établies d'une manière solide et avec des matériaux de même qualité.

Les rails seront en acier et du poids de vingt kilogrammes (20^k) au moins par mètre courant; ils seront posés suivant les dispositions que l'administration arrêtera, et la proposition du concessionnaire.

Gares et stations.

11. Les trains devront s'arrêter pour prendre ou laisser des voyageurs sur les points de parcours ci-après indiqués.

Le nombre et l'emplacement des gares, stations et haltes seront arrêtés lors de l'approbation des projets définitifs. Il est toutefois entendu, dès à présent, qu'il sera établi des stations ou des haltes pour le service des voyageurs suivant les indications ci-après :

Rue de la République (angle de la rue des Bûcherons), station.

Rue de la République (place Saint-Pierre), halte-poteau.

Rue de Poissy (rue d'Alger), halte-poteau.

Rue de Poissy (partie de la forêt de Saint-Germain), halte-poteau.

Forêt de Saint-Germain (P. N. du chemin de fer de Grande-Ceinture), halte-poteau.

Forêt de Saint-Germain, 2 k. 900, halte-poteau.

Porte de Poissy, halte-poteau.

Passage inférieur du chemin de fer de Grande-Ceinture, halte-poteau.

Pied de la côte de Poissy ancien octroi, halte-poteau.

Place de la République, halte-poteau.

Rue de Paris (rue de Paris et rue de Conflans), halte-poteau.

Place de la Mairie, station.

Une ligne téléphonique sera placée le long de la ligne exploitée sur la demande du concessionnaire ou si l'administration l'exige. Elle devra en tout état de cause être établie lorsque le service, au lieu de se faire en navette, comportera la marche simultanée de plusieurs trains.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

12. Sur les sections où la voie ferrée est accessible aux voitures ordinaires (secours à rails noyés dans la chaussée), l'entretien, qui est à la charge du concessionnaire, comprend le pavage ou empierrement des entre-rails et de l'entre-voie, ainsi que des zones de cinquante centimètres (0^m 50) qui servent d'accotements extérieurs aux rails.

Réfection des parties de route ou de chemin atteintes par les travaux de la voie ferrée.

13. Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées en dehors des zones ou de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu par le concessionnaire à l'entretien de ces parties pendant une année à dater de la réception provisoire des travaux de réfection; il en sera de même pour tous les ouvrages souterrains.

Nombre minimum des voyages.

14. Le nombre minimum des voyages qui devront être faits tous les jours dans chaque sens est fixé à dix en hiver et à quinze en été.

Limitation de la vitesse et de la longueur des trains.

15. Les trains se composeront de trois voitures au plus et leur longueur totale ne dépassera pas quarante mètres (40^m).

La vitesse des trains en marche sera au plus de vingt kilomètres (20^h) à l'heure dans la forêt de Saint-Germain et de seize kilomètres (16^h) sur le restant du parcours.

Dans la traversée des lieux habités, la vitesse ne devra pas dépasser les limites fixées par les arrêtés préfectoraux.

15 bis. Les voitures de toutes classes devront être chauffées du 1^{er} novembre au 1^{er} mai. Ces dates seront avancées ou prolongées si la température moyenne de la journée est inférieure à cinq degrés centigrades.

TITRE III

DURÉE ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

16. La durée de la concession de la ligne mentionnée à l'article 2 du présent cahier des charges commencera à courir de la date du décret d'autorisation, et elle prendra fin le 31 décembre 1870.

Expiration de la concession.

17. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, et par le seul fait de cette expiration, l'État sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur la voie ferrée et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien la voie ferrée et tous les immeubles faisant partie du domaine public qui en dépendent. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant de ladite voie, tels que les clôtures et clôtures, les changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, bureaux d'attente et de contrôle, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, l'État aura le droit de saisir les revenus du tramway et de les employer à rétablir en bon état la voie ferrée et ses dépendances, si le concessionnaire ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers, tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, l'État se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel à l'État.

L'État sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre en outre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts; et, réciproquement, si l'État le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois l'État ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du tramway pendant six mois.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où l'État déciderait que les voies ferrées doivent être maintenues en tout ou en partie.

Remise des lieux dans l'état primitif.

18. Dans le cas où le Gouvernement déciderait, au contraire, que les voies ferrées doivent être supprimées en tout ou en partie, ces voies seront enlevées et les lieux seront remis dans l'état primitif par les soins et aux frais du concessionnaire, sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité.

Rachat de la concession.

20. L'État aura toujours le droit de racheter la concession.

Le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective de la concession, ou au plus tard à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 3 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'achèvement des travaux.

Le rachat de la concession entière est réclamé par l'État après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui ont précédé celle où le rachat sera effectué et en y comprenant les annuités qui auront été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des deux plus dernières années, et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Le produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant le même et le cinquième paragraphe de l'article 17, la reprise de la totalité des biens mobiliers étant ici obligatoire, dans tous les cas, pour l'État.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, par suite d'un changement dans le classement des routes et chemins empruntés par la voie publique, une nouvelle autorité serait substituée à celle de qui émane la concession.

La nouvelle autorité aura les mêmes droits que celle qui a fait la concession.

Déchéance.

21. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet tous les projets définitifs, ou s'il n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par l'article 3, il encourra la déchéance, qui, après mise en demeure, sera prononcée par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 38, à titre de cautionnement, deviendra la propriété de l'État et lui restera acquise.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

22. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 3, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le règlement d'administration publique du 6 août 1881, ainsi que par le présent cahier des charges, et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement dans les conditions qui seraient prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué par le ministre des travaux publics, après mise en demeure, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement devra être restitué dans le mois de la décision ministérielle.

En cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, conformément à l'article 41 du règlement d'administration publique du 6 août 1881.

Cas de force majeure.

23. Les dispositions des deux articles qui précèdent ne seraient pas applicables, et la déchéance ne serait pas encourue, dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dément constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.

Tarif des droits à percevoir.

23. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il en remplisse exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir pendant toute la durée de la concession les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

TARIF.		PRIX à percevoir.
1° PAR TÂTE ET PAR KILOMÈTRE.		fr. c.
<i>Grande vitesse.</i>		
Voyageurs	Voitures couvertes, garnies et fermées à glaces (1 ^{re} classe) ..	0 10
	Voitures couvertes, fermées à glaces et à banquettes rembourrées (2 ^e classe)	0 075
	Au-dessous de trois ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.	
Enfants.	De trois à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte; toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur.	
	Au-dessus de sept ans, ils payent place entière.	
Il sera délivré des billets d'aller et retour, avec réduction d'un quart, aux voyageurs qui circuleront entre Poissy et Saint-Germain au tarif de plein trajet.		
La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus.		
Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.		
Le minimum de perception sera de 15 centimes en première classe et de 10 centimes en deuxième classe.		
Chiens transportés dans les trains de voyageurs		0 015
(Sans que la perception puisse être inférieure à 0 ^e 15.)		
<i>Petite vitesse.</i>		
Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, bêtes de trait		0 15
Veaux et porcs		0 01
Moutons, brebis, agneaux, chèvres		0 03
Lorsque les animaux ci-dessus dénommés seront, sur la demande des expéditeurs, transportés à la vitesse des trains de voyageurs, les prix seront doublés.		
2° PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.		
Les marchandises payeront :		
Celles qui seront transportées en grande vitesse par les trains de voyageurs, les excédents de bagages, les marchandises encombrantes, les arbustes (emballage compris), tout ce qui, sous un volume d'un mètre cube, ne pèse pas 100 kilogrammes.		0 50
Toutes celles qui seront transportées en petite vitesse.		0 20
Le minimum de perception, dans tous les cas, est fixé à		0 50
Pour les marchandises, la perception sera calculée sur un parcours minimum de 6 kilomètres.		

Les prix ci-dessus ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire qu'autant qu'il effectuerait lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre estimé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Le tableau des distances entre les diverses stations sera arrêté par le préfet, d'après le procès-verbal de chaînage dressé contradictoirement par le concessionnaire et le service du contrôle. Ce chaînage sera fait suivant la voie la plus courte, d'axe en axe des bâtiments des voyageurs des stations extrêmes. Les tarifs proposés d'après cette base seront soumis à l'homologation du ministre des travaux publics.

Dans aucun cas, il ne pourra être perçu pour un voyageur pris ou laissé en route un prix supérieur à celui qui a été prévu pour la distance complète qui sépare les deux stations entre lesquelles le parcours a été effectué.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes (1,000^k).

Les fractions de poids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite vitesse, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes (10^k).

Ainsi, tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes (0 et 10^k) payera comme dix kilogrammes (10^k); entre dix et vingt kilogrammes (10 et 20^k), comme vingt kilogrammes (20^k), etc.

Toutefois, pour les excédents de bagages et de marchandises à grande vitesse, les coupures seront établies : 1° de zéro à cinq kilogrammes (0 à 5^k); 2° au-dessus de cinq (5^k) jusqu'à dix kilogrammes (10^k); 3° au-dessus de dix kilogrammes (10^k), par fraction indivisible de dix kilogrammes (10^k).

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque, soit en grande, soit en petite vitesse, ne pourra être inférieure à cinquante centimes (0^c 50).

Bagages.

24. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de trente kilogrammes (30^k) n'aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement, et elle sera réduite à vingt kilogrammes (20^k) pour les enfants transportés à moitié prix.

Assimilation des classes de marchandises.

25. Les animaux, denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés dans le tarif seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formulées aux articles 26 et 27 ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à une taxe supérieure à celle de la première classe du tarif ci-dessus.

Les assimilations de classes pourront être provisoirement réglées par le concessionnaire; elles seront immédiatement affichées et soumises à l'administration, qui prononcera définitivement.

Transport de masses indivisibles.

26. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de deux mille kilogrammes (2,000^k).

Néanmoins le concessionnaire ne pourra se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de deux mille à trois mille kilogrammes (2,000 à 3,000^k), mais les droits de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

Le concessionnaire ne pourra être contraint à transporter les masses pesant plus de trois mille kilogrammes (3,000^k).

Si, nonobstant la disposition qui précède, le concessionnaire transporte des masses indivisibles pesant plus de trois mille kilogrammes (3,000^k), il devra, pendant trois mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feraient la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition du concessionnaire.

Exceptions. — Envois par groupes.

27. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énoncés dans le tarif et qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes (200^k) sous le volume d'un mètre cube;

2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux pour lesquels des règlements de police prescriraient des précautions spéciales;

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait deux mille francs (2,000^f);

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs;

5° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédents de bagages pesant isolément quarante kilogrammes (40^k) et au-dessous.

Toutefois les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis pesant ensemble plus de quarante kilogrammes (40^k), d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédents de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes (40^k).

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets ou colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messageries et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par le préfet, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition des concessionnaires.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un de ces paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes (40^k).

Abaissement des tarifs.

28. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du ministre des travaux publics, conformément aux dispositions de la loi du 11 juin 1880.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et sur le transport.

Délais d'expédition.

29. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis, bestiaux et objets quelconques seront inscrits, à la gare d'où ils partent et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite, sur le registre de la gare de départ, du prix total dû pour leur transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

Délais de livraison.

30. Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques seront expédiés et livrés de gare en gare, dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées :

1° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à grande vitesse seront expédiés par le premier train de voyageurs contenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux heures après l'arrivée du même train.

2° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à petite vitesse seront expédiés dans le jour qui suivra celui de la remise.

Le maximum de durée du trajet sera fixé par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Les colis seront mis à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra celui de leur arrivée en gare.

Le délai total résultant des trois paragraphes ci-dessus sera seul obligatoire pour la compagnie.

Il pourra être établi un tarif réduit, approuvé par le ministre des travaux publics, pour tout expéditeur qui acceptera des délais plus longs que ceux déterminés ci-dessus pour la petite vitesse.

Pour le transport des marchandises, il pourra être établi, sur la proposition du concessionnaire, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse. Le prix correspondant à ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

Le préfet déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, ainsi que les dispositions relatives aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Frais accessoires.

31. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins du tramway, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Il en sera de même des frais de transbordement qui seront faits dans les gares de raccordement de la ligne concédée avec une ligne présentant une largeur de voie différente.

Camionnage.

32. Le concessionnaire sera tenu de faire, soit par lui-même, soit par un intermédiaire dont il répondra, le factage et le camionnage pour la remise au domicile des destinataires de toutes les marchandises qui lui seront confiées.

Le factage et le camionnage ne seront point obligatoires en dehors du rayon de l'octroi, non plus que pour les gares qui desserviraient soit une population agglomérée de moins de trois mille habitants, soit un centre de population de trois mille habitants situé à plus de cinq kilomètres de la gare du tramway.

Les tarifs à percevoir seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Ils seront applicables à tout le monde sans distinction.

Toutefois les expéditeurs et destinataires resteront libres de faire eux-mêmes et à leurs frais le factage et le camionnage des marchandises.

Trajets particuliers.

33. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises

par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 39 du règlement d'administration publique du 6 août 1881, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le tramway.

Embranchements industriels. — Tarif à percevoir pour le matériel prêté.

34. Le concessionnaire sera indemnisé de la fourniture et de l'envoi de son matériel sur les embranchements desservant des carrières, des mines ou des usines, par la perception d'une redevance qui est fixée à un franc vingt centimes (1^r 20) par wagon et par kilomètre, quel que soit le chargement du wagon.

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle.

35. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance de la voie ferrée seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

Service des postes.

36. La concessionnaire sera tenu de recevoir dans ses voitures, aux heures des départs réguliers, les sacs de dépêches de la poste escortés ou non d'un convoyeur. Les sacs seront déposés dans un coffre fermant à clef. Le convoyeur aura droit à une place réservée aussi près que possible de ce coffre.

L'administration des postes aura, en outre, le droit de fixer aux voitures de l'entreprise une boîte aux lettres, dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Les prix des transports ci-dessus seront payés par l'administration des postes, conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à fournir au concessionnaire une subvention par annuités. Dans ce cas, les sacs de dépêches et le convoyeur devront être transportés gratuitement.

Le concessionnaire pourra être tenu de fixer, d'après les convenances du service des postes, l'heure d'un de ses départs dans chaque sens.

Le montant des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial aura imposées au concessionnaire, déduction faite du produit qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes, que l'entrepreneur soit subventionné ou non par le Trésor, suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux arbitres. En cas de désaccord de ces arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Frais de contrôle.

37. La somme que le concessionnaire doit verser chaque année, à la date du 1^{er} janvier, afin de pourvoir aux frais du contrôle, sera calculée d'après le chiffre de soixante-quinze francs (75^r) par kilomètre de voie concédée.

Le premier versement aura lieu exceptionnellement le 1^{er} du mois qui suivra celui où aura été rendu le décret de concession; il s'appliquera aux mois qui resteront à courir pour toute l'année. Il sera effectué à la caisse du trésorier-payeur général de Seine-et-Oise, à Versailles.

Cautionnement.

38. Avant la signature de l'acte de concession, le concessionnaire déposera à la caisse des dépôts et consignations une somme de dix mille francs (10,000^f) en numéraire ou en rente sur l'État calculée conformément au décret du 31 janvier 1872, ou en bons du Trésor, avec transfert, au profit de ladite caisse, de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Les quatre cinquièmes en seront rendus au concessionnaire par cinquième et proportionnellement à l'avancement des travaux. Le dernier cinquième ne sera remboursé qu'après l'expiration de la concession.

Élection de domicile.

39. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Poissy.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture de Seine-et-Oise.

40. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département de Seine-et-Oise, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

41. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention ci-annexée seront supportés par le concessionnaire.

Lu et approuvé :

Signé : L. FRANCO.

Lu et approuvé :

Signé : P. GROSSELIN.

Lu et approuvé :

Signé : EDMOND COIGNET.

Lu et approuvé en vertu des délibérations du conseil général en date des 7 avril et 25 août 1894.

..... Le Préfet de Seine-et-Oise,

Signé : GENTIL.

Enregistré à Versailles, le 25 juillet 1895, folio 85-7. Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Hermery.

N° 29830. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à divers Travaux de navigation intérieure.*

Du 1^{er} Juin 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics ;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice ;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'état ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor public par des communes et des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de divers travaux appartenant à l'exercice 1894 et relatifs à l'entretien des canaux de navigation;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 29 mai 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1894, première section, chapitre xxx : *Navigation intérieure. — Canaux. — Travaux ordinaires*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de deux mille deux cent soixante-quatre francs cinquante-neuf centimes (2,264^f 59^c), applicable dans la proportion suivante aux entreprises ci-après désignées, savoir :

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des crédits.
Doubs.....	Entretien du barrage de Saint-Paul sur le Doubs, à Besançon.....	300 ^f 00 ^c
Finistère.....	Entretien du canal de Nantes à Brest (15 ^f + 15 ^f).....	30 00
Meurthe-et-Moselle.	Entretien du canal de l'Est.....	470 00
Meuse.....	Établissement d'un port à Sivry-sur-Meuse.....	300 00
Morbihan.....	Entretien du canal de Nantes à Brest (25 ^f + 1 ^f 11 + 44 ^f). Entretien du canal du Blavet (27 ^f 72 + 23 ^f 20 + 58 ^f 56 + 110 ^f + 525 ^f).....	70 11 744 48
Nord.....	Entretien du pont-levis de Croix et du pont tournant de Marcq (150 ^f + 200 ^f).....	350 00
TOTAL comme ci-dessus.....		2,264 59

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Clermont-Ferrand, le 1^{er} Juin 1895.

Signé: FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTREPS.

⁽¹⁾ XI^e série, Buff. 1045, n° 10577.

État des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1894.

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
ANNÉE 1894.					
Meurthe-et-Moselle.	La société métallurgique de Champigneulle.	Nancy.....	9406	29 déc. 1894.	470 ⁰ 00 ⁰
Meuse....	La commune de Sivry.	Montmédy....	3083	27 sept. 1894.	300 00
	M. Lenoé.....	Vannes.....	4744	23 oct. 1894.	25 00
	M. Érain.....	Idem.....	4745	Idem.	41 00
	La société des câbles français.	Lorient.....	6017	15 oct. 1894.	27 79
Morbihan.	Idem.....	Idem.....	6018	Idem.	23 20
	M. Breart de Boisanger.	Idem.....	6019	Idem.	58 56
	M ^{me} veuve Lemoine.	Pontivy.....	3048	26 sept. 1894.	110 00
	M. Leroy (Jules)...	Idem.....	3051	27 sept. 1894.	1 11
	La compagnie des tramways du département du Nord.	Lille.....	13411	12 nov. 1894.	200 00
Nord.....	Idem.....	Idem.....	14974	20 déc. 1894.	150 00
ANNÉE 1895.					
Doubs....	L'administration de la guerre.	Besançon....	355	26 janv. 1895.	300 ⁰ 00 ⁰
Finistère...	La commune de Châteaulin.	Châteaulin....	113	16 janv. 1895.	15 00
	M. Kerloch.....	Idem.....	118	Idem.	15 00
Morbihan.	MM. Le Clinche, Bellec et consorts.	Pontivy.....	405	13 fév. 1895.	525 00
TOTAL....					2,264 59

N° 19831. — **DÉCRET** portant augmentation du nombre des Juges du Tribunal de commerce de Tourcoing (Nord).

Du 1^{er} Juillet 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 5 juillet 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu le décret du 26 novembre 1872 ⁽¹⁾, qui a créé à Tourcoing un tribunal de commerce, composé d'un président, de trois juges, de deux juges suppléants et d'un greffier;

Vu le décret du 23 avril 1875 ⁽²⁾, qui a créé deux nouveaux sièges de juge suppléant;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 112, n° 1531.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 252, n° 4100.

Vu l'article 617 du code de commerce;

Vu l'avis du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le nombre des juges du tribunal de commerce de **Tourcoing** est porté de trois à quatre.

Le nombre des juges suppléants est porté de quatre à six.

En conséquence, ce tribunal sera composé à l'avenir, indépendamment du greffier, d'un président, de quatre juges titulaires et de six juges suppléants.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 1^{er} Juillet 1895.

Signé : **FÉLIX FAURE**.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : **L. TRARIEUX**.

N° 29832. — *DÉCRET qui institue une Justice de paix à Kairouan (Tunisie).*

Du 1^{er} Juillet 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre des affaires étrangères;

Vu la loi du 27 mars 1883, portant organisation de la juridiction française en Tunisie;

Vu le décret du 29 octobre 1887⁽¹⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est institué, dans la régence de Tunis, une justice de paix qui a son siège à Kairouan.

2. Le ressort de la justice de paix comprend la circonscription du contrôle civil de Kairouan.

3. Cette juridiction se compose :

D'un juge de paix;

D'un ou plusieurs suppléants non rétribués;

⁽¹⁾ *Mir* série, Bull. 1129, n° 18581.

4. Les traitements sont fixés ainsi qu'il suit :

Juge de paix.....	3,500 ^f
Greffier.....	2,000
Commis greffier.....	500
Interprète.....	2,000
Officier de police judiciaire.....	2,000

5. Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 1^{er} Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des affaires étrangères,

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : G. HANOTAUX.

Signé : L. TRARIEUX.

N° 29833. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1891, 1892 et 1893.

Du 5 Juillet 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes,

Vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1895;

Vu les états de créances liquidées à la charge du département de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), pour les exercices 1891, 1892 et 1893;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu le décret du 10 novembre 1856 ⁽¹⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu les réclamations des personnes dont l'état est ci-joint;

Considérant que les comptes définitifs des exercices 1891, 1892 et 1893 présentent, aux divers chapitres sur lesquels les sommes réclamées doivent être prélevées, des restes disponibles suffisants pour les acquitter;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 2 juillet 1895.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 440, n° 4110.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif des dépenses, un crédit supplémentaire de la somme de dix mille cinq cent soixante-huit francs cinquante-quatre centimes (10,568^f 54), réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1891	{ chapitre XLVII.	8,268 ^f 55 ^c
	{ chapitre XLVIII.	600 00
Exercice 1892	{ chapitre XLIX.	986 66
Exercice 1893	{ chapitre XLV.	25 00
	{ chapitre LII.	688 33
ENSEMBLE.		<u>10,568 54</u>

Cette somme forme le montant des créances désignées au tableau ci-joint et pour lesquels des états nominatifs seront adressés au ministère des finances, en exécution de l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes est autorisé à ordonnancer cette somme sur le chapitre *spécial : Dépenses des exercices clos*, ouvert à son budget, première section (*Service de l'instruction publique*), conformément à l'article 6 de la loi du 23 mai 1834 ci-dessus visé.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 5 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 29834. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1895, un Crédit, à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour Travaux militaires.*

Du 5 Juillet 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de la guerre;

Vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1895;

Vu la convention passée entre l'État et la ville de Besançon le 1^{er} mai

1894. et stipulant, pour cette ville, l'engagement de verser au Trésor une somme de cent soixante-dix-huit mille francs, à titre de fonds de concours, pour l'exécution de modifications à l'enceinte fortifiée de la place, entre la tour n° 19 et le quai Vauban;

Vu la convention passée entre l'État et la ville de Longwy, le 30 janvier 1893, et stipulant, pour cette ville, l'engagement de verser annuellement au Trésor une somme de deux cents francs à titre de part contributive de la dépense de curage de la partie des fossés des fortifications de la place servant de champ de tir à la garnison;

Vu la convention passée, le 8 août 1888, avec la ville de Maubeuge et par laquelle cette ville s'est engagée à concourir pour une somme de mille deux cents francs, à la dépense annuelle de location du logement de M. le général commandant supérieur de la défense du groupe correspondant de places fortes;

Vu la convention passée, le 8 mai 1889, avec le département de la Gironde et par laquelle ce département s'est engagé à contribuer, pour une somme de cinq mille francs à l'entretien annuel du dépôt de remonte de Mérignac;

Vu la convention passée, le 16 septembre 1889, avec la ville de Romans et par laquelle cette ville s'est engagée à contribuer pour une somme de cinq cent cinquante mille francs à la dépense d'installation d'un régiment d'infanterie;

Vu la convention passée entre l'État et la ville de Gap, le 1^{er} février 1894. et stipulant, pour cette ville, l'engagement de verser au Trésor une somme de dix-sept mille francs à titre de part contributive dans la dépense d'établissement, au lieu dit *la Tour Ronde*, d'un champ de tir destiné à la garnison de la place;

Vu l'état des sommes versées au Trésor par les villes et le département ci-dessus désignés, en exécution des conventions susvisées;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 2 juillet 1895,

DECRÈTE:

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le budget de l'exercice 1895, un crédit total de deux cent vingt un mille quatre cents francs (221,400^f) qui sera réparti ainsi qu'il suit :

1^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.

CHAP. XLIX. — ÉTABLISSEMENTS DU GÉNIE (MATÉRIEL D'EXPLOITATION).

Besançon. — Modifications à l'enceinte fortifiée de la place, entre la tour n° 19 et le quai Vauban.....	178,000 ^f
Longwy. — Curage de la partie des fossés des fortifications servant de champ de tir à la garnison.....	200
Maubeuge. — Location du logement de M. le général gouverneur.....	1,200
Mérignac. — Entretien du dépôt de remonte.....	5,000
TOTAL pour la 1^{re} section.....	184,400

2^e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

CHAP. XL. — CASERNEMENTS.

Romans. — Installation d'un régiment d'infanterie..... 20,000^f

CHAP. XLI. — CHAMPS DE MANŒUVRES, DE TIR,
STANDS ET MANÈGES.

Gap. — Établissement d'un champ de tir pour la garnison au lieu
dit la *Tour Ronde*..... 17,000^f

TOTAL pour la 2^e section..... 37,000

TOTAL GÉNÉRAL ÉGAL..... 211,400

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen des sommes versées au Trésor, à titre de fonds de concours, par les villes et le département désignés d'autre part.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 5 Juillet 1895.

Signé: FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé: A. RIBOT.

Le Ministre de la guerre,

Signé: G^l ZURLINDEN.

N^o 29835. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Travaux militaires.

Du 11 Juillet 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de la guerre,

Vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1895;

Vu la convention passée, le 12 décembre 1894, entre l'État et la ville de Constantine, et stipulant, pour cette ville, l'engagement de verser au Trésor une somme de dix mille cinq cents francs pour permettre l'exécution, par le service militaire, de modifications au mur d'enceinte de ladite place, en vue de l'agrandissement de la place de Nemours;

Vu la délibération de la commission mixte des travaux publics, en date du 23 juillet 1888, aux termes de laquelle la ville de Toulon est tenue de contribuer, pour moitié, à l'entretien de la partie de la rue du Rempart de ladite ville comprise entre la porte Nationale et la porte de Malbousquet;

Vu l'état des sommes versées au Trésor par lesdites villes, en exécution des actes ci-dessus relatés;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances,

Décret :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le chapitre XLIX : *Établissements du génie — Matériel d'exploitation*, de la première section du budget de l'exercice 1895, un crédit de onze mille sept cents francs (11,700^f) qui sera affecté aux dépenses suivantes :

Constantine. — Modifications au mur d'enceinte de la place en vue de l'agrandissement de la place de Nemours	10,500 ^f
Toulon. — Entretien de la partie de la rue du Rempart comprise entre la porte Nationale et la porte de Malbousquet	1,200
TOTAL ÉGAL	11,700

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen des sommes versées au trésor, à titre de fonds de concours, par les villes de Constantine et de Toulon.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun de ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 11 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{ral} ZURLINDEN.

29836.—**DÉCRET** relatif à l'agrandissement de la commune de plein exercice de l'Hillil (Oran).

Du 17 Juillet 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 5 avril 1884;

Vu le décret du 30 avril 1861 ⁽²⁾;

Vu les pièces de l'enquête à laquelle a été soumis le projet d'agrandissement de la commune de plein exercice de l'Hillil, arrondissement de Mostaganem (département d'Oran);

Vu les délibérations du conseil municipal de la commune de plein exercice de l'Hillil et de la commission municipale de la commune mixte du même nom;

Vu l'avis du conseil général du département d'Oran;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 927, n° 9003.

Vu l'avis du conseil de Gouvernement;
Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie;
Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les lots de ferme de Clinchant appartenant aux sieurs *Montgobert* et *Domergue*, et comprenant une superficie de quatre cent un hectares cinq ares (40^a 05^a), sont distraits de la commune mixte de l'Hillil et réunis à la commune de plein exercice du même nom, arrondissement de Mostaganem (département d'Oran).

Les limites entre la commune mixte de l'Hillil et la commune de plein exercice du même nom sont déterminées par le liseré carmin tracé au plan ci-annexé.

2. Les dispositions qui précèdent recevront leur exécution sans préjudice des droits d'usage et autres qui peuvent être respectivement acquis.

3. Les autres conditions de la séparation sont réglées comme il suit :

a. L'actif mobilier de la commune mixte de l'Hillil se partagera entre cette circonscription et la commune de plein exercice du même nom, dans les conditions déterminées par l'avis du Conseil d'État du 20 juillet 1807;

b. Il n'y a pas lieu à indemnité ou compensation au profit de l'une des deux communes, en raison de l'abandon forcé d'édifices ou autres immeubles servant à usage public et situés sur le territoire de chacune d'elles.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 17 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LETGUES.

N° 29837. — DÉCRET qui rend exécutoire en Algérie la loi du 25 avril 1895 relative à la préparation, à la vente et à la distribution des Sérums thérapeutiques et autres produits analogues.

Du 19 Juillet 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 25 avril 1895, relative à la préparation, à la vente et à la distribution des sérums thérapeutiques et autres produits analogues;

Vu le décret du 14 septembre 1851 ⁽¹⁾, portant promulgation dans la colonie de la loi du 27 mars précédent tendant à la répression de certaines fraudes dans la vente des marchandises;

Vu l'article 4 de l'ordonnance du 22 juillet 1834 ⁽²⁾ et le décret du 26 août 1881 ⁽³⁾;

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La loi susvisée du 25 avril 1895 est rendue exécutoire en Algérie. Elle y sera à cet effet publiée et promulguée à la suite du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin du Gouvernement général*.

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 19 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

F 29838. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1^{er} Sont déclarés d'utilité publique les travaux à exécuter pour l'élargissement de la plate-forme de la tranchée comprise entre les gares de Paris et de la Chapelle, conformément aux indications des plan et profils produits par la compagnie du chemin de fer du Nord les 14 novembre 1893 et 25 février 1894, lesquels plan et profils resteront annexés au présent décret.

2^o Pour l'acquisition des terrains nécessaires à l'exécution desdits travaux, la compagnie du Nord est substituée aux droits comme obligations qui dérivent pour l'administration de la loi du 3 mai 1841.

3^o La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux ne sont pas terminées dans un délai de trois ans, à dater de la promulgation du présent décret.

4^o Les terrains acquis seront incorporés à la concession du chemin de fer du Nord. (*Paris, 18 Mai 1895.*)

F 29839. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant ce qui suit :

Un adjoint en sus du nombre déterminé par l'article 73 de la loi du 4 avril 1884 sera nommé dans la section de Miramas-Village (commune de

⁽¹⁾ V^e série, Bull. 443, n° 3756.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 654, n° 11037.

⁽³⁾ IX^e série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 324, n° 5450.

Miramas, canton de Salon, arrondissement d'Aix, département des Bouches du-Rhône.

Il remplira, dans cette section, les fonctions d'officier de l'état civil, se conformant aux dispositions des articles 2 et 3 de l'arrêté du 18 flor-an x 8 mai 1802 et pourra y être chargé de l'exécution des lois et règlements de police. (*Paris, 24 Mai 1895.*)



Certifié conforme :

Paris, le 24 * Septembre 1895.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

L. TRARIEUX.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1718.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 29340. — *Loi relative à une transaction entre l'État et les consorts de Marcellus.*

Du 18 Juillet 1895.

(Promulguée au *Journal officiel* du 18 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvé l'acte passé, le 21 mai 1894, entre le préfet des Landes, agissant au nom de l'État, et M. Darmuzey, notaire à Parentis-en-Born, agissant au nom et comme mandataire des consorts de Marcellus, Lafon, Fabre et Gazailhan, portant cession par ces derniers à l'État de trois cent soixante hectares dix ares (360^m 10^a) de dunes boisées situées sur le territoire de la commune de Biscarossé et remise par l'État aux cédants de la totalité des sommes qu'ils doivent au Trésor pour remboursement, en capital et intérêts, des frais de mise en valeur de terrains payés par lui en leur acquit et dont le chiffre a été arrêté transactionnellement à deux cent vingt-huit mille cent quatre-vingt-dix-neuf francs quarante-cinq centimes (228,199^f 45).

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 18 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

N° 29541. — *Loi concernant la Détermination et la Conservation des Postes électro-sémaphoriques.*

Du 15 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 19 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La détermination des postes électro-sémaphoriques relevant du département de la marine et la délimitation du champ de vue de ces ouvrages militaires sont fixées conformément au tableau annexé à la présente loi.

2. Dans l'étendue du champ de vue ainsi déterminé, il est interdit d'élever aucune construction sans l'autorisation du ministre de la marine.

3. L'autorité maritime aura le droit, si elle le juge nécessaire, d'exiger la démolition des constructions existant au jour de la promulgation de la présente loi, après expropriation dans les formes prévues par les articles 75 et 76 de la loi du 3 mai 1841.

4. Les contraventions aux dispositions de l'article 2 de la présente loi seront recherchées par les officiers et agents assermentés de la marine. Elles seront poursuivies et punies conformément à la législation spéciale relative aux servitudes militaires.

DISPOSITION TRANSITOIRE.

Par dérogation à l'article 1^{er} ci-dessus, un décret du Président de la République pourra déterminer l'emplacement et délimiter le champ de vue des sémaphores de l'île de Batz, du Bec, du Raz-de-Sein, de Saint-Mathieu, de Décollé, de Penmarc'h, de Hoëdic, d'Arcachon et de Port-de-Bouc, dont le transfèrement est dès à présent arrêté.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 18 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la marine,

Signé : G. BESNARD.

1^{er} ARRONDISSEMENT MARITIME.

Zuydcoote	Du S. 84 O. au N. 45 E.
Dankerque	Du N. 89 O. au N. 53 E.
Gravelines	Du N. 88 O. au N. 37 E.
Calais	Du S. 80 O. au N. 56 E.
Gris-Nez	Du S. 6 O. au N. 53 E.
Alprech	Du S. 4 E. au N. 4 E.
Le Touquet	Du S. 8 O. au N. 4 O.
Cayeux	Du S. 54 O. au N. 7 E.
Le Tréport	Du S. 58 O. au N. 35 E.
Dieppe	Du S. 81 O. au N. 54 E.
Pointe d'Ailly	Du S. 73 O. au N. 50 E.
Saint-Valery-en-Caux	Du S. 78 O. au N. 74 E.
Pécamp	Du S. 75 O. au N. 61 E.
Étretat	Du S. 51 O. au N. 57 E.
Antifer	Du S. 22 O. au N. 25 E.
La Hève	Du S. 20 E. au N. 3 O.
Beuzeval	Du N. 83 O. au N. 39 E.
Ouistreham	Du N. 53 O. à l'Est.
Saint-Aubin	Du N. 61 O. à l'Est.
Port-en-Bessin	Du N. 67 O. au S. 89 E.
La Percée	Du N. 77 O. à l'Est.
La Hougue	Du N. 61 E. au S. 51 E.
Barfleur-Gatteville	Du N. 81 O. au S. 17 E.
Cap Levy	Du S. 73 O. au N. 72 E.
Vigie de l'Onglet	Du N. 9 O. au N. 70 E.
Querqueville	Du N. 68 O. au N. 80 E.
Jardeville	Du N. 79 O. au S. 68 E.
La Hague	Du S. 49 O. au N. 85 E.
Jobourg	Du S. 20 E. au N. 5 O.
Flammanville	Du S. 18 E. au N. 14 O.
Carteret	Du S. 18 E. au N. 24 O.
Saint-Germain-sur-Ay	Du S. 6 O. au N. 37 O.

2^e ARRONDISSEMENT MARITIME.

Pointe d'Agon	Du S. 11 E. au N. 35 O.
Iles Chaufsey	Du S. 31 E. au S. 63 E.
Pointe du Roc	Du S. 17 E. au N. 19 E.
Pointe du Grouin	Du S. 60 O. au S. 10 E.
Pointe Bernard	360°.
Pointe du Décollé	Du S. 63 O. à l'Est.....
Pointe Saint-Cast	De l'Ouest au S. 22 E.
Cap Fréhel	Du S. 43 O. au S. 23 E.
Cap d'Erquy	Du S. 30 O. au N. 70 E.
Pointe du Roselier	Du N. 55 O. au S. 8 O.
Saint-Quay	Du N. 45 O. au S. 12 E.
Pointe de Plouezec	Du S. 53 O. au S. 30 E.
Ile Bréhat	Du S. 43 O. au S. 44 E.
Créac'h ar Maout	Du S. 71 O. au S. 57 E.
Port-Blanc	Du S. 81 O. au N. 48 E.
Ploumanach	Du S. 78 O. au S. 63 E.
Pointe de Bihit	Du S. 24 E. au N. 5 O.
Pointe de Primel	Du S. 45 O. au N. 88 O.
Ile de Batz	Toute l'île.....
Pointe de Kérizoc	Du N. 78 O. au N. 56 E.
L'Aberwrac'h	Du S. 80 O. au N. 82 E.
Landunvez	Du S. 58 O. au N. 47 E.
Pointe Corsen	Du S. 37 E. au N. 12 E.

Sera déplacé.

Sera déplacé.

SÉMAPHORE.	ANGLES DE VISIBILITÉ.	OBSERVATIONS.
Phare d'Ouessant.....	Du N. 20 E. au Sud et du S. 88 O. au N. 10 O.	
Ouessant-Oucst.....	Du S. 25 E. au N. 57 E.	
Le Conquet.....	Du S. 6 E. au Nord...	Fermé en temps de paix.
Saint-Mathieu.....	De l'Est au N. 77 O.....	Sera déplacé.
Créac'h-Meur.....	Du N. 61 E. au S. 84 O.	
Pointe du Minou.....	Du N. 66 E. au S. 89 O.	Fermé en temps de paix.
Portzic.....	Du N. 44 E. au S. 84 E. et du S. 68 E. au S. 86 O.	
Camaret.....	Du N. 54 E. au S. 86 E.	
	Du S. 26 O. au S. 74 O.	
Pointe des Pois.....	Du N. 83 O. au N. 2 E.	
	Du S. 75 E. au S. 10 E. et du S. 45 O. au N. 13 O.	
Cap la Chèvre.....	De l'Est au N. 12 O.	
Bec du Raz-de-Sein.....	Du S. 66 E. au N. 54 E.	Le secteur se rapporte à l'emplacement pro- jeté dans l'ancien phare.
Pointe de l'Ervilly.....	Du N. 55 E. au N. 70 O.	
Penmarc'h.....	Du S. 84 E. au N. 5 O.	Sera déplacé.
Lesconil.....	Du N. 84 E. au S. 83 O.	
Combr't.....	Du S. 78 E. au S. 75 O.	Fermé en temps de paix.
Beg-Meil.....	Du N. 33 O. au S. 82 O.	
Ile Penfret.....	Du N. 23 E. au N. 7 E.	

3^e ARRONDISSEMENT MARITIME.

Le Pilier.....	Du S. 35 E. au S. 82 E.	
Pointe de Saint-Gildas.....	Du S. 22 O. au N. 21 E.	
Pointe de Chemoulin.....	Du N. 77 E. au N. 61 O.	
Piriac.....	Du S. 29 E. au N. 18 E.	
Pointe du Grand-Mont.....	Du S. 44 E. au N. 46 O.	
Ile d'Hoëdic.....	Toute l'île.....	Sera déplacé ou sur- élevé.
Pointe du Talud.....	Du N. 59 O. au S. 81 E.	
Pointe d'Arzic.....	Du N. 39 E. au S. 48 O.	
Pointe de l'aillefer.....	Du N. 67 O. au S. 44 E.	
Er-Haslelle.....	Du N. 10 O. au S. 13 E.	
Kerpenlir.....	Du N. 35 E. au S. 84 O.	
Loc-Maria.....	Du N. 40 E. au S. 66 E. et du S. 30 O. au N. 35 O.	
Pointe de Gavres.....	Du S. 80 E. au N. 12 O.	
Pointe Lacroix.....	Du N. 35 E. au S. 60 O.	
Bec Me'en.....	Du S. 85 O. à l'Est.	
Pointe du Pouldu.....	Du S. 17 E. au N. 85 O.	
Beg-Morg.....	Du S. 70 E. au N. 68 E.	

4^e ARRONDISSEMENT MARITIME.

Ile d'Yeu.....	Du S. 3 E. au N. 57 E.	
Sabes-d'Olonne.....	Du S. 78 E. au N. 45 O.	
Point des Baleines.....	Du S. 26 E. au N. 67 E.	
Ile d'Aix.....	.....	Toute l'île ⁽¹⁾ .
Chassiron.....	Du S. 5 E. au S. 75 E.	
La Coubre.....	Du S. 82 E. au N. 12 O.	
Pointe de Grave.....	Du S. 40 O. au S. 45 E.	
Arcachon.....	Du S. 44 O. au N. 6 O.	Sera déplacé.
Cap Breton.....	Du S. 24 O. au N. 11 O.	
Biarritz.....	Du S. 43 O. au N. 30 E.	
Socoa.....	Du S. 88 O. au N. 43 E.	

(1) Ce sémaphore est installé sur une tour et a vue sur tout l'horizon par dessus les maisons qui existent actuellement.

VÉNAPHORES.	ANGLES DE VISIBILITÉ.	OBSERVATIONS.
5 ^e ARRONDISSEMENT MARITIME.		
Cap Béar.....	Du N. 55 O. au S. 7 E.	Sera déplacé.
Cap Leucate.....	Du N. 10 O. au S. 6 O.	
Cap d'Agde.....	Du N. 67 E. au S. 61 O.	
Cette.....	Du N. 70 E. au S. 47 O.	
Pointe de l'Espiguette.....	Du S. 37 E. au N. 29 O.	
Palaman.....	Du S. 83 E. au S. 72 O.	
Port-de-Bouc.....	Du S. 29 E. au N. 10 O.	
Pomigues.....	Du S. 89 E. au N. 15 O.	
Croisette.....	Du S. 72 E. au N. 41 O.	
Be-de-l'Aigle.....	Du N. 78 E. au N. 57 O.	
St-Fours.....	Du S. 47 O. au N. 75 O.	
Sicié.....	Du N. 45 E. au S. 75 O.	
Sépet.....	Du N. 67 O. au S. 39 O.	
Stiens.....	Du S. 80 E. au N. 47 E.	
Porquerol'es.....	Du N. 75 O. au S. 42 O.	
Isle du Tilan.....	Du N. 88 O. au S. 41 O.	
Cap Bénat.....	Du N. 11 E. au N. 74 O.	
Camarat.....	Du N. 18 O. au S. 44 O.	
Pointe des Sardinaux.....	Du N. 48 E. au S. 48 E.	
Cap Drammont.....	Du N. 21 E. au N. 85 O.	
Sainte-Marguerite.....	Du S. 55 O. au S. 72 E.	
La Garoupe.....	Du N. 6 O. au S. 56 O.	
Cap Ferrat.....	Du N. 48 E. au N. 13 O.	
Cap Martin.....	Du N. 45 E. au S. 59 O.	
CORSE.		
Cap Corse.....	Du S. 57 O. au N. 72 E.	Fermé en temps de paix.
Martella.....	Du N. 50 O. au S. 38 E.	
St-Bonase.....	Du S. 75 O. au N. 81 E.	
Cavella.....	Du S. 34 O. au N. 48 E.	
St-Sanguinaires.....	Du Sud au S. 50 O.	
Porto-Vecchio.....	Du N. 54 E. au S. 20 O.	
Porto-Vecchio ou la Chiappa.....	Du N. 70 O. au S. 28 O.	
Alitro.....	Du N. 3 O. au S. 9 E.	
Cap Sagro.....	Du N. 4 O. au S. 15 O.	
ALGÉRIE.		
Cap de Garde.....	Du S. 87 O. au S. 10 E.	
Cap Carbon.....	Du N. 75 O. au S. 23 E.	
Cap Matifou.....	Du S. 46 O. à l'Est.	
Bouzaréah.....	Du N. 54 O. au S. 63 E.	
Cap de l'Aiguille.....	Du S. 50 O. au N. 46 E.	
Cap Falcon.....	Du S. 72 O. au S. 70 E.	

29842. — **DÉCRET** qui modifie le tracé des lignes de Tramways des Quatre-Chemins à Voiron (Isère) et de Voiron à Saint-Béron (Savoie).

Du 18 Mai 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 11 juin 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu le décret du 19 octobre 1892 ⁽¹⁾ qui a : 1° déclaré d'utilité publique et concédé au département de l'Isère l'établissement d'une ligne de tramway entre les Quatre-Chemins et Voiron (gare Paris-Lyon-Méditerranée); 2° approuvé la rétrocession de ladite ligne à la société des chemins de fer économiques du Nord; ensemble le traité de rétrocession y annexé;

Vu l'avant-projet présenté pour la modification du tracé dudit tramway, entre le Picheras (point kilométrique 8,200) et Voiron (cours Sénozan), et notamment le plan de cette variante, en date du 23 août 1893;

Vu le dossier de l'enquête d'utilité publique à laquelle cet avant-projet a été soumis, en exécution de l'article 29 de la loi du 11 juin 1880 et dans les formes déterminées par le décret réglementaire du 18 mai 1881 ⁽²⁾;

Vu l'avis de la chambre consultative des arts et manufactures de Voiron, en date du 8 novembre 1893;

Vu l'avis de la chambre de commerce de Grenoble, en date du 9 novembre 1893;

Vu la délibération du conseil municipal de Voiron, en date du 24 novembre 1893;

Vu le procès-verbal de la commission d'enquête, en date du 28 novembre 1893;

Vu la délibération de la commission départementale de l'Isère, en date du 30 novembre 1893;

Vu le décret du 28 janvier 1893 ⁽³⁾, qui a déclaré d'utilité publique l'établissement d'une ligne de tramway de Voiron (Isère) à Saint-Béron (Savoie) et approuvé la concession, par le département de l'Isère, à M. Bernard, de la portion dudit tramway comprise dans ce département, ensemble la convention de concession et le cahier des charges y annexé;

Vu le décret du 16 janvier 1894 ⁽⁴⁾, qui a autorisé la substitution de la société anonyme du chemin de fer de Voiron à Saint-Béron à M. Bernard, comme concessionnaire de la section dudit tramway, située dans le département de l'Isère;

Vu l'avant-projet présenté pour la modification du tracé de la ligne sus-visée entre Voiron (cours Sénozan) et Voiron (gare Paris-Lyon-Méditerranée) et notamment le plan de cette variante, en date du 26 février 1894;

Vu le dossier de l'enquête d'utilité publique à laquelle cet avant-projet a été soumis en exécution de l'article 29 de la loi du 11 juin 1880 et dans les formes déterminées par le décret réglementaire du 18 mai 1881 ⁽²⁾;

Vu l'avis de la chambre consultative des arts et manufactures de Voiron;

Vu la délibération du conseil municipal de Voiron, en date du 18 avril 1894;

Vu le procès-verbal de la commission d'enquête, en date du 21 avril 1894;

Vu la délibération de la commission départementale de l'Isère, en date du 28 avril 1894;

Vu le plan d'ensemble, en date du 14 août 1894, figurant les deux variantes susmentionnées, et, par suite, le tracé définitif du tramway des Quatre-Chemins à Voiron, entre le Picheras et la gare Paris-Lyon-Méditerranée, à Voiron;

Vu les délibérations du conseil général et de la commission départementale de l'Isère, en date des 4 avril et 28 juillet 1894;

Vu les traités passés, le 14 mars 1895, entre le préfet de l'Isère, agissant

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1517, n° 25771.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10787.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1545, n° 26340.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 2613, n° 27631.

du département, et, d'une part, la société des chemins de fer économiques du Nord, d'autre part, la société anonyme du chemin de fer de Voiron à Saint-Béron, pour la modification du tracé de rétrocession annexée au décret du 19 octobre 1892⁽¹⁾, ainsi que de la convention de concession annexée au décret du 28 janvier 1893;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 18 octobre 1894;

Vu l'avis du ministre de l'intérieur, en date du 15 décembre 1894;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 10 décembre 1894;

Vu la loi du 11 juin 1880, sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways;

Vu les décrets réglementaires des 18 mai⁽²⁾ et 6 août 1881⁽³⁾, 20 mars 1882⁽⁴⁾ et 23 décembre 1885⁽⁵⁾;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est modifié, conformément au plan d'ensemble susvisé, entre le hameau du Picheras (point kilométrique 8,200) et la gare Paris-Lyon-Méditerranée, à Voiron, le tracé de la ligne de tramway des Quatre-Chemins à Voiron, déclarée d'utilité publique par le décret du 19 octobre 1892.

2. Le tronçon de la ligne de tramway de Voiron à Saint-Béron, compris entre le cours Sénozan et la gare Paris-Lyon-Méditerranée à Voiron, sera retranché de ladite ligne de tramway déclarée d'utilité publique par le décret susvisé du 28 janvier 1893; par suite, l'origine de la ligne sera fixée à Voiron (gare Paris-Lyon-Méditerranée).

L'article 2 du cahier des charges annexé audit décret est modifié en conséquence.

3. Sont approuvés les traités susvisés, en date du 14 mars 1895, intervenus entre le préfet de l'Isère, et, d'une part, la société des chemins de fer économiques du Nord, d'autre part, la société anonyme du chemin de fer de Voiron à Saint-Béron, pour la modification du traité de rétrocession annexé au décret du 19 octobre 1892, ainsi que de la convention de concession annexée au décret du 28 janvier 1893.

4. L'article 4 du décret du 19 octobre 1892 est modifié comme il suit :

« Pour l'application des articles 36 et 39 de la loi du 11 juin 1880 et 12 du règlement d'administration publique du 20 mars 1882, le maximum du capital de premier établissement est fixé à soixante-cinq mille francs (65,000^f) par kilomètre, sans pouvoir dépasser un total de sept cent quatre-vingt-dix mille cinq cents francs (99,500^f) y compris les frais de constitution du capital-actions et

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1517, n° 15771.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 664, n° 11222.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 695, n° 11818.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 988, n° 16264.

d'émission des obligations, lesquels sont fixés à forfait à six pour cent (6 p. o/o) des dépenses réelles d'établissement.

• Le maximum de la charge annuelle pouvant incomber au Trésor public est fixé à la somme de mille trois cents francs (1,300^f) par kilomètre, sans pouvoir dépasser quinze mille neuf cent quatre-vingt-dix francs (15,990^f) ».

5. Les traités et le plan susvisés, des 14 mars 1895 et 14 août 1894, resteront annexés au présent décret.

6. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 18 Mai 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

LIGNE DES QUATRE-CHEMINS À VOIRON (GARE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE).

TRAITÉ.

L'an mil huit cent quatre vingt-quinze, le quatorze mars;

Vu le décret du 19 octobre 1892, déclarant d'utilité publique la ligne des Quatre-Chemins à Voiron et approuvant le traité de rétrocession, en date du 21 juillet 1892, de cette ligne à la société des chemins de fer économiques du Nord;

Vu le dossier de l'enquête à laquelle a été soumise une modification de la ligne des Quatre-Chemins à Voiron, entre le Picheras et Voiron;

Vu la délibération, en date du 30 novembre 1893, de la commission départementale statuant sur les résultats de cette enquête;

Vu le dossier de l'enquête à laquelle a été soumis le raccordement entre la gare du Moulinet et la gare Paris-Lyon-Méditerranée à Voiron;

Vu la délibération de la commission départementale, en date du 28 avril 1894, statuant sur les résultats de cette enquête;

Vu la délibération du conseil général, en date du 4 avril 1894;

Entre les soussignés :

M. E. Roger, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'instruction publique, préfet de l'Isère, agissant au nom et pour le compte du département, en vertu de la délibération en date du 28 juillet 1894 de la commission départementale déléguée à cet effet par le conseil général,

D'une part,

Et la société des chemins de fer économiques du Nord, rétrocessionnaire de la ligne des Quatre-Chemins à Voiron, en vertu du décret du 19 octobre 1892, ladite société étant représentée par M. E. Caze, président de son conseil d'administration, et M. E. Empain, son administrateur délégué, agissant en vertu d'une délibération du conseil d'administration en date du 6 juillet 1894,

D'autre part,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le tracé de la ligne des Quatre-Chemins à Voiron sera modifié entre Picheras (point kilométrique 8² 200) et Voiron (gare Paris-Lyon-Méditerranée), il passera près du hameau du Bérard, empruntera la rue Paul-Bert, la rue Victor-Hugo et la rue du Colombier, traversera les terrains dits du *Moulinet*, empruntera la route

siècle n° 92, jusqu'à l'extrémité sud de la promenade du Mail, traversera cette promenade, empruntera la rue de la Morge, franchira la Morge en face de la rue des Miries et viendra aboutir dans la gare locale à marchandises de la société du chemin de fer de Voiron à Saint-Béron, au pied de l'abri à voyageurs Paris-Lyon-Méditerranée, ce sera le point terminus de la ligne des Quatre-Chemins à Voiron.

Il sera établi une halte pour voyageurs et bagages dans la rue Paul-Bert et une halte ouverte au service des voyageurs et des marchandises dans les terrains enclavés sur la rue du Moulinet.

Les longueurs applicables à la perception des tarifs seront comptées, pour les voyageurs ainsi que pour les marchandises de toute destination et de toute provenance, jusqu'à l'axe de la gare locale du tramway de Voiron à Saint-Béron, située au pied de l'abri à voyageurs de la gare Paris-Lyon-Méditerranée.

La longueur servant de base au calcul de la garantie d'intérêt, tant pour l'application du maximum du capital kilométrique de premier établissement fixé à soixante mille francs (65,000^f) par l'article 3 du traité du 21 juillet 1892 que pour l'application du maximum de la subvention kilométrique, fixée à deux mille six cents francs (2,600^f) par l'article susvisé, sera déterminée par un chaînage contradictoire.

D'une part, l'axe de la station des Quatre-Chemins,

et, d'autre part, l'axe de la gare locale à marchandises du tramway de Voiron à Saint-Béron, située au pied de l'abri à voyageurs de la gare Paris-Lyon-Méditerranée. La longueur ne pourra en aucun cas dépasser douze kilomètres trois cents mètres (12,300) et, par suite, la subvention totale à payer pour la ligne entière, par le département, tant à l'aide de ses ressources propres qu'à l'aide des subventions des communes, des particuliers et de l'État, sera limitée à trente et un mille neuf cent quatre-vingts francs (31,980^f).

Les clauses du traité de rétrocession sont maintenues en tout ce qui n'est pas contraire aux stipulations du présent traité.

La société des chemins de fer économiques du Nord s'engage à acquitter les taxes de timbre, d'enregistrement et d'expédition auxquels pourra donner lieu le présent traité.

Au nom du conseil d'administration :

L'Administrateur délégué,

Le Président,

Signé : EMPAIN.

Signé : CASE.

Le Préfet de l'Isère,

Signé : ROGER.

Enregistré à Grenoble, le 14 juin 1895, folio 38, case 14. Reçu un franc vingt-cinq centimes. — Signé : Masson.

LIGNE DE VOIRON (COURS SÉNOZAN) À LA LIMITE DU DÉPARTEMENT DE LA SAVOIE.

TRAITÉ.

L'an mil huit cent quatre-vingt-quinze et le quatorze mars,

Vu le décret du 28 janvier 1893, déclarant d'utilité publique la ligne de tramway de Voiron (cours Sénozani) à la limite du département de la Savoie et à Saint-Béron ;

Vu la convention en date du 23 octobre 1892 annexée au décret précité ;

Vu le décret du 16 janvier 1894, approuvant la substitution de la société du chemin de fer de Voiron à Saint-Béron à M. Bernard, comme concessionnaire du tramway de Voiron à Saint-Béron.

Et le dossier de l'enquête à laquelle a été soumis le dossier du raccordement entre

la gare de la ligne des Quatre-Cheminis à Voiron, située en bordure sur la rue du Moulinet et la gare Paris-Lyon-Méditerranée de Voiron;

Vu la délibération de la commission départementale du 28 avril 1894, statuant sur les résultats de cette enquête;

Vu la délibération du conseil général en date du 4 avril 1894;

Entre les soussignés :

M. E. Roger, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'instruction publique, préfet de l'Isère, agissant au nom et pour le compte du département, en vertu de la délibération de la commission départementale, en date du 28 juillet 1894, à qui les pouvoirs nécessaires avaient été délégués à cet effet par le conseil général dans sa séance du 4 avril 1894,

D'une part,

Et M. Merceron-Vicat, président du conseil d'administration de la société anonyme du chemin de fer de Voiron à Saint-Béron, agissant en vertu d'une délibération du conseil d'administration de cette société en date du 25 juin 1894;

D'autre part,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le tronçon de la ligne de Voiron à la limite du département de la Savoie et à Saint-Béron, compris entre le cours Sénozan et la gare Paris-Lyon-Méditerranée à Voiron, sera retranchée de la concession accordée à M. Bernard par la convention du 23 octobre 1892, approuvée par décret du 28 janvier 1893, et postérieurement à la société du chemin de fer de Voiron à Saint-Béron par décret du 19 janvier 1894. En conséquence, l'origine du tramway de Voiron à Saint-Béron sera fixée en un point touchant à la gare Paris-Lyon-Méditerranée de Voiron, du côté sud de cette gare et au niveau des voies de la ligne de Lyon à Grenoble. En ce point sera établie la gare des voyageurs de Voiron et la gare des marchandises en transbordement avec le réseau Paris-Lyon-Méditerranée lui fera immédiatement suite. Quant à la gare locale des marchandises de Voiron, elle sera emplacée dans les terrains Vicat et compagnie, au pied de l'abri à voyageurs de la gare Paris-Lyon-Méditerranée et elle sera reliée à la voie principale par une voie de raccordement aboutissant au passage à niveau dit du *Fongeat*.

2. Les longueurs applicables à la perception des tarifs, tant pour les voyageurs que pour les marchandises, même locales, auront leur origine à l'axe de la gare des voyageurs de Voiron : les voies de la gare locale des marchandises et la voie qui y conduit seront considérées comme faisant partie de la gare de Voiron et les parcours effectués sur ces voies n'entreront pas en compte dans la perception des tarifs.

3. La longueur de la ligne principale entrant dans le calcul de la garantie d'intérêt, tant pour la détermination de la dépense de construction kilométrique que pour l'établissement des frais d'exploitation et des recettes brutes kilométriques, sera déterminée par un chainage contradictoire entre :

D'une part, l'axe de la gare à voyageurs de Voiron, telle qu'elle est définie à l'article 1^{er},

Et, d'autre part, l'axe du pont sur le Guiers, entre Entre-Deux-Guiers et les Échelles.

Le maximum de cette longueur restera fixé, en y comprenant la longueur de l'embranchement de Saint-Laurent-du-Pont à Fourvoirie, au chiffre de 24^k500 figurant à l'article 5 de la convention du 23 octobre 1892.

4. Les clauses de la convention du 23 octobre 1892 et du cahier des charges annexé à cette convention sont maintenues en tout ce qui n'est pas contraire aux stipulations du présent traité.

5. La société du chemin de fer de Voiron à Saint-Béron s'engage à acquitter les frais de timbre, d'enregistrement et d'expédition auxquels pourra donner lieu le présent traité.

Le Président du Conseil d'administration,

Signé : MERCERON-VICAT.

Le Préfet de l'Isère,

Signé : ROGER.

Enregistré à Grenoble, le 13 juin 1895, folio 38, case 13. Reçu un franc vingt-cinq centimes. — Signé : Masson.

N° 29843. — **DÉCRET** portant Règlement de l'industrie du Phosphore.

Du 19 Juillet 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 21 juillet 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 21 de la loi de finances du 16 avril 1895;

Vu la loi du 4 septembre 1871;

Sur le rapport du président du Conseil, ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Dans les dix jours qui suivront la promulgation du présent décret, tous les détenteurs de phosphore seront tenus de faire connaître à la régie les quantités de cette matière qu'ils auront en leur possession.

2. Dans le même délai, les fabricants de phosphore doivent faire à la régie la déclaration de leur industrie. Cette déclaration doit présenter la description de la fabrique. Elle doit indiquer également le régime de l'usine, quant aux jours et heures de travail. Une déclaration identique doit être faite par tout fabricant nouveau, un mois avant le commencement des travaux de fabrication.

3. Tout changement dans les jours et heures de travail doit faire l'objet, quarante-huit heures d'avance, d'une déclaration à la recette buraliste. Doivent faire une déclaration, dans le même délai, les industriels qui veulent cesser, suspendre ou reprendre leurs travaux.

4. L'administration peut exiger que deux chaises et une table avec tiroir fermant à clef soient mises à la disposition des employés dans un local convenable dépendant de l'usine.

Le prix de location de ces meubles et du local est fixé de gré à gré et, à défaut de fixation amiable, réglé par le conseil de préfecture.

5. Il est interdit au fabricant de procéder au moulage du phosphore dans des ateliers autres que ceux désignés dans la déclaration spécifiée à l'article 2 ci-dessus.

6. Il est également interdit d'emmagasiner le phosphore achevé — phosphore ordinaire ou phosphore amorphe — dans des locaux autres que ceux indiqués dans la déclaration précitée.

7. Les bâches dans lesquelles sont réunis les appareils condenseurs de chaque four reçoivent un numéro d'ordre.

Les appareils de purification sont également numérotés.

8. Le phosphore ordinaire et le phosphore amorphe, aussitôt achevés, seront mis dans des boîtes ou flacons fermés, lesquels se-

ront immédiatement placés dans des caisses revêtues d'un numéro de série.

Les déchets de moulage doivent être placés, au fur et à mesure, dans une partie de l'atelier affectée à cet usage. Tous ces déchets seront transportés, à la fin de la journée, hors dudit atelier, à la refonte, après pesage et inscription sur le registre du fabricant.

9. Le fabricant de phosphore est tenu d'inscrire sur un registre spécial, sans interruption ni lacune, sans rature ni surcharge, et au fur et à mesure des opérations :

1° Les quantités de phosphore brut extraites des condensateurs et transportée aux ateliers de purification ;

2° Les quantités de phosphore épuré transportées, soit à l'atelier de moulage, soit à l'atelier de fabrication du phosphore amorphe, soit aux ateliers où on prépare les produits dérivés du phosphore.

Cette inscription comprend : le numéro de la bâche d'où est extrait le phosphore, le numéro de l'appareil de purification, le nombre de bassines servant à transporter le phosphore, la tare desdites bassines et le poids du phosphore brut ou purifié qu'elles contiennent.

10. Sur un deuxième registre également mis par l'administration à la disposition du fabricant, celui-ci inscrira, à la fin de chaque journée : 1° les quantités de phosphore ordinaire moulé mises en caisses et transportées aussitôt au magasin ; 2° les quantités de phosphore amorphe également mises en caisses et transportées aussitôt au magasin.

Aux ateliers de moulage et de phosphore amorphe, un agent du fabricant sera chargé de tenir un carnet sur lequel il inscrira, au fur et à mesure, les quantités de phosphore mises en caisses.

Les inscriptions de ce carnet seront récapitulées à la fin de la journée par le fabricant qui inscrira sur son registre, outre les quantités totales mises en caisse, les poids et numéros de chacune des caisses.

11. Toute quantité de phosphore trouvée en dehors des ateliers ou des magasins affectés à sa fabrication, à son dépôt ou à sa transformation sera saisie par procès-verbal.

12. Les quantités de phosphore fabriqué — ordinaire ou amorphe — existant dans les magasins lors de la mise à exécution du présent décret et celles introduites postérieurement sont vérifiées par les employés qui les prennent en charge à un compte de magasin. A ce compte sont également prises en charge les quantités expédiées soit à l'exportation, soit à la consommation intérieure et qui seraient réintroduites dans l'usine.

Sont portées en décharge à ce compte les quantités sorties de l'usine en vertu d'expéditions régulières.

L'administration pourra accorder décharge des quantités de phosphore altérées qui devraient être remises en œuvre.

13. Les employés peuvent arrêter à toute époque la situation du compte de magasin des produits fabriqués.

Si la vérification opérée contradictoirement fait ressortir soit un excédent, soit un manquant, l'excédent est saisi et ajouté aux charges et il est, dans l'un et l'autre cas, dressé procès-verbal pour l'application des pénalités portées à l'article 5 de la loi du 4 septembre 1871.

14. Toute personne qui voudra faire le commerce du phosphore devra, indépendamment des formalités imposées par l'ordonnance des 29 octobre et 6 novembre 1846, faire une déclaration préalable au bureau de la régie.

Il en sera délivré une ampliation qui tiendra lieu de commission.

Les marchands de phosphore ne pourront recevoir cette matière qu'en vertu d'expéditions régulières et ne pourront en vendre à l'intérieur qu'à des négociants commissionnés ou à des acheteurs ayant satisfait aux conditions imposées par l'article ci-après.

15. Quiconque, manufacturier, chimiste ou autre, voudra faire emploi de phosphore devra faire à la mairie une déclaration des quantités qu'il désire employer ainsi que de l'usage auquel le phosphore est destiné.

Copie de cette déclaration certifiée par le maire devra être présentée, en double expédition, au directeur ou sous-directeur des contributions indirectes qui y apposera son visa.

Une ampliation sera conservée par l'acheteur pour être représentée aux agents des contributions indirectes chargés de surveiller l'emploi du phosphore; l'autre sera envoyée par lui au vendeur qui la mettra à l'appui de son registre de vente.

16. Aucune quantité de phosphore ne pourra circuler, soit pour la consommation intérieure, soit pour l'exportation que dans des caisses ou boîtes numérotées, revêtues du plomb de la régie ou, selon le cas, de la douane, et accompagnées d'un acquit-à-caution.

Cet acquit énoncera les numéros et les poids de chacune des caisses composant le chargement.

La délivrance des acquits-à-caution pour l'intérieur est subordonnée à la représentation d'une copie certifiée de la déclaration visée à l'article 15 ci-dessus.

En cas de non-rapport du certificat de décharge dans les délais réglementaires ou en cas d'excédents, de manquants constatés à l'arrivée, procès-verbal sera dressé pour l'application des pénalités visées à l'article 5 de la loi du 4 septembre 1871.

17. Un compte sera ouvert, dans les mêmes conditions qu'aux fabricants, à tous marchands de phosphore et aux acheteurs de ce produit qui ne feraient pas usage immédiatement des quantités qu'ils auront reçues.

Les marchands et acheteurs qui ne recevraient pas dans l'année des quantités supérieures à cent grammes (100^g) de phosphore sont affranchis de la tenue d'un compte.

A ce compte seront inscrites les quantités existantes lors de la mise en vigueur du présent décret et celles reçues postérieurement avec acquits-à-caution.

Aux décharges figureront les quantités régulièrement expédiées et celles dont l'emploi sur place sera justifié.

18. Un avis du comité consultatif des arts et manufactures déterminera les procédés de dénaturation préalable à employer, soit chez l'acheteur, soit avant la sortie de l'usine, pour le phosphore destiné à des usages agricoles ou industriels.

A défaut de procédés de dénaturation présentant des garanties suffisantes, la décharge des acquits-à-caution sera subordonnée à la mise en œuvre en présence du service.

19. Les articles 235, 236, 237, 238 et 245 de la loi du 28 avril 1816 et 24 de la loi du 21 juin 1873 sont applicables aux visites et vérifications des employés des contributions indirectes dans les fabriques et chez tous détenteurs de phosphore.

20. Le président du Conseil, ministre des finances, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 19 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

N° 29844. — DÉCRET qui affecte au service de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre un bâtiment situé au Havre.

Du 21 Juillet 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre des finances;

Vu l'ordonnance du 14 juin 1833 ⁽¹⁾, sur les affectations d'immeubles domaniaux aux services publics de l'État,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est affecté au département des finances (*Service de l'enregistrement, des domaines et du timbre*), pour l'installation des quatre bureaux d'enregistrement au Havre, un bâtiment à trois étages situé dans cette ville, rue du Chilou, n° 17, ainsi qu'il figure au plan ci-annexé et appartenant à l'État comme provenant de la succession en déshérence de M. Foucault dont le domaine a été régulièrement

⁽¹⁾ 1^{re} série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 235, n° 4853.

envoyé en possession définitive par un jugement du 12 novembre 1885.

2 Le président du Conseil, ministre des finances, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 21 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

N° 29845. — **DÉCRET** qui reporte à l'exercice 1895 un Crédit non employé en 1894, affecté aux Travaux de confection du Cadastre.

Du 21 Juillet 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 31 juillet 1821, relative à la fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1821;

Vu la loi du 29 mai 1889 (art. 33), concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur les exercices 1888 et 1889;

Vu la loi du 18 juillet 1892, relative aux contributions directes et aux taxes assimilées de l'exercice 1893;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu l'article 39 du décret du 12 juillet 1893 ⁽²⁾ sur la comptabilité départementale;

Vu les décrets des 13 janvier ⁽³⁾, 23 août ⁽⁴⁾ et 11 octobre 1894 ⁽⁵⁾, ouvrant au ministre des finances, sur le chapitre LXX : *Frais d'arpentage et d'expertise — Cadastre primitif*, du budget de l'exercice 1894, des crédits s'élevant à cinq cent vingt-sept mille cinq cent cinquante-deux francs quatre-vingt-cinq centimes et correspondant au total des sommes versées au Trésor par les départements, à titre de fonds de concours, pour les travaux de confection de leur cadastre et provenant des subventions de l'État;

Vu les documents administratifs desquels il résulte que, sur le crédit total de cinq cent vingt-sept mille cinq cent cinquante-deux francs quatre-vingt-cinq centimes, une somme de quatre cent quatre-vingt-dix mille deux cent soixante-dix-neuf francs cinquante et un centimes reste libre à la clôture de l'exercice 1894;

Sur le rapport du président du Conseil, ministre des finances,

DÉCRETE :

ART. 1^{er}. La somme de quatre cent quatre-vingt-dix mille deux cent soixante-dix-neuf francs cinquante et un centimes (490,279^f 51)

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 1570, n° 26822.

⁽³⁾ 1^{re} série, Bull. 1607, n° 27503.

⁽⁴⁾ 1^{re} série, Bull. 1649, n° 28451.

⁽⁵⁾ 1^{re} série, Bull. 1659, n° 28664, 28665 et 28666.

restant disponible sur les crédits spéciaux ouverts par décrets des 13 janvier, 23 août et 11 octobre 1894 au chapitre LXX : *Frais d'arpentage et d'expertise — Cadastre primitif*, du budget de l'exercice 1894 est et demeure annulée sur cet exercice.

2. La même somme de quatre cent quatre-vingt-dix mille deux cent soixante-dix-neuf francs cinquante et un centimes est reportée avec la même affectation au chapitre LXX du budget de l'exercice 1895 : *Frais d'arpentage et d'expertise — Cadastre primitif*.

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 2 ci-dessus au moyen des ressources spéciales versées par les départements à titre de fonds de concours.

4. Le président du Conseil, ministre des finances, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 21 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

N° 29846. — DÉCRET qui reporte à l'exercice 1895 un Crédit non employé en 1894, affecté aux Travaux de confection du Cadastre.

Du 21 Juillet 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 2 août 1829, relative à la fixation du budget des recettes de l'exercice 1830;

Vu la loi du 18 juillet 1892, relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1893;

Vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu l'article 38 du décret du 12 juillet 1893 ⁽²⁾, sur la comptabilité départementale;

Vu les décrets des 13 janvier ⁽³⁾, 26 avril ⁽⁴⁾, 9 juin ⁽⁵⁾, 17 août ⁽⁶⁾ et 11 octobre 1894 ⁽⁷⁾, ouvrant au ministre des finances, sur le chapitre LXX : *Frais d'arpentage et d'expertise — Cadastre primitif*, du budget de l'exercice 1894, des crédits s'élevant à deux cent quarante et un mille neuf cent quatre-vingt-quinze francs vingt-huit centimes et correspondant au total des sommes versées au Trésor sur le produit des centimes départementaux par les départements, à titre de fonds de concours, pour les travaux de confection de leur cadastre;

Vu les documents administratifs desquels il résulte que, sur le crédit total de deux cent quarante et un mille neuf cent quatre-vingt-quinze francs vingt-

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1570, n° 26822.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1616, n° 27750.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1630, n° 28066.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 1634, n° 28131.

⁽⁶⁾ XII^e série, Bull. 1647, n° 28417.

⁽⁷⁾ XII^e série, Bull. 1659, n° 28661, 28665 et 28666.

huit centimes, une somme de cent soixante-neuf mille deux cent soixante-deux francs soixante et onze centimes reste libre à la clôture de l'exercice 1894;

Sur le rapport du président du Conseil, ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La somme de cent soixante-neuf mille deux cent soixante-deux francs soixante et onze centimes (169,262'71) restant disponible sur les crédits spéciaux ouverts par décrets des 13 janvier, 26 avril, 9 juin, 17 août et 11 octobre 1894, au chapitre LXX : *Frais d'arpentage et d'expertise — Cadastre primitif*, du budget de l'exercice 1894, est et demeure annulée sur cet exercice.

2. La même somme de cent soixante-neuf mille deux cent soixante-deux francs soixante et onze centimes est reportée avec la même affectation au chapitre LXX : *Frais d'arpentage et d'expertise — Cadastre primitif*, du budget de l'exercice 1895.

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 2 ci-dessus au moyen des ressources spéciales versées par les départements à titre de fonds de concours.

4. Le président du Conseil, ministre des finances, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 21 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

N° 29847. — DÉCRET qui reporte à l'exercice 1895 un Crédit non employé en 1894, affecté aux Travaux de confection du Cadastre.

Du 21 Juillet 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 7 août 1850, portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1851;

Vu la loi du 18 juillet 1892, relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1893;

Vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu les décrets des 13 janvier ⁽²⁾, 28 février ⁽³⁾, 26 avril ⁽⁴⁾, 9 juin ⁽⁵⁾, 11 octobre ⁽⁶⁾ et 29 décembre 1894 ⁽⁷⁾, ouvrant au ministre des finances, sur le

⁽¹⁾ XI^e série. Bull. 1045, n° 10527.

⁽²⁾ XII^e série. Bull. 1607, n° 27503.

⁽³⁾ XII^e série. Bull. 1616, n° 27750.

⁽⁴⁾ XII^e série. Bull. 1630, n° 28066.

⁽⁵⁾ XII^e série. Bull. 1634, n° 28131.

⁽⁶⁾ XII^e série. Bull. 1659, n° 28664, 28665 et 28666.

⁽⁷⁾ XII^e série. Bull. 1675, n° 28973.

chapitre LXX : *Frais d'arpentage et d'expertise — Cadastre primitif*, du budget de l'exercice 1894, des crédits s'élevant à quatre-vingt-quatre mille six cent cinquante-trois francs treize centimes et correspondant au total des sommes versées au Trésor par des communes, à titre de fonds de concours, pour le renouvellement de leur cadastre;

Vu les documents administratifs desquels il résulte que, sur le crédit de quatre-vingt-quatre mille six cent cinquante-trois francs treize centimes, une somme de six mille six cent quarante-quatre francs soixante-six centimes reste libre à la clôture de l'exercice 1894;

Sur le rapport du président du Conseil, ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La somme de six mille six cent quarante-quatre francs soixante-six centimes (6,644¹/₆₆) restant disponible sur les crédits spéciaux ouverts par décrets des 13 janvier, 28 février, 26 avril, 9 juin, 11 octobre et 29 décembre 1894, au chapitre LXX : *Frais d'arpentage et d'expertise — Cadastre primitif*, du budget de l'exercice 1894, est et demeure annulée sur cet exercice.

2. La même somme de six mille six cent quarante-quatre francs soixante-six centimes est reportée avec la même affectation au chapitre LXX : *Frais d'arpentage et d'expertise — Cadastre primitif*, du budget de l'exercice 1895.

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 2 ci-dessus au moyen des ressources spéciales versées par les communes au Trésor à titre de fonds de concours.

4. Le président du Conseil, ministre des finances, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 21 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

N° 29848. — DÉCRET qui reporte à l'exercice 1895 une Somme restée disponible en 1894 pour indemniser les Victimes des incendies de forêts de l'Algérie en 1881.

Du 21 Juillet 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 16 avril 1895 portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1895;

Vu la loi du 23 juin 1887 autorisant le paiement d'indemnités à prélever au profit des victimes des incendies de forêts de 1881, sur le montant du produit du séquestre et des amendes collectives prononcées à la suite desdits incendies;

1881 en Algérie d'une somme de..... 42,661' 24
 Vu la situation définitive du gouverneur général de l'Algérie
 de laquelle il résulte que le total des dépenses acquittées par le
 Trésor pendant le cours de l'exercice 1894 ne s'élève qu'à.... 7,942 74

laissant ainsi un disponible de..... 34,718 50

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité pu-
 blique;

Sur le rapport du président du conseil, ministre des finances et sur les
 propositions du gouverneur général de l'Algérie,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La somme de trente-quatre mille sept cent dix-huit francs
 cinquante centimes (34,718' 50) restée disponible sur le crédit spé-
 cial ouvert sur l'exercice 1894 par le décret du 9 juillet 1894 au cha-
 pitre xxiv du budget du ministère des finances (*Paiement des indem-
 nités aux victimes des incendies de forêts de 1881, en Algérie*) est et de-
 meure annulée;

2. Il est ouvert au ministère des finances au titre du budget de
 l'exercice 1895 (*Service de l'Algérie*), un crédit de trente-quatre mille
 sept cent dix-huit francs cinquante centimes (34,718' 50) applicable
 à un chapitre nouveau à ouvrir sous le n° 26 (*Paiement des indem-
 nités aux victimes des incendies de forêts de 1881, en Algérie*).

3. Il sera pourvu aux dépenses imputables sur le crédit ouvert à
 l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au
 Trésor à titre de fonds de concours provenant des soultes de rachat
 du séquestre.

4. Le président du Conseil, ministre des finances, est chargé de
 l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 21 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIROT.

**N° 29849. — DÉCRET qui reporte à l'exercice 1895 une Somme restée dispo-
 nible en 1894 pour la Liquidation des suites de l'Apposition de séquestres
 autres que celui concernant les Incendies de forêts de 1881 en Algérie.**

Du 21 Juillet 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 16 avril 1895 portant fixation du budget général
 des recettes et des dépenses de l'exercice 1895;

⁽¹⁾ 11^e série Bull. 1643, n° 28314.

⁽²⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10627.

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu le décret du 9 juillet 1894 ⁽²⁾ portant report à l'exercice 1894, chapitre v bis : *Liquidation des suites de l'apposition de séquestres autre que celui concernant les incendies de forêts de 1881 en Algérie*, d'une somme de 20,352' 19

Vu le décret du 29 décembre 1894 ⁽³⁾ portant ouverture d'un crédit de 14,294' 21
provenant de versements faits au Trésor, à titre de rachat du séquestre.

TOTAL 34,646 40

Vu la situation définitive du gouverneur général de l'Algérie de laquelle il résulte que le total des dépenses acquittées par le Trésor pendant le cours de l'exercice 1894 ne s'élève qu'à 16,161 50

laissant ainsi un disponible de 18,484 90

Sur le rapport du président du Conseil, ministre des finances, et d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La somme de dix-huit mille quatre cent quatre-vingt-quatre francs quatre-vingt-dix centimes (18,484'90) restée disponible sur les crédits spéciaux ouverts sur l'exercice 1894 au chapitre v bis : *Liquidation des suites de l'apposition de séquestres autres que celui concernant les incendies de forêts de 1881 en Algérie*, est et demeure annulée.

2. Il est ouvert au ministre des finances au titre du budget de l'exercice 1895 (*Service de l'Algérie*), un crédit de dix-huit mille quatre cent quatre-vingt-quatre francs quatre-vingt-dix centimes (18,484'90) applicable au chapitre vii bis : *Liquidation des suites de l'apposition de séquestres autres que celui concernant les incendies de forêts de 1881 en Algérie*.

3. Il sera pourvu aux dépenses imputables sur le crédit ouvert par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours provenant des soultes de rachat du séquestre.

4. Le président du Conseil, ministre des finances, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 21 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1643, n° 28316.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1675, n° 28972.

N° 10850. — DÉCRET qui reporte à l'exercice 1895 une Somme restée disponible en 1894 pour la Liquidation des suites de l'Apposition du Séquestre des incendies de forêts de 1881 en Algérie.

Du 21 Juillet 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 16 avril 1895 portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1895;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, sur la comptabilité publique;

Vu le décret du 9 juillet 1894⁽²⁾, portant report à l'exercice 1895, chapitre *v ter* : *Liquidation des suites de l'apposition du séquestre des incendies de forêts de 1881 en Algérie*, d'une somme de..... 17.603' 67

Vu la situation définitive du gouverneur général de l'Algérie de laquelle il résulte que le total des dépenses acquittées par le Trésor pendant le cours de l'exercice 1894 ne s'élève qu'à... 8,246 13

laissant un disponible de..... 9,357 54

Sur le rapport du président du Conseil, ministre des finances, et d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

. DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La somme de neuf mille trois cent cinquante sept francs cinquante quatre centimes (9,357' 54), restée disponible sur les crédits spéciaux ouverts sur l'exercice 1894 par le décret du 9 juillet 1894 au chapitre *v ter* : *Liquidation des suites de l'apposition du séquestre des incendies de forêts de 1881 en Algérie*, est et demeure annulée.

2. Il est ouvert au ministre des finances, au titre du budget de 1895 (*Service de l'Algérie*), un crédit de neuf mille trois cent cinquante-sept francs cinquante-quatre centimes (9,357' 54) applicable au chapitre 5 *ter* : *Liquidation des suites de l'apposition du séquestre des incendies de forêts de 1881 en Algérie*.

3. Il sera pourvu aux dépenses imputables sur le crédit ouvert par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor à titre de fonds de concours provenant des soultes de rachat du séquestre.

4. Le président du Conseil, ministre des finances, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 21 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

⁽²⁾ 11^{re} série, Bull. 1643, n° 28115.

N° 29851. — *DÉCRET portant homologation du bornage de la Zone des servitudes de la batterie haute du Mûrier, à Grenoble.*

Du 21 Juillet 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾ pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués, le plan de délimitation et le procès-verbal de bornage en date du 25 octobre 1894, visés et approuvés par le ministre de la guerre, et concernant la zone des servitudes de la batterie haute du Mûrier, à Grenoble.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 21 Juillet 1895.

Signé: FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,

Signé: G^d ZURLINDEN.

N° 29852. — *DÉCRET portant homologation du bornage de la Zone des fortifications du Bastion 17 de l'enceinte de Port-Louis.*

Du 21 Juillet 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾ pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués le procès-

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

verbal de bornage en date du 16 novembre 1894 et le plan de circonscription, visés et approuvés par le ministre de la guerre, et concernant les terrains militaires formant la zone des fortifications du bastion 17 de la place de Port-Louis.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 21 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,
Signé : G^{ral} ZURLINDEN.

N° 29853. — *DÉCRET* portant homologation du Bornage de la partie de la Zone des fortifications modifiée à l'emplacement du Bastion 1 du Gabut, à la Rochelle.

Du 21 Juillet 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications, pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾ pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués le plan et le procès-verbal en date du 9 mars 1895, concernant le bornage des limites de la partie de la zone des fortifications de la place de la Rochelle modifiée à l'emplacement de l'ancien bastion 1 dit du Gabut, documents visés et approuvés par le ministre de la guerre.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 21 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,
Signé : G^{ral} ZURLINDEN.

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 881.

N° 29854. — *DÉCRET portant homologation du Bornage de la Zone des fortifications de divers ouvrages dépendant de la place de Lyon.*

Du 21 Juillet 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾ pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués, pour les ouvrages ci-après, dépendant de la place de Lyon, les plans de circonscription et les procès-verbaux de bornage des terrains militaires formant la zone des fortifications visés et approuvés par le ministre de la guerre, savoir :

Fort du Mont-Verdun :

Batteries des Carrières, du Marcel, du Mouton et de la Fréta.

Procès-verbaux de bornage en date du 4 décembre 1894.

Limite extérieure de la zone des fortifications.

Fort de la Côte-Lorette :

Batteries de Champvillars et de Montcorin.

Procès-verbaux de bornage en date du 6 décembre 1894.

Limite extérieure de la zone des fortifications.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 21 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{ral} ZURLINDEN.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

N° 2955. — DÉCRET portant homologation du Bornage des Zones de servitudes de divers ouvrages dépendant de la place de Lyon.

Du 23 Juillet 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾ pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués, pour les ouvrages ci-après dépendant de la place de Lyon, les plans de délimitation et les procès-verbaux de bornage des zones de servitudes, visés et approuvés par le ministre de la guerre, savoir :

Fort du Mont-Verdun :

Batteries des Carrières, du Marcel, du Mouton et de la Fréta.

Procès-verbaux de bornage en date du 4 décembre 1894.

Fort de Côte-Lorette :

Batteries de Champvillars et de Montcorin.

Procès-verbaux de bornage en date du 6 décembre 1894.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 23 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{al} ZURLINDEN.

N° 2956. — DÉCRET portant homologation du Bornage des Zones de servitudes de la Batterie du Châtelet, à Belfort.

Du 23 Juillet 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concer-

1^{re} série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 881.

nant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾ pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués le plan de délimitation et le procès-verbal de bornage en date du 10 décembre 1894, visés et approuvés par le ministre de la guerre, et concernant les zones de servitudes de la batterie du Châtelet, à Belfort.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 23 Juillet 1895.

Signé: FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{de} ZURLINDEN.

N° 29857. — *NOTIFICATION au Gouvernement de la République, par le Conseil fédéral suisse, de l'Accession du Gouvernement du Honduras à la Convention de l'Union postale signée à Vienne, le 4 juillet 1891.*

(Promulguée au *Journal officiel* du 30 juillet 1895.)

Conformément à l'article 24 de la Convention de l'union postale, signée à Vienne, le 4 juillet 1891, le Conseil fédéral a notifié, le 19 juillet 1895, au Gouvernement de la République que le Gouvernement de Honduras a, par note en date du 3 juin 1895, déclaré accéder à la Convention précitée ⁽²⁾.

N° 29858. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses des Écoles d'enseignement supérieur en Algérie.*

Du 2 Août 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1895;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

⁽²⁾ XI^e série; Bull. 1486, n° 25193.

Vu l'article 8 de la loi du 20 décembre 1879, relative à la création des écoles d'enseignement supérieur en Algérie;

Vu deux récépissés constatant qu'il a été versé au Trésor public, par les trésoriers-payeurs d'Alger et d'Oran, une somme de quarante-cinq mille francs, montant de la part contributive de ces deux départements dans les dépenses de fonctionnement desdites écoles pour l'exercice 1895, savoir :

Département d'Alger.....	36,000 ¹
Département d'Oran.....	15,000
ENSEMBLE.....	45,000

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 29 juillet 1895,

DÉCRET:

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), un crédit de quarante-cinq mille francs (45,000¹) applicable aux dépenses de l'enseignement supérieur en Algérie.

Cette somme sera rattachée au chapitre IV du budget des dépenses de l'exercice 1895 (Algérie).

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au Havre, le 2 Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 29859. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses de l'École nationale des beaux-arts d'Alger.

Du 3 Août 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1895;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, aux termes desquels les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers, pour concourir, avec ceux de l'État, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture, par décret, d'un crédit d'égale somme, additionnellement à ceux qui ont été accordés au ministre pour le même objet;

Vu le récépissé du trésorier-payeur d'Alger, constatant qu'il a été versé au Trésor, le 16 mai 1895, une somme de quatre mille quatre cent cinquante francs, montant du deuxième trimestre 1895 de la subvention allouée par la ville d'Alger à l'école nationale des beaux-arts de cette ville;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur le fonds du budget de l'exercice 1895, deuxième section (*Beaux-Arts*), chapitre 1 (Algérie) : *Subvention à l'école nationale des beaux-arts d'Alger*, un crédit de quatre mille quatre cent cinquante francs (4,450^{fr}) applicable aux dépenses de l'établissement précité.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au Trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 3 Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 29860. — DÉCRET portant application des dispositions du décret du 10 août 1875 à l'arrestation des Fabricants frauduleux d'Allumettes chimiques.

Du 6 Août 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 15 août 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 20 de la loi de finances du 16 avril 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les dispositions du décret du 10 août 1875 portant allo-

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

d'une prime de dix francs aux préposés qui arrêtent les individus vendant en fraude des allumettes ou qui en colportent, sont applicables à l'arrestation des fabricants frauduleux d'allumettes chimiques.

Le président du Conseil, ministre des finances, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 6 Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

N° 29861. — DÉCRET fixant le prix des Explosifs de mine aux nitrates d'ammoniaque ou de soude vendus dans les entrepôts de la Régie.

Du 17 Août 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 23 août 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Président du Conseil, ministre des finances,

Vu la lettre du ministre de la guerre, en date du 26 juin 1895;

Vu la loi du 16 mars 1819;

Vu les décrets des 29 septembre 1850⁽¹⁾, 20 avril 1859⁽²⁾, 8 octobre 1864⁽³⁾, 12 août 1889⁽⁴⁾ et 12 juin 1890⁽⁵⁾, déterminant les espèces et les prix de vente des poudres de mine livrées à l'intérieur,

DÉCRETE :

ART. 1^{er}. Les prix des explosifs de mine aux nitrates d'ammoniaque ou de soude qui seront vendus dans les entrepôts de la Régie sont fixés ainsi qu'il suit :

TYPE N.

N° 1 (nitrate d'ammoniaque et nitronaphtaline) $\left\{ \begin{array}{l} a^{(6)} \\ b^{(6)} \\ c^{(6)} \\ d^{(6)} \end{array} \right\} \begin{array}{l} 2 \text{ fr. } 75 \\ \text{le kilogramme.} \end{array}$

N° 2 (nitrate de soude et nitronaphtaline), 1 fr. 75 le kilogramme.

TYPE C.

N° 1 (nitrate d'ammoniaque et crésylate d'ammoniaque) $\left\{ \begin{array}{l} a^{(6)} \\ b^{(6)} \end{array} \right\} \begin{array}{l} 2 \text{ fr. } 75 \\ \text{le kilogramme.} \end{array}$

N° 2 (nitrate de soude et crésylate d'ammoniaque), 1 fr. 45 le kilogramme.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 314, n° 2465.

1^{re} série, Bull. 681, n° 6403.

1^{re} série, Bull. 1243, n° 12654.

1^{re} série, Bull. 1268, n° 21085.

⁽²⁾ 11^{re} série, Bull. 1331, n° 22311.

⁽³⁾ Échantillons différant par les proportions des composants.

TYPE P., CARBONCHES COMPRIMÉS.

- N° 1. 20 p. 100 de coton-poudre, 3 fr. 10 le kilogramme.
N° 2. 9.5 p. 100 de coton-poudre, 2 fr. 85 le kilogramme.

2. Le président du Conseil, ministre des finances, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 17 Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

N° 29862. — DÉCRET qui suspend l'application des dispositions de l'Article 1^{er} du Décret du 12 janvier 1894, relatif à la Correspondance télégraphique.

Du 17 Août 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 22 août 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 12 janvier 1894⁽¹⁾, relatif à la correspondance télégraphique dans le service intérieur français;

Sur la proposition du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'application des dispositions de l'article 22 du décret du 12 janvier 1894 est suspendue.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 17 Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : ANDRÉ LEBON.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1612, n° 27636.

29863. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant que : la juridiction du commissaire de police de Sigeau (Aude) est étendue à la commune de la Nouvelle;

La juridiction du commissaire de police de la Charité (Nièvre) est étendue à la commune de la Chapelle-Montlinard (Cher). (Paris, 17 Juillet 1895.)

29864. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de la marine) qui autorise le ministre de la marine, au nom de l'État, à accepter le legs universel fait à la marine par M. Paul David, suivant son testament olographe du 1^{er} août 1889, sous réserve de l'accomplissement des charges qui y sont énoncées.

Le produit de ce legs sera employé en rentes sur l'État français, trois pour cent, pour les intérêts en être distribués, chaque année, à des veuves ou orphelins de pêcheurs domiciliés dans le département de la Loire-Inférieure.

Le titre nominatif d'inscription de ladite rente, portant mention de la destination des arrérages, sera conservé par la caisse des invalides de la marine. (Paris, 23 Juillet 1895.)

29865. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1^{er} M. Assassin (Émile), né le 27 mai 1869, à Corbeil (Seine-et-Oise), demeurant à Paris,

Et M. Assassin (Ernest), né le 24 mars 1874, à Paris, y demeurant,

Sont autorisés à substituer à leur nom patronymique celui de Bergé, et à appeler légalement, à l'avenir, Bergé au lieu de Assassin;

2^o Lesdits impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (Le Havre, 20 Août 1895.)

29866. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1^{er} M. Petschir (Émile), né le 11 mai 1847, à Lemberg (Autriche), demeurant à Paris, est autorisé à substituer à son nom patronymique celui de Peschier, et à s'appeler légalement, à l'avenir, Peschier au lieu de Petschir;

2^o Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (Le Havre, 28 Août 1895.)

N° 29867. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° M. *Dreyfus* (*Paul-Émile*), capitaine d'artillerie, né le 17 avril 1855, Nancy (Meurthe-et-Moselle), en garnison à Perpignan (Pyrénées-Orientales), est autorisé à substituer à son nom patronymique celui de *Deslaurens*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Deslaurens* au lieu de *Dreyfus* ;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État (*Le Havre, 28 Août 1895.*)



Certifié conforme :

Paris, le 7^e Octobre 1895.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

L. TRARIEUX.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Impression nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1719.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 29868. — *Loi qui porte de 10 à 15 millions le fonds de roulement du Protectorat de l'Annam et du Tonkin.*

Du 13 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 2 août 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ARTICLE UNIQUE. Le montant des bons émis par l'administration de l'Annam et du Tonkin que le ministre des finances est autorisé à recevoir dans le portefeuille du Trésor, aux termes de l'article 48 de la loi du 26 décembre 1890 et de la loi du 23 avril 1895, pourra temporairement s'élever à la somme de quinze millions de francs. (5,000,000')

Les bons émis en exécution de la présente loi et en addition au maximum fixé par la loi du 23 avril 1895, devront être remboursés au Trésor avant le 1^{er} avril 1896.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 13 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Président du Conseil, Ministre des finances,
Signé : A. RIBOT.

Le Ministre des colonies,
Signé : CHAUTEMPS.

N° 29869. — *Loi portant modification dans le libellé du chapitre 21 du Budget des postes et des télégraphes, concernant les Services maritimes postaux en France, en Algérie, en Tunisie, en Tripolitaine et au Maroc.*

Du 19 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 21 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est la suivante :

ARTICLE UNIQUE. Le libellé du chapitre XXI du budget de 1896 du ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes (2^e section. — Postes et télégraphes), ainsi conçu : *Subvention au service maritime de la France en Algérie, Tunisie et Tripolitaine*, est modifié ainsi qu'il suit :

Rémunération du service maritime postal entre la France, l'Algérie, la Tunisie, la Tripolitaine et le Maroc et allocation de primes de voyage.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 19 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

Signé : ANDRÉ LEBON.

N° 29870. — *Loi sur les obligations militaires des Membres du Parlement.*

Du 20 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 24 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est la suivante :

ART. 1^{er}. Nul ne peut être membre du Parlement s'il n'a satisfait définitivement aux prescriptions de la loi militaire concernant le service actif.

La disposition ci-dessus n'est pas applicable aux Français naturalisés Français résidant en Algérie ou aux colonies, qui, lors de leur élection, auront satisfait aux obligations spéciales que leur impose le titre VI de la loi du 15 juillet 1889.

En temps de paix, les membres du Parlement ne peuvent faire un service militaire pendant les sessions, si ce n'est sur la demande du ministre de la guerre, de leur propre consentement et sur la décision favorable de l'Assemblée à laquelle ils appartiennent.

Les membres du Parlement faisant un service militaire ne peuvent participer aux délibérations ni aux votes de l'Assemblée à laquelle ils appartiennent.

En cas de convocation de l'Assemblée nationale, leur service militaire est suspendu de plein droit pendant la durée de la session de l'Assemblée.

4. Les dispositions des articles 2 et 3 ci-dessus ne s'appliquent qu'aux officiers généraux maintenus, sans limite d'âge, dans la première section du cadre de l'état-major général et aux officiers généraux ou assimilés placés dans la deuxième section du cadre de l'état-major général.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{ral} ZURLINDEN.

N° 29871. — LOI portant création d'un 3^e canton à Tourcoing (Nord).

Du 20 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 21 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ART. 1^{er}. Les communes composant les deux cantons de Tourcoing formeront à l'avenir trois cantons.

2. Les limites des trois circonscriptions cantonales sont déterminées, dans la ville de Tourcoing, suivant les lignes tracées au plan ci-annexé, savoir :

CANTON DE TOURCOING-NORD.

partie du canton Nord actuel limitée par la route départementale n° 22, par l'axe des rues de Paris, du Bran-Pain, du chemin n° 20, des rues Rin-de-la-Guerre, de la Cité, de Roncq, des

Phalempins, de la Latte, du chemin d'intérêt commun n° 91 jusqu'à l'extrémité du territoire.

Le canton de Tourcoing-Nord comprend en outre les communes d'Halluin, Bousbecques, Linselles, Roncq.

CANTON DE TOURCOING-NORD-EST.

L'axe des voies précédemment indiquées; l'axe des rues de De kerque, de la Blanche-Porte, du Sentier, des Ursulines, de Lille, côté ouest de la Grande-Place; l'axe des rues du Haze, de la Mence, de la Belle-Vue, du Chêne-Houpeline, de la rue Haute, de Croix-Rouge, de la Marlière et l'axe du chemin vicinal n° 6, jusqu'à l'extrémité du territoire.

Le canton de Tourcoing-Nord-Est comprend la commune de Merville-en-Ferrain.

CANTON DE TOURCOING-SUD.

L'axe des rues dénommées dans la délimitation du canton Nord-Est; le canton de Tourcoing-Sud comprend, en outre, les communes de Bondues, Marcq-en-Barœul, Nouveaux.

3. Les cantons de Tourcoing-Nord et de Tourcoing-Nord-Est formeront un seul arrondissement de justice de paix.

4. Les notaires ayant leur résidence dans l'un des trois cantons auront le droit d'exercer dans les trois circonscriptions cantonales.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Juillet 1895.

Signé: FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : L. TRARIEUX.

N° 29872. — *Loi portant modification de l'Article 21 de la Loi du 15 juillet 1889 sur le Recrutement de l'armée, relativement au service de frères.*

Du 20 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 24 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. L'article 21 de la loi du 15 juillet 1889, complété par la loi du 6 novembre 1890, est ainsi modifié :

En temps de paix, après un an de présence sous les drapeaux

ont envoyés en congé dans leurs foyers, sur leur demande, jusqu'à la date de leur passage dans la réserve :

1° L'ainé d'orphelins de père et de mère, où l'ainé d'orphelins de mère dont le père est légalement déclaré absent ou interdit ;

2° Le fils unique ou l'ainé des fils, ou, à défaut de son fils ou de son père, le petit-fils unique ou l'ainé des petits-fils d'une femme actuellement veuve ou d'une femme dont le mari a été légalement déclaré absent ou interdit, ou d'un père aveugle ou entré dans sa soixante-dixième année ;

3° Le fils unique ou l'ainé des fils d'une famille de sept enfants au moins.

Dans les cas prévus par les trois paragraphes précédents, le frère aîné jouira de la dispense, si le frère aîné est aveugle ou atteint de toute autre infirmité incurable qui le rend impotent ;

4° Le plus âgé des deux frères inscrits la même année sur les listes du recrutement cantonal, ou faisant partie du même appel ;

5° Celui dont un frère sera présent sous les drapeaux au moment des opérations du conseil de revision, soit comme officier, soit comme appelé, soit comme engagé volontaire pour trois ans au moins, soit comme rengagé, breveté ou commissionné après avoir accompli cette année de service, soit enfin comme inscrit maritime levé d'office, ou admis sur sa demande, maintenu ou réadmis au service, quelle que soit la classe de recrutement à laquelle il appartient.

Ces dispositions sont applicables aux frères des officiers marins et des équipages de la flotte appartenant à l'inscription maritime et servant en qualité d'officiers marins du cadre de la maistrance.

Les dispositions des paragraphes 4 et 5 ne sont applicables qu'à ceux frères se suivant à moins de trois ans d'âge, et reconnus tous deux aptes au service ; et, dans ce cas, elles doivent être appliquées de manière que l'un ne fasse qu'une année en temps de paix.

Si ces deux frères servent comme appelés, le dispensé qui en fera la demande ne sera incorporé qu'après l'expiration du temps obligatoire de service de l'autre frère ;

6° Celui dont le frère sera mort en activité de service ou aura été formé ou admis à la retraite pour blessures reçues dans un service commandé ou pour infirmités contractées dans les armées de terre ou de mer.

La dispense accordée conformément aux paragraphes 5 et 6 ci-dessus ne sera appliquée qu'à un seul frère pour un même cas, mais elle se répétera dans la même famille autant de fois que les mêmes motifs s'y reproduiront.

Les demandes, accompagnées de documents authentiques justifiant la situation des intéressés, sont adressées, avant le tirage au sort, au maire de la commune où les jeunes gens sont domiciliés. Il leur sera donné récépissé.

L'appelé ou l'engagé qui, postérieurement, soit à la décision du conseil de revision, soit à son incorporation, entre dans l'une des

catégories prévues ci-dessus, est, sur sa demande, et dès qu'il compte un an de présence au corps, envoyé en congé dans ses foyers jusqu'à la date de son passage dans la réserve.

Le jeune homme omis, qui ne s'est pas présenté ou fait représenter par ses ayants cause devant le conseil de revision, ne peut être admis aux bénéfices des dispenses indiquées par le présent article, si les motifs de ces dispenses ne sont survenus que postérieurement à la décision de ce conseil.

Le présent article n'est applicable qu'aux enfants légitimes. Les enfants naturels reconnus par le père ou par la mère ne pourront jouir que de la dispense organisée par l'article suivant et dans les conditions prévues par cet article.

La présente loi ne sera applicable qu'à la classe 1894 et aux classes suivantes.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 20 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{ral} ZURLINDEN.

N° 29873. — *DÉCRET* modifiant les Dispositions réglementaires de divers Décrets et Cahiers des charges qui régissent le service d'outillage public administré par la Chambre de commerce de Marseille.

(Du 16 Avril 1896.)

(Promulgué au Journal officiel du 22 mai 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu le décret du 27 janvier 1866 ⁽¹⁾, autorisant la chambre de commerce de Marseille à conserver et à continuer d'exploiter trois grues établies sur les quais du port vieux;

Vu le décret du 7 juillet 1881 ⁽²⁾, autorisant la même chambre de commerce à établir et à exploiter des hangars destinés à abriter les marchandises sur les quais du bassin de la gare maritime et du bassin National ensemble le cahier des charges annexé audit décret;

Vu le décret du 1^{er} juin 1882 ⁽³⁾, portant de vingt à trente-six ans la durée de la concession des hangars;

Vu le décret du 6 juillet 1883 ⁽⁴⁾, autorisant la chambre de commerce à établir et à administrer un outillage hydraulique, pour le chargement et déchargement des marchandises, sur le quai de rive et sur les quais des môles et traverses du bassin de la gare maritime et du bassin National ensemble le cahier des charges annexé à ce décret;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1372, n° 14081.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 636, n° 10848.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 706, n° 12020.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 764, n° 13442.

Vu le décret du 18 novembre 1885 ⁽¹⁾, autorisant la chambre de commerce à installer sous les hangars et autour de ces hangars des lanternes à gaz à bacs intensifs;

Vu le décret du 19 août 1891 ⁽²⁾, prorogeant les autorisations accordées à la chambre de commerce d'administrer des hangars publics et un outillage hydraulique sur les quais du port de Marseille;

Vu le nouveau cahier des charges présenté par l'ingénieur en chef du service maritime des Bouches-du-Rhône, à la date du 16 juillet 1894;

Vu le rapport de l'ingénieur en chef du service maritime, en date du 16 juillet 1894;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 15 octobre 1894;

Vu la lettre du président de la chambre de commerce de Marseille, en date du 5 décembre 1894;

Vu la lettre du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en date du 5 février 1895;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Le cahier des charges annexé au présent décret est substitué aux dispositions réglementaires des décrets susvisés des 17 janvier 1866, 7 juillet 1881, 1^{er} juin 1882, 6 juillet 1883, 18 novembre 1885 et 19 août 1891 et des cahiers des charges y annexés.

2. Il n'est rien changé au mode d'établissement et de présentation des comptes et budgets relatifs au service d'outillage public administré par la chambre de commerce de Marseille.

3. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 16 Avril 1895.

Signé : PÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE 1^{er}.

OBJET DE L'AUTORISATION.

Objet de l'autorisation.

ART. 1^{er}. L'outillage que la chambre de commerce de Marseille est autorisée à établir et à administrer dans le port de cette ville, aux conditions déterminées par le présent cahier des charges, comprend :

Des bigues et treuils à bras, hydrauliques ou à vapeur, pour le chargement ou le déchargement des navires, pour la manutention des marchandises sur les quais;
Des hangars pour abriter les marchandises, pendant les opérations de reconnaissance sur le terre-plein des quais.

Art. 1^{er}. Grues du Port-Vieux.

Art. 1^{er}. Outillage.

Art. 1 et 10. Hangars.

Nature de l'autorisation.

2. L'autorisation ne constitue aucun privilège en faveur du permissionnaire.

L'usage des appareils et des hangars est toujours facultatif pour le public et il est subordonné aux nécessités du service général du port dont l'administration est seule juge.

Les quais sur lesquels ils sont installés restent affectés à l'usage libre du public, sous l'autorité exclusive de la police du port.

L'administration se réserve le droit d'établir et d'autoriser toute autre personne à employer ou à mettre à la disposition du public tels appareils, engins ou abris qu'elle jugera convenable, sans que le permissionnaire puisse élever aucune réclamation.

Art. 9. Grues du Port-Vieux.

Art. 5. Outillage.

Art. 11. Hangars.

TITRE II.

EXÉCUTION DES TRAVAUX ET ENTRETIEN.

Désignation des ouvrages autorisés.

3. Les ouvrages que le permissionnaire est tenu dès maintenant d'établir soit sur les quais, soit sur les dépendances du domaine public, sont les suivants :

1° OUTILLAGE.

a) Sur les quais du Port-Vieux :

Une grue à bras de la force de quatre tonnes sur le quai de Rive-Neuve, près de la rue Fortia;

Une grue à bras de huit tonnes sur la place aux Huiles;

Une grue à bras de vingt-cinq tonnes sur le quai est du bassin de carénage.

b) Sur le quai de rive et sur les quais des môles et traverses du bassin de la gare maritime et du bassin national :

1° Soixante grues hydrauliques mobiles sur rails;

2° Trois treuils hydrauliques mobiles;

3° Une bigue hydraulique d'une puissance de cent vingt tonnes susceptible d'être employée à volonté avec une puissance réduite soit au cinquième, soit aux trois cinquièmes environ de la puissance maxima;

4° Les voies ferrées et les cabestans nécessaires pour le déplacement des grues et des treuils;

5° Les machines, chaudières; les conduites de distribution d'eau, les accumulateurs et appareils accessoires, les magasins, ateliers et bureaux nécessaires pour le service de l'outillage.

Art. 4. Grues du Port-Vieux.

Art. 3. Outillage.

Art. 2. Outillage.

2° HANGARS.

a) Sur le quai de rive du bassin de la gare maritime;

b) Sur le quai de rive du bassin National entre la traverse de l'Abattoir et la passe du bassin des instruments de radoub;

c) Sur les quais des môles A et C;

d) Sur les quais nord et sud de la traverse de l'Abattoir, tronçon est.

Ces hangars ne comprendront qu'un rez-de-chaussée sans étage.

Art. 1^{er}. Hangars.

Art. 2. Hangars.

Emplacements.

4. L'emplacement définitif des hangars et des appareils, les dispositions et le tracé des voies ferrées destinées à l'emplacement des appareils mobiles, l'emplacement des bâtiments annexes pour machines à vapeur, accumulateurs comprimés et bureaux, le tracé des conduites d'eau et ceux qui sont déterminées par le ministre des travaux publics, sur la proposition du permissionnaire, lors de la présentation des projets d'exécution prescrits par l'article 5.

Art. 2 et 6. Outillage.
Art. 5 et 6. Hangars.

Les grues seront portées par des voies ferrées posées sur un quai, sans saillie ni dépression, entre l'arête du quai et la voie de chemin de fer la plus rapprochée.

Les cabestans et les poulies de renvoi nécessaires seront établis le long de ces voies.

La brique de cent vingt tonnes restera établie sur le quai rive, entre le môle C et la passe des bassins de radoub. Les machines fixes destinées à mettre l'eau sous pression, leurs chaudières, leurs accumulateurs, les magasins, ateliers et les bureaux pour le service de l'outillage restent installés sur l'îlot n° 3 des terrains du domaine public situés au sud de l'enceinte des bassins de radoub, sans que la contenance des terrains occupés puisse dépasser huit cents mètres.

Art. 4. Outillage.

La chambre de commerce ne pourra occuper les terrains manutentionnaires qui seraient nécessaires pour l'établissement de l'embranchement du chemin de fer de l'Estaque et de ses dépendances.

Projets d'exécution.

5. Le permissionnaire est tenu de soumettre au ministre des travaux publics les projets d'exécution ou de modification de tous les ouvrages ou engins à installer.

Ces projets doivent comprendre tous les plans et dessins des mémoires explicatifs nécessaires pour bien spécifier les constructions à faire.

Art. 6. Outillage.
Art. 5 et 6. Hangars.

Le ministre des travaux publics a le droit de prescrire les modifications qu'il juge nécessaires pour assurer la liberté et la sécurité des quais ainsi que la conservation des ouvrages du port.

Il peut prescrire que certaines parties des hangars soient disposées de manière à être fermées la nuit par mesure de sécurité, et que certaines parties couvrent les voies ferrées affectées au stationnement des wagons de chemin de fer en vue de chargement ou de déchargement le long des terrains des quais.

Disposition nouvelle.
Art. 4. Hangars.

Exécution des travaux.

6. Le permissionnaire doit exécuter les travaux conformément aux projets qu'il a présentés, et avec les modifications prescrites par le ministre des travaux publics.

Nouvelle disposition :
Grues du Port-Vieux.

Tous les ouvrages doivent être exécutés en matériaux de bonne qualité, mis en œuvre suivant les règles de l'art.

Art. 6. Outillage.
Art. 7. Outillage.
Art. 7. Hangars.

Entretien des ouvrages.

7. Les ouvrages établis par le permissionnaire doivent être constamment entretenus en bon état par ses soins, de façon à toujours convenir parfaitement à l'usage auquel ils sont destinés.

Art. 13. Grues du Port Vieux.
Art. 7. Outillage.
Art. 8. Hangars.

Le permissionnaire doit tenir constamment propres les abords des grues fixes, les voies de roulement des grues mobiles et leurs abords, ainsi que l'intérieur des hangars.

Disposition nouvelle
Grues du Port-Vieux.
Art. 13. Hangars.

Si l'entretien est négligé sur quelques points par le permissionnaire, il y sera pourvu d'office à la diligence des ingénieurs du port, à la suite d'une mise en demeure adressée par le préfet et restée sans effet, le montant des avances faites par le service du port sera remboursé par le permissionnaire au moyen de rôles rendus exécutoires par le préfet.

Disposition nouvelle
Grues du Port-Vieux.
Disposition nouvelle
moins rigoureuse
le paragraphe 1.
l'article 28: Outillage.
Disposition nouvelle
moins rigoureuse
le paragraphe 2
l'article 24: Hangars.

Responsabilité vis-à-vis des tiers.

8. Le permissionnaire est responsable, vis-à-vis des tiers, de la réparation des dommages provenant du défaut de solidité ou d'entretien des constructions et engins.

Art. 13. Grues du Port-Vieux.
Art. 8. Outillage.
Art. 8. Hangars.

Frais de construction et d'entretien.

9. Tous les frais de premier établissement, de modification et d'entretien sont à la charge du permissionnaire.

Art. 8. Outillage.
Condition non explicitement exprimée
les hangars dans
le cahier des charges
vigoureux.

Sont également à sa charge les frais des changements qu'il peut être autorisé par le ministre des travaux publics à apporter aux ouvrages du port, aux becs de gaz, canons d'amarrage, etc.

Disposition nouvelle
Outillage.
Disposition nouvelle
Hangars.

Pavages.

10. L'administration des ponts et chaussées fera exécuter dans la forme ordinaire et aux frais de l'État le pavage des quais de rive, des môles et des traverses sur toute la surface qui ne sera pas occupée par les hangars et sur les parties intérieures qui devront être conservées sans modification.

La chambre de commerce fera disposer, à sa charge, les autres parties du sol compris dans le périmètre des hangars, suivant le profil et avec les matériaux qu'elle jugera convenables, après approbation toutefois de l'administration.

Art. 9. Hangars.

Avant la mise en exploitation des hangars, il sera dressé un procès-verbal contradictoire de reconnaissance des pavages exécutés par l'État.

Indemnités aux tiers.

11. Le permissionnaire a à sa charge, sauf son recours contre qui de droit, toutes les indemnités qui pourraient être dues à des tiers par suite de l'exécution, de l'entretien ou du fonctionnement des ouvrages autorisés.

Disposition nouvelle
Grues du Port-Vieux.
Art. 8. Outillage.
Disposition nouvelle
Hangars.

Règlements de voirie.

12. Le permissionnaire est tenu de se conformer à tous règlements de voirie existant ou à intervenir, notamment en ce qui concerne les travaux à exécuter sur la voie publique, en vue de l'établissement ou de l'entretien des voies ferrées, des tuyaux d'eau et de gaz et tous autres ouvrages.

Les travaux doivent être effectués avec la plus grande rapidité et avec toutes les précautions qui seront prescrites, de façon à gêner le moins possible la circulation. Aussitôt qu'ils seront terminés, la chaussée sera rétablie dans son état par les soins du permissionnaire et à ses frais.

Disposition nouvelle
Grues du Port-Vieux.
Art. 9. Outillage.
Disposition nouvelle :
Hangars

Effets du libre usage de la voie publique.

13. Le permissionnaire n'est admis à réclamer aucune indemnité à raison des dommages que le roulage ordinaire causerait aux voies ferrées et aux autres ouvrages qui ne doivent former aucun obstacle à la circulation publique.

Il ne peut, non plus, élever contre l'administration aucune réclamation, en raison de l'état des chaussées et terres des quais ou de l'influence que cet état exercerait sur l'entretien et le fonctionnement de ses ouvrages, ni en raison du trouble ou des interruptions de service qui résulteraient, pour ces divers engins, soit de mesures temporaires d'ordre et de police prises par le service du port, soit de travaux exécutés sur le domaine public tant par l'administration que par les particuliers régulièrement autorisés, en raison d'une cause quelconque résultant du libre usage de la voie publique.

Rédaction plus générale
et plus complète que
celle du paragraphe 2
de l'article 13 : Outillage.
Rédaction plus générale
et plus complète que
celle de l'article 27 :
Hangars.

Délais d'exécution.

14. Les grues hydrauliques complétant l'outillage prévu à l'article 3, en sus de celles qui existent déjà, seront établies ultérieurement au fur et à mesure des besoins, lorsque l'utilité en aura été reconnue par le ministre des travaux publics, la chambre de commerce entendue.

En ce qui concerne les hangars, l'administration ne recourra d'abord à la chambre de commerce qu'une partie des hangars au fur et à mesure de leur achèvement. Cette partie sera désignée par l'administration elle-même et formera, au début, la moitié de la surface totale comprise dans la présente concession. Les parties restantes ne seront remises successivement que lorsque la chambre aura démontré, par son expérience, l'insuffisance des parties déjà couvertes.

Art. 10. Outillage.

Art. 24. Outillage.

Contrôle de la construction et de l'entretien.

15. Les travaux de premier établissement, de modification et d'entretien sont exécutés sous le contrôle et la surveillance des ingénieurs du port.

Au fur et à mesure que les travaux de premier établissement seront terminés, chaque abri, appareil ou groupe susceptible d'être utilisé isolément sera l'objet d'un procès-verbal de réception dressé par les ingénieurs sur la demande du permissionnaire, et le préfet, sur le vu de ce procès-verbal, autorisera, s'il y a lieu, la mise en service.

Art. 26. Hangars.
Dispositions nouvelles :
Grues du Port-Vieux.
Art. 44. Outillage.
Disposition nouvelle :
Hangars.

Insuffisance des installations.

16. Lorsque le nombre des engins ou l'étendue des hangars ne seront plus suffisants pour les besoins du commerce, la chambre de commerce sera tenue de les augmenter par l'établissement et la mise en service d'engins supplémentaires de même nature ou de hangars nouveaux dans la mesure reconnue nécessaire à la bonne exploitation du port par les ministres des travaux publics et du commerce et de l'industrie, d'accord avec la chambre de commerce ou, à défaut de cet accord, par un décret rendu en Conseil d'État, après enquête, sur le rapport des ministres des travaux publics et du commerce et de l'industrie.

Art. 3. Outillage. Réfection plus complète.
Disposition nouvelle.
Hangars.

TITRE III.

ADMINISTRATION.

Police des quais et du port.

17. L'autorisation ne confère au permissionnaire aucun droit d'intervention dans le placement des navires aux quais outillés par lui, dans le déplacement de ces navires, dans la police de grande voirie, dans celle de la circulation du de l'usage des quais.

Art. 5. Grues du Port-Vieux.
Art. 5. Outillage.
Art. 11. Hangars.

Ordre d'admission à l'usage des engins de manutention.

18. Les engins de chargement et de déchargement sont mis à la disposition des navires suivant l'ordre des demandes.

Les demandes sont inscrites, à cet effet, dans l'ordre et à la date de la production, sur des registres à souche, tenus par les soins du permissionnaire.

Ces registres sont communiqués, sans déplacement, à toutes les personnes intéressées à en prendre connaissance.

Si un navire inscrit ne se présente pas à son rang, il prend le premier tour dont il est en mesure de profiter.

Les bâtiments appartenant à l'État ou employés au service de l'État ont la priorité sur tous les autres pour l'usage des engins. Ils ne sont pas astreints aux inscriptions prévues ci-dessus. En cas d'urgence, et sur la réquisition du capitaine du port, les engins employés par d'autres navires peuvent être enlevés à ces navires pour être affectés immédiatement aux opérations des bâtiments appartenant à l'État, ou employés au service de l'État.

Art. 5 et 6. Grues Port-Vieux.
Art. 14. Outillage.

Obligations du permissionnaire en ce qui concerne les engins.

19. Le permissionnaire est tenu de donner ses appareils en location au public, à l'heure ou à la journée, avec la force motrice et les mécaniciens nécessaires pour faire fonctionner les appareils à vapeur et hydrauliques non seulement pendant les jours et heures réglementaires du travail de la douane, mais encore, en dehors de ces périodes de jour et de nuit, quand ce travail aura été autorisé par la douane, sur la demande de la personne qui devra faire usage des appareils.

Art. 3. Grues du Port-Vieux.
Art. 15. Outillage.

Obligations des usagers.

20. Ceux qui font usage des engins du permissionnaire doivent employer pour le déchargement, l'embarquement marchandises, ainsi que pour leur arrimage à fond de wagon sur les wagons et, en général, pour la manutention marchandises, un nombre d'hommes suffisant pour accélérer le travail et ne pas laisser chômer l'engin; faute de quoi il peut être immédiatement mis à la disposition du portier des inscrits suivants qui est en situation de l'utiliser.

Disposition nouvelle :
Grues du Port-Vieux.
Disposition nouvelle :
Outillage.

Art. 4. Grues du Port-Vieux.

Art. 15. Outillage.

Les grues ne peuvent être employées à soulever un poids supérieur à leur force. Toute avarie occasionnée par l'emploi de poids supérieurs reste à la charge des personnes qui ont fait usage des grues.

Ceux qui veulent travailler en dehors des jours et heures réglementaires du travail de la douane doivent en faire la déclaration écrite au moins six heures avant le commencement du travail supplémentaire en produisant, s'il y a lieu, l'autorisation de la douane.

Surveillance des appareils.

21. Les engins fixes ou mobiles donnés en location ne peuvent travailler que sous la surveillance d'un agent du permissionnaire dont le salaire est compris dans la taxe de location.

Disposition nouvelle :
Outillage.

Suspension des opérations.

22. Si l'agent chargé de la surveillance trouve qu'il y a danger ou inconvénient à continuer le travail au moyen des engins du permissionnaire, ou si ces engins doivent être déplacés par ordre des ingénieurs ou des officiers de port, les locataires doivent immédiatement suspendre les opérations jusqu'à ce que tout soit remis en bon ordre, sans avoir droit à aucune indemnité, même si l'interruption de travail est occasionnée par un défaut des engins mis à leur disposition.

Disposition nouvelle :
Outillage.

Mais, dans ce dernier cas, ils ne payent que le temps pendant lequel ils ont pu faire usage de ces engins.

Usage des hangars.

23. Les hangars sont exclusivement affectés à abriter la marchandise immédiatement avant son embarquement ou après son débarquement.

Art. 10. Hangars.

Ils peuvent être fermés pendant la nuit par mesure de sécurité, mais ils restent ouverts pendant le jour. Le permissionnaire ne peut s'opposer à la libre circulation du public, pendant le jour, sous ces hangars. Le sol occupé par eux reste soumis au régime légal de la grande voirie sous réserve seulement de la perception, par le permissionnaire, des taxes établies pour le dépôt et la manutention des marchandises. Le paiement de ces taxes ne donne pas au public le droit de laisser stationner les marchandises sous les hangars, ou les navires devant les quais sous les hangars au delà des délais fixés, soit par les règlements généraux de police du port, soit par les arrêtés préfectoraux en vertu de l'article 25 ci-après.

Disposition nouvelle :
Hangars.
Art. 11. Hangars.

Dans le cas où ces délais seraient dépassés, les officiers de port pourraient prendre les mesures prévues par les règlements généraux de police du port.

Art. 18. Hangars

Éclairage et surveillance.

24. Le permissionnaire est tenu d'éclairer les hangars pendant la nuit et d'entretenir, à ses frais, un nombre de gardiens suffisant pour assurer la régularité du service.

Mais la garde et la conservation des marchandises placées sous les hangars ne sont point à sa charge et aucune responsabilité ne pèse sur lui pour la perte ou le dommage ne résultant pas de son fait ou de celui de ses agents.

Art. 13. Hangars.

Règlement du port et mesures de police.

25. Le permissionnaire est soumis aux règlements du port.

Il doit se conformer aux arrêtés que prend le préfet, le permissionnaire entendu, pour réglementer, dans l'intérêt de la sécurité publique, du bon ordre dans l'exploitation du port et du bon emploi des ouvrages de l'État, le stationnement, les mouvements et le fonctionnement des engins ainsi que l'usage des hangars établis sur le domaine public.

Art. 13. Outillage.

Il est tenu de déplacer momentanément ses engins, loués ou non, toutes les fois qu'il en est requis soit par les officiers de port pour les besoins de l'exploitation du port, soit par les ingénieurs du port, pour les réparations à exécuter aux ouvrages de l'État.

Ces déplacements sont ordonnés verbalement aux agents du permissionnaire qui doivent obtempérer immédiatement aux injonctions des officiers de port et des ingénieurs; faute de quoi, lesdits agents sont personnellement passibles de procès-verbaux de contravention à la police de la grande voirie et il est procédé d'office à l'exécution des ordres des officiers de port et des ingénieurs, aux frais des contrevenants, sauf recours contre le permissionnaire civilement responsable.

Nouvelle disposition
Outillage.

Mesures de détail.

26. Les mesures de détail relatives à l'application du présent cahier des charges, en ce qui concerne notamment les obligations respectives du permissionnaire et des personnes qui font usage de ses appareils, ainsi que les mesures de détail relatives à l'application des tarifs, sont arrêtées par le préfet, le permissionnaire entendu.

Disposition nouvelle
Outillage.
Disposition nouvelle
Hangars.

Agents du permissionnaire.

27. Les agents et gardiens que le permissionnaire emploie pour la surveillance et la garde des ouvrages autorisés peuvent être commissionnés par le préfet et assermentés devant le tribunal de première instance.

Ils sont, dans ce cas, assimilés aux gardes des particuliers.

Ils ont des signes distinctifs de leurs fonctions.

Disposition nouvelle
Grues du Port-Vieux
Art. 24. Outillage.
Art. 13. Hangars.

Sous-traités.

28. Le permissionnaire peut, avec le consentement du ministre des travaux publics, confier à des entrepreneurs agréés par lui, l'exploitation de tout ou partie de ses appareils et abris et la perception des taxes fixées par le tarif; mais, dans ce cas, il demeure personnellement responsable, tant envers l'administration qu'envers les tiers, de l'accomplissement de toutes les obligations que lui impose le présent cahier des charges.

Disposition nouvelle
Grues du Port-Vieux
Art. 25. Outillage.
Disposition nouvelle
Hangars, non contraire à celle de l'article 23.

Contrôle de l'exploitation.

29. L'exploitation des appareils ou engins autorisés est faite sous le contrôle et la surveillance des ingénieurs du port.

Disposition nouvelle :
Grues du Port-Vieux.
Art. 12. Outillage.
Art. 26. Hangars.

TITRE IV.

TARIFS.

Durée.

30. Pour indemniser le permissionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il en remplira toutes les obligations, le gouvernement lui accorde le droit de percevoir, pendant toute la durée de l'autorisation, pour l'usage de ses appareils et abris, des taxes dont le montant est déterminé par des tarifs établis conformément aux dispositions ci-après.

Taxes maxima.

31. Les taxes maxima qui peuvent être perçues à partir de la mise en service des appareils et des hangars sont les suivantes.

A. — GRUES DU PORT-VEUX.

Embarquements et débarquements.

Grue n° 1 de quatre tonnes :

La tonne.

Marchandises prises dans la cale ou sur le pont du navire pour être mises à terre et réciproquement :

Marbres.....	{ Débarquement.....	0 ^f 75 ^c
	{ Embarquement.....	1 00
Pierres à four froides et pierres de taille.....		0 75
Machines ou autres fardeaux.....		1 50
Marchandises prises sur charrettes pour être mises à terre et réciproquement.....		0 75

Opérations diverses sur le quai.

Chargement ou déchargement des voitures (le cas suivant excepté).....

0 50

Chargement sur charrettes des pièces qui ne peuvent se placer entre les roues.....

0 75

Changement de place d'un poids quelconque...

0 50

Pesage d'un objet quelconque.....

0 50

Embarquements et débarquements.

Grue n° 2 de huit tonnes :

Marchandises prises dans la cale ou sur le pont du navire pour être mises à terre et réciproquement :

Marbres	{ Débarquement.....	1 00
pierres à four.	{ Embarquement.....	1 50
Machines ou autres fardeaux.....		2 00
Marchandises prises sur charrettes pour être mises à terre et réciproquement.....		1 00

Art. 2. Grues du Port-Vieux.

Rédaction ne figurant pas textuellement dans les cahiers des charges en vigueur, mais n'introduisant aucune clause nouvelle.
Outillage. Hangars.

Opérations faites sur le quai. La tonne.

Chargement ou déchargement des voitures (le cas suivant excepté).....	0 ⁶ 60 ^c
Chargement sur charrettes des pièces qui ne peuvent se placer entre les roues.....	1 00
Changement de place d'un poids quelconque...	0 60
Pesage d'un objet quelconque.....	0 60

Embarquements et débarquements.

Grue n° 3, de vingt-cinq tonnes :

Marchandises prises dans la cale du navire pour être mises à terre et réciproquement (le débarquement des marbres excepté)	4 00
Marchandises prises sur chattes ou sur le pont du navire pour être mises à terre et réciproquement.....	2 00
Débarquement des marbres dans tous les cas...	2 00

Art. 2. Grues du Port Vieux.

Opérations diverses faites sur le quai.

Chargement ou déchargement des voitures.....	2 00
Changement de place d'un poids quelconque...	1 50
Pesage d'un objet quelconque.....	1 50

Lorsqu'un objet pris sur un navire ou sur une chatte sera mis immédiatement sur une voiture et réciproquement, le prix de l'embarquement ou du débarquement sera seul dû et le chargement et le déchargement des voitures ne donnera lieu à la rétribution spéciale prévue par le tarif qu'autant qu'il aura été opéré séparément avant l'embarquement ou après le débarquement. La même observation s'applique aux pesages et aux changements de place.

B. — OUTILLAGE HYDRAULIQUE.

NOMBRES D'ORDRE.	DÉSIGNATION des appareils.	PRIX de la demi-journée		PRIX de l'heure		PRIX de l'heure en dehors des heures habituelles de travail.	
		de 5 heures.	de 4 heures.			De jour.	De nuit.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1	Grues de 1,250 kilogrammes de puissance.....	20 00	16 00	"	4 00	6 00	
2	Grues à double pouvoir de 1 à 3 tonnes.....	22 50	18 00	"	4 50	6 50	
3	Grues de 3 tonnes....	30 00	24 00	"	6 00	8 00	
4	Treuil mobile d'une tonne de puissance..	12 50	10 00	"	2 50	4 50	
5	Bigue de 120 tonnes :						
	Puissance minima...	75 00	60 00	30 00	32 00	40 00	
	Puissance moyenne..	100 00	80 00	40 00	42 00	50 00	
	Puissance maxima..	150 00	120 00	50 00	52 00	60 00	

Art. 17. Outillage.

Les heures habituelles de travail seront fixées par arrêté du préfet.

En dehors de ces heures habituelles, l'emploi des appareils donnera lieu au paiement des taxes supplémentaires fixées par le tableau ci-dessus, soit pour le travail de jour, soit pour le travail de nuit.

On considérera comme travail de nuit celui qui sera effectué de sept heures du soir à cinq heures du matin, du 1^{er} avril au 30 septembre, et de six heures du soir à six heures du matin, du 1^{er} octobre au 31 mars.

Art. 15. Outillage.

C. — HANGARS.

Taxes d'usage. — La taxe d'usage est fixée à cinquante centimes par tonne de mille kilogrammes; elle est la même pour toute marchandise quelle qu'en soit la nature.

Art. 15, 16 et 17. Hangars.

Moyennant le paiement de cette taxe, la marchandise pourra séjourner sous les hangars pendant les délais qui seront fixés par des arrêtés préfectoraux qui devront être approuvés par le ministre des travaux publics.

Art. 12. Hangars.

A partir du moment où ces délais seront expirés, la marchandise sera soumise au paiement d'une redevance supplémentaire envers la chambre de commerce, laquelle redevance sera calculée à raison de cinquante centimes par jour et par tonne pendant les trois premiers jours et d'un franc pour chaque jour suivant.

Art. 18. Hangars.

Le paiement de cette redevance supplémentaire sera exigé sans déroger en rien d'ailleurs aux dispositions de l'article 13 précité, notamment en ce qui concerne l'application du dernier paragraphe dudit article.

Le permissionnaire pourra faire affectation de parties de hangars au service particulier de certains armateurs, mais seulement avec l'autorisation de l'administration et pour des périodes renouvelables de six en six mois. Dans ce cas, la redevance à percevoir sera calculée d'après la surface réservée et à raison de cinq francs par mètre carré et par semestre.

Art. 20. Hangars.

Application du tarif des engins.

32. Les taxes pour l'usage des engins sont dues par celui qui a fait la demande prévue à l'article 18 ci-dessus.

Lorsque les appareils sont donnés en location à l'heure ou à la demi-journée, toute heure ou toute demi-journée commencée est due; néanmoins l'engin est retiré par les agents du permissionnaire dès que le travail est terminé.

Art. 16. Outillage.

Le prix de la première heure ou de la première demi-journée est payé d'avance à titre d'arrhes, lors de la demande d'un engin.

Disposition nouvelle :
Grues du Port-Vieux.
Disposition nouvelle :
Outillage.

La durée de la location pour les grues et treuils ne pourra pas être moindre d'une journée.

Art. 15. Outillage.

Frais compris dans les taxes en cas de location à l'heure ou à la journée.

33. Le permissionnaire a à sa charge la fourniture de l'engin et de ses accessoires, le graissage et les frais accessoires relatifs à son fonctionnement, plus, pour les appareils à vapeur et hydrauliques, la fourniture de la force motrice nécessaire pour les actionner et les frais de conduite et enfin, dans le cas des engins roulants ou flottants, les frais de la première approche et du départ définitif de l'engin.

Art. 16. Outillage.

Tous les autres frais de manœuvre, les déplacements de l'engin effectués au cours des opérations, sur la demande du locataire ou sur l'ordre des officiers de port ou des ingénieurs, l'accrochage, le décrochage, l'approche et la manutention des colis, ainsi que la fourniture des chaînes et cordages pour saisir les colis, sont à la charge du locataire.

Disposition nouvelle complétant la disposition précédente.
Art. 3. Grues du Port-Vieux.

Usage des cabestans hydrauliques pour le mouvement des wagons et la manœuvre des plaques tournantes.

34. Les cabestans hydrauliques établis pour le déplacement des grues et des treuils pourront être utilisés pour le mouvement des wagons et la manœuvre des plaques tournantes.

Cet usage des cabestans sera, s'il y a lieu, autorisé ou prescrit, la chambre de commerce entendue, et réglementé par des arrêtés préfectoraux qui devront être approuvés par le ministre des travaux publics.

Art. 18. Outillage.

Application du tarif des hangars.

35. La taxe est due pour toute marchandise déposée ou manutentionnée sous les hangars.

La durée du séjour pour lequel elle est due est évaluée en jours, sans déduction des jours non ouvrables. Les jours se comptent de minuit à minuit et toute journée commencée donne lieu à la perception du prix fixé pour la journée entière.

Toute fraction de tonne donne lieu à la perception de la taxe pour une tonne.

Art. 15. Hangars.

Disposition nouvelle :
Hangars.

Assurances.

36. Les taxes ne comprennent aucune assurance contre les incendies ou contre les avaries et aucune garantie contre le vol.

Les risques de perte, d'incendie ou d'avarie, lorsque ces accidents ne seront pas causés par les agents du permissionnaire, restent à la charge des intéressés, sous réserve de l'application de l'article 8 du présent cahier des charges.

Art. 13. Hangars.

Recouvrement des taxes d'occupation.

37. Les taxes pour l'usage des hangars sont dues par le propriétaire ou le consignataire des marchandises déposées, ou, si le propriétaire et le consignataire sont inconnus, par le déclarant en douane et, à défaut de déclarant, par l'auteur du dépôt de la marchandise.

Le permissionnaire peut s'opposer à l'enlèvement de la marchandise jusqu'au paiement du montant des taxes et, s'il y a lieu, du montant des frais d'enlèvement et de magasinage des marchandises enlevées d'office par le permissionnaire sur l'ordre des officiers de port après l'expiration des délais de séjour réglementaire.

Art. 19. Hangars.

Perception des taxes.

38. La perception doit être faite d'une manière égale pour tous, sans aucune faveur. Toute convention contraire à cette clause est nulle de plein droit.

Art. 19. Outillage.
Art. 15. Hangars.

Toutefois cette clause ne s'applique pas aux traités qui pourraient intervenir entre le permissionnaire et l'État, dans l'intérêt des services publics de l'État.

Disposition nouvelle :
Outillage.
Disposition nouvelle :
Hangars.

Abonnements.

Il peut, en outre, être établi des abonnements à prix réduits, en faveur des lignes régulières de navigation jouissant d'une place à quai spéciale en vertu d'arrêtés préfectoraux intervenus et à intervenir. Le tarif de ces abonnements doit être soumis à l'homologation du ministre des travaux publics. Toute réduction de taxe ou tout avantage consenti par abonnement en faveur d'une ligne régulière doit être accordé de droit à toute autre ligne régulière qui se soumet aux mêmes conditions.

Disposition nouvelle :
Outillage et hangars.

Abaissement de taxes.

39. Le permissionnaire peut, s'il le juge convenable, abaisser les taxes au-dessous des limites déterminées par les tarifs maxima.

Les taxes ainsi abaissées ne peuvent être relevées qu'après un délai de trois mois.

Toute modification des tarifs est portée à la connaissance du public par des affiches placardées au moins quinze jours avant l'époque fixée pour la mise à exécution.

La perception des tarifs modifiés ne peut avoir lieu qu'avec l'homologation du ministre des travaux publics.

Art. 8. Grues du Port-Vieux. Délai pour le relèvement des taxes réduit de soixante-quinze pour cent.

Art. 22. Outillage. Délais réduits de cinquante pour cent.

Art. 22. Hangars. Réduction plus complète. Délais d'affichage réduits de cinquante pour cent.

Contrôle des perceptions.

40. Les tarifs, en vigueur à toute époque, sont portés à la connaissance du public au moyen d'affiches apposées d'une manière très apparente, le plus près possible des appareils ou des hangars et aux endroits qui sont indiqués par le capitaine de port.

Le permissionnaire est responsable de la conservation de ces affiches et les remplace toutes les fois qu'il y a lieu.

L'état des perceptions est constaté par un registre à souche, avec indication détaillée, sur la souche comme sur le reçu détaché, de toutes les perceptions opérées.

Ce registre doit être représenté, à toute réquisition, aux ingénieurs du port qui en contrôlent la tenue.

Disposition nouvelle :
Grues du Port-Vieux.

Disposition nouvelle :
Outillage.

Disposition nouvelle :
Hangars.

TITRE V.

REVISION DES TARIFS ET AFFECTATION
DES RECETTES.

Compensation des recettes et des dépenses.

41. L'ensemble des comptes et budgets spéciaux mentionnés à l'article 2 du décret auquel est annexé le présent cahier des charges ne doit être, pour la chambre de commerce, l'objet d'aucun bénéfice et d'aucune perte.

Disposition nouvelle :
Grues du Port-Vieux.

Art. 20. Outillage.
Disposition nouvelle :
Hangars.

Revision des tarifs maxima.

42. Afin d'assurer et de maintenir la compensation entre les recettes et les dépenses, les tarifs maxima spécifiés à l'article 31 peuvent être révisés soit d'office, soit sur la demande du permissionnaire.

Cette revision peut être appliquée à tout tarif maximum qui a été en vigueur pendant cinq années consécutives au moins.

Toutefois et par exception, il suffit d'une année entière durant la première période quinquennale à partir du décret d'autorisation.

Toute revision consistant en un abaissement de tarifs maxima accepté par le permissionnaire est approuvée par le ministre des travaux publics, après avis du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

Toute revision comportant des abaissements qui ne seraient pas consentis par le permissionnaire est ordonnée par décret délibéré en Conseil d'Etat.

Toute revision comportant des relèvements est effectuée en la forme suivie pour la présente autorisation.

La revision des tarifs maxima entraîne de plein droit l'annulation des taxes abaissées qui auraient été mises en vigueur en vertu de l'article 39.

Les taxes inférieures aux nouveaux maxima, qui auraient été antérieurement établies, ne continuent, en conséquence, à être perçues que si elles ont été, de nouveau, l'objet de propositions du permissionnaire et de l'homologation ministérielle.

Art. 3. Grues du Port-Vieux.

Art. 20. Outillage.

Art. 22. Hangars. Rédaction plus complète.

Disposition nouvelle :
Grues du Port-Vieux.

Art. 23. Outillage.

Disposition nouvelle
Hangars.

Emploi des taxes.

43. Le produit des taxes est exclusivement employé par ordre de priorité :

1° A solder les dépenses relatives à l'administration et à l'entretien des ouvrages fixes et du matériel;

2° A solder les dépenses relatives au remplacement, après usure, des ouvrages fixes et du matériel;

3° A concourir à l'amortissement du capital de premier établissement;

4° A constituer un fonds de réserve suffisant pour mettre le permissionnaire en mesure de satisfaire à ses obligations, de supporter les responsabilités qui lui incombent et de perfectionner l'outillage.

Jusqu'à l'amortissement complet du capital de premier établissement, le permissionnaire ne peut, sans l'autorisation des ministres des travaux publics et du commerce et de l'industrie, prélever annuellement, sur le produit des taxes une somme supérieure à cent mille francs pour la constitution du fonds de réserve.

Ce fonds de réserve cesse de s'accroître lorsqu'il a atteint un chiffre maximum fixé par les ministres des travaux publics et du commerce et de l'industrie. La totalité des recettes disponibles après le prélèvement des sommes nécessaires pour payer les dépenses prévues aux paragraphes 1 et 2 est alors affectée à l'amortissement du capital engagé.

Lorsque le capital de premier établissement sera complètement amorti, si le fonds de réserve présente une importance suffisante, il devra être procédé à la revision des tarifs conformément aux dispositions de l'article précédent.

Disposition nouvelle
Grues du Port-Vieux.

Disposition nouvelle :
Outillage.

Disposition nouvelle :
Hangars.

Le permissionnaire ne peut employer le fonds de réserve qu'aux besoins des entreprises figurant aux comptes et budgets spéciaux mentionnés à l'article 41. Il doit, pour en disposer, obtenir, dans chaque cas, l'assentiment préalable des ministres des travaux publics et du commerce et de l'industrie, excepté dans le cas où le fonds de réserve serait employé à solder des indemnités au paiement desquelles le permissionnaire aurait été condamné par justice à raison de faits relatifs à son administration.

Budgets et comptes. — Communication aux ingénieurs du port.

43. Afin d'assurer l'exécution des prescriptions des articles 41, 42 et 43 ci-dessus et de l'article 2 du décret d'autorisation, la chambre de commerce doit communiquer aux ingénieurs du port, dans les six premiers mois de chaque année, le projet du budget spécial de l'année suivante et le compte spécial des recettes et dépenses d'établissement et d'exploitation de l'année précédente.

Disposition nouvelle :
Grues du Port-Vieux.
Art. 21. Outillage.
Art. 29. Hangars.

Liquidation d'emprunts en cas de retrait d'autorisation ou de suppression d'ouvrages.

45. En cas de retrait de l'autorisation ou de suppression d'ouvrages ordonnée en exécution de l'article 51 ci-après, il sera pourvu, par décret délibéré en Conseil d'État, aux moyens de faire face aux charges des emprunts qui auraient pu être contractés par le permissionnaire.

Art. 29. Outillage.
Disposition nouvelle :
Grues du Port-Vieux
et hangars.

Services accessoires.

46. En dehors des tarifs fixés au titre IV, le ministre des travaux publics, sur la proposition du permissionnaire, arrête annuellement les taxes relatives aux services accessoires, non prévus au présent cahier des charges, dont le permissionnaire viendrait à se charger dans l'intérêt de la bonne exploitation du port.

Disposition nouvelle.
Dans la catégorie des services accessoires rentrent : le service des clôtures mobiles (articles 14 et 21, hangars); celui des lanternes à gaz à becs intensifs (décret du 18 novembre 1885) et celui des cabestans (articles 18 de l'outillage hydraulique et 34 du projet).

TITRE VI.

DURÉE ET RETRAIT DE L'AUTORISATION,

SUPPRESSION TOTALE OU PARTIELLE DES INSTALLATIONS.

Durée de l'autorisation.

47. La durée des autorisations expirera, pour les grues du Port-Vieux, le 27 janvier 1965 et, pour l'outillage hydraulique ainsi que pour les hangars, le 31 janvier 1963.

Retrait de l'autorisation.

48. Faute par le permissionnaire de remplir les obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, il encourra le retrait de l'autorisation.

Le retrait sera prononcé, s'il y a lieu, après mise en demeure, par décret rendu en Conseil d'État, sur le rapport du ministre des travaux publics, le permissionnaire entendu.

Art. 11. Grues du Port-Vieux.
Article 1^{er} du décret du 19 août 1891 pour l'outillage hydraulique et pour les hangars.
Disposition nouvelle :
Grues du Port-Vieux.
Art. 28. Outillage.
Art. 24. Hangars.
Disposition nouvelle :
Outillage.
Disposition nouvelle :
Hangars.

Retour à l'État lors du retrait ou à l'expiration
de l'autorisation.

49. Par le seul fait de la notification du décret prononçant le retrait de l'autorisation, ou à l'expiration des délais prévus à l'article 47, et par le seul fait de cette expiration, l'État se trouvera subrogé à tous les droits du permissionnaire. Il entrera immédiatement en possession de tous les appareils et de leurs accessoires, ainsi que de tous les ouvrages mobiliers ou immobiliers établis sur le domaine public ou sur le domaine de l'État et de toutes les dépendances immobilières. Le permissionnaire sera tenu de lui remettre ces ouvrages en bon état d'entretien.

En ce qui concerne les astensiles et objets mobiliers qui seraient nécessaires au fonctionnement des appareils, l'État sera tenu, si le permissionnaire le requiert, de reprendre tous ces objets sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts, et réciproquement, si l'État le requiert, le permissionnaire sera tenu de les céder de la même manière.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où le gouvernement déciderait que les engins et abris doivent être maintenus en totalité ou en partie.

Dans le cas, au contraire, où le gouvernement déciderait que les engins et abris doivent être supprimés en tout ou en partie, ces engins et abris seront enlevés et les lieux seront remis dans l'état primitif aux frais du permissionnaire sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité.

Art 11. Grues du Port
Vieux.
Art. 28, 30, 31. Outillage.
Art 24 et 28. Hangars.

Disposition nouvelle :
Outillage.
Disposition nouvelle :
Hangars.
Art 12. Grues du Port-
Vieux.

Interruption de service.

50. Dans le cas d'interruption partielle ou totale des services confiés au permissionnaire, le ministre des travaux publics prendra immédiatement, aux frais et risques du permissionnaire, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement le service jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le retrait de l'autorisation ou jusqu'à ce que le permissionnaire se soit remis en mesure de continuer ses opérations.

Disposition nouvelle :
Grues du Port-Vieux.
Disposition nouvelle :
Outillage.
Disposition nouvelle :
Hangars.

Suppression partielle ou totale d'installation.

51. Dans le cas où, à une époque quelconque, il serait reconnu nécessaire, dans l'intérêt public, de supprimer, soit momentanément, soit définitivement, une partie ou la totalité de ses installations, le permissionnaire devra, à la première réquisition de l'administration supérieure, évacuer les lieux et les remettre dans leur état primitif.

Faute par lui de se conformer à cette obligation dans le délai prescrit à dater de la réquisition, il sera procédé d'office et à ses frais à l'exécution des travaux nécessaires.

Cette suppression ne donnera lieu à aucune indemnité. Elle ne pourra être prononcée que dans les formes suivies pour la présente autorisation, à moins qu'elle ne résulte d'un projet d'amélioration du port, déclaré d'utilité publique par un décret ou par une loi.

Art. 12. Grues du Port-
Vieux.
Art. 27. Outillage. Délai
non fixé d'avance au
lieu de deux mois.
Art. 23. Hangars.
Disposition nouvelle :
Grues du Port-Vieux.
Disposition nouvelle :
Outillage.
Disposition nouvelle :
Hangars.

Déplacement d'ouvrages accessoires.

52. Les dispositions de l'article précédent ne s'appliquent pas à la suppression partielle ou au déplacement des égouts, des tuyaux de conduite d'eau et de gaz posés sous le sol du domaine public et, en général, des ouvrages fixes accessoires qui peuvent être démontés et reposés sur un autre emplacement.

Il suffit que le préfet ordonne, sur l'avis de l'ingénieur en chef du service maritime, la suppression et le déplacement de tel groupe déterminé de ces ouvrages, pour que le permissionnaire soit tenu d'exécuter cet ordre à ses frais et sans indemnité dans les délais prescrits, faute de quoi l'administration procède d'office à l'exécution aux frais du permissionnaire.

Il en est de même pour les déplacements définitifs des engins mobiles roulants ou flottants sur le domaine public, qu'il serait reconnu utile par le préfet d'exclure d'un quai ou d'un bassin déterminé.

Disposition nouvelle :
Grues du Port-Vieux.
Disposition nouvelle :
Outillage.
Disposition nouvelle :
Hangars.

TITRE VII.

CLAUSES DIVERSES.

Bureau à proximité des quais.

53. La chambre de commerce aura un bureau situé à proximité des quais; elle fera, si elle en est requise, choix d'un agent qui logera dans le bâtiment affecté audit bureau et sera qualifié pour recevoir, en son nom, toutes les notifications administratives.

Disposition nouvelle :
Grues du Port-Vieux.
Disposition nouvelle :
Outillage.
Disposition nouvelle :
Hangars.

Établissement de grues par des tiers.

54. Dans le cas où l'administration, usant de la faculté qu'elle s'est réservée par l'article 2, autoriserait l'établissement de nouvelles grues, le permissionnaire devra laisser les propriétaires de ces grues user des voies ferrées qu'il aura installées, sous la condition de contribuer, dans une juste mesure, aux frais d'établissement et d'entretien des dites voies.

En cas de désaccord sur le principe ou l'exercice de l'usage commun des voies, il est statué par le ministre des travaux publics, le permissionnaire entendu.

Les grues qui seraient établies ultérieurement par des tiers devraient d'ailleurs être disposées et exploitées de manière à ne pas gêner la manœuvre des grues du permissionnaire.

Disposition nouvelle :
Grues du Port-Vieux.
Disposition nouvelle :
complétant la disposition admise, en principe, par le dernier paragraphe de l'article 5 : Outillage.

Fourniture d'eau comprimée à l'administration.

55. Le permissionnaire est tenu également, dans la limite des disponibilités, de livrer à l'administration, lorsqu'elle en fera la demande, de l'eau sous pression prise sur ses conduites pour la manœuvre des engins mobiles ou fixes employés dans les opérations relatives à l'exploitation du port.

L'eau ainsi fournie sera payée à la fin de chaque exercice au prix moyen de revient pendant l'année écoulée fixé d'un commun accord ou, à défaut d'accord, à dire d'experts.

Disposition nouvelle :
Outillage.

Redevance.

56. Le permissionnaire payera à l'État, pour l'occupation des terrains du domaine public sur lesquels seront établis ses installations et leurs dépendances, une redevance annuelle d'un franc pour l'ensemble de l'outillage hydraulique et d'un franc par hangar, laquelle sera versée d'avance, au 1^{er} janvier de chaque année, entre les mains du receveur des domaines à Marseille.

Art. 32. Outillage.
Art. 25. Hangars.

Elle pourra être révisée tous les cinq ans.

Frais d'impression et d'enregistrement.

57. Les frais d'impression et d'enregistrement de toutes les pièces relatives à la présente autorisation, ainsi que les impôts y afférents, restent à la charge du permissionnaire.

Disposition nouvelle :
Grues du Port-Vieux.
Art. 33. Outillage.
Art. 30. Hangars.

Vu, pour être annexé au décret en date de ce jour.

Paris, le 16 Avril 1895.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : DUPUY-DUTEMPS.

Enregistré à Marseille, le 9 juillet 1895, folio 31, case 24. — Reçu trois francs; décimes, soixante-quinze centimes. — Signé : Roqueplo.

N° 29874. — *DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Gironde, d'une Ligne de tramway entre le village du Vigean et le bourg d'Eysines.*

Du 1^{er} Juin 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 6 juin 1895).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics,

Vu, avec le cahier des charges y annexé, le décret du 16 septembre 1893 ⁽¹⁾, qui a déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Gironde, d'une ligne de tramway entre Bordeaux (barrière du Bouscat) et le village du Vigean;

Vu l'avant-projet présenté pour l'établissement, dans le département de la Gironde, d'une ligne de tramway, à traction mécanique, destinée au transport des voyageurs et éventuellement des messageries, entre le terminus du tramway de Bordeaux au Vigean et le bourg d'Eysines;

Vu, notamment, le plan d'ensemble de ladite ligne;

Vu les pièces de l'enquête d'utilité publique ouverte sur cet avant-projet, en exécution de l'article 29 de la loi du 11 juin 1880 et dans les formes déterminées par le règlement d'administration publique, du 18 mai 1881 ⁽²⁾;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1591, n° 27210.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

Vu, notamment, la délibération de la commission d'enquête, en date du 2 août 1894;

Vu l'avis de la chambre de commerce de Bordeaux, en date du 4 juillet 1894;

Vu les délibérations du conseil général et de la commission départementale de la Gironde, en date des 16 avril, 29 août et 22 novembre 1894;

Vu la convention passée, le 2 mai 1895, entre le préfet de la Gironde, agissant au nom du département, et la compagnie du tramway Bordeaux-Bouscat au Vigan pour la concession de l'entreprise;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 21 janvier 1895;

Vu la lettre du ministre de l'intérieur, en date du 11 février 1895;

Vu la lettre du ministre de la guerre, en date du 4 mars 1895;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways;

Vu les règlements d'administration publique, en date des 18 mai ⁽¹⁾ et 6 août 1881 ⁽²⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Gironde, suivant les dispositions générales du plan ci-dessus visé, d'une ligne de tramway à traction mécanique destinée au transport des voyageurs et des messageries, entre le village du Vigan et le bourg d'Eysines.

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue, si les expropriations nécessaires pour l'exécution dudit tramway ne sont pas accomplies dans le délai d'un an à partir de la date du présent décret.

2. Le département de la Gironde est autorisé à pourvoir à la construction et à l'exploitation de la ligne de tramway dont il s'agit, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions du cahier des charges annexé au décret ci-dessus visé du 16 septembre 1893, qui sera applicable à l'ensemble de la ligne de Bordeaux-Bouscat au Vigan et à Eysines.

3. Est approuvée la convention passée, le 2 mai 1895, entre le préfet de la Gironde, au nom du département, et la compagnie du tramway de Bordeaux-Bouscat au Vigan pour la concession du tramway susmentionné.

Ladite convention ainsi que le plan d'ensemble ci-dessus visé resteront annexés au présent décret.

4. Il est interdit à la compagnie du tramway de Bordeaux-Bouscat au Vigan, sous peine de déchéance, d'engager son capital, directement ou indirectement, dans une opération autre que la construction ou l'exploitation des lignes qui lui sont concédées, sans y avoir été préalablement autorisée par décret délibéré en conseil d'État.

⁽¹⁾ III^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 664, n° 11222

5. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Clermont-Ferrand, le 1^{er} juin 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

CONVENTION.

Entre M. Berniquet, officier de la Légion d'honneur, préfet de la Gironde, agissant au nom du département, en vertu des délibérations du conseil général, en date des 12 avril, 29 août 1894, et de la commission départementale déléguée à cet effet, en date du 22 novembre 1894,

D'une part ;

Et M. Aubian, président de la compagnie du tramway de Bordeaux-Bouscat au Vigeau, dont le siège social est à Bordeaux, allée de Chartres, n° 5 bis, et agissant au nom de cette dernière,

D'autre part ;

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le préfet de la Gironde concède à la compagnie du tramway de Bordeaux-Bouscat au Vigeau, qui l'accepte, une ligne de tramway à voie d'un mètre (1^m) de largeur, pour le service des voyageurs, et éventuellement des messageries entre le village du Vigeau et le bourg d'Eysines.

Cette ligne (prolongement de la ligne actuelle de Bordeaux au Vigeau) sera à voie unique ; elle partira du point terminus actuel de la ligne de Bordeaux au Vigeau et empruntera l'assiette du chemin de grande communication n° 114 et du chemin vicinal ordinaire n° 1 de la commune d'Eysines.

2. Tous les travaux d'infrastructure et de superstructure, ainsi que les acquisitions de terrains, seront faits par les soins et aux frais de la compagnie concessionnaire.

3. La compagnie concessionnaire s'engage à exploiter le tramway du Vigeau à Eysines à ses frais, risques et périls, pendant la durée de la concession, sans aucune subvention du département ou de l'État.

4. La présente concession est faite aux charges, clauses et conditions du cahier des charges de la concession du tramway de Bordeaux au Vigeau annexé au décret déclaratif d'utilité publique en date du 16 septembre 1893, charges, clauses et conditions à l'exécution desquelles la compagnie concessionnaire déclare se soumettre et prendra fin en même temps que celle du tramway de Bordeaux au Vigeau.

5. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par la présente convention et sous la condition expresse qu'il remplira exactement toutes les obligations du cahier des charges, il est autorisé à percevoir pendant toute la durée de la concession le tarif ci-après :

Du Vigeau à Eysines et *vice versa* pour chaque voyageur dix centimes (0^e 10).

6. La présente convention est subordonnée à la déclaration d'utilité publique dans un délai de deux ans à partir de ce jour.

Fait à Bordeaux, le 2 mai 1895.

Vu et accepté,

Signé : BERNIQUET.

*Le Président du conseil d'administration,
administrateur délégué,*

Signé : AUBIAN.

Enregistré à Bordeaux, bureau des domaines, le 29 juin 1895, folio 68, case 1^{re} gratis. — Signé : Figerou.

N° 2685. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à l'entretien du Pont de Quartes, sur la Sambre canalisée.

Du 7 Juin 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration (n° 1460) du receveur des finances de l'arrondissement d'Avènes (Nord), constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 16 mars 1895, par la commune de Pont-sur-Sambre, une somme de quatre-vingt-dix-sept francs cinquante-neuf centimes, à titre de fonds de concours, pour l'entretien du pont de Quartes, situé sur la Sambre canalisée;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 5 juin 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1894, première section, chapitre xxx : *Navigation intérieure — Canaux — Travaux ordinaires*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de quatre-vingt-dix-sept francs cinquante-neuf centimes (97^f 59) applicable à l'entretien du pont de Quartes, situé sur la Sambre canalisée.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Juin 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,
Signé : A. RIBOT.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : DUPOT-DUTEMPS.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 29876. — *DÉCRET qui autorise l'emploi de la traction électrique sur la ligne de Tramway de Lyon (place de la Charité) à Oullins (Rhône).*

Du 7 Juin 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 14 juin 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics,

Vu, avec le cahier des charges y annexé, le décret, en date du 17 mai 1879 ⁽¹⁾, portant :

1° Concession à la ville de Lyon d'un réseau de voies ferrées, à traction de chevaux, à établir sur le territoire de cette ville et sa banlieue;

2° Approbation d'un traité passé, le 9 mars 1879, entre le préfet du Rhône, au nom de la ville de Lyon, et la compagnie de travaux et transports pour la rétrocession de l'entreprise;

Vu le décret, en date du 18 janvier 1880 ⁽²⁾, qui approuve la délibération du 2 octobre 1879, par laquelle le conseil municipal de Lyon a accepté la cession faite, par la compagnie de travaux et transports, à la société des omnibus et tramways de Lyon, de la construction et de l'exploitation du réseau de voies ferrées, concédé à cette ville par le décret susvisé;

Vu la demande présentée, par la compagnie des omnibus et tramways de Lyon, à l'effet d'être autorisée à substituer la traction électrique à la traction par chevaux sur la ligne n° 10 (place de la Charité à Oullins), du réseau des tramways de Lyon, dont elle est rétrocessionnaire;

Vu les pièces de l'enquête ouverte sur cette transformation, dans les formes déterminées par le règlement d'administration publique du 18 mai 1881 ⁽³⁾ et, notamment, le procès-verbal de la commission d'enquête, en date du 25 juillet 1894;

Vu l'avis de la chambre de commerce de Lyon, en date du 16 août 1894;

Vu la délibération du conseil général du Rhône, en date du 12 septembre 1894;

Vu la convention passée, le 4 décembre 1894, entre le maire de Lyon, agissant au nom de la ville, et la compagnie des omnibus et tramways de Lyon, pour la modification de l'article 1^{er} du cahier des charges annexé au décret du 17 mai 1879 ⁽¹⁾, susvisé;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 21 janvier 1895;

Vu la loi du 11 juin 1880 et notamment l'article 38;

Vu le décret du 6 août 1881 ⁽⁴⁾, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 38 de ladite loi;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est autorisé, par dérogation à l'article 1^{er} du décret du 17 mai 1879 et à l'article 1^{er} du cahier des charges annexé à ce

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 453, n° 8140.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 499, n° 8936.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 664, n° 11122.

décret, l'emploi de la traction électrique sur la ligne de tramway de Lyon (place de la Charité à Oullins).

Cette autorisation est accordée, à charge, par la compagnie des omnibus et tramways de Lyon, de se conformer aux prescriptions du décret du 6 août 1881, qui sont applicables à la traction mécanique.

Est approuvée la convention passée, à cet effet, le 4 décembre 1894, entre le maire de Lyon, au nom de la ville, et la compagnie des omnibus et tramways de Lyon. Ladite convention restera annexée au présent décret.

2. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Juin 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

MODIFICATION

à l'article 1^{er} du cahier des charges permettant l'installation de la traction électrique sur la ligne n° 10, d'Oullins à Lyon, dudit réseau.

Entre M. le docteur Gailleton, maire de la ville de Lyon, agissant en vertu :

- 1^o De la loi municipale du 5 avril 1884 ;
- 2^o De la délibération du conseil municipal de la ville de Lyon, en date du 26 septembre 1893,

D'une part,

Et M. Jules Cambefort, président du conseil d'administration de la compagnie des omnibus et tramways de Lyon, agissant au nom de ladite compagnie en vertu de la délibération du conseil d'administration en date du 4 octobre 1893, dont extrait est annexé aux présentes.

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Sous réserve de l'approbation de l'État, le paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} du cahier des charges annexé au décret du 17 mai 1879 portant déclaration d'utilité publique d'un réseau de tramways de la ville de Lyon est remplacé par le suivant :

« La ville de Lyon est autorisée à placer à ses risques et périls, sur les voies publiques ci-après désignées, dépendant tant de la grande voirie que de la voirie urbaine, un réseau de voies ferrées desservi par des chevaux et à y établir un service de voyageurs et de marchandises. Toutefois, l'emploi de la traction électrique, à la place de la traction par chevaux, est autorisée sur la ligne de Lyon à Oullins.

« L'emploi de la traction électrique sera soumis aux prescriptions du décret réglementaire du 6 août 1881 ; par dérogation à l'article 30 dudit décret, les trains ne pourront être composés de plus de deux voitures et leur longueur totale n'excédera pas vingt mètres (20^m). »

2. Aucune autre modification n'est apportée au cahier des charges visé à l'article 1^{er}.

3. Les frais de timbre, d'enregistrement et d'expédition de la présente convention sont à la charge de la compagnie des omnibus et tramways de Lyon.

Fait à Lyon, en double exemplaire, le 4 décembre 1894.

Lu et approuvé :

Le Maire de Lyon,

Signé : GAILLETON.

Lu et approuvé :

Le Président de la compagnie des omnibus
et tramways de Lyon :

Signé : CASSERONT.

Enregistré à Lyon (A. A.), le 21 août 1895, folio 67, case 8. Reçu trois francs soixante-quinze centimes, décimes compris. — Signé : J. Perrin.

N° 29877. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1891, 1892 et 1893.

Du 31 Juillet 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre;

Vu l'état des créances liquidées à la charge du ministère de la guerre, additionnellement aux restes à payer et aux droits constatés arrêtés par les comptes définitifs des exercices 1891, 1892 et 1893;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu l'avis du ministre des finances;

Considérant que, aux termes de l'article 126 précité, les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles concernent des services prévus au budget des exercices clos ci-dessus désignés et que leur montant n'excède pas les crédits restant à annuler en clôture d'exercice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, en augmentation des droits constatés et des restes à payer arrêtés par les comptes définitifs des exercices 1891, 1892 et 1893, un crédit supplémentaire de cent quatre-vingt-onze mille trois cent vingt francs vingt-huit centimes (191,320^f 28), montant des créances qui ont été liquidées à la charge de ces exercices, savoir :

EXERCICES.	1 ^{re} SECTION.	2 ^e SECTION.	TOTAUX.
Exercice 1891.....	4,489 ^f 53 ^c	13,736 ^f 78 ^c	18,225 ^f 31 ^c
Exercice 1892.....	72,148 22	27,675 82	99,824 04
Exercice 1893.....	51,910 12	21,359 81	73,269 93
TOTAUX.....	128,547 87	62,772 41	191,320 28

(1) XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

2. Le ministre de la guerre est autorisé à ordonnancer ces créances sur les chapitres spéciaux ouverts pour les dépenses des exercices clos au budget de l'exercice courant, en exécution de l'article 124 du décret du 31 mai 1862.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales de l'exercice courant.

4. Le ministre de la guerre et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 31 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. RIBOT.

Signé : G^{al} ZURLINDEN.

N° 29878. — DÉCRET qui convoque les Conseils municipaux des communes comprises dans le département du Finistère, à l'effet de nommer leurs Délégués en vue de l'élection d'un Sénateur.

Du 14 Août 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 22 août 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu les lois du 2 août 1875 et du 9 décembre 1884;

Vu l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la loi du 30 décembre 1875;

Vu les articles 3 et 4 du décret du 3 janvier 1876⁽¹⁾, portant convocation de tous les conseils municipaux en vue des élections sénatoriales du 30 du même mois;

Attendu le décès de M. Drouillard, sénateur du département du Finistère,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les conseils municipaux des communes comprises dans le département du Finistère sont convoqués pour le dimanche 1^{er} septembre 1895, à l'effet de nommer leurs délégués et suppléants en vue de l'élection d'un sénateur.

2. Le collège électoral, formé des députés, des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissement et des délégués municipaux du département du Finistère, se réunira au chef-lieu le dimanche 6 octobre 1895, pour procéder à l'élection d'un sénateur.

3. La réunion des conseils municipaux et les opérations électorales, tant pour l'élection des délégués et suppléants que pour la no-

(1) XII^e série, Bull. 290, n° 4942.

mination du sénateur, auront lieu suivant les formes déterminées par les lois et décret ci-dessus visés.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au Havre, le 14 Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.



Certifié conforme :

Paris, le 9^e Octobre 1895.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

L. TRARIEUX.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1720.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 29879. — *LOI portant ouverture et annulation de divers Crédits sur l'exercice 1895.*

Du 26 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 28 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,
LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

EXERCICE 1895.

ART. 1^{er}. Il est ouvert aux ministres, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 16 avril 1895 pour les dépenses du budget général de l'exercice 1895 (Algérie non comprise), des crédits supplémentaires s'élevant à la somme totale d'un million deux cent quarante-seize mille huit cent trois francs quarante et un centimes (1,276,803^f 41), répartie comme suit :

3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, DES BEAUX-ARTS ET DES CULTES.

2^e Section. — Service des beaux-arts.

CHAP. XLII.	Installation au Louvre de la nouvelle collection Grandidier et frais d'acte de donation.....	15,000 ^f 00 ^c
-------------	--	-------------------------------------

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.

CHAP. XXXVII.	Surveillance de sociétés et établissements divers	800 00
---------------	---	--------

XII^e Série.

15

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.

2^e Section. — Dépenses extraordinaires.

CHAP. LXXXI. Transfert des magasins de décors de l'Opéra et de l'Opéra-Comique.....	1,261,003 ^f 41 ^c
TOTAL ÉGAL.....	1,276,803 41

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1895.

2. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget général de l'exercice 1895 (1^{re} section — Service ordinaire), un crédit de quatre-vingt-cinq mille francs (85,000^f) qui sera inscrit au chapitre LX : *Travaux imputables sur le produit de la vente d'immeubles devenus inutiles.*

Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1895.

A cet effet, les évaluations de recettes du budget général de l'exercice 1895 sont augmentées d'une somme de 85,000 francs à prélever sur le produit de l'aliénation d'immeubles militaires affectés à divers travaux exécutés par les soins du ministère de la guerre. Cette somme de 85,000 francs sera portée en recette aux produits domaniaux sous le titre de : *Produits de l'aliénation d'immeubles remis aux domaines par le département de la guerre.*

3. Il est ouvert au ministre des travaux publics, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 16 avril 1895 pour les dépenses du budget général de l'exercice 1895 (Algérie non comprise), un crédit supplémentaire d'un million trente-cinq mille francs (1,035,000^f) applicable au chapitre LXVIII : *Etudes et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.*

Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883.

4. Sur les crédits ouverts au ministre des travaux publics par la loi de finances du 16 avril 1895, et par des lois spéciales, pour les dépenses du budget général de l'exercice 1895 (Algérie non comprise), une somme de cent quatre-vingt-deux mille six cents francs (182,600^f) est annulée au titre du chapitre XLVI : *Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer.* — *Conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883.*

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée, comme loi de l'État.

Fait au Havre, le 26 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RISOT.

1° 29880. — **DÉCRET** portant désignation d'Immeubles militaires disponibles, en Algérie, à remettre à l'Administration des Domaines pour être aliénés.

Du 15 Juillet 1890.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre;

Vu la loi du 14 janvier 1890, concernant la réorganisation des établissements militaires en Algérie;

Considérant que les immeubles ci-après désignés et situés en Algérie sont es aujourd'hui inutiles au département de la guerre;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les immeubles dont la liste suit seront, aussitôt que possible, remis à l'administration des domaines pour être aliénés au mieux des intérêts du Trésor :

	DATE des procès-verbaux des commissions qui ont proposé l'aliénation.
PLACE D'ALGER.	
Immeuble du paré à fourrages de Mustapha.....	27 octobre 1881.
PLACE DE ELIDA.	
Terrain vague devant la manutention.....	16 janvier 1882 et 30 août 1884.
Terrain loué à la commune pour l'annexe de son collège.....	Idem.
Maison Caïd-Dira.....	Idem.
PLACE D'AUMALE.	
Maison A'.....	10 octobre 1885.
Maison B'.....	Idem.
Camp de bivouac des Ouled-Bellil.....	Idem.
PLACE DE MÉDÉA.	
Maison rue du Gouvernement, n° 19.....	12 octobre 1885.
Maison rue Kléber, n° 4.....	Idem.
Maison rue Molière, n° 4.....	Idem.
Maison rue du Gouvernement, n° 1.....	Idem.
Maison rue du Gouvernement, n° 13.....	Idem.
Maison rue Jenner, n° 14 bis.....	Idem.
Maison rue Jenner, n° 18.....	Idem.
Quartier C de cavalerie.....	Idem.
Maison impasse d'Artole, n° 18.....	Idem.
Magasin à orge N.....	Idem.
Emplacement réservé pour les silos à orge.....	Idem.
PLACE DE TÉNÉS.	
Quartier de cavalerie.....	9 octobre 1885.
Atelier chantier aux matériaux sur le port.....	Idem.
Atelier entre la caserne A et le bastion 10.....	Idem.

DATE
des procès-verbaux
des commissions
qui ont
proposé l'aliénation.

PLACE DE MILIANA.

Glacière militaire.....	14 octobre 1885.
Champ de manœuvres d'Affreville.....	<i>Idem.</i>
Quartier d'infanterie B.....	<i>Idem.</i>
Anciens ateliers du génie.....	<i>Idem.</i>

PLACE DE CHERCHELL.

Logement d'un adjoint du génie D.....	<i>Idem.</i>
Logement d'un adjoint du génie E.....	<i>Idem.</i>

PLACE D'ORAN.

Casernement et logement rue de Dresde et de la Moskowa.....	13 octobre 1885.
Logement rue de la Moskowa, n° 8.....	<i>Idem.</i>
Logement de deux officiers rue de Vagram.....	<i>Idem.</i>
Terrain entre le quai et le pied des carrières Lamoune.....	<i>Idem.</i>

PLACE D'ARZEW.

Ancien camp de la Discipline.....	<i>Idem.</i>
-----------------------------------	--------------

PLACE DE MOSTAGANEM.

Pâturage et rochers (partie de la parcelle 90 bis).....	29 février 1884.
Terre labourable (partie de la parcelle n° 15).....	<i>Idem.</i>
Baraques provisoires S (partie des parcelles n° 596 et 598).....	<i>Idem.</i>
Bâtiments et cours.....	3 novembre 1884.
Bâtiment et cour P.....	<i>Idem.</i>
Bâtiment et cour S.....	<i>Idem.</i>
Terrains vagues sous Matemore.....	29 février 1884.
Jardin de Tidjdit.....	<i>Idem.</i>
Partie des parcelles 406, 489, 490, 491 et 498.....	<i>Idem.</i>
Bâtiment et cour R.....	12 octobre 1885.
Maison mauresque X.....	3 novembre 1884.
Maison mauresque A A.....	<i>Idem.</i>
Maison mauresque F F.....	<i>Idem.</i>
Usine 99 (moulin d'Ain-Sefra).....	12 octobre 1885.

PLACE DE SIDI-BEL-ABBÈS.

Parcelle P.....	7 mars 1884.
Parcelle Q.....	<i>Idem.</i>
Grand'halte d'Ain-Tirenat (non compris les puits et sources et une petite parcelle destinée à en permettre l'accès et en assurer la conservation).....	<i>Idem.</i>
Champ de bivouac de l'Oued-Sarno.....	<i>Idem.</i>
Champ de bivouac de Bou-Harar.....	<i>Idem.</i>

PLACE DE MASCARA.

Partie de l'emplacement E, rues Lemerrier, de Bône et de Miliana.....	11 octobre 1885.
Bâtiment M ⁴ , rue d'Alger.....	<i>Idem.</i>
Bâtiment F, rue de Dalmatie.....	<i>Idem.</i>
Bâtiment R, rue de Saïda.....	<i>Idem.</i>
Bâtiment O, rue de Saïda.....	<i>Idem.</i>

DATE
des procès-verbaux
des commissions
qui ont
proposé l'aliénation.

Bâtiment X et terrain sur la rue de Bône, y compris l'immeuble AA (magasins à orge et parc au bois), mais non compris la mosquée d'Ain-Beida.....	11 octobre 1885.
Bâtiments M' et M'' et terrain de l'Argoub.....	Idem.
Partie du champ de manœuvres de cavalerie.....	Idem.
Emplacement C'.....	24 septembre 1887.
Bâtiment et cour Q de Chellala.....	15 avril 1884.
Bâtiment MA, rue de Dalmatie.....	8 novembre 1884.
Bâtiment Z ^a , rue du Beylick.....	Idem.
Bâtiment H, rue du Beylick.....	Idem.
Bâtiment Z ^a , rue Larrey.....	Idem.
Bâtiment E, caserne du génie.....	Idem.
PLACE DE SAÏDA.	
Terrain vague entre le vieux camp et la source d'Ain-Sultan (parcelle 56).....	12 octobre 1885.
PLACE DE TLEMSEN.	
Bâtillon S (ancien bureau de la place P).....	14 octobre 1885.
PLACE DE CONSTANTINE.	
Bâtillon M, rue Desmoyen.....	5 octobre 1884.
Parc à fourrages du Bardo et terrains environnants.....	14 mars 1884.
Parcelles et terrains vagues aux environs du Bardo.....	Idem.
Ancienne buanderie des lits militaires.....	Idem.
Terrain au sud de Sidi-Mabrouck.....	Idem.
Terrain au nord de Sidi-Mabrouck.....	Idem.
Ancien corps de garde de la porte Djebia.....	17 octobre 1885.
PLACE DE PHILIPPEVILLE.	
Magasin de campement S de Stora.....	13 octobre 1885.
PLACE DE BONE.	
Terrain au-dessus de la zone des fortifications, devant le front 31-32 (acquisition Fabre).....	12 octobre 1885.
PLACE DE SÉTIF.	
Parc aux bœufs (partie).....	10 octobre 1885.
PLACE DE BOUGIE.	
Trois maisons mauresques, jardins et terrains.....	13 octobre 1885.
Partie du terrain au nord de la route de M'Zaïa et au pied du Djebel-Khalifa.....	Idem.
Maison déclassée rue Wauban et Kléber.....	Idem.
Terrains rue de la Casba.....	Idem.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 15 Juillet 1890.

Signé : GARNOT.

Le Président du Conseil, Ministre de la guerre,

Signé : C. DE FREYCINET.

N° 29881. — DÉCRET qui reconnaît la Maison d'arrêt et de correction de Barbezieux (Charente) comme établissement affecté à l'emprisonnement individuel des détenus des deux sexes.

Du 11 Juin 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu la loi du 5 juin 1875 sur le régime des prisons départementales;

Vu le décret du 26 janvier 1882 ⁽¹⁾;

Vu l'avis du conseil supérieur des prisons,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La maison d'arrêt et de correction de Barbezieux (Charente) est reconnue comme établissement affecté à l'emprisonnement individuel des détenus des deux sexes.

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 11 Juin 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

N° 29882. — DÉCRET qui reporte à l'exercice 1895 un Crédit non employé en 1894 pour l'établissement d'un nouveau Port à Châlons, sur la rive gauche du canal Saint-Martin, à sa jonction avec le canal latéral à la Marne.

Du 15 Juin 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics,

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895, et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu le décret n° 455 du 23 novembre 1894 ⁽³⁾, qui a ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1894, première section, chapitre xxx : *Navigation intérieure — Canaux — Travaux ordinaires*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de trente-cinq

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 689, n° 11666.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1665, n° 28789.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

mille francs applicable à l'établissement d'un nouveau port à Châlons, sur la rive gauche du canal Saint-Martin à sa jonction avec le canal latéral à la Marne;

Vu les documents administratifs desquels il résulte que, sur ladite somme de trente-cinq mille francs, il reste actuellement disponible celle de trente-quatre mille neuf cent soixante-seize francs, dont le report peut être effectué sur l'exercice 1895, en vertu des dispositions de l'article 52 susvisé du décret du 31 mai 1862;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 14 juin 1895,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Est reportée au budget ordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1895, première section, chapitre xxxi : *Navigation intérieure — Canaux — Travaux ordinaires*, une somme de trente-quatre mille neuf cent soixante-seize francs (34,976¹) applicable à l'établissement d'un nouveau port à Châlons, sur la rive gauche du canal Saint-Martin, à sa jonction avec le canal latéral à la Marne, et non employée sur les crédits ouverts, pour l'emploi de fonds de concours, au chapitre correspondant à l'exercice 1894.

2. Pareille somme de trente-quatre mille neuf cent soixante-seize francs est et demeure annulée au budget ordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1894, première section, chapitre xxx : *Navigation intérieure — Canaux — Travaux ordinaires*.

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 1^{er} au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

4. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Juin 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

N° 29883. — DÉCRET qui reporte à l'exercice 1895 un Crédit non employé en 1894 pour l'exécution de divers Travaux maritimes.

Du 15 Juin 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1895 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu les documents administratifs desquels il résulte que, sur les crédits mentionnés, il reste actuellement disponible, savoir :

CHAPITRES.	ENTREPRISES.	CRÉDITS ouverts.	SOMMES NON EMPLOYÉES	
			par entreprise.	par chapitre.
BUDGET ORDINAIRE.	Redressement du chenal d'accès du port de Mor- nac.....	2,000' 00'	1,000' 00'	
SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES.	Curage de la chambre des vases du port du Croisic.....	2,000 00	881 07	38,364' 96'
CHAP. XXII. Ports mari- times. — Travaux ordinaires.....	Curage du port de Nantes, en face des chantiers de la Loire.....	130,000 00	36,483 89	
	Amélioration de la baie de Somme.....	25,077 57	23,077 57	
	Construction du phare d'Eckmühl, sur la pointe de Penmarch.....	262,064 49	157,310 04	
	Construction d'un mur de quai au port de Dahouet et curage dudit port...	24,928 00	21,000 00	
	Établissement de voies ferrées sur les quais du port de Marseille.....	193,567 99	1,545 72	
SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.	Travaux d'achèvement du port de Bordeaux. (Loi du 2 août 1887.).....	450,000 00	92,993 33	
CHAP. XXIII. Améliora- tion et extension des ports maritimes.....	Amélioration du port de Saint - Malo - Saint - Servan.....	30,000 00	13,471 03	485,067 07
	Entretien du laboratoire d'essai de ciment du port de Boulogne.....	500 00	100 00	
	Amélioration du port de Saint-Raphaël.....	8,000 00	8,000 00	
	Amélioration du port de Saint - Nazaire et des chenaux qui y abou- tissent.....	250,000 00	161,389 18	
	Amélioration du chenal maritime et du bassin à flot du port de Ma- rennes.....	14,595 95	6,180 20	
TOTAL des sommes non employées....				523,432 03

Considérant que le reliquat ci-dessus peut être reporté à l'exercice 1895, en vertu des dispositions de l'article 52 susvisé du décret du 31 mai 1862;
Vu la lettre du ministre des finances, en date du 14 juin 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est reportée au budget du ministère des travaux publics, exercice 1895, une somme de cinq cent vingt-trois mille quatre cent trente-deux francs trois centimes (523,432^f03) provenant de fonds de concours et non employée sur les crédits ouverts au budget de l'exercice 1894.

Ladite somme de cinq cent vingt-trois mille quatre cent trente-deux francs trois centimes, applicable aux entreprises ci-après désignées, est répartie ainsi qu'il suit, savoir :

CHAPITRES.	ENTREPRISES.	CRÉDITS OUVERTS	
		par entreprise.	par chapitre.
BUDGET ORDINAIRE.			
1^{re} SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES.	Redressement du chenal d'accès du port de Mornac.....	1,000 ^f 00 ^c	38,363 ^f 96 ^c
	Curage de la chambre des vases du port du Croisic.....	881 07	
CHAP. XXXII. Ports maritimes. — Travaux ordinaires.....	Curage du port de Nantes, en face des chantiers de la Loire.....	36,483 89	
	Amélioration de la baie de Somme.	23,077 57	485,067 07
	Construction du phare d'Eckmühl, sur la pointe de Penmarch.....	157,310 04	
	Construction d'un mur de quai au port de Dahouet et curage dudit port.....	21,000 00	
	Établissement de voies ferrées sur les quais du port de Marseille...	1,545 72	
2^e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.	Travaux d'achèvement du port de Bordeaux. (Loi du 2 août 1887.)	92,993 33	
CHAP. LXIV. Amélioration et extension des ports maritimes.....	Amélioration du port de Saint-Malo-Saint-Servan.....	13,471 03	
	Entretien du laboratoire d'essai de ciment du port de Boulogne....	100 00	
	Amélioration du port de Saint-Raphaël.....	8,000 00	
	Amélioration du port de Saint-Nazaire et des chenaux qui y aboutissent.....	161,389 18	
	Amélioration du chenal maritime et du bassin à flot du port de Marennes.....	6,180 20	
	TOTAL ÉGAL.....		523,432 03

2. Pareille somme de cinq cent vingt-trois mille quatre cent trente-deux francs trois centimes est et demeure annulée dans la proportion

rente, aux chapitres ci-après du budget du ministère des travaux publics, exercice 1894, savoir :

BUDGET ORDINAIRE.

1^{re} SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES.

CHAP. XIII. Ports maritimes. — Travaux ordinaires..... 38,364' 96°

2^e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

CHAP. LXIII. Amélioration et extension des ports maritimes..... 485,067 07

TOTAL..... 523,432 03

Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article 1^{er} au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

4. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Juin 1895.

Signé : FELIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. RIBOT.

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

18984. — DÉCRET qui reporte à l'exercice 1895 un Crédit non employé en 1894, applicable à l'Etablissement de diverses Lignes de chemins de fer.

Du 15 Juin 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les décrets n° 498 du 12 décembre 1894⁽²⁾ et n° 8 et 105 des 8 janvier⁽³⁾ et 15 mars 1895⁽⁴⁾, qui ont ouvert au ministère des travaux publics, exercice 1894, deuxième section, chapitre LXVII: *Etudes et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, pour l'emploi de fonds de concours, des crédits additionnels s'élevant ensemble à la somme d'un million deux cent

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 4045, n° 70527.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 1675, n° 38958.

⁽³⁾ 1^{re} série, Bull. 1678, n° 39049.

⁽⁴⁾ 1^{re} série, Bull. 1698, n° 39444.

quarante-sept mille deux cent soixante-neuf francs vingt-deux centimes (512,094'34" + 405,914'68" + 329,260') applicable à la construction de diverses lignes de chemins de fer.

Vu les documents administratifs desquels il résulte que, sur ladite somme d'un million deux cent quarante-sept mille deux cent soixante-neuf francs vingt-deux centimes, il reste actuellement disponible celle de cent seize mille cinq cent soixante francs, dont le report peut être effectué sur l'exercice 1895, en vertu des dispositions de l'article 52 susvisé du décret du 31 mai 1862;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 14 juin 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est reportée au budget ordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1895, deuxième section, chapitre LXVIII : *Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, une somme de cent seize mille cinq cent soixante francs (116,560'), applicable à l'établissement de diverses lignes de chemins de fer et non employée sur les crédits ouverts, pour l'emploi de fonds de concours, au chapitre correspondant de l'exercice 1894.

2. Pareille somme de cent seize mille cinq cent soixante francs est et demeure annulée au budget ordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1894, deuxième section, chapitre LXVII : *Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*.

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 1^{er} au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

4. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Juin 1895.

Signé : **FÉLIX FAURE.**

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : **A. RIBOT.**

Le Ministre des travaux publics,

Signé : **DUPUY-DUTEMPS.**

N° 29885. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à des Travaux de navigation intérieure.

Du 15 Juin 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les déclarations ci-après désignées, constatant qu'il a été versé au Trésor public par divers intéressés pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux appartenant à l'exercice 1894, une somme totale de mille francs, savoir :

DÉPARTEMENTS.	SUMMES des réceptions.	DATES des versements.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	PARTIES VERSANTES.	MONTANT des versements.
Ardennes...	437	30 janv. 1895.	Sedan.....	MM. Sommer et consorts.	500' 00'
	4190	10 avril 1895.	Lille.....	Le département.....	250 00
	1032	25 fév. 1895.	Dunkerque..	La commune de Spycker.	82 50
Nord.....	1036	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	La commune de Grande-Synthe.....	125 00
	1060	26 fév. 1895.	<i>Idem.</i>	La commune de Bergues.	20 00
	1304	13 mars 1895.	<i>Idem.</i>	La commune de Mardryck.	22 50
TOTAL COMME CI-DESSUS.					1,000 00

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 14 juin 1895,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1894, première section, chapitre xxx : *Navigaton intérieure — Canaux — Travaux ordinaires — Entretien et grosses réparations*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de mille francs (1,000^f) applicable, dans la proportion suivante, aux entreprises ci-après désignées, savoir :

Département des Ardennes. — Entretien d'un déversoir régulateur établi sur le canal de l'Est, à Mouzon.....	500 ^f
Département du Nord. — Frais de manœuvre du pont de Spycker, sur le canal de Bourbourg (250 ^f + 82 ^f 50 + 125 ^f + 20 ^f + 22 ^f 50)....	500
TOTAL ÉGAL.....	1,000

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen de ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Juin 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTREMPES.

N° 29886. — *DÉCRET qui reporte à l'exercice 1895 une Somme non employée en 1894, applicable à des Travaux de navigation intérieure.*

Du 15 Juin 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les décrets en date des 3 et 12 décembre 1894⁽²⁾, qui ont ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1894, première section, chapitre XXIX : *Navigation intérieure — Rivières — Travaux ordinaires*, pour l'emploi de fonds de concours, divers crédits additionnels comprenant les sommes ci-après :

Décret n° 468, du 3 décembre 1894 :

Département du Tarn. — Fermeture d'une voie d'eau au barrage de Montans.....	2,658' 33"
Département de Tarn-et-Garonne. — Entretien et réparation du barrage de Lagarde, sur le Tarn.....	600 00
Département de Tarn-et-Garonne. — Travaux d'enrochement au barrage de Lamothe.....	537 50

Décret n° 499, du 12 décembre 1894 :

Département de l'Eure. — Établissement d'une passerelle sur la Seine, à l'entrée du bras Gamin.....	1,494 00
Département de la Gironde. — Mise en état de navigabilité de l'estey de Courréjean.....	5,570 80
Département du Tarn. — Fermeture d'une voie d'eau au barrage de Montans.....	2,658 33

TOTAL..... 13,518 96

Vu les documents administratifs desquels il résulte que, sur le montant des crédits susmentionnés, qui s'élèvent ensemble à treize mille cinq cent dix-huit francs quatre-vingt-seize centimes, il reste actuellement disponible une somme de onze mille trois cent soixante et un francs quatre-vingt-dix-sept centimes, dont le report peut être effectué sur l'exercice 1895, en vertu des dispositions de l'article 52 susvisé du décret du 31 mai 1862;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 14 juin 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est reportée au budget ordinaire du ministère des travaux

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1675, n° 28958.

publics, exercice 1895, première section, chapitre xxx : *Navigation intérieure — Rivières — Travaux ordinaires*, une somme de onze mille trois cent soixante et un francs quatre-vingt-dix-sept centimes (11,361'97), provenant de fonds de concours et non employée sur les crédits ouverts au chapitre correspondant de l'exercice 1894.

Ladite somme de onze mille trois cent soixante et un francs quatre-vingt-dix-sept centimes est applicable, dans la proportion suivante, aux entreprises ci-après désignées, savoir :

Département du Tarn. — Fermeture d'une voie d'eau au barrage de Montans.	3,203' 47"
Département de Tarn-et-Garonne. — Entretien et réparation du barrage de Lagarde, sur le Tarn.....	600 00
Département de Tarn-et-Garonne. — Travaux d'enrochement du barrage de Lamothe.	537 50
Département de l'Eure. — Établissement d'une passerelle sur la Seine, à l'entrée du bras Gamin.....	1,494 00
Département de la Gironde. — Mise en état de navigabilité de l'estey de Courréjean.....	5,527 00
TOTAL ÉGAL.	11,361 97

2. Pareille somme de onze mille trois cent soixante et un francs quatre-vingt-dix-sept centimes est et demeure annulée au budget ordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1894, première section, chapitre xxix : *Navigation intérieure — Rivières — Travaux ordinaires*.

3. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article 1^{er} au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

4. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Juin 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

N° 29887. — DÉCRET qui reporte à l'exercice 1895 un Crédit non employé en 1894, applicable à la Transformation en un Pont unique des deux Ponts de la Colombière, sur le canal du Centre.

Du 15 Juin 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics,

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu le décret n° 108 du 15 mars 1895 ⁽²⁾ qui a ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1894, deuxième section, chapitre LXI : *Établissement et amélioration de canaux de navigation*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit de cinquante trois mille quatre cents francs comprenant une somme de trente-cinq mille francs applicable à la transformation, en un pont unique, des deux ponts de la Colombière situés sur le canal du Centre;

Vu les documents administratifs desquels il résulte que ladite somme de trente-cinq mille francs n'a pas été utilisée et peut dès lors être reportée à l'exercice 1895, en vertu des dispositions de l'article 52 susvisé du décret du 31 mai 1862;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 14 juin 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est reportée au budget ordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1895, deuxième section, chapitre LXII : *Établissement et amélioration de canaux de navigation*, une somme de trente-cinq mille francs (35,000^f), applicable à la transformation, en un pont unique, des deux ponts de la Colombière, sur le canal du Centre, et non employée sur les crédits ouverts, pour l'emploi de fonds de concours, au chapitre correspondant de l'exercice 1894.

2. Pareille somme de trente-cinq mille francs est et demeure annulée au budget ordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1894, deuxième section, chapitre LXI : *Établissement et amélioration de canaux de navigation*.

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 1^{er} au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

4. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Juin 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,
Signé : A. RIBOT.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : DUPUY-DUTEMPS.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1701, n° 29516.

N° 29888. — **DÉCRET** qui reporte à l'exercice 1895 un Crédit non employé en 1894, applicable à l'établissement d'un Port sur la Seine, à Choisy-le-Roi.

Du 15 Juin 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics,

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu le décret n° 6 du 11 janvier 1895⁽²⁾, qui a ouvert au budget du ministère des travaux publics, exercice 1894, première section, chapitre xxix : *Navigation intérieure — Rivières — Travaux ordinaires*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de cent trente mille francs applicable à l'établissement d'un port sur la Seine, à Choisy-le-Roi;

Vu les documents administratifs desquels il résulte que ce crédit de cent trente mille francs n'a pas été utilisé et qu'il peut dès lors être reporté à l'exercice 1895, en vertu des dispositions de l'article 52 susvisé du décret du 31 mai 1862;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 14 juin 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est reportée au budget ordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1895, première section, chapitre xxx : *Navigation intérieure — Rivières — Travaux ordinaires*, une somme de cent trente mille francs (130,000^f), applicable à l'établissement d'un port sur la Seine, à Choisy-le-Roi, et non employée sur les crédits ouverts, pour l'emploi de fonds de concours, au chapitre correspondant de l'exercice 1894.

2. Pareille somme de cent trente mille francs est et demeure annulée au budget ordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1894, première section, chapitre xxix : *Navigation intérieure — Rivières — Travaux ordinaires*.

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 1^{er} au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

4. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Juin 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

⁽¹⁾ I^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1633, n° 29173.

N° 29889. — **DÉCRET** qui reporte à l'exercice 1895 un Crédit non employé en 1894, applicable aux Travaux d'amélioration de la Route nationale n° 10, entre la sortie de Sèvres et le rond-point de Viroflay.

Du 15 Juin 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics,

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu le décret n° 465 du 29 novembre 1894 ⁽²⁾, qui a ouvert pour l'emploi de fonds de concours au budget du ministère des travaux publics, exercice 1894, première section, chapitre XXVI : *Routes et ponts — Grosses réparations et restaurations*, un crédit additionnel de deux cent quatre-vingt mille cent quatre-vingt-douze francs quarante-sept centimes comprenant une somme de cent mille francs applicable aux travaux d'amélioration de la route nationale n° 10, entre la sortie de Sèvres et le rond-point de Viroflay;

Vu les documents administratifs desquels il résulte que, sur ladite somme de cent mille francs, il reste actuellement disponible celle de six mille cinq cents francs, dont le report peut être effectué sur l'exercice 1895, en vertu des dispositions de l'article 52 susvisé du décret du 31 mai 1862;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 14 juin 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est reportée au budget ordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1895, première section, chapitre XXVII : *Routes et Ponts — Grosses réparations et restaurations*, une somme de six mille cinq cents francs (6,500^f), applicable aux travaux d'amélioration de la route nationale n° 10, entre la sortie de Sèvres et le rond-point de Viroflay, et non employée sur les crédits ouverts, pour l'emploi de fonds de concours, au chapitre correspondant de l'exercice 1894.

2. Pareille somme de six mille cinq cents francs est et demeure annulée au budget ordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1894, première section, chapitre XXVI : *Routes et ponts — Grosses réparations et restaurations*.

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 1^{er} au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

4. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1666, n° 28802.

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Juin 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. RIBOT.

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

N° 29890. — DÉCRET portant désignation d'Immeubles militaires disponibles, en Algérie, à remettre à l'Administration des Domaines pour être aliénés.

Du 19 Juin 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre;

Vu la loi du 14 janvier 1890, concernant la réorganisation des établissements militaires en Algérie;

Considérant que les immeubles ci-après désignés et situés en Algérie sont dès aujourd'hui inutiles au département de la guerre,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Les immeubles dont la liste suit seront, aussitôt que possible, remis à l'administration des domaines pour être aliénés au mieux des intérêts du Trésor :

PLACE D'ALGER.

Parcelle de 96 mètres carrés située en face du cimetière catholique, à Saint-Eugène.....
Partie du chemin d'accès à la poudrière de la batterie des Consuls, à Saint-Eugène.....
Ancien pénitencier militaire de Birkadem.....

PLACE DE MÉDÉA.

Parc au bois.....
Parcelle du champ de manœuvres.....

PLACE DE LAGHOUE.

Lot n° 259, partie non comprise dans la rue de la Casbah.....
Lot n° 585, partie voisine de l'emplacement du moulin Pantriteur.....
Lots n° 365, 388 (partie), 391 (partie), 470, 578 (partie), parties disponibles de l'ancienne briqueterie du génie.....
Lot n° 349, ancien jardin occupé par le bach-aga.....
Lot n° 887, ancien parc d'artillerie.....
Lot n° 335, ancienne carrière.....

DATE
des procès-verbaux
des commissions
qui ont
proposé l'aliénation.

20 mars 1895.

Idem.

18 septembre 1894.

30 mars 1894.

6 août 1894.

9 août 1894.

Idem.

Idem.

Idem.

Idem.

Idem.

Lot n° 366 et 386, parties restant au dehors de la zone des fortifications.....
 Lot n° 887, parties restant en dehors de la zone des fortifications.....

DATE
des procès-verbaux
des commissions
qui ont
proposé l'aliénation.

9 août 1894.

Idem.

PLACE DE MOSTAGANEM.

Terrains et écurie en face des bâtiments de l'artillerie (parcelles 104, 105, 106, 108 et 132).....
 Terrain bordant la route de la Marine (partie des parcelles 220 à 222).....
 Terrain voisin du parc à fourrages de la marine (parcelles 408 à 411).....
 Parc à fourrages et terrains voisins (parcelles 386, 402, 406, 415 à 419, 420 (partie), 429 (partie), 464 à 471, 472 (partie), 473 à 475).....

8 octobre 1885.

Idem.

14 février 1894.

Idem.

PLACE DE SAÏDA.

Ancienne carrière (parcelle n° 42).....
 Ancien jardin du génie (parcelle n° 43).....
 Parcelle de 1,000 mètres carrés dépendant du champ de bivouac de la place.....

12 octobre 1885.

Idem.

9 avril 1894.

PLACE DE TLEMSEN.

Moulin d'El-Kalaa.....
 Pavillon I.....
 Pavillon L.....
 Parcelle de 82 mètres carrés comprise entre la limite extérieure de la zone des fortifications de la place et la rue de Paris.....

14 octobre 1885.

Idem.

Idem.

12 mars 1895.

PLACE DE NEMOURS.

Quartier B de cavalerie.....

14 octobre 1885.

PLACE DE SÉTIF.

Prison militaire de Sétif.....

15 janvier 1895.

PLACE DE BOUGIE.

Terrain avoisinant la caserne de Bridja supérieur.....
 Terrain longeant le fort Barral jusqu'à la porte des Vieillards...
 Terrain remis au service du génie par l'administration des domaines, en échange de ceux cédés par l'administration civile.
 Partie du terrain au nord de la route des M'Zaïas, au pied du Djebel-Khalifa.....
 Terrain cultivable situé entre le chemin du phare, le ravin de Sidi-Baba-Ali et la propriété *Schäpfert*.....
 Magasin FF des lits militaires, baraque A et bâtiment b, c, d, e, f.

13 octobre 1885.

Idem.

Idem.

Idem.

Idem.

Idem.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 19 Juin 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{al} ZURLINDEN.

N° 29891. — **DÉCRET** qui approuve la substitution, à MM. Oudin et Pierre, de la Société anonyme dite Société du tramway d'Épernay-Aÿ-Mareuil, comme rétrocessionnaire du tramway d'Épernay à Aÿ et d'Aÿ à Mareuil-sur-Aÿ.

Du 26 Juin 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics,

Vu le décret, en date du 9 août 1894 ⁽¹⁾, qui a déclaré d'utilité publique l'établissement d'une ligne de tramway entre Épernay et Aÿ et entre Aÿ et Mareuil-sur-Aÿ, autorisé la construction et l'exploitation dudit tramway par le département de la Marne et approuvé la rétrocession de l'entreprise à MM. Oudin et Pierre; ensemble, la convention de rétrocession et le cahier des charges annexés au décret;

Vu, notamment, l'article 10 de ladite convention, portant que MM. Oudin et Pierre devront, dans le délai de six mois, constituer une société anonyme qui se substituera à eux et deviendra solidairement responsable avec eux, envers le département, de tous les engagements qu'ils auraient contractés par ladite convention;

Vu les demandes présentées, le 15 décembre 1894, par MM. Oudin et Pierre, d'une part, et par la société du tramway d'Épernay-Aÿ-Mareuil, d'autre part, à l'effet d'obtenir l'approbation de la substitution de la seconde aux premiers, comme rétrocessionnaire du tramway susmentionné;

Vu le rapport de l'ingénieur en chef du contrôle, en date du 18 février 1895;

Vu la délibération de la commission départementale de la Marne, en date du 20 février 1895;

Vu la lettre du préfet de la Marne, en date du 14 mars 1895;

Vu la loi du 11 juin 1880 et, notamment, l'article 10;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est approuvée la substitution à MM. Oudin et Pierre, de la société anonyme dite société du tramway d'Épernay-Aÿ-Mareuil, comme rétrocessionnaire du tramway d'Épernay à Aÿ et d'Aÿ à Mareuil-sur-Aÿ, dont l'établissement, dans le département de la Marne, a été déclaré d'utilité publique par le décret susvisé du 9 août 1894.

2. Il est interdit à la société du tramway d'Épernay-Aÿ-Mareuil, sous peine de déchéance, d'engager son capital, directement ou indirectement, dans une entreprise autre que la construction et l'exploitation du tramway mentionné à l'article premier, sans y avoir été préalablement autorisée par décret rendu en conseil d'État.

⁽¹⁾ III^e série, Bull. 1664, n° 28768.

3. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 26 Juin 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

N° 29892. — *DÉCRET qui reporte à l'exercice 1895 une Somme non employée en 1894, applicable à diverses entreprises.*

Du 30 Juin 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les décrets des 23 juin ⁽²⁾, 29 novembre ⁽³⁾ et 28 décembre 1894 ⁽⁴⁾, qui ont ouvert au budget du ministère des travaux publics, première section, chapitre XXVI : *Routes et ponts* — *Grosses réparations et restaurations*, pour l'emploi de fonds de concours, les crédits additionnels ci-après :

Décret n° 221, du 23 juin 1894 :

Département de la Lozère. — Construction d'un égout dans la traverse de Langogne (route nationale n° 106).....	1,419' 06"
--	------------

Décret n° 465, du 29 novembre 1894 :

Département de la Manche. — Construction de trottoirs et de demi-caniveaux dans la traverse de Granville (route nationale n° 171).....	4,800 00
--	----------

Département de Seine-et-Oise. — Réfection de la chaussée de la route nationale n° 10, dans les traverses de Moulthéry et de Linas.....	50,000 00
--	-----------

Décret n° 505, du 28 décembre 1894 :

Département de Lot-et-Garonne. — Élargissement de la route nationale n° 127 dans la traverse de Port-Sainte-Marie.....	12,500 00
--	-----------

TOTAL.....	68,719 06
------------	-----------

Vu les documents administratifs, desquels il résulte que, sur le montant de ces crédits, qui s'élèvent ensemble à soixante-huit mille sept cent dix-

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1634, n° 28135.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1666, n° 28801.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1679, n° 29070.

neuf francs six centimes, il reste actuellement disponible une somme totale de vingt-neuf mille cinq cent quarante-quatre francs, dont le report peut être effectué sur l'exercice 1895, en vertu des dispositions de l'article 52 susvisé du décret du 31 mai 1862;

En la lettre du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est reportée au budget ordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1895, première section, chapitre xxvii : *Routes et ponts* — *Grosses réparations et restaurations*, une somme de vingt-neuf mille cinq cent quarante-quatre francs (29,544'), provenant de fonds de concours et non employée sur les crédits ouverts au chapitre correspondant de l'exercice 1894.

Ladite somme de vingt-neuf mille cinq cent quarante-quatre francs est applicable, dans la proportion suivante, aux entreprises ci-après désignées, savoir :

Département de la Lozère. — Construction d'un égout dans la traverse de Langeogne (route nationale n° 106).....	574' 34'
Département de la Manche. — Construction de trottoirs et de demi-caniveaux dans la traverse de Granville (route nationale n° 171).....	4,200 00
Département de Seine-et-Oise. — Réfection de la chaussée de la route nationale n° 20, dans les traverses de Monlhéry et de Linas.....	12,269 66
Département de Lot-et-Garonne. — Élargissement de la route nationale n° 127 dans la traverse de Port-Sainte-Marie.	12,500 00
TOTAL ÉGAL.....	<u>29,544 00</u>

2. Pareille somme de vingt-neuf mille cinq cent quarante-quatre francs est et demeure annulée au budget ordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1894, première section, chapitre xxvi : *Routes et ponts* — *Grosses réparations et restaurations*.

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 1^{er} au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

4. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Juin 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,
Signé : A. RIBOT.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : DUPUY-DUTREUIL.

N° 29893. — *DÉCRET qui reporte à l'exercice 1895 une Somme non employée en 1894, applicable aux Travaux d'achèvement du Port de Bordeaux.*

Du 30 Juin 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics,

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895, et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu le décret n° 307, du 17 août 1894 ⁽²⁾, qui a ouvert au budget du ministère des travaux publics, exercice 1894, deuxième section, chapitre LXIII : *Amélioration et extension des ports maritimes*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de huit cent mille francs, comprenant une somme de quatre cent cinquante mille francs applicable aux travaux d'achèvement du port de Bordeaux (loi du 2 août 1887);

Vu les documents administratifs desquels il résulte que, sur ladite somme de quatre cent cinquante mille francs, il reste actuellement disponible celle de quatre cent dix-huit francs quarante et un centimes, dont le report peut être effectué sur l'exercice 1895, en vertu des dispositions de l'article 52 susvisé du décret du 31 mai 1862;

Vu la lettre du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est reportée au budget ordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1895, deuxième section, chapitre LXIV : *Amélioration et extension des ports maritimes*, une somme de quatre cent dix-huit francs quarante et un centimes (418^f 41^c), applicable aux travaux d'achèvement du port de Bordeaux et non employée sur les crédits ouverts, pour l'emploi de fonds de concours, au chapitre correspondant de l'exercice 1894.

2. Pareille somme de quatre cent dix-huit francs quarante et un centimes est et demeure annulée au budget ordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1894, deuxième section, chapitre LXIII : *Amélioration et extension des ports maritimes*.

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 1^{er} au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

4. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1647, n° 28418.

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Juin 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

N° 29894. — DÉCRET qui reporte à l'exercice 1895 une Somme non employée en 1894, applicable aux Travaux d'amélioration du Port de Dieppe.

Du 30 Juin 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu le décret n° 479 du 14 décembre 1894 ⁽²⁾, qui a ouvert au budget du ministère des travaux publics, exercice 1894, deuxième section, chapitre LXIII : *Amélioration et extension des ports maritimes*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de cent mille francs applicable aux travaux d'amélioration du port de Dieppe;

Vu les documents administratifs desquels il résulte que, sur ladite somme de cent mille francs, il reste actuellement disponible celle de vingt-deux mille francs, dont le report peut être effectué sur l'exercice 1895, en vertu des dispositions de l'article 52 susvisé du décret du 31 mai 1862;

Vu la lettre du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est reportée au budget ordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1895, deuxième section, chapitre LXIV : *Amélioration et extension des ports maritimes*, une somme de vingt-deux mille francs (22,000'), applicable aux travaux d'amélioration du port de Dieppe et non employée sur les crédits ouverts, pour l'emploi de fonds de concours, au chapitre correspondant de l'exercice 1894.

2. Pareille somme de vingt-deux mille francs est et demeure annulée au budget ordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1894, deuxième section, chapitre LXIII : *Amélioration et extension des ports maritimes*.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1668, n° 28829.

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 1^{er} au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

4. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Juin 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

N° 29895. — DÉCRET qui reporte à l'exercice 1895 une Somme non employée en 1894, applicable aux Travaux de dragage dans la Garonne, au Port de Bordeaux.

Du 30 Juin 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics,

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu le décret n° 82 du 4 mars 1895 ⁽²⁾, qui a ouvert, pour l'emploi des fonds de concours, au budget du ministère des travaux publics, exercice 1894, première section, chapitre XXIX : *Navigation intérieure — Rivières — Travaux ordinaires*, un crédit additionnel de douze mille huit cent quarante-deux francs vingt-cinq centimes, comprenant une somme de trois cents francs applicable à l'exécution de travaux de dragages dans la Garonne, au port de Bordeaux;

Vu les documents administratifs desquels il résulte que ladite somme de trois cents francs n'a pas été utilisée en 1894 et peut dès lors être reportée sur l'exercice 1895, en vertu des dispositions de l'article 52 susvisé du décret du 31 mai 1862;

Vu la lettre du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est reportée au budget ordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1895, première section, chapitre XXX : *Navigation intérieure — Rivières — Travaux ordinaires*, une somme de trois cents francs (300'), applicable à l'exécution de travaux de dragages dans la Garonne, au port de Bordeaux, et non employée sur les crédits ouverts, pour l'emploi de fonds de concours, au chapitre correspondant de l'exercice 1894.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1698, n° 29443.

2. Pareille somme de trois cents francs est et demeure annulée au budget ordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1894, première section, chapitre xxix : *Navigation intérieure — Rivières — Travaux ordinaires*.

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 1^{er} au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

4. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Juin 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

N° 29896. — **DÉCRET** qui reporte à l'exercice 1895 une Somme non employée en 1894, applicable aux Travaux de réparation de la Passerelle de Passy sur la Seine, à Paris.

Du 30 Juin 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu le décret n° 465 du 29 novembre 1894 ⁽²⁾, qui a ouvert au budget du ministère des travaux publics, exercice 1894, première section, chapitre xxv : *Routes et ponts — Travaux ordinaires — Entretien*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de quatre-vingt-trois mille sept cent soixante-cinq francs cinquante-quatre centimes, comprenant une somme de quatorze mille francs applicable aux travaux de réparation de la passerelle de Passy sur la Seine, à Paris;

Vu les documents administratifs desquels il résulte que, sur ladite somme de quatorze mille francs, il reste actuellement disponible celle de neuf cents francs soixante centimes, dont le report peut être effectué sur l'exercice 1895, en vertu des dispositions de l'article 52 susvisé du décret du 31 mai 1862;

Vu la lettre du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est reportée au budget ordinaire du ministère des tra-

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10517.

⁽²⁾ 11^{re} série, Bull. 1460, n° 28802.

vaux publics, exercice 1895, première section, chapitre xvi : *Routes et ponts* — *Travaux ordinaires* — *Entretien*, une somme de neuf cents francs soixante centimes (900' 60), applicable aux travaux de réparation de la passerelle de Passy sur la Seine, à Paris, et non employée sur les crédits ouverts, pour l'emploi de fonds de concours, au chapitre correspondant de l'exercice 1894.

2. Pareille somme de neuf cents francs soixante centimes est et demeure annulée au budget ordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1894, première section, chapitre xxv : *Routes et ponts* — *Travaux ordinaires* — *Entretien*.

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 1^{er} au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

4. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Juin 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

N° 29897. — *DÉCRET qui reporte à l'exercice 1895 une Somme non employée en 1894, applicable à la Construction de trottoirs et au Macadamisage de la chaussée de la Route nationale n° 127, dans la traverse de Valence-d'Agen (Tarn-et-Garonne).*

Du 30 Juin 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics,

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu le décret n° 497, du 14 décembre 1894 ⁽²⁾, qui a ouvert au budget du ministère des travaux publics, exercice 1894, première section, chapitre xxvi : *Routes et ponts* — *Grosses réparations et restaurations*, un crédit additionnel de dix-sept mille huit cent cinquante francs comprenant une somme de onze mille cent francs, applicable à la construction de trottoirs et au macadamisage de la chaussée de la route nationale n° 127, dans la traverse de Valence-d'Agen (Tarn-et-Garonne);

Vu les documents administratifs desquels il résulte que, sur ladite somme

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1679, n° 29065.

de onze mille cent francs, il reste actuellement disponible celle de onze mille soixante-dix francs, dont le report peut être effectué sur l'exercice 1895, en vertu des dispositions de l'article 52 susvisé du décret du 31 mai 1862;

Vu la lettre du ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Est reportée au budget ordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1895, première section, chapitre xxvii : *Routes et ponts — Grosses réparations et restaurations*, une somme de onze mille soixante-dix francs (11,070'), applicable à la construction de trottoirs et au macadamisage de la chaussée de la route nationale n° 127, dans la traverse de Valence d'Agen (Tarn-et-Garonne) et non employée sur les crédits ouverts, pour l'emploi de fonds de concours, au chapitre correspondant de l'exercice 1894.

2. Pareille somme de onze mille soixante-dix francs est et demeure annulée au budget ordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1894, première section, chapitre xxvi : *Routes et ponts — Grosses réparations et restaurations*.

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 1^{er} au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

4. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Juin 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

N° 19898. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux Frais de surveillance de la Ligne télégraphique souterraine de Reims à Givet (route nationale n° 51, traverse de Montigny-sur-Vence).

Du 30 Juin 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration (n° 1700) du trésorier général du département des Ardennes, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 26 avril 1895, par la commune de Montigny-sur-Vence, une somme de quinze francs quatre-vingt-cinq centimes, montant de sa part contributive dans les frais de surveillance de la ligne télégraphique souterraine de Reims à Givet, nécessités par les travaux de construction d'un aqueduc sous la route nationale n° 51, dans la traverse de ladite commune;

Vu la lettre du ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1894, première section, chapitre XIV : Routes et ponts — Travaux ordinaires — Entretien, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de quinze francs quatre-vingt-cinq centimes (15^{fr} 85), applicable aux frais de surveillance de la ligne télégraphique souterraine de Reims à Givet, nécessités par les travaux de construction d'un aqueduc sous la route nationale n° 51, dans la traverse de Montigny-sur-Vence (Ardennes).

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Juin 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

N° 29899. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulle et de nul effet la délibération du 30 avril 1895, par laquelle le conseil général des Bouches-du-Rhône a émis le vœu « que la Chambre, mieux inspirée à l'heure où la société est attaquée de toutes parts, aborde nettement et franchement le problème social ». (*Le Havre*, 1^{er} Août 1895.)

N° 29900. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 30 avril 1895, par laquelle le conseil général des

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

des Bouches-du-Rhône a émis le vœu « que le projet de loi Cordelet-Merlin-Tranxès soit retiré; sinon il engage les membres du Parlement, sincèrement républicains, à voter contre ce projet digne d'être conçu par des desembristes, non par des mandataires se disant dévoués à la République ». (*Le Havre, 1^{er} Août 1895.*)

N° 29901. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 27 avril 1895, par laquelle le conseil général des Bouches-du-Rhône a émis le vœu « que le Parlement vote une loi déclarant fête nationale la journée du 1^{er} mai dans la France entière, y compris ses dépendances coloniales ». (*Le Havre, 1^{er} Août 1895.*)

N° 29902. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 31 mai 1895, par laquelle le conseil général de la Seine a déclaré « blâmer le préfet de la Seine pour avoir révoqué le sieur Robin, ancien directeur de l'orphelinat Prévoist, à Cempuis ». (*Le Havre, 1^{er} Août 1895.*)

N° 29903. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulles et de nul effet les délibérations, en date du 11 juillet 1895, par lesquelles le conseil général de la Seine a : 1° « déclaré blâmer le préfet de la Seine au sujet de la nomination d'un instituteur à une direction de groupe scolaire à la Varenne-Saint-Maur »; 2° « déclaré blâmer très énergiquement le préfet de la Seine de s'être rendu coupable d'un déni de justice en nommant au poste de directeur d'école communale le même instituteur, et inviter le préfet à rapporter son arrêté ». (*Le Havre, 1^{er} Août 1895.*)

N° 29904. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulle et de nul effet la délibération du 30 avril 1895, par laquelle le conseil général des Bouches-du-Rhône a voté un ordre du jour dans lequel il déclare « déplorer l'affrètement de navires étrangers, à l'occasion de la guerre de Madagascar ». (*Le Havre, 4 Août 1895.*)

N° 29905. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 12 août 1895, par laquelle le conseil d'arrondissement de Montluçon a émis le vœu « que les commissaires spéciaux des chemins de fer soient supprimés et que le crédit affecté à cette institution soit reporté à l'agriculture ». (*Paris, 29 Août 1895.*)

N° 29906. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 12 août 1895, par laquelle le conseil d'arrondissement de Nantes a renouvelé le vœu « que, dans les écoles primaires de l'arrondissement de Nantes, la morale ne reste pas séparée de la religion et que l'enseignement des devoirs envers Dieu y soit donné comme base indispensable de tous les autres devoirs de l'homme ». (*Paris, 29 Août 1895.*)



Certifié conforme :

Paris, le 16 * Octobre 1895.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

L. TRARIEUX.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au Ministère de la justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1721.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 29907. — *LOI qui fixe la Rétribution à verser par les Étudiants pour les Conférences dans les facultés de droit.*

Du 28 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 3 août 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ARTICLE UNIQUE. A dater du 1^{er} novembre 1895, il sera perçu par les facultés de droit, des étudiants qui se feront inscrire pour prendre part aux travaux des conférences, une rétribution de cinquante francs (50^f) par semestre.

Des dispenses de cette rétribution seront accordées dans chaque faculté, jusqu'à concurrence du dixième des étudiants inscrits pour les conférences.

L'emploi des rétributions perçues sera déterminé par arrêté ministériel, après avis du conseil de la faculté.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait au Havre, le 28 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Le Ministre de l'instruction publique
des beaux-arts et des cultes,

Signé : A. RIBOT.

Signé : R. POINCARÉ.

N° 29908. — *Loi qui ouvre au Ministre des affaires étrangères, sur l'exercice 1895, des Crédits supplémentaires pour l'installation de deux Postes consulaires au Siam.*

Du 31 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 2 août 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des affaires étrangères, sur l'exercice 1895, en addition aux crédits alloués par la loi du 16 avr. 1895, des crédits supplémentaires montant ensemble à quarante trois mille francs (43,000^f), qui seront inscrits aux chapitres ci-après de la 1^{re} section du budget des affaires étrangères, savoir :

CHAP. IV. Traitements des agents diplomatiques et consulaires....	28,000 ^f
—— V. Traitements des élèves chanceliers et commis, indemnités du personnel auxiliaire.....	5,000
—— XI. Dépenses des résidences payées sur services faits ou par abonnement.....	10,000
TOTAL.....	43,000 ^f

2. Il sera pourvu aux crédits supplémentaires ouverts par l'article précédent au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1895.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait au Havre, le 31 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé : G. HANOTAUX.

N° 29909. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1891, 1892 et 1893.*

Du 23 Mai 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics,

Vu l'état ci-annexé, montant à vingt-quatre mille huit cent dix-huit francs

trente-six centimes et comprenant seize créances liquidées à la charge du budget ordinaire du ministère des travaux publics, additionnellement aux restes à payer constatés dans les comptes définitifs de chacun des exercices 1891, 1892 et 1893;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 et l'article 126, paragraphe 2, du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 21 mai 1895;

Considérant qu'aux termes des articles 9 de la loi et 126 du décret précités, les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles concernent des services prévus par les budgets des exercices 1891, 1892 et 1893, et que leur montant n'excède pas les crédits dont l'annulation a été proposée dans les projets de loi de règlement desdits exercices,

DECRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, en augmentation des restes à payer constatés dans les comptes définitifs du ministère des travaux publics pour les exercices 1891, 1892 et 1893, un crédit supplémentaire de vingt-quatre mille cent dix-huit francs trente-six centimes (24,818^{fr}36), destiné à payer seize nouvelles créances liquidées à la charge desdits exercices, conformément à l'état ci-joint, et réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1891	1,521 ^{fr} 07
Exercice 1892	125 92
Exercice 1893	23,171 37
TOTAL ÉGAL.....	24,818 36

2. L'ordonnement de ces créances aura lieu par imputation sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos du budget du ministère des travaux publics de l'exercice courant.

3. Il sera pourvu au crédit alloué par l'article 1^{er} au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1895.

4. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 23 Mai 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

État nominatif de créances constatées après la clôture des exercices 1891, 1892

NUMÉROS des chapitres.	INDICATION DES CHAPITRES et services.	LIEU de l'ordonnement ou du mandatement.	NOMS ET PRÉNOMS des créanciers.
2 ^e SECTION. —			
63	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.	Dordogne..... Gard.....	M. Jonon, entrepreneur. MM. Fougerolle et entrepreneurs.
1 ^{re} SECTION. —			
22	Routes et ponts. Travaux ordinaires (entretien).	Corse.....	Le percepteur de la commune de Bône.
2 ^e SECTION. —			
52	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	Corse..... Dordogne..... Gard.....	Le percepteur de la commune de Bône. M. Jonon, entrepreneur. MM. Fougerolle et entrepreneurs.
1 ^{re} SECTION. —			
18	Personnel des bâtiments civils.....	Paris (direct)	La Société auxiliaire des bibliothèques et librairies réunies.
23	Routes et ponts. Travaux ordinaires (entretien).	Corse.....	Le percepteur de la commune de Bône.
28	Navigation intérieure. Canaux. Travaux ordinaires (entretien et grosses réparations).....	Meurthe-et-Moselle. Yonne	Le receveur principal des contributions de Nancy. M. Deport.....

faire l'objet d'un crédit additionnel aux restes à payer de ces exercices.

OBJET DES CRÉANCES.	NOMINOS d'ordre des créances.	MONTANT DES CRÉANCES			
		par nature.	par chapitre.	par exercice.	
ORDINAIRES.					
à 5 p. o/o d'une somme de 746 fr. 92. Solde prise (ligne de Saint-Denis au Buisson)....	1	37 ³⁵	1,521 ⁰⁷	1,521 ⁰⁷	
l'indemnité transactionnelle et des intérêts dus sur l'exercice 1891. Travaux d'infrastructure du cinquième lot de la ligne de Tournemire au Vigan.....	2	1,483 72			
ORDINAIRES.					
pour occupation temporaire de terrain.	3	4 88	4 88	125 92	
pour occupation temporaire de terrain.	4	9 78	121 04		
à 5 p. o/o d'une somme de 748 fr. 92. Solde prise (ligne de Saint-Denis au Buisson)....	5	37 35			
des intérêts, pour 1892, de l'entreprise des travaux d'infrastructure du cinquième lot de la ligne de Tournemire au Vigan.	6	73 91			
ORDINAIRES.					
achèvement, en 1893, à l'Ami des monuments....	7	45 00	45 00	23,171 37	
pour occupation temporaire de terrain.	8	4 88	4 88		
liquidation des droits de chasse et de pêche sur le canal de la Marne au Rhin et sur le canal de la Marne à la Saône.....	9	87 47	93 67		
des pour dommages (3 fr. 30 + 2 fr. 90)....	10	6 20			

NUMÉROS des chapitres.	INDICATION DES CHAPITRES et services.	LIEU de l'ordonnement ou du mandatement.	SOMMES ET PRENOMS des créanciers.
54	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	Aveyron..... Corse..... Dordogne..... Gard..... L'administration des chemins de fer de l'État..... Paris (direct).....	M. César Garin Pasquet (Les 1 ou ayants droit) Le percepteur de la commune de Bécou M. Jonon, entrep MM. Fougerolle et trepreneurs. Le caissier général des chemins de l'État. M. Bernier, avoué

ARRÊTÉ le présent état à la somme de vingt-quatre mille huit cent dix-huit francs trente-six centimes.

N° 29910. — DÉCRET portant organisation du Contrôle des Chemins de fer.

Du 30 Mai 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 31 mai 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 11 juin 1842, relative à l'établissement des grandes lignes de chemins de fer, notamment l'article 9 ainsi conçu :

« Des règlements d'administration publique détermineront les mesures et les dispositions nécessaires pour garantir la police, la sûreté, l'usage et la conservation des chemins de fer et de leurs dépendances »;

Vu la loi du 15 juillet sur la police des chemins de fer;

Vu l'ordonnance du 15 novembre 1846 ⁽¹⁾, portant règlement sur la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer, et notamment le titre VI;

Vu la loi du 27 février 1850, concernant les commissaires de surveillance administrative des chemins de fer;

⁽¹⁾ IX^e série, Bull. 1340, n° 13127.

OBJET DES CRÉANCES.	NUMÉROS d'ordre des créances.	MONTANT DES CRÉANCES		
		par nature.	par chapitre.	par exercice.
EXTRAORDINAIRES.				
du 30 novembre au 31 décembre 1893 du 1893 677 fr. 12) de l'entreprise du deuxième à la ligne de Tournemire au Vigan.....	11	656 ^{fr} 12 ^c		
pour occupation temporaire de terrain.	12	9 73		
à 5 p. 100 d'une somme de 746 fr. 92, for- me le solde de son entreprise (ligne de Saint- au Buisson).....	13	37 35		
des intérêts, pour 1893, de l'entreprise des d'infrastructure du cinquième lot de la de Tournemire au Vigan.....	14	73 91	23,027 ^{fr} 82 ^c	
pour des produits de l'exploitation de diverses de son réseau, ouvertes en 1893, et exploi- tant compte de premier établissement, jusqu'au décembre 1893.....	15	21,750 66		
pour des dépenses de l'État (affaire Chovelon, et compagnie, gare de Corte).....	16	500 00		
		TOTAL GÉNÉRAL.....		24,818 36

Paris, le 8 Avril 1895.

Le Ministre des finances publiques,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

Vu la loi du 5 juillet 1850 sur l'admission et l'avancement dans les fonctions publiques;

Vu le décret du 21 mai 1879 ⁽¹⁾, concernant les inspecteurs généraux du contrôle des chemins de fer en exploitation;

Vu le décret du 2 juillet 1894 ⁽²⁾, réglant le recrutement et l'avancement des commissaires de surveillance administrative;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET:

ART. 1^{er}. La direction du contrôle de l'exploitation de chaque grand réseau d'intérêt général est confiée à un inspecteur général des ponts et chaussées ou des mines, en résidence à Paris.

Sauf décision contraire du ministre, l'inspection des études et travaux des lignes nouvelles exécutées par l'État et celle des services de contrôle des études et travaux de chemins de fer exécutés par les compagnies sont confiées au directeur du contrôle de chaque réseau.

Les réseaux secondaires d'intérêt général sont rattachés aux grands

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 445, n° 8054.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1641, n° 28286.

réseaux au point de vue du contrôle de l'exploitation et de l'inspection de travaux neufs.

2. Les inspecteurs généraux chargés d'un contrôle de chemins de fer siègent dans les conseils, comités et commissions institués auprès du ministre des travaux publics dans les conditions résultant des textes organiques relatifs à ces conseils, comités et commissions.

3. L'inspecteur général, directeur du contrôle, peut désigner un des ingénieurs en chef placés sous ses ordres pour le remplacer dans la direction du service pendant ses tournées ou ses absences.

4. Pour l'exercice de ses attributions, le directeur du contrôle peut prendre connaissance par lui-même, ou par les agents qu'il délègue à cet effet, des registres des délibérations, livres, journaux, écritures et correspondances de la compagnie, ainsi que de tous les documents qu'il juge nécessaires pour constater l'état des services, la situation active et passive de la compagnie, et pour se rendre compte de la réalité, de l'utilité et de l'imputation exacte des dépenses et des recettes.

Le directeur du contrôle assiste à toutes les séances de l'assemblée générale de la compagnie ou s'y fait représenter.

5. Chaque direction du contrôle comprend les services ci-après :

1° Contrôle de la voie et des bâtiments sur les lignes en exploitation;

2° Contrôle de l'exploitation technique;

3° Contrôle de l'exploitation commerciale;

4° S'il y a lieu, inspection et contrôle des études et travaux de lignes nouvelles.

6. Le contrôle de la voie et des bâtiments comprend : la surveillance des travaux neufs et des travaux d'entretien sur toutes les lignes en exploitation, la vérification de la comptabilité des services de la voie, le mandatement général des dépenses du contrôle.

A ce service sont affectés, sous les ordres de l'inspecteur général :

1° Un ingénieur en chef des ponts et chaussées, chef de service;

2° Des ingénieurs ordinaires, des conducteurs et commis des ponts et chaussées;

3° Des contrôleurs comptables.

7. Le contrôle de l'exploitation technique comprend la surveillance du matériel, de la traction, du mouvement, des ateliers, la vérification de la comptabilité de ces services et la surveillance de l'exécution des prescriptions réglementant le travail des agents.

A ce service sont affectés, sous les ordres de l'inspecteur général :

1° Un ingénieur en chef des mines ou, à défaut, un ingénieur en chef des ponts et chaussées, chef de service;

2° Des ingénieurs ordinaires et des contrôleurs des mines, ou, à

leur défaut, des ingénieurs ou des conducteurs des ponts et chaussées et des commis des ponts et chaussées ou des mines;

3° Des contrôleurs comptables;

4° Des contrôleurs du travail.

8. Le contrôle de l'exploitation commerciale comprend l'étude des tarifs et de toutes les questions économiques et commerciales intéressant le réseau, l'examen des budgets des compagnies et la vérification de la comptabilité des services ne rentrant pas dans les attributions des autres contrôles.

A ce service sont affectés, sous les ordres de l'inspecteur général :

1° Un contrôleur général de l'exploitation commerciale, chef de service, nommé par décret et choisi soit parmi les inspecteurs principaux de l'exploitation commerciale, soit parmi les fonctionnaires des ministères des travaux publics, des finances et du commerce ayant rang de chef de bureau, soit parmi les membres des chambres de commerce;

2° Un inspecteur principal et des inspecteurs particuliers de l'exploitation commerciale;

3° Des contrôleurs comptables.

9. Le contrôle des études et travaux des lignes nouvelles exécutées par chaque compagnie est confié dans les départements à des ingénieurs en chef des ponts et chaussées, chefs de service, dont chacun a sous ses ordres des ingénieurs ordinaires, des conducteurs et des commis des ponts et chaussées.

Lorsque le directeur du contrôle conserve dans ses attributions l'inspection de ces services et des services d'études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État, il peut lui être adjoint un ingénieur en chef ou un ingénieur ordinaire des ponts et chaussées ainsi qu'un contrôleur comptable pour collaborer à l'examen des affaires et à la vérification de la comptabilité des services de construction des compagnies.

En aucun cas, il ne pourra y avoir plus de trois ingénieurs en chef spécialement attachés à chaque direction de contrôle.

10. Le contrôle de l'établissement et de l'exploitation des voies ferrées établies sur les quais des ports maritimes ou des voies navigables est confié, sous l'autorité du directeur du contrôle, au service chargé de ces ports et voies navigables.

11. Des commissaires de surveillance administrative sont placés dans les principales gares, sous l'autorité de tous les ingénieurs, contrôleurs généraux et inspecteurs chargés des différents services.

12. Les inspecteurs particuliers de l'exploitation commerciale sont recrutés moitié au choix parmi les commissaires de surveillance administrative comptant au moins trois années de services dans la première classe, moitié à la suite d'un concours dont les conditions et le programme sont fixés par le ministre des travaux publics.

Ils sont divisés en inspecteurs particuliers de première et de deuxième classe. Ils ne peuvent passer de la deuxième à la première classe qu'après un délai minimum de trois ans.

Les inspecteurs principaux sont recrutés au choix parmi les inspecteurs particuliers de première classe ayant au moins trois ans de grade.

Les inspecteurs de l'exploitation commerciale sont nommés et promus par le ministère des travaux publics.

Des arrêtés ministériels règlent le régime disciplinaire auquel ils sont soumis.

Ils ne peuvent être maintenus en fonctions après l'âge de soixante-cinq ans révolus.

Les traitements du personnel de l'exploitation commerciale sont fixés ainsi qu'il suit :

Contrôleurs généraux.....	8,000 ^f
Inspecteurs principaux.....	6,000
Inspecteurs particuliers de 1 ^{re} classe.....	5,000
Inspecteurs particuliers de 2 ^e classe.....	4,000

13. Les contrôleurs comptables sont recrutés, à la suite d'un concours dont le programme et les conditions sont arrêtés par le ministre des travaux publics, parmi les conducteurs des ponts et chaussées et les contrôleurs des mines et parmi les agents des compagnies des chemins de fer, employés dans un service de comptabilité depuis sept années au moins.

Les candidats ne sont admis au concours qu'après avoir été agréés par le ministre, qui examine leurs états de services et leurs antécédents.

Ils ne peuvent en aucun cas être affectés à un service de bureau ou autre étranger à leur service particulier.

Ils peuvent être mis à la disposition des inspecteurs des finances, en vue de collaborer avec eux à la vérification des comptes des compagnies.

14. Les contrôleurs comptables sont divisés en trois classes :

Ils débutent par la troisième et ne peuvent passer à une classe supérieure qu'après trois années de services dans la classe inférieure.

Ils sont nommés et promus par le ministre.

Ils sont soumis, au point de vue disciplinaire, aux mêmes règles que les conducteurs des ponts et chaussées.

Ils ne peuvent être maintenus en fonctions après l'âge de soixante-cinq ans révolus.

Leurs traitements sont fixés ainsi qu'il suit :

1 ^{re} classe.....	4,000 ^f
2 ^e classe.....	3,500
3 ^e classe.....	3,000

Par exception, les contrôleurs comptables recrutés parmi les conducteurs des ponts et chaussées et les contrôleurs des mines débutent

dans la classe qui leur assure un traitement au moins égal à celui dont ils jouissaient antérieurement.

Par mesure transitoire, ceux d'entre eux qui ont été nommés antérieurement à la promulgation du présent décret pourront, pendant cinq années à dater de cette promulgation, continuer à faire partie des cadres de leurs corps en conservant tous leurs droits à l'avancement.

15. Les contrôleurs du travail sont spécialement chargés de surveiller l'exécution des prescriptions réglementaires sur le travail des agents des compagnies, la conduite et la marche des trains, et notamment de vérifier les roulements des mécaniciens et chauffeurs et les bulletins de traction.

Ils ne peuvent en aucun cas être affectés à un service étranger à leur service particulier.

Ils sont recrutés, à la suite d'un concours dont les programmes et les conditions sont arrêtés par le ministre des travaux publics, parmi les chefs de dépôt, sous-chefs de dépôt et mécaniciens conducteurs de trains d'un réseau de chemin de fer, ayant exercé ces fonctions pendant quinze ans au moins et ayant des droits acquis à une pension de retraite d'une administration de chemins de fer.

Les candidats ne sont admis à concourir qu'après avoir été agréés par le ministre, qui examine leurs états de services et leurs antécédents.

Les contrôleurs du travail sont divisés en trois classes et reçoivent des traitements fixés ainsi qu'il suit :

1 ^{re} classe.....	3,600 ^f
2 ^e classe.....	3,200
3 ^e classe.....	3,000

Ils ne peuvent passer à une classe supérieure qu'après trois années de services dans la classe inférieure.

Ils sont nommés et promus par le ministre.

Ils sont soumis, au point de vue disciplinaire, aux mêmes règles que les conducteurs des ponts et chaussées.

Ils ne peuvent être maintenus en fonctions après l'âge de soixante-cinq ans révolus.

16. Le directeur du contrôle réunit en comité de réseau, sous sa présidence, pour l'examen des questions intéressant l'ensemble du service, les ingénieurs en chef du contrôle des lignes en exploitation, le contrôleur général chef du service de l'exploitation commerciale et, le cas échéant, l'inspecteur général chargé de l'inspection des études et travaux des lignes neuves, ou l'ingénieur en chef adjoint pour ce service au directeur du contrôle.

Les inspecteurs des finances chargés de la vérification des comptes de la compagnie assistent avec voix délibérative aux séances de ce comité.

Un inspecteur principal de l'exploitation commerciale ou, à son

Ils sont divisés en inspecteurs particuliers de première et de deuxième classe. Ils ne peuvent passer de la deuxième à la première classe qu'après un délai minimum de trois ans.

Les inspecteurs principaux sont recrutés au choix parmi les inspecteurs particuliers de première classe ayant au moins trois ans de grade.

Les inspecteurs de l'exploitation commerciale sont nommés et promus par le ministère des travaux publics.

Des arrêtés ministériels règlent le régime disciplinaire auquel ils sont soumis.

Ils ne peuvent être maintenus en fonctions après l'âge de soixante-cinq ans révolus.

Les traitements du personnel de l'exploitation commerciale sont fixés ainsi qu'il suit :

Contrôleurs généraux.....	8,000'
Inspecteurs principaux.....	6,000
Inspecteurs particuliers de 1 ^{re} classe.....	5,000
Inspecteurs particuliers de 2 ^e classe.....	4,000

13. Les contrôleurs comptables sont recrutés, à la suite d'un concours dont le programme et les conditions sont arrêtés par le ministre des travaux publics, parmi les conducteurs des ponts et chaussées et les contrôleurs des mines et parmi les agents des compagnies des chemins de fer, employés dans un service de comptabilité depuis sept années au moins.

Les candidats ne sont admis au concours qu'après avoir été agréés par le ministre, qui examine leurs états de services et leurs antécédents.

Ils ne peuvent en aucun cas être affectés à un service de bureau ou autre étranger à leur service particulier.

Ils peuvent être mis à la disposition des inspecteurs des finances, en vue de collaborer avec eux à la vérification des comptes des compagnies.

14. Les contrôleurs comptables sont divisés en trois classes :

Ils débutent par la troisième et ne peuvent passer à une classe supérieure qu'après trois années de services dans la classe inférieure.

Ils sont nommés et promus par le ministre.

Ils sont soumis, au point de vue disciplinaire, aux mêmes règles que les conducteurs des ponts et chaussées.

Ils ne peuvent être maintenus en fonctions après l'âge de soixante-cinq ans révolus.

Leurs traitements sont fixés ainsi qu'il suit :

1 ^{re} classe.....	4,000'
2 ^e classe.....	3,500
3 ^e classe.....	3,000

Par exception, les contrôleurs comptables recrutés parmi les conducteurs des ponts et chaussées et les contrôleurs des mines débutent

dans la classe qui leur assure un traitement au moins égal à celui dont ils jouissaient antérieurement.

Par mesure transitoire, ceux d'entre eux qui ont été nommés antérieurement à la promulgation du présent décret pourront, pendant cinq années à dater de cette promulgation, continuer à faire partie des cadres de leurs corps en conservant tous leurs droits à l'avancement.

15. Les contrôleurs du travail sont spécialement chargés de surveiller l'exécution des prescriptions réglementaires sur le travail des agents des compagnies, la conduite et la marche des trains, et notamment de vérifier les roulements des mécaniciens et chauffeurs et les bulletins de traction.

Ils ne peuvent en aucun cas être affectés à un service étranger à leur service particulier.

Ils sont recrutés, à la suite d'un concours dont les programmes et les conditions sont arrêtés par le ministre des travaux publics, parmi les chefs de dépôt, sous-chefs de dépôt et mécaniciens conducteurs de trains d'un réseau de chemin de fer, ayant exercé ces fonctions pendant quinze ans au moins et ayant des droits acquis à une pension de retraite d'une administration de chemins de fer.

Les candidats ne sont admis à concourir qu'après avoir été agréés par le ministre, qui examine leurs états de services et leurs antécédents.

Les contrôleurs du travail sont divisés en trois classes et reçoivent des traitements fixés ainsi qu'il suit :

1 ^{re} classe.....	3,600 ^f
2 ^e classe.....	3,200
3 ^e classe.....	3,000

Ils ne peuvent passer à une classe supérieure qu'après trois années de services dans la classe inférieure.

Ils sont nommés et promus par le ministre.

Ils sont soumis, au point de vue disciplinaire, aux mêmes règles que les conducteurs des ponts et chaussées.

Ils ne peuvent être maintenus en fonctions après l'âge de soixante-cinq ans révolus.

16. Le directeur du contrôle réunit en comité de réseau, sous sa présidence, pour l'examen des questions intéressant l'ensemble du service, les ingénieurs en chef du contrôle des lignes en exploitation, le contrôleur général chef du service de l'exploitation commerciale et, le cas échéant, l'inspecteur général chargé de l'inspection des études et travaux des lignes neuves, ou l'ingénieur en chef adjoint pour ce service au directeur du contrôle.

Les inspecteurs des finances chargés de la vérification des comptes de la compagnie assistent avec voix délibérative aux séances de ce comité.

l'inspecteur principal de l'exploitation commerciale ou, à son

défaut, un des ingénieurs ordinaires du contrôle, remplit les fonctions de secrétaire avec voix consultative.

Le comité présente notamment, chaque année, un rapport sur les résultats de la gestion de la compagnie dans l'exercice précédent et sur le budget de l'exercice suivant.

17. Les cadres du personnel des différents services du contrôle, les résidences des fonctionnaires et agents autres que les chefs de service et l'étendue des circonscriptions, la répartition entre les agents des affaires ressortissant à chaque contrôle et les prescriptions concernant l'exécution du service sont fixés par le ministre des travaux publics.

18. Aucun fonctionnaire ou agent attaché au service du contrôle d'une compagnie ne peut être autorisé à entrer dans cette compagnie, s'il n'a cessé de la contrôler depuis cinq ans au moins.

Aucun fonctionnaire ou agent ne peut être attaché au service du contrôle d'une compagnie dans laquelle il a servi, s'il n'a cessé d'appartenir à cette compagnie depuis cinq ans au moins.

19. Le présent décret n'est pas applicable aux chemins de fer algériens, aux chemins de fer de la Corse, ni aux chemins de fer établis dans l'intérieur de Paris, pour lesquels le ministre des travaux publics organise le contrôle par un arrêté spécial.

20. Sont abrogées toutes les dispositions antérieures qui seraient contraires au présent décret.

21. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Mai 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPLY-DUTEMP.

N° 29911. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics un *Crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1892 et 1893*.

Du 15 Juin 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu l'état ci-annexé, montant à quatre-vingt-neuf mille neuf cent soixante-quatorze francs et comprenant trente créances liquidées à la charge du budget ordinaire du ministère des travaux publics, additionnellement aux restes à payer constatés dans les comptes définitifs de chacun des exercices 1892 et 1893;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 et l'article 126, paragraphe 2, du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 14 juin 1895;

Considérant qu'aux termes des articles 9 de la loi et 126 du décret précités, les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles concernent des services prévus par les budgets des exercices 1892 et 1893, et que leur montant n'excède pas les crédits dont l'annulation a été proposée dans les projets de loi de règlement desdits exercices,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, en augmentation des restes à payer constatés dans les comptes définitifs du ministère des travaux publics pour les exercices 1892 et 1893, un crédit supplémentaire de quatre-vingt-neuf mille neuf cent soixante-quatorze francs (89,974¹), destiné à payer trente nouvelles créances liquidées à la charge desdits exercices, conformément à l'état ci-joint, et réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1892.....	70,472 ¹ 78 ¹
Exercice 1893.....	19,501 22
TOTAL ÉGAL.....	89,974 00

2. L'ordonnancement de ces créances aura lieu par imputation sur le chapitre spécial ouvert, pour les dépenses des exercices clos, au budget du ministère des travaux publics de l'exercice courant.

3. Il sera pourvu au crédit alloué par l'article 1^{er} au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1895.

4. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Juin 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,
Signé : A. RIBOT.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : DUPUY-DUTEMPS.

(1) XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

État nominatif de créances constatées après la clôture des exercices 1892 et

NUMÉROS des chapitres.	INDICATION DES CHAPITRES ET SERVICES.	LIEU de l'ordonnement ou du mandatement.	NOMS ET PRÉNOMS des créanciers.
EXERCICE 1892			
1 ^{er} SECTEUR			
33	Entretien des palais nationaux.....	Oise.....	Le receveur des douanes de Compiègne.
35	Service des eaux de Versailles et de Marly.	Paris (direct)	M. P. Cottancin..... M. Dattessen, vérificateur.
2 ^e SECTEUR			
55	École des arts et métiers de Lille. Continuation des travaux de construction...	Nord.....	M. Ém. Rouzé..... M. J. Batigny, architecte. M. Ém. Rouzé.....
		Paris (direct).....	M. J. Batigny, architecte. Idem..... MM. Geneste Herminet et compagnie.
EXERCICE 1893			
1 ^{er} SECTEUR			
37	Service des eaux de Versailles et de Marly.	Paris (direct).....	M. G. Huguet..... M. Dattessen, vérificateur.
2 ^e SECTEUR			
62	Institut agronomique. (Construction de laboratoires.	Paris (direct)	M. Ragache et compagnie. M. Liefquin..... M. Derooy, fils aîné..... M. Hardy, architecte (héritiers ou ayants droit). M. Aubrée, vérificateur.
37	Opéra. — Réfection des calorifères.....	Idem.....	M. Taillandier..... M. Poirier..... M. Facchina..... M. Ch. Garnier, architecte. M. Garreau, vérificateur.

faire l'objet d'un crédit additionnel aux restes à payer de ces exercices.

OBJET DES CRÉANCES.	NUMÉROS d'ordre des créances.	MONTANT DES CRÉANCES.			
		par nature.	par chapitre.	par exercice.	
CHAPITRE I.					
CRÉANCES ORDINAIRES.					
Travaux des bois prélevés, en 1892, pour l'agence des travaux du palais de Compiègne, sur le pro- jet des abatages du parc.....	1	275 ^f 50 ^c	275 ^f 50 ^c		
Travaux de détachement et maçonnerie (12,581 fr. 61 + 1,784 fr. 20 + 1,420 fr. 79).....	2	18,786 60	18,974 47		
Travaux sur travaux ci-dessus montant à 18,786 ^f 60..	3	187 87			
				70,472 ^f 78 ^c	
CRÉANCES EXTRAORDINAIRES.					
Travaux divers (7,978 fr. 47 + 9,875 fr. 10 + 238 fr. 30).....	4	23,091 87	51,222 81		
Travaux sur travaux ci-dessus montant à 23,091 ^f 87..	5	923 67			
Travaux de maçonnerie et de charpente (5,524 ^f 47 + 11,041 ^f 51 + 3,516 ^f 50 + 4,953 ^f 96).....	6	26,036 44			
Travaux sur travaux ci-dessus montant à 26,036 ^f 44..	7	1,041 46			
Travaux sur une fourniture ci-après montant à 26 ^f 10).....	8	4 97			
Travaux de siphons en fonte.....	9	124 40			
CHAPITRE II.					
CRÉANCES ORDINAIRES.					
Travaux de terrasse et maçonnerie pour le service des eaux de Versailles et de Marly.....	10	6,016 38	6,076 54		
Travaux sur travaux ci-dessus.....	11	60 16			
CRÉANCES EXTRAORDINAIRES.					
Travaux de terrasse et maçonnerie.....	12	1,367 82	7,470 63		
Travaux de couverture et plomberie (2,828 ^f 56 + 2,237 ^f 99).....	13	5,065 48			
Fourniture d'un appareil à distiller l'eau.....	14	750.00			
Travaux sur travaux ci-dessus montant à 7,183 ^f 30...	15	215 50			
Travaux.....	16	71 83			
Travaux de serrurerie.....	17	698 84	2,378 89	19,501 22	
Travaux de charpente.....	18	669 70			
Travaux de mosaïque.....	19	618 86			
Travaux sur travaux ci-dessus montant à 2,287 ^f 40.	20	68 62			
Travaux.....	21	21 87			

SOMMAIRE des chapitres.	INDICATION DES CHAPITRES et services.	LIEU de l'ordonnement ou du mandatement.	NOMS ET PRÉNOMS des créanciers.
65 quater.	Travaux d'aménagement des magasins de tapisserie du garde-meuble.	Paris (direct).....	M. Delalande-Sacriste MM. Barbas, Tasse Balas. L'association des ou menuisiers en bâti de Paris. L'union des ouvriers ruriers du départe de la Seine. L'association ouvrière Progrès. M. J. Allioti fils..... M. C. Durey..... M. Blondel, architecte M. Aubrée, vérificateur

Annexé le présent état à la somme de quatre-vingt-neuf mille neuf cent soixante-quatorze francs.

N° 29912. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à la Réparation des dégradations causées aux talus, banquettes et fossés de la Route nationale n° 64.*

Du 30 Juin 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration (n° 1900) du trésorier-payeur général du département des Vosges, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 14 mai 1895, par M. Dancourt, marchand de bois à Épinal, une somme de quinze francs.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

OBJET DES CRÉANCES.

NOMBRES d'ordre des créances.	MONTANT DES CRÉANCES		
	par nature.	par chapitre.	par exercice.
de terrasse et fournitures.....	22	310 ^f 78 ^c	3,575 ^f 16 ^c
de plomberie.....	23	474 06	
de menuiserie (1,136 ^f 72 + 209 ^f 11 + 20).....	24	1,538 19	
de serrurerie.....	25	484 43	
de peinture.....	26	143 98	
pose et pose de linoléum.....	27	216 37	
pose d'appareils d'arrosage.....	28	269 84	
autres sur travaux et fournitures ci-dessus men- tionnés à 3,437 ^f 66.....	29	103 13	89,974 ^f 00 ^c
.....	30	34 38	
TOTAL.....			

Paris, le 21 Mai 1895.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUFUY-DUTEMPS.

à titre de fonds de concours, pour la réparation des dégradations causées aux talus, banquettes et fossés de la route nationale n° 64 par l'exploitation d'une coupe de bois dans la forêt domaniale de Darney-Martinville (Vosges);

Vu la lettre du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1894, première section, chapitre xxv : *Routes et ponts — Travaux ordinaires — Entretien*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de quinze francs (15^f), applicable à la réparation des dégradations causées aux talus, banquettes et fossés de la route nationale n° 64 par l'exploitation d'une coupe de bois dans la forêt domaniale de Darney-Martinville (Vosges).

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Juin 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

N° 29913. — *Décret qui reporte à l'exercice 1895 une Somme non employée en 1894, applicable à diverses Entreprises.*

Du 30 Juin 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les décrets des 23 juin 1894 ⁽²⁾ et 15 mars 1895 ⁽³⁾, qui ont ouvert au ministre des travaux publics, exercice 1894, deuxième section, chapitre XVIII: *Construction de ponts*, pour l'emploi de fonds de concours, les crédits additionnels ci-après :

Décret n° 221, du 23 juin 1894 :

Reconstruction du pont de la Croix, à Nancy (route nationale n° 74).....	45,000' 00"
Construction du pont Mirabeau sur la Seine, à Paris.....	85,060 84

Décret n° 107, du 15 mars 1895 :

Relèvement des rampes de R. G. du pont Boilessien, à Rouen..	1,800 00
--	----------

TOTAL.....	132,860 84
------------	------------

Vu les documents administratifs desquels il résulte que, sur le montant de ces crédits qui s'élèvent ensemble à cent trente-deux mille huit cent soixante francs quatre-vingt-quatre centimes, il reste actuellement disponible une somme totale de vingt-neuf mille sept cent quarante-deux francs soixante-dix centimes, dont le report peut être effectué sur l'exercice 1895 en vertu des dispositions de l'article 52 susvisé du décret du 31 mai 1862;

Vu la lettre du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est reportée au budget ordinaire du ministère des travaux

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1634, n° 28135.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1701, n° 29515.

publics, exercice 1895, deuxième section, chapitre LIX : *Construction de ponts*. une somme de vingt-neuf mille sept cent quarante-deux francs soixante-dix centimes (29,742⁷⁰) provenant de fonds de concours et non employée sur les crédits ouverts au chapitre correspondant de l'exercice 1894.

Ladite somme de vingt-neuf mille sept cent quarante-deux francs soixante-dix centimes est applicable, dans la proportion suivante, aux entreprises ci-après désignées, savoir :

Reconstruction du pont de la Croix, à Nancy (route nationale n° 74).....	14,356 ⁵³
Construction du pont Mirabeau sur la Seine, à Paris.....	13,995 ³⁴
Relèvement des rampes de R. G. du pont Boieldieu, à Rouen..	1,460 ⁷⁷
TOTAL ÉGAL.....	29,742 ⁷⁰

2. Pareille somme de vingt-neuf mille sept cent quarante-deux francs soixante-dix centimes est et demeure annulée au budget ordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1894, deuxième section, chapitre LVIII : *Construction de ponts*.

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 1^{er} au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

4. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Juin 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

N° 29914. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des Finances, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Dépenses du Cadastre.

Du 2 Juillet 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 18 juillet 1892, relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1893;

Vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses et recettes de l'exercice 1895;

Vu la déclaration de versement, tenant lieu de récépissé, constatant le versement par le receveur central des finances du département de la Seine, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de quatre cent dix-neuf francs quarante-huit centimes, représentant le com-

plément du produit des centimes départementaux pour dépenses du cadastre, compris dans les rôles de 1893;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Sur le rapport du président du Conseil, ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1895, un crédit de quatre cent dix-neuf francs quarante-huit centimes (419^f 98) au chapitre LXX du budget dudit exercice (*Frais d'arpentage et d'expertise — Cadastre primitif*).

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources versées au Trésor à cet effet à titre de fonds de concours.

3. Le président du Conseil, ministre des finances, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 2 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

N° 29915. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Études et Travaux de Chemins de fer exécutés par l'Etat.

Du 3 Juillet 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 61 de ladite loi, d'après lequel les travaux à exécuter pendant l'année 1895, soit par les compagnies de chemins de fer, soit par l'État, à l'aide des fonds que ces compagnies mettront à la disposition du Trésor, conformément aux conventions ratifiées par les lois du 20 novembre 1883, ne pourront excéder, sans y comprendre le matériel roulant, le maximum de quatre-vingt-dix millions de francs, sur lesquels la somme à constituer sous forme d'avances remboursables en annuités ne pourra excéder elle-même le maximum de quatre-vingts millions de francs;

Vu les décrets n° 148 et 149 du 23 avril 1895 ⁽²⁾, qui ont ouvert au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, pour l'emploi de fonds de concours versés par les compagnies, conformément aux conventions an-

⁽¹⁾ XI^e série. Bull. 1045, n° 10527.

⁽²⁾ XII^e série. Bull. 1705, n° 29568 et 29569.

nextées auxdites lois du 20 novembre 1883, des crédits additionnels montant à un million quatre cent mille francs;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu le récépissé (n° 10960) du receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 9 avril 1895, par la compagnie des chemins de fer de Paris à Orléans, une somme de six cent mille francs pour le paiement des dépenses afférentes aux travaux exécutés par l'État sur les lignes qui ont été concédées à cette compagnie en vertu de la convention annexée à la loi précitée du 20 novembre 1883;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 2 juillet 1895,

DÉCRETS :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1895, deuxième section, chapitre LXVIII : *Etudes et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, pour l'emploi de fonds de concours versés par la compagnie des chemins de fer de Paris à Orléans, en exécution de la convention de 1883, un crédit additionnel de six cent mille francs (600,000').

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des sommes encaissées par le Trésor, au compte : *Fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883*.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 3 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

N° 29916. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour *Etudes et Travaux de Chemins de fer exécutés par l'État*.

Du 3 Juillet 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895 et répartition, par cha-

pitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 61 de ladite loi, d'après lequel les travaux à exécuter, pendant l'année 1895, soit par les compagnies de chemins de fer, soit par l'État, à l'aide des fonds que ces compagnies mettront à la disposition du Trésor, conformément aux conventions ratifiées par les lois du 20 novembre 1883, ne pourront excéder, sans y comprendre le matériel roulant, le maximum de quatre-vingt-dix millions de francs, sur lesquels la somme à constituer sous forme d'avances remboursables en annuités ne pourra excéder elle-même le maximum de quatre-vingts millions de francs;

Vu les décrets n° 148, 149 et 265 des 23 avril⁽¹⁾ et 3 juillet 1895⁽²⁾, qui ont ouvert au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, pour l'emploi de fonds de concours versés par les compagnies, conformément aux conventions annexées auxdites lois du 20 novembre 1883, des crédits additionnels montant à deux millions de francs;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽³⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu le récépissé (n° 14276) du receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 9 mai 1895, par la compagnie des chemins de fer de Paris à Orléans, une somme de six cent mille francs pour le paiement des dépenses afférentes aux travaux exécutés par l'État sur les lignes qui ont été concédées à cette compagnie en vertu de la convention annexée à la loi précitée du 20 novembre 1883;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 2 juillet 1895.

DÉCRETE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1895, deuxième section, chapitre LXVIII : *Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, pour l'emploi de fonds de concours versés par la compagnie des chemins de fer de Paris à Orléans, en exécution de la convention de 1883, un crédit additionnel de six cent mille francs (600,000^f).

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des sommes encaissées par le Trésor, au compte : *Fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883*.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 3 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1705, n° 29568 et 29569.

⁽²⁾ Voir ci-dessus, n° 29915.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10517.

N° 29917. — DÉCRET qui ouvre au *Ministre des travaux publics*, sur l'exercice 1895, un *Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Études et Travaux de chemins de fer exécutés par l'État*.

Du 6 Juillet 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatifs à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'état A ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor public par des départements, des communes et des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1895;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 5 juillet 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1895, deuxième section, chapitre LXVIII : *Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel montant à quatre cent quarante-quatre mille huit cent quarante-six francs dix centimes (444,846¹⁰) et réparti entre diverses entreprises, conformément à l'état B annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 6 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,
Signé : A. RIROT.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : DUFUY-DUTEMPS.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

ÉTAT A.

État des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1895.

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des reçus-pièces.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
ANNÉE 1894.					
Loire (Haute-).	Le département...	Le Puy.....	3419	30 oct. 1894.	7,000 ¹ 00 ²
Oise	Divers particuliers.	Seulis.....	7321	26 déc. 1894.	97 00
ANNÉE 1895.					
Aisne.....	Le département....	Laon.....	1884	8 mars 1895.	9,028 23
	Idem.....	Idem.....	1885	Idem.	36,176 37
	La commune d'Etreux.	Idem.....	2334	20 mars 1895.	4,356 25
Ardennes.	La commune de Wassigny.	Rethel.....	69	9 janvier 1895.	1,500 00
	La commune de Mesmont.	Idem.....	70	Idem.	171 87
	La commune de La neuville-lès-Wassigny.	Idem.....	71	Idem.	231 78
Aube	La commune d'Ervy.	Troyes.....	1060	15 mars 1895.	5,000 00
	La commune de Saint-Hippolyte.	Montbéliard..	685	4 mars 1895.	1,000 00
	M. Scellier.....	Idem.....	916	22 mars 1895.	500 00
Doubs	La commune de Lac-ou-Villers.	Pontarlier....	121	15 janvier 1895	2,500 00
	La commune d'Arc-sous-Cicon.	Idem.....	579	12 mars 1895.	2,000 00
	La commune de Rénédale.	Idem.....	580	Idem.	200 00
	La commune de Morteau.	Idem.....	591	13 mars 1895.	500 00
	La commune de Montlebon.	Idem.....	592	Idem.	2,000 00
	La commune de Gilley.	Idem.....	610	14 mars 1895.	2,000 00
	La commune de Longeville.	Idem.....	611	Idem.	500 00
	La commune d'Épenoy.	Baume.....	428	25 février 1895.	1,000 00
	La commune de Valdahon.	Idem.....	429	Idem.	2,000 00
	La commune de Vercel.	Idem.....	431	Idem.	1,000 00
Manche... (Marne (Haute-). Nord..... Oise..... Orne.....	La commune de Guyans-Vennes.	Idem.....	549 bis	12 mars 1895.	2,000 00
	Le département...	Saint-Lô.....	1485	20 avril 1895.	200,000 00
	La commune de Saint-Thiébauld.	Chaumont....	1570	16 avril 1895.	670 00
	Le département...	Lille.....	3250	20 mars 1895.	11,000 00
	La commune de Mareuil-sur-Ourcq	Senlis.....	720	14 février 1895.	2,400 00
	Le département...	Alençon.....	1002	9 avril 1895.	7,763 80

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
Puy-de-Dôme.	Le département....	Clermont-Ferrand.	1833	29 mars 1895.	21,315 ^f 80 ^c
	La commune de Magny-en-Vernois	Lure.....	1834	Idem.	106,000 00
Saône (Haute-).	La commune de Vy-lès-Lure-et-Vouhenans.	Idem.....	1059	23 mars 1895.	2,000 00
Savoie....	La commune d'Aime	Moutiers.....	521	Idem.	9,000 00
	La commune de Scorbé-Clairvaux.	Châtellerault..	1264	15 mars 1895.	1,000 00
Vienne....	La commune de Villemort.	Montmorillon.	76	13 avril 1895.	3,000 00
				12 janv. 1895.	135 00
				TOTAL....	444,846 10

ÉTAT B.

Répartition, par entreprise, d'un crédit additionnel de 444,846 fr. 10 ouvert au ministre des travaux publics, pour l'emploi de fonds de concours, sur le budget de l'exercice 1895, deuxième section, chapitre LXVIII : Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	CRÉDITS ouverts.
Aisne.....	Établissement du chemin de fer de Busigny à Hirson..... 4,356 ^f 25 ^c	
	Établissement du chemin de fer d'Armentières à Bazoches (9,028 ^f 23 + 36,176 ^f 37)..... 45,204 60	49,560 ^f 85 ^c
Ardennes....	Établissement du chemin de fer d'Hirson à Amagne (1,500 ^f + 171 ^f 87 + 231 ^f 78).....	1,903 65
Aube.....	Établissement du chemin de fer de Saint-Florentin à Vitry-le-François.....	5,000 00
	Établissement du chemin de fer de Voujaucourt à Saint-Hippolyte (300 ^f + 1,000 ^f)..... 1,300 ^f	
Doubs.....	Établissement des chemins de fer de Gilley à Pontarlier et de Besançon à la frontière suisse (500 ^f + 500 ^f + 2,500 ^f + 2,000 ^f + 2,000 ^f + 2,000 ^f + 2,000 ^f + 200 ^f + 2,000 ^f + 1,000 ^f + 1,000 ^f)..... 15,700 ^f	17,000 00
Loire (Haute-).	Établissement du chemin de fer de Sembadel à Saint-Bonnet.....	7,000 00
Manche.....	Établissement des chemins de fer de Fougères à Vire, Vire à Saint-Lô, d'Avranches à Domfront, de Carentan à Carteret et de Sottevast à Coutances.....	200,000 00
Marne (Haute-)	Établissement du chemin de fer de Mirecourt à Chalindrey.	670 00
Nord.....	Établissement du chemin de fer d'Avesnes à Sars-Poteries.	11,000 00
Oise.....	Établissement du chemin de fer d'Ormoy à Mareuil-sur-Ourcq (97 ^f + 2,400 ^f).....	2,497 00
Orne.....	Établissement du chemin de fer d'Avranches à Domfront.	7,763 80
Puy-de-Dôme.	Établissement des chemins de fer d'Ambert à Darsac, de Saint-Éloi à Pauniat et de Vichy à Ambert (106,000 ^f + 21,315 ^f 80).....	127,315 80
Saône (Haute-)	Établissement du chemin de fer de Lure à Loulans-les-Forges (2,000 ^f + 9,000 ^f).....	11,000 00
Savoie.....	Établissement du chemin de fer d'Albertville à Moutiers.	1,000 00
	Établissement du chemin de fer de Poitiers au Blanc..... 135 ^f	
Vienne.....	Établissement du chemin de fer de Loudun à Châtellerault..... 3,000	3,135 00
	TOTAL.....	444,846 10

N° 29918. — **DÉCRET** qui fixe les conditions de titre, de poids, de tolérance et de diamètre dans lesquelles seront dorénavant fabriquées la Piastre française de commerce et ses subdivisions.

Du 8 Juillet 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 5 août 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'avis de la commission monétaire instituée par décret du 30 janvier 1886;

Sur le rapport du président du conseil, ministre des finances, et du ministre des colonies,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La piastre française de commerce et ses subdivisions seront dorénavant fabriquées dans les conditions de titre, de poids, de tolérance et de diamètre déterminées ci-après :

MÉTAL.	DÉNOMINATION des pièces.	DIAMÈTRE des pièces.	TITRE.		POIDS.	
			Droit.	Tolérance au-dessus et au-dessous.	Droit.	Tolérance au-dessus et au- dessous.
		millimètres.			grammes.	millièmes.
Argent.	1 piastre.....	39	900	3 millièmes au-dessus et 2 millièmes au-dessous.	27	3
	50/100 ^e de piastre...	29			13.500	
	20/100 ^e de piastre...	25			5.400	5
	10/100 ^e de piastre...	19			4.700	7
Bronze.	1/100 ^e de piastre...	27.5	Cuivre. 95	Cuivre. 10 mll.	7.500	10
	1 sapèque.....	20	Étain.. 4	Étain.. 4	2	25
			Zinc... 1	Zinc... 1		

2. Le président du conseil, ministre des finances, et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel*, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin des colonies*.

Fait à Paris, le 8 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des colonies,

Signé : A. CHAUTEUPS.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

N° 29919. — *DÉCRET portant Modification à la limite intérieure de la zone des fortifications de la place de la Rochelle.*

Du 26 Juillet 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété, autour des fortifications, pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾ pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La limite intérieure de la zone des fortifications de la place de la Rochelle sera modifiée dans la partie située en arrière du bastion 2 de l'enceinte de cette place et reportée suivant le tracé 120, a, b, c, d, e, f, g, 123 figuré par des hachures vertes sur le plan.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 26 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{ral} ZURLINDEN.

N° 29920. — *DÉCRET qui déclare qu'il y a Abus dans les manifestations collectives d'un certain nombre de Prêtres des diocèses de Cambrai, de Coustances et de Poitiers.*

Du 28 Juillet 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport de la section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État,

Vu le recours comme d'abus présenté à la date du 29 juin 1895 par le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes contre les manifestations collectives d'un certain nombre de prêtres du même canton, réunis en conférences ecclésiastiques dans les diocèses de Cambrai, Coustances, Poitiers, et signataires de déclarations ou adresses rédigées, délibérées en commun et rendues publiques;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

Vu lesdites déclarations ou adresses signées par les sieurs :

Wirth, curé de Berlaimont; *Walley*, desservant de Pont-sur-Sambre; *Lepers*, desservant de Sassegny, et consorts;

D'Henry, curé de Trélon; *Margerin*, desservant de Saint-Pierre de Fourmies; *Fontaine*, desservant d'Anor; *Basquin*, desservant de Notre-Dame à Fourmies, et consorts;

Berteaux, curé de Saint-Martin, à Roubaix; *Deswel*, desservant de Croix; *Debacker*, desservant du Saint-Sépulcre, à Roubaix, et consorts;

Margerin, curé de Solre-le-Château; *Bottiaux*, desservant de Clairfayts, et consorts;

Laurent, curé d'Etœungt; *Dransart*, desservant de Cartignies; *Momai*, desservant de Boulogne, et consorts;

Lejeune, curé de Wattrelos; *Tilmant*, desservant de Sainte-Élisabeth de Roubaix; *Caude*, desservant du Sacré-Cœur, à Roubaix, et consorts;

Cloche, curé de Saint-Géry, à Cambrai; *Thisse*, desservant d'Abancourt; *Crié*, desservant de Bantigny, et consorts;

Debrabant, curé de Notre-Dame, à Tourcoing; *Bourlet*, desservant de Bousbesques; *Deyne*, desservant d'Halluin, et consorts;

Berteloot, curé d'Armentières; *Huet*, desservant de Notre-Dame, à Armentières; *Mouque*, desservant de Boisgrenier, et consorts;

Dolbet, curé de Périers; *Viard*, desservant de Marchésieux; *Legonbay*, desservant de Saint-Martin-d'Aubigny, et autres;

Filleau, curé de Champdeniers; *Planchon*, desservant de Cours; *Jamain*, desservant de Pamplie; *Chanteloup*, desservant de Hantray, et autres;

Vu les dépêches, en date du 28 juin 1895, par lesquelles le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes informe du recours l'archevêque de Cambrai et les évêques de Coutances et de Poitiers et les invite à faire savoir aux intéressés qu'ils peuvent prendre connaissance du dossier au secrétariat général du Conseil d'État et y adresser tels observations ou moyens de défense qu'ils jugeront convenable de présenter;

Vu la lettre en réponse de l'évêque de Coutances, en date du 3 juillet 1895; ensemble la lettre du 2 juillet 1895 du curé de Périers;

Vu le mémoire produit au nom des sieurs *Berteaux* et autres, *Berteloot* et autres, *Lejeune* et autres, *d'Henry* et autres, *Laurent* et autres, *Margerin* et autres, enregistré au secrétariat général du Conseil d'État le 22 juillet 1895;

Vu l'arrêt du Conseil d'État du 10 novembre 1640;

Vu l'article 1^{er} de la convention du 26 messidor an ix;

Vu le décret du 25 février 1810 qui déclare loi de l'État l'édit de mars 1682 sur la déclaration du clergé de France de la même année;

Vu les articles 4, 6, 8 et 9 de la loi du 18 germinal an x;

Considérant qu'aux termes de l'article 4 de la loi du 18 germinal an x aucune assemblée ecclésiastique délibérante ne peut avoir lieu sans la permission expresse du Gouvernement;

Qu'il résulte de l'instruction que les prêtres contre lesquels est dirigé le recours, réunis sans autorisation ou agissant de concert, ont rédigé et signé des déclarations et protestations collectives qui ont été rendues publiques;

Que ces faits tombent sous l'application de l'article 4;

Considérant, en outre, que les déclarations dont il s'agit avaient pour objet de provoquer à la désobéissance aux lois de l'État;

Que de semblables écrits, revêtus de la signature de prêtres se prévalant des titres qu'ils tiennent de leurs fonctions, constituent à la fois un excès

de pouvoir et un procédé de nature à troubler les consciences, cas d'abus prévus par l'article 6 de la loi du 18 germinal an x;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il y a abus dans les manifestations collectives ci-dessus mentionnées d'un certain nombre de prêtres des diocèses de Cambrai, de Coutances et de Poitiers.

2. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 28 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

*Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,*

Signé : R. POINCARÉ.

N° 29921. — DÉCRET qui déclare qu'il n'y a pas abus dans l'Arrêté du maire de Saint-Geoirs du 4 février 1894.

Du 28 Juillet 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport de la section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu le recours formé par le préfet de l'Isère, ledit recours enregistré au secrétariat général du Conseil d'État, le 29 juin 1895, et tendant à ce qu'il plaise au conseil déclarer qu'il n'y a pas abus dans un arrêté pris, le 4 février 1894, par le maire de Saint-Geoirs et visé par le préfet de l'Isère, le 24 du même mois;

Vu l'arrêté susénoncé dont le dispositif est ainsi conçu :

« Art. 1^{er}. Les convois funèbres partiront désormais, avec les corps qu'ils accompagnent, de la maison mortuaire pour se rendre directement à l'église ou cimetière, suivant leur caractère civil ou religieux, sans autre repos que pour relayer les porteurs.

« 2. Il est interdit de déposer les corps et de faire stationner les cortèges sur la voie publique pour toute autre cause dans l'étendue du territoire de la commune. »

Vu le procès-verbal dressé, le 16 janvier 1895, contre l'abbé Gaer, desservant de Saint-Geoirs, pour avoir contrevenu à cet arrêté en faisant stationner sur la voie publique, malgré la résistance des porteurs, un convoi funèbre venant du hameau de Cours et se dirigeant vers l'église;

Vu les conclusions prises par l'abbé Guer devant le tribunal de simple police de Saint-Étienne-de-Saint-Geoirs et soulevant l'exception d'abus pour le motif que l'arrêté dont s'agit, en tant qu'il interdit tout stationnement d'un convoi sur la voie publique, même pour procéder à la levée du corps et aux prières d'usage, aurait violé les articles 19 et 45 de la loi du 18 germinal an x et l'ordonnance épiscopale du 20 décembre 1803, approuvée par le gouvernement et portant une disposition ainsi conçue : « On ne pourra exiger qu'on aille chercher les corps au delà des limites fixées par l'usage dans les diverses paroisses. Quand on dépassera ces limites, le droit sera double, et l'on n'ira point au delà d'une demi-lieue, sans une permission expresse » ;

Vu le jugement de sursis du 4 mars 1895 ;

Vu les observations de l'évêque de Grenoble, du 30 mai 1895 ;

Ensemble les autres pièces du dossier ;

Vu l'article 1^{er} de la convention du 26 messidor an ix et les articles 7 et 45 de la loi du 18 germinal an x ;

Vu la loi du 5 avril 1884 ;

Considérant qu'en prenant l'arrêté ci-dessus visé, le maire de Saint-Geoirs a agi dans la limite des attributions qui lui sont conférées par la loi ;

Qu'en effet, si l'article 45 de la loi du 18 germinal an x autorise implicitement les cérémonies extérieures du culte pour les inhumations, cette disposition ne fait pas obstacle aux mesures que les maires croient devoir prendre pour assurer le maintien du bon ordre et la circulation sur la voie publique durant la marche des convois funèbres ;

Considérant, d'autre part, que l'ordonnance épiscopale du 20 décembre 1803 a eu uniquement pour objet de fixer le tarif des oblations dans le diocèse de Grenoble, qu'elle ne saurait, en aucun cas, avoir pour effet de restreindre les pouvoirs de police qui appartiennent à l'autorité municipale ;

Qu'ainsi l'arrêté susvisé n'a porté atteinte ni à l'exercice public du culte catholique, tel qu'il est autorisé en France, ni à la liberté que les lois et règlements garantissent à ses ministres ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il n'y a pas abus dans l'arrêté du maire de Saint-Geoirs du 4 février 1894.

2. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 28 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 20922. — DÉCRET qui convoque le Collège électoral de la troisième circonscription de Lyon (Rhône) à l'effet d'élire un Député.

Du 31 Août 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 5 septembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

Vu le décret du 23 juillet 1893 ⁽²⁾ portant convocation de tous les collèges électoraux;

Attendu le décès de M. Guichard, député de la troisième circonscription de Lyon (Rhône),

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de la troisième circonscription de Lyon (Rhône) est convoqué pour le dimanche 29 septembre 1895, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau desdites modifications.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au Havre, le 31 Août 1895.

Signé : **FÉLIX FAURE.**

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : **G. LEYGUES.**

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 483, n° 3636 et 3637.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1566, n° 26771.

N° 29923. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° M. *Cruchon* (*Jean-Baptiste-Adolphe-François-Joseph*), chef de cabinet du préfet de la Haute-Garonne, né le 23 novembre 1868, à Libourne (Gironde), est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Dupeyrat*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Cruchon-Dupeyrat*;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Fontainebleau, 29 Septembre 1895.*)



Certifié conforme :

Paris, le 25 * Octobre 1895.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

L. TRARIEUX.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1722.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 29924. — *Loi relative au Droit à pension militaire des Fonctionnaires du Service de la trésorerie et des postes aux armées.*

Du 27 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 30 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ART. 1^{er}. Dans le cas de blessures ou d'infirmités résultant de l'exercice de leurs fonctions en campagne ou pendant une période d'instruction, les agents et les sous-agents du service de la trésorerie et des postes sont traités, au point de vue des droits à l'obtention de pensions militaires comme les militaires dont le rang leur est attribué par les articles 16 et 19 du règlement d'administration publique du 14 mars 1877, rendu en exécution de l'article 19 de la loi du 13 mars 1875.

Ont, de même, droit à pension militaire les veuves et orphelins desdits agents et sous-agents, pourvu que le mariage soit antérieur à l'événement qui a amené l'admission à la retraite ou la mort du mari.

2. Les dispositions qui précèdent seront applicables aux agents ou sous-agents, ainsi qu'aux veuves et orphelins dont les droits se seraient ouverts moins de cinq années avant la promulgation de la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait au Havre, le 27 Juillet 1895.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{ral} ZURLINDEN.

N° 29925. — *Loi modifiant la Répartition, par chapitre, des Crédits ouverts au Ministre de la guerre pour l'exécution des Manœuvres de 1895.*

Du 27 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 30 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre de 1^{re} section (service ordinaire) du budget de l'exercice 1895, et au titre des crédits alloués par la loi de finances du 16 avril 1895, des crédits supplémentaires s'élevant à la somme totale de cinq cent quinze mille cinq cent vingt-neuf francs quatre-vingt-quatre centimes (515,529⁸⁴) répartie entre les chapitres suivants :

CHAP. XI.	État-major général et service d'état-major.....	75,000 ⁰⁰
— XX.	Solde du génie.....	5,529 ⁸⁴
— XIX.	Services des convois militaires.....	435,000 ⁰⁰
TOTAL ÉGAL.....		515,529 ⁸⁴

Il sera pourvu à ces crédits au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1895.

2. Sur les crédits ouverts au ministre de la guerre, au titre de 1^{re} section (service ordinaire) du budget de l'exercice 1895, par la loi de finances du 16 avril 1895, une somme totale de cinq cent soixante quinze mille cinq cent vingt-neuf francs quatre-vingt-quatre centimes (575,529⁸⁴) est et demeure annulée sur les chapitres ci-après savoir :

CHAP. XVI.	Solde de l'infanterie.....	375,000 ⁰⁰
— XIX.	Solde de l'artillerie.....	5,529 ⁸⁴
— XXV.	Vivres (matériel).....	90,000 ⁰⁰
— XXVI.	Viande fraîche.....	185,000 ⁰⁰
— XXVII.	Transports spéciaux.....	20,000 ⁰⁰
SOMME ÉGALE.....		575,529 ⁸⁴

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait au Havre, le 27 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^l ZURLINDEN.

N° 9926. — Loi qui déclare d'utilité publique les Travaux de restauration à effectuer dans le bassin de l'Ardèche-Moyenne (Ardèche).

Du 27 juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 30 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ART. 1^{er}. Sont déclarés d'utilité publique les travaux à effectuer, conformément au projet dressé par les agents forestiers et adopté, après enquêtes, par le conseil d'administration des forêts, le 9 août 1893, dans le bassin de l'Ardèche-Moyenne (département de l'Ardèche), sur le territoire des communes de :

COMMUNES.	CONTENANCE des terrains à restaurer.
Saint-André-Lachamp	374 ^m 16 ^m 32 ^m
Saint-Mélan	49 38 36
Brionmont	82 32 04
Sablères	526 21 86
Bompnac	400 46 60
Lahoult-et-Valos	534 04 44
Roches	144 19 60

suivant périmètre figuré sur les plans joints audit projet.

2. Il sera pourvu à la dépense des travaux autorisés par la présente loi au moyen de crédits ouverts chaque année au ministre de l'agriculture pour la restauration et la conservation des terrains en montagne.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait au Havre, le 27 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : GADAUD.

N° 29927. — *Loi qui déclare d'utilité publique les Travaux de restauration à effectuer dans le bassin de l'Ardèche supérieure (Ardèche).*

Du 27 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 30 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er} Sont déclarés d'utilité publique les travaux à effectuer, conformément au projet dressé par les agents forestiers et adopté, après enquête, par le conseil d'administration des forêts, le 5 juillet 1893, dans le bassin de l'Ardèche supérieure (département de l'Ardèche), sur le territoire des communes de :

COMMUNES.	CONTENANCE des terres à restaurer
Saint-Joseph-des-Bancs.....	90 ^h 82 ^a 30 ^c
Genestelle.....	157 89 18
Ménilhac.....	212 77 69
Péreyrus.....	241 63 71
Burzet.....	437 37 84
La Souche.....	1,148 94 20

Suivant périmètre figuré sur les plans joints audit projet.

2. Il sera pourvu à la dépense des travaux autorisés par la présente loi au moyen des crédits ouverts chaque année au ministre de l'agriculture pour la restauration et la conservation des terrains en montagne.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait au Havre, le 27 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : GADAUD.

N° 29928. — *Loi qui déclare d'utilité publique les Travaux de restauration à effectuer dans le bassin d'Eygues-Oule (Drôme).*

Du 27 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 30 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Sont déclarés d'utilité publique les travaux à effectuer, conformément au projet dressé par les agents forestiers et adopté, après enquêtes, par le conseil d'administration des forêts, le 5 juillet 1893, dans le bassin d'Eygues-Oule (département de la Drôme), sur le territoire des communes de :

COMMUNES.	CONTENANCE des terrains à restaurer.
Bellegarde	100 ^h 75 ^a 80 ^c
Estabiet	89 09 17
Pommerol	32 12 00
La Motte-Chalançon	103 16 15
Chalançon	240 03 32
Arnayon	338 92 06
Cornillon	134 87 01
Cornillac	231 16 24
Rémusat	69 00 74

Suivant périmètre figuré sur les plans joints audit projet.

2. Il sera pourvu à la dépense des travaux autorisés par la présente loi au moyen de crédits ouverts chaque année au ministre de l'agriculture pour la restauration et la conservation des terrains en montagne.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait au Havre, le 27 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : GADAUD.

N° 29929. — *Loi qui déclare d'utilité publique les Travaux de restauration à effectuer dans le bassin de l'Ouvèze (Drôme).*

Du 27 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 30 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Sont déclarés d'utilité publique les travaux à effectuer, conformément au projet dressé par les agents forestiers et adopté, après enquête, par le conseil d'administration des forêts, le 5 juillet 1893, dans le bassin de l'Ouvèze (département de la Drôme), sur le territoire des communes de :

COMMUNES.	CONTENANCE des terrains à restaurer.
Beauvoisin	160 ^h 48 ⁸ 80 ^c
Bénivay	84 56 07
Le Buis-les-Baronnies	52 00 00
Propiac	399 50 36
Suivant périmètre figuré sur les plans joints audit projet.	

2. Il sera pourvu à la dépense des travaux autorisés par la présente loi au moyen des crédits ouverts chaque année au ministre de l'agriculture pour la restauration et la conservation des terrains en montagne.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait au Havre, le 27 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : GADAUD.

N° 19930. — *Loi qui déclare d'utilité publique les Travaux de restauration à effectuer dans le bassin de la Pique (Haute-Garonne).*

Du 27 Juillet 1895.

Promulguée au Journal officiel du 30 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Sont déclarés d'utilité publique les travaux à effectuer, conformément au projet dressé par les agents forestiers et adopté, après enquêtes, par le conseil d'administration des forêts, le 9 août 1893, dans le bassin de la Pique (département de la Haute-Garonne), sur le territoire des communes de :

COMMUNES.	CONTENANCE des terrains à restaurer.
Bagnères-de-Luchon.....	279 ^h 22 ^a 00 ^s
Montauban.....	24 76 00
Portet-de-Luchon.....	46 40 00
Jaurielle.....	80 06 00
Poubeau.....	110 54 00
Cathervielle.....	86 07 40
Garin.....	95 44 00
Bilhères.....	20 36 00
Couaux-de-Larboust.....	74 20 00
Os.....	375 60 00
Saint-Aventin.....	50 85 00
Janet-de-Luchon.....	60 65 00
Cler-de-Luchon.....	36 56 20
Couaux-Layrisse.....	17 32 50
Lège.....	27 80 50
Coud.....	36 40 00
Marignac.....	25 50 00

Suivant périmètre figuré sur les plans joints audit projet.

2. Il sera pourvu à la dépense des travaux autorisés par la présente loi au moyen de crédits ouverts chaque année au ministre de l'agriculture pour la restauration et la conservation des terrains en montagne.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait au Havre, le 27 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : GADAUD.

N° 29931. — *Loi qui déclare d'utilité publique les Travaux de restauration à effectuer dans le périmètre de Drac-Bonne (Isère).*

Du 27 juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 30 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Sont déclarés d'utilité publique les travaux à effectuer conformément au projet dressé par les agents forestiers et adoptés après enquêtes, par le conseil d'administration des forêts, le 9 août 1893, dans le bassin de la Bonne (département de l'Isère), sur territoire des communes de :

COMMUNES.	CONTENANCE des terrains à restaurer
Valjouffrey.....	214 ^h 64 ^a 93 ^c
Chantelouve.....	377 59 93
Le Périer.....	1,151 50 79
Valbonnais.....	154 12 14
Oris-en-Rattier.....	100 00 00
La Valette.....	146 17 46
Lavaldens.....	136 12 93

Suivant périmètre figuré sur les plans joints audit projet.

2. Il sera pourvu à la dépense des travaux autorisés par la présente loi au moyen de crédits ouverts chaque année au ministre de l'agriculture pour la restauration et la conservation des terrains de montagne.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait au Havre, le 27 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : GADAUD.

1893. — *Loi qui déclare d'utilité publique les Travaux de restauration à effectuer dans le bassin de la Basse Isère (Isère).*

Du 27 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 30 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ART. 1^{er}. Sont déclarés d'utilité publique les travaux à effectuer, conformément au projet dressé par les agents forestiers et adopté, après enquêtes, par le conseil d'administration des forêts, le 9 août 1893, dans le bassin de la Basse-Isère (département de l'Isère), sur le territoire des communes de :

COMMUNES.	CONTENANCE. des terrains à restaurer.
Sainte-Marie-du-Mont.....	42 ^h 60 ^e 00 ^e
Saint-Bernard.....	35 00 00
Saint-Pancrace.....	44 05 00
Saint-Nazaire.....	69 38 37
Saint-Ismier.....	54 00 00
Biviers.....	66 34 00
Meylan.....	31 14 00

Suivant périmètre figuré sur les plans joints audit projet.

2. Il sera pourvu à la dépense des travaux autorisés par la présente loi au moyen de crédits ouverts chaque année au ministre de l'Agriculture pour la restauration et la conservation des terrains en montagne.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait au Havre, le 27 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'Agriculture,

Signé : GADAUD.

N° 29933. — *Loi qui déclare d'utilité publique les Travaux de restauration à effectuer dans le bassin du Tarn (Lozère).*

Du 27 Juillet 1895.

(Promulguée au *Journal officiel* du 30 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Sont déclarés d'utilité publique les travaux à effectuer, conformément au projet dressé par les agents forestiers et adopté, après enquête, par le conseil d'administration des forêts, le 5 juillet 1893, dans le bassin du Tarn (département de la Lozère), sur le territoire des communes de :

COMMUNES.	CONTENANCE des terrains à restaurer
Le Pont-de-Montvert.....	965 ^h 40 ^m 53 ^m
Cocurès.....	30 17 75
Les Bondons.....	409 73 54
Bédouès.....	378 21 64
Flerac.....	276 13 08
Ispagnac.....	605 93 97
Quézac.....	181 15 03
Montbrun.....	169 41 76
Saint-Maurice-de-Ventalon.....	189 09 00
Saint-Privat-de-Vallongue.....	438 50 10
Saint-Audré-de-Lancize.....	369 63 70
Cassagnas.....	582 90 92
La Salle-Prunet.....	418 52 82
Bassurels.....	1,176 68 61
Fraissinet-de-Fourquès.....	374 11 85
Gatuzières.....	81 16 20
Meyrueis.....	668 38 38

Suivant périmètre figuré sur les plans joints audit projet.

2. Il sera pourvu à la dépense des travaux autorisés par la présente loi au moyen des crédits ouverts chaque année au ministre de l'agriculture pour la restauration et la conservation des terrains en montagne.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait au Havre, le 27 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : GADAUD.

N° 20934. — *Loi qui déclare d'utilité publique les Travaux de restauration à effectuer dans le bassin du Bastan (Hautes-Pyrénées).*

De 27 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 30 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Sont déclarés d'utilité publique les travaux à effectuer, conformément au projet dressé par les agents forestiers et adopté, après enquêtes, par le conseil d'administration des forêts, le 5 juillet 1893, dans le bassin du Bastan (département des Hautes-Pyrénées), sur le territoire des communes de :

COMMUNES.	CONTENANCE des terrains à restaurer.
Belponey	146 ^h 05 ^g 71 ^a
Sers	125 17 40.
Vicla	18 86 29
Suivant périmètre figuré sur les plans joints audit projet.	

2. Il sera pourvu à la dépense des travaux autorisés par la présente loi au moyen de crédits ouverts chaque année au ministre de l'agriculture pour la restauration et la conservation des terrains en montagne.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait au Havre, le 27 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : GADAUD.

N° 29935. — *Loi qui déclare d'utilité publique les Travaux de restauration à effectuer dans le bassin de la Neste-de-Louron (Hautes-Pyrénées).*

Du 27 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 30 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Sont déclarés d'utilité publique les travaux à effectuer, conformément au projet dressé par les agents forestiers et adopté, après enquêtes, par le conseil d'administration des forêts, le 5 juillet 1893, dans le bassin de la Neste-de-Louron (département des Hautes-Pyrénées). sur le territoire des communes de :

COMMUNES.	COTISATION des terrains à restaur.
Loudervielle	12 ^h 73 ^m 50 ^c
Mont.....	33 44 55
Génos	144 76 90
Adervielle.....	24 60 96
Suivant périmètre figuré sur les plans joints audit projet.	

2. Il sera pourvu à la dépense des travaux autorisés par la présente loi au moyen de crédits ouverts chaque année au ministre de l'agriculture pour la restauration et la conservation des terrains en montagne.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait au Havre, le 27 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : GADAUD.

N° 29936. — *Loi qui déclare d'utilité publique les Travaux de restauration à effectuer dans le bassin du Gave de Pau (Hautes-Pyrénées).*

Du 27 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 30 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur soit :

ART. 1^{er}. Sont déclarés d'utilité publique les travaux à effectuer, conformément au projet dressé par les agents forestiers et adopté, après enquêtes, par le conseil d'administration des forêts, le 5 juillet 1893, dans le bassin du Gave de Pau (département des Hautes-Pyrénées), sur le territoire des communes de :

COMMUNES.	COUTENANCE des terrains à restaurer.
Gavarnie.....	163 ^b 64 ^a 71 ^c
Gèdre.....	160 88 35
Luz.....	68 64 04
Esterre.....	6 00 00
Cauterets.....	500 55 42

Solvent périmètre figuré sur les plans joints audit projet.

2. Il sera pourvu à la dépense des travaux autorisés par la présente loi au moyen de crédits ouverts chaque année au ministre de l'agriculture pour la restauration et la conservation des terrains en montagne.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait au Havre, le 27 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : GADAUD.

N° 29937. — *Loi portant modification aux lois du 21 Juillet 1881 et du 2 Août 1884, relatives aux Ventes et Échanges d'animaux domestiques.*

Du 31 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 2 août 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. L'article 13 de la loi du 21 juillet 1881 est complété par les quatre paragraphes suivants :

« Et si la vente a eu lieu, elle est nulle de droit, que le vendeur ait connu ou ignoré l'existence de la maladie dont son animal était atteint ou suspect.

« Néanmoins, aucune réclamation de la part de l'acheteur, pour raison de ladite nullité, ne sera recevable, lorsqu'il se sera écoulé plus de quarante-cinq jours depuis le jour de la livraison, s'il y a poursuite du ministère public.

« Si l'animal a été abattu, le délai est réduit à dix jours à partir du jour de l'abatage, sans que toutefois l'action puisse jamais être introduite après l'expiration du délai de quarante-cinq jours. En cas de poursuite du ministère public, la prescription ne sera opposable à l'action civile, comme au paragraphe précédent, que conformément aux règles du droit commun.

« Toutefois, en ce qui concerne la tuberculose dans l'espèce bovine, la vente ne sera nulle que lorsqu'il s'agira d'un animal soumis à la séquestration ordonnée par les autorités compétentes. »

2. L'article 2 de la loi du 2 août 1884 est modifié ainsi qu'il suit :

« Sont réputés vices rédhibitoires et donneront seuls ouverture aux actions résultant des articles 1641 et suivants du Code civil, sans distinction des localités où les ventes et échanges auront lieu, les maladies ou défauts ci-après, savoir :

« Pour le cheval, l'âne et le mulet :

« L'immobilité, l'emphysème pulmonaire, le cornage chronique, le tic proprement dit, avec ou sans usure des dents, les boiteries intermittentes, la fluxion périodique des yeux ;

« Pour l'espèce porcine : la ladrerie. »

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait au Havre, le 31 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : GADAUD.

N° 29938. — **DÉCRET** qui déclare d'utilité publique les Travaux de construction d'un nouvel Égout collecteur général, dit Collecteur de Clichy (Seine).

Du 22 Juin 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur les rapports des ministres des travaux publics et de l'intérieur;

Vu l'avant-projet présenté, le 17 juin 1893, par les ingénieurs du service municipal de l'assainissement de Paris, pour la construction d'un nouveau collecteur général; dit *Collecteur de Clichy*;

Vu les pièces de l'enquête ouverte sur cet avant-projet, dans le département de la Seine, suivant les formes déterminées par l'ordonnance royale du 18 février 1834 ⁽¹⁾;

Vu l'avis de la commission d'enquête en date du 24 février 1894;

Vu l'avis de la commission mixte des travaux publics en date du 25 juin 1894;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées en date du 27 juillet 1893;

Vu l'avis de la chambre de commerce de Paris en date du 15 mars 1895;

Vu l'avis du préfet de la Seine en date du 19 mars 1895;

Vu le décret du 4 septembre 1807;

Vu la loi du 3 mai 1841;

Vu la loi du 27 juillet 1870;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont déclarés d'utilité publique, conformément aux dispositions générales de l'avant-projet ci-dessus visé, les travaux de construction d'un nouvel égout collecteur général, dit *Collecteur de Clichy*.

2. La dépense des travaux, évaluée à cinq millions six cent mille francs (5,600,000^f), sera entièrement à la charge de la ville de Paris.

3. La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue, si les expropriations n'ont pas été prononcées dans un délai de cinq ans à dater du présent décret.

4. Le ministre des travaux publics et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 22 Juin 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEBEURS.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

N° 29939. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des colonies, sur l'exercice 1894, un Crédit versé au Trésor, à titre de fonds de concours, par le Cercle de Matam, pour sa participation aux dépenses de construction du poste de Kaédi.*

Du 30 Juin 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu le récépissé constatant le versement effectué au Trésor au titre des fonds de concours dans la caisse du trésorier-payeur du Sénégal par le cercle de Matam, en vertu d'une délibération du conseil privé du 27 novembre 1894, versement montant à vingt mille francs;

Vu la lettre du ministre des finances en date du 26 juin 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des colonies, sur l'exercice 1894, au titre du chapitre xx : *Matériel des services militaires*, un crédit de vingt mille francs (20,000^f) applicable aux dépenses de construction du poste de Kaédi.

2. Il sera pourvu à ces dépenses au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, par le cercle de Matam.

3. Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Juin 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre des colonies,

Signé : CHAUTEMPS.

N° 29940. — *DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'Établissement, dans le département de la Gironde, d'un Tramway à traction électrique entre Bordeaux et Pessac.*

Du 5 Juillet 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 11 juillet 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu l'avant-projet présenté pour l'établissement, dans le département de

la Gironde, d'une ligne de tramway à traction électrique, destinée au transport des voyageurs et, éventuellement, des messageries, entre Bordeaux (boulevard de Talence) et Pessac;

Vu, notamment, le plan d'ensemble de ladite ligne;

Vu les pièces de l'enquête d'utilité publique ouverte sur cet avant-projet, en exécution de l'article 29 de la loi du 11 juin 1880 et dans les formes déterminées par le règlement d'administration publique du 18 mai 1881⁽¹⁾;

Vu notamment la délibération de la commission d'enquête, en date du 26 juillet 1890;

Vu l'avis de la chambre de commerce de Bordeaux, en date du 23 juillet 1890;

Vu les délibérations du conseil général de la Gironde, en date des 22 avril et 11 septembre 1890, 12 avril 1894 et 25 avril 1895;

Vu la convention passée, le 26 avril 1895, entre le préfet de la Gironde, agissant au nom du département, et MM. Aubian et Jaubert, aux termes de laquelle le département concède à MM. Aubian et Jaubert, qui les acceptent, la construction et l'exploitation de la ligne de tramway;

Vu le cahier des charges annexé à cette convention;

Vu la lettre, en date du 12 mars 1895, par laquelle MM. Aubian et Jaubert s'engagent à verser une somme annuelle de trois cents francs au bureau de bienfaisance de la commune de Pessac;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 29 novembre 1894;

Vu la lettre du ministre de l'intérieur, en date du 3 janvier 1895;

Vu la lettre du ministre de la guerre, en date du 21 janvier 1895;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways;

Vu les règlements d'administration publique, en date des 18 mai⁽¹⁾ et 6 août 1881⁽²⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Gironde, suivant les dispositions générales du plan ci-dessus visé, d'une ligne de tramway à traction électrique, destinée au transport des voyageurs et, éventuellement, des messageries, entre Bordeaux (boulevard de Talence) et Pessac.

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue, si les expropriations nécessaires pour l'exécution dudit tramway ne sont pas accomplies dans le délai d'un an à partir de la date du présent décret.

2. Le département de la Gironde est autorisé à pourvoir à la construction et à l'exploitation de la ligne de tramway dont il s'agit, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions du cahier des charges ci-dessus visé.

3. Est approuvée la convention passée, le 26 avril 1895, entre le préfet de la Gironde, au nom du département, et MM. Aubian et

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 664, n° 11222.

Jaubert, pour la concession du tramway susmentionné, conformément aux conditions du cahier des charges annexé à cette convention.

Ladite convention ainsi que le cahier des charges et le plan d'ensemble ci-dessus visés resteront annexés au présent décret.

4. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 5 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

CONVENTION.

Entre M. *Berniquet*, officier de la Légion d'honneur, préfet du département de la Gironde, agissant au nom du département, en vertu des délibérations du conseil général, en date des 12 avril 1894 et 25 avril 1895,

D'une part;

Et MM. *J. Aubian*, négociant, armateur, demeurant à Bordeaux, allées de Chartres, n° 5, et *Paul Jaubert*, capitaine au long cours, propriétaire, demeurant à Bordeaux, rue de Cursol, n° 14,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le préfet de la Gironde concède à MM. *Aubian* et *Jaubert*, qui l'acceptent, une ligne de tramway à voie d'un mètre (1^m) de largeur pour le service des voyageurs et, éventuellement, des messageries entre Bordeaux et le bourg de Pessac. La ligne sera à voie unique; elle partira du boulevard de Talence à Bordeaux et empruntera ensuite l'assiette du chemin de grande communication n° 104.

2. Tous les travaux d'infrastructure et de superstructure ainsi que les acquisitions de terrains seront faits par les soins et aux frais des concessionnaires.

3. Les concessionnaires s'engagent à exploiter le tramway de Bordeaux à Pessac à leurs frais, risques et périls, pendant la durée de la concession sans aucune subvention du département ni de l'État.

4. Les concessionnaires s'engagent à demander, dans un délai de cinq ans à partir de ce jour, la concession d'un prolongement de la ligne de Bordeaux à Pessac jusqu'au village de l'Alouette, situé à trois kilomètres du bourg de Pessac, ledit prolongement empruntant le chemin de grande communication n° 104. Toutefois, ils ne pourront être tenus d'exécuter les travaux de ce prolongement que lorsque la recette totale de la ligne de Bordeaux à Pessac aura atteint, pour une année quelconque comptée du 1^{er} janvier au 31 décembre, le chiffre de cent quarante-six mille francs (146,000^f). Ce chiffre étant constaté, les travaux devront être terminés dans un délai de six mois à dater du jour de l'approbation des projets d'exécution; faute de quoi, les concessionnaires seront passibles, par semaine de retard, d'une amende de cent francs (100^f) au profit du département de la Gironde.

5. La présente concession est faite aux charges, clauses et conditions du cahier des charges ci-annexé à l'exécution desquelles les concessionnaires déclarent se soumettre.

6. La présente convention est subordonnée à la déclaration d'utilité publique dans un délai de deux ans à partir de ce jour.

7. Dans le délai de six mois à partir de la déclaration d'utilité publique, les concessionnaires devront constituer une société anonyme qui leur sera substituée.

Cette substitution devra être approuvée par décret délibéré en conseil d'État, conformément à l'article 10 de la loi du 11 juin 1880.

8. Il est spécifié, conformément à l'article 30 de la loi du 11 juin 1880, que, dans la rédaction du cahier des charges ci-annexé, il est apporté dérogation ou modification aux indications du cahier des charges type en ce qui concerne les articles 6, 7, 12, 23, 24, 25, 26, 27, 29, 30, 31, 32.

Fait à Bordeaux, le 26 avril 1895.

Lu et approuvé :

Signé : BERNIQUET.

Lu et approuvé :

Signé : J. AUBIAN.

Lu et approuvé :

Signé : P. JAUBERT.

Enregistré à Bordeaux, bureau des domaines, le 1^{er} août 1895, folio 92, case 17, gratis. — Signé : Figeron.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE 1^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Objet de la concession.

ART. 1^{er}. La ligne de tramway qui fait l'objet du présent cahier des charges est destinée au transport des voyageurs et, éventuellement, des messageries.

La traction aura lieu par moteur électrique.

Tracé.

2. Cette ligne sera à voie unique; elle partira du boulevard de Talence, elle empruntera ensuite la voie publique désignée sous le nom de route de Pessac, classée chemin de grande communication sous le numéro 104, et aboutira au bourg de Pessac.

Détails d'exécution.

3. Les projets d'exécution seront présentés dans un délai maximum de trois mois à partir de la date du décret déclaratif d'utilité publique.

Les travaux devront être commencés dans un délai d'un mois à partir de l'approbation desdits projets. Ils seront poursuivis et terminés dans un délai de six mois à partir du jour où ils seront approuvés.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

4. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre (1^m).

La largeur des locomotives et des caisses des véhicules, ainsi que de leur chargement, ne dépassera pas deux mètres dix centimètres (2^m 10), et la largeur du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, restera inférieure à deux mètres dix centimètres (2^m 10); la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au plus de quatre mètres vingt centimètres (4^m 20).

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera calculée de manière à laisser un espace libre de cinquante centimètres (0^m 50) entre les saillies extrêmes des véhicules.

Alignements et courbes. — Pontes et rampes.

5. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à quarante mètres (40^m), sauf à la sortie du boulevard, où le rayon sera réduit à trente-quatre mètres (34^m).

Le maximum des déclivités est fixé à trois centimètres (0^m 03) par mètre. Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles, mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

Établissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

6. Dans les sections où le tramway sera établi dans la chaussée, avec rails noyés, les voies de fer seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique et sans aucune altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. Les rails seront compris dans un pavage de vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur, qui régnera dans l'entre-rails, et à cinquante centimètres (0^m 50) au moins de chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, qui restera chargé d'établir à ses frais ce pavage.

Toutefois le concessionnaire pourra être autorisé par le préfet, s'il en fait la demande, à substituer provisoirement au pavage ci-dessus prévu un empierrement de même épaisseur, sous la réserve expresse qu'il sera fait usage de rails qui, sans faire saillie sur la chaussée, auront cependant une hauteur telle au-dessus de la traverse qu'on puisse effectuer sans modification aucune de la voie le remplacement de l'empierrement par le pavage, le jour où l'administration jugerait ce dernier nécessaire. Il est stipulé que ce remplacement devrait être effectué par le concessionnaire, sans retard, sur l'ordre de l'administration. Faute par lui d'avoir terminé ce remplacement dans un délai de quatre mois à partir de la notification de l'ordre délivré à cet effet par le préfet, ou faute par lui d'avoir procédé à un commencement d'exécution dans un délai d'un mois à partir de la même date, il y sera pourvu d'office et à ses frais, sans autre avertissement, par les soins de l'administration.

La chaussée empierrée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel du tramway (toutes saillies comprises) il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres soixante centimètres (2^m 60), permettant à une voiture ordinaire de se ranger pour laisser passer le matériel du tramway avec le jeu nécessaire.

Un intervalle libre d'au moins un mètre dix centimètres (1^m 10) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et la verticale de l'arête extérieure de la plate-forme de la voie publique.

Établissement de la voie ferrée. — Parties non accessibles aux voitures ordinaires.

7. Si la voie ferrée est établie sur un accotement qui, tout en restant accessible aux piétons, sera interdit aux voitures ordinaires, elle reposera sur une couche de ballast exclusivement composé de sable graveleux d'un mètre soixante centimètres (1^m 60) de largeur et d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35) d'épaisseur totale, qui sera arasée de niveau avec la surface de l'accotement relevé en forme de trottoir.

La partie de la voie publique qui restera réservée à la circulation des voitures ordinaires présentera une largeur d'au moins six mètres (6^m) mesurée en dehors de l'accotement occupé par la voie ferrée et en dehors des emplacements qui seront affectés au dépôt des matériaux d'entretien de la route.

L'accotement occupé par la voie ferrée sera limité, du côté de la route, par la bordure de trottoirs et le caniveau existant actuellement; un intervalle libre de trente centimètres (0^m 30) au moins sera réservé entre la verticale de l'arête de cette bordure et la partie la plus saillante du matériel de la voie ferrée; un autre intervalle libre d'un mètre dix centimètres (1^m 10) subsistera entre ce matériel et la verticale de l'arête extérieure de l'accotement de la route.

Les rails, qui, à l'extérieur, seront au niveau de l'accotement régularisé, ne formeront sur l'entre-rails que la saillie nécessaire pour le passage des boudins des roues du matériel de la voie ferrée.

Traverses des villes et villages.

8. Dans les traverses des villes et des villages, les voies ferrées devront, à moins d'une autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails noyés dans la chaussée entre les deux trottoirs, ou du moins entre les deux zones à réserver pour l'établissement de trottoirs, et suivant le type décrit à l'article 6.

Le minimum des largeurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

(A) Pour un trottoir, un mètre dix centimètres (1^m 10);

(B) Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le bord d'un trottoir :

1° Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres soixante centimètres (2^m 60);

2° Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0^m 30).

Exécution des travaux.

9. Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées sera couvert par des fournitures de matériaux neufs de la nature et de la qualité de ceux qui sont employés dans lesdites chaussées.

Pour le rétablissement des chaussées pavées au moment de la pose de la voie ferrée, il sera fourni, en outre, la quantité de boutisses nécessaire afin d'opérer ce rétablissement suivant les règles de l'art, en évitant l'emploi des demi-pavés.

Les vieux matériaux provenant des anciennes chaussées remaniées ou refaites à neuf qui n'auront pas trouvé leur emploi dans la réfection seront laissés à la libre disposition du concessionnaire.

Les fers, bois et autres éléments constitutifs des voies ferrées devront être de bonne qualité et propres à remplir leur destination.

Voies.

10. Les voies seront être établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier et du poids de vingt-sept kilogrammes (27^k) au moins par mètre courant; ils seront posés sur traverses.

Gares et stations.

11. Les voitures devront s'arrêter en pleine voie pour prendre ou laisser des voyageurs sur tous les points du parcours, sauf aux points de bifurcation des rues ou chemins adjacents.

Trois garages au moins seront établis, un au milieu de la ligne et un à chaque extrémité. Il sera établi des abris pour les voyageurs à chaque garage.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

12. Sur les sections où la voie ferrée est accessible aux voitures ordinaires (sections à rails noyés dans la chaussée), l'entretien, qui est à la charge du concessionnaire, comprend le pavage ou l'empierrement des entre-rails et de l'entre-voie, ainsi que des zones de cinquante centimètres (0^m 50) qui servent d'accotements extérieurs aux rails. L'entretien comprend la main-d'œuvre et la fourniture des matériaux.

Réfection des parties de route ou de chemin atteintes par les travaux de la voie ferrée.

13. Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées en dehors des zones ou de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu par le concessionnaire à l'entretien de ces parties pendant une année à dater de la réception provisoire des travaux de réfection; il en sera de même pour tous les ouvrages souterrains.

Nombre minimum des voyages.

14. Le nombre minimum des voyages qui devront être faits tous les jours, dans chaque sens, est fixé à quarante-neuf.

Les départs réguliers auront lieu dans chaque sens, de quinze minutes en quinze minutes, à partir de six heures trente minutes du matin jusqu'à huit heures du soir pendant les mois d'avril, mai, juin, juillet, août, septembre, octobre, et à partir de sept heures du matin jusqu'à sept heures un quart du soir pendant les autres mois.

En outre, un train dit «ouvrier», avec prix réduit, devra être créé matin et soir après entente avec l'administration préfectorale.

Limitation de la vitesse et de la longueur des trains.

15. Les trains se composeront de trois voitures au plus, non compris le moteur, et leur longueur totale ne dépassera pas trente mètres (30^m).

La vitesse des trains en marche sera au plus de vingt kilomètres (20^k) à l'heure.

TITRE III.

DURÉE ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

16. La durée de la concession de la ligne mentionnée à l'article 2 du présent cahier des charges commencera à courir de la date du décret d'autorisation, et elle prendra fin après une période de cinquante ans.

Expiration de la concession.

17. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, et par le seul fait de cette expiration, le département sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur la voie ferrée et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien la voie ferrée et tous les immeubles faisant partie du domaine public qui en dépendent. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant de ladite voie, tels que les barrières ou clôtures, les changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, bureaux d'attente et de contrôle, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le département aura le droit de saisir les revenus du tramway et de les employer à rétablir en bon état la voie ferrée et ses dépendances, si le concessionnaire ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, le département se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel au département.

Le département sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre en toutes les matières, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur l'estimation

qui en sera faite à dire d'experts; et, réciproquement, si le département le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois, le département ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du tramway pendant six mois.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où le département déciderait que les voies ferrées doivent être maintenues en tout ou en partie.

Remise des lieux dans l'état primitif.

18. Dans le cas où le département déciderait, au contraire, que les voies ferrées doivent être supprimées en tout ou en partie, ces voies seront enlevées et les lieux seront remis dans l'état primitif, par les soins et aux frais du concessionnaire, sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité.

Rachat de la concession.

19. Le département aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective de la ligne ou, au plus tard, à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 3 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est réclamé par le département après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué, et en y comprenant les annuités qui auront été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années, et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant le quatrième et le cinquième paragraphe de l'article 17, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire, dans tous les cas, pour le département.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, par suite d'un changement dans le classement des routes et chemins empruntés par la voie ferrée, une nouvelle autorité serait substituée à celle de qui émane la concession.

La nouvelle autorité aura les mêmes droits que celle qui a fait la concession.

Déchéance.

20. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet tous les projets définitifs, ou s'il n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par l'article 3, il encourra la déchéance, qui, après mise en demeure, sera prononcée par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'Etat par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 38, à titre de cautionnement, deviendra la propriété du département et lui restera acquise.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

21. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 3, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le règlement d'administration publique du 6 août 1881 ainsi que par le présent cahier des charges, et dans le cas prévu par l'article 20 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement dans les conditions qui seraient prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué par le mi-

nistre des travaux publics, après mise en demeure, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement devra être reconstitué dans le mois de la décision ministérielle.

En cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, conformément à l'article 41 du règlement d'administration publique du 6 août 1881.

Cas de force majeure.

22. Les dispositions des deux articles qui précèdent ne seraient pas applicables et la déchéance ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.

Tarif des droits à percevoir.

23. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il en remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir pendant toute la durée de la concession les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés.

TARIF.

PRIX DE TRANSPORT.

(Prix maximum.)

1° Du boulevard au chemin dit « d'Artiguemale », ou de ce dernier point au bourg de Pessac, et *vice versa*, quinze centimes (0^f 15);

2° Pour tout parcours excédant l'une de ces deux stations, vingt centimes (0^f 20).

NOTA. Chaque voyageur ne devra pas payer plus de vingt centimes (0^f 20) pour la totalité du parcours, ni moins de quinze centimes (0^f 15) pour les plus faibles trajets.

Le prix de transport par les trains dits « ouvriers » prévus à l'article 14, paragraphe 3, sera de dix centimes (0^f 10), quelle que soit la longueur parcourue.

Chaque colis dont le poids dépassera trois kilogrammes (3^k) sera soumis à une taxe qui ne pourra dépasser dix centimes (0^f 10) par cinq kilogrammes (5^k); les colis dont le poids sera supérieur à vingt kilogrammes (20^k) ne seront pas admis.

Au-dessous de trois ans les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.

Les prix fermes indiqués comprennent l'impôt dû à l'État et, pour l'application éventuelle de l'article 6 de la loi du 11 juin 1880, le prix de péage sera les deux tiers du prix total, déduction faite de l'impôt dû à l'État.

24. (Supprimé.)

25. (Supprimé.)

26. (Supprimé.)

27. (Supprimé.)

Abaissement des tarifs.

28. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les messageries.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du préfet, conformément aux dispositions de la loi du 11 juin 1880.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et sur le transport.

Détails d'expédition.

29. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs et des objets quelconques que ces derniers porteront avec eux.

30. (Supprimé.)

31. (Supprimé.)

32. (Supprimé.)

Traités particuliers.

33. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 42 du règlement d'administration publique du 6 août 1881, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le tramway.

Embranchements industriels. — Tarif à percevoir pour le matériel prêt.

34. Le concessionnaire sera indemnisé de la fourniture et de l'envoi de son matériel sur les embranchements industriels desservant des carrières, des mines ou des usines, par la perception d'une redevance qui est fixée à douze centimes (0^e 12) par tonne pour le premier kilomètre et à quatre centimes (0^e 04) par tonne et par kilomètre en sus du premier, lorsque la longueur de l'embranchement excédera un kilomètre (1^{er}).

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle.

35. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance de la voie ferrée seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

Service des postes.

36. Le concessionnaire sera tenu de recevoir dans ses voitures, aux heures des départs réguliers, les sacs de dépêches de la poste escortés ou non d'un convoyeur. Les sacs seront déposés dans un coffre fermant à clef. Le convoyeur aura droit à une place servée aussi près que possible de ce coffre.

L'administration des postes aura, en outre, le droit de fixer aux voitures de l'entreprise une boîte aux lettres, dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Les prix des transports ci-dessus seront payés par l'administration des postes conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à fournir au concessionnaire une subvention par annuités. Dans ce cas, les sacs de dépêches et le convoyeur devront être transportés gratuitement.

Le concessionnaire pourra être tenu de fixer, d'après les convenances du service des postes, l'heure d'un de ses départs dans chaque sens.

Le montant des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial aura imposées au concessionnaire, déduction faite du produit qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes, que l'entrepreneur soit subventionné ou non par le Trésor, suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux arbitres. En cas de désaccord de ces arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Frais de contrôle.

37. La somme que le concessionnaire doit verser chaque année, à la date du 1^{er} avril, afin de pourvoir aux frais du contrôle, sera calculée d'après le chiffre de cinquante francs (50^f) par kilomètre de voie concédée.

Cautionnement.

38. Avant le commencement de l'exécution des travaux, le concessionnaire déposera à la caisse des dépôts et consignations une somme de dix mille francs (10,000^f) en numéraire ou en rente sur l'État calculée conformément au décret du 31 janvier 1872, ou en bons du Trésor, avec transfert, au profit de ladite caisse, de celles de ces valeurs qui seraient nominatives, ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Les deux tiers en seront rendus au concessionnaire par tiers et proportionnellement à l'avancement des travaux. Le dernier tiers ne sera remboursé qu'après l'expiration de la concession.

Élection de domicile.

39. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Bordeaux.

Dans le cas où il ne l'aurait pas faite, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite à la préfecture, dans les bureaux du secrétaire général.

40. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département de la Gironde, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

41. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention ci-annexée seront supportés par le concessionnaire.

Lu et approuvé :
Signé : BERNIQUET.

Lu et approuvé :
Signé : J. AUBIAT.

Lu et approuvé :
Signé : P. JABREAU.

Enregistré à Bordeaux, bureau des domaines, le 1^{er} août 1895, folio 92, case 17. gratis. — Signé : Figerou.

19041. — **DÉCRET** portant modification de la Procédure à suivre pour la réalisation des objets mobiliers reçus en nantissement dans la colonie du Sénégal et dépendances.

Du 20 Juillet 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 24 juillet 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les délibérations des chambres de commerce et du conseil privé de la colonie du Sénégal ;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Dans la colonie du Sénégal et dépendances, la vente des objets mobiliers donnés en nantissement pour sûreté soit d'un prêt, soit d'une vente, sera ordonné sur requête présentée au président du tribunal, dans les trois mois qui suivront une lettre d'avis adressée au débiteur gagiste.

2. La requête énoncera les noms, demeure et profession du débiteur, la nature du gage, sa valeur, le montant de la dette, l'époque où elle a été contractée et celle de l'échéance.

Il sera justifié de l'envoi de la lettre d'avis au moyen d'un récépissé de la poste quand le débiteur habitera une localité desservie par la poste, et, dans le cas contraire, par un certificat du directeur des affaires indigènes, à qui les lettres seront remises et qui devra les faire parvenir aux destinataires par l'intermédiaire des administrateurs et des chefs indigènes.

3. La procédure ci-dessus spécifiée ne sera applicable que sous la double condition :

1^o Que le créancier gagiste aura été régulièrement autorisé par l'autorité à recevoir des nantissements ;

2^o Que le montant de la dette dont le gage doit assurer le paiement n'excédera pas cent francs (100^f).

4. Des arrêtés du gouverneur, rendus en conseil privé, statueront sur toutes les mesures destinées à assurer l'exécution du présent décret.

5. Toutes dispositions contraires sont et demeurent abrogées.

Le ministre des colonies et le garde des sceaux, sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Journal officiel

de la République française, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* de l'administration des colonies:

Fait à Paris, le 20 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : L. TRARIEUX.

Le Ministre des colonies,

Signé : CHAUTEMPS.

N° 29942. — *DÉCRET portant application, aux Antilles et à la Réunion, de la loi du 1^{er} août 1893 sur les Sociétés par actions.*

Du 21 Juillet 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 24 juillet 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu les articles 6 et 8 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu la loi du 21 juillet 1867 sur les sociétés par actions;

Vu la loi du 1^{er} août 1893, portant modification de la loi du 21 juillet 1867 sur les sociétés par actions,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La loi du 1^{er} août 1893, portant modification de la loi du 21 juillet 1867 sur les sociétés par actions, est applicable à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion.

2. Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* de l'administration des colonies.

Fait à Paris, le 21 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : L. TRARIEUX.

Le Ministre des colonies,

Signé : CHAUTEMPS.

29943. — *Décret portant suppression des Vice-Rectorats de la Martinique et de la Réunion.*

Du 24 Juillet 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 27 juillet 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, .

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu l'avis du ministre de l'instruction publique;

Vu les ordonnances organiques du 21 août 1825⁽¹⁾ et du 9 février 1827⁽²⁾, modifiées par celle du 22 août 1833⁽³⁾;

Vu les sénatus-consultes des 3 mai 1854 et 4 juillet 1866;

Vu les décrets des 2 mars 1880⁽⁴⁾ et 21 septembre 1882;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les emplois de vice-recteur à la Martinique et à la Réunion sont supprimés.

2. Les attributions du vice-recteur à la Martinique et à la Réunion et celles du directeur de l'intérieur, à la Guadeloupe, en matière d'instruction publique, sont désormais exercées, sous l'autorité directe du gouverneur, par le proviseur du lycée, qui prend le titre de chef du service de l'instruction publique.

3. Aux attributions qu'il tient des ordonnances organiques du 21 août 1825, concernant le gouvernement de la Réunion, et du 9 février 1827, concernant le gouvernement de la Martinique et de la Guadeloupe, modifiées par l'ordonnance organique du 22 août 1833, le chef du service de l'instruction publique réunit celles qui sont dévolues en France aux inspecteurs d'académie.

Il est appelé de droit au conseil privé avec voix consultative, lorsque des matières de ses attributions y sont traitées.

4. Le directeur de l'intérieur continue à liquider et à ordonnancer les dépenses concernant le service de l'instruction publique au même titre que celles qui sont imputables au budget local.

5. Le proviseur aura droit, à raison de ses fonctions de chef du service de l'instruction publique, à un supplément de traitement de deux mille cinq cents francs (2,500^f). Il lui sera alloué, en outre, une somme de cinq cents francs (500^f) pour frais de bureau.

6. Les emplois de secrétaire et de commis d'inspection académique existant près des vice-rectorats de la Martinique et de la Réunion sont supprimés.

⁽¹⁾ VIII^e série, Bull. 64, n° 2108.

⁽²⁾ VIII^e série, Bull. 169, n° 6427.

⁽³⁾ IX^e série, Bull. 257, n° 4992.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 508, n° 9042.

7. Les fonctionnaires dont l'emploi est supprimé en vertu du présent décret et qui sont détachés du cadre métropolitain seront remis à la disposition du département de l'instruction publique. Ceux qui appartiennent au cadre colonial seront replacés dans les cadres du personnel de la direction de l'intérieur de la colonie où ils sont actuellement en service.

8. Des commis ou écrivains de la direction de l'intérieur, en nombre déterminé par arrêté du gouverneur, seront détachés près du chef du service de l'instruction publique pour y remplir les fonctions dévolues actuellement aux secrétaires et commis d'inspection académique.

9. Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié aux journaux officiels de la métropole et des colonies.

Fait à Paris, le 24 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des colonies,

Signé : CHAUTEPS.

N° 29944. — *DÉCRET qui alloue au département du Rhône, sur les fonds du Trésor, une Subvention pour les travaux complémentaires de la Maison d'arrêt et de justice de Lyon, en vue de la mise en pratique du régime de l'emprisonnement individuel.*

Du 1^{er} Août 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Vu le projet présenté pour les travaux complémentaires de la maison d'arrêt et de justice de Lyon, en vue de la mise en pratique du régime de l'emprisonnement individuel, ledit projet s'élevant à neuf mille six cent quatre-vingt-cinq francs quarante-six centimes;

Vu la délibération de l'assemblée départementale, en date du 5 septembre 1894;

Vu l'avis du conseil supérieur des prisons;

Vu la loi du 10 août 1871;

Vu la loi du 5 juin 1875 sur le régime des prisons départementales.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est alloué au département du Rhône, sur les fonds du Trésor, par application de l'article 7 de la loi du 5 juin 1875 et sous la réserve de l'inscription des crédits nécessaires au budget du ministère de l'intérieur, une subvention de deux mille quatre cent vingt et un francs trente-sept centimes (2,421^f 37^c) pour les travaux

complémentaires de la maison d'arrêt et de justice de Lyon, en vue de la mise en pratique du régime de l'emprisonnement individuel.

Toutefois, dans le cas où par suite de rabais résultant d'adjudications, de marchés de gré à gré ou de toute autre cause, une économie serait réalisée sur les évaluations du devis, la somme ci-dessus de deux mille quatre cent vingt et un francs trente-sept centimes serait réduite proportionnellement.

2. Le paiement de ladite subvention aura lieu par acomptes et sera subordonné à la justification, par le département, d'une dépense en travaux ou approvisionnements sur place quadruple de la somme à recevoir.

Il sera fait réserve, sur le montant de cette allocation, d'un sixième qui ne pourra être soldé qu'après l'achèvement des travaux et leur réception.

3. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Journal officiel*.

Fait au Havre, le 1^{er} Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

N° 29945. — DÉCRET qui fixe la Taxe municipale à percevoir sur les Chiens dans la commune de Granves (Marne).

Du 8 Août 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu : la loi du 2 mai 1855 et le décret réglementaire du 4 août ⁽¹⁾ suivant;

La délibération prise par le conseil municipal de Granves, le 25 février 1895;

L'avis émis, à la date du 23 avril 1895, par le conseil général du département de la Marne;

L'avis du préfet et les autres pièces de l'affaire;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune de Granves (Marne) est fixée ainsi qu'il suit :

A neuf francs (9^f) pour les chiens d'agrément ou servant à la chasse;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 320, n° 2955.

A deux francs vingt-cinq centimes (2^f 25) pour les chiens de garde et autres compris dans la seconde catégorie.

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au Havre, le 8 Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.



Certifié conforme :

Paris, le 28^e Octobre 1895.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

L. TRARIEUX.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1723.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 29946. — *Loi sur les Caisses d'épargne.*

Du 20 Juillet 1895.

(Promulguée au *Journal officiel* du 6 août 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Les caisses d'épargne ordinaires sont tenues de verser à la caisse des dépôts et consignations toutes les sommes qu'elles reçoivent des déposants; ces sommes sont employées par la caisse des dépôts, sous la réserve des fonds jugés nécessaires pour assurer le service des remboursements :

1° En valeurs de l'Etat ou jouissant d'une garantie de l'Etat;
2° en obligations négociables et entièrement libérées des départements, des communes, des chambres de commerce, en obligations foncières et communales du Crédit foncier.

Les achats et les ventes de valeurs sont effectués avec publicité et concurrence, sur la désignation de la commission de surveillance instituée par les lois des 28 avril 1816 et 6 avril 1876, et avec l'approbation du ministre des finances. Les achats et ventes de valeurs autres que les rentes pourront être opérés sans publicité ni concurrence.

Les sommes non employées ne peuvent excéder dix pour cent (10 p. o/o) du montant des dépôts au 1^{er} janvier. Elles sont placées

soit en compte courant au Trésor dans les mêmes conditions que les autres éléments de la dette flottante portant intérêt, soit en dépôt à la Banque de France. La partie déposée en compte courant au Trésor ne peut dépasser cent millions de francs (100,000,000').

2. Tout déposant dont le crédit sera de somme suffisante pour acheter dix francs (10') de rente au moins peut faire opérer cet achat en titres nominatifs, sans frais, par les soins de l'administration de la caisse d'épargne. La rente pourra également lui être attribuée, au cours moyen du jour de l'opération, par un prélèvement sur le portefeuille représentant les fonds des caisses d'épargne.

Dans le cas où le déposant ne retire pas les titres achetés pour son compte, l'administration de la caisse d'épargne en reste dépositaire et reçoit les arrérages et primes de remboursement, au crédit du titulaire. Elle peut également les faire vendre sur la demande du déposant.

Le capital provenant de cette vente, déduction faite des frais de négociation, sera porté au nom du déposant à un compte spécial et sans intérêts.

3. Les conseils d'administration des caisses d'épargne peuvent rembourser à vue les fonds déposés; mais les remboursements ne sont exigibles que dans un délai de quinzaine.

Toutefois, en cas de force majeure, un décret rendu sur la proposition des ministres des finances et du commerce, le Conseil d'Etat entendu, peut limiter les remboursements à la somme de cinquante francs (50') par quinzaine. Des délais supplémentaires seront fixés par décret pour les opérations nécessitant l'intervention d'un bureau ou d'une caisse situés en dehors de la France continentale.

Les dispositions relatives au remboursement seront portées à la connaissance des déposants par une inscription placée en tête du livret et affichée dans le local des caisses d'épargne.

4. Le compte ouvert à chaque déposant ne peut pas dépasser le chiffre de mille cinq cents francs (1,500'). L'article 9 de la loi du 9 avril 1881 sera applicable aux comptes qui dépasseront ce maximum.

Les comptes qui, au moment de la promulgation de la présente loi, dépasseront le chiffre de mille cinq cents francs (1,500') ne pourront pas être l'objet de versements nouveaux; ils continueront à produire des intérêts, mais ils devront être ramenés à la limite maximum de mille cinq cents francs (1,500') dans un délai de cinq ans à partir du 1^{er} janvier qui suivra la promulgation de la présente loi. Si, à l'expiration dudit délai, cette prescription n'a pas été exécutée, le compte sera ramené à mille cinq cents francs (1,500') au moyen d'un achat de rente sur l'Etat effectué d'office et sans avis préalable.

Il sera remis annuellement au ministre du commerce, par chaque caisse d'épargne, un état des livrets dont le chiffre dépasserait le maximum autorisé.

Le montant total des versements opérés du 1^{er} janvier au 31 décembre ne pourra dépasser mille cinq cents francs (1,500').

Ces dispositions ne sont pas applicables aux opérations faites par les sociétés de secours mutuels et par les institutions spécialement autorisées à déposer aux caisses d'épargne ordinaires. Le maximum des dépôts faits par ces sociétés et institutions peut s'élever à quinze mille francs (15,000').

5. L'intérêt à servir aux caisses d'épargne ordinaires par la caisse des dépôts et consignations est déterminé en tenant compte du revenu des valeurs du portefeuille et du compte courant avec le Trésor représentant les fonds provenant des caisses d'épargne.

Les variations de ce taux d'intérêt auront lieu par fractions indivisibles de vingt-cinq centimes pour cent (0' 25 p. 0/0).

Lorsqu'il y aura lieu de modifier le taux, le nouvel intérêt à servir aux caisses d'épargne sera fixé, avant le 1^{er} novembre pour l'exercice suivant, par un décret rendu sur la proposition du ministre du commerce et du ministre des finances, après avis de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations et de la commission supérieure instituée par l'article 11 de la présente loi.

6. Il est institué par la caisse des dépôts et consignations un fonds de réserve et de garantie qui ne pourra pas dépasser dix pour cent (10 p. 0/0) du montant des dépôts. Seront affectés à cette réserve :

1^o Le fonds de réserve actuel;

2^o La différence entre les intérêts servis chaque année aux caisses d'épargne et le revenu des valeurs du portefeuille et du compte courant avec le Trésor, sans que cette différence puisse être inférieure à vingt-cinq centimes pour cent (0' 25 p. 0/0) du montant total des fonds des caisses d'épargne;

3^o Les intérêts et les primes d'amortissement provenant de ce fonds lui-même;

4^o Les retenues d'intérêts imposées aux titulaires de plusieurs livrets conformément à l'article 18 de la présente loi.

Peuvent seuls être imputés sur ce fonds :

1^o Les pertes qui viendraient à résulter, soit de différences d'intérêts, soit d'opérations ayant pour but d'assurer le service des remboursements;

2^o Les sommes à prélever, soit à titre définitif, soit à titre d'avances, en cas d'insuffisance de la fortune personnelle d'une caisse d'épargne, pour faire face aux pertes déjà constatées ou qui seraient ultérieurement reconnues dans sa gestion;

3^o Les frais de contrôle spécial institué par l'article 12.

7. Le fonds de réserve est géré par la caisse des dépôts, sous le contrôle de la commission de surveillance, qui arrête les sommes à prélever dans les cas de perte prévus par l'article 6.

Il est rendu compte de ces opérations dans un chapitre spécial du rapport annuel présenté au Sénat et à la Chambre des députés par la commission de surveillance, conformément à l'article 114 de la loi du 28 avril 1816.

8. Les caisses d'épargne ordinaires prélèvent sur le produit de leurs placements une somme suffisante pour faire face aux frais de loyer et d'administration et à l'établissement d'une réserve spéciale dans les conditions prescrites par l'article 9.

Ce prélèvement sera de vingt-cinq centimes pour cent (0' 25 p. 0/0) au moins et ne pourra pas dépasser cinquante centimes pour cent (0' 50 p. 0/0) sur l'ensemble des comptes des déposants. Le taux d'intérêt payé par les caisses d'épargne aux déposants peut être gradué selon l'importance des comptes...

Les livrets sur lesquels le mouvement des retraits et des dépôts, y compris le solde antérieur, n'aura pas dépassé la somme de cinq cents francs (500') pendant le courant de l'année pourront être favorisés soit par un système de primes, soit par une graduation du aux.

Les livrets collectifs des sociétés de secours mutuels et des institutions spécialement autorisées à déposer aux caisses d'épargne jouiront, quel que soit le chiffre de leur dépôt, de l'intérêt accordé à la catégorie des livrets les plus favorisés.

La moyenne de l'intérêt servi aux déposants, soit à titre d'intérêt, soit à titre de prime, ne pourra en aucun cas, dépasser le chiffre de l'intérêt accordé par la caisse des dépôts et consignations, déduction faite du prélèvement déterminé ci-dessus, sauf le cas prévu par le dernier paragraphe de l'article 10.

Les caisses d'épargne sont autorisées à émettre des bons ou timbres d'un prix inférieur à un franc (1') et à recevoir ces coupures, lorsque, réunies, elles représentent le montant du versement minimum autorisé.

Le règlement de chaque caisse d'épargne, fixant le taux des primes ou des intérêts gradués, sera publié trois mois au moins avant son application; il sera communiqué au ministre qui, dans les trente jours à partir de la réception, pourra l'annuler pour violation de la loi. La décision du ministre sera susceptible de recours devant le conseil d'État.

9. Chaque caisse d'épargne ordinaire doit créer un fonds de réserve et de garantie qui se compose :

1° De sa dotation existante et des dons et legs qui pourraient lui être attribués;

2° De l'économie réalisée sur la retenue prescrite à l'article précédent;

3° Des intérêts et des primes d'amortissement provenant de ce fonds lui-même.

Toutes les pertes résultant de la gestion de la caisse d'épargne devront être imputées sur ce fonds de réserve, qui constitue sa fortune personnelle.

10. Les caisses d'épargne sont autorisées à employer leur fortune personnelle :

1° En valeurs de l'État ou jouissant d'une garantie de l'État;

2° En obligations négociables et entièrement libérées des départements, des communes, des chambres de commerce;

3° En obligations foncières et communales du Crédit foncier;

4° En acquisition ou construction des immeubles nécessaires à l'installation de leurs services.

Elles pourront en outre employer la totalité du revenu de leur fortune personnelle et le cinquième du capital de cette fortune :

En valeurs locales énumérées ci-dessous, à la condition que ces valeurs émanent d'institutions existant dans le département où les caisses fonctionnent : bons de monts-de-piété ou d'autres établissements reconnus d'utilité publique; prêts aux sociétés coopératives de crédit ou à la garantie d'opérations d'escompte de ces sociétés; acquisition ou construction d'habitations à bon marché; prêts hypothécaires aux sociétés de construction de ces habitations ou aux sociétés de crédit qui, ne les construisant pas elles-mêmes, ont pour objet d'en faciliter l'achat ou la construction, et en obligations de ces sociétés.

Les caisses d'épargne seront tenues, dans les cas prévus par le paragraphe précédent, d'adresser au ministre du commerce, chaque année, dans la première quinzaine de février, l'état des opérations de l'année précédente. Le ministre pourra toujours, sur l'avis de la commission supérieure, suspendre l'exercice de ce mode d'emploi.

Lorsque le fonds de réserve et de garantie représentera au minimum deux pour cent (2 p. o/o) des dépôts, un cinquième du boni annuel pourra être employé à l'augmentation du taux d'intérêt servi aux porteurs des livrets sur lesquels le mouvement des retraits et des dépôts, y compris le solde antérieur, n'aura pas dépassé la somme de cinq cents francs (500^f) pendant le courant de l'année.

11. Il est formé auprès du ministre du commerce une commission supérieure qui se réunit au moins une fois par an, pour donner son avis sur les questions concernant les caisses d'épargne ordinaires ou postales.

Cette commission est composée de vingt membres, ainsi qu'il suit :

Deux sénateurs, élus par le Sénat;

Deux députés, élus par la Chambre des députés;

Huit présidents ou directeurs de caisses d'épargne, élus par les caisses d'épargne suivant les formes et dans les conditions à déterminer par un règlement d'administration publique;

Trois personnes connues par leurs travaux sur les institutions de prévoyance et désignées par le ministre du commerce;

L'administrateur de la caisse nationale d'épargne;

Le directeur général de la caisse des dépôts et consignations;

Le directeur du commerce intérieur au ministère du commerce;

Le directeur du mouvement général des fonds au ministère des finances;

Le chef du service de l'inspection générale des finances.

Les membres élus et les membres désignés par le ministre sont nommés pour trois ans; la commission élit son président.

Un chef de bureau du ministère du commerce, désigné par le ministre, remplit les fonctions de secrétaire avec voix consultative.

Le président de cette commission aura entrée, avec voix délibérative, à la commission de surveillance instituée près de la caisse des dépôts et consignations par l'article 7 de la loi du 6 avril 1876. Il devra être convoqué à toutes les séances où il sera discuté des questions intéressant les caisses d'épargne.

12. Il sera prélevé sur le fonds de réserve prévu par l'article 6 ci-dessus une somme annuelle de deux cent mille francs (200,000^f) destinée à organiser le contrôle des opérations des caisses d'épargne par les receveurs particuliers et les trésoriers-payeurs généraux, et par des inspecteurs des finances spécialement désignés pour ces opérations de vérification.

Un règlement d'administration publique, rendu sur la proposition des ministres des finances et du commerce, après avis du Conseil d'Etat et de la commission supérieure instituée par l'article 11, déterminera les règles applicables au fonctionnement de ce contrôle.

Ce règlement fixera également les conditions d'emploi du crédit de deux cent mille francs (200,000^f) dont la répartition sera faite chaque année par le ministre des finances.

13. Il est interdit de donner le nom de caisse d'épargne à tout établissement qui n'aurait pas été autorisé conformément aux prescriptions de la loi du 5 juin 1835. Les fondateurs et directeurs des établissements constitués en contravention au présent article sont passibles d'une amende de vingt-cinq francs à trois mille francs (25^f à 3,000^f) et d'un emprisonnement de trois mois à deux ans. Les tribunaux peuvent ordonner l'insertion et l'affichage des jugements et la suppression de la dénomination de caisse d'épargne, à peine de dommages-intérêts à fixer pour chaque jour de retard. L'article 463 du Code pénal est applicable aux condamnations prononcées en vertu du présent article.

14. Aucune opération faite dans les caisses d'épargne ordinaires par les déposants et nécessitant un mouvement de fonds et de valeurs n'est valable et ne forme titre contre la caisse d'épargne que si le reçu délivré sur le livret porte, outre la signature du caissier, le visa et la signature de l'administrateur ou de l'agent chargé du contrôle.

La disposition du paragraphe précédent est affichée en permanence dans les bureaux où elle doit recevoir son exécution et imprimée sur la couverture des livrets.

15. Dans le cas où des documents de comptabilité prescrits par les règlements n'auraient pas été produits en temps utile, le ministre compétent peut les faire dresser d'office et aux frais de la caisse d'épargne.

16. Les livrets des caisses d'épargne sont nominatifs.

Toute somme versée à une caisse d'épargne est, au regard de la caisse, la propriété du titulaire du livret.

Les mineurs sont admis à se faire ouvrir des livrets sans l'intervention de leur représentant légal. Ils pourront retirer sans cette intervention, mais seulement après l'âge de seize ans révolus, les sommes figurant sur les livrets ainsi ouverts, sauf opposition de la part de leur représentant légal.

Les femmes mariées, quel que soit le régime de leur contrat de mariage, seront admises à se faire ouvrir des livrets sans l'assistance de leur mari; elles pourront retirer sans cette assistance les sommes inscrites aux livrets ainsi ouverts, sauf opposition de la part du mari. Dans ce cas, il sera sursis au retrait du dépôt et ce pendant un mois à partir de la démoliation qui en sera faite à la femme, par lettre recommandée, à la diligence de la caisse d'épargne.

Passé ce délai, et faute par la femme de s'être pourvue contre ladite opposition par les voies de droit, le mari pourra toucher seul le montant du livret, si le régime sous lequel il est marié lui en donne le droit.

17. L'opposition prévue à l'article précédent sera signifiée aux caisses d'épargne dans la forme des actes extrajudiciaires.

Elle produira, à l'égard des caisses, les mêmes effets que l'opposition prévue au Code de procédure civile.

18. Nul ne peut être en même temps titulaire d'un livret de caisse nationale d'épargne et d'un livret de caisse d'épargne ordinaire ou de plusieurs livrets, soit de caisse nationale d'épargne, soit des caisses d'épargne ordinaires, sous peine de perdre l'intérêt de la totalité des sommes déposées.

19. Est admise à circuler en franchise et sous enveloppe fermée la correspondance de service échangée entre les caisses d'épargne, d'une part, et les préfets et sous-préfets, les trésoriers-payeurs généraux et receveurs des finances, d'autre part.

20. A partir de la promulgation de la présente loi, les sommes qui, en vertu de l'article 4 de la loi du 7 mai 1853, étaient placées en rentes et celles qui étaient attribuées aux caisses d'épargne par le même article seront prescrites à l'égard des déposants. Elles seront réparties entre les caisses d'épargne, à concurrence des deux cinquièmes, et les sociétés de secours mutuels possédant des caisses de retraites, à concurrence des trois cinquièmes.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions de la répartition entre les sociétés de secours mutuels approuvées et reconnues d'utilité publique.

21. L'intérêt à servir par la caisse nationale d'épargne à ses déposants sera calculé et établi dans les conditions et suivant le mode déterminés par l'article 5, en tenant compte du prélèvement nécessaire pour couvrir les frais d'administration de la caisse.

Ce prélèvement ne pourra être inférieur à cinquante centimes

pour cent (0' 50 p. 0/0) ; il devra être suffisant pour que le taux d'intérêt en résultant soit toujours inférieur de soixante-quinze centimes pour cent (0' 75 p. 0/0) à celui qui sera servi aux caisses d'épargne ordinaires par la caisse des dépôts et consignations.

22. A l'avenir, l'existence d'une caisse d'épargne ordinaire ou d'une succursale dans une commune fera obstacle à l'ouverture, dans cette même commune, d'une autre caisse d'épargne ou d'une succursale relevant d'une autre caisse.

23. Les certificats de propriété et actes de notoriété exigés par les caisses d'épargne pour effectuer le remboursement, le transfert ou le renouvellement des livrets appartenant aux titulaires décédés ou déclarés absents, seront visés pour timbre et enregistrés gratis.

24. Les saisies-arrêts et oppositions de toute nature formées auprès des caisses d'épargne n'auront d'effet que pendant cinq années à compter de leur date et, si elles n'avaient pas été renouvelées dans l'intervalle, elles seraient rayées d'office à l'expiration de ce délai.

25. Toutes les dispositions inscrites aux trois premiers paragraphes de l'article 1^{er} et aux articles 2, 3, 4, 8, 16, 17, 18, 21, 23 et 24 de la présente loi sont applicables à la caisse nationale d'épargne.

26. Toutes dispositions antérieures contraires à la présente loi sont et demeurent abrogées.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : ANDRÉ LEBON.

N° 29947. — DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans le département de Maine-et-Loire, d'un réseau de Tramways, à traction électrique, entre Angers et Erigné et entre Angers et la Pyramide.

Du 8 Juillet 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 13 juillet 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics ;

Vu l'avant-projet présenté pour l'établissement, dans le département de Maine-et-Loire, d'un réseau de tramways à traction électrique, destiné au transport des voyageurs et des messageries entre Angers et Erigné et entre Angers et la Pyramide ;

Vu, notamment, le plan d'ensemble dudit réseau;

Vu les pièces de l'enquête d'utilité publique ouverte sur cet avant-projet, en exécution de l'article 29 de la loi du 11 juin 1880 et dans les formes déterminées par le règlement d'administration publique du 18 mai 1881 ⁽¹⁾;

Vu, notamment, la délibération de la commission d'enquête, en date du 23 janvier 1894;

Vu l'avis de la chambre de commerce d'Angers, en date du 10 décembre 1893;

Vu la délibération du conseil général de Maine-et-Loire, en date du 2 avril 1894;

Vu les lettres du ministre de la guerre, en date des 21 avril et 26 juin 1893;

Vu la convention passée, le 9 avril 1895, entre le maire d'Angers, agissant au nom de la ville, et MM. *Grammont* et *Faye*, pour la rétrocession de l'entreprise, ainsi que le cahier des charges y annexé;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 20 février 1893 et 8 novembre 1894;

Vu la lettre du ministre de l'intérieur, en date du 30 novembre 1894;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways;

Vu les règlements d'administration publique en date des 18 mai ⁽²⁾ et 6 août 1881 ⁽³⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département de Maine-et-Loire, suivant les dispositions générales du plan ci-dessus visé, d'un réseau de tramways, à traction électrique, destiné au transport des voyageurs et des messageries entre Angers et Étréah et entre Angers et la Pyramide.

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires pour l'exécution dudit réseau ne sont pas accomplies dans le délai de deux ans à partir de la date du présent décret.

2. La ville d'Angers est autorisée à pourvoir à la construction et à l'exploitation du réseau de tramways dont il s'agit, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions du cahier des charges ci-dessus visé.

3. Est approuvée la convention passée, le 9 avril 1895, entre le maire d'Angers, au nom de la ville, et MM. *Grammont* et *Faye* pour la rétrocession du réseau de tramways susmentionné, conformément aux conditions du cahier des charges annexé à cette convention.

Ladite convention, ainsi que le cahier des charges et le plan d'ensemble ci-dessus visés, resteront annexés au présent décret.

4. Dans le délai de six mois à partir de la déclaration d'utilité publique, MM. *Grammont* et *Faye* devront constituer une société anonyme qui leur sera substituée.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 664, n° 11222.

Cette substitution devra être approuvée par décret délibéré en Conseil d'État, conformément à l'article 10 de la loi du 11 juin 1880.

5. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 8 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTREUIL.

CONVENTION.

Entre les soussignés :

1^{er} M. le docteur *Guignard*, maire de la ville d'Angers, agissant au nom des habitants de ladite ville et spécialement autorisé par le conseil municipal suivant délibérations des 31 août 1894 et 30 mars 1895;

2^o M. *Grammont* (*Alexandre*), industriel, demeurant à Pont-de-Chéruy (Loire), représenté par M. *Faye* (*Ennemond*), désigné ci-après, suivant procuration du 8 septembre 1894 ci-annexée;

3^o M. *Faye* (*Ennemond*), demeurant à Lyon, cours Lafayette, n^o 15;

MM. *Grammont* et *Faye* déclarant s'engager solidairement envers la ville d'Angers

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. La ville d'Angers, en instance pour obtenir la concession d'un réseau de tramways d'Angers à Étréah et à la Pyramide, s'engage, dans le cas où cette concession lui serait accordée, à rétrocéder ledit réseau à MM. *Grammont* et *Faye*, qui acceptent, aux conditions du cahier des charges.

Cette rétrocession n'aura d'effet qu'après avoir été approuvée par décret rendu en Conseil d'État, conformément aux dispositions de la loi du 11 juin 1880.

Il est bien entendu que, dans le cas où la ville n'obtiendrait pas la concession demandée, comme aussi dans le cas où MM. *Grammont* et *Faye* ne seraient pas acceptés comme rétrocessionnaires, le présent traité sera considéré comme nul et non avenue et MM. *Grammont* et *Faye* ne pourront prétendre à aucune indemnité.

2. MM. *Grammont* et *Faye* déclarent accepter cette rétrocession et s'engagent à construire et à exploiter à leurs frais, risques et périls, sans subvention ni garantie d'intérêt, le réseau de tramways qui fait l'objet du traité. La rétrocession leur est consentie conformément aux dispositions de la loi du 11 juin 1880, des décrets du 6 août 1884 et du 30 janvier 1894 et aux conditions stipulées dans le cahier des charges de la concession, conditions auxquelles ils déclarent expressément souscrire.

Ils seront, en conséquence, assujettis envers la ville d'Angers à toutes les obligations imposées à celle-ci par le cahier des charges, de même qu'ils seront subrogés aux avantages en résultant pour la ville.

Ce cahier des charges est conforme au cahier type annexé au décret du 6 août 1881, sauf modification aux articles 3, 6, 10, 11, 16, 23, 29, 30, 37, 38 et 41 et suppression des articles 25 et 27.

3. Dans le cas où la ville accorderait ou rétrocéderait de nouvelles concessions de tramways, MM. *Grammont* et *Faye* auraient, à conditions égales, un droit de préférence pendant dix ans; un délai de trois mois leur serait accordé après notification pour formuler leur acceptation ou leur refus.

Passé ce délai, ils seraient forclos du droit de préférence.

4. La ville reversera à MM. *Grammont* et *Faye* la subvention qui serait accordée par l'État en compensation de l'entretien sur les routes nationales de la zone affectée au service de la voie ferrée. Elle s'engage à payer, pour l'entretien des zones empruntées à la voirie urbaine, pour le même motif, la même allocation que celle accordée par l'État et proportionnellement aux longueurs empruntées.

5. Les rétrocessionnaires payeront à la ville, à titre de droit de stationnement, une redevance journalière de quinze centimes (of 15) par voiture en activité.

Le total des redevances, d'après état vérifié par l'administration municipale, sera versé chaque mois et d'avance à la caisse du receveur municipal.

La ville concédera la location gratuite à MM. Grammont et Faye des surfaces occupées par les bureaux d'attente et de contrôle, lorsque lesdits bureaux seront établis sur des terrains de la voirie urbaine ou appartenant à la ville et sous la condition que les agencements auront été reconnus, par l'administration municipale, en rapport avec les exigences de la circulation et en concordance harmonique avec les dispositions architecturales ou de perspective des lieux environnants et avec faculté par la ville de demander le déplacement en cas d'urgence. Il en sera de même pour les poteaux, consoles et supports quelconques destinés à soutenir les fils électriques.

Une subvention équivalente aux droits d'octroi payés par les rétrocessionnaires sur les matériaux, objets et engins nécessaires à la construction des lignes et à la mise en service du réseau sera versée mensuellement aux rétrocessionnaires, qui seront tenus de justifier par état la somme qu'ils auront avancée.

6. Les rétrocessionnaires feront imprimer à leurs frais trois cents exemplaires du traité de rétrocession et du cahier des charges et les remettront à l'administration municipale.

7. En cas d'infraction aux clauses du cahier des charges ou à celles du traité de rétrocession pour les délais relatifs soit à la production des projets, soit à la mise en exploitation du réseau, la ville sera en droit d'imposer aux rétrocessionnaires une amende qui pourra s'élever à vingt francs (20^f) par jour de retard, indépendamment des dommages et intérêts auxquels lesdits rétrocessionnaires pourraient être condamnés envers les tiers, s'il y a lieu.

8. Tous les engins, matériaux, appareils, etc., nécessaires à la construction des tramways et à leur exploitation pendant la durée de la concession, seront de provenance française.

Le directeur et tout le personnel employé à la construction et à l'exploitation de la concession seront de nationalité française.

Sauf les cas exceptionnels dont l'administration reste seule juge, on n'emploiera sur les chantiers de construction que des ouvriers français. Parmi ces cas exceptionnels figure la résidence plus qu'annuelle des ménages étrangers habitant la ville.

Fait à Angers, en triple expédition, le 29 avril 1895.

Lu et approuvé :

Signé : E. FAYE.

Lu et approuvé :

Par procuration de Grammont :

Signé : E. FAYE.

Vu et approuvé :

Signé : GUIGNARD,
maire d'Angers.

Enregistré à Angers, le 7 août 1895, vol. 918, folio 71, case 14. Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Tacheau.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Objet de la concession.

ART. 1^{er}. Le réseau de tramways qui fait l'objet du présent cahier des charges est destiné au transport des voyageurs et des messageries.

La traction aura lieu par l'électricité avec câble aérien.

Tracé.

2. Ce réseau comprendra les lignes suivantes et empruntera les voies publiques ci-après désignées :

1° Ligne d'Angers à la côte d'Érigné (longueur approximative : 8 kil. 236), place du Pélican, boulevard de la Mairie, boulevard de Saumur, rue Paul-Bert, rue Rabalais, route nationale n° 161 jusqu'au pied de la côte d'Érigné;

2° Ligne d'Angers à la Pyramide (longueur approximative : 5 kil. 324), embranchée sur la précédente à la place André-Leroy, rue Volney, rue Saumuroise, place des Justices, route nationale n° 152 jusqu'au deuxième embranchement de la route départementale n° 4 et de cette dernière route.

Délais d'exécution.

3. Les projets d'exécution seront présentés dans un délai d'un mois à partir de la date du décret déclaratif d'utilité publique.

Les travaux devront être commencés dans un délai de deux mois à partir de la même date. Ils seront poursuivis et terminés de telle façon que le réseau entier soit livré à l'exploitation dans un délai de neuf mois à partir de la même date. Ne sera pas compris dans les deux derniers délais le temps pendant lequel les projets resteront entre les mains de l'administration.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

4. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre (1^m).

La largeur des locomotives et des caisses des véhicules, ainsi que de leur chargement, ne dépassera pas deux mètres (2^m), et la largeur du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celles des marchepieds latéraux, restera inférieure à deux mètres (2^m); la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au plus de trois mètres vingt centimètres (3^m 20).

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera d'un mètre quatre-vingt-cinq centimètres (1^m 85).

Alignements et courbes. — Pentés et rampes.

5. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à vingt mètres (20^m). Le maximum des déclivités est fixé à quarante millimètres (0^m 040).

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles, mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

Établissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

6. Dans les sections où le tramway sera établi dans la chaussée, avec rails noyés, les voies de fer seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique, et sans aucune altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. Les rails seront, suivant le cas, compris dans un pavage de dix-huit centimètres (0^m 18) d'épaisseur ou un empiérement de vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur qui régnera dans l'entre-rails et à cinquante centimètres (0^m 50) au moins de chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, qui restera chargé d'établir à ses frais ce pavage ou cet empiérement.

La chaussée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec des dimensions qui seront prescrites et, en tout cas, telles qu'en dehors de l'espace occupé par

le matériel du tramway (toutes saillies comprises), il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres soixante centimètres (2^m 60), permettant à une voiture ordinaire de se ranger pour laisser passer le matériel du tramway avec le jeu nécessaire.

Un intervalle libre d'au moins un mètre dix centimètres (1^m 10) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et la verticale de l'arête extérieure de la plate-forme de la voie publique.

Établissement de la voie ferrée. — Parties non accessibles aux voitures ordinaires.

7. Si la voie ferrée est établie sur un accotement qui, tout en restant accessible aux piétons, sera interdit aux voitures ordinaires, elle reposera sur une couche de balast exclusivement composé de sable de deux mètres dix centimètres (2^m 10) de largeur et d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35) d'épaisseur totale, qui sera arasée de niveau avec la surface de l'accotement relevé en forme de trottoir.

La partie de la voie publique qui restera réservée à la circulation des voitures ordinaires présentera une largeur d'au moins six mètres (6^m), mesurée en dehors de l'accotement occupé par la voie ferrée et en dehors des emplacements qui seront affectés au dépôt des matériaux d'entretien de la route.

L'accotement occupé par la voie ferrée sera limité, du côté de la route, au moyen d'une bordure d'au moins douze centimètres (0^m 12) de saillie, d'une solidité suffisante; dans les parties de routes et de chemins dont la déclivité dépassera trois centimètres (0^m 03) par mètre, cette bordure sera accompagnée et soutenue par un demi-canneau pavé qui n'aura pas moins de trente centimètres (0^m 30) de largeur. Un intervalle libre de trente centimètres (0^m 30) au moins sera réservé entre la verticale de l'arête de cette bordure et la partie la plus saillante du matériel de la voie ferrée; un autre intervalle libre d'un mètre dix centimètres (1^m 10) subsistera entre ce matériel et la verticale de l'arête extérieure de l'accotement de la route.

Les rails qui, à l'extérieur, seront au niveau de l'accotement régularisé, ne formeront sur l'entre-rails que la saillie nécessaire pour le passage des boudins des roues du matériel de la voie ferrée.

Traverses des villes et villages.

8. Dans les traverses des villes et des villages, les voies ferrées devront, à moins d'une autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails noyés dans la chaussée entre les deux trottoirs, ou du moins entre les deux zones à réserver pour l'établissement de trottoirs, et suivant le type décrit à l'article 6.

Le minimum des largeurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

(A) Pour un trottoir, un mètre dix centimètres (1^m 10);

(B) Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le bord d'un trottoir :

1° Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres soixante centimètres (2^m 60);

2° Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0^m 30).

Exécution des travaux.

9. Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées sera couvert par des fournitures de matériaux neufs, de la nature et de la qualité de ceux qui sont employés dans lesdites chaussées.

Pour le rétablissement des chaussées pavées au moment de la pose de la voie ferrée, il sera fourni, en outre, la quantité de boutisses nécessaire afin d'opérer ce rétablissement suivant les règles de l'art, en évitant l'emploi des demi-pavés.

Les vieux matériaux provenant des anciennes chaussées remaniées ou refaites à neuf, qui n'auront pas trouvé leur emploi dans la réfection, seront laissés à la libre disposition du concessionnaire.

Les fers, bois et autres éléments constitutifs des voies ferrées devront être de bonne qualité et propres à remplir leur destination.

Voies.

10. Les voies devront être établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier et du poids de dix-sept kilogrammes (17^k) au moins par mètre courant pour le rail proprement dit et de douze kilogrammes quatre cents grammes (12^k 400) pour le contre-rail. Ils seront posés par l'intermédiaire de coussinets sur des traverses espacées d'un mètre (1^m) au maximum d'axe en axe. Cet espacement sera réduit à soixante-dix centimètres (0^m 70) au maximum pour les quatre traverses situées de part et d'autre de chaque joint.

Gares et stations.

11. Les voitures devront s'arrêter en pleine voie pour prendre ou laisser des voyageurs sur tous les points du parcours, sauf sur les sections ci-dessous indiquées :

Ligne d'Érigné :

- 1° De la rue Pascal à la route départementale n° 4 ;
- 2° De la rue Saint-Maurille (Ponts-de-Cé) à l'extrémité.

Dans lesquelles les arrêts n'auront lieu qu'en certains points qui seront fixés par le préfet.

Le nombre et l'emplacement des garages, stations, haltes et arrêts seront arrêtés lors de l'approbation des projets définitifs. Il est toutefois entendu, dès à présent, qu'il sera établi des stations ou des haltes pour le service des voyageurs suivant les indications ci-après :

Ligne d'Érigné :

- 1° Place du Pélican ;
- 2° Boulevard de Saumur, à l'angle de la rue Paul-Bert ;
- 3° Rue Pascal ;
- 4° Chemin des Ruelles ;
- 5° Place de la mairie des Ponts-de-Cé ;
- 6° Terminus de la ligne à Érigné.

Ligne de la Pyramide :

- 1° Place André-Leroy ;
- 2° Place des Justices ;
- 3° Place de la Pyramide.

Moyens de transbordement. — Clause spéciale prescrite par la circulaire du 12 janvier 1888.

L'administration déterminera les points où fonctionnera le service des messageries.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

12. Sur les sections où la voie ferrée est accessible aux voitures ordinaires (sections à rails noyés dans la chaussée), l'entretien, qui est à la charge du concessionnaire, comprend le pavage ou l'empierrement des entre-rails et de l'entre-voie, ainsi que des zones de cinquante centimètres (0^m 50) qui servent d'accotements extérieurs aux rails. Une subvention de quatre cents francs (400^f) par kilomètre de voie principale est allouée au concessionnaire sur les fonds d'entretien des routes nationales en raison de l'usure qui résultera de la circulation des voitures ordinaires sur la longueur de la chaussée qui est affectée au service de la voie ferrée. Cette subvention pourra être révisée tous les cinq ans.

Réfection des parties de route ou de chemin atteintes par les travaux de la voie ferrée.

13. Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées en dehors des zones ou de l'acotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu par le concessionnaire à l'entretien de ces parties pendant une année à dater de la réception provisoire des travaux de réfection; il en sera de même pour tous les ouvrages souterrains.

Nombre minimum des voyages.

14. Le nombre minimum des voyages qui devront être faits tous les jours, dans chaque sens, est fixé à dix-huit par jour du 1^{er} octobre au 30 avril et à vingt-quatre par jour du 1^{er} mai au 30 septembre. Il y aura de plus, tous les jours, un train dans chaque sens spécial pour les ouvriers. Toutefois, quatre trains seulement dans chaque sens seront tenus chaque jour à prendre des marchandises; ils partiront à trois heures d'intervalle l'un de l'autre.

Limitation de la vitesse et de la longueur des trains.

15. Les trains se composeront de trois voitures au plus et leur longueur totale ne dépassera pas vingt-cinq mètres (25^m).

La vitesse des trains en marche sera au plus de vingt kilomètres (20^k) à l'heure.

TITRE III.

DURÉE ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

16. La durée de la concession du réseau mentionné à l'article 2 du présent cahier des charges commencera à courir de la date du décret d'autorisation, et elle prendra fin à l'expiration du délai de soixante-quinze ans après cette date.

Expiration de la concession.

17. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession et par le seul fait de cette expiration, l'État sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur la voie ferrée et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien la voie ferrée et tous les immeubles faisant partie du domaine public qui en dépendent. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant de ladite voie, tels que les barrières et clôtures, les changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, bureaux d'attente et de contrôle, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, l'État aura le droit de saisir les revenus du tramway et de les employer à rétablir en bon état la voie ferrée et ses dépendances, si le concessionnaire ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, l'État se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel à l'État.

L'État sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre en outre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts; et, réciproquement, si l'État le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois l'État ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du tramway pendant six mois.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où le Gouvernement déciderait que les voies ferrées doivent être maintenues en tout ou en partie.

Remise des lieux dans l'état primitif.

18. Dans le cas où le Gouvernement déciderait, au contraire, que les voies ferrées doivent être supprimées en tout ou en partie, ces voies seront enlevées et les lieux seront remis dans l'état primitif par les soins et aux frais du concessionnaire, sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité.

Rachat de la concession.

19. L'État aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective du réseau ou, au plus tard, à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 3 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est réclamé par l'État après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué et en y comprenant les annuités qui auront été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années, et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant le quatrième et le cinquième paragraphe de l'article 17, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire, dans tous les cas, pour l'État.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, par suite d'un changement dans le classement des routes et chemins empruntés par la voie ferrée, une nouvelle autorité serait substituée à celle de qui émane la concession.

La nouvelle autorité aura les mêmes droits que celle qui a fait la concession.

Déchéance.

20. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet tous les projets définitifs, ou s'il n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par l'article 3, il encourra la déchéance, qui, après mise en demeure, sera prononcée par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 38 à titre de cautionnement, deviendra la propriété de l'État et lui restera acquise.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

21. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 3, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le règlement d'administration publique du 6 août 1881 ainsi que par le présent cahier des charges et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement dans les conditions qui seraient prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué par le ministre des travaux publics, après mise en demeure, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement devra être reconstitué dans le mois de la décision ministérielle.

En cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, conformément à l'article 41 du règlement d'administration publique du 6 août 1881.

Cas de force majeure.

22. Les dispositions des deux articles qui précèdent ne seraient pas applicables et la déchéance ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS
ET DES MARCHANDISES.

Tarif des droits à percevoir.

23. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il en remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir pendant toute la durée de la concession les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés, dans lesquels le péage entre pour deux tiers et le transport pour un tiers, et qui comprennent tous les impôts :

1° VOYAGEURS.

La ligne d'Érigné sera divisée en quatre sections, savoir :

- 1^{re} section. — De l'origine à la place André-Leroy.
- 2^e section. — De la place André-Leroy au chemin de Bourg-la-Croix.
- 3^e section. — Du chemin de Bourg-la-Croix à la mairie des Ponts-de-Cé.
- 4^e section. — De la mairie des Ponts-de-Cé à l'extrémité.

La ligne de la Pyramide sera divisée en deux sections, savoir :

- 1^{re} section. — De l'origine (place André-Leroy) à la place des Justices.
- 2^e section. — De la place des Justices à la Pyramide.

Le prix de transport sur chaque section sera uniformément de dix centimes (0^e 10) tant à l'aller qu'au retour. Mais si plusieurs sections sont empruntées successivement, le prix de chacune des sections, sauf la première, sera abaissé à cinq centimes (0^e 05).

Toute section entamée sera comptée comme une section entière au point de vue de la perception des tarifs.

Le tarif sera le même pour les voyageurs assis ou debout.

Les enfants au-dessous de trois ans tenus sur les genoux seront transportés gratuitement; de trois à sept ans, ils payeront demi-place et auront droit à une place distincte.

Le concessionnaire pourra être autorisé à délivrer des cartes d'abonnement dont les prix seront déterminés par le préfet, sur ses propositions.

Le prix des places dans les trains ouvriers sera la moitié du plein tarif; cette réduction s'appliquera aux voyageurs seulement et non pas aux bagages et messageries.

Il sera perçu, pour les chiens voyageant avec leurs maîtres, un prix égal à la moitié du plein tarif.

2° BAGAGES ET MESSAGERIES.

Jusqu'à cent kilogrammes (100^k), un centime (0^e 01) le kilogramme par fraction indivisible de dix kilogrammes (10^k), quelle que soit la distance. Au delà de cent kilogrammes (100^k), trente centimes (0^e 30) les cent kilogrammes (100^k) par fraction indivisible de cinquante kilogrammes (50^k), quelle que soit la distance.

Le concessionnaire ne sera pas tenu de transporter les matières inflammables ou explosibles et les objets dangereux pour lesquels des règlements de police prescriraient des mesures spéciales.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire qu'autant qu'il effectuera lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes (1,000^k).

Les fractions de poids ne seront comptées que par centième de tonne ou par dix kilogrammes (10^k).

Ainsi, tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes (0 et 10^k) payera comme dix kilogrammes (10^k); entre dix et vingt kilogrammes (10 et 20^k), comme vingt kilogrammes (20^k), etc.

Toutefois, pour les excédents de bagages et les marchandises à grande vitesse, les coupures seront établies : 1° de zéro à cinq kilogrammes (0 à 5^k); 2° au-dessus de cinq (5^k) jusqu'à dix kilogrammes (10^k); 3° au-dessus de dix kilogrammes (10^k), par fraction indivisible de dix kilogrammes (10^k).

Quelle que soit la distance parcourue, la prix d'une expédition quelconque ne pourra être inférieur à vingt centimes (0^o 20), sauf pour les excédents de bagages pour lesquels ce minimum de prix est réduit à cinq centimes (0^o 05).

Bagages.

24. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de dix kilogrammes (10^k) n'aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement, et elle sera réduite à cinq kilogrammes (5^k) pour les enfants transportés à moitié prix.

25. (Supprimé.)

Transport de masses indivisibles.

26. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de cinq cents kilogrammes (500^k).

Néanmoins le concessionnaire ne pourra se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de cinq cents à mille kilogrammes (500 à 1,000^k); mais les droits de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

Le concessionnaire ne pourra être contraint à transporter les masses pesant plus de mille kilogrammes (1,000^k).

Si, nonobstant la disposition qui précède, le concessionnaire transporte des masses indivisibles pesant plus de mille kilogrammes (1,000^k), il devra, pendant trois mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feraient la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition du concessionnaire.

27. (Supprimé.)

Abaissement des tarifs.

28. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du ministre des travaux publics, conformément aux dispositions de la loi du 11 juin 1880.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux traites qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et sur le transport.

Délais d'expédition.

29. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis et objets quelconques seront inscrits, à la gare d'où ils partent et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite, sur le registre de la gare de départ, du prix total dû pour leur transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

Délais de livraison.

30. Les denrées, marchandises et objets quelconques seront expédiés et livrés de gare en gare, dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées :

Les denrées, marchandises et objets quelconques à grande vitesse seront expédiés par le premier train de voyageurs tenu de prendre des marchandises contenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux heures après l'arrivée du même train.

Frais accessoires.

31. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins du tramway, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Il en sera de même des frais de transbordement qui seront faits dans les gares de raccordement de la ligne concédée avec une ligne présentant une largeur de voie différente.

Camionnage.

32. Le concessionnaire sera tenu de faire, soit par lui-même, soit par un intermédiaire dont il répondra, le factage et le camionnage pour la remise au domicile des destinataires de toutes les marchandises qui lui seront confiées.

Le factage et le camionnage ne seront point obligatoires en dehors du rayon de l'octroi, non plus que pour les gares qui desserviraient soit une population agglomérée de moins de trois mille habitants, soit un centre de population de trois mille habitants situé à plus de cinq kilomètres de la gare du tramway.

Les tarifs à percevoir seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Ils seront applicables à tout le monde sans distinction.

Toutefois les expéditeurs et destinataires resteront libres de faire eux-mêmes, et à leurs frais, le factage et le camionnage de leurs marchandises.

Traité particuliers.

33. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transports de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 42 du règlement d'administration publique du 6 août 1881, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transports dans leurs rapports avec le tramway.

Embranchements industriels. — Tarif à percevoir pour le matériel prêt.

34. Le concessionnaire sera indemnisé de la fourniture et de l'envoi de son maté-

riel sur les embranchements industriels desservant des carrières, des mines ou des usines, par la perception d'une redevance qui est fixée à douze centimes (0^f 12) par tonne pour le premier kilomètre et à quatre centimes (0^f 04) par tonne et par kilomètre en sus du premier, lorsque la longueur de l'embranchement excédera un kilomètre (1^k).

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle.

35. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance de la voie ferrée seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

Service des postes.

36. Le concessionnaire sera tenu de recevoir dans ses voitures, aux heures des départs réguliers, les sacs de dépêches de la poste escortés ou non d'un convoyeur. Les sacs seront déposés dans un coffre fermant à clef. Le convoyeur aura droit à une place réservée aussi près que possible de ce coffre.

L'administration des postes aura, en outre, le droit de fixer aux voitures de l'entreprise une boîte aux lettres, dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Les prix des transports ci-dessus seront payés par l'administration des postes conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à fournir au concessionnaire une subvention par annuités. Dans ce cas, les sacs de dépêches et le convoyeur devront être transportés gratuitement.

Le concessionnaire pourra être tenu de fixer, d'après les convenances du service des postes, l'heure d'un de ses départs dans chaque sens.

Le montant des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial aura imposées au concessionnaire, déduction faite du produit qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes, que l'entrepreneur soit subventionné ou non par le Trésor, suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux arbitres. En cas de désaccord de ces arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Frais de contrôle.

37. La somme que le concessionnaire doit verser chaque année du 1^{er} au 15 janvier, afin de pourvoir aux frais du contrôle, sera calculée d'après le chiffre de soixante-quinze francs (75^f) par kilomètre de voie concédée.

Le premier versement aura lieu dans les quinze jours qui suivront le décret d'utilité publique. Il sera dû pour le trimestre entier pendant lequel aura été rendu ce décret.

Cautionnement.

38. Avant la signature de l'acte de concession, le concessionnaire déposera à la caisse des dépôts et consignations une somme de trente mille francs (30,000^f) en numéraire ou en rente sur l'État, calculée conformément au décret du 31 janvier 1872, ou en bons du Trésor, avec transfert, au profit de ladite caisse, de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

La moitié en sera rendue au concessionnaire et proportionnellement à l'avancement des travaux. La dernière moitié ne sera remboursée qu'après l'expiration de la concession.

Élection de domicile.

39. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Angers.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite à la mairie d'Angers.

40. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département de Maine-et-Loire, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

41. Les frais de timbre et d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention ci-annexée seront supportés par le concessionnaire.

Fait triple à Angers, le 29 avril 1895.

Lu et approuvé :

Signé : E. FAYE.

Lu et approuvé :

Par procuration de Grammont :

Signé : E. FAYE.

Vu et approuvé :

Signé : GUICKARD,

maire d'Angers.

Enregistré à Angers, le 7 août 1895, vol. 928, folio 71, case 16. Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Taureau.

N° 29948. — DÉCRET qui ouvre au Budget du département de la Marine, pour l'exercice 1894, un Chapitre spécial destiné à recevoir l'imputation des Dépenses de solde antérieures à cet exercice.

Du 19 Juillet 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine;

Vu l'article 9 de la loi du 8 juillet 1837, portant que les rappels d'arrérages de solde et accessoires de la solde continueront d'être imputés sur les crédits de l'exercice courant, et qu'en fin d'exercice le transport en sera effectué à un chapitre spécial, au moyen d'un virement de crédits à soumettre à la sanction législative avec la loi de règlement de l'exercice expiré;

Vu l'article 128 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au budget du département de la marine, pour l'exercice 1894, un chapitre spécial destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice.

Ce chapitre, qui portera le n° LV, prendra le titre de : *Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1894.*

2. Le crédit du chapitre mentionné à l'article précédent se for-

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

mera, par virement de comptes, de la somme de neuf cent quatre-vingt-dix mille six cent neuf francs cinquante-neuf centimes (990,609⁵⁹), montant des rappels de solde et autres dépenses y assimilées provisoirement acquittés sur les fonds des chapitres du budget de l'exercice 1894 désignés dans le tableau annexé au présent décret, et dont les résultats se répartissent comme suit :

Exercice 1890.....	189,362 ⁴⁰
Exercice 1891.....	34,891 ⁷⁵
Exercice 1892.....	64,709 ⁶⁷
Exercice 1893.....	707,445 ⁷⁷
Somme égale.....	990,609⁵⁹

3. Les crédits ouverts par la loi du 26 juillet 1893 au titre du budget de l'exercice 1894, ainsi que les dépenses imputées aux chapitres suivants sur les fonds dudit budget, sont atténués dans les proportions suivantes :

CHAP. II.	Officiers et agents des divers corps de la marine-détachés à l'administration centrale.....	19 ⁵⁰
— IV.	Officiers de marine et équipages.....	759,752 82
— V.	Troupes de la marine.....	94,683 76
— VI.	Gendarmerie maritime.....	174 80
— VIII.	Personnel technique.....	2,466 56
— IX.	Commissariat de la marine.....	11,211 97
— X.	Personnel administratif (corps secondaires)....	54,064 61
— XI.	Personnel et agents divers (écoles, justice, police, surveillance).....	21,952 47
— XII.	Personnel médical et hospitalier et personnel religieux des différents cultes.....	16,163 65
— XX.	Service général des ports, ateliers, chantiers et magasins. — Salaires. — Artillerie.....	600 00
— XXXVII.	Vivres. (Achats directs et indemnités représentatives.).....	24,319 42
— XLVI.	Fournitures et mobilier d'administration. (Achats directs et indemnités représentatives.) — Impressions, livres et reliures.....	233 39
— XLVII.	Frais de passage et de transport par mer. — Affrètements et frais accessoires.....	133 62
— XLVIII.	Frais de séjour et de tournées. — Frais de route et de transport par terre et frais accessoires..	876 93
— XLIX.	Gratifications, secours et subventions.....	3,956 20
	SOMME ÉGALE.....	990,609 59

4. Le ministre de la marine est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et annexé au projet de loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1894.

Fait a Paris, le 19 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la marine,
Signé : G. BESNARD.

Tableau, par exercice, des rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1894, qui ont été acquittées sur les chapitres de l'exercice 1894 désignés ci-après et dont le transport au chapitre LV doit être opéré dans le compte définitif des dépenses de l'exercice précité, conformément aux dispositions des articles 9 de la loi du 8 juillet 1837 et 128 du décret du 31 mai 1862, portant règlement général sur la comptabilité publique.

IMPUTATION PRIMITIVE DES CRÉDITS ET DES PAYEMENTS. (Chapitres et articles.)	DÉTAIL, PAR EXERCICE, DES PAYEMENTS effectués en 1894.				TOTAUX	
	1890.	1891.	1892.	1893.	par article.	par chapitre.
CHAPITRE II.						
OFFICIERS ET AGENTS DES DIVERS CORPS DE LA MARINE DÉTACHÉS À L'ADMINISTRATION CENTRALE.						
Art. 2. Indemnités.....	"	"	"	19 ^f 50 ^c	19 ^f 50 ^c	19 ^f 50 ^c
CHAPITRE IV.						
OFFICIERS DE MARINE ET ÉQUIPAGES.						
Art. 1 ^{er} . Officiers de marine. (Solde.).....	40,028 ^f 66 ^c	8,418 ^f 14 ^c	8,413 ^f 84 ^c	71,946 64	128,807 28	
— 2. Mécaniciens de la flotte (Solde.).....	2,704 07	303 16	630 80	6,735 58	10,373 61	
— 3. Equipages. (Solde.)...	101,522 20	17,065 07	26,023 45	340,766 57	485,377 29	
— 4. Adjudants principaux et pilotes majors. (Solde.).....	1 03	25 60	"	547 39	574 02	
— 5. Marins vétérans et vétérans torpilleurs. (Solde.).....	0 05	"	"	4,032 32	4,032 37	759,752 82
— 6. Officiers de marine. (Indemnités, suppléments et accessoires de solde.)...	2,574 30	1,004 00	447 11	2,574 03	6,599 44	
— 7. Mécaniciens de la flotte (Indemnités, etc.)...	818 27	185 04	166 48	45,354 46	46,524 25	
— 8. Equipages. (Indemnités, etc.).....	29,683 51	4,931 75	9,574 86	33,274 44	77,464 56	
CHAPITRE V.						
TROUPES DE LA MARINE.						
Art. 1 ^{er} . Infanterie de marine. (Solde.).....	"	"	8 04	48,606 20	48,614 24	
— 2. Artillerie de marine. (Solde.).....	"	"	19 30	9,124 34	9,143 64	
— 4. Infanterie de marine. (Indemnités, etc.)...	553 90	40 00	710 94	26,435 11	27,739 95	94,683 76
— 6. Artillerie de marine. (Indemnités, etc.)...	452 50	504 00	193 00	8,036 43	9,185 93	
CHAPITRE VI.						
GENDARMERIE MARITIME.						
Art. 1. Indemnités, suppléments, etc.	73 00	17 40	80 40	4 00	174 80	174 80

IMPUTATION PRIMITIVE DES CRÉDITS ET DES PAYEMENTS. (Chapitres et articles.)	DÉTAIL, PAR EXERCICE, DES PAYEMENTS effectués en 1894.				TOTALS	
	1890.	1891.	1892.	1893.	par article.	par chapitre.
CHAPITRE VIII.						
PERSONNEL TECHNIQUE.						
Art. 1 ^{er} . Génie maritime. { Solde. }.....	353 ^f 73 ^c	*	27 ^f 06 ^c	1,519 ^f 15 ^c	1,899 ^f 94 ^c	2,466 ^f 50 ^c
— 5. Maîtres principaux et maîtres entretenus de toutes profes- sions. { Solde. }....	44 83	*	*	*	44 83	
— 6. Génie maritime. { In- dennités, etc. }....	28 75	*	1 95	482 56	513 26	
— 10. Maîtres principaux et maîtres entretenus de toutes profes- sions. { Indemnités, etc. }.....	8 53	*	*	*	8 53	
CHAPITRE IX.						
COMMISSARIAT DE LA MARINE.						
Art. 1 ^{er} . Solde.....	3,006 57	151 ^f 57 ^c	1,043 32	5,655 53	9,856 99	11,311 57
— 2. Indemnités, supplé- ments, etc.....	354 00	22 72	129 56	848 70	1,354 98	
CHAPITRE X.						
PERSONNEL ADMINISTRATIF (CORPS SECONDAIRES).						
Art. 1 ^{er} . Personnel des agents du commissariat. (Solde.).....	*	*	*	1,944 45	1,944 45	54,064 81
— 2. Personnel des agents du commissariat. { Indemnités, etc. }..	*	*	180 00	330 00	510 00	
— 3. Comptables des ma- tières. (Solde.)....	*	*	*	12,188 80	12,188 80	
— 4. Comptables des ma- tières. { Indemnités, etc. }.....	101 04	*	3,456 65	24,938 65	28,496 34	
— 5. Personnel administra- tif des directions de travaux. (Solde.)...	*	*	*	9,517 47	9,517 47	
— 6. Personnel administra- tif des directions de travaux. (Indemnités, etc.).....	*	*	*	1,407 55	1,407 55	

IMPUTATION PRIMITIVE DES CRÉDITS ET DES PAYEMENTS. (Chapitres et articles.)	DÉTAIL, PAR EXERCICE, DES PAYEMENTS effectués en 1894.				TOTAUX	
	1890.	1891.	1892.	1893.	par article.	par chapitre.
CHAPITRE XI.						
PERSONNEL ET AGENTS DIVERS. (ÉCOLES, JUSTICE, POLICE, SURVEILLANCE.)						
Art. 1 ^{er} . Personnel civil des écoles et biblio- thèques. (Solde.)..	.	.	.	400'00	400'00	21,952 ^f 47 ^c
— 5. Guetteurs des électro- sémaphores. (Solde.)	.	.	.	3,072 28	3,072 28	
— 6. Guetteurs des électro- sémaphores. (In- demnités, etc.)....	.	.	.	437 61	437 61	
— 7. Inspecteurs des pé- ches, syndics et gardes maritimes. (Solde.).....	.	.	.	9,362 53	9,362 53	
— 8. Inspecteurs des pé- ches, syndics et gardes maritimes. (Indemnités, etc.).	.	.	60'00	1,138 04	1,198 04	
— 9. Gardes - consignes. (Solde.).....	.	.	.	3,666 40	3,666 40	
— 11. Gardiennage. (Solde.)	.	.	1,893 07	207 00	2,100 07	
— 13. Pompiers. (Solde.)...	.	.	.	1,565 54	1,565 54	
— 14. Pompiers. (Indemni- tés, etc.).....	.	.	.	150 00	150 00	
CHAPITRE XII.						
PERSONNEL MÉDICAL ET HOSPI- TALIER ET PERSONNEL RE- LIGIEUX DES DIFFÉRENTS CULTES.						
Art. 1 ^{er} . Corps de santé. (Solde.).....	5,018 ^f 65 ^c	497 ^f 17 ^c	2,148 31	7,205 03	14,869 16	16,163 65
— 3. Personnel religieux des différents cultes. (Solde.).....	188 21	.	.	415 37	603 58	
— 4. Corps de santé. (In- demnités, etc.)....	228 82	28 98	66 71	304 12	628 63	
— 6. Personnel religieux des différents cultes. (Indemnités, etc.).	27 08	.	.	35 20	62 28	
CHAPITRE XX.						
Art. unique. Service général des ports, ateliers chantiers et maga- sins. — Salaires. — Artillerie.....	.	.	.	600 00	600 00	600 00
CHAPITRE XXXVII.						
FINANCES. (ACHATS DIRECTS ET INDENNITÉS REPRÉSENTA- TIVES.)						
Art. 1 ^{er} . Achats effectués en France, etc.....	92 15	.	.	.	92 15	24,319 41
— 2. Traitement de table..	1,302 99	7 15	8,837 16	14,079 96	24,227 26	

IMPUTATION PRIMITIVE DES CRÉDITS ET DES PAYEMENTS. (Chapitres et articles.)	DÉTAIL, PAR EXERCICE, DES PAYEMENTS effectués en 1894.				TOTALS	
	1890.	1891.	1892.	1893.	par article.	par chapitre.
CHAPITRE XLVI.						
FOURNITURES ET MOBILIER D'ADMINISTRATION. (ACHATS DIRECTS ET INDEMNITÉS REPRESENTATIVES.)— IMPRESSIONS, LIVRES ET RELIURES.						
Art. 5. Indemnités représentatives de frais de bureau.....	0 ^f 06 ^c	*	147 ^f 19 ^c	86 ^f 14 ^c	233 ^f 39 ^c	233 ^f 39 ^c
CHAPITRE XLVII.						
FRAIS DE PASSAGE ET DE TRANSPORT PAR MER. — AFFRETEMENTS ET FRAIS ACCESSOIRES.						
Art. 2. Frais de passage des officiers et agents de la marine, etc..	*	*	27 30	*	27 30	133 12
— 3. Frais de pilotage et de remorquage, etc..	*	*	*	106 32	106 32	
CHAPITRE XLVIII.						
FRAIS DE SÉJOUR ET DE TOURNÉES. — FRAIS DE ROUTE ET DE TRANSPORT PAR TERRE ET FRAIS ACCESSOIRES.						
Art. 1 ^{er} . Indemnités de route et de séjour, etc...	195 50	10 ^f 00	24 17	647 26	876 93	876 93
CHAPITRE XLIX.						
GRATIFICATIONS, SECOURS ET SUBVENTIONS.						
Art. 2. Gratifications, secours et subventions diverses. (Service général.).....	*	880 00	399 00	2,572 10	3,851 10	3,956 10
— 4. Encouragement à la pêche côtière, primes, etc.....	*	*	*	105 00	105 00	
TOTAUX.....	189,362 40	34,091 75	64,709 67	702,445 77	.....	990,609 69

Arrêté le présent tableau à la somme de neuf cent quatre-vingt-dix mille six cent neuf francs cinquante-neuf centimes, dont le montant (crédits et paiements) doit être transporté des chapitres de l'exercice 1894 ci-dessus désignés au chapitre LV du même exercice : *Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1894.*

Paris, le 19 juillet 1895.

Le Ministre de la marine,

Signé : G. BESNARD.

1894. — **Décret** qui ouvre au Ministre des finances, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté aux Dépenses de renouvellement du Cadastre.

Du 27 Juillet 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 7 août 1850, portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1851;

Vu la loi du 18 juillet 1892, relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1893;

Vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895;

Vu le récépissé et la déclaration de versement tenant lieu de récépissé, constatant le versement par les trésorier-payeurs généraux des départements de la Savoie et de la Haute-Savoie, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de quatre-vingt-cinq mille francs (85,000^f), représentant le montant des subventions de l'État pour les dépenses du cadastre;

Vu la déclaration de versement tenant lieu de récépissé, constatant le versement par le trésorier-payeur général du département de la Haute-Savoie, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de six mille huit cent quatre-vingt-sept francs vingt-cinq centimes (6,887^f 25), représentant une partie du produit des centimes départementaux pour dépenses du cadastre compris dans les rôles de 1895;

Vu la déclaration de versement tenant lieu de récépissé, constatant le versement par le trésorier-payeur général du département de Meurthe-et-Moselle, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de trois mille francs (3,000^f), représentant la part contributive de la commune d'Hoëville dans les frais de renouvellement de son cadastre;

Soit ensemble une somme totale de quatre-vingt-quatorze mille huit cent quatre-vingt-sept francs vingt-cinq centimes (94,887^f 25);

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Sur le rapport du président du Conseil, ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au président du Conseil, ministre des finances, sur l'exercice 1895, un crédit de quatre-vingt-quatorze mille huit cent quatre-vingt-sept francs vingt-cinq centimes (94,887^f 25) au chapitre LXX du budget dudit exercice: *Frais d'arpentage et d'expertise — Cadastre primitif.*

2^e. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources versées au Trésor à cet effet, à titre de fonds de concours.

3. Le président du Conseil, ministre des finances, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 27 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

N° 29950. — DÉCRET qui rectifie, en ce qui concerne le département de l'Isère, le Tableau de population n° 3 déclaré authentique par le décret du 31 décembre 1891.

Du 1^{er} Août 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu le décret du 31 décembre 1891 ⁽¹⁾, qui déclare authentiques les tableaux de la population de la France;

Vu les rectifications proposées par le préfet de l'Isère,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les rectifications comprises au tableau ci-après sont apportées, en ce qui concerne le département de l'Isère, aux tableaux de population joints au décret du 31 décembre 1891 :

RECTIFICATIONS AU TABLEAU N° 3.

ARRONDISSEMENT.	COMMUNE.	POPULATION totale.	POPULATION complète à part.	POPULATION normale ou municipale	
				totale.	sexe même.
Grenoble.	Le Grésivaud.	1,142	0	1,142	500

2. Les ministres de l'intérieur, des finances et de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au Havre, le 1^{er} Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1474, n° 24981.

N° 29951. — **DÉCRET** qui reconnaît la Maison d'arrêt et de correction de Saint-Gaudens (Haute-Garonne), comme Etablissement affecté à l'emprisonnement individuel des détenus des deux sexes.

Du 1^{er} Août 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu la loi du 5 juin 1875 sur le régime des prisons départementales;

Vu le décret du 26 janvier 1882 ⁽¹⁾;

Vu l'avis du conseil supérieur des prisons,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La maison d'arrêt et de correction de Saint-Gaudens, département de la Haute-Garonne, est reconnue comme établissement affecté à l'emprisonnement individuel des détenus des deux sexes.

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 1^{er} Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

N° 29952. — **DÉCRET** qui alloue au département de Tarn-et-Garonne, sur les fonds du Trésor, une somme pour la construction de la Maison d'arrêt, de justice et de correction de Montauban, en vue de la mise en pratique du régime de l'emprisonnement individuel.

Du 1^{er} Août 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le rapport du ministre de l'intérieur,

Vu le projet dressé en vue de la construction d'une maison d'arrêt, de justice et de correction à Montauban, pour la mise en pratique du régime de l'emprisonnement individuel, ledit projet s'élevant à deux cent dix mille francs;

Vu la délibération du conseil général de Tarn-et-Garonne, en date du 2 avril 1894;

Vu l'avis du conseil supérieur des prisons;

Vu la loi du 10 août 1871;

1^{re} série, Bull. 689, n° 11666.

Vu les lois des 5 juin 1875 sur le régime des prisons départementales et 4 février 1893 sur la réforme des prisons de courtes peines ;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est alloué au département de Tarn-et-Garonne, sur les fonds du Trésor, par application de l'article 7 de la loi du 5 juin 1875 et sous la réserve de l'inscription des crédits nécessaires au budget du ministère de l'intérieur, une somme de soixante-dix mille francs (70,000^f) pour la construction de la maison d'arrêt, de justice et de correction de Montauban, en vue de la mise en pratique du régime de l'emprisonnement individuel.

2. Il ne sera dû par l'État aucune participation aux charges qu'entraîneraient toute modification des plans et tous dépassements du devis ci-dessus visé, en dehors des cas de nécessité qui auraient été admis par le ministre de l'intérieur.

Toute diminution des dépenses ainsi chiffrées au total de deux cent dix mille francs qui résulterait soit des rabais d'adjudication, soit de l'exécution de marchés de gré à gré, soit de toutes autres causes, donnerait lieu à une réduction proportionnelle de la subvention allouée par l'État.

3. Le paiement de ladite subvention aura lieu par acomptes et sera subordonné à la justification par le département d'une dépense en travaux ou approvisionnements sur place triple de la somme à recevoir.

Il sera fait réserve, sur le montant de cette subvention, d'un sixième qui ne pourra être soldé qu'après l'achèvement des travaux et leur réception.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 1^{er} Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

N^o 29953. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses de l'Enseignement primaire.*

Du 8 Août 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes ;

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1895;

Vu la loi du 19 juillet 1889 sur les dépenses ordinaires de l'instruction primaire publique et les traitements du personnel de ce service;

Vu l'état récapitulatif ci-joint, constatant qu'il a été versé par diverses communes et par des particuliers une somme de deux mille sept cents francs pour servir, pendant l'exercice 1895, au paiement des traitements des instituteurs et institutrices des écoles primaires publiques exerçant dans des emplois créés sous la réserve que les communes ou les particuliers se chargeront du paiement des traitements des instituteurs occupant lesdits emplois et verseront le montant de cette dépense au Trésor public, à titre de fonds de concours;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), sur l'exercice 1895, chapitre L : *Enseignement primaire supérieur et professionnel en France, moins les villes de plus de cent cinquante mille âmes*, un crédit de la somme de deux mille sept cents francs (2,700').

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor public, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au Havre, le 8 Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 29954. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre des finances) qui approuve l'acte administratif passé, le 25 novembre 1893, devant le préfet des Alpes-Maritimes, portant concession à M. François Donaudy, aux clauses et conditions stipulées et moyennant le versement d'une somme de trois mille sept cent un francs, d'une parcelle de terrain d'une superficie de quatre mille neuf cent trente-quatre mètres carrés soixante-dix décimètres carrés, provenant de l'endiguement de la rive gauche du Var, située sur le territoire de la commune de Nice, au lieu dit *Saint-Isidore*, limitée : au nord, par une parallèle à l'axe du torrent de Saint-Isidore et à trente-cinq

mètres de distance de cet axe; au sud, par une parallèle à l'axe du même torrent et à vingt mètres de distance de cet axe; à l'est, par l'ancien canal des usines de Sainte-Marguerite, longeant la ligne des bornes 421 et 422 de l'endiguement du Var; à l'ouest, par une parallèle à l'arête extérieure du couronnement du perré de la grande digue du Var et à vingt mètres de distance de cette arête et désignée par la lettre A et par une teinte rose sur le plan annexé au contrat. (*Le Havre, 31 Août 1895.*)



Certifié conforme :

Paris, le 12 * Novembre 1895.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

L. RICARD.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1724.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 29955. — *LOI portant application du Service militaire à l'île de la Réunion.*

Du 1^{er} Août 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 3 août 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ART. 1^{er}. La loi militaire du 15 juillet 1889 déclarée applicable aux colonies sera appliquée à l'île de la Réunion ainsi qu'il suit :

Les hommes astreints au service d'un an sont encadrés dans la troupe présente dans la colonie.

Les hommes astreints à trois ans de service sont encadrés dans la troupe présente dans les colonies circonvoisines. La désignation de ces colonies est faite par arrêtés ministériels.

Les uns et les autres sont d'ailleurs soumis à toutes les obligations qui incombent à l'armée française.

Les engagements volontaires dans les troupes ci-dessus désignées sont reçus au bureau de recrutement de la colonie.

Il n'est rien changé aux dispositions en vigueur pour l'engagement volontaire des hommes de la colonie dans les différents corps de l'armée française dans la métropole.

Les ministres de la guerre, de la marine et des colonies prendront immédiatement, par décrets ou arrêtés ministériels, les mesures nécessaires pour l'installation d'un bureau de recrutement et pour l'application immédiate de la présente loi.

2. Toutes les dispositions de la loi du 15 juillet 1889 qui ne sont pas contraires à la présente loi restent applicables à l'île de la Réunion.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait au Havre, le 1^{er} Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des colonies,

Signé : CHAUTEPS.

Le Ministre de la marine,

Signé : G. BESNARD.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{ral} ZUMLIN.

N° 29956. — *Loi portant ouverture et annulation de crédit sur le Budget du Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, pour l'exercice 1895.*

Du 1^{er} Août 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 3 août 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes (1^{re} section. — Service de l'instruction publique — Exercice 1895 — Chapitre VII : *Facultés, Personnel*), un crédit supplémentaire de dix mille francs (10,000^f).

2. Sur les crédits ouverts au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes (1^{re} section — Service de l'instruction publique — Exercice 1895 — Chapitre LX : *Subventions aux départements, villes ou communes, destinées à faire face au paiement de parts des annuités dues par eux et nécessaires au remboursement des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction de leurs établissements publics d'enseignement supérieur, d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire*), il est annulé une somme de dix mille francs (10,000^f).

3. Il sera pourvu au crédit supplémentaire ci-dessus au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1895.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait au Havre, le 1^{er} Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : R. POINCARÉ.

1905. — **DÉCRET** qui détermine, à partir de 1896, les Parts contributives des communes, des départements et de l'État dans les Travaux subventionnés en vertu de la loi du 12 mars 1880.

Du 4 Juillet 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 27 octobre 1895.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre de l'intérieur;

l'article 4 de la loi du 12 mars 1880 et les articles 4 et 6 du décret du 10 juin 1880⁽¹⁾;

l'article 46 de la loi de finances du 16 avril 1895;

le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. A partir de 1896, les parts contributives des communes, départements et de l'État, dans les travaux subventionnés en vertu de la loi du 12 mars 1880, seront déterminées par l'application des barèmes annexés au présent décret.

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 4 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

TABEAU A

Barème à déterminer, pour les chemins de grande communication et d'intérêt commun, la part des dépenses à couvrir par les départements au moyen de ressources extraordinaires et le montant de la subvention qui doit leur être allouée par l'État.

VALEUR DU CENTIME PAR KILOMÈTRE CARRÉ.	COTE PARTANT de subvention.	DÉPENSE à couvrir par le département.
moins de 2'.....	61,85	38,65
2'01 à 2'50.....	56,85	43,65
2'51 à 3'00.....	51,85	48,65
3'01 à 3'50.....	46,85	53,65
3'51 à 4'00.....	41,85	58,65
4'01 à 4'50.....	36,85	63,65
4'51 à 5'00.....	31,85	68,65
5'01 à 5'50.....	26,85	73,65
5'51 à 6'00.....	21,85	78,65
6'01 et au-dessus.....	21,85	78,65

1888. — **DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans le département du Nord, d'une ligne de Tramway entre Saint-Pol-sur-Mer et Dunkerque.**

Du 23 Juillet 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 25 juillet 1895.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre des travaux publics ;

l'avant-projet présenté pour l'établissement, dans le département du Nord, d'une ligne de tramway, à traction de chevaux, destinée au transport des voyageurs et, éventuellement, des marchandises entre l'ancienne écluse de Mardyck, commune de Saint-Pol-sur-Mer, et la gare de Dunkerque ;

notamment, le plan d'ensemble de ladite ligne ;

les pièces de l'enquête d'utilité publique ouverte sur cet avant-projet, en exécution de l'article 29 de la loi du 11 juin 1880 et dans les formes prescrites par le règlement d'administration publique du 18 mai 1881 ⁽¹⁾ ; et, notamment, la délibération de la commission d'enquête, en date du 21 avril 1895 ;

l'avis de la chambre de commerce de Dunkerque, du 22 mars 1895 ;

la délibération du conseil général du Nord, du 23 avril 1895 ;

les délibérations des conseils municipaux de Dunkerque, du 29 mars 1895 ; de Saint-Pol-sur-Mer, des 2 août 1894 et 9 avril 1895 ;

l'adhésion directe délivrée, à la date du 21 mai 1895, par le directeur des ponts et chaussées à Dunkerque, en exécution de l'article 18 du décret du 16 août 1883 ⁽²⁾ ;

la convention passée, le 20 août 1894, entre le maire de Saint-Pol-sur-Mer, agissant au nom de la commune, et la société du tramway de Saint-Pol-sur-Mer à Dunkerque et extensions, pour la rétrocession de l'entreprise, ainsi que le cahier des charges y annexé ;

les avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 18 février et du 24 juin 1895 ;

la lettre du ministre de l'intérieur, en date du 28 juin 1895 ;

la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways ;

les règlements d'administration publique, en date des 18 mai ⁽¹⁾ et 2 août 1881 ⁽²⁾ ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département du Nord, suivant les dispositions générales du plan ci-dessus visé, d'une ligne de tramway, à traction de chevaux, destinée au transport des voyageurs et, éventuellement, des marchandises, entre l'ancienne écluse de Mardyck, commune de Saint-Pol-sur-Mer, et la gare de Dunkerque.

⁽¹⁾ III^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽²⁾ I^{re} série, Bull. 97, n° 816.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 664, n° 11222.

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue, si les expropriations nécessaires pour l'exécution dudit tramway ne sont pas accomplies dans le délai de deux ans à partir de la date du présent décret.

2. La commune de Saint-Pol-sur-Mer est autorisée à pourvoir la construction et à l'exploitation de la ligne de tramway dont il s'agit suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions du cahier des charges ci-dessus visé.

3. Est approuvée la convention passée, le 20 août 1894, entre le maire de Saint-Pol-sur-Mer, au nom de la commune, et la société du tramway de Saint-Pol-sur-Mer à Dunkerque et extensions, pour la rétrocession du tramway susmentionné, conformément aux conditions du cahier des charges y annexé.

Ladite convention, ainsi que le cahier des charges et le plan ci-dessus visés, resteront annexés au présent décret.

4. Il est interdit à la société du tramway de Saint-Pol-sur-Mer à Dunkerque et extensions, sous peine de déchéance, d'engager son capital, directement ou indirectement, dans une opération autre que la construction ou l'exploitation de la ligne de tramway ci-dessus définie, sans y avoir été préalablement autorisée par décret délibéré en Conseil d'Etat.

5. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 23 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTREMS.

TRAITÉ DE RÉTROCESSION.

Entre le maire de Saint-Pol-sur-Mer, agissant pour la commune en vertu de la délibération prise par le conseil municipal dans sa séance du 2 août 1894, sous réserve de l'approbation des présentes par décret délibéré en Conseil d'Etat,

D'une part ;

Et la société anonyme du tramway de Saint-Pol-sur-Mer à Dunkerque et extensions, représentée par son administrateur délégué, M. Louis Loosdregt, brasseur à Saint-Pol-sur-Mer, suivant pouvoir donné par les administrateurs de cette société, le 15 août 1894,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. La commune de Saint-Pol-sur-Mer s'engage à rétrocéder à la société du tramway de Saint-Pol-sur-Mer à Dunkerque et extensions, qui accepte, une ligne de tramway entre la gare de Dunkerque et l'ancienne écluse de Mardyck, dont elle a obtenu la concession et dont les conditions d'établissement et d'exploitation sont régies par le cahier des charges annexé à la présente convention.

2. La présente rétrocession est faite aux charges, clauses et conditions du cahier des charges ci-dessus visé.

charges ci-annexé, à l'exécution desquelles la société rétrocessionnaire s'engage de la façon formelle.

Ce cahier des charges est conforme au cahier des charges type annexé au décret du 6 août 1881, sauf en ce qui concerne l'article 10 modifié et l'article 42 ajouté.

1. La commune de Saint-Pol-sur-Mer payera à la société du tramway de Saint-Pol-sur-Mer à Dunkerque et extensions une subvention fixe de six mille francs (6,000^f), cette somme devant lui être versée le jour de la réception de la ligne.

2. La commune de Saint-Pol-sur-Mer supportera tous les frais des études, de la rédaction des projets, des dessins, épures, etc., qui ont dû être présentés pour obtenir la concession.

3. La commune de Saint-Pol-sur-Mer prendra à sa charge le rétrécissement des chemins partout où il sera nécessaire sur tout le parcours de la ligne.

4. Tous les autres frais quelconques de fourniture du matériel et de la ligne, de construction et d'exploitation resteront à la charge de la société du tramway de Saint-Pol-sur-Mer à Dunkerque et extensions.

5. En outre, la société du tramway de Saint-Pol-sur-Mer à Dunkerque et extensions versera annuellement à la commune, à titre de droit de stationnement, une redevance de 1 franc (1^f).

6. La société du tramway de Saint-Pol-sur-Mer à Dunkerque et extensions versera à la Caisse des dépôts et consignations le cautionnement à constituer conformément à l'article 38 du cahier des charges.

7. La société du tramway de Saint-Pol-sur-Mer à Dunkerque et extensions devra faire élire son domicile à Saint-Pol-sur-Mer; dans le cas de non-élection, toute notification ou signification à elle adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat de la mairie.

8. Les frais de timbre, d'enregistrement du présent traité et du cahier des charges annexé seront supportés par la société rétrocessionnaire.

Fait double à Saint-Pol-sur-Mer, le 20 août 1894.

Administrateur délégué de la société du tramway de Saint-Pol-sur-Mer à Dunkerque et extensions.

Le Maire de Saint-Pol-sur-Mer,

Signé : VANCAUWERBERGHE.

Signé : LOOSDRECHT.

Enregistré à Dunkerque (A. C.), le 9 septembre 1895, folio 21, case 8. Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Clément.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Objet de la concession.

Art. 1^{er}. La ligne de tramways qui fait l'objet du présent cahier des charges est destinée au transport des voyageurs et éventuellement à celui des marchandises. La traction aura lieu par chevaux.

Tracé.

1. Cette ligne est destinée à relier la gare et la ville de Dunkerque à la commune de Saint-Pol-sur-Mer et elle empruntera les voies publiques ci-après désignées :

Sur le territoire de Dunkerque :

Place de la Gare, rue Bellevue (voirie urbaine);
Quai de Mardyck (grande voirie).

Sur le territoire de Saint-Pol-sur-Mer :

Chemin d'intérêt commun n° 52 bis, de Dunkerque à Loon-plage (voirie vicinale).

Délais d'exécution.

3. Les projets d'exécution seront présentés dans un délai de six mois à partir de la date du décret déclaratif d'utilité publique.

Les travaux devront être commencés dans un délai d'un an à partir de la même date. Ils seront poursuivis et terminés de telle façon que la ligne entière soit mise en exploitation dans les trois années qui suivront la date du décret précité.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

4. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être de soixante centimètres (0^m 60).

La largeur des caisses des véhicules, ainsi que de leur chargement, ne dépassera pas un mètre quatre-vingts centimètres (1^m 80), et la largeur du matériel roulant, compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, restera inférieure à deux mètres (2^m); la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au plus de deux mètres soixante-cinq centimètres (2^m 65).

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera d'un mètre quatre-vingt-dix centimètres (1^m 90).

Alignements et courbes. — Pentcs et rampes.

5. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon pourra être inférieur à vingt mètres (20^m). Le maximum des déclivités est fixé à vingt-sept millimètres (0^m 027).

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites au point tant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

Établissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

6. Dans les sections où le tramway sera établi dans la chaussée, avec rails noyés, les voies de fer seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique et sans aucune altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. Les rails seront compris dans un pavage qui régnera dans l'entre-rails et qui aura une largeur de cinquante centimètres (0^m 50) au moins de chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, qui restera chargé d'établir à ses frais ce pavage.

La chaussée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel du tramway (toutes saillies comprises) il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres soixante centimètres (2^m 60), permettant à une voiture ordinaire de se ranger pour laisser passer le matériel du tramway avec le jeu nécessaire.

Un intervalle libre d'au moins un mètre dix centimètres (1^m 10) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et la verticale de l'arête extérieure de la plate-forme de la voie publique.

Établissement de la voie ferrée. — Parties non accessibles aux voitures ordinaires.

7. Si la voie ferrée est établie sur un accotement qui, tout en restant accessible aux piétons, sera interdit aux voitures ordinaires, elle reposera sur une couche de ballast

exclusivement composé de pierres cassées d'un mètre soixante centimètres (1^m 60) de largeur et d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35) d'épaisseur totale, qui sera arasée de niveau avec la surface de l'accotement relevé en forme de trottoir.

La partie de la voie publique qui restera réservée à la circulation des voitures ordinaires présentera une largeur d'au moins six mètres (6^m), mesurée en dehors de l'accotement occupé par la voie ferrée et en dehors des emplacements qui seront affectés au dépôt des matériaux d'entretien de la route.

L'accotement occupé par la voie ferrée sera limité, du côté de la route, au moyen d'une bordure d'au moins douze centimètres (0^m 12) de saillie, d'une solidité suffisante; dans les parties de routes et de chemins dont la déclivité dépassera trois centimètres (0^m 03) par mètre, cette bordure sera accompagnée et soutenue par un demi-canneau pavé qui n'aura pas moins de trente centimètres (0^m 30) de largeur. Un intervalle libre de trente centimètres (0^m 30) au moins sera réservé entre la verticale de l'arête de cette bordure et la partie la plus saillante du matériel de la voie ferrée; un autre intervalle libre d'un mètre dix centimètres (1^m 10) subsistera entre ce matériel et la verticale de l'arête extérieure de l'accotement de la route.

Les rails qui, à l'extérieur, seront au niveau de l'accotement régularisé, ne formeront sur l'entre-rails que la saillie nécessaire pour le passage des boudins des roues du matériel de la voie ferrée.

Traverses des villes et villages.

8. Dans les traverses des villes et des villages, les voies ferrées devront, à moins d'une autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails noyés dans la chaussée entre les deux trottoirs, ou du moins entre les deux zones à réserver pour l'établissement de trottoirs et suivant le type décrit à l'article 6.

Le minimum des largeurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

(A) Pour un trottoir, un mètre dix centimètres (1^m 10);

(B) Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le bord d'un trottoir :

1^{er} Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres soixante centimètres (2^m 60);

2^{er} Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0^m 30).

Exécution des travaux.

9. Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées sera couvert par des fournitures de matériaux neufs de la nature et de la qualité de ceux qui sont employés dans lesdites chaussées.

Pour le rétablissement des chaussées payées au moment de la pose de la voie ferrée, il sera fourni, en outre, la quantité de boutisses nécessaire, afin d'opérer ce rétablissement suivant les règles de l'art, en évitant l'emploi des demi-pavés.

Les vieux matériaux provenant des anciennes chaussées remaniées ou refaites à neuf qui n'auront pas trouvé leur emploi dans la réfection seront laissés à la libre disposition du concessionnaire.

Les fers, bois et autres éléments constitutifs des voies ferrées devront être de bonne qualité et propres à remplir leur destination.

Voies.

10. Les voies devront être établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier et du poids de neuf kilogrammes cinq cents grammes (9^k 500) au moins par mètre courant.

Les dessins de détail pour l'établissement de la voie seront soumis à l'examen et au contrôle des ingénieurs avant tout commencement d'exécution.

Gares et stations.

11. Les voitures devront s'arrêter en pleine voie pour prendre ou laisser des voyageurs sur tous les points du parcours.

Le nombre et l'emplacement des gares, stations et haltes seront arrêtés lors de l'approbation des projets définitifs. Il est toutefois entendu, dès à présent, qu'il sera établi des stations ou des haltes pour le service des voyageurs suivant les indications ci-après :

A l'origine de la ligne, place de la Gare, à Dunkerque, et à son extrémité près de l'écluse, commune de Saint-Pol-sur-Mer.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

12. Sur les sections où la voie ferrée est accessible aux voitures ordinaires (sauf les sections à rails noyés dans la chaussée), l'entretien, qui est à la charge du concessionnaire, comprend le pavage des entre-rails et de l'entre-voie, ainsi que des sections de cinquante centimètres (0^m 50) qui servent d'accotements extérieurs aux rails.

Réfection des parties de route ou de chemin atteintes par les travaux de la voie ferrée.

13. Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées en dehors des zones ou de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu par le concessionnaire à l'entretien de ces parties pendant une année à dater de la réception provisoire des travaux de réfection; il en sera de même pour tous les ouvrages sur terrains.

Nombre minimum des voyages.

14. Le nombre minimum des voyages qui devront être faits tous les jours dans chaque sens est fixé à douze en hiver et quatorze en été.

Limitation de la vitesse et de la longueur des trains.

15. Les trains se composeront de deux voitures au plus et leur longueur totale ne dépassera pas quinze mètres (15^m).

La vitesse des trains en marche sera au plus de douze kilomètres (12^k) à l'heure.

Le maximum de vitesse sera réduit à six kilomètres (6^k) à la traversée du pont de chemin de fer.

TITRE III.

DURÉE ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

16. La durée de la concession de la ligne mentionnée à l'article 2 du présent cahier des charges commencera à courir de la date du décret d'autorisation, et elle prendra fin le 31 décembre de la trentième année qui suivra celle du décret d'autorisation.

Expiration de la concession.

17. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, et par le seul fait de cette expiration, l'État sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur la voie ferrée et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien la voie ferrée et tous les immeubles faisant partie du domaine public qui en dépendent. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant de ladite voie, tels que les bar-

pres et cités, les changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, bureaux d'attente et de contrôle, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, l'État aura le droit de saisir les revenus du tramway et de les employer à rétablir en bon état la voie ferrée et ses dépendances, si le concessionnaire ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers, tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, l'État se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel à l'État.

L'État sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre en outre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts; et, réciproquement, si l'État le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois l'État ne sera pas obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du tramway pendant six mois.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où l'État déciderait de fermer les voies ferrées doivent être maintenues en tout ou en partie.

Remise des lieux dans l'état primitif.

18. Dans le cas où le Gouvernement déciderait, au contraire, que les voies ferrées ne doivent être supprimées en tout ou en partie, ces voies seront enlevées et les lieux remis dans l'état primitif par les soins et aux frais du concessionnaire, sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité.

Rachat de la concession.

19. L'État aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des dix premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce terme de dix ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective de la ligne entière, ou au plus tard à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 3 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est réclamé par l'État après l'expiration des dix premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué et en y comprenant les annuités qui auront été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des deux plus dernières années, et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant le quatrième et le cinquième paragraphe de l'article 17, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire, dans tous les cas, pour l'État.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, par suite d'un changement dans le classement des routes et chemins empruntés par la voie ferrée, une nouvelle autorité serait substituée à celle de qui émane la concession.

La nouvelle autorité aura les mêmes droits que celle qui a fait la concession.

Déchéance.

20. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet tous les projets définitifs, ou s'il n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par l'article 3, il encourra la dé-

chéance, qui, après mise en demeure, sera prononcée par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 20 à titre de cautionnement, deviendra la propriété de l'État et lui restera acquise.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

21. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 3, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le règlement d'administration publique du 6 août 1881 ainsi que par le présent cahier des charges, et dans le cas prévu par l'article 20 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement dans les conditions qui seraient prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué par le ministre des travaux publics, après mise en demeure, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement devra être constitué dans le mois de la décision ministérielle.

En cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire conformément à l'article 41 du règlement d'administration publique du 6 août 1881.

Cas de force majeure.

22. Les dispositions des deux articles qui précèdent ne seraient pas applicables si la déchéance ne serait pas encourue, dans le cas où le concessionnaire n'aurait pas rempli ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.

Tarif des droits à percevoir.

23. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il en remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir pendant toute la durée de la concession les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

TARIF.

1^{er} PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.

Grande vitesse.

Voyageurs... } Voitures couvertes (Intérieur et plateforme).....
 { Au-dessous de trois ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.
 Enfants..... } De trois à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte; toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur.
 { Au-dessus de sept ans, ils payent place entière.

Chiens transportés dans les trains de voyageurs.....
 (Sans que la perception puisse être inférieure à 0^{fr} 05.)

PRIX		
de péage.	de transport.	total.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 067	0 033	0 10
0 017	0 008	0 025

2° PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.

Marchandises transportées à grande vitesse.

Poissons frais. — Denrées. — Excédents de bagages et marchandises de toute classe transportés à la vitesse des trains de voyageurs.....

Marchandises transportées à petite vitesse.

denrées. — Spiritueux. — Huiles. — Bois de menuiserie, de teindre et autres bois exotiques. — Produits chimiques non dénommés. — Œufs. — Viande fraîche. — Gibier. — Sucre. — Café. — Fruits. — Épicerie. — Tissus. — Denrées coloniales. — Objets manufacturés. — Armes.....
 Blés. — Grains. — Farines. — Légumes farineux. — Maïs, châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées. — Chaux et plâtre. — Charbon de bois. — Bois à brûler. — Perches. — Chevrons. — Planches. — Madriers. — Bois de charpente. — Marbre en bloc. — Albâtre. — Bitume. — Cotons. — Laines. — Vins. — Vinaigres. — Boissons. — Bières. — Levure sèche. — Coke. — Fers. — Cuivres. — Plombs et autres métaux ouvrés ou non. — Fontes moulées.....
 Pierres de taille et produits de carrières. — Minéraux autres que les minerais de fer. — Fonte brute. — Sel. — Moellons. — Meuliers. — Argiles. — Briques. — Ardoises.....
 Houille. — Marne. — Cendres. — Fumiers. — Engrais. — Pierres à chaux et à plâtre. — Pavés et matériaux pour la construction et la réparation des routes. — Minerais de fer. — Cailloux et sables.....

Tarif spécial par wagon complet.

Marchandises des 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e classes.....
 Les foin, fourrages, pailles et toutes marchandises ne pesant pas 600 kilogrammes sous le volume d'un mètre cube, 50 centimes par wagon et par kilomètre.

PRIX		
de péage.	de transport.	TOTAUX.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 35	0 25	0 60
0 135	0 105	0 24
0 12	0 09	0 21
0 09	0 06	0 15
0 072	0 048	0 12
0 06	0 03	0 09

Les prix déterminés ci-dessus ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire qu'autant qu'il effectuerait lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage. La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre parcouru sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Le tableau des distances entre les diverses stations sera arrêté par le préfet, d'après le procès-verbal de chaînage dressé contradictoirement par le concessionnaire et le service du contrôle. Ce chaînage sera fait suivant la voie la plus courte, d'axe en axe des bâtiments des voyageurs des stations extrêmes. Les tarifs proposés d'après cette base seront soumis à l'homologation du ministre des travaux publics.

Dans aucun cas, il ne pourra être perçu pour un voyageur pris ou laissé en route un prix supérieur à celui qui a été prévu pour la distance complète qui sépare les deux stations entre lesquelles le parcours a été effectué.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes (1,000^k).

Les fractions de poids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite vitesse, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes (10^k).

Ainsi, tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes (0 et 10^k) payera comme dix kilogrammes (10^k); entre dix et vingt kilogrammes (10 et 20^k), comme vingt kilogrammes (20^k), etc.

Toutefois, pour les excédents de bagages et de marchandises à grande vitesse, les coupures seront établies : 1° de zéro à cinq kilogrammes (0 à 5^k); 2° au-dessus de cinq (5^k) jusqu'à dix kilogrammes (10^k); 3° au-dessus de dix kilogrammes (10^k), par fraction indivisible de dix kilogrammes (10^k).

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque, soit en grande, soit en petite vitesse, ne pourra être inférieure à quarante centimes (0^f 40).

Bagages.

24. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de dix kilogrammes (10^k) n'aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement, et sera réduite à cinq kilogrammes (5^k) pour les enfants transportés à moitié prix.

Assimilation des classes de marchandises.

25. Les animaux, denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés au tarif seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formulées aux articles 26 et 27 ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à une taxe supérieure à celle de la première classe du tarif ci-dessus.

Les assimilations de classes pourront être provisoirement réglées par le concessionnaire; elles seront immédiatement affichées et soumises à l'administration, qui prononcera définitivement.

Transport de masses indivisibles.

26. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont pas applicables à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes (3,000^k). Néanmoins le concessionnaire ne pourra se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes (3,000 à 5,000^k), mais les droits de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

Le concessionnaire ne pourra être contraint à transporter les masses pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k).

Si, nonobstant la disposition qui précède, le concessionnaire transporte des masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k), il devra, pendant le mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feraient la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition du concessionnaire.

Exceptions. — Envois par groupes.

27. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énoncés dans le tarif et ne pèseraient pas deux cents kilogrammes (200^k) sous le volume d'un mètre cube;

2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux pour lesquels des règlements de police prescriraient des précautions spéciales;

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs (5,000^f);

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs;

5° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédents de bagages pesant isolément quarante kilogrammes (40^k) et au-dessous.

Toutefois les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis pesant ensemble plus de quarante kilogrammes (40^k) d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédents de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes (40^k).

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets ou colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messagerie et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par le préfet, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition du concessionnaire.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un de ces paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes (40^k).

Abaissement des tarifs.

28. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois à l'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du ministre des travaux publics, conformément aux dispositions de la loi du 11 juin 1880.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigènes.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le voyage et sur le transport.

Délais d'expédition.

29. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis, bestiaux et objets quelconques seront inscrits, à la gare d'où ils partent et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite, sur le registre de la gare de départ, du prix total dû pour leur transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel le transport devra être effectué.

Délais de livraison.

30. Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques seront expédiés et livrés de gare en gare, dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées :

1° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à grande vitesse seront expédiés par le premier train de voyageurs contenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux heures après l'arrivée du même train.

2° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à petite vitesse seront expédiés dans le jour qui suivra celui de la remise.

Le maximum de durée du trajet sera fixé par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Les colis seront mis à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra celui de leur arrivée en gare.

Le délai total résultant des trois paragraphes ci-dessus sera seul obligatoire pour la compagnie.

Il pourra être établi un tarif réduit, approuvé par le ministre des travaux publics, pour tout expéditeur qui acceptera des délais plus longs que ceux déterminés ci-dessus pour la petite vitesse.

Pour le transport des marchandises, il pourra être établi, sur la proposition du

concessionnaire, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse. Le prix correspondant à ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

Le préfet déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions relatives aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Frais accessoires.

31. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins du tramway, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Il en sera de même des frais de transbordement qui seront faits dans les gares de raccordement de la ligne concédée avec une ligne présentant une largeur de voie différente.

Camionnage.

32. Le concessionnaire sera tenu de faire, soit par lui-même, soit par un intermédiaire dont il répondra, le factage et le camionnage pour la remise au domicile des destinataires de toutes les marchandises qui lui seront confiées.

Le factage et le camionnage ne seront point obligatoires en dehors du rayon de l'octroi, non plus que pour les gares qui desserviraient soit une population agglomérée de moins de trois mille habitants, soit un centre de population de trois mille habitants situé à plus de cinq kilomètres de la gare du tramway.

Les tarifs à percevoir seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Ils seront applicables à tout le monde sans distinction.

Toutefois les expéditeurs et destinataires resteront libres de faire eux-mêmes et leurs frais le factage et le camionnage des marchandises.

Traités particuliers.

33. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 42 du règlement d'administration publique du 6 août 1881, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le tramway.

Embranchements industriels. — Taxes à percevoir pour le matériel prêt.

34. Le concessionnaire sera indemnisé de la fourniture et de l'envoi de son matériel sur les embranchements industriels desservant des carrières, des mines ou des usines, par la perception d'une redevance qui est fixée à douze centimes (0'12) par tonne pour le premier kilomètre et à quatre centimes (0'04) par tonne et par kilomètre en sus du premier lorsque la longueur de l'embranchement excédera un kilomètre (1^k).

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle.

35. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la sur-

veillance de la voie ferrée seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

Service des postes.

36. Le concessionnaire sera tenu de recevoir dans ses voitures, aux heures des départs réguliers, les sacs de dépêches de la poste escortés ou non d'un convoyeur. Les sacs seront déposés dans un coffre fermant à clef. Le convoyeur aura droit à une place réservée aussi près que possible de ce coffre.

L'administration des postes aura, en outre, le droit de fixer aux voitures de l'entreprise une boîte aux lettres, dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Les prix des transports ci-dessus seront payés par l'administration des postes, conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à fournir au concessionnaire une subvention par annuités. Dans ce cas, les sacs de dépêches et le convoyeur devront être transportés gratuitement.

Le concessionnaire pourra être tenu de fixer, d'après les convenances du service des postes, l'heure d'un de ses départs dans chaque sens.

Le montant des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial aura imposées au concessionnaire, déduction faite du produit qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes, que l'entrepreneur soit subventionné ou non par le Trésor, suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux arbitres. En cas de désaccord de ces arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Frais de contrôle.

37. La somme que le concessionnaire doit verser chaque année, à la date du 1^{er} janvier, afin de pourvoir aux frais du contrôle, sera calculée d'après le chiffre de cinquante francs (50^f) par kilomètre de voie concédée.

Le premier versement aura lieu le 1^{er} janvier qui suivra la déclaration d'utilité publique, à la caisse du trésorier-payeur général, à Lille.

Cautionnement.

38. Avant la signature de l'acte de concession, le concessionnaire déposera à la caisse des dépôts et consignations une somme de trois mille francs (3,000^f) en numéraire ou en rente sur l'État calculée conformément au décret du 18 novembre 1882, ou en bons du Trésor, avec transfert, au profit de ladite caisse, de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Les quatre cinquièmes en seront rendus au concessionnaire par cinquième et proportionnellement à l'avancement des travaux. Le dernier cinquième ne sera remboursé qu'après l'expiration de la concession.

Élection de domicile.

39. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à la mairie de Saint-Pol-sur-Mer.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat de la mairie de Saint-Pol-sur-Mer.

40. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département du Nord, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

41. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention ci-annexée seront supportés par le concessionnaire.

42. En cas de guerre, l'autorité militaire pourra exiger que le concessionnaire fasse enlever ses voies à la première réquisition et rétablir les lieux dans leur état primitif, le tout sans indemnité et sous réserve d'exécution d'office en cas de retard ou de négligence.

Vu et accepté par l'administrateur délégué
de la société du tramway de Saint-Pol-sur-
Mer à Dunkerque et extensions :

Signé : LOODREGT.

Vu et accepté par le Maire de la commune
de Saint-Pol-sur-Mer :

Signé : VANCAUWENBERGHE.

Enregistré à Dunkerque (A. C.), le 9 septembre 1895, folio 21, case 10. Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Clément.

N° 29959. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un Crédit versé au Trésor à titre de fonds d'avances, applicable aux Travaux d'amélioration des Ports de Rouen et de Cette.*

Du 31 Juillet 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 60 de ladite loi, d'après lequel le ministre des travaux publics est autorisé à exécuter, pendant l'année 1895, sur les fonds à verser à titre d'avances par les chambres de commerce, villes, départements et autres intéressés, des travaux relatifs aux rivières, canaux et ports maritimes, s'élevant, au maximum, à la somme de cinq millions trois cent mille francs;

Vu les déclarations (n° 2510) du trésorier général du département de la Seine-Inférieure et (n° 10597) du receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au Trésor public, les 11 mars et 5 avril 1895, par les chambres de commerce de Rouen et de Cette, une somme totale de quatre cent mille francs (100.000^f + 300.000^f) pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux appartenant à l'exercice 1895 et relatifs à l'amélioration des ports de Rouen et de Cette;

Considérant que les crédits additionnels précédemment ouverts au ministre des travaux publics sur l'exercice 1895, en vertu de l'article 60 précité de la loi du 16 avril 1895, ne s'élèvent en totalité qu'à la somme d'un million cinq cent cinquante mille francs, inférieure de trois millions sept cent cinquante mille francs à celle qui a été fixée comme maximum des dépenses autorisées par ledit article;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 29 juillet 1895,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire, deuxième section, de l'exercice 1895, chapitre LXXIV : *Amélioration et extension des ports maritimes*, pour l'emploi de fonds d'avances versés par les chambres de commerce de Rouen et de Cette, un crédit additionnel de quatre cent mille francs (400,000^f) applicable, dans la proportion suivante, aux entreprises ci-après désignées, savoir :

Amélioration du port de Rouen.....	100,000 ^f
Amélioration du port de Cette.....	300,000
TOTAL ÉGAL.....	<u>400,000</u>

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds d'avances, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 31 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

N° 29960. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à la Construction d'une Jetée-Abri au Golfe Juan et aux Travaux d'amélioration des Ports de Bordeaux, de Bayonne et du Tréport.

Du 31 Juillet 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu les déclarations ci-après désignées, constatant qu'il a été versé au Trésor public par divers intéressés, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux appartenant à l'exercice 1895 et relatifs à l'amélioration des ports maritimes, une somme totale de cinq cent vingt-trois mille francs, savoir :

DÉPARTEMENTS.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	PARTIES VERSANTES.	MONTANT des versements.
Alpes-Maritimes.	670	23 fév. 1895.	Grasse.	La commune de Vallauris.	130,000 ^f
Gironde. ...	4419	8 avril 1895.	Bordeaux. ...	La chambre de commerce de Bordeaux.....	150,000
Basses-Pyrénées.	902	4 mars 1895.	Bayonne.....	La chambre de commerce de Bayonne.....	68,000
Seine-Inférieure.	8397	18 mars 1895.	Paris.	La chambre de commerce du Tréport.....	175,000
TOTAL comme ci-dessus....					523,000

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 29 juillet 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1895, deuxième section, chapitre LXIV : *Amélioration et extension des ports maritimes*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de cinq cent vingt-trois mille francs (523,000^f) applicable, dans la proportion suivante, aux entreprises ci-après désignées, savoir :

Construction d'une jetée-abri au golfe Jouan.....	130,000 ^f
Amélioration du port de Bordeaux.....	150,000
Amélioration du port de Bayonne.....	68,000
Amélioration du port du Tréport.....	175,000
TOTAL ÉGAL.....	523,000

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 31 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

N° 29961. — *DÉCRET réglant la situation des Magistrats français mis à la disposition du Gouvernement égyptien.*

Du 31 Juillet 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre des affaires étrangères;

Vu la loi du 24 décembre 1875, relative à la réforme judiciaire en Égypte;

Vu la loi du 9 juin 1853;

Vu le décret du 9 novembre 1853⁽¹⁾;

Vu l'avis du Conseil d'État du 26 janvier 1892;

Vu le décret en date du 17 décembre 1889⁽²⁾, aux termes duquel M. de Bernardy de Sigoyer, mis à la disposition du gouvernement égyptien et remplissant les fonctions de conseiller à la cour d'appel mixte d'Alexandrie, a été rattaché à la magistrature française;

Vu le décret du 10 décembre 1885⁽³⁾, aux termes duquel M. Filâtre-Longchamps, mis à la disposition du gouvernement égyptien et remplissant les fonctions de vice-président au tribunal mixte d'Alexandrie, a été rattaché à la magistrature française,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La situation de M. de Bernardy de Sigoyer, conseiller à la cour d'appel mixte d'Alexandrie, est désormais assimilée à celle d'un conseiller de la cour d'appel de Paris.

2. La situation de M. Filâtre-Longchamps, vice-président du tribunal mixte d'Alexandrie, est désormais assimilée à celle d'un vice-président du tribunal de la Seine.

3. Pour conserver leurs droits éventuels à une pension de retraite, les magistrats ci-dessus désignés sont tenus, à partir du présent décret, de verser chaque année, au Trésor français, une somme égale au chiffre des retenues qui seraient exercées en France sur le montant de leur traitement effectif, tel qu'il est ci-après déterminé.

4. La partie des allocations reçues par ces magistrats qui est inhérente aux frais de voyage et de représentation est fixée :

Pour M. de Bernardy de Sigoyer, à vingt-cinq mille francs (25,000^f);

Pour M. Filâtre-Longchamps, à dix-huit mille francs (18,000^f)

Le surplus de ces allocations, qui constitue leur traitement effectif soumis à retenue est, en conséquence, fixé ainsi qu'il suit :

Pour M. de Bernardy de Sigoyer, à quinze mille francs (15,000^f);

Pour M. Filâtre-Longchamps, à douze mille francs (12,000^f).

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 104, n° 869.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 988, n° 16262.

⁽³⁾ 1^{re} série, Bull. 780, n° 13384.

5. La pension sera liquidée sur les bases et dans les conditions réglées par la loi du 9 juin 1853, en tenant compte aux intéressés de leurs services en France et en Egypte.

6. Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre des affaires étrangères, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 31 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé : G. HANOTAUX.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : L. TRARIEUX.

N° 29962. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses de restauration de la salle des Illustres de l'hôtel de ville de Toulouse.

Du 11 Août 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1895;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, aux termes desquels les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers pour concourir, avec ceux de l'État, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture, par décret, d'un crédit d'égale somme additionnellement à ceux qui ont été accordés au ministre pour le même objet;

Vu les récépissés du trésorier-payeur général de la Haute-Garonne, constatant qu'il a été versé au Trésor, le 28 septembre 1894, une somme de quatre mille deux cents francs, et le 26 juin 1895, une somme de cinq mille francs, soit ensemble la somme de neuf mille deux cents francs, à titre de deuxième acompte sur celle de soixante-douze mille francs représentant la part contributive de la ville de Toulouse dans les dépenses nécessitées par la restauration de la salle des Illustres de son hôtel de ville;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur le fonds du budget de l'exercice 1895, deuxième section (*Beaux-Arts*), chapitre XXII : *Travaux d'art, décoration d'édifices publics à Paris et dans les départements*, un crédit de

(1) 11^e série. Bull. 1045, n° 10527.

neuf mille deux cents francs (9,200^f) applicable aux travaux de restauration de la salle des Illustres de l'hôtel de ville de Toulouse.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au Trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 11 Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 29963. — DÉCRET qui admet à circuler en franchise, sous bandes, la correspondance officielle échangée entre certains fonctionnaires.

Du 13 Août 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les articles 1 et 2 de l'ordonnance du 17 novembre 1844 ⁽¹⁾ sur les franchises postales ;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est admise à circuler en franchise, sous bandes, la correspondance officielle échangée entre les fonctionnaires désignés ci-dessous :

Agent du service de la surveillance des travaux confiés à l'industrie, à Creil (Oise) ;

Agent du service de la surveillance des travaux confiés à l'industrie, à Valenciennes ;

Directeur des constructions navales, à Paris ;

Ingénieurs chargés du service de la surveillance des travaux confiés à l'industrie, à Paris ;

Ingénieur chargé du service de la surveillance des travaux confiés à l'industrie, à Lyon ;

Ingénieur en chef des ponts et chaussées, à Rouen ;

Ingénieur des ponts et chaussées, à Dieppe.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 13 Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : ANDRÉ LEBON.

N° 29964. — DÉCRET qui ouvre au Budget de la Grande Chancellerie de la Légion d'honneur, exercice 1894, deux chapitres destinés à recevoir l'imputation des Payements faits pour Rappels d'arrérages de traitements et suppléments de traitements de la Légion d'honneur et de la Médaille militaire qui se rapportent à des exercices clos.

Du 17 Août 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu l'article 9 de la loi du 8 juillet 1837, aux termes duquel la dépense servant de base au règlement des crédits de chaque exercice pour le service de la dette viagère et des pensions, et pour celui de la solde et autres dépenses payables sur revues, ne se composera que de payements effectués jusqu'à l'époque de sa clôture, les rappels d'arrérages payés sur ces mêmes exercices devant continuer d'être imputés sur les crédits de l'exercice courant et le transport en être effectué, en fin d'exercice, à un chapitre spécial, au moyen d'un virement de crédit à soumettre chaque année à la sanction législative, avec le règlement de l'exercice expiré;

Vu l'article 128 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Considérant qu'il y a lieu, en ce qui concerne les traitements de la Légion d'honneur et de la médaille militaire, d'appliquer les dispositions ci-dessus à l'exercice 1894, qui a atteint le terme de sa clôture et dont le règlement doit être incessamment présenté aux Chambres,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au budget annexe de la grande chancellerie de la Légion d'honneur, pour l'exercice 1894, deux nouveaux chapitres destinés à recevoir l'imputation des payements faits pendant cet exercice pour rappels d'arrérages de traitements de la Légion d'honneur et de la médaille militaire qui se rapportent à des exercices clos.

Ces chapitres seront intitulés :

*Rappels de traitements de la Légion d'honneur des exercices clos;
Rappels de traitements de la médaille militaire des exercices clos.*

(1) 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

2. Les paiements effectués pour ces rappels d'arrérages, montant à deux cent dix mille sept cent vingt-quatre francs quatre-vingt-six centimes (210,724^f 86), sont, en conséquence, déduits des chapitres ordinaires ouverts au budget de l'exercice pour traitements de la Légion d'honneur et de la médaille militaire, et appliqués comme il suit aux nouveaux chapitres désignés par l'article précédent :

Rappels de traitements de la Légion d'honneur des exercices clos.....	158,348 ^f 20 ^c
Rappels de traitements de la médaille militaire des exercices clos.....	52,376 66
TOTAL.....	<u>210,724 86</u>

3. Sur les crédits ouverts par la loi de finances pour le service des traitements de la Légion d'honneur et de la médaille militaire pendant l'année 1894, la somme de deux cent dix mille sept cent vingt-quatre francs quatre-vingt-six centimes transportée aux deux chapitres ci-dessus est annulée aux chapitres suivants :

CHAP. III. Traitements des membres de l'ordre.....	158,348 ^f 20 ^c
— V. Traitements des médaillés militaires.....	52,376 66
TOTAL.....	<u>210,724 86</u>

4. Le présent décret sera annexé au projet de loi du règlement définitif de l'exercice 1894.

5. Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 17 Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : A. RIBOT.

Signé : L. TRARIEUX.

N° 29965. — DÉCRET qui ouvre au Budget de la guerre, pour l'exercice 1894, un chapitre destiné à recevoir l'imputation des Rappels de solde applicables à des exercices antérieurs.

Du 17 Août 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre;

Vu l'article 9 de la loi du 8 juillet 1837, portant que les arrérages de solde et accessoires de solde continueront d'être imputés sur les crédits de l'exercice courant, mais que le transport en sera effectué à un chapitre spécial, au moyen d'un virement autorisé par une ordonnance qui sera soumise à la sanction législative avec la loi de règlement de l'exercice expiré;

Vu l'article 128 du règlement général du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, rappelant les dispositions ci-dessus,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au budget de la guerre, pour l'exercice 1894, un chapitre spécialement destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice; ce chapitre prendra le titre de: *Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1894 et non passibles de déchéance.*

2. Le crédit du chapitre mentionné à l'article précédent se formera, par compte de virement, de la somme de trois cent cinquante-deux mille trois cent trente-neuf francs soixante-quatre centimes (352,339^f 64), montant des rappels de solde et autres y assimilés provisoirement acquittés sur les fonds des chapitres XI, XII, XIII, IV, XVI, XVII, XVIII, XIX, XX, XXI, XXII, XXIII, LIII, LIV et LXI, pour l'exercice 1894, suivant le tableau annexé au présent décret, et dont les résultats se répartissent comme il suit :

Exercice 1890.....	748 ^f 36
Exercice 1891.....	1,483 12
Exercice 1892.....	6,310 94
Exercice 1893.....	343,797 22
TOTAL ÉGAL.....	352,339 64

3. Les dépenses imputées sur les crédits ouverts par la loi de finances du 29 juillet 1893 aux chapitres désignés à l'article 2 ci-dessus sont atténuées dans les proportions ci-après :

CHAP. XI. État-major général.....	74,455 ^f 86
— XII. Intendance militaire et états-majors particuliers..	14,309 68
— XIII. Écoles militaires. (Personnel.).....	10,168 31
— XV. Personnels hors cadres.....	20,278 77
— XVI. Solde de l'infanterie.....	130,323 45
— XVII. Solde des troupes d'administration.....	2,518 44
— XVIII. Solde de la cavalerie.....	15,236 50
— XIX. Solde de l'artillerie.....	14,045 58
— XX. Solde du génie.....	2,786 72
— XXI. Solde du train des équipages militaires.....	1,844 69
— XXII. Gendarmerie.....	7,133 53
— XXIII. Garde républicaine.....	2,886 57
— LIII. Solde de non-activité.....	13,250 47
— LIV. Secours.....	12,871 43
— LXI. Gendarmerie de Tunisie. (Personnel.).....	229 64
TOTAL ÉGAL.....	352,339 64

4. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 17 Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre.

Signé : G^{ral} ZURLINDEN.

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1043, n° 10527.

N° 29966. — *DÉCRET portant création d'un Polygone exceptionnel pour l'établissement d'un nouvel Hôpital civil, à Belfort.*

Du 17 Août 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant la conservation et le classement des places de guerre et autres postes fortifiés, ainsi que les servitudes militaires;

Vu le décret du 10 août 1853 ⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique sur le même objet;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est créé, dans la première zone des servitudes de l'enceinte de la place de Belfort, un polygone exceptionnel comprenant le terrain limité par un liséré jaune sur le croquis.

2. Dans l'étendue de ce polygone, affecté au nouvel hôpital de Belfort, il ne devra être construit que des murs de clôture et une maison de concierge. Ces constructions devront, d'ailleurs, conformément aux dispositions de l'article 27 du décret du 10 août 1853, faire l'objet d'une soumission à démolir sans indemnité, dans les conditions prévues à l'article 8 du décret précité.

3. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 17 Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{ral} ZURLINDEN.

N° 29967. — *DÉCRET portant homologation du Bornage de la partie de la limite intérieure de la zone des fortifications de la place de Verdun, modifiée aux abords de l'église Saint-Sauveur.*

Du 24 Août 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'État;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾ pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués le plan de circonscription et le procès-verbal en date du 1^{er} avril dernier, visés et approuvés par le ministre de la guerre, et concernant le bornage de la partie de la limite intérieure de la zone des fortifications de la place de Verdun, modifiée aux abords de l'église Saint-Sauveur, par décret du 10 février 1895.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 24 Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{ral} ZURLINDEN.

N° 29968. — DÉCRET qui ouvre au Budget annexe de la Caisse des Invalides de la marine, exercice 1895, un Crédit destiné au payement des Dépenses sur fonds provenant de retenues sur les primes à la Construction et à la Navigation.

Du 27 Août 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 41 de la loi de finances du 26 juillet 1893, portant que le produit des prélèvements de quatre pour cent sur le montant des primes instituées par les articles 2, 3, 6 et 7 de la loi du 30 janvier 1893 sera inscrit parmi les recettes du budget annexe de la caisse des invalides de la marine, sous la rubrique : *Prélèvements de quatre pour cent sur les primes à la marine marchande*, et que des crédits en somme égale à ces prélèvements seront ouverts, par décrets contresignés par les ministres de la marine et des finances, au budget de la caisse des invalides de la marine;

Vu le décret, en date du 25 juillet 1893 ⁽²⁾, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi précitée du 30 janvier 1893;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 23 août 1895;

Sur le rapport du ministre de la marine,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la marine, sur l'exercice 1895, au titre du budget annexe de la caisse des invalides de la marine,

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1577, n° 26939.

en somme égale aux recettes constatées au compte : *Prélèvement de quatre pour cent sur les primes à la marine marchande*, un crédit de trente-six mille trois cent soixante-huit francs soixante-dix-neuf centimes (36,368⁷ 79) destiné au paiement : 1° de secours aux marins français du commerce victimes de naufrages et autres accidents ou à leurs familles; 2° de subventions aux hôtels de marins ou à toutes autres institutions pouvant leur être utiles.

Ce crédit sera classé dans le budget des dépenses de ladite caisse, exercice 1895, au chapitre spécial ouvert à cet effet et intitulé : *Secours aux marins naufragés ou à leurs familles et subventions aux hôtels de marins, etc.*

2. Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources provenant des retenues faites en 1895 sur les primes à la construction et à la navigation.

3. Le ministre de la marine et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 27 Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre de la marine,

Signé : G. BESNARD.

N° 29969. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Est déclarée d'utilité publique la rectification de la route nationale n° 201, dans la rampe du Noiret (Haute-Savoie), suivant la direction générale indiquée par une ligne rouge sur le plan général visé par l'ingénieur en chef, le 20 janvier 1894, lequel plan restera annexé au présent décret.

L'ancienne direction de la route sera déclassée du jour où la nouvelle route aura été livrée à la circulation sur tout son parcours et elle sera remise à la commune de Cruseilles pour recevoir l'affectation indiquée dans la délibération du conseil municipal de ladite commune, en date du 20 mai 1894;

2° La dépense, évaluée à soixante-huit mille cinq cents francs, sera imputée sur les fonds inscrits annuellement au budget du ministère des travaux publics pour les rectifications des routes nationales;

3° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution des travaux, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;

4° La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux n'ont pas été accomplies dans le délai de cinq ans à dater du présent décret. (*Le Havre, 27 Juillet 1895.*)

N° 29970. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre des finances) portant ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est et demeure approuvé le tarif ci-annexé pour la perception des droits de péage au bac du Bonhomme, sur la rivière du Blavet, entre les communes de Caudan et de Kervignac, département du Morbihan.

2. Sont exemptés des droits de péage :

Les administrateurs, magistrats, fonctionnaires publics et les divers agents, tels qu'ils sont désignés audit tarif et qui, aux termes du cahier des charges, sont affranchis de toute obligation à cet égard. (*Le Havre, 3 Août 1895.*)

Tarif des droits à percevoir au passage d'eau du Bonhomme, sur le Blavet, entre les communes de Caudan et de Kervignac, département du Morbihan.

ART. 1^{er}. Pour le passage d'une personne non chargée ou chargée d'un poids de trente kilogrammes et au-dessous. 0^{fr} 10^c

Pour denrées ou marchandises d'un poids supérieur à trente kilogrammes ; pour chaque fraction du poids de dix kilogrammes en plus de trente kilogrammes admis en franchise. 0 05

(Le poids sera déclaré par le chargeur et pourra être vérifié par le passager.)

Pour un mouton, brebis ou porc. 0 10

2. Sont exempts des droits de péage :

1° Les préfets et sous-préfets en tournée dans leurs départements et arrondissements, les maires, les juges d'instruction et procureurs de la République, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et autres agents de police judiciaire, les ingénieurs et agents des ponts et chaussées, les inspecteurs des finances, les directeurs et employés des administrations de l'enregistrement et des domaines, des contributions directes (les percepteurs compris), des contributions indirectes et des douanes, les agents des manufactures de l'État, les agents de l'administration forestière, les agents voyers, piqueurs et cantonniers des chemins vicinaux, les receveurs des communes, les vérificateurs des poids et mesures, les préposés d'octroi et les agents de l'administration des postes et des télégraphes, mais pour le cas seulement où ces divers fonctionnaires et employés seront obligés de passer d'une rive à l'autre pour cause de service et sous la condition que les employés seront revêtus des marques distinctives de leurs fonctions ou porteurs soit de leurs commissions, soit de cartes personnelles tenant lieu de ces commissions, soit enfin de réquisitions délivrées par le directeur du service intéressé ;

Les ministres des différents cultes reconnus par l'État, ainsi que leurs assistants ;

Les préfets, sous-préfets et autres fonctionnaires désignés au présent paragraphe auront le droit, dans leurs tournées, de réclamer le passage en franchise de leurs secrétaires, des domestiques attachés à leur personne et de leurs voitures et conducteurs ;

2° Les malles-poste, les courriers et les estafettes du Gouvernement ;

3° Les trains d'artillerie, c'est-à-dire les bouches à feu et caissons militaires chargés de munitions de guerre, ainsi que les militaires ou conducteurs qui les accompagnent, les bouviers, bœufs, chevaux et voitures requis pour le transport des vivres de l'armée, des équipages, des troupes et des militaires malades ; les voitures cellulaires et leurs chevaux et conducteurs ;

4° Les militaires de tous grades voyageant avec leurs corps, les sous-officiers et les soldats voyageant isolément, la gendarmerie dans l'exercice de ses fonctions ainsi que les individus conduits par la gendarmerie et les voitures et chevaux servant à les transporter, les officiers hors de la durée et dans l'étendue de leur commandement ;

5° Les pompiers et les personnes qui, en cas d'incendie, iraient porter secours d'une rive à l'autre, ainsi que le matériel nécessaire ;

6° Les gardes champêtres dans l'exercice de leurs fonctions ;

7° (Dans les limites de l'inscription maritime.) Les officiers et agents des divers corps de la marine se rendant d'une rive à l'autre pour cause de service, les officiers et agents ayant le siège de leurs fonctions dans la circonscription maritime qui comprend l'une et l'autre rive, les inspecteurs des pêches, les syndics des gens de mer, les gardes maritimes, les prud'hommes pêcheurs, les gardes jurés et autres fonctionnaires ou agents préposés à la police de la navigation et des pêches.

Quelque fréquents et nombreux que soient les passages des corps et des individus qui, aux termes des dispositions ci-dessus, doivent jouir du droit de franchise, le fermier ne pourra prétendre à aucune indemnité.

3. Le fermier devra passer sans aucun délai, soit avant, soit après le coucher du soleil, sans exiger aucun droit, mais seulement pour l'exercice de leurs fonctions, les fonctionnaires, employés, agents et autres personnes désignés à l'article 2.

N° 29971. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulle et de nul effet la délibération en date du 12 août 1895, par laquelle le conseil d'arrondissement de Clamecy a émis un vœu tendant à la suppression des conseils d'arrondissement ou à la réorganisation de ces assemblées. (*Le Havre, 13 Septembre 1895.*)

N° 29972. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulle et de nul effet la délibération en date du 13 août 1895, par laquelle le conseil d'arrondissement de Brioude (Haute-Loire) a émis le vœu « que les conseillers d'arrondissement soient supprimés ainsi que les sous-préfectures, attendu que les communes auraient beaucoup plus d'avantage à correspondre directement avec leur préfecture ». (*Le Havre, 13 Septembre 1895.*)

N° 29973. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulles et de nul effet les délibérations en date du 12 août 1895, par lesquelles le conseil d'arrondissement de Château-Gontier (Mayenne) a émis les vœux sur les objets ci-après, tendant :

1° Au maintien du privilège des bouilleurs de cru et au rejet, par le Sénat, de la loi, votée par la Chambre des députés, sur le régime des boissons;

2° A l'ajournement, au 15 septembre, de l'appel des réservistes, à moins de circonstances exceptionnelles;

3° A ce que les pouvoirs publics prennent des mesures énergiques pour assurer le paiement intégral des droits à percevoir en vertu des tarifs douaniers et pour protéger l'agriculture;

4° Au dégrèvement des droits sur les sucres dénaturés et destinés à l'agriculture;

5° A la réduction du tarif des chemins de fer pour le transport des fruits à cidre. (*Fontainebleau, 22 Septembre 1895.*)

N° 29974. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulles et de nul effet les

délibérations en date du 12 août 1895, par lesquelles le conseil d'arrondissement de Mayenne a émis les vœux :

- 1° Que les droits des bouilleurs de cru soient maintenus ;
- 2° Que la taxe établie à l'entrée en France sur les bestiaux étrangers soit notablement augmentée et qu'une surveillance plus rigoureuse soit exercée à ce sujet. (Fontainebleau, 22 Septembre 1895.)



Certifié conforme :

Paris, le 14^e Novembre 1895.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

L. RICARD.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1725.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

1895. — *Loi qui approuve un article additionnel à la Convention sur les Rapports de voisinage et la Surveillance des forêts limitrophes, du 23 février 1882, entre la France et la Suisse.*

Du 30 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 15 août 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ARTICLE UNIQUE. Le Président de la République française est autorisé à ratifier et, s'il y a lieu, à faire exécuter l'article additionnel à la Convention sur les rapports de voisinage et sur la surveillance des forêts limitrophes, du 23 février 1882, conclu à Berne, le 25 juin 1895, entre la France et la Suisse.

Une copie authentique de cet article additionnel demeurera annexée à la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait au Havre, le 30 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Président du Conseil, Ministre des finances,
Signé : A. RIBOT.

Le Ministre des affaires étrangères,
Signé : G. HANOTAUX.

Le Ministre de l'agriculture,
Signé : GADAUD.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : ANDRÉ LEBON.

Le texte de l'article additionnel sera publié officiellement après l'échange des ratifications.

N° 29976. — *DÉCRET qui promulgue l'article additionnel à la Convention sur les Rapports de voisinage et sur la Surveillance des forêts limitrophes, du 23 février 1882, conclu à Berne, le 25 juin 1895, entre la France et la Suisse.*

Du 23 Août 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 25 août 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères, du président du Conseil, ministre des finances, du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et du ministre de l'agriculture,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}.

Le Sénat et la Chambre des députés ayant approuvé l'article additionnel à la Convention sur les rapports de voisinage et sur la surveillance des forêts limitrophes, du 23 février 1882, conclu à Berne le 25 juin 1895, entre la France et la Suisse, et les ratifications de cet acte ayant été échangées à Berne, le 16 août 1895, ledit acte additionnel, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution à dater du 29 août 1895.

ARTICLE ADDITIONNEL.

Pour faciliter le trafic frontière, dans l'intérêt des populations limitrophes, pourront être réciproquement importés d'un pays dans l'autre, moyennant le paiement d'une taxe égale à la moitié des droits du tarif le plus réduit, selon l'espèce, les bois sciés provenant des scieries situées dans un rayon de dix kilomètres de chaque côté de la frontière.

Ces importations ne pourront excéder quinze mille tonnes par an pour chaque pays, sous réserve des mesures de contrôle prises d'un commun accord par les administrations des deux pays.

Le présent article additionnel, qui sera partie intégrante de la Convention du 23 février 1882 entre la France et la Suisse, sera ratifié, et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur au plus tard le 1^{er} janvier 1896.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent article additionnel.

Fait en double expédition, à Berne, le 25 juin 1895.

Signé : CAMILLE BARRÈRE.

Signé : A. LACHENAL.

ART. 2.

Le ministre des affaires étrangères, le président du Conseil, ministre des finances, le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au Havre, le 23 Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé : G. HANOTAUX.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : GADAUD.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : ANDRÉ LEBON.

N° 29977. — DÉCRET sur la Solde, l'Administration et la Comptabilité des équipages de la flotte.

10 juillet 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 29 septembre 1886, portant règlement sur la solde, l'administration et la comptabilité des équipages de la flotte;

Vu le décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique et le règlement du 14 janvier 1869 pour servir, en ce qui concerne le département de la marine, à l'exécution dudit décret;

Vu le décret du 2 juillet 1893, portant réorganisation du service des défenses sous-marines;

Vu le décret du 5 juin 1894, portant réorganisation du corps des équipages de la flotte;

Vu le décret du 28 juin 1894, modifiant le décret du 29 septembre 1886; Sur le rapport du ministre de la marine;

Le comité des inspecteurs généraux de la marine entendu,

DÉCRÈTE :

PREMIÈRE PARTIE.

DROITS AUX PRESTATIONS. — CONSTATATION DES DROITS. —
DISTRIBUTIONS ET RETENUES.

CHAPITRE PREMIER.

DROITS AUX ALLOCATIONS EN DENIERS ET AUX PRESTATIONS EN NATURE.

SECTION PREMIÈRE.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES CONCERNANT LA SOLDE.

Définition générale du service de la solde.

ART. 1^{er}. 1. Le service de la solde comprend toutes les allocations

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

qui entrent dans la composition du traitement en deniers du corps des équipages de la flotte.

2. Les allocations qui ressortissent au service de la solde sont :

- La solde proprement dite ;
- Les accessoires de la solde ;
- Le traitement de table ;
- Les masses générales d'entretien.

Les droits à la solde résultent des positions dûment constatées.

2. 1. Les droits aux allocations de solde et accessoires résultent des positions dans lesquelles sont placés les officiers, employés militaires, officiers marinières, marins et autres.

2. Les positions et les droits qui en dérivent sont constatés par les conseils d'administration et les commandants comptables chargés de l'administration du personnel à terre ou à la mer. Ces droits sont définitivement consacrés par les officiers du commissariat de la marine chargés de la liquidation de toutes les dépenses de la solde.

Quotité et mode de concession des allocations.

3. 1. Les allocations qui composent le traitement individuel sont fixées par les tarifs ci-annexés. Elles sont accordées conformément aux dispositions du présent décret.

2. En ce qui concerne les officiers et les employés militaires non compris auxdits tarifs, les allocations de solde et accessoires, ainsi que les règles de concession de ces allocations, sont déterminées par les décrets spéciaux qui les régissent.

Positions individuelles au point de vue de la solde.

4. 1. Les positions dans lesquelles les officiers marinières et les marins peuvent être individuellement placés au point de vue de la solde, sont :

- 1° L'activité proprement dite pour les marins de tous grades ;
- 2° La disponibilité, forme d'activité spéciale aux officiers marinières du cadre de maistrance seulement.

2. L'activité est la position des officiers marinières et des marins présents au service ou absents régulièrement.

3. La disponibilité est la position des officiers marinières du cadre de maistrance maintenus dans leurs foyers à la disposition du ministre.

Position d'activité : présence et absence.

5. 1. Pour les marins en activité, les positions individuelles se divisent en position de présence et position d'absence.

2. La position de présence est celle de tout marin :

Présent à son poste ou faisant route pour s'y rendre;

En permission;

A l'hôpital, lorsqu'il est embarqué ou en service à terre;

En mission;

Momentanément détaché par ordre;

Embarqué soit pour suivre une destination active, soit pour rentrer en France.

3. La position d'absence régulière est celle du marin :

En congé, soit congé de convalescence, soit congé pour fin de campagne, soit congé pour affaires personnelles, soit congé par suite de maintien au service, de réadmission ou de rengagement ou d'engagement à long terme;

A l'hôpital étant en congé;

En jugement et en détention;

En captivité à l'ennemi.

Désignation des différentes espèces de solde.

6. On distingue deux espèces principales de solde :

La solde d'activité et la solde de disponibilité.

Division de la solde d'activité en solde de présence et en solde d'absence.

7. 1. La solde d'activité se divise en solde de présence et en solde d'absence.

2. La solde de présence comprend : la solde à terre, la solde en réserve, la solde à la mer et la solde à l'hôpital, lorsque l'homme est embarqué ou en service à terre.

3. La solde d'absence comprend : la solde de congé, la solde d'hôpital étant en congé et la solde de captivité.

Solde de disponibilité.

8. 1. La solde de disponibilité est spéciale aux officiers marinières du cadre de maistrance.

2. Elle comprend la solde de disponibilité et la solde de disponibilité à l'hôpital.

Entrée en jouissance de la solde d'activité.

9. 1. Les officiers marinières et les marins de toute provenance entrent en solde d'activité le jour où ils sont mis en route pour rejoindre la destination qui leur est assignée, s'ils rallient leur poste dans les délais réglementaires.

2. Les marins, condamnés par les tribunaux maritimes commer-

ciaux à un embarquement correctionnel avec solde réduite, entrent en solde le jour de leur admission, soit à un dépôt des équipages de la flotte ou tout autre service à terre, soit à bord d'un bâtiment de l'État.

Marins promus à un nouveau grade ou à une classe supérieure.

10. 1. Les officiers marinières et les marins qui obtiennent de l'avancement ont droit à la solde afférente à leur nouveau grade ou à leur nouvelle classe, à partir de la date de la décision ministérielle portant nomination, ou de la date du procès-verbal d'avancement.

2. Les rappels de différence de solde qui seraient à effectuer, en vertu de la disposition contenue dans le paragraphe précédent, sont établis à raison des positions dans lesquelles les officiers marinières, marins et autres ont pu être successivement placés, depuis la date ci-dessus indiquée.

Cessation des droits à la solde d'activité.

11. Les droits à la solde cessent :

1° Pour les officiers marinières, marins et autres admis à faire valoir leurs droits à la retraite, à compter du jour où ils sont rayés des contrôles;

2° Pour les officiers marinières, marins et autres qui ont été l'objet d'une proposition de gratification renouvelable, à compter du lendemain de la notification de l'obtention de ladite gratification;

3° Pour les officiers marinières, marins et autres quittant le service pour toute autre cause, à compter du jour où ils sont mis en route pour rentrer dans leurs foyers.

Officiers marinières promus à des emplois militaires ou civils.

12. Les officiers marinières promus aux emplois militaires ou civils ci-après désignés, lesquels ne ressortissent plus aux équipages de la flotte, savoir :

Adjudants principaux et pilotes-majors;

Maîtres entretenus;

Premiers maîtres, maîtres ou seconds maîtres vétérans, cessent d'avoir droit à la solde de leur ancien grade à compter de la date de leur nomination.

Changements de corps.

13. 1. Les officiers marinières et les marins passant dans une autre arme sont rayés des contrôles des équipages de la flotte à compter du jour de leur départ pour rejoindre leur nouveau corps.

2. Les militaires admis dans les équipages de la flotte entrent en solde à compter du jour de leur départ de leur ancien corps.

Marins dirigés sur les compagnies de discipline.

14. 1. Les marins présents en France, qui sont dirigés sur la compagnie de discipline, cessent d'avoir droit à la solde au titre des équipages de la flotte à compter de la date de la décision ministérielle qui a prononcé leur envoi à la compagnie de discipline.

2. Les marins en cours de campagne, qui sont dirigés sur une compagnie de discipline, cessent d'avoir droit à la solde au titre des équipages de la flotte à compter du jour de leur incorporation à cette compagnie.

Solde des marins décedés.

15. La solde, soit d'activité, soit de disponibilité, est acquise aux officiers mariniers, marins ou autres, décedés, jusqu'au jour inclus de leur décès, et payable à leurs héritiers ou ayants droit, sous la déduction des reprises dont cette solde peut être passible en vertu des règlements.

SECTION II.**DROITS À LA SOLDE DE PRÉSENCE.****Positions générales donnant droit à la solde de présence.**

16. La solde de présence est due aux officiers mariniers, marins ou autres placés dans une des positions de présence définies à l'article 5, sous les conditions générales déterminées dans la section I^{re} du présent chapitre et conformément aux règles posées dans les articles ci-après.

Positions donnant droit à la solde à la mer.

17. La solde de présence à la mer est allouée :

1° Aux officiers mariniers, marins ou autres embarqués ou en subsistance à bord d'un bâtiment de l'État armé, en armement, en disponibilité, ou placé dans la position de réserve première catégorie, ainsi qu'à ceux des navires placés en réserve deuxième catégorie, lorsque ceux-ci font des sorties à la mer;

2° Aux officiers mariniers, marins ou autres détachés des bâtiments de l'État pour remplir une mission ou un service hors du port;

3° Aux officiers mariniers, marins ou autres embarqués comme passagers à bord d'un bâtiment de l'État ou d'un navire du commerce;

4° Aux officiers mariniers et marins employés à la défense mobile ou à la défense fixe des ports militaires ou du commerce;

5° Aux officiers mariniers et marins mécaniciens attachés à une école de mécaniciens comme professeurs, répétiteurs, moniteurs ou chefs de travaux manuels.

Droits à la solde pour les agents de services civils.

18. 1. Les agents de service civils ont droit à la solde pendant la durée de leur embarquement.

2. Ils ont également droit à la solde lorsqu'ils sont passagers sur les bâtiments de l'État ou sur les navires du commerce pour accompagner ou rejoindre les officiers généraux, supérieurs ou autres en service à la mer.

3. La solde est également allouée aux agents de service civils renvoyés en France pour cause de maladie dûment constatée par les conseils de santé et les commissions sanitaires des bâtiments, ainsi qu'à ceux qui sont rapatriés après avoir accompli le temps de campagne, de séjour ou d'embarquement exigé de l'équipage.

4. Si leur renvoi a lieu sur leur demande, ces agents n'ont droit à aucune solde à compter de la date à laquelle ils ont cessé leurs fonctions.

5. Ceux qui sont renvoyés pour inconduite ou insuffisance ont droit, sous la condition qu'ils auront préalablement accompli une année d'embarquement, à la moitié de leur solde, depuis le jour de leur embarquement comme passagers, jusqu'au jour de leur débarquement en France.

6. Les officiers généraux, supérieurs et autres en service de commandement à la mer, remboursent la solde des agents de service civils en fonctions auprès d'eux; dans tous les autres cas, la solde de ces agents reste au compte du budget de la marine.

Disparition d'un bâtiment en mer.

19. 1. En cas de disparition d'un bâtiment en mer, la solde continue à être acquise, pour tout le personnel présent à bord à la date des dernières nouvelles, pendant six mois, à compter de cette date.

2. La même mesure est applicable en cas de disparition individuelle, si le décès n'est pas constaté avant ce délai.

3. La présomption de perte est établie par décision du Ministre, rendue aux termes des délais ci-après déterminés, à compter de la date des dernières nouvelles, savoir :

Trois mois pour les bâtiments destinés à naviguer dans les mers d'Europe et dans la mer Rouge;

Six mois pour les bâtiments destinés à naviguer dans l'Océan Atlantique;

Un an pour les bâtiments destinés à naviguer dans toutes les autres mers.

Positions donnant droit à la solde de réserve.

20. La solde de présence en réserve est allouée :

1° Aux officiers mariniers et marins faisant partie de l'équipage des bâtiments en réserve, 2° et 3° catégories, et du bâtiment central de la réserve;

2° Au personnel permanent (non instructeur) des écoles des mécaniciens;

3° Aux marins des équipages de la flotte en subsistance à bord des navires en réserve, 2° et 3° catégories, et à bord du bâtiment central de la réserve, à la défense mobile ou à la défense fixe;

4° Aux quartiers-maîtres et marins mécaniciens, charpentiers et voiliers qui sont maintenus au dépôt en vertu d'un ordre du préfet maritime, pour assurer le service courant d'entretien et de réparation du matériel du dépôt;

5° Aux marins de tous grades employés à suivre les travaux des bâtiments neufs.

Positions donnant droit à la solde à terre.

21. La solde de présence à terre est allouée :

1° Aux officiers mariniers et marins faisant partie des dépôts des équipages de la flotte ou des directions des mouvements de port; aux marins en service à terre aux colonies qui figurent au rôle d'un des dépôts des équipages de la flotte;

2° Aux officiers mariniers et marins mécaniciens de tous grades et apprentis élèves mécaniciens en instruction dans les écoles de mécaniciens;

3° D'une manière générale, aux officiers mariniers et marins placés dans une position de présence non déterminée par les articles 17, 20 et 76.

Marins appelés en témoignage.

22. 1. Les officiers mariniers, marins et autres, absents de leur poste pour déposer devant un tribunal civil, maritime ou militaire, siégeant hors du lieu de leur résidence, ont droit, par continuation, à la solde de présence affectée à la position dans laquelle ils se trouvaient en dernier lieu.

2. Le rappel de la solde est effectué au retour sur la production d'un certificat du président du tribunal constatant le jour où leur présence a cessé d'être nécessaire, sous la condition, toutefois, qu'ils auront rejoint leur poste dans les délais fixés.

Marins cités devant un tribunal, étant en congé.

23. 1. Les officiers mariniers et les marins, qui, étant en congé, sont cités en témoignage devant un tribunal civil, maritime ou militaire, siégeant hors du lieu de leur résidence, ont droit à la

solde de présence à terre, depuis le jour de leur départ dudit lieu jusqu'à celui de leur rentrée dans leurs foyers ou à leur corps. Si, étant cités dans le lieu de leur domicile, ils y sont retenus au delà du terme de leur congé, ils ont droit à la solde de présence à dater du lendemain de l'expiration dudit congé.

2. Le rappel de leur solde est effectué sur la production du certificat exigé par l'article 22, § 2.

Marins acquittés après jugement.

24. Les officiers marinières, marins ou autres, acquittés après jugement, conservent les droits à la solde de leur position antérieure, pendant tout le temps qu'ils ont passé en détention préventive.

Marins décédés avant jugement.

25. Les héritiers de tout marin en détention préventive, qui vient à mourir avant le jugement, ont droit au rappel déterminé par l'article 24 pour le cas d'acquittement.

Marins retournant à leur corps après détention.

26. Les officiers marinières, marins et autres, qui, après avoir subi une peine disciplinaire de détention, retournent à leur corps, ont droit, pour le temps de la route, à la solde de présence à terre.

Marins se déplaçant pour subir un examen ou faire constater leur état de santé.

27. 1. Les officiers marinières, marins et autres, présents au service, qui, par ordre ou par autorisation de l'autorité compétente, se déplacent, soit pour subir un concours, un examen ou une épreuve, soit pour faire constater leur aptitude ou l'état de leur santé, continuent à avoir droit à la solde de présence dont ils jouissent au moment de leur déplacement.

2. Le rappel de la solde est effectué au retour, sur la production d'un certificat en forme établissant l'accomplissement du fait qui a motivé le déplacement.

Marins rentrant de captivité à l'ennemi.

28. Les officiers marinières, marins et autres, rentrant de captivité à l'ennemi, reprennent leurs droits à la solde de présence, à compter du jour de leur rentrée en France ou de leur embarquement pour être rapatriés.

Droits résultant des permissions.

29. 1. Les officiers marinières, marins et autres, en permission, conservent la totalité de leur solde de présence, d'après la position

dans laquelle ils se trouvaient au moment de leur départ, lorsque la durée totale de l'absence par permission, en une ou plusieurs fois, ne s'est pas prolongée au delà de trente jours, du 1^{er} janvier au 31 décembre de la même année.

2. Si l'ensemble des permissions accordées dans cette période d'une année dépasse la limite ci-dessus, la totalité de la solde n'est maintenue que jusqu'à concurrence de trente jours et le surplus de l'absence ne donne droit qu'à la solde de congé.

3. Par exception aux dispositions du paragraphe 1^{er} du présent article, il peut être accordé aux officiers marins, marins et autres, qui demandent à se rendre en Corse, en Algérie ou en Tunisie et à ceux qui y servent et qui viennent en France, des autorisations d'absence comportant la jouissance de la solde de présence, dans la limite de quarante jours en ce qui concerne la Corse, et dans celle de quarante-cinq jours en ce qui concerne l'Algérie et la Tunisie. Le rappel de la solde a lieu sur la production d'une feuille de route visée à l'arrivée et au départ, aussi bien dans le port d'embarquement que dans celui de débarquement, soit en France, soit en Corse, soit en Algérie, soit en Tunisie.

4. La durée des permissions comprend le temps de l'aller et du retour.

5. Les permissions sont enregistrées par les administrations des bâtiments, des dépôts des équipages de la flotte et autres services à terre, à la charge par elles (sauf en ce qui concerne les dépôts) de porter les mouvements à la connaissance des commissaires aux armements, sous peine d'engager leur responsabilité personnelle.

6. En cas de retard justifié, les titulaires d'une permission conservent l'intégralité de leur solde dans les limites déterminées aux paragraphes précédents, en tenant compte de la durée des permissions accordées depuis le 1^{er} janvier de l'année. Au delà de cette limite, ils n'ont droit qu'à la solde de congé, à moins qu'ils n'aient été maintenus dans leurs foyers après l'expiration de leur permission sur un ordre de l'autorité, motivé par un cas de force majeure, tel qu'épidémie, etc.

7. Lorsque des officiers marins, marins et autres en jouissance d'une permission obtiennent un congé, le temps déjà passé par eux en permission est compris dans la durée de ce congé.

SECTION III.

DROITS À LA SOLDE D'ABSENCE ET À LA SOLDE DE DISPONIBILITÉ.

Définition du congé.

30. Toute absence autorisée prend le nom de congé, lorsqu'elle s'applique à une période de temps de plus de trente jours, sauf en

ce qui concerne les cas prévus aux troisième et sixième paragraphes de l'article 29.

Différentes espèces de congés.

31. On distingue quatre espèces de congé :

Les congés pour affaires personnelles :

Les congés de convalescence et les congés pour faire usage des eaux thermales ;

Les congés pour fin de campagne ;

Les congés par suite d'engagement à long terme, de maintien au service, de réadmission ou de rengagement.

Congés pour affaires personnelles et prolongations.

32. 1. Les congés pour affaires personnelles sont accordés par le ministre sur des propositions individuelles transmises par l'autorité supérieure.

2. Ces congés donnent droit, dans la limite maximum de six mois à la solde de congé prévue par les tarifs n° 2 et 5.

3. Les congés pour affaires personnelles ne peuvent être prolongés que par le ministre, sur des propositions individuelles transmises par l'autorité supérieure maritime dont relèvent les officiers mariniers, marins et autres.

4. Les prolongations, ayant pour effet d'étendre la durée totale de l'absence par congé au delà de six mois, ne donnent droit à aucune solde.

Congé de convalescence. Certificats de visite.

33. 1. Les congés de convalescence, en raison de maladies endémiques ou épidémiques, ou de blessures reçues en service commandé, ou d'affections résultant du service, sont accordés, pour une durée de trois mois, par les préfets maritimes ; sur le vu des certificats médicaux attestant l'origine de ces maladies, blessures ou infirmités ; ils donnent droit à la solde de présence à terre. Ils doivent toutefois, pour conférer le droit à cette solde, être obtenus dans les deux mois qui suivent soit le débarquement du bâtiment sur lequel s'est produite la circonstance qui motive le congé, soit la sortie de l'hôpital après traitement consécutif. Les officiers mariniers et marins, qui, pendant la durée de leurs congés, atteignent l'époque de leur passage dans la réserve ou de leur envoi en congé temporaire, ont droit à l'indemnité représentative de cette solde, conformément à l'article 77 ci-après.

2. Les congés de convalescence pour toute autre cause sont également accordés par les préfets maritimes dans la limite de trois mois, sous la réserve que ces concessions ne dépassent pas l'époque où les titulaires auront droit à leur congédiement. Ils donnent droit à la solde de congé.

3. Les demandes de congé de convalescence sont appuyées des certificats de visite délivrés par le médecin-major du service à terre ou du bâtiment d'où proviennent les intéressés, ainsi que des certificats de contre-visite délivrés, dans les ports militaires, par le conseil de santé de la marine, et, dans les ports secondaires, lors de l'arrivée en France, par le médecin de la marine ou, à défaut, par le médecin que désigne le chef du service de la marine.

Prolongation des congés de convalescence.

3/1. 1. Les prolongations des congés de convalescence sont accordées, par concessions de trois mois au maximum, et dans la limite d'une année à compter de la concession du congé primitif, par le préfet maritime de l'arrondissement dont relèvent les officiers marinières ou marins.

2. Toute prolongation de congé de convalescence jusqu'à la limite d'une absence totale de six mois donne droit à la solde primitivement accordée. Après cette période, elle donne droit, dans la limite de six autres mois, à la solde de congé, si le congé primitif a été accordé à la solde de présence; dans le cas contraire, elle ne comporte aucune solde.

3. En ce qui concerne les marins qui, étant en congé de convalescence, entrent à l'hôpital, la prolongation de congé de convalescence ne compte que du jour de la sortie de l'hôpital, lorsque le premier congé est expiré avant cette époque. La solde à laquelle ont droit ces marins pendant leur séjour à l'hôpital (solde d'hôpital ou solde d'hôpital en congé) est basée sur celle à laquelle leur donne droit leur congé de convalescence, comme il est dit à l'article 41 ci-après.

4. Tout officier marinier ou marin qui désire obtenir une prolongation de congé de convalescence doit, s'il se trouve dans ses foyers, rejoindre le dépôt des équipages de la flotte auquel il a été destiné lors de son envoi en congé, pour y être soumis à la visite et à la contre-visite du conseil de santé de la marine. En cas d'impossibilité absolue de se conformer aux dispositions qui précèdent, les demandes de congé de convalescence sont appuyées des certificats de visite délivrés par le médecin de la marine en service dans la localité, à défaut, par l'officier de santé en chef de l'hôpital militaire, et, à défaut de médecin militaire, par un médecin civil, et visé par le commissaire de l'inscription maritime, le sous-intendant militaire, le maire ou le juge de paix de la localité.

5. Tout congé de convalescence accordé à un marin, dans le délai de deux mois qui suit sa rentrée au corps après l'expiration d'un premier congé de convalescence, est considéré, à partir du jour de sa concession, comme une prolongation de ce premier congé, s'il est accordé pour la même maladie ou la même blessure qui avait motivé celui-ci. Il confère les mêmes avantages de solde que le congé

primitif jusqu'à concurrence d'une durée de six mois, comme il est dit au paragraphe 2 du présent article.

Congés pour faire usage des eaux thermales.

35. 1. Les congés pour faire usage des eaux thermales ou minérales sont accordés par les préfets maritimes sur le vu de certificats de visite et de contre-visite délivrés comme il est dit au paragraphe 3 de l'article 33. La durée de ces congés est égale au double du temps passé aux eaux thermales ou minérales, sans pouvoir excéder la limite de deux mois. Une prolongation d'un mois peut, toutefois, être accordée par l'autorité maritime qui a concédé le premier congé, lorsque le besoin d'un redoublement de saison a été constaté par les médecins particuliers des eaux. Elle est de plein droit, lorsque la saison des eaux est de soixante jours et au delà.

2. Les congés pour faire usage des eaux thermales ou minérales donnent droit à la solde de présence à terre, mais seulement pendant deux années de suite. S'ils sont accordés pour une troisième année, ils ne comportent que la solde de congé.

Conditions dans lesquelles les agents de service civils peuvent obtenir des congés de convalescence ou pour faire usage des eaux.

36. 1. Les dispositions des articles 33, 34 et 35 sont applicables aux agents de service civils qui sont dans le cas d'être envoyés en congé de convalescence pour maladies endémiques ou épidémiques, blessures reçues en service commandé ou affection résultant du service.

2. En toute autre circonstance, les agents de service civils ne peuvent être envoyés en congé de cette nature qu'après un embarquement ininterrompu d'une année au moins. Ces congés ne comportent que la solde de congé et ne peuvent être prolongés au delà de trois mois.

3. Les agents de service civils, qui se trouvent dans les cas prévus aux paragraphes 4 et 5 de l'article 18, ne peuvent prétendre, lors de leur retour en France, à un congé de convalescence.

Marins congédiables avant la rentrée en France de leur bâtiment.

37. Les dispositions des articles 33, 34 et 35 sont applicables aux hommes qui, se trouvant congédiables avant la rentrée de leur bâtiment en France, sont reconnus susceptibles d'obtenir un congé de convalescence dans un délai de quarante jours après cette rentrée.

Dispositions relatives aux congés de convalescence accordés aux inscrits algériens.

38. 1. Les dispositions relatives à la concession et aux prolongations des congés de convalescence sont applicables aux inscrits algériens embarqués ou en service en Algérie et en Tunisie.

2. Toutefois, les demandes de congé sont soumises, avec les certificats de visite à l'appui, à l'approbation du contre-amiral commandant la marine en Algérie, par les soins de l'autorité militaire en Algérie et en Tunisie.

3. Les inscrits algériens sont portés, pendant la durée des congés de convalescence qui leur sont accordés, sur le rôle du 5^e dépôt des équipages de la flotte. Tous les renseignements qui les concernent sont portés sur un billet de destination transmis au conseil d'administration du dépôt par le commandant du bâtiment ou service d'où ils proviennent. A la rentrée de congé des inscrits algériens, le commandant du bâtiment ou du service qui les reçoit en informe le conseil d'administration du 5^e dépôt.

4. Le paiement de la solde acquise par les marins inscrits algériens pendant un congé de convalescence, lorsqu'ils sont rentrés dans les délais fixés, leur est fait par les soins du conseil d'administration ou du commandant comptable sous les ordres duquel ils sont placés, pour le compte du 5^e dépôt, conformément aux dispositions de l'article 206 du présent décret.

Congé pour fin de campagne.

39. 1. Des congés pour fin de campagne peuvent être accordés, par les préfets maritimes, aux officiers marinières et marins ayant accompli une période d'embarquement déterminée. Ces congés, dont la durée ne peut excéder trois mois, donnent droit à la solde de présence à terre; toutefois, ils doivent, pour conférer le droit à ladite solde, être obtenus dans le mois qui suit le débarquement.

2. Les conditions d'obtention et de durée de ces congés sont déterminées par un arrêté ministériel.

3. Tout homme qui, pendant la durée d'un congé pour fin de campagne, atteint l'époque de son congédiement, cesse d'avoir droit à la solde à compter de cette date.

4. Les agents de service civils ne peuvent, en aucun cas, prétendre à la concession de congés pour fin de campagne.

Congé à la suite d'engagement à long terme, de maintien au service, de réadmission ou de rengagement.

40. 1. Les congés par suite d'engagement à long terme, de maintien au service, de réadmission ou de rengagement sont accordés par les préfets maritimes ou les commandants en chef, dans les conditions déterminées par le décret organique du corps des équipages de la flotte.

2. Ils donnent droit à la solde de présence à terre, si les titulaires ne demandent à jouir que du minimum de la concession prévue par le décret précité; à la solde de congé, s'ils dépassent ce minimum.

Droits à la solde pour les marins en congé entrant à l'hôpital.

41. 1. Les officiers mariniens et les marins, qui tombent malades étant en congé avec solde, sont admis dans les hôpitaux, sur la présentation de leur titre de congé.

2. Pendant leur séjour dans les hôpitaux, ils ont droit à la solde d'hôpital, s'ils sont titulaires d'un congé à la solde de présence; à la solde d'hôpital en congé, si leur congé ne comporte que la solde de congé.

3. Ils rentrent en jouissance, suivant le cas, de la solde de présence ou de la solde de congé, conformément aux dispositions de l'article 52.

4. Le jour de l'admission à l'hôpital ainsi que celui de la sortie sont annotés sur le titre de congé de ces marins, par les soins de l'officier du commissariat, du sous-intendant militaire ou du fonctionnaire civil qui a délivré le billet d'entrée.

Admission à l'hôpital des marins en congé sans solde.

42. 1. Les officiers mariniens et marins de toute provenance, qui tombent malades étant en congé sans solde, peuvent également être admis à l'hôpital, à la charge du département de la marine, à la condition, toutefois, qu'ils ne sont pas en congé sans solde depuis plus de six mois. Leur entrée et leur sortie sont constatées suivant le mode prescrit à l'article précédent.

2. Il ne leur est fait ultérieurement aucune retenue à raison de cette admission.

3. Les marins congédiés définitivement peuvent être hospitalisés, dans les mêmes conditions, pendant les quarante jours qui suivent leur congédiement.

Marins renonçant à la faculté de passer dans leurs foyers leur congé de convalescence.

43. 1. Les officiers mariniens et les marins, auxquels des congés de convalescence sont accordés et qui déclarent n'avoir pas les moyens de se faire soigner chez eux, peuvent être autorisés à passer ces congés au dépôt des équipages de la flotte. Ces marins sont traités, au point de vue de l'obtention de la solde, conformément aux prescriptions des articles 33 et 34 du présent décret.

2. La même disposition peut être appliquée à ceux qui, faute de ressources dans leurs familles, demanderaient à rejoindre leur poste avant l'expiration de leur congé.

Marins renvoyés en France pour cause de santé.

44. 1. Hors des ports de France, aucun congé ne peut être délivré aux officiers mariniens, marins et autres embarqués.

2. Ceux qui sont renvoyés en France pour cause de santé sont visités et contre-visités, au port de débarquement, ainsi qu'il est prescrit à l'article 33, § 3.

3. S'ils débarquent dans un port de commerce, ils sont immédiatement dirigés sur leurs foyers, par les soins de l'autorité maritime, dès qu'ils ont été reconnus susceptibles d'obtenir un congé de convalescence. Les certificats de visite et de contre-visite sont transmis au préfet maritime de l'arrondissement que le marin doit rejoindre, afin qu'il soit statué sur la durée du congé, ainsi que sur la quotité de la solde à allouer pendant ce congé.

Date du débarquement de marins en permission qui obtiennent un congé.

45. Les officiers marinières et les marins, qui étaient déjà en permission au moment de la concession d'un congé, cessent de compter sur leur bâtiment à partir du jour où ils ont quitté le bord.

Dépôt que doivent rejoindre les titulaires des diverses sortes de congés.

16. 1. Les officiers marinières et les marins de toute provenance qui obtiennent un congé de quelque nature que ce soit, rejoignent, à l'expiration de leur congé, à moins d'un ordre contraire du ministre de la marine, leur dépôt d'immatriculation, s'ils proviennent de l'engagement volontaire ou du recrutement, et le dépôt des équipages de la flotte du port chef-lieu de l'arrondissement duquel dépend leur quartier d'inscription, s'ils sont inscrits maritimes.

2. Lorsque l'envoi en congé doit entraîner un changement de dépôt pour les officiers marinières et marins à terre, les titulaires de ces congés, de même que les marins expédiés directement par les bâtiments, comptent, du jour de leur mise en route, au dépôt qu'ils doivent rejoindre.

Durée des droits à la solde pour les marins en congé.

47. Les marins qui se trouvent en congé de convalescence au moment de leur envoi en congé renouvelable conservent, s'ils sont placés d'office dans cette position, les droits à la solde jusqu'à l'expiration de leur congé de convalescence; ces marins perdent leurs droits à la solde du jour de leur renvoi dans leurs foyers, s'ils sont placés en congé renouvelable à leur demande, du jour de leur renvoi en congé temporaire ou du jour où ils passent dans la réserve de l'armée active, sans préjudice, le cas échéant, des dispositions prévues à l'article 33, § 1.

2. Les marins de toute provenance qui obtiennent des congés pour affaires personnelles perdent leurs droits à la solde du jour où ils sont placés en congé renouvelable, en congé temporaire ou en sursis après la levée.

3. En cas de décès d'officiers mariniens ou de marins de toute provenance morts en jouissance de congé, le reliquat de leur solde est acquis à leurs héritiers ou ayants droit.

Marins en congé passant dans un autre corps.

48. Les officiers mariniens et les marins en congé qui passent dans un autre corps sont rappelés de leur solde de présence ou d'absence, suivant le cas, au titre des équipages de la flotte, jusqu'au jour de leur départ pour rejoindre leur nouveau corps.

Entrée en solde après jouissance d'un congé.

49. 1. La durée des congés comprend le temps de l'aller et du retour. En conséquence, en dehors des cas prévus à l'article 23 et sous la réserve des dispositions qui sont l'objet des paragraphes 2 et 3 du présent article, les officiers mariniens ou les marins en congé avec ou sans solde rentrent en jouissance de la solde de présence le jour où ils ont rejoint leur poste.

2. Ceux qui, étant en jouissance d'un congé de quelque nature que ce soit, reçoivent l'ordre de rejoindre leur poste, de se rendre à une nouvelle destination, ou de remplir un service quelconque avant l'expiration de leur congé, recouvrent leurs droits à la solde de présence à terre à compter du jour de leur départ pour obtempérer à l'ordre reçu et sous la condition qu'ils rejoignent dans les délais.

3. Toutefois, si le titulaire du congé a été embarqué par ordre, pour effectuer son retour sur un bâtiment de l'État ou sur un navire du commerce, il a droit, pour la durée de son embarquement, à la solde de présence à la mer.

Marins rentrant avant l'expiration de leur congé.

50. Les officiers mariniens ou marins en congé qui rejoignent volontairement leur poste avant l'expiration de leur congé recouvrent leurs droits à la solde de présence à partir du jour de leur arrivée au corps.

Droits des marins qui ont dépassé les limites de leur congé par suite de circonstances de force majeure.

51. 1. Les officiers mariniens et les marins qui, étant en congé avec solde de congé ou sans solde, n'ont pu, pour les causes énoncées en l'article 117, rejoindre leur poste à l'expiration de leur congé, sont considérés comme étant encore en congé, avec ou sans solde, pour le temps écoulé depuis l'expiration de leur congé jusqu'au jour exclu de leur rentrée.

2. Les officiers mariniens ou marins en jouissance d'un congé avec solde de présence cessent d'avoir droit à cette solde dès l'expira-

tion de leur congé ou de sa prolongation. Ils n'ont droit, au delà de ce terme, qu'à la solde de congé, sous réserve de l'exception prévue au sixième paragraphe de l'article 29.

Droits à la solde d'hôpital.

52. 1. Les officiers mariniers, marins et autres, se trouvant dans les positions déterminées aux articles 17, 20 et 21, ont droit à la solde d'hôpital prévue par les tarifs n° 1 et 4, du jour où ils sont admis dans les hôpitaux à terre en France, aux colonies ou à l'étranger, ainsi qu'à bord des bâtiments ou pontons-hôpitaux.

2. Ils recouvrent le droit à la solde de présence à terre, en réserve ou à la mer, suivant le cas, le jour de leur sortie.

3. Lorsqu'un marin en traitement à l'hôpital pour une maladie endémique, une blessure ou une infirmité contractée en service commandé arrive à l'expiration de son lien au service, la solde d'hôpital lui est continuée, à titre d'indemnité, jusqu'au jour de sa sortie de l'hôpital, s'il est renvoyé directement dans ses foyers, ou jusqu'au jour où il est mis en réforme ou à la retraite, suivant le cas.

4. En cas de décès à l'hôpital, la solde d'hôpital est allouée jusqu'au jour du décès inclusivement.

5. Par exception aux dispositions qui précèdent, les infirmiers en traitement dans les hôpitaux continuent à toucher la solde de présence à terre.

Marins retraités pourvus d'un emploi d'activité admis à l'hôpital.

53. 1. Les officiers mariniers et marins retraités pourvus d'un emploi d'activité reçoivent, à compter du jour où ils sont admis dans les hôpitaux à terre, ainsi qu'à bord des bâtiments ou pontons-hôpitaux, l'indemnité à l'hôpital fixée par le tarif n° 15, § E.

2. Ils recouvrent le droit à l'indemnité de leur emploi d'activité prévue au même tarif, du jour de leur sortie de l'hôpital.

Droits à la solde de captivité.

54. Les officiers mariniers, marins ou autres faits prisonniers de guerre ont droit à la solde de captivité à dater du lendemain du jour où ils sont tombés au pouvoir de l'ennemi, jusqu'au jour exclu de leur embarquement sur un bâtiment de l'État ou sur un navire du commerce ou de leur rentrée en France.

Position donnant droit à la solde de disponibilité.

55. La solde de disponibilité (tarifs n° 3 et 6) est allouée, à compter du jour où ils sont mis en route pour le lieu de leur résidence, aux officiers mariniers du cadre de maistrance placés dans la position de

disponibilité, 1^{re} ou 2^e catégorie, définie dans le décret organique des équipages de la flotte, ainsi qu'à ceux qui obtiennent des sursis de rappel de disponibilité.

Officiers mariniers promus étant en disponibilité.

56. L'officier-marinier en disponibilité, qui est promu à un grade supérieur sans changer de position, a droit à la solde de disponibilité de son nouveau grade, conformément à ce qui est prescrit par l'article 10.

Officiers mariniers admis à l'hôpital, étant en disponibilité et rappelés de disponibilité pendant leur séjour à l'hôpital.

57. 1. Les officiers mariniers en disponibilité admis dans les hôpitaux ont droit à la solde de disponibilité à l'hôpital (tarifs n^{os} 3 et 6). Ils recouvrent les droits à la solde de disponibilité du jour de leur sortie de l'hôpital.

2. Les officiers mariniers rappelés de disponibilité pendant leur séjour à l'hôpital ont droit, du jour où leur ordre de rappel leur est notifié par le commandant du dépôt chargé d'en assurer l'exécution, à la solde d'hôpital en position de présence (tarifs n^{os} 1 et 4).

SECTION IV.

ACCESSOIRES DE LA SOLDE.

Désignation des accessoires de la solde; cumul.

58. 1. Les accessoires de la solde comprennent :

Les suppléments, les indemnités, les gratifications, les primes, les hautes payes d'ancienneté.

2. Les suppléments de brevets et de certificats se cumulent avec tout autre supplément; les suppléments facultatifs ne se cumulent pas entre eux.

3. Les suppléments se cumulent avec les autres accessoires de la solde, à l'exception des indemnités prévues au tarif n^o 15, sous réserve, toutefois, des indications spéciales portées dans les tarifs, ou des décisions prises par le ministre.

4. Les primes peuvent se cumuler avec les hautes payes d'ancienneté.

Différentes espèces de suppléments.

59. Les suppléments sont :

1^o Les suppléments attachés à la possession de brevets ou de certificats énumérés au tarif n^o 7;

- 2° Les **suppléments facultatifs** et de fonctions énumérés au tarif n° 8;
- 3° Les **suppléments divers** qui sont l'objet des tarifs n° 9 et 10.

Suppléments à la mer et en réserve attachés à la possession de brevets ou certificats de capacité, d'aptitude, etc.

60. 1. Les **suppléments énumérés au tarif n° 7** sont alloués, dans toute position de présence, celle à l'hôpital exceptée :

1° Ceux de la 1^{re} colonne :

A bord des bâtiments en réserve, 2^e et 3^e catégorie, et à bord du bâtiment central, ainsi que dans les écoles des mécaniciens;

2° Ceux de la 2^e colonne :

A bord des bâtiments armés, en essais, en disponibilité, en réserve, 1^{re} catégorie, et en armement ou en désarmement, ainsi que dans les défenses mobile et fixe.

2. Ces suppléments sont concédés, dans les conditions déterminées par le décret organique du corps des équipages de la flotte, aux officiers marinières et marins titulaires des brevets et certificats énumérés audit tarif.

3. Lesdits suppléments sont dus également aux marins des dépôts des équipages de la flotte placés en subsistance sur un navire en réserve, 2^e ou 3^e catégorie, sur le bâtiment central de la réserve, ainsi qu'à la défense mobile ou à la défense fixe (colonne n° 1), ou, enfin, sur un bâtiment armé (colonne n° 2). Les suppléments de la colonne n° 1 sont, en outre, dus aux marins dont il est fait mention aux paragraphes numérotés 4° et 5° de l'article 20 ci-dessus.

Suppléments attachés à l'exercice de certaines fonctions.

61. 1. Les suppléments de fonctions énumérés dans le tarif n° 8 sont alloués aux officiers marinières, quartiers-maîtres et marins remplissant effectivement les fonctions indiquées.

2. Ils ne sont acquis que pendant la durée des fonctions.

3. Ils ne se cumulent pas entre eux, ni avec les suppléments facultatifs, ni avec les indemnités déterminées par le tarif n° 15, sauf les exceptions indiquées.

Suppléments facultatifs.

62. 1. Les officiers marinières, quartiers-maîtres et marins embarqués, en réserve ou à terre, peuvent recevoir des suppléments dits **facultatifs** dont la quotité est déterminée par le tarif n° 8.

2. Le nombre et le taux de ces suppléments sont fixés par le ministre de la marine pour chaque bâtiment ou service à terre.

3. La répartition des suppléments facultatifs est faite par le commandant, sur le rapport de l'officier en second, à l'avance pour chaque trimestre.

4. Ils ne se cumulent pas entre eux, ni avec les suppléments de fonctions, ni avec les indemnités prévues au tarif n° 15.

Suppléments aux officiers mariniers et marins attachés
aux défenses mobile et fixe.

63. 1. Les officiers mariniers et marins attachés aux défenses mobile et fixe des ports sont traités, au point de vue de l'allocation des suppléments, comme les officiers mariniers et marins embarqués sur les bâtiments armés.

2. Les officiers mariniers et marins de la défense mobile ainsi que ceux embarqués sur les bateaux sous-marins ont droit au supplément de sortie et de plongée déterminés par le tarif n° 9.

3. Les suppléments prévus au paragraphe précédent sont acquis au personnel instructeur et permanent de l'école des torpilleurs, qui prend part aux exercices des torpilleurs de l'école, lorsque le total des heures de marche de ces torpilleurs atteint huit heures pendant la même journée de vingt-quatre heures. Lesdits suppléments sont alloués, dans les mêmes conditions, aux équipages des bateaux-torpilleurs, autres que ceux de la haute-mer, qui font partie des escadres.

Suppléments d'instructeur dans les écoles des spécialités.

64. Les officiers mariniers, quartiers-maîtres et matelots brevetés, qui remplissent les fonctions d'instructeur dans les écoles des spécialités, reçoivent, dans les conditions déterminées par le décret portant réorganisation du corps des équipages de la flotte, et pendant la durée effective de ces fonctions, les suppléments énumérés au tarif n° 8.

Bâtiments en réserve qui font des sorties à la mer.

65. Lorsque les bâtiments en réserve sont appelés à faire des sorties à la mer, les équipages reçoivent, pendant la durée de ces sorties, le solde à la mer et les suppléments correspondants.

Suppléments à terre aux colonies.

66. 1. Les marins en service à terre dans les possessions françaises hors d'Europe, et qui sont portés au rôle d'un dépôt des équipages de la flotte, reçoivent un supplément spécial, variable suivant la possession où servent les ayants droit et dont les diverses quotités sont fixées par le tarif n° 10.

2. Le ministre de la marine détermine, pour chaque possession, la quotité du supplément à allouer.

Suppléments aux infirmiers de tous grades.

67. 1. Les premiers maîtres, seconds maîtres, quartiers-maîtres et matelots infirmiers reçoivent, à terre comme à bord, dans toute position donnant droit à la solde d'activité, le supplément déterminé par le tarif n° 9.

2. L'allocation de ce supplément peut être suspendue, en tout ou en partie, par décision des conseils d'avancement, pour des périodes de un, deux ou trois mois.

Indemnités.

68. Les indemnités sont :

Les indemnités aux maîtres chargés et aux secrétaires des commandants comptables;

Les indemnités aux marins chargés de l'école élémentaire;

Les indemnités aux vague-mestres;

Les indemnités de frais de bureau;

L'indemnité de logement aux officiers mariniers;

Les indemnités aux marins retraités pourvus d'emplois d'activité;

Les indemnités pour pertes d'effets non fournis par l'État;

Les indemnités aux détachements en route;

Les indemnités aux officiers mariniers, quartiers-maîtres et marins maintenus d'office après l'expiration de leur engagement volontaire ou de la première période de service obligatoire.

Les indemnités représentatives de la solde aux officiers mariniers et marins en traitement à l'hôpital, en congé de convalescence en raison de maladies endémiques ou épidémiques, de blessures reçues en service commandé ou d'affections résultant du service, lorsqu'ils atteignent, pendant la durée de leur traitement ou de leur congé, l'époque de leur envoi en congé temporaire ou de leur congédiement.

Indemnités aux maîtres chargés d'une ou de plusieurs feuilles à bord des bâtiments, à terre et aux secrétaires de commandants comptables.

69. 1. Les officiers mariniers et les marins chargés du matériel porté sur une ou plusieurs feuilles à bord des bâtiments armés ou en réserve ou dans certains services à terre, ainsi que les secrétaires des commandants comptables, reçoivent une indemnité journalière dont la quotité maximum est déterminée par le tarif n° 15.

2. La quotité de l'indemnité est toujours basée sur l'effectif réglementaire (personnel des équipages) du bâtiment à l'état d'armement au complet. Toutefois, lorsque des circonstances particulières le justifient, le ministre de la marine peut attribuer aux maîtres chargés une quotité plus élevée que celle revenant réglementairement au bâtiment ou service d'après son effectif.

3. L'indemnité est allouée dans toutes les positions de présence

effective du maître chargé, du jour de l'embarquement jusqu'à celui du débarquement ou, en cas de changement de comptable, du jour de la prise en charge, jusqu'à celui de la remise de la charge. Toutefois, la concession de l'indemnité est interrompue de plein droit dans les cas de punition disciplinaire entraînant la détention ou la prison ; elle peut encore être supprimée temporairement, en tout ou en partie, dans les conditions déterminées par le décret organique du corps des équipages de la flotte.

4. Quand un maître chargé est en position d'absence, l'indemnité est allouée à son remplaçant provisoire, si ce dernier n'est déjà chargé.

5. Lorsque des officiers mariniers ou marins sont chargés réglementairement de plusieurs feuilles, l'indemnité est augmentée de la moitié en sus ; lorsqu'un secrétaire de commandant comptable est en même temps chargé d'une ou de plusieurs feuilles, l'indemnité est augmentée d'une quantité indiquée au tarif n° 15.

6. Lorsqu'un officier marinier ou marin, n'appartenant pas au service des vivres et déjà chargé d'une feuille, est appelé à remplir les fonctions de maître commis, le supplément d'indemnité qui lui est alloué pour cette deuxième charge peut lui être retenu pendant une année de sa gestion.

7. Lorsqu'une charge est partagée entre plusieurs maîtres, chacun d'eux peut recevoir le maximum de l'indemnité prévue par le tarif n° 15.

Indemnité aux marins chargés de l'école élémentaire.

70. 1. Les marins de tous grades chargés de l'école élémentaire à terre ou à bord reçoivent une indemnité journalière dont le montant maximum est déterminé par le tarif n° 15.

2. La concession de cette indemnité ne peut avoir lieu que du jour où l'école est ouverte.

3. En l'absence du titulaire, l'indemnité peut être accordée à son remplaçant provisoire.

4. La concession de cette indemnité peut être supprimée, en tout ou en partie, dans les conditions déterminées pour les maîtres chargés par le décret organique du corps des équipages de la flotte.

Indemnité de logement aux officiers mariniers.

71. 1. Les officiers mariniers mariés et ceux qui sont divorcés ou veufs avec enfant reçoivent, dans toutes les positions donnant droit à une solde soit de présence, soit d'absence ou de disponibilité, une indemnité de logement dont la quotité est fixée par le tarif n° 14.

2. Les officiers mariniers, quartiers-maîtres et marins en service à terre aux colonies et portés au rôle d'un dépôt des équipages de la

flotte qui ne sont pas logés par l'État reçoivent une indemnité de logement dont la quotité est déterminée au tarif n° 14.

3. L'indemnité prévue au paragraphe précédent peut être cumulée par les officiers marinières, dont la famille ne réside pas dans la colonie, avec celle qui fait l'objet du paragraphe 1^{er} du présent article.

Indemnités aux vagemestres à terre et à la mer.

72. 1. Les officiers marinières et les marins remplissant les fonctions de vagemestre, à terre ou à bord des bâtiments, ont droit, pendant la durée effective de ces fonctions, à une indemnité journalière déterminée par le tarif n° 15.

2. En l'absence du titulaire, cette indemnité est allouée à son remplaçant provisoire.

Indemnité de frais de bureau.

73. 1. Une indemnité journalière pour achat de fournitures de bureau est allouée aux officiers marinières, aux fourriers de tous grades et aux marins qui occupent les emplois déterminés au tarif n° 17.

2. Cette indemnité est payée dans toutes les positions, celle de congé exceptée, à la charge par les titulaires de pourvoir, en tous les cas, aux dépenses auxquelles elle doit s'appliquer.

3. Toutefois, en ce qui concerne les instituteurs de l'école élémentaire embarqués sur des bâtiments armés, elle n'est allouée qu'à partir du jour de l'ouverture de l'école jusqu'à celui exclu de la fermeture.

4. Il est alloué une indemnité annuelle aux écoles indiquées au tarif n° 17, pour l'achat des fournitures de bureau, cartes, etc., nécessaires au fonctionnement desdites écoles.

Indemnités aux marins retraités.

74. 1. Les indemnités journalières à allouer aux marins retraités pourvus d'emploi d'activité sont fixées par le tarif n° 15.

2. Le taux de l'augmentation que ces retraités peuvent obtenir à titre d'avancement est fixé par le même tarif.

Indemnités pour pertes d'effets non fournis par l'État.

75¹⁰. 1. Les pertes d'effets éprouvées, dans les naufrages ou chouements et dans toutes circonstances dérivant d'un service obligatoire, par les agents de service civils embarqués ouvrent des droits,

¹⁰ Les pertes d'effets réglementaires éprouvées par les officiers marinières et marins ont régies par les dispositions de l'article 337.

à raison des circonstances, à l'une des indemnités fixées par le tarif n° 23.

2. Le procès-verbal de l'événement, contenant les propositions motivées du conseil d'administration du bâtiment, est adressé au commissaire aux armements et soumis, avec les observations de ce fonctionnaire, à la décision du ministre de la marine.

3. Les dispositions des paragraphes précédents sont applicables aux officiers marinières pour ceux de leurs effets qui ne leur sont pas délivrés par les magasins de l'État.

Indemnités aux marins voyageant en détachement ou isolément.

76. 1. Les officiers marinières et les marins, voyageant en détachement sous la conduite d'un chef, continuent à avoir droit à la solde de présence.

Il faut au moins sept hommes pour former un détachement.

2. Ils ont droit, en outre, depuis le jour du départ jusqu'à celui de l'arrivée à destination, à l'indemnité journalière dont la quotité est déterminée, suivant le grade, par le tarif n° 18

3. Les officiers marinières et les marins voyageant isolément, en vertu d'un ordre de service, ont droit, indépendamment de la solde de présence, aux allocations déterminées par le décret sur les indemnités de route et de séjour.

Indemnités aux marins qui, étant en congé de convalescence en raison de maladies endémiques, etc., atteignent l'époque de leur congédiement avant l'expiration de leur congé.

77. 1. Les officiers marinières et marins titulaires d'un congé de convalescence, en raison de maladies endémiques ou épidémiques, de blessures reçues en service commandé ou d'affections résultant du service, ont droit, lorsqu'ils atteignent, pendant la durée de leur congé, l'époque de leur passage dans la réserve ou de leur envoi en congé temporaire, à une indemnité égale à la solde dont ils jouissent.

2. Cette indemnité leur est acquise jusqu'à l'expiration du congé ou de la prolongation de congé qui leur avait été accordée antérieurement à cet époque.

3. En cas de décès, les arrérages sont acquis aux héritiers.

Indemnité de maintien au service aux marins de tous grades retenus d'office en activité. — Indemnité de rappel au service aux officiers marinières, quartiers-maîtres et marins.

78. 1. L'indemnité de maintien au service à allouer aux marins retenus d'office sous les drapeaux au delà de la période réglementaire, dans les conditions déterminées par le décret organique du corps des équipages de la flotte, est fixée par le tarif n° 11.

2. L'indemnité de rappel au service, également prévue par le décret organique des équipages de la flotte, est fixée au même taux que celle de maintien au service.

Gratifications.

79. Les gratifications sont :

Les gratifications aux chefs d'atelier des torpilles automobiles ;

Les prix de fin d'instruction ;

Les gratifications de première mise d'équipement et de première mise d'habillement ;

Les gratifications au personnel infirmier en cas d'épidémie ;

Les gratifications pour les exercices de tir ;

Les gratifications de solde le jour de la Fête nationale.

Gratifications aux chefs d'atelier des torpilles automobiles.

80. 1. Les mécaniciens torpilleurs, chefs d'atelier des torpilles automobiles, peuvent recevoir des gratifications journalières dont le maximum est fixé par le tarif n° 16, § A.

2. Lorsque le chef d'atelier est chargé en même temps d'une feuille, il ne peut lui être accordé que la moitié de la gratification prévue au paragraphe précédent, cumulativement avec l'indemnité de charge prévue à l'article 69.

3. La quotité de la gratification est déterminée par le commandant en chef, sur le rapport du commandant, dans les conditions déterminées par un arrêté ministériel.

Prix de fin d'instruction à bord des bâtiments-écoles.

81. 1. A bord des bâtiments-écoles, les instructeurs et les meilleurs élèves peuvent recevoir, en fin d'instruction, des prix dont le montant est déterminé par le tarif n° 16, § B.

2. Ce chiffre est un maximum qui peut ne pas être atteint.

3. La répartition de ces prix est faite à la suite des concours et tirs d'honneurs exécutés dans les conditions déterminées par l'arrêté sur le fonctionnement de chaque école.

4. Une somme annuelle, dont le montant est déterminé par le même tarif, est allouée pour achat de livres et d'objets utiles destinés à être donnés aux mousses, à titre de récompense, à l'occasion de la distribution des prix de l'école.

Gratifications de première mise d'équipement et de première mise d'habillement.

82. 1. Les premiers maîtres promus officiers et les officiers mariniens nommés à un grade supérieur, les musiciens, quelle que soit leur provenance, nommés à l'emploi de chef de musique d'un dépôt des équipages de la flotte, ainsi que les maîtres et les seconds

maîtres musiciens nommés à un emploi supérieur dans les équipages de la flotte, ont droit, quelle que soit leur position au moment de leur promotion et à titre de première mise d'équipement, à une gratification dont la quotité est déterminée par le tarif n° 22.

2. Cette première mise est augmentée de moitié pour les premiers maîtres promus officiers, s'ils ne sont pas rapatriés lorsqu'ils reçoivent, hors des ports de France, l'avis officiel de leur nomination.

3. Une gratification de première mise d'équipement est également due, lors de leur nomination, aux sous-chefs de musique des dépôts des équipages de la flotte, ainsi qu'aux maîtres musiciens, lorsqu'ils proviennent des corps de troupe de la marine ou de l'armée de mer.

Gratifications au personnel infirmier en cas d'épidémie.

83. En cas d'épidémie grave, à bord ou à terre, le ministre de la marine peut accorder, sur la proposition du commandant en chef ou du préfet maritime, telles gratifications qu'il juge convenable aux infirmiers qui lui sont particulièrement signalés.

Gratifications accordées pour les exercices de tir.

84. Les officiers mariniers et marins reçoivent, à la suite des exercices de tir, les gratifications déterminées au tarif n° 19.

Gratifications de solde le jour de la Fête nationale.

85. Les officiers mariniers, marins et autres ayant droit à une solde de présence reçoivent, à titre de gratification, le jour de la Fête nationale, une demi-journée de solde dégagée de tous accessoires, suivant la position dans laquelle ils se trouvent le jour même, soit à terre, soit en réserve, soit à la mer.

Différentes espèces de primes.

86. Les primes sont :

Les primes de réadmission ;

Les primes de rengagement.

Primes de réadmission aux inscrits maritimes.

87. 1. Les quartiers-maîtres et matelots brevetés de l'inscription maritime, autorisés à contracter une réadmission, reçoivent une prime dont le montant est fixé par le tarif n° 11.

2. Cette prime leur est payée, dans les conditions déterminées par le décret d'organisation du corps des équipages de la flotte, aussitôt qu'ils ont souscrit l'acte de réadmission.

Actes de réadmission.

88. 1. Les actes constatant la réadmission, avec ou sans prix,

des inscrits maritimes sont reçus par les commissaires aux armements dans les cinq ports militaires; ces actes sont inscrits sur un registre à souche (imprimé n° 1180 de la nomenclature générale); ils sont signés, après lecture, par le marin réadmis, les témoins et l'autorité administrative qui les a reçus.

2. Mention de la réadmission est faite sur le rôle d'équipage, sur le livret de solde et sur le livret matricule des marins.

3. Le paiement opéré en vertu du paragraphe 2 de l'article précédent est apostillé sur le rôle d'équipage et sur le livret de solde.

Le montant de la prime est définitivement acquis.

89. Le montant de la prime demeure acquis en cas de nomination au grade de second maître, de changement de corps ou de congédiement pour un motif quelconque.

Primes de rengagement aux marins du recrutement et de l'engagement volontaire.

90. 1. Les quartiers-maîtres et matelots brevetés de l'engagement volontaire ou du recrutement, admis à contracter un rengagement, reçoivent une prime dont le montant est déterminé par le tarif n° 11.

2. Cette prime leur est payée dans les conditions déterminées par le décret d'organisation du corps des équipages de la flotte, aussitôt qu'ils ont souscrit l'acte de rengagement.

Actes de rengagement.

91. Les actes de rengagement sont reçus dans les conditions indiquées à l'article 88 du présent décret pour les actes de réadmission; ils sont inscrits sur un registre à souche (imprimé n° 1181 de la nomenclature générale).

Hautes payes journalières d'ancienneté, dite de chevrons.

92. 1. Une haute paye journalière d'ancienneté, dite *de chevrons*, est allouée aux officiers marinières et marins de toute provenance présents au service, lorsqu'ils réunissent cinq années de services effectifs, depuis l'âge de seize ans, dans les équipages de la flotte ou effectués dans les conditions indiquées à l'article 94 du présent décret.

2. Une deuxième haute paye journalière d'ancienneté leur est acquise après dix ans de services révolus, une troisième après quinze ans, une quatrième après vingt ans, dans les mêmes conditions qu'au précédent paragraphe.

Point de départ des services donnant droit à la haute-paye d'ancienneté dans les équipages de la flotte.

93. Lorsqu'il s'agit de déterminer les droits des officiers marinières

et marins à la haute paye, les services doivent être comptés à partir du jour inclus de l'entrée en solde, quelle que soit la provenance de ces marins.

Services en dehors du corps des équipages de la flotte
donnant droit à la haute paye.

94. Indépendamment des services accomplis dans le corps des équipages de la flotte à partir de l'âge de seize ans, les services effectués dans les conditions définies ci-après sont comptés pour les droits à la haute paye :

1° Les services effectifs accomplis dans les différents corps militaires de la guerre et de la marine après l'âge de dix-huit ans.

2° Les services accomplis, dans les mêmes conditions, dans les corps étrangers soldés par la France.

Mode de décompte des services comptant pour la haute paye
dans le corps des équipages de la flotte.

95. 1. En principe, le temps de service comportant une solde est seul admis dans le décompte des services donnant droit à la haute paye d'ancienneté.

2. Il est fait toutefois exception à cette règle en ce qui concerne les punitions disciplinaires et les absences illégales n'excédant pas les délais fixés par la loi pour constituer l'homme en état de désertion.

Services à déduire de ceux qui comptent pour la haute paye.

96. Sont déduits des services comptant pour l'obtention de la haute paye :

1° Le temps passé au service par les réservistes appelés pour accomplir une période légale d'exercices;

2° Le temps passé au service en vertu d'un jugement d'un tribunal maritime commercial;

3° Le temps passé dans un corps disciplinaire de la guerre ou de la marine;

4° Le temps passé dans les hôpitaux par les infirmiers temporaires non liés au service.

Quotité de la haute paye.

97. La quotité des hautes payes est fixée pour chaque degré d'ancienneté par le tarif n° 12 annexé au présent décret.

Marins et militaires passant d'une arme dans une autre.

98. Les marins et militaires en jouissance d'une haute paye ont droit, lorsqu'ils passent d'une arme dans une autre, à la haute paye attribuée à l'arme dans laquelle ils entrent, à compter du jour de leur mise en route pour rejoindre leur nouveau corps.

Règles d'allocation de la haute paye d'ancienneté.

99. 1. La haute paye d'ancienneté est allouée aux officiers marins et marins dans toutes les positions comportant une solde d'activité, de disponibilité ou de captivité.

2. Elle cesse d'être due toutes les fois qu'il y a suspension, privation ou cessation de solde : elle reprend le jour de la rentrée en solde.

3. Toutefois, et par exception aux dispositions qui précèdent, la haute paye d'ancienneté n'est pas allouée :

1° Aux marins de tous grades condamnés à un embarquement correctionnel par un tribunal maritime commercial ainsi qu'à ceux incorporés dans un corps disciplinaire de la guerre ou de la marine;

2° Aux réservistes convoqués pour une période légale de service; ils n'y ont droit qu'en cas de mobilisation générale ou partielle.

Marins rentrant des prisons de l'ennemi.

100. Les officiers mariniers et marins faits prisonniers de guerre sont rappelés de la haute paye d'ancienneté qui peut leur être due, avec progression de degré d'ancienneté, s'il y a lieu, à leur rentrée en France.

Indemnité de traitement de table allouée aux officiers mariniers commandant, aux tables des maîtres et des seconds maîtres, embarqués en réserve et à la défense mobile.

101. 1. Une indemnité de traitement de table est allouée à bord des bâtiments armés et en réserve et dans les défenses mobiles :

1° Aux sous-officiers et marins commandant un bâtiment;

2° A chacun des membres de la table des maîtres, à laquelle sont admis :

Les premiers maîtres, maîtres et assimilés;

Les officiers mariniers et marins remplissant les fonctions de second ou de chef de quart;

Les officiers mariniers et marins chargés d'une feuille;

Les secrétaires, brevetés ou non, des commandants comptables en exercice de leurs fonctions.

3° A chacun des membres de la table des seconds maîtres, à laquelle sont admis :

Les seconds maîtres et assimilés;

Les élèves mécaniciens.

2. La quotité de traitement de table, variable suivant la position des bâtiments, est déterminée par le tarif n° 13, de la manière suivante :

Colonne n° 1 : à bord des bâtiments armés, en disponibilité, en essais, en réserve, 1^{re} catégorie, en armement ou en désarmement, dans le port;

A bord des bâtiments centraux de la réserve et des bâtiments en réserve, 2^e et 3^e catégories;

Dans les défenses mobiles des cinq ports militaires.

Colonne n° 2 : à bord des bâtiments armés, en disponibilité, en réserve, 1^{re} catégorie, hors du port, ainsi qu'aux bâtiments en réserve, 2^e catégorie, lors de leurs sorties hors du port, dans les défenses mobiles de la Corse, de l'Algérie et de la Tunisie.

Colonnes n° 3 et 4 : à bord des bâtiments armés, suivant les distinctions de parages établies pour la concession du traitement de table colonial aux tables des officiers.

Traitement de table des officiers mariniers et marins à bord des bâtiments de servitude.

102. 1. Les officiers mariniers et marins des bâtiments de servitude des ports militaires, ayant droit au traitement, reçoivent la quotité de l'indemnité allouée hors du port (colonne n° 2 du tarif n° 13) pendant toute l'année.

2. Toutefois, lorsque les bâtiments de servitude rentrent dans le port pour y subir une réparation de quelque durée ou pour tout autre motif devant les immobiliser pendant plus de trente jours, les ayants cause ne reçoivent, pendant ce laps de temps, que la quotité portée dans la colonne n° 1 du tarif n° 3.

Traitement de table des officiers mariniers et marins à bord des bateaux torpilleurs de la défense mobile.

103. 1. Les officiers mariniers et marins embarqués sur les bateaux torpilleurs de la défense mobile des ports militaires, ayant droit au traitement de table, reçoivent la quotité de l'indemnité prévue pour les bâtiments hors du port (colonne n° 2 du tarif n° 13) :

1° En temps de guerre;

2° Lorsque les bateaux torpilleurs se rendent d'un port militaire à un autre port militaire;

3° Lorsque les bateaux torpilleurs sont détachés de la défense mobile ou envoyés en mission temporaire pour une durée de huit heures au moins;

4° Lors des sorties des torpilleurs pour essais ou pour exercices d'une durée de huit heures au moins; dans ce cas, le traitement de table hors du port (colonne n° 2 du tarif n° 13) est dû pour chacune des journées pendant lesquelles les sorties ont eu lieu; toutefois, une sortie de plus de huit heures et de moins de vingt-quatre heures, portant sur deux journées, ne donne lieu qu'à l'allocation d'une seule journée de traitement de table hors du port.

2. Dans le cas où le personnel embarqué sur des bateaux torp-

Leurs momentanément éloignés du port ne peut être ni nourri, ni logé à bord, les officiers marinières et marins reçoivent les frais de séjour réglementaires avec le supplément spécial prévu par le tarif n° 9, pour chaque journée passée hors du port.

3. Lorsque les bateaux torpilleurs faisant partie d'une escadre ou d'une division navale sont momentanément rattachés à une défense mobile, les officiers marinières et marins ayant droit au traitement de table sont traités de la même manière que le personnel de cette défense mobile.

Cas dans lequel la table des maîtres est réduite à un seul membre.

104. Lorsque, par suite de circonstances quelconques, la table des maîtres ne se compose plus momentanément que d'un seul membre, celui-ci continue à tenir la table et il reçoit alors une allocation double de celle qui est attribuée aux membres de la table.

Seconds maîtres admis à la table des maîtres.

105. Lorsqu'à bord d'un bâtiment le nombre réglementaire des seconds maîtres et des élèves-mécaniciens est inférieur à quatre, la table n'est pas constituée. Les ayants cause sont, dans ce cas, admis à droit à la table des maîtres, qui reçoit, pour chacun d'eux, l'indemnité réglementaire revenant aux membres de cette table.

Allocation du traitement de table à la table des seconds maîtres en cas de réduction du nombre de ses membres.

106. 1. Lorsque, pour une cause quelconque, le nombre des membres de la table des seconds maîtres, y compris les élèves mécaniciens, devient inférieur à quatre, la table reste constituée; la quotité de l'indemnité de traitement de table allouée aux membres restants est alors augmentée d'un quart, s'il reste trois membres à la table, et de moitié, si le nombre des membres est réduit à deux.

2. Lorsqu'il ne reste plus qu'un seul second maître ou assimilé, la table est dissoute et le membre qui la composait est admis à la table des maîtres qui reçoit pour lui l'indemnité réglementaire allouée aux membres de cette table.

3. Dans le cas prévu au paragraphe précédent, la table des seconds maîtres ne peut plus être reconstituée que lorsqu'il y a de nouveau quatre membres pour la former.

Traitement de table des officiers marinières punis disciplinairement de prison.

107. Lorsque les membres d'une table d'officiers marinières punis de prison disciplinairement subissent leur peine à bord, la table dont ils relèvent continue de recevoir pour eux l'indemnité réglementaire et pourvoit à leur nourriture. Dans le cas où la punition est subie à la prison maritime, l'indemnité est suspendue.

**Passagers aux tables des maîtres et des seconds maîtres. —
Indemnité de frais de passage.**

108. La table des maîtres et celle des seconds maîtres reçoivent également, pour chacun des premiers maîtres, maîtres, seconds maîtres ou assimilés et élèves mécaniciens passagers, ainsi que pour les pilotes côtiers et lamaneurs qui, lorsqu'ils sont embarqués effectivement à bord des bâtiments de la flotte, sont admis à la table des maîtres, une indemnité journalière de frais de passage au traitement de table fixé par le tarif n° 13.

Traitement de table des seconds maîtres passagers, lorsqu'il ne se trouve pas de table des seconds maîtres à bord du bâtiment.

109. 1. Lorsque des seconds maîtres et des élèves mécaniciens embarqués comme passagers sur un bâtiment où la table des seconds maîtres n'est pas constituée sont en nombre inférieur à quatre, ils sont admis à la table des maîtres, qui reçoit pour chacun d'eux l'indemnité réglementaire prévue pour les membres de cette table.

2. Si le nombre des seconds maîtres et élèves mécaniciens passagers est au moins de quatre, il est formé une table de seconds maîtres. Dans ce cas, si des seconds maîtres et élèves mécaniciens, faisant partie de l'équipage réglementaire du bâtiment, ont été admis à la table des maîtres en vertu des dispositions de l'article 105 ci-dessus, ils retournent à la table des seconds maîtres nouvellement formée et lors du débarquement des passagers, il leur est fait application, s'il y a lieu, des dispositions prévues à l'article 106.

Passagers du grade de sergent ou assimilé n'appartenant pas aux équipages de la flotte.

110. 1. Lorsque des passagers du grade de sergent ou assimilé n'appartenant pas aux équipages de la flotte, sont embarqués sur un bâtiment de l'Etat où il n'existe pas de table des seconds maîtres, ils sont admis à la table des maîtres qui reçoit, pour chacun d'eux, une indemnité de frais de passage égale à la quotité de traitement de table allouée aux membres de cette table, d'après les fixations du tarif n° 13.

2. Au moment de l'embarquement desdits passagers, il est payé à la table où ils sont admis, des avances de frais de passage dans la proportion déterminée pour les tables des officiers ou, à défaut de fixation prévue, dans la proportion fixée par l'autorité maritime locale.

Application aux tables des officiers marinières des règles concernant les tables des officiers.

111. Sont applicables aux tables d'officiers marinières toutes les dispositions concernant le traitement de table et les frais de passage alloués aux tables des officiers et aspirants embarqués, en tant qu'elles

ne sont pas contraires aux règles spéciales prévues au présent décret.

SECTION V.

CAS PARTICULIERS ENTRAÎNANT PRIVATION DE SOLDE.

Absence irrégulière.

112. 1. L'officier marinier ou marin qui s'absente de son corps ou de son bâtiment sans autorisation régulière, est privé de toute solde pour le temps de son absence.

2. Les hommes manquant à l'appel cessent d'avoir droit à leur solde, à compter du jour de leur absence. Ils ne rentrent en solde que le jour de leur retour.

Officiers marins en disponibilité absents irrégulièrement.

113. Les officiers marins en disponibilité sont privés de leur solde pendant le temps de leur absence irrégulière ou illégale, dans les cas prévus par les articles 99 et 101 du décret du 5 juin 1894.

Marins rentrant après les délais fixés par leur feuille de route.

114. Sont privés de toute solde pour le temps de leur absence illégale les officiers marins et marins qui rentrent à leur poste après l'expiration des délais déterminés par leur feuille de route.

Marins dépassant les limites de leur permission ou de leur congé.

115. 1. Les officiers marins, marins et autres, qui, étant en permission ou en congé avec solde, rentrent après le terme fixé, sont privés de toute solde pendant le temps de leur absence illégale.

2. Sont également privés de toute solde, à dater du jour de leur admission à l'hôpital jusqu'à celui de leur rentrée au corps, les officiers marins et les marins en congé ou en permission qui seraient entrés à l'hôpital dans un délai assez rapproché de la fin de leur congé ou en permission, pour que, même en employant la voie la plus prompte, ce délai ne leur eût pas suffi pour rejoindre à l'époque fixée.

Marins ne rejoignant pas immédiatement leur corps à leur sortie de l'hôpital.

116. Les officiers marins et les marins qui, devant rejoindre leur corps, après leur sortie de l'hôpital, ne rallient pas dans les délais réglementaires, n'ont droit à aucune solde pour le temps qui s'est écoulé depuis leur sortie de l'hôpital jusqu'au jour de leur retour.

Cas d'excuse pour absence illégale.

117. 1. Les officiers marins et les marins, se trouvant dans les

cas prévus aux articles 114, 115 et 116, recouvrent leurs droits solde, lorsqu'ils justifient que leur absence illégale résulte soit de constances de force majeure dûment constatée, soit de maladie.

2. Dans ce dernier cas, ils doivent présenter un billet de sortie d'hôpital ou un certificat des médecins d'un hôpital maritime militaire et, à défaut, un certificat dûment légalisé du médecin des lieux où ils ont été soignés, indiquant la nature de la maladie et le temps qu'a exigé le traitement.

3. Ces certificats doivent être soumis dans les ports secondaires au visa du commissaire aux armements; dans les ports de commerce, au visa du commissaire de l'inscription maritime; dans l'intérieur, au visa du sous-intendant ou de l'autorité militaire locale; ce visa fait mention des causes qui ont empêché l'admission des retardataires dans les hôpitaux.

Officiers mariniers et marins condamnés par jugement.

118. Les officiers mariniers, marins et autres, condamnés par jugement, sont privés de toute solde à partir du jour où ils ont été écroués préventivement.

Marins détenus correctionnellement ou punis par jugement de la peine du cachot ou de la double boucle.

119. 1. Les officiers mariniers, marins et autres, détenus correctionnellement, ne reçoivent aucune solde pendant le temps de leur détention.

2. Il en est de même des officiers mariniers et marins subissant, en vertu d'un jugement, la peine du cachot ou de la double boucle, mais sous la réserve de la portion de la solde déléguée à la femme, aux ascendants ou aux descendants.

Quartiers-mâtres, marins et autres punis disciplinairement de la prison; marins punis disciplinairement du cachot.

120. Les quartiers-mâtres, marins et autres punis disciplinairement de la prison, à bord des bâtiments, dans les dépôts des équipages de la flotte et autres services à terre, les marins punis disciplinairement du cachot dans les dépôts des équipages de la flotte, en exécution d'un ordre écrit mentionné au rôle d'équipage, sont privés de leur solde pendant le temps de leur peine, sous réserve de la portion de la solde déléguée à la femme, aux ascendants ou aux descendants.

SECTION VI.

MASSÉS GÉNÉRALES D'ENTRETIEN ET FONDS DE MUSIQUE.

Masses générales d'entretien.

121. 1. Il est alloué aux dépôts des équipages de la flotte, aux bâ-

ments centraux de la réserve ou, à défaut, à ceux de la défense mobile ou aux directions des mouvements de port, et aux écoles des mécaniciens, sous la dénomination de masse générale d'entretien, un fonds commun destiné à subvenir à certaines dépenses intérieures dont la nomenclature est établie par le ministre de la marine.

2. La quotité annuelle de ce fonds de masse est déterminée par le tarif n° 20.

Fonds de musique ou de fanfare.

122. 1. Il est alloué à chacun des dépôts des équipages de la flotte de Brest et de Toulon, à tout bâtiment monté par un officier général ainsi qu'aux bâtiments-écoles désignés par le ministre de la marine, un fonds spécial exclusivement destiné à subvenir aux dépenses de la musique ou de la fanfare.

2. La quotité annuelle de ce fonds est déterminée par le tarif n° 21.

3. Cette allocation est due aux bâtiments mentionnés au paragraphe 1^{er} du présent article à partir du jour où le personnel de la musique est embarqué jusqu'au jour où il est débarqué.

SECTION VII.

DROIT AUX ALLOCATIONS EN NATURE.

Droit à la ration.

123. 1. Les officiers marinières, marins et autres reçoivent par jour, lorsqu'ils sont présents à bord d'un bâtiment, dans un dépôt des équipages de la flotte ou dans tout autre service à terre, une ration de vivres en nature déterminée, dans les diverses positions, par le décret sur la composition des rations dans le département de la marine.

2. Ils reçoivent, en outre, suivant les circonstances ou les époques, les denrées et liquides supplémentaires accordés par le même décret.

Détachements stationnant hors d'un port militaire.

124. 1. Les détachements de marins appelés à servir sur un point où ils ne peuvent pas recevoir la ration de vivres en nature des magasins de l'État, ont droit, pour toute la durée de leur éloignement d'un port ou d'un bâtiment, à une indemnité représentative de vivres qui est déterminée, pour chaque cas, par un arrêté spécial du ministre de la marine.

2. Cette indemnité est imputée sur les fonds du chapitre : Vivres.

Indemnité représentative de la ration aux officiers mariniere
et marins autorisés à vivre en dehors des casernes.

125. 1. Les officiers mariniere, marins ou autres, autorisés à vivre en dehors des casernes, dans les conditions déterminées par le règlement sur le service intérieur dans les dépôts des équipages de la flotte, reçoivent, sur les fonds du chapitre : *Vivres*, et en remplacement de la ration en nature, une indemnité journalière dont la quotité est fixée annuellement par le ministre de la marine.

2. Cette indemnité ne peut être accordée aux marins autorisés à jouir d'un congé de convalescence au dépôt comme il est prévu à l'article 43.

3. Les dispositions du premier paragraphe du présent article sont applicables au personnel permanent des directions des mouvements de port, de la défense fixe et des écoles des mécaniciens installées à terre.

Le logement est dû dans toutes les positions de présence.

126. Le logement est dû aux officiers mariniere, marins et autres dans toutes les positions de présence.

Marins en route.

127. Les officiers marchant avec un détachement, les officiers mariniere et autres voyageant isolément en vertu d'un ordre de service ou en détachement ont droit au logement fourni par les autorités locales, avec place au feu et à la lumière.

Comment il est pourvu au chauffage.

128. Lorsque les marins des dépôts des équipages de la flotte sont casernés à terre, le chauffage des chambres leur est dû, conformément aux dispositions qui régissent les délivrances aux corps de troupe de la marine.

Comment il est pourvu à l'habillement, à la délivrance du tabac et du savon et des ustensiles de plat.

129. 1. Les effets d'habillement sont délivrés par l'État aux officiers mariniere, marins et mousses, conformément aux prescriptions du chapitre VI du présent décret, à charge d'en rembourser la valeur sur leur solde.

2. Il en est de même du tabac et du savon.

3. Chaque marin, au moment de son admission au service, reçoit, à titre gratuit, des ustensiles de plat (une assiette, une tasse, une cuiller et une fourchette) en fer battu, qui deviennent sa propriété. Le remplacement de ces ustensiles, en cas de perte non justifiée, est effectué à titre remboursable.

CHAPITRE II.

ROLES D'ÉQUIPAGE.

SECTION PREMIÈRE.

RÔLE D'ÉQUIPAGE À BORD DES BÂTIMENTS.

Rôle d'équipage des bâtiments.

130. 1. Il est tenu, à bord de chaque bâtiment, un rôle d'équipage.

2. Le rôle a pour objet de constater les services faits et les droits acquis par le personnel présent à bord du bâtiment pendant la durée du rôle.

3. Le rôle est tenu par l'officier d'administration trésorier, pour le compte du conseil d'administration.

4. A bord des bâtiments qui ne comportent pas de conseil d'administration, le rôle est tenu par le commandant comptable.

Contenance du rôle d'équipage.

131. 1. Le rôle d'équipage comprend, avec le contrôle nominatif des officiers, marins et autres, le compte courant individuel de leur solde, des fournitures, avances et reprises imputables sur la solde.

2. Le rôle se compose de deux parties.

3. La première partie, intitulée : rôle du bâtiment (n° 1182 de la nomenclature des imprimés), comprend l'enregistrement des effectifs, des mouvements du bâtiment et des frais généraux qui le concernent, l'inscription des actes de l'état civil en original et l'enregistrement sommaire des opérations relatives à la solde, aux accessoires de la solde, au traitement de table et aux frais de passage. Il comprend également *in extenso* le compte courant des tables du bord et le compte courant individuel de la solde des officiers.

4. La deuxième partie, intitulée : rôle de journées (n° 1183 de la nomenclature des imprimés), comprend, avec les enregistrements généraux portés dans la première partie, à l'exception des actes de l'état civil, le contrôle nominatif des officiers, marins et autres avec le compte courant individuel de leur solde, et le compte courant des tables du bord.

Ouverture et renouvellement du rôle.

132. 1. Le rôle d'équipage est ouvert à la date déterminée par l'entrée du bâtiment dans une position qui comporte la constitution

— 186 —
... d'équipage à compléter ce jour de leur absence
... sont destinés au départ des équipages

... marinière, marins et autres, les
sont rattachés pour la solde, à com-
... bâtiment de l'Etat sur les
... de l'hôpital.

... sur un navire de commerce
... au rôle spécial de
... article 189.

... de guerre.

... et autres lois prescri-
... de l'indemnité

Le bâtiment qui les reçoit effectivement en informe également son propre port comptable et le port où les imputations portées aux comptes des passagers, conformément aux articles 204 et 302, sont liquidées. Les réimputations nécessaires sont faites, par les ports intéressés, au reçu de ces avis.

et marins rapatriés en cours de campagne par des navires de commerce.

Tout officier, marin ou autre débarqué en cours de campagne dont la dépense est supportée par le budget de la rapatrié par un navire de commerce français ou étranger, sur le rôle du bâtiment qu'il quitte à compter du jour de son départ, figure pour la durée de la traversée sur le rôle ouvert, en vertu de l'article 182, au dépôt des équipages de la flotte de l'armement maritime dans lequel se trouve le port de débar-

du rôle concernant les détachements éloignés de leur bâtiment.

Quand un détachement de marins embarqués est temporairement employé à terre, dans une position qui ne lui permet pas d'avoir des relations directes et journalières avec le bâtiment auquel il appartient, il est remis à l'officier ou à l'officier marinier de ce bâtiment un extrait du rôle d'équipage (n° 1187 de la nomenclature imprimée), certifié par le conseil d'administration, mentionnant tout le personnel constituant le détachement.

Cette disposition est applicable aux détachements distraits de leur bâtiment pour armer temporairement des embarcations destinées à rester éloignées du bâtiment auquel ils appartiennent.

À bord des détachements, les rôles provisoires sont tenus par l'officier d'administration qui en reporte les modifications sur le rôle d'équipage du bâtiment. Les rôles annexés à la comptabilité du conseil d'adminis-

trations sur le rôle, Présentation des ordres de mouvements.

Les officiers d'administration, commandants comptables des détachements sont tenus, sous leur responsabilité, de tenir le rôle, au moment même où ils se trouvent, sur les rôles, à leur connaissance, les mouvements pouvant influencer sur les prestations en deniers.

Sur tous les ordres, billets de destination et généralités ayant pour objet les mouvements du bâtiment, le rôle est certifié par eux sur les ordres.

d'un équipage distinct. Il est renouvelé au 1^{er} janvier de chaque année.

2. Lofs du renouvellement annuel, la position au 31 décembre des officiers, marins et autres comptant à bord du bâtiment, est rappelée sur le nouveau rôle.

3. Lors de l'établissement ou du renouvellement des rôles, les officiers, marins et autres y sont enregistrés par grade et par classe, aux cases destinées à l'inscription du compte courant de la solde.

4. Ces cases sont numérotées d'après la suite naturelle des nombres en deux séries, dont une pour l'état-major et une pour l'équipage. Toutefois, dans chaque série, des numéros sont laissés vacants à la suite de chaque grade et de chaque classe pour être attribués aux officiers et marins qui sont présumés devoir être embarqués pendant la durée du rôle, et qui seront inscrits aux cases correspondantes.

Époques de clôture du rôle d'équipage.

133. Le rôle d'équipage est clos, soit au 31 décembre de chaque année en vue de son renouvellement, soit à la date fixée pour le désarmement ou pour le passage dans une position qui ne comporte plus d'équipage distinct, soit à toute époque d'apurement des comptes pour les bâtiments dont l'état d'armement est permanent.

Marins changeant de grade ou de classe.

134. Le marin qui change de grade ou de classe sans quitter le bâtiment est rayé de la case qu'il occupait et inscrit dans une autre case, à la suite des hommes de son nouveau grade ou de sa nouvelle classe.

Officiers et marins passagers avec solde.

135. 1. Les officiers, officiers marinières, marins et autres, à destination ou en provenance d'un bâtiment, embarqués comme passagers sur un bâtiment de l'État, y comptent toujours pour la solde, sauf l'exception prévue à l'article suivant.

2. Ils sont portés sur le même rôle que les marins faisant partie de l'équipage ; ils y sont inscrits selon leur grade et classe dans l'ordre déterminé par l'article 132.

Officiers et marins passagers pour le compte d'un département autre que la marine.

136. 1. Les officiers, officiers marinières, marins et autres à destination d'un bâtiment ou service dont la dépense est supportée par le budget d'un département ministériel autre que celui de la marine, embarqués comme passagers sur un bâtiment de l'État, ne sont portés que pour mémoire sur le rôle de ce bâtiment.

2. Ils sont rappelés de leur solde, pour la traversée d'aller, au compte du département intéressé à partir du jour de leur départ de France ou du jour où ils ont été mis à la disposition dudit département.

3. Ils ne rentrent en solde, au retour, au compte du budget de la marine qu'à partir du jour où ils sont remis à la disposition de ce dernier département, en état de reprendre immédiatement leur service, ou du jour de leur débarquement en France, suivant les conventions intervenues.

Marins et autres passagers sans solde.

137. 1. Il est réservé, à la fin de chaque rôle d'équipage, un certain nombre de feuillets spéciaux, destinés à l'inscription nominative de tous les passagers sans solde au titre du bâtiment sur lequel ils sont embarqués, quel que soit le service auquel ils appartiennent.

2. En ce qui concerne les troupes passagères, les chefs de corps ou de détachements remettent au commandant du bâtiment, au moment de l'embarquement et quelle que doive être la durée du séjour à bord, une liste nominative en deux expéditions indiquant, par grade, le personnel composant ces corps ou détachements. Une des expéditions de cette liste est adressée au commissaire aux armements du port comptable.

3. Les marins embarqués sur les bâtiments de l'État pour passer d'un dépôt à un autre sont embarqués comme simples passagers, et la solde de traversée est rappelée sur le rôle du dépôt qui les reçoit, conformément à la disposition de l'article 170.

Marins passant sur un autre bâtiment ou dirigés par terre sur un dépôt.

138. 1. Les officiers et les marins passant d'un bâtiment sur un autre ou dirigés par terre sur un dépôt sont rayés du rôle du bâtiment qu'ils quittent, à compter du jour de leur départ.

2. Ils sont portés, à compter de cette date, sur le rôle du bâtiment ou du dépôt qui les reçoit, en tenant compte des positions dans lesquelles ils se sont trouvés, depuis le jour de leur départ du bâtiment jusqu'à celui de leur admission sur l'autre bâtiment ou au dépôt.

Officiers mariniers et marins laissés à l'hôpital ou absents au départ de leur bâtiment.

139. 1. Les officiers mariniers, marins et autres embarqués envoyés en traitement à l'hôpital sont rayés du rôle de l'équipage au moment de leur débarquement, qui s'effectue conformément aux règles fixées par le décret organique des équipages de la flotte.

2. Les marins absents au moment du départ de leur bâtiment

sont rayés du rôle d'équipage à compter du jour de leur absence du bord.

3. Les uns et les autres sont destinés au dépôt des équipages de la flotte.

4. Toutefois, les officiers marinières, marins et autres, laissés à l'hôpital hors de France, sont rattachés pour la solde, à compter de ce même jour, au rôle du premier bâtiment de l'État sur lequel ils ont été embarqués à leur sortie de l'hôpital.

5. Lorsqu'ils ont été rapatriés sur un navire de commerce, ils comptent jusqu'à leur arrivée en France, au rôle spécial des passagers rapatriés, tenu conformément à l'article 182.

Officiers et marins prisonniers de guerre.

140. Les officiers, marins et autres faits prisonniers de guerre sont rayés du rôle d'équipage à compter du lendemain du jour où ils sont tombés au pouvoir de l'ennemi.

Marins débarqués pour être congédiés.

141. Les marins débarqués d'un bâtiment pour être congédiés directement, sont rayés du rôle d'équipage à compter du jour de leur départ.

Marins dirigés sur une force navale par des navires de commerce.

142. 1. Les officiers, officiers marinières, marins et autres passagers sur des navires de commerce pour rejoindre une force navale comptent, à partir du jour de leur départ de France, sur le rôle du bâtiment auquel ils sont destinés.

2. Les marins sont inscrits au rôle du bâtiment qui les reçoit, aussitôt leur arrivée, pour toute la durée de la traversée. Toutefois si l'arrivée à bord a lieu dans l'année qui suit celle du départ de France et après la clôture du rôle de cette dernière année, l'inscription au nouveau rôle date seulement du 1^{er} janvier de l'année qu'il concerne.

3. La destination des officiers et marins envoyés par paquebots aux bâtiments faisant partie d'une force navale ne doit pas être changée.

4. Lorsque le commandant d'une force navale se trouve dans la nécessité absolue de modifier la destination d'officiers et marins passagers, contrairement aux prescriptions du paragraphe précédent, le bâtiment qui reçoit ces officiers et marins les inscrit à son rôle, comme il est dit au paragraphe 2 du présent article, en prenant à son propre compte les imputations portées à leurs pièces individuelles. Le commandant de la force navale en avise aussitôt le bâtiment auquel étaient primitivement destinés lesdits officiers et

marins. Le bâtiment qui les reçoit effectivement en informe également son propre port comptable et le port où les imputations portées aux comptes des passagers, conformément aux articles 204 et 302, ont été liquidées. Les réimputations nécessaires sont faites, par les soins des ports intéressés, au reçu de ces avis.

Officiers et marins rapatriés en cours de campagne par des navires de commerce.

143. Tout officier, marin ou autre débarqué en cours de campagne d'un bâtiment dont la dépense est supportée par le budget de la marine et rapatrié par un navire de commerce français ou étranger, est rayé du rôle du bâtiment qu'il quitte à compter du jour de son départ. Il figure pour la durée de la traversée sur le rôle ouvert, en conformité de l'article 182, au dépôt des équipages de la flotte de l'arrondissement maritime dans lequel se trouve le port de débarquement.

Extrait du rôle concernant les détachements éloignés de leur bâtiment.

144. 1. Lorsqu'un détachement de marins embarqués est temporairement employé à terre, dans une position qui ne lui permet pas d'entretenir des relations directes et journalières avec le bâtiment auquel il appartient, il est remis à l'officier ou à l'officier marinier qui le commande un extrait du rôle d'équipage (n° 1187 de la nomenclature des imprimés), certifié par le conseil d'administration, en ce qui concerne tout le personnel constituant le détachement.

2. Cette disposition est applicable aux détachements distraits de l'équipage d'un bâtiment pour armer temporairement des embarcations ou des annexes devant rester éloignées du bâtiment auquel ils continuent d'appartenir.

3. A la rentrée à bord des détachements, les rôles provisoires sont déposés entre les mains de l'officier d'administration qui en reporte toutes les indications sur le rôle d'équipage du bâtiment. Les rôles provisoires restent annexés à la comptabilité du conseil d'administration.

Inscription des mutations sur le rôle. Présentation des ordres de mouvements.

145. 1. Les officiers d'administration, commandants comptables et commandants de détachements sont tenus, sous leur responsabilité, d'inscrire avec soin sur le rôle, au moment même où ils se produisent ou lorsqu'ils sont portés à leur connaissance, les mouvements et mutations pouvant influer sur les prestations en deniers ou en nature.

2. En conséquence, tous les ordres, billets de destination et généralement toutes les pièces ayant pour objet les mouvements du personnel, leur sont remis ou présentés à l'effet d'être enregistrés. La mention de cet enregistrement est certifiée par eux sur les ordres

de mouvements dont les officiers ou marins doivent être porteurs à leur départ.

**Inscription des opérations de paiement et autres
au débit des comptes individuels.**

146. 1. Le compte individuel de chaque officier, officier marinier ou marin appartenant à un bâtiment est débité, sur le rôle d'équipage, des paiements qui lui sont faits.

3. Ces inscriptions sont opérées par l'officier d'administration du bâtiment aussitôt après l'établissement de l'état nominatif des paiements du trimestre ou en cours de trimestre, pour les hommes quittant le bâtiment, d'après les indications des livres de détail tenus par les compagnies.

3. Sont portées au débit du même compte les sommes comprises sur les états des fonds à distribuer par l'intermédiaire de l'administration des postes, établis conformément à l'article 253, et celles portées au titre des officiers et marins sur les états ou remises de délégation dressés en conformité de l'article 301, ainsi que sur les états de remise à la caisse des gens de mer (article 251) et les déclarations de versement à la caisse nationale d'épargne (même article).

4. Ces inscriptions sont également opérées par l'officier d'administration, aussitôt après l'arrêté desdits états.

5. Il en est de même des opérations intéressant les décomptes individuels, avances, rectifications, effectués par les commissaires aux armements et signalés au bâtiment avant la clôture du rôle de journées qu'elles concernent.

Valeur des effets d'habillement, etc., portée aux comptes individuels.

147. 1. La valeur des effets d'habillement délivrés aux marins pendant le trimestre écoulé, est apostillée au rôle par les soins de l'officier d'administration au vu des états nominatifs de délivrance établis trimestriellement, comme il est dit à l'article 528, ou en cours de trimestre, pour les hommes quittant le bâtiment, d'après les indications des registres et documents tenus par les compagnies.

Arrêté des comptes individuels.

148. 1. Les comptes individuels sont décomptés et arrêtés sur les rôles d'équipage, lors de la clôture de chaque rôle ou à la date à laquelle l'officier ou le marin est rayé du rôle.

2. Les totaux de ces comptes individuels sont immédiatement transcrits, avec la décomposition des éléments du crédit, au tableau de totalisation disposé à cet effet au bas de chaque page des comptes courants de la solde.

Totalisation des comptes individuels sur les rôles d'équipage.

149. 1. Lors de la clôture de chaque rôle, les décomptes individuels reportés au tableau désigné à l'article précédent sont totalisés par page en vue de leur report aux récapitulations générales du rôle de journées.

2. Les décomptes du crédit et du débit des différentes tables du bâtiment sont également totalisés et balancés dans les tableaux spéciaux du rôle.

Le Conseil d'administration s'assure, tous les trois mois, de la tenue régulière du rôle d'équipage, des livres de détail et des livrets.

150. Tous les trois mois, le conseil d'administration du bâtiment s'assure de la tenue régulière du rôle d'équipage, des livres de détail des compagnies, des livrets de solde et des livrets matricules dont il opère le rapprochement. Il effectue les rectifications dont les uns et les autres sont reconnus susceptibles.

SECTION II.**RÔLES TENUS DANS LES DIRECTIONS DES MOUVEMENTS DE PORT ET DANS LES ÉCOLES DES MÉCANICIENS.****Rôles tenus dans les directions des mouvements de port.**

151. 1. Il est tenu dans chacune des cinq directions des mouvements de ports deux rôles conformes au modèle du rôle en usage à bord des bâtiments.

2. L'un de ces rôles comprend le personnel embarqué sur les bâtiments de servitude du port, auquel sont attribués les avantages de solde réservés au personnel à la mer. L'autre rôle comprend le personnel d'officiers, d'employés militaires et de marins du corps des équipages de la flotte spécialement affecté au service à terre de la direction, et qui ne reçoit que la solde à terre.

3. Ces deux rôles sont tenus par le conseil d'administration de la direction, d'après les règles tracées pour la tenue des rôles à bord des bâtiments.

Rôle tenu dans les écoles des mécaniciens.

152. 1. Il est tenu dans chacune des écoles des mécaniciens, par le conseil d'administration, un rôle conforme au modèle en usage à bord des bâtiments et suivant les mêmes règles.

2. Ce rôle est divisé en deux parties : la première comprend le personnel permanent de l'école auquel est allouée la solde de réserve ; la seconde partie comprend le personnel mécanicien en instruction, lequel ne reçoit que la solde à terre.

de mouvements dont les officiers ou marins doivent être porteurs à leur départ.

**Inscription des opérations de paiement et autres
au débit des comptes individuels.**

146. 1. Le compte individuel de chaque officier, officier marinier ou marin appartenant à un bâtiment est débité, sur le rôle d'équipage, des paiements qui lui sont faits.

3. Ces inscriptions sont opérées par l'officier d'administration du bâtiment aussitôt après l'établissement de l'état nominatif des paiements du trimestre ou en cours de trimestre, pour les hommes quittant le bâtiment, d'après les indications des livres de détail tenus par les compagnies.

3. Sont portées au débit du même compte les sommes comprises sur les états des fonds à distribuer par l'intermédiaire de l'administration des postes, établis conformément à l'article 253, et celles portées au titre des officiers et marins sur les états ou remises de délégation dressés en conformité de l'article 301, ainsi que sur les états de remise à la caisse des gens de mer (article 251) et les déclarations de versement à la caisse nationale d'épargne (même article).

4. Ces inscriptions sont également opérées par l'officier d'administration, aussitôt après l'arrêté desdits états.

5. Il en est de même des opérations intéressant les décomptes individuels, avances, rectifications, effectués par les commissaires aux armements et signalés au bâtiment avant la clôture du rôle de journées qu'elles concernent.

Valeur des effets d'habillement, etc., portée aux comptes individuels.

147. 1. La valeur des effets d'habillement délivrés aux marins pendant le trimestre écoulé, est apostillée au rôle par les soins de l'officier d'administration au vu des états nominatifs de délivrance établis trimestriellement, comme il est dit à l'article 528, ou en cours de trimestre, pour les hommes quittant le bâtiment, d'après les indications des registres et documents tenus par les compagnies.

Arrêté des comptes individuels.

148. 1. Les comptes individuels sont décomptés et arrêtés sur les rôles d'équipage, lors de la clôture de chaque rôle ou à la date à laquelle l'officier ou le marin est rayé du rôle.

2. Les totaux de ces comptes individuels sont immédiatement transcrits, avec la décomposition des éléments du crédit, au tableau de totalisation disposé à cet effet au bas de chaque page des comptes courants de la solde.

Totalisation des comptes individuels sur les rôles d'équipage.

149. 1. Lors de la clôture de chaque rôle, les décomptes individuels reportés au tableau désigné à l'article précédent sont totalisés par page en vue de leur report aux récapitulations générales du rôle de journées.

2. Les décomptes du crédit et du débit des différentes tables du bâtiment sont également totalisés et balancés dans les tableaux spéciaux du rôle.

Le Conseil d'administration s'assure, tous les trois mois, de la tenue régulière du rôle d'équipage, des livres de détail et des livrets.

150. Tous les trois mois, le conseil d'administration du bâtiment s'assure de la tenue régulière du rôle d'équipage, des livres de détail des compagnies, des livrets de solde et des livrets matricules dont il opère le rapprochement. Il effectue les rectifications dont les uns et les autres sont reconnus susceptibles.

SECTION II.

**RÔLES TENUS DANS LES DIRECTIONS DES MOUVEMENTS DE PORT
ET DANS LES ÉCOLES DES MÉCANICIENS.**

Rôles tenus dans les directions des mouvements de port.

151. 1. Il est tenu dans chacune des cinq directions des mouvements de ports deux rôles conformes au modèle du rôle en usage à bord des bâtiments.

2. L'un de ces rôles comprend le personnel embarqué sur les bâtiments de servitude du port, auquel sont attribués les avantages de solde réservés au personnel à la mer. L'autre rôle comprend le personnel d'officiers, d'employés militaires et de marins du corps des équipages de la flotte spécialement affecté au service à terre de la direction, et qui ne reçoit que la solde à terre.

3. Ces deux rôles sont tenus par le conseil d'administration de la direction, d'après les règles tracées pour la tenue des rôles à bord des bâtiments.

Rôle tenu dans les écoles des mécaniciens.

152. 1. Il est tenu dans chacune des écoles des mécaniciens, par le conseil d'administration, un rôle conforme au modèle en usage à bord des bâtiments et suivant les mêmes règles.

2. Ce rôle est divisé en deux parties : la première comprend le personnel permanent de l'école auquel est allouée la solde de réserve ; la seconde partie comprend le personnel mécanicien en instruction, lequel ne reçoit que la solde à terre.

cas prévus aux articles 114, 115 et 116, recouvrent leurs droits solde, lorsqu'ils justifient que leur absence illégale résulte soit de constances de force majeure dûment constatée, soit de maladie.

2. Dans ce dernier cas, ils doivent présenter un billet de sortie d'hôpital ou un certificat des médecins d'un hôpital maritime militaire et, à défaut, un certificat dûment légalisé du médecin des a soignés, indiquant la nature de la maladie et le temps qu'a eu le traitement.

3. Ces certificats doivent être soumis dans les ports secondaires visa du commissaire aux armements; dans les ports de commerce au visa du commissaire de l'inscription maritime; dans l'intérieur au visa du sous-intendant ou de l'autorité militaire locale; ce visa mentionne des causes qui ont empêché l'admission des retardataires dans les hôpitaux.

Officiers mariniers et marins condamnés par jugement.

118. Les officiers mariniers, marins et autres, condamnés par jugement, sont privés de toute solde à partir du jour où ils ont été écroués préventivement.

Marins détenus correctionnellement ou punis par jugement de la peine du cachot ou de la double boucle.

119. 1. Les officiers mariniers, marins et autres, détenus correctionnellement, ne reçoivent aucune solde pendant le temps de leur détention.

2. Il en est de même des officiers mariniers et marins subissant en vertu d'un jugement, la peine du cachot ou de la double boucle, mais sous la réserve de la portion de la solde déléguée à la femme aux ascendants ou aux descendants.

Quartiers-maitres, marins et autres punis disciplinairement de la prison; marins punis disciplinairement du cachot.

120. Les quartiers-maitres, marins et autres punis disciplinairement de la prison, à bord des bâtiments, dans les dépôts des équipages de la flotte et autres services à terre, les marins punis disciplinairement du cachot dans les dépôts des équipages de la flotte en exécution d'un ordre écrit mentionné au rôle d'équipage, sont privés de leur solde pendant le temps de leur peine, sous réserve de la portion de la solde déléguée à la femme, aux ascendants ou aux descendants.

SECTION VI.

MASSES GÉNÉRALES D'ENTRETIEN ET FONDS DE MUSIQUE.

Masses générales d'entretien.

121. 1. Il est alloué aux dépôts des équipages de la flotte, aux bâti-

ments centraux de la réserve ou, à défaut, à ceux de la défense mobile ou aux directions des mouvements de port, et aux écoles des mécaniciens, sous la dénomination de masse générale d'entretien, un fonds commun destiné à subvenir à certaines dépenses intérieures dont la nomenclature est établie par le ministre de la marine.

2. La quotité annuelle de ce fonds de masse est déterminée par le tarif n° 20.

Fonds de musique ou de fanfare.

122. 1. Il est alloué à chacun des dépôts des équipages de la flotte de Brest et de Toulon, à tout bâtiment monté par un officier général ainsi qu'aux bâtiments-écoles désignés par le ministre de la marine, un fonds spécial exclusivement destiné à subvenir aux dépenses de la musique ou de la fanfare.

2. La quotité annuelle de ce fonds est déterminée par le tarif n° 21.

3. Cette allocation est due aux bâtiments mentionnés au paragraphe 1^{er} du présent article à partir du jour où le personnel de la musique est embarqué jusqu'au jour où il est débarqué.

SECTION VII.

DROIT AUX ALLOCATIONS EN NATURE.

Droit à la ration.

123. 1. Les officiers marinières, marins et autres reçoivent par jour, lorsqu'ils sont présents à bord d'un bâtiment, dans un dépôt des équipages de la flotte ou dans tout autre service à terre, une ration de vivres en nature déterminée, dans les diverses positions, par le décret sur la composition des rations dans le département de la marine.

2. Ils reçoivent, en outre, suivant les circonstances ou les époques, les denrées et liquides supplémentaires accordés par le même décret.

Détachements stationnant hors d'un port militaire.

124. 1. Les détachements de marins appelés à servir sur un point où ils ne peuvent pas recevoir la ration de vivres en nature des magasins de l'État, ont droit, pour toute la durée de leur éloignement d'un port ou d'un bâtiment, à une indemnité représentative de vivres qui est déterminée, pour chaque cas, par un arrêté spécial du ministre de la marine.

2. Cette indemnité est imputée sur les fonds du chapitre : Vivres.

les a proposés pour la pension ou la gratification renouvelable; toutefois, les officiers mariniens du cadre de maistrance placés en disponibilité, 2^e catégorie, conformément à l'article 96 du décret du 5 juin 1894, comptent, jusqu'à la même date, au dépôt du port chef-lieu de l'arrondissement maritime dans lequel est situé leur quartier d'inscription.

Marins absents illégalement ou prévenus de désertion.

175. 1. Les marins absents d'un dépôt des équipages de la flotte ou prévenus de désertion sont rayés du rôle, lorsqu'il résulte d'un jugement, d'une décision ou d'un fait constaté, qu'ils n'appartiennent plus à ce dépôt ou lorsque six mois se sont écoulés sans qu'on ait pu découvrir ce qu'ils sont devenus.

2. Ceux de ces marins qui sont réadmis sont inscrits sur le rôle comme hommes nouveaux.

Marins placés dans la position de disponibilité.

176. Les engagés volontaires et les marins du recrutement placés dans la position de disponibilité ou de réserve figurent, à compter du jour où ils sont rayés du rôle et jusqu'à leur passage dans la réserve de l'armée de terre, sur un registre spécial tenu par le major du dépôt des équipages de la flotte du port chef-lieu de la circonscription dans laquelle ils se retirent, ou, pour ceux de l'Algérie, par le commissaire de l'inscription maritime à Alger.

Inscription des mutations sur le rôle. Présentation des ordres de mouvements.

177. 1. Les trésoriers des dépôts des équipages de la flotte sont tenus, sous leur responsabilité, d'inscrire avec soin sur le rôle, au moment même où ils se produisent ou lorsqu'ils sont portés à leur connaissance, les mouvements et mutations pouvant influencer sur les prestations en deniers ou en nature.

2. En conséquence, tous les ordres, billets de destination et généralement toutes les pièces ayant pour objet les mouvements du personnel leur sont remis ou présentés à l'effet d'être enregistrés. La mention de cet enregistrement est certifiée par eux sur les ordres de mouvements dont les officiers ou marins doivent être porteurs à leur départ.

Remise des états de mutations par les capitaines de compagnie.

178. 1. Tous les matins, il est remis au major, qui le communique au trésorier, un état (n^{os} 1189 et 1190 de la nomenclature des imprimés), fourni et certifié par chaque capitaine de compagnie, et indiquant tous les mouvements et mutations survenus la veille. Pour les officiers, l'état est fourni et certifié par le major.

2. Aussitôt après la réception de ces états, le trésorier en rap-

proche les indications de celles qui ont été consignées au rôle d'équipage, sur le vu des pièces dont il est parlé à l'article précédent et, après avoir opéré les redressements qui lui paraissent nécessaires, il en certifie la concordance avec le rôle.

Payements portés aux comptes individuels.

179. 1. Le compte individuel de chaque officier, employé militaire, officier marinier, marin ou autre appartenant à un dépôt des équipages de la flotte est débité, sur le rôle d'équipage, des payements qui lui sont faits ainsi que des imputations sur la solde autorisées par les règlements.

2. Les inscriptions sont opérées par les soins du trésorier.

Valeur des effets d'habillement et des réparations de chaussures
portée aux comptes individuels.

180. 1. La valeur des effets d'habillement et autres fournitures délivrés aux marins pendant le trimestre écoulé est apostillée sur le rôle par les soins du trésorier, d'après l'arrêté des états nominatifs de délivrance établis trimestriellement par compagnie, comme il est dit à l'article 528, ou en cours de trimestre, pour les hommes qui quittent le dépôt des équipages de la flotte, d'après les indications des registres et documents tenus par les compagnies.

2. Il en est de même de la valeur des réparations de chaussures exécutées au compte des hommes par le dépôt, et dont il est également établi, conformément à l'article 528, un état trimestriel par compagnie.

3. A l'égard des hommes qui quittent le dépôt dans le courant du trimestre, ces apostilles sont opérées d'après les indications du livre de détail qui est produit, à cet effet, au trésorier en même temps que les livrets de solde et les livrets-matricules.

Vérification par le major de la tenue régulière du rôle et des livrets.

181. Au commencement de chaque mois, le major s'assure de la tenue régulière du rôle d'équipage. Il opère, une fois par trimestre, le rapprochement des livrets de solde et des livrets-matricules avec le rôle. Il fait faire les rectifications nécessaires et rend compte de ses vérifications au conseil d'administration.

SECTION V.

RÔLES SPÉCIAUX TENUS DANS LES DÉPÔTS DES ÉQUIPAGES DE LA FLOTTE.

Rôle spécial pour les marins rapatriés par les bâtiments de commerce français
ou étrangers.

182. 1. Il est ouvert dans chaque dépôt des équipages de la flotte

un rôle spécial (n° 1186 de la nomenclature des imprimés), pour l'inscription des officiers et marins ayant quitté un bâtiment en cours de campagne et rapatriés sur des navires de commerce français ou étrangers.

2. Le rôle de chaque dépôt comprend les marins débarqués dans les ports de France de l'arrondissement maritime du dépôt.

3. Les marins y sont portés pour toute la durée de la traversée effectuée sur les navires de commerce qui les ont rapatriés. Toutefois, ceux qui proviennent de bâtiments dont la dépense est supportée par un département ministériel autre que celui de la marine, n'y sont portés que pour mémoire et la liquidation de la dépense concernant ces marins est effectuée par le dépôt, à port, et pour le compte du département ministériel intéressé.

4. Le rôle est ouvert le 1^{er} janvier et clos le 31 décembre de chaque année. Il est tenu, par les soins du trésorier, dans la même forme que les rôles des bâtiments du bureau des armements.

5. Si les marins rapatriés débarquent dans un port autre que le chef-lieu de l'arrondissement, le chef du service de la marine ou, à défaut, le commissaire de l'inscription maritime du port de débarquement avise le conseil d'administration du dépôt des équipages de la flotte de l'arrondissement intéressé, de l'arrivée de l'homme, et lui transmettant les pièces du marin, s'il en est porteur, ou si elles lui ont été adressées.

6. Le dépôt procède, dès l'arrivée de l'homme ou des documents le concernant, à son inscription sur le rôle spécial des passagers et à la liquidation de sa solde, en conformité de l'article 218. Il donne ensuite aux livrets de solde et aux livrets matricules dûment arrêtés et régularisés, la destination qu'ils doivent recevoir conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel sur le service courant des équipages de la flotte.

Rôle spécial pour les marins en captivité à l'ennemi.

183. 1. Le dépôt des équipages de la flotte, dans chaque port, tient un rôle spécial (n° 1186 de la nomenclature des imprimés), pour la liquidation de la solde de captivité des officiers, officiers mariniers, marins et autres, faits prisonniers de guerre sur des bâtiments comptant à ce port.

2. Les prisonniers de guerre sont portés sur le rôle spécial, à compter du lendemain du jour où ils sont tombés au pouvoir de l'ennemi. Ils y sont inscrits par grade et par classe.

3. Toutes les indications propres à constater leur individualité sont inscrites sur ce rôle, qui porte, en outre, la mention du dernier bâtiment sur lequel le marin était embarqué avant sa captivité.

4. La tenue du rôle est confiée au trésorier.

Renouvellement annuel du rôle spécial.

184. 1. Le rôle spécial des prisonniers de guerre est renouvelé au commencement de chaque année.

2. Sont provisoirement rayés du rôle, au moment de son renouvellement, les prisonniers de guerre sur l'existence desquels il n'a pas été produit de renseignements certains depuis plus d'un an.

Inscription aux rôles spéciaux des indications concernant les marins.

185. Le dépôt des équipages de la flotte consigne, sur les rôles spéciaux, toutes les indications qui lui sont transmises sur les mouvements des officiers et marins, et, en ce qui concerne les prisonniers de guerre, sur leur existence et leur position.

Liquidation de la solde de captivité des prisonniers dont l'existence est constatée.

186. En fin d'année, il est procédé, sous précompte des avances payées aux familles, en conformité de l'article 223, à la liquidation et à la remise à la caisse des gens de mer, de la solde de captivité acquise par ceux des officiers et marins prisonniers dont l'existence est constatée, soit par un certificat du commissaire près la puissance chez laquelle ils sont détenus, soit par un certificat d'existence dressé dans la forme authentique en usage dans le pays où ils se trouvent.

SECTION VI.

COMPTES OUVERTS TENUS AU DÉTAIL DES ARMEMENTS.

Inscription sommaire des mandats de paiement délivrés.

187. 1. Le commissaire aux armements tient, sous le titre de compte ouvert (n° 1186 de la nomenclature des imprimés), un enregistrement spécial de tous les mandats qu'il expédie au titre du dépôt des équipages de la flotte. Il y fait également inscription, au fur et à mesure de la réception des pièces justificatives, des paiements faits hors du port pour le compte de ce dépôt.

2. Il tient le même compte pour l'enregistrement des mandats au titre des marins rapatriés, et, éventuellement, pour ceux au titre des marins en captivité à l'ennemi, compris aux rôles spéciaux du dépôt.

CHAPITRE III.

LIVRETS DE SOLDE.

SECTION PREMIÈRE.

LIVRETS DE SOLDE DES OFFICIERS ET EMPLOYÉS MILITAIRES.

Objet du livret de solde; par qui délivré.

188. 1. Les officiers, aspirants et employés militaires sont indi-

viduellement pourvus de livrets destinés à constater leur situation financière.

2. Ces livrets (n° 1191 de la nomenclature des imprimés) sont délivrés par les commissaires aux revues ou par les trésoriers des dépôts des équipages de la flotte, les officiers d'administration des autres services à terre et des bâtiments et les commandants comptables.

Tenue des livrets de solde.

189. 1. Les livrets de solde mentionnent la filiation ainsi que la date et le lieu de naissance des officiers, aspirants et employés militaires.

2. Toutes les mutations, les congés, les permissions et les délais de route, les allocations de solde et d'accessoires de la solde, les délégations, le traitement de table payé à titre individuel, les paiements effectués à quelque titre que ce soit (solde ou frais de route), enfin les dettes à l'Etat et apostilles de toute nature sont mentionnées au fur et à mesure sur les livrets.

3. Les sommes qui sont payables en France par l'intermédiaire de l'administration des postes doivent être inscrites séparément, au compte courant de la solde. Il en est de même du montant des délégations, des remises à la caisse des gens de mer et des déclarations de versement à la caisse nationale d'épargne au nom des officiers, aspirants et employés militaires.

4. Le décompte du crédit est établi, soit à la fin de l'année, soit lorsque les officiers, aspirants et employés militaires entrent dans une position d'absence ou quittent un service à terre ou un bâtiment; mais les éléments du débit doivent toujours être inscrits, au fur et à mesure des paiements ou de l'établissement des états indiqués au paragraphe 3, ou, enfin, de la réception des avis de dette.

5. Les inscriptions désignées au présent article sont faites et certifiées par les trésoriers des dépôts des équipages de la flotte, les officiers d'administration des autres services à terre et des bâtiments ou les commandants comptables.

6. Il est interdit d'ajouter aux livrets de solde des feuillets supplémentaires.

Payements faits aux officiers, aspirants et employés militaires absents.

190. 1. Lorsque les officiers, aspirants et employés militaires, absents d'un service à terre ou d'un bâtiment, sont directement payés de la solde acquise par eux au titre de ce service ou de ce bâtiment, la certification de la somme perçue est portée sur leur livret par le fonctionnaire qui a délivré le mandat de paiement.

2. La même certification est portée par le trésorier du dépôt, l'officier d'administration du bâtiment ou le commandant comptable.

dans le cas où un paiement est effectué pour le compte du service à terre ou pour celui d'un autre dépôt ou d'un autre bâtiment, par application des articles 206 et 263.

Renouvellement du livret de solde.

191. 1. Les livrets de solde des officiers, aspirants et employés militaires sont renouvelés lorsqu'ils sont entièrement remplis.

2. Les titulaires conservent leurs anciens livrets. Mention de la délivrance d'un nouveau livret est faite sur l'ancien par le fonctionnaire qui opère le renouvellement.

Perte du livret de solde; conséquence de cette perte.

192. 1. En cas de perte d'un livret de solde, le titulaire en fait la déclaration par écrit au fonctionnaire chargé de pourvoir au paiement de sa solde. Il mentionne, en même temps, dans sa déclaration, la date à laquelle il a cessé d'être payé, ainsi que toutes les indications propres à faire apprécier sa position financière.

2. La déclaration de l'officier, aspirant ou employé militaire, est reproduite *in extenso*, sur le nouveau livret, par le fonctionnaire qui le délivre.

3. Dans le cas prévu ci-dessus, l'officier, aspirant ou employé militaire ne peut recevoir sa solde arriérée qu'après réception des pièces officielles établissant sa position financière; il ne peut prétendre, jusque-là, qu'au paiement de sa solde courante, à partir du premier jour du mois dans lequel sa déclaration a été faite.

SECTION II.

LIVRET DE SOLDE DES OFFICIERS MARINIERS ET MARINS.

Délivrance des livrets de solde.

193. 1. Les marins inscrits reçoivent, au moment de leur levée, un livret de solde (n° 1192 de la nomenclature des imprimés) sur lequel le commissaire de l'inscription maritime mentionne leur état civil, leur signalement, la date de leur levée et de la remise de la feuille de route, leurs services antérieurs, tant au commerce qu'à l'État, les délégations qu'ils ont souscrites; enfin, pour les mécaniciens, le nombre de jours de chauffe.

2. Les marins de l'engagement volontaire et du recrutement reçoivent, lors de leur arrivée à leur dépôt d'incorporation un livret semblable ouvert par le capitaine de compagnie et certifié par le major.

Renseignements et indications à porter sur les livrets de solde pendant la durée du service.

194. Après leur remise aux intéressés, les livrets de solde sont destinés à recevoir la mention :

- 1° Des services postérieurs à l'admission, des réadmissions et rengagements, des avancements et propositions d'avancements, des brevets et certificats d'aptitude et du degré d'instruction ;
 - 2° Des fonctions spéciales ;
 - 3° Des hautes-payes d'ancienneté ;
 - 4° Des croix, médailles et autres récompenses honorifiques ou des propositions obtenues pour ces distinctions ;
 - 5° Des blessures et actions d'éclat ou accidents pouvant ouvrir des droits à une pension ;
 - 6° Des congédiements, des envois en congé renouvelable ou temporaire ;
 - 7° De la délivrance des certificats de bonne conduite ;
 - 8° Des numéros des tailles des effets à délivrer ;
 - 9° Du compte courant de la solde et des mutations qui l'affectent ;
 - 10° De la délivrance des effets d'habillement, du tabac, du savon et des ustensiles de plat ;
 - 11° Du paiement des suppléments et autres allocations non comprises au compte de la solde ;
 - 12° De la situation des effets aux époques réglementaires ainsi que lors des revues et inspections ;
 - 13° Du paiement du traitement de table aux officiers marins pourvus du commandement d'un bâtiment ;
- Enfin, de toutes les indications concernant l'administration de la solde.

Tenue des livrets de solde.

195. 1. Les capitaines de compagnie sont responsables de la tenue des livrets de solde des officiers marins et marins.

2. La même responsabilité incombe à l'officier d'administration, en ce qui concerne les officiers marins et agents de service civils n'appartenant pas à une compagnie, ainsi que les officiers marins et marins passagers avec solde et non formés en compagnies.

3. Les conseils d'administration et les commandants comptables doivent s'assurer que les livrets sont tenus avec soin et présentent tous les renseignements prescrits au présent chapitre.

Inscription des paiements et délivrances.

196. 1. Les sommes payées aux marins, ainsi que les délivrances qui leur sont faites, sont immédiatement inscrites sur leur livret de solde.

2. A l'égard des sommes payées, les livrets indiquent séparément

celles qui ont été remises directement aux marins et celles qui sont imputées à leur compte, soit pour être payées en France par l'intermédiaire de l'administration des postes, soit pour être remises à la caisse des gens de mer ou versées à la caisse nationale d'épargne, ou, enfin, pour être payées à titre de délégation.

3. Les dettes et apostilles diverses sont inscrites dès que la constatation en est faite conformément aux dispositions du présent décret.

4. Tout grattage sur les livrets est rigoureusement interdit. Les rectifications, lorsqu'il y a lieu, doivent être faites en présence des intéressés et régulièrement approuvées.

Arrêté des livrets de solde.

197. 1. Le compte courant de la solde est arrêté sur les livrets de solde :

1° A la fin de l'année;

2° Au moment où l'officier marinier ou marin entre en congé de convalescence;

3° A l'époque à laquelle il quitte un service à terre ou un bâtiment.

2. L'arrêt des livrets est signé par le capitaine de compagnie et certifié par le trésorier du dépôt des équipages de la flotte ou par l'officier d'administration du bâtiment ou service, qui indique, en cas de débarquement, l'envoi de la situation financière.

3. Les livrets de solde des hommes laissés à terre au moment du départ d'un bâtiment sont remis au détail des armements avec les livrets matricules et les situations financières qui les concernent.

4. Les livrets des marins laissés à l'hôpital au moment du départ sont adressés à l'hôpital après avoir été arrêtés à la date où le marin a été débarqué de son bâtiment.

5. Lorsque, dans un même dépôt des équipages de la flotte, un officier marinier ou marin passe d'une compagnie dans une autre, il n'est pas effectué de parfait paiement. Le débit du livret de solde est simplement totalisé et certifié en marge par le capitaine de compagnie; le compte reste ouvert et continue d'être suivi sur le livret, jusqu'au 31 décembre ou jusqu'au moment de la radiation de l'homme sur le rôle du dépôt. A cette époque seulement, le compte est arrêté par les soins du capitaine de la dernière compagnie à laquelle l'officier marinier ou marin appartenait.

Inscription des rectifications d'erreurs de décompte et des sommes payées par suite de ces rectifications.

98. 1. Les rectifications résultant d'erreurs de décompte, signalées conformément à l'article 162, sont faites au livret par les soins du conseil d'administration du bâtiment, du dépôt ou autre service où se trouve le marin.

2. Si le marin est présent et qu'il y ait lieu de lui faire un paiement complémentaire individuel, l'officier du commissariat qui délivre le mandat inscrit sur le livret la date de cette délivrance et le montant de la somme à payer.

Le livret de solde est la propriété du marin.

199. 1. Le livret de solde est la propriété du marin, qui le conserve, même lorsqu'il lui en est donné un nouveau. Ce livret sert jusqu'à ce qu'il soit entièrement rempli et pendant toute la durée de l'incorporation.

2. Les marins envoyés dans leurs foyers, à un titre quelconque, emportent leur livret.

Remplacement des livrets perdus.

200. 1. En cas de perte d'un livret de solde, il en est délivré un nouveau par le commissaire de l'inscription maritime à l'officier marinier ou au marin inscrit rappelé au service.

2. Pour tous les autres marins, présents ou rappelés au service, la délivrance du livret est effectuée par l'autorité administrative chargée, soit à bord, soit à terre, de la tenue des livrets, en exécution de l'article 195.

CHAPITRE IV.

PAYEMENT DE LA SOLDE ET DES ACCESSOIRES DE LA SOLDE.

SECTION PREMIÈRE.

ÉPOQUES DES PAYEMENTS.

Payement de la solde à terre et à bord des bâtiments en France, en Algérie et en Tunisie.

201. 1. La solde des officiers, aspirants, employés militaires, officiers mariniers, marins et autres présents dans les dépôts des équipages de la flotte et dans les autres services à terre des ports militaires, ainsi qu'à bord des bâtiments présents ou naviguant en France, en Algérie et en Tunisie, est payée par mois et à terme échu.

2. Toutefois, en ce qui concerne les officiers mariniers et marins faisant partie des bataillons d'instruction d'apprentis fusiliers, la solde peut être payée tous les cinq jours : les 1^{er}, 6, 11, 16, 21 et 26 de chaque mois.

Payement de la solde à bord des bâtiments dans les colonies françaises et à l'étranger.

202. Dans les colonies françaises et à l'étranger, toutes les fois

que les circonstances ne s'y opposent pas, les commandants d'escadres, de divisions navales ou de bâtiments naviguant isolément font payer la solde aux officiers, marins et autres présents à bord du bâtiment, pour chaque mois et à terme échu.

Paiement des accessoires de la solde.

203. 1. Les suppléments de solde, les indemnités de représentation, de traitement de table et de frais de passage, de logement ou de fonctions diverses, les frais de bureau et autres accessoires inhérents aux positions respectives des officiers, aspirants et autres faisant partie des états-majors des bâtiments, des dépôts ou autres services à terre, ainsi que celles de ces allocations acquises aux employés qui y sont en service, sont payés en même temps que la solde et compris sur les mêmes états ou mandats de paiement.

2. Il en est de même des hautes-payes, primes, indemnités, suppléments, gratifications et frais de bureau acquis, pendant leur présence sur les bâtiments ou dans les services à terre, par les officiers mariniers, marins et autres faisant partie des équipages.

Avances de solde.

204. 1. Les officiers-mariniers de tous grades embarqués sur un bâtiment en partance pour entreprendre une campagne, ainsi que ceux qui sont désignés pour rejoindre une division navale éloignée, reçoivent, au départ de France du bâtiment, des avances de solde, sans accessoires, dans la proportion déterminée par le décret portant règlement sur les allocations de solde des officiers, aspirants, fonctionnaires et divers agents. Les quartiers-maitres et marins chargés d'une feuille jouissent du même privilège.

2. Lorsque, en vertu des ordres du ministre, des officiers mariniers et marins sont dirigés d'un port sur un autre port en vue d'y prendre passage pour rejoindre un bâtiment en cours de campagne ou pour embarquer sur un bâtiment en partance pour entreprendre une campagne, les avances dont il est parlé au paragraphe précédent sont payées, comme il est dit à l'article 259 du présent décret, par les soins du port chargé d'expédier les hommes sur le port d'embarquement.

3. Les dispositions des règlements relatives à la reprise des avances faites aux officiers sont applicables à toutes les avances autorisées par le présent article.

Paiement intégral du mois de départ.

205. 1. Les officiers mariniers, marins et autres faisant partie de l'équipage d'un bâtiment destiné à faire campagne hors de France reçoivent, au moment de leur départ, la solde et les accessoires afférents au mois commencé.

2. Ce paiement est indépendant des avances allouées par l'article précédent.

Paiement, par les bâtiments, de la solde acquise à terre.

206. 1. La solde acquise à terre par les officiers, aspirants et employés militaires qui n'auraient pu la recevoir avant le départ peut être payée à l'étranger ou dans les colonies, pour le compte du service à terre, par les soins du conseil d'administration des bâtiments.

2. Les paiements de l'espèce sont mentionnés, pour mémoire, au rôle d'équipage, sans qu'il en soit fait état dans les décomptes individuels ni dans les récapitulations du rôle.

Les hommes à l'hôpital ne reçoivent pas leur solde. — Exception à cette règle.

207. 1. Les officiers mariniers, marins et autres, en traitement dans les hôpitaux, ne reçoivent pas leur solde; celle-ci leur est payée sous la déduction des retenues réglementaires, lors de leur retour au dépôt des équipages de la flotte ou autre service à terre, ou à un bâtiment.

2. Toutefois, les officiers mariniers, marins et autres, en traitement dans les hôpitaux depuis plus d'un mois, peuvent, sur demande motivée et par autorisation du préfet maritime ou du commandant en chef de la force navale à laquelle ils appartiennent, être portés sur les états de paiement établis par le dépôt, le service ou le bâtiment. Dans ce cas, la demande motivée et l'autorisation du préfet maritime ou du commandant en chef désignent la personne entre les mains de laquelle le paiement pourra être fait, selon les règles établies à l'article 292.

3. Il est fait application, aux marins présents à l'hôpital lors de l'arrêté ou au renouvellement du rôle du bâtiment ou service auquel ils sont portés, des dispositions de l'article 216.

Solde des marins en congé.

208. 1. La solde des officiers mariniers ou marins en congé de toute nature ne leur est payée qu'à leur retour au corps, lorsqu'ils doivent le rallier.

2. La solde de ceux qui sont maintenus dans leurs foyers à l'expiration de leur congé leur est payée par voie de remise à la caisse des gens de mer.

3. Toutefois, les officiers mariniers et marins en congé de convalescence et de fin de campagne reçoivent leur solde par mois, à terme échu, pendant la durée de leur congé, s'ils en font la demande, moyennant l'accomplissement des formalités prévues aux articles 255 et 260.

4. Lorsque les marins en congé proviennent de bâtiments ou services dont la dépense est supportée par un département ministériel autre que celui de la marine, le paiement de la solde de congé est, à moins de conventions contraires, effectué pour le compte du département ministériel intéressé, et il n'est mentionné que pour mémoire au rôle d'équipage; il n'en est pas fait état sur le rôle d'équipage au compte individuel des marins, ni dans la récapitulation du rôle.

Marins passant d'un dépôt à un autre dépôt.

209. 1. Les officiers mariniers et les marins passant en détachement d'un dépôt des équipages de la flotte à un autre dépôt ne reçoivent pas, au moment de leur départ, la solde qui leur est due. Ils en sont payés lors de l'arrivée à destination.

2. Pour l'exécution de cette disposition, les comptes individuels sont arrêtés au départ, et le conseil d'administration remet au chef du détachement un état nominatif indiquant les sommes à payer à chaque homme et un état d'effectif destiné à être mis à l'appui du mandat de paiement.

3. A l'arrivée à destination, le chef de détachement remet les pièces ci-dessus mentionnées au commandant du dépôt d'arrivée.

4. Les officiers mariniers et marins dirigés isolément d'un dépôt des équipages de la flotte sur un autre dépôt sont payés, au moment de leur départ, suivant les règles tracées à l'article 212.

Marins en subsistance.

210. 1. Les officiers mariniers, marins et autres, momentanément mis en subsistance en France, aux colonies ou à l'extérieur, dans un corps, dans un dépôt ou autre service à terre ou à bord d'un bâtiment, continuent à être payés de leur solde par les soins de leur dépôt, service ou bâtiment. La solde qu'ils n'auraient pu recevoir aux époques réglementaires leur est payée à leur retour à ce dépôt, à ce service ou à bord de ce bâtiment.

2. Toutefois, en cas d'éloignement du corps ou du bâtiment auquel ils appartiennent, les officiers mariniers et les marins peuvent recevoir leur solde aux époques réglementaires, par les soins du service à terre, du bâtiment ou du détachement qui les a en subsistance depuis plus d'un mois. Ce paiement a lieu pour le compte des corps auxquels les marins continuent d'appartenir. Il est immédiatement porté à la connaissance du port comptable.

Marins détachés isolément.

211. Les officiers mariniers, marins et autres, détachés isolément de leur dépôt, service ou bâtiment, à Paris, dans les chefs-lieux de leur arrondissement maritime, les quartiers et les colonies fran-

çaises, sont tenus mensuellement au courant de leur solde, suivant les règles tracées aux articles 201, 202, 203, 231 et 232 et pour le compte des dépôts, services ou bâtiments auxquels ils appartiennent.

Marins quittant un dépôt par suite d'embarquement, de congé, de congédiement ou d'envoi en disponibilité.

212. 1. Les officiers marinières et les marins, quittant un dépôt des équipages de la flotte par suite d'embarquement, de congédiement ou d'envoi en congé ou en disponibilité, sont payés de l'intégralité des sommes qui leur sont dues, au titre de ce dépôt, au moment de leur départ.

2. Pour l'exécution de cette disposition, il peut être perçu sur les fonds de la solde, par chaque dépôt, dans le courant du mois, une ou plusieurs avances dont l'importance est réglée à raison des besoins du service.

3. Les avances ainsi faites sont précomptées sur le montant des sommes acquises pendant le mois.

Officiers quittant un dépôt.

213. L'officier faisant partie de l'état-major d'un dépôt des équipages de la flotte qui entre dans une position d'absence ou qui cesse de faire partie de ce dépôt est intégralement payé, à l'époque de son départ, du traitement qui lui est acquis.

Officiers quittant un service à terre autre qu'un dépôt, un bâtiment ou un détachement.

214. 1. Dans les services à terre autres que les dépôts des équipages de la flotte, à bord des bâtiments et dans les détachements, les officiers qui s'absentent ne reçoivent que les sommes qui ont été perçues pour eux.

2. S'ils cessent de faire partie de l'état-major du bâtiment ou du service, ils sont réglés intégralement comme il est dit à l'article suivant.

Parfait paiement des officiers et des marins quittant un bâtiment.
— Fonds d'avances.

215. 1. Les officiers, marins et autres débarqués d'un bâtiment sont réglés intégralement de leur solde par les soins du conseil d'administration de leur bâtiment. Ce règlement a lieu dans les conditions indiquées aux sections II et III du présent chapitre (art. 228 et suivants).

2. Pour faciliter l'exécution de ces dispositions en ce qui concerne la portion du parfait paiement payée en espèces, il peut être alloué sur les fonds de la solde, à chaque bâtiment, un fonds d'avances dont la quotité est déterminée par le ministre.

3. Les sommes payées sur le fonds d'avances dont il s'agit sont précomptées sur le montant des sommes liquidées en vue du plus prochain paiement de l'état-major et de l'équipage.

Parfait paiement des officiers et marins embarqués en fin d'exercice.

216. En fin d'exercice ou lors de la clôture du rôle d'équipage au cours de l'année, les officiers et marins figurant au rôle sont réglés intégralement de leur solde dans les conditions indiquées au premier paragraphe du précédent article.

Acomptes payables aux marins rapatriés débarqués dans un port de commerce.

217. Les officiers marinières et marins rapatriés, par un navire de commerce qui débarquent dans un port autre que celui chef-lieu de l'arrondissement maritime, peuvent y recevoir, pour le compte du rôle spécial tenu au dépôt de ce chef-lieu, au vu de leur livret et en raison de la durée de la traversée de retour, un acompte de solde par les soins du commissaire aux armements. Les dispositions du deuxième paragraphe de l'article 218 sont applicables à ces paiements.

Parfait paiement de la solde de traversée des officiers et marins rapatriés par navires de commerce.

218. 1. Le dépôt procède, dès l'arrivée des officiers et marins rapatriés par des navires de commerce ou dès l'avis de leur arrivée, au vu de leur comptabilité, à la liquidation de leur solde de traversée, sous la réserve des acomptes qui ont pu leur être payés en conformité de l'article précédent.

2. En ce qui concerne les officiers et marins provenant d'un bâtiment ou service dont la dépense ressortit à un département ministériel autre que celui de la marine, à moins de conventions contraires, cette liquidation est faite au compte du département intéressé, et ne n'est mentionnée que pour mémoire au rôle d'équipage.

Paiement des officiers marinières en disponibilité.

219. Les officiers marinières en disponibilité sont payés de leur solde, mensuellement et à terme échu, dans la localité où ils sont autorisés à résider. Toutefois, le paiement est subordonné, s'il y a lieu, à l'accomplissement des prescriptions des articles 248 et 260.

Paiements et avances de traitements de table et de frais de passage.

220. Les règles concernant les époques de paiement de traitement de table et de frais de passage aux tables des officiers, ainsi que les règles relatives aux avances à leur allouer, sont applicables aux tables des officiers marinières et marins commandant un bâtiment armé ainsi qu'à celles des maîtres et seconds maîtres.

Avances autorisées. — Imputations.

221. 1. Aucun paiement d'avance de solde, de traitement de terre et de frais de passage aux officiers, officiers mariniers, marins ou autres ne peut être autorisé en dehors des cas déterminés par décret portant règlement sur les allocations de solde et accessoires de la solde des officiers, aspirants, fonctionnaires et divers agents du département de la marine.

2. Les avances sont, en totalité, imputées sur l'exercice pendant lequel a lieu le paiement.

Paiement des délégations.

222. Les délégations des officiers, des officiers mariniers, marins et autres sont payées aux délégataires par trimestre et à terme échu sous les conditions déterminées au chapitre V du présent décret.

Avances aux familles sur la solde de captivité.

223. 1. Les deux tiers de la solde allouée aux officiers mariniers, marins ou autres, faits prisonniers de guerre ou présumés tombés sous le pouvoir de l'ennemi, sont payés, pendant toute la durée de la captivité, aux personnes de leur famille en faveur desquelles les marins déléguaient.

2. Les mêmes paiements peuvent être effectués, sur la demande des marins en captivité qui ne délégueraient pas, mais seulement en faveur de leurs ascendants directs ou de leurs femme et enfants.

3. Cette concession cesse de plein droit, un an après la réception des dernières nouvelles, à l'égard des prisonniers de guerre à l'existence desquels il n'a pas été produit de renseignements certains.

4. Les paiements ont lieu par trimestre et à terme échu, à titre d'avance, et la retenue en est opérée sur le décompte ultérieur de la solde de captivité. Ils ne donnent pas lieu à la production préalable d'un certificat constatant l'existence du prisonnier.

5. En cas de décès du prisonnier de guerre, les paiements faits à sa famille sont considérés comme définitifs, et le trop-perçu ne donne lieu à aucune reprise.

Paiements aux marins rentrant de captivité.

224. 1. Les officiers mariniers, marins et autres rentrant de captivité, sont rappelés, à leur arrivée en France, de la solde de captivité à laquelle ils ont eu droit, sous la déduction des acomptes payés en conformité de l'article précédent.

2. A l'égard des marins renvoyés dans leurs foyers ou dans les quartiers d'inscription à leur rentrée de captivité, ce rappel est effectué par voie de remise à la caisse des gens de mer, comme il est

dit à l'article 295, ou de versement à la caisse nationale d'épargne, pour ceux qui sont titulaires de livrets de succursales navales.

Pièces à produire par les prisonniers rentrés.

225. 1. Pour obtenir le rappel de la solde à laquelle ils ont droit, les officiers marinières, marins et autres rentrant de captivité, doivent produire, soit un certificat du commissaire près la puissance chez laquelle ils ont été détenus, soit toute autre pièce justifiant leur identité et constatant le temps pendant lequel ils sont restés en captivité.

2. Si cette production n'a point lieu, le paiement est ajourné jusqu'à ce que les droits des intéressés aient été reconnus.

Paiement aux familles de la solde des officiers et marins disparus.

226. 1. La solde allouée aux officiers, officiers marinières, marins et autres disparus, dans les conditions indiquées à l'article 19, est payée aux personnes de leurs familles en faveur desquelles ils désignaient.

2. Les mêmes paiements peuvent être effectués au nom des officiers, marins et autres qui ne désignaient pas, mais seulement en faveur de leurs ascendants directs ou de leurs femme et enfants. A défaut de ces derniers, la solde est déposée à la caisse des gens de mer, pour être payée aux ayants droit.

3. Dans le cas où le décès est ultérieurement constaté, les paiements faits conformément au présent article sont considérés comme définitifs, et le trop-perçu ne donne lieu à aucune reprise.

Paiement des masses générales d'entretien et des fonds de musique.

227. 1. La masse générale d'entretien des dépôts des équipages de la flotte, des écoles de mécaniciens et des bâtiments centraux de réserve est payée par mois et à terme échu. Il en est de même du fonds de musique des dépôts et des bâtiments ainsi que des indemnités pour les écoles allouées par le tarif n° 17. Le paiement a lieu en même temps que celui de la solde.

2. Le fonds de musique des bâtiments donne lieu, pour ceux qui partent de France, à la concession d'avances dans les proportions déterminées pour la solde des officiers.

SECTION II.

MODE DE DÉCOMPTÉ DES ALLOCATIONS.

Mode de décompte des allocations pour les officiers, aspirants et employés militaires.

228. La solde et les accessoires de la solde des officiers aspirants

et employés militaires faisant partie des dépôts et autres service terre, ainsi que des états-majors embarqués sont régis conformément aux dispositions du décret portant règlement sur les allocations de solde et accessoires de la solde des officiers, aspirants, fonctionnaires et divers agents du département de la marine, en tout ce qui concerne le droit aux allocations, les règles de concession et tarifs.

Mode de décompte des allocations pour les officiers, marins et autres.

229. 1. La solde des officiers marinières, marins et autres se décompte par jour et à raison du nombre effectif de jours dont se compose le mois.

2. Cette disposition est applicable aux hautes-payes, suppléments et indemnités payables comme la solde.

3. Ces diverses allocations sont calculées suivant les règles de concession et d'après les tarifs annexés au présent décret.

Décompte des suppléments de fonctions et facultatifs. — Carnet spécial.

230. Les suppléments de fonctions et facultatifs alloués par le tarif n° 8 sont décomptés, en dehors de la solde et sur un carnet spécial (n° 1193 et 1194 de la nomenclature des imprimés), à raison du nombre de jours pendant lesquels les fonctions ont été effectivement remplies.

Précomptes des délégations et de la retenue pour habillement.

231. Les paiements d'acompte de solde aux officiers marinières, marins et autres, ainsi que les parfaits paiements qui leur sont faits quand ils quittent un service à terre ou un bâtiment ou à l'arrêté de rôles, sont effectués sous déduction, s'il y a lieu, du montant des délégations et sous précompte de la retenue mentionnée aux articles 340 et 341 pour habillement ou dette envers l'État.

Retenue sur la solde des marins subissant un embarquement correctionnel.

232. Indépendamment des retenues prévues aux articles 340 et 341, les officiers marinières, quartiers-maîtres et marins condamnés à un embarquement correctionnel subissent la retenue mentionnée au deuxième paragraphe de l'article 348. Dans les cas où une délégation a été consentie ou imposée, les paiements sont calculés de telle sorte qu'il soit perçu au moins par jour de présence effective savoir :

Par les officiers marinières.....	0' 20'
Par les quartiers-maîtres et marins.....	0 10

Décompte des masses d'entretien et des fonds de musique.

233. 1. Les masses générales d'entretien, les indemnités dans les écoles allouées par le tarif n° 17 et le fonds de musique des dépôts sont payés par mois à raison de la douzième partie de leur fixation annuelle.

2. A bord des bâtiments, le fonds de musique est décompté par mois à raison de la douzième partie de la fixation annuelle et, par jour, à raison de la trentième partie de la fixation mensuelle.

SECTION III.

ÉTABLISSEMENT DES ÉTATS DE PAYEMENT.

Différentes espèces d'états de paiement.

234. Les états à dresser pour le règlement de la solde et des diverses allocations auxquelles ont droit les officiers, marins et autres présents dans les services à terre ou à bord des bâtiments, sont les suivants :

États de paiements proprement dits ;
États de remise à la caisse des gens de mer ;
États de versements à la caisse des invalides de la marine ;
Déclarations de versement à la caisse nationale d'épargne,

Et, pour les bâtiments seulement :

État des sommes à transmettre par l'intermédiaire de l'administration des postes.

États nominatifs pour les officiers.

235. Les officiers, aspirants et autres, faisant partie des états-majors des dépôts ou autres services à terre et des états-majors embarqués sont compris, pour le paiement des différentes allocations auxquelles ils ont droit, sur des états nominatifs (n° 1195 et 1196 de la nomenclature des imprimés).

États d'effectifs pour les équipages.

236. Les officiers marinières, marins et autres, présents dans les dépôts ou autres services à terre, à bord des bâtiments de la flotte ou dans les détachements s'administrant séparément, sont compris, pour le paiement de la solde et des accessoires de solde, sur des états d'effectif (n° 1197 de la nomenclature des imprimés).

États de traitement de table et de frais de passage.

237. 1. Le traitement des différentes tables fait l'objet d'un état décompté par table (n° 1198 de la nomenclature des imprimés),

mentionnant le nom et le grade de l'officier général ou du commandant et des chefs de garnelle.

2. Les frais de passage sont payés sur des états semblables appuyés, en ce qui concerne le personnel étranger au département de la marine ou dont les frais de passage n'incombent pas au service de la marine, des copies d'ordre d'embarquement ou de débarquement.

États de paiement par dépôt, par service et par bâtiment.

238. 1. Il est fait, pour le paiement de la solde courante et des autres prestations, par dépôt ou autre service à terre, par bâtiment et par détachement autorisé à percevoir la solde séparément, un ou plusieurs états nominatifs pour la solde et accessoires de solde des officiers, un état d'effectif pour les officiers marinières, marins et autres, un état décompté pour le traitement des différentes tables, enfin, par chapitre et par article du budget, et, pour chacun des autres ministères, un état pour les paiements de solde et d'accessoires effectués pour leur compte et un état pour les frais de passage.

2. Ces états comprennent la solde des officiers, marins et autres présents au moment de leur formation et aussi de ceux qui, ayant quitté le dépôt, le bâtiment ou le service depuis la distribution du dernier état de paiement, ont été payés sur les fonds d'avances dont l'emploi est réglé par les articles 212 et 215.

3. Ces états comprennent exceptionnellement les officiers marinières, marins et autres à l'hôpital, dont la solde peut être payée à un tiers par application de l'article 207.

4. Les états des dépôts comprennent, en outre, la solde des officiers marinières en disponibilité, ainsi que celle des officiers marinières et marins en congé de convalescence et de fin de campagne, les uns et les autres résidant dans le port où se trouve le dépôt dont ils font partie.

5. Ces états sont certifiés, suivant le cas, par les membres du conseil d'administration, par le commandant comptable ou par le chef du détachement. Ils sont ensuite vérifiés et arrêtés par l'officier du commissariat de la marine ou de l'intendance militaire chargé d'assurer le paiement.

6. Les états font ressortir à part, en déduction du montant des sommes acquises, celles retenues pour délégation, pour habillement et les apostilles diverses, enfin pour les règlements de compte faits par l'entremise de l'administration des postes.

Indications générales à porter sur les états de paiement.

239. Les états de paiement de solde et accessoires, de traitement de table et de frais de passage sont établis au titre du dépôt, du ser-

vices ou du bâtiment dont le rôle doit recevoir l'imputation du paiement; ils portent toujours l'indication du lieu où ils doivent être acquittés et de l'exercice auquel ils se rapportent.

États de paiement dans une réunion, de détachements.

240. Lorsque des détachements de marins appartenant à divers bâtiments sont momentanément réunis sous un même commandement, leurs états de paiements n'en sont pas moins établis par les chefs de ces détachements, au titre des bâtiments auxquels ils appartiennent.

Bordereaux accompagnant les états de paiement.

241. 1. Les états nominatifs, d'effectif, etc., de traitement de table énoncés aux articles ci-dessus de la présente section, sont accompagnés d'un bordereau sommaire des paiements faits, par chapitres et articles (n° 1199 de la nomenclature des imprimés).

2. Lorsque le paiement de la solde et des accessoires de solde ainsi que du traitement de table est opéré en France hors du port comptable, le bordereau des paiements faits, prévu au précédent paragraphe, est remis en duplicata pour l'exécution des dispositions énoncées à l'article 580.

Cas dans lesquels les états de paiement sont faits en plusieurs expéditions.

242. 1. Les états concernant les paiements de solde, de traitement de table et de frais de passage, non imputables au service marin, sont remis en double expédition, accompagnés du bordereau sommaire mentionné à l'article précédent.

2. Hors des ports de France et d'Algérie, les états de paiement, dont le montant doit être réalisé au moyen de traites sur le trésor public, sont établis en nombre déterminé par la réglementation spéciale du service des dépenses d'outre-mer. Ils sont accompagnés du bordereau mentionné à l'article précédent.

États d'effectif pour les officiers marinières et marins débarqués en France.

243. Lorsqu'il y a lieu, en France, de débarquer des officiers, officiers marinières ou marins et que les sommes à leur payer sont trop importantes pour que le montant en soit prélevé sur le fonds d'avances prévu par l'article 215, le conseil d'administration établit, pour ce paiement, un état d'effectif conformément aux dispositions des articles ci-dessus de la présente section.

États sur lesquels doit être compris le paiement des masses générales d'entretien, des indemnités dans les écoles et des fonds de musique.

244. 1. Les masses générales d'entretien, les indemnités dans les

écoles allouées par le tarif n° 17 et les fonds de musique sont compris sur les états de la solde des officiers marinières et marins.

2. Les sommes qui peuvent être dues sur le fonds de musique, en fin d'année ou lors du désarmement ou du passage en réserve, sont portées sur l'état nominatif concernant le parfait paiement des officiers du bâtiment, au nom du chef d'état-major de l'escadre ou de la division navale, ou au nom du commandant en second du bâtiment-école.

Allocations diverses à comprendre sur les états de paiement.

245. Les premières mises d'équipement aux premiers maîtres promus officiers, aux chefs de musique des dépôts des équipages de la flotte, au moment de leur nomination à cet emploi, les suppléments de fonctions et facultatifs non décomptés avec la solde, les prix de concours en fin d'instruction et des tirs d'honneur, les primes de réadmission et de rengagement, les premières mises d'équipement et d'habillement aux seconds maîtres et maîtres promus à un grade supérieur, ainsi qu'aux seconds maîtres et maîtres musiciens nommés à un emploi supérieur, sont portés sur les états ayant pour objet le paiement de la solde des officiers marinières, marins et autres.

Indemnités et gratifications diverses qui ne sont pas comprises sur les états de paiement de la solde.

246. 1. Les indemnités pour pertes d'effets sont portées sur des états nominatifs (n° 1200 de la nomenclature des imprimés).

2. Les gratifications pour exercices de tir sont portées sur des états numériques certifiés par l'officier chargé des exercices de tir (n° 1201 de la nomenclature des imprimés).

3. Les états servant au paiement des indemnités pour pertes d'effets sont appuyés des justifications énoncées au décret portant règlement sur les allocations de solde et accessoires des officiers, aspirants, fonctionnaires et divers agents du département.

4. Les gratifications à l'occasion de la Fête nationale sont portées sur des états d'effectif spécialement établis pour le paiement de cette allocation.

5. Ces divers états sont dressés conformément aux dispositions des articles 238, 239, 240 et 241.

États nominatifs et d'effectif dressés par les commissaires aux armements pour les rectifications de décomptes.

247. 1. Les commissaires aux armements dressent, dans les formes indiquées par les articles ci-dessus de la présente section, les états nominatifs et d'effectif pour la justification des paiements complémentaires à liquider au nom de collectivités d'officiers ou de marins, à la suite de la vérification de leurs paiements et de ceux des tables mentionnés aux articles 162 et 163.

2. Les états nominatifs sont, dans ce cas, établis sur les imprimés n° 1202 et 1203 de la nomenclature.

3. Il est opéré de la même manière dans le cas d'avances à des officiers ou marins expédiés pour rejoindre un bâtiment.

Officiers mariniers en disponibilité. — Officiers mariniers et marins en congé de convalescence et de fin de campagne résidant au port chef-lieu du dépôt dont ils font partie.

248. 1. Les officiers mariniers en disponibilité, qui résident au port chef-lieu du dépôt des équipages de la flotte dont ils font partie, sont compris sur l'état général d'effectif, ainsi qu'il est dit au paragraphe 4 de l'article 238.

2. Pour faire constater leurs droits à la solde dont il s'agit, ils sont tenus de se présenter, du 20 au 25 de chaque mois, au capitaine de leur compagnie.

3. Il en est de même des officiers mariniers et marins en congé de convalescence et en congé pour fin de campagne, dans les mêmes conditions de résidence, lorsqu'ils ont été autorisés, aux termes de l'article 208, à recevoir des acomptes mensuels de solde pendant leur congé.

4. Quant aux officiers mariniers et marins en disponibilité ou en congé de convalescence et en congé pour fin de campagne résidant hors du port chef-lieu, ils sont tenus au courant de leur solde, ou, dans les cas prévus aux articles 52 et 77 de l'indemnité représentative de cette solde, comme il est dit aux articles 207 et 260.

Payement des indemnités aux détachements en route.

249. 1. En France, les indemnités journalières aux détachements en route allouées par l'article 76 sont perçues à l'avance :

1° En ce qui concerne les détachements voyageant en chemin de fer, pour le nombre de jours qui doit s'écouler depuis le départ jusqu'au jour inclus de l'arrivée à destination;

2° En ce qui concerne les détachements circulant à l'intérieur, pour le nombre de jours qui doit s'écouler depuis le départ jusqu'au jour inclus de l'arrivée à destination, si le trajet est effectué sans séjour, ou, dans le cas contraire, jusqu'à l'arrivée dans une localité où réside un officier du commissariat ou de l'intendance militaire.

2. Ces indemnités sont payées sur des états d'effectif, par grades (n° 1197 de la nomenclature des imprimés). Elles sont intégralement soldées par avance, au départ, jusqu'au lieu d'arrivée ou de la plus prochaine station, et distribuées de la main à la main aux hommes, par les soins du chef de détachement.

Remises à la caisse des gens de mer établies dans les dépôts.

250. 1. La solde des marins et autres décédés appartenant à un

dépôt des équipages de la flotte est déposée à la caisse des gens de mer, au profit des ayants droit, dans le courant du mois qui suit le décès. Elle est versée à la caisse nationale d'épargne quand le marin est titulaire d'un livret de cette caisse.

2. Les sommes revenant aux hommes passant en détachement d'un dépôt à un autre et qui ont disparu ou sont décédés pendant la route sont déposées, dans les mêmes conditions et aux mêmes caisses, par les soins du dépôt d'arrivée.

Remises à la caisse des gens de mer et déclarations de versement à la caisse nationale d'épargne, établies à bord des bâtiments et dans les services à terre autres que les dépôts.

251. 1. Au moment de l'arrêté des rôles ou du débarquement des officiers et marins, les conseils d'administration et commandants comptables des bâtiments et des services à terre autres que les dépôts inscrivent, sur des états de remise à la caisse des gens de mer (n° 3638 et 3639 de la nomenclature des imprimés), en double expédition, les sommes qui, pour une cause quelconque, n'ont pas été comprises sur les états de payement soit en espèces, soit par l'intermédiaire de l'administration des postes.

2. Ces états sont réunis dans un bordereau (n° 1223 de la nomenclature des imprimés) et adressés au commissaire aux armements du port comptable, qui y donne suite dans les conditions énoncées à la section suivante du présent chapitre (art. 266). Cette transmission a lieu, au plus tard, en cas de débarquement en cours de rôle, dans le mois du débarquement de l'officier ou marin.

3. Les mêmes dispositions sont appliquées lors du décès d'un officier ou marin non titulaire d'un livret de la caisse nationale d'épargne.

4. Dans les cas prévus par le présent article, si l'officier ou marin est titulaire d'un livret de la caisse nationale d'épargne, la remise à la caisse des gens de mer est remplacée par une déclaration de versement à la caisse nationale d'épargne, en conformité du règlement relatif aux succursales navales de cette caisse.

Versements, à la caisse des invalides, des retenues opérées pour réductions temporaires de solde et des sommes dues aux déserteurs.

252. 1. Les versements à la caisse des invalides des retenues opérées en vertu des articles 349 et 350 sont effectués sur des états nominatifs (n° 1200 de la nomenclature des imprimés).

2. Ces états sont dressés par les conseils d'administration des dépôts, des services ou des bâtiments, et remis au commissaire aux armements du port comptable qui y donne suite dans la forme indiquée à l'article 267.

Envois de fonds par l'intermédiaire de l'administration des postes.

253. 1. A bord des bâtiments, les sommes que les officiers, officiers mariniens, marins et autres, ainsi que les chefs de gamelle des différentes tables désirent envoyer en France sont payées aux destinataires à la diligence des commissaires aux armements et par l'intermédiaire des receveurs des postes, qui sont chargés de faire parvenir l'argent aux intéressés au moyen de mandats de poste, sans autres frais que le droit postal en vigueur.

2. Au moment de l'établissement des états de payement, les conseils d'administration s'informent, directement ou par l'intermédiaire des capitaines de compagnies, des noms des membres de l'état-major ou des hommes de l'équipage qui veulent user de cette faculté.

3. Ils adressent ensuite au commissaire aux armements du port comptable un état en triple expédition (n° 1204 à 1206 de la nomenclature des imprimés), indiquant :

1° Les noms des officiers, officiers mariniens, marins ou autres pour le compte desquels des versements doivent être opérés à l'administration des postes ;

2° Les noms et le domicile des destinataires ;

3° Le montant des sommes à transmettre.

4. Les conseils d'administration se conforment, pour l'envoi de ces fonds, aux règles spéciales définies aux articles 146, 238 et 570.

5. Les sommes ainsi transmises en France sont portées à part sur le rôle d'équipage, les livrets de solde, les situations financières, les états de payement et, en général, sur toutes les pièces, registres et documents servant à établir le compte des intéressés.

États nominatifs et d'effectif dressés par les commissaires aux armements en vue de payements divers.

254. 1. Les commissaires aux armements dressent, lorsqu'il y a lieu, dans les formes énoncées à l'article 247, les états nominatifs et d'effectif destinés à justifier la liquidation des sommes comprises sur les états de remise à la caisse des gens de mer, sur les états de payement par l'intermédiaire de l'administration des postes, et sur les déclarations de versement à la caisse nationale d'épargne, transmis par les bâtiments en exécution des articles ci-dessus de la présente section.

2. Ils opèrent de même pour la liquidation des sommes comprises aux états de délégation qui leur sont transmis par les dépôts et autres services à terre et par les bâtiments, en conformité du chapitre 5 du présent décret (art. 301 et suivants).

SECTION IV.

MANDATEMENT ET ORDONNANCEMENT.

Mandats pour les paiements au dépôt.

255. 1. Les mandats de paiement pour les prestations en deniers acquises au titre d'un dépôt des équipages de la flotte sont établis par le commissaire aux armements.

2. Toutefois, lorsque le paiement a pour objet la solde d'un détachement comptant à un dépôt et autorisé à percevoir directement sa solde, le mandat est établi par l'officier du commissariat de la marine et, à défaut, par le sous-intendant militaire de la localité où se trouve le détachement, sur la présentation du livre de paiement du détachement.

3. En ce qui concerne les détachements de marins en service permanent à terre aux colonies, les mandats sont établis par l'officier du commissariat colonial, remplissant les fonctions de commissaire aux armements dans la colonie.

Mandats pour les paiements au service à terre autres que les dépôts
et aux bâtiments en France.

256. 1. Dans les ports de France et d'Algérie, les mandats pour le paiement d'acomptes de solde et accessoires, de traitement de table et de frais de passage acquis au titre d'un service à terre autre qu'un dépôt ou d'un bâtiment sont établis par le commissaire aux armements du port où le paiement doit être effectué.

2. Dans les quartiers maritimes de France et d'Algérie, les paiements susmentionnés peuvent être effectués par voie d'avance sur les fonds de la caisse des invalides en vertu d'un mandat du commissaire de l'inscription maritime. Le commissaire aux armements du port chef-lieu pourvoit, le plus tôt possible, au remboursement de cette avance à l'aide d'un mandat sur le Trésor.

Mandats établis par les commissaires de l'inscription maritime et les fonctionnaires de l'intendance pour le paiement de l'indemnité aux détachements en route.

257. 1. Dans les quartiers, les commissaires de l'inscription maritime pourvoient au paiement de l'indemnité prévue par le tarif n° 18 aux détachements de marins levés pour le service, sur les fonds de la caisse des invalides de la marine, à titre d'avances remboursables par le Trésor.

2. Les détachements de recrues destinés aux équipages de la flotte sont payés, dans l'intérieur, pour le compte du département de la marine par les soins des fonctionnaires de l'intendance militaire.

Traites pour les paiements à l'étranger.

258. En pays étrangers, les traites pour le paiement des acomptes de solde et accessoires, de traitement de table et de frais de passage sont émises conformément aux décrets et instructions concernant le service des traites de la marine.

Mandats pour les paiements individuels ou collectifs en redressement d'erreurs de décomptes, et pour les paiements d'avance.

259. Les paiements à des officiers, marins et autres à effectuer soit par avances lorsqu'ils rejoignent leur bâtiment, soit à la suite de redressements de leurs comptes individuels en conformité des articles 162 et 163, donnent lieu à l'établissement, par les commissaires aux armements, de mandats individuels établis sous forme d'acomptes, ou de mandats collectifs, à l'appui des états nominatifs d'effectif mentionnés à l'article 247.

Officiers mariniers en disponibilité, officiers mariniers et marins en congé de convalescence et pour fin de campagne résidant hors du port chef-lieu du dépôt dont ils font partie.

260. 1. Les officiers en disponibilité, qui résident dans un port militaire autre que celui du dépôt des équipages de la flotte dont ils font partie ou dans un port secondaire, reçoivent, pour le paiement de leur solde, des mandats individuels établis par le commissaire aux armements de ce port.

2. Ceux qui résident dans la circonscription d'un quartier d'inscription maritime sont tenus au courant de leur solde par le commissaire de ce quartier, sur les fonds de la caisse des invalides et à l'avance à la marine.

3. Afin de faire constater leurs droits à la solde dont il s'agit, les officiers mariniers en disponibilité sont tenus de se présenter, du 20 au 25 de chaque mois, à l'officier du commissariat susindiqué, ou lui adresser, lorsqu'ils habitent en dehors de la localité, un certificat de présence délivré, selon le cas, par le syndic, le maire ou l'autorité militaire.

4. Les officiers mariniers qui résident à Paris ou dans un département de l'intérieur sont tenus au courant de leur solde par les soins du ministère (bureau de la solde), moyennant la production du certificat susmentionné.

5. Les dispositions qui précèdent sont applicables au paiement des officiers mariniers et marins en congé de convalescence et de fin de campagne qui résident hors du port militaire où se trouve le dépôt dont ils font partie.

Payement de la solde des officiers, officiers mariniens, marins et autres détachés isolément.

251. Les officiers, officiers mariniens, marins et autres, détachés isolément, sont tenus au courant de leur solde, au titre des dépôts, services ou bâtiments auxquels ils appartiennent, et dans les formes prescrites par l'autorité de laquelle ils dépendent.

Marins provenant d'un autre dépôt.

262. 1. Les commissaires aux armements établissent, sous les conditions déterminées à l'article 209, les mandats pour le payement des sommes dues aux officiers mariniens et marins arrivant en détachement, d'un autre dépôt, sur présentation des états qui ont été remis par le chef du détachement au commandant du dépôt d'arrivée.

2. Ces mandats sont établis au nom du conseil d'administration du dépôt d'arrivée, pour le compte du dépôt de départ.

3. Dans le cas où, par suite d'un embarquement précipité, l'intervention du commissaire aux armements ne serait pas possible, les sommes nécessaires sont prélevées, à titre exceptionnel, sur les fonds d'avances du trésorier du dépôt d'arrivée, conformément au deuxième paragraphe de l'article 212.

Les mandats pour les paiements aux officiers et marins présents sont ordonnés au nom du conseil d'administration.

263. 1. Les mandats des sommes à payer aux officiers, officiers mariniens, marins et autres, présents à bord d'un bâtiment, dans un dépôt ou autre service à terre sont établis au nom du conseil d'administration ou du commandant comptable, sous l'administration de quel les ayants droit se trouvent placés au moment du payement, soit qu'il s'agisse de prestations acquises au titre du bâtiment, du dépôt ou du service pour le rôle en cours, soit qu'il s'agisse de prestations acquises au titre dudit bâtiment, dépôt ou service pour le rôle clos, ou acquises à bord d'un autre bâtiment ou dans un autre dépôt ou service.

2. Les mandats pour le traitement des différentes tables et pour les frais de passage sont établis au nom du conseil d'administration du commandant comptable.

Mandats à établir par les commissaires aux armements pour versement des sommes à payer par l'administration des postes.

264. 1. Lorsque des paiements doivent être faits par l'intermédiaire de l'administration des postes, en vertu de la faculté ouverte par l'article 253, le commissaire aux armements, dans les quarante-huit heures qui suivent la réception des états, effectue entre les mains du receveur des postes de sa localité le versement des sommes

voies, en dressant au nom de ce fonctionnaire un mandat s'élevant à une somme égale au montant de l'état (n° 1204 à 1207 de la nomenclature des imprimés), dont une expédition reste jointe à ce mandat.

2. Le receveur des postes reçoit, en même temps, une seconde expédition de l'état susénoncé et remet, comme décharge, au commissaire aux armements, les déclarations de versement détachées des mandats de poste qu'il fait parvenir aux destinataires.

3. Le commissaire aux armements conserve la troisième expédition à laquelle il annexe ces déclarations de versements, afin de servir de justifications en cas de réclamations ultérieures.

Cas dans lequel des destinataires de mandats de poste sont décédés ou sont irrécouvrables.

265. 1. Lorsque des destinataires de mandats de poste envoyés en vertu de la faculté ouverte par l'article 253 sont décédés sans héritiers connus ou ont changé de domicile sans laisser leur nouvelle adresse et que l'administration des postes se trouve dans l'impossibilité de leur remettre les sommes qui devaient leur être payées, la restitution de ces sommes au Trésor est effectuée au moyen d'ordres de reversement établis au nom du receveur des postes du bureau expéditeur.

2. Le commissaire aux armements rectifie en conséquence les apostilles au rôle d'équipage, opère en même temps le dépôt des sommes à la caisse des gens de mer au profit des expéditeurs et en donne avis au conseil d'administration des bâtiments intéressés.

Mandatement pour les sommes remises à la caisse des gens de mer ou versées à la caisse nationale d'épargne et pour les délégations.

266. 1. Les sommes comprises sur les états de remise à la caisse des gens de mer ou de versement à la caisse nationale d'épargne et transmises par les bâtiments en exécution de l'article 251 donnent lieu, de la part des commissaires aux armements, à l'établissement de mandats au nom soit du trésorier des invalides de la marine, soit du receveur des postes.

2. Il en est de même du montant des états de délégation transmis par les bâtiments conformément aux prescriptions du chapitre V du présent décret (art. 301 et suivants), lequel est mandaté au nom du trésorier des invalides.

Mandat pour les retenues de solde à verser à la caisse des invalides de la marine.

267. Le commissaire aux armements établit au nom du trésorier des invalides les mandats ayant pour objet l'attribution à la caisse des invalides des sommes retenues, en exécution des articles 348, 349 et 350, aux marins subissant une réduction temporaire de solde ainsi qu'aux déserteurs.

Règles d'ordonnancement.

268. Toutes les dépenses pour solde et accessoires, traitement de table et frais de passage sont ordonnancées conformément aux décrets et règlements sur la comptabilité publique.

Rappels sur l'exercice en cours de liquidation.

269. 1. Les rappels de solde et accessoires portant sur l'exercice en cours de liquidation, sont ordonnancés, au titre de cet exercice, conformément aux prescriptions contenues dans le présent chapitre.

2. Dans les cas où les droits à rappeler portent, à la fois, sur l'exercice expiré mais non encore arrivé au terme de clôture et sur l'année courante, des états distincts sont établis, pour chacune des deux années, et sont ordonnancés séparément au titre de l'exercice auquel les dépenses incombent.

Rappels sur un exercice clos.

270. Les rappels de solde et accessoires portant sur un exercice clos sont ordonnancés sur les fonds de l'exercice courant, sauf transport ultérieur des dépenses, en fin d'exercice, à un chapitre spécial du budget, conformément aux dispositions du décret sur la comptabilité publique.

Rappels des hautes payes d'ancienneté.

271. 1. Par exception aux deux articles précédents, les rappels pour hautes payes d'ancienneté sont payés lors de la constatation du droit, en même temps que la solde courante, sans égard à la spécialité d'exercice, et pour le compte du dépôt, du service ou du bâtiment qui administre les officiers marinières ou marins.

2. En cas de réclamations tardives après congédiement, ces rappels sont effectués pour le compte du dépôt des équipages de la flotte qui a congédié les officiers marinières ou marins et, en cas de congédiement direct par d'autres services à terre ou par des bâtiments, pour celui du dépôt du port comptable.

Quittances des paiements.

272. 1. Les mandats de paiements ordonnancés au titre d'un dépôt ou autre service à terre, d'un bâtiment ou d'un détachement percevant sa solde directement, sont payables, sur l'acquit de tous les membres du conseil d'administration, du commandant comptable ou du chef de détachement, entre les mains du trésorier ou entre celles de tout autre officier ou officier marinier dûment autorisé à en percevoir le montant.

2. A l'extérieur, la quittance est donnée sur l'expédition des états mis à l'appui des avis de traite, conformément à l'article 581.

Mandats individuels quittancés par les titulaires.

273. Les mandats individuels de payement concernant les officiers embarqués et les officiers mariniens ou marins en disponibilité, en congé de convalescence et de fin de campagne ou isolés, sont quittancés par les titulaires de ces mandats.

Les trésoriers des invalides donnent quittance pour les absents.

274. Les trésoriers des invalides de la marine donnent quittance de toutes les sommes ordonnancées pour être versées dans les caisses de l'établissement des invalides de la marine au profit des ayants droit absents.

Forme des quittances.

275. Les quittances apposées sur les mandats ou états de payement doivent toujours être remplies en toutes lettres et souscrites à la date réelle des payements.

SECTION V.**DISTRIBUTION DE LA SOLDE ET DES ACCESSOIRES DE LA SOLDE.****Distribution de la solde aux officiers.**

276. 1. La solde et les accessoires de la solde sont payés aux officiers membres des états-majors des dépôts et autres services à terre et des bâtiments, au plus tard dans les vingt-quatre heures qui suivent la date de la perception des fonds.

2. Ces payements leur sont effectués individuellement par le trésorier ou l'officier d'administration.

Feuille d'émargement portant décompte.

277. 1. Les officiers présents dans les dépôts, dans les autres services à terre et à bord des bâtiments au moment du payement sont portés nominativement, avec décompte du traitement payable à chacun d'eux, sur une feuille d'émargement (n° 1207 et 1208 de la nomenclature des imprimés) certifiée par le trésorier et vérifiée par le major dans les dépôts, et sur laquelle les parties prenantes apposent leur signature au moment où le payement leur est fait. Les quittances des officiers qui, se trouvant momentanément en service hors de la résidence du conseil d'administration, ne peuvent remplir cette formalité, restent annexées à ladite feuille.

2. A bord des bâtiments, la feuille d'émargement fait ressortir la somme à payer par l'intermédiaire de l'Administration des postes.

Officiers décédés appartenant à des services à terre.

278. 1. Le traitement acquis aux officiers décédés appartenant aux dépôts et autres services à terre, est versé, sous déduction de la somme qu'ils peuvent devoir à l'État ou au corps, entre les mains des caissiers des gens de mer, qui en demeurent comptables envers les héritiers.

2. Le décompte qui sert de base au versement, fait connaître, le cas échéant, la cause de la différence entre le traitement intégral inscrit en dépense au livre-journal et la somme mentionnée dans les récépissés des caissiers des gens de mer.

Officiers débarqués ou décédés appartenant à un bâtiment.

279. 1. Les sommes perçues pour les officiers embarqués qui viennent à décéder avant d'en avoir été payés, sont immédiatement versées entre les mains des caissiers des gens de mer, lorsque le bâtiment se trouve dans un port de France ou d'Algérie.

2. Dans les colonies françaises et en pays étranger, ces sommes sont employées à l'acquittement de la solde acquise par un ou plusieurs officiers du bâtiment, et mention de ce virement est faite sur un état nominatif (n° 1209 de la nomenclature des imprimés), à adresser au commissaire aux armements en même temps que l'état trimestriel de paiement (art. 570). Elles peuvent aussi être portées à l'avoir de l'officier décédé dans l'inventaire des valeurs laissées par lui à son décès. Dans ce cas, une décision du conseil d'administration, inscrite au registre des délibérations, justifie la dépense mentionnée au registre-journal portant classification.

3. Il est opéré par voie de virement pour les sommes destinées aux officiers venant à débarquer entre l'établissement des états de paiement et la perception des fonds, après remboursement, toutes les sommes qui auraient été prélevées sur le fonds d'avances pour les payer au moment de leur départ.

4. Si l'officier est titulaire d'un livret de la caisse nationale d'épargne, la somme dont il s'agit est, dans tous les cas, versée ladite caisse.

Officiers décédés faisant partie d'un détachement.

280. En cas de décès d'un officier faisant partie d'un détachement, les sommes perçues pour lui sont remises au conseil d'administration du dépôt, du service ou du bâtiment, pour qu'il soit opéré, suivant le cas, ainsi qu'il est dit dans les articles 278 et 279.

Distribution de la solde dans les services à terre et à bord des bâtiments, etc.

281. 1. Dans les dépôts, des équipages de la flotte, la solde

officiers mariniers et marins faisant partie des compagnies est perçue du 1^{er} au 3 de chaque mois, chez le trésorier, par les capitaines de compagnie. Toutefois, la solde des hommes qui quittent un dépôt, dans le cas prévu par l'article 212, est perçue la veille ou le jour même de leur départ.

2. Dans les services à terre autres que les dépôts et à bord des bâtiments, la solde reçue pour les équipages est remise par le trésorier aux capitaines de compagnie, dès que le commandant a ordonné d'effectuer le paiement. Comme dans les dépôts, ce paiement est effectué publiquement par les capitaines de compagnie. Il en est de même dans les détachements en station, ayant une administration distincte et formés en compagnies.

3. La solde acquise par le personnel des bâtiments en 3^e catégorie de réserve est remise, par l'officier d'administration du bâtiment central, aux capitaines des compagnies de ce bâtiment auxquelles ce personnel est rattaché.

4. Les officiers mariniers et autres en dehors des compagnies sont directement et individuellement payés par les trésoriers, officiers d'administration, chefs de détachement ou commandants comparables.

5. La solde des officiers mariniers en disponibilité et, s'il y a lieu, celle des officiers mariniers et marins en congé de convalescence ou pour fin de campagne leur est payée conformément aux dispositions des articles 248 et 260.

Distribution de la solde des détachements éloignés
n'ayant pas d'administration distincte.

282. 1. Lorsque des détachements n'ayant pas une administration distincte sont trop éloignés du service à terre ou du bâtiment dont ils dépendent pour que les parties prenantes puissent venir en personne recevoir leur solde à la caisse du trésorier ou de l'officier d'administration, les fonds nécessaires sont remis, par ce dernier, aux officiers ou officiers mariniers que les commandants ont envoyés pour les recevoir.

2. Dans ce cas, les officiers ou officiers mariniers qui ont touché les fonds, en donnent reçu au bas du titre constatant leur mission; le titre leur est rendu lorsqu'ils apportent les quittances des parties prenantes.

3. Les officiers mariniers détachés à l'extérieur du dépôt viennent le jour du paiement recevoir leur solde. Toutefois, les infirmiers détachés dans les hôpitaux sont payés par les soins du capitaine de compagnie à laquelle ils appartiennent. Un arrêté du préfet maritime règle dans chaque port les détails relatifs à ces modes de paiement.

Feuilles mensuelles de paiement à remettre au trésorier
ou à l'officier d'administration.

283. 1. Pour le paiement de la solde mensuelle des compagnies dans les dépôts et des équipages des autres services et des bâtiments, les capitaines de compagnie remettent au trésorier ou à l'officier d'administration une feuille nominative certifiée et quittancée par eux et que cet officier vérifie avant d'en payer le montant.

2. La feuille mensuelle de paiement comprend la totalité des sommes acquises pendant le mois, sous déduction des retenues réglementaires.

3. La feuille de paiement dans les dépôts (n° 1210 et 1211 de la nomenclature des imprimés) présente à part les allocations non comprises au compte courant de la solde. Elle totalise, par homme, les sommes qui lui reviennent.

4. A bord des bâtiments et dans les services à terre autres que les dépôts des équipages de la flotte, la feuille nominative (n° 1212 et 1213 de la nomenclature des imprimés) comprend à part les suppléments de fonctions et facultatifs et les diverses allocations non comprises au compte courant de la solde. Elle totalise, par homme, les sommes qui lui reviennent, et fait ressortir la somme à payer par l'intermédiaire de l'administration des postes.

Feuilles spéciales de paiement pour les marins quittant un dépôt
dans le courant d'un mois.

284. 1. Lorsqu'il y a lieu de payer les hommes quittant un dépôt des équipages de la flotte dans le courant d'un mois, le capitaine de la compagnie perçoit la somme nécessaire sur une feuille spéciale (n° 1214 de la nomenclature des imprimés) indiquant numériquement le nombre d'hommes à payer et, approximativement, la somme qui leur est due.

2. Les acomptes ainsi reçus sont portés en déduction sur la feuille mensuelle mentionnée en l'article précédent. En cas de trop-perçu la somme est reversée par le capitaine de la compagnie dans la caisse du trésorier.

Paiement des hommes quittant un bâtiment et réglés sur le fonds d'avances.

285. 1. Lorsqu'il y a lieu de payer des hommes quittant un bâtiment dans les conditions indiquées au deuxième paragraphe de l'article 215, le capitaine de compagnie perçoit les fonds nécessaires sur un état nominatif (n° 1215 et 1216 de la nomenclature des imprimés) indiquant exactement le total des sommes à payer à chacun d'eux.

2. Les acomptes ainsi reçus en espèces sont portés en déduction sur la feuille mensuelle du plus prochain paiement de la compagnie.

Dans les dépôts, les fourriers peuvent recevoir la solde.

286. 1. Dans les dépôts des équipages de la flotte, le montant d'une feuille de paiement peut être versé entre les mains du fourrier dont le nom est inscrit au carnet de sa compagnie, sur la remise de cette feuille revêtue de l'acquit du capitaine.

2. Ce fourrier remet immédiatement au capitaine la somme qu'il a touchée chez le trésorier.

3. Le capitaine de compagnie qui use de cette faculté demeure responsable des sommes payées sur ses quittances, comme il est dit à l'article 433.

Virements de solde pour les marins décédés à bord d'un bâtiment ou débarqués.

287. 1. Les sommes qui étaient payables aux marins venant à décéder à bord d'un bâtiment dans les colonies françaises et à l'étranger, dans l'intervalle de l'établissement des états de paiement et de la distribution des fonds, font l'objet d'un virement entre eux et d'autres marins du bâtiment, en commençant, pour ce qui concerne ces derniers, par ceux embarqués depuis l'établissement des états. Il en est de même, en cas de débarquement des marins portés sur les états de paiements pour les portions de somme ne servant pas à rembourser le fonds d'avances des paiements faits au départ.

2. Sur les côtes de France ou d'Algérie, la disposition ci-dessus peut être appliquée concurremment avec celle qui fait l'objet du premier paragraphe de l'article 279, relatif aux officiers décédés.

Solde des marins déserteurs.

288. La solde qui, aux termes de l'article 350, resterait due aux marins déserteurs, est versée à la caisse des invalides de la marine, dans les conditions indiquées aux articles 252 et 267.

Payements faits directement par le trésorier, l'officier d'administration, etc.

289. 1. Pour la justification de la solde directement payée par eux, le trésorier, sous le visa du major, l'officier d'administration, le commandant comptable et le chef de détachement dressent et certifient une feuille nominative de paiement sur laquelle les parties prenantes apposent leurs signatures. Toutefois, à bord des bâtiments, et en cas de paiements à de nombreux passagers, il peut être fait application des dispositions de l'article 283, sous la réserve qu'il sera procédé publiquement au paiement ainsi qu'il est dit au paragraphe 2 de l'article 281.

2. La remise des sommes versées entre les mains du trésorier des invalides, caissier des gens de mer, est justifiée par le récépissé de ce comptable.

Bordereau récapitulatif des feuilles de paiement.

290. Dans les dépôts des équipages de la flotte, le trésorier récapitule dans un bordereau (n° 1217 de la nomenclature des imprimés), qu'il certifie, les feuilles de paiement dont il a acquitté le montant dans la journée, et porte, en un seul article de dépense, le total de ce bordereau.

Distribution de la solde aux marins.

291. 1. La distribution des fonds est faite aux hommes, par les soins des capitaines de compagnie, dans les vingt-quatre heures qui en suivent la perception chez le trésorier.

2. Cette distribution est régulièrement constatée par l'inscription des sommes payées sur les livrets de solde.

3. Elle peut être faite entre les mains de l'administration de l'hôpital, en ce qui concerne les hommes entrés à l'hôpital postérieurement à l'envoi des états de paiement mentionnés à l'article 238.

Paiement à la famille de la solde de marins à l'hôpital.

292. 1. Lorsque le paiement de la solde acquise par un homme à l'hôpital aura été autorisé par application de l'article 207, la personne entre les mains de laquelle la somme doit être versée est tenue de se présenter au capitaine de compagnie, au jour fixé par cet officier. Elle doit être munie du livret de solde et d'un certificat délivré par l'autorité administrative de l'hôpital, certificat constatant l'existence du marin en traitement.

2. La remise des fonds est inscrite séance tenante sur le livret, pour la constatation du paiement.

3. Si la personne autorisée ne s'est pas présentée, la somme est remise au trésorier pour être versée à la caisse des gens de mer ou à la caisse nationale d'épargne, suivant le cas.

Distribution du traitement de table et des frais de passage.

293. 1. Les sommes à payer pour traitement de table et frais de passage sont remises par l'officier d'administration à l'officier général, au commandant et aux chefs de gamelle des différentes tables; et plus tard, dans les vingt-quatre heures qui suivent la date de la perception des fonds.

2. Cette opération est constatée par la quittance de l'officier général, du commandant et des chefs de gamelle donnée sur une feuille d'emargement (n° 1218 de la nomenclature des imprimés) portant décompte et certifiée par l'officier d'administration.

Distribution des suppléments, gratifications, primes et indemnités diverses non décomptés avec la solde.

294. 1. Les suppléments de fonctions et facultatifs, gratifications, primes et autres allocations non décomptées avec la solde sont, toutes les fois que cela est possible, portés sur les états de distribution de la solde et répartis en même temps et dans la même forme entre les ayants droit.

2. Dans le cas contraire, ces paiements sont faits à part, dans la même forme, ou bien sur des états nominatifs, portant émarginement et on va payer en ce qui concerne les illettrés.

3. Les mêmes dispositions sont applicables aux détachements séjournant hors des ports ou éloignés de leur bâtiment.

Mode de paiement des délégations et de la solde des prisonniers de guerre.

295. 1. Aux époques prévues par l'article 222, les délégations sont payées aux ayants droit d'après les règles tracées par le ministre.

2. Ces règles sont également applicables aux paiements à effectuer par les soins du commissaire aux armements du port auquel comptait le bâtiment capturé, soit à titre d'avances sur la solde des prisonniers de guerre aux personnes mentionnées à l'article 223, soit aux prisonniers de guerre eux-mêmes, lors de leur retour en France.

CHAPITRE V.

DÉLÉGATIONS.

Délégations volontaires.

296. 1. Les officiers mariniers, marins et autres (à l'exclusion des matelots de 3^e classe condamnés à un embarquement correctionnel à deux tiers de solde, des apprentis marins, des novices et des mousses) ont la faculté de déléguer soit à leur femme, leurs ascendants, descendants, frères ou sœurs, ainsi qu'à des tiers pour l'entretien de femme, d'ascendants ou d'enfants mineurs, soit à toute personne non dénommée ci-dessus, mais, dans ce dernier cas, avec l'autorisation du préfet maritime, la portion de leur solde dont la quotité est déterminée par le tarif n° 24 annexé au présent décret.

2. Toutefois, la quotité réglementaire de délégation prévue au tarif n° 24 peut, dans certains cas, être réduite, par décision du ministre, de manière à assurer au marin déléguant le paiement d'une somme journalière de dix centimes.

3. Aucune autre portion de solde ou allocation ne peut être déléguée.

Déclarations de délégations.

297. Les déclarations de délégations sont faites, soit devant les commissaires de l'inscription maritime au moment de la levée, soit devant les conseils d'administration des services à terre ou des bâtiments pendant la durée de la présence au service.

Délégations imposées d'office.

298. 1. Des délégations d'office, à titre de retenues pour aliments ou entretien, peuvent être prescrites sur la solde des officiers marins, marins et autres, dans les cas respectivement déterminés par les articles 203, 205 et 214 du code civil. La quotité de ces délégations est celle qui est fixée par le tarif n° 24.

2. La décision est prise par le préfet maritime du port dans lequel est centralisée la comptabilité du bâtiment, du dépôt ou autre service à terre, d'après le résultat d'une enquête faite par les commissaires de l'inscription maritime, s'il s'agit de marins inscrits, et par les commissaires aux armements, s'il s'agit de marins provenant de l'engagement volontaire ou du recrutement, ainsi que d'agents de service civils. Autant que les circonstances le permettent, le marin en cause est entendu avant l'enquête et invité à déléguer volontairement ou à donner les motifs de son refus.

3. Lorsqu'une délégation d'office est imposée simultanément à un officier marinier ou marin au profit de ses ascendants et de sa femme, le tiers de la portion déléguée est attribué aux premiers, les deux tiers à la seconde, à moins que le préfet maritime ne juge utile, à raison de circonstances particulières, d'établir le partage dans une proportion différente.

4. Les dispositions du présent article sont applicables aux enfants naturels légalement reconnus par leurs parents.

Mentions à faire des délégations.

299. 1. Il est fait mention des délégations sur les feuilles de route, rôles de levée, billets de destination et états de mouvements. Il en est fait apostille sur les rôles, livrets de solde et livrets matricules.

2. Sur les deux derniers documents, ces apostilles doivent être signées par les commissaires de l'inscription maritime, les trésoriers des dépôts des équipages de la flotte, les officiers d'administration et les commandants comptables.

3. Les mentions de délégation doivent indiquer exactement le nom, prénoms, qualité et domicile de chaque délégataire, ainsi que son degré de parenté avec le déléguant.

Durée des délégations. — Révocations.

300. 1. Les délégations souscrites par les marins ainsi que les délégations qui leur sont imposées d'office, sont acquittées dans toutes les positions, excepté dans celle de congé, de disponibilité (pour les officiers marinières) ou dans le cas d'emprisonnement par suite de jugement; elles continuent d'avoir leur effet pendant toute la durée du service, si elles ne sont pas formellement révoquées ou si elles n'ont pas été annulées à la suite d'une nouvelle enquête.

2. Lorsque les officiers marinières en congé ou en disponibilité ne remplissent pas leurs devoirs de famille envers leur femme, leurs ascendants ou leurs descendants, le préfet maritime peut prendre des mesures spéciales en vue d'assurer la subsistance de ces derniers.

3. La révocation des délégations imposées par le préfet maritime, en conformité de l'article 298, ou librement consenties en faveur soit de la femme, des ascendants ou descendants, soit de tiers pour l'entretien de femme, d'ascendants ou d'enfants mineurs, n'est admise que si les délégataires y ont renoncé librement ou que si, après enquête faite par les autorités administratives désignées en l'article 298, il a été reconnu que ces délégations ne sont plus nécessaires aux délégataires ou, enfin, que ceux-ci, pour cause d'indignité, ne sont plus aptes à les recevoir. Dans ces deux derniers cas, le maintien ou l'annulation de la délégation est prononcée par le préfet maritime.

Établissement et envoi des états et remises de délégation par les bâtiments.

301. 1. A bord des bâtiments, les états de délégation sont dressés, dès le premier jour du trimestre auquel ils se rapportent, pour les seuls marins présents à cette date. Les délégations y sont inscrites pour toute la durée du trimestre, sous les exceptions mentionnées aux articles 305, 306, et 307.

Ces états sont établis en double expédition (n° 1221 et 1222 de la nomenclature des imprimés) et distinctement pour chacun des quartiers d'inscription du littoral de France ou d'Algérie où les délégataires doivent toucher le montant des délégations.

2. Par exception les délégations à destination de l'intérieur ou des colonies sont établies sur des états de remise à la caisse des gens de mer pour Paris (n° 3638 et 3639 de la nomenclature des imprimés), également en double expédition.

3. Les états et les remises de délégation sont totalisés distinctement, par le bâtiment, dans un bordereau (n° 1223 de la nomenclature des imprimés) et transmis au port comptable de manière à y parvenir, au plus tard, le 15 du dernier mois du trimestre qu'ils concernent.

4. Les bâtiments trop éloignés pour que les états et remises

puissent arriver à cette date les expédient par le premier courrier qui suit leur établissement.

5. Les états et remises sont accompagnés d'une liste nominative (n° 1200, 1200 bis et 1200 ter de la nomenclature des imprimés) donnant, dans l'ordre du rôle d'équipage, les délégations qu'ils comprennent.

États de délégation des marins rejoignant leur bâtiment en qualité de passagers sur des navires de commerce.

302. 1. Les marins embarqués comme passagers sur des navires de commerce, qui rallient leur bâtiment en cours du trimestre postérieur à celui de leur départ, sont compris, à leur arrivée, dans le travail de délégation au nouveau trimestre, si ce travail n'a pas encore été transmis en France.

2. Au cas où ces marins seraient présumés, lors de leur départ de France, ne pouvoir rejoindre leur bâtiment avant l'envoi du travail de délégation mentionné au précédent paragraphe, le commissaire aux armements du port de départ dresse des états de délégation, en ce qui les concerne, pour le trimestre en question; il conserve ces états ou les envoie, suivant le cas, à ses collègues des ports comptables des bâtiments destinataires, afin qu'ils soient compris dans le travail d'ensemble desdits bâtiments pour le trimestre en question.

3. Le montant des délégations ainsi décomptées est inscrit immédiatement par le commissaire aux armements au compte courant des passagers sur leurs pièces comptables.

4. Si dans le cas prévu au deuxième paragraphe ci-dessus, un passager vient ultérieurement à embarquer sur un bâtiment autre que celui auquel il était destiné, dans les conditions indiquées à l'article 142, le bâtiment qui le reçoit prend à son compte la délégation décomptée au port de départ et en donne, en vue des réimputations nécessaires, les avis indiqués au paragraphe 4 dudit article 142.

Établissement des états et remises de délégation dans les services à terre.

303. 1. Les dépôts des équipages de la flotte et autres services à terre établissent les états et remises des délégations de leur personnel dans les conditions indiquées aux paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 301.

2. Ils les remettent au commissaire aux armements le 15 du troisième mois du trimestre qu'elles concernent.

3. Les états de délégation des marins portés au rôle spécial des rapatriés institué par l'article 182 sont établis par le dépôt au moment de l'inscription des marins au rôle spécial, pour le ou les trimestres de la traversée non compris aux états du bâtiment d'où ils proviennent.

Délégations des marins réduits de grade ou de classe, condamnés correctionnellement ou disciplinairement.

304. 1. Pour les officiers mariniers et quartiers-maîtres suspendus ainsi que pour les marins réduits de grade ou de classe, et jusqu'au jour où ils sont réintégrés conformément au décret portant réorganisation du corps des équipages de la flotte, les délégations sont calculées sur la solde à laquelle les hommes ont été réduits.

1. La quotité de la délégation des quartiers-maîtres et des matelots de 1^{re} et de 2^e classe, condamnés à un embarquement correctionnel, est calculée sous la déduction des retenues spécifiées aux articles 352, 353 et 353.

Mode de décompte des délégations.

305. 1. La délégation est décomptée conformément au tarif n° 24, par trimestre ou par mois, et, lorsqu'il y a lieu, par jour, à raison de la trentième partie de sa fixation mensuelle.

2. Pour les marins nouvellement admis au service, comme pour ceux rentrant de congé ou d'emprisonnement par suite de jugement, la délégation court du jour de l'incorporation ou de la réintégration dans la solde de présence.

3. En cas de délégation souscrite ou imposée d'office au cours du service, elle part du jour où elle est enregistrée au rôle du service à terre ou du bâtiment sur lequel se trouve le marin. Si les états de délégation du trimestre en cours ont déjà été expédiés au port comptable, la nouvelle délégation ne part que du premier jour du trimestre suivant.

4. Les révocations de délégation prononcées conformément à l'article 300 ont leur effet dans les conditions indiquées au précédent paragraphe.

5. Il en est de même pour les changements du taux des délégations résultant des changements de grade ou de classe enregistrés au rôle d'équipage au cours d'un trimestre et provenant soit d'avancement, soit de réduction de grade ou de classe, ou de réintégration en grade ou en classe.

Interruption et reprise des délégations.

306. 1. L'interruption des délégations pour les causes énoncées à l'article 300 a lieu par la rectification des états de délégation, si le marin se trouve encore au service à terre ou sur le bâtiment qui l'a compris sur ses états, et s'ils n'ont pas encore été envoyés au port comptable. Dans le cas contraire, la délégation est maintenue pour tout le trimestre en cours.

2. La reprise de la délégation a lieu du jour de la rentrée de congé ou de la sortie de prison. Elle est assurée par son inscription sur les états de délégation du trimestre en cours à cette date ou, s'ils

ont déjà été expédiés, par rappel mentionné distinctement, sur les états du trimestre suivant.

Cessation des délégations par suite de congédiement ou de décès.

307. 1. La délégation des marins dont le congédiement ou la rentrée en France à l'effet d'être congédiés doit avoir lieu au cours du trimestre, n'est décomptée que jusqu'au jour fixé ou présumé pour le congédiement. En cas d'anticipation sur la date primitivement fixée pour le congédiement, les états de délégation sont rectifiés soit par le bâtiment ou le service à terre, si le marin congédié se trouve encore sur le bâtiment ou service qui l'a compris sur ces états et si ces états n'ont pas été transmis au port comptable; soit d'office, par le commissaire aux armements. Des rectifications nécessaires sont également apportées aux états, à la diligence, suivant le cas, des bâtiments, services ou commissaires aux armements, lors du décès ou de la désertion d'un déléguant et, en général, toutes les fois qu'il est possible de sursoir au paiement d'une portion non acquise des délégations.

2. A cet effet, le bâtiment ou service où se trouvait le marin au moment de son décès, de sa désertion, de son congédiement anticipé, etc., est tenu d'aviser le commissaire aux armements du port comptable du bâtiment ou service au rôle duquel figurait le déléguant le premier jour du trimestre en cours, afin que ce fonctionnaire puisse rectifier l'état des délégations avant de procéder à sa liquidation, ainsi qu'il est dit à l'article 162.

3. Ce fonctionnaire donne avis de cette rectification au détail des armements du port comptable du bâtiment ou service à terre auquel appartenait, en dernier lieu, le déléguant ainsi qu'audit bâtiment ou service, afin que le dédit du rôle puisse être atténué du montant de la partie de la délégation demeurée impayée.

4. Si l'état des délégations n'a pas pu être rectifié, le paiement fait à la famille à titre de délégation à compter du jour du décès ou du congédiement, est considéré comme définitif lorsque le décompte du marin ne permet pas de le recouvrer et il ne donne lieu, dans ce cas, à aucune reprise.

Décès des délégataires.

308. 1. En cas de décès des délégataires, les arrérages non payés font retour au déléguant, sauf les exceptions prévues aux paragraphes suivants du présent article.

2. Les délégations consenties en faveur des père et mère simultanément sont, en cas de décès de l'un des deux, intégralement payées au survivant.

3. La même disposition est applicable aux délégations consenties en faveur de la femme et des enfants simultanément.

4. Si la délégation a été consentie en faveur de la femme seulement, elle est acquise, en cas de décès de celle-ci, aux enfants mineurs du délégant et payée en leur nom aux personnes qui les auront recueillis. Il en est de même, en cas de décès du délégataire, de la délégation souscrite en faveur d'un tiers pour l'entretien d'enfants mineurs. Dans l'un et l'autre cas, les sommes déléguées sont payées sur le vu d'un certificat du maire ou du syndic constatant les faits qui ouvrent des droits à des tiers.

Délégation des officiers, aspirants et employés militaires.

309. Les délégations des officiers, aspirants et employés militaires sont décomptées conformément aux décrets réglementant leur solde. Ces délégations sont, toutefois, l'objet des dispositions édictées par le présent chapitre, en ce qui concerne les dates d'établissement et d'envoi au port comptable, par les bâtiments, des états de remise à la caisse des gens de mer (n° 3638 et 3639 de la nomenclature des imprimés) sur lesquels elles sont portées.

CHAPITRE VI.

DÉLIVRANCE DES EFFETS D'HABILLEMENT, DES USTENSILES DE PLAT, DU TABAC ET DU SAVON. — RÉINTÉGRATIONS.

Composition du sac des officiers mariniers, marins et mousses.

310. 1. Le ministre règle la composition du sac des officiers mariniers, marins et mousses, ainsi que le prix du remboursement des effets qui le composent.

2. Le prix de réparation des chaussures des officiers mariniers et marins présents dans les dépôts des équipages de la flotte est réglé d'après un marché passé par le conseil d'administration de chaque dépôt.

Avances en nature faites par les magasins de l'État.

311. 1. Les effets d'habillement entrant dans la composition réglementaire du sac des officiers mariniers, marins et mousses en activité de service, ainsi que les ustensiles de plat, sont délivrés par les magasins de l'État.

2. Les officiers mariniers, marins et autres peuvent également, lorsqu'ils sont embarqués, recevoir des magasins de l'État le tabac et le savon nécessaires à leurs besoins. Ceux des bâtiments en réserve, 2^e et 3^e catégories, ne reçoivent que le savon.

Les hommes sont habillés dès leur admission.

312. 1. Les marins nouvellement admis dans un dépôt des équipages de la flotte sont complètement habillés dès qu'ils ont été visités et que leur incorporation a été prononcée.

2. Toutefois, les réservistes appelés pour une période d'exercices, les marins inscrits en Algérie, les marins indigènes et, d'une manière générale, les hommes qui, pour une cause quelconque, sont présumés ne devoir accomplir qu'une courte période de service ne reçoivent que les effets qui leur sont strictement nécessaires.

3. Ceux qui ont été condamnés à une campagne extraordinaire à deux tiers de solde, ne reçoivent qu'un demi-sac.

Détermination des tailles des effets.

313. Chaque homme, à son arrivée au dépôt des équipages de la flotte, essaye dans le magasin d'habillement les divers effets qui doivent entrer dans la composition de son sac. Les numéros des tailles de chacun de ces effets sont ensuite portés, par les soins du capitaine de compagnie, sur le tableau destiné à recevoir ces indications dans le livret de solde.

Effets dont les marins sont pourvus à leur arrivée au service.

314. Les effets d'habillement dont les marins sont pourvus à leur arrivée au service entrent en déduction de ceux qu'ils doivent recevoir du magasin, si ces effets sont reconnus susceptibles de faire partie de la composition du sac.

Marins à qui sont délivrés des effets réduits de durée.

315. 1. Les effets réduits de durée sont délivrés aux hommes qui ont détourné ou vendu leurs effets, aux novices, aux marins des bâtiments de servitude, à ceux qui n'ont plus que peu de temps à faire, aux réservistes appelés pour une période d'exercices, et, enfin, aux marins qui, pour une cause quelconque, sont présumés ne pas devoir rester longtemps au service.

2. Il n'est délivré d'effets neufs aux réservistes appelés pour une période d'exercices qu'en cas d'insuffisance des effets réduits de durée.

Bons de demande d'effets d'habillement et autres fournitures.

316. 1. Dans les dépôts des équipages de la flotte, les effets sont délivrés par l'officier d'habillement, sur la présentation de bons numériques (n° 1224 de la nomenclature des imprimés). La valeur des effets est portée sur les bons par l'officier d'habillement, au moment de la distribution.

2. Dans les autres services à terre et à bord des bâtiments, les effets sont délivrés par les conseils d'administration, sur la présentation de bons numériques évalués (n° 1224 de la nomenclature des imprimés), établis par les capitaines de compagnie, qu'il s'agisse d'effets délivrés sur l'approvisionnement de prévoyance du bâtiment ou d'effets pris spécialement au magasin du dépôt des équipages de la flotte.

3. Le **récépissé** est donné par le capitaine de compagnie.

4. La **distribution** des effets, à bord des bâtiments, a lieu, dans chaque compagnie, d'après l'état nominatif (n° 1226 et 1227 de la nomenclature des imprimés).

5. Les demandes d'**ustensiles de plat, de tabac** et de savon sont comprises sur les mêmes bons que les demandes d'effets d'habillement; les **délivrances** en sont effectuées dans les mêmes conditions.

Délivrance à titre de remplacement. — Numéros des tailles.

317. 1. Les effets à distribuer à titre de remplacement aux équipages des services à terre autres que les dépôts et à ceux des bâtiments, dans un port ou sur une rade de France; sont, à moins de circonstances extraordinaires, **délivrés mensuellement** par les dépôts des équipages de la flotte.

2. Cette **délivrance mensuelle** est opérée par les soins du conseil d'administration du dépôt, comme il est dit aux articles 488, 489 et 490.

3. Les états de demande des compagnies, dans les dépôts, et ceux des conseils d'administration des autres services à terre et des bâtiments doivent indiquer les numéros des tailles des effets à délivrer.

Bons de réparations de chaussures.

318. 1. Les chaussures des officiers mariniers et marins présents dans les dépôts des équipages de la flotte sont réparées par les soins du second maître cordonnier, d'après les conditions de son marché, sur la présentation à l'officier d'habillement de bons (n° 1228 de la nomenclature des imprimés) établis en double expédition par les capitaines de compagnie et visés par le major.

2. L'officier d'habillement renvoie une des expéditions aux capitaines de compagnie, après avoir porté, en regard de chaque nom, le montant de la réparation effectuée.

Marques à apposer sur les effets et sur les ustensiles de plat.

319. Tous les effets d'habillement, de même que les ustensiles de plat, doivent, aussitôt qu'ils ont été délivrés, être marqués du numéro matriculaire, pour les hommes de l'engagement volontaire ou du recrutement, et du numéro d'inscription suivi des initiales du quartier, pour les hommes de l'inscription maritime.

Les sacs doivent être tenus au complet.

320. 1. Sauf les exceptions mentionnées aux articles 322, 321 et 322, les sacs des marins doivent être tenus au complet réglementaire.

2. Le remplacement des effets d'habillement est opéré au fur et à mesure des besoins, sans égard à la durée normale assignée à ces effets, mais sous la réserve des dispositions mentionnées à l'article 341.

Interdiction de délivrance d'effets d'habillement
dans les six derniers mois de service.

321. 1. En principe, pendant les six derniers mois que les hommes doivent passer au service, il ne leur est délivré d'effets d'habillement qu'en cas de nécessité constatée.

2. Les capitaines de compagnie sont tenus, sous leur responsabilité, de signaler au conseil d'administration les hommes qui, se trouvant dans ces conditions, figurent sur les états de demande.

3. La délivrance de ces effets ne peut, dès lors, avoir lieu qu'en vertu d'une délibération motivée du conseil d'administration.

4. Les responsabilités définies aux paragraphes précédents ne sont pas encourues à l'égard des délivrances qui auraient été faites aux marins envoyés en congé renouvelable ou congédiés par anticipation, lorsque la mesure prise à leur égard n'a pas été portée, en temps utile, à la connaissance de qui de droit.

Interdiction de délivrance d'effets d'habillement en fin de campagne.

322. En fin de campagne, les conseils d'administration doivent veiller, sous leur responsabilité, à ce qu'il ne soit fait que des remplacements rigoureusement nécessaires et, autant que possible, dans la limite du crédit des marins.

Effets remis par les marins en débet au moment de leur congédiement.

323. 1. Les marins envoyés en congé renouvelable ou congédiés du service, pour quelque cause que ce soit, emportent la totalité de leurs effets, s'ils en ont acquitté la valeur.

2. S'ils sont redevables envers l'État, ils remettent au dépôt des équipages de la flotte du port dans lequel ils sont congédiés, pour que la valeur entre en déduction de leur débet et jusqu'à concurrence de ce débet, les effets qui ne leur sont pas indispensables.

3. La réintégration des effets d'habillement s'opère en commençant par ceux qui ont été délivrés le plus récemment et qui peuvent être considérés comme neufs et ensuite par ceux qui sont dans le meilleur état. Si le marin qui quitte le service en débet présente un sac dans la composition duquel entrent des effets ayant été retailés, on commence par reprendre les vêtements réglementaires pouvant être délivrés ultérieurement à d'autres hommes ; si la dette n'est pas éteinte par cette première remise d'effets, on réintègre, jusqu'à concurrence du débet, les effets retailés, mais en ne leur assignant qu'une valeur estimative qui ne doit pas dépasser la moitié de celle

Si on leur avait pu leur être donnée, si aucune retaille n'avait été effectuée. Les effets usés ne peuvent être repris.

4. Si le débet n'est pas entièrement couvert par la réintégration des effets opérée comme il est dit ci-dessus, il ne doit être laissé aux marins que les effets strictement indispensables pour rejoindre leurs foyers.

5. Les marins en débet, qui ne doivent pas être directement congédiés par les bâtiments, sont débarqués et destinés au dépôt des équipages de la flotte le plus proche, dans un délai suffisant pour que leur envoi en congé ait lieu en temps utile.

6. Ce dépôt procède, à leur égard, pour la réintégration de leurs effets comme il est dit au présent article.

Sacs des marins décédés, déserteurs, etc., dans les dépôts.

324. 1. Dans les dépôts des équipages de la flotte, le capitaine de la compagnie dresse, avec le concours de deux officiers marinières, l'inventaire des effets contenus dans le sac de tout marin mort, déserteur, envoyé dans un corps disciplinaire ou condamné à une peine afflictive de six mois au moins. Cet inventaire est établi en double expédition sur un registre (n° 1229 et 1230 de la nomenclature des imprimés) et sur un imprimé du même modèle qui est placé dans le sac du marin.

2. Le sac, ainsi inventorié, après avoir été scellé sous doubles bandes cousues, est remis à l'officier d'habillement qui tient un enregistrement sommaire de cette remise indiquant le numéro d'ordre donné au sac, le nom du marin auquel il appartient et la position de l'homme au moment de la remise. L'officier d'habillement donne l'écépissé sur le registre d'inventaire de la compagnie.

Effets des marins déserteurs ou condamnés.

325. 1. Les effets entrant dans la composition réglementaire du sac de tout marin qui, étant déserteur, condamné aux travaux forcés, la reclusion, aux travaux publics ou à la prison pour plus de six mois, se trouvait en débet, sont réintégrés au magasin ainsi qu'il est dit à l'article 323. Les effets non susceptibles d'être réintégrés sont vendus dans la forme indiquée par l'article 334.

2. La valeur des effets réintégrés et vendus et le décompte final de l'homme sont portés, s'il y a lieu, en déduction de la dette.

3. Lorsque les marins visés au paragraphe 1^{er} du présent article se trouvent en crédit, leurs effets sont réintégrés ou vendus comme il est dit ci-dessus, et le produit versé, au nom des ayants droit, à la caisse des gens de mer ou à la caisse nationale d'épargne, si les marins dont il s'agit sont titulaires d'un livret de cette caisse.

Marins en débet passant à un autre corps ou envoyés à la compagnie de discipline.

326. 1. Les marins autorisés à passer dans un autre corps doivent, en vue de l'atténuation de leur dette, réintégrer leurs effets d'habillement en magasin comme il est dit à l'article 323, sous la réserve qu'ils conserveront les effets indispensables pour rejoindre leur nouveau corps.

2. Il en est de même des marins en débet envoyés à la compagnie de discipline.

Défense de réintégrer des effets hors les cas prévus par le décret.

327. En dehors des cas prévus aux articles précédents, les officiers marinières ou marins ne peuvent pas être admis à réintégrer au magasin d'habillement les effets qui leur ont été délivrés conformément aux articles 312 et suivants.

Bulletin de versement des effets réintégrés par les marins. —
Procès-verbal de constatation de réintégration.

328. 1. Les réintégrations d'effets que les marins effectuent aux magasins d'habillement des dépôts des équipages de la flotte, dans les cas prévus par les articles 323, 325 et 326, sont faites sur bulletin nominatif de versement (n° 1231 de la nomenclature des imprimés).

2. Le nombre, la nature et la valeur des effets remis sont constatés dans un procès-verbal (même modèle) par une commission composée de l'officier d'habillement, du capitaine de la compagnie à laquelle l'homme appartient et d'un officier marinier du dépôt.

3. Ce procès-verbal est inscrit et signé sur un registre spécial. Une expédition certifiée par le major est remise au trésorier pour servir à l'apostille à faire sur le rôle d'équipage, au compte courant de la solde du marin.

4. Le bulletin de versement, complété des indications du procès-verbal, est ensuite remis au capitaine de la compagnie.

Sacs des marins absents au départ de leur bâtiment.

329. 1. Le sac de tout marin absent au moment où son bâtiment quitte un port de France est remis au dépôt des équipages de la flotte avec l'inventaire mentionné à l'article 324 ou, si le bâtiment ne doit plus communiquer avec la terre, à bord du stationnaire ou, à défaut, à bord de tout autre bâtiment, pour que la remise en soit faite ultérieurement au dépôt.

2. A bord des bâtiments, dans les circonstances énumérées au paragraphe ci-dessus et à l'article 324, l'inventaire est dressé, comme

l'indique ledit article, par l'officier d'administration, concurremment avec le capitaine de la compagnie.

Sacs des marins décédés dans un hôpital militaire.

330. Le sac de tout marin décédé dans un hôpital militaire est adressé au dépôt des équipages de la flotte, auquel il avait été destiné. Les frais de transport sont à la charge du budget de la marine.

Fonds et valeurs des marins décédés, déserteurs ou absents.

331. Les fonds, valeurs ou bijoux trouvés dans les sacs de marins décédés, déserteurs ou absents reçoivent la destination indiquée par les articles 446 et suivants.

Destination à donner aux effets des marins décédés.

332. Les effets des officiers marins et marins décédés, appartenant soit à un dépôt des équipages de la flotte ou à tout autre service à terre, soit à un bâtiment, sont, suivant les circonstances, expédiés aux héritiers, vendus ou détruits conformément aux prescriptions du règlement sur le service intérieur dans les dépôts des équipages de la flotte ou du décret sur le service à bord des bâtiments de la flotte.

Remise au magasin général des effets de marins décédés et qui doivent être adressés aux héritiers.

333. Lorsque les effets d'un officier marinier ou marin décédé doivent être expédiés aux héritiers, le sac est adressé ou remis au magasin général, accompagné de toutes les indications nécessaires pour être transmis à destination, aux frais de la succession.

Vente des sacs des marins morts ou déserteurs.

334. 1. Lorsqu'une vente de sacs doit avoir lieu, il y est procédé en vente publique, par les soins de l'officier d'habillement ou de l'officier d'administration, en présence d'un officier et d'un officier marinier désignés par le commandant.

2. Si plusieurs sacs sont à vendre en même temps, l'ordre dans lequel ils seront vendus est déterminé par le sort. Toutefois, les sacs des marins décédés sont toujours vendus avant ceux des marins déserteurs.

3. La vente des sacs des hommes déserteurs ne peut être opérée que deux mois après la constatation de la désertion.

4. A bord des bâtiments, les sacs destinés à être vendus et qui n'ont pu l'être sont remis, pour ordre, au dépôt des équipages de la flotte du port d'arrivée qui en fait opérer la vente.

5. Lors d'une vente de sacs, ne peuvent se rendre acquéreurs

d'effets que les hommes qui ne sont pas en dettes et ceux qui, ayant encore au moins six mois de service à faire, peuvent pendant ce laps de temps éteindre, au moyen de la retenue réglementaire, le débet que présentera leur compte après l'imputation de la valeur de l'achat.

Procès-verbaux de vente.

335. 1. Dans les dépôts des équipages de la flotte, un procès-verbal constatant les résultats de la vente est consigné sur un registre spécial (n° 1232 et 1233 de la nomenclature des imprimés) et une copie en est remise aux capitaines de compagnies.

2. Dans les autres services à terre et à bord des bâtiments, le procès-verbal constatant les résultats de la vente est consigné, suivant le cas, sur le registre des délibérations du conseil d'administration ou sur celui des procès-verbaux et actes administratifs. Deux copies de ce procès-verbal, accompagnées de deux copies de l'inventaire, sont transmises au commissaire aux armements du port comptable ainsi qu'il est dit à l'article 576.

3. Dès qu'il a été procédé à une vente d'effets d'habillement, les résultats en sont apostillés aux comptes des intéressés, sur le registre d'équipage, sur les livres de détail et sur les livrets de solde.

Sacs des hommes envoyés à l'hôpital.

336. 1. Tout homme embarqué qui est envoyé à l'hôpital est suivi de ses effets. Son sac est remis, avec l'inventaire mentionné en l'article 324, à l'administration de l'hôpital, qui donne récépissé sur le registre d'inventaires.

2. Les sacs des marins appartenant aux dépôts des équipages de la flotte envoyés à l'hôpital sont inventoriés et conservés dans le magasin du dépôt.

Perte ou destruction d'effets dans les circonstances de force majeure.

337. 1. Les officiers marinières, marins et mousses qui ont perdu ou détérioré des effets d'habillement réglementaires, dans les naufrages ou échouements et dans toutes circonstances de force majeure dérivant d'un service obligatoire, sont remboursés de la valeur de ces effets.

2. Il en est de même de la valeur des effets dont la destruction ou le jet à la mer est ordonné en raison de la nature des maladies contagieuses ou épidémiques à l'influence desquelles les équipages ont été soumis.

3. Le procès-verbal constatant le nombre et la valeur des effets perdus, détruits ou détériorés, ainsi que les causes qui en ont déterminé la perte, la destruction ou la détérioration, est établi par le conseil d'administration, sur le rapport du capitaine de la compagnie.

puis adressé au commissaire aux armements pour être soumis, avec les observations de ce fonctionnaire, à la décision du ministre qui prononce le dégrèvement, s'il y a lieu.

4. La valeur de ces effets est fixée d'après le tarif réglementaire et à raison de la durée dont ils étaient encore susceptibles. Des propositions peuvent être faites, toutefois, par le conseil d'administration ou le commandant comptable en vue de dépasser exceptionnellement ces fixations, en tenant compte de la situation de débet dans laquelle a été mis le marin par la délivrance d'effets neufs en remplacement des effets perdus ou détruits.

5. En cas de débet, le remboursement est effectué, par voie de dégrèvement de la dette, jusqu'à concurrence du montant de la perte constatée. Dans le cas contraire, il est opéré par voie d'allocation directe imputable sur les crédits affectés au service de l'habillement. Cette indemnité est payable aux héritiers des marins qui n'ont pas survécu à l'événement ou à la maladie.

CHAPITRE VII.

PRÉCOMPTES ET RETENUES SUR LA SOLDE.

SECTION PREMIÈRE.

PRÉCOMPTES ET RETENUES.

Mode de reprise ou de dégrèvement des avances de solde et de traitement de table.

338. Les dispositions du décret sur les allocations de solde et accessoires de la solde des officiers, aspirants, fonctionnaires et divers agents du département de la marine, concernant la reprise des avances de solde et de traitement de table, ainsi que le dégrèvement de ces avances sont applicables aux officiers mariniers et aux tables des maîtres et des seconds maîtres.

Précompte pour l'habillement et autres fournitures.

339. La valeur des avances en nature faites aux officiers mariniers, marins et mousses, en vertu de l'article 311, est précomptée sur leur solde. Le remboursement en est assuré au moyen d'une retenue journalière fixée par le tarif n° 25 pour les officiers mariniers, les marins et les mousses à terre et embarqués.

Allocations passibles de précompte.

340. La retenue prévue à l'article précédent est opérée sur la solde des officiers mariniers, des marins et des mousses, dans toutes les positions de présence et d'absence, quelle que soit, d'ailleurs, leur position financière. Lorsque la solde d'absence, déduction faite de la

délégation, s'il y a lieu, est inférieure à la quotité de la retenue déterminée par le tarif, la totalité de cette solde est retenue. Toutefois, la retenue d'habillement n'est pas exercée sur la solde des officiers mariniers en disponibilité qui ne sont pas en dette envers l'État, et, comme conséquence, il ne leur est délivré d'effets d'habillement, dans cette situation, que sous la condition du remboursement immédiat de la valeur intégrale de ces effets, soit au moyen d'un versement au Trésor, soit par voie de retenue sur le premier paiement à effectuer.

Retenue pour dégâts, etc.

341. 1. Une retenue des deux tiers de la portion de solde et d'accessoires de la solde à payer, après déduction de la retenue réglementaire pour l'habillement et la délégation, s'il y a lieu, est opérée pour assurer le remboursement :

1° Des dégâts commis dans les casernes, de la perte ou de la dégradation des armes, effets et objets divers appartenant à l'État, de la perte d'ustensiles de table, lorsque ces dégâts ou pertes proviennent de la faute des marins ;

2° Des frais de capture et d'arrestation déterminés par le tarif n° 25 ;

3° De la valeur des effets d'habillement remplacés par anticipation, lorsque ce remplacement est le résultat de la négligence ou de la conduite des marins ;

4° Des dettes provenant de paiements de délégations, en ce qui concerne les hommes privés de solde.

2. Cette retenue est opérée jusqu'à l'acquittement des sommes dues ou imputées, sans préjudice des peines encourues aux termes des articles 324 et suivants du code de justice militaire pour l'armée de mer. Elle est prononcée par le conseil d'administration d'office ou sur la proposition du capitaine de compagnie pour ce qui concerne le remplacement des effets ; elle est de plein droit pour les autres cas susénoncés.

3. La retenue déterminée par le paragraphe 1° peut également être prononcée par le conseil d'administration sur la solde et les accessoires des hommes dont le débet paraît exagéré, lorsqu'il est à prévoir que leur congédiement aura lieu dans un délai prochain.

4. Elle peut être prononcée également par décision du ministre de la marine sur la solde des officiers mariniers et marins chargés d'une feuille et constitués en dette par suite de la mauvaise gestion de leur matériel.

Réparations à l'armement dans les dépôts.

342. 1. Dans les dépôts des équipages de la flotte, les réparations d'armes dont la dépense est mise au compte des hommes sont

exécutées par l'armurier. Les imputations sont établies aux prix des tarifs arrêtés par le ministre.

2. Les réparations à faire sont déterminées par le capitaine de compagnie et l'officier d'armement et de casernement, assistés de l'armurier; les résultats de cette opération sont constatés dans la forme prescrite par le règlement sur la conservation et l'entretien des armes.

Imputations diverses à terre et à la mer.

343. Dans les divers services à terre et à bord des bâtiments, les imputations dont les hommes ont été reconnus passibles pour pertes ou dégradations de matériel et d'effets appartenant à l'État, pour dégâts commis dans les casernes, etc., font l'objet d'un état nominatif dressé par les capitaines de compagnie, approuvé par le conseil et remis au trésorier ou à l'officier d'administration.

Évaluation des pertes et dégradations.

344. 1. La moins-value des effets et objets de matériel appartenant à l'État, perdus ou hors de service par la faute des hommes, est déterminée d'après le prix d'inventaire et proportionnellement à leur durée. Lorsque cette durée ne peut être constatée positivement, la moins-value est fixée à la moitié de la valeur de l'objet.

2. Les armes perdues ou mises hors de service sont toujours remboursées au prix intégral de fabrication.

3. Les dégradations sont remboursées au prix résultant de la réparation des objets. Ce prix est atténué d'un dixième pour les réparations faites dans les magasins de l'État.

Frais de capture et d'arrestation. —

Remboursements d'effets détériorés par les délinquants.

345. 1. Les frais de capture, d'arrestation ou d'escorte ainsi que les détériorations qu'ont subies, par la faute des hommes arrêtés, les effets des militaires des corps organisés et des agents de la police municipale agissant dans les limites de leurs attributions, sont imputés au compte courant de la solde des délinquants, sur le vu des procès-verbaux d'arrestation ou après enquête, s'il y a lieu.

2. Les commissaires aux armements portent à la connaissance des conseils d'administration ou des commandants comptables les paiements de cette nature qui ont été effectués par leurs soins.

Inscription des imputations aux comptes individuels.

346. 1. Les imputations à faire aux hommes sont portées sur le rôle d'équipage aux comptes individuels.

2. Le montant des pertes ou dégradations d'armes, objets de cou-

chage, de matériel, etc., est ultérieurement versé au Trésor au profit des chapitres intéressés conformément aux règlements spéciaux qui régissent lesdits services.

3. Un duplicata des états concernant les imputations, versements, etc., est transmis au commissaire aux armements.

Retenues au profit du Trésor.

347. 1. Les 5 p. o/o et les 3 p. o/o revenant au budget de l'État sur les sommes acquises par les officiers, officiers mariniens, marins et autres pour allocation de solde, etc., sont versés au Trésor public par les soins de l'administration centrale.

2. Toutefois, il n'est fait emploi, dans l'établissement du crédit et du débit de chaque compte individuel, ainsi que dans la comptabilité des commissaires aux armements et des conseils d'administration, que des sommes nettes résultant de l'application des tarifs en vigueur pour chaque catégorie de personnel.

3. Pour permettre à l'administration centrale de procéder à l'ordonnancement des 5 p. o/o et 3 p. o/o, les commissaires aux armements adressent annuellement au Ministre, aussitôt après le décomptage des rôles et avant le 31 mars, un état des sommes à ordonnancer, en ce qui concerne ces rôles (n° 1312 et 1313 de la nomenclature des imprimés).

Réductions de solde attribuées à la caisse des invalides.

348. 1. En cas d'embarquement correctionnel à solde réduite par suite de jugement rendu en exécution du décret-loi du 24 mars 1852; la portion de solde des officiers mariniens ou marins, frappée de retenue, est attribuée à la caisse des invalides de la marine.

2. Cette portion est proportionnelle à la solde réglementaire de l'homme dans les différentes positions de présence ou d'absence.

Versements à la caisse des invalides des retenues faites pour réductions de solde.

349. 1. Les officiers mariniens et marins sur la solde desquels les retenues mentionnées en l'article précédent ont été prononcées sont maintenus sur le rôle d'équipage, dans leur classe et dans leur grade, et leurs décomptes sont établis d'après les allocations attribuées par les tarifs à ces mêmes grades ou classes.

2. Aux époques de régularisation, en fin d'année ou de campagne ou après débarquement, la portion de solde frappée de retenue est mandatée au profit de la caisse des invalides de la marine, dans la forme indiquée à l'article 267, et portée, à titre de débit, au compte individuel de l'homme.

3. En cas de débit envers l'État au moment de l'établissement de

décompte, le montant en est précompté sur la part revenant à l'homme, et, s'il y a insuffisance, sur celle qui est attribuée à la caisse des invalides de la marine. Mais, dans ce dernier cas, la portion de solde attribuée à cette caisse, et qui n'a pu être mandatée à son profit, est inscrite à l'article de l'homme sur le rôle de l'année suivante pour être prélevée sur les sommes acquises dans cette année.

Solde des déserteurs attribuée à la caisse des invalides.

350. 1. Sont également attribuées à la caisse des invalides de la marine les sommes qui pourraient être dues aux officiers marinières et marins condamnés pour désertion, après précompte des avances faites, pour solde, accessoires de solde et parts de prise.

2. Quant aux sommes qui ont déjà été déposées, en leur nom, dans une des caisses de l'établissement des invalides, elles sont considérées comme définitivement payées et, par suite, ne peuvent, dans aucun cas, être saisies.

La solde des marins est incessible et insaisissable. — Exceptions.

351. 1. La solde et les accessoires de solde des officiers marinières, marins ou autres, faisant partie du corps des équipages de la flotte, en activité ou en disponibilité, sont incessibles, excepté dans le cas de délégation, et insaisissables, excepté dans les cas de débet envers l'Etat, ou pour aliments dans les circonstances prévues par les articles 203, 205 et 214 du Code civil, ou enfin, dans le cas prévu par l'article 353 du présent décret, pour dettes envers l'armement.

2. En conséquence, aucune opposition ou saisie-arrêt sur les sommes dues par l'Etat auxdits officiers marinières, marins et autres, à raison de dettes et obligations faites ou consenties par eux, ne peut être admise par les trésoriers payeurs, agents ou préposés du Trésor public ou de l'établissement des invalides.

Retenues pour aliments.

352. Les retenues pour aliments sont prononcées dans la forme prescrite par le chapitre V du présent décret, concernant les délégations (art. 296 et suivants).

Retenues sur la solde des marins redevables envers l'armement.

353. Les officiers marinières et marins condamnés à un embarquement correctionnel par un tribunal maritime commercial, lorsqu'ils sont redevables envers l'armement, subissent sur leur solde, pour l'acquittement de leur dette et par application de l'article 69 du décret-loi du 24 mars 1852, une retenue journalière dont la quotité est déterminée par le tarif n° 25 annexé au présent décret.

Remboursement d'avances faites aux marins de l'inscription maritime pour aliments, etc.

354. Les dettes contractées par les marins de l'inscription maritime, avec le consentement du commissaire de leur quartier, pour loyer, habillement ou nourriture desdits marins et de leurs familles, peuvent être acquittées en vertu d'une décision spéciale de ce fonctionnaire, mais seulement sur les décomptes déposés dans une caisse de l'établissement des invalides.

SECTION II.

MODE DE RETENUE DES DETTES ET PRÉCOMPTES.

Arrêté du compte individuel des marins et report des débits des marins ne quittant pas le service à terre ou le bâtiment.

355. 1. Le compte individuel de chaque marin est arrêté à la fin de l'année ou à l'époque à laquelle il est rayé du rôle d'un des équipages de la flotte, d'un autre service à terre ou d'un bâtiment.

2. A l'égard des hommes qui restent au service, la retenue pour l'habillement ne peut, en aucun cas, dépasser la somme à compter, conformément aux articles 339 et suivants. Le débiteur est, s'il y a lieu, apostillé au nouveau compte ouvert.

3. Si les marins ne quittent pas le service à terre ou le bâtiment auquel ils appartiennent, ce débit est repris sur le nouveau compte ouvert à ces marins, par le conseil d'administration du dépôt, du service ou du bâtiment.

Billet de destination. — Signalement des dettes des marins au moyen du billet de destination.

356. 1. Tout mouvement d'officier marinier ou marin, passant d'un service à terre ou bâtiment à un autre, donne lieu à l'établissement d'un billet de destination (n° 1234 à 1236 de la nomenclature imprimés). Ce billet est signé, suivant le cas, par le président du conseil d'administration ou par le commandant comptable et est revêtu de l'ordre en vertu duquel le mouvement est opéré.

2. Les débits des marins quittant un service à terre ou un bâtiment sont signalés au service ou au bâtiment qui les reçoit au moyen du billet de destination sur lequel est indiqué, en regard du nom de chaque homme, le montant de sa dette.

3. Le billet de destination est établi en trois expéditions : la première est conservée par le service à terre ou le bâtiment qui reçoit les marins ; les deux autres font retour au service ou bâtiment d'où ils proviennent, après certification de la prise en charge des débiteurs par le bâtiment ou service qui a reçu lesdits marins.

4. Le bâtiment ou service d'où proviennent les marins transmet une des deux expéditions du billet de destination qui lui ont été renvoyées au commissaire aux armemens du port comptable du bâtiment ou service qui les a reçus et conserve l'autre à l'appui de sa comptabilité.

5. Lorsque le billet de destination ne comporte aucun débet, ou qu'il s'agit de mouvement de dépôt à dépôt ou de bâtiment à dépôt, il n'est établi que deux expéditions, l'envoi au commissaire aux armemens prévu au paragraphe précédent n'étant pas effectué.

**Débet des marins rejoignant un bâtiment ou rapatriés
par un bâtiment de commerce.**

357. Les débits des marins rejoignant un bâtiment ou rapatriés par un navire de commerce sont signalés par le billet de destination qui accompagne leur comptabilité. Deux des expéditions de ce billet sont renvoyées aux bâtiments, dépôts ou autres services à terre d'où proviennent les marins, après prise en charge des débits par le bâtiment, service ou dépôt destinataire, comme il est dit à l'article précédent, et pour recevoir la destination qui y est prescrite.

Avis des débits des marins laissés à l'extérieur.

358. 1. Lorsque des marins malades sont laissés à terre à l'extérieur, dans les conditions indiquées à l'article 139, le billet de destination est remis, avec leur comptabilité, à l'autorité qui prend charge des marins en attendant leur réembarquement ou leur rapatriement par la voie de navires de commerce. Cette autorité donne reçu des documents sur la deuxième et la troisième expédition qui font retour au bâtiment.

2. La première expédition reste entre les mains de l'autorité locale qui la remet, avec les pièces concernant les marins, aux bâtiments sur lesquels ils viennent à embarquer.

Atténuation des débits des marins congédiés.

359. 1. Les sommes dont le marin, au cas de congédiement, l'envoi en congé renouvelable ou d'entrée dans une position quelconque ne donnant pas droit à une solde, est encore débiteur au moment de l'arrêté de son compte individuel sont immédiatement décomptées sur celles qui lui sont dues au titre du dépôt, du service ou du bâtiment qu'il quitte, sans préjudice de la reprise à exercer par voie de réintégration d'une partie de ses effets d'habillement, conformément à l'article 323.

2. Toutefois les dettes dont peuvent être grevés les marins du recrutement ayant un motif légal de droit de dispense ne peuvent être un obstacle à leur congédiement.

Surplus des débits des marins congédiés.

360. 1. Les sommes dont les marins congédiés peuvent être débiteurs, après la retenue exercée comme il est dit à l'article précédent, ne donnent lieu à aucune reprise.

2. Si l'officier marinier ou marin est admis à jouir d'une pension de retraite, ces sommes sont reprises sur l'arrérages de la pension.

Produit de la vente des sacs des marins déserteurs en débet.

361. 1. Le produit de la vente des sacs des marins déserteurs est porté, s'il y a lieu, en atténuation de leur dette.

2. Toutefois, les sommes et valeurs trouvées dans les sacs, ainsi que le produit de la vente d'effets d'habillement non réglementaires, ne participent pas à cette atténuation.

Dégrèvement des marins décédés, retraités ou réformés.

362. 1. Lorsqu'un officier marinier ou marin débiteur est réformé ou retraité par suite de blessures ou pour cause d'infirmités contractées au service, il emporte tous les effets d'habillement dont il est pourvu, et il lui est fait remise du surplus de sa dette après prélèvement sur sa solde non liquidée de la retenue réglementaire d'habillement mentionnée à l'article 33g.

2. Il est opéré de même pour la liquidation de la solde des officiers mariniens, marins et mousses décédés ou disparus pendant leur présence au service. Les effets d'habillement composant leur sac ou le produit de la vente de ces effets sont remis intégralement à leur succession.

Faculté de verser au trésor le montant des débits.

363. Les officiers mariniens ou marins ont toujours la faculté de se libérer directement, par voie de versement dans les caisses du trésor, du montant de leur dette. Ce remboursement est opéré pour le compte et au titre du service d'habillement.

Débits des marins rentrant dans un autre service dépendant de la marine.

364. Tout marin qui, au cours d'une période de service dans les équipages de la flotte, est admis dans un corps ou service dépendant du département de la marine doit, s'il est en débet, subir la retenue de ce débet sur son nouveau traitement ou sur sa nouvelle solde.

Défense d'exercer des retenues illicites.

365. Il est expressément défendu d'exercer ou d'autoriser aucune retenue sur la solde des officiers-mariniens, marins ou autres, si ce n'est dans les cas prévus au présent décret.

Avis de dettes concernant les officiers.

366. Les dettes des officiers, aspirants et autres faisant partie des états-majors des services à terre ou des bâtiments, ou embarqués comme passagers avec solde, sont signalées aux bâtiments ou services qui les reçoivent, et reprises par ces derniers d'après les règles indiquées ci-dessus.

Reprises des dettes signalées par les commissaires aux armements à la suite de leurs vérifications.

367. 1. Les débits résultant des rectifications de décomptes faites par les commissaires aux armements, en conformité de l'article 162, sont signalés par leurs soins, sur un avis de dette (n° 1237 et 1238 de la nomenclature des imprimés), en double expédition, au bâtiment ou service à terre où se trouvent les officiers et marins qui en sont l'objet, d'après leurs derniers mouvements connus. Ces avis de dette, sauf les cas de reprise de la dette par les services à terre du port ou un bâtiment présent, ne comprennent qu'un seul officier ou marin par avis.

2. Si l'officier ou marin n'est plus sur le bâtiment au rôle duquel la dette est reconnue, et ne se trouve pas sur un bâtiment comptant au port, ni dans un service ou au dépôt des équipages de la flotte du port, le commissaire aux armements transmet l'avis de dette à son collègue du nouveau port qui administre le débiteur, lequel donne suite à l'avis dans les mêmes conditions.

3. La deuxième expédition de chaque avis de dette est renvoyée, après la mention de la prise en charge par le bâtiment, dépôt ou service, au commissaire aux armements qui l'a reconnue et signalée.

Responsabilités relatives aux transmissions des avis de dettes.

368. Toute inobservation des prescriptions de la présente section relatives à la transmission et à la prise en charge des marins, engage directement, suivant le cas, la responsabilité des conseils d'administration et commandants comptables, ou celle des commissaires aux armements.

SECONDE PARTIE.

ADMINISTRATION ET COMPTABILITÉ INTÉRIEURES. — AGENTS D'EXÉCUTION.

CHAPITRE VIII.

RÈGLES GÉNÉRALES D'ADMINISTRATION.

Administration dans les services à terre et à bord des bâtiments.

369. 1. L'administration dans chaque dépôt des équipages

de la flotte et à bord des bâtiments armés, en 1^{re} ou en 2^e catégorie de réserve, ainsi qu'à bord des bâtiments centraux de la réserve et de la défense mobile, dans les écoles des mécaniciens et les directions des mouvements de port, est exercée par un conseil d'administration.

2. Toutefois, à bord des bâtiments ou services à terre dont l'effectif ne comprend pas d'officier d'administration, l'administration est exercée par l'officier commandant, sous le titre de commandant comptable.

Obligations des conseils d'administration.

370. Les conseils d'administration des dépôts des équipages de la flotte ou autres services à terre et des bâtiments, ainsi que les commandants comptables, sont chargés de toutes les opérations concernant l'ensemble du personnel appartenant au service ou au bâtiment, de la centralisation des comptes et du dépôt des archives.

Administration des annexes.

371. Les équipages des annexes sont administrés par le bâtiment ou service dont dépendent ces annexes.

Administration des détachements.

372. 1. Les détachements éloignés du service à terre ou du bâtiment auquel ils appartiennent ont une administration distincte pendant le temps de la route ou de la séparation.

2. Cette administration est exercée, savoir :

Dans les détachements de trois cents hommes et au-dessus, appartenant à un dépôt des équipages de la flotte et employés à terre hors des cinq ports militaires, par un conseil d'administration éventuel ;

Dans tous les autres détachements, par l'officier ou l'officier marinier chef du détachement.

Cas dans lequel un détachement stationné n'a pas d'administration distincte.

373. 1. Par dérogation au principe posé en l'article précédent, les détachements n'ont pas d'administration distincte, lorsqu'en raison de leur proximité et de la facilité des communications ils peuvent demeurer soumis à l'action directe de leur conseil d'administration.

2. La décision à intervenir à cet égard est prise, suivant le cas, par le préfet maritime, sur la proposition du commissaire général, par le commandant en chef, sur la proposition du commissaire d'escadre ou de division, ou par le commandant, lorsqu'il s'agit d'un bâtiment détaché d'une force navale ou naviguant isolément.

Cas dans lequel le commandant a seul l'administration.

374. 1. Le commandant de tout bâtiment qui comporte un conseil en a seul l'administration comme commandant comptable, si le nombre des officiers devient insuffisant pour former ce conseil.

2. Dans ce cas, l'officier d'administration ou l'officier qui en remplit les fonctions demeure chargé, sous l'autorité du commandant, de la tenue des écritures et de l'établissement des pièces comptables.

3. La même disposition est applicable aux détachements susceptibles d'être placés sous l'administration d'un conseil éventuel.

Agents des conseils d'administration dans les dépôts.

375. 1. Les conseils d'administration dans les dépôts des équipages de la flotte ont pour agents le major et les officiers comptables.

2. Sont compris sous la dénomination d'officiers comptables : l'officier trésorier, l'officier d'habillement et l'officier d'armement et le casernement.

3. Les officiers comptables sont responsables de tous les faits de la gestion qui leur est confiée.

4. Les officiers comptables ne peuvent faire partie des commissions de visite chargées de vérifier les effets ou objets dont ils ont la gestion, lors de leur remise en magasin par le dépôt.

Agents des conseils d'administration à bord des bâtiments et dans les services à terre autres que les dépôts.

376. Les conseils d'administration, dans les services à terre autres que les dépôts des équipages de la flotte et à bord des bâtiments, ont pour agent l'officier d'administration, en même temps trésorier et officier d'habillement.

CHAPITRE IX.

CONSEILS D'ADMINISTRATION.

SECTION PREMIÈRE.

COMPOSITION DES CONSEILS D'ADMINISTRATION.

Composition des conseils d'administration.

377. Les conseils d'administration sont composés comme suit, savoir :

1° Pour chacun des dépôts des équipages de la flotte de Cherbourg, de Brest, de Lorient et de Toulon :

Le commandant du dépôt, président ;
Le commandant en second ;
Le major, rapporteur ;
L'officier du commissariat, trésorier secrétaire ;
L'officier d'habillement ;
L'officier d'armement et de casernement ;

2° Pour le dépôt des équipages de la flotte de Rochefort :

Le commandant du dépôt, président ;
Le commandant en second faisant fonctions de major, rapporteur ;
L'officier d'habillement, d'armement et de casernement ;
L'officier du commissariat, trésorier, secrétaire ;

3° Pour chacun des bâtiments armés, en 1^{re} ou en 2^e catégorie de réserve, et pour les bâtiments centraux de la réserve, ainsi que pour les écoles des mécaniciens à Brest et à Toulon :

Le commandant, président ;
L'officier en second ;
L'officier d'administration, trésorier et officier d'habillement, secrétaire ;

4° Pour le bâtiment central de la défense mobile :

Le commandant de la défense mobile, président ;
L'officier adjoint au commandant de la défense mobile ;
L'officier d'administration, trésorier et officier d'habillement, secrétaire ;

5° Pour les directions des mouvements de port :

Le directeur des mouvements du port, président ;
Le sous-directeur ;
Un officier du commissariat de la marine, trésorier et officier d'habillement, secrétaire ;

6° Pour chaque détachement dont la situation comporte un conseil éventuel :

L'officier chef du détachement, président ;
L'officier qui prend rang après lui ;
Un officier de marine ou un officier du commissariat, chargé de fonctions de trésorier et des détails de l'habillement, secrétaire.

Suppléance de membres absents.

378. 1. Les membres des conseils d'administration ne peuvent exercer que s'ils sont présents. En cas d'absence, ils sont suppléés, savoir :

1° Dans les dépôts des équipages de la flotte :

Le commandant, président, par le commandant intérimaire;

Le commandant en second ou le major, selon le cas, par les adjoints-majors ou les capitaines de compagnie, suivant leur ancienneté de grade;

L'officier du commissariat, trésorier, par un autre officier du commissariat désigné par le commissaire général;

L'officier d'habillement, par un capitaine de compagnie;

L'officier d'armement et de casernement, par un capitaine de compagnie.

Les capitaines de compagnie destinés à remplir les fonctions de suppléants sont désignés à l'avance par le commandant du dépôt.

Lorsque la présidence du conseil d'administration d'un dépôt est évolue au major, ce dernier n'est pas remplacé comme rapporteur;

2° A bord des bâtiments, dans les écoles des mécaniciens et dans les détachements :

Le commandant, président, par le commandant intérimaire;

L'officier en second, par l'officier en second intérimaire;

L'officier d'administration, par l'officier remplissant ces fonctions, à bord des bâtiments centraux de la réserve et dans les écoles des mécaniciens, par un autre officier du commissariat désigné par le commissaire général;

3° Dans les défenses mobiles :

Le commandant, président, par l'officier adjoint;

L'officier adjoint au commandant de la défense mobile, par l'officier adjoint intérimaire;

L'officier d'administration, trésorier, par un autre officier du commissariat désigné par le commissaire général;

4° Dans les directions des mouvements de port :

Le directeur des mouvements du port, président, par le sous-directeur;

Le sous-directeur, par l'officier de la direction du port le plus ancien en grade, ou, à égalité de grade, par le plus ancien.

L'officier d'administration, trésorier et secrétaire, par un autre officier du commissariat désigné par le commissaire général.

La mission du suppléant finit le jour où le titulaire reprend ses fonctions.

SECTION II.**CONSTITUTION ET INSTALLATION DES CONSEILS D'ADMINISTRATION.****Constitution et installation des conseils.**

79. Le conseil d'administration est constitué de plein droit

par le fait seul de la présence dans un dépôt des équipages, dans un autre service à terre, ou à bord d'un bâtiment, des officiers qui sont appelés à en faire partie. Son installation est constatée par un procès-verbal dans lequel sont relatés les noms des membres titulaires. Cet acte, inscrit sur le registre des délibérations, est signé par tous les membres.

Modification dans la composition des conseils.

380. 1. Après que le conseil d'administration a été constitué, toute modification survenant dans sa composition est constatée par la mention, au registre des délibérations, des noms et grades des nouveaux membres et du motif pour lequel les officiers sortants ont été remplacés.

2. La situation des fonds, des effets d'habillement et des objets à la charge du conseil est immédiatement vérifiée, en présence des membres entrant en fonctions, qui ne participent qu'après vérification aux responsabilités définies aux articles 401 et 402.

3. L'opération dont il s'agit est mentionnée au registre des délibérations.

4. Copie du procès-verbal constatant leur remplacement est fournie, sur leur demande, aux membres sortants d'un conseil d'administration.

SECTION III.

ATTRIBUTIONS DES CONSEILS D'ADMINISTRATION.

Direction et surveillance attribuées aux conseils.

381. 1. Les conseils dirigent l'administration dans tous les détails et surveillent les capitaines de compagnies dans l'exercice de leurs fonctions qui leur sont attribuées par le présent décret.

2. Ils prennent toutes les mesures nécessaires pour la bonne exécution des règlements, ordres ou instructions concernant l'administration.

Acquits à mettre sur les mandats.

382. 1. Les conseils d'administration quittencent les mandats délivrés au profit du service à terre ou du bâtiment, et remettent au trésorier qui en reçoit le montant, après les avoir vérifiés et signés devant l'agent du Trésor, au moment même du paiement.

2. Ils vérifient et constatent les recettes faites par le trésorier pendant la dernière séance.

Ordre d'acquiescement des dépenses.

383. Les conseils d'administration ordonnent l'acquisition des fournitures nécessaires.

de toutes les dépenses, sur le vu des pièces que leur présente le trésorier.

Passation des marchés et abonnements dans les dépôts.

384. 1. Dans les dépôts des équipages de la flotte, les conseils d'administration passent les marchés et abonnements pour toutes les fournitures, confections ou réparations dont la dépense est à la charge de la masse générale d'entretien et du fonds de messique; ils achètent sur facture les objets dont la valeur ne comporte pas de marché, conformément aux règles de la comptabilité publique.

2. Les marchés et abonnements passés par les conseils d'administration des dépôts sont définitifs lorsque, après avoir été visés par le commissaire aux armements, ils ont été approuvés par le commissaire général de la marine.

3. Les marchés sont établis dans la forme déterminée par l'imprimé n° 1238 bis de la nomenclature.

Réception des matières dans les dépôts des équipages de la flotte.
Autorisations de sorties du magasin.

385. 1. Les conseils d'administration des dépôts des équipages de la flotte procèdent ou font procéder, par les officiers qu'ils délèguent, à la réception des matières et des effets. Ils règlent les sorties du magasin d'habillement pour les échanges avec le stock de réserve, pour les confections et pour les délivrances aux bâtiments, et ils autorisent, avant l'opération, toute délivrance ou consommation extraordinaire.

2. Ils font mettre, en leur présence, le cachet du conseil sur les échantillons et modèles d'effets, avec la date de l'envoi qui en a été fait par le ministre, ou de l'acceptation par eux de ceux qu'ils ont choisis.

Arrêts des registres de comptabilité.

386. Les conseils d'administration arrêtent *ne varietur* les registres de comptabilité, après s'être assurés que les recettes, dépenses et consommations ont été régulièrement autorisées, et qu'elles sont justifiées par les pièces à l'appui. Ils certifient les états, bordereaux et autres pièces, aux époques déterminées et dans les cas prévus par le présent décret.

Instruction à rédiger pour l'administration des détachements.
Fonds à leur remettre.

387. 1. Les conseils d'administration des services à terre et des bâtiments font rédiger, d'après les prescriptions réglementaires, pour être remises aux conseils éventuels et aux chefs de détachements, des instructions détaillées sur les formes à suivre pour l'administration des détachements pendant le temps de leur séparation du service du bâtiment.

2. Ils font remettre, s'il y a lieu, aux détachements qui s'éloignent temporairement les fonds nécessaires à leurs premiers besoins.

Devoirs du président.

388. 1. Le président du conseil d'administration seul ouvre les lettres et dépêches adressées au conseil et remet au major, dans les dépôts des équipages de la flotte, et à l'officier d'administration dans les autres services à terre et à bord des bâtiments, celles qui sont relatives à l'administration.

2. Il fait verser immédiatement en caisse le montant des mandats touchés par le trésorier.

3. Il vise les copies ou extraits expédiés d'après les registres et documents authentiques, dès qu'ils ont été certifiés et vérifiés par qui de droit.

SECTION IV.

SÉANCES DES CONSEILS D'ADMINISTRATION.

Convocation des conseils.

389. 1. Les conseils d'administration s'assemblent sur la convocation de leur président, dans le lieu ordinaire de leurs séances ou, en cas d'empêchement, dans le lieu qu'il désigne.

2. Toutes les fois que les circonstances le permettent, le commissaire aux armements reçoit du président du conseil d'administration du dépôt des équipages de la flotte, avis préalable du jour et de l'heure de la réunion ainsi que de la nature des affaires qui seront soumises au conseil.

Les conseils ne fonctionnent qu'en séance.

390. 1. Les conseils d'administration ne peuvent fonctionner qu'en séance et lorsque tous les membres sont présents.

2. Toutefois, dans les cas de force majeure ou dans l'impossibilité constatée de remplacer les membres manquants, le conseil est valablement constitué au moyen des seuls membres présents.

Ordre dans lequel les membres prennent place au conseil.

391. 1. Les membres des conseils prennent place à la droite et à la gauche du président, selon l'ordre hiérarchique.

2. Dans les dépôts des équipages de la flotte, le major se place en face du président, l'officier comptable le plus ancien à sa droite, le deuxième à sa gauche et le troisième à la droite du plus ancien.

Place des officiers du commissariat dans les conseils.

392. 1. Lorsque le commissaire aux armements ou le commissaire

d'escadre ou de division assiste au conseil d'administration, il siège en face du président.

2. Dans les dépôts des équipages de la flotte, le major est à la droite du commissaire aux armements et l'officier comptable le plus ancien à sa gauche; les autres officiers comptables se placent à droite et à gauche, selon leur rang d'ancienneté.

3. Si un commissaire général se trouve au conseil, il siège en face du président; dans les dépôts des équipages de la flotte, le commissaire aux armements et le major prennent place à droite et à gauche du commissaire général, suivant leur grade et leur rang d'ancienneté; les officiers comptables viennent ensuite dans le même ordre.

Place des officiers lorsqu'un inspecteur général réunit le conseil.

393. 1. Lorsqu'un inspecteur général réunit le conseil d'administration, le commandant du dépôt, du service ou du bâtiment prend place en face de lui.

2. Les officiers des divers corps qui accompagnent l'inspecteur général se placent à sa droite et à sa gauche, dans l'ordre des préséances et de la hiérarchie.

Mode de procéder des conseils d'administration.

394. 1. Tous les membres du conseil d'administration ont voix délibérative.

2. Le conseil prononce à la majorité des voix. Les membres les moins élevés en grade et, à égalité de grade, les moins anciens, opinent les premiers. En cas de partage des votants, la voix du président est prépondérante.

Cas dans lesquels certains membres ont voix consultative seulement.

395. 1. Lorsque le conseil d'administration d'un dépôt des équipages de la flotte opère la vérification de la gestion des officiers comptables, ces officiers n'ont que voix consultative. Ils n'en signent pas moins les procès-verbaux de ces séances.

2. Cette disposition est applicable à tout membre du conseil qui peut avoir un intérêt direct à la décision.

Mode de délibération.

396. 1. Le président met les affaires en délibération. Il communique au conseil ou lui fait communiquer, par le rapporteur, les lettres, dépêches, mandats de paiement et autres pièces relatives à l'administration ou à la comptabilité qu'il a reçues depuis la dernière séance, ainsi que les instructions ou décisions insérées au *Bulletin officiel*, et de nature à intéresser le conseil.

2. Le rapporteur n'est tenu d'exposer les affaires par écrit que lorsqu'il en est requis par le conseil ou par le président.

3. Toute proposition faite par un membre du conseil doit être mise en délibération si la majorité décide qu'il y a lieu de la discuter. Dans le cas contraire, les membres dissidents peuvent faire prendre note de l'incident au procès-verbal de la séance.

Procès-verbaux des séances.

397. 1. Chaque séance est constatée par un procès-verbal, en tête duquel sont désignés les noms et grades des membres composant le conseil d'administration ; ce procès-verbal est inscrit au registre des délibérations et signé par tous les membres.

2. Lorsque le commissaire général, le commissaire aux armements ou le commissaire d'escadre ou de division assiste au conseil, sa présence est mentionnée au procès-verbal ; mais il n'appose sa signature au registre que si le procès-verbal constate une opération ou une communication faite par lui.

3. Le président du conseil d'administration d'un dépôt des équipages de la flotte fait parvenir, après chaque séance, au commissaire aux armements, une analyse signée par lui des délibérations de cette séance.

Droits des membres opposants.

398. Les membres qui n'adhèrent pas à l'avis de la majorité ont le droit de consigner, à la suite du procès-verbal, les motifs de leur opposition.

Exécution des décisions du conseil d'administration.

399. 1. Le président du conseil d'administration donne les ordres nécessaires pour l'exécution des décisions prises par le conseil.

2. Il peut néanmoins suspendre l'application de celles de ces décisions qui lui paraissent contraires aux règlements.

3. Dans les dépôts des équipages de la flotte, il doit immédiatement en rendre compte au major général.

4. A bord des bâtiments et dans les services à terre autres que les dépôts, il en rend compte, selon le cas, au chef de la force navale dont il dépend, ou au préfet maritime.

5. Dans tous les cas, le président joint à son rapport une copie textuelle de la délibération relative aux décisions dont il a suspendu les effets.

Correspondance du conseil.

400. 1. La correspondance du conseil d'administration est signée par tous les membres ; toutefois, cette correspondance peut, par délégation du conseil, être signée par l'officier comptable au service

à quel ressortissent plus particulièrement les affaires à traiter : elle est alors visée par le président ou par le major dûment autorisé par le président.

2. Le président signe seul les lettres ayant pour objet l'envoi ou la transmission des pièces qui sont revêtues de la signature des membres du conseil. Il peut déléguer sa signature au major pour toutes les autres pièces.

SECTION V.

RESPONSABILITÉ DES CONSEILS D'ADMINISTRATION.

Responsabilité pécuniaire des conseils d'administration.

401. 1. Les conseils d'administration sont pécuniairement responsables, au prorata de la solde de grade de chacun des membres qui composent :

- 1° De la légalité des paiements, consommations ou distributions qu'ils ordonnent ou autorisent ;
- 2° De l'existence des fonds, des effets et objets dont ils constatent l'existence dans l'arrêté des registres tenus par les officiers compétents ;
- 3° Des irrégularités ou erreurs signalées qu'ils auraient omis de faire redresser en temps utile ;
- 4° Du montant des reprises ou retenues qu'ils négligent d'exercer ou de signaler ;
- 5° Des retenues illégales qu'ils peuvent avoir prescrites ou approuvées ;
- 6° Des pertes ou déficits de fonds, en cas d'inexécution des mesures prescrites, et notamment des dispositions des articles 438 et suivants.

2. Toutefois, les membres qui, n'ayant point adhéré à une mesure votée par la majorité, ont consigné les motifs de leur opposition au registre des délibérations du conseil, ne sont point passibles de la responsabilité qu'entraîne cette mesure.

Responsabilité du président.

402. 1. En cas de non-versement en caisse du montant des mandats remis au trésorier, le président du conseil d'administration, après l'expiration d'un délai suffisant pour la perception des fonds, est tenu d'en donner avis par écrit, savoir :
 1° Au chef direct et au commissaire aux armements, dans un département de France ;
 2° Au ministre de la marine ou au commandant en chef, pour les armements présents dans les colonies françaises et à l'étranger. Dans le dernier cas, avis du fait doit être donné à l'autorité consulaire, et il doit être procédé, avec son concours, aux recherches que la situation comporte.

2. En même temps, le conseil est convoqué, à l'effet de recevoir la déclaration du non-versement. Ampliation du procès-verbal, signé de tous les membres, est adressée ainsi qu'il est dit ci-dessus.

CHAPITRE X.

AGENTS DES CONSEILS D'ADMINISTRATION.

SECTION PREMIÈRE.

MAJORS DANS LES DÉPÔTS DES ÉQUIPAGES DE LA FLOTTE.

Exécution des décisions prises par le conseil.

403. Le major, dans les dépôts des équipages de la flotte, veille sous l'autorité du président, à l'exécution des décisions prises par le conseil d'administration.

Surveillance sur tous les détails d'administration.

404. 1. Le major exerce une surveillance permanente sur tous les détails d'administration et de comptabilité dont les officiers comptables et les capitaines de compagnie sont respectivement chargés et signale au conseil les irrégularités qu'il reconnaît.

2. Il peut exiger pour ses vérifications, avec l'autorisation du président du conseil, le déplacement des registres de comptabilité en deniers et en matières et des pièces à l'appui.

Surveillance sur les recettes du trésorier.

405. Il veille à ce que le trésorier touche exactement les sommes dont la recette doit être effectuée sur les quittances de cet officier comptable, et il s'assure que l'inscription en a été faite par qui a droit sur le livre de payement.

Vérification des dépenses faites par le trésorier.

406. 1. Le major s'assure, par la vérification des quittances et récépissés fournis au trésorier depuis la dernière séance, que les dépenses pour l'acquittement desquelles cet officier comptable reçu l'autorisation nécessaire sont payées sans délais ; il rend compte au président du conseil d'administration de tout retard non justifié.

2. Il appose son visa sur ces quittances ou récépissés.

Vérification de la caisse.

407. Il vérifie l'existant en caisse, toutes les fois qu'il le juge nécessaire.

Surveillance particulière sur le service des confections et sur celui de l'armement et du casernement.

408. 1. Le major exerce une surveillance particulière sur tous les détails du service de la confection des effets d'habillement, et soumet à l'approbation du conseil toutes les mesures d'ordre dont ce service lui paraîtrait susceptible. Il exerce la même surveillance sur tout ce qui a rapport aux opérations concernant le service de l'armement et du casernement.

2. Il préside la commission chargée de procéder à l'examen des effets confectionnés et reste dépositaire des cachets à apposer tant sur les échantillons et modèles que sur les effets neufs.

Mouvements du magasin.

409. Il surveille l'exécution des ordres donnés par le commandant du dépôt des équipages de la flotte pour les distributions et les réintégrations en magasin des objets appartenant au corps, et rend compte sommairement au conseil de ces opérations.

Notification des extraits de délibération.

410. Il délivre aux officiers comptables et aux capitaines de compagnie les extraits des délibérations, lorsque le conseil a décidé que la notification leur en sera faite par écrit.

Vérification des pièces et registres.

411. Il vérifie et constate l'exactitude des registres et de toutes les pièces établies par les officiers comptables, pour être soumises à la signature du conseil ou du président.

Tenue de la matricule des marins de recrutement.

412. 1. Le major tient la matricule des officiers mariniers et marins provenant de l'engagement volontaire et du recrutement; il en délivre des extraits certifiés.

2. Il prépare, d'après les indications de la matricule, les pièces concernant la constatation des services des mêmes officiers mariniers et marins qui demandent à se rengager ou à se faire porter sur les matricules de l'inscription maritime.

Administration des réservistes.

413. 1. Le major est chargé de l'administration des réservistes des équipages de la flotte dépendant de la circonscription de réserve maritime dont le port est le chef-lieu.

2. Il tient les contrôles nominatifs par classe de mobilisation.

3. Il signe la correspondance avec les commandants des bureaux de recrutement en ce qui a trait à l'administration des réservistes, et veille à l'observation des règles prescrites par l'instruction spéciale relative à l'administration de ce personnel.

Établissement des états et mémoires de proposition de pensions et secours.

414. Le major établit les états et mémoires de proposition de pensions en faveur des marins de toutes provenances, ainsi que les demandes éventuelles de secours en faveur de ces marins et de leurs familles.

Responsabilité personnelle.

415. Le major est personnellement responsable, sauf son recours contre les officiers comptables :

1° Du préjudice résultant pour l'État des supputations inexactes ou erreurs de calcul dans les pièces de recettes, dépenses ou consommations, et dans les registres tenus par le trésorier, par l'officier d'habillement et par l'officier d'armement et de casernement, et néglige de les faire redresser ou de les signaler en temps utile au conseil d'administration ;

2° Des conséquences de l'inobservation des devoirs qui lui sont imposés par les articles 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410 et 411 ;

3° Des délivrances et distributions régulières faites d'après les bordereaux revêtus de son approbation.

SECTION II.

OFFICIER EN SECOND À BORD DES BÂTIMENTS ET DANS LES SERVICES À TERRE AUTRES QUE LES DÉPÔTS DES ÉQUIPAGES DE LA FLOTTE.

Attributions administratives de l'officier en second à bord des bâtiments ou service ayant un conseil.

416. A bord des bâtiments et dans les services à terre autres que les dépôts des équipages de la flotte dont l'administration est confiée à un conseil, les dispositions des articles 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410 et 411 sont applicables à l'officier en second.

SECTION III.

TRÉSORIER DANS LES DÉPÔTS DES ÉQUIPAGES DE LA FLOTTE.

Attributions générales.

417. 1. L'officier trésorier dans les dépôts des équipages de la flotte est chargé de toutes les écritures qui concernent la comptabilité en deniers.

Il rédige la correspondance du conseil d'administration, à l'exception de celle qui est relative aux services de l'habillement, de l'armement, du casernement et des réservistes des équipages de la flotte; il en tient un enregistrement.

Il est archiviste et, comme tel, dépositaire de tous les registres et pièces quelconques conservés à titre de renseignements, à l'exception toutefois des livrets matricules qui restent confiés à la garde du conseil.

Il est dépositaire du livre de payement, ainsi que du timbre du conseil d'administration du dépôt, qu'il appose, lorsqu'il y a lieu, sur les pièces signées par les membres ou par le président seul. (Ce timbre doit porter en exergue : « Dépôt des équipages de la flotte; conseil d'administration ».)

Il établit et certifie les extraits du rôle d'équipage et de tous les registres dont la tenue lui est confiée.

Il est dépositaire de la caisse du conseil d'administration.

Recette des fonds. Versement dans la caisse du conseil.

318. 1. L'officier trésorier fait toutes les recettes de fonds.

Il verse immédiatement en caisse les sommes qui proviennent :

a° De l'acquittement des ordonnances et mandats délivrés au profit du dépôt des équipages de la flotte par le ministre, le grand chancelier de la légion d'honneur, les officiers du commissariat ou tous les ordonnateurs de dépenses ;

b° Des versements effectués par les capitaines de compagnie, par les détachements ou par d'autres corps.

Il donne quittance des sommes reçues autres que celles dont le conseil doit signer l'acquit, conformément à l'article 382.

Acquittement des dépenses.

319. 1. L'officier trésorier paye, après vérification sur pièces et écrits réguliers, toutes les dépenses dont le conseil a autorisé l'acquittement conformément à l'article 383.

Il peut acquitter, sans une autorisation spéciale du conseil, la solde et les accessoires de solde, les sommes à payer aux hommes quittent le dépôt des équipages de la flotte, ainsi que les fournitures de travaux réglés par abonnement, après visa des factures par le major.

Il ne peut faire aucun payement qu'aux ayants droits ou à leurs représentants de pouvoir : dans ce dernier cas, les procurations restent annexées aux quittances des mandataires.

Responsabilité personnelle.

420. L'officier trésorier est personnellement responsable :

1° Des fonds qu'il a reçus au nom du conseil d'administration l'acquit de ce dernier ou sur ses propres quittances jusqu'à ce qu'il en ait justifié l'emploi ;

2° De tout paiement irrégulier, des avances et virements autorisés par le conseil, des omissions de recettes, de reprises ou signalement de dettes, erreurs de calculs, doubles emplois, surcharges ou altérations d'écritures.

SECTION IV.

OFFICIER D'HABILLEMENT DANS LES DÉPÔTS DES ÉQUIPAGES DE LA FLOTTE.

Attributions générales.

421. 1. L'officier d'habillement dans les dépôts des équipages de la flotte est chargé de tous les détails qui constituent le service de l'habillement et des écritures qui s'y rapportent.

2. Ce service embrasse l'emmagasinement, la conservation, confections, réparations, distributions et expéditions des ustensiles, des matières et des effets d'habillement ainsi que des ustensiles de plat.

3. L'officier d'habillement prend ou provoque les mesures nécessaires à assurer le bon entretien de tous les objets renfermés ou déposés dans les magasins mis à sa disposition.

4. Il rédige la correspondance du conseil d'administration relative au service de l'habillement et les projets de marchés ; il tient enregistrement de cette correspondance.

5. Il vérifie les bons de distribution et les états ou factures de fournitures quelconques, confections et réparations concernant le service ; il arrête, sur les factures, les sommes à payer aux ayants droit ; il certifie la concordance des états trimestriels d'habillement avec les comptes courants des compagnies.

6. Il est dépositaire du livret des échantillons et modèles-type.

Officiers et agents en sous-ordre.

422. 1. L'officier d'habillement a sous son autorité immédiate les officiers, employés militaires, officiers mariniens et marins affectés à ce service.

2. Il a également sous ses ordres directs le personnel ouvrier et surveille journellement l'exécution des travaux.

États des besoins du dépôt et pièces comptables.

423. L'officier d'habillement dresse les états destinés à constater les besoins, en ce qui concerne le service de l'habillement, et il établit les pièces comptables prescrites par les règlements et instructions régissant ce service.

Responsabilité personnelle.

424. 1. L'officier d'habillement est responsable, sauf le cas de force majeure, des déficits, dégradations ou avaries constatés dans les ustensiles, matières et effets d'habillement existant en magasin.

2. Cette responsabilité s'étend également aux dégradations ou avaries survenues aux effets d'habillement expédiés à des bâtiments ou autres services, lorsqu'il est établi qu'il y a eu défaut de soins ou de surveillance de sa part.

3. Il est, en outre, responsable des consommations ou distributions irrégulières, des omissions de recettes, erreurs de calcul, doubles emplois, surcharges et altérations d'écritures.

SECTION V.**OFFICIER D'ARMEMENT ET DE CASERNEMENT DANS LES DÉPÔTS
DES ÉQUIPAGES DE LA FLOTTE.****Attributions, obligations et responsabilité personnelle.**

425. 1. L'officier d'armement et de casernement, dans les dépôts des équipages de la flotte, est chargé de tous les détails qui constituent le service de l'armement et du casernement, ainsi que des écritures qui s'y rapportent.

2. Ce service embrasse l'emmagasinement, la conservation, les réparations et distributions des objets d'équipement, d'armement, munitions de guerre, ainsi que de tous autres objets matériels appartenant au dépôt.

3. Il est chargé, sous la surveillance du major, de l'achat de tous les objets payés sur les fonds de la masse générale d'entretien; il fait établir les factures, les vérifie et prend charge du matériel acheté.

4. L'officier d'armement et de casernement exerce, pour son service, les attributions dévolues à l'officier d'habillement et définies aux paragraphes 3, 4 et 5 de l'article 421, à l'article 422 et à l'article 423; il encourt, en ce qui concerne son service, la responsabilité déterminée aux paragraphes 1 et 3 de l'article 424.

SECTION VI

OFFICIER D'ADMINISTRATION À BORD DES BÂTIMENTS ET DANS LES SERVICES À TERRE
AUTRES QUE LES DÉPÔTS DES ÉQUIPAGES DE LA FLOTTE.

Fonctions et responsabilité de l'officier d'administration en sa qualité
d'officier trésorier.

426. 1. L'officier d'administration à bord des bâtiments et dans les services à terre autres que les dépôts des équipages de la flotte exerce les fonctions d'officier trésorier; en conséquence, les dispositions des paragraphes 1, 3, 5 et 6 de l'article 417, 1 et 2 de l'article 418, 1 et 3 de l'article 419 et de l'article 420 lui sont applicables.

2. Il rédige la correspondance du conseil d'administration; il tient enregistrement, ainsi que de toutes les demandes ou réclamations concernant les hommes de tout grade à l'égard desquels il exerce les fonctions de capitaine de compagnie, ainsi que les dépenses qui y ont été faites (n° 1239 de la nomenclature des imprimés).

3. Il est dépositaire du livre de paiement; il appose, lorsqu'il y a lieu, le timbre du bâtiment sur les pièces signées par les membres du conseil ou par le président seul, et sur les malles ou sacs des hommes morts et des déserteurs.

Fonctions de l'officier d'administration en ce qui concerne le personnel ne faisant pas partie des compagnies.

427. 1. L'officier d'administration exerce sous sa responsabilité les fonctions administratives attribuées aux capitaines de compagnie en ce qui concerne les personnes de l'équipage et marins passagers avec solde n'appartenant pas à une compagnie.

2. Il les exerce éventuellement, à défaut d'officier de marine, ce qui concerne les hommes appartenant à une compagnie.

Fonctions de l'officier d'administration en ce qui concerne l'habillement.

428. 1. L'officier d'administration a dans ses attributions tout ce qui concerne la réception et la distribution, soit aux capitaines de compagnie, soit aux hommes qu'il administre directement, des effets et objets d'habillement, du tabac, du savon et des ustensiles de toilette embarqués en approvisionnement de prévoyance; il procède aux mesures propres à en assurer le bon entretien.

2. Il est dépositaire du livre d'habillement.

3. Il rédige la correspondance du conseil d'administration relative au service de l'habillement, établit les pièces et états prescrits par le présent décret, vérifie les états destinés à constater les besoins du bâtiment.

SECTION VII.

OFFICIER COMPTABLE PRÈS LES DÉTACHEMENTS ADMINISTRÉS
PAR UN CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Trésorier et officier d'habillement près les détachements.

429. Les dispositions des articles de la section VI du présent chapitre sont applicables à l'officier chargé des fonctions de trésorier et des détails de l'habillement près les détachements administrés par un conseil d'administration.

CHAPITRE XI.

COMMANDANTS COMPTABLES ET CAPITAINES DE COMPAGNIE.

SECTION PREMIÈRE.

COMMANDANTS COMPTABLES ET CHEFS DE DÉTACHEMENTS N'AYANT PAS
DE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Attributions, obligations et responsabilité.

430. 1. Les commandants comptables et les chefs de détachements n'ayant pas de conseil d'administration ont les attributions, les obligations et la responsabilité des conseils, de leur président et des officiers comptables.

2. Les commandants comptables et les chefs de détachements se font aider, sous leur responsabilité personnelle, dans les détails et écritures relatifs à l'administration, par un officier et par des officiers mariniens ou marins sous leurs ordres.

3. Toutefois, dans le cas prévu à l'article 374, l'officier d'administration du bâtiment partage la responsabilité qui s'attache à la tenue et à la régularité matérielles des écritures et des pièces comptables dont il certifie l'exactitude sous le visa de l'officier commandant.

SECTION II.

CAPITAINES DE COMPAGNIE.

Attributions générales des capitaines de compagnie.

431. 1. Dans les dépôts des équipages de la flotte ainsi que dans les autres services à terre et à bord des bâtiments, les capitaines de compagnie sont chargés, sous l'autorité et la surveillance du conseil d'administration, de tous les détails et écritures qui ont pour objet l'administration du personnel.

2. Ils s'attachent à prévenir tout ce qui pourrait avoir pour effet d'obérer la solde de ce personnel.

3. Ils font tenir les écritures par les fourriers.

4. Ils font tenir enregistrement des demandes ou réclamations concernant les hommes de leur compagnie, ainsi que des réponses qui y ont été faites (n° 1239 de la nomenclature des imprimés).

Appréciation des imputations à faire aux hommes.

432. Les capitaines de compagnie jugent directement, sauf le recours des parties intéressées au major et, subsidiairement, au conseil, si, en raison de la cause manifeste ou apparente des dégradations faites aux effets, objets ou armes appartenant à l'État, la valeur de ces dégradations doit être mise à la charge des hommes qui sont détenteurs des effets ou des armes, comme il est dit à l'article 343.

Responsabilité personnelle.

433. Les capitaines de compagnie sont responsables des fonds, effets et fournitures quelconques dont ils donnent quittance ou récépissé. Ils sont également responsables des distributions de toute nature effectuées en excédent aux droits réels, d'après les situations qu'ils ont certifiées, sauf recours contre les parties prenantes pour les dépenses imputables sur la solde.

Dispositions applicables aux commandants comptables, aux chefs de fractions de compagnies, etc.

434. Les dispositions des articles 431, 432 et 433 ci-dessus sont applicables :

1° Aux commandants comptables et aux chefs de détachements, lorsque les marins qu'ils commandent ne sont pas déjà formés en compagnie;

2° Aux chefs de fractions de compagnie, quel que soit le grade de ces derniers;

3° Aux officiers d'administration des bâtiments, en ce qui concerne les hommes de tous grades qui ne sont rattachés à aucune compagnie.

CHAPITRE XII.

FONDS.

SECTION PREMIÈRE.

LIVRE DE PAYEMENT.

Livre de paiement des services à terre et des bâtiments.

435. 1. Les conseils d'administration des divers services à terre et

Les bâtiments, les commandants comptables ainsi que les conseils d'administration des détachements ou les chefs de détachements autorisés à percevoir la solde, doivent être pourvus d'un livre de paiement.

2. Ce livre (n° 1240 de la nomenclature des imprimés) est destiné recevoir la certification par l'agent du Trésor ou, s'il y a lieu, par le commissaire d'escadre ou de division ayant effectué le paiement, de toutes les sommes payées au service à terre, au bâtiment ou au détachement, pour solde, masse, indemnités, traitement de table et autres prestations en deniers.

3. Les acomptes perçus à l'étranger par les bâtiments naviguant à l'étranger sont certifiés sur le livre de paiement par le conseil d'administration.

4. Le livre de paiement est délivré par les commissaires aux armements ou les commissaires d'escadre ou de division qui, après l'avoir vérifié et paraphé, y apposent leur signature et leur cachet : il est ensuite remis, au moment de la remise, par les membres du conseil d'administration, le commandant comptable ou le chef du détachement.

5. Toutefois, lorsqu'un détachement quitte un bâtiment naviguant à l'étranger, son livre de paiement lui est remis, s'il y a lieu, par le conseil d'administration de ce bâtiment.

Renouvellement des livres de paiement.

436. 1. Les livres de paiement des dépôts des équipages de la flotte ou autres services à terre et des bâtiments ne sont renouvelés que lorsqu'ils sont entièrement remplis.

2. Les anciens livres des dépôts des équipages de la flotte sont conservés dans les archives. Ceux des autres services et des bâtiments sont conservés pour être déposés au détail des armements, avec toutes les autres pièces de la comptabilité, à l'époque du désarmement ou de la mise en 3^e catégorie de la réserve.

Perte du livre de paiement d'un service à terre, d'un bâtiment ou d'un détachement.

437. 1. En cas de perte du livre de paiement d'un service à terre, d'un bâtiment ou d'un détachement, il en est fourni un nouveau, sur la déclaration du conseil d'administration, du commandant comptable ou du chef du détachement, attestant la réalité de la perte.

2. Cette déclaration est inscrite en tête du nouveau livre qui doit, tant que possible, porter l'indication sommaire des paiements écrits sur le livre perdu.

SECTION II.

VALEURS EN CAISSE.

Caissettes dont les dépôts ou autres services et les bâtiments sont pourvus.

438. 1. Les conseils d'administration, commandants comptables et chefs de détachements sont pourvus d'une caisse pour le dépôt des sommes et valeurs qu'ils perçoivent.

2. Cette caisse est confiée au trésorier dans les dépôts des équipages de la flotte, et à l'officier d'administration dans les autres services à terre, à bord des bâtiments et dans les détachements pourvus d'un conseil d'administration.

3. Dans les dépôts, chaque capitaine de compagnie conserve dans une caisse particulière les fonds mis à sa disposition.

Responsabilité de la garde de la caisse du conseil.

439. La caisse du conseil d'administration, dans les dépôts des équipages de la flotte et autres services à terre ainsi qu'à bord des bâtiments, est placée dans un endroit désigné par le président qui doit prendre toutes les mesures de sûreté nécessaires pour la garde et la conservation de ladite caisse, et qui est personnellement responsable de tout événement résultant d'un défaut de prévoyance à cet égard.

Responsabilité personnelle du trésorier en ce qui concerne la caisse du conseil.

440. Le trésorier est seul responsable des fonds qui entrent dans la caisse du conseil, sans préjudice du recours subsidiaire que l'Etat peut exercer envers le conseil d'administration ou le major dans les cas prévus par les articles 401 et 415.

Carnet de caisse.

441. 1. Toutes les sommes qui sont versées dans la caisse du conseil d'administration et celles qui en sortent sont inscrites par le trésorier sur un carnet de caisse. (n° 1341 de la nomenclature d'imprimés).

2. Le carnet est renfermé dans la caisse, et ne doit en sortir que pour les inscriptions à y faire.

Vérification des caisses.

442. Dans les dépôts des équipages de la flotte, le conseil d'administration vérifie la caisse et en arrête la situation sur le carnet de

chaque mois, et toutes les fois que les valeurs qu'elle renferme doivent être représentées au commissaire aux armements, au commissaire général, à l'inspecteur en chef ou à l'inspecteur général.

Mesures à prendre pour le transport des fonds par mer.

443. 1. Lorsqu'ils sont transportés au moyen d'une embarcation, les fonds doivent, sous la responsabilité d'un délégué du conseil d'administration ou du commandant comptable, être renfermés dans une caisse fermant à clé, et sur laquelle est frappé un orin d'une longueur suffisante et garni d'une bouée.

2. A moins de nécessité bien démontrée, l'embarcation ne doit pas séparer à la voile.

SECTION III.

PERTES OU DÉFICITS DE FONDS.

Le montant des pertes ou des déficits est porté en dépense.

444. 1. Le montant des pertes ou des déficits de fonds dûment constatés et provenant d'événements de force majeure ou d'autres circonstances extraordinaires est provisoirement porté en dépense, dans les comptes, avec mention expresse du motif.

2. Cette inscription est effectuée d'après une délibération du conseil d'administration; avis en est simultanément donné au commissaire aux armements pour les dépôts des équipages de la flotte et autres services à terre ainsi que pour les bâtiments présents sur une rade de France, et par la plus prochaine occasion, dans les autres ports. La délibération doit relater que cet avis est adressé au commissaire aux armements.

Réintégration du montant des pertes ou des déficits.

445. 1. Dans les cas prévus à l'article précédent, si le ministre ordonne les déficits ou les pertes à la charge du dépositaire de la caisse, il détermine le mode du remboursement à effectuer par celui-ci. Dans le cas contraire, il approuve comme définitive la dépense effectuée et fait délivrer au nom du conseil d'administration un mandat de paiement d'une somme équivalente. Il opère de même, sous la réserve des droits du trésor, si l'administration de la marine est sans moyens de reprises contre l'officier constitué débiteur par la décision intervenue.

2. La somme réintégrée, qu'elle provienne d'un remboursement ou de l'acquittement d'un mandat de paiement, est versée dans la caisse du conseil et portée en recette dans les écritures.

SECTION IV.

DÉPÔTS DE FONDS ET VALEURS PRIVÉS.

Les valeurs, etc., appartenant aux marins décédés, déserteurs ou absents, sont déposées dans la caisse du conseil.

446. 1. Les fonds et valeurs de toute nature, ainsi que les tières d'or et d'argent, bijoux, etc., laissés soit dans les dépôts équipages de la flotte ou autres services à terre, soit à bord des bâtiments par les officiers, officiers mariniens, marins ou autres déserteurs ou absents sont déposés dans la caisse du conseil d'administration après avoir été inventoriés.

2. Ces dépôts sont inscrits sur un carnet spécial (n° 1242 de nomenclature des imprimés). Chaque dépôt porte un numéro d'ordre. L'inscription faite sur le carnet indique les nom et prénoms du propriétaire, sa qualité, la date du dépôt et la description des valeurs le composent.

Les dépôts sont remis à la caisse des gens de mer à l'arrivée en France.

447. 1. Les fonds et valeurs privés déposés dans la caisse conseil d'administration des dépôts des équipages de la flotte ou autres services à terre sont remis à la caisse des gens de mer au plus bref délai possible, par les soins du trésorier.

2. A l'arrivée d'un bâtiment dans un port de France, les dépôts fonds et valeurs privés existant à bord sont remis à la caisse des gens de mer, à la diligence du conseil d'administration du bâtiment et sous les soins de l'officier d'administration, trésorier. Il est donné avis de cette remise au commissaire aux armements du port comptable, qui en fait mention sur le rôle d'équipage.

3. L'opération est effectuée dans la forme indiquée par les règlements concernant l'administration des caisses de l'établissement invalides de la marine.

4. Les dépôts de fonds et valeurs privés existant à bord peuvent être remis au conseil d'administration d'un bâtiment en France.

5. La date et la remise de chaque dépôt est portée sur un carnet spécial, et une expédition de l'état de remise, revêtue du visa du caissier des gens de mer ou du conseil d'administration du bâtiment, est conservée par le trésorier ou par l'officier d'administration pour la décharge du conseil.

Fonds appartenant aux détachements de troupes passagères.

448. 1. Les fonds appartenant aux détachements de troupes passagères sont également conservés dans la caisse du bâtiment, à titre de dépôt, et mention en est faite sur le carnet spécial visé à l'article 446.

2. Le conseil d'administration délivre à l'officier-payeur ou au chef du détachement, suivant le cas, une déclaration de son dépôt.

3. Les fonds ainsi déposés sont remis au comptable du détachement, d'après ses demandes et sur ses récépissés.

4. La date de chaque remise est inscrite sur le carnet et les récépissés sont conservés, ainsi qu'il est dit en l'article précédent.

CHAPITRE XIII.

FONDS DE PRÉVOYANCE ET FONDS D'AVANCES.

SECTION PREMIÈRE.

FONDS DE PRÉVOYANCE.

Délivrance des fonds de prévoyance.

449. 1. En principe, il ne peut être embarqué de fonds de prévoyance qu'avec l'autorisation spéciale du ministre.

2. Toutefois, en temps de guerre ou en cas de nécessités impérieuses ou de circonstances extraordinaires et de force majeure et lorsqu'ils ne peuvent prendre les ordres du ministre, les commandants en chef de forces navales et les commandants de bâtiments naviguant isolément ont la faculté de se procurer des fonds de prévoyance en vue de subvenir à des dépenses qu'il ne leur serait pas possible d'acquitter directement au moyen de traites.

3. Il en est immédiatement rendu compte au ministre.

Par qui délivrés ou comment achetés.

50. 1. En France, les fonds de prévoyance sont délivrés au conseil d'administration ou au commandant comptable, par les soins de l'armateur où se trouve le bâtiment.

2. Dans les colonies françaises et à l'étranger, ils sont achetés, au moyen de traites émises dans la forme ordinaire, par les commissaires de cadre ou de division, pour les bâtiments faisant partie de la force navale, et directement par les bâtiments naviguant isolément.

3. Dans tous les cas, le conseil d'administration ou le commandant comptable doit toujours tirer une traite spéciale pour l'achat de fonds de

Carnet de caisse spécial.

451. 1. La comptabilité des fonds de prévoyance est suivie sur un carnet de caisse spécial (n° 1243 de la nomenclature des imprimés).

2. Ce carnet reçoit l'inscription de toutes les sommes versées au titre de fonds de prévoyance dans la caisse du conseil d'administration.

Cette inscription est faite soit par le payeur, soit par le commissaire d'escadre ou de division, soit par les tireurs eux-mêmes lorsqu'il s'agit d'un bâtiment naviguant isolément.

3. En outre, il est tenu compte, dans les écritures du conseil, la partie de ces fonds employés au paiement de la solde et accessoires et qui doivent alors être inscrits au livre de paiement.

Les fonds doivent être autant que possible dépensés avant le retour en France.

452. L'importance des achats de fonds de prévoyance faits à l'étranger doit, autant que possible, être calculée de manière que ces fonds puissent être entièrement affectés aux dépenses de bâtiment au son retour en France.

Paiements effectués en monnaies étrangères.

453. Lorsqu'il s'agit de paiement de solde, d'accessoires de solde, de traitement de table ou de frais de passage, les monnaies étrangères sont données aux parties prenantes au taux d'achat opérés sur le marché de numéraire, sur facture ou d'après convention verbale.

Les fonds achetés par le commissaire d'escadre ou de division sont déposés dans la caisse du conseil d'administration du bâtiment-amiral.

454. 1. Dans les escadres et divisions navales, les fonds de prévoyance sont ordonnancés au nom du conseil d'administration du bâtiment portant le pavillon du commandant en chef et déposés dans la caisse de ce conseil, qui demeure chargé de leur conservation.

2. Le conseil n'en opère la délivrance que sur l'ordre de versement du commissaire d'escadre ou de division, ordre sur lequel les parties prenantes donnent récépissé.

3. Le commissaire d'escadre ou de division tient un livret (n° 1244 de la nomenclature des imprimés), sur lequel il inscrit le montant des fonds de prévoyance achetés au moyen de ses traites et des sommes versées aux bâtiments de la force navale, en exécution des ordres de versement indiqués ci-dessus.

Le commissaire d'escadre ou de division ne fait pas directement emploi des fonds de prévoyance. — Exception.

455. 1. Le commissaire d'escadre ou de division ne fait directement aucun emploi des fonds de prévoyance.

2. Toutefois, si le commandant en chef ordonnait une opération et il jugerait à propos de tenir secrète, le commissaire d'escadre ou de division acquitterait directement les dépenses, au moyen de fonds qui lui seraient versés par le conseil d'administration du bâtiment-mère, ou de tout autre bâtiment.

Différents modes de justification de l'emploi des fonds de prévoyance.

456. 1. Les justifications des dépenses acquittées à l'aide de fonds de prévoyance, ont lieu dans la forme usitée pour les dépenses liquides au moyen de traites.

2. Les versements effectués par un bâtiment se justifient par les récépissés du conseil d'administration ou du commissaire d'escadre ou de division à qui les fonds ont été remis. Ces récépissés sont appuyés des copies de l'ordre de versement.

3. Il est établi une série unique de pièces justificatives pour les dépenses acquittées au moyen de fonds ayant une même origine depuis la prise en charge de ces fonds par le conseil d'administration jusqu'à leur épuisement.

4. Les mêmes numéros sont reproduits sur le carnet désigné à l'article 451 et sur les bordereaux mentionnés à l'article 457.

Bordereaux des pièces justificatives à établir.

457. 1. Pour la transmission des pièces justificatives de l'emploi des fonds de prévoyance, les conseils d'administration ou les commandants comptables établissent des bordereaux mensuels (n° 1245 (la nomenclature des imprimés) appuyés, s'il y a lieu, des récépissés des versements au trésor des sommes non employées.

2. Les sommes dépensées, mais dont l'emploi ne serait pas justifié par des pièces réglementaires comme il est dit à l'article 456, doivent être comprises dans le montant des versements au trésor mentionnés au paragraphe premier.

3. Ces bordereaux présentent tous les renseignements de nature à faire connaître l'origine des fonds de prévoyance et font ressortir la situation de la caisse au premier et au dernier jour du mois pour lequel ils sont arrêtés.

4. Une expédition des bordereaux accompagnée des pièces justificatives est transmise au ministre, directement par les bâtiments naviguant isolément et par l'intermédiaire du commandant en chef.

dant en chef dans les escadres ou divisions navales, toutes les fois que ce mode de transmission ne doit pas occasionner une perte de temps.

5. Une deuxième expédition des bordereaux, appuyée des duplicata des pièces justificatives, est conservée à bord.

Remise des fonds non employés.

458. Le versement au Trésor des sommes non employées est effectué dès le retour du bâtiment en France, alors même qu'il devrait repartir en emportant, de nouveau, des fonds de prévoyance.

Réimputation des dépenses aux chapitres du budget qui doivent les supporter.

459. 1.^{er} Si, au moment de la remise ou de l'achat des fonds de prévoyance, leur affectation est connue, ils sont pris au titre du chapitre budgétaire intéressé.

2. Dans le cas contraire, ils sont pris au titre du chapitre sur lequel porteront principalement les dépenses présumées.

3. La réimputation est ultérieurement assurée, au moyen des pièces indiquées aux articles 456 et 457.

SECTION II.

FONDS D'AVANCES DES BÂTIMENTS.

Quotité du fonds d'avances.

460. La quotité du fonds d'avances à constituer à bord de chaque bâtiment, en exécution de l'article 215, est déterminée par le ministre et, à défaut, par le commandant en chef, suivant l'effectif du bâtiment et la nature de la campagne.

Perception du fonds d'avances.

461. Le fonds d'avances est perçu dans les conditions indiquées à l'article 450 du présent décret. Il n'est pas, toutefois, tiré de traite spéciale pour l'acquisition de ce fonds. Il en est fait inscription sur le carnet de caisse du bâtiment.

Absorption et reconstitution du fonds d'avances.

462. 1. En fin d'année, le fonds d'avances doit être intégralement employé au dernier paiement de la solde. Il est reconstitué dès le début de l'année suivante, au titre du nouvel exercice, dans la forme prévue à l'article précédent.

2. Il est opéré de même, si le bâtiment se déplace, lorsque le fonds est composé de monnaies étrangères n'ayant pas cours dans

es parages où le bâtiment est appelé à se rendre. Le fonds d'avances est reconstitué, après l'arrivée dans ces nouveaux parages, dans les conditions déterminées par le commandant en chef, ou par le commandant du bâtiment si celui-ci est isolé.

Payement de solde en monnaie étrangère.

463. Les paiements de solde au moyen d'un fonds d'avances constitué en monnaies étrangères sont faits dans les conditions indiquées l'article 453.

CHAPITRE XIV.

SERVICE DE L'HABILLEMENT.

SECTION PREMIÈRE.

ACHATS ET CONFECTIONS DANS LES DÉPÔTS DES ÉQUIPAGES DE LA FLOTTE.

Effets à confectionner dans les dépôts.

464. 1. Les effets en drap et en toile désignés par le ministre sont confectionnés dans les dépôts des équipages de la flotte par les soins de leurs conseils d'administration, qui demeurent chargés de toutes les délivrances à faire aux autres services à terre et aux bâtiments pour l'habillement des équipages et la formation des approvisionnements de prévoyance.

2. Les matières premières nécessaires aux confections et les autres objets achetés confectionnés sont délivrés par le magasin général aux conseils d'administration des dépôts.

Fournitures des étoffes et des objets confectionnés.

465. La fourniture des étoffes et celle des objets confectionnés dans les dépôts des équipages de la flotte sont faites, suivant les ordres du ministre, au moyen de marchés passés, conformément aux règles générales en vigueur dans le département de la marine.

État des besoins.

466. 1. Tous les ans, le conseil d'administration de chaque dépôt des équipages de la flotte remet au commissaire aux approvisionnements du port l'état de ses besoins (n° 1246 de la nomenclature des dépenses) en étoffes et matières nécessaires aux confections, ainsi qu'en effets à acheter confectionnés.

2. Cet état, établi à la date du 1^{er} janvier, comprend les besoins prévus pour deux ans en matière et en effets confectionnés, déduction faite de l'existant à cette date. Il est dressé en prenant pour base les consommations des deux dernières années.

3. A la réception de cet état, le commissaire aux approvisionnements dresse dans la même forme, et en tenant compte des sources du magasin général, l'état des prévisions qui doit être remis au ministre le 15 janvier au plus tard.

4. Les besoins urgents et imprévus qui viendraient à se manifester dans le courant de l'année donnent lieu à l'établissement d'approvisionnements supplémentaires.

Livraison et réception des matières et objets. — Commission de recette.

467. 1. Les matières et les objets livrés par les fournisseurs au service de l'habillement des équipages de la flotte sont reçus dans la salle de dépôt du port, sur l'ordre d'introduction du commissaire aux approvisionnements.

2. Sont applicables aux fournitures de cette nature les prescriptions des règlements généraux concernant la comptabilité du matériel de la marine.

3. La commission de recette à convoquer par le commissaire aux approvisionnements se compose :

Du major du dépôt des équipages de la flotte, président;

De l'officier d'habillement;

D'un officier délégué par le conseil d'administration;

D'un sous-commissaire délégué par le commissaire aux approvisionnements;

Et d'un sous-commissaire délégué par le commissaire aux approvisionnements.

4. La commission peut se faire assister par le second maître de leur et le second maître cordonnier du dépôt des équipages de la flotte.

Marque apposée sur les objets reçus.

468. 1. Après leur réception définitive, les étoffes, matières et objets concernant l'habillement des équipages de la flotte, reçoivent une marque indiquant leur affectation à ce service.

2. Cette marque est apposée en présence de la commission de recette ou d'un membre délégué par elle.

Délivrances aux dépôts des équipages de la flotte par le magasin général.

469. 1. Les délivrances à faire au conseil d'administration du dépôt des équipages de la flotte, par le garde-magasin général, sont effectuées sur ordres du commissaire aux approvisionnements, conformément aux prescriptions des règlements sur la comptabilité du matériel de la marine.

2. Les demandes sont signées par le conseil d'administration; les récépissés sont donnés par l'officier d'habillement ou par son délégué.

3. Le garde-magasin général indique sur le duplicata de la demande le numéro et le métrage des pièces de drap et de toile dont il opère la délivrance.

4. Les étoffes et autres matières sont prises en quantités suffisantes pour faire face aux confections à exécuter dans le courant d'un mois. Toutefois les pièces d'étoffe sont toujours délivrées entières.

Stock d'effets constitué en vue d'une mobilisation générale.

470. 1. Pour assurer l'entretien en parfait état du stock d'effets constitué en vue d'une mobilisation générale, le conseil d'administration de chaque dépôt des équipages de la flotte verse au magasin général tous les effets confectionnés dans ses ateliers.

2. Il lui est remis en échange des effets de même espèce choisis parmi ceux qui ont été déposés le plus anciennement au magasin général.

3. Le même roulement est établi par les soins du commissaire aux approvisionnements, en ce qui concerne les effets et objets d'habillement provenant d'achats.

Contestations sur la qualité au moment de la délivrance.

Condamnation, s'il y a lieu.

471. 1. Lorsqu'au moment de la délivrance à l'officier d'habillement ou à son délégué il y a contestation sur la qualité des matières et objets, à raison de détériorations survenues depuis leur entrée en magasin, il en est rendu compte au commissaire aux approvisionnements qui en fait délivrer d'autres en attendant que la commission prévue au paragraphe suivant ait pu se réunir.

2. Il est ultérieurement statué, conformément aux règles générales concernant la comptabilité du matériel et d'après les propositions d'une commission spéciale, composée comme il est dit à l'article 467, sur la délivrance, la condamnation ou le déclassement des matières et objets qui ne peuvent plus servir sous la dénomination pour laquelle ils figurent dans les écritures.

État trimestriel des délivrances effectuées par le magasin général.

472. 1. A l'expiration de chaque trimestre, le garde-magasin général établit un bordereau indiquant les dates et les valeurs globales des délivrances faites par lui, pendant le trimestre, au conseil d'administration du dépôt des équipages de la flotte.

2. Cet état est adressé au commissaire aux armements pour servir à la constatation de l'existence au dépôt des équipages de la flotte de tous les duplicata des billets de demande, de leur concordance avec les indications fournies par le garde-magasin général ainsi que de la prise en charge sur le registre des recettes du service de l'habillement, des effets, objets et matières délivrés au dépôt.

Les confections sont exécutées par le second maître tailleur.
Obligations de cet agent.

473. 1. La confection des effets d'habillement que chaque dépôt des équipages de la flotte fait exécuter est effectuée par le second maître tailleur, sous la direction de l'officier d'habillement et la surveillance du major et du conseil d'administration.

2. Le second maître tailleur, agent direct du conseil d'administration du dépôt, est soumis aux décrets, règlements et instructions sur le service de l'habillement, et généralement à toutes les mesures d'ordre et de police ordonnées par le conseil. Il est responsable des malfaçons.

3. Il lui est interdit d'entreprendre des confections étrangères au service de l'État et même d'y participer soit directement, soit indirectement.

Conditions administratives du contrat passé avec le second maître tailleur.

474. Le conseil d'administration arrête avec le second maître tailleur, sous l'approbation du commissaire général de la marine, en se conformant aux prescriptions générales contenues dans le présent chapitre et aux instructions du ministre, les conditions administratives du contrat passé avec cet agent.

Les modèles, devis et tarifs sont arrêtés par le ministre.

475. 1. Les effets sont confectionnés d'après les modèles, tarifs et devis arrêtés par le ministre qui règle également les prix de confection à payer au second maître tailleur.

2. Les premiers maîtres, maîtres et seconds maîtres sont habillés sur mesure.

3. Les conseils d'administration fixent, dans la forme indiquée à l'article 384, le prix des réparations qui seraient à faire aux effets d'habillement en approvisionnement.

Remise des matières au second maître tailleur.

476. 1. Les matières nécessaires aux confections, y compris les galons de grades et les divers insignes à poser sur les effets, sont délivrés successivement au second maître tailleur, dans les proportions que détermine le conseil.

2. Cet agent remet, le lendemain du jour de la délivrance, à l'officier d'habillement qui les conserve sous clef, les lisières qui étaient attenantes aux chefs des pièces d'étoffe.

3. A la fin de chaque trimestre, et lorsqu'il a été reconnu par le commissaire aux armements que le nombre des chefs est égal à celui

des pièces qui ont été délivrées, le conseil peut autoriser la remise de ces chefs et des lisières au second maître tailleur, qui en dispose à son profit.

Économies de coupe.

477. Les économies réalisées sur la coupe sont constatées et réintégrées en magasin, ainsi qu'il est dit à l'article 519.

Conditions pour la coupe et la confection des effets.

478. 1. La coupe des effets d'habillement doit être effectuée dans le local mis par le conseil d'administration à la disposition du second maître tailleur. Sous aucun prétexte, elle ne peut être exécutée en dehors de ce local.

2. La confection peut être faite, soit dans l'intérieur des ateliers du dépôt des équipages de la flotte, par les ouvriers du corps, soit à l'extérieur, par des ouvriers civils ou par des ouvrières choisis par le second maître tailleur, sous l'approbation du conseil.

3. Le second maître tailleur répond des effets qu'il a donné à confectionner.

Paiement des prix de confection aux ouvriers.

479. 1. Les prix de confection à payer aux ouvriers et aux ouvrières par le second maître tailleur sont fixés par le ministre.

2. Lorsque les amendes pour malfaçons sont prononcées par l'officier d'habillement, sur la proposition du second maître tailleur, le montant en est prélevé sur ces prix.

3. Le paiement des salaires est opéré par le second maître tailleur, sous la surveillance d'un délégué du conseil d'administration et dans les conditions déterminées par le conseil.

Confections faites à l'extérieur du dépôt.

480. Lorsque les confections sont effectuées à l'extérieur, la remise des effets coupés et la réintégration en magasin des effets confectionnés sont soumises à toutes les mesures d'ordre et de police que le conseil d'administration croit devoir prendre.

Examens des effets confectionnés.

481. 1. Les effets confectionnés par le second maître tailleur sont examinés avant leur admission en recette, en présence de l'officier d'habillement, par une commission présidée par le major et composée d'un officier et d'un premier maître désignés par le conseil d'administration. Le président du conseil peut prendre la présidence de la commission lorsqu'il le juge convenable.

2. La commission vérifie si les effets ont les dimensions régle-

mentaires, s'ils sont conformes aux modèles types et aux indications des devis, sous le rapport de la forme, de la bonne confection, du nombre et des dimensions des pièces tolérées, etc. Elle se livre, d'ailleurs, à toutes les investigations qu'elle juge nécessaires et fait apposer, en sa présence, sur tous les effets qu'elle a reçus, la marque de la propriété de la marine et l'indication du trimestre et de l'année pendant lesquels ces effets ont été confectionnés.

3. La recette des effets est constatée par la commission sur le registre des comptes ouverts avec le second maître tailleur, tenu par l'officier d'habillement.

Paiement des frais de confection au second maître tailleur.

482. 1. A l'expiration de chaque mois, le conseil d'administration pourvoit, au moyen des fonds d'avance mis à la disposition, au paiement des sommes acquises par le second maître tailleur pour les façons exécutées par lui.

2. Le conseil dresse, à cet effet, et remet au commissaire aux approvisionnements un état en double expédition (n° 1247 de la nomenclature des imprimés), présentant l'espèce et le nombre des effets confectionnés ou réparés au compte de l'Etat pendant le mois, les prix alloués par le tarif et le décompte des sommes acquises par le second maître tailleur. Cet état est arrêté par l'officier d'habillement, vérifié par le major et certifié par le conseil d'administration. Il est accompagné de la quittance du second maître tailleur délivrée sur papier timbré.

3. Après enregistrement par le commissaire aux approvisionnements, une expédition de l'état, accompagnée de la quittance, est annexée au mandat de remboursement à délivrer au conseil d'administration du dépôt sur les fonds généraux du service d'habillement.

Situation mensuelle de l'état des confections des effets d'habillement.

483. 1. Du 1^{er} au 5 de chaque mois le conseil d'administration du dépôt des équipages de la flotte, de concert avec le commissaire aux approvisionnements, établit, pour être adressé au ministre, une situation (n° 1248 de la nomenclature des imprimés), présentant l'état des confections d'effets d'habillement et l'indication des sacs disponibles au 1^{er} du mois dans le magasin d'habillement.

Les réparations de chaussures en magasin et d'effets d'équipement sont exécutées par le second maître cordonnier.

484. 1. Les réparations à faire aux chaussures en magasin, ainsi qu'aux effets d'équipement sont effectuées par le second maître cordonnier, sous la direction de l'officier d'habillement et la surveillance du major et du conseil d'administration.

2. Lorsqu'il y a lieu de faire des réparations à des objets dépendant

au service de l'officier d'armement et de casernement, cet officier ~~est~~ **est** vis-à-vis de l'officier d'habillement comme il est indiqué à l'article 18 pour les capitaines de compagnie.

3. Les réparations des effets d'équipement se bornent exclusivement des travaux de couture.

4. Le second-maitre cordonnier est responsable des malfaçons. Il ~~est~~ **est** interdit d'entreprendre des confections ou des réparations rangées au service de l'Etat et même d'y participer directement ou indirectement.

Conditions pour les réparations de chaussures et d'effets d'équipement.

485. 1. Toutes les réparations exécutées par le second-maitre cordonnier doivent être effectuées dans le local mis à sa disposition ~~et~~ **et** le conseil d'administration et au moyen d'ouvriers choisis parmi ~~les~~ **les** marins du dépôt des équipages de la flotte.

2. Sous aucun prétexte, les réparations dont il s'agit ne peuvent ~~être~~ **être** exécutées en dehors de ce local.

Application au second-maitre cordonnier des dispositions de la présente section.
Paiement des frais de réparations.

486. 1. Les dispositions des articles composant la présente section concernant l'habillement proprement dit, sont applicables au ~~second-maitre cordonnier~~ **second-maitre cordonnier** et notamment celles des articles 474, 475, ~~et~~ **et** 481, ~~en ce qu'elles ont de compatible avec le service de réparations qui lui est confié.~~

2. A l'expiration de chaque mois, le conseil d'administration du ~~dépôt~~ **dépôt** des équipages de la flotte dresse un état (n° 1249 de la nomenclature des imprimés) présentant l'espèce et le nombre de réparations ~~effectuées~~ **effectuées** pour le compte des hommes ou de la masse générale ~~entretien.~~ **entretien.** Cet état, appuyé des états d'imputation, est arrêté par ~~l'officier~~ **l'officier** d'habillement, vérifié par le major et certifié par le conseil. ~~Cet état, accompagné de la quittance du second maitre cordonnier~~ **Cet état, accompagné de la quittance du second maitre cordonnier** ~~dressée sur papier timbré, annexé au mandat qu'établit le commissaire aux armements au nom de cet agent.~~

3. En ce qui concerne les réparations à faire aux chaussures en magasin et les confections neuves qu'il y aurait éventuellement lieu ~~faire au compte desdits magasins, il est procédé dans la forme~~ **faire au compte desdits magasins, il est procédé dans la forme** ~~fixée à l'article 482.~~

SECTION II.

DÉLIVRANCES, ENVOIS ET REMISES D'EFFETS, DE TABAC, DE SAVON
ET D'USTENSILES DE PLAT.

Approvisionnement de prévoyance des bâtiments.

487. 1. Un approvisionnement de prévoyance en effets d'ha-

habillement est constitué et entretenu à bord de chaque bâtiment armé. Il est fixé d'après les campagnes ou missions par des règlements ministériels.

2. Les effets sont placés à bord dans un endroit convenablement disposé pour leur conservation.

3. Il n'est pas entretenu d'approvisionnement de prévoyance sur les bâtiments en essai ou en réserve, non plus que sur les stationnaires des rades de France.

Demande d'effets pour les bâtiments.

488. 1. Les effets d'habillement nécessaires, soit pour les remplacements prévus à l'article 317, soit pour la constitution des approvisionnements de prévoyance, sont délivrés sur une demande numérique des conseils d'administration, vérifiée et visée par le commissaire aux armements.

2. Cette demande (n° 1250 de la nomenclature des imprimés), qui doit indiquer les tailles, est établie en double expédition. Elle est remise au major du dépôt des équipages de la flotte qui fixe le jour et l'heure auxquels il y sera satisfait par le magasin.

Livraison des effets demandés pour les bâtiments et services autres que les dépôts.

489. 1. Les effets demandés sont délivrés dans le magasin du dépôt des équipages de la flotte, soit à l'officier d'administration, soit à un officier marinier délégué à cet effet par le conseil d'administration ou le commandant comptable du bâtiment ou service.

2. Le délégué du conseil donne récépissé des effets sur les deux expéditions de la demande. L'officier d'habillement du dépôt certifie sur le livre d'habillement du bâtiment ou service la nature, le nombre et la valeur des effets remis.

3. Après l'enlèvement des effets, aucune réclamation n'est admise sur leur nombre, leur nature ou leur état.

Évaluation des demandes.

490. 1. Après la délivrance des effets, leur évaluation est portée sur les deux expéditions des demandes, par les soins de l'officier d'habillement du dépôt des équipages de la flotte, qui en conserve une à l'appui de ses écritures.

2. A la fin de chaque mois, le conseil d'administration du dépôt adresse l'autre expédition au commissaire aux armements. Ce fonctionnaire garde les demandes des bâtiments ou services placés sous son administration et fait parvenir les autres à ses collègues des ports comptables intéressés.

3. Le commissaire aux armements fait inscription des délivrances faites aux bâtiments ou services dont il centralise la dépense, sur le compte sommaire de l'habillement placé en tête du rôle d'équipage.

Envoi d'effets d'un dépôt des équipages de la flotte à des bâtiments en cours de campagne.

491. 1. Les conseils d'administration des bâtiments en cours de campagne établissent les demandes d'effets nécessaires à leurs besoins, en ayant soin d'y indiquer les tailles : ces demandes (n° 1595 de la nomenclature des imprimés) sont adressées au ministre, qui désigne le dépôt des équipages de la flotte chargé d'y satisfaire et la voie à employer pour la transmission des effets. Les mêmes demandes comprennent également les ustensiles de plat, s'il y a lieu.

2. L'emballage, l'expédition et la réception des effets et ustensiles sont effectués conformément aux instructions en vigueur. Les pièces relatives à ces envois portent toujours l'évaluation des effets expédiés.

3. Un état apprécié est adressé au commissaire aux armements du port où se trouve le dépôt d'envoi, dans la forme indiquée à l'article précédent.

4. Lorsque les demandes sont faites pour les besoins généraux d'une escadre ou d'une division navale, sans qu'il y ait eu désignation particulière de bâtiment, l'envoi est adressé au conseil d'administration du bâtiment portant le pavillon du commandant en chef, pour qu'il en soit pris charge dans les écritures de ce conseil.

5. Il ne doit être envoyé que des effets neufs et en parfait état.

Envoi d'effets d'un dépôt des équipages de la flotte à un autre dépôt.

492. Les envois d'effets d'un dépôt des équipages de la flotte à un autre dépôt sont effectués dans la même forme que les envois aux bâtiments.

Versements de bâtiments à bâtiments.

493. 1. Les conseils d'administration des bâtiments peuvent effectuer à d'autres conseils des versements d'effets d'habillement.

2. Il est procédé, dans ce cas, par les conseils d'administration des deux bâtiments, dans la forme indiquée pour les délivrances à faire par les dépôts des équipages de la flotte.

3. Toutefois, la demande (n° 1250 de la nomenclature des imprimés) est dressée en trois expéditions, dont deux sont transmises par le conseil d'administration qui a fait le versement au commissaire aux armements du port comptable de son bâtiment, lequel se conforme aux prescriptions de l'article 490.

Soins à donner aux approvisionnements de prévoyance à bord des bâtiments.

494. 1. Les effets d'habillement en approvisionnement de prévoyance à bord des bâtiments sont entretenus avec soin. Ils sont mis à l'air et visités au moins une fois par mois en présence de l'officier en second et de l'officier d'administration. Le résultat de cette visite est constaté par un procès-verbal inscrit sur le journal du bord et sur le registre de délibération du conseil.

2. Le conseil d'administration est responsable de la conservation de ces effets, sauf les cas de force majeure dûment constatés. Toutefois, les mesures à prendre à cet égard concernent plus particulièrement le commandant et l'officier en second et la responsabilité résultant de la non-exécution de ces mesures n'atteint l'officier d'administration que lorsqu'il a omis d'en provoquer l'application ou d'en constater les résultats.

3. Les effets en approvisionnement de prévoyance doivent être écoulés, autant que possible, en commençant par ceux qui se trouvent à bord depuis le plus de temps.

Remise des approvisionnements au désarmement.

495. 1. Au désarmement des bâtiments, les effets d'approvisionnement de prévoyance et les ustensiles de plat qui n'ont pas été délivrés sont versés dans le magasin du dépôt des équipages de la flotte. L'officier d'habillement donne récépissé du nombre de ces effets et ustensiles sur une des expéditions de la remise.

2. Avant leur réintégration définitive en magasin, les effets et ustensiles de plat sont soumis à l'examen d'une commission composée du commissaire aux armements, du major du dépôt et d'un officier supérieur du port désigné par le major général. Cette commission, après avoir entendu l'officier d'habillement du dépôt, l'officier en second et l'officier d'administration du bâtiment, évalue dans un procès-verbal (n° 1251 de la nomenclature des imprimés) la dépréciation que les effets et ustensiles de plat ont subie; elle exprime, outre, son opinion sur la responsabilité encourue par le Conseil d'administration du bâtiment ou par le commandant comptable.

3. Ce procès-verbal, en triple expédition, est transmis au ministre qui statue sur le remboursement, par qui de droit, de la perte résultant des détériorations.

Remise fortuite d'effets avariés.

496. Les dispositions contenues en l'article précédent sont observées en ce qui concerne les effets d'habillement avariés existant à bord des bâtiments sur rade, et dont le préfet maritime autorise la remise en magasin, afin d'éviter leur détérioration complète.

Approvisionnement en tabac et en savon.

497. 1. Le tabac et le savon, dont les bâtiments ont besoin avant de prendre la mer, sont délivrés par le magasin général, sur la demande des conseils d'administration.

2. Les règles relatives aux approvisionnements de prévoyance en effets d'habillement sont applicables aux approvisionnements de cette nature.

3. Les déchets peuvent, toutefois, être admis en compte, dans les conditions déterminées par le ministre.

4. Le tabac qui serait devenu impropre à la consommation peut être, en outre, l'objet de procès-verbaux de jet à la mer, dans les formes indiquées par les règlements sur la comptabilité du matériel.

Approvisionnement dans les détachements.

498. Les approvisionnements de prévoyance qu'il y aurait lieu de former dans les détachements ayant une administration distincte, sont régis par les dispositions du présent chapitre.

SECTION III.

EFFETS DE DÉLIVRANCE EXTRAORDINAIRE, ARMES ET OBJETS DE MATÉRIEL.

Effets de délivrance extraordinaire.

499. 1. Les effets dits de *délivrance extraordinaire* sont mis en service dans les dépôts des équipages de la flotte ou autres services à terre ainsi qu'à bord des bâtiments, d'après les fixations en nombre et en durée arrêtées par le ministre.

2. Ces effets sont maintenus en service après leur durée réglementaire, tant qu'ils n'ont pas été jugés susceptibles d'être réformés.

3. A moins de nécessité dûment constatée, aucune condamnation concernant ne peut être prononcée à bord des bâtiments; ils sont conservés pour être remis, au retour de la campagne, dans les magasins du dépôt des équipages de la flotte. Ils ne peuvent être perdus à bord, lorsque le bâtiment a accompli la mission pour laquelle ils avaient été délivrés. A leur remise dans les magasins, ils sont examinés ainsi qu'il est dit à l'article 495.

Marques à apposer sur ces effets au moment de la mise en service.

500. Les effets de délivrance extraordinaire ne sont pas la propriété des hommes auxquels ils sont délivrés, ils sont marqués au magasin d'habillement du dépôt des équipages de la flotte, au moment de leur délivrance aux autres services à terre ou aux bâtiments, du numéro du trimestre et de l'année de leur distribution.

Armes, objets d'équipement, etc., en service dans les dépôts
des équipages de la flotte.

501. 1. Dans les dépôts des équipages de la flotte, les armes, les objets de grand équipement, les instruments de musique, etc., ne sont remplacés que lorsqu'ils ont été réformés ou condamnés.

2. La réforme des armes est prononcée conformément aux prescriptions du règlement sur la conservation et l'entretien des armes portatives. Leur remplacement a lieu dans les formes énoncées dans ce règlement.

3. La condamnation des objets et des instruments délivrés par les divers magasins de l'arsenal est prononcée conformément aux prescriptions de l'instruction générale sur la comptabilité du matériel dans les arsenaux maritimes. Leur remplacement a lieu dans les formes énoncées dans cette instruction.

Bons de délivrance ou de versement des armes, etc., dans les compagnies
ou détachements à terre.

502. 1. Les armes, les objets d'équipement et les instruments de musique qu'il peut y avoir lieu de mettre en service, à titre permanent, dans les compagnies ou détachements à terre sont délivrés aux capitaines des compagnies, sur bons numériques (n° 1252 de la nomenclature des imprimés).

2. La réintégration en magasin en est effectuée sur bons de même modèle.

Distribution des effets de délivrance extraordinaire.

503. 1. Les dispositions mentionnées en l'article précédent sont applicables aux effets de délivrance extraordinaire qui, après avoir été distribués aux marins, sont confiés à leurs soins personnels.

2. Ces effets, tant à bord des bâtiments que dans les dépôts des équipages de la flotte et autres services à terre, demeurent à la charge du conseil d'administration ou du commandant comptable.

3. Les hommes auxquels ils ont été délivrés en sont pécuniairement responsables. Le montant des pertes ou dégradations provenant de leur fait est imputé à leur compte, comme il est dit à l'article 34.

Destination à donner aux effets ou objets hors de service appartenant au corps.

504. 1. Les effets ou objets hors de service appartenant au corps peuvent, sur une simple délibération du conseil d'administration, être utilisés pour les besoins des infirmeries et des prisons.

2. Ceux qui ne peuvent être affectés à aucun usage doivent être remis directement à l'administration des domaines.

Pertes et détériorations à la charge de l'État.

505. 1. La valeur des effets de délivrance extraordinaire, instruments, etc., perdus ou détériorés par suite d'accidents de force majeure, demeure à la charge de l'État.

2. Les pertes et dégradations sont constatées, sur le rapport des capitaines de compagnie, par des procès-verbaux inscrits sur le registre des délibérations. A bord des bâtiments, ces accidents sont, outre, mentionnés sur les journaux de bord.

SECTION IV.

SERVICE DES VIVRES, DES LIQUIDES ET DU CHAUFFAGE.

Mode d'exécution du service des vivres, des liquides et du chauffage.

506. 1. Le service des vivres, des liquides et du chauffage dans les dépôts des équipages de la flotte est exécuté dans la forme prescrite par l'arrêté sur le service intérieur dans ces dépôts.

2. La comptabilité des vivres est établie et suivie dans lesdits dépôts, d'après les décrets et règlements en vigueur; à bord des bâtiments et dans les autres services, d'après l'instruction réglementaire sur la comptabilité des vivres à bord.

CHAPITRE XV.

COMPTABILITÉ INTÉRIEURE. — REGISTRES ET DOCUMENTS.

SECTION PREMIÈRE.

REGISTRES À TENIR PAR LE DÉPÔT DES ÉQUIPAGES DE LA FLOTTE
OU AUTRES SERVICES À TERRE, PAR LES BÂTIMENTS ET LES DÉTACHEMENTS.

Nature des registres.

507. En dehors du rôle d'équipage, les écritures et opérations auxquelles donnent lieu l'administration et la comptabilité des dépôts des équipages de la flotte et autres services à terre, des bâtiments et des détachements ayant une administration distincte, en ce qui concerne les services de la solde, de l'habillement, de l'armement et du casernement, sont consignées dans les registres ci-après désignés :

1° Pour chaque dépôt des équipages de la flotte :

Un carnet des suppléments de fonctions et facultatifs...	{ tenu par l'officier en second.
Un registre matricule des marins de l'engagement volontaire et du recrutement.....	
Un contrôle nominatif des réservistes des équipages de la flotte	{ tenus par le major.

Un registre des délibérations du conseil d'administration.	tenu par le trésorier sous la direction immédiate du major.
Un livre journal.	
Un registre portant classification des recettes et dépenses.	tenus par le trésorier.
Un carnet de caisse.	
Un registre des recettes et consommations du service de l'habillement.	
Un registre des comptes ouverts avec le second maître tailleur.	
Un carnet d'enregistrement pour les opérations du second maître cordonnier.	
Un registre des comptes ouverts avec les compagnies, avec lui-même et avec l'officier d'armement et de casernement.	tenus par l'officier d'habillement.
Un livret des échantillons et modèles types.	
Un registre des procès-verbaux de vente d'effets d'habillement.	
Un carnet d'échange pour le stock d'effets constitués en vue d'une mobilisation générale.	
Un livre journal.	tenus par l'officier d'armement et de casernement. (Art. 524.)
Un inventaire balance.	
Un livret de détail.	
Un registre des procès-verbaux d'inventaire des effets d'habillement.	tenus par chaque capitaine de compagnie.
Un carnet des suppléments de fonctions et facultatifs.	
Un livre de payment.	(Art. 435.)
Un carnet de caisse par compagnie.	(Art. 534.)

2° Pour chaque bâtiment ou service à terre autre que les dépôts des équipages de la flotte ou pour chaque détachement ayant un conseil d'administration :

Un registre des délibérations du conseil d'administration.	
Un registre journal portant classification des recettes et des dépenses.	tenus par l'officier d'administration ou par l'officier chargé des fonctions de trésorier et des détails de l'habillement.
Un compte courant de l'habillement, du tabac et du savon.	
Un carnet de caisse.	
Un carnet de caisse spécial aux fonds de prévoyance.	
Un carnet de dépôt pour les fonds et valeurs privés.	
Un carnet des suppléments de fonctions et facultatifs.	tenu par l'officier en second.
Un livre de détail.	
Un carnet des suppléments de fonctions et facultatifs.	
Un registre des procès-verbaux d'inventaire des effets d'habillement.	tenus par chaque capitaine de compagnie.
Un livre de payment.	(Art. 435.)
Un livre d'habillement.	(Art. 524.)

3° Pour chaque bâtiment ou service à terre n'ayant pas de conseil d'administration :

Un registre des procès-verbaux et actes administratifs...	tenus par le commandant comptable.
Un registre journal portant classification des recettes et des dépenses.....	
Un compte courant de l'habillement, du tabac et du savon.....	
Un carnet de caisse.....	
Un carnet de caisse spécial aux fonds de prévoyance....	
Un carnet de dépôt pour les fonds et valeurs privés....	tenu par l'officier en second.
Un carnet des suppléments de fonctions et facultatifs....	
Un livre de détail.....	
Un carnet des suppléments de fonctions et facultatifs....	tenu par le capitaine de compagnie.
Un registre des procès-verbaux d'inventaire des effets d'habillement.....	tenu par le capitaine de compagnie ou, à défaut, par le commandant comptable.
Un livre de paiement.....	(Art. 435.)
Un livre d'habillement.....	(Art. 524.)

4° Pour chaque détachement n'ayant pas de conseil :

Un registre journal portant classification des recettes et des dépenses.....	tenus par le chef du détachement.
Un compte courant de l'habillement, du tabac et du savon.....	
Un livre de paiement.....	(Art. 435.)

Registres cotés et parafés.

508. 1. Le registre des délibérations et ceux qui sont destinés à recevoir l'inscription des recettes et dépenses en argent et des recettes et consommations du service de l'habillement sont cotés et parafés par le commissaire aux armements.

2. Cette formalité est accomplie, hors de France, par le président du conseil d'administration, à l'égard des détachements momentanément éloignés des bâtiments auxquels ils appartiennent.

SECTION II.

REGISTRES MATRICULES DES HOMMES DU RECRUTEMENT.

Registre matricule des marins provenant de l'engagement volontaire et du recrutement.

509. 1. Le registre matricule des marins provenant de l'engagement volontaire et du recrutement (n° 1253 et 1254 de la nomenclature des imprimés) est destiné à recevoir l'inscription détaillée des renseignements qui établissent l'état civil des marins de ces provenances faisant partie des équipages de la flotte, leur signalement, le titre sous lequel ils sont incorporés, la relation successive de leurs services, les causes qui les maintiennent au service au delà du temps fixé par la loi, le motif et la date de leur radiation des rôles, ainsi

que le lieu sur lequel se dirigent ceux qui sont renvoyés dans leurs foyers.

2. Il n'est pas tenu de matricules dans les dépôts des équipages de la flotte pour les officiers mariniens et marins appartenant à l'inscription maritime. Les services de ceux-ci sont centralisés sur les matricules spéciales suivies dans les quartiers d'inscription maritime.

Division du registre matricule.

510. 1. Le registre matricule des marins de l'engagement volontaire et du recrutement est divisé en volumes destinés chacun à l'immatriculation de cinq cents hommes.

2. Il est établi, en outre, une table alphabétique générale sur laquelle sont inscrits les nom, prénoms et numéros des marins immatriculés au dépôt.

Immatriculation des marins de l'engagement volontaire et du recrutement.

511. 1. L'immatriculation des marins de l'engagement volontaire et du recrutement est opéré par les soins du dépôt des équipages de la flotte du port chef-lieu de la circonscription de réserve à laquelle appartient leur domicile, quel que soit, d'ailleurs, le dépôt où ils sont incorporés lors de leur première admission au service; elle se fait à la réception ou sur le vu des titres, notifications ou actes authentiques constatant leur état civil et leur position.

2. Les services antérieurs à l'incorporation doivent être justifiés soit par le feuillet matricule du dernier corps dont le marin faisait partie, soit par une attestation régulière délivrée par qui de droit.

Numéros d'immatriculation.

512. 1. La suite naturelle des nombres est employée dans les cinq dépôts des équipages de la flotte, pour établir les numéros d'immatriculation des marins de l'engagement volontaire et du recrutement.

2. Afin de distinguer le port dans lequel le marin est immatriculé, le numéro qui lui est affecté est suivi d'un chiffre caractéristique lequel est :

Pour Cherbourg.....	1
Pour Brest.....	2
Pour Lorient.....	3
Pour Rochefort.....	4
Pour Toulon.....	5

Il n'est pas fait de radiation sur les matricules.

513. 1. Le numéro sous lequel le marin de l'engagement volontaire et du recrutement a été immatriculé lui est conservé jusqu'au moment où il cesse de faire partie, à un de ces deux titres, du port

sonnel des équipages de la flotte, quels que soient les mutations, embarquements, envoi dans un autre dépôt, etc., qui ont eu lieu pendant le temps de son incorporation. »

2. Il n'est fait, d'ailleurs, aucune radiation sur les matricules. En conséquence, les marins qui se sont rengagés après libération ou congédiement reprennent, sur la matricule de leur ancien dépôt, le numéro qui leur avait été affecté.

SECTION III.

REGISTRES TENUS POUR LE SERVICE DES OPÉRATIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES.

Registre des délibérations.

514. 1. Le registre des délibérations (n° 1255 de la nomenclature des imprimés) est destiné à recevoir l'inscription, par séance et par ordre de date, des procès-verbaux constatant tous les actes et toutes les opérations du conseil d'administration.

2. Le registre des procès-verbaux et actes administratifs des commandants comptables est destiné à recevoir l'inscription des mêmes constatations. Toutefois et sauf les cas extraordinaires, tels que : pertes, déficits, etc., il ne mentionne pas les opérations relatives au service des fonds et de l'habillement, lesquelles sont suffisamment constatées par les livres et registres prévus aux articles 435, 517, 524 et 525.

Il fait, toutefois, pour l'habillement, l'exception prévue à l'article 335 pour les procès-verbaux de vente d'effets.

Livre journal dans les dépôts.

515. 1. Dans les dépôts des équipages de la flotte, le livre journal (n° 1256 de la nomenclature des imprimés) est destiné à recevoir l'inscription, par ordre de date, de toutes les recettes qui sont faites pour le compte du dépôt et des sommes qui sortent de la caisse du conseil pour l'acquittement des dépenses.

2. Chaque article enregistré reçoit un numéro d'ordre qui est reproduit sur la pièce justificative. Il y a deux séries annuelles de numéros, une pour les recettes et une pour les dépenses.

3. A chaque vérification des fonds, le major appose son visa sur le livre journal.

4. La balance des recettes et des dépenses est faite le premier jour de chaque trimestre, ainsi qu'aux époques où la comptabilité en deniers est arrêtée par les officiers du commissariat de la marine. Elle est certifiée par le trésorier, vérifiée par le major et arrêtée par le conseil.

5. Quand la comptabilité est arrêtée par un officier du commissariat, la situation de la caisse lui est immédiatement remise; il recon-

naît l'existence des valeurs que cette situation présente et la vérifie ensuite sur pièces.

Registre de classification dans les dépôts.

516. 1. Dans les dépôts des équipages de la flotte, le registre de classification (n° 1257 de la nomenclature des imprimés) est destiné à recevoir l'inscription de toutes les recettes et dépenses faites au titre du dépôt, et à en présenter la classification par nature de fonds et par exercice.

2. Les recettes et les dépenses sont inscrites au registre de classification en même temps et sous les mêmes numéros qu'au registre journal, mais seulement par indication sommaire de leur objet.

3. Les recettes et les dépenses effectuées directement par les détachements éloignés du dépôt y sont portés en un seul article, pour chacun d'eux, d'après les extraits du registre journal portant classification arrêtés par les conseils éventuels ou par les chefs de détachement.

4. Toutes les recettes et dépenses afférentes à chaque trimestre sont totalisées : séparément pour le dépôt, ensemble pour les détachements, et récapitulées en masse pour toutes les portions. Il est ensuite établi une récapitulation comparative des recettes avec les dépenses.

5. A la fin de chaque exercice et immédiatement après la clôture du compte de libération, les inscriptions et opérations suivantes sont faites au registre de classification :

1° Les paiements de solde et accessoires, mandatés directement en faveur des jeunes marins avant leur admission, des délégataires, des officiers et marins isolés, sont portés en un seul article pour chaque détachement, et par paiement pour les délégations ainsi que pour chaque partie prenante individuelle;

2° Toutes les recettes et dépenses afférentes à l'exercice sont ensuite totalisées;

3° Les recettes effectuées à valoir sur les crédits, c'est-à-dire sur les allocations de la revue, sont balancées avec ces crédits atténués du montant des imputations portées à la revue pour apostilles et fournitures en nature.

4° Les dépenses sont également balancées avec les crédits, et les différences, s'il y en a, sont expliquées en regard du résultat.

6. Dès que le commissaire aux armements a opéré la vérification de la comptabilité d'un exercice, le conseil d'administration lui remet un relevé sommaire du registre de classification sur lequel est reproduite la récapitulation comparative d'exercice. Ce relevé, vérifié par le commissaire aux armements, est transmis au ministre le plus tôt possible et isolément.

Registre journal portant classification des recettes et des dépenses à bord des bâtiments, dans les services à terre autres que les dépôts et dans les détachements administrés par un conseil.

517. 1. A bord des bâtiments, dans les services à terre autres que les dépôts des équipages de la flotte et dans les détachements administrés par un conseil, le registre journal portant classification des recettes et des dépenses (n° 1258 de la nomenclature des imprimés) est destiné à recevoir l'inscription, par ordre de date, de toutes les recettes et dépenses et à les présenter par nature de fonds et par exercice.

3. Chaque article enregistré reçoit un numéro d'ordre qui est reproduit sur la pièce justificative. Il y a deux séries annuelles de numéros, une pour les recettes et une pour les dépenses.

3. Les recettes et les dépenses effectuées directement par les détachements éloignés du bâtiment ou service y sont portées en un seul article, pour chacun d'eux, d'après les extraits du registre de même nature arrêtés par les conseils éventuels ou par les chefs de détachement.

4. Toutes les recettes et dépenses afférentes à chaque trimestre sont totalisées : séparément pour le bâtiment ou service, ensemble pour les détachements, et récapitulées en masse pour toutes les portions. Il est ensuite établi une récapitulation comparative des recettes avec les dépenses.

5. La balance des recettes et des dépenses est faite le premier jour de chaque trimestre, ainsi qu'aux époques où la comptabilité en deniers est vérifiée par le commissaire aux armements. Elle est certifiée par l'officier d'administration et arrêtée par le conseil.

SECTION IV.

REGISTRES TENUS POUR LE SERVICE DE L'HABILLEMENT.

Registre des recettes et consommations dans les dépôts.

518. 1. Dans les dépôts des équipages de la flotte, le registre des recettes et consommations du service de l'habillement (n° 1259, 1260, 1261, 1262 et 1263 de la nomenclature des imprimés) est destiné à recevoir l'inscription des entrées en magasin et des sorties de magasin des matières et effets de toute espèce divisés et classés par chapitre dans l'ordre ci-après, savoir :

CHAPITRE I. Matières pour l'habillement. Toile d'emballage.

II. Effets d'habillement neufs et ustensiles de plat. Futailles pour emballage.

III. Effets d'habillement réduits de durée.

IV. Effets de délivrances extraordinaires. Matériel de tailleur embarquant.

V. Effets hors de service.

2. Chaque chapitre peut faire l'objet d'un volume spécial.

3. Les enregistrements se font par ordre de date, au fur et à mesure des recettes et des consommations. Toutefois, les matières employées aux confections, les économies de coupe et les versements en magasin des effets confectionnés ne sont portés que par trimestre, d'après les arrêtés du registre des comptes ouverts avec le second maître tailleur. Les distributions faites aux compagnies et les réintégrations effectuées en magasin ne sont inscrites que par le report des tableaux trimestriels du registre des comptes ouverts récapitulés dans un état sommaire.

4. Chaque article reçoit un numéro d'ordre qui est aussi inscrit sur la pièce justificative. Il y a, pour chacun des chapitres, deux séries annuelles de numéros, l'une pour les recettes, l'autre pour les consommations.

5. La balance des recettes et des consommations au premier jour de chaque trimestre est faite par chapitre, dans les cinq jours suivants; elle est certifiée par l'officier d'habillement, vérifiée par le major et arrêtée par le conseil aux quantités restant en magasin.

6. Le 1^{er} octobre de chaque année, il est dressé, à la suite de la balance du quatrième trimestre de l'année précédente, un relevé sommaire des recettes et consommations absolues dont la dépense est effectuée au titre du service de l'habillement; ce relevé est certifié par le conseil.

7. Quand il a existé, au 31 décembre de l'année du compte, des détachements éloignés pourvus d'un approvisionnement de provisions, le relevé mentionné ci-dessus est établi par l'addition des articles qui concernent le dépôt, avec ceux qui figurent sur les extra trimestriels qui ont été adressés au conseil d'administration par les détachements.

Registre des comptes ouverts avec le second maître tailleur.

519. 1. Le registre des comptes ouverts avec le second maître tailleur (n° 1264 de la nomenclature des imprimés) est destiné à recevoir l'inscription, par ordre de date, des matières qui lui sont délivrées par le magasin d'habillement pour servir aux confections et des effets qu'il y verse. La totalisation en est faite au dernier jour de chaque trimestre. Les consommations y sont portées d'après les allocations des devis, en regard des effets de chaque espèce confectionnés dans le cours du trimestre, et balancées avec les quantités remises au second maître tailleur : la différence représente les matières qui restent entre ses mains. Les économies de coupe, qui sont portées hors compte au-dessous de la balance, sont immédiatement réintégrées en magasin et portées en recettes au chapitre premier sur le registre des recettes et consommations du service de l'habillement. La balance du compte ouvert est certifiée par l'officier d'habillement,

vérifiée par le major et arrêtée par le conseil d'administration après avoir été reconnue exacte par le second maître tailleur.

2. Le second maître tailleur a un double de ce compte ouvert sur lequel l'officier d'habillement inscrit les délivrances de matières, en indiquant le numéro des pièces remises et leur métrage.

Carnet d'enregistrement pour les opérations du second maître cordonnier.

520. 1. Le carnet d'enregistrement pour les opérations du second maître cordonnier (n° 1265 de la nomenclature des imprimés) renferme l'inscription, par ordre de date, des chaussures et des objets d'équipement à réparer, qui lui sont remis par l'officier d'habillement.

2. Ce carnet est divisé par service ou compagnie.

3. Le nombre des chaussures ou objets réparés est porté en regard des quantités reçues.

4. La totalisation est faite au dernier jour de chaque mois et certifiée par l'officier d'habillement, vérifiée par le major et arrêtée par le conseil d'administration, après avoir été reconnue exacte par le second maître cordonnier.

Registre des comptes ouverts avec les compagnies.

521. 1. Le registre des comptes ouverts avec les compagnies (n° 1266 et 1267 de la nomenclature des imprimés) est destiné à recevoir l'inscription, par ordre de date, des effets qui leur sont délivrés par le magasin ou de ceux qu'ils réintègrent, d'après des bons de délivrance ou des bulletins nominatifs ou numériques, suivant le cas. Les bons ou bulletins sont signés par le capitaine de compagnie et approuvés par le major. Les bons d'habillement font connaître la valeur des effets.

2. Les distributions ou réintégrations sont totalisées le dernier jour du trimestre à tous les chapitres du registre, lesquels correspondent aux divers chapitres du registre des recettes et consommations du service de l'habillement. Les totaux, par compagnie, sont reportés sur un état sommaire récapitulatif (n° 1268 de la nomenclature des imprimés), dont le montant est inscrit au registre des recettes et consommations.

Carnet des échantillons et modèles types.

522. 1. Le carnet des échantillons et modèles types (n° 1269 de la nomenclature des imprimés) est destiné à recevoir l'inscription, dans l'ordre des dates de leur réception, de tous ceux qui sont adoptés par le ministre.

2. Lorsqu'un échantillon ou modèle est substitué à un autre, la date de l'annulation de l'ancien est inscrite au carnet, sur lequel il

est, en outre, fait mention de la destination que reçoit le modèle supprimé.

Carnet d'échange pour le stock d'effets constitué en vue
d'une mobilisation générale.

523. 1. Le carnet d'échange pour le stock d'effets d'habillement constitué en vue d'une mobilisation générale (n° 1269 bis de la nomenclature des imprimés) est destiné à recevoir l'inscription des effets versés au magasin général au fur et à mesure des confections, et celle des effets échangés avec ceux-ci.

2. L'échange est constaté par la signature sur ce carnet de l'officier d'habillement et du commissaire aux approvisionnements.

Livre d'habillement des bâtiments ou détachements.

524. 1. Le livre d'habillement (n° 1270 de la nomenclature des imprimés) est spécial aux services à terre autres que les dépôts des équipages de la flotte, aux bâtiments et aux détachements; il est destiné à recevoir l'inscription des effets qui leur sont délivrés pour l'habillement des hommes et la constitution des approvisionnements de prévoyance.

2. La certification de la délivrance y est portée par l'officier ou fonctionnaire qui effectue cette délivrance, ainsi que celle des délivrances de tabac et de savon et des ustensiles de plat.

Compte courant de l'habillement, etc.

525. 1. Le registre des recettes et consommations du service de l'habillement, du tabac, du savon et des ustensiles de plat (n° 1271 de la nomenclature des imprimés) à tenir dans les services à terre autres que les dépôts à bord des bâtiments et, lorsqu'il y a lieu, dans les détachements, reçoit l'inscription des entrées en magasin et des sorties du magasin, au fur et à mesure qu'elle s'effectuent.

2. Chaque article reçoit un numéro d'ordre qui est aussi inscrit sur la pièce justificative, en ce qui concerne les sorties.

3. La balance des recettes et consommations au premier jour de chaque trimestre est faite par chapitre; elle est certifiée et arrêtée par le conseil aux quantités restant en magasin.

4. Après la clôture des opérations du quatrième trimestre de chaque année ou après le désarmement, il est dressé un relevé sommaire récapitulant les recettes et les consommations effectuées pendant l'année. Ce relevé (n° 1311 de la nomenclature des imprimés) est transmis, comme annexe de la feuille de journées, au commissaire aux armements chargé de la tenue du rôle d'équipage.

SECTION V.

REGISTRES TENUS POUR LE SERVICE DE L'ARMEMENT, DU CASERNEMENT
ET DE LA BIBLIOTHÈQUE DANS LES DÉPÔTS DES ÉQUIPAGES DE LA FLOTTE.

Classification du matériel. — Comptabilité à tenir.

526. 1. Les armes, matières et objets à la charge du service de l'armement et du casernement sont divisés et classés en sept chapitres, savoir :

- | | |
|----------|--|
| CHAPITRE | I. Instruments de musique; |
| _____ | II. Armes, pièces d'armes et effets d'équipement; |
| _____ | III. Matériel de toute nature acheté sur les fonds de la masse générale d'entretien; |
| _____ | IV. Mobilier des bureaux; |
| _____ | V. Mobilier de caserne; |
| _____ | VI. Lits militaires; |
| _____ | VII. Matériel des sciences et arts maritimes. |

2. L'officier d'armement et de casernement tient la comptabilité de ce matériel au moyen d'un livre journal (n° 3267 de la nomenclature des imprimés) et d'un inventaire balance (n° 1272 de la nomenclature des imprimés). Chaque chapitre peut être l'objet d'un journal et d'un inventaire balance distincts, ou même de plusieurs de ces documents, s'il est nécessaire.

3. Le livre journal reçoit, au fur et à mesure qu'elles se produisent, l'enregistrement des recettes et des dépenses en quantités. Chaque article reçoit un numéro d'ordre qui est aussi inscrit sur la pièce justificative. Il est arrêté au 31 décembre de chaque année, après vérification du major, par le conseil d'administration.

Il y a, pour chaque livre journal, deux séries annuelles de numéros, l'une pour les recettes, l'autre pour les dépenses.

4. L'inventaire balance, tenu par articles, reçoit à chacun d'eux l'enregistrement des mouvements qui le concernent aussitôt qu'ils se produisent. Il reçoit également, à leur date, l'enregistrement des distributions faites aux compagnies et des réintégrations effectuées par elles.

La balance des recettes et des consommations y est faite à la fin de chaque trimestre.

5. Toutefois, en ce qui concerne le mobilier de caserne, les lits militaires, les armes et les pièces d'armes, les documents à tenir sont, pour le nombre et pour la forme, ceux prescrits par les règlements spéciaux qui régissent ces différents matériels.

6. L'officier d'armement et de casernement dresse les inventaires annuels, conformément aux prescriptions de l'instruction générale de la comptabilité des matières appartenant à la marine.

Tenue de la comptabilité de la bibliothèque.

527. La comptabilité de la bibliothèque, dans chaque dépôt des équipages de la flotte, est tenue par le bibliothécaire, sous la surveillance immédiate de l'adjudant-major chargé des écoles, dans la forme prescrite par le règlement spécial à ce service.

SECTION VI.

DOCUMENTS TENUS POUR LE SERVICE DES COMPAGNIES.

États trimestriels des délivrances d'effets d'habillement et des réparations de chaussures.

528. 1. Dans les cinq premiers jours de chaque trimestre, les capitaines de compagnie établissent, au moyen des états de délivrance mentionnés à l'article 316, un état nominatif décompté (n° 1273 et 1274 de la nomenclature des imprimés), des délivrances d'effets d'habillement, de tabac, de savon et d'ustensiles de plat faits au cours du trimestre. Ces états, dont les résultats doivent être en concordance avec les enregistrements tenus par l'officier d'habillement, sont arrêtés définitivement par le conseil d'administration et apostillés sur le rôle d'équipage, conformément aux articles 177 et 180.

2. Dans les dépôts des équipages de la flotte, les réparations de chaussures donnent lieu, en outre, à l'établissement d'un état trimestriel (n° 1275 et 1276 de la nomenclature des imprimés) de la valeur desdites réparations, dressés dans les mêmes conditions. L'ensemble de ces états doit présenter un total égal à celui des sommes payées au second maître cordonnier, conformément à l'article 486.

3. L'officier d'administration, à bord des bâtiments et dans les services à terre autres que les dépôts, est chargé, en ce qui concerne les hommes dont il a l'administration directe, des obligations qui incombent aux capitaines de compagnie, en vertu du présent article.

Livret matricule.

529. 1. A la première arrivée des hommes dans les dépôts des équipages de la flotte, il est ouvert pour chacun d'eux, par le capitaine de leur compagnie, un livret matricule (n° 1318 de la nomenclature des imprimés) qui présente les mêmes renseignements que le livret de solde, à l'exception du compte courant de la solde, de l'habillement et de la situation des sacs.

2. Ce livret reçoit, en outre, la mention ainsi que la date et le motif des punitions disciplinaires et les renseignements de nature à

éclairer constamment l'autorité sur la conduite passée, l'instruction, les aptitudes et la manière de servir du marin.

3. Le livret matricule sert pendant toute la durée de l'incorporation; en cas de perte, il en est établi un nouveau d'après les indications des matricules, s'il est possible, ou autrement, d'après celles du livre de solde, des registres de punitions et des autres documents où peuvent être puisées les indications qu'il doit renfermer.

Tenue des livrets matricules.

530. 1. Les dispositions de l'article 195 sont applicables à la tenue des livrets matricules.

2. Les livrets matricules des marins qui changent de compagnie pour quitter le service à terre ou le bâtiment sont remis directement au capitaine de la nouvelle compagnie.

3. Lorsque les hommes entrent dans une position d'absence entraînant changement de dépôt des équipages de la flotte, comme il est dit à l'article 46, le dépôt auquel ils appartiennent transmet leurs livrets matricules au dépôt auquel ils sont destinés.

4. Les livrets matricules des marins quittant un service à terre ou un bâtiment pour un autre service ou bâtiment accompagnent le billet de destination portant avis de débet établi et transmis, comme il est dit à l'article 356.

5. Les livrets matricules des marins passagers sur les navires de commerce pour rejoindre un bâtiment ou pour être rapatriés sont joints à leur billet de destination, comme il est dit à l'article 397. Ces divers documents accompagnent les marins.

Conservation des livrets matricules.

531. 1. Les livrets matricules concernant les engagés volontaires et les marins du recrutement placés dans la position de disponibilité ou en réserve sont conservés par le dépôt du port chef-lieu de circonscription dans laquelle ces hommes sont domiciliés. Ceux des marins fixés en Algérie sont conservés par le commissaire de l'inscription maritime à Alger.

2. Les livrets matricules des inscrits maritimes renvoyés dans leurs foyers, à quelque titre que ce soit, sont transmis au commissaire de l'inscription maritime de leur quartier, qui doit veiller avec le plus grand soin à ce qu'ils lui soient exactement adressés.

Livre de détail dans les dépôts.

532. 1. Le livre de détail dans les dépôts des équipages de la flotte (n° 1277 de la nomenclature des imprimés) est destiné à pré-

senter, dans l'ordre des chapitres ci-après, les renseignements indiqués par le titre de chacun de ces chapitres :

CHAPITRE PREMIER.

SITUATIONS JOURNALIÈRES.

La situation de l'effectif est établie chaque matin, d'après les mutations survenues pendant la journée précédente.

CHAPITRE II.

SOLDE DE LA COMPAGNIE ET PAYEMENTS DIVERS.

Les recettes de fonds sont inscrites au fur et à mesure des perceptions et totalisées par mois.

Les divers paiements faits aux hommes de la compagnie sont inscrits sans retard, en regard du nom de chacun d'eux.

CHAPITRE III.

ENREGISTREMENT DES DISTRIBUTIONS D'EFFETS D'HABILLEMENT, ETC.

La distribution des effets d'habillement et ustensiles de plat reçus du magasin est inscrite en regard du nom de chaque homme, à l'instant même où elle est effectuée. Il en est de même de la valeur des réparations de chaussures.

CHAPITRE IV.

COMPTE OUVERT AVEC LE MAGASIN POUR LES INSTRUMENTS, EFFETS D'ÉQUIPEMENT ET ARMES EN SERVICE DANS LA COMPAGNIE.

Les distributions effectuées par le magasin et les réintégrations sont inscrites, par ordre de date, d'après les bons, bulletins de versement et procès-verbaux de condamnation. Les unes et les autres sont totalisées par trimestre.

CHAPITRE V.

COMPTE OUVERT AUX EFFETS DE CASERNEMENT.

Les réceptions et réintégrations s'inscrivent par ordre de date. La balance en est faite à l'expiration de chaque trimestre et lorsque les effets en service sont rendus aux agents qui doivent en compter.

CHAPITRE VI.

ENREGISTREMENT SOMMAIRE DES ÉTATS DE RÉPARTITION POUR RÉPARATIONS, DÉGRADATIONS ET AUTRES REMBOURSEMENTS MIS AU COMPTE DES HOMMES.

L'inscription du montant des imputations se fait lorsque les états de répartition, établis par les capitaines de compagnie, ont été approuvés par le conseil d'administration.

2. Les chapitres 2 et 3 forment chacun un volume séparé.

3. Le livre de détail est renouvelé le 1^{er} janvier de chaque année : celui de l'année précédente est déposé aux archives, après la vérification et l'arrêté des comptes du quatrième trimestre.

Livre de détail à bord des bâtiments et services à terre autres que les dépôts.

533. 1. Le livre de détail (n° 1278 de la nomenclature des imprimés) à bord des bâtiments et dans les services à terre autres que les dépôts des équipages de la flotte est destiné à tenir le compte courant individuel, tant au crédit qu'au débit, de la solde des marins de chaque compagnie et, séparément, le détail des délivrances d'effets d'habillement et autres fournitures qui leur sont faites. Il présente aussi l'enregistrement sommaire des opérations engageant le débit des marins de la compagnie.

2. Le livre de détail est également tenu par l'officier d'administration pour les marins et autres dont il a l'administration directe.

3. Le livre de détail est obligatoire à bord des bâtiments qui n'ont pas de conseil d'administration. Il ne l'est pas dans les détachements.

4. Le livre de détail peut être continué jusqu'à l'époque du désarmement, en le divisant par année.

Carnet de caisse des capitaines de compagnie dans les dépôts.

534. Dans les dépôts des équipages de la flotte, les capitaines de compagnie ont un carnet (n° 1279 de la nomenclature des imprimés) sur lequel toutes les sommes qui leur sont remises au titre de leur compagnie sont inscrites par le trésorier.

CHAPITRE XVI.

PIÈCES À FOURNIR PAR LES DÉTACHEMENTS AUX CONSEILS D'ADMINISTRATION DONT ILS RELEVANT ADMINISTRATIVEMENT.

Détachements de recrues ou d'inscrits levés pour le service.

535. 1. Lorsqu'un détachement de marins de l'inscription maritime, levés pour le service ou de recrues, part pour rejoindre un dépôt des équipages de la flotte, il est établi, pour ce détachement, une liste nominative en double expédition. Cette liste est, suivant le cas, signée par le commissaire de l'inscription maritime ou par le sous-intendant militaire.

2. Au départ du détachement, une expédition de cette liste est remise à l'officier marinier ou marin qui le conduit, lequel doit y inscrire toutes les mutations survenues en route; l'autre expédition est adressée au conseil d'administration du dépôt des équipages de la flotte du port sur lequel le détachement est dirigé.

3. A l'arrivée du détachement à destination, le trésorier établit.

d'après les indications portées sur la feuille de route et la liste nominative du détachement, le décompte des journées données à la solde et aux vivres de route.

4. Le décompte des sommes perçues est réglé contradictoirement entre le trésorier et le conducteur du détachement qui apposent leur signature sur les deux expéditions de la liste nominative.

Mutations des détachements éloignés du dépôt.

536. Lorsqu'un détachement de marins est momentanément éloigné du dépôt des équipages de la flotte auquel il appartient, les états de ses mutations et mouvements, fournis et certifiés par le commandant du détachement, sont remis tous les cinq jours à l'officier du commissariat ou de l'intendance militaire sous la surveillance administrative duquel il se trouve placé. Après les avoir vérifiés, ce fonctionnaire les adresse au conseil d'administration du dépôt.

Mutations des détachements éloignés des autres services à terre ou de leur bâtiment.

537. Les commandants des détachements éloignés de leur bâtiment établissent, tous les dix jours, un état des mutations et mouvements survenus parmi les marins sous leurs ordres, et le font parvenir au conseil d'administration du bâtiment.

État de mutations d'un détachement circulant à l'intérieur.

538. Lorsqu'un détachement doit circuler à l'intérieur, le commissaire aux armements certifie, sur la feuille de route qui est remise, l'effectif de ce détachement qu'il peut constater sur le terrain, la veille ou le jour du départ, s'il le juge convenable. — La feuille de route, l'état de mutations est fourni, dans tous les lieux de séjour, à l'officier du commissariat, au sous-intendant militaire ou au commandant d'armes et, à leur défaut, au sous-préfet ou au maire qui constate l'effectif du détachement et indique sommairement les mutations sur la feuille de route.

État de mutations d'un détachement à l'arrivée à destination.

539. 1. A l'arrivée d'un détachement à destination dans un port militaire, l'état des mutations, pour le temps de la route, est fourni aux commissaires aux armements par le conseil d'administration du dépôt d'arrivée : ce fonctionnaire vérifie cet état au vu des inscriptions portées sur la feuille de route qui lui est remise et renvoie immédiatement au conseil d'administration du dépôt.

2. A l'arrivée d'un détachement à destination dans un port de sous-arrondissement maritime ou dans un quartier, l'état des mutations est communiqué avec la feuille de route au commissaire aux armements ou au commissaire de l'inscription maritime.

l'adresse au conseil d'administration du bâtiment ou du service chargé d'administrer le détachement.

3. Les officiers du commissariat dont il s'agit doivent être prévenus à l'avance de l'arrivée des détachements et peuvent en constater l'effectif, s'ils le jugent convenable.

Pièces à fournir au conseil d'administration du dépôt du service ou du bâtiment.

540. 1. Les conseils d'administration éventuels et les chefs des détachements administrés à titre distinct adressent au conseil d'administration dont ils dépendent :

1° Un relevé mensuel du registre journal portant classification, relevé sur lequel les recettes et les dépenses doivent être transcrites littéralement, avec énonciation, en toutes lettres, du restant en caisse;

2° Un relevé trimestriel du compte courant de l'habillement présentant, par chapitre, toutes les inscriptions qui ont été faites sur ce registre pendant le trimestre et le restant en magasin.

2. Ces relevés, certifiés par le conseil ou par le chef du détachement, sont appuyés d'une copie des feuilles nominatives de payement, des bons de délivrance d'effets d'habillement et des états de pertes et dégradations mises au compte des hommes.

3. Après vérification de ces documents, le conseil d'administration du service à terre ou du bâtiment en fait faire écriture par les officiers comptables sur les registres, ainsi qu'il est prescrit par le présent décret: il fait débiter le compte des hommes, sur le rôle d'équipage, des payements et de la valeur des délivrances d'effets. Ces payements et délivrances sont compris, dans les états récapitulatifs adressés au commissaire aux armements, pour l'ensemble du personnel appartenant au service à terre ou au bâtiment.

Documents et renseignements particuliers à remettre par les détachements.

541. Les conseils éventuels et les chefs de détachements font parvenir au conseil d'administration dont ils relèvent tous les documents et renseignements qu'il leur demande pour faciliter la tenue de ses écritures et l'établissement des comptes qu'il doit rendre, notamment les états de mutations, les livrets matricules des hommes décedés, disparus, absents, sans nouvelles, etc.

Rentrée des détachements.

542. 1. A leur rentrée au dépôt ou autre service à terre ou à bord du bâtiment, les détachements versent en caisse et en magasin tous les fonds et tous les effets dont ils peuvent être détenteurs.

2. Ils font la remise des registres et pièces justificatives de toute nature, lesquels après vérification demeurent annexés à la comptabilité du dépôt, du service ou du bâtiment.

TROISIÈME PARTIE.

CONTRÔLE ADMINISTRATIF. — INSPECTIONS ADMINISTRATIVES. — VÉRIFICATIONS D'EFFECTIF ET ARRÊTÉ DES COMPTES.

CHAPITRE XVII.

CONTRÔLE DES OFFICIERS DU COMMISSARIAT.

SECTION PREMIÈRE.

RÈGLES GÉNÉRALES DE CONTRÔLE.

Contrôle des officiers du commissariat.

543. 1. L'administration et la comptabilité des dépôts des équipages de la flotte, des autres services à terre et des bâtiments sont soumises au contrôle du commissariat de la marine.

2. Les fonds, les effets, le rôle d'équipage, les registres et les pièces à l'appui sont représentés aux officiers de ce corps lors de leurs inspections ou pour leurs vérifications.

3. Les divers registres et pièces de comptabilité peuvent, après entente du commissaire aux armements avec les commandants des bâtiments, être communiqués à ce fonctionnaire, dans ses bureaux.

4. Cette faculté ne doit, dans aucun cas, être étendue aux inspections administratives non plus qu'aux vérifications annuelles ou trimestrielles dont il est parlé aux articles suivants.

Constatation des vérifications.

544. 1. Les officiers du commissariat constatent leurs vérifications par un vérifié qu'ils datent et qu'ils signent : sur le livre journal, le registre de classification ou le registre journal portant classification des recettes et des dépenses; sur le registre des recettes et consommations du service de l'habillement, sur les comptes ouverts avec les compagnies et avec le second maître tailleur, ainsi que sur le carnet d'enregistrement des réparations faites par le second maître cordonnier.

2. Ils s'assurent, lors de leurs vérifications et dans leurs inspections, de la bonne tenue des registres qui ne comportent pas d'arrêté de compte, et de la régularité des écritures concernant l'administration intérieure des compagnies.

3. Ils constatent la situation matérielle des fonds aux époques

fréquentes d'arrêtés de compte et celle des magsins, lorsqu'ils le jugent convenable.

4. Ils consignent au registre des délibérations les rectifications, instructions ou observations qu'ils jugent nécessaires, après avoir entendu les explications du conseil d'administration.

Registres et pièces conformes aux modèles.

545. Les officiers du commissariat n'admettent que des registres et pièces conformes aux modèles réglementaires.

SECTION II.

CONTRÔLE DES COMMISSAIRES D'ESCADRE OU DE DIVISION.

Vérifications et inspections des écritures des bâtiments et des détachements.

546. 1. Dans les escadres et divisions navales, la comptabilité et l'administration des conseils sont inspectées et vérifiées par le commissaire d'escadre ou de division, aux époques et dans les conditions prescrites par le décret sur le service à bord des bâtiments de la flotte. Il est de même en ce qui concerne les détachements ayant une administration distincte et dépendante de ces forces navales.

2. Lors de ces inspections et vérifications, le commissaire d'escadre ou de division s'assure de la tenue régulière de la comptabilité des compagnies.

3. La comptabilité des détachements en service permanent à terre ou aux colonies est vérifiée par les commissaires des divisions navales ou par les officiers d'administration des bâtiments de passage dans la colonie.

4. A la suite de leurs inspections, les officiers du commissariat dessus désignés adressent au commandant en chef un rapport sommaire (n° 1280 de la nomenclature des imprimés) sur le résultat de leurs opérations.

Réunion des conseils d'administration à la demande du commissaire d'escadre ou de division.

547. Lorsque le commissaire d'escadre ou de division juge nécessaire la réunion du conseil d'administration d'un bâtiment de la force navale, il la demande au commandant en chef.

SECTION III.

CONTRÔLE DES COMMISSAIRES AUX ARMEMENTS.

Contrôle des mutations pouvant influencer sur les droits aux prestations en deniers ou en nature.

548. Le commissaire aux armements a le droit, lorsqu'il le juge

utile au bien du service, de constater ou de faire constater par un officier du commissariat placé sous ses ordres la présence et l'identité des hommes que concernent les ordres de mutations et mouvements donnés par l'autorité maritime du port chef-lieu.

Vérification trimestrielle des écritures du dépôt.

549. 1. La comptabilité du dépôt des équipages de la flotte est, après clôture par le conseil d'administration, vérifiée trimestriellement, sur pièces, par le commissaire aux armements.

2. Après la vérification des écritures du quatrième trimestre de chaque année, le commissaire aux armements procède, avec le concours du conseil d'administration, au recensement général des magasins. Le procès-verbal de cette opération est transmis au ministre par l'intermédiaire du commissaire général.

Vérification trimestrielle des écritures des bâtiments et des détachements.

550. 1. A bord des bâtiments sur rade, en France ou en Algérie, lorsque ces bâtiments sont placés sous l'autorité des préfets maritimes ou du commandant de la marine, les écritures sont vérifiées trimestriellement sur pièces par les commissaires aux armements, en est de même à bord des bâtiments centraux de la réserve et de la défense mobile, dans les écoles des mécaniciens, les directions des mouvements de port et la défense fixe.

2. Les écritures des détachements ayant une administration distincte sont également vérifiées aux mêmes époques par les officiers du commissariat, sous la surveillance administrative desquels ils trouvent éventuellement placés.

3. A la fin de chaque trimestre, le commissaire aux armements adresse au commissaire général, pour être transmis au ministre, un rapport sommaire (n° 1280 de la nomenclature des imprimés) sur le résultat des vérifications qui ont été opérées en exécution du présent article.

Les commissaires aux armements peuvent assister aux séances des conseils d'administration.

551. 1. Les commissaires aux armements peuvent, toutes les fois qu'ils le jugent nécessaire, assister aux séances des conseils d'administration. Ils peuvent aussi, dans les cas d'urgence et sous l'obligation d'en rendre compte immédiatement à l'autorité supérieure, réclamer la convocation des conseils d'administration des dépôts des équipages de la flotte et autres services à terre, ainsi que de ceux des bâtiments en rade ou dans le port, lorsque ces bâtiments sont placés sous l'autorité des préfets maritimes.

2. La faculté mentionnée au paragraphe précédent ne peut pas être déléguée.

Comparaison des rôles d'équipage des dépôts avec les écritures des compagnies.

552. 1. Lors de ses vérifications trimestrielles dans les dépôts des équipages de la flotte, le commissaire aux armements examine les écritures des compagnies et les livrets, en les rapprochant des indications des rôles d'équipage. — Il peut également procéder éventuellement à cet examen, sur l'ordre du préfet maritime, rendu au vu d'un rapport motivé.

2. A l'égard des marins qui ont quitté le dépôt, il s'assure que les prescriptions des articles 209 et 212 ont été régulièrement exécutées.

SECTION IV.

CONTRÔLE DES COMMISSAIRES GÉNÉRAUX.

Vérification annuelle du commissaire général.

553. Le commissaire général peut procéder annuellement à la vérification des écritures du dépôt des équipages de la flotte, des autres services à terre ainsi que des bâtiments présents dans la circonscription de son arrondissement et placés sous l'autorité du préfet maritime, dans le mois qui suit la vérification faite par le commissaire aux armements des comptes du quatrième trimestre.

Avis des mouvements des détachements est donné au commissaire général.

554. 1. Le major général est tenu de prévenir le commissaire général de tous les mouvements de détachements de marins qui doivent quitter le port. Cet avis est donné plusieurs jours à l'avance, lorsque les circonstances le permettent.

2. Dans tous les cas, le commissaire général doit être averti assez à temps pour pouvoir faire préparer les réquisitions de transport ainsi que les allocations en argent et en nature à remettre, au départ, au détachement.

Inspections administratives des commissaires généraux.

555. Outre les vérifications annuelles dont il est parlé à l'article 553, les commissaires généraux de la marine, lorsqu'ils sont spécialement délégués par le ministre et, éventuellement, avec l'assentiment du préfet maritime, toutes les fois que l'intérêt du service le commande, passent les inspections administratives des dépôts des équipages de la flotte et autres services à terre, ainsi que des bâtiments présents dans la circonscription de leur arrondissement.

Les commissaires généraux se font présenter les registres et pièces.

556. 1. Les commissaires généraux de la marine, à l'époque de

leurs inspections administratives, se font présenter les registres et les pièces justificatives, à l'effet de vérifier et arrêter la comptabilité des services à terre et des bâtiments. Ils se conforment, à cet égard, aux instructions du ministre de la marine, à qui ils rendent compte de leurs opérations. Ils examinent en même temps, dans toutes ses parties, le travail des commissaires aux armements.

2. Les commissaires généraux sont tenus, sous leur responsabilité personnelle, de faire cesser les négligences ou abus qu'ils auraient découverts.

Arrêté des comptes.

557. 1. Les commissaires généraux arrêtent, lors des inspections administratives pour lesquelles ils ont été spécialement délégués par le ministre, les comptes des conseils d'administration des dépôts des équipages de la flotte, services à terre et bâtiments, pour les exercices expirés qui précèdent l'année dans laquelle l'inspection est faite.

2. Toutefois, l'arrêté de ces hauts fonctionnaires n'est définitif qu'après que l'inspecteur général, ayant statué sur les questions et propositions qu'ils peuvent avoir eu à lui soumettre dans leur rapport, l'a revêtu de son approbation.

3. Si les inspections administratives ne sont pas suivies d'inspections générales, les commissaires généraux soumettent au ministre le résultat de leurs opérations.

4. Les décisions des inspecteurs généraux sont consignées par eux au registre des délibérations du conseil d'administration. Celles de ces décisions qui émanent du ministre sont notifiées au conseil par l'intermédiaire des commissaires généraux; les commissaires aux armements veillent à ce qu'elles soient transcrites sur ce registre.

Timbre à apposer sur les pièces de comptabilité.

558. Les pièces produites aux commissaires généraux, à l'appui des comptes qu'ils arrêtent, sont marquées du timbre de ces chefs de service.

Reprise des sommes laissées à la charge des conseils d'administration.

559. 1. Les commissaires généraux de la marine déterminent, lors de leurs inspections administratives ou sur le rapport du commissaire aux armements, les sommes dont les conseils d'administration doivent être constitués débiteurs, par suite de la responsabilité qu'ils ont encourue.

2. Les officiers peuvent appeler au ministre de la décision du commissaire général, dans le délai de trois mois, à dater du jour où la dette leur a été notifiée; pendant ce délai, leur réclamation est suspensive de l'imputation prescrite.

SECTION V.

VÉRIFICATIONS D'EFFECTIF.

Vérifications d'effectif du commissaire aux armements.

560. Indépendamment des vérifications indiquées à la section. III du présent chapitre, le commissaire aux armements, après que l'ordre en a été donné par le préfet maritime, constate l'effectif du dépôt des équipages de la flotte du port dans lequel il réside.

Vérifications d'effectif des commissaires généraux.

561. Lors de leurs inspections administratives et, éventuellement, toutes les fois que l'intérêt du service le commande, les commissaires généraux de la marine peuvent également, après que l'ordre en a été donné par le préfet maritime, vérifier les effectifs des dépôts des équipages de la flotte des ports dans lesquels ils résident.

Forme des vérifications.

562. Les vérifications d'effectifs sont effectuées dans la forme prescrite par l'arrêté sur le service intérieur des dépôts des équipages de la flotte.

Réclamations individuelles.

563. 1. Les officiers du commissariat reçoivent, pendant leurs vérifications et inspections administratives, les réclamations concernant l'administration que les marins de tous grades peuvent avoir à présenter.

2. Ils examinent le bien fondé de ces réclamations et provoquent la suite qu'elles leur paraissent comporter, après s'être assurés que les réclamants se sont adressés d'abord à leurs chefs, suivant les règles de la subordination et de la hiérarchie.

CHAPITRE XVIII.

CONTRÔLE DES INSPECTEURS DES SERVICES ADMINISTRATIFS DE LA MARINE.

Conditions dans lesquelles s'effectue le contrôle des inspecteurs des services administratifs de la marine.

564. 1. Lorsque l'inspecteur en chef des services administratifs de la marine juge nécessaire de procéder à la vérification de la comptabilité d'un dépôt des équipages de la flotte, d'un autre service à terre ou d'un bâtiment, il se concerte, à cet effet, avec le préfet maritime et avec l'officier général commandant en rade, lequel donne des ordres en conséquence. Toutefois, il peut procéder à la vérification

inopinée des caisses, après en avoir préalablement donné avis au préfet maritime ou au commandant en chef dont relève le service intéressé.

2. L'inspecteur en chef exerce personnellement les attributions qui lui sont dévolues par le paragraphe précédent. Il peut se faire assister d'un des officiers du service de l'inspection.

3. Lorsqu'il s'agit d'une inspection partielle, l'inspecteur en chef peut déléguer ses pouvoirs à l'un des officiers de l'inspection de grade assimilé à celui de capitaine de vaisseau, placés sous ses ordres.

4. L'inspecteur en chef seul peut requérir la réunion du conseil d'administration; il siège en face du président. Sa présence est mentionnée au registre des délibérations.

Contrôle exercé par l'inspecteur en chef.

565. L'inspecteur en chef des services administratifs de la marine peut porter ses investigations sur toutes les parties de l'administration, exercer sur tous les documents de comptabilité toutes les vérifications qu'il juge utiles et constater les existants en caisse et en magasin.

CHAPITRE XIX.

PIÈCES À FOURNIR AUX COMMISSAIRES AUX ARMEMENTS, DÉPÔTS DES ÉQUIPAGES DE LA FLOTTE ET QUARTIERS D'INSCRIPTION MARITIME PAR LES COMMANDEMENTS D'ADMINISTRATION ET LES COMMANDANTS COMPTABLES.

SECTION PREMIÈRE.

REMISE DE DOCUMENTS PAR LES DÉPÔTS DES ÉQUIPAGES DE LA FLOTTE.

États de mutations matriculaires pour les officiers marinières et marins des dépôts.

566. 1. Dans chaque dépôt des équipages de la flotte, le trésorier établit dans les premiers jours de chaque trimestre, d'après les indications du rôle d'équipage, des états (n° 1286 de la nomenclature des imprimés) des mutations matriculaires survenues pendant le trimestre précédent, destinés à assurer la tenue régulière des registres matricules des dépôts et des quartiers d'inscription maritime. Ces états mentionnent les propositions d'avancement et les avancements dont les marins ont été l'objet.

2. Ces états sont dressés séparément, par dépôt d'immatriculation pour les hommes de l'engagement volontaire et du recrutement, et par quartier d'inscription pour les inscrits; ils indiquent, pour chacun des marins, tous les renseignements propres à faire connaître la durée et la nature des services. Ceux de ces marins qui n'ont pas subi de mutation dans le courant de l'année figurent néanmoins sur les états du quatrième trimestre.

3. Les états de mutations matriculaires certifiés par le conseil d'administration sont transmis au dépôt d'immatriculation et aux bureaux d'inscription maritime intéressés.

4. Ces mutations sont transcrites sur les matricules par les soins major dans les dépôts des équipages de la flotte et du commissaire d'inscription maritime dans les quartiers.

États spéciaux de mutations matriculaires pour les officiers.

57. Des bulletins individuels concernant les officiers, aspirants assimilés (n° 1285 de la nomenclature des imprimés) sont établis au débarquement de chacun d'eux, ainsi qu'en fin d'exercice ou désarmement. Ils sont transmis comme il est dit à l'article 579.

SECTION II.

OU ENVOI DE DOCUMENTS PÉRIODIQUES OU ÉVENTUELS PAR LES BÂTIMENTS SERVICES À TERRE AUTRES QUE LES DÉPÔTS DES ÉQUIPAGES DE LA FLOTTE.

Remise ou envoi des états de mutations au commissaire aux armements.

58. 1. Les conseils d'administration et les commandants compo adressent au commissaire aux armements du port comptable par bâtiments ou services les états des mutations et mouvements eus dans le personnel.

2. Ces états (n° 1189 et 1190 de la nomenclature des imprimés) établis par les officiers d'administration ou les commandants eptables. Ils relatent en tête les mouvements du bâtiment et pré- tent ensuite, dans l'ordre où ils se sont produits, les mutations ouvements ayant une influence sur la position à bord, la solde e accessoires de solde des officiers, officiers mariniens, marins utres, ainsi que les propositions d'avancement dont ils sont t.

Ils énoncent en outre :

En cas de débarquement, la destination donnée à l'homme;

En cas d'embarquement, tous les renseignements à porter sur le détail des armements, ainsi que le domicile des hommes avant de l'engagement volontaire ou du recrutement, en y ajoutant en ce qui concerne les officiers auxiliaires, le quartier, les folios, numéro d'inscription, et en y comprenant les officiers, officiers iers, marins et autres passagers avec solde;

Pour les passagers sans solde, les noms, prénoms, date et lieu d'embarquement, l'imputation de la dépense par article, chapitre, e ou ministère, et, s'il y a lieu, tous les renseignements rela- au remboursement des frais de passage. (En ce qui concerne les es passagères, ces renseignements sont remplacés par l'envoi e deuxième expédition de l'état nominatif remis, au moment de

l'embarquement par le chef de corps ou de détachement, conformément à l'article 137);

4° En cas de décès ou de disparition, la date et le lieu de l'armement, l'autorité qui a dressé l'acte, le certificat de genre de mort ou les circonstances de la disparition.

4. Chacun des noms portés sur les états de mutations et mouvements est accompagné du numéro de la case qu'il occupe sur la d'équipage.

Époques de la remise ou de l'envoi des états de mutations.

569. 1. Les états de mutations et mouvements mentionnés en l'article précédent sont adressés aux époques indiquées ci-après, au

Tous les dix jours, par les bâtiments présents dans un port ou une rade de France, d'Algérie et de Tunisie;

Et par toutes les occasions favorables qui se présentent, par les bâtiments en cours de campagne.

2. La date de l'envoi ou de la remise des états de mutations constatée par une annotation sur le rôle d'équipage.

Remise d'un état trimestriel des paiements effectués.

570. 1. Du 1^{er} au 5 du premier mois de chaque trimestre, les conseils d'administration et les commandants comptables dressés font parvenir au commissaire aux armements du port compétent pour servir à la tenue des comptes courants individuels, un état nominatif (n° 1287 et 1288 de la nomenclature des imprimés) quant les sommes payées par leur intermédiaire, pour les accessoires de solde décomptés avec la solde, acquis pendant le trimestre écoulé. Ces états sont ouverts et tenus à jour dès le premier paiement du trimestre.

2. Des états analogues sont transmis, éventuellement, en ce qui concerne les paiements effectués pour le compte d'autres bâtiments ou services ou pour solde à terre.

3. Ces états font ressortir, dans une colonne spéciale, les sommes payables en France par mandats-poste en vertu de la faculté accordée par l'article 253.

4. L'état trimestriel des paiements du bâtiment comprend, outre, distinctement, les paiements faits mensuellement pour les suppléments de fonctions, relevés sur le carnet des suppléments, ceux effectués au cours du trimestre pour les gratifications, les premières mises et autres allocations non décomptées avec la

Envoi d'états mensuels de traitement de table et de frais de passage.

571. Des états des sommes payées pour le traitement de table et, éventuellement, pour les frais de passage (n° 1289, 1290 et 1291)

omenclature des imprimés) sont adressés du 1^{er} au 5 de chaque mois, pour les paiements faits dans le mois écoulé.

Envoi de situations financières pour les officiers et marins débarquants.

572. 1. Lors du débarquement d'un officier ou d'un marin en France de durée du rôle, il est fait envoi, au commissaire aux armements du port comptable, d'une situation financière (n° 1292 à 1295 de la nomenclature des imprimés), reproduisant les éléments du compte de solde, tel qu'il est arrêté sur le rôle.

Cette situation peut être collective si plusieurs marins sont débarqués simultanément.

Lorsque l'arrivée à bord d'officiers ou marins passagers sur un bâtiment de commerce, mis en route pendant l'année écoulée, se fait après l'expédition en France du rôle et de la feuille de journaux de cette année, le bâtiment qui reçoit ces passagers transmet au commissaire aux armements de son port comptable leur situation financière pour la partie de la traversée afférente à l'année écoulée, c'est-à-dire depuis le jour où ils comptent à bord jusqu'au 31 décembre inclus. Cette situation financière, qui tient compte des avances, des apostilles et des délégations, s'il y a lieu, est accompagnée de la remise à la caisse des gens de mer ou de la déclaration de versement à la caisse nationale d'épargne du parfait paiement de ces officiers ou marins, établie conformément aux dispositions de l'article 251.

Situations d'équipage.

573. Les conseils d'administration et les commandants comptables dressent mensuellement au commissaire aux armements un état résumant la situation réelle de l'équipage au 1^{er} de chaque mois, par grades et spécialités.

États des marins admis à la haute paye.

574. 1. Hors des ports de France, les conseils d'administration et les commandants comptables des bâtiments dressent mensuellement, après les indications des livres-matricules, l'état des hommes qui paraissent avoir acquis, pendant le mois, les droits à la haute paye d'ancienneté ou à un accroissement de cette haute paye.

2. Cet état (n° 1283 et 1284 de la nomenclature des imprimés) est transmis appuyé des pièces justificatives, en double expédition, au commissaire aux armements qui, après vérification, fait apposer sur son rôle les concessions dont il a reconnu la régularité, et renvoie une expédition aux bâtiments.

3. Les conseils d'administration et commandants comptables des bâtiments et services présents dans les ports de France dressent et remettent l'état dont il s'agit du 1^{er} au 5 de chaque mois.

Etat récapitulatif des délivrances d'habillement, etc., faites pendant le trimestre.

575. Tous les trois mois, les conseils d'administration des bâtiments et des services à terre autres que les dépôts, ainsi que les commandants comptables, font parvenir au commissaire aux armements du port comptable un état nominatif (n° 1273 et 1274 de la nomenclature des imprimés), établi dans l'ordre du rôle d'équipage, portant récapitulation des délivrances d'effets d'habillement, de tabac, de savon et d'ustensiles de plat, faites pendant le trimestre, en concordance avec les états dressés pour les compagnies, conformément à l'article 528.

Remise des procès-verbaux de vente de sacs.

576. A bord des bâtiments, deux expéditions des procès-verbaux de vente de sacs sont transmises, avec copies de l'inventaire, au commissaire aux armements du port comptable, comme il est dit à l'article 335.

Liste nominative à adresser au commissaire aux armements pour le renouvellement annuel des rôles.

577. 1. Les conseils d'administration ou les commandants comptables des bâtiments ou services à terre autres que les dépôts des équipages de la flotte, adressent, dans le plus bref délai possible, au commissaire aux armements la liste nominative des officiers, employés militaires, officiers mariniers, marins et autres, faisant partie de l'équipage au 1^{er} janvier.

2. Cette liste est établie dans l'ordre du rôle ouvert et indique les numéros de cases; elle mentionne, indépendamment des grades et classes, les allocations diverses et les renseignements concernant les délégations.

États de mutations matriculaires pour les officiers mariniers et marins embarqués.

578. 1. A bord des bâtiments et dans les services à terre autres que les dépôts des équipages de la flotte, le conseil d'administration ou le commandant comptable établit des états de mutations matriculaires par dépôt d'immatriculation et par quartier d'inscription, comme il est dit à l'article 566.

2. Outre les indications de toute nature personnelles aux marins et propres à faire connaître leur situation au service, ainsi que la nature et la durée de leurs services, les propositions d'avancement dont ils ont été l'objet, les états matriculaires établis par les bâtiments mentionnent avec le plus grand soin l'affectation du bâtiment, sa position, ainsi que toutes les mutations qu'il a subies pouvant influer sur le décompte des services des hommes embarqués au point de vue de leurs droits ultérieurs à la pension de retraite.

3. Les marins qui n'ont pas subi de mutations dans le courant de l'année figurent néanmoins sur les états du quatrième trimestre pour indiquer qu'ils sont toujours portés au rôle.

4. Ces états, certifiés par le conseil d'administration ou le commandant comptable, sont transmis au commissaire aux armements du port comptable, qui, après vérification de l'exactitude des renseignements qui y sont portés, les vise et les fait parvenir aux dépôts de matriculation et aux quartiers d'inscription auxquels ils sont destinés.

Bulletin individuel de mutations concernant les officiers.

579. 1. Aux époques indiquées à l'article 567, les conseils d'administration et les commandants comptables adressent au commissaire aux armements du port comptable, pour chaque officier, le bulletin individuel de mutations matriculaire, prévu audit article.

2. Le commissaire aux armements, après avoir constaté l'exactitude de la durée et de la nature des services mentionnés, vise le bulletin individuel et le transmet au commissaire aux revues du port d'attache de l'officier.

SECTION III.

AVIS À DONNER POUR LES PAYEMENTS FAITS HORS DU PORT COMPTABLE. —
RAPPELS ET RÉIMPUTATIONS.

Bordereaux et relevés des paiements faits.

580. 1. Les commissaires aux armements et les commissaires de description maritime en France et en Algérie réunissent, par port, des bordereaux récapitulatifs (n° 1296 de la nomenclature des imprimés), les doubles des bordereaux sommaires se rapportant aux paiements de paiements qu'ils ont mandatés, pendant le mois écoulé, pour le compte d'une autre localité, et qui leur ont été remis en conformité de l'article 241.

2. Ils dressent également, par port, à la même époque, un relevé nominatif (n° 1297 de la nomenclature des imprimés) des paiements qu'ils ont faits aux officiers mariniers et marins isolés au titre des dépôts, services ou bâtiments comptant dans un autre port.

3. Ces bordereaux et relevés, sur lesquels les paiements ont été écrits par dépôt, par service et par bâtiment, suivant leurs dates et numéros, sont transmis, avec les états qui s'y rattachent, au commissaire aux armements du port comptable.

4. Cette transmission est faite, dans les dix premiers jours du mois, par les commissaires aux armements et les commissaires de description maritime en France et en Algérie.

États des paiements dont le montant est acquitté au moyen de traites.

581. 1. A l'égard des paiements de solde et d'accessoires de solde de traitement de table et de frais de passage, dont le montant est acquitté au moyen de traites ou de fonds de prévoyance, une expédition des états de paiement est adressée au ministre, par la première occasion, le duplicata étant conservé dans les archives du bord. Le primata est accompagné du bordereau dont la production est prescrite par l'article 241. Un état conforme au modèle réglementaire de service des traites de la marine et indiquant la date et le mode de transmission du primata est adressé au ministre par une voie différente.

2. Après leur réception, les pièces justificatives et le bordereau qui les accompagne sont communiqués au commissaire aux armements du port comptable pour qu'il en soit pris enregistrement sur le rôle d'équipage.

Mutations des officiers marinières en disponibilité et des officiers marinières et marins en congé hors du port chef-lieu.

582. Les fonctionnaires chargés, conformément à l'article 260, de pourvoir au paiement de la solde des officiers marinières en disponibilité, ainsi que des officiers marinières et marins en congé de convalescence et de fin de campagne, font parvenir, du 25 au 30 de chaque mois, au commissaire aux armements du port chef-lieu du département d'attache, pour être remis au conseil d'administration de ce département, les états des mutations survenues parmi ces officiers marinières et marins depuis le 25 du mois précédent.

Bordereau récapitulatif des rappels mandatés pendant l'année.

583. 1. Dans les deux premiers mois de chaque année, l'ordonnateur secondaire dans chaque port dresse et fait parvenir au ministre, en double expédition, un bordereau récapitulatif (n° 1298 et 1299 de la nomenclature des imprimés), indiquant, par chapitre et article du budget, les sommes mandatées sur les fonds de l'exercice expiré au 31 mars de l'année précédente pour rappels de solde et accessoires portant sur des exercices antérieurs non périodiques.

2. Ce bordereau est divisé en deux parties :

La première comprend les paiements faits à l'acquit des créances de solde constatées après la clôture de l'exercice, mais avant l'établissement de la revue de liquidation de l'exercice auquel ces créances appartiennent et comprises dans ladite revue;

La seconde indique les paiements faits pour rappels de créances reconnues et constatées après la clôture de l'exercice et l'établissement de la revue de liquidation.

3. Dans l'une et l'autre partie, les paiements sont classés d'après

numéro et la date du mandat et présentés séparément par dépôt, service ou bâtiment et par exercice d'imputation.

Le ministre pourvoit à la réimputation des rappels.

584. Après vérification, dans ses bureaux, des bordereaux de mouvements faits pour rappels portant sur exercices clos, le ministre de la marine fait opérer l'application de ces dépenses, dans les comptes généraux du département, aux exercices qu'elles concernent.

SECTION IV.

ÉTABLISSEMENT ET REMISE DES FEUILLES DE JOURNÉES DES DÉPÔTS DES ÉQUIPAGES DE LA FLOTTE.

Objet et forme des feuilles de journées.

585. 1. Il est établi, pour servir à la vérification des décomptes individuels et à la confection des revues de liquidation des dépôts des équipages de la flotte, des marins rapatriés et, éventuellement, des marins en captivité à l'ennemi, des feuilles de journées annuelles n° 1300 et 1301 de la nomenclature des imprimés).

2. Les feuilles de journées sont établies en simple expédition :

Par compagnie, en ce qui concerne le personnel des dépôts des équipages de la flotte,

Et par rôle, en ce qui concerne les marins rapatriés et ceux en captivité à l'ennemi.

3. Elles sont nominatives et présentent :

1° Les mouvements et mutations survenus pendant l'année à laquelle elles se rapportent;

2° Le détail des journées donnant droit aux diverses allocations de solde, accessoires de la solde et traitement de table;

3° Le décompte des sommes acquises, ainsi que le montant des sommes payées ou imputées d'après les indications consignées sur les rôles d'équipage.

4. Les feuilles de journées sont établies d'après les subdivisions des rôles d'équipage, et suivant l'ordre des inscriptions qui y sont portées.

Par qui les feuilles de journées sont établies.

586. Les feuilles de journées sont dressées par les soins du trésorier. Elles sont vérifiées par le major et certifiées et arrêtées par le conseil d'administration.

Les feuilles de journées sont ouvertes et renouvelées en même temps que le rôle d'équipage.

587. Les feuilles de journées sont ouvertes et renouvelées en même

temps que le rôle d'équipage : les mutations et les décomptes d'hommes rayés du rôle y sont portés journallement jusqu'à l'époque de la clôture de ces feuilles.

Époque de la remise des feuilles de journées des dépôts.

588. 1. Les feuilles de journées des dépôts des équipages de la flotte sont remises au commissaire aux armements, au plus tard dans les vingt premiers jours du mois qui suit la clôture de l'exercice au titre duquel elles sont établies.

2. En cas de retard, le commissaire aux armements en informe l'autorité supérieure.

Annexes à joindre aux feuilles de journées des dépôts.

589. Les feuilles de journées des dépôts des équipages de la flotte sont accompagnées :

1° D'un relevé récapitulatif (n° 1302 et 1303 de la nomenclature des imprimés) des journées et des décomptes portés sur chaque feuille;

2° D'un relevé nominatif décompté par compagnie des officiers mariniens et marins ayant passé dans une autre compagnie ou provenant d'une autre compagnie (n° 1304 et 1305 de la nomenclature des imprimés);

3° D'un double, visé par le conseil d'administration, du cadre des suppléments de fonctions et facultatifs tenu pendant l'année conformément aux articles 230 et 507.

Relevés sommaires des délivrances d'effets d'habillement et ustensiles de plat opérées pendant l'année.

590. 1. L'officier d'habillement du dépôt des équipages de la flotte adresse en double expédition, pour être joints aux feuilles de journées deux relevés sommaires (n° 1311 de la nomenclature des imprimés) indiquant le montant totalisé par trimestre : l'un, des effets d'habillements neufs et des ustensiles de plat; l'autre, des effets réduits de durée qui ont été délivrés pendant l'année aux hommes de chaque compagnie.

2. Ces états sont arrêtés et certifiés par le conseil d'administration.

SECTION V.

ÉTABLISSEMENT DES FEUILLES DE JOURNÉES DES BÂTIMENTS ET DES SERVICES À TERRE AUTRES QUE LES DÉPÔTS DES ÉQUIPAGES DE LA FLOTTE. — TRANSMISSION DE CES FEUILLES DE JOURNÉES ET DES RÔLES DE JOURNÉES.

Établissement des feuilles de journées.

591. 1. Il est établi, pour servir à la confection des revues de li-

vidation des bâtiments et des services à terre autres que les dépôts des équipages de la flotte, une feuille de journées de chaque bâtiment ou service (n° 1306 et 1306 bis de la nomenclature des imprimés).

2. La feuille de journées est numérique; elle comprend :

- 1° Les tableaux de la composition de l'équipage et des mouvements du bâtiment;
- 2° Les récapitulations générales du crédit et du débit des comptes parants individuels constituées au moyen du report des totalisations, par page du rôle, mentionnées à l'article 149, puis de la totalisation de ces reports par grades et classes;
- 3° Le tableau présentant le résumé général des crédits de l'état-major, des tables et de l'équipage;
- 4° La reproduction des tableaux d'enregistrement des éléments de débit tenus dans la première partie du rôle d'équipage, suivie de la récapitulation de ces tableaux.

Par qui est dressée et certifiée la feuille de journées.

12. 1. La feuille de journées est dressée par les soins de l'officier d'administration, et, sur les bâtiments ou services à terre qui n'ont pas de conseil d'administration, par les soins du commandant comptable.

2. Elle est certifiée par le conseil d'administration ou le commandant comptable.

Envoi du rôle de journées et de la feuille de journées.

13. 1. Après l'arrêté de la feuille de journées et autant que possible dans les dix jours qui suivent la date fixée par l'article 133 de la loi sur la clôture du rôle, chaque bâtiment ou service transmet le rôle de journées et la feuille de journées par la voie la plus rapide au commissaire aux armements du port qui compte de la dépense du rôle.

2. Cette transmission est opérée directement par les conseils d'administration ou par les commandants comptables qui en donnent avis par voies différentes, au commissaire aux armements destinataire. Pour les bâtiments placés sous les ordres d'un commandant en chef, l'avis de l'envoi est également donné au commissaire d'escadre de la division.

3. Le commissaire aux armements du port comptable accuse réception du rôle et de la feuille de journées aussitôt qu'ils lui sont remis; en cas de perte présumée de ces documents, il en réclame, en urgence, un duplicata.

4. Mention est faite sur la première partie du rôle restée à bord et sur le registre des délibérations du conseil d'administration de la

date de l'envoi ou de la remise desdits documents et de la voie employée pour leur transmission au port comptable.

Annexes et pièces à joindre à la feuille de journées.

594. La feuille de journées est accompagnée :

1° D'un état général décompté indiquant nominativement, par chapitre, service et département ministériel, les passagers admis aux différentes tables et les paiements effectués à ce titre (n° 1307 et 1308 de la nomenclature des imprimés);

2° D'un relevé sommaire du compte courant de l'habillement, du tabac, savon et ustensiles de plat (n° 1311 de la nomenclature des imprimés);

3° D'un extrait du registre des recettes et des consommations du compte courant de l'habillement (n° 1309 de la nomenclature des imprimés);

4° D'un tableau, en double expédition, résumant le crédit et le débit de la feuille de journées (n° 1310 de la nomenclature des imprimés);

5° Des états de remise de parfaits paiements à la caisse des généraux de mer;

6° Des déclarations de versement à la caisse nationale d'épargne du parfait paiement aux ayants droit (modèle M ou M bis de l'instruction du 24 septembre 1888 sur les caisses d'épargne navales);

7° D'un double, visé par le conseil d'administration, du carnet des suppléments de fonctions et facultatifs tenu pendant l'année conformément aux articles 230 et 507.

Liste des bâtiments dont les rôles et feuilles de journées sont en retard.

595. 1. Le 1^{er} mars, le commissaire aux armements remet au commissaire général, pour être transmis au Ministre, un état indiquant les bâtiments et services comptant au port dont les rôles et feuilles de journées ne seraient pas encore parvenus.

2. Un état semblable ou, s'il y a lieu, un avis pour néant, est fourni le 1^{er} mai.

SECTION VI.

VÉRIFICATION ET RECTIFICATION, PAR LES COMMISSAIRES AUX ARMEMENTS, DES FEUILLES DE JOURNÉES DES DÉPÔTS DES ÉQUIPAGES DE LA FLOTTE ET DES RÔLES ET FEUILLES DE JOURNÉES DES BÂTIMENTS.

Vérification des commissaires aux armements.

596. A la réception des feuilles de journées et des rôles de journées mentionnés dans les articles précédents, les commissaires aux armements procèdent à leur vérification, au moyen des indications portées sur les rôles d'équipage tenus dans leurs bureaux, les rectifient, s'il y a lieu, et, consacrent, par un nouvel arrêté, les résultats de leur vérification.

description par les commissaires aux armements aux rôles de journées, des marins passagers non portés sur ces rôles.

597. Le commissaire aux armements inscrit sur les rôles de journées des bâtiments les officiers et marins passagers sur des bâtiments de commerce qui, par suite de leur arrivée à bord après la clôture du rôle de journées de l'année de leur départ en qualité de passagers, n'ont pas été portés au rôle conformément aux dispositions de l'article 142.

Liste des bâtiments dont le décompte n'est pas terminé le 1^{er} avril ou dont la vérification n'a pas été effectuée à cette date.

598. Le 1^{er} avril, le commissaire aux armements remet au commissaire général, pour être transmis au Ministre :

- 1^o La liste des bâtiments dont le décompte n'est pas terminé à cette date ;
- 2^o La liste des bâtiments dont le décompte est terminé, mais pour lesquels il n'a pas été procédé à la comparaison avec les rôles de journées et aux opérations indiquées à l'article 163.

CHAPITRE XX.

REVUES ANNUELLES DE LIQUIDATION.

Objet et forme des revues annuelles de liquidation.

599. 1. Après la vérification des feuilles de journées du dépôt des équipages de la flotte et des rôles et feuilles de journées des bâtiments, et lorsque les opérations consécutives à leur rapprochement avec les rôles d'équipage du bureau des armements ont été effectuées, est dressé annuellement par dépôt, par service et par bâtiment, une revue de liquidation.

2. Il est établi une revue de liquidation spéciale pour la solde des marins rapatriés et, éventuellement, pour celle des marins en captivité à l'ennemi.

3. Les revues de liquidation (n° 1314 et 1315 de la nomenclature des imprimés) sont établies en double expédition, par le commissaire aux armements du port comptable des services à terre et des bâtiments. Toutefois, en ce qui concerne les dépôts des équipages de la flotte, la première partie de la revue comprenant le crédit du corps est préparée par le dépôt lui-même et remise au commissaire aux armements.

4. Pour la confection de la revue de liquidation du dépôt et de ses annexes, le conseil d'administration communique au commissaire aux armements, sur sa demande, les rôles d'équipage tenus conformément aux articles 164 et suivants du présent décret.

5. Les revues de liquidation des dépôts des équipages de la flotte ainsi que des autres services à terre et des bâtiments sont numériques. Elles font connaître l'effectif du personnel, le nombre de journées de présence et d'absence par grade et par position dans chaque grade, et présentent, d'après ces bases, les droits du dépôt, du service ou du bâtiment aux diverses prestations en deniers. Elles résument, enfin, tous les droits acquis pendant l'exercice auxquelles elles se rapportent, et dont la constatation ressort des liquidations établies sur le rôle d'équipage.

Décompte de libération porté sur la revue de liquidation.

600. 1. A la suite de la revue numérique mentionnée en l'article précédent, le commissaire aux armements présente, dans la forme indiquée par les modèles mentionnés au même article et d'après les renseignements et apostilles consignés sur les rôles arrêtés et rectifiés conformément à l'article 163, le détail des sommes payées ou imputées à l'acquit des droits constatés par la revue et dresse le décompte de libération qui a pour objet de faire ressortir la situation définitive du département envers les parties prenantes, et *vice versa*.

2. Lorsque le compte de libération présente un trop-perçu, la revue de liquidation indique les moyens qui ont été employés pour en opérer la reprise.

États à joindre aux revues de liquidation.

601. 1. Un état arrêté par le commissaire aux armements (n° 1316 et 1317 de la nomenclature des imprimés) est annexé à chaque revue de liquidation pour la justification des imputations portées au débit et pour l'indication, par nature d'opération, de la suite donnée au trop-perçu constaté.

2. Le commissaire aux armements annexe en outre :

1° Aux revues de liquidation des dépôts, des services et des bâtiments, une expédition des relevés sommaires indiquant le montant des délivrances d'effets d'habillement neufs ou réduits de durée, etc., effectuées pendant l'année, état dont la production est exigée par les articles 590 et 594. Les termes de ces relevés, rectifiés, s'il y a lieu, doivent être en concordance avec les résultats de la troisième partie du débit de la revue de liquidation ;

2° Aux revues de liquidation des services à terre autres que les dépôts et à celles des bâtiments, une expédition rectifiée du tableau résumant le crédit et le débit des feuilles de journées visé à l'alinéa numéroté 4° de l'article 594.

Époques de l'établissement des revues de liquidation.

602. 1. Les revues de liquidation des dépôts des équipages de la flotte doivent être établies avant le 1^{er} janvier de l'année qui suit la clôture de chaque exercice.

2. Celles des autres services à terre et des bâtiments sont produites avant le 1^{er} avril de la même année.

Envoi des revues de liquidation au ministre.

603. 1. Après leur établissement, les deux expéditions des revues de liquidation sont adressées au commissaire général qui, après s'être assuré de leur régularité, les vise et les soumet ensuite au visa de l'inspecteur en chef. Elles sont transmises au ministre par la voie hiérarchique dans les trois mois qui suivent leur réception.

2. Les revues sont accompagnées des feuilles de journées dûment vérifiées et des annexes mentionnées dans l'article 601.

Vérification des revues de liquidation au ministère de la marine.

604. 1. Les revues de liquidation sont vérifiées dans les bureaux du ministère de la marine.

2. Le ministre prescrit les mesures nécessaires pour la rectification des erreurs reconnues dans les revues par suite de leur vérification.

CHAPITRE XXI.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Responsabilité des officiers du commissariat.

605. 1. Les officiers du commissariat sont pécuniairement responsables de tous les paiements de solde, accessoires de solde, traitement de table et frais de passage qu'ils auraient liquidés ou ordonnancés contrairement aux lois, ordonnances, décrets et règlements.

2. Toutefois, les parties intéressées demeurent passibles de la retenue de ce qu'elles ont indûment touché. C'est à leur défaut seulement que les officiers du commissariat peuvent être constitués responsables. La responsabilité du fait s'attache d'abord au liquidateur de la dépense; mais, si l'ordonnateur, préalablement consulté, a donné une solution expresse, c'est par lui seul que doivent être supportées les conséquences de sa détermination.

3. Dans aucun cas, les officiers du commissariat ne peuvent être constitués pécuniairement responsables qu'en vertu d'une décision motivée du ministre de la marine.

Réclamations particulières.

606. 1. Les officiers et marins appartenant à un dépôt des équipages de la flotte, à un autre service à terre ou à un bâtiment, qui ont des réclamations à former pour solde et accessoires de solde, les adressent par la voie hiérarchique au conseil d'administration ou au commandant comptable qui est tenu, s'il ne peut y satisfaire, de les transmettre le plus tôt possible au commissaire aux armements.

2. Si le commissaire aux armements ne juge pas qu'il y ait lieu de satisfaire à la réclamation, il doit motiver son refus par écrit et le notifier, par la même voie, au réclamant, qui peut recourir au commissaire général.

3. Les réclamants peuvent toujours recourir au ministre de la marine, relativement à l'objet de leurs réclamations, mais en joignant à leurs demandes les réponses qu'ils auraient précédemment reçues en conformité du paragraphe 2 du présent article.

Apurement des comptes des bâtiments.

607. 1. Tout bâtiment rentrant dans un port après une campagne de plus de deux ans est désarmé administrativement, s'il doit changer de position. Il en est de même des bâtiments armés depuis deux ans et qui passent dans la première ou dans la deuxième catégorie de la réserve.

2. Est également désarmé administrativement, au moment le plus opportun, tout bâtiment qui, ne se trouvant pas dans la catégorie mentionnée au paragraphe ci-dessus, n'a point eu ses comptes apurés depuis plus de quatre ans.

3. Après le désarmement effectif ou administratif, les conseils d'administration et les commandants comptables déposent au détail des armements du port comptable du bâtiment, si le désarmement a lieu dans ce port comptable, tous les registres et pièces de leur comptabilité avec un bordereau en deux expéditions, sur l'une desquelles est donné reçu.

4. Si le désarmement n'a pas lieu dans le port comptable, la mise desdits documents est faite au détail des approvisionnements qui, après en avoir donné récépissé, en assure l'envoi au port intérieur.

5. Le commissaire aux armements procède à leur vérification dans le délai d'un mois à dater du jour de leur réception.

6. Il est ensuite procédé à l'apurement des comptes, sous la sanction du conseil d'administration du port, par une commission spécialement chargée du jugement administratif des comptes des bâtiments et dont le commissaire aux armements est appelé à faire partie.

Dépôt aux archives des registres et pièces.

608. 1. Les registres et pièces de la comptabilité intérieure des dépôts des équipages de la flotte, après avoir été soumis à la vérification définitive du commissaire général et, le cas échéant, à l'approbation de l'inspecteur général, sont déposés aux archives du dépôt, lorsqu'il ne doit plus y être fait d'inscription.

2. Les registres et pièces de la comptabilité des autres services à terre et des bâtiments, après l'apurement des comptes, sont déposés aux archives du détail des armements.

SOLDE JOURNALIÈRE D'ABSENCE.

GRADES.	EN CONGÉ,	À L'HÔPITAL,
	en captivité.	étant en congé.
	fr. c.	fr. c.
Premiers maîtres .. { 1 ^{re} classe.....	2 60	1 60
{ 2 ^e classe.....	2 40	1 40
Maîtres.....	2 40	1 40
Seconds maîtres ... { 1 ^{re} classe.....	2 00	1 10
{ 2 ^e classe.....	1 80	1 00
Quartiers-maîtres.. { 1 ^{re} classe.....	0 90	0 20
{ 2 ^e classe.....	0 80	0 20
Matelots .. { 1 ^{re} classe.....	0 50	0 10
{ 2 ^e classe.....	0 40	0 10
{ 3 ^e classe.....	0 30	0 10
Apprentis marins et novices.....	0 30	0 10
Mousses.....	0 20	0 10
EMPLOIS SPÉCIAUX.		
Sous-chefs de musique des dépôts.....	2 60	1 60
Maîtres musiciens.....	2 40	1 40
Seconds maîtres musiciens, tailleurs et cordonniers.....	2 00	1 10
Quartiers-maîtres musiciens. { 1 ^{re} classe.....	0 90	0 20
{ 2 ^e classe.....	0 80	0 20
Matelots musiciens. { 1 ^{re} classe.....	0 50	0 10
{ 2 ^e classe.....	0 40	0 10
Agents de service civils.....	0 70	0 10
Pilotes..... { 1 ^{re} classe.....	4 20	3 20
{ 2 ^e classe.....	3 50	2 50
{ 3 ^e classe.....	2 50	1 50

TARIF N° 3.

SOLDE DE DISPONIBILITÉ.

GRADES.	EN RÉSIDENCE dans leurs foyers.	À L'HÔPITAL, étant en disponibilité.
	fr. c.	fr. c.
Premiers maîtres... { 1 ^{re} classe.....	3 30	2 30
{ 2 ^e classe.....	3 00	2 00
Maîtres	3 00	2 00
Seconds maîtres ... { 1 ^{re} classe.....	2 50	1 50
{ 2 ^e classe.....	2 20	1 30
Pilotes..... { 1 ^{re} classe.....	4 50	3 50
{ 2 ^e classe.....	4 00	3 00
{ 3 ^e classe.....	3 00	2 00

TARIF N° 4.

SOLDE JOURNALIÈRE DE PRÉSENCE.
(PERSONNEL MÉCANICIEN ET CHAUFFEUR.)

GRADES.	À TERRE.	EN RÉSERVE, 2 ^e et 3 ^e catégories.	À LA MER.	À L'HÔPITAL, dans une position de présence.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Premiers maîtres { 1 ^{re} classe...	5 50	7 00	8 70	4 50
{ 2 ^e classe...	5 50	6 50	8 00	4 00
Maîtres	4 50	5 50	6 50	3 50
Seconds maîtres { 1 ^{re} classe...	3 50	4 50	5 20	2 70
{ 2 ^e classe...	3 00	4 00	4 70	2 50
Elèves et quartiers-maîtres { 1 ^{re} classe...	2 00	2 50	3 20	1 30
{ 2 ^e classe...	1 80	2 20	2 90	1 10
Ouvriers mécaniciens et ma- { 1 ^{re} classe...	1 20	1 50	1 90	0 80
{ 2 ^e classe...	0 90	1 20	1 60	0 60
{ 3 ^e classe...	0 70	1 00	1 40	0 50

SOLDE JOURNALIÈRE D'ABSENCE.
(PERSONNEL MÉCANICIEN ET CHAUFFEUR.)

GRADES.		EN CONGÉ, en captivité.	À L'HÔPITAL, étant en congé.
		fr. c.	fr. c.
Premiers maîtres.....	1^{re} classe 2^e classe	4 50 4 00	3 50 3 00
Maitres.....		3 50	2 50
Seconds maîtres.....	1^{re} classe 2^e classe	2 70 2 40	1 80 1 50
Élèves et quartiers-maitres méca- niciens et chauffeurs.....	1^{re} classe 2^e classe	1 30 1 10	0 60 0 50
Ouvriers mécaniciens et matelots chauffeurs brevetés.....	1^{re} classe 2^e classe 3^e classe	0 80 0 60 0 50	0 30 0 30 0 30

SOLDE DE DISPONIBILITÉ.
(PERSONNEL MÉCANICIEN.)

GRADES.		EN RÉSIDENCE dans leurs foyers.	À L'HÔPITAL, étant en disponibilité.
		fr. c.	fr. c.
Premiers maîtres.....	1^{re} classe 2^e classe	4 70 4 30	3 70 3 30
Maitres.....		3 60	2 60
Seconds maîtres.....	1^{re} classe 2^e classe	2 90 2 70	2 00 1 90

TARIF N° 7.
(Art. 59 et 60.)

SUPPLÉMENTS DE BREVETS ET DE CERTIFICATS.

SPÉCIALITÉS.	EN RÉSERVE, 2 ^e et 3 ^e catégories.	A LA MER.	OBSERVATIONS.
	fr. c.	fr. c.	
Gabier breveté.....	0 20	0 40	Ces suppléments peuvent se cumuler avec les autres suppléments ou indemnités prévus dans les tarifs suivants.
Canonnier breveté.....	0 20	0 40	
Torpilleur breveté.....	0 20	0 40	
Fusilier breveté.....	0 20	0 40	
Timonier breveté.....	0 20	0 40	
Seconds maîtres, quartiers-maîtres et ouvriers mécaniciens torpilleurs.....	0 20	0 40	
Fourrier.....	0 10	0 20	
Charpentier (ouvrier de 1 ^{re} classe).....	0 10	0 20	
Voilier (ouvrier de 1 ^{re} classe).....	0 10	0 20	
Tambour.....	0 10	0 20	
Clairon.....	0 10	0 20	
Tailleur d'habits.....	0 10	0 20	
Distributeur.....	0 10	0 20	
Boulangier-coq.....	0 30	0 40	
Tonnellier.....	0 10	0 20	
Infirmier.....	0 10	0 20	

SUPPLÉMENTS DE FONCTIONS.

TABLE.	EN RÉ- SERVE, 1 ^{re} et 3 ^e catégo- ries.		LA MER.
	fr. c.	fr. c.	
Mariniers, quartiers-maitres ou marins remplissant, à bord des bâtiments commandés par un officier, les fonctions de chef de quart (a).....	"	0 40	1 00
Des torpilleurs de haute mer.....	"	0 30	0 50
Des bateaux torpilleurs armés ou en réserve, si le bateau est à bord (a).....	"	"	0 50
Des torpilleurs vedettes faisant partie de l'armement d'un bâtiment.....	"	0 30	0 50
Des pièces de 174 ^{mm} et au-dessus, et chefs de section de pièces de canon d'un calibre inférieur à 164 ^{mm} /7.....	"	"	0 40
Chaudières auxiliaires ou marins employés à la chauffe à la place des chaudières auxiliaires ou brevetés.....	"	0 10	0 40
Mariniers, quartiers-maitres ou marins remplissant les fonctions de secrétaire des chefs d'état-major dans une armée navale, une escadre ou une division; de secrétaire des commandants de bâtiments écoles et des directeurs des défenses sous-marines; de secrétaire des commissaires d'armée, d'escadre ou de division.....	"	"	0 80
Mariniers, quartiers-maitres ou marins remplissant les fonctions de secrétaire des commandants des écoles des mécaniciens.....	0 80	"	"
Secrétariat de l'état-major de l'arrondissement et du major général.....	0 80	0 80	"
Mariniers, quartiers-maitres ou marins remplissant les fonctions de secrétaire de la majorité dans une armée navale, une escadre ou une division; de secrétaire d'un commandant de marine ou d'un commandant de station; de secrétaire d'un adjudant de division ou du commissaire centralisant le service de cette division.....	0 50	0 50	"
Mariniers, quartiers-maitres ou marins attachés réglementairement, en plus du titulaire de l'emploi, à l'un des secrétariats indiqués ci-dessus.....	"	"	0 30
Écrivain autographe.....	"	"	0 40
Équipage remplissant, à bord des bâtiments affectés au transport de personnel, à défaut de cuisinier civil ou marin, les fonctions de cuisinier de l'hôpital.....	"	"	1 00
Maître des élèves de l'École navale.....	"	"	2 50
Second maître adjoint à l'économe de l'École navale.....	"	"	0 50
Directeurs dans les écoles des gabiers, du canonage, des torpilles et de tirerie, au bataillon des fusiliers et aux annexes (b).....	Premiers maitres.....	"	0 80
	Seconds maitres.....	"	0 70
	Quartiers-maitres.....	"	0 60
	Matelots brevetés.....	"	0 50

se cumule avec l'indemnité de charge, mais pas avec un supplément facultatif.
se cumule avec l'indemnité de charge.

TARIF N° 8.

(Suite.)

	A TITRE.	fr. c.	LA RÉ- SERVE, 2° et 3° catégo- ries.	fr. c.
École de pilotage.	Notes chargés de l'enseignement.....	"	"	"
École navale et École des mousses.	Apprentis pilotes moniteurs.....	"	"	"
	Premiers maîtres instructeurs ou surveillants (a).....	"	"	"
	Seconds maîtres instructeurs.....	"	"	"
	Quartiers-maîtres instructeurs.....	"	"	"
	Premier maître mécanicien professeur (b).....	"	"	"
École des mousses.	Maîtres et seconds maîtres mécaniciens répé- titeurs.....	"	"	"
	Quartiers-maîtres mécaniciens répé- titeurs.....	"	"	"
	Ouvriers mécaniciens moniteurs.....	"	"	"
Instructeurs à bord des bâtiments qui reçoivent des apprentis en stage.....	Seconds maîtres.....	"	"	"
	Quartiers-maîtres.....	"	"	"
	Premiers maîtres pourvus du certificat de pro- fesseur.....	"	"	"
Ecoles des mécaniciens.	Premiers maîtres faisant fonctions de professeur ou chargés de l'atelier.....	"	"	"
	Répétiteurs.....	"	"	"
	Surveillants et moniteurs des travaux d'atelier.....	"	"	"
Instructeurs de scaphandre à bord des bâtiments centraux de la réserve et de la défense mobile (du 1 ^{er} avril au 1 ^{er} octobre seulement).....		"	0 50	"
Dépôts des équipages de la flotte.	Officiers maritimes brevetés, chargés de l'école d'escrime dans les dépôts.....	0 50	"	"
	Instructeurs (maîtres ou prévôts d'armes).....	0 30	"	"
	Instructeurs de gymnastique.....	0 30	"	"
	Boulangers-coqs du cadre des dépôts.....	0 80	"	"
	Secrétaires militaires.....	0 70	"	"
	Premiers maîtres.....	0 50	"	"
	Seconds maîtres.....	0 50	"	"
	Moniteur général de l'école élémentaire.....	0 50	"	"
	Premier maître commis chargé du cours des agents des vivres.....	0 70	"	"
		3 00	"	"
Premiers maîtres mécaniciens employés aux charbonnages.....				
Officier marinier mécanicien chargé des ateliers de la marine à Dakar (b).....		"		
Fourriers employés réglementairement dans les directions des mouvements de port.....	Cherbourg, Brest, Tou- lon.....	0 70	"	"
	Lorient et Rochefort.....	0 50	"	"
	Premier maître.....	"	"	"
	Seconds maîtres et quar- tiers-maîtres.....	"	"	"
Personnel attaché à la direction des mouvements du port de Saigon (c)....	Ouvriers mécaniciens et matelots fourriers.....	"	"	"
	Matelots.....	"	"	"

SUPPLÉMENTS FACULTATIFS DE 10, 20 ET 30 CENTIMES.

(Le nombre et la quotité de ces suppléments sont déterminés par le ministre, pour chaque bâtiment, service ou dépôt des équipages de la flotte.)

(a) A l'École navale, le premier maître de mousqueterie faisant fonctions de capitaine d'armes cumule ce supplément avec l'indemnité de maître chargé.

(b) A l'exclusion de tout autre supplément et de l'indemnité de maître chargé.

(c) Ce supplément se cumule avec l'indemnité de charge.

mobile (par sortie de plus)
heures hors du port centre
moment)... ..

Officiers marins
Quartiers-maitres et marins . .

aux sous-marins (pour les
dangers et sorties effectuées
dans la même journée, et quelle
en soit la durée)

Officiers marins.
Quartiers-maitres et marins..

Cost of postage (a)

Élèves pilotes de 1^{re} année...
— de 2^e année...
— de 3^e année...
— de 4^e année...
— de 5^e année...

Apprentis patrons pilotes de
1^{re} année.
Apprentis patrons pilotes de
2^e année.

... (c) ...

Premiers maitres.....
Seconds maitres.....
Quartiers-maitres.....
Matelots.....

Post détaché à Paris. :

Premiers maîtres et maîtres..
Seconds maîtres.
Quartiers-maîtres et matelots.

de tous grades employés
pendant la guerre dans des ser-
vices à terre que désigne le mi-
nistre de la marine.....

Premiers maîtres.....
Seconds maîtres.....
Quartiers-maîtres.....
Matelots brevetés.....
Matelots sans spécialité.....

A	EN SERVIS, s' en 5 ^e categori- es.	A
TERRE.		LA MER.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
"	"	1 00
"	"	0 50
"	"	1 00
"	"	0 50
"	"	0 60
"	"	0 70
"	"	0 80
"	"	0 90
"	"	1 00
"	"	0 40
"	"	0 50
0 40	0 40	0 50
0 30	0 30	0 40
0 20	0 20	0 30
0 10	0 10	0 20
2 50	"	"
2 00	"	"
1 50	"	"
0 50	"	"
0 30	"	"
0 20	"	"
0 20	"	"
0 10	"	"

Quel que soit le nombre de ces suppléments, peut être retiré temporairement par les conseils d'avancement pour raisons de 1, 2 ou 3 mois.

TARIF N° 10.

(Art. 59 et 66.)

**PERSONNEL DÉTACHÉ À TERRE DANS LES COLONIES,
PORTÉ SUR LE RÔLE D'ÉQUIPAGE D'UN DES DÉPÔTS DES ÉQUIPAGES
DE LA FLOTTE (1).**

NON MÉCANICIEN.

Premier maître.....	0 50
Second maître.....	0 50
Quartier-maître.....	0 40
Matelot et apprenti marin.....	0 20

MÉCANICIEN ET CHAUFFEUR.

Premier maître.....	3 00
Maître.....	2 00
Second maître.....	2 00
Quartier-maître.....	1 50
Ouvrier et matelot chauffeur breveté.....	0 80

N° 1.	N° 2.	N° 3.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 50	2 00	
0 50	1 50	
0 40	1 00	
0 20	0 60	
3 00	5 00	
2 00	4 00	
2 00	3 00	
1 50	2 50	
0 80	1 50	

TARIF N° 11.

(Art. 78, 87 et 90.)

**PRIME DE RÉADMISSION OU DE RENGAGEMENT
ET INDEMNITÉ DE MAINTIEN OU DE RAPPEL AU SERVICE**

Quartiers-maitres.....	de 100 à 400 fr.
Matelots brevetés.....	de 50 à 100 fr.
(Le taux est fixé par un arrêté ministériel pour chaque spécialité.)	
Indemnité de maintien ou de rappel au service des officiers mariniers, quartiers-maitres et matelots.....	0 fr. 50 par jour.

TARIF N° 12.

(Art. 92 et 97.)

HAUTE PAYE D'ANCIENNETÉ.

	APRÈS 5 ans.	APRÈS 10 ans.	APRÈS 15 ans.	APRÈS 20 ans.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Premiers maîtres.....	0 40	0 80	1 20	1 60
Maîtres et seconds maîtres.....	0 30	0 60	1 00	1 40
Quartiers-maitres.....	0 30	0 50	0 70	1 00
Matelots.....	0 30	0 40	0 50	0 60

(1) Colonne n° 1 : Algérie et Tunisie.
Colonne n° 2 : Colonies de Saint-Pierre et Miquelon, de la Guadeloupe, de la Nouvelle-Calédonie, établissements français de l'Océanie et de la Réunion.
Colonne n° 3 : colonies de la Guyane, de la côte occidentale d'Afrique, des établissements français de l'Océan indien (sauf la Réunion) et de l'Indo-Chine.

TRAITEMENT DE TABLE.

EN FRANCE.		COLONIAL.	
Colonne n° 1.	Colonne n° 2.	Colonne n° 3.	Colonne n° 4.
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
des maitres.....	0 40	0 80	1 00
des seconds maitres.....	0 20	0 40	0 60
le maitre commandant.....	2 50	5 00	6 00
le maitre commandant en mission hors du bord....	"	3 00	3 50
le maitre ou quartier-maitre commandant provisoire.....	2 00	4 00	5 00

TARIF N° 14.

(Art. 71.)

INDEMNITÉ DE LOGEMENT.

A. — Aux officiers mariniers mariés, divorcés ou veufs avec enfant.

Quotité journalière..... 0 fr. 50

— Aux officiers mariniers, quartiers-maitres et marins en service à terre aux colonies, qui ne sont pas logés par l'État.

Officiers mariniers..... 1 franc par jour.

Quartiers-maitres et marins..... 0 fr. 70 par jour.

TARIF N° 15.
(Art. 53, 58, 69, 70,
72 et 74.)

INDEMNITÉS DIVERSES.

A. — MAITRES CHARGÉS (a).

(Ne peut, en aucun cas, être allouée à l'officier marinier commandant un petit bâtiment.)

A bord des bâtiments armés, en disponibilité, en réserve, 1^{re} ou 2^e catégorie des bâtiments centraux de la réserve et de la défense mobile dont l'effectif du personnel atteint :

Un effectif de 601 hommes et au-dessus.....	0 ^{fr} 80 ^c
— de 401 à 600 hommes.....	0 70
— de 301 à 400 hommes.....	0 60
— de 201 à 300 hommes.....	0 50
— de 101 à 200 hommes.....	0 40
— de 100 hommes et au-dessous.....	0 30

Défense fixe :

A Cherbourg, Rochefort et Toulon.....	0 ^{fr} 50 ^c
A Brest et Lorient.....	0 40

Direction des mouvements du port et commis aux vivres des dépôts :

A Cherbourg, Brest et Toulon.....	0 ^{fr} 70 ^c
A Lorient et Rochefort.....	0 50

<i>Écoles des mécaniciens.....</i>	0 40
------------------------------------	------

Bâtiments spéciaux :

Bâtiments écoles des gabiers, des canonnières, des torpilles, des mousques; école navale; bâtiment école des aspirants.....	0 ^{fr} 80 ^c
École de pilotage.....	0 40
Bateaux torpilleurs armés ou en essais.....	0 30

Marins en service à terre aux colonies :

Premiers maîtres et maîtres.....	1 franc par jour.
Seconds maîtres et quartiers-maîtres.....	0 fr. 50 par jour.

(a) Quand un homme est chargé de plusieurs fonctions, l'indemnité est augmentée de moitié et de 10 centimes en plus, lorsque la moitié donne 35, 25 ou 15 centimes.

B. — SECRÉTAIRES DE COMMANDANT COMPTABLE.

Cette indemnité ne se cumule pas avec celle du paragraphe A.)

Pour les remplissant effectivement les fonctions de secrétaire de commandant comptable (brevetés ou non).

A LA MER.	EN RÉSERVE, 2 ^e caté- gorie.
fr. c.	fr. c.
0 80	0 40
0 60	0 40
0 40	0 20

Maîtres et seconds maîtres.....
Premiers maîtres.....
Barriers.....

Quand ces fonctions sont remplies temporairement par un marin appartenant à une spécialité, l'indemnité est la même. — Lorsque le secrétaire de commandant comptable est en même temps chargé d'une ou de plusieurs feuilles, l'indemnité est augmentée de 20 à la mer et en réserve.)

C. — ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE.

A. LA MER.	À BORD du bâtiment central et sur chaque navire en réserve, 2 ^e catégorie (a).	A THARR.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 60	0 30	"
0 50	0 30	"
0 40	0 20	"
0 30	0 20	"

Marin de tout grade chargé de l'école élémentaire
(breveté instituteur ou non).

.....
.....
.....
.....

Dans les dépôts des équipages de la flotte.

.....
.....
.....

Dans chaque hôpital de la marine.

.....

Les décisions émanant du ministre, la quotité de l'indemnité est basée sur l'effectif du personnel d'armement au complet.

TARIF N° 15.

(Suite.)

D. — VAGUEMESTRES.

	A LA MER et bâtiment central de la défense mobile.	DIVISEMENT central de la réserve et navires en 2 ^e caté- gorie (a).
	fr. c.	fr. c.
Sur les navires portant pavillon d'un officier général, com- mandant une armée navale ou une escadre.....	0 80	.
Sur les autres bâtiments amiraux.....	0 50	.
Sur les bâtiments ayant plus de 500 hommes.....	0 40	0 30
Sur les bâtiments ayant de 201 à 500 hommes.....	0 30	0 20
Sur les bâtiments ayant moins de 201 hommes.....	0 20	0 20
Défense fixe et directions des mouvements de port.....	0 20	.
Écoles des mécaniciens.....	.	0 30
Majorité générale.....	.	0 30
Dépôts des équipages { Brest, Lorient et Toulon.....	.	.
de la flotte. { Cherbourg et Rochefort.....	.	.
Hôpitaux de la marine. { Brest, Cherbourg et Toulon (b)...	.	.
{ Lorient (b) et Rochefort.....	.	.

**E. — INDEMNITÉS AUX MARINS RETRAITÉS
POURVUS D'EMPLOIS D'ACTIVITÉ.**

		A MOR	en activité.	fr. c.
Dans les cinq arrondissements maritimes.	Emplois de 1 ^{re} classe.....			3 00
	— de 2 ^e classe.....			2 50
	— de 3 ^e classe.....			2 00
	— de 4 ^e classe.....			1 50
A Paris.....	Emplois de 1 ^{re} classe.....			4 00
	— de 2 ^e classe.....			3 50
	— de 3 ^e classe.....			3 00
Augmentations successives pouvant être accordées aux retraités en général.....				0 50

(a) A moins d'une décision contraire du ministre, la quotité de l'indemnité est basée sur l'état du bâtiment à l'état d'armement complet.
(b) Pour chacun des deux hôpitaux.

TARIF N° 16.

[Art. 80 et 81.)

GRATIFICATIONS ET PRIX.**A. — Gratifications aux mécaniciens chefs d'atelier des torpilles automobiles (a).**

A bord des bâtiments	{	possédant plus de 12 torpilles automobiles.....	0' 60"
		possédant plus de 8 à 12 torpilles automobiles.....	0 40
		possédant plus de 4 à 8 torpilles automobiles.....	0 20
		ayant moins de 4 torpilles automobiles.....	0 10
Bâtiments centraux de la défense nautic	{	à Cherbourg.....	0 80
		à Brest.....	0 60
		à Lorient et à Rochefort.....	0 50
		à Toulon.....	1 00
		en Corse, en Algérie et en Cochinchine.....	0 40

B. — Prix des concours organisés en fin d'instruction et prix de tirs d'honneur.

Ensemble des bâtiments affectés à l'instruction des gabiers.....	500'	} Par période d'instruction.
École de canonnage.....	550	
École des torpilles.....	700	
Bataillon des apprentis fusiliers et ses annexes.....	600	
École de timonerie.....	100	
École des mousses (distribution des prix).....		900'

(a) Cette gratification ne peut se cumuler avec l'indemnité de maître chargé prévue au paragraphe A du n° 15, sauf l'exception prévue à l'article 80 du décret.

FRAIS DE BUREAU.

INDEMNITÉ JOURNALIÈRE.

Fourriers de compagnie et des directions des mouvements de port			
Commis aux vivres et magasiniers			
Adjudants des compagnies dans les dépôts			
Chefs d'escouade à bord des bâtiments écoles des gabiers des canonniers et des torpilles			
Officiers marins en service à terre aux colonies et chargés.			
Maria de tout grade chargé de l'école élémentaire.	Plus de 600 hommes d'équipage..... De 301 à 600 hommes d'équipage..... De 101 à 300 hommes d'équipage..... Moins de 101 hommes d'équipage.....		
	Bâtiment { à Cherbourg, Brest et Toulon..... central { à Lorient et Rochefort..... Dans chaque hôpital de la marine.....		

A	ET	
LA MER.	RÉSERVE.	
fr. c.	fr. c.	fr.
0 10	0 10	0 10
0 10	0 10	0 10
"	"	"
0 10	"	"
"	"	"
0 50	0 30	0 50
0 40	0 30	0 40
0 30	0 30	0 30
0 20	0 10	0 20
"	0 50	"
"	0 40	"

INDEMNITÉ ANNUELLE.

École de pilotage.....	700
École de timonerie.....	300
École des apprentis patrons pilotes.	
Cherbourg, Brest et Toulon.....	100
Lorient et Rochefort.....	50
Algérie et Corse.....	50

Art. 18.
(Art. 76.)

INDEMNITÉ AUX DÉTACHEMENTS EN ROUTE.

Premiers maîtres et maîtres.....	1 ^{re} 50 ^c
Secondes maîtres.....	1 00
Quartiers-maîtres.....	0 70
Matelots et apprentis marins.....	0 50
Mousses.....	0 40

Art. 19.
(Art. 84.)

GRATIFICATIONS POUR LES EXERCICES DE TIR.

1^{er} TIR DE FUSIL.

Armés ou en réserve.....	
à terre.....	

ANNU- TIR trimes- triel.
fr. c.
12 00
8 00

groupe de 25 hommes ayant effectué les tirs réglementaires.
Si la fraction de groupe inférieure à 25 hommes, il est accordé une somme proportion-
nelle au tir trimestriel est reporté sur le trimestre suivant, les allocations de ce dernier
sont doublées.

Bataillon d'apprentis fusiliers.	Tireurs d'élite.....	15 ^c
	Tireurs de 1 ^{re} classe.....	10

A la fin
de chaque
période
d'instruc-
tion.

2^e TIR DU CANON-REVOLVER ET DU CANON À TIR RAPIDE DE PETIT CALIBRE.

à terre ou à bord, sur un but fixe ou mouillé.....	
à bord d'un navire en marche ou sur but mobile.....	
sur une embarcation en marche.....	

JUSQU'À 600 mètr.	AU DELÀ de 600 mètr.
fr. c.	fr. c.
0 10	0 20
0 30	0 50
0 40	0 60

3^e TIR DU CANON À TERRE.

des modèles en usage dans la marine, et montés sur affût.....	
.....	

JUSQU'À 1,200 mètr.	AU DELÀ de 1,200 mètr.
fr. c.	fr. c.
1 00	2 50

sur affût de campagne et canons en bronze de la marine, sur affût ou sur affût de campagne.....	
--	--

À 300 mètr.	AU DELÀ de 300 mètr.
fr. c.	fr. c.
0 30	0 70

FRAIS DE BUREAU.

INDEMNITÉ JOURNALIÈRE.

Fourriers des compagnies et des directions des mouvements de port.....	0 10	0 10	0 10																												
Commis aux vivres et magasiniers.....	0 10	0 10	0 10																												
Adjudants des compagnies dans les dépôts.....	"	"	0 10																												
Chefs d'escouade à bord des bâtiments écoles des gabliers des canoniers et des torpilles.....	0 10	"	"																												
Officiers maritimes en service à terre aux colonies et chargés.....	"	"	0 10																												
Marins de tout grade chargés de l'école élémentaire.	<table> <tr> <td>Plus de 600 hommes d'équipage.....</td><td>0 50</td><td>0 30</td><td>"</td></tr> <tr> <td>De 301 à 600 hommes d'équipage.....</td><td>0 40</td><td>0 20</td><td>"</td></tr> <tr> <td>De 101 à 300 hommes d'équipage.....</td><td>0 30</td><td>0 10</td><td>"</td></tr> <tr> <td>Moins de 101 hommes d'équipage.....</td><td>0 20</td><td>0 10</td><td>"</td></tr> <tr> <td>Bâtiment à Cherbourg, Brest et Toulon.....</td><td>"</td><td>0 50</td><td>"</td></tr> <tr> <td>central à Lorient et Rochefort.....</td><td>"</td><td>0 40</td><td>"</td></tr> <tr> <td>Dans chaque hôpital de la marine.....</td><td>"</td><td>"</td><td>"</td></tr> </table>			Plus de 600 hommes d'équipage.....	0 50	0 30	"	De 301 à 600 hommes d'équipage.....	0 40	0 20	"	De 101 à 300 hommes d'équipage.....	0 30	0 10	"	Moins de 101 hommes d'équipage.....	0 20	0 10	"	Bâtiment à Cherbourg, Brest et Toulon.....	"	0 50	"	central à Lorient et Rochefort.....	"	0 40	"	Dans chaque hôpital de la marine.....	"	"	"
Plus de 600 hommes d'équipage.....	0 50	0 30	"																												
De 301 à 600 hommes d'équipage.....	0 40	0 20	"																												
De 101 à 300 hommes d'équipage.....	0 30	0 10	"																												
Moins de 101 hommes d'équipage.....	0 20	0 10	"																												
Bâtiment à Cherbourg, Brest et Toulon.....	"	0 50	"																												
central à Lorient et Rochefort.....	"	0 40	"																												
Dans chaque hôpital de la marine.....	"	"	"																												

A LA MER.	EN RÉSERVE.	EN VUE.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 10	0 10	0 10
0 10	0 10	0 10
"	"	0 10
0 10	"	"
"	"	0 10
0 50	0 30	"
0 40	0 20	"
0 30	0 10	"
0 20	0 10	"
"	0 50	"
"	0 40	"
"	"	"

INDEMNITÉ ANNUELLE.

École de pilotage.....	700						
École de timonerie.....	100						
École des apprentis patrons pilotes.	<table> <tr> <td>Cherbourg, Brest et Toulon.....</td><td>100</td></tr> <tr> <td>Lorient et Rochefort.....</td><td>50</td></tr> <tr> <td>Algérie et Corse.....</td><td>50</td></tr> </table>	Cherbourg, Brest et Toulon.....	100	Lorient et Rochefort.....	50	Algérie et Corse.....	50
Cherbourg, Brest et Toulon.....	100						
Lorient et Rochefort.....	50						
Algérie et Corse.....	50						

TARIF N° 22.

(Art. 82.)

PREMIÈRE MISE D'ÉQUIPEMENT ET PREMIÈRE MISE D'HABILLEMENT.

	QUANTITÉ.
	fr.
Les maîtres promus officiers (a); musiciens, quelle que soit leur provenance, nommés chefs de musique d'un dépôt des équipages de la flotte.....	550
Les premiers premiers maîtres.....	40
Les maîtres promus premiers maîtres dans les spécialités autres que les cuisines aux vivres et infirmiers.....	230
Les maîtres nommés maîtres ou premiers maîtres commis ou infirmiers.....	190
Les maîtres de la flotte de 3 ^e classe passant à la classe supérieure.....	230
Les maîtres vétérans torpilleurs réintégrés dans les équipages de la flotte...	100
Les musiciens nommés sous-chefs de musique des dépôts des équipages de la flotte.....	40
Les seconds maîtres musiciens promus maîtres.....	150

TARIF N° 23.

(Art. 75.)

INDEMNITÉ POUR PERTE D'EFFETS NON FOURNIS PAR L'ÉTAT (b).

PERTE totale.	PERTE partielle.		
	N° 1.	N° 2.	
fr.	fr.	fr.	
premiers maîtres autres que les commis aux vivres et les infirmiers, matros de la flotte de 1 ^{re} et de 2 ^e classe.....	150	100	50
premiers maîtres commis et infirmiers.....	120	80	40
autres mécaniciens.....	90	60	30
autres musiciens.....	120	80	40
seconds maîtres et pilotes de 3 ^e classe.....	90	60	30
agents de service civils.....	120	80	40

(a) Cette première mise est augmentée de moitié pour les premiers maîtres, lorsqu'ils reçoivent, hors des ports de France ou d'Algérie, l'avis officiel de leur nomination, et s'ils ne sont pas renvoyés en France par suite de cette nomination.

(b) Cette indemnité est allouée, lorsqu'il y a lieu, en sus du remboursement de la valeur des effets entrant dans la composition du sac.

CONVENTION.

L'an mil huit cent quatre-vingt-quatorze et le 1^{er} décembre,
Entre le ministre des travaux publics, agissant au nom de l'Etat, d'une part,
l'approbation par une loi,

D'une part,

Et la société anonyme établie à Paris sous la dénomination de compagnie
des chemins de fer du Sud de la France, ladite compagnie représentée par M. J.
président du conseil d'administration, disant domicile au siège de la société
au nom du conseil d'administration, conformément à sa délibération
du 20 novembre 1894, et sous réserve de l'approbation des présentes par
le conseil des actionnaires dans un délai de trois mois au plus tard après la
promulgation de la loi approbative;

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les lignes d'intérêt général concédées à la compagnie des chemins
du Sud de la France constitueront à l'avenir un réseau unique au point de
compte d'établissement que des dépenses et recettes de l'exploitation.

La compagnie encausera à toute garantie pour les insuffisances de l'exploitation
le réseau.

Lorsque les recettes d'une année excéderont les dépenses d'exploitation
des lignes et des chemins adjoints, l'excédent, après le prélèvement pour
la constitution d'un fonds de réserve, sera partagé par la compagnie et l'Etat.

Les dépenses portées au compte chaque année ne pourront excéder au
plus le chiffre de : $1,500 + 0,50 X + \frac{1}{2} X$ représentant le nombre de
kilomètres à $1,500 + 0,50 X + \frac{1}{2} X$ représentant le nombre de
kilomètres kilométrique (impôt de 200).

Aux produits nets, avant tout partage, affectés, jusqu'à concurrence
de deux cent cinquante francs par kilomètre exploité,
il sera affecté un fonds de réserve destiné à subvenir aux dépenses
d'entretien des voies et aux dépenses imprévues et exceptionnelles.

Le prélèvement sera effectué tant que le fonds de réserve n'aura pas
atteint cinq cents francs par kilomètre exploité. Il cessera
d'être effectué, pour être remis aussitôt que des imputations de dépenses
seront faites sur le fonds de réserve au-dessous de la somme
de deux cents francs par kilomètre.

Aucune dépense ne pourra être imputée sur ce fonds sans l'autorisation
du conseil d'administration.

Lorsque les dix premières années d'application de la présente loi
auront donné lieu à un produit net, ou que le produit net
aura atteint cinquante francs par kilomètre, les versements au
profit du fonds de réserve dans les conditions ci-dessus énoncées
seront compris dans les recettes du réseau pour le règlement des
intérêts, ou au lieu de ces versements.

Lorsque les produits nets excéderont les sommes nécessaires
pour le service du fonds de réserve prévu au paragraphe 1^{er}, le
excédent sera d'abord affecté, dans la proportion des trois cinquièmes
aux versements faits par l'Etat pour ce fonds de réserve, et
le surplus à la compagnie pour couvrir les insuffisances de l'exploitation
des lignes, ou de celles qui seraient faites par application de la présente loi.

sous intérêts, le partage se fera par moitié, conformément à l'article 2 ci-

de réserve restera la propriété de la compagnie; elle en disposera si la com-
mandita pour quelque cause que ce soit, sauf prélevement par l'Etat des sommes
n'auraient pas encore été remboursées. Jusque-là, il sera employé en titres dont
sera déterminé par le ministre des travaux publics, de concert avec le mi-
nistre des finances, et dont les intérêts seront ajoutés aux recettes de chaque exercice

compagnie renoncera à construire la ligne de Puget-Théniers à Saint-André,
est concessionnaire à titre définitif. Elle fournira seulement le matériel rou-
pourrait être nécessaire à l'exploitation de la ligne. Les frais d'acquisition de
seront portés au compte des travaux complémentaires prévus au dernier pa-
de l'article 6 ci-après.

le 1^{er} janvier qui suivra la remise à la compagnie de cette ligne par l'Etat,
elle recevra sur les fonds du Trésor, en sus de la garantie, une indemnité
de cinquante mille francs (50,000^f). Cette allocation sera comprise dans les
du rés. au pour le règlement des comptes avec l'Etat.

et la même période, le terme constant de la formule d'exploitation déter-
minée à l'article 2 sera augmenté de cent francs (100^f) par kilomètre.

la ligne de Draguignan à Grasse, Manda et Nice, et sur la section de Nice à
Fin-du-Var, la voie à quatre rails dont l'établissement est prévu par les con-
ventions du 21 mai 1889 sera remplacée par une voie à trois rails, savoir: deux rails
extérieurs d'un mètre quarante-cinq centimètres (1^m45), posés symétriquement par
rapport à l'axe de la plate-forme, et un rail intérieur constituant une voie d'un mètre

la réserve le droit de reprendre au prix coûtant les matériaux approvisionnés
pour l'établissement de la voie à quatre rails et qui deviendraient inutiles
et à mesure de cette reprise, une somme égale sera déduite du montant
des emprunts à contracter par la compagnie, avec la garantie de l'Etat, pour les dé-
terminées à l'article 6 ci-après.

est garanti par l'Etat en vertu des conventions antérieures pour les dé-
terminées par l'établissement faites jusqu'à la mise en vigueur de la présente con-
vention, augmenté des charges effectives (intérêts, amortissement, impôts et frais
de gestion) empruntés à contracter par la compagnie pour couvrir les dépenses

une somme d'un million huit cent vingt-quatre mille huit cent deux francs cin-
quante (1,824,802^f52) représentant, avec celle de six cent vingt-trois
mille (623,000^f) versée antérieurement par l'Etat à la compagnie, le montant
des dépenses que celle-ci prétend lui être dues pour travaux exécutés par elle ou
pour l'exécution en dehors des prévisions auxquelles s'appliquaient les maxima
des conventions antérieures;

les dépenses qui seront réellement faites et dûment justifiées pour les travaux
de la ligne A annexé à la présente convention, sans toutefois que le montant
à garantir puisse excéder huit cent mille francs (800,000^f);

les dépenses à faire pour établir la ligne de Draguignan à Nice et Saint-Martin-
du-Var à trois rails, conformément aux indications de l'article 5 ci-dessus, lesdites
dépenses comprises dans les maxima fixés par les conventions du 21 mai 1889;
ces maxima seront augmentés d'une somme de cent dix-sept mille huit
cent francs (117,350^f), en raison des modifications à apporter aux travaux
prévus;

les études dépensés par la compagnie et les frais de contrôle versés par
celle-ci pour la ligne de Saint-André à Puget-Théniers, ainsi que la portion des
dépenses dans la gare de Saint-André, que le conseil général des ponts et chaus-
sées devra être rattachées au compte de ladite ligne, sans toutefois que le
montant à garantir pour ces deux articles puisse excéder le total de cinq cent mille
francs (500,000^f).

le d'intérêt des dépenses spécifiées aux paragraphes a, b, c et d ci-dessus
à partir du 1^{er} janvier 1895 pour les dépenses antérieures à cette date et à
à partir du jour de la réception par le service du contrôle pour les dépenses à fa-
re.

		QUOTITÉ DE LA DÉLÉGATION		
		à terre.		
		en réserve et à la mer		
		trimes- trieté.	semestre.	jour- naux.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.
EQUIPAGES.				
Premiers maîtres.....		180 00	60 00	3 00
Seconds maîtres.....		135 00	45 00	1 50
Quartiers maîtres.....		66 00	18 00	0 60
Matelots.....	{ de 1 ^{re} classe.....	36 00	12 00	0 40
	{ de 2 ^e classe.....	27 00	9 00	0 30
	{ de 3 ^e classe.....	18 00	6 00	0 20
MÉCANICIENS.				
Premiers maîtres mécaniciens.....		360 00	120 00	4 00
Maîtres mécaniciens.....		270 00	90 00	3 00
Seconds maîtres mécaniciens.....		225 00	75 00	2 50
Élèves mécaniciens, quartiers-maîtres mécaniciens et chauffeurs.....		81 00	27 00	0 90
Ouvriers mécaniciens.....	{ de 1 ^{re} classe.....	45 00	15 00	0 50
et matelots.....	{ de 2 ^e classe.....	36 00	12 00	0 40
chauffeurs.....	{ de 3 ^e classe.....	27 00	9 00	0 30
brûlés.....				
EMPLOIS SPÉCIAUX.				
Sous-chefs de musique des dépôts.....		180 00	60 00	2 00
Maîtres musiciens.....		180 00	60 00	2 00
Seconds maîtres musiciens, tailleurs et cordonniers.....		135 00	45 00	1 50
Quartiers-maîtres musiciens.....		66 00	18 00	0 60
Matelots.....	{ de 1 ^{re} classe.....	36 00	12 00	0 40
musiciens.....	{ de 2 ^e classe.....	27 00	9 00	0 30
Agents de service civils.....		45 00	15 00	0 50
PILOTES DE LA FLOTTE.				
Pilotes.....	{ de 1 ^{re} classe.....	270 00	90 00	3 00
	{ de 2 ^e classe.....	225 00	75 00	2 50
	{ de 3 ^e classe.....	180 00	60 00	2 00

TARIF N° 25.

(Art. 339, 341, 345
et 353.)

PRÉCOMPTES ET RETENUES SUR LA SOLDE.

QUANTITÉ de la retenue.	OBSERVATIONS.
fr. c.	
	1° RETENUE JOURNALIÈRE POUR L'HABILLEMENT.
	Officier marinier, quartier-maître et marin.....
0 40	
0 20	
	2° FRAIS D'ARRÊSTATION.
	En ville.....
3 00	Pour les marins absents non
5 00	encore déclarés déserteurs et dont
6 00	la poursuite aura été réclamée.
	Les mousses ne pouvant être
	poursuivis que comme absents il-
	légalement, le tarif ci-contre leur
	est seul applicable.
	3° FRAIS DE CAPTURE.
	Lorsque le marin aura été dénoncé déserteur,
15 00	quel que soit le lieu où il sera arrêté.....
	Hors de France, les frais d'ar-
	restation sont réglés de gré à gré
	avec les consuls ou les autorités
	locales, et la totalité en est pré-
	comptée sur la solde des hommes.
	4° RETENUE JOURNALIÈRE POUR LES ARMATEURS.
	Marins condamnés
0 30	à un embarquement
0 20	correctionnel
0 10	redcevables envers
	les armateurs.
	Quartiers-mâtres.....
	{ de 1 ^{re} classe...
	{ de 2 ^e classe...

Ces retenues sont faites aux hommes qui délèguent à leurs familles. Dans ce cas, le montant des délégations est calculé dans les conditions indiquées à l'article 304.

Pour ceux au nom desquels il n'a pas été établi de délégation, toute la partie disponible de la solde est affectée à l'extinction de la dette envers l'armement.

N° 29978. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (conté signé par le ministre des travaux publics) qui reporte au 18 mai 1897 le délai fixé par l'article 1^{er} du décret du 19 octobre 1892 pour les expropriations nécessaires à l'établissement du tramway des Quatre-Chemins Voiron [gare de Paris-Lyon-Méditerranée] (Isère). (*Le Havre, 31 Juin 1895.*)



Certifié conforme :

Paris, le 25 * Novembre 1895.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

L. RICARD.

* Cette date est celle de la réception du décret au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1726.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

1879. — *Loi qui approuve la Convention passée entre le Ministre des travaux publics et la Compagnie des chemins de fer du Sud de la France pour la modification des contrats qui lient cette Compagnie à l'État.*

Du 26 Juillet 1895.

(Promulguée au *Journal officiel* du 28 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

est la suivante. — Art. 1^{er}. Est approuvée la convention provisoire passée, le 1^{er} décembre 1894, entre le ministre des travaux publics, d'une part, et la Compagnie des chemins de fer du Sud de la France, d'autre part, en vertu de laquelle l'État A annexé à ladite convention.

L'enregistrement de la convention et de l'état mentionnés à l'article précédent ne donnera lieu qu'à la perception du droit de francs (3').

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait au Havre, le 26 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

CONVENTION.

L'an mil huit cent quatre-vingt-quatorze et le 1^{er} décembre,

Entre le ministre des travaux publics, agissant au nom de l'État, sous réserve de l'approbation par une loi,

D'une part,

Et la société anonyme établie à Paris sous la dénomination de compagnie des chemins de fer du Sud de la France, ladite compagnie représentée par M. Joseph Bompard, président du conseil d'administration, élisant domicile au siège de la société et agissant au nom du conseil d'administration, conformément à sa délibération en date du 30 novembre 1894, et sous réserve de l'approbation des présentes par l'assemblée générale des actionnaires dans un délai de trois mois au plus tard après la promulgation de la loi approbative;

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les lignes d'intérêt général concédées à la compagnie des chemins de fer du Sud de la France constitueront à l'avenir un réseau unique au point de vue du compte d'établissement que des dépenses et recettes de l'exploitation.

2. La compagnie renonce à toute garantie pour les insuffisances de l'exploitation dit réseau.

Lorsque les recettes d'une année excéderont les dépenses d'entretien et d'exploitation réelles et dûment justifiées, l'excédent, après le prélèvement prescrit par l'article 3 ci-après pour la constitution d'un fonds de réserve, sera partagé par moitié entre la compagnie et l'État.

Les dépenses portées en compte chaque année ne pourront excéder une somme par kilomètre à $1.500 + 0,40 K + \frac{K}{3}$; K représente le nombre de trains, d'après la recette brute kilométrique (impôt déduit).

3. Les produits nets seront, avant tout partage, affectés, jusqu'à concurrence d'une somme de deux cent cinquante francs (250^f) par kilomètre exploité et par an, à la constitution d'un fonds de réserve destiné à subvenir aux réfections extraordinaires au renouvellement des voies et aux dépenses imprévues et exceptionnelles d'exploitation.

Ce prélèvement sera effectué tant que le fonds de réserve n'aura pas atteint la somme de mille cinq cents francs (1.500^f) par kilomètre exploité. Il cessera quand ce fonds sera atteint, pour être repris aussitôt que des imputations de dépenses régulièrement autorisées auront ramené le fonds de réserve au-dessous de la somme de mille cinq cents francs (1.500^f) par kilomètre.

Aucune dépense ne pourra être imputée sur ce fonds sans l'autorisation du ministre des travaux publics.

Pendant les dix premières années d'application de la présente convention, l'exploitation ne donnera pas de produit net, ou que le produit net sera inférieur à deux cent cinquante francs (250^f) par kilomètre, les versements nécessaires à la constitution du fonds de réserve dans les conditions ci-dessus seront avancés par l'État sous de la garantie accordée au capital d'établissement et sans que ces versements soient compris dans les recettes du réseau pour le règlement des comptes avec l'État. Toutefois, en aucun cas, l'ensemble des versements faits à ce titre sur les fonds du Trésor ne pourra excéder cinq cent mille francs (500.000^f).

Lorsque les produits nets excéderont les sommes nécessaires pour faire, si besoin est, le versement au fonds de réserve prévu au paragraphe 2 du présent article, l'excédent sera d'abord affecté, dans la proportion des trois cinquièmes, au remboursement des avances faites par l'État pour ce fonds de réserve, de celles que l'État a faites à la compagnie pour couvrir les insuffisances de l'exploitation des exercices antérieurs à 1895, ou de celles qui seraient faites par application de l'article 9 ci-après, les deux autres cinquièmes appartenant à la compagnie; après remboursement de ces

mes, sans intérêts, le partage se fera par moitié, conformément à l'article 2 ci-dessus.

Les fonds de réserve restera la propriété de la compagnie; elle en disposera si la compagnie prend fin pour quelque cause que ce soit, sauf prélèvement par l'Etat des sommes qui n'auraient pas encore été remboursées. Jusqu'à là, il sera employé en titres dont la nature sera déterminée par le ministre des travaux publics, de concert avec le ministre des finances, et dont les intérêts seront ajoutés aux recettes de chaque exercice.

La compagnie renonce à reconstruire la ligne de Puget-Théniers à Saint-André, elle est concessionnaire à titre définitif. Elle fournira seulement le matériel roulant qui pourrait être nécessaire à l'exploitation de la ligne. Les frais d'acquisition de matériel seront portés au compte des travaux complémentaires prévus au dernier paragraphe de l'article 6 ci-après.

Au 1^{er} janvier qui suivra la remise à la compagnie de cette ligne par l'Etat, la compagnie recevra sur les fonds du Trésor, en sus de la garantie, une indemnité de cinquante mille francs (50,000^f). Cette allocation sera comprise dans les fonds du réseau pour le règlement des comptes avec l'Etat.

Durant la même période, le terme constant de la formule d'exploitation déterminée à l'article 2 sera augmenté de cent francs (100^f) par kilomètre.

Sur la ligne de Draguignan à Grasse, Manda et Nice, et sur la section de Nice à Martin-du-Var, la voie à quatre rails dont l'établissement est prévu par les conventions du 21 mai 1889 sera remplacée par une voie à trois rails, savoir: deux rails seulement d'un mètre quarante-cinq centimètres (1^m45), posés symétriquement par rapport à l'axe de la plate-forme, et un rail intérieur constituant une voie d'un mètre

L'Etat se réserve le droit de reprendre au prix coûtant les matériaux approvisionnés et employés pour l'établissement de la voie à quatre rails et qui deviendraient inutilisables. Au fur et à mesure de cette reprise, une somme égale sera déduite du montant des emprunts à contracter par la compagnie, avec la garantie de l'Etat, pour les dépenses énumérées à l'article 6 ci-après.

L'intérêt garanti par l'Etat en vertu des conventions antérieures pour les dépenses de premier établissement faites jusqu'à la mise en vigueur de la présente convention sera augmenté des charges effectives (intérêts, amortissement, impôts et frais divers) des emprunts à contracter par la compagnie pour couvrir les dépenses ci-dessus.

Une somme d'un million huit cent vingt-quatre mille huit cent deux francs cinquante-deux centimes (1,824,402^f52^c) représentant, avec celle de six cent vingt-trois mille francs (623,000^f) versée antérieurement par l'Etat à la compagnie, le montant des sommes que celle-ci prétend lui être dues pour travaux exécutés par elle ou pour d'exécution en dehors des provisions auxquelles s'appliquaient les maxima fixés dans les conventions antérieures;

Les dépenses qui seront réellement faites et dûment justifiées pour les travaux autorisés dans l'Etat A annexé à la présente convention, sans toutefois que le montant total à garantir puisse excéder huit cent mille francs (800,000^f);

Les dépenses à faire pour établir la ligne de Draguignan à Nice et Saint-Martin-du-Var à trois rails, conformément aux indications de l'article 5 ci-dessus, lesdites dépenses étant comprises dans les maxima fixés par les conventions du 21 mai 1889; mais, ces maxima seront augmentés d'une somme de cent dix-sept mille huit cent cinquante francs (117,850^f), en raison des modifications à apporter aux travaux exécutés;

Les frais d'études dépenses par la compagnie et les frais de contrôle versés par elle à l'Etat pour la ligne de Saint-André à Puget-Théniers, ainsi que la portion des dépenses faites dans la gare de Saint-André, que le conseil général des ponts et chaussées reconnaîtra devoir être rattachés au compte de ladite ligne, sans toutefois que le total à garantir pour ces deux articles puisse excéder le total de cinq cent mille francs (500,000^f).

La garantie d'intérêt des dépenses spécifiées aux paragraphes a, b, c et d ci-dessus commencera à partir du 1^{er} janvier 1895 pour les dépenses antérieures à cette date et finira au jour de la réception par le service du contrôle pour les dépenses à faire ultérieurement.

Sera également réduit au taux des charges effectives l'intérêt garanti sur les dépenses pour travaux complémentaires qui seront successivement exécutés sur le réseau dans la limite du maximum de cinq millions sept cent mille (5,700,000) fixé par les conventions antérieures. Ce maximum sera porté à sept millions de francs (7,000,000) après que la section de Puget-Théniers à Saint-André eût été livrée à l'exploitation.

7. L'annuité garantie à la compagnie pour chaque exercice, conformément à l'article précédent, ainsi que l'allocation prévue à l'avant-dernier paragraphe de l'article 4, lui seront versées par quart dans la huitaine qui suivra l'expiration de chaque trimestre.

Le montant de ces versements sera arrêté par le ministre des travaux publics en concert avec le ministre des finances, et après examen sommaire des comptes annuels que la compagnie devra présenter dans le courant du mois de janvier de chaque année, en vue de faire connaître le montant et le taux d'intérêt des sommes qui lui sont dues au compte d'établissement, par application de l'article 6 ci-dessus, pendant le cours de l'année précédente.

Toutefois, pour le dernier trimestre, le versement fait dans ledit délai ne sera que d'un huitième de l'annuité calculée comme il est dit au paragraphe précédent. Le dernier huitième ne sera versé à la compagnie qu'après examen sommaire du compte d'exploitation de l'exercice, sous déduction des retenues provisoires qu'il pourra y avoir lieu d'opérer pour la part des recettes nettes à revenir à l'État. Les sommes qui seraient dues par le Trésor pour la constitution du fonds de réserve seraient affectées à ce versement.

Le payement du solde aura lieu après règlement définitif du compte général de l'exercice.

8. La compagnie sera autorisée à réaliser par voie d'émission d'obligations, jusqu'à concurrence de cinq millions (5,000,000) de francs, le tout jusqu'à concurrence d'un capital de cinq millions (5,000,000) de francs, au montant des émissions déjà autorisées et de celles qui restent à autoriser, pour la construction des lignes d'intérêt local que pour les dépenses énumérées à l'article 6 ci-dessus.

9. Dans le cas où l'application de la présente convention ne laisserait pas à la compagnie le revenu nécessaire pour assurer le service de l'intérêt et de l'amortissement des obligations, la différence serait versée par l'État jusqu'à concurrence de ce qui aurait été dûes à la compagnie par application des conventions antérieures.

Ces versements supplémentaires ne pourront, en aucun cas, excéder les sommes nécessaires au service des obligations ni servir, en conséquence, soit à la distribution de dividendes, soit à la création ou à l'augmentation de réserves quelconques.

10. La présente convention sera appliquée au règlement des comptes de l'exercice 1^{er} janvier 1895.

Sont abrogés les articles 6 et 7 de la convention du 23 juillet 1885.

Dans le cas où, par application de l'article 9 de ladite convention, l'État verserait des allocations à la compagnie pour la création de trains supplémentaires pour l'organisation d'un service de nuit, ces allocations seraient ajoutées aux recettes brutes pour le règlement des comptes de partage avec l'État.

L'allocation prévue pour les trains supplémentaires par ledit article 9 sera de quatre-vingts centimes (0^{fr} 80^c) à soixante centimes (0^{fr} 60^c) par kilomètre par train.

11. A toute époque, l'État aura la faculté de racheter la concession entière ou en partie, aux bases indiquées à l'article 37 du cahier des charges.

L'État entrera en possession du matériel roulant, du mobilier des stations, de l'outillage et des approvisionnements, sans avoir aucun payement à effectuer pour les annuités prévues par ledit article.

En outre, en cas de rachat, l'État se réserve la faculté de se substituer à la compagnie, en ce qui concerne la fraction du capital-obligations afférente aux lignes rachetées, pour assurer soit le payement des intérêts et de l'amortissement, soit le remboursement anticipé des titres; l'annuité de rachat serait alors diminuée d'une somme égale au montant de l'intérêt et de l'amortissement de ces obligations. L'État

avec également la faculté de se libérer du surplus de l'annuité de rachat, capitalisé aux de trois et demi pour cent (3 1/2 p. 100) en un seul paiement.

La présente convention sera enregistrée au droit fixe de trois francs (3').

Lu et approuvé l'écriture ci-dessus.

Vu et approuvé l'écriture ci-dessus.

Signé : GAY.

Signé : LOUIS BARTHOU.

Enregistré à Paris, par duplicata, bureau des actes administratifs, le 16 août 1895, case 15. Reçu trois francs soixante-quinze centimes. — Signé : Morin.

ÉTAT A.

LIGNE DE DRAGUIGNAN À GRASSE.

Voie d'évitement dans les stations de Figanières, Claviers, Seillans, Montauroux, Grasse et Grasse.

Amélioration de la conduite d'alimentation de Draguignan en vue d'assurer un débit de quatre cents mètres cubes en vingt quatre heures, avec installation de pompes hydrauliques supplémentaires, et travaux d'alimentation de Seillans, Montauroux et Grasse.

LIGNE DE GRASSE À NICE.

Voie d'évitement aux stations du Bar, de Tourettes et de Saint-Jeannet, étant entendu que ces voies pourront être utilisées par l'exploitation commerciale.

Travaux de terrassements des voies d'évitement de la section de Manda à Nice. Amélioration des voies de la station de Colomars.

Travaux complément de l'alimentation en eau de la ligne, suivant programme à arrêter.

Raccordement des deux gares de Nice (étant entendu que le raccordement des deux gares de Grasse ne sera pas exécuté).

LIGNE DE NICE À PUGET-THÉNIERS.

Raccordement vers Puget-Théniers de la voie militaire du quai de la Tinée.

Voie pour les wagons de subsistance à Malaussène-Massoins.

Travaux complément de l'alimentation en eau de la ligne, suivant programme à arrêter.

Les dépenses des travaux du chantier de débarquement de Saint-Martin-du-Var et du quai militaire de la Tinée ont été comprises dans l'ordonnancement de six cent trois mille francs (623,000') effectué le 18 septembre 1894.)

LIGNE DE DIGNE À SAINT-ANDRÉ.

Voies nouvelles à Digne et allongement des voies d'évitement dans les stations de Chandon-Norante, Barrême et Saint-André.

Travaux de transbordement et borne-fontaine à Digne.

Alimentation complémentaire de la gare de Saint-André.

Lu et approuvé l'écriture ci-dessus :

Vu et approuvé l'écriture ci-dessus :

Signé : GAY.

Signé : LOUIS BARTHOU.

Enregistré à Paris, par duplicata, bureau des actes administratifs, le 16 août 1895, case 18. Reçu trois francs soixante-quinze centimes. — Signé : Morin.

N° 29980. — DÉCRET concernant des transports de Crédits du Budget général de l'exercice 1895 entre le ministère des Colonies et le ministère de la Marine.

Du 15 Juillet 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 4 septembre 1889⁽¹⁾, relatif aux transports de crédits du budget général de l'exercice 1890 entre le ministère de la marine et le ministère du commerce, de l'industrie et des colonies (troupes coloniales);

Vu le décret du 18 juin 1894⁽²⁾, transportant un crédit de cent cinquante mille francs du budget colonial au budget marine;

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1895;

Sur le rapport des ministres des colonies et de la marine,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Pour assurer la liquidation et le paiement par le département de la marine, pendant l'année 1895, des diverses allocations acquises pendant les traversées de retour en France par les officiers, sous-officiers, caporaux et soldats d'artillerie et d'infanterie de marine, ainsi que par les militaires européens provenant des différents corps indigènes, les crédits dont l'importance est indiquée à l'annexe ci-après sont transférés du budget colonial au budget de la marine.

2. A cet effet, est et demeure annulée sur les crédits ouverts au ministère des colonies, au titre du budget général de l'exercice 1895, par la loi de finances du 16 avril 1895, une somme totale de cent un mille quatre cent soixante-douze francs (201,472^{fr}), se répartissant comme suit :

CHAP. IV.	Troupes aux colonies.....	72,50
— XXVIII.	Frais d'occupation du Soudan français.....	1,50
— XXIX.	Entretien des postes militaires dans les établissements français du golfe de Benin (Porto-Novo et Kotonou).....	3,50
— XXXII.	Dépenses des services militaires et maritimes de l'Annam et du Tonkin.....	123,92
TOTAL.....		201,42

3. Il est ouvert au ministère de la marine, au titre de l'exercice 1895, par voie de transport des sommes annulées ci dessus, un crédit de deux cent un mille quatre cent soixante-douze francs (201,50^{fr}), qui s'ajoutera aux crédits du chapitre v : *Troupes de la marine*, budget de ce département.

4. Le ministre des colonies, le ministre de la marine et le ministre

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1272, n° 21145.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1627, n° 28001.

finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Président du Conseil,
Ministre des finances.

Le Ministre de la marine,

Le Ministre des colonies,

Signé : A. RIBOT.

Signé : G. BESNARD.

Signé : CHAUTEPS.

Art. 1^{er}. — Décret portant modification du Règlement général sur le Pilotage dans le premier arrondissement maritime (station de Dunkerque).

Du 20 Juillet 1895.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine :

la loi du 15 août 1792, le décret du 12 décembre 1806 ⁽¹⁾ sur le pilotage, l'article 8 de la loi du 30 janvier 1893 sur la marine marchande; le décret du 29 août 1854, déclarant les règlements et tarifs de pilotage annexés exécutoires dans toute l'étendue du premier arrondissement maritime;

le décret du 30 juin 1883, modificatif du précédent, en ce qui concerne la station de Dunkerque;

le Conseil d'État entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Les articles 35 à 38 inclus et les articles 40, 41, 45, 47, 52, 69, 69 bis, 70, 70 ter et 70 quater, du règlement général du pilotage pour le premier arrondissement maritime, relatifs au port de Dunkerque, sont remplacés par les articles suivants :

Art. 35. Chacun des bateaux pilotes est commandé par un pilote nommé par le chef du service de la marine, sur la proposition du premier chef du pilotage, et qui prend le nom de patron pilote.

Le patron pilote prend part au pilotage à tour de rôle. En son absence, il est suppléé dans le commandement du bateau par le ancien pilote de son équipage.

À défaut de pilotes réunissant les qualités requises, le commandement est donné à un capitaine de la marine marchande ou à un maître au cabotage ayant une connaissance parfaite du port de Dunkerque, des bancs de Flandre et des parages environnants.

Art. 36. Le personnel du pilotage comprend, outre les pilotes :

1° officier chef du pilotage;

2° sous-chef du pilotage;

Un receveur;

L'équipage du bateau à vapeur;

Les matelots des bateaux pilotes;

Enfin, d'autres employés, si les besoins du service l'exigent.

L'officier chef du pilotage est nommé par le ministre de la marine sur la proposition du chef du service de la marine et l'avis de la chambre de commerce.

Le sous-chef du pilotage, le receveur, le capitaine ou maître du bateau à vapeur et les employés à terre sont nommés par le chef du service de la marine, sur la proposition de l'officier chef du pilotage; enfin, les mécaniciens, chauffeurs et matelots du bateau à vapeur et des bateaux pilotes, par l'officier chef du pilotage.

Les révocations et les admissions à la retraite sont prononcées de la même manière.

Art. 37. L'officier chef du pilotage est choisi parmi les officiers de marine en retraite ou démissionnaires, ou, à défaut, parmi les capitaines de la marine marchande ayant une connaissance parfaite du port, de la rade et des parages environnants.

L'officier chef du pilotage a la direction du service du pilotage sous l'autorité du chef du service de la marine.

Il donne des ordres à tout le personnel, répartit les pilotes sur les différents bateaux et règle leurs tours de service.

Il est chargé de la surveillance du matériel et des consommations de matières.

Il provoque, lorsqu'il y a lieu, les réparations et le remplacement des bateaux.

Art. 38. Le sous-chef du pilotage est choisi parmi les pilotes en activité de service ou en retraite.

Il est l'auxiliaire de l'officier chef du pilotage et il a, en cette qualité, autorité sur tout le personnel du pilotage, à l'exception du receveur.

Il remplace l'officier chef du pilotage en cas de maladie ou d'absence de celui-ci, sauf en ce qui concerne le pouvoir disciplinaire qui est alors dévolu au capitaine de port, conformément à l'article 10 du décret de 1806.

Lorsque le sous-chef du pilotage est pris parmi les pilotes en activité, il est remplacé dans le cadre.

Art. 40. Le chef du service de la marine arrête, sur la proposition de l'officier chef du pilotage, le règlement sur le service intérieur du pilotage.

Art. 41. La solde, par an, des agents du pilotage est fixée comme qu'il suit :

Officier chef du pilotage : quatre mille huit cents francs (4,800'');

Sous chef du pilotage : de mille cinq cents à deux mille deux cents francs (1,500' à 2,200'');

Receveur : trois mille francs (3,000'');

capitaine ou maître du bateau à vapeur : de deux mille quatre cents à deux mille sept cents francs (2,400 à 2,700) ;

capitaines ou maîtres de bateau pilote, mécaniciens, chauffeurs de bateau à vapeur : solde fixée par la commission administrative, selon le cours de la place ;

employés divers, s'il y a lieu : solde fixée par la commission administrative.

Le total de la solde des employés ne pourra d'ailleurs dépasser un maximum déterminé par la commission supérieure instituée par l'article 70.

45. A l'entrée, tous les droits sont perçus par le receveur du port, sur le vu des états dressés par l'officier chef du pilotage.

À la sortie, les pilotes sont chargés de la recette des conduites, que des pilotages de sortie des bâtiments à vapeur de cent tonnes et au-dessous et des navires à voiles de quatre-vingts tonneaux et au-dessous. Ils sont responsables desdits droits, à moins que les capitaines ne leur aient remis un billet de courtier s'engageant à les

doivent réclamer les prix fixés par les tarifs, qu'ils sont tenus, conformément à l'article 21 (dispositions générales) du présent règlement d'exhiber à la première réquisition des parties. Ils ne peuvent en aucun cas exiger une gratification personnelle.

Le capitaine qui, parvenu à la limite de la zone pour laquelle il a été admis, demande à être conduit plus loin, doit solder d'avance, entre autres droits du pilote, les droits complémentaires dus pour la nouvelle zone.

En cas de refus, le pilote doit immédiatement quitter le navire.

Les capitaines des navires français ou étrangers qui n'ont ni courtiers ni consignataires sont tenus de payer, dans les quarante-huit heures de leur arrivée, les sommes dues à l'entrée et, avant leur départ, les droits de sortie.

Ils paient au comptant les autres indemnités.

47. Les capitaines qui ont à se plaindre des pilotes adressent par écrit leurs réclamations à l'officier chef du pilotage.

À l'entrée, ces réclamations doivent être faites dans les quarante-huit heures qui suivent l'arrivée du navire; après ce délai, elles ne sont plus reçues.

À la sortie, elles doivent être consignées sur le certificat de pilotage remis au pilote.

50. Tout pilote montant à bord d'un navire pour le piloter doit faire constater par le capitaine le point où il embarque. Sa mission accomplie, il demande un bulletin certifiant le service fait.

Immédiatement arrivés à terre, les pilotes sont tenus de se rendre au poste du pilotage, pour y déposer ce bulletin, qui est signé par le capitaine et doit indiquer clairement le nom, l'espèce et la nationalité du navire, sa jauge, son tirant d'eau, le point où le pilote a été embarqué.

Au cas où les capitaines se refuseraient à délivrer le bulletin mentionné ci-dessus, les pilotes y suppléeraient et en rendraient compte à l'officier chef du pilotage.

Art. 52. Il est expressément défendu aux pilotes de quitter les navires qu'ils conduisent, avant qu'ils soient ancrés sur rade, ou dans l'un des sas des bassins à flot, ou, dans le cas d'impossibilité d'entrer, amarrés dans l'avant-port.

Toutefois, l'officier chef du pilotage a la faculté de faire débarquer aux abords des bassins les pilotes venant de la mer. Si les capitaines le désirent, ces agents sont immédiatement remplacés par des pilotes de service à terre et sans rétribution nouvelle,

Art. 69. L'administration des intérêts du pilotage est confiée à une commission composée :

Du commissaire de l'inscription maritime, président;

De l'officier chef du pilotage;

Du patron pilote et du plus ancien pilote, ou, à défaut du patron pilote, des deux plus anciens pilotes du bateau qui se trouvent au port au moment où la commission se réunit.

Cette commission administrative ordonne les constructions et les travaux dont le coût devra dépasser cinq cents francs. Elle peut autoriser l'officier chef du pilotage à ordonner les réparations courantes et à traiter pour les travaux et fournitures de moins de cinq cents francs (500^f) et au-dessous. Elle passe elle-même les marchés qui excèdent ce chiffre ou qui se rapportent à des entreprises de constructions ou d'entretien permanentes.

La commission administrative fait à la commission supérieure des propositions relatives à l'assurance du matériel flottant et traitant cet objet, si elle y est autorisée.

Elle propose également à la même commission supérieure qu'elle le juge utile, des modifications dans la composition du matériel et, si ces modifications sont adoptées, elle prend les mesures d'exécution nécessaires.

Elle fixe les soldes des capitaines et maîtres des bateaux, des mécaniciens et des chauffeurs du bateau à vapeur, d'après le cours de la place, et celles des employés du pilotage, dans la limite du maximum total fixé par la commission supérieure.

Elle est consultée pour la préparation du règlement sur les pensions et secours et pour les modifications qu'il peut y avoir lieu d'apporter au règlement général et aux tarifs de pilotage du port.

Elle liquide les pensions et accorde les secours.

L'officier chef du pilotage constate tous les services faits et les droits acquis, sous le contrôle spécial du commissaire de l'inscription maritime qui vise les pièces de liquidation.

La commission administrative, après tel examen et telles vérifications qu'elle juge utile, ordonne les dépenses.

Le receveur ne peut payer aucune dépense qui ne soit constatée et ordonnée dans ces formes.

la commission vérifie et arrête mensuellement les écritures du receveur. Elle opère, après l'expiration de chaque exercice, la liquidation des comptes et propose à la commission supérieure les prévisions à opérer conformément aux articles 66 et 67 du présent décret.

Art. 69 bis. Il est payé mensuellement aux pilotes un acompte de deux cents francs (200^f).

Les patrons pilotes reçoivent, en outre, un supplément mensuel de cent francs (100^f).

Le pilote suspendu de ses fonctions par mesure disciplinaire, ou destitué illégalement, ne reçoit aucun acompte ni supplément mensuel.

Le pilote empêché de faire son service par accident ou maladie temporaire, continue à toucher un acompte mensuel, mais s'il commande un bateau, il cesse de toucher le supplément. Au bout de quatre mois d'incapacité de travail, il est admis à la retraite d'office; mais, en cas de guérison ultérieure, il peut être réintégré lors de la première vacance qui suivra son complet rétablissement.

Art. 70. Une commission supérieure composée :

1° Le chef du service de la marine, président;

2° Le commissaire de l'inscription maritime;

3° L'officier chef du pilotage;

Et trois négociants ou armateurs désignés par la chambre de commerce, et de deux pilotes choisis annuellement par leurs camarades, pour veiller à l'administration et la comptabilité du pilotage. Elle se réunit au moins tous les trois mois.

Elle examine tous les actes de la commission administrative, si elle est instituée, et envoie au ministre, en vue de la mise en cause des responsabilités ou pour d'autres mesures utiles, ceux qu'elle juge illégaux ou contraires aux procédés d'une bonne administration; détermine la forme de la comptabilité et des justifications à produire par le receveur; vérifie et arrête trimestriellement les écritures de la commission et du receveur; s'assure spécialement, par toutes les mesures qu'elle juge utiles, de l'encaissement intégral des créances du pilotage; rédige et arrête, lorsqu'il y a lieu, sur les propositions de la commission administrative, et avant de le soumettre au ministre, le règlement relatif aux pensions et secours; vérifie, à la demande des parties, les décomptes de salaires ou de parts de bénéfices et les liquidations de pensions; vérifie le compte annuel, qui est présenté au ministre, et dont chaque pilote reçoit une expédition; sur la proposition de la commission administrative, les prévisions à opérer pour le fonds de renouvellement et pour le fonds de secours; décide si le matériel flottant doit être assuré; fixe les traitements des agents du pilotage dont l'article 41 du présent décret fixe les limites; détermine le maximum total des soldes des émoluments et fixe le crédit annuel à affecter aux secours.

Elle propose enfin, après avoir pris l'avis de la commission administrative, les modifications qu'il peut y avoir lieu d'apporter aux règlements et aux tarifs de pilotage du port.

Art. 70 *ter*. Le nombre de ces bateaux est fixé par le chef du vice de la marine, sur l'avis de l'officier chef du pilotage et de la chambre de commerce.

Ces bateaux portent à l'avant, à tribord et à bâbord, leurs numéros en caractères noirs sur fond blanc. Les numéros ont vingt centimètres de hauteur.

Les bateaux d'aide sont montés de quatre hommes et munis de tout le matériel nécessaire à leur rôle d'équipage.

Les patrons lamaneurs sont autorisés à commander par le commissaire de l'inscription maritime, après que le bateau a été visité, conformément aux dispositions prescrites pour les bateaux de pêche.

Les noms des patrons et les numéros des bateaux sont inscrits au bureau du pilotage.

Art. 70 *quater*. Tout patron de bateau lamaneur est tenu d'obéir immédiatement aux ordres qui lui sont donnés :

Par l'officier chef du pilotage;

Par les officiers et maîtres de port;

Par le sous-chef du pilotage;

Par le pilote de service à bord du navire qui l'emploie ou par le capitaine de ce navire.

2. Le ministre de la marine est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait à Paris, le 20 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la marine,

Signé : G. BESNARD.

N° 29982. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des finances, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté aux dépenses de Renouvellement du Cadastre.

Du 27 Juillet 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 18 juillet 1892, relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1893;

Vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895;

Vu les déclarations de versement tenant lieu de récépissés, constatant le versement par le trésorier-payeur général du département de Meurthe-et-Moselle,

à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de mille huit cents francs, représentant la part contributive des communes de Saint-Germain et de Velaine-sous-Amance dans les frais de renouvellement de leur cadastre;

l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général de comptabilité publique;

sur le rapport du président du Conseil, ministre des finances,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1895, un crédit de quatre mille huit cents francs (4,800^f) au chapitre LXX du budget dudit exercice (*Frais d'arpentage et d'expertise — Cadastre*).

Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources versées au Trésor, à cet effet, à titre de fonds de concours.

Le président du Conseil, ministre des finances, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 27 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

29983. — DÉCRET portant Suppression du Pénitencier-Dépôt d'Obock.

Du 11 Août 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 21 août 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur la loi du 30 mai 1854, concernant la transportation des condamnés à travaux forcés;

sur les décrets des 3 mars ⁽²⁾ et 3 octobre 1886 ⁽³⁾;

sur le décret du 22 octobre 1887 ⁽⁴⁾;

sur le rapport du ministre des colonies,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Le pénitencier d'Obock est supprimé à dater du 1^{er} janvier 1896.

2. Sont abrogées les dispositions des décrets des 3 mars et 3 octobre

⁽¹⁾ I^{re} série, Bull. 1045, n° 10517.

⁽²⁾ II^e série, Bull. 1005, n° 16513.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1043, n° 17150.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1132, n° 18629.

1886, 22 octobre 1887, concernant le transfèrement, dans un lieu de détention, des condamnés aux travaux forcés d'origine africaine, indienne, annamite ou chinoise.

3. Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel du ministère des colonies*.

Fait au Havre, le 11 Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des colonies,

Signé : CHAUTEMPS.

N° 29984. — *DÉCRET qui déclare qu'il n'y a pas Abus dans l'arrêté de Lille, du 3 août 1881, interdisant toute Manifestation du culte public, à l'occasion des Secours religieux aux malades.*

Du 13 Août 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport de la section de l'intérieur, des cultes, de l'enseignement public et des beaux-arts;

Vu le recours formé par l'abbé *Liénard*, vicaire de la paroisse de Lille (Nord), ledit recours enregistré au secrétariat général du Conseil le 17 juillet 1895 et tendant à ce qu'il plaise au Conseil déclarer abus dans l'arrêté du 3 août 1881, par lequel le maire de Lille a interdit toute manifestation du culte sur la voie publique à l'occasion de la distribution des secours religieux aux malades;

Vu l'arrêté susvisé;

Vu les conclusions prises devant le tribunal de simple police de Lille (Nord) par l'abbé *Liénard*, poursuivies pour avoir contrevenu à l'arrêté, le 23 avril 1895, lesdites conclusions soulevant contre l'exception d'abus;

Vu le jugement rendu par le tribunal de simple police du canton de Lille (Nord), le 4 mai 1895;

Vu le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, du 17 juillet 1895;

Vu les observations présentées par l'archevêque de Cambrai, le 15 mai 1895;

Vu l'avis du préfet du Nord, ensemble les autres pièces du dossier;

Vu l'article 1^{er} de la convention du 26 messidor an IX, les articles 45 de la loi du 18 germinal an X;

Considérant que l'article 45 de la loi du 18 germinal an X interdit les cérémonies religieuses hors des édifices consacrés au culte catholique dans les villes où il y a des temples destinés à différents cultes;

Considérant que la ville de Lille se trouve dans les conditions prévues par ledit article;

Qu'il suit de là que l'abbé *Liénard* n'est pas fondé à soutenir qu'il y a eu abus dans l'arrêté, en date du 3 août 1881, par lequel le maire de Lille a interdit toute manifestation du culte sur la voie publique à l'occasion de la distribution des secours religieux aux malades.

tion de l'article 45 susvisé, interdit toute manifestation du culte sur la voie publique, à l'occasion de l'administration des secours religieux aux malades;
Le Conseil d'Etat entendu,

ARRÊTÉ :

ART. 1^{er}. Il n'y a pas abus dans l'arrêté du maire de Lille, du 3 août 1895.

Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 13 Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : R. POINCARÉ.

1895. — DÉCRET qui déclare qu'il y a Abus dans l'arrêté du maire de Roubaix, du 2 mars 1895, interdisant le transport du Viatique à domicile.

Du 13 Août 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport de la section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu le recours formé par l'abbé *Lesage*, desservant de la paroisse Saint-Éph., à Roubaix, l'abbé *Bertaux*, curé-doyen de Saint-Martin, à Roubaix, autres prêtres des paroisses de Saint-Joseph, Saint-Martin, etc., à Roubaix, ledit recours enregistré au secrétariat général du Conseil d'Etat, le 1^{er} juillet 1895, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil déclarer qu'il y a abus dans l'arrêté du 2 mars 1895, par lequel le maire de Roubaix a interdit le transport du viatique à domicile par un prêtre revêtu d'habits sacerdotaux et précédé d'un porteur de lanterne agitant une sonnette;

Vu l'arrêté susvisé;

Vu les conclusions par lesquelles l'abbé *Lesage*, poursuivi devant le tribunal de simple police de Roubaix pour avoir contrevenu audit arrêté, a élevé l'exception d'abus en soutenant que cet arrêté portait atteinte au libre exercice du culte;

Vu le jugement de sursis rendu par le tribunal de simple police de Roubaix, le 25 avril 1895;

Vu le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, du 17 juillet 1895;

Vu les observations présentées par l'archevêque de Cambrai, le 29 juin 1895;

Vu l'avis du préfet du Nord, ensemble les autres pièces du dossier;

Vu l'article 1^{er} de la convention du 26 messidor an IX, les articles 7, 8 et 45 de la loi du 18 germinal an X;

Considérant que, dans son arrêté du 2 mars 1895, le maire de Roubaix s'est fondé, pour interdire le transport du viatique dans les conditions énoncées audit arrêté, sur ce que cette manifestation a pour grave inconvénient « d'effrayer les habitants qui se rendent compte de l'importance de la mortalité par cette cérémonie religieuse extérieure »;

Considérant que ce motif est étranger à l'application de l'article 45 de la loi du 18 germinal an x;

Qu'il suit de là que le maire de Roubaix, en prenant l'arrêté attaqué, a abusé de ses pouvoirs dans un but autre que celui que le législateur a eu en vue;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il y a abus dans l'arrêté du maire de Roubaix, du 2 mars 1895.

2. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 13 Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

*Le Ministre de l'instruction publique
des beaux-arts et des cultes,*

Signé : R. POINCARÉ.

N° 29986. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes des exercices 1891, 1892 et 1893.*

Du 15 Août 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre;

Vu l'état des créances liquidées à la charge du ministère de la guerre, additionnellement aux restes à payer et aux droits constatés arrêtés par les comptes définitifs des exercices 1891, 1892 et 1893;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu l'avis du président du Conseil, ministre des finances;

Considérant que, aux termes de l'article 126 précité, les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles concernent des services prévus au budget des exercices clos ci-dessus désignés et que leur montant n'excède pas les crédits restant à annuler en clôture d'exercice.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, en augmentation

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

des droits constatés et des restes à payer arrêtés par les comptes définitifs des exercices 1891, 1892 et 1893, un crédit supplémentaire de trente-sept mille sept cent soixante-cinq francs seize centimes (37,765^f 16), montant des créances qui ont été liquidées à la charge de ces exercices, savoir :

EXERCICES.	1 ^{re} SECTION.	2 ^e SECTION.	TOTAUX.
Exercice 1891.....	4,969 ^f 32 ^s	10,681 ^f 46 ^s	15,650 ^f 68 ^s
Exercice 1892.....	2,946 06	6,220 41	9,166 47
Exercice 1893.....	12,359 38	588 63	12,948 01
TOTAUX.....	20,274 66	17,490 50	37,765 16

2. Le ministre de la guerre est autorisé à ordonnancer ces créances sur les chapitres spéciaux ouverts pour les dépenses des exercices clos au budget de l'exercice courant, en exécution de l'article 124 du décret du 31 mai 1862.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales de l'exercice courant.

4. Le ministre de la guerre et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 25 Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{al} ZURLINDEN.

N° 29987. — DÉCRET portant modification du Règlement général sur le Pilotage dans le premier arrondissement maritime (station du Havre).

Du 28 Août 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 2 septembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine;

Vu la loi du 15 août 1792 et le décret du 12 décembre 1806⁽¹⁾, sur le pilotage;

Vu le décret du 29 août 1854, déclarant les règlements et tarifs de pilo-

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 129, n° 2074.

tage y annexés exécutoires dans toute l'étendue du premier arrondissement maritime;

Vu les décrets des 26 novembre 1888, 8 janvier 1889⁽¹⁾ et 5 août 1889⁽²⁾ modificatifs du précédent;

Vu l'enquête réglementaire;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Les articles 235, 236, 239, 241, 242 *ter*, 245, 249, 280, 281, 313 du règlement général de pilotage du premier arrondissement maritime sont remplacés par les suivants :

Art. 235. Le nombre des pilotes du Havre est fixé à quarante et celui des aspirants pilotes à douze; ils sont placés sous les ordres d'un officier chef de pilotage relevant directement du chef du service de la marine.

A l'entrée, comme à la sortie, les navires à voiles ou à vapeur de commerce et de l'État dont le tirant d'eau atteint ou dépasse six mètres cinquante centimètres sont exclusivement pilotés par des pilotes ou aspirants pilotes adjoints comptant trois années d'exercice en cette qualité et reconnus aptes à ce service, en raison de leur santé, de leur conduite et des notes professionnelles qui leur ont été données depuis leur entrée en fonctions.

Cette constatation d'aptitude est faite par une commission composée de l'officier chef du pilotage du Havre, président, et de deux pilotes désignés, tous les deux ans, par le chef du service de la marine au Havre, et choisis parmi ceux qui exercent le pilotage des grands navires depuis au moins dix années. Les mêmes pilotes peuvent être maintenus dans leurs fonctions à l'expiration de la période bisannuelle.

La faculté de piloter les navires d'un tirant d'eau de six mètres cinquante centimètres et au-dessus sera retirée par ladite commission aux pilotes ou aspirants pilotes adjoints qui ne présenteront pas les garanties que réclame le pilotage des grands navires.

Art. 236. L'officier chef du pilotage du Havre est nommé par le ministre de la marine, sur la proposition du chef du service de la marine au Havre.

Il est choisi parmi les officiers de marine en retraite ou démissionnaires ou, à défaut, parmi les capitaines de la marine marchande ayant une connaissance parfaite du port, de la rade et des parages environnants.

Il a autorité sur les pilotes de la station du Havre, dirige leur service et contrôle leurs actes professionnels.

Il tient un registre sur lequel il note la conduite, la santé et la capacité des pilotes, avec son appréciation sur les causes des échouements ou avaries éprouvés par les navires qu'ils ont eu à conduire.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1221, n° 20320.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1343, n° 22514.

En cas de contestation pour les salaires entre les pilotes et les capitaines, il entend les parties pour les concilier et, à défaut, il les rend devant le tribunal de commerce qui doit en connaître.

Il rend compte au chef du service de la marine de tous les accidents de navigation et de toutes les mesures graves qu'il croit devoir prendre.

Il informe l'officier chef du pilotage de la Seine, ainsi que les commissaires de l'inscription maritime du Havre et de Honfleur, de tout qui peut les concerner dans le service du pilotage.

Il donne à la chambre de commerce du Havre et aux capitaines, sur leur demande, toutes les indications relatives à la navigation dans ces parages.

Art. 239. Il est expressément enjoint aux pilotes de s'assurer, à chaque grande marée, des changements qui pourraient survenir à la rade du lazaret du Hoc, et, dans le cas où ils auraient connaissance de quelques nouveaux dangers, d'en faire, dans les vingt-quatre heures, leur déclaration à l'officier chef du pilotage et au capitaine du port de commerce.

Art. 241. Les salaires du pilotage de la grande rade au Havre ou à l'Écluse sont de vingt-six francs (26^f) par cent tonneaux de jauge, indépendamment de la nourriture.

Les bâtiments abordés en petite rade ⁽¹⁾ ne payent que moitié des salaires ci-dessus, et ceux abordés en dedans de la jetée du nord-ouest, le tiers.

Toutefois les bâtiments abordés en petite rade qui, n'ayant pu attendre la marée, ont, sur la demande du capitaine, repris le large pour attendre la marée suivante, sont considérés à l'entrée comme ayant été abordés en grande rade, et payent le pilotage en conséquence.

Les bâtiments abordés dans un rayon de vingt milles du cap de la Hève sont considérés comme abordés en grande rade; ceux qui le sont au delà d'un rayon de vingt milles jusqu'à celui de quarante milles payent un tiers d'augmentation et ceux qui le sont au delà d'un rayon de quarante milles, moitié en sus.

Ces augmentations sont toujours prises sur le principal du navire considéré comme chargé.

Tout navire venant de l'ouest et se dirigeant sur la rade du Havre, qui a été abordé par un pilote, lui paye une marée de trois francs (3^f) par chaque douze heures révolues, jusqu'à ce qu'il ait atteint la ligne nord et sud passant par Cherbourg.

Toutes les allocations payées pour pilotage sont augmentées d'un demi pour cent (1 1/2 p. o/o) pour les émoluments de l'officier chef du pilotage.

⁽¹⁾ On entend par petite rade du Havre l'espace compris dans l'angle formé par les deux feux de la Hève l'un par l'autre et le château d'Orcher par les magasins du Hoc; tout ce qui est extérieur est grande rade.

Quelque minime que soit le tonnage des bâtiments qui réclament l'assistance des pilotes, la taxe de pilotage n'est jamais calculée sur moins de cinquante tonneaux.

Art. 242 *ter*. Il est payé aux chaloupes et bateaux d'aide pour lever les ancrs dans l'avant-port, savoir :

Par 100 kilogrammes du poids de l'ancre.....	50
Par 100 kilogrammes du poids du câble ou de la chaîne.....	1

Ces prix sont les mêmes, que les navires auxquels appartiennent les ancrs, câbles ou chaînes, soient français ou étrangers.

Aucune ancre ne doit être mouillée sans un orin et une boucle capables d'indiquer et de lever l'ancre. Les pilotes doivent faire connaître aux capitaines cet article du règlement.

Les capitaines qui ne s'y conforment pas payent un quart en sus des prix fixés ci-dessus pour faire rechercher et lever leurs ancrs, câbles ou chaînes.

Les capitaines sont tenus de faire enlever leurs ancrs et les câbles ou chaînes dans les six heures qui suivront l'arrivée à bord de la chaloupe qui les transporte. Dans le cas où les hommes de l'équipage ne seraient pas disponibles, les lamaneurs des chaloupes doivent faire eux-mêmes ce travail, et ils recevront comme indemnité un cinquième du salaire principal qui leur est alloué pour lever les ancrs et chaînes ou câbles et les transporter à bord.

En cas de refus de la part des capitaines d'embarquer leurs ancrs et chaînes ou câbles, ou de les laisser embarquer par les lamaneurs, les officiers de port constateront ce refus. Les ancrs ou chaînes ou câbles seront immédiatement mis à terre, à la diligence des officiers du port et, au besoin, à la réquisition de l'officier chef du pilotage du Havre, aux frais, risques et périls des contrevenants. En outre, il sera payé à l'embarcation une somme de dix francs (10^f) par jour pendant tout le temps que les ancrs ou chaînes et câbles restent à bord, à partir du jour de la contravention constatée.

Lorsque les lamaneurs conduiront une ancre à bord d'un navire, ils présenteront au capitaine un bulletin lui faisant connaître les dispositions ci-dessus. Ce bulletin sera rempli et signé par le capitaine afin d'éviter toute discussion lors du règlement des salaires, et devra indiquer :

- 1° L'heure de l'arrivée à bord de la chaloupe;
- 2° Le poids des ancrs, la longueur et le diamètre des chaînes, câbles et grelins;
- 3° Si le travail d'embarquement à bord de tous ces objets a été effectué par les lamaneurs eux-mêmes.

Art. 245. Le maître haleur est tenu de se trouver sur la jetée du nord-ouest pendant toutes les marées, afin de faire fournir aux bâtiments entrant ou sortant le nombre de haleurs que le pilote qui sera à bord du bâtiment jugera nécessaire, et, pour les bâtiments qui n'ont point de pilotes, d'après la demande du maître ou patron.

Les officiers du port de commerce peuvent cependant désigner le nombre de haleurs nécessaire, suivant le temps, afin que les bâtiments qui ont besoin d'entrer ou de sortir à l'aide de haleurs ne puissent être arrêtés dans leurs manœuvres.

La taxe du halage est fixée à trente centimes (0^f 30) par homme sur chaque station, soit pour l'entrée, soit pour la sortie des bâtiments de toute espèce; celle du maître haleur et de son second est double.

Le maître haleur exécute les ordres de l'officier chef du pilotage du Havre et des officiers de port.

Il est payé au maître haleur un franc cinquante centimes (1^f 50) par la drome qu'il est tenu de fournir en bon état.

Les stations du halage sont déterminées ainsi qu'il suit :

- 1^o Du bout de la jetée nord jusqu'à la tour;
- 2^o Du bout de la jetée sud jusqu'en face de la tour;
- 3^o De la tour jusqu'à la douane;
- 4^o De la tour jusqu'à l'escalier près du cabestan;
- 5^o et 6^o De la douane ou de l'escalier jusqu'à l'entrée des bassins.

Art. 249. Il est exercé une retenue de cinq pour cent (5 p. 0/0) sur tous les salaires, tant en principal qu'en augmentation, payés aux pilotes, aspirants pilotes et matelots lamaneurs employés au service du pilotage pour l'entrée et la sortie des bâtiments de l'État ou du commerce, ainsi que pour tous autres travaux sans exception. Pour faciliter le recouvrement de cette retenue et des émoluments de l'officier chef du pilotage du Havre, les courtiers des navires sont invités à délivrer au pilote qui a fait l'entrée ou la sortie un bulletin présentant séparément le détail des frais résultant du pilotage, et après lequel le maître pilote réclame le montant de chaque retenue.

Art. 250. Le montant de la retenue justifié précédemment est versé dans la caisse d'épargne des pilotes. Cette caisse est administrée par une commission composée du commissaire de l'inscription maritime, de l'officier chef du pilotage du Havre, de trois négociants désignés par la chambre de commerce, et de deux pilotes choisis parmi eux; un négociant et un pilote sont renouvelés chaque année.

Art. 280. Les pilotes de la station de Berville-sur-Mer qui viennent rendre des bâtiments au Havre ou à Honfleur doivent se présenter chez l'officier chef du pilotage du Havre ou chez le pilote-major de Honfleur pour s'y faire inscrire; ceux-ci règlent le tour de service des pilotes présents et assignent à chacun d'eux le navire qu'il doit rendre.

Le garde maritime de Berville-sur-Mer tient également un registre des bâtiments en destination de la Rille et il les désigne aux pilotes disponibles, d'après l'ordre de leur inscription, de façon que le bâtiment le premier inscrit à la posée reçoive le premier pilote disponible.

Sous aucun prétexte les pilotes ne peuvent prendre un autre navire que celui qui leur a été assigné.

Il est alloué à l'officier chef du pilotage du Havre et au pilote-major de Honfleur, ainsi qu'au garde maritime de Berville-sur-Mer, une redevance de quinze centimes (0' 15) par bâtiment qui réclame un pilote et cinq centimes (0' 05) par pilote disponible.

Art. 281. L'officier chef du pilotage du Havre et le pilote-major de Honfleur réclameront au garde maritime de Berville-sur-Mer et aux pilotes de la Rille, chaque fois que les besoins du service l'exigeront, ceux-ci sont tenus d'obtempérer immédiatement aux ordres qui leur seront donnés.

Art. 313. Il informe l'officier chef du pilotage du Havre, ainsi que les commissaires de l'inscription maritime du Havre, de Rouen et de Honfleur, de tout ce qui peut les concerner dans le service du pilotage.

Il donne à la chambre de commerce de Rouen et aux capitaines sur leur demande, toutes les indications relatives à la navigation du fleuve.

2. Le ministre de la marine est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin de la marine*.

Fait au Havre, le 28 Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la marine,

Signé : G. BESNARD.

N° 29988. — DÉCRET qui accorde aux Bureaux de poste et de télégraphie de Neuilly-sur-Seine une levée exceptionnelle moyennant la taxe supplémentaire.

Du 3 Septembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 16 mars 1887 relative aux lettres déposées après les levées générales;

Vu la demande de la municipalité de Neuilly-sur-Seine, tendant à obtenir la concession d'une levée exceptionnelle dans les conditions fixées par la loi précitée;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est fixé à quarante-cinq minutes (45") le délai minimum pendant lequel les lettres déposées aux bureaux de poste et de télégraphie de Neuilly-sur-Seine, après les levées générales, pourront être expédiées moyennant la taxe supplémentaire de quinze centimes (0' 15).

Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 3 Septembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : ANDRÉ LEBON.

N° 29989. — **DÉCRET** qui accorde la Franchise postale à certaines
Correspondances officielles.

Du 3 Septembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur les articles 1 et 2 de l'ordonnance du 17 novembre 1844 ⁽¹⁾ sur les
affaires postales;

sur l'article 78 de la loi de finances du 26 janvier 1892 soumettant, à
partir du 1^{er} janvier 1893, les comptes des fabriques et consistoires à
la règle de la comptabilité des autres établissements publics;

sur les trois règlements d'administration publique, en date du 27 mars
1892, rendus en exécution de l'article 78 de la loi de finances du
26 janvier 1892;

sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et
des télégraphes,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Est admise à circuler en franchise, sous bandes, dans
l'étendue du département, la correspondance officielle échangée :

1^{re} Entre les préfets et les comptables des fabriques, des conseils
presbytéraux et des communautés israélites, d'une part, et les pré-
sidents des bureaux de marguilliers, des conseils presbytéraux et
des communautés ou consistoires israélites, d'autre part;

2^e Entre les percepteurs faisant fonctions de comptables des éta-
blissements ecclésiastiques et les présidents de bureaux de marguil-
liers, des conseils presbytéraux et des consistoires ou communautés
israélites.

Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télé-
graphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré
au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 3 Septembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : ANDRÉ LEBON.

N° 29990. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, un Crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1891.*

Du 4 Septembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1895;

Vu les états de créances liquidées à la charge du département de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), pour l'exercice 1891;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu le décret du 10 novembre 1856 ⁽¹⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu les réclamations des personnes dont l'état est ci-joint;

Considérant que le compte définitif de l'exercice 1891 présente au chapitre XLVII, sur lequel les sommes réclamées doivent être prélevées, des restes disponibles suffisants pour les acquitter;

Vu l'avis du président du Conseil, ministre des finances, en date du 14 août 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif des dépenses, un crédit supplémentaire de la somme de huit mille deux cent trente et un francs dix centimes (8,231¹⁰) à imputer sur le chapitre XLVII de l'exercice 1891, lequel est ainsi conçu : *Écoles normales primaires — Écoles normales supérieures et enseignement primaire.*

Cette somme forme le montant des créances désignées au tableau ci-joint et pour lesquelles des états nominatifs seront adressés au ministre des finances, en exécution de l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes est autorisé à ordonnancer cette somme sur le chapitre spécial : *Dépenses des exercices clos*, ouvert à son budget, première section (*Service de l'instruction publique*), conformément à l'article 126 de la loi du 23 mai 1834 ci-dessus visé.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 440, n° 4110.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 4 Septembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Président du Conseil, Ministre des finances,

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : A. RIBOT.

Signé : R. POINCARÉ.

1891. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1891 et 1893.*

Du 4 Septembre 1895.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

En la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1895;

En les états de créances liquidées à la charge du département de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), pour les exercices 1891 et 1893;

En l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

En le décret du 10 novembre 1856⁽¹⁾;

En le sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

En l'article 126 du décret du 31 mai 1862⁽²⁾, portant règlement général de la comptabilité publique;

En les réclamations des personnes dont l'état est ci-joint;

Considérant que les comptes définitifs des exercices 1891 et 1893 présentent, aux divers chapitres sur lesquels les sommes demandées doivent être prélevées, des restes disponibles suffisants pour les acquitter;

Sur l'avis du président du Conseil, ministre des finances, en date du 2 août 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif des dépenses, un crédit supplémentaire de la somme de

six mille sept cent soixante-neuf francs quatre-vingt-sept centimes (6,769^f 87), réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1891, chapitre XLVII.....	6,569 ^f 87
Exercice 1893, chapitre LX.....	199 ^f 00
ENSEMBLE.....	6,769 ^f 87

Cette somme forme le montant des créances désignées au tableau ci-joint et pour lesquelles des états nominatifs seront adressés au ministère des finances, en exécution de l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes est autorisé à ordonnancer cette somme sur le chapitre spécial : *Dépenses des exercices clos*, ouvert à son budget, première section (*Service de l'instruction publique*), conformément à l'article de la loi du 23 mai 1834 ci-dessus visé.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel*.

Fait au Havre, le 4 Septembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 29992. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes un Crédit supplémentaire en augmentation des crédits à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1891, 1892 et 1893.

Du 4 Septembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1895;

Vu les états de créances liquidées à la charge du département de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), pour les exercices 1891, 1892 et 1893;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

le décret du 10 novembre 1856⁽¹⁾;

le sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

l'article 126 du décret du 31 mai 1862⁽²⁾, portant règlement général de la comptabilité publique;

et les réclamations des personnes dont l'état est ci-joint;

considérant que les comptes définitifs des exercices 1891, 1892 et 1893 ont été présentés, aux divers chapitres sur lesquels les sommes demandées doivent être prélevées, des restes disponibles suffisants pour les acquitter;

sur l'avis du président du Conseil, ministre des finances, en date du 15 août 1895,

ARRÊTÉ :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif des dépenses, un crédit supplémentaire de la somme de cent onze francs quatre-vingt-six centimes (911^{fr} 86), réparti comme il suit :

Exercice 1891, chapitre XLVIII.....	10 ^{fr} 00 ^c
Exercice 1892, chapitre XLIX.....	299 99
Exercice 1893 { chapitre LII.....	700 00
{ chapitre LV.....	11 87
ENSEMBLE.....	<u>911 86</u>

Cette somme forme le montant des créances désignées au tableau ci-joint et pour lesquels des états nominatifs seront adressés au ministre des finances, en exécution de l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes est autorisé à ordonnancer cette somme sur le chapitre LXIX du budget spécial : *Dépenses des exercices clos, ouvert à son budget, première section (Service de l'instruction publique)*, conformément à l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 ci-dessus visé.

Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 4 Septembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 29993. — *DÉCRET qui convoque le Collège électoral de la première circonscription de Montluçon (Allier) à l'effet d'élire un Député.*

Du 20 Septembre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 21 septembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'Intérieur;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et les circonscriptions électorales;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

Vu le décret du 23 juillet 1893 ⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;

Attendu le décès de M. Thivrier, député de la première circonscription de Montluçon (Allier),

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de la première circonscription de Montluçon (Allier) est convoqué pour le dimanche 13 octobre 1895 à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau desdites modifications.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Fontainebleau, le 20 Septembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

⁽¹⁾ X^e série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1566, n° 16771.

1895. — **DÉCRET** qui convoque les Conseils municipaux des communes comprises dans le département du Doubs à l'effet de nommer leurs Délégués en vue de l'élection d'un Sénateur.

Du 25 Septembre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 27 septembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

sur les lois du 2 août 1875 et du 9 décembre 1884;

sur l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la loi du 30 décembre 1875;

sur les articles 3 et 4 du décret du 3 janvier 1876⁽¹⁾, portant convocation des conseils municipaux en vue des élections sénatoriales du 30 du même mois;

attendu le décès de M. Gaudy, sénateur du département du Doubs,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les conseils municipaux des communes comprises dans le département du Doubs sont convoqués pour le dimanche 13 octobre 1895, à l'effet de nommer leurs délégués et suppléants en vue de l'élection d'un sénateur.

2. Le collège électoral, formé des députés, des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissement et des délégués municipaux du département du Doubs, se réunira au chef-lieu le dimanche 13 novembre 1895, pour procéder à l'élection d'un sénateur.

3. La réunion des conseils municipaux et les opérations électorales, tant pour l'élection des délégués et suppléants que pour la nomination du sénateur, auront lieu suivant les formes déterminées par les lois et décret ci-dessus visés.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 25 Septembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

⁽¹⁾ III^e série, Bull. 290, n° 4942.

N° 29995. — *DÉCRET qui convoque le Collège électoral de l'arrondissement de Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie) à l'effet d'élire un Député.*

Du 28 Septembre 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 3 octobre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et les circonscriptions électorales;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

Vu le décret du 23 juillet 1893 ⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;

Attendu le décès de M. Horteur, député de l'arrondissement de Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie),

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de l'arrondissement de Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie) est convoqué pour le dimanche 27 septembre 1895, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 2 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, présenteront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau des modifications.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Fontainebleau, le 28 Septembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

⁽²⁾ 11^{re} série, Bull. 1566, n° 2677.

1895. — *Décret qui ouvre au Ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les réparations effectuées aux bâtiments de l'établissement thermal de Vichy.*

Du 3 Octobre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre de l'intérieur;

sur la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1895;

l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique; les déclarations (n° 81 et 90), en date du 2 janvier et du 1^{er} juillet constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour les dépenses publiques, d'une somme de onze mille francs;

l'avis du président du Conseil, ministre des finances,

arrête :

1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'intérieur, au titre du budget de l'exercice 1895, chapitre LI, un crédit supplémentaire de onze mille francs, applicable aux dépenses résultant des grosses réparations effectuées aux bâtiments de l'établissement thermal de Vichy.

Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret sur les ressources résultant des versements faits au Trésor à titre de fonds de concours.

Les ministres de l'intérieur et des finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 3 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LETGUES.

— DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

Bordel (Nicolas-Jules), né le 29 novembre 1849, à Plesnoy (Haute-Saône) demeurant,

Bordel (François-Henri), né le 9 novembre 1858, à Plesnoy (Haute-Saône) demeurant au Pailly (même département),

sont autorisés à substituer à leur nom patronymique celui de *Regnier*, et à signer légalement, à l'avenir, *Regnier* au lieu de *Bordel*;

Paris, Bull. 1045, n° 10527.

2° Lesdits impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 mai 1804, art. 11, an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant les tribunaux d'État. (*Paris, 1^{er} Novembre 1895.*)



Certifié conforme :

Paris, le 4^e Décembre 1895.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

L. RICARD.

* Cette date est celle de la réception du décret au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Impression nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1727.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 2998. — *DÉCRET qui proclame des Brevets d'invention et des Certificats d'addition.*

Du 10 Septembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes;

l'article 14 de la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Sont proclamés les brevets d'invention et les certificats d'addition délivrés pendant le deuxième trimestre de l'année 1894, qu'ils sont contenus dans les états ci-annexés.

Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 10 Septembre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : V. LOUTRIER.

BREVETS D'INVENTION.

185. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1894; Hille, représenté par Casalunga, à la rue des Halles, n° 15. — Boîte à plumes.

186. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1894; Kerbs, représenté par Casalunga, à la rue des Halles, n° 15. — Niveau enregistreur automatique pour vélocipèdes.

XII^e Série.

235387. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1894; Faure, représenté par Cassin, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les locomoteurs.

235388. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1894; société dite *The Refuse Disposal Company limited* et les sieurs Russell et Stanley, représentés par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Utilisation des matières de rebut en vue de la fabrication de gaz, des briquettes et d'autres produits utiles.

235389. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1894; Choate, représenté par Bléry à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans la préparation de solutions contenant des sels de zinc.

235390. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1894; Cooke, représenté par Bléry à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Abat-jour pour lampes à incandescence.

235391. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1894; Finlayson, représenté par Bléry à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux escaliers.

235392. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1894; Jarraud, représenté par Bléry à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système de bouchage pour bocaux à conserves.

235393. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1894; Saati, représenté par Bléry à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux pièces d'horloges, montres et pendules.

235394. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1894; Schmalz, représenté par Bléry à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Mesure de main pour déterminer la taille des gants.

235395. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1894; Tilkin, Salle et Pirsch, représentés par Bléry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé pour la fabrication d'un produit à odeur de musc, désigné sous le nom de *Succinol*.

235396. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1894; Tolley, représenté par Bléry à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Fusée à percussion à temps et à action automatique.

235397. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1894; Clauss, représenté par Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Procédé de fabrication d'objets émaillés.

235398. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1894; Béché junior, représenté par Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Marteau à matelas d'air.

235399. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1894; Mackenstein, représenté par Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnement aux appareils graphiques.

235400. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1894; Gane, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil à dessiner d'après un modèle.

235401. Brevet (brevet anglais devant expirer le 10 juillet 1907) pris le 9 janvier 1894, par Welch, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les garnitures pneumatiques pour roues de véhicules et autres véhicules.

235402. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1894; Compagnie parisienne de teinture d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Production de couleurs azoconjugées sur la fibre par copulation dans le bain de teinture.

235403. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1894; Boisseau du Rocher, représenté par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Lampe à incandescence à filament spiral et surface réfléchissante.

235404. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1894; Duni, représenté par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements apportés au brûleur à feu à tir rapide.

235405. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1894; Reuse, représenté par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Machine nouvelle ou perfectionnée pour la fabrication des cigares.

235406. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1894; Mac Pherson et Collins, représentés par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis.

- à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les tramways et autres véhicules.
- Brevet de quinze ans, 9 janvier 1894; Lajeunie, représenté par Chasseboul, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau mode de reproduction des la broderie sur tissus par application de couleurs variées.
- Brevet de quinze ans, 9 janvier 1894; Mac Elroy, représenté par Chasseboul, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareil de chauffage des voitures.
- Brevet de quinze ans, 13 janvier 1894; Dodivars, Grande-Rue, n° 87, à Pressé typographique imprimant et coupant sur papier sans fin les bandes des publications périodiques et autres.
- Brevet de quinze ans, 10 janvier 1894; Marius Allard et compagnie (société), avenue Parmentier, n° 40. — Nouvelle pince-pantalon pour velocipède *La Franco-Russe*.
- Brevet de quinze ans, 10 janvier 1894; Tschieret et Edelbert, rue Pocard, Mallois-Perret (Seine). — Multiplicateur électrique.
- Brevet de quinze ans, 10 janvier 1894; Groetschel (les sieurs), à Paris, rue de la Vierge, n° 13. — Nouveau four de boulangerie portatif pouvant également cuire.
- Brevet de quinze ans, 10 janvier 1894; Lukas, rue Détour, n° 6, à Monpoussin (Seine). — Nouveau fermoir dit *fermoir l'Indépendant*, spécialement aux cadres de bourses, cottes de maille et autres, aux cadres carcasse fer annuaire, porte-cigares, etc.
- Brevet de quinze ans, 10 janvier 1894; Laborie, à Paris, rue de Charonne, 10. — Machine à paqueter la chicorée et autres légumes.
- Brevet de quinze ans, 10 janvier 1894; King, Wyman et Beardsley, représentés par la société Matsay frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Conteneur pour la chicorée.
- Brevet de quinze ans, 10 janvier 1894; Lazou, représenté par Armengaud fils, boulevard Poissonnière, n° 21. — Machine à paqueter la chicorée et autres légumes.
- Brevet de quinze ans, 10 janvier 1894; Duncan, représenté par la société Duncan fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux machines à paqueter la chicorée et autres légumes.
- Brevet de quinze ans, 10 janvier 1894; Montupet, à Paris, rue de la Voûte, 10. — Distribution automatique de pressions variables avec tout accumulateur à eau et perfectionnement aux appareils hydrauliques.
- Brevet de quinze ans, 3 janvier 1894; Isnard, rue d'Antibes, n° 51, à Paris. — Dentier dit *dentier ouvert*.
- Brevet de quinze ans, 10 janvier 1894; Montupet, à Paris, rue de la Voûte, 10. — Nouveau procédé de traitement des corps gras, de l'huile des graisses et du savon, permettant d'obtenir des produits de qualité supérieure.
- Brevet de quinze ans, 10 janvier 1894; Haessler et Billard (société), représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Fermeture à disjonction automatique pour fermoir de sac de voyage, de sac de dames, etc.
- Brevet de quinze ans, 10 janvier 1894; Pupin, représenté par Blétry aîné, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements à la transmission et à la distribution de courants électriques.
- Brevet de quinze ans, 10 janvier 1894; Boutain, représenté par la société de Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 41. — Nouveau mode de traitement des tubages de puits pour captation des sources d'eaux minérales ou puits absorbants, etc.
- Brevet de quinze ans, 10 janvier 1894; Mathet et Floury-Hermagis, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau système d'obturateur à rideau.
- Brevet de quinze ans, 10 janvier 1894; Stein, représenté par la société

Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau procédé de fabrication de ciment et d'autres matières hydrauliques analogues.

235426. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1894; Tasker, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements dans les métiers continus à anneaux à filer et à retordre.

235427. Brevet (brevet anglais devant expirer le 9 décembre 1907) pris, le 10 janvier 1894, par Dixon, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux supports de pétards pour signaux sur chemins de fer en temps de brouillard.

235428. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1894; Rambousek, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil de contrôle pour déterminer la quantité de liquide contenu dans un réservoir.

235429. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1894; Edwards, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Mécanisme moteur perfectionné pour vélocipèdes.

235430. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1894; Cambon, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau moyen permettant de mesurer graphiquement les instructions à donner aux ouvriers chargés de la conduite des métiers à bonneterie pour les augmentations et diminutions.

235431. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1894; Tischberger, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux vélocipèdes permettant au vélocipédiste de s'arrêter sans être obligé de descendre de sa machine.

235432. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1894; Dehne, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux filtres pour la filtration des masses à résidus visqueux.

235433. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1894; Delamare-Deboutteville et Malin, représentés par Chevillard, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Deux métaux et à eau acidulée.

235434. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1894; Daydé et Pillé (société), représentés par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements apportés aux sacs et dispositifs servant à la manœuvre des sacs.

235435. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1894; Lucas, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Nouveau moteur rotatif actionné par la vapeur comprimée et l'eau sous pression.

235436. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1894; Levêque, au Neufbourg, canton de Saint-Barthélemy (Manche). — Brûle-bougies.

235437. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1894; Garnier, rue Jean-Bart, 11 (Ille-et-Vilaine). — Moulin broyeur de pommes et autres fruits similaires, à actionnement transversal.

235438. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1894; Marignac, à Paris, rue Quai, n° 6. — Nouvelle poupée incassable dite *poupée satin*.

235439. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1894; Mockler, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, rue Saint-Quentin, n° 8. — Perfectionnements dans les abat-jour et dans les lampes électriques destinés à faire de la publicité.

235440. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1894; Ganswindt, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Bandes métalliques plates servant de support et de renforcement aux ballons aériens, dans les propulseurs de navires et de bateaux aériens, dans les turbines, les moteurs à vent, etc.

235441. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1894; Thialon et Locourt, représentés par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Perfectionnements dans les bandages de roues de tous véhicules.

235442. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1894; Simpson, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Supports d'armes à feu pour des troupes en marche.

43. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1894; Pötsch, représenté par Blétry aîné, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouvelle pierre à paver se composant d'une murelle et d'une base artificielle.
44. Brevet (brevet anglais devant expirer le 13 juillet 1907) pris, le 11 janvier 1894, par Lunge et Maxwell Lyte, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la production de l'acide nitrique, de l'acide caustique et de l'oxyde de fer.
45. Brevet (brevet anglais devant expirer le 13 juillet 1907) pris, le 11 janvier 1894, par Lunge et Maxwell-Lyte, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la production d'alcali caustique et de plomb de plomb devant se convertir en chlore et en plomb raffiné.
46. Brevet (brevet anglais devant expirer le 17 juillet 1907) pris, le 11 janvier 1894, par Lunge et Maxwell-Lyte, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé perfectionné pour produire des sels de plomb basiques et certains sous-produits.
47. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1894; Schlögel, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de patin-cycle.
48. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1894; Héral, représenté par Casalunga, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les machines à briques.
49. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1894; Dillon, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Mode perfectionné de préparation de la tourbe pour le chauffage, la fabrication de gaz et autres usages.
50. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1894; Vivien, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil pour la carbonatation des liquides minéraux et autres substances.
51. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1894; Taylor, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements apportés aux lentilles photographiques et également applicables aux lentilles pour microscopes et appareils de vision.
52. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1894; Müller, représenté par la société Comès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Montre de contrôle de rondes, renfermant un mécanisme enregistreur qui est actionné en introduisant simplement la montre entière dans une boîte disposée à chacun des postes de contrôle.
53. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1894; Société générale de bonneterie, à Paris. — Perfectionnements apportés à la commande mécanique des machines à tricoter.
54. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1894; L. Vittori et Basset frères (société), rue de la Harpe, n° 27, à Marseille. — Fabrication de la broderie or et argent, appliquée à l'industrie du cartonnage (articles pour confiseurs).
55. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1894; Labat, rue Blanc-Dutrenilh, n° 15, à Bordeaux. — Système de flotteurs destinés au moisage des pieux ou à l'établissement de cloisons à une certaine profondeur sous l'eau.
56. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1894; Delhomme, place Simiot, n° 26, à Paris. — Mortaiseuse.
57. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1894, de Coëlogon, à Recques (Pas-de-Calais). — Pain de drèches.
58. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1894; Lemoine, rue de Paris, n° 40, à Paris. — Nouveau cirage liquide nommé le *Dahoméen* pour capotes de voitures, harnais et toutes espèces de cuirs.
59. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1894; Berchon, représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Nouveau tissu bonneterie et ses procédés de fabrication.
60. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1894; Knowlton, Robertson et Philips, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Procédé pour capote de voiture.
61. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1894; Chaussier, à Paris, rue du Débarcadere, n° 12. — Émaillage intérieur des tubes des instruments de musique.

235462. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1894; Armani, représenté par Cassin, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Système de défense maritime automatique.

235463. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1894, Berendt et Boese, représentés par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 15 bis. — Fauteuil-canne.

235464. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1894; Spiller et Hegmann, représentés par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 15 bis. — Appareil pour dompter les chevaux.

235465. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1894; de Sainte-Marie et Houdry, représentés par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé déterminant rapidement le retrait que le bois subit lentement par la dessiccation à l'air.

235466. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1894; Savard et compagnie, représentés par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau procédé de fabrication mécanique des talons de brisures pour boucles d'oreilles.

235467. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1894; Guérin (D^r), représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Fontaine-absinthe.

235468. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1894; Prestwich, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Émulsions haloïdes d'argent destinées à la photographie.

235469. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1894; Schmiedecke et Gade, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements apportés aux tambours pour la fabrication mécanique pneumatique de mail.

235470. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1894; société dite *The Ropeway Limited*, représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux appareils destinés au transport de charges au moyen de câbles voyageurs.

235471. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1894; Longueval et Guépin, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés à cheval.

235472. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1894; Le Maire, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de ciment, spéciale et ciment.

235473. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1894; Gouess, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé perfectionné pour le traitement des fibres végétales textiles.

235474. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1894; Koch, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Machine à couper et à récolter les légumes.

235475. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1894; Hansen, représenté par Chassevent, Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Poêle.

235476. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1894; Burkert, représenté par Chassevent, à Paris, rue Mazagran, n° 5. — Robinet de décharge imperméable automatique.

235477. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1894; Lallié, boulevard Delorme, à Nantes. — Foyer fermé sous pression à long fonctionnement.

235478. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1894; A. Croze-Magnan et compagnie (société), représentée par Delpy, rue de Bausset, n° 16, à Marseille. — Enveloppe extérieure pour bandage pneumatique dit l'*interrompable*.

235479. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1894; Tarry, Lévisque et compagnie (société), à Thiers (Puy-de-Dôme). — Procédé chimique pour la transformation des manches de couteaux et outils, tous articles concernant la coutellerie, pour donner à l'os des couleurs variées imitant le marbre et le jaspé.

235480. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1894; Menges, représenté par Delpy, aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements apportés aux anémomètres.

235481. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1894; Ashbridge, représenté par Delpy, aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements apportés aux anémomètres.

à aisé, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements dans les phones.

13482. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1894; Bauer, représenté par Digeon, à s, rue du Terrage, n° 15. — Système de fermeture imperméable à la poussière, emploi de moyens de fermeture hermétique, pour boîtes en fer-blanc.

13483. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1894; Vauzelle, représenté par Biraud, 15, passage Saint-Michel, n° 4. — Nouvelle valve de gonflement.

13484. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1894; Lachmann, représenté par Casa, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Indicateur de vitesse pour moteurs.

13485. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1894; Chéramy, représenté par la société frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Chauffage isotherme à feu continu à tirage renversé.

13486. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1894; Bodinar, représenté par Coppin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Soupape perfectionnée spécialement appliquée aux bandages pneumatiques des roues de velocipèdes et autres véhicules.

13487. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1894; Haase, représenté par Coppin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé perfectionné pour préparer des caoutchoucs avec de la quassie.

13488. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1894; société dite *The phonopore Company*, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg. — Perfectionnements dans les instruments récepteurs et les relais électriques.

13489. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1894; Hawes, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Interrupteur régulateur pour éclairage électrique.

13490. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1894; Faubert, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine à couper les métaux et tout autre métal en feuilles.

13491. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1894; Vincent et Le Dan, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre d'attelle ou de bouchon avec boucle à mouvement universel, et ses diverses applications.

13492. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1894; E. F. Lefèvre (société), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnement dans la fabrication des seaux ou autres récipients métalliques du même genre.

13493. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1894; veuve W. B. Haas et compagnie, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la fabrication des pipes.

13494. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1894; Oudry, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de lanternes pour éclairage public au gaz.

13495. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1894; Degache, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil de chauffage à circulation d'eau.

13496. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1894; Horstmeyer, représenté par Wattier, à Paris, rue Mazagan, n° 5. — Brosses avec soies capillaires en acier.

13497. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1894; Schneider, rue du Grand-Terret, à Rive-de-Gier (Loire). — Appareil permettant l'introduction automatique d'un sable ou poudre de composition déterminée, dans les moules à bouteilles, et de ce mélange pour supprimer les copeaux de bois dans la fabrication des bouteilles.

13498. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1894; Carmiau, élisant domicile chez le sieur Merck, faubourg de France, n° 49, à Belfort. — Système de gazomètre portatif pour éclairage instantané au gaz universel.

13499. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1894; Blondal, représenté par Dandier, à Paris, rue Saint-Augustin, n° 33, à Lille. — Article dénommé *velours astrakhan russe*.

235500. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1894; Delaurier, à Paris, rue n° 77. — Appareil à bonifier, purifier et aérer les eaux impures.

235501. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1894; Caron, à Paris, rue n° 74. — Cane en acier fondu.

235502. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1894; Dubus, à Paris, boulevard Voltaire, n° 163. — Régulateur à gaz dit l'économ.

235503. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1894; Stargardt, représenté par la Compagnie internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 10. — Boîte aux lettres avec dispositif de sûreté contre l'enlèvement frauduleux de la boîte.

235504. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1894; Perroux, à Paris, rue du Prince, n° 48. — Nouveau système d'éclairage à la ramie zirconienne.

235505. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1894; de la Roche, à Paris, rue de Saint-Paul, n° 6. — Manchon ondulé doublant la surface radiante dans les lampes au gaz par incandescence.

235506. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1894; Madeleine et Bert, à Paris, rue Gandon, n° 41. — Fontaine lumineuse portable, surtout de table.

235507. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1894; Leloup, rue de la République, à Vanves (Seine). — Vélo-valise, système Leloup.

235508. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1894; Matthissen, représenté par la Compagnie internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Réfrigérateur pour beurre, etc.

235509. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1894; compagnie de Fives-Lille, représentée par Coppin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Compression double compression, applicable aux appareils de freinage des trains de chemins de fer.

235510. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1894; compagnie de Fives-Lille, représentée par Coppin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les moteurs à vapeur et particulièrement dans les moteurs à grande vitesse.

235511. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1894; James, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements dans les machines à vapeur noirs de remplissage.

235512. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1894; Shephard (les sieurs), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements dans les ascenseurs.

235513. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1894; société dite *Daimler-Benz*, représentée par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 10. — Mécanisme d'encliquetage.

235514. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1894; Steinitz, représenté par la Compagnie internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Nouveau dispositif pour assurer la combustion économique du gaz.

235515. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1894; Mann et Akers, représentés par Boettcher, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Perfectionnements aux serrures et clefs.

235516. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1894; Gueldry, représenté par Chassagnon, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de bouton de fleur et de bouton d'assaut d'escrime.

235517. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1894; Eiffel, représenté par Chassagnon, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de toiture à redan reposant sur des arbalétriers de ferme.

235518. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1894; Gardam, représenté par Chassagnon, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Genre de microscope-jouet.

235519. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1894; Deldique, représenté par la Compagnie internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux métiers à tisser.

235520. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1894; Mabilhe frères (société), représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Disque rotatif s'appliquant aux presseoirs à hélice.

235521. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1894; Lowe, représenté par la société *mis Gudman et compagnie*, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Appareil mécanique pour laver les pommes de terre.

235522. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1894; société alsacienne de constructions mécaniques, représentée par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Spéc. fixe à double harnais de roues à vis sans fin pour tours avec commande électrique.

235523. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1894; société alsacienne de constructions mécaniques, représentée par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Boîte à grille boîée multiple.

235524. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1894; Jensen et Trebbin, représentés par *Grand jeune*, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Coussinets à sphères agissant à toute espèce de mouvement circulaire.

235525. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1894; Martin, représenté par Armengaud *jeune*, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé et appareil pour la vulcanisation des ballons et autres objets en caoutchouc.

235526. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1894; Schlaeverand, représenté par *Armengaud jeune*, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de pompe avec multiplicateur de course.

235527. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1894; J. Grouvelle et H. Arquembourg *frères*, représentée par Carénon, à Paris, rue de Chabrol, n° 67. — Procédé de transmission à distance, des effets d'une source d'énergie, à l'aide d'une canalisation de caoutchouc comprimé et par l'intermédiaire d'une cloche de gazomètre.

235528. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1894; Phelps, représenté par Armengaud *jeune*, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 71. — Dents artificielles et moyens de les fixer.

235529. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1894; Guibert et compagnie (société), représentée par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Support pour cycles *voir le Journal l'universel*.

235530. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1894; Högyes, représenté par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Semelle d'intérieur en asbeste avec surface rude pour la marche.

235531. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1894; Dietsche, représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements aux appareils d'extraction du caoutchouc.

235532. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1894; Bonetti et Seguy, à Paris, avenue de la République, n° 69. — Nouveau tube ozoneur pour machines statiques.

235533. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1894; Hirsch, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements au procédé de fusion du verre dans des bassins.

235534. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1894; Keller, à Paris, cité d'Hauteville. — Système de mécanisme moteur pour locomotives.

235535. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1894; Silbermann, à Paris, rue Dejean, n° 5. — Nouveau système de publicité et appareils servant à le reproduire, *voir le Journal la réclame*.

235536. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1894; société dite *Lariat Manufacturing Company*, représentée par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système d'attache des chapeaux de dames et objets analogues.

235537. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1894; Holmes, représenté par la société *frères*, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux bouchons en caoutchouc, jarres et autres récipients de même nature.

235538. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1894; Graab, représenté par la société *frères*, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Châssis photographique.

235539. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1894; Wildt, représenté par la société *frères*, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Outil d'horloger.

235540. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1894; Stöckler, représenté par la société

Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouveau papier réchauffant cigarettes.

235541. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1894; Marty, représenté par B. Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Appareil à marquer à chaud les caisses, boîtes, planchettes, etc.

235542. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1894; Javaux, Gallois et Dupont, représentés par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Procédé d'élaboration des jus sucrés.

235543. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1894; Ambrose, représenté par O. Vent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les lampes et leurs supports.

235544. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1894; Creceveur, représenté par O. Vent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de foyer fumivore à fonctionnement automatique.

235545. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1894; Denis de Porte, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Fridge mobile.

235546. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1894; Smith, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil pour des métaux sous pression pneumatique, moules y employés et procédé de fabrication de ces derniers.

235547. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1894; Franz, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau ventilateur actionné par des ressorts.

235548. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1894; Pincoffs (M^{me}), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 52. — Perfectionnements aux appareils de ventilation pour fenêtres, etc.

235549. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1894; Kohl et Schäfer, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Four.

235550. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1894; Birch, représenté par B. Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans la construction de roues, spécialement applicables aux roues de cycles à bandages pneumatiques.

235551. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1894; Foissey, représenté par B. Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Tonneau laveur pour les bœufs destinés à l'alimentation des bestiaux et aux sucreries, féculeries, etc.

235552. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1894; Périé aîné, représenté par B. Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau genre de bretelles et attaches spéciales.

235553. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1893; Stephens, représenté par B. Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux embouchoirs pour chaussures.

235554. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1894; Bordman, représenté par B. Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les machines à pulvériser.

235555. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1894; Bordman, représenté par B. Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les machines à pulvériser.

235556. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1894; Gibson, représenté par B. Paris, rue de Provence, n° 59. — Système d'écrou et de disque d'arrêt empêchant l'écrou de se desserrer.

235557. Brevet (brevet anglais devant expirer le 13 avril 1907) pris, le 16 janvier 1894, par Drummond, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux appareils à filtrer les liquides ou à les séparer des matières cristallisées ou autres matières granulaires ou à dissoudre ces dernières.

quinze ans, 16 janvier 1894; Le Brun (M^{re} veuve), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Boîte à soufflet à ans, mouchoirs, etc.

354. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1894; Philippon, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Paumelle droite et gauche à mobile et à lames égales.

355. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1894; Prumin et Leronge, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de fer de base.

356. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1894; L. Durand, Huguenin et compagnie, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication de nouvelles matières colorantes dérivées de la muscarine.

357. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1894; Haviland, représenté par Chasselaire, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les dispositifs à redresser l'utérus.

358. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1894; Ronssseau, élisant domicile chez le docteur de la Mathe, rue Joubert, n° 28. — Pieux à vis pour terrains durs.

359. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1894; Delisle, avenue des Écoles, n° 33, (Seine). — Nouveau bateau à vapeur (système A. Delisle), monoroue allongée et pendante avec aubes fixes; coque unique avec puits à l'arrière pour le propulsion.

360. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1894; Nadaud, à Paris, boulevard de Magenta, n° 66. — Système de moyeu en tôle emboutie pour rayons tangents directs, coude ni taraudage dans le moyeu.

361. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1894; Vieweg, représenté par la société nationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — À long poignet dont la coupe en quatre parties ne comprend pas huit lignes de largeur.

362. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1894; Feilendorf, représenté par la société nationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Connecteur automatique pour abonnés à forfait de stations centrales d'électricité.

363. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1894; Baum et Dietz, représentés par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Tuile flamande avec couvre-joint indépendant.

364. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1894; Baume, à Paris, rue du Rocher, n° 2. — Nouveau système de joint étanche inodore inaltérable pour tuyaux et appareils de toutes sortes.

365. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1894; Dietz, élisant domicile chez le docteur Meens, à Paris, rue de Berlin, n° 16. — Laminoin excentrique à excentricité variable.

366. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1894; Dietz, élisant domicile chez le docteur Meens, à Paris, rue de Berlin, n° 16. — Machine à enrouler les ressorts.

367. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1894; Dans, représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Procédé pour mélanger les gaz avec de l'air ou d'autres gaz dans le but d'engendrer une flamme de chaleur intense.

368. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1894; Mason et Firth, représentés par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements aux garde-navette des métiers à tisser.

369. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1894; Cramby, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements apportés aux appareils pour découper les échantillons d'étoffes et d'autres matières analogues.

370. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1894; Fourré et Baraux, représentés par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, rue du Terrage, n° 13. — Serrure se fermant automatiquement, applicable à la fermeture des malles, boîtes d'échantillons, meubles, etc.

371. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1894; Coq, représenté par Wattier, à

Paris, rue Mazagran, n° 5. — Machine à fentrer ou semousser les feutres, chapas etc.

235577. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1894; veuve Ch. Rossignol et compagnie (société), représentée par Mathieu, à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Système de jouet à double rotation.

235578. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1894; Gray, représenté par Boudin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans le mode de constructions des bandages pneumatiques et autres pièces en caoutchouc.

235579. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1894; Coudert, représenté par Boudin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Pédalier à cylindre pour bicyclette montable instantanément.

235580. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1894; Lacy, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux ascenseurs et aux monte-charges.

235581. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1894; Babocsai, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Innovation aux faux et aux outils employés pour les aiguiser.

235582. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1894; Bourke et Berry, représentés par la société Assi et Genès, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements dans les machines à percer et poinçonner les métaux.

235583. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1894; Douin, représenté par Boudin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de brûleur de gaz applicable aux générateurs et à tous autres appareils abandonnant les gaz à basse température.

235584. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1894; Campbell, représenté par Boudin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines à huile et gaz.

235585. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1894; Gbeude, représenté par Boudin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements à la fabrication des ciments magnésiens.

235586. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1894; Steffahny, représenté par Boudin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Traitement du minerai de cuivre.

235587. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1894; Barrera, représenté par Boudin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de lanterne de poche pour l'usage spécial des vélocipédistes et des touristes.

235588. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1894; André, représenté par Boudin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de mobilier de salle à manger par groupes.

235589. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1894; Hurmuzescu, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Isolant électrique nommé *Diélectrine*.

235590. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1894; Mang, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de support extensible, à griffes obliques de soutien pour abat-jour.

235591. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1894; Moeller, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la fabrication du gaz d'huile.

235592. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1894; société Pfister et Streit, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système d'encliquetage spécialement applicable comme forêt à percer et aux machines en général.

235593. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1894; Jouve, représenté par Brocard, à Lyon, rue Ferrandière, n° 34. — Nouveau produit alimentaire.

235594. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1894; Diederichs, résidant domicilié des Brotteaux, n° 5, à Lyon. — Appareil automatique indicateur des opérations effectuées pour mettre en position une navette quelconque dans les métiers à tisser les navettes.

- Brevet de quinze ans, 13 janvier 1894; Landier fils, représenté par Freyrier-Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Réservoir de chasse à alimentation instantanée et automatique.
- Brevet de quinze ans, 15 janvier 1894; société Bonnet, Ramel, Savigny-Marnas, représentés par Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, à Lyon. — Nouveau procédé pour l'obtention de moires de toute nature régulières ou autres.
- Brevet de quinze ans, 16 janvier 1894; Manhes, représenté par Freyrier-Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31. — Perfectionnement dans le traitement minerais de nickel et de cobalt.
- Brevet de quinze ans, 16 janvier 1894; Dubé, rue Saint-Honoré, n° 63, à Paris. — Système de guidon brisé à charnière et fermeture automatique, pour bicyclettes.
- Brevet de quinze ans, 19 janvier 1894; compagnie française pour l'exploitation des procédés Thomson-Houston, représentée par Caudey (hôtel Noailles), à Paris. — Disposition spéciale de voies ferrées, combinée avec nouvelles dispositions d'appareil de Trolley et de la ligne aérienne de traction électrique, permettant l'établissement d'une double voie dans les rues étroites, tout en évitant la suppression du stationnement des véhicules ordinaires sur les deux côtés de la chaussée, sans l'emploi des aiguillages aériens de croisements.
- Brevet de quinze ans, 19 janvier 1894; Chambon fils, rue de la Loubière, à Marseille. — Produit industriel combiné appelé *Minerai de soufre noir trituré*.
- Brevet de quinze ans, 19 janvier 1894; Delage, représenté par Laroche, à Paris (Creuse). — Machine destinée à travailler toutes les machines propres à la fabrication du papier.
- Brevet de quinze ans, 10 janvier 1894; Paul, route de Montpellier, n° 75. — Pompe à vins dite *Pompe à boulets*.
- Brevet de cinq ans, 19 janvier 1894; Goupil, rue Sainte-Marguerite, n° 6, à Paris. — Racage à billes, dit *racage Goupil*.
- Brevet de quinze ans, 19 janvier 1894; Bachan fils, à Grateloup (Lot-et-Garonne). — Semelle de corde bordée cuir avec pointes en dessus, dénommée la *semelle Bachan*.
- Brevet de quinze ans, 29 janvier 1894; Vinque et Durand, représentés par Durand, rue Damis, n° 26, à Amiens. — Distributeur automatique dans la mouture des grains, système Vinque et Durand.
- Brevet de quinze ans, 20 janvier 1894; Vandevannet, représenté par Vandevannet, rue d'Amiens, n° 15, à Lille. — Appareil à désinfecter les végétaux.
- Brevet de quinze ans, 20 janvier 1894; Faure, place du Champ-de-Foire, à Limoges. — Machines à fabriquer les plats ovales en porcelaine et en faïence. — Perfectionnement au brevet n° 123979.)
- Brevet de quinze ans, 22 janvier 1894; Talebot, rue d'Ornano, n° 132, à Paris. — Bidon-ouilleur-siffleur.
- Brevet de quinze ans, 18 janvier 1894; Martin, à Paris, rue de Lagny. — Nouvelle forme de solénoïde pour lampe à arc électrique.
- Brevet de quinze ans, 18 janvier 1894; Sautter, Harlé et compagnie (société), représentée par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue de Baillif, n° 11. — Perfectionnements aux appareils de manœuvre par l'électricité.
- Brevet de quinze ans, 18 janvier 1894; Fiechter, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Système perfectionné de collecteurs de poussières.
- Brevet de quinze ans, 18 janvier 1894; Peltier, représenté par Chenault, à Paris, rue de Rambuteau, n° 34. — Perfectionnements apportés à l'ouverture des boîtes à sardines et autres.
- Brevet de quinze ans, 18 janvier 1894; Lieberich, représenté par la société Lieberich et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 43. — Filtre à vin et à liquides.
- Brevet de quinze ans, 18 janvier 1894; Mautner, représenté par Chasse-

vent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux lances montables.

235615. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1894; Lebach, représenté par Bocca, Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Voiture ou chariot de transport à deux ou plus, close pendant le transport et au repos, s'ouvrant automatiquement au chargement, et à fond mobile pour faciliter le déchargement.

235616. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1894; Low, représenté par Armand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans la fabrication des projectiles creux ou obus pour canons.

235617. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1894; Czepronat et Paschke, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Vélocipède à propulsion.

235618. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1894; société anonyme des Usines Decouffé, représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Dispositif pour l'application du paraffinage du papier à cigarettes directement aux machines à fabriquer les cigarettes Decouffé et autres.

235619. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1894; Ostlund, représenté par M. à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Nouvelles dispositions apportées aux brûleurs à pétrole.

235620. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1894; Jones et Leach, représentés par Mennons, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Perfectionnements dans les machines à faire le chanfrein arrété, ou orner, d'une façon semblable, le bois et autres matériaux analogues.

235621. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1894; Broucek, représenté par Bocca, Paris, rue Lagrange, n° 5. — Lampe de sûreté pour mineurs.

235622. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1894; Ambros, représenté par Bocca, Paris, rue Lagrange, n° 5. — Appareil osmogène rotatif dont l'axe de rotation est perpendiculaire aux plans des cadres osmogènes.

235623. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1894; Wendling, représenté par Bocca, à Paris, rue Lagrange, n° 5. — Machine pour rincer les bouteilles.

235624. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1894; Airey, représenté par Bocca, Paris, rue Lagrange, n° 5. — Perfectionnements aux corsets et articles similaires.

235625. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1894; Vignaud, à Rouillet (Charente). — Dispositif dit *poche à raisin*, destinée à conserver les raisins au moment de la vendange contre les guêpes, souris et rats.

235626. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1894; Alcouffe, à Arles-sur-Tech (Pyrénées-Orientales). — Moteur hippique.

235627. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1894; Roussel et Boucher, le premier au Vigan, le deuxième rue Septimanie, à Nîmes. — Appareil automatique de pulvérisation à jet continu, à double effet et à effets multiples, par la pression atmosphérique et l'air comprimé.

235628. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1894; Louis, élisant domicile chez le sieur Balot, rue Saint-Georges, n° 83 bis, à Nancy. — Perfectionnements apportés aux planchers.

235629. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1894; Goethals, représenté par Vignaud, rue des Rogations, n° 18, à Lille. — Presse continue à forte pression, servant à extraire tout liquide contenu dans des matières quelconques.

235630. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1894; Deville, Pailliette et compagnie (société), à Charleville (Ardennes). — Système de construction de vases d'ornement en fonte moulée avec pied.

235631. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1894; Beaussart, élisant domicile chez le sieur Horiot, à Paris, rue de Flandre, n° 121. — Procédé et appareil pour le lavage mécanique des matières granuleuses mélangées et spécialement appliqués à l'enrichissement des phosphates de chaux naturels.

235632. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1894; Goupil, à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 10. — Nouveau système de refuges, refuges-vigies et refuges-vigies-observatoires.

- inter la marche des piétons et des voitures dans les voies encombrées des villes.
33. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1894; Gallard, représenté par Choureaux, rue de la Roquette, n° 58. — Manège vélocipédique circulaire et à piste on-
sur chemin de roulement spécial.
34. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1894; Joas, représenté par Josse, à Paris, 34 Chausée-d'Antin, n° 58 bis. — Bouton fourré et rivé.
35. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1894; Manigot, représenté par Chasse-Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de lettres-enveloppes
gements et applications à la publicité intérieure.
36. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1894; Poullain, représenté par Chasse-Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de fermoir-bracelet à pivot
es, portefeuilles et maroquineries.
37. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1894; Schindler-Jenny, représenté par
ent, à Paris, boulevard Magenta, n° 11. — Nouveau corps de chauffage Acc-
son application à des systèmes d'allumoirs.
38. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1894; Fair, représenté par Blétry aîné, à
boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans les machines à
boutons.
39. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1894; Jérôme, représenté par Blétry aîné,
boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux bourrages des
piston.
40. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1894; Krieger et Blondeau, représentés
ry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Bicyclette perfectionnée
directrice à l'arrière et manivelle à secteurs multiplicateurs facultatifs de la
41. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1894; Raudnitz et Söderström, représen-
Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de fabrication
malière active pour les accumulateurs électriques.
42. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1894; Storz, représenté par la société
et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Propulseur à aubes ou à ailettes
nautiques ou aériens.
43. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1894; Cambon, représenté par Coppin, à
boulevard Beaumarchais, n° 95. — Allumeur extincteur à distance, applicable
et à tous les systèmes de lampes en général.
44. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1894; Keats, représenté par Coppin, à
boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de carte pour filés de
fil, coton, etc.
45. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1894; Porcheret, élisant domicile chez
Clanet, à Paris, rue Lepic, n° 63. — Nouvelle fabrication de fers à cheval en
Martin.
46. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1894; Royle, représenté par Gay, rue
Julien, n° 48, à Rouen. — Perfectionnements dans les purgeurs automatiques.
47. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1894; Royle, représenté par Guy, rue
Julien, n° 48, à Rouen. — Perfectionnements dans les appareils réglant auto-
quement la température des fluides chauffés par la vapeur ou par la combustion
48. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1894; Déchelette, rue Sorbier, n° 12, à
Etienne. — Nouveau système de moteur à vapeur.
49. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1894; Dupuis (M^{re}), élisant domicile chez
Touillotte, à Paris, rue de Chabrol, n° 12. — Genre de potasse en poudre.
50. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1894; Demenge, à Paris, rue du Roule,
2. — Procédé de darçissement par cimentation des blindages et des obus.
51. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1894; Hantz (Edgar) et demoiselles Hantz,
représentés par Hantz (Eugène), à Paris, rue Chevreul, n° 14. — Système de talon
ou chaussettes.

235652. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1894; Chaligny et compagnie, représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé spécial permettant d'éviter les incrustations sur les tôles des foyers de tubulaires à foyer intérieur.

235653. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1894; Pfeiffer, à Paris, rue de l'Assommoir, n° 17. — Viseur photographique Bernard se pliant.

235654. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1894; Macdonald, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements aux formes (pour chaudières) pouvant être ajustées.

235655. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1894; Graner et Weltin (société) représentée par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Procédé d'extraction pour le traitement du houblon.

235656. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1894; Arnoit et Ainsworth, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux vaisseaux et autres appareils de navigation.

235657. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1894; Cancell, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Trousse à percussion pour charger les cartouches de chasse.

235658. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1894; Payelle et Sidler, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé de préparation des sulfites, bisulfites et hyposulfites par la voie sèche.

235659. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1894; Stark, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux archets de violons.

235660. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1894; Hannen, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux selles de vélocipèdes.

235661. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1894; Jalot, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouveau système de semelle métallique pour patrons de chaussures et autres usages analogues, et machines à sortir ladite bordure sur les patrons ou autres articles.

235662. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1894; d'Anvers, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements aux taquets de chasse.

235663. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1894; Schreck, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Chaudières à vapeur.

235664. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1894; Gérard, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de fabrication des roues.

235665. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1894; Huret, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de forme pour chaussures.

235666. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1894; Mac Elroy, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Régulateur de chaleur.

235667. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1894; Belleville, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux chaudières à tubes d'eau.

235668. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1894; Guy, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système de protection des surfaces d'assemblage et de portée des charpentes en fer et autres constructions métalliques en vue de les préserver de la rouille.

235669. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1894; Leimbach, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Manche de brosse à dents à bris démontable.

235670. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1894; Læwenherz, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Procédé de préparation du sulfate de sodium solide.

235671. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1894; Clawson, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6.

1. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1894; à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnement des compteurs pour vélocipèdes.
2. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1894; société *Badische Anilin and Soda-Fabrik*, représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Produits colorants et de produits intermédiaires de la série de la rhodamine.
3. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1894; Crozat, représenté par Blétry aîné, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Lanterne de bicyclette pour produire un feu intensif et projeter la lumière à distance.
4. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1894; Thève-Delplanque, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à planer ou marteau et autres articles similaires en tôle galvanisée ou non.
5. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1894; Clavier, représenté par Armengaud, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Battant-lanceur appliqué aux mélanges mécaniques de tous systèmes pour rapports avec quantité de coloris.
6. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1894; Eguilhon, avenue Gambetta, n° 44, (Aveyron). — Gant élastique en ganterie de peaux.
7. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1894; Vincent (les sieurs); le premier brevet au Toil et le deuxième à Vivier (Ardèche). — Système de cycles perfectionnés *cycles P. Vincent*.
8. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1894; Dumas, à Narsac (Charente). — Pompe dite *pompe Dumas*.
9. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1894; Himber et Lévy, représentés par Blétry aîné, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Procédé de fabrication des boutons en métal.
10. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1894; Wittmann, représenté par Danzer, à Paris, rue Cambou, n° 19. — Détective Camera.
11. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1894; Lebrun, représenté par Jungfleisch, à Paris, boulevard Beaumarchais, 71. — Système de locomotive électrique.
12. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1894; Baumbach, représenté par la société *Union des inventions modernes*, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Système de désinfection.
13. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1894; Hollmann, représenté par Lombréville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Foyer mécanique.
14. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1894; Blancféné et Picard, rue du Lac, à Saint-Mandé (Seine). — Appareil dit *le Néographe*, nouveau compteur gradué avec totalisateur applicable au pari mutuel, course vélocipédique et tous usages.
15. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1894; Tabrar et Caro, représentés par Benès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système perfectionné servant à fixer et retirer les écrous sur les boulons.
16. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1894; Tindal, représenté par la société Benès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système d'isolation des enroulements dans des transformateurs électriques.
17. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1894; Larose frères (société) et le sieur Tabrar, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine simplifiée à mouler les tuyaux à ailettes.
18. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1894; Blanke, représenté par la société Benès et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Pompe de graissage pour les cylindres de distribution et les cylindres des machines à vapeur.
19. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1894; de Nolcken, représenté par la société Benès et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de fusil de chasse à un et deux coups.
20. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1894; Capell, représenté par Boulin, à Paris, rue Lagrange, n° 5. — Perfectionnements aux moteurs à pression fluide ou à vapeur.

235691. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1894; Burke, représenté par B. Paris, rue Lagrange, n° 4. — Perfectionnements apportés aux annonces.

235692. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1894; Turner et Vénour, représentés par Boulin, à Paris, rue Lagrange, n° 5. — Perfectionnements apportés aux annonces.

235693. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1894; Bossean, représenté par B. Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Libéron pour bestiaux.

235694. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1894; Goringe, représenté par C. Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Appareil pesant automatiquement des titres constantes de matières quelconques.

235695. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1894; Schœller et Jahr, représentés par C. Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Lampe électrique à arc.

235696. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1894; Cosserat, représenté par C. Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les machines à couper les tissus à poil.

235697. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1894; Besemfelder, représenté par C. Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Procédé pour intervertir les di- et polaires.

235698. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1894; Benoît, à Grenoble. — Fourneau à deux flammes renversées, à grilloir de cendres à deux calorifères, réglage du tirage sans odeur.

235699. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1894; Passeman, à Auxillars (Tarn). — Protecteur automatique pour empêcher le tamponnement des chemins de fer.

235700. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1894; Grivault fils, à Argy (Indre). — Système de mécanisme de transmission.

235701. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1894; Malard, rue de Guines, coin (Nord). — Enlèvement au graissage des laines et autres matières textiles (Georges Malard).

235702. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1894; Sée, représenté par B. Paris, rue d'Amiens, n° 15, à Lille. — Nouveau carbonateur pour sucrerie.

235703. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1894; Defer, à Blanc-Mesnil. — Appareil de chauffage destiné à brûler le bois à feu continu dit le brûleur.

235704. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1894; Déchelette, rue Sorbier, Étienne. — Nouveau moteur à vapeur rotatif.

235705. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1894; Estienne, rue de l'Oliverie à Marseille. — Nouveau bandage pour roues de vélocipèdes, voitures et autres, sort hélicoïdal employé seul ou recouvert de caoutchouc ou toute autre matière.

235706. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1894; Pujos, à Pouy-Requena. — Raidisseur à tendre le fil de fer et les ronces artificielles.

235707. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1894; Natter, à Paris, passage Oudinot n° 11 bis. — Truquin (appareil à tracer).

235708. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1894; Le Riverend et Oudry de B. Paris, rue Victor-Macé, n° 5. — Écran-annonces à systèmes.

235709. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1894; von Pöcher, représenté par B. Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Pistolet à répétition.

235710. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1894; von Pöcher, représenté par B. Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Perfectionnements aux armes à feu.

235711. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1894; Jandus, représenté par B. Paris, rue de Malte, n° 48. — Perfectionnements apportés dans les lampes à arc.

235712. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1894; Sauerhiser, représenté par B. Paris, rue de Malte, n° 48. — Courroie démontable pour vases, bacs, et autres récipients ronds ou angulaires.

1713. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1894; Gall et de Montlaur, représentés par société Sentier et de Mestral, à Paris, rue Bailly, n° 11. — Emploi de l'acide persulfurique et de ses sels au blanchiment des fibres textiles, de la pâte à papier et de celui de l'os.

1714. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1894; Sandillon, représenté par Lefèvre, à Paris, boulevard Haussmann, n° 61. — Combinaison permettant l'extraction des huiles de condensation au moyen de l'extracteur appelé *la Biette*.

1715. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1894; Korbuly, représenté par Boettcher, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Boîte à graisse de voitures de chemins de fer à roulement tournant, sans dispositif de graissage ni tampon de laine, dans laquelle le roulement tourne constamment dans l'huile.

1716. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1894; Tihon, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Moyen de rendre les caoutchoucs pneumatiques imperméables.

1717. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1894; Harding, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Machines rotatives.

1718. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1894; Kirchner et Chase, représentés par société à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements apportés aux voitures roullantes à charpentes élevées.

1719. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1894; Proust et Décugis, à Paris, rue Drouot, n° 9. — Châssis spécial destiné à l'emploi des pellicules dans les appareils photographiques.

1720. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1894; Lévy, à Paris, rue d'Hauteville, n° 10. — Système de ruissellement augmentant la puissance d'évaporation des appareils à multiples effets et de tous les appareils réchauffeurs analogues.

1721. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1894; Leloir frères (société), représentés par société à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Outil à découper les bois, applicable à toutes les machines à couper le bois, tours, tours à reproduire, filières, etc.

1722. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1894; Laur, représenté par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Procédé pour empêcher les lampes à alcool de noircir.

1723. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1894; Despres et Cavallier, représentés par société à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Pain azoté de fariniers pour l'alimentation des animaux.

1724. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1894; Cossé et Lobsenz, représentés par société à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements au procédé de moulage industriel pour la fonte à cire perdue.

1725. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1894; Dieckmann, représenté par Goppin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les machines hydrauliques.

1726. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1894; Stackhouse, représenté par Goppin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Machine à patronner.

1727. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1894; Bloch, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de jumelle articulée.

1728. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1894; Simal, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil de chirurgie destiné à couper, etc., pouvant être appliqué à diverses opérations.

1729. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1894; James, représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux bateaux et navires.

1730. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1894; C. Aug. Schmidt & Sohn (société), représentés par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de soudure des raccords en cuivre.

1731. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1894; Stolpe, représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Glisseur pour les appareils de sauvetage des incendies.

235732. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1894; Pike, représenté par M^{re} Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux vélocipèdes.

235733. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1894; Rubin, représenté par M^{re} à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Fusée percutante pour obus.

235734. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1894; Kimball, représenté par M^{re} Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements apportés au feu.

235735. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1894; Garois, représenté par M^{re} Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux fours ou foyers à générateurs à gaz.

235736. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1894; Cadot, représenté par M^{re} Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Système d'indicatrice d'ouverture et de fermeture pour robinets, valves, etc.

235737. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1894; Grax-Amrein et compagnie, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Fer pochette à friser.

235738. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1894; Steer et société dite *The Cash Register Company limited*, représentés par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements apportés aux treurs de caisse.

235739. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1894; Anders et Kottgen, représentés par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg. — Perfectionnements apportés aux compteurs d'électricité.

235740. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1894; Perrody, élisant domicile chez M^{re} Vibert, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 47, à Lyon. — Traversée et pavé mobile.

235741. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1893; Masclet, à Argelès (Pyrénées). — Crible trieur pour haricots.

235742. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1894; Guillot, représenté par M^{re} et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnements aux appareils topographiques portatifs.

235743. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1894; Bourg, représenté par M^{re} rue de la Tête-d'Or, n° 44, à Lyon. — Perfectionnements aux battants à brodeuses.

235744. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1894; Zürcher, représenté par M^{re} Dubreuil et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Appareil pour les cylindres de machines à vapeur.

235745. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1894; Jolicard, représenté par M^{re} Dubreuil et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Pulvérisateur.

235746. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1894; Pfeiffer, représenté par M^{re} Dubreuil et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Moulin à bœuf horizontal, à aspiration et à blutage automatiques.

235747. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1894; Bertholat, représenté par M^{re} et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnements aux lances guimpies.

235748. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1894; Janod, représenté par M^{re} Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Nécessaire d'écotier dit *canon en mousc.*

235749. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1894; Ruinet, à Brassy-en-Plaine (d'Or). — Pompe rotative à jet continu.

235750. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1894; Roubertie (les sieurs), rue de Lyon, n° 15, à Bordeaux. — Procédé pratique et industriel de détermination du teneur en alcool des vins, alcools et spiritueux.

235751. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1894; Ollier, rue Sainte-Croix, n° 15, à Bordeaux. — Perfectionnement des turbines Adant, servant à la fabrication du raffiné en plaquettes.

5752. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1894; Gourdet, élisant domicile à Paris, Bay-Lemaire, n° 14. — Système préservatif de la gelée de printemps.
5753. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1894; Bagshawe frères (société), représentés par Monneins, à Paris, rue Lacharrière, n° 15. — Manchon d'embrayage à air, système Standard, à gorges ou sans gorges.
5754. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1894; Schaffer, à Paris, rue d'Angoulême, — Brosse à barbe ou peigne de poche avec étui formant une seule pièce.
5755. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1894; Trinks, représenté par Le Marescaux, à Paris, rue de la Bienfaisance, n° 6. — Appareil pour appeler une station quelconque d'une ligne télégraphique ou téléphonique.
5756. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1894; Pratt, à Paris, rue Marie-et-Louise, — Boulette économique, universelle, incassable et à action directe.
5757. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1894; Pharon, représenté par la Société générale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Appareil ou nouveau procédé pour le transport direct de compositions ou écritures sur pierre ou sur zinc.
5758. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1894; Laulard, représenté par Coppin, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveaux crochets pour gouthières et leur fabrication.
5759. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1894; Wagner, représenté par Palewski, rue du Château-d'Eau, n° 29. — Foyer économique et fumivore.
5760. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1894; Dardier, représenté par Armengaud, Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements dans les projectiles.
5761. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1894; Williams, représenté par Armengaud, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Réservoir combiné avec un manomètre et une jauge pour indiquer la température et la quantité d'un liquide contenu dans un réservoir, bassin, citerne ou autre récipient analogue.
5762. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1894; Bates, représenté par Armengaud, Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements apportés aux procédés de l'affinage, au durcissement et à la trempe du fer et de l'acier.
5763. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1894; Schell, à Paris, rue de Chaillot, — Perfectionnement aux fusils sans chiens, éjecteur automatique et à ventilation.
5764. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1894; Adam Weber et compagnie (société), représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Allumage automatique pour brûleurs incandescents à gaz.
5765. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1894; Rickmann, représenté par Le Canu, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les outils pour attacher boutons et autres attaches aux vêtements ou autres articles.
5766. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1894; Getten, représenté par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Perfectionnements dans les revolvers à répétition, système Getten.
5767. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1894; Mayer, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Machine à écrire perfectionnée.
5768. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1894; Gast, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Système de verrou de sûreté pour voitures.
5769. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1894; Livtshak, représenté par la société générale des inventions modernes, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Canne en fil métallique.
5770. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1894; Casper, représenté par la société générale des inventions modernes, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Procédé de fabrication de roues au moyen de disques en tôle.
5771. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1894; Jaffrain, représenté par Chassevent, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de malle démontable.
5772. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1894; Kainer, représenté par Armengaud

jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour donner aux métaux les caractéristiques préparatoires.

235773. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1894; Laseur, représenté par Arnoult, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 75. — Nouveau appareil destiné au chisement des boissons.

235774. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1894; Warin, représenté par Brault, rue d'Amiens, n° 15, à Lille. — Système mécanique applicable aux secourus, modification des trémies et nochières amenant les cossettes de batteries des racines aux diffuseurs, lequel système permet de rehausser lesdits diffuseurs et augmenter la capacité sans être obligé d'exhausser lesdits coupe-racines.

235775. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1894; Parent, à Charleville (Meuse). — Nouveau procédé d'assemblage des tubes avec les boîtes ou collecteurs de dières multitubulaires.

235776. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1894; Mejer et Michael et le sieur Mann, représentés par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — et appareil pour fixer des clous, crochets, etc., dans des trous remplis de plâtre.

235777. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1894; Loesner, représenté par L. à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Procédé de fabrication de corps du groupe des aromatiques.

235778. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1894; Venini, représenté par Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil pour fumer les déchets des huiles minérales et les brûler dans les foyers industriels espaces et notamment dans ceux des chaudières à vapeur.

235779. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1894; Holder, représenté par Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil nautique.

235780. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1894; Grube, représenté par Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil au mécanisme de pliage des machines à fabriquer les enveloppes et servir dans ces enveloppes un bout de fil pour les ouvrir.

235781. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1894; Chausselet, à Paris, rue n° 11. — Sécateur-greffoir.

235782. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1894; Panhard et Levassier, à Paris, avenue d'Ivry, n° 49. — Embrayage de friction compound.

235783. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1894; del Pino y Vasquez, Muñoz, à Paris, rue de Thorins, n° 37 (entrepôt de Bercy). — Vermeil.

235784. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1894; Toepper, représenté par Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Machine à écrire.

235785. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1894; Elliot, représenté par L. boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil pour détacher ou séparer les têtes et les coller sur les enveloppes de lettres, circulaires, etc.

235786. Brevet (brevet anglais devant expirer le 5 octobre 1907) pris, le 25 janvier 1894, par Leemann, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Brûleur à pétrole à flamme aiguë.

235787. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1894; Miesner et Papo (société) représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil pour fixer les disques d'éméri, les disques à polir, les meules, etc.

235788. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1894; Tessier, représenté par Ch. à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de peinture à la détrempe, applicable à la peinture d'art, à la peinture décorative et à la peinture monumentale.

235789. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1894; Loew, représenté par Ch. à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de dentelle mixte en soie et matière textile.

235790. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1894; Casman, représenté par Ch. à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système pour faciliter la mise en marche des voitures de tramways.

1791. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1894; Casman, représenté par Chassevent, 114, boulevard de Magenta, n° 114. — Appareil pour propulseur de navires à ailes fixes avec mécanisme pour la manœuvre.
1792. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1894; Faure fils, représenté par Chassevent, 114, boulevard de Magenta, n° 114. — Système de raquette perfectionnée.
1793. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1894; Robinson et Lundell, représentés par Faure, 114, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les chemins électriques.
1794. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1894; Wells, représenté par Coppin, 114, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les bibliothèques.
1795. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1894; Wall, représenté par Coppin, 114, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux bandages pneumatiques pour roues de vélocipèdes et d'autres véhicules.
1796. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1894; Lefranc, représenté par Coppin, 114, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvel ustensile de ménage servant à couper facilement les légumes, tels que pommes de terre, carottes, etc.
1797. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1894; Charvet, représenté par Armengaud, 114, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Mode d'application des tissus amovibles à la confection des chapeaux de femmes, d'hommes et d'enfants.
1798. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1894; Dupont, représenté par Armengaud, 114, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de fabrication de barres en creux, tubes et fils en tous métaux et alliages par refoulement direct de la fusion.
1799. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1894; Prokapek, représenté par la société Anonyme, 114, rue du Havre, n° 6. — Enchoir pour collecteurs de poussière de type dénommé cyclone, ou pour autres machines semblables pourvu d'une disposition pour briser le courant d'air et en régler l'échappement.
1800. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1894; Schmidt, représenté par la société Anonyme, 114, rue du Havre, n° 6. — Chaudière tubulaire avec surchauffeur.
1801. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1894; Dennis et van Bressen; le premier 114, rue de Metz, n° 10, au Havre. — Appareil de pompage.
1802. Brevet de quinze ans, 29 janvier 1894; Vilanova, rue Thiers, n° 142. — Véhicule automobile.
1803. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1894; Bergougnan, ébéniste domicilié à Paris. — Système de numéroteur à matriculer.
1804. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1894; Boyer et compagnie (société), 114, rue de Rivoli, n° 70. — Combinaison de tissage et de mécanique des étoffes.
1805. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1894; Hosotte, représenté par Maulvault, 114, rue de Richelieu, n° 15. — Nouvelle montre fabriquée entièrement à la main.
1806. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1894; Destrinch, représenté par la Société Anonyme des inventions modernes, 114, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Dispositif pour contre-poids de métiers mécaniques à tisser.
1807. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1894; Fitzke, représenté par la Société Anonyme des inventions modernes, 114, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Dispositif empêchant les petits enfants de mouiller leurs couchettes.
1808. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1894; Nyberg, représenté par Armengaud, 114, boulevard Poissonnière, n° 21. — Disposition de bacs à pétrole.
1809. Brevet de quinze ans, 29 janvier 1894; Devaux, à Mende. — La grègère, grands avec pieds pour l'atelier et la campagne, remplissant toutes les conditions pour l'amateur et l'artiste.
1810. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1894; Du'Solei Tupper, représenté par 114, boulevard de la Chapelle, n° 23. — Dispositif perfectionné de publicité.

235811. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1894; Schütz, représenté par Ché à Paris, rue des Halles, n° 15. — Application de peaux de lièvre ou de la confection des houppes à poudrer et objets analogues.

235812. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1894; Thiébaud, représenté par à Paris, rue d'Albony, n° 9 bis. — Nouveau procédé pour dorer, argenter, la mettre en couleurs les cartons, papiers et autres produits analogues.

235813. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1894; Drenckbahn et Sadhop (s) représentée par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° Plafond-poutrelle.

235814. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1894; Lerenard, représenté par à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux caoutchouc.

235815. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1894; Buttykay, représenté par aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système de fermeture de ca

235816. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1894; Clerc, représenté par Bât à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux machines les semelles de chaussures.

235817. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1894; Loidenfrost, représenté p aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif de suspension p peu.

235818. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1894; Tucker, représenté par à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Appareil perfectionné pour les feuillets de cahiers de musique.

235819. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1894; Shaw, représenté par C à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les bandes matiques pour vélocipèdes et autres véhicules, et dans les modes de con desdits bandages.

235820. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1894; Hering, représenté par C à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Brosses pour recevoir le cour trique.

235821. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1894; Salzberger, représenté p à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé pour désinfecter dan nées à un usage quelconque.

235822. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1894; Schmidt, représenté p Asé et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système de distribution p pour machines à vapeur.

235823. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1894; Dumond, représenté par à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Outils pour la fabrication des lisses.

235824. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1894; Kuwert, représenté par C à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de double bouton en employé comme marque distinctive pour les animaux domestiques.

235825. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1894; Trémont, représenté par C vent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de bandage à double p à inclinaison progressive.

235826. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1894; Gautier-Fradet, représent Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de plastron avec col pour chemises.

235827. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1894; Guyot du Buisson, représent Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de tra portatif dit le professeur de patinage.

235828. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1894; Lacroix, représenté par Arm jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de planche d' extensible pour jacquard.

235829. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1894; Nobel, représenté par Arm jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouvelles substances pouvant placer le caoutchouc, la gutta-percha, les cuirs et les vernis.

136. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1894; L. Hottot et A. Charpentier (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de fabrication de statues, bustes, statuettes, ornements et autres objets analogues d'art.
137. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1894; compagnie pour la fabrication des machines et matériel d'usines à gaz, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de compteur à gaz insiphonnable, permettant d'obtenir du gaz non mesuré par les orifices d'écoulement.
138. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1894; Barbier, à Dijon. — Nouveau système de publicité.
139. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1894; Proveat, à Avranches (Morbihan). — Roues à deux roues et un galet, destinés à rouler sur routes et pistes.
140. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1894; André, représenté par Freydlér et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Dispositif d'extinction de flamme, applicable à tous brûleurs de réchauds à gaz et autres appareils industriels à gaz.
141. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1894; Achard-Milhet, représenté par Dubreuil et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Selle à air pour bicyclettes, bicycles, tricycles, etc., dénommée *la favorite*.
142. Brevet de quinze ans, 29 janvier 1894; Schirp, représenté par Freydlér et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Réservoir pour conserver les aliments.
143. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1894; Fouillon et Sappey, représentés par Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Appareil destiné à l'exécution des boutonnières pour gants, chaussures, etc.
144. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1894; Battu fils, rue Saint-Genès, n° 30, à Mont-Ferrand. — Bon-bout en caoutchouc auto-fixable.
145. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1894; Secret, rue des Postes, n° 12, à Paris. — Machine à souder les tubes en fer ou en acier par les courants alternatifs (brevets).
146. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1894; Molliet, à Paris, rue Turbigo. — Nouveau modèle de velocipède dénommé *la tricycle*.
147. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1894; Bailly, représenté par Parmentier, rue de Lancry, n° 10. — Genre de boucle à usage de bretelles, ceintures, etc.
148. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1894; Howell, représenté par la société Godman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les cours de croisement pour voies ferrées.
149. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1894; Blin, à Paris, rue de Thorigny. — Enveloppe de lettres dite *enveloppe-étoile*.
150. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1894; Foucher et Delachanal (société), représentée par la société Foreau et Trufley, à Paris, rue de Trévise, n° 36. — Nouveau mode de fabrication et d'attache entre eux des maillons de chaînes pour vélocipèdes *chaînes L, D, E, L*.
151. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1894; Giles, représenté par la société Lier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 41. — Bouton perfectionné pour chaussures, etc.
152. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1894; Epstein, représenté par la société Lier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 41. — Petit banc repliable pour voyageurs.
153. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1894; Shann, représenté par la société Lier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 41. — Perfectionnements apportés aux chaudières à tubes à circulation d'eau.
154. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1894; Shann, représenté par la société Lier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 41. — Perfectionnements apportés aux chaudières à tubes à circulation d'eau.

235849. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1894; Thomson, représenté par Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux clous et ferrures pour chaussures.

235850. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1894; Beck, représenté par Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil d'acide carbonique pour le débit de liqueurs diverses.

235851. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1894; Augustin Normand et C^{ie} (société), représentée par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 5. — Perfectionnements aux chaudières multitubulaires.

235852. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1894; Will, représenté par W. Paris, rue Mazagran, n° 5. — Plâques pour la construction de bâtiments, de plâtre et de bois combinés.

235853. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1894; Schwarz, représenté par W. Paris, rue de Mazagran, n° 5. — Nouveau système de bougies-filtres.

235854. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1894; Lesquivain, représenté par W. Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de loqueteau à action automatique et ses diverses applications.

235855. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1894; Meyer, représenté par W. Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'obturateur automatique.

235856. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1894; Banathou aîné, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Appareil pour sauvetage.

235857. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1894; Bertoglio, Fu Mattio, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Compteur pour vitesse et autres usages, dit *cyclomètre Kélschitter*.

235858. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1894; Veauvy, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Grillage barbelé ou hérissé du revêtement pour toutes constructions économiques, cloisons, clôtures.

235859. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1894; Stokes et Edwards, représenté par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Construction pour roues de vélocipèdes et autres véhicules analogues.

235860. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1894; Rein, représenté par W. Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Porte-plume-pèse-lettre.

235861. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1894; société anonyme de Decouffé, représentée par Bléry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Tondeuse perfectionnée dite *la gauloise*.

235862. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1894; Bouchault-Franchet, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Mode de traitement des chlorures de chaux industriels dans le but d'en faire servir la partie non précipitée à la fabrication d'un précipité susceptible d'être employé comme charge dans les poudres ou pour toutes autres applications.

235863. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1894; Mills, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements appliqués à la métallurgie des sels de métaux.

235864. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1894; Dufrène et Jaquemel, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système d'ouverture de châssis à bascule par commande à croisillon articulé.

235865. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1894; Baudet, représenté par D. Paris, rue du Terrage, n° 15. — Détartreux automatique spécialement applicable aux chaudières du genre *Field*.

235866. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1894; Sindquist (D^{re}), représentée par Caron, à Paris, boulevard Rocherouart, n° 17. — Perfectionnements dans les roues de cycles.

235867. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1894; Joris, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouveau procédé de fabrication des canons en damas et des tubes damassés.

1. Brevet (brevet anglais devant expirer le 16 août 1907) pris, le 27 janvier 1894, Lindsay, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les machines à calender.
2. Brevet (brevet anglais devant expirer le 1 mars 1907) pris, le 27 janvier 1894, Brandon, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les outils de compression et de forpage à piston applicables au travail des métaux, ainsi que dans les moyens et appareils pour les actionner.
3. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1894; Baudy, à Rambouillet (Seine-et-Oise). — Appareil de sauvetage.
4. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1894; Bonjat, à Valence (Drôme). — Bonjat.
5. Brevet de quinze ans, 29 janvier 1894; Demour, à Paris, rue Oberkampf, n° 10. — Perfectionnements dans les fourches à manipuler les betteraves et les pulpes, à dents démontables.
6. Brevet de quinze ans, 29 janvier 1894; Bloche, représenté par la société Trufley, à Paris, rue de Trévise, n° 36. — Appareil à dégraisser.
7. Brevet de quinze ans, 29 janvier 1894; Elliott, représenté par Fayollet, à Drouot, n° 16. — Perfectionnements aux machines à attacher les boutons.
8. Brevet de quinze ans, 29 janvier 1894; Schirp, représenté par Chassevent, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de moteur hydraulique.
9. Brevet de quinze ans, 29 janvier 1894; société dite *Hirtenberger Patronen- und Metallhoaren-Fabrik, Keller und C^o*, représentée par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux capsules fulmi-
10. Brevet de quinze ans, 29 janvier 1894; Herier et Reyneau, représentés par Herier, à Paris, rue Viollet-le-Duc, n° 7. — Nouveau système de propulseur destiné aux navires.
11. Brevet de quinze ans, 29 janvier 1894; Herier et Reyneau, représentés par Herier, à Paris, rue Viollet-le-Duc, n° 7. — Nouveau type de navire garde-
12. Brevet de quinze ans, 29 janvier 1894; Sawyer, représenté par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Perfectionnements aux machines à
13. Brevet de quinze ans, 29 janvier 1894; Lambert, représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements aux roues à bandage pneu-
14. Brevet de quinze ans, 29 janvier 1894; Grillo et Schroeder, représentés par Grillo, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Procédé pour l'extraction de la colle et l'égouttage des eaux.
15. Brevet de quinze ans, 29 janvier 1894; Mégy, représenté par Casalouga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les embrayages, freins et la force du système Mégy.
16. Brevet de quinze ans, 29 janvier 1894; Paulsen, représenté par Casalouga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Procédé de conservation des matières alimentaires.
17. Brevet de quinze ans, 29 janvier 1894; Grognot, représenté par la société Grognot et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Liquide à détacher dit *Jouvencène*.
18. Brevet de quinze ans, 29 janvier 1894; Rauchelle, représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Lampe perfectionnée.
19. Brevet de quinze ans, 29 janvier 1894; Daverio, représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Embrayage à friction régulateur de la
20. Brevet de quinze ans, 29 janvier 1894; Durin, représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Patin à ressort pour frein de voitures automobiles.
21. Brevet de quinze ans, 29 janvier 1894; Zellertrayer, représenté par Blétry

ainé, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil ou machine à bouteilles de tous genres.

235889. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1894; Charlopin, à Paris, boulevard Port-Royal, n° 7. — Dispensateur électrique automoteur applicable à l'usage de l'électricité naturelle pour toutes les industries.

235890. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1894; Soiffranc, à Paris, rue Saint-Martin, n° 212. — Système de force motrice destiné à la production de l'électricité à l'aide de moteurs à vent.

235891. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1894; Dubois, à Paris, rue de Valenciennes, n° 13. — Appareil d'éclairage intensif dénommé *bec Dubois*, brûlant sans danger l'essence minérale à l'état de vapeur.

235892. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1894; Chambonnière, repéré Despeauve, à Paris, boulevard des Capucines, n° 35. — Nouveau système de

235893. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1894; Guillou, à Paris, rue Jean Rousseau, n° 58. — Manivelle à rayon variable.

235894. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1894; Howarth et Whiteley, repéré par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 15 bis. — Perfectionnements aux machines à couper le papier et d'autres

235895. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1894; Morton, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Perfectionnements aux couvercles métalliques pour fourneaux de pipes.

235896. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1894; société *Farbenfabriken von Bayer und C^e*, représentée par Casalis, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 1. — Procédé pour la préparation de matières colorantes dérivées de l'anthracène.

235897. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1894; société dite *The Ariel Limited*, représentée par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Ferme-porte

235898. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1894; Moomy, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Bandages pneumatiques.

235899. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1894; Simon, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouveau système de clapet obturateur et de

235900. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1894; société *United States Powder C^e*, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Poudre sans fumée.

235901. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1894; Travis, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux machines à écrire.

235902. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1894; Allen, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les chemins de fer à compartiments, connues aux États-Unis sous le nom de *Hôtel Cars*.

235903. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1894; Grant, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouvelle machine à cylindres multiples.

235904. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1894; Xavier, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Ferme géométrique.

235905. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1894; Strakosch, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Nouvelle liasse en fils métalliques pour tisser.

235906. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1894; Livitschak, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système de protecteur pour

235907. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1894; Wiese, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Procédé pour préparer une colle sans employer la chaleur.

235908. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1894; de Mito, représenté par la

et Gens, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système d'enclanchement électrique : serrures, verrous et autres fermetures analogues.

1009. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1894; Champeil et compagnie (société), société par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Douille-support mobile pour parapluies de plage et de jardin.

1010. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1894; Matt (les sieurs), représentés par Matt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux.

1011. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1894; Barrett, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les bandages pneu-

1012. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1894; Acevedo, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines à la canne.

1013. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1894; société dite *The Penberthy Injector*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les injecteurs.

1014. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1894; Jones (les sieurs), représentés par Jones, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les changements de voies pour chemins de fer.

1015. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1894; Perier, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de souffleries à pédales.

1016. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1894; Manigot, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de boîte de distribution de cartes pour les établissements publics.

1017. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1894; Nivellet, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de chaussure perfectionnée pour les militaires et ses procédés de fabrication.

1018. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1894; Société anonyme pour la fabrication de cartouches et projectiles, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'amorçage des cartouches à percussion centrale.

1019. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1894; Paddon, représenté par la société Paddon, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux appareils pour assurer la combustion parfaite et pour éviter la fumée dans les foyers et les plus particulièrement dans les chaudières de locomotives.

1020. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1894; Russo, Presta et Zanardo, représentés par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Procédé pour la reproduction en creux des objets au moyen de la photographie.

1021. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1894; société dite *Standard Valve Company*, représentée par Coppin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les appareils destinés au réglage des soupapes et à d'autres usages.

1022. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1894; Gray, représenté par Coppin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les tampons servant à boucher les trous dans les tubes des bandages pneumatiques.

1023. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1894; société *Aktiebolaget Radiator*, représentée par Coppin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Dispositions pour la beurbe qui se dépose dans les séparateurs centrifuges de lait.

1024. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1894; société *Aktiebolaget Radiator*, représentée par Coppin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Disposition de fermes pour les appareils centrifuges.

1025. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1894; Anderson (M^{me}) et le sieur Sjöström, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil de ventilation.

1026. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1894; Cardoso et Basdos, représentés par Cardoso, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système d'avertisseur pour les horloges à une ou plusieurs horloges avec moteur unique.

235927. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1894; Ekman, représenté par le jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans le procédé d'extraction de produits utiles des liquides provenant du traitement des déchets et des fibres par le procédé au sulfite.

235928. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1894; Armstrong (les sieurs), représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux trucks.

235929. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1894; Calvert, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux économiseurs de combustible ou chauffeurs d'eau d'alimentation, perfectionnements appliqués aux chaudières tubulaires à vapeur.

235930. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1894; Dennis, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositifs perfectionnés pour v

235931. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1894; Grainger, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Moyens nouveaux ou perfectionnés pour attacher des broches, bijoux et ornements aux robes et autres articles de vêtement.

235932. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1894; Kibele, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau pulvérisateur.

235933. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1894; Laroche-Joubert et Compagnie (société), représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Couverture en papier buvard pour cahiers d'écoliers et autres corrigés, portefeuilles, registres, livres, etc.

235934. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1894; Brückner, représenté par Blétry aîné, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements aux thermomètres.

235935. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1894; Favel, représenté par Blétry aîné, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Fer clavette à chauffage intérieur et cheminée à tirage.

235936. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1894; Lepreux, élisant domicile chez son frère, à Paris, rue du Boudoi, n° 2. — Nouveaux clous à dessins et à pointes sous la nouvelle dénomination de *dragones* ou *marguerites*.

235937. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1894; Turner, Mac Bride, Hume et Compagnie, représentés par la société Louis Gudman et Compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Appareil automatique pour empêcher le remplissage des bouteilles de toutes sortes.

235938. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1894; von Pasching, représenté par la société Louis Gudman et Compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Procédé et appareil pour fabriquer un nouveau fourrage.

235939. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1894; Richard, à Paris, rue Saint-Martin, n° 57. — Perfectionnements aux téléobjectifs photographiques.

235940. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1894; Montrant, à Paris, rue Saint-Martin, n° 57. — Appareil à récupération pour l'éclairage par le gaz et l'air chaud, dit *lucio Montrant*.

235941. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1894; Wuillot, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé nouveau de formation des tôles d'accumulateurs.

235942. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1894; Hecht, Rasche et Krug, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Feins pour roses de genre.

235943. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1894; von Mannlicher, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les armes à feu automatiques.

235944. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1894; société *Badische Anilin und Soda-Fabrik*, représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de coloration de colorants bleus à vert bleu, tirant sur mordants, dérivés des acides azoïques.

1403. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1894; Michaud jeune, représenté par Lysine, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil dit *l'indispensable* pour donner le breuvage aux chevaux et autres animaux.
1404. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1894; Pelerin, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dragées moussues.
1407. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1894; Winslow, représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux bombes ou mines explosives pour canons.
1408. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1894; Claviez, représenté par Armengaud, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé et appareil pour fabriquer une lacord double, façonnée, à plusieurs couleurs.
1409. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1894; Bail, Pozzy et compagnie (société) par Belvalette, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de ressort en C, à articulation, avec ou sans ressort pincette, suture.
1410. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1894; Cornett, représenté par la société Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux piles dépilieuses mises employées dans la fabrication de la pâte à papier.
1411. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1894; Eliasson, à Paris, square du Roule, s'applique pour bec de gaz ouvrant le robinet mû par l'électricité.
1412. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1894; Schrader, représenté par la société Lerres, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux talons mûs en deux pièces.
1413. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1894; Sautter, Harlé et compagnie (société), représentés par la société Sautter et de Mœnab, à Paris, rue Bailly, n° 11. — Transmètre automatique à flux tournant et champ magnétique fermé.
1414. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1894; Vaillant, à Paris, avenue de Villiers, n° 108. — Disposition pour assurer l'insonorité des planchers de tous systèmes de construction.
1415. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1894; Grant, représenté par Armengaud, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Nouveau système de robinet à fonctionnement automatique.
1416. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1894; Hoa, représenté par Bonnet, à Paris, rue Beaumarchais, n° 95. — Dispositif pour étendre, dans des boîtes ou caisses d'export, de la peluche, du velours et autres étoffes semblables.
1417. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1894; Millet, à Paris, rue de l'Entrepôt, n° 1. — Système de dessous de plats automatiques à musique.
1418. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1894; Burgess, boulevard Bourdon, n° 24, à Paris (Seine). — Manière de tenir les bandes pneumatiques après les jantes en fer, etc., d'une forme spéciale.
1419. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1894; Lefebvre, représenté par Fayotlet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Système de livres à répertoires.
1420. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1894; Free et Spittler, à Paris, rue Drouot, n° 1. — Perfectionnements aux gants.
1421. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1894; Galante fils (société), représenté par Millet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Appareil médical et industriel permettant la stérilisation, à froid et sans pression, au moyen de l'acide sulfureux anhydre, des instruments et appareils de chirurgie et généralement de tous objets.
1422. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1894; Belloc et Bénard, représentés par Millet, à Paris, rue Richelieu, n° 15. — Procédé perfectionné de transformation des fines des ciments tuits et système perfectionné de four qui le réalise.
1423. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1894; Belleville, représenté par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Projecteur hydrothérapique.
1424. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1894; Lebrun, à Paris, boulevard Voltaire.

n° 18. — Emploi de l'aluminium pour la fabrication des protecteurs, ferrures et teries pour chaussures.

235965. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1894; Seitert, représenté par la Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements apportés aux jantes de roues pour vélocipèdes et véhicules de tous genres.

235966. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1894; Gorrard, représenté par la Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil indicateur de vitesse pour vélocipèdes ou autres véhicules dit *vélocimètre*, pouvant aussi être employé par les piétons.

235967. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1894; Bugeaud de Radon, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de tendeur pour le montage des lits.

235968. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1894; Léon Luchaire et fils, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de réverbère et ses moyens d'allumage.

235969. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1894; Gremaud, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les moyens de gonflement des pneumatiques.

235970. Brevet de quinze ans, 29 janvier 1894; Fraysse, place du Château, à Brest. — Appareil *le choc*, destiné à prévenir, par un signal acoustique, la collision d'un train muni de cet appareil, que la machine franchit un disque signalant la position d'arrêt.

235971. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1894; Kuess, avenue Saint-James, n° 21, à Bordeaux. — Appareil distillatoire au moyen de tubes ou tuyaux et de leur entraînement, par la vapeur, de la matière à distiller, pour la distillation des corps en général et principalement pour la distillation du pétrole, de la gemme et du drom.

235972. Brevet de quinze ans, 2 février 1894; Lartigau, rue David d'Angers, n° 32, à Bordeaux. — Nouveau système d'épuration de la térébenthine.

235973. Brevet de quinze ans, 2 février 1894; Giraud, rue Sainte-Cécile, n° 204, à Bordeaux. — Appareil appelé *la sirène la Girondine*.

235974. Brevet de quinze ans, 5 février 1894; Fougeyrolas, rue des Facultés, à Bordeaux. — Bouteille inviolable à verre perdu.

235975. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1894; Laurand, rue Boënne, à Blois. — Nouveau genre de graduation pour règles à calcul, permettant de faire plusieurs opérations à la fois.

235976. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1894; Botton et Soury, représentés par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Ferrure pour anneaux de lits, meubles et autres pièces de menuiserie ou charpente.

235977. Brevet de quinze ans, 2 février 1894; Syssoyeff, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Capuchon-lumière.

235978. Brevet de quinze ans, 2 février 1894; Grand et Gouts, représentés par Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Nouveau système de chauffage.

235979. Brevet de quinze ans, 3 février 1894; Collier-Lockett et Pierce, représentés par Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Perfectionnements dans les machines à plisser.

235980. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1894; Cruzel et Nègre, avenue de la République, n° 36, à Toulouse. — Aspirateur pour tirage de cheminées et aérage.

235981. Brevet de quinze ans, 3 février 1894; Mirepoix, à Alet (Aude). — Appareil système Mirepoix, pour bluter les minerais par une colonne d'air dans une chambre à sation fermée.

235982. Brevet de quinze ans, 3 février 1894; Pothier, à Vichy (Allier). — Servante dénommée *servante bicyclette*, s'adaptant à la pédale de la bicyclette et de tandem.

235983. Brevet de dix ans, 3 février 1894; Patureau, à Boutigny (Eure-et-Loir). — Collier à tube *glissières* Patureau.

1894. Brevet de quinze ans, 3 février 1894; Cottin, à Betheniville (Marne). — Perfectionnement apporté aux navettes de tissage par l'application d'un petit appareil à serron de sûreté.
1895. Brevet de quinze ans, 3 février 1894; Destrieux, rue de la Rondelle, n° 34, Paris. — Bande d'un nouveau genre destinée aux roues caoutchoutées, sous la désignation de *bande à soufflets*.
1896. Brevet de quinze ans, 5 février 1894; Saint-Aubert, rue de Solesmes, à Cambrai. — Nouveau système de distribution à dédic actionné directement piston, et à détente variable à la main, applicable aux machines à vapeur.
1897. Brevet de quinze ans, 5 février 1894; Lefèvre, rue du Moulinet, n° 40, à Paris. — Clarificateur décauteur.
1898. Brevet de quinze ans, 2 février 1894; société *Farbenfabriken vorm. Fried. & C.*, représentée par Casalis, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 81. — Procédé de la production de matières colorantes disazoïques sur la fibre.
1899. Brevet de quinze ans, 2 février 1894; Roberts et Hayes, représentés par Lhuillier, à Paris, rue Labruyère, n° 3 bis. — Perfectionnements dans les bouchages automatiques et autres.
1900. Brevet de quinze ans, 2 février 1894; Lœsner, représenté par Nauhardt, boulevard de Magenta, n° 30. — Procédé de fabrication d'orthonitrotoluol, d'azoxytoluol et de para-azoxytoluol, de méta-toluidine et de para-toluidine.
1901. Brevet de quinze ans, 2 février 1894; Justus, représenté par Nauhardt, boulevard de Magenta, n° 30. — Plaques isolantes ondulées pouvant être
1902. Brevet de quinze ans, 2 février 1894; Rumpf, représenté par Nauhardt, boulevard de Magenta, n° 30. — Mécanisme de commande pour le battant des machines à fabriquer les tissus peluchés.
1903. Brevet de quinze ans, 2 février 1894; Aepli, représenté par Nauhardt, boulevard de Magenta, n° 30. — Projectile pointu aux deux extrémités.
1904. Brevet de quinze ans, 2 février 1894; Wrigley jeune, représenté par Maulin, rue de Richelieu, n° 15. — Outil composé ou multiple.
1905. Brevet de quinze ans, 2 février 1894; Wiener, représenté par Grelet, à Paris, boulevard de Clichy, n° 56. — Encrier.
1906. Brevet de quinze ans, 2 février 1894; Mousnier-Lompré, représenté par Lhuillier, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les moyens de la vaporisation instantanée.
1907. Brevet de quinze ans, 2 février 1894; Tuttle, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 21. — Stéréoscope nouveau dit *extension cherche-vue*.
1908. Brevet de quinze ans, 2 février 1894; Leseuvre et Legros, représentés par Lhuillier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Genre de boîte de roues de voitures et de cycles avec axe élastique et mobile.
1909. Brevet de quinze ans, 2 février 1894; Cote, représenté par Armengaud fils, boulevard Poissonnière, n° 21. — Moteur perpétuel applicable à l'agriculture et à la locomotion.
1910. Brevet de quinze ans, 2 février 1894; Ferret, représenté par Armengaud fils, boulevard Poissonnière, n° 21. — Nouvelle brique combustible.
1911. Brevet de quinze ans, 2 février 1894; Justin Landry et G. Beyroux (soi-disant), à Paris, rue Albouy, n° 19. — Nouveau système de moteur à gaz ou à pétrole instantané, dit *moteur-revolver*.
1912. Brevet de quinze ans, 2 février 1894; Lunge, représenté par la société *Man et compagnie*, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Appareil pour alimenter les chaudières à vapeur.
1913. Brevet de quinze ans, 2 février 1894; Kershaw, représenté par Stutz, à Paris, Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Perfectionnement aux gants de che-
1914. Brevet de quinze ans, 2 février 1894; Wurst, représenté par la société

Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Fermeture pour bouteilles bouches et fixage en étriers mobiles.

236005. Brevet de quinze ans, 2 février 1894; Meister, représenté par Bély, à Paris, bombardard de Strasbourg, n° 2. — Réceptacle amortisseur pour projectiles des tirs.

236006. Brevet de quinze ans, 2 février 1894; Atherton, représenté par la Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux appareils destinés à froter et à lisser le feutre ainsi que le corps des chapeaux de feutre.

236007. Brevet de quinze ans, 3 février 1894; Berne, représenté par Ausanin du Haut-Tardy, n° 25, à Saint-Etienne. — Frein automatique de voitures.

236008. Brevet de quinze ans, 2 février 1894; Wanner et compagnie (société), sentée par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Plateau-cheville avec tour prévenant les accidents.

236009. Brevet (brevet anglais devant expirer le 29 mars 1907) pris, le 1^{er} 1894, par Jones et Hall (les sieurs), représentés par la société Brandon et fils, à rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les machines à coudre.

236010. Brevet de quinze ans, 2 février 1894; Miller et Rigaud, représenté Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de pous pour fêtes.

236011. Brevet de quinze ans, 2 février 1894; Vautin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés et appareils perfectionnés pour production de l'alcali caustique.

236012. Brevet de quinze ans, 2 février 1894; Turbiaux, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de ciscaans.

236013. Brevet de quinze ans, 2 février 1894; société Paul Lebœuf, G. Damien, représentée par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50. — Nouveau calorifère à air chaud, à chargement continu latéral et à surfaces de vement verticales ou inclinées.

236014. Brevet de quinze ans, 2 février 1894; Boucroun, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Allumoir électrique pour

236015. Brevet de quinze ans, 3 février 1894; Émile Bravais et compagnie (société) à Chomérac (Ardèche). — Guide-bouts avec barbia tendeur automatique serv à donner la tension de la soie dans les moulinsages à soie pour l'application de la soie au moulin.

236016. Brevet de quinze ans, 5 février 1894; Reos, quasi du Sud, n° 22, à (Héroult). — Appareil destiné à obtenir la circulation continue et automatique de liquides fermentant en vase clos.

236017. Brevet de dix ans, 7 février 1894; Boudreaux-Mouny, à Besmoat (Mayenne). — Vilebrequin à pièce mobile supprimant toute vis de serrage.

236018. Brevet de dix ans, 7 février 1894; Lecomte, rue de Sully, n° 15, à Ville-Rotrou (Eure-et-Loir). — Nouvelle planche à dessin dite planche transformable.

236019. Brevet de quinze ans, 3 février 1894; Lombard et Mainmancœur (dit Clément : le premier, à Paris, rue Amélot, n° 44; le deuxième, à Paris, rue Grillon, n° 13. — Serrure à scellé et son scellé.

236020. Brevet de quinze ans, 3 février 1894; Isard (veuve), à Paris, rue Choiseul, n° 59. — Gants.

236021. Brevet de quinze ans, 3 février 1894; Conrad, représenté par Naudin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Mécanisme aiguilleux disposé à la voitur

236022. Brevet de quinze ans, 3 février 1894; Bolzani, représenté par Naudin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Frein pour treuils et autres appareils de levage.

236023. Brevet de quinze ans, 3 février 1894; Cottancin, à Paris, rue de Chaligny, n° 22. — Tuyaux doublés.

236024. Brevet de quinze ans, 3 février 1894; Cottancin et Candiot : le premier, à Paris, rue de Chaligny, n° 22; le deuxième, à Paris, rue d'Edimbourg, n° 14.

en de traverses en ciment avec ossatures combinées pour fixer les coussinets au fond des rails.

328. Brevet de quinze ans, 3 février 1894; Liery, représenté par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Instrument perfectionné pour couper ou hacher menu de, les légumes et autres matières ou substances.

329. Brevet de quinze ans, 3 février 1894; Kahn, représenté par la société frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Chaîne, pour vêtement.

330. Brevet de quinze ans, 3 février 1894; société *Sir W. G. Armstrong, Mitchell & Limited*, représentée par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les canons se chargeant par la culasse.

331. Brevet de quinze ans, 3 février 1894; Ricci, représenté par Boulin, à Paris, rue de la Harpe, n° 5. — Fusil automatique à tir rapide.

332. Brevet (brevet anglais devant expirer le 9 août 1897) pris, le 3 février 1894, à Newbold et Mason, représentés par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 1. — Perfectionnements aux chaînes motrices pour cycles et autres mécanismes.

333. Brevet de quinze ans, 3 février 1894; Endres, représenté par Piéphi, à Paris, rue de la Harpe, n° 20. — Perfectionnements aux serrures à tourneau avec deux pènes.

334. Brevet de quinze ans, 3 février 1894; compagnie industrielle des procédés Frictet, représentée par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil échangeur pour le refroidissement des liquides, utilisant le froid engendré par les machines frigorifiques, et leur application au traitement des eaux-mères par procédé artificiel.

335. Brevet de quinze ans, 3 février 1894; Debaitre, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Machine à sécher et à repasser.

336. Brevet de quinze ans, 3 février 1894; Simon, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements apportés aux clapets ou soupapes en caoutchouc.

337. Brevet de quinze ans, 3 février 1894; Wallon, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Pendule-réveil électrique.

338. Brevet de quinze ans, 3 février 1894; Carpentier, représenté par Arment-Journe, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Châssis à circulation pour véhicules.

339. Brevet de quinze ans, 3 février 1894; Wallon, représenté par Armengaud, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine pour fabriquer la toile mosaïque pour planchers.

340. Brevet de quinze ans, 3 février 1894; Bablon, à Paris, rue Boulevard, n° 42. — Régulateur de boes à gaz, allumeur-extincteur automatiques.

341. Brevet de quinze ans, 3 février 1894; Pain (D^{re} veuve) et Mellaro, représentés par Cabaret, à Paris, rue de la Harpe, n° 32. — Laminier dit *laminier uni-* pour le travail des pâtes alimentaires de toutes sortes, pâtes douces et malles, chocolats, biscuits de troupe et autres.

342. Brevet de quinze ans, 3 février 1894; Schultze, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé pour la préparation de l'acide salicylique phosphorique et des matières colorantes que l'on en retire désignées sous le nom de *salicyléines*.

343. Brevet de quinze ans, 3 février 1894; Higginson, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé pour la préparation de l'acide salicylique et de ferromanganèse nickelifère pour servir à la fabrication directe d'acier au nickel ou du ferro-nickel.

344. Brevet de quinze ans, 3 février 1894; Chabanel, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné d'appareil de dosage diviseur, automatique et désinfectant.

345. Brevet de cinq ans, 5 février 1894; Thibaudau, à la Roudrerie nationale (Haute-Garonne). — Appareil vérificateur de l'étanchéité des récipients métalliques.

236043. Brevet de quinze ans, 7 février 1894; Abadie, rue Gambetta, n° 36, cazeville (Aveyron). — Barrière automatique pour la fermeture de puits de mines.

236044. Brevet de quinze ans, 7 février 1894; Passabosc, à Castres (Tarn). — Chine destinée à la fabrication des toiles et courroies métalliques employées dans les grandes mines, les papeteries, etc., dite *la minière*.

236045. Brevet de quinze ans, 9 février 1894; Dreyfus, cours Victor-Hugo, à (Gironde). — Système d'étui porte-allumettes.

236046. Brevet de quinze ans, 5 février 1894; Coccelato, à Paris, rue Beaumarchais, n° 80. — Nouvel aspirateur pour ponction dit *aspirateur da D' Coccelato*.

236047. Brevet de quinze ans, 5 février 1894; Bersch, représenté par Kuhn, Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Cuve à vinaigre à surfaces d'arrosage réglage exact du courant d'air et avec appareil alimentaire automatique, pour la culture automatique du vinaigre.

236048. Brevet de quinze ans, 5 février 1894; Léger, à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 24. — Système de fabrication de chevaux de bois désignés sous le nom de *chevaux de bois à jambes et tenons rapportés*.

236049. Brevet de quinze ans, 5 février 1894; Léopold Landeis et Bruder (société), représentée par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 15 bis. — Corset modèle.

236050. Brevet de quinze ans, 5 février 1894; Wechsler et Cawein, représentés par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 15 bis. — Moteur flottant pour cours d'eau.

236051. Brevet de quinze ans, 5 février 1894; Unzel, à Paris, rue de la Chapelle, n° 22. — Appareil à reprendre les perles en verre soufflé.

236052. Brevet de quinze ans, 5 février 1894; Berrurier, représenté par Berrurier aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements dans la fabrication des paniers.

236053. Brevet de quinze ans, 5 février 1894; Densmore et Densmore (société), représentés par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Port de selle pour vélocipèdes et autres véhicules.

236054. Brevet de quinze ans, 5 février 1894; Chaudet, à Paris, rue Saint-Martin, n° 185. — Protecteur en baleine ou corne appliqué aux caoutchoucs pour les cycles ou voitures.

236055. Brevet de quinze ans, 5 février 1894; Schneller et Wisse, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Procédé d'ombrage par décharges directes obscures entre des conducteurs de décharge.

236056. Brevet de quinze ans, 5 février 1894; Dröst, représenté par Baudouin, Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé pour mélanger des masses avec du liquide.

236057. Brevet de quinze ans, 5 février 1894; Levesque, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveaux moyens et procédés d'exhibition des arts et industries du feu sous la forme pittoresque d'un volcan.

236058. Brevet de quinze ans, 5 février 1894; Steinenböhmer, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de portemanteaux sûr et sûr.

236059. Brevet de quinze ans, 5 février 1894; Marcheville-Daguin et Compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de traitement des eaux-mères provenant de la production du bicarbonate de soude par le procédé dit à l'ammoniaque, en vue d'en isoler, à l'état cristallisé, le chlorure d'ammoniaque qu'elles contiennent.

236060. Brevet de quinze ans, 5 février 1894; Clarke, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les machines à imprimer.

236061. Brevet de quinze ans, 5 février 1894; société Crossley brothers Limited, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les moteurs à gaz et à huile.

1602. Brevet de quinze ans, 5 février 1894; Regnier et Bridard, à Laignes (Côte-d'Or). — Caisse universelle mécanique, mobile et démontable, et deux nouveaux modes de fermeture applicables à cette caisse et à tous genres de caisses.
1603. Brevet de quinze ans, 5 février 1894; Rodet, cours Gambetta, n° 210, à Lyon. — Système de piscines et baignoires mécaniques à courant artificiel, dites *et baignoires Riparia*.
1604. Brevet de quinze ans, 5 février 1894; Rougier, à Châtillon-d'Azergues (Ain). — Perfectionnement apporté à l'ancien pressoir à levier multiple supprimant frottement par un jeu de billes.
1605. Brevet de quinze ans, 5 février 1894; Branta et compagnie (société), rue de la Harpe, n° 7, à Lyon. — Fabrication de l'acide acétique des arts au moyen de l'eau chaude brute ou raffinée et de l'acide sulfurique ou de dissolutions concentrées de bisulfate de soude.
1606. Brevet de quinze ans, 6 février 1894; Lacser, Marrel et Corthay, représentés par Freydyer-Dubrouil et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Charbonnet avec train mobile.
1607. Brevet de quinze ans, 7 février 1894; Margot, représenté par Freydyer-Dubrouil et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Nouveau système de montage des vitres ou autres objets en verre, cristal ou porcelaine.
1608. Brevet de dix ans, 8 février 1894; Franc, à Riez (Basses-Alpes). — Porte en bois de noyer recouverte en métal.
1609. Brevet de quinze ans, 8 février 1894; Maillet, représenté par Delorme (A.), n° 44, à Lyon. — Perfectionnements aux métiers à tulle dentelle.
1610. Brevet de quinze ans, 6 février 1894; Seldner et Kirk junior, représentés par Delorme (A.), n° 44, à Lyon. — Perfectionnements dans la fabrication des engrais.
1611. Brevet de quinze ans, 6 février 1894; Richardson, représenté par Faber, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements aux appareils pour tourner des instruments de musique et autres.
1612. Brevet de quinze ans, 6 février 1894; Canet, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Affût à tir rapide monté sur roues.
1613. Brevet de quinze ans, 6 février 1894; Dugay, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Système de bonde applicable au transport des vins, cidres et autres liquides en fermentation.
1614. Brevet de quinze ans, 8 février 1894; Foucart (Émile), représenté par Delorme (A.), à Blois. — Système de transformation de la force animale dit *podo-*
1615. Brevet de quinze ans, 9 février 1894; Lefebvre, représenté par Kerlevé, rue du Gué-de-Baud, n° 92, à Rennes. — Taraud universel pour ferrer les glaces.
1616. Brevet de quinze ans, 6 février 1894; Frenot, représenté par la société Leman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les moyens servant à empêcher de desserrage des écrous sur leurs vis.
1617. Brevet de quinze ans, 6 février 1894; Lœvy, représenté par la société Lœvy et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux machines à vapeur, à gaz et autres.
1618. Brevet de quinze ans, 6 février 1894; Lœwy, représenté par la société Lœwy et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les machines à repasser.
1619. Brevet de quinze ans, 6 février 1894; Lamb, représenté par la société Lœwy et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les machines d'incendie pour cages d'ascenseurs.
1620. Brevet de quinze ans, 6 février 1894; Singer, Donat et Kircheisen, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé de soudure tendre pour l'aluminium.

236081. Brevet de quinze ans, 6 février 1894; Heller et Schindler, représentant la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements apportés aux agrafes de gants, de chaussures, etc.
236082. Brevet de quinze ans, 6 février 1894; Dubois, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil de clefs.
236083. Brevet de quinze ans, 6 février 1894; Kusenborg (M^{re}), représentant la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Système universel pour la coupe des vêtements.
236084. Brevet de quinze ans, 6 février 1894; Eugster et Koertgen, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements au mode de fixation des robinets ou des bouchons pour récipients contenant des liquides gazeux ou d'autres fluides sous pression.
236085. Brevet de quinze ans, 6 février 1894; Hult (les siens), représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Commande à l'élastique pour des arbres à mouvement rotatif rapide.
236086. Brevet de quinze ans, 6 février 1894; Mac Roberts, représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements faits dans les méthodes de fonte de l'acier.
236087. Brevet de quinze ans, 6 février 1894; Grant, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les moteurs.
236088. Brevet de quinze ans, 6 février 1894; Aurès, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvel étui pour colophane.
236089. Brevet de quinze ans, 6 février 1894; Linder, représenté par Chassevent, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Nouvel appareil photographique.
236090. Brevet de quinze ans, 6 février 1894; Slicer, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la production de composition d'asphalte en forme de poudre ou de mastic.
236091. Brevet de quinze ans, 6 février 1894; Froger, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil formant une transmission spéciale pour voitures mécaniques.
236092. Brevet de quinze ans, 6 février 1894; Poulet (M^{re} veuve) et Poulet, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveaux procédés de crin, de toutes largeurs, et ses procédés de fabrication.
236093. Brevet de quinze ans, 6 février 1894; Moonelis, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines à fabriquer les cigarettes.
236094. Brevet de quinze ans, 6 février 1894; Marchon, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouvelle composition servant à la fabrication des objets d'art ou autres faits ordinairement en terre cuite ou en plâtre modelé.
236095. Brevet de quinze ans, 6 février 1894; Bonvoisin, rue Charles-Noddy, au Pré-Saint-Gervais (Seine). — Niveau métrique.
236096. Brevet de quinze ans, 6 février 1894; L. Coulon et Ch. Sanvelot (société), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 13. — Système de fabrication de wagons pour tuyaux de fumée et autres poteries à formes inégales.
236097. Brevet de quinze ans, 6 février 1894; Hantz et Hantz (M^{re}), à Paris, boulevard Chevreul, n° 14. — Nouvelle lampe d'éclairage à incandescence par le gaz.
236098. Brevet de quinze ans, 6 février 1894; Davis, représenté par Bletzy, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux tours.
236099. Brevet de quinze ans, 6 février 1894; Moonelis, représenté par Chassevent aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à fabriquer des cigarettes pour cigarettes.
236100. Brevet de quinze ans, 6 février 1894; société dite The President

- représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux bandages pneumatiques.
1101. Brevet de quinze ans, 6 février 1894; Vives et fils frères (société), représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil à distiller et les liquides fermentés.
1102. Brevet de quinze ans, 10 février 1894; Hubert, à Neuville (Calvados). — L'indispensable se disposant de quatre manières différentes.
1103. Brevet de quinze ans, 10 février 1894; Gestain et Boulay, le premier à Le-Vivien, et le deuxième à Craon (Mayenne). — Perfectionnement apporté au noir.
1104. Brevet (brevet anglais devant expirer le 25 décembre 1907) pris, le 18 1894, par Skipton, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 10. — Perfectionnements aux enveloppes protectrices des bandages pneumatiques.
1105. Brevet de quinze ans, 7 février 1894; Mathias, à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 165. — Ascenseur hydraulique à croisillons extensibles et sans puits.
1106. Brevet de quinze ans, 7 février 1894; Fragoaga y Acona, représenté par Blétry aîné, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Appareil élévateur de liquides au moyen de comprimé.
1107. Brevet de quinze ans, 7 février 1894; Hinstin, représenté par Marcelot, à Paris, rue Jacquemont, n° 16. — Nouveau système de chauffage.
1108. Brevet de quinze ans, 7 février 1894; Pêcheux, Panlet et Parquet, représentés par Croizier, à Paris, rue Campagne-Première, n° 5. — Genre de cartes graphiques transparentes destinées à se combiner entre elles, par voie de superposition.
1109. Brevet de quinze ans, 7 février 1894; Ashley, représenté par Dasser, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Perfectionnements à des tramways et chemins de fer à traction électrique.
1110. Brevet de quinze ans, 7 février 1894; d'Andria, représenté par Dasser, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Perfectionnements dans la fabrication de l'oxyde rouge.
1111. Brevet de quinze ans, 7 février 1894; Robin et Drevet, représentés par Delom, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouveau foyer avec grille verticale rétractable pour la combustion des combustibles pulvérulents et maigres, à feu continu.
1112. Brevet de quinze ans, 7 février 1894; Votex, à Paris, rue de Belleville, n° 10. — Ensemble de pièces et dispositifs pour l'établissement d'une voie à traction par câble.
1113. Brevet de quinze ans, 7 février 1894; Saint frères (société), représentée par la société Asci et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Nouveau genre de tente, dite E. Thénard.
1114. Brevet de quinze ans, 7 février 1894; Güntert, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif pour contrôler la contenance totale et indiquer, à chaque instant, la contenance momentanée en acide carbonique des réservoirs des appareils servant à maintenir la bière sous pression.
1115. Brevet de quinze ans, 7 février 1894; Rubin, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Cartouche à douille à détente.
1116. Brevet de quinze ans, 7 février 1894; Wagner, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Vis de réglage pour la levée des barres des mécaniques de pianos.
1117. Brevet de quinze ans, 7 février 1894; Montupet, à Paris, rue de la Voûte, n° 19. — Chaudière tubulaire pour vapeur ou eau chaude, à réservoir de combustion.
1118. Brevet de quinze ans, 7 février 1894; Fossier, représenté par Delom, à Paris, rue de la Chaussée d'Antin, n° 58 bis. — Système de commande par crémaillère pour vélocipèdes et autres véhicules.
1119. Brevet de quinze ans, 7 février 1894; Walker, James, Wilkins et Lones, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau système de commande pour vélocipèdes et autres véhicules.

236081. Brevet de quinze ans, 6 février 1894; Heller et Schindler, représentants la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements apportés aux agrafes de gants, de chaussettes, etc.
236082. Brevet de quinze ans, 6 février 1894; Dubois, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau système de clefs.
236083. Brevet de quinze ans, 6 février 1894; Kusenborg (M^{re}), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Système universel pour la coupe des vêtements.
236084. Brevet de quinze ans, 6 février 1894; Eugster et Goertgen, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements au mode de fixation des robinets ou des bouchons pour récipients contenant des liquides gazeux ou d'autres fluides sous pression.
236085. Brevet de quinze ans, 6 février 1894; Huk (les sieurs), représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Commande à l'élastique pour des arbres à mouvement rotatif rapide.
236086. Brevet de quinze ans, 6 février 1894; Mac Roberts, représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements apportés dans les méthodes de fonte de l'acier.
236087. Brevet de quinze ans, 6 février 1894; Grant, représenté par Cail, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les moteurs.
236088. Brevet de quinze ans, 6 février 1894; Autès, représenté par Cail, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvel étui pour colophane.
236089. Brevet de quinze ans, 6 février 1894; Linder, représenté par Sauter, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Nouvel appareil photographique.
236090. Brevet de quinze ans, 6 février 1894; Slicer, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la production et la composition d'asphalte en forme de poudre ou de mastic.
236091. Brevet de quinze ans, 6 février 1894; Froger, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil formant une transmission spéciale pour voitures mécaniques.
236092. Brevet de quinze ans, 6 février 1894; Poulet (M^{re} veuve) et Poulet, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveaux procédés de crin, de toutes largeurs, et ses procédés de fabrication.
236093. Brevet de quinze ans, 6 février 1894; Moonelis, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les modes de fabriquer les cigarettes.
236094. Brevet de quinze ans, 6 février 1894; Marchon, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouvelle composition servant à la fabrication des objets d'art ou autres faits ordinairement en terre cuite ou en plâtre modelé.
236095. Brevet de quinze ans, 6 février 1894; Bonvoisin, rue Charles-Nodding, au Pré-Saint-Gervais (Seine). — Niveau métrique.
236096. Brevet de quinze ans, 6 février 1894; L. Coulon et Ch. Sanvelet (société), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de fabrication de wagons pour tuyaux de fumée et autres poteries à épaisseur inégales.
236097. Brevet de quinze ans, 6 février 1894; Hantz et Hantz (M^{re}), à Paris, rue Chevreul, n° 14. — Nouvelle lampe d'éclairage à incandescence par le gaz.
236098. Brevet de quinze ans, 6 février 1894; Davis, représenté par Blety, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux tours.
236099. Brevet de quinze ans, 6 février 1894; Moonelis, représenté par Chassevent aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à fabriquer des cigarettes.
236100. Brevet de quinze ans, 6 février 1894; société dite The Providence

C, représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux bandages pneumatiques.

101. Brevet de quinze ans, 6 février 1894; Vives et ses frères (société), représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil à distiller les liquides fermentés.

102. Brevet de quinze ans, 10 février 1894; Hubert, à Neuville (Calvados). — Indispensable se disposant de quatre manières différentes.

103. Brevet de quinze ans, 10 février 1894; Gestain et Boulay, le premier à Le-Vivien, et le deuxième à Craon (Mayenne). — Perfectionnement apporté au pair.

104. Brevet (brevet anglais devant expirer le 23 décembre 1907) pris, le 10 1894, par Shipton, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta. — Perfectionnements aux enveloppes protectrices des bandages pneumatiques.

105. Brevet de quinze ans, 7 février 1894; Mathias, à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 165. — Ascenseur hydraulique à croisillons extensibles et sans puits.

106. Brevet de quinze ans, 7 février 1894; Fragoaga y Arcona, représenté par Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Appareil élévateur de liquides au moyen de siphons.

107. Brevet de quinze ans, 7 février 1894; Hinstin, représenté par Marcelot, à Paris, rue Jacquemont, n° 16. — Nouveau système de chauffage.

108. Brevet de quinze ans, 7 février 1894; Pêcheux, Panlet et Parquet, représentés par Croizier, à Paris, rue Campagne-Première, n° 5. — Genre de cartes photographiques transparentes destinées à se combiner entre elles par voie de superposition.

109. Brevet de quinze ans, 7 février 1894; Ashley, représenté par Danner, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Perfectionnements à des traverses et chemins de fer.

110. Brevet de quinze ans, 7 février 1894; d'Andria, représenté par Danner, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Perfectionnements dans la fabrication de l'oxyde rouge.

111. Brevet de quinze ans, 7 février 1894; Robin et Drevet, représentés par Paris, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouveau foyer avec grille verticale réfractaire pour la combustion des combustibles pulvérulents et maigres, à feu continu.

112. Brevet de quinze ans, 7 février 1894; Votex, à Paris, rue de Belleville. — Ensemble de pièces et dispositifs pour l'établissement d'une voie à traction électrique.

113. Brevet de quinze ans, 7 février 1894; Saint frères (société), représentée par société Asci et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Nouveau genre de tente, par E. Thénard.

114. Brevet de quinze ans, 7 février 1894; Güntert, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif pour contrôler la contenance et indiquer, à chaque instant, la contenance momentanée en acide carbonique des réservoirs des appareils servant à maintenir la bière sous pression.

115. Brevet de quinze ans, 7 février 1894; Rubin, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Cartouche à douille à détente.

116. Brevet de quinze ans, 7 février 1894; Wagner, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Vis de réglage pour la levée des vis des mécaniques de pianos.

117. Brevet de quinze ans, 7 février 1894; Montupet, à Paris, rue de la Voûte. — Chaudière tubulaire pour vapeur ou eau chaude, à réservoir de combustion.

118. Brevet de quinze ans, 7 février 1894; Fossier, représenté par Delom, à Paris, boulevard de la Chaussée d'Antin, n° 58 bis. — Système de commande par crémaillère télopiètes et autres véhicules.

119. Brevet de quinze ans, 7 février 1894; Walker, James, Wilkins et Lomas, représentés

sentés par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux piles voltaïques primaires.

236120. Brevet de quinze ans, 7 février 1894; Ström, représenté par Coppin Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé et disposition pour transmettre dans les machines à vapeur, à la vapeur active, la chaleur provenant de la vapeur soit avant, soit après la détente.

236121. Brevet de quinze ans, 7 février 1894; Ström, représenté par Coppin Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Revêtement intérieur de cylindres de machines à vapeur.

236122. Brevet de quinze ans, 7 février 1894; Decazes, représenté par Coppin Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de générateur.

236123. Brevet de quinze ans, 7 février 1894; Royer et Lesquoy, représenté par Coppin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de frein automatique pour véhicules de chemins de fer.

236124. Brevet de quinze ans, 7 février 1894; Lolarge, représenté par Coppin Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Caisse à ossature métallique destinée pour orangers et arbustes.

236125. Brevet de quinze ans, 8 février 1894; Chambon, à Paris, rue Béranger, n° 21. — Nouvelle machine à découper et bobiner toutes espèces de papiers et de peaux quelconques.

236126. Brevet de quinze ans, 8 février 1894; Jacques, rue Ambert, n° 3, à Paris (Seine). — Cadran solaire dit *héliohorographe portatif*.

236127. Brevet de quinze ans, 8 février 1894; Flint, à Paris, place des Batignolles, n° 3. — Boîtes en carton démontables, système Grellier.

236128. Brevet de quinze ans, 8 février 1894; Portal, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 16 bis. — Appareil servant à projeter toute espèce de poudre en jet continu.

236129. Brevet de quinze ans, 8 février 1894; Dunbar, représenté par la Société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les machines à finir les douves de tonneaux et à fabriquer les tonneaux.

236130. Brevet de quinze ans, 8 février 1894; Hua fils, à Paris, rue Rochechouart, n° 26 et 28. — Typo-affiches.

236131. Brevet de quinze ans, 8 février 1894; Gelis et Perron, à Paris, rue du Montier, n° 10. — Système d'intercommunication automatique pour téléphones.

236132. Brevet de quinze ans, 8 février 1894; Silbermann, à Paris, rue de la Harpe, n° 5. — Système de cuirasse rendant invulnérable la chambre à air des pneumatiques, dit la *cuirasse des pneumatiques*.

236133. Brevet de quinze ans, 8 février 1894; Hill, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements apportés aux bouteilles et à leur mode de bouchage.

236134. Brevet de quinze ans, 8 février 1894; Balduin Heller's Söhne (société représentée par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouveau système de bouchage à douille composée démontable.

236135. Brevet de quinze ans, 8 février 1894; Chard, représenté par Caron Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Perfectionnements dans les balances et tributaires automatiques.

236136. Brevet de quinze ans, 8 février 1894; Delattre, représenté par Armand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système permettant de modifier instantanément et en pleine marche le rapport des vitesses du régulateur de l'arbre moteur.

236137. Brevet de quinze ans, 8 février 1894; A. Richard et compagnie (société représentée par Armeugaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements aux appareils mobiles de chauffage, poêles, cheminées, etc.

236138. Brevet de quinze ans, 8 février 1894; Benoist, représenté par Waniot Paris, rue de Mazagan, n° 5. — Perfectionnements dans la fabrication des lames de tous genres, employés dans la construction des ailes striées.

36139. Brevet de quinze ans, 8 février 1894; Giuletto, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Scène mobile pour théâtres.
36140. Brevet de quinze ans, 8 février 1894; Suchet, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Foyer en fonte polie à prises d'air coudées et bouches de chaleur latérales.
36141. Brevet de quinze ans, 8 février 1894; Bauche (les sieurs), représentés par Bauche, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux lits à l'air.
36142. Brevet de quinze ans, 8 février 1894; Engh et Paquot, représentés par Engh aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Nouveau système de tir à tir rapide, à répétition et à tir de pression.
36143. Brevet de quinze ans, 8 février 1894; Bongard, représenté par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Système de plancher démontable à l'air.
36144. Brevet de quinze ans, 8 février 1894; Wahrath, représenté par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Composition destinée à empêcher l'écoulement de l'air ou d'inscrustations dans les chaudières à vapeur.
36145. Brevet de quinze ans, 9 février 1894; Capelle, rue Bourgois, n° 7, au Havre. — Bateau fluvial actionné par moteur à gaz, appliqué au service des transmanche.
36146. Brevet de quinze ans, 10 février 1894; Bischoff et Ranth (société), représentés par Labattu, à Montivilliers (Seine-Inférieure). — Pelle à fermeture automatique.
36147. Brevet de quinze ans, 10 février 1894; Gineste, rue Carrière-Vieille, n° 5, à Paris. — Soufreuse pour la vigne.
36148. Brevet de quinze ans, 10 février 1894; Bayle, représenté par Aulanier, à Paris, rue de la Harpe, n° 25, à Saint-Etienne. — Pistolet, carabine ou fusil à répétition.
36149. Brevet de quinze ans, 13 février 1894; Brun-Latrigue, cours Fauriel, n° 7, à Saint-Etienne. — Mécanisme de répétition applicable aux armes de tir, de chasse et de guerre, pistolets, mousquetons, carabines, fusils, cannes-fusils, etc.
36150. Brevet de quinze ans, 13 février 1894; Cocatre, rue des Capucins, à Reims. — Divers perfectionnements apportés à la mécanique Jacquard.
36151. Brevet de quinze ans, 13 février 1894; Thierry, à Bétheniville (Marne). — Machine à tisser pour métier à tisser.
36152. Brevet de quinze ans, 9 février 1894; Jerram, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Perfectionnements dans les machines à coudre.
36153. Brevet de quinze ans, 9 février 1894; Schmitz, représenté par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Appareil à poser les nappes sur les cartes.
36154. Brevet de quinze ans, 9 février 1894; Vanspragh, représenté par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — *Gills protector* pour filature de tous textiles.
36155. Brevet de quinze ans, 9 février 1894; société dite *Deutsche Autocopist company*, représentée par la société Brandon et fils, à Paris, rue de la Harpe, n° 59. — Nouveau genre de papier gaufré pour emballages.
36156. Brevet de quinze ans, 9 février 1894; Delatour, représenté par la société Delatour et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux machines à coudre et aux noix de parapluies, ainsi qu'à leur mode de fabrication.
36157. Brevet de quinze ans, 9 février 1894; Simmons, représenté par Lombard, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Perfectionnements dans les lits d'enfants, de malades et autres.
36158. Brevet de quinze ans, 9 février 1894; Effront, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Préservation d'aliments ou autres matières par stérilisation de l'air en contact avec elles.
36159. Brevet de quinze ans, 9 février 1894; Farjas, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 12. — Nouveau système d'essieu servant d'amortisseur pour voitures et véhicules de tous genres.

236160. Brevet de quinze ans, 9 février 1894; Bullier, représenté par Chenu à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de préparation des carbures métaux aléaquo-terreux.
236161. Brevet de quinze ans, 9 février 1894; Jollet, représenté par Chenu à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de serrure de sûreté pour les forts à pènes indépendants et à embrayage automatique.
236162. Brevet de quinze ans, 9 février 1894; Fleischmann et Bloedel (société), représentées par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système de mobilisation des papiers de poupées, bébés et autres jouets.
236163. Brevet de quinze ans, 9 février 1894; Schliek, représenté par Blétry à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à vapeur à cylindres multiples à réactions de masses équilibrées.
236164. Brevet de quinze ans, 9 février 1894; Kehl, représenté par Desbats à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Procédé pour la fabrication des boudons, chînes à découper les boudons en travers pour l'application de ce procédé.
236165. Brevet de quinze ans, 9 février 1894; Perkins, représenté par la Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 61. — Perfectionnements apportés aux rateurs à vapeur.
236166. Brevet de quinze ans, 9 février 1894; Desbats, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Genre d'arçon perfectionné.
236167. Brevet de quinze ans, 9 février 1894; Sobolewski et Dzierzbicki, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Cercueil en verre.
236168. Brevet de quinze ans, 9 février 1894; société *Brothers Specialty Co*, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les machines à boucher et ficeler les bouteilles.
236169. Brevet de quinze ans, 9 février 1894; David, rue du Fourboursin, à Lyon. — Fabrication de nouvelles bougies en plusieurs couleurs juxtaposées, dites bougies caméléon.
236170. Brevet de quinze ans, 9 février 1894; Bouvet frères (société), représentés par Laglace, rue Omer-Louis, n° 15, à Lyon. — Système de mandrin extensible pour chanhrer les pelotes de toutes matières filées.
236171. Brevet (brevet anglais devant expirer le 17 juillet 1907) pris, le 17 février 1894, par Dolman, représenté par Lasserre, rue Cassies, n° 29, à Pau. — Système de consommation de la fumée et des gaz nuisibles.
236172. Brevet de quinze ans, 10 février 1894; Tellier et Moncour, représentés par Charles Tellier, à Paris, rue d'Auteuil, n° 28. — Inhalateur antiseptique.
236173. Brevet de quinze ans, 10 février 1894; Alric, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 128. — Outil composé d'une barre pointue en acier ou autre métal pour le cassage des houilles, coques, etc.
236174. Brevet de quinze ans, 10 février 1894; Bastide, à Paris, rue de Valenciennes, n° 14. — Appareil destiné à indiquer aux voyageurs en chemin de fer la gare prochaine de la ligne à parcourir.
236175. Brevet de quinze ans, 10 février 1894; Bastide, à Paris, rue de Valenciennes, n° 14. — Appareil destiné à indiquer aux voyageurs des omnibus et tramways, la gare (rue, avenue, boulevard), de trajet de la ligne à parcourir.
236176. Brevet de quinze ans, 10 février 1894; Traube et Kattenidt, représentés par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 15 bis. — Dispositif formant compte-gouttes pour flacons et autres récipients.
236177. Brevet de quinze ans, 10 février 1894; Gaillard et Berthelot, représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard-Poissonnière, n° 21. — Genre de bouteille plissable.
236178. Brevet de quinze ans, 10 février 1894; société dite *Chemische Fabrik Actien* (vorm. E. Schering), représentée par Casalonga, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 10.

Procédé de fabrication de verres, pellicules ou plaques estables dans l'eau, avec les matières sensibles à la colle, pour opérations photographiques, et procédé de arcissement de gélatine sensible ou de couches gélatineuses sensibles, et d'images photographiques obtenues avec la gélatine sensible ordinaire.

236172. Brevet de quinze ans, 10 février 1894; Radbauer, représenté par Casanga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Procédé de fabrication de nouveaux antipyrétiques et antinévralgiques.

236180. Brevet de quinze ans, 10 février 1894; Tarnit, représenté par Menhons, Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Nouveau genre de calendrier éphémérides à guillemet pour memorandums.

236181. Brevet de quinze ans, 10 février 1894; Laminé, à Paris, rue Saint-Denis, 168. — Bec à pétrole à double prise d'air.

236182. Brevet de quinze ans, 10 février 1894; Rousseau, à Paris, rue Pierre-Prou, n° 25. — Coupe-circuit bipolaire.

236183. Brevet de quinze ans, 10 février 1894; Rousseau, à Paris, rue Pierre-Prou, n° 25. — Interrupteur.

236184. Brevet de quinze ans, 10 février 1894; Cadell (les sieurs), représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Banc de pile électrique disposé de manière à pouvoir être fermé.

236185. Brevet de quinze ans, 10 février 1894; Mositor, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements apportés aux tubes propres à la fabrication des jantes de roues de vélocipèdes.

236186. Brevet de quinze ans, 10 février 1894; Dalens et Salomon, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Pile antidérapante pour bandages de roues.

236187. Brevet de quinze ans, 10 février 1894; Braun, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Système de tire-cable dit le multiple, permettant de faire en ligne droite, brisée, ou courbe, tous les arcs de tracés : traits continus, lignes de cotes, pointillés, traits d'axes, etc., gros traits, rapprochés ou éloignés, en usage dans le dessin industriel.

236188. Brevet de quinze ans, 10 février 1894; Ferdinand et Arnould Lemaire, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Système de machine à égrainer, dite égraineuse.

236189. Brevet de quinze ans, 10 février 1894; Roché, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux freins de vélocipèdes.

236190. Brevet de quinze ans, 10 février 1894; Hatit, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Brette-cycliste.

236191. Brevet de quinze ans, 10 février 1894; Lebiez, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Machine électrostatique à influence auto-excitatrice.

236192. Brevet de quinze ans, 10 février 1894; société dite The Bridgeport Brass Company, représentée par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de lanterne destinée aux bicyclettes et à d'autres usages.

236193. Brevet de quinze ans, 10 février 1894; Riedinger, représenté par Boramé, à Paris, boulevard Voltaire, n° 101. — Bidon de sûreté permettant de ne verser dans les lampes que la quantité de liquide nécessaire.

236194. Brevet de quinze ans, 10 février 1894; Seiler, à Paris, rue des Châtilards, n° 60. — Appareil à faisciau tubulaire, applicable à tous les générateurs.

236195. Brevet de quinze ans, 10 février 1894; Gaulin et Bruzeau (société), représentés par Diétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Robinet-flotteur à fonctionnement automatique pour la distribution de l'eau dans les baignets à rincer des bords et les autres récipients.

236196. Brevet de quinze ans, 10 février 1894; société G. Montenberg and Co., représentée par Diétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Allumeur pour bords de gaz.

236197. Brevet de quinze ans, 10 février 1894; Hallensleben, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Procédé et appareils pour la fabrication mécanique de tapis de Smyrne.

236198. Brevet de quinze ans, 10 février 1894; Foy, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements apportés aux parapluies.

236199. Brevet de quinze ans, 10 février 1894; Delage et Legras, à Paris, boulevard des Italiens, n° 11. — Application aux billards de toutes grandeurs d'un instrument de jeu pour les échecs et les dames.

236200. Brevet de quinze ans, 10 février 1894; Peterson, représenté par Chavent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil électrique pour l'allumage des becs de gaz munis d'un corps à incandescence.

236201. Brevet de quinze ans, 10 février 1894; Vouret, représenté par Chavent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés de fabrication des bandes électromagnétiques en vue de leur application.

236202. Brevet de quinze ans, 10 février 1894; Brodure, représenté par Chavent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés dans les vélocipèdes.

236203. Brevet de quinze ans, 10 février 1894; Boudonneau, représenté par Mengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau système de filtration pour filtre-presses.

236204. Brevet de quinze ans, 10 février 1894; Nicolas, représenté par Arnaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine à façonner les timons ou brancards et les bois cintrés en général.

236205. Brevet de quinze ans, 10 février 1894; Herrburger, représenté par Gault, à Paris, rue Rambuteau, n° 24. — Perfectionnements dans les mécanismes de pianos à queue.

236206. Brevet de quinze ans, 12 février 1894; Touzelin, à Paris, rue de Provence, n° 34. — Nouveau moulin à vent.

236207. Brevet de quinze ans, 12 février 1894; Cerutti, représenté par Maubry, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Système d'appareil de sauvetage, ou cas d'incendie, et de sécurité pour les ouvriers travaillant sur la toiture, pouvant également être utilisé pour la réparation des façades des maisons.

236208. Brevet de quinze ans, 12 février 1894; Stipperger, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Fermeture de porte flexible automatiquement actionnée actionnée par la pression hydraulique.

236209. Brevet de quinze ans, 12 février 1894; Diederichs, représenté par Mengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Nouvelle disposition permettant le serrage rapide des rondelles sur les rouleaux d'ensouple.

236210. Brevet de quinze ans, 12 février 1894; Pérès, à Paris, rue du Faubourg Montmartre, n° 23. — Bourrelet d'aisance.

236211. Brevet de quinze ans, 12 février 1894; Maréchal, Rigollet et société L. J. cret et L. Lejeune, représenté par Gérolami, à Paris, rue Claude-Bernard, n° 73. — Dispositif de relais électrique sensible.

236212. Brevet de quinze ans, 12 février 1894; Schollenberger, représenté par Mengaud aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé pour expulser les matières étrangères du blé et des autres céréales analogues, et machine pour la mise en pratique de ce procédé.

236213. Brevet de quinze ans, 12 février 1894; Hans, à Paris, rue de Clugny, n° 10. — Fabrication d'un papier nouveau pour tenture surah, lumineux transparent.

236214. Brevet de quinze ans, 12 février 1894; Kun, représenté par Louis Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Gant avec pochette adhésive pour mettre les menus objets.

236215. Brevet de quinze ans, 12 février 1894; Lévy, représenté par le sieur Staud, à Paris, rue Lhomond, n° 37. — Procédé de décoration artistique sur tous tissus, décoloration et recoloration ultérieure, spécialement applicable à l'ameublement.

23216. Brevet de quinze ans, 12 février 1894; Bilsen, représenté par la société molen et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système perfectionné de traitement des grains de café pour l'extraction et la production de leurs éléments nutritifs diététiques.

23217. Brevet de quinze ans, 12 février 1894; société Deshayes et Lollier, à Paris, de Turbigo, n° 47. — Diaphragme à ouverture horizontale pour jumelles.

23218. Brevet de quinze ans, 12 février 1894; Langlois, représenté par Bonnet, 101, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Interrupteur automatique de courant triphasé d'une durée donnée.

23219. Brevet de quinze ans, 12 février 1894; Triquenaux, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil protecteur automatique des trains de chemins de fer.

23220. Brevet de quinze ans, 12 février 1894; S. Grauer et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de petites agglomérées pour le polissage des métaux, de l'os, de la corne, etc.

23221. Brevet de quinze ans, 12 février 1894; Vigier, représenté par Chassevent, 101, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de conservation des ligatures et des objets employés en chirurgie.

23222. Brevet de quinze ans, 12 février 1894; Farrant, représenté par Chassevent, 101, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif perfectionné servant à protéger les omnibus, de tramways, de bateaux, de jardins publics et autres.

23223. Brevet de quinze ans, 12 février 1894; Bondonneau, représenté par Armand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication de sirops de cristal et concret avec la pomme de terre, sans extraction préalable de la

23224. Brevet de quinze ans, 12 février 1894; Gauche et Perréal, représentés par Armand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Genre de tableau de verre avec une moitié de bouteille, pot ou autre objet en nature contenant du liquide ou pâte quelconque.

23225. Brevet de quinze ans, 12 février 1894; Witzenmann et Bühler, représentés par Armand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de tube à spirale métallique inverse.

23226. Brevet de quinze ans, 12 février 1894; société anonyme John Cockerill, représentée par Armand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouvelle méthode de fabrication des roues pleines forgées en acier ou fer homogène.

23227. Brevet de dix ans, 10 février 1894; Biessy, élisant domicile chez le sieur Lhuier, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 41; à Lyon. — Nouveau système de baratte.

23228. Brevet de quinze ans, 10 février 1894; Weitz, représenté par les sieurs Lhuier-Dubreuil et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Perfectionnement apporté dans les assemblages de voies portatives.

23229. Brevet de quinze ans, 13 février 1894; Rochette et Bornet (société), représentée par les sieurs Freyrier-Dubreuil et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Perfectionnements apportés aux pulsomètres.

23230. Brevet de quinze ans, 13 février 1894; Bouvier frères (société), représentée par les sieurs Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Apprêt de trame.

23231. Brevet de quinze ans, 14 février 1894; Milliat, représenté par les sieurs Lhuier et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnement aux armes pour blateries.

23232. Brevet de quinze ans, 14 février 1894; Milliat, représenté par les sieurs Lhuier et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Trieur magnétique.

23233. Brevet de quinze ans, 12 février 1894; Larhantec, au Kermeur-en-Ploum (Finistère). — Appareil pour procéder au chauffage du lait destiné à être traité par les écrémeuses centrifuges et dénommé *réchauffeur Larhantec*.

23234. Brevet de quinze ans, 14 février 1894; Longis dit Longy, à Melun (Seine-et-Marne). — Rasoir à monture non métallique.

236235. Brevet de quinze ans, 15 février 1894; Lefebvre, à Ecurie (Pas-de-Calais). — Articulation de l'essieu principal d'un *semoir* au moyen d'un coude fort puissant, audit essieu donnant une plus grande facilité de manœuvre.

236236. Brevet de quinze ans, 15 février 1894; Grenet, à Anais (Charente). — Avant-train de charrue.

236237. Brevet de quinze ans, 15 février 1894; Declercq, rue Monge, n° 1, Dijon. — Protection automatique de la circulation des trains au moyen de l'éclairage.

236238. Brevet de quinze ans, 15 février 1894; Bartels, élisant domicile chez M. sieur Henrion, quai Claude-le-Lorrain, n° 78 bis, à Nancy. — Nouveaux *serres-fils* pour canalisations électriques.

236239. Brevet de quinze ans, 15 février 1894; Migraine, représenté par G. de Saint-Julien, n° 62, à Rouen. — Chapiteau de cheminée.

236240. Brevet de quinze ans, 15 février 1894; Hidien, à Châteauroux (Indre). — Moteur universel à vapeur, système Hidien.

236241. Brevet de quinze ans, 16 février 1894; Gasquet, à Castres (Tarn). — Pains agglomérés de matières pulvérulentes servant à la préparation préalable de liquides destinés à être filtrés, et désignés sous le nom de *charbonkol*.

236242. Brevet de quinze ans, 16 février 1894; Porcheret, rue de Mireille, n° 1, Ancenis (Loire-Inférieure). — Appareil s'adaptant aux bicyclettes et tricycles, destiné à faciliter la montée des côtes.

236243. Brevet de quinze ans, 17 février 1894; Plazenet, à Romilly (Aube). — Moule à ovules et suppositoires, destiné à la fabrication de produits pharmaceutiques et dénommé *l'indispensable*.

236244. Brevet de quinze ans, 17 février 1894; Gallicher, rue du Tondou, n° 1, à Bordeaux. — Appareil multiplicateur pour vélocipèdes.

236245. Brevet de quinze ans, 13 février 1894; Geynet, à Paris, boulevard de la Parnasse, n° 97. — Râpe à fromage dite *la rapide*.

236246. Brevet de quinze ans, 13 février 1894; Muller et Meyer, représentés par Chasseveut, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Pince-nez perfectionné, automatique, instantanément ajustable et construit dans le but d'éviter la congestion du nez et des yeux.

236247. Brevet de quinze ans, 13 février 1894; Deiss, représenté par Clément, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau mode de l'utilisation de la chaleur calorifique, appelé *la self-injection*.

236248. Brevet de quinze ans, 13 février 1894; Thibouville, représenté par la société Forcau et Trulley, à Paris, rue de Trévise, n° 36. — Nouveau procédé de durcissement des tubes, plaques et autres objets en aluminium.

236249. Brevet de quinze ans, 13 février 1894; Silbermann, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Mécanisme d'attelage des wagons de chemin de fer.

236250. Brevet de quinze ans, 13 février 1894; Von Siemens, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de percussion.

236251. Brevet de quinze ans, 13 février 1894; Drapier et fils (société), représenté par Good, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Appareil dit *doucheur automatique*.

236252. Brevet de quinze ans, 13 février 1894; Desant, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Inhalateur provoquant une respiration artificielle.

236253. Brevet de quinze ans, 13 février 1894; Drevet et Desgranges, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Manche de levage.

236254. Brevet de quinze ans, 13 février 1894; Leineweber et Aubert, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnement des systèmes de torpilles dites *torpilles-poissons*.

236255. Brevet de quinze ans, 13 février 1894; Bauve, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvelle chaîne de transmission.

236254. Brevet de quinze ans, 13 février 1894; Burt et Mac Ghee, représentés par Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements aux moteurs à gaz et à vapeurs explosives.
236257. Brevet de quinze ans, 13 février 1894; Dufault, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux connexions d'armature de dynamos.
236258. Brevet de quinze ans, 13 février 1894; Leffler et Corrigan, représentés par Bly aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Chemins de fer électriques.
236259. Brevet de quinze ans, 13 février 1894; Stanchiff et Orsill, représentés par Bly aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements au mécanisme de fixation par friction.
236260. Brevet de quinze ans, 13 février 1894; Travis, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Echeancier automatique.
236261. Brevet de quinze ans, 13 février 1894; Harris, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les outils moulés.
236262. Brevet de quinze ans, 13 février 1894; Jones et Société Mechanical and Equipment Company, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Rails pour chemins de fer.
236263. Brevet de quinze ans, 13 février 1894; Ridelle, Kerlin et Dyer, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Châssis de fenêtre manuels.
236264. Brevet de quinze ans, 13 février 1894; Coles, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux appareils à décoller, à rabatter ou rejeter les bords des tuyaux ou conduits (appareils à emboutir).
236265. Brevet de quinze ans, 13 février 1894; Anson frères (société), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les dents radiales ou autres.
236266. Brevet de quinze ans, 13 février 1894; Schmidt, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé et appareil pour la fabrication de bouilles pour tissage et teinture.
236267. Brevet de quinze ans, 13 février 1894; Pedersen, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Châssis ou cadre perfectionné pour bicyclettes.
236268. Brevet de quinze ans, 13 février 1894; Calteau, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Perfectionnements apportés aux appareils photographiques.
236269. Brevet de quinze ans, 13 février 1894; Duclos, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Perfectionnements au mode de fixation des lettres composant les inscriptions sur les colonnes mortuaires.
236270. Brevet de quinze ans, 13 février 1894; Streitz, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Perfectionnements dans les tuyaux de chauffe des chaudières à vapeur.
236271. Brevet de quinze ans, 13 février 1894; Woolverton, représenté par Payollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements aux lampes à arc.
236272. Brevet de quinze ans, 13 février 1894; Horn (Dⁿ), représentée par Payollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements apportés aux modèles réglables pour patrons d'habillements.
236273. Brevet de quinze ans, 13 février 1894; Gilot et Lesel, représentés par Payollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Télémètre de combat.
236274. Brevet de quinze ans, 13 février 1894; Le Cesne, rue du Val-de-Saire, à Cherbourg. — Nouvelle chambre photographique détective à mains, dénommée *la sans-souci*.
236275. Brevet de quinze ans, 16 février 1894; Marchand, représenté par la société Druennes et Lambilin fils, à Rotbailx. — Nouvelle mécanique d'armures pour métiers à tisser.

236276. Brevet de quinze ans, 16 février 1894; M deche]. — Nouveau procédé de fabrication de l'alcool p

236277. Brevet de quinze ans, 19 février 1894; Dequette, n° 6, à Bordeaux. — Système de fermeture i

236278. Brevet de quinze ans, 14 février 1894; Dama n° 2. — Pressiofière ou piessofore.

236279. Brevet de quinze ans, 14 février 1894; Lema le-Prince, n° 10. — Nouvel appareil de photomicrograph

236280. Brevet de quinze ans, 14 février 1894, Soré Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Procédé de g pour recouvrir de tous métaux les fils et tissus, plume de nouveaux produits industriels.

236281. Brevet de quinze ans, 14 février 1894; Lang Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Plaques métal de renfort.

236282. Brevet de quinze ans, 14 février 1894; Golt par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Procédé de rantes en faisant chauffer divers phénols ou naphols, ac leurs dérivés, pris séparément ou ensemble, avec des a

236283. Brevet de quinze ans, 14 février 1894; Nigt n° 16. — Nouvel appareil d'enclanchement entre les sémécutifs et les signaux avancés correspondants, permette le cantonnement des trains sur les lignes de chemins de

236284. Brevet de quinze ans, 14 février 1894; Hu par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, bou Perfectionnements dans les méthodes employées pour matières analogues contenus dans les solutions.

236285. Brevet de quinze ans, 14 février 1894; Kôbet sentée par la société Louis Gudman et compagnie, à Pa n° 6. — Système de chauffage, sans suie et sans fum chauffage, fourneaux de cuisine, etc.

236286. Brevet de quinze ans, 14 février 1894; Dav à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnem ou autres machines à combustion interne.

236287. Brevet de quinze ans, 14 février 1894; Bau vent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouve portes et lambris.

236288. Brevet de quinze ans, 14 février 1894; Flon Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil pour chiens les jambes des vélocipédistes, dit *présève dog Flo*

236289. Brevet de quinze ans, 14 février 1894; Berry à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionn soupapes de manœuvre et leurs connexions applicables p les gaz.

236290. Brevet de quinze ans, 14 février 1894; Kuh sentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg contre-fleau indéformable.

236291. Brevet de quinze ans, 14 février 1894; Vieti à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif de

236292. Brevet de quinze ans, 14 février 1894; Aur gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — pour la capture des animaux nuisibles.

236293. Brevet de quinze ans, 17 février 1894; Krumm à Marseille. — Appareil de sauvetage pour incendies dit

236294. Brevet de quinze ans, 17 février 1894; Jou

124. représentée par Aulanier, rue du Haut-Tardy, n° 25, à Saint-Etienne. —
 125. Brevet de quinze ans, 17 février 1894; Bourbouneau, vieille route d'Aix,
 à Limoges. — Conserve de lait frais pur stérilisé.
1256. Brevet de quinze ans, 15 février 1894; Pifre, à Paris, rue de Courcelles,
 n° 176. — Dispositif d'équilibrage et d'appareils de sécurité pour ascenseurs et
 charges à cabine suspendue.
1257. Brevet de quinze ans, 15 février 1894; Robinson, à Paris, avenue de
 la République, n° 138. — Utilisation du bois dit *bambou*, ainsi que de tous ses dérivés,
 pour la construction des vélocipèdes et voitures de courses dites *sulky* de tous modèles
 et systèmes.
1258. Brevet de quinze ans, 15 février 1894; Pelletier, représenté par Bouvret,
 à Paris, rue Albouy, n° 9 bis. — Nouveau ferme-porte automatique dit *le spiral*.
1259. Brevet de quinze ans, 15 février 1894; Bruch, représenté par le sieur de
 Bruch, à Paris, avenue Victor-Hugo, n° 19. — Nouveau ciment.
1260. Brevet de quinze ans, 15 février 1894; Hustinx, représenté par la société
 Hustinx et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux fusils à
 répétition.
1261. Brevet de quinze ans, 15 février 1894; Niclausse (les sieurs), représentés
 par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Dispositif pour
 sécher, en dehors des surfaces de chauffe, des matières contenues dans les eaux
 de lavage des chaudières à vapeur.
1262. Brevet de quinze ans, 15 février 1894; Lagneau, représenté par la société
 Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements apportés aux
 chaudières à combustion lente.
1263. Brevet de quinze ans, 15 février 1894; Kuchen, représenté par Wattier,
 à Paris, rue de Mazagan, n° 5. — Nouveau système d'hélices pour navires.
1264. Brevet de quinze ans, 15 février 1894; Beaumont, représenté par Danzer,
 à Paris, rue Cambon, n° 19. — Perfectionnements apportés aux machines à bouter
 des cartes.
1265. Brevet de quinze ans, 15 février 1894; Siffert, à Paris, rue Lobau, n° 2.
 — Appareil de chauffage à air libre pour appartement et cuisine dit *le foyer universel*.
1266. Brevet de quinze ans, 15 février 1894; Pascal, à Paris, place de l'École,
 n° 1. — Nouveau fixe-cravate.
1267. Brevet de quinze ans, 15 février 1894; Croûet, représenté par Casalonga,
 à Paris, rue des Halles, n° 15 bis. — Perfectionnements dans les procédés d'ornementa-
 tion des vêtements confectionnés.
1268. Brevet de quinze ans, 15 février 1894; Bardin et Lansiaux, représentés
 par la société Matray frères, à Paris, rue des Halles, n° 15 bis. — Perfectionnements dans la fabrica-
 tion des vêtements.
1269. Brevet de quinze ans, 15 février 1894; société *Fabryca Chemiczna « Rud-
 zinski i Reichar »*, représentée par la société Matray frères, à Paris, boulevard
 de la République, n° 31. — Procédé de fabrication de sulfate d'alumine exempt de fer et de
 soufre.
1270. Brevet de quinze ans, 15 février 1894; Beissbarth (les sieurs) et Simon,
 représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Aménée
 du courant pour tramways électriques.
1271. Brevet de quinze ans, 15 février 1894; Rheims Auscher et compagnie
 représentée par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Système de voiture
 dite *van*, destinée au relevage et au transport des animaux.
1272. Brevet de quinze ans, 15 février 1894; Smith, représenté par Fayollet,
 à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements apportés aux appareils de levage.
1273. Brevet de quinze ans, 15 février 1894; Goyard, représenté par Chassevent,
 à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de garde-crotte pour vélocipèdes.

236314. Brevet de quinze ans, 15 février 1894; Marié à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de bo dit *bouchage Gaulois*.

236315. Brevet de quinze ans, 15 février 1894; Saut à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Métier à individuellement mobiles.

236316. Brevet de quinze ans, 15 février 1894; Gor Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Déclat de son commandé d'un endroit quelconque convenable.

236317. Brevet de quinze ans, 15 février 1894; Re Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Méthode coups de mine en général, particulièrement destinés à sions du grisou, dits *inflammation sans étincelles* (système).

236318. Brevet de quinze ans, 15 février 1894; Ved à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Fils fusibles isolante, fibre, amiante, mica, etc., pour installations.

236319. Brevet de quinze ans, 15 février 1894; O à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau rôle de main humaine pour livres de cabines téléphon.

236320. Brevet de quinze ans, 15 février 1894; Nor Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionner de fabrication de l'étain ou du fer-blanc terne.

236321. Brevet de quinze ans, 15 février 1894; Bot Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau s teilles dites *irremplissables*.

236322. Brevet de quinze ans, 15 février 1894; Ca à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau instantané.

236323. Brevet de quinze ans, 15 février 1894; représentés par la société Assi et Genès, à Paris, rue d et son procédé de préparation.

236324. Brevet de quinze ans, 15 février 1894; P Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfect et à leurs portes.

236325. Brevet de quinze ans, 15 février 1894; Be la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. aux appareils générateurs de vapeur et à leurs fourneaux.

236326. Brevet de quinze ans, 15 février 1894; Bo Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système.

236327. Brevet de quinze ans, 15 février 1894; Loe jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — No sible pour tissage.

236328. Brevet de quinze ans, 15 février 1894; Schr jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — A ments faits par le caissier.

236329. Brevet de cinq ans, 17 février 1894; Paul veau genre de chaussure.

236330. Brevet de cinq ans, 20 février 1894; Esco Marseille. — Busc incassable.

236331. Brevet de quinze ans, 16 février 1894; Fla à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Voiture mi leviers actionnés par les personnes placées sur les sièges.

236332. Brevet de quinze ans, 16 février 1894; V à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Nouveau syst

236333. Brevet de quinze ans, 16 février 1894;

132. Brevet de quinze ans, 16 février 1894; Bielles extensibles par excentriques destinées aux vélocipèdes en val.
133. Brevet de quinze ans, 16 février 1894; Amadon (M^{lle}), représentée par son gendre, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux roues de boules à ailettes développables.
134. Brevet de quinze ans, 16 février 1894; Cubain frères (société), à Paris, rue de la Harpe, n° 7. — Timbre à glace perfectionné, destiné à mettre les articles à l'abri de l'eau provenant de la fonte de la glace.
135. Brevet de quinze ans, 16 février 1894; Jacquin, à Paris, rue de Chabrol, n° 10. — Appareil dénommé *calorateur*, utilisant les chaleurs perdues dans les appareils de chauffage par le gaz d'éclairage et les huiles minérales ou végétales.
136. Brevet de quinze ans, 16 février 1894; Manchet, représenté par la société Manchet et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé d'amélioration des instruments à cordes.
137. Brevet de quinze ans, 16 février 1894; Greefkens, représenté par la société Manchet et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Machine à dessiner.
138. Brevet (brevet anglais devant expirer le 2 septembre 1907) pris, le 16 février 1894, par les sieurs Starley, représentés par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Valenciennes, n° 59. — Perfectionnements apportés aux moyens d'attache des bicyclettes.
139. Brevet de quinze ans, 16 février 1894; Chester et Rathbone, représentés par la société Chester et Rathbone, à Paris, rue Notre-Dame des Victoires, n° 48. — Perfectionnements aux bicyclettes à air.
140. Brevet de quinze ans, 16 février 1894; Bernier, à Paris, rue du Fer-à-Cheval, n° 34. — Système de cheminée à gaz ou verre d'éclairage rendu presque étanche.
141. Brevet de quinze ans, 16 février 1894; Moranges (M^{lle}), à Luc-sur-Mer (Calvados). — Jouet instructif appelé le *presto-multiplicateur*.
142. Brevet de quinze ans, 16 février 1894; Peltzer et Pickersgill, représentés par la société Peltzer et Pickersgill, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau procédé pour la fabrication du bisulfite du commerce.
143. Brevet de quinze ans, 16 février 1894; Langlois, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de décoration directe sous pression ou non.
144. Brevet de quinze ans, 16 février 1894; société dite *Actien Gesellschaft für Farbstoffe*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de préparation de bases nouvelles sulfoniques qui en dérivent et de colorants, au moyen des susdites bases et de leurs acides sulfoconjugués.
145. Brevet de quinze ans, 17 février 1894; Sirand-Pugnet, à Rives (Isère). — Perfectionnements aux appareils de tension ou de pression employés en papeterie et industries.
146. Brevet de quinze ans, 21 février 1894; Tricot, place Drouet-d'Erlon, n° 82. — Nouvelle machine à doser les vins mousseux.
147. Brevet de quinze ans, 27 février 1894; A. Péron frères (société), représentés par Foucault, à Charleville. — Bluterie à ventilateur.
148. Brevet de quinze ans, 17 février 1894; Constantin et Matruchot, à Paris, rue de la Harpe, n° 21. — Procédé d'obtention des blancs de champignons.
149. Brevet de quinze ans, 17 février 1894; Carels frères (société), représentée par la société Carels frères, à Paris, rue de Châteaudun, n° 39. — Nouvelle machine à vapeur à grande vitesse équilibrée sans excentriques.
150. Brevet de quinze ans, 17 février 1894; Williams, représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Appareils reproducteurs multiples.
151. Brevet de quinze ans, 17 février 1894; Wolff, représenté par Danzer, à Paris, rue de la Harpe, n° 19. — Abat-jour muni d'un dispositif de ventilation.

236353. Brevet de quinze ans, 17 février 1894; Alexandrescu, représenté par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Accouplement automatique pour véhicules de chemin de fer.

236354. Brevet de quinze ans, 17 février 1894; Tavernier, boulevard Victor-Hugo, n° 115, à Clichy (Seine). — Perfectionnements apportés à l'emploi des puits artésiens.

236355. Brevet de quinze ans, 17 février 1894; Devincy, à Paris, rue Garibaldi, n° 1. — Store-marquise.

236356. Brevet de quinze ans, 17 février 1894; Tesla, représenté par Bonnet Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les machines à mouvement de va-et-vient et dans les mécanismes ou dispositifs destinés à en régler le mouvement.

236357. Brevet de quinze ans, 17 février 1894; Tesla, représenté par Bonnet Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les moyens et dispositifs propres à produire des courants électriques de période déterminée.

236358. Brevet de quinze ans, 17 février 1894; Kachelmann, représenté par Bonnet Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de régulateur pour machines à arbre horizontal.

236359. Brevet de quinze ans, 17 février 1894; Pieper, représenté par Bonnet Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Améliorations apportées aux armes à feu.

236360. Brevet de quinze ans, 17 février 1894; Hahlweg et Bloch, représenté par Bonnet Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Mouvement à répétition pour montres.

236361. Brevet de quinze ans, 17 février 1894; Cocu et Denize, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de suspension élastique pour vélocipèdes et autres véhicules.

236362. Brevet de quinze ans, 17 février 1894; Baker, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements dans les machines à couper ou trancher les légumes.

236363. Brevet de quinze ans, 17 février 1894; Poschmann et Hanisch, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements aux machines à tisser.

236364. Brevet de quinze ans, 17 février 1894; Bastin, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Nouveau système de fabrication des tiges de chaussures.

236365. Brevet de quinze ans, 17 février 1894; Gronwald (M^{me}), représentée par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Cure-dents aromatique avec antiseptique et couche superficielle soluble.

236366. Brevet de quinze ans, 17 février 1894; Reffitt, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés et appareils perfectionnés pour la teinture, le mordantage et autres traitements des fils et tissus.

236367. Brevet de quinze ans, 17 février 1894; Arnoux et Chauvin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de compteur électrique.

236368. Brevet de quinze ans, 17 février 1894; Rivet, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau procédé de panification.

236369. Brevet de quinze ans, 17 février 1894; Karmanoff, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Capsules élastiques pour plumes à écrire.

236370. Brevet de quinze ans, 17 février 1894; Raguet, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine destinée à former, par apprêt, des lisères artificielles sur les tricots, tissus, etc.

237371. Brevet de quinze ans, 17 février 1894; Ross, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les dispositifs pour faire circuler l'eau des chaudières et autres appareils et pour en éliminer les impuretés.

236372. Brevet de quinze ans, 17 février 1894; Bourraux frères (société), à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23.

fab par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Carnet pour fumer à cigarettes.

136373. Brevet de quinze ans, 21 février 1894; Allègre, à la Farède (Var). — Insecticide contre les maladies épidémiques dit *charbon aux mille parfums*.

136374. Brevet de quinze ans, 22 février 1894; Alphonse Croze, Magnan et compagnie (société), représentés par Delpey, rue de Bausset, n° 16, à Marseille. — Perfectionnements aux enveloppes de pneumatiques.

136375. Brevet de quinze ans, 22 février 1894; Nicati, représenté par Delpey, rue Bausset, n° 16, à Marseille. — Perfectionnements aux ophtalmométriques.

136376. Brevet de quinze ans, 21 février 1894; Bernède, quai des Chartrons, n° 42, à Bordeaux. — Bivard pour sous-main et bureau portatif dit *le gladiateur*.

136377. Brevet de quinze ans, 22 février 1894; Moure, à Sainte-Eulalie-d'Ambarès (Garonne). — Produit adhésif destiné à détruire les mouches et autres insectes nuisibles.

136378. Brevet de quinze ans, 16 février 1894; Compagnie internationale des produits Adolphe Seigle, représentée par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Nouveau système de moteur à vapeurs combinées.

136379. Brevet de quinze ans, 19 février 1894; Gauthier, représenté par Brocard, Grandrondière, n° 34, à Lyon. — Système de peigne destiné à remplacer les planches percées de trous dans les machines à parer dites *écossaises*.

136380. Brevet de quinze ans, 20 février 1894; Girard, représenté par Freydisse, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Procédé et machine pour la décoration, à l'état vert, du genêt à balai et du genêt d'Espagne ou plantes similaires.

136381. Brevet de quinze ans, 20 février 1894; Perrin, représenté par Péguin, rue Constantine, n° 8, à Lyon. — Perfectionnements apportés aux mouvements de distribution dans les moteurs à gaz.

136382. Brevet de quinze ans, 22 février 1894; Côte, représenté par Brocard, rue Grandrondière, n° 34, à Lyon. — Perfectionnements aux machines à broder.

136383. Brevet de quinze ans, 19 février 1894; Lescomte, ébéniste domicilié chez le sieur Deladès, à Paris, rue Saint-Martin, n° 147. — Pompes aspirantes pour puits artésiens.

136384. Brevet de quinze ans, 19 février 1894; Palivoc et Brynych, représentés par L. à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Nouveau système pour accorder les cordes et autres instruments à cordes.

136385. Brevet de quinze ans, 19 février 1894; Ronsil, à Paris, rue Montessuy, n° 20. — Appareil pour dételer instantanément un cheval emporté.

136386. Brevet de quinze ans, 19 février 1894; Raymond, rue Saint-Louis, n° 57, à Paris-le-roi (Seine). — Système de lettres, numéros et insignes se fixant au moyen d'un air sur toutes surfaces planes.

136387. Brevet (brevet anglais devant expirer le 19 juillet 1907) pris le 19 février 1894, par Everett, représenté par Fabert, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements aux roues pour vélocipèdes et autres véhicules de route.

136388. Brevet de quinze ans, 19 février 1894; Salberg et Neuman, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé et appareils pour l'hygiène des villes et des métiers.

136389. Brevet de quinze ans, 19 février 1894; Heinrich, représenté par Armengaud aîné, à Paris boulevard Poissonnière, n° 21. — Indicateur de stations appliqué aux voitures de chemins de fer et autres véhicules publics.

136390. Brevet de quinze ans, 19 février 1894; John Cockerill (société anonyme) et Jaspard, représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Canalisation électrique de sûreté pour milieux explosibles.

136391. Brevet de quinze ans, 19 février 1894; Brédillard, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Machine à capsuler les bouteilles.

136392. Brevet de quinze ans, 19 février 1894; Galante fils (société), représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements apportés aux récipients

en caoutchouc destinés à renfermer de l'eau ou autres liquides pour usages médicaux ou hygiéniques.

236393. Brevet de quinze ans, 19 février 1894; Gobbe, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements dans la construction des lampes.

236394. Brevet de quinze ans, 19 février 1894; Pickup, Ashworth, Walton Byrom, représentés par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnement aux ventilateurs ou appareils pour produire des courants d'air.

236395. Brevet de quinze ans, 19 février 1894; Pickup, Ashworth et Byrom, présentés par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux ventilateurs actionnés par l'électricité.

236396. Brevet de quinze ans, 19 février 1894; société Aktiengesellschaft für Leinwandher, représentée par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. Roues ou rouleaux à billes à axe allégé.

236397. Brevet de quinze ans, 19 février 1894; Marchal, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système d'attaches servant à attacher les cuirs ou autres matières dans la confectionnerie, la sellerie, etc., et moyens de fabriquer.

236398. Brevet de quinze ans, 19 février 1894; Marchal, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Machine à poser dans le cuir, des attaches ou rivets à deux séries de pointes opposées.

236399. Brevet de quinze ans, 19 février 1894; Pathiot, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau genre de cartouchières militaires à cartouchières fixes ou mobiles invisibles et à baudrier adhérent invisible.

236400. Brevet de quinze ans, 19 février 1894; société des papeteries du Soissonnais, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine de chemise enveloppe pour dossiers.

236401. Brevet de quinze ans, 19 février 1894; Bing, représenté par Bléry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Fermeture hermétique et automatique des flacons et récipients contenant des liquides stérilisés.

236402. Brevet de quinze ans, 19 février 1894; Leffler, représenté par Bléry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé pour l'utilisation de la chaleur contenue dans les gaz de combustion.

236403. Brevet de quinze ans, 19 février 1894; Neumann, représenté par Bléry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif d'alarme en cas d'incendie.

236404. Brevet de quinze ans, 19 février 1894; Dulait, représenté par Coppin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Dispositif électromécanique destiné à donner à une monture quelconque, représentant un animal de selle, les diverses allures du pas, du trot et du galop par la traction opérée sur les rênes, où la pression donnée par les genoux du cavalier, et à sa volonté.

236405. Brevet de quinze ans, 19 février 1894; Vidal et société anonyme des matières colorantes et produits chimiques de Saint-Denis, représentés par Coppin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé de préparation de nouvelles couleurs teignant sans mordants.

236406. Brevet de quinze ans, 19 février 1894; Girard et Street, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les procédés et appareils pour le chauffage des creusets au moyen de l'électricité.

236407. Brevet de quinze ans, 19 février 1894; A. Bognier et G. Burnet, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de pinces presse-tubes.

236408. Brevet de quinze ans, 19 février 1894; Sonntag, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé pour la préparation de couleurs à reflets métalliques brillants s'appliquant directement sur des surfaces métalliques.

236409. Brevet de quinze ans, 19 février 1894; Dubreuil et société Dejeu.

compagnie, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Indicateur de travail pour moteurs.

236410. Brevet de quinze ans, 19 février 1894; Droux, à Paris, boulevard des Batignolles, n° 48. — Nouveau mode de construction et de chauffage des plaques planes ou creuses garnissant les presses employées dans la fabrication de l'acide stéarique et de toutes autres matières.

236411. Brevet de quinze ans, 21 février 1894; Nouvelet, rue Colbert, n° 166, à Lille. — Bec à gaz intensif et à récupération.

236412. Brevet de quinze ans, 22 février 1894; Ballet et Troliu, rue de Condé, à Paris (Nord). — Machine à laver les tonneaux.

236413. Brevet de quinze ans, 22 février 1894; Goulard, à Ecouché (Orne). — Moteur hydraulique, système Georges Goulard.

236414. Brevet de quinze ans, 22 février 1894; Simon, à Bléré (Indre-et-Loire). — Système de moulin à vent dénommé *le Caméléon*.

236415. Brevet de quinze ans, 22 février 1894; Orliac, à Ile-sur-la-Tet (Pyrénées-Orientales). — Amélioration à la clarinette du système Boehm à anneaux mo-

236416. Brevet de quinze ans, 23 février 1894; Alamagny, Oriol et compagnie (société), représentée par Aulanier, rue du Haut-Tardy, n° 25, à Saint-Etienne. — Nouveau métier de fabrication d'une ganse carrée dont chaque côté est muni d'une

236417. Brevet de quinze ans, 24 février 1894; Chaste, rue de Talleyrand, n° 36, à Paris. — Appareil dit *porte-livres N. Chaste*.

236418. Brevet de quinze ans, 20 février 1894; Richardson, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements aux lampes électriques à

236419. Brevet de quinze ans, 20 février 1894; Caminade fils aîné, représenté par Bouvret, à Paris, rue Albouy, n° 9 bis. — Nouveau procédé pour imperméabiliser les peaux, cuirs, cartons et autres matières analogues.

236420. Brevet de quinze ans, 20 février 1894; Luce, représenté par Lavesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Perfectionnements aux réservoirs et aux burettes à

236421. Brevet de quinze ans, 20 février 1894; Saxby et Berriaud, représentés par Jannons, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Application aux appareils d'enclanchement, de diverses combinaisons spéciales qui permettent de résoudre les problèmes posés par l'usage du block-system dans les postes de pleine-voie, de bifurcation, de gare et station.

236422. Brevet de quinze ans, 20 février 1894; Prescott et Fay, représentés par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de machine servant à attacher temporairement ensemble les deux côtés de l'empeigne d'une chaussure, préalablement à la mise en forme.

236423. Brevet de quinze ans, 28 février 1894; Bateman et Sheppard, représentés par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les marqueurs pour billards.

236424. Brevet de quinze ans, 20 février 1894; Joly, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Moteur à pistons-tiroirs rotatifs.

236425. Brevet de quinze ans, 20 février 1894; Viret, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Pétrin mécanique de campagne.

236426. Brevet de quinze ans, 20 février 1894; Zaeslein, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Nouveau genre de bouquins-emboucheurs pour pipes, fume-cigares et fume-cigarettes.

236427. Brevet de quinze ans, 20 février 1894; société Scott Shaw Machinery Company, représentée par Lombard-Dunneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Tendeur pour machines à coudre.

236428. Brevet de quinze ans, 20 février 1894; La Force, représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements aux bandages pneumatiques.

236429. Brevet de quinze ans, 20 février 1894; Dasth (M^{me} veuve), représenté par Coppin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Application d'un courant gaz réducteur pour empêcher l'oxydation produite sur les métaux pendant leur usage ou tout autre chauffage nécessaire dans les fabrications industrielles.

236430. Brevet de quinze ans, 20 février 1894; Hutchinson et Wiegand, représenté par Fayolle, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Foyers.

236431. Brevet de quinze ans, 20 février 1894; Lewis, représenté par Fayolle, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnement apporté à l'art ou au procédé d'imperméabilisation du cuir.

236432. Brevet de quinze ans, 24 février 1894; Poron fils, à Troyes. — Système d'appareil à diminution pour faire la pointe dite *Delarothière*, avec reports de mailles, une aiguille et, en général, pour tous les tissus de bonneterie propres aux branches parallèles et convergentes.

236433. Brevet de quinze ans, 24 février 1894; Lecny fils, rue Godefroy, n° 1, à la Madeleine-lez-Lille (Nord). — Revêtement métallique émaillé, applicable aux constructions en général.

236434. Brevet de quinze ans, 20 février 1894; Lewis, représenté par Fayolle, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnement apporté à l'art ou au procédé d'imperméabilisation du cuir.

236435. Brevet de quinze ans, 20 février 1894; Lewis, représenté par Fayolle, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Procédé d'imperméabilisation des semelles de chaussures et produit permettant d'effectuer cette imperméabilisation.

236436. Brevet de quinze ans, 20 février 1894; Lefebvre, à Paris, rue de l'Arche, n° 35 (villa Médicis). — Système de réservoir de chasse à tirage pour le nettoyage des sièges de water-closet.

236437. Brevet de quinze ans, 20 février 1894; Lefebvre, à Paris, rue de l'Arche, n° 35 (villa Médicis). — Système à siphon pour le fonctionnement automatique des réservoirs et chambres de chasse s'appliquant aussi aux réservoirs de chasse à tirage des water-closets.

236438. Brevet de quinze ans, 20 février 1894; société dite *Deutsche Glühlicht-Gesellschaft*, représentée par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Repasser creux, chauffé au moyen de matières incandescentes.

236439. Brevet de quinze ans, 20 février 1894; Friesse et von Puttkamer, représentés par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Modèles plans pour monuments d'architecture.

236440. Brevet de quinze ans, 20 février 1894; Nienstaedt et Goldmark, représentés par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les encres.

236441. Brevet de quinze ans, 20 février 1894; Belleville, représenté par Joubert, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux générateurs de vapeur système Belleville.

236442. Brevet de quinze ans, 20 février 1894; Pzillas, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système de chaudières à vapeur.

236443. Brevet de quinze ans, 20 février 1894; Bornheim, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Suspensifs pour vêtements et objets similaires.

236444. Brevet (brevet anglais devant expirer le 21 août 1907) pris, le 20 février 1894, par Reeves, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux filtres et purificateurs pour l'alimentation.

236445. Brevet de quinze ans, 20 février 1894; Pennington, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements apportés aux procédés de fabrication des bières.

236446. Brevet de quinze ans, 20 février 1894; Hurst, représenté par Chassagnon, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de forme à attache mobile pour chaussures.

236447. Brevet de quinze ans, 20 février 1894; Tibbits, représenté par Chassagnon,

et, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés à la fabrication des sels de plomb.

13418. Brevet de quinze ans, 20 février 1894; Barrett, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux machines à clouer chaussure.

13419. Brevet de quinze ans, 20 février 1894; société Baumert, Pieck and C^o, *Werk-Fabrik*, représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. Pierre artificielle.

13450. Brevet de quinze ans, 20 février 1894; Guid, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux mécaniques des droits.

13451. Brevet de quinze ans, 20 février 1894; Ropp, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Emmanchement perfectionné à bague de tchouc pour tuyaux de pipes.

13452. Brevet de quinze ans, 20 février 1894; Russ, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil pour éviter les courants d'air.

13453. Brevet de quinze ans, 20 février 1894; Fournier, représenté par Armen-gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de bouchon destiné à l'usage des débitants de liquides.

13454. Brevet de quinze ans, 20 février 1894; Establie, représenté par Armen-gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Générateur à vaporisation instantanée, dit *Chaudière à aiguilles*.

13455. Brevet de quinze ans, 20 février 1894; société anonyme des moteurs thermiques Gardie, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de fabrication de gaz combustible.

13456. Brevet de quinze ans, 24 février 1894; Boudet et Lacombe, à Saint-Front (et-Garonne). — Appareil électrique dénommé *téléindicateur universel*.

13457. Brevet de quinze ans, 24 février 1894; de Castro, rue de la Paix, n° 57, à Paris. — Porte-cigare à deux fins dit *l'Omnium*.

13458. Brevet de quinze ans, 23 février 1894; Nathan, à Rochefort-sur-Mer (Charente-Inférieure). — Système de caoutchouc pneumatique pour cycles dit *incrévable à air cloisonnée Nathan*.

13459. Brevet de quinze ans, 21 février 1894; Richard, à Paris, impasse Fessard. — Perfectionnements aux tableaux avertisseurs électriques.

13460. Brevet de quinze ans, 21 février 1894; Richard, à Paris, impasse Fessard. — Nouveau galvanomètre à cadran équilibré pouvant servir comme voltmètre ou ohmmètre.

13461. Brevet de quinze ans, 21 février 1894; Courtonnel, à Paris, rue du Fau-Saint-Martin, n° 88. — Tendeuse à ligaturer pour tous fils métalliques ou non.

13462. Brevet de quinze ans, 21 février 1894; Chambon, à Paris, rue Rébeval. — Nouveau système de distribution du papier dans toute machine employant papier en bobine.

13463. Brevet de quinze ans, 21 février 1894; Lehnert, représenté par la société nationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Dessin.

13464. Brevet de quinze ans, 21 février 1894; Langen, représenté par Armen-gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans l'usage du sucre.

13465. Brevet de quinze ans, 21 février 1894; société de la manufacture lyonnaise de matières colorantes, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour l'obtention d'effets nouveaux dans l'impression sur coton.

13466. Brevet de quinze ans, 21 février 1894; Bonnet, représenté par Armen-gaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux lampes à incandescence.

236467. Brevet de quinze ans, 21 février 1894; Turney, représenté par Louis Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements au démaillage, graissage et rinçage de la laine, et appareils pour les réaliser.

236468. Brevet de quinze ans, 21 février 1894; Fougeou, représenté par Louis Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les chaussures hisibre ou autres en vue de produire des chaussures à contreforts invisibles, avec semelle talon.

236469. Brevet de quinze ans, 21 février 1894; Keller frères (société), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 12. — Système de garniture protectrice et décorative pour assiettes de luxe.

236470. Brevet de quinze ans, 21 février 1894; Bellan, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 12. — Nouveau genre d'enseignes et de décors pour stores, lambrequins, bandes, etc.

236471. Brevet de quinze ans, 21 février 1894; Reuser, Wieber et Sokoloff, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 12. — Système d'appareil alimentaire pour chaudières à vapeur.

236472. Brevet de quinze ans, 21 février 1894; Bornat, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 12. — Système de bandage increvable et indéformable pour roues de vélocipèdes et autres véhicules.

236473. Brevet de quinze ans, 21 février 1894; Bertrand, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Éléments électriques, électro-croix, électro-magnétiques et magnéto-galvaniques.

236474. Brevet de quinze ans, 21 février 1894; Knéschke, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans les machines pour métiers Jacquard.

236475. Brevet de quinze ans, 21 février 1894; Rammingner et Stetler (société), représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif mécanique à denture et à fente pour opérer le changement de hauteur des objets métalliques de tous genres, tels que bancs et sièges de matériel scolaire, pupitres à lire, écrire, chevalets, appareils de gymnastique, etc.

236476. Brevet de quinze ans, 21 février 1894; de Layen, représenté par la maison Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Outil pour creuser les tranchées, et pouvant s'ajuster aux fusils.

236477. Brevet de quinze ans, 28 février 1894; Flornoy et Devanne, quai Fournier, Nantes. — Nouvelle composition d'un système économique s'appliquant à l'éclairage des tôles de fer ou d'acier.

236478. Brevet de quinze ans, 27 février 1894; Marty, à Matemale (Principauté Orientales). — Machine dénommée *moteurs à leviers*, système Joseph Marty.

236479. Brevet de quinze ans, 27 février 1894; Bardin, rue Saint-Pierre, n° 4, Besançon. — Caisse hermétique à fermeture instantanée au moyen d'un joint en caoutchouc et d'un écrou central de serrage pour denrées, matières ou liquides.

236480. Brevet de quinze ans, 24 février 1894; Graffin, représenté par Fournier, rue Constantine, n° 8, à Lyon. — Foyer industriel dit *foyer Albin Graffin*.

236481. Brevet de quinze ans, 24 février 1894; Thévenin frères et compagnie (société), représentés par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnements aux robinets-vannes.

236482. Brevet de quinze ans, 26 février 1894; Berthaud fils, rue de Vendôme, n° 13a, à Lyon. — Machine opérant simultanément la cuisson et le battage simultanés des cocons, dite *cuisseuse batteuse mécanique*.

236483. Brevet de quinze ans, 27 février 1894; société internationale des produits Adolphe Seigle, représentée par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Générateur de vapeur utilisant la combustion des gaz ou vapeurs combustibles.

236484. Brevet de quinze ans, 27 février 1894; Henri-Petrior, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — *Paragolée dit Paragolée Simple*.

236485. Brevet de quinze ans, 28 février 1894; Neydeck, représenté par Fournier,

Sabroul et Janicot, à Paris, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31. — Nouvel outillage pour lapider et polir les pierres précieuses.

236486. Brevet de quinze ans, 28 février 1894; Guérin, représenté par Lépinette et Julloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Nouvelle disposition de mandrin pour le tûlage des chaudières et le sertissage des tubes.

236487. Brevet de quinze ans, 28 février 1894; Chirat, représenté par Lépinette et Julloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Serpents réclame et multicolores.

236488. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1894; Tavier, représenté par Brocard, rue Grandière, n° 34, à Lyon. — Frein universel télégraphique, système Tavier.

236489. Brevet de quinze ans, 22 février 1894; Millet, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 74. — Système d'appareils pour la production de la force motrice et sa application aux machines et engins fixés, aussi à tous les véhicules.

236490. Brevet de quinze ans, 22 février 1894; Guillet fils, représenté par Maulvault, à Paris, rue Richelieu, n° 15. — Nouvel arrêt de persiennes, volets, portes, à coulisse, et son mode de fabrication.

236491. Brevet de quinze ans, 22 février 1894; Dreyfus, représenté par Maulvault, Paris, rue Richelieu, n° 15. — Perfectionnements apportés dans la construction des miroirs à trois faces, coffrets, sacs ou meubles affectant la même disposition de miroirs.

236492. Brevet de quinze ans, 22 février 1894; Scheffel et Schiel (société), représentée par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Antoine, n° 15 bis. — Machine à charger les boyaux à saucisses.

236493. Brevet de quinze ans, 22 février 1894; Heilmann, représenté par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Perfectionnements aux locomotives électriques.

236494. Brevet de quinze ans, 22 février 1894; Frankenberg, représenté par Danzer, Paris, rue Cambon, n° 19. — Matelas à démonter.

236495. Brevet de quinze ans, 22 février 1894; Tischberger, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les vélocipèdes.

236496. Brevet de quinze ans, 22 février 1894; Moore, représenté par Casalonga, Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements aux roues de voitures.

236497. Brevet (brevet anglais devant expirer le 29 novembre 1907) pris, le 22 février 1894, par de Rossetti, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de la Harpe, n° 59. — Système et dispositif à supporter les selles ou sièges de bicyclettes et autres véhicules semblables.

236498. Brevet de quinze ans, 22 février 1894; Ericson, représenté par Blétry aîné, Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif pour faciliter le transport des enfants.

236499. Brevet de quinze ans, 22 février 1894; Riegert et Vogel, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à cigarettes.

236500. Brevet de quinze ans, 22 février 1894; Walrand, représenté par Bonnet, Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Désulfuration des fontes au point de vue de leur emploi pour la fabrication de l'acier Bessemer, Thomas ou Martin Siemens.

236501. Brevet de quinze ans, 22 février 1894; Baylac, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de crochet double et rigide à crochet Baylac, pour tractions, attaches, suspensions, etc.

236502. Brevet de quinze ans, 22 février 1894; Büttner et Will, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Papier pour billets de banque fait en tissu fin artificiel, avec ou sans dessins, couché dans la pâte de papier liquide.

236503. Brevet de quinze ans, 22 février 1894; Fillauer, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux bandages pneumatiques pour vélocipèdes.

236504. Brevet de quinze ans, 22 février 1894; Ulmer, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux allumeurs électriques pour becs de gaz.

236505. Brevet de quinze ans, 22 février 1894; Laubé fils (société), représentée par

la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil blanchir, laver, teindre, désinfecter, etc., des matières textiles (fils et tissus).

236506. Brevet de quinze ans, 22 février 1894; Chalmel, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Casse-roule bal-marie de ménage.

236507. Brevet de quinze ans, 22 février 1894; Ingham, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans la construction des hauts fourneaux, puits, cheminées ou constructions analogues dans les briques ou blocs employés pour ces constructions.

236508. Brevet de quinze ans, 22 février 1894; compagnie parisienne de coloration d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé d'électrolyse des liquides.

236509. Brevet de quinze ans, 22 février 1894; société dite *The United States Projectile Company*, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé et appareil pour fabriquer les roues d'engrenage forgées.

236510. Brevet de quinze ans, 22 février 1894; société dite *Actien Gesellschaft Anilin Fabrikation*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 1. — Préparation d'un nouvel acide naphthylènediaminedisulfonique et de matières colorantes qui en dérivent.

236511. Brevet de quinze ans, 22 février 1894; société dite *Actien Gesellschaft Anilin Fabrikation*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 1. — Procédé pour la préparation de nouvelles matières colorantes.

236512. Brevet de quinze ans, 22 février 1894; Cherel, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Armoire à disposition intérieure variable pouvant être transformée en malle de voyage.

236513. Brevet de quinze ans, 22 février 1894; Walder, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil servant à compacter les barres de fer.

236514. Brevet de quinze ans, 22 février 1894; Deloison, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouveau système d'attache des quarts sur les bidons de troupe.

236515. Brevet de quinze ans, 22 février 1894; Jost, à Paris, rue Oberkampf, n° 120. — Appareil forain dit *chemin de fer aérien*.

236516. Brevet de quinze ans, 22 février 1894; Béchaux, élisant domicile chez M. sieur Porchy, à Paris, rue de Saintonge, n° 56. — Procédé d'application aux extrémités d'un récipient intermédiaire procurant la macération du café moulu, et de cafetière pour utiliser ce procédé, dite *cafetière suisse*.

236517. Brevet de quinze ans, 23 février 1894; Gjers, représenté par Bort, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Perfectionnements dans la construction et le fonctionnement des fourneaux de fusion et de chauffe.

236518. Brevet de quinze ans, 23 février 1894; de Susini, à Paris, rue de Sévres, n° 1. — Alliage d'aluminium.

236519. Brevet de quinze ans, 23 février 1894; Tatin, représenté par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Bicycle avec perfectionnements applicables à tous les cycles.

236520. Brevet de quinze ans, 23 février 1894; Buché et Bodin, représentés par Augier, à Paris, avenue Parmentier, n° 9. — Nouveau mode de fermeture d'un meuble indéterminé de tiroirs, trappes, etc., par volet fonctionnant à l'aide d'une barre.

236521. Brevet de quinze ans, 23 février 1894; Bremer, représenté par Casale, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Machine pour fixer les boutons à œillets et bottines, etc.

236522. Brevet de quinze ans, 23 février 1894; Kallenbach, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux ceintures de pantalons pour en permettre le port sans bretelles.

236523. Brevet de quinze ans, 23 février 1894; Ullbing, représenté par Wasth, à Paris, rue Mazagran, n° 5. — Système de cabinet d'aisances à saupoudrage et à poussier de tourbe.

236524. Brevet de quinze ans, 23 février 1894; Zimmer, représenté par Blétry aîné, Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau système de signaux électriques.
236525. Brevet de quinze ans, 23 février 1894; Graydon, représenté par la société Maif et Gendé, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système de roues tournantes ou carrousels verticaux.
236526. Brevet de quinze ans, 28 février 1894; Chaubernat, avenue de l'Arsenal, n° 33, à Dijon. — Vilebrequin universel.
236527. Brevet de quinze ans, 27 février 1894; Vasseur, représenté par Aulanier, rue du Haut-Tardy, n° 25, à Saint-Étienne. — Jonc dit *pas-se-poil* cousu à la fois avec le dessus de la chaussure et la trespoinle dans le but d'empêcher l'humidité d'entrer dans la chaussure.
236528. Brevet de quinze ans, 28 février 1894; Pichon fils et compagnie (société), représentée par Aulanier, rue du Haut-Tardy, n° 25, à Saint-Étienne. — Machine à serrer automatiquement les têtes rondes des vis de lits.
236529. Brevet de quinze ans, 28 février 1894; Compagnon, au Mesnil-sur-Oger (Marne). — Support à anneaux.
236530. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1894; Martin, à Rilly-la-Montagne (Marne). — Machine à transvaser les vins mousseux.
236531. Brevet de quinze ans; 27 février 1894; Dovillez, à Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire). — Assemblage applicable aux presses et serre-joints à bois.
236532. Brevet de quinze ans, 27 février 1894; Dovillez, à Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire). — Coulisse de tables à allonges.
236533. Brevet de quinze ans, 24 février 1894; Philippot, à Paris, boulevard de la Pléiade, n° 182. — Moteur mû par le pétrole d'éclairage ordinaire, sans carburateur.
236534. Brevet de quinze ans, 24 février 1894; Krayér, représenté par Boettcher, Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Tuyau acoustique pour voitures fermées.
236535. Brevet de quinze ans, 24 février 1894; Rigoni, représenté par Boettcher, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Descenseur équilibré avec le poids du corps descendant.
236536. Brevet de quinze ans, 24 février 1894; Pingault, représenté par Engelfred, Paris, rue Saint-Quentin, n° 8. — Bandes impénétrables pour pneumatiques de bicyclettes et autres véhicules similaires, dites *impénétrable Bands*.
236537. Brevet de quinze ans, 24 février 1894; Rabe, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Mélier à tricoter avec appareil automatique de réduction.
236538. Brevet de quinze ans, 24 février 1894; Schorr, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Procédé pour la reproduction photographique de demi-teintes de tous genres.
236539. Brevet de quinze ans, 24 février 1894; Fouque, à Paris, rue du Jourdain, n° 7. — Récupérateur condenseur avec ou sans jonction intérieure, système Lucien Fouque.
236540. Brevet de quinze ans, 24 février 1894; Colivot, représenté par Dupont, à Paris, boulevard Haussmann, n° 135. — Manchette-sport.
236541. Brevet de quinze ans, 24 février 1894; Oesterreicher, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements aux pédales des cycles.
236542. Brevet de quinze ans, 24 février 1894; Renson (les sieurs), représentés par Benoit, à Paris, rue Martel, n° 14. — Nouvelle soupape de pompe dite *secret*.
236543. Brevet de quinze ans, 24 février 1894; Becker, représenté par Benoit, à Paris, rue Martel, n° 14. — Injecteur mobile pour moteurs à pétrole.
236544. Brevet de quinze ans, 24 février 1894; Parodi, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de four métallurgique.
236545. Brevet de quinze ans, 24 février 1894; Garland junior, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Serrure pour bouteilles.
236546. Brevet de quinze ans, 24 février 1894; Dick, représenté par la société

randon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les machines à écrire.

236547. Brevet de quinze ans, 24 février 1894; société *Nathan Manufacturing Company*, représentée par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Graisseur perfectionné.

236548. Brevet de quinze ans, 24 février 1894; Keys, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les garde-crotte pour vélocipèdes.

236549. Brevet de quinze ans, 24 février 1894; La Boulengé, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Vélodrome.

236550. Brevet de quinze ans, 24 février 1894; Rutz, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Lit se repliant pour former, suivant sa largeur, un fauteuil ou un canapé.

236551. Brevet de quinze ans, 24 février 1894; Perron et Monmon, représentés par Jannons, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Joints des ouvertures, corps ou onds, dans les fûts en tôle métallique, à l'aide de vis, agrafes ou rivures spéciales et les cercles de roue par une large bande de roue en tôle extérieure au tonneau; puis obturations de tous joints par cercles ou fonds spéciaux portant creux ou plis pour ager l'obturation approprié dont nous citerons particulièrement le bois et l'amiante naturels ou imbibés; que ces fûts soient droits ou courbés.

236552. Brevet de quinze ans, 24 février 1894; Hardy et Evans, représentés par Jannons, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Perfectionnements dans la fabrication des tissus façonnés.

236553. Brevet de quinze ans, 24 février 1894; Luquet, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de courroies croisées pour transmission de force et autres usages.

236554. Brevet de quinze ans, 24 février 1894; J. et E. Hall Limited, représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux machines et appareils destinés à produire le froid par l'emploi d'anhydride carbonique (acide carbonique) ou autre corps équivalent.

236555. Brevet de quinze ans, 24 février 1894; société anonyme des verreries de Bayel, représentée par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système de transport mécanique des objets de gobeletterie et autres, du four à l'arche à cuire, dans les verreries et cristalleries.

236556. Brevet de quinze ans, 24 février 1894; Artigolle, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Nouveau système de bouchage et de capsulage des bouteilles et récipients de tous genres.

236557. Brevet de quinze ans, 24 février 1894; Hill, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Ustensile pour faire cuire et manger les œufs.

236558. Brevet de quinze ans, 24 février 1894; Gay, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil de contrôle à enclenchement électrique pour les exercices dans les vélodromes, les courses et toutes espèces de pistes et autres jeux sportifs.

236559. Brevet de quinze ans, 24 février 1894; Ravel, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine motrice à gaz.

236560. Brevet de quinze ans, 26 février 1894; Frankenberg, représenté par Grelot, à Paris, boulevard de Clichy, n° 56. — Application de bouchons pour ressorts-hélices.

236561. Brevet (brevet anglais devant expirer le 30 août 1907) pris, le 26 février 1894, par Dewhurst, représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements aux purgeurs.

236562. Brevet de quinze ans, 26 février 1894; société anonyme d'exploitation de triqueteries, représentée par Fayolle-Rey, à Paris, rue de Vaugirard, n° 237. — Système de boisseau pour tuyaux de cheminées adossées aux murs, lesdits boisseaux droits et déviés, avec revêtement en plâtre, et de trois longueurs combinées pour éviter les joints à l'intérieur des planchers entre plafonds et parquets.

236563. Brevet de quinze ans, 26 février 1894; Lanusse, représenté par Parmentier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — *Séau hygiénique.*

236564. Brevet de quinze ans, 26 février 1894; Serwoika et Kohl, représentés par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — *Multiplicateur de vitesse pour vélocipèdes.*

236565. Brevet de quinze ans, 26 février 1894; Cousin frères (société), représenté par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — *Nouvelle lisse sans moule.*

236566. Brevet de quinze ans, 26 février 1894; Speer, représenté par Danzer, Paris, rue Cambon, n° 19. — *Baignoire démontable.*

236567. Brevet de quinze ans, 26 février 1894; Cadet et Riedmann, rue des Venets, n° 6, à Nanterre (Seine). — *Propulseur pour voiture mécanique.*

236568. Brevet de quinze ans, 26 février 1894; Leroy, représenté par Armengau aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — *Perfectionnements aux semoirs betteraves et autres graines.*

236569. Brevet de quinze ans, 26 février 1894; Pestalozzi, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — *Dispositif pour interrompre le chargement de navettes dans le métier dit pic à pic, de façon que le métier puisse travailler pendant un nombre quelconque de passées comme métier à une navette.*

236570. Brevet de quinze ans, 26 février 1894; Rost, représenté par Blétry aîné, Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — *Matière pour polir des objets à surfaces e argent, nickel, etc.*

236571. Brevet de quinze ans, 26 février 1894; Mazzucchelli, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — *Perfectionnements dans les empilages de briques pour l'humidification et le rafraichissement de salles d'atelier et autres, ainsi que pour le refroidissement de l'eau de condensation des machines à vapeur.*

236572. Brevet de quinze ans, 26 février 1894; société dite *The Ries Electric Specialty Company*, représentée par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — *Perfectionnements dans les moteurs électriques à courant de sens alternativement contraires.*

236573. Brevet de quinze ans, 26 février 1894; Villemin, représenté par Fayollet, Paris, rue Drouot, n° 16. — *Traverse métallique pour voies de chemins de fer.*

236574. Brevet de quinze ans, 26 février 1894; Condat aîné, représenté par Fayollet à Paris, rue Drouot, n° 16. — *Système d'accumulateur électrique à plaques plissées et matière active intérieure.*

236575. Brevet de quinze ans, 26 février 1894; Trouvé, représenté par Chassevent à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — *Nouveau système d'instrument de musique.*

236576. Brevet de quinze ans, 26 février 1894; Nègre, représenté par Chassevent à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — *Système de moule ou capsulier perfectionné pour la fabrication des perles et capsules gélatineuses.*

236577. Brevet de quinze ans, 26 février 1894; Killen, représenté par Chassevent à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — *Couronne de suspension perfectionnée pour vélocipèdes et autres véhicules.*

236578. Brevet de quinze ans, 26 février 1894; Furrer, représenté par Augier, Paris, avenue Parmentier, n° 9. — *Boulier-compteur à monnaies pour les écoles françaises.*

236579. Brevet de quinze ans, 26 février 1894; Thibault, représenté par Augier à Paris, avenue Parmentier, n° 9. — *Perfectionnements dans la construction de vélocipèdes en aluminium.*

236580. Brevet de quinze ans, 26 février 1894; Frank W. Clark et compagnie limited (société), représentée par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 9. — *Perfectionnements relatifs à la distillation et la décomposition des hydrocarbures liquides et substances analogues et aux appareils employés à cet effet.*

236581. Brevet de quinze ans, 26 février 1894; Dziech et Seidel, représentés par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — *Embrayage et débrayage sur arbre non brisé pour transmissions, renvois, machines, etc.*

236582. Brevet de quinze ans, 26 février 1894; Thompson, représenté par Dumont, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements apportés aux câbles électriques.
236583. Brevet de quinze ans, 26 février 1894; Colas, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de capsule-agrafe pour bouteilles de champagne et autres.
236584. Brevet de quinze ans, 26 février 1894; Gruyer fils, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de parapluie voyage.
236585. Brevet de quinze ans, 26 février 1894; Molvant, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil élévateur à godets.
236586. Brevet de quinze ans, 26 février 1894; Schneider, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Dévidoir ou tourniquet pour tuyaux en cuir, câbles électriques, cordes pour suspension, etc.
236587. Brevet de quinze ans, 26 février 1894; Soupart, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de guides mobiles pour raillables pour guidonnages dans les puits d'extraction.
236588. Brevet de quinze ans, 26 février 1894; F. Hardtmuth et compagnie (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareils pour prolonger la durée de la combustion des charbons dans les lampes électriques à arc.
236589. Brevet de quinze ans, 26 février 1894; société *Ruchill Chemical Company Limited*, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil pour extraire les substances par des dissolvants volatils.
236590. Brevet de quinze ans, 26 février 1894; de Saint-Moulin, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Lettre-enveloppe.
236591. Brevet de quinze ans, 26 février 1894; Béche junior, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements apportés aux machines à tailler les limes.
236592. Brevet de quinze ans, 27 février 1894; Henri Vandamme (M^{me} veuve), représentée par Romey, rue de Cassel, à Roubaix. — Encoluse perfectionnée.
236593. Brevet de quinze ans, 28 février 1894; Lautier, rue Bertrand, n° 10, Béziers. — Appareil dénommé *chauffe-mout* et poudre complémentaire appelée *place-plâtre*.
236594. Brevet de dix ans, 1^{er} mars 1894; Fiquet, à Buillard (Doubs). — Système de canne à lunette.
236595. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1894; Deburge, à Briastre (Nord). — Pompe dénommée *pompe Saint-Éloi*, à corps et tige mobiles.
236596. Brevet de quinze ans, 2 mars 1894; Guichard, à Saint-Vincent-de-Conast (Dordogne). — Nouveau système de levier automatique.
236597. Brevet de quinze ans, 3 mars 1894; Tauxin fils, quai de la Monnaie, n° 10, à Bordeaux. — Produit dénommé *végétal résineux soc*.
236598. Brevet de quinze ans, 27 février 1894; Hignette, à Paris, boulevard Voltaire, n° 162 et 164. — Nouveau procédé dans les industries de la féculerie et de l'amidonnerie, ayant pour but de recueillir, d'une manière plus complète et plus parfaite, lesdites féculs ou amidons.
236599. Brevet de quinze ans, 27 février 1894; Sauve, représenté par Goud, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Jeu du tournoi.
236600. Brevet de quinze ans, 27 février 1894; société dite *The European Photo Camera Co Limited*, représentée par de Mosenthal, à Paris, rue La Bruyère, n° 3 bis. — Perfectionnements dans la fabrication de pellicules pour la photographie.
236601. Brevet de quinze ans, 27 février 1894; Field, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements dans les instruments.
236602. Brevet de quinze ans, 27 février 1894; Dumont-Carpentier, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Mécanisme de fermeture.

d'ouverture automatique de rideaux, stores ou autres abris dans toutes leurs applications.

336603. Brevet de quinze ans, 27 février 1894; Vassallo, représenté par Armengaud, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système à voile Vassallo pour profiter du vent à l'effet d'augmenter la vitesse des navires à voiles.

336604. Brevet de quinze ans, 27 février 1894; société *Scott Shoe Machinery Company*, représentée par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Perfectionnements aux machines à coudre.

336605. Brevet de quinze ans, 27 février 1894; Hanoteau, à Paris, boulevard Voltaire, n° 58. — Séchoir ventilateur mobile à air chaud.

336606. Brevet de quinze ans, 27 février 1894; Rothschild, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements aux freins à air pour trains.

336607. Brevet de quinze ans, 27 février 1894; Froment (les sieurs), représentés par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Système d'utilisation de la dilatation des liquides à la production de la force motrice.

336608. Brevet de quinze ans, 27 février 1894; Dongé, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements aux machines rotatives.

336609. Brevet de quinze ans, 27 février 1894; Burritt, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux soupapes.

336610. Brevet de quinze ans, 27 février 1894; Tacherin, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Fabrication d'alliages et de mélanges chimiques de métaux d'un poids spécifique élevé, et leur emploi dans la fabrication de projectiles ou de noyaux de projectiles.

336611. Brevet de quinze ans, 27 février 1894; Busch, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Couverture pour appareils de sûreté et de mise hors circuit de conducteurs électriques.

336612. Brevet de quinze ans, 27 février 1894; Pasquet, représenté par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Perfectionnements aux accoudoirs de téléphones.

336613. Brevet de quinze ans, 27 février 1894; Thiell, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils servant à régler l'arrivée d'air aux foyers.

336614. Brevet de quinze ans, 27 février 1894; Andrew, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les tables de billard.

336615. Brevet de quinze ans, 27 février 1894; Zoepnek, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Filtre.

336616. Brevet de quinze ans, 27 février 1894; Joseph Lévy et frères (société), représentée par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de piston à diamètre réglable à volonté pour seringues.

336617. Brevet de quinze ans, 27 février 1894; Noireau, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau mécanisme de propulsion pour moteurs.

336618. Brevet de quinze ans, 27 février 1894; société anonyme des matières tanantes et colorantes, représentée par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans le tannage des peaux.

336619. Brevet de quinze ans, 27 février 1894; Raguet, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de camisole de tricot à fermeture mobile.

336620. Brevet de dix ans, 2 mars 1894; Gendrot, à Dreux. — Compteur.

336621. Brevet de quinze ans, 3 mars 1894; Charles, avenue de Grammont, n° 29 bis, à Rouen. — Entretoise métallique de métier à tisser.

336622. Brevet de quinze ans, 3 mars 1894; Petitjean et Dhautel, à Troyes. — Machine à tisser les chaussons et pantoufles.

336623. Brevet de quinze ans, 5 mars 1894; Blay-Collard et Blay (Albert), représentés par Foucault, à Charleville (Ardennes). — Genre de manchons ou bouts de cardes de voitures.

236624. Brevet de quinze ans, 28 février 1894; Scherbel, représenté par Augier, à Paris, avenue Parmentier, n° 7. — Procédé pour la fabrication de boîtes en carton et autres semblables.
236625. Brevet de quinze ans, 28 février 1894; Delaurier, à Paris, rue Dagnan, n° 77. — Système de navigation aérienne pyrotechnique sans ballons.
236626. Brevet de quinze ans, 28 février 1894; Lœwy, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système perfectionné de machine à laver le linge.
236627. Brevet de quinze ans, 28 février 1894; Köstner, Klein et Hastreiter, représentés par Grelet, à Paris, rue de Clichy, n° 56. — Perfectionnements aux tables à écrire.
236628. Brevet de quinze ans, 28 février 1894; Reader, représenté par Armes aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Machine rotative perfectionnée pour imprimer en couleurs.
236629. Brevet de quinze ans, 28 février 1894; Lurné frères (société), représentés par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Système perfectionné de boudin d'épout.
236630. Brevet de quinze ans, 28 février 1894; Bock, représenté par Bonnat, Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Rouleau combiné pour instruments de musique mécaniques.
236631. Brevet de quinze ans, 28 février 1894; Le Brun, représenté par Menier à Paris, rue de Biragme, n° 16. — Fabrication de busettes de finiture et objets d'art en pâte à papier.
236632. Brevet de quinze ans, 28 février 1894; Dupré, Périsset et Chantrel, Paris, rue de Bourgogne, n° 38. — Taquet d'escalier.
236633. Brevet de quinze ans, 28 février 1894; Fournier (M^{re}), à Paris, avenue des Ternes, n° 40. — Fabrication d'objets en matière plastique avec âme métallique.
236634. Brevet de quinze ans, 28 février 1894; Duvivier, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de frein pour vélocipèdes.
236635. Brevet de quinze ans, 28 février 1894; Compté, représenté par Chassevent, Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de sommier à montage et entièrement métalliques.
236636. Brevet de quinze ans, 28 février 1894; Cheminais et Schmidt, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Application du poids du vélocipédiste à l'effort de traction des pédales.
236637. Brevet de quinze ans, 28 février 1894; Chenot aîné, représenté par Dolé, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Appareil de locomotion dit *pédicycle*.
236638. Brevet de quinze ans, 28 février 1894; Kutner, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Seringue automatique à gouttes.
236639. Brevet de quinze ans, 28 février 1894; Fleischmann et Bloedel, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositifs perfectionnés pour produire la marche des poupées ou bébés et d'autres jouets.
236640. Brevet de quinze ans, 28 février 1894; Lemaitre, Lavotte et compagnie (société), représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé pour l'obtention des tissus irisés par double impression, sans gaufrage.
236641. Brevet de quinze ans, 28 février 1894; Grupe, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouveau bandage pour vélocipèdes.
236642. Brevet de quinze ans, 28 février 1894; Aschmann (M^{re}), représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil de tissage.
236643. Brevet de quinze ans, 28 février 1894; de Backer, représenté par Burt, Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Seringue à injection hypodermique à tubes fermés.
236644. Brevet de quinze ans, 28 février 1894; Caird et Rayner, représentés par

Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les valves à flotteur.

236645. Brevet de quinze ans, 28 février 1894; Simpson et Dyke-Acland, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les mécanismes pour payer par anticipation, applicables aux compteurs pour le gaz, l'électricité et autres.

236646. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1894; Payrard, avenue de Vizille, n° 5, à Grenoble. — Perfectionnement aux machines dynamo-électriques.

236647. Brevet de quinze ans, 2 mars 1894; Faure, à Voiron (Isère). — Machine à fabriquer les briques à bâtir, briques creuses, briques pleines, etc., en mortiers de ciment, chaux hydrauliques et autres mortiers.

236648. Brevet de quinze ans, 5 mars 1894; Bousse, chemin de Cœurbiac, à Saintes (Charente-Inférieure). — Appareil et procédé applicables à toutes les cultures.

236649. Brevet de quinze ans, 5 mars 1894; Rivoire, avenue du Prado, n° 208 à Marseille. — Appareil dit *enregistreur musical Rivoire*.

236650. Brevet de quinze ans, 5 mars 1894; Cabasse, rue du Port, n° 24 bis, à Pont-à-Mousson (Meurthe-et-Moselle). — Laveur de gaz appelé récupérateur des bouquets, lorsqu'il s'agit des gaz provenant de la fermentation, et ses diverses applications.

236651. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1894; Gronwald, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Réfrigérant avec espace de refroidissement variable suivant le contenu.

236652. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1894; Charles David et fils (société), représentés par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Procédé et appareil pour produire des rebords de guidage et des recouvrements de joints aux boîtes en carton, en cuir ou en autre matière semblable.

236653. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1894; Pieper, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Procédé de fabrication d'une matière plastique réfractaire et résistant aux influences atmosphériques pour remplacer le bois, le zinc, le ciment, l'argile et d'autres matières similaires.

236654. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1894; de Syo, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Mouilleur à blé automatique.

236655. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1894; Zapp, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Fer à cheval pourvu de crampons faisant sautoir.

236656. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1894; société anonyme dite *Fabrik Leipziger Musikwerke* (vorm. Paul Ehrlich und Co), représentée par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux instruments de musique mécaniques.

236657. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1894; Martin, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé pour préparer les grains d'orge à usage comme café indigène et comme gruau.

236658. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1894; Lefebvre, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements dans le mode de traction des bicycles et bicyclettes.

236659. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1894; Reiss, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Appareil égalisateur destiné à mettre d'équerre les feuilles imprimées.

236660. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1894; Beckmann, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif d'attelage pour voitures de chemins de fer avec accrochage et décrochage latéral.

236661. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1894; Grosse, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Escalier conduisant à une trappe.

236662. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1894; Kühn, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Bouton à crochets d'attache en fil métallique.

236663. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1894; Ringier, représenté par Blétry aîné

à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé pour l'obtention d'une crème de saint.

236664. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1894; Devaucelle, avenue Valla, n° 1, Courbevoie. — Application de l'alun de soude cristallisée à l'industrie, et sa préparation industrielle.

236665. Brevet de quinze ans, 2 mars 1894; Diederichs, à Sainte-Colombe-la-Vienne (Rhône). — Perfectionnements apportés aux métiers mécaniques à tisser la soie teinte en fil ou écrue, ainsi qu'à l'ourdissoir mécanique à grand tambour dissant les fils de chaîne qui doivent être montés sur les métiers perfectionnés.

236666. Brevet de quinze ans, 2 mars 1894; Schützenberger, représenté par Frieder-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Collecteur d'eau et régulateur de pression pour congélateurs à compression.

236667. Brevet de quinze ans, 5 mars 1894; Rulhière, rue Perrache, n° 5, à Lyon. — Pesomètre par le quadrateur.

236668. Brevet de quinze ans, 5 mars 1894; Seger, représenté par Frieder-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Roue de turbine à vapeur.

236669. Brevet de quinze ans, 5 mars 1894; Guynat, à Francheville-le-Bas (Rhône). — Vaisistas à coulisses, système Guynat.

236670. Brevet de quinze ans, 3 mars 1894; Vernet, route d'Agde, n° 19, à Agde (Hérault). — Hache-sarment.

236671. Brevet de quinze ans, 5 mars 1894; Dordor, rue du Mail, n° 79, à Rennes. — Composteur servant à marquer les bols et les matières tendres.

236672. Brevet de quinze ans, 6 mars 1894; Guthrie, représenté par Delpey, rue de Bausset, n° 16, à Marseille. — Nouveau système d'attrape-mouches.

236673. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1894; de Susini, à Paris, rue de Saint-Denis, n° 6. — Système de vélocipédie rationnelle autodynamique.

236674. Brevet de quinze ans, 2 mars 1894; Weber, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Carrousel pour salons et jardins.

236675. Brevet de quinze ans, 2 mars 1894; Cook et Dewhurst, représentés par Maulvault, à Paris, rue Richelieu, n° 15. — Perfectionnements apportés aux machines à coudre.

236676. Brevet de quinze ans, 2 mars 1894; Warzée, représenté par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Procédé de séparation et d'extraction du sel de soude de fer, de solutions qui contiennent les deux sels mélangés.

236677. Brevet de quinze ans, 2 mars 1894; Gebrüder Gienanth (société), représentée par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Porte-rouleau de papier avec système de détachement.

236678. Brevet de quinze ans, 2 mars 1894; Sitehle, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouveau système de montage de pinceaux.

236679. Brevet de quinze ans, 2 mars 1894; Haiss, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Dispositif de contrôle pour bagages, etc.

236680. Brevet de quinze ans, 2 mars 1894; Müller, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Machine à tourner les agrafes de souliers.

236681. Brevet de quinze ans, 2 mars 1894; Révol, représenté par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Nouveau clasp dit *Clasp Révol*.

236682. Brevet de quinze ans, 2 mars 1894; Gastine, à Paris, boulevard de Valenciennes, n° 104. — Nouvelle chambre photographique circulaire à magasin et à fonctionnement automatique rapide.

236683. Brevet de quinze ans, 2 mars 1894; C. Stölzle's Söhne (société), représentée par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Dispositif en vue de protéger les verres et les corps incandescents dans l'éclairage par incandescence au gaz.

236684. Brevet de quinze ans, 2 mars 1894; Richling et Meister, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Frein pneumatique accumulateur.

236685. Brevet de quinze ans, 2 mars 1894; Thiele, représenté par Blétry aîné, Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Voiture d'enfant pouvant, par repliement, prendre la forme d'un sac de voyage.

236686. Brevet de quinze ans, 2 mars 1894; Moreaux, représenté par Armengat aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Tuyau de poêle ondulé.

236687. Brevet de quinze ans, 2 mars 1894; Rosenthal, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé et appareil pour le cintrage mécanique des cannes et autres bois.

236688. Brevet de quinze ans, 2 mars 1894; Thunderbolt, représenté par société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Régulateur de vitesse ajustable pour machines diverses.

236689. Brevet de quinze ans, 2 mars 1894; Tunnard et Keays, représentés par société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Système d'alarme automatique pour incendies.

236690. Brevet de quinze ans, 2 mars 1894; Fellowes, Crozier et Ferguson, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements à la préparation de fibres de calées et autres fibres végétales.

236691. Brevet de quinze ans, 2 mars 1894; Manjean et Guitel, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Serrure de boîtes à finances, avec plomb et obstruteur de sûreté.

236692. Brevet de quinze ans, 2 mars 1894; Annay, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Système de distribution par tiroirs rotatifs.

236693. Brevet de quinze ans, 2 mars 1894; Williams, représenté par Chasseven à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés et appareils perfectionnés pour joindre les bords de tôle mince en vue de faciliter la fabrication des tubes, récipients et autres articles métalliques creux.

236694. Brevet de quinze ans, 2 mars 1894; Killeen, représenté par Bonnet, Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les appareils de sauvetage pour les incendies.

236695. Brevet de quinze ans, 2 mars 1894; Boisson, représenté par Josse, Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Vaporisateur rapide à productivité variable.

236696. Brevet de quinze ans, 2 mars 1894; Giffard, Boucay et Foucher, demeurant à Paris: le 1^{er}, rue de Laborde, n° 7; le 2^e, boulevard Saint-Martin, n° 2 ter, et le 3^e rue du Petit-Musc, n° 25. — Système de machine à air froid intense de zéro degré cent degrés centigrades.

236697. Brevet de quinze ans, 2 mars 1894; Giffard, Boucay et Foucher, demeurant à Paris: le 1^{er}, rue de Laborde, n° 7; le 2^e, boulevard Saint-Martin, n° 2 ter, et le 3^e, rue du Petit-Musc, n° 25. — Nouveau mode de distribution de la glace alimentaire et appareils employés à cet effet.

236698. Brevet de quinze ans, 5 mars 1894; Rocacher, rue de la Porte-Saint-Étienne, n° 41, à Toulouse. — Chapeau dénommé *le passe-partout* et petite boîte de tînée à le renfermer.

236699. Brevet de quinze ans, 6 mars 1894; Lesprit, à Trey-Saint-Claude (Doubs). — Perfectionnement aux appareils d'évaporation à air libre employés pour la fabrication du sel.

236700. Brevet de quinze ans, 7 mars 1894; Fonbeney, à Couze (Dordogne). — Machine à formes horizontales, mobile sur chaînes sans fin pour la fabrication du papier.

236701. Brevet de quinze ans, 8 mars 1894; Renault, à Signy-le-Petit (Ardennes). — Nouveaux systèmes de chapes et de sommiers pneumatiques pour orgues.

236702. Brevet de quinze ans, 3 mars 1894; Dages et Bernard, à Paris, le 1^{er}, rue

de Montreuil, n° 110, et le 2^e, avenue de Clichy, n° 41. — Mode de torréfaction applicable au café et à tout autre corps, permettant le développement rationnel et normal ainsi que la concentration, par condensation, des aromes et bouquets, par l'emploi combiné de la terre et de l'air chaud, humide et sec.

236703. Brevet de quinze ans, 3 mars 1894; Kalbe, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Perfectionnements au système de fixation des dents artificielles.

236704. Brevet de quinze ans, 3 mars 1894; Stoff, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Machine à découper les bonbons anglais.

236705. Brevet de quinze ans, 3 mars 1894; Burall (les sieurs), représentés par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements apportés aux étiquettes pour paquets, etc.

236706. Brevet de quinze ans, 3 mars 1894; Desjouis-Gressard, représenté par Parmentier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Buscs et ressorts incassables.

236707. Brevet de quinze ans, 3 mars 1894; Müller, représenté par Boulin, à Paris, rue Lagrange, n° 5. — Porte-plume perfectionné.

236708. Brevet de quinze ans, 3 mars 1894; Debois-Reuleaux, à Paris, rue Choron, n° 7. — Nouveau produit réfractaire infusible.

236709. Brevet de quinze ans, 3 mars 1894; Heyworth, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système perfectionné de bagage pneumatique.

236710. Brevet de quinze ans, 3 mars 1894; Feldbacher, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de portemanteau à serrure.

236711. Brevet (brevet anglais devant expirer le 10 novembre 1907) pris, le 3 mars 1894, par Oulton, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux tuyères pour disperser des jets de fluides divers.

236712. Brevet de quinze ans, 3 mars 1894; société dite *Den Norske Autostær Fabrik*, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux poêles d'appartements.

236713. Brevet de quinze ans, 3 mars 1894; Lichtenstein, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Table de pansement transportable.

236714. Brevet de quinze ans, 3 mars 1894; Austin, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements apportés aux faucheuses et moissonneuses.

236715. Brevet de quinze ans, 3 mars 1894; Riensch, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Installation pour la purification des eaux vannes.

236716. Brevet de quinze ans, 3 mars 1894; Ostermann, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de purification des eaux vannes.

236717. Brevet (brevet anglais devant expirer le 3 août 1907) pris, le 3 mars 1894, par Hall, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les bandages pneumatiques.

236718. Brevet de quinze ans, 3 mars 1894; Liger et Marbeau, élisant domicile chez le sieur Lardillier, à Paris, rue de Panama, n° 8. — Appareil dénommé *le chargeur des voies ferrées*.

236719. Brevet de quinze ans, 3 mars 1894; Dodd et Chard, représentés par Carca, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Perfectionnements utiles et nouveaux dans les crayons.

236720. Brevet de quinze ans, 3 mars 1894; Oudin, représenté par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Appareil permettant de faire de l'entraînement en bicyclette chez soi (*Vélo-Homme*).

236721. Brevet de quinze ans, 3 mars 1894; Miron, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Distributeur automatique de journaux.

236722. Brevet de quinze ans, 3 mars 1894; Collet, représenté par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Nouveau système de pavage.

236723. Brevet de quinze ans, 3 mars 1894; fabriques baloises de produits chimiques Bindschedler, représentées par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Fabrication d'un nouvel acide dioxynaphtalique monosulfoné et de matières colorantes qui en dérivent.

236724. Brevet de quinze ans, 3 mars 1894; fabriques baloises de produits chimiques Bindschedler, représentées par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Fabrication d'un nouvel acide dioxynaphtaline monosulfonique (OH. Δ EL 50° H = 1. 7. 4.) et de matières colorantes qui en dérivent.

236725. Brevet de quinze ans, 3 mars 1894; Nichols, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils servant à sécher les feuilles de plamage.

236726. Brevet de quinze ans, 3 mars 1894; Serrin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de piège perfectionné pour les rats et autres animaux destructeurs.

236727. Brevet de quinze ans, 3 mars 1894; Brandstaedter, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareil à sécher le grain.

236728. Brevet de quinze ans, 3 mars 1894; Boixo, Denelle, Papelier et Gaillot, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau système de traction des bateaux le long des canaux.

236729. Brevet de quinze ans, 3 mars 1894; Mathewson, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les jets de sable.

236730. Brevet de quinze ans, 8 mars 1894; Cavaillès, allée Lafayette, n° 30, à Toulouse. — Nouveau système de renseignements commerciaux par l'enveloppe chiffrée.

236731. Brevet de quinze ans, 8 mars 1894; Martin, à Cazères (Haute-Garonne). — Nouveau piège perpétuel à rats dit *l'insaisissable*.

236732. Brevet de quinze ans, 8 mars 1894; Gautry, route de Courtenay, n° 5, à Montargis. — Système assurant une sécurité absolue dans la circulation des trains sur voies ferrées par leur arrêt automatique en cas de danger.

236733. Brevet de quinze ans, 8 mars 1894; Beyer (les sieurs) et Tisserand, à Saint-Dié (Vosges). — Système de fabrication de tuiles métalliques et de toutes autres pièces en feuilles métalliques.

236734. Brevet de quinze ans, 5 mars 1894; Perschmann, représenté par Grelet, à Paris, boulevard de Clichy, n° 56. — Procédé pour la fabrication d'une masse dissolvant les incrustations de chaudières.

236735. Brevet de quinze ans, 5 mars 1894; Noël, à Paris, rue des Grands-Augustins, n° 5. — Indicateur de vitesses, appareil destiné à indiquer les vitesses sur toutes machines dit *entraîneur automatique*.

236736. Brevet de quinze ans, 5 mars 1894; Berger, Grande-Rue, n° 134, à Bagnolet. — Nouveau système de châssis à l'usage de l'horticulture, pour baches, couches, serres, etc.

236737. Brevet de quinze ans, 5 mars 1894; Black, représenté par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Perfectionnements dans les bandages pneumatiques amovibles pour vélocipèdes et autres véhicules.

236738. Brevet de quinze ans, 5 mars 1894; Casalonga (D. A.), représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les moyens de transformer la chaleur en travail mécanique.

236739. Brevet de quinze ans, 5 mars 1894; Lenglet père, représenté par Maulvault, à Paris, rue Richelieu, n° 15. — Fabrication d'un nouvel isolant calorifuge et produit qui en résulte dénommé *isolant calorifuge Bouthillier*.

236740. Brevet de quinze ans, 5 mars 1894; Piprot, représenté par Carénou, à

Paris, rue Chabrol, n° 67. — Système de pompe à air pour pneumatiques disposée dans le bâti creux des vélocipèdes.

236741. Brevet de quinze ans, 5 mars 1894; Deschamps, rue Lambrecht, n° 14, à Courbevoie (Seine). — Système d'enveloppe ou garniture extensible pour chaînes et tout autre moyen ou mouvement de propulsion usités dans les vélocipèdes et autres véhicules.

236742. Brevet de quinze ans, 5 mars 1894; société alsacienne de constructions mécaniques, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Disposition de clapets superposés pour cylindres de machines soufflantes, compresseurs ou machines analogues.

236743. Brevet de quinze ans, 5 mars 1894; société *J. and L. Hall Limited*, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements apportés aux procédés et appareils de congélation de la viande et autres objets.

236744. Brevet de quinze ans, 5 mars 1894; Delattre, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Appareil indicateur-avertisseur à niveau d'eau.

236745. Brevet de quinze ans, 5 mars 1894; Aldridge, représenté par Danzer, Paris, rue Cambon, n° 19. — Tuiles perfectionnées pour couvrir et revêtir des bâtiments et pour d'autres emplois analogues.

236746. Brevet de quinze ans, 5 mars 1894; de Overbeck, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans la fabrication des matières colorantes à base de plomb.

236747. Brevet de quinze ans, 5 mars 1894; société *Willians and Robinson Limited*, représentée par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils automatiques à détente variable pour les machines à vapeur et autres analogues.

236748. Brevet de quinze ans, 5 mars 1894; Schulze, représenté par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Appareil enregistreur du temps de travail.

236749. Brevet de quinze ans, 5 mars 1894; Forstmann, représenté par Kraus-Boussac, à Paris, rue Saint-Laurent, n° 3. — Machine pour la fabrication d'ouvrages profilés au moyen de cylindres de façonnage.

236750. Brevet de quinze ans, 5 mars 1894; de Casabianca, élisant domicile chez les sieurs Dorseur, à Paris, rue de Lille, n° 5. — Nouveau mode d'ouverture ou fermeture de parapluie.

236751. Brevet de quinze ans, 5 mars 1894; Chassin, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée d'Antin, n° 58 bis. — Machine à couper le papier filigrané.

236752. Brevet de quinze ans, 5 mars 1894; Viennot, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système de commande des ascenseurs hydrauliques au moyen de l'électricité.

236753. Brevet de quinze ans, 5 mars 1894; Behnke et société dite *Chemische Fabrik in Billwarder. vorm. Hell et Sthamer Actien-Gesellschaft*, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé pour prévenir les inflammations spontanées et les explosions des chargements de charbon dans les navires.

236754. Brevet de quinze ans, 5 mars 1894; Koch, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Attache perfectionnée pour cravates et plastrons.

236755. Brevet de quinze ans, 5 mars 1894; Protheroe, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux appareils destinés à l'arrosage des surfaces gazonnées ou autres.

236756. Brevet de quinze ans, 5 mars 1894; Schindler, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Suspension de cravate.

236757. Brevet de quinze ans, 5 mars 1894; Henry, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de fabrication des étuis à lunettes, en carton, sans emploi de mandrin.

236758. Brevet de quinze ans, 5 mars 1894; Aumont, représenté par Chassevent.

Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés à la marque d'articles en métal au moyen d'écaïlle de celluloid.

236759. Brevet de quinze ans, 5 mars 1894; Bonbon, représenté par Armengaud, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Application de broderies à points élastiques en droit de la taille des camisoles sans basques.

236760. Brevet de quinze ans, 5 mars 1894; Jacob, représenté par Armengaud, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système d'utilisation rationnelle et économique de la chaleur des foyers pour le chauffage et toutes applications industrielles et domestiques.

236761. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1894; Thierry, à la Grand'Rivière Martinique. — Système de fabrication d'indigo continu et à production régulière.

236762. Brevet de cinq ans, 5 mars 1894; Marlière, à Cantin (Nord). — Arracheur, piqueur, secoueur et amoncelleur de betteraves à sucre.

236763. Brevet de quinze ans, 8 mars 1894; Matile, rue Saint-Pierre, n° 9, à Monaco. — Calibre de montres perfectionné, à ponts indépendants et interchangeables pour mouvements à remontoir au pendant avec seconde vis-à-vis de ce dernier, cela, pour tous diamètres de montres.

236764. Brevet de quinze ans, 8 mars 1894; Saulnier, boulevard de Sébastopol, n° 3, à Nantes. — Bandage pneumatique pour roues de vélocipèdes.

236765. Brevet de quinze ans, 8 mars 1894; Lanceplène, à Gaujac (Lot-et-Garonne). — Arrosoir automatique Lanceplène.

236766. Brevet de dix ans, 9 mars 1894; Jallais, à Migné (Vienne). — Syllabaire mécanique.

236767. Brevet de quinze ans, 10 mars 1894; Moralès, à Carcassonne. — Appareil miroir.

236768. Brevet de quinze ans, 10 mars 1894; Serre et Rostagnat, rue Cotton, n° 55, à Boanne (Loire). — Mouvement de boîtes à navettes pour métiers à tisser mécaniquement dit *nouveau système à cylindre*.

236769. Brevet de quinze ans, 10 mars 1894; Crozet-Fourneyron, au Chambon-Puygrolles (Loire). — Machine motrice à vapeur dite à *distribution centrale*.

236770. Brevet de quinze ans, 6 mars 1894; Bartel, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Pendule pour horloges.

236771. Brevet de quinze ans, 6 mars 1894; Pöschel, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Nouveau système de bouton.

236772. Brevet de quinze ans, 6 mars 1894; de Dietrich et compagnie (société), représentée par Wolff, à Paris, boulevard de Magenta, n° 37. — Couvre-scies automatique pour scies circulaires, destiné à prévenir les accidents pendant la marche des scies.

236773. Brevet de quinze ans, 6 mars 1894; Bouhours, à Paris, rue des Archives, n° 34. — Pneumatique système Vital-Bouhours.

236774. Brevet de quinze ans, 6 mars 1894; Offin jeune, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnement dans les bijoux et dans les moyens pour les attacher aux cravates.

236775. Brevet de quinze ans, 6 mars 1894; Offin jeune, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements dans les cravates.

236776. Brevet de quinze ans, 6 mars 1894; Offin jeune, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements relatifs aux chaussures.

236777. Brevet de quinze ans, 6 mars 1894; Offin jeune, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements dans les lampes de voitures.

236778. Brevet de quinze ans, 6 mars 1894; Bretschneider, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Nouveau à clefs.

236779. Brevet de quinze ans, 6 mars 1894; Boyden, représenté par la société

Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les obturateurs pour bouteilles.

236780. Brevet de quinze ans, 6 mars 1894; Meldrum (les sieurs), représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les grilles ou barreaux de grilles pour foyers.

236781. Brevet de quinze ans, 6 mars 1894, Fleischhauer et société John Fried Wallmann et compagnie, représentés par Naubardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Épurateur à gaz pour usines à gaz, etc., destiné à condenser entièrement le goudron, l'ammoniaque, etc.

236782. Brevet de quinze ans, 6 mars 1894; Broadwell, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Soudure pour aluminium.

236783. Brevet de quinze ans, 6 mars 1894; Pié, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Appareil à faire le vide dans les chaudières de sucreries dit *pompe vacuëne*.

236784. Brevet de quinze ans, 6 mars 1894; Gates, représenté par Coppin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les porte-cigares ou fume-cigares.

236785. Brevet de quinze ans, 6 mars 1894; Leclaire et Thomine, représentés par Coppin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de joint dit *joint à mèches*.

236786. Brevet de quinze ans, 6 mars 1894; Ravat, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Machine d'épousage.

236787. Brevet de quinze ans, 6 mars 1894; Dunham, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements apportés aux machines pour le façonnage des écrous.

236788. Brevet de quinze ans, 6 mars 1894; Taffin, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Répertoire mécanique à fiches mobiles.

236789. Brevet de quinze ans, 6 mars 1894; Wilson, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Perfectionnements dans les collecteurs de poussières.

236790. Brevet de quinze ans, 6 mars 1894; société dite *Moore, Carrington & Company*, représentée par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements apportés aux tables servant à maintenir les objets dans les machines à polir.

236791. Brevet de quinze ans, 6 mars 1894; Robin, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements apportés aux chaudières à vapeur.

236792. Brevet de quinze ans, 6 mars 1894; Schwarzkopf, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Rames à mouvement alternatif pour la propulsion et la gouverne des navires.

236793. Brevet de quinze ans, 6 mars 1894; Hulett, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements apportés aux appareils transportables à décharger les wagons de chemin de fer.

236794. Brevet de quinze ans, 6 mars 1894; Bath, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil perfectionné pour les exercices corporels.

236795. Brevet de quinze ans, 6 mars 1894; Mac Lauthlin et Naylor jeunes, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux extincteurs automatiques d'incendie.

236796. Brevet de quinze ans, 6 mars 1894; Lucas, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil pour l'adduction souterraine d'eau courante dans les voies ferrées électriques.

236797. Brevet de quinze ans, 6 mars 1894; Bunge, représenté par Coppin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Sasseur à tamis circulaire.

236798. Brevet de quinze ans, 6 mars 1894; Vauzelle, représenté par Bernal.

Paris, passage Saint-Michel, n° 4. — Nouvelle pédale à l'usage des vélocipèdes, bicyclettes, etc.

236799. Brevet de quinze ans, 6 mars 1894; Partin, représenté par Guy, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 34. — Nouvel alliage d'aluminium dit *partiniam*.

236800. Brevet de quinze ans, 6 mars 1894; Hunt, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux bouchons de caoutchouc.

236801. Brevet de quinze ans, 6 mars 1894; Böhm et Crawford, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les lanternes ou capuchons pour l'éclairage au gaz incandescent et dans leur procédé de fabrication.

236802. Brevet de quinze ans, 6 mars 1894; Philippe, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif applicable aux filtres de tous les employés à la filtration des liquides sous une pression, sous une dépression ou sous le vide.

236803. Brevet de quinze ans, 6 mars 1894; Ch. Wacker Schoen et compagnie (société) et Pierrel, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux rouleaux d'ourdisssoirs et ensouples de métier à tisser.

236804. Brevet de quinze ans, 6 mars 1894; Fison et Illingworth, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Genre d'étui perfectionné pour recevoir des pièces de monnaie et autres articles de valeur.

236805. Brevet de quinze ans, 6 mars 1894; Weiss, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareil de vaporisation continu.

236806. Brevet de quinze ans, 6 mars 1894; Berger et Thywissen, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre n° 6. — Tuile à rainure.

236807. Brevet de quinze ans, 6 mars 1894; Buéno, représenté par Armengaud fils, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système d'échelle de corde de sûreté à déroulement automatique.

236808. Brevet de quinze ans, 6 mars 1894; Julien, représenté par Armengaud fils, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Diorama à double effet.

236809. Brevet de quinze ans, 6 mars 1894; Perret, représenté par Armengaud fils, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Moteur dit *roue motrice F. Perret*.

236810. Brevet de quinze ans, 10 mars 1894; Vander Linden, rue Léon Gambetta, à Lille. — Couvercle ovale à joint conique.

236811. Brevet de quinze ans, 12 mars 1894; Pelletier, à Torcy (Ardennes). — Roue de sûreté.

236812. Brevet de quinze ans, 12 mars 1894; Robine, à Barc (Eure). — Système empêchant les collisions sur les voies ferrées.

236813. Brevet de quinze ans, 7 mars 1894; Heilmann et compagnie (société), à Paris, rue Monsigny, n° 15. — Épingle à onduler.

236814. Brevet de quinze ans, 7 mars 1894; Rothmann et Bernhardt, représentés par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Frein à roulettes pour vélocipèdes.

236815. Brevet de quinze ans, 7 mars 1894; David, à Paris, boulevard du Temple, n° 36. — Nouveau système de filtre.

236816. Brevet de quinze ans, 7 mars 1894; Thiry, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Vélocipède mû par la traction d'un cheval.

236817. Brevet de quinze ans, 7 mars 1894; Charles David et fils (société), représentée par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Appareil pour la fabrication de boîtes en carton étirées à la vapeur.

236818. Brevet de quinze ans, 7 mars 1894; Keene, représenté par la société Gordon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les garnitures de tiges de pistons et autres analogues.

236819. Brevet de quinze ans, 7 mars 1894; Burford, représenté par Lombard Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Arrêt perfectionné de dons de tirage pour stores et dispositions analogues.
236820. Brevet de quinze ans, 7 mars 1894; de Rohden, représenté par Coppin Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les mécanismes pianos.
236821. Brevet de quinze ans, 7 mars 1894; Samain, représenté par Dumont Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Genre d'appareil automatique pour l'alimentation à niveau constant, des chaudières à vapeur et autres usages.
236822. Brevet de quinze ans, 7 mars 1894; Ruitz, représenté par Blétry à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Châssis de brodeuse avec dispositif réunir différents fonds sur la brodeuse même.
236823. Brevet de quinze ans, 7 mars 1894; Scharf, représenté par Blétry à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouvelle ceinture de sûreté.
236824. Brevet de quinze ans, 7 mars 1894; Elsener, représenté par Chasson à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil à découper le fruit en portions déterminées.
236825. Brevet de quinze ans, 7 mars 1894; Muzelle, représenté par Delag Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Machine à dresser le fil métallique torsion.
236826. Brevet de quinze ans, 7 mars 1894; Guiard, à Paris, boulevard Voltaire n° 245 (cité Guénod, n° 5). — Système de verre à gaz à baguette étranglée.
236827. Brevet de quinze ans, 7 mars 1894; Luques, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Produit insecticide le sulfocarbonate destiné à la destruction du phylloxera et autres insectes nuisibles.
236828. Brevet de quinze ans, 7 mars 1894; Béha, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements dans la fabrication des galoches.
236829. Brevet de quinze ans, 7 mars 1894; Lepruvier, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Tuiles sans envers et à ciment.
236830. Brevet de quinze ans, 7 mars 1894; société *Kalker Werkzeugmaschinen Fabrik L. W. Breuer Schumacher und C*, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Presse hydraulique à pressions multiples.
236831. Brevet de quinze ans, 7 mars 1894; Lavère, à Paris, rue du Faubourg Saint-Martin, n° 71. — Fabrication du froitoir pour filature, en cuir de buffle moisé et toile caoutchoutée.
236832. Brevet (brevet anglais devant expirer le 4 novembre 1907) pris, le 7 mars 1894, par Walker, Stephenson et Ambler, représentés par la société Assi et Genlis Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements apportés aux appareils employés pour nettoyer ou laver la laine et autres matières filamenteuses.
236833. Brevet de quinze ans, 7 mars 1894; Klein, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système perfectionné de poste.
236834. Brevet de quinze ans, 7 mars 1894; Lavezzari, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de chemin de fer à route à voies crémaillères.
236835. Brevet de quinze ans, 9 mars 1894; Renault, à Saint-Thibault (Côte-d'Or). — Nouveau système d'escope métallique.
236836. Brevet de quinze ans, 12 mars 1894; Furet, à Genlis (Côte-d'Or). — Val pour confection de tuyaux en béton de ciment aggloméré.
236837. Brevet de quinze ans, 10 mars 1894; Mormiche (M^{me}), grand chemin Toulon, n° 65, à Marseille. — Selle pneumatique, système Mormiche.
236838. Brevet de dix ans, 12 mars 1894; Estrade, à Carcassonne. — Appareil Forfait, régulateur automatique de lumière électrique.

236839. Brevet de quinze ans, 12 mars 1894; Hélie, rue Saint-Jean, n° 40, à Niort. Appareil dénommé *hélioclaskeur*.

236840. Brevet de quinze ans, 12 mars 1894; Platt, rue de l'Alma, n° 189, à Paris (Nord). — Appareil électrique destiné à durcir les pointes des garnitures de rails.

236841. Brevet de quinze ans, 8 mars 1894; de Casembroot, représenté par Bert, Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Préparation et enrichissement des phosphates bruts.

236842. Brevet de quinze ans, 8 mars 1894; Fédé jeune, à Paris, rue de Picpus, 112. — Système de manivelles à pédales à glissières et à balanciers à tentilles, utilisant la force motrice des vélocipèdes de toutes sortes et de tous les systèmes de roues.

236843. Brevet de quinze ans, 8 mars 1894; Von Siemens, représenté par la société London et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Dispositif de graissage applicable aux prises de courant pour chemins de fer électriques.

236844. Brevet de quinze ans, 8 mars 1894; Millet, à Paris, rue de l'Entrepôt, 30. — Système de jumelles de poche.

236845. Brevet de quinze ans, 8 mars 1894; Müller, représenté par Grelet, à Paris, boulevard de Clichy, n° 56. — Plume ajustable, à alimentation continue, pour machines à graver.

236846. Brevet de dix ans, 8 mars 1894; Decuir, à Paris, boulevard Rochechouart, 108. — Appareil mécanique destiné à enregistrer instantanément tout air de musique joué sur un piano ou autre instrument à clavier, dit *harmonigraphe*.

236847. Brevet de quinze ans, 8 mars 1894; Mérard-Renard, représenté par Arlingaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de calage des wagons pleins sur les wagons ou autres endroits.

236848. Brevet de quinze ans, 8 mars 1894; Darmancier, représenté par Armenand aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Appareil mécanique de fermeture et d'ouverture de culasse réalisées avec une vis à filets interrompus pour canons de tous calibres.

236849. Brevet de quinze ans, 8 mars 1893; société dite *The Sparre Patent Company Limited*, représentée par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Machine à fabriquer le papier.

236850. Brevet de quinze ans, 8 mars 1894; Kühlewein, représenté par Coppin, Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau procédé pour fabriquer du ciment hydraulique.

236851. Brevet de quinze ans, 8 mars 1894; Gintzburger, représenté par Fayollet, Paris, rue Drouot, n° 16. — Parquets sans clous, composés de lames ou planchettes.

236852. Brevet de quinze ans, 8 mars 1894; société *Badische Anilin und Soda Fabrik*, représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Production de naphthalène en moyen de la dinitronaphtaline 1. 8.

236853. Brevet de quinze ans, 8 mars 1894; Guyot, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Trappe à goussets de propreté pour ventilation des hottes de fourneaux de cuisines et autres.

236854. Brevet de quinze ans, 8 mars 1894; Thomson, représenté par Blétry aîné, Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux bouches d'incendie de rues et autres.

236855. Brevet de quinze ans, 8 mars 1894; Léon Luchaire et fils (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de bec à pétrole perfectionné.

236856. Brevet de quinze ans, 8 mars 1894; Bonnet, représenté par Chassevent, Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de bague à corps multiple.

236857. Brevet de quinze ans, 8 mars 1894; société dite *Actien-Gesellschaft für Anilin-Fabrikation*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé pour la production des acides phénolcarboniques.

236858. Brevet de quinze ans, 8 mars 1894; Saint frères (société), représentée par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Abri parasolée pour les vignes et autres terrains cultivés.

236859. Brevet de quinze ans, 8 mars 1894; Tugby, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements à la fabrication et production de tuyaux sanitaires en grès et autres.

236860. Brevet de quinze ans, 13 mars 1894; Dirand, à Autun (Saône-et-Loire). — Application de caoutchouc ou autre matière souple aux objets fragiles pour protéger contre la casse et autres accidents.

236861. Brevet de quinze ans, 12 mars 1894; Lespinasse (les sieurs), à Bourges (Dordogne). — Cylindre sans fin ni points morts pour machines à vapeur.

236862. Brevet de quinze ans, 8 mars 1894; Malterre et Simon, représentés par Lépinière et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnements dans la construction des têtes de cheminée.

236863. Brevet de quinze ans, 8 mars 1894; Devoille, représenté par Lépinière et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Tiroir de distribution de vapeur à pression différentielle, avec diaphragme flexible compensateur.

236864. Brevet de quinze ans, 12 mars 1894; Falconnier, élisant domicile chez le sieur Geneste, quai de Retz, n° 9, à Lyon. — Dispositif de joint pour les pressoirs en verre soufflé, modifiés spécialement en vue de ce joint.

236865. Brevet de quinze ans, 12 mars 1894; Mallevall, représenté par Bessière, rue Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Appareil à filtrer les liquides.

236866. Brevet de quinze ans, 12 mars 1894; d'Hers, rue des Croixes, n° 87, à Bourges. — Clou-tarand pour la ferrure à glace des chevaux.

236867. Brevet de quinze ans, 9 mars 1894; Lund et Taylor, représentés par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 15 bis. — Perfectionnements aux burettes à huile et autres récipients à liquide pour projeter à l'extérieur.

236868. Brevet de quinze ans, 9 mars 1894; Hirschfeld, à Paris, rue Montmartre, n° 74. — Créponnage individuel des feuilles de papiers à cigarettes.

236869. Brevet de quinze ans, 9 mars 1894; Gasse, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Lampe à arc potentiel constant et lumière fixe.

236870. Brevet de quinze ans, 9 mars 1894; J. et E. Hall limited (société), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements apportés aux moyens et appareils destinés à produire à froid par l'emploi d'acide carbonique (acide carbonique) ou autres corps équivalents.

236871. Brevet de quinze ans, 9 mars 1894; Dell, représenté par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 21. — Perfectionnements dans les indicateurs de vitesse pour cycles.

236872. Brevet de quinze ans, 9 mars 1894; Meret, Rochebillard et compagnie (société), représentée par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Procédé de blanchiments en canettes, bobines ou préparations de filatures, des filatures de toutes matières textiles végétales et spécialement des fils de coton.

236873. Brevet de quinze ans, 9 mars 1894; Arson, à Paris, rue Condorcet, n° 1. — Machine à gaz et propulseur rotatif applicables à la conduite des aérostats.

236874. Brevet de quinze ans, 9 mars 1894; Schmalzer, Teller et Moncom, à Paris, des Guérêts, n° 3, à Boulogne-sur-Seine. — Mode de stérilisation de l'eau et autres liquides microbés.

236875. Brevet de quinze ans, 9 mars 1894; Gillon, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de harnais.

236876. Brevet de quinze ans, 9 mars 1894; Denpas frères (société), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'album pour cartes photographiques et autres.

236877. Brevet de quinze ans, 9 mars 1894; société Maschinenfabrik Grieshaber, représentée par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Filtra.

336878. Brevet de quinze ans, 9 mars 1894; Tcherkassov, représenté par Casagga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements apportés aux barattes à filtration.
336879. Brevet de quinze ans, 9 mars 1894; Bentzin, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouvel élévateur.
336880. Brevet de quinze ans, 9 mars 1894; Bürk et Glatz, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Horloge à signaux et tableaux.
336881. Brevet de quinze ans, 9 mars 1894; Michel, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à cintrer les clichés.
336882. Brevet de quinze ans, 9 mars 1894; Schuldt, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil pour annoncer et remédier au manque d'eau dans les chaudières à vapeur.
336883. Brevet de quinze ans, 9 mars 1894; maison Bréguet (société anonyme), à Paris, rue Didot, n° 19. — Turbine à vapeur compound.
336884. Brevet de quinze ans, 9 mars 1894; Rodig, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé pour fabriquer des plaques, feuilles, etc., munies d'un noyau en fer ou en acier et pourvues à leur surface d'une couche en cuivre, nickel ou en alliage de ces métaux.
336885. Brevet de quinze ans, 9 mars 1894; Dietz, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé de fabrication de scories phosphatées contenant de la potasse, soit de la magnésie.
336886. Brevet de quinze ans, 9 mars 1894; société pour l'industrie chimique à Paris, représentée par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Production de colorants polyzoïques gris à noir tirant directement sur coton.
336887. Brevet de quinze ans, 9 mars 1894; Schmidt, représenté par la société Assiomatics, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Moteur avec organe d'échappement tendant à s'ouvrir.
336888. Brevet de quinze ans, 9 mars 1894; Gillet, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système perfectionné de lampe à alcool avec remontage de la mèche sans clef.
336889. Brevet de quinze ans, 9 mars 1894; Lequaux et Poussin, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système d'explorateur électrique.
336890. Brevet de quinze ans, 9 mars 1894; Nevière, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil orthopédique pour régler la taille dit le bienfaisant.
336891. Brevet de quinze ans, 9 mars 1894; Vany frères (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système perfectionné d'enceinte à cire.
336892. Brevet de quinze ans, 12 mars 1894; Mallard, à Beaulieu-sous-la-Roche (Indre). — Charrue double surnommée *crételouse*.
336893. Brevet de quinze ans, 13 mars 1894; Bonnaud et Quinson, rue de la République, n° 18, à Marseille. — Idée générale de la publicité par impression automatique sur la voie publique par des systèmes spéciaux et entièrement nouveaux, et la réclame automatique nocturne.
336894. Brevet de quinze ans, 10 mars 1894; Canet, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Nouveau système de culasse.
336895. Brevet de quinze ans, 11 mars 1894; Georg Wersing et compagnie (société), représentée par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Siphon pour cabinets d'aisances.
336896. Brevet de quinze ans, 10 mars 1894; Brinkmann, représenté par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 68. — Support articulé pour avions.
336897. Brevet de quinze ans, 10 mars 1894; Chaffiner, représenté par Mennons, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Perfectionnements dans les bandages silencieux pour roues ou pouvant leur être appliqués.
336898. Brevet de quinze ans, 10 mars 1894; Thiele, représenté par la Société in-

ternationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Bandes de ouate collées comme bourrelets pour fenêtres.

236999. Brevet de quinze ans, 10 mars 1894; Baum, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Appareil automatique à signal d'alarme pour l'alimentation des chaudières à vapeur.

236900. Brevet de quinze ans, 10 mars 1894; Cardot, à Paris, boulevard Voltaire, n° 198. — Machine à monter la brosse, comme elle se monte à la main à la ficelle et au fil métallique.

236901. Brevet de quinze ans, 10 mars 1894; Monnin, représenté par Boettcher, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Composition contre l'oxyde des cimenter romains et destinée à protéger les peintures contre l'humidité.

236902. Brevet de quinze ans, 10 mars 1894; Eisenberg et Humelet, représenté par Boettcher, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Protecteur pour chaussures galoches en caoutchouc.

236903. Brevet de quinze ans, 10 mars 1894; de Pischof, représenté par Boettcher, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Procédé pour la fabrication d'un tissu élastique.

236904. Brevet de quinze ans, 10 mars 1894; Kirchner (M^{re}), représenté par Boettcher, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Tissus lissés et renforcés à contours de coupe et procédé pour leur fabrication.

236905. Brevet de quinze ans, 10 mars 1894; Maetz, représenté par Boettcher, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Machine à laver et malaxer l'argile, etc.

236906. Brevet de quinze ans, 10 mars 1894; Von Soelen, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Châssis à tiroir pour appareils photographiques.

236907. Brevet de quinze ans, 10 mars 1894; Ickringill, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements apportés à la fabrication de peluches applicables à divers usages nouveaux et utiles.

236908. Brevet de quinze ans, 10 mars 1894; Symon, à Paris, rue Portefoin, n° 1. — Fabrication d'un article dit *boîte à deux usages*.

236909. Brevet de quinze ans, 10 mars 1894; Otto, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements à des appareils à sécher les cossettes de betterave, la drèche et autres matières de nature humide et tinieuse.

236910. Brevet de quinze ans, 10 mars 1894; Sims, représenté par Fayolle, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Bandages pneumatiques.

236911. Brevet de quinze ans, 10 mars 1894; Bourdon, représenté par Fayolle, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Système de graisseur multiple.

236912. Brevet de quinze ans, 10 mars 1894; Block, représenté par Armand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements apportés à la préparation de surfaces en vue de l'impression lithographique et d'autres systèmes d'impression.

236913. Brevet de quinze ans, 10 mars 1894; Portevin, représenté par Jousset, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Appareil pour ouvrir instantanément à distance les portes d'un édifice.

236914. Brevet de quinze ans, 10 mars 1894; Jacob, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Bielles vélocipédiques avec direction fixe ou tournante permettant d'ajouter la force musculaire des bras à celle des jambes, etc.

236915. Brevet (brevet anglais devant expirer le 15 septembre 1907) pris, le 10 mars 1894, par la société dite *The Duplex Weaving Appliance Company limited*, représentée par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Appareil pour le tissage des lisières s'adaptant aux métiers.

236916. Brevet de quinze ans, 10 mars 1894; Paupy, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Nouveau genre de hordais pour papiers.

36917. Brevet de quinze ans, 10 mars 1894; Morel, représenté par Armengaud, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux locomotives.
36918. Brevet de quinze ans, 10 mars 1894; Enfer, représenté par Armengaud, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements apportés aux machines portatives.
36919. Brevet de quinze ans, 10 mars 1894; de Méritens, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Moteur atmosphérique.
36920. Brevet de quinze ans, 10 mars 1894; Steitz, représenté par Wattier, à Paris, rue de Mazagan, n° 5. — Perfectionnements dans les filtres.
36921. Brevet de quinze ans, 10 mars 1894; Trouvé, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveaux effets électriques lumineux pour l'éclairage de théâtre.
36922. Brevet de quinze ans, 10 mars 1894; Mouret, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système d'élément de construction en briques ou matières similaires.
36923. Brevet de quinze ans, 10 mars 1894; Murat, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux plants et autres végétaux.
36924. Brevet de quinze ans, 10 mars 1894; Chenivresse, représenté par la société Malray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouveau moteur pour machines.
36925. Brevet de quinze ans, 10 mars 1894; Oppenheimer, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements aux cachets, capsules, etc, destinés à contenir des médicaments.
36926. Brevet de quinze ans, 10 mars 1894; Geissmer, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Fer à cheval percé dans ses parties antérieure et postérieure et recevant, en ces endroits, la tige et les crampons qui se fixent à l'aide de vis.
36927. Brevet de quinze ans, 10 mars 1894; Jaccoud (M^{lre}) et les sieurs Falcke et Broh, représentés par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Tête de pipe faite en forme de poêle et procédé employé à la fabrication de cette tête.
36928. Brevet de quinze ans, 14 mars 1894; Brière, édisant domicile chez le sieur Redonné, plage du Prado (château des Gourmets), à Marseille. — Serre-frein pour machines.
36929. Brevet de quinze ans, 16 mars 1894; Crouzillard, au 11^e régiment d'artillerie, à Versailles. — Nouvelle selle composée d'un nouveau système d'arçon et de brides.
36930. Brevet de quinze ans, 14 mars 1894; Loze, rue du Parlement-Sainte-Catherine, n° 11, à Bordeaux. — Papier miel ayant pour objet la destruction des punaises et autres insectes.
36931. Brevet de quinze ans, 13 mars 1894; Leroy fils, édisant domicile chez le sieur Bibé, à Paris, rue de Charonne, n° 77. — Tuyaux métalliques flexibles.
36932. Brevet de quinze ans, 13 mars 1894; Bénard, représenté par Maulvault, à Paris, rue Richelieu, n° 15. — Perfectionnements apportés dans la fabrication des machines.
36933. Brevet de quinze ans, 12 mars 1894; Bullock et Forty, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 10. — Métier mécanique à tisser pour la fabrication de paillassons ou d'autres articles semblables, au moyen de fils de brou ou coir de la noix de coco.
36934. Brevet de quinze ans, 12 mars 1894; Enfer, représenté par Armengaud, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Four portatif et tournant à air surchauffé pour le chauffage des rivets et autres usages industriels.
36935. Brevet de quinze ans, 12 mars 1894; Paasche, représenté par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Dispositif nouveau appliqué aux charnuers.
36936. Brevet de quinze ans, 12 mars 1894; Bridger, représenté par Stutz, à Paris, rue de la Harpe, n° 10.

Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Perfectionnements apportés aux machines à coudre à point de navette.

236937. Brevet de quinze ans, 12 mars 1894; Dumas-Gardeux, représenté par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Appareil détartreur pour le nettoyage des tubes et tuyaux de tous genres.

236938. Brevet de quinze ans, 12 mars 1894; Ridelle, à Paris, rue des Lilas, n° 1. — Système de bouton à pression, à œillet extensible pour ganterie, etc., dit *versel-pressure*.

236939. Brevet de quinze ans, 12 mars 1894; Roy et Mouchel, avenue de la Reille, n° 11, à Saint-Mandé (Seine). — Perfectionnements à l'étirage et aux empans nouveaux du cuivre.

236940. Brevet de quinze ans, 12 mars 1894; Ballossier, représenté par Jomard, Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Bombe à répétitions perfectionnée.

236941. Brevet de quinze ans, 12 mars 1894; Klein, représenté par Jomard, Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Nouveau procédé pour laminier des rails en acier et en fer de lingot.

236942. Brevet de quinze ans, 12 mars 1894; Tissier, représenté par Mathieu, Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Nouveau système de machine à faire les cigares à la main.

236943. Brevet de quinze ans, 12 mars 1894; Carl Zeiss (société), représenté par Coppin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de lunette d'approche.

236944. Brevet de quinze ans, 12 mars 1894; Burkhard, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Indicateur de niveau d'eau.

236945. Brevet de quinze ans, 12 mars 1894; Grimont, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Système d'embrayage à friction au moyen de coins serrés entre les parties entraînant les traînées.

236946. Brevet de quinze ans, 12 mars 1894; Hanneborg, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux machines à creuser des fossés et à poser des tuiles ou briques.

236947. Brevet de quinze ans, 12 mars 1894; E. Alamigeon aîné et fils, impasse Lebel, n° 7, à Vincennes (Seine). — Fabrication des papiers à teintes décolorées et perfectionnements pour filigraner les vélins et vergés.

236948. Brevet de quinze ans, 12 mars 1894; Trouvé, à Paris, rue du Prince-Louis-Philippe, n° 3. — Article de jouet dénommé *la fusée*.

236949. Brevet de quinze ans, 12 mars 1894; compagnie parisienne de coloration d'aniline, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 93. — Procédé pour la production de plombates.

236950. Brevet de quinze ans, 12 mars 1894; Bergmann, représenté par Bergmann aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Mitrailleuse automatique pour également fournir un tir à la main.

236951. Brevet de quinze ans, 12 mars 1894; Hoorweg et Winke, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé pour fermer automatiquement les portes des cloisons étanches, etc., des vaisseaux et appareils pour mettre en pratique ce procédé.

236952. Brevet de quinze ans, 12 mars 1894; Riha, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouvelle rallonge de ville.

236953. Brevet de quinze ans, 12 mars 1894; Watson, représenté par Watson aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Jeu ou question nouvelle perfectionnée.

236954. Brevet de quinze ans, 22 février 1894; Méliou, route de Constantine, Mustapha (Alger). — Système servant à la fois à la réfrigération et à l'oxygénation de la filtration des liquides, sous le signe distinctif *excellentior*.

236955. Brevet de quinze ans, 26 février 1894; Tardieu, rue Prosper-Dulong,

- ne (Constantine). — Automoteur à plomb de chasse et à double et successifs le-
viers, dénommé *Hercule Tardieu*.
236956. Brevet de quinze ans, 14 mars 1894; Bellet, avenue Desambroix, n° 21.
Nice. — Manivelles ou pédivelles mobiles anti-points morts et à temps d'arrêt.
236957. Brevet de quinze ans, 15 mars 1894; Capon, à Nerval (Aisne). — Méthode
de diffusion rationnelle à la vinasse et à l'eau combinée, applicable en distillerie.
236958. Brevet de quinze ans, 15 mars 1894; Quint-Devallée, rue du Moulin,
31, à Roubaix. — Composition d'un désinfectant pour fuites, nommé *l'aroma-*
to.
236959. Brevet de quinze ans, 16 mars 1894; Giron, représenté par Brunswick,
à Amiens, n° 15, à Lille. — Application du levier à la commande des bicyclettes,
cycles et autres véhicules.
236960. Brevet de quinze ans, 17 mars 1894; Chiezza et Jonquet, rue Bel-Air, n° 18,
Bruxelles. — Appareil pour la division, filtrage et distribution mathématiques des
ménagères.
236961. Brevet de quinze ans, 17 mars 1894; Thouin, à Moncoutant (Deux-Sèvres).
Perfectionnements aux rôtes de vélocipèdes.
236962. Brevet de quinze ans, 13 mars 1894; Grininger, à Paris, rue Traversière,
34. — Support Grininger antivibrateur pour lampes à incandescence.
236963. Brevet de quinze ans, 12 mars 1894; Lehmann, à Paris, boulevard de la
Goutte, n° 70. — Garde-fuite, perfectionnement au compteur infraudable à gaz
même A. Seguinand.)
236964. Brevet de quinze ans, 13 mars 1894; Beaudequin et Lesourd, à Paris,
du Théâtre, n° 79. — Nouveau genre de mosaïque décorative dite *la cimosaïque*.
236965. Brevet de quinze ans, 13 mars 1894; Unger, représenté par Grelet, à Paris,
boulevard de Clichy, n° 56. — Appareil à vis pour la compression des artères.
236966. Brevet de quinze ans, 13 mars 1894; Leduc fils, représenté par Maul-
t, à Paris, rue Richelieu, n° 15. — Perfectionnements dans la fabrication des pa-
niers, parasols, encas, ombrelles, etc.
236967. Brevet de quinze ans, 13 mars 1894; Brissard, à Paris, rue du Colonel-
Lot, n° 11. — Nouvelle machine à imprimer les affiches en une ou plusieurs
couleurs, papiers de commerce, prospectus, etc.
236968. Brevet de quinze ans, 13 mars 1894; Hoe, représenté par la société
Ladon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés
aux machines à mettre sous bande les journaux, brochures ou autres publications
longues.
236969. Brevet de quinze ans, 13 mars 1894; Lewis, représenté par la société
Ladon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système combiné d'éclairage,
chauffage et de ventilation électrique au moyen d'accumulateurs et de dynamos
sous leur commande d'une force motrice à vitesse variable.
236970. Brevet de quinze ans, 13 mars 1894; Foveaux, représenté par Armengaud
et fils, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements dans les appareils
d'éclairage, de chauffage et de ventilation.
236971. Brevet de quinze ans, 13 mars 1894; société anonyme *Lawrence Electric*
Company, représentée par la société internationale des inventions modernes, à Paris,
boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements aux conduites fermées pour
courants de fer électriques.
236972. Brevet de quinze ans, 13 mars 1894; Pournier, représenté par la société
Ladon et fils, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Application nouvelle des spires
hélicoïdales à la fabrication des billes, boules, boulets, balles, globes, etc. et de tous
les corps sphériques.
236973. Brevet de quinze ans, 13 mars 1894; Black, représenté par la société
Ladon et fils, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux clefs an-
tomatiques.
236974. Brevet de quinze ans, 13 mars 1894; Dredje, représenté par la société
Ladon et fils, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Arrêt automatique pour portes.

236975. Brevet de quinze ans, 13 mars 1894; Little (les sieurs), représentés par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements relatifs aux moyens de production ou de distribution de l'électricité.
236976. Brevet de quinze ans, 13 mars 1894; Skwirsky et les sieurs Erents, à Paris, rue d'Angoulême, n° 42. — Moteur à air électrique et hydroatmosphérique.
236977. Brevet (brevet anglais devant expirer le 4 janvier 1908) pris, le 13 mars 1894, par Gee et Anderson, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif perfectionné pour ouvrir les boîtes à conserves.
236978. Brevet de quinze ans, 13 mars 1894; Sundblad, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de pince à couper les ongles.
236979. Brevet de quinze ans, 13 mars 1894; Galerne, représenté par Bléry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Charrue à grand travail.
236980. Brevet de quinze ans, 13 mars 1894; Weiss, représenté par Bléry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Boîte de construction avec accessoires pour l'établissements de ponts ou de toitures, destinés à servir à l'instruction et à l'amusement.
236981. Brevet de quinze ans, 13 mars 1894; Bassfreünd, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements apportés aux boutons amovibles (boutons de manchettes, etc.).
236982. Brevet de quinze ans, 13 mars 1894; Schneider et Fanta, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 41. — Perfectionnement de chemins de fer à manœuvre latérale.
236983. Brevet de quinze ans, 13 mars 1894; Petracchi, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 41. — Nouveau système de chapeau.
236984. Brevet de quinze ans, 13 mars 1894; Stein, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne Nouvelle, n° 41. — Procédé pour rendre les matières brutes employées dans la fabrication du ciment artificiel plus durables et plus résistants aux intempéries.
236985. Brevet de quinze ans, 13 mars 1894; Polino, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 41. — Bandes en cuivre, élastiques et inoxydables pour vêtements de dames.
236986. Brevet de quinze ans, 13 mars 1894; Heinel et Barth, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 41. — Compteur d'ellipses.
236987. Brevet de quinze ans, 13 mars 1894; Corzilius, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 41. — Corps incandescent pour éclairage.
236988. Brevet de quinze ans, 13 mars 1894; Overn, Pettit et Overn junior, représentés par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les procédés et appareils propres à sceller les toiles métalliques dans le verre.
236989. Brevet de quinze ans, 13 mars 1894; Overn, Pettit et Overn junior, représentés par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les procédés et appareils propres à sceller les toiles métalliques dans le verre.
236990. Brevet de quinze ans, 13 mars 1894; Schopper, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Compte-duites pour métiers mécaniques.
236991. Brevet de quinze ans, 13 mars 1894; Weir, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux machines à vapeur compound.
236992. Brevet de quinze ans, 13 mars 1894; société dite *Wickoff, Soamers et al.*, représentée par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les machines à écrire.
236993. Brevet de quinze ans, 13 mars 1894; Bervas, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Dispositions nouvelles pour véhicules sur chemins de fer en vue d'empêcher les déraillements.
236994. Brevet de quinze ans, 13 mars 1894; Brown, représenté par la société

Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les chemins de fer électriques.

236995. Brevet de quinze ans, 13 mars 1894; société dite *The Challenge High Speed Engine Company*, représentée par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les machines à vapeur rotatives.

236996. Brevet de quinze ans, 13 mars 1894; Wallis, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements apportés aux fusils à double canon et à détente unique.

236997. Brevet de quinze ans, 13 mars 1894; Rumley, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux pompes et aux ventilateurs.

236998. Brevet de cinq ans, 17 mars 1894; Roulhier, à Montbazou (Indre-et-Loire). — Système de bandage pour la contention des hernies.

236999. Brevet de quinze ans, 19 mars 1894; Maginot, à Vesoul. — Perfectionnement aux pompes rotatives à hélices coniques.

237000. Brevet de quinze ans, 19 mars 1894; Kiffer, à Moncel-sur-Seille (Meurthe-et-Moselle). — Robinet de pression servant au soutirage de la bière par l'air comprimé ou l'acide carbonique.

237001. Brevet de quinze ans, 19 mars 1894; Poulter, ruelle Innocent, n° 7, à Argenteuil (Seine-et-Oise). — Moteur constant, par toutes forces, instantanément immobilisable et sans point mort.

237002. Brevet de quinze ans, 14 mars 1894; Whitehouse fils, à Paris, rue de Dantzig, n° 43. — Système d'abat-jour de fantaisie, sans carcasse.

237003. Brevet de quinze ans, 14 mars 1894; Love, représenté par Mennons, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Soucoupe et assiette combinées, dite *soucoupe-assiette Love*.

237004. Brevet de quinze ans, 14 mars 1894; Faist, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements apportés dans la fabrication de paillons, de fibres ou de laine de bois, en toutes couleurs, tressés en cordes, formant des anneaux, etc.

237005. Brevet de quinze ans, 14 mars 1894; Schmeiser et Billig, représentés par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Préparation d'air imprégné d'essence de sapins pour chambres de malades phthisiques.

237006. Brevet de quinze ans, 14 mars 1894; Fragny, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de formation des talons de bas, chaussettes et articles analogues sur les métiers dits *tricoteuses*.

237007. Brevet de quinze ans, 14 mars 1894; Roth, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Ruban protecteur contre l'usure du bas des pantalons, dit *ruban protecteur à sphères*.

237008. Brevet de quinze ans, 14 mars 1894; Seuvrey (M^{lle}), dite Sander, représentée par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Perfectionnements dans les corsets.

237009. Brevet de quinze ans, 14 mars 1894; Bartholomew, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements apportés aux cabinets d'aisances.

237010. Brevet de quinze ans, 14 mars 1894; Bernier (les sieurs), représentés par Wattier, à Paris, rue Mazagan, n° 5. — Perfectionnements apportés aux chaînes, chainettes, etc.

237011. Brevet de quinze ans, 14 mars 1894; Lansiaux et Lievrard, représentés par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Obturateur progressif de plaque pour la prise des photographies instantanées, conçu et établi d'après un principe nouveau.

237012. Brevet de quinze ans, 14 mars 1894; Bagshawe frères (société), représentée par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements aux chaînes.

237013. Brevet (brevet anglais devant expirer le 15 septembre 1907) pris, le 14 mars 1894, par Hughes, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Supplément perfectionné de lumière pour la lecture.

237014. Brevet de quinze ans, 14 mars 1894; Bernheim, représenté par Jomard, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Procédé de préparation d'alliages légers de l'aluminium.

237015. Brevet de quinze ans, 14 mars 1894; Maiche (les sieurs), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les brûleurs à gaz.

237016. Brevet (brevet anglais devant expirer le 15 septembre 1907) pris, le 14 mars 1894, par Barbour, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines destinées à la préparation du lin, du chanvre, du jute et autres matières fibreuses.

237017. Brevet de quinze ans, 14 mars 1894; Mécus, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Utilisation du gaz provenant de la fermentation à la production des bicarbonates et du gaz carbonique liquéfié.

237018. Brevet de quinze ans, 14 mars 1894; Rees, Dale et Zink, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux serrures d'horlogerie.

237019. Brevet de quinze ans, 14 mars 1894; Goubault, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de distribution de tickets applicable notamment au pari mutuel.

237020. Brevet de quinze ans, 14 mars 1894; Wilson, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Appareil perfectionné servant à produire la chaleur et à maintenir toute température désirée à une certaine distance de la source de chaleur.

237021. Brevet de quinze ans, 14 mars 1894; Dickinson, représenté par Bettendorff, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Système de traction électrique du genre *overhead*.

237022. Brevet de quinze ans, 14 mars 1894; Slattery, représenté par Billaud, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Châssis de moulage pour roues d'acier coulé.

237023. Brevet de quinze ans, 14 mars 1894; de Kossuth (les sieurs), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans la construction des chaudières à vapeur afin de provoquer une plus parfaite utilisation du combustible.

237024. Brevet de quinze ans, 14 mars 1894; Vésier, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication de la bougie marine.

237025. Brevet de quinze ans, 19 mars 1894; Michel, à Bourbon-Lancy (Saône-et-Loire). — Rouleau bigneur.

237026. Brevet de quinze ans, 15 mars 1894; Dekker et Lanfrey, à Paris, rue de la Sourdière, n° 29. — Système faisant et défaisant automatiquement l'obturation dans le goulot d'une bouteille.

237027. Brevet de quinze ans, 15 mars 1894; Hoffmann, représenté par Lenoir, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Peintures indélébiles, couleurs à l'eau pour leur application et procédé d'exécution.

237028. Brevet de quinze ans, 15 mars 1894; Bonnardeaux, représenté par Lenoir, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Concentreur hélicoïdal progressif pour les touches de chasse et autres.

237029. Brevet de quinze ans, 15 mars 1894; Lasleur, à Paris, rue Simon-Lefrançois, n° 14. — Garde de sabre s'adaptant au modèle actuel de l'armée.

237030. Brevet de quinze ans, 15 mars 1894; Irmischer, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Attache pour bretelles.

237031. Brevet de quinze ans, 15 mars 1894; Mahlmann, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Cartouches pour signaux avec dispositif pour les faire détoner.

237032. Brevet de quinze ans, 15 mars 1894; Seuvrey (D^{re}), dite Sander, représentée par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Aiguille à l'usage pour l'ensoyage des corsets.
237033. Brevet de quinze ans, 15 mars 1894; Combret, à Paris, rue Washington, n° 10. — Perfectionnements dans la fabrication des cirages, dégras et encaustiques sur cuirs.
237034. Brevet de quinze ans, 15 mars 1894; Doré (D^{re}), à Paris, impasse Caillie, n° 8. — Mise en scène nouvelle destinée à la parodie de la danse serpentine faite par un animal, chien, singe ou ours, etc.
237035. Brevet de quinze ans, 15 mars 1894; Kuwert, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Anneaux en celluloïd pour marquer la volaille.
237036. Brevet de quinze ans, 15 mars 1894; Lenoir, rue du Bac, n° 114, à la Madeleine-Saint-Hilaire (Seine). — Perfectionnements aux moteurs à carbures tels que l'huile ordinaire et huile lourde.
237037. Brevet de quinze ans, 15 mars 1894; Péri, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Moyens nouveaux dans l'exploitation de la traction électrique.
237038. Brevet de quinze ans, 15 mars 1894; Hofmeister, représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil servant à produire des gaz gazeux.
237039. Brevet de quinze ans, 15 mars 1894; Shaw, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil à teindre les fils pour tapis.
237040. Brevet de quinze ans, 15 mars 1894; Petioky, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'aviron à levier brisé.
237041. Brevet de quinze ans, 15 mars 1894; Picard, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de pommes de cannes, parapluies, tabrettes, etc.
237042. Brevet de quinze ans, 15 mars 1894; Schrimpf, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Double matelas-ressort en trois sections.
237043. Brevet de quinze ans, 15 mars 1894; Gay et Finke, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Accouplements de voitures.
237044. Brevet de quinze ans, 15 mars 1894; Rembaux, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Robinet purgeur automatique, système de Rembaux.
237045. Brevet de quinze ans, 15 mars 1894; Vuillard, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de couvercle de pots.
237046. Brevet de quinze ans, 15 mars 1894; Dugué, Pénicaud et compagnie (société), représentée par Coppin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau tissu bouclé et son mode de fabrication.
237047. Brevet de quinze ans, 15 mars 1894; Zappert, représenté par la société Lami et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Procédé et appareils pour la dessiccation des bois, etc.
237048. Brevet de quinze ans, 15 mars 1894; Lenox, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les communications électriques avec les navires et bouées en mer.
237049. Brevet de quinze ans, 15 mars 1894; Mitaine et Blanc, représentés par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Bouton-barette pour devant de chemises et autres usages.
237050. Brevet de quinze ans, 15 mars 1894; Jeanne, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil de dévissage des voûtes.
237051. Brevet (brevet anglais devant expirer le 18 août 1907) pris, le 15 mars 1894, par Cleathers et Walker, représentés par la société Marillier et Robelet, à Pa-

ris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux mécanismes d'usage employés dans les machines à imprimer, à régler et à plier.

237052. Brevet de quinze ans, 15 mars 1894; Kinzberger et compagnie (société représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Cédé pour la préparation de matières colorantes jaunes et orange par l'action des zootes de benzine sur l'acide β résorcylique.

237053. Brevet de quinze ans, 15 mars 1894; Bellair et Burnouf (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil trier les billes.

237054. Brevet de quinze ans, 15 mars 1894; Bonicard, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Générateur mixte pour la vapeur.

237055. Brevet de quinze ans, 19 mars 1894; Mathot, rue de Gand, n° 10, à Paris. — Fixe-vélo portatif.

237056. Brevet de quinze ans, 20 mars 1894; Muraire et Astier (société), Théodore, n° 4, à Marseille. — Enveloppe de chaudière, tuyaux et récipients vapeur.

237057. Brevet de quinze ans, 20 mars 1894; Bonnier, rue du Cimetière, n° 3, Saint-Étienne. — Appareil s'adaptant aux régulateurs ordinaires de métiers à tisser pour obtenir la régularisation parfaite du battant, dit *régulateur Bonnier*.

237058. Brevet de quinze ans, 16 mars 1894; Gouthard, à Paris, passage de l'Industrie, n° 15. — Produit pour enlever les taches d'encre et de couleurs sur les papiers, étoffes, etc., dénommé *la mystérieuse*.

237059. Brevet de quinze ans, 16 mars 1894; Pinault, représenté par Marchand, à Paris, rue Richelieu, n° 15. — Système perfectionné de soufflerie applicable aux harmoniums.

237060. Brevet de quinze ans, 16 mars 1894; Pearson, représenté par Lecoq, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Perfectionnements aux ardoises d'écoliers.

237061. Brevet de quinze ans, 16 mars 1894; Bergreen, représenté par Marchand, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Perfectionnements aux couteaux de diffusion et à leur disposition dans les boîtes à couteaux.

237062. Brevet de quinze ans, 16 mars 1894; Allen, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Machine à fabriquer les bords de carton.

237063. Brevet de quinze ans, 16 mars 1894; Bloch, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Appareil servant à renforcer la lumière.

237064. Brevet (brevet anglais devant expirer le 1^{er} novembre 1907) pris, le 16 mars 1894, par Burbidge, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements au bouchage ou à la fermeture des bouteilles et autres récipients.

237065. Brevet de quinze ans, 16 mars 1894; Clerc, représenté par Bléry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine perfectionnée pour timbrer à chaud les billets de chemins de fer et autres.

237066. Brevet de quinze ans, 16 mars 1894; Dautzenberg, représenté par Bléry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements apportés aux fourneaux de fusion.

237067. Brevet de quinze ans, 16 mars 1894; Bivort, représenté par d'Hervé-Hurbin, à Paris, rue de Birague, n° 12. — Nouvelle transmission pour vélocipède.

237068. Brevet de quinze ans, 16 mars 1894; société nouvelle des moteurs à gaz français et Charon, représentés par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les moteurs à gaz.

237069. Brevet de quinze ans, 16 mars 1894; Talbot Joyce, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les appareils à tourner les feuilles de musique et autres semblables.

237070. Brevet de quinze ans, 16 mars 1894; Cron, représenté par Chasseval.

ris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de bouchage pour boissons gazeuses.

37071. Brevet de quinze ans, 16 mars 1894; Ostheimer, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil photographique à escamotage pivotant dit *le Trokonet*.

37072. Brevet de quinze ans, 19 mars 1894; Baltus, rue d'Elbeuf, n° 53, à Rouen. — Mouvement supprimant les rafles dans les métiers à tisser.

37073. Brevet de cinq ans, 19 mars 1894; Bienvenu, place Puget, n° 11, à Toulon. — Mère-moustache dit *l'incomparable*.

37074. Brevet de quinze ans, 20 mars 1894; Barbier, passage de la rue Verte, à Roubaix. — Appareil dénommé *Block-train automatique électrique*.

37075. Brevet de quinze ans, 20 mars 1894; Fravéga et Janet, boulevard Saint-Jacques, n° 104, à Toulon. — Système de flexibles à chaîne.

37076. Brevet de quinze ans, 21 mars 1894; Besnard et Joiris, rue Voltaire, à Roubaix (Nord). — Coquille servant à confectionner les pignons de broches et métiers à filer la laine.

37077. Brevet de quinze ans, 21 mars 1894; Drouet, faubourg Montmailler, n° 1, à Angers. — Réfrigérant universel permettant de refroidir les liquides de toute nature contenus dans des vases non poreux et imperméables, par l'effet de l'évaporation instantanée à l'air libre d'un liquide quelconque et spécialement de l'eau.

37078. Brevet de quinze ans, 22 mars 1894; Adnet (M^{re}), à Monthermé (Ardennes). — Support dit *trépiéd*.

37079. Brevet de quinze ans, 17 mars 1894; Barbier, représenté par Dobler, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 81. — Perfectionnements apportés aux machines pour les tubes.

37080. Brevet de quinze ans, 17 mars 1894; Hugues, représenté par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Perfectionnements aux pédales de vélocipèdes.

37081. Brevet de quinze ans, 17 mars 1894; Moëssard, représenté par Roussel, à Paris, rue des Saint-Pères, n° 7 bis. — Bicyclette perfectionnée.

37082. Brevet de quinze ans, 17 mars 1894; Willaume, à Paris, rue du Pont-Neuf-Philippe, n° 15. — Ferrements pour lits simples et lits de milieu.

37083. Brevet de quinze ans, 17 mars 1894; Saltzorn et Nicolai, représentés par Schardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Mécanisme transporteur pour machine à estamper.

37084. Brevet de quinze ans, 17 mars 1894; Trouchaud et Léger, à Paris, rue d'Angoulême, n° 30. — Bandage hydraulique propulseur adaptable à toutes sortes de roues et roues de vélocipèdes.

37085. Brevet de quinze ans, 17 mars 1894; Trouchaud et Léger, à Paris, rue d'Angoulême, n° 30. — Chambre à air propulsive adaptable à toutes sortes de jantes et roues de vélocipèdes.

37086. Brevet de quinze ans, 17 mars 1894; Alfred Fischesser et compagnie (société), représentée par Garçon, à Paris, avenue de Latour-Maubourg, n° 13. — Procédé de production d'un acide naphthalène 1. 3. 5. trisulfonique et de deux acides naphthylamine 1. 3. 5. trisulfoniques en dérivant.

37087. Brevet de quinze ans, 17 mars 1894; Alfred Fischesser et compagnie (société), représentée par Garçon, à Paris, avenue de Latour-Maubourg, n° 13. — Procédé de préparation d'un acide 1. 8. amidonaphtol 4. 6. disulfonique.

37088. Brevet de quinze ans, 17 mars 1894; Pollacsek, représenté par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Appareil à mouvement mécanique servant à débiter ou distribuer des cartes sur lesquelles se trouvent des indications de numéros et de dates pour calendriers ou pour objets divers.

37089. Brevet de quinze ans, 17 mars 1894; Baker, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements dans les râpes à légumes.

37090. Brevet de quinze ans, 17 mars 1894; Sloan, représenté par Armengaud

[illegible]

us, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Glace universelle et réflecteur du jour et procédé de fabrication.

37110. Brevet de quinze ans, 17 mars 1894; G. Landmann et compagnie (société représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Compteur mécanique applicable aux calendriers, horloges, etc.

37111. Brevet de quinze ans, 17 mars 1894; Buchmann, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Chauffage à chargeur mécanique, à fusion du combustible, translation et éjection automatique des scories.

37112. Brevet de quinze ans, 17 mars 1894; Christie, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements apportés aux machines à fabriquer les biscuits.

37113. Brevet de quinze ans, 17 mars 1894; Imbert, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Procédé d'extraction des métaux de minerais.

37114. Brevet de quinze ans, 17 mars 1894; Bivort et Nadlar, représentés par Dejeu, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Bandage en caoutchouc pour pneumatiques de vélocipèdes et autres.

37115. Brevet de quinze ans, 17 mars 1894; Hilton et Simpson, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements apportés aux machines à tisser.

37116. Brevet de quinze ans, 17 mars 1894; Farewell (D^e veuve), représentée par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Nouvelle soupape automatique de vidange pour les canots de navires et pour d'autres usages analogues.

37117. Brevet de quinze ans, 17 mars 1894; Maiche (les sieurs), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé et appareils pour l'épuration des alcools.

37118. Brevet de quinze ans, 17 mars 1894; Hamon, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de callatage et d'encausticage des papiers.

37119. Brevet de quinze ans, 17 mars 1894; Lucien Picard et compagnie (société représentée par Freydier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Préparation d'un dérivé sulfoconjugué de l'acide carminique et des sels solubles de ce nouveau produit.

37120. Brevet de quinze ans, 17 mars 1894; Sequin-Bronner, représenté par Freydier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Nouveau système de construction de toits à abat-jour assurant, dans les salles des fabriques et des magasins, la température et le degré d'humidité requis, et pouvant être appliqué à la ventilation et au chauffage de ces espaces.

37121. Brevet de quinze ans, 17 mars 1894; Génin, Villon et Malvezin, représentés par Girin, rue Laurencin, n° 1, à Lyon. — Procédé de capsulage galvanoplastique.

37122. Brevet de quinze ans, 17 mars 1894; Claret et Vuilleumier, place de Bercy, à Lyon. — Perfectionnements à la traction électrique par distributeurs automatiques.

37123. Brevet de quinze ans, 19 mars 1894; Benoit, rue Saint-Esprit, n° 4, à Nîmes (Hérault). — Colle pour clarifier les liquides.

37124. Brevet de quinze ans, 19 mars 1894; Bocuze, rue Crillon, n° 22, à Lyon. — Fabrication de l'or faux.

37125. Brevet de quinze ans, 19 mars 1894; Coquard, représenté par Lépinette et Chailoud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Nouveau système d'horloge électrique.

37126. Brevet de quinze ans, 19 mars 1894; Didier et Villet, représentés par Freydier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Pavillon mobile pour trompettes, clairons et instruments analogues.

37127. Brevet de quinze ans, 20 mars 1894; Auger, rue des Marchands, n° 10, à Nîmes. — Nouveau système de vidange pour l'assainissement des villes.

37128. Brevet de quinze ans, 20 mars 1894; Mallen, représenté par Freydier-

Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Nouveau procédé de mercerisage des tissus.

237129. Brevet de quinze ans, 21 mars 1894; Serret et Palis, rue Vicat, n° 4, à Grenoble. — Formation de la glace en un bloc par la congélation de l'eau à l'air libre, au moyen d'un tourniquet hydraulique à branches et entourage spécial pour l'isolation de la chaleur.

237130. Brevet de quinze ans, 21 mars 1894; Lunant, rue du Bât-d'Argent, n° 31, à Lyon. — Nouvelle jante applicable aux roues pneumatiques.

237131. Brevet de quinze ans, 22 mars 1894; Paillet, rue Talleyrand, n° 38, à Rennes. — Nouveau système de ferrements de portes-charretières avec applications de billes ou bagues.

237132. Brevet de quinze ans, 19 mars 1894; Gassmann, à Paris, rue Rochambeau, n° 14. — Boîtes d'allumettes réclames.

237133. Brevet de quinze ans, 19 mars 1894; Capitaine et Swiderski, représentés par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Innovations aux moteurs à pétrole.

237134. Brevet de quinze ans, 19 mars 1894; Foucault, représenté par Roussel, à Paris, rue des Saints-Pères, n° 7 bis. — Procédé de vulcanisation et de moulage simultanés sans incorporation préalable du soufre dans la masse du caoutchouc.

237135. Brevet de quinze ans, 19 mars 1894; Gühmann, représenté par la société Mafray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Récipient à pain avec dispositif pour tenir le pain.

237136. Brevet de quinze ans, 19 mars 1894; Garneri, à Paris, rue du Débarcadère, n° 20. — Grand filtre économique.

237137. Brevet de quinze ans, 19 mars 1894; Dalton, représenté par la société Sauter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Disposition montrant, à première vue, le mesurage de toute quantité vendue ou non vendue en fait d'étoffes, de papiers et autres produits analogues.

237138. Brevet de quinze ans, 19 mars 1894; Miette et Destexhe, représentés par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Graisseur mécanique continu.

237139. Brevet de quinze ans, 19 mars 1894; Paul (les sieurs), Roberts et Young, représentés par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Méthode d'ouverture perfectionnée applicable aux boîtes en fer-blanc et autres boîtes de même genre.

237140. Brevet de quinze ans, 19 mars 1894; Wardle et Evers, représentés par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Perfectionnements dans les appareils pour laver la fumée et les produits gazeux qui s'échappent des chaudières et autres fourneaux, et pour augmenter le tirage dans ces fourneaux.

237141. Brevet de quinze ans, 19 mars 1894; Unterilp et Lehmann, représentés par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Disques rotatifs à des charrues. appareils pour couvrir, butter et arracher les pommes de terre.

237142. Brevet de quinze ans, 19 mars 1894; Mensing, représenté par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Perfectionnements aux lampes à arc.

237143. Brevet de quinze ans, 19 mars 1894; Baillod, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements dans les montres de poche.

237144. Brevet de quinze ans, 19 mars 1894; Schwarzschild, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux voies de chemins de fer.

237145. Brevet (brevet anglais devant expirer le 27 septembre 1907) pris, le 19 mars 1894, par Brebner, représenté par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Perfectionnements dans les appareils optiques à feu tournant pour les phares, les feux flottants, les bouées, les ports et pour la production de signaux lumineux.

237146. Brevet de quinze ans, 19 mars 1894; Pieper, représenté par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Procédé de fabrication d'engrais artificiels.

237147. Brevet de quinze ans, 19 mars 1894; Chameroi, à Paris, rue d'Allemagne, n° 11. — Système de bandage à segments métalliques sur caoutchouc ou ressorts pour bandage général.
237148. Brevet de quinze ans, 19 mars 1894; Trémont, représenté par Chasse-ron, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de bandage herniaire.
237149. Brevet de quinze ans, 19 mars 1894; Bravard, représenté par Journet, à Paris, rue d'Auteuil, n° 8. — Machine à faire la chaîne hicrochet ou quadrangulaire.
237150. Brevet de quinze ans, 19 mars 1894; Quatreboeufs, à Paris, rue Tournefort, n° 11. — Mécanisme pour le changement des plaques dans les appareils photographiques dits *photo-lorgnettes*, détectives et autres.
237151. Brevet de quinze ans, 19 mars 1894; Olsen, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Porte-fusil et porte-havresac combinés.
237152. Brevet de quinze ans, 19 mars 1894; Bonehill, représenté par Armengaud, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Puddlage de la fonte venant directement du haut-fourneau.
237153. Brevet de quinze ans, 19 mars 1894; Fribourg, représenté par Armen-geaud, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de séparation du cuivre et du nickel dans les mattes cupro-nickelifères.
237154. Brevet de quinze ans, 19 mars 1894; Pilter, représenté par Armengaud, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de teinture des cuirs et de diverses, avant le corroyage ou autres apprêts, applicable aux bois et aux fibres animales ou végétales.
237155. Brevet de quinze ans, 21 mars 1894; Marignac, à Saint-Martin-de-Touch (Haute-Garonne). — Perfectionnements apportés à la fabrication des colliers pour bijoux.
237156. Brevet de quinze ans, 21 mars 1894; A. Dupont et compagnie (société), représentée par Seigre, à Beauvais. — Système d'emballage pour broches.
237157. Brevet de quinze ans, 21 mars 1894; Mallard, à Beaulieu-sous-la-Roche (Vendée). — Nouvelle charrue à deux versoirs, surnommée *buttoir*.
237158. Brevet de quinze ans, 22 mars 1894; Camdessus, rue de Belfort, n° 14, à Beauncon. — Système de faitières à double emboîtement empêchant l'infiltration de l'eau.
237159. Brevet de quinze ans, 22 mars 1894; Nuyts, représenté par la société Anonime et Lamblin, contour Saint-Martin, n° 4, à Roubaix. — Nouvelle grille double à condenseur applicables aux armures des métiers à tisser.
237160. Brevet de quinze ans, 23 mars 1894; Maurel, rue de la République, n° 76, à Marseille. — Valve ou robinet à soupape à appliquer aux fluides en général.
237161. Brevet de quinze ans, 24 mars 1894; Vaclav Vavra, représenté par Delpey, rue de Beausset, n° 16, à Marseille. — Perfectionnements dans les régulateurs de lampes à arc voltaïque.
237162. Brevet de quinze ans, 24 mars 1894; Covlet, rue Petite-Biesse, à Nantes. — Nouveau système de lapidaire mécanique.
237163. Brevet de quinze ans, 24 mars 1894; Deneuville, à Saint-Nicolas-lez-Arras. — Réglage de distribution dans les semoirs.
237164. Brevet de quinze ans, 12 mars 1894; de Paszhory, à Paris, rue Cardinet, n° 86. — Moteur dit *le grand levier*.
237165. Brevet de quinze ans, 20 mars 1894; Veraci, représenté par Lamothe, à Paris, rue Berthollet, n° 9. — Presse hydraulique différentielle pour l'extraction des huiles.
237166. Brevet de quinze ans, 20 mars 1894; société dite *Thomson-Houston International Electric Company*, à Paris, rue de Londres, n° 27. — Mode de construction des collecteurs pour dynamos et moteurs électriques.
237167. Brevet de quinze ans, 20 mars 1894; société dite *Thomson-Houston International Electric Company*, à Paris, rue de Londres, n° 27. — Moteur électrique à courant alternatif.

237168. Brevet de quinze ans, 20 mars 1894; société dite *Thomson-Houston International Electric Company*, à Paris, rue de Londres, n° 27. — Réglage des courants alternatifs.
237169. Brevet de quinze ans, 20 mars 1894; société dite *Thomson-Houston International Electric Company*, à Paris, rue de Londres, n° 27. — Réglage des courants alternatifs.
237170. Brevet de quinze ans, 20 mars 1894; société dite *Thomson-Houston International Electric Company*, à Paris, rue de Londres, n° 27. — Système de chemin de fer électrique.
237171. Brevet de quinze ans, 20 mars 1894; société dite *Thomson-Houston International Electric Company*, à Paris, rue de Londres, n° 27. — Moteur électrique.
237172. Brevet de quinze ans, 20 mars 1894; société dite *Thomson-Houston International Electric Company*, à Paris, rue de Londres, n° 27. — Système de distribution électrique.
237173. Brevet de quinze ans, 20 mars 1894; société dite *Thomson-Houston International Electric Company*, à Paris, rue de Londres, n° 27. — Perfectionnements dans les armatures des machines dynamo-électriques.
237174. Brevet de quinze ans, 20 mars 1894; société dite *Thomson-Houston International Electric Company*, à Paris, rue de Londres, n° 27. — Perfectionnements dans les armatures des machines dynamo-électriques.
237175. Brevet de quinze ans, 20 mars 1894; société dite *Thomson-Houston International Electric Company*, à Paris, rue de Londres, n° 27. — Réglage des systèmes à courants polyphases.
237176. Brevet de quinze ans, 20 mars 1894; Périer, à Paris, rue Bourgeois, n° 11. — Appareil de sauvetage en cas d'incendie.
237177. Brevet (brevet anglais devant expirer le 23 novembre 1907, pris, le 20 mars 1894, par Frith, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans la fabrication des couvertures de lits et autres analogues, ainsi que dans les moyens ou appareils employés pour cette fabrication.
237178. Brevet de quinze ans, 20 mars 1894; Mandl dit *Mandté*, à Paris, rue Clauzel, n° 21. — Lanterne électrique de poche et canne électrique renversible en tous sens.
237179. Brevet de quinze ans, 20 mars 1894; Caucanas, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Portefeuille contenant des carnets mobiles, dénommé *vade mecum*, créé par Sanauca.
237180. Brevet de quinze ans, 20 mars 1894; Nienstaedt, Goldmark et Hermann, représentés par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les couleurs en bâtons.
237181. Brevet de quinze ans, 20 mars 1894; société dite *The Star Watch Company*, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux montres.
237182. Brevet de quinze ans, 20 mars 1894; Stander (D^r), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Système perfectionné de vêtements de dessous pour dames.
237183. Brevet de quinze ans, 20 mars 1894; Vogt, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Ferme-porte automatique.
237184. Brevet de quinze ans, 20 mars 1894; de Szentmiklosy, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Application de la force des oiseaux pour le transport de personnes et de marchandises.
237185. Brevet de quinze ans, 20 mars 1894; Hammond, représenté par Blazy aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux machines à couper le métal.
237186. Brevet de quinze ans, 20 mars 1894; Darling et Forrest, représentés par

mengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de fabrication facile nitrique et des métaux par électrolyse des nitrates en fusion.

237187. Brevet de quinze ans, 20 mars 1894; société dite *The Bethlehem Iron Company*, représentée par Mennessier, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Perfectionnements au mécanisme de culasse pour canons.

237188. Brevet de quinze ans, 20 mars 1894; société dite *The Myers Screw Propeller Works Limited*, représentée par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements aux propulseurs d'air ou ventilateurs.

237189. Brevet de quinze ans, 20 mars 1894; Machalski, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les appareils à extraire la graisse et la colle.

237190. Brevet de quinze ans, 20 mars 1894; société anonyme des anciens établissements Cail, représentée par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvelle circulation des liquides dans les appareils à effets multiples (système Charles Cail).

237191. Brevet de quinze ans, 20 mars 1894; Raygasse, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de canapé-lit avec accoudoirs mobiles s'élevant et s'abaissant seuls.

237192. Brevet de quinze ans, 20 mars 1894; les fils d'Adolphe Mougin (société), représentée par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Moteur magnéto-électrique.

237193. Brevet de quinze ans, 20 mars 1894; société dite *Continental Caoutchouc and Gutta-Percha Company*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'enveloppe pour bandages pneumatiques pour roues de vélocipèdes et autres véhicules.

237194. Brevet de quinze ans, 20 mars 1894; Tiemann, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé et dispositif pour l'affilage et le nettoyage continus des couteaux de machines à découper les fruits et légumes pendant leur fonctionnement.

237195. Brevet de quinze ans, 20 mars 1894; Collin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de forceps dit *Forceps-levier menuisier*.

237196. Brevet de quinze ans, 20 mars 1894; Dupont-Dennis, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés à la conservation industrielle des légumes secs à l'état cuit.

237197. Brevet de quinze ans, 20 mars 1894; Weidknecht et Séguela, représentés par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Perfectionnements aux mouvements de transmission et d'accouplement plus particulièrement applicables aux voitures automobiles ou locomotrices de tramways et aux petites locomotives pour services d'usines et exploitations industrielles et agricoles.

237198. Brevet de quinze ans, 20 mars 1894; Parkinson et Grinsell, représentés par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements aux clous et pointes et aux instruments pour les planter et les arracher.

237199. Brevet de quinze ans, 20 mars 1894; Brault, à Paris, rue de Poitou, n° 19. — Compteur pour bicyclettes.

237200. Brevet de quinze ans, 20 mars 1894; Isitt, représenté par Dauzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Nouvelle pipe à tabac.

237201. Brevet de quinze ans, 20 mars 1894; Petersen, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Système de conduits souterrains pour chemins de fer électriques.

237202. Brevet de quinze ans, 20 mars 1894; Piper, représenté par la société Latray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux montres de stores.

237203. Brevet de quinze ans, 20 mars 1894; Pemberton, représenté par la société Latray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Machine à fraiser des barres spirales et des barres alternativement spirales et circulaires.

237204. Brevet de quinze ans, 23 mars 1894; Bath, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Cerceau métallique et son conducteur.

237205. Brevet de quinze ans, 23 mars 1894; Guillon, représenté par Brocard, Ferandière, n° 34, à Lyon. — Système de rails avec conducteurs pour tramways électriques.

237206. Brevet de quinze ans, 24 mars 1894; F. Balas et L. Couffinhall (société) représentée par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnements aux moteurs électriques.

237207. Brevet de quinze ans, 24 mars 1894; Jullien, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Nouveau genre de courroie de transmission.

237208. Brevet de quinze ans, 24 mars 1894; Vuillemin, à Orchamps-Vaux (Doubs). — Système de porte-échappements à gouttes pour mouvements de manivelle à cylindre et à ancre.

237209. Brevet de quinze ans, 24 mars 1894; société *Farbenfabriken vorm. Bayer und C^e*, représentée par Dobler, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 10. — Procédé pour la préparation des matières colorantes azoïques tirant directement le coton.

237210. Brevet de quinze ans, 21 mars 1894; Béguin et Gasquet, représentés par Mathieu, à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Système perfectionné d'obturation mécanique pour appareils photographiques.

237211. Brevet de quinze ans, 21 mars 1894; de Eicken et Debry (D^e), représentés par Barbe, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 136. — Système d'électrodes en une seule pièce, à grande surface, pour accumulateurs d'électricité et leur mode de fabrication.

237212. Brevet de quinze ans, 21 mars 1894; Harris (les sieurs), Fowler et Gannon, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Couplage automatique de frein à air comprimé.

237213. Brevet de quinze ans, 21 mars 1894; Kiuckfert et Rasp (société), représentée par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux fixateurs de sous-pieds.

237214. Brevet de quinze ans, 21 mars 1894; société française d'exploitation des procédés Hermite, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé pour rendre inattaquables par les solutions désinfectantes et virucides électrolysés, les tuyaux ou canalisations en fonte.

237215. Brevet de quinze ans, 21 mars 1894; Sax, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Régulateur automatique de force de la vis du secteur des métiers selfacting.

237216. Brevet de quinze ans, 21 mars 1894; Gaudron et Moussotte, représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de robinetterie pour l'eau, la vapeur et autres fluides.

237217. Brevet de quinze ans, 21 mars 1894; A. Thirion et fils (société), à Paris, rue de Vaugirard, n° 160. — Production du froid.

237218. Brevet de quinze ans, 21 mars 1894; de Ferranti et Noad, représentés par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements dans la fabrication de la céruse.

237219. Brevet de quinze ans, 21 mars 1894; Drescq (D^e veuve), à Paris, rue Amelot, n° 62. — Perfectionnements dans le système d'assemblage des vases hydrauliques.

237220. Brevet de quinze ans, 21 mars 1894; Keating, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les liquides, saccharimètres et autres aréomètres analogues.

237221. Brevet de quinze ans, 21 mars 1894; Stummer, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouvelles plaques de blindage.

237222. Brevet de quinze ans, 21 mars 1894; société dite *Duisburger Eisen- und Stahlwerke*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11.

destiné pour la fabrication de corps annulaires comprimés au moyen de blocs métalliques massifs.

7223. Brevet de quinze ans, 21 mars 1894; société dite *Duisburger Eisen und Stahlwerke*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication de tuyaux sans soudure et de corps tubulaires.

7224. Brevet de quinze ans, 21 mars 1894; Vuillard fils, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Application d'un fond mobile pour les fourreaux de pipe.

7225. Brevet de quinze ans, 21 mars 1894; société dite *Chemische Fabrik auf dem Wurm* (vorm. E. Schering), représentée par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Procédé de fabrication de para-sulfodérivés du type du para-sulfoprotocatéchaldehyde de

7226. Brevet de quinze ans, 21 mars 1894; de Cvitkovic, représenté par Blétry, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Hélice d'un nouveau genre dénommée *Te-*

7227. Brevet de quinze ans, 21 mars 1894; Aitken, représenté par Josse, à Paris, boulevard de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Fabrication et production du cyanogène, des cyanures et autres produits tirés d'une matière carbonée ou de substances contenant de l'ammoniaque ou de l'azote ou de ses composés, et appareils destinés à réaliser la fabrication.

7228. Brevet de quinze ans, 21 mars 1894; Guérin, à Paris, rue des Francs-Moisins, n° 24. — Appareils de sauvetage se composant d'une poulie renfermée dans une caisse circulant sur chemin de fer, etc.

7229. Brevet de quinze ans, 21 mars 1894; Fiebigier, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil pour annoncer la personne qui doit débiter les cartes.

7230. Brevet de quinze ans, 21 mars 1894; Longuemare (D^e veuve), représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil pour la régulation autogène au chalumeau et au gaz ou à l'air carburé.

7231. Brevet de quinze ans, 21 mars 1894; Magnin, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans la fabrication des cylindres de toutes dimensions.

7232. Brevet de quinze ans, 21 mars 1894; Pommery, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Casier-pupitre mécanique pour le dosage des bouteilles contenant des vins de champagne ou autres liquides formant

7233. Brevet de quinze ans, 21 mars 1894; Reiche, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Baignoire se démontant à volonté.

7234. Brevet de quinze ans, 21 mars 1894; Trendel, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Boulon de chemises.

7235. Brevet de quinze ans, 21 mars 1894; Wolff, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux fermetures de vaisseaux, récipients, etc.

7236. Brevet de quinze ans, 27 mars 1894; Chauvin, rue des Pâtisseries, n° 4, à Lille. — Pétrin mécanique.

7237. Brevet de quinze ans, 27 mars 1894; Constant Peugeot et compagnie (S^{te}), à Valentigney (Doubs). — Perfectionnement apporté aux ailettes de fila-

7238. Brevet de quinze ans, 27 mars 1894; Barbier frères (société), au Chambon-gerolles (Loire). — Nouveau mode de fabrication à froid de boulons à rivets par filets successifs.

7239. Brevet de quinze ans, 28 mars 1894; Ipjpolito, à Béthune (Pas-de-Calais). — Four à coke superposés pour chauffage et générateurs.

7240. Brevet de quinze ans, 28 mars 1894; Bernard, à Calais. — Application de la lame d'acier sur les combes des métiers à tulle.

237241. Brevet de quinze ans, 28 mars 1894; Petit, rue de l'Hôpital, n° 32, à Neufchâteau (Vosges). — Système de borne-fontaine dit *système Petit*.

237242. Brevet de quinze ans, 22 mars 1894; Dreyfus, à Paris, quai de Valmy, n° 189. — *Tiroir de distribution annulaire pour machine à vapeur*.

237243. Brevet de quinze ans, 22 mars 1894; Pifre et Brillié, à Paris, rue de Courcelles, n° 174. — *Dispositif d'accouplement mécanique entre deux arbres, permettant: 1° de limiter l'effort transmis; 2° d'empêcher la réversibilité du mouvement, le tout, quel que soit le sens de rotation des arbres*.

237244. Brevet de quinze ans, 22 mars 1894; Frankenburg, représenté par Neuhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — *Machine perfectionnée pour la fabrication d'étoffes caoutchoutées imperméables*.

237245. Brevet de quinze ans, 22 mars 1894; Bolikowski, représenté par Moulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — *Appareil tamiseur séparateur continu, système Bolikowski*.

237246. Brevet de quinze ans, 22 mars 1894; Maillet, représenté par Surry-Montaut, à Paris, boulevard de Magenta, n° 80. — *Siphon rotatif à courant inverse ou pompe à jet continu sans piston, sans clapet et sans soupape*.

237247. Brevet de quinze ans, 22 mars 1894; Delrez-Bragard, représenté par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — *Matelas à ressorts*.

237248. Brevet de quinze ans, 22 mars 1894; Kahn, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — *Perfectionnements aux pipes à tabac*.

237249. Brevet de quinze ans, 22 mars 1894; Cummer, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — *Perfectionnements aux fours ou séchoirs*.

237250. Brevet de quinze ans, 22 mars 1894; Krnka, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — *Transmoteur hydraulique*.

237251. Brevet de quinze ans, 22 mars 1894; Cope, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — *Perfectionnements dans les tissus de dentelle cordonnée et dans les métiers servant à leur fabrication*.

237252. Brevet de quinze ans, 22 mars 1894; Nicol et Wochelo, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — *Système d'appareil mélangeur et ventilateur pour le moût de bière*.

237253. Brevet de quinze ans, 22 mars 1894; Weston, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 12. — *Perfectionnements dans les instruments de mesure électriques*.

237254. Brevet de quinze ans, 22 mars 1894; de Luca, représenté par Coppin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — *Garde-talons*.

237255. Brevet de quinze ans, 22 mars 1894; société d'exploitation des câbles électriques, système Berthoud, Borel et compagnie, représentée par Coppin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — *Nouveau procédé d'isolement des conducteurs électriques*.

237256. Brevet de quinze ans, 22 mars 1894; société *Badische-Anilin und soda Fabrik*, représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — *Production des colorants bleu tirant sur mordants délivrés de l'acide gallique*.

237257. Brevet de quinze ans, 22 mars 1894; Van Biervliet, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — *Système d'aviots pour laminoir à trio*.

237258. Brevet de quinze ans, 22 mars 1894; Mossant frères et Vallon (société), représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — *Ejarreuse perfectionnée*.

237259. Brevet de quinze ans, 22 mars 1894; Tambay, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — *Compteur d'eau sous pression*.

237260. Brevet de quinze ans, 22 mars 1894; Hitchon, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — *Perfectionnements dans les séparateurs de fils pour métiers continus à filer et à retordre*.

237261. Brevet de quinze ans, 22 mars 1894; Payelle et Wiernik, représentés par la société Marillier et Bobelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Auges électrolytiques.

237262. Brevet de quinze ans, 22 mars 1894; Collet, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Appareil pour imbiber les pavés en bois de créosote ou autre liquide conservateur.

237263. Brevet de quinze ans, 22 mars 1894; Borecki et Komestik, représentés par Boulin, à Paris, rue Lagrange, n° 5. — Mixture contre les incrustations des chaudières.

237264. Brevet de quinze ans, 23 mars 1894; Heinzerling et Hoexter, représentés par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Construction de maçonnerie avec canaux intérieurs continus au moyen de briques ou pierres pourvues de pièces saillantes.

237265. Brevet de quinze ans, 23 mars 1894; Wiebel, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Nouveau procédé pour produire des impressions sur des tissus, du papier et d'autres matières semblables.

237266. Brevet de quinze ans, 23 mars 1894; société française d'exploitation des procédés Hermite, représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de fabrication d'une solution électrolysée désinfectante dans chaque maison et au fur et à mesure des besoins.

237267. Brevet de quinze ans, 23 mars 1894; société anonyme de la maison Bréguet, à Paris, rue Didot, n° 19. — Perfectionnements aux tuyères et aux aubes des turbines à vapeur et à gaz.

237268. Brevet de quinze ans, 23 mars 1894; House (les sieurs) et Symon, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans la fabrication des ancrs.

237269. Brevet de quinze ans, 23 mars 1894; Bonnamour, élisant domicile chez le sieur Gibault, à Paris, boulevard Haussmann, n° 135. — Transmission de mouvement par leviers anti-dépenseurs, applicable aux vélocipèdes, machines à coudre, etc.

237270. Brevet de quinze ans, 23 mars 1894; Bachelier, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système d'impressions polychromes en une seule opération d'encrage et de tirage.

237271. Brevet de quinze ans, 23 mars 1894; Lawson, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les vélocipèdes.

237272. Brevet de quinze ans, 23 mars 1894; compagnie pour la fabrication des compteurs et matériel d'usines à gaz, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Compteur à gaz à prépaiement dit compteur-lux automatique.

237273. Brevet de quinze ans, 23 mars 1894; Fizez jeune, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de commande des porte-mèche pour réchauds à alcool et autres appareils analogues.

237274. Brevet de quinze ans, 23 mars 1894; Mottez, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'ensilage des betteraves et autres plantes fourragères évitant leur échauffement et assurant leur conservation.

237275. Brevet de quinze ans, 23 mars 1894; Asser, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans le traitement des matières féculentes destinées à la fabrication de la glucose.

237276. Brevet de quinze ans, 23 mars 1894; Gibault, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Robinets automoteurs et servo-moteurs à repoussoir, se fermant seuls.

237277. Brevet de quinze ans, 23 mars 1894; Goussilbac, à Paris, rue Picot, n° 13. — Fabrication du tanin ou acide tannique, soluble et blanc.

237278. Brevet de quinze ans, 23 mars 1894; Dufac, représenté par Coppin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Sécheur surchauffeur à vapeur.

237279. Brevet de quinze ans, 23 mars 1894; Philippart, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Nouveau système de roulement à billes spécialement applicable aux vélocipèdes et autres véhicules.

237280. Brevet de quinze ans, 23 mars 1894; Jacober et Stern, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Nouveau produit translucide dérivé de la cellulose et son procédé de préparation.

237281. Brevet de quinze ans, 27 mars 1894; Latisnière et Lortet, à Gayon (Basses-Pyrénées). — Semoir à maïs, haricots et tous grains.

237282. Brevet de quinze ans, 27 mars 1894; Desardurats, à Saint-Agne (banlieue de Toulouse). — Reconstitution et conservation des vins.

237283. Brevet de quinze ans, 28 mars 1894; Curnier et Fischer, rue Sainte, n° 134, à Marseille. — Carrousel maritime.

237284. Brevet de quinze ans, 24 mars 1894; Jouvet, à Feuquières (Somme). — Perfectionnements dans l'assainissement des ateliers industriels.

237285. Brevet de quinze ans, 23 mars 1894; Romeyer, à Grenoble. — Ciment sélinétique.

237286. Brevet de quinze ans, 24 mars 1894; Pagès, rue du Stand, à Montpellier. — Frigorifère régulateur à air froid, sec ou humide, pour chambres froides destinées à la conservation des viandes et denrées alimentaires ou autres industries, fonctionnant indifféremment à circulation de liquide incongelable ou à détente de gaz directe.

237287. Brevet de quinze ans, 24 mars 1894; Janssen, représenté par Grelet, à Paris, boulevard de Clichy, n° 56. — Caisse à rideaux avec pinces à broche.

237288. Brevet de quinze ans, 24 mars 1894; Janssen, représenté par Grelet, à Paris, boulevard de Clichy, n° 56. — Pince à broche pour rideaux à tirage, etc.

237289. Brevet de quinze ans, 24 mars 1894; Bourdon, à Paris, boulevard de Magenta, n° 26. — Système de chauffage des véhicules de toutes espèces au moyen de la vapeur à basse pression.

237290. Brevet de quinze ans, 24 mars 1894; Kunosy, représenté par Boettcher, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Jeu de dés avec notes de musique.

237291. Brevet de quinze ans, 24 mars 1894; Creteaux, élisant domicile chez le sieur Sagot, à Paris, avenue du Maine, n° 10. — Levier circulaire.

237292. Brevet de quinze ans, 24 mars 1894; Theurkauff, représenté par Parmentier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Support pour mètre de tailleur.

237293. Brevet de quinze ans, 24 mars 1894; Pfeil, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Valise à pupitre.

237294. Brevet de quinze ans, 24 mars 1894; Jules Roller (manufacture générale de caoutchouc), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Dispositif permettant de tirer de la bière ou autres liquides sans produire de mousse.

237295. Brevet de quinze ans, 24 mars 1894; Bonehill, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Moteur à air chaud à foyer sous pression.

237296. Brevet de quinze ans, 24 mars 1894; Volt et Franzé, représentés par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Nouvelle semelle en cuir et son mode de fabrication.

237297. Brevet de quinze ans, 24 mars 1894; Masterman, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Nouveau jeu de société.

237298. Brevet de quinze ans, 24 mars 1894; Mendoza dit Marco, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux châssis-presses photographiques.

237299. Brevet de quinze ans, 24 mars 1894; Guillemot, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Système de contrôle pour voitures publiques.

237300. Brevet de quinze ans, 24 mars 1894; Kùpper, représenté par la société

Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Mur en carreaux possédant dans ses joints montants des canaux avec embranchements dirigés obliquement par en haut.

237301. Brevet de quinze ans, 24 mars 1894; Dargent, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau système de lanterne dite *lanterne militaire de sûreté*.

237302. Brevet de quinze ans, 24 mars 1894; Braquier, représenté par Wattier, à Paris, rue de Mazagran, n° 5. — Corbeille de fleurs en dragées.

237303. Brevet de quinze ans, 24 mars 1894; Mailfert, représenté par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Appareil destiné à la distribution et au contrôle des tickets en général.

237304. Brevet de quinze ans, 24 mars 1894; Mailfert, représenté par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Compositeur perfectionné.

237305. Brevet de quinze ans, 26 mars 1894; Gass, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les machines à broder la toile et autres étoffes.

237306. Brevet de quinze ans, 24 mars 1894; Dupuis, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Mouvement de réveil se remontant tous les huit jours.

237307. Brevet de quinze ans, 24 mars 1894; Kôster, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de fabrication de feuilles de placage artificielles.

237308. Brevet de quinze ans, 24 mars 1894; Didout fils, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Fermeoir automatique pour bourses, blagues, sacs de dames, etc.

237309. Brevet de quinze ans, 24 mars 1894; Anderson, représenté par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux ascenseurs, élévateurs ou autres mécanismes de levage analogues.

237310. Brevet de quinze ans, 24 mars 1894; Perroncito, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouvel insecticide dit *insecticide Perroncito*.

237311. Brevet de quinze ans, 24 mars 1894; Wolff, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Lampe de mineur inéxplosible.

237312. Brevet de quinze ans, 24 mars 1894; Richard, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'éclairage pour machines à coudre.

237313. Brevet de quinze ans, 24 mars 1894; Zinser, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système servant à transporter automatiquement du ciment ou d'autres matières.

237314. Brevet de quinze ans, 24 mars 1894; Vaillant, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de vélodipède avec pédale à mouvement alternatif multiplié.

237315. Brevet de quinze ans, 24 mars 1894; Léon Luchaire et fils (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de lampe portative et inversable.

237316. Brevet de quinze ans, 24 mars 1894; Desruelles, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux appareils stérilisateurs des liquides alimentaires.

237317. Brevet de quinze ans, 24 mars 1894; Wood, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les méthodes de régulation de la distribution de l'électricité et de conversion de son énergie en lumière.

237318. Brevet de quinze ans, 24 mars 1894; société dite *The Gas Traction Company*, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Commande pour locomotives à moteur à gaz ou à huile.

237319. Brevet de quinze ans, 24 mars 1894; société dite *Kölnner Accumulatoren Werke Gottfried Hagen*, représentée par Coppin, à Paris, boulevard Beaumarchais,

n° 95. — Moule perfectionné pour couler les grilles destinées à supporter la masse active dans les accumulateurs d'électricité.

237320. Brevet de quinze ans, 24 mars 1894; société *Duisburger Maschinenbau Actien-Gesellschaft vorm. Becham und Kestmann*, représentée par Coppin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Machine-outil hydraulique à commande indirecte.

237321. Brevet de quinze ans, 24 mars 1894; Clément, représenté par Coppin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau procédé de teinture aux impressions métalliques en feuille ou en poudre obtenues par la lithographie, la typographie, etc.

237322. Brevet de quinze ans, 24 mars 1894; Wolff et Cordonnier, représentés par Coppin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de bandage élastique pour vélocipèdes et autres véhicules.

237323. Brevet de quinze ans, 27 mars 1894, Société générale de bonneterie, à Troyes. — Améliorations apportées dans les organes en mouvement des machines à bonneterie.

237324. Brevet de quinze ans, 30 mars 1894; Delage, à Bourgneuf (Creuse). — Machine destinée à trier toutes les matières employées à la fabrication du papier.

237325. Brevet de quinze ans, Guillot, représenté par la société Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Obturateur pour appareils photographiques.

237326. Brevet de quinze ans, 29 mars 1894; Calland, représenté par les sieurs Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Réservoir mobile applicable aux lavabos à une ou plusieurs places.

237327. Brevet de quinze ans, 29 mars 1894; Berlioz, représenté par les sieurs Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnements dans la confection des malles, valises, coffres et articles analogues.

237328. Brevet de quinze ans, 29 mars 1894; Tinland, à Flaviac (Ardèche). — Nouveau support pour guide-bout, destiné à être utilisé dans les moulineries à soie.

237329. Brevet de quinze ans, 27 mars 1894; Harvey, Amos et Vorwerk, représentés par Wattier, à Paris, rue Mazagan, n° 5. — Nouvelles dispositions maintenant les épaules et le dos, applicables aux sièges de tous genres, chaises, fauteuils, tabourets, etc.

237330. Brevet de quinze ans, 27 mars 1894; Conner, Barker et Moore, représentés par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements aux fusils se chargeant par la culasse.

237331. Brevet de quinze ans, 27 mars 1894; Paix et Vervuet, à Paris, rue Neuve-Popincourt, n° 7. — Tabac-cartouche universel.

237332. Brevet de quinze ans, 27 mars 1894; Saltzkorn et Nicolai, représentés par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Bande enroulée de longueur illimitée pour reliures et assemblages.

237333. Brevet de quinze ans, 27 mars 1894; Tishon-Samml, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouvelle écremeuse centrifuge.

237334. Brevet de quinze ans, 27 mars 1894; Hopkins, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouveau système de machine à additionner, à soustraire et à calculer.

237335. Brevet de quinze ans, 27 mars 1894; Perry, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans des trépieds ou supports pour chambres d'appareils photographiques et autres.

237336. Brevet de quinze ans, 27 mars 1894; Wesson, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les armes à feu revolvers.

237337. Brevet de quinze ans, 27 mars 1894; Fader, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les parapluies, ombrelles et parasols.

237338. Brevet de quinze ans, 27 mars 1894; Tracy, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Tissue perfectionné pour ecclésiastiques ou ételles chirurgicales et autres articles analogues, et sa méthode de fabrication.

339. Brevet de quinze ans, 27 mars 1894; Rostel, représenté par Armengaud, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements dans les bandages spirals.
340. Brevet de quinze ans, 27 mars 1894; Patton, représenté par la société Ay frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux attelages de wagons.
341. Brevet de quinze ans, 27 mars 1894; Couturier, représenté par la société Ay frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Tire-fil à marche continue, destiné à alimenter les machines à fabriquer des pointes de Paris en supprimant tout autre mécanisme.
342. Brevet de quinze ans, 27 mars 1894; de Montrichard, élysant domicile chez M. Cochard, à Paris, avenue d'Iéna, n° 78. — Piston liquide et distributeur à soupapes inversées commandées par un flotteur.
343. Brevet de quinze ans, 27 mars 1894; Davy, représenté par Cassalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les lampes électriques à arc.
344. Brevet de quinze ans, 27 mars 1894; Baudoux et Gobbe, représentés par M. Baudoux, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux fours à creuser de verreries.
345. Brevet de quinze ans, 27 mars 1894; Ballossier, représenté par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Appareil servant à supporter des pièces mécaniques mobiles.
346. Brevet de quinze ans, 27 mars 1894; Lemaud, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine à timbrer.
347. Brevet de quinze ans, 27 mars 1894; Piet et compagnie (société), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication de surfaces de recouvrement pour dallages et revêtements, et produit résultant de cette fabrication.
348. Brevet de quinze ans, 27 mars 1894; Parks, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la construction de machines pour le tissage de bandes et toiles métalliques.
349. Brevet de quinze ans, 27 mars 1894; Barre, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de lit rabattant.
350. Brevet de quinze ans, 27 mars 1894; société des cuivres de France, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication d'un cuivre électrolytique comprimé, applicable aussi aux autres métaux se déposant électrolyse.
351. Brevet de quinze ans, 27 mars 1894; Maillefer, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Boucle spéciale pour chaînes et autres liens.
352. Brevet de quinze ans, 27 mars 1894; Koerting frères (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de lavage pour gaz.
353. Brevet de quinze ans, 27 mars 1894; Beckmann, représenté par la société de Grénès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Chapeau protecteur pour cheminées destiné à la fumée.
354. Brevet de quinze ans, 27 mars 1894; Case, représenté par Coppin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les propulseurs à hélice.
355. Brevet de quinze ans, 27 mars 1894; Mase, représenté par Coppin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Carbonateur continu.
356. Brevet de quinze ans, 27 mars 1894; Bonnamour, représenté par Dupont, à Paris, boulevard Haussmann, n° 135. — Musée antiquaire.
357. Brevet de quinze ans, 27 mars 1894; Fromard, représenté par Armengaud, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Serrure à pompe et à crémone destinées d'appartements et autres.
358. Brevet de quinze ans, 27 mars 1894; Kinzberger et compagnie (société) représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 13. — Pro-

cédé pour fabriquer de nouvelles bases-amido et des matières colorantes azo qui en dérivent.

237359. Brevet de quinze ans, 27 mars 1894; Mac Kay, Hardy et Young, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux extenseurs de tubes.

237360. Brevet de quinze ans, 27 mars 1894; Rouvière, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Pulvérisateur ou vaporisateur à double effet et à nettoyage automatique.

237361. Brevet de quinze ans, 27 mars 1894; P. Ericsson et compagnie (société), représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Persienne-jalousie perfectionnée.

237362. Brevet de quinze ans, 27 mars 1894; Degroote et Durand des Aulnois, représentés par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 2. — Nouveau procédé d'impression en couleur à l'huile sur papier déstriné.

237363. Brevet de quinze ans, 23 mars 1894; Lewie (M^{me}), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les plombs pour fenêtres à vitraux.

237364. Brevet de quinze ans, 27 mars 1894; Subra, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Machine à décortiquer et à dépelliculer la ramie, le chanvre, le lin, etc., en vert ou en sec.

237365. Brevet de quinze ans, 28 mars 1894; Gontard, rue de la Voyette, n° 15, à Ivry-sur-Seine. — Perfectionnements aux machines à filigraner et à gaufrer, soit en feuilles, soit en continu.

237366. Brevet de quinze ans, 28 mars 1894; Wagner, représenté par le sieur Palewski, à Paris, rue du Château-d'Eau, n° 29. — Grille à barreaux doubles, avec circulation d'air à l'intérieur des barreaux qui peuvent en outre être articulés pour un décrassage mécanique par un mouvement qui leur est propre.

237367. Brevet de quinze ans, 28 mars 1894; Gérard, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Support pour le nettoyage des bicyclettes.

237368. Brevet de quinze ans, 28 mars 1894; Milinaire frères (société), à Paris, boulevard Ney, n° 145. — Machine à ailette rotative.

237369. Brevet de quinze ans, 28 mars 1894; Allen, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les claviers électriques pour les machines à écrire, les machines à composer, etc.

237370. Brevet de quinze ans, 28 mars 1894; Janowitz, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les buscs et baleines des corsets.

237371. Brevet de quinze ans, 28 mars 1894; Rau et Wagner, représentés par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements apportés aux manches d'outils de toutes sortes, poignées, boutons pour meubles et fumisterie, etc.

237372. Brevet de quinze ans, 28 mars 1894; Houssa et Heckenbener, représentés par Chevillard, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Couvercle de graisseur à joint étanche.

237373. Brevet de quinze ans, 28 mars 1894; Baldi et Montefiore, représentés par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Nouveau bandage pour roues de vélocipèdes, patins de voyage et autres véhicules.

237374. Brevet de quinze ans, 28 mars 1894; Heilmann, représenté par Dafnzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Machine à vapeur équilibrée à trois cylindres.

237375. Brevet de quinze ans, 28 mars 1894; Mathieu, à Paris, rue de Chateaubriand, n° 29. — Perfectionnements dans le mode d'attache et dans la fabrication des bandages pneumatiques.

237376. Brevet (brevet anglais devant expirer le 20 novembre 1907), pris, le

1894, par Smith et Nugent, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux lampes électriques à incandescence.

87. Brevet de quinze ans, 28 mars 1894; Wittmann, représenté par la société de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les filtres.

88. Brevet de quinze ans, 28 mars 1894; Ougen fils, à Paris, rue des Orteaux. — Nouveau système de fourneau à double réverbération pour chaudières à vapeur de tout genre, soit générateurs, soit chaudières, calorifères à vapeur ou à circulation d'eau.

89. Brevet de quinze ans, 28 mars 1894; Collin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de ceinture à articulation et levier pour le maintien des reins, mobiles pour la contention des hernies et pour remplacer les bandes hypogastriques.

90. Brevet de quinze ans, 28 mars 1894; Wale, représenté par Boulin, à Paris, rue de la Harpe, n° 5. — Caisse d'emballage pour sucres ou autres articles.

91. Brevet de quinze ans, 28 mars 1894; Viehofer et Rehfuess, représentés par Viehofer, à Paris, rue Lagrange, n° 5. — Système d'attaches pour corsets.

92. Brevet de quinze ans, 28 mars 1894; Zelenka, représenté par Coppin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Chaussée-pied.

93. Brevet de quinze ans; 27 mars 1894; Cambon, représenté par Coppin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Mécanisme permettant de faire fonctionner les cloches, signaux, etc.

94. Brevet de quinze ans, 28 mars 1894; Simonot, représenté par Coppin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Couvercle-bouillotte pour ustensiles de cuisine.

95. Brevet de quinze ans, 31 mars 1894; Dubosc, quai de la Paludate, n° 71. — Bouteilles de toutes formes, en bois de toutes sortes, destinées à contenir des liquides divers.

96. Brevet de quinze ans, 31 mars 1894; Schumacher, chemin de la Madrague, n° 40, à Marseille. — Machine à écrire.

97. Brevet de quinze ans, 2 avril 1894; Geoffrion, rue Saint-Ausone, n° 53, à Paris. — Système de chaise démontable et portable.

98. Brevet de quinze ans, 31 mars 1894; Delmiche, à Harnes (Pas-de-Calais). — Application de bandages métalliques aux roues des vélocipèdes, et de sièges ou de pneumatiques aux vélocipèdes.

99. Brevet de cinq ans, 2 avril 1894; Poignon, rue des Halles, n° 6, à Charmes (Aube). — Alambic.

100. Brevet de quinze ans, 31 mars 1894; Chandellier, élisant domicile chez le sieur Morieux, place du Marché, n° 23 bis. — Machine balayeuse à balancier automatique.

101. Brevet de quinze ans, 29 mars 1894; Dauché et compagnie (société), représentée par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Perfectionnement à la fabrication des boîtes à conserves à décollage.

102. Brevet de quinze ans, 29 mars 1894; Mason, représenté par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Appareil vaporisateur servant à l'emploi des produits désinfectants.

103. Brevet de quinze ans, 29 mars 1894; Mason, représenté par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Procédé de désinfection de tous les corps par l'emploi d'un nouveau produit.

104. Brevet de quinze ans, 29 mars 1894; Nachet, à Paris, rue de la Paix. — Instrument destiné à voir les épreuves photographiques polychromes, dit *chromoscope*.

105. Brevet de quinze ans, 29 mars 1894; Sloan, représenté par Armengaud, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Blutoir centrifuge vertical.

106. Brevet de quinze ans, 29 mars 1894; Aron, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Relais pour courants alternatifs.

237397. Brevet de quinze ans, 29 mars 1894; Massin, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Système de vide-tube.

237398. Brevet de quinze ans, 29 mars 1894; Faure, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les jets d'eau portatifs ou fixes.

237399. Brevet de quinze ans, 29 mars 1894; Ed. Vanier et compagnie (société), représentée par Coppin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvel appareil photographique, dit l'*Oméga*.

237400. Brevet de quinze ans, 29 mars 1894; les fils d'Adolphe Mougin (société), représentée par Coppin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Lampe Mougin à foyer fixe et intensité constante.

237401. Brevet de quinze ans, 29 mars 1894; Schultz, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Appareil de contrôle pour le passage au but sur les vélodromes.

237402. Brevet de quinze ans, 29 mars 1894; Herbet, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux mains d'accouplement destinées à la réunion des conduites quelconques et plus particulièrement des conduites de freins des trains de chemins de fer.

237403. Brevet de quinze ans, 29 mars 1894; Bruns, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Taïle.

237404. Brevet de quinze ans, 29 mars 1894; Harmel, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de vélodrome avec commande additionnelle par les mains.

237405. Brevet de quinze ans, 29 mars 1894; Legrand, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de cuves métalliques pour la vinification.

237406. Brevet de quinze ans, 29 mars 1894; société A. Bognier et G. Burad, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — I rnal perfectionné pour femme.

237407. Brevet de quinze ans, 29 mars 1894; société anonyme pour l'exploitation des procédés de Zebrowski, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication d'un nouveau produit ayant la couleur du pouce.

237408. Brevet de quinze ans, 2 avril 1894; Mariy, à Peymirol (Lot-et-Garonne). — Pompe rotative aspirante et refoulante à action continue, désignée sous le nom de Pompe rotative excentricycle, l'anneau de Saturne.

237409. Brevet de quinze ans, 2 avril 1894; Duplaà, élisant domicile rue Jean-Jacques, n° 20, à Toulouse. — Filtre dénommé Filtre Duplaà.

237410. Brevet de quinze ans, 2 avril 1894; Laillet, boulevard d'Alsace-Lorraine, n° 2, à Amiens. — Nouveau crochet de gouttière à pente variable et mobile, système E. Laillet.

237411. Brevet de quinze ans, 2 avril 1894; Baudin, élisant domicile chez le sieur Salmon, hôtel de la Brèche, à Niort. — Porte-plume système Baudin.

237412. Brevet de quinze ans, 30 mars 1894; Boufils, représenté par Chapuis, à Paris, rue Vital, n° 8. — Nouveau procédé de fermeture et d'ouverture facile des boîtes métalliques pour conserves alimentaires ou autres produits.

237413. Brevet de quinze ans, 30 mars 1894; Marié et compagnie (société), représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de cadre croisillonné pour vélocipèdes.

237414. Brevet de quinze ans, 30 mars 1894; Eyzé, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Roue de vélocipède.

237415. Brevet (brevet anglais devant expirer le 22 décembre 1907) pris, le 30 mars 1894, par Spencer et Lermite, représentés par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les coupe-mèches pour lampes.

237416. Brevet de quinze ans, 30 mars 1894; Von Szenimiklosy, représenté par

- Louis Godeman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Pour atteler les omnibus de manière à utiliser leur vel à des transports.
- Brevet de quinze ans, 30 mars 1894; Boze, représenté par la société des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Mécanisme.
- Brevet de quinze ans, 30 mars 1894; Joaze et Biescher, représentés par la société des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Dispositif mécanique pour le transport des malades.
- Brevet de quinze ans, 30 mars 1894; Soler et Pilliet, représentés par la société des inventions modernes, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Procédé et appareil pour la fabrication de l'aluminium pur.
- Brevet de quinze ans, 30 mars 1894; Goussier, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Procédé de fabrication d'un enduit clair pour la pierre de toitures, dit *Diamant*.
- Brevet de quinze ans, 30 mars 1894; Macdonald (M^{re}), représentée par la société des inventions modernes, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Procédé permettant d'obtenir du plomb mélangé de la céruse au moyen des sulfures de plomb.
- Brevet de quinze ans, 30 mars 1894; Ehlis, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de réglage des radiateurs chauffés à vapeur à basse pression, au moyen d'un réservoir d'expansion et d'un distributeur.
- Brevet de quinze ans, 30 mars 1894; Leglay, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de paumelles à crapaudine et chambre à gaz.
- Brevet de quinze ans, 30 mars 1894; Laschet, représenté par Armengaud, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 15. — Perfectionnements dans les pompes à gaz.
- Brevet de quinze ans, 30 mars 1894; Sebille, représenté par la société des inventions modernes, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau système de pompe, dit *le Progress*.
- Brevet de quinze ans, 30 mars 1894; Beausy-Cassard, représentés par la société des inventions modernes, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Système de pompe instantané et infailible, dit *le Rapide*.
- Brevet de quinze ans, 30 mars 1894; Garnard et Blumfeld, représentés par la société des inventions modernes, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Moyen de prise ou de transmission de la force produite par les électro-moteurs.
- Brevet de quinze ans, 30 mars 1894; Kleine, représenté par Coppin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau procédé pour fabriquer des corps de ciment de gypse et d'autres matières semblables.
- Brevet de quinze ans, 30 mars 1894; Young, représenté par la société des inventions modernes, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements apportés à la fabrication du gaz d'éclairage au moyen des huiles minérales et aux appareils employés pour brûler ce gaz ainsi que du gaz à l'eau.
- Brevet de quinze ans, 30 mars 1894; Gautier, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Monocycle stable ou machine vélocipédique.
- Brevet de quinze ans, 30 mars 1894; Ortolan, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Cryptographe *Ortolan*.
- Brevet de quinze ans, 30 mars 1894; Tillet, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Jouets-dessinateurs instructifs pour mouler et en creux tous motifs et sujets quelconques dans le sable, la terre et tous les corps pulvérisés ou friables.
- Brevet de quinze ans, 30 mars 1894; Wiesendanger, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé pour réunir une racine de plante avec une couronne artificielle.
- Brevet de quinze ans, 30 mars 1894; Morghin, à Paris, rue Auguste-Comte, n° 8, à Alger. — Filtre à vin dénommé *le rapide algérien*.

237435. Brevet de quinze ans, 2 avril 1894 ; Vacher, rue Paillon, n° 15, Étienne. — Compensateur automatique pour métiers à tisser.

237436. Brevet de quinze ans, 2 avril 1894 ; Kessler, à Clermont-Ferrand. — Purificateurs et désinfectants de l'urine présentés sous des formes facilement maniables.

237437. Brevet de quinze ans, 31 mars 1894 ; Badin, à Paris, rue du Buisson, n° 11. — Nouvel appareil de natation.

237438. Brevet de quinze ans, 31 mars 1894 ; Corrier, avenue des Bains, n° 46, à Saint-Ouen (Seine). — Nouvelles préparations et dispositions d'un dispositif d'ouverture de boîtes à conserves en métal.

237439. Brevet de quinze ans, 31 mars 1894 ; Halphen, à Paris, rue de Valenciennes, n° 11. — Nouvelle pile thermo-électrique.

237440. Brevet de quinze ans, 31 mars 1894 ; Monard et Crépin, à Paris, rue de Valenciennes, n° 88. — Système d'appareil portatif et automatique pour la préparation de Seltz et toutes boissons gazeuses, dénommé *l'auto-seltzateur*.

237441. Brevet de quinze ans, 31 mars 1894 ; Balny, représenté par Chassey, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans le montage de la roulette dans le jeu appelé roulette.

237442. Brevet de quinze ans, 31 mars 1894 ; Hoheisen et Fieg, repris par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Charnière élastique pour les bracelets.

237443. Brevet de quinze ans, 31 mars 1894 ; Barron, représenté par Buisson, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux pipes.

237444. Brevet de quinze ans, 31 mars 1894 ; de Mooÿ, représenté par Buisson, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Brancard à deux roues pour le transport de fardeaux et de personnes, en particulier des malades et des blessés.

237445. Brevet de quinze ans, 31 mars 1894 ; Ullmann, représenté par Buisson, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Instruments à vent à fonctionnement automatique, s'adaptant à tout instrument à clavier, piano, harmonium, orgue.

237446. Brevet de quinze ans, 31 mars 1894 ; Hartridge, représenté par Buisson, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication perfectionnée de blocs ou briquettes de charbon artificiel.

237447. Brevet de quinze ans, 31 mars 1894 ; Nobel, représenté par Buisson, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Mèches de sûreté.

237448. Brevet de quinze ans, 31 mars 1894 ; Saffi, représenté par Buisson, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Bague à pression de serrage pour le montage des verres à gaz à baguettes.

237449. Brevet de quinze ans, 31 mars 1894 ; Sudre, représenté par Buisson, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Embouchure articulée pour les instruments de cuivre.

237450. Brevet de quinze ans, 4 avril 1894 ; Bréban, à Villers-Cotterets (Aisne). — Soc à betteraves s'adaptant sur tous les semoirs.

237451. Brevet de quinze ans, 4 avril 1894 ; Braham, représenté par Buisson, à Paris, rue d'Amiens, n° 15, à Lille. — Perfectionnements aux mousquetons de sûreté pour les montres.

237452. Brevet de quinze ans, 5 avril 1894 ; Salaud, à Port-Saint-Père (Loiret). — Réaction d'un moteur de poussée sur son moteur mécanique pour les moteurs.

237453. Brevet de quinze ans, 5 avril 1894 ; Clément (les sieurs), à Uzès (Gard). — Panier métallique pour marchand de vin et brasseur.

237454. Brevet de quinze ans, 2 avril 1894 ; Haggas et Heaton, représentés par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements aux poignees.

237455. Brevet de quinze ans, 2 avril 1894 ; Temmel, représenté par Nohain, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Rouleaux de métier à filer, découpés en lanières ou composés de particules, etc., de liège.

237456. Brevet de quinze ans, 2 avril 1894; Van Dieren, représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Allumoir pour becs, lampes et appareils à gaz.

237457. Brevet de quinze ans, 2 avril 1894; Backof, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Tuyère pour feux de forge.

237458. Brevet de quinze ans, 2 avril 1894; Volkert, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Fermeoir à double mécanisme de fermeture.

237459. Brevet de quinze ans, 2 avril 1894; Jost, à Paris, rue Oberkampf, n° 120. — Perfectionnements aux chemins de fer aériens destinés aux usages industriels ou commerciaux ou aux amusements publics.

237460. Brevet de quinze ans, 2 avril 1894; Traub, représenté par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Procédé de préparation des oxyaldéhydes de la série aromatique.

237461. Brevet de quinze ans, 2 avril 1894; Wildsmith, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Nouveau jouet ou jeu.

237462. Brevet de quinze ans, 2 avril 1894; Demenge, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements dans la fabrication des plaques de blindage.

237463. Brevet de quinze ans, 2 avril 1894; société dite *Berliner Gusstahlfabrik und Eisengiesserei Hugo Hariung Aktiengesellschaft*, représentée par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système d'écran s'adaptant dans le carneau ou tube de foyer des chaudières.

237464. Brevet de quinze ans, 2 avril 1894; société dite *The Electric Exploitation Company limited*, représentée par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux piles secondaires ou accumulateurs électriques.

237465. Brevet de quinze ans, 2 avril 1894; James, représenté par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Bordure métallique flexible pour portefeuilles, porte-cartes, etc.

237466. Brevet de quinze ans, 2 avril 1894; Von der Ropp, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil de sauvetage pour noyés.

237467. Brevet de quinze ans, 2 avril 1894; Tédesco, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé de cuisson et de saccharification à haute pression pour la fabrication du sucre et des sirops de dextrose et de maltose, des alcools ou des eaux-de-vie, des mouls de brasserie.

237468. Brevet de quinze ans, 2 avril 1894; Machtolf, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil générateur de vapeur.

237469. Brevet de quinze ans, 2 avril 1894; Belk, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouvel appareil perfectionné pour empêcher les locomotives et autres véhicules de dérailler.

237470. Brevet de quinze ans, 2 avril 1894; Roché fils, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouveau système d'appareil rayeur à quatre couleurs et plus, applicable à toutes les tricotuses.

237471. Brevet de quinze ans, 2 avril 1894; société *Clarke, Chapman and Company limited*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils pour distribuer le fluide moteur dans les moteurs tels que des pompes à vapeur à action directe.

237472. Brevet de quinze ans, 2 avril 1894; société *Clarke, Chapman and Company limited*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés et appareils perfectionnés pour chauffer l'eau d'alimentation, l'envoyer aux générateurs à vapeur et en enlever l'huile et l'air qu'elle contient.

237473. Brevet de quinze ans, 2 avril 1894; Vassiliou, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de lavabo.

237474. Brevet de quinze ans, 2 avril 1894; Jentzsch, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard Magenta, n° 11. — Système de jouet.

237475. Brevet de quinze ans, 2 avril 1894; Chapsal, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Entraîneur automatique des bulles de vapeur et des dépôts pour chaudières à vaporisation rapide.

237476. Brevet de quinze ans, 2 avril 1894; Petitjean, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Système de suspension à élasticité variable pour voitures d'enfants et autres.

237477. Brevet de quinze ans, 2 avril 1894; Bejard fils, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Boîtes de raccordement en acier forgé et embouti, pour tubes de générateurs de vapeur.

237478. Brevet de quinze ans, 2 avril 1894; Heinet, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux chiens en usage dans les mines.

237479. Brevet de quinze ans, 2 avril 1894; Paternoster, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouvelle méthode pour apprendre facilement à jouer du piano.

237480. Brevet de quinze ans, 2 avril 1894; Rowan, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux voitures de tramways à traction mécanique.

237481. Brevet de quinze ans, 2 avril 1894; Mahla frères (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Machine pour la fabrication des boîtes en carton et bois avec agrafes métalliques.

237482. Brevet de quinze ans, 2 avril 1894; Daffoz, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de dynamomètre de rotation.

237483. Brevet de quinze ans, 30 mars 1894; Antoine, représenté par Brocard, rue Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Laveuse photographique pour positive et négative.

237484. Brevet de quinze ans, 2 avril 1894; Biermann, représenté par les sœurs Freydier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Compteur à eau.

237485. Brevet de quinze ans, 5 avril 1894; Granjon, élisant domicile chez le sieur Simon, rue Mercière, n° 72, à Lyon. — Nouveau casse-noisettes.

237486. Brevet de quinze ans, 5 avril 1894; Granon-Pin (dame), représentée par sœurs Freydier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Nouveau corset dit le désirable.

237487. Brevet de quinze ans, 7 avril 1894; Gagnol, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 42, à Lyon. — Nouveau système de guêtres ou jambières hérissées de clous ou pointes en fil de fer ou autre métal, ne permettant plus aux chiens de mordre les mollets des bicyclistes ou velocipédistes.

237488. Brevet de quinze ans, 7 avril 1894; Tamisier, représenté par Brocard, rue Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Nouveau système de serrure incrochetable.

237489. Brevet de quinze ans, 5 avril 1894; Vollaïre, cours Belzunce, n° 40, à Marseille. — Nouveau phonographe dit phonographe Vollaïre.

237490. Brevet de quinze ans, 5 avril 1894; Coullon, à Auxerre. — Machine conique à mouvements verticaux battant les céréales, les légumineux et les graines de plantes fourragères et autres.

237491. Brevet de quinze ans, 3 avril 1894; Gorges, à Paris, rue Beaurepaire, n° 20. — Contrôleur électrique de rondes.

237492. Brevet de quinze ans, 3 avril 1894; Jérôme, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 34. — Perfectionnements aux fers à cheval.

237493. Brevet de quinze ans, 3 avril 1894; Smith, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Composition pour bois de constructions artificiels.

237494. Brevet de quinze ans, 3 avril 1894; Trapp, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Nouvelles planches et panneaux pour construction de bâtiments de toutes sortes.

14. Brevet de quinze ans, 3 avril 1894; Ball, représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements aux tubages métalliques.
15. Brevet de quinze ans, 3 avril 1894; Hœ, représenté par la société Brandon à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les machines à presser les journaux et autres publications analogues.
16. Brevet de quinze ans, 3 avril 1894; Thevenin, à Paris, rue Sainte-Croix-de-Monnoyer, n° 24. — Utilisation du poil de veau, vache, bœuf, chèvre, chameau dans l'industrie textile.
17. Brevet de quinze ans, 3 avril 1894; Priest, représenté par la société Assi, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements au palans et autres appareils analogues.
18. Brevet de quinze ans, 3 avril 1894; Schifferdecker, représenté par la société Assi et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Nouveau jeu de cible avec indicateur.
19. Brevet de quinze ans, 3 avril 1894; Timmis, représenté par la société Assi et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements apportés aux récipients ou réservoirs pour l'emmagasinage de l'air comprimé, gaz, etc.
20. Brevet de quinze ans, 3 avril 1894; Westlake, représenté par la société Assi et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les mailles.
21. Brevet de quinze ans, 3 avril 1894; Duverroier, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouveau système de frein de bicyclette.
22. Brevet de quinze ans, 30 avril 1894; Braun, représenté par Bert, à Paris, rue Saint-Denis, n° 7. — Mécanisme simplifiant le filtrage au tour à vis continu.
23. Brevet de quinze ans, 3 avril 1894; compagnie dite *The Electrical Supply Company*, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil contrôleur pour l'éclairage électrique.
24. Brevet de quinze ans, 3 avril 1894; Conquérant, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Photomètre photométrique.
25. Brevet de quinze ans, 3 avril 1894; Maiche, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé et appareils d'épuration bactériologique de l'eau.
26. Brevet de quinze ans, 3 avril 1894; Maitland, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les théières ou récipients et avertisseur pour inhalations.
27. Brevet de quinze ans, 3 avril 1894; Vaaler, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de télégraphe imprimeur.
28. Brevet de quinze ans, 3 avril 1894; Höfer, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau frein pour bicyclettes.
29. Brevet de quinze ans, 3 avril 1894; Besnard père, fils et gendres (société), représentés par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Appareil destiné au refroidissement des boissons en vue de leur stérilisation.
30. Brevet de quinze ans, 3 avril 1894; Bonicard, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système permettant de maintenir une pression constante dans les générateurs à vaporisation instantanée.
31. Brevet de quinze ans, 3 avril 1894; Marguati et société Miani Silvestri et compagnie, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Disposition produisant le freinage rapide dans les véhicules de chemins de fer et tramways.
32. Brevet de quinze ans, 3 avril 1894; du Brul, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Machine commandée à la main pour la fabrication des rouleaux de cigares.
33. Brevet de quinze ans, 3 avril 1894; Morgan et Loring, représentés par

Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements de machines à rainer.

237515. Brevet de quinze ans, 3 avril 1894; Bervas, représenté par Collet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvel instrument aratoire ou de

237516. Brevet de quinze ans, 3 avril 1894; Pulbrook, représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux bandages pneumatiques.

237517. Brevet de quinze ans, 7 avril 1894; Morstadt, à Port-à-Rinson (L). — Application d'un nouveau mécanisme aux presses et pressoirs en général et *Mécanisme universel et compensateur*.

237518. Brevet de quinze ans, 4 avril 1894; de Colmont, à Paris, rue de la Harpe, n° 13. — Torchon polisseur.

237519. Brevet de quinze ans, 4 avril 1894; Saurel, à Paris, rue Cujas. — Roue de transmission avec changement de vitesse automatique.

237520. Brevet de quinze ans, 4 avril 1894; Guépratte et Bossu, à Paris, rue d'Orléans, n° 32. — Bouchons de sûreté pour liquides volatils et autres

237521. Brevet de quinze ans, 4 avril 1894; Haussner, représenté par Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Appareil de pointage pour bouches à feu.

237522. Brevet de quinze ans, 4 avril 1894; Muller, représenté par B. Muller, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Perfectionnements appliqués et se rapportant aux chaudières à vapeur.

237523. Brevet de quinze ans, 4 avril 1894; Schnekenburger, représenté par J. Schnekenburger, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Fermeture de fenêtre abat-jour.

237524. Brevet de quinze ans, 4 avril 1894; Simpson, représenté par J. Simpson, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Appareil pour sécher les

237525. Brevet de quinze ans, 4 avril 1894; Braunschild, représenté par Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Procédé pour transformer les fibres d'asbeste en corps incandescents pour lampes à incandescence.

237526. Brevet de quinze ans, 4 avril 1894; Gillet, représenté par Ch. Gillet, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Bec à pétrole brûlant avec cheminée.

237527. Brevet de quinze ans, 4 avril 1894; Grivel, rue des Poissonniers, à Neuilly (Seine). — Cadre supplémentaire servant à convertir une bicyclette en

237528. Brevet de quinze ans, 4 avril 1894; Biebuyck, représenté par Arm. Biebuyck, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de porte-étrivières.

237529. Brevet de quinze ans, 4 avril 1894; Etard, représenté par Arm. Etard, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Traitement industriel de l'hydro-silicate de nickel et de l'hydro-silicate de magnésie de la Nouvelle-Calédonie, en matras ou sulfure de nickel.

237530. Brevet de quinze ans, 4 avril 1894; Reisser, représenté par Chas. Reisser, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de margeur automatique pour machines à imprimer.

237531. Brevet de quinze ans, 4 avril 1894; Mahla frères (société), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau procédé pour fabriquer les crampons métalliques pour cartonnages et caisses de toutes sortes.

237532. Brevet de quinze ans, 4 avril 1894; Lesieur, représenté par Chas. Lesieur, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de réveil électrique applicable aux mouvements d'horlogerie.

237533. Brevet de quinze ans, 4 avril 1894; Farmer et les sieurs Storey, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements appliqués à la fabrication de toiles cirées décorées au moyen de couleurs solides, et aux machines employées pour cette fabrication.

237534. Brevet de quinze ans, 4 avril 1894; Craney, représenté par Blétry

boulevard de Strasbourg, n° 2. — Méthode et appareil perfectionnés pour la fabrication de la soude caustique.

66. Brevet de quinze ans, 4 avril 1894; de Mooy, représenté par Blétry aîné, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Tente de campagne pliante dite *tente*.

67. Brevet de quinze ans, 4 avril 1894; Setz, représenté par Blétry aîné, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux brodeuses Heilmann éliminant la force vive résidant dans les chariots en mouvement.

68. Brevet de quinze ans, 4 avril 1894; Devaureix, représentés par Bonnet, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Fôts en terre cuite ou en grès à dents de scie pour les tours à condenser les gaz tels que : acide chlorhydrique, acide nitrique, acide sulfurique.

69. Brevet de quinze ans, 4 avril 1894; Geneste, Herscher et compagnie, représentée par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Robi-sonneur.

70. Brevet de quinze ans, 7 avril 1894; Compagnie des mines d'Anzin, à Lille. — Système de classement, par l'action du vent, de combustibles de très grande dimension.

71. Brevet de quinze ans, 7 avril 1894; Dubuisson, élisant domicile rue de la Vierge, n° 36, à Lille. — Fabrication des parquets, système Dubuisson.

72. Brevet de quinze ans, 10 avril 1894; Lacoux, Pigory et Merlin, à Fourmies (Nièvre). — Porte-allumettes à sonnerie.

73. Brevet de quinze ans, 5 avril 1894; Laurent, à Paris, avenue de Kléber. — Prolongement continu des sons du piano ou autres instruments similaires.

74. Brevet de quinze ans, 5 avril 1894; Ridgway, représenté par la société de la rue de la Harpe, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les ser-

75. Brevet de quinze ans, 5 avril 1894; Bütikofer, représenté par Augier, à Paris, avenue Parmentier, n° 9. — Tachymètre et télémètre combiné pour tous genres de mesures, principalement pour vélocipèdes.

76. Brevet de quinze ans, 5 avril 1894; Chouet dit *Honoré*, à Paris, quai de la Seine, n° 2. — Application du système de vélocipède à toutes les sortes de voi-

77. Brevet de quinze ans, 5 avril 1894; Richard, à Paris, rue des Trois-Couleurs, n° 42. — Indicateur de vitesse.

78. Brevet de quinze ans, 5 avril 1894; Clerc, représenté par Blétry aîné, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Jonction perfectionnée pour carafe à glace et autres flacons et récipients en éléments démontables.

79. Brevet de quinze ans, 5 avril 1894; Brogan et Malloch, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements apportés aux appareils à rouler le verre.

80. Brevet de quinze ans, 5 avril 1894; Didout fils, représenté par Delage, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Perfectionnements aux porte-monnaie, sacs, et autres articles analogues.

81. Brevet de quinze ans, 5 avril 1894; Dronshoult, représenté par Bonnet, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Petit filtre à jus verts.

82. Brevet de quinze ans, 5 avril 1894; Klaine, représenté par Chassevent, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les semailles.

83. Brevet de quinze ans, 5 avril 1894; société dite *The Foreign Chemical and Alloy Syndicate limited*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés à la production du chlore et du plomb, ainsi qu'à la récupération de l'argent que contient le plomb.

84. Brevet de quinze ans, 5 avril 1894; Duchemin, représenté par Chassevent, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil auto-moteur pour l'élevage de l'eau.

85. Brevet de quinze ans, 5 avril 1894; David, Troullier et Adhémar (société),

représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 33. — Nouveau genre de tissu pour rideaux.

237555. Brevet de quinze ans, 5 avril 1894; Marix, représenté par Rembault, à Paris, rue des Marais, n° 87. — Nouveau système de compteurs horaires.

237556. Brevet de quinze ans, 9 avril 1894; Goudeau, à Châtillon-sur-Seine (Côte-d'Or). — Nouveau semoir universel.

237557. Brevet de quinze ans 9 avril 1894; de Beurtmont, avenue Sainte-Marie (château Saint-François), à Arcachon (Gironde). — Ensemble d'appareils assurant la marche plus rapide ou avec une charge plus grande, égale, plus simple et sans arrêt, pour alimentation des voitures à pétrole ou essence minérale.

237558. Brevet de quinze ans, 10 avril 1894; Hégy, à Laveline-devant-Saint-Dié (Vosges). — Appareil régulateur de mouvement de métier à tisser mécanique.

237559. Brevet de quinze ans, 10 avril 1894; Noirot, rue de La Salle, n° 4, à Nancy. — Extrait distillé de café dépourvu de caféine.

237560. Brevet de quinze ans, 11 avril 1894; Rougerie, élisant domicile chez le sieur Rougerie (J.-B.-Alexis), à Aix (Haute-Vienne). — Nouvel instrument de physique, producteur de courants semblables aux courants marins et aux courants aériens, dit *globe marin ou anémogène*.

237561. Brevet de quinze ans, 6 avril 1894; Baruiet, élisant domicile chez le sieur Kriegelstein, à Paris, boulevard Bessière, n° 11. — Cafetière Jean dite *à filtre ascenseur*.

237562. Brevet de quinze ans, 6 avril 1894; Saint-Pierre et Perrin, à Paris, rue Baromée, n° 8. — Nouvelle machine destinée à colorier mécaniquement à l'aquarelle les gravures, affiches, couvertures de livres, images, etc.

237563. Brevet de quinze ans, 6 avril 1894; Quirin, représenté par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Perfectionnements aux cylindres de pression d'étau des machines de filatures pour tous textiles.

237564. Brevet de quinze ans, 6 avril 1894; Bussier, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Ceinture protectrice pour montres de poche.

237565. Brevet de quinze ans, 6 avril 1894; Bornel, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Genre de fleurets ou mèches en acier creux pour perforatrices et autres usages.

237566. Brevet de quinze ans, 7 avril 1894; Lederer, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Nouveau procédé pour fabriquer l'alcool oxybenzylrique et ses homologues.

237567. Brevet de quinze ans, 6 avril 1894; Roman, représenté par Chopin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les alliages d'étain.

237568. Brevet de quinze ans, 6 avril 1894; Choussy, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil hydropneumatique pour la production directe de l'air comprimé et l'élévation des liquides.

237569. Brevet de quinze ans, 6 avril 1894; Bourdon, représenté par Fayolle, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Régulateur de chauffage.

237570. Brevet de quinze ans, 6 avril 1894; Moizard, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils d'horlogerie et remontage automatique.

237571. Brevet de quinze ans, 6 avril 1894; Muller et Roger (société), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de régulateur de pression.

237572. Brevet de quinze ans, 6 avril 1894; Badger (les sieurs), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les coussinets à ailles.

237573. Brevet de quinze ans, 6 avril 1894; de Lapparent, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les pavages en bois.

4. Brevet de quinze ans, 6 avril 1894; Hébert, représenté par Armengaud à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système perfectionné de bibliothèque de manœuvre à rallonge.
5. Brevet de quinze ans, 7 avril 1894; Pétit, représenté par les sieurs Dabreut et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Perfectionnement mécanique Jacquard.
6. Brevet de quinze ans, 11 avril 1894; Seigle-Goujon, représenté par Lépi-Babiloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Application des savons de zint ignés au graissage des cylindres des moteurs.
7. Brevet de quinze ans, 12 avril 1894; Poite, représenté par les sieurs Freyrol et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Cartouches vides en faible résistance.
8. Brevet de quinze ans, 9 avril 1894; Tournade, à Fondettes (Indre-et-Loire). — Système d'urinoir.
9. Brevet de dix ans, 9 avril 1894; Serra, rue Fodéré, à Nice. — Brûleur à brûleur économique Serra.
10. Brevet de quinze ans, 11 avril 1894; Chivert, à Montluçon. — Changement en marche pour vélocipèdes.
11. Brevet de quinze ans, 10 avril 1894; Chaumonde, à Brive (Corrèze). — Système de bouchage de bouteilles.
12. Brevet de quinze ans, 11 avril 1894, Prétat fils, à Saaze (Territoire de Belfort). — Machine à battre le grain.
13. Brevet de quinze ans, 7 avril 1894; de Dietrich et compagnie (société), représenté par le sieur Wolff, à Paris, boulevard de Magenta, n° 37. — Chaudières à vapeur avec tuyaux à ailettes.
14. Brevet de quinze ans, 7 avril 1894; Desmonet, de Bechi et de Montlaur, représentés par la société Santter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les filtres à bougies.
15. Brevet de quinze ans, 7 avril 1894; Niclausse (les sieurs), représentés par Santter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Régulateur automatique de pression pour chaudières à vapeur.
16. Brevet de quinze ans, 7 avril 1894; Pacelli, à Paris, rue des Martyrs. — Fabrication pour ciment à prise lente avec les écailles d'huîtres et de tous coquillages de mer, dénommé Ciment Pacelli.
17. Brevet de quinze ans, 7 avril 1894; Terlinden, représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Robinet-soupape avec corps de soupape en caoutchouc ou autre substance élastique, dispensant de l'emploi du presse-étoupes.
18. Brevet de quinze ans, 7 avril 1894; Fremont, représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Système perfectionné d'appareil de chauffage appliqué au chauffage des voitures et autres véhicules roulant sur routes ou voies ferrées.
19. Brevet de quinze ans, 7 avril 1894; Germain et Jolly, représentés par Santter et de Mestral, à Paris, rue de la Tombe-Issoire, n° 37. — Nouveau procédé de fabrication de verres optiques.
20. Brevet de quinze ans, 7 avril 1894; Rand, représenté par Boettcher, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Perfectionnements apportés au bouchage de bouteilles et autres semblables.
21. Brevet de quinze ans, 7 avril 1894; Hyatt, représenté par la société Santter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnement dans la fabrication de verres optiques.
22. Brevet de quinze ans, 7 avril 1894; Loll, représenté par Boettcher, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Verre à gaz composé d'un assemblage de petits cylindres de verre.
23. Brevet de quinze ans, 7 avril 1894; Siegert, représenté par Boettcher, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Portière de foyer fumivore.

237594. Brevet de quinze ans, 7 avril 1894; Taupin, rue de la Saussière, n° 52, à Boulogne (Seine). — Essuie-rasoirs.

237595. Brevet de quinze ans, 7 avril 1894; Barrière, à Paris, rue des Petits-Champs, n° 41. — Séchoir antiseptique à chaleur directe pour tous les objets de toilette, de coiffure et de chirurgie, instruments, brosses, linges et ustensiles.

237596. Brevet de quinze ans, 7 avril 1894; Blachon et Mimard (société), représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Carabine de salon de tir et de jardin.

237597. Brevet de quinze ans, 7 avril 1894; société alsacienne de constructions mécaniques, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnement apporté à la pince des peigneuses genre Heilmann pour changer facilement la ligne de peignage et régler la propreté des peignes, ainsi que la quantité de blouse.

237598. Brevet de quinze ans, 7 avril 1894; Seillan, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Fermetures par enroulement à barreaux et à lamelles articulées ou à charnières.

237599. Brevet de quinze ans, 7 avril 1894; Lagneau, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système rapide de mise en boîtes d'allumettes achevées.

237600. Brevet de quinze ans, 7 avril 1894; Schwarz, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé et appareil pour l'abatage des roches à l'aide du chlorure iodure ou bromure d'azote.

237601. Brevet de quinze ans, 7 avril 1894; Schwarz, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Moteur au chlorure d'azote.

237602. Brevet de quinze ans, 7 avril 1894; Nabascuès, à Paris, rue de la Tour-d'Auvergne, n° 44. — Piste semi-circulaire à surface gauche ou sphérique pour vélocipèdes, tricycles ou bicyclettes.

237603. Brevet de quinze ans, 7 avril 1894; Alfred Fischesser et compagnie (société), représentée par le sieur Garçon, à Paris, boulevard de la Tour-Maubourg, n° 13. — Procédé de préparation de l'acide 1 naphtylamine 3, 6, 8 trisulfonique au moyen de l'acide 1 nitronaphtaline 3, 8 disulfonique.

237604. Brevet de quinze ans, 7 avril 1894; Bürgin, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux aiguilles à relever ou à repérer à l'usage des imprimeurs et lithographes.

237605. Brevet de quinze ans, 7 avril 1894; Edwards, représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements aux hache-paille.

237606. Brevet de quinze ans, 7 avril 1894; Chutaux, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouvelle pile électrique dite *pile lumière domestique*.

237607. Brevet de quinze ans, 7 avril 1894; Clément et Gilmer (société), représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne Nouvelle, n° 42. — Chambre détective à escamotage perfectionné, dite *l'oméga*.

237608. Brevet de quinze ans, 7 avril 1894; Rolland et Karcher, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de récipient pour le débit sous pression de la bière et autres boissons, dit *cave-pression-glace*.

237609. Brevet de quinze ans, 7 avril 1894; Brandstaedter, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Epierreur-laveur à grains automatique.

237610. Brevet de quinze ans, 7 avril 1894; société *Badische Anilin und Soda Fabrik*, représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de préparation et de teinture de matières colorantes noires pour coton, dérivées des dinitronaphtalines.

237611. Brevet de quinze ans, 7 avril 1894; Lehmann, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Porte-bougies.

237612. Brevet de quinze ans, 7 avril 1894; Parent, représenté par Blétry aîné, à

Brevet de Strasbourg, n° 2. — Procédé de fabrication continue du coke méthydré.

Brevet de quinze ans, 7 avril 1894; Larson, représenté par Armengaud fils, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Disposition du mandrin et arrangement pour soutenir la tige du mandrin dans le laminage des tuyaux minces sur un

Brevet de quinze ans, 7 avril 1894; société industrielle des téléphones (bous électriques, caoutchoucs, câbles), représentée par Armengaud jeune, à boulevard de Strasbourg, n° 23. — Moteur pour la manœuvre électrique, à dissignaux à vue des chemins de fer, système G. Dumont et G. Baignières.

Brevet de quinze ans, 7 avril 1894; Monseran, à Vouthon (Charente). — greffier la vigne.

Brevet de quinze ans, 13 avril 1894; Stot, à Sedan (Ardennes). — Machine de machine Stot.

Brevet de quinze ans, 9 avril 1894; Robier, représenté par Digeon, à Paterrage, n° 19. — Nouveau jeu dit *les sentiers des Ondines*.

Brevet de quinze ans, 9 avril 1894; Renard, à Paris, avenue Parmentier, Mécanisme pour bouton de chemise.

Brevet de quinze ans, 9 avril 1894; Fourcade, à Paris, boulevard de la 27. — Modifications au mouvement de fermetures en fer à volets super-

Brevet de quinze ans, 9 avril 1894; Blokusewski, reprsésenté par la société fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de compte-gouttes.

Brevet de quinze ans, 9 avril 1894; Berlowitz et Salomon, représentés par internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, — Procédé pour la fabrication de tissus compacts et imperméables pour le des personnes tombées à l'eau.

Brevet de quinze ans, 9 avril 1894; Gauizsch, représenté par la société in- des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — aux bcs à incandescence au gaz.

Brevet de quinze ans, 9 avril 1894; Volkmann, représenté par la société Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Porte-journal.

Brevet de quinze ans, 9 avril 1894; Gschwind, représenté par la société Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil pour ac- pianos.

Brevet de quinze ans, 9 avril 1894; Paris, représenté par la société Assi et Paris, rue du Havre, n° 6. — Système d'encrage rapide de la forme dans les employées pour estampiller les caisses, les fûts, les planches, etc.

Brevet de quinze ans, 9 avril 1894; Cornu veuve et fils (société), représen- assevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de tubes de montres, porte-mines, etc.

B. Brevet de quinze ans, 9 avril 1894; Burger (dame veuve), représentée par at, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de plumes pour application directe de broderies.

B. Brevet de quinze ans, 9 avril 1894; Esser, représenté par Blétry aîné, à boulevard de Strasbourg, n° 2. — Arithmoplanimètre perfectionné.

B. Brevet de quinze ans, 9 avril 1894; Klatte, représenté par Blétry aîné, à boulevard de Strasbourg, n° 2. — Utilisation de fosses égalisatrices ou récep- la matière dans le laminage et le forgeage par étampage pour la production pures dans les pièces travaillées.

B. Brevet de quinze ans, 9 avril 1894; Snyers, représenté par Casalunga, à ne des Halles, n° 15. — Construction perfectionnée de brosses et plaques can- employées dans les appareils élastiques de transmission.

B. Brevet de quinze ans, 9 avril 1894; Gläser, représenté par Casalunga, à ne des Halles, n° 15. — Nouveau genre de porte-bougie.

B. Brevet de quinze ans, 9 avril 1894; Charles et Guillaume frères Costa (so-

ciété), représentée par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil photographique Costa pour changement des verres sensibilisés emmagasinés dans la chambre obscure.

237633. Brevet de quinze ans, 9 avril 1894; Kaiser et Schneider, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Platine du fusil de chasse.

237634. Brevet de quinze ans, 9 avril 1894; Pollier, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil d'extraction, de lavage et d'amalgamation pour le traitement des sables et alluvions aurifères.

237635. Brevet de quinze ans, 12 avril 1894; Fortin et Delong, à Beauvais. — Serrure pouvant s'appliquer à tous les genres de serrure, coffrets, instruments, malles, armoires, portes, coffres-forts, etc., dite *serrure simplifiée*.

237636. Brevet de quinze ans, 12 avril 1894; André et Abel, rue d'Aubagne, n° 21, à Marseille. — Appareil hydraulique servant à élever les eaux à des hauteurs illimitées, et se régénérant par lui-même, dit *jongleuse*.

237637. Brevet de quinze ans, 13 avril 1894; Gros, rue de Béthune, n° 24, à Lille. — Trompette contre-basse monstre sans piston.

237638. Brevet de quinze ans, 13 avril 1894; Gengembre, représenté par Smits, rue Solferino, n° 106, à Lille. — Nouvelle distribution pour moteur.

237639. Brevet de quinze ans, 13 avril 1894; Cagnoli frères, boulevard Rambaldi, n° 29, à Nice. — Coupe-œufs à la coque dit *coupe-œufs Cagnoli frères*.

237640. Brevet de quinze ans, 14 avril 1894; Foucault, rue du Mail Clouscau, à Blois. — Système de propulseur dit *ceinture locomotrice*, travaillant par adhérence ou engrenement pour la locomotion sur terre, sur ou dans l'eau, dans l'air.

237641. Brevet de quinze ans, 14 avril 1894; du Bourblanc d'Apreville, rue de Paris, n° 60, à Angers. — Projectile porte-amarre destiné à porter une ligne à un navire naufragé près de la côte.

237642. Brevet de quinze ans, 10 avril 1894; Le Gonziou, à Paris, rue Davier, n° 19. — Distributeur oboloscopique de timbres-poste, tickets, etc.

237643. Brevet de quinze ans, 10 avril 1894; société anonyme *Lawrence electric company*, représentée par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements apportés aux mécanismes des freins.

237644. Brevet de quinze ans, 10 avril 1894; Fitz-Baudolph, représenté par Becker, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les boîtes ou chambres portatives servant au développement des plaques impressionnées dans la photographie.

237645. Brevet de quinze ans, 10 avril 1894; Mithoreau (dame veuve), représentée par Parmentier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Perfectionnements des instruments de musique à pistons.

237646. Brevet de quinze ans, 10 avril 1894; Rouleau, rue des Coutures, n° 5a, à Puteaux (Seine.) — Appareil pour vélocipèdes rendant à volonté la roue motrice indépendante des pédales et permettant à celles-ci d'actionner le frein.

237647. Brevet de quinze ans, 10 avril 1894; Kogler, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 11. — Four avec chauffage par le coke.

237648. Brevet de quinze ans, 10 avril 1894; H. Putsch et compagnie (société), représentée par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Système de porte-couteau pour coupe-racines.

237649. Brevet de quinze ans, 10 avril 1894; Hudson, représenté par Coppin, à Paris, boulevard Beaumarchais n° 95. — Perfectionnements dans les stéréoptiques ou lanternes magiques.

237650. Brevet de quinze ans, 10 avril 1894; Manchon et Allegret (société), représentée par Coppin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé pour imprimer directement l'indigo raffiné ou brut sur tout tissu ou fil réservé.

237651. Brevet de quinze ans, 10 avril 1894; Benedick, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonno-Nouvelle, n° 4a. — Garniture protec-

trice estampée d'une seule pièce de tôle métallique sans soudure, servant de coiffe aux baguettes des châssis de trempage pour machines à allumettes de tous systèmes.

237652. Brevet de quinze ans, 10 avril 1894; Lee, représenté par la société Marillet et Bobelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux appareils à débiter du savon liquide, des parfums, etc.

237653. Brevet de quinze ans, 10 avril 1894; Butler, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine à fabriquer des boîtes, à les remplir, à les munir d'un couvercle à tiroir et à en sceller le couvercle.

237654. Brevet de quinze ans, 10 avril 1894; Macbeth, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les bandages pneumatiques.

237655. Brevet de quinze ans, 10 avril 1894; Biddle et Kennedy, représentés par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les systèmes d'éclairage électrique des véhicules.

237656. Brevet (brevet anglais devant expirer le 4 avril 1908) pris, le 10 avril 1894, par Ritchie, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les tubes pour chaudières à vapeur.

237657. Brevet de quinze ans, 10 avril 1894; Panthonier, représenté par Rinuy, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les véhicules mis en mouvement à l'aide des pieds.

237658. Brevet de quinze ans, 10 avril 1894; Moore, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les garde-chaines pour vélocipèdes.

237659. Brevet de quinze ans, 10 avril 1894; Depenveiller (Émile), élisant domicile chez le sieur Depenveiller (Mathias), à Paris, rue des Batignolles, n° 8. — Avertisseur *Emile Depenveiller*.

237660. Brevet de quinze ans, 10 avril 1894; Biley, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de transmission perfectionnée pour vélocipèdes.

237661. Brevet de quinze ans, 10 avril 1894; Le Brocqoy, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouvelle composition destinée à remplacer le caoutchouc et la gutta-percha.

237662. Brevet de quinze ans, 10 avril 1894; Bradford, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les presses à plaques ou planches d'impression en acier.

237663. Brevet de quinze ans, 10 avril 1894; société dite *Actien Gesellschaft für Anilin-fabrikation*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de préparation de matières colorantes du groupe des indulines.

237664. Brevet de quinze ans, 10 avril 1894; Barbier, Vives et C^{ie}, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Ventilateur *maxima-minima* donnant le maximum de pression pour le minimum de vitesse.

237665. Brevet de quinze ans, 10 avril 1894; Hanauer et Iffer, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Mécanisme de piano.

237666. Brevet de quinze ans, 10 avril 1894; Harrington, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Roulette perfectionnée pour pieds de meubles.

237667. Brevet de quinze ans, 10 avril 1894; Lippert jeune, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Obturateur pneumatique pour appareils photographiques.

237668. Brevet de quinze ans, 10 avril 1894; Olivier, représenté par Menmons, à Paris, rue Tiquetonne n° 62. — Nouveau bandage élastique pour roues de vélocipèdes et autres véhicules.

237669. Brevet de quinze ans, 10 avril 1894; Société de construction mécanique et électrique du Nord, représentée par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Plaques électrodes à libre dilatation pour accumulateurs.

237670. Brevet de quinze ans, 10 avril 1894; Chevalier, représenté par la société

Assi et Genès, à Paris, rue du Havre n° 6. — Instrument servant à prendre les mesures sur le pied et à choisir la forme pour la fabrication des chaussures.

237671. Brevet de quinze ans, 10 avril 1894; Prunier, à Paris, rue Martel, n° 1. — Manivelle articulée à excentrique et à longueur variable, applicable principalement aux vélocipèdes.

237672. Brevet de quinze ans, 10 avril 1894; Colette, représenté par Armand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de direction mobile pour vélocipèdes, permettant de faire concourir l'effort des bras à leur propulsion.

237673. Brevet de quinze ans, 10 avril 1894; Lapoukhine Dimidoff (M^{re}). — Système de coloration naturelle des osiers en vue de la fabrication d'articles de vannerie autres.

237674. Brevet de quinze ans, 10 avril 1893; Lemmon, représenté par Armand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnement de moyens employés pour fermer les enveloppes, les lettres et autres articles semblables.

237675. Brevet de quinze ans, 10 avril 1894; Pelletier, représenté par Armand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de valve à irrigation pour le docteur Auvard.

237676. Brevet de quinze ans, 10 avril 1894; société pour l'exploitation des Zebrowski, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de foyers pour l'utilisation des hydrocarbures préalablement raffinés.

237677. Brevet de quinze ans, 13 avril 1894; Société Camille Brun et fils, représentée par Aulanier, à Saint-Étienne, rue du Haut-Tardy, n° 25. — Système de mécanique pouvant être transformée instantanément, en totalité ou partiellement, en mécanique lève et baisse en une raquette ou Jacquard.

237678. Brevet de quinze ans, 11 avril 1894; Delaurier, à Paris, rue de la Harpe, n° 77. — Monocycle à balancier.

237679. Brevet de quinze ans, 11 avril 1894; Fourchotte, à Paris, rue de la Harpe, n° 10. — Calorifère à air chaud à feu continu.

237680. Brevet de quinze ans, 11 avril 1894; Avrial, représenté par Armand aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements dans la construction des machines à coudre et autres petits outils.

237681. Brevet de quinze ans, 11 avril 1894; Société Gienanth frères, représentée par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Dispositif permettant de manœuvrer d'arracher facilement des papiers détachés, disposés sur un axe, particulièrement les feuilles de papier pour cabinets.

237682. Brevet de quinze ans, 11 avril 1894; Dales, représenté par Nauhaudt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Système de dispositifs perfectionnés pour l'ajustage automatique des coquilles ou coussinets de bielle, et de tout autre mouvement réciproque ou de toute pièce susceptible d'un tel mouvement dans les machines et autres machines.

237683. Brevet de quinze ans, 11 avril 1894; Kuban et Silbermann, représentés par Nauhaudt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Essieu radial pour vélocipèdes roulant sur rails.

237684. Brevet de quinze ans, 11 avril 1894; Société Joh. Friedr. Walzmann et fils, représentés par Nauhaudt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Corps incandescent pour lampes incandescentes au gaz.

237685. Brevet de quinze ans, 11 avril 1894; Huré, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée d'Antin, n° 58 bis. — Machine à fraiser universelle.

237686. Brevet de quinze ans, 11 avril 1894; Quinton, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée d'Antin, n° 58 bis. — Moteur pour bicyclettes et tricycles.

237687. Brevet de quinze ans, 11 avril 1894; Uuden, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée d'Antin, n° 58 bis. — Panneau de parquetage et revêtement pour les fabriquer.

237688. Brevet de quinze ans, 11 avril 1894; Trendel, représenté par Bléry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Bouton de chemise.

1890. Brevet (brevet anglais devant expirer le 24 mai 1907) pris, le 11 avril 1894, Atley et Kerr, représentés par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provençale, n° 59. — Perfectionnements apportés aux moteurs à gaz et à d'autres machines.
1891. Brevet de quinze ans, 11 avril 1894; Vidal, représenté par la société Maet Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau système de dite *attache française*, pour échantillons, papiers d'affaires, enveloppes, etc.
1891. Brevet de quinze ans, 11 avril 1894; Bathias, Desauvay et Bélesta, demeurant à Paris, le 1^{er} rue Montmartre, n° 164; le 2^e rue du Faubourg-Montmartre, n° 28, boulevard Excelmans, n° 21. — Transformation de l'état statique à l'état dynamique par l'utilisation de l'attraction gratuite des aimants naturels ou artificiels.
1892. Brevet de quinze ans, 5 mars 1894; société *Chemische Fabrik auf Actien* (E. Schering), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, — Procédé de fabrication de substances médicamenteuses au moyen du sang, et d'autres séves ou humeurs, ou sécrétions animales.
1893. Brevet de quinze ans, 7 avril 1894; Mille, à Dijon. — Système de bouche à eau et d'arrosage sous trottoir.
1894. Brevet de quinze ans, 11 avril 1894; Hypersiel, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de parachute et guide pour mines et autres.
1895. Brevet de quinze ans, 11 avril 1894; Dardeau, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de lampe à arc à charbons concentrés.
1896. Brevet de quinze ans, 11 avril 1894; Michaud, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux machines à vapeur.
1897. Brevet de quinze ans, 11 avril 1894; Heid, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements aux plaques des trieurs séparateurs.
1898. Brevet de quinze ans, 12 février 1894; Isnard, à Saigon (Cochinchine). — Mécanisme à frein instantané et à encliquetage, par cliquets centrifuges rotatifs pour l'entraînement des roues motrices.
1899. Brevet de quinze ans, 8 mars 1894; France, à Saint-Pierre (Martinique). — Machine à vapeur rotative, marchant avec la vapeur directe et de retour dans une cage complètement fermée à volonté.
1900. Brevet de quinze ans, 13 avril 1894; Craizier et Batault, représentés par leurs Freydier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31 à Lyon. — Compresseur à électricité.
1901. Brevet de quinze ans, 13 avril 1894; Tardy, représenté par les sieurs Lépiet et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnements aux appareils photographiques.
1902. Brevet de quinze ans, 14 avril 1894; Beck (les sieurs), représentés par Freydier-Dubreul et Janicot, à Lyon, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31. — Composteur pour engrais.
1903. Brevet de quinze ans, 14 avril 1894; Bois, représenté par les sieurs Freydier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Nouveau coffret à serrure s'ouvrant sans clef, dit *coffret-fee*.
1904. Brevet de quinze ans, 14 avril 1894; Refves et Street, représentés par les sieurs Freydier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Perfectionnements dans les appareils actionnés par la chute d'une pièce de monnaie, destinés spécialement pour l'exhibition de gravures.
1905. Brevet de quinze ans, 16 avril 1894; société Bouvet frères, rue Vendôme, n° 7, à Lyon. — Canne-siège.
1906. Brevet de quinze ans, 14 avril 1894; Von Koppelow, représenté par Labatu, à Villiers (Seine-Inférieure). — Serrure de sûreté à pêne sans ressort.
1907. Brevet de quinze ans, 14 avril 1894; Kreft, représenté par Labatu, à Villiers (Seine-Inférieure). — Façons de forme particulière destinées à la fabrication de pièces d'ouvrage pour fourches à foin, fumier, à betteraves, etc.

237708. Brevet de quinze ans, 14 avril 1894; Griesser-Margraf, représenté par Delpey, rue de Bausset, n° 16, à Marseille. — Agencement de robinets permettant la vidange ou écoulement total du liquide.

237709. Brevet de quinze ans, 14 avril 1894; Saint-Léger, représenté par Brunswick, rue d'Amiens, n° 15, à Lille. — Cartes-bobines pour fil à coudre.

237710. Brevet de quinze ans, 16 avril 1894; Marmet, rue des Orphelins, n° 41, à Tourcoing. — Perfectionnement ou amélioration apporté aux robinets à vapeur, eau ou autres.

237711. Brevet de quinze ans, 12 avril 1894; Tiffereau, à Paris, rue du Théâtre, n° 130. — Perfectionnements aux sabliers compteurs et aux sabliers ordinaires.

237712. Brevet de quinze ans, 12 avril 1894; Garnier et Delannoy, représentés par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Mouvement pédalier applicable aux véhicules automobiles.

237713. Brevet de quinze ans, 12 avril 1894; Volkert, représenté par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Anse (ou cadre) dont la fermeture s'ouvre au moyen d'un appareil secret.

237714. Brevet de quinze ans, 12 avril 1894; Honig, représenté par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Raceord pour luyaux.

237715. Brevet de quinze ans, 12 avril 1894; Hueber, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système d'arrachage pour peigneuse laine et coton de tous genres.

237716. Brevet de quinze ans, 12 avril 1894; société anonyme des manufactures des glaces et produits chimiques de Saint-Gobain, Chauny et Cirey, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de traitement par le cuivre des eaux provenant du lavage de résidus de pyrites cuivreux ou non, afin d'obtenir des sulfates métalliques mixtes anhydres ou cristallisés utilisables par le commerce et l'agriculture.

237717. Brevet de quinze ans, 12 avril 1894; Marty, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 47. — Nouveau mécanisme de transmission de mouvement pour vélocipèdes.

237718. Brevet de quinze ans, 12 avril 1894; Duchenne, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Album à feuilles mobiles.

237719. Brevet de quinze ans, 12 avril 1894; Schredelin, à Paris, rue Pierre-Dupont, n° 6. — Pompe pour incendie, montée sur vélocipèdes fonctionnant par le mouvement des pédales.

237720. Brevet de quinze ans, 12 avril 1894; société Liebel et Burkert, représentée par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Queue de billard à bout pourvu d'un procédé ajustable.

237721. Brevet de quinze ans, 12 avril 1894; Dormoy, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Templet ou appareil à tendre la toile sur métier à tisser.

237722. Brevet de quinze ans, 12 avril 1894; Jarquet, représenté par Piéplu, à Paris, rue Bréa, n° 10. — Roulettes sphériques pour meubles.

237723. Brevet de quinze ans, 12 avril 1894; Meurgey, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Nouvelle canne-parapluie.

237724. Brevet de quinze ans, 12 avril 1894; Robineau, représenté par Coppin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de transmission par corde pour cycles, dit *multitendeur*.

237725. Brevet (brevet anglais devant expirer le 14 octobre 1907) pris, le 22 avril 1894, par Williams, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés et appareils perfectionnés pour courber des bandes de métal avec des rebords en section transversale.

237726. Brevet de quinze ans, 10 avril 1894; Faure et Casalonga, représentés par Casalonga, à Paris, rue des Haies, n° 15. — Système de voies souterraines mobiles.

7727. Brevet de quinze ans, 12 avril 1894; Braodstaedter, représenté par ~~son~~ à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Transporteur.
7728. Brevet de quinze ans, 12 avril 1894; Dravdal, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouvelle méthode de préparation des ma-
tières premières destinées à la fabrication du ciment de Portland.
7729. Brevet de quinze ans, 12 avril 1894; Dupont, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Régulateur à remontage annuel pour mou-
vements d'horloges et autres.
7730. Brevet de quinze ans, 12 avril 1894; Lecornu et Raynaud, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Parfums solidifiés acétiques ou
anioniaux dits crayons acétiques ou ammoniacaux.
7731. Brevet de quinze ans, 12 avril 1894; Meyer, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements à la cardé pour laine
et autres fibres.
7732. Brevet de quinze ans, 12 avril 1894; Mondange (M^{me} veuve), représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Application de la publicité
aux publications de musique, partitions, morceaux, chansons, etc.
7733. Brevet de quinze ans, 12 avril 1894; Neumann, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Sonnerie électrique polyphone.
7734. Brevet de quinze ans, 12 avril 1894; Smith, représenté par la société Louis
Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements
aux appareils d'ébullition pour fabrication de conserves alimentaires.
7735. Brevet de quinze ans, 12 avril 1894; Alsina, représenté par la société
Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Nouveau
procédé pour former des joints hermétiques et résistants, à l'aide des platines des
réservoirs quelconques.
7736. Brevet de quinze ans, 12 avril 1894; Mays, représenté par la société
Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Procédé et
appareils pour épurer le plomb fondu et pour le séparer de tous métaux étrangers.
7737. Brevet de quinze ans, 12 avril 1894; Cuairan, représenté par la société
Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfection-
nements à la fabrication de bougies, chandelles, cierges, flambeaux, etc., moulés.
7738. Brevet de quinze ans, 12 avril 1894; Puntchart et Presser, représentés
par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6.
Nouvel instrument pour faire les hachures et les divisions.
7739. Brevet de quinze ans, 13 avril 1894; de Marc, à Paris, rue Lomercier,
24. — Ejecteur à gaz.
7740. Brevet de quinze ans, 13 avril 1893; Schanz, représenté par la société in-
ternationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. —
Appareil de déplacement de l'axe porte-notes de boîtes à musique.
7741. Brevet de quinze ans, 13 avril 1894; Adler, représenté par la société in-
ternationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. —
Appareil pour l'émission automatique d'un signal acoustique et pour la manœuvre
automatique du frein des trains de chemins de fer.
7742. Brevet de quinze ans, 13 avril 1894; Mack, représenté par la société in-
ternationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. —
Procédé de fermeture pour poches.
7743. Brevet (brevet anglais devant expirer le 14 juillet 1907) pris, le 13 avril
1894, par Schreiber, représenté par la société internationale des inventions modernes,
à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements aux pianos.
7744. Brevet de quinze ans, 13 avril 1894; Klein, représenté par la société in-
ternationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. —
Procédé de mouture à malt.
7745. Brevet de quinze ans, 13 avril 1894; Schrader, représenté par la société
internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. —
Enveloppe protectrice en cuir pour bandages pneumatiques de vélocipèdes.

237746. Brevet de quinze ans, 13 avril 1894; Katiwinkel, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Appareil pour le rincement des bouteilles, cruchons et autres.

237747. Brevet de quinze ans, 13 avril 1894; Golay, représenté par Louis Paris, rue de Lourmel, n° 19. — Moteur au pétrole spécial pour véhicules légers.

237748. Brevet de quinze ans, 13 avril 1894; société Sautter, Harlé et compagnie, représentée par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Nouveau système de machines à courants alternatifs simples ou polyphasés.

237749. Brevet de quinze ans, 13 avril 1894; Riley, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil perfectionné destiné à être adjoint aux laminoirs employés en métallurgie pour incliner ou retourner et placer les masses ou pièces de métal sur lesquelles on opère.

237750. Brevet de quinze ans, 13 avril 1894; Wallach, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les brosses.

237751. Brevet de quinze ans, 13 avril 1894; Trigwell, représenté par Bonin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux bandes pneumatiques pour roues de vélocipèdes et autres véhicules.

237752. Brevet de quinze ans, 13 avril 1894; Piron, représenté par Bonin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans le procédé d'incendement des appareils de chauffage à milieu réchauffé par intermittence.

237753. Brevet de quinze ans, 13 avril 1894; de Coupade, représenté par Coupade, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné d'extinction des incendies et son application comme pulvérisateur pour les plantes.

237754. Brevet de quinze ans, 13 avril 1894; Wendell, représenté par Bonin jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machines pour repasser les vêtements d'autres usages.

237755. Brevet de quinze ans, 13 avril 1894; société dite *The European Camera Company limited*, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les obturateurs photographiques.

237756. Brevet de quinze ans, 13 avril 1894; Reinecke, représenté par Bonin, à Paris, rue Lagrange, n° 5. — Procédé pour transférer les imprimés sur les pierres lithographiques.

237757. Brevet de quinze ans, 13 avril 1894; société *Badische Anilin und soda Fabrik*, représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Transformation des rhodamines en colorants plus bleuâtres.

CERTIFICATS D'ADDITION.

Caraman, Vassel et compagnie (Société), 30 mars 1894, brevet 2049015. (Système de tubage des chaudières à vapeur.)

Maiche, 29 mars 1894, brevet 235210. (Nouveau procédé et moyens de production de la vapeur.)

Bonicard, 3 avril 1894, brevet 237054. (Générateur mixte pour la vapeur.)

Blancq frères et Prangère-Duchemin (Société), 30 mars 1894, brevet 213936. (Perfectionnements au métier à tricoter système Berchon.)

Fillion (D'), 31 mars 1894, brevet 216366. (Blanc soluble à l'eau froide dit blanc *Fillion*.)

Caillette, 31 mars 1894, brevet 181475. (Nouveau système de terrasse en ciment.)

Blanc, 3 avril 1894, brevet 217827. (Carrelages hygiéniques en bois mosaïques.)

Samain, 28 mars 1894, brevet 232878. (Appareil de chasse automatique pour water-closets et autres usages.)

Haffner, 3 avril 1894, brevet 227032. (Nouveaux perfectionnements apportés à la construction des coffres-forts et coffrets de sûreté.)

- adjean, 24 mars 1894, brevet 223683. (Perfectionnements apportés à la vitesse mouvement rotatif de bicyclettes, tricycles, etc.)
- , 15 mars 1894, brevet 228650. (Manège de vélocipèdes à piste verticale sans cycle-piste.)
- et, 15 mars 1894, brevet 228941. (Bandage pneumatique pour roues de vélocipèdes et autres véhicules.)
- et, 20 mars 1894, brevet 229981. (Système perfectionné de vélocipèdes à bande par leviers.)
- in, 20 mars 1894, brevet 230245. (Véhicule dénommé *le cyclomnibus*.)
- et Huzelstein, 17 mars 1894, brevet 234702. (Perfectionnements dans les roues, les fourreaux de fourches de vélocipèdes et leur ajustage.)
- an, 29 mars 1894, brevet 236458. (Système de caoutchouc pneumatique pour vélocipèdes, dit *incroyable à air cloisonné Nathan*.)
- es, 3 avril 1894, brevet 227248. (Modification dans l'emploi des silicates pour la fabrication des marbres artificiels insolubles très durs, se moulant et prise comme le plâtre sans pression ni appareils spéciaux.)
- akenberg, 2 avril 1894, brevet 236494. (Matelas à démonter.)
- été Badisch, Anilin und Soda Fabrick, 27 mars 1894, brevet 189359. (Préparation d'une nouvelle classe de matières colorantes par condensation d'amines aromatiques avec les dérivés mononitrés des métamidophénols dialkylés.)
- Durand, Huguenin et compagnie (Société), 21 mars 1894, brevet 227474. (Fabrication de nouvelles matières colorantes teignant le coton sans mordant dérivées des produits de condensation de l'aldéhyde formique avec la benzidine, la tolidine ou la séidine.)
- Durand, Huguenin et compagnie (Société), 21 mars 1894, brevet 229422. (Production des matières colorantes nouvelles dérivées de nouvelles bases diamidées asymétriques.)
- ebonvier, 31 mars 1894, brevet 208098. (Siphons isolateurs pour conduite de gaz.)
- de Mare, 30 mars 1894, brevet 235238. (Fabrication du tissu irradiant des lampes à incandescence par les hydrocarbures.)
- de Mare, 30 mars 1894, brevet 235238. (Fabrication du tissu irradiant des lampes à incandescence par les hydrocarbures.)
- ardon, 28 mars 1894, brevet 207446. (Broyeuse-teilleuse pour lin et autres textiles.)
- ardon, 28 mars 1894, brevet 208422. (Broyeuse-teilleuse pour matières textiles.)
- édé aîné, 24 janvier 1894, brevet 218087. (Charrette anglaise pliante.)
- uat, 27 janvier 1894, brevet 219203. (Système de machine à boiter les roues.)
- errier, 23 janvier 1894, brevet 229315. (Bandage pneumatique perfectionné.)
- réard, 24 janvier 1894, brevet 232472. (Selle mobile articulée pour vélocipèdes, tricycles, etc.)
- Renard-Mauroux, 26 janvier 1894, brevet 233650. (Bandage de pneumatique pour roues de vélocipèdes et autres véhicules, dit *pneumatique Renaud*.)
- er Villervé, 25 janvier 1894, brevet 235109. (Nouveau protecteur pour bandages pneumatiques, dit *le protecteur-cuirasse*.)
- Raygasse, 31 mars 1894, brevet 232315. (Banquette-lit-marine.)
- Chabeault, 6 avril 1894, brevet 220419. (Application des accumulateurs et des prises de courant combinés à la traction électrique sur voies ferrées.)
- Carron, 30 mars 1894, brevet 229554. (Balais compound pour machine dynamo-électrique.)
- Piedfort, 29 mars 1894, brevet 228188. (Procédé et mécanisme permettant de réaliser la télégraphie multiple.)
- Société dite *Altien Gesellschaft für Anilin-Fabrikation*, 28 mars 1894, brevet 236857. (Procédé pour la production des acides phénolcarboniques.)

Danonneville, 15 mars 1894, brevet 234499. (Système de bouchage hermétique des vases sans cordon supérieur.)

Mercadier et Anizan, 20 mars 1894, brevet 226288. (Nouveau système de microphone.)

Flach et Barboteau, 22 mars 1894, brevet 230567. (Nouveau système de cachet pharmaceutique et ses procédés de fabrication.)

Waché-Locoge et compagnie (société), 12 mars 1894, brevet 232298. (Procédé de traitement des salins de betteraves.)

Laird, 29 mars 1894, brevet 224166. (Procédé de production des gaz et appareil pour utiliser le gaz produit au chauffage.)

Blot, 27 mars 1894, brevet 230422. (Perfectionnements apportés à la construction des accumulateurs genre Planté.)

Dujardin, 27 mars 1894, brevet 230889. (Perfectionnements dans les accumulateurs électriques.)

Dufour, 15 mars 1894, brevet 228739. (Procédé assurant la conservation et le débit, à l'état parfaitement clair, des bières du Nord pendant les grandes chaleurs.)

Rivière, 16 mars 1894, brevet 203644. (Nouvelle méthode de saponification des corps gras.)

Pécavel, 27 mars 1894, brevet 228657. (Filtre destiné au filtrage des vins ou alcools.)

Société dite *The Phonopore Company limited*, 7 mars 1894, brevet 235488. (Perfectionnements dans les instruments récepteurs et les relais électriques.)

Walch, 15 mars 1894, brevet 228847. (Perfectionnements apportés aux machines à museler les bouteilles.)

Tournu, 27 mars 1894, brevet 220756. (Arroseur circulaire, oscillant, automatique.)

Coignet, 20 mars 1894, brevet 229854. (Nouvel insecticide contre le phylloxera et autres maladies de la vigne.)

Lelarge, 17 mars 1894, brevet 219284. (Système de robinet.)

Farnet, 27 mars 1894, brevet 229769. (Agrafe Farnet à ressort perfectionné.)

Hottelart (les sieurs), 3 mars 1894, brevet 225063. (Nouveau perfectionnement au harnachement du cheval, dit *parachute du cheval*.)

Staples, 5 mars 1894, brevet 224441. (Perfectionnements dans les ressorts de meubles.)

Pascal, 8 mars 1894, brevet 234404. (Sommier à bascule à double évolution, dit *sommier français*.)

Chibout, 6 mars 1894, brevet 233880. (Bouilloire tubulaire économique.)

Favet, 9 mars 1894, brevet 235935. (Fer clavette à chauffage intérieur et cheminée à double tirage.)

Lanusse, 3 mars 1894, brevet 226563. (Seau hygiénique.)

Léoni, 31 mars 1894, brevet 222394. (Système perfectionné de distributeur automatique des liquides.)

A. Lenègre et compagnie (société), 17 mars 1894, brevet 207911. (Genre d'album permettant la reliure instantanée des photographies et autres images sur cartons.)

Maris, 27 février 1894, brevet 228762. (Procédé de préparation, par digestion artificielle, de tous genres d'aliments pour la nourriture de l'homme et des animaux.)

Brougier, 24 février 1894, brevet 229579. (Procédé d'amélioration de la qualité des cafés.)

Fjelstrup, 24 janvier 1894, brevet 231494. (Procédé perfectionné pour la fabrication des conserves.)

Flosse, 24 mars 1894, brevet 234957. (Tissu spécial en écorce de raton pour coiffures militaires et autres.)

Verdun, 17 février 1894, brevet 228065. (Procédé permettant de perpétuer l'odeur du camphre et autres produits similaires.)

Douquinat, 28 février 1894, brevet 232553. (Nouveau système de caisse automatique mobile et démontable.)

Société dite *Chemische Fabrik auf actien (vorm. E. Schering)*, 27 février 1894, brevet 236178. (Procédé de fabrication de couches, pellicules ou plaques insolubles dans l'eau, avec des matières semblables à la colle, pour opérations photographiques, et procédé de durcissement de gélatine sensible ou de couches gélatineuses sensibles et d'images photographiques obtenues avec de la gélatine sensible ordinaire.)

Montupet, 23 février 1894, brevet 219844. (Condenseur à surface avec tubes à dilatation fibre.)

Bourdon, 24 février 1894, brevet 226433. (Producteur de vapeur à faible pression, dit *vaporigène*, et ses applications.)

Société «la Manufacture lyonnaise de matières colorantes», 19 février 1894, brevet 201770. (Procédé de fabrication de colorants dérivant de l'acide γ amido-*amphotonocoulomique*.)

Varenne, 1^{er} mars 1894, brevet 225387. (Appareil à rectifier les alcools ou à séparer, par distillation, les liquides mélangés.)

Grosjeu, 26 février 1894, brevet 233959. (Urinal à l'usage des dames âgées.)

J. Guibert et compagnie (Société), 27 février 1894, brevet 235529. (Support de cycles au repos dit *l'universel*.)

Dufrène et Jaquemot (Société), 27 février 1894, brevet 235864. (Système d'ouverture des châssis à bascule par commande, à croisillon articulé.)

Nicot, 1^{er} mars 1894, brevet 220571. (Réfrigérant à récipients isolateurs et tubes évacuateurs du liquide chaud pendant la distillation.)

Compagnie de l'industrie électrique, 28 février 1894, brevet 225578. (Machine dynamo-électrique à courant continu ou alternatif.)

Petschel, 24 février 1894, brevet 230237. (Procédé et disposition de fabrication d'emballage des batteries secondaires.)

Lambon, 29 mars 1894, brevet 234906. (Graphidotome.)

Quernel, 25 mars 1894, brevet 213981. (Système de distributeur automatique de cartes pour machines à imprimer à platines.)

Carré, 30 mars 1894, brevet 222776. (Perfectionnements des embouchures des instruments de musique en cuivre par l'addition à celles-ci d'une rondelle, forme couronne, en caoutchouc.)

Bienvenu et Rigaux, 24 février 1894, brevet 235040. (Compteur à gaz à paiement préalable.)

Société dite *Action-Gesellschaft für anilin Fabrikation*, 22 février 1894, brevet 234521. (Procédé de préparation de bases nouvelles au moyen de chrysoidines; transformation de ces bases en acides mono et disulfoconjugués et préparation de matières colorantes en dérivant.)

Coignet, 1^{er} mars 1894, brevet 233696. (Perfectionnements dans les constructions en ciment avec ossature métallique.)

Hope-Jones, 22 février 1894, brevet 226104. (Perfectionnements aux organes ou autres instruments de musique analogues.)

Porteau, 24 février 1894, brevet 227772. (Nouveau grès cérame à feu et procédé de fabrication qui s'y rapporte.)

Belvillatte, 20 février 1894, brevet 229439. (Coiffe de chaussure.)

Gaillard, 21 février 1894, brevet 232410. (Agnafe automatique pour sermettre de chaussure.)

Bachan fils, 22 février 1894, brevet 235604. (Semelle de corde bordée cuir avec pointes en dessus dénommée *la durable*.)

Soldwyder, 28 février 1894, brevet 230941. (Nouveau système de lampe à arc voltaïque.)

Dathis fils, 20 février 1894, brevet 233422. (Appareil de chauffage aspirant et éliminant les gaz impurs et la buée.)

Dupont et Cruvelier (Société), 24 mars 1894, brevet 229460. (Mitaine d'été brodée mécaniquement et ses moyens de fabrication.)

Haegermann, 22 février 1894, brevet 231590. (Parapluie de poche.)

Camion frères (Société), 21 février 1894, brevet 232000. (Système complet de porte-parapluie ou canne, spécialement applicable aux prie-dieu.)

Millet, 22 février 1894, brevet 218749. (Garniture alvéolaire pour roues de véhicules.)

Rocher, 23 février 1894, brevet 235374. (Perfectionnements dans la construction des vélocipèdes.)

Nagel, 23 février 1894, brevet 233762. (Appareil de production d'eau distillée et stérilisée.)

Canet, 20 février 1894, brevet 236072. (Affût à tir rapide monté sur roues.)

Grosselin père et fils (Société), 23 février 1894, brevet 187203. (Système perfectionné de machine à lainer, à chardons métalliques et à énergie variable.)

Société *Farbenfabriken vorm. Fried. Bayer und Co.*, 12 mars 1894, brevet 227675. (Procédé pour la préparation des dérivés de la β naphtoquinone et de la β naphthohydroquinone.)

Société *Badische anilin und Sodafabrik*, 10 mars 1894, brevet 234029. (Production de nouveaux composés pouvant servir à préparer des combinaisons diazoïques, et leur application à la fabrication des matières colorantes.)

Dantzer et Camuset, 17 mars 1894, brevet 214776. (Nouveau genre d'essoreuse continu.)

Bonnemain, 14 mars 1894, brevet 232684. (Décoration sous miroir, glace de tout genre.)

Société française d'armes portatives, 13 mars 1894, brevet 209916. (Fusil à répétition, à fermeture en deux temps et à pontet-magasin.)

Escalup, 22 février 1894, brevet 232673. (Système de frein à transmission funiculaire directe invisible pour bicycles, bicyclettes et tricycles.)

Revel, 17 février 1894, brevet 233775. (Nouveau moteur de vélocipède.)

Debas, 17 février 1894, brevet 233798. (Perfectionnements aux pédales des vélocipèdes, bicycles, etc.)

Struuck, 10 février 1894, brevet 234862. (Appareil formant étrier à ressort de vélocipède et ayant pour but l'accélération de la vitesse, une diminution d'efforts, une facilité très grande pour graver les côtes et une sécurité complète pour les descender.)

Biard, 8 mars 1894, brevet 230081. (Perfectionnements dans les garnitures et dispositions des fenêtres.)

Greffe, 3 mars 1894, brevet 233575. (Système de charpente volante, tente-abri à l'usage des forains, chantiers en plein vent, etc.)

Tribes, 3 mars 1894, brevet 227248. (Modification dans l'emploi des silicates solubles pour la fabrication des marbres artificiels insolubles, très durs, se moulant et faisant prise comme le plâtre sans pression ni appareils spéciaux.)

Greil, 10 mars 1894, brevet 230504. (Système de moteurs à vapeur sans pistons.)

Maillet, 5 mars 1894, brevet 203973. (Perfectionnements apportés aux métiers à tulle et soieries de tous systèmes fonctionnant par la Jacquard.)

Leblois, Piceni et compagnie (Société), 23 mars 1894, brevet 213001. (Procédés et appareils spéciaux permettant de faciliter le séchage de toutes matières textiles prises à l'état de mèches ou rubans.)

Estienne, 16 mars 1894, brevet 229095. (Système de machine à décortiquer la ramie et autres plantes, feuilles ou matières textiles.)

Verschave fils et Bedet, 14 février 1894, brevet 235270. (Système de fabrication des cadres de vélocipèdes en tôle emboutie et agrafée.)

Welch, 9 février 1894, brevet 235401. (Perfectionnements dans les garnitures pneumatiques pour roues de vélocipèdes et autres véhicules.)

- er et Adler, 12 février 1894, brevet 234656. (Baudage et jointe dit *Arrekto* *Procédé*.)
- er, 19 février 1894, brevet 235982. (Servante, dénommée *servante-bicyclette*, *est à la pédale de la bicyclette et du tandem*.)
- er fils, 6 mars 1894, brevet 235595. (Réservoir de chasse à tirage et à alimentation instantanée et automatique.)
- ai, 3 mars 1894, brevet 228279. (Procédé à l'effet de souder l'aluminium et *autres métaux*.)
- mer, 5 mars 1894, brevet 231657. (Perfectionnements à l'extraction électrolytique du nickel, du cobalt, du zinc, de l'étain, du plomb et du cuivre.)
- veau, 16 mars 1894, brevet 230683. (Fabrication sur les métiers à mailleuses, *en tricot circulaire maille unie, à dessin, dit tricot tramé à dessins en long en trames, matières et qualités*.)
- re, 10 mars 1894, brevet 228602. (Transmission de mouvement par serrage *de des poulies en contact, système Singre et Paris*.)
- et, 13 mars 1894, brevet 230480. (Perfectionnements à la mécanique d'armure *double à accorçage*.)
- é, 20 février 1894, brevet 230413. (Système de tramways à air comprimé ou *vide, à dispositif d'alimentation facultative pendant la marche*.)
- ou, 19 février 1894, brevet 234069. (Dispositif permettant de mettre les trains *en communication télégraphique constante et directe avec les stations ou les qui circulent sur la même voie*.)
- ia, 28 février 1894, brevet 209277. (Chaudière démontable, système Hidieu.)
- midt, 20 février 1894, brevet 229351. (Nouvelle combinaison d'hélice à force *humaine*.)
- ure, 20 février 1894, brevet 229450. (Tampon destiné à la fermeture her- *metique des regards de visite et de dégorgeement des canalisations du tout à l'égout*.)
- in, 22 février 1894, brevet 232878. (Appareil de chasse automatique pour *oiseaux et autres usages*.)
- é dite *Ateliers de constructions Ruti*, 28 février 1894, brevet 236026. (Nouveau *système de chasse alternante pour navettes*.)
- é générale de bonneterie de Troyes, 5 mars 1894, brevet 233104. (Perfec- *tionnements aux métiers à bonneterie*.)
- urier, 12 février 1894, brevet 176312. (Perfectionnements apportés aux distri- *butions d'engrais et autres matières analogues*.)
- urier, 13 février 1894, brevet 228943. (Pressoir continu horizontal à tables arti- *culées sans fin et filtrantes*.)
- tiot, 16 février 1894, brevet 205873. (Machine combinée destinée à assujettir *un objet debout ou couché, lorsqu'on le soumet à la ferrure ou aux opérations chirurgi- cales*.)
- pouroux, 13 février 1894, brevet 202239. (Nouveau pulvérisateur à traction des- *tiné à répandre les liquides fluides ou semi-fluides comme remède contre le mildew, appareil pulvérisateur à traction Vigouroux*.)
- uyvert-Leherle, 17 février 1894, brevet 205474. (Préservatif destiné à garantir la *viande contre la gelée et la grêle*.)
- ociété française d'exploitation des procédés Hermite, 9 février 1894, brevet 181832. *Appareils et dispositions d'électrodes pour électrolyser le chlorure de magné- sium dans le but de blanchir par le procédé Hermite*.)
- olétique, 10 février 1894, brevet 235519. (Perfectionnements aux métiers à *tricot*.)
- ucas, 13 février 1894, brevet 235435. (Nouveau moteur rotatif actionné par la *vapeur, l'air comprimé et l'eau sous pression*.)
- emens et Halske (Société), 9 février 1894, brevet 225853. (Appareil de manœuvre *hydraulique des aiguilles de chemins de fer*.)

Cohlet, 15 février 1894, brevet 235054. (Manchon à coincement pour ligatures de jonctions des fils employés dans la manœuvre des signaux, aiguilles, etc., dans la transmission de l'électricité.)

Dardel et Bécoulet, 17 février 1894, brevet 233816. (Nouveau procédé de solidification du pétrole et de l'huile de naphte.)

Fouque, 17 février 1894, brevet 233207. (Générateur perfectionné à surchauffeur de vapeur dit système *Lucien Fouque*.)

Oncken, 19 février 1894, brevet 186970. (Système et machine à couper des planches directement de bois ronds, et combinée avec un mécanisme pour entailler un jable pour douves.)

Dusaulx, 14 février 1894, brevet 233356. (Carburateur rationnel pour moteurs à pétrole.)

Lamena, 17 février 1894, brevet 234790. (Ressort à vapeur saturante d'un liquide volatil ou d'un gaz liquéfié.)

Massé (Les sieurs), 12 février 1894, brevet 221920. (Tailles vitrées universelles et châssis de sûreté.)

Chaptal, 16 février 1894, brevet 224667. (Nouveau système de clôture.)

Fortoul, 8 février 1894, brevet 227764. (Pile tubulaire hermétique au chlore comprimé, système *Louis Fortoul*.)

Million, 13 février 1894, brevet 228178. (Pile électrique perfectionnée.)

Bek (Les sieurs), 10 février 1894, brevet 223622. (Procédé ou machine pour la fabrication des cordes destinées aux transmissions des forces motrices.)

Hocquet, 19 février 1894, brevet 233357. (Système adapté aux pipes, prévenant l'aspiration des résidus de nicotine.)

Persil, 19 février 1894, brevet 230578. (Ensemble de moyens permettant de vaporiser et distiller les liquides en vase clos, à des températures constamment variables, et plus spécialement applicables à la production de la vapeur dans les machines locomotrices ou autres.)

Buot, 10 février 1894, brevet 217913. (Reliure mobile dite *reliure mobile E. B.*)

Dremin, 21 février 1894, brevet 225917. (Éphéméride carte postale.)

Gaillard, 17 février 1894, brevet 228004. (Appareil dit *grand classeur dépliant n° 2*.)

Guiraud, 7 février 1894, brevet 226837. (Roues et formes de vélocipèdes.)

D'Albert, 6 février 1894, brevet 230745. (Perfectionnements dans les pédales de vélocipèdes.)

Fournier, 5 février 1894, brevet 231986. (Support de bicyclettes et autres vélocipèdes dit support *Fournier*.)

Croizat, 5 février 1894, brevet 233672. (Lanterne de bicyclette afin de produire un éclairage intensif et projeter la lumière à distance.)

Beyer (Les sieurs), 14 février 1894, brevet 225764. (Trombe Beyer séparant, classant et épurant les divers éléments de toutes matières et des minerais en particulier.)

Bornet, 9 février 1894, brevet 228029. (Système d'injection d'eau sous pression pour perforatrices à percussion.)

Société Goepfinger Magnet Fabrik Carl Scholl, 10 février 1894, brevet 233611. (Fermeture de corsets à ressorts en fils métalliques ondulés.)

Schannen, 12 février 1894, brevet 234455. (Attache réformée, attache servant à fixer les cravates de tous genres.)

Michaud, 16 février 1894, brevet 202626. (Nouvelle machine à imprimer rotative.)

Foucher, 17 février 1894, brevet 229331. (Système de machine double pour fondre et finir les caractères typographiques.)

Derchamps, 3 mars 1894, brevet 227420. (Nouveau système de cadrati pour montre à constater l'arrivée des pigeons.)

Leblanc, 8 février 1894, brevet 233879. (Distribution de vapeur.)

- 6 mars 1894, brevet 224166. (Procédé de production du gaz et appareil pour le gaz produit au chauffage.)
- 9 mars 1894, brevet 229490. (Grille à pyramides.)
- 3 mars 1894, brevet 228427. (Robinet de foudre à cadénas et à arrêt.)
- et Buchmüller, 14 février 1894, brevet 226552. (Lampe électrique à incandes avec filaments de réserve.)
- Hugnet (Société), 14 février 1894, brevet 234575. (Dispositif d'appareil en marche pour dynamo réceptrice avec déclenchement électrique produit à une quelconque par des butées pour arrêt immédiat.)
- 20 février 1894, brevet 232602. (Machine automatique à dénoyauter les noix à noyaux et particulièrement pour les cerises et les mirabelles, système *phil.*.)
- 23 mars 1894, brevet 228892. (Nouveau système de traction électrique sur rail pouvant s'appliquer à la navigation aérienne.)
- Société Farbenfabriken vorm. Fried. Bayer und C^e, 8 février 1894, brevet 224740. (Procédé de préparation des matières colorantes tirant sur mordants métalliques au lieu de la dinitro-anthraquinone.)
- Société anonyme Badische Anilin und Soda Fabrik, 5 février 1894, brevet 234029. (Fabrication de nouveaux composés pouvant servir à préparer des combinaisons diazotées et leur application à la fabrication des matières colorantes.)
- 5 février 1894, brevet 189513. (Procédé économique de concentration, évaporation et de distillation des liquides.)
- et Desormeaux (Société), 5 février 1894, brevet 224192. (Procédé d'épuration et de décoloration des liquides taniques.)
- 7 février 1894, brevet 235564. (Nouveau bateau à vapeur système Delisle à coque allongée à chaîne pendante avec aubes fixes; coque unique avec puits à l'arrière pour le propulseur.)
- 10 février 1894, brevet 217236. (Machine à percer les bols de broches.)
- M^{me} veuve, 8 février 1894, brevet 217238. (Perfectionnements dans la fabrication des lanternes carrées.)
- 8 février 1894, brevet 231378. (Nouvelle fabrication de chapeaux de tous genres avec volants en toutes matières foulables.)
- 8 février 1894, brevet 234325. (Adaptation sur un chapeau de feutre d'un bonnet de chapeau haut de forme et donnant à ce chapeau de feutre l'aspect d'un chapeau haut de forme.)
- Père et fils (Société), 8 février 1894, brevet 225222. (Nouveau système de moteur rémunérateur à une ou plusieurs bases entières ou fractionnées.)
- Brum frères (Société), 10 février 1894, brevet 232694. (Nouveau système de accumulateur électrique.)
- 9 mars 1894, brevet 227771. (Appareil servant à la fabrication rapide du verre en grandes quantités.)
- 8 février 1894, brevet 235643. (Abluteur extincteur à distance, applicable au gaz et à tous les systèmes de lampes en général.)
- Wingertener, 13 mars 1894, brevet 234634. (Nouveau système de réchaud à alcool, essence, esprit de vin, etc., dit *réchaud la paix*.)
- 13 mars 1894, brevet 236820. (Télégraphe typographique.)
- Marchal, Rigollot et société E. Ducretet et L. Lejeune, 14 mars 1894, brevet 236111. (Dispositif de relais électrique sensible.)
- Dresdner, 8 février 1894, brevet 223883. (Machine à épiler les peaux.)
- 17 février 1894, brevet 223602. (Auto-moutardier.)
- Marsaux, 20 février 1894, brevet 229218. (Perfectionnements aux semoirs à betteraves.)
- Camion frères (Société), 21 février 1894, brevet 235276. (Nouveau procédé de fabrication des boutons, bords de cane, etc., ou autres objets similaires.)

Ancelin (M^{me} veuve), 6 février 1894, brevet 224830. (Perfectionnements dans le procédé de chauffage des voitures et des appartements par la chaleur latente.)

Coté, 20 février 1894, brevet 207990. (Machine à fabriquer les contreforts pour quartiers de chaussures.)

Lippert jeune, 14 mars 1894, brevet 230859. (Obturateur à propulsion pneumatique pour appareils photographiques.)

Sérié, 15 mars 1894, brevet 223993. (Garde-crotte élastique de poche pour vêtements.)

Bazin, 14 mars 1894, brevet 234693. (Vélocipède Bazin.)

Deabordes (M^{me} veuve), 8 février 1894, brevet 171243. (Perfectionnements apportés aux balles et aux ballons ainsi qu'aux cornets-jouets.)

Galilcher, 6 mars 1894, brevet 234614. (Appareil multiplicateur pour roues de vélocipèdes.)

Fabre (les sieurs), 31 janvier 1894, brevet 235346. (Procédé d'extraction du fer coagulant le lait par la diffusion.)

Behr, 30 janvier 1894, brevet 232201. (Perfectionnements dans les véhicules et locomotives électriques pour chemins de fer élevés à rail unique.)

Geneste, Herscher et compagnie (Société), 6 mars 1894, brevet 221651. (Perfectionnements apportés dans la construction des appareils à désinfection par la vapeur sous pression.)

Portal, 6 mars 1894, brevet 236128. (Appareil servant à projeter toute espèce de poudre en jet continu.)

Gessner, 2 février 1894, brevet 229256. (Tondeuse mécanique perfectionnée.)

Cottin, 3 février 1894, brevet 230918. (Temple mixte pour tissus très forts.)

Patureau, 17 janvier 1894, brevet 223344. (Machine à façonner les boîtes en bois ou autres matières, de toutes formes.)

Leembruggen, 2 février 1894, brevet 216843. (Nouveau système de fermeture pour boîtes en fer-blanc.)

Bineteau, 17 janvier 1894, brevet 233746. (Automoteur à pendule, système à eau.)

Abel, 13 février 1894, brevet 229920. (Actinomètre chimique.)

Barbet, 31 janvier 1894, brevet 231686. (Nouveaux perfectionnements aux appareils à rectifier et à distiller.)

Vivien, 3 février 1894, brevet 235180. (Perfectionnements aux appareils à distiller.)

De Mannlicher, 1^{er} février 1894, brevet 232913. (Fusil à répétition automatique.)

Millaud, 29 janvier 1894, brevet 234242. (Système de lampe à arc.)

Chappuy, 3 février 1894, brevet 227193. (Ensemble de dispositions et de procédés mécaniques destinés à remplacer le travail des ouvriers porteurs dans les verreries.)

Franquin, 29 janvier 1894, brevet 228836. (Perfectionnements aux jumelles, longues-vues et autres.)

Biard, 3 février 1894, brevet 230081. (Perfectionnements dans les garnitures et dispositions des fenêtres.)

Coze, 31 janvier 1894, brevet 167044. (Système de cornue inclinée à chargement et déchargement automatiques.)

Deselle fils, 31 janvier 1894, brevet 234505. (Dispositif d'allumage des bocs à gaz, système Auer.)

De Mare, 2 février 1894, brevet 235238. (Fabrication du tissu irradiant des lampes à incandescence pour les hydrocarbures.)

Clément, 2 février 1894, brevet 227567. (Nouveau système de publicité par envoi collectif de prospectus.)

Poulain, 31 mars 1894, brevet 228950. (Nouveaux appareils chasse-neige, à aigles, prenant verticalement la neige.)

Patureau, 17 janvier 1894, brevet 234234. (Système d'encreur circulaire applicable

- primerie et, en général, à tous les appareils enregistreurs indicateurs employant comme matière traçante.)
- Guélin, 16 janvier 1894, brevet 176243. (Système d'appareil à jet et à flamme et ses diverses applications.)
- Guélin, 15 janvier 1894, brevet 223628. (Nouveau système de poêle ou cheminée ou à pétrole, avec ventilateur accélérant dans l'appareil le passage de l'air à brûler, et chalumeau au brûleur.)
- Guélin (M^{re}), 16 janvier 1894, brevet 228347. (Thermofiltre ventilateur.)
- Hathis fils, 11 janvier 1894, brevet 233422. (Appareil de chauffage aspirant et éliminant les gaz impurs et la buée.)
- Hugier, 18 janvier 1894, brevet 235112. (Registre fumivore sous grille, pour foyers tous genres.)
- Joy, 25 janvier 1894, brevet 206945. (Perfectionnements aux attelages de chemins de fer.)
- Lenne, 23 janvier 1894, brevet 226212. (Ligne télégraphique spéciale et appareils destinés à mettre en communication un train en marche sur une voie ferrée avec autres trains se trouvant sur la même voie et avec toutes les gares de la ligne et pers.)
- Société Rheinische Copsfärberei Gesellschaft Ewald Hoelken und C^e, 27 janvier 1894, brevet 235023. (Procédé de fabrication de véritable rouge d'Andrinople et rose d'Andrinople sur des fils végétaux à l'état bobiné, cops bobines, rubans de carde.)
- Leux, 24 janvier 1894, brevet 229805. (Régulateur automatique d'alimentation des machines à vapeur.)
- Société dite Industriewerke Actien Gesellschaft et Grote, 27 janvier 1894, brevet 232137. (Procédé de fabrication de pierres artificielles et de couches protectrices résistant aux influences atmosphériques.)
- Marikart, 25 janvier 1894, brevet 232140. (Machine à double ou à multiple expansion.)
- Mumont, 26 janvier 1894, brevet 230487. (Nouveau métier à tisser.)
- Mulroisin, 31 janvier 1894, brevet 221115. (Appareil dit *fouet mécanique* perfectionné destiné au fouettage des vins.)
- Thomas, 17 janvier 1894, brevet 231053. (Système permettant le rapprochement de roues dans une ligne horizontale passant par l'axe des moyeux, dit *système Bourmaier*.)
- Belvalette et Huret, 16 janvier 1894, brevet 232174. (Système de bandage élastique sur roues de tous genres.)
- Davies, 9 janvier 1894, brevet 232897. (Perfectionnements dans les bandages pneumatiques et autres analogues et dans les moyens servant à fixer ceux-ci aux jantes de roues.)
- Navasse, 17 janvier 1894, brevet 233739. (Perfectionnements aux vélocipèdes.)
- Japy frères et compagnie (Société), 23 janvier 1894, brevet 229719. (Pompe d'épuisement dite *pompe à purin*.)
- Dumont-Carpentier, 15 janvier 1894, brevet 233095. (Siphon indéamorable.)
- Benoch et Exelmaans, 27 janvier 1894, brevet 224696. (Système de classement des minerais par la voie sèche et à l'aide de l'air comprimé.)
- De Henestrosa de Camarasa, 27 janvier 1894, brevet 235189. (Roue sphéroïdale à mouvement universel.)
- Lacôte, 26 janvier 1894, brevet 203491. (Briques costières pour conduites de fonte coupant joints en montant.)
- Maratori, 22 janvier 1894, brevet 227964. (Système d'appareil disperseur de tous liquides.)
- Leferre, 27 janvier 1894, brevet 234760. (Machine à pression multiple servant à la fabrication des briques en terre demi-dure et autres agglomérés.)
- Michaud, 3 janvier 1894, brevet 189584. (Nouvelle machine à imprimer rotative.)

Lacôte, 26 janvier 1894, brevet 211533. (Nouveau genre de poteries.)

Société *Badische Anilin und Soda Fabrik*, 27 janvier 1894, brevet 222865. (Production de nouvelles matières colorantes basiques de la série des indulines et de leurs acides sulfoconjugués.)

Hauchard, 26 janvier 1894, brevet 232319. (Filtre à vapeur et à pression par le liquide, pouvant également fonctionner par le vide et destiné à l'épuration des huiles de graissage ainsi que de tous les autres liquides analogues.)

Adam Weber et compagnie (Société), 23 janvier 1894, brevet 233484. (Brûleur à gaz pour incandescence.)

De Goësbriand, 6 janvier 1894, brevet 230071. (Semoir à Pockhof.)

Puzos, 2 janvier 1894, brevet 234481. (Système de distributeur d'engrais dit *le soleil*.)

Coutillas, 26 janvier 1894, brevet 229602. (Margeur automatique applicable aux machines à imprimer.)

G. Neyret et compagnie (Société), 27 janvier 1894, brevet 235298. (Ceinture de calcul à ceinture élastique.)

Truffault, 4 janvier 1894, brevet 219106. (Système perfectionné de vélocipède.)

Jeannerot, 2 janvier 1894, brevet 226429. (Bandage pneumatique à chambre à air invulnérable.)

Despots et Godefroy, 5 janvier 1894, brevet 232794. (Perfectionnements dans les pompes et valves pour le gonflement des pneumatiques.)

E. Doué (M^{me} veuve) et Doué fils, 8 janvier 1894, brevet 234184. (Protecteur de bandage pneumatique.)

Michaud, 18 janvier 1894, brevet 202626. (Nouvelle machine à imprimer rotative.)

Portefax, 15 janvier 1894, brevet 214100. (Nouvel appareil photographique dit *photo-volume*.)

Henry, 9 janvier 1894, brevet 220479. (Élévation de l'eau dans les maisons par l'air comprimé.)

Abraham, 21 mars 1894, brevet 220354. (Perfectionnements apportés aux brosses.)

Klein, 5 janvier 1894, brevet 230787. (Application d'un nouveau système de brosse cylindrique circulaire nettoyant automatiquement le cylindre étireur et les hérissons des bobinoirs et étirages froisseurs pour laine et soie.)

Bouillon, 14 mars 1894, brevet 231078. (Pare-à-gelée.)

Laresche, 24 mars 1894, brevet 233509. (Nouvelle machine à tailler les greffes.)

Société anonyme des usines A.-E. Decoulié, 19 mars 1894, brevet 235861. (Tondeuse perfectionnée dite *la Gauloise*.)

Grangé, 3 janvier 1894, brevet 231764. (Perfectionnements aux appareils de condensation.)

Gane, 5 janvier 1894, brevet 227508. (Procédé destiné à empêcher l'adhérence des dépôts aux parois des chaudières à vapeur.)

Dervaux, 5 janvier 1894, brevet 232280. (Appareil épurateur d'eau dit *le décarbonateur*.)

Girbes et Feucher, 9 janvier 1894, brevet 233745. (Nouveaux procédés mécaniques d'assemblage à bloc, sans brasure au cuivre, ni vis, ni goupille, de tubes cylindriques ou polyèdres dans les douilles de raccord de même forme, dit *l'indissolable*.)

Société *Transportaktiebolaget för levande fisk*, 8 janvier 1894, brevet 220556. (Dispositifs permettant d'utiliser de plusieurs manières, à bord d'un navire, le mouvement des vagues quand la mer est agitée.)

Rateau, 21 mars 1894, brevet 192485. (Nouveau système de jalousie dit *jalousie Rateau*.)

Manhes, 6 janvier 1894, brevet 234750. (Nouveau procédé de métallurgie du nickel et du cobalt.)

Augereau, 10 janvier 1894, brevet 233721. (Système de protection des trains en

et en station, s'opposent à leur rencontre et indiquant leur position respective (voie.)

Gapet, 23 février 1894, brevet 222403. (Surchauffeur de vapeur.)

Gapet, 13 janvier 1894, brevet 209277. (Chaudière démontable, système Hidien.)

Gapet, 12 janvier 1894, brevet 232280. (Appareil épurateur d'eau dit *le décarbo-*

te.)

Gapet, 19 janvier 1894, brevet 232280. (Appareil épurateur d'eau dit *le décarbo-*

te.)

Gapet, 18 janvier 1894, brevet 237240. (Machine et procédé pour la fabrication de

stiles de bois ornementées et de placages pressés.)

Gapet, 17 janvier 1894, brevet 235316. (Perfectionnements dans les procédés et

stiles pour river, poinçonner, clasier, etc.)

Gapet, 18 janvier 1894, brevet 229110. (Compteur d'énergie électrique.)

Gapet, 24 janvier 1894, brevet 229858. (Système électro-pneumatique.)

Gapet, 15 janvier 1894, brevet 230391. (Servo-

électrique, système Stapfer de Duclos et compagnie.)

Gapet, 15 février 1894, brevet 234023. (Poste téléphonique perfectionné.)

Gapet, 22 janvier 1894, brevet 225507. (Nouveau procédé d'extraction et de pu-

tion de la gutta-percha des feuilles, bourgeons, etc., de sapotées, sans nuire aux

produits électriques de cette gomme.)

Gapet, 16 janvier 1894, brevet 227215. (Casier à rayons en métal ou en bois, avec

mobiles à mouvement automatique.)

Gapet, 20 janvier 1894, brevet 231856. (Nouveau système de fers à plancher.)

Gapet, 23 janvier 1894, brevet 206564. (Procédé de fabrication

de nouveaux dérivés de l'alizarine et de ses analogues.)

Gapet, 23 janvier 1894, brevet 213577. (Préparation de nou-

velles matières colorantes dérivées de l'alizarine-bordeaux, de ses analogues et de ses

produits.)

Gapet, 19 janvier 1894, brevet 220047. (Système de distribution à grande détente

à changement de marche pour locomotives et autres machines à vapeur.)

Gapet, 20 janvier 1894, brevet 228118. (Dispositif d'armement automatique pour

fusils à deux détentes dont l'une sert pour la cartouche à balle et se met au cran de

feu lorsqu'on arme le fusil, tandis que l'autre détente sert à faire partir les car-

tridges à plomb dans l'ordre voulu.)

Gapet, 9 janvier 1894, brevet 220798. (Perfectionnements dans les projec-

tiles lenticulaires pour reverbères et autres appareils d'éclairage.)

Gapet, 18 janvier 1894, brevet 229769. (Agrafe Farnet à ressort perfectionné.)

Gapet, 20 janvier 1894, brevet 220442. (Perfectionnements aux chaussures.)

Gapet, 16 janvier 1894, brevet 227750. (Cordonnet élastique remplaçant les lacets

à cordons dans les chaussures telles que brodequins, souliers et pouvant s'utiliser

pour attacher les jambières, molletières, guêtres, housseaux, etc. et corsets lacés pour

hommes.)

Gapet, 16 janvier 1894, brevet 232146. (Appareil de fermeture d'ébulliscope à

thermomètres horizontaux ou verticaux.)

Gapet, 16 janvier 1894, brevet 233676. (Totalisateur partiel et général, système

Bocher.)

Gapet, 9 janvier 1894, brevet 224474. (Appareil mesureur des écarts des balles

aux centres des mouches dans les tirs.)

Gapet, 24 mars 1894, brevet 221650. (Horloge destinée à contrôler le service

des voitures publiques.)

Goupil, 16 janvier 1894, brevet 234114. (Divers appareils de propulsion, de réception et de distribution des liquides.)

Camion frères (Société), 17 janvier 1894, brevet 218715. (Nouveau procédé de fabrication des gonds, des boutons de barres ou autres, des excentriques, des crémones, etc., et, en général, de tous objets de quincaillerie similaires.)

Détourbe, 18 janvier 1894, brevet 234438. (Masque respirateur.)

Sabroe, 20 janvier 1894, brevet 230517. (Appareil d'amarrage d'un câble ou cordage permettant le démarrage instantané et infailible de ce même lien ou cordage.)

Bineteau, 13 janvier 1894, brevet 235746. (Auto-moteur à pendule, système Bineteau.)

Delaurier, 24 janvier 1894, brevet 235500. (Appareil à bonifier, purifier et aérer les eaux impures.)

Boisseau du Rocher, 3 janvier 1894, brevet 202014. (Perfectionnements aux instruments destinés à l'inspection des cavités internes du corps.)

Mailen, 22 mars 1894, brevet 237128. (Nouveau procédé de mercerisage des tissus.)

Arpin, 18 janvier 1894, brevet 234007. (Système de montage des articulations des miroirs à trois faces.)

Montupet, 23 février 1894, brevet 213194. (Tonneau d'arrosage pulvérisateur à vide et pression combinés.)

Baudin, 23 janvier 1894, brevet 232517. (Porte-plume dit *porte-plume système Baudin*.)

Barbier, 15 janvier 1894, brevet 229534. (Nouvelle plaque d'accumulateur d'électricité.)

Gehreckens, 14 février 1894, brevet 201429. (Perfectionnements apportés aux porte-manteaux.)

Von Szâbel, 14 février 1894, brevet 226514. (Bidon avec dispositif de chauffage.)

Canet, 16 janvier 1894, brevet 220209. (Perfectionnements apportés aux bouches à feu.)

Chaplet, 6 janvier 1894, brevet 231902. (Four électrique continu.)

Robertson, 3 janvier 1894, brevet 226539. (Système de machine pour la fabrication des bonbons.)

Hignette, 4 janvier 1894, brevet 230394. (Nouveau procédé d'épuration des jus sucrés avant leur transformation en sucre cristallisé ou en alcool.)

De Faucompré, 9 mars 1894, brevet 223466. (Perfectionnements apportés aux tambours, caisses, etc.)

Ramolfo, 12 mars 1894, brevet 228710. (Système de fauteuil-lit.)

Bère, 15 mars 1894, brevet 228383. (Procédé de fabrication des tubes à cloison.)

Boiron, 7 janvier 1894, brevet 217420. (Appareil calorifère à courant d'air chaud pour intérieur de cheminée.)

Rouard frères et compagnie (Société), 14 mars 1894, brevet 204438. (Emploi des carbures d'hydrogène dans les moteurs à gaz.)

Roux, 23 mars 1894, brevet 232068. (Perfectionnements à la préparation des poudres et dynamites.)

Barraud et Mayan, 13 mars 1894, brevet 219943. (Barraque Barraud et Mayan.)

Grouvelle et Belot, 12 mars 1894, brevet 234530. (Machine à rouler les cigarettes.)

Fontaine-Atgier, 16 mars 1894, brevet 209932. (Machine volta-gramme.)

Lahaye, 5 janvier 1894, brevet 232686. (Couverture-carrelage en ardoise assise d'Angers et crochet renforcé.)

Société *Fred. Bayer und C^e*, 8 janvier 1894, brevet 206564. (Procédé de fabrication de nouveaux dérivés de l'alizarine et de ses analogues.)

Bérard, 8 janvier 1894, brevet 231294. (Doseur automatique destiné à distribuer régulièrement les liquides, système Antony.)

- les frères (Société), 24 mars 1894, brevet 233022. (Métier mécanique perfectionné pour velours et peluches.)
- 20 mars 1894, brevet 235999. (Moteur perpétuel applicable à l'industrie, à l'agriculture et à la locomotion.)
- 21, 3 février 1894, brevet 231957. (Système de montage des conducteurs électriques dans les douilles de lampes à incandescence.)
- 21, 19 février 1894, brevet 229345. (Système de bouchage inviolable des bouteilles, flacons et tous contenants.)
- 21, 7 février 1894, brevet 232775. (Système de pince-navette.)
- 21, 7 février 1894, brevet 234268. (Perfectionnements aux chaudières tubulaires.)
- 21, 14 mars 1894, brevet 234194. (Obturbateur dénommé *Hygie-clept.*)
- 21, les frères (Société), 28 mars 1894, brevet 233784. (Fabrication de divers produits et notamment de feuilles ou carreaux de parquet au moyen de cuir pulvérisé.)
- 21, 3 mars 1894, brevet 241809. (Système de moteur.)
- 21, Dorf, Becker et compagnie (Société), 20 janvier 1894, brevet 211812. (Four et procédé pour la canalisation du carbonate de baryum.)
- 21, 20 mars 1894, brevet 227571. (Caoutchouc universel pour les chevaux.)
- 21, 17 mars 1894, brevet 237045. (Nouveau système de couvercle de pipes.)
- 21, 24 mars 1894, brevet 233907. (Nouveau système de piège sans fin à détente.)
- 21, 30 mars 1894, brevet 232634. (Perfectionnements aux colliers de chevaux.)
- 21, 24 mars 1894, brevet 234713. (Bébé marcheur et parleur à système simplifié.)
- 21, 16 mars 1894, brevet 228693. (Lampe électrique.)
- 21, 16 mars 1894, brevet 199009. (Bouton à tête ronde fendue pour la rendre mobile.)
- 21, 3 février 1894, brevet 235559. (Paumelle droite et gauche à broche mobile à lames égales.)
- 21, 3 février 1894, brevet 216766. (Système de roues avec douilles à air comprimé à ressort.)
- 21, 29 janvier 1894, brevet 231816. (Perfectionnements aux bandages des roues de vélocipèdes et autres véhicules.)
- 21, la Rochefontaine, 31 janvier 1894, brevet 234359. (Système d'appareil pour le montage des voitures de tous genres.)
- 21, 3 février 1894, brevet 234867. (Nouveau monocycle avec abaissement réel du centre de gravité [tout le poids du corps portant sur la chaîne], et pédales au-dessus de l'axe, et avec appareil de réaction complètement indépendant de tout le reste.)
- 21, 5 février 1894, brevet 189904. (Machine pneumatique à vide profond.)
- 21, 3 février 1894, brevet 234081. (Thermomètre à toluol.)
- 21, 1^{er} février 1894, brevet 224300. (Nouveau système de dessuintage rapide et parfait des laines en suint par un vide progressif réglable, et autres procédés mécaniques combinés permettant d'obtenir des suints très concentrés et d'avoir une installation déplaçable et réduite.)
- 21, 22 mars 1894, brevet 221326. (Perfectionnements aux machines à vapeur, permettant l'élimination des matières calcaires et autres productives de tartre qui ne peuvent être contenues dans l'eau d'alimentation, ainsi que des liquides graisseux ou autres provenant de la lubrification du piston.)
- 21, 23 mars 1894, brevet 232280. (Appareil épurateur d'eau dit le *décarbonateur*.)
- 21, 19 février 1894, brevet 235109. (Nouveau protecteur de bandage pneumatique dit le *protecteur-cuirassé*.)
- 21, 14 mars 1894, brevet 222594. (Perfectionnements dans les moyens et procédés pour obtenir une nouvelle baleine artificielle.)

Plichon et compagnie (Société), 12 mars 1894, brevet 233997. (Système de bas à patin amovible pour manchettes, chemises, etc.)

Montupet, 23 février 1894, brevet 216511. (Bidon extensible pour la conservation du lait et autres matières.)

Gezard, 24 février 1894, brevet 228148. (Appareil à stériliser, c'est-à-dire à détruire les micro-organismes par pression mécanique; appareil pouvant s'adapter à la pompe, conduite ou distribution de liquides.)

Lempereur et Bernard (Société), 8 janvier 1894, brevet 263183. (Modifications aux lampes à pétrole.)

Girardin, 5 mars 1894, brevet 206704. (Système de briquet perpétuel, à recharger.)

Hérier et Rayneau, 21 février 1894, brevet 232326. (Nouveau type de navire.)

Lemarié, 28 mars 1894, brevet 215099. (Appareil peseur, compteur et distributeur.)

Duquenoy, 19 mars 1894, brevet 225341. (Double niveau à aiguille perfectionné avec support à œillets ou support à fourchettes.)

Bergeon, 19 janvier 1894, brevet 234518. (Nouveau mode de publicité relative aux voitures de marchands ambulants.)

Escouvois, 23 janvier 1894, brevet 225904. (Système de fermeture de caisses.)

Chapsal, 3 avril 1894, brevet 226918. (Frein à air comprimé sans tuyaux et les divers organes du frein automatique et modérable à volonté.)

Krafft et Ross, 4 avril 1894, brevet 224758. (Procédé de préparation de l'éther éthylique, de l'éther éthylique et de tous leurs homologues par l'action sur les dérivés de l'acide phénylsulfonique et des autres acides sulfoniques et de leurs éthers.)

Cambon, 9 avril 1894, brevet 228437. (Nouveau système d'appareil destiné à venir, éviter ou atténuer, tout au moins, les accidents dans les usines à force motrice dit arrêt protecteur ou appareil de sauvegarde ouvrière.)

Brechot, 23 novembre 1893, brevet 234285. (Appareil à gaz pour le chauffage des baignoires, douches, etc., et leur alimentation par l'eau à température graduée.)

Pétillat, 10 avril 1894, brevet 224620. (Nouveau presseoir à mouvement alternatif à deux compartiments.)

Guéneau, 7 avril 1894, brevet 233527. (Système d'appareil pour niveler les plates-formes.)

Leroy, 9 avril 1894, brevet 236568. (Perfectionnements aux semoirs à betteraves et autres graines.)

Ponso, 9 avril 1894, brevet 227358. (Système de transformation de la gadoue et des débris de villes en combustible.)

Leclerc, 6 avril 1894, brevet 210887. (Perfectionnements apportés aux chaudières multitubulaires à retour de flammes et autres.)

Morin, 7 avril 1894, brevet 221459. (Machine rotative à deux pistons conjugués.)

Barbay, 10 avril 1894, brevet 218397. (Machine à chiner les cotons par un procédé nouveau qui permet de les teindre de plusieurs couleurs à la fois.)

Pogneaux, 13 avril 1894, brevet 209937. (Pile Junius Pogneaux.)

Gallerand, 5 avril 1894, brevet 229204. (Perfectionnements aux capotes de voitures.)

Faure, 9 avril 1894, brevet 233588. (Vélocipède perfectionné dénommé vélocipède à ressort.)

Loison, 7 avril 1894, brevet 234098. (Sacoche indéformable pour vélocipède à ressort rigide.)

Coignet, 7 avril 1894, brevet 226634. (Nouveau système de construction avec poutres droites ou courbes et plate-bande en maçonnerie et fer combinés.)

Jerger, 10 avril 1894, brevet 232681. (Montre avec impulsion de la roue de la montre au moyen d'un barillet installé entre celle-ci et le ressort moteur.)

Grininger, 6 avril 1894, brevet 236962. (Support Grininger anti-vibrateur pour lampes à incandescence.)

Grininger, 6 avril 1894, brevet 236962. (Support Grininger anti-vibreur pour us à l'incandescence.)

Robinson, 10 avril 1894, brevet 230868. (Perfectionnements dans le traitement et la préparation de la gutta-percha et du caoutchouc destinés à divers usages.)

Et, 6 avril 1894, brevet 235528. (Nouveau procédé de fabrication du verre à métallique dit verre grillage.)

Les, 11 avril 1894, brevet 235158. (Appareil à cylindre augmentateur automatique tricoteuses.)

Ray et Devant, 6 avril 1894, brevet 230862. (Nouvelle carafe glacière.)

Et, 10 avril 1894, brevet 235634. (Perfectionnements aux corsets et articles similaires.)

Et, 7 avril 1894, brevet 208813. (Système perfectionné de filtres à porches ou multiples.)

pour être annexé au décret en date du 10 septembre 1894.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : V. LOUTRIER.

29999. — *DÉCRET qui proclame 55 Cessions de Brevets d'invention.*

Du 24 Septembre 1894.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Sur l'article 21 de la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Sont proclamées :

La rétrocession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département du Cher, le 6 décembre 1893, faite, suivant acte en date du 1^{er} décembre 1893, au sieur Vervin par le sieur Artigaud, liquidateur judiciaire, des droits dudit Vervin, au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 mars 1885, par les sieurs Costes et Vervin, pour un genre de chapeau lamivore à support rigide.

La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de Seine, le 6 avril 1894, faite, suivant acte en date du 9 mars 1894, au sieur Eville (Charles-Henri), demeurant à Mennecey (Seine-et-Oise), par le sieur Espinasse, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 12 décembre 1888, pour système de baraques démontables en carton comprimé.

La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de Seine, le 6 avril 1894, faite, suivant acte en date du 9 mars 1894, au sieur Eville (Charles-Henri), demeurant à Mennecey (Seine-et-Oise), par le sieur Lefort, brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 13 octobre 1890, pour nouveaux moyens de construction à âme métallique.

La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de Seine, le 6 avril 1894, faite, suivant acte en date du 9 mars 1894, au sieur Eville (Charles-Henri), demeurant à Mennecey (Seine-et-Oise), par le sieur Lefort, brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 11 avril 1892, pour nouveaux moyens d'assemblage et nouveaux éléments de construction démontables.

5° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 7 avril 1894, telle qu'elle résulte de l'acte passé le 15 mars 1894, devant M^r Leclerc, notaire à Charenton-le-Pont, et conférant au sieur (Edouard), négociant, demeurant à Paris, rue de Dunkerque, n° 46, le droit de partager partiellement le brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 novembre 1878, par le sieur Martin et dont les sieurs Renard et Totey sont devenus propriétaires, pour la fabrication de chaudronnerie hygiénique bi-métallique en cuivre et argent, permettant l'étamage.

6° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 10 avril 1894, faite, suivant acte en date du 4 avril 1894, devant M^r Middleton (James-Edgard-Morey), demeurant à Paris, rue Caumartin, n° 15, et la dame Pallard, née Maria-Amélie-Gabrielle Malle, demeurant à Paris, rue Jean-Rousseau, n° 13, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 décembre 1878, pour perfectionnements et machines concernant l'industrie des tubes en bois et travaux nécessitant l'accouplage des bois en tous sens, toutes dimensions et formes.

7° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 10 avril 1894, faite, suivant actes en date des 7 juin, 13 août 1889, à la société d'électro-chimie, dont le siège est à Paris, rue de la Harpe, n° 26, par les sieurs Gall et de Villardy de Montlaur, du brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 23 septembre 1886, pour un procédé de préparation des chlorates alcalins et alcalino-terreux, spécialement des chlorates de potasse, par l'action du courant électrique sur les chlorures correspondants en solution aqueuse.

8° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 14 avril 1894, faite, suivant acte en date du 31 mars 1894, devant la société Limet et Aubert, dont le siège est à Paris, quai Valmy, n° 5, par le sieur Weed, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 septembre 1891, pour perfectionnements apportés à la fabrication des câbles et râpes.

9° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 14 avril 1894, faite, suivant actes en date des 19 février et 18 mars 1894, à la société de sculpture et de gravure artistiques sur toutes matières, dont le siège est à Paris, rue Crozatier, n° 41, par le sieur Genin, fabricant de meubles, demeurant à Paris, rue Crozatier, n° 41, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 juillet 1888, par le sieur Moore et le sieur Genin est devenu propriétaire, pour perfectionnements dans les machines à sculpter ou à graver.

10° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 14 avril 1894, faite, suivant acte en date du 28 mars 1894, devant le sieur de Laire et compagnie, dont le siège est à Paris, rue Saint-Charles, n° 92, par le sieur de Laire (Georges-Ernest-Camille), chimiste, demeurant à Launay, commune d'Antonne (Dordogne), du brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 décembre 1888, par les sieurs Schnauffer et Hupfeld, et dont le sieur de Laire est devenu propriétaire, pour un substitut du musc.

11° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 14 avril 1894, faite, suivant acte en date du 28 mars 1894, devant la société de Laire et compagnie, dont le siège est à Paris, rue Saint-Charles, n° 92, par le sieur de Laire (Georges-Ernest-Camille), chimiste, demeurant à Launay, commune d'Antonne (Dordogne), du brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 décembre 1889, par le sieur Baur, et dont le sieur Laire est devenu propriétaire, pour la fabrication du musc artificiel et de carbonés nitro-hydrogénés du groupe H 16.

12° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 14 avril 1894, faite, suivant actes en date des 6 décembre 1889 et 2 avril 1894, à la dame veuve Caillé, née Marie-Louise-Boucher, fabricant de machines, demeurant à Paris, rue de Provence, n° 2, par la société commerciale Schiel et Schiel, dont le siège est à Mulheim-sur-le-Rhin (Prusse), du brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 décembre 1886, par le sieur Schiel, pour des modifications dans les machines à bacher la viande.

13° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Marne, le 17 avril 1894, faite, suivant acte en date du 2 mars 1894, à la société Dodinot (Nicolas), maréchal-ferrant, demeurant à Reims, cours Moreau, n° 6, par le sieur Fumet, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 14 mars 1888, pour une ferrure à glace.

14° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Meuse, le 19 avril 1894, faite, suivant acte en date du 23 décembre 1893, à la société Marchal Falck et compagnie, dont le siège est à Troyes, par le liquidateur de la société Abel Henry et compagnie, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 septembre 1886, par cette dernière société, pour procédé pour teinture en noir fixé, invérissable, ne dégorgeant pas sur le blanc.

15° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de Seine-et-Oise, le 19 avril 1894, faite, suivant acte en date du 8 février 1893, au sieur Charbonnier, banquier, demeurant à Paris, rue de Rivoli, n° 82, par le sieur Serrant, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 5 décembre 1892, pour un engrais chimique nouveau.

16° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de Seine-et-Oise, le 21 avril 1894, faite, suivant acte en date du 3 avril 1894, à la société Chaussard et compagnie, dont le siège est à Courbevoie, rue de Bécon, n° 4, par le sieur Schmidt, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 13 avril 1893, pour une nouvelle combinaison d'hélice à force maximum.

17° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 25 avril 1894, faite, suivant acte en date du 3 avril 1894, au sieur Parsons, par les sieurs Chapman (Abel-Henry) et Furneaux (John-Brockenshire), demeurant à Gatesheadon Tyne (Angleterre), du brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 novembre 1884, par ledit sieur Parsons, pour des perfectionnements apportés aux moteurs rotatoires actionnés par la pression de fluides élastiques, ces moteurs pouvant aussi être employés comme pompes.

18° La rétrocession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 25 avril 1894, faite, suivant acte en date du 7 avril 1894, au sieur Parsons par les sieurs Chapman (Abel-Henry) et Furneaux (John-Brockenshire), demeurant à Gatesheadon Tyne (Angleterre), du brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} décembre 1884, par ledit sieur Parsons, pour des perfectionnements apportés aux générateurs électriques et au moyen de les actionner par la pression d'un fluide.

19° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 25 avril 1894, faite, suivant acte en date du 7 avril 1894, aux sieurs Winch (Richard), Winch (George) et Winch (Thomas), demeurant à Chatam Brewery, à Chatam (Angleterre), par les sieurs Chinnery, du brevet d'invention qu'ils ont pris, le 16 juin 1888, et qui doit expirer le 28 mai 1901, pour des perfectionnements dans les gazogènes ou appareils destinés à la fabrication de boissons gazeuses.

20° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 25 avril 1894, faite, suivant acte en date du 7 avril 1894, aux sieurs Winch (Richard), Winch (George) et Winch (Thomas), demeurant à Chatam Brewery, à Chatam (Angleterre), par les sieurs Chinnery, Bastock et Grant, du brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 23 octobre 1890, pour perfectionnements dans les appareils servant à fabriquer les liquides aérés ou gazeux et dans la mise en bouteille de ces mêmes liquides.

21° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 25 avril 1894, faite, suivant acte en date du 19 mars 1894, à la société anonyme française des bascules automatiques, dont le siège est à Paris, rue La Fayette, n° 3, par le sieur Besson, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 23 avril 1889, pour des perfectionnements apportés aux cahiers de papier à cigarettes.

22° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 26 avril 1894, faite, suivant acte en date du 14 avril 1894, au sieur Cottin-Augar (Étienne-Henri), demeurant à Paris, rue Royale, n° 9, par le sieur Ogé, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 4 décembre 1883, pour

perfectionnements aux enveloppes servant à contenir les périodiques ou papiers analogues.

13° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 27 avril 1894, faite, suivant acte en date du 21 avril 1891, à la société d'Escaut et Meuse, société anonyme, dont le siège est à Paris, rue de la Verrerie, n° 58, par le sieur Robertson, du brevet d'invention qu'il a pris, le 13 mars 1889, et qui doit expirer le 6 avril 1902, pour des perfectionnements dans la fabrication des tubes ou des articles tubulaires ou creux, dans le procédé de leur formation et de leur achèvement, ainsi que dans les appareils servant à cette fabrication.

14° La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 27 avril 1894, telle qu'elle résulte de l'acte passé, le 21 avril 1891, devant M^r Bertrand, notaire à Paris, et conférant à la société d'Escaut et Meuse, société anonyme, dont le siège est à Paris, rue de la Verrerie, n° 58, le droit d'exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 septembre 1889, par le sieur Robertson, pour des perfectionnements dans les assemblages et joints des tuyaux ou tubes métalliques ainsi que dans le mécanisme employé à cet effet.

15° La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 27 avril 1894, telle qu'elle résulte de l'acte passé, le 21 avril 1891, devant M^r Bertrand, notaire à Paris, et conférant à la société d'Escaut et Meuse, société anonyme, dont le siège est à Paris, rue de la Verrerie, n° 58, le droit d'exploiter le brevet d'invention pris par le sieur Robertson, le 30 mai 1888, et devant expirer le 15 juin 1901, pour des perfectionnements dans la fabrication, ou la formation et la compression des anneaux métalliques, cerceaux, couronnes et bandages de roues ou de poulies, dans leur fixation sur leur corps, bras ou moyeux centraux, ainsi que dans les appareils employés à cet effet.

16° La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 27 avril 1894, telle qu'elle résulte de l'acte passé, le 27 avril 1891, devant M^r Bertrand, notaire à Paris, et conférant à la société d'Escaut et Meuse, société anonyme, dont le siège est à Paris, rue de la Verrerie, n° 58, le droit d'exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 décembre 1893, par le sieur Robertson, pour perfectionnements dans la fabrication des tubes métalliques, des articles tubulaires et creux, des tiges, barres, fils et plaques en métal, ainsi que dans les moyens et appareils employés qui s'y rapportent.

17° La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 27 avril 1894, telle qu'elle résulte de l'acte passé, le 21 avril 1891, devant M^r Bertrand, notaire à Paris, et conférant à la société d'Escaut et Meuse, société anonyme, dont le siège est à Paris, rue de la Verrerie, n° 58, le droit d'exploiter le brevet d'invention pris, par le sieur Robertson, le 27 janvier 1894, et devant expirer le 4 mars 1907, pour perfectionnements dans les outils de compression et de forgeage à piston hydraulique, applicable au travail des métaux, ainsi que dans les moyens et appareils propres à les actionner.

18° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 27 avril 1894, faite, suivant actes en date des 11 mars et 3 avril 1894, à la société anonyme la Gauloise, dont le siège est à Paris, place Vendôme, n° 24, par le sieur Estienne; du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 1^{er} avril 1893, pour système de machine à décortiquer la ramie et autres plantes, fibres ou matières textiles.

19° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 5 mai 1894, faite, suivant actes en date des 17 et 26 janvier 1894, à la société Eisolé et compagnie, dont le siège est à Paris, avenue Parmentier, n° 2 et 4, par les liquidateurs de la Société C. Rouveyre et compagnie, dont le siège est à Paris, avenue Parmentier, n° 2 et 4, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 novembre 1888, par le sieur Rouveyre, pour changements, additions et perfectionnement à son brevet n° 192695 du 31 août 1888, concernant un nouveau système mécanique à moteur animé, applicable principalement aux tricycles et véhicules quelconques.

30° La mutation de propriété enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 7 mai 1894, telle qu'elle résulte du procès-verbal d'adjudication dressé, le 5 avril 1894, par M^r Tottu, notaire à Paris, et aux termes

Le sieur **Gourgues (Pierre-Octave)**, docteur en médecine, demeurant à Paris, boulevard Pereire, n° 118 bis, est devenu propriétaire du brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 mars 1886, par les sieurs Grasset et Mallat, pour un ciment tachéol-

La mutation de propriété enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 7 mai 1894, telle qu'elle résulte du procès-verbal d'adjudication dressé, le 5 avril 1894, par M^e Toffu, notaire à Paris, et aux termes duquel **Gourgues (Pierre-Octave)**, docteur en médecine, demeurant à Paris, boulevard Pereire, n° 118 bis, est devenu propriétaire du brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 mars 1886, par la compagnie du ciment Tachéolambe et produits similaires, pour un produit nouveau dénommé *enduit obturateur* et destiné à enduire à l'intérieur des vases devant contenir les huiles végétales et minérales et autres substances de cette nature.

La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 7 mai 1894, faite, suivant actes en date des 24 et 25 avril 1894, à la société **de laire et compagnie**, dont le siège est à Paris, rue Saint-Charles, n° 92, par **de laire**, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 5 août 1891, pour des perfectionnements dans la fabrication du musc artificiel.

La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 12 mai 1894, faite, suivant acte en date du 22 mars 1894, à la société **de laire et compagnie**, dont le siège est à Paris, rue Martel, n° 12, par le sieur **Dordilly**, dit **Durdilly (Louis-Claude)**, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 janvier 1893, pour nouvelle machine à imprimer la musique.

La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 12 mai 1894, faite, suivant acte en date du 2 mai 1894, au sieur **de laire (Pétru-Marie)**, demeurant à Saint-Maur-les-Fossés (Seine), boulevard de la République, n° 109, par les sieurs Leroux et Colas, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 août 1893, pour un appareil dit *orifice atmosphérique*.

La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 25 mai 1894, faite, suivant acte en date du 10 mai 1894, à la société **Suppler Pneumatic tyre and cycle company limited**, dont le siège est à Dublin (Irlande), Clare street, n° 27 et 28, par les sieurs Gubbins et Harcourt, du brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 13 janvier 1893, pour perfectionnements aux bandages pour roues de vélocipèdes et autres véhicules.

La mutation de propriété enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 28 mai 1894, telle qu'elle résulte du procès-verbal d'adjudication dressé, le 30 mars 1894, par M^e Champetier de Ribes, notaire à Paris, aux termes duquel le sieur **Théard (Guillaume-Philippe-Alexandre)**, ingénieur, demeurant à Paris, rue de Prony, n° 59, est devenu propriétaire du brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 juillet 1891, par le sieur Toutain, pour un bras articulé.

La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 28 mai 1894, faite, suivant acte en date du 12 avril 1894, au sieur **de laire (Emile)**, mécanicien, demeurant à Paris, rue Leters, n° 48 bis, par le sieur **Théard (Guillaume-Philippe-Alexandre)**, demeurant à Paris, rue de Prony, n° 59, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 juillet 1891, par le sieur Toutain, dont il est devenu propriétaire, pour un brancard articulé.

La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 29 mai 1894, faite, suivant acte en date du 16 mai 1894, au sieur **de laire (Charles-Marie-Edouard)**, demeurant à Paris, boulevard des Batignolles, n° 11, par la société anonyme des papiers **Abadie**, dont le siège est à Paris, avenue Mahodoff, n° 130 et 132, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 août 1885, par la société **Blétry frères**, et dont elle est devenue propriétaire, pour la fabrication de tubes non collés sans fin ou coupés de longueur pour cigarettes.

La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 2 juin 1894, faite, suivant acte en date du 12 mai 1894, au sieur **de laire (Amédée)**, négociant, demeurant à Amiens, rue Porion, n° 8, et **Leffevre-Léon (Agénor-Alfred)**, demeurant à Amiens, rue Lamarck, n° 33, par le sieur

Savreux, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 23 janvier 1891, pour perfectionnements dans les métiers à fabriquer le velours d'Utrecht.

40° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Somme, le 2 juin 1894, faite, suivant acte en date du 12 mai 1894, à la société François Piquée et gendres, dont le siège est à Paris, rue de Rivoli, n° 122, par le sieur Jourdain (Aimé), la dame Jourdain, née Marie-Mélanie-Caroline Delattre, demeurant à Amiens, rue Porion, n° 8, le sieur Lefèvre (Agénor-Alfred) et la dame Lefèvre, née Louise-Adèle-Estelle Bougon, demeurant à Amiens, rue Lamarck, n° 33, de partie de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 janvier 1891, par le sieur Savreux, pour perfectionnements dans les métiers à fabriquer les velours d'Utrecht.

41° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 2 juin 1894, faite, suivant acte en date du 21 mai 1894, à la société anonyme dite *Banque commerciale et industrielle*, dont le siège est à Paris, rue Luber, n° 8, par le sieur de Ferrari (Thomaso-Gio-Battisto), du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 7 août 1893, pour nouvelle grille perfectionnée pour foyers de chaudières à pétrole et autres hydrocarbures liquides avec appareils de sûreté.

42° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 2 juin 1894, faite, suivant acte en date du 21 mai 1893, à la société anonyme dite *Banque commerciale et industrielle*, dont le siège est à Paris, rue Luber, n° 8, par le sieur de Ferrari (Thomaso-Gio-Battisto), du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 5 septembre 1893, pour nouveaux moyens et dispositifs nouveaux pour assurer le fonctionnement et la sécurité des réservoirs de dépôt du pétrole et autres hydrocarbures destinés à tous usages et spécialement au chauffage des chaudières et autres.

43° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 4 juin 1894, faite, suivant acte en date du 18 mai 1894, au sieur Souvant (Jules-Auguste), demeurant à Paris, rue Étienne-Marcel, n° 19, par le sieur Souvant (Louis-Jean), de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 31 mai 1890, pour procédé et appareil pour la panification, système Souvant.

44° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 4 juin 1894, faite, suivant acte en date du 18 mai 1894, au sieur Souvant (Jules-Auguste), demeurant à Paris, rue Étienne-Marcel, n° 19, par le sieur Souvant (Louis-Jean), de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 16 novembre 1891, pour un procédé perfectionné de panification.

45° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 11 juin 1894, faite, suivant acte en date du 29 mai 1894, à la société Taylor et compagnie, dont le siège est à Paris, rue Monsigny, n° 15 et à la société des moteurs gazogènes système Bénier, dont le siège est à Paris, rue du Louvre, n° 15, par le sieur Bénier, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 9 septembre 1892, pour un gazogène perfectionné.

46° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 11 juin 1894, faite, suivant acte en date du 28 mai 1894, à la société Taylor et compagnie, dont le siège est à Paris, rue Monsigny, n° 15, et à la société des moteurs gazogènes système Bénier, dont le siège est à Paris, rue du Louvre, n° 15, par le sieur Bénier, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 9 novembre 1893, pour gazogène pour moteur à gaz.

47° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 11 juin 1894, faite, suivant acte en date du 29 mai 1894, à la société Taylor et compagnie, dont le siège est à Paris, rue Monsigny, n° 15, et à la société des moteurs gazogènes système Bénier, dont le siège est à Paris, rue du Louvre, n° 15, par le sieur Bénier, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 29 décembre 1893, pour moteur à gaz pauvre.

48° La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 15 juin 1894, telle qu'elle résulte d'un acte passé, le 5 juin 1894, devant M° Dufour, notaire à Paris, et conférant à la Compagnie française des moteurs à gaz et des constructions mécaniques, dont le siège est à Paris, rue Lecourbe, n° 241 à 246, le droit d'exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 mai 1883,

par le sieur Poetsch, pour une méthode de fonçage vertical sûr et rapide, de trous de sonde de puits ou de fonçures dans les sables mouvants ou dans l'eau.

49° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 15 juin 1894, faite, suivant acte en date du 26 mai 1894, à la société *The Engineering and general contract corporation limited*, dont le siège est à Londres, Queen Victoria street 19, par la société en liquidation *The Hoperaft furnace company limited*, dont le siège est à Londres, Queen Victoria street, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 octobre 1887, par le sieur Hoperaft, et dont elle est devenue propriétaire, pour des perfectionnements apportés aux grilles à chargement, piquage et nettoyage automatiques pour foyers.

50° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 15 juin 1894, faite, suivant acte en date du 26 mai 1894, à la société *The Engineering and general contract corporation limited*, dont le siège est à Londres, Queen Victoria street 19, par la société en liquidation *The Hoperaft furnace company limited*, dont le siège est à Londres, Queen Victoria street, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 décembre 1889, par M. Hoperaft, et dont elle est devenue propriétaire, pour des perfectionnements dans les grilles de foyers.

51° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 21 juin 1894, faite, suivant acte en date du 30 mai 1894, au sieur Roth (Henry-Ling), demeurant, 32, Prescott street, à Halifax (Angleterre), par le liquidateur de la société *The automatic Standard Screw company limited*, dont le siège est à Halifax, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 octobre 1886, par le sieur Stehli et la société dite *The Hartford machine Screw company*, et dont ladite société est devenue propriétaire, pour des perfectionnements dans les machines à faire les vis métalliques.

52° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 22 juin 1894, faite, suivant actes en date des 19 avril et 13 juin 1894, à la compagnie de la chaudière mixte, dont le siège est à Paris, rue Richer, n° 22, par les sieurs Bonicard (Jean), mécanicien, demeurant à Paris, avenue Parmentier, n° 130, Figeac (Jules), demeurant à Paris, rue Richer, n° 22, Rosenthal (Albert-Hirschfeld), demeurant à Saint-Gall (Suisse), Solignac (Louis), demeurant à Argenteuil (Seine-et-Oise), Martin (Jean-Félix), demeurant à Paris, avenue Percier, n° 8, et Figeac (Albert), demeurant à Suresnes (Seine), du brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 février 1893, par les sieurs Bonicard, pour un générateur réchauffeur de vapeur inextensible.

53° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 22 juin 1894, faite, suivant actes en date des 19 avril et 13 juin 1894, à la compagnie de la chaudronnerie mixte, dont le siège est à Paris, rue Richer, n° 22, par les sieurs Bonicard (Jean), mécanicien, demeurant à Paris, avenue Parmentier, n° 130, Figeac (Jules), demeurant à Paris, rue Richer, n° 22, Goecke (Joseph), demeurant à Paris, rue Richer, n° 22, Rosenthal (Albert-Hirschfeld), demeurant à Saint-Gall (Suisse), Solignac (Louis), demeurant à Argenteuil (Seine-et-Oise), Martin (Jean-Félix), demeurant à Paris, avenue Percier, n° 8, et Figeac (Albert), demeurant à Suresnes (Seine), du brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 mars 1894, par le sieur Bonicard, pour générateur mixte pour la vapeur.

54° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 22 juin 1894, faite, suivant actes en date des 19 avril et 13 juin 1894, à la compagnie de la chaudronnerie mixte, dont le siège est à Paris, rue Richer, n° 22, par les sieurs Bonicard (Jean), mécanicien, demeurant à Paris, avenue Parmentier, n° 130, Figeac (Jules), demeurant à Paris, rue Richer, n° 22, Goecke (Joseph), demeurant à Paris, rue Richer, n° 22, Rosenthal (Albert-Hirschfeld), demeurant à Saint-Gall (Suisse), Solignac (Louis), demeurant à Argenteuil (Seine-et-Oise), Martin (Jean-Félix), demeurant à Paris, avenue Percier, n° 8, Figeac (Albert), demeurant à Suresnes (Seine), du brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 avril 1894, pour système permettant de maintenir une pression constante dans les générateurs à vaporisation instantanée.

55° La mutation de propriété enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 26 juin 1894, telle qu'elle résulte du procès-verbal d'adjudication dressé, le 11 juin 1894, par M^e Leroy, notaire à Paris, et aux termes

duquel le sieur Bermès (Victor), demeurant à Lyon, rue Octavie, n° 2, est devenu propriétaire du brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 mai 1886, par le sieur Goublier, pour un nouveau système de bougies ou chandelles doubles.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 24 Septembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIE.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : V. LOUTIER.

N° 30000. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (conté par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

Sont approuvées les dépenses à faire par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée sur son réseau algérien, conformément au projet ci-après :

Ligne d'Alger à Oran :

Projet de déplacement de la grue hydraulique de la voie 2 et d'aller à piquer le feu à la gare de Blida.

Les dépenses faites pour l'exécution de ce projet seront, après vérification par la commission des comptes, ajoutées, mais seulement pour l'usage du droit de partage des bénéfices et jusqu'à concurrence d'une somme de deux mille trois cent cinquante-deux francs, majorations comprises au compte général de premier établissement des lignes du réseau algérien conformément à la convention du 1^{er} mai 1863, approuvée par le décret du 11 juin suivant et à l'article 5 du décret du 20 septembre 1894 (Paris, 18 Mai 1895.)

N° 30001. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (conté par le ministre des travaux publics) qui reporte au 28 janvier 1895 le délai fixé par l'article 1^{er} du décret du 28 janvier 1893, pour les expéditions nécessaires à l'établissement de la ligne de tramway de Voiron (Isère) à Saint-Béron (Savoie), avec embranchement de Saint-Laurent-du-Pont à Fourvoirie. (Paris, 18 Mai 1895.)

N° 30002. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (conté par le président du Conseil, ministre des finances) qui approuve l'acte administratif passé, le 16 mars 1895, devant le maire de la commune de la Réole, délégué par le préfet de la Gironde, portant concession à M^{me} Monsté, aux clauses et conditions stipulées et moyennant le versement de la somme de cent quatre-vingt-six francs soixante et cent centimes, d'une parcelle d'alluvion en voie de formation au droit de propriété, sur la rive gauche de la Garonne, aux Joutins, commune de la Réole; ladite parcelle d'une contenance totale de onze ares soixante-

ix centiares quatre-vingt-douze décimètres carrés, et limitée par un liséré rouge au plan annexé audit acte. (Paris, 20 Mai 1895.)

30003. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le président du Conseil, ministre des finances) portant ce qui suit :

1° Le préfet du Pas-de-Calais est autorisé à passer, au nom de l'État, avec *Boyenvat*, le contrat d'échange, sans soulte, d'un terrain domanial d'une superficie de huit mille quatre cent soixante-six mètres carrés faisant partie des dépendances du polygone du génie de la place d'Arras, contre un hôtel et ses dépendances, sis à Arras, rue des Jongleurs, n° 3, et appartenant à *L. Boyenvat*.

2° L'échange ne sera définitif qu'après avoir été sanctionné par une loi. (Paris, 20 Mai 1895.)

30004. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le président du Conseil, ministre des finances) portant ce qui suit :

1° Le préfet de Seine-et-Marne est autorisé à passer, au nom de l'État, le contrat d'échange par lequel le comte *Greffulhe* (*Henri-Jules-Charles-Emma*), propriétaire, demeurant au château de Bois-Boudran, commune de Fontenailles, cédera à l'État deux cent trente-six hectares quarante-sept ares et dix centiares de terrain, en grande partie boisé, situés sur le territoire des communes de Fontenailles, de la Chapelle-Rabelais, des Écrennes, de Bouhoulains et de Valence (Seine-et-Marne), contre des parcelles d'une superficie de cent soixante-dix hectares quatre-vingt-six ares dix centiares, situées sur les territoires des communes de Fontenailles et des Écrennes, appartenant à la forêt domaniale de Villefermoy, à la charge, par M. *Greffulhe*, de payer à l'État une soulte de vingt-huit mille sept cent cinquante francs vingt centimes.

2° L'échange ne sera définitif qu'après avoir été ratifié par une loi, et les intéressés ne pourront se mettre en possession avant la promulgation de la loi.

3° Tous les frais occasionnés par l'échange seront supportés par M. *Greffulhe*, y compris les frais de transcription et de purge légale, prévus par les articles 8 et 9 de l'ordonnance du 12 décembre 1827, ainsi que ceux auxquels donnera ouverture la soulte stipulée au profit de l'État. (Paris, 31 Mai 1895.)

30005. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des finances) qui approuve l'acte administratif passé, le 18 mars 1895, devant le préfet de la Sarthe, portant concession à la ville de Sablé (Sarthe), aux clauses et conditions stipulées et moyennant le prix de soixante-six francs deux centimes, d'un terrain de cent trente-deux mètres carrés trois décimètres carrés, à conquérir sur le lit du bras de la rivière la Sarthe, dit *bras de l'Île*, à Sablé, et désigné par une teinte rose sur le plan annexé au contrat. (Paris, 8 Juillet 1895.)

N° 30006. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes) qui affecte au ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes (*Service des postes et des télégraphes*) la parcelle de terrain de seize mètres quatre-vingt-un centimètres, située en bordure du chemin de fer de ceinture (rive gauche) près du pont Didot, à Paris (*Paris, 9 Juillet 1895.*)



Certifié conforme :

Paris, le 5 * Décembre 1895.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

L. RICARD.

* Cette date est celle de la réception du décret au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1728.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 30007. — *DÉCRET qui proclame des Brevets d'invention et des Certificats d'addition.*

Du 24 Décembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes ;

Vu l'article 14 de la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont proclamés les brevets d'invention et les certificats d'addition délivrés pendant le troisième trimestre de l'année 1894, tels qu'ils sont contenus dans les états ci-annexés.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 24 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : V. LOUTIER.

BREVETS D'INVENTION.

237758. Brevet de quinze ans, 13 avril 1894 ; Dugnon, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil stérilisateur.

237759. Brevet de quinze ans, Cook, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux caisses à classement automatique des pièces de monnaie et à d'autres caisses.

237760. Brevet de quinze ans, 13 avril 1894; Neumann, représenté par Bléry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif pour la suspension des lampes incandescentes.

237761. Brevet de quinze ans, 13 avril 1894; Neumann, représenté par Bléry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements apportés aux lampes électriques incandescentes.

237762. Brevet de quinze ans, 18 avril 1894; Sternberg, représenté par Brunswick, rue d'Amiens, n° 15, à Lille. — Nouvelle roue pour vélocipèdes et pour tous véhicules.

237763. Brevet de quinze ans, 12 avril 1894; Perrier, représenté par Gontier, à Privas. — Bec à essence, en cuivre fondu, système Perrier.

237764. Brevet de quinze ans, 16 avril 1894; Friederich, à Fontenay-le-Comte (Vendée). — Nouveau système de vilebrequin dont la mèche pourra toujours se maintenir dans le canon du vilebrequin jusqu'à l'accomplissement du trou.

237765. Brevet de quinze ans, 17 avril 1894; Lang (M^{re}), chemin Saint-Étienne (villa Foncière), à Nice. — Procédé d'exploitation de phosphate de chaux.

237766. Brevet de quinze ans, 14 avril 1894; Eckert, à Paris, rue Saint-Maur, n° 60, (cité Bertrand, n° 5). — Châssis photographiques à répétition pour glaces et pellicule.

237767. Brevet de quinze ans, 14 avril 1894; Orléans, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Agrafes et œillets fixés sur des bandes d'étoffe.

237768. Brevet de quinze ans, 14 avril 1894; Leroy, à Paris, rue Berthollet, n° 30. — Machine automatique à mouvement de rotation alternatif pour la désinfection et le blanchissage du linge et autres matières.

237769. Brevet de quinze ans, 14 avril 1894; Moore, représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Perfectionnements dans les machines à coudre.

237770. Brevet de quinze ans, 14 avril 1894; Moore, représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Perfectionnements dans les machines à coudre.

237771. Brevet de quinze ans, 14 avril 1894; Marks, représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Perfectionnements dans les trousse-jupes ou pages.

237772. Brevet de quinze ans, 14 avril 1894; société *Farbenfabriken vorm. Fried. Bayer und Comp.*, représentée par Casalis, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 81. — Procédé pour la préparation de nouvelles matières colorantes azoïques.

237773. Brevet de quinze ans, 14 avril 1894; Lacey, représenté par Armand aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux bandages pneumatiques.

237774. Brevet de quinze ans, 14 avril 1894; Roots, représenté par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Perfectionnements aux moteurs à gaz et à pétrole.

237775. Brevet de quinze ans, 14 avril 1894; Christgau, représenté par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Appareil réveil central électrique.

237776. Brevet de quinze ans, 14 avril 1894; Davidson, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Râpe de cuisine perfectionnée.

237777. Brevet de quinze ans, 14 avril 1894; Frankenberg, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Ressorts à boudin constitués par des enroulements en forme de demi-cercles et de cercles de différents diamètres avec un noyau intérieur formé par les petits enroulements.

237778. Brevet de quinze ans, 14 avril 1894; Rollason (M^{re}), représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Moteur à vent perfectionné.

237779. Brevet de quinze ans, 14 avril 1894; Bauer (M^{re}) et H. Müller et compagnie (société), représentés par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Corde de manège et de sûreté avec passants latéraux et frein.

237780. Brevet de quinze ans, 14 avril 1894; Trœutmann, représenté par la société Matray frères à Paris, boulevard Henri IV, n° 51. — Boîte à graisse pour machines.

237781. Brevet de quinze ans, 14 avril 1894; Kjelström, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Ruban pour déterminer le poids des bestiaux.

237782. Brevet de quinze ans, 14 avril 1894; Carbonnel, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Glissière roulante dans une boîte à suspension élastique du cadre d'un vélodépède.

237783. Brevet de quinze ans, 14 avril 1894; société dite *Stolberger Glashütten Actien-Gesellschaft Glashütte Jordan*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de verre de lampe constitué par des tubes de verre avec garnitures de fils métalliques.

237784. Brevet de quinze ans, 14 avril 1894; Lohier, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Broc hygiénique à brise-jet.

237785. Brevet de quinze ans, 14 avril 1894; Harnel frères (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil pour la teinture et le dégraissage des bobines de fils ou autres matières filamenteuses.

237786. Brevet de quinze ans, 18 avril 1894; Capelle, rue d'Aumale, n° 29, à Saint-Quentin. — Suppression du lattis dans les constructions par l'emploi de grillages, treillis et armatures métalliques.

237787. Brevet de quinze ans, 18 avril 1894; société anonyme des phosphates de chaux du Sud-Est, à Grenoble. — Machine à haver actionnée par courant électrique.

237788. Brevet de quinze ans, 16 avril 1894; compagnie internationale des procédés Adolphe Seigle, représentée par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnements aux brûleurs-générateurs de vapeurs combustibles.

237789. Brevet de quinze ans, 16 avril 1894; société F. de Glosel et Blanc, représentée par les sieurs Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Effets de moirage obtenus sur tous tissus, papiers, etc. par simple impression.

237790. Brevet de quinze ans, 18 avril 1894; Schaeffer, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Nouveau système d'échappement avec balancier libre, sans fourchette et sans ancre, applicable à tous les systèmes de pendule.

237791. Brevet de quinze ans, 19 avril 1894; Estragnat, représenté par Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Perfectionnements apportés au système Carrier pour faire les tissus à jour au moyen de roues moulinières tournant dans un sens parallèle aux fils de la chaîne.

237792. Brevet de quinze ans, 19 avril 1894; Walter, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Nouvelle civière d'ambulance (brancard).

237793. Brevet de quinze ans, 19 avril 1894; Seigle-Goujon, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Nouvelle peinture antiseptique et insecticide.

237794. Brevet de quinze ans, 19 avril 1894; Seigle-Goujon, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Préparation de phénate de cuivre et ses applications.

237795. Brevet de quinze ans, 20 avril 1894; Tuchnitz et Joppich, représentés par Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Porte-monnaie double.

237796. Brevet de quinze ans, 17 avril 1894; Buffara, à Alviçnac (Lot). — Voiture anglaise.

237797. Brevet de quinze ans, 19 avril 1894; Coulomb, rue Neuve, n° 2 bis, à Nîmes. — Système de pistons à huit positions indépendantes et triple colonne d'air pour instruments de musique à pistons de tout métal.

237798. Brevet de quinze ans, 19 avril 1894; Bellenger, contour de la Mairie, à Lille. — Procédé de préparation des ébauches pour la fabrication des tubes sans soudure en fer ou en acier.

237799. Brevet de quinze ans, 17 avril 1894; Cutmore, représenté par Malet à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Perfectionnements aux tuyaux acoustiques porte-voix.

237800. Brevet de quinze ans, 16 avril 1894; Schlager, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 13. — Fermeture pour composteurs d'impression avec enregistrement du degré de pression.

237801. Brevet de quinze ans, 16 avril 1894; Gilles et compagnie (société), représentée par Bouvret, à Paris, rue Albouy, n° 9 bis. — Nouveau robinet de tirage des liquides sous pression.

237802. Brevet de quinze ans, 16 avril 1894; Haberer, représenté par Falaix à Paris, rue de Provence n° 62. — Livre pouvant se fermer à secret.

237803. Brevet de quinze ans, 16 avril 1894; Berthe. Wulveryck et compagnie (société), à Paris, rue Tiquetonne, n° 15. — Bouton de vêtement s'attachant à la couture.

237804. Brevet de quinze ans, 16 avril 1894; Mendoza, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau dispositif pour photographie dit *le halographe*.

237805. Brevet de quinze ans, 16 avril 1894; Faga, représenté par Arnaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de sténographie manuelle.

237806. Brevet de quinze ans, 16 avril 1894; Bielswi, représenté par Fayat à Paris, rue Drouot, n° 16. — Distributeur automatique de courant pour la transmission télégraphique multiple entre deux et plusieurs stations, dit *transmission multiple*.

237807. Brevet de quinze ans, 16 avril 1894; Marzin, représenté par Carlier à Paris, rue des Halles, n° 15. — Nouvelle filière.

237808. Brevet de quinze ans, 16 avril 1894; les fils de Peugeot frères (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnement apporté aux vélocipèdes.

237809. Brevet de quinze ans, 16 avril 1894; H. Leconte et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de cachetage de sûreté principalement applicable aux boîtes à lettres.

237810. Brevet de quinze ans, 16 avril 1894; Delhumeau, représenté par Lemaître aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé et appareil mécaniques pour la teinture en barque des écheveaux, filés et étoffes.

237811. Brevet de quinze ans, 16 avril 1894; Brousset, représenté par Bléry à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif de transformations de vêtements.

237812. Brevet de quinze ans, 16 avril 1894; Drevdal, représenté par Bléry à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Lubrificateur mécanique dit *le terminus*.

237813. Brevet de quinze ans, 16 avril 1894; Henriot, représenté par Joly à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Système de freins pour vélocipèdes.

237814. Brevet de quinze ans, 17 avril 1894; Mumbro, à Paris, rue de Richelieu, n° 95. — Enveloppe et bandes avec des annonces imprimées de chaque côté.

237815. Brevet de quinze ans, 17 avril 1894; Facemaz, à Paris, rue Michel-le-Vieil, n° 123. — Appareil dit *godet* destiné à faciliter l'installation en plein vent des balcons garnis sur galerie et spécialement des bacs *Auer*.

237816. Brevet de quinze ans, 17 avril 1894; Labbé, à Paris, rue Vaucluse, n° 1. — Machine à laver et à rincer, à battoirs intérieurs.

237817. Brevet de quinze ans, 17 avril 1894; Drügg et Saurbier, représentés par Boutin, à Paris, rue Lagrange, n° 5. — Dispositif de sûreté contre les voleurs pour entraver les roues de vélocipèdes.

237818. Brevet de quinze ans, 17 avril 1894; Martinet, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Bailly, n° 11. — Crochet-boucle formant le *clou*.

237819. Brevet de quinze ans, 17 avril 1894; Chambon, représenté par Arnaud

gaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système d'aubes à fenêtre et son application à un multiplicateur hydraulique.

237820. Brevet de quinze ans, 17 avril 1894; Cox, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Perfectionnements dans les dispositions et la construction des générateurs thermo-électriques.

237821. Brevet de quinze ans, 17 avril 1894; Crygan, représenté par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Propulseur par compression pour vaisseaux aérostatiques.

237822. Brevet de quinze ans, 17 avril 1894; Labudens, représenté par Boramé, à Paris, boulevard Voltaire, n° 101. — Nouveau système de commande de vélocipèdes à manivelles dites *demi-tour* , avec frein à bague.

237823. Brevet de quinze ans, 17 avril 1894, Gore, représenté par Mennons, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Perfectionnements dans les machines à trier,

237824. Brevet de quinze ans, 17 avril 1894; Weidknecht et Bernard, représentés par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Perfectionnements aux générateurs à vaporisation instantanée.

237825. Brevet de quinze ans, 17 avril 1894; Gobert, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux buscs en acier pour corsets.

237826. Brevet de quinze ans, 17 avril 1894; Kahle, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Graisseur avec entonnoir ajouré disposé sous le couvercle du récipient d'huile.

237827. Brevet de quinze ans, 17 avril 1894; Maxfield, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les machines à fabriquer les cigarettes.

237828. Brevet de quinze ans, 17 avril 1894; Waterhouse, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les méthodes de mesurer, de contrôler et de régler des courants électriques.

237829. Brevet de quinze ans, 17 avril 1894; Weise et Scheibitz, représentés par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Nouveau système d'agrafage de corset.

237830. Brevet de quinze ans, 17 avril 1894, Timm, représenté par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Étui protecteur pour porte-plume et plumes.

237831. Brevet de quinze ans, 17 avril 1894; Braun, représenté par Mathieu, à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Système de bouton mobile universel pour vêtements.

237832. Brevet de quinze ans, 17 avril 1894; Bonny, Divan fils et Deau, représentés par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements à la construction des pompes ou moteurs rotatifs quelconques.

237833. Brevet de quinze ans, 17 avril 1894; Gentile, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Système de trousse portative pouvant être facilement rendue aseptique.

237834. Brevet de quinze ans, 17 avril 1894; Daydé et Pillé (société), représentée par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Machine à aléser de chantier.

237835. Brevet de quinze ans, 17 avril 1894; société dite *Duplex Printing Press Company*, représentée par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements apportés aux presses d'imprimerie.

237836. Brevet de quinze ans, 17 avril 1894; Ryan, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système de bicycles pliants.

237837. Brevet de quinze ans, 17 avril 1894; Diericka et Belot, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau bandage pneumatique, *l'idéal*, pour roues de vélocipèdes.

237838. Brevet de quinze ans, 17 avril 1894; Legras, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé d'application, en des points déter-

minés et facultatifs, de fleurs, dessins ou motifs coloriés sur les objets en papier soufflé.

237839. Brevet de quinze ans, 17 avril 1894; Hurst, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Chambre photographique dite *hélio-jumelle*.

237840. Brevet de quinze ans, 17 avril 1894; Zereuner, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé et disposition ayant pour but d'empêcher, dans les lignes aériennes à courant intense et face à toute perturbation acoustique et tout phénomène de mélange.

237841. Brevet de quinze ans, 17 avril 1894; Léon, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Mouvement de mouvement perfectionné.

237842. Brevet de quinze ans, 17 avril 1894; Steiner et Barwitz, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau mode d'assemblage et de fixation de rails.

237843. Brevet de quinze ans, 17 avril 1894; Wolfmüller et Geisenhof, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Bicyclette à moteur.

237844. Brevet de quinze ans, 17 avril 1894; Wesson et Leavitt, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements apportés aux pantalons.

237845. Brevet de quinze ans, 17 avril 1894; Raschein, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Arme automatique.

237746. Brevet de quinze ans, 17 avril 1894; Vincent, représenté par Chantre à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de support pour bicyclette, indispensable.

237347. Brevet de quinze ans, 17 avril 1894; Görlitz, représenté par Chantre à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de reproduction d'images, lettres, inscriptions ou dessins à vif éclat par impression en couleur sur verre en relief.

237848. Brevet de quinze ans, 17 avril 1894; Dupont, représenté par Chantre à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de régulateur à gaz.

237849. Brevet de quinze ans, 17 avril 1894; de Houvel, représenté par Chantre à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements apportés aux tissus employés pour vêtements de dessous ainsi qu'aux couvertures de tous genres.

237850. Brevet de quinze ans, 17 avril 1894; Reinisch et Kratochwil, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Podomètre automatique.

237851. Brevet de quinze ans, 17 avril 1894; Minder, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Cithare à clavier.

237852. Brevet de quinze ans, 17 avril 1894; Löwenstern et Strauss, représentée par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Chapeau.

237853. Brevet de quinze ans, 17 avril 1894; Kopcke, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil pour le soutirage de liquides.

237854. Brevet de quinze ans, 17 avril 1894; Drinkwater et Scott, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Épingle de chapeau.

237855. Brevet de quinze ans, 17 avril 1894; Siegfried, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Bicyclette perfectionnée.

237856. Brevet de quinze ans, 17 avril 1894; Politzer, représenté par Boettcher à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Matelas-sommier hygiénique.

237857. Brevet de quinze ans, 17 avril 1894; Kovacs, représenté par Boettcher à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Irrigateur.

237858. Brevet de quinze ans, 17 avril 1894; La Casse, représenté par Armand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine à laver les bouteilles.

237859. Brevet de quinze ans, 17 avril 1894; Schmeier, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de fabrication des bougies ou crayons de charbon pour l'éclairage électrique.
237860. Brevet de quinze ans, 17 avril 1894; F. Vantombe et compagnie (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de fabrication d'un tissu à côtes de dessins et couleurs variés.
237861. Brevet de quinze ans, 17 avril 1894; Guerlain, à Paris, rue de la Paix, n° 25. — Nouvelle manière de parfumer les encres d'imprimerie.
237862. Brevet de dix ans, 30 mars 1894; Bergès (les sieurs), avenue Gandillot, n° 5, à Alger. — *Dépalpeuse Bergès*, nouvelle machine à triturer les olives pour la production de l'huile, éliminant les noyaux sans les briser.
237863. Brevet de quinze ans, 5 avril 1894; Barneaud, à Philippeville (Constantine). — Machine *Térosaue* destinée à l'exploitation des carrières de pierre à bâtir.
237864. Brevet de quinze ans, 9 avril 1894; Bernasconi, à Constantine (Algérie). — Lits et sommiers métalliques adhésifs aux lits.
237865. Brevet de quinze ans, 18 avril 1894; Delfoy, avenue de Neuilly, n° 15, à Pully-sur-Seine. — Application de l'électricité, par les éperons et le filet de courres, au dressage et à l'entraînement des chevaux de selle et de courses récalcitrants et chevaux indomptables.
237866. Brevet de quinze ans, 18 avril 1894; Preiswerk et compagnie (société), représentée par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Poutraison dans les toitures à rez-de-chaussée.
237867. Brevet de quinze ans, 18 avril 1894; Moeri et Jeanneret (société), représentée par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baffin, n° 11. — Montre perpétuelle.
237868. Brevet de quinze ans, 18 avril 1894; Lekeu, représenté par la société Assi Gènes, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Séchoir mécanique à superphosphate.
237869. Brevet de quinze ans, 18 avril 1894; Nathan, représenté par la société Assi Gènes, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Procédé et appareil pour débiter ou soutirer des bûches fortement moussues.
237870. Brevet de quinze ans, 18 avril 1894; Briggs et Denton, représentés par Lévy aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux jacquards à double levée pour métiers à tisser.
237871. Brevet de quinze ans, 18 avril 1894; Petit, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau système de voie portative démontable.
237872. Brevet de quinze ans, 18 avril 1894; société *Farbenfabriken vorm. Fried. Bayer und compagnie*, représentée par Dobler, à Paris, boulevard Neumarchais, n° 8. — Procédé pour la préparation d'acides sulfoniques de la série de la naphthaline.
237873. Brevet de quinze ans, 18 avril 1894; Lamplugh, représenté par Memmou, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Perfectionnements apportés aux chariots pour courses de velocipèdes.
237874. Brevet de quinze ans, 18 avril 1894; Kunheim et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé d'agglomération, en blocs ou morceaux solides, des minerais granuleux ou finement broyés, des produits métallurgiques, etc.
237875. Brevet de quinze ans, 18 avril 1894; J. Maldant Dupoy et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de compteur à gaz à paiement préalable.
237876. Brevet de quinze ans, 18 avril 1894; Scheffel, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau procédé d'éclairage à incandescence par le gaz.
237877. Brevet de quinze ans, 23 avril 1894; Perrusson, à Fontenay (Charente). — Nettoie expansive à mouvement automatique.
237878. Brevet de quinze ans, 23 avril 1894; Perrusson, à Fontenay (Charente). — Maille romaine perfectionnée à crochets internes.

237879. Brevet de quinze ans, 19 avril 1894; Dupuis (M^{re}), faisant domicile chez le sieur Toullotte, à Paris, rue de Chabrol, n° 12. — Alkali en poudre.

237880. Brevet de quinze ans, 19 avril 1894; Saltzkorn et Nicolai, représentés par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Machine pour fixer des bandes métalliques.

237881. Brevet de quinze ans, 19 avril 1894; Groult jeune, rue de Cormeille, n° 3 à Levallois-Perret (Seine). — Appareil dit *la terminus*, destiné à être utilisé pour détrempier, mélanger toutes teintes employées en peinture, obtenant par cet appareil la régularité des tons, trituration des céruses, etc.

237882. Brevet de quinze ans, 19 avril 1894; de Pauw, représenté par Schmitt, à Paris, rue du Château-d'Eau, n° 1. — Enduit préservateur et vernis mat isolants.

237883. Brevet de quinze ans, 19 avril 1894; Zanella, représenté par Schmitt, à Paris, rue du Château-d'Eau, n° 1. — Nouvelle roue avec bandage pneumatique.

237884. Brevet de quinze ans, 19 avril 1894; Gautier, à Paris, rue Beauregard, n° 26. — Rails et bandages pour chemins de fer de montagnes et tramways à rampes.

237885. Brevet de quinze ans, 19 avril 1894; Harrisson dit Monniot, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Appareil de changement de vitesse.

237886. Brevet de quinze ans, 19 avril 1894; Eberhart, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Chaire ou tribune.

237887. Brevet de quinze ans, 19 avril 1894; Lütje, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Canule pneumatique.

237888. Brevet de quinze ans, 19 avril 1894; Schäfer, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements apportés aux presse-papiers.

237889. Brevet de quinze ans, 19 avril 1894; Caillié, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Système de fers sans chiens et sans gâchettes.

237890. Brevet de quinze ans, 19 avril 1894; Brichaut, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Châssis pour photographie en couleurs avec réservoir de mercure dilatable.

237891. Brevet de quinze ans, 19 avril 1894; Médinger, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux fourches d'avant pour cycles.

237892. Brevet de quinze ans, 19 avril 1894; Thomas, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de châssis de vitrine à roulement sur billes.

237893. Brevet de quinze ans, 19 avril 1894; Gavioli, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système mécanique actionné à l'aide de cartons perforés, le clavier des orgues, harmoniums, etc., permettant l'accompagnement des chants religieux.

237894. Brevet de quinze ans, 19 avril 1894; Chappée, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de caniveau pour lignes électriques souterraines destinées à la traction des véhicules sur les voies ferrées.

237895. Brevet de quinze ans, 19 avril 1894; Kellner, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux appareils de décomposition électrolytique.

237896. Brevet de quinze ans, 19 avril 1894; Kellner, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Diaphragme électrolytique.

237897. Brevet de quinze ans, 19 avril 1894; Trillon, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau procédé de fabrication des biscuits avec moule à fermeture hermétique.

237898. Brevet de quinze ans, 19 avril 1894; Nautré, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine à nettoyer les conteneurs.

237899. Brevet de quinze ans, 19 avril 1894; de Vos, représenté par Chassevent,

à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Mécanisme automatique pour amener instantanément les embarcations de sauvetage à bord des navires.

237900. Brevet de quinze ans, 19 avril 1894; Ternström, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Affût élastique obturateur d'embrasure.

237901. Brevet de quinze ans, 19 avril 1894; ateliers de construction Oberlikon (société), représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Réglage de la position des balais des commutateurs pour le chargement d'accumulateurs au moyen de courant alternatif.

237902. Brevet de quinze ans, 19 avril 1894; Müller, représenté par Mennons, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Chaîne démontable pour vélocipèdes et autres usages.

237903. Brevet de quinze ans, 19 avril 1894; Collier, représenté par Mennons, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Perfectionnement applicable aux bicycles, tricycles et autres vélocipèdes.

237904. Brevet de quinze ans, 19 avril 1894; Baux et Glaénzer, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de fabrication de brosses à mouture et manche en celluloid.

237905. Brevet de quinze ans, 19 avril 1894; Denayrouze, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système mixte d'éclairage à incandescence par l'action combinée du gaz et de l'électricité.

237906. Brevet de quinze ans, 19 avril 1894; Lanz, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil nettoyeur pour machines à battre le blé.

237907. Brevet de quinze ans, 19 avril 1894; société industrielle des téléphones (constructions électriques, caoutchouc, câbles), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Microphone système G. Bailleux.

237908. Brevet de quinze ans, 23 avril 1894; Marquaille, à Caudry (Nord). — Système de bras de chasse-taquet des métiers à tisser.

237909. Brevet de quinze ans, 23 avril 1894; Ad. Béridot et fils (société), à Voiron (Isère). — Nouveau système de coupe applicable aux métiers mécaniques à tisser les velours et peluches.

237910. Brevet de quinze ans, 23 avril 1894; Provost, rue d'Alsace, n° 7, à Angers. — Porte-manteau.

237911. Brevet de quinze ans, 20 avril 1894; Fouilloy, à Paris, rue Neuve-Popincourt, n° 14. — Nouveau fixateur à crémaillères servant à fixer les cravates au bouton du col de la chemise.

237912. Brevet de quinze ans, 20 avril 1894; Radlauer, Lubszynski et Widemann, représentés par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Clé articulée.

237913. Brevet de quinze ans, 20 avril 1894; Rausch, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil pour tempérer les boissons.

237914. Brevet de quinze ans, 20 avril 1894; société internationale d'éclairage par le gaz d'huile, représentée par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Lampe à incandescence par le gaz pour l'éclairage des wagons de chemins de fer et autres véhicules.

237915. Brevet de quinze ans, 20 avril 1894; Wegmann et compagnie (société), représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à titrer automatiquement les écheveaux de filés.

237916. Brevet de quinze ans, 20 avril 1894; de Olekiewicz, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Dispositif pour le soulèvement des voies.

237917. Brevet de quinze ans, 20 avril 1894; Thomas, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Machine perforatrice à main pour mines et carrières.

237918. Brevet de quinze ans, 20 avril 1894; compagnie électrothermique, repré-

sentée par Jasse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Appareil pour produire de la vapeur de chloroforme à haute pression, par chauffage de ce fluide au moyen de vapeur d'eau à basse pression.

237919. Brevet de quinze ans, 20 avril 1894; Delacomme, représenté par Chévenet, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine à serrer repasser.

237920. Brevet de quinze ans, 20 avril 1894; Froment, représenté par Chévenet, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de chaudière multitubulaire fait à convertisseur.

237921. Brevet de quinze ans, 20 avril 1894; Froment, représenté par Chévenet, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'extracteur des graisses dans les chaudières à vapeur.

237922. Brevet de quinze ans, 20 avril 1894; Chénier, représenté par Chévenet, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de brûleur *Bunsen* perfectionné.

237923. Brevet de quinze ans, 20 avril 1894; Kahn, à Paris, rue Montoya, 4. — Publicité sur véhicules roulants de toute nature, voitures publiques, omnibuses, voitures particulières, vélocipèdes, etc.

237924. Brevet de quinze ans, 20 avril 1894; Luxeux (M^{re}), à Paris, rue d'Honoré, n° 41. — Flacon d'odeur dans une fleur artificielle ou un feuillage.

237925. Brevet de quinze ans, 21 avril 1894; Lacroix frères et Collet (société), à Dijon (Côte-d'Or). — Nouveau système de turbine dite *à vannage* d'eau extérieur circulaire.

237926. Brevet de quinze ans, 23 avril 1894; Crépy fils et compagnie (société), représentée par Brunswick, rue d'Amiens, n° 45, à Lille (Nord). — Machine à tisser et teiller les textiles végétaux.

237927. Brevet de quinze ans, 23 avril 1894; Quennoy, rue Basse, n° 3, à Lille (Nord). — Machine à tracer la confection civile et militaire.

237928. Brevet de quinze ans, 25 avril 1894; Striss, rue Minabeau, n° 38, à Lille (Nord). — Tablettes de discrétion et boîte aux lettres.

237929. Brevet de quinze ans, 25 avril 1894; F. Kendall et fils (société), représentée par Dugnoille, rue Vauban, n° 3, à Valenciennes (Nord). — Application de fil d'aluminium à la clarification et au perfectionnement des bières, vins, eaux minérales, sirops, extraits et autres liquides.

237930. Brevet de quinze ans, 23 avril 1894; Jolidon, rue Paul-Guérin, n° 1, à Toulon (Var). — Système de tubes à lames ayant pour but d'augmenter considérablement la surface de chauffe d'une chaudière tubulaire.

237931. Brevet de quinze ans, 25 avril 1894; Maubert, place Cassini, n° 7, à Chamonix (Alpes-Maritimes). — Four intermittent à étages, destiné au séchage et à la cuisson du ciment Portland.

237932. Brevet de quinze ans, 25 avril 1894; Dubois, rue Reine-Jeanne, n° 1, à Descours, à Nice (Alpes-Maritimes). — Charbon artificiel.

237933. Brevet de quinze ans, 21 avril 1894; Leroy, représenté par Cosas, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 16. — Grille dite *barreau universel*.

237934. Brevet de quinze ans, 21 avril 1894; Perrinon, rue de Plaisance, n° 1, à Asnières (Seine). — Système de croissant de cheminée mobile économique pour foyers.

237935. Brevet de quinze ans, 21 avril 1894; Gromet, représenté par Barthe, à Paris, rue Albouy, n° 9 bis. — Nouveau formoir pour sacs à main ou ridicules, valises et autres objets analogues.

237936. Brevet de quinze ans, 21 avril 1894; Menclin, représenté par Castelnau, à Paris, rue des Halles, n° 45. — Appareil permettant d'injecter le sulfure de carbone ou les sulfo-carbonates liquides et tous autres insecticides ou engrais liquides.

237937. Brevet de quinze ans, 21 avril 1894; E. Ducrest et L. Lejeune (société), à Paris, rue Claude-Bernard, n° 75. — Transmetteur d'ordres pour le service de l'artillerie.

237938. Brevet de quinze ans, 21 avril 1894; Lachaux, représenté par Wasth,

ris, rue Marignan, n° 5. — Perfectionnements dans la fabrication des couvettes de tables.

337939. Brevet de quinze ans, 21 avril 1894; société anonyme *la Précision*, représentée par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Dispositif pour réglage périodique et automatique des horloges.

337940. Brevet de quinze ans, 21 avril 1894; Adolphe Heinrich et Wilhelm Dresler (sûr), représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Méthode de décapage à chaud des fils métalliques.

337941. Brevet de quinze ans, 21 avril 1894; Desfries, représenté par Armengaud aîné, boulevard Poissonnière, 21. — Perfectionnements dans les châssis de fenêtres.

337942. Brevet de quinze ans, 21 avril 1894; L. Bernheim et compagnie (société), à Paris, rue des Jeûneurs, n° 21. — Emballage hermétique renfermant une motte de loup ou graisse comestible.

337943. Brevet de quinze ans, 21 avril 1894; Piétri, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Brancard incassable pour voitures de voyageurs et autres, dit l'*incassable brancard français*.

337944. Brevet de quinze ans, 21 avril 1894; Turet et Bruaet, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Moteur basé sur les lois de la gravitation universelle ou de la chute des corps par l'obliquité de l'écliptique.

337945. Brevet de quinze ans, 21 avril 1894; Triller, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les têtes de siphons.

337946. Brevet de quinze ans, 21 avril 1894; Brand et Franklyn, représentés par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements apportés à la construction des conduits souterrains pour conducteurs électriques.

337947. Brevet de quinze ans, 21 avril 1894; Soxhlet, représenté par la société Louis Gudman, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Nouvelle cafetière.

337948. Brevet de quinze ans, 21 avril 1894; Thôni, représenté par la société Lullier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Guide-cordeau pour le nettoyage des fusils.

337949. Brevet de quinze ans, 21 avril 1894; Bigot, représenté par la société Lullier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau système pour les cartons employés dans les métiers à tisser.

337950. Brevet de quinze ans, 21 avril 1894; Basset, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de roues à bascule perfectionnée pour les tramways publics.

337951. Brevet de quinze ans, 21 avril 1894; Maiche, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnement apporté au réglage de la ventilation des générateurs à vapeur.

337952. Brevet de quinze ans, 21 avril 1894; Frische (M^{re}), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Chainette galvanique à effets multiples.

337953. Brevet de quinze ans, 21 avril 1894; Akar, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de bouée de sûreté empêchant la fraude pour tonneaux.

337954. Brevet de quinze ans, 21 avril 1894; Clawson, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les appareils pour fonctionner par des pièces de monnaie.

337955. Brevet de quinze ans, 21 avril 1894; société *Chemische Fabrik auf Aktien* (sûr. E. Schering), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Emploi des persulfates dans la photographie.

337956. Brevet de quinze ans, 26 avril 1894; Jules Chagot et compagnie (société), dont domicile chez le sieur Perxusset, rue Lamartine, à Mâcon (Saône-et-Loire). — Système d'affût de perforatrice.

337957. Brevet de quinze ans, 21 avril 1894; Dubost, représenté par Lépinette et

Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Mouvement pour métier à tisser des boîtes de navette.

237958. Brevet de quinze ans, 21 avril 1894; Bailly, représenté par Lépine Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Fers pour modèles et démonstrations dits fers miniature.

237959. Brevet de quinze ans, 23 avril 1894; Blein, représenté par Lépine Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Allumage automatique des bacs de

237960. Brevet de quinze ans, 24 avril 1894; Pignet et compagnie (société), représentée par Peguin, rue de Constantine, n° 8, à Lyon. — Turbine à liquides impulsés par vapeurs ou gaz sous pression, dite *dynamo-hydropneumatique* Charles Pignet.

237961. Brevet de quinze ans, 21 avril 1894; Boyeux, représenté par Brocard, Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Application du caoutchouc dans le moirage des

237962. Brevet de quinze ans, 24 avril 1894; F. du Closel et Blanc (société), représentée par Freydier-Dubreuil et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Produits de façonné, armure, broché, etc., obtenus par simple impression sur tous tissus.

237963. Brevet de quinze ans, 24 avril 1894; Lamargue et Tardy, représentés par Galland, cours Vitton, n° 32, à Lyon. — Système de polissage et feutrage d'étoffe.

237964. Brevet de quinze ans, 26 avril 1894; Grandjon, hôtel Charnay, galerie de l'Arque, à Lyon. — Générateur à vapeur.

237965. Brevet de quinze ans, 23 avril 1894; Savy, à Paris, rue Léon-Capitaine, n° 12. — *Purgeur Savy*.

237966. Brevet de quinze ans, 23 avril 1894; Gutbier, à Paris, cité Gaillard, n° 1. — Obturateur automatique empêchant le remplissage d'un récipient après que le récipient aura été vidé.

237967. Brevet de quinze ans, 23 avril 1894; Holtz, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 5 bis. — Étagère à musique avec pupitre amovible et repliable.

237968. Brevet de quinze ans, 23 avril 1894; Schiller, représenté par la société des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Fermeture de boîtes à thé.

237969. Brevet de quinze ans, 23 avril 1894; Schacke, représenté par Nacheux, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Agitateur pour appareils à fabriquer de la glace transparente.

237970. Brevet de quinze ans, 23 avril 1894; Nieske, représenté par Nacheux, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Procédé pour la destruction absolue des incrustations de chaudières par l'emploi des chromates.

237971. Brevet de quinze ans, 23 avril 1894; Weinstein, à Paris, rue Saint-Sauveur, n° 22. — Voiture à quatre roues et à quatre places, munie au moyen de roues à crans dont une est munie de pédales.

237972. Brevet de quinze ans, 23 avril 1894; Othon (D^m), à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 72. — Perfectionnement apporté dans la fabrication des fils et tonneaux emboutis ou non emboutis en tôle de fer ou d'acier ou tout autre métal.

237973. Brevet de quinze ans, 23 avril 1894; Guerre et Martin, à Paris, rue de Clignancourt, n° 36. — Instruments de musique électriques.

237974. Brevet de quinze ans, 23 avril 1894; Chaise frères (société), représentés par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Émaillage de tous genres de lisses métalliques.

237975. Brevet de quinze ans, 23 avril 1894; Pesson, élisant domicile chez le sieur Brouder, à Paris, rue de Rennes, n° 80. — Jardinière pour plantes naturelles.

237976. Brevet de quinze ans, 23 avril 1894; société anonyme pour le travail électrique des métaux, représentée par Fayolle, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouveau système d'accumulateur mixte.

237977. Brevet de quinze ans, 23 avril 1894; Colombier, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Perfectionnements aux coins métalliques de chemins de fer.

237978. Brevet de quinze ans, 23 avril 1894; Hiorth, représenté par Cassinaga,

à Paris, rue de Halles, n° 15. — Séchoir à action continue servant aussi à fumer les substances alimentaires.

237979. Brevet de quinze ans, 23 avril 1894; Cooke, Wherry et Kirby (les sieurs), représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux tables à rallonges.

237980. Brevet de quinze ans, 23 avril 1894; Dufaux, Schneider et Gaudin, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Chemin de fer surélevé et sans fin, dit *l'Himalaya*.

237981. Brevet de quinze ans, 23 avril 1894; Mager, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Mèche incombustible pour lampe.

237982. Brevet de quinze ans, 23 avril 1894; Schäfer, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau régulateur de pression, applicable aux appareils de soutirage.

237983. Brevet de quinze ans, 23 avril 1894; société dite *Actien-gesellschaft für anilin-fabrikation*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de préparation d'un nouvel acide α naphthylaminetrissulfonique et d'un nouvel acide 1.8 amidonaphtoldisulfonique et de matières colorantes en dérivant.

237984. Brevet (brevet anglais devant expirer le 5 décembre 1907) pris, le 23 avril 1894, par Wedderburn, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Moyens de fixer les chapeaux ou bonnets aux cheveux ou à la coiffure.

237985. Brevet de quinze ans, 23 avril 1894; Stockheim, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé et appareil applicables au traitement des moûts de brasserie.

237986. Brevet de quinze ans, 23 avril 1894; Michaud, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouvelle machine à enduire.

237987. Brevet de quinze ans, 23 avril 1894; Taffin, représenté par Coppin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau produit alimentaire et son mode de préparation.

237988. Brevet de quinze ans, 23 avril 1894; Potter, représenté par Coppin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnement apporté aux appareils égaliseurs combinés avec les machines à préparer le coton (diabes, batteurs, cardes), afin d'assurer la production d'une nappe uniforme.

237989. Brevet de quinze ans, 23 avril 1894; F. Hardtmuth et compagnie (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements aux appareils destinés à prolonger la combustion du charbon supérieur dans les lampes électriques à arc.

237990. Brevet de quinze ans, 25 avril 1894; Blaquièrre, rue du Moulin, à Bédarieux (Hérault). — Égouttoir tournant séparant la partie liquide des pulpes, graines et grappes des raisins broyés.

237991. Brevet de quinze ans, 27 avril 1894; Raverot, place de l'Hôtel-de-Ville, n° 10, à Saint-Étienne. — Pompe refoulante auto-compensateur.

237992. Brevet de quinze ans, 28 avril 1894; Vert, représenté par Chedeville, à Tarbes (Hautes-Pyrénées). — Support isolant pour paratonnerres.

237993. Brevet de quinze ans, 28 avril 1894; Branet, à Rabatens (Hautes-Pyrénées). — Système d'attache servant à garder les animaux dans les pacages.

237994. Brevet de quinze ans, 28 avril 1894; Souless, rue Alexandre-Fourtanier, n° 20, à Toulouse. — Machine tendeur.

237995. Brevet de quinze ans, 24 avril 1894; Osokin, représenté par le sieur Selinger-Gerynski, à Paris, avenue Lamotte-Picquet, n° 31. — La Sirène, appareil de natation.

237996. Brevet de quinze ans, 24 avril 1894; Hudgin (M^{re}), représentée par de Mosenthal, à Paris, rue La Bruyère, n° 3 bis. — Valise ou panier pliant.

237997. Brevet de quinze ans, 24 avril 1894; Laurans et Jodelay, demeurant à Paris, le premier, rue de la Tombe-Issoire, n° 37, et le deuxième, cité Cardinal-Lemoine, n° 7. — Système d'arrosage antiseptique et désinfectant des voies publiques.

237998. Brevet de quinze ans, 24 avril 1894; Carmichael, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil et procédé perfectionnés pour décomposition électro-chimique.

237999. Brevet de quinze ans, 24 avril 1894; Paticon, représenté par Chenu, à Paris, rue de Rambuteau, n° 24. — Clef de sûreté pour tuyaux de poêles, cuisinières, calorifères et toutes espèces d'appareils de chauffage.

238000. Brevet de quinze ans, 24 avril 1894; Chopard, à Paris, rue Chapou, n° 1. — Système éclair à ressort destiné à poser les bijoux en place.

238001. Brevet de quinze ans, 24 avril 1894; Ackerman, représenté par la société des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Procédé perfectionné pour la fabrication de plaques de blindage et autres pièces de fonderie en fonte à faces durcies.

238002. Brevet de quinze ans, 24 avril 1894; Hayes, représenté par la société et Goussier, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements apportés aux machines servant à fabriquer les lattis en feuilles métalliques et à la fabrication des lattis.

238003. Brevet de quinze ans, 24 avril 1894; L. Giffes et compagnie (société), représentés par Bouvret, à Paris, rue Albouy, n° 9 bis. — Perfectionnements aux appareils à fabriquer les eaux gazeuses.

238004. Brevet de quinze ans, 24 avril 1894; Le Bouvier, à Paris, rue Laffitte, n° 10. — Aspenseur pneumatique destiné aux fondations à l'air comprimé.

238005. Brevet de quinze ans, 24 avril 1894; Earle, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux machines à sécher l'air et de vapeur.

238006. Brevet de quinze ans, 24 avril 1894; Choate, représenté par Blythe, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans la production du zinc métallique.

238007. Brevet de quinze ans, 24 avril 1894; Sinning, représenté par la société, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Perfectionnements aux machines à mouler les chaussures sur la forme, ou se rattachant à ces machines.

238008. Brevet de quinze ans, 24 avril 1894; F. Masi et A. Cano (société), représentés par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Montre solaire.

238009. Brevet de quinze ans, 24 avril 1894; Moomy, représenté par Frydman, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements apportés aux bandages pour les pieds.

238010. Brevet de quinze ans, 24 avril 1894; Hollerith, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux dispositifs et appareils pour obtenir des résultats statistiques au moyen de cartes de comptage.

238011. Brevet de quinze ans, 24 avril 1894; Zanardo, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux machines à scier et à travailler la pierre.

238012. Brevet de quinze ans, 24 avril 1894; Martin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de boîte magique.

238013. Brevet de quinze ans, 24 avril 1894; Shepard, Bartholomew et Carr, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de véhicule perfectionné pour véhicules.

238014. Brevet de quinze ans, 24 avril 1894; Hadfield, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés à la fabrication de l'acier au manganèse.

238015. Brevet de quinze ans, 24 avril 1894; de Kraljevic, représenté par Delaunay, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Clous à ancrer pour assembler, d'une façon indissoluble, soit des bois entre eux, soit des bois avec des pièces de fer.

238016. Brevet de quinze ans, 24 avril 1894; Hoyt, représenté par Armand, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux pédales de vélocipèdes ou autres.

238017. Brevet de quinze ans, 24 avril 1894; Cooper, représenté par la société

Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Garniture automatique pour tuyaux flexibles et autres, destinée à arrêter les fuites.

238018. Brevet de quinze ans, 24 avril 1894; Bach, Schatz et Rincke, représentés par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les fers à cheval.

238019. Brevet de quinze ans, 24 avril 1894; Mac Giehan, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Balance postale indiquant automatiquement le poids et le taux d'affranchissement les lettres, papiers d'affaires, journaux, etc.

238020. Brevet de quinze ans, 24 avril 1894; Wyman et Goodwin, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau support isolant pour conducteurs électriques.

238021. Brevet de quinze ans, 24 avril 1894; Ballou, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Monture pour joints à charnières de broches.

238022. Brevet de quinze ans, 24 avril 1894; Farkas, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Système de douille à chef pour lampes à incandescence.

238023. Brevet de quinze ans, 24 avril 1894; Farkas, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Bougies pour les petites lampes à incandescence dites *flamées à balonnette*.

238024. Brevet de quinze ans, 24 avril 1894; Klingelhofer, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux roues pour véhicules de tous genres.

238025. Brevet de quinze ans, 24 avril 1894; Smit, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les générateurs.

238026. Brevet de quinze ans, 24 avril 1894; Tayar, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Nouvelle machine servant à la fabrication du pain azyme dit *Matza*.

238027. Brevet de quinze ans, 24 avril 1894; Colby, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les boîtes de montre.

238028. Brevet de quinze ans, 24 avril 1894; Kirsch, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements aux joints pour câbles.

238029. Brevet de quinze ans, 24 avril 1894; Gerbe, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de reliure mobile pour journaux, publications, brochures, registres, etc.

238030. Brevet de quinze ans, 24 avril 1894; Ross et Cariland, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Construction perfectionnée de lampe à huile.

238031. Brevet de quinze ans, 24 avril 1894; Sandoz, et compagnie (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Préparation de la pyrocaléchine et de ses éthers monoalcoylés, tels que le gainéol, l'orthoxyphénétol, etc., ainsi que celles de leurs dérivés sulfoconjugués, halogénés et nitrés.

238032. Brevet de quinze ans, 30 avril 1894; Gloria, éisant domicile à Bourgneuf (Loire-Inférieure. — Poinçons à bois à saillies refoulantes à tiges cylindriques et à rainures.

238033. Brevet de quinze ans, 30 avril 1894; Danton et Péronnet, à la Palisse (Allier). — Collier de cheval métallique rembourré pouvant s'agrandir à volonté.

238034. Brevet de quinze ans, 25 avril 1894; Sandillon, représenté par Maulvault, à Paris, rue Richelieu, n° 15. — Système d'appareil d'alimentation applicable aux générateurs de vapeur et autres appareils d'évaporation.

238035. Brevet de quinze ans, 25 février 1894; Rodet, représenté par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Appareil pour compter et additionner, à l'usage des joueurs de billard.

238036. Brevet de quinze ans, 25 avril 1894; Gebrüder Heymann (société) sentée par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Jong d'Espagne guipé pour mode fantaisie et autres usages.

238037. Brevet de quinze ans, 25 avril 1894; Armstrong, représenté par B à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Aile de propulseur perfectionnée.

238038. Brevet de quinze ans, 25 avril 1894; Minga, représenté par B à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau procédé de chauffage appliqué à toutes les industries utilisant la force hydraulique.

238039. Brevet de quinze ans, 25 avril 1894; Henck, représenté par B à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Robinet à fermeture automatique.

238040. Brevet de quinze ans, 25 avril 1894; Hofmann, représenté par B à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé et machine pour la navigation aérienne.

238041. Brevet de quinze ans, 25 avril 1894; société anonyme ateliers de constructions mécaniques, ci-devant Ducommun, représentée par la société An à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux barrettes des étréps dits *Intersectings*.

238042. Brevet de quinze ans, 25 avril 1894; société dite *Continental und gutta-percha compagnie*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard Magenta, n° 11. — Système de coussin de selle pour vélocipèdes.

238043. Brevet de quinze ans, 25 avril 1894; Crozet, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de malaxeur lisseur à rotation et à mouvements transformables pour le traitement des graisses et matières.

238044. Brevet de quinze ans, 25 avril 1894; King, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les pipes.

238045. Brevet de quinze ans, 25 avril; Rolland et Karcher, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de détenteur et ses applications.

238046. Brevet de quinze ans, 25 avril 1894; Rolland et Karcher, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de récipient portatif avec réfrigérant pour le débit, sous pression, de la bière et boissons.

238047. Brevet de quinze ans, 25 avril 1895; Chasles, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux appareils pour la copie des lettres.

238048. Brevet de quinze ans, 25 avril 1894; Muleur, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de sachet métallique.

238049. Brevet de quinze ans, 25 avril 1894; Cottin-Angar, représenté par Lejeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareils pour la coupe par lignes de coupe, des enveloppes de lettres et des bandes-enveloppes pour feuilles de musique, etc., en vue d'en faciliter l'ouverture.

238050. Brevet de quinze ans, 25 avril 1894; Gravier, représenté par Lejeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de carburateur et carburation de l'air.

238051. Brevet de quinze ans, 25 avril 1894; Murphy, représenté par Lejeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans la fabrication des alcools et dans les appareils servant à cette fabrication.

238052. Brevet de quinze ans, 25 avril 1894; Lejeune, représenté par Lejeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Coussin-néce pour la navigation, etc.

238053. Brevet de quinze ans, 28 avril 1894; Fryer, représenté par Gay, rue Julien, n° 62, à Rouen. — Procédé pour l'utilisation de la chaleur perdue des moteurs à gaz ou à pétrole.

238054. Brevet de quinze ans, 30 avril 1894; Brun-Latrige, à Saint-Étienne. — Système de douilles supprimant l'emploi de la bourre ou de la rondelle de carton dessus de la balle ou de la charge de plomb dans le chargement des cartouches.

238055. Brevet de quinze ans, 26 avril 1894; Imbs, à Paris, rue Meissonnier, n° 6. — Perfectionnements dans les machines à pigner les fibres textiles.

238056. Brevet de quinze ans, 26 avril 1894; Charlier, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements apportés aux croisées à guillotine.

238057. Brevet de quinze ans, 26 avril 1894; Chameroy, représenté par Maulvault, à Paris, rue Richelieu, n° 15. — Perfectionnements aux bornes-fontaines.

238058. Brevet de quinze ans, 26 avril 1894; Ronze et Duboin, représentés par Maulvault, à Paris, rue Richelieu, n° 15. — Nouveaux articles de modes en dentelle à jour brodée et brûlée.

238059. Brevet de quinze ans, 26 avril 1894; Naudeau, à Paris, rue Godefroy-Cavaignac, n° 22. — Châlet-boîte à allumettes.

238060. Brevet de quinze ans, 26 avril 1894; Kemter junior, représenté par Menons, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Chaise dite *chaise universelle*.

238061. Brevet de quinze ans, 26 avril 1894; Jaworsky, représenté par Parmentier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Combinaison d'assemblage et de montage applicable aux meubles, aux cloisons, aux constructions et, en général, à tous objets quelconques.

238062. Brevet de quinze ans, 26 avril 1894; Merck, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Procéd. de fabrication de pierre-liège.

238063. Brevet de quinze ans, 26 avril 1894; Manet et société M. Gaupillat et compagnie, représentés par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Genre d'amorce électrique pour l'inflammation des mines et autres usages.

238064. Brevet de quinze ans, 26 avril 1894; Altstock, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Mécanisme automatique pour l'attelage des wagons de chemins de fer, permettant de les coupler et de les découpler sans danger.

238065. Brevet de quinze ans, 26 avril 1894; Kessler, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Machine pour lever les pommes de terre.

238066. Brevet de quinze ans, 26 avril 1894; Feaver, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les appareils à congeler la crème et autres substances.

238067. Brevet de quinze ans, 27 avril 1894; Girard, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Garniture à air comprimé pour pièces de chevaux et bêtes de trait.

238068. Brevet de quinze ans, 26 avril 1894; Marie, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Carte-lettre pour publicité.

238069. Brevet de quinze ans, 26 avril 1894; Lemaire, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositifs perfectionnés pour le collage des cigarettes fabriquées avec les machines mues à la main ou au moteur.

238070. Brevet de quinze ans, 26 avril 1894; Dvorak, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Échafaudage à supports sur les murs existants.

238071. Brevet de quinze ans, 26 avril 1894; Svagrovsky, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Amélioration apportée aux vélocipèdes.

238072. Brevet de quinze ans, 26 avril 1894; Prael, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de compteur kilométrique plus spécialement destiné aux vélocipèdes.

238073. Brevet de quinze ans, 26 avril 1894; Poplineau, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Robinet de tirage pour siphon.

238074. Brevet de quinze ans, 26 avril 1894; Phinney et Whitney, représentés par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements apportés aux lavabos en commodes.

238075. Brevet de quinze ans, 26 avril 1894; Simonnot-Godard et fils (société), à Paris, rue du Sentier, n° 33. — Application à l'impression industrielle sur tout genre

ou toute espèce de tissus, du procédé de la photographie obtenue soit sur bois, soit sur cuivre, soit sur tout autre métal ou composition.

238076. Brevet de quinze ans, 26 avril 1894; Goldston, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements apportés ou relatifs aux appareils ferme-circuits électriques pour lampes montées en série.

238077. Brevet de quinze ans, 26 avril 1894; Nobel, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Substances explosives.

238078. Brevet de quinze ans, 28 avril 1894; Biesse, représenté par Freyrier-Dubreal et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Nouveau classeur à reliure mobile pour journaux, revues illustrées et publications quelconques.

238079. Brevet de quinze ans, 30 avril 1894; Falconnier, élisant domicile chez le sieur Geneste, quai de Retz, n° 9, à Lyon. — Brique-verre disposée pour les réflecteurs.

238080. Brevet de quinze ans, 30 avril 1894; L. Gille et compagnie (société), représentée par Petit, rue de Constantine, n° 13, à Lyon. — Nouveau genre d'épis et de raisins artificiels pour articles servant à l'ornementation des églises et autres analogues.

238081. Brevet de quinze ans, 30 avril 1894; Henry, représenté par Brocard, rue Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Perfectionnement aux voies de chemins de fer.

238082. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1894; Joseph Brach et compagnie (société), représentée par Brocard, rue Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Chariot à table mobile.

238083. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1894; Joseph Brun et compagnie (société), représentée par Brocard, rue Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Perfectionnements aux couleaux circulaires des malaxeurs de pâtes.

238084. Brevet de quinze ans, 2 mai 1894; Delpuy, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Sève, n° 66, à Lyon. — Pompes élévatoires aspirantes et refoulantes.

238085. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1894; Rodier, à Saint-Thibéry (Hérault). — Loto historique, scientifique et littéraire.

238086. Brevet de quinze ans, 28 avril 1894; Courtecuisse, représenté par Boivin, rue Nationale, n° 284, à Lille. — Constateur universel automatique à l'usage de courses de pigeons et de vélocipèdes, de rondes d'ateliers, etc.

238087. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1894; Castaignède, à Pissos (Landes). — Appareil et fourneau destinés à la préparation de la térébenthine.

238088. Brevet de quinze ans, 30 avril 1894; Pradiers, rue de l'Université, n° 11, à Toulouse. — Nouveaux véhicules à vapeur, ou générateur de vapeur et moteurs servant à actionner des voitures et bateaux.

238089. Brevet de quinze ans, 27 avril 1894; Thiroux, à Paris, rue de Châteaudun, n° 46. — Perfectionnements apportés à l'éclairage électrique par incandescence et par arc. Lampe à incandescence solaire.

238090. Brevet de quinze ans, 27 avril 1894; Durozi, à Paris, rue des Immeubles-Industriels, n° 11. — Perfectionnements apportés au système de pompe à bielles liquides à trois colonnes d'eau, et application de sa transmission à une pompe à simple effet.

238091. Brevet de quinze ans, 27 avril 1894; Bapdoin et Schribaux, représentés par Dizeon, à Paris, rue du Terrage, n° 15. — Appareil destiné à stériliser, concentrer, distiller toute substance à l'état de solution.

238092. Brevet de quinze ans, 27 avril 1894; Huzar, à Paris, rue de l'Université, n° 89. — Bouteille ayant pour but d'empêcher la congélation des liquides.

238093. Brevet de quinze ans, 27 avril 1894; société des ciments français et des portland, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements apportés aux fours continus pour la chaux, les ciments et autres produits similaires.

238094. Brevet de quinze ans, 27 avril 1894; Contenau et Godart fils (société), représentée par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 94. — Section automatique pour pièces dentées.

8095. Brevet de quinze ans, 27 avril 1894; Pemsel, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Mécanisme pour chasse-mouches.
8096. Brevet de quinze ans, 27 avril 1894; Focroulle, représenté par Danzer, 101, rue Cambou, n° 19. — Palan à noix quadrangulaire ou triangulaire, en pages droits et frein de sûreté produit par la charge.
8097. Brevet de quinze ans, 27 avril 1894; société anonyme des ateliers de confection, forges et aciéries de Bruges, représentée par la société Marillier et Robelet, 101, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Innovations dans les dispositifs de sûreté des poulies de palans.
8098. Brevet de quinze ans, 27 avril 1894; King et Blandsley, représentés par la société Malray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements des anglaises pour tuyaux.
8099. Brevet de quinze ans, 27 avril 1894; Bloch, représenté par la société Malray, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouvel étui ou enveloppe pour sonnerie ou tout autre objet quelconque, permettant de rendre fixes ou mobiles les objets.
8100. Brevet de quinze ans, 27 avril 1894; Aron, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements apportés aux compteurs à hélice.
8101. Brevet de quinze ans, 27 avril 1894; Steiner, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Tireur-automate.
8102. Brevet de quinze ans, 27 avril 1894; Sutcliffe, représenté par Casalunga, 101, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les appareils pour water-closets.
8103. Brevet de quinze ans, 27 avril 1894; Howard et Taite, représentés par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les appareils de montage des wagons.
8104. Brevet de quinze ans, 27 avril 1894; Stridå, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Mécanisme de distribution à deux tiroirs ronds.
8105. Brevet de quinze ans, 27 avril 1894; société dite *Achlen-Gesellschaft für Fabrikation*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Préparation d'un nouvel acide naphthylène-diamine-sulfonique et de matières colorantes qui en dérivent.
8106. Brevet de quinze ans, 27 avril 1894; Köhlman (M^{re}), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de passe-lacet.
8107. Brevet de quinze ans, 27 avril 1894; L. Gaillard et Requier (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Sonde pour le diagnostic du docteur Desnos.
8108. Brevet de quinze ans, 27 avril 1894; société générale menlière, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Froyeur quadruple à cylindres.
8109. Brevet de quinze ans, 4 mai 1894; Dlat et Lapierre, à Toulon (Ailier). — Système destiné à faciliter l'adhérence des faux aux manches.
8110. Brevet de quinze ans, 30 avril 1894; Borios, élisant domicile chez le sieur Borios, rue de la Grande, n° 36, à Besançon. — Nouveau système de diviseur de carte continué.
8111. Brevet de quinze ans, 2 mai 1894; Miller, à Avallon (Yonne). — Système de mouvement d'équilibre pour petite balance de précision.
8112. Brevet de quinze ans, 4 mai 1894; Camis, à Menlan (Seine-et-Oise). — Appareil pour des ressorts se remontant et faisant sa force par lui-même.
8113. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1894; Michel, à Linselles (Nord). — Garant contre les coups de bavettes.
8114. Brevet de quinze ans, 4 mai 1894; Puypeyroux, à Montagnier (Dordogne). — Appareil à distillation et rectification continues et simultanées, séparant les toxiques primant l'eau comme réfrigérant, donnant des produits supérieurs avec économie de combustible et de temps.

238115. Brevet de quinze ans, 28 avril 1894; Wiegand, représenté par Gaillet, avenue de Neuilly, n° 143, à Neuilly (Seine). — Cric.

238116. Brevet de quinze ans, 28 avril 1894; Churchward, représenté par Pélissier, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Nouveau procédé pour amener l'huile aux essieux des caissons de locomotives ou autres véhicules de ce genre.

238117. Brevet de quinze ans, 28 avril 1894; Briot, représenté par Lanier, à Paris, rue Lemercier, n° 40. — Perfectionnements aux seaux dits hygiéniques.

238118. Brevet de quinze ans, 28 avril 1894; M. Weber et compagnie (société), représentée par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Bouchage des bouteilles.

238119. Brevet de quinze ans, 28 avril 1894; Zettler, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Appareil de nettoyage automatique pour tambours et peigneurs de cartes.

238120. Brevet de quinze ans, 28 avril 1894; Bruch, représenté par Lombarde, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Procédé nouveau pour la filtration des eaux d'égout.

238121. Brevet de quinze ans, 28 avril 1894; Thirion et Paillard, et sociétés françaises et étrangères, à Paris, cité d'Antin, n° 6. — Système de crémaillères dans le sol, permettant de graver les pentes rapides de voies publiques ou privées, moyen de lignes ferrées et avec traction mécanique.

238122. Brevet de quinze ans, 28 avril 1894; Somasco, représenté par Louis Gaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux machines mécaniques pour permettre le pétrissage continu de la pâte destinée à faire le pain.

238123. Brevet de quinze ans, 28 avril 1894; Somasco, représenté par Louis Gaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux fours de boulangerie pour permettre la cuisson continue du pain.

238124. Brevet de quinze ans, 28 avril 1894; Somasco, représenté par Louis Gaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Fabrication continue du pain.

238125. Brevet de quinze ans, 28 avril 1894; Canot, représenté par la société de tray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux procédés et aux machines ou appareils pour décortiquer, préparer, tordre et sécher la tourbe ou autres matières fibreuses.

238126. Brevet de quinze ans, 28 avril 1894; André, représenté par la société de tray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Procédé de fabrication de creux hors d'un bloc de métal massif.

238127. Brevet de quinze ans, 28 avril 1894; Falsetti, représenté par Boettcher, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Montre de précision simplifiée dite *perpetuelle*.

238128. Brevet de quinze ans, 28 avril 1894; Friedl, représenté par Boettcher, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Mors de bride perfectionné.

238129. Brevet de quinze ans, 28 avril 1894; Vogt, représenté par Boettcher, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Réveille-matin électrique.

238130. Brevet de quinze ans, 28 avril 1894; Gomez y Sanchez (M^{re}), représenté par Boettcher, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Nouveau procédé chimique appliqué aux pompes aspirantes et foulantes dans le but d'éteindre les incendies.

238131. Brevet de quinze ans, 28 avril 1894; Th. Schmidt et Herkenrath (société), représentée par Boettcher, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Élan pour le travail des grosses pièces.

238132. Brevet de quinze ans, 28 avril 1894; Thuillier, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Nouveau système d'agrafe de branches pour sécateurs et autres instruments à branches.

238133. Brevet de quinze ans, 28 avril 1894; Monière-Sonnen, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau coussin-mousse.

238134. Brevet de quinze ans, 28 avril 1894; Thirion, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Machine à boucher les bouteilles de vin.

238135. Brevet de quinze ans, 28 avril 1894; Hookham, représenté par la société

Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements apportés à la fabrication des ressorts métalliques et des machines propres à confectonner ces ressorts.

238136. Brevet de quinze ans, 28 avril 1894; Clément et Gilmer (société), représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Fontaine photographique auto-motrice.

238137. Brevet de quinze ans, 28 avril 1894; Archauloff, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Moteur à air chaud.

238138. Brevet de quinze ans, 28 avril 1894; Desprez, représenté par Fayollet, à Paris, rue Druot, n° 16. — Appareil servant à la réduction et au traitement des fractures de la colonne vertébrale.

238139. Brevet de quinze ans, 28 avril 1894; Duncan, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements apportés aux roues, poulies et dispositifs analogues.

238140. Brevet de quinze ans, 28 avril 1894; Lach et Bénies, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la purification et la décoloration des jus de sucre et solutions saccharines.

238141. Brevet de quinze ans, 28 avril 1894; Wegmann, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Assemblage ou joint métallique pour tuyaux de wagons de chemins de fer.

238142. Brevet de quinze ans, 28 avril 1894; Mauiner, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Tente ou partie de tente servant aussi de manteau ou capote.

238143. Brevet de quinze ans, Vogeliuss, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Tente à l'usage militaire.

238144. Brevet de quinze ans, 28 avril 1894; Yates, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta n° 11. — Perfectionnements dans les moteurs à fluides sous pression.

238145. Brevet de quinze ans, 28 avril 1894; Mays, représenté par la société Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Appareil centrifuge pour séparer les métaux fondus et autres substances similaires.

238146. Brevet de quinze ans, 28 avril 1894; société *The Brown Automatic Car Coupler Company of Virginia*, représentée par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les attelages automatiques pour wagons de chemin de fer.

238147. Brevet de quinze ans, 28 avril 1894; Königsberger, représenté par Boettcher, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Procédé de galvanoplastie et dorure ou argenture de tous objets en matière plastique.

238148. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1894; Saint-Cricq, rue des Cultivateurs, n° 54, à Pau. — Nouveau soc de charrue.

238149. Brevet de quinze ans, 2 mai 1894; Bourgue, rue Ballard, n° 6, à Marseille. — Appareil, appelé *niveleur à cadran*, devant servir à déterminer la différence de tirant d'eau d'un navire.

238150. Brevet de quinze ans, 4 mai 1893; Chatagnon, à Saint-Julien-en-Jarez (Loire). — Poulie de plan automoteur faite en deux parties.

238151. Brevet de quinze ans, 5 mai 1894; Matras et Guillot, représentés par Aulanier, rue du Haut-Tardy, n° 25, à Saint-Étienne. — Appareil de compensation destiné à régulariser et à rendre constante la traction des fils dans les métiers à tisser.

238152. Brevet de quinze ans, 5 mai 1894; Maussier, à Saint Galmier (Loire). — Machine à souffler et à fabriquer les bouteilles de toutes formes et dimensions ainsi que les manchons pour verres à vitres.

238153. Brevet de quinze ans, 5 mai 1894; Pépin fils aîné, rue Notre-Dame, n° 110, à Bordeaux. — Bidon jaugeur automatique.

238154. Brevet de quinze ans, 30 avril 1894; Becker, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Horloge se remontant une fois

par an et dans laquelle la force du ressort est rendue uniforme par une vis sans fin.

238155. Brevet de quinze ans, 30 avril 1894; Fromont, représenté par Tixier, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 15. — Appareils de sûreté pour boîtes aux lettres, bornes-postes, etc.

238156. Brevet de quinze ans, 30 avril 1894; Harris, Sheldon et Cumberland, représentés par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements aux supports ou consoles pour broches et autres articles analogues.

238157. Brevet de quinze ans, 30 avril 1894; Immelen, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Appareil à filtrer des vins et d'autres boissons.

238158. Brevet (brevet anglais devant expirer le 9 février 1808) pris, le 30 avril 1894, par Cavdery, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements dans les chemins de fer connus sous le nom de montagnes russes.

238159. Brevet de quinze ans, 30 avril 1894; Bauch (M^{re}), représentée par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Porte-cannes et parapluies.

238160. Brevet de quinze ans, 30 avril 1894; Demberger, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Châssis métallique pour travaux de coiffeurs.

238161. Brevet de quinze ans, 30 avril 1894; Faure, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Chaussou sans couture et son procédé de fabrication.

238162. Brevet de quinze ans, 30 avril 1894; Vauzelle, représenté par Biraod, à Paris, passage Saint-Michel, n° 4. — Nouveau système de fixation des caoutchoucs pneumatiques pour vélocipèdes.

238163. Brevet de quinze ans, 30 avril 1894; Durey, à Paris, rue Lebrun, n° 17. — Nouveau système de classeur pour lettres, factures, documents, etc.

238164. Brevet de quinze ans, 30 avril 1894; Norreys, représentée par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Procédé et moyens perfectionnés pour la fabrication d'un combustible en blocs.

238165. Brevet de quinze ans, 30 avril 1894; Kortüm, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de production des récipients et tuyaux en fer, et machine-outil servant à sa mise en pratique.

238166. Brevet de quinze ans, 30 avril 1894; société Farbenfabriken vorm. Fried. Bayer und compagnie, représentée par Dohler, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 81. — Procédé pour la préparation de phénolalcools et de leurs produits de substitution.

238167. Brevet de quinze ans, 30 avril 1894; Dheyne, de Nydpruck et de la Hault, représentés par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de moteur à pétrole, à essence, etc.

238168. Brevet de quinze ans, 30 avril 1894; Frey, à Paris, rue Pfat, n° 43. — Nouvelle machine à fraiser universelle.

238169. Brevet de quinze ans, 30 avril 1894; Frey, à Paris, rue Pfat, n° 43. — Nouvelle disposition de machine à planer et dresser les tôles.

238170. Brevet de quinze ans, 30 avril 1894; Roper, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau système et appareils pour arrimer les barques sur les vaisseaux, les faire descendre dans l'eau et les dégager après leur descente.

238171. Brevet de quinze ans, 30 avril 1894; Roper, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Système et appareils perfectionnés pour arrimer des barques de vaisseaux et des fûts sur les défenses, pour les enlever et les descendre dans l'eau.

238172. Brevet de quinze ans, 30 avril 1894; Roper, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux bateaux.

173. Brevet de quinze ans, 30 avril 1894; l'brig, représenté par la société Ler et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Fermeture de sûreté mécanique pour robinets.
174. Brevet de quinze ans, 30 avril 1894; Mische, représenté par la société Ler et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements à la fabrication des clous.
175. Brevet de quinze ans, 30 avril 1894; Farr, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux machines à coudre à pédales.
176. Brevet de quinze ans, 30 avril 1894; Nectoux, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Nouvelle disposition pour combattre la résistance de l'air du vent dans la marche des vélocipèdes.
177. Brevet de quinze ans, 30 avril 1894; Société dite *The gas meter Company*, représentée par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les appareils à chute de monnaie pour la vente et la distribution automatique du gaz.
178. Brevet de quinze ans, 30 avril 1894; Ruiz-Castano Ariza, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Système des caoutchoucs creux avec lame métallique, applicables aux roues des vélocipèdes et autres véhicules.
179. Brevet de quinze ans, 30 avril 1894; Sarazin, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Four pour la fusion des produits minéraux.
180. Brevet de quinze ans, 30 avril 1894; Demerbe, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Nouveau système de laminage de tôles bosselées ou rainurées de plat ou de champ sur deux faces contiguës, sur trois, quatre ou plus, obtenues en une fois et en longueurs multiples.
181. Brevet de quinze ans, 30 avril 1894; Frauger, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé pour alimenter d'air pur les habitations des villes, et appareils employés à cet effet.
182. Brevet de quinze ans, 30 avril 1894; Frassier, à Paris, rue de la Glacière, n° 13. — Jeu dit *l'alliance*, applicable à tous les billards.
183. Brevet de quinze ans, 30 avril 1894; Massip, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Instrument de musique dénommé *moline*.
184. Brevet de quinze ans, 30 avril 1894; Moeller, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil artificiel pour sécher et brûler, avec récupération de la chaleur dépensée pour l'évaporation.
185. Brevet (brevet anglais devant expirer le 19 janvier 1908) pris, le 30 avril 1894, par Penn et Lowndes, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les armatures de dynamos et moteurs électriques.
186. Brevet de quinze ans, 7 mai 1894; Bigot, rue de la Madeleine, à Paris, n° 52. — Timbre dit *timbre Talon*.
187. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1894; Goutterre et Weil, représentés par Armengaud jeune, à Paris, rue Guillemin, n° 5. — Système de four continu à cornues verticales, destiné à la carbonisation et à la distillation simultanées des matières animales, telles que cuirs, os, etc.
188. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1894; Periel, à Paris, rue Chevreul, n° 14. — Procédé de fabrication, préparation et vente, sous le nom de *sami de l'Inde*, du blé d'Inde ou de Turquie de toute provenance.
189. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1894; Pfeleiderer, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements dans les procédés de chauffage, de cuisson et de refroidissement et dans les moyens ou appareils employés à cet effet.
190. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1894; Van Vleck et Weston, représentés par

Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements dans les instruments de mesures électriques.

238191. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1894; Damaskinos, à Paris, rue d'Arras, n° 2. — Balancier sténographe.

238192. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1894; Ferguson et Riemer, représentés par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les aiguilles pour machines à coudre.

238193. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1894; Von Siemens, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil destiné à la formation du dessin par voie électrique dans les métiers à tisser.

238194. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1894; Branson, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Perfectionnements dans les machines à tricoter.

238195. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1894; Duthell, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Procédé et appareil destinés à la fabrication des produits en ciment, et notamment des tuyaux.

238196. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1894; Beary, représenté par Favollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements apportés aux moulins à cylindres.

238197. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1894; Brice et Dean, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux robots-mesureurs.

238198. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1894; Marcandier, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Accumulateur pour vélocipèdes.

238199. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1894; Purvis et Armstrong, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux chemins de fer électriques.

238200. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1894; Piguet, représenté par Coppin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil à faire les hachures.

238201. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1894; Drost et Tiemann, représentés par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé pour conserver les cassettes provenant de la fabrication du sucre de betterave, et pour supprimer ou diminuer les eaux d'égout de la fabrication.

238202. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1894; Protie, représenté par Coppin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux machines à battre les grains, à manège à plan incliné, dites tripoteuses à un ou deux chevaux.

238203. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1894; Droeshout, représenté par Coppin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Filtre continu à mouvement alternatif.

238204. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1894; Terry et Almy, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Flacon perfectionné pour mucilage.

238205. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1894; Wiblitzhauser, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil de douchage pour hydrothérapie.

238206. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1894; Société dite *The Vale-Barrel Machine Company limited*, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements apportés aux appareils pour la fabrication des tonneaux.

238207. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1894; Lambert, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Poupée-bébé mécanique.

238208. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1894; Losem, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 6. — Perfectionnements dans les machines à perforer les roches.

238209. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1894; Conner, représenté par Chessevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux conducteurs électriques pour canalisations souterraines.

171. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1894; Kerrill, représenté par Chassevent, à boulevard Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans le soufflage des bouteilles en verre par pression de l'air.
172. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1894; Morin, représenté par Chassevent, à boulevard de Magenta, n° 11. — Système de douille perfectionnées pour lanternes automobiles et autres analogues.
173. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1894; Latteux-Bazin, représenté par Chassevent, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de pompe.
174. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1894; Berry, représenté par Armengaud, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les chaudières.
175. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1894; Borowski, représenté par Armengaud, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Disposition pour empêcher la contraction des voies ferrées dans les tranchées.
176. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1894; Hornung et Liebl, représentés par un jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Étoffes, vêtements, emballage, bâches imperméables et procédé pour leur fabrication.
177. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1894; de San Roman, représenté par Armengaud, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau tramway, système.
178. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1894; Chaize (les sieurs), représentés par Paris, rue Cambon, n° 19. — Cadres extenseurs et protecteurs, idéal, des tous genres, textiles et métalliques.
179. Brevet de quinze ans, 5 mai 1894; Simon, rue de Paris, n° 16, à Troyes. — Système d'étau à serrage différentiel.
180. Brevet de quinze ans, 2 mai 1894; Chevalier, représenté par Boivin, rue de Paris, n° 23, à Lille. — Perfectionnements dans les machines à gaz, à pétrole et autres similaires.
181. Brevet de quinze ans, 5 mai 1894; Scribe (les sieurs), rue du Lombard, à Lille. — Perfectionnements apportés aux chardons métalliques destinés aux draperies, cotonnades et autres étoffes et ayant pour titre : *chardon métallique à crochet curviligne*.
182. Brevet de quinze ans, 5 mai 1894; Beaucamps, élisant domicile chez le sieur, rue de l'Alma, n° 40, à Lille. — Bonde pour tonneaux à bière ou autres.
183. Brevet de quinze ans, 2 mai 1894; Hessing, représenté par Naubardt, à boulevard de Magenta, n° 30. — Voiture-civière pour le transport des blessés sur le champ de bataille.
184. Brevet de quinze ans, 2 mai 1893; Vimont, représenté par la société Assi, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux métiers continus pour la préparation et le filage des matières textiles.
185. Brevet de quinze ans, 2 mai 1894; Dehaitre, représenté par Fayollet, à rue Drouot, n° 16. — Machine à cartonner pneumatique.
186. Brevet de quinze ans, 2 mai 1894; Beyer (les sieurs), représentés par Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Broyeur monocylindrique à trémie mobile et à caniveau, système Beyer frères.
187. Brevet de quinze ans, 2 mai 1894; Clerc, représenté par la société Matray, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Poêles à soupapes.
188. Brevet de quinze ans, 2 mai 1894; Boecler, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Système pneumatique pour récipients à liquides sous pression.
189. Brevet de quinze ans, 2 mai 1894; Stargardt, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Système de sûreté pour bijoux et autres objets analogues.
190. Brevet de quinze ans, 2 mai 1894; Besson, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Poi-

gnée pour maintenir rigides les fils de tout genre employés dans le montage des broches et balais.

238230. Brevet de quinze ans, 2 mai 1894; *Sir W. G. Armstrong, Mitchell and Company limited* (société), représentée par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Affût pour canon à tir rapide.

238231. Brevet de quinze ans, 2 mai 1894; Knemeyer, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Machine à broser et cylindrer les fils em-
pesés.

238232. Brevet de quinze ans, 2 mai 1894; Simonin, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau procédé de fabrication des boissons gazeuses en siphons et appareil employé pour réaliser ce procédé.

238233. Brevet de quinze ans, 2 mai 1894; Facemas, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Monture en métal sans-soudures pour verres à baguettes de becs de gaz, lampes, etc.

238234. Brevet de quinze ans, 2 mai 1894; Paillard et Lefebvre, représentés par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de détente.

238235. Brevet de quinze ans, 2 mai 1894; Lebaupin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de rayon pour roues en général et spécialement pour roues de vélocipèdes.

238236. Brevet de quinze ans, 2 mai 1894; Beau, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil dit *merso-mètre hydrostatique*, pour la mesure de la hauteur d'un point au-dessus d'un niveau liquide.

238237. Brevet de quinze ans, 2 mai 1894; Hall, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les manivelles et les moyens de les fixer aux arbres.

238238. Brevet de quinze ans, 2 mai 1894; Jankonski et Rosenfeld, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de poêle à pétrole à circulation renversée des gaz de la combustion.

238239. Brevet de quinze ans, 7 mai 1894; Ugnon, élisant domicile chez le sieur Bretton, rue Cité-Delassalle, n° 12, à Charpennes, près Lyon (Rhône). — Machine à dérompre les tissus apprêtés.

238240. Brevet de quinze ans, 7 mai 1894; société dite *Actiengesellschaft für Seil-Industrie vorm. Ferd. Hoff*, représentée par Freydier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Dispositif de cordage pour des buts de tir mobiles.

238241. Brevet de quinze ans, 8 mai 1894; Piguët et compagnie (société), représentée par Peguin, rue de Constantine, n° 8, à Lyon. — Mode de fonctionnement à moteur détonant dit *dynamo pyropneumatique Charles Piguët*.

238242. Brevet de quinze ans, 7 mai 1894; Puibasset, à l'Isle-sur-la-Sorgue (Vaucluse). — Nouvelle boîte dite *pare-punaises*, destinée à garantir les lits des punaises et insectes et à en assurer la propriété.

238243. Brevet de quinze ans, 8 mai 1894; Rateau, rue de la République, n° 27, à Saint-Étienne. — Perfectionnements aux turbines à réaction.

238244. Brevet de quinze ans, 8 mai 1894; Bertrand, rue de la République, n° 29, à Saint-Étienne. — Lampe carburatrice à la naphthalène, système *Franck-Bertrand*.

238245. Brevet de dix ans, 8 mai 1894; Delannoy et Malavié, à Béthune (Pas-de-Calais). — Descenseur système *Delannoy-Malavié* pour sauvetage en cas d'incendie et applicable, dans le commerce et l'industrie, comme descende-charge.

238246. Brevet de quinze ans, 4 mai 1894; Hahn et Hoese, représentés par la société Sautter et de Nèstral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Tente à chevaux et cordes.

238247. Brevet de quinze ans, 4 mai 1894; Martin et Fournier, demeurant à Paris, le premier, rue Friant, n° 14, le second, rue Vilchardouin, n° 12. — Seringue à injections hypodermiques, tout en cristal, dénommée le véritable *aseptique*.

238248. Brevet de quinze ans, 4 mai 1894; Pages, à Paris, rue de Joux, n° 7. — Nouveau système de fabrication des gants en peau et en tissus de tous genres, etc.

238249. Brevet de quinze ans, 4 mai 1894; Wegener, représenté par Naumhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Moulin à étages avec blutoir à courant d'air.

238250. Brevet de quinze ans, 4 mai 1894; Piedfort, représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Perfectionnements apportés dans les appareils de télégraphie multiple.

238251. Brevet de quinze ans, 4 mai 1894; Marzetti et Wenigmann, représentés par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Appareils d'aiguillage et de repassage pour outils tranchants de toute espèce.

238252. Brevet de quinze ans, 4 mai 1894; Martinand, représenté par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Application à la fabrication de tous les hydrates de carbone obtenus avec la fécule et l'amidon d'un procédé consistant à produire, dans le sein même des cellules végétales, les réactions chimiques nécessaires à leur préparation.

238253. Brevet de quinze ans, 4 mai 1894; Fournier, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux jumelles.

238254. Brevet de quinze ans, 4 mai 1894; Muir (les sieurs), représentés par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements aux taquets pour métiers à tisser.

238255. Brevet de quinze ans, 4 mai 1894; Seipp, représenté par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Fourneau pour désinfecter et consumer les excréments et ordures domestiques.

238256. Brevet de quinze ans, 4 mai 1894; société anonyme de la tuilerie mécanique du Pottelberg, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 43. — Nouveau système de hourdis.

238257. Brevet de quinze ans, 4 mai 1894; Rimailho, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Dispositif pour le déchargement et le rechargement en pleine lumière des plaques photographiques, applicable aux appareils à escamotage du type dit *photo-jumelles* et autres.

238258. Brevet de quinze ans, 4 mai 1894; Oster et Joisten, représentés par Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux machines d'imprimerie.

238259. Brevet de quinze ans, 4 mai 1894; Herpers, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Pompe à double effet sans boîte à étoupes et fonctionnant à bras.

238260. Brevet de quinze ans, 4 mai 1894; Kruppenbacher, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil protecteur empêchant toute détérioration des bandages pneumatiques par les clous.

238261. Brevet de quinze ans, 4 mai 1894; Mirkand, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Procédé de fabrication industrielle d'une eau gazeuse de composition constante et de pureté absolue.

238262. Brevet de quinze ans, 4 mai 1894; Crosset et Debatisse (société), représentée par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Machine à décatir.

238263. Brevet de quinze ans, 4 mai 1894; Larsen, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvel attirail de pêche.

238264. Brevet de quinze ans, 4 mai 1894; compagnie de Fives-Lille, représentée par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Compresseur d'air à deux phases ou à double compression, applicable aux appareils de freinage des trains de chemins de fer.

238265. Brevet de quinze ans, 4 mai 1894; Prion, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Guide automatique des trains de chemins de fer.

238266. Brevet de quinze ans, 4 mai 1894; Marure, représenté par Fyotlet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements apportés aux machines à boucher.

238267. Brevet de quinze ans, 4 mai 1894; Herrmann, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Eiberson stérilisateur, à aspiration d'air pur.

238268. Brevet de quinze ans, 4 mai 1894; Krieger, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif évitant, par l'explosion même, le recul des pièces d'artillerie et des armes à feu.

238269. Brevet de quinze ans, 4 mai 1894; Morin, représenté par Bity, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Entonnoir à jauge basculante.

238270. Brevet de quinze ans, 4 mai 1894; Richau, représenté par Chausse, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Épingle de réparation de vêtements.

238271. Brevet de quinze ans, 4 mai 1894; Hazard, représenté par Chausse, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les procédés de conservation des denrées alimentaires.

238272. Brevet de quinze ans, 4 mai 1894; Benker, représenté par Chausse, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés dans les appareils servant à la fabrication de l'acide sulfurique.

238273. Brevet de quinze ans, 4 mai 1894; Boyer, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Selle pour vélocipède. *Good.*

238274. Brevet de quinze ans, 4 mai 1894; Sanders, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements apportés dans la fabrication de fils en métal.

238275. Brevet de quinze ans, 4 mai 1894; C. Neyret et compagnie, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Chemise en tricot dite *chemise militaire*.

238276. Brevet de quinze ans, 26 avril 1894; Grandin, à Sidi-bel-Abbi, Algérie. — Produit dit *cigarettes Canna du Brésil*.

238277. Brevet de quinze ans, 5 mai 1894; Égrot, à Paris, rue Malin, n° 21, 29. — Perfectionnements aux alambics à feu nu.

238278. Brevet de quinze ans, 5 mai 1894; Sandillon, représenté par Bity, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Perfectionnements apportés dans la construction des détenteurs de fluides.

238279. Brevet de quinze ans, 5 mai 1894; Piraut, représenté par Bity, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Système de chaudière à vapeur verticale mobile avec magasin amovible à combustion automatique pour chargement continu.

238280. Brevet de quinze ans, 5 mai 1894; Lagrèze, rue de la Station, n° 1, Perreux (Seine). — Nouveau système de carabine de salon.

238281. Brevet de quinze ans, 4 mai 1894; Lanz, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Tire-lait *Telamon* du docteur Lanz.

238282. Brevet de quinze ans, 9 mai 1894; Weinberger, faubourg d'Asnières, n° 30 bis, à Limoges. — Planchette vélographique destinée à lever ou à dresser rapidement et exactement, sur le terrain lui-même et à une échelle métrique, des plans détaillés des terrains et constructions, quelles que soient leurs dimensions superficielles, et à les compléter au besoin par toutes les cotes d'altitude nécessaires.

238283. Brevet de quinze ans, 5 mai 1894; de Winton et Burder, représentés par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 15 bis. — Tablette-mémorandum et porte-crayon se fixant à la manche ou à la chemise.

238284. Brevet de quinze ans, 5 mai 1894; Kersberg, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Brosses de commutateur à spirales.

238285. Brevet de quinze ans, 5 mai 1894; Gorgias, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil pour arriver à s'endormir dans les cas d'insomnie.

238286. Brevet de quinze ans, 5 mai 1894; Drechsler, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil pour faciliter le brayage des courroies de transmission sur les poulies courantes.

238287. Brevet de quinze ans, 5 mai 1894; Drechsler, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Machine à trier.

238288. Brevet de quinze ans, 5 mai 1894; Marqués et Moufflet, à Paris, rue de Poitou, n° 19. — Gazificateur universel pouvant fournir par son fonctionnement des eaux de Seltz et boissons gazeuses et les rendre mousseuses.

238289. Brevet de quinze ans, 5 mai 1894; Prétot, à Paris, avenue Philippe-Auguste, n° 42. — Dispositif d'application de la traction mécanique aux voitures ordinaires et véhicules de tous genres.

238290. Brevet de quinze ans, 5 mai 1894; Sir W. G. Armstrong, Mitchell and Company limited (société), représentée par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les plongeurs régulateurs pour affûts.

238291. Brevet de quinze ans, 5 mai 1894; Guinand, représenté par Dupont, à Paris, boulevard Haussmann, n° 135. — Nouveau modèle de harnais avec porte-brancard sans boucle, dit *porte-brancard Guinand*, et clefs à ressort.

238292. Brevet de quinze ans, 5 mai 1894; Brown, représenté par Mençons, à Paris, rue Tiquetonne, n° 61. — Renfort pour raquettes de lawn-tennis, etc.

238293. Brevet de quinze ans, 5 mai 1894; Sekter et Eloesser (société), représentée par Fayollet, à Paris, rue Dronot, n° 16. — Procédé de fabrication d'un extrait destiné à la désincrustation des chaudières et à empêcher un nouveau dépôt.

238294. Brevet de quinze ans, 5 mai 1894; Davis, représenté par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Attache de lacet perfectionnée.

238295. Brevet de quinze ans, 5 mai 1894; de Place, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de bandage en celluloid pour roues de velocipèdes et autres véhicules, dit *le celluloid-tors, système de Place*.

238296. Brevet de quinze ans, 5 mai 1894; Flinois, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de treuil à engrenages excentrés.

238297. Brevet de quinze ans, 5 mai 1894; Simonin, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé de clarification des vins et tous liquides, en général, par un nouveau mode d'emploi des clarifiants.

238298. Brevet de quinze ans, 5 mai 1894; Cope, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les machines à dentelle.

238299. Brevet de quinze ans, 5 mai 1894; Kaselowsky, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système de distribution pour machine à deux ou plusieurs cylindres.

238300. Brevet de quinze ans, 5 mai 1894; Kaselowsky, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Disposition des garnitures dans les distributeurs pour installations hydrauliques ou pneumatiques.

238301. Brevet de quinze ans, 5 mai 1894; Hulin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé et appareil électrolytiques pour la préparation d'alliages riches de métaux alcalins ou alcalino-terreux, avec production d'éléments halogènes.

238302. Brevet de quinze ans, 5 mai 1894; Heerbrandt, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'épurateur de pâte pour machines à papier.

238303. Brevet de quinze ans, 5 mai 1894; Richard, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de lavabo-toilette à tiroir-cuvette.

238304. Brevet de quinze ans, 5 mai 1894; Duneau, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de fermoir avec ressort couvrant pour porte-monnaie, bourses, porte-cigares et autres articles analogues.

238305. Brevet de quinze ans, 5 mai 1894; Purson, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil distillatoire dit *le triomphe*.

238306. Brevet de quinze ans, 5 mai 1894; Clapham, Picard, Villedieu et Lishman, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les procédés et moyens de préparer les fibres végétales et animales, tissus ou étoffes ou pièces à recevoir des noirs d'aniline.

238307. Brevet de quinze ans, 5 mai 1894; société anonyme des manufactures de produits chimiques du Nord et le sieur Deldique, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de grille s'appliquant à tous les combustibles minéraux et particulièrement aux poussières de charbon et de coke.

238308. Brevet de quinze ans, 5 mai 1894; Gossart, représenté par Jesse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Système d'appareil chronophotographique pour obtenir une succession très rapide de clichés instantanés.

238309. Brevet de quinze ans, 5 mai 1894; Albach, représenté par Biétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil de lessivage.

238310. Brevet de quinze ans, 5 mai 1894; Arlt, représenté par Biétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil pour métiers fins (selfactings) pour filer directement du fil flammé.

238311. Brevet de quinze ans, 5 mai 1894; Bazin et Brissard, représentés par Biétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à feutrer, étirer et préparer les fils de laine et autres.

238312. Brevet de quinze ans, 5 mai 1894; Frémont et Poujoulet, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Bloc articulé pour appareil de pesage, dit *bloc havrais*.

238313. Brevet de quinze ans, 5 mai 1894; Roessignol, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Boussole militaire perfectionnée.

238314. Brevet de quinze ans, 5 mai 1894; Viau, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau genre de pile primaire.

238315. Brevet de quinze ans, 12 mai 1894; Dutand et Dolques, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 20. — *La spirale*, publicité rotative.

238316. Brevet de quinze ans, 9 avril 1894; Armand, à Narbonne. — Moteur hydraulique fonctionnant sans chute et à mouvement de rotation continu.

238317. Brevet de quinze ans, 5 mai 1894; Steffahn (M^{re}), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de jouets, d'articles de parures et d'objets d'utilité en plume.

238318. Brevet de quinze ans, 5 mai 1894; Everling et Kaindler (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour fabriquer une poudre sans fumée ou un explosif avec la cellulose de bois amorphe nitré.

238319. Brevet de quinze ans, 7 mai 1894; Hervier, rue Massillon, n° 28, au Havre. — Bain à dissoudre les sels chimiques.

238320. Brevet de quinze ans, 7 mai 1894; Camuset, Lamboi et Sée, représentés par Brunswick, rue d'Amiens, n° 15, à Lille. — Carbonateur, sulfateur instantané.

238321. Brevet de quinze ans, 10 mai 1894; Berthon, rue Charronnerie, n° 13, à Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir). — Reliefs topographiques ardoisés.

238322. Brevet de quinze ans, 10 mai 1894; Legros, à Moyencourt (Somme). — Séparateur d'égouts.

238323. Brevet de quinze ans, 10 mai 1894; Pinatel fils aîné, représenté par Aulanier, rue du Haut-Fardy, n° 25, à Saint-Étienne. — Perfectionnements aux métiers à tisser.

238324. Brevet de quinze ans, 7 mai 1894; Leuk, rue du Centre, n° 22, à Pantin (Seine). — Système de fermeture appliquée aux bouteilles, rendant impossibles les contrefaçons de liqueurs de toute nature.

238325. Brevet de quinze ans, 7 mai 1894; Bino, à Paris, rue de Château-Landon, n° 48. — Nouveau système de robinets de puisage et d'arrêt, à vis, à clapet rotatif.

238326. Brevet de quinze ans, 7 mai 1894; Goracci et Anselmi (société), représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Pâte glutinée à potage préparée avec le phosphate de chaux.

238327. Brevet de quinze ans, 7 mai 1894; Hoppeger, représenté par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Distribution de précision à tiroir rotatif.

238328. Brevet de quinze ans, 7 mai 1894; Miorth, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Distributeur pour machines à mouder le bois.

238329. Brevet de quinze ans, 7 mai 1894; R. Lebeuf et Guichon (société), représentée par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Chaudière mixte pour chauffage à eau chaude pouvant être chauffée par la vapeur ou par un foyer ordinaire.

238330. Brevet de quinze ans, 7 mai 1894; Berthold et Manfred Weiss (société), représentée par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Machine servant à remplir les cartouches de poudre.
238331. Brevet de quinze ans, 7 mai 1894; Lausmann, représenté par la société Randon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de distribution à détente tiroir relatif équilibré.
238332. Brevet de quinze ans, 7 mai 1894; Belgiano, représenté par la société Randon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les fers repasser à chauffage interne.
238333. Brevet de quinze ans, 7 mai 1894; Fader, représenté par Rinuy, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine à déchargement automatique.
238334. Brevet de quinze ans, 7 mai 1894; Quentin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil de chauffage et ses applications.
238335. Brevet de quinze ans, 7 mai 1894; Drake, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés et appareils pour produire de la soude caustique et du chlore, à l'état gazeux, par l'électrolyse d'une dissolution de sel ordinaire.
238336. Brevet de quinze ans, 7 mai 1894; Hulin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de traitement de certains alliages métalliques pour produire simultanément des électrodes pour piles primaires et secondaires, et des alcalis caustiques et leurs dérivés.
238337. Brevet de quinze ans, 7 mai 1894; Maquaire, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de garniture élastique applicable aux roues de véhicules de tous genres.
238338. Brevet de quinze ans, 7 mai 1894; Hamonic et Pansard, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de selle perfectionnée pour vélocipèdes.
238339. Brevet de quinze ans, 7 mai 1894; société des ateliers de construction Oerlikon, représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif de transformation pour courants alternatifs.
238340. Brevet de quinze ans, 7 mai 1894; société Badische Anilin und Soda Fabrik, représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Production de matières colorantes substantives dérivées de la nitro-méta-phénylène-diamine.
238341. Brevet de quinze ans, 7 mai 1894; société des ateliers de construction Oerlikon, représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements à la transformation et à la distribution des courants électriques alternatifs.
238342. Brevet de quinze ans, 7 mai 1894; Morton et Marshall, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux pédales de vélocipèdes.
238343. Brevet de quinze ans, 7 mai 1894; Astruc, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de fabrication d'un ciment artificiel très pur comme scorie résidu provenant des fours à réchauffer.
238344. Brevet de quinze ans, 7 mai 1894; Ruch, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Courbe de raccordement pour voies ferrées.
238345. Brevet (brevet anglais devant expirer le 7 octobre 1907) pris, le 7 mai 1894, par la société Pneumatic Tyre Company limited, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les garnitures pneumatiques de vélocipèdes.
238346. Brevet de quinze ans, 7 mai 1894; Odeyn, représenté par Schmittbuhl, à Paris, rue du Château-d'Eau, n° 1. — Nouveau combustible économique.
238347. Brevet de quinze ans, 10 mai 1894; Hailac, rue des Prêtres, n° 6, à Toulouse. — Appareil de locomotion nommé *takipède*.
238348. Brevet de quinze ans, 9 mai 1894; Bonvier et Bos (société), à Montreuil-

Faut-Yonne (Seine-et-Marne). — Système de bandage à sections amovibles, appliqué notamment aux vélocipèdes et dénommé *l'anneau*.

238349. Brevet de quinze ans, 12 mai 1894; Wannack et Steffenhagen, représentés par Delpy, rue de Bausset, n° 16, à Marseille. — Mécanisme d'impulsion pour turbines mises en mouvement au moyen de moteurs jumelés.

238350. Brevet de quinze ans, 12 mai 1894; Salinger, représenté par Delpy, rue de Bausset, n° 16, à Marseille. — Allumoir perfectionné pour mèches de lampes.

238351. Brevet de quinze ans, 12 mai 1894; Jullien, représenté par Delpy, rue de Bausset, n° 16, à Marseille. — Fourneau destiné à fondre les métaux et autres.

238352. Brevet de quinze ans, 8 mai 1894; Cavietzel, à Paris, rue Lavieuville, n° 1. — Obturateur photographique.

238353. Brevet de quinze ans, 8 mai 1894; Mellin, représenté par la société Buisson et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les soupapes des machines à vapeur.

238354. Brevet de quinze ans, 8 mai 1894; Lloyd, représenté par la société Buisson et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les moteurs destinés à la commande de pompes.

238355. Brevet de quinze ans, 8 mai 1894; Gay, représenté par la société Buisson et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine à fabriquer les boîtes en papier.

238356. Brevet de quinze ans, 8 mai 1894; Baker, représenté par la société Buisson et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les machines à filer.

238357. Brevet de quinze ans, 8 mai 1894; Serve, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Genre de manchon d'accouplement élastique.

238358. Brevet de quinze ans, 8 mai 1894; Stenning, représenté par Dumas, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Dispositif protecteur contre l'infection de l'haleine de personnes diphtériques et d'autres germes infectieux.

238359. Brevet de quinze ans, 8 mai 1894; Stout (les sieurs), représentés par Dumas, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Fer à friser.

238360. Brevet de quinze ans, 8 mai 1894; Goudeau et Chaussier, à Paris, boulevard Mogador, n° 6. — Coloration des différentes parties et voix des partitions musicales.

238361. Brevet de quinze ans, 8 mai 1894; Bruch, représenté par Lombard, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Nouveaux systèmes et nouvelles dispositions pour la clarification et l'assainissement des eaux d'égout.

238362. Brevet de quinze ans, 8 mai 1894; Bar, à Paris, rue des Boulets, n° 1. — Système de montage et de démontage de la lanterne appliquée à la lanterne ou toute autre.

238363. Brevet de quinze ans, 8 mai 1894; Denaeys, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Fermeture par le vide, système Denaeys.

238364. Brevet de quinze ans, 8 mai 1894; Thomas, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Régulateur pour pompes alimentaires.

238365. Brevet de quinze ans, 8 mai 1894; Moberg, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Fourneau économique.

238366. Brevet de quinze ans, 8 mai 1894; Purdy, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Album à timbres.

238367. Brevet de quinze ans, 8 mai 1894; Weber, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Viseur dit *visseur Oméga*, permettant d'opérer en pleine lumière et en tous sens, par double réflexion, l'une image droite des objets à photographier.

238368. Brevet de quinze ans, 8 mai 1894; Élias, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé d'épuration des jus sucrés par l'élément et l'acide tannique liquide.

238369. Brevet de quinze ans, 8 mai 1894; Prat, représenté par Bonnet, à Paris,

boulevard Beaumarchais, n° 95. — Enveloppes-bûches pour tous produits livrés aux consommateurs.

238370. Brevet de quinze ans, 8 mai 1894; Werner et Hobart, représentés par la société Matray freres, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 31. — Perfectionnements aux machines typographiques.

238371. Brevet de quinze ans, 8 mai 1894; Böttcher, représenté par la société Matray freres, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Procédé pour madrer le bois.

238372. Brevet de quinze ans, 8 mai 1894; Hamig, représenté par la société Matray freres, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux métiers à tisser mécaniques pour empêcher le choc des navettes par un arrêt automatique n'exigeant aucune dépense de force.

238373. Brevet de quinze ans, 8 mai 1894; Ramu, représenté par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnement aux fusées ou mèches de sûreté pour mines dites *mèches de Bickford*.

238374. Brevet de quinze ans, 8 mai 1894; Hulin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé et appareil pour la fabrication combinée des peroxydes métalliques et des alcalis caustiques.

238375. Brevet de quinze ans, 8 mai 1894; Geisler, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine à fabriquer les confettis.

238376. Brevet de quinze ans, 8 mai 1894; Daix, à Paris, rue Louis-Blanc, n° 72. — Nouveau couteau (dit *lame idéale*) et son porte-couteau pour coupe-racines, appliqué particulièrement à la formation des cossettes de betteraves.

238377. Brevet de quinze ans, 8 mai 1894; Létrange, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Sacoche-trousse pour cyclistes.

238378. Brevet de quinze ans, 8 mai 1894; Violet-Chabrand, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Électros interrupteurs.

238379. Brevet de quinze ans, 8 mai 1894; Alauzet (M^{me} veuve) et Tiquet (société), représentée par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements apportés aux mécanismes de décharge automatique pour presses à retiration.

238380. Brevet de quinze ans, 8 mai 1894; Blumenberg junior, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans l'électrolyse.

238381. Brevet de quinze ans, 8 mai 1894; compagnie anonyme continentale pour la fabrication des compteurs à gaz et autres appareils, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Régulateur de pression applicable aux compteurs d'eau, dit *de vitesse ou à turbine*.

238382. Brevet de quinze ans, 8 mai 1894; Villard fils, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de vaporisateur humidificateur d'air.

238383. Brevet de quinze ans, 8 mai 1894; Wall, Martin et Harrison, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les agrafes.

238384. Brevet de quinze ans, 8 mai 1894; Roolf, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de charnière à ouverture limitée et ses diverses applications.

238385. Brevet de quinze ans, 12 mai 1894; Puvrez, rue d'Isly, n° 35, à Lille. — Robinet isobarométrique pour le soutirage des bières boudées ou gazéifiées dans les fûts d'expédition, sans aucune déperdition d'acide carbonique et sans déperdition de mousse.

238386. Brevet de quinze ans, 15 mai 1895; Périllot aîné, représenté par Valteau, rue du Cancera, n° 65, à Bordeaux. — Appareil dénommé *Pasteurisateur E. Périllot*, servant à chauffer du vin ainsi que tous les liquides à épurer.

238387. Brevet de quinze ans, 15 mai 1894; Belet, saubourg de la Bedugue, n° 11, à Dôle (Jura). — Nouveau système de sarcluse à main.

238388. Brevet de quinze ans, 9 mai 1894; Demachy, à Paris, rue Pergolèse.

n° 48. villa Dupont, n° 12. — Suspension partiellement excentrique des véhicules sur leurs roues.

238389. Brevet de quinze ans, 9 mai 1894; Römhildt (M^{me} veuve), représentée par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Dispositif avant-coureur avec humecteur s'appliquant aux fers à repasser pour le repassage des lignes de couture.

238390. Brevet de quinze ans, 9 mai 1894; Pollacsek, représenté par Danzer, Paris, rue Cambon, n° 19. — Porte-parapluies et porte-cannes.

238391. Brevet de quinze ans, 9 mai 1894; Mitrecé, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Alambic à distillation continue dit *l'universel*.

238392. Brevet de quinze ans, 9 mai 1894; Poerschmann, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Moteur à pétrole, à alimentation pneumatique réglable.

238393. Brevet de quinze ans, 9 mai 1894; Söllner, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Nouveau pupitre.

238394. Brevet de quinze ans, 9 mai 1894; Sichelschmidt, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Roue de truck en tôle emboutie avec moyeu refoulé.

238395. Brevet de quinze ans, 9 mai 1894; Bonnamour, représenté par Dupont, à Paris, boulevard Haussmann, n° 135. — Longe s'employant sans licol dite *longe Bonnamour*.

238396. Brevet de quinze ans, 9 mai 1894; Andrillon, représenté par Mathieu, à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Perfectionnements dans les machines servant à l'éjarrage des fourrures.

238397. Brevet de quinze ans, 9 mai 1894; Nicora, à Paris, rue Sabin, n° 9. — Système de cheminée à bouches de chaleur.

238398. Brevet de quinze ans, 9 mai 1894; C. Chevillard et A. Girard (société), à Paris, rue Péclel, n° 15. — Clef à chaîne dit *serre-tubes*.

238399. Brevet de quinze ans, 9 mai 1894; Hall, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux chaînes motrices.

238400. Brevet de quinze ans, 9 mai 1894; Riese, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Robinet à double clef.

238401. Brevet de quinze ans, 9 mai 1894; Hulin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé et appareil pour la fabrication des alcalis caustiques par l'emploi des alliages alcalins.

238402. Brevet de quinze ans, 9 mai 1894; Graf, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de brûleur Bunsen avec réfrigérateur à eau.

238403. Brevet de quinze ans, 9 mai 1894; Sohège, représenté par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 38 bis. — Perfectionnements à la fabrication des cartons et des bois durcis.

238404. Brevet de quinze ans, 9 mai 1894; Boyer, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau genre de tissu à motifs imprimés et peints pour tentures, ameublements, etc.

238405. Brevet de quinze ans, 9 mai 1894; Garneau, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de garniture pneumatique à double chambre intérieure de protection pour roues de vélocipèdes.

238406. Brevet de quinze ans, 9 mai 1894; Hauff, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Application de la trinitrorésorcine comme poudre sans fumée.

238407. Brevet de quinze ans, 9 mai 1894; Lamprecht, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Compteur à pilules.

238408. Brevet de quinze ans, 12 mai 1894; Pernod, rue des Clés, n° 1, à Avignon. — Procédé d'extraction de la matière colorante et de l'acide tartrique contenus dans les vins destinés à la distillation et utilisation de ces différentes substances à l'enrichissement des vins de qualité inférieure.

238409. Brevet de quinze ans, 12 mai 1894; Guilhem, rue des Juifs, n° 16, à Toulouse. — Négrilleuse.

238410. Brevet de quinze ans, 15 mai 1894; Linder, rue Montebello, n° 54, à Marseille. — Application nouvelle du caoutchouc à l'ameublement.

238411. Brevet de quinze ans, 15 mai 1894; Alaux, rue Victoire-Américaine, n° 17, à Bordeaux. — Constructions-réclames.

238412. Brevet de quinze ans, 10 mai 1894; Kunze, représenté par Baumann, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Pupitre pliant pour lecture.

238413. Brevet de quinze ans, 10 mai 1893; Mirault, représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Perfectionnements apportés dans l'établissement de laquette.

238414. Brevet de quinze ans, 10 mai 1894; Langbein, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. —agerie automatique pour passages à niveau de chemins de fer.

238415. Brevet de quinze ans, 10 mai 1894; Serwoika et Kohl, représentés par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Puits-carrousel, distraction pour fêtes publiques.

238416. Brevet de quinze ans, 10 mai 1894; Dietrich et Eschenbacher, représentés par Wattier, à Paris, rue de Mazagan, n° 5. — Perfectionnements dans la construction des roues.

238417. Brevet de quinze ans, 10 mai 1894; Arfvidson (les sieurs), représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Mannequin pneumatique pour ascenseur.

238418. Brevet de quinze ans, 10 mai 1894; Déroche et Ravat, représentés par la Société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouveau système de foyer à chaudières à vapeur.

238419. Brevet de quinze ans, 10 mai 1894; Medina-Santurio, représenté par la Société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de cafetière à vapeur dite la *Cosaque*.

238420. Brevet de quinze ans, 10 mai 1894; Sichelschmidt, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Boîte à graisse en tôle d'acier, avec coude à charnière.

238421. Brevet de quinze ans, 10 mai 1894; Montupet, à Paris, rue de la Voûte, n° 99. — Chaudière à vapeur à tube entrecroisé à dilatation libre, à circulation intense et à extraction de tartre.

238422. Brevet de quinze ans, 10 mai 1894; Howard, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareils perfectionnés pour finir, polir ou ponner les bouchons de liège.

238423. Brevet de quinze ans, 10 mai 1894; Kellner, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre d'électrodes et procédé pour fabriquer.

238424. Brevet de quinze ans, 10 mai 1894; Reverseau, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de voiture à moteur muni de ressorts.

238425. Brevet de quinze ans, 10 mai 1894; Armanni, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareil automatique pour l'avancement et la mise des flans dans les découpoirs.

238426. Brevet de quinze ans, 10 mai 1894; Helm (M^{re}), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Grillage protecteur pour voitures d'enfants.

238427. Brevet de quinze ans, 10 mai 1894; Sugg, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les fours à boulangers, de pâtisseries et de confiseurs.

238428. Brevet de quinze ans, 10 mai 1894; Browne et Bozon, représentés par la Société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Forge de campagne perfectionnée.

238429. Brevet de quinze ans, 10 mai 1894; Taylor, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements apportés aux appareils employés pour l'étamage, le plombage et autres opérations analogues.

238430. Brevet de quinze ans, 17 mai 1894; Fouche et compagnie (société), avenue Allard, n° 4, à Nantes. — Chaudière multitubulaire à tubes pleins d'eau.

238431. Brevet de quinze ans, 12 mai 1894; Poulain, rue de la Rigole, à Elbeuf-sur-Seine (Seine-Inférieure). — Moulin à cylindre ventilateur faisant la mouture complète et graduelle du blé et autres céréales, et faisant aussi le convertissage des gruaux.

238432. Brevet de quinze ans, 15 mai 1894; Cauchois, à Fécamp (Seine-Inférieure). — Nouvelle machine haleuse à vapeur pour bateaux de pêche.

238433. Brevet de quinze ans, 15 mai 1894; Manigaud, rue Gambetta, n° 17, à Roanne (Loire). — Nouvell clef à molette dite *clef Manigaud*.

238434. Brevet de quinze ans, 11 mai 1894; Orsatti, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Procédé de nettoyage et d'assainissement par l'air comprimé.

238435. Brevet de quinze ans, 11 mai 1894; Bougier, à Paris, rue de Rome, n° 82. — Appareil dit *registre thermique*.

238436. Brevet de quinze ans, 11 mai 1894; Dautel, Charlopin et Cornély, à Paris, rue de la Rochefoucauld, n° 32. — Pile électrique gratuite applicable à toutes les industries.

238437. Brevet de quinze ans, 10 mai 1894; Abeil, représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Perfectionnements apportés dans les moyens permettant d'augmenter le rendement des appareils d'évaporation.

238438. Brevet de quinze ans, 11 mai 1894; Voigt et Häffner (société), représentée par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Système pour mettre, dans le circuit ou hors du circuit, des courants électriques de différentes places.

238439. Brevet de quinze ans, 11 mai 1894; Jones, Currier et Smith, représentés par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Perfectionnements aux fers à cheval.

238440. Brevet de quinze ans, 11 mai 1894; Hallett, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements dans les vélocipèdes.

238441. Brevet de quinze ans, 11 mai 1894; Linden, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Porte-pièces pour meules à tailler des facettes.

238442. Brevet de quinze ans, 11 mai 1894; Faber et Schleicher (société), représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Presse à imprimer rapide pour la lithographie et la chromolithographie.

238443. Brevet de quinze ans, 11 mai 1894; Pursche, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Grachoir hygiénique.

238444. Brevet de quinze ans, 10 mai 1894; Geiger, représenté par la Société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux enregistreurs manuels et aux tiroirs de caisse.

238445. Brevet de quinze ans, 11 mai 1894; Knobel et Heer (société), représentée par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Équerre en fer façonné.

238446. Brevet de quinze ans, 11 mai 1894; Knobel et Hoer (société), représentée par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence n° 59. — Règle à échelle divisée.

238447. Brevet de quinze ans, 11 mai 1894; Knobel et Heer (société), représentée par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Grilles pour couvrir les ouvertures qui existent dans les planchers.

238448. Brevet de quinze ans, 11 mai 1894; Arriaza, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Porte-plume à réservoir.

238449. Brevet de quinze ans, 11 mai 1894; Marius, représenté par Fayollet, à

Paris, rue Drout, n° 16. — Lubrifiant ayant pour objet de supprimer les étincelles dans les collecteurs des machines dynamo-électriques à courant continu ou alternatif.

238450. Brevet de quinze ans, 11 mai 1894; Heine et C^e (société), représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de fabrication d'un nouvel alcool terpénique dénommé *réuniol*.

238451. Brevet de quinze ans, 11 mai 1894; Westerheide, représenté par Blétry aîné à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Frein pour les chaises à filer.

238452. Brevet (brevet anglais devant expirer le 12 mars 1908) pris, le 11 mai 1894, par Drummond, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Appareil pour l'extraction du suc ou jus de la canne à sucre et autres tiges ou matières.

238453. Brevet de quinze ans, 11 mai 1894; Pommart fils, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de siège à fermetures mobiles.

238454. Brevet de quinze ans, 11 mai 1894; de Puttkamer et Rissmann, représentés par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Disposition à donner aux roues de support pour les appliquer à la locomotion sur rails.

238455. Brevet de quinze ans, 11 mai 1894; Legénis et Walrand, représentés par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Nouveau cubilot à creuset mobile.

238456. Brevet de quinze ans, 11 mai 1894; Muzelle, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Perfectionnements aux bandes de billards.

238457. Brevet de quinze ans, 11 mai 1894; Collet, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Appareil pour produire le centrage automatique de l'outil lors du perçage des trous de tirefonds dans les traverses de chemins de fer.

238458. Brevet de quinze ans, 11 mai 1894; Hansen et les sieurs Jensen, représentés par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Volet instantané.

238459. Brevet de quinze ans, 11 mai 1894; O'Brien, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Tableau indicateur des stations pour bateaux et voitures de chemins de fer.

238460. Brevet de quinze ans, 11 mai 1894; Petitjean et Blanc, représentés par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Piquets en fer à pose sans scellement pour clôtures.

238461. Brevet de quinze ans, 11 mai 1894; Malhère (les sieurs), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25. — Système perfectionné de métier circulaire pour la fabrication mécanique de dentelles, passementeries et de tissus à mailles en général.

238462. Brevet de quinze ans, 11 mai 1894; Verschave fils et Bédet, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25. — Système de fabrication de guidons, fourches, porte-selle, etc., en tôle emboutie et agrafée pour vélocipèdes.

238463. Brevet de quinze ans, 17 mai 1894; Champernaud, représenté par Aulancier, rue du Haut-Tardy, n° 25, à Saint Étienne. — Système de roue et poulie métallique à rayons pleins ou creux, inclinés ou non s'emmanchant à frottement dans la jante et dans le moyeu.

238464. Brevet de quinze ans, 17 mai 1894; Marin, rue des Templiers, n° 4, à Marseille. — Système de pari mutuel.

238465. Brevet de quinze ans, 12 mai 1894; Johnson, représenté par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Boîte à allumettes avec lampe ou bougies.

238466. Brevet de quinze ans, 12 mai 1894; Poveraj, représenté par Boettcher, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Procédé et appareil pour la coupe des vêtements.

238467. Brevet de quinze ans, 12 mai 1894; Papiesz, représenté par Boettcher, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Fixe-couvercle pour marmites et autres ustensiles.

238468. Brevet de quinze ans, 12 mai 1894; Stauber, représenté par Boettcher, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Procédé et machine pour la fabrication de briquettes de tourbe.

238469. Brevet de quinze ans, 12 mai 1894; Durieu, représenté par Good, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Système de reliure mobile dit *optimus*.

238470. Brevet de quinze ans, 12 mai 1894; Couturier, à Paris, rue La Condamine, n° 80. — Jouet nouveau dit *poupée franco-russe volante et tournaute*.

238471. Brevet de quinze ans, 12 mai 1894; Digeon, à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Appareil à laps de temps, automatique avec avertisseur acoustique, spécialement applicable au mouvement d'un signal.

238472. Brevet de quinze ans, 12 mai 1894; Hammer et compagnie (société), représentée par Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Procédé pour la fabrication de plaques lignées pour l'autotypie.

238473. Brevet de quinze ans, 12 mai 1894; Foley, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les machines à écrire.

238474. Brevet de quinze ans, 12 mai 1894; Schmitz, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau procédé pour préparer un mélange de poudre de charbon et d'air approprié pour la combustion.

238475. Brevet de quinze ans, 12 mai 1894; Chandelot, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Boîte à jeux dite *l'élégant parisien*.

238476. Brevet de quinze ans, 12 mai 1894; Sander et Graff (société), représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Machine à crocheter servant à border les lisières d'étoffes faites au métier ou autrement.

238477. Brevet de quinze ans, 12 mai 1894; Beissier, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnement à la fabrication des tubes pour fleurs et feuillages artificiels.

238478. Brevet de quinze ans, 12 mai 1894; Amiot et Bariat (société), représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements apportés aux houe à cheval.

238479. Brevet de quinze ans, 12 mai 1894; Scharling, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux pulvérisateurs.

238480. Brevet de quinze ans, 16 mai 1894; Royer et Poupin, à Saint-Hilaire-de-Voust (Vendée). — Ratisseuse à la main, dite *ratisseuse Royer et Poupin*.

238481. Brevet de quinze ans, 12 mai 1894; Marotte et Williams, représentés par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Barre de transmission à inflexions ou courbures variables.

238482. Brevet de quinze ans, 12 mai 1894; Baranowski et Silbermann, représentés par Baumann, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Procédé et appareil pour obtenir la germination des semences avant l'ensemencement.

238483. Brevet de quinze ans, 12 mai 1894; Ducasble, à Paris, avenue des Champs-Élysées, n° 55. — Roue de voiture ou autre véhicule, bandage démontable.

238484. Brevet (brevet anglais devant expirer le 7 décembre 1907) pris, le 12 mai 1894, par Petersen, représenté par Fayolle, à Paris, rue Dronot, n° 16. — Perfectionnements aux chaudières tubulaires.

238485. Brevet de quinze ans, 12 mai 1894; Delu, représenté par Fayolle, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Application nouvelle des huiles de schiste à la construction de produits désinfectants insecticides.

238486. Brevet de quinze ans, 12 mai 1894; Cowper-Colés et Walker, représentés par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux procédés et aux appareils pour préparer des plaques et autres objets en métal, pour déposer des métaux ou composés métalliques sur ces objets et pour récupérer les produits provenant de l'opération, ainsi qu'aux moyens pour effectuer ledit dépôt et améliorer sa surface.

238487. Brevet de quinze ans, 12 mai 1894; Boucley, Thomas, Bardou, Clanc et

compagnie (société) (corderie centrale), représentée par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Douille conique d'amarrage pour câbles métalliques.

238488. Brevet de quinze ans, 12 mai 1894; Boucley, Thomas, Bardou, Clerc et compagnie (société) (corderie centrale), représentée par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Genre de câbles flottants.

238489. Brevet de quinze ans, 12 mai 1894; Bagley et Roberts, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements dans les moyens employés pour chauffer ou réchauffer les lopins de fer ou d'acier.

238490. Brevet de quinze ans, 12 mai 1894; Bagley et Roberts, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements apportés aux pinces ou instruments employés pour le maniement des lopins de fer ou d'acier, etc.

238491. Brevet de quinze ans, 12 mai 1894; Boulanger, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système de sûreté pour serrures et verrous, dit *le simplex*.

238492. Brevet de quinze ans, 12 mai 1894; Macnab, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements au tirage et aux cartouches de mines.

238493. Brevet de quinze ans, 12 mai 1894; Delbécchi, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Frein pour voitures de chemins de fer.

238494. Brevet de quinze ans, 12 mai 1894; Rath, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements ou additions aux sièges de cycles ou autres.

238495. Brevet de quinze ans, 12 mai 1894; Marot frères et compagnie (société), représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements apportés dans le montage des brosses de trieurs ou autres machines similaires.

238496. Brevet de quinze ans, 12 mai 1894; Marot frères et compagnie (société), représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Crible à châssis superposés pour trieurs de tous genres et autres appareils similaires.

238497. Brevet de quinze ans, 12 mai 1894; James, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Indicateur de vitesse perfectionné pour bicycles et autres véhicules similaires.

238498. Brevet de quinze ans, 12 mai 1894; Hartmann et Hauers (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé destiné à augmenter la résistance des bâtiments, des matériaux de construction, etc., et à les préserver des intempéries et souillures provenant des poussières, des suies, etc.

238499. Brevet de cinq ans, 12 mai 1894; Cleaver, Sheridan et Bingham, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés et moyens perfectionnés pour appliquer les peintures et les vernis sur les surfaces à recouvrir.

238500. Brevet de quinze ans, 12 mai 1894; Carrière, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de construction de navires à propulseurs multiples.

238501. Brevet de quinze ans, 12 mai 1894; Heidemann, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Calotte en caoutchouc pour fixer les cheveux dans la position désirée.

238502. Brevet de quinze ans, 12 mai 1894; société anonyme pour la transmission de la force par l'électricité, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements aux machines dynamo-électriques à courant alternatif monophasé, en vue de leur fonctionnement comme moteurs asynchrones, système Hutin et Leblanc.

238503. Brevet de quinze ans, 12 mai 1894; Farquhar senior, représenté par Boulin, à Paris, rue Lagrange, n° 5. — Moteur électrique perfectionné.

238504. Brevet de quinze ans, 12 mai 1894; Ollagnier, rue Girardeau, n° 22, à Tours. — Nouveau presseur continu.

238505. Brevet de quinze ans, 12 mai 1894; Marie, représenté par Freydier-Du-

breul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Cravate perpétuelle sans couture.

238506. Brevet de quinze ans, 15 mai 1894; Pignet et compagnie (société), représentée par Péguin, rue de Constantine, n° 8, à Lyon. — Servo-régulateur à commutateur mécanique Charles Pignet.

238507. Brevet de quinze ans, 16 mai 1894; Delangle, représenté par Freydlér-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Nouveaux produits alimentaires.

238508. Brevet de quinze ans, 17 mai 1894; Riboulet, Moretton (société) et Karmin, représentés par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Système de pile dite *pile Karmin*.

238509. Brevet de quinze ans, 17 mai 1894; société dite *The American Range Finder Company*, représenté par Freydlér-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Perfectionnements dans les appareils servant à mesurer la hauteur et la distance des objets éloignés.

238510. Brevet de quinze ans, 18 mai 1894; Rajot, à Renaison (Loire). — Appareil de sauvetage en cas d'incendie.

238511. Brevet de quinze ans, 19 mai 1894; Bousquet, chemin des Chartreux, n° 16. — Application dans la fabrication des sièges, d'un corps souple, quel qu'il soit, sur un montage métallique quelconque directement fixé au châssis.

238512. Brevet de quinze ans, 15 mai 1894; Weiland, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements aux machines à fabriquer les vis à bois.

238513. Brevet de quinze ans, 15 mai 1894, Pomeroy, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements aux appareils de production du gaz.

238514. Brevet de quinze ans, 17 avril 1894; Burton, Ludlow, Holden, Hussey et des Granges, représentés par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les chemins de fer et les wagons.

238515. Brevet de quinze ans, 15 mai 1894; Lewenhaupt (les sieurs), représentés par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Ustensile de cuisine de campagne à l'usage de l'armée, des chasseurs et des sportsmen.

238516. Brevet de quinze ans, 15 mai 1894; Lyon, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les laçures ou baleines d'acier pour vêtements.

238517. Brevet de quinze ans, 15 mai 1894; Kennedy, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans le mécanisme de valve pour compteurs d'eau à cylindre et à piston.

238518. Brevet de quinze ans, 15 mai 1894; Altham, représenté par la société Brandon et fils, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux régulateurs de machines à vapeur et autres.

238519. Brevet de quinze ans, 15 mai 1894; Bennett, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les bicyclettes.

238520. Brevet de quinze ans, 15 mai 1894; Groger, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux machines à encoller.

238521. Brevet de quinze ans, 15 mai 1895; Evens et Pistor (société), représentée par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Boîte pour bandages de pansement.

238522. Brevet de quinze ans, 15 mai 1894; Harczyk, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil pour la fabrication de poêles en faïence.

238523. Brevet de quinze ans, 15 mai 1894; Sandberg, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Procédé pour la fabrication de cannes en bois de placage avec baguette métallique intérieure.

238524. Brevet de quinze ans, 15 mai 1894; Ullrich (M^{re}), représentée par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Traineau de sûreté facilitant l'apprentissage du patinage.

238525. Brevet de quinze ans, 15 mai 1894; Green, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux chaudières à vapeur.

238526. Brevet de quinze ans, 15 mai 1894; Longeot aîné, à Paris, rue Wilhem, n° 4. — Moteur dit à force centrifuge.

238527. Brevet de quinze ans, 15 mai 1894; Ennes, représenté par Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les lits pliants.

238528. Brevet de quinze ans, 15 mai 1894; Chapman, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Procédé de préparation d'un fourrage condensé pour le bétail.

238529. Brevet de quinze ans, 15 mai 1894; Mac Laughlin, représenté par Coppin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Machine frigorifique.

238530. Brevet de quinze ans, 15 mai 1894; Morlet et Nordmann, représenté par Coppin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Moteur perfectionné pour montres de tous calibres.

238531. Brevet de quinze ans, 15 mai 1894; Paillard, représenté par Coppin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux instruments de musique.

238532. Brevet de quinze ans, 15 mai 1894; Landry, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans la construction des planchers.

238533. Brevet de quinze ans, 15 mai 1894; Dill-Richard, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements aux machines à forer pour dentistes.

238534. Brevet de quinze ans, 15 mai 1894; Péret, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouveau système de chaufferettes pour voitures.

238535. Brevet de quinze ans, 15 mai 1894; Letourneur-Hugon, représenté par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Appareil de chasse pour water-closets.

238536. Brevet de quinze ans, 15 mai 1894; Wallgren, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Appareil à mesurer les distances.

238537. Brevet de quinze ans, 15 mai 1894; Schaefer (M^{re}), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils à tracer.

238538. Brevet de quinze ans, 15 mai 1894; Gonsalves, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de traverses métalliques pour rails de voies ferrées.

238539. Brevet de quinze ans, 15 mai 1894; Gonsalves, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de fermeture-arrêt pour portes de cabines et autres.

238540. Brevet de quinze ans, 15 mai 1894; Garver, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Machine à relier.

238541. Brevet de quinze ans, 15 mai 1894; Binney, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de bec plat.

238542. Brevet de quinze ans, 15 mai 1894; société dite *The Muskegon Chemical Fire Engine Company*, représentée par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Genre de composition destinée à éteindre le feu.

238543. Brevet de quinze ans, 15 mai 1894; société dite *The Pneumatic skate Manufacturing Company limited*, représentée par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 21. — Supports de pieds pour patins à roulettes ou roues de tous genres.

238544. Brevet de quinze ans, 15 mai 1894; Fell, représenté par Armengaud

jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les méthodes de traitement des minerais de plomb.

238545. Brevet de quinze ans, 15 mai 1894; Girard, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé et appareils pour l'imperméabilisation des papiers et tissus.

238546. Brevet de quinze ans, 15 mai 1894; Liebermann et de Bojanowski, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de séparation de la mélasse du sucre cristallisé dans les masses cuites au moyen de filtres-presses.

238547. Brevet de quinze ans, 15 mai 1894; Davis, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système de contrôle de circuits pour machines électriques.

238548. Brevet de quinze ans, 18 mai 1894; Dumay, rue des Vassaux, n° 104, à Troyes. — Nouveau système d'yeux mouvants en métal, dénommé *appareil dimactable*.

238549. Brevet de quinze ans, 15 mai 1894; Hagmeyer, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Fermeture de sûreté pour boîtes d'écrous.

238550. Brevet de quinze ans, 15 mai 1894; Horn, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil réfrigérant plus spécialement applicable à la fabrication de confiserie en chocolat.

238551. Brevet de quinze ans, 15 mai 1894; Murray, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Mèches de lampes.

238552. Brevet de quinze ans, 15 mai 1894; Roth, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Pinceaux et brosses à ligatures quelconques en soies et en fibres de noix de coco.

238553. Brevet de quinze ans, 16 mai 1894; Meyer-Fröhlich, représenté par Boulet, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Ferme-porte à barillet et corde de traction, pour d'un mécanisme de frein.

238554. Brevet de quinze ans, 16 mai 1894; Focroulle, représenté par Engel, à Paris, rue de Saint-Quentin, n° 8. — Nouveau système de crics pour charges lourdes.

238555. Brevet de quinze ans, 16 mai 1894; At, à Paris, rue de Turenne, n° 61. — Chaudière de machine à vapeur de petit volume.

238556. Brevet de quinze ans, 16 mai 1894; Sikora et Fischer, représentés par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Moissonneuse pour égrener le grain sur pied.

238557. Brevet de quinze ans, 16 mai 1894; Gentelot, à Paris, boulevard de la Villette, n° 12. — Dévétisseur emporte-pièces.

238558. Brevet de quinze ans, 16 mai 1894; Heilmann, représenté par Damm, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Nouvelle disposition de suspension élastique des moteurs électriques destinés à la traction.

238559. Brevet de quinze ans, 16 mai 1894; Gebhardt, à Paris, rue des Tournelles, n° 15. — Mousse à tuyaux.

238560. Brevet de quinze ans, 16 mai 1894; Plier et Thörning, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Arpe.

238561. Brevet de quinze ans, 16 mai 1894; Wakfer, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements apportés aux fins à cheval.

238562. Brevet de quinze ans, 16 mai 1894; Serve, représenté par Damm, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements dans la fabrication des boyaux en fer ou en acier.

238563. Brevet de quinze ans, 16 mai 1894; Gerompt, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Lanterne tournante à vapeur.

238564. Brevet de quinze ans, 16 mai 1894; Gouchon, représenté par Armengaud

ainé, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de commande des roues de vélocipèdes.

238565. Brevet de quinze ans, 16 mai 1894; Michaud, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouvelle machine à imprimer.

238566. Brevet de quinze ans, 16 mai 1894; Walrand, représenté par Coppin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé d'épuration des fontes pour leur emploi à la fabrication de l'acier Bessemer, Thomas, Martin-Siemens, du fer et des fontes moulées.

238567. Brevet de quinze ans, 16 mai 1894; Gille, représenté par Coppin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvelle couveuse artificielle.

238568. Brevet de quinze ans, 19 mai 1894; Messier, an Ripault, commune de Monts (Indre-et-Loire). — Nouveau système pour empêcher l'enroulement des fibres de textiles autour des cylindres des machines à décortiquer.

238569. Brevet de quinze ans, 19 mai 1894; Salles, à Gensac (Haute-Garonne). — Moteur système Salles.

238570. Brevet de quinze ans, 21 mai 1894; Baudot-Baudot et Vairet (société), à Ciry-le-Noble (Saône-et-Loire). — Briques percées, pleines et récipients en grès présentant, sur une ou plusieurs faces, des dentelures et devant être employées comme remplissage de tours à condensation.

238571. Brevet de quinze ans, 17 mai 1894; Stuttgardier (M^{me}), représentée par de Mosenthal, à Paris, rue de la Bruyère, n° 3 bis. — Lit hygiénique pour enfants et malades.

238572. Brevet de quinze ans, 17 mai 1894; Deru, représenté par Bort, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Perfectionnements apportés aux machines à carder les matières textiles.

238573. Brevet de quinze ans, 17 mai 1894; Villepigue-Beauvalet, à Paris, rue Stephenson, n° 18. — Nouvel appareil de propulsion applicable aux bateaux de mer et de rivières.

238574. Brevet de quinze ans, 17 mai 1894; Hedderich, représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Système perfectionné d'appareil d'éclairage à récipient récepteur de corps d'allumage.

238575. Brevet de quinze ans, 17 mai 1894; Rochlitz et Wolter, représentés par Watlier, à Paris, rue de Mazagan, n° 5. — Connexion à vis en trois parties pour tuyaux.

238576. Brevet de quinze ans, 17 mai 1894; Coq, représenté par Watlier, à Paris, rue de Mazagan, n° 5. — Machine à fouler et aérer la vendange.

238577. Brevet de quinze ans, 17 mai 1894; Malard, représenté par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Nouveau système de désuintage des laines.

238578. Brevet de quinze ans, 17 mai 1894; Delacruvellerie et compagnie (société), représentée par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Perfectionnements apportés dans le tissage des étoffes Jacquard, en augmentant la production d'au moins un tiers, par le dédoublement de la mécanique, l'emploi de deux harnais, un seul plomb pendu à deux arcades.

238579. Brevet de quinze ans, 17 mai 1894; Cabaret, à Paris, rue Jacques-Kablé, n° 14. — Perfectionnement apporté à la préparation des eaux gazeuses alimentaires.

238580. Brevet de quinze ans, 17 mai 1894; société dite *The Goodyear Shoe Machinery Company*, représentée par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée d'Antin, n° 22. — Tendeur pour machines à coudre les chaussures.

238581. Brevet de quinze ans, 17 mai 1894; Duchat, représenté par Boramé, à Paris, boulevard Voltaire, n° 101. — Chaîne démontable instantanément spécialement applicable aux vélocipèdes de tous genres.

238582. Brevet de quinze ans, 17 mai 1894; Bagge, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements aux foyers sanitaires.

238583. Brevet de quinze ans, 17 mai 1894; Cottat, représenté par la Société

internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Nouveau système de pince-nez.

238584. Brevet de quinze ans, 17 mai 1894; Jahnsson, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil électrique pour l'allumage du gaz.

238585. Brevet de quinze ans, 17 mai 1894; Amthor, représenté par Lescroart, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Bande de notation pour instruments de musique automatiques, constituée par un assemblage de pièces distinctes se changeant facilement et raccordées par articulations à charnière permettant de remplacer et combiner à volonté des pièces isolées.

238586. Brevet de quinze ans, 17 mai 1894; Slade, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les crochets et agrafes.

238587. Brevet de quinze ans, 17 mai 1894; Farmer et Spenlé, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux machines à élargir les sissus.

238588. Brevet de quinze ans, 17 mai 1894; Dubiau, représenté par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux chaudières à vapeur.

238589. Brevet de quinze ans, 17 mai 1894; Pugh, représenté par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements dans la fabrication des jantes métalliques pour roues de bicycles, tricycles et autres vélocipèdes et véhicules.

238590. Brevet de quinze ans, 17 mai 1894; Bailey, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de frein perfectionné pour véhicules.

238591. Brevet de quinze ans, 17 mai 1894; Doucet, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de propulseur hypodermique.

238592. Brevet de quinze ans, 17 mai 1894; Coste-Folcher et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de fixation des poignées pour cabas, couffins et paniers.

238593. Brevet de quinze ans, 17 mai 1894; Heerbrandt, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Machine à épandre les engrais.

238594. Brevet de quinze ans, 17 mai 1894; Knoche, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Échardonneuse de laine et autres matières filamenteuses.

238595. Brevet de quinze ans, 17 mai 1894; Moreau, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné d'encrier de poche et de voyage à garniture spongieuse.

238596. Brevet de quinze ans, 17 mai 1894; Frank, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Téléphone magnéto-électrique.

238597. Brevet de cinq ans, 19 mai 1894; Gand, rue Thieulout, n° 7, au Havre. — Machine dite arrache-betteraves.

238598. Brevet de quinze ans, 19 mai 1894; Dubois, à Compiègne (Marne). — Système perfectionné de support de charge ascendante et descendante de presse, dit étiquet à suppression de jumelles.

238599. Brevet de quinze ans, 21 mai 1894; Riquer, rue de la Vallée, n° 80, à Amiens. — Système de rouleaux avec appareil de suspension pour les croquis et les plans des leçons des instituteurs et des professeurs.

238600. Brevet de quinze ans, 22 mai 1894; Rigaud, rue Thomas, n° 16, à Marseille. — Enveloppes-pliages découpées pour paquets safran.

238601. Brevet de quinze ans, 18 mai 1894; Clavier, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Perfectionnements aux bandages herniaires.

238602. Brevet de quinze ans, 18 mai 1894; Aubry, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Nouveau système de publicité lumineuse.

238603. Brevet de quinze ans, 18 mai 1894; Palmié, représenté par Baumann, à

Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Procédé et appareil pour fixer les tableaux dans leurs caisses de transport au moyen du cadre protecteur.

238604. Brevet de quinze ans, 18 mai 1894; Lefèvre, à Paris, rue Saint-Luc, n° 10. — Nouvel appareil de water-closets avec chasse d'eau directe pour le tout à l'égout.

238605. Brevet de quinze ans, 18 mai 1894; Delaperrière, Dida et Aubin (société) et le sieur Chambon, à Paris, rue Rébeval, n° 21. — Nouvelle machine à rouler toutes espèces de papier en tubes de longueur variable, de diamètre et d'épaisseur déterminés.

238606. Brevet de quinze ans, 18 mai 1894; Marix, représenté par Itar, à Paris, rue Le Peletier, n° 49. — Système de double commande à effets multiples, adaptable aux compteurs de toute nature.

238607. Brevet de quinze ans, 18 mai 1894; Conkling, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux machines à empeser.

238608. Brevet de quinze ans, 18 mai 1894; Burger, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux épingles de sûreté.

238609. Brevet de quinze ans, 18 mai 1894; Balaany, élisant domicile chez le sieur Lentz, à Paris, rue Louis-le-Grand, n° 25. — Lampe électrique à incandescence.

238610. Brevet de quinze ans, 18 mai 1894; Barbiez, Vivez et compagnie (société), représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Pompe centrifuge à double turbine pour hautes élévations.

238611. Brevet de quinze ans, 18 mai 1894; Landry, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans la construction des abris.

238612. Brevet de quinze ans, 18 mai 1894; Corbin, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil destiné au traitement industriel des solutions aqueuses des divers composés chimiques et en particulier des chlorures alcalins et et alcalino-terreux par le courant électrique.

238613. Brevet de quinze ans, 18 mai 1894; Sterné, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Véloce-pède à caisse-abri démontable.

238614. Brevet de quinze ans, 18 mai 1894; Trauffler, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouvelle disposition de verres d'éclairage les rendant incassables.

238615. Brevet de quinze ans, 18 mai 1894; Wedderburn, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de pèse-lettres et pèse-monnaies.

238616. Brevet de quinze ans, 18 mai 1894; Delpyrou et Rousselin, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de pompe à soufflet perfectionné.

238617. Brevet de quinze ans, 18 mai 1894; Brunet et Lévy (société), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'agrafage pour les boucles de ceintures, jarretières et autres.

238618. Brevet de quinze ans, 18 mai 1894; Droesser, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Moyen de suspension de chaises et autres objets mobiliers.

238619. Brevet de quinze ans, 18 mai 1894; Mazon, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Cacheteur perfectionné.

238620. Brevet de quinze ans, 18 mai 1894; Welsch, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Robinet réfrigérant.

238621. Brevet de quinze ans, 18 mai 1894; Manufacture lyonnaise de matières colorantes (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la production de matières colorantes polyazoïques dérivées de l'acide amidonaphtholsulfonique 7.

238622. Brevet de quinze ans, 18 mai 1894; Blanda, place d'Armes, n° 27, à

Vitry-le-François (Marne). — Nouvelle chaîne d'engrenages applicable aux véhicules, voitures à moteur et autres et aux autres machines.

238623. Brevet de quinze ans, 19 mai 1894; Pfliniaux, rue des Ours, n° 19, à Lille. — Système de bicyclette sans chaîne.

238624. Brevet de quinze ans, 23 mai 1894; Maussier, à Saint-Galmier (Loire); — Machine à souffler et à fabriquer les bouteilles par l'introduction directe dans le moule du verre fondu.

238625. Brevet de quinze ans, 22 mai 1894; Phelippon, élisant domicile chez sieur Marcombre, à Saumur (Maine-et-Loire). — Collerette pour détruire en quelques jours le phylloxera et conserver à la vigne toute sa vigueur tant que lesdites collerettes seront adhérentes aux souches.

238626. Brevet de quinze ans, 19 mai 1894; Theodoli, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Système d'écriture lumineuse électrique changeante et appareils employés à cet effet.

238627. Brevet de quinze ans, 19 mai 1894; Muller (les sieurs), représentés par Maulvault, à Paris, rue Richelieu, n° 15. — Patin automatiquement déplaçable au moyen du fer.

238628. Brevet de quinze ans, 19 mai 1894; Neveu, à Paris, rue d'Amsterdam, n° 64. — Ciseur méthodique continu pour glucoseries, distilleries et autres usages industriels.

238629. Brevet de quinze ans, 19 mai 1894; Freakley, représenté par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Perfectionnements aux chaudières à vapeur et à leurs foyers.

238630. Brevet de quinze ans, 19 mai 1894; Pichon, représenté par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Manchette yankee ou garde-poignets.

238631. Brevet de quinze ans, 19 mai 1894; Bayer, représenté par Biétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau procédé pour la fabrication des inscriptions dans les pierres artificielles.

238632. Brevet de quinze ans, 19 mai 1894; Beller, représenté par Biétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil-registrateur pour lettres.

238633. Brevet de quinze ans, 19 mai 1894; Craney, représenté par Biétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux appareils électriques.

238634. Brevet de quinze ans, 19 mai 1894; Raffin, représenté par Biétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Distributeur d'air avec dispositif de nettoyage pour appareils à élever la bière.

238635. Brevet de quinze ans, 19 mai 1894; Oustalet, à Paris, quai de Seine, n° 31. — Boulon réellement indesserrable.

238636. Brevet de quinze ans, 19 mai 1894; Sondermann, représenté par Brunet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de cylindre pour moteurs et compresseurs travaillant en deux phases graduées.

238637. Brevet de quinze ans, 19 mai 1894; Basset, représenté par Armand, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Méthode de fabrication industrielle de l'ammoniaque par l'azote de l'air.

238638. Brevet de quinze ans, 19 mai 1894; Kellner, représenté par Armand, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Nouvelle forme d'aérostats.

238639. Brevet de quinze ans, 19 mai 1894; Libby, représenté par Rinaud, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les pinces assujettissantes employées dans l'art dentaire.

238640. Brevet de quinze ans, 19 mai 1894; Delannoy et Garnier, représentés par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de propulsion par forces motrices combinées pour véhicules automobiles.

238641. Brevet de quinze ans, 19 mai 1894; Ellis (M^{re}), représentée par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 8. — Perfectionnements aux tabourets pliants ou sièges de campement.

238642. Brevet de quinze ans, 19 mai 1894; Garteuff, représenté par la société

Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements apportés aux fourneaux à l'usage des dentistes et à d'autres usages scientifiques ou artistiques.

238643. Brevet de quinze ans, 19 mai 1894; Bowley, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Caisses pour le transport des œufs.

238644. Brevet de quinze ans, 19 mai 1894; Bailey, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux harnais et aux harnais de sabots.

238645. Brevet de quinze ans, 19 mai 1894; Halion, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Dispositif de sûreté pour écrous.

238646. Brevet de quinze ans, 19 mai 1894; Golfieri, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau hibernon ou tire-lait.

238647. Brevet de quinze ans, 19 mai 1894; Clair, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 146. — Siège à transformations dit *fauteuil-paquebot*.

238648. Brevet de quinze ans, 19 mai 1894; Hedges, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système de bouchage des bouteilles et autres récipients.

238649. Brevet de quinze ans, 19 mai 1894; Griset et Denoël, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Voiture-réclame à changement automatique intermittent des affiches.

238650. Brevet de quinze ans, 19 mai 1894; Klotz, représenté par Boulin, à Paris, rue Lagrange, n° 5. — Pompe à hière automatique.

238651. Brevet (brevet anglais devant expirer le 30 mars 1908) pris, le 19 mai 1894, par Horner, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés et appareils perfectionnés pour boucher et cacheter les bocaux et articles analogues.

238652. Brevet de quinze ans, 19 mai 1894; Alzati, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau garde-navettes.

238653. Brevet de quinze ans, 19 mai 1894; Deselle fils, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les brûleurs à gaz à manchon incandescent.

238654. Brevet de quinze ans, 19 mai 1894; d'Autussac de Pravieux, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil à stériliser et à pasteuriser le lait et autres liquides.

238655. Brevet de quinze ans, 19 mai 1894; Laridoy fils, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication d'un tissu destiné à la confection de chaussons imitant les chaussons de tresses et de lisières.

238656. Brevet de quinze ans, 19 mai 1894; Philip, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de fermeture des vases en verre, porcelaine, etc.

238657. Brevet de quinze ans, 19 mai 1894; Landry, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les moyens de préservation des semelles inférieures des poutres de ponts métalliques sous lesquelles passent les locomotives.

238658. Brevet de quinze ans, 21 mai 1894; Piquet et compagnie (société), représentée par Peguin, à Lyon, rue Constantine, n° 8. — Excentrique à détente à charnement de calage et de course.

238659. Brevet de quinze ans, 21 mai 1894; Crozier frères (société), représentée par les sieurs Freyrier-Dubreuil et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Nouveau dispositif de montage de métier mécanique pour velours et peluches.

238660. Brevet de quinze ans, 23 mai 1894; Lafond, élisant domicile rue du Commerce, n° 4, à Lyon. — Perfectionnement dans le mécanisme de la bicyclette à l'effet d'obtenir une plus grande vitesse.

238661. Brevet de quinze ans, 23 mai 1894; Courtet, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Presse à couper et estamper les talons, les semelles et articles analogues.

238662. Brevet de quinze ans, 23 mai 1894; Mortera, rue Vinaigre, n° 8, à Toulouse. — Nouveau bandage pour vélocipèdes dit *l'idéal*.

238663. 24 mai 1894; Schmeil et Saar, représentés par Delpey, rue de Bausset, n° 16, à Marseille. — Innovations dans les lucarnes.

238664. Brevet de quinze ans, 21 mai 1894; Bœuf, à Paris, rue Rébéval, n° 61. — Vélocifère locomoteur à volant.

238665. Brevet de quinze ans, 21 mai 1894; Landois, à Paris, rue Julien-Lacroix, n° 27. — Plat homogène à oreilles, nouvel agrafage.

238666. Brevet de quinze ans, 21 mai 1894; Delezenne, représenté par Maulvault, à Paris, rue Richelieu, n° 15. — Système perfectionné de couveuse.

238667. Brevet de quinze ans, 21 mai 1894; Mourgue, représenté par la société Maitray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouvelle machine à cultiver la terre, dénommée *piocheuse Mourgue*.

238668. Brevet de quinze ans, 21 mai 1894; Weber, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Portejournal.

238669. Brevet de quinze ans, 21 mai 1894; Dyrner et Hirschbein, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — *Exact* bluterie, à force centrifuge, nettoyeuse universelle pour semoule et farine.

238670. Brevet de quinze ans, 21 mai 1894; Benech, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Bandages élastiques et protecteurs applicables aux roues de tous systèmes.

238671. Brevet de quinze ans, 21 mai 1894; Guéret frères (société), représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau système de siphon pour boissons gazeuses.

238672. Brevet de quinze ans, 21 mai 1894; Trümper et Friedmann, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Revolver à magasin pour vingt-cinq coups et plus.

238673. Brevet de quinze ans, 21 mai 1894; Theunissen, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau système de photomètre.

238674. Brevet de quinze ans, 21 mai 1894; Dougill, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les moteurs à gaz et à vapeurs explosives.

238675. Brevet de quinze ans, 21 mai 1894; Reid, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements aux machines motrices à l'huile et au gaz.

238676. Brevet de quinze ans, 21 mai 1894; Bodden, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Eléments pour la fabrication de la glace.

238677. Brevet de quinze ans, 21 mai 1894; Ravasse, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Chaîne perfectionnée pour cycles.

238678. Brevet de quinze ans, 21 mai 1894; Lefer, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard Magenta, n° 11. — Nouveau système de chaînes à maillons amovibles.

238679. Brevet de quinze ans, 21 mai 1894; de Pezzer, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de selle pour vélocipèdes.

238680. Brevet de quinze ans, 21 mai 1894; Williams, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils destinés à cisailer les tôles.

238681. Brevet de quinze ans, 21 mai 1894; Bang et Ruffin, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Procédé de fabrication

d'acide stannique anhydre et léger, particulièrement propre à la préparation de l'émail stannifère.

238682. Brevet de quinze ans, 16 avril 1894; Pra, à Saint-Pierre (Martinique). — Appareil distillatoire avec plateaux rotatifs mus mécaniquement.

238683. Brevet de quinze ans, 21 mai 1894; Simon et ses fils (société), rue Hélain, n° 70, à Cherbourg. — Application de la commande par pédales aux malaxeurs ayant pour but le travail des beurres ou autres pâtes.

238684. Brevet de quinze ans, 21 mai 1894; Simon et ses fils (société), rue Hélain, n° 30, à Cherbourg. — Perfectionnements aux barattes employées pour la fabrication du beurre ou de la margarine.

238685. Brevet de quinze ans, 22 mai 1894; Reynaud-Amable, avenue Alsace-Lorraine, n° 42, à Grenoble. — Voiture-réclame avec application de projections lumineuses.

238686. Brevet de quinze ans, 25 mai 1894; Vaultier, à Saint-Quentin. — Mouvement applicable aux barreaux de grille ordinaires.

238687. Brevet de quinze ans, 5 mai 1894; Renaud, rue Neuve, n° 11, à Arles (Bouches-du-Rhône). — Luminaire portatif dénommé *la Merveilleuse*.

238688. Brevet de quinze ans, 22 mai 1894; *Farbenfabriken vorm. Fried. Bayer und compagnie* (société), représentée par Casalis, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 81. — Procédé pour la préparation de nitrosamines de l'amidoazobenzine et de ses analogues et homologues.

238689. Brevet de quinze ans, 22 mai 1894; Kuban et Deuble, représentés par Baumann, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Frein à fonctionnement automatique pour empêcher les déraillements des trains de chemins de fer.

238690. Brevet de quinze ans, 22 mai 1894; Michalk, représenté par Baumann, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Perfectionnements aux garnitures étanches métalliques en forme d'anneaux à nervures.

238691. Brevet de quinze ans, 22 mai 1894; Mathian (M^{re}), à Paris, rue Damesme, n° 25. — Nouveaux moyens et perfectionnements apportés à la construction des serres, hâches, jardins d'hiver, etc.

238692. Brevet de quinze ans, 22 mai 1894; Curin et Darras, représentés par Guyot, à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 17. — Appareil servant à déterminer la densité des liquides en ébullition et notamment des eaux-mères salées ou sucrées malgré la présence de substances solides en suspension dans ces liquides, appareil dénommé *ébullio-densimètre Curin-Darras*.

238693. Brevet de quinze ans, 22 mai 1894; Maurer, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans la fabrication des briques poreuses.

238694. Brevet de quinze ans, 22 mai 1894; Thomson, représenté par Mennons, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Perfectionnements dans les compteurs à eau à disque.

238695. Brevet de quinze ans, 22 mai 1894; Earll, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de grip pour chemins de fer funiculaires.

238696. Brevet de quinze ans, 22 mai 1894; Kinsman, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les systèmes employés pour arrêter automatiquement les trains de chemins de fer.

238697. Brevet de quinze ans, 22 mai 1894; Saint-Requier, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Piste à croisements pour champs de course, hippodrome, vélodrome ou autres.

238698. Brevet de quinze ans, 22 mai 1894; *Higham electric company* (société), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements apportés aux lampes électriques à arc.

238699. Brevet de quinze ans, 22 mai 1894; Répin, à Paris, rue Jacob, n° 50. — Système de conservation des fils à sutures et objets similaires.

238700. Brevet de quinze ans, 22 mai 1894; Bourcart, représenté par la société

Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Dispositif d'encastement automatique des outils à percer.

238704. Brevet de quinze ans, 22 mai 1894; Conway et Underwood, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux foyers.

238705. Brevet de quinze ans, 22 mai 1894; Giff, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements apportés aux tiro-bouchons.

238706. Brevet de quinze ans, 22 mai 1894; Néty, représenté par Jome, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Bobine d'induction à courant continu.

238707. Brevet de quinze ans, 22 mai 1894; Voigtlander, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Dynamomètre pour installations mécaniques.

238708. Brevet de quinze ans, 22 mai 1894; Walker et Gill, représentés par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Perfectionnements apportés à la construction de forêts.

238709. Brevet de quinze ans, 22 mai 1894; Auguste-Godchaux, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Machine rotative à imprimer et à découper simultanément les papiers et cartons pour la confection des boîtes, et autres applications.

238710. Brevet de quinze ans, 22 mai 1894; Garbennet, représenté par Gaudet, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Glissière à billes ou à rouleaux.

238711. Brevet de quinze ans, 22 mai 1894; Craney, représenté par Bléry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux appareils arithmétiques.

238712. Brevet de quinze ans, 22 mai 1894; Greiner, représenté par Bléry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Transparents étanches et résistants aux intempéries, à rosaces en verres colorés, facilement amovibles.

238713. Brevet de quinze ans, 22 mai 1894; Lafosse (M^{me} veuve), représenté par Bléry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Mécanisme marcheur à mouvement facultatif de la tête, applicable aux bébés, poupées, etc.

238714. Brevet de quinze ans, 22 mai 1894; Libbey, représenté par Bléry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux typographies.

238715. Brevet de quinze ans, 22 mai 1894; Speary, représenté par Bléry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Méthode et appareil perfectionnés pour arrêter le mouvement de mécanismes mus par l'électricité.

238716. Brevet de quinze ans, 22 mai 1894; Bouclay, Thomas, Bardon, C^{ie} et compagnie (société) (corderie centrale), représentée par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Stoppeur ou pince de serrage automatique pour l'arrêt des câbles métalliques.

238717. Brevet de quinze ans, 22 mai 1894; Zeitlinger (M^{re}), représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Bande hygiénique pour femme avec bassin en forme convexe sur la ligne médiane et concave sur les bords.

238718. Brevet de quinze ans, 22 mai 1894; Snead et Green, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Mode d'établissement de rayons ou tablettes de bibliothèques, etc., et de leurs supports.

238719. Brevet de quinze ans, 22 mai 1894; Davids et Stewart, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux nouvelles à rayon variable.

238720. Brevet de quinze ans, 22 mai 1894; Laville, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvelle pile primaire.

238721. Brevet de quinze ans, 22 mai 1894; Daix, à Paris, rue Louis-Blanc, n° 72. — Nouveau distributeur (rotatif ou centrifuge) du gaz dans un liquide particulier, applicable particulièrement en sucrerie pour la carbonatation et la solution des jus sucrés.

238722. Brevet de quinze ans, 22 mai 1894; Appleyard et Foster, représentés par

Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les attaches pour tendre et bouter les cordes aux plateaux des machines à carder.

238720. Brevet de quinze ans, 21 mai 1894; de la Roche, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de manchon à âme métallique pour l'éclairage au gaz par incandescence, et ses procédés de fabrication.

238721. Brevet de quinze ans, 22 mai 1894; Trouseau jeune, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de charnière sans goupille et ses applications.

238722. Brevet de quinze ans, 22 mai 1894; Société des cuivres de France, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication d'objets métalliques à surface de révolution, par l'électrolyse, dit *procédé Paul David*.

238723. Brevet de quinze ans, 8 mai 1894; Dessoliers, à Ténès (Alger). — Nouveau réfrigérant du genre Baudelot à tubes inclinés.

238724. Brevet de quinze ans, 8 mai 1894; Dessoliers, à Ténès (Alger). — Nouveau système de réfrigérant dénommé *réfrigérant vertical*, à circulations méthodiques en lames minces et en spirales à noyaux oscillants et rotatifs.

238725. Brevet de dix ans, 12 mai 1894; Berger, rue Rovigo, n° 31, à Alger. — Nouveau dallage monocalcaire.

238726. Brevet de quinze ans, 24 mai 1894; Declercq frères (société), boulevard de la Liberté, n° 83, à Lille. — Système de repos de chaleur pour calorifères de caves.

238727. Brevet de quinze ans, 23 mai 1894; Haub et Dasha, représentés par Maulvault, à Paris, rue Richelieu, n° 15. — Perfectionnements apportés aux jonets mécaniques à musique.

238728. Brevet de quinze ans, 23 mai 1894; Dillbohner, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Appareil pour imiter mécaniquement la madrone du bois et pour imprimer la fibre et les pores sur des papiers et d'autres surfaces.

238729. Brevet de quinze ans, 23 mai 1894; Germain, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux ascenseurs à compensateurs.

238730. Brevet de quinze ans, 23 mai 1894; Rûhe, représenté par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Perfectionnements aux machines à graver sur verre.

238731. Brevet de quinze ans, 23 mai 1894; Lemaitre, représenté par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Perfectionnements dans la fabrication des tapis moquette.

238732. Brevet de quinze ans, 23 mai 1894; Bug, Birkenheim et Schneezoehn, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine automatique pour presses mécaniques.

238733. Brevet de quinze ans, 23 mai 1894; Schneizer, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à mouler et à assortir tous produits de meunerie.

238734. Brevet de quinze ans, 23 mai 1894; Sterk, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Tire-corde ou queue pour violons.

238735. Brevet de quinze ans, 23 mai 1894; Quinquetou, représenté par Surry-Montaut, à Paris, boulevard de Magenta, n° 81. — Nouveau procédé de fabrication de cages, volières et autres objets en fil métallique grillagé.

238736. Brevet (brevet anglais devant expirer le 10 mars 1908) pris le 28 mai 1894 par la société *sir W. G. Armstrong, Mitchell and Company Limited*, représentée par Guesbonge, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les canons se chargeant par la culasse.

238737. Brevet de quinze ans, 23 mai 1894; Delisle, représenté par la société Maury frères, à Paris, boulevard Henri-IV, n° 31. — Nouveau propulseur pour bateaux.

238738. Brevet de quinze ans, 23 mai 1894; Willard et Leporcq, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de serrure à glissement.

238739. Brevet de quinze ans, 23 mai 1894; Powell, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines pour fabriquer les pointes, ébauches de vis et de boulons, rivets et autres pièces de forge.

238740. Brevet de quinze ans, 23 mai 1894; Lebrun et Cormerais, représentés par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Appareil indiquant le niveau de l'eau dans les chaudières à vapeur, fermant automatiquement les vannes à la rupture du tube verre.

238741. Brevet de quinze ans, 23 mai 1894; Dillon, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau dispositif pour robinets.

238742. Brevet de quinze ans, 23 mai 1894; Epstein, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour maintenir à l'état de fonctionnement les plaques positives de piles secondaires.

238743. Brevet de quinze ans, 23 mai 1894; Thompson Brothers (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les graisseurs.

238744. Brevet de quinze ans, 23 mai 1894; Malaviale, rue d'Aguesseau, n° 10, Boulogne-sur-Seine. — Machine à laver et à rincer le linge.

238745. Brevet (brevet anglais devant expirer le 24 février 1907) pris le 23 mai 1894 par Wanklyn et Cooper, représentés par Duchier, à Paris, rue du Vieux-Cimetière, n° 13. — Perfectionnements dans la distillation du pétrole.

238746. Brevet (brevet anglais devant expirer le 7 septembre 1907) pris le 23 mai 1894 par Samuelson, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements dans la construction des moissonneuses-lieuses.

238747. Brevet de cinq ans, 24 mai 1894; Roussel, à Paris, rue Mazagran, n° 10. — Système de robinet à repoussoir à main et à fermeture hydraulico-automatique des services : d'arrêt et de puisage, à raccords et à clapets.

238748. Brevet (brevet anglais devant expirer le 24 octobre 1907) pris le 23 mai 1894 par Walker, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements apportés aux clés à vis et à écrou.

238749. Brevet de quinze ans, 24 mai 1894; Piéplu, à Paris, rue Bréa, n° 10. — Machine vernissant ou gommant indistinctement le papier, la carte ou la toile, cela en feuilles ou en continu.

238750. Brevet de quinze ans, 24 mai 1894; Lindner, représenté par Meunier, à Paris, rue Baudin, n° 22. — Nouveau système de chaîne.

238751. Brevet de quinze ans, 24 mai 1894; Roth, représenté par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Vélocipède servant de véhicule de louage.

238752. Brevet de quinze ans, 24 mai 1894; O'Hara et Wallace, représentés par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux rails pour arrêter et éteindre les étincelles et recueillir le charbon non brûlé, la partie volatilisée des fumées sortant des cheminées des locomotives et autres machines, et des cheminées d'usines et d'autres foyers.

238753. Brevet de quinze ans, 24 mai 1894; Jonas, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Tire-botte perfectionné.

238754. Brevet de quinze ans, 24 mai 1894; Weir, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif perfectionné applicable aux têtes de chaussures dans le but de protéger, contre la boue, le bas des vêtements tels que pantalons, robes, etc.

238755. Brevet de quinze ans, 24 mai 1894; Souzy, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de lit-mouable à transformation en lit français.

238756. Brevet de quinze ans, 24 mai 1894; Saulière, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de galoche à empoigne vissée et cousue.

238757. Brevet de quinze ans, 24 mai 1894; Dentou et Littlewood, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé et appareil de classement et de dessin des couleurs pour la fabrication des tissus.

238758. Brevet de quinze ans, 24 mai 1894; Leconte, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à coudre perfectionnée dite *la voilière*.

238759. Brevet de quinze ans, 24 mai 1894; Lenneberg et Meyer (société), représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé d'imprégnation de matières destinées à l'habillement, avec des agents pour la décomposition de la sueur.

238760. Brevet de quinze ans, 24 mai 1894; Accles et Pinfold, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans la fabrication des cartouches et dans les appareils servant à cette fabrication.

238761. Brevet de quinze ans, 24 mai 1894; Dupont, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Table aseptique pour opérations chirurgicales.

238762. Brevet de quinze ans, 24 mai 1894; société *Richard Hornsby and Sons limited*, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les machines à explosion.

238763. Brevet de quinze ans, 24 mai 1894; Sichelschmidt, représenté par Freydier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Faux tampon en tôle d'acier avec tête rabattue.

238764. Brevet de quinze ans, 25 mai 1894; Pfeiffer, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Appareils pneumatiques à épousseter les tapis, tentures, rideaux, paillassons, literie, etc.

238765. Brevet de quinze ans, 26 mai 1894; Cadgène, représenté par Freydier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Machine et procédé pour produire des lisières sur les tissus teints en pièce.

238766. Brevet de quinze ans, 28 mai 1894; Chorel, représenté par Freydier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Nouvelle soufflerie française, système Victor Chorel.

238767. Brevet de quinze ans, 29 mai 1894; Pagnon, représenté par Freydier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Nouveau procédé de décoration et fabrication de vitraux sur et sous verre, par impression avec cylindre uni, gravé ou moulé et plaque de même nature en gélatine.

238768. Brevet de quinze ans, 30 mai 1894; Marnas, représenté par Freydier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Rônes à ressort.

238769. Brevet de quinze ans, 28 mai 1894; Mairesse, rue des Ponts-de-Comines, n° 6, à Lille. — Nouvel obturateur photographique dit à *persiennes*.

238770. Brevet de quinze ans, 28 mai 1894; Millot, boulevard Victor-Hugo, n° 6, à Saint-Quentin (Aisne). — Agglomération de diverses matières alimentaires pulvérentes.

238771. Brevet de quinze ans, 29 mai 1894; Stapfer de Duclos et compagnie (société), boulevard Maritime, n° 42, à Marseille. — Manipulateur à billes.

238772. Brevet de quinze ans, 25 mai 1894; Dadet, à Paris, rue de Miromesnil, n° 2. — Nouvel alliage d'aluminium de cuivre dit *levilium*.

238773. Brevet de quinze ans, 25 mai 1894; Haffiger, Vogt et compagnie (société), représentée par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Appareil avertisseur électrique d'incendie.

238774. Brevet de quinze ans, 25 mai 1894; Tixier et Maisounabe, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 15. — Porte-cartes de routes pour cyclistes.

238775. Brevet de quinze ans, 25 mai 1894; Bricq dit *Paul*, représenté par Parmentier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Genre de bouton double.

238776. Brevet de quinze ans, 25 mai 1894; Lacroix, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Broyeur de pommes, etc.

238777. Brevet de quinze ans, 25 mai 1894; Seymour, représenté par la société

Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil perfectionné pour ajuster la position des châssis de fenêtres de voitures, de chemins de fer, de tramways et autres.

238778. Brevet de quinze ans, 25 mai 1894; Logan, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux lampes à tubes anéroides.

238779. Brevet de quinze ans, 25 mai 1894; société Ferd. Monnier et compagnie, représentée par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Appareil pour faire les liquides et les gaz à travers des tissus enroulés.

238780. Brevet de quinze ans, 25 mai 1894; Towns, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les machines à coudre.

238781. Brevet (brevet anglais devant expirer le 13 février 1908) pris, le 25 mai 1894, par Roth, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les machines à fabriquer les vis, les écrous et autres petites pièces.

238782. Brevet de quinze ans, 25 mai 1894; Kaselowsky, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système d'installations pour l'éclairage des liquides.

238783. Brevet de quinze ans, 25 mai 1894; Nashold, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux supports à serrage automatique pour conducteurs électriques.

238784. Brevet de quinze ans, 25 mai 1894; Evenden, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil perfectionné pour le chauffage du lait.

238785. Brevet de quinze ans, 25 mai 1894; Deprez, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil à double effet.

238786. Brevet de quinze ans, 25 mai 1894; Brehm, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Porte-lame.

238787. Brevet de quinze ans, 25 mai 1894; Kort, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau dispositif pour changer la course.

238788. Brevet de quinze ans, 25 mai 1894; Maack et Lohff, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Cercles en bois démontables pour toutes sortes de tonneaux.

238789. Brevet de quinze ans, 25 mai 1894; Samson, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Baignoire pliante.

238790. Brevet de quinze ans, 25 mai 1894; Wriedt, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Cartes à jouer en caoutchouc à des cartes.

238791. Brevet de quinze ans, 25 mai 1894; Moche et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de fermoir extensible applicable aux bourses, sacs et autres articles similaires.

238792. Brevet de quinze ans, 25 mai 1894; société dite Davies Brothers and Company limited, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés et appareils perfectionnés pour le lavage et le séchage des plaques photographiques.

238793. Brevet de quinze ans, 23 mai 1894; Lignon, à Saint-Pons (Hérault). — Siphon automatique.

238794. Brevet de quinze ans, 30 mai 1894; Béguin, à Saint-Avit (Eure-et-Loire). — Mouvement multiplicateur à bielle avec application spéciale aux vélocipèdes.

238795. Brevet de quinze ans, 26 mai 1894; Finot, représenté par Fortin Trufley, à Paris, rue de Trévise, n° 36. — Application des caractères mobiles en plaques fondues en caoutchouc à l'impression en noir et en couleur sur papier et spécialement au timbrage des azymes-cachets destinés à contenir des substances médicamenteuses.

238796. Brevet de quinze ans, 26 mai 1894; Picard, à Paris, boulevard Lamotte-Maubourg, n° 53. — Roue en acier à double élasticité.

238797. Brevet de quinze ans, 26 mai 1894; Delattre, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Nouveau produit destiné à l'alimentation des chevaux, et son procédé de fabrication.

238798. Brevet de quinze ans, 26 mai 1894; Willard-Grünbaum, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Nouveau mode de fixer les photographies dans les albums et cadres.

238799. Brevet de quinze ans, 26 mai 1894; Legris, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Gilet-chemise.

238800. Brevet de quinze ans, 26 mai 1894; Zettelmair, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Genre de sommier mécanique.

238801. Brevet de quinze ans, 26 mai 1894; Moreau frères et Canévet, représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Genre de dentelle et procédé de fabrication qui s'y rapporte.

238802. Brevet de quinze ans, 26 mai 1894; Immer, représenté par Dähler, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Vélocipède actionné par le poids du vélocipédiste, système Edmond Immer.

238803. Brevet de quinze ans, 26 mai 1894; Bouré, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système complet d'encenchement par serrures, applicable aux chemins de fer.

238804. Brevet de quinze ans, 26 mai 1894; Schrabetz, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Régulateur pour métiers à tisser mécaniques.

238805. Brevet de quinze ans, 26 mai 1894; Société anonyme de l'Institut Raoul Pictet, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements aux méthodes de désinfection.

238806. Brevet de quinze ans, 26 mai 1894; Henrich-Schweizer, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Moteur à pétrole pouvant fonctionner comme moteur à gaz.

238807. Brevet de quinze ans, 26 mai 1894; Baudron, représenté par la société Maillet et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Raldisseur volant pour fils de fer dit l'éclureuil.

238808. Brevet de quinze ans, 26 mai 1894; Ripert, à Paris, rue des Tournelles, n° 64. — Application, aux appareils aux par les pieds, d'un nouveau système de levier (levier de second genre).

238809. Brevet de quinze ans, 26 mai 1894; Leriche, Clerc et Braun, représentés par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Appareil automatique pour métiers à broder.

238810. Brevet de quinze ans, 26 mai 1894; de Bœux, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Dispositif de réglage pour brûleurs à incandescence par le gaz.

238811. Brevet de quinze ans, 26 mai 1894; Scott, représenté par Deloim, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements relatifs aux canalisations en tuyaux et aux isolateurs pour câbles ou conducteurs électriques.

CERTIFICATS D'ADDITION.

Adams, 9 mai 1894, brevet 227369. (Élévateur hydraulique automatique servant à écouler les immondices provenant des égouts ou à d'autres usages analogues.)

Tèche, 4 mai 1894, brevet 229773. (Système de pompe à piston plongeur et obturateur oscillants, à double effet ou à simple effet, sans clapets et réversible.)

Aupréau, 2 mai 1894, brevet 232375. (Perfectionnements dans la construction des bicyclettes avec roue motrice à l'avant ou à l'arrière.)

Testart, 9 mai 1894, brevet 232476. (Levier applicable sur les manivelles des tricycles donnant plus de force de traction.)

Verschaffé fils et Bédet, 9 mai 1894, brevet 255270. (Système de fabrication des cadres de vélocipèdes en tôle emboutie et agrafée.)

Pothier, 5 mai 1894, brevet 235982. (Servante dénommée *servante-bicyclette*, s'adaptant à la pédale de la bicyclette et du tandem.)

Chameroy, 4 mai 1894, brevet 237147. (Système de bandage à segments métalliques sur caoutchouc ou ressorts pour roues en général.)

Tourey, 8 janvier 1894, brevet 231491. (Caisse à bouteilles, nouveau système.)

Lepaon, 4 mai 1894, brevet 228564. (Nettoyeur de volant de cardé à lame dit nettoyeur Édouard Lepaon.)

Szekely, 9 mai 1894, brevet 229702. (Lame de scie pourvue au dos de dents de rabotage.)

Frey, 10 mai 1894, brevet 233453. (Perfectionnements apportés aux divers types de fraiseuses horizontales et verticales.)

Thomas, 9 mai 1894, brevet 219077. (Système d'éléments conjugués gradués automatiquement et aussi à volonté, applicable aux pédales de vélocipèdes, système réalisé par une pédale conjuguée automatique et automotrice, élastique et à commande.)

Santiquet, 11 mai 1894, brevet 221580. (Vélocipèdes transformables pour un ou plusieurs cavaliers.)

Landin, 12 mai 1894, brevet 225680. (Système de suspension de voitures.)

Aumaille, 11 mai 1894, brevet 230007. (Lever articulé à mouvement demi-circulaire reliant ensemble la pédale et la manivelle du vélocipède et dont le but est de faciliter le montage des côtes.)

Boniol, 11 mai 1894, brevet 230009. (Étouffoir à cocons par la vapeur au-dessus de cent degrés centigrades.)

Piquet et compagnie (Société), 5 mai 1894, brevet 237980. (Turbine à liquides injectés par vapeurs ou gaz sous pression, dite *dynamo hydropneumatique* d'après Piquet.)

Lecoste et Puvrez, 12 mai 1894, brevet 234333. (Nouveau procédé de brassage grand rendement par l'emploi du malt réduit en farine très fine, suppression totale des faux fonds des cuves-matières et des cuves à filtrer, lavage rationnel et complet des drèches.)

Dubois, 7 mai 1894, brevet 231512. (Porte-vêtement dit *tendeur perpétuel*.)

Lanusse, 9 mai 1894, brevet 236563. (Seau hygiénique.)

Münch, 9 mai 1894, brevet 220017. (Modifications dans les machines à contourner le point de navette.)

Michaud, 4 mai 1894, brevet 202626. (Nouvelle machine à imprimer rotative.)

S. Lindauer et compagnie (Société), 8 mai 1894, brevet 227208. (Baleine artificielle.)

Périé, 4 mai 1894, brevet 235552. (Nouveau genre de bretelles avec attaches spéciales.)

Ducornot, 8 mai 1894, brevet 183074. (Appareil dénommé *aéro-fumi-ventilateur* applicable au tirage des cheminées et à la ventilation.)

A. Richard et compagnie (Société), 9 mai 1894, brevet 236137. (Perfectionnements aux appareils mobiles de chauffage, poêles, cheminées, etc.)

Testard, 8 mai 1894, brevet 233214. (Monture perfectionnée pour parapluies et bretelles, etc.)

Didier et Villet, 4 mai 1894, brevet 237126. (Pavillon mobile pour trompettes clairons et instruments analogues.)

Pater, 2 mai 1894, brevet 235302. (Perfectionnements dans le procédé de traitement des pâtes à papier.)

Janssen (Les sieurs), 7 mai 1894, brevet 219568. (Actionnement des signaux des voies ferrées par la flexion des traverses au passage des trains.)

Auvert, 2 mai 1894, brevet 220969. (Locomotive électrique destinée à la traction des véhicules des chemins de fer.)

Caillat, 8 mai 1894, brevet 229914. (Nouveau système de transport à voie ferrée ordinaire, voie unique, dénommé *monorail portatif à niveau*.)

Panoulx, 11 mai 1894, brevet 230047. (Système de distribution à grande détente à changement de marche pour locomotives et autres machines à vapeur.)

Stander, 27 avril 1894, brevet 229595. (Perfectionnements aux brosses, balais, etc.)

Lucas et Oppenheimer, 28 avril 1894, brevet 235332. (Fermeoir à fermeture à secret sur bourses, porte-cigares, porte-cigarettes, sacs et autres articles similaires.)

Société *Farbenfabriken vorm. Fried. Bayer und C^e*, 27 avril 1893, brevet 221253. Procédé pour la préparation de matières colorantes azoïques.)

Société *Farbenfabriken vorm. Fried. Bayer und C^e*, 30 avril 1894, brevet 229776. Procédé pour la préparation de matières colorantes azoïques tirant directement sur : coton.)

Arboucan (M^{re}), 28 avril 1894, brevet 229749. (Nouveau caoutchouc dit à *cellules multiples*, gonflées avec ou sans pression pour roues de vélocipèdes ou tout autre usage.)

Faure, 28 avril 1894, brevet 233588. (Vélocipède perfectionné dénommé *vélo-mur*.)

Ruby, 28 avril 1894, brevet 210321. (Clapet automatique perfectionné, destiné à s'adapter à toutes espèces de fûts contenant des liquides en fermentation.)

Choquet, 28 avril 1894, brevet 234240. (Pile électrique à deux liquides, à vase creux et à écoulement continu ou intermittent.)

Dolé, 27 avril 1894, brevet 212086. (Sommier articulé démontable dit *le mo-lerne*.)

Besson et société G. B. Kent and Sons, 1^{er} mai 1894, brevet 225070. (Perfectionnements dans les appareils destinés à régler les touffes de soies dans la fabrication des brosses et des balais.)

Provost, 25 avril 1894, brevet 235833. (Patins à deux roues et un galet destinés à rouler sur routes et pistes.)

Beyer (les sieurs), 2 mai 1894, brevet 233058. (Peloteuse-poseuse universelle, système Beyer.)

Fouché, 5 mai 1894, brevet 213589. (Appareils propres à la fabrication des conserves de sardines et autres produits.)

Seitz, 10 mai 1894, brevet 236920. (Perfectionnements dans les filtres.)

Gratry, 28 avril 1894, brevet 224515. (Perfectionnements aux sections des ourdis-siers mécaniques.)

Journoud, Peyret et compagnie (Société), 5 mai 1894, brevet 236294. (Procédé de déplacement et variation de réduction des coups de trame dans la fabrication des rubans, étoffes et tissus quelconques.)

Sandoz et compagnie (Société), 26 avril 1894, brevet 234838. (Procédé pour la préparation d'acides oxy-indophénolthiosulfoniques et leur emploi dans l'impression.)

Raverot et Belly, 30 avril 1894, brevet 229913. (Loch manométrique différentiel pour la mesure et l'enregistrement de la vitesse des navires.)

De Lowenstein-Freudenberg, 27 avril 1894, brevet 229113. (Pressoir rotatif.)

De Lowenstein-Freudenberg, 27 avril 1894, brevet 229113. (Pressoir rotatif.)

Scaramanga (Les sieurs), 28 avril 1894, brevet 232868. (Perfectionnements dans les machines à faire les cigarettes.)

Lassagette, 2 mai 1894, brevet 229771. (Protège-cahier dit *bibencrophile*.)

Margry, 14 avril 1894, brevet 232902. (Canapé-lit rotatif.)

Maug, 24 avril 1894, brevet 235590. (Système de support extensible et pliant à grilles obliques de soutien pour abat-jour.)

Houze (Les sieurs) et Symon, 21 avril 1894, brevet 232825. (Perfectionnements aux chaudières ou générateurs à vapeur d'eau et autres.)

Henry, 21 avril 1894, brevet 220479. (Élévation de l'eau dans les maisons par l'air comprimé.)

Société *The Westinghouse Brake Company limited*, 24 avril 1894, brevet 18385. (Perfectionnements dans les freins à pression fluide.)

Rumenet, 21 avril 1894, brevet 233482. (Système de distributeur d'eau au soleil.)

Jullien, 26 avril 1894, brevet 237207. (Nouveau genre de courroie de transmission.)

Môlé, 20 avril 1894, brevet 217877. (Machines universelles pour façonner les assemblages de charpentes et de menuiserie en fer.)

Böckmann, 20 avril 1894, brevet 233002. (Procédé pour la pose de planches et de planchers en plâtre.)

Godelle, 28 avril 1894, brevet 222543. (Four métallique octogonal destiné à la fabrication du pain de troupe.)

Barbier, 24 avril 1894, brevet 229534. (Nouvelle plaque d'accumulateur d'électricité.)

Jourdes, 26 avril 1894, brevet 233807. (Système d'irrigateur sans pistons ni cylindres.)

Gebhardt, 26 avril 1894, brevet 228438. (Machine frigorifique.)

Routin, 25 avril 1894, brevet 229120. (Compteur d'énergie électrique.)

Hülssner et Röhrig, 23 avril 1894, brevet 234591. (Appareils à clarifier et à filtrer servant pour l'épuration des eaux d'égout.)

Société *Farbenfabriken vorm. Fried. Bayer und C^e*, 20 avril 1894, brevet 233921. (Procédé pour la préparation de matières colorantes azoïques tirant directement sur le coton.)

Radot et Derval, 20 avril 1894, brevet 225626. (Perfectionnements apportés au chauffage des fours à zinc et, en général, à la construction et au chauffage de fours à chaleur récupérée renfermant un grand nombre de cornues.)

Salmon, 24 avril 1894, brevet 233432. (Alambic sans serpentin à alcool.)

Dubuisson, 19 avril 1894, brevet 232886. (Nouveau système de calorifère économique et hygiénique.)

Société anonyme des moteurs thermiques Gardie, 14 avril 1894, brevet 23655. (Procédé de fabrication de gaz combustible.)

Grossmann, 1^{er} mai 1894, brevet 222873. (Soupape d'arrêt automatique pour conduites à vapeur entrant en fonction à la rupture de la conduite.)

Bourdon, 13 avril 1894, brevet 226433. (Producteur de vapeur à faible pression dit *vaporigène*, et ses applications.)

Bréchot, 20 avril 1893, brevet 234285. (Appareil à gaz pour le chauffage de baignoires, douches, etc., et leur alimentation par l'eau à température graduée.)

Herviau et Leymarie, 21 avril 1894, brevet 232580. (Genre de cahier de papier à cigarette à effeuillage pneumatique.)

Parant, 21 avril 1894, brevet 229403. (Système de préservation de la vigne contre la gelée.)

Bouillon, 17 avril 1894, brevet 231078. (Paragelée.)

Stephan, 20 avril 1894, brevet 226394. (Machine à couper les betteraves.)

Thoulieux jeune, 19 avril 1894, brevet 223548. (Nouveau procédé de fabrication des fourches.)

De Löwenstein-Freudenberg, 19 avril 1894, brevet 229113. (Pressoir rotatif.)

Liénard (Les sieurs), 17 avril 1894, brevet 232990. (Perfectionnements dans les moyens d'effectuer l'électrolyse des solutions salines.)

Dupuis (M^{re}), 19 avril 1894, brevet 235649. (Genre de potasse en poudre.)

Demoulin, 12 mai 1894, brevet 170466. (Chaussure mixte dite *galetoche Demoulin*.)

Compagnie de Fives-Lille, 18 avril 1894, brevet 226368. (Nouveaux dispositifs de hausse optique.)

Nouvelle, 18 avril 1894, brevet 209108. (Système de fusil à répétition.)

Bempel, 14 avril 1894, brevet 233722. (Appareil destiné à fermer automatiquement des vases de stérilisation, tout en permettant l'échappement de l'air y contenu.)

J. Moche et compagnie (Société), 19 avril 1894, brevet 233461. (Système de cadre tendible pour bourses de tous genres.)

Richard, 14 avril 1894, brevet 227316. (Système d'appareil photographique stéréoscopique et simple.)

Cotinaud, 19 avril 1894, brevet 205078. (Dessus de soulier d'une seule pièce; perfectionnement au brevet qui lui a été délivré sous le n° 197574.)

Mayonobe, 25 novembre 1893, brevet 225819. (Forme universelle devant servir à la fabrication de tous les genres de chaussures pour hommes, dames et enfants.)

Menges, 16 avril 1894, brevet 235480. (Perfectionnements apportés aux galvanomètres.)

Bruers, 19 avril 1894, brevet 192788. (Lampe à gaz à récupérateur.)

Remus, 17 avril 1894, brevet 222590. (Procédé et dispositif pour plier les cartonnages et matières similaires.)

Vial, 19 avril 1894, brevet 229693. (Jumelage facultatif des machines à piquer les arçons utilisés dans les jacquards des métiers à tisser.)

Gandin fils, 17 avril 1894, brevet 234070. (Nouveaux effets de moire obtenus par un mode spécial de tissage.)

Gredt, 17 avril 1894, brevet 234431. (Procédé d'extraction des sels alcalins d'ammonium, d'iode et des autres sels qui sont contenus dans les gaz des hauts fourneaux.)

Bardet, 16 avril 1894, brevet 230843. (Chaîne Bardet pour vélocipèdes et tricycles.)

Swaraeger, 17 avril 1894, brevet 235516. (Compteur vélocipédique.)

Roussan, 14 avril 1894, brevet 235274. (Procédé chimique épurant les moûts provenant de la fermentation des matières sucrées et amylacées et, par suite, les produits de leur distillation.)

Lechartier, 14 avril 1894, brevet 230493. (Extincteur d'incendie perfectionné dit l'instantané.)

Pampy, 5 mai 1894, brevet 236916. (Nouveau genre de hourdis pour planchers.)

Société dite *The European Blair Camera Company limited*, 14 avril 1894, brevet 236600. (Perfectionnements dans la fabrication de pellicules pour la photographie.)

Young, 13 avril 1894, brevet 229500. (Système de décomposition des huiles minérales pour l'obtention du gaz d'éclairage.)

Eliasson, 13 avril 1894, brevet 235951. (Bec de gaz ouvrant le robinet mû par l'électricité.)

Dresdner, 13 avril 1894, brevet 223883. (Machine à épiler les peaux.)

Duray, 13 avril 1894, brevet 229279. (Nouveau mécanisme pour pression avec roulements, pièces à déclivités, à crans et cliquets et à déclanchement, ayant pour but de remplacer avantageusement les vis et écrous dans les différents genres de pression ou de serrage.)

Cote, 13 avril 1894, brevet 235999. (Moteur perpétuel applicable à l'industrie, à l'agriculture et à la locomotion.)

Cassit, 23 avril 1894, brevet 233776. (Additions et modifications faites au système actuel de bicyclette.)

Nadaud, 24 avril 1894, brevet 235565. (Système de moyeu en tôle emboutie pour rayons tangents directs, sans coude ni taraudage dans le moyeu.)

Croizat, 21 avril 1894, brevet 235673. (Lanterne de bicyclette pour produire un éclairage intensif et projeter la lumière à distance.)

Destriez, 24 avril 1894, brevet 235985. (Bande d'un nouveau genre destinée aux roues caoutchoutées, sous la dénomination de *bande à soufflets*.)

Ferjas, 24 avril 1894, brevet 236159. (Nouveau système d'essieu servant d'amortisseur pour voitures et véhicules de tous genres.)

Chameroy, 21 avril 1894, brevet 237147. (Système de bandage à segments métalliques sur caoutchouc ou ressorts pour roues en général.)

L. Durand, Huguenin et compagnie (Société), 13 avril 1894, brevet 227171. (Fabrication de nouvelles matières colorantes teignant le coton sans mordant, dérivées des produits de condensation de l'aldéhyde formique avec la benzidine, la tolidine ou la dianisidine.)

Bonnet, Ramel, Savigny, Giraud et Marnas (Société), 12 avril 1894, brevet 235396. (Nouveau procédé pour l'obtention de moires de toute nature avec dessins réguliers ou autres.)

Société *Badische Anilin und Soda Fabrik*, 13 avril 1894, brevet 222863. (Production de nouvelles matières colorantes basiques de la série des indulines et de leurs acides sulfoconjugués.)

L. Durand, Huguenin et compagnie (Société), 13 avril 1894, brevet 229122. (Production de matières colorantes nouvelles dérivées de nouvelles bases diamidées asymétriques.)

Cardon, 16 avril 1894, brevet 208422. (Broyeuse-teilleuse pour matières textiles.)

Société générale de bonneterie, 14 avril 1894, brevet 235104. (Perfectionnements aux métiers à bonneterie.)

Larôte, 12 avril 1894, brevet 203491. (Briques costières pour conduites de fumée coupant joints en montant.)

Ginalski, 13 avril 1894, brevet 221599. (Nouvelle cartouche pour armes à feu portatives.)

Minier, 12 avril 1894, brevet 231325. (Système de verrou de sûreté dit le minier, applicable aux vélocipèdes.)

Thiéry, 17 avril 1894, brevet 233928. (Système de garniture pour roues de vélocipèdes ou autres véhicules.)

Delmiche, 19 avril 1894, brevet 234841. (Application des supports à roues ou roulettes aux parties frottantes dans les vélocipèdes, ainsi que la variabilité de la vitesse.)

Bilinski, 4 mai 1894, brevet 230105. (Haltères réglables.)

Peyrusson, 11 mai 1894, brevet 229096. (Perfectionnements dans les accumulateurs électriques.)

Quennoy, 12 mai 1894, brevet 237917. (Machine à tracer la confection civile et militaire.)

Bouthéon, 9 mai 1894, brevet 224569. (Mouvement applicable aux machines à travailler les cuirs et peaux.)

Pascal, 14 avril 1894, brevet 236306. (Nouveau fixe-cravate.)

Durey, 4 mai 1893, brevet 238163. (Nouveau classeur pour lettres, factures, documents, etc.)

Perrier fils, 28 avril 1894, brevet 174246. (Faisceau tubulaire mobile pour chaudières, calorifères, etc.)

Secrétan, 30 avril 1894, brevet 228734. (Nouveau tube dit *tube spirale flexible*.)

Weidknecht et Bernard, 30 avril 1894, brevet 237824. (Perfectionnements aux générateurs à vaporisation instantanée.)

Ménager, 10 avril 1894, brevet 225338. (Bluterie plane à mouvement latéral de va-et-vient.)

Le Mée, 10 avril 1894, brevet 229293. (Nouvelle disposition de moulin à cylindre faisant la mouture par friction et aspiration, spécialement destiné au fondage du blé et à la granulation et pouvant aussi faire les divers passages de la mouture avec la même machine, tout en extrayant la marchandise au fur et à mesure de sa fabrication.)

Lucq dit *Glucq*, 12 mai 1894, brevet 230128. (Appareil d'entraînement vélocipédique unipersonnel sur place, dit le *velorum*, permettant d'exercer à volonté les jambes seules comme le vélo, ou les bras seuls, ou bien les jambes et les bras tout ensemble.)

- De Pokutynski, 19 avril 1894, brevet 210145. (Compteur à eau.)
- Wolff et Cordonnier, 12 avril 1894, brevet 237322. (Nouveau système de bandage élastique pour vélocipèdes et autres véhicules.)
- Harmel, 13 avril 1894, brevet 237404. (Système de vélocipède avec commande additionnelle par les mains.)
- Magerstedt, 10 mai 1894, brevet 229007. (Perfectionnements dans la fabrication des plaques ou pellicules servant à la photographie.)
- Gillibert, 27 avril 1894, brevet 233671. (Système de baleines mobiles avec arrêt à l'ermoir pour corsets.)
- Trouvé, 12 avril 1894, brevet 236921. (Nouveaux effets électriques lumineux pour costumes de théâtre.)
- Neveu, 2 mai 1894, brevet 234511. (Râpe essoreuse pour l'essai des betteraves, pommes de terre, etc.)
- Boutes, 2 mai 1894, brevet 229855. (Appareil d'amplitude.)
- Keim, 1^{er} mai 1894, brevet 233123. (Procédé pour produire des peintures murales durables pouvant être transportées.)
- L. Durand, Huguenin et compagnie (Société), 9 mai 1894, brevet 229422. (Production des matières colorantes nouvelles dérivées de nouvelles bases diamidées asymétriques.)
- Jaworsky, 9 mai 1894, brevet 238061. (Combinaison d'assemblage et de montage applicable aux meubles, aux cloisons, aux constructions et, en général, à tous les objets quelconques.)
- Maison Breguet (Société anonyme), 7 mai 1894, brevet 231142. (Servo-moteur électrique.)
- Collard, 5 mai 1894, brevet 222709. (Paragelée économique destiné à la protection des vignes, arbres fruitiers.)
- Ticcho-Grandjean, 19 avril 1894, brevet 231722. (Boîte de montre perfectionnée.)
- Belin, 22 mai 1894, brevet 224067. (Perfectionnement apporté aux sérimètres.)
- Lavère, 21 mai 1894, brevet 236831. (Fabrication du frottoir pour filature en cuir de bœuf chamoisé et toile caoutchoutée.)
- Chameroy, 15 mai 1894, brevet 228329. (Système de burette permettant le graissage de toutes pièces mécaniques externes en général.)
- Haupt, 22 mai 1894, brevet 221928. (Appareil à coudre et à fermer (condamner) les boutonnières, s'adaptant aux machines à coudre Singer.)
- E. Cornely et fils (Société), 12 mai 1894, brevet 227890. (Perfectionnements apportés aux machines à broder.)
- Abraham (Les sieurs), 21 mai 1894, brevet 213601. (Perfectionnements apportés à la fabrication des brosses destinées au nettoyage des tubes de chaudières.)
- Combes, 22 mai 1894, brevet 233158. (Appareil à cylindre augmentateur automatique pour tricoteuses.)
- Lion fils, 15 mai 1894, brevet 231716. (Couveuse automatique.)
- Renand, 19 mai 1894, brevet 232316. (Appareil pour jet d'eau dit *orifice atmosphérique*.)
- Courtet, 23 mai 1894, brevet 203970. (Riveuse rationnelle à bras ou au moteur.)
- Scherfenberg, 17 mai 1894, brevet 229837. (Moteur à pétrole et à gaz automatique.)
- Fischer, 24 mai 1894, brevet 221840. (Fabrication de phosphates solubles au moyen de cendres pyriteuses ou de schistes alumineux.)
- Henoch et Exelmans, 12 mai 1894, brevet 224692. (Système de classement des minerais par la voie sèche et à l'aide de l'air comprimé.)
- Société *Badische Anilin und Soda Fabrik*, 21 mai 1894, brevet 206982. (Production de l'acide phénylglycine-ortho-carboxylique et conversion de celui-ci en indigo artificiel.)

Fred. Bayer et compagnie (Société), 19 mai 1894, brevet 216954. (Procédé de préparation de nouvelles matières colorantes jaunes pour coton.)

Société *Farbenfabriken vorm. Fried. Bayer und compagnie*, 19 mai 1894, brevet 216955. (Procédé de préparation de matières colorantes tirant directement sur le coton.)

Société dite *Actien Gesellschaft für Anilin Fabrikation*, 21 mai 1894, brevet 234502. (Procédé de production de matières colorantes tirant sur mordants.)

Hunter, 16 mai 1894, brevet 235242. (Procédé d'extraction de l'étain des rognons de fer-blanc ou d'un métal étamé.)

Breil, 29 mai 1894, brevet 225690. (Tourne-broche, système Breil.)

Joyeux, 17 mai 1894, brevet 255220. (Appareil de sûreté dans le but d'éviter le décalassement des canons de campagne par le fait de l'inflammation prématurée de la charge, alors que la culasse n'est pas complètement fermée.)

Coze, 12 mai 1894, brevet 167044. (Système de cornue inclinée à chargement et déchargement automatiques.)

Trou, 19 mai 1894, brevet 225846. (Fermeture de bandon.)

Barbet, 24 mai 1894, brevet 231686. (Nouveaux perfectionnements aux appareils à rectifier et à distiller.)

P. Lebœuf et Guyon (Société), 12 mai 1894, brevet 229727. (Chauffage à vapeur à fonctionnement automatique pour appartements.)

Baudot-Baudot et Vairet (Société), 21 mai 1894, brevet 231076. (Four à étages et à flamme renversée, système Baudot-Baudot et Vairet.)

P. Lebœuf et Guion (Société) et le sieur Damien, 12 mai 1894, brevet 236011. (Nouveau calorifère à air chaud, à chargement continu latéral et à surfaces exclusivement verticales ou inclinées.)

Labonde, 15 mai 1894, brevet 222463. (Chemise destinée à renformer, pour et conserver les documents en feuilles de toutes espèces, dite *Parastiviste*.)

Baudin, 19 mai 1894, brevet 232517. (Porte-plume dit *porte-plume*, système Baudin.)

Von Szaszawinski, 15 mai 1894, brevet 233770. (Pupitre à copier avec dispositif de contrôle.)

Meister, 25 mai 1894, brevet 225965. (Pendule annuelle.)

D'Aveut, 18 mai 1894, brevet 227886. (Ceinture porte-tablets.)

Société anonyme Faïencerie de Gien, 25 mai 1894, brevet 234414. (Perfectionnements aux fours à faïence, porcelaine, grès et autres produits analogues.)

Peschard, 21 mai 1894, brevet 229858. (Système électro-pneumatique.)

Rahon père et Rahon fils, 15 mai 1894, brevet 223892. (Nouveau système perfectionné de vélocipède.)

Barbier, 16 mai 1894, brevet 230167. (Nouveau système de pneumatique et tendeur pour vélocipèdes.)

Bridoux, 23 mai 1894, brevet 230188. (Véhicule à deux roues dit *bicyclette*.)

Augereau, 17 mai 1894, brevet 233763. (Système de changement de vitesse applicable aux vélocipèdes.)

Maltby, 19 mai 1894, brevet 234109. (Perfectionnements aux bandages pneumatiques.)

Gallard, 15 mai 1894, brevet 235833. (Manège vélocipédique circulaire et à piste ondulée avec chemin de roulement spécial.)

Farjas, 16 mai 1894, brevet 236159. (Nouveau système d'essieu servant d'amortisseur pour voitures et véhicules de tous genres.)

Marix, 18 mai 1894, brevet 218946. (Nouveau procédé permettant d'exercer les réactions exactes dans les mélanges à mesure de leur formation.)

Émile Fontenilles et Désormeaux (Société), 15 mai 1894, brevet 229514. (Procédé de torréfaction du café, du cacao ou autres graines analogues.)

Guillot, 26 mai 1894, brevet 235742. (Perfectionnements aux appareils photographiques portatifs.)

Antoine, 12 mai 1894, brevet 237483. (Laveuse photographique pour positive et négative.)

Purchotte, 24 mai 1894, brevet 236322. (Genre de hamac dit *hamac universel de poche*.)

Desrousseaux, 18 mai 1894, brevet 228067. (Nouveau système de fabrication et de montage des bûches et outils analogues.)

Merzeaud, 23 mai 1894, brevet 232518. (Système de pressoir à vapeur, système *Merzeaud*.)

Vu pour être annexé au décret en date du 24 décembre 1894.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : V. LOUATIER.

N° 39008. — Décret qui proclame 24 Cessions de Brevets d'invention.

Du 24 Décembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes ;

Vu l'article 21 de la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont proclamées :

1^{re} La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 2 juillet 1894, faite, suivant acte en date du 27 juin 1894, au sieur *Frar (Paul)*, industriel, demeurant route Nationale, n° 2, à Saint-Cloud (Seine-et-Oise), par le sieur de Lavit, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 30 janvier 1890, pour un nouveau poêle-cheminée.

2^{re} La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 10 juillet 1894, faite, suivant acte en date du 27 juin 1894, à la société *The Electro-Chemical company limited*, dont le siège est 117 et 118, Mansion House Chambers, à Londres, par le sieur Richardson, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 12 février 1891, pour perfectionnements dans les appareils à usage de l'électrolyse.

3^{re} La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 10 juillet 1894, faite, suivant acte en date du 27 juin 1894, à la société *The Electro-Chemical company limited*, dont le siège est 117 et 118, Mansion House Chambers, à Londres, par le sieur Richardson, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 12 février 1891, pour perfectionnements dans le mode de réduction, par l'électrolyse, de la soude caustique, de la potasse caustique et d'autres produits à l'aide de leurs acs.

4^{re} La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 26 juillet 1894, faite, suivant acte en date des 3 avril, 17 avril et 2 mai 1894, à la société française d'alimentation animale, dont le siège est à Paris, 10 de la Paix, n° 1, par la société *Dausser et Lowenstein*, du brevet d'invention de quinze ans qu'elle a pris, le 10 octobre 1893, pour un fourrage condensé dit *fourrage Verlainder*.

5^{re} La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de

la Seine, le 26 juillet 1894, faite, suivant actes en date des 9 juin, 14 juin et 2 juillet 1894, à la Compagnie française des machines à coudre, dont le siège est à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, par le sieur Avrial, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 12 mai 1891, pour une nouvelle machine à coudre portée à action directe, marchant par la pression de la main ou du pied.

6° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 30 juillet 1894, faite, suivant acte en date du 13 juillet 1891, à la banque impériale royale privilégiée des Pays autrichiens, dont le siège est à Vienne, par le sieur Acheson, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 13 octobre 1892, pour perfectionnements dans la fabrication du carborundum.

7° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 3 août 1894, faite, suivant acte en date du 20 juillet 1894, au sieur Legendre (Prosper-Adolphe) et à la dame Legendre, née Louise-Hélène Lallou, demeurant à Courbevoie (Seine), rue de la Station, n° 3, par le sieur Marc, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 26 juillet 1892, pour un bain hygiénique A. Marc.

8° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 8 août 1894, faite, suivant acte en date du 12 juillet 1894, à la société des procédés Harvey, dont le siège est à Paris, rue de Provence, n° 31, par le sieur Schneider et compagnie, du brevet d'invention de quinze ans qu'elle a pris, le 15 mars 1893, pour un procédé de cémentation de plaques de blindage par les hydrocarbonés avec ou sans addition de gaz ammoniac.

9° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 17 août 1894, faite, suivant acte en date du 4 août 1894, aux sieurs Marshall (Thomas-Edward), demeurant à Manchester, Corporation street, 61, Makeague (John) et Hunter (Edward-Francis), demeurant à Manchester, Hanging Ditch, par le sieur Haworth (Clément-Vincent), ingénieur, demeurant à Leigh, Waterhead Oldham, comté de Lancastre (Grande-Bretagne), du brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 février 1891, par le sieur Stehlik, et dont il est devenu cessionnaire, pour perfectionnements aux appareils humecteurs.

10° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 17 août 1894, faite, suivant acte en date du 4 août 1894, aux sieurs Marshall (Thomas-Edward), demeurant à Manchester, Corporation street, 61, Makeague (John) et Hunter (Edward-Francis), demeurant à Manchester, Hanging Ditch, par le sieur Haworth (Clément-Vincent), ingénieur, demeurant à Leigh, Waterhead Oldham, comté de Lancastre (Grande-Bretagne), du brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 mars 1892, par le sieur Gorhan et dont il est cessionnaire, pour nouveau procédé d'inhalation.

11° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 7 septembre 1894, faite, suivant actes en date des 25 et 27 juin 1894, à la société *la Bobine universelle*, dont le siège est à Paris, rue Étienne-Marcel, 2, par le sieur Keats, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 8 avril 1894, pour un nouveau mode d'embobinage du fil et machines employées à cet effet.

12° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 7 septembre 1894, faite, suivant actes en date des 25 et 27 juin 1894, à la société *la Bobine universelle*, dont le siège est à Paris, rue Étienne-Marcel, 2, par le sieur Keats, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 6 mars 1894, pour machine à bobiner.

13° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 7 septembre 1894, faite, suivant actes en date des 25 et 27 juin 1894, à la société *la Bobine universelle*, dont le siège est à Paris, rue Étienne-Marcel, 2, par le sieur Keats, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 24 mai 1894, pour boîte destinée à contenir les bobines de fil, système John Keats et autres, permettant leur dévidage.

14° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 7 septembre 1894, faite, suivant actes en date des 25 et 27 juin 1894, à la société *la Bobine universelle*, dont le siège est à Paris, rue Étienne-Marcel, 2, par le sieur Keats, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 27 septembre 1893, pour un nouveau mode d'embobinage du fil et machines employées à cet effet.

143, pour perfectionnements dans les machines à bobiner le fil sur des disques en encre d'étoile.

145° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 7 septembre 1894, faite, suivant actes en date des 25 et 27 juin 1894, la société *la Bobine universelle*, dont le siège est à Paris, rue Étienne-Marcel, n° 1, par le sieur Keats, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 19 janvier 1894, par nouveau système de carte pour fils de soie, fil, coton, etc.

146° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 15 septembre 1894, faite, suivant acte en date du 1^{er} août 1894, au sieur Secrétan (Pierre-Eugène), métallurgiste, demeurant à Paris, boulevard Beaumur, n° 19, par le sieur Tarnu, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 23 novembre 1892, pour un procédé de fabrication économique et pratique de l'aluminium.

147° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 15 septembre 1894, faite, suivant acte en date du 8 mars 1894, au sieur Auguin (Louis-Aimé-Albert), constructeur mécanicien, demeurant à Paris, rue l'ancienne-Comédie, n° 12, par le sieur Hanau, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 2 mai 1887, pour un appareil photographique de poche avec chassis-boîte d'escamotage dit *omnigraphe*.

148° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 15 septembre 1894, faite, suivant acte en date du 10 mars 1894, au sieur Richard (Félix), ingénieur, demeurant à Paris, rue Saint-Roch, n° 57, par le sieur Auguin (Louis-Aimé-Albert), constructeur mécanicien, demeurant à Paris, rue l'ancienne-Comédie, n° 12, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 mai 1887, par le sieur Hanau, et dont il est cessionnaire, pour un appareil photographique de poche avec chassis-boîte d'escamotage dit *omnigraphe*.

149° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 15 septembre 1894, faite, suivant acte en date des 4 et 15 septembre 1894, au sieur Brown (Edward-Henry), demeurant à Londres, 7, Garrick street, par le sieur Sheather, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 5 septembre 1891, pour perfectionnements apportés au ferrage des chevaux et autres animaux de trait.

150° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 21 septembre 1894, faite, suivant acte en date du 8 août 1894, au sieur Bloin (Pierre), négociant, demeurant à Cognac, rue Elisée-Mousnier, par le sieur Prunier, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 18 août 1886, pour un système de bouche de chaleur mobile pour cheminées.

151° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Côte-d'Or, le 22 septembre 1894, faite, suivant acte en date du 27 juillet 1894, au sieur Caillot (Pierre), tonnelier, demeurant à Meursault (Côte-d'Or), par le sieur Bre-Godot, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 30 décembre 1886, pour un baquet à moutarde hermétique.

152° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 36 septembre 1894, faite, suivant acte en date du 7 septembre 1894, la société reconstituée *Willans and Robinson limited*, dont le siège est à Ferry Works, comté de Surrey (Angleterre), par le liquidateur de la société *Willans and Robinson limited*, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 février 1893, par ladite société, pour perfectionnements dans les valves et garnitures métalliques des machines à simple action.

153° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 26 septembre 1894, faite, suivant acte en date du 7 septembre 1894, la société reconstituée *Willans and Robinson limited*, dont le siège est à Ferry Works, comté de Surrey (Angleterre), par le liquidateur de la société *Willans and Robinson limited*, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 mars 1894, par ladite société, pour perfectionnements dans les appareils automatiques à détente variable pour les machines à vapeur et autres analogues.

154° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 29 septembre 1894, faite, suivant acte en date du 22 septembre 1894, par la dame veuve Sarrazin, née Clotilde Masson, demeurant à Villeneuve-Saint-

Georges, rue de Paris, n° 116, par le sieur Lorrain ou Lorrain, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 26 octobre 1888, pour oracle mécanique à réponses multiples.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 24 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : V. LOUBET.

N° 30009. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

Sont approuvés les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de Bône-Guelma et prolongements, pour l'établissement, sur la ligne de Soukaras à Tébessa, d'une alimentation d'eau au point kilométrique 47 + 752, conformément au projet présenté, le 24 novembre 1894, avec détail estimatif s'élevant à vingt mille neuf cents francs, y compris une majoration de dix pour cent pour frais généraux et intérêts.

Les dépenses résultant de l'exécution du projet seront imputées sur le compte de deux millions ouvert, conformément à l'article 6 de la loi du 23 mai 1885, approuvée par la loi du 28 juillet suivant, pour les travaux complémentaires, jusqu'à concurrence des sommes qui seront définitivement reconnues devoir être portées audit compte. (*Périgueux, 5 Juin 1895.*)

N° 30010. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

Le texte de l'article 38 du cahier des charges annexé au décret du 9 janvier 1891, portant concession à la chambre de commerce de la Rochelle (Charente-Inférieure) d'un outillage public sur les quais du port de la Pallice, est modifié comme il suit :

« Art. 38. La perception doit être faite d'une manière égale pour tous sans aucune faveur. Toute convention contraire à cette clause est nulle et de plein droit.

« Toutefois, cette clause ne s'applique pas aux traités qui pourraient intervenir entre le concessionnaire et l'État dans l'intérêt des services publics de l'État.

« Il peut en outre être établi des abonnements à prix réduits.

« Le tarif de ces abonnements doit être soumis à l'homologation du ministre des travaux publics. Toute réduction de taxe ou tout avantage consenti par abonnement en faveur d'une personne doit être accordé de plein droit à toute autre personne qui se soumet aux mêmes conditions. (*Bordeaux, 5 Juin 1895.*)

N° 30011. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Il sera procédé à l'exécution des travaux de reconstruction partielle du mur de quai est du bassin à flot extérieur du port de la Rochelle, conformément aux dispositions du projet présenté, à la date des 21 janvier-7 février 1895, par les ingénieurs du service maritime de la Charente-Inférieure, et à l'avis du conseil général des ponts et chaussées du 7 mars 1895;

2° La dépense de ces travaux, évaluée à la somme de deux cent quarante-six mille francs, sera imputée sur les ressources inscrites au budget de chaque exercice pour les travaux d'amélioration et d'extension des ports maritimes. (*Bordeaux, 5 Juin 1895.*)

N° 30012. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux nécessaires pour le prolongement de la jetée du port d'Erquy, conformément aux dispositions générales de l'avant-projet dressé, à la date des 25-26 mars 1892, par les ingénieurs du service maritime des Côtes-du-Nord, et dont la dépense est estimée cent trente-cinq mille francs. et des avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 16 mai 1892, 16 novembre 1893 et 11 octobre 1894;

2° Il est pris acte des engagements souscrits par le conseil municipal d'Erquy et par la chambre de commerce de Saint-Brieuc, ainsi qu'il résulte respectivement des délibérations des 3 et 6 décembre 1893, de contribuer à la dépense par des subventions respectivement fixées à vingt-cinq mille francs et vingt mille francs.

Le montant de ces subsides sera versé au Trésor au fur et à mesure des besoins des travaux. L'importance des versements et l'époque à laquelle ils devront être effectués seront déterminées par le ministre des travaux publics;

3° Le surplus de la dépense, pris en charge par l'État, sera imputé sur les fonds annuellement inscrits à la deuxième section du budget du département des travaux publics pour l'amélioration des ports maritimes. (*Paris, 8 Juin 1895.*)

N° 30013. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des finances) qui approuve l'acte administratif passé le 22 avril 1895, devant le maire de Verdun régulièrement délégué, portant concession à M. Louis-Marie-Amédée de Lapomardé, propriétaire, demeurant à Dieupentale, aux clauses et conditions stipulées et moyennant le versement d'une somme de sept francs douze centimes, d'une parcelle d'alluvion en voie de formation, au droit de sa propriété sur la rive droite de la Garonne, derrière les travaux défensifs de Rivière-Basse, commune de Verdun (Tarn-et-Garonne); ladite parcelle, d'une contenance de deux ares trente-sept centiares cinquante décimètres carrés et entourée d'un liséré rose sur le plan annexé audit acte. (*Paris, 8 Juillet 1895.*)

N° 30014. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre
signé par le président du Conseil, ministre des finances) qui approuve
l'acte administratif passé, le 17 mai 1895, devant l'adjoint au maire de
Grisy (Seine-et-Marne), régulièrement délégué, portant concession à
commune de Grisy, aux clauses et conditions stipulées et moyennant
versement d'une somme de deux cents francs, d'une parcelle d'alluvion
en voie de formation sur la rive gauche de la Seine, lieu dit *Bas-de-
Montagne*, à Grisy, ladite parcelle d'une superficie de quarante-six et
cinquante-quatre centiares, et désignée par une teinte verte sur le plan
annexé audit acte. (*Paris, 17 Août 1895.*)



Certifié conforme :

Paris, le 5 * Décembre 1895.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

L. RICARD.

* Cette date est celle de la réception du décret
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Impression
nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1729*.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

15. — *Loi qui approuve l'Arrangement signé à Bucarest, le 11 mars (février) 1895, entre la France et la Roumanie pour la Répression des fausses indications sur les Marchandises.*

Du 27 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 9 août 1895.)

SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

ARTICLE UNIQUE. Le Président de la République est autorisé à ratifier, s'il y a lieu, à faire exécuter l'Arrangement ci-annexé, signé à Bucarest, le 11 mars (27 février) 1895, entre la France et la Roumanie, pour la répression des fausses marques de provenance des marchandises. Une copie authentique de cet Arrangement demeurera annexée à la présente loi ⁽¹⁾.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait au Havre, le 27 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé : ANDRÉ LEBON.

Signé : G. HANOTAUX.

Un Erratum à la fin de ce numéro.

Le texte de l'Arrangement sera publié officiellement après l'échange des ratifications.

N° 30016. — *DÉCRET qui promulgue l'Arrangement signé, le 11 mars 1895, entre la France et la Roumanie, pour la Répression des fausses indications sur la provenance des Marchandises.*

Du 18 Octobre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 23 octobre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères et du ministre commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}.

Le Sénat et la Chambre des députés ayant approuvé l'Arrangement signé à Bucarest, le 11 mars 1895, entre la France et la Roumanie pour la répression des fausses indications sur la provenance des marchandises, et les ratifications de cet Acte ayant été échangées à Bucarest, le 3 octobre 1895, l'Arrangement, dont la teneur suit, sera sa pleine et entière exécution.

ARRANGEMENT.

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Roumanie, désirant assurer la répression réciproque, dans les deux pays, des fausses indications d'origine posées sur les marchandises, sont convenus des dispositions suivantes :

ART. 1^{er}. Tout produit portant une fausse indication de provenance dans laquelle un des deux États contractants ou un lieu situé dans l'un d'eux serait, directement ou indirectement, indiqué comme pays d'origine, sera saisi à l'importation dans chacun des deux États.

La saisie pourra ainsi s'effectuer dans l'État où la fausse indication de provenance aura été apposée, ou dans celui où aura été introduit le produit muni de cette fausse indication.

Si la législation de l'un des deux États n'admet pas la saisie à l'importation, cette saisie sera remplacée par la prohibition d'importation.

Si la législation de l'un des deux États n'admet pas la saisie à l'exportation, cette saisie sera remplacée par les actions et moyens que la loi de cet État assure, en pareil cas, aux nationaux.

2. La saisie du produit revêtu d'une fausse indication de provenance aura lieu à la requête soit du ministère public, soit d'une personne intéressée, individu ou société, conformément à la législation de chaque État.

Sera réputée partie intéressée tout fabricant, commerçant ou producteur engagé dans la fabrication, le commerce ou la production du produit et établi dans la ville, la localité, la région ou le pays faussement indiqué comme lieu de provenance.

3. Les autorités ne seront pas tenues d'effectuer la saisie des produits en transit.

4. Les présentes dispositions ne font pas obstacle à ce que le vendeur indique son nom ou son adresse sur les produits provenant d'un pays ou d'un lieu différent de celui de la vente; mais, dans ce cas, l'adresse ou le nom doit être accompagné de l'indication précise et en caractères apparents du pays ou du lieu de fabrication ou de production.

5. Les tribunaux de chaque pays auront à décider quelles sont les appellations qui, à raison de leur caractère générique, échappent aux dispositions du présent Arrangement, les appellations régionales de provenance des produits vinicoles n'étant cependant pas comprises dans la réserve stipulée par cet article.

6. Le présent Arrangement sera exécutoire un mois après sa publication dans les formes requises par les lois des deux pays et restera en vigueur jusqu'à ce que l'une des deux Parties contractantes ait annoncé à l'autre, par une déclaration officielle, son intention d'y mettre un terme. Dans ce cas, ledit Arrangement continuera à produire ses effets pendant une année, à partir du jour où la dénonciation se sera produite.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Arrangement et y ont apposé leur sceau.

Fait en double exemplaire, à Bucarest, le 11 mars (27 février) 1895.

(L. S.) Signé : D'AUBIGNY.

(L. S.) Signé : LAHOVARI.

ART. 2.

Le ministre des affaires étrangères et le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 18 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : ANDRÉ LEBON.

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé : С. НАБОТОВ.

N° 30017. — *DÉCRET qui approuve la substitution, à M. Alfred Lambert, de la Compagnie du chemin de fer de Pont-de-la-Deûle à Pont-à-Marcq, comme Concessionnaire du chemin de fer d'intérêt local de Pont-de-la-Deûle à Pont-à-Marcq.*

Du 4 Août 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics,

Vu la loi, en date du 9 août 1894, qui a déclaré d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie normale, de Pont-de-la-Deûle à Pont-à-Marcq et approuvé la convention et l'avenant passés, le 19 février 1892 et 5 mars 1894, entre le préfet du Nord, agissant au nom du département, et M. *Alfred Lambert*, pour la concession de l'entreprise, ensemble ces convention et avenant et le cahier des charges y annexés;

Vu, notamment, l'article 11 de ladite convention, aux termes duquel M. *Alfred Lambert* s'est engagé à constituer, dans le délai d'un an à partir de la déclaration d'utilité publique, une société anonyme qui se substituera à lui et deviendra solidairement responsable avec lui et vis-à-vis du département et de la compagnie du chemin de fer du Nord, de tous les engagements qu'il aurait contractés envers eux;

Vu les lettres en date du 16 novembre 1894, par lesquelles la compagnie du chemin de fer de Pont-de-la-Deûle à Pont-à-Marcq (Nord), société anonyme, d'une part, et M. *Alfred Lambert*, d'autre part, demandent la substitution, par décret délibéré en conseil d'État, de la substitution de première au second, comme concessionnaire du chemin de fer d'intérêt local de Pont-de-la-Deûle à Pont-à-Marcq;

Vu les délibérations du conseil général du Nord, en date du 19 novembre 1894, et de la commission départementale, en date du 5 décembre 1894;

Vu les rapports de l'ingénieur en chef du contrôle, en date du 15 novembre et 14 décembre 1894;

Vu la lettre du préfet du Nord, en date du 18 décembre 1894;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local, tramways et notamment l'article 10;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est approuvée la substitution à M. *Alfred Lambert*, de la « compagnie du chemin de fer de Pont-de-la-Deûle à Pont-à-Marcq (Nord), société anonyme », comme concessionnaire du chemin de fer d'intérêt local, à voie normale, de Pont-de-la-Deûle à Pont-à-Marcq, dont l'établissement a été déclaré d'utilité publique par la loi du 9 août 1894.

2. Il est interdit à la « compagnie du chemin de fer de Pont-de-la-Deûle à Pont-à-Marcq (Nord), société anonyme », sous peine de déchéance, d'engager son capital, directement ou indirectement, dans une opération autre que la construction ou l'exploitation de chemins de fer ci-dessus, sans y avoir été préalablement autorisée par décret en conseil d'État.

3. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 4 Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

N° 30018. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour Etudes et Travaux de chemins de fer exécutés par l'État.

Du 6 Août 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'état A ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor public, par le département de la Haute-Vienne, diverses communes et la société anonyme des forges de Franche-Comté, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1895;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 5 août 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1895, deuxième section, chapitre LXVIII : *Etudes et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel montant à trois cent vingt mille cent trente-neuf francs sept centimes (320,139'07) et réparti entre diverses entreprises, conformément à l'état B annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 6 Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

TABLÉAU A.

État des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1895.

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des communes où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
ANNÉE 1894.					
Aube.....	La commune de Chécy.	Troyes.....	5092	14 nov. 1894.	1,000 ^{fr}
	La commune d'Auxon.	Idem.....	5715	26 déc. 1894.	2,939 ^{fr} 07
	La commune de Chavanges.	Arcis-sur-Aube	3526	28 déc. 1894.	1,000 ^{fr}
	La commune de Saint-Jean-de-Bonneval.	Troyes.....	5785	29 déc. 1894.	1,000 ^{fr}
Doubs.....	La commune du Gennes.	Besançon.....	5153	13 oct. 1894.	200 ^{fr}
	La société anonyme des forges de Franche-Comté.	Idem.....	6727	31 déc. 1894.	2,000 ^{fr}
ANNÉE 1895.					
Pyrénées (Basses-).	La commune d'Aurudy.	Oloron.....	1789	19 juin 1895.	12,000 ^{fr}
Vienne (Haute-).	Le département...	Limoges.....	3274	28 mai 1895.	300,000 ^{fr}
TOTAL...					320,139^{fr} 07

TABLÉAU B.

Répartition, par entreprise, d'un crédit additionnel de 320,139 fr. 07 ouvert au budget des travaux publics, pour l'emploi de fonds de concours, sur le budget de l'exercice 1895, deuxième section, chapitre LXVIII : Études et travaux de chemins de fer créés par l'État.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des crédits.
Aube.....	Établissement du chemin de fer de Saint-Florentin à Vitry-le-François (1,000 ^{fr} + 2,939 ^{fr} 07 + 1,000 ^{fr} + 1,000 ^{fr})...	5,939 ^{fr} 07
Doubs.....	Établissement du chemin de fer de Besançon à la frontière suisse (200 ^{fr} + 2,000 ^{fr}).....	2,200 ^{fr}
Pyrénées (Basses-).	Établissement du chemin de fer de Buzy à Laruns.....	12,000 ^{fr}
Vienne (Haute-).	Établissement des lignes de Limoges à Eymoutiers, de Limoges au Dorat, de Salhat à Bussières-Galant, d'Eymoutiers à Meymac, de Limoges à Brive.....	300,000 ^{fr}
TOTAL.....		320,139^{fr} 07

N° 30019. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable au Nivellement général du département du Pas-de-Calais et de la commune d'Hénin-Liétard.*

Du 6 Août 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministre des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les déclarations (n° 1586) du trésorier général du département du Pas-de-Calais et (n° 2928 [partie]) du receveur particulier de l'arrondissement de Béthune (même département), constatant qu'il a été versé au Trésor public, les 19 mars et 27 mai 1895, par le département et la commune d'Hénin-Liétard, une somme totale de neuf mille cinq cents francs (8,000' + 1,500'), à titre de fonds de concours, pour l'exécution du nivellement général du département et du territoire de ladite commune;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 5 août 1895,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1895, deuxième section, chapitre LXVI : *Nivellement général de la France — Opérations et représentation graphique*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de neuf mille cinq cents francs (9,500') applicable, dans la proportion suivante, aux entreprises ci-après désignées, savoir :

Nivellement général du département du Pas-de-Calais.....	8,000'
Nivellement général du territoire de la commune d'Hénin-Liétard...	1,500'
TOTAL ÉGAL.....	9,500

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 6 Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RAOUL.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUFET-DUTEMPS.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 30020: — *DÉCRET qui autorise l'exécution des Travaux de développement des Quais à marée du Port de Dieppe (Seine-Inférieure).*

Du 17 Août 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 5 septembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics,

Vu l'avant-projet dressé par les ingénieurs du service maritime du département de la Seine-Inférieure (deuxième section) les 24-28 décembre 1893 pour les travaux de développement des quais à marée du port de Dieppe;

Vu les délibérations en date des 24 août 1893 et 3 avril 1894, par lesquelles le conseil général s'est engagé, au nom du département, à contribuer à ces travaux par une subvention de deux cent mille francs;

Vu les délibérations, en date des 17 août 1893 et 30 mars 1894, par lesquelles la chambre de commerce de Dieppe s'est engagée à verser à l'Etat pour l'exécution de ces travaux, un subside d'un million trois cent mille francs;

Vu la délibération, en date du 25 août 1893, par laquelle le conseil municipal de Dieppe s'est engagé au nom de la ville, à verser à l'Etat une subvention évaluée à soixante-quinze mille francs représentant le montant cumulé des droits d'octroi qui seront perçus sur les matériaux employés aux travaux projetés;

Vu les rapports des ingénieurs, en date des 24 février-8 mars 1893, 10 juin 1893, 16-20 janvier 1894, 4-8 mai 1894, 13 décembre 1894, 29-30 avril 1895;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 18-1893, 24 juillet 1893, 5 mars 1894, 7 juin 1894, 27 mai 1895;

Vu le dossier de l'enquête d'utilité publique, ouverte sur ledit avant-projet et notamment le rapport de la commission d'enquête, en date du 1-1895;

Vu le procès-verbal des conférences mixtes, en date du 25 mars 1894 et notamment les adhésions directes données par les conférents au deuxième degré;

Vu les lettres du préfet de la Seine-Inférieure, en date des 17 mai 1894, 10 avril 1895;

Vu la lettre du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes, en date du 10 juillet 1894;

Vu la lettre du président du Conseil, ministre des finances, en date du 8 juillet 1895;

Vu la loi du 27 juillet 1870;

Le Conseil d'Etat entendu.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il sera procédé à l'exécution des travaux de développement des quais à marée du port de Dieppe, conformément aux dispositions générales de l'avant-projet ci-dessus visé des 24-28 décembre 1893, aux avis également ci-dessus visés du conseil général des ponts

chaussées, des 18 mai 1893, 24 juillet 1893, 5 mars 1894, 7 juin 1894 et 27 mai 1895.

La dépense de ces travaux est évaluée à deux millions deux cent trente-sept mille francs (2,237,000^f)

2. Il est pris acte des engagements souscrits :

1° Par le département de la Seine-Inférieure, ainsi qu'il résulte des délibérations ci-dessus visées du conseil général, de contribuer à la dépense des travaux par une subvention de deux cent mille francs (200,000^f);

2° Par la chambre de commerce de Dieppe, ainsi qu'il résulte de ses délibérations ci-dessus visées, des 17 août 1893 et 30 mars 1894, de contribuer à la dépense des travaux par une subvention d'un million trois cent mille francs (1,300,000^f);

3° Par la ville de Dieppe, ainsi qu'il résulte de la délibération ci-dessus visée du conseil municipal du 25 août 1893, de contribuer à la dépense des travaux par une subvention totale de soixante-quinze mille francs (75,000^f).

Le montant de ces subsides sera versé au Trésor par acomptes successifs au fur et à mesure des besoins des travaux. L'importance des versements partiels et l'époque à laquelle ils devront être effectués seront déterminés par le ministre des travaux publics.

3. Le surplus de la dépense, pris en charge par l'État, sera imputé sur les fonds annuellement inscrits à la deuxième section du budget du département des travaux publics, pour l'amélioration et l'extension des ports maritimes.

4. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 17 Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

N° 30021. — *DÉCRET qui autorise l'exécution des Travaux de prolongement et d'élargissement de la Jetée nord du Port d'Alger.*

Du 17 Août 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 5 septembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics,

Vu les avant-projets dressés par les ingénieurs du service des travaux ma

ritimes du département d'Alger, les 13 septembre-5 décembre 1892 et les 21 octobre-5 décembre 1892, pour l'achèvement du prolongement de la jetée nord du port d'Alger et pour l'élargissement de cette jetée sur une longueur de deux cents mètres, à partir de son enracinement;

Vu les rapports des ingénieurs, en date des 18 décembre 1891-22 janvier 1892, 13 septembre-5 décembre 1892, 21 octobre-5 décembre 1892, 23-30 mai 1893, 24-31 décembre 1894;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, des 17 mars 1892, 2 mars 1893, 1^{er} août 1893, 17 janvier 1895;

Vu les délibérations, en date des 6 décembre 1893 et 6 juin 1894, par lesquelles la chambre de commerce d'Alger s'engage à fournir à l'État un subside de sept cent mille francs pour concourir à l'exécution des travaux;

Vu le dossier de l'enquête d'utilité publique ouverte sur ces projets et, notamment, l'avis de la commission d'enquête, en date du 22 novembre 1894;

Vu le procès-verbal des conférences mixtes, en date du 7 novembre 1894, et, notamment, les adhésions directes des conférents au deuxième degré;

Vu les lettres du gouverneur général de l'Algérie, en date des 2 février 1892, 30 janvier 1893 et 8 janvier 1895;

Vu les lettres du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes, en date des 26 juillet et 25 août 1894;

Vu la lettre du président du Conseil, ministre des finances, du 11 juin 1895;

Vu la loi du 27 juillet 1870;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il sera procédé à l'exécution des travaux d'élargissement et de prolongement de la jetée nord du port d'Alger, conformément aux dispositions générales des avant-projets ci-dessus visés, dont la dépense est évaluée à huit cent cinquante mille francs (850,000^f) et aux avis également ci-dessus visés du conseil général des ponts et chaussées.

2. Il est pris acte de l'engagement souscrit par la chambre de commerce d'Alger, ainsi qu'il résulte des délibérations ci-dessus visées des 6 décembre 1893 et 6 juin 1894, de contribuer à la dépense par une subvention fixée à sept cent mille francs (700,000^f).

Le montant de ce subside sera versé au Trésor par acomptes successifs au fur et à mesure des besoins des travaux. L'importance des versements partiels et l'époque à laquelle ils devront être effectués seront déterminés par le ministre des travaux publics.

3. Le surplus de la dépense, pris en charge par l'État, sera imputé sur les fonds annuellement inscrits à la deuxième section du budget du département des travaux publics pour l'amélioration des ports d'Algérie.

4. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution de

présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 17 Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

N° 30022. — *DÉCRET qui abroge, à partir du 1^{er} janvier 1896, les dispositions des Décrets des 18 janvier et 29 mars 1890, relatifs à la constitution des Groupes téléphoniques.*

Du 5 Septembre 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 11 septembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 1^{er} du décret-loi du 27 décembre 1851 ⁽¹⁾;

Vu l'article 2 de la loi du 21 mars 1878;

Vu le décret du 21 septembre 1889 ⁽²⁾;

Vu les décrets des 18 janvier ⁽³⁾ et 29 mars 1890 ⁽⁴⁾;

Vu l'arrêté ministériel du 8 décembre 1885;

Sur la proposition du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les dispositions des décrets des 18 janvier et 29 mars 1890, visant la constitution des groupes téléphoniques élémentaires et composés, sont abrogées à partir du 1^{er} janvier 1896.

2. Les abonnés titulaires d'abonnements de groupe à la date d'application du présent décret pourront, pendant une durée de deux ans à partir de cette date, continuer personnellement l'usage de leur abonnement dans les conditions antérieurement fixées.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 5 Septembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : ANDRÉ LEBON.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 475, n° 3478.

⁽²⁾ 11^{re} série, Bull. 1280, n° 21299.

⁽³⁾ 11^{re} série, Bull. 1304, n° 21741.

⁽⁴⁾ 11^{re} série, Bull. 1319, n° 22019.

N° 30023. — *DÉCRET qui modifie celui du 19 octobre 1889, relatif à la Taxe des Conversations téléphoniques.*

Du 5 Septembre 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 11 septembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 1^{er} du décret-loi du 27 décembre 1851 ⁽¹⁾;

Vu l'article 2 de la loi du 21 mars 1878 ⁽²⁾;

Vu les décrets des 31 décembre 1884, 27 octobre 1885 ⁽³⁾, 28 décembre 1886 ⁽⁴⁾, 5 janvier ⁽⁵⁾ et 4 mai 1887, 28 juillet 1888 ⁽⁶⁾ et 19 octobre 1889 ⁽⁷⁾;

Sur la proposition du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'article 1^{er} du décret du 19 octobre 1889 est modifié ainsi qu'il suit :

« La taxe à payer à l'entrée d'une cabine téléphonique publique pour obtenir une communication dans un réseau local, quelle que soit la catégorie dans laquelle ce réseau est classé, est fixée uniformément à vingt-cinq centimes (0^e 25). Cette taxe s'applique également à l'échange des conversations entre abonnés appartenant à un même réseau à conversations taxées. »

2. L'article 2 de ce même décret est complété ainsi qu'il suit :

« Toutefois cette taxe est réduite à vingt-cinq centimes (0^e 25) lorsque la distance entre les points reliés, calculée d'après le parcours réel de la ligne téléphonique la plus courte, ne dépasse pas vingt-cinq kilomètres (25^{km}). »

3. Les dispositions du présent décret seront mises en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1896.

4. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, lequel sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 5 Septembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : ANDRÉ LEBON.

⁽¹⁾ X^e série, Bull. 475, n° 3478.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 894, n° 15005.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 974, n° 16082.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1056, n° 17371.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 1062, n° 17532.

⁽⁶⁾ XII^e série, Bull. 1185, n° 19594.

⁽⁷⁾ XII^e série, Bull. 1281, n° 21313.

N° 30024. — *DÉCRET qui modifie celui du 1^{er} mai 1891, relatif au Service de Messages téléphonés.*

Du 5 Septembre 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 11 septembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 1^{er} du décret-loi du 27 décembre 1851 ⁽¹⁾;

Vu l'article 2 de la loi du 21 mars 1878;

Vu les décrets des 20 octobre 1889 ⁽²⁾, 1^{er} mai 1891 ⁽³⁾ et 5 septembre 1895 ⁽⁴⁾;

Sur la proposition du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'article 4 du décret du 1^{er} mai 1891 est modifié ainsi qu'il suit :

« La taxe du message téléphoné est fixée à cinquante centimes (50) par trois minutes de communication. »

2. Les dispositions du présent décret entreront en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1896.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 5 Septembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : ANDRÉ LEBON.

N° 30025. — *DÉCRET relatif à l'Organisation des Réseaux téléphoniques locaux.*

Du 7 Septembre 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 11 septembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 1^{er} du décret-loi du 27 décembre 1851 ⁽¹⁾;

Vu l'article 2 de la loi du 21 mars 1878;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 475, n° 3478.

⁽²⁾ 3^{me} série, Bull. 1281, n° 21514.

⁽³⁾ 3^{me} série, Bull. 1405, n° 23713.

⁽⁴⁾ Voir ci-dessus, n° 30023.

Vu les décrets des 14 mars ⁽¹⁾, 31 mai ⁽²⁾, 7 novembre 1890 ⁽³⁾ et 13 mars 1891 ⁽⁴⁾;

Sur la proposition du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les réseaux téléphoniques locaux sont de trois sortes, savoir :

- Les réseaux souterrains à abonnement;
- Les réseaux aériens à abonnement;
- Les réseaux aériens à conversations taxées.

2. Les divers postes téléphoniques dont la concession peut être accordée, dans chacun de ces réseaux, sont dénommés suivant les cas :

- Postes principaux, lorsqu'ils ont un circuit spécial;
- Postes secondaires, lorsqu'ils sont rattachés pour le service d'un établissement distinct au circuit d'un poste principal;
- Postes supplémentaires, lorsqu'ils sont rattachés pour le service d'un même établissement au poste principal ou secondaire de l'établissement.

3. Dans les réseaux souterrains à abonnement, la concession des postes téléphoniques est subordonnée au paiement d'un abonnement annuel fixé, en principal, ainsi qu'il suit :

1° A Paris :

- (A) Quatre cents francs (400^f) pour les postes principaux;
- (B) Cent soixante francs (160^f) pour les postes secondaires;
- (C) Cinquante francs (50^f) pour les postes supplémentaires.

2° Dans les départements :

- (D) Trois cents francs (300^f) pour les postes principaux;
- (E) Cent vingt francs (120^f) pour les postes secondaires;
- (F) Quarante francs (40^f) pour les postes supplémentaires.

4. Dans les réseaux aériens à abonnement, la concession des postes téléphoniques est subordonnée au paiement d'un abonnement annuel fixé, en principal, ainsi qu'il suit :

1° Dans les villes ayant une population supérieure à vingt mille habitants :

- (A) Deux cents francs (200^f) pour les postes principaux;
- (B) Cent vingt francs (120^f) pour les postes secondaires;
- (C) Quarante francs (40^f) pour les postes supplémentaires.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1317, n° 21968.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1330, n° 22286.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1366, n° 22892.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1394, n° 23444.

2° Dans les villes ayant une population égale ou inférieure à vingt-cinq mille habitants :

(D) Cent cinquante francs (150^f) pour les postes principaux;

(E) Cent vingt francs (120^f) pour les postes secondaires;

(F) Quarante francs (40^f) pour les postes supplémentaires.

5. Dans les réseaux à abonnement souterrains ou aériens, il est concédé des postes téléphoniques principaux ou supplémentaires exclusivement destinés à permettre l'échange de communications interurbaines.

La concession de ces postes est subordonnée au paiement d'une redevance annuelle fixée, en principal : pour les postes principaux, à la moitié du taux spécifié par les articles 3 (A et D) et 4 (A et D); pour les postes supplémentaires, à l'intégralité du taux spécifié par les articles 3 (C et F) et 4 (C et F).

Il n'est pas concédé de postes secondaires destinés à permettre exclusivement l'échange de communications interurbaines.

6. Les postes principaux et secondaires concédés, dans des réseaux à abonnement, aux services publics de l'État, des départements ou des communes bénéficient, sur le principal du taux de l'abonnement tel qu'il est fixé par les articles 3 et 4, d'une réduction de cinquante pour cent (50 p. o/o) pour les services publics de l'État et de vingt-cinq pour cent (25 p. o/o) pour les services publics des départements et des communes.

Aucune réduction n'est accordée à ces divers services publics en ce qui concerne les postes supplémentaires (art. 3 et 4). Il ne leur est également accordé aucune réduction en ce qui concerne soit les postes destinés à permettre exclusivement l'échange de conversations interurbaines (art. 5), soit les postes dits « de saison ».

7. Dans les réseaux aériens à conversations taxées, la concession des postes téléphoniques est subordonnée au paiement d'une redevance annuelle fixée, en principal, ainsi qu'il suit :

Cinquante francs (50^f) pour les postes principaux;

Cinquante francs (50^f) pour les postes secondaires;

Trente francs (30^f) pour les postes supplémentaires.

8. Le mode d'installation des lignes et des postes, les conditions de leur entretien et de leur usage, le taux des contributions aux frais d'établissement et d'entretien des lignes et des postes, le taux des redevances accessoires de toute catégorie, la forme, la durée, le renouvellement ou la cession des contrats, le mode de paiement des sommes dues à l'État, les règles d'exploitation et de contrôle, l'étendue des réseaux, leur nature et la durée du service quotidien dans chacun d'eux seront fixés par arrêté ministériel.

Les dispositions du présent décret recevront leur exécution à partir du 1^{er} janvier 1896.

Sont abrogés, à partir de cette date, les décrets des 31 mai, 7 novembre 1890 et 23 mars 1891.

9. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Septembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : ANDRÉ LEBON.

N° 30026. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses des Écoles d'enseignement supérieur en Algérie.

Du 7 Septembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1895;

Vu l'article 8 de la loi du 30 décembre 1879, relative à la création des écoles d'enseignement supérieur en Algérie;

Vu le récépissé constatant qu'il a été versé au Trésor public, par le trésorier-payeur de Constantine, le 5 juin 1895, une somme de vingt mille francs, montant de la part contributive de ce département dans les dépenses de fonctionnement desdites écoles pour l'exercice 1895;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Vu l'avis du président du Conseil, ministre des finances, en date du 3 septembre 1895,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), un crédit de vingt mille francs (20,000^f) applicable aux dépenses de l'enseignement supérieur en Algérie.

Cette somme sera rattachée au chapitre IV du budget des dépenses de l'exercice 1895 (Algérie).

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045. n° 10527.

3. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 7 Septembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

*Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,*

Signé : R. POINCARÉ.

N° 30027. — **DÉCRET** portant homologation du Bornage de la limite extérieure de la zone des fortifications de divers ouvrages dépendant de la place de Bougie.

Du 12 Septembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété, autour des fortifications, pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾ pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués, pour les ouvrages ci-après de la place de Bougie, les plans de circonscription et les procès-verbaux de bornage des terrains militaires formant la zone des fortifications, visés et approuvés par le ministre de la guerre, savoir :

Fortin d'Ackbou :

Limite extérieure.

Procès-verbal de bornage du 4 mai 1895.

Blockhaus du chemin de fer :

Limite extérieure.

Procès-verbal de bornage du 6 mai 1895.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 12 Septembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{ral} ZURLINDEN.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

N° 30028. — *DÉCRET qui fixe la Taxe municipale à percevoir sur les Chiens dans la commune d'Azillanet (Hérault).*

Du 14 Septembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu : la loi du 2 mai 1855 et le décret réglementaire du 4 août ⁽¹⁾ de même année;

La délibération prise par le conseil municipal de la commune d'Azillanet, le 19 octobre 1894;

L'avis émis, à la date du 23 avril 1895, par le conseil général de l'Hérault;

L'avis du préfet et les autres pièces de l'affaire;

La section de l'intérieur du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La taxe municipale à percevoir sur les chiens, dans la commune d'Azillanet (Hérault), est fixée ainsi qu'il suit :

A cinq francs (5^f) pour les chiens d'agrément ou servant à la chasse;

A deux francs (2^f) pour les chiens de garde et autres compris dans la seconde catégorie.

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au Havre, le 14 Septembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

N° 30029. — *DÉCRET qui fixe la Taxe municipale à percevoir sur les Chiens dans la commune de Listrac-de-Durèze (Gironde).*

Du 14 Septembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu : la loi du 2 mai 1855 et le décret réglementaire du 4 août ⁽¹⁾ de même année;

La délibération prise par le conseil municipal de Listrac-de-Durèze, le 28 mai 1895;

(1) 11^e série, Bull. 320, n° 2955.

L'avis du conseil général de la Gironde, celui du préfet et les autres pièces
l'affaire;

La section de l'intérieur du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la
commune de Listrac-de-Durèze (Gironde) est fixée ainsi qu'il suit :

1^{er} A quatre francs (4^f) pour les chiens d'agrément ou servant à la
chasse;

2^o A deux francs (2^f) pour les chiens de garde et autres compris
dans la deuxième catégorie.

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent
décret.

Fait au Havre, le 14 Septembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

30030. — DÉCRET portant augmentation du nombre des Juges titulaires
et des Juges suppléants du Tribunal de commerce de Rouen.

Du 18 Septembre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 21 septembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu le décret du 6 octobre 1809⁽¹⁾, qui a créé un tribunal de commerce
de Rouen;

Vu l'ordonnance du 6 avril 1847⁽²⁾, qui augmente le nombre des membres
du tribunal;

Vu l'article 617 du code de commerce;

Vu l'avis du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télé-
graphes;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le nombre des juges du tribunal de commerce de Rouen
est porté de huit à neuf.

Le nombre des juges suppléants est porté de quatre à cinq.

En conséquence, ce tribunal sera composé, à l'avenir, d'un prési-
dent, de neuf juges titulaires et de cinq juges suppléants.

⁽¹⁾ IV^e série, Bull. 275, n° 5270.

⁽²⁾ IX^e série, Bull. 1374, n° 13456.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 18 Septembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : L. TRARIEUX.

N° 30031. — *NOTE relative à l'adhésion du Gouvernement du Paraguay à la Convention de l'Union postale universelle signée à Vienne le 4 juillet 1891*

(Promulguée au *Journal officiel* du 19 septembre 1895.)

Conformément à l'article 24 de la Convention d'union postale universelle, signée à Vienne le 4 juillet 1891⁽¹⁾, le Conseil fédéral a notifié, le 9 de ce mois, au Gouvernement de la République l'adhésion du Gouvernement du Paraguay à la Convention précitée.

N° 30032. — *NOTE relative à l'adhésion du Gouvernement Serbe à la Convention de l'Union postale universelle signée à Vienne le 4 juillet 1891*

(Promulguée au *Journal officiel* du 19 septembre 1895.)

Le Conseil fédéral suisse vient de notifier au Gouvernement de la République l'adhésion du Gouvernement serbe, à dater du 1^{er} septembre 1895, à l'Arrangement international signé à Vienne le 4 juillet 1891⁽¹⁾, concernant le service des mandats de poste. Acte de notification a été donné au Gouvernement suisse.

N° 30033. — *DÉCRET qui admet à circuler en franchise, sous plis fermés, la correspondance de service adressée par le Ministre de la marine aux goniomètres des sémaphores établis sur les côtes de France, de Corse, d'Algérie et de Tunisie.*

Du 10 Septembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les articles 1 et 2 de l'ordonnance du 17 novembre 1844⁽²⁾ sur les franchises postales;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est admise à circuler en franchise, sous plis fermés,

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1486, n° 75193.

⁽²⁾ IX^e série, Bull. 1154, n° 11634.

correspondance de service que le ministre de la marine adresse aux guetteurs des sémaphores établis sur les côtes de France, de Corse, d'Algérie et de Tunisie.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 20 Septembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : ANDRÉ LEBON.

N° 30034. — *DÉCRET portant affectation à la Marine de l'ancienne batterie du Roselier, sise dans la commune de Plérin (Côtes-du-Nord).*

Du 22 Septembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine, exposant la nécessité d'affecter à son département les terrains de l'ancienne batterie du Roselier, sise dans la commune de Plérin (Côtes-du-Nord), déclassée par la loi du 27 mai 1889;

Vu le procès-verbal de la conférence mixte tenue à Brest, le 16 août 1894, entre les représentants des services intéressés et concluant à l'affectation, à la marine, de cette ancienne batterie et de ses dépendances, y compris la parcelle de terrain figurant sous le n° 859 sur l'extrait du plan cadastral ci-annexé;

Vu les lettres du ministre de la guerre, en date du 12 mars 1895, et du ministre des finances, en date du 20 juin suivant, portant adhésion auxdites conclusions;

Vu l'ordonnance du 14 juin 1833⁽¹⁾, réglant la marche à suivre pour l'affectation d'un immeuble domanial à un service public de l'État,

DÉCRETS :

ART. 1^{er}. Sont affectés au département de la marine les terrains de l'ancienne batterie du Roselier, sise dans la commune de Plérin (Côtes-du-Nord), et figurant en rouge sur le plan parcellaire ci-annexé sous les n° 876, 894, 895, 896, 897, 898 et 859.

2. Le service des douanes conserve le droit de circuler librement sur son chemin de ronde.

3. Les ministres de la marine, de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent dé-

⁽¹⁾ 1^{re} série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 234, n° 4853.

cret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* ainsi qu'au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait à Fontainebleau, le 22 Septembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la marine,

Signé : BESNARD.

N° 30035. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds concours versés au Trésor pour les Dépenses des Écoles nationales des beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel.*

Du 8 Octobre 1895. *

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1895;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, aux termes desquels les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers, pour concourir, avec l'État, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture, par décret, d'un crédit d'égale somme, additionnellement à ceux qui ont été accordés au ministre pour le même objet;

Vu l'état ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor par des départements et des communes pour concourir, avec les fonds de l'État, à des dépenses d'intérêt public appartenant à l'exercice 1895;

Vu l'avis du président du Conseil, ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur le fonds du budget de l'exercice 1895, deuxième section (*Beaux-Arts*), chapitre XIII : *Écoles nationales des beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel*, un crédit de quatre mille sept cents francs (24,700') applicable aux dépenses des établissements désignés dans l'état annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent par le moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au Trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 8 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : R. POINCARÉ.

*État des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques
et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1895.*

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	CHAPITRES ET MOTIFS des versements.	NOMBRES des récépissés	DATES des versements.	MONTANT des versements.
		CHAP. XIII. ÉCOLES NATIONALES DES BEAUX-ARTS, D'ART DÉ- CORATIF ET D'ART IN- DUSTRIEL. — Subventions allouées aux établissements ci-des- sous désignés :			
Alpes-Maritimes..	Villes de: Nice.....	3 ^e TAINESSE 1895. École nationale d'art dé- coratif.	3625	3 juillet 1895....	3,875 ^f
Cher.....	Bourges..	École nationale des beaux-arts.	3210	20 juillet 1895...	2,500
Creuse.....	Ambasson.	École nationale d'art dé- coratif.	2221	18 juillet 1895...	825
Nord.....	Roubaix..	École nationale des arts industriels.	6976	18 juin 1895.....	10,000
Haute-Vienne....	Limoges..	École nationale d'art dé- coratif.	4362	10 juillet 1895...	6,250
		Musée national Adrien Dubouché.	4363	Idem.....	1,250
				TOTAL.....	24,700

N° 30036. — *DÉCRET* portant homologation de la limite extérieure de la Zone des fortifications des places de Mâcheria, du Kreider et des postes des Saules et de Djénien-bou-Rezg, à Saida.

Du 12 Octobre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾ pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués les plans de circonscription et les procès-verbaux de bornage des terrains militaires formant la zone des fortifications visés et approuvés par le ministre de la guerre, et concernant les places de Méchéria et Kreider et les postes des Saules et de Djenien-bou-Rezg, à Saïda.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 11 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{al} ZURLINDEN.

N° 30037. — DÉCRET portant homologation du Bornage de la Zone des fortifications des postes d'Aïn-ben-Khélib et de Djenien-bou-Rezg, à Saïda.

Du 11 Octobre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications, pour la défense de l'Etat;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾ pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués les plans de délimitation et les procès-verbaux de bornage de la zone unique des servitudes, visés et approuvés par le ministre de la guerre, concernant les postes d'Aïn-ben-Khélib et de Djenien-bou-Rezg, à Saïda.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 11 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{al} ZURLINDEN.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 887.

N° 30038. — *DÉCRET qui nomme M. Léon Bourgeois, Député, Ministre de l'Intérieur.*

Du 1^{er} Novembre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 2 novembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. *M. Léon Bourgeois, député, est nommé ministre de l'intérieur, en remplacement de M. Leygues, dont la démission est acceptée.*

2. Le président du Conseil, ministre des finances, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 1^{er} Novembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

N° 30039. — *DÉCRET qui nomme M. Léon Bourgeois, Ministre de l'Intérieur, Président du Conseil des Ministres.*

Du 1^{er} Novembre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 2 novembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. *M. Léon Bourgeois, ministre de l'intérieur, est nommé président du Conseil des ministres, en remplacement de M. Ribot, dont la démission est acceptée.*

2. Le président du Conseil, ministre des finances, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 1^{er} Novembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

N° 30040. — *DÉCRET qui nomme M. Louis Ricard, Député, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.*

Du 1^{er} Novembre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 2 novembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. *M. Louis Ricard*, député, est nommé garde des sceaux ministre de la justice, en remplacement de *M. Trarieux*, dont la démission est acceptée.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 1^{er} Novembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

N° 30041. — *DÉCRET qui nomme M. Berthelot, Sénateur, Ministre des Affaires étrangères.*

Du 1^{er} Novembre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 2 novembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. *M. Berthelot*, sénateur, est nommé ministre des affaires étrangères, en remplacement de *M. Hanotaux*, dont la démission est acceptée.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 1^{er} Novembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

**N° 30042. — DÉCRET qui nomme M. Doumer, Député,
Ministre des Finances.**

Du 1^{er} Novembre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 2 novembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. Doumer, député, est nommé ministre des finances, en remplacement de M. Ribot, dont la démission est acceptée.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 1^{er} Novembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

**N° 30043. — DÉCRET qui nomme M. Cavaignac, Député,
Ministre de la Guerre.**

Du 1^{er} Novembre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 2 novembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. Cavaignac, député, est nommé ministre de la guerre, en remplacement de M. le général Zur Linden, dont la démission est acceptée.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 1^{er} Novembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

N° 30044. — *DÉCRET qui nomme M. Lockroy, Député,
Ministre de la Marine.*

Du 1^{er} Novembre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 2 novembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. *M. Lockroy*, député, est nommé ministre de la marine en remplacement de *M. le vice-amiral Besnard*, dont la démission est acceptée.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur, est chargé l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 1^{er} Novembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

N° 30045. — *DÉCRET qui nomme M. Combes, Sénateur,
Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes.*

Du 1^{er} Novembre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 2 novembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. *M. Combes*, sénateur, est nommé ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, en remplacement de *M. A. Caré*, dont la démission est acceptée.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur, est chargé l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 1^{er} Novembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

N° 30046. — *DÉCRET qui nomme M. Guyot-Dessaigne, Député,
Ministre des Travaux publics.*

Du 1^{er} Novembre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 2 novembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. *M. Guyot-Dessaigne*, député, est nommé ministre des Travaux publics, en remplacement de *M. Dapuy-Dutemps*, dont la démission est acceptée.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 1^{er} Novembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

N° 30047. — *DÉCRET qui nomme M. Mesureur, Député,
Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.*

Du 1^{er} Novembre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 2 novembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. *M. Mesureur*, député, est nommé ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en remplacement de *André Lebou*, dont la démission est acceptée.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 1^{er} Novembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

N° 30048. — *DÉCRET qui nomme M. Viger, Député, Ministre de l'Agriculture.*

Du 1^{er} Novembre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 2 novembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. *M. Viger, député, est nommé ministre de l'agriculture en remplacement de M. Gadand, dont la démission est acceptée.*

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur, est chargé l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 1^{er} Novembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

N° 30049. — *DÉCRET qui charge M. Mesureur, Ministre du Commerce, l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, de l'intérim du Ministère des Colonies.*

Du 1^{er} Novembre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 2 novembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. *M. Mesureur, ministre du commerce, de l'industrie, postes et des télégraphes, est chargé de l'intérim du ministère des colonies, en remplacement de M. Chautemps, dont la démission est acceptée.*

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur, est chargé l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 1^{er} Novembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

N° 30050. — *DÉCRET qui nomme M. Guieysse, Député, Ministre des Colonies.*

Du 4 Novembre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 5 novembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. Guieysse, député, est nommé ministre des colonies, en remplacement de M. Chaumet, dont la démission est acceptée.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 4 Novembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

30051. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant que la commune de Crèvecœur (canton de Marcoing, arrondissement de Cambrai, département du Nord) portera, à l'avenir, le nom de Crèvecœur-sur-l'Escaut. (Paris, 24 Septembre 1895.)

30052. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 24 septembre 1895, par laquelle le conseil d'arrondissement de Brioude (Haute-Loire) a demandé sous forme de vœu :

1^{er} « Que les conseils d'arrondissement soient supprimés ou que leurs attributions soient élargies ; »

2^o « Que tous les bureaux de tabac, à mesure des vacances, soient affermés par voie d'enchère publique et que le produit en soit réparti entre l'État, les départements et les communes. » (Paris, 19 Octobre 1895.)

30053. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1^o M. Cochon (Jacques), soldat au 11^e régiment de chasseurs à cheval, en mission à Vesoul (Haute-Saône), né le 29 septembre 1872, à Lyon (Rhône), autorisé à substituer à son nom patronymique celui de Cardeur, et à appeler légalement, à l'avenir, Cardeur au lieu de Cochon ;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'Etat. (Paris, 9 Novembre 1895.)

ERRATUM.

Bulletin des lois n° 1727, page 362, n° 29937, loi portant modification aux lois du 21 juillet 1881 et du 2 août 1884, relatives aux ventes et échanges d'animaux domestiques, paragraphe 2 de l'article 1^{er},

Au lieu de :

« Néanmoins, aucune réclamation de la part de l'acheteur, pour raison de nullité, ne sera recevable lorsqu'il se sera écoulé plus de quarante-cinq jours depuis le jour de la livraison, s'il y a poursuite du ministère public ».

Lire :

« Néanmoins, aucune réclamation de la part de l'acheteur, pour raison de nullité, ne sera recevable lorsqu'il se sera écoulé plus de quarante-cinq jours depuis le jour de la livraison, s'il n'y a poursuite du ministère public ».



Certifié conforme :

Paris, le 10^e Décembre 1895.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

L. RICARD.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au Ministère de la justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1730.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

30054. — *Loi qui approuve l'Arrangement signé à Paris, le 6 février 1893, pour régler, en matière de Tarifs douaniers, les Relations commerciales entre la France et le Canada.*

Du 21 Décembre 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 27 décembre 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ARTICLE UNIQUE. Le Président de la République est autorisé à ratifier s'il y a lieu, à faire exécuter l'Arrangement commercial entre la France et le Canada, signé à Paris, le 6 février 1893.

Une copie authentique dudit Arrangement demeurera annexée à la présente loi⁽¹⁾.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 21 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé : G. HANOTAUX.

Signé : V. LOURTIES.

Le texte de l'Arrangement sera publié officiellement après l'échange des ratifications.

N° 30055. — **DÉCRET** qui promulgue l'Arrangement signé à Paris, le 6 février 1893, pour régler en matière de Tarifs douaniers les Relations commerciales entre la France et le Canada.

Du 8 Octobre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 9 octobre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}.

Le Sénat et la Chambre des députés ayant approuvé l'Arrangement destiné à régler, en matière de tarifs douaniers, les relations commerciales entre la France et le Canada, signé à Paris le 6 février 1893 et les ratifications de cet acte ayant été échangées à Paris, le 4 octobre 1895, ledit Arrangement, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution :

ARRANGEMENT

destiné à régler, en matière de tarifs douaniers, les relations commerciales entre la France et le Canada.

Le Président de la République française et S. M. la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, également animés du désir d'améliorer et étendre les relations commerciales entre la France et le Canada, ont résolu de conclure un Arrangement à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs :

Le Président de la République française,

S. Exc. M. Jules Develle, député, ministre des affaires étrangères

Et S. Exc. M. Siegfried, député, ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Et S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande,

S. Exc. M. le marquis de Dufferin et Ava, pair du royaume, membre du conseil privé, vice-amiral d'Ulster, protecteur et gardien des Ports et connétable du château de Douvres, etc., etc., son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près le Gouvernement de la République française,

Et sir Charles Tupper, baron et haut commissaire du Canada à Londres.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. A l'entrée en Canada, les vins mousseux et non mousseux, les savons communs, savons de Marseille (Castile soaps) et les noix, amandes, prunes et pruneaux d'origine française, bénéficieront des avantages suivants :

1° Les vins non mousseux tirant quinze degrés de l'alcoomètre centésimal, ou moins (soit, d'après l'équivalent canadien, vingt-six pour cent (26 p. o/o) d'alcool ou moins) et tous les vins mousseux seront affranchis de la surtaxe ou droit *ad valorem* de trente pour cent (30 p. o/o);

2° Le droit actuellement applicable aux savons communs, savons de Marseille (Castile soaps) sera réduit de moitié;

3° Le droit actuellement applicable aux noix, amandes, prunes et pruneaux sera réduit d'un tiers.

2. Tout avantage commercial accordé par le Canada à un État tiers, notamment en matière de tarifs, sera de plein droit étendu à la France, à l'Algérie et à ses colonies.

3. A l'entrée en France, en Algérie et dans les colonies françaises, les articles suivants originaires du Canada, importés directement de ce pays et accompagnés de certificats d'origine, seront admis au bénéfice du tarif minimum :

Conserves de viandes en boîtes;
Lait concentré pur;
Poissons d'eau douce, anguilles;
Poissons conservés au naturel;
Homards et langoustes conservés au naturel;
Pommes et poires fraîches, sèches ou tapées;
Fruits de table conservés, autres;
Bois à construire, bruts ou sciés;
Pavés en bois;
Merrains;
Pâtes de bois (cellulose);
Extraits de châtaignier et autres sucres tanins;
Papiers communs à la mécanique;
Peaux préparées, autres entières;
Bottes, bottines et souliers;
Meubles en bois commun;
Meubles autres que sièges, massifs en bois communs;
Lames de parquet en sapin ou bois tendre;
Bâtiments de mer en bois.

Il est entendu que le bénéfice de toute réduction de droit accordé à un État quelconque sur l'un des articles énumérés ci-dessus sera étendu, de plein droit, au Canada.

4. Le présent Arrangement après avoir été adopté par le Parlement du Canada et par les Chambres françaises, sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris aussitôt que faire se pourra. Il en

trera en vigueur immédiatement après l'accomplissement de la formalité, et demeurera exécutoire jusqu'à l'expiration d'un délai de douze mois après que l'une ou l'autre des parties contractantes aura notifié son intention d'en faire cesser les effets.

Il est d'ailleurs convenu que si les vins non mousseux titrant plus quinze degrés ou les vins mousseux étaient ultérieurement l'objet d'un relèvement de droit à l'entrée au Canada, le gouvernement français pourrait, en dénonçant le présent Arrangement, en faire cesser immédiatement les effets, sans attendre l'expiration du délai de douze mois prévu ci-dessus.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Arrangement et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, le 6 Février 1893, en double expédition.

Signé : JULES DEVELLE.

Signé : JULES SIEGFRIED.

Signé : DUFFERIN et AVAL.

Signé : CHARLES TUPPER.

ART. 2.

Le président du Conseil, ministre des finances, le ministre des affaires étrangères, le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre de l'agriculture sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 8 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre des affaires étrangères.

Signé : G. HANOTAUX.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : ANDRÉ LEBON.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : GADAUD.

N° 30056. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté au Traitement du Professeur d'agriculture de Belley (Ain).

Du 7 Mars 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu les cinq déclarations ci-annexées, constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de neuf cents francs pour le traitement du professeur d'agriculture de Belley (Ain);
Vu l'avis du ministre des finances, en date du 1^{er} mars 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1894, un crédit de neuf cents francs (900^f) applicable comme suit :
Budget ordinaire, troisième partie (état A), chapitre VIII : Subventions à diverses institutions agricoles.

Ce crédit sera affecté au traitement du professeur d'agriculture de Belley.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par diverses communes du département de l'Ain.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Mars 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : GADAUD.

* 30057. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses d'entretien de l'École pratique d'agriculture d'Écully (Rhône).

Du 15 Mars 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la déclaration ci-annexée constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de vingt mille francs pour l'entretien de l'école d'agriculture d'Écully (Rhône);

1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 30044. — *DÉCRET qui nomme M. Lockroy, Député,
Ministre de la Marine.*

Du 1^{er} Novembre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 2 novembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. Lockroy, député, est nommé ministre de la marine en remplacement de M. le vice-amiral Besnard, dont la démission est acceptée.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur, est chargé l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 1^{er} Novembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

N° 30045. — *DÉCRET qui nomme M. Combes, Sénateur,
Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes.*

Du 1^{er} Novembre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 2 novembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. Combes, sénateur, est nommé ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, en remplacement de M. P. Caré, dont la démission est acceptée.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur, est chargé l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 1^{er} Novembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

N° 30046. — *DÉCRET qui nomme M. Guyot-Dessaigne, Député,
Ministre des Travaux publics.*

Du 1^{er} Novembre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 2 novembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. *M. Guyot-Dessaigne*, député, est nommé ministre des travaux publics, en remplacement de *M. Dupuy-Dutemps*, dont la démission est acceptée.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 1^{er} Novembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

N° 30047. — *DÉCRET qui nomme M. Mesureur, Député,
Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.*

Du 1^{er} Novembre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 2 novembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. *M. Mesureur*, député, est nommé ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en remplacement de *M. André Lebou*, dont la démission est acceptée.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 1^{er} Novembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;
les cinq déclarations ci-annexées, constatant le versement au Trésor, à
fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de neuf
francs pour le traitement du professeur d'agriculture de Belley (Ain);
l'avis du ministre des finances, en date du 1^{er} mars 1895,

ÉTAT :

1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice
en crédit de neuf cents francs (900^f) applicable comme suit :
et ordinaire, troisième partie (état A), chapitre VIII : *Sub-
à diverses institutions agricoles.*

Il sera affecté au traitement du professeur d'agriculture de

Belley pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au
titre des versements effectués, à titre de fonds de concours, par
les communes du département de l'Ain.

Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont
chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent
décret qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Paris, le 7 Mars 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : GADAUD.

— DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice
1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dé-
penses d'entretien de l'École pratique d'agriculture d'Écully (Rhône).

Du 15 Mars 1895.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Considérant que le décret du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des re-
venus et des dépenses de l'exercice 1894;

Considérant que l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds
de concours;

Considérant que l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement sur la
comptabilité publique;

Sur la déclaration ci-annexée constatant le versement au Trésor, à titre de
fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de vingt mille
francs pour l'entretien de l'école d'agriculture d'Écully (Rhône);

Bull. 1045, n° 10527.

trera en vigueur immédiatement après l'accomplissement de cette formalité, et demeurera exécutoire jusqu'à l'expiration d'un délai de douze mois après que l'une ou l'autre des parties contractantes aura notifié son intention d'en faire cesser les effets.

Il est d'ailleurs convenu que si les vins non mousseux titrant au plus quinze degrés ou les vins mousseux étaient ultérieurement l'objet d'un relèvement de droit à l'entrée au Canada, le gouvernement français pourrait, en dénonçant le présent Arrangement, en faire cesser immédiatement les effets, sans attendre l'expiration du délai de douze mois prévu ci-dessus.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Arrangement et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, le 6 Février 1893, en double expédition.

Signé : JULES DEVELLE.

Signé : JULES SIEGFRIED.

Signé : DUFFERIN et AVA.

Signé : CHARLES TUPPER.

ART. 2.

Le président du Conseil, ministre des finances, le ministre des affaires étrangères, le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre de l'agriculture sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 8 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre des affaires étrangères.

Signé : G. HANOTAUX.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : ANDRÉ LEBON.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : GADAUD.

N° 30056. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté au Traitement du Professeur d'agriculture de Belley (Ain).

Du 7 Mars 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu les cinq déclarations ci-annexées, constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de neuf cents francs pour le traitement du professeur d'agriculture de Belley (Ain);

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 1^{er} mars 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1894, un crédit de neuf cents francs (900^f) applicable comme suit : Budget ordinaire, troisième partie (état A), chapitre VIII : *Subventions à diverses institutions agricoles*.

Ce crédit sera affecté au traitement du professeur d'agriculture de Belley.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par diverses communes du département de l'Ain.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Mars 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : GADAUD.

N° 30057. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses d'entretien de l'École pratique d'agriculture d'Écully (Rhône).*

Du 15 Mars 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la déclaration ci-annexée constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de vingt mille francs pour entretien de l'école d'agriculture d'Écully (Rhône);

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 11 mars 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1894, un crédit de vingt mille francs (20,000^f) applicable comme suit :

Budget ordinaire, troisième partie (état A), chapitre VIII : *Subventions à diverses institutions agricoles.*

Ce crédit sera affecté à l'entretien de l'école pratique d'agriculture d'Écully.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par le département du Rhône.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Mars 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : A. RIBOT.

Signé : GADAUD.

N° 30058. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à la Remonte des Haras.

Du 15 Mars 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture ;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1894 ;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours ;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique ;

Vu les vingt-deux déclarations ci-annexées, constatant le versement de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de cent vingt-deux mille six cent quarante-huit francs soixante-dix centimes, à titre de fonds de concours, et le prélèvement d'un pour cent sur le pari mutuel ;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 11 mars 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1894, un crédit de vingt mille francs (20,000^f) applicable comme suit :

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

1894, un crédit de cent vingt-deux mille six cent quarante-huit francs soixante-dix centimes (122,648^f 70) applicable comme suit :

Budget ordinaire, troisième partie (état A), chapitre xxx : Remonte des haras.

Ce crédit sera affecté aux dépenses prévues par la loi du 2 juin et le décret du 7 juillet 1891.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par les sociétés de courses autorisées, conformément à la loi du 2 juin 1891.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Mars 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : GADAUD.

P 30059. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à la Construction du Canal de la Noue (Haute-Garonne).

Du 15 Mars 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu les vingt déclarations ci-annexées, constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de quatre mille cinq cent cinquante-deux francs cinquante centimes pour construction du canal de la Noue (Haute-Garonne);

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 11 mars 1895,

DÉCRETE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1894, un crédit de quatre mille cinq cent cinquante-deux francs cinquante centimes (4,552^f 50) applicable comme suit :

Budget ordinaire, troisième partie (état A), chapitre xxxiv : Etudes et travaux exécutés par l'Etat.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Ce crédit est applicable aux travaux de construction du canal de la Noue.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Mars 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : GADAUD.

N° 30060. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1891.

Du 16 Mars 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département de l'agriculture, additionnellement aux restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1891;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Considérant que les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par le budget de l'exercice 1891 et que leur montant n'excède pas les restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1891;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1891, un crédit supplémentaire de cent quatre-vingt-dix-huit francs et vingt centimes (198^{fr} 20), montant des créances désignées au tableau ci-annexé et pour lesquelles des états nominatifs seront adressés au ministre des finances, conformément à l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'agriculture est autorisé à ordonnancer le paiement des créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos du budget de l'exercice courant, en exécution de l'article 9 de la loi du 23 mai 1834.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Mars 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : GADAUD.

EXERCICE CLOS.

État des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par le compte définitif de l'exercice 1891, et qui sont à ordonnancer sur le budget de l'exercice courant.

NUMÉRO du chapitre.	SERVICE.	MONTANT de la créance.
38	Travaux hydrauliques en Algérie.	198 ¹ 20 ^c

ARRÊTÉ le présent état à la somme de cent quatre-vingt-dix-huit francs vingt centimes.

Paris, le 22 février 1895.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : GADAUD.

N° 30061. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1892.

Du 16 Mars 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture ;

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département de l'agriculture, additionnellement aux restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1892 ;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 ;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Considérant que les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par le bud-

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

get de l'exercice 1892 et que leur montant n'excède pas les restants de crédit à annuler par la loi de règlement dudit exercice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1892, un crédit supplémentaire de trois cent dix francs dix centimes (310^f 10), montant des créances désignées au tableau ci-annexé et pour lesquelles des états nominatifs seront adressés au ministre des finances, conformément à l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'agriculture est autorisé à ordonnancer le montant des créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos du budget de l'exercice courant, en exécution de l'article 9 de la loi du 23 mai 1834.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Mars 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : A. RIBOT.

Signé : GADAUD.

EXERCICE CLOS.

État des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par le compte définitif de l'exercice 1892, et qui sont à ordonnancer sur le budget de l'exercice courant.

NUMÉROS des chapitres.	SERVICES.	MONTANT des créances.
FRANCE. 48	Restauration et conservation des terrains en montagne	105 ^f 10
ALGÉRIE. 9	Travaux hydrauliques.....	105 ^f 10
	TOTAL.....	210 ^f 20

ARRÊTÉ le présent état à la somme de trois cent dix francs dix centimes.

Paris, le 22 février 1895.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : GADAUD.

N° 30062. — *Décret qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour le traitement du secrétaire du Herd Book français.*

Du 26 Mars 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la déclaration ci-annexée, constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de mille deux cents francs pour le traitement du secrétaire du *Herd Book* français;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 21 mars 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1894, un crédit de mille deux cents francs (1,200^f) applicable comme suit :

Budget ordinaire, troisième partie (état A), chapitre ix : *Encouragements à l'agriculture.*

Ce crédit sera affecté au traitement du secrétaire du *Herd Book* français.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par *L. Berger-Levrault et compagnie.*

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois.*

Fait à Paris, le 26 Mars 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : GADAUD.

N° 30063. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1891.*

Du 10 Avril 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département de l'agriculture, additionnellement aux restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1891;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Considérant que les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par le budget de l'exercice 1891 et que leur montant n'excède pas les restants de crédit à annuler par la loi de règlement dudit exercice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1891, un crédit supplémentaire de trente-neuf francs (39^f), montant des créances désignées au tableau ci-annexé et pour lesquelles des états nominatifs seront adressés au ministère des finances, conformément à l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'agriculture est autorisé à ordonnancer le montant des créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses d'exercices clos du budget de l'exercice courant, en exécution de l'article 9 de la loi du 23 mai 1834.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 10 Avril 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIZOT.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : GADAUD.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

EXERCICE CLOS.

État des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par le compte définitif de l'exercice 1891, et qui sont à ordonnancer sur le budget de l'exercice courant.

NOMBRE du chapitre.	SERVICE.	MONTANT de la créance.
49	Aménagements et exploitations	39 ^f

ARRÊTÉ le présent état à la somme de trente-neuf francs.

Paris, le 11 mars 1895.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : GADAUD.

N° 30064. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1892.*

Du 10 Avril 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département de l'agriculture, additionnellement aux restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1892;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Considérant que les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par le budget de l'exercice 1892 et que leur montant n'excède pas les restants de crédit à annuler par la loi de règlement dudit exercice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1892, un crédit supplémentaire de cinq cent trente-trois francs (533^f), montant des créances désignées au tableau ci-annexé et pour lesquelles des états nominatifs seront adressés au ministère des finances, conformément à l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'agriculture est autorisé à ordonnancer le mon-

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

tant des créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos du budget de l'exercice courant, en exécution de l'article 9 de la loi du 23 mai 1834.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 10 Avril 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : A. RIBOT.

Signé : GADAUD.

EXERCICE CLOS.

État des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par le compte définitif de l'exercice 1892, et qui sont à ordonnancer sur le budget de l'exercice courant.

NUMÉROS des chapitres.	SERVICES.	SOMMES en FRANCS.
12	Allocations, dépenses administratives, etc.	500
50	Aménagements et exploitations.....	33
	TOTAL.....	533

ARRÊTÉ le présent état à la somme de cinq cent trente-trois francs.

Paris, le 11 mars 1895.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : GADAUD.

N° 30065. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à la Restauration de la Montagne du Mourgat (Hautes-Pyrénées).

De 14 Avril 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la déclaration ci-annexée, constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de deux cent cinquante-trois francs vingt centimes pour restauration de la montagne du Mourgat (Hautes-Pyrénées).

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 18 avril 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1894, un crédit de deux cent cinquante-trois francs vingt centimes (253^{fr} 20) applicable comme suit :

Budget ordinaire, quatrième partie (état A), chapitre 1 : *Restauration et conservation des terrains en montagne*.

Ce crédit sera affecté à la restauration de la montagne du Mourgat.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par le département des Hautes-Pyrénées.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 24 Avril 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,
Signé : A. RIBOT.

Le Ministre de l'agriculture,
Signé : GADAUD.

30066. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à la Construction du Canal du Lavet (Haute-Garonne).

Du 27 Avril 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu les deux déclarations ci-annexées, constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de

deux cents francs cinquante centimes pour construction du canal du Lavet (Haute-Garonne);

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 24 avril 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1894, un crédit de deux cents francs cinquante centimes (200^{fr} 50) applicable comme suit :

Budget ordinaire, troisième partie (état A), chapitre XXXV : *États et travaux exécutés par l'État*.

Ce crédit sera affecté à la construction du canal du Lavet.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret, par le moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par divers intéressés.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 Avril 1895.

Signé : FÉLIX FAUL.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : A. RIBOT.

Signé : GADAUD.

N° 30067. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte de l'exercice 1893.

Du 27 Avril 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département de l'agriculture, additionnellement aux restes à payer constatés par le compte de l'exercice 1893;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Considérant que les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par le budget de l'exercice 1893 et que leur montant n'excède pas les restants de ce budget à annuler par la loi de règlement dudit exercice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice

⁽¹⁾ 11^e série Bull. 1045, n° 10527.

1893, un crédit supplémentaire de cent soixante-douze mille cent soixante-quinze francs quatre-vingt-neuf centimes (172,175'89), montant des créances désignées au tableau ci-annexé et pour lesquelles des états nominatifs seront adressés au ministère des finances, conformément à l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'agriculture est autorisé à ordonnancer le montant des créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos du budget de l'exercice courant, en exécution de l'article 9 de la loi du 23 mai 1834.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 Avril 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : GADAUD.

EXERCICE CLOS.

État des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par le compte définitif de l'exercice 1893, et qui sont à ordonnancer sur le budget de l'exercice courant.

Numéros des chapitres.	SERVICES.	MONTANT des créances.
FRANCE.		
8	Subventions à diverses institutions agricoles.....	2,980'00 ^e
9	Encouragements à l'agriculture.....	174 00
11	Primes à la culture du lin et du chanvre.....	607 55
18	Service des épizooties.....	252 00
41	Secours pour pertes et événements malheureux.....	11,602 75
41 bis	Secours aux victimes de la sécheresse de 1893.....	155,336 84
56	Droits d'usage; matériel et dépenses diverses des forêts.....	5 75
ALGÈRE.		
7	Encouragements à l'agriculture.....	1,000 00
13	Indemnités au personnel des forêts.....	49 00
15	Travaux forestiers.....	188 00
TOTAL.....		172,175 89

Le présent état à la somme de cent soixante-douze mille cent soixante-quinze francs quatre-vingt-neuf centimes.

Fait à Paris, le 18 mars 1895.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : GADAUD.

N° 30068. — *Décret qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Etudes et Travaux de Chemins de fer exécutés par l'Etat.*

Du 23 Juillet 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 61 de ladite loi, d'après lequel les travaux à exécuter pendant l'année 1895, soit par les compagnies de chemins de fer, soit par l'Etat, à l'aide des fonds que ces compagnies mettront à la disposition du Trésor, conformément aux conventions ratifiées par les lois du 20 novembre 1883, ne pourront excéder, sans y comprendre le matériel roulant, le maximum de quatre-vingt-dix millions de francs, sur lesquels la somme à constituer sous forme d'avances remboursables en annuités ne pourra excéder elle-même le maximum de quatre-vingts millions de francs;

Vu les décrets n° 148, 149, 265 et 266 des 23 avril ⁽¹⁾ et 3 juillet 1895, qui ont ouvert au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, pour l'emploi de fonds de concours versés par les compagnies, conformément aux conventions annexées auxdites lois du 20 novembre 1883, des crédits additionnels montant à deux millions six cent mille francs;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu le récépissé (n° 17220) du receveur central du département de la Seine constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 8 juin 1895, par la compagnie des chemins de fer d'Orléans, une somme de six cent mille francs pour le paiement des dépenses afférentes aux travaux exécutés par elle sur les lignes qui ont été concédées à cette compagnie en vertu de la convention annexée à la loi précitée du 20 novembre 1883;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 20 juillet 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1895, deuxième section, chapitre LXXV, *Etudes et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat*, pour l'emploi de fonds de concours versés par la compagnie des chemins de fer d'Orléans, en exécution de la convention de 1883, un crédit additionnel de six cent mille francs (600,000^f).

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent, par le moyen des sommes encaissées par le Trésor, au compte : *Fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883.*

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1705, n° 29568 et 29569.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1721, n° 29916.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10027.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 23 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPOT-DUTEMPS.

N° 30069. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Études et Travaux de Chemins de fer exécutés par l'État.

Du 4 Août 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 61 de ladite loi, d'après lequel les travaux à exécuter, pendant l'année 1895, soit par les compagnies de chemins de fer, soit par l'État, à l'aide des fonds que ces compagnies mettront à la disposition du Trésor, conformément aux conventions ratifiées par les lois du 20 novembre 1883, ne pourront excéder, sans y comprendre le matériel roulant, le maximum de quatre-vingt-dix millions de francs, sur lesquels la somme à constituer sous forme d'avances remboursables en annuités ne pourra excéder elle-même le maximum de quatre-vingts millions de francs;

Vu les décrets n° 148, 149, 265, 286 et 295 des 23 avril⁽¹⁾, 3⁽²⁾ et 23 juillet 1895⁽³⁾, qui ont ouvert au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, pour l'emploi de fonds de concours versés par les compagnies, conformément aux conventions annexées auxdites lois du 20 novembre 1883, des crédits additionnels montant à trois millions deux cent mille francs;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽⁴⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu le récépissé (n° 868) du receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 9 juillet 1895, par la compagnie des chemins de fer d'Orléans, une somme de six cent mille francs pour le paiement des dépenses afférentes aux travaux exécutés par l'État sur les lignes qui ont été concédées à cette compagnie en vertu de la convention annexée à la loi précitée du 20 novembre 1883;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 2 août 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1705, n° 29568 et 29569.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1721, n° 29915 et 29916.

⁽³⁾ Voir ci-dessus, n° 30068.

⁽⁴⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

ordinaire de l'exercice 1895, deuxième section, chapitre LXXV : *Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, pour l'emploi de fonds de concours versés par la compagnie des chemins de fer d'Orléans, en exécution de la convention de 1883, un crédit additionnel de six cent mille francs (600,000').

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des sommes encaissées par le Trésor, au compte : *Fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883*.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 4 Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

N° 30070. — DÉCRET qui étend au Bureau de poste français établi à Zanzibar le Service des Colis postaux.

Du 6 Septembre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 11 septembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 12 et 13 avril 1892;

Vu le décret du 27 juin 1892;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} octobre 1895, le bureau de poste français établi à Zanzibar participera au service des colis postaux.

2. La taxe à payer par les expéditeurs des colis postaux auxquels s'applique le présent décret sera perçue conformément aux tarifs annexés.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 6 Septembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : ANDRÉ LEBON.

A

Taxes à percevoir en France, en Corse, en Algérie et dans les bureaux français à l'étranger pour l'affranchissement des colis postaux à destination du bureau de poste français de Zanzibar.

LIQU DE DÉPÔT.	VOIE.	TAXES.	NOMBRE de DÉCLARA- TIONS en douane.
		fr. c.	
Agence de la compagnie mari- time au port d'embarquement de la France continentale ou gare de la France continen- tale.....	Voie des paquebots français entre la France et Zanzibar.....	3 10 (A)	1
Agence de la compagnie mari- time au port d'embarquement en Corse.....	Voie de Marseille et des paquebots français..	3 35 (A)	1
Gare ou agence à l'intérieur de la Corse.....	Idem.....	3 35 (A)	1
Agence de la compagnie mari- time au port d'embarquement en Algérie.....	Idem.....	3 35 (A)	1
Gare d'Algérie.....	Idem.....	3 35 (A)	1
Bureau de poste français au port d'embarquement en Turquie.	Échange direct par les paquebots français...	3 00	1
Agences françaises maritimes au Maroc.....	Voie de France et des paquebots français....	4 00	1
Bureau de poste français à Shang-Hai.....	Échange direct par les paquebots français....	4 00	1

(A) Y compris le droit de timbre de 10 centimes.

B

Tarif des colis postaux expédiés du bureau de poste français de Zanzibar à la nation de la France continentale, des colonies ou établissements français et pays étrangers.

LIEU DE DESTINATION.	VOIE DE TRANSMISSION.	TAXES.	NOMER à BORD ET EN DÉBARQUEMENT
		fr. c.	
I.			
FRANCE... (5 kil.)	Agence maritime au port de débarquement.....	Voie de Marseille.....	3 00
	Domicile du destinataire au port de débarquement.....	Idem.....	3 25
	Gare.....	Idem.....	3 00
	Domicile du destinataire dans une localité de l'intérieur, desservie par factage ou correspondance.	Idem.....	3 25
CORSE.... (5 kil.)	Agence maritime au port de débarquement.....	Voie de Marseille.....	3 25
	Domicile du destinataire au port de débarquement.....	Idem.....	3 50
	Gare ou agence à l'intérieur de la Corse.....	Idem.....	3 25
	Domicile du destinataire dans une localité de l'intérieur desservie par factage ou correspondance.	Idem.....	3 50
ALGERIE... (5 kil.)	Agence maritime au port de débarquement.....	Voie de Marseille.....	3 25
	Domicile du destinataire au port de débarquement.....	Idem.....	3 50
	Gare.....	Idem.....	3 25
	Domicile du destinataire dans une localité de l'intérieur, desservie par factage ou correspondance.	Idem.....	3 50

LIEU DE DESTINATION.	VOIE DE TRANSMISSION.	TAXES.	NOMBRE de DÉCLA- RATIONS en douane.	
		fr. c.		
II.				
COLONIES FRANÇAISES. (3 kilog.)				
Algérie.....	Voie de France.....	4 50	2	
Inde française, Congo fran- çais, Côte d'Ivoire, Dahomey et dépendances.....	Idem.....	5 50		
Madagascar, Martinique, Guyane française.....	Idem.....	5 50		
Madagascar, Karikal.....	Échange direct par les paquebots français...	3 00		
Indochine, Cambodge, Nou- velle-Calédonie.....	Idem.....	4 00		
Réunion, Diago - Suarez, Sainte-Marie de Madagascar, Layotte, Nossi-Bé, Tama- rion, Majunga et autres éta- blissements français à Madag- ascar.....	Idem.....	2 00		
Inde, Tonkin.....	Idem.....	4 50		
Inde.....	Idem.....	6 00		
Inde.....	Idem.....	2 00		
Saint-Pierre et Miquelon.....	Voie de France et d'Angleterre.....	6 50		
III.				
PAYS ÉTRANGERS.				
Belgique (y compris Héli- goland) (5 kilog.).....	Voie de France.....	3 50	2	
	Voie de France et de Belgique (A).....	4 00	3	
	Voie de France et de Luxembourg (A).....	3 75	3	
Allemagne (5 kilog.).....	Voie de France.....	5 00	2	
Autriche (République) (5 kil.)	Voie de France et des paquebots français....	7 25	3	
Bohême-Hongrie (5 kilog.)...	Voie de France et d'Allemagne.....	4 00	4	
	Voie de France et d'Italie ou de Suisse.....	4 00	3	
France (5 kilog.).....	Voie de France.....	3 50	3	
Grèce (3 kilog.).....	Voie de France et d'Allemagne ou de Suisse ou d'Italie.....	5 25	4	

Sur la demande expresse des expéditeurs.

LIEU DE DESTINATION.	VOIE DE TRANSMISSION.	TAXES.	NOMBRE de DÉCLARA- TIONS ou Journ.
		fr. c.	
Cameroun (5 kilog.)	Voie de France et d'Allemagne	5 00	3
	Voie de France, de Belgique et d'Allemagne (A)	5 50	4
Chili (5 kilog.)	Voie de France et de Belgique	6 00	3
	Voie de France et d'Allemagne (A)	6 00	3
Congo (État indépendant) (5 kilog.)	Voie de France et de Belgique	5 50	3
Costa-Rica (5 kilog.)	Voie de France et de Calais-Londres. { 3 kilog. 5 kilog.	7 75	1
		9 75	1
Danemark (5 kilog.)	Voie de France et d'Allemagne	4 00	3
	Voie de France et de Belgique (A)	4 50	4
Antilles danoises (5 kilog.) . . .	Voie de France et des paquebots français . . .	5 50	3
Égypte (5 kilog.)	Voie directe des paquebots français	3 25	1
Espagne (3 kilog.)	Voie de France	3 75	3
États-Unis de Colombie (5 kil.)	Voie de France et des paquebots français . . .	6 25	2
Grèce (3 kilog.)	Voie directe des paquebots français	3 25	2
Italie (y compris Saint-Marin) (5 kilog.)	Voie de France	3 75	1
Assab et Massawa (5 kilog.) . . .	Voie directe des paquebots italiens	2 25	1
Libéria (5 kilog.)	Voie de France et d'Allemagne	6 25	1
Luxembourg (5 kilog.)	Voie de France	3 25	1
Maroc (5 kilog.)	Voie de France et des paquebots français . . .	4 00	1
Mexique (5 kilog.)	Voie de France et des paquebots français . . .	5 50	2
	Voie de France et de Calais-Londres. { 3 kilog. 5 kilog.	8 25	2
		10 75	2
Monténégro (5 kilog.)	Voie de France, d'Allemagne ou de Suisse ou d'Italie	4 75	2
Norvège (5 kilog.)	Voie de France, d'Allemagne et de Suède . .	5 00	2
	Voie de France, d'Allemagne et de Danemark .	4 75	2
	Voie de France, d'Allemagne et des paquebots de Hambourg et de Hammerfest	4 25	2
Pays-Bas (5 kilog.)	Voie de France et de Belgique	4 00	4
	Voie de France et d'Allemagne	4 00	4

(A) Sur la demande expresse des expéditeurs.

LIEU DE DESTINATION.	VOIE DE TRANSMISSION.	TAXES.	NOMBRE de DÉCLARA- TIONS en douane.
		fr. c.	
navires néerlandais.....	Voie de France et des paquebots français....	7 25	3
navire néerlandais.....	Idem.....	6 25	
navires orientaux néerlandais.. (5 kilog.).	Échange direct par les paquebots français....	3 75	
Stapel (3 kilog.).....	Voie de France.....	4 25	4
Et ses possessions :			
des Açores (3 kilog.).....	Idem.....	5 25	4
de Madère (3 kilog.).....	Idem.....	4 75	
de l'Asie (5 kilog.).....	Voie de France et d'Allemagne ou de Suisse ou d'Italie.....	4 75	4
de la République du (5 kilog.).....	Voie de France et des paquebots français....	6 25	2
de la Chine (5 kilog.).....	Voie de France et d'Allemagne ou de Suisse ou d'Italie.....	4 50	3
de Haï (Chine) (5 kilog.).....	Échange direct par les paquebots français....	4 00	2
	Voie de France et d'Allemagne.....	5 00	3
	Voie de France et d'Allemagne et de Dane- mark.....	5 00	3
de la Belgique (5 kilog.).....	Voie de France et de Belgique et de Dane- mark (A).....	5 50	4
	Voie de France et de Belgique et d'Alle- magne (A).....	5 50	4
de la France (5 kilog.).....	Voie de France.....	3 50	2
de la France (territoire de) (5 kilog.).....	Voie de France et d'Allemagne.....	5 00	3
de la France de Barbarie (5 kilog.).....	Voie de France et d'Italie.....	4 00	3
de la France (5 kilog.).....	Voie de France et des paquebots français....	4 25	2
de la France (bureaux français) (5 kilog.).....	Échange direct par les paquebots français....	3 00	2
de la France (villes desservies par des navires autrichiens) (5 kilog.).....	Voie de France et d'Italie et de Messine ou de Brindisi.....	4 50	3
	Voie de France et de Trieste et des paquebots autrichiens.....	5 50	4
de la France (Constantinople, bu- reaux autrichiens) (3 kilog.).....	Voie de France et d'Allemagne, d'Autriche- Hongrie et de Varna.....	7 25	3
de la France (5 kilog.).....	Voie de France et des paquebots français....	7 25	3

Sur la demande expresse des expéditeurs.

LIEU DE DESTINATION.	VOIE DE TRANSMISSION.	TAXES.	NOMBRE de mètres courus ou devisés
IV. COLONIES ANGLAISES. (3 et 5 Kilog.)			
Dominion du Canada.....	Voie de France et de Calais-Londres. { 3 kilog. 5 kilog.	8 75 11 75	
Terre-Neuve.....	Voie de France et de Calais-Londres. { 3 kilog. 5 kilog.	7 25 10 25	
Antilles anglaises : Antigua, Barbades, Dominique, Grenade, Jamaïque, Leeward, Montserrat, Nevis, Saint- Kitts, Sainte-Lucie, Saint- Vincent, Tobago, Tortola, Trinité, Bahze (Honduras britannique).....	Voie de France et de Calais-Londres. { 3 kilog. 5 kilog.	7 00 9 25	
Bahama.....	Voie de France et de Calais-Londres. { 3 kilog. 5 kilog.	7 50 10 00	
Bermudes.....	Voie de France et de Calais-Londres. { 3 kilog. 5 kilog.	7 75 10 25	
Guyane anglaise.....	Voie de France et de Calais-Londres. { 3 kilog. 5 kilog.	7 90 11 25	
Ascension, Sainte-Hélène.....	Voie de France et de Calais-Londres. { 3 kilog. 5 kilog.	7 25 10 25	
Falkland, Côte occidentale d'Afrique (Bathurst, Sierra- Leone, Accra, Cape-Castle, Lagos, Quittah), Littoral du Niger, Bénin, Bouny, Brass, Nouveau-Ca- labar, Vieux-Calabar, Opobo, Wari, Torcados.....	Voie de France et de Calais-Londres. { 3 kilog. 5 kilog.	7 25 9 25	
Gibraltar.....	Voie de France et de Calais-Londres. { 3 kilog. 5 kilog.	6 00 9 00	
Chypre (5 kilog.).....	Voie de France et des paquebots français....	4 75	
Malte (5 kilog.).....	Voie de France et des paquebots-poste français de Marseille à l'île de Malte.....	4 25	
	Voie de France et d'Italie.....	4 50	
Île Maurice et îles Seychelles (5 kilog.).....	Voie directe des paquebots-poste français de Zanzibar à l'île Maurice ou à Mahé.....	2 00	

N° 30071. — **DÉCRET** qui reporte au budget-annexe de la Caisse des Invalides de la marine, exercice 1895, un Crédit supplémentaire destiné au paiement de dépenses sur fonds provenant de Donations et de Legs non employés pendant l'exercice 1894.

Du 29 Septembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine ;

Vu la loi du 26 janvier 1892, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1892 ;

Vu spécialement l'article 42 de la loi susvisée portant que « les ressources provenant de dons et legs faits avec affectation spéciale à la caisse des invalides de la marine et restées sans emploi en fin d'exercice sont reportées à l'exercice suivant avec la même affectation » et que « des crédits supplémentaires en somme égale à ces reliquats peuvent être ouverts par décrets au budget annexe de la caisse des invalides de la marine »,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la marine sur l'exercice 1895, au titre du budget annexe de la caisse des invalides de la marine, chapitre VIII : *Distribution des revenus provenant de donations et de legs faits à l'Établissement des invalides de la marine*, un crédit supplémentaire de vingt-huit mille cinq cent soixante-dix-huit francs soixante-six centimes (28,578^{fr} 66) destiné au paiement des dépenses sur fonds provenant de donations et legs non employés pendant l'exercice 1894.

2. Il sera pourvu au crédit au moyen de report en somme égale des ressources de même nature restées sans emploi à la clôture de l'exercice 1894. Les évaluations de recettes du budget-annexe de la caisse des invalides de la marine de l'exercice 1895 sont, en conséquence, augmentées d'une somme de vingt-huit mille cinq cent soixante-dix huit francs soixante-six centimes (28,578^{fr} 66) qui sera inscrite au chapitre X : *Revenus provenant de donations et de legs faits à l'Établissement des invalides de la marine*.

3. Le ministre de la marine et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 29 Septembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre de la marine,

Signé : G. BESNARD.

N° 30072. — **DÉCRET** qui convoque le Collège électoral de l'arrondissement de Dreux (Eure-et-Loir) à l'effet d'élire un Député.

Du 8 Octobre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 11 octobre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

Vu le décret du 23 juillet 1893 ⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;

Attendu le décès de M. Terrier, député de l'arrondissement de Dreux (Eure-et-Loir),

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de l'arrondissement de Dreux (Eure-et-Loir) est convoqué pour le dimanche 3 novembre 1895, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau desdites modifications.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 8 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LÉYGUES.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1566, n° 26771.

N° 30073. — *DÉCRET qui convoque le Collège électoral de l'arrondissement de Cherbourg (Manche) à l'effet d'élire un Député.*

Du 28 Octobre 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 31 octobre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

Vu le décret du 23 juillet 1893 ⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;

Vu la démission de M. Cabart-Danneville, député de l'arrondissement de Cherbourg (Manche),

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de l'arrondissement de Cherbourg (Manche) est convoqué pour le dimanche 24 novembre 1895, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau desdites modifications.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 28 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEVEYER.

⁽¹⁾ I^{re} série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1566, n° 26771.

N° 30074. — **DÉCRET** qui convoque le Collège électoral de la première circonscription de l'arrondissement d'Abbeville (Somme) à l'effet d'élire un Député.

Du 28 Octobre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 31 octobre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

Vu le décret du 23 juillet 1893 ⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;

Vu la démission de M. Froment, député de la première circonscription de l'arrondissement d'Abbeville (Somme),

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de la première circonscription de l'arrondissement d'Abbeville (Somme) est convoqué pour le dimanche 24 novembre 1895, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau desdites modifications.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 28 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

⁽²⁾ 2^{me} série, Bull. 1566, n° 2677.

N° 30075. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) qui étend aux communes de Décines, Meyzieu, Jonage et Joux (Isère), la juridiction du commissaire spécial de police de Cassel (Rhône). (*Le Mavre, 4 Août 1895.*)

N° 30076. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° M. *Anonyme* (*Richard-Louis-Henri*), né le 8 février 1890, à Paris, mineur sous la tutelle de sa mère, M^{me} veuve *Anonyme*, demeurant à Paris, est autorisé à substituer à son nom patronymique celui de *Lacambre*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Lacambre* au lieu de *Anonyme*;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 16 Novembre 1895.*)

N° 30077. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° M. *Wawrzynowska* (*Jean-Mathieu*), né le 10 mars 1874, à Paris, y demeurant, est autorisé à substituer à son nom patronymique celui de *Laurier*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Laurier* au lieu de *Wawrzynowska*;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 16 Novembre 1895.*)

N° 30078. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° M. *Bioussat* (*César-Prosper*), né le 3 janvier 1860, à Saint-Pierre-d'Allevard (Isère), y demeurant, est autorisé à substituer à son nom patronymique celui de *Buissard*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Buissard* au lieu de *Bioussat*;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 16 Novembre 1895.*)

N° 30079. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° M. *Gaudefroy*. (*Laurent-Joseph-Maurice*), né le 15 décembre 1862, à Amiens (Somme), demeurant à Paris, est autorisé à ajouter à son nom pa-

tronymique celui de *Demombynes*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Gaudefroy-Demombynes*;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État (Paris, 16 Novembre 1895.)



Certifié conforme :

Paris, le 19 * Décembre 1895.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

L. RICARD.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1731.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 30080. — *Loi qui autorise la Concession à la Chambre de commerce d'Oran de Magasins publics sur des terrains de l'État au port d'Oran.*

Du 31 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 2 août 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ART. 1^{er}. Est approuvée la convention provisoire passée, le 10 août 1894, entre le préfet du département d'Oran et le président de la chambre de commerce d'Oran, en vue de la concession à ladite chambre de l'établissement et de l'exploitation de magasins publics sur des terrains de l'État. Ladite convention et le cahier des charges qui y est joint resteront annexés à la présente loi.

2. Des décrets rendus en Conseil d'État après enquête pourront approuver les additions et modifications qu'il serait reconnu nécessaire d'apporter au cahier des charges, d'accord avec la chambre de commerce concessionnaire.

3. La convention ne sera passible que d'un droit fixe d'enregistrement de trois francs (3^f).

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait au Havre, le 31 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil,
Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre du commerce,
de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : ANDRÉ LEBON.

Le Ministre
des travaux publics,

Signé : DUPUT-DUTEMPS.

CONVENTION.

L'an mil huit cent quatre-vingt-quatorze, le dix août,

Entre M. le préfet d'Oran, agissant au nom de l'État, et sous réserve de l'approbation de la présente convention par l'administration supérieure et de sa ratification par une loi,

D'une part,

Et M. le président de la chambre de commerce d'Oran, agissant en cette qualité et en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par la chambre de commerce, suivant délibération en date du 10 août 1894,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le préfet, au nom de l'État, concède pour quatre-vingt-dix-neuf ans à la chambre de commerce d'Oran des terrains de l'État qui sont déterminés comme est dit ci-après, dans le but de permettre à la chambre de commerce d'établir et d'administrer sur ces terrains des magasins publics.

2^e Les terrains concédés comprennent :

1^o Diverses parcelles de terrain situées sur les terre-pleins des quais publics de la ville d'Oran et en arrière des limites de ces terre-pleins, d'une contenance totale d'environ quinze mille mètres carrés (15,000^{m²}), lesdites parcelles teintées en rouge, à titre d'indication probable, sur le plan au deux-millième (1/2000^e) annexé à la présente convention, étant entendu que les limites et emplacements exacts de ces parcelles seront déterminés ultérieurement par le ministre des travaux publics, d'après les dispositions définitives qu'il aura adoptées pour le tracé des voies d'exploitation des quais du port, mais de façon à conserver aux parcelles concédées une superficie totale comprise entre quatorze mille et quinze mille cinq cents mètres carrés (14,000 et 15,500^{m²}).

2^o Une parcelle de terrain située entre la gare maritime et la promenade de la ville d'Oran, mesurant environ quinze mille mètres carrés (15,000^{m²}), teintée en rose pâle, et limitée suivant a, b, c, d, e, f, g, h, i, j, k, l, m, n, o, au plan ci-joint, étant entendu que les limites ainsi indiquées pourront être modifiées lors de l'approbation définitive par le ministre des travaux publics, en conservant une superficie comprise entre quatorze mille et quinze mille huit cents mètres carrés (14,000 et 15,800^{m²}).

3. La concession est faite aux clauses et conditions du cahier des charges annexé à la présente convention.

4. Il est pris acte par le préfet, au nom de l'État, de l'engagement qui a été souscrit par la ville d'Oran, suivant délibération du conseil municipal en date du 7 juillet 1894, et qui est produit par la chambre de commerce comme condition de sa concession, engagement d'après lequel la ville pourvoira à ses frais, pendant toute la durée de la concession, à l'entretien de la chaussée de déviation de la rue Sainte-Thérèse, de la rue Charles-Quint (route nationale n° 2) et la route du Port à la place d'Armes (route nationale n° 4).

5. La chambre de commerce disposera d'un délai d'une année à partir de la promulgation de la loi approuvant la présente convention pour se pourvoir des ressources nécessaires à l'exécution des ouvrages qui lui sont imposés par le cahier des charges.

Si, à l'expiration de cette année, la chambre n'a pas fait accepter par le ministre des travaux publics soit un projet financier en vue du paiement direct de l'exécution de ces ouvrages, soit un contrat de rétrocession de l'exécution et de l'exploitation des entrepreneurs présentant des garanties suffisantes, la présente concession pourra être retirée par le ministre des travaux publics, et l'État reprendra la disposition des terrains concédés.

La chambre de commerce aura, d'ailleurs, la faculté de réclamer, au cours de ladite année, la résiliation de la présente convention.

6. La présente convention ne sera passible que d'un droit fixe de trois francs (3^f).

Fait double à Oran, les jour, mois et an que dessus.

Pour la Chambre de commerce d'Oran,
concessionnaires :

Le Président de la Chambre de commerce,

Signé : GIRAUD.

Pour le Préfet d'Oran en congé :

Le Secrétaire général,

Signé : GARNIER.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

OBJET DE LA CONCESSION.

ART. 1^{er}. Les magasins publics que la chambre de commerce d'Oran est tenue d'établir et d'administrer dans le port d'Oran, aux conditions déterminées par le présent cahier des charges, sur les terrains de l'État qui lui sont concédés à cet effet, comprennent :

1^o Des magasins à rez-de-chaussée établis sur les terrains de l'État qui bordent la limite des terre-pleins des quais de la Gare, Sainte-Marie et Charlemagne;

2^o Des magasins voûtés, établis sur les terrains de l'État entre la gare maritime et la promenade de l'étang.

2. Les terrains de l'État sur lesquels seront édifiés les magasins publics sont ceux teintés en rose au plan annexé à la convention passée, à la date du 10 août 1894, entre le préfet d'Oran, représentant l'État, et le président de la chambre de commerce. Toutefois, les limites effectives de la concession pourront différer de celles indiquées par ledit plan, dans les proportions définies par la convention, en raison des dispositions définitives qui seront arrêtées par le ministre des travaux publics, conformément aux articles 4 et 5 ci-après, à la suite de l'étude des projets d'exécution.

Les terrains seront remis dans l'état où ils se trouvent dans le mois qui suivra la notification de l'acceptation, par le ministre des travaux publics, du projet financier ou du contrat de rétrocession prévu à l'article 5 de la convention du 10 août 1894.

Toutefois, l'État n'est tenu de remettre les parcelles du quai Charlemagne, qui sont actuellement en partie occupées par le chantier des travaux du port, qu'après l'achèvement des travaux en cours d'exécution pour la restauration de la jetée.

TITRE II.

EXÉCUTION DES TRAVAUX ET ENTRETIEN.

3. Les ouvrages que le concessionnaire est tenu, dès maintenant, de construire, conformément aux dispositions générales de l'avant-projet par lui présenté à l'appui de sa demande de concession, sont les suivants :

1^o Sur les terrains qui bordent les terre-pleins des quais de la Gare et Charlemagne, et sur le terre-plein du quai Sainte-Marie, des magasins à rez-de-chaussée, sous toiture, de sept mètres (7^m) de hauteur libre au minimum, couvrant une surface d'au moins quatorze mille mètres carrés (14,000^{m²});

2^o Sur les terrains situés en arrière de la gare maritime :

A. Des magasins voûtés, formant deux rangs de voûtes superposées, couvrant une surface d'au moins six mille cinq cents mètres carrés (6,500^{m²}) pour les magasins voûtés au niveau de la gare maritime, et d'au moins cinq mille quatre cent cinquante mètres carrés (5,450^{m²}) pour les magasins situés en arrière et formant le second rang des voûtes;

B. Les chaussées d'accès les reliant aux voies existantes et les modifications à apporter auxdites voies;

3° Sur les terre-pleins des quais et autres voies publiques, et à l'intérieur de concession, les voies ferrées nécessaires pour mettre les divers magasins en communication directe avec le réseau des voies ferrées des quais et avec la gare maritime. Toutefois, les voies ne seront installées que lorsque la gare maritime et les voies ferrées des quais auront été établies.

4. Les limites définitives des terrains concédés et les dispositions définitives de constructions et de tous les ouvrages accessoires, tels que rues, trottoirs, voies ferrées reliant les magasins aux voies du port, bâtiments annexes, conduites d'eau et de gaz, égouts, etc., sont déterminées par le ministre des travaux publics, sur la proposition du concessionnaire, lors de la présentation des projets d'exécution prescrits par l'article 5 ci-après.

5. Le concessionnaire est tenu de soumettre au ministre des travaux publics les projets d'exécution ou de modification de tous les ouvrages à installer.

Ces projets doivent comprendre tous les plans et dessins et les mémoires explicatifs nécessaires pour bien spécifier les constructions à faire.

Le ministre des travaux publics a le droit de prescrire les modifications qu'il juge nécessaires pour assurer la solidité des ouvrages, les commodités de l'exploitation des magasins, la facilité de la circulation, l'écoulement des eaux, la liberté et la sécurité des quais et des voies environnantes, ainsi que l'observation des prescriptions édictées en vertu des lois et règlements sur les affaires mixtes.

Les voies publiques qui conduisent actuellement au port seront maintenues dans l'état le plus possible dans leurs dispositions générales et ne présenteront pas de modifications supérieures à celles qu'elles ont actuellement.

6. Le concessionnaire doit exécuter les travaux conformément aux projets présentés, et avec les modifications prescrites par le ministre des travaux publics.

Tous les ouvrages doivent être exécutés en matériaux de bonne qualité et d'après l'œuvre suivant les règles de l'art.

Le ministre des travaux publics ou son délégué a le droit de prescrire les mesures qu'il juge nécessaires pour assurer la bonne exécution des ouvrages et pour tenir la liberté de la circulation pendant la durée des travaux.

7. Les ouvrages établis par le concessionnaire doivent être constamment entretenus en bon état par ses soins, de façon à toujours convenir à l'usage auquel ils sont destinés. Cette obligation ne s'applique :

1° Ni aux chaussées établies par le concessionnaire pour remplacer les voies existantes, et qui seront remises aux services intéressés qui continueront à les entretenir.

2° Ni aux chaussées nouvelles, créées pour l'accès des magasins et du port, qui, après remise, seront entretenues par le service maritime.

L'entretien des ouvrages comprend également leur maintien dans un état constant de propreté.

Si l'entretien est négligé sur quelques points par le concessionnaire, il y sera pourvu d'office, à la diligence des ingénieurs des ponts et chaussées, à la suite d'une réquisition adressée par le préfet et restée sans effet. Le montant des avances faites dans ce cas par le service maritime sera remboursé par le concessionnaire, au prorata des rôles rendus exécutoires par le préfet.

8. Le concessionnaire est responsable, vis-à-vis des tiers, de la réparation des dommages provenant du défaut de solidité, d'entretien et de surveillance des ouvrages publics.

9. Tous les frais de premier établissement, de modification et d'entretien des ouvrages sont à la charge du concessionnaire, y compris les frais de tous les changements de plans autorisés à apporter aux ouvrages du port et de la voirie.

10. Le concessionnaire a à sa charge la construction et l'entretien des pavés de l'intervalle et sur soixante centimètres (0^m 60) de largeur de chaque côté des quais, avant à relier les magasins aux voies ferrées des quais.

Le concessionnaire sera également tenu d'exécuter les trottoirs bordés des quais, y compris le dallage et le caniveau pavé, et de les entretenir.

11. Le concessionnaire a à sa charge, sauf son recours contre qui de droit,

indemnités qui pourront être dues à des tiers par suite de l'exécution, de l'entretien ou du fonctionnement des ouvrages autorisés.

12. Le concessionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements de voirie existants ou à intervenir, notamment en ce qui concerne les travaux à exécuter sur la voie publique, en vue de l'établissement ou de l'entretien des voies ferrées, des tuyaux d'eau et de gaz et de tous autres appareils.

Ces travaux doivent être exécutés avec la plus grande activité et avec toutes les précautions qui seront prescrites, de façon à gêner le moins possible la circulation.

Aussitôt qu'ils seront terminés, la chaussée sera rétablie en bon état par les soins du concessionnaire, et à ses frais.

13. Le concessionnaire n'est admis à réclamer aucune indemnité à raison des dommages que le roulage ordinaire causerait à ses installations et aux voies ferrées et trottoirs qu'il est chargé d'entretenir.

Il ne peut entraver la circulation publique, sous quelque prétexte que ce soit, par un ouvrage fixe ou mobile.

Il ne peut non plus élever contre l'administration aucune réclamation, en raison des travaux des chaussées et terre-pleins des quais, ou de l'influence que cet état exercerait sur l'entretien et le fonctionnement de ses ouvrages, ni en raison du trouble ou des interruptions de service qui résulteraient, pour ses diverses installations, soit de mesures temporaires d'ordre et de police prises par le service du port, soit de travaux exécutés sur le domaine public, tant par l'administration que par les particuliers régulièrement autorisés, ni en raison d'une cause quelconque résultant du libre usage de la voie publique.

14. Le concessionnaire devra avoir terminé dans les délais ci-après les travaux de premier établissement des ouvrages qui font l'objet de la présente autorisation :

1° Chaque groupe de magasins sous toiture, et toutes les installations accessoires, dans un délai d'un an après la remise de chacun des emplacements par l'administration ;

2° Les magasins voutés, la déviation de la route nationale n° 4, de la rampe Sainte-Thérèse et de la rue Sainte-Thérèse et tous les travaux complémentaires, dans un délai de six ans après la promulgation de la loi de concession.

3° Les travaux de premier établissement, de modification et d'entretien sont exécutés sous le contrôle et la surveillance des ingénieurs du port.

En outre, mesure que les travaux de premier établissement seront terminés, chaque hangar ou groupe susceptible d'être utilisé isolément fera l'objet d'un procès-verbal de récolement dressé par les ingénieurs, sur la demande du concessionnaire, et le préfet, en vertu du procès-verbal, en autorisera, s'il y a lieu, la mise en service.

TITRE III.

ADMINISTRATION.

1° Les magasins sous toiture sont exclusivement affectés en entier à un service de magasinage et de dépôt de marchandises.

2° Les magasins voutés sont exclusivement affectés, partie à un service d'emmagasinement, partie à des établissements, ateliers et bureaux relatifs à la navigation et aux marchandises, ou à l'outillage du commerce maritime.

3° Les magasins sont mis à la disposition du public suivant l'ordre des demandes.

4° Les demandes sont inscrites, à cet effet, dans l'ordre et la date de leur production, dans les registres à souche, tenus par les soins du concessionnaire.

5° Les demandes relatives au magasinage des marchandises d'après le tarif à la tonne sont classées par le poids des marchandises et la durée probable du dépôt.

6° Les demandes de dépôt dans les magasins sous toiture, pour une durée d'un an au maximum, sont admises intégralement, suivant leur ordre d'inscription, et en concurrence de la capacité disponible des magasins. Mais le concessionnaire est tenu de recevoir de dépôts pour une durée supérieure à un mois que jusqu'à concurrence des deux tiers de la même capacité.

7° Le droit de priorité résultant de l'inscription des demandes est subordonné à l'usage

qui en est fait, de sorte que l'usager qui ne se présente pas à son rang reprend son tour à la suite des demandes inscrites.

Une partie des magasins sous toiture peut être louée au mètre superficiel, d'après le tarif homologué, mais seulement jusqu'à concurrence des deux cinquièmes de la superficie totale, et pour une durée d'un an au plus.

La location au mètre superficiel est personnelle et incessible.

Les tarifs à homologuer par le ministre des travaux publics fixeront les conditions d'application d'après lesquelles le public et les usagers pourront jouir des divers droits à eux conférés par le présent article.

Le concessionnaire ne doit recevoir en dépôt aucune marchandise dangereuse ou inflammable.

18. Les demandes de dépôt des marchandises dans les magasins voûtés sont admises pour toute durée, suivant leur ordre d'inscription et jusqu'à concurrence de la capacité disponible de la partie des magasins réservée au magasinage public.

Le concessionnaire peut louer au mètre superficiel tout ou partie de ces magasins pour une durée de neuf ans au plus, d'après le tarif homologué. La location au mètre superficiel est personnelle et incessible.

Il ne sera donné aucune suite aux demandes présentées, lorsqu'il pourra en résulter quelque inconvénient pour la sécurité, la salubrité ou la commodité publique. En cas de contestation au sujet d'inconvénients de ce genre, l'appréciation appartiendra au préfet, sauf recours au ministre des travaux publics.

Les logements qui seraient ménagés au premier étage dans les voûtes seront loués par le concessionnaire à telles conditions qu'il lui plaira, sous réserve des prescriptions indiquées dans le paragraphe précédent.

Les tarifs à homologuer par le ministre des travaux publics fixeront les conditions d'application d'après lesquelles le public et les usagers pourront jouir des divers droits à eux conférés par le présent article.

19. Le concessionnaire est tenu d'avoir le personnel suffisant pour assurer la régularité du service de ses magasins. Il est chargé de la garde des marchandises qui y sont déposées et est responsable de tous les dégâts qu'elles peuvent subir de son fait ou de celui de ses agents.

20. Les mesures de détail relatives à l'application du présent cahier des charges, en ce qui concerne notamment les obligations respectives du concessionnaire et des personnes qui font usage de ses magasins, ainsi que les mesures de détail relatives à l'application des tarifs, sont arrêtées par le ministre des travaux publics, le concessionnaire entendu.

21. Les agents et gardiens que le concessionnaire emploie pour la surveillance et la garde des ouvrages autorisés peuvent être commissionnés par le préfet et assermentés devant le tribunal de première instance.

Ils sont dans ce cas assimilés aux gardes des particuliers.

Ils ont des signes distinctifs de leurs fonctions.

22. Le concessionnaire peut, avec le consentement du ministre des travaux publics, confier à des entrepreneurs agréés par lui l'exécution de ses ouvrages, l'exploitation de tout ou partie de ses appareils et abris et la perception des taxes fixées par le tarif; mais, dans ce cas, il demeure personnellement responsable, tant envers l'administration qu'envers les tiers, de l'accomplissement de toutes les obligations que lui impose le présent cahier des charges.

Les contrats en vertu desquels le concessionnaire cède ainsi à des entrepreneurs tout ou partie de ses droits et charges ne seront valables qu'après avoir été approuvés par le ministre des travaux publics.

23. La manutention de la marchandise déposée est effectuée par les soins du concessionnaire, qui est responsable de tous les dégâts que subira de son fait la marchandise par suite de cette opération, pour laquelle il perçoit une taxe fixe. Toutefois, les manutentions peuvent être faites par les locataires, avec leurs propres ouvriers, dans la partie des magasins louée au mètre superficiel.

Pour ceux des magasins ainsi loués, qui sont en libre communication avec des établissements dans lesquels le magasinage est payé à la tonne et où les manutentions sont exclusivement laissées à la responsabilité du concessionnaire, les ouvriers em-

ployés par les locataires doivent être agréés, par le concessionnaire, et celui-ci peut, en outre, exiger leur renvoi.

Le concessionnaire ne peut, d'ailleurs, refuser son acceptation, ou user de sa faculté de renvoi, qu'en motivant une telle mesure, pour chaque ouvrier refusé ou renvoyé, à raison de faits d'improbité, d'intempérance, de violence ou indiscipline bien établis. En cas de contestation, il est statué en dernier ressort par l'ingénieur en chef du port.

24. L'exploitation des magasins est faite sous le contrôle des ingénieurs du port.

TITRE IV.

TARIFS.

25. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges et sous la condition expresse qu'il en remplira toutes les obligations, le Gouvernement lui accorde le droit de percevoir, pendant toute la durée de sa concession, pour l'usage de ses magasins, des taxes dont le montant est déterminé par des tarifs établis conformément aux dispositions ci-après.

26. Les taxes maxima qui peuvent être perçues à partir de la mise en service des magasins sont les suivantes :

Taxes de magasinage à la tonne.

1° Houille, lignites, minerais, par quintal et par trente jours, cinq centimes (0'05);

2° Céréales, grains, farines, chaux, ciments, métaux bruts, produits chimiques en fûts ou en sacs, par quintal et par trente jours, dix centimes (0'10);

3° Liquides, liqueurs, huiles, denrées alimentaires, sucres, café, tissus, papiers, laines, coton, écorce, crin végétal, produits chimiques, métaux façonnés, par quintal et par trente jours, vingt-cinq centimes (0'25);

4° Or et argent ouvrés, horlogerie, bijouterie, soieries, pour cent (p. o/o) de la valeur, par trente jours, vingt-cinq centimes (0'25);

5° Pour toutes les marchandises non désignées ci-dessus et dont le prix ne pourra être réglé par assimilation avec celui fixé pour les autres marchandises de valeur, poids et encombrements analogues, par quintal et par trente jours, soixante centimes (0'60).

Taxe de magasinage au mètre carré.

Location dans les hangars couverts et les magasins voutés au niveau du quai, par mètre carré et par trente jours, un franc soixante-quinze centimes (1'75);

Au niveau du quai, par mètre carré et par an, dix-huit francs (18');

Location dans les magasins voutés des rampes, par mètre carré et par trente jours, un franc trente centimes (1'30);

Location dans les magasins voutés des rampes, par mètre carré et par an, quatorze francs (14').

Taxe de pesage.

Le pesage est facultatif.

Pesage d'un quintal soit à l'entrée, soit à la sortie, cinq centimes (0'05);

Pesage des marchandises dont le magasinage est taxé à la valeur, par cent francs (100') de valeur, soit à l'entrée, soit à la sortie, dix centimes (0'10).

Taxe de la manutention.

La manutention comprend à l'arrivée l'entrée en magasin et l'arrimage; à la sortie, le désarrimage et la livraison hors du magasin.

Manutention (entrée ou sortie) des marchandises des catégories 1 et 2 ci-dessus, la tonne, un franc (1');

Manutention (entrée ou sortie) des marchandises des catégories 3, 4 et 5, la tonne, deux francs (2').

Les déposants pourront confier au concessionnaire le soin de pourvoir à toutes les

manutentions extraordinaires dans l'intérieur des hangars et magasins; les frais sont payés, suivant le temps employé, à raison de soixante centimes (0'60) l'heure d'ouvrier.

27. La durée du séjour pour lequel la taxe de manutention est due est évaluée en jours sans déduction des jours non ouvrables.

Les jours se comptent de minuit à minuit, et toute journée commencée donne lieu à la perception du prix fixé pour la journée entière.

Toute fraction de tonne ou de mètre carré occupé donne lieu à la perception de la taxe pour une tonne ou un mètre carré.

28. La perception doit être faite d'une manière égale pour tous, sans aucune faveur. Toute convention contraire à cette clause est nulle de plein droit.

Toutefois, cette clause ne s'applique pas aux traités qui pourraient intervenir entre le concessionnaire et l'État.

Il peut en outre être établi des abonnements à prix réduits.

Le tarif de ces abonnements doit être soumis à l'homologation du ministre des travaux publics. Toute réduction de taxe ou tout avantage consenti par abonnement en faveur d'un particulier doivent être accordés de droit à tout autre particulier qui se soumet aux mêmes conditions.

29. Le concessionnaire peut, s'il le juge convenable, abaisser les taxes au-dessous des limites déterminées par les tarifs maxima.

Les taxes ainsi abaissées ne peuvent être relevées qu'après un délai de trois mois.

Toute modification des tarifs est portée à la connaissance du public par des affiches placardées au moins quinze jours avant l'époque fixée pour la mise en exécution.

La perception des tarifs modifiés ne peut avoir lieu qu'avec l'homologation du ministre des travaux publics.

30. En dehors des tarifs fixés en vertu des articles précédents, le ministre des travaux publics arrête annuellement, sur la proposition du concessionnaire, les tarifs relatifs aux services accessoires, non prévus au cahier des charges, dont le concessionnaire viendrait à se charger dans l'intérêt de la bonne exploitation de la concession.

31. Les tarifs en vigueur à toute époque sont portés à la connaissance du public par le moyen d'affiches apposées d'une manière très apparente, le plus près possible des magasins et aux endroits qui sont indiqués par l'ingénieur du port.

Le concessionnaire est responsable de la conservation de ces affiches et les remplace toutes les fois qu'il y a lieu.

L'état des perceptions est constaté par un registre à souche, avec indication de tout sur la souche comme sur le reçu détaché, de toutes les perceptions opérées.

Le registre, ainsi que celui des demandes, doit être présenté, à toute réquisition, aux ingénieurs du port qui en contrôlent la tenue.

TITRE V.

REVISION DES TARIFS ET AFFECTATION DES RECETTES.

32. Les comptes et budgets relatifs à l'administration de la concession et à l'entretien des ouvrages exécutés directement par le concessionnaire ou subventionnés par lui formeront, dans la comptabilité de la chambre de commerce, des comptes et budgets spéciaux.

Ces comptes et budgets spéciaux comprendront, en outre, toutes les recettes et dépenses faites par la chambre de commerce à l'occasion des services entretenus ou subventionnés par elle, avec approbation de l'autorité compétente, dans l'intérêt de l'exploitation du port.

Ils seront définitivement approuvés par le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, conformément à l'article 17 du décret du 3 septembre 1890, mais après avis du ministre des travaux publics.

Aucune nature nouvelle de dépenses n'y pourra figurer que sur l'avis conforme du ministre des travaux publics.

L'ensemble de ces comptes et budgets spéciaux ne doit être, pour la chambre de commerce, l'objet d'aucun bénéfice ni d'aucune perte.

33. Afin d'assurer et de maintenir la compensation entre les recettes et les dépenses, les tarifs maxima spécifiés au présent cahier des charges peuvent être révisés, soit d'office, soit sur la demande du concessionnaire.

Cette révision peut être appliquée à tout tarif maximum qui a été en vigueur pendant cinq années consécutives au moins.

Toutefois, et par exception, il suffit d'une année entière durant la première période quinquennale à partir de la promulgation de la loi de concession.

Toute révision consistant en un abaissement de tarifs maxima accepté par le concessionnaire est approuvée par le ministre des travaux publics, après avis du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

Toute révision comportant des abaissements qui ne seraient pas consentis par le concessionnaire est ordonnée par décret délibéré en Conseil d'État.

Toute révision comportant des relèvements est effectuée par un décret rendu en Conseil d'État après enquête d'utilité publique.

La révision des tarifs maxima entraîne de plein droit l'annulation des taxes abaissées qui auraient été mises en vigueur en vertu de l'article 29.

Les taxes inférieures aux nouveaux maxima qui auraient été antérieurement établies ne continuent, en conséquence, à être perçues que si elles ont été de nouveau l'objet de propositions du concessionnaire et de l'homologation ministérielle.

34. Le produit des taxes et redevances directement perçues par la chambre de commerce et les revenus divers résultant pour elle soit de l'affermage partiel de l'exploitation de sa concession, soit du placement des valeurs constituant le fonds de réserve, soit de toute autre recette inscrite aux comptes spéciaux mentionnés à l'article 32, sera exclusivement employé par ordre de priorité :

1° A solder les dépenses relatives à l'administration et à l'entretien des ouvrages fixes et du matériel;

2° A solder les dépenses relatives au remplacement, après usure, des ouvrages fixes et du matériel;

3° A assumer l'amortissement du capital de premier établissement;

4° A constituer un fonds de réserve suffisant pour mettre le concessionnaire en mesure de satisfaire à ses obligations, de supporter les responsabilités qui lui incombent et de perfectionner l'outillage.

Pendant les premières années de la concession et jusqu'à ce qu'il ait atteint l'importance nécessaire pour subvenir, concurremment avec les recettes probables des années ultérieures, aux frais de premier établissement des ouvrages mentionnés au paragraphe 2 de l'article 14 ci-dessus, le fonds de réserve s'accroît chaque année de tous les excédents de recette restant après paiement des dépenses mentionnées aux alinéas 1° à 3° du présent article.

Ce fonds de réserve cesse de s'accroître lorsqu'il a atteint un chiffre maximum fixé par les ministres des travaux publics, du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. La totalité des recettes disponibles après le prélèvement des sommes nécessaires pour payer les dépenses prévues aux paragraphes 1° et 2° est alors affectée à l'amortissement du capital engagé.

Lorsque le capital de premier établissement sera complètement amorti, si le fonds de réserve présente une importance suffisante, il devra être procédé à la révision des tarifs, conformément aux dispositions de l'article précédent.

Le concessionnaire ne peut employer le fonds de réserve qu'aux besoins des entreprises figurant aux comptes et budgets spéciaux mentionnés à l'article 32. Il doit, pour en disposer, obtenir, dans chaque cas, l'assentiment préalable des ministres des travaux publics et du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, excepté dans le cas où le fonds de réserve serait employé à solder des indemnités au paiement desquelles le concessionnaire aurait été condamné par justice à raison de faits relatifs à son administration.

35. Afin d'assurer l'exécution des prescriptions des articles 32, 33 et 34 ci-dessus, la chambre de commerce doit communiquer aux ingénieurs du port, dans les six premiers mois de chaque année, le projet du budget spécial de l'année suivante et le compte spécial des recettes et dépenses d'établissement et d'exploitation de l'année suivante.

36. Un agent comptable, payé par la chambre de commerce, sur les fonds du budget spécial mentionné à l'article 32, est chargé de centraliser les diverses recettes

de la concession, d'en pourvoir le recouvrement et d'acquitter les dépenses de la concession ordonnées par le président de la chambre dans la limite des crédits régulièrement inscrits à chaque chapitre du budget.

Cet agent est nommé par le gouverneur général de l'Algérie sur une liste de trois noms présentée par la chambre de commerce, qui, en cas de refus de la part du gouverneur général, doit faire de nouvelles présentations.

Il est soumis aux obligations et responsabilités des comptables de deniers publics. Il est justiciable de la Cour des comptes.

La comptabilité de la chambre de commerce, pour tout ce qui concerne la concession, est soumise aux règles générales de la comptabilité des établissements publics et aux règles spéciales qui seront fixées par des décrets délibérés en Conseil d'Etat.

TITRE VI.

DURÉE ET RETRAIT DE LA CONCESSION. — SUPPRESSION TOTALE OU PARTIELLE DES INSTALLATIONS.

37. La durée de la concession est fixée à quatre-vingt-dix-neuf ans à partir de la date de la loi à laquelle le présent cahier des charges est annexé.

38. Faute par le concessionnaire de remplir les obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, il encourra le retrait de la concession.

Le retrait sera prononcé, s'il y a lieu, après mise en demeure, par décret rendu en Conseil d'Etat, sur le rapport du ministre des travaux publics, le concessionnaire entendu.

Le retrait pourra également être prononcé dans la même forme, pour un motif d'intérêt public.

39. Par le seul fait de la notification du décret prononçant le retrait de la concession ou à l'expiration de la quatre-vingt-dix-neuvième année et par le seul fait de cette expiration, l'Etat se trouvera subrogé à tous les droits du concessionnaire. Il entrera immédiatement en possession de tous les appareils et de leurs accessoires, ainsi que de tous les ouvrages mobiliers ou immobiliers établis sur le domaine public ou sur le domaine de l'Etat et de toutes les dépendances immobilières. Le concessionnaire sera tenu de lui remettre ces ouvrages en bon état d'entretien.

En ce qui concerne les ustensiles et objets mobiliers qui seraient nécessaires au fonctionnement de la concession, l'Etat sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre tous ces objets sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts, et réciproquement, si l'Etat le requiert, le concessionnaire sera tenu de les céder de la même manière.

40. Dans le cas d'interruption partielle ou totale des services confiés au concessionnaire, le ministre des travaux publics prendra immédiatement, aux frais et risques du concessionnaire, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement le service jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le retrait de la concession ou jusqu'à ce que le concessionnaire se soit remis en mesure de continuer ses opérations.

41. Dans le cas où, à une époque quelconque, il serait reconnu nécessaire, dans l'intérêt public, de supprimer, soit momentanément, soit définitivement, une partie quelconque de ses installations, le concessionnaire devra, à la première réquisition de l'administration supérieure, évacuer les lieux et les remettre dans leur état primitif.

Faute par lui de se conformer à cette obligation dans un délai de six mois à dater de la réquisition, il sera procédé d'office et à ses frais à l'exécution des travaux nécessaires.

Cette suppression ne donnera lieu au paiement d'aucune indemnité par l'Etat à la chambre de commerce. Elle ne pourra être prononcée que par un décret rendu en Conseil d'Etat, à moins qu'elle ne résulte d'un projet d'amélioration du port, déclare d'utilité publique par un décret ou par une loi.

42. Les dispositions de l'article précédent ne s'appliquent pas à la suppression partielle ou au déplacement des égouts, des tuyaux de conduite d'eau et de gaz posés sous le sol du domaine public et, en général, des ouvrages fixes accessoires qui peuvent être démontés et reposés sur un autre emplacement.

Il suffit que le préfet ordonne, sur l'avis de l'ingénieur en chef du service maritime, la suppression et le déplacement de tel groupe déterminé de ces ouvrages, pour que le concessionnaire soit tenu d'exécuter cet ordre à ses frais et sans indemnité dans les

délais prescrits, faute de quoi l'administration procède d'office à l'exécution, aux frais du concessionnaire.

Il en est de même pour les déplacements définitifs des engins mobiles roulants ou flottants sur le domaine public qu'il serait reconnu utile par le préfet d'exclure d'un quai ou d'un bassin déterminé.

43. En cas de retrait de la concession ou de suppression d'ouvrages ordonnée en exécution de l'article 41 ci-dessus, il sera pourvu, par décret délibéré en Conseil d'État, aux moyens de faire face aux obligations qui auraient été régulièrement contractées par la chambre de commerce dans l'administration de la concession.

TITRE VII.

CLAUSES DIVERSES.

44. La chambre de commerce aura un bureau situé à proximité des quais et fera choix, si elle en est requise, d'un agent qui logera dans le bâtiment affecté audit bureau.

Cet agent a qualité, pour recevoir, au nom du concessionnaire, toutes les notifications administratives.

45. Le concessionnaire est tenu de recevoir dans ses magasins toutes les marchandises ou objets quelconques que l'administration aura besoin d'y déposer en fourrière, à l'exception toutefois des matières dangereuses ou inflammables. Il n'en effectuera la remise aux propriétaires ou ayants droit que sur le vu d'une autorisation de l'administration, et après avoir fait payer aux intéressés les droits de magasinage et autres dépenses accessoires.

46. Le concessionnaire payera à l'État, pour l'occupation des terrains civils du domaine public et du domaine de l'État sur lesquels seront établis ses magasins, une redevance annuelle d'un franc (1^r) qui sera versée d'avance, au 1^{er} janvier de chaque année, entre les mains du receveur des domaines, à Oran.

Cette redevance sera exigible à partir du 1^{er} janvier qui suivra la date de la loi de concession.

Approuvé, au nom de la chambre de commerce, la disposition additionnelle ci-contre.

Oran, le 30 mai 1895.

Le Président de la Chambre de commerce,

Signé : GIRAUD.

Approuvé, au nom de l'État, la disposition additionnelle ci-contre.

Oran, le 30 mai 1895.

Le Préfet,

Signé : DEMATHERIE.

La chambre de commerce payera en outre à l'État, pour la valeur vénale des terrains militaires englobés dans la concession, une somme calculée à raison de vingt-deux francs (22^f) le mètre carré de surface horizontale, soit, pour deux mille trois cents mètres carrés (2,300^m), cinquante mille six cents francs (50,600^f), dont la chambre de commerce effectuera le versement après qu'elle aura pris possession des terrains.

Accepté au nom de la chambre de commerce d'Oran, concessionnaire.

A Oran, le 10 août 1894.

Le Président de la Chambre de commerce,

Signé : GIRAUD.

Vu pour être joint à la convention en date de ce jour.

Oran, le 10 août 1894.

Pour le Préfet en congé :

Le Secrétaire général,

Signé : GAROT.

N° 30081. — **DÉCRET** qui promulgue la Convention additionnelle à la Convention du 18 juin 1886, concernant l'Echange des Colis postaux entre la France et la Grande-Bretagne, conclue à Paris le 9 juillet 1895.

Du 29 Août 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 1^{er} septembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
Sur la proposition du ministre des affaires étrangères.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Une Convention additionnelle à la Convention du 18 juin 1886, concernant l'échange des colis postaux entre la France et la Grande-Bretagne, ayant été conclue à Paris le 9 juillet 1895, et les ratifications de cet acte ayant été échangées à Paris le 22 août 1895, ladite Convention dont la teneur suit recevra sa pleine et entière exécution :

CONVENTION.

Le Président de la République française et S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, impératrice des Indes, désirant organiser entre les deux pays l'échange de colis postaux avec déclaration de valeur, sur les bases de la convention internationale de Vienne du 4 juillet 1891, ont résolu de compléter par une Convention additionnelle, la Convention signée à Paris le 18 juin 1886, relative au service des colis postaux entre la France et la Grande-Bretagne. Ils ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française, S. Exc. M. *Gabriel Hanotaux*, ministre des affaires étrangères de la République française, etc.

Et S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, impératrice des Indes, S. Exc. M. le marquis de *Dufferin* et *Ava*, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près le Gouvernement de la République française, etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

ART. 1^{er}. 1° Des colis postaux portant déclaration de valeur jusqu'à concurrence de cinq cents francs (500^f), ou vingt livres anglaises (20^l), pourront être échangés entre les deux pays moyennant paiement par l'expéditeur, en sus des droits applicables aux colis sans déclaration de valeur, d'un droit proportionnel d'assurance de dix centimes (0^f 20) par trois cents francs (300^f) ou fraction de trois cents francs à décomposer :

Cinq centimes (0^f 05) pour la quote-part française ;
Cinq centimes (0^f 05) pour la quote-part britannique ;
Dix centimes (0^f 10) pour le trajet maritime :

2° Est réservée à l'administration des postes de la Grande-Bretagne la faculté de percevoir, sur les colis avec déclaration de valeur expédiés du Royaume-Uni, une taxe territoriale d'assurance de cinq centimes (0^f 05) par trois cents francs (300^f) ou fraction de trois cents francs et un droit fixe d'enregistrement de vingt-cinq centimes (0^f 25) par colis ;

3° Est réservée aux administrations des postes des deux pays la faculté de déterminer ultérieurement d'un commun accord, si leurs lois ou règlements respectifs le permettent, les prix et conditions applicables aux colis postaux de valeur excédant cinq cents francs (500^f) ou vingt livres (20^l) anglaises.

2. 1° Sauf le cas de force majeure, la perte, la spoliation ou l'avarie d'un colis postal avec valeur déclarée donnent lieu, au profit de l'expéditeur et, à défaut ou sur la demande de celui-ci, du destinataire, à une indemnité correspondant au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie, sans toutefois que cette indemnité puisse dépasser la somme déclarée;

2° Les administrations cessent d'être responsables des valeurs déclarées contenues dans les envois dont les ayants droit ont donné reçu sans faire d'observation.

3. Toute déclaration frauduleuse d'une valeur supérieure à la valeur réelle du colis est interdite. En cas de déclaration frauduleuse, l'expéditeur perd tout droit à une indemnité, sans préjudice des poursuites judiciaires que peut comporter la législation du pays d'origine.

4. L'administration des postes de France et l'administration des postes du Royaume-Uni fixeront, d'un commun accord, les conditions d'échange entre leurs bureaux respectifs des colis postaux avec valeur déclarée originaires ou à destination d'autres pays, pour la transmission desquels chacune des deux administrations pourra servir d'intermédiaire à l'autre.

5. 1° Le texte de l'article 2 de la convention du 18 juin 1886 est remplacé par le texte suivant :

Il appartiendra à l'administration des postes de la Grande-Bretagne d'assurer le transport par mer des colis postaux entre les deux pays, tant que les paquebots-poste chargés du transport des dépêches seront la propriété de compagnies britanniques;

2° Au cas où le service maritime que la France est tenue, en exécution de l'article 1^{er} de la convention du 30 août 1890, d'entretenir ou de subventionner, serait confié à une compagnie française, il appartiendra à l'administration des postes de France d'assurer, par l'intermédiaire de cette dernière compagnie, le transport par mer des colis postaux échangés entre les deux pays au moyen dudit service maritime.

6. Le texte de l'article 3 de la convention du 18 juin 1886 est remplacé par le texte suivant :

1° Pour chaque colis expédié de France ou de l'Algérie à destination du Royaume-Uni, l'administration des postes de France paye à celle du Royaume-Uni, savoir :

a. Un droit territorial de cinquante centimes (0^f 50), si le poids du colis n'excède pas un kilogramme trois cent soixante grammes (1^k 360), ou d'un franc (1^f), si le poids du colis excède un kilogramme trois cent soixante grammes (1^k 360), mais n'excède pas trois kilogrammes (3^k);

b. Un droit de factage comprenant l'accomplissement des formalités en douane, dont le montant n'excèdera pas vingt-cinq centimes (0^f 25);

2° Pour chaque colis expédié du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, à destination de la France ou de l'Algérie, l'administration des postes britanniques paye à celle de la France :

a. Un droit territorial de cinquante centimes (0^f 50);

b. Un droit de timbre de dix centimes (0^f 10);

c. Un droit pour factage et l'accomplissement des formalités en douane, dont le montant n'excèdera pas vingt-cinq centimes (0^f 25);

3° En outre, l'administration expéditrice paye à l'autre administration un droit maritime de vingt-cinq centimes (0^f 25) pour chaque colis transporté au moyen du service maritime assuré par cette dernière administration.

7. Les administrations des postes de France et du Royaume-Uni arrêteront, d'un commun accord, toutes les mesures de détail et d'ordre nécessaires pour assurer l'exécution des dispositions de la présente convention.

8. La présente convention, qui sera considérée comme additionnelle à la convention du 18 juin 1886, sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra. Elle sera mise à exécution à partir du jour dont conviendront les administrations des postes des deux pays, après que la promulgation en aura été faite selon les lois particulières à chacun des deux États.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris en double exemplaire, le 9 juillet 1895.

(L. S.) Signé : G. HANOTAUX.

(L. S.) Signé : DUMERIL ET ALA.

2. Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 29 Août 1895.

Signé : PÉLAIN FAURE.

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé : G. HANOTAUX.

N° 30082. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'entretien du Chemin de la Croix-des-Routes dans la forêt domaniale de Larivour (Aube).

Du 24 Mai 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1895;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la déclaration ci-annexée, constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de soixante francs pour entretien du chemin de la Croix-des-Routes dans la forêt domaniale de Larivour (Aube);

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 21 mai 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1895, un crédit de soixante francs (60^f) applicable comme suit :

Budget ordinaire, quatrième partie (état A), chapitre XLVIII : *Amélioration et entretien des forêts*.

Ce crédit sera affecté à l'entretien du chemin de la Croix-des-Routes, dans la forêt domaniale de Larivour (Aube).

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par la commune de Lusigny.

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10547.

2. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 24 Mai 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : GADAUD.

1895. — *Décret qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Travaux à effectuer dans la forêt domaniale de Chabet-el-Ouart (Constantine).*

Du 24 Mai 1895.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre de l'agriculture;

la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1895;

l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement sur la stabilité publique;

la déclaration ci-annexée, constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de quinze francs trente-six centimes, montant de charges imposées dans la forêt domaniale de Chabet-el-Ouart (Constantine);

l'avis du ministre des finances, en date du 21 mai 1895,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1895, un crédit de quinze francs trente-six centimes (15'36) appliqué comme suit :

Budget ordinaire, quatrième partie, état B, chapitre xv : Travaux forestiers.

Le crédit sera affecté à des travaux à effectuer dans la forêt domaniale de Chabet-el-Ouart (Constantine).

Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par l'Algérie.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 24 Mai 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre de l'agriculture

Signé : GADAUD.

N° 30084. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à l'entretien de Travaux dans les Forêts domaniales de la Corse.*

Du 24 Mai 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1895;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu les six déclarations ci-annexées constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de mille neuf cent vingt et un francs, montant de charges imposées dans les coupes des forêts domaniales de la Corse;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 21 mai 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1895, un crédit de mille neuf cent vingt et un francs (1,921^{fr}), applicable comme suit :

Budget ordinaire, quatrième partie (état A), chapitre XLVIII : *Amélioration et entretien des forêts*.

Ce crédit sera affecté à des travaux à exécuter dans les forêts domaniales de la Corse.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par divers adjudicataires des coupes.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10527.

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 24 Mai 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : A. RIBOT.

Signé : GADAUD.

30085. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'entretien de l'École de laiterie de Poligny (Jura).

Du 24 Mai 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1895;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la déclaration ci-annexée, constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de six mille francs pour l'entretien de l'école de laiterie de Poligny (Jura);

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 21 mai 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1895, un crédit de six mille francs (6,000^f) applicable comme suit :

Budget ordinaire, troisième partie (état A), chapitre vin : *Subventions à diverses institutions agricoles*.

Ce crédit sera affecté à l'entretien de l'école de laiterie de Poligny.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par le département du Jura.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 24 Mai 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : A. RIBOT.

Signé : GADAUD.

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 30086. — *DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement d'une ligne de tramway sur le territoire de la commune de Nice (Alpes-Maritimes).*

Du 4 Août 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 8 août 1895).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics,

Vu l'avant-projet présenté, le 9 octobre 1894, pour l'établissement, sur le territoire de la commune de Nice, d'une ligne de tramway, à traction électrique, destinée au transport des voyageurs entre l'origine de la rue de l'Hôtel-des-Postes, vers l'avenue de la Gare, et le Jardin zoologique de Cimiez, sur le chemin de Rimiez, au quartier de Cap-de-Croix.

Vu, notamment, le plan d'ensemble de ladite ligne;

Vu les pièces de l'enquête d'utilité publique ouverte sur cet avant-projet, en exécution de l'article 29 de la loi du 11 juin 1880 et dans les formes déterminées par le règlement d'administration publique, du 18 mai 1881⁽¹⁾;

Vu l'avis de la chambre de commerce de Nice, en date du 10 novembre 1894;

Vu la délibération de la commission d'enquête, en date du 14 novembre 1894;

Vu la délibération du conseil général des Alpes-Maritimes, en date du 29 novembre 1894;

Vu les délibérations du conseil municipal de Nice, en date des 2, 21 et 29 octobre 1892, 29 décembre 1893, 21 septembre et 28 décembre 1894;

Vu l'adhésion directe donnée, le 3 janvier 1895, à l'exécution immédiate des travaux par le Directeur du génie, à Nice, en vertu de l'article 18 du décret du 16 août 1853⁽²⁾;

Vu la convention passée, le 13 avril 1895, entre le maire de Nice, agissant au nom de la ville, et la compagnie anonyme des tramways électriques de Nice-Cimiez, pour la concession de l'entreprise, ainsi que le cahier des charges y annexé;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 7 mai 1895;

Vu la lettre du ministre de l'intérieur, en date du 4 avril 1895;

Vu les rapports des ingénieurs du contrôle, en date des 27 novembre 1894, 12-15 janvier et 30 avril-1^{er} mai 1895;

Vu les lettres du préfet des Alpes-Maritimes, en date des 28 janvier et 3 mai 1895;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways;

Vu les règlements d'administration publique, en date des 18 mai 1880 et 6 août 1881⁽³⁾;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 664, n° 11222.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 97, n° 816.

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, sur le territoire de la commune de Nice, suivant les dispositions générales du plan ci-dessus visé, d'une ligne de tramway à traction électrique et destinée au transport des voyageurs, entre l'origine de la rue de l'Hôtel-des-Postes, vers l'avenue de la Gare, et le Jardin zoologique de Cimiez, sur le chemin de Rimiez, au quartier de Cap-de-Croix.

2. La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue, si les expropriations nécessaires pour l'exécution dudit tramway ne sont pas accomplies dans le délai d'un an à partir de la date du présent décret.

3. La ville de Nice est autorisée à pourvoir à la construction et à l'exploitation de la ligne de tramway dont il s'agit, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et du décret du 6 août 1881.

4. Est approuvée la convention passée, le 13 avril 1895, entre le maire de Nice, agissant au nom de la ville, et la compagnie anonyme des tramways électriques de Nice-Cimiez, pour la concession du tramway susmentionné, conformément aux conditions du cahier des charges annexé à cette convention.

Ladite convention, le cahier des charges et le plan d'ensemble ci-dessus visé resteront annexés au présent décret.

5. Il est interdit à la compagnie anonyme des tramways électriques de Nice-Cimiez, sous peine de déchéance, d'engager son capital, directement ou indirectement, dans une opération autre que la construction ou l'exploitation de la ligne de tramway dont il s'agit, sans y avoir été préalablement autorisée par un décret délibéré en conseil d'État.

6. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 4 Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

CONVENTION.

Entre M. le comte François Alziary de Malausséna, agissant en sa qualité de maire et au nom et pour le compte de la ville de Nice,

D'une part;

Et M. Albert Sénéchal, propriétaire, domicilié et demeurant à Nice, agissant au nom et pour le compte de la compagnie anonyme des tramways électriques de Nice-Cimiez,

D'autre part;

Ont été faites les conventions suivantes :

ART. 1^{er}. La ville de Nice concède, sous réserve de l'autorisation de l'autorité supérieure, à ladite compagnie, ce qui est accepté pour elle par M. Sénéchal, l'établissement et l'exploitation d'une ligne de tramway partant de la rue de l'Hôtel-des-Postes, à son origine vers l'avenue de la Gare, pour aboutir à l'établissement dit Jardin zoologique, sur le chemin de Rimiez, au quartier de Cap-de-Croix.

2. Cette ligne de tramway sera établie et exploitée par la compagnie à ses risques et périls, en se conformant aux clauses et conditions du cahier des charges type, sans les dérogations ci-après :

L'article 7 du cahier des charges type a été supprimé comme inutile dans l'espèce et remplacé par des clauses spéciales relatives à la pose de la voie sur les trottoirs et à l'établissement de barrières en fer sur les parapets de la montée de Cimiez.

Les articles 24, 25, 26, 27, 30, 31, 32, 54 du cahier des charges type ont été supprimés comme étant sans objet dans l'espèce.

Des modifications de détail, additions ou suppressions, ont, en outre, été apportées aux articles n^{os} 3, 4, 5, 6, 9, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 19, 20, 21, 23, 28, 29, 37 et 38 du cahier des charges type.

Deux articles ont été ajoutés sous les n^{os} 42 et 43.

3. La compagnie se conformera également aux dispositions générales des plans annexés à la présente convention.

4. Pour l'exécution de la présente convention, la compagnie fait élection de domicile au Jardin zoologique de Cimiez.

5. Les frais de timbre et d'enregistrement auxquels la présente convention donne lieu seront à la charge du concessionnaire.

Fait à double original à Nice, le 13 avril 1895, et arrêté conformément aux dispositions contenues dans la dépêche de M. le ministre des travaux publics, en date du 27 mars 1895.

Le Concessionnaire,

Signé : A. SÉNÉCHAL.

Le Maire,

Signé : Comte DE MALASPINA.

Enregistré à Nice, le 19 août 1895, folio 60, case 18. — Reçu un franc cinquante centimes. — Signé : *Ilech*.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Objet de la concession.

ART. 1^{er}. La ligne de tramway qui fait l'objet du présent cahier des charges est destinée au transport des voyageurs.

La traction aura lieu par moteur électrique et la ville aura le droit d'exiger des accumulateurs à l'exclusion de tout autre système.

Tracé.

2. La ligne partira de l'extrémité ouest de la rue de l'Hôtel-des-Postes et empruntera les voies publiques ci après désignées :

Rue de l'Hôtel-des-Postes;

Rue Scaliero;

Boulevard Carabacel;

Boulevard de Cimiez;

Chemin de Cimiez;

Chemin de Rimiez jusqu'à l'entrée du Jardin zoologique.

Elle sera déviée de façon à ne pas passer dans l'intérieur des ruines des Arènes.

Délais d'exécution.

3. Les projets d'exécution seront présentés dans un délai de huit jours à partir de la date du décret déclaratif d'utilité publique.

Les travaux devront être commencés dans un délai de huit jours à partir de la même date. Ils seront poursuivis et terminés de telle façon que la ligne soit mise en exploitation dans le délai d'un mois à partir de cette date.

Le concessionnaire commencera les travaux, pour l'établissement de la voie, dans les rues de l'Hôtel-des-Postes et Scaliero jusqu'au boulevard de Cimiez. Les travaux, sur ce parcours, devront être achevés dans les vingt jours à partir de leur commencement.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

4. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être de soixante centimètres (0" 60).

La largeur des caisses des véhicules ne dépassera pas un mètre quatre-vingts centimètres (1" 80) et la largeur du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds, restera inférieure à deux mètres dix centimètres (2" 10); la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au plus de deux mètres soixante centimètres (2" 60).

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera de deux mètres cinq centimètres (2" 05).

Alignements et courbes. — Pontes et rampes.

5. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à trente mètres (30").

Le maximum des déclivités est fixé à sept centimètres (0" 07) par mètre. Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles, mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

Établissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

6. Les voies de fer seront enchâssées et posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique et sans aucune altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet.

A partir du point terminus en ville jusqu'à la montée de Cimiez et dans tout le restant du parcours, sur toute la largeur de la chaussée là où elle sera occupée par la voie de fer, les rails seront compris dans un pavage de vingt centimètres (0" 20) d'épaisseur, qui régnera dans l'entre-rails, et à trente centimètres (0" 30) au moins de chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, qui restera chargé d'établir à ses frais ce pavage.

Sur tout le parcours, les rails seront à gorge ou munis de contre-rails. La chaussée pavée ou empierrée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel du tramway (toutes saillies comprises) il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres soixante centimètres (2" 60), permettant à une voiture ordinaire de se ranger pour laisser passer le matériel du tramway avec le jeu nécessaire.

Un intervalle libre d'au moins un mètre quarante centimètres (1" 40) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée, (toutes saillies comprises) et la limite de la propriété riveraine.

7. Des barrières en fer du modèle indiqué par l'administration municipale sont établies par le concessionnaire sur les parapets de la montée de Cimiez et sur les points qui lui seront indiqués.

Si, dans un cas exceptionnel et en vertu d'une autorisation spéciale du préfet, la voie ferrée était établie sur une partie des trottoirs bordant la voie publique, le concessionnaire devra se conformer à toutes les prescriptions que contiendra cette autorisation.

7. (Supprimé.)

Traverses des villes et villages.

8. Dans les traverses des villes et des villages, les voies ferrées devront, à moins d'une autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails noyés dans la chaussée entre les deux trottoirs, ou du moins entre les deux zones à réserver pour l'installation des trottoirs, et suivant le type décrit à l'article 6.

Le minimum des largesurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

(A) Pour un trottoir, un mètre dix centimètres (1^m 10);

(B) Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le bord du trottoir :

1^o Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres six centimètres (2^m 60);

2^o Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0^m 30).

Exécution des travaux.

9. Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées sera vert par des fournitures de matériaux neufs de la nature et de la qualité de ceux sont employés dans lesdites chaussées.

Les fers, bois et autres éléments constitutifs des voies ferrées devront être de la qualité et propres à remplir leur destination.

Voies.

10. Les voies devront être établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier et du poids de neuf kilogrammes cinq cents grammes (9^k 500) au moins par mètre courant; ils seront posés sur des traverses en bois boutées et écartées de soixante-trois centimètres (0^m 63) d'axe en axe.

Gares et stations.

11. Les voitures devront s'arrêter en pleine voie pour prendre ou laisser des passagers sur tous les points du parcours, sauf sur les sections ci-dessous indiquées :

Dans les traversées à niveau des voies publiques;

Dans la partie supérieure du boulevard de Cimiez, où la déclivité est de six mètres (0^m 06) et plus par mètre;

Dans la partie empruntée du chemin de Rimiez.

Les trains ne pourront stationner qu'à chacune des extrémités de la ligne.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

12. L'entretien de la voie ferrée, qui est à la charge du concessionnaire, comprend le pavage ou l'empierrement des entre-rails et de l'entre-voies, ainsi que des trottoirs de trente centimètres (0^m 30) qui servent d'accotement extérieurs aux rails.

Le matériel d'exploitation devra être entretenu en bon état.

Réfection des parties de route ou de chemin attelutes par les travaux de la voie ferrée.

13. Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées en dehors des zones ou de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu par le concessionnaire à l'entretien de ces parties pendant une année à dater de la réception provisoire des travaux de réfection.

Nombre minimum des voyages.

14. Le nombre minimum des voyages qui devront être faits tous les jours, dans chaque sens, est fixé à trois dans la matinée et trois dans la soirée, soit à six.

Le premier train du matin devra partir de Cap-de-Croix à une heure suffisante pour arriver à Nice à sept heures en été et à huit heures en hiver. Il en repartira à huit heures en été et à neuf heures en hiver. Le dernier train partira de Nice à six heures du soir pour repartir de Cap-de-Croix à son arrivée.

L'horaire, ainsi que toutes les modifications qui pourront y être apportées, devront être approuvées par le préfet.

Limitation de la vitesse et de la longueur des trains.

15. Les trains se composeront de trois voitures au plus et leur longueur totale ne dépassera pas vingt mètres (20^m).

Chaque train comprendra au moins une voiture de deuxième classe.

En ville, la vitesse des trains en marche ne pourra dépasser dix kilomètres (10^k) à l'heure.

Hors la ville, soit de la montée de Cimiez à Cap-de-Croix, la vitesse pourra atteindre quinze kilomètres (15^k) à l'heure.

TITRE III.

DURÉE ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

16. La durée de la concession de la ligne mentionnée à l'article 2 du présent cahier de charges commencera à courir de la date du décret d'autorisation, et elle prendra fin deux ans après.

Expiration de la concession.

17. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, et par le seul fait de cette expiration, la ville de Nice sera subrogée à tous les droits du concessionnaire sur la voie ferrée et ses dépendances, y compris les terrains que le concessionnaire pourra acquérir pour l'établissement de la voie, et elle entrera immédiatement en jouissance de toutes ses propriétés.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien la voie ferrée et tous les immeubles faisant partie du domaine public qui en dépendent. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant de ladite voie, tels que les barrières et clôtures, les changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, machines hydrauliques, machines fixes, bureaux d'attente et de contrôle, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, la ville de Nice aura le droit de saisir les revenus du tramway et de les employer à rétablir le bon état de la voie ferrée et ses dépendances, si le concessionnaire ne se mettait pas à mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers, tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, la ville de Nice se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'elle jugera convenable, à dire d'expert, mais sans pouvoir y être contrainte. La valeur des objets repris sera payée au

concessionnaire six mois après l'expiration de la concession et la remise du matériel à la ville de Nice.

La ville de Nice sera tenue, si le concessionnaire le requiert, de reprendre en outre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts; et, réciproquement, si la ville de Nice le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois, la ville de Nice ne pourra être obligée de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du tramway pendant six mois.

La ville de Nice aura la faculté de reprendre à dire d'experts les terrains acquis par le concessionnaire pour l'exploitation du tramway, ainsi que les constructions élevées par lui, sans que la valeur des terrains puisse excéder le prix d'acquisition.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où la ville de Nice déciderait que les voies ferrées doivent être maintenues en tout ou en partie.

Remise des lieux dans l'état primitif.

18. Dans le cas où le Gouvernement déciderait, au contraire, que les voies ferrées doivent être supprimées en tout ou en partie, ces voies seront enlevées et les lieux seront remis dans l'état primitif, par les soins et aux frais du concessionnaire, sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité.

Rachat de la concession.

19. La ville de Nice aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des cinq premières années de l'exploitation, l'indemnité due au concessionnaire sera liquidée par une commission composée de six membres, dont deux désignés par le maire, deux par le concessionnaire et deux par l'unanimité des quatre membres déjà désignés; faute par ceux-ci de s'entendre dans la quinzaine de notification à eux faite de leur nomination, le choix de ceux des deux membres qui n'auront pas été désignés à l'unanimité sera fait par le président du tribunal civil de Nice, par ordonnance rendue au pied d'une requête à lui présentée par la partie la plus diligente. Ce terme de cinq ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective de la ligne et, au plus tard, à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 3 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est réclamé par la ville de Nice après l'expiration des cinq premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les cinq années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué, on en déduira les produits nets des deux plus faibles années, et l'on établira le produit net moyen des trois autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des trois années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant les quatrième, cinquième, sixième et septième paragraphes de l'article 17, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire, dans tous les cas, pour la ville de Nice.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, par suite d'un changement dans le classement des routes et chemins empruntés par la voie ferrée, une nouvelle autorité serait substituée à celle de qui émane la concession.

La nouvelle autorité aura les mêmes droits que celle qui a fait la concession.

Déchéance.

20. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet tous les projets définitifs, ou s'il

n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par l'article 3, il encourra la déchéance, qui, après mise en demeure, sera prononcée par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'Etat par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 38, à titre de cautionnement, deviendra la propriété de la ville de Nice et lui restera acquise.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

21. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 3, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le règlement d'administration publique du 6 août 1881 ainsi que par le présent cahier des charges, et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement dans les conditions qui seraient prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué par le ministre des travaux publics, après mise en demeure, sauf recours au Conseil d'Etat par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement devra être reconstitué dans le mois de la décision ministérielle.

En cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, conformément à l'article 41 du règlement d'administration publique du 6 août 1881.

Cas de force majeure.

22. Les dispositions des deux articles qui précèdent ne seraient pas applicables et la déchéance ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS.

Tarif des droits à percevoir.

23. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il en remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir pendant toute la durée de la concession les prix de transport ci-après déterminés.

TARIF.

VOITURES DE PREMIÈRE CLASSE.

(Couvertes, garnies et fermées à glace.)

Du point terminus en ville au Petit-Lycée, vingt centimes (0' 20);

Du point terminus en ville au Rond-Point, trente centimes (0' 30);

Du point terminus en ville au boulevard Washington, quarante centimes (0' 40);

Du point terminus en ville au boulevard Prince-de-Galles, soixante centimes (0' 60)

Du point terminus en ville à l'autre point terminus, un franc (1');

De Cap-de-Croix au boulevard Prince de-Galles, quarante centimes (0' 40);

De Cap-de-Croix au boulevard Washington, soixante centimes (0' 60);

De Cap-de-Croix au Rond-Point, soixante-dix centimes (0' 70);

De Cap-de-Croix au Petit-Lycée, quatre-vingts centimes (0' 80);

De Cap-de-Croix à l'autre point terminus, un franc (1').

VOITURES DE DEUXIÈME CLASSE:

(Couvertes, fermées à glace et à banquettes rembourrées pendant l'hiver et voitures découvertes pendant l'été.)

Du point terminus en ville au Petit-Lycée, dix centimes (0' 10);
Du point terminus en ville au Rond-Point, quinze centimes (0' 15);
Du point terminus en ville au boulevard Washington, vingt centimes (0' 20);
Du point terminus en ville au boulevard Prince-de-Galles, trente centimes (0' 30);
Du point terminus en ville à l'autre point terminus, quarante centimes (0' 40);
De Cap-de-Croix au boulevard Prince-de-Galles, dix centimes (0' 10);
De Cap-de-Croix au boulevard Washington, vingt centimes (0' 20);
De Cap-de-Croix au Rond-Point, vingt-cinq centimes (0' 25);
De Cap-de-Croix au Petit-Lycée, trente centimes (0' 30);
De Cap-de-Croix à l'autre point terminus, quarante centimes (0' 40).

ENFANTS.

Au-dessous de trois ans les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.

De trois à sept ans ils payent demi-place et ont droit à une place distincte; toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur.

Au-dessus de sept ans ils payent place entière.

Il devra être délivré, pour les points de parcours susindiqués, des billets d'aller et retour avec une réduction de vingt-cinq pour cent (25 p. 0/0).

Ces billets seront valables pour la journée dans laquelle ils auront été délivrés.

Les prix déterminés ci-dessus ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.

24. (Supprimé.)

25. (Supprimé.)

26. (Supprimé.)

27. (Supprimé.)

Abaissement des tarifs.

28. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le personnel, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du préfet, conformément aux dispositions de la loi du 11 juin 1896.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucun favoritisme.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs voyageurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement ou la ville de Nice et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigents.

Détails d'expédition.

29. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs.

30. (Supprimé.)

31. (Supprimé.)

32. (Supprimé.)

Traité particulier.

33. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 39 du règlement d'administration publique du 6 août 1881, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le tramway.

34. (Supprimé.)

TITRE V.**STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.***Fonctionnaires ou agents du contrôle.*

35. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance de la voie ferrée seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

Service des postes.

36. Le concessionnaire sera tenu de recevoir dans ses voitures, aux heures des départs réguliers, les sacs de dépêches de la poste escortés ou non d'un convoyeur. Les sacs seront déposés dans un coffre fermant à clef. Le convoyeur aura droit à une place réservée aussi près que possible de ce coffre.

L'administration des postes aura, en outre, le droit de fixer aux voitures de l'entreprise une boîte aux lettres, dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Les prix des transports ci-dessus seront payés par l'administration des postes conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à fournir au concessionnaire une subvention par annuités. Dans ce cas, les sacs de dépêches et le convoyeur devront être transportés gratuitement.

Le concessionnaire pourra être tenu de fixer, d'après les convenances du service des postes, l'heure d'un de ses départs dans chaque sens.

Le montant des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial aura imposées au concessionnaire, déduction faite du produit qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes, que l'entrepreneur soit subventionné ou non par le Trésor, suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux arbitres. En cas de désaccord de ces arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

TITRE VI.**CLAUSES DIVERSES.***Frais de contrôle.*

37. La somme que le concessionnaire doit verser chaque année, à la date du 1^{er} avril, afin de pourvoir aux frais du contrôle, sera calculée d'après le chiffre de soixante-quinze francs (75^{fr}) par kilomètre de voie concédée.

Le premier versement aura lieu le 1^{er} avril 1855, à la caisse du trésorier-payeur général des Alpes-Maritimes.

Cautionnement.

38. Avant le commencement des travaux, le concessionnaire déposera à la caisse des dépôts et consignations une somme de vingt-cinq mille francs (25,000^f) en numéraire ou en rente sur l'État calculée conformément au décret du 31 janvier 1872, ou en bons du Trésor, avec transfert, au profit de ladite caisse, de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Quinze mille francs (15,000^f) seront rendus au concessionnaire après la réception définitive des travaux.

Les derniers dix mille francs (10,000^f) ne seront remboursés qu'après l'expiration de la concession.

Élection de domicile.

39. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Nice.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite à la mairie de cette ville.

40. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département des Alpes-Maritimes, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

41. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention ci-annexée seront supportés par le concessionnaire.

42. Le concessionnaire payera à la ville, à titre de droit de stationnement, une redevance annuelle de cent francs (100^f) pour chaque voiture en circulation.

Cette redevance annuelle de cent francs (100^f) par voiture sera payée par le concessionnaire à la ville un nombre de fois égal au chiffre de voitures mises en circulation dans une même journée le jour où ce chiffre a été le plus élevé.

43. Le concessionnaire versera en outre chaque année à la date du 1^{er} avril, à la caisse municipale, une somme de cinq cents francs (500^f).

Fait à double original à l'hôtel de ville de Nice, le 13 avril 1895, et arrêté conformément aux observations contenues dans la dépêche du ministre des travaux publics en date du 27 mars 1895.

Le Concessionnaire,

Signé : A. SÉNÉCHAL.

Le Maire,

Signé : Comte DE MALAUSSENA.

Enregistré à Nice, le 29 août 1895, folio 60, case 18. Reçu un franc vingt-cinq centimes. — Signé : Llech.

N° 30087. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1891, 1892 et 1893.*

Du 17 Août 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics,

Vu l'état ci-annexé, montant à quatre-vingt-sept mille sept cent cinquante-neuf francs quarante et un centimes et comprenant quarante-six créances liquidées à la charge du budget ordinaire du ministère des travaux publics, additionnellement aux restes à payer constatés dans les comptes définitifs de chacun des exercices 1891, 1892 et 1893;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 et l'article 126, paragraphe 2, du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 14 août 1895;

Considérant qu'aux termes des articles 9 de la loi et 126 du décret précités, les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles concernent des services prévus par les budgets des exercices 1891, 1892 et 1893, et que leur montant n'excède pas les crédits dont l'imputation a été proposée dans les projets de loi de règlement desdits exercices,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, en augmentation des restes à payer constatés dans les comptes définitifs du ministère des travaux publics pour les exercices 1891, 1892 et 1893, un crédit supplémentaire de quatre-vingt-sept mille sept cent cinquante-neuf francs quarante et un centimes (87,759'41), destiné à payer quarante-six nouvelles créances liquidées à la charge desdits exercices, conformément à l'état ci-joint, et réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1891	1,744'57
Exercice 1892	39,873 84
Exercice 1893	46,141 00
TOTAL ÉGAL.....	87,759 41

2. L'ordonnancement de ces créances aura lieu par imputation sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos du budget du ministère des travaux publics de l'exercice courant.

3. Il sera pourvu au crédit alloué par l'article 1^{er} au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1895.

4. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 17 Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

État nominatif de créances constatées après la clôture des exercices 1901, 1902

NUMÉROS des chapitres.	INDICATION DES CHAPITRES et services.	LIEU de l'ordonnement ou du mandatement.	NOMS ET FONCTIONS des créanciers.
24	Navigation intérieure. Canaux. Travaux ordinaires (entretien et grosses réparations).	Marne (Haute-)...	M. Liard-Sch... propriétaire à Il... les-Joinville.
33	Entretien des bâtiments civils.	Paris (direct).	La compagnie... d'éclairage et de fage par le pu.
63	Etudes et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat.	Paris (direct).	La compagnie... des mines de la r...
27	Navigation intérieure. Canaux. Travaux ordinaires (entretien et grosses réparations).	Marne (Haute-)...	M. Liard-Sch... propriétaire à Il... les-Joinville.
40	Lacunes des routes nationales, des routes départementales, des départements annexés et des routes thermales.	Alpes-Maritimes. ...	M. Lesbours (G... seph). M. Pasteur... Perna (J...) Martin.
46	Établissement et amélioration de canaux de navigation.	Loiret.	M. Bouteux-Ch...
55	École des arts et métiers de Lille. Continuation des travaux de construction.	Nord.	MM. H. Bea... Grand-Tail... M. Em. Roux... M. J. Batigny, ar...

faire l'objet d'un crédit additionnel aux restes à payer de ces exercices.

OBJET DES CRÉANCES.	NUMÉROS d'ordre des créances.	MONTANT DES CRÉANCES		
		par nature.	par chapitre.	par exercice.
RE. ORDONNAIRE.				
Attes pour dommages causés par suite de fil- ous du canal de la Haute-Marne.....	1	9'55°	9'55°	1,744'57°
Attes de théologie protestante. Fourniture de gaz.	2	29 02	29 02	
ORDONNAIRES.				
Attes de Toulouse à Bayonne et de Bousens à Saint-Girons. Gravure des numéros sur la tête des cartes de délimitation entre Roquefort et Lanne- me et entre Roquefort et Saint-Girons.....	3	1,706 00	1,706 00	39,873 84
Attes pour dommages causés par suite de fil- ous du canal de la Haute-Marne.	4	6 07	6 07	
ORDONNAIRES.				
Attes de sommes dues pour cessions de terrains (n° nationale n° 7).	5	13 09	28 01	39,873 84
.....	6	14 92		
Attes d'une somme de 3,000 fr. allouée pour in- dennités de dommage (raccordement du pont-ca- de Briare avec la route nationale n° 7).....	7	36 07	36 07	
Attes de couverture et plomberie (12,224 fr. 93 1,100 fr. 83 + 1,257 fr. 79 + 4,680 fr. 85 1,000 fr. 61 + 9,216 fr. 57).....	8	33,662 88		39,803 69
Attes de maçonnerie.	9	4,610 20	39,803 69	
Attes sur travaux ci-dessus montant à 71 fr. 78.....	10	1,530 91		

NUMÉROS des chapitres.	INDICATION DES CHAPITRES et services.	LIEU de l'ordonnance ou du mandatement.	VOIES ET MOYENS de exécution
11	Personnel des agents préposés à la surveillance de la pêche fluviale.	Saône-et-Loire.....	M. Bouchard, décin.
23	Routes et ponts. Travaux ordinaires (entretien).	Seine-et-Oise.....	Le conservateur général des ponts et chaussées.
		Seine.....	Le département de la Seine.
32	Entretien des bâtiments civils.....	Paris (direct) : Seine.....	M. Charrier, architecte. M. Dubouche, architecte. Le département de la Seine.
33	Grosses réparations des bâtiments civils..		
		Paris (direct) :	M. A. Guesde, MM. Bouchard, Bouvier, M. Louis, architecte. M. Delisle,
37	Service des eaux de Versailles et de Marly.	Paris (direct) :	M. A. Guesde, M. Dubouche, M. Delisle, M. Didelet, M. Duteuil.
42	Lacune des routes nationales, des routes départementales des départements annexés et des routes thermales. 1900	Alpes-Maritimes.....	M. Lechaud, architecte. Mme Fauriol, Pons, Martin.
48	Établissement et amélioration de canaux de navigation.	Allier.....	L'administration générale de la navigation.

OBJET DES CRÉANCES.	NUMÉROS d'ordre des créances.	MONTANT DES CRÉANCES		
		par nature.	par chapitre.	par exercice.
ORDINAIRES.				
.....	11	15 ^f 50 ^c	15 ^f 50 ^c	
.....	12	16 35	16 35	
.....	13	16,032 17	16,092 82	
.....	14	48 52		
.....	15	12 13		
.....	16	706 44	6,879 78	
.....	17	1,031 09		
.....	18	530 00		
.....	19	46 83		
.....	20	15 61		
.....	21	4,374 82	216 26	
.....	22	131 24		
.....	23	43 75		
.....	24	216 26		
ORDINAIRES.				
.....	25	31 93	68 32	
.....	26	36 39		
.....	27	47 70	47 70	46,141 ^f 00 ^c

NOMÉROS des chapitres.	INDICATION DES CHAPITRES et services.	LIEU de l'ordonnement ou du mandatement.	NOMS ET PRÉNOMS des créanciers.
54	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	Sarthe.....	La compagnie de fer de Poitiers à Angoulême.
		Paris (direct).....	La compagnie des chemins de fer de l'État.
56	Travaux complémentaires du réseau de l'État.	Administration des chemins de fer de l'État.	La compagnie des chemins de fer de l'État.
57	École des arts et métiers de Lille. Continuation des travaux de construction.	Nord.....	M. M. H. Bousquet et Grand-Talbot.
			M. J. Babigny.
		Seine-et-Oise.....	M. H. Buisson.
60	Palais de Versailles et de Trianon. Continuation des travaux de restauration...	Paris (direct).....	M. Camille Buisson.
			M. Alphonse Lecomte.
			M. J. Delisle.
			M. Bernard.
			M. Moreau.
			M. A. Goussier.
61	Palais de l'Élysée. Continuation des travaux de réfection.	Paris (direct).....	La compagnie des chemins de fer de l'État.
			M. F. Goussier.
			M. Ad. Goussier.
			M. A. Goussier.
			M. Rodière.
			M. Goussier.
62	Palais du Louvre et des Tuileries. Travaux de réfection.	Paris (direct).....	Les bureaux de l'État.
			M. L. Tardieu.

OBJET DES CRÉANCES.	NUMÉROS d'ordre des créances.	MONTANT DES CRÉANCES		
		par nature.	par chapitre.	par exercice.
exécutes au compte de l'Etat pour l'appro- visionnement de la gare de Château-du-Loir (ligne de Sau Mans) au service commun avec la ligne de Blois à Château-du-Loir.....	28	10,094 ¹ 23 ^c		
Memoraires relatifs à des dépenses faites, en vue de l'amélioration du goulot de Neufchâteau.	29	446 80	10,541 ¹ 03 ^c	
Mont d'un mât enclencheur et d'un désenga- gement à la bifurcation de Vendôme près Blois.....	30	415 66	415 66	
Travaux de couverture et de plomberie.....	31	2,860 52		
Mont sur travaux ci-dessus montant à fr. 52.....	32	114 42	2,974 94	
Travaux de charpente.....	33	1,149 88		
Travaux de plomberie.....	34	142 77		
Mont sur travaux ci-dessus montant à fr. 65.....	35	38 78	1,344 36	
Travaux de serrurerie (1,765 fr. 57 + 1,759 fr. 02 à fr. 61).....	36	12 93		
Travaux de menuiserie.....	37	4,149 20		
Travaux de menuiseries électriques.....	38	215 38		
Travaux de photographies.....	39	144 50		
Travaux d'électricité.....	40	619 01		
Travaux de charpente.....	41	1,245 26	6,628 28	
Mont sur travaux exécutés au palais de l'Élysée montant à la somme de 6,373 fr. 35.....	42	191 20		
Travaux de peinture.....	43	63 73		
Travaux de peinture.....	44	865 39		
Mont sur travaux ci-dessus montant à fr. 900.....	45	15 96	900 00	
Travaux de peinture.....	46	8 65		
		TOTAL GÉNÉRAL.. ..		87,759 ¹ 41 ^c

ARRÊTÉ le présent état à la somme de quatre-vingt-sept mille sept cent cinquante-
sept francs quarante et un centimes.

Paris, le 18 Juillet 1895.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

N° 30088. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) qui autorise le sieur Ricard, demeurant à Joinville-le-Pont, à maintenir deux maisons à moins de deux mètres du chemin de fer et à la limite même du domaine public, sur le terrain qu'il possède à gauche de la ligne de Paris à Vincennes et à Bric-Comte-Robert, commune de Joinville-le-Pont (Seine). (*Paris, 18 Jan 1895.*)



Certifié conforme :

Paris, le 23 * Décembre 1895.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

L. RICARD.

* Cette date est celle de la réception du décret au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Impression nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1732.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 30089. — *DÉCRET sur la Licence en droit.*

Du 30 Avril 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 2 mai 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et cultes;

sur les décrets des 28 décembre 1880⁽¹⁾, 24 juillet 1889⁽²⁾, 31 juillet 1890⁽³⁾,
1 juillet 1891;

sur la loi du 27 février 1880;

le Conseil supérieur de l'instruction publique entendu,

TITRE I^{er}.

DE L'ENSEIGNEMENT.

1^{er}. L'enseignement des facultés de droit comprend, en première, en deuxième et en troisième année, les matières suivantes :

Première année :

Droit romain : ensemble des institutions juridiques de Rome exposées dans leur développement historique;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 604, n° 10404.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 1268, n° 21081.

⁽³⁾ 11^{re} série, Bull. 1348, n° 22583.

Droit civil :

Économie politique ;

Histoire générale du droit français (un semestre) ;

Éléments du droit constitutionnel et organisation des pouvoirs publics (un semestre).

Deuxième année :

Droit, romain ; ~~matières spéciales intéressant particulièrement~~
droit français (un semestre) ;

Droit civil ;

Droit criminel ;

Droit administratif ;

Droit international public (un semestre).

Troisième année :

Droit civil ;

Droit commercial ;

Droit international privé (un semestre) ;

Procédure civile (un semestre) et, au choix des étudiants, ~~un~~
cours semestriels suivants :

Procédure civile (voies d'exécution) ;

Législation financière,

Et droit maritime, dans les facultés où existe cet enseignement.

TITRE II.

DES EXAMENS.

2. Les examens qui déterminent la collation du grade de docteur en droit sont au nombre de trois :

Le premier est subi à la fin de la première année d'études, à la quatrième et avant la cinquième inscription trimestrielle.

Le deuxième, à la fin de la deuxième année, après la huitième et avant la neuvième inscription ;

Le troisième, à la fin de la troisième année, après la douzième inscription.

Le deuxième et le troisième se subdivisent en deux parties.

3. Le premier examen porte sur les matières qui font l'objet des enseignements de première année.

Il comprend quatre interrogations : une sur le droit romain, une sur le droit civil, une sur l'économie politique, une sur l'histoire du droit français, le droit constitutionnel et l'organisation des pouvoirs publics.

Le jury est composé de quatre examinateurs.

4. La première partie du deuxième examen comporte deux interrogations sur le droit civil et une sur le droit romain.

La seconde partie comporte une interrogation sur le droit

une interrogation sur le droit administratif, une interrogation sur le droit international public.

A chacune des deux parties, le jury se compose de trois examinateurs.

5. La première partie du troisième examen comprend une épreuve écrite et une épreuve orale.

L'épreuve écrite consiste en deux compositions, l'une sur une question de droit civil, l'autre sur une question de droit commercial.

Il est accordé trois heures pour chaque composition.

En dehors des codes, les candidats ne peuvent faire usage d'aucun livre ou manuscrit.

Pour chaque groupe de candidats et pour chaque composition, il est donné deux sujets, entre lesquels les candidats ont le droit de choisir.

L'épreuve écrite est éliminatoire.

L'épreuve orale de la première partie consiste en interrogations sur le droit civil et sur le droit commercial.

Le jury de la première partie comprend trois examinateurs. La troisième interrogation porte, au choix de l'examinateur, sur le droit civil ou sur le droit commercial.

La deuxième partie comporte trois interrogations, une sur le droit international privé, une sur la procédure civile et la troisième sur la matière du cours semestriel à option choisie par le candidat.

Le jury se compose de trois examinateurs.

6. Un arrêté ministériel déterminera la répartition des matières de droit civil entre les divers examens.

7. L'admissibilité, l'admission ou l'ajournement des candidats sont prononcés après délibération du jury.

Aux diverses épreuves orales, une noire et une rouge-noire, ou deux rouges-noires entraînent l'ajournement.

La nullité sur une des matières de l'examen peut entraîner l'ajournement, après délibération du jury.

8. A tous les examens, les notes obtenues aux conférences par les candidats sont communiquées au jury. Il en est tenu compte dans l'appréciation des épreuves.

Les étudiants des établissements libres peuvent invoquer le bénéfice de la disposition qui précède.

9. Les sessions d'examens ont lieu deux fois par an, à la fin et au début de l'année scolaire.

Les dates en sont fixées par le doyen.

Aucun examen isolé ou collectif ne peut avoir lieu en dehors des deux sessions réglementaires.

10. Les deux parties d'un même examen sont subies en deux jours consécutifs, dans l'ordre fixé par le présent décret.

Toutefois, à la première partie du troisième examen, l'épreuve écrite et l'épreuve orale ne sont pas subies le même jour et peuvent être séparées par un intervalle de plusieurs jours.

11. Tout étudiant doit, à moins d'une autorisation du doyen, n'est accordée que pour cause grave, subir l'examen correspondant à son année d'études à la session de juillet.

Sont seuls admis à se présenter à la session de novembre les candidats ajournés à la session de juillet ou autorisés à ne pas s'y présenter.

12. Tout étudiant doit subir l'examen correspondant à chaque année d'études devant la faculté où il a pris les inscriptions de l'année.

Le transfert d'une faculté à une autre n'est autorisé, en fin d'année, que dans les formes prescrites par le décret du 30 juillet 1883.

13. L'étudiant qui n'a pas subi avec succès l'examen correspondant à son année d'études au plus tard à la session de novembre est ajourné à la fin de l'année suivante et ne peut prendre aucune inscription pendant le cours de cette année.

L'étudiant admis à l'une des deux parties du deuxième ou du troisième examen et ajourné à la seconde conserve le bénéfice de l'admission pendant deux ans au plus.

Le candidat admis à l'épreuve écrite et ajourné à l'épreuve orale de la première partie du troisième examen conserve pendant l'année le bénéfice de l'admissibilité.

14. Les étudiants sont tenus de déclarer leur option et d'inscrire pour les examens au secrétariat de la faculté.

15. Le grade de bachelier en droit est conféré, après le premier examen, le grade de licencié après le troisième.

TITRE III.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

16. Les dispositions du présent décret seront mises à exécution en ce qui concerne l'enseignement, à dater du 1^{er} novembre 1895, et en ce qui concerne les examens, à dater de la session de juillet 1896.

Toutefois, la distribution des matières de droit civil prescrite par le présent décret ne sera appliquée, pour la troisième année, qu'en 1897-1898 et, pour la seconde, qu'en 1896-1897.

17. Sont et demeurent abrogées les dispositions contraires au présent décret.

18. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et publié au Journal officiel.

Fait à Paris, le 30 Avril 1895.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 30090. — *DÉCRET sur le Doctorat en droit.*

Du 30 Avril 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 2 mai 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu les lois des 22 ventôse an XII, 14 juin 1854, 27 février et 18 mars 1880;

Vu les décrets et ordonnance des quatre complémentaires an XII⁽¹⁾, 3 juillet 1806⁽²⁾, 26 mars 1829⁽³⁾, 27 septembre 1835, 18 octobre 1859⁽⁴⁾, 26 décembre 1875, 8 février 1877, 28 décembre 1878 et 5 juin 1880⁽⁵⁾;Vu le décret du 20 juillet 1882⁽⁶⁾;Vu les arrêtés des 1^{er} octobre 1822, 5 décembre 1850 et 4 février 1853;

Le Conseil supérieur de l'instruction publique entendu,

DÉCRETE :ART. 1^{er}. Les diplômes de docteur en droit portent l'une des mentions suivantes :*Sciences juridiques ;**Sciences politiques et économiques.*

2. Les épreuves qui déterminent la collation du grade sont au nombre de trois : deux examens oraux et la soutenance d'une thèse composée par le candidat.

3. Les examens oraux portent sur les matières suivantes :

SCIENCES JURIDIQUES.1^{er} examen : 1° Droit romain, avec une interrogation sur les *Pandectes*;

2° Histoire du droit français.

2^e examen : 1° Deux parties du droit civil, choisies par le candidat parmi celles qui seront déterminées par un arrêté ministériel⁽⁷⁾;

2° Au choix des candidats :

Droit criminel;

Droit administratif (juridictions et contentieux);

Droit civil comparé dans les facultés où existe cet enseignement.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 15, n° 239.⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 104, n° 1743.⁽³⁾ VIII^e série, Bull. 285, n° 10946.⁽⁴⁾ XI^e série, Bull. 741, n° 7095.⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 539, n° 9485.⁽⁶⁾ XII^e série, Bull. 713, n° 12147.⁽⁷⁾ Incidemment le candidat pourra avoir à répondre tant sur les principes généraux que sur les matières qui se rattachent à l'objet de l'interrogation principale, quand même elles ne seraient pas comprises dans les parties du droit choisies par lui.

SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES.

1^{er} examen : 1° Histoire du droit public français. — Principes de droit public, droit constitutionnel comparé :

2° Droit administratif ⁽¹⁾ ou droit international public, au choix du candidat.

2^e examen : 1° Économie politique et histoire des doctrines économiques;

2° Législation française des finances et science financière;

3° Au choix du candidat et selon les Facultés :

Législation et économie industrielles;

Législation et économie rurales;

Législation et économie coloniales.

Cette dernière option peut porter également sur une des matières d'ordre historique ou d'ordre économique enseignées dans des facultés du même corps, et admises par le conseil général des facultés comme enseignements communs à la faculté de droit et à une autre Faculté.

4. L'interrogation sur les *Pandectes* a lieu d'après un programme publié au commencement de l'année scolaire.

Le candidat qui n'a pas pris ses inscriptions dans la faculté se présente pour subir les épreuves dépose au secrétariat, en se faisant inscrire pour l'examen, le programme du cours de la faculté qu'il a suivie ailleurs.

5. Les candidats sont tenus de déclarer leurs options en se faisant inscrire pour l'examen qui les comporte.

Les deux examens en vue de la mention *Sciences politiques et économiques* sont soumis dans l'ordre choisi par le candidat.

6. Le sujet de la thèse est choisi par le candidat, suivant la spécialité qu'il postule, soit dans les sciences juridiques, soit dans les sciences politiques et économiques.

Il doit être au préalable soumis à l'agrément du doyen.

La thèse ne peut être soutenue qu'après l'admission aux examens oraux.

7. Le candidat reconnu apte au grade avec l'une des mentions peut obtenir l'autre à la condition de subir un examen et de soutenir une seconde thèse.

Dans le cas où la seconde mention à obtenir sera celle de *Sciences juridiques*, l'examen portera sur les obligations en droit romain et en droit français, et le sujet de la thèse devra être choisi dans les sciences juridiques.

Dans le cas contraire, l'examen portera : 1° sur l'économie

⁽¹⁾ Ne sont pas comprises dans le droit administratif les matières d'ordre constitutionnel et d'ordre financier.

tique et l'histoire des doctrines économiques; 2° sur la législation et la science financières, ou, au choix des candidats, dans les facultés où existe cet enseignement, sur la législation et l'économie industrielles; le sujet de la thèse devra être choisi dans les *Sciences politiques et économiques*.

Dans les deux cas, le sujet de la seconde thèse ne pourra être tiré du même ordre d'études que celui de la première.

8. Les trois épreuves doivent être subies devant la faculté où le candidat a pris les quatre inscriptions réglementaires, à moins d'une autorisation du recteur, laquelle ne peut être accordée que pour cause grave et après avis du conseil de la faculté.

9. Les épreuves peuvent être subies pendant tout le cours de l'année scolaire, sauf les restrictions jugées nécessaires par le doyen, par suite des besoins du service.

10. Chaque examen oral dure une heure; la soutenance de la thèse, une heure et demie.

A chacun des deux examens le jury se compose de quatre examinateurs, et de trois à la soutenance de la thèse.

Dans le cas où, au doctorat avec mention *Sciences politiques et économiques*, le candidat a choisi, au second examen, une matière enseignée dans une autre faculté, un membre de cette faculté fait partie du jury.

11. Les rapports sur les travaux des candidats dans les conférences sont communiqués au jury.

Les étudiants des établissements libres peuvent invoquer le bénéfice de la disposition qui précède.

12. Nul n'est admis, à la suite de chacun des deux examens, s'il n'a obtenu au moins deux boules blanches et une boule blanche-rouge.

L'ajournement ou l'admission, à la suite de la soutenance de la thèse, sont prononcés après délibération du jury.

En cas d'ajournement, aucune des trois épreuves ne peut être renouvelée qu'après un délai de deux mois; aucune abréviation ne sera accordée.

13. Le présent décret sera mis à exécution, dans toutes les facultés de droit, en ce qui concerne le doctorat avec mention *Sciences juridiques*, à partir de l'année scolaire 1895-1896.

En ce qui concerne le doctorat avec mention *Sciences politiques et économiques*, il pourra n'être appliqué que successivement dans les diverses facultés, suivant l'organisation de l'enseignement, sans que, toutefois, le délai puisse dépasser trois années à dater du 1^{er} novembre 1895.

14. Les docteurs en droit reçus antérieurement à la promulgation du présent décret et ceux qui seront reçus par application des dispositions transitoires ci-après pourront, à dater de l'année scolaire 1896-

1897, postuler la mention *Sciences politiques et économiques* dans les conditions déterminées par l'article 7 ci-dessus.

15. Par mesure transitoire, les licenciés en droit qui, à la date du présent décret, auront subi les trois examens prévus par le règlement du 20 juillet 1882, n'auront à soutenir qu'une thèse pour compléter leurs épreuves.

Ceux qui auront subi les deux premiers de ces examens n'auront également à soutenir qu'une thèse.

Ceux qui n'auront subi que le premier auront à subir le deuxième et à soutenir une thèse.

Ceux qui, au cours de l'année scolaire 1894-1895, auront pris leurs inscriptions réglementaires en vue du doctorat, auront à subir les deux premiers examens prévus par le règlement précité et à soutenir une thèse.

16. Sont et demeurent abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent décret.

17. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 30 Avril 1895.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre de l'instruction publique
des beaux-arts et des cultes,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 30091. — *DÉCRET établissant un Droit pour les Élèves désirant obtenir un titre facultatif, aux Travaux pratiques du certificat d'études physiques, chimiques et naturelles.*

Du 1^{er} Août 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 31 août 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi de finances du 26 février 1887, article 1^{er};

Vu le décret, en date du 31 juillet 1893⁽¹⁾, portant organisation du enseignement préparatoire des sciences physiques, chimiques et naturelles;

Vu le décret du 14 février 1894 relatif aux droits à percevoir des élèves au certificat d'études physiques, chimiques et naturelles;

Vu l'avis du conseil supérieur de l'instruction publique;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Les droits à percevoir des élèves qui ont été ajournés

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1573, n° 26882.

suite de l'examen de fin d'année et des élèves admis à suivre, sans prendre les inscriptions réglementaires, les travaux pratiques organisés en vue de l'obtention du certificat d'études physiques, chimiques et naturelles dans les facultés des sciences, dans les écoles préparatoires de médecine et de pharmacie réorganisées et dans les écoles préparatoires des sciences et des lettres, sont fixés à quatre-vingt-dix francs (90^f) par an.

2. Ces droits seront perçus par moitié au commencement de chaque semestre. Ils seront versés au Trésor public pour les facultés des sciences et dans les caisses municipales pour les écoles préparatoires de médecine et de pharmacies réorganisées et les écoles préparatoires des sciences et des lettres.

3. Le président du Conseil, ministre des finances, et le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel*.

Fait au Havre, le 1^{er} Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 30092. — *DÉCRET qui fixe les Droits d'examen, de certificat d'aptitude et de diplôme à percevoir, au profit du Trésor, pour la Licence en droit.*

Du 1^{er} Août 1895.]

(Promulgué au *Journal officiel* du 31 août 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes,

Vu l'article 6 de la loi du 27 février 1880, portant qu'un décret rendu en la forme des règlements d'administration publique, après avis du conseil supérieur de l'instruction publique, détermine le tarif des droits d'inscription, d'examen, de certificat d'aptitude et de diplôme à percevoir dans les établissements d'enseignement supérieur chargés de la collation des grades;

Vu le décret du 22 août 1854⁽¹⁾;

Vu le décret du 8 janvier 1881⁽²⁾;

Vu le décret, en date du 30 avril 1895⁽³⁾, sur la licence en droit;

Vu l'avis du conseil supérieur de l'instruction publique;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les droits d'examen, de certificat d'aptitude et de di-

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 217, n° 1958.

⁽²⁾ Voir ci-dessus, n° 30089.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 604, n° 10405.

plôme à percevoir au profit du Trésor public pour la licence en telle qu'elle est organisée par le décret du 30 avril 1895, sont fixés à la somme de sept cent quarante francs (740^f) et sont rep de la manière suivante :

1^{er} examen de baccalauréat.

1 épreuve à	100 ^f
1 certificat d'aptitude.....	40

2^e examen de baccalauréat.

2 épreuves à 60 francs.....	120
2 certificats d'aptitude à 40 francs.....	80
Diplôme.....	100

Examen de licence.

2 épreuves à 60 francs.....	120
2 certificats d'aptitude à 40 francs.....	80
Diplôme.....	100

TOTAL ÉGAL.....

2. Les candidats admis ou ajournés à l'un des examens, sont déterminés par le décret du 28 décembre 1880, contin acquitter, pour les examens qu'ils auront à subir ou à re les droits établis par l'article 1^{er} du décret du 8 janvier 1880.

Toutefois le diplôme de licencié ne sera jamais délivr l'acquittement de la totalité des droits fixés par l'article 1^{er} du décret, sept cent quarante francs (740^f).

3. Tout candidat qui, sans excuse jugée valable par le ré pond pas à l'appel de son nom le jour qui lui a été indi le montant des droits d'examen qu'il a consignés.

Il est fait remboursement aux candidats ajournés des droi tificat d'aptitude et de diplôme.

4. Le présent décret recevra son application à partir da 1896.

5. Le président du Conseil, ministre des finances, et le de de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes sont de chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décr sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel*.

Fait au Havre, le 1^{er} Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

*Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes.*

Signé : R. POINCARÉ.

N° 30093. — *DÉCRET qui fixe les Droits d'examen, de certificat d'aptitude et de diplôme à percevoir, au profit du Trésor, pour le Doctorat en droit.*

Du 1^{er} Août 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 31 août 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu l'article 6 de la loi du 27 février 1880, portant qu'un décret rendu en forme des règlements d'administration publique, après avis du conseil supérieur de l'instruction publique, détermine le tarif des droits d'inscription, d'examen, de certificat d'aptitude et de diplôme à percevoir dans les établissements d'enseignement supérieur chargés de la collation des grades;

Vu le décret du 22 août 1854⁽¹⁾;

Vu le décret du 14 septembre 1882;

Vu le décret, en date du 30 avril 1895⁽²⁾, sur le doctorat en droit;

Vu l'avis du conseil supérieur de l'instruction publique;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les droits d'examen, de certificat d'aptitude et de diplôme à percevoir au profit du Trésor public pour le doctorat en droit, tel qu'il est organisé par le décret du 30 avril 1895, restent fixés à la somme de quatre cent quarante francs (440^f) et sont répartis de la manière suivante :

Deux examens (60 fr. par examen).....	120 ^f
Deux certificats d'aptitude (40 fr. par certificat).....	80
Thèse.....	100
Certificat d'aptitude.....	40
Diplôme.....	100
TOTAL.....	440

2. Les étudiants ayant passé les trois examens de doctorat d'après le régime ancien, qui, par application de l'article 15 du décret du 30 avril 1895, n'auront plus que la thèse à soutenir, acquitteront les droits ci-après :

Thèse.....	40 ^f
Certificat d'aptitude.....	30
Diplôme.....	100
TOTAL.....	170

3. Les étudiants ayant subi les premiers examens de doctorat, d'après le régime ancien, qui, par application de l'article 15 du décret

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 217, n° 1958.

⁽²⁾ Voir ci-dessus, n° 30090.

précité, n'auront plus que la thèse à soutenir, acquitteront les droits ci-après :

Thèse.....	100 ^f	} 240 ^f
Certificat d'aptitude.....	40	
Diplôme.....	100	
Droit complémentaire.....		30
TOTAL.....		260

4. Les étudiants ayant subi le premier examen d'après le régime ancien, qui, par application de l'article 15 du décret précité, n'auront plus que le deuxième examen et la thèse à subir, acquitteront les droits ci-après :

2 ^e examen de doctorat	Examen.....	60 ^f	} 110 ^f
	Certificat d'aptitude.....	40	
	Droit complémentaire.....	10	
Thèse.....		100	} 240
Certificat d'aptitude.....		40	
Diplôme.....		100	
TOTAL.....			350

5. Les candidats reconnus aptes au grade avec l'une des mentions prévues au décret du 30 avril 1895, qui voudront obtenir l'autre par application de l'article 7 dudit décret, seront tenus de consigner les droits ci-après :

Examen.....	30 ^f	} 50 ^f
Certificat d'aptitude.....	20	
Thèse.....		5
Certificat d'aptitude.....		5
Diplôme.....		5
TOTAL.....		170

6. Tout candidat qui, sans excuse jugée valable par le jury, répond pas à l'appel de son nom, le jour qui lui a été indiqué pour l'examen, perd le montant des droits d'examen qu'il a consignés.

Il est fait remboursement aux candidats ajournés des droits de certificat et de diplôme.

7. Le président du Conseil, ministre des finances, et le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel*.

Fait au Havre, le 1^{er} Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,
Signé : A. RIBOT.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes.
Signé : R. POINCARÉ.

30094. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre des finances un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1891.

Du 2 Décembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les états de créances liquidées à la charge du département des finances, additionnellement aux restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1891;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Considérant qu'aux termes de ces articles les créances comprises dans les états ci-dessus visés peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent aux services prévus par le budget de l'exercice précité et que leur montant n'excède pas le chiffre encore disponible des crédits qui ont été annulés à la clôture de cet exercice;

Sur la proposition du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des finances, en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1891, un crédit supplémentaire de trois cent vingt et un francs quatre-vingt-quatre centimes (321^{fr} 84).

2. Un état nominatif des créances comprises dans le tableau annexé sera adressé, en double expédition, à la direction générale de la comptabilité publique, conformément à l'article 119 du décret du 31 mai 1862.

3. Le ministre des finances est autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses d'exercices clos au budget de l'exercice 1895, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

4. Il sera pourvu aux dépenses dont il s'agit au moyen des ressources générales de l'exercice courant.

5. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 2 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

*État des crédits supplémentaires ouverts en augmentation des restes à payer
portés dans les comptes définitifs de l'exercice 1891.*

EXERCICES.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.	MONTANT DES CRÉDITS		
			par article.	par chapitre.	par exercice.
1891.	CHAPITRE LXXI.				
	Remises proportionnelles des percepteurs et frais divers.	Le trésorier-payeur général de l'Yonne. (Remises proportionnelles revenant au percepteur de Briennon [Yonne]) ⁽¹⁾	228 ^f 00 ^c	228 ^f 00 ^c	
	Article 1 ^{er} : remises des percepteurs.				
	CHAPITRE LXXVII.				
	Personnel de l'enregistrement des domaines et du timbre.	M. Le franc, receveur intérimaire à la Fresnaye (Sarthe). Article 2 : remises des receveurs, etc. ⁽²⁾	46 43	46 43	
		Le percepteur des contributions directes à Rouen [2 ^e division (Seine-Inférieure)]. Article 5 : contributions des bâtiments et domaines de l'État ⁽³⁾	11 79		
	CHAPITRE LXXIX.				
	Dépenses diverses de l'enregistrement, des domaines et du timbre.	Le receveur des domaines, à Rouen. Article 5 : contributions des bâtiments et domaines de l'État ⁽³⁾	4 56		
		Idem ⁽³⁾	23 81	47 41	
		Le receveur des domaines, à Dieppe. Article 7 : dépenses relatives aux épaves ⁽⁴⁾	7 25		
		TOTAUX.....	321 84	321 84	321 84

(1) Le percepteur de Briennon n'a pu toucher les remises figurant au présent état par suite d'une application erronée de l'arrêté ministériel du 6 août 1879, relatif au prélèvement. — (2) Cette somme représente le complément de traitement dû à M. Le franc pour sa gestion intérimaire, sa quote-part n'ayant été calculée que sur les remises réelles, au lieu de l'être sur le minimum de 1,500 francs. L'erreur n'a été reconnue que le 27 mars 1895. — (3) Le retard apporté à la constatation de cette créance provient de ce que l'administration a formé devant le conseil de préfecture une demande en dégrèvement qui a été rejetée, puis, devant le Conseil d'Etat, un pourvoi qui est resté sans suite jusqu'ici. Le pourvoi n'étant pas suspensif, le percepteur réclame le paiement. — (4) Cette créance, qui n'avait pu être ordonnée avant la clôture de l'exercice 1891, a été classée par erreur avec d'autres créances, pour lesquelles des instances étaient pendantes devant le conseil de préfecture et le Conseil d'Etat.

ARRÊTÉ le présent état à la somme de trois cent vingt et un francs quatre-vingt quatre centimes.

Paris, le 2 Décembre 1895.

Le Ministre des finances,
Signé : PAUL DOUMER.

N° 30095. — *ADHÉSION de la Grande-Bretagne à la Convention sanitaire internationale signée à Dresde, le 15 avril 1893.*

(Promulguée au *Journal officiel* du 3 décembre 1895.)

Son Excellence M. l'ambassadeur d'Allemagne à Paris a notifié au Gouvernement de la République française que le Gouvernement de Majesté Britannique a adhéré, pour les colonies anglaises de Natal, Zoulouland, Lagos et Sainte-Hélène et en ce qui concerne le Dominion du Canada, à la Convention sanitaire internationale signée à Dresde le 15 avril 1893 ⁽¹⁾, et qu'il a été donné acte de son adhésion au Gouvernement britannique, à la date du 12 novembre 1895, au nom des Puissances signataires de ladite Convention.

30096. — *DÉCRET qui fixe la Taxe municipale à percevoir sur les Chiens dans la ville de Fontenay-le-Comte (Vendée).*

Du 3 Décembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur;

Vu : la loi du 2 mai 1855 et le décret réglementaire du 4 août ⁽²⁾ de la même année;

La délibération prise par le conseil municipal de la ville de Fontenay-le-Comte;

L'avis émis, à la date du 21 août 1894, par le conseil général de la Vendée,

L'avis du préfet et les autres pièces de l'affaire;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. La taxe municipale à percevoir sur les chiens, dans la ville de Fontenay-le-Comte (Vendée), est fixée ainsi qu'il suit :

Six francs (6^f) pour les chiens d'agrément ou servant à la chasse;
un franc cinquante centimes (1^f 50) pour les chiens de garde et les chiens compris dans la deuxième catégorie.

Le président du Conseil, ministre de l'intérieur, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 3 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

Voir le décret de promulgation du 21 mai 1894, Bull. 1630, n° 28061.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 320, n° 2955.

N° 30097. — *DÉCRET qui fixe la Taxe municipale à percevoir sur les Chiens dans la commune de Saint-Sauveur-de-Libourne (Gironde).*

Du 3 Décembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur;

Vu : la loi du 2 mai 1855 et le décret réglementaire du 4 août ⁽¹⁾ de la même année;

La délibération prise par le conseil municipal de Saint-Sauveur-de-Libourne, le 14 juin 1895;

L'avis du conseil général de la Gironde, celui du préfet et les autres pièces de l'affaire;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'Etat entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La taxe municipale à percevoir sur les chiens, dans la commune de Saint-Sauveur-de-Libourne (Gironde), est fixée ainsi qu'il suit :

A quatre francs (4^f) pour les chiens d'agrément ou servant à la chasse;

A deux francs (2^f) pour les chiens de garde et autres compris dans la deuxième catégorie.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 3 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

N° 30098. — **DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE** (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant :

ART. 1^{er}. Le périmètre de protection des sources minérales appartenant à l'Etat, situées sur le territoire des communes de Vichy et de Cusset, sont étendues conformément aux définitions ci-après :

Le périmètre institué autour des sources de Vichy proprement dites, savoir : source du Puits-Carré; source de la Grande-Grille; source Lucet; source du Parc; source de l'Hôpital; source des Anciens-Célestins n° 2, actuellement désignée sous le nom de Nouveaux-Célestins et découverte en 1870; nouvelle source des Célestins n° 1 (source de la Vasque); nouvelle source des Célestins n° 2, actuellement désignée sous le nom de source de

(1) XI^e série, Bull. 320, n° 2955.

la Grotte et aménagée en 1870, est limitée, conformément au plan annexé au présent décret, ainsi qu'il suit :

A l'est, par deux lignes droites dont la première, tirée du point R où l'ancienne limite CD prolongée vient couper le côté nord du chemin de Cusset à Boutiron, aboutit au sommet sud-est C et dont la deuxième, partant de ce même point C, aboutit en V au clocher d'Abrest;

Au sud, par un ligne droite partant du sommet V et aboutissant, en U, à la source Gannat, dite de la Tour; à l'ouest, par deux lignes droites dont la première, partant du sommet U, aboutit au clocher de Vesse qui constitue le sommet A du périmètre ancien et du périmètre nouveau et dont la deuxième part de ce sommet A pour aboutir, en S, à la rencontre du chemin de Montpertuis avec la limite séparative des communes de Vesse et de Charmeil;

Au nord, par la ligne SR joignant le point S au point de départ R.

Ledit périmètre contenant une étendue superficielle de mille trois cent quarante-sept hectares environ et portant sur les communes de Vichy, Cusset, Creuzier-le-Vieux, Charmeil, Vesse et Abrest.

Le périmètre institué autour de la source minérale dite de Mesdames, située sur le territoire de la commune de Cusset, est limité, conformément au plan annexé audit décret, ainsi qu'il suit :

Au nord, par une ligne droite prolongeant la ligne SR et aboutissant, en T, au bord occidental du chemin de Cusset à Champcourt;

A l'est, par le bord occidental du chemin de Cusset à Champcourt, depuis le point T jusqu'au point H, sommet nord-est de l'ancien périmètre;

A partir du point H, par la ligne HG aboutissant au point G, sommet sud-est de l'ancien périmètre;

Au sud, par la partie GF de l'ancienne route de Cusset, limite sud de l'ancien périmètre;

A l'ouest, par la ligne droite FR joignant le sommet F au point de départ R.

Ledit périmètre contenant une étendue de cent quatre-vingt-huit hectares environ et portant sur la commune de Cusset.

2. Le paragraphe 2 de l'article 3 de la loi du 14 juillet 1856 demeure applicable aux seuls terrains désignés à l'article 4 du décret du 17 mai 1874.

Les propriétaires qui voudront exécuter, sur lesdits terrains, des fouilles tranchées pour extraction de matériaux ou pour tout autre objet, fondations de maisons, caves ou autres travaux à ciel ouvert continueront à être tenus d'en faire, au moins un mois à l'avance, la déclaration au préfet.

3. Des bornes seront placées aux angles et aux points principaux des périmètres déterminés à l'article 1^{er} ci-dessus. Ce bornage aura lieu, à la diligence du préfet, par les soins des ingénieurs des mines du département qui dresseront procès-verbal de l'opération.

4. Le présent décret sera publié et affiché, à la diligence du préfet, dans les communes intéressées et dans les chefs-lieux d'arrondissement du département de l'Affier. (*Le Havre, 8 Août 1895.*)

N° 30099. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant :

ART. 1^{er}. Il est attribué aux sources « de la Crevasse » et « des Romains »

qui alimentent l'établissement thermal de Saint-Honoré (Nièvre), un périmètre de protection déterminé ainsi qu'il suit, conformément au plan annexé au présent décret, savoir :

Au nord, par une ligne droite partant du point A, milieu du pont qui, sur la route de Saint-Honoré à la Halte traverse le ruisseau, et aboutissant, en B, au carrefour de la route de Vendennesse et d'un chemin de desserte de différentes propriétés;

A l'ouest, par une ligne droite partant de ce même point B et aboutissant, en C, sur la route de Saint-Honoré à Reuilly, à l'angle des héritages des pétitionnaires et du sieur *Richard* (parcelle 768);

Au sud, par une ligne droite partant de ce point C et aboutissant, en D, sur l'ancien chemin de Saint-Honoré à Four, à l'angle sud-ouest des héritages Perraudin et Fossin (parcelles 100 et 99);

A l'est par une première ligne droite partant du point D et aboutissant, en E, angle sud-est de la maison appartenant aux pétitionnaires, près du chemin de Reuilly à Saint-Honoré, à deux cent cinquante mètres au sud-ouest de l'établissement thermal et par une deuxième ligne droite tirée de ce même point E et aboutissant au point A, point de départ;

Ledit périmètre embrassant une superficie de quatre-vingt-sept hectares quatre-vingt-dix ares et portant sur la commune de Saint-Honoré.

2. Des bornes seront placées aux angles et aux points principaux du périmètre déterminé en l'article précédent.

Le bornage aura lieu aux frais des pétitionnaires, à la diligence du préfet, par les soins des ingénieurs des mines du département qui dresseront procès-verbal de l'opération.

3. Le présent décret sera publié et affiché, également aux frais des pétitionnaires, dans la commune de Saint-Honoré, dans les chefs-lieux de canton de l'arrondissement de Château-Chinon et au chef-lieu du département. (*Le Havre, 8 Août 1895.*)

N° 30100. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Est déclarée d'utilité publique l'acquisition des terrains sur lesquels sont établis la prise d'eau et les divers ouvrages de la dérivation du Charmaix à Modane (ligne du Rhône au Mont-Cenis), conformément aux dispositions du plan présenté par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, le 25 mai 1893;

2° Pour l'acquisition de ces terrains, ladite compagnie est substituée aux droits comme aux obligations qui dérivent pour l'administration de la loi du 3 mai 1841;

3° La déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue, si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux ne sont pas accomplies dans un délai de deux ans, à partir de la promulgation du présent décret;

4° Les terrains acquis seront incorporés à la concession des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée. (*Le Havre, 8 Août 1895.*)

N° 30101. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de la marine) qui autorise le ministre de la marine, à accepter, au nom de l'État, le don d'un titre de rente de trente francs sur l'État français, fait par un anonyme, en faveur de l'école des mécaniciens de Brest.

Les arrérages de ce titre seront, conformément aux intentions du donateur, remis chaque année à l'élève le plus méritant des mécaniciens candidats au grade de deuxième maître du cours de l'école des mécaniciens de Brest.

Le titre de rente, immatriculé au nom du ministre de la marine, sera conservé par la caisse des invalides. (*Le Havre, 12 Août 1895.*)

N° 30102. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant que le commissariat de police existant à Arreau (Hautes-Pyrénées) est et demeure supprimé. (*Le Havre, 14 Août 1895.*)

N° 30103. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes) qui autorise le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, au nom de l'État, à accepter, pour le musée national du Louvre, le don fait à cet établissement, en vertu de l'acte de donation en date du 10 avril 1895, par le sieur *Grandidier (Marie-Louis-Ernest)*, d'une collection de ~~céramique japonaise~~ composée des objets mobiliers décrits et estimés dans l'état joint à l'acte de donation, ladite collection étant estimée à soixante-quinze mille quarante-cinq francs.

Ladite donation est acceptée avec les charges et conditions spécifiées dans l'acte susvisé. (*Le Havre, 15 Septembre 1895.*)

N° 30104. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice), qui autorise le grand chancelier de la Légion d'honneur à accepter, au nom de cet établissement, aux clauses et conditions imposées, le legs fait par la dame veuve *Firay, née Menthon (Sophie-Suzanne-Victorine-Félicie)*, en vertu du testament olographe du 27 avril 1895, au profit d'anciennes élèves de la maison de la Légion d'honneur de Saint-Denis. (*Paris, 31 Octobre 1895.*)

N° 30105. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° *M. Forgemol (Léopold-Léonard-Marie)*, médecin-major de première classe à l'école d'application du Val-de-Grâce, né le 7 mai 1847, au Dorat (Haute-Vienne), demeurant à Paris, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *de Bostquénard*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Forgemol de Bostquénard*;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an 11 en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'Etat (Paris, 15 Décembre 1895.)



Certifié conforme :

Paris, le 26 ^e Décembre, 1895.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

L. RICARD.

* Cette date est celle de la réception de la loi au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Impression nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1733.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 30106. — *Loi qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un Crédit pour la pose d'une Pierre tombale à la mémoire d'Albert, membre du Gouvernement provisoire de 1848.*

Du 28 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 3 août 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Un crédit de cinq mille francs (5,000^f) est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur le budget de l'exercice 1895, pour la pose d'une pierre tombale à la mémoire d'Albert, membre du Gouvernement provisoire en 1848.

Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1895.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait au Havre, le 28 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 30107. — DÉCRET déclarant d'utilité publique l'Établissement d'un Réseau de Tramways dans les départements des Deux-Sèvres et de Maine-et-Loire.

Du 4 Août 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 10 août 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu les avant-projets présentés pour l'établissement, dans les départements des Deux-Sèvres et de Maine-et-Loire, d'un réseau de tramways à traction mécanique, destiné au transport des voyageurs et des marchandises et comprenant les lignes suivantes :

1° De Bressuire (gare de l'État) à Montreuil-Bellay (gare de l'État) (Maine-et-Loire), par Argenton-Château;

2° De Parthenay (gare de l'État) à Saint-Laurs (gare de l'État), par Secodigny et l'Absie;

3° De Parthenay (gare de l'État) à Ménigoute;

4° De Ménigoute à Saint-Maixent (gare de l'État);

5° De Saint-Maixent (gare de l'État), à Melle (gare de l'État), par la Mothe-Saint-Héraye et Lezay;

Vu notamment les plans d'ensemble desdites lignes;

Vu les pièces de l'enquête d'utilité publique ouverte sur ces avant-projets, en exécution de l'article 29 de la loi du 11 juin 1880 et dans les formes déterminées par le règlement d'administration publique du 18 mai 1881¹;

Vu notamment les délibérations des commissions d'enquête, en date des 11 et 25 octobre 1894, pour le département des Deux-Sèvres, et du 10 octobre 1894, pour le département de Maine-et-Loire;

Vu les avis des chambres consultatives des arts et manufactures de Saumur, en date du 29 septembre 1894, et de Saint-Maixent, en date du 4 octobre 1894;

Vu les délibérations du conseil général des Deux-Sèvres, en date du 5 novembre 1894 et 18 mars 1895;

Vu les délibérations du conseil général de Maine-et-Loire, en date du 24 août 1894, et de la commission départementale, en date du 16 octobre 1894;

Vu, avec les cahiers des charges, bordereau des prix unitaires et estimation des dépenses de premier établissement y annexés, la convention passée, le 19 juillet 1895, entre le préfet des Deux-Sèvres, agissant au nom du département, d'une part, et la compagnie française des voies ferrées économiques, d'autre part, pour la rétrocession de l'entreprise;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 12 février 1894 et 25 avril 1895;

Vu les lettres du ministre de l'intérieur, en date des 6 avril et 8 mai 1895;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 27 mai 1895;

Vu la lettre du ministre de la guerre, en date du 29 mai 1895;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10747...

Vu les règlements d'administration publique en date des 18 mai ⁽¹⁾ et 6 août 1881 ⁽²⁾ et 20 mars 1882 ⁽³⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans les départements des Deux-Sèvres et de Maine-et-Loire, suivant les dispositions générales des plans ci-dessus visés, d'un réseau de tramways à traction mécanique, destiné au transport des voyageurs et des marchandises et comprenant les lignes ci-après :

- 1° De Bressuire (gare de l'État) à Montreuil-Bellay (gare de l'État) (Maine-et-Loire), par Argenton-Château;
- 2° De Parthenay (gare de l'État) à Saint-Laurs (gare de l'État), par Secondigny et l'Absie;
- 3° De Parthenay (gare de l'État) à Ménigoute;
- 4° De Ménigoute à Saint-Maixent (gare de l'État);
- 5° De Saint-Maixent (gare de l'État) à Melle (gare de l'État), par la Mothe-Saint-Héraye et Lezay.

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue, si les expropriations nécessaires pour l'exécution desdits tramways ne sont pas accomplies dans le délai de cinq ans à partir de la date du présent décret.

2. Le département des Deux-Sèvres est autorisé à pourvoir à la construction et à l'exploitation du réseau de tramways dont il s'agit suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880.

3. Est approuvée la convention passée, le 19 juillet 1895, entre le préfet des Deux-Sèvres, au nom du département, d'une part, et la compagnie française des voies ferrées économiques, d'autre part, pour la rétrocession du réseau de tramways susmentionné conformément aux conditions du cahier des charges, bordereau des prix unitaires et estimation des dépenses de premier établissement annexés à cette convention.

Ladite convention, ainsi que les cahiers des charges, bordereau des prix unitaires, estimation des dépenses de premier établissement et plans d'ensemble ci-dessus visés resteront annexés au présent décret.

4. Pour l'application des articles 15 et 36 de la loi du 11 juin 1880 et 12 du règlement d'administration publique du 20 mars 1882, le maximum de la charge annuelle pouvant incomber au Trésor est fixé à cent soixante-sept mille sept cent quatre-vingt-quinze francs (167,795^f) pour le réseau entier.

Le montant de la subvention annuelle du Trésor et le remboursement ultérieur de cette subvention seront réglés d'après les bases

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 664, n° 11222.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 695, n° 11818.

fixées à la convention précitée du 19 juillet 1895 pour le maximum du capital du premier établissement, l'intérêt à servir à ce capital et les frais d'exploitation.

Dans tous les cas où, conformément aux dispositions de la convention ci-dessus, le département participerait aux recettes de l'exploitation, l'État viendrait, au prorata de sa subvention, en partage des bénéfices réalisés par le département.

5. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 4 Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

CONVENTION.

Entre les soussignés, M. Charles Blanc, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'instruction publique, préfet des Deux-Sèvres, agissant au nom et pour le compte dudit département, en vertu :

De la loi du 10 août 1871 ;

De la loi du 11 juin 1880 ;

Des décrets des 6 août 1881 et 20 mars 1882 ;

Des délibérations du conseil général, en date des 22 juin 1891 et 25 mars 1895.

D'une part ;

Et M. Franck (Émile), représentant la compagnie française des voies ferrées économiques, dont le siège est à Paris, rue Lafayette, n° 3, agissant au nom et pour le compte de ladite compagnie, en vertu d'une procuration, en date du 20 mars 1895, dûment enregistrée et ci-annexée,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Par application de l'article 27 de la loi du 11 juin 1880, le département des Deux-Sèvres a décidé de demander à l'État la concession d'un réseau de tramways à vapeur.

Il s'engage à rétrocéder à la compagnie française des voies ferrées économiques qui accepte, l'établissement et l'exploitation de ce réseau comprenant les lignes énumérées ci-après :

1° De Bressuire à Montreuil-Bellay, par Argenton-Château ;

2° De Parthenay à Saint-Laurs, par Secondigny et l'Absie ;

3° De Parthenay à Ménigoute ;

4° De Ménigoute à Saint-Maixent ;

5° De Saint-Maixent à Melle, par la Mothe-Saint-Héray et Lezay.

Cette rétrocession, qui ne peut avoir d'effet qu'en vertu d'un décret d'intervention accordant la concession au département et approuvant la présente convention, est faite aux conditions suivantes.

2. Toutes les dépenses, travaux et fournitures relatifs à l'établissement et à l'exploitation du réseau, ainsi que les frais du contrôle de la construction et de l'exploitation de ce réseau, sont à la charge du rétrocessionnaire, notamment :

1° Les études, la rédaction des avant-projets destinés à l'enquête d'utilité publique et celle des projets définitifs destinés à l'exécution des lignes après approbation de l'administration compétente ; sauf, en cas de non-approbation, les frais nécessités par la

études supplémentaires exigées par l'administration pour la ligne de Bressuire à Montreuil-Bellay;

2° L'acquisition des terrains pour toutes déviations dans les parties où les déclivités des voies publiques empruntées dépasseront quarante millimètres (0" 040) par mètre, pour les élargissements de certains chemins, les emplacements des gares, stations, haltes, dépôts, ateliers et magasins;

3° Les terrassements, etc., la plate-forme de la voie, des stations, dépôts et ateliers;

4° Les ouvrages d'art, aqueducs, ponts, viaducs, murs de soutènement, tant comme construction d'ouvrages neufs que comme consolidation de ceux qui existent et qu'il sera possible d'emprunter;

5° Les voies courantes, comme il est dit au cahier des charges, les voies d'évitement et de garage; les voies de service pour les dépôts, ateliers et magasins; les voies et quais d'échange avec les gares des lignes existantes, suivant les dispositions techniques adoptées dans la Sarthe et dans la Charente-Inférieure;

6° Le matériel fixe, ponts à bascule, grues de chargement, plaques tournantes, signaux avancés des stations, signaux avancés des raccordements avec les gares des lignes existantes, appareils de transbordement, téléphone;

7° Bâtimens de gares et stations, abris des haltes, halles à marchandises, quais à marchandises, empierrement des cours;

8° Remises de machines, quais à combustibles, fosses à piquer, plaques tournantes;

9° Remises à voitures;

10° Ateliers de réparations pour machines, voitures et wagons;

11° Magasins;

12° Alimentations, prises d'eau, machines et pompes, réservoirs, grues hydrauliques, etc.

13° Outillage de la voie et de la traction;

14° Outillage et mobilier de l'exploitation;

15° Matériel roulant (traction et transport), comprenant pour l'ensemble du réseau rétrocedé :

Vingt locomotives de vingt-deux tonnes en charge complète;

Sept wagons de secours;

Soixante voitures à voyageurs de trente places;

Vingt-cinq fourgons à bagages;

Et cent quatre-vingt-quinze wagons à marchandises, dont soixante-quinze munis de frein à vis.

Ce matériel roulant devra remplir les conditions déterminées par la circulaire de M. le ministre des travaux publics, en date du 12 décembre 1887.

L'énumération qui en est faite ci-dessus est purement énonciative; tout le matériel supplémentaire dont l'acquisition deviendrait nécessaire pour les besoins de l'exploitation sera à la charge exclusive du rétrocessionnaire.

Les locomotives et les véhicules des diverses catégories munies du frein à vis seront également pourvus du frein à vide.

Les autres véhicules porteront une conduite blanche pour le raccordement des wagons dans les trains.

16° Frais de contrôle à raison de cinquante francs (50^f) par kilomètre (art. 37 du cahier des charges).

3. Les dépenses faites par le rétrocessionnaire pour l'exécution des diverses lignes du réseau seront réglées de la manière suivante :

Les terrains, travaux et fournitures seront comptés d'après les quantités réellement faites ou livrées aux prix unitaires de la série de prix annexée à la présente convention.

En tout cas, et quoi qu'il arrive, les dépenses devant servir au règlement des comptes ne pourront dépasser un maximum kilométrique de quarante-trois mille quatre cents francs (43,400^f) dans lequel la participation du département ne pourra être supérieure à trente-sept mille quatre cents francs (37,400^f) par kilomètre, et celle du rétrocessionnaire inférieure à six mille francs (6,000^f) quelle que soit la dépense réelle.

Toutefois, il est formellement stipulé que les travaux, constructions et fourniture qui pourraient être prescrits par l'administration en dehors de ceux qui sont prévus

au devis annexé à la convention seront payés par le département au rétrocessionnaire en dehors du maximum fixé ci-dessus, en appliquant soit les prix unitaires du tableau, soit, à défaut, des prix débattus et fixés à l'avance.

Le paragraphe ci-dessus vise exclusivement les agrandissements de stations primitivement prévues ou l'établissement de haltes et de stations nouvelles demandées par le département, et toutes les dépenses de bâtiments, voies, appareils et matériel nécessaires à leur exploitation.

Les longueurs réelles qui serviront de base au calcul des dépenses kilométriques, dans les limites du maximum indiqué ci-dessus, seront déterminées au moyen de chaînages contradictoires et continus ayant pour extrémités les axes des bâtiments des stations extrêmes ou les aiguillages les plus éloignés, lorsqu'il n'y aura pas de bâtiments.

4. Pour rembourser le rétrocessionnaire des dépenses qu'il aura faites, il lui sera versé, chaque année, pendant toute la durée de la concession, une annuité à raison de quatre francs quatre cent vingt mille cent quatre-vingt-cinq millièmes ($4\frac{42015}{1000000}$) pour cent, comprenant l'intérêt et l'amortissement en soixante années du capital réellement engagé pour la construction du réseau et l'acquisition du matériel fixe et roulant, sans que jamais ce capital puisse dépasser le maximum convenu à l'article 3. L'annuité correspondant à la dépense maxima sera ainsi de mille six cent cinquante-trois francs quinze centimes ($1,653\frac{15}{100}$) par kilomètre, dont la moitié à la charge de l'État.

Jusqu'au moment du règlement du compte de premier établissement, les annuités provisoires à verser par le département au rétrocessionnaire seront calculées sur le maximum kilométrique lui-même, sauf retenue, s'il y a lieu, sur les premières annuités définitives, lesquelles seront déterminées, comme il est dit aux articles 1 et 7 du décret du 20 mars 1882.

L'annuité sera payée, pendant soixante ans, à la compagnie rétrocessionnaire et à ses ayants droit à partir de la date fixée en l'arrêté préfectoral pour l'ouverture à l'exploitation de chaque section d'une longueur d'au moins vingt kilomètres, n'étant d'ailleurs entendu que ce paiement régulier demeurera subordonné à la continuité de l'exploitation du réseau aux conditions du cahier des charges et de la présente convention.

L'annuité sera payée semestriellement, en deux termes égaux. En cas de retard apporté par l'État dans le versement de la subvention qui lui incombe, le département n'encourra aucune responsabilité.

5. Le rétrocessionnaire assurera l'entretien des lignes et du matériel, en garantissant ainsi que le renouvellement des voies et du matériel.

À l'expiration de la cinquième année d'exploitation, il devra constituer un fonds de renouvellement à l'aide d'un prélèvement annuel de deux cents francs (200') par kilomètre, prélèvement qui sera porté en compte dans les dépenses kilométriques d'exploitation.

Ce fonds cessera de s'accroître, lorsqu'il aura atteint deux mille francs ($2,000\text{'}$) par kilomètre; par contre, il sera de nouveau reconstitué dès que le chiffre de la recette descendra au-dessous de deux mille francs ($2,000\text{'}$) par kilomètre, par suite d'entretien de travaux de renouvellement de la ligne ou du matériel fixe et roulant, pour le paiement desquels ce fonds est spécialement créé.

Ces sommes, qui seront prélevées sur les recettes brutes de l'exploitation, seront employées à l'achat de valeurs acceptées par le département; elles seront versées dans une caisse agréée par lui et la compagnie en touchera les revenus.

Le reliquat non employé sera restitué à la compagnie rétrocessionnaire à l'expiration de la rétrocession.

6. L'exploitation sera faite aux frais, risques et périls du rétrocessionnaire, c'est-à-dire sans garantie d'aucune sorte de la part du département, quelles que soient les recettes.

Les frais kilométriques d'exploitation portés en compte chaque année ne pourront excéder le chiffre maximum résultant de l'application de la formule :

$$F = 1,300 + \frac{2}{3} R$$

dans laquelle R représente la recette brute (impôt déduit).

Cette formule s'applique à un nombre de trains, fixé comme il suit, par jour et dans chaque sens, pour l'ensemble du réseau :

Deux trains, pour une recette kilométrique brute (impôts déduits) inférieure à trois mille francs (3,000^f).

Trois trains, lorsque cette recette (impôts déduits) sera comprise entre trois mille et cinq mille francs (3,000 et 5,000^f) par kilomètre.

7. Pour les calculs auxquels donnera lieu l'application de l'article précédent, les lignes désignées en l'article 1^{er} de la présente convention seront considérées comme ne formant qu'un ensemble entre elles. En conséquence, il sera fait masse des recettes brutes de toutes les lignes réunies, pour établir le point de partage entre le département et la compagnie rétrocessionnaire.

8. Quand les dépenses réellement faites et dûment justifiées, comprenant les frais généraux, les frais d'administration, l'intérêt à quatre pour cent (4 p. o/o) du fonds de roulement et le prélèvement pour l'entretien des lignes, l'entretien du matériel et le renouvellement de la voie et du matériel, n'atteindront pas le maximum donné par la formule, elles seront majorées, à titre de prime d'économie, de la moitié de l'écart entre ce maximum et le montant des dépenses réelles.

Quand les recettes brutes (impôts déduits) seront inférieures aux dépenses ainsi calculées, c'est-à-dire insuffisantes pour couvrir la somme réservée au rétrocessionnaire, y compris, s'il y a lieu, la prime d'économie, les insuffisances par rapport à cette somme seront à la charge du rétrocessionnaire; mais elle seront inscrites à un compte d'attente jusqu'au moment où elles pourront lui être remboursées, comme il sera dit ci-après.

Quand les recettes brutes (impôts déduits) seront supérieures aux dépenses calculées, comme il vient d'être dit, y compris la prime, l'excédent sera d'abord appliqué à couvrir les insuffisances des exercices précédents (sans intérêts).

Le surplus sera versé annuellement, savoir: la moitié au rétrocessionnaire et l'autre moitié au département pour venir en déduction des charges du capital de premier établissement.

9. L'autorité départementale aura le droit de demander à la compagnie rétrocessionnaire de faire un plus grand nombre de trains que ceux prévus à l'article 6 de la convention; mais, en pareil cas, il sera dû par le département à la compagnie soixante-dix centimes (0^f 70) pour chaque kilomètre parcouru par les trains supplémentaires.

Il est, d'ailleurs, entendu, que les trains supplémentaires que le rétrocessionnaire mettrait en circulation de lui-même ne donneront pas lieu à cette allocation.

10. Le département demeure chargé de rembourser à l'État les avances qu'il en aura reçues.

11. A la signature de la convention provisoire, en date du 24 juin 1892, le rétrocessionnaire a versé dans la caisse du trésorier général du département, en titres agréés par le département, un cautionnement représentant une somme de deux cent cinquante francs (250^f) par kilomètre de ligne pour une longueur de trois cent vingt kilomètres (320^k).

Avant la signature de l'acte de concession définitive, ce cautionnement sera remplacé par un cautionnement de mille francs (1,000^f) par kilomètre versé à la Caisse des dépôts et consignations.

Ce cautionnement sera constitué en numéraire ou en rentes sur l'État, ou en bons du Trésor, avec transfert au profit de ladite caisse de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Il sera remboursé intégralement au rétrocessionnaire au fur et à mesure de l'exploitation de chacune des lignes ou sections de ligne et au prorata de leur longueur.

12. Dans les six mois de la déclaration d'utilité publique, le rétrocessionnaire devra former une société anonyme spéciale pour la construction et l'exploitation des tramways à vapeur des Deux-Sèvres, dont le capital sera constitué dans les conditions indiquées par l'article 18 de la loi du 11 juin 1880.

Cette société aura son siège à Niort; elle devra être agréée par le département.

Le rétrocessionnaire restera, solidairement avec elle, responsable envers le département, sans distinction ni division, de tous les engagements pris.

Le rétrocessionnaire déclare renoncer, en dehors du chiffre prévu à la série des prix, à toute réclamation pour les frais de constitution du capital social de la société spéciale aux tramways des Deux-Sèvres, ainsi qu'à tous frais généralement quelconques qu'il aurait pu faire, et dont le remboursement n'est pas prévu par la présente convention.

13. La présente rétrocession est faite aux charges, clauses et conditions du cahier des charges imposé au département concessionnaire et annexé à la présente convention, à l'exécution desquelles la compagnie française des voies ferrées économiques, rétrocessionnaire, s'engage d'une façon formelle.

Ce cahier des charges est conforme au cahier type annexé au décret du 6 août 1881, sauf modifications de détails ou additions introduites aux articles n° 6, 7, 8 bis, 11, 23 et 38.

14. La présente convention serait nulle et non avenue et ne pourrait donner ouverture à aucune demande en indemnité contre le département, sauf ce qui est stipulé au paragraphe 1^{er} de l'article 2 de la présente convention :

1° Si la déclaration d'utilité publique n'était pas prononcée;

2° Si l'État ne s'engageait pas à fournir, dans les conditions de la loi du 11 juin 1880 et du décret du 20 mars 1882, la subvention maxima prévue; et si, dans ce dernier cas, le département ne consentait pas à augmenter sa propre contribution jusqu'à due concurrence.

15. Le rétrocessionnaire s'engage à n'employer que du personnel français et du matériel fixe et roulant de provenance française.

16. L'élection de domicile que le rétrocessionnaire devra faire dans le département vaudra attribution de juridiction à chacun des tribunaux d'arrondissement dans le ressort desquels pourrait s'élever un conflit avec des tiers.

17. La présente convention annule et remplace les traités passés antérieurement entre le département des Deux-Sèvres et la compagnie française des voies ferrées économiques.

18. Les frais de timbre et d'enregistrement de la présente convention et de ses annexes, calculés selon l'article 24 de la loi du 11 juin 1880, seront supportés par le rétrocessionnaire.

Fait double à Niort, le 19 juillet 1895.

Le Rétrocessionnaire,

Signé : ÉM. FRANCO.

Le Préfet,

Signé : CHARLES BLANC.

Enregistré à Niort (actes civils), le 20 juillet 1895, folio 20, case 3. Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris (art. 24 de la loi du 11 juin 1880). — Signé Lesné.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Objet de la concession.

ART. 1^{er}. Le réseau de tramways qui fait l'objet du présent cahier des charges est destiné au transport des voyageurs et des marchandises.

La traction aura lieu par locomotives à vapeur ou tout autre moteur mécanique agréé par l'administration départementale.

Tracé.

2. Ce réseau, empruntant les voies publiques partout où des déviations ne seront pas nécessaires, comprendra les lignes suivantes :

La ligne de Bressuire à Montreuil-Bellay part de la cour de la gare de Bressuire (réseau de l'État), emprunte la route nationale n° 138 *ter* et le chemin vicinal ordinaire n° 3 jusqu'au Terrier, suit un chemin rural de la commune de Saint-Porchaire, emprunte le chemin vicinal ordinaire n° 3 de Saint-Porchaire, traverse la route 138 *ter* pour reprendre les voies vicinales ordinaires n° 6 de Saint-Porchaire et 5 de Chambroutet, d'où elle débouche sur le chemin d'intérêt commun n° 59. Ensuite elle contourne Noirliou, emprunte les chemins d'intérêt commun n° 48 et 46, et, par une déviation et des chemins ruraux, rejoint le chemin de grande communication n° 40. Elle contourne la ville d'Argenton-Château en déviation, emprunte les chemins de grande communication n° 43 et 31, le chemin de grande communication n° 11 *bis*, le chemin d'intérêt commun n° 59, et, par une déviation, rejoint le chemin de grande communication n° 31. Elle emprunte ensuite le chemin de grande communication n° 37 et, sur le territoire du département de Maine-et-Loire, le chemin de grande communication n° 38 et le chemin d'intérêt commun n° 78. Elle rentre dans le département des Deux-Sèvres, emprunte le chemin vicinal ordinaire n° 15 de Saint-Martin-de-Sanzay, gagne par une déviation le chemin vicinal ordinaire n° 8 et la route nationale n° 138, et suit la plate-forme abandonnée de la ligne d'Angers à Poitiers jusqu'à la gare de Montreuil-Bellay (chemin de fer de l'État).

La ligne de Parthenay à Saint-Laurs part de la cour des voyageurs de la gare de Parthenay (chemin de fer de l'État) en tracé commun avec la ligne de Parthenay à Ménégoûte, suit le chemin de grande communication n° 9 *bis*, emprunte une rue nouvellement ouverte et le chemin d'intérêt commun n° 42 jusqu'à son intersection avec la route nationale n° 138, point de bifurcation de la ligne de Parthenay à Ménégoûte. Au delà du point de bifurcation, la ligne de Parthenay à Saint-Laurs emprunte le chemin d'intérêt commun n° 42 et le chemin vicinal ordinaire n° 10 de Parthenay, gagne, par une déviation, la route nationale n° 149 *bis* qu'elle suit, sauf en dix points où des déviations sont nécessaires, quitte cette route à la Morinière, suit des chemins ruraux pour aboutir au chemin de grande communication n° 38 qu'elle emprunte jusqu'à la gare de Saint-Laurs (chemin de fer de l'État), sauf sept déviations.

La ligne de Parthenay à Ménégoûte part de la cour des voyageurs de la gare de Parthenay, en tracé commun avec la ligne de Parthenay à Saint-Laurs jusqu'à l'intersection du chemin d'intérêt commun n° 42 avec la route nationale n° 138. La ligne suit la route nationale n° 138, le chemin de grande communication n° 21, sauf en trois déviations, puis se raccorde avec la ligne de Ménégoûte à Saint-Maixent qui lui fait suite.

La ligne de Ménégoûte à Saint-Maixent a son origine à Ménégoûte sur le chemin de Thénésay, et, par une déviation, franchit la Vosne sur le pont du chemin de Fomperron, rejoint en déviation le chemin de grande communication n° 8 *bis* qu'elle suit, sauf une nouvelle déviation, emprunte le chemin vicinal ordinaire n° 6 d'Exireuil et, par deux déviations et les chemins vicinaux ordinaires n° 2 et 17 de la même commune, va rejoindre la route nationale n° 138. Elle emprunte ensuite le chemin vicinal ordinaire n° 1 d'Exireuil, passe sur le champ de foire de Saint-Maixent et, par l'avenue de la Gare et le chemin d'accès dévié à gauche, elle vient se terminer à la gare de Saint-Maixent (chemin de fer de l'État).

La ligne de Saint-Maixent à Melle part de la gare de Saint-Maixent, passe par le chemin d'accès de la gare aux marchandises, par la cour des marchandises et, par une déviation, rejoint le chemin de grande communication n° 10. Puis elle emprunte le chemin de grande communication n° 5, sauf une déviation qui, commençant vers le kilomètre 11 du tracé, se poursuit, en contournant le bourg de la Mothe, jusque vers le moulin de Grandvault, où elle rejoint le chemin d'intérêt commun n° 7 qu'elle suit jusqu'à Chenay. Là, elle emprunte la route nationale n° 150 et le chemin de grande communication n° 45, traverse Lezay, suit le chemin d'intérêt commun n° 5 et le chemin vicinal ordinaire n° 6 de Saint-Vincent-la-Châtre, qu'elle quitte pour passer en déviation le ruisseau de la Légère, gagne la route nationale n° 148, coupe la route nationale n° 150, arrive, par une déviation, derrière la sous-préfecture de Melle et, après avoir franchi la Béronne par une déviation, se termine dans la cour des voyageurs de la gare de Melle (chemin de fer de l'État).

Détails d'exécution.

3. Les projets d'exécution seront présentés dans un délai d'un an à partir de la date du décret déclaratif d'utilité publique.

Les travaux devront être commencés dans un délai de six mois à partir de la date de l'approbation de ces projets par l'administration. Ils seront poursuivis et terminés de telle façon que les lignes soient livrées à l'exploitation dans un délai de trois ans à partir de la date d'approbation des projets définitifs et au moins par tiers d'année.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

4. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre (1^m).

La largeur des locomotives et des caisses des véhicules, ainsi que de leur chapeau, ne dépassera pas deux mètres trente centimètres (2^m 30), et la largeur du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celles des marchepieds, ne dépassera pas cette même largeur; la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au plus de trois mètres soixante-quinze centimètres (3^m 75).

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera d'un mètre soixante-dix centimètres (1^m 70).

Alignements et courbes. — Pentes et rampes.

5. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon pourra être inférieur à cinquante mètres (50^m) en pleine voie. Le maximum de déclivité est fixé à quarante millimètres (0^m 040) par mètre.

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites tant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer des dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles, mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

Établissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

6. Dans les sections où le tramway sera établi dans la chaussée, avec maintien des voies de fer seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique, et sans aucune altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. Les rails seront compris dans un empierrement de vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur qui régnera dans l'entre-rails et à cinquante centimètres (0^m 50) au-dessus de chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, qui restera chargé d'établir à ses frais cet empierrement.

La chaussée empierrée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie dans des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel du tramway (toutes saillies comprises) il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres soixante centimètres (2^m 60), permettant à une voiture ordinaire de se arrêter pour laisser passer le matériel du tramway avec le jeu nécessaire.

Un intervalle libre d'au moins un mètre quarante centimètres (1^m 40) de largeur sera réservé, d'autre part, entre les parties saillantes du matériel roulant et les limites des propriétés riveraines ou les alignements approuvés en saillie sur ces limites.

Établissement de la voie ferrée. — Parties non accessibles aux voitures ordinaires.

7. Si la voie ferrée est établie sur un accotement qui, tout en restant accessible aux piétons, sera interdit aux voitures ordinaires, elle reposera sur une couche de ballast exclusivement composé de pierres cassées ou gravier de deux mètres trente centimètres (2^m 30) de largeur et d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35) d'épaisseur totale, qui sera arasée de niveau avec la surface de l'accotement relevé en face du trottoir.

La partie de la voie publique qui restera réservée aux voitures ordinaires présentera une largeur d'au moins six mètres (6^m) sur deux des voitures ordinaires (5^m) sur les chemins de grande communication et d'intérêt local et mesurée en dehors de l'accotement occupé par la voie ferrée et en dehors des emplacements qui seront affectés au dépôt des matériaux d'entretien de la route.

Le déplacement de la chaussée sera à la charge du concessionnaire.

L'accotement occupé par la voie ferrée sera limité, du côté de la route, au moyen d'une banquette gazonnée ou d'une bordure d'au moins douze centimètres (0^m 12) de hauteur, d'une solidité suffisante; dans les parties de routes et de chemins dont la déclivité dépassera trois centimètres (0^m 03) par mètre, cette bordure sera accompagnée et soutenue par un demi-caniveau pavé qui n'aura pas moins de trente centimètres (0^m 30) de largeur. Un intervalle libre d'un mètre quarante centimètres (1^m 40) au moins sera réservé entre les parties saillantes du matériel roulant et les limites des propriétés riveraines, ou les alignements approuvés en saillie sur ces limites.

Les rails qui, à l'extérieur, seront au niveau de l'accotement régularisé, ne formeront sur l'entre-rails que la saillie nécessaire pour le passage des boudins des roues du matériel de la voie ferrée.

Traverses des villes et villages.

8. Dans les traverses des villes et des villages, les voies ferrées devront, à moins d'une autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails noyés dans la chaussée entre les deux trottoirs, ou du moins entre les deux zones à réserver pour l'établissement de trottoirs, et suivant le type décrit à l'article 6.

Le minimum des largeurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

(A) Pour un trottoir, un mètre dix centimètres (1^m 10);

(B) Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le bord d'un trottoir :

1^o Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres soixante centimètres (2^m 60);

2^o Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0^m 30).

Établissement de la voie ferrée en déviation.

8 bis. Dans les parties en déviation, le ballast aura trente-cinq centimètres (0^m 35) d'épaisseur. La largeur de la plate-forme du ballast sera au moins égale à celle du matériel roulant; celle de la plate-forme des terrassements ne sera pas inférieure à quatre mètres dix centimètres (4^m 10).

Le concessionnaire sera tenu de rétablir et d'assurer à ses frais, pendant la durée de la concession, en se conformant aux dispositions approuvées par l'autorité compétente, les écoulements d'eau qui seraient arrêtés, suspendus ou modifiés par ses travaux, et de prévenir l'insalubrité pouvant résulter des chambres d'emprunt.

Il rétablira de même les communications publiques et particulières que l'exécution de ses travaux l'obligera à modifier.

Il n'emploiera dans l'exécution des ouvrages que des matériaux de bonne qualité; il sera tenu de se conformer aux règles de l'art, de manière à obtenir une construction parfaitement solide.

Tous les aqueducs, ponceaux, ponts et viaducs à construire à la rencontre des divers cours d'eau et des chemins publics et particuliers seront en maçonnerie, en fer ou en acier.

Exécution des travaux.

9. Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées sera couvert par des fournitures de matériaux neufs, de la nature et de la qualité de ceux qui sont employés dans lesdites chaussées.

Pour le rétablissement des chaussées pavées au moment de la pose de la voie ferrée, le concessionnaire fournira, en outre, la quantité de bontisses nécessaire afin d'opérer ce rétablissement suivant les règles de l'art, en évitant l'emploi des demi-pavés.

Les vieux matériaux provenant des anciennes chaussées remaniées ou refaites à neuf, qui n'auront pas trouvé leur emploi dans la réfection, seront laissés à la libre disposition du concessionnaire.

Les éléments constitutifs des voies ferrées devront être de bonne qualité et être destinés à remplir leur destination.

Voies.

10. Les voies devront être établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier et du poids de vingt kilogrammes (20^k) au moins par mètre courant; ils seront posés sur traverses en bois espacées au maximum de quatre-vingt-cinq centimètres (0^m 85) d'axe en axe.

Gares et stations.

11. Les trains ne s'arrêteront pas en pleine voie. Ils ne s'arrêteront qu'aux stations, haltes et arrêts énumérés ci-dessous.

Ces stations et haltes seront construites économiquement suivant des dispositions analogues à celles adoptées pour les lignes du même genre déjà existantes; les arrêts ne comportent aucun bâtiment et seront marqués par un poteau indicateur.

Le nombre et l'emplacement des stations, haltes et arrêts seront arrêtés par l'approbation des projets définitifs. Il est toutefois entendu, dès à présent, qu'il sera établi des stations, haltes ou arrêts pour le service des voyageurs et des gares pour la réception et la livraison des marchandises, aux points indiqués ci-dessous⁽¹⁾:

1° De Bressuire à Montreuil-Bellay : Bressuire (S), Saint-Porchaire (H), Chambouret (H), Noirlieu (S), Pont-Bréchoix (A), la Coudre-Sanzais (H), Argenteau-Château (S), le Breuil (H), Ulcot (H), Cersay (S), Vraire (H), Argenton-l'Église (S), Bouillé-Loretz (S), Glandes (A), le Puy-Notre-Dame (S), Sanzières (A), Saint-Marie-de-Sanzay (H) et Montreuil-Bellay (S).

2° De Parthenay à Saint-Laurs : Parthenay (S), Parthenay-le-Vieux (H), le Tallud (H), Azay-sur-Thouet (S), Secondigny (S), Vernoux-en-Gâtine (S), l'Absie (S), Scillé (H), le Busseau (S), la Chapelle-Thireuil (H) et Saint-Laurs (S).

3° De Parthenay à Ménégoûte : Parthenay (S), Pompaire (H), la Meilleraye (S), la Juderie (H), Vausseroux (S), la Fonzille (A), la Pagerie (H), la Guérinière (H) et Ménégoûte (S).

4° De Ménégoûte à Saint-Maixent : Ménégoûte (S), Fomperron (S), la Robellière (H), Exireuil (H), Saint-Maixent (H) et Saint-Maixent (S).

5° De Saint-Maixent à Melle : Saint-Maixent (S), la Belle-Croix (A), Souvigné (H), Fonfréroux (H), l'Herminet (H) (Forêt), la Mothe-Saint-Héraye (S), Exoudon (S), Bagnaux (H), Chenay (S), Chey (S), Lézay (S), Saint-Vincent-la-Châtre (S), Saint-Léger-lès-Melle (H), Melle (H) et Melle (S).

Moyens de transbordement. — Clause spéciale prescrite par la circulaire du 12 janvier 1888.

11 bis. Des moyens de transbordement commodes pour les voyageurs et les marchandises seront assurés dans toutes les gares de jonction avec les lignes des chemins de fer de l'État.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

12. Sur les sections où la voie ferrée est accessible aux voitures ordinaires (voitures à rails noyés dans la chaussée), l'entretien, qui est à la charge du concessionnaire, comprend l'empierrement des entre-rails et de l'entre-voie, ainsi que des rails de cinquante centimètres (0^m 50) qui servent d'accotements extérieurs aux rails.

¹ Les stations, haltes et arrêts sont désignés par les lettres : S (stations) H (haltes) A (arrêts).

Réfection des parties de route ou de chemin atteintes par les travaux de la voie ferrée.

13. Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées en dehors des zones ou de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu par le concessionnaire à l'entretien de ces parties pendant une année à dater de la réception provisoire des travaux de réfection; il en sera de même pour tous les ouvrages souterrains.

Nombre minimum des voyages.

14. Le nombre minimum des voyages qui devront être faits tous les jours est fixé à deux dans chaque sens et sur chaque ligne, avec un horaire assurant autant que possible la correspondance entre les diverses sections et avec les trains des lignes de l'État.

Dans aucun cas, le concessionnaire ne sera tenu de faire un service régulier entre dix heures du soir et cinq heures du matin.

Limitation de la vitesse et de la longueur des trains.

15. Les trains se composeront de huit voitures au plus et leur longueur totale ne dépassera pas soixante mètres (60^m).

La vitesse des trains en marche ne dépassera pas vingt kilomètres (20^k) à l'heure.

TITRE III.

DURÉE ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

16. La durée de la concession des lignes mentionnées à l'article 2 du présent cahier des charges commencera à courir de la déclaration d'utilité publique, et elle prendra fin soixante-cinq ans après.

Expiration de la concession.

17. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession et par le seul fait de cette expiration, l'État sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur la voie ferrée et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien la voie ferrée et tous les immeubles faisant partie du domaine public qui en dépendent. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant de ladite voie, tels que les barrières et clôtures, les changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, bureaux d'attente et de contrôle du matériel roulant, tel qu'il est défini à l'article 2 de la convention provisoire, et des objets mobiliers de tout genre ainsi que de l'outillage des ateliers, des gares et de la voie.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, l'État aura le droit de saisir les revenus du tramway et de les employer à rétablir en bon état la voie ferrée et ses dépendances, si le concessionnaire ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, l'État se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel à l'État.

L'État sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre en outre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts; et, réciproquement, si l'État le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois l'État ne

pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du tramway pendant six mois.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où le Gouvernement déciderait que les voies ferrées doivent être maintenues en tout ou en partie.

Remise des lieux dans l'état primitif.

18. Dans le cas où le Gouvernement déciderait, au contraire, que les voies ferrées doivent être supprimées en tout ou en partie, ces voies seront enlevées et les lieux seront remis dans l'état primitif par les soins et aux frais du concessionnaire, sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité.

Rachat de la concession.

19. L'État aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1881. Ce terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective du réseau entier ou, au plus tard, à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 1 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est réclamé par l'État après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué et en y comprenant les annuités qui auront été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années, et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant le quatrième et le cinquième paragraphe de l'article 17, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire, dans tous les cas, pour l'État.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, par suite d'un changement dans le classement des routes et chemins empruntés par la voie ferrée, une nouvelle autorité serait substituée à celle de qui émane la concession.

La nouvelle autorité aura les mêmes droits que celle qui a fait la concession.

Déchéance.

20. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet tous les projets définitifs, ou s'il n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par l'article 3, il encourra la déchéance, qui, après mise en demeure, sera prononcée par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 21, à titre de cautionnement, deviendra la propriété de l'État et lui restera acquise.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

21. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 3, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le règlement d'administration publique du 6 août 1881 ainsi que par le présent cahier des charges et dans le cas prévu par l'article 3 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement dans les conditions qui seraient prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué par le ministre des travaux publics, après mise en demeure, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement devra être reconstitué dans le mois de la décision ministérielle.

En cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, conformément à l'article 41 du règlement d'administration publique du 6 août 1881.

Cas de force majeure.

22. Les dispositions des deux articles qui précèdent ne seraient pas applicables et la déchéance ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

**TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS
ET DES MARCHANDISES.**

Tarif des droits à percevoir.

23. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il en remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir pendant toute la durée de la concession les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

TARIF.

1° PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.

Grande vilesse.

Voyageurs...	{	Voitures couvertes, garnies et fermées à glaces (1 ^{re} classe).....
		Voitures couvertes et fermées à glaces et à banquettes rembourrées (2 ^e classe).....
Enfants.....	{	Au-dessous de trois ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.
		De trois à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte; toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur.
		Au-dessus de sept ans, ils payent place entière.
Chiens transportés dans les trains de voyageurs.....		
(Sans que la perception puisse être inférieure à 0 ^e 40 ^e .)		

Petite vitesse.

Boeufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, bêtes de trait.	0 085	0 040	0 125
Veaux et porcs.....	0 0375	0 0225	0 06
Moutons, brebis, agneaux, chèvres.....	0 015	0 015	0 03

Lorsque les animaux ci-dessus dénommés seront, sur la demande des expéditeurs, transportés à la vitesse des trains de voyageurs, les prix seront doublés.

2° PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.

Marchandises transportées à grande vitesse.

Autres. — Poissons frais. — Denrées. — Excédents de bagages et marchandises de toute classe transportés à la vitesse des trains de voyageurs.....	0 20	0 16	0 36
---	------	------	------

Marchandises transportées à petite vitesse.

- 1^{re} classe. — Spiritueux. — Huiles. — Bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques. — Produits chimiques non dénommés. — Œufs. — Vlande fraîche. — Gibier. — Sucre. — Café. — Drogues. — Épicerics. — Tissus. — Denrées coloniales. — Objets manufacturés. — Armes.....
- 2^e classe. — Blés. — Grains. — Farines. — Légumes farineux. — Riz, maïs, châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées. — Chaux et plâtre. — Charbon de bois. — Bois à brûler dit de corde. — Perches. — Chevrons. — Planches. — Madriers. — Bois de charpente. — Marbre en bloc. — Albâtre. — Bitume. — Cotons. — Laines. — Vins. — Vinaigres. — Boissons. — Bières. — Levure sèche. — Coke. — Fers. — Cuyvres. — Plomb et autres métaux ouvrés ou non. — Fontes moulées.....
- 3^e classe. — Pierres de taille et produits de carrières. — Minerais autres que les minerais de fer. — Fonte brute. — Sel. — Moellons. — Meulrières. — Argiles. — Briques. — Ardoises.....
- 4^e classe. — Houille. — Marnes. — Cendres. — Fumiers. — Engrais. — Pierre à chaux et à plâtre. — Pavés et matériaux pour la construction et la réparation des routes. — Minerais de fer. — Cailloux et sables.....

	PRIX		
	de péage.	de transport.	TOTAL.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1 ^{re} classe. — Spiritueux. — Huiles. — Bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques. — Produits chimiques non dénommés. — Œufs. — Vlande fraîche. — Gibier. — Sucre. — Café. — Drogues. — Épicerics. — Tissus. — Denrées coloniales. — Objets manufacturés. — Armes.....	0 09	0 07	0 16
2 ^e classe. — Blés. — Grains. — Farines. — Légumes farineux. — Riz, maïs, châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées. — Chaux et plâtre. — Charbon de bois. — Bois à brûler dit de corde. — Perches. — Chevrons. — Planches. — Madriers. — Bois de charpente. — Marbre en bloc. — Albâtre. — Bitume. — Cotons. — Laines. — Vins. — Vinaigres. — Boissons. — Bières. — Levure sèche. — Coke. — Fers. — Cuyvres. — Plomb et autres métaux ouvrés ou non. — Fontes moulées.....	0 08	0 06	0 14
3 ^e classe. — Pierres de taille et produits de carrières. — Minerais autres que les minerais de fer. — Fonte brute. — Sel. — Moellons. — Meulrières. — Argiles. — Briques. — Ardoises.....	0 065	0 045	0 11
4 ^e classe. — Houille. — Marnes. — Cendres. — Fumiers. — Engrais. — Pierre à chaux et à plâtre. — Pavés et matériaux pour la construction et la réparation des routes. — Minerais de fer. — Cailloux et sables.....	0 055	0 035	0 09
<i>Tarif spécial par wagon complet.</i>			
Marchandises des 1 ^{re} et 2 ^e classes.....	0 05	0 03	0 08
Marchandises des 3 ^e et 4 ^e classes.....	0 045	0 025	0 07
Les foin, fourrages, pailles et toutes marchandises ne pesant pas 600 kilogrammes sous le volume d'un mètre cube, 50 centimes par wagon et par kilomètre.			
3^e VOITURES ET MATÉRIEL ROULANT TRANSPORTÉS À PETITE VITESSE.			
<i>Par pièce et par kilomètre.</i>			
Wagon ou chariot (pouvant porter de trois à six tonnes).....	0 09	0 06	0 15
Wagon ou chariot (pouvant porter plus de six tonnes).....	0 12	0 08	0 20
Locomotive pesant de douze à dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....	1 80	1 20	3 00
Locomotive pesant plus de dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....	2 25	1 50	3 75
Tender de sept à dix tonnes.....	0 90	0 65	1 55
Tender de plus de dix tonnes.....	1 35	0 90	2 25
Les machines locomotives seront considérées comme ne traînant pas de convoi lorsque le convoi remorqué, soit de voyageurs, soit de marchandises, ne comportera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur la locomotive avec son tender marchant sans rien traîner.			
Le prix à payer pour un wagon chargé ne pourra jamais être inférieur à celui qui serait dû pour un wagon marchant à vide.			
Voitures à deux ou à quatre roues, à un fond et à une seule banquette dans l'intérieur.....	0 15	0 10	0 25
Voitures à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes dans l'intérieur, omnibus, diligences, etc.....	0 18	0 14	0 32
Lorsque, sur la demande des expéditeurs, les transports auront lieu à la vitesse des trains de voyageurs, les prix ci-dessus seront doublés.			
Dans ce cas, deux personnes pourront, sans supplément de prix, voyager dans les voitures à une banquette, et trois dans les voitures à deux banquettes, omnibus, diligences, etc.; les voyageurs excédant ce nombre payeront le prix des places de deuxième classe.			

Voitures de déménagement à deux ou à quatre roues, à vide.....
 les voitures, lorsqu'elles seront chargées, payeront en sus du prix
 ci-dessus, par tonne de chargement et par kilomètre.....

4° SERVICE DES POMPES FUNÈRES ET TRANSPORT DES CERCUEILS.

Grande vitesse.

Une voiture des pompes funèbres, renfermant un ou plusieurs cer-
 cueils, sera transportée aux mêmes prix et conditions qu'une voi-
 ture à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes.....
 Chaque cercueil confié à l'administration des tramways sera trans-
 porté, par les trains ordinaires, dans un compartiment isolé, au
 prix de.....
 et par les trains express, dans une voiture spéciale, au prix de....

PRIX		
de péage.	de trans- port.	TOTAUX.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 12	0 08	0 20
0 08	0 06	0 14
0 36	0 28	0 64
0 18	0 12	0 30
0 60	0 40	1 00

Les prix déterminés ci-dessus ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concession-
 naire qu'autant qu'il effectuerait lui-même ces transports à ses frais et par ses propres
 moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre
 même sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Si la distance parcourue est inférieure à six kilomètres (6^k), elle sera comptée
 pour six kilomètres (6^k).

Le tableau des distances entre les diverses stations sera arrêté par le préfet, d'après
 le procès-verbal de chainage dressé contradictoirement par le concessionnaire et le
 service du contrôle. Ce chainage sera fait suivant la voie la plus courte, d'axe en axe
 des bâtiments des voyageurs des stations extrêmes, ou, à défaut de station, des
 points des aiguillages extrêmes. Les tarifs proposés d'après cette base seront soumis
 à l'homologation du ministre des travaux publics.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes (1,000^k).

Les fractions de poids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite
 vitesse, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes (10^k).

Ainsi, tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes (0 et 10^k) payera comme
 dix kilogrammes (10^k); entre dix et vingt kilogrammes (10 et 20^k), comme vingt kilo-
 grammes (20^k), etc.

Toutefois, pour les excédents de bagages et les marchandises à grande vitesse, les
 fractions seront établies : 1° de zéro à cinq kilogrammes (0 à 5^k); 2° au-dessus de cinq
 (5^k) jusqu'à dix kilogrammes (10^k); 3° au-dessus de dix kilogrammes (10^k), par frac-
 tion indivisible de dix kilogrammes (10^k).

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque, soit en
 grande, soit en petite vitesse, ne pourra être inférieur à quarante centimes (0^l 40).

Bagages.

24. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de trente kilogrammes (30^k)
 aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement, et elle
 sera réduite à vingt kilogrammes (20^k) pour les enfants transportés à moitié prix.

Assimilation des classes de marchandises.

25. Les animaux, denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés dans
 le tarif seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils

auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formulées aux articles 24 et 27 ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à une taxe supérieure à celle de la première classe du tarif ci-dessus.

Les assimilations de classes pourront être provisoirement réglées par le concessionnaire; elles seront immédiatement affichées et soumises à l'administration, qui prononcera définitivement.

Transport de masses indivisibles.

26. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes (3,000^k).

Néanmoins le concessionnaire ne pourra se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes (3,000 à 5,000^k); mais les droits de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

Le concessionnaire ne pourra être contraint à transporter les masses pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k).

Si, nonobstant la disposition qui précède, le concessionnaire transporte des masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k), il devra, pendant trois mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feront la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition du concessionnaire.

Exceptions. — Envois par groupes.

27. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énoncés dans le tarif et qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes (200^k) sous le volume d'un mètre cube;

2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux pour lesquels des règlements de police prescriraient des précautions spéciales;

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs (5,000^f);

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs;

5° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédents de bagages pesant isolément, quarante kilogrammes (40^k) et au-dessous.

Toutefois, les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis pesant ensemble plus de quarante kilogrammes (40^k) d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédents de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes (40^k).

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets ou colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messagerie et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par le préfet, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition du concessionnaire.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un de ces paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes (40^k).

Abaissement des tarifs.

28. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du ministre des travaux publics, conformément aux dispositions de la loi du 21 juin 1865.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et sur le transport.

Détails d'expédition.

29. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sous tous de faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis, bestiaux et objets quelconques seront inscrits, à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite, sur le registre de la gare de départ, du prix total dû pour leur transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

Détails de livraison.

30. Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques seront expédiés et livrés de gare en gare, dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées :

1° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à grande vitesse seront expédiés par le premier train de voyageurs contenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux heures après l'arrivée du même train.

2° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à petite vitesse seront expédiés, au plus tard, dans le jour qui suivra celui de la remise.

Le maximum de durée du trajet sera fixé par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Les colis seront mis à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra celui de leur arrivée en gare.

Le délai total résultant des trois paragraphes ci-dessus sera seul obligatoire pour la compagnie.

Il pourra être établi un tarif réduit, approuvé par le ministre des travaux publics, pour tout expéditeur qui acceptera des délais plus longs que ceux déterminés ci-dessus pour la petite vitesse.

Pour le transport des marchandises, il pourra être établi, sur la proposition du concessionnaire, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse. Le prix correspondant à ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

Le préfet déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions relatives aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Frais accessoires.

31. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins

du tramway, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Il en sera de même des frais de transbordement qui seront faits dans les gares de raccordement de la ligne concédée avec une ligne présentant une largeur de voie différente.

Factage et camionnage.

32. Le concessionnaire sera tenu de faire, soit par lui-même, soit par un intérimaire dont il répondra, le factage et le camionnage pour la remise au domicile des destinataires de toutes les marchandises qui lui seront confiées.

Le factage et le camionnage ne seront point obligatoires en dehors du rayon de l'octroi, non plus que pour les gares qui desserviraient soit une population agglomérée de moins de trois mille habitants, soit un centre de population de trois mille habitants ou plus situé à plus de cinq kilomètres de la gare du tramway.

Les tarifs à percevoir seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Ils seront applicables à tout le monde sans distinction.

Toutefois les expéditeurs et destinataires resteront libres de faire eux-mêmes, et leurs frais, le factage et le camionnage de leurs marchandises.

Traité particuliers.

33. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transports de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 39 du règlement d'administration publique du 6 août 1881, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète concurrence entre les diverses entreprises de transports dans leurs rapports avec le tramway.

Embranchements industriels. — Tarif à percevoir pour le matériel prêt.

34. Le concessionnaire sera indemnisé de la fourniture et de l'envoi de matériel sur les embranchements industriels desservant des carrières, des mines et des usines, par la perception d'une redevance qui est fixée à douze centimes (0^e 12) par tonne pour le premier kilomètre et à quatre centimes (0^e 04) par tonne et par kilomètre en sus du premier, lorsque la longueur de l'embranchement excédera un kilomètre (1^{er}).

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle.

35. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance de la voie ferrée seront transportés gratuitement dans les voitures voyageurs.

Service des postes.

36. Le concessionnaire sera tenu de recevoir dans ses voitures, aux heures des parts réguliers, les sacs de dépêches de la poste escortés ou non d'un convoyeur. Les sacs seront déposés dans un coffre fermant à clef. Le convoyeur aura droit à la place réservée aussi près que possible de ce coffre.

L'administration des postes aura, en outre, le droit de fixer aux voitures de l'entreprise une boîte aux lettres, dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Les prix des transports ci-dessus seront payés par l'administration des postes conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'Etat se serait engagé à faire au concessionnaire une subvention par annuités. Dans ce cas, les sacs de dépêches et le convoyeur devront être transportés gratuitement.

Le concessionnaire pourra être tenu de fixer, d'après les convenances du service des postes, l'heure d'un de ses départs dans chaque sens.

Le montant des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial lui imposées au concessionnaire, déduction faite du produit qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes, que l'entrepreneur soit subventionné ou non par le Trésor, suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux arbitres. En cas de désaccord de ces arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Frais de contrôle.

57. La somme que le concessionnaire doit verser chaque année à la date du 1^{er} janvier, afin de pourvoir aux frais du contrôle, sera calculée d'après le chiffre de cinquante francs (50^f) par kilomètre de ligne concédée.

Le premier versement aura lieu le 1^{er} janvier qui suivra la déclaration d'utilité publique, à la caisse du trésorier-payeur général des Deux-Sèvres.

Cautionnement.

58. Avant la signature de l'acte de concession définitive, le concessionnaire déposera à la caisse des dépôts et consignations une somme de mille francs (1,000^f) par kilomètre, en numéraire ou en rentes sur l'État ou en bons du Trésor, avec transfert, profit de ladite caisse, de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre. Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Elle sera remboursée intégralement au concessionnaire au fur et à mesure de la mise en exploitation de chaque ligne et au prorata de la longueur.

Élection de domicile.

59. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Niort.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification à lui adressée sera valable, qu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture des Deux-Sèvres.

Règlement des contestations.

60. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration à l'objet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département des Deux-Sèvres, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

61. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention de concession ci-annexée seront supportés par le concessionnaire.

Niort, le 19 juillet 1895.

Lu et approuvé :

Signé : ÉM. FRANCO.

Lu et approuvé :

Le Préfet des Deux-Sèvres,

Signé : CHARLES BLANC.

Enregistré à Niort (actes civils), le 20 juillet 1895, folio 20, case 5. Reçu un franc cinquante centimes, décimes compris (art. 24 de la loi du 11 juin 1880). — Signé :
t.

*Estimation des dépenses de premier établissement, conformément aux avant-projets
présentés par la Compagnie française des voies ferrées économiques.*

DÉSIGNATION DES TRAVAUX ou fournitures.	QUAN- TITÉS.	PRIX de l'unité.	DÉPENSES							
			par article.	par paragraphe.	par chapitre.					
PREMIÈRE PARTIE. — INFRASTRUCTURE.										
CHAPITRE I ^{er} . — TERRAINS.										
Acquisitions de terrains, comprenant :										
A. Les emprises pour les élargissements des routes ou chemins suivis, les em- prises pour les déviations, nécessitées par les déclivités des routes ou chemins ou par leur insuffisance de largeur, les emprises pour rectifications des chemins et cours d'eau, etc., par hectare.....	34 ^h 60 ^a	6,000 ^f	208,800 ^f	369,300 ^f						
B. Les emprises pour les emplacements des stations, haltes, dépôts, ateliers, magasins, etc., par hectare.....	16 04	10,000	160,400							
C. Constructions mises à l'alignement ⁽¹⁾ .										
Somme à valoir pour frais d'expro- priation, etc.....	.....	.....	.....	86,191 ^f						
Somme à valoir pour dépenses im- prévues.....	.....	.....	.....							
TOTAL pour les terrains.....	.....	.....	.....							
CHAPITRE II. — TRAVAUX.										
§ 1 ^{er} . — Terrassements et ouvrages d'art.										
Préparation de la plate-forme de la voie courante, sur routes et chemins, y compris : consolidation des aqueducs, maintien des accès des propriétés rive- raines et établissement de garages pour les dépôts de matériaux d'entretien, par mètre linéaire.....						101 ^h 588 ^a	2 ^f 00 ^a	203,176 ^f	1,394,971 ^f	
Amélioration sur place des routes et che- mins sans modification de profil, mais avec modification des alignements et courbes en rétablissant la plate-forme de la chaussée d'après le nouvel axe de la voie suivant ses dimensions, préparation de la plate-forme de la voie courante, par mètre linéaire....						2 064	3 25	6,709		
Amélioration sur place des routes ou chemins, rectification de leur profil, préparation et consolidation des ou- vrages d'art, préparation de la plate- forme de la voie courante, par mètre linéaire.....						39 398	7 50	294,735		
Déviation pour l'établissement de la voie courante, y compris rectification des chemins et cours d'eau, ouvrages pour l'écoulement des eaux, ouvrages pour le rétablissement des voies de commu- nication et accès des propriétés rive- raines et tous ouvrages d'art, par mètre linéaire.....						54 203	13 50	731,741		
Augmentation du cube des terrassements : 142,950 X 0,205.....						29 305	2 00	58,610		

⁽¹⁾ Il est donné acte à la compagnie de l'engagement pris par la commune de Saint-
chaire de mettre en état de recevoir la plate-forme de la voie le chemin rural de Lignolles.

DÉSIGNATION DES TRAVAUX ou fournitures.	QUAN- TITÉ.	PRIX de l'unité.	DÉPENSES		
			par article.	par paragraphes.	par chapitre.
§ 2. — Travaux divers.					
Travaux d'art spéciaux	"	"	"		
Réparation de la plate-forme des stations, dépôts, ateliers et magasins	46 ^h 550 ^m	1 ^f 80 ^c	83,790 ^f	182,367 ^f	
Travaux accessoires, réglemens, para- chèvements, par mètre linéaire	197 153	0 50	98,577		
Somme à valoir pour dépenses im- prévues				"	
TOTAL pour les travaux					1,477,338 ^f
TOTAL pour l'infrastructure					1,883,082

DEUXIÈME PARTIE. — SUPERSTRUCTURE.

CHAPITRE III. — VOIE ET MATÉRIEL FIXE.

§ 1^{er}. — Voie courante.

Voie en rails d'acier, type Vignole, du poids de 20 kilogrammes par mètre linéaire, posés sur des traverses en bois de 1^m70 × 0^m12 × 0^m16 espacées de 0^m85 d'axe en axe, y compris éclisses du poids de 5 kilogrammes la paire, boulons d'éclisses du poids de 300 l'un, tire-fond de 0^m300 l'un, fourniture du ballast, pose, etc., par mètre linéaire

197 ^h 153 ^m	17 ^f 95 ^c	3,538,896 ^f	3,538,896 ^f
-----------------------------------	---------------------------------	------------------------	------------------------

§ 2. — Voies d'évitement, de garage et de service.

Voie en rails d'acier, comme la voie courante, par mètre linéaire

Travaux ordinaires de changement de voie, fourniture et pose, l'un

11 380	17 95	204,271	303,471
124	800 00	99,200	

§ 3. — Matériel fixe.

Voies tournantes de 20 tonnes, fourniture et pose

Voies à bascule de 20 tonnes, fourniture et pose

Voies fixes de chargement de 2^h 5, fourniture et pose

Voies sur chariot de 5 tonnes, fourniture et pose

Voies avancées des stations, fourniture et pose

Voies avancées des raccordements avec les gares de l'État, fourniture et pose

Somme à valoir pour dépenses imprévues

TOTAL pour les voies et le matériel fixe

7	2,400 00	16,800	78,400
7	2,000 00	14,000	
3	2,200 00	6,600	
2	6,500 00	13,000	
17	500 00	8,500	
6	3,250 00	19,500	
			3,920,767 ^f

CHAPITRE IV. — STATIONS, DÉPÔTS, ATELIERS, MAGASINS.

§ 1^{er}. — Stations.

Travaux de stations de 1^{re} classe

Travaux de stations de 2^e classe

Travaux de stations de 3^e classe

Travaux des haltes

Travaux à marchandises de 1^{re} classe

Travaux à marchandises de 2^e classe

Travaux à marchandises

Travaux d'échange avec l'État

Travaux de cour des stations

1	10,000 ^f	10,000 ^f	291,325 ^f
9	7,000	63,000	
18	6,000	90,000	
22	1,800	39,600	
1	2,500	2,500	
10	1,800	18,000	
29	1,000	29,000	
6	4,000	24,000	
8 700	1 ^f 75 ^c	15,225	

DÉSIGNATION DES TRAVAUX ou fournitures.	QUAN- TITÉS.	PRIX de l'unité.	DÉPENSES		
			par article.	par paragraphe.	par chapitre.
§ 2. — Dépôts, remises, ateliers, etc.					
Remises à machines : dépôt pour 8 machines.....	1	8,500 ^f	8,500 ^f	} 259,500 ^f	
Remises à machines : dépôt pour 4 machines.....	2	5,000	10,000		
Remises à machines : dépôt pour 2 machines.....	5	3,000	15,000		
Remises à voitures.....	6	7,000	42,000		
Atelier de réparations (bâtiment et outillage).....	"	"	100,000		
Magasins.....	5	4,000	20,000		
Alimentations d'eau complètes.....	12	4,500	54,000		
Alimentations d'eau de secours.....	4	2,500	10,000		
§ 3. — Outillage et mobilier.					
Outillage de la traction, par kilomètre.....	197 ¹ 153 ^m	150	29,573	} 59,146	
Outillage et mobilier de l'exploitation, par kilomètre.....	197 153	100	19,715		
Outillage de la voie, par kilomètre.....	197 153	50	9,858		
§ 4. — Téléphone.					
Ligne et appareils téléphoniques, fourniture et pose, par kilomètre.....	197 153	350	69,004	69,004	
Somme à valoir pour dépenses imprévues.....				.	
TOTAL pour les stations, dépôts, ateliers.....					
TOTAL pour la superstructure.....					

TROISIÈME PARTIE. — MATÉRIEL ROULANT.

CHAPITRE V. — MATÉRIEL DE TRACTION.					
Locomotives à 3 essieux accouplés, du poids de 22 tonnes en charge complète, l'une.....	20	32,500 ^f	650,000 ^f	} 699,463 ^f	
Wagons de secours, l'un.....	7	4,250	29,750		
Pièces de rechange pour les locomotives, par kilomètre.....	197 ¹ 153 ^m	100	19,715		
Somme pour application de freins à vide directs sur 20 locomotives et 7 wagons de secours.....				25,750	
TOTAL pour le matériel de traction.....					
CHAPITRE VI. — MATÉRIEL DE TRANSPORT.					
Voitures à voyageurs, l'une.....	60	6,000 ^f	360,000 ^f	} 913,215 ^f	
Fourgons à bagages avec freins, l'un...	25	3,400	85,000		
Wagons à marchandises sans freins :					
Plates-formes, l'un.....	50	1,600	80,000		
Tombereaux.....	45	2,300	103,500		
Couverts.....	25	3,000	75,000		
Wagons à marchandises avec freins :					
Plates-formes, l'un.....	25	1,800	45,000		
Tombereaux.....	25	2,500	62,500		
Couverts.....	25	3,300	82,500		
Pièces de rechange et agrès pour les voitures à voyageurs et les wagons à marchandises, par kilomètre.....	197 ¹ 153 ^m	100	19,715		
Somme pour application de freins à vide directs à 60 voitures, 25 fourgons et 75 wagons, et conduites blanches sur 120 véhicules.....				48,400	
TOTAL pour le matériel de transport.....					
TOTAL pour le matériel roulant.....					

DÉSIGNATION DES TRAVAUX
ou fournitures.QUAN-
TITÉS.PRIX
de
l'unité.

DÉPENSES

par
article.par
paragraphe.par
chapitre.

QUATRIÈME PARTIE. — FRAIS GÉNÉRAUX.

\$ 1 ^{re} . — Études, direction et surveillance des travaux, par kilomètre.....	197 ^k 153 ^m	1,500 ^f	295,730 ^f	295,730 ^f	
\$ 2. — Intérêts des capitaux pendant la construction.....	Les prix portés aux chapitres 1, 2, 3, 4, 5 et 6 sont établis en tenant compte des intérêts des capitaux pendant la construction.		"	"	
\$ 3. — Dépenses relatives à la constitution du capital de la compagnie départementale, comptées à raison de six pour cent du capital.....	1,500,000	0 ^f 06 ^c	90,000	90,000	
TOTAL pour les frais généraux.....					385,730 ^f

RÉCAPITULATION.

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.

DÉPENSES

totales.

par kilomètre
de ligne.

Infrastructure.....	1,883,062 ^f	9,551 ^f 27 ^c
Superstructure.....	4,599,742	23,330 83
Matériel roulant.....	1,686,830	8,555 94
Frais généraux.....	385,730	1,956 50
TOTAUX.....	8,555,364	43,394 54

Soit 43,400 francs par kilomètre.

Vu pour être annexé à la convention de rétrocession en date de ce jour.

Niort, le 2 avril 1895.

Le Préfet des Deux-Sèvres,

Signé : CHARLES BLANC.

Le Rétrocessionnaire,

Signé : ÉM. FRANÇO.

Vu pour être annexé à la nouvelle convention de rétrocession en date de ce jour.

A Niort, le 19 juillet 1895.

Le Préfet des Deux-Sèvres,

Signé : CHARLES BLANC.

Le Rétrocessionnaire,

Signé : ÉM. FRANÇO.

Enregistré à Niort (actes civils), le 10 avril 1895, folio 17, case 16. Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris (art. 25 de la loi du 11 juin 1880). — Signé :
Léoné.

BORDEREAU

des prix unitaires de premier établissement annexé à la convention de rétrocession du 2 avril 1895, conclue entre le département et la compagnie française des voies ferrées économiques.

PREMIÈRE PARTIE. — INFRASTRUCTURE.

CHAP. I^{er}. — TERRAINS.

Acquisitions de terrains comprenant :

A. — Les emprises pour les élargissements des routes ou chemins suivis, les prises pour les déviations nécessitées par les déclivités des routes ou chemins ou par leur insuffisance de largeur, les emprises pour les rectifications des chemins et cours d'eau, etc., l'hectare, six mille francs (6,000^f).

B. — Les emprises pour les emplacements des stations, haltes, dépôts, ateliers, magasins, etc., l'hectare, dix mille francs (10,000^f).

CHAP. II. — TRAVAUX.

§ 1. — Terrassements et ouvrages d'art.

Préparation de la plate-forme de la voie courante sur routes ou chemins, y compris consolidation des aqueducs, maintien des accès des propriétés riveraines et établissement de garages pour les dépôts des matériaux d'entretien, par mètre linéaire, deux francs (2^f).

En cas d'élargissement des chaussées, le mètre superficiel de cet élargissement sur quinze centimètres d'épaisseur, sera compté à raison de quatre-vingt-cinq centimes (0^f 85^c).

Amélioration sur place des routes ou chemins sans modification de profil, ou avec modification de courbes ou d'alignements en rétablissant la plate-forme de la chaussée d'après le nouvel axe de la voie suivant ses dimensions, préparation de la plate-forme de la voie courante, par mètre linéaire, trois francs vingt-cinq centimes (3^f 25^c).

Amélioration sur place des routes ou chemins, rectification de leurs profils, réparation et consolidation des ouvrages d'art, préparation de la plate-forme de la voie courante, etc., par mètre linéaire, sept francs cinquante centimes (7^f 50^c).

Déviations pour l'établissement de la plate-forme de la voie courante, y compris rectifications des chemins et cours d'eau, ouvrages pour l'écoulement des eaux, ouvrages pour le rétablissement des voies de communication et des accès des propriétés riveraines, et tous ouvrages d'art, par mètre linéaire, treize francs cinquante centimes (13^f 50^c).

§ 2. — Travaux divers.

Préparation de la plate-forme des stations, dépôts, ateliers et magasins, par mètre cube, un franc quatre-vingts centimes (1^f 80^c).

Travaux accessoires : réglements, parachèvements, etc., par mètre linéaire, quatre centimes (0^f 50^c).

Terrassements supplémentaires pour forme de la voie, le mètre cube, deux francs (2^f).

DEUXIÈME PARTIE. — SUPERSTRUCTURE.

CHAP. III. — VOIES ET MATÉRIEL FIXE.

§ 1. — Voie courante.

Voie en rails d'acier type Vignole, du poids de vingt kilogrammes par mètre linéaire, posés sur des traverses en bois de 1^m 70 × 0^m 12 × 0^m 16, espacées de 0^m 60.

vingt-cinq centimètres d'axe en axe, y compris : éclisses du poids de cinq kilogrammes la paire; boulons d'éclisses du poids de trois cents grammes l'un; tire-fond du poids de trois cents grammes l'un; fourniture de ballast, pose, etc., tout compris, par mètre linéaire, dix-sept francs quatre-vingt-quinze centimes (17^f 95^c).

§ 2. — Voies d'évitement, de garage et de service.

Voie en rails d'acier, comme la voie courante, par mètre linéaire, dix-sept francs quatre-vingt-quinze centimes (17^f 95^c).

Appareils ordinaires de changement de voie fourniture et pose, l'un, huit cents francs (800^f).

§ 3. — Matériel fixe.

Plaques tournantes de vingt tonnes, fourniture et pose, l'une, deux mille quatre cents francs (2,400^f).

Ponts à bascule de vingt tonnes, fourniture et pose, l'un, deux mille francs (2,000^f).

Grues fixes de chargement, de deux tonnes cinq, fourniture et pose, l'une, deux mille deux cents francs (2,200^f).

Grues sur chariot de cinq tonnes, fourniture et pose, l'une, six mille cinq cents francs (6,500^f).

Signaux avancés des stations, fourniture et pose, l'un, cinq cents francs (500^f).

Signaux avancés des raccordements avec les gares de l'État, fourniture et pose, l'un, trois mille deux cent cinquante francs (3,250^f).

CHAP. IV. — STATIONS, DÉPÔTS, ATELIERS, MAGASINS, ETC.

§ 1. — Stations.

Bâtiments de stations de 1^{re} classe, l'un, dix mille francs (10,000^f).

Bâtiments de stations de 2^e classe, l'un, sept mille francs (7,000^f).

Bâtiments de stations de 3^e classe, l'un, cinq mille francs (5,000^f).

Abri des haltes, l'un, mille huit cents francs (1,800^f).

Halles à marchandises de 1^{re} classe, l'une, deux mille cinq cents francs (2,500^f).

Halles à marchandises de 2^e classe, l'une, mille huit cents francs (1,800^f).

Quais à marchandises, l'un, mille francs (1,000^f).

Quais d'échange avec l'État, l'un, quatre mille francs (4,000^f).

Empierrement des cours des stations sur quinze centimètres d'épaisseur, au mètre carré, un franc soixante-quinze centimes (1^f 75^c).

§ 2. — Dépôts, remises, ateliers, etc.

Remises à machines : dépôt pour huit locomotives, l'un, huit mille cinq cents francs (8,500^f).

Remises à machines : dépôt pour quatre locomotives, l'un, cinq mille francs (5,000^f).

Remises à machines : dépôt pour deux locomotives, l'un, trois mille francs (3,000^f).

Remises à voitures, l'une, sept mille francs (7,000^f).

Ateliers de réparations, bâtiment et outillage (à forfait), cent mille francs (100,000^f).

Magasins, l'un, quatre mille francs (4,000^f).

Alimentations d'eau complètes, l'une, quatre mille cinq cents francs (4,500^f).

Alimentation d'eau de secours, l'une, deux mille cinq cents francs (2,500^f).

§ 3. — Outillage et mobilier.

Outillage de la traction, par kilomètre, cent cinquante francs (150^f).

Outillage et mobilier de l'exploitation, par kilomètre, cent francs (100^f).

Outillage de la voie, par kilomètre, cinquante francs (50^f).

§ 4. — Téléphone.

Ligne et appareils téléphoniques, fourniture et pose, par kilomètre, trois cent cinquante francs (350^f).

TROISIÈME PARTIE. — MATÉRIEL ROULANT.

CHAP. V. — MATÉRIEL DE TRACTION.

Locomotives à trois essieux accouplés, du poids de vingt-deux tonnes en charge complète, l'une, trente-deux mille cinq cents francs (32,500^f).

Wagons de secours, l'un, quatre mille deux cent cinquante francs (4,250^f).

Pièces de rechange pour locomotives, par kilomètre, cent francs (100^f).

Freins à vide pour locomotives, l'un, mille deux cents francs (1,200^f).

CHAP. VI. — MATÉRIEL DE TRANSPORT.

Voitures à voyageurs de trente places, l'une, six mille francs (6,000^f).

Fourgons à bagages avec freins, l'un, trois mille quatre cents francs (3,400^f).

Wagons à marchandises sans freins :

Plate-forme, l'un, mille six cents francs (1,600^f).

Tombereaux, l'un, deux mille trois cents francs (2,300^f).

Couverts, l'un, trois mille francs (3,000^f).

Wagons à marchandises avec freins :

Plate-forme, l'un, mille huit cent francs (1,800^f).

Tombereaux, l'un, deux mille cinq cents francs (2,500^f).

Couverts, l'un, trois mille trois cents francs (3,300^f).

Pièces de rechange et agès pour les voitures à voyageurs et les wagons à marchandises, par kilomètre, cent francs (100^f).

Freins à vide pour voitures, wagons et fourgons munis de freins à vis, l'un, cent cinquante francs (150^f).

Conduites blanches pour le raccordement des freins, par wagon, soixante-dix francs (70^f).

QUATRIÈME PARTIE. — FRAIS GÉNÉRAUX.

§ 1. — Études, direction et surveillance des travaux, par kilomètre, mille cents francs (1,500^f).

§ 2. — Intérêts des capitaux pendant la construction. Les prix portés aux titres 1, 2, 3, 4, 5 et 6 sont établis en tenant compte des intérêts des capitaux pendant la construction. — Mémoire.

§ 3. — Dépenses relatives à la constitution du capital de la compagnie départementale, comptées à raison de six pour cent (6 p. 100) du capital, six centimes.

Le présent bordereau des prix unitaires a été dressé et accepté par les soussignés pour servir de base au règlement des quantités fournies, conformément aux articles 3 et 4 de la convention de rétrocession en date du 2 avril 1895.

Fait double à Niort, le 2 avril 1895.

Le Rétrocessionnaire,

Signé : EM. FRANCO.

Le Préfet du département,

Signé : CHARLES BLANC.

Vu pour être annexé à la nouvelle convention de rétrocession en date de ce jour, Niort, le 19 juillet 1895.

Le Rétrocessionnaire,

Signé : EM. FRANCO.

Le Préfet des Deux-Sèvres,

Signé : CHARLES BLANC.

Enregistré à Niort (actes civils), le 10 avril 1895, folio 17, case 16. Reçu au timbre de vingt-cinq centimes, décimes compris (art. 25 de la loi du 11 juin 1880) — 50 centimes.

30108. — **DÉCRET** qui ouvre au Budget du Ministère des finances, pour l'exercice 1894, deux nouveaux Chapitres destinés à recevoir l'imputation des **Payements faits pour rappels d'arrérages de Rentes viagères et de Pensions d'exercices clos.**

Du 18 Octobre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du président du Conseil, ministre des finances;

vu l'article 9 de la loi du 8 juillet 1837, aux termes duquel la dépense de base au règlement des crédits de chaque exercice pour le service de la dette viagère et des pensions et pour celui de la solde et autres dépenses payables sur revues ne se composera que des paiements effectués à l'époque de sa clôture, les rappels d'arrérages sur ces mêmes exercices d'après les droits ultérieurement constatés devant continuer d'être imputés sur les crédits de l'exercice courant et le transport en être effectué d'un exercice à un chapitre spécial, au moyen d'un virement de crédit à mettre chaque année à la sanction législative avec le règlement de l'exercice expiré;

vu l'article 128 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général de la comptabilité publique;

considérant qu'il y a lieu, en ce qui concerne les rentes viagères et les pensions, d'appliquer les dispositions ci-dessus à l'exercice 1894,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au budget du ministère des finances, pour l'exercice 1894, deux nouveaux chapitres destinés à recevoir l'imputation des paiements faits pendant cet exercice pour rappels d'arrérages de rentes viagères et de pensions qui se rapportent à des exercices clos.

Ces chapitres sont intitulés :

Rappels d'arrérages de rentes viagères d'exercices clos;

Rappels d'arrérages de pensions d'exercices clos.

Les paiements effectués pour ces rappels d'arrérages, montant, d'après le tableau ci-annexé, à la somme de deux millions cent quatre-vingt-dix francs quatre-vingt-dix-neuf centimes (2,147,190⁹⁹), sont, en conséquence, déduits des chapitres ordinaires ouverts au budget de l'exercice 1894 pour les rentes viagères et les pensions et appliqués comme il suit aux nouveaux chapitres désignés par l'article précédent :

1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

Rappels d'arrérages de rentes viagères d'exercices clos.....	395' 00'
Rappels d'arrérages de pensions d'exercices clos.....	2,116,793 99
TOTAL ÉGAL.....	2,147,190 99

3. Sur les crédits ouverts par la loi de finances pour le service des rentes viagères et des pensions pendant l'année 1894, une somme de deux millions cent quarante-sept mille cent quatre-vingt-dix francs quatre-vingt-dix-neuf centimes (2,147,190' 99) est transportée aux deux chapitres ci-dessus et annulée aux chapitres suivants :

Rentes viagères d'ancienne origine. (Loi du 23 floréal an XI.).....	395' 00'
Pensions civiles. (Loi du 22 août 1790.).....	24,328 07
Pensions de donataires dépossédés. (Loi du 26 juillet 1821.).....	10,964 21
Pensions militaires de la guerre.....	467,848 35
Pensions militaires de la marine.....	340,372 11
Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés de l'ancienne liste civile et du domaine privé du roi Louis-Philippe. (Lois des 23 juin 1835 et 8 juillet 1852.).....	417 32
Pensions à titre de récompense nationale. (Loi du 17 juin 1850.).....	1,278 04
Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.).....	1,077,833 79
Pensions ecclésiastiques sardes. (Convention internationale du 23 août 1860.).....	333 63
Anciens donataires du Mont-de-Milan. (Décret du 18 décembre 1861.).....	7,188 57
Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851. (Loi du 30 juillet 1881.).....	85,412 14
Pensions et indemnités de réforme de la magistrature. (Loi du 30 août 1883.).....	25,264 34
Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique. (Loi du 27 juin 1885.).....	6 11
Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, à leurs ascendants, veuves ou orphelins. (Loi du 18 avril 1888.).....	161 67
Allocations supplémentaires : 1° aux officiers, sous-officiers, soldats et assimilés des armées de terre et de mer et aux veuves, retraités sous les régimes antérieurs aux lois des 22 juin 1878, 5 août 1879, 23 juillet 1881 et 8 août 1883 ; 2° aux agents de tous grades du service actif des douanes et aux veuves de ces agents retraités antérieurement à la loi du 26 février 1887 ; 3° aux agents forestiers énumérés à l'article unique de la loi du 4 mai 1892, ainsi qu'à leurs veuves, retraités avant l'application de cette dernière loi.....	105,043 04
TOTAL ÉGAL.....	2,147,190 99

4. Le présent décret sera annexé au projet de loi de règlement définitif de l'exercice 1894.

5. Le président du Conseil, ministre des finances, est chargé l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 18 Octobre 1895.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Signé : FÉLIX FAURE.

Tableau, par exercice, des rappels d'arrérages de rentes viagères et de pensions antérieures à 1894 qui sont à reporter à de nouveaux chapitres spéciaux dans le compte définitif des dépenses de l'exercice 1894.

RENTES ET PENSIONS.	RENTES qui ont donné lieu à des rappels d'arrérages.					TOTAUX.
	1889.	1890.	1891.	1892.	1893.	
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
RENTES.						
Rentes viagères d'ancienne origine.	"	"	"	"	395 00	395 00
PENSIONS.						
Pensions civiles. (Loi du 22 août 1790.)	"	"	"	184 79	24,143 28	24,328 07
Pensions de donataires dépossédés.	"	"	"	719 44	10,250 00	10,969 44
Pensions militaires de la guerre.	"	4,561 78	10,708 15	58,388 85	394,159 57	467,818 35
Pensions militaires de la marine. (Colonies.)	3 06	5,163 21	17,276 40	49,142 90	268,786 64	340,372 21
Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés de l'ancienne liste civile et du domaine privé du roi Louis-Philippe.	"	"	90 50	19 27	277 75	417 52
Pensions à titre de récompense nationale.	"	"	"	189 16	1,088 88	1,278 04
Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.)	"	1,981 25	28,666 49	120,266 24	926,919 81	1,077,833 79
Pensions ecclésiastiques sardes.	"	"	"	"	333 63	333 63
Anciens donataires du Mont-de-Milan.	"	"	216 11	4,066 66	2,906 10	7,188 87
Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851.	"	114 61	3,779 22	13,452 25	68,066 23	85,412 31
Pensions et indemnités de réforme de la magistrature.	"	"	"	1,478 07	23,791 52	25,269 59
Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique.	"	"	"	"	69 44	69 44
Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, à leurs ascendants, veuves ou orphelins.	"	"	"	127 21	334 44	461 65
Allocations supplémentaires.	"	"	"	56,007 82	49,035 26	105,043 08
TOTAUX des pensions..	3 06	11,820 85	60,736 87	304,072 66	1,770,162 55	2,146,795 99
TOTAUX GÉNÉRAUX.	3 06	11,820 85	60,736 87	304,072 66	1,770,557 55	2,147,190 99

N° 30109. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° M^{lle} *Soleil (Marie)*, née le 17 octobre 1860, à Marseille (Bouches-du-Rhône), y demeurant, est autorisée à substituer à son nom patronymique celui de *Cayol*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Cayol* au lieu de *Soleil*;

2° Ladite impétrante ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an IV et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'Etat (Paris, 23 Novembre 1895.)



Certifié conforme :

Paris, le 6^e Janvier 1896.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

L. RICARD.

* Cette date est celle de la réception du décret au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Impression nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1734*.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 30110. — *Loi qui autorise le département de Lot-et-Garonne à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1896.*

Du 3 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 5 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ARTICLE UNIQUE. Le département de Lot-et-Garonne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1896, cinquante centimes de centime (0^e 50) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement affecté aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite et à sa charge par la loi du 15 juillet 1893.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi des finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 3 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

Voir un Erratum à la fin de ce numéro.

N° 30111. — *Loi qui autorise le département de la Charente-Inférieure à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1896.*

Du 4 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 6 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Charente-Inférieure est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1896, quatre-vingts centièmes de centime (0^e 80) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement applicable aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite mises à sa charge par la loi du 15 juillet 1893.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 4 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEBGUES.

N° 30112. — *Loi qui autorise la ville de Châlons (Marne) à contracter un Emprunt et à percevoir une Surtaxe d'octroi.*

Du 4 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 6 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Châlons (Marne) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas trois francs cinquante centimes pour cent (3^e 50 p. o/o), une somme de cinq cent mille francs (500,000^e), remboursable en trente ans au moyen d'une surtaxe d'octroi sur l'alcool et d'un prélèvement sur les revenus ordinaires,

ladite somme destinée à pourvoir aux frais de mise en alignement de la rue de Marne.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1899 inclusivement, la perception, à l'octroi de Châlons (Marne), d'une surtaxe de quinze francs (15') par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie.

Cette surtaxe est indépendante du droit de quinze francs établi sur lesdits spiritueux à titre de taxe principale.

3. Le produit de cette surtaxe est spécialement affecté à l'amortissement de l'emprunt de cinq cent mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

L'administration locale sera tenue de justifier, chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit, dont un compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration de la durée fixée par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 4 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEVEQUE.

N° 30113. — *Loi qui autorise le département de l'Ardèche à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1896.*

Du 6 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 9 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de l'Ardèche est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1896, cinquante centièmes de

centime (0'50) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement applicable aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite mises à la charge par la loi du 15 juillet 1893.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 6 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGURS.

N° 30114. — *Loi qui autorise le département du Calvados à s'imposer extraordinairement.*

Du 6 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 9 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont le texte suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département du Calvados est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes : 1° un centime (0'01) en 1898 et 1899; 2° un centime trente-sept millièmes (1'037) en 1900, pour en affecter le produit au paiement de la subvention promise par le département à la commune de Caen pour les travaux d'amélioration des conditions d'accès du port de Caen.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 6 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGURS.

N° 30115. — *Loi qui autorise le département de Maine-et-Loire à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1896.*

Du 6 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 9 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de Maine-et-Loire est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1896, quarante centimes de centime (0^e 40) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement applicable aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite mises à sa charge par la loi du 15 juillet 1893.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 6 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur;

Signé : G. LEYGUES.

N° 30116. — *Loi qui autorise le département de la Savoie à s'imposer extraordinairement pendant trois années à partir de 1896.*

Du 6 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 9 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Savoie est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant trois années à partir de 1896, soixante-dix-huit centimes de centime (0^e 78) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclu-

sivement applicable aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite mises à sa charge par la loi du 15 juillet 1893.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 6 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LETGUES.

N° 30117. — *Loi qui autorise la ville de Laon (Aisne) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 6 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 9 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont le texte suit :

ART. 1^{er}. La ville de Laon (Aisne) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs dix centimes pour cent (4¹ 10 p. 0/0), une somme de quatre cent mille francs (400,000 fr.), remboursable en quarante ans et destinée à payer sa part contributive dans les frais d'établissement d'un chemin de fer d'intérêt local de la gare de Laon au plateau de cette ville.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, et directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passeront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement pendant quarante ans à partir de 1896, sept centimes (0¹ 07) additionnels au principal de ses quatre contributions directes, pour produire en totalité une somme de quatre cent douze mille francs (412,000 fr.) environ, pour rembourser l'emprunt concurremment avec un prélèvement annuel sur les revenus ordinaires de la commune, et une subvention du département de l'Aisne.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 6 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

N° 30118. — *Loi qui approuve la Convention passée, le 10 décembre 1894, entre la ville de Paris et le Crédit foncier de France, pour la Conversion d'emprunts antérieurs.*

Du 9 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 12 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvée la convention passée, à la date du 10 décembre 1894, entre la ville de Paris et le Crédit foncier de France, et par laquelle il est stipulé :

1° Que ladite ville rembourse à cet établissement les sommes de deux cent cinquante-cinq millions neuf cent vingt-huit mille six cent treize francs quatre-vingt-treize centimes (255,928,613'93) et vingt-quatre millions vingt-trois mille huit cent trente-deux francs cinquante-quatre centimes (24,023,832'54) qu'elle reste devoir en capital sur les prêts à elle consentis, tant par un traité du 30 juin 1879, approuvé par la loi du 31 juillet suivant, qu'en vertu de la loi du 27 janvier 1886 ;

2° Qu'elle reçoit à cet effet dudit établissement, à titre de prêt nouveau, les sommes susénoncées de deux cent cinquante-cinq millions neuf cent vingt-huit mille six cent treize francs quatre-vingt-treize centimes et de vingt-quatre millions vingt-trois mille huit cent trente-deux francs cinquante-quatre centimes, lesquelles seront remboursées chacune en soixante-quinze annuités, payables par semestres, avec intérêt au taux de trois francs trente-huit centimes pour cent (3'38 p. o/o) jusqu'au 31 janvier 1938, et de trois francs vingt-cinq centimes pour cent (3'25 p. o/o) pour les années suivantes ; l'échéance du premier semestre étant fixée au 31 janvier 1895.

Il sera pourvu au paiement desdites annuités au moyen des ressources tant ordinaires qu'extraordinaires de la caisse municipale, concurremment avec la subvention de quatre cent cinquante mille francs (450,000) à recevoir, jusqu'en 1946, de la chambre de commerce, en vertu de l'article 2 de la loi du 27 janvier 1886.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 9 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

N° 30119. — *Loi qui autorise le département de la Haute-Marne à s'imposer extraordinairement.*

Du 9 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 12 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Haute-Marne est autorisé conformément à la demande que le conseil général en a faite, s'imposer extraordinairement, en 1896 et 1897, quatre-vingts centièmes de centime (0^e 80), additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement applicable aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite mises à sa charge par la loi du 15 juillet 1893.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi des finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 9 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

N° 30120. — *Loi qui autorise la ville de Tulle (Corrèze) à contracter un Emprunt.*

Du 9 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 12 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Tulle (Corrèze) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas trois francs quatre-vingt

cinq centimes pour cent (3'85 p. o/o), une somme de cinquante-sept mille quatre cents francs (57,400'), remboursable en trente ans au moyen d'un prélèvement annuel sur les revenus ordinaires et destinée à pourvoir aux frais d'établissement d'une distribution d'eau.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 9 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

N° 30121. — *Loi qui autorise le département de la Corrèze à s'imposer extraordinairement pendant cinq ans à partir de l'année 1896.*

Du 10 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 17 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Corrèze est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant cinq années à partir de 1896, un centime quarante centièmes (1'40) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement applicable aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite mises à sa charge par la loi du 15 juillet 1893.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 10 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

N° 30122. — *Loi qui autorise le département du Calvados à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 11 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 27 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département du Calvados est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs quatre-vingt-cinques centimes pour cent (3^{fr} 80 p. 0/0), une somme de cent mille francs (100,000^{fr}), remboursable en deux ans à partir de 1896 et applicable au paiement des frais d'acquisition et d'appropriation d'un immeuble destiné au casernement des deux brigades de gendarmerie de Lisieux.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, et auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du conseil général de l'intérieur.

2. Le département du Calvados est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant les années 1896 et 1897, quatre-vingt-cinquièmes de centime (0^{fr} 81) additionnels au principal des contributions directes, pour en affecter le produit au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de cent mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 11 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

N° 30123. — *Loi qui autorise le département du Cher à s'imposer extraordinairement pendant cinq ans à partir de l'année 1896.*

Du 11 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 17 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ARTICLE UNIQUE. Le département du Cher est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant cinq années à partir de 1896, quatre-huit centièmes de centime (0^e 48) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement applicable aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite mises à sa charge par la loi du 15 juillet 1893. Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 11 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'Intérieur,

Signé : G. LEYDESS.

N° 30124. — *Loi qui autorise le département de Loir-et-Cher à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1896.*

Du 11 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 17 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ARTICLE UNIQUE. Le département de Loir-et-Cher est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1896, quatre-vingt-quatorze centièmes de centime (0^e 40) additionnels au principal des quatre

contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement applicable aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite mises à sa charge par la loi du 15 juillet 1893.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 11 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

N° 30125. — *LOI qui autorise le département de la Haute-Loire à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1896.*

Du 11 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 17 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Haute-Loire est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1896, un centime (0^e 01) additionnel au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement applicable aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite mises à sa charge par la loi du 15 juillet 1893.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 11 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

N° 30126. — *Loi qui autorise le département du Lot à s'imposer extraordinairement pendant cinq ans, à partir de 1896.*

Du 11 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 17 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département du Lot est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant cinq années, à partir de 1896, un centime (0^e 01) additionnel au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement applicable aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite mises à sa charge par la loi du 15 juillet 1893.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 11 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'Intérieur,

Signé : G. LEBLANC.

N° 30127. — *Loi qui autorise le département de la Mayenne à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1896.*

Du 11 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 13 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Mayenne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1896, soixante centièmes de centime (0^e 60) additionnels au principal des quatre contributions

directes, dont le produit sera et restera exclusivement applicable aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite mises à sa charge par la loi du 15 juillet 1893.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 11 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LRYGUES.

N° 30128. — *Loi qui autorise le département de la Seine-Inférieure à s'imposer extraordinairement.*

Du 11 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 13 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Seine-Inférieure est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant cinq années à partir de 1896, un centime cinquante centièmes (1⁵⁰) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement applicable aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite mises à sa charge par la loi du 15 juillet 1893.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 11 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LRYGUES.

N° 30129. — Loi qui autorise le département de la Somme à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1896.

Du 11 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 13 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Somme est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1896, un centime cent trente-six millièmes de centime (1° 136) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement applicable aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite mises à sa charge par la loi du 15 juillet 1893.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 11 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'Intérieur,

Signé : G. LÉVEUX.

N° 30130. — Loi qui autorise le département du Var à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1896.

Du 11 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 17 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département du Var est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1896, cinquante centièmes de centime (0° 50) additionnels au principal des quatre contributions

directes, dont le produit sera et restera exclusivement appliqué aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite mises à charge par la loi du 15 juillet 1893.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 11 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LETGUES.

N° 30131. — *Loi qui autorise le département de la Vendée à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1896.*

Du 11 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 17 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Vendée est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1896, cinquante-cinq centimes de centime (0^e 55) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement appliqué aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite mises à charge par la loi du 15 juillet 1893.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 11 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LETGUES.

	NUMÉROS d'ordre des créances.	MONTANT DES CRÉANCES			
		par nature.	par chapitre.	par exercice.	
.....	12	32' 00	} 40' 33	} 16,479' 49	
.....	13	8 33			
.....	14	373 87	373 87		
.....	15	6 00	6 00		
.....	16	1,085 75	} 1,290 14		
.....	17	153 29			
.....	18	51 10			
ORDINAIRES.					
.....	19	11,577 26	} 14,769 15		
.....	20	2,623 85			
.....	21	568 04			
TOTAL					63,056 52

au présent état à la somme de soixante-trois mille cinquante-six francs
quatre-vingt-deux centimes.

Paris, le 31 Août 1895.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

quatre centièmes (1^{re} 24) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement applicable aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite mises à sa charge par la loi du 15 juillet 1893.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 15 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

N° 30134. — *Loi qui autorise la ville d'Oran (Algérie) à contracter un Emprunt.*

Du 15 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 17 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville d'Oran (Algérie) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser quatre francs centimes pour cent (4^e 10 p. 0/0), une somme de cinquante millions de francs (50,000^e), remboursable en trente ans au moyen d'une convention de l'Etat et destinée au paiement des frais de construction du lycée.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endorsement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations ou de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des traités à passer ou des souscriptions à conclure seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 15 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

OBJET DES CRÉANCES.	NUMÉROS d'ordre des créances.	MONTANT DES CRÉANCES		
		par nature.	par chapitre.	par exercice.
ORDINAIRES.				
de l'eau pour l'arrosage de la route nationale sur le territoire de la commune de Cabbé- Arne.....	12	32 ^f 00 ^c	40 ^f 33 ^c	
d'un magasin.....	13	8 33		
de réfection du pont de Livron, sur la Drôme nationale n° 7).....	14	373 87	373 87	16,479 ^f 49 ^c
de d'affiches en vue de l'adjudication du bac sur le Tarn.....	15	6 00	6 00	
Fontainebleau. — Travaux de pavage.....	16	1,085 75	1,290 14	
sur travaux divers montant à 5,109 ^f 90... ..	17	153 29		
.....	18	51 10		
EXTRAORDINAIRES.				
de maçonnerie.....	19	11,577 26	14,769 15	
de ferronnerie.....	20	2,623 85		
sur travaux ci-dessus montant ensemble à 11.....	21	568 04		
TOTAL		63,056 52		

Annulé le présent état à la somme de soixante-trois mille cinquante-six francs
quante-deux centimes.

Paris, le 31 Août 1895.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

N° 30141. — *Décret qui ouvre au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour la location du Magasin central d'habillement et de campement de la Place de Nantes.*

Du 7 Octobre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de la guerre;

Vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1895;

Vu la délibération du conseil municipal de la ville de Nantes, en date du 27 décembre 1894, par laquelle cette ville s'engage à contribuer, pour une somme de trois mille francs, à la dépense de location, en 1895, des meubles occupés par le magasin central d'habillement et de campement de la place;

Vu la déclaration constatant qu'une somme de mille cinq cents francs représentant la part de cette contribution afférente au premier semestre 1895, a été versée au Trésor par ladite ville le 5 juillet 1895;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du président du Conseil, ministre des finances, en date du 1^{er} octobre 1895,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le chapitre *Habillement et campement — Matériel d'exploitation*, de la première section du budget de l'exercice 1895, un crédit de mille cinq cents francs (1,500^f), qui sera affecté à la location des immeubles occupés par le magasin central d'habillement et de campement de la Place de Nantes.

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen de la somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours, par la ville de Nantes.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{al} Zurlinden.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 30138. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour la Réglementation des eaux de l'Oued Taghria (Oran).

Du 8 Juin 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1895;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la déclaration ci-annexée, constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de mille trois cents francs pour la réglementation des eaux de l'Oued Taghria (Oran);

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 5 juin 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1895, un crédit de mille trois cents francs (1,300^{fr}) applicable comme suit :

Budget ordinaire, troisième partie (état B), chapitre ix : *Travaux hydrauliques*.

Ce crédit sera affecté aux dépenses de réglementation des eaux de l'Oued Taghria.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par M. Priou, à Mostaganem.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 8 Juin 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIJOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
chargé de l'intérim
du Ministère de l'agriculture,

Signé : ANDRÉ LEBON.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 30139. — **DÉCRET** qui autorise l'établissement d'un Dépôt de Dynamite sur le territoire de la commune de Menglon (Drôme).

Du 26 Juin 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 21 septembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur, des finances et de la guerre;

Vu la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875 ⁽¹⁾ et 28 octobre 1882 ⁽²⁾ sur la poudre dynamite;

Vu la demande formée par M. *Henri Lavie*, chef d'exploitation de la mine de Menglon (Drôme), à l'effet d'être autorisé à établir un dépôt de dynamite de deuxième catégorie sur le territoire de la commune de Menglon (Drôme);

Vu les plans annexés à ladite demande et les pièces de l'enquête à laquelle il a été procédé;

Vu l'avis du préfet de la Drôme;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. *Henri Lavie*, chef d'exploitation des mines de Menglon (Drôme), est autorisé à établir un dépôt de dynamite de deuxième catégorie sur le territoire de la commune de Menglon (Drôme), aux conditions énoncées aux articles suivants.

2. Le dépôt sera établi souterrainement dans l'emplacement indiqué sur le plan d'ensemble produit par le pétitionnaire et conformément au plan de détail à l'échelle de cinq millimètres par mètre; ces deux plans resteront annexés au présent décret.

Une porte massive en bois, doublée en tôle de fer de trois mètres d'épaisseur, fermera la chambre de dépôt, et une seconde porte en treillis de fils d'acier sera placée à l'entrée de la galerie d'accès.

3. Avant que le dépôt puisse être mis en service, les travaux devront être vérifiés, sur l'ordre du préfet du département, par un ingénieur des mines ou des ponts et chaussées qui, avec le concours d'un ingénieur des poudres et salpêtres délégué par le ministre de la guerre, s'assurera que toutes les conditions ci-dessus ont été remplies, et, sur le compte qui lui sera rendu par ces ingénieurs, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en service du dépôt. Avis de cette mise en service sera donné au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 269, n° 4517.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 739, n° 1255a.

Le dépôt sera en outre, au point de vue technique, soumis en tout temps au contrôle des ingénieurs des poudres et salpêtres, sans que l'assistance de l'autorité municipale soit nécessaire.

4. La quantité maximum de dynamite que le dépôt pourra recevoir est fixée à cinquante kilogrammes.

5. La manutention du dépôt sera confiée à des hommes de choix.

Les caisses contenant les cartouches de dynamite ne devront être ouvertes qu'en dehors de la chambre du dépôt.

Les matières inflammables autres que la dynamite, et spécialement les amorces fulminantes, la poudre, les matières en ignition, les pierres siliceuses, les outils en fer seront formellement exclus du dépôt et de ses abords.

La clôture extérieure ne sera ouverte que pour le service du dépôt, et ce service ne se fera que de jour.

Le dépôt sera placé sous la surveillance d'un agent spécialement chargé de la garde, dont le logement sera relié aux deux portes du dépôt par des communications électriques disposées de telle façon que l'ouverture de l'une des portes ou la rupture des fils de communication fasse fonctionner automatiquement une sonnerie placée dans le logement.

La personne qui délivrera la dynamite aura à justifier, à toute réquisition du préfet, de ses délégués et des agents de l'administration des contributions indirectes, de l'emploi de cet explosif. A cet effet, elle devra tenir un registre coté et parafé par le maire, sur lequel elle inscrira jour par jour et sans aucun blanc :

- 1° Les quantités introduites et la date de leur réception ;
- 2° La date des livraisons faites aux ouvriers pour un usage immédiat ;
- 3° Les quantités qui leur ont été livrées ;
- 4° Les noms, prénoms et demeures de ces ouvriers.

L'emploi de la dynamite délivrée aux ouvriers sera en outre rigoureusement vérifié.

6. Dans le cas où des négligences seraient constatées dans l'exploitation, la suppression du dépôt pourra être prononcée dans les conditions déterminées par l'article 9 de la loi du 8 mars 1875 sur la poudre dynamite.

7. Le permissionnaire sera tenu d'emmagasiner les caisses de cartouches de dynamite de manière à éviter l'encombrement et à faciliter aux employés des contributions indirectes leurs vérifications ; il devra fournir à ces employés la main-d'œuvre, les poids, les balances et autres ustensiles nécessaires à leurs opérations.

8. En cas de guerre et à la première réquisition de l'autorité militaire, le permissionnaire devra évacuer sur le point qui lui sera indi-

qué la dynamite renfermée dans le dépôt, à moins que cette dynamite ne soit requise par ladite autorité.

Si l'évacuation n'est pas opérée dans le délai prescrit, la destruction de la dynamite pourra être ordonnée, sans qu'il en résulte pour le permissionnaire aucun droit à indemnité.

9. Le délai accordé au permissionnaire, sous peine de déchéance, pour l'installation du dépôt, est fixé à six mois à partir du jour de la notification de l'autorisation.

10. A toute époque, l'administration supérieure pourra prescrire telles autres mesures qui seraient jugées nécessaires dans l'intérêt de la sécurité publique ou de la défense nationale.

11. Le permissionnaire devra d'ailleurs se conformer à toutes les dispositions de la loi du 8 mars 1875 et des décrets des 24 août 1875 et 28 octobre 1882 sur la poudre dynamite, ainsi qu'aux lois et règlements existants ou à intervenir et régissant les établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

12. Les ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur, des finances et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 26 Juin 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : G. LEYGUES.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : ANDRÉ LEBON.

Le Ministre de la guerre,
Signé : G^l ZORLINDEN.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,
Signé : A. RIBOT.

N° 30140. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics un Crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1891, 1892 et 1893.

Du 7 Octobre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu l'état ci-annexé, montant à soixante-trois mille cinquante-six francs cinquante-deux centimes et comprenant vingt et une créances liquidées à la

charge du budget ordinaire du ministère des travaux publics, additionnellement aux restes à payer constatés dans les comptes définitifs de chacun des exercices 1891, 1892 et 1893;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 et l'article 126, paragraphe 2, du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 6 octobre 1895;

Considérant qu'aux termes des articles 9 de la loi et 126 du décret précités, les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles concernent des services prévus par les budgets des exercices 1891, 1892 et 1893, et que leur montant n'excède pas les crédits dont l'annulation a été proposée dans les projets de loi de règlement desdits exercices,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, en augmentation des restes à payer constatés dans les comptes définitifs du ministère des travaux publics pour les exercices 1891, 1892 et 1893, un crédit supplémentaire de soixante-trois mille cinquante-six francs cinquante-deux centimes (63,056⁵²), destiné à payer vingt et une nouvelles créances liquidées à la charge desdits exercices, conformément à l'état ci-joint, et réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1891.....	6,785 ⁷⁸
Exercice 1892.....	39,791 ²⁵
Exercice 1893.....	16,479 ⁴⁹
TOTAL ÉGAL.....	63,056 ⁵²

2. L'ordonnancement de ces créances aura lieu par imputation sur le chapitre spécial ouvert, pour les dépenses des exercices clos, au budget du ministère des travaux publics de l'exercice courant.

3. Il sera pourvu au crédit alloué par l'article 1^{er} au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1895.

4. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

⁽¹⁾ XI^e série. Bull. 1045, n° 10527.

et faire l'objet d'un crédit additionnel aux restes à payer de ces exercices.

OBJET DES CRÉANCES.	NUMÉROS d'ordre des créances.	MONTANT DES CRÉANCES			
		par nature.	par chapitre.	par exercice.	
ORDINAIRES.					
Contribution d'eau pour l'arrosage de la route nationale n° 7, sur le territoire de la commune de Cablé- Roubrun.....	1	32 ^f 00 ^e	46 ^f 58 ^e	6,785 ^f 78 ^e	
Contribution d'un magasin.....	2	14 58			
EXTRAORDINAIRES.					
Contribution de la gare de Château-du-Loir (ligne Tours au Mans) au service commun avec la gare de Saumur à Château-du-Loir. (11 ^e et 12 ^e mè- tres.).....	3	6,739 20	6,739 20		
ORDINAIRES.					
ORDINAIRES.					
Contribution d'eau pour l'arrosage de la route nationale n° 7, sur le territoire de la commune de Cablé- Roubrun.....	4	32 00	57 00	39,791 25	
Contribution d'un magasin.....	5	25 00			
EXTRAORDINAIRES.					
Indemnité pour dommages (ligne de Marvejols à Neussargues).....	6	4 00	39,633 40		
Remboursement de frais d'expertise payés à M. Car- r (ligne de Marvejols à Neussargues).....	7	96 85			
Travaux de maçonnerie (8,995 ^f 43 + 16,727 ^f 99)....	8	25,723 42			
Travaux sur travaux ci-dessus.....	9	1,028 94			
Travaux de charpente et menuiserie.....	10	12,385 61			
Travaux sur travaux ci-dessus.....	11	495 42			

NUMÉROS des chapitres.	INDICATION DES CHAPITRES et services.	LIEU de l'ordonnement ou du mandatement.	DONS ET FRAIS en crédit.
23	Routes et ponts. Travaux ordinaires. (Entretien.)	Alpes-Maritimes... Savoie (Haute)...	La compagnie des eaux, i M. Vitet, prop Alby-sur-Ch
24	Routes et ponts. Grosses réparations et restaurations.	Drôme.....	M. Ladet, cat
27	Navigation intérieure. Rivières. Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations).	Aveyron.....	M. Sarras, ing Saint-Affrique
35	Grosses réparations des palais nationaux.	Seine-et-Marne... Paris (direct).....	M. Foin..... M. H. Boith... M. A. Parly, ver
57	École des arts et métiers de Lille. Continuation des travaux de construction.	Nord.....	M. Ém. Roze... Les ateliers de tion de nord France. M. J. Batigny, et

OBJET DES CRÉANCES.	NUMÉROS d'ordre des créances.	MONTANT DES CRÉANCES			
		par nature.	par chapitre.	par exercice.	
ORDINAIRES.					
de l'eau pour l'arrosage de la route nationale sur le territoire de la commune de Cabbé- rune.....	12	32' 00°	40' 33°	16,479' 49°	
de l'un magasin.....	13	8 33			
de réfection du pont de Livron, sur la Drôme nationale n° 7).....	14	373 87	373 87		
de d'affiches en vue de l'adjudication du bac sur le Tarn.....	15	6 00	6 00		
de Fontainebleau. — Travaux de pavage.....	16	1,085 75	1,290 14		
sur travaux divers montant à 5,109' 90...	17	153 29			
.....	18	51 10			
EXTRAORDINAIRES.					
de maçonnerie.....	19	11,577 26	14,769 15		
de ferronnerie.....	20	3,623 85			
sur travaux ci-dessus montant ensemble à 21.....	21	568 04			
TOTAL		63,056 52			

ARRÊTÉ le présent état à la somme de soixante-trois mille cinquante-six francs
quante-deux centimes.

Paris, le 31 Août 1895.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUFUY-DUTEMPS.

N° 30141. — *Décret qui ouvre au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour la location du Magasin central d'habillement et de campement de la Place de Nantes.*

Du 7 Octobre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de la guerre;

Vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1895;

Vu la délibération du conseil municipal de la ville de Nantes, en date du 27 décembre 1894, par laquelle cette ville s'engage à contribuer, pour une somme de trois mille francs, à la dépense de location, en 1895, des meubles occupés par le magasin central d'habillement et de campement de la place;

Vu la déclaration constatant qu'une somme de mille cinq cents francs représentant la part de cette contribution afférente au premier semestre 1895, a été versée au Trésor par ladite ville le 5 juillet 1895;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du président du Conseil, ministre des finances, en date du 1^{er} octobre 1895,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le chapitre *Habillement et campement — Matériel d'exploitation*, de la première section du budget de l'exercice 1895, un crédit de mille cinq cents francs (1,500^f), qui sera affecté à la location des immeubles occupés par le magasin central d'habillement et de campement de la place de Nantes.

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen de la somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours, par la ville de Nantes.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui est inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{te} ZUHLKE.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 30142. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à la Restauration de la façade de l'ancienne Eglise des Chartreux, servant de magasin au Service de l'artillerie, à Douai.

De 7 Octobre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de la guerre ;

Vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1895 ;

Vu les délibérations du conseil municipal de la ville de Douai, en date des 24 octobre 1894 et 4 janvier 1895, par lesquelles cette ville s'engage à concourir, pour une somme totale de mille deux cents francs, à la dépense de restauration de la façade de l'ancienne église des chartreux, servant actuellement de magasin au service de l'artillerie ;

Vu le récépissé constatant que ladite somme de mille deux cents francs a été versée au Trésor, par la ville de Douai, le 28 juin 1895 ;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840 ;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours ;

Vu la lettre du président du Conseil, ministre des finances, en date du 1^{er} octobre 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le chapitre XLV : *Établissements de l'artillerie — Matériel d'exploitation*, de la première section du budget de l'exercice 1895, un crédit de mille deux cents francs (1,200^f) qui sera affecté à la restauration de la façade de l'ancienne église des chartreux, servant actuellement de magasin au service de l'artillerie, à Douai.

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen de la somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours, par la ville de Douai.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIPOY.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{al} ZURLINDEN.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 30143. — DÉCRET qui accorde la Franchise postale à la Correspondance officielle échangée entre certains Fonctionnaires et Magistrats.

Du 17 Octobre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les articles 1 et 2 de l'ordonnance du 17 novembre 1844⁽¹⁾ sur franchises postales;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est admise à circuler en franchise, par la poste, les bandes, dans toute la République, la correspondance officielle échangée entre les membres techniques des commissions d'adjudication et les présidents des chambres de commerce, des tribunaux de commerce, des tribunaux civils et le président du conseil des chambres syndicales, à Paris.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui est inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 17 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : ANDRÉ LEBON.

N° 30144. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre, sur l'exercice du Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour la ville des immeubles occupés par le Magasin de l'habillement et du camp de Toulouse.

Du 20 Octobre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de la guerre;

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1895;

Vu la convention passée entre l'État et la ville de Toulouse, le 15 novembre 1878, et stipulant, pour cette ville, l'engagement de concours annuel, pour une somme de six mille francs, à la dépense de location des immeubles occupés par le magasin de l'habillement et du camp

(1) IX^e série, Bull. 1154, n° 11656.

Vu le récépissé constatant que la contribution afférente à l'année 1895 a été versée au Trésor, par ladite ville, le 23 août 1895;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du président du Conseil, ministre des finances, en date du 15 octobre 1895.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le chapitre xxxiv de la première section du budget de 1895 : *Habillemeut et campement — Matériel d'exploitation*, un crédit de six mille francs (6,000^f) qui sera affecté à la location des immeubles occupés par le magasin de l'habillement et du campement de Toulouse.

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen de la somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours, par la ville de Toulouse.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 20 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^l ZURLINDEN.

N° 30145. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'exécution de divers Travaux militaires.

Du 23 Octobre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de la guerre,

Vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1895;

Vu la convention passée entre l'État et la ville de Vernon, le 25 mars 1874, et stipulant pour cette ville l'engagement de contribuer annuellement, pour une somme de quarante-huit francs quarante centimes, à l'entretien d'un chemin vicinal longeant l'atelier de construction de l'artillerie;

Vu la convention passée entre l'État et la ville de Batna, le 18 décembre 1894, et stipulant pour cette ville l'engagement de contribuer, pour une somme de quatre-vingt mille francs, aux dépenses qui doivent résulter de l'extension du casernement de la place;

Vu la convention passée entre l'État et la ville de Lunéville, le 29 novembre 1893, et stipulant pour cette ville l'engagement de contribuer, pour

¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

une somme de vingt-cinq mille francs, aux dépenses de réorganisation du quartier de la Barollière;

Vu l'état des sommes versées au Trésor par lesdites villes, en exécution de ces conventions;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du président du Conseil, ministre des finances, en date du 17 octobre 1895.

DÉCRETS :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget de l'exercice 1895, un crédit total de quatre-vingt-huit mille six cent quatre-vingt-un francs soixante-treize centimes (88,381⁷³) qui sera réparti ainsi qu'il suit :

1^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.

**CHAP. XLV. — ÉTABLISSEMENTS DE L'ARTILLERIE. —
MATÉRIEL D'EXPLOITATION.**

Vernon. — Entretien d'un chemin vicinal..... 45⁶⁰

**CHAP. XLIX. — ÉTABLISSEMENTS DU GÉNIE. —
MATÉRIEL D'EXPLOITATION.**

Batna. — Extension du casernement de la place.. 80,000⁰⁰

TOTAL pour la 1^{re} section..... 80,000⁰⁰

2^e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

CHAP. XL. — CASERNEMENTS.

Lunéville. — Réorganisation du quartier de la Barollière..... 8,333³³

TOTAL GÉNÉRAL ÉGAL..... 88,381⁷³

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen des sommes versées au Trésor, à titre de fonds de concours, par les villes ci-dessus désignées.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 23 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{ral} ZURLINDEN.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n^o 10527.

30146. — *DÉCRET qui fixe la Taxe municipale à percevoir sur les Chiens dans la commune d'Appenans (Doubs).*

Du 18 Novembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur;

Vu : la loi du 2 mai 1855 et le décret réglementaire du 4 août ⁽¹⁾ de la même année;

La délibération prise par le conseil municipal de la commune d'Appenans;

L'avis émis par le conseil général du département du Doubs dans sa séance du 25 avril 1895;

L'avis du préfet et les autres pièces de l'affaire;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La taxe municipale à percevoir sur les chiens, dans la commune d'Appenans (Doubs), est fixée ainsi qu'il suit :

A six francs (6^f) pour les chiens d'agrément ou servant à la chasse;

A trois francs (3^f) pour les chiens de garde et autres compris dans la deuxième catégorie.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 18 Novembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

30147. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1^{er} M. Baptiste (Louis-Pierre), né le 3 juillet 1869, à Millau (Aveyron), facteur des postes et télégraphes à Vezins (même département), est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Viguié*, afin de s'appeler légalement, à l'avenir, *Baptiste-Viguié*;

2^o Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire inscrire sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et n'ayant justifié qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. Paris, 21 Décembre 1895.)

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 320, n° 2956.

ERRATUM.

XII^e série, *Bulletin des lois* n° 1718, page 223. — Loi du 18 juillet 1895, concernant la détermination et la conservation des postes électro-sémaphoriques, 2^e arrondissement maritime : pointe de Primel,

Au lieu de :

Du S. 45 O. au N. 88 O.,

Lire :

Du S. 45 O. au N. 88 E.,



Certifié conforme :

Paris, le 13^e Janvier 1896.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

L. RICARD.

* Cette date est celle de la réception du ~~Bulletin~~
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1735.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

1848. — *Loi concernant l'abandon à l'État du canal de la Dive et du Thouet par les concessionnaires.*

Du 28 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 30 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ART. 1^{er}. Est approuvée la convention provisoire passée, le 8 juillet 1848, entre le ministre des travaux publics, agissant au nom de l'État, d'une part, et M^{me} veuve *Achille Foureau*, M. *Foureau (Albert)* et M^{me} *Soupat*, née *Foureau*, concessionnaires du canal de la Dive et du Thouet, d'autre part, convention aux termes de laquelle ces derniers déclarent faire abandon pur et simple à l'État, qui accepte, de la concession dudit canal, telle qu'elle résulte des arrêts du Conseil d'État du roi des 5 novembre 1776, 12 juin 1781, 1^{er} mai 1787, de l'arrêt du 19 novembre 1790 et de l'ordonnance du 9 octobre 1825.

L'enregistrement de ladite convention, qui restera annexée à la présente loi, ne donnera lieu qu'à la perception du droit fixe de 3 francs (3^f). Il ne sera, en outre, perçu aucun droit de transcription, lors de l'accomplissement des formalités hypothécaires prévues à l'article 12 de ladite convention.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait au Havre, le 28 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

CONVENTION.

L'an mil huit cent quatre-vingt-quatorze, le huit juillet,

Entre les soussignés :

Le ministre des travaux publics, agissant au nom de l'État, sous la réserve de l'approbation des présentes par une loi,

D'une part;

Et 1° M^{me} Arsène-Éléonore Lombard, sans profession, demeurant à Airvault (Deux-Sèvres), veuve de M. Louis-Marc-Achille Foureau;

2° M^{me} Berthe-Marie Foureau, sans profession, épouse assistée et autorisée de M. Constant Soupat, intéressé d'industrie, avec lequel elle demeure à Paris, rue Montaigne, n° 20, résidant actuellement à Airvault;

3° M. Albert-Jean-Armand Foureau, propriétaire, demeurant à Paris, rue de Châteaudun, n° 31, résidant actuellement à Airvault,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Description du canal.

ART. 1^{er}. Le canal de la Dive et du Thouet, concédé depuis le pont de Pas-de-Jeu jusqu'à la Loire, commence au pont de Pas-de-Jeu, situé sur le territoire de la commune de Saint-Laon (Vienne); l'emplacement de ce pont n'est pas compris dans la concession.

Ledit canal s'étend ensuite sur le territoire des communes de Ranton, Curçay, Thernay, Neuil-sur-Dive et Pouançay (département de la Vienne), et présente deux enclaves sur le territoire de la commune de Pas-de-Jeu (département des Deux-Sèvres).

Du département de la Vienne, le canal passe à la Motte-Bourbon, sur le territoire du département de Maine-et-Loire, et s'étend sur les territoires des communes d'Épiéds, Méron, Brézé, Saint-Just-sur-Dive, le Coudray-Macouard, Artannes, Distré, Varrains, Saumur et Saint-Florent. Il présente une longueur totale de vingt-huit kilomètres neuf cent quatre-vingt-un mètres (28^k 981^m) jusqu'à son embouchure dans la rivière du Thouet. La partie de la rivière du Thouet comprise dans la concession entre l'embouchure de la Dive et la Loire a une longueur totale de onze kilomètres huit cent quarante mètres (11^k 840^m).

Le canal de la Dive et du Thouet comprend onze barrages éclusés, à Lucinge, Éveillard, la Charrière, Veillette, Basse-Nueil, la Motte-Bourbon, Douvy, Deniau, Baffon, Saumonssay et Saint-Florent.

En général, entre Pas-de-Jeu et l'embouchure dans le Thouet, le canal présente une largeur de six mètres (6^m) au plafond et de treize à quatorze mètres (13 à 14^m) à la ligne de flottaison; chaque berge a une largeur de neuf mètres (9^m) et les contre-fossés chacun une largeur de trois mètres (3^m).

Les berges du canal sont généralement plantées d'arbres, essence peuplier, et quelques autres de haute tige et de saules têtards.

La concession comprend en outre :

1° Le droit à des fouilles d'emprunt sur cinquante-cinq ares (55^a) de terrain situés à Deniau, commune d'Épiéds, lieu dit « la scierie de Deniau »;

2° La toute propriété de quinze ares (15^a), section A, 1 — n° 3 du cadastre, commune de Saint-Laon, lieu dit « le Pont »;

3° La toute propriété de sept ares quatre-vingt-douze centiares (7^a 92^c) à la Motte-Bourbon, commune de Pouançay;

4° La toute propriété de quatre-vingt-cinq ares cinq centiares (85^a 5^c) à Palau, commune de Méron.

La concession comprend, en résumé, le canal, les ports, garages, avec leurs berges, francs-bords, talus, risbermes, ouvrages d'art, bâtiments et tous les contre-fossés nécessaires à l'écoulement régulier des eaux provenant soit des infiltrations du canal, soit du dessèchement des marais de la région, ainsi que les parcelles énumérées ci-dessus.

Actes de concessions.

2. Le canal décrit à l'article premier ci-dessus a été concédé par les arrêts du Conseil d'État du Roi, en date des 5 novembre 1776, 12 juin 1781 et 1^{er} mai 1787; par la loi du 19 novembre 1790; par les ordonnances royales des 9 octobre 1825 et 22 mars 1833; enfin, par l'arrêté préfectoral du 12 décembre 1834 qui a autorisé la perception des droits de navigation à partir du 1^{er} janvier 1835.

Établissement de propriété.

3. La concession a été faite par les arrêts du Conseil d'État du Roi, en date des 5 novembre 1776, 12 juin 1781 et 1^{er} mai 1787, en faveur d'*Augustin de la Faye*.

Le 4 août 1785, par acte déposé en l'étude de M^e Alleaume, notaire à Paris, MM. *Augustin de la Faye*, *Jean-François Langlois* et *Gabriel-Nicolas Croizette-Desnoyers* ont formé entre eux une société ayant pour objet la construction et l'exploitation du canal de la Dive.

Par acte déposé en l'étude de M^e Alleaume, notaire à Paris, le 2 mai 1797, M. *Croizette-Desnoyers* a cédé tous ses droits résultant dudit acte de société à M. *Langlois*.

La maison *Auguste Roehn et C^e* est devenue propriétaire des droits à la concession que détenait la compagnie ci-dessus, aux termes :

- 1^o D'un acte passé devant M^e *Cosnard*, notaire à Passy (Oise), le 14 juillet 1825;
- 2^o D'un acte passé devant M^e *Fremetière*, notaire à Saumur, le 13 septembre 1825;
- 3^o D'un acte sous seings privés du 18 septembre 1825, déposé chez M^e *Hamelin*, notaire à Montreuil-Bellay.

Ce droit de propriété résulte encore du préambule de l'ordonnance royale du 9 octobre 1825, et d'un jugement du tribunal civil de Saumur, du 26 juin 1828, déclarant tous deux que la société *Auguste Roehn et C^e* a été reconnue seule propriétaire de tous les droits des sieurs de la Faye et autres concessionnaires originaires.

Le jugement du 26 juin 1828 est passé en force de chose jugée; il a, d'ailleurs, été exécuté par le fait de l'adjudication dont il sera question plus loin.

Suivant acte reçu par M^e *Cosnard*, susnommé, le 7 octobre 1826, MM. *Auguste Roehn et C^e* ont constitué une société sous la raison sociale *Roehn, Briand et C^e*, dans laquelle ils ont apporté comme mise de fonds leurs droits à la concession du canal de la Dive.

Cette société a été publiée conformément à la loi et sa dissolution a été prononcée et réglée par acte du 8 août 1829, reçu par M^e *Forqueray*, notaire à Paris.

Par acte du 1^{er} août 1829, reçu aussi par M^e *Forqueray*, notaire à Paris, M. *Roehn* et M^{me} veuve *Briand*, agissant tant en leurs noms personnels que comme liquidateurs de la société *Roehn, Briand et C^e*, ont vendu à M. *Frédéric Kaiser* le droit à la concession du canal de la Dive et de ses dépendances.

Par acte du 4 septembre 1829, M. *Kaiser* a vendu son droit à M. *Jean-Marie Raoul* au profit de *Charles Haegnard*, ainsi que le constate un acte du 5 septembre 1829, reçu par M^e *Lambert*, notaire à Paris.

Par acte du 10 mars 1831, reçu par M^e *Vatin*, notaire à Paris, M. *Haegnard* a vendu lui-même tous les droits à la concession du canal de la Dive, qui lui avaient été transmis par M. *Kaiser*, à M. *Alais Michet*.

Ce dernier et M. *Pierre-Espérandeur de Lajard* ont, suivant acte reçu par M^e *Thiébaud Desmarais*, notaire à Paris, le 30 juillet 1832, formé, sous le nom de compagnie du Canal et des Marais de la Dive, une société en nom collectif pour achever les travaux du canal de la Dive et exploiter ce canal.

Contre cette société a été poursuivie une vente sur saisie, qui a été effectuée à l'audience des criées du tribunal civil de la Seine, à Paris, le 30 novembre 1843.

La société anonyme dite *Caisse hypothécaire*, constituée par acte reçu par M^e *Boileau*, notaire à Paris, le 2 juin 1820 et jours suivants, autorisée par ordonnance royale du 12 juillet 1820, a été déclarée adjudicataire et s'est élevée, vis-à-vis des ayants droit, ainsi qu'il résulte des actes divers relatés dans l'acte de vente du 19 mai 1876, passé devant M^e *Galbran*, notaire à Montreuil-Bellay, dont il sera question plus loin.

Cette même société a été dissoute, suivant procès-verbal dressé par M^e *Roquebert*, notaire à Paris, le 30 mars 1847, publié conformément à la loi.

A la requête des administrateurs de la société dissoute, les droits de ladite société à la concession du canal de la Dive ont été adjugés, le 17 décembre 1861, suivant procès-verbal d'adjudication reçu par M^r Roquebert, à M. Jacques-Paul Lucas.

Les formalités de purge légale ont été accomplies sans que, pendant leur accomplissement, il eût été requis aucune inscription, ainsi qu'il résulte de trois certificats délivrés, après l'établissement de toutes les formalités, par MM. les conservateurs de hypothèques de Loudun, le 29 juillet 1862, de Saumur, le 30 juin 1862, de Beaune, le 25 juin 1862.

M. Jacques-Paul Lucas étant décédé, les droits à la concession sont échus à la concession représentée par M^{me} veuve Lucas et ses deux fils, MM. Albert et Auguste Lucas.

M^{me} Renée-Rosalie Dutertre ou Leterre, veuve de M. Jacques Paul Lucas, et ses deux fils ont vendu leurs droits à la concession du canal de la Dive, par acte reçu par M^r Galbran, notaire à Montreuil-Bellay, le 16 avril 1875, à MM. Balleau et Minguin.

Enfin, MM. Balleau et Minguin ont vendu leurs droits à la concession dont il s'agit, par acte du 19 mai 1876, reçu également par M^r Galbran, à M. Achille Foureau, propriétaire à Airvault, qui est aujourd'hui représenté par ses trois héritiers :

M^{me} veuve Achille Foureau, mère de M. Anatole Foureau, aujourd'hui décédée;

M. Foureau (Albert), colon à Biskra;

M^{me} Soupât, née Foureau, demeurant à Lyon.

Le droit à un emprunt dans les cinquante-cinq ares (55⁺) de terrain, sis à Beigné, a été réservé par la famille Lucas, aux termes d'un acte reçu par M^r Sanzay, notaire à Brézé, le 15 novembre 1871, contenant vente, par la famille Lucas, à Pierre Gauthier et à Joséphine Morchet, son épouse, de divers immeubles. Ce droit a été transféré à MM. Balleau et Minguin par l'acte du 16 avril 1875, indiqué ci-dessus, et aux héritiers Foureau, par l'acte du 19 mai 1876, également indiqué ci-dessus.

Les quinze ares (15⁺) situés dans la commune de Saint-Laon ont été acquis par la famille Lucas : onze ares cinquante-six centiares (11⁺ 56⁺) de M. E. Palutro et M^{me} Félicité-Charlotte Maurice, sa femme, suivant acte reçu par M^r Bernier, notaire à Loudun, le 21 janvier 1873; trois ares quarante-quatre centiares (3⁺ 44⁺) par M^{me} de voirie;

Les sept ares quatre-vingt-douze centiares (7⁺ 92⁺) situés dans la commune de Pouançay ont été acquis par la famille Lucas : trois ares quatre-vingt-seize centiares (3⁺ 96⁺) de M^{me} veuve Roger et trois ares quatre-vingt-seize centiares (3⁺ 96⁺) de M^{me} veuve Moulin, suivant acte reçu par M^r Delalande, notaire à Saint-Laon, le 19 août 1865;

Les quatre-vingt-cinq ares cinq centiares (85⁺ 5⁺) situés dans la commune de Beigné ont été acquis par la famille Lucas, de M. Auguste-Martin Dillay, suivant acte reçu par M^r Sanzay, susnommé, le 26 janvier 1873.

Ces diverses parcelles sont passées à MM. Balleau et Minguin et de ceux-ci à leurs consorts Foureau par les actes des 16 avril 1875 et 19 mai 1876.

Abandon de la concession. (Droits, immeubles, matériel, mobilier et outillage.)

4. Les concessionnaires du canal décrit à l'article premier ci-dessus déclarent leur abandon pur et simple à l'État, qui accepte, à partir du jour de l'approbation de la présente convention par l'État, de tous les droits et immeubles de la concession, qu'ils peuvent tenir des divers actes de concession dudit canal émanés de l'article 2 ci-dessus, tels qu'ils se poursuivent et comportent, sans aucune exception ni réserves autres que celles résultant des présentes, de telle sorte que cet abandon ait, à partir du jour de cette approbation, les mêmes conséquences et produise les mêmes effets que si la concession arrivait réellement au terme de la durée fixée par lesdits actes de concession.

Les concessionnaires font également abandon pur et simple à l'État de tout le matériel, mobilier ou outillage qui peut leur appartenir sur le canal et ses dépendances, sans qu'il soit besoin d'en faire plus ample description ni d'en déterminer l'origine.

Garantie de l'État.

5. L'État ne sera tenu d'aucune des dettes et charges des concessionnaires, qui s'obligent à le garantir contre tout recours, trouble, saisie ou revendication de quelque

nature qu'elle soit, à raison de la gestion antérieure de la concession jusqu'au jour de l'établissement du séquestre institué par décret du 20 novembre 1886.

Réserves.

6. Les concessionnaires s'obligent conjointement et solidairement à l'exécution des clauses ci-dessus sans réclamer aucune indemnité sous quelque forme que ce soit, mais sous les réserves stipulées aux articles 8 et 9 suivants.

Remise du canal.

7. Le canal tel qu'il est décrit ci-dessus, ainsi que toutes ses dépendances, sera livré dans l'état où le tout se trouvera le jour de l'approbation de la présente convention par l'État, sans que l'État puisse exiger des concessionnaires aucune réparation ou restauration d'aucune sorte.

Réserve concernant les plantations.

8. Tous les peupliers et saules plantés actuellement sur les dépendances du canal, à l'exception de ceux qui ont été plantés pendant la durée du séquestre, restent la propriété des concessionnaires. Toutefois, l'État conservera tous les saules et un lot de peupliers formé en commençant par les plus jeunes, de telle sorte que l'ensemble des saules et peupliers conservés par l'État ait une valeur actuelle de vingt-quatre mille francs (24,000').

Conditions relatives à l'exploitation des plantations.

9. Pour l'exécution de l'article précédent, les concessionnaires déclarent accepter l'inventaire détaillé des arbres leur appartenant, tel qu'il a été dressé contradictoirement les 31 mai, 1^{er}, 2, 9, 10, 12, 13, 24 et 25 juin 1893; ils déclarent bien connaître ces arbres, lesquels ont été marqués aussi contradictoirement en présence de leur représentant.

L'exploitation de ces plantations sera achevée dans un délai de cinq ans à compter de l'approbation de la présente convention.

A dater de cette même approbation, les concessionnaires ne pourront plus jouir des produits des arbres leur appartenant et ils devront se soumettre à toutes les règles et mesures de police concernant l'abatage et l'enlèvement des bois plantés sur les dépendances des canaux de l'État; ils devront notamment éviter toute gêne à la circulation le long du canal et toute détérioration aux plantations voisines, sous peine d'être poursuivis comme contrevenants en matière de grande voirie, sans préjudice des poursuites par les autres voies de droit.

Les concessionnaires pourront se servir du canal pour le transport des bois abattus, sans toutefois que l'État puisse y être contraint si le canal est en chômage, ou si les écluses ne peuvent pas fonctionner pour quelque raison que ce soit.

Enfin les concessionnaires ne pourront pas élever de réclamations à raison de la gêne qu'ils prétendraient éprouver par suite de l'exécution de plantations nouvelles à proximité des arbres leur appartenant.

Si, à l'expiration de la quinzaine de la transcription de la présente convention aux bureaux des hypothèques de la situation des immeubles, il n'existe pas d'inscription sur les immeubles cédés, l'exploitation des bois appartenant aux concessionnaires pourra commencer de suite. Si, au contraire, il existe des inscriptions ou d'autres charges, cette exploitation sera interdite jusqu'à ce que ces charges aient été liquidées par les concessionnaires.

Entrée en jouissance.

10. Par l'effet de l'approbation de la présente convention, l'État deviendra propriétaire incommutable des droits, immeubles, matériel, mobilier et outillage décrits ci-dessus. Il prendra possession du canal et de ses dépendances, aux clauses et conditions précédentes, à dater du jour de l'approbation de la présente convention par l'État et sans aucune formalité, les concessionnaires déclarant expressément que la publication de cette décision au *Journal officiel* tiendra lieu de toute notification.

11. Les concessionnaires remettront à l'État, dans le mois qui suivra la prise de possession par ce dernier, après les avoir complétés et régularisés en tant que besoin, tous les actes de vente ou d'échange de terrains, et tous les titres de propriété et de jouissance.

Ils remettront toutes pièces écrites et plans constituant les archives propres au canal.

12. Conformément à l'article premier de la loi du 23 mars 1855, il sera procédé, avec la diligence de l'État, à la transcription hypothécaire de la présente convention et de la loi d'approbation à intervenir.

13. La présente convention ne sera passible que du droit fixe d'enregistrement de trois francs.

Frais d'actes.

14. Tous les frais d'actes et droits auxquels la présente convention pourrait donner lieu seront à la charge de l'État.

Fait triple à Paris.

Signé : A. FOUREAU, ALBERT FOUREAU,
B. SOUPAT, C. SOUPAT.

Le Ministre des travaux publics.

Signé : LOUIS BARTHOU.

Enregistré à Paris, bureau des actes administratifs, le 2 septembre 1895, folio n. case 18. Reçu sept francs cinquante centimes (droit simple : trois francs; deux sous : trois francs; décimes : un franc cinquante centimes). — Signé : Morin.

DÉSISTEMENT.

L'an mil huit cent quatre-vingt-quatorze, le huit juillet.

Entre les soussignés :

Le ministre des travaux publics agissant au nom de l'État,

D'une part,

Et 1° M^{me} Arsène-Éléonore Lombard, sans profession, demeurant à Airvault (Deux-Sèvres), veuve de M. Louis-Marc-Achille Fourreau;

2° M^{me} Berthe-Marie Fourreau, sans profession, épouse assistée et autorisée de M. Constant Soupât, intéressé d'industrie, avec lequel elle demeure à Paris, rue Maugaingne, n° 20, résidant à Airvault;

3° M. Albert-Jean-Armand Fourreau, propriétaire, demeurant à Paris, rue de Canteaudun, n° 31, résidant à Airvault,

D'autre part.

Il a été entendu ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'État, d'une part, et les consorts Fourreau, d'autre part, s'engagent, par les présentes, à exécuter dans leur forme et teneur les arrêtés du conseil de préfecture de Maine-et-Loire, en date du 30 juillet 1891 et du 9 avril 1892, et l'arrêté du conseil de préfecture de la Vienne, en date du 24 février 1893, tous relatifs à l'instance des consorts Fourreau contre l'État, au sujet de l'établissement du séquestre de la concession du canal de la Dive et du Thouet; ils s'engagent par suite, en tant qu'il y a besoin, à se désister de tout pourvoi contre l'un quelconque de ces arrêtés.

2. L'État reconnaît que la somme de trois mille trois cent soixante francs (3,360^f) prélevée sur la somme consignée par l'État comme produit de la vente des bois saisis sur le canal au mois de décembre 1886, lors de l'établissement du séquestre, appartient aux consorts Fourreau, qui auront la faculté de la retirer de suite de la Caisse des dépôts et consignations.

3. Les consorts Fourreau gardent à leur charge les frais de l'instance dont le conseil de préfecture de la Vienne. En outre, ils renoncent à toute réserve ou exception d'être garantis contre les condamnations qui pourraient être prononcées contre eux par les cours et tribunaux à l'occasion des ventes Élie et Rambaud.

Les consorts *Foureau* déclarent accepter, comme bien et dûment justifiées, les dépenses faites par l'administration du séquestre du canal de la Dive, insti- par le décret du 20 novembre 1886; ils déclarent faire abandon à l'État, sans rve, des sommes qui ont été perçues sous une forme quelconque par les agents séquestre; ils déclarent, enfin, ne faire ni observation ni réserve au sujet des aptes dudit séquestre. Le solde de ces comptes, s'il est en déficit, restera à la rge de l'État; s'il est en excédent, sera encaissé par l'État, sans qu'ils aient à en dre plus ample connaissance.

Les avances faites par l'État au séquestre ne seront l'objet d'aucune répétition re les consorts *Foureau*.

Le présent acte recevra son exécution après l'approbation de la convention en e de ce jour, relative à l'abandon à l'État, par les consorts *Foureau*, de la conces- a du canal de la Dive et du Thouet. Il serait nul et non avenu dans le cas où cette vention ne serait pas approuvée par l'autorité compétente.

Fait triple à Paris.

Signé : A. FOUREAU, B. SOUPAT, C. SOUPAT, ALD. FOUREAU.

Vu par nous, *Émile Rouyer*, maire de la commune d'Airvault, soussigné, pour alisation des signatures de M^{me} veuve *Foureau*, de M. et M^{me} *Soupat*, et de M. *Al- t Foureau*, apposées ci-contre.

Airvault, le 29 septembre 1894.

Le Maire,

Signé : Rouyer.

30149. — DÉCRET modifiant le tracé du Tramway de Lons-le-Saunier à Saint-Claude, prorogeant le délai fixé pour les expropriations et approuvant la rétrocession de cette ligne à la Compagnie générale des chemins de fer vicinaux.

Du 6 Août 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 9 août 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu le décret du 1^{er} février 1893 ⁽¹⁾, déclarant d'utilité publique le tramway e Lons-le-Saunier à Saint-Claude et à Orgelet, concédant au département a Jura la construction et l'exploitation de cette ligne et approuvant le ité de rétrocession passé, le 26 décembre 1892, entre le préfet du Jura e. *Alasmonières*;

Vu le décret du 31 octobre 1893 ⁽²⁾, approuvant le traité de désistement e cette rétrocession, passé, le 22 août 1893, entre le préfet du Jura et e. *Alasmonières*;

Vu le nouvel avant-projet présenté pour l'établissement de cette ligne de raway;

Vu notamment les plans d'ensemble, en date des 28-30 janvier 1895;

Vu les pièces des enquêtes supplémentaires ouvertes sur cet avant-projet, n exécution de l'article 29 de la loi du 11 juin 1880 et dans les formes éterminées par le règlement d'administration publique du 18 mai 1881 ⁽³⁾;

⁽¹⁾ IX^e série, Bull. 1554, n° 26321.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1600, n° 27382.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 629, n° 10747.

Vu notamment la délibération de la commission d'enquête, en date du 21 mars 1895;

Vu les avis de la chambre de commerce du Jura, en date du 11 mars 1895, et de la chambre consultative des arts et manufactures de Saint-Claude, en date du 18 février 1895;

Vu les délibérations du conseil général du Jura, en date des 7 octobre 1893, 4 avril 1894 et 26 avril 1895;

Vu l'adhésion directe, en date du 2 avril 1895, donnée en conformité des articles 18 du décret du 16 août 1853 ⁽¹⁾ et 5 du décret du 8 septembre 1878 ⁽²⁾, par le directeur du génie de Besançon, aux modifications apportées d'une part, à l'avant-projet du tramway de Lons-le-Saunier à Clairvaux et Orgelet, primitivement approuvé, le 7 juillet 1890, par la commission mixte des travaux publics et, le 29 juillet 1890, par le ministre de la guerre, et d'autre part, à l'avant-projet du tramway de Clairvaux à Saint-Claude, auquel le directeur du génie avait donné son adhésion directe le 17 mai 1892;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 27 juin 1895;

Vu la lettre du ministre de l'intérieur, en date du 8 juillet 1895;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 12 juillet 1895;

Vu le traité passé, le 2 août 1895, entre le préfet du Jura, agissant au nom du département, et M. de Wandre, directeur de la compagnie générale des chemins de fer vicinaux, agissant au nom de cette compagnie, ainsi que le cahier des charges y annexé;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways;

Vu les règlements d'administration publique, des 18 mai ⁽³⁾ et 6 mai 1881 ⁽⁴⁾ et 20 mars 1882 ⁽⁵⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le tracé du tramway de Lons-le-Saunier à Saint-Claude, par Moirans, avec embranchement sur Orgelet, déclaré d'utilité publique par décret du 1^{er} février 1893, est modifié conformément aux dispositions générales des plans d'ensemble ci-dessus visés.

Ces plans resteront annexés au présent décret.

2. Le délai fixé pour les expropriations par le décret du 1^{er} février 1893 est prorogé de trois ans à partir de la promulgation du présent décret.

3. Est approuvé le traité passé, le 2 août 1895, entre le préfet du Jura, agissant au nom du département, d'une part, et la compagnie générale des chemins de fer vicinaux, représentée par M. de Wandre, son directeur, d'autre part, pour la rétrocession de l'exploitation du tramway de Lons-le-Saunier à Saint-Claude et à Orgelet, conformément au cahier des charges annexé à ladite convention et qui res-

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 97, n° 816.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 414, n° 7414.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 664, n° 11222.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 695, n° 11813.

placera le cahier des charges annexé au décret susvisé du 1^{er} février 1893.

Lesdits traité et cahier des charges resteront annexés au présent décret.

4. Pour l'application des articles 36 et 39 de la loi du 11 juin 1880, et 12 du décret du 20 mars 1882, le capital de premier établissement de cette ligne est fixé à quatre millions sept cent cinquante mille francs (4,750,000^f).

Le maximum de la charge annuelle pouvant résulter pour le Trésor des dispositions qui précèdent est fixé à la somme de quatre-vingt-seize mille deux cents francs (96,200^f).

Dans tous les cas où, conformément à l'article 5 du décret ci-dessus visé, le département participerait aux recettes de l'exploitation, l'Etat viendrait, au prorata de sa subvention, en partage des bénéfices réalisés par le département.

5. Sont abrogés les articles 4 et 5 du décret du 1^{er} février 1893.

6. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 6 Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

TRAITÉ DE RÉTROCESSION.

Entre les soussignés :

M. Cassagneau, préfet du Jura, agissant au nom du département, en vertu des délibérations du conseil général du département, en date du 26 avril 1895, et de la commission départementale, en date du 1^{er} août 1895, sous réserve de l'approbation par l'Etat,

D'une part,

Et M. de Wandre, directeur de la compagnie générale des chemins de fer vicinaux, agissant au nom de ladite compagnie, en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par le conseil d'administration, le 11 décembre 1894,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Objet du traité.

ART. 1^{er}. Le département du Jura rétrocède à la compagnie générale des chemins de fer vicinaux, qui accepte, l'exploitation du tramway à traction mécanique de Lons-le-Saunier à Saint-Claude avec embranchement sur Orgelet, à voie d'un mètre (1^m) de largeur entre les bords intérieurs des rails. Cette rétrocession est faite suivant les clauses applicables de la loi du 11 juin 1880 et des décrets des 6 août 1881 et 20 mars 1882, ainsi qu'aux conditions du cahier des charges ci-annexé, lequel est conforme au cahier des charges-type joint au décret du 6 août 1881, sauf les dérogations introduites aux articles 3, 7 bis, 11, 15, 17, 23, 38, 39, 40 et 41.

Travaux à la charge du département.

2. Le département du Jura construira la ligne à ses frais, la mettra en état d'exploitation et en fera la remise à la compagnie générale des chemins de fer vicinaux.

La construction comprendra les acquisitions de terrains, l'établissement (infrastructure et superstructure) de la ligne et de ses dépendances, y compris les raccordements aux gares de marchandises de Lons-le-Saunier et Lavans, le matériel fixe et les alimentations, mais non compris les dépôts, ateliers et la ligne téléphonique, le tout conformément au cahier des charges, aux plans et dessins joints à la présente convention.

Les projets définitifs ne seront arrêtés que le rétrocessionnaire entendu.

La compagnie rétrocessionnaire sera tenue de se conformer aux conventions à intervenir avec la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée pour le raccordement du tramway avec les gares de Lons-le-Saunier et de Lavans. Toutefois elle sera entendue avant la clôture définitive desdites conventions.

La prise de possession, par le rétrocessionnaire, des travaux exécutés par le département sera constatée par un procès-verbal contradictoire de livraison.

L'entretien de la ligne sera complètement à la charge du rétrocessionnaire à partir de cette date.

Le département du Jura prendra à sa charge, dans l'avenir, les compléments des travaux énumérés ci-dessus et que le développement du trafic rendrait nécessaires. Ces travaux seront arrêtés d'un commun accord avec le rétrocessionnaire.

Dans le cas où cet accord ne pourrait s'établir, tant au moment de la livraison de la ligne qu'à toute autre époque du bail, les travaux supplémentaires à exécuter seront arrêtés en dernier ressort par le ministre des travaux publics, le département et la société d'exploitation entendus.

Matériel et installations à la charge du rétrocessionnaire.

3. Le rétrocessionnaire établira, fournira et entretiendra à ses frais les dépôts et ateliers, la ligne et les appareils téléphoniques, l'outillage et le mobilier des gares, stations, dépôts et ateliers et enfin le matériel roulant qui comprendra au moins cinq locomotives de vingt-quatre tonnes en ordre de marche, vingt-cinq voitures à voyageurs et quatre-vingts wagons à marchandises.

Les locomotives, voitures et wagons seront munis de deux freins, l'un du système Westinghouse et automatique et l'autre du système à vis se manœuvrant à la main; les wagons à marchandises devront en outre satisfaire aux prescriptions de la circulaire ministérielle du 12 décembre 1887.

Ces installations seront établies et ce matériel sera fourni par le rétrocessionnaire suivant les projets et types approuvés par l'administration; toutefois les terrains nécessaires pour l'établissement des dépôts et ateliers lui seront livrés gratuitement par le département.

Les travaux et fournitures énumérés ci-dessus ne seront portés en compte par le rétrocessionnaire que pour leur valeur réelle résultant des factures et décomptes et après avoir été surveillés, mesurés, essayés ou reçus par l'administration.

Si, au cours de la concession, le développement du trafic exige une augmentation de ce matériel, le rétrocessionnaire sera tenu de fournir, à ses frais, le matériel supplémentaire, sans que le département ait à lui payer ni intérêt ni subvention d'aucune sorte pour la dépense qui en résultera.

Il en sera de même pour les travaux que le rétrocessionnaire exécuterait sur sa demande avec l'autorisation du département, en vue d'agrandir ou de modifier les installations des dépôts et ateliers mises à sa charge par le premier paragraphe du présent article 3.

Subventions.

4. Le rétrocessionnaire participe aux frais d'établissement du tramway :

1° Pour une somme d'un million deux cent mille francs (1,200,000^f) dans laquelle seront comprises, jusqu'à concurrence d'un maximum de sept cent mille francs (700,000^f), savoir :

a) Une subvention en argent de cent mille francs (100,000^f) accordée par la compagnie rétrocessionnaire comme participation à l'accroissement des dépenses résultant de la suppression de la crémaillère primitivement prévue pour graver les monts de Révigny;

b) Les dépenses des installations et fournitures stipulées à l'article 3 ci-dessus;

2° Pour une somme formée des intérêts à quatre pour cent (4 p. 0/0) des acomptes en argent payés par le rétrocessionnaire sur le montant de sa subvention depuis le jour de leur versement jusqu'à celui de l'ouverture de la ligne à l'exploitation.

Le total ainsi formé constituera la part contributive du rétrocessionnaire dans le capital de premier établissement.

Le compte des dépenses des travaux et fournitures mis à la charge du rétrocessionnaire par l'article 3 sera arrêté le 31 décembre de l'année de l'ouverture de la ligne à l'exploitation.

Le département servira au rétrocessionnaire, pendant toute la période qui commencera le jour de l'ouverture de l'exploitation et qui expirera le 1^{er} février 1968, une annuité à quatre francs vingt pour cent (4.20 p. 0/0) de la part contributive du rétrocessionnaire, arrêtée comme il a été dit ci-dessus. Cette annuité comportera intérêt et amortissement.

Les subventions de l'État, des communes et des particuliers seront acquises au département qui reste chargé de rembourser, s'il y a lieu, l'État de ses avances à l'époque et dans les conditions fixées par l'article 15 de la loi du 11 juin 1880.

Frais d'exploitation.

5. L'exploitation sera faite aux risques et périls du rétrocessionnaire, quelles que soient les recettes.

Sur la recette brute, impôts déduits, il percevra ses frais kilométriques d'exploitation *F*, constitués par les dépenses réellement faites, majorées de dix pour cent (10 p. 0/0) pour frais d'administration centrale.

Ces frais d'exploitation *F* ne pourront jamais excéder le chiffre maximum résultant de la formule :

$$F = 1,100 + \frac{2R}{3}$$

dans laquelle *R* représente la recette brute, impôts déduits.

Il y aura trois trains par jour dans chaque sens sur la section Lons-le-Saunier à Clairvaux et à Orgelet et deux trains sur celle de Clairvaux à Saint-Claude pour une recette brute inférieure à trois mille sept cents francs (3,700^f) par kilomètre sur tout le réseau rétrocedé.

Lorsque cette recette sera comprise entre trois mille sept cents francs (3,700^f) et quatre mille cinq cents francs (4,500^f), le rétrocessionnaire sera tenu de créer un troisième train journalier, aller et retour, de Clairvaux à Saint-Claude.

Enfin, lorsque cette même recette excédera quatre mille cinq cents francs (4,500^f) de nouveaux trains supplémentaires devront être établis sur certaines sections de la ligne, de manière que le parcours total effectué par les trains dans l'année, sur la totalité du réseau, augmente proportionnellement à l'accroissement de la recette annuelle. La proportion sera telle qu'à une augmentation de recette kilométrique de mille francs (1,000^f) corresponde un parcours supplémentaire équivalent à un train par jour dans chaque sens sur tout le réseau.

Le préfet pourra, le rétrocessionnaire entendu, exiger l'établissement d'un nombre de trains réguliers supérieur à ceux prévus ci-dessus; en ce cas, il sera ajouté au maximum défini par la formule ci-dessus soixante-dix centimes (0^f 70^c) par chaque train kilométrique ainsi imposé.

Quand les frais d'exploitation n'atteindront pas le maximum donné par la formule, ils seront majorés, à titre de prime d'économie en faveur du rétrocessionnaire, des deux tiers de l'écart entre ce maximum et le montant de ces frais.

Pour la détermination des recettes et des dépenses kilométriques, ainsi que pour celle du maximum de ces dépenses, la ligne principale et l'embranchement constitueront un compte unique.

Fonds de renouvellement.

6. Un fonds de renouvellement de deux mille francs (2,000^f) par kilomètre, destiné à garantir le remplacement en temps utile de la voie et du matériel roulant pendant la durée de la concession, sera constitué dans un délai maximum de quatre ans au moyen de versements atteignant au plus deux cents francs (200^f) par kilomètre et par an, faits par le rétrocessionnaire à la Caisse des dépôts et consignations en numéraire ou en titres agréés par le département.

Le rétrocessionnaire sera autorisé à prélever le montant de ces versements sur les économies réalisées dans les dépenses réelles d'exploitation et d'entretien au-dessous du maximum $1,100 + \frac{2R}{3}$ et à ajouter ce montant dans ses comptes auxdites dépenses.

Les versements deviendront obligatoires à partir de la sixième année et, si les économies réalisées ne suffisent pas pour constituer le fonds de renouvellement dans le délai fixé, le rétrocessionnaire devrait effectuer tout ou partie du versement de cent deniers, sauf à se rembourser de ces avances, sans intérêts autres que ceux payés par la Caisse des dépôts et consignations, sur les économies qu'il réaliserait dans les années qui suivront la constitution complète du fonds de renouvellement.

Ce fonds restera la propriété du rétrocessionnaire qui en touchera les intérêts pendant la concession; il sera à la disposition du département pour assurer d'office le entretien de la voie et du matériel en cas de défaillance du rétrocessionnaire. Lorsque ce fonds de réserve aura été entamé pour cet entretien, il sera immédiatement complété dans les mêmes conditions que ci-dessus.

Cautionnement.

7. Immédiatement après le décret approubatif du traité de rétrocession, le rétrocessionnaire déposera dans la Caisse des dépôts et consignations une somme de soixante-dix-sept mille francs (77,000^f) en numéraire ou en rentes sur l'État, conformément au décret du 31 janvier 1872, ou en bons du Trésor. Les quatre cinquièmes en seront rendus au rétrocessionnaire par cinquièmes, au fur et à mesure de la fourniture, pour une valeur équivalente, du matériel et des immeubles à sa charge par l'article 3 du présent traité.

Le dernier cinquième ne sera remboursé qu'à l'expiration de la concession.

Matériel et agents français.

8. Le rétrocessionnaire s'engage à n'employer que du personnel français et du matériel de provenance française.

Domicile.

9. Le rétrocessionnaire fait élection de domicile à Lons-le-Saunier.

Enregistrement.

10. Les frais d'enregistrement du présent traité et du cahier des charges sont supportés par le rétrocessionnaire.

Fait double à Lons-le-Saunier, le 2 août 1895.

Le Directeur de la Compagnie générale
des chemins de fer vicinaux,

Signé : DE WANDRE.

Le Préfet du Jura,
Signé : F. CASSAGNET.

Enregistré à Lons-le-Saunier, le 27 août 1895, folio 33, case 9. Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Roland.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Objet de la concession.

ART. 1^{er}. La ligne de tramway qui fait l'objet du présent cahier des charges est destinée au transport des voyageurs et messageries.

La traction aura lieu par locomotives.

Tracé.

2. La ligne partira de la gare Paris-Lyon-Méditerranée à Lons-le-Saunier, suivra le boulevard de la Gare et empruntera les voies publiques ci-après désignées :

1° Route nationale n° 78 jusqu'à Clairvaux ;

2° Chemin de grande communication n° 27, entre Clairvaux et l'embranchement de ce chemin sur la route départementale n° 4, au delà de Charchilla ;

3° Route départementale n° 4, depuis l'embranchement du chemin de grande communication n° 27 jusqu'à Saint-Claude, partout où elle peut être utilisée.

Au point où la route départementale n° 4 se détache de la route nationale n° 78, un embranchement se séparera de la ligne principale et se dirigera sur Orgelet en empruntant la route départementale sur toute sa longueur.

Délais d'exécution.

3. Les projets d'exécution seront présentés dans un délai de six mois à partir de la date du décret déclaratif d'utilité publique.

Les travaux devront être commencés dans un délai de trois mois à partir de l'approbation des projets. Ils seront poursuivis et terminés de telle façon que la ligne entière et l'embranchement soient livrés à l'exploitation deux ans et demi à partir de la date de la promulgation du nouveau décret approuvant le traité de rétrocession.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

4. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre (1^m).

La largeur des locomotives et des caisses des véhicules, ainsi que de leur chargement, ne dépassera pas deux mètres vingt centimètres (2^m 20), et la largeur du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, restera inférieure à deux mètres vingt centimètres (2^m 20) ; la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au plus de trois mètres cinquante centimètres (3^m 50).

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera d'un mètre soixante-dix centimètres (1^m 70).

Alignements et courbes. — Pentes et rampes.

5. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à soixante-dix mètres (70^m) en pleine voie et trente mètres (30^m) dans les traverses. Le maximum des déclivités est fixé à quatre centimètres (0^m 04) par mètre.

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles ; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

Établissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

6. Dans les sections où le tramway sera établi dans la chaussée, avec rails noyés, les voies de fer seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique et sans aucune altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. Les rails seront compris dans un empièrrement de vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur qui régnera dans l'entre-rails et à cinquante centimètres (0^m 50) au moins de chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, qui restera chargé d'établir à ses frais cet empièrrement.

La chaussée empièrree de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel du tramway (toutes saillies comprises) il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres soixante centimètres (2^m 60), permettant à une voiture ordinaire de se ranger pour laisser passer le matériel du tramway avec le jeu nécessaire.

Un intervalle libre d'au moins un mètre dix centimètres (1^m 10) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et la verticale de l'arête extérieure de la plate-forme de la voie publique.

Établissement de la voie ferrée. — Parties non accessibles aux voitures ordinaires.

7. Si la voie ferrée est établie sur un accotement qui, tout en restant accessible aux piétons, sera interdit aux voitures ordinaires, elle reposera sur une couche de ballast exclusivement composé de pierres cassées de deux mètres vingt centimètres (2^m 20) de largeur et d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35) d'épaisseur totale, qui sera arasée de niveau avec la surface de l'accotement relevé en forme de trottoir.

La partie de la voie publique qui restera réservée à la circulation des voitures ordinaires présentera une largeur d'au moins six mètres (6^m), mesurée en dehors de l'accotement occupé par la voie ferrée et en dehors des emplacements qui seront affectés au dépôt des matériaux d'entretien de la route.

L'accotement occupé par la voie ferrée sera limité, du côté de la route, au moyen d'une bordure d'au moins douze centimètres (0^m 12) de saillie, d'une solidité suffisante; dans les parties de routes et de chemins dont la déclivité dépassera trois centimètres (0^m 03) par mètre, cette bordure sera accompagnée et soutenue par un demi-canneau pavé qui n'aura pas moins de trente centimètres (0^m 30) de largeur. Un intervalle libre de trente centimètres (0^m 30) au moins sera réservé entre la verticale de l'arête de cette bordure et la partie la plus saillante du matériel de la voie ferrée; un autre intervalle libre d'un mètre dix centimètres (1^m 10) subsistera entre ce matériel et la verticale de l'arête extérieure de l'accotement de la route.

Les rails qui, à l'extérieur, seront au niveau de l'accotement régularisé, ne formeront sur l'entre-rails que la saillie nécessaire pour le passage des boudins des roues du matériel de la voie ferrée.

Établissement de la voie ferrée en déviation.

7 bis. Dans les parties où la voie ferrée sera établie en dehors des routes et chemins, la largeur de la plate-forme sera de trois mètres quatre-vingt-dix centimètres (3^m 90); la couche du ballast aura au moins trente-cinq centimètres (0^m 35) d'épaisseur et deux mètres vingt centimètres (2^m 20) de largeur en couronne entre les arêtes supérieures. Il sera ménagé au pied de chaque talus de ballast une banquette d'une largeur telle que l'arête de cette banquette se trouve à quatre-vingt-cinq centimètres (0^m 85) au moins de la verticale de la partie la plus saillante du matériel roulant.

Le concessionnaire rétablira le long de la voie ferrée les fossés ou rigoles qui seront nécessaires pour l'assèchement de la voie et pour l'écoulement des eaux. Les dimensions de ces fossés et rigoles seront déterminées par le préfet, suivant les circonstances locales, sur les propositions du concessionnaire.

Le concessionnaire sera tenu de rétablir et d'assurer à ses frais, pendant la durée de sa concession, en se conformant aux dispositions approuvées par l'autorité compétente, les écoulements d'eau qui seraient arrêtés, suspendus ou modifiés par ses travaux, et de prévenir l'insalubrité pouvant résulter des chambres d'emprunt.

Le concessionnaire n'emploiera dans l'exécution des ouvrages que des matériaux de bonne qualité; il sera tenu de se conformer à toutes les règles de l'art, de manière à obtenir une construction parfaitement solide.

Tous les aqueducs, ponceaux, ponts et viaducs à construire à la rencontre des divers cours d'eau et des chemins publics ou particuliers seront en maçonnerie ou en fer, sauf les cas d'exception qui pourront être admis par l'administration.

Traverses des villes et villages.

8. Dans les traverses des villes et des villages, les voies ferrées devront, à moins d'une autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails noyés dans la chaussée entre les deux trottoirs, ou du moins entre les deux zones à réserver pour l'établissement de trottoirs et suivant le type décrit à l'article 6.

Le minimum des largeurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

(A) Pour un trottoir, un mètre dix centimètres (1^m 10);

(B) Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le bord d'un trottoir :

1° Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres soixante centimètres (2^m 60);

2° Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0^m 30).

Exécution des travaux.

9. Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées sera convert par des fournitures de matériaux neufs de la nature et de la qualité de ceux qui sont employés dans lesdites chaussées.

Pour le rétablissement des chaussées pavées au moment de la pose de la voie ferrée, il sera fourni, en outre, la quantité de boutisses nécessaire, afin d'opérer ce rétablissement suivant les règles de l'art, en évitant l'emploi des demi-pavés.

Les vieux matériaux provenant des anciennes chaussées remaniées ou refaites à neuf qui n'auront pas trouvé leur emploi dans la réfection seront laissés à la libre disposition du concessionnaire.

Les fers, bois et autres éléments constitutifs des voies ferrées devront être de bonne qualité et propres à remplir leur destination.

Voies.

10. Les voies devront être établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier et du poids de vingt et un kilogrammes (21^k) au moins par mètre courant; ils seront posés sur traverses en bois d'un mètre soixante-dix centimètres (1^m 70) de longueur, vingt-deux centimètres (0^m 22) de largeur et douze centimètres (0^m 12) d'épaisseur, espacés à raison de douze pour une longueur de rails de neuf mètres (9^m). Dans les courbes de moins de cent mètres (100^m) de rayon et dans les parties en déclivités supérieures à trois centimètres (0^m 03), on emploiera treize traverses par rail de neuf mètres (9^m). Le profil des rails, le détail des éclisses et tire-fond, la disposition des appareils de changement et de croisement et des plaques tournantes devront être, avant tout commencement d'exécution, soumis à l'approbation du préfet.

Gares et stations.

11. Les trains s'arrêteront pour prendre ou laisser des voyageurs aux stations et haltes; il ne sera pris et laissé de marchandises qu'aux stations qui seront munies de quais à marchandises.

Il sera établi des abris dans les stations d'Orgelet, de Clairvaux et de Moirans; les stations de Lons-le-Saunier et de Saint-Claude comporteront un bâtiment pour voyageurs.

Le nombre et l'emplacement des gares, stations et haltes seront arrêtés lors de l'approbation des projets définitifs. Il est toutefois entendu, dès à présent, qu'il sera

établi des stations ou des haltes pour le service des voyageurs suivant les indications ci-après :

Stations : Lons-le-Saunier (gare), Lons-le-Saunier-les-Bains, Conliège, Revigny, Monts de Revigny, Nogna, Pont-de-Poitte, Clairvaux, Dompierre, Orgelet, Soucia, Meussia, Charchilla, Moirans, Villard-d'Héria, Pratz, Saint-Lupicin, Lavans (village), Lavans (gare Paris-Lyon-Méditerranée) et Saint-Claude.

Haltes : Perrigny, Thuron, Patornay, Boissia-Vertamboz, Poids-de-Fioles, Maréchal, Étables, Saint-Claude (abattoirs), Saint-Claude (ville).

Moyens de transbordement. (Clause spéciale prescrite par la circulaire du 12 janvier 1888.)

Une voie de transbordement sera établie dans les gares de Lons-le-Saunier et de Lavans (Paris-Lyon-Méditerranée). Les dispositions relatives à cette voie et aux moyens de transbordement devront être soumises à l'approbation du ministre des travaux publics.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

12. Sur les sections où la voie ferrée est accessible aux voitures ordinaires (sauf les sections à rails noyés dans la chaussée), l'entretien, qui est à la charge du concessionnaire, comprend l'empierrement des entre-rails et de l'entre-voie, ainsi que des zones de cinquante centimètres (0^m 50) qui servent d'accotements extérieurs aux rails.

Réfection des parties de route ou de chemin atteintes par les travaux de la voie ferrée.

13. Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées au dehors des zones ou de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu par le concessionnaire à l'entretien de ces parties pendant une année à dater de la réception provisoire des travaux de réfection; il en sera de même pour tous les ouvrages souterrains.

Nombre minimum des voyages.

14. Le nombre minimum des voyages qui devront être faits tous les jours dans chaque sens est fixé à trois sur la section de Lons-le-Saunier à Clairvaux et à Orgelet et à deux sur la section de Clairvaux à Saint-Claude.

Limitation de la vitesse et de la longueur des trains.

15. Les trains se composeront de dix voitures au plus et leur longueur totale ne dépassera pas soixante mètres (60^m).

La vitesse des trains en marche sera au plus de vingt kilomètres (20^k) à l'heure; elle sera réduite à six kilomètres (6^k) dans les traverses des localités habitées.

TITRE III.

DURÉE ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

16. La durée de la concession de la ligne mentionnée à l'article 2 du présent cahier des charges commencera à courir de la date du décret d'autorisation, et elle prendra fin le 1^{er} février 1968.

Expiration de la concession.

17. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, et par le seul fait de cette expiration, l'État sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur la voie ferrée et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien la voie ferrée et tous les immeubles faisant partie du domaine public qui en dépendent. Il en sera le même de tous les objets immobiliers dépendant de ladite voie, tels que les barrières et clôtures, les changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, bureaux d'attente et de contrôle, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, l'État aura le droit de saisir les revenus du tramway et de les employer à rétablir en bon état la voie ferrée et ses dépendances, si le concessionnaire ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers, tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, ils feront retour en fin de concession à l'autorité concédante et sans donner lieu à indemnité.

L'État sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre en outre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts; et, réciproquement, si l'État le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois l'État ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du tramway pendant six mois.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où l'État déciderait que les voies ferrées doivent être maintenues en tout ou en partie.

Remise des lieux dans l'état primitif.

18. Dans le cas où le Gouvernement déciderait, au contraire, que les voies ferrées doivent être supprimées en tout ou en partie, ces voies seront enlevées et les lieux seront remis dans l'état primitif par les soins et aux frais du concessionnaire, sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité.

Rachat de la concession.

19. L'État aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective de la ligne entière, ou au plus tard à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 3 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est réclamé par l'État après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué et en y comprenant les annuités qui auront été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années, et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant le quatrième et le cinquième paragraphe de l'article 17, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire, dans tous les cas, pour l'État.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, par suite d'un changement dans le classement des routes et chemins empruntés par la voie ferrée, une nouvelle autorité serait substituée à celle de qui émane la concession.

La nouvelle autorité aura les mêmes droits que celle qui a fait la concession.

Dans ces deux cas, la somme qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 38, à titre de cautionnement, deviendra la propriété de l'État et lui restera acquise.

En cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, conformément à l'article 41 du règlement d'administration publique du 6 août 1884.

22. Les dispositions des deux articles qui précèdent ne seraient pas applicables, si la déchéance ne serait pas encourue, dans le cas où le concessionnaire n'aurait pas rempli ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

**TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS
ET DES MARCHANDISES.**

23. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir pendant toute la durée de la concession les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

1° PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.

Grande vitesse.		fr. s.	fr. c.	fr. c.
Voyageurs...	Voitures couvertes, garnies et fermées à glaces (1 ^{re} classe).....	0 067	0 033	0 10
	Voitures couvertes et fermées à vitres (2 ^e classe)...	0 045	0 025	0 09
	Au-dessous de trois ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.			
Enfants.....	De trois à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte; toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur.			
	Au-dessus de sept ans, ils payent place entière.			
Chiens transportés dans les trains de voyageurs.....		0 015	0 005	0 01
(Sans que la perception puisse être inférieure à 0 ^e 30 ^e .)				

Petite vitesse.

œufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, bêtes de trait.....
aux et porcs.....

outons, brebis, agneaux, chèvres.....

Lorsque les animaux ci-dessus dénommés seront, sur la demande des expéditeurs, transportés à la vitesse des trains de voyageurs, les prix seront doublés.

2° PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.*Marchandises transportées à grande vitesse.*

autres. — Poissons frais. — Denrées. — Excédents de bagages et marchandises de toute classe transportés à la vitesse des trains de voyageurs.....

Marchandises transportées à petite vitesse.

1^{re} classe. — Spiritueux. — Huiles. — Bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques. — Produits chimiques non dénommés. — Œufs. — Viande fraîche. — Gibier. — Sucre. — Café. — Drogues. — Épiceries. — Tissus. — Denrées coloniales. — Objets manufacturés. — Armes.....

2^e classe. — Blés. — Grains. — Farines. — Légumes farineux. — Riz, maïs, châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées. — Chaux et plâtre. — Charbon de bois. — Bois à brûler dits de corde. — Perches. — Chevrons. — Planches. — Madriers. — Bois de charpente. — Marbre en bloc. — Albâtre. — Bitume. — Cotons. — Laines. — Vins. — Vinaigres. — Boissons. — Bières. — Levure sèche. — Coke. — Fers. — Cuivres. — Plombs et autres métaux ouvrés ou non. — Fontes moulées.....

3^e classe. — Pierres de taille et produits de carrières. — Minerais autres que les minerais de fer. — Fonte brute. — Sel. — Mollons. — Meuliers. — Argiles. — Briques. — Ardoises.....

4^e classe. — Houille. — Marne. — Cendres. — Fumiers. — Engrais. — Pierres à chaux et à plâtre. — Pavés et matériaux pour la construction et la réparation des routes. — Minerais de fer. — Cailloux et sables.....

Tarif spécial par wagon complet.

Marchandises des 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e classes.....

Les foin, fourrages, pailles et toutes marchandises ne pesant pas 600 kilogrammes sous le volume d'un mètre cube, 50 centimes par wagon et par kilomètre.

5° VOITURES ET MATÉRIEL ROULANT TRANSPORTÉS À PETITE VITESSE.*Par pièce et par kilomètre.*

Wagon ou chariot (pouvant porter de trois à six tonnes).....

Wagon ou chariot (pouvant porter plus de six tonnes).....

Locomotive pesant de douze à dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....

Locomotive pesant plus de dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....

Tender de sept à dix tonnes.....

Tender de plus de dix tonnes.....

Les machines locomotives seront considérées comme ne traînant pas de convoi lorsque le convoi remorqué, soit de voyageurs, soit de marchandises, ne comportera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur la locomotive avec, son tender marchant sans rien traîner.

	PRIX		
	de péage.	de trans- port.	TOTAUX.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
œufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, bêtes de trait.....	0 07	0 03	0 10
aux et porcs.....	0 025	0 015	0 04
outons, brebis, agneaux, chèvres.....	0 01	0 01	0 02
Lorsque les animaux ci-dessus dénommés seront, sur la demande des expéditeurs, transportés à la vitesse des trains de voyageurs, les prix seront doublés.			
2° PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.			
<i>Marchandises transportées à grande vitesse.</i>			
autres. — Poissons frais. — Denrées. — Excédents de bagages et marchandises de toute classe transportés à la vitesse des trains de voyageurs.....	0 23	0 17	0 40
<i>Marchandises transportées à petite vitesse.</i>			
1 ^{re} classe. — Spiritueux. — Huiles. — Bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques. — Produits chimiques non dénommés. — Œufs. — Viande fraîche. — Gibier. — Sucre. — Café. — Drogues. — Épiceries. — Tissus. — Denrées coloniales. — Objets manufacturés. — Armes.....	0 12	0 08	0 20
2 ^e classe. — Blés. — Grains. — Farines. — Légumes farineux. — Riz, maïs, châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées. — Chaux et plâtre. — Charbon de bois. — Bois à brûler dits de corde. — Perches. — Chevrons. — Planches. — Madriers. — Bois de charpente. — Marbre en bloc. — Albâtre. — Bitume. — Cotons. — Laines. — Vins. — Vinaigres. — Boissons. — Bières. — Levure sèche. — Coke. — Fers. — Cuivres. — Plombs et autres métaux ouvrés ou non. — Fontes moulées.....	0 10	0 08	0 18
3 ^e classe. — Pierres de taille et produits de carrières. — Minerais autres que les minerais de fer. — Fonte brute. — Sel. — Mollons. — Meuliers. — Argiles. — Briques. — Ardoises.....	0 08	0 06	0 14
4 ^e classe. — Houille. — Marne. — Cendres. — Fumiers. — Engrais. — Pierres à chaux et à plâtre. — Pavés et matériaux pour la construction et la réparation des routes. — Minerais de fer. — Cailloux et sables.....	0 07	0 06	0 12
<i>Tarif spécial par wagon complet.</i>			
Marchandises des 1 ^{re} , 2 ^e , 3 ^e et 4 ^e classes.....	0 055	0 035	0 09
Les foin, fourrages, pailles et toutes marchandises ne pesant pas 600 kilogrammes sous le volume d'un mètre cube, 50 centimes par wagon et par kilomètre.			
5° VOITURES ET MATÉRIEL ROULANT TRANSPORTÉS À PETITE VITESSE.			
<i>Par pièce et par kilomètre.</i>			
Wagon ou chariot (pouvant porter de trois à six tonnes).....	0 09	0 06	0 15
Wagon ou chariot (pouvant porter plus de six tonnes).....	0 12	0 08	0 20
Locomotive pesant de douze à dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....	1 80	1 20	3 00
Locomotive pesant plus de dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....	2 25	1 50	3 75
Tender de sept à dix tonnes.....	0 90	0 60	1 50
Tender de plus de dix tonnes.....	1 35	0 90	2 25
Les machines locomotives seront considérées comme ne traînant pas de convoi lorsque le convoi remorqué, soit de voyageurs, soit de marchandises, ne comportera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur la locomotive avec, son tender marchant sans rien traîner.			

Le prix à payer pour un wagon chargé ne pourra jamais être inférieur à celui qui serait dû pour un wagon marchant à vide.
Voitures à deux ou quatre roues, à un fond et à une seule banquette dans l'intérieur.....

Voitures à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes dans l'intérieur, omnibus, diligences, etc.

Lorsque, sur la demande des expéditeurs, les transports auront lieu à la vitesse des trains de voyageurs, les prix ci-dessus seront doublés.

Dans ce cas, deux personnes pourront, sans supplément de prix, voyager dans les voitures à une banquette, et trois dans les voitures à deux banquettes, omnibus, diligences, etc.; les voyageurs excédant ce nombre payeront le prix des places de deuxième classe.

Voitures de déménagement à deux ou quatre roues, à vide.....
Ces voitures, lorsqu'elles seront chargées, payeront en sus du prix ci-dessus, par tonne de chargement et par kilomètre.....

A° SERVICE DES POMPES FUNÈRES ET TRANSPORT DES CERCEUILS.

Grande vitesse.

Une voiture des pompes funèbres, renfermant un ou plusieurs cercueils, sera transportée aux mêmes prix et conditions qu'une voiture à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes.....

Chaque cercueil confié à l'administration du chemin de fer sera transporté, par les trains ordinaires, dans un compartiment isolé, au prix de.....

Et par les trains express, dans une voiture spéciale, au prix de....

PRIX		
de prége.	de trans- port.	TOTAL.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 15	0 10	0 25
0 18	0 14	0 32
0 12	0 08	0 20
0 08	0 06	0 14
0 36	0 28	0 64
0 18	0 12	0 30
0 60	0 40	1 00

Les prix déterminés ci-dessus ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire qu'autant qu'il effectuerait lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le transport.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Si la distance parcourue est inférieure à six kilomètres (6^k), elle sera comptée pour six kilomètres (6^k).

Le tableau des distances entre les diverses stations sera arrêté par le préfet, d'après le procès-verbal de chainage dressé contradictoirement par le concessionnaire et le service du contrôle. Ce chainage sera fait suivant la voie la plus courte, d'axe en axe des bâtiments des voyageurs des stations extrêmes. Les tarifs proposés d'après cette base seront soumis à l'homologation du ministre des travaux publics.

Dans aucun cas, il ne pourra être perçu pour un voyageur pris ou laissé en route un prix supérieur à celui qui a été prévu pour la distance complète qui sépare les deux stations entre lesquelles le parcours a été effectué.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes (1,000^k).

Les fractions de poids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite vitesse, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes (10^k).

Ainsi, tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes (0 et 10^k) payera comme dix kilogrammes (10^k); entre dix et vingt kilogrammes (10 et 20^k), comme vingt kilogrammes (20^k), etc.

Toutefois, pour les excédents de bagages et de marchandises à grande vitesse, les coupures seront établies : 1° de zéro à cinq kilogrammes (0 à 5^k); 2° au-dessus de cinq (5^k) jusqu'à dix kilogrammes (10^k); 3° au-dessus de dix kilogrammes (10^k), par fraction indivisible de dix kilogrammes (10^k).

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque, soit en grande, soit en petite vitesse, ne pourra être inférieure à trente centimes (0^f 30).

Bagages.

24. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de dix kilogrammes (10^k) n'aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement, et elle sera réduite à cinq kilogrammes (5^k) pour les enfants transportés à moitié prix.

Assimilation des classes de marchandises.

25. Les animaux, denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés dans le tarif seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formulées aux articles 26 et 27 ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à une taxe supérieure à celle de la première classe du tarif ci-dessus.

Les assimilations de classes pourront être provisoirement réglées par le concessionnaire; elles seront immédiatement affichées et soumises à l'administration, qui prononcera définitivement.

Transport de masses indivisibles.

26. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de deux mille cinq cents kilogrammes (2,500^k).

Néanmoins le concessionnaire ne pourra se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de deux mille cinq cents à cinq mille kilogrammes (2,500 à 5,000^k), mais les droits de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

Le concessionnaire ne pourra être contraint à transporter les masses pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k).

Si, nonobstant la disposition qui précède, le concessionnaire transporte des masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k), il devra, pendant trois mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feraient la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition du concessionnaire.

Exceptions. — Envois par groupes.

27. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énoncés dans le tarif et qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes (200^k) sous le volume d'un mètre cube;

2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux pour lesquels des règlements de police prescriraient des précautions spéciales;

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs (5,000^f);

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs;

5° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédents de bagages pesant isolément quarante kilogrammes (40^k) et au-dessous.

Toutefois les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis pesant ensemble plus de quarante kilogrammes (40^k) d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédents de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes (40^k).

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets ou colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messageries et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par le préfet, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition du concessionnaire.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un de ces

paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes (40^k).

Abaissment des tarifs.

28. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois ans au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du ministre des travaux publics, conformément aux dispositions de la loi du 11 juin 1865.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux militaires.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et sur le transport.

Délais d'expédition.

29. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis, bestiaux et objets quelconques seront inscrits, à la gare d'où ils partent et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur perception; mention sera faite, sur le registre de la gare de départ, du prix total à payer pour leur transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas la lettre de voiture, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui mentionnera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

Délais de livraison.

30. Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques seront expédiés et livrés de gare en gare, dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées.

1° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à grande vitesse seront expédiés par le premier train de voyageurs contenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux heures après l'arrivée du même train.

2° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à petite vitesse seront expédiés dans le jour qui suivra celui de la remise.

Le maximum de durée du trajet sera fixé par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Les colis seront mis à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra celui de leur arrivée en gare.

Le délai total résultant des trois paragraphes ci-dessus sera seul obligatoire pour la compagnie.

Il pourra être établi un tarif réduit, approuvé par le ministre des travaux publics pour tout expéditeur qui acceptera des délais plus longs que ceux déterminés ci-dessus à la même vitesse.

Pour le transport des marchandises, il pourra être établi, sur la proposition du concessionnaire, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse. Le prix correspondant à ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

Le préfet déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions relatives aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Frais accessoires.

31. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins du tramway, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Il en sera de même des frais de transbordement qui seront faits dans les gares de raccordement de la ligne concédée avec une ligne présentant une largeur de voie différente.

Camionnage.

32. Le concessionnaire sera tenu de faire, soit par lui-même, soit par un intermédiaire dont il répondra, le factage et le camionnage pour la remise au domicile des destinataires de toutes les marchandises qui lui seront confiées.

Le factage et le camionnage ne seront point obligatoires en dehors du rayon de l'octroi, non plus que pour les gares qui desserviraient soit une population agglomérée de moins de trois mille habitants, soit un centre de population de trois mille habitants situé à plus de cinq kilomètres de la gare du tramway.

Les tarifs à percevoir seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Ils seront applicables à tout le monde sans distinction.

Toutefois les expéditeurs et destinataires resteront libres de faire eux-mêmes et à leurs frais le factage et le camionnage des marchandises.

Traités particuliers.

33. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 42 du règlement d'administration publique du 6 août 1881, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le tramway.

Embranchements industriels. — Taxes à percevoir pour le matériel prêté.

34. Le concessionnaire sera indemnisé de la fourniture et de l'envoi de son matériel sur les embranchements industriels desservant des carrières, des mines ou des usines, par la perception d'une redevance qui est fixée à douze centimes (0^e 12) par tonne pour le premier kilomètre et à quatre centimes (0^e 04) par tonne et par kilomètre en sus du premier, lorsque la longueur de l'embranchement excédera un kilomètre (1^{er}).

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle.

35. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la sur-

veillance de la voie ferrée seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

Service des postes.

36. Le concessionnaire sera tenu de recevoir dans ses voitures, aux heures des dépêches régulières, les sacs de dépêches de la poste escortés ou non d'un convoyeur. Les sacs seront déposés dans un coffre fermant à clef. Le convoyeur aura droit à une place réservée aussi près que possible de ce coffre.

L'administration des postes aura, en outre, le droit de fixer aux voitures de l'entreprise une boîte aux lettres, dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Les prix des transports ci-dessus seront payés par l'administration des postes, conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à fournir au concessionnaire une subvention par annuités. Dans ce cas, les sacs de dépêches et le convoyeur devront être transportés gratuitement.

Le concessionnaire pourra être tenu de fixer, d'après les convenances du service des postes, l'heure d'un de ses départs dans chaque sens.

Le montant des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial aura imposées au concessionnaire, déduction faite du produit qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes, que l'entrepreneur soit subventionné ou non par le Trésor, suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux arbitres. En cas de désaccord de ces arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Frais de contrôle.

37. La somme que le concessionnaire doit verser chaque année à la date du 1^{er} janvier, afin de pourvoir aux frais du contrôle, sera calculée d'après le chiffre de quarante francs (40^f) par kilomètre de voie concédée.

Le premier versement aura lieu le 1^{er} janvier qui suivra le jour de la mise en exploitation de la ligne, à la caisse du trésorier-payeur général du département.

Élection de domicile.

38. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Lons-le-Saunier.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable, lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture du Jura.

39. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département du Jura, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

40. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention ci-annexée seront supportés par le concessionnaire.

*Le Directeur de la Compagnie générale
des chemins de fer vicinaux,*

Signé : DE WANDRE.

Le Préfet du Jura,

Signé : F. CASSAGNET.

Enregistré à Lons-le-Saunier, le 27 août 1895, folio 33, case 11. Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Roland.

N° 30150. — DÉCRET qui modifie l'article 14 du décret du 18 juillet 1890 portant Organisation de l'École des mines de Saint-Etienne.

Du 8 Août 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 18 juillet 1890 ⁽¹⁾, portant organisation de l'école des mines de Saint-Etienne;

Vu notamment l'article 14 du décret relatif au conseil de perfectionnement de ladite école;

Sur le rapport du ministre des travaux publics,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'article 14 du décret du 18 juillet 1890 portant organisation de l'école des mines de Saint-Etienne est modifié comme il suit :

Il est institué auprès de l'école un conseil de perfectionnement chargé de rechercher et de proposer toutes les améliorations qu'il conviendrait d'apporter à l'enseignement et à la discipline de l'école.

Ce conseil est composé comme il suit, savoir :

L'inspecteur général des mines de la division;

Le préfet du département de la Loire;

Le président du conseil général du département de la Loire;

Le maire de la ville de Saint-Étienne;

Le directeur de l'école;

Les professeurs de l'école;

Les ingénieurs ordinaires des sous-arrondissements minéralogiques de Saint-Etienne (est), de Saint-Étienne (ouest) et de Lyon;

Six membres pris parmi les anciens élèves de l'école;

Deux grands industriels.

Les six membres pris parmi les anciens élèves de l'école et les deux grands industriels sont nommés pour trois ans. Ils peuvent être réélus.

La partie du conseil de perfectionnement composée des anciens élèves de l'école est renouvelable par tiers tous les ans. Les deux membres à nommer chaque année sont choisis sur une liste de quatre personnes désignées par le conseil d'administration de la société amicale des anciens élèves de l'école de Saint-Étienne.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1347, n° 22558.

Les deux grands industriels sont choisis sur une liste de quatre personnes désignées par la chambre de commerce de la ville de Saint-Etienne.

Le conseil de perfectionnement est présidé par l'inspecteur général des mines de la division et, en son absence, par le préfet du département de la Loire.

Le directeur de l'école remplit les fonctions de secrétaire; il est assisté, comme secrétaire adjoint, par le plus jeune des professeurs le moins élevé en grade.

Le conseil se réunit au moins une fois chaque année sur la convocation de son président. En cas de nécessité, il peut être convoqué en séance extraordinaire, par le ministre des travaux publics.

2. Par mesure transitoire, les six membres pris parmi les anciens élèves de l'école seront, lors du prochain renouvellement du conseil de perfectionnement, choisis sur une liste de douze personnes désignées par la société amicale. Les membres qui devront sortir à chacun des deux renouvellements suivants seront désignés par le sort.

3. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au Havre, le 8 Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

N° 30151. — DÉCRET qui modifie le tracé du *Tramway de Paris à Arpajon*, entre Antony (Seine) et Wissons (Seine-et-Oise) et proroge le délai fixé par les expropriations nécessaires à l'établissement dudit Tramway.

Du 17 Août 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 20 août 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu le décret du 13 février 1891 ⁽¹⁾, portant déclaration d'utilité publique et concession à la compagnie du chemin de fer sur route de Paris à Arpajon, d'une ligne de tramway à établir, dans les départements de la Seine et de Seine-et-Oise, entre Paris et Arpajon;

Vu le cahier des charges annexé audit décret et notamment les articles 1 et 23;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1395, n° 23483.

Vu le décret du 30 avril 1894 ⁽¹⁾, prorogeant le délai fixé pour les expropriations par l'article 2 du décret susvisé;

Vu les projets présentés par la compagnie pour la modification du tracé dudit tramway entre Antony (Seine) et Wissous (Seine-et-Oise) et notamment les plans d'ensemble, en date du 16 mai 1894; ensemble la lettre de la compagnie, du 22 novembre 1893;

Vu les dossiers des enquêtes d'utilité publique ouvertes sur les projets, en exécution de l'article 29 de la loi du 11 juin 1880, et dans les formes déterminées par le règlement d'administration publique du 18 mai 1881 ⁽²⁾;

Vu notamment les délibérations des commissions d'enquête, en date des 11 juillet et 12 novembre 1894;

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes de Wissous, Antony et Sceaux, en date des 3 juin, 31 août et 3 septembre 1894;

Vu l'avis de la chambre de commerce de Paris, en date du 23 janvier 1895;

Vu les délibérations des conseils généraux des départements de Seine-et-Oise et de la Seine, en date des 23 août et 29 décembre 1894;

Vu l'adhésion directe donnée à l'exécution des travaux, le 7 janvier 1895, par le directeur du génie à Versailles, en vertu de l'article 18 du décret du 6 août 1853;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 2 avril 1894 et 27 mai 1895;

Vu la loi du 11 juin 1880, sur les chemins de fer d'intérêt local et les ramways;

Vu les règlements d'administration publique, des 18 mai ⁽³⁾ et 6 août 1881 ⁽⁴⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est approuvée, conformément aux dispositions des plans ci-dessus visés, la modification du tracé du tramway de Paris à Arzon, entre les stations d'Antony et de Wissous.

Les plans dont il s'agit resteront annexés au présent décret.

2. Le délai fixé par le décret ci-dessus visé, du 30 avril 1894 pour les expropriations est prorogé de deux ans.

3. Par modification à l'article 2 du cahier des charges annexé au décret ci-dessus visé, du 13 février 1891, la partie de la ligne comprise entre les stations d'Antony et de Wissous sera établie dans le département de la Seine, sur l'accotement de la route nationale n° 20, jusqu'à la rencontre du chemin de grande communication n° 54, et en bordure dudit chemin jusqu'à la limite du département; et dans le département de Seine-et-Oise, en bordure du chemin de grande communication n° 32.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1640, n° 28261.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 664, n° 11222.

L'article 23 du cahier des charges sera complété comme il suit :

« La distance de la station d'Antony à la station de W: sous ne sera comptée que pour deux mille sept cent soixante-douze mètres soixante-dix centimètres »

4. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 17 Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

N° 30152. — *DÉCRET qui déclare d'utilité publique les Travaux de construction d'un Quai, sur la rive gauche de l'Adour, aux Allées-Marines, dans le port de Bayonne (Basses-Pyrénées).*

Du 20 Août 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 6 septembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics ;

Vu les pièces de l'avant-projet dressé par les ingénieurs du service des travaux maritimes du département des Basses-Pyrénées, à la date des 30 avril-2 mai 1891, ainsi que les deux plans rectifiés produits à la date des 14-18 décembre 1893, pour les travaux de construction d'un quai de trois cents mètres de longueur, sur la rive gauche de l'Adour, aux Allées-Marines, dans le port de Bayonne ;

Vu les rapports des ingénieurs, en date des 27 septembre-5 octobre 1889, 16-17 novembre 1889, 30 avril-2 mai 1891, 27 août 1892, 24 mars 1893, 13 juin 1893, 14-18 décembre 1893 ;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 3 décembre 1889, 15 février 1892 et 16 avril 1894 ;

Vu les délibérations, en date des 30 mars 1892, 22 juillet 1892 et 31 mai 1893 par lesquelles la chambre de commerce de Bayonne s'engage à prendre à sa charge la dépense totale des travaux évaluée à un million de francs ;

Vu la délibération, en date du 10 août 1892, par laquelle le conseil municipal de Bayonne s'est engagé, au nom de la ville, à abandonner à l'État la propriété du sol des Allées-Marines sur toute la longueur correspondant au quai et aux voies (trois cents mètres) et celle nécessaire pour le raccordement des voies ;

Vu le dossier de l'enquête d'utilité publique ouverte sur le projet et notamment l'avis de la commission d'enquête, en date des 13 septembre-10 octobre 1893 ;

Vu le procès-verbal des conférences mixtes, en date du 22 février 1893, et notamment les adhésions directes des conférents au deuxième degré;

Vu la lettre du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en date du 3 juillet 1893;

Vu la lettre du président du conseil, ministre des finances, en date du 14 juin 1895;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Sont déclarés d'utilité publique les travaux de construction d'un quai de trois cents mètres (300^m) de longueur, sur la rive gauche de l'Adour, aux Allées-Marines, dans le port de Bayonne, conformément aux dispositions générales de l'avant-projet et des plans ci-dessus visés et aux délibérations également ci-dessus visées du conseil général des ponts et chaussées.

2. Il est pris acte de l'engagement souscrit par la chambre de commerce de Bayonne, ainsi qu'il résulte des délibérations ci-dessus visées, des 30 mars 1892, 22 juillet 1892 et 31 mai 1893, de fournir à l'État une subvention d'un million de francs (1,000,000^f) correspondant à la totalité de l'évaluation de la dépense.

Le montant de ce subside sera versé au Trésor par acomptes successifs, au fur et à mesure des besoins des travaux. L'importance des versements partiels et l'époque à laquelle ils devront être effectués seront déterminées par le ministre des travaux publics.

3. Il est pris acte de l'engagement souscrit par la ville de Bayonne ainsi qu'il résulte de la délibération ci-dessus visée de son conseil municipal en date du 10 août 1892, de céder gratuitement à l'État la propriété du sol des Allées-Maritimes sur la longueur de trois cents mètres (300^m) correspondant au quai et aux voies et celle nécessaire pour les raccordements des voies.

4. La dépense, évaluée à un million de francs (1,000,000^f), sera inscrite au chapitre ouvert annuellement à la deuxième section du budget du département des travaux publics, pour l'amélioration des ports maritimes.

5. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait au Havre, le 20 Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

N° 30153. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1895, un Crédit, à titre de fonds de concours, versés au Trésor, affecté à la réfection de la conduite d'eau de la commune de Lourmel (Oran).

Du 31 Octobre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895, et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère de l'intérieur pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi de fonds de concours;

Vu les récépissés n° 9 et 14 du receveur des finances d'Oran, constatant qu'il a été versé à sa caisse, les 26 mars et 24 avril 1895, par la commune de Lourmel (département d'Oran), une somme totale de huit mille francs représentant sa part contributive dans les frais de réfection de sa conduite d'eau;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 15 octobre 1895,

DÉCRÈTE;

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'intérieur, sur le budget ordinaire de l'exercice 1895 (Algérie), deuxième section (Service du gouvernement général), chapitre 12, article 2 (Dépenses de colonisation proprement dites) pour l'emploi de fonds de concours, un crédit supplémentaire de huit mille francs (8,000).

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor à titre de fonds de concours par la commune de Lourmel.

3. Les ministres de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du gouvernement général de l'Algérie.

Fait à Paris, le 31 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 30154. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 12 août 1895, par laquelle le conseil d'arrondissement de Bressuire a :

1° Émis le vœu que le privilège des bouilleurs de cru soit maintenu, pour que les gens des campagnes puissent utiliser l'excédent de leurs cidres et poirés;

2° Prié le Gouvernement de considérer que le tarif protecteur en cours ne répond plus aux exigences actuelles de l'agriculture indigène. (*Paris, 24 Octobre 1895.*)

N° 30155. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 23 septembre 1895, par laquelle le conseil d'arrondissement de Loches (Indre-et-Loire) a émis le vœu que les séances des conseils d'arrondissement soient publiques et a demandé, en outre, l'extension des pouvoirs de ces assemblées, notamment par l'établissement d'un budget d'arrondissement. (*Paris, 24 Octobre 1895.*)

N° 30156. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de l'intérieur) qui annule la délibération du 22 août 1895 par laquelle le conseil général de la Loire-Inférieure a divisé la commune de Chantenay-sur-Loire en deux sections électorales. (*Paris, 8 Novembre 1895.*)

N° 30157. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° M. Noarrit (*Adolphe-Eugène-André*), imprimeur-éditeur, né le 29 décembre 1869, à Paris, y demeurant, est autorisé à faire précéder son nom patronymique de celui de *Plon*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Plon-Noarrit*;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire passer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 30 Novembre 1895.*)

N° 30158. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° M. Bloch (*Léon*), banquier, né le 14 mars 1846, à Grosbliedestroff (Moselle), demeurant à Paris, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Tréfousse*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Bloch-Tréfousse*;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'Etat (Paris, 30 Novembre 1895.)



Certifié conforme :

Paris, le 14^e Janvier 1896.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

L. RICARD.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1736.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 30159. — *Loi qui autorise le département de l'Ain à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1896.*

Du 18 Juillet 1895.

(Promulguée au *Journal officiel* du 20 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de l'Ain est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1896, quatre cent quarante quatre millièmes de centime (0^e 444) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement applicable aux dépenses de l'assistance médicale gratuite mises à sa charge par la loi du 15 juillet 1893.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé, chaque année, par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 18 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

N° 30160. — Loi qui autorise le département de l'Ariège à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1896.

Du 18 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 20 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de l'Ariège est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1896, un centime (1^r) additionnel au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement applicable aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite mises à sa charge par la loi du 15 juillet 1893.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé, chaque année, par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 18 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE. .

Le Ministre de l'Intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

N° 30161. — Loi qui autorise le département de la Charente-Inférieure à s'imposer extraordinairement, pendant cinq ans, à partir de l'année 1896.

Du 18 juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 20 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Charente-Inférieure est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant cinq ans, à partir de

1896, un centime (1^e) additionnel au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit à l'entretien des chemins vicinaux d'intérêt commun du nouveau réseau.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires, dont le maximum est fixé, chaque année, par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 18 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'Intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

N° 30182. — Loi qui autorise le département de la Corse à s'imposer extraordinairement, pendant trois ans, à partir de l'année 1896.

Du 18 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 20 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Corse est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant trois années, à partir de 1896, un centime quarante-cinq centièmes (1^e 45) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement applicable aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite mises à sa charge par la loi du 15 juillet 1893.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires, dont le maximum est fixé, chaque année, par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 18 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'Intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

N° 30163. — *Loi qui autorise le département de la Dordogne à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1896.*

Du 18 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 20 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Dordogne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1896, soixante centièmes de centime (0° 60) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement applicable aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite mises à sa charge par la loi du 15 juillet 1893.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires, dont le maximum est fixé, chaque année, par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 18 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

N° 30164. — *Loi qui autorise le département d'Eure-et-Loir à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1896.*

Du 18 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 20 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département d'Eure-et-Loir est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1896, soixante centièmes de centime (0° 60) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement applicable aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite mises à sa charge par la loi du 15 juillet 1893.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

2. L'imposition extraordinaire de vingt centimes (0^e 20) additionnels au principal des quatre contributions directes, que le département d'Eure-et-Loir est habilité à percevoir en exécution de la loi du 1^{er} août 1890, ne sera mise en recouvrement en 1896, conformément au vote émis par le conseil général, que jusqu'à concurrence de dix-neuf centimes quarante centièmes (19^e 40).

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 18 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LETGUES.

N° 30165. — *Loi qui autorise le département de la Haute-Garonne à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1896.*

Du 18 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 21 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Haute-Garonne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1896, un centime cinquante centièmes (1^e 50) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement applicable aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite mises à sa charge par la loi du 15 juillet 1893.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 18 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LETGUES.

N° 30186. — *Loi qui autorise le département de l'Hérault à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1896.*

Du 18 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 21 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de l'Hérault est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1896, cinquante centimes de centime (0^e 50) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement appliqué aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite mises à charge par la loi du 15 juillet 1893.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi des finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 18 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

N° 30167. — *Loi qui autorise le département d'Indre-et-Loire à s'imposer extraordinairement pendant cinq ans, à partir de 1896.*

Du 18 juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 21 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département d'Indre-et-Loire est autorisé conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant cinq années, à partir

1896, cinquante centièmes de centime (0^e 50) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement applicable aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite mises à sa charge par la loi du 15 juillet 1893.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 18 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

N° 30168. — *Loi qui autorise le département de la Nièvre à s'imposer extraordinairement en 1896.*

Du 18 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 20 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Nièvre est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1896, deux centimes cinquante centièmes (2^e 50) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit aux dépenses des chemins vicinaux.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 18 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

L. Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

N° 30169. — *Loi qui autorise le département des Hautes-Pyrénées à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1896.*

Du 18 Juillet 1895.

(Promulguée au *Journal officiel* du 20 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département des Hautes-Pyrénées est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1896, quatre-vingt-trois centièmes de centime (0^e 93) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement applicable aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite mises à sa charge par la loi du 15 juillet 1893.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 18 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

N° 30170. — *Loi qui autorise le département des Hautes-Pyrénées à s'imposer extraordinairement en 1896.*

Du 18 Juillet 1895.

(Promulguée au *Journal officiel* du 21 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. L'imposition extraordinaire de deux centimes cinquante centièmes (2^e 50) que le département des Hautes-Pyrénées est autorisé à percevoir, en vertu de l'article 2 de la loi du 14 décembre

1882, ne sera mise en recouvrement, à partir du 1^{er} janvier 1896, que jusqu'à concurrence de cinquante-six centièmes de centime (0^e 56) nécessaires pour assurer le gage de l'emprunt contracté par le département en vertu de l'article premier de la même loi, en vue du paiement de la subvention promise à l'État pour l'établissement du chemin de fer d'intérêt général de Lannemezan à Arreau.

2. Le département des Hautes-Pyrénées est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, en 1896, un centime (1^e) additionnel au principal des quatre contributions directes pour en affecter le produit aux travaux des chemins vicinaux ordinaires à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires, dont le maximum est fixé, chaque année, par la loi des finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 18 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

N° 30171. — *Loi qui autorise le département de la Sarthe à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1896.*

Du 18 Juillet 1895.

(Promulguée au *Journal officiel* du 20 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ART. 1^{er}. Le département de la Sarthe est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1896, quatre-vingt-dix centièmes de centime (0^e 90) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement applicable aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite mises à sa charge par la loi du 15 juillet 1893.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi des finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

2. L'imposition extraordinaire de quatre centimes (0'04) additionnels au principal des quatre contributions directes que le département de la Sarthe est habilité à percevoir, en vertu de la loi du 11 décembre 1882, ne sera mise en recouvrement, en 1896, que jusqu'à concurrence de trois centimes dix centièmes (3'10).

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 18 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

N° 30172. — *Loi qui autorise le département de la Haute-Savoie à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1896.*

Du 18 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 20 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Haute-Savoie est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1896, un centime (1') additionnel au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement applicable aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite mises à sa charge par la loi du 15 juillet 1893.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 18 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

N° 30173. — Loi qui autorise le département de la Haute-Savoie à s'imposer extraordinairement.

Du 18 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 20 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Haute-Savoie est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant sept années à partir de 1896, six centimes (0'06) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit aux travaux des routes départementales et aux travaux d'endiguement de l'Arve.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 18 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

N° 30174. — Loi qui autorise le département de Seine-et-Marne à s'imposer extraordinairement en 1896, 1897 et 1898.

Du 18 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 20 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ARTICLE UNIQUE. Le département de Seine-et-Marne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant les années 1896, 1897 et 1898, deux centimes (0'02) additionnels au principal des quatre contribu-

tions directes, pour en affecter le produit aux travaux neufs, de restauration et d'amélioration des chemins vicinaux de grande communication.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 18 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

N° 30175. — *Loi qui autorise le département des Deux-Sèvres à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1896.*

Du 18 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 20 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département des Deux-Sèvres est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1896, un centime soixante-six centièmes (1^{re} 66) additionnels au principal des contributions directes, pour en affecter le produit à l'entretien des chemins vicinaux d'intérêt commun.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 18 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

N° 30176. — *Loi qui autorise la ville de Bône (département de Constantine) à contracter un Emprunt.*

Du 18 Juillet 1895.

(Promulguée au *Journal officiel* du 20 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ART. 1^{er}. La ville de Bône (département de Constantine) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs ix centimes pour cent (4^f 10 p. 0/0), une somme de trois cent mille francs (300,000^f), remboursable en trente ans et destinée à être avancée au syndicat autorisé de la Seybouse, pour faire face aux dépenses laissées à la charge de cette association dans la construction du canal d'irrigation de la Seybouse.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, ou de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, ou de tout autre établissement de crédit.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et de l'amortissement de l'emprunt seront fournis par les remboursements du syndicat, par les cotisations des communes de Duzerville, Mondovi, Arral, Randon et Morris et par un prélèvement sur l'ensemble des revenus ordinaires et extraordinaires de la ville de Bône.

En cas d'insuffisance de ces ressources, la ville de Bône est autorisée à s'imposer, jusqu'à concurrence de la somme nécessaire, huit centimes et demi (8^f 50) additionnels au principal de l'impôt des portes et fenêtres et au principal fictif de la contribution foncière établie par la loi du 23 décembre 1884.

3. La convention à intervenir entre le syndicat autorisé de la Seybouse et la ville de Bône, pour assurer à cette dernière le remboursement intégral du montant de son avance en capital et intérêts, sera soumise à l'approbation du ministre de l'intérieur.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 18 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

N° 30177. — *Loi qui autorise la ville d'Orange (Vaucluse), à changer l'affectation de partie de l'Emprunt approuvé par la loi du 23 mars 1891*

Du 18 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 21 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville d'Orange (Vaucluse) est autorisée à changer l'affectation d'une somme de quarante-cinq mille quatre cent cinquante francs (45,450^f) sur un emprunt de cinq cent mille francs (500,000^f) approuvé par une loi du 23 mars 1891.

Cette somme servira à pourvoir tant aux frais de reconstruction de deux passerelles sur la rivière l'Aigues qu'à l'établissement ou à la réfection du pavage dans plusieurs rues et à la construction d'églises.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 18 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

N° 30178. — *DÉCRET qui reporte à l'exercice 1895 une Somme non versée en 1894, affectée à la Remonte des haras.*

Du 3 Juin 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1895;

Vu les décrets des 7 mai⁽¹⁾, 24 août⁽²⁾, 21 décembre 1894⁽³⁾, 10 janvier et 15 mars 1895, rattachant au budget du ministère de l'agriculture l'exercice 1894, troisième partie, chapitre xxx (état A) : *Remonte des haras* une somme d'un million sept cent trente-quatre mille deux cent quatre-vingt huit francs huit centimes, versée dans les caisses du Trésor, à titre de concours pour dépenses publiques, à titre de prélèvement d'un pour cent sur le pari mutuel en faveur de l'élevage;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1656, n° 28576.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1679, n° 29057.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1699, n° 29200.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1700, n° 29201.

Attendu que ces fonds n'ont pu être employés, au titre de l'exercice 1894, que jusqu'à concurrence d'un million quatre cent cinquante-neuf mille six cent soixante-quatre francs trente-cinq centimes;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 29 mai 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est reportée au budget du ministère de l'agriculture, exercice 1895, troisième partie, chapitre xxx (état A) : *Remonte des haras*, une somme de deux cent soixante-quatorze mille cinq cent quatre-vingt-trois francs soixante-treize centimes (274,583⁷³), applicable aux dépenses prévues par la loi du 2 juin et le décret du 7 juillet 1891, et non employée sur les crédits ouverts, à titre de fonds de concours, au chapitre correspondant de l'exercice 1894.

2. Pareille somme de deux cent soixante-quatorze mille cinq cent quatre-vingt-trois francs soixante-treize centimes est et demeure annulée au budget du ministère de l'agriculture, exercice 1894, troisième partie; chapitre xxx (état A) : *Remonte des haras*.

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 1^{er} au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours.

4. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Périgueux, le 3 Juin 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : GADAUD.

N° 30179. — DÉCRET qui reporte à l'exercice 1895 une Somme non employée en 1894, pour Travaux à exécuter dans la forêt domaniale des Beni-Amar (Algérie).

Du 3 Juin 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1895;

Vu le décret du 7 décembre 1894⁽²⁾, rattachant au budget du ministère de l'agriculture, exercice 1894, quatrième partie, chapitre xiv (état B):

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1699, n° 29455.

Travaux en Algérie, une somme de deux mille quatre-vingt-douze francs versée dans les caisses du Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, pour travaux dans la forêt domaniale des Beni-Amar;

Attendu que ces fonds n'ont pu être employés au titre de l'exercice 1894;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 29 mai 1895.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est reportée au budget du ministère de l'agriculture, exercice 1895, quatrième partie, chapitre xv (état B) : *Travaux en Algérie*, une somme de deux mille quatre-vingt-douze francs (2,092¹), applicable à des travaux de protection contre l'incendie imposés à M. Dubois, adjudicataire du liège dans la forêt des Beni-Amar, et non employée sur les crédits ouverts, à titre de fonds de concours, au chapitre correspondant de l'exercice 1894.

2. Pareille somme de deux mille quatre-vingt-douze francs est et demeure annulée au budget du ministère de l'agriculture, exercice 1894, quatrième partie, chapitre xiv (état B) : *Travaux en Algérie*.

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 1^{er} au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours.

4. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Périgueux, le 3 Juin 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : GADAUD.

N° 30180. — DÉCRET qui reporte à l'exercice 1895 une Somme non employée en 1894, pour Travaux à exécuter dans la forêt domaniale de Bou-Haïne (Constantine).

Du 3 Juin 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1895;

Vu le décret du 17 octobre 1894⁽²⁾, rattachant au budget du ministère de l'agriculture, exercice 1894, quatrième partie, chapitre xiv (état B) : *Travaux*

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1679, n° 19031.

en Algérie, une somme de deux mille trois cent quarante francs versée dans les caisses du Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, pour travaux à exécuter dans la forêt de Bou-Hatten (Constantine);

Attendu que ces fonds n'ont pu être employés au titre de l'exercice 1894;
Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 29 mai 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est reportée au budget du ministère de l'agriculture, exercice 1895, quatrième partie, chapitre xv (état B) : *Travaux en Algérie*, une somme de deux mille trois cent quarante francs, applicable à la réfection de tranchées dans la forêt de Bou-Hatten (Constantine), et non employée sur les crédits ouverts, à titre de fonds de concours, au chapitre correspondant de l'exercice 1894.

2. Pareille somme de deux mille trois cent quarante francs est et demeure annulée au budget du ministère de l'agriculture, exercice 1894, quatrième partie, chapitre xiv (état B) : *Travaux en Algérie*.

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 1^{er} au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours.

4. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Périgueux, le 3 Juin 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : A. RIBOT.

Signé : GADAUD.

N° 30181. — DÉCRET qui reporte à l'exercice 1895 une Somme non employée en 1894, destinée à l'achèvement des Lignes télégraphiques de l'Observatoire du Mont-Aigoual.

Du 3 Juin 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 16 avril 1895 portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1895;

Vu les décrets du 26 février et du 27 avril 1894⁽²⁾, rattachant au budget du ministère de l'agriculture, exercice 1894, quatrième partie, chapitre 1 : *Restauration et conservation des terrains en montagne*, une somme de huit

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1656, n° 28575.

cent vingt francs versée dans les caisses du Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, pour achèvement des lignes télégraphiques de l'observatoire du Mont-Aigoual;

Attendu que ces fonds n'ont pu être employés au titre de l'exercice 1894;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, sur la comptabilité publique;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 29 mai 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est reportée au budget du ministère de l'agriculture, exercice 1895, quatrième partie, chapitre XLIX : *Restauration et conservation des terrains en montagne*, une somme de huit cent vingt francs (820^f), applicable à l'achèvement des lignes télégraphiques de l'observatoire du Mont-Aigoual et non employée sur les crédits ouverts, à titre de fonds de concours, au chapitre correspondant de l'exercice 1894.

2. Pareille somme de huit cent vingt francs est et demeure annulée au budget du ministère de l'agriculture, exercice 1894, quatrième partie, chapitre I. : *Restauration et conservation des terrains en montagne*.

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 1^{er} au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours.

4. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Périgueux, le 3 Juin 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : A. RIBOT.

Signé : GADAUD.

N° 30182. — *DÉCRET qui reporte à l'exercice 1895 une Somme non employée en 1894, destinée à encourager l'Industrie chevaline.*

Du 3 Juin 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1895;

Vu les décrets des 7 mai⁽²⁾ et 20 novembre⁽³⁾ 1894⁽³⁾, rattachant au budget du ministère de l'agriculture, exercice 1894, troisième partie, chapitre XXXI :

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1691, n° 29319.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1656, n° 28579.

Encouragements à l'industrie chevaline, une somme de cinq cent quatre-vingt-sept mille neuf cent soixante-sept francs quatre-vingt-treize centimes versée dans les caisses du Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, à titre de prélèvement d'un pour cent sur le pari mutuel en faveur de l'élevage;

Attendu que ces fonds n'ont pu être employés, au titre de l'exercice 1894, que jusqu'à concurrence de cinq cent soixante-quatorze mille francs;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 29 mai 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est reportée au budget du ministère de l'agriculture, exercice 1895, troisième partie, chapitre xxxi : *Encouragements à l'industrie chevaline*, une somme de treize mille neuf cent soixante-sept francs quatre-vingt-treize centimes (13,967¹/₉₃), applicable aux dépenses prévues par la loi du 2 juin et le décret du 7 juillet 1891, et non employée sur les crédits ouverts, à titre de fonds de concours, au chapitre correspondant de l'exercice 1894.

2. Pareille somme de treize mille neuf cent soixante-sept francs quatre-vingt-treize centimes est et demeure annulée au budget du ministère de l'agriculture, exercice 1894, troisième partie, chapitre xxxi : *Encouragements à l'industrie chevaline*.

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 1^{er} au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours.

4. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera inséré au *Bulletin de lois*.

Fait à Périgueux, le 3 Juin 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : A. RIBOT.

Signé : GADAUD.

N° 30183. — DÉCRET qui reporte à l'exercice 1895 une Somme non employée en 1894, destinée à la correction du Grand-Ravin, commune de Marignier (Haute-Savoie).

Du 8 Juin 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1895;

¹⁾ VI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu le décret du 26 février 1894, rattachant au budget du ministère de l'agriculture, exercice 1894, quatrième partie, chapitre I : *Restauration et conservation des terrains en montagne*, une somme de quatre cent huit francs trente centimes versée dans les caisses du Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, pour correction du Grand-Ravin, commune de Marignier (Haute-Savoie);

Attendu que ces fonds n'ont pu être employés, au titre de l'exercice 1894, que jusqu'à concurrence de trois cent quatre-vingt-quinze francs;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 5 juin 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est reportée au budget du ministère de l'agriculture, exercice 1895, quatrième partie, chapitre XLIX : *Restauration et conservation des terrains en montagne*, une somme de treize francs trente centimes (13^f 30), applicable à la correction du Grand-Ravin et non employée sur les crédits ouverts, à titre de fonds de concours, au chapitre correspondant de l'exercice 1894.

2. Pareille somme de treize francs trente centimes est et demeure annulée au budget du ministère de l'agriculture, exercice 1894, quatrième partie, chapitre I : *Restauration et conservation des terrains en montagne*.

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 1^{er} au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours.

4. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 8 Juin 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
chargé de l'intérim
du Ministère de l'agriculture.

Signé : ANDRÉ LEBON.

N° 30184. — *Décret qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'amélioration du régime des eaux du littoral (versant d'Arcachon).*

Du 8 Juin 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10517.

Vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1895;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la déclaration ci-annexée, constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de mille francs pour l'amélioration du régime des eaux (marais du littoral, versant d'Arcachon);

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 5 juin 1895,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1895, un crédit de mille francs (1,000^f) applicable comme suit :

Budget ordinaire, troisième partie (état A), chapitre xxxiv : *Études et travaux exécutés par l'État*.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par le syndicat des marais du littoral (versant d'Arcachon).

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 8 Juin 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIHOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
chargé de l'intérim

du Ministère de l'agriculture,

Signé : ANDRÉ LEBON.

N° 30185. — DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'établissement de Réseaux téléphoniques et de Lignes interurbaines.

Du 7 Juillet 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1895;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu le relevé ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor public par des villes, des établissements publics et des syndicats pour concourir, avec les fonds de l'État, aux frais d'établissement de réseaux télé-

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10527.

phoniques et de lignes interurbaines, lequel s'élève à la somme de trois cent un mille huit cent soixante-dix-huit francs trente-quatre centimes :

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, troisième section (*Direction générale des postes et des télégraphes — Téléphones*), sur l'exercice 1895, un crédit de trois cent un mille huit cent soixante-dix-huit francs trente-quatre centimes (301,878^f 34), savoir :

CHAP. VIII. Dépenses de premier établissement. (Téléphones.). 301,878^f 34

2. Il est pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen de ressources spéciales versées au Trésor à cet effet, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : A. RIBOT.

Signé : ANDRÉ LEBON.

N° 30186. — DÉCRET qui nomme un Membre de la Commission supérieure de l'Exposition universelle de 1900.

Du 10 Juillet 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 18 juillet 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu les décrets en date des 9 septembre⁽¹⁾ et 19 novembre 1893², relatifs à l'institution d'une commission consultative dite commission supérieure de l'exposition universelle de 1900,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. Armez, député, est nommé membre de la commission supérieure de l'exposition universelle de 1900, en remplacement de M. Pierre Legrand, député, décédé.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1609, n° 17573.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1610, n° 17573.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 10 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
des postes et des télégraphes,*

Signé : ANDRÉ LEBON.

N° 30187. — DÉCRET qui autorise l'établissement d'un Dépôt de Dynamite sur le territoire de la commune de Maupertus (Manche).

Du 16 Juillet 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 30 juillet 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur, des finances et de la guerre;

Vu la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875 ⁽¹⁾ et 28 octobre 1882 ⁽²⁾ sur la poudre dynamite;

Vu la demande formée par M. Guérard, entrepreneur, à l'effet d'être autorisé à établir un dépôt de dynamite de deuxième catégorie sur le territoire de la commune de Maupertus (Manche);

Vu les plans annexés à ladite demande et les pièces de l'enquête à laquelle il a été procédé;

Vu l'avis du préfet de la Manche;

Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. Guérard, entrepreneur de travaux publics à Cherbourg, est autorisé à établir un dépôt de dynamite de deuxième catégorie sur le territoire de la commune de Maupertus (Manche), sous les conditions énoncées aux articles suivants.

2. Le dépôt sera établi dans l'emplacement marqué sur le plan l'ensemble produit par le pétitionnaire, lequel restera annexé au présent décret.

3. Le bâtiment sera fermé par trois murs forts d'un mètre d'épaisseur, entourés de façon à être contrebutés par une épaisseur de terre de deux mètres au moins à la partie inférieure et d'un mètre à la partie supérieure.

La façade sera constituée par une cloison de faible épaisseur, en matériaux légers; il comportera un plafond et un faux grenier.

Des événements, fermés par une toile métallique, seront ménagés tant dans le faux grenier que dans le magasin pour déterminer une large ventilation.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 269, n° 4517.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 739, n° 12552.

La toiture, non métallique, devra être aussi légère que possible et présenter une saillie suffisante pour protéger les évents du magasin contre les rayons directs du soleil.

Le sol sera soigneusement dallé et les parois du bâtiment seront recouvertes d'un enduit propre à préserver la dynamite contre l'humidité.

Le dépôt sera fermé par une porte double en menuiserie pleine munie d'une serrure de sûreté.

Le dépôt sera entouré d'une palissade de deux mètres cinquante centimètres de hauteur au moins, placée à un mètre du pied des talus contrebutant les murs latéraux.

4. Avant que le dépôt puisse être mis en service, les travaux devront être vérifiés, sur l'ordre du préfet du département, par un ingénieur des mines ou des ponts et chaussées qui, avec le concours d'un ingénieur des poudres et salpêtres délégué par le ministre de la guerre, s'assurera que toutes les conditions ci-dessus ont été remplies, et, sur le compte qui lui sera rendu par ces ingénieurs, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en service du dépôt. Avis de cette mise en service sera donné au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

Le dépôt sera en outre, au point de vue technique, soumis en tout temps au contrôle des ingénieurs des poudres et salpêtres, sans que l'assistance de l'autorité municipale soit nécessaire.

5. La quantité maximum de dynamite que le dépôt pourra recevoir est fixée à quarante-cinq kilogrammes.

6. La manutention du dépôt sera confiée à des hommes de choix.

Les caisses contenant les cartouches de dynamite ne devront être ouvertes qu'en dehors de la chambre du dépôt.

Les matières inflammables autres que la dynamite, et spécialement les amorces fulminantes, la poudre, les matières en ignition, les pierres siliceuses, les outils en fer, seront formellement exclus du dépôt et de ses abords.

La porte extérieure ne sera ouverte que pour le service du dépôt, et ce service ne se fera que de jour.

Le dépôt sera placé sous la surveillance d'un agent spécialement chargé de la garde; il sera relié au bureau du contremaître de la carrière par une communication électrique disposée de façon à faire fonctionner automatiquement une sonnerie d'avertissement en cas d'ouverture de la porte du dépôt ou de rupture des fils.

Un chien de forte taille sera maintenu en permanence dans l'enceinte formée par la palissade extérieure.

La personne qui délivrera la dynamite aura à justifier à toute réquisition du préfet, de ses délégués et des agents de l'administration des contributions indirectes, de l'emploi de cet explosif. A cet effet, elle devra tenir un registre coté et parafé par le maire, sur lequel elle inscrira jour par jour et sans aucun blanc :

1° Les quantités introduites et la date de leur réception;

2° La date des livraisons faites aux ouvriers pour un usage immédiat;

3° Les quantités qui leur ont été livrées;

4° Les noms, prénoms et demeures de ces ouvriers.

L'emploi de la dynamite délivrée aux ouvriers sera en outre rigoureusement vérifié.

7. Dans le cas où des négligences seraient constatées dans l'exploitation, la suppression du dépôt pourra être prononcée dans les conditions déterminées par l'article 9 de la loi du 8 mars 1875 sur la poudre dynamite.

8. Le permissionnaire sera tenu d'emmagasiner les caisses de cartouches de dynamite de manière à éviter l'encombrement et à faciliter aux employés des contributions indirectes leurs vérifications; il devra fournir à ces employés la main-d'œuvre, les poids, les balances et autres ustensiles nécessaires à leurs opérations.

9. En cas de guerre et à la première réquisition de l'autorité militaire, le permissionnaire devra évacuer sur le point qui lui sera indiqué la dynamite renfermée dans le dépôt, à moins que cette dynamite ne soit requise par ladite autorité.

Si l'évacuation n'est pas opérée dans le délai prescrit, la destruction de la dynamite pourra être ordonnée, sans qu'il en résulte pour le permissionnaire aucun droit à indemnité.

10. Le délai accordé au permissionnaire, sous peine de déchéance, pour l'installation du dépôt, est fixé à six mois à partir du jour de la notification de l'autorisation.

11. A toute époque, l'administration supérieure pourra prescrire telles autres mesures qui seraient jugées nécessaires dans l'intérêt de la sécurité publique ou de la défense nationale.

12. Le permissionnaire devra d'ailleurs se conformer à toutes les dispositions de la loi du 8 mars 1875 et des décrets des 24 août 1875 et 28 octobre 1882 sur la poudre dynamite, ainsi qu'aux lois et règlements existants ou à intervenir et régissant les établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

13. Les ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur, des finances et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 16 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : G. LÉYGUES.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : ANDRÉ LEBON.

Le Ministre de la guerre,
Signé : G^{ral} ZURLINDEN.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,
Signé : A. RIBOT.

N° 30188. — DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'Établissement de Lignes téléphoniques.

Du 7 Septembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1895;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu le relevé ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor public par des communes, des sociétés et des particuliers pour concours avec les fonds de l'État, aux frais d'établissement de lignes téléphoniques, lequel s'élève à la somme de cent trente-deux mille deux cent quatre-vingt-deux francs quatre-vingt-seize centimes;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, troisième section (Téléphones), sur l'exercice 1895, un crédit de cent trente-deux mille deux cent quatre-vingt-deux francs quatre-vingt-seize centimes (132,282^{fr} 96), savoir :

CHAP. VIII. Matériel. — Dépenses de premier établissement.. 132,282^{fr} 96

2. Il est pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen de ressources spéciales versées au Trésor à cet effet, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Septembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : ANDRÉ LEBON.

N° 30189. — DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'Établissement de Lignes téléphoniques.

Du 7 Septembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1895;

... série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours ;

Vu le relevé ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor public par des communes, des sociétés et des particuliers pour concourir, avec les fonds de l'État, aux frais d'établissement de lignes téléphoniques, lequel s'élève à la somme de quatre mille trois cent quarante-cinq francs trente centimes :

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, troisième section (*Téléphones*), sur exercice 1895, un crédit de quatre mille trois cent quarante-cinq francs trente centimes (4,345' 30), savoir :

SERVICE DE L'ALGÉRIE.

CHAP. IV. Matériel de l'Algérie..... 4,345' 30

2. Il est pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen de ressources spéciales versées au Trésor à cet effet, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Septembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,
Signé : A. RIBOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : ANDRÉ LEBON.

' 30190. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Études et Travaux de Chemins de fer exécutés par l'État.

Du 12 Septembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics ;

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice ;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu l'article 61 de ladite loi, d'après lequel les travaux à exécuter pendant l'année 1895, soit par les compagnies de chemins de fer, soit par l'État, à l'aide des fonds que ces compagnies mettront à la disposition du Trésor, conformément aux conventions ratifiées par les lois du 20 novembre 1883, ne pourront excéder, sans y comprendre le matériel roulant, le maximum de quatre-vingt-dix millions de francs, sur lesquels la somme à constituer sous forme d'avances remboursables en annuités ne pourra excéder elle-même le maximum de quatre-vingts millions de francs;

Vu les décrets n^{os} 148, 149, 265, 266, 295 et 318 des 23 avril ⁽¹⁾, 3^e et 23 juillet ⁽²⁾ et 4 août 1895 ⁽³⁾, qui ont ouvert au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, pour l'emploi de fonds de concours versés par les compagnies, conformément aux conventions annexées auxdites lois du 20 novembre 1883, des crédits additionnels montant à trois millions huit cent mille francs;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽⁴⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu le récépissé (n^o 4320) du receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 9 août 1895, par la compagnie des chemins de fer d'Orléans, une somme de six cent mille francs pour le paiement des dépenses afférentes aux travaux exécutés par l'État sur les lignes qui ont été concédées à cette compagnie en vertu de la convention annexée à la loi précitée du 20 novembre 1883;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 10 septembre 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1895, deuxième section, chapitre LXXXI, *Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, pour l'emploi de fonds de concours versés par la compagnie des chemins de fer d'Orléans, en exécution de la convention de 1883, un crédit additionnel de six cent mille francs (600,000').

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des sommes encaissées par le Trésor, au compte : *Fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883*.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 12 Septembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. RIBOT.

Signé : DUPUY-DUTREUIL.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1705, n^o 29568 et 29569.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1721, n^o 29915 et 29916.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1730, n^o 30068.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1730, n^o 30069.

⁽⁵⁾ XI^e série, Bull. 1015, n^o 10337.

N° 30191. — *DÉCRET relatif à une Contribution spéciale à percevoir, en 1896, pour les Dépenses de diverses Chambres et Bourses de commerce.*

Du 20 Septembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes ;

Vu les articles 11 à 16 de la loi de finances du 23 juillet 1820, l'article 4 de la loi du 14 juillet 1838 et l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 ;

Vu la loi du 17 juillet 1895, relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1896,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Une contribution spéciale de la somme de deux cent cinquante-cinq mille six cent soixante-dix-huit francs (255,678'), nécessaire au paiement des dépenses des chambres et des bourses de commerce mentionnées au tableau annexé au présent décret, suivant les budgets approuvés, sur la proposition des chambres de commerce, par le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, plus cinq centimes (0^e 05) par franc pour couvrir les non-valeurs et trois centimes (0^e 03) aussi par franc pour subvenir aux frais de perception, sera répartie en 1896, conformément audit tableau, sur les patentes désignées par l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures.

2. Le produit de ladite contribution sera mis, sur les mandats des préfets, à la disposition des chambres de commerce, qui rendront compte de son emploi au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 20 Septembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : ANDRÉ LEBON.

VILLES.	DÉPARTEMENTS.	CHAMBRES et bourses.	SOMMES à imposer.	PATENTÉS IMPOSABLES.
Angers.	Maine-et-Loire. . .	Chambre. . .	3,500 ^f	Patentés de tout le département.
		<i>Idem</i>	1,370	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
Arras.	Pas-de-Calais. . . .	Bourse.	490	Patentés de la ville seulement.
Auxerre.	Yonne.	Chambre. . .	2,520	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
Beaune.	Côte-d'Or.	<i>Idem</i>	3,800	<i>Idem</i> .
Beauvais.	Oise.	<i>Idem</i>	5,000	Patentés de tout le département.
Brest.	Finistère.	<i>Idem</i>	4,970	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
Chambéry.	Savoie.	<i>Idem</i>	1,300	Patentés de tout le département.
Cherbourg.	Manche.	<i>Idem</i>	3,100	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
Honfleur.	Calvados.	<i>Idem</i>	4,400	<i>Idem</i> .
Lille.	Nord.	<i>Idem</i>	16,700	<i>Idem</i> .
		Bourse.	2,600	Patentés de la ville seulement.
Limoges.	Haute-Vienne. . . .	Chambre. . .	5,078	Patentés de tout le département.
Paris.	Seine.	<i>Idem</i>	158,600	<i>Idem</i> .
Perpignan.	Pyrénées-Orientales	<i>Idem</i>	3,116	<i>Idem</i> .
Rochefort.	Charente-Inférieure	<i>Idem</i>	4,825	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
		<i>Idem</i>	9,019	<i>Idem</i> .
La Rochelle.	<i>Idem</i>	Bourse.	560	Patentés de la ville seulement.
Saint-Brieuc.	Côtes-du-Nord. . . .	Chambre. . .	4,000	Patentés de tout le département.
Saint-Nazaire.	Loire-Inférieure. . .	<i>Idem</i>	1,500	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
Sedan.	Ardennes.	<i>Idem</i>	2,081	<i>Idem</i> .
Sens.	Yonne.	<i>Idem</i>	800	<i>Idem</i> .
Toulon.	Var.	<i>Idem</i>	6,550	Patentés de tout le département.
Troyes.	Aube.	<i>Idem</i>	9,800	<i>Idem</i> .
		TOTAL.	255,678	

N^o 30192. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1^o *M. Forgemol (Hubert-Joseph)*, lieutenant-colonel de gendarmerie, chevalier de la Légion d'honneur, né le 14 avril 1842, à Belvès (Dordogne), demeurant à Bastia (Corse), est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *de Bostquénard*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Forgemol de Bostquénard*;

2^o Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 31 Décembre 1895.*)

N^o 30193. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1^o *M. Sartorio (Eugène-Jean-Joseph)*, architecte, né le 5 septembre 1866, à Alger, y demeurant, est autorisé à substituer à son nom patronymique celui de *Sartory*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Sartory* au lieu de *Sartorio*;

2^o Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 31 Décembre 1895.*)

N^o 30194. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1^o *M. Laborde (Henri-Eugène)*, né le 4 août 1879, à Champigny (Seine), mineur sous la tutelle de *M. Beau (Ambroise-Victor)*, demeurant à Poitiers (Vienne), est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *de Lassansaa*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Laborde de Lassansaa*;

2^o Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 31 Décembre 1895.*)

N^o 30195. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1^o *M^{lle} Debroas (Ernestine)*, née le 30 janvier 1885, à Lyon (Rhône), mineure sous la tutelle de *M. Vialla (Étienne-François)*, conseiller à la cour d'appel de Lyon, membre du conseil général d'administration des hospices de cette ville, y demeurant, est autorisée à substituer à son nom patronymique celui de *Dufin*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Dufin* au lieu de *Debroas*;

2° Ladite impétrante ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État
(Paris, 31 Décembre 1895.)



Certifié conforme :

Paris, le 17^e Janvier 1896.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

L. RICARD.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1737.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 30196. — *Loi portant modification de la Loi du 11 janvier 1892*
(Tarif des douanes).

Du 16 Août 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 17 août 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur
est :

ARTICLE UNIQUE. Les tarifs des douanes résultant de la loi du 11 jan-
vier 1892 sont modifiés conformément au tableau annexé à la pré-
sente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la
Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait au Havre, le 16 Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des affaires étrangères,
Signé : G. HANOTAUX.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*
Signé : ANDRÉ LEBON.

Le Ministre de l'agriculture,
Signé : GADAUD.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,
Signé : A. RIBOT.

XII^e Série.

TABLEAU ANNEXÉ

à la loi du 16 août 1895.

NUMÉROS	DÉNOMINATION DES ARTICLES.	UNITÉS.	DROITS. (Décimes compris). — Tarif minimum.
35 ter.	Lait concentré additionné de sucre dans la proportion de moins de 40 p. 100.	100 kil.	40 p. 100 des droits du sucre raffiné, plus 6 francs.
36	Fromages dits de Gruyère.....	Idem.	12 1/2
393	Extraits de bois de teinture et d'autres espèces tinctoriales :		
	Autres.... { Noirs et violets.....	Idem.	10 00
	{ Rouges et jaunes.....	Idem.	15 00
380	Fils de soie à coudre, à broder, à passementerie, mercerie et autres, teints.	Idem.	350 00
407	Tissus de coton pur unis, croisés et coutils imprimés.		La surtaxe d'importation qui se percevait sur 100 mètres de tissu garni sera abolie par 100 mètres de tissu.
411	Tissus de toute sorte en coton pur ou mélangé, fabriqués en tout ou en partie avec des fils teints, blanchis ou glacés.		Supprimer la note.
	Remplacer la note : « Rentreront dans cette catégorie les tissus contenant des linceux espacés de moins de 1 mètre » par la note ci-contre.		La surtaxe d'importation exigible lorsque le produit est en fils teints, blanchis ou glacés sera pas un dixième de la surface totale.
419	Bonneterie de coton. { Tous articles, autres que la ganterie, en maille de bonneterie, brodés à la main ou à la machine ou ornés de dentelles ou de passementerie.		Ne sont pas considérés comme brochés ou ornés de dentelle les articles de bonneterie ayant un petit collet, une petite niture à la main, une petite dentelle ou ruban servant d'attache, ou des conditions constituant des articles simples, accablés augmentant de moins de 10 p. 100 le prix de l'objet.
	Ajouter la note suivante.....		

DÉSIGNATION DES ARTICLES.	UNITÉS.	DROITS. (D'elles compris.) — Tarif minimum.
Bonneterie de laine : Dernier paragraphe.....		Même note qu'à l'article 419.
Tissus et foulards de soie pure..... Crêpes, tulles et passementerie de soie pure.....	Écrus 100 kil. En couleur..... Idem. Noirs..... Idem. Tous autres objets, y compris les vêtements ou parties de vêtements ajustés ou non..... Idem.	200 ⁰ 00 ⁰ 250 00 200 00 400 00 400 00
Bonneterie. Autres objets en tous genres.....	Tous articles, autres que la ganterie, en mailles de bonneterie, brodés à la main ou à la machine ou ornés de dentelles ou de passementerie.....	Même note qu'à l'article 419.
i. Ajouter la note suivante.....		Les broderies en coton disposées sur tissu de coton uni (à chaîne et à trame) en bandes ou raies, et présentant des alternatives régulières et de largeur sensiblement égale de tissu brodé et non brodé, acquitteront : 1° La surtaxe de broderie sur le poids des parties brodées, c'est-à-dire sur le poids total, déduction faite du poids du tissu non brodé évalué à forfait à 30 p. 100; 2° Le droit de tissu sur l'étoffe de fond, c'est-à-dire sur le poids total, déduction faite du poids des fils brodeurs évalué à forfait à 30 p. 100. Bénéficieront également de cette disposition, les broderies de coton sur tissu de coton dites « volants », dans lesquelles la partie de tissu non brodé aura une largeur notablement supérieure à celle de la partie brodée. La largeur ou hauteur de la surface brodée des articles terminés par des dentelles ou festons est mesurée de la pointe des dentelles aux points de broderie formant l'extrémité opposée de la bande brodée.

NUMÉROS	DÉSIGNATION DES ARTICLES.	UNITÉS.	BRUTE (Décimes compris.) — Tarif minimum.
497	Mouvements de montre sans boîte :		
	Mouvements et porte-échappements à l'état d'ébauche ou de finissage, sans trace aucune de plantage d'échappement.	la douz.	0' 75
498	Mouvements et porte-échappements avec échappement fait, ou présentant seulement des traces de plantage d'échappement, mais ni dorés, argentés ou nickelés :		
	Si l'échappement est à cylindre.....	Idem.	3 50
	Si l'échappement est à ancre ou autre.....	Idem.	6 00
499	Mouvements entièrement finis, dorés, argentés ou nickelés :		
	Si l'échappement est à cylindre.....	Idem.	7 00
	Si l'échappement est à ancre ou autre.....	Idem.	33 00
	Montres finies sans complication de système :		
500	Avec boîtes en or.... { Si l'échappement est à cylindre.	la pièce.	3 50
	{ Si l'échappement est à ancre ou autre.	Idem.	4 00
500 bis.	Avec boîtes en argent { Si l'échappement est à cylindre.	"	1 00
	{ Si l'échappement est à ancre ou autre.	Idem.	1 50
500 ter.	Avec boîtes en toute autre matière non précieuse (A).... { Si l'échappement est à cylindre.	Idem.	6 50
	{ Si l'échappement est à ancre ou autre.	Idem.	6 75
	Montres compliquées (répétitions), secondes indépendantes, quel que soit le genre d'échappement, chronomètres de poche (1) :		
501	Montres avec boîtes en or.....	Idem.	10 00
501 bis.	Montres avec boîtes en argent.....	Idem.	4 00
501 ter.	Montres avec boîtes en matière non précieuse (A)....	Idem.	2 50
	Extraire les chronographes des n° 501 et 501 ter, pour en faire une catégorie spéciale :		
501	Chronographes (quel que soit le genre d'échappement :		
501	Avec boîtes en or.....	Idem.	5 00
501	Avec boîtes en argent.....	Idem.	4 00
501	Avec boîtes en matière non précieuse (A).....	Idem.	1 50
503	Boîtes de montres finies en matière non précieuse (A).	Idem.	6 25

(1) Par chronomètre de poche, on entend la montre dont l'échappement est à balancier ou à ressort.

DÉSIGNATION DES ARTICLES.	UNITÉS.	DROITS. (Décimes compris.) — Tarif minimum.
Articles nouveaux à introduire dans le tarif :		
Boîtes de montre brutes (1) en or, en argent ou en matière non précieuse (A) (A) Compléter la note A des n° 500 <i>ter</i> , 501 <i>ter</i> , 501 <i>quater</i> , 503 et 503 <i>bis</i> , par les additions suivantes.	100 kil.	16'00"
		Seront toutefois considérées comme boîtes en matière non précieuse celles dont la carrure, le rebaut, les lunettes, le pendent, la couronne ou l'anneau sont dorés, argentés ou plaqués. Les boîtes en argent entièrement dorées et les boîtes en matières non précieuses entièrement dorées ou argentées devront être traitées comme boîtes d'argent ou boîtes de matière non précieuse, si elles portent à l'intérieur du fond l'inscription : argent doré, ou métal doré, ou métal argenté.
Carillons et boîtes à musique de toutes dimensions..	100 kil.	50'00"
Machines hydrauliques à roues, à piston, à turbine, pompes, ventilateurs pesant :		
Plus de 3,000 kilogr. { Renfermant au moins 50 p. 100 de fonte. Renfermant moins de 50 p. 100 de fonte.	<i>Idem.</i>	8 00
	<i>Idem.</i>	10 00
De 250 à 3,000 kilogr.....	<i>Idem.</i>	10 00
Moins de 250 kilogr.....	<i>Idem.</i>	15 00
Machines à fabriquer le papier.....	<i>Idem.</i>	8 00
Machines dynamo-électriques pesant :		
5,000 kilogr. et plus. { Renfermant au moins 50 p. 100 de fonte. Renfermant moins de 50 p. 100 de fonte.	<i>Idem.</i>	12 00
	<i>Idem.</i>	20 00
2,000 kilogr. à 5,000 kilogr. { Renfermant au moins 50 p. 100 de fonte. Renfermant moins de 50 p. 100 de fonte.	<i>Idem.</i>	18 00
	<i>Idem.</i>	20 00
De 1,000 à 2,000 kilogr.....	<i>Idem.</i>	20 00
De 50 à 1000 kilogr.....	<i>Idem.</i>	30 00
De 10 à 50 kilogr.....	<i>Idem.</i>	80 00
Appareils frigorifiques pesant :		
50 kilogr. et plus.....	<i>Idem.</i>	14 00
Moins de 50 kilogr.....	<i>Idem.</i>	25 00
Sont considérées comme boîtes brutes, celles dont aucune charnière n'est finie, et qui ne sont ni guillochées, ni gravées.		

NUMÉROS	DÉSIGNATION DES ARTICLES.	UNITÉS.	DROITS (Décimes compris). — Tarif minimum.
536	Induits de machines dynamo-électriques et pièces détachées, telles que bobines pleines ou vides en métal, entourées de cuivre isolé, pièces travaillées en cuivre pesant moins de 1 kilogr. numérotées et marquées, ajustées ensemble ou d'montées pour machines électriques, pesant : Plus de 2,000 kilogr..... De 1,000 à 2,000 kilogr..... De 200 à 1,000 kilogr..... De 1 à 200 kilogr..... Moins de 1 kilogr.....	100 kil. Idem. Idem. Idem. Idem.	35'00 40 00 55 00 60 00 75 00
536 bis.	Lampes à arcs dites régulateurs.....	Idem.	60 00

N° 30197. — DÉCRET relatif à l'application du Tarif minimum des douanes aux Marchandises originaires de la Suisse.

Du 16 Août 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 17 août 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres des affaires étrangères, du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, des finances et de l'agriculture,

Vu la loi du 29 décembre 1891;

Vu les lois des 11 janvier 1892, 30 juin et 4 juillet 1893, 27 février 1894 et 17 novembre 1894 et 16 août 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le tarif minimum inscrit au tableau A annexé à la loi de douane du 11 janvier 1892 et modifié par les lois des 30 juin et 4 juillet 1893, 27 février, 14 et 17 novembre 1894 et 16 août 1895, sera, à partir du 19 août 1895, appliqué en France, y compris l'Algérie, et dans les colonies et possessions françaises et les pays du protectorat de l'Indo-Chine, aux marchandises originaires de la Suisse.

2. Le ministre des finances et le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 16 Août 1895.

Signé : **FÉLIX FAURE**.

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé : **G. HANOTAUX.**

Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

Signé : **ANDRÉ LEBOUR.**

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : **GADATU.**

Le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur,

Signé : **A. RIROT.**

30198. — Décret qui déclare d'utilité publique les Travaux de constructions de Quais maritimes, sur la rive sud du canal de Tancarville, au port du Havre (Seine-Inférieure).

Du 20 Août 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 6 septembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu les avant-projets dressés par les ingénieurs du service des travaux maritimes du département de la Seine-Inférieure, première section, les 2 juin 1894, 27-28 juin 1895, pour la construction de quais maritimes sur la rive sud du canal de Tancarville;

Vu les délibérations, en date des 20 juillet 1894 et 11 janvier 1895, par lesquelles la chambre de commerce du Havre offre de prendre à sa charge le montant des frais d'acquisition des terrains nécessaires à l'exécution des travaux projetés;

Vu la délibération, en date du 10 avril 1895, par laquelle le conseil municipal du Havre s'engage, au nom de la ville, à verser à l'État une subvention de quatre-vingt mille francs représentant le montant présumé des droits d'octroi à percevoir sur les matériaux entrant dans les travaux projetés;

Vu le dossier de l'enquête d'utilité publique ouverte sur ledit avant-projet et notamment le procès-verbal de la commission d'enquête, en date du 25 janvier 1895;

Vu le procès-verbal des conférences mixtes, en date du 26 décembre 1894, et notamment les adhésions directes données par les conférents au premier degré;

Vu les rapports des ingénieurs, en date des 1^{er}-2 juin 1894, 16 août 1894, 8-12 septembre 1894, 14-18 février 1895, 8 avril 1895, 7-8 mai 1895; 27 et 28 juin 1895;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 25 juin 1894, 14 mars 1895;

Vu la lettre du préfet de la Seine-Inférieure, en date du 22 février 1895;

Vu la lettre du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en date du 31 octobre 1894;

Vu la lettre du président du conseil, ministre des finances, en date du 20 juin 1895;

Vu les lois des 3 mai 1841 et 27 juillet 1870;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Sont déclarés d'utilité publique : 1^o les acquisitions de terrains à poursuivre en vue des travaux de construction de quais maritimes sur la rive sud du canal de Tancarville, au port du Havre, conformément aux dispositions générales de l'avant-projet ci-dessus visé, des 1^{er}-2 juin 1894 et aux avis également ci-dessus visés du conseil général des ponts et chaussées, des 25 juin 1894 et 14 mars 1895;

1895; 2° les travaux à exécuter, conformément à l'avant-projet également ci-dessus visé des 27-28 juin 1895 et d'après lequel les ouvrages à exécuter immédiatement sont évalués à six cent mille francs (600,000').

2. Il est pris acte de l'engagement souscrit par la chambre de commerce du Havre, ainsi qu'il résulte de ses délibérations ci-dessus visées, de contribuer à la dépense jusqu'à concurrence du montant des frais d'acquisition des terrains nécessaires à la construction des nouveaux quais projetés.

3. Il est également pris acte de l'engagement souscrit par la ville du Havre, ainsi qu'il résulte de la délibération ci-dessus visée du conseil municipal du 10 avril 1895, de contribuer à la dépense des travaux par une subvention totale de quatre-vingt mille francs (80,000').

4. Le surplus de la dépense, pris en charge par l'État, sera imputé sur les fonds annuellement inscrits à la deuxième section du budget du département des travaux publics pour l'amélioration et l'extension des ports maritimes.

5. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait au Havre, le 20 Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

N° 30199. — *DÉCRET qui approuve la substitution, à M. Lambert, de la Compagnie du Chemin de fer d'intérêt local à voie étroite de Bussy à Ermenonville, comme concessionnaire dudit chemin de fer.*

Du 20 Août 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 7 septembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi, en date du 26 novembre 1894, portant :

1° Déclaration d'utilité publique du chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, d'un mètre de largeur entre les bords intérieurs de rails, de Bussy à Ermenonville;

2° Approbation des conventions passées, les 1^{re} et 26 avril 1893, entre, d'une part, les préfets de l'Oise et de la Somme, agissant au nom des départements, et, d'autre part, M. Alfred Lambert, pour la concession de l'exploitation

u, notamment, l'article 10 de chacune de ces conventions, aux termes desquelles M. Alfred Lambert s'est engagé à se substituer, dans le délai de trois ans, à partir de la déclaration d'utilité publique, une société anonyme qui sera solidairement responsable avec lui, envers les deux départements, pour les engagements qu'il aurait contractés envers ces derniers ;

u les lettres, en date du 20 mars 1895, par lesquelles la « compagnie des chemins de fer d'intérêt local à voie étroite de Bussy à Ercheu (société anonyme) » demande, d'accord avec M. Lambert, à être substituée à ce dernier ;

u les rapports des ingénieurs du contrôle, en date des 29-30 mars, 29-avril 1895 (Somme) et 8 juin 1895 (Oise) ;

u les délibérations, en date des 23 avril et 2 mai 1895, des conseils généraux de l'Oise et de la Somme ;

u les lettres des préfets de la Somme et de l'Oise, en date des 18 avril, 19 avril, pour le premier, et 11 juillet 1895, pour le second ;

u la loi du 11 juin 1880 et, notamment, l'article 10 ;

le Conseil d'État entendu,

ARRÊTÉ :

ART. 1^{er}. Est approuvée la substitution, à M. Lambert, de la « compagnie des chemins de fer d'intérêt local à voie étroite de Bussy à Ercheu (société anonyme) », comme concessionnaire dudit chemin de fer, dont l'établissement a été déclaré d'utilité publique par la loi du 16 novembre 1894.

Il est interdit à la compagnie, sous peine de déchéance, d'engager son capital, directement ou indirectement, dans une opération dans laquelle la construction ou l'exploitation de la ligne de Bussy à Ercheu, sans y être préalablement autorisée par décret rendu en conseil d'État.

Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 20 Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

100. — DÉCRET portant rectification de la Limite extérieure de la Zone des fortifications de la Citadelle d'Ajaccio.

Du 29 Septembre 1895.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

En vertu des lois des 17 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, ainsi que de la loi du 10 août 1853⁽¹⁾ sur la conservation des places de guerre et des fortifications ;

Vu l'arrêté, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

VII^e Série.

61..

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le tracé 21, 22, 23, 24 est substitué au tracé actuel 21, 22, B, D, E, 24 de la limite extérieure de la zone des fortifications de la citadelle d'Ajaccio, conformément aux indications portées sur le plan.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 29 Septembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{al} ZURLINDEN.

N° 30201. — DÉCRET qui reporte au Budget annexe de la Caisse des Invalides de la Marine, exercice 1895, un Crédit supplémentaire destiné au paiement de dépenses sur fonds provenant des prélèvements de 4 p. 0/0 sur les primes à la marine marchande et non employés pendant l'exercice 1894.

Du 29 Septembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine;

Vu la loi du 30 janvier 1893 sur la marine marchande;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1894 et spécialement l'article 41 de cette loi qui dispose comme suit :

« Le produit des prélèvements de 4 p. 0/0 sur le montant des primes instituées par les articles 2, 3, 6 et 7 de la loi du 30 janvier 1893 sera inscrit parmi les recettes du budget annexe de la caisse des invalides de la marine, sous la rubrique : *Prélèvements de 4 p. 0/0 sur les primes à la marine marchande*. »

Des crédits en somme égale à ces prélèvements seront ouverts, par décrets contresignés par les ministres de la marine et des finances, au budget de la caisse des invalides de la marine. »

« La portion de ces crédits sans emploi en fin d'exercice sera reportée par décret à l'exercice suivant avec la même affectation, ainsi que la ressource correspondante. »

Vu l'article 45 du décret, en date du 25 juillet 1893⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 30 janvier 1893 sur la marine marchande,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la marine, sur l'exercice 1895

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1577, n° 26939.

au titre du budget annexe de la caisse des invalides de la Marine, chapitre v : *Secours aux marins naufragés ou à leurs familles et subventions aux chambres de commerce, etc.*, pour la création et l'entretien d'hôtels de marins, etc., un crédit supplémentaire de cent cinquante-neuf mille neuf cent soixante-quatorze francs quatre-vingt-douze centimes (159,974'92) destiné au paiement de dépenses sur fonds provenant de prélèvement de quatre pour cent (4 p. o/o) sur les primes à la marine marchande et non employés pendant l'exercice 1894.

2. Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen du report en somme égale des ressources provenant des prélèvements de quatre pour cent (4 p. o/o) sur les primes à la marine marchande et non employées à la clôture de l'exercice 1894.

Les évaluations de recettes du budget annexe de la caisse des invalides de la marine, pour l'exercice 1895, sont, en conséquence, augmentées d'une somme de cent cinquante-neuf mille neuf cent soixante-quatorze francs quatre-vingt-douze centimes (159,974'92) qui sera inscrite au chapitre v : *Retenues sur les primes à la construction et à la navigation*.

3. Le ministre de la marine et la ministre des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 29 Septembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre de la marine,

Signé : G. BESNARD.

N° 30202. — DÉCRET portant que des Funérailles nationales seront faites à Louis Pasteur, membre de l'Académie française et de l'Académie des sciences.

Du 1^{er} Octobre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 3 octobre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre des finances, du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et du ministre de l'intérieur,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il sera fait à Louis Pasteur, membre de l'Académie française et de l'Académie des sciences, des funérailles nationales qui seront célébrées par les soins de l'État et aux frais du Trésor public.

2. Le président du Conseil, ministre des finances, le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Fontainebleau, le 1^{er} Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

Le Ministre
de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Président du Conseil,
Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

N° 30203. — DÉCRET qui détermine la nouvelle Limite à assigner à la zone unique de prohibition de la chaussée du Sillon, à Saint-Malo.

Du 2 Octobre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'article 1^{er} du décret du 23 février 1893⁽¹⁾, modifié par le décret du 13 juillet⁽²⁾ de la même année, relatif à la délimitation de la zone unique de prohibition de la chaussée du Sillon, à Saint-Malo, doit être rectifié comme il suit :

Au lieu de :

« La limite de la zone unique de prohibition est reculée de cent quarante mètres (140^m) vers l'ouest »

Lire :

« La limite de la zone unique de prohibition est tracée sur une ligne parallèle à la limite actuelle de ladite zone, distante de cent quarante-sept mètres (147^m) vers l'ouest de celle-ci et coïncidant avec le mur nord du quai à deux mètres quatre-vingt-dix centimètres (2^m90) du parement est du dé en pierre de taille limitant à l'est le batardeau de la coupure du Sillon, suivant le tracé figuré en coupe sur le croquis. »

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret; qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 2 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{al} ZUHLINDE.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1531, n° 26134.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1572, n° 2666.

N° 30204. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un Crédit extraordinaire pour les funérailles de Louis Pasteur.*

Du 3 Octobre 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 5 octobre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et du président du conseil, ministre des finances;

Vu le décret en date du 1^{er} octobre 1895⁽¹⁾, aux termes duquel il sera fait à *Louis Pasteur* des funérailles nationales célébrées par les soins de l'État et aux frais du Trésor public;

Vu la loi du 14 décembre 1879 sur les crédits supplémentaires et extraordinaires, notamment le deuxième paragraphe de l'article 2, relatif aux crédits extraordinaires commandés par des circonstances urgentes et imprévues, et l'article 4 relatif aux crédits à ouvrir par décrets rendus en Conseil d'État;

Vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1895;

De l'avis du conseil des ministres;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, au delà des crédits accordés par la loi de finances du 16 avril 1895, un crédit extraordinaire de vingt mille francs (20,000^f), qui figurera à la première section du budget du ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, où il formera un chapitre portant le n° LXXI et intitulé : *Frais des funérailles de Louis Pasteur.*

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article 1^{er} au moyen des ressources générales du budget.

3. Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres dans la première quinzaine de leur plus prochaine réunion.

4. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le président du Conseil, ministre des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel*.

Fait à Fontainebleau, le 3 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : R. POINCARÉ.

(1) Voir ci-dessus, n° 30202.

N° 30205. — DÉCRET qui modifie certaines Franchises postales.

Du 9 Octobre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les articles 1 et 2 de l'ordonnance du 17 novembre 1844⁽¹⁾ sur les franchises postales;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est supprimée la franchise postale du vérificateur des douanes, en résidence à Saint-Genis-Pouilly, avec le directeur des douanes à Bourg, l'inspecteur des douanes à Châtillon-de-Michaille, les maires de l'arrondissement de Gex, le receveur principal des douanes à Bellegarde et le sous-préfet de Gex.

2. Est admise à circuler en franchise, sous bandes, la correspondance de service que les vérificateurs des douanes, à Collonges et à Gex, ont à échanger entre eux, et avec le directeur des douanes à Lyon, l'inspecteur et le receveur principal des douanes à Bellegarde, les maires de l'arrondissement de Gex, le sous-préfet de Gex et les receveurs des douanes de la direction dont ils relèvent.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 9 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : ANDRÉ LEBON.

N° 30206. — DÉCRET qui applique les Dispositions du décret du 27 juin 1891⁽²⁾ aux envois de Fonds faits par la poste, et au moyen de mandats, entre la France, l'Algérie et les bureaux français à l'étranger et la Serbie.

Du 9 Octobre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'arrangement conclu à Vienne, le 4 juillet 1891⁽³⁾, pour l'échange de mandats de poste;

⁽¹⁾ IX^e série, Bull. 1154, n° 11656.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1486, n° 3349.

⁽³⁾ XIII^e série, Bull. 1486, n° 3349.

Vu la loi du 13 avril 1892, portant approbation de cet arrangement;
Vu le décret du 27 juin 1892⁽¹⁾ rendu en exécution de cette loi;
Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et
des télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Des envois de fonds pourront être faits par la voie de la
poste et au moyen de mandats entre la France, l'Algérie et les bu-
reaux français à l'étranger, d'une part, et la Serbie, d'autre part.
Sont applicables à ces mandats les dispositions des articles 2, 3,
5, 8, 9 et 10 du décret susvisé du 27 juin 1892, concernant
le change des mandats de poste.

2. Les mandats pourront être transmis par le télégraphe dans les
rapports entre la France et l'Algérie, d'une part, et la Serbie, d'autre
part.

Sont respectivement applicables aux mandats télégraphiques à
destination ou provenant de la Serbie les dispositions des articles 5,
2^e alinéa) et 7 du décret du 27 juin 1892.

3. Le présent décret est exécutoire à partir du 1^{er} novembre 1895.

4. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télé-
graphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré
au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 9 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : ANDRÉ LEBON.

10207. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des
beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de
recours versés au Trésor pour les Dépenses du Service chronométrique de
l'Observatoire de Besançon.*

Du 9 Octobre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et
des cultes;

vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget des recettes et des
dépenses de l'exercice 1896;

sur la délibération, en date du 27 mai 1882, par laquelle le conseil mu-

nicipal de Besançon a autorisé le maire de cette ville à contracter un engagement de verser chaque année, dans la caisse de l'État, une somme de quatre mille francs destinée à assurer le service chronométrique de l'observatoire;

Vu le traité intervenu, le 31 du même mois, entre le maire de Besançon et le ministre de l'instruction publique;

Vu la déclaration délivrée, le 9 juillet 1895, par le trésorier-payeur général du Doubs, constatant qu'il a été versé à sa caisse le même jour, par M. Mandet, receveur municipal de Besançon, une somme de mille francs destinée à assurer, pendant le troisième trimestre de l'année 1895, le service chronométrique de l'observatoire de cette ville;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Vu l'avis du président du Conseil, ministre des finances, en date du 1^{er} octobre 1895,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), un crédit de mille francs (1,000') destiné à assurer, pendant le troisième trimestre de l'année courante, le service chronométrique de l'observatoire de Besançon.

Cette somme sera rattachée au crédit du chapitre xxii : *Observatoires des départements*, du budget des dépenses de l'exercice 1895.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 9 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RINOT.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 30208. — DÉCRET portant création d'un Polygone exceptionnel en avant du Front 9-10 de l'enceinte de Brest.

Du 9 Octobre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045. n° 10527.

militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾ pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est créé dans la première zone des servitudes du front 9-10 de l'enceinte de la place de Brest, un polygone exceptionnel comprenant la parcelle du terrain J, T, R, P, teintée en jaune sur le croquis.

2. Dans l'étendue de ce polygone, il pourra être élevé librement des constructions quelconques d'une hauteur maxima de vingt mètres comptée au-dessus du terre-plein du port de commerce aux conditions énoncées au paragraphe final de l'article 8 du décret du 10 août 1853.

3. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 9 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{al} ZURLINDEN.

N° 30209. — *DÉCRET portant application de la Taxe spéciale édictée par la loi du 29 mars 1889, pour les correspondances officielles non affranchies, aux Lettres expédiées par les Présidents des tribunaux de commerce.*

Du 15 Octobre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 17 octobre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 29 mars 1889, déterminant la taxe applicable aux correspondances officielles non affranchies, émanant de fonctionnaires ne possédant pas la franchise postale avec les destinataires;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La taxe spéciale édictée par la loi du 29 mars 1889 s'appliquera aux lettres de convocation circulant dans les conditions

⁽¹⁾ X^e série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

déterminées par ladite loi et expédiées par les présidents des tribunaux de commerce.

2. La disposition qui précède sera exécutoire à partir du 1^{er} novembre 1895.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : ANDRÉ LEBON.

N° 30210. — DÉCRET qui autorise la Création de Recettes auxiliaires des postes.

Du 16 Octobre 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 20 octobre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est autorisée la création de recettes auxiliaires des postes.

2. La gestion des recettes auxiliaires des postes sera confiée aux receveurs ruralistes des contributions indirectes, pour qui elle constituera une obligation, à des débiteurs de tabacs, à des commerçants et même, au besoin, à des particuliers.

3. Les recettes auxiliaires des postes pourront être ouvertes au service télégraphique et au service téléphonique.

4. Un arrêté ministériel déterminera les conditions de fonctionnement des recettes auxiliaires des postes, ainsi que les attributions et la rémunération des gérants.

5. Il ne sera plus créé de bureau auxiliaire du type de ceux autorisés par le décret du 7 avril 1887. Les bureaux auxiliaires de cette catégorie existant actuellement seront transformés en recettes auxiliaires.

6. Le président du Conseil, ministre des finances, et le ministre

commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : ANDRÉ LELON.

N° 30211. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un Credit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses de l'Enseignement primaire élémentaire en France, moins les villes de plus de cent cinquante mille âmes.

Du 19 Octobre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1895;

Vu les lois du 19 juillet 1889 et du 25 juillet 1893 sur les dépenses ordinaires de l'instruction primaire publique et les traitements du personnel de ce service;

Vu l'état récapitulatif ci-joint, constatant qu'il a été versé par diverses communes et par des particuliers une somme de vingt et un mille neuf cent quarante-deux francs quarante et un centimes pour servir, pendant l'exercice 1895, au paiement des traitements des instituteurs et institutrices des écoles primaires publiques exerçant dans des emplois créés sous la réserve que les communes ou les particuliers se chargeront du paiement des traitements des instituteurs occupant lesdits emplois et verseront le montant de cette dépense au Trésor public, à titre de fonds de concours;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1848;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾;

Vu l'avis du président du Conseil, ministre des finances, en date du 16 octobre 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), sur

l'exercice 1895, chapitre LII : *Enseignement primaire élémentaire en France, moins les villes de plus de cent cinquante mille âmes*, un crédit de la somme de vingt et un mille neuf cent quarante-deux francs quarante et un centimes (21,942^f 41).

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor public, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 19 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 30212. — DÉCRET qui transporte du Ministère des travaux publics au Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, les Crédits affectés aux Services des bâtiments civils et palais nationaux pour l'exercice 1895.

Du 21 Octobre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 23 octobre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, des travaux publics et des finances,

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1895;

Vu la loi du 26 juillet 1895, portant ouverture d'un crédit d'un million deux cent soixante et un mille trois francs quarante et un centimes (1,261,003^f 41^c) pour le transfert des magasins de décors de l'Opéra et de l'Opéra-Comique;

Vu le décret du 1^{er} octobre 1895 rapportant le décret du 5 juillet 1890¹⁾ qui a distrait du ministère de l'instruction publique et des beaux-arts et transféré au ministère des travaux publics la direction des bâtiments civils et des palais nationaux,

DÉCRETE :

ART. 1^{er}. Sont et demeurent annulés les crédits ouverts au mi-

¹⁾ XII^e série, Bull. 1350, n° 22620.

ministère des travaux publics, pour le payement des dépenses concernant les bâtiments civils et palais nationaux de l'exercice 1895, par les lois des 16 avril 1895 et 26 juillet 1895 et s'élevant à la somme totale de sept millions neuf cent soixante-dix mille quatre cent soixante-trois francs quarante et un centimes (7,970,463' 41'), répartie conformément à l'état A annexé au présent décret.

2. Les crédits ci-dessus de l'exercice 1895 sont transportés au ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, deuxième section (*Beaux-Arts*), sous l'autorité duquel le service des bâtiments civils et palais nationaux est placé en exécution du décret du 1^{er} octobre 1895, pour la somme totale de sept millions neuf cent soixante-dix mille quatre cent soixante-trois francs quarante et un centimes (7,970,463' 41'), répartie par chapitre conformément à l'état B annexé au présent décret.

3. Les opérations afférentes à l'exercice 1895 effectuées depuis l'ouverture de cet exercice, tant par les ordonnateurs que par les comptables du Trésor, au titre du service des bâtiments civils et palais nationaux, seront reprises par le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, qui comprendra ces opérations dans sa comptabilité et aura à rendre le compte intégral de l'emploi des crédits qui lui sont transportés en vertu de l'article 2 du présent décret.

4. Les paiements effectués en 1895 sur le chapitre spécial des dépenses des exercices clos, ouvert pour mémoire au ministère des travaux publics et concernant les dépenses du service des bâtiments civils et palais nationaux, seront également rattachés au chapitre correspondant du budget du ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, deuxième section (*Beaux-Arts*).

5. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, le ministre des travaux publics et le président du Conseil, ministre des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 21 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil,
Ministre des finances,
Signé : A. RIBOT.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : DUPUY-DUTEMPS.

Le Ministre
de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,
Signé : R. POINCARÉ.

État, par chapitres et par natures de crédits, des crédits annulés au titre du budget du Ministère des travaux publics de l'exercice 1895 (1^{re} et 2^e sections — Service des bâtiments civils), en exécution du décret du 1^{er} octobre 1895.

ÉTAT A.

NUMÉROS des cha- pitres.	DÉSIGNATION DES SERVICES.	ANNULATION DES CRÉDITS ouverts		TOTAL des crédits annulés.
		par la loi de finances du 16 avril 1895.	par la loi du 26 juillet 1895.	
	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
	ÉTAT A (FRANCE).			
	1^{re} section. — Dépenses ordinaires.			
	§ 1^{er} — PERSONNEL.			
1 ^{er} .	Traitement du ministre et personnel de l'ad- ministration centrale.....	155,660 00	.	155,660 00
XXI.	Personnel des bâtiments civils.....	114,000 00	.	114,000 00
XXII.	Personnel des palais nationaux.....	133,000 00	.	133,000 00
XXIII.	Personnel des régies des palais nationaux....	283,000 00	.	283,000 00
	§ 2. — ENTRETIEN.			
XXV.	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale.....	16,000 00	.	16,000 00
XXV.	Entretien des bâtiments civils.....	798,800 00	.	798,800 00
XXVI.	Grosses réparations des bâtiments civils.....	593,000 00	.	593,000 00
XXVII.	Entretien des palais nationaux.....	700,000 00	.	700,000 00
XXVIII.	Grosses réparations des palais nationaux.....	300,000 00	.	300,000 00
XXIX.	Loyer du terrain du palais de l'Industrie.....	15,000 00	.	15,000 00
XL.	Service des eaux de Versailles et de Marly....	350,000 00	.	350,000 00
XLI.	Matériel des régies des palais nationaux.....	259,000 00	.	259,000 00
XLII.	Conservation du garde-meuble.....	252,000 00	.	252,000 00
	2^e section. — Dépenses extraordinaires.			
	§ 2. — TRAVAUX.			
LXXI.	École des arts et métiers de Lille. — Confi- guration des travaux de construction.....	600,000 00	.	600,000 00
LXXII.	Conservatoire des arts et métiers. — Restau- ration de la grande galerie des collections....	155,000 00	.	155,000 00
LXXIII.	Palais de Versailles et de Trianon. — Confi- guration des travaux de restauration.....	200,000 00	.	200,000 00
LXXIV.	Réparation et entretien des bassins et eaux du parc de Versailles.....	100,000 00	.	100,000 00
LXXV.	Palais du Louvre et des Tuileries. — Travaux de réfection.....	150,000 00	.	150,000 00
LXXVI.	Domaine de Saint-Cloud. — Travaux de répa- ration.....	50,000 00	.	50,000 00
LXXVII.	École normale supérieure — Transfert de l'in- firmerie et agrandissement du service de la physique.....	90,000 00	.	90,000 00
LXXVIII.	Reconstruction de l'Opéra-Comique.....	1,000,000 00	.	1,000,000 00
LXXIX.	Reconstruction de l'école nationale d'art déco- ratif de Limoges et du musée national Adrien Dubouché.....	130,000 00	.	130,000 00
LXXX.	Frais de concours pour l'installation de la Cour des comptes et suppression des ruines du quai d'Orsay.....	30,000 00	.	30,000 00
LXXXI.	Transfert des magasins de décors de l'Opéra et de l'Opéra-Comique.....	.	1,261,003 41	1,261,003 41
	ÉTAT B (ALGÉRIE).			
	1^{re} section. — Dépenses ordinaires			
	§ 2. — ENTRETIEN.			
VI.	Travaux ordinaires en Algérie (Bâtiments civils et palais nationaux).....	135,000 00	.	135,000 00
VII.	Travaux ordinaires en Algérie (Construction et entretien des édifices du culte musulman)....	100,000 00	.	100,000 00
	TOTAUX.....	6,709,460 00	1,261,003 41	7,970,463 41

État, par chapitres et par nature de crédits, des crédits transportés au Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes (2^e section — Beaux-arts), et exécution du décret du 1^{er} octobre 1895.

NUMÉROS des cha- pitres.	DÉSIGNATION DES SERVICES.	CRÉDITS OUVERTS		TOTAL des crédits ouverts.
		par la loi de finances du 16 avril 1895.	par la loi du 26 juillet 1895.	
		fr. c.	fr. c.	fr. c.
	MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, DES BEAUX-ARTS ET DES CULTES.			
	2^e section. — Beaux-Arts.			
	BUDGET ORDINAIRE. — FRANCE.			
I ^{er} .	Personnel de l'administration centrale des beaux-arts.....	155,660 00	•	155,660 00
V.	Matériel de l'administration centrale des beaux- arts.....	16,000 00	•	16,000 00
XLIII.	Personnel des bâtiments civils.....	114,000 00	•	114,000 00
XLIV.	Personnel des palais nationaux.....	133,000 00	•	133,000 00
XLV.	Personnel des régies des palais nationaux.....	283,000 00	•	283,000 00
XLVI.	Entretien des bâtiments civils.....	798,800 00	•	798,800 00
XLVII.	Grosses réparations des bâtiments civils.....	593,000 00	•	593,000 00
XLVIII.	Entretien des palais nationaux.....	700,000 00	•	700,000 00
XLIX.	Grosses réparations des palais nationaux.....	300,000 00	•	300,000 00
L.	Loyer du terrain du palais de l'Industrie.....	15,000 00	•	15,000 00
LII.	Service des eaux de Versailles et de Marly.....	350,000 00	•	350,000 00
LIII.	Matériel des régies des palais nationaux.....	259,000 00	•	259,000 00
LIII.	Conservation du garde-meuble.....	252,000 00	•	252,000 00
LIV.	École des arts et métiers de Lille. — Continua- tion des travaux de construction.....	600,000 00	•	600,000 00
LXV.	Conservatoire des arts et métiers. — Restau- ration de la grande galerie des collections.....	155,000 00	•	155,000 00
LVI.	Palais de Versailles et de Trianon. — Conti- nuation des travaux de restauration.....	200,000 00	•	200,000 00
LXVII.	Réparation et entretien des bassins et eaux du parc de Versailles.....	100,000 00	•	100,000 00
LXVIII.	Palais du Louvre et des Tuileries. — Travaux de réfection.....	150,000 00	•	150,000 00
LIX.	Domaine de Saint-Cloud. — Travaux de répa- ration.....	50,000 00	•	50,000 00
LX.	École normale supérieure. — Transfert de l'infirmerie et agrandissement du service de la physique.....	90,000 00	•	90,000 00
LXI.	Reconstruction de l'Opéra-Comique.....	1,000,000 00	•	1,000,000 00
LXII.	Reconstruction de l'école nationale d'art déco- ratif de Limoges et musée national Adrien- Dubouché.....	130,000 00	•	130,000 00
LXIII.	Frais de concours pour l'installation de la cour des comptes et suppression des ruines du quai d'Orsay.....	30,000 00	•	30,000 00
LXIV.	Transfert des magasins de décors de l'Opéra et de l'Opéra-Comique.....	•	1,261,003 41	1,261,003 41
	BUDGET ORDINAIRE. — ALGÉRIE.			
V.	Travaux ordinaires en Algérie (Bâtiments civils et palais nationaux).....	135,000 00	•	135,000 00
VI.	Travaux ordinaires en Algérie (Construction et entretien des édifices du culte musul- man).....	100,000 00	•	100,000 00
	TOTAUX.....	6,709,460 00	1,261,003 41	7,970,463 41

N° 30213. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses de l'École nationale des beaux-arts d'Alger.

Du 22 Octobre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1895;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, aux termes desquels les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers, pour concourir, avec ceux de l'État, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture, par décret, d'un crédit d'égale somme, additionnellement à ceux qui ont été accordés au ministre pour le même objet;

Vu le récépissé du trésorier-payeur d'Alger, constatant qu'il a été versé au Trésor, le 13 juillet 1895, une somme de quatre mille quatre cent cinquante francs, montant du troisième trimestre 1895 de la subvention allouée par la ville d'Alger à son école nationale des beaux-arts;

Vu l'avis du président du Conseil, ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur le fonds du budget de l'exercice 1895, deuxième section (*Beaux-Arts*), chapitre 1 (*Algérie*) : *Subvention à l'école nationale des beaux-arts d'Alger*, un crédit de quatre mille quatre cent cinquante francs (4,450⁰) applicable aux dépenses de l'établissement précité.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au Trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 22 Octobre 1895.

Signé : **FÉLIX FAURE.**

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : **A. RIBOT.**

*Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,*

Signé : **R. POINCARÉ.**

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

30214. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses des Ecoles d'enseignement supérieur en Algérie.*

Du 25 Octobre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1895;

Vu l'article 8 de la loi du 20 décembre 1879, relative à la création des écoles d'enseignement supérieur en Algérie;

Vu le récépissé constatant qu'il a été versé au Trésor public, à la date du 1 août dernier, par le trésorier-payeur d'Oran, une somme de cinq mille francs, formant le complément de la part contributive de ce département aux dépenses de fonctionnement desdites écoles pour l'exercice 1895;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾;

Vu l'avis du président du Conseil, ministre des finances, en date du 1 octobre 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), un crédit de cinq mille francs (5,000^f) applicable aux dépenses de l'enseignement supérieur en Algérie.

Cette somme sera rattachée au chapitre IV du budget des dépenses de l'exercice 1895 (Algérie).

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 25 Octobre 1895.

Signé : **FÉLIX FAURE.**

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : **A. RIBOT.**

*Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,*

Signé : **R. POINCARÉ.**

N° 30215. — *DÉCRET portant Modification à la délimitation de la zone des fortifications du fort Bouguen, à Brest.*

Du 28 Octobre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, ainsi que le décret du 10 août 1853⁽¹⁾, sur la conservation des places de guerre et postes fortifiés;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La parcelle *A a b* figurée en rose carmin sur le plan et distraite de la zone des fortifications de l'enceinte du Bouguen, à Brest.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^d ZURLINDEN.

N° 30216. — *DÉCRET portant Modification à l'arrêté du 5 germinal an XII sur l'Organisation de la Régie des contributions indirectes, en ce qui concerne les Transactions sur procès.*

Du 1^{er} Novembre 1895.

(Prononcé au Journal officiel du 5 novembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre des finances;

Vu l'article 23, titre VI, de l'arrêté du 5 germinal an XII⁽²⁾, sur l'organisation de la régie des contributions indirectes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'article 23 de l'arrêté du 5 germinal an XII est modifié comme il suit :

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

⁽²⁾ IV^e série, Bull. 11, n° 114.

• Les transactions sur procès seront définitives :

• 1° Avec l'approbation du directeur de département, lorsque, sur les procès-verbaux de contravention et saisie, les condamnations de confiscations et amendes à obtenir ne s'élèveront pas à plus de mille francs (1,000^f) ;

• 2° Avec l'approbation du directeur général, lorsque lesdites condamnations s'élèveront de mille francs à trois mille francs (1,000^f à 3,000^f) ;

• 3° Avec l'approbation du ministre des finances dans les autres cas. »

2. Le président du Conseil, ministre des finances, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 1^{er} Novembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

N° 30217. — DÉCRET qui autorise la création à Marseille (Bouches-du-Rhône), d'un *Établissement de Petites-Sœurs des pauvres*.

Du 7 Novembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes ;

Vu les délibérations, en date du 2 mars 1894, par lesquelles les petites-sœurs des pauvres établies de fait à Marseille, chemin de Mazargues, sollicitent le bénéfice de la reconnaissance légale et l'approbation de l'acquisition d'immeuble faite en vue de la création du nouvel établissement, et s'engagent à se conformer exactement aux statuts adoptés par la maison mère le leur ordre et approuvés par ordonnance du 8 juin 1828 ⁽¹⁾ ;

Vu les pièces produites ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est autorisée la création à Marseille (Bouches-du-Rhône), chemin de Mazargues, d'un établissement de trente petites-sœurs des pauvres, à la charge de se conformer exactement aux statuts adoptés par la maison mère et approuvés par ordonnance du 8 juin 1828.

⁽¹⁾ VIII^e série, Bull. 236, n° 8607.

2. La supérieure de l'établissement des petites-sœurs des pauvres reconnu par l'article 1^{er} du présent décret est autorisée à acquérir, au nom dudit établissement, une propriété, sise à Marseille (Bouches-du-Rhône), quartier Sainte-Anne, chemin de Mazargues, et dans laquelle est installé l'asile de vieillards dirigé par les petites-sœurs des pauvres.

3. Le ministre de l'intérieur aura le droit de faire visiter par ses délégués l'asile de vieillards fondé par l'établissement et de se faire rendre compte de son fonctionnement.

4. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 7 Novembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

*Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,*

Signé : E. COMBES.

N° 30218. — *DÉCRET qui autorise la création à Elbeuf (Seine-Inférieure), d'un Établissement de Petites-Sœurs des pauvres.*

Du 7 Novembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la demande, en date du 28 octobre 1893, présentée par les petites-sœurs des pauvres en vue d'obtenir la reconnaissance légale de l'établissement des sœurs de cet ordre existant de fait à Elbeuf et la ratification de l'acquisition faite par acte notarié du 18 septembre 1886 en vue de la création de cet établissement;

Vu les pièces produites;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est autorisée, à Elbeuf (Seine-Inférieure), la création d'un établissement de vingt-cinq petites-sœurs des pauvres, à la charge de se conformer aux statuts adoptés par la maison mère et approuvés par ordonnance du 8 juin 1828 ⁽¹⁾.

2. La supérieure de l'établissement des petites-sœurs des pauvres reconnu par l'article 1^{er} du présent décret est autorisée à acquérir.

⁽¹⁾ VIII^e série, Bull. 236, n° 8607.

au nom dudit établissement, un immeuble sis à Elbeuf (Seine-Inférieure), route de la Saussaye et de Saint-Cyr-les-Bois, et dans lequel est installé l'asile de vieillards dirigé par les petites-sœurs des pauvres.

L'acte public d'acquisition sera transcrit conformément aux prescriptions de la loi du 23 mars 1855.

3. Le ministre de l'intérieur aura le droit de faire visiter par ses délégués l'asile de vieillards fondé par l'établissement et de se faire rendre compte de son fonctionnement.

2. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 7 Novembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

*Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,*

Signé : E. COMBES.

N° 30219. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Les alignements des quais du port de Croisic (Loire-Inférieure), entre le chemin de grande communication n° 8 et le chemin vicinal ordinaire n° 1, sont et demeurent fixés conformément aux lignes rouges du plan visé par l'ingénieur en chef du service maritime, à la date du 16 juillet 1894, lequel plan restera annexé au présent décret ;

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires pour l'exécution de ce projet d'alignements, en se conformant aux dispositions des titres III et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique (*Paris, 11 Février 1895.*)

N° 30220. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'agriculture) qui distrait du régime forestier, pour être remis au service des domaines, les terrains d'une contenance de deux hectares soixante-six ares soixante-dix-neuf centiares, dépendant de la forêt domaniale de Souk-Ahras, commune de Souk-Ahras, département de Constantine, tels qu'ils sont délimités au plan annexé au présent décret. (*Paris, 1^{er} Avril 1895.*)

N° 30221. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'agriculture) qui distrait du régime forestier, pour être remis au service des domaines, les terrains d'une contenance totale de trois hectares soixante-dix ares quarante centiares, dépendant de la forêt domaniale de Tlemcen, commune de Tlemcen, département d'Oran, tels qu'ils sont délimités au plan annexé au présent décret. (*Paris, 1^{er} Avril 1895.*)

N° 30222. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Est déclarée d'utilité publique la rectification de la route nationale n° 57, dans la côte de Saulx (Haute-Saône), suivant le nouveau tracé indiqué par une teinte bleue sur le plan visé par l'ingénieur en chef, le 22 mai 1894, lequel plan restera annexé au présent décret.

L'ancienne route sera déclassée du jour où la nouvelle aura été livrée à la circulation sur tout son parcours, et elle sera remise à la commune pour recevoir l'affectation énoncée dans la délibération du conseil municipal du 14 juin 1894.

2° La dépense à la charge de l'État, évaluée à vingt-sept mille trois cents francs, sera imputée sur les fonds inscrits annuellement au budget du ministère des travaux publics pour les rectifications des routes nationales.

3° Il est pris acte de l'engagement souscrit par le conseil municipal de Saulx, dans sa délibération du 24 mars 1895.

4° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution des travaux, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

5° La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme subie et non avenue, si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux n'ont pas été accomplies dans le délai de cinq ans à dater du présent décret. (Paris, 13 Juin 1895.)

N° 30223. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux à exécuter, conformément aux dispositions de l'avant-projet dressé, le 8 mai 1893, pour l'ouverture d'une dérivation de la Sèvre-Niortaise sur le territoire de la commune de Vix (Vendée) et l'établissement de deux passerelles aux deux extrémités de la dérivation.

2° Les travaux d'ouverture de la dérivation et d'établissement des deux passerelles seront exécutés par l'État, et la dépense, évaluée à onze mille francs, sera à la charge exclusive de la commune de Vix, sans aucune participation de la part de l'État. Il en sera de même des travaux d'entretien de la dérivation et des deux passerelles, dont la commune supportera la dépense.

3° Il est pris acte des engagements contractés par le conseil municipal de Vix, dans sa délibération du 21 mai 1893.

4° La commune de Vix est autorisée à poursuivre, au lieu et place de l'État, l'expropriation des terrains nécessaires à l'exécution des travaux, en se conformant aux dispositions de la loi du 3 mai 1841.

5° La dérivation à ouvrir fera partie du domaine public fluvial.

6° La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme subie et non avenue, si les expropriations nécessaires aux travaux n'ont pas été accomplies dans le délai de cinq ans, à dater du présent décret. (Paris, 13 Juin 1895.)

30224. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics et par le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes) portant ce qui suit :

1° Le ministre des travaux publics est autorisé à accepter pour l'école nationale supérieure des mines le legs d'une collection d'échinides fossiles, fait à cet établissement par le sieur *Gustave-Honoré Colteau*, par testament olographe en date du 1^{er} septembre 1881, à charge, pour l'établissement galais, d'observer les clauses et conditions contenues dans ledit testament ;
2° Le directeur du musée d'histoire naturelle est autorisé à accepter, au nom de cet établissement, le legs d'une collection d'échinodermes vivants fait par le sieur *Colteau*, à charge d'observer les clauses et conditions contenues dans le testament dudit sieur *Colteau*, en date du 1^{er} novembre 1881. (Paris, 20 Juin 1895.)

30225. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux à exécuter pour l'agrandissement de la gare de Lunéville (ligne de Paris à Strasbourg), conformément aux indications générales du plan dressé, le 11 août 1894, par l'ingénieur principal de la compagnie des chemins de fer de l'Est ;
2° Pour l'acquisition des immeubles nécessaires à l'exécution des travaux, la compagnie des chemins de fer de l'Est est substituée aux droits comme aux obligations qui dérivent pour l'administration de la loi du 3 mai 1836 ;
3° La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue, si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux et si l'agrandissement ne sont pas terminés dans un délai de trois ans, à dater de la promulgation du présent décret. (Paris, 4 Juillet 1895.)

30226. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

Est autorisée la reconstruction du pont suspendu au moyen duquel la route nationale n° 136 franchit la Dordogne à Sainte-Foy-la-Grande), conformément aux dispositions du projet présenté, à la date du 11 décembre 1894-24 janvier 1895, par les ingénieurs du département de la Gironde ;

La dépense, évaluée à deux cent trente-six mille francs, sera imputée sur les fonds inscrits annuellement au budget du ministère des travaux publics pour la construction des ponts dépendant des routes nationales. (Paris, 16 Juillet 1895.)

30227. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

Sont déclarés d'utilité publique les travaux à exécuter pour l'agrandissement de la gare de Paris, conformément aux conditions générales du plan dressé, le 7 janvier 1895, par les ingénieurs de la compagnie des chemins de fer de l'Est ;

2° Pour l'acquisition des immeubles nécessaires à l'exécution des travaux, la compagnie des chemins de fer de l'Est est substituée aux droits comme aux obligations qui dérivent pour l'administration de la loi du 3 mai 1841 :

3° La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue, si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux dont il s'agit ne sont pas terminées dans un délai de trois ans, à partir de la promulgation du présent décret. (*Paris, 18 Juillet 1895.*)



Certifié conforme :

Paris, le 25 * Janvier 1896.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

L. RICARD.

* Cette date est celle de la réception de la loi au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Impression nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1738.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 30228. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1892 et 1893.*

Du 7 Juillet 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu l'état ci-annexé des créances liquidées à la charge du département du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, première section (*Commerce et industrie*), additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1892 et 1893;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Considérant qu'aux termes de ces articles les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par le budget des exercices précités et que le montant n'excède pas le chiffre encore disponible des crédits qui ont été annulés en clôture de ces exercices;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, première section (*Commerce et industrie*), en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1892 et 1893, un crédit de cinq cent cinquante-huit francs cinquante-quatre centimes (558⁴ 54).

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est autorisé à ordonnancer les créances ci-dessus visées sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos au budget ordinaire de l'exercice courant, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

3. Il sera pourvu aux dépenses dont il s'agit au moyen des ressources générales du budget de l'exercice courant.

4. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : ANDRÉ LEBON.

État des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par comptes définitifs des exercices 1892 et 1893, qui doivent faire l'objet d'un budget additionnel.

EXERCICES.	NUMÉROS des chapitres.	DÉSIGNATION des chapitres.	NATURE DES CRÉANCES.	MONTANT DES CRÉANCES		
				par article.	par chapitre.	par exercice.
1892.	26	Subvention à la marine marchande...	Prime de navigation au long cours. ...	210 ^f 46 ^c	210 ^f 46 ^c	
	8	Matériel et dépenses diverses des écoles d'arts et métiers.	Remboursement de débours.	4 00	4 00	
	13	Enseignement industriel et commercial.	Dégrèvement de frais de trousseau.	100 00		
1893.			Frais de déplacement.	24 75	124 75	
	14	Inspection du travail des enfants dans les manufactures.	Rappel de traitement.	133 33	133 33	
	29	Matériel et dépenses diverses des poids et mesures.	Fournitures.	86 00	86 00	
TOTAL.						

ARRÊTÉ le présent état à la somme de cinq cent cinquante-huit francs cinquante centimes.

Paris, le 7 juillet 1895.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : ANDRÉ LEBON.

N° 30229. — **DÉCRET** qui ouvre au **Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes** un **Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1892 et 1893.**

Du 7 Juillet 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu l'état ci-annexé des créances liquidées à la charge du département du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, deuxième section (*Postes et télégraphes*), additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1892 et 1893;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Considérant qu'aux termes de ces articles les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par le budget des exercices précités et que le montant n'excède pas le chiffre encore disponible des crédits qui ont été annulés en clôture de ces exercices;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, deuxième section (*Postes et télégraphes*), en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1892 et 1893, un crédit de neuf mille huit cent trente-huit francs soixante-quinze centimes (9,838¹ 75).

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est autorisé à ordonnancer les créances ci-dessus visées sur le chapitre spécial ouvert, pour les dépenses des exercices clos, au budget ordinaire de l'exercice courant, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

3. Il sera pourvu aux dépenses dont il s'agit au moyen des ressources générales du budget de l'exercice courant.

4. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

Signé : ANDRÉ LEBON.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

État des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par les comptes définitifs des exercices 1892 et 1893, qui doivent faire l'objet de crédits additionnels.

EXERCICES.	NUMERO du chapitre.	DÉSIGNATION du chapitre.	NATURE DES CRÉANCES.	MONTANT DES CRÉDITS		
				par article.	par chapitre.	par exercice.
1892.	9	Matériel des bureaux.	Fourniture de médicaments	11' 97"	299' 97"	7,887' 36"
			Paiement d'honoraires	288 00		
	12	Appareil et matériel technique d'exploitation	Fourniture de moteurs	6,906 58	6,906 58	
	13	Construction et entretien des lignes télégraphiques	Travaux de raccordement	680 81	680 81	
1893.	5	Traitement du personnel et indemnités à titre de traitements (agents).	Remboursement d'une retenue induit faite	125 00	325 00	1,951 39
			Augmentation de traitement	200 00		
	9	Matériel des bureaux.	Fourniture de médicaments	180 55	180 55	
	24 bis.	Réinstallation du poste central télégraphique de Lyon.	Fourniture d'appareils	1,379 18	1,379 18	
	2	Algérie. Matériel de l'Algérie	Paiement de loyer de bureau	66 66	66 66	
TOTAL						9,838 75

ARRÊTÉ le présent état à la somme de neuf mille huit cent trente-huit francs soixante-quinze centimes.

Paris, le 7 juillet 1895.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : ANDRÉ LEBON.

N° 30230. — DÉCRET qui nomme *un Membre de la Commission supérieure des Caisses d'assurances en cas de décès et en cas d'accidents.*

Du 19 Juillet 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 31 juillet 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu l'article 17 de la loi du 11 juillet 1868 sur les caisses d'assurances en cas de décès et en cas d'accidents,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. Louis Bouquet, directeur de la prévoyance et de l'assurance sociales, est nommé membre de la commission supérieure des caisses d'assurances en cas de décès et en cas d'accidents.

M. Léonce Michon, sous-chef du premier bureau de la direction de la prévoyance et de l'assurance sociales, est nommé secrétaire de ladite commission.

2. Le président du Conseil, ministre des finances, et le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 19 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : ANDRÉ LEBON.

N° 30231. — DÉCRET qui modifie les articles 1, 3, 5 et 6 du décret du 15 juillet 1893 relatif au Travail, dans certaines industries, des Femmes et des Filles âgées de plus de dix-huit ans.

Du 26 Juillet 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 30 juillet 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu l'article 4 de la loi du 2 novembre 1892;

Vu le décret du 15 juillet 1893⁽¹⁾;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures;

Vu l'avis de la commission supérieure instituée par l'article 22 de la loi précitée;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les articles 1, 3, 5 et 6 du décret du 15 juillet 1893 sont modifiés ainsi qu'il suit :

• Art. 1^{er}. Dans les industries ci-après déterminées, les femmes et les filles âgées de plus de dix-huit ans pourront être employées jus-

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1588, n° 27163.

qu'à onze heures du soir, à certaines époques de l'année et pendant une durée totale qui ne dépassera pas soixante jours par an, sans que, en aucun cas, la durée du travail effectif puisse dépasser douze heures par vingt-quatre heures :

- Broderie et passementerie pour confections ;
- Chapeaux (Confection de) en toutes matières pour hommes et femmes ;
- Confections, coutures et lingerie pour femmes et enfants ;
- Confections en fourrures ;
- Pliage et encartonnage des rubans. »

• Art. 3. Les industries énumérées ci-après sont autorisées à déroger temporairement aux dispositions relatives au travail de nuit, ainsi que le travail effectif des femmes, filles ou enfants employés la nuit puisse dépasser dix heures par vingt-quatre heures :

INDUSTRIES.	DURÉE TRAVAIL des dérogations.
Confiserie.....	90 jours.
Conserves alimentaires de fruits et de légumes.....	90 jours.
Conserves de poissons.....	90 jours.
Délainage des peaux de moutons.....	60 jours.
Parfums des fleurs (Extraction des).....	90 jours.
Pâtes alimentaires et fabriques de biscuits employant le beurre frais....	30 jours.
Réparations urgentes de navires et de machines motrices.....	120 jours (enfants au-dessous de 16 ans).
Tonnellerie pour l'embarillage des produits de la pêche.....	90 jours.

• Art. 5. Les industries pour lesquelles l'obligation du repos hebdomadaire et les restrictions relatives à la durée du travail pourront être temporairement levées par l'inspecteur divisionnaire, pour les enfants âgés de moins de dix-huit ans et les femmes de tout âge, sont les suivantes :

- Ameublement, tapisserie, passementerie pour meubles ;
- Bijouterie et joaillerie ;
- Biscuits employant le beurre frais (Fabriques de) ;
- Blanchisseries de linge fin ;
- Briqueteries en plein air ;
- Brochage des imprimés ;
- Broderie et passementerie pour confections ;
- Cartons (Fabriques de) pour jouets, bonbons, cartes de vœux, rubans ;
- Chapeaux (Confection de) en toutes matières pour hommes et femmes ;
- Corsets (Confection de) ;
- Confections, coutures et lingerie pour femmes et enfants ;
- Confections pour hommes ;
- Confections en fourrures ;

- Conserves de fruits et confiserie, conserves de légumes et de poissons ;
- Corderies en plein air ;
- Couronnes funéraires (Fabriques de) ;
- Délainage des peaux de moutons ;
- Dorure pour ameublement ;
- Dorure pour encadrements ;
- Fleurs (Extraction des parfums des) ;
- Fleurs et plumes ;
- Imprimeries typographiques ;
- Imprimeries lithographiques ;
- Imprimeries en taille-douce ;
- Jouets, bimbeloterie, petite tabletterie et articles de Paris (Fabriques de) ;
- Papier (Transformation du), fabrication des enveloppes, du cartonnage des cahiers d'école, des registres, des papiers de fantaisie ;
- Papiers de tenture ;
- Reliure ;
- Réparations urgentes de navires et de machines motrices ;
- Teinture, apprêt, blanchiment, impression, gaufrage et moirage des étoffes ;
- Tissage des étoffes de nouveauté destinées à l'habillement ;
- Tulle, dentelles et laizes de soie.

Art. 6. Les chefs des industries autorisées soit à prolonger le travail jusqu'à onze heures du soir, en vertu de l'article 1^{er}, soit à se conformer temporairement aux dispositions relatives au travail de nuit, en vertu de l'article 3, devront prévenir l'inspecteur ou l'inspectrice une fois qu'ils voudront faire usage de ces autorisations.

L'avis sera donné par l'envoi, avant le commencement du travail optionnel, d'une carte postale, d'une lettre sans enveloppe ou d'un télégramme, de façon que le timbre de la poste fasse foi de la teneur dudit avis.

Une copie de l'avis sera immédiatement affichée dans un endroit fréquent des ateliers et y restera apposée pendant toute la durée de l'érogation.

Dans les cas prévus à l'article 5, une copie de l'autorisation sera également affichée.

Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et publié au Journal officiel de la République française.

Fait au Havre, le 26 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes.

Signé : ANDRÉ LEBON.

N° 30232. - DÉCRET qui modifie la composition du Conseil de Prud'hommes de Charlieu (Loire).

Du 28 Juillet 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 13 août 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu la loi du 1^{er} juin 1853 sur les conseils de prud'hommes;

Vu le décret du 21 février 1855⁽¹⁾, qui a créé un conseil de prud'hommes à Charlieu (Loire);

Vu les décrets des 24 mars 1858⁽²⁾ et 28 novembre 1884⁽³⁾, qui ont réorganisé ce tribunal;

Vu la lettre du préfet de la Loire, en date du 22 mars 1895;

Vu la délibération du conseil de prud'hommes de Charlieu, en date du 3 mars 1895;

Vu la délibération de la chambre de commerce de Roanne, en date du 14 mars 1895;

Vu la lettre du garde des sceaux, ministre de la justice, en date du 14 mars 1895;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le conseil de prud'hommes de Charlieu (Loire) sera désormais composé de la manière suivante :

CATÉ- GORIES.	INDUSTRIES ET PROFESSIONS.	NOMBRE de prud'hommes	
		Patrons.	Ouvriers.
unique.	Tissage de la soie, filature et tissage du coton, teinturerie.....	6	6
	TOTAL.....	12	12

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 274, n° 2451.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 590, n° 5404.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 894, n° 1500.

décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait au Havre, le 28 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : L. TRARIEUX.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : ANDRÉ LEBON.

N° 30233. — *DÉCRET qui crée une chambre de commerce à Chartres (Eure-et-Loir)*.

Du 30 Juillet 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu la loi du 28 ventôse an IX, le décret du 23 septembre 1806 ⁽¹⁾, la loi du 23 juillet 1820, le décret du 3 septembre 1851 ⁽²⁾, portant règlement d'administration publique sur l'organisation des chambres de commerce et le décret du 22 janvier 1872 ⁽³⁾;

Vu la demande tendant à obtenir la création d'une chambre de commerce à Chartres (Eure-et-Loir);

Vu les avis émis par les conseils d'arrondissement de Chartres, Châteaudun, Dreux et Nogent-le-Rotrou, et par les conseils municipaux des chefs-lieux d'arrondissement;

Vu les avis émis par les tribunaux de commerce de Chartres et de Dreux;

Vu l'avis du conseil général du département d'Eure-et-Loir;

Vu les avis du préfet d'Eure-et-Loir, en date des 8 novembre 1893, 17 novembre 1894 et 8 juin 1895; ensemble les autres pièces de l'instruction;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE:

ART. 1^{er}. Il est créé une chambre de commerce à Chartres (Eure-et-Loir).

Cette chambre aura pour circonscription le département d'Eure-et-Loir.

2. La chambre de commerce de Chartres sera composée de neuf membres.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré

⁽¹⁾ IV^e série, Bull. 297, n° 5644.

⁽²⁾ I^{re} série, Bull. 442, n° 3239.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 82, n° 907.

au Bulletin des lois et publié au Journal officiel de la République française.

Fait au Havre, le 30 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : ANDRÉ LEBON.

N° 30234. — DÉCRET relatif à l'admission temporaire des mélasse destinées à la distillation.

Du 31 Juillet 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 3 août 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et d'après l'avis conforme du ministre des finances;

Vu l'article 5 de la loi du 5 juillet 1836;

Vu l'article 13 de la loi du 11 janvier 1892;

Vu l'article 2 de la loi du 17 novembre 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les mélasse destinées à la distillation peuvent être admises temporairement sous les conditions déterminées par l'article 5 de la loi du 5 juillet 1836 et sous les conditions spéciales indiquées ci-après :

2. La richesse saccharine des mélasse sera représentée :

1^o Pour les mélasse de betteraves, par la somme du saccharose et du glucose constatés à l'analyse, celui-ci étant, par le calcul, transformé en saccharose; le raffinose constaté également à l'analyse sera déduit. Cette richesse saccharine absolue sera déterminée par la formule C, R, E, Y, D, T, qu'a proposée le comité consultatif des sucres et manufactures, le 18 novembre 1891.

2^o Pour les mélasse de canne, par la somme du saccharose et du glucose, celui-ci étant calculé en saccharose; cette richesse sera déterminée à l'aide de la formule de C, R, E, Y, D, T, proposée par le comité le 18 novembre 1891.

Pour les mélasse de l'une et de l'autre sorte, il devra, pour être admis en unités en poids de saccharose constaté ou calculé, être repris en alcool à quatre-vingt-dix degrés :

Soixante-sept litres cinquante centilitres (67^l 50), si le produit est à l'état de flegmes;

Soixante-trois litres (63^l), si le produit est à l'état de rectifié.

Les alcools produits à un degré supérieur seront comptés pour la même quantité d'alcool à quatre-vingt-dix degrés qu'ils représenteraient.

Les excédents de rendement seront pris en charge au même titre que le produit principal de distillation.

Les déficits de rendement qui ne dépasseront pas dix pour cent (10 p. 100) ne donneront lieu, hors les cas d'abus constatés, à aucune répétition pour le droit d'entrée des mélasses, ni pour la taxe afférente à l'alcool, et seront admis en décharge au compte du distillateur.

3. Les mélasses pourront être importées par tous les bureaux de douane, mais à la condition d'être immédiatement dirigées sur une distillerie soumise à l'exercice permanent de l'administration des contributions indirectes.

La réexportation des alcools ne pourra s'effectuer que par les bureaux ouverts au transit.

Le délai pour la réexportation est fixé à six mois au plus.

4. Les acquits-à-caution d'admission temporaire, délivrés par le service des douanes, porteront obligation de justifier, par un certificat du service des contributions indirectes, de l'arrivée des mélasses dans les distilleries, dans le délai fixé pour le transport. Un échantillon plombé sera joint à l'acquit-à-caution pour que l'identité des mélasses puisse être reconnue.

5. Dans les distilleries, les mélasses seront emmagasinées dans un local spécial sous la double clé du service et du distillateur; leur mise en œuvre aura lieu séparément sans mélange d'aucun produit étranger ou indigène.

Les alcools obtenus devront de même être emmagasinés dans un local distinct sous double clé. La réexportation en aura lieu directement en fût scellé d'un plomb spécial et sous la garantie d'un acquit-à-caution du service des contributions indirectes, rappelant l'acquit-à-caution d'admission temporaire sur lequel l'opération sera imputée.

6. La sortie effective des alcools sera constatée par le service des douanes et les acquits-à-caution d'admission temporaire primitivement délivrés seront déchargés par ces réexportations, proportionnellement au rendement que les mélasses auront produit.

7. Toute soustraction, toute substitution, tout abus constatés par le service des douanes ou par le service des contributions indirectes donneront lieu à l'application des pénalités et interdictions prononcées par l'article 5 précité de la loi du 5 juillet 1836.

8. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 31 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : ANDRÉ LEBON.

N° 30235. — *DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'Établissement d'un réseau de Tramways dans le département d'Ille-et-Vilaine.*

Du 17 Août 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 21 août 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu l'avant-projet présenté pour l'établissement, dans le département d'Ille-et-Vilaine, d'un réseau de lignes de tramway, à traction de locomotives, destiné au transport des voyageurs et des marchandises, comprenant les lignes de Rennes à Fougères, de Rennes à Châteaugiron et de Rennes à Plélan, avec gare centrale à Rennes et raccordement à la gare du réseau de l'Ouest;

Vu, notamment, le plan d'ensemble desdites lignes, en date du 12 mai 1895;

Vu les pièces des enquêtes d'utilité publique ouvertes sur cet avant-projet en exécution de l'article 29 de la loi du 11 juin 1880 et dans les formes déterminées par le règlement d'administration publique du 18 mai 1881;

Vu, notamment, les délibérations des commissions d'enquête, en date des 27 mars, 1^{er} avril, 10 avril et 17 avril 1893;

Vu les avis des chambres de commerce de Fougères et de Rennes, en date des 16 mars et 4 mai 1893;

Vu les délibérations du conseil général d'Ille-et-Vilaine, en date des 22 août 1891, 24 août 1894 et 22 juin 1895;

Vu l'adhésion donnée, le 11 février 1895, par le ministre de la guerre à l'établissement du réseau;

Vu la convention passée, le 25 juillet 1895, entre le préfet d'Ille-et-Vilaine, agissant au nom du département, et la compagnie française des chemins de fer à voie étroite, pour la rétrocession de l'entreprise, ainsi que le cahier des charges et le bordereau de prix y annexés;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 15 septembre 1892 et 5 mars 1894;

Vu les lettres du ministre de l'intérieur, en date des 21 avril et 14 décembre 1894;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 16 juillet 1894;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways;

Vu les règlements d'administration publique en date des 18 mai 1881⁽¹⁾ et 20 mars⁽²⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département d'Ille-et-Vilaine, suivant les dispositions générales du plan ci-dessus visé, d'un réseau de lignes de tramway, à traction

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 664, n° 11222.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 695, n° 11444.

locomotives, destiné au transport des voyageurs et des marchandises et comprenant les lignes de Rennes à Fougères, de Rennes à Châteaugiron, de Rennes à Plélan, avec gare centrale à Rennes et raccordement à la gare du réseau de l'Ouest, dans ladite ville.

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue, si les expropriations nécessaires pour l'exécution dudit réseau de tramways ne sont pas accomplies dans le délai de cinq ans à partir de la date du présent décret.

2. Le département d'Ille-et-Villaine est autorisé à pourvoir à la construction et à l'exploitation du réseau de tramways dont il s'agit, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions du cahier des charges ci-dessus visé.

3. Est approuvée la convention passée, le 25 juillet 1895, entre le préfet d'Ille-et-Villaine, au nom du département, et la compagnie française des chemins de fer à voie étroite, pour la rétrocession des tramways susmentionnés, conformément aux conditions du bordereau de prix et du cahier des charges annexé à cette convention.

Ladite convention, le bordereau de prix, le cahier des charges et le plan d'ensemble ci-dessus visés resteront annexés au présent décret.

4. Pour l'application des articles 15 et 36 de la loi du 11 juin 1880 et 12 du règlement d'administration publique du 20 mars 1882, le maximum de la charge annuelle pouvant incomber au Trésor est fixé à huit cent cinquante-neuf francs (859^f) par kilomètre et à quatre-vingt-treize mille six cents francs (93,600^f) pour l'ensemble du réseau.

Le montant de la subvention annuelle du Trésor et le remboursement ultérieur de cette subvention seront réglés d'après les bases fixées à la convention précitée, du 25 juillet 1895, pour le maximum du capital de premier établissement, l'intérêt à servir à ce capital et les frais d'exploitation.

5. Dans tous les cas où le département participerait aux recettes de l'exploitation, l'État viendra, au prorata de sa subvention, au partage des bénéfices réalisés par le département.

6. Dans un délai de six mois à dater de la promulgation du présent décret, la compagnie française des chemins de fer à voie étroite devra constituer une société anonyme spéciale, qui lui sera substituée comme rétrocessionnaire du réseau défini par le présent décret.

Cette substitution devra être approuvée par décret délibéré en Conseil d'État, conformément à l'article 10 de la loi du 11 juin 1880.

7. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 17 Août 1895.

Signé: FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé: DUPUY-DUTRANGE.

CONVENTION.

Le 25 juillet 1895,

Entre les soussignés :

M. *Gabriel Leroux*, préfet du département d'Ille-et-Vilaine, chevalier de la Légion d'honneur et du mérite agricole, officier de l'instruction publique, agissant au nom et pour le compte dudit département, en vertu de la loi du 10 août 1871, de la loi du 11 juin 1860, des décrets des 6 août 1881 et 20 mars 1882, des délibérations du conseil général du 22 août 1891, du 24 août 1894 et du 22 juin 1895,

D'une part;

Et M. *Alfred Faliès*, ingénieur civil, membre du conseil d'administration de la compagnie française de chemins de fer à voie étroite, chevalier de la Légion d'honneur, agissant au nom de ladite compagnie, société anonyme au capital d'un million de francs (1,000,000^f), dont le siège est à Paris, rue de Provence, n° 60, en vertu de délégations spéciales du conseil d'administration, en date des 29 janvier 1892, 30 août 1894 et 24 juillet 1895,

D'autre part;

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le département d'Ille-et-Vilaine demande à l'État la concession d'un réseau de tramways à vapeur. Il s'engage à rétrocéder à la compagnie française des chemins de fer à voie étroite, qui accepte, l'établissement et l'exploitation de ce réseau comprenant les lignes de :

Rennes à Fougères;

Rennes à Plélan;

Rennes à Châteaugiron.

Ces lignes devant aboutir à Rennes, à une gare centrale, laquelle sera reliée à la gare des chemins de fer de l'Ouest, en cette ville, par une voie spéciale de transbordement.

2. La rétrocession sera faite conformément à la loi du 11 juin 1880, au décret du 6 août 1881 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 38 de cette loi et aux conditions stipulées dans le cahier des charges ci-annexé.

Le rétrocessionnaire sera, en conséquence, assujéti envers le département à toutes les obligations imposées au département lui-même par ledit cahier des charges, qui est conforme au cahier des charges type annexé au décret du 6 août 1881, sauf les modifications introduites aux articles 7, 11, 23 et 36 et l'addition d'un article 7 bis intitulé : « Établissement de la voie ferrée en déviation ».

3. La construction des tramways dont il s'agit sera faite par la compagnie rétrocessionnaire; elle comprendra la totalité des dépenses en travaux et fourniture d'objets immobiliers et mobiliers nécessaires au complet établissement et à l'exploitation des lignes énumérées ci-dessus, notamment :

Les études et la confection des projets définitifs;

Les terrains nécessaires à l'établissement de la plate-forme du tramway, des stations et de toutes les dépendances, telles que déviations de routes, chemins ou cours d'eau et ateliers de réparations. Il est toutefois convenu que le sol des voies publiques de toutes catégories nécessaires à l'assiette des lignes et de leurs dépendances sera livré gratuitement au rétrocessionnaire;

Tous les travaux d'infrastructure, y compris l'appropriation du sol des voies publiques empruntées ou simplement traversées;

Tous les travaux de superstructure;

Le matériel fixe et roulant;

Les ateliers de réparations;

Le mobilier et l'outillage des gares, stations, de la voie et des ateliers.

Dans le matériel roulant seront comprises — spécialement pour le transport des pommes à cidre — des caisses susceptibles d'être chargées et déchargées, sans manutention de leur contenu, sur les wagons plats tant de la compagnie rétrocessionnaire des tramways que de celle des chemins de fer de l'Ouest.

Le nombre de ces caisses sera proportionné aux exigences du trafic et au moins égal à la moitié du nombre de kilomètres en exploitation des tramways.

4. Moyennant le remboursement par le rétrocessionnaire, au département, des frais avancés par celui-ci pour l'établissement des avant-projets dressés par ingénieurs de l'État, ces avant-projets, y compris le plan au millième des lignes, seront communiqués audit rétrocessionnaire pour faciliter les projets d'exécution qu'il aura à produire en se conformant aux dispositions du décret du 6 août 1881.

Les projets d'exécution pourront d'ailleurs comporter des modifications justifiées et agréées par l'administration aux avant-projets dressés par les ingénieurs de l'État.

5. Le département prendra à sa charge soixante-quinze pour cent (75 p. 100) du montant des dépenses faites par le rétrocessionnaire pour l'exécution des lignes en question, montant qui sera arrêté dans les conditions suivantes :

Les terrains, travaux et fournitures seront comptés d'après les quantités réellement faites ou livrées, et aux prix unitaires du bordereau des prix annexé à la présente convention, sans pouvoir, quoi qu'il arrive, excéder les maxima indiqués dans les colonnes 2 et 3 du tableau ci-après, lesquels tiennent compte de toutes erreurs, omissions ou imprévisions.

Pour l'application des prix du bordereau, les longueurs des lignes seront déterminées au moyen de chainages contradictoires et continus ayant pour extrémités les points indiqués dans la colonne 1 du même tableau. Ces chainages seront pratiqués selon le développement de la voie unique principale, sans tenir compte des garages, évitements, voies de manœuvre ou de service, embranchements, etc.

DÉSIGNATION DES LIGNES et indications de leurs points extrêmes.	DÉPENSES MAXIMA	
	Kilométriques.	Totales.
LIGNE DE RENNES À FOUGÈRES.		
De l'origine du raccordement à Rennes de la ligne en question avec celle ci-après, de Rennes à Châteaugiron au heurtoir du terminus à Fougères.....	39,500 ^f	2,078,608 ^f 50 ^c
LIGNE DE RENNES À PLÉLAN.		
De l'origine du raccordement à Rennes de la ligne en question avec celle ci-après, de Rennes à Châteaugiron au heurtoir du terminus à Plélan.....	52,500	1,496,850 00
LIGNE DE TRANSDORMENT.		
De l'origine du raccordement à Rennes de la ligne en question avec celle ci-après, de Rennes à Châteaugiron au heurtoir du terminus, près la gare des marchandises de l'Ouest, à Rennes.....	86,500	162,620 00
LIGNE DE RENNES À CHATEAUGIRON.		
De l'axe du bâtiment des voyageurs de la gare centrale à créer à Rennes, au heurtoir du terminus à Châteaugiron.....	59,000	928,550 00
GARE CENTRALE À RENNES.		
Maximum total réparti dans la dépense des diverses lignes qui précèdent.....	320,000 ^f	

Le reste des dépenses, après le versement à opérer par le département des soixante-quinze pour cent (75 p. 100) stipulés dans le premier paragraphe du présent article, sera supporté par le rétrocessionnaire à titre de fonds de garantie; le département lui en assurera le remboursement, en fin de concession, et lui en servira l'intérêt à un taux qui sera celui de l'emprunt que ledit département contractera lui-même en vue de l'exécution du réseau de tramways dont il s'agit, sans toutefois que ce taux puisse dépasser quatre pour cent (4 p. o/o).

L'économie qui serait réalisée sur les dépenses maxima prévues dans le tableau ci-dessus profiterait tout à la fois au rétrocessionnaire et au département, en proportion de leur concours respectif dans la formation du capital de premier établissement.

En cas de déchéance, aucun remboursement ne sera dû au rétrocessionnaire pour le capital qu'il aurait engagé dans les travaux à titre de fonds de garantie.

6. Sur la somme mise à la charge du département, d'après le premier paragraphe de l'article 5, il sera payé au rétrocessionnaire, chaque mois et au fur et à mesure de l'exécution, des acomptes jusqu'à concurrence des quatre-vingt-cinq pour cent (85 p. 100) de cette somme, et d'après les dépenses constatées par des situations d'avancement approuvées par l'administration, comprenant les travaux terminés, les travaux non terminés et les approvisionnements à pied d'œuvre.

Lorsqu'une ligne sera achevée, qu'elle aura été l'objet d'une réception définitive faite par les ingénieurs, approuvée par le préfet et suivie d'une autorisation d'exploiter, le département payera au rétrocessionnaire le solde de ce qui lui sera dû par ladite ligne, aux termes du premier paragraphe de l'article 5, et le compte des dépenses de premier établissement de cette ligne sera clos.

7. Chaque année, à partir de l'expiration de la deuxième année d'exploitation de chaque ligne, le rétrocessionnaire déposera à la caisse que le conseil général a désignée deux cents francs (200^f) par kilomètre exploité pour former un fonds qui sera destiné au renouvellement de la voie et du matériel roulant.

Ce fonds cessera de croître quand il aura atteint deux mille francs (2.000) par kilomètre, mais il sera complété par le rétrocessionnaire lorsqu'il aura été enlevé

Le rétrocessionnaire sera autorisé à porter en compte, dans les dépenses d'entretien, les sommes qu'il jugerait utile de prélever sur les recettes pour constituer un fonds de renouvellement dont il s'agit.

Tout prélèvement sur ce fonds pour les dépenses spéciales qu'il doit couvrir, être préalablement autorisé par le préfet d'Ille-et-Vilaine.

En cas de déchéance, le fonds de renouvellement deviendrait la propriété simple du département.

La partie de ce fonds qui resterait sans emploi à l'expiration de la concession est remboursée au rétrocessionnaire.

8. En cas d'infraction aux dispositions du cahier des charges relatives aux délais de présentation des projets et de mise en exploitation des lignes, le rétrocessionnaire paiera au département une amende de cinquante francs (50^f) par jour et par ligne en retard, soit quant au délai de production des projets d'exécution, soit quant au délai d'ouverture à l'exploitation.

9. L'exploitation sera faite aux risques et périls du rétrocessionnaire, quelle que soit la destination des recettes.

Les frais kilométriques d'exploitation portés en compte chaque année ne peuvent excéder le chiffre maximum résultant de la formule

$$F = 1,200 + \frac{2}{3}R$$

dans laquelle R représente la recette brute, impôts déduits.

Il sera fait masse des recettes de toutes les lignes du réseau.

Quand les dépenses réellement faites et dûment justifiées comprennent les dépenses générales d'administration n'atteindront pas le maximum donné par la formule ci-dessus, elles seront majorées, à titre de prime d'économie, des deux tiers de l'écart entre le maximum et les dépenses réelles.

Quand les recettes seront inférieures aux dépenses ainsi calculées, c'est-à-dire si les associés ne suffisent pas pour couvrir la somme réservée à la compagnie, y compris la prime d'entrée, s'il y a lieu, le déficit sera supporté par la compagnie.

Quand les recettes seront supérieures aux dépenses calculées comme il vient d'être, y compris la prime, l'excédent sera versé annuellement au département, pour être en déduction des charges du capital de premier établissement.

10. Le rétrocessionnaire s'engage à n'employer que du personnel français et du matériel fixe et roulant de provenance française.

11. La validité de la présente convention est subordonnée à l'acceptation par l'État accordée au département, pour les lignes concédées, la garantie prévue par la loi du juin 1880 et le décret du 20 mars 1882.

Le département touchera les subventions de l'État versées en exécution de la loi.

12. Les frais de timbre et d'enregistrement du présent traité et du cahier des charges y annexé, calculés selon l'article 24 de la loi du 11 juin 1880, seront supportés par le rétrocessionnaire.

Fait en double à Rennes, le 25 juillet 1895.

Le Rétrocessionnaire,

Signé : FALIES.

Le Préfet d'Ille-et-Vilaine,

Signé : LEROUX.

Enregistré à Rennes, le 2 août 1895, folio 59, cases 4 et 5. Reçu un franc ving-cinq centimes, décimes compris. — Signé : De Lantivy.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Objet de la concession.

1^{er}. Le réseau de tramways qui fait l'objet du présent cahier des charges est destiné au transport des voyageurs et des marchandises. La traction aura lieu par locomotives à vapeur.

Tracé.

Le réseau partira de Rennes (gare centrale à créer). Il comprendra les lignes et entrera les voies publiques ci-après désignées :

1^{re} de Rennes à Fougères. — Boulevards de Strasbourg et de Metz (chemin vicinal ordinaire n° 30 de la commune de Rennes), route nationale n° 177 de Caen à Fougères, route nationale n° 178 de Caen aux Sables-d'Olonne, rue du Gaz (voie urbaine de la ville de Fougères), route nationale n° 155 d'Orléans à Saint-Malo, chemin ordinaire n° 7 de la commune de Fougères.

2^e de Rennes à Plélan. — Avenue plantée dite « le Mail » (voirie urbaine de Rennes), route nationale n° 12 de Paris à Brest, route nationale n° 24 de Paris à Lorient, chemin de grande communication n° 61 d'Ille-et-Vilaine).

3^e de Rennes (tramways) à gare (Ouest), à Rennes. — Placis de la Mission (voie urbaine de Rennes), route nationale n° 137 de Bordeaux à Saint-Malo, boulevard de la Gare (voirie urbaine de Rennes), boulevard Solferino (chemin ordinaire de la commune de Rennes).

4^e de Rennes à Châteaugiron. — Boulevard de l'Ouest et rue Vanneau (chemin ordinaire n° 27 de la commune de Rennes), avenue plantée dite « le Mail » (voirie urbaine de Rennes), route nationale n° 12 de Paris à Brest, placis de la Croix-Blanche (voirie urbaine de Rennes), quais nord de la Vilaine navigable, digue n° 1 canal de navigation du Gué-de-Baud, chemin vicinal ordinaire n° 40 de la commune de Châteaugiron.

commune de Rennes (à ouvrir), boulevard de ronde du cimetière de l'Est (voirie urbaine de Rennes), route nationale n° 163 bis, chemin vicinal ordinaire n° 11 de la commune de Noyal-sur-Vilaine.

Délais d'exécution.

3. Les projets d'exécution seront présentés dans les délais suivants à partir de la date du décret déclaratif d'utilité publique, savoir : six mois pour ceux de la partie centrale de la ligne de raccordement des deux gares à Rennes et de la ligne de Rennes à Fougères, un an pour ceux des lignes de Rennes à Plélan et de Rennes à Châteaugiron.

Les travaux devront être commencés dans un délai d'un an à partir de la même date. Ils seront poursuivis et terminés de telle façon que tout le réseau soit en exploitation dans le délai de trois ans à partir de cette date.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

4. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre (1^m).

La largeur des locomotives et des caisses des véhicules, ainsi que de leur chargement, ne dépassera pas deux mètres vingt centimètres (2^m 20), et la largeur du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds intérieurs, restera inférieure à deux mètres vingt centimètres (2^m 20); la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au plus de trois mètres vingt centimètres (3^m 20).

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera d'un mètre soixante centimètres (1^m 60).

Alignements et courbes. — Pentes et rampes.

5. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon pourra être inférieur à cinquante mètres (50^m).

Le maximum des déclivités est fixé à trente millimètres (0^m 030). Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que possible.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer des dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

Établissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

6. Dans les sections où le tramway sera établi dans la chaussée, avec rails sur les voies de fer seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, sur le profil normal de la voie publique, et sans aucune altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. Les rails seront compris dans un empièchement ou pavage de vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur, qui régnera dans l'entre-rails, et à cinquante centimètres (0^m 50) au moins de chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, qui restera chargé d'établir à ses frais l'empierrement ou ce pavage.

La chaussée empiètrée ou pavée de la voie publique sera d'ailleurs conservée établie avec des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel du tramway (toutes saillies comprises), il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres soixante centimètres (2^m 60), permettant à une voiture ordinaire de s'arrêter ou de s'arrêter pour laisser passer le matériel du tramway avec le jeu nécessaire.

Un intervalle libre d'au moins un mètre dix centimètres (1^m 10) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et la verticale de l'arête extérieure de la plate-forme de la voie publique.

Il devra exister un intervalle libre d'au moins un mètre quarante centimètres (1^m 40) entre le matériel roulant et soit la limite de la propriété riveraine, soit les bâtiments approuvés qui pourraient passer en avant de cette limite.

Établissement de la voie ferrée. — Parties non accessibles aux voitures ordinaires.

7. Si la voie ferrée est établie sur un accotement qui, tout en restant accessible aux piétons, sera interdit aux voitures ordinaires, elle reposera sur une couche de ballast exclusivement composé de matières agréées par l'administration (gravier, gros sable ou pierres cassées) de deux mètres (2^m) de largeur et d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35) d'épaisseur totale, qui sera arasée de niveau avec la surface de l'accotement relevé en forme de trottoir.

La partie de la voie publique qui restera réservée à la circulation des voitures ordinaires présentera une largeur d'au moins six mètres (6^m) pour une route nationale, cinq mètres (5^m) pour un chemin de grande communication et quatre mètres (4^m) pour un chemin vicinal ordinaire, mesurée en dehors de l'accotement occupé par la voie ferrée et en dehors des emplacements qui seront affectés au dépôt des matériaux d'entretien de la route.

L'accotement occupé par la voie ferrée sera limité, du côté de la route, au moyen d'une bordure d'au moins douze centimètres (0^m 12) de saillie, en terrassements de solidité suffisante; dans les parties de routes et de chemins dont la déclivité dépassera trois centimètres (0^m 03) par mètre, on fortifiera cette bordure en y engageant tous les dix mètres (10^m) un dé en granit ayant vingt centimètres sur vingt centimètres (0^m 20/0^m 20) d'équarrissage en tête et au moins les mêmes dimensions dans sa face inférieure bien parallèle à la première. Ce dé prendra fiche d'au moins vingt centimètres (0^m 20) dans le sol au-dessous de la bordure et il sera proprement armé sur ses faces apparentes. Un intervalle libre de trente centimètres (0^m 30) au moins sera réservé entre la verticale de l'arête de cette bordure et la partie la plus saillante du matériel de la voie ferrée; un autre intervalle libre d'un mètre dix centimètres (1^m 10) subsistera entre ce matériel et la verticale de l'arête extérieure de l'accotement de la route.

Les rails qui, à l'extérieur, seront au niveau de l'accotement régularisé, ne formeront sur l'entre-rails que la saillie nécessaire pour le passage des boudins des roues du matériel de la voie ferrée.

Établissement de la voie ferrée en déviation.

7 bis. Dans les parties où la voie ferrée sera établie en déviation soit latéralement, soit tout à fait en dehors des routes et chemins, la largeur des accotements, c'est-à-dire des parties comprises de chaque côté entre le bord extérieur du rail et l'arête supérieure du ballast, sera de soixante centimètres (0^m 60).

L'épaisseur de la couche de ballast sera d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35), et l'on ménagera au pied de chaque talus du ballast une banquetta de largeur telle que l'arête de cette banquetta se trouve à quatre-vingt-dix centimètres (0^m 90) au moins de la verticale de la partie la plus saillante du matériel roulant.

Le concessionnaire établira, le long du chemin de fer, les fossés ou rigoles qui seront jugés nécessaires pour l'assèchement de la voie et l'écoulement des eaux.

Les dimensions de ces fossés et rigoles seront déterminées par le préfet, suivant les circonstances locales et les propositions du concessionnaire.

Traverses des villes et villages.

8. Dans les traverses des villes et des villages, les voies ferrées devront, à moins d'une autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails noyés dans la chaussée entre les deux trottoirs, ou du moins entre les deux zones à réserver pour l'établissement de trottoirs, et suivant le type décrit à l'article 6.

Le minimum des largeurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

(A) Pour un trottoir, un mètre dix centimètres (1^m 10);

(B) Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le bord d'un trottoir :

1^{re} Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres soixante centimètres (2^m 60);

2^{de} Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0^m 30).

Exécution des travaux.

9. Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées sera couvert par des fournitures de matériaux neufs, de la nature et de la qualité de ceux qui sont employés dans lesdites chaussées.

Pour le rétablissement des chaussées pavées au moment de la pose de la voie ferrée, il sera fourni, en outre, la quantité de boutisses nécessaire afin d'opérer ce rétablissement suivant les règles de l'art, en évitant l'emploi des demi-pavés.

Les vieux matériaux provenant des anciennes chaussées remaniées ou refaites à neuf, qui n'auront pas trouvé leur emploi dans la réfection, seront laissés à la libre disposition du concessionnaire.

Les fers, bois et autres éléments constitutifs des voies ferrées devront être de bonne qualité et propres à remplir leur destination.

Voies.

10. Les voies devront être établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier et du poids de dix-huit kilogrammes (18^k) au moins par mètre courant; ils seront posés sur des traverses en chêne au nombre de dix par longueur de huit mètres (8^m) et ayant un mètre soixante-dix centimètres (1^m 70) de longueur, douze centimètres (0^m 12) d'épaisseur et seize centimètres (0^m 16) de largeur.

Gares et stations.

11. Le nombre et l'emplacement des gares, stations et haltes seront arrêtés lors de l'approbation des projets définitifs. Il est toutefois entendu, dès à présent, qu'il sera établi des stations ou des haltes pour le service des voyageurs suivant les indications ci-après :

Ligne de Rennes à Fougères : Octroi. Route de Paris (halte). — Octroi. Route de Fougères (halte). — Maurepas (halte). — Champ de courses (halte). — La Croix-aux-Allemands (halte). — La Gaudinai (halte). — Four-Rouge (halte). — Fouillard-Thorigné (station). — Mi-Forêt (halte). — La Quinte (halte). — Liffre (station). — Bauge (halte). — Gosné (station). — Saint-Aubin-du-Cormier (station). — Saint-Jean-sur-Couesnon (station). — Saint-Marc-Vendel (station). — La Chapelle-Saint-Aubert (halte). — Romagné (station). — Sainte-Anne (halte). — La Rivière (halte). — Fougères-ville (halte). — Fougères-terminus (gare).

Ligne de Rennes à Plélan : Saint-Cyr (halte). — La Janais (halte). — Le Rheu-Moigné (station). — La Croix-Verte (halte). — Mordelles (station). — Bréal (station). — Saint-Thurial (halte). — La Poulmais (halte). — Treffendel (station). — Saint-Péran (halte). — Plélan (station).

Ligne de transbordement de gare à gare dans Rennes : Halle-aux-Blés (halte). — Ouest-voyageurs (halte). — Ouest-marchandises (station transbordement).

Ligne de Rennes à Châteaugiron : Rennes (gare). — Le Mail (halte). — Croix-de-la-Mission (halte). — Palais du commerce (halte). — Viarmes-Palais des sciences (halte). — Chapelle-Boby (halte). — Cimetière de l'Est (halte). — Chautepie (station). — La Rongeraie (halte). — Domloup (halte). — Châteaugiron (station).

Moyens de transbordement. (Clause spéciale prescrite par la circulaire du 12 janvier 1886.)

Des dispositions spéciales seront proposées au besoin, après entente avec la compagnie des chemins de fer de l'Ouest, pour le transbordement commode des marchandises et des voyageurs aux diverses gares de cette compagnie mises en relation avec réseau des tramways : telles sont les gares de Rennes et de Fougères.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

12. Sur les sections où la voie ferrée est accessible aux voitures ordinaires (sections à rails noyés dans la chaussée), l'entretien, qui est à la charge du concessionnaire, comprend l'empierrement ou le pavage des entre-rails et de l'entre-voie, ainsi que des zones de cinquante centimètres (0^m 50) qui servent d'accotements extérieurs aux rails.

Réfection des parties de route ou de chemin atteintes par les travaux de la voie ferrée.

13. Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées en dehors des zones ou de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu par le concessionnaire à l'entretien de ces parties pendant une année, à dater de la réception provisoire des travaux de réfection; il en sera de même pour tous les ouvrages souterrains.

Nombre minimum des voyages.

14. Le nombre minimum des voyages qui devront être faits tous les jours, dans chaque sens, est fixé à trois.

Limitation de la vitesse et de la longueur des trains.

15. Les trains se composeront de huit voitures au plus et leur longueur totale ne dépassera pas soixante mètres (60^m).

La vitesse des trains en marche sera au plus de vingt kilomètres (20^k) à l'heure. Cette vitesse sera réduite à dix kilomètres (10^k) dans les traverses.

TITRE III.

DURÉE ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

16. La durée de la concession des lignes mentionnées à l'article 2 du présent cahier des charges commencera à courir de la date du décret d'autorisation, et elle prendra fin quarante-quatre ans après.

Expiration de la concession.

17. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, et par le seul fait de cette expiration, l'État sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur la voie ferrée et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien la voie ferrée et tous les immeubles faisant partie du domaine public qui en dépendent. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant de ladite voie, tels que les barrières et clôtures, les changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau et roues hydrauliques, machines fixes, bureaux d'attente et de contrôle, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, l'État aura le droit de saisir les revenus du tramway et de les employer à rétablir en bon état la voie ferrée et ses dépendances, si le concessionnaire ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers, tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, l'État se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel à l'État.

L'État sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre en outre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts; et, réciproquement, si l'État le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois l'État ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du tramway pendant six mois.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où le Gouvernement déciderait que les voies ferrées doivent être maintenues en tout ou en partie.

Remise des lieux dans l'état primitif.

18. Dans le cas où le Gouvernement déciderait, au contraire, que les voies ferrées doivent être supprimées en tout ou en partie, ces voies seront enlevées et les lieux seront remis dans l'état primitif par les soins et aux frais du concessionnaire, sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité.

Rachat de la concession.

19. L'État aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective de chaque ligne entière, ou, au plus tard, à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 3 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est réclamé par l'État après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué, et en y comprenant les annuités qui auront été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années, et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant la quatrième et la cinquième paragraphes de l'article 17, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire, dans tous les cas, pour l'État.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, par suite d'un changement dans le classement des routes et chemins empruntés par la voie ferrée, une nouvelle autorité serait substituée à celle de qui émane la concession.

La nouvelle autorité aura les mêmes droits que celle qui a fait la concession.

Déchéance.

20. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet tous les projets définitifs, ou s'il n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par l'article 3, il encourra la déchéance, qui, après mise en demeure, sera prononcée par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 38, à titre de cautionnement, deviendra la propriété de l'État et lui restera acquise.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

21. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 3, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le règlement d'administration publique du 6 août 1881 ainsi que par le présent cahier des charges, et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement dans les conditions qui seraient prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué par le ministre des travaux publics, après mise en demeure, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement devra être reconstitué dans le mois de la décision ministérielle.

En cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, conformément à l'article 41 du règlement d'administration publique du 6 août 1881.

Cas de force majeure.

22. Les dispositions des deux articles qui précèdent ne seraient pas applicables, et la déchéance ne serait pas encourue, dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TIERCE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.

Tarif des droits à percevoir.

23. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il en remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir pendant toute la durée de la concession les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

TARIF.

1° PAR TÂTE ET PAR KILOMÈTRE.

Grande vitesse.

Voyageurs...	Voitures couvertes, garnies et fermées à glaces (1 ^{re} classe).....	0 067	0 033	0 10
	Voitures couvertes, fermées à glaces et à banquettes rembourrées (2 ^e classe).....	0 050	0 025	0 075
Enfants.....	Au-dessous de trois ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.			
	De trois à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte; toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur.			
	Au-dessus de sept ans, ils payent place entière.			

Chiens transportés dans les trains de voyageurs..... 0 01 0 005 0 015
(Sans que la perception puisse être inférieure à 0^{fr} 30.)

Petite vitesse.

Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, bêtes de trait.....	0 07	0 03	0 30
Neaux et porcs.....	0 025	0 015	0 04
Moutons, brebis, agneaux, chèvres.....	0 01	0 01	0 02

Lorsque les animaux ci-dessus énumérés seront, sur la demande des expéditeurs, transportés à la vitesse des trains de voyageurs, les prix seront doublés.

PRIX			
de péage.	de trans- port.	TOTALS.	
fr. c.	fr. c.	fr. c.	
0 067	0 033	0 10	
0 050	0 025	0 075	
0 01	0 005	0 015	
0 07	0 03	0 30	
0 025	0 015	0 04	
0 01	0 01	0 02	

2° PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.

Marchandises transportées à grande vitesse.

Huitres. — Poissons frais. — Denrées. — Excédents de bagages et marchandises de toute classe transportées à la vitesse des trains de voyageurs.....

PRIX		
de piège.	de trans- port.	TOTAL.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 20	0 16	0 36

Marchandises transportées à petite vitesse.

1^{re} classe. — Spiritueux. — Huiles. — Bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques. — Produits chimiques non dénommés. — Œufs. — Viande fraîche. — Gibier. — Sucre. — Café. — Drogues. — Epicerie. — Tissus. — Denrées coloniales. — Objets manufacturés. — Armes.....

0 09	0 07	0 16
------	------	------

2^e classe. — Blés. — Grains. — Farines. — Légumes farineux. — Riz, maïs, châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées. — Chaux et plâtre. — Charbon de bois. — Bois à brûler dit de corde. — Perches. — Chevrons. — Planches. — Madriers. — Bois de charpente. — Marbre en bloc. — Albâtre. — Bitume. — Cotons. — Laines. — Vins. — Vinaigres. — Boissons. — Bières. — Levure sèche. — Coke. — Fers. — Cuivres. — Plomb et autres métaux ouvrés ou non. — Fontes moulées.....

0 08	0 06	0 14
------	------	------

3^e classe. — Pierres de taille et produits de carrières. — Minerais autres que les minerais de fer. — Fonte brute. — Sel. — Moellons. — Meuliers. — Argiles. — Briques. — Ardoises.....

0 06	0 04	0 10
------	------	------

4^e classe. — Houille. — Marne. — Cendres. — Fumiers. — Engrais. — Pierre à chaux et à plâtre. — Pavés et matériaux pour la construction et la réparation des routes. — Minerais de fer. — Cailloux et sables.....

0 05	0 03	0 08
------	------	------

Tarif spécial par wagon complet.

Marchandises des 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e classes.....

0 08	0 04	0 12
------	------	------

Les foin, fourrages, pailles et toutes marchandises ne pesant pas 600 kilogrammes sous le volume d'un mètre cube, 50 centimes par wagon et par kilomètre.

3° VOITURES ET MATÉRIEL ROULANT TRANSPORTÉS À PETITE VITESSE.

Par pièce et par kilomètre.

Wagon ou chariot (pouvant porter de trois à six tonnes).....

0 19	0 06	0 25
------	------	------

Wagon ou chariot (pouvant porter plus de six tonnes).....

0 14	0 04	0 18
------	------	------

Locomotive pesant de douze à dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....

1 80	1 30	3 10
------	------	------

Locomotive pesant plus de dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....

2 25	1 50	3 75
------	------	------

Tender de sept à dix tonnes.....

0 90	0 60	1 50
------	------	------

Tender de plus de dix tonnes.....

1 35	0 90	2 25
------	------	------

Les machines locomotives seront considérées comme ne traînant pas de convoi lorsque le convoi remorqué, soit de voyageurs, soit de marchandises, ne comportera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur la locomotive avec son tender marchant sans rien traîner.

Le prix à payer pour un wagon chargé ne pourra jamais être inférieur à celui qui serait dû pour un wagon marchant à vide.

Voitures à deux ou quatre roues, à un fond et à une seule banquette dans l'intérieur.....

0 15	0 10	0 25
------	------	------

Voitures à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes dans l'intérieur, omnibus, diligences, etc.....

0 18	0 14	0 32
------	------	------

Lorsque, sur la demande des expéditeurs, les transports auront lieu à la vitesse des trains de voyageurs, les prix ci-dessus seront doublés.

Dans ce cas, deux personnes pourront, sans supplément de prix, voyager dans les voitures à une banquette, et trois dans les voitures à deux banquettes, omnibus, diligences, etc.; les voyageurs excédant ce nombre payeront le prix des places de deuxième classe.

Voitures de déménagement à deux ou à quatre roues, à vide.....

Ces voitures, lorsqu'elles seront chargées, payeront en sus du prix ci-dessus, par tonne de chargement et par kilomètre.....

4^e SERVICE DES POMPES FUNÉBRES ET TRANSPORT DES CERCUEILS.

Grande vitesse.

Une voiture des pompes funèbres, renfermant un ou plusieurs cercueils, sera transportée aux mêmes prix et conditions qu'une voiture à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes.....

Chaque cercueil confié à l'administration du chemin de fer sera transporté, par les trains ordinaires, dans un compartiment isolé, au prix de.....

Et par les trains express, dans une voiture spéciale, au prix de....

PRIX		
de péage.	de trans- port.	TOTAUX.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 12	0 08	0 20
0 08	0 05	0 14
0 36	0 28	0 64
0 18	0 12	0 30
0 60	0 40	1 00

Les prix déterminés ci-dessus ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire qu'autant qu'il effectuerait lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Si la distance parcourue est inférieure à trois kilomètres (3^k), elle sera comptée pour trois kilomètres (3^k).

Le tableau des distances entre les diverses stations sera arrêté par le préfet, d'après le procès-verbal de chainage dressé contradictoirement par le concessionnaire et le service du contrôle. Ce chainage sera fait suivant la voie la plus courte, d'axe en axe des bâtiments des voyageurs des stations extrêmes. Les tarifs proposés d'après cette base seront soumis à l'homologation du ministre des travaux publics.

Dans aucun cas il ne pourra être perçu pour un voyageur pris ou laissé en route un prix supérieur à celui qui a été prévu pour la distance complète qui sépare les deux stations entre lesquelles le parcours a été effectué.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes (1,000^k).

Les fractions de poids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite vitesse, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes (10^k).

Ainsi, tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes (0 et 10^k) payera comme dix kilogrammes (10^k); entre dix et vingt kilogrammes (10 et 20^k), comme vingt kilogrammes (20^k), etc.

Toutefois, pour les excédents de bagages et de marchandises à grande vitesse, les coupures seront établies : 1^o de zéro à cinq kilogrammes (0 à 5^k); 2^o au-dessus de cinq (5^k) jusqu'à dix kilogrammes (10^k); 3^o au-dessus de dix kilogrammes (10^k), par fraction indivisible de dix kilogrammes (10^k).

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque, soit en grande, soit en petite vitesse, ne pourra être inférieur à trente centimes (0^e 30).

Bagages.

24. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de trente kilogrammes n'aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place. Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement, et elle sera réduite à quinze kilogrammes (15^k) pour les enfants transportés à moitié prix.

Assimilation des classes de marchandises.

25. Les animaux, denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés dans le tarif seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formulées aux articles 26 et 27 ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à une taxe supérieure à celle de la première classe du tarif ci-dessus.

Les assimilations de classes pourront être provisoirement réglées par le concessionnaire; elles seront immédiatement affichées et soumises à l'administration, qui prononcera définitivement.

Transport de masses indivisibles.

26. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont pas applicables à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes (3,000^k). Néanmoins, le concessionnaire ne pourra se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes (3,000 à 5,000^k), mais les droits de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

Le concessionnaire ne pourra être contraint à transporter les masses pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k).

Si, nonobstant la disposition qui précède, le concessionnaire transporte des masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k), il devra, pendant un mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feraient la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition du concessionnaire.

Exceptions. — Envois par groupes.

27. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énoncés dans le tarif et qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes (200^k) sous le volume d'un mètre cube.

2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux pour lesquels des règlements de police prescriraient des précautions spéciales;

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs (5,000^f);

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs;

5° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédents de bagages pesant isolément quarante kilogrammes (40^k) et au-dessous.

Toutefois, les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis pesant ensemble plus de quarante kilogrammes (40^k) d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédents de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes (40^k).

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets ou colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messagerie et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés arbitrairement par le préfet, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition du concessionnaire.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un de ces paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes (40^k).

Abaissement des tarifs.

28. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du ministre des travaux publics, conformément aux dispositions de la loi du 11 juin 1880.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et sur le transport.

Délais d'expédition.

29. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis, bestiaux et objets quelconques seront inscrits, à la gare d'où ils partent et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite, sur le registre de la gare de départ, du prix total dû pour leur transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

Délais de livraison.

30. Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques seront expédiés et livrés de gare en gare dans les délais résultant des conditions ci après exprimées :

1° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à grande vitesse seront expédiés par le premier train de voyageurs contenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux heures après l'arrivée du même train;

2° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à petite vitesse seront expédiés dans le jour qui suivra celui de la remise.

Le maximum de la durée du trajet sera fixé par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Les colis seront mis à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra celui de leur arrivée en gare.

Le délai total résultant des trois paragraphes ci-dessus sera seul obligatoire pour la compagnie.

Il pourra être établi un tarif réduit, approuvé par le préfet, pour tout expéditeur qui acceptera des délais plus longs que ceux déterminés ci-dessus pour la petite vitesse.

Pour le transport des marchandises, il pourra être établi, sur la proposition du concessionnaire, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse. Le

prix correspondant à ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

Le préfet déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions relatives aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Frais accessoires.

31. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins du tramway, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Il en sera de même des frais de transbordement qui seront faits dans les gares de raccordement de la ligne concédée avec une ligne présentant une largeur de voie différente.

Camionnage.

32. Le concessionnaire sera tenu de faire, soit par lui-même, soit par un intermédiaire dont il répondra, le factage et le camionnage pour la remise au domicile des destinataires de toutes les marchandises qui lui seront confiées.

Le factage et le camionnage ne seront point obligatoires en dehors du rayon de l'octroi, non plus que pour les gares qui desserviraient soit une population agglomérée de moins de cinq mille habitants, soit un centre de population de cinq mille habitants situé à plus de cinq kilomètres (5^k) de la gare du tramway.

Les tarifs à percevoir seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Ils seront applicables à tout le monde sans distinction.

Toutefois, les expéditeurs et destinataires resteront libres de faire eux-mêmes et à leurs frais le factage et le camionnage des marchandises.

Traité particuliers.

33. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 39 du règlement d'administration publique du 6 août 1881, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le tramway.

Embranchements industriels. — Tarif à percevoir pour le matériel prêt.

34. Le concessionnaire sera indemnisé de la fourniture et de l'envoi de son matériel sur les embranchements industriels desservant des carrières, des mines ou des usines, par la perception d'une redevance qui est fixée à douze centimes (0^c 12) par tonne pour le premier kilomètre et à quatre centimes (0^c 04) par tonne et par kilomètre en sus du premier, lorsque la longueur de l'embranchement excédera un kilomètre (1^k).

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle.

35. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la sur-

veillance de la voie ferrée seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

Service des postes.

36. Le concessionnaire sera tenu de recevoir dans ses voitures, aux heures des départs réguliers, les sacs de dépêches de la poste escortés ou non d'un convoyeur et les colis postaux du réseau. Les sacs seront déposés dans un coffre fermant à clef. Le convoyeur aura droit à une place réservée aussi près que possible de ce coffre.

L'administration des postes aura, en outre, le droit de fixer aux voitures de l'entreprise une boîte aux lettres, dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Les prix des transports ci-dessus seront payés par l'administration des postes conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à fournir au concessionnaire une subvention par annuités. Dans ce cas, les sacs de dépêches et le convoyeur devront être transportés gratuitement.

Le concessionnaire pourra être tenu de fixer, d'après les convenances du service des postes, l'heure d'un de ses départs dans chaque sens.

Le montant des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial aura imposées au concessionnaire, déduction faite du produit qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes, que l'entrepreneur soit subventionné ou non par le Trésor, suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux arbitres. En cas de désaccord de ces arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Frais de contrôle.

37. La somme que le concessionnaire doit verser chaque année, à la date du 1^{er} janvier, afin de pourvoir aux frais du contrôle, sera calculée d'après le chiffre de cinquante francs (50^f) par kilomètre de voie concédée.

Le premier versement aura lieu à la caisse du trésorier-payeur général d'Ille-et-Vilaine, le 1^{er} du mois qui suivra celui où aura été rendu le décret de concession. Il ne s'appliquera alors qu'au nombre de mois restant à courir jusqu'au 31 décembre suivant.

Cautionnement.

38. Avant la signature de l'acte de concession, le concessionnaire déposera à la caisse des dépôts et consignations une somme de cent mille francs (100,000^f) en numéraire ou en rente sur l'État, calculée conformément au décret du 31 janvier 1872, ou en bons du Trésor, avec transfert, au profit de ladite caisse, de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Les quatre cinquièmes en seront rendus au concessionnaire par cinquième et proportionnellement à l'avancement des travaux. Le dernier cinquième ne sera remboursé qu'après l'expiration de la concession.

Élection de domicile.

39. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Rennes.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine.

40. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département d'Ille-et-Vilaine, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

41. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention ci-annexée seront supportés par le concessionnaire.

Dressé par l'ingénieur en chef du département soussigné, pour être annexé à la convention.

Rennes, le 12 juin 1895.

Signé : E. ROUSSEAU.

Approuvé par le préfet d'Ille-et-Vilaine.

Signé : LUCHE.

Accepté par le rétrocessionnaire, pour être annexé à la convention qu'il a signée à la date de ce jour.

Signé : FALLET.

BORDEREAU DES PRIX.

NOTA. Les prix d'application ci-après comprennent explicitement ou implicitement.

1° Pour les études et l'administration du réseau, les fournitures, frais et faux frais quels qu'ils soient;

2° Pour sa construction, les fournitures, frais et faux frais nécessaires pour obtenir des ouvrages parachevés;

3° Pour son exploitation, les frais et faux frais de toutes installations comme signaux, appareils d'information et d'avertissements rapides, etc., ayant pour objet d'assurer, selon les prescriptions de l'administration supérieure, la sécurité des voyageurs.

Les prix du kilomètre de ligne ne sont pas applicables à l'avant-projet spécial de la gare centrale à Rennes.

INDICATION DES OUVRAGES.	PRIX DE L'UNITÉ.				N° des prix.
	Transbordement de gare à gare à Rennes.	Ligne de Rennes à Fougères.	Ligne de Rennes à Plélan.	Ligne de Rennes à Châteaugiron.	
PREMIÈRE PARTIE. -- INFRASTRUCTURE.					
CHAPITRE 1 ^{er} . — TERRAINS.					
Pour la gare centrale à Rennes. L'hectare.....	40,000 ^f	.	.	.	1
A partir de la gare centrale à Rennes, non compris cette gare et jusqu'à : on ce qui concerne la ligne Rennes-Fougères, l'axe du vieux château de Maurepas; — en ce qui concerne la ligne Rennes-Plélan, l'axe du viaduc au moyen duquel le chemin de fer de Rennes à Saint-Malo franchit la route nationale n° 24; — en ce qui concerne la ligne de Rennes Châteaugiron, l'entrée du cimetière de l'Est. L'hectare, compris dépréciation, perte d'arbres, etc., et frais de toute nature, sera compté.....	.	30,000 ^f 00 ^f	30,000 ^f 00 ^f	15,000 ^f 00 ^f	2
Pour tout le reste des lignes, il sera compté dans les mêmes conditions, par hectare.....	.	4,500 00	4,500 00	5,000 00	3

INDICATION DES OUVRAGES.	PRIX DE L'UNITÉ.				NUMÉROS des prix.
	Transbor- dement de gare à gare à Rennes.	Ligne de Rennes à Fougères.	Ligne de Rennes à Pélan.	Ligne de Rennes à Châteaugiron.	
CHAPITRE 2. — TRAVAUX.					
Section 1 ^{re} . — Terrassements.					
Déblais de toute nature sur routes ou en dehors, provenant de la ligne, des gares et des stations ou d'emprunt, compris transport, emploi en remblai, soit sur la ligne, soit autrement, ou mise en dépôt, compris aussi indemnité d'emprunt ou de dépôt, abattage d'arbres, dessouchements, déplacements de matériaux d'approvisionnement, de poteaux ou bornes des routes, des lignes télégraphiques, compris enfin sujétions et frais de toute nature. Le mètre cube.....	1 ^{re} 50 ^c	1 ^{re} 50 ^c	1 ^{re} 50 ^c	1 ^{re} 50 ^c	4
Travaux accessoires. — Règlements, perrés, gazonnements, bordures en terre pilonnée avec des dés de soutien, conformément à l'article 7 du cahier des charges, modifications, rectifications, déviations de routes et cours d'eau, entrées de service des parcelles, déplacement au besoin des bordures et caniveaux dans les traverses et aileurs, murs et murettes de soutènement, banquettes et parapets de sûreté, etc., compris sujétions et frais de toute nature. (Ce prix ne s'applique pas à l'avant-projet spécial de la gare centrale à Rennes.) Le kilomètre de ligne (mesuré suivant l'axe de la simple voie).....	1,500 00	1,500 00	1,500 00	1,500 00	5
Section 2. — Ouvrages d'art.					
1 ^{er} Ouvrages pour l'écoulement des eaux.					
Buses de 0 ^m 30 de diamètre. Le mètre linéaire, y compris les têtes.....	10 00	10 00	10 00	10 00	6
Aqueduc de 0 ^m 40 de largeur d'ouverture. Le mètre linéaire, y compris les têtes.....	30 00	30 00	30 00	30 00	7
Aqueduc de 0 ^m 50 de largeur d'ouverture. Le mètre linéaire, y compris les têtes.....	45 00	45 00	45 00	45 00	8
Aqueduc de 0 ^m 60 de largeur d'ouverture. Le mètre linéaire, y compris les têtes.....	60 00	60 00	60 00	60 00	9
Aqueduc de 0 ^m 80 de largeur d'ouverture. Le mètre linéaire, y compris les têtes.....	80 00	80 00	80 00	80 00	10
Aqueduc de 1 mètre de largeur d'ouverture. Le mètre linéaire, y compris les têtes.....	100 00	100 00	100 00	100 00	11
Aqueduc de 1 ^m 50 de largeur d'ouverture. Le mètre linéaire, y compris les têtes.....	130 00	130 00	130 00	130 00	12
Ponceau de 2 mètres de largeur d'ouverture. Le mètre linéaire, y compris les têtes.....	180 00	180 00	180 00	180 00	13
Ponceau de 3 mètres de largeur d'ouverture. Le mètre linéaire, y compris les têtes.....	300 00	300 00	300 00	300 00	14
2 ^e Ouvrages pour le rétablissement de la circulation.					
a. — Passages inférieurs.					
b. — Passages supérieurs.					

INDICATION DES OUVRAGES.	PRIX DE L'UNITÉ.				C O U T E S E N T R E N O T R E
	Transbor- dement de gare à gare à Rennes.	Ligne de Rennes à Fougères.	Ligne de Rennes à Ploëan.	Ligne de Rennes à Châteaugiron.	
c. — Passages à niveau.					
Passage de 10 mètres en chaussée pavée. L'un, compris contre-rails, ouvrages d'écoulement, etc.....	340 ^f 00 ^c	340 ^f 00 ^c	340 ^f 00 ^c	350 ^f 00 ^c	15
Passage de 10 mètres en chaussée em- pierrée. L'un, compris contre-rails, ouvrages d'écoulement, etc.....	200 00	200 00	200 00	200 00	6
Passage de 9 mètres en chaussée pavée. L'un, compris contre-rails, ouvrages d'écoulement, etc.....	300 00	300 00	300 00	300 00	17
Passage de 9 mètres en chaussée em- pierrée. L'un, compris contre-rails, ouvrages d'écoulement, etc.....	180 00	180 00	180 00	180 00	14
Passage de 8 mètres en chaussée pavée. L'un, compris contre-rails, ouvrages d'écoulement, etc.....	270 00	270 00	270 00	270 00	19
Passage de 8 mètres en chaussée em- pierrée. L'un, compris contre-rails, ouvrages d'écoulement, etc.....	160 00	160 00	160 00	160 00	8
Passage de 7 mètres en chaussée pavée. L'un, compris contre-rails, ouvrages d'écoulement, etc.....	240 00	240 00	240 00	250 00	1
Passage de 7 mètres en chaussée em- pierrée. L'un, compris contre-rails, ouvrages d'écoulement, etc.....	140 00	140 00	140 00	150 00	11
Passage de 6 mètres en chaussée pavée. L'un, compris contre-rails, ouvrages d'écoulement, etc.....	200 00	200 00	200 00	200 00	1
Passage de 6 mètres en chaussée em- pierrée. L'un, compris contre-rails, ouvrages d'écoulement, etc.....	120 00	120 00	120 00	120 00	5
Passage de 5 mètres en chaussée pavée. L'un, compris contre-rails, ouvrages d'écoulement, etc.....	170 00	170 00	170 00	170 00	3
Passage de 5 mètres, en chaussée em- pierrée. L'un, compris contre-rails, ouvrages d'écoulement, etc.....	100 00	100 00	100 00	100 00	6
Passage de 4 mètres en chaussée pavée. L'un, compris contre-rails, ouvrages d'écoulement, etc.....	140 00	140 00	140 00	150 00	7
Passage de 4 mètres en chaussée em- pierrée. L'un, compris contre-rails, ouvrages d'écoulement, etc.....	80 00	80 00	80 00	80 00	10
Parties exigeant des contre-rails en dehors des passages à niveau proprement dits en chaussée pavée. Le mètre courant de voie.....	34 00	34 00	34 00	34 00	19
Partie exigeant des contre-rails en dehors des passages à niveau proprement dits en chaussée empierrée. Le mètre cour- rant de voie.....	20 00	20 00	20 00	20 00	30
3° Grands ponts.					
Pont sur le canal du Gué-de-Baud (6 mètres de débouché linéaire).....	"	"	"	13,000 00	1
Pont sur le lit naturel de la Vilaine au même lieu (30 mètres de débouché linéaire).....	"	"	"	10,000 00	24
4° Viaducs.					
Viaduc sur la cale de Viarmes, longueur 100 mètres (tronçon commun aux lignes de Fougères et Châteaugiron).	"	"	"	50,000 00	13
5° Souterrains.					
Néant.					

INDICATION DES OUVRAGES.	PRIX DE L'UNITÉ.				NUMÉROS des prix.
	Transbor- dement de gare à gare à Rennes.	Ligne de Rennes à Fougères.	Ligne de Rennes à Plelan.	Ligne de Rennes à Château- giron.	

DEUXIÈME PARTIE. — SUPERSTRUCTURE.

CHAPITRE UNIQUE.

Section 1^{re}. — Clôtures.

Néant.

Section 2. — Voie.

Voie en acier en place. — Rails Vignole de 18 kilogrammes le mètre linéaire, posés sur traverses en chêne de 1^m 70 X 0^m 16 X 0^m 12 et espacées d'axe en axe de 0^m 80, y compris éclisses de 3 kilogrammes, boulons d'éclisses en fer de 0^a 260, tire-fond de 0^a 300, fourniture et pose du ballast avec les moyens d'écoulement (buse ou écharpe à ciel ouvert), sous-voie sur accotement et tous autres frais et sujétions. Le mètre linéaire.....

18^f 00^f 18^f 00^f 18^f 00^f 18^f 00^f 34

Outils et mobilier de l'exploitation et de la voie. Le kilomètre de ligne (mesuré suivant l'axe de la simple voie).

400 00 400 00 400 00 400 00 35

Section 3. — Matériel fixe.

Plaques tournantes. L'une.....

1,400 00 1,400 00 1,400 00 1,400 00 36

Changements et croisements de voie. L'un.....

850 00 850 00 850 00 850 00 37

Alimentation d'eau. L'une.....

5,000 00 5,000 00 5,000 00 5,000 00 38

Pont à bascule. L'un.....

2,000 00 2,000 00 2,000 00 2,000 00 39

Outils des dépôts et de la traction. Le kilomètre.....

500 00 500 00 500 00 500 00 40

Section 4. — Gares, stations, bâtiments.

Gare de Rennes : —

Bâtiments à voyageurs, logement du chef de gare, administration et accessoires.....

35,000^f 00^f 41

Quais à voyageurs et à marchandises.....

3,000 00 42

Dépôt avec fosses à piquer pour locomotives, ateliers (fer et bois) y annexés.....

25,000 00 43

Empierrements.....

3,000 00 44

Halle couverte pour marchandises et bureau attenant.....

9,000 00 45

Remises à voitures.....

18,000 00 46

Installations générales, clôtures spéciales, outillage, frais divers et imprévus.....

5,000 00 47

Outils, lampisterie, magasins, cabinets et urinoirs.....

6,000 00 48

Boue fixe de 6 tonnes.....

8,000 00 49

INDICATION DES OUVRAGES.	PRIX DE L'UNITÉ.			
	Transbor- dement de gare à gare à Rennes.	Ligne de Rennes à Fougères.	Ligne de Rennes à Plelan.	Ligne de Rennes à Châtea- u-Giron.
Remise avec fosse à piquer pour une gare terminus. L'une.....	12,000 ^f 00	12,000 ^f 00 ^e	12,000 ^f 00 ^e	12,000 ^f 00 ^e
Bâtiments et installations générales pour station terminus ou de bifurcation. L'une.....	8,000 00	8,000 00	8,000 00	8,000 00
Abri-magasin pour stations intermédiaires. L'un.....	2,000 00	2,000 00	2,000 00	2,000 00
Poteau métallique pour halte. L'un.....	40 00	40 00	40 00	40 00
Installations générales, clôtures, outillage, empierrements, frais divers et imprévus pour stations intermédiaires. Par station.....	2,000 00	2,000 00	2,000 00	2,000 00
Installation d'un transbordement dans le périmètre d'une station de la compagnie de l'Ouest, y compris location durant la concession du terrain occupé sur l'emprise de ladite compagnie, à Rennes, 25,000 fr.....	"	"	"	"
Installation d'un transbordement dans le périmètre d'une station de la compagnie de l'Ouest, y compris location durant la concession du terrain occupé sur l'emprise de ladite compagnie, dans toute autre station.....	"	8,000 00	"	"

TROISIÈME PARTIE. — MATÉRIEL ROULANT EN SERVICE SUR LE CHEMIN DE FER.

CHAPITRE UNIQUE.

Locomotive Compound, système Mallet, pesant 20 tonnes 500 en charge. L'une.....	35,000 ^f 00 ^e	35,000 ^f 00 ^e	35,000 ^f 00 ^e	35,000 ^f 00 ^e
Voitures à voyageurs (mixtes). L'une.....	5,600 00	5,600 00	5,600 00	5,600 00
Voitures à voyageurs (1 ^{re} classe). L'une.....	5,000 00	5,000 00	5,000 00	5,000 00
Wagons divers. L'un.....	2,100 00	2,100 00	2,100 00	2,100 00
Fourgons à bagages. L'un.....	3,500 00	3,500 00	3,500 00	3,500 00
Caisses destinées au transport spécial des pommes à cidre. L'une.....	100 00	100 00	100 00	100 00
Grues roulantes (2 pour le service général du réseau). L'une, 7,000 fr.....	"	"	"	"
Pièces de rechange et divers. Par kilomètre de ligne.....	1,200 00	1,200 00	1,200 00	1,200 00

Dressé et présenté par l'ingénieur en chef du département, pour être annexé à la convention financière.

Rennes, le 12 juin 1895..

Signé : E. ROUSSEAU.

Approuvé par le préfet d'Ille-et-Vilaine, sous-signé.

Signé : LEROUX.

Accepté par le rétrocessionnaire, pour être annexé à la convention financière signée à la date de ce jour.

Signé : FALIS.

N° 30236. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de la guerre) qui autorise le ministre de la guerre à accepter un legs de mille francs fait à l'hôpital militaire d'Oran par M. Ladet, lieutenant au 2^e régiment de zouaves, décédé le 24 mai 1885. (Paris, 10 Janvier 1895.)

N° 30237. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre des finances) qui approuve l'acte administratif passé, le 24 avril 1895, devant le préfet de la Loire-Inférieure, portant concession à M. Le Roux, moyennant le prix de cent cinquante-deux francs dix centimes et aux autres conditions stipulées dans le contrat, de deux parcelles de terrain maritime d'une contenance totale de cinquante mètres carrés soixante-dix décimètres carrés, situées au droit de la propriété du concessionnaire, sur le littoral de la baie du Renadin, commune du Pouliguen, et désignées par une teinte rose sur le plan annexé audit contrat. (Paris, 17 Août 1895.)

N° 30238. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre des finances) portant ce qui suit :

I. Le préfet des Basses-Alpes est autorisé à passer, au nom de l'État, avec M. Bèche (Marius), le contrat d'échange, sans soulte, de trois parcelles portant les numéros 350 (partie), 352 (partie) et 554 (partie), section D, du plan cadastral de la commune de Saint-Etienne-les-Orgues, d'une contenance totale de trois hectares trente-huit ares quatre-vingt-dix centiares, figurées par une teinte rose sur le plan joint au dossier, contre huit parcelles à détacher de la forêt domaniale des Hubacs, portant les numéros 352 (partie), 353 (partie), 357, 393, 394, 395, 396 (partie) et 399, section D, du cadastre de la commune de Saint-Etienne, d'une contenance totale de cinq hectares soixante-douze ares cinquante centiares, figurées au plan par une teinte bleue.

II. L'échange ne deviendra définitif qu'après avoir été approuvé par une loi et les parties ne pourront se mettre en possession des parcelles échangées qu'après la promulgation de cette loi.

III. Tous les frais occasionnés par l'échange, y compris ceux de transcription et de purge légale, seront supportés moitié par l'État, moitié par M. Bèche. (Le Havre, 21 Août, 1895.)

N° 30239. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre des finances) portant que sur l'émolument du legs universel qui a été fait à l'État par M. Henry Giffard, en vertu du testament du 11 décembre 1873 et dont l'acceptation a été autorisée par décret en date du 31 août 1885, il est attribué une somme de trente mille francs à la société amicale de secours entre les ingénieurs et anciens ingénieurs des ponts et chaussées et des mines, dont le siège est à Paris. (Le Havre, 31 Août 1895.)

N° 30240. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) qui autorise les sieurs Schardet et compagnie, industriels au Creusot (Saône-et-Loire), à élever des constructions sur le mur servant de clôture entre le chemin de fer et leurs usines, du point kilométrique 125^k 874 au point kilométrique 126^k 741 de la ligne de Nevers à Chagny, à une distance du rail le plus voisin inférieure à 3^m 50. (*Le Havre, 3 Septembre 1895.*)



Certifié conforme :

Paris, le 1^{er} Février 1896.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

L. RICARD.

Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an : à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1739.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 30241. — *Loi relative aux Récompenses à décerner à l'occasion du Centenaire de la création de l'Institut de France.*

Du 12 Décembre 1895.

(Promulguée au *Journal officiel* du 14 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ARTICLE UNIQUE. A l'occasion du centenaire de la création de l'Institut de France, le gouvernement est autorisé à faire, dans l'ordre national de la Légion d'honneur, en dehors des dispositions restrictives de la loi du 25 juillet 1873, des promotions et nominations, parmi les membres et correspondants de l'Institut, dont le nombre ne pourra pas dépasser six croix de grand-officier, quinze de commandeur, vingt-cinq d'officier et vingt de chevalier.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 12 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

*Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,*

Signé : E. COMBES.

N° 30242. — DÉCRET portant Modification à la limite intérieure de la Zone des fortifications à Verdun.

Du 10 Février 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et autres postes fortifiés, ainsi que les servitudes militaires;

Vu le décret du 10 août 1853 ⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique sur le même objet;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est distraite de la zone des fortifications de la place de Verdun la parcelle de terrain militaire teintée en jaune sur le croquis.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 10 Février 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{al} ZURLINDEN.

N° 30243. — DÉCRET qui ouvre au budget du Département des colonies, pour l'exercice 1896, un chapitre spécial destiné à recevoir l'imputation des Dépenses de solde antérieures à cet exercice.

Du 14 Septembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu l'article 9 de la loi du 8 juillet 1837, portant que les rappels d'arrérages et accessoires de solde continueront d'être imputés sur les crédits de l'exercice courant et qu'en fin d'exercice le transport en sera effectué au chapitre spécial, au moyen d'un virement de crédit à soumettre à la sanction législative avec la loi de règlement de l'exercice expiré;

Vu l'article 128 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au budget du département des colonies

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 1057.

ur l'exercice 1894, un chapitre spécial destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice; ce chapitre, i portera le n° xxxv, prendra le titre de : *Rappels de dépenses payables revues antérieures à 1894.*

2. Le crédit du chapitre mentionné à l'article précédent se formera, par virement de comptes, de la somme de quatre-vingt-neuf cent soixante et onze francs soixante-seize centimes (89,171⁷⁶), tant des rappels de solde et autres dépenses y assimilées, provisoirement acquittées sur les fonds des chapitres du budget de l'exercice 1894 désignés dans le tableau annexé au présent décret, et dont les résultats se répartissent comme il suit :

Exercice 1891.....	391 ⁵⁵
Exercice 1892.....	11,853 14
Exercice 1893.....	76,927 07
TOTAL ÉGAL.....	89,171 76

. Les crédits ouverts par la loi du 26 juillet 1893, ainsi que les dépenses imputées aux chapitres suivants, sont atténués dans les proportions ci-après :

CHAP. III.....	166 ⁶⁴
— V.....	368 76
— VI.....	120 48
— VIII.....	6,941 68
— IX.....	180 70
— XI.....	126 50
— XIII.....	901 44
— XIV.....	2,945 05
— XV.....	5,624 95
— XVII.....	976 73
— XXI.....	14 40
— XXVI.....	18,991 61
— XXVII.....	8,165 91
— XXX.....	42,547 03
— XXXVI.....	223 88
— XXXVIII.....	876 00
SOMME ÉGALE.....	89,171 76

Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et annexé au projet de loi portant règlement définitif des dépenses de l'exercice 1894.

fait au Havre, le 14 Septembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre des colonies,

Signé : CHAUTEMPS.

Tableau, par exercice, des rappels de dépenses payables sur revenus extérieurs à 1894, qui ont été acquittées sur les chapitres de l'exercice 1894 désignés ci-après, et dont le transport au chapitre XXIV doit être opéré dans le compte définitif des dépenses de l'exercice précité, conformément aux dispositions des articles 9 de la loi du 8 août 1837 et 128 du décret du 31 mai 1862, portant règlement général sur la comptabilité publique.

IMPUTATION PRIMITIVE des crédits et des paiements.	DÉTAIL, PAR EXERCICE, des paiements effectués en 1894.			TOTAL
	1891.	1892.	1893.	
CHAP. III. Service central des marchés.....	"	"	166 ^f 64 ^c	166 ^f 64 ^c
— V. Personnel des services civils.....	65 ^f 49 ^c	"	303 27	368 ^f 76 ^c
— VI. Personnel de la justice.....	101 73	"	18 75	120 ^f 48 ^c
— VIII. Troupes aux colonies.....	"	1,315 ^f 00 ^c	5,626 68	6,941 ^f 68 ^c
— IX. Commissariat colonial.....	"	"	180 70	180 ^f 70 ^c
— XI. Gendarmerie coloniale.....	"	"	126 50	126 ^f 50 ^c
— XIII. Agents des vivres et du matériel.....	"	389 76	511 68	901 ^f 44 ^c
— XIV. Frais de voyage par terre et par mer....	"	405 00	2,540 05	2,945 ^f 05 ^c
— XV. Missions et études coloniales.....	50 53	5,574 42	"	5,624 ^f 95 ^c
— XVII. Hôpitaux. — Personnel.....	"	349 20	627 53	976 ^f 73 ^c
— XXI. Défense des colonies.....	"	"	14 40	14 ^f 40 ^c
— XXVI. Frais d'occupation du Soudan français....	"	1,728 90	17,262 71	18,991 ^f 61 ^c
— XXVII. Entretien des postes militaires au golfe du Benin.....	79 80	994 50	7,091 61	8,165 ^f 91 ^c
— XXX. Dépenses des services militaires et maritimes de l'Annam et du Tonkin.....	94 00	872 48	41,580 55	42,546 ^f 03 ^c
— XXXVI. Administration pénitentiaire. — Personnel.....	"	223 88	"	223 ^f 88 ^c
— XXXVIII. Administration pénitentiaire. — Frais de transport.....	"	"	876 00	876 ^f 00 ^c
TOTAUX.....	391 55	11,853 14	76,927 07	89,171 ^f 76 ^c

ARRÊTÉ le présent tableau à la somme totale de quatre-vingt-neuf mille six cent dix-sept francs soixante-seize centimes.

Paris, le 23 août 1895.

Le Ministre des colonies,

Signé : CHATELAIN.

30244. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour Travaux de navigation intérieure.

Du 7 Octobre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'état A ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor public des départements, des communes, des chambres de commerce et des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1895;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 4 octobre 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1895, première section, chapitre xxx : *Naviga-tion intérieure. — Rivières. — Travaux ordinaires*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel montant à cent dix-sept mille deux cent quarante francs trente-deux centimes (117,240^f32^c), réparti entre diverses entreprises conformément à l'état B annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent par le moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10527.

ÉTAT A.

État des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1895.

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
ANNÉE 1893.					
Seine-et-Oise.	Le département....	Versailles.....	2340	7 mars 1893.	1,900 fr.
	La commune de Saint-Martin-la-Garenne.	Mantes.....	819 bis.	17 mars 1893.	100 fr.
ANNÉE 1894.					
Allier.....	M. de Chantemerle..	Moulins.....	1322	15 mars 1894.	1,000 fr.
	M. de Foucault.....	Idem.....	1323	Idem.	7,000 fr.
	M. Duligny.....	Idem.....	1324	Idem.	1,500 fr.
Calvados...	Le département....	Caen.....	6540	28 déc. 1894.	800 fr.
Loire-Inférieure.	MM. Talvande frères et Donault.	Nantes.....	9945	17 oct. 1894.	2,500 fr.
	Idem.....	Idem.....	9946	Idem.	300 fr.
Lot.....	M ^{me} veuve Paraut..	Cahors.....	2192	24 juillet 1894.	50 fr.
Manche....	Le département....	Saint-Lô.....	4978	15 déc. 1894.	11,500 fr.
	M. Breton.....	Idem.....	5044	22 déc. 1894.	500 fr.
Pas-de-Calais.	Le département....	Arras.....	5566	3 sept. 1894.	7,500 fr.
	Idem.....	Idem.....	5567	Idem.	1,500 fr.
	Idem.....	Idem.....	7829	17 déc. 1894.	3,000 fr.
	Idem.....	Idem.....	7830	Idem.	100 fr.
	Idem.....	Idem.....	7831	Idem.	50 fr.
Seine.....	Idem.....	Idem.....	7832	Idem.	50 fr.
	La commune d'Asnières.	Paris.....	21261	21 juillet 1894.	4,000 fr.
	M. Madrières pour le compte de divers.	Idem.....	27500	28 sept. 1894.	1,200 fr.
	Le département....	Idem.....	32976	17 nov. 1894.	1,200 fr.
Seine-et-Oise.	La commune de Saint-Martin-la-Garenne.	Mantes.....	1691	11 mai 1894.	100 fr.
Sèvres (Deux-).	Le syndicat des marais mouillés.	Niort.....	6406	29 déc. 1894.	25 fr.
Tarn.....	M. Constant de Saint-Sauveur.	Albi.....	1408	7 avril 1894.	50 fr.
Tarn-et-Garonne.	M. Dubois jeune....	Montauban...	4920.	30 nov. 1894.	300 fr.
Vendée....	Le syndicat des marais mouillés.	Fontenay-le-Comte.	6341	14 déc. 1894.	1,550 fr.
	Idem.....	Idem.....	6572	28 déc. 1894.	200 fr.
ANNÉE 1895.					
Ain.....	M. de Chanteau.....	Nantua.....	1585	15 juin 1895.	200 fr.
	M. Draper.....	Idem.....	1586	Idem.	200 fr.
	MM. Turquois et compagne.	Idem.....	1587	Idem.	50 fr.
Allier.....	M. le marquis de Foucault.	Moulins.....	307	16 juillet 1895.	1,000 fr.
	M. de Chantemerle..	Idem.....	308	Idem.	500 fr.

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des recépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
Charente-Inférieure.	Le syndicat des marais mouillés.	La Rochelle...	221	16 janv. 1895.	266 ¹ 00 ^a
	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	1655	16 avril 1895.	1,000 00
	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	1800	27 avril 1895.	266 00
	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	2714	26 juin 1895.	1,000 00
	La ville de Saintes.	Saintes	3500	13 juillet 1895.	2,000 00
Corrèze....	Le département...	Tulle.....	775	22 fév. 1895.	1,000 00
Dordogne..	M. Combescol.....	Ribérac.....	378	18 fév. 1895.	100 00
	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	1293	30 mai 1895.	100 00
Eure.....	Le département...	Évreux.....	3727	19 juillet 1895.	200 00
Garonne (Haute-).	M. Brasseur.....	Toulouse.....	904	5 fév. 1895.	250 00
	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	905	<i>Idem</i>	250 00
Gironde...	M. Chauvel.....	Bordeaux.....	1875	13 fév. 1895.	500 00
	M. Joubert.....	<i>Idem</i>	2303	21 fév. 1895.	370 78
		(partie)			
Ille-et-Vilaine.	La ville de Saint-Malo.	Saint-Malo....	1477	25 avril 1895.	1,400 00
	La ville de Saint-Servan.	<i>Idem</i>	1496	26 avril 1895.	1,400 00
	La ville de Dinard.	<i>Idem</i>	1502	27 avril 1895.	200 00
	La ville de Redon.	Redon.....	477	13 mars 1895.	494 13
	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	1104	4 juin 1895.	148 71
Loire.....	La ville de Saint-Étienne.	Saint-Étienne..	1274	25 mai 1895.	3,000 00
Loire-Inférieure.	La compagnie des charbons de Blanz.	Nantes.....	47	3 janv. 1895.	5,335 00
	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	5822	8 juillet 1895.	4,500 00
Lot.....	Les héritiers Monton.	Cahors.....	191	26 janv. 1895.	150 20
Mayenne..	M. Boudier.....	Laval.....	681	13 mars 1895.	47 73
		(partie)			
Meurthe-et-Moselle.	M. Adt frères.....	Nancy.....	3071	27 avril 1895.	2,800 00
	M. Rehm.....	<i>Idem</i>	3491	14 mai 1895.	176 00
	Le département...	Vaunes.....	370	26 janv. 1895.	250 00
	La commune d'Al-laire.	<i>Idem</i>	1498	26 avril 1895.	25 00
	La commune de Saint-Jean-la-Poterie.	<i>Idem</i>	1499	<i>Idem</i>	24 00
Morbihan.	La commune de Saint-Perreux.	<i>Idem</i>	1625	26 avril 1895.	49 00
	La commune de Saint-Vincent.	<i>Idem</i>	1626	<i>Idem</i>	41 00
	La commune de Saint-Jacut.	<i>Idem</i>	2246	6 juin 1895.	76 00
Nièvre.....	M. Gaudry.....	Clamecy.....	299	29 janv. 1895.	50 00
	La compagnie des bois flottés de la Haute-Yonne.	<i>Idem</i>	985	22 avril 1895.	770 00
	Le département...	Lille.....	525	12 janv. 1895.	14 40
	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	526	<i>Idem</i>	210 71
	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	1764	12 fév. 1895.	109 74
Nord.....	La ville de Gravelines.	Dunkerque...	1042	25 fév. 1895.	20 70
	La compagnie des mines de l'Escarpelle.	Douai.....	3969	5 juillet 1895.	2,200 00
Pas-de-Calais.	La ville d'Arras....	Arras.....	2681	10 mai 1895.	1,200 00

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
Puy-de-Dôme.	Le département....	Clermont-Ferrand.	1394	8 mars 1895.	1,500 ⁰⁰ ^a
	La commune de Nogent-sur-Marne.	Paris.....	1124	12 janv. 1895.	1,000 00
Seine.....	Le département....	Idem.....	12166	20 avril 1895.	10,000 00
	M. Zanotte.....	Idem.....	14407	10 mai 1895.	5,000 00
	La commune d'Alfortville.	Idem.....	15944	27 mai 1895.	10,000 00
Seine-Inférieure.	Le département....	Rouen.....	4687	4 mai 1895.	100 00
	Idem.....	Idem.....	5339	29 mai 1895.	100 00
Sèvres (Deux-).	Le syndicat des marais mouillés.	Niort.....	1874	26 avril 1895.	1,016 00
	M. le baron Gorsse.	Albi.....	285	24 janv. 1895.	150 00
Tarn.....	M. Salvy.....	Idem.....	314	25 janv. 1895.	190 00
	M. Cazals.....	Idem.....	520	11 février 1895.	150 00
Tarn-et-Garonne.	M. Artaud.....	Montauban..	1455	11 avril 1895.	537 50
Vendée....	Le syndicat des marais mouillés.	Fontenay - le Comte.	2131	25 avril 1895.	266 66
Vosges....	M. Métenett.....	Saint-Dié.....	1340	30 mars 1895.	400 00
	M. Naville.....	Mirecourt....	977 bis.	29 avril 1895.	200 00
Yonne....	La compagnie des bois flottés de la Cure.	Auxerre.....	2717	27 juin 1895.	300 00
TOTAL.....					117,240 32

ÉTAT B.

Répartition, par entreprise, d'un crédit additionnel de 117,240 fr. 32 ouvert au ministre des travaux publics pour l'emploi de fonds de concours, sur le budget ordinaire de l'exercice 1895, première section, chapitre XXX : Navigation intérieure. — Rivières. — Travaux ordinaires.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des crédits.
Ain.....	Réamplissement de la Valserine (200 ^f + 200 ^f + 40 ^f).	440 ⁰⁰ ^a
Allier.....	Allongement du perré des Monnins sur la Loire (600 ^f + 3,000 ^f + 1,000 ^f + 7,000 ^f + 1,500 ^f).	13,100 00
Calvados....	Entretien du chemin de halage de l'Orne.....	800 00
Charente-Inférieure.	Entretien de la ligne téléphonique de Niort à Marans (266 ^f + 266 ^f)..... 532 ^f Construction d'un perré sur le quai Palissy à Saintes)..... 2,008 Travaux de curage et de saucardage de la Sèvre (1,000 ^f + 1,000 ^f)..... 2,000	4,532 00
Corrèze.....	Entretien du chemin de halage de la Dordogne.....	1,000 00
Dordogne....	Entretien du barrage de Coly-sur-l'Isle (100 ^f + 100 ^f)....	200 00
Eure.....	Entretien de la digue des Flaques.....	200 00

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des crédits.
Haute-Garonne.	Entretien du barrage de Villermur, sur le Tarn (250' + 250')	500' 00
Stirade.....	Réparation du barrage de Laubardemont-sur-l'Isle..... 370' 78" Acquisition de terrains nécessaires à la mise en état de navigabilité de l'Estey-de-Courré-jean..... 500 00	870 78
Ille-et-Vilaine.	Entretien du bac de Dinard (1,400 + 1,400' + 200')..... 3,000' 00" Service du remorquage sur la Vilaine maritime (148' 71" + 494' 13")..... 642 84	3,642 84
Loire.....	Entretien du barrage du Furan.....	3,000 00
Loire-Inférieure.	Dragages en Loire, à Chantenay (5,335' + 2,380' + 303' 60" + 4,500').....	12,517 50
Lot.....	Entretien des barrages de Lacroze et de Valentré-sur-le Lot (50' + 150').....	200 00
Manche.....	Approfondissement du lit de la Douve et de la Madeleine..... 11,250' 00" Reconstruction du barrage de l'usine à papier de Saint-Lô, sur la Vire..... 500 00	11,750 00
Mayenne.....	Entretien du barrage de Bonne, sur la Mayenne.....	47 73
Meurthe-et-Moselle.	Entretien de la Moselle canalisée en aval de Frouard..... 176' 00" Idem..... 2,800 00	2,976 00
Orléans.....	Curage de la rivière d'Arx (49' + 41' + 24' + 25' + 250' + 76').....	465 00
Yonne.....	Entretien de divers puits de l'Yonne..... 770' 00" Entretien d'ouvrages de la haute Yonne (usine Gaudry)..... 50 00	820 00
Nord.....	Restauration de la digue de balage de la Scarpe inférieure entre les points 31 ^k 640 et 32 ^k 177,50..... 2,200' 00" Remplacement du pont de Gravelines par un pont fixe (7,200' + 1,883')..... 9,083 00	11,283 00
Pas-de-Calais.	Entretien des ponts de Saint-Momelin, Saint-Nicolas, Gravelines, et la Bistade sur l'Aa (210' 71" + 14' 40" + 109' 74" + 20' 70" + 316' 07" + 28' 81" + 20' 70" + 109' 74")..... 830 87 Curage du bief de Blansy sur la Scarpe inférieure..... 1,200 00	2,030 87
Y-de-Dôme.	Réparation du perré de Crevant.....	1,500 00
Me.....	Construction d'un port à Alfortville (10,000' + 10,000' 5,000')..... 25,000' 00" Amélioration de la berge de la Seine à Asnières (4,000' + 4,000')..... 8,000 00 Curage du bras de l'île de Beauté, sur la Marne (1,000' + 2,200')..... 3,200 00	36,200 00
Seine-Inférieure.	Entretien de la digue des Flaques (100' + 100').....	200 00
Seine-et-Oise.	Transformation en bac à voitures du passage d'eau de Mousseaux-Sandraucourt (1,900' + 100' + 100').....	2,100 00
Sèvres (Deux-).	Entretien de la ligne téléphonique de Niort à Marais 286' + 266')..... 532' 00" Curage de la Sèvre..... 750 00	1,282 00
Tarn.....	Entretien du barrage de Castelnau, sur le Tarn (150' + 150' + 190')..... 490' 00" Entretien et réparation du barrage de Montans, sur le Tarn..... 488 45	978 45

DÉPARTEMENTS.	BÉNÉFICIAIRES auxquels les fonds sont destinés.	MONTANT des versements.
Tarn- et-Garonne.	Enrochement du barrage de Lamothe-Saliens, sur le Tarn 537 ¹ 50 ¹ Réparation des avaries causées en 1891 au bar- rage de Corbarieu 300 00	837 ¹ 50 ¹
Vendée.....	Entretien de la ligne téléphonique de Niort à Marans (266 ¹ 66 ¹ + 266 ¹ 66 ¹) 533 ¹ 32 ¹ Curage du canal de l'Aulise entre le port de Courdault et le confluent du canal des Echasseries 2,333 33	2,866 65
Vosges.....	Frais d'entretien et de manœuvre du barrage de Raon- l'Étape 400 00 ¹ Entretien du barrage de Fouys 200 00	600 00
Yonne.....	Entretien des pertuis de la Cure.....	300 00
	TOTAL.....	117,516 2

**N° 30245. — DÉCRET portant Règlement d'administration publique
pour l'organisation de l'Assistance à domicile à Paris.**

Du 15 Novembre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 19 novembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur;

Vu la loi du 10 janvier 1849, notamment l'article 8 portant « qu'au
gouvernement d'administration publique déterminera l'organisation de l'as-
sistance à domicile »;

Vu l'avis du conseil municipal de Paris, du 2 mai 1894;

Vu l'avis du conseil de surveillance de l'assistance publique, du 13 jan-
v. 1894;

Vu le décret du 12 août 1886 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 15 juillet 1893;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

TITRE I^{er}.

DE L'ASSISTANCE AUX INDIGENTS ET AUX NÉCESSITEUX.

CHAPITRE I^{er},

ORGANISATION DES BUREAUX DE BIENFAISANCE.

ART. 1^{er}. Dans chacun des arrondissements de la ville de Paris
un bureau de bienfaisance est chargé, sous l'autorité du directeur

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1030, n° 16934.

l'administration générale de l'assistance publique, du service des secours à domicile.

2. Chaque bureau de bienfaisance se compose :

- 1° Du maire de l'arrondissement;
- 2° Des adjoints;
- 3° Des conseillers municipaux de l'arrondissement;
- 4° D'administrateurs, au nombre de quatre au moins par quartier;
- 5° D'un secrétaire-trésorier ayant voix consultative.

Le maire préside le bureau de bienfaisance; en son absence, la présidence appartient à l'un des adjoints.

3. Les bureaux de bienfaisance désignent au scrutin, parmi les administrateurs, un administrateur-contrôleur.

4. Les administrateurs sont nommés pour quatre ans par le préfet de la Seine et choisis sur une liste double de candidats proposés par une commission spéciale comprenant le maire, les adjoints, les conseillers municipaux de l'arrondissement et quatre habitants désignés par le directeur de l'assistance publique.

Les fonctions d'administrateur sont gratuites.

Le nombre des administrateurs sera augmenté, s'il y a lieu, en raison des circonstances locales, par arrêté du préfet de la Seine, sur la proposition du directeur.

Les femmes peuvent être nommées administratrices du bureau de bienfaisance.

Les administrateurs sont répartis en quatre séries, par voie de tirage au sort; chaque année, il sera procédé au renouvellement d'une série; les administrateurs peuvent être réinvestis.

Lorsqu'il y a lieu de remplacer un administrateur avant l'expiration de son mandat, le nouvel administrateur ne reste en exercice que jusqu'à l'époque où il y aurait eu lieu au renouvellement du mandat de celui qu'il remplace.

Les administrateurs ne peuvent être révoqués que par le ministre de l'intérieur, sur la proposition du préfet de la Seine, après avis du conseil de surveillance et du directeur.

Dans les cas urgents, la suspension provisoire est prononcée par le préfet.

5. Après vingt ans de services, les administrateurs peuvent être nommés administrateurs honoraires par le ministre de l'intérieur.

6. Le bureau de bienfaisance se réunit au moins deux fois par mois sur la convocation du maire. Ses délibérations ne sont valables que si la majorité de ses membres est présente.

7. Une délégation du bureau de bienfaisance se réunit chaque jour à la mairie, à une heure déterminée, sous la présidence du maire ou d'un adjoint désigné par lui. Cette délégation se compose de quatre

administrateurs, à raison d'un par quartier, désignés chaque semaine à tour de rôle. En cas d'empêchement, les membres de la délégation se font remplacer par leurs collègues.

8. Il est attaché à chaque bureau, pour le service des enquêtes, des visites et des quêtes, des commissaires et des dames patronnesses dont les fonctions sont gratuites, et, au besoin, des agents salariés.

Les cadres du personnel administratif sont fixés, pour chaque bureau, par arrêté du directeur, approuvé par le préfet de la Seine.

Le secrétaire-trésorier, les commissaires, les dames patronnesses et les employés de tout grade ayant droit à une pension de retraite sont nommés par le préfet de la Seine sur une liste de trois candidats présentés par le directeur de l'assistance publique.

Le directeur nomme les surveillants et gens de service.

Les révocations sont prononcées par l'autorité qui a nommé aux emplois.

CHAPITRE II.

ATTRIBUTIONS DES BUREAUX DE BIENFAISANCE.

9. Les bureaux de bienfaisance font emploi des ressources de toute nature dont ils ont la disposition en vertu de l'article 15 ci-après.

Ils donnent leur avis sur les comptes et budgets spéciaux à chacun d'eux.

Ils préparent la liste des indigents.

Ils adressent tous les ans au directeur un rapport sur la marche du service de l'assistance à domicile dans l'arrondissement, sur les besoins particuliers de ce service et les ressources spéciales dont il dispose.

10. Les administrateurs assurent la distribution des secours, chacun dans la circonscription qui lui est spécialement confiée. Ils portent au domicile des indigents et nécessiteux les titres de secours de toute sorte.

Les commissaires et les dames patronnesses leur prêtent leur concours.

11. L'administrateur-contrôleur est chargé, sous l'autorité du maire, de suivre l'exécution des décisions du bureau; il a la surveillance des procès-verbaux, des registres et de la comptabilité; il verse les pièces de recettes et de dépenses et, à la fin de chaque mois, le journal général.

12. Le secrétaire-trésorier rédige les procès-verbaux, tient les registres, prépare la correspondance.

Il dirige le travail des employés et veille à l'exécution des règlements intérieurs, reçoit les fournitures et signe les ordres de livraison des marchandises.

Il est exclusivement chargé de la garde de la caisse et des magasins; il est régisseur de recettes et de dépenses dans les conditions

prévues par les paragraphes 4 et 5 de l'article 15 et par le paragraphe 3 de l'article 18.

13. La délégation permanente est spécialement chargée de l'attribution des secours aux nécessiteux et des secours extraordinaires aux indigents.

14. Les membres du bureau, les commissaires et dames patronnesses doivent rester étrangers à tout maniement de deniers.

CHAPITRE III.

RÉGIME FINANCIER DES BUREAUX DE BIENFAISANCE.

15. Les recettes de chaque bureau de bienfaisance comprennent :

1° Le produit des dons, donations ou legs qui lui ont été faits ;

2° La part proportionnelle à la population indigente de l'arrondissement, qui est attribuée au bureau dans le produit du bien des pauvres centralisé au budget de l'assistance publique ;

3° La part attribuée au bureau dans la subvention votée par le conseil municipal et inscrite au budget général de l'assistance publique ;

4° Le produit des tronc, quêtes, collectes et fêtes de bienfaisance ;

5° Le produit de tous les dons recueillis par les maires, adjoints, administrateurs, commissaires et dames patronnesses.

Le montant des recettes mentionnées aux paragraphes 4 et 5 est intégralement versé dans la caisse du secrétaire-trésorier, pour être reversé par lui à la caisse de l'administration centrale, au compte spécial du bureau de bienfaisance destinataire.

16. La subvention prévue par le paragraphe 3 de l'article 15 est répartie annuellement entre les vingt bureaux de bienfaisance, par arrêté du préfet de la Seine rendu après avis du conseil de surveillance et du conseil municipal, en tenant compte, pour chaque bureau, du nombre d'indigents qu'il a à secourir et des ressources permanentes ou variables dont il dispose, de façon à assurer une répartition aussi égale que possible des secours publics entre tous les indigents ou nécessiteux de Paris.

17. Les dépenses du bureau de bienfaisance s'appliquent, en dehors des frais d'administration :

1° Aux secours aux indigents ;

2° Aux secours aux nécessiteux.

18. Le budget et les comptes de chaque bureau de bienfaisance forment respectivement un sous-chapitre spécial dans les budgets et les comptes de l'administration générale de l'assistance publique.

Le receveur de l'assistance publique est seul justiciable de la cour des comptes ; il centralise toutes les recettes et pourvoit à toutes les dépenses.

Il est autorisé à faire aux secrétaires-trésoriers, sur mandat du directeur de l'assistance publique, une avance de fonds qui ne pourra excéder le douzième des sommes figurant au crédit budgétaire du bureau de bienfaisance, à charge par le secrétaire-trésorier de produire à l'administration centrale, dans le délai d'un mois, les pièces justificatives des sommes par lui payées.

Les secrétaires-trésoriers sont astreints au dépôt d'un cautionnement dont le montant est fixé par l'arrêté de nomination.

CHAPITRE IV.

DES PERSONNES À SECOURIR.

19. Les personnes à secourir comprennent :

- 1° Les indigents;
- 2° Les nécessiteux.

20. Ne peuvent être admis à recevoir des secours annuels que les indigents inscrits sur la liste générale préparée chaque année par le bureau de bienfaisance et arrêtée par le directeur de l'assistance publique. Les radiations en cours d'année sont opérées dans les mêmes formes que les inscriptions.

21. La liste des indigents comprend les personnes de nationalité française domiciliées à Paris depuis trois ans au moins; incapables par leur âge ou leur invalidité de pourvoir à leur subsistance par le travail, ainsi que les femmes veuves, séparées, divorcées ou abandonnées, ayant des charges exceptionnelles de famille et qui remplissent les conditions ci-dessus de nationalité et de domicile.

22. Les indigents sont tenus de faire connaître au secrétariat du bureau de bienfaisance la quotité des secours permanents qu'ils reçoivent d'institutions charitables étrangères à l'administration de l'Assistance publique.

En cas de fausse déclaration, les secours annuels sont supprimés.

La liste des indigents peut être communiquée, avec autorisation du maire, aux représentants des œuvres qui prennent l'engagement de communiquer au bureau de bienfaisance la liste des personnes qu'elles secourent.

23. Sont secourus temporairement comme nécessiteux les individus valides ou malades : 1° qui ne peuvent momentanément pourvoir à leur subsistance; 2° qui, étant inscrits comme indigents, ont besoin de secours exceptionnels.

CHAPITRE V.

DES SECOURS.

24. Les bureaux de bienfaisance accordent des secours en argent et exceptionnellement des secours en nature; ils peuvent voter des

locations de tout genre destinées à soulager des misères spéciales, telles que : prêts d'objets usuels, secours de route et de rapatriement, avances pour loyers.

25. Les secours annuels aux indigents sont payés sur cartes nominatives et sur l'acquit de la partie prenante.

Les cartes sont visées chaque mois et avant paiement par l'administrateur.

Les objets en nature sont délivrés contre reçu.

Lors du paiement mensuel, les cartes de secours restent entre les mains du secrétaire-trésorier ; sur le vu de ces cartes, l'administrateur-contrôleur établit un procès-verbal constatant leur rentrée régulière au bureau.

Ce procès-verbal, qui constitue un certificat de vie et un certificat de vu-payer collectifs, est produit à l'appui des mandats de régulation.

Les cartes sont ensuite remises aux administrateurs divisionnaires et demeurent chargés de les faire parvenir aux indigents après les avoir visées à nouveau.

26. Les secours accordés aux nécessiteux par la délégation permanente, conformément à l'article 23, sont payés sur bons numérotés détachés de livrets à souche et signés par le maire ou son délégué.

Ces bons ne sont valables que pendant un mois à partir de leur délivrance et ne peuvent être payés que sur l'acquit des parties prenantes.

27. Le directeur peut accorder d'urgence un secours aux personnes nécessiteuses dont la demande lui paraît fondée.

La dépense est imputée sur le crédit ouvert annuellement à cet effet au budget de l'assistance publique et qui ne pourra dépasser trois pour cent (3 p. o/o) du total des crédits affectés annuellement aux nécessiteux.

Sur le montant des allocations inscrites au budget pour secours domicile, une somme qui ne pourra excéder trente mille francs (30,000^f) sera mise à la disposition du préfet de la Seine pour être distribuée à titre de secours exceptionnels.

Un état des secours ainsi accordés devra être produit chaque année à l'appui des comptes.

28. Les bureaux de bienfaisance sont autorisés à s'entendre avec les sociétés d'assistance par le travail à l'effet de substituer, autant que possible, les secours en travail aux secours en argent.

29. Les secours représentatifs du séjour à l'hôpital en faveur des vieillards et des infirmes sont alloués par le directeur de l'assistance publique, sur la proposition des bureaux de bienfaisance, après avis de la commission de placement dans les hospices et suivant les règles d'admission dans ces établissements.

Le dixième des secours représentatifs peut être accordé par le directeur sans présentation des bureaux de bienfaisance.

Les secours représentatifs sont accordés aux vieillards et aux infirmes sur les fonds du budget général de l'assistance publique, sans distinction d'arrondissement.

Les secours représentatifs sont délivrés par le secrétaire-trésorier, dans la même forme que les secours aux indigents, sur les fonds spéciaux qui lui seront avancés à cet effet par le receveur de l'assistance publique.

Ces secours peuvent toujours être supprimés.

TITRE II.

DE L'ASSISTANCE MÉDICALE.

30. L'organisation et la direction de l'assistance médicale et des services qui en dépendent sont confiées au directeur de l'assistance publique. Les bureaux de bienfaisance concourent, sous l'autorité du directeur, au fonctionnement et à la surveillance de ces services et demeurent chargés de visiter et d'assister les pauvres malades.

Les malades inscrits sur la liste des indigents ou reconnus nécessiteux par la délégation permanente ont seuls droit, sauf les cas d'urgence, à l'assistance médicale gratuite.

31. L'assistance médicale assure aux malades soit la visite et le traitement à domicile, soit la consultation et le traitement au dispensaire.

32. Un ou plusieurs dispensaires sont affectés aux malades de chacun des arrondissements. Les dispensaires peuvent être installés dans les bâtiments affectés aux hôpitaux, mais à la condition d'en être absolument distincts des services hospitaliers.

33. A chaque dispensaire est attaché :

1° Un personnel médical;

2° Un personnel administratif;

3° Un personnel auxiliaire, pouvant comprendre des dames chargées d'assister les malades traités à domicile.

Les employés, ayant droit à une pension de retraite, sont nommés par le préfet de la Seine sur une liste de trois candidats présentée par le directeur de l'Assistance publique.

Le directeur nomme les surveillants et gens de service.

Les révocations sont prononcées par l'autorité qui a nommé aux emplois.

34. Les médecins préposés au service de l'assistance médicale sont nommés au concours pour trois années commençant au 1^{er} janvier qui suit leur institution. Ils reçoivent leur investiture du ministre de l'intérieur. Ils peuvent être réinvestis après avis du directeur de l'assistance publique et du bureau de bienfaisance.

Tout médecin non réinvesti ne peut plus se représenter au concours.

Les candidats doivent réunir les conditions suivantes :

1° Être de nationalité française et pourvus du diplôme de docteur en médecine délivré par une des facultés de médecine de l'Etat ;

2° S'ils postulent pour le service du traitement à domicile, s'engager à résider dans l'arrondissement où ils seront appelés à exercer leurs fonctions, ou dans un quartier limitrophe.

Les fonctions de médecin de l'assistance médicale sont incompatibles avec celles d'administrateur du bureau de bienfaisance.

Les médecins de l'assistance médicale reçoivent une indemnité fixe ; ceux d'entre eux qui sont chargés du traitement à domicile reçoivent en outre une indemnité variable suivant le nombre de visites qu'ils ont faites pendant l'année.

Les médecins peuvent être avertis ou réprimandés par le directeur de l'assistance publique, après avis du conseil de surveillance.

Ils peuvent être destitués par le ministre de l'intérieur, après avis du conseil de surveillance. En cas d'urgence, le préfet peut prescrire la suspension provisoire.

Aucun médecin ne peut rester en activité après sa soixante-cinquième année.

35. Les malades auront la faculté de choisir leur médecin parmi les médecins chargés du traitement à domicile dans leur quartier.

36. Les sages-femmes préposées au service de l'assistance médicale doivent être de première classe.

Elles sont nommées par le directeur de l'assistance publique.

Elles sont tenues à la résidence dans l'arrondissement où elles exercent leurs fonctions.

37. Les femmes enceintes auront la faculté de choisir leur sage-femme parmi celles qui sont préposées au service médical de l'arrondissement.

38. Il est créé, dans un ou plusieurs dispensaires par arrondissement, une pharmacie spéciale approvisionnée par la pharmacie centrale des hôpitaux.

Toutefois, le directeur pourra autoriser exceptionnellement, après avis du conseil de surveillance, la fourniture des médicaments par les pharmaciens de la ville dans les arrondissements où ce mode de distribution offrirait de réels avantages.

Sauf les cas d'urgence, les médicaments sont délivrés exclusivement aux indigents ou nécessiteux.

39. Les pharmaciens sont nommés par le directeur de l'assistance publique. Ils reçoivent un traitement fixe et doivent habiter le dispensaire, de façon à assurer constamment le service.

40. Les dépenses afférentes au service de l'assistance médicale forment un chapitre spécial du budget de l'assistance publique.

Les fonds alloués actuellement aux bureaux de bienfaisance pour le traitement des malades et des accouchées font retour au budget général de l'assistance publique.

DISPOSITIONS DIVERSES ET GÉNÉRALES.

41. Les mesures d'exécution que comporte le présent décret seront arrêtées par le préfet de la Seine.

42. Sont et demeurent abrogés le décret du 12 août 1886 et toutes les dispositions qui sont contraires au présent décret.

43. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Novembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

N° 30246. — *DÉCRET relatif à l'expédition des Lettres et Boîtes avec valeur déclarée à destination de la République du Chili.*

Du 24 Novembre 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 29 novembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 13 avril 1892;

Vu le décret du 27 juin 1892⁽¹⁾, concernant l'échange des lettres et boîtes de valeurs déclarées;

Vu les circulaires du Conseil fédéral suisse, notifiant l'adhésion et la participation de la république du Chili à l'arrangement du 4 juillet 1891, concernant les lettres et boîtes avec valeur déclarée;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et du ministre des colonies,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il pourra être expédié, à destination de la république du Chili, des lettres contenant des valeurs-papiers déclarées et des boîtes contenant des objets précieux déclarés avec garantie du montant de la déclaration.

2. La taxe d'affranchissement des lettres et des boîtes de valeurs

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1487, n° 25204.

déclarées pour le Chili devra être acquittée, en timbres-poste, par l'expéditeur et se composera :

Pour les lettres, du port et du droit fixe applicables à des lettres recommandées pour la même destination et du droit proportionnel d'assurance indiqué au tableau ci-joint ;

Pour les boîtes, du port et du droit proportionnel d'assurance indiqués au même tableau.

3. Les dispositions des articles 2, 3, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 du décret susvisé du 27 juin 1892 sont applicables aux lettres et boîtes de valeurs déclarées à destination ou provenant de la république du Chili.

4. Le présent décret sera exécutoire à partir du 1^{er} décembre 1895.

5. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 24 Novembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des colonies,

Signé : GUINNESS.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. MESNAGER.

Port fixe et droit proportionnel à percevoir sur les lettres et boîtes de valeurs déclarées adressées dans la république du Chili par la voie des paquebots français et de la république Argentine.

ORIGINE DES ENVOIS.	PORT À PERCEVOIR sur chaque boîte avec valeur déclarée.	DROIT PROPORTIONNEL à percevoir sur les lettres et sur les boîtes par chaque somme de 300 francs ou fraction de 300 francs déclarée.
France et Algérie.....	2 ^{fr} 50 ^c	0 ^{fr} 35 ^c
Sénégal.....	2 50	0 35
Autres colonies participant au service des envois avec valeur déclarée.....	3 00	0 35
Bureaux français à l'étranger :		
En Turquie, en Égypte, à Tripoli de Barbarie et à Shang-Haï.....	(1)	0 35
A Tanger (Maroc).....	2 50	0 35

(1) Boîtes non admises.

N° 30247. — **DÉCRET** qui fixe la quantité d'Huile d'olives et de grignons d'origine et de provenance tunisiennes qui pourra être admise en France du 1^{er} décembre 1895 au 30 novembre 1896, dans les conditions de la loi du 19 juillet 1890.

Du 26 Novembre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 27 novembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur les propositions des ministres des affaires étrangères, des finances, du commerce et de l'agriculture;

Vu la loi du 19 juillet 1890, accordant l'admission en franchise ou de traitements de faveur à certains produits tunisiens à leur entrée en France;

Vu, notamment, l'article 5, § D, de ladite loi, portant que, chaque année, des décrets du Président de la République, rendus sur les propositions des ministres des affaires étrangères, des finances, du commerce et de l'agriculture, détermineront, d'après les statistiques officielles fournies par le résident général, les quantités auxquelles s'appliqueront les dispositions des articles 1, 2 et 3 de ladite loi;

Vu les statistiques fournies par le résident général,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est fixée à quinze millions de litres la quantité d'huile d'olive et de grignons, d'origine et de provenance tunisiennes, qui pourra être admise à l'entrée en France, du 1^{er} décembre 1895 au 30 novembre 1896, dans les conditions de la loi susvisée.

2. Les ministres des affaires étrangères, des finances, du commerce et de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 26 Novembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé : BERTHELOT.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : VIGER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. MESUREUX.

N° 30248. — **DÉCRET** qui porte de huit à dix le nombre des Juges suppléants du Tribunal de commerce de Lyon.

Du 26 Novembre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 27 novembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu le décret du 6 octobre 1809 ⁽¹⁾, qui a créé un tribunal de commerce à Lyon, en lui attribuant un président, six juges et six suppléants;

Vu l'ordonnance du 5 janvier 1842 ⁽²⁾, qui a porté de six à dix le nombre des juges titulaires;

Vu le décret du 23 avril 1875 ⁽³⁾, qui a créé deux nouveaux sièges de juges suppléants;

Vu l'article 617 du code de commerce;

Vu l'avis du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le nombre des juges suppléants du tribunal de commerce de Lyon est porté de huit à dix.

En conséquence, ce tribunal sera composé à l'avenir d'un président, de dix juges titulaires et de dix juges suppléants.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 26 Novembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : L. RICARD.

N° 30249. — *DÉCRET portant inscription à un chapitre spécial du Budget du Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes (Beaux-Arts), pour l'exercice 1895, d'un Crédit pour la pose d'une pierre tombale à la mémoire d'Albert, membre du Gouvernement provisoire de 1848.*

Du 27 Novembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1895;

Vu la loi en date du 28 juillet 1895, ouvrant au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, un crédit de cinq mille francs (5,000^f), pour la pose d'une pierre tombale à la mémoire d'Albert, membre du Gouvernement provisoire de 1848;

Vu l'article 3 de la loi du 14 décembre 1879, ainsi conçu :

« Tout crédit extraordinaire forme un chapitre particulier du budget de l'exercice pour lequel il est ouvert. »

⁽¹⁾ IV^e série, Bull. 275, n° 5270.

⁽²⁾ IX^e série, Bull. 879, n° 9807.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 252, n° 4100.

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 25 octobre 1895.

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Le crédit de cinq mille francs (5,000^f) ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes par la loi du 28 juillet 1895 sera inscrit à la deuxième section (*Beaux-Arts*) du budget de l'exercice 1895, à un chapitre spécial portant le n° 65 et libellé : *Pose d'une pierre tombale à la mémoire d'Albert, membre du Gouvernement provisoire de 1848.*

2. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 Novembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : PAUL DOUMER.

Le Ministre de l'instruction publique
des beaux-arts et des cultes,
Signé : E. COMBES.

N° 30250. — *Décret qui accorde au Bureau de poste et de télégraphie de Levallois-Perret (Seine) une levée exceptionnelle moyennant la taxe supplémentaire.*

Du 29 Novembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 16 mars 1887 relative aux lettres déposées après les levées générales;

Vu la demande de la municipalité de Levallois-Perret, tendant à obtenir la concession d'une levée exceptionnelle dans les conditions fixées par la loi précitée;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Est fixé à quarante-cinq minutes le délai minimum pendant lequel les lettres déposées au bureau de poste et de télégraphie de Levallois-Perret, après les levées générales, pourront être expédiées moyennant la taxe supplémentaire de quinze centimes.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Novembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : G. MESUREUR.

30251. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor applicable aux dépenses de reconstruction de l'Opéra-Comique.

Du 3 Décembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895;

Vu le décret en date du 21 octobre 1895, transportant au budget du ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, deuxième section (Beaux-Arts) les crédits alloués pour le service des bâtiments civils et les palais nationaux dépendant précédemment du ministère des travaux publics;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration (n° 19231) de M. le receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 27 juin 1895, par M. E. Vabre, adjudicataire des travaux de terrasse et de maçonnerie nécessaires pour la reconstruction de l'Opéra-Comique, une somme de quatre mille quatre cents francs, à titre de fonds de concours, en compensation de charges qu'il avait acceptées et dont une convention, en date du 15 octobre 1894, le dispense;

Vu la lettre du ministre des finances en date du 3 décembre 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur le budget de l'exercice 1895, deuxième section (Beaux-Arts), chapitre LXI : Reconstruction de l'Opéra-Comique, titre de fonds de concours, un crédit additionnel de quatre mille quatre cents francs (4,400').

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 3 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE,

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DORMAN.

*Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,*

Signé : E. COMBA.

N° 30252. — DÉCRET portant homologation du Bornage des Zones de servitudes de la batterie de la chapelle des Grecs, à Ajaccio.

Du 3 Décembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'Etat;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾ pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués le plan de délimitation et le procès-verbal de bornage des zones de servitudes visés et approuvés par le ministre de la guerre de la batterie de la chapelle des Grecs, à Ajaccio.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 3 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre de la guerre,

Signé : G. CAVAIGNAC.

N° 30253. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes un Crédit supplémentaire en augmentation des fonds à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1891, 1892 et 1893.

Du 3 Décembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu l'état ci-annexé des créances liquidées additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des dépenses des exercices des années 1891, 1892 et 1893 du budget des cultes;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Sur l'avis du ministre des finances;

Considérant que ces créances concernent des services prévus aux budgets dits exercices et n'excèdent pas le chiffre des crédits qui leur étaient alloués,

ARRÊTÉ :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, en augmentation des restes à payer constatés aux exercices clos 1891, 1892 et 1893, un crédit de vingt-sept mille six cent un francs quatre-vingt-trois centimes (27,601^f 83), et au montant des nouvelles créances liquidées à la charge desdits exercices.

L'ordonnement de ces créances sera effectué sur le chapitre budget des cultes affecté aux dépenses des exercices clos.

Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 3 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : E. COMBES.

des créances liquidées additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des dépenses des exercices clos.

NOMBRES des chapitres.	NATURE DES DÉPENSES.	MONTANT		
		par créance.	par chapitre.	par exercice.
9	Allocations aux desservants et vicaires. — Binage.....	11 ^f 66 ^c	11 ^f 66 ^c	11 ^f 66 ^c
9	Idem	150 00	250 00	250 00
6	Traitements des curés.....	92 22	106 56	
9	Allocations aux desservants et vicaires. — Binage.....	150 00	250 00	
15	Crédits spéciaux pour cathédrales.....	24,174 99		27,340 17
		1,203 75	25,988 11	
		604 37		
État B. 6	Algérie. — Mobilier des archevêchés et évêchés.....	996 50	996 50	
TOTAL.....				27,340 17

N° 30254. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux Travaux de canalisation d'eau par les soins du Service des eaux de Versailles et de Marly.

Du 16 Décembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1895;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 52 de la loi du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, aux termes desquels les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers pour concourir, avec ceux de l'État, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture, par décret, d'un crédit d'égale somme additionnellement à ceux qui ont été accordés au ministre pour le même objet;

Vu l'état ci-annexé des sommes versées dans la caisse du trésorier-payeur général du département de Seine-et-Oise, par divers particuliers, pour concourir aux travaux de canalisation d'eau exécutés par les soins du service des eaux de Versailles et de Marly;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur le fonds du budget de l'exercice 1895, deuxième section (*Beaux-Arts*), chapitre LI : *Service des eaux de Versailles et de Marly*, un crédit de quarante-deux mille quatre cent vingt et un francs (42,421^{fr}), applicable aux travaux de canalisation d'eau exécutés par les soins du service des eaux de Versailles et de Marly.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au Trésor, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DORMER.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : E. COMES.

État des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1895.

PARTIES VERSANTES.	CHAPITRE et motifs des versements.	NOMBRES des réépisiées.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
	CHAP. LI. — SERVICE DES EAUX DE VERSAILLES ET DE MARLY.		1895.	
M. Martin, à Garches.	Canalisation par l'eau d'une partie de la rue de la Gare, à Garches.....	980	26 janvier.	850 ^f
M ^{me} Guichard, à Versailles.	Canalisation par l'eau d'une partie de la rue des Rossignots et de la rue Saint-Honoré, à Versailles.....	1337	1 ^{er} février.	400
M. Gauthier, à Versailles.	Idem.....	1392	2 février.	250
M ^{me} veuve Évrard, à Versailles.	Idem.....	1604	3 février.	250
M. Roy, à Versailles.	Idem.....	2516	2 mars.	125
M. Dalsème, président du syndicat des propriétaires des bois de l'ancien domaine de la Malmaison, à Vaucresson.	Canalisation par l'eau d'une partie de l'allée du Brétard et de l'avenue Thierry, à Vaucresson.....	2047	20 février.	640
MM. Faucher et Baudet, à Versailles.	Canalisation par l'eau d'une partie de l'impasse Montbauron.....	2995	16 mars.	500
M. Rigaud (Adolphe), à Versailles.	Canalisation par l'eau de l'avenue Fourcault-de-l'avant, à Versailles.....	3015	Idem.	950
M. Gasse, à Louveciennes.	Canalisation par l'eau d'une partie du chemin de Montrousson à Bougival à Louveciennes.....	3246	22 mars.	1,200
M. Woller (Franc), à Garches.	Canalisation par l'eau dans l'avenue Léonce-Bucquet, à Garches.....	3815	2 avril.	200
M. Denouille (Eugène), à Garches.	Idem.....	3816	Idem.	300
La compagnie des chemins de fer de l'Ouest.	Canalisation par l'eau dans les limites de l'enclos domanial des réservoirs de Gobert, à Versailles.....	4235	12 avril.	3,276
M ^{me} veuve Devalois, au Chesnay.	Canalisation par l'eau de la rue Devalois.....	4228	Idem.	500
M. Daruz (Joseph), à Paris.	Canalisation d'eau d'une partie de la rue Gambetta, à Vaucresson.....	4831	27 avril.	875
M. Deffaux, curé à Saint-Cloud, vice-président de la société anonyme dite de la rue des Écoles.	Canalisation d'eau dans la rue des Écoles, à Saint-Cloud.....	5022	1 ^{er} mai.	300
M. Le Merrer, à Versailles.	Établissement d'une conduite d'eau dans une partie de la rue Rousseau, au Chesnay.....	5312	9 mai.	600
M. Darquist, à Versailles.	Canalisation par l'eau d'une partie du carrefour de Montreuil, à Versailles...	5373	11 mai.	375
M. Bernard, à Paris.	Établissement d'une conduite d'eau rue Brézin, à Garches.....	5433	14 mai.	890
M. Weill, à Saint-Cloud.	Établissement d'une canalisation d'eau dans une partie de la rue de la Plaine, à Garches.....	5570	17 mai.	900
M. Garnier, à Versailles.	Installation d'une conduite d'eau dans les limites de la route nationale n° 186, au lieu dit le Pont-Colbert, à Versailles....	5649	20 mai.	1,500
M. Martin, à Saint-Cloud.	Établissement d'une conduite d'eau dans une partie de l'avenue Joséphine, à Saint-Cloud.....	5750	22 mai.	

DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des et des cultes, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de versés au Trésor pour les Dépenses des Écoles nationales des beaux-arts décoratifs et d'art industriel.

Du 16 Décembre 1895.

DENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

pport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et

du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1895;

de 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 13 mai 1862 ⁽¹⁾, aux termes desquels les fonds versés par des départements, communes ou des particuliers, pour concourir, avec ceux de l'État, aux dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture, par décret, d'un crédit d'égale somme, additionnellement à ceux qui ont été accordés par le ministre pour le même objet;

et ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor public, des départements et des communes pour concourir, avec les fonds de l'État, aux dépenses d'intérêt public appartenant à l'exercice 1895;

TE :

1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur le fonds du budget de l'exercice 1895, 1^{re} section (*Beaux-Arts*), chapitre XIII : *Écoles nationales des beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel*, un crédit de vingt-mille sept cents francs (24,700^f) applicable aux dépenses des établissements désignés dans l'état annexé au présent décret.

Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au Trésor à titre de fonds de concours.

Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : E. COMBES.

NOM		NOM		NOM	
1	2	3	4	5	6
7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30
31	32	33	34	35	36
37	38	39	40	41	42
43	44	45	46	47	48
49	50	51	52	53	54
55	56	57	58	59	60
61	62	63	64	65	66
67	68	69	70	71	72
73	74	75	76	77	78
79	80	81	82	83	84
85	86	87	88	89	90
91	92	93	94	95	96
97	98	99	100	101	102
103	104	105	106	107	108
109	110	111	112	113	114
115	116	117	118	119	120
121	122	123	124	125	126
127	128	129	130	131	132
133	134	135	136	137	138
139	140	141	142	143	144
145	146	147	148	149	150
151	152	153	154	155	156
157	158	159	160	161	162
163	164	165	166	167	168
169	170	171	172	173	174
175	176	177	178	179	180
181	182	183	184	185	186
187	188	189	190	191	192
193	194	195	196	197	198
199	200	201	202	203	204
205	206	207	208	209	210
211	212	213	214	215	216
217	218	219	220	221	222
223	224	225	226	227	228
229	230	231	232	233	234
235	236	237	238	239	240
241	242	243	244	245	246
247	248	249	250	251	252
253	254	255	256	257	258
259	260	261	262	263	264
265	266	267	268	269	270
271	272	273	274	275	276
277	278	279	280	281	282
283	284	285	286	287	288
289	290	291	292	293	294
295	296	297	298	299	300
301	302	303	304	305	306
307	308	309	310	311	312
313	314	315	316	317	318
319	320	321	322	323	324
325	326	327	328	329	330
331	332	333	334	335	336
337	338	339	340	341	342
343	344	345	346	347	348
349	350	351	352	353	354
355	356	357	358	359	360
361	362	363	364	365	366
367	368	369	370	371	372
373	374	375	376	377	378
379	380	381	382	383	384
385	386	387	388	389	390
391	392	393	394	395	396
397	398	399	400	401	402
403	404	405	406	407	408
409	410	411	412	413	414
415	416	417	418	419	420
421	422	423	424	425	426
427	428	429	430	431	432
433	434	435	436	437	438
439	440	441	442	443	444
445	446	447	448	449	450
451	452	453	454	455	456
457	458	459	460	461	462
463	464	465	466	467	468
469	470	471	472	473	474
475	476	477	478	479	480
481	482	483	484	485	486
487	488	489	490	491	492
493	494	495	496	497	498
499	500	501	502	503	504
505	506	507	508	509	510
511	512	513	514	515	516
517	518	519	520	521	522
523	524	525	526	527	528
529	530	531	532	533	534
535	536	537	538	539	540
541	542	543	544	545	546
547	548	549	550	551	552
553	554	555	556	557	558
559	560	561	562	563	564
565	566	567	568	569	570
571	572	573	574	575	576
577	578	579	580	581	582
583	584	585	586	587	588
589	590	591	592	593	594
595	596	597	598	599	600
601	602	603	604	605	606
607	608	609	610	611	612
613	614	615	616	617	618
619	620	621	622	623	624
625	626	627	628	629	630
631	632	633	634	635	636
637	638	639	640	641	642
643	644	645	646	647	648
649	650	651	652	653	654
655	656	657	658	659	660
661	662	663	664	665	666
667	668	669	670	671	672
673	674	675	676	677	678
679	680	681	682	683	684
685	686	687	688	689	690
691	692	693	694	695	696
697	698	699	700	701	702
703	704	705	706	707	708
709	710	711	712	713	714
715	716	717	718	719	720
721	722	723	724	725	726
727	728	729	730	731	732
733	734	735	736	737	738
739	740	741	742	743	744
745	746	747	748	749	750
751	752	753	754	755	756
757	758	759	760	761	762
763	764	765	766	767	768
769	770	771	772	773	774
775	776	777	778	779	780
781	782	783	784	785	786
787	788	789	790	791	792
793	794	795	796	797	798
799	800	801	802	803	804
805	806	807	808	809	810
811	812	813	814	815	816
817	818	819	820	821	822
823	824	825	826	827	828
829	830	831	832	833	834
835	836	837	838	839	840
841	842	843	844	845	846
847	848	849	850	851	852
853	854	855	856	857	858
859	860	861	862	863	864
865	866	867	868	869	870
871	872	873	874	875	876
877	878	879	880	881	882
883	884	885	886	887	888
889	890	891	892	893	894
895	896	897	898	899	900
901	902	903	904	905	906
907	908	909	910	911	912
913	914	915	916	917	918
919	920	921	922	923	924
925	926	927	928	929	930
931	932	933	934	935	936
937	938	939	940	941	942
943	944	945	946	947	948
949	950	951	952	953	954
955	956	957	958	959	960
961	962	963	964	965	966
967	968	969	970	971	972
973	974	975	976	977	978
979	980	981	982	983	984
985	986	987	988	989	990
991	992	993	994	995	996
997	998	999	1000	1001	1002
1003	1004	1005	1006	1007	1008
1009	1010	1011	1012	1013	1014
1015	1016	1017	1018	1019	1020
1021	1022	1023	1024	1025	1026
1027	1028	1029	1030	1031	1032
1033	1034	1035	1036	1037	1038
1039	1040	1041	1042	1043	1044
1045	1046	1047	1048	1049	1050
1051	1052	1053	1054	1055	1056
1057	1058	1059	1060	1061	1062
1063	1064	1065	1066	1067	1068
1069	1070	1071	1072	1073	1074
1075	1076	1077	1078	1079	1080
1081	1082	1083	1084	1085	1086
1087	1088	1089	1090	1091	1092
1093	1094	1095	1096	1097	1098
1099	1100	1101	1102	1103	1104
1105	1106	1107	1108	1109	1110
1111	1112	1113	1114	1115	1116
1117	1118	1119	1120	1121	1122
1123	1124	1125	1126	1127	1128
1129	1130	1131	1132	1133	1134
1135	1136	1137	1138	1139	1140
1141	1142	1143	1144	1145	1146
1147	1148	1149	1150	1151	1152
1153	1154	1155	1156	1157	1158
1159	1160	1161	1162	1163	1164
1165	1166	1167	1168	1169	1170
1171	1172	1173	1174	1175	1176
1177	1178	1179	1180	1181	1182
1183	1184	1185	1186	1187	1188
1189	1190	1191	1192	1193	1194
1195	1196	1197	1198	1199	1200
1201	1202	1203	1204	1205	1206
1207	1208	1209	1210	1211	1212
1213	1214	1215	1216	1217	1218
1219	1220	1221	1222	1223	1224
1225	1226	1227	1228	1229	1230
1231	1232	1233	1234	1235	1236
1237	1238	1239	1240	1241	1242
1243	1244	1245	1246	1247	1248
1249	1250	1251	1252	1253	1254
1255	1256	1257	1258	1259	1260
1261	1262	1263	1264	1265	1266
1267	1268	1269	1270	1271	1272
1273	1274	1275	1276	1277	1278
1279	1280	1281	1282	1283	1284
1285	1286	1287	1288	1289	1290
1291	1292	1293	1294	1295	1296
1297	1298	1299	1300	1301	1302
1303	1304	1305	1306	1307	1308
1309	1310	1311	1312	1313	1314
1315	1316	1317	1318	1319	1320
1321	1322	1323	1324	1325	1326
1327	1328	1329	1330	1331	1332
1333	1334	1335	1336	1337	1338

et vice-présidents des conseils des directeurs des caisses
d'autre part.

ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des
est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera
Bulletin des lois.

Paris, le 16 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. MESUREUR.

— DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-
par le ministre des travaux publics) qui autorise la dame *Poulain*
(veuve *Jean Bahurel*, demeurant à la Rochelle, commune de
(Loire-Inférieure), à établir un petit hangar couvert en roseaux
mètres de l'arête supérieure du talus de déblai du chemin de fer,
terrain lui appartenant en bordure de la ligne de Savenay à Lan-
au (côté droit), au point kilométrique 504¹ 294. Il n'est pas dérogé
positions réglementaires concernant les saillies, les jours et l'égout
ux. (*Le Havre*, 28 Août 1895.)

3. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-
par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

approuvés les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de
Ouest-Algérien, conformément au projet suivant :

de Sainte-Barbe-du-Tlélat à Sidi-bel-Abbès :

t d'alimentation en eau potable de de la station de Prudon, pré-
6 avril 1895, avec un détail estimatif montant à deux mille six cent
ingt-huit francs y compris douze pour cent pour frais généraux et

épense résultant de l'exécution de ce projet sera imputée sur le
de cinq millions cent mille francs ouvert, conformément à l'article
convention du 16 mai 1885, approuvée par la loi du 16 juillet sui-
our travaux complémentaires sur les lignes de Sainte-Barbe-du-Tlé-
li-bel-Abbès, Sidi-bel-Abbès à Ras-el-Mâ, la Sénia à Ain-Témouchent
à Tlemcen, jusqu'à concurrence des sommes qui seront définitive-
connues devoir être portées audit compte. (*Le Havre*, 3 Septembre

9. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-
par le ministre des travaux publics) portant :

t autorisée la restauration du pont suspendu de Cordon, sur le Rhône
nationale n° 92), dans le département de l'Ain, conformément aux
ions du projet présenté, les 11 et 15 novembre 1894, par les ingé-

nieurs, et sous réserve des modifications de détail y apportées par le conseil général des ponts et chaussées.

2° La dépense, évaluée à cent quatre-vingt-trois mille francs, sera imputée sur les fonds inscrits annuellement au budget du ministère des travaux publics pour la construction des ponts dépendant des routes nationales.
(Le Havre, 4 Septembre 1895.)



Certifié conforme :

Paris, le 3^e Février 1896.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

L. RICARD.

* Cette date est celle de la réception de la loi au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Impression nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

N° 30251. — *Décret qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor applicable aux dépenses de reconstruction de l'Opéra-Comique.*

Du 3 Décembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895;

Vu le décret en date du 21 octobre 1895, transportant au budget du ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, deuxième section (*Beaux-Arts*) les crédits alloués pour le service des bâtiments civils et des palais nationaux dépendant précédemment du ministère des travaux publics;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration (n° 19231) de M. le receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 27 juin 1895, par M. E. Vabre, adjudicataire des travaux de terrasse et de maçonnerie nécessaires pour la reconstruction de l'Opéra-Comique, une somme de quatre mille quatre cents francs, à titre de fonds de concours, en compensation de charges qu'il avait acceptées et dont une convention, en date du 15 octobre 1894, le dispense;

Vu la lettre du ministre des finances en date du 3 décembre 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur le budget de l'exercice 1895, deuxième section (*Beaux-Arts*), chapitre LXI : *Reconstruction de l'Opéra-Comique*, à titre de fonds de concours, un crédit additionnel de quatre mille quatre cents francs (4,400').

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 3 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DORMAN.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : E. COMBES.

N° 30252. — DÉCRET portant homologation du Bornage des Zones de servitudes de la batterie de la chapelle des Grecs, à Ajaccio.

Du 3 Décembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'Etat;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾ pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués le plan de délimitation et le procès-verbal de bornage des zones de servitudes visés et approuvés par le ministre de la guerre de la batterie de la chapelle des Grecs, à Ajaccio.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 3 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G. CAVAIGNAC.

N° 30253. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1891, 1892 et 1893.

Du 3 Décembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu l'état ci-annexé des créances liquidées additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des dépenses des exercices clos 1891, 1892 et 1893 du budget des cultes;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

RÉPARTITION DU FOND DE SUBVENTION.

EXERCICE 1896.

DÉPARTEMENTS.	ALLOCATIONS.	DÉPARTEMENTS.	ALLOCATIONS.
.....	100,400 ^f	Marne (Haute-).....	7,600 ^f
.....	44,600	Mayenne.....	33,800
es (Basses-).....	171,600	Meurthe-et-Moselle.....	3,200
es (Hautes-).....	160,600	Meuse.....	23,600
es-Maritimes.....	151,700	Morbihan.....	23,600
èche.....	157,200	Nièvre.....	44,600
ège.....	131,600	Puy-de-Dôme.....	12,000
.....	22,000	Pyrénées (Basses-).....	86,100
yron.....	81,500	Pyrénées (Hautes-).....	81,700
dal.....	80,700	Pyrénées-Orientales.....	93,700
.....	107,600	Territoire de Belfort.....	6,000
.....	110,600	Saône (Haute-).....	14,000
.....	237,800	Savoie.....	211,700
es-du-Nord.....	26,600	Savoie (Haute-).....	244,700
.....	120,600	Sèvres (Deux-).....	31,100
.....	24,000	Tarn.....	23,600
.....	42,800	Var.....	35,600
.....	30,400	Vaucluse.....	80,700
.....	4,000	Vendée.....	28,600
et-Vilaine.....	4,000	Vienne.....	58,100
.....	117,600	Vienne (Haute-).....	80,700
re-et-Loire.....	6,600	Vosges.....	43,600
.....	7,600	Yonne.....	5,600
.....	147,600		
et-Cher.....	56,400	TOTAL.....	3,682,000
..... (Haute-).....	53,700	Réserve.....	18,000
.....	53,700		
.....	150,600	TOTAL GÉNÉRAL.....	3,700,000

N° 30263. — Loi qui autorise le département de l'Aisne à s'imposer extraordinairement pendant cinq ans à partir de 1896.

Du 2 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 24 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

ARTICLE UNIQUE. Le département de l'Aisne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer ordinairement, pendant cinq ans à partir de 1896, six centimes quatre-vingt-cinq centièmes (6^f 55) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté aux travaux des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun et indistinctement au service des voies ferrées d'intérêt local.

N° 30254. — **DÉCRET** qui ouvre au *Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes*, sur l'exercice 1895, un *Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux Travaux de canalisation d'eau par les soins du Service des eaux de Versailles et de Marly.*

Du 16 Décembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1895;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, aux termes desquels les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers pour concourir, avec ceux de l'État, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture, par décret, d'un crédit d'égale somme additionnellement à ceux qui ont été accordés au ministre pour le même objet;

Vu l'état ci-annexé des sommes versées dans la caisse du trésorier-payeur général du département de Seine-et-Oise, par divers particuliers, pour concourir aux travaux de canalisation d'eau exécutés par les soins du service des eaux de Versailles et de Marly;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur le fonds du budget de l'exercice 1895, deuxième section (*Beaux-Arts*), chapitre LI : *Service des eaux de Versailles et de Marly*, un crédit de quarante-deux mille quatre cent vingt et un francs (42,421^{fr}), applicable aux travaux de canalisation d'eau exécutés par les soins du service des eaux de Versailles et de Marly.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au Trésor, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DORMER.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : E. COMBES.

(1) XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

État des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1895.

NUMÉRO	PARTIES VERSANTES.	CHAPITRE et motifs des versements.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
		CHAP. LI. — SERVICE DES EAUX DE VERSAILLES ET DE MARLY.		1895.	
	M. Martin, à Garches.	Canalisation par l'eau d'une partie de la rue de la Gare, à Garches.....	980	26 janvier.	850 ^f
	M ^{me} Guichard, à Versailles.	Canalisation par l'eau d'une partie de la rue des Rossignols et de la rue Saint-Honoré, à Versailles.....	1337	1 ^{er} février.	400
	M. Gauthier, à Versailles.	Idem.....	1392	2 février.	250
	M ^{me} veuve Évrard, à Versailles.	Idem.....	1604	3 février.	250
	M. Roy, à Versailles.	Idem.....	2516	2 mars.	125
	M. Dalsème, président du syndicat des propriétaires des bois de l'ancien domaine de la Malmaison, à Vaucresson.	Canalisation par l'eau d'une partie de l'allée du Brétard et de l'avenue Thierry, à Vaucresson.....	2047	20 février.	640
	MM. Faucher et Baudet, à Versailles.	Canalisation par l'eau d'une partie de l'impasse Monthauron.....	2995	16 mars.	500
	M. Rigaud (Adolphe), à Versailles.	Canalisation par l'eau de l'avenue Fourcault-de-Pavant, à Versailles.....	3015	Idem.	950
	M. Gasse, à Louveciennes.	Canalisation par l'eau d'une partie du chemin de Montbrusson à Bougival à Louveciennes.....	3246	22 mars.	1,200
	M. Woller (Franc), à Garches.	Canalisation par l'eau dans l'avenue Léonce-Bucquet, à Garches.....	3815	2 avril.	200
	M. Denouille (Eugène), à Garches.	Idem.....	3816	Idem.	300
	La compagnie des chemins de fer de l'Ouest.	Canalisation par l'eau dans les limites de l'enclos domanial des réservoirs de Gobert, à Versailles.....	4235	12 avril.	3,276
	M ^{me} veuve Devalois, au Chesnay.	Canalisation par l'eau de la rue Devalois.....	4228	Idem.	500
	M. Duruz (Joseph), à Paris.	Canalisation d'eau d'une partie de la rue Gambetta, à Vaucresson.....	4831	27 avril.	875
	M. Deffaux, curé à Saint-Cloud, vice-président de la société anonyme dite de la rue des Écoles.	Canalisation d'eau dans la rue des Écoles, à Saint-Cloud.....	5022	1 ^{er} mai.	300
	M. Le Merrer, à Versailles.	Établissement d'une conduite d'eau dans une partie de la rue Rousseau, au Chesnay.....	5312	9 mai.	600
	M. Darquist, à Versailles.	Canalisation par l'eau d'une partie du carrefour de Montreuil, à Versailles...	5373	11 mai.	375
	M. Bernard, à Paris.	Établissement d'une conduite d'eau rue Brézin, à Garches.....	5433	14 mai.	890
	M. Weill, à Saint-Cloud.	Établissement d'une canalisation d'eau dans une partie de la rue de la Plaine, à Garches.....	5570	17 mai.	900
	M. Garnier, à Versailles.	Installation d'une conduite d'eau dans les limites de la route nationale n° 186, au lieu dit le Pont-Colbert, à Versailles....	5649	20 mai.	1,500
	M. Martin, à Saint-Cloud.	Établissement d'une conduite d'eau dans une partie de l'avenue Joséphine, à Saint-Cloud.....	5750	22 mai.	750

DÉPÂTE- MENT.	PARTIES VERSANTES.	CHAPITRE et motifs des versements.	NOMBRES des réceptions.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
Seine- et- Oise. (Suite.)	M. Hurard (Raoul), à Paris.	Établissement d'une canalisation d'eau dans une partie de la rue Tabère, à Saint-Cloud.....	5751	23 mai.	950'
	M. Dalsème, président du syndicat des propriétaires des bois de l'ancien domaine de la Malmaison.	Établissement d'une canalisation d'eau dans une partie de l'avenue de Vau- cresson.....	5996	29 mai.	900
	M. Chaumelin, à Paris.	Établissement d'une canalisation d'eau dans une partie de la rue des Fonte- nelles, à Vaucresson.....	6300	7 juin.	200
	M ^{me} veuve Héram- bourg, à Versailles.	Établissement d'une canalisation d'eau dans une partie de la rue de Tournelles, à Versailles.....	6646	17 juin.	300
	M. Larcher, à Ver- sailles.	Idem.....	7671	6 juillet.	300
	M. Halphen (Léopold- Georges), à Paris.	Établissement d'une canalisation d'eau au plateau supérieur de Marnes, à Ville- d'Avray.....	6929	22 juin.	17,000
	M ^{me} veuve de la Taille des Essarts, à Ver- sailles.	Établissement d'une canalisation d'eau dans la rue de Lorient, à Versailles...	7082	26 juin.	350
	M. Goisbault, à Ver- sailles.	Idem.....	7496	4 juillet.	350
	M. Bellan, à Ver- sailles.	Idem.....	7086	26 juin.	350
	M. Lesneur, à Ver- sailles.	Idem.....	7557	5 juillet.	350
	M ^{me} Gaumont, née Gérarez, à Ver- sailles.	Établissement d'une canalisation d'eau dans une partie de la rue Sainte-Vic- toire, à Versailles.....	7672	6 juillet.	900
	M. Copx (Jean), à Versailles.	Établissement d'une canalisation d'eau dans une partie de la rue des Tour- nelles, entre la rue Royale et la rue Saint-Médéric, à Versailles.....	8273	20 juillet.	400
	M. Renault, à Ver- sailles.	Idem.....	8412	23 juillet.	50
	M. Delaplane (Gaston), à Versailles.	Idem.....	8564	26 juillet.	200
	M. Barbier-Vanblo- taque, à Versailles.	Établissement d'une canalisation d'eau dans une partie de la rue de Mouchy, à Versailles.....	7641	6 juillet.	600
	M ^{me} veuve Bouchoir, à Versailles.	Établissement d'une canalisation d'eau dans une partie de la rue Rousseau, au Chesnay.....	8413	23 juillet.	500
	M ^{me} venue Guérin, à Vaucresson.	Canalisation par l'eau dans une partie de la rue de la Feuillanne et de la ruelle des Jardins, à Vaucresson.....	8525	26 juillet.	950
	M. Bouvet, à Vau- cresson.	Idem.....	8524	Idem.	700
	M ^{lle} Riehl (Jeanne), à Paris.	Canalisation par l'eau dans une partie de l'avenue des Châtaigniers, à la Jon- chère, commune de Rueil.....	8875	1 ^{er} août.	520
	M. Larue (Arsène), à Paris.	Établissement d'une canalisation dans une partie du boulevard de la Station, à Garches.....	10538	13 sept.	600
	M. Nicolas (Étienne), à Paris.	Établissement d'une canalisation dans une partie de la sente de la Guette, à Saint-Cloud.....	10253	5 sept.	290
				TOTAL...	42,121

N° 30255. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses des Écoles nationales des beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel.

Du 16 Décembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1895;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, aux termes desquels les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers, pour concourir, avec ceux de l'État, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture, par décret, d'un crédit d'égale somme, additionnellement à ceux qui ont été accordés au ministre pour le même objet;

Vu l'état ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor public par des départements et des communes pour concourir, avec les fonds de l'État, à des dépenses d'intérêt public appartenant à l'exercice 1895;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRETS :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur le fonds du budget de l'exercice 1895, deuxième section (*Beaux-Arts*), chapitre XIII : *Écoles nationales des beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel*, un crédit de vingt-quatre mille sept cents francs (24,700^f) applicable aux dépenses des établissements désignés dans l'état annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au Trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : E. COMBES.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

État des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1895.

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	CHAPITRES ET MOTIFS des versements.	SOMMES des réceptions	DATES des versements.	MONTANT des versements.
		CHAP. XIII. ÉCOLES NATIONALES DES BEAUX-ARTS, D'ART DÉ- CORATIF ET D'ART IN- DUSTRIEL. — Subventions allouées aux établissements ci-des- sous désignés :			
	Villes de :	4 ^e TRIMESTRE 1895.			
Alpes-Maritimes..	Nice.....	École nationale d'art dé- coratif.	5507	23 octobre 1895..	3,875
Cher.....	Bourges..	École nationale des beaux-arts.	4809	19 octobre 1895..	2,500
Creuse.....	Aubusson.	École nationale d'art dé- coratif.	3042	14 octobre 1895..	825
Nord.....	Roubaix..	École nationale des arts industriels.	10603	14 sept. 1895. ...	10,000
Haute-Vienne....	Limoges..	École nationale d'art dé- coratif.	6285	15 octobre 1895..	6,250
		Musée national Adrien Dubouché.	6286	Idem.....	1,550
				TOTAL.....	24,725

N° 30256. — DÉCRET qui accorde la franchise postale à la correspondance de service échangée entre les Inspecteurs des finances et les présidents et vice-présidents des conseils des directeurs des Caisses d'épargne.

Du 16 Décembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les articles 1 et 2 de l'ordonnance du 17 novembre 1844 ⁽¹⁾ sur les franchises postales;

Vu l'article 19 de la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est admise à circuler en franchise, par la poste, dans toute la République, la correspondance de service échangée, sous plis fermés, entre les inspecteurs des finances, d'une part, et les

⁽¹⁾ IX^e série, Bull. 1154, n° 11656.

ésidents et vice-présidents des conseils des directeurs des caisses d'épargne, d'autre part.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. MESUREUR.

30257. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) qui autorise la dame *Poulain (Jeanne)*, veuve *Jean Bahurel*, demeurant à la Rochelle, commune de Fegréac (Loire-Inférieure), à établir un petit hangar couvert en roseaux à huit mètres de l'arête supérieure du talus de déblai du chemin de fer, dans le terrain lui appartenant en bordure de la ligne de Savenay à Landerneau (côté droit), au point kilométrique 504^e 294. Il n'est pas dérogé aux dispositions réglementaires concernant les saillies, les jours et l'égout des eaux. (*Le Havre, 28 Août 1895.*)

30258. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

Sont approuvés les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest-Algérien, conformément au projet suivant :

Ligne de Sainte-Barbe-du-Tlélat à Sidi-bel-Abbès :

Projet d'alimentation en eau potable de de la station de Prudon, présenté le 6 avril 1895, avec un détail estimatif montant à deux mille six cent quatre-vingt-huit francs y compris douze pour cent pour frais généraux et térêts.

La dépense résultant de l'exécution de ce projet sera imputée sur le compte de cinq millions cent mille francs ouvert, conformément à l'article de la convention du 16 mai 1885, approuvée par la loi du 16 juillet suivant, pour travaux complémentaires sur les lignes de Sainte-Barbe-du-Tlélat à Sidi-bel-Abbès, Sidi-bel-Abbès à Ras-el-Mâ, la Sénia à Aïn-Témouchent Tabia à Tlemcen, jusqu'à concurrence des sommes qui seront définitivement reconnues devoir être portées audit compte. (*Le Havre, 3 Septembre 1895.*)

30259. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant :

1° Est autorisée la restauration du pont suspendu de Cordon, sur le Rhône route nationale n° 92), dans le département de l'Ain, conformément aux dispositions du projet présenté, les 11 et 15 novembre 1894, par les ingé-

nieurs, et sous réserve des modifications de détail y apportées par le conseil général des ponts et chaussées.

2° La dépense, évaluée à cent quatre-vingt-trois mille francs, sera imputée sur les fonds inscrits annuellement au budget du ministère des travaux publics pour la construction des ponts dépendant des routes nationales.
(Le Havre, 4 Septembre 1895.)



Certifié conforme :

Paris, le 3 * Février 1896.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

L. RICARD.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Impression nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1740.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 30260. — *Loi qui autorise le département de la Charente-Inférieure à s'imposer extraordinairement pendant cinq ans à partir de 1896.*

Du 19 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 21 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Charente-Inférieure est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant cinq années à partir de 1896, un centime cinquante-quatre centièmes de centime (1^{re} 54) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit aux travaux des chemins vicinaux d'intérêt commun de l'ancien réseau et subsidiairement aux travaux des chemins de grande communication en cas de fusion de ces deux réseaux.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 19 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'Intérieur,

Signé : G. LEBGUES.

N° 30261. — *Loi relative à l'application de l'Article 14 de la Loi du 29 juillet 1881 sur la presse.*

Du 22 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 24 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. L'article 14 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse est applicable aux journaux publiés en France en langue étrangère.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 22 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

N° 30262. — *Loi portant répartition du Fonds de subvention aux départements, inscrit au chapitre XXVII du Budget général de l'exercice 1896.*

Du 22 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 24 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La répartition du fonds de subvention affecté par l'article 58, paragraphe 7, de la loi du 10 août 1871, aux dépenses des départements qui, à raison de leur situation financière, doivent recevoir une allocation sur les fonds généraux du budget, est fixée, pour l'année 1896, conformément à l'état annexé à la présente loi.

Une somme de dix-huit mille francs (18,000^f) est laissée comme fonds de réserve à la disposition du ministre de l'intérieur pour frais d'établissement de la situation financière des départements, frais d'impressions, dépenses diverses et imprévues du service départemental.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 22 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

RÉPARTITION DU FONDS DE SUBVENTION.

EXERCICE 1896.

DÉPARTEMENTS.	ALLOCATIONS.	DÉPARTEMENTS.	ALLOCATIONS.
Ain	100,400 ^f	Marne (Haute-).....	7,600 ^f
Ailier.....	44,600	Mayenne.....	33,800
Alpes (Basses-).....	171,600	Meurthe-et-Moselle.....	3,200
Alpes (Hautes-).....	160,600	Meuse.....	23,600
Alpes-Maritimes.....	151,700	Morbihan.....	23,600
Ardèche.....	157,200	Nièvre.....	44,600
Ariège.....	131,600	Puy-de-Dôme.....	12,000
Aube.....	22,000	Pyrénées (Basses-).....	86,100
Aveyron.....	81,500	Pyrénées (Hautes-).....	81,700
Cantal.....	80,700	Pyrénées-Orientales.....	93,700
Cher.....	107,600	Territoire de Belfort.....	6,000
Corrèze.....	110,600	Saône (Haute-).....	14,000
Corse.....	237,800	Savoie.....	211,700
Côtes-du-Nord.....	26,600	Savoie (Haute-).....	244,700
Creuse.....	120,600	Sèvres (Deux-).....	31,100
Dordogne.....	24,000	Tarn.....	23,600
Drôme.....	42,800	Var.....	35,600
Finistère.....	30,400	Vaucluse.....	89,700
Gers.....	4,000	Vendée.....	26,600
Ille-et-Vilaine.....	4,000	Vienne.....	58,100
Indre.....	117,600	Vienne (Haute-).....	80,700
Indre-et-Loire.....	6,600	Vosges.....	43,600
Jura.....	7,600	Yonne.....	5,600
Landes.....	147,600		
Loir-et-Cher.....	56,400	TOTAL.....	3,682,000
Loire (Haute-).....	53,700	Réserve.....	18,000
Lot.....	53,700		
Lozère.....	150,600	TOTAL GÉNÉRAL.....	3,700,000

N° 30263. — *Loi qui autorise le département de l'Aisne à s'imposer extraordinairement pendant cinq ans à partir de 1896.*

Du 22 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 24 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de l'Aisne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant cinq ans à partir de 1896, six centimes cinquante-cinq centièmes (6^f 55) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté aux travaux des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun et subsidiairement au service des voies ferrées d'intérêt local.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 22 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

N° 30264. — *Loi qui autorise le département de l'Ardèche à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 22 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 24 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de l'Ardèche est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, au taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs quatre-vingt-cinq centimes pour cent (3^{fr} 80 p. o/o), une somme de cent treize mille deux cent trente-quatre francs (113,234^{fr}), remboursable en vingt-cinq ans à partir de 1896 et exclusivement applicable au paiement de la subvention promise à l'État pour les frais d'acquisition des terrains d'assiette du chemin de fer d'intérêt général de Largentière à Saint-Sernin.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département de l'Ardèche est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant vingt-cinq ans à partir de 1896, quarante centièmes de centime (0^{fr} 40) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au service

des intérêts et au remboursement de l'emprunt de cent treize mille deux cent trente-quatre francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 22 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

N° 30265. — *Loi qui autorise le département de l'Aube à s'imposer extraordinairement pendant quatre ans à partir de 1896.*

Du 22 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 24 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de l'Aube est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant quatre ans à partir de 1896, quatre centimes (0^o 04) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au paiement de subventions aux communes, tant pour l'amortissement d'emprunts réalisés à la caisse des chemins vicinaux en vue de la construction des chemins vicinaux ordinaires qu'aux dépenses d'entretien des mêmes voies de communication.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 22 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

N° 30266. — *Loi qui autorise le département de la Charente-Inférieure à contracter un Emprunt.*

Du 22 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 24 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Charente-Inférieure est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs quatre-vingts centimes pour cent (3^r 80 p. o/o), une somme de deux cent vingt mille cinq cents francs (220,500^r), remboursable en trente ans à partir de 1896 et applicable aux dépenses de construction et d'installation des casernes de gendarmerie de Marennes, de Marais de Tonnay-Charente, de Mortagne-sur-Gironde et d'Aulnay.

Cet emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de deux cent vingt mille cinq cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 22 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

N° 30267. — *Loi qui autorise le département du Cher à s'imposer extraordinairement en 1896.*

Du 22 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 24 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département du Cher est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, en 1896, une centime vingt-quatre centièmes (1^{re} 24) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au paiement de la garantie d'exploitation du chemin de fer d'intérêt local de Bourges à Dun-sur-Auron et de Dun-sur-Auron à Langère.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 22 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

N° 30268. — *Loi qui autorise le département de l'Indre à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 22 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 24 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de l'Indre est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-trois centimes pour cent (3^{fr} 63 p. 100), une somme de quatre-vingt-neuf mille cinq cents francs (89,500^{fr}), remboursable en trente ans à partir de 1896 et exclusivement applicable aux travaux des chemins vicinaux à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

l'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit à gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département de l'Indre est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1896, vingt-six centièmes de centime (0^e 26) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de quatre-vingt-neuf mille cinq cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 22 Juillet 1895.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

Signé : FÉLIX FAURE.

N° 30269. — *Loi qui autorise le département de la Loire-Inférieure à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 22 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 24 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Loire-Inférieure est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs quatre-vingt-cinq centimes pour cent (3^e 85 p. 0/0), une somme d'un million quatre cent soixante-quatorze mille francs (1,474,000), remboursable en trente ans à partir de 1896 et applicable aux dépenses d'établissement du chemin de fer d'intérêt local de Nantes à Cholet, avec embranchement de Beaupréau à Chalonnes, déclaré d'utilité publique par la loi du 9 août 1894.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence,

soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département de la Loire-Inférieure est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1896, un centime cinquante-six centièmes (1^{re} 56) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit :

1^{re} Au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt d'un million quatre cent soixante-quatorze mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus;

2^o A l'exécution des engagements pris par le département envers la compagnie concessionnaire du chemin de fer d'intérêt local de Nantes à Cholet, avec embranchement de Beaupréau à Chalonnes, conformément à l'article 5 de la convention annexée à la loi du 9 août 1894.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 22 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEBGUES.

N° 30270. — *Loi qui autorise le département de la Marne à s'imposer extraordinairement pour les Dépenses du service de l'Assistance médicale gratuite.*

Du 22 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 24 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Marne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant cinq années à partir de 1896, un centime (0^{re} 01) additionnel au principal des quatre contributions di-

rectes, dont le produit sera et restera exclusivement applicable aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite mises à la charge par la loi du 15 juillet 1893.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 22 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEVEYRE.

N° 30271. — *Loi qui autorise le département de la Mayenne à s'imposer extraordinairement en 1896.*

Du 22 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 25 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Mayenne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1896, treize centimes (0^e 13) additionnels au principal des quatre contributions directes, savoir :

1° Neuf centimes (0^e 09) dont le produit sera affecté aux travaux d'entretien des routes départementales;

2° Deux centimes (0^e 02) pour en consacrer le produit aux travaux de rechargement des mêmes voies de communication;

3° Deux centimes (0^e 02) pour les frais d'établissement de voies ferrées d'intérêt local dans le département.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 22 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEVEYRE.

N° 30272. — Loi qui autorise le département de la Meuse à s'imposer extraordinairement en 1896.

Du 22 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 24 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Meuse est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, en 1896, douze centimes (0^e 12) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté jusqu'à concurrence de sept centimes (0^e 07) au service des chemins de fer d'intérêt local, de quatre centimes soixante-quinze centièmes (4^e 75) à l'entretien, à l'amélioration et aux travaux neufs des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun, et pour vingt-cinq centièmes de centime (0^e 25) à l'installation d'un service de voitures publiques.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 22 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

N° 30273. — Loi qui autorise le département de la Nièvre à s'imposer extraordinairement en 1896, 1897 et 1898, pour le payement de Secours mensuels aux Enfants légitimes issus de familles pauvres.

Du 22 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 24 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Nièvre est autorisé, confor-

mément la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant les années 1896, 1897 et 1898, un centime (0'01) additionnel au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au payement de secours mensuels à accorder à des enfants légitimes issus de familles pauvres.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 22 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LETGUES.

N° 30274. — *LOI qui autorise le département des Basses-Pyrénées à s'imposer extraordinairement en 1896.*

Du 22 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 24 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département des Basses-Pyrénées est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1896, trois centimes (0'03) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit aux travaux des routes départementales et thermes et aux dépenses des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 22 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LETGUES.

N° 30275. — *Loi qui autorise le département de la Sarthe à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 22 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 24 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Sarthe est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter une somme de cinq millions de francs (5,000,000'), remboursable en trente-quatre années à partir de 1896 et applicable jusqu'à concurrence :

1^o De quatre millions cinq cent trente-sept mille six cents francs (4,537,600'), aux travaux d'établissement du réseau de chemins de fer d'intérêt local déclaré d'utilité publique par la loi du 4 mai 1895;

2^o De cent quarante mille francs (140,000'), aux travaux des chemins vicinaux à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880;

3^o De trois cent vingt mille francs (320,000'), aux travaux des chemins ruraux.

2. Cet emprunt sera réalisé :

A. — Quatre millions cent mille francs (4,100,000') à un taux qui ne pourra dépasser trois francs soixante-quinze centimes pour cent (3^{fr} 75 p. o/o), soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

B. — Neuf cent mille francs (900,000') à titre d'avance des fonds à verser par la compagnie des tramways de la Sarthe, à titre de part contributive dans les frais d'établissement du réseau de chemins de fer d'intérêt local déclaré d'utilité publique par la loi du 4 mai 1895.

3. Le département de la Sarthe est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant dix-neuf ans à partir de 1911, un centime quatre-vingt-onze centièmes (1^{re} 91) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus et à d'autres dépenses d'utilité départementale.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

4. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement :

A. — De l'emprunt de quatre millions cent mille francs seront prélevés sur le produit :

1° Des trois centimes à prendre sur les douze centimes extraordinaires autorisés par la loi annuelle de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871;

2° Des un centime quatre-vingt-onze centièmes disponibles sur les deux centimes autorisés jusqu'en 1910 par la loi du 12 avril 1880, et, de 1911 à 1929, sur le produit des centimes autorisés par l'article 3 ci-dessus;

3° Des quarante-quatre centièmes de centime à prendre sur les quatre centimes autorisés par la loi du 11 décembre 1882.

B. — De l'emprunt de neuf cent mille francs seront prélevés sur le produit des un centime vingt et un centièmes à prendre sur les quatre centimes autorisés par la loi du 11 décembre 1882.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 22 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LÉVEQUE.

N° 30276. — Loi qui autorise le département de la Seine-Inférieure à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Du 22 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 24 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Seine-Inférieure est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs quatre-vingts centimes pour cent (3'80 p. 100), une somme de trois millions neuf cent quinze mille francs (3,915,000'), remboursable en vingt années à partir de 1896 et applicable, concurremment avec un prélèvement :

1° Sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum

est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871;

2° Sur le produit des impositions extraordinaires créées par l'article 2 ci-après, au paiement des subventions allouées en faveur des travaux d'amélioration du port du Havre et de la basse Seine, déclarés d'utilité publique par la loi du 19 mars 1895.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département de la Seine-Inférieure est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes :

Cinq dixièmes de centime (0⁵/10) de 1896 à 1900 inclus;

Un centime (0¹/10) de 1901 à 1903 inclus;

Un centime soixante-quinze centièmes (1⁷⁵/100) de 1904 à 1909 inclus;

Deux centimes cinq dixièmes (2⁵/10) de 1910 à 1913 inclus;

Trois centimes (0³/10) en 1914;

Et un centime soixante-dix-huit centièmes (1⁷⁸/100) en 1915,

Pour en affecter le produit, concurremment avec un prélèvement sur le montant des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871, tant au paiement des subventions allouées pour les travaux d'amélioration du port du Havre et de la basse Seine qu'au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de trois millions neuf cent quinze mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Ces impositions seront recouvrées indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 22 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURÉ.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LAYEUX.

N° 30277. — *Loi qui autorise le département de Seine-et-Marne à s'imposer extraordinairement pendant dix ans à partir de 1896.*

Du 22 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 24 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de Seine-et-Marne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant dix ans à partir de 1896, un centime soixante-huit centièmes (1° 68) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera appliqué au paiement de la garantie d'exploitation des chemins de fer d'intérêt local de la Ferté-sous-Jouarre à Montmirail et de Montereau à Chateau-Landon.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 22 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

N° 30278. — *Loi qui autorise le département de la Somme à s'imposer extraordinairement en 1896.*

Du 22 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 24 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Somme est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, en 1896, un centime (0° 01) additionnel au principal des quatre contributions directes, pour en appliquer le produit tant à l'entretien des chemins vicinaux de grande communication

qu'au paiement de subventions à allouer aux communes pauvres pour l'entretien de leurs chemins vicinaux ordinaires.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 22 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

N° 30279. — *LOI qui autorise le département de la Vendée à s'imposer extraordinairement en 1896.*

Du 22 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 24 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Vendée est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1896, deux centimes (0'02) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit :

1° Au service des enfants assistés, maltraités ou moralement abandonnés ;

2° Au paiement de subventions aux communes pour l'achèvement d'anciens chemins d'intérêt commun ;

3° A l'amélioration du passage d'eau de la Faute.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 22 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

N° 30280. — *Loi qui autorise le département de l'Yonne à s'imposer extraordinairement.*

Du 22 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 24 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de l'Yonne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant dix ans à partir de 1896, six centimes (0^o 06) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera exclusivement affecté au paiement de la garantie d'exploitation du chemin de fer d'intérêt local de Laroche à l'Isle-sur-Serein.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 22 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

N° 30281. — *Loi qui autorise la ville d'Avignon (Vaucluse) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 22 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 24 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville d'Avignon (Vaucluse) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas trois francs sept cent vingt-cinq millimes pour cent (3^o 725 p. 0/0), une somme de huit millions de francs (8,000,000^o), remboursable, savoir :

Trente-huit mille francs (38,000^o) en vingt-trois ans ;

Quatre millions neuf cent quatre-vingt-six mille francs (4,986,000^f) en quarante-deux ans;

Deux millions neuf cent soixante-seize mille francs (2,976,000^f) en cinquante ans,

ladite somme destinée tant à convertir quatre emprunts antérieurement contractés en vertu des lois des 30 décembre 1879, 23 novembre 1888, 11 avril 1892 et 30 juillet 1894, qu'à pourvoir aux frais d'établissement d'un marché couvert, à l'agrandissement du jardin Saint-Martial et à divers travaux de voirie prévus dans une délibération municipale du 21 juin 1895.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

La portion de l'emprunt applicable à la construction du marché couvert ne pourra être réalisée et les travaux auxquels elle doit servir ne pourront être entrepris qu'en vertu d'une autorisation spéciale du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant quarante-deux ans à partir de 1896, quarante-sept centimes vingt-sept centièmes (47²⁷/₁₀₀) additionnels au principal de ses quatre contributions directes, devant produire en totalité une somme de neuf millions neuf cent soixante-dix-neuf mille francs (9,979,000^f) environ, pour rembourser l'emprunt en capital et intérêts, concurremment avec une subvention de l'État et un prélèvement annuel sur les revenus ordinaires de la caisse municipale.

Les impositions extraordinaires de dix-sept centimes cinquante centièmes de centime, treize centimes soixante-dix-sept centièmes et seize centimes additionnels établies par les lois des 30 décembre 1879, 23 novembre 1888, 11 avril 1892 et 30 juillet 1894 cesseront d'être mises en recouvrement.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 22 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

N° 30282. — *Loi qui autorise la ville de Libourne (Gironde) à contracter un Emprunt.*

Du 22 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 24 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Libourne (Gironde) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas trois francs quatre-vingts centimes pour cent (3'80 p. o/o), une somme de cent soixante-quinze mille francs (175,000'), remboursable en quarante ans au moyen d'un prélèvement annuel sur ses revenus ordinaires et destinée à pourvoir, avec une subvention de l'État, aux frais d'agrandissement du collège.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 22 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

N° 30283. — *Loi qui autorise la ville de Saint-Lô (Manche) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 22 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 24 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Saint-Lô (Manche) est autorisée à emprunter,

à un taux d'intérêt n'excédant pas trois francs quatre-vingts centimes pour cent (3' 80 p. 0/0), une somme de deux cent mille francs (200,000'), remboursable en vingt-cinq ans et destinée à pourvoir aux frais d'agrandissement du Champ-de-Mars et des promenades publiques.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant onze ans à partir de 1896, dix centimes (0' 10) additionnels au principal de ses quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition, prévu en totalité pour la somme de cent trente-deux mille francs (132,000') environ, servira à rembourser l'emprunt en capital et intérêts, concurremment avec des prélèvements annuels sur les revenus ordinaires de la caisse municipale.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 22 Juillet 1895.

gné : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

N° 30284. — *Loi qui autorise la ville de Tulle (Corrèze) à contracter un Emprunt.*

Du 22 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 24 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Tulle (Corrèze) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas trois francs quatre-vingt-cinq centimes pour cent (3' 85 p. 0/0), une somme de vingt-sept mille trois cent trente-cinq francs (27,335'), destinée à pourvoir,

avec une subvention de l'État, à la construction d'une école de filles, et remboursable en trente ans au moyen d'un prélèvement sur les ressources ordinaires des budgets.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, soit à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passeront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 22 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'Intérieur,

Signé : G. LÉYGUES.

N° 30285. — *Loi qui établit d'office, en 1895, une imposition extraordinaire sur la commune de Saint-Nicolas (Haute-Vienne).*

Du 22 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 24 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Il sera établi d'office, en 1895, sur la commune de Saint-Nicolas (Haute-Vienne), une imposition extraordinaire de vingt et un centimes quatre-vingt-deux centièmes (21⁸²) additionnels au principal de ses quatre contributions directes, dont le produit, prévu pour une somme de trois cent trente et un francs (331⁰⁰), servira à couvrir le déficit du budget de l'exercice courant.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 22 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'Intérieur,

Signé : G. LÉYGUES.

N° 30286. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'Établissement de Lignes télégraphiques.*

Du 6 Août 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1895;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu le relevé ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor public par des compagnies de chemins de fer pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'établissement de lignes télégraphiques, lequel s'élève à la somme de onze mille neuf cent vingt-cinq francs douze centimes;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, deuxième section (*Direction générale des postes et des télégraphes*), sur l'exercice 1895, un crédit de onze mille neuf cent vingt-cinq francs douze centimes (11,925¹²), savoir :

CHAP. VIII. Indemnités diverses et secours.....	357 ⁷⁵
— X. Matériel des bureaux.....	238 50
— XIII. Appareils et matériel technique d'exploitation.....	954 02
— XIV. Construction et entretien de lignes télégraphiques..	10,374 85
TOTAL ÉGAL.....	<u>11,925 12</u>

2. Il est pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen de ressources spéciales versées au Trésor à cet effet, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 6 Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : ANDRÉ LEBON.

(1) 11^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 30287. — DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'Établissement de Lignes télégraphiques.

Du 6 Août 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1895;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours

Vu le relevé ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor public par des compagnies de chemins de fer en Algérie pour concours avec les fonds de l'État, à l'établissement de lignes télégraphiques, lequel s'élève à la somme de vingt-trois francs quatre-vingt-dix-sept centimes;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, deuxième section (*Direction générale des postes et des télégraphes*), sur l'exercice 1895, un crédit de vingt-trois francs quatre-vingt-dix-sept centimes (23^{fr} 97), savoir :

SERVICE DE L'ALGÉRIE.

CHAP. III. Personnel de l'Algérie.....	1 ^{fr} 30
— IV. Matériel de l'Algérie.....	22 77
TOTAL ÉGAL.....	23 97

2. Il est pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen de ressources spéciales versées au Trésor à cet effet, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 6 Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,
Signé : A. RIBOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : ANDRÉ LEBON.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 30288. — *DÉCRET qui convoque le Collège électoral de l'arrondissement de Forcalquier (Basses-Alpes) à l'effet d'élire un Député.*

Du 12 Novembre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 15 novembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

Vu le décret du 23 juillet 1893 ⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;

Vu la démission de M. Fruchier, député de l'arrondissement de Forcalquier (Basses-Alpes),

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de l'arrondissement de Forcalquier (Basses-Alpes) est convoqué pour le dimanche 8 décembre 1895, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau desdites modifications.

4. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 12 Novembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1566, n° 26771.

N° 30289. — *DÉCRET qui convoque le Collège électoral de l'arrondissement de Lisieux (Calvados) à l'effet d'élire un Député.*

Du 17 Décembre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 19 décembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

Vu le décret du 23 juillet 1893 ⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;

Vu la démission de M. Colbert-Laplace, député de l'arrondissement de Lisieux (Calvados),

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Le collège électoral de l'arrondissement de Lisieux (Calvados) est convoqué pour le dimanche 12 janvier 1896, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau des dites modifications.

4. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 17 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 188, n° 3636 et 3637.

⁽²⁾ 11^{re} série, Bull. 1500, n° 36771.

N° 30290. — **DÉCRET** qui convoque le Collège électoral de la deuxième circonscription de Perpignan (Pyrénées-Orientales) à l'effet d'élire un Député.

Du 17 Décembre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 19 décembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

Vu le décret du 23 juillet 1893 ⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;

Vu la démission de M. *Emile Brousse*, député de la deuxième circonscription de Perpignan (Pyrénées-Orientales).

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Le collège électoral de la deuxième circonscription de Perpignan (Pyrénées-Orientales) est convoqué pour le dimanche 12 janvier 1896, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau desdites modifications.

4. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 17 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

⁽²⁾ 11^{re} série, Bull. 1566, n° 26771.

N° 30291. — *DÉCRET qui fixe la Taxe municipale à percevoir sur les Chiens dans la commune de Longefoy (Savoie).*

Du 21 Décembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur;

Vu : la loi du 2 mai 1855 et le décret réglementaire du 4 août⁽¹⁾ de la même année;

La délibération prise par le conseil municipal de la commune de Longefoy;

L'avis émis, à la date du 21 août 1895, par le conseil général du département de la Savoie;

L'avis du préfet et les autres pièces de l'affaire;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'Etat entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La taxe municipale à percevoir sur les chiens, dans la commune de Longefoy (Savoie), est fixée ainsi qu'il suit :

A six francs (6^f) pour les chiens d'agrément ou servant à la chasse;

A deux francs (2^f) pour les chiens de garde et autres compris dans la seconde catégorie.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 21 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

N° 30292. — *DÉCRET qui fixe la Taxe municipale à percevoir sur les Chiens dans la commune du Thillot (Vosges).*

Du 21 Décembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur;

Vu : la loi du 2 mai 1855 et le décret réglementaire du 4 août⁽¹⁾ sur

La délibération prise par le conseil municipal du Thillot;

L'avis émis par le conseil général des Vosges, à la date du 20 août 1895;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 320, n° 2955.

Celui du préfet et les autres pièces de l'affaire;
La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La taxe municipale à percevoir sur les chiens, dans la commune du Thillot (Vosges), est fixée ainsi qu'il suit :

A huit francs (8') pour les chiens d'agrément ou servant à la chasse;
A trois francs (3') pour les chiens de garde et autres compris dans la seconde catégorie.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 21 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

N° 30293. — DÉCRET qui convoque le Collège électoral de l'arrondissement de Montdidier (Somme) à l'effet d'élire un Député.

Du 23 Décembre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 25 décembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

Vu le décret du 23 juillet 1893 ⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;

Attendu le décès de M. Ernest Leroy, député de l'arrondissement de Montdidier (Somme),

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de l'arrondissement de Montdidier (Somme) est convoqué pour le dimanche 19 janvier 1896, à l'effet d'élire un député.

⁽¹⁾ X^e série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1566, n° 26771.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau desdites modifications.

4. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 23 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

N° 30294. — DÉCRET qui convoque les Conseils municipaux des communes comprises dans le département des Côtes-du-Nord, à l'effet de nommer leurs Délégués en vue de l'élection d'un Sénateur.

Du 29 Décembre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 1^{er} janvier 1896.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu les lois du 2 août 1875 et du 9 décembre 1884;

Vu l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la loi du 30 décembre 1875;

Vu les articles 3 et 4 du décret du 3 janvier 1876 ⁽¹⁾, portant convocation de tous les conseils municipaux en vue des élections sénatoriales du 30 du même mois;

Attendu le décès de M. de l'Angle-Beaumanoir, sénateur du département des Côtes-du-Nord,

DÉCRET:

ART. 1^{er}. Les conseils municipaux des communes comprises dans le département des Côtes-du-Nord sont convoqués pour le dimanche 12 janvier 1896, à l'effet de nommer leurs délégués et suppléants en vue de l'élection d'un sénateur.

2. Le collège électoral, formé des députés, des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissement et des délégués municipaux du département des Côtes-du-Nord, se réunira au chef-lieu, le dimanche 16 février 1896, pour procéder à l'élection d'un sénateur.

(1) XII^e série, Bull. 290, n° 4942.

3. La réunion des conseils municipaux et les opérations électorales, tant pour l'élection des délégués et suppléants que pour la nomination du sénateur, auront lieu suivant les formes déterminées par les lois et décret ci-dessus visés.

4. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

N° 30295. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre des finances) qui approuve l'acte administratif passé, le 31 mai 1895, devant le maire de Verdun (Tarn-et-Garonne), régulièrement délégué, portant concession à M. Murat (Bernard), aux clauses et conditions stipulées et moyennant le versement d'une somme de huit francs soixante-quatre centimes, d'une parcelle d'alluvion en voie de formation au droit de sa propriété, sur la rive droite de la Garonne, au lieu dit *Rivière-Basse*, commune de Verdun, ladite parcelle d'une contenance de trois ares cinquante-neuf centiares quatre-vingt-quatre centièmes et entourée d'un liséré rose sur le plan annexé audit acte. (*Le Havre, 31 Août 1895.*)

N° 30296. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le Président du Conseil, ministre des finances) qui approuve l'acte administratif passé, le 24 mai 1895, devant le maire de Grisolles (Tarn-et-Garonne), régulièrement délégué, portant concession aux clauses et conditions stipulées :

1° A M^{me} Eugénie Vernhes, veuve Aubian, moyennant le versement d'une somme de mille quatorze francs quatre-vingt-dix-sept centimes, d'une parcelle d'alluvion d'une contenance de deux hectares soixante-dix-neuf ares trente-sept centiares ;

2° A MM. Oulé (Pierre), Oulé (Jean) et M^{me} Oulé (Marie), femme Lafon, moyennant le versement d'une somme de trois cent soixante-dix-neuf francs trente centimes, d'une parcelle d'alluvion d'une contenance de soixante-douze ares soixante-quatorze centiares ;

3° A M. Bontines, moyennant le versement d'une somme de cent quatre-vingt-dix-huit francs soixante-quinze centimes, d'une parcelle d'alluvion d'une contenance de cinquante-cinq ares quarante-sept centiares.

Lesdites parcelles en voie de formation au droit des propriétés des concessionnaires, sur la rive gauche de la Garonne, commune de Grisolles, au lieu dit *la Brenaygué*, et entourées d'un liséré rose sur le plan annexé audit acte. (*Le Havre, 31 Août 1895.*)

N° 30297. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant que la juridiction du commissaire de police de Valence (Drôme) est étendue à la commune de Bourg-lès-Valence ;

La juridiction du commissaire de police de Morez (Jura) est étendue à la commune de Marbier ;

La juridiction du commissaire de police de Toul (Meurthe-et-Moselle) est étendue aux communes de Dommartin et d'Écrouves. (*Le Har.* 3 Septembre 1895.)



Certifié conforme :

Paris, le 6 * Février 1896.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

L. RICARD.

* Cette date est celle de la réception du décret au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Impression nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1741.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 30298. — *Loi qui autorise le département de l'Aube à s'imposer extraordinairement en 1896 et 1897.*

Du 23 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 25 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de l'Aube est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant les années 1896 et 1897, soixante-quatre centièmes de centime (0^e 64) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement applicable aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite mises à sa charge par la loi du 15 juillet 1893.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 23 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEBEURS.

N° 30299. — *Loi qui autorise le département de la Somme à s'imposer extraordinairement en 1896.*

Du 23 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 25 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Somme est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1896, trois centimes quarante-huit centièmes de centime (3⁴⁸) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au payement de la garantie d'exploitation du réseau des chemins de fer d'intérêt local de ce département pendant l'année 1895.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 23 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'Intérieur,

Signé : G. LEVEQUE.

N° 30300. — *Loi qui autorise la ville de Nantes (Loire-Inférieure) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 23 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 25 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Nantes (Loire-Inférieure) est autorisée à contracter un emprunt dont le taux d'intérêt n'excédant pas trois francs quatre-vingt-

cinq centimes pour cent (3^e 85 p. o/o), une somme de quatre-vingt-quinze mille francs (95,000^f), remboursable en trente ans et destinée à pourvoir à diverses dépenses communales énumérées dans une délibération municipale du 1^{er} avril 1895 et ayant pour objet, notamment, la construction d'un bâtiment des archives municipales et d'une serre au jardin des plantes.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1896, deux cent quatre-vingt-treize millièmes de centime (0^e 293) additionnels au principal de ses quatre contributions directes, devant produire en totalité une somme de cent soixante-deux mille francs (162,000^f) environ, pour rembourser l'emprunt en capital et intérêts.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 23 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'Intérieur,

Signé : G. LÉVEQUE.

N° 30301. — Loi qui autorise le département de la Marne à s'imposer extraordinairement pendant cinq ans à partir de 1896.

Du 16 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 1^{er} août 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Marne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant cinq années à partir de 1896, vingt-

cinq centièmes de centime (0^e 25) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement applicable aux dépenses occasionnées par le service de l'asile de préservation de Lépine.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait au Havre, le 26 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LYGUES.

N° 30302. — *Loi qui autorise le département de la Marne à s'imposer extraordinairement en 1896.*

Du 27 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 1^{er} août 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Marne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1896, deux centimes (0^e 25) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement applicable aux travaux des chemins vicinaux à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1856.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait au Havre, le 27 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LYGUES.

N° 30303. — *Loi qui autorise le département de la Marne à s'imposer extraordinairement pendant cinq ans à partir de 1896.*

Du 28 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 1^{er} août 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Marne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant cinq années à partir de 1896, un centime (0⁰¹) additionnel au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit aux dépenses du service de la mendicité.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait au Havre, le 28 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEIGUES.

N° 30304. — *DÉCRET qui proroge les délais d'amortissement des deux Emprunts contractés par la Chambre de commerce de Honfleur, en vertu de la loi du 29 juillet 1887 et du décret du 15 septembre 1888.*

Du 9 Août 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 11 août 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu la loi du 19 mai 1866, modifiée par celle du 30 janvier 1893 sur la marine marchande;

Vu la loi du 29 juillet 1887 qui a autorisé la chambre de commerce de Honfleur à emprunter, sous la garantie de taxes de tonnage, une somme de trois cent mille francs destinée à l'exécution des travaux d'amélioration du port;

Vu le décret du 15 septembre 1888 ⁽¹⁾ qui autorise la chambre à emprunter une somme de deux cent cinquante mille francs pour le produit en être affecté, à titre de subvention, à la construction d'appontements;

Vu la délibération prise par la chambre de commerce de Honfleur, le 23 octobre 1894, et dans laquelle cette compagnie, annonçant l'intention de réaliser, en vertu de la loi du 29 juillet 1887, un emprunt de cent vingt-sept mille francs destiné à compléter l'aménagement des terrains qui lui ont été concédés par la loi précitée, ainsi qu'à solder les travaux de prolongement du bassin *Carnot*, demande la prorogation des délais d'amortissement des deux emprunts de trois cent mille francs et de deux cent cinquante mille francs, délais fixés à dix ans par le décret du 15 septembre 1888;

Vu les lettres de la chambre de commerce de Honfleur, en date des 16 juin, 23 octobre 1894, 4 avril et 17 juillet 1895, et sa délibération du 16 juin 1894, tendant à obtenir l'autorisation d'emprunter, sous la garantie du droit de tonnage, une somme de vingt mille francs destinée à l'exécution de travaux de dragages au port de Honfleur;

Vu l'enquête réglementaire à laquelle a été soumise le projet relatif à l'exécution des travaux de dragages, et notamment, d'avis de la commission d'enquête, du 6 octobre 1894;

Vu les dépêches du ministre des travaux publics, des 13 juillet 1894, 6 et 24 septembre 1894, 27 novembre 1894, 21 février et 10 avril 1895;

Vu la dépêche du ministre des finances, du 2 juillet 1895;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les délais d'amortissement des deux emprunts de trois cent mille francs (300,000^f) et de deux cent cinquante mille francs (250,000^f) autorisés par la loi du 29 juillet 1887 et le décret du 15 septembre 1888, délais fixés à dix ans par les articles 1 et 2 de ce dernier décret, sont prolongés jusqu'à l'expiration d'une période de treize années ayant pour point de départ la promulgation du présent décret.

2. La chambre de commerce de Honfleur est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excédera pas quatre francs vingt centimes pour cent (4^f 20^c p. o/o), une somme de vingt mille francs (20,000^f), en vue des travaux de dragages à effectuer au port de cette ville.

Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, pourra être réalisé et conclu, en totalité ou par fractions, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera en treize ans.

⁽¹⁾ VII^e série, Bull. 1203, n° 19937.

3. Les péages maxima établis au port de Honfleur par le décret du 15 septembre 1888 continueront à être perçus au profit de la chambre de commerce de cette ville pendant tout le temps nécessaire pour permettre à ladite chambre de satisfaire à ses obligations actuelles ainsi qu'à celles qu'elle contracte en vertu du présent décret.

4. Dans les trois premiers mois de chaque année, la chambre de commerce de Honfleur adressera au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, ainsi qu'au ministre des finances, un compte rendu détaillé des recettes affectées aux travaux du port, des frais de perception dans l'année précédente et de sa situation au point de vue de l'amortissement des divers emprunts.

5. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 9 Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : ANDRÉ LEBON.

N° 30305. — DÉCRET qui ratifie l'Acquisition faite par la Chambre de commerce de Rouen d'un immeuble en cette ville.

Du 15 Août 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 18 août 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu la demande formée par la chambre de commerce de Rouen en vue d'être autorisée à se porter acquéreur d'un immeuble sis dans cette ville, rue Jacques-le-Meur;

Vu le procès-verbal d'adjudication, en date du 27 mars 1894;

Vu le plan produit;

Vu l'avis du préfet de la Seine-Inférieure, en date du 5 juillet 1895, ensemble les autres pièces de l'instruction;

Vu le décret du 3 septembre 1851 ⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique sur l'organisation des chambres de commerce;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 442, n° 3239.

La section des travaux publics, de l'agriculture, du commerce, de l'industrie et des postes et télégraphes du Conseil d'État entendue,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Est ratifiée l'acquisition faite par la chambre de commerce de Rouen d'un immeuble sis en cette ville, rue Jacques-Lieur, n° 5 et 7, dit « Hôtel des Armes de France », tel qu'il est désigné au plan ci-annexé, ladite acquisition faite au prix principal de quatre-vingt mille cinq cents francs (80,500'), suivant les clauses et conditions énoncées au procès-verbal d'adjudication précité du 17 mars 1894.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait au Havre, le 15 Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : ANDRÉ LEBON.

N° 30306. — DÉCRET qui autorise la Chambre de commerce de la Rochelle à contracter un Emprunt.

Du 16 Août 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 20 août 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu le décret du 9 janvier 1891 ⁽¹⁾, qui a autorisé la chambre de commerce de la Rochelle à établir et à administrer un outillage public sur les quais du port de la Pallice (Charente-Inférieure);

Vu l'autorisation donnée à la chambre de commerce de la Rochelle, en vertu des articles 1 et 16 du cahier des charges annexé audit décret :

1° De prolonger le hangar qu'elle exploite actuellement;

2° De construire un nouveau hangar;

Vu la demande introduite par la chambre de commerce de la Rochelle en vue d'être autorisée à contracter un emprunt de quatre-vingt-trois mille six cents francs en vue de subvenir aux dépenses que nécessiteront ces installations complémentaires;

Vu l'avis du ministre des travaux publics;

⁽¹⁾ *Air' série*, Bull. 1388, n° 23302.

Vu l'avis du ministre des finances;

Vu le décret du 3 septembre 1851, portant règlement d'administration publique sur l'organisation des chambres de commerce;

La section des travaux publics, de l'agriculture, du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes du Conseil d'État entendue,

DÉCRETS :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce de la Rochelle est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excédera pas quatre francs pour cent (4^r p. o/o), une somme de quatre-vingt-treize mille six cents francs (93,600^r), en vue de faire face aux dépenses d'outillage complémentaire susvisé.

Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, pourra être réalisé et conclu, en totalité ou par fractions, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera dans une période de quarante-cinq ans à partir de 1897.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait au Havre, le 16 Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : ANDRÉ LEBON.

N° 30307. — DÉCRET qui modifie l'article 25 du décret du 22 février 1893 portant Règlement sur les Écoles pratiques de commerce ou d'industrie.

Du 17 Août 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 21 août 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

Vu l'article 69 de la loi de finances du 26 janvier 1892;

Vu le décret du 22 février 1893 ⁽¹⁾ portant règlement sur les écoles pratiques de commerce et d'industrie;

⁽¹⁾ 11^r série, Bull. 1554, n° 26522.

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'article 25 du décret du 22 février 1893, susvisé, est modifié comme suit :

« Article 25. Aucun internat ne pourra être annexé aux écoles pratiques de commerce ou d'industrie qu'en vertu d'une autorisation accordée par le ministre.

« Le préfet ou le maire, suivant le cas, règle les conditions de locationnement de chaque internat autorisé. »

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 17 Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : ANDRÉ LEBON.

N° 30308. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'Établissement de Lignes téléphoniques et de Lignes interurbaines.*

Du 17 Août 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget et des dépenses de l'exercice 1895;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu le relevé ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor public par des établissements publics et des syndicats pour concours aux fonds de l'État, aux frais d'établissement de réseaux téléphoniques et de lignes interurbaines, lequel s'élève à la somme de cent quatre-vingt-trois mille neuf cent cinquante francs;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, troisième section (*Direction générale des postes et des télégraphes — Téléphones*), sur l'exercice 1895, un crédit de cent quatre-vingt-trois mille neuf cent cinquante francs (183,950'), savoir :

CHAP. VIII. Dépenses de premier établissement. (Téléphones.)... 183,950'

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

2. Il est pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen de ressources spéciales versées au Trésor à cet effet, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 17 Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : ANDRÉ LEBON.

N° 30309. — DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'Établissement de Lignes et de Bureaux télégraphiques.

Du 17 Août 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1895;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu le relevé ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor public par des communes, des sociétés et des particuliers pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'établissement de lignes et de bureaux télégraphiques, lequel s'élève à la somme de dix mille six cent dix-sept francs trente-trois centimes;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, deuxième section (*Direction générale des postes et des télégraphes*), sur l'exercice 1895, un crédit de dix mille six cent dix-sept francs trente-trois centimes (10,617³³), savoir :

SERVICE DE L'ALGÉRIE.

CHAP. III. Personnel de l'Algérie.....	530 ⁸⁷
— IV. Matériel de l'Algérie.....	10,086 ⁴⁶
TOTAL ÉGAL.....	10,617 ³³

2. Il est pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent, par le moyen de ressources spéciales versées au Trésor à cet effet, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 17 Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : ANDRÉ LEROY.

N° 30310. — DÉCRET portant Règlement d'administration publique pour déterminer les formes et conditions de l'élection des Représentants des caisses d'épargne à la Commission supérieure instituée par l'article 11 de la loi du 20 juillet 1895.

Du 17 Août 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 24 août 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

Vu la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne, et notamment l'article 11 relatif à la formation d'une commission supérieure, et portant que cette commission comprend notamment huit présidents ou directeurs de caisses d'épargne, élus par les caisses d'épargne suivant les formes et les conditions à déterminer par un règlement d'administration publique;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Lorsqu'il y a lieu de procéder à l'élection des présidents ou directeurs de caisses d'épargne appelés à faire partie de la commission supérieure des caisses d'épargne, le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes fixe, par un arrêté, le jour du vote, qui est le même pour toute la France.

Cet arrêté est publié au *Journal officiel* quinze jours au moins avant l'élection.

2. Le même arrêté détermine le nombre de voix qui est attribué à chaque caisse d'épargne pour cette élection, d'après le nombre de livrets existants au 31 décembre de l'avant-dernière année précédente.

celle dans laquelle il est procédé à l'élection, et conformément au tableau ci-dessous :

Au-dessous de 4,000 livrets.....	1 voix.
De 4,000 à 7,999 livrets.....	2 —
De 8,000 à 11,999 livrets.....	3 —
De 12,000 à 19,999 livrets.....	4 —
De 20,000 à 29,999 livrets.....	5 —
De 30,000 à 49,999 livrets.....	6 —
De 50,000 à 99,999 livrets.....	7 —
De 100,000 livrets et au-dessus.....	8 —
Paris.....	10 —

3. Le conseil des directeurs de chaque caisse d'épargne se réunit au jour indiqué et procède au vote, qui a lieu au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Si un second tour de scrutin est nécessaire, il y est procédé séance tenante. Dans ce cas, la majorité relative suffit.

4. Les bulletins sont valables, alors même qu'ils porteraient plus ou moins de noms, qu'il y a de membres à élire. Les derniers noms inscrits au delà de ce nombre ne sont pas comptés.

Les bulletins blancs ou illisibles, ceux qui ne contiennent pas une désignation suffisante ou dans lesquels les votants se sont fait connaître, n'entrent pas en compte dans le résultat du dépouillement, mais ils sont annexés au procès-verbal.

5. Les noms des candidats qui ont obtenu la majorité sont portés sur une liste en nombre égal à celui des membres à élire. Il est fait autant de copies de cette liste que la caisse a de voix en vertu de l'arrêté ministériel. Chacune de ces listes est placée sous une enveloppe particulière et close. Ces enveloppes, qui ne doivent porter aucune mention ou signe extérieur, sont placées, ainsi que l'extrait du procès-verbal, dans une enveloppe unique envoyée au ministre le jour même de l'élection.

Ce procès-verbal doit mentionner l'heure de l'ouverture et de la fermeture du scrutin et le nombre des membres présents.

6. Une commission, composée de l'administrateur délégué à la direction de la Caisse nationale d'épargne, du directeur de la Prévoyance et de l'Assurance sociales et de trois présidents de caisses d'épargne, désignés par le ministre du commerce, procède au dépouillement des votes transmis par les caisses d'épargne.

Lorsqu'une caisse d'épargne a envoyé un nombre d'enveloppes supérieur à celui des voix qui lui sont attribuées, les enveloppes en excédent n'entrent pas en compte, mais elles sont annexées au procès-verbal. Si, au contraire, le nombre des enveloppes est inférieur à celui de ces voix, les listes contenues dans ces enveloppes entrent en compte.

L'article 4 est applicable aux listes et aux enveloppes envoyées par les caisses d'épargne.

7. L'élection définitive a lieu à la majorité relative des suffrages exprimés par les caisses d'épargne.

En cas d'égalité de suffrages, la préférence est déterminée par l'ancienneté des services dans les fonctions de directeur, et par l'âge, si l'ancienneté est la même.

8. La commission dresse un procès-verbal de ses opérations et transmet au ministre le résultat de l'élection, qui est publié au *Journal officiel*.

9. Dans les cinq jours de cette publication, tout président ou directeur de caisse d'épargne peut se pourvoir contre les opérations électorales devant le ministre du commerce, qui statue dans le délai d'un mois.

La décision du ministre peut être déférée au Conseil d'État dans le délai de quinze jours à partir de la notification.

Faute par le ministre d'avoir prononcé dans le délai d'un mois, la réclamation pourra être portée directement devant le Conseil d'État statuant au contentieux.

10. Les présidents ou directeurs des caisses d'épargne appelés à faire partie de la commission supérieure sont rééligibles.

En cas de vacances, et si le nombre des représentants des caisses d'épargne est devenu inférieur à six, par suite de décès, de démission ou de cessation de leurs fonctions de président ou de directeur de la caisse d'épargne dont ils font partie, il est nécessairement procédé à de nouvelles élections.

11. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 17 Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : ANDRÉ LEBON.

N° 50311. — *Décret qui prolonge de trois mois le délai fixé par le décret du 1^{er} septembre 1894, pour l'installation d'un dépôt de Dynamite sur le territoire de la commune de Magny-d'Anizan (Haute-Saône).*

Du 22 Août 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 26 août 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur, des finances et de la guerre;

Largeur de la voie. — Hauteur du matériel roulant.

4. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre quarante-quatre centimètres (1^m 44).

La largeur des locomotives et des caisses des véhicules ainsi que de leur chargement ne dépassera pas deux mètres (2^m), et la largeur du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, restera inférieure à deux mètres (2^m); la hauteur du matériel roulant sera au plus de trois mètres vingt centimètres (3^m 20).

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera d'un mètre trente centimètres (1^m 30).

Alignements et courbes. — Pentes et rampes.

5. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à cinquante mètres (50^m).

Le maximum des déclivités est fixé à cent dix millimètres (0^m 110). Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles, mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

Établissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

6. Dans les sections où le tramway sera établi dans la chaussée avec rails noyés, les voies de fer seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique et sans aucune altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. Les rails seront compris dans un pavage de vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur, qui régnera dans l'entre-rails, et à cinquante centimètres (0^m 50) au moins de chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, qui restera chargé d'établir à ses frais ce pavage.

La chaussée pavée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel du tramway (toutes saillies comprises) il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres soixante centimètres (2^m 60), permettant à une voiture ordinaire de se ranger pour laisser passer le matériel du tramway avec le jeu nécessaire.

Un intervalle libre d'au moins un mètre dix centimètres (1^m 40) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et la verticale de l'arête extérieure de la plate-forme de la voie publique.

Établissement de la voie ferrée. — Parties non accessibles aux voitures ordinaires.

7. Si la voie ferrée est établie sur un accotement qui, tout en restant accessible aux piétons, sera interdit aux voitures ordinaires, elle reposera sur une couche de béton exclusivement composé de pierre cassée de deux mètres quarante centimètres (2^m 40) de longueur et d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35) d'épaisseur totale, qui sera tracée de niveau avec la surface de l'accotement relevé en forme de trottoir.

La partie de la voie publique qui restera réservée à la circulation des voitures ordinaires présentera une largeur d'au moins quatre mètres soixante-dix centimètres (4^m 70) mesurée en dehors de l'accotement occupé par la voie ferrée et au dehors des emplacements qui seront affectés au dépôt des matériaux d'entretien de la route.

L'accotement occupé par la voie ferrée sera limité, du côté de la route, au moyen d'une bordure d'au moins deux centimètres (0^m 02) de saillie, d'une solidité suffisante; dans les parties de routes et de chemins dont la déclivité dépassera trois centimètres (0^m 03) par mètre, cette bordure sera accompagnée et soutenue par un demi-mètre paré qui n'aura pas moins de trente centimètres (0^m 30) de longueur. Un intervalle libre de trente centimètres (0^m 30) au moins sera réservé entre la verticale de l'arête de cette bordure et la partie la plus saillante du matériel de la voie ferrée;

Vu l'avant-projet présenté pour l'établissement, dans la ville du Havre, d'une ligne de tramway à traction funiculaire, destinée au transport des voyageurs et des bagages entre la rue de Normandie et la rue de l'Abbaye, au lieu dit *la Côte-Sainte-Marie*;

Vu, notamment, le plan d'ensemble de ladite ligne;

Vu les pièces de l'enquête d'utilité publique ouverte sur cet avant-projet, en exécution de l'article 29 de la loi du 11 juin 1880, et dans les formes déterminées par le règlement d'administration publique, du 18 mai 1881 ⁽¹⁾;

Vu, notamment, la délibération de la commission d'enquête, en date du 27 décembre 1894;

Vu l'avis de la chambre de commerce du Havre, en date du 14 décembre 1894;

Vu les délibérations du conseil général et de la commission départementale de la Seine-Inférieure, en date des 24 août 1894 et 29 janvier 1895;

Vu l'adhésion directe donnée à l'exécution des travaux, le 3 avril 1895, par le colonel directeur du génie, A. Rouen, en vertu de l'article 18 du décret du 16 août 1853 ⁽²⁾;

Vu la convention passée, le 11 juillet 1895, entre le maire du Havre, agissant au nom de la ville, et la compagnie du tramway funiculaire de la Côte-Sainte-Marie, pour la concession de l'entreprise, ainsi que le cahier des charges y annexé;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 25 mars 1895;

Vu la lettre du ministre de l'intérieur, en date du 8 avril 1895;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways;

Vu les règlements d'administration publique, en date des 18 mai ⁽³⁾ et 6 août 1881 ⁽³⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans la ville du Havre, suivant les dispositions générales du plan ci-dessus visé, d'une ligne de tramway à traction funiculaire destinée au transport des voyageurs et des bagages, entre la rue de Normandie et la rue de l'Abbaye, au lieu dit *la Côte-Sainte-Marie*.

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue, si les expropriations nécessaires pour l'exécution dudit tramway ne sont pas accomplies dans le délai d'un an à partir de la date du présent décret.

2. La ville du Havre est autorisée à pourvoir à la construction et à l'exploitation de la ligne de tramway dont il s'agit, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions du cahier des charges ci-dessus visé.

3. Est approuvée la convention passée, le 11 juillet 1895, entre le

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 664, n° 11222.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 97, n° 816.

maire du Havre, au nom de la ville, et la compagnie du tramway funiculaire de la Côte-Sainte-Marie, pour la concession du tramway susmentionné, conformément aux conditions du cahier des charges annexé à cette convention.

Ladite convention, ainsi que le cahier des charges et le plan d'ensemble ci-dessus visés resteront annexés au présent décret.

4. Il est interdit à la compagnie du tramway funiculaire de la Côte-Sainte-Marie, sous peine de déchéance, d'engager son capital, directement ou indirectement, dans une opération autre que la construction ou l'exploitation de la ligne qui lui est concédée par l'article 3 ci-dessus, sans y avoir été préalablement autorisée par décret délibéré en conseil d'État.

5. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 22 Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTREMPES.

TRAITÉ DE CONCESSION.

Entre les soussignés :

1° M. Louis Brindeau, maire de la ville du Havre, agissant au nom de ladite ville, en vertu des délibérations prises par le conseil dans les séances des 31 mai, 20 juin et 4 juillet 1894,

D'une part;

2° M. Gervais (Henri), rue Ernest-Renan, n° 2, le Havre;
M. Boulvais (Jean), pavillon Flore, Gravelle-Sainte-Honorine;
M. Bouleux, adjoint au maire de Gravelle-Sainte-Honorine;
M. Lévêque (Gustave), rue de Normandie, n° 163, Gravelle-Sainte-Honorine;
M. Oger, négociant, rue de Paris, n° 59, le Havre.

Président et membres du conseil d'administration de la société anonyme la compagnie du tramway funiculaire de la Côte-Sainte-Marie, agissant au nom de ladite société,

D'autre part;

A été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. La ville du Havre concède à la compagnie du tramway funiculaire de la Côte-Sainte-Marie, qui accepte, la construction et l'exploitation d'un tramway à traction funiculaire, partant de la rue de Normandie pour aboutir à la rue de l'Abbaye en empruntant les rues Clovis et du Général-Rouelle, et en passant en tunnel sous la Côte-Sainte-Marie.

Cette concession est faite dans les conditions déterminées par le cahier des charges annexé à la présente convention.

2. La société s'engage à exécuter et à exploiter le chemin de fer dont il s'agit, conformément au cahier des charges susmentionné.

Ce cahier des charges est conforme au cahier des charges type approuvé par le décret du 6 août 1881, sauf en ce qui concerne les articles 25, 26, 27, 29, 30, 31, 32, 34, 36 supprimés; les articles 7, 9, 11, 15, 23, 43, 48, 57 modifiés.

3. L'entreprise devant être déclarée d'utilité publique, la compagnie sera, par l'effet de cette déclaration, investie au lieu et place de la ville, pour l'exécution des travaux dépendant de sa concession, de tous les droits que les lois et règlements con-

expiration, la ville sera subrogée à tous les droits du concessionnaire sur la voie ferrée et ses dépendances, et elle entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien la voie ferrée et tous les immeubles faisant partie du domaine public qui en dépendent. Il en est de même de tous les objets immobiliers dépendant de ladite voie, tels que les barrières et clôtures, les changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, bureaux d'attente et de contrôle, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, la ville aura le droit de saisir les revenus du tramway et de les employer à établir en bon état la voie ferrée et ses dépendances, si le concessionnaire ne se metait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers, tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, la ville se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'elle jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être contrainte. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel à la ville.

La ville sera tenue, si le concessionnaire le requiert, de reprendre en outre les matériaux, combustibles ou approvisionnements de tout genre, sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts; et, réciproquement, si la ville le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois, la ville ne pourra être obligée de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du tramway pendant six mois.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où la ville décide que les voies ferrées doivent être maintenues en tout ou en partie.

Remise des lieux dans l'état primitif.

18. Dans le cas où la ville déciderait, au contraire, que les voies ferrées doivent être supprimées en tout ou en partie, ces voies seront enlevées et les lieux remis dans l'état primitif, par les soins et aux frais du concessionnaire, sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité.

Rachat de la concession.

19. La ville aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1858. Ce terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective de la ligne ou, au plus tard, à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 3 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu au cours de l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est réclamé par la ville après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en ajoutant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué, et en y comprenant les annuités qui auront été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des deux dernières années, et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, le remboursement auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, savoir : le quatrième et le cinquième paragraphe de l'article 17, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire, dans tous les cas, pour la ville.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, par suite d'un changement dans le classement des routes et chemins empruntés par la voie ferrée, une nouvelle autorité serait substituée à celle qui émane du concessionnaire. La nouvelle autorité aura les mêmes droits que celle qui a fait la concession.

Largueur de la voie. — *Géométrie du matériel roulant.*

4. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre quarante-quatre centimètres (1^{re} 44).

La largeur des locomotives et des caisses des véhicules ainsi que de leur chargement ne dépassera pas deux mètres (2^m), et la largeur du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, restera inférieure à deux mètres (2^m); la hauteur du matériel roulant sera au plus de trois mètres vingt centimètres (3^m 20).

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera d'un mètre trente centimètres (1^{re} 30).

Alignements et courbes. — Pentes et rampes.

5. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à cinquante mètres (50^m).

Le maximum des déclivités est fixé à cent dix millimètres (0^m 110). Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles, mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

Établissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

6. Dans les sections où le tramway sera établi dans la chaussée avec rails noyés, les voies de fer seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique et sans aucune altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. Les rails seront compris dans un pavage de vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur, qui régnera dans l'entre-rails, et à cinquante centimètres (0^m 50) au moins de chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, qui restera chargé d'établir à ses frais ce pavage.

La chaussée pavée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel du tramway (toutes saillies comprises) il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres soixante centimètres (2^m 60), permettant à une voiture ordinaire de se ranger pour laisser passer le matériel du tramway avec le jeu nécessaire.

Un intervalle libre d'au moins un mètre dix centimètres (1^{re} 40) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et la verticale de l'arête extérieure de la plate-forme de la voie publique.

Établissement de la voie ferrée. — Parties non accessibles aux voitures ordinaires.

7. Si la voie ferrée est établie sur un accotement qui, tout en restant accessible aux piétons, sera interdit aux voitures ordinaires, elle reposera sur une couche de béton exclusivement composé de pierre cassée de deux mètres quarante centimètres (2^m 40) de largeur et d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35) d'épaisseur totale, qui sera arasée de niveau avec la surface de l'accotement relevé en forme de trottoir.

La partie de la voie publique qui restera réservée à la circulation des voitures ordinaires présentera une largeur d'au moins quatre mètres soixante-dix centimètres (4^m 70) mesurée en dehors de l'accotement occupé par la voie ferrée et en dehors des emplacements qui seront affectés au dépôt des matériaux d'entretien de la route.

L'accotement occupé par la voie ferrée sera limité, du côté de la route, au moyen d'une bordure d'au moins deux centimètres (0^m 22) de saillie, d'une solidité suffisante; dans les parties de routes et de chemins dont la déclivité dépassera trois centimètres (0^m 03) par mètre, cette bordure sera accompagnée et soutenue par un demi-canal en pareil qui n'aura que moins de trente centimètres (0^m 30) de largeur. Un intervalle libre de trente centimètres (0^m 30) au moins sera réservé entre la verticale de l'arête de cette bordure et la partie la plus saillante du matériel de la voie ferrée;

naire qu'autant qu'il effectuerait lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens ; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

Bagages.

24. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de dix kilogrammes et celui-ci étant peu volumineux et pouvant être porté sur les genoux, n'aura à payer pour le port de ce bagage, aucun supplément de prix de sa place.

Cette franchise ne s'applique pas aux enfants transportés gratuitement et est réduite à cinq kilogrammes (5^k) pour les enfants transportés à moitié prix.

25. (Supprimé.)

26. (Supprimé.)

27. (Supprimé.)

Abaissment des tarifs.

28. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable d'abaisser, avec ses conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourraient être relevées qu'après un délai de six mois au moins pour les voyageurs.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du préfet, conformément aux dispositions de la loi du 11 juin 1880.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs voyageurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics ni aux réductions ou remises accordées par le concessionnaire aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et sur le transport.

29. (Supprimé.)

30. (Supprimé.)

31. (Supprimé.)

32. (Supprimé.)

Traité particuliers.

33. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 24 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement, avec des entreprises de transport de voyageurs et de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 39 du règlement d'administration publique du 6 août 1881, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète concurrence entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le tramway.

34. (Supprimé.)

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle.

35. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance

Dans les parties de la voie ferrée non accessibles aux voitures et au public, la voie sera formée de deux rails Vignole et de deux rails Broca reposant sur longrines et traverses en chêne placées sur une couche de ballast de quarante-cinq centimètres (0^m 45) d'épaisseur.

Stations.

11. Les voitures ne s'arrêteront pour prendre et laisser des voyageurs et des bagages qu'en des points déterminés où des abris seront établis pour les voyageurs :

1° Au bas de la rue Clovis ;

2° Au haut de la rue du Général-Rouelle.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

12. Sur les sections où la voie ferrée est accessible aux voitures ordinaires (sections à rails noyés dans la chaussée), l'entretien, qui est à la charge du concessionnaire, comprend le pavage des entre-rails et de l'entre-voie, ainsi que des zones de cinquante centimètres (0^m 50) qui servent d'accotements extérieurs aux rails.

Réfection des parties de route ou de chemin atteintes par les travaux de la voie ferrée.

13. Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées en dehors des zones ou de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu par le concessionnaire à l'entretien de ces parties pendant une année à dater de la réception provisoire des travaux de réfection ; il en sera de même pour tous les ouvrages souterrains.

Nombre minimum des voyages.

14. Le nombre des voyages minimum qui devront être faits tous les jours, dans chaque sens, sur la ligne entière est fixé à dix par heure, le service commençant l'été à sept heures du matin et l'hiver à huit heures du matin, pour finir l'été à huit heures du soir et l'hiver à sept heures du soir.

Limitation de la vitesse et de la longueur des trains. — Service d'ordre.

15. Les trains se composeront de trois voitures au plus et leur longueur totale ne dépassera pas vingt-cinq mètres (25^m).

La vitesse des trains en marche sera au plus de quatorze kilomètres (14^k) à l'heure.

Des employés, chargés d'assurer l'ordre à l'arrivée des voitures et de renseigner le public, seront installés soit à poste fixe, soit dans les voitures, au mieux des intérêts des voyageurs, suivant les circonstances et les besoins du service.

TITRE III.

DURÉE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

16. La durée de la concession de la ligne mentionnée à l'article 2 du présent cahier des charges commencera à courir de la date du décret d'autorisation, et elle prendra fin cinquante ans après.

Expiration de la concession.

17. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, et par le seul fait de cette

N° 30313. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'Établissement de Lignes et de Bureaux télégraphiques.

Du 23 Août 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1895;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours.

Vu le relevé ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor public par des communes, des sociétés et des particuliers pour concours avec les fonds de l'État, aux frais d'établissement de lignes et de bureaux télégraphiques, lequel s'élève à la somme de cent quatre-vingt-dix mille deux cent soixante-quatre francs seize centimes;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, deuxième section (Direction générale des postes et des télégraphes), sur l'exercice 1895, un crédit de cent quatre-vingt-dix mille deux cent soixante-quatre francs seize centimes (190,264¹⁶), savoir :

CHAP. VIII. Indemnités diverses et secours.....	5,707 ⁹⁷
CHAP. X. Matériel des bureaux.....	3,865 ²⁴
CHAP. XIII. Appareils et matériel technique d'exploitation....	15,321 ¹³
CHAP. XIV. Construction et entretien des lignes télégraphiques.....	165,569 ⁸¹
Total.....	190,464¹⁵

2. Il est pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen de ressources spéciales versées au Trésor, à cet effet, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au Havre, le 23 Août 1895.

Signé: FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé: A. Ribot.

Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

Signé: ARTHUR LEROY.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Déchéance.

20. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet tous les projets définitifs, ou s'il n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par l'article 3, il encourra la déchéance, qui, après mise en demeure, sera prononcée par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'Etat par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 38, à titre de cautionnement, deviendra la propriété de la ville et lui restera acquise.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

21. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 3, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le règlement d'administration publique du 6 août 1881 ainsi que par le présent cahier des charges, et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement dans les conditions qui seraient prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué par le ministre des travaux publics, après mise en demeure, sauf recours au Conseil d'Etat par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement devra être reconstitué dans le mois de la décision ministérielle.

En cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, conformément à l'article 41 du règlement d'administration publique du 6 août 1881.

Cas de force majeure.

22. Les dispositions des deux articles qui précèdent ne seraient pas applicables et la déchéance ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS
ET DES MARCHANDISES.

Tarif des droits à percevoir.

23. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il en remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir, pendant toute la durée de la concession, les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

Par voyageur, quelle que soit la distance parcourue :

Montée : dix centimes (0' 10).

Descente : cinq centimes (0' 05).

Les enfants au-dessous de quatre ans tenus sur les genoux seront transportés gratuitement.

Chiens muselés et tenus en laisse transportés sur les plates-formes : dix centimes (0' 10).

Bicyclettes : dix centimes (0' 10).

Brouettes vides : dix centimes (0' 10).

Voitures d'enfant : dix centimes (0' 10).

Voitures à bras à un homme : vingt centimes (0' 20).

Bagages : dix centimes (0' 10) par dix kilogrammes (10^k).

Les droits de péage représentent les deux tiers des prix du tarif.

Les prix déterminés ci-dessus comprennent l'impôt dû à l'Etat.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concession-

sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait au Havre, le 24 Août, 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : ANDRÉ LEROY.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^l ZURLINDEN.

Le Président du Conseil, ministre des finances.

Signé : A. RIBOT.

N° 30315. — *DÉCRET qui modifie les Articles 3 et 7 des Décrets des 22 juillet 1890 et 12 juillet 1892 concernant l'École des Hautes-Études commerciales, l'Institut commercial de Paris et les Écoles supérieures de commerce de Paris, de Bordeaux, du Havre, de Lille, de Lyon et de Marseille.*

Du 29 Août, 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 4 septembre, 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et du ministre de la guerre;

Vu la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée et notamment les articles 23, 24 et 69 de ladite loi;

Vu le décret du 23 novembre 1889⁽¹⁾, rendu en exécution de l'article 3 de la loi du 15 juillet 1889;

Vu le décret du 31 mai 1890⁽²⁾, modifiant l'article 2 du décret du 23 novembre 1889⁽¹⁾ susvisé;

Vu le décret du même jour⁽³⁾, organisant la reconnaissance par l'État des écoles supérieures de commerce pour l'exécution de la loi du 15 juillet 1889;

Vu les décrets des 22 juillet 1890⁽⁴⁾ et 12 juillet 1892⁽⁵⁾, portant reconnaissance par l'État de l'école des hautes études commerciales, de l'Institut commercial de Paris, et des écoles supérieures de commerce de Paris, de Bordeaux, du Havre, de Lille, de Lyon et de Marseille;

Vu l'avis de la commission permanente du conseil supérieur de l'enseignement technique;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les articles 3 et 7 des décrets des 22 juillet 1890 et 12 juillet 1892 portant reconnaissance par l'État de l'école des hautes études commerciales, de l'Institut commercial de Paris et des écoles

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1285, n° 21369.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 2330, n° 22285.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1331, n° 22309.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1345, n° 22335.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 1510, n° 22441.

N° 30314. — **DÉCRET** qui autorise la Compagnie des mines de Roche-la-Molière à porter à mille kilogrammes la contenance de Dynamite de son dépôt de Roche-la-Molière.

Du 24 Août 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 3 septembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur, des finances et de la guerre;

Vu la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 12 août 1875⁽¹⁾ et 18 octobre 1882⁽²⁾ sur la poudre dynamite;

Vu le décret du 29 août 1882⁽³⁾ autorisant l'établissement d'un dépôt de dynamite, d'une contenance de cinquante kilogrammes, sur le territoire de la commune de Roche-la-Molière (Loire);

Vu la demande formée par la compagnie des mines de Roche-la-Molière à l'effet d'être autorisée à porter à mille kilogrammes la contenance dudit dépôt;

Vu les plans annexés à ladite demande et les pièces de l'enquête à laquelle il a été procédé;

Vu l'avis du préfet de la Loire;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures.

DÉCRETE :

ART. 1^{er}. La compagnie des mines de Roche-la-Molière est autorisée à porter à mille kilogrammes (1,000) la quantité de dynamite contenue dans le dépôt de Roche-la-Molière, installé en vertu du décret du 29 août 1882.

2. Les portes du dépôt seront mises en communication électrique avec un local situé à moins de cent mètres de distance et occupé, nuit et jour, par un agent chargé spécialement de la surveillance du dépôt; la communication sera disposée de façon que l'ouverture des portes ou la simple rupture des fils conducteurs fasse fonctionner automatiquement une sonnerie d'avertissement placée dans le logement du gardien.

3. Les ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur, des finances et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 284, n° 4517

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 739, n° 12552.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 731, n° 12418.

sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait au Havre, le 24 Août, 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : ANDRÉ LEBON.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^e ZURLINDEN.

Le Président du Conseil, ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

N° 30315. — DÉCRET qui modifie les Articles 3 et 7 des Décrets des 22 juillet 1890 et 12 juillet 1892 concernant l'École des Hautes-Études commerciales, l'Institut commercial de Paris et les Écoles supérieures de commerce de Paris, de Bordeaux, du Havre, de Lille, de Lyon et de Marseille.

Du 29 Août, 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 4 septembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et du ministre de la guerre;

Vu la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée et notamment les articles 23, 24 et 59 de ladite loi;

Vu le décret du 23 novembre 1889⁽¹⁾, rendu en exécution de l'article 23 de la loi du 15 juillet 1889;

Vu le décret du 31 mai 1890⁽²⁾, modifiant l'article 2 du décret du 23 novembre 1889⁽¹⁾ susvisé;

Vu le décret du même jour⁽³⁾, organisant la reconnaissance par l'État des écoles supérieures de commerce pour l'exécution de la loi du 15 juillet 1889;

Vu les décrets des 22 juillet 1890⁽⁴⁾ et 12 juillet 1892⁽⁵⁾, portant reconnaissance par l'État de l'école des hautes études commerciales, de l'institut commercial de Paris et des écoles supérieures de commerce de Paris, de Bordeaux, du Havre, de Lille, de Lyon et de Marseille;

Vu l'avis de la commission permanente du conseil supérieur de l'enseignement technique;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Les articles 3 et 7 des décrets des 22 juillet 1890 et 12 juillet 1892 portant reconnaissance par l'État de l'école des hautes études commerciales, de l'institut commercial de Paris et des écoles

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1285, n° 21369.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1330, n° 22265.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 1331, n° 22309.

⁽⁴⁾ XI^e série, Bull. 1345, n° 22535.

⁽⁵⁾ XI^e série, Bull. 1510, n° 25643.

supérieures de commerce de Paris, de Bordeaux, du Havre, de Lille, de Lyon et de Marseille, sont modifiés comme suit :

• Art. 3. Les demandes d'admission au concours et les pièces à l'appui sont adressées au directeur de l'école.

• Peuvent se présenter au concours tous les candidats âgés de seize ans au moins au 1^{er} janvier de l'année du concours. Des dispenses exceptionnelles peuvent être accordées par décisions ministérielles spéciales, après avis du directeur de l'école, à des candidats âgés de seize ans au moins au 1^{er} juillet de l'année du concours.

• Les candidats pourvus d'un diplôme de bachelier bénéficient d'une majoration égale au vingtième de la somme des points attribués à l'ensemble des épreuves par l'arrêté ministériel réglant le programme du concours.

• Pour les candidats pourvus de plusieurs diplômes de bachelier, cette majoration est élevée au quinzième de la même somme.

• Art. 7. Tout élève qui, n'étant point lié au service militaire, a compté au cours d'une année d'études plus de vingt jours d'absence, consécutifs ou non, sans excuse jugée légitime, est immédiatement exclu de l'école.

• Si l'absence est motivée par une cause légitime dûment constatée, le ministre autorise l'intéressé, par décision spéciale, soit à poursuivre son année d'études, soit à redoubler l'année suivante.

• Tout élève qui, entré à l'école après avoir été envoyé en congé dans ses foyers, a compté au cours d'une année d'études le nombre de jours d'absence déterminé ci-dessus, ne peut obtenir la délivrance du certificat visé par l'article 21 du décret du 23 novembre 1889, à moins que l'absence ne soit motivée par une cause légitime dûment constatée. Dans ce dernier cas, le ministre du commerce autorise l'intéressé, par décision spéciale, à poursuivre ou à redoubler l'année d'études.

• Une décision du ministre du commerce détermine, après avis de la commission permanente du conseil supérieur de l'enseignement technique, le mode de constatation des absences et de leurs causes, ainsi que les conditions dans lesquelles doit être tenu et contrôlé le registre de présence des élèves.

2. Les majorations de points acquises aux bacheliers en vertu des anciennes dispositions du dernier alinéa de l'article 3 restent encore applicables pour les concours d'entrée de 1895.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 29 Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,
Signé : G^{ral} ZURLINDEN.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : ANDRÉ LEBON.

N° 30316. — *Décret qui donne le nom d'école pratique d'industrie au Cours complémentaire de garçons de Morez (Jura).*

Du 31 Août 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 10 octobre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 25 janvier 1892, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1892;

Vu l'article 69 de ladite loi, ainsi conçu :

« Les écoles primaires supérieures et professionnelles dont l'enseignement est principalement industriel ou commercial relèveront à l'avenir du ministère du commerce, de l'industrie et des colonies, auquel elles seront transférées par décret, et prendront le nom d'écoles pratiques de commerce et d'industrie.

« Ces écoles et les écoles gratuites analogues dont le ministère du commerce pourra autoriser la création dans les conditions à déterminer par un règlement d'administration publique, et dans la limite des crédits budgétaires ouverts à cet effet, seront entretenues conformément aux dispositions de la loi du 19 juillet 1889.

« Des règlements d'administration publique détermineront les conditions de recrutement et d'avancement du nouveau personnel enseignant, les conditions dans lesquelles ce personnel pourra poursuivre la réalisation de l'engagement décennal prévu par la loi sur le recrutement de l'armée, le mode d'établissement des programmes, l'organisation de la surveillance et de l'inspection et toutes questions d'exécution relatives au fonctionnement de ces écoles... »;

Vu le règlement d'administration publique du 22 février 1893 ⁽¹⁾;

Vu les délibérations du conseil municipal de la ville de Morez (Jura);

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et du président du Conseil, ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le cours complémentaire de garçons de Morez (Jura) relèvera à l'avenir du ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et prendra le nom d'école pratique d'industrie.

2. Le crédit affecté au traitement du personnel dudit cours complémentaire est arrêté à la somme de mille deux cents francs (1,200').

3. Est et demeure annulée sur le crédit du chapitre LII, première section (*Service de l'instruction publique*), au budget du ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes de l'exercice 1895, une somme de mille deux cents francs (1,200').

⁽¹⁾ XIII^e série, Bull. 1354, n° 26522.

4. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur le chapitre xxv du budget de son ministère pour l'exercice 1895, un crédit d'égale importance.

5. Les opérations afférentes à l'exercice 1895 effectuées depuis l'ouverture de cet exercice, tant par les ordonnateurs que par les comptables du Trésor, au titre de l'école qui fait l'objet du présent décret, seront reprises par le ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, qui comprendra ces opérations dans sa comptabilité et aura à rendre le compte intégral de l'emploi des crédits qui lui sont transférés en vertu de l'article 4 du présent décret.

6. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le président du Conseil, ministre des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 31 Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil,
Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre
de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes.

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre du commerce,
de l'industrie,
des postes et des télégraphes.

Signé : ANDRÉ LEBON.

N° 30317. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de l'intérieur) portant ce qui suit :

Il est créé à Lille (Nord) un commissariat de police;

La juridiction du commissaire central de police de Grenoble (Isère) est étendue aux communes de la Tronche, Saint-Martin-d'Hères, Poisat, Eybeins, Seyseins, Fontaine, Saint-Martin-le-Vinoux, Echirolles et Pariset. (Paris, 14 Novembre 1895.)

N° 30318. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des finances) qui approuve l'acte administratif du 17 juillet 1895, dressé devant le maire de Cordes régulièrement délégué, portant concession à M. Falga-Bernard, aux clauses et conditions stipulées et moyennant le versement d'une somme de dix francs soixante-quatre centimes, d'une parcelle d'alluvion en voie de formation, au droit de sa propriété, sur la rive droite de la Garonne, au lieu dit *le Bac*, commune de Cordes; ladite parcelle d'une contenance de sept ares neuf centiares trente-quatre décimètres carrés et entourée d'un liséré rose sur le plan annexé audit acte. (Paris, 25 Novembre 1895.)

par l'article 1^{er} de la loi du 16 avril 1895 pour le rachat du pont à péage de Saint-Marcel pourra être appliqué, conformément à la demande que le conseil général en a faite, au rachat des ponts à péage de Cuzac et de Ventenac-d'Aude.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait au Havre, le 29 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

N° 30321. — *Loi qui autorise le département de la Marne à s'imposer extraordinairement en 1896.*

Du 29 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 1^{er} août 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Marne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1896, un centime (0⁰01) additionnel au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit aux travaux de mise en état et d'entretien du nouveau réseau des chemins de grande communication.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait au Havre, le 29 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1742.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 30320. — *Loi qui autorise le département de l'Aude à modifier partiellement l'Affectation de deux Impositions extraordinaires et d'un Emprunt.*

Du 29 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 1^{er} août 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de l'Aude est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à affecter aux travaux d'entretien des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun le reliquat disponible sur le produit de l'imposition extraordinaire d'un centime cinq centièmes (1^{re} 05) autorisée par la loi du 27 juin 1892, pour le service de l'emprunt de quatre cent treize mille francs prévu par cette dernière loi.

2. Le département de l'Aude est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à affecter aux travaux d'entretien des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun le reliquat disponible sur le produit de l'imposition extraordinaire de soixante centièmes de centime (0^{re} 60) autorisée par la loi du 20 décembre 1893 pour le service de l'emprunt de deux cent soixante-quinze mille francs prévu par cette dernière loi.

3. L'emprunt de cent huit mille cent francs (108,100^f) autorisé

vingt-douze mille cinq cents francs (392,500^f), remboursable en trente ans à partir de 1896 et applicable à la construction d'une caserne de gendarmerie à Montpellier.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département de l'Hérault est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1896, vingt-cinq centièmes de centime (0^e 25) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au service des intérêts et du remboursement de l'emprunt de trois cent quatre-vingt-douze mille cinq cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait au Havre, le 30 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

N° 30324. — *Loi qui autorise le département des Landes à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1896.*

Du 30 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 1^{er} août 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département des Landes est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1896, cinquante centièmes de centime (0^e 50) additionnels au principal des quatre contributions

directes, dont le produit sera et restera exclusivement applicable aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite mises à sa charge par la loi du 15 juillet 1893.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait au Havre, le 30 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

N° 30325. — *Loi qui autorise le département de la Loire-Inférieure à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 30 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 1^{er} août 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Loire-Inférieure est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs quatre-vingt-cinq centimes pour cent (3¹ 85 p. 0/0), une somme de cinq cent soixante-quinze mille francs (575,000^f), remboursable en trente ans à partir de 1896 et applicable au paiement des subventions promises à l'État pour la construction des chemins de fer d'intérêt général de Saint-Nazaire à Châteaubriant et de Nantes à Segré.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département de la Loire-Inférieure est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1896,

soixante-dix centièmes de centime (0^e 70) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de cinq cent soixante-quinze mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

3. Est approuvé l'engagement pris par le conseil général de la Loire-Inférieure, au nom du département, de payer à l'Etat, pendant trente-huit ans à partir de 1896, une annuité de quarante-huit mille deux cent quatre-vingts francs (48,280^e) et en 1934 une annuité de quatre mille trois cent soixante francs (4,360^e), pour acquitter la dette contractée envers le Trésor, à raison de l'exécution des lignes ferrées d'intérêt général de Saint-Nazaire à Châteaubriant et de Nantes à Segré.

4. Les fonds nécessaires à l'exécution des engagements prévus par l'article 3 ci-dessus seront prélevés, pendant vingt-cinq ans à partir de 1896, conformément à la demande que le conseil général en a faite, tant sur le montant des ressources normales du budget départemental que sur le produit de quatre-vingt-quinze centièmes de centime (0^e 95) à valoir sur l'imposition extraordinaire de trois centimes quarante centièmes autorisée par la loi du 17 décembre 1890, pour le service de l'emprunt destiné à l'établissement du chemin de fer d'intérêt local de Nantes à Legé.

En conséquence, ladite imposition de trois centimes quarante centièmes recevra, à partir de 1896 et jusqu'à concurrence du produit de quatre-vingt-quinze centièmes de centimes, l'affectation nouvelle qui résulte du paragraphe précédent.

5. Le département de la Loire-Inférieure est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant treize ans à partir de 1921, quatre-vingt-quinze centièmes de centime (0^e 95) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit, conformément avec un prélèvement sur les ressources normales du budget, à l'exécution des engagements prévus dans l'article 3 ci-dessus.

6. Les impositions autorisées par les articles 2 et 5 de la présente loi seront recouvrées indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, à l'exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait au Havre, le 30 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

N° 30326. — Loi qui autorise le département de la Marne à s'imposer extraordinairement en 1896.

Du 30 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 1^{er} août 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Marne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1896, deux centimes (0⁰02) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit aux dépenses du service des enfants assistés, maltraités ou moralement abandonnés.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait au Havre, le 30 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LÉVEQUE.

N° 30327. — Loi qui autorise le département de l'Yonne à s'imposer extraordinairement en 1896.

Du 30 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 1^{er} août 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de l'Yonne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1896, trois centimes (0⁰03) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le

produit sera et restera exclusivement applicable aux travaux des chemins vicinaux ordinaires à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait au Havre, le 30 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

N° 30328. — Loi qui autorise le département de la Marne à s'imposer extraordinairement en 1896.

Du 31 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 1^{er} août 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Marne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1896, un centime (0/01 additionnel au principal des quatre contributions directes pour entretenir le produit aux travaux d'amélioration des chemins vicinaux de grande communication.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé, chaque année, par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait au Havre, le 31 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : G. LEYGUES.

N° 30329. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi d'Armentières (Nord).*

Du 11 Décembre 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 14 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1897 inclusivement, la prorogation des surtaxes actuellement perçues à l'octroi d'Armentières (Nord), savoir :

1° Six francs quarante centimes (6^f 40) par hectolitre sur les vins tant en cercles qu'en bouteilles;

2° Onze francs (11^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, absinthes, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de trois francs soixante centimes sur les vins et de dix-huit francs sur l'alcool, perçus à titre de taxes principales.

2. Le produit des surtaxes autorisées par l'article précédent est spécialement affecté à l'amortissement de l'emprunt de deux millions huit cent mille francs contracté par la ville en vertu de la loi du 22 juillet 1886.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 11 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

N° 30330. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi d'Estaires (Nord).*

Du 11 Décembre 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 14 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1897 inclusivement,

XII^e Série.

68..

la prorogation des surtaxes ci-après, actuellement perçues à l'octroi d'Estaires (Nord), savoir :

Huit francs (8^f) par hectolitre de vin, tant en cercles qu'en bouteilles;

Quatorze francs (14^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, absinthes, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits d'un franc vingt centimes et de six francs établis, à titre de taxes principales, sur les mêmes boissons.

2. Le produit des surtaxes autorisées par l'article qui précède est spécialement affecté au paiement des dépenses énumérées dans les délibérations du conseil municipal d'Estaires, en date des 27 décembre 1891 et 16 août 1894.

L'administration locale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 11 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des Finances,

Signé : PAUL DOUMER.

N° 30331. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi d'Hazebrouck (Nord).*

Du 11 Décembre 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 14 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1897 inclusivement, la prorogation des surtaxes ci-après, actuellement perçues à l'octroi d'Hazebrouck (Nord), savoir :

Cinq francs (5^f) par hectolitre de vin, tant en cercles qu'en bouteilles;

Onze francs (11^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs, absinthes et fruits à l'eau-de-vie.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits d'un franc soixante-seize centimes et de neuf francs perçus, à titre de taxes principales, sur les mêmes boissons.

2. Le produit des surtaxes autorisées par l'article qui précède sera spécialement affecté au paiement des travaux énumérés dans la délibération municipale du 12 novembre 1894.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 11 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUHER.

N° 30332. — *Loi qui autorise une Surtaxe à l'Octroi de Quimerc'h (Finistère).*

Du 11 Décembre 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 14 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, à partir de la promulgation de la présente loi et jusqu'au 31 décembre 1900 inclusivement, la perception, à l'octroi de Quimerc'h (Finistère), d'une surtaxe de sept francs (7^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs par hectolitre perçu, à titre de taxe principale, sur la même boisson.

2. Le produit de la surtaxe autorisée par l'article qui précède est spécialement affecté, jusqu'à concurrence de quatre-vingt-sept francs (87^f), aux dépenses d'assistance médicale, et, pour le surplus, au paiement des travaux énoncés dans la délibération du conseil municipal du 24 février 1895.

L'administration locale est tenue de justifier chaque année, au

préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration de la durée fixée par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 11 Décembre 1895.

Signé: FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé: PAUL DOUMER.

N° 30333. — *Loi relative à un Échange de terrains entre l'État et M. Lecler.*

Du 11 Décembre 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 14 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvé, sous les conditions stipulées dans l'acte passé le 25 avril 1894 entre M. le préfet d'Ille-et-Vilaine, agissant au nom de l'État, et M. Lecler, l'échange, moyennant une somme de cinq francs quatre-vingt-deux centimes (5^{fr} 82) au profit de M. Lecler, de deux parcelles à détacher de la forêt domaniale de Fougères, l'une désignée au plan annexé à l'acte d'échange par la lettre A, d'une contenance de six ares quarante-quatre centiares (6^{ar} 44^{ca}), l'autre d'une contenance de dix-neuf ares trente-sept centiares (19^{ar} 37^{ca}), désignée au plan par la lettre B, contre une parcelle d'un hectare trente-trois ares quatre-vingt-huit centiares (1^h 33^{ar} 88^{ca}) dite le pré la Fieffe appartenant à M. Lecler, enclavée dans la forêt de Fougères, située sur le territoire de Laignelet et désignée sous les numéros 1 et 2 à 6 de la section C du cadastre de ladite commune.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 11 Décembre 1895.

Signé: FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé: PAUL DOUMER.

N° 30334. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Callac
(Côtes-du-Nord).*

Du 13 Décembre 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 15 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur
suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1900 inclusivement, la prorogation de la surtaxe de neuf francs (9^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes, actuellement perçue à l'octroi de Callac (Côtes-du-Nord).

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs par hectolitre d'alcool pur établi, à titre de taxe principale, sur les mêmes boissons.

2. Le produit de la surtaxe mentionnée en l'article précédent sera exclusivement affecté au remboursement de la dette communale.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 13 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

N° 30335. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'octroi de Romans (Drôme).*

Du 13 Décembre 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 15 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur
suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1898 inclusivement, la prorogation, à l'octroi de Romans (Drôme), de la surtaxe de dix francs (10^f) actuellement perçue par hectolitre d'alcool pur contenu

dans les eaux-de-vie, esprits, absinthes, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Cette surtaxe est indépendante du droit de douze francs établi, à titre de taxe principale, sur les mêmes boissons.

2. Le produit de la surtaxe autorisée par l'article 1^{er} est spécialement affecté à l'amortissement de l'emprunt approuvé par la loi du 23 juin 1892.

L'autorité locale sera tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont un compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 13 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

N° 30336. — Loi relative à un échange de terrains entre l'État et M. Sallé.

Du 13 Décembre 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 15 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvé, dans les conditions stipulées dans un acte administratif passé le 5 juillet 1894 entre l'État et M. Sallé, l'échange, moyennant une soulte de vingt-neuf francs deux centimes (29^{fr} 02) à la charge de M. Sallé, de divers terrains domaniaux d'une contenance de vingt huit hectares quatorze ares cinquante-neuf centiares (28^{ha} 14^a 59^c) dépendant du camp d'Avor et situés à Savigny-Septaine (Cher), contre une parcelle de vingt-huit hectares quatorze ares soixante centiares (28^{ha} 14^a 60^c) enclavée dans ledit camp et appartenant à M. Sallé.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État,

Fait à Paris, le 13 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

N° 30337. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Camaret*
(Finistère);

Du 16 Décembre 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 18 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1900 inclusivement, la prorogation de la surtaxe de dix francs (10^{fr}) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes, actuellement perçue à l'octroi de Camaret (Finistère).

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs établi à titre de taxe principale.

2. Le produit de la surtaxe mentionnée à l'article précédent sera exclusivement affecté au paiement des dépenses indiquées dans la délibération municipale du 24 février 1895.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 16 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

N° 30338. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi de Condé-sur-Noireau*
(Calvados).

Du 16 Décembre 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 18 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1897 inclusivement,

la prorogation des surtaxes actuellement perçues à l'octroi de Condé-sur-Noireau (Calvados), savoir :

Deux francs vingt-quatre centimes (2' 24) par hectolitre de vin;

Sept francs (7') par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits d'un franc soixante-seize centimes par hectolitre de vin et de neuf francs par hectolitre d'alcool, établis à titre de taxes principales.

2. Le produit des surtaxes mentionnées en l'article précédent sera exclusivement affecté au remboursement de la dette communale.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 16 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

N° 30339. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi de Dinan (Côtes-du-Nord).*

Du 16 Décembre 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 18 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1897 inclusivement, la prorogation des surtaxes actuellement perçues à l'octroi de Dinan (Côtes-du-Nord), savoir :

Deux francs vingt-quatre centimes (2' 24) par hectolitre de vin;

Dix centimes (0' 10) par hectolitre de cidre;

Six francs cinquante centimes (6' 50) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits d'un franc soixante-seize centimes par hectolitre de vin, de quatre-vingts centimes par hectolitre de cidre et de neuf francs par hectolitre d'alcool pur, établis à titre de taxes principales.

2. Le produit des surtaxes mentionnées en l'article précédent sera exclusivement affecté au remboursement de la dette communale.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 16 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

N° 30340. — *Loi qui crée une Surtaxe à l'Octroi de Ploaré (Finistère).*

Du 16 Décembre 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 18 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit:

ART. 1^{er}. Est autorisée, à partir de la promulgation de la présente loi et jusqu'au 31 décembre 1899 inclusivement, la perception, à l'octroi de Ploaré (Finistère), d'une surtaxe de neuf francs (9') par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs perçu, à titre de taxe principale, sur la même boisson.

2. Le produit de la surtaxe mentionnée à l'article précédent sera affecté au remboursement d'un emprunt contracté pour la construction d'une école de filles.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 16 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

la prorogation des surtaxes actuellement perçues à l'octroi de Condé-sur-Noireau (Calvados), savoir :

Deux francs vingt-quatre centimes (2^f 24) par hectolitre de vin;
Sept francs (7^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits d'un franc soixante-seize centimes par hectolitre de vin et de neuf francs par hectolitre d'alcool, établis à titre de taxes principales.

2. Le produit des surtaxes mentionnées en l'article précédent est exclusivement affecté au remboursement de la dette communale.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 16 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

N° 30339. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi de Dinan (Côtes-du-Nord).*

Du 16 Décembre 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 18 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1897 inclusivement la prorogation des surtaxes actuellement perçues à l'octroi de Dinan (Côtes-du-Nord), savoir :

Deux francs vingt-quatre centimes (2^f 24) par hectolitre de vin;

Dix centimes (0^f 10) par hectolitre de cidre;

Six francs cinquante centimes (6^f 50) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits d'un franc soixante-seize centimes par hectolitre de vin, de quatre-vingts centimes par hectolitre de cidre et de neuf francs par hectolitre d'alcool pur, établis à titre de taxes principales.

la prorogation de la surtaxe de dix francs (10') par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fraits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes, actuellement perçue à l'octroi de Lampaul-Ploudalmézeau (Finistère).

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs par hectolitre d'alcool pur, établi à titre de *taxe principale*.

2. Le produit de la surtaxe mentionnée en l'article précédent sera exclusivement affecté au remboursement de l'emprunt contracté pour la construction d'une maison d'école.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances

Signé : PAUL DOUMER.

N° 30343. — Loi qui prorogant la Surtaxe à l'Octroi de Landrecies (Nord),

Du 20 Décembre 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 22 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1896 inclusivement, la prorogation de la surtaxe de cinq francs (5') par hectolitre de vin en cercles et en bouteilles, actuellement perçue à l'octroi de Landrecies (Nord).

Cette surtaxe est indépendante du droit d'un franc vingt centimes perçu, à titre de *taxe principale*, sur la même boisson.

2. Le produit de la surtaxe autorisée par l'article précédent sera spécialement affecté au paiement des travaux indiqués dans la délibération du conseil municipal du 31 mai 1895.

L'administration locale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en

N° 30341. — *Loi qui ouvre aux Ministres de la guerre et des finances, sur l'exercice 1895, des Crédits supplémentaires.*

Du 20 Décembre 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 22 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert aux ministres, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 16 avril 1895, pour les dépenses du budget général de l'exercice 1895 (Algérie non comprise des crédits s'élevant à la somme d'un million trois cent quatre-vingt-dix mille francs (1,390,000^f), savoir :

MINISTÈRE DES FINANCES.

CHAP. CIII. Achats et transports..... 1.051.000^f

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

2^e section. — Dépenses extraordinaires.

CHAP. LII. Réserve (Procès, transports, etc.), génie..... 336.000^f

Total égal 1,390.000^f

2. Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1895.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : P. DOUMER.

N° 30342. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Lampaul-Ploudalmézeau (Finistère).*

Du 20 Décembre 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 22 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1900 inclusivement,

N° 30345. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi d'Orchies (Nord).*

Du 20 Décembre 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 22 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1897 inclusivement, la prorogation des surtaxes actuellement perçues à l'octroi d'Orchies (Nord), savoir :

1° Quatre francs quatre-vingts centimes (4^f 80) par hectolitre de vin en cercles et en bouteilles;

2° Trois francs (3^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs, fruits à l'eau-de-vie et absinthes.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits d'un franc vingt centimes et de six francs perçus, à titre de taxes principales, sur les mêmes boissons.

2. Le produit des surtaxes autorisées par l'article qui précède est spécialement affecté au paiement des travaux énoncés dans la délibération municipale du 26 novembre 1894.

L'administration locale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration de la durée fixée par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

N° 30346. — *Loi qui ouvre au Ministre des affaires étrangères, sur l'exercice 1895, des Crédits supplémentaires pour la Création de Postes consulaires en Chine.*

Du 21 Décembre 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 22 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des affaires étrangères, sur

recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration de la date fixée par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

N° 30344. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Lesneven (Finistère).*

Du 20 Décembre 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 22 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1900 inclusivement, la prorogation de la surtaxe de huit francs (8') par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes, actuellement perçue à l'octroi de Lesneven (Finistère).

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs établi, à titre de taxe principale, sur les mêmes boissons.

2. Le produit de la surtaxe mentionnée en l'article précédent sera exclusivement affecté au remboursement des emprunts antérieurement contractés par la commune.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

au ministre des affaires étrangères, qui est autorisé à ordonnancer les nouvelles créances constatées à la charge de cet exercice sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses d'exercices clos au budget de l'exercice courant, conformément à l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 21 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé : BERTHELOT.

N° 30348. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté au Dessèchement des Marais d'Ain-Tédélès (Oran).*

Du 8 Juillet 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1895;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la déclaration ci-annexée, constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de mille cent vingt-cinq francs pour dessèchement des marais d'Ain-Tédélès (Oran);

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 5 juillet 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1895, un crédit de mille cent vingt-cinq francs (1,125^f) applicable comme suit :

Budget ordinaire, troisième partie (état B), chapitre IX : *Travaux hydrauliques*.

Cet crédit sera affecté au dessèchement des marais d'Ain-Tédélès.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par M. Laudreau.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

l'exercice 1895, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 16 avril 1895, un crédit supplémentaire s'élevant à la somme de onze mille sept cent cinquante francs (11,750⁰) applicable au chapitre IV : *Traitements des agents diplomatiques et consulaires.*

2. Il est ouvert au ministre des affaires étrangères, sur l'exercice 1895, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 16 avril 1895, un crédit supplémentaire s'élevant à la somme de mille huit cent trente-quatre francs (1,834⁰), applicable au chapitre V : *Traitements des élèves chanceliers et commis; indemnités du personnel auxiliaire.*

3. Il est ouvert au ministre des affaires étrangères, sur l'exercice 1895, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 16 avril 1895, un crédit supplémentaire s'élevant à la somme de trois mille trois cent trente-quatre francs (3,334⁰), applicable au chapitre XI : *Dépenses des résidences payées sur services faits ou par abonnement.*

4. Il est ouvert au ministre des affaires étrangères, sur l'exercice 1895, en addition aux crédits alloués par la loi du 16 avril 1895, un crédit supplémentaire s'élevant à la somme de trente-huit mille francs (38,000⁰), applicable au chapitre XII : *Frais d'établissement des agents diplomatiques et consulaires.*

5. Il sera pourvu à ces crédits au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1895.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 21 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

Le Ministre des affaires étrangères

Signé : BERTHELOT.

N° 30347. — *Loi qui ouvre au Ministre des affaires étrangères un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer de l'Exercice clos 1894.*

Du 21 Décembre 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 22 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Un crédit supplémentaire de cinq cent vingt-trois mille quatre cent trente francs vingt-deux centimes (523,430²²) est accordé, en augmentation des restes à payer de l'exercice clos 1894.

N° 30350. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'exécution de divers Travaux maritimes.

Du 16 Octobre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'état A ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor public par des départements, des communes et des chambres de commerce, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1895;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 15 octobre 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1895, deuxième section, chapitre LXIV : *Amélioration et extension des ports maritimes*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel montant à sept cent six mille deux cent soixante-trois francs un centime (706,263' 01) et réparti entre diverses entreprises, conformément à l'état B annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Octobre 1895.

Signé : **FÉLIX FAURE.**

Le Président du Conseil, Ministre des finances,
Signé : **A. RIBOT.**

Le Ministre des travaux publics,
Signé : **DUPUY-DUTEMPS.**

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 8 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Le Ministre de l'Agriculture,

Signé : A. RIBOT.

Signé : GADAUD.

N° 30349. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Agriculture, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à l'Ouverture de Sentiers dans la Série d'Entraigues.*

Du 10 Juillet 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1895;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la déclaration ci-annexée, constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de deux mille francs pour ouverture de sentiers dans la série d'Entraigues;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 8 juillet 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1895, un crédit de deux mille francs (2,000^f) applicable comme suit :

Budget ordinaire, quatrième partie (état A), chapitre XLIX : *Restauration et conservation des terrains en montagne*.

Ce crédit sera affecté à l'ouverture de sentiers dans la série d'Entraigues.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par M. Perrin.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 10 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Le Ministre de l'Agriculture,

Signé : A. RIBOT.

Signé : GADAUD.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des crédits.
Pas-de-Calais..	Remboursement de droits d'octroi perçus sur les matériaux employés aux travaux d'amélioration du port de Calais.....	42,763' 01"
Basses-Pyrénées.	Travaux de dragages et de surélévement d'enrochements à l'embouchure de l'Adour.....	22,000 00
	Travaux d'amélioration du port du Tréport (8,136' 72 + 58,863' 28).....	60,000' 00"
Seine-Inférieure.	Construction d'une nouvelle entrée et d'un sas closé au port du Havre.....	45,000 00
	Travaux d'extension et d'amélioration du port de Rouen.....	100,000 08
Vendée.....	Amélioration du port de Joinville (île d'Yeu).....	1,000 00
	TOTAL.....	708,263 01

N° 30351. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1891.*

Du 3 Décembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre;

Vu l'état des créances liquidées à la charge du ministère de la guerre, additionnellement aux restes à payer et aux droits constatés arrêtés par le compte définitif de l'exercice 1891;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu l'avis du ministre des finances;

Considérant que, aux termes de l'article 126 précité, les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles concernent des services prévus au budget de l'exercice clos ci-dessus désigné et que leur montant n'excède pas les crédits restant à annuler en clôture d'exercice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, en augmentation des droits constatés et des restes à payer arrêtés par le compte définitif de l'exercice 1891, un crédit supplémentaire de trois mille cinq cent trente-deux francs trente centimes (3,532' 30), montant des créances qui ont été liquidées à la charge de cet exercice.

2. Le ministre de la guerre est autorisé à ordonnancer ces créances sur les chapitres spéciaux ouverts pour les dépenses des exercices clos au budget de l'exercice courant, en exécution de l'article 124 du décret du 31 mai 1862.

(1) XI^e série, Bull. 1045, n° 10577.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales de l'exercice courant.

4. Le ministre de la guerre et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 3 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : PAUL DOUMER.

Le Ministre de la guerre,
Signé : G. CAVAIGNAC.

N° 30352. — *DÉCRET qui nomme M. le général de division Davout, duc d'Auerstaedt, Grand Chancelier de la Légion d'honneur.*

Du 5 Décembre 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 7 décembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice;
Le Conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. le général de division *Davout, duc d'Auerstaedt*, est nommé grand chancelier de la Légion d'honneur, en remplacement de M. le général de division *Février*, dont la démission est acceptée.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 5 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,
Signé : L. RICARD.

N° 30353. — *DÉCRET qui nomme M. Jacquin, Conseiller d'État, secrétaire général de la Grande Chancellerie de la Légion d'honneur.*

Du 5 Décembre 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 7 décembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu l'article 3 de la loi du 13 juillet 1879;

Le Conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. *Jacquin*, conseiller d'État en service ordinaire, est nommé secrétaire général de la grande chancellerie de la Légion d'honneur, en remplacement de M. le général de brigade *Rousseau*, dont la démission est acceptée.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 5 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : L. RICARD.

N° 30354. — DÉCRET qui nomme les Membres du Conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.

Du 5 Décembre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 7 décembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les articles 54, 55 et 56 du décret organique de la Légion d'honneur, en date du 16 mars 1852.⁽¹⁾;

Vu la démission des membres composant le conseil de l'ordre de la Légion d'honneur, acceptée en date de ce jour;

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont nommés membres du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur :

MM. *Lefèvre*, vice-amiral, grand-croix de la Légion d'honneur du 16 juin 1894.

Detrie, général de division, grand officier de la Légion d'honneur du 8 juillet 1889.

Lebelin de Dionne, général de division, grand officier de la Légion d'honneur du 28 décembre 1889.

Laveau, général de division, grand officier de la Légion d'honneur du 9 juillet 1892.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 79, n° 563.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales de l'exercice courant.

4. Le ministre de la guerre et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 3 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : PAUL DOUMER.

Le Ministre de la guerre,
Signé : G. CAVAIGNAC.

N° 30352. — *DÉCRET qui nomme M. le général de division Davout, duc d'Auerstaedt, Grand Chancelier de la Légion d'honneur.*

Du 5 Décembre 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 7 décembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice;

Le Conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. le général de division *Davout, duc d'Auerstaedt*, nommé grand chancelier de la Légion d'honneur, en remplacement de M. le général de division *Février*, dont la démission est acceptée.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 5 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : L. RICARD.

N° 30353. — *DÉCRET qui nomme M. Jacquin, Conseiller d'État, secrétaire général de la Grande Chancellerie de la Légion d'honneur.*

Du 5 Décembre 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 7 décembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu l'article 3 de la loi du 13 juillet 1879;

Le Conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. *Jacquin*, conseiller d'État en service ordinaire, est nommé secrétaire général de la grande chancellerie de la Légion d'honneur, en remplacement de M. le général de brigade *Rousseau*, dont la démission est acceptée.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 5 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : L. RIGARD.

N° 30354. — *DÉCRET qui nomme les Membres du Conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.*

Du 5 Décembre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 7 décembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les articles 54, 55 et 56 du décret organique de la Légion d'honneur, en date du 16 mars 1852 ⁽¹⁾;

Vu la démission des membres composant le conseil de l'ordre de la Légion d'honneur, acceptée en date de ce jour;

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont nommés membres du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur :

M. *Lefèvre*, vice-amiral, grand-croix de la Légion d'honneur du 16 juin 1894.

Detrie, général de division, grand officier de la Légion d'honneur du 8 juillet 1889.

Lebelin de Dionne, général de division, grand officier de la Légion d'honneur du 28 décembre 1889.

Laveuve, général de division, grand officier de la Légion d'honneur du 9 juillet 1892.

le plus promptement possible votée par le Parlement et que l'ambassade de France près le Saint-Siège soit supprimée;

« 2° Que le Gouvernement ne désigne désormais, pour remplir les fonctions publiques, que des républicains éprouvés dont tout le passé garantisse les convictions sincèrement démocratiques;

« 3° Que toutes les fonctions électives soient rétribuées proportionnellement à leur importance. (*Paris, 31 Décembre 1895.*)



Certifié conforme :

Paris, le 14^e Février 1896.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

L. RICARD.

* Cette date est celle de la réception du
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Impression nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1743.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

30360. — *Loi qui ouvre au Ministre des finances, sur l'exercice 1895 et au titre du Budget annexe des monnaies et médailles, des Crédits supplémentaires pour le Service d'exploitation.*

Du 13 Novembre 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 14 novembre 1895.)

SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

est. 1^{re}. Il est ouvert au ministre des finances, au titre du budget annexe de l'administration des monnaies et médailles, sur l'exercice 1895, des crédits supplémentaires s'élevant à cent trente mille francs (130,000^f) et applicables aux chapitres suivants :

CHAP. VI. Personnel.....	26,000 ^f
CHAP. VII. Matériel.....	104,000
TOTAL.....	130,000

Les prévisions de recettes du budget annexe de l'exercice 1895 augmentées d'une somme de cent trente mille francs (130,000^f).
En effet, l'article 1^{er} (*Prélèvement pour frais de fabrication des pièces*) du budget annexe sera porté de quatre-vingt-deux mille francs (82,000^f) à deux cent douze mille francs (212,000^f).

Fait à Paris, le 13 Novembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

N° 30361. — *Loi qui élève de dix-huit à dix-neuf le nombre des Conseillers d'État en service extraordinaire.*

De 30 novembre 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 1^{er} décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le nombre des conseillers d'État en service extraordinaire est élevé de dix-huit à dix-neuf.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 novembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : L. RICARD.

N° 30362. — *DÉCRET qui approuve la substitution à MM. Bastin et Grosset de la Société anonyme dite Compagnie des Tramways de Pontcharra à la Rochette et à Allevard-les-Bains comme concessionnaire de la ligne de Tramway de Pontcharra à la Rochette, avec embranchement de Détrier-sur-Allevard (départements de l'Isère et de la Savoie).*

De 21 août 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 21 octobre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics,

Vu le décret en date du 16 août 1893⁽¹⁾ qui a : 1° déclaré d'utilité publique l'établissement d'une ligne de tramway entre Pontcharra et la Rochette, avec embranchement de Détrier-sur-Allevard; 2° approuvé les conventions passées, les 16 et 22 juillet 1892, entre les préfets de la Savoie et de l'Isère et MM. Bastin, Favre et Grosset, pour la concession de l'entreprise; ensemble ces conventions et les cahiers des charges annexés au décret;

Vu, notamment, l'article 4 desdites conventions, portant que, dans le délai de six mois, les concessionnaires devront constituer une société anonyme qui se substituera aux concessionnaires et qui deviendra solidairement responsable avec eux, vis-à-vis des départements, de tous les engagements

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1602, n° 27397.

qu'ils auront contractés envers eux, ladite substitution devant être approuvée par décret délibéré en Conseil d'État;

Vu l'acte de décès de M. Faure, en date du 10 juillet 1894;

Vu l'acte de notoriété du 13 février 1894;

Vu les actes des 31 juillet 1894, 13 et 18 février 1895, par lesquels les héritiers de M. Faure déclarent renoncer à toute participation, en ce qui concerne la concession du tramway de Pontcharra à la Rochette et à Allevard-les-Bains, et faire abandon de tous les droits qu'ils pourraient avoir dans ladite concession en faveur de MM. Bastin et Grosset;

Vu les demandes présentées, les 7 et 8 janvier 1895, par MM. Bastin et Grosset, d'une part, et par la compagnie des tramways de Pontcharra à la Rochette et à Allevard-les-Bains, d'autre part, à l'effet d'obtenir l'approbation de la substitution de la seconde aux premiers, comme concessionnaire du tramway susvisé;

Vu les rapports des ingénieurs du contrôle, en date des 26-28 janvier, 23-25 février et 20-22 avril 1895;

Vu les délibérations du conseil général et de la commission départementale de la Savoie et celle du conseil général de l'Isère, en date des 21 août 1894, 19 février et 25 avril 1895;

Vu les lettres des préfets de la Savoie et de l'Isère, en date des 6 mars et 7 mai 1895;

Vu la loi du 11 juin 1880, sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways, et, notamment, l'article 10;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Est approuvée la substitution à MM. Bastin et Grosset de la société anonyme dite *Compagnie des tramways de Pontcharra à la Rochette et à Allevard-les-Bains*, comme concessionnaire de la ligne de tramway de Pontcharra à la Rochette, avec embranchement de Détrier-sur-Allevard, dont l'établissement, dans les départements de l'Isère et de la Savoie, a été déclaré d'utilité publique par le décret susvisé du 16 août 1893.

2. Il est interdit à la compagnie des tramways de Pontcharra à la Rochette et à Allevard-les-Bains, sous peine de déchéance, d'engager son capital, directement ou indirectement, dans une entreprise autre que la construction ou l'exploitation de la ligne de tramway mentionnée à l'article 1^{er}, sans y avoir été préalablement autorisée par décret rendu en Conseil d'État.

3. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 21 Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMP S.

N° 30363. — **DÉCRET** qui reconnaît l'École supérieure de commerce de Rouen dans les conditions prévues par l'Article 23 de la Loi du 15 juillet 1889 sur le Recrutement de l'armée.

Du 29 Août 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 4 septembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et du ministre de la guerre;

Vu la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée et notamment les articles 23, 24 et 59 de ladite loi;

Vu le décret du 23 novembre 1889 ⁽¹⁾ rendu en exécution de l'article 23 de la loi du 15 juillet 1889;

Vu le décret du 31 mai 1890 ⁽²⁾ modifiant l'article 2 du décret du 23 novembre 1889 ⁽¹⁾ susvisé;

Vu le décret ⁽³⁾ du même jour organisant la reconnaissance par l'État des écoles supérieures de commerce pour l'exécution de la loi du 15 juillet 1889;

Vu l'avis de la commission permanente du conseil supérieur de l'enseignement technique;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'école supérieure de commerce de Rouen est reconnue comme école supérieure dont les conditions prévues par l'article 23 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée et spécifiées par le décret du 31 mai 1890, à charge de se conformer aux dispositions du présent décret.

TITRE I^{er}.

DES CONCOURS D'ENTRÉE.

2. L'école se recrute exclusivement par voie de concours. Les candidats étrangers sont soumis aux mêmes conditions que les candidats français.

Toutefois, sur la demande du directeur de l'école et par décision ministérielle spéciale, des élèves étrangers peuvent être spécialement autorisés à suivre les cours de l'école sans subir le concours; ils ne peuvent obtenir aucun diplôme ni certificat.

La date du concours et le nombre des places mises au concours sont annuellement fixés par arrêté ministériel et publiés au Journal officiel au moins six mois à l'avance, en même temps que le programme détaillé du concours.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1285, n° 21369.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1330, n° 22285.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1331, n° 22309.

3. Les demandes d'admission au concours et les pièces à l'appui sont adressées au directeur de l'école.

Peuvent se présenter au concours tous les candidats âgés de seize ans au moins au 1^{er} janvier de l'année du concours. Des dispenses exceptionnelles peuvent être accordées par décisions ministérielles spéciales, après avis du directeur de l'école, à des candidats âgés de seize ans au moins au 1^{er} juillet de l'année du concours.

Les candidats pourvus d'un diplôme de bachelier bénéficient d'une majoration égale au vingtième de la somme des points attribués à l'ensemble des épreuves par l'arrêté ministériel réglant le programme du concours.

Pour les candidats pourvus de plusieurs diplômes de bachelier, cette majoration est élevée au quinzième de la même somme.

4. La liste des élèves prenant part au concours est arrêtée par le directeur de l'école et affichée par ses soins au secrétariat de l'école quinze jours avant la date fixée pour l'ouverture du concours; elle est en même temps communiquée au ministre.

Le jury adresse au ministre, avec le procès-verbal des opérations du concours, la liste des élèves admis à l'école. Cette liste peut ne comprendre qu'un nombre d'élèves inférieur à celui des places mises au concours.

TITRE II.

DU RÉGIME DES ÉTUDES.

5. La durée des études est de deux ans. L'école peut avoir, en outre, un cours préparatoire d'une année, dans les conditions et d'après le programme déterminés par arrêté ministériel, après avis du directeur de l'école et de la commission permanente du conseil supérieur de l'enseignement technique.

6. Des arrêtés ministériels, pris après avis du directeur de l'école et de la commission permanente du conseil supérieur de l'enseignement technique, déterminent le programme sommaire des cours ou conférences de chaque année d'études, le temps consacré à chaque cours, la répartition entre les divers examens de la quotité des points que l'on peut obtenir pendant tout le cours de la scolarité, et les cas où le renvoi pourrait être prononcé par mesure disciplinaire.

7. Tout élève qui, n'étant point lié au service militaire, a compté au cours d'une année d'études plus de vingt jours d'absence, consécutifs ou non, sans excuse jugée légitime, est immédiatement exclu de l'école.

Si l'absence est motivée par une cause légitime dûment constatée, le ministre autorise l'intéressé, par décision spéciale, soit à poursuivre son année d'études, soit à redoubler l'année suivante.

Tout élève qui, entré à l'école après avoir été envoyé en congé dans ses foyers, a compté au cours d'une année d'études le nombre de jours d'absence déterminé ci-dessus, ne peut obtenir la délivrance

du certificat visé par l'article 21 du décret du 23 novembre 1889, à moins que l'absence ne soit motivée par une cause légitime dûment constatée. Dans ce dernier cas, le ministre du commerce autorise l'intéressé, par décision spéciale, à poursuivre ou à redoubler l'année d'études.

Une décision du ministre du commerce détermine, après avis de la commission permanente du conseil supérieur de l'enseignement technique, le mode de constatation des absences et de leurs causes ainsi que les conditions dans lesquelles doit être tenu et contrôlé le registre de présence des élèves.

8. Tout élève qui, à la suite de la première année d'études n'obtient pas au moins la moitié du total des points que l'on peut obtenir, n'est point admis à suivre les cours de la seconde année. Il peut se représenter au concours d'entrée dans les mêmes conditions que tous les autres candidats. Mais, s'il est en congé dans ses foyers, il ne peut obtenir la délivrance du certificat visé par l'article 21 du décret du 23 novembre 1889.

9. Les professeurs et répétiteurs chargés des cours, des conférences et des examens sont nommés par le directeur de l'école, qui soumet leur nomination à l'agrément du ministre.

Celle du directeur est soumise à l'agrément du ministre par la municipalité de Rouen.

Dans l'un et l'autre cas, le ministre peut retirer son agrément, après avoir provoqué les observations de la municipalité et de l'intéressé.

10. L'école est soumise à l'inspection de l'inspecteur général de l'enseignement technique et de l'inspecteur régional de l'enseignement technique commercial. Elle peut, en outre, être inspectée par tout fonctionnaire muni d'une délégation ministérielle spéciale. Ces diverses inspections portent exclusivement sur les études et sur l'application des dispositions du présent décret. Elles ne portent pas sur le régime financier de l'école qu'au cas où l'école recevrait une subvention de l'État.

TITRE III.

DES EXAMENS DE SORTIE ET DE LA DÉLIVRANCE DES DIPLOMES.

11. Un arrêté ministériel, pris après avis du directeur de l'école et de la commission permanente du conseil supérieur de l'enseignement technique et publié au *Journal officiel*, détermine le programme de l'examen de sortie et la quotité de points attribuée à chacune de ses parties.

Le total des points attribués aux diverses parties de l'examen de sortie doit représenter au moins le tiers de l'ensemble des points attribués pour tout le cours de la scolarité.

Un arrêté ministériel fixe annuellement, après avis du directeur de l'école, la date de l'examen de sortie.

12. Le président du jury prononce sur toutes les difficultés qui peuvent s'élever pendant la durée de l'examen. Mention de ses décisions est consignée au procès-verbal.

13. Le président du jury soumet au ministre, dans les trois jours de la clôture des épreuves :

1° Le procès-verbal des opérations de l'examen signé par tous les membres du jury;

2° La liste de classement par ordre de mérite de tous les élèves, français et étrangers, ayant subi l'examen, avec l'indication du nombre de points obtenus par chaque élève pendant tout le cours de la scolarité;

3° La liste des quatre cinquièmes des élèves français ayant obtenu au moins soixante-cinq pour cent du total des points que l'on peut obtenir pendant tout le cours de la scolarité.

Le ministre arrête cette dernière liste, qui est insérée au *Journal officiel*. Les élèves inscrits sur cette liste sont seuls pourvus du diplôme supérieur.

Toutefois, les élèves étrangers inscrits sur la liste générale de classement avant le dernier des élèves français pourvus du diplôme supérieur reçoivent, dans les mêmes conditions, un diplôme supérieur mentionnant leur nationalité.

Les diplômes supérieurs, établis d'après le modèle approuvé par le ministre et contenant les mentions prévues par l'article 2 du décret du 23 novembre 1889, sont signés du président du jury et du directeur de l'école. Ils sont visés par le ministre du commerce.

14. Les élèves français et étrangers, qui ne sont point pourvus du diplôme supérieur, reçoivent, s'ils ont obtenu à la fois au moins cinquante pour cent du total des points que l'on peut obtenir pendant tout le cours de la scolarité et au moins soixante pour cent du total des points attribués aux épreuves de l'examen de sortie, des certificats d'étude. Les certificats, établis dans la forme déterminée par décision ministérielle, sont signés du président du jury et du directeur de l'école.

TITRE IV.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

15. L'État pourra attribuer des bourses d'externat ou d'internat, tant pour les cours normaux que pour les cours préparatoires.

La simple attribution de ces bourses ne sera pas assimilée à une subvention donnant lieu à l'inspection spéciale prévue par le dernier alinéa de l'article 10.

16. Des jetons de présence, dont la quotité sera fixée par arrêté ministériel, après avis du directeur de l'école, seront attribués aux membres des jurys par l'administration de l'école.

17. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des

télégraphes, et le ministre de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 29 Août 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{te} ZURLINDEN.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : ANDRÉ LEBON.

N° 30364. — *DÉCRET qui autorise la Chambre de commerce du Havre à contracter un Emprunt.*

Du 12 Septembre 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 14 septembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes ;

Vu le décret du 3 septembre 1851 ⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique sur l'organisation des chambres de commerce ;

Vu l'article 11 de la loi du 30 janvier 1893 sur la marine marchande ;

Vu la loi du 19 mars 1895 et l'arrêté ministériel du 22 du même mois, portant fixation des péages perçus au port du Havre au profit de la chambre de commerce de cette ville ;

Vu le décret du 20 août 1895 ⁽²⁾, rendu sur le rapport du ministre des travaux publics, qui a déclaré d'utilité publique les travaux de construction de quais maritimes sur la rive sud du canal de Tancarville ;

Vu les délibérations de la chambre de commerce du Havre, en date des 20 juillet 1894 et 11 janvier 1895 ;

Vu les dépêches du ministre des travaux publics, des 30 octobre 1894 et 8 juillet 1895 ;

Vu la dépêche du ministre des finances, du 19 août 1895 ;

Vu l'enquête d'utilité publique à laquelle a été soumis le projet, et notamment l'avis de la commission d'enquête, en date du 25 janvier 1895 ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce du Havre est autorisée à emprunter, à un taux qui n'excédera pas quatre francs vingt centimes pour cent (4^e 20 p. 0/0), une somme d'un million deux cent soixante mille francs (1,260,000^f), en vue de l'acquisition de terrains destinés à la construction de quais et à l'aménagement de terre-pleins sur la rive sud du canal de Tancarville.

⁽¹⁾ I^{re} série, Bull. 442, n° 3239.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1737, n° 30198.

et emprunt, toujours remboursable par anticipation, pourra être réalisé et conclu, en totalité ou par fractions, soit avec publicité concurrente, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera dans une période de trente années.

Les péages dont la perception au port du Havre a été autorisée par la loi du 19 mars 1895 et l'arrêté ministériel du 22 du même mois continueront à être perçus au profit de la chambre de commerce du Havre, dans les conditions fixées par ces actes, pendant le temps nécessaire pour permettre à ladite chambre de satisfaire aux obligations qu'elle contracte en vertu de l'article précédent, le pouvoir toutefois excéder le délai de trente années prévu à cet égard.

Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 12 Septembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : ANDRÉ LEBON.

10365. — DÉCRET qui autorise la Chambre de commerce de Dieppe à mettre à la disposition de l'État une somme en vue de contribuer à l'exécution des travaux de développement des quais à marée du port de Dieppe.

Du 12 Septembre 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 14 septembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

sur le décret du 3 septembre 1851 ⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique sur l'organisation des chambres de commerce;

sur l'article 11 de la loi du 30 janvier 1893 sur la marine marchande;

sur le décret du 17 août 1895 ⁽²⁾, rendu sur le rapport du ministre des

travaux publics qui autorise l'exécution des travaux de développement des quais à marée du port de Dieppe;

Vu les délibérations de la chambre de commerce de Dieppe, en date des 30 mars 1894 et 19 février 1895;

Vu le dossier de l'enquête à laquelle a été soumis le projet, et notamment l'avis de la commission d'enquête en date des 21 février et 4 mars 1895;

Vu les dépêches du ministre des travaux publics, en date des 14 juin 1894 et 24 juillet 1895;

Vu la dépêche du ministre des finances en date du 20 août 1895;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce de Dieppe est autorisée à mettre à la disposition de l'État, en vue de contribuer à l'exécution des travaux de développement des quais à marée du port de Dieppe, une somme d'un million cinq cent mille francs (1,500,000) comprenant un subside propre d'un million trois cent mille francs (1,300,000) et une subvention départementale de deux cent mille francs (200,000) dont la chambre de commerce réalisera l'encaissement.

2. La chambre de commerce de Dieppe est autorisée à prélever sur le produit des péages établis à son profit par les décrets des 14 novembre 1874, 22 octobre 1880 et 21 août 1884, par les lois des 3 septembre 1884 et 10 mars 1885 et par les décrets des 27 juillet 1888 et 25 septembre 1893, une somme d'un million trois cent mille francs (1,300,000) destinée à être affectée à l'amortissement d'une somme de pareille somme mentionnée à l'article 1^{er} du présent décret.

3. Les péages établis dans le port de Dieppe par les décrets des 14 novembre 1874, 22 octobre 1880 et 21 août 1884, par les lois des 3 septembre 1884 et 10 mars 1885 et par les décrets des 27 juillet 1888 et 25 septembre 1893, continueront d'être perçus au profit de la chambre de commerce de Dieppe pendant tout le temps nécessaire pour permettre à cette chambre, après avoir opéré le prélèvement autorisé en vertu de l'article précédent, de satisfaire à toutes les opérations en vue desquelles a été autorisée la perception desdits droits.

4. Dans les trois premiers mois de chaque année, la chambre de commerce de Dieppe adressera au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes ainsi qu'au ministre des finances un compte rendu détaillé des recettes perçues dans le port de Dieppe, des frais de perception dans l'année précédente et de sa situation au point de vue de l'amortissement des divers emprunts.

Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, le ministre des travaux publics et le ministre des finances

et chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 12 Septembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : ANDRÉ LEBON.

N° 30366. — DÉCRET qui autorise la Chambre de commerce d'Alger à contracter un Emprunt.

Du 12 Septembre 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 14 septembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes ;

Vu le décret du 3 septembre 1851 ⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique sur l'organisation des chambres de commerce ;

Vu l'article 11 de la loi du 30 janvier 1893 sur la marine marchande ;

Vu le décret du 27 août 1890 ⁽²⁾, portant institution, au port d'Alger, de péages au profit de la chambre de commerce de cette ville ;

Vu le décret du 17 août 1895 ⁽³⁾, rendu sur le rapport du ministre des travaux publics, qui a déclaré d'utilité publique les travaux d'élargissement de prolongement de la jetée nord du port d'Alger ;

Vu les délibérations de la chambre de commerce d'Alger, des 8 novembre 1893, 6 juin et 12 décembre 1894, par lesquelles cette compagnie demande à emprunter, sous la garantie de nouveaux péages substitués celui établi par le décret du 27 août 1890, une somme d'un million et mille francs devant être affectée : 1° sept cent mille francs à l'exécution des travaux précités ; 2° quatre cent mille francs au remboursement du solde de l'emprunt qu'elle a été autorisée à contracter par le décret susvisé du 27 août 1890 ;

Vu la lettre du gouverneur général de l'Algérie, du 19 juillet 1894 ;

Vu les dépêches du ministre des travaux publics, des 11 juillet 1894 et 10 juin 1895 ;

Vu la dépêche du ministre des finances, du 3 août 1895 ;

Vu le dossier de l'enquête à laquelle a été soumis le projet et notamment le rapport de la commission d'enquête, en date du 22 novembre 1894 ;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce d'Alger est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne dépassera pas quatre francs vingt

⁽¹⁾ I^{re} série, Bull. 442, n° 3239.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1729, n° 300

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1365, n° 22874.

centimes pour cent francs (4' 20 p. 0/0), une somme d'un million cent mille francs (1,100,000'), pour être affectée aux opérations suivantes :

1° Solder le reliquat, estimé à quatre cent mille francs (400,000'), de l'emprunt qu'elle a été autorisée à contracter, en vertu du décret du 27 août 1890, en vue des travaux d'amélioration du port d'Alger.

2° A verser à l'État un subside de sept cent mille francs (700,000') en vue de contribuer tant à l'élargissement qu'au prolongement de la jetée du nord dudit port.

Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, pourra être réalisé et conclu, en totalité ou par fractions, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera en cinquante ans et plus.

2. A partir de la promulgation du présent décret, le droit de tonnage de quinze centimes (0' 15) par tonneau de jauge, établi au port d'Alger par le décret du 27 août 1890, sera remplacé par un port maximum de vingt centimes (0' 20) par tonne métrique de marchandises embarquées ou débarquées, transbordées dans le port et pour chacune de ces opérations.

Ce droit sera réduit à dix centimes (0' 10) pour les marchandises dénommées ci-après et les marchandises non dénommées — moins de cinquante francs la tonne de mille kilogrammes.

ENTRÉES.

BOIS COMMUN.

Perches, étançons et échelas bruts.

PIERRES, TERRES, COMBUSTIBLES, MINÉRAUX ET MATIÈRES PEUTES

Craie, sable, glace à rafraîchir, houille, coke, coaltar.

MATÉRIAUX.

Briques, tuiles et poterie commune ;

Pierres de construction brutes ;

Pavés ;

Plâtres communs ;

Chaux grasse ;

Chaux hydraulique ;

Ciments ;

Tuyaux en ciment comprime.

PRODUITS CHIMIQUES.

Sulfate de fer;
Sulfate de soude.

SORTIES.

BOIS COMMUN.

Bois à brûler.

PIERRES, TERRES, COMBUSTIBLES, MINÉRAUX ET MATIÈRES BRUTES.

Houille, chaux et ciment, coaltar, minéral de fer.

Sont exemptés de toute taxe :

- 1° Les objets et les marchandises appartenant à l'État ou destinés à son service, en vertu de contrats réguliers;
- 2° Les marchandises reçues ou expédiées par le cabotage entre les ports algériens;
- 3° Les matériaux employés au lestage ou provenant du délestage des navires;
- 4° Les animaux vivants;
- 5° A l'embarquement seulement, les combustibles et autres provisions affectées au ravitaillement des navires.

3. La perception des péages établis par l'article précédent est concédée à la chambre de commerce d'Alger pour le produit en être entièrement affecté au paiement des annuités (intérêts et amortissement) de l'emprunt d'un million cent mille francs qu'elle est autorisée à contracter par l'article 1^{er} du présent décret.

Cette perception cessera immédiatement après que le produit des droits aura atteint, en capital et intérêts, la somme nécessaire au complet remboursement de l'emprunt.

Dans les trois premiers mois de chaque année, la chambre de commerce d'Alger adressera au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, ainsi qu'au ministre des finances, un compte rendu détaillé des recettes des péages perçus dans le port d'Alger, des frais de perception dans l'année précédente et de sa situation au point de vue de l'amortissement de l'emprunt.

4. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au Havre, le 12 Septembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : ANDRÉ LEBON.

N° 30367. — *DÉCRET qui ouvre le bureau des Sables-d'Olonne (Vendée) au transit des marchandises non prohibées.*

Du 13 Septembre 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 15 septembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et d'après l'avis conforme du président du Conseil, ministre des finances;

Vu la loi du 9 janvier 1832;

Vu l'article 4 de la loi du 5 juillet 1836, qui confère au Gouvernement le droit de déterminer les bureaux de douane qui seront ouverts au transit des marchandises;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le bureau des Sables-d'Olonne (Vendée) est ouvert au transit des marchandises non prohibées.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 13 Septembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : ANDRÉ LEBON.

N° 30368. — *Décret qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à divers Travaux de Routes nationales.*

Du 7 Octobre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

(1) 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu l'état A ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor public et des départements, des communes et des particuliers pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1895;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 4 octobre 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1895, pour l'emploi de fonds de concours, des crédits additionnels montant ensemble à trois cent vingt-neuf mille six cent cinquante-cinq centimes (329,061⁵⁵) et répartis ainsi qu'il suit, savoir :

BUDGET ORDINAIRE.

1^{re} SECTION.

DÉPENSES ORDINAIRES.

CHAP. XXVI. Routes et ponts. — Travaux ordinaires. (Entretien) ..	82,525 ¹¹
— XXVII. Routes et ponts. — Grosses réparations et restaurations	151,038 44

II^e SECTION.

DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

CHAP. LVI. Lacunes des routes nationales, des routes départementales des départements annexés et des routes thermales	60,000 00
— LVIII. Rectification des routes nationales et des routes départementales des départements annexés	35,500 00

ENSEMBLE comme ci-dessus

329,061 55

Ladite somme de trois cent vingt-neuf mille six cent cinquante-cinq centimes est répartie, par entreprise, conformément à l'état B annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent, au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS

ÉTAT A.

État des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1895.

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances ou les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
ANNÉE 1894.					
Eure.....	La ville d'Évreux...	Évreux.....	6412	13 déc. 1894.	2,000 ^{fr}
Gard.....	La commune de Sommières.	Nîmes.....	5795	17 déc. 1894.	1,400 ^{fr}
	La commune de Boucoiran.	Alais.....	6196	24 déc. 1894.	1,300 ^{fr}
Loiret.....	La ville de Montargis.	Montargis...	5071	27 oct. 1894.	2,112 ^{fr}
Lot-et-Garonne.	La commune de Sainte-Livrade.	Villeneuve-sur-Lot.	2907	27 juillet 1894.	110 ^{fr}
Pyrénées-Orientales.	La ville de Perpignan.	Perpignan....	1083	10 sept. 1894.	631 ^{fr}
Seine.....	La compagnie générale des eaux.	Paris.....	6900	5 mars 1894.	1,000 ^{fr}
	La compagnie des eaux de la banlieue.	Idem.....	35057	7 déc. 1894.	30 ^{fr}
	M. Prudhon.....	Idem.....	35064	Idem.	10 ^{fr}
ANNÉE 1895.					
Ain.....	La ville de Bourg...	Bourg.....	1625	11 mai 1895.	1,200 ^{fr}
	Idem.....	Idem.....	1766	22 mai 1895.	1,000 ^{fr}
	Le département....	Idem.....	1820	28 mai 1895.	275 ^{fr}
	La commune de Bellegarde.	Nantua.....	251	28 janv. 1895.	1,200 ^{fr}
Aube.....	La ville de Nogent-sur-Seine.	Nogent-sur-Seine.	465	22 février 1895.	1,300 ^{fr}
	La commune de Vendevre.	Bar-sur-Aube.	782	25 mars 1895.	2,800 ^{fr}
Cher.....	La ville de Bourges.	Bourges.....	574	8 février 1895.	1,300 ^{fr}
	La commune de Mehun.	Idem.....	1119	16 mars 1895.	1,300 ^{fr}
Corse.....	La commune de Cristinacce.	Ajaccio.....	728	29 mars 1895.	300 ^{fr}
Côte-d'Or.	La commune de Nolay.	Beaune.....	2619	12 juin 1895.	2,500 ^{fr}
Dordogne.	La ville de Brantôme.	Périgueux....	2158	13 mars 1895.	1,000 ^{fr}
	Le département....	Idem.....	1182 bis	14 mars 1895.	2,000 ^{fr}
Eure-et-Loir.	La commune de Pierres.	Chartres.....	1147	16 mars 1895.	100 ^{fr}
Garonne (Haute-).	Le département....	Toulouse.....	1238	19 février 1895.	3,500 ^{fr}
	Idem.....	Idem.....	4239	19 juin 1895.	3,500 ^{fr}
Gironde...	La ville de Bordeaux.	Bordeaux.....	6961	7 juin 1895.	11,000 ^{fr}
	La ville de Blaye...	Blaye.....	997	27 mai 1895.	250 ^{fr}
	La ville de Libourne.	Libourne....	1830	29 mai 1895.	100 ^{fr}
Ille-et-Vilaine.	La commune de Montfort.	Montfort.....	512	11 avril 1895.	500 ^{fr}

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récépiés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
Indre-et-Loire.	La commune de Cinq-Mars-la-Pile.	Chinon.....	188	17 janv. 1895.	6,000 ^f 00 ^c
Loire.....	La commune de la Pacaudière.	Rosne.....	1687	24 avril 1895.	150 00
Loire (Haute-).	Le département....	Le Puy.....	625	2 mars 1895.	60,000 00
Marne.....	La commune de Saint-Memmie.	Châlons.....	1034	21 février 1895.	200 00
	M. le comte de Sacks.	Reims.....	167	9 janvier 1895.	1,320 00
Meurthe-et-Moselle.	La ville de Lunéville.	Lunéville.....	1462	9 avril 1895.	4,900 00
Meuse.....	La commune de Lérrouville.	Commercy....	241	17 janv. 1895.	280 00
Morbihan.	La ville de Pontivy.	Pontivy.....	1360	17 mai 1895.	132 05
Oise.....	La ville de Compiègne.	Compiègne...	3163	17 juin 1895.	1,000 00
	La ville de Noyon.	Idem.....	3261	21 juin 1895.	3,000 00
Pas-de-Calais.	La ville de Saint-Omer.	Saint-Omer...	786	9 février 1895.	34,500 00
Pyrénées (Basses-).	La ville de Bayonne.	Bayonne.....	1856	30 avril 1895.	600 00
	La ville de Biarritz.	Idem.....	2338	30 mai 1895.	600 00
Rhône.....	Le département....	Lyon.....	2797	19 fév. 1895.	3,000 00
Saône (Haute-).	La commune d'Antioison.	Vesoul.....	1379	13 avril 1895.	1,000 00
Savoie.....	La ville d'Albertville.	Albertville....	1002	25 mai 1895.	23,333 33
	La compagnie fermière de l'établissement thermal de Vichy.	Paris.....	82	2 janvier 1895.	22,000 00
	Idem.....	Idem.....	89	1 ^{er} juillet 1895.	22,000 00
	La compagnie Union des gaz de Ruell.	Idem.....	175	3 janvier 1895.	32 00
	La compagnie parisienne du gaz.	Idem.....	827	9 janvier 1895.	767 26
	La ville de Charenton.	Idem.....	1242	14 janv. 1895.	2,000 00
	La compagnie générale des eaux.	Idem.....	1957	17 juillet 1895.	4,213 01
	La commune de Vincennes.	Idem.....	2009	19 janv. 1895.	8 96
Seine.....	La compagnie des tramways de Paris et du département de la Seine.	Idem.....	3996	6 février 1895.	20,000 00
	MM. Georgi et compagnie.	Idem.....	4414	11 février 1895.	47 51
	La commune de Vanves.	Idem.....	7397	9 mars 1895.	3,886 00
	M. Brouillet.....	Idem.....	7599	11 mars 1895.	112 21
	La compagnie parisienne du gaz.	Idem.....	9338	26 mars 1895.	654 77
	La ville de Paris...	Idem.....	11415	12 avril 1895.	5,000 00
	Le département....	Idem.....	12439	23 avril 1895.	159 32
	La compagnie générale des eaux.	Idem.....	14205	8 mai 1895.	2,313 44
	La compagnie Union des gaz.	Idem.....	14836	15 mai 1895.	288 00

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des Bureaux où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
Seine-Inférieure.	La ville de Fécamp.	Le Havre.....	915	31 janv. 1895.	18,000 ⁰⁰
Seine-et-Marne.	La commune de Guignes.	Meun.....	3546	24 juillet 1895.	500 00
	La commune d'Hardricourt.	Versailles.....	2190	22 fév. 1895.	333 33
Seine-et-Oise.	La commune de Meulan.	Idem.....	3585	29 mars 1895.	1,700 00
	La ville de Saint-Germain-en-Laye.	Idem.....	4436	18 avril 1895.	7,700 00
Deux-Sèvres.	La ville de Niort...	Niort.....	2442	5 juin 1895.	4,000 00
Tarn.....	La ville de Gaillac.	Albi.....	1251	3 avril 1895.	500 00
TOTAL....					329,061 55

ÉTAT B.

Répartition, par chapitre et par entreprise, d'un crédit additionnel de 329,061 fr. 55 ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1895, pour l'emploi de fonds de concours.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des crédits.
BUDGET ORDINAIRE.		
1^{re} SECTION. (DÉPENSES ORDINAIRES.)		
CHAPITRE XXVI.		
ROUTES ET PONTS. — TRAVAUX ORDINAIRES.		
(Entretien.)		
Allier.....	Entretien des routes thermales du parc et de la prise d'eau de Vichy (22,000 ⁰ + 22,000 ⁰)	44,000 ⁰⁰
Eure-et-Loir..	Construction de trottoirs et de caniveaux pavés dans la traverse de Pierres (route nationale n° 183)	400 00
Garonne (Haute-).	Entretien de la route thermale n° 1 (3,500 ⁰ + 3,500 ⁰)...	7,000 00
Gironde.....	Entretien des routes nationales n° 10, 13 ^e et 136, dans les traverses de Bordeaux..... 11,500 ⁰⁰ Entretien de la route nationale n° 137, dans la traverse de Blaye..... 289 30	12,011 36
	Entretien des routes nationales n° 10 bis et 89, dans les traverses de Libourne..... 222 08	
Lot-et-Garonne.	Rescindement de la maison Fontès, dans la traverse de Sainte-Livrade (route nationale n° 111).....	110 00
Seine.....	Entretien de tranchées ouvertes sur les routes nationales du département de la Seine (288 ⁰ + 4,213 ⁰ 02 + 2,323 ⁰ 44 + 159 ⁰ 32 + 8 ⁰ 96 + 47 ⁰ 51 + 1,467 ⁰ 07 + 3,808 ⁰ + 13 ⁰ 30 + 38 ⁰ + 32 ⁰ + 767 ⁰ 26 + 112 ⁰ 21 + 654 ⁰ 77)..... 14,002 ⁰ 75 Entretien du pont des Arts et de la passerelle de Passy	19,001 75 5,000 00
TOTAL du chapitre XXVI.....		82,823 11

NOM des communes.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des crédits.
CHAPITRE XXVII.		
ROUTES ET PONTS.		
(Grosses réparations et restaurations.)		
	Construction d'un égout dans la traverse de Bellégarde (route nationale n° 84).....	1,200 ^f
	Amélioration de la route nationale n° 83, dans la traverse de Bourg (boulevard Paul-Bert).....	1,800
	Construction d'un dallot, en remplacement d'un cassis, dans la traverse de Saint-Etienne-des-Bois (route nationale n° 83).....	270
	Construction d'un égout sous la route nationale n° 75, dans la traverse de Bourg, entre l'allée des Rosières et l'égout collecteur établi par la ville.....	8,760
	Amélioration des routes nationales n° 19 et 51, dans la traverse de Nogent-sur-Seine.....	13,900 ^f
	Construction de trottoirs et de caniveaux dans la traverse de Vendœuvre (route nationale n° 19).....	7,800
	Recensement de l'immeuble Gengneron, en saillie sur les alignements de la route nationale n° 76, dans la traverse de Bourges.....	1,893 ^f 90 ^c
	Construction de trottoirs et rechargement de la chaussée, dans la traverse de Mehun (route nationale n° 76).....	1,862 50
	Construction d'une fontaine sur le bord de la route nationale n° 195, dans la traverse de Cristinac.....	300 00
	Construction de trottoirs dans la traverse de Nolay (route nationale n° 75).....	2,500 00
	Élargissement du pont de Porte-Rivière, à Brantôme (route nationale n° 139) (1,000 ^f + 2,000 ^f).....	3,000 00
	Construction d'un égout sous la route nationale n° 154 (rue du Lyôis), à Evreux.....	2,000 00
	Élargissement de la route nationale n° 106, dans la traverse de Bouzeiran.....	2,495 ^f
	Recensement des maisons Calzergues et Rogue, en saillie sur les alignements de la route nationale n° 110, dans la traverse de Sommières.....	1,400
	Élargissement du pont Saint-Nicolas, à Montfort (route nationale n° 164 bis).....	750 00
	Amélioration de la route nationale n° 162, dans la traverse de Cinq-Mars-la-Pile.....	6,000 00
	Amélioration de la route nationale n° 152, dans la traverse de la Pacaudière.....	150 00
	Dallage en asphalte des deux ponts du Loing, à Montargis (route nationale n° 7).....	2,125 00
	Amélioration de la route nationale n° 31, près de Jonchery-sur-Vesle.....	1,320 ^f
	Construction d'un aqueduc en remplacement d'un cassis, dans la traverse de Saint-Memmie (route nationale n° 44).....	200
	Construction de trottoirs dans la traverse de Baecarat (route nationale n° 59).....	4,900 00
	Construction de trottoirs entre le village de Lérouvillie et la station du chemin de fer (route nationale n° 64).....	280 00
	Construction de trottoirs dans la rue du Pont, à Pontivy (route nationale n° 164).....	132 05
	Relèvement à bout du pavage de la route nationale n° 52 et construction d'un égout dans la traverse de Noyon.....	3,000 ^f
	Relèvement à bout du pavage de la route nationale n° 52 dans la traverse de Compiègne.....	1,000

N° 30372. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-
signé par le ministre de l'intérieur) portant que la juridiction du com-
missaire de police de Redon (Ille-et-Villaine) est étendue sur la partie de
la commune de Saint-Nicolas (Loire-Inférieure), appelée « la Digue »
(Paris, 19 Octobre 1895.)



Certifié conforme:

Paris, le 17 * Février 1896.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

L. RICARD.

* Cette date est celle de la réception à
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imp-
nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1744.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 30373. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi d'Aiguebelle (Savoie).*

Du 16 Décembre 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 27 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur
est :**

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1897 inclusivement, prorogation des surtaxes, actuellement perçues à l'octroi d'Aiguebelle (Savoie), savoir :

Soixante-six centimes (0^f 66) par hectolitre de vin ;

Dix francs (10^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-vie, esprits, absinthes, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de soixante-quatre centimes et de six francs par hectolitre établis à titre de taxes principales sur les mêmes boissons.

2. Le produit des surtaxes autorisées par l'article 1^{er} est spécialement affecté à l'amortissement d'un emprunt de dix-huit mille cinq cents francs contracté en 1888 auprès du Crédit foncier.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, le préfet, de l'emploi de ce produit dont un compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

ENTREPRISES
auxquelles les fonds sont destinés.

DÉPARTEMENTS.

Pyrénées
(Basses-).
Pyrénées-
Orientales.

Rhône.....

Savoie.....

Seine.....

Seine-
Inférieure.
Seine-
et-Marne.

Seine-et-Oise..

Deux-Sèvres..

Tarn.....

Loire (Haute-).

Pas-de-Calais.
Saône
(Haute-).

Haute-Saône.

Arrosage de la route nationale n° 10, entre B
Biarritz et Biarritz-la-Négresse (600' + 600')
Construction d'un égout sous la route nationale
l'entrée de Perpignan.....
Amélioration de la route nationale n° 6, dans
de Villefranche.....
Reconstruction de l'égout collecteur de la
blique (routes nationales n° 90 et 20)
Réfection de perrés aux abords du
route nationale n° 5)
Réfection de la chaussée pavée de
nale n° 3, entre la porte de
Courtois, à Pantin.....
Élargissement de la route na
verse de Fécamp.....
Relevé à bout du pavage de
la traverse de Guignes.....
Amélioration de la route
de Meulan et du to
333' 33).....
Construction d'un égout
n° 190, dans la ram
Réfection des bord
24-Février (rou
Rescindement de
Gaillac (route

II^e SEC

LACUNES
TALES
MALES
Prole
de
sur le bud-
Etudes et
sonale.

ENTREPRISES
fonds sont destinés.

du chemin de fer d'A
at du chemin de fer de
asse (25,000' + 1,000')
ement du chemin de fer de
urt à Saint-Hippolyte (10,000' +
ablisement du chemin de fer de
Loulans-les-Forges.....
Etablissement du chemin de fer de
Pontarlier.....
Etablissement du chemin de fer de
Louviers aux Andelys.....
Etablissement des chemins de fer na
l'Etat.....
Etablissement du chemin de fer na
Etablissement d'une station à Magay-
Lure à Loulans-les-Forges)

TOTAL.....

crédit qui ou-
à titre de
de chemins de fer

Du 16 Octobre 1895.

TRAVAIL PUBLICS,

fixation du budget général des dépenses
répartition, par chapitre, des crédits
pour ledit exercice;

sur la comptabilité publique.

dans les caisses du Trésor

et des particuliers, pour con-

lignes de chemins

de concert
Etudes et

11.34

21.30

520,000

740

2,500

875,375

qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des
sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de
pour les Dépenses de l'École nationale des beaux-

31 Octobre 1895.

FRANÇAISE,

tion publique, des beaux-arts et

un budget général des dé-

et l'article 52 du
versés par des dé-
surir, avec ceux
ouverture, par
vi ont été

il a été versé
quatre cent cin-
de la subvention al-
aux-arts;
finances,

re de l'instruction publique, des
fonds du budget de l'exercice 1895,
(3), chapitre 1 (Algérie) : Subvention à
-arts d'Alger, un crédit de quatre mille
francs (4,450') applicable aux dépenses de

à la dépense autorisée par l'article précédent au
sources spéciales résultant des versements faits au
de fonds de concours.

ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des
et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le
concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bul-*
letin des lois.

Fait à Paris, le 31 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes;

Signé : R. POINCARÉ.

N° 30371. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'intérieur un Crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1891, 1892, 1893 et 1894.

Du 11 Décembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre de l'intérieur:

Vu l'état ci-annexé des créances liquidées en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1891, 1892, 1893 et 1894;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Considérant que les créances comprises dans l'état susvisé concernent les services prévus au budget des exercices 1891, 1892, 1893 et 1894, et ne cèdent pas les crédits qui leur étaient applicables;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'intérieur, en augmentation des restes à payer constatés sur les exercices 1891, 1892, 1893 et 1894, un crédit de soixante-huit mille sept cent cinquante francs quatre-vingts centimes (68,757^f 80), représentant le montant de nouvelles créances liquidées à la charge de ces exercices, sur le tableau ci-annexé.

2. Le paiement de ces créances pourra, en conséquence, être donné par imputation sur l'exercice courant.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources ordinaires du budget.

4. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 11 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : PAUL DOUMER.

Le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur.
Signé : LÉON BOURGEOIS.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

EXERCICES CLOS.

ÉTAT des nouvelles créances liquidées en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1891, 1892, 1893 et 1894.

N ^o .	Désignation des chapitres.	NATURE DES DÉPENSES.	MONTANT DES DÉPENSES		
			par article.	par chapitre.	par exercice.
		FRANCE.			
	CHAPITRE XXVIII.				
91.	Subvention pour l'achèvement des chemins vicinaux.	Subvention allouée, en 1891, au département de la Manche pour la construction du pont d'Hyégathe...	10,000 ⁰⁰	10,000 ⁰⁰	10,000 ⁰⁰
	CHAPITRE VI.				
	Frais des élections sénatoriales.	Indemnité allouée à un délégué à l'élection sénatoriale du 13 mars 1892 dans le Nord.....	36 25	36 25	
	CHAPITRE XXVII.				
	Subvention pour l'achèvement des chemins vicinaux.	Solde de la subvention allouée, en 1892, à la commune de Saint-Civran (Indre) pour la construction d'un pont sur l'Abloux....	1,000 00	1,000 00	
	CHAPITRE LII.				
92.	Traitement des commissaires de police, indemnités de déplacement et autres.	Indemnité d'habillement allouée pour le deuxième semestre 1892 à un agent....	6 66	6 66	
	CHAPITRE LXIV.				
	Transport des détenus et des libérés.	Frais de transport, en 1892, d'un condamné.....	12 00	12 00	
	CHAPITRE LIXII.				
	Subventions aux départements pour la transformation des prisons (loi du 5 juin 1875).	Subvention allouée, en 1892, au département de la Corse pour la construction de la prison de Corte.....	5,879 68	5,879 68	6,934 59
	CHAPITRE LXVII.				
93.	Matériel des cours d'appel.	Solde de la part de l'État dans les dépenses effectuées en 1893, par le département de la Seine, aux localités communes du Palais-de-Justice.....	11,002 38	11,002 38	

N° 30379. — *Loi qui autorise une Surtaxe à l'Octroi de Landéda (Finistère).*

Du 26 Décembre 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 27 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, à partir de la promulgation de la présente loi et jusqu'au 31 décembre 1899 inclusivement, la perception, à l'octroi de Landéda (Finistère), d'une surtaxe de treize francs 13 par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs établi, à titre de taxe principale, sur la même boisson.

2. Le produit de la surtaxe autorisée à l'article précédent est spécialement affecté, jusqu'à concurrence de quatre cent deux francs (402^f), aux frais de l'assistance médicale dans la commune de Landéda, conformément à la délibération du conseil municipal en date du 13 avril 1895, et, pour le surplus, aux travaux d'utilité communale indiqués dans la délibération du 16 septembre 1894.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année au préfet, de l'emploi de cette surtaxe dont au compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 26 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

N° 30380. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi de Lyon (Rhône).*

Du 26 Décembre 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 27 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1896 inclusivement

EXERCICES.	DÉSIGNATION des chapitres.	NATURE DES DÉPENSES.	MONTANT DES DÉPENSES		
			par article.	par chapitre.	par exercice.
1893. (suite).	CHAPITRE LXVI. (suite.)	Frais d'escorte, en 1893, d'un condamné (Dordogne)...	2 25	174 00	
		Frais d'escorte, en 1893, d'un condamné (Drôme).....	2 25		
		Frais de transport, en 1893, de condamnés (Drôme) [7 fr. + 7 fr. 25].....	14 25		
		Frais de transport d'un condamné (Gironde).....	6 00		
		Frais de transport d'un condamné (Jura).....	15 00		
		Frais d'escorte, en 1893, de condamnés (Marne) [2 fr. + 2 fr.].....	4 00		
		Frais d'escorte, en 1893, de condamnés (Haute-Marne).....	2 25		
		Frais d'escorte, en 1893, d'une condamnée (Pas-de-Calais).....	2 40		
		Frais de transport, en 1893, d'un condamné (Hautes-Pyrénées).....	10 00		
		Frais d'escorte, en 1893, d'une condamnée (Haute-Saône).....	2 00		
		Frais d'escorte, en 1893, d'une condamnée (Seine-et-Marne).....	2 00		
		Frais de transport, en 1893, de condamnés (Seine-et-Oise) [12 fr. + 12 fr. + 12 fr. 75 + 12 fr.].....	48 75		
		Frais de transport, en 1893, d'un condamné (Vosges).....	5 00		
	CHAPITRE LXIX.				
	Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires et mobiliers (service en régie).	Nettoyage, en 1893, du puits de la maison centrale de Beaulieu (Calvados).....	22 00	22 00	
	CHAPITRE LXXIII.				
	Acquisitions et constructions pour le service pénitentiaire.	Honoraires de l'architecte qui a dirigé les travaux de construction, en 1893, d'une infirmerie et de ses annexes à la colonie des douaires (Eure).....	1,000 00	1,000 00	
	CHAPITRE LXXIV.				
	Subventions aux départements pour la transformation des prisons (loi du 5 juin 1875).	Subvention allouée, en 1893, pour la construction de la prison de Corte (Corse)....	267 17	8,971 70	24,221 86
		Acompte sur la subvention allouée par l'État, en 1893, au département du Rhône, pour l'appropriation au système cellulaire de la maison d'arrêt et de justice de Lyon.....	8,704 83		

Désignation des chapitres.	NATURE DES DÉPENSES.	MONTANT DES DÉPENSES		
		par article.	par chapitre.	par exercice.
CHAPITRE VI. Ais des élections sénatoriales.	Indemnité allouée à un dé- légué à l'élection sénato- riale du 7 janvier 1894 (Aisne).....	27 ⁵⁰	70 ⁰⁰	
	Indemnité allouée à deux dé- légués à l'élection sénato- riale du 7 janvier 1894 (Calvados).....	42 50		
CHAPITRE XLII. Ais de protec- tion des enfants du premier âge.	Solde de la part contributive de l'Etat dans les dépenses effectuées par les départe- ments ci-après pour le ser- vice de la protection des enfants du premier âge : Gers.....	14 25	545 83	
	Gironde.....	3 09		
	Loiret.....	7 20		
	Orne.....	3 72		
	Seine-et-Loire.....	68 00		
	Haute-Savoie.....	291 49		
	Seine.....	124 92		
	Vosges.....	33 16		
CHAPITRE LIV. Ratements des commissaires de police, indem- nités de dépla- cement et au- tres.	Indemnité d'habillement al- louée, pour le deuxième semestre 1894, au sieur <i>Schaeffer</i> , sergent de ville à Pantin (Seine).....	60 00	60 00	
CHAPITRE LIX. Ais de rapatrie- ment.	Frais de passage à bord d'un paquebot de la compagnie des messageries maritimes d'un Français indigent ra- patrié en 1894.....	21 00	21 00	
CHAPITRE LXIII. Entretien des dé- tenus.	Indemnité allouée, en 1894, aux sieurs <i>Helene</i> et <i>Toar- neur</i> , entrepreneurs des prisons à Rodez, pour usage des effets de lingerie et de vestiaire destinés aux détenus.....	546 87	546 67	
CHAPITRE LXV. Remboursements divers pour frais de séjour des détenus hors des établis- sements peni- tentiaires.	Frais d'entretien, à l'asile dé- partemental d'aliénés du Rhône, d'un détenu pen- dant le quatrième trimestre 1894.....	113 60	113 60	
CHAPITRE LXVI. Transport des dé- tenus et des li- bérés.	Frais d'escorte, en 1894, de condamnés.....	2 00		
	Frais de transport, en 1894, par la compagnie des che- mins de fer de l'Est, d'un condamné.....	11 25		

EXERCICES.	Désignation des chapitres.	NATURE DES DÉPENSES.	MONTANT DES DÉPENSES		
			par article.	par chapitre.	par exercice.
1894. (Suite).	CHAPITRE XL. (Suite).	Frais de transport, en 1894, par la compagnie des chemins de fer du Midi, de condamnés..... Frais de transport, en 1894, par la compagnie des chemins de fer d'Orléans, d'un condamné..... Frais de transport, en 1894, par la compagnie des chemins de fer de l'État, d'un condamné.....	30 ⁶⁵ 5 65 6 85	55 ⁸⁰	1,413 ¹⁰
		ALGÉRIE.			
		I ^{re} SECTION.			
		SERVICES CENTRALISÉS À PARIS.			
1892.	CHAPITRE III.	Entretien des détenus en Algérie.			
		Fourniture de pain faite, en 1892, aux détenus de la geôle de la Soummam (Constantine).....	419 40	419 40	
1893.	CHAPITRE III.	Entretien des détenus en Algérie.			
		Fourniture de pain faite, en 1893, aux détenus de la geôle de la Soummam (Constantine).....	473 30		419 40
		Fourniture de pain faite, en 1893, aux détenus de la geôle de Renault (Oran)...	22 80	496 00	496 00
1894.	CHAPITRE V.	Transport des détenus et des H-bérés (Algérie).			
		Frais de transport, en 1894, par la compagnie des chemins de fer de l'Est-Algérien, de condamnés (62 fr. 64 + 1,335 fr. 72).	1,474 36		
		Frais de transport, en 1894, par la compagnie des chemins de fer franco-algérienne, de condamnés....	255 93	1,730 29	1,730 29
		II ^e SECTION.			
		SERVICE DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE.			
	CHAPITRE VI.	Matériel de l'administration civile en Algérie.			
1893.		Frais de tournées et indemnité de cheval alloués à un administrateur de commune mixte pour les mois de septembre et d'octobre 1893.....	250 00	250 00	
	CHAPITRE VII.	Personnel du service de sûreté générale et force publique en Algérie.			
		Frais de logement de chevaux d'un détachement de spahis en novembre et décembre 1893.....	129 00		
		Remboursement de frais d'entretien d'Indigènes détenus au pénitencier de Tadmec en 1893.....	201 60	330 60	

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances et les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
Seine-Inférieure.	La ville de Fécamp.	Le Havre.....	915	31 janv. 1895.	13,000 ^{fr}
Seine-et-Marne.	La commune de Guignes.	Meun.....	3546	24 juillet 1895.	500 00
	La commune d'Hardicourt.	Versailles.....	2190	21 fév. 1895.	335 33
Seine-et-Oise.	La commune de Meulan.	Idem.....	3585	29 mars 1895.	1,700 00
	La ville de Saint-Germain-en-Laye.	Idem.....	4436	18 avr. 1895.	7,700 00
Deux-Sèvres.	La ville de Niort...	Niort.....	2442	5 juin 1895.	4,000 00
Tarn.....	La ville de Gaillac.	Albi.....	1251	3 avril 1895.	500 00
TOTAL.....					329,061 33

ÉTAT B.

Répartition, par chapitre et par entreprise, d'un crédit additionnel de 329,061 fr. 33 ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1895, pour l'emploi de fonds de concours.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des fonds.
BUDGET ORDINAIRE.		
1^{re} SECTION. (DÉPENSES ORDINAIRES.)		
CHAPITRE XXVI.		
ROUTES ET PONTS. — TRAVAUX ORDINAIRES.		
(Entretien.)		
Allier.....	Entretien des routes thermales du parc et de la prise d'eau de Vichy (22,000 ^{fr} + 22,000 ^{fr})	44,000 ^{fr}
Eure-et-Loir..	Construction de trottoirs et de caniveaux pavés dans la traverse de Pierres (route nationale n° 183)	400 00
Garonne (Haute-).	Entretien de la route thermale n° 1 (3,500 ^{fr} + 3,500 ^{fr})...	7,000 00
Gironde.....	Entretien des routes nationales n° 10, 135 et 136, dans les traverses de Bordeaux..... 11,500 ^{fr} 00	
	Entretien de la route nationale n° 137, dans la traverse de Blaye..... 289 30	12,011 30
	Entretien des routes nationales n° 10 bis et 89, dans les traverses de Libourne..... 222 06	
Lot-et-Garonne.	Rescindement de la maison Fontès, dans la traverse de Sainte-Livrade (route nationale n° 111).....	110 00
Seine.....	Entretien de tranchées ouvertes sur les routes nationales du département de la Seine (288 ^{fr} + 4,213 ^{fr} 04 + 3,313 ^{fr} 44 + 159 ^{fr} 32 + 8 ^{fr} 96 + 47 ^{fr} 61 + 1,467 ^{fr} 97 + 3,838 ^{fr} + 13 ^{fr} 30 + 38 ^{fr} + 32 ^{fr} + 767 ^{fr} 26 + 122 ^{fr} 22 + 654 ^{fr} 77)..... 14,001 ^{fr} 75	
	Entretien du pont des Arts et de la passerelle de Passy	5,000 00
TOTAL du chapitre XXVI.....		82,623 11

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des crédits.
CHAPITRE XXVII.		
ROUTES ET PONTS.		
(Grosses réparations et restaurations.)		
Ain.....	Construction d'un égout dans la traverse de Bellegarde (route nationale n° 84).....	1,200 ^f
	Amélioration de la route nationale n° 83, dans la traverse de Bourg (boulevard Paul-Bert).....	1,600
	Construction d'un dallot, en remplacement d'un cassis, dans la traverse de Saint-Étienne-des-Bois (route nationale n° 83).....	270
	Construction d'un égout sous la route nationale n° 76, dans la traverse de Bourg, entre l'allée des Rosières et l'égout collecteur établi par la ville.....	6,760
Aube.....	Amélioration des routes nationales n° 19 et 51, dans la traverse de Nogent-sur-Seine.....	13,900 ^f
	Construction de trottoirs et de caniveaux dans la traverse de Vendœuvre (route nationale n° 19).....	7,800
Cher.....	Recasement de l'immeuble Gengneron, en saillie sur les alignements de la route nationale n° 76, dans la traverse de Bourges.....	1,893 ^f 90 ^c
	Construction de trottoirs et rechargement de la chaussée, dans la traverse de Mehun (route nationale n° 76).....	1,862 50
Corse.....	Construction d'une fontaine sur le bord de la route nationale n° 195, dans la traverse de Cristinacce.....	300 00
Côte-d'Or.....	Construction de trottoirs dans la traverse de Nolay (route nationale n° 73).....	2,500 00
Dordogne....	Élargissement du pont de Porte-Rivière, à Brantôme (route nationale n° 139) (1,000 ^f + 2,000 ^f).....	3,000 00
Eure.....	Construction d'un égout sous la route nationale n° 154 (rue du Lycée), à Evreux.....	2,000 00
Gard.....	Élargissement de la route nationale n° 106, dans la traverse de Boucoiran.....	1,495 ^f
	Recasement des maisons Caizergues et Roque, en saillie sur les alignements de la route nationale n° 110, dans la traverse de Sommières....	1,400
Ile-et-Villaine.	Élargissement du pont Saint-Nicolas, à Montfort (route nationale n° 164 bis).....	750 00
Indre-et-Loire.	Amélioration de la route nationale n° 162, dans la traverse de Cinq-Mars-la-Pile.....	6,000 00
Loire.....	Amélioration de la route nationale n° 152, dans la traverse de la Pacaudière.....	150 00
Loiret.....	Dallage en asphalte des deux ponts du Loing, à Montargis (route nationale n° 7).....	2,125 00
Marne.....	Amélioration de la route nationale n° 31, près de Jonchery-sur-Vesle.....	1,320 ^f
	Construction d'un aqueduc en remplacement d'un cassis, dans la traverse de Saint-Memmie (route nationale n° 44).....	200
Meurthe-et-Moselle.	Construction de trottoirs dans la traverse de Baccarat (route nationale n° 59).....	4,900 00
Meuse.....	Construction de trottoirs entre le village de Lérouvillie et la station du chemin de fer (route nationale n° 64)....	280 00
Morbihan....	Construction de trottoirs dans la rue du Pent, à Pontivy (route nationale n° 164).....	132 05
Oise.....	Relèvement à bout du pavage de la route nationale n° 32 et construction d'un égout dans la traverse de Noyon.....	3,000 ^f
	Relèvement à bout du pavage de la route nationale n° 32 dans la traverse de Compiègne.....	1,000

recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 26 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : PAUL DOUMER.

N° 30387. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi Vitry-le-François (Marne).*

Du 26 Décembre 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 27 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1897 inclusivement, la prorogation à l'octroi de Vitry-le-François (Marne) de la surtaxe annuelle de six franc (6^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans eaux-de-vie, esprits, absinthes, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Cette surtaxe est indépendante du droit de neuf francs par hectolitre établi, à titre de taxe principale, sur lesdits spiritueux.

2. Le produit de la surtaxe autorisée par l'article qui précède est affecté, concurremment avec d'autres ressources, au remboursement d'un emprunt de cinq cent mille francs autorisé par décret du 9 juillet 1892.

L'autorité locale est tenue de justifier chaque année, au point de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 26 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : PAUL DOUMER.

1° 30388. — *Loi qui approuve un échange de Terrain forestier entre l'État et M. Chauvel.*

Du 26 Décembre 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 27 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvé l'acte passé, le 24 septembre 1894, entre le préfet de la Seine-Inférieure, agissant au nom de l'État, et Noël-Frédéric Chauvel, maître d'hôtel à la Bouille, portant échange nous soulté d'une parcelle d'une superficie d'un hectare huit ares 88, dépendant de la forêt domaniale de la Londe et située sur le territoire de la commune du même nom (Seine-Inférieure), contre la parcelle en nature de prairie, d'une contenance d'un hectare quatre-vingt-quatre ares (1^h 84^a) entièrement enclavée dans la forêt domaniale de Montfort au territoire d'Ideville (Eure) et appartenant M. Chauvel.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 26 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

30389. — *Loi relative aux Décorations supplémentaires à accorder aux Militaires des armées de terre et de mer qui ont pris part à l'expédition de Madagascar.*

Du 26 Décembre 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 27 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ART. 1^{er}. Pour permettre de récompenser les services rendus pendant l'expédition de Madagascar, en 1895, par les militaires et ma-

TABLEAU A.

Etat des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1895.

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des Bourses où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
ANNÉE 1895.					
Cantal....	Le département....	Aurillac.....	1762	22 juin 1895.	11,435 fr
	La commune de Saône.		3097	26 juin 1895.	1,000 00
	La compagnie des forges d'Audincourt.		3189	29 juin 1895.	10,000 00
Doubs....	La ville de Besançon.	Besançon.....	8348	9 juillet 1895.	25,000 00
	Le département....		3457	15 juillet 1895.	17,500 00
	<i>Idem.</i>		3458	<i>Idem.</i>	25,000 00
Eure.....	<i>Idem.</i>		3459	<i>Idem.</i>	25,000 00
	Le département....	Évreux.....	3664	17 juillet 1895.	550,000 00
	La commune de S ^t -Mars-de-Contais.	Nantes.....	6174	18 juillet 1895.	750 00
Loire-Inférieure.	La commune de Saint-Mihiel.	Commercy....	2391	15 juin 1895.	2,500 00
Meuse....	M. Pergaud.....	Lure.....	507	9 février 1895.	7,500 00
Haute-Saône.					
TOTAL....					675,171 fr

TABLEAU B.

Répartition, par chapitre et par entreprise, d'un crédit additionnel de 675,171 fr ouvert au ministre des travaux publics, pour l'emploi de fonds de concours sur le budget de l'exercice 1895, deuxième section, chapitre LXVIII : Etudes et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des crédits.
Cantal.....	Établissement du chemin de fer d'Aurillac à Saint-Denis.	11,435 fr
	Établissement du chemin de fer de Besançon à la frontière suisse (25,000 ^f + 1,000 ^f).....	26,000 ^f
Doubs.....	Établissement du chemin de fer de Voujeaucourt à Saint-Hippolyte (10,000 ^f + 26,000 ^f).....	35,000
	Établissement du chemin de fer de Lure à Loulans-les-Forges.....	17,300
	Établissement du chemin de fer de Gilley à Pontarlier.....	25,000
Eure.....	Établissement du chemin de fer de Saint-Pierre-de-Louviers aux Andelys.....	550,000 00
Loire-Inférieure.	Établissement des chemins de fer nantais rachetés par l'État.....	750 00
Meuse.....	Établissement du chemin de fer de Lérerville à Sedan....	2,500 00
Haute-Saône.	Établissement d'une station à Magay-Vernois (ligne de Lure à Loulans-les-Forges).....	7,500 00
TOTAL.....		675,171 fr

N° 30390. — *Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un Chemin de fer destiné à relier les Voies ferrées de la Fosse n° 6 à la nouvelle Fosse n° 7 des Mines de Dourges (Pas-de-Calais).*

Du 14 Septembre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 12 octobre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics,

Vu la demande présentée le 13 août 1894 par la compagnie des mines de Dourges (Pas-de-Calais), à l'effet d'obtenir la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer destiné à relier les voies ferrées de la fosse n° 6 à la nouvelle fosse n° 7;

Vu l'avant-projet présenté à l'appui de cette demande et, notamment, le plan visé le 16 mai 1895 par l'ingénieur en chef de l'arrondissement minéralogique d'Arras;

Vu le procès-verbal des conférences mixtes relatives à ladite demande;

Vu les pièces de l'enquête d'utilité publique à laquelle a été soumis l'avant-projet ci-dessus visé, et, notamment, l'avis de la commission d'enquête en date du 30 janvier 1895;

Vu les rapports et avis des ingénieurs des mines, des 9, 15 et 16 mai 1895;

Vu la lettre du préfet du Pas-de-Calais du 24 mai 1895;

Vu les avis du conseil général des mines en date des 17 mai et 7 juin 1895;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées du 1^{er} juillet 1895;

Vu le cahier des charges arrêté par le ministre des travaux publics le 14 septembre 1895;

Vu la loi du 21 avril 1810 sur les mines, modifiée par la loi du 27 juillet 1880, et notamment l'article 44;

Vu la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, et l'ordonnance réglementaire du 18 février 1834⁽¹⁾;

Vu les articles 20 et 22 de la loi du 11 juin 1880;]

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer destiné à relier les voies ferrées de la fosse n° 6 à la nouvelle fosse n° 7 des mines de Dourges.

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme non avenue, si les expropriations nécessaires pour l'exécution dudit chemin de fer ne sont pas accomplies dans le délai de dix-huit mois, à partir de la date du présent décret.

2. La compagnie des mines de houille de Dourges est autorisée à construire ce chemin de fer, à ses frais, risques et périls, suivant le

⁽¹⁾ 1^{re} série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 286, n° 5022.

tracé indiqué au plan ci-dessus visé et conformément aux clauses et conditions du cahier des charges également ci-dessus visé.

Les susdits plan et cahier des charges resteront annexés au présent décret.

3. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 14 Septembre 1895.

Signé: FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé: DUPUY-DUTEMPS.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Tracé.

ART. 1^{er}. Le chemin de fer qui fait l'objet du présent cahier des charges partira des voies ferrées du carreau de la fosse n° 6 des mines de Dourges pour aboutir au nouveau siège n° 7 sur le territoire de la commune de Montigny-en-Gohelle. Il sera établi conformément aux indications du plan d'ensemble qui a été présenté à la date du 13 août 1894 par la compagnie des mines de Dourges.

Approbation des projets de détail.

2. Aucun travail ne pourra être entrepris pour l'établissement du chemin de fer et de ses dépendances qu'avec l'autorisation de l'administration supérieure. A cet effet, les projets de tous les travaux à exécuter seront dressés en double expédition et soumis à l'approbation du ministre qui prescrira, s'il y a lieu, telles modifications que de droit.

L'une de ces expéditions sera remise à la compagnie, avec le visa du ministre, l'autre demeurera entre les mains du ministre. Avant comme pendant l'exécution, la compagnie aura la faculté de proposer aux projets approuvés les modifications qu'elle jugerait utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation de l'administration supérieure.

Exécution des travaux.

3. La compagnie n'emploiera dans l'exécution des ouvrages que des matériaux de bonne qualité; elle sera tenue de se conformer à toutes les règles de l'art de manière à obtenir une construction parfaitement solide.

Tous les aqueducs, ponceaux, ponts et viaducs à construire à la rencontre des divers cours d'eau et des chemins publics ou particuliers seront en maçonnerie ou en fer sauf les cas d'exception qui pourraient être admis par l'administration supérieure.

Clôtures.

4. Le chemin de fer sera séparé des propriétés riveraines par des murs, haies ou toute autre clôture dont le mode et la disposition seront agréés par le préfet, sous ré-

ve de l'approbation ministérielle. La compagnie pourra, en vertu des articles 20 et de la loi du 11 juin 1880, être dispensée par le préfet, sous réserve de l'approbation ministérielle, de poser des clôtures sur tout ou partie de la voie, mais elle devra fournir des justifications spéciales pour être dispensée d'en établir :

- ° Dans la traversée des lieux habités ;
- ° Dans les parties contiguës à des chemins publics ;
- ° Sur dix mètres de longueur au moins de chaque côté des passages à niveau et des lignes.

Barrières et maisons de garde des passages à niveau.

°. Sous réserve de l'approbation ministérielle, le préfet déterminera, sur la proposition de la compagnie, les types des barrières qu'elle devra poser aux passages à niveau ainsi que les abris ou maisons de garde à établir. Il peut dispenser d'établir des maisons de garde ou des abris et même de poser des barrières au croisement des chemins peu fréquentés.

Contrôle et surveillance des travaux.

°. Les travaux seront exécutés sous le contrôle et la surveillance de l'administration. Ils seront conduits de manière à nuire le moins possible à la liberté et à la sûreté de la circulation. Les chantiers ouverts sur le sol des voies publiques seront éclairés et gardés pendant la nuit.

Réception des travaux.

°. Lorsque les travaux seront terminés, il sera procédé à la reconnaissance de ces travaux par un ou plusieurs commissaires que le ministre désignera. Sur le vu du procès-verbal de cette reconnaissance, le ministre autorisera, s'il y a lieu, la mise en circulation des trains sur la voie ferrée.

Bornage et plan cadastral.

°. Immédiatement après l'achèvement des travaux et au plus tard six mois après la mise en exploitation de la ligne ou de chaque section, la compagnie fera faire à ses frais un bornage contradictoire avec chaque propriétaire riverain en présence d'un représentant de l'administration ainsi qu'un plan cadastral du chemin de fer et de ses dépendances.

Il lui fera dresser également à ses frais et contradictoirement avec les agents désignés par le préfet un état descriptif de tous les ouvrages d'art qui auront été exécutés ; cet état accompagné d'un atlas contenant les dessins cotés de tous les ouvrages. Une expédition dûment certifiée des procès-verbaux de bornage, du plan cadastral, de l'état descriptif et de l'atlas sera dressé aux frais du concessionnaire et déposé aux archives de la préfecture.

Les terrains acquis par le concessionnaire postérieurement au bornage général, en vue de satisfaire aux besoins de l'exploitation et qui par cela même deviendront partie intégrante du chemin de fer, donneront lieu, au fur et à mesure de leur acquisition, à des bornages supplémentaires et seront ajoutés sur le plan cadastral ; addition sera également faite sur l'atlas de tous les ouvrages d'art exécutés postérieurement à la mise en exploitation.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

Le chemin de fer et toutes ses dépendances seront constamment entretenus en bon état, de manière que la circulation y soit toujours facile et sûre.

Si par suite du défaut d'entretien ou pour toute autre raison l'exploitation vient à présenter certain danger, le ministre pourra interdire la circulation des trains jusqu'à ce que la ligne ait été remise en état, et que toute cause de danger ait disparu.

Dans le cas où la facilité ou la sécurité de la circulation sur les voies publiques, ainsi que le libre écoulement des eaux viendrait à être compromis, le ministre peut y pourvoir d'office aux frais de la compagnie.

Le montant des avances faites sera recouvré au moyen de rôles que le préfet rendra exécutoires.

Gardiens.

10. La compagnie sera tenue d'établir à ses frais, partout où la nécessité en sera reconnue par le préfet, des gardiens en nombre suffisant pour assurer la sûreté du passage des trains sur la voie et celle de la circulation sur les points où le chemin de fer traverse à niveau des routes ou chemins publics.

Mesures de sécurité.

11. La compagnie sera tenue de prendre toutes les mesures qui pourront être prescrites par le préfet, sous l'autorité du ministre, pour assurer la sécurité de l'exploitation.

TITRE III.

CLAUSES DIVERSES.

12. Dans le cas où le Gouvernement, le département ou les communes voudraient ou autoriseraient la construction de routes nationales, départementales ou communales, de chemins de fer ou de canaux qui traverseraient la ligne, la compagnie pourra s'opposer à ces travaux, mais toutes les dispositions seront prises pour qu'il n'en résulte aucun obstacle à la construction ou au service du chemin de fer, et les frais pour la compagnie.

13. Il est interdit à la compagnie d'établir sur la voie ferrée un service public de transport de voyageurs et de marchandises.

Frais de contrôle.

14. Les frais de visite, de surveillance et de reconnaissance des travaux et de la surveillance de l'exploitation seront supportés par la compagnie et le montant en sera recouvré comme en matière de contributions publiques.

15. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges seront supportés par la compagnie.

Lu et accepté par le directeur des mines de Dourges, agissant au nom de la compagnie des mines de Dourges.

Signé : A. VOISIN.

Approuvé :

Paris, le 14 septembre 1895,

Le Ministre des travaux publics.

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

Enregistré à Paris, bureau des actes administratifs, le 12 octobre 1895, case 8. Reçu trois francs soixante-quinze centimes. — Signé : MORIN.

30391. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à l'entretien des Collections minéralogiques de l'École des mines de Saint-Étienne.

Du 3 Octobre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration (n° 530) du trésorier général du département de la Loire, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 24 janvier 1895, par la ville de Saint-Étienne, une somme de huit cents francs, à titre de fonds de concours, pour l'entretien des collections minéralogiques de l'école des mines d'ladite ville;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 1^{er} octobre 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1895, chapitre vi : *Personnel du corps des mines — Enseignement et écoles*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de huit cents francs (800^f), applicable à l'entretien des collections minéralogiques de l'école des mines de Saint-Étienne.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 3 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Président du Conseil, Ministre des finances,
Signé : A. RIBOT.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : DUPUY-DUTEMPS.

N° 30392. — **DÉCRET** qui autorise la prorogation du droit d'Octroi dit de banlieue dans le département de la Seine.

Du 28 Décembre 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 30 Décembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu la délibération du conseil municipal de Paris, en date du 6 décembre 1895, relative à l'octroi dit de *banlieue*, dans le département de la Seine;

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes du département de la Seine;

Vu l'ordonnance du 9 décembre 1814 ⁽¹⁾;

Vu l'ordonnance du 11 juin 1817;

Vu la loi du 10 juin 1853;

Vu la loi du 24 mars 1891;

Vu la loi du 28 décembre 1895;

Vu les observations du ministre de l'intérieur;

Les sections de l'intérieur et des finances du Conseil d'État entendues.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 31 mars 1896 inclusivement, du droit d'octroi établi dans la banlieue de Paris, à raison de soixante-six francs cinquante centimes (66^{fr} 50) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

2. La moitié du produit de la perception sera répartie, à la fin de chaque mois, entre les communes situées dans la banlieue, en proportion de leur population respective.

La deuxième moitié sera répartie, jusqu'à concurrence des deux tiers, entre lesdites communes, au prorata de la part attribuée à chacune d'elles dans les dépenses de police, par application de la loi du 10 juin 1853; le surplus formera un fonds de réserve et de provision qui devra être employé dans les conditions énoncées à l'article 5 de l'ordonnance du 11 juin 1817.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

⁽¹⁾ v° série, Bull. 66, n° 560.

N° 30393. — *DÉCRET qui autorise la prorogation d'une Surtaxe à l'Octroi de Cassel (Nord).*

Du 28 Décembre 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 30 décembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu la délibération du conseil municipal de Cassel (Nord), en date du 9 mars 1895, relative à l'octroi de cette commune;

Vu l'ordonnance du 9 décembre 1814 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 28 avril 1816;

Vu la loi du 31 décembre 1873;

Vu la loi du 19 juillet 1880;

Vu la loi du 5 avril 1884;

Vu la loi du 27 décembre 1890;

Vu la loi du 28 décembre 1895;

Vu les observations du ministre de l'intérieur;

Les sections de l'intérieur et des finances du Conseil d'État entendues,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 31 mars 1896 inclusivement, de la surtaxe de quatre francs quatre-vingts centimes 4/80) par hectolitre de vin en cercles ou en bouteilles, actuellement perçue à l'octroi de Cassel (Nord) en vertu de la loi du 27 décembre 1890.

Cette surtaxe est indépendante du droit d'un franc vingt centimes établi, à titre de taxe principale, sur la même boisson.

2. Le produit de la surtaxe autorisée par l'article qui précède est spécialement affecté au paiement des travaux énoncés dans la délibération municipale du 29 mars 1895.

L'administration locale sera tenue de justifier au préfet de l'emploi de cette ressource extraordinaire en vue duquel elle est autorisée.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 66, n° 560.

N° 30392. — *DÉCRET qui autorise la prorogation du droit
dit de banlieue dans le département de la Seine.*

Du 28 Décembre 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 30 Décembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu la délibération du conseil municipal de Paris, en date
1895, relative à l'octroi dit de *banlieue*, dans le département

Vu les délibérations des conseils municipaux des com-
tement de la Seine;

Vu l'ordonnance du 9 décembre 1814 ⁽¹⁾;

Vu l'ordonnance du 11 juin 1817;

Vu la loi du 10 juin 1853;

Vu la loi du 24 mars 1891;

Vu la loi du 28 décembre 1895;

Vu les observations du ministre de l'intérieur;

Les sections de l'intérieur et des finances du Conseil d'

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 31
sivement, du droit d'octroi établi dans la banlieue
de soixante-six francs cinquante centimes (66^{fr} 50)
d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits,
vie, liqueurs et absinthes.

2. La moitié du produit de la perception sera ré-
chaque mois, entre les communes situées dans la
portion de leur population respective.

La deuxième moitié sera répartie, jusqu'à conc-
tiers, entre lesdites communes, au prorata de la
chacune d'elles dans les dépenses de police, par
loi du 10 juin 1853; le surplus formera un fonds de
voyance qui devra être employé dans les condition-
ticle 5 de l'ordonnance du 11 juin 1817.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exé-
décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bu-*

Fait à Paris, le 28 Décembre 1895.

Signé :

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 66, n° 560.

— 1301 —

— Décret qui autorise la prorogation de la surtaxe de Cassel (Nord) en vertu de la loi du 29 mars 1895.

Du 28 Décembre 1895.

Par le Journal officiel du 28 décembre 1895.

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Le ministre des finances :

En vertu de la loi du 29 mars 1895, en vertu de la loi du 9 décembre 1815 ;

Arrêt du 9 décembre 1815 ;

Arrêt du 1816 ;

Arrêt du 1880 ;

Arrêt du 1884 ;

Arrêt du 1890 ;

Arrêt du 1895 ;

En vertu de la loi du 29 mars 1895, en vertu de la loi du 9 décembre 1815 ;

En vertu de la loi du 29 mars 1895, en vertu de la loi du 9 décembre 1815 ;

En vertu de la loi du 29 mars 1895, en vertu de la loi du 9 décembre 1815 ;

En vertu de la loi du 29 mars 1895, en vertu de la loi du 9 décembre 1815 ;

En vertu de la loi du 29 mars 1895, en vertu de la loi du 9 décembre 1815 ;

En vertu de la loi du 29 mars 1895, en vertu de la loi du 9 décembre 1815 ;

En vertu de la loi du 29 mars 1895, en vertu de la loi du 9 décembre 1815 ;

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
Le ministre des finances.

laye
omn
1895

ten du

mars
ues su
tu de

vin ;
nu da
sinthe
ne soi
ar he
même

précé
const

au y
iel

1 d
des

N° 30396. — *DÉCRET qui autorise la prorogation d'une Surtaxe à l'Octroi de Douarnenez (Finistère).*

Du 28 Décembre 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 30 décembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu la délibération du conseil municipal de Douarnenez (Finistère) en date du 2 mars 1895, relative à l'octroi de cette commune;

Vu l'ordonnance du 9 décembre 1814⁽¹⁾;

Vu la loi du 28 avril 1816;

Vu la loi du 31 décembre 1873;

Vu la loi du 19 juillet 1880;

Vu la loi du 5 avril 1884;

Vu la loi du 24 mars 1891;

Vu la loi du 28 décembre 1895;

Vu les observations du ministre de l'intérieur;

Les sections de l'intérieur et des finances du Conseil d'État entendues

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 31 mars 1896 inclusivement, de la surtaxe de douze francs (12') par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes, actuellement perçue à l'octroi de Douarnenez (Finistère) en vertu de la loi du 24 mars 1891.

Cette surtaxe est indépendante du droit de douze francs par hectolitre titre de taxe principale, sur cette boisson.

2. Le produit de cette surtaxe sera exclusivement affecté au remboursement d'un emprunt de cent mille francs ainsi qu'au paiement des dépenses d'une canalisation d'eau potable, conformément à la délibération du 2 mars 1895.

L'administration locale est tenue de justifier au préfet de l'emploi de cette ressource extraordinaire en vue duquel elle est autorisée.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

⁽¹⁾ V° série, Bull. 66, n° 560.

N° 30397. — *DÉCRET qui autorise la prorogation d'une Surtaxe à l'Octroi d'Elbeuf (Seine-Inférieure).*

Du 28 Décembre 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 30 décembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre des finances;

Vu la délibération du conseil municipal d'Elbeuf (Seine-Inférieure), en date du 20 septembre 1895, relative à l'octroi de cette commune;

Vu l'ordonnance du 9 décembre 1814 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 28 avril 1816;

Vu la loi du 31 décembre 1873;

Vu la loi du 19 juillet 1880;

Vu la loi du 5 avril 1884;

Vu la loi du 6 mars 1894;

Vu la loi du 28 décembre 1895;

Vu les observations du ministre de l'intérieur;

Les sections de l'intérieur et des finances du Conseil d'État entendues,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 31 mars 1896 exclusivement, de la surtaxe de sept francs (7^f) par hectolitre d'alcool contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes, actuellement perçue à l'octroi d'Elbeuf (Seine-Inférieure) en vertu de la loi du 6 mars 1894.

Cette surtaxe est indépendante du droit de dix-huit francs établi, titre de taxe principale, sur la même boisson.

2. Le produit de cette surtaxe sera exclusivement affecté au paiement des dépenses indiquées dans la délibération du 20 septembre 1895.

L'administration locale est tenue de justifier au préfet de l'emploi de cette ressource extraordinaire en vue duquel elle est autorisée.

Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

N° 30398. — *Décret qui autorise la prorogation de Surtaxes à l'Octroi d'Embrun (Hautes-Alpes).*

Dtr 28 Décembre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 30 décembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu les délibérations du conseil municipal d'Embrun (Hautes-Alpes), en date des 17 février, 21 avril, 16 juin et 4 août 1895, relatives à l'octroi de cette commune;

Vu l'ordonnance du 9 décembre 1814⁽¹⁾;

Vu la loi du 28 avril 1816;

Vu la loi du 31 décembre 1873;

Vu la loi du 19 juillet 1880;

Vu la loi du 5 avril 1884;

Vu la loi du 27 décembre 1890;

Vu la loi du 28 décembre 1895;

Ve les observations du ministre de l'intérieur;

Les sections de l'intérieur et des finances du Conseil d'État entendues

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 31 mars 1896 inclusivement, des surtaxes actuellement perçues à l'octroi d'Embrun (Hautes-Alpes) en vertu de la loi du 27 décembre 1890, savoir :

1° Cinquante-deux centimes (0^{fr} 52), par hectolitre sur les vins;

2° Trois francs (3^{fr}) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, absinthes, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de quatre-vingt centimes et de six francs établis, à titre de taxes principales, sur les mêmes boissons.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Journal officiel et au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 28 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

⁽¹⁾ V^e série, Bull. 66, n° 560.

N° 30399. — *Décret qui autorise la prorogation d'une Surtaxe à l'Octroi du Faou (Finistère).*

Du 28 Décembre 1895.

(Paru dans le Journal officiel du 30 décembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre des finances;

sur les délibérations du conseil municipal du Faou (Finistère), en date du 10 février, 3 mars et 10 novembre 1895, relatives à l'octroi de cette commune;

sur l'ordonnance du 9 décembre 1814⁽¹⁾;

sur la loi du 28 avril 1816;

sur la loi du 31 décembre 1873;

sur la loi du 19 juillet 1880;

sur la loi du 5 avril 1884;

sur la loi du 6 décembre 1890;

sur la loi du 28 décembre 1895;

sur les observations du ministre de l'intérieur;

sur les sections de l'intérieur et des finances du Conseil d'État entendues,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 31 mars 1896 au plus tard, de la surtaxe de sept francs (7^f), par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes, actuellement perçue à l'octroi du Faou (Finistère) en vertu de la loi du 6 décembre 1890.

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs par hectolitre d'alcool pur, établi à titre de taxe principale.

Le produit de la surtaxe mentionnée en l'article précédent est affecté à l'amortissement d'un emprunt de vingt-huit cent cinquante francs à contracter en vue de pourvoir aux dépenses prévues dans la délibération du 10 novembre 1895.

L'administration locale sera tenue de justifier au préfet de l'emploi de cette ressource extraordinaire en vue duquel elle a été autorisée.

Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Journal officiel et au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 28 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

N° 30400. — *Décret qui autorise la prorogation de Surtaxe
à l'Octroi de Gap (Hautes-Alpes).*

Du 28 Décembre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 30 décembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu la délibération du conseil municipal de Gap (Hautes-Alpes), en date du 15 septembre 1895, relative à l'octroi de cette commune;

Vu l'ordonnance du 9 décembre 1814⁽¹⁾;

Vu la loi du 28 avril 1816;

Vu la loi du 31 décembre 1873;

Vu la loi du 19 juillet 1880;

Vu la loi du 5 avril 1884;

Vu la loi du 6 mars 1891;

Vu la loi du 28 décembre 1895;

Vu les observations du ministre de l'intérieur;

Les sections de l'intérieur et des finances du Conseil d'État entendues

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 31 mars 1896 inclusivement, des surtaxes actuellement perçues à l'octroi de Gap (Hautes-Alpes) en vertu de la loi du 6 mars 1891, savoir :

1^o Soixante-quatre centimes (0^o 64) par hectolitre de vin;

2^o Un franc (1^o) par hectolitre d'alcool pur contenu dans le vin, de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits d'un franc trente centimes et de neuf francs établis, à titre de taxes principales, sur les mêmes boissons.

2. Le produit de ces surtaxes est spécialement affecté au service de la dette municipale.

L'administration locale sera tenue de justifier au préfet de la destination de cette ressource extraordinaire en vue duquel elle est autorisée.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Journal officiel et au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 28 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAUPEL

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

⁽¹⁾ V^e série, Bull. 66, n° 560.

N° 30401. — **DÉCRET** qui autorise la prorogation de Surtaxes
à l'Octroi du Havre (Seine-Inférieure).

Du 28 Décembre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 30 décembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu la délibération du conseil municipal du Havre (Seine-Inférieure), en date du 2 août 1895, relative à l'octroi de cette commune;

Vu l'avis du conseil général de la Seine-Inférieure, en date du 25 août 1895;

Vu l'ordonnance du 9 décembre 1814 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 28 avril 1816;

Vu la loi du 31 décembre 1873;

Vu la loi du 19 juillet 1880;

Vu la loi du 5 avril 1884;

Vu la loi du 6 mars 1891;

Vu la loi du 28 décembre 1895;

Sur les observations du ministre de l'intérieur;

Les sections de l'intérieur et des finances du Conseil d'État entendues,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 31 mars 1896 inclusivement, des surtaxes actuellement perçues sur les boissons à l'octroi du Havre (Seine-Inférieure) en vertu de la loi du 6 mars 1891, savoir :

Quarante-huit centimes (0^{fr} 48) par hectolitre de vin;

Vingt francs (20^{fr}) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de quatre francs quatre-vingt centimes par hectolitre de vin et de vingt-quatre francs par hectolitre d'alcool pur, établis à titre de taxes principales.

Le produit des surtaxes mentionnées en l'article précédent sera exclusivement affecté au remboursement de la dette municipale, conformément à la délibération du 2 août 1895.

L'administration locale sera tenue de justifier au préfet de l'emploi de ces ressources extraordinaires en vue duquel elles sont autorisées.

Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Journal officiel et au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 28 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

N° 30392. — *DÉCRET qui autorise la prorogation du droit d'Octroi dit de banlieue dans le département de la Seine.*

Du 28 Décembre 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 30 Décembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu la délibération du conseil municipal de Paris, en date du 6 décembre 1895, relative à l'octroi dit *de banlieue*, dans le département de la Seine;

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes du département de la Seine;

Vu l'ordonnance du 9 décembre 1814 ⁽¹⁾;

Vu l'ordonnance du 11 juin 1817;

Vu la loi du 10 juin 1853;

Vu la loi du 24 mars 1891;

Vu la loi du 28 décembre 1895;

Vu les observations du ministre de l'intérieur;

Les sections de l'intérieur et des finances du Conseil d'État entendues.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 31 mars 1896 inclusivement, du droit d'octroi établi dans la banlieue de Paris, à raison de soixante-six francs cinquante centimes (66^f 50) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

2. La moitié du produit de la perception sera répartie, à la fin de chaque mois, entre les communes situées dans la banlieue, en proportion de leur population respective.

La deuxième moitié sera répartie, jusqu'à concurrence des deux tiers, entre lesdites communes, au prorata de la part attribuée à chacune d'elles dans les dépenses de police, par application de la loi du 10 juin 1853; le surplus formera un fonds de réserve et de prévoyance qui devra être employé dans les conditions énoncées à l'article 5 de l'ordonnance du 11 juin 1817.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

⁽¹⁾ V° série, Bull. 66, n° 560.

N° 30393. — *DÉCRET qui autorise la prorogation d'une Surtaxe à l'Octroi de Cassel (Nord).*

Du 28 Décembre 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 30 décembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu la délibération du conseil municipal de Cassel (Nord), en date du 9 mars 1895, relative à l'octroi de cette commune;

Vu l'ordonnance du 9 décembre 1814 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 28 avril 1816;

Vu la loi du 31 décembre 1873;

Vu la loi du 19 juillet 1880;

Vu la loi du 5 avril 1884;

Vu la loi du 27 décembre 1890;

Vu la loi du 28 décembre 1895;

Vu les observations du ministre de l'intérieur;

Les sections de l'intérieur et des finances du Conseil d'État entendues,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 31 mars 1896 inclusivement, de la surtaxe de quatre francs quatre-vingts centimes (4^{fr}80) par hectolitre de vin en cercles ou en bouteilles, actuellement perçue à l'octroi de Cassel (Nord) en vertu de la loi du 27 décembre 1890.

Cette surtaxe est indépendante du droit d'un franc vingt centimes établi, à titre de taxe principale, sur la même boisson.

2. Le produit de la surtaxe autorisée par l'article qui précède est spécialement affecté au paiement des travaux énoncés dans la délibération municipale du 29 mars 1895.

L'administration locale sera tenue de justifier au préfet de l'emploi de cette ressource extraordinaire en vue duquel elle est autorisée.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 66, n° 560.

N° 30394. — **DÉCRET qui autorise la prorogation de Surtaxes à l'Octroi de Châteaudun (Eure-et-Loir).**

Du 28 Décembre 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 30 décembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu la délibération du conseil municipal de Châteaudun (Eure-et-Loir) relative à l'octroi de cette commune;

Vu l'ordonnance du 9 décembre 1814 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 28 avril 1816;

Vu la loi du 31 décembre 1873;

Vu la loi du 19 juillet 1880;

Vu la loi du 5 avril 1884;

Vu la loi du 13 mars 1893;

Vu la loi du 28 décembre 1895;

Vu les observations du ministre de l'intérieur;

Les sections de l'intérieur et des finances du Conseil d'État entendues.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 31 mars 1896 inclusivement, des surtaxes actuellement perçues sur les boissons à l'octroi de Châteaudun (Eure-et-Loir) en vertu de la loi du 13 mars 1893, savoir :

1° Quatre-vingt-sept centimes (0^f 87) par hectolitre de vin;

2° Dix-neuf centimes (0^f 19) par hectolitre de cidre, poiré et hydromel;

3° Quatre francs (4^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de quatre-vingt-huit centimes par hectolitre de vin, cinquante-six centimes par hectolitre de cidre, poiré et hydromel, et de six francs par hectolitre d'alcool pur, établis à titre de taxes principales.

2. Le produit des surtaxes mentionnées en l'article précédent est exclusivement affecté au remboursement d'un emprunt de cent vingt mille francs contracté en 1888 pour la construction d'une école.

L'administration locale sera tenue de justifier au préfet de l'emploi de ces ressources extraordinaires en vue duquel elles sont autorisées.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Décembre 1895.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

Signé : FÉLIX FAURE.

N° 30395. — *DÉCRET qui autorise la prorogation de Surtaxes à l'Octroi de Château-Gontier (Mayenne).*

Du 28 Décembre 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 30 décembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu les délibérations du conseil municipal de Château-Gontier (Mayenne), date des 25 juin et 17 juillet 1895, relatives à l'octroi de cette commune;

Vu l'avis du conseil général de la Mayenne, en date du 20 août 1895;

Vu l'ordonnance du 9 décembre 1814 ⁽¹⁾.

Vu la loi du 28 avril 1816;

Vu la loi du 31 décembre 1873;

Vu la loi du 19 juillet 1880;

Vu la loi du 5 avril 1884;

Vu la loi du 23 décembre 1890;

Vu la loi du 28 décembre 1895;

Vu les observations du ministre de l'intérieur;

Les sections de l'intérieur et des finances du Conseil d'État entendues,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 31 mars 1896 inclusivement, des surtaxes ci-après, actuellement perçues sur les boissons à l'octroi de Château-Gontier (Mayenne) en vertu de la loi du 23 décembre 1890, savoir :

1° Soixante-quatorze centimes (0^e 74) par hectolitre de vin;

2° Dix francs (10^e) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les ux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits d'un franc soixanteize centimes par hectolitre de vin et de neuf francs par hectolitre alcool pur établis, à titre de taxes principales, sur les mêmes boissons.

2. Le produit des surtaxes mentionnées en l'article précédent est exclusivement affecté au remboursement du déficit constaté à la caisse d'épargne de Château-Gontier.

L'administration municipale sera tenue de justifier au préfet de l'emploi de ces ressources extraordinaires en vue duquel elles sont autorisées.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 66, n° 560.

N° 30396. — DÉCRET qui autorise la prorogation d'un SURTAXE
à l'Octroi de Douarnenez Finistère.

Du 28 Décembre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 30 décembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu la délibération du conseil municipal de Douarnenez Finistère en date du 2 mars 1895, relative à l'octroi de cette commune;

Vu l'ordonnance du 9 décembre 1814⁽¹⁾;

Vu la loi du 28 avril 1816;

Vu la loi du 31 décembre 1873;

Vu la loi du 19 juillet 1880;

Vu la loi du 5 avril 1884;

Vu la loi du 24 mars 1891;

Vu la loi du 28 décembre 1895;

Vu les observations du ministre de l'intérieur;

Les sections de l'intérieur et des finances du Conseil d'Etat entendues.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 31 mars 1896 inclusivement, de la surtaxe de douze francs (12^{fr}) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes, actuellement perçue à l'octroi de Douarnenez (Finistère) en vertu de la loi du 24 mars 1891.

Cette surtaxe est indépendante du droit de douze francs établi, en titre de taxe principale, sur cette boisson.

2. Le produit de cette surtaxe sera exclusivement affecté au remboursement d'un emprunt de cent mille francs ainsi qu'au paiement des dépenses d'une canalisation d'eau potable, conformément à la délibération du 2 mars 1895.

L'administration locale est tenue de justifier au préfet de l'emploi de cette ressource extraordinaire en vue duquel elle est autorisée.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

(¹) V^e série, Bull. 66, n° 560.

N° 30397. — *DÉCRET qui autorise la prorogation d'une Surtaxe à l'Octroi d'Elbeuf (Seine-Inférieure).*

Du 28 Décembre 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 30 décembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu la délibération du conseil municipal d'Elbeuf (Seine-Inférieure), en date du 20 septembre 1895, relative à l'octroi de cette commune;

Vu l'ordonnance du 9 décembre 1814 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 28 avril 1816;

Vu la loi du 31 décembre 1873;

Vu la loi du 19 juillet 1880;

Vu la loi du 5 avril 1884;

Vu la loi du 6 mars 1894;

Vu la loi du 28 décembre 1895;

Vu les observations du ministre de l'intérieur;

Les sections de l'intérieur et des finances du Conseil d'État entendues,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 31 mars 1896 inclusivement, de la surtaxe de sept francs (7^f) par hectolitre d'alcool contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes, actuellement perçue à l'octroi d'Elbeuf (Seine-Inférieure) en vertu de la loi du 6 mars 1894.

Cette surtaxe est indépendante du droit de dix-huit francs établi, litre de taxe principale, sur la même boisson.

2. Le produit de cette surtaxe sera exclusivement affecté au paiement des dépenses indiquées dans la délibération du 20 septembre 1895.

L'administration locale est tenue de justifier au préfet de l'emploi de cette ressource extraordinaire en vue duquel elle est autorisée.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

tracé indiqué au plan ci-dessus visé et conformément aux clauses et conditions du cahier des charges également ci-dessus visé.

Les susdits plan et cahier des charges resteront annexés au présent décret.

3. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 14 Septembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Tracé.

ART. 1^{er}. Le chemin de fer qui fait l'objet du présent cahier des charges partira des voies ferrées du carreau de la fosse n° 6 des mines de Dourges pour aboutir au nouveau siège n° 7 sur le territoire de la commune de Montigny-en-Gohelle. Il sera établi conformément aux indications du plan d'ensemble qui a été présenté à la date du 13 août 1894 par la compagnie des mines de Dourges.

Approbation des projets de détail.

2. Aucun travail ne pourra être entrepris pour l'établissement du chemin de fer et de ses dépendances qu'avec l'autorisation de l'administration supérieure. A cet effet, les projets de tous les travaux à exécuter seront dressés en double expédition et soumis à l'approbation du ministre qui prescrira, s'il y a lieu, telles modifications que de droit.

L'une de ces expéditions sera remise à la compagnie, avec le visa du ministre, l'autre demeurera entre les mains du ministre. Avant comme pendant l'exécution, la compagnie aura la faculté de proposer aux projets approuvés les modifications qu'elle jugerait utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation de l'administration supérieure.

Exécution des travaux.

3. La compagnie n'emploiera dans l'exécution des ouvrages que des matériaux de bonne qualité; elle sera tenue de se conformer à toutes les règles de l'art de manière à obtenir une construction parfaitement solide.

Tous les aqueducs, ponceaux, ponts et viaducs à construire à la rencontre des divers cours d'eau et des chemins publics ou particuliers seront en maçonnerie ou en fer sauf les cas d'exception qui pourraient être admis par l'administration supérieure.

Clôtures.

4. Le chemin de fer sera séparé des propriétés riveraines par des murs, haies ou toute autre clôture dont le mode et la disposition seront agréés par le préfet, sous ré-

serve de l'approbation ministérielle. La compagnie pourra, en vertu des articles 20 et 22 de la loi du 11 juin 1880, être dispensée par le préfet, sous réserve de l'approbation ministérielle, de poser des clôtures sur tout ou partie de la voie, mais elle devra fournir des justifications spéciales pour être dispensée d'en établir :

- 1° Dans la traversée des lieux habités ;
- 2° Dans les parties contiguës à des chemins publics ;
- 3° Sur dix mètres de longueur au moins de chaque côté des passages à niveau et des stations.

Barrières et maisons de garde des passages à niveau.

5. Sous réserve de l'approbation ministérielle, le préfet déterminera, sur la proposition de la compagnie, les types des barrières qu'elle devra poser aux passages à niveau ainsi que les abris ou maisons de garde à établir. Il peut dispenser d'établir des maisons de garde ou des abris et même de poser des barrières au croisement des chemins peu fréquentés.

Contrôle et surveillance des travaux.

6. Les travaux seront exécutés sous le contrôle et la surveillance de l'administration.

Ils seront conduits de manière à nuire le moins possible à la liberté et à la sûreté de la circulation.

Les chantiers ouverts sur le sol des voies publiques seront éclairés et gardés pendant la nuit.

Réception des travaux.

7. Lorsque les travaux seront terminés, il sera procédé à la reconnaissance de ces travaux par un ou plusieurs commissaires que le ministre désignera.

Sur le vu du procès-verbal de cette reconnaissance, le ministre autorisera, s'il y a lieu, la mise en circulation des trains sur la voie ferrée.

Bornage et plan cadastral.

8. Immédiatement après l'achèvement des travaux et au plus tard six mois après la mise en exploitation de la ligne ou de chaque section, la compagnie fera faire à ses frais un bornage contradictoire avec chaque propriétaire riverain en présence d'un représentant de l'administration ainsi qu'un plan cadastral du chemin de fer et de ses dépendances.

Elle fera dresser également à ses frais et contradictoirement avec les agents désignés par le préfet un état descriptif de tous les ouvrages d'art qui auront été exécutés ; ledit état accompagné d'un atlas contenant les dessins cotés de tous les ouvrages.

Une expédition dûment certifiée des procès-verbaux de bornage, du plan cadastral, de l'état descriptif et de l'atlas sera dressé aux frais du concessionnaire et déposé aux archives de la préfecture.

Les terrains acquis par le concessionnaire postérieurement au bornage général, en vue de satisfaire aux besoins de l'exploitation et qui par cela même deviendront partie intégrante du chemin de fer, donneront lieu, au fur et à mesure de leur acquisition, à des bornages supplémentaires et seront ajoutés sur le plan cadastral ; addition sera également faite sur l'atlas de tous les ouvrages d'art exécutés postérieurement à sa rédaction.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

9. Le chemin de fer et toutes ses dépendances seront constamment entretenus en bon état, de manière que la circulation y soit toujours facile et sûre.

(Promulgué au Journal officiel du 30/)

Sur le rapport du ministre des finances

Vu les délibérations du conseil municipal
date des 17 février, 21 avril, 16 juin
cette commune:

Vu l'ordonnance du 9 décembre

Vu la loi du 28 avril 1816;

Vu la loi du 31 décembre 19

Vu la loi du 19 juillet 185

Vu la loi du 5 avril 1884

Vu la loi du 27 décem'

Vu la loi du 28 décembre

Vu les observations

Les sections de l'i

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. B
inclusivem
brun (Hav

1. Cinq

2° Tr
eaux-de

Ces produits de ces surtaxes est spécialement affectés à la dette municipale.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Journal officiel et au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 28 Décembre 1895.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

¹ 1^{re} série, Bull. 66, n° 560.

Signé : FÉLIX FAURE

**DÉCRET qui autorise la prorogation de Surtaxes
d'octroi du Havre (Seine-Inférieure).**

28 Décembre 1895.

(Jurnal officiel du 30 décembre 1895.)

ISE,

(Seine-Inférieure), en

le 25 août

Intérieur;
avis du Conseil d'État entendues,

de la prorogation, jusqu'au 31 mars 1896
des taxes actuellement perçues sur les boissons à
(Seine-Inférieure) en vertu de la loi du 6 mars

de centimes (0^e 48) par hectolitre de vin;

de centimes (20^e) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les
esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

Les surtaxes sont indépendantes des droits de quatre francs quatre-
centimes par hectolitre de vin et de vingt-quatre francs par
hectolitre d'alcool pur, établis à titre de taxes principales.

2. Le produit des surtaxes mentionnées en l'article précédent sera
exclusivement affecté au remboursement de la dette municipale.
Conformément à la délibération du 2 août 1895.

L'administration locale sera tenue de justifier au préfet de l'em-
ploi de ces ressources extraordinaires en vue duquel elles sont auto-
risées.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent
décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

N° 30392. — *DÉCRET qui autorise la prorogation du droit d'Octroi dit de banlieue dans le département de la Seine.*

Du 28 Décembre 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 30 Décembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu la délibération du conseil municipal de Paris, en date du 6 décembre 1895, relative à l'octroi dit *de banlieue*, dans le département de la Seine;

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes du département de la Seine;

Vu l'ordonnance du 9 décembre 1814 ⁽¹⁾;

Vu l'ordonnance du 11 juin 1817;

Vu la loi du 10 juin 1853;

Vu la loi du 24 mars 1891;

Vu la loi du 28 décembre 1895;

Vu les observations du ministre de l'intérieur;

Les sections de l'intérieur et des finances du Conseil d'État entendues,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 31 mars 1896 inclusivement, du droit d'octroi établi dans la banlieue de Paris, à raison de soixante-six francs cinquante centimes (66^f 50) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

2. La moitié du produit de la perception sera répartie, à la fin de chaque mois, entre les communes situées dans la banlieue, en proportion de leur population respective.

La deuxième moitié sera répartie, jusqu'à concurrence des deux tiers, entre lesdites communes, au prorata de la part attribuée à chacune d'elles dans les dépenses de police, par application de la loi du 10 juin 1853; le surplus formera un fonds de réserve et de prévoyance qui devra être employé dans les conditions énoncées à l'article 5 de l'ordonnance du 11 juin 1817.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

⁽¹⁾ 7^e série, Bull. 66, n° 560.

N° 30403. — *Décree qui autorise la prorogation d'une Surtaxe à l'Octroi de Lambézellec (Finistère).*

Du 28 Décembre 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 30 décembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu la délibération du conseil municipal de Lambézellec (Finistère), en date du 16 janvier 1895, relative à l'octroi de cette commune;

Vu l'ordonnance du 9 décembre 1814⁽¹⁾;

Vu la loi du 28 avril 1816;

Vu la loi du 31 décembre 1873;

Vu la loi du 19 juillet 1880;

Vu la loi du 5 avril 1884;

Vu la loi du 24 décembre 1890;

Vu la loi du 28 décembre 1895;

Vu les observations du ministre de l'intérieur;

Les sections de l'intérieur et des finances du Conseil d'État entendues,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 31 mars 1896 inclusivement, de la surtaxe de quatorze francs (14^f) par hectolitre alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes, actuellement perçue à l'octroi de Lambézellec (Finistère) en vertu de la loi du 24 décembre 1890.

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs établi, à titre de taxe principale, sur la même boisson.

2. Le produit de cette surtaxe sera affecté, jusqu'à concurrence de la somme nécessaire, au remboursement des emprunts communaux.

L'administration locale est tenue de justifier au préfet de l'emploi de cette ressource extraordinaire en vue duquel elle est autorisée.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 66, n° 560.

N° 30404. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de l'intérieur) portant que la commune de Neuvy (canton de Chemillé, arrondissement de Cholet, département de Maine-et-Loire) portera, à l'avenir, le nom de Neuvy-Mauges. (Paris, 3 Décembre 1895.)



Certifié conforme :

Paris, le 22 * Février 1896.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

L. RICARD.

* Cette date est celle de la réception du décret au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1745*.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 30405. — *Loi qui approuve la Convention passée, le 11 décembre 1895, entre le Ministre des travaux publics et la Compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne.*

Du 29 Décembre 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ART. 1^{er}. Est approuvée la convention passée, le 11 décembre 1895, entre le ministre des travaux publics et la Compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne.

Un exemplaire de ladite convention restera annexé à la présente loi.

2. L'enregistrement de ladite convention ne donnera lieu qu'à la perception du droit fixe de trois francs (3^{fr}).

3. Il est ouvert au ministre des travaux publics, en addition aux crédits ouverts sur l'exercice 1895 au ministre des travaux publics, chapitre LXXVIII : *Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, un crédit de six millions de francs (6,000,000^{fr}).

Les prévisions des recettes d'ordre du Trésor sont augmentées d'une somme égale.

* Voir un Erratum à la fin de ce numéro.

XII^e Série.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : ED. GUYOT-DESSAGET.

CONVENTION.

L'an mil huit cent quatre-vingt-quinze et le onze décembre,

Entre le ministre des travaux publics, agissant au nom de l'Etat et sous la réserve de l'approbation des présentes par une loi,

D'une part;

Et la société anonyme établie à Paris sous la dénomination de « Compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne », ladite compagnie représentée par M. Aucoc, président du conseil d'administration, élisant domicile au siège de ladite société, à Paris, boulevard Haussmann, n° 54, et agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par délibération du conseil d'administration en date du 10 décembre 1895, et sous la réserve de l'approbation des présentes par l'assemblée générale des actionnaires dans le délai de six mois au plus tard à dater de l'approbation des présentes par une loi,

D'autre part;

Il a été dit et convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. La compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne s'engage à avancer à l'Etat, pour les années 1894, 1895 et 1896, les sommes nécessaires aux dépenses qu'il s'est chargé d'effectuer conformément à l'article 11 de la convention annexée à la loi du 20 novembre 1883.

2. Pour les dépenses de l'année 1894, les avances s'élèveront à dix millions six cent vingt-deux mille huit cent cinquante-huit francs huit centimes (10,622,858⁰⁸). Les avances pour les dépenses de l'année 1895 ne pourront pas dépasser six millions de francs (6,000,000⁰⁰) et, pour les dépenses de l'année 1896, dix millions de francs (10,000,000⁰⁰).

3. L'avance destinée à couvrir les dépenses de 1895 sera versée par la compagnie le 1^{er} mai 1896. Les avances relatives aux dépenses de 1894 et aux dépenses de 1896 seront versées en huit termes égaux, le dernier jour de chaque mois, à partir du 31 mai 1896.

L'ensemble de ces avances sera remboursé par l'Etat en soixante et une annuités dont la première sera à l'échéance du 31 décembre 1897 et la dernière à l'échéance du 31 décembre 1897.

4. Les sommes avancées seront majorées d'intérêts calculés d'après le prix moyen de négociation de l'ensemble des obligations émises par la compagnie pendant l'année 1896, ainsi que des frais de service, droits de timbre et tous autres droits à la charge de la compagnie, dont sont ou seront frappées les obligations émises pour l'exécution de la présente convention.

Ces intérêts, frais et droits seront décomptés pour huit mois en ce qui concerne les avances correspondant aux dépenses de l'exercice 1895 et pour trois mois et demi en ce qui concerne les avances correspondant aux dépenses des exercices 1894 et 1896.

Le prix moyen sera établi, deduction faite de l'intérêt couru au jour de la vente des titres, et en tenant compte de tous les frais quelconques dont la compagnie justifiera.

Le chiffre de l'annuité de remboursement sera arrêté d'après le prix moyen ci-dessus défini et augmenté des frais de service, droit de timbre et tous autres droits à la charge de la compagnie dont les obligations sont ou seront frappées.

N° 30397. — *DÉCRET qui autorise la prorogation d'une Surtaxe à l'Octroi d'Elbeuf (Seine-Inférieure).*

Du 28 Décembre 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 30 décembre 1895.)

✓ LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu la délibération du conseil municipal d'Elbeuf (Seine-Inférieure), en date du 20 septembre 1895, relative à l'octroi de cette commune;

Vu l'ordonnance du 9 décembre 1814 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 28 avril 1816;

Vu la loi du 31 décembre 1873;

Vu la loi du 19 juillet 1880;

Vu la loi du 5 avril 1884;

Vu la loi du 6 mars 1894;

Vu la loi du 28 décembre 1895;

Vu les observations du ministre de l'intérieur;

Les sections de l'intérieur et des finances du Conseil d'État entendues,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 31 mars 1896 inclusivement, de la surtaxe de sept francs (7') par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes, actuellement perçue à l'octroi d'Elbeuf (Seine-Inférieure) en vertu de la loi du 6 mars 1894.

Cette surtaxe est indépendante du droit de dix-huit francs établi, à titre de taxe principale, sur la même boisson.

2. Le produit de cette surtaxe sera exclusivement affecté au paiement des dépenses indiquées dans la délibération du 20 septembre 1895.

L'administration locale est tenue de justifier au préfet de l'emploi de cette ressource extraordinaire en vue duquel elle est autorisée.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 66, n° 560.

N° 36398. — *Décret qui autorise la prorogation de Surtaxes à l'Octroi d'Embrun (Hautes-Alpes).*

Du 28 Décembre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 30 décembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu les délibérations du conseil municipal d'Embrun (Hautes-Alpes), en date des 17 février, 21 avril, 16 juin et 4 août 1895, relatives à l'octroi de cette commune;

Vu l'ordonnance du 9 décembre 1814⁽¹⁾;

Vu la loi du 28 avril 1816;

Vu la loi du 31 décembre 1873;

Vu la loi du 19 juillet 1880;

Vu la loi du 5 avril 1884;

Vu la loi du 27 décembre 1890;

Vu la loi du 28 décembre 1895;

Vu les observations du ministre de l'intérieur;

Les sections de l'intérieur et des finances du Conseil d'État entendues.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 31 mars 1896 inclusivement, des surtaxes actuellement perçues à l'octroi d'Embrun (Hautes-Alpes) en vertu de la loi du 27 décembre 1890, savoir :

- 1° Cinquante-deux centimes (0^f 52), par hectolitre sur les vins;
- 2° Trois francs (3^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, absinthes, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de quatre-vingt-huit centimes et de six francs établis, à titre de taxes principales, sur les mêmes boissons.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Journal officiel et au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 28 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

(1) 7^e série, Bull. 66, n° 560.

N° 30399. — ~~Décret qui autorise la prorogation d'une Surtaxe~~
à l'Octroi du Faon (Finistère).

Du 28 Décembre 1895.

(Paru au Journal officiel du 30 décembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu les délibérations du conseil municipal du Faon (Finistère), en date des 10 février, 3 mars et 10 novembre 1895, relatives à l'octroi de cette commune;

Vu l'ordonnance du 9 décembre 1814⁽¹⁾;

Vu la loi du 28 avril 1816;

Vu la loi du 31 décembre 1873;

Vu la loi du 19 juillet 1880;

Vu la loi du 5 avril 1884;

Vu la loi du 6 décembre 1890;

Vu la loi du 28 décembre 1895;

Vu les observations du ministre de l'intérieur;

Les sections de l'intérieur et des finances du Conseil d'État entendues,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 31 mars 1896 inclusivement, de la surtaxe de sept francs (7^f), par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absintilles, actuellement perçue à l'octroi du Faon (Finistère) en vertu de la loi du 6 décembre 1890.

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs par hectolitre d'alcool pur, établi à titre de taxe principale.

2. Le produit de la surtaxe mentionnée en l'article précédent est exclusivement affecté à l'amortissement d'un emprunt de vingt-huit mille cinq cents francs à contracter en vue de pourvoir aux dépenses indiquées dans la délibération du 10 novembre 1895.

L'administration locale sera tenue de justifier au préfet de l'emploi de cette ressource extraordinaire en vue de laquelle elle a été autorisée.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Journal officiel et au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 28 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

(1) V^e série, Bull. 66, n° 560

N° 30400. — *DÉCRET qui autorise la prorogation de Surtaxes
à l'Octroi de Gap (Hautes-Alpes).*

Du 28 Décembre 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 30 décembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu la délibération du conseil municipal de Gap (Hautes-Alpes), en date du 15 septembre 1895, relative à l'octroi de cette commune;

Vu l'ordonnance du 9 décembre 1814⁽¹⁾;

Vu la loi du 28 avril 1816;

Vu la loi du 31 décembre 1873;

Vu la loi du 19 juillet 1880;

Vu la loi du 5 avril 1884;

Vu la loi du 6 mars 1891;

Vu la loi du 28 décembre 1895;

Vu les observations du ministre de l'intérieur;

Les sections de l'intérieur et des finances du Conseil d'État entendues.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 31 mars 1896 inclusivement, des surtaxes actuellement perçues à l'octroi de Gap (Hautes-Alpes) en vertu de la loi du 6 mars 1891, savoir :

1° Soixante-quatre centimes (0^{fr} 64) par hectolitre de vin;

2° Un franc (1^{fr}) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits d'un franc trente-six centimes et de neuf francs établis, à titre de taxes principales, sur les mêmes boissons.

2. Le produit de ces surtaxes est spécialement affecté au service de la dette municipale.

L'administration locale sera tenue de justifier au préfet de l'emploi de cette ressource extraordinaire en vue duquel elle est autorisée.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

⁽¹⁾ 7^e série, Bull. 66, n° 560.

N° 30401. — *DÉCRET qui autorise la prorogation de Surtaxes à l'Octroi du Havre (Seine-Inférieure).*

Du 28 Décembre 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 30 décembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre des finances;

Vu la délibération du conseil municipal du Havre (Seine-Inférieure), en date du 2 août 1895, relative à l'octroi de cette commune;

Vu l'avis du conseil général de la Seine-Inférieure, en date du 25 août 1895;

Vu l'ordonnance du 9 décembre 1814 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 28 avril 1816;

Vu la loi du 31 décembre 1873;

Vu la loi du 19 juillet 1880;

Vu la loi du 5 avril 1884;

Vu la loi du 6 mars 1891;

Vu la loi du 28 décembre 1895;

Vu les observations du ministre de l'intérieur;

Les sections de l'intérieur et des finances du Conseil d'État entendues,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 31 mars 1896 exclusivement, des surtaxes actuellement perçues sur les boissons à l'octroi du Havre (Seine-Inférieure) en vertu de la loi du 6 mars 1891, savoir :

Quarante-huit centimes (0^f 48) par hectolitre de vin;

Vingt francs (20^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de quatre francs quatre-vingts centimes par hectolitre de vin et de vingt-quatre francs par hectolitre d'alcool pur, établis à titre de taxes principales.

2. Le produit des surtaxes mentionnées en l'article précédent sera exclusivement affecté au remboursement de la dette municipale, conformément à la délibération du 2 août 1895.

L'administration locale sera tenue de justifier au préfet de l'emploi de ces ressources extraordinaires en vue duquel elles sont autorisées.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

N° 30402. — Décret qui autorise la prorogation de Surtaxes à l'Octroi d'Hyères (Var).

Du 28 Décembre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 30 décembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu la délibération du conseil municipal d'Hyères (Var), en date de 20 août 1895, relative à l'octroi de cette commune;

Vu l'avis du conseil général du Var, en date du 19 septembre 1895;

Vu l'ordonnance du 9 décembre 1814 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 28 avril 1816;

Vu la loi du 31 décembre 1873;

Vu la loi du 19 juillet 1880;

Vu la loi du 5 avril 1884;

Vu la loi du 13 mars 1893;

Vu la loi du 28 décembre 1895;

Vu les observations du ministre de l'intérieur;

Les sections de l'intérieur et des finances du Conseil d'Etat entendues.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 31 mars 1896 inclusivement, des surtaxes actuellement perçues sur les boissons à l'octroi d'Hyères (Var) en vertu de la loi du 13 mars 1893, savoir :

1° Un franc quarante-quatre centimes (1^{fr} 44) par hectolitre de vins en cercles et en bouteilles;

2° Six francs (6^{fr}) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les vins de vie, esprits, absinthes, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de quatre-vingt centimes et neuf francs par hectolitre perçus, à titre de taxes municipales, sur les mêmes boissons.

2. Le produit des surtaxes mentionnées dans l'article précédent est exclusivement affecté au remboursement de la dette municipale conformément à la délibération municipale du 20 août 1895.

L'administration locale sera tenue de justifier au préfet de l'emploi de ces ressources extraordinaires en vue duquel elles sont autorisées.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Décembre 1895.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

Signé : FÉLIX FAURE.

⁽¹⁾ v° série, Bull. 66, n° 560.

N° 30403. — *Décret qui autorise la prorogation d'une Surtaxe à l'Octroi de Lambézellec (Finistère).*

Du 28 Décembre 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 30 décembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu la délibération du conseil municipal de Lambézellec (Finistère), en date du 16 janvier 1895, relative à l'octroi de cette commune;

Vu l'ordonnance du 9 décembre 1814⁽¹⁾;

Vu la loi du 28 avril 1816;

Vu la loi du 31 décembre 1873;

Vu la loi du 19 juillet 1880;

Vu la loi du 5 avril 1884;

Vu la loi du 24 décembre 1890;

Vu la loi du 28 décembre 1895;

Vu les observations du ministre de l'intérieur;

Les sections de l'intérieur et des finances du Conseil d'État entendues,

DÉCRÈTE:

ART. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 31 mars 1896 inclusivement, de la surtaxe de quatorze francs (14^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes, actuellement perçue à l'octroi de Lambézellec (Finistère) en vertu de la loi du 24 décembre 1890.

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs établi, à titre de taxe principale, sur la même boisson.

2. Le produit de cette surtaxe sera affecté, jusqu'à concurrence de la somme nécessaire, au remboursement des emprunts communaux.

L'administration locale est tenue de justifier au préfet de l'emploi de cette ressource extraordinaire en vue duquel elle est autorisée.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

⁽¹⁾ V° série, Bull. 66, n° 560.

N° 30404. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de l'intérieur) portant que la commune de Neuvy (canton de Chemillé, arrondissement de Cholet, département de Maine-et-Loire) portera, à l'avenir, le nom de *Neuvy-et-Mauges*. (*Paris, 3 Décembre 1895.*)



Certifié conforme :

Paris, le 22 * Février 1896.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

L. RICARD.

* Cette date est celle de la réception du décret au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1745*.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 30405. — *Loi qui approuve la Convention passée, le 11 décembre 1895, entre le Ministre des travaux publics et la Compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne.*

Du 29 Décembre 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ART. 1^{er}. Est approuvée la convention passée, le 11 décembre 1895, entre le ministre des travaux publics et la Compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne.

Un exemplaire de ladite convention restera annexé à la présente loi.

2. L'enregistrement de ladite convention ne donnera lieu qu'à la perception du droit fixe de trois francs (3^f).

3. Il est ouvert au ministre des travaux publics, en addition aux crédits ouverts sur l'exercice 1895 au ministre des travaux publics, chapitre LXVIII : *Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, un crédit de six millions de francs (6,000,000^f).

Les prévisions des recettes d'ordre du Trésor sont augmentées d'une somme égale.

Voir un Erratum à la fin de ce numéro.

XII^e Série.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : Ed. GUYOT-DESMAIGRE.

CONVENTION.

L'an mil huit cent quatre-vingt-quinze et le onze décembre.

Entre le ministre des travaux publics, agissant au nom de l'Etat et sous la réserve de l'approbation des présentes par une loi,

D'une part;

Et la société anonyme établie à Paris sous la dénomination de « Compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne », ladite compagnie représentée par M. Ancoc, président du conseil d'administration, élisant domicile au siège de ladite société, à Paris, boulevard Haussmann, n° 54, et agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par délibération du conseil d'administration en date du 10 décembre 1895, et sous la réserve de l'approbation des présentes par l'assemblée générale des actionnaires dans le délai de six mois au plus tard à dater de l'approbation des présentes par une loi.

D'autre part;

Il a été dit et convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. La compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne s'engage à avancer à l'Etat, pour les années 1894, 1895 et 1896, les sommes nécessaires aux dépenses qu'il s'est chargé d'effectuer conformément à l'article 11 de la convention annexée à la loi du 20 novembre 1883.

2. Pour les dépenses de l'année 1894, les avances s'élèveront à dix millions et vingt-deux mille huit cent cinquante-huit francs huit centimes (10.622,858 fr.). Les avances pour les dépenses de l'année 1895 ne pourront pas dépasser six millions francs (6.000,000^f) et, pour les dépenses de l'année 1896, dix millions de francs (10.000,000^f).

3. L'avance destinée à couvrir les dépenses de 1895 sera versée par la compagnie le 1^{er} mai 1896. Les avances relatives aux dépenses de 1894 et aux dépenses de 1896 seront versées en huit termes égaux, le dernier jour de chaque mois, à partir du 31 mai 1896.

L'ensemble de ces avances sera remboursé par l'Etat en soixante et une annuités dont la première sera à l'échéance du 31 décembre 1897 et la dernière à l'échéance du 31 décembre 1957.

4. Les sommes avancées seront majorées d'intérêts calculés d'après le prix moyen de négociation de l'ensemble des obligations émises par la compagnie pendant l'année 1896, ainsi que des frais de service, droits de timbre et tous autres droits en charge de la compagnie, dont sont ou seront frappées les obligations émises pour l'exécution de la présente convention.

Ces intérêts, frais et droits seront décomptés pour huit mois en ce qui concerne les avances correspondant aux dépenses de l'exercice 1895 et pour trois mois et demi en ce qui concerne les avances correspondant aux dépenses des exercices 1894 et 1896.

Le prix moyen sera établi, déduction faite de l'intérêt couru au jour de la versement des avances, et en tenant compte de tous les frais quelconques dont la compagnie justifiera.

Le chiffre de l'annuité de remboursement sera arrêté d'après le prix moyen ci-dessus défini et augmenté des frais de service, droit de timbre et tous autres droits de la compagnie dont les obligations sont ou seront frappées.

Les annuités seront payées à terme échu le 31 décembre de chaque année. La commune aura droit, sans qu'elle ait besoin d'en faire la demande, aux intérêts, au effectif des emprunts de l'année 1896, du montant de chacune des annuités, à la 1^{re} janvier qui suivra son échéance jusqu'au jour où elle lui aura été effectivement soldée, si ce paiement n'a été fait dans le courant de janvier.

L'enregistrement de la présente convention ne donnera lieu qu'à la perception d'un droit fixe de trois francs (3').

Il double à Paris, les jour, mois et an que dessus.

Approuvé l'écriture :

Approuvé l'écriture :

Signé : ED. GUYOT-DESSAIGNE.

Signé : LÉON AUCOC.

registré à Paris, bureau des actes administratifs, le 11 janvier 1896, folio 84-17, trois francs soixante-quinze centimes, décimes compris. — Signé : Morin.

N° 30406. — DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement diverses lignes de Tramways dans la ville du Havre et sa banlieue.

Du 14 Septembre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 21 septembre 1895.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

le rapport du ministre des travaux publics ;

avec les traités de rétrocession et cahiers des charges y annexés, les des 4 octobre 1873 ⁽¹⁾, 16 novembre 1874 ⁽²⁾, 27 août 1875 ⁽³⁾, 1876 ⁽⁴⁾, 5 juin 1879 ⁽⁵⁾, 20 mai 1880 ⁽⁶⁾ et 3 août 1881 ⁽⁷⁾, portant d'utilité publique et concession à la ville du Havre d'un réseau de tramways, à traction de chevaux, destiné au transport des voyageurs dans la ville ;

l'avant-projet présenté en vue de l'extension dudit réseau et, notamment, le plan d'ensemble en date du 15 avril 1893 ;

les pièces de l'enquête d'utilité publique ouverte sur cet avant-projet, l'application de l'article 29 de la loi du 11 juin 1880 et dans les formes prescrites par le règlement d'administration publique du 18 mai 1881 ⁽⁸⁾ ; notamment, la délibération de la commission d'enquête, en date du 1894 ;

l'avis de la chambre de commerce du Havre, en date du 20 avril 1894 ; les délibérations du conseil général et de la commission départementale de la Seine-Inférieure, en date des 25 août 1893 et 28 juin 1894 ; l'adhésion directe donnée, le 29 novembre 1894, à l'exécution des par le colonel directeur du génie, à Rouen, en vertu de l'article 18 et du 16 août 1853 ⁽⁹⁾ ;

le traité de rétrocession passé, le 2 août 1895, entre le maire du

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 194, n° 2911.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 238, n° 3671.

⁽³⁾ 1^{re} série, Bull. 273, n° 4612.

⁽⁴⁾ 1^{re} série, Bull. 303, n° 5215.

⁽⁵⁾ 1^{re} série, Bull. 452, n° 8125.

⁽⁶⁾ 11^{re} série, Bull. 531, n° 9360.

⁽⁷⁾ 11^{re} série, Bull. 645, n° 10940.

⁽⁸⁾ 11^{re} série, Bull. 629, n° 10747.

⁽⁹⁾ 11^{re} série, Bull. 97, n° 816.

Havre, au nom de la ville, et la compagnie générale française de tramways, et destiné à remplacer les traités ci-dessus visés;

Vu le cahier des charges dressé le 2 août 1895, pour régir l'ensemble du réseau concédé à la ville du Havre;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 20 novembre 1893 et 29 octobre 1894;

Vu la lettre du ministre de l'intérieur, en date du 30 novembre 1894;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways;

Vu les règlements d'administration publique, en date des 18 mai ⁽¹⁾ et 6 août 1881 ⁽²⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans la ville du Havre et sa banlieue, suivant les dispositions générales du plan d'ensemble ci-dessus visé, des diverses lignes de tramways ci-après énumérées et destinées à compléter le réseau actuel :

1° De l'octroi de Rouen à la mairie de Gravelle-Sainte-Honorine;

2° De la gare aux abattoirs;

3° De l'hôtel de ville à l'octroi du boulevard Maritime.

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue, si les expropriations nécessaires pour l'exécution dudit réseau ne sont pas accomplies dans le délai de dix-huit mois à partir de la date du présent décret.

2. La ville du Havre est autorisée à pourvoir à la construction et à l'exploitation du réseau de tramways dont il s'agit, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions du cahier des charges ci-dessus visé, lequel s'appliquera également aux lignes précédemment concédées à ladite ville.

3. Est approuvé le traité passé, le 2 août 1895, entre le maire du Havre, au nom de la ville, et la compagnie générale française de tramways pour la rétrocession de l'entreprise énoncée aux articles précédents. Ce traité régira désormais l'ensemble du réseau concédé à la ville du Havre.

Ledit traité ainsi que le cahier des charges et le plan d'ensemble ci-dessus visés, resteront annexés au présent décret.

4. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 14 Septembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 664, n° 11227.

TRAITÉ DE RÉTROCESSION.

Entre les soussignés :

M. Louis Brindeau, maire de la ville du Havre, agissant en cette qualité, et en vertu d'une décision du conseil municipal en date du 2 février 1893,

D'une part,

Et M. Edmond Humbert, ingénieur, demeurant à Paris, rue de Lisbonne, n° 30, administrateur-directeur général de la compagnie générale française de tramways, dont le siège est à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 60, agissant en cette qualité et en vertu d'une décision du conseil d'administration de ladite compagnie, en date du 25 novembre 1892,

D'autre part,

A été convenu et arrêté ce qui suit :

ART. 1^{er}. La ville du Havre s'engage à demander immédiatement à l'État et à rétrocéder à la compagnie générale française de tramways :

1° La concession, jusqu'au 31 décembre 1943, d'un réseau de tramways à traction mécanique, destiné au transport des voyageurs. Le mode de traction susindiqué ne pourra être changé par la compagnie qu'avec le consentement de l'administration municipale. La compagnie est autorisée à continuer la traction animale jusqu'au jour où la ville aura obtenu des pouvoirs publics, en sa qualité de concessionnaire, l'autorisation d'employer la traction mécanique.

En dehors des lignes déjà existantes et indiquées ci-dessous au paragraphe 2, ce réseau comprendra les lignes ci-après :

A. — Une ligne allant de la gare à la rue Christophe Colomb (nouveaux abattoirs), par la rue Charles-Laffite, le quai de Suède, le boulevard d'Harfleur, les rues Gustave-Brindeau, de Châteaudun et le boulevard de Gravelle;

B. — Le prolongement, depuis l'octroi de Rouen jusqu'à la fontaine de Gravelle-Sainte-Honorine, située en face de la rue Ernest-Lefèvre, par la route nationale n° 14;

C. — Une ligne d'été, en service seulement du 15 mai au 15 octobre, partant de l'hôtel de ville pour aboutir à l'extrémité du boulevard Maritime (à l'octroi), en passant par le boulevard de Strasbourg;

2° La prorogation, à la même échéance que les lignes nouvelles faisant l'objet du paragraphe 1^{er} du présent article, de toutes les concessions de tramways actuelles, c'est-à-dire des trois lignes Frascati, de Sainte-Adresse et des Magasins-Généraux, rétrocédées antérieurement par la ville du Havre à la compagnie générale française de tramways, et qui ont fait l'objet des décrets en date des 16 novembre 1874, 5 juin 1879 et 20 mai 1880.

2. Cette rétrocession, qui n'aura d'effet qu'en vertu du décret à intervenir, approuvant le présent traité, est faite aux conditions suivantes :

1° La compagnie générale française de tramways déclare accepter cette rétrocession. Elle lui est consentie conformément à la loi du 11 juin 1880 et aux conditions stipulées dans le cahier des charges ci-annexé de la concession faite par l'État à la ville du Havre;

2° La compagnie générale française de tramways sera en conséquence assujettie envers la ville du Havre à toutes les obligations imposées par le cahier des charges, et devra la garantir envers qui de droit de toutes les responsabilités pouvant résulter de la construction ou de l'exploitation des lignes concédées;

3° La ville pourra faire surveiller par ses agents l'exécution de tous les travaux tant de premier établissement que d'entretien du réseau et du matériel, ainsi que la régularité du service. Cette surveillance aura pour objet exclusif de permettre à la ville de signaler à l'ingénieur du contrôle les infractions qui pourraient être commises par la compagnie. La compagnie devra fournir à cet égard, aux agents de la ville, toutes les explications et tous les renseignements nécessaires;

4° Il est spécifié, conformément à l'article 30 de la loi du 11 juin 1880, que, dans la rédaction dudit cahier des charges, seront modifiés les articles ou portions d'ar-

tibles suivants du cahier des charges type : 6, 23, 24, 28, 37 et 38, et supprimés les articles 25, 26, 27, 29, 30, 31, 32 et 34 (relatifs aux marchandises).

3. En raison des avantages résultant pour la compagnie générale française de tramways de la prorogation de ses concessions actuelles dans la ville du Havre, la compagnie s'engage, en outre de l'obligation de construire et d'exploiter les lignes et le prolongement précités :

1° A réduire dans une très grande proportion ses tarifs et à se contenter d'un unique de quinze centimes (0^e 15) en première classe et de dix centimes (0^e 10) en deuxième classe pour tout parcours sur une même ligne, à l'intérieur de la ville, dans ses limites actuelles, ainsi qu'il est indiqué au cahier des charges, et à l'extérieur, dans l'intérieur de la ville, des correspondances moyennant un supplément de dix centimes (0^e 10) et de cinq centimes (0^e 05), suivant la classe; ces correspondances seront délivrées au tarif unique de cinq centimes (0^e 05) aussitôt que la recette brute annuelle atteindra une moyenne de quatre-vingt mille francs (80.000^e) par kilomètre exploité;

2° A faire des départs beaucoup plus fréquents dans chaque sens avec ses voitures comme le spécifie également le cahier des charges. Les horaires pourront, en raison de la position de la ville, être modifiés par arrêtés préfectoraux. Toutefois la ville du Havre s'engage à ne demander à l'administration supérieure aucune modification des horaires qu'après que la compagnie aura été entendue. En cas de désaccord, les parties s'en remettent à la décision préfectorale;

3° A établir des doubles voies sur tous les points du réseau existant, avec la largeur réglementaire prévue par le cahier des charges type annexé à la loi du 11 août 1880.

En ce qui concerne les nouvelles lignes, la double voie ne sera obligatoire pour la compagnie que lorsque l'administration supérieure en aura reconnu la nécessité.

4. En représentation des autres avantages résultant du présent traité, la compagnie générale française de tramways payera, chaque année, à la ville du Havre, une redevance d'un minimum de dix-huit mille francs (18.000^e), une participation de dix et demi pour cent (2 1/2 p. 100) dans les recettes brutes réalisées par la perception des prix des places des voyageurs sur le réseau faisant l'objet de la présente rétrocession.

Toutefois cette redevance est réduite à dix mille francs (10.000^e) jusqu'à ce que la recette brute annuelle atteigne une moyenne de soixante mille francs par kilomètre exploité. Cette moyenne une fois atteinte, le taux de la redevance est immuablement fixé à deux et demi pour cent (2 1/2 p. 100), avec minimum de dix-huit mille francs (18.000^e) comme il est dit au paragraphe précédent. La longueur exploitée nécessaire à la détermination de la recette brute kilométrique sera établie contradictoirement, au fur et à mesure des réceptions de lignes qui concerne la ligne d'été (ligne C), cette ligne sera comptée pour toute sa longueur, bien qu'elle ne soit exploitée qu'une partie de l'année. Quant aux lignes communes à plusieurs lignes, leur longueur ne sera comptée qu'une fois.

La liquidation de ce pourcentage sera faite tous les trois mois par les soins de la compagnie, sur un état dressé d'après les feuilles de perception des recettes de ses voitures, et la ville aura le droit de faire faire, par un de ses délégués, le contrôle de ces états avec lesdites feuilles.

Ces états seront remis à la ville au plus tard un mois après la fin de chaque trimestre; ils seront vérifiés et acceptés par la ville dans le courant du mois suivant; le montant de chaque état sera versé à la caisse municipale aussitôt après.

5. Le rétrocessionnaire sera tenu de transporter gratuitement les employés des services municipaux dans l'exercice de leurs fonctions. Toutefois il ne sera tenu de fournir une voiture plus de six employés à la fois.

6. Des employés chargés d'assurer l'ordre à l'arrivée des voitures et de recevoir le public seront installés, à poste fixe, par le rétrocessionnaire, à chacune des entrées de la place de l'Hôtel de-Ville et à la station de la gare.

7. Si, à une époque quelconque de la présente rétrocession, la ville du Havre donne des autorisations d'exploitation à des entreprises d'omnibus pour transporter des voyageurs en commun qui feraient double emploi avec les lignes de tramways de la compagnie, la redevance indiquée à l'article 4 du traité de rétrocession cessera d'être due par la compagnie à partir de la date de l'autorisation accordée.

la ville. La compagnie sera en outre exonérée de tous les frais d'entretien des pavages énoncés à l'article 12 du cahier des charges, lesquels seront, dans ce cas, à la charge de la ville.

8. Il est entendu que, sur les chaussées municipales, les zones de pavage de cinquante centimètres (0^m 50), qui servent d'accotements extérieurs aux rails, ainsi qu'il est prévu à l'article 12 du cahier des charges, seront entretenues à frais communs par la ville et la compagnie rétrocessionnaire.

9. Pour le cas où la concession faite à la ville du Havre durerait plus de trente ans, ladite ville se réserve, à partir du commencement de la trentième année, de racheter la rétrocession consentie à la compagnie générale française de tramways. Le prix d'achat sera réglé en relevant les produits nets annuels obtenus par le rétrocessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années et l'on établira le produit net moyen des cinq autres.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au rétrocessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la rétrocession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

La valeur, à titre d'experts, des objets mobiliers, tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et gares, sera payée au rétrocessionnaire dans les six mois qui suivront le rachat.

La ville sera tenue, si le rétrocessionnaire le requiert, de reprendre, en outre, les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts; et, réciproquement, si la ville le requiert, le rétrocessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois, la ville ne pourra ne pourra être obligée de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du tramway pendant six mois.

10. Toutes les installations projetées pour le matériel fixe à établir sur la voie publique, ainsi que la disposition, la forme et les dimensions du matériel roulant, devront être soumises à l'approbation de l'administration municipale, sans préjudice des droits de l'administration supérieure.

11. La compagnie générale française de tramways ne pourra céder tout ou partie de cette rétrocession sans le consentement de l'administration municipale du Havre. Celle-ci s'engage, d'autre part, à faire toutes les démarches et diligences pour obtenir le décret correspondant rendu en conseil d'État, conformément à l'article 29 de la loi du 11 juin 1880.

12. La compagnie rétrocessionnaire fait, dès à présent, élection de domicile au Havre, chez le directeur des tramways, à l'établissement de Gravelle-Sainte-Honorine, où toutes pièces, actes, ordres, etc., lui seront adressés ou signifiés.

13. Le présent traité et le cahier des charges y annexé annulent et remplacent tous traités et cahiers des charges antérieurs.

14. Les frais de timbre et d'enregistrement auxquels donneront lieu le cahier des charges susrelaté, ainsi que le présent traité, seront supportés par la compagnie rétrocessionnaire.

Certifié conforme au traité de rétrocession signé par le maire et la compagnie rétrocessionnaire, le 16 février 1893, et modifié ensuite, en cours d'instruction, conformément aux indications de l'administration supérieure.

En l'hôtel de ville du Havre, le 2 août 1895.

Pour la Compagnie générale française
des Tramways :

Le Directeur général des exploitations,

Signé : MELSANT.

Le Maire,

Signé : LOUIS BRAINDEAU.

Enregistré au Havre, le 8 août 1895, folio 25, case 16. Recu trois francs soixante-quinze centimes. — Signé : Dalgault.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Objet de la concession.

ART. 1^{er}. Le réseau de tramways qui fait l'objet du présent cahier des charges est destiné au transport des voyageurs.

La traction aura lieu par moteur mécanique approuvé par le ministre des tramways publics, sur la proposition du concessionnaire. Transitoirement, c'est-à-dire jusqu'à l'installation de la traction mécanique, la traction par chevaux sera maintenue sur les lignes actuelles.

Tracé.

2. Ce réseau comprend les lignes suivantes, déjà exploitées en partie :

1^{re} Ligne du Rond-Point au Carreau de Sainte-Adresse, passant par le cours de la République, le boulevard de Strasbourg, les rues Saint-Roch, d'Étretat, de Sainte-Adresse, du Havre et Vitanval (ligne existante et concédée jusqu'en 1903, suivant les décrets du 4 octobre 1873 pour la partie comprise entre le Rond-Point et l'hôtel de ville et des 27 août 1875, 5 juin 1879 et 20 mai 1880 pour la partie comprise entre l'hôtel de ville et le Carreau);

2^{re} Ligne de la jetée à l'octroi de Rouen et à la mairie de Gravelle-Saint-Hippolyte, passant par la chaussée des États-Unis, la rue de Paris, la place de l'Hôtel-de-Ville, les rues Thiers et de Normandie, la route nationale n° 14 jusqu'à la rue Ernest-Lefèvre (ligne existante entre la jetée et l'octroi de Rouen et concédée jusqu'en 1903, suivant décret du 4 octobre 1873);

3^{re} Ligne du Grand-Quai à la place Amiral-Courbet, par la rue de Paris, la place de l'Hôtel-de-Ville, le boulevard de Strasbourg, la rue Charles-Laffitte, le quai de Suède, les rues Marceau et des Abattoirs et le boulevard Amiral-Mouchez (ligne existante et concédée jusqu'en 1903, suivant décret du 3 août 1881);

4^{re} Ligne de la gare aux abattoirs, par la rue Charles-Laffitte, le quai de Suède, le boulevard d'Harfleur, les rues Gustave-Brindeau, de Châteaudun et le boulevard de Gravelle jusqu'à la rue Christophe-Colomb;

5^{re} Ligne d'été, de l'hôtel de ville à l'octroi du boulevard Maritime, par le boulevard de Strasbourg et le boulevard Maritime.

Délais d'exécution.

3. Les projets d'exécution seront présentés dans un délai de trois mois à partir de la date du décret déclaratif d'utilité publique.

Les travaux devront être commencés dans un délai de six mois à partir de la même date. Ils seront poursuivis et terminés de façon à être livrés à l'exploitation dans un délai d'un an après la date du commencement des travaux.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

4. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre quarante-quatre centimètres (1^{re} 44).

La largeur des locomotives et des caisses des véhicules ainsi que de leur matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds intérieurs, restera inférieure à deux mètres vingt centimètres (2^m 20); la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au plus de trois mètres cinquante centimètres (3^m 50).

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera d'un mètre (1^m) au minimum.

Alignements et courbes. — Pentcs et rampes.

5. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à vingt-cinq mètres (25^m). Le maximum des déclivités est fixé à cinq pour cent (5 p. o/o).

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

Établissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

6. Dans les sections où le tramway sera établi dans la chaussée, avec rails noyés, les voies de fer seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique et sans aucune altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. Les rails seront compris dans un pavage de vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur qui régnera dans l'entre-rails et à cinquante centimètres (0^m 50) au moins de chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, qui restera chargé d'établir à ses frais ce pavage.

La chaussée pavée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel du tramway (toutes saillies comprises) il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres soixante centimètres (2^m 60), permettant à une voiture ordinaire de se ranger pour laisser passer le matériel du tramway avec le jeu nécessaire.

Un intervalle libre d'au moins un mètre dix centimètres (1^m 10) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et la verticale de l'arête extérieure de la plate-forme de la voie publique.

Établissement de la voie ferrée. — Parties non accessibles aux voitures ordinaires.

7. Si la voie ferrée est établie sur un accotement, qui, tout en restant accessible aux piétons, sera interdit aux voitures ordinaires, elle reposera sur une couche de ballast exclusivement composé de pierres cassées de deux mètres vingt centimètres (2^m 20) de largeur et d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35) d'épaisseur totale, qui sera arasée de niveau avec la surface de l'accotement relevé en forme de trottoir.

La partie de la voie publique qui restera réservée à la circulation des voitures ordinaires présentera une largeur d'au moins six mètres (6^m), mesurée en dehors de l'accotement occupé par la voie ferrée et en dehors des emplacements qui seront affectés au dépôt des matériaux d'entretien de la route.

L'accotement occupé par la voie ferrée sera limité, du côté de la route, au moyen d'une bordure d'au moins douze centimètres (0^m 12) de saillie, d'une solidité suffisante; dans les parties de routes et de chemins dont la déclivité dépassera trois centimètres (0^m 03) par mètre, cette bordure sera accompagnée et soutenue par un demi-canneau pavé qui n'aura pas moins de trente centimètres (0^m 30) de largeur. Un intervalle libre de trente centimètres (0^m 30) au moins sera réservé entre la verticale de l'arête de cette bordure et la partie la plus saillante du matériel de la voie ferrée; un autre intervalle libre d'un mètre dix centimètres (1^m 10) subsistera entre ce matériel et la verticale de l'arête extérieure de l'accotement de la route.

Les rails qui, à l'extérieur, seront au niveau de l'accotement régularisé, ne formeront sur l'entre-rails que la saillie nécessaire pour le passage des boudins des roues du matériel de la voie ferrée.

Traverses des villes et villages.

8. Dans les traverses des villes et des villages, les voies ferrées devront, à moins d'une autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails noyés dans la chaussée entre les deux trottoirs, ou du moins entre les deux zones à réserver pour l'établissement de trottoirs et suivant le type décrit à l'article 6.

Le minimum des largeurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

(A) Pour un trottoir, un mètre dix centimètres (1^m 10);

(B) Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le bord d'un trottoir :

1° Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres soixante centimètres (2^m 60);

2° Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0^m 30).

Exécution des travaux.

9. Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées sera couvert par des fournitures de matériaux neufs de la nature et de la qualité de ceux qui sont employés dans lesdites chaussées.

Pour le rétablissement des chaussées pavées au moment de la pose de la voie ferrée, il sera fourni, en outre, la quantité de boutisses nécessaire, afin d'opérer ce rétablissement suivant les règles de l'art, en évitant l'emploi des demi-pavés.

Les vieux matériaux provenant des anciennes chaussées romaines ou romaines à neuf qui n'auront pas trouvé leur emploi dans la réfection seront laissés à la libre disposition du concessionnaire.

Les fers, bois et autres éléments constitutifs des voies ferrées devront être de bonne qualité et propres à remplir leur destination.

Voies.

10. Les voies devront être établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier et du poids de vingt kilogrammes (20^k) au moins par mètre courant; ils seront posés sur traverses métalliques; la voie pourra, néanmoins être d'un tout autre type, approuvé par l'administration supérieure.

Gares et stations.

11. Les voitures devront s'arrêter en pleine voie pour prendre ou laisser des voyageurs sur tous les points du parcours, sauf sur les sections ci-dessous indiquées :

1° Dans les courbes et sur les cinquante mètres (50^m) qui précèdent les stations;

2° Sur les sections où, en cours d'exploitation, il serait reconnu nécessaire de ne s'arrêter qu'à certaines stations.

Le nombre et l'emplacement des gares, stations et haltes seront arrêtés lors de l'approbation des projets d'exécution. Il est toutefois entendu, dès à présent, qu'il sera établi des stations ou des haltes pour le service des voyageurs suivant les indications ci-après :

Pour la ligne n° 1, en dehors de ses deux terminus du Rond-Point et du Carreau, les stations intermédiaires seront : l'hôtel de ville, la rue de Mer, les Quatre-Chemin et l'octroi de Sainte-Adresse;

Pour la ligne n° 2, en dehors de ses deux terminus de Frascati et de la rue Ernest-Lefèvre, les stations intermédiaires seront : le Musée, la place de l'Hôtel-de-Ville, le Rond-Point et l'octroi de Rouen;

Pour la ligne n° 3, en dehors de ses terminus du Grand-Quai et de la place Amiral-Courbet, la station intermédiaire sera la gare.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

12. Sur les sections où la voie ferrée est accessible aux voitures ordinaires (sections à rails noyés dans la chaussée), l'entretien, qui est à la charge du conces-

sionnaire, comprend le pavage des entre-rails et de l'entre-voie, ainsi que des zones de cinquante centimètres (0^m 50) qui servent d'accotements extérieurs aux rails.

Réfection des parties de route ou de chemin atteintes par les travaux de la voie ferrée.

13. Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées en dehors des zones ou de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu par le concessionnaire à l'entretien de ces parties pendant une année à dater de la réception provisoire des travaux de réfection; il en sera de même pour tous les ouvrages souterrains.

Nombre minimum des voyages.

14. Le nombre minimum des voyages, comprenant un parcours total de chaque ligne, qui devront être faits tous les jours dans chaque sens est fixé de telle sorte que les voitures se succèdent aux intervalles suivants :

Sur la ligne n° 1 :

Avant dix heures du matin et après huit heures du soir, passage toutes les neuf minutes trente secondes.

Entre dix heures du matin et huit heures du soir, passage toutes les six minutes trente secondes.

Sur la ligne n° 2 :

Avant dix heures du matin et après huit heures du soir, passage toutes les huit minutes trente secondes.

Entre dix heures du matin et huit heures du soir, passage toutes les six minutes sur la partie comprise entre la jetée et l'octroi de Rouen; le passage des voitures se fera, en tout temps, à des intervalles doubles de ceux indiqués ci-dessus sur la partie comprise entre l'octroi de Rouen et la rue Ernest-Lafayette.

Sur la ligne n° 3 :

Le passage des voitures aura lieu toutes les dix minutes, hiver comme été; toutefois, l'intervalle entre les voitures sera uniformisé avec celui de la ligne n° 2, lorsque le nombre des habitants compris dans la partie du troisième canton au sud du chemin de fer aura augmenté de cinq mille.

Sur la ligne n° 4 :

Le passage des voitures aura lieu toutes les dix minutes jusqu'à huit heures du soir, et, après, toutes les vingt minutes, avec la même réserve que pour la ligne n° 3.

Sur la ligne n° 5 :

Le passage des voitures aura lieu toutes les vingt minutes de sept heures du matin à deux heures de l'après-midi, et depuis huit heures du soir jusqu'à la dernière heure du service.

Depuis deux heures de l'après-midi jusqu'à huit heures du soir, le passage aura lieu toutes les douze minutes.

Le service commencera assez tôt pour être en activité sur tout le parcours, au plus tard, à sept heures du matin en été (du 15 avril au 15 octobre) et à huit heures en hiver (du 15 octobre au 15 avril). Toutefois la ligne n° 5, dite « ligne d'été », ne sera exploitée que du 15 mai au 15 octobre.

Les derniers départs des points extrêmes des lignes auront lieu à onze heures du soir en été et en hiver à dix heures, et une heure plus tôt pour les lignes n° 3 et 4.

Les horaires pourront, sur la proposition de la ville, être modifiés par arrêtés préfectoraux.

Limitation de la vitesse et de la longueur des trains.

15. Les trains se composeront de trois voitures au plus et leur longueur totale ne dépassera pas trente mètres (30^m).

La vitesse des trains en marche sera au plus de vingt kilomètres (20^k) à l'heure.

TITRE III.

DURÉE ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

16. La durée de la concession de tout le réseau mentionné à l'article 2 du présent cahier des charges commencera à courir de la date du décret d'autorisation, et elle prendra fin le 31 décembre 1943.

La présente concession annulera les concessions antérieures auxquelles elle sera substituée.

Expiration de la concession.

17. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, et par le seul fait de cette expiration, l'État sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur la voie ferrée et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien la voie ferrée et tous les immeubles faisant partie du domaine public qui en dépendent. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant de ladite voie, tels que les barrières et clôtures, les changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, bureaux d'attente et de contrôle, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, l'État aura le droit de saisir les revenus du tramway et de les employer à rétablir en bon état la voie ferrée et ses dépendances, si le concessionnaire ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers, tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, l'État se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel à l'État.

L'État sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre en outre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts; et, réciproquement, si l'État le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois l'État ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du tramway pendant six mois.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où l'État déciderait que les voies ferrées doivent être maintenues en tout ou en partie.

Remise des lieux dans l'état primitif.

18. Dans le cas où le Gouvernement déciderait, au contraire, que les voies ferrées doivent être supprimées en tout ou en partie, ces voies seront enlevées et les lieux seront remis dans l'état primitif par les soins et aux frais du concessionnaire, sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité.

Rachat de la concession.

19. L'État aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective du réseau entier, ou au plus tard à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 3 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est réclamé par l'État après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui su-

ront précédé celle où le rachat sera effectué et en y comprenant les annuités qui auront été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années, et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant le quatrième et le cinquième paragraphe de l'article 17, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire, dans tous les cas, pour l'État.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, par suite d'un changement dans le classement des routes et chemins empruntés par la voie ferrée, une nouvelle autorité serait substituée à celle de qui émane la concession.

La nouvelle autorité aura les mêmes droits que celle qui a fait la concession.

Déchéance.

20. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet tous les projets définitifs, ou s'il n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par l'article 3, il encourra la déchéance, qui, après mise en demeure, sera prononcée par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 38, à titre de cautionnement, deviendra la propriété de l'État et lui restera acquise.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

21. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 3, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le règlement d'administration publique du 6 août 1881 ainsi que par le présent cahier des charges, et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement dans les conditions qui seraient prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué par le ministre des travaux publics, après mise en demeure, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement devra être reconstitué dans le mois de la décision ministérielle.

En cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, conformément à l'article 41 du règlement d'administration publique du 6 août 1881.

Cas de force majeure.

22. Les dispositions des deux articles qui précèdent ne seraient pas applicables, et la déchéance ne serait pas encourue, dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.

Tarif des droits à percevoir.

23. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il en remplira

exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir pendant toute la durée de la concession les prix de transport ci-après déterminés :

Prix unique sur une même ligne à l'intérieur de la ville :

Première classe, quinze centimes (0' 15) ;

Deuxième classe, dix centimes (0' 10).

Sur les lignes prévues par la présente concession, les tarifs, à l'intérieur et à l'extérieur de la ville, seront établis comme suit :

1^{re} Ligne de Sainte-Adresse :

Du Rond-Point à l'octroi de Sainte-Adresse : première classe, quinze centimes (0' 15) ; deuxième classe, dix centimes (0' 10).

Des Quatre-Chemins au Carreau : première classe, quinze centimes (0' 15) ; deuxième classe, dix centimes (0' 10).

Du Rond-Point au Carreau : première classe, vingt-cinq centimes (0' 25) ; deuxième classe, vingt centimes (0' 20).

Ces derniers prix seront abaissés à vingt centimes (0' 20) et quinze centimes (0' 15) dimanches et fêtes exceptés, lorsque la population municipale de Sainte-Adresse officiellement atteint le chiffre de trois mille habitants.

2^{re} Ligne de Frascati :

De Frascati à l'octroi de Rouen : première classe, quinze centimes (0' 15) ; deuxième classe, dix centimes (0' 10).

De l'octroi de Rouen à la mairie de Gravelle : première classe, quinze centimes (0' 15) ; deuxième classe, dix centimes (0' 10).

De Frascati à la mairie de Gravelle : première classe, vingt-cinq centimes (0' 25) ; deuxième classe, vingt centimes (0' 20).

Ces derniers prix seront abaissés à vingt centimes (0' 20) et quinze centimes (0' 15) dimanches et fêtes exceptés, lorsque la population municipale de Gravelle officiellement atteint le chiffre de neuf mille habitants.

3^{re} Ligne de l'Eure :

Du Grand-Quai à la place Amiral-Courbet : première classe, quinze centimes (0' 15) ; deuxième classe, dix centimes (0' 10).

4^{re} Ligne des Abattoirs :

De la place de la Gare à la rue Christophe-Colomb : première classe, quinze centimes (0' 15) ; deuxième classe, dix centimes (0' 10) avec correspondance pour le parcours de la gare à l'hôtel de ville, et vice versa.

5^{re} Ligne du boulevard Maritime :

De l'hôtel de ville à l'octroi du boulevard Maritime : première classe, quinze centimes (0' 15) ; deuxième classe, dix centimes (0' 10).

Il est stipulé que le droit de péage entre pour les deux tiers et le droit de transport pour un tiers dans les taxes ci-dessus fixées.

Il sera délivré dans l'intérieur de la ville, moyennant un supplément de dix centimes (0' 10) pour la première classe et de cinq centimes (0' 05) pour la deuxième classe des correspondances donnant droit au parcours immédiat sur une seconde ligne.

Si le service est continué après dix heures du soir en hiver et onze heures en été, les prix ci-dessus seront doublés.

Dans les voitures, chaque classe aura droit au même nombre de places d'homme et de plate-forme ; toutefois la plate-forme d'avant sera toujours affectée à la première classe.

Les enfants au-dessous de quatre ans, tenus sur les genoux, seront transportés gratuitement.

Pour faire face aux affluences éventuelles de voyageurs, le concessionnaire a la faculté d'organiser, en dehors des horaires imposés par l'article 14 du présent cahier des charges, des services supplémentaires de navette avec des voitures portant des indications spéciales, sur un parcours partiel de chaque ligne, au prix du tarif ordinaire.

Bagages.

24. Les voyageurs ne pourront introduire dans les voitures que des bagages pesant dix kilogrammes (10^k) au maximum et ne présentant aucun inconvénient pour les autres voyageurs. Ces bagages seront transportés gratuitement.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement.

25⁽¹⁾. (Supprimé.)

26. (Supprimé.)

27. (Supprimé.)

Abaissement des tarifs.

28. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois à l'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du ministre des travaux publics, conformément aux dispositions de la loi du 11 juin 1880.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le voyage et sur le transport.

29. (Supprimé.)

30. (Supprimé.)

31. (Supprimé.)

32. (Supprimé.)

Traitements particuliers.

33. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des engagements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 40 du règlement d'administration publique du 6 août 1881, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le tramway.

34. (Supprimé.)

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle.

35. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la sur-

1. Les cahiers des charges de cette nature devant être établis d'après le modèle annexé au décret du 6 août 1881, les articles non maintenus dudit cahier des charges conservent néanmoins leur numérotage, avec la mention « supprimé ».

veillance de la voie ferrée seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

Service des postes.

36. Le concessionnaire sera tenu de recevoir dans ses voitures, aux heures des départs réguliers, les sacs de dépêches de la poste escortés ou non d'un convoyeur. Les sacs seront déposés dans un coffre fermant à clef. Le convoyeur aura droit à une place réservée aussi près que possible de ce coffre.

L'administration des postes aura, en outre, le droit de fixer aux voitures de l'entreprise une boîte aux lettres, dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Les prix des transports ci-dessus seront payés par l'administration des postes, conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à fournir au concessionnaire une subvention par annuités. Dans ce cas, les sacs de dépêches et le convoyeur devront être transportés gratuitement.

Le concessionnaire pourra être tenu de fixer, d'après les convenances du service des postes, l'heure d'un de ses départs dans chaque sens.

Le montant des dépenses supplémentaires que ce service spécial aura imposées au concessionnaire, déduction faite du produit qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes, que l'entrepreneur soit subventionné ou non par le Trésor, suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux arbitres. En cas de désaccord de ces arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Frais de contrôle.

37. La somme que le concessionnaire doit verser chaque année dans la première quinzaine de janvier, afin de pourvoir aux frais du contrôle, sera calculée d'après le chiffre de cinquante francs (50^f) par kilomètre de voie concédée.

Le premier versement aura lieu dans le courant du mois qui suivra la date du décret de concession, à la caisse du receveur particulier des finances du Havre.

Cautionnement.

38. Avant la signature de l'acte de concession, le concessionnaire déposera à la caisse des dépôts et consignations une somme de vingt mille francs (20,000^f) en numéraire ou en rente sur l'État calculée conformément au décret du 31 janvier 1872, ou en bons du Trésor, avec transfert, au profit de ladite caisse, de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Élection de domicile.

39. Le concessionnaire devra faire élection de domicile au Havre.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable, lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la sous-préfecture du Havre.

40. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département de la Seine-Inférieure, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

41. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention annexée seront supportés par le concessionnaire.

Certifié conforme au cahier des charges signé par le maire et la compagnie rétrocessionnaire, le 2 février 1893, et modifié ensuite en cours d'instruction, conformément aux indications de l'administration supérieure.

En l'hôtel de ville du Havre, le 2 août 1895.

Pour la compagnie générale française
des tramways :

Le Directeur général des exploitations,

Signé : MULSANT.

Le Maire,

Signé : LOUIS BRINDEAU.

Enregistré au Havre, le 8 août 1895, folio 25, case 15. Reçu trois francs soixante-quinze centimes. — Signé : Daligault.

N° 30407. — DÉCRET relatif à une Contribution spéciale à percevoir, en 1895, pour les Dépenses de la Chambre de commerce du Puy (Haute-Loire).

Du 20 Septembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes ;

Vu les articles 11 à 16 de la loi de finances du 23 juillet 1820, l'article 4 de la loi du 14 juillet 1838 et l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 ;

Vu la loi du 21 juillet 1894, relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Une contribution spéciale de la somme de mille deux cent cinquante francs (1,250^f), nécessaire au paiement des dépenses de la chambre de commerce du Puy, suivant le budget approuvé, sur la proposition de ladite chambre de commerce, par le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, plus cinq centimes (0^f 05) par franc pour couvrir les non-valeurs et trois centimes (0^f 03), aussi par franc, pour subvenir aux frais de perception, sera répartie, en 1895, sur les patentés de la circonscription désignés par l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures.

2. Le produit de ladite contribution sera mis, sur les mandats du préfet de la Haute-Loire, à la disposition de la chambre de commerce du Puy, qui rendra compte de son emploi au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 20 Septembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes.

Signé : ARMAND LAMON.

N° 30408. — DÉCRET portant Règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 30 novembre 1894, relative aux Habitations à bon marché.

Du 21 Septembre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 26 septembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

Vu la loi du 30 novembre 1894, relative aux habitations à bon marché, et notamment l'article 15 :

Vu l'avis du conseil supérieur des habitations à bon marché;

Vu l'avis de la commission supérieure des caisses d'assurances en cas de décès et d'accidents;

Vu l'avis du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'intérieur et du ministre des finances :

Le Conseil d'État entendu.

DÉCRÈTE :

TITRE I^{er}.

DES COMITÉS LOCAUX.

ART. 1^{er}. Les comités locaux institués par décret du Président de la République et composés suivant les formes prescrites par l'article 15 de la loi du 30 novembre 1894 sont installés par le préfet dans l'arrondissement chef-lieu et par les sous-préfets dans les autres arrondissements.

2. Dans sa première séance, le comité désigne son président et, s'il y a lieu, un vice-président.

Il nomme aussi soit un secrétaire-trésorier, soit un secrétaire et un trésorier qui peuvent être pris en dehors du comité.

3. Le comité délibère valablement lorsque la moitié plus un des membres qui le composent sont présents.

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des votants.

S'il y a partage, la voix du président est prépondérante.

En cas de vacance provenant de démission ou de décès, il y est pourvu, selon les catégories, par le préfet, dans un délai de trois mois, et par le conseil général, dans la session qui suivra.

4. Le comité se réunit sur convocation du président quand les besoins l'exigent ou lorsque trois membres le demandent par écrit.

Il doit au moins se réunir une fois par trimestre. A défaut de convocation pendant plus de six mois, le préfet devra convoquer le comité.

Tout membre qui s'abstiendra de se rendre à trois convocations successives, sans motif reconnu légitime par le comité, sera déclaré démissionnaire par le préfet.

5. Dans le courant de janvier, le comité adresse au ministre du commerce, par l'intermédiaire du préfet, un rapport détaillé sur ses travaux et l'état de sa situation financière, avec les comptes de l'exercice écoulé et le budget de l'exercice courant.

6. Pour l'exécution des dispositions prévues aux articles 1^{er} et 2 de la loi, le comité pourra, s'il y a lieu, déléguer à une ou plusieurs personnes telle mission spéciale à laquelle ses membres ne seraient pas en mesure de procéder par eux-mêmes.

7. L'indemnité de déplacement qui pourra être allouée, en vertu de l'article 3 de la loi, aux membres du comité n'habitant pas la localité où se tiendraient les réunions, ne dépassera pas deux francs cinquante (2^f 50) par myriamètre parcouru en allant et en revenant.

8. En cas de démission simultanée de plus de la moitié des membres du comité, le conseil supérieur, saisi par un rapport du préfet au ministre, émettra son avis sur la reconstitution ou la dissolution du comité.

Il en sera de même si, après deux convocations successives, la seconde par lettre recommandée, le comité ne se trouvait pas en nombre pour délibérer, ou s'il commettait des abus graves dans l'exercice de ses fonctions.

La dissolution est prononcée par décret du Président de la République, qui statue sur la dévolution de l'actif, conformément au paragraphe 4 de l'article 2 de la loi.

TITRE II.

DES DISPOSITIONS QUE DEVRONT CONTENIR LES STATUTS DES SOCIÉTÉS DE CONSTRUCTION ET DE CRÉDIT.

9. Les sociétés de construction de maisons à bon marché et les sociétés de crédit qui, ne construisant pas elles-mêmes, ont pour but de faciliter l'achat ou la construction de ces maisons, doivent, pour bénéficier des faveurs de la loi, indiquer dans leurs statuts :

1^{re} Quelles ont pour but exclusif soit de procurer l'acquisition

d'habitations salubres et à bon marché à des personnes qui ne sont déjà propriétaires d'aucune maison, soit de mettre en location des habitations de cette nature, soit d'améliorer des habitations déjà existantes;

2° Que les dividendes sont limités à quatre pour cent (4 p. 00) au plus;

3° Que les statuts, ainsi que toute modification qui y serait apportée, doivent être approuvés par le ministre du commerce, sur l'avis du comité permanent du Conseil supérieur des habitations à bon marché;

4° Que, dans les six mois qui suivent la clôture de chaque exercice, le compte rendu de l'assemblée générale de la société, accompagné du bilan, sera adressé, par l'intermédiaire du préfet, au ministre du commerce pour être soumis au comité permanent;

5° Que lors de l'expiration de la société, ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale appelée à statuer sur la liquidation ne pourra attribuer l'actif qui resterait, après paiement du passif et remboursement du capital-actions versé, qu'à une société constituée conformément aux prescriptions de la loi du 30 novembre 1894, la délibération dont il s'agit devant être approuvée par le ministre, sur l'avis du conseil supérieur.

TITRE III.

DÉTERMINATION DU CINQUIÈME DU PATRIMOINE DES BUREAUX DE BIENFAISANCE, HOSPICES ET HÔPITAUX.

10. Le cinquième du patrimoine des établissements de bienfaisance qui pourra être employé, conformément aux dispositions du paragraphe 1^{er} de l'article 6 de la loi, devra être calculé d'après le cours de la bourse, pour les valeurs mobilières et, pour les immeubles, d'après l'évaluation qui en sera faite par un expert nommé par le préfet.

Les immeubles affectés aux services d'assistance ne seront pas compris dans cette évaluation et n'entreront pas en ligne de compte.

Les biens mobiliers ou immobiliers provenant de fondations et grevés d'une charge spéciale n'entreront en ligne de compte que sous déduction de la somme nécessaire pour faire face à ces charges.

En aucun cas la somme dont les bureaux de bienfaisance, hospices et hôpitaux pourront ainsi disposer ne dépassera le montant de leur fortune mobilière.

TITRE IV.

DES ASSURANCES TEMPORAIRES EN CAS DE DÉCÈS.

11. L'acquéreur, le locataire avec promesse de vente, ou le constructeur d'une maison à bon marché, qui veut garantir par une assurance le paiement des annuités d'amortissement restant à échoir

au moment de son décès, adresse une proposition au directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Le montant de l'assurance ne pourra dépasser :

Pour les immeubles situés dans une commune de 1,000 habitants et au-dessous.....	2,300 ^f
De 1,001 à 5,000 habitants.....	3,900
De 5,001 à 30,000 habitants.....	4,400
De 30,001 à 200,000 habitants, ou dans une des communes situées dans un rayon de 40 kilomètres autour de Paris.....	5,700
Dans une commune de 200,001 habitants et au-dessus.....	7,700
A Paris.....	9,700

Les propositions d'assurances peuvent être transmises soit par les comités des habitations à bon marché, soit par les sociétés de construction ou de crédit. Ces comités ou sociétés pourront également servir d'intermédiaire entre les assurés et la caisse d'assurance pour toutes les opérations ultérieures.

12. Les propositions d'assurances, les polices définitives et les versements de primes sont reçus à la direction générale de la Caisse des dépôts et consignations, à Paris; chez les trésoriers-payeurs généraux et les receveurs particuliers des finances, dans les départements; chez les trésoriers-payeurs et les payeurs particuliers, en Algérie.

Les propositions d'assurances sont également reçues par les percepteurs des contributions directes.

Sur la demande faite par l'assuré au directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, les percepteurs peuvent être autorisés à recevoir les polices définitives et à encaisser les primes.

13. Le proposant produit à l'appui de sa demande :

1° Un extrait de son acte de naissance;

2° L'engagement de répondre aux questions et de se soumettre aux constatations médicales qui seront prescrites par les polices;

3° Une déclaration affirmant qu'il ne possède aucune autre maison et que celle en vue de laquelle il veut contracter une assurance rentre dans les limites prévues à l'article 5 de la loi;

4° Le contrat d'acquisition ou de prêt passé soit avec une société de construction ou de crédit, soit avec un particulier.

Le contrat d'acquisition ou de prêt devra indiquer le nombre, les dates d'échéance et le montant des annuités d'amortissement dont l'assurance devra garantir le paiement en cas de décès, ainsi que le taux de l'intérêt.

La proposition est datée et signée par le proposant ou revêtue par le préposé de la Caisse des dépôts et consignations d'une mention énonçant que le proposant ne sait ou ne peut signer.

14. La proposition d'assurance, accompagnée des pièces produites à l'appui, est transmise, sans délai, par le préposé qui l'a reçue, à la direction générale de la Caisse des dépôts et consignations. Après les vérifications nécessaires, le proposant reçoit avis du montant de la prime unique ou des primes annuelles au moyen desquelles il

pourra garantir le paiement des annuités d'amortissement mentionnées dans le contrat et l'autorisation de se présenter chez le médecin qui devra procéder à l'examen médical.

Avis de cette autorisation est donné en même temps au médecin.

15. Dans chaque canton où des habitations à bon marché seront construites, il sera désigné, par le préfet, un ou plusieurs médecins visiteurs assermentés et chargés d'examiner les proposant.

Leur serment sera reçu par le préfet ou le sous-préfet, soit par le juge de paix du canton où résidera le médecin.

Le tarif de la visite médicale sera fixé par un arrêté du préfet du département.

16. Le proposant, s'il n'est pas personnellement connu du médecin visiteur, doit se présenter chez celui-ci, assisté d'un délégué de la société de construction ou de crédit, ou de deux témoins imposés au rôle des contributions directes de la commune, qui attesteront l'identité du proposant sur le questionnaire destiné à recevoir les résultats de l'examen du médecin.

17. Après que les témoins se sont retirés, le médecin visiteur adresse au proposant les questions contenues dans la première partie du questionnaire et il y consigne les réponses qui lui sont faites; il fait signer cette première partie par le proposant après lui en avoir donné connaissance. Si ce dernier ne peut ou ne sait signer, le médecin en fait mention. Il procède ensuite à l'examen médical, inscrit le résultat de ses observations dans la seconde partie du questionnaire, signe et adresse le tout au directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

18. Le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations décide s'il y a lieu de refuser l'assurance ou de l'accepter.

Dans le premier cas, il informe le proposant de son refus, qui ne doit jamais être motivé.

Dans le second cas, il transmet au comptable qui a reçu la proposition d'assurance la police définitive en double expédition et un extrait de cette police qui servira au paiement des primes.

19. La police d'assurance énonce les noms, prénoms, profession et domicile de l'assuré ainsi que le lieu et la date de sa naissance.

Elle mentionne la durée de l'assurance, la prime unique ou les primes annuelles que l'assuré devra payer aux dates fixées par le contrat, et le montant, après chaque échéance d'amortissement, de la somme que la caisse aurait à payer en cas de décès de l'assuré.

Elle indique que l'assurance doit profiter soit aux ayants droit de l'assuré, soit à un bénéficiaire désigné.

Enfin, elle porte l'engagement réciproque pris par l'assuré d'acquitter les primes aux dates convenues, et, par la caisse d'assurance en cas de décès, représentée par le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, d'effectuer le paiement des sommes assurées.

se conformant, de part et d'autre, aux conditions particulières du contrat et aux conditions générales imprimées dans la police.

Les deux expéditions de la police sont signées par l'assuré, qui devra faire élection de domicile à Paris.

Si l'assuré ne peut ou ne sait signer, il en est fait mention sur les deux expéditions de la police par le préposé de la Caisse des dépôts et consignations.

Si un bénéficiaire est désigné, il peut donner son acceptation, au moment de la signature de la police, en inscrivant sur les deux expéditions de cet acte la mention : « Vu et accepté, le bénéficiaire », suivie de sa signature.

Le contrat d'assurance produit son effet à partir du paiement de la première prime ou de la prime unique, suivi de la signature de la police par l'assuré ou par son mandataire spécial, alors même que l'assuré viendrait à décéder dans les deux ans du contrat.

20. L'assurance peut être contractée soit au moyen d'une prime unique, soit au moyen de primes annuelles décroissantes, proportionnelles au risque de chaque année, soit au moyen de primes annuelles constantes à payer pendant une partie de l'assurance et dont le montant ne devra pas être inférieur au risque de la première année. Dans tous les cas, l'échéance des primes devra être fixée de manière à ne reporter le paiement d'aucune d'elles après l'âge de soixante-cinq ans.

21. Les primes annuelles autres que la première sont acquittées, chaque année, à l'échéance fixée dans la police.

22. A toute époque l'assuré peut convertir ses primes annuelles décroissantes ou constantes en une prime unique.

Il peut également convertir ses primes annuelles décroissantes en primes constantes, dont le montant ne devra pas être inférieur au risque de l'année dans laquelle aura lieu la modification du contrat.

Ces modifications sont constatées par un avenant à la police d'assurance.

23. Dans l'application des tarifs, la prime est fixée d'après l'âge de l'assuré à l'échéance de la prime. L'assuré est considéré comme ayant à cette échéance son année d'âge accomplie plus une demi-année.

24. Les primes peuvent être acquittées par les sociétés de construction ou de crédit bénéficiaires de l'assurance et par toute personne munie de l'extrait de la police remis à l'assuré en vue du paiement des primes.

La société ou le mandataire verbal qui effectue simultanément des versements de primes ultérieures pour le compte de plusieurs assurés produit un bordereau nominatif donnant le détail des primes versées.

25. Le versement de chaque prime effectué soit à la Caisse des dépôts et consignations, soit chez les trésoriers-payeurs généraux et

les receveurs particuliers, en France, soit chez les trésoriers-payeurs et payeurs particuliers, en Algérie, est constaté par un récépissé à talon délivré par le comptable qui reçoit le versement.

26. Lorsque le versement doit être effectué entre les mains d'un percepteur autorisé à cet effet, conformément à l'article 12 ci-dessus, le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations transmet un titre de perception à ce comptable.

Le percepteur ne peut faire aucun encaissement de prime sans être nanti de ce titre de perception.

Le versement de chaque prime effectué dans ces conditions est constaté par une quittance extraite du journal à souche.

27. Le paiement des primes peut également être opéré à la Caisse des dépôts et consignations, au moyen de mandats-poste transmis par les intéressés. Il en est délivré un récépissé à talon.

28. A défaut de paiement d'une prime annuelle dans les trente jours, il est dû des intérêts de retard au taux de quatre pour cent (4 p. o/o) à partir de l'échéance.

29. Si la prime n'est pas acquittée dans les trois mois qui suivent l'échéance, le contrat est résolu de plein droit quinze jours après une mise en demeure restée sans effet.

Dans ce cas, lorsque l'assurance a été contractée au moyen de primes annuelles constantes, les versements effectués, déduction faite de la part afférente aux risques courus, sont ramenés à une prime unique garantissant le paiement d'une somme dont le montant est calculé d'après les bases du tarif en vigueur à la date de la signature du contrat primitif, et pour la période du temps restant à courir.

30. Toute réticence, toute fausse déclaration de la part de l'assuré, soit dans la proposition d'assurance, soit dans les réponses faites au médecin visiteur et qui seraient de nature à atténuer l'importance du risque ou à tromper sur l'identité de l'assuré, entraînent l'annulation de l'assurance, sans préjudice des poursuites qui pourraient être exercées conformément aux lois pénales.

Dans le cas où l'assurance est annulée pour les motifs énoncés dans le paragraphe précédent, la portion des primes versées afférente aux risques postérieurs à la date d'annulation du contrat est remboursée sans intérêts à l'assuré en présence du bénéficiaire de l'assurance, s'il y a lieu.

31. En cas de résiliation du contrat de vente ou de libération anticipée des annuités souscrites, l'assuré peut obtenir la résiliation de son assurance et le paiement d'une somme égale à la valeur de la portion des primes antérieurement payées qui étaient afférentes aux risques postérieurs à la date de la résiliation.

Ce paiement est effectué sur la quittance collective de l'assuré et, s'il y a un bénéficiaire désigné, du bénéficiaire de l'assurance ou de ses ayants droit.

32. En cas de décès de l'assuré, les annuités restant à échoir sont payées à ses ayants droit ou au bénéficiaire désigné, sur la production du double de la police, de l'acte de décès de l'assuré et d'un certificat de médecin constatant le genre de maladie ou d'accident auquel l'assuré aura succombé.

Outre les pièces énumérées au paragraphe précédent, les ayants droit de l'assuré ont à produire un certificat de propriété délivré dans les formes et suivant les règles prescrites par l'article 6 de la loi du 28 floréal an VII.

33. Dans le cas où le décès de l'assuré résulte de suicide, de duel ou de condamnation judiciaire, l'assurance demeure sans effet, et les primes versées, augmentées des intérêts simples calculés au taux du tarif, sont remboursées aux ayants droit dans les conditions indiquées à l'article précédent.

34. Les sommes dues par la caisse d'assurance sont payables : à Paris à la Caisse des dépôts et consignations; dans les départements, chez les trésoriers-payeurs généraux et receveurs particuliers des finances; en Algérie, chez les trésoriers-payeurs et payeurs particuliers.

Le paiement a lieu sur une autorisation donnée par le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, à qui la demande doit être adressée soit directement, soit par l'intermédiaire des préposés et agents désignés à l'article 12 ci-dessus.

35. Les cessions ou transports de tout ou partie du capital assuré, consentis par l'assuré ou le bénéficiaire, en vertu de l'article 7, § 4, de la loi du 30 novembre 1894, ne pourront être faits que par acte notarié.

Les actes de cession ou transport, ou tous autres actes ayant pour objet de mettre opposition au paiement des sommes assurées, doivent être signifiés au directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, à Paris.

36. La cession du bénéfice de la police d'assurance ne pourra être faite qu'au profit de la société de construction et de crédit, lorsque cette clause sera insérée dans l'acte de promesse de vente joint à la proposition d'assurance en vertu de l'article 13 ci-dessus.

37. Les registres matricules et les comptes individuels des assurés sont tenus à la direction générale de la Caisse des dépôts et consignations, qui conserve le double des polices d'assurances et les pièces produites à l'appui, soit des propositions, soit des polices.

TITRE V.

DE L'INDIVISION OU DE L'ATTRIBUTION DES MAISONS À BON MARCHÉ.

38. Lorsqu'une maison individuelle, construite dans les conditions édictées par la loi du 30 novembre 1894, figure dans une succession

et que cette maison est occupée, au moment du décès de l'acquéreur ou du constructeur, par le défunt, son conjoint, ou l'un de ses enfants, il est pourvu à l'exécution de l'article 8 de la loi conformément aux dispositions ci-après, sous l'autorité du juge de paix du lieu de l'ouverture de la succession.

39. Le conjoint survivant ou l'héritier qui veut faire prononcer le maintien de l'indivision, ou l'attribution de la maison à son profit, en forme la demande par voie de déclaration au greffe de la justice de paix.

La déclaration doit contenir :

1° Les nom, prénoms, profession et domicile du requérant, et la qualité en laquelle il agit;

2° Les nom, prénoms, profession et domicile du conjoint survivant et de chacun des héritiers ou successeurs, à titre universel, ainsi que de leurs représentants légaux.

Elle est signée par le requérant et contresignée par le greffier.

Il est joint un extrait du rôle de la contribution foncière ou un certificat du directeur des contributions directes attestant que la valeur locative de la maison ne dépasse pas les maxima déterminés par l'article 50 ci-après.

Le requérant doit, en outre, consigner somme suffisante pour couvrir les frais immédiats de procédure. Le juge de paix en détermine s'il y a lieu, le montant.

40. Lorsque le défunt aura laissé des héritiers mineurs avant, au moment du décès, leur domicile dans le canton où la succession est ouverte, le conseil de famille, réuni comme il est dit à l'article 106 du code civil, sera invité par le juge de paix à donner son avis sur le maintien de l'indivision, si ce maintien est demandé et si l'attribution de la maison n'est pas réclamée.

Si tous les intéressés sont présents, il pourra être procédé immédiatement et sans convocation spéciale de la façon prescrite par les articles 44 et suivants du présent règlement.

41. Lorsque la succession s'ouvrira dans un canton autre que celui où les héritiers mineurs ont leur domicile, le juge de paix du lieu de l'ouverture de la succession transmettra au juge de paix du lieu où la tutelle s'est ouverte, ainsi qu'au tuteur s'il y en a un, copie de la déclaration à l'effet d'appeler le conseil de famille à en délibérer.

42. Le juge de paix saisi de la demande convoque tous les intéressés, ou leurs représentants, par lettres recommandées expédiées par le greffier.

L'avis de réception de la poste est joint au dossier de l'affaire.

Les délais et formes de la comparution sont fixés conformément aux articles 411 et 412 du code civil.

43. Si l'un des intéressés est sans domicile ni résidence connus, le juge de paix, à la requête de la partie la plus diligente, lui donne

un mandataire spécial, à moins que le tribunal, en vertu de l'article 113 du code civil, n'ait déjà commis un notaire pour le représenter.

44. Au jour fixé, si toutes les parties sont d'avis de maintenir l'indivision pour un temps déterminé, il leur en est donné acte par le juge de paix. Le pacte d'indivision ainsi conclu est définitif, même au regard des mineurs et interdits, sans qu'il soit besoin d'homologation.

En cas de désaccord le juge de paix statue, d'après les circonstances, en vue du plus grand intérêt de la famille, et, s'il y a lieu, prononce le maintien de l'indivision dans les limites fixées par la loi, à moins que l'attribution de la maison ne soit demandée par quelqu'un des héritiers ou le conjoint survivant.

45. S'il n'y a pas de contestation sur la valeur de l'immeuble et que toutes les parties, soient présentes ou dûment averties, conformément à l'article 42 ci-dessus, majeures et maîtresses de leurs droits, le juge de paix prononce l'attribution à celle des parties qui l'a demandée.

Lorsqu'elle est requise par plusieurs ayants droit, le juge de paix vérifie s'il existe au profit de l'un d'eux une cause légale de préférence et, le cas échéant, prononce l'attribution soit à celui que le défunt a désigné, soit à l'époux survivant, s'il est copropriétaire au moins pour moitié.

Toutes choses égales, il met aux voix la désignation de l'attributaire, les héritiers qui viennent par représentation d'une même personne n'ayant droit ensemble qu'à un seul suffrage.

A défaut de majorité, il procède, séance tenante, au tirage au sort.

Il est sur-le-champ dressé procès-verbal de l'attribution, ainsi que des conventions relatives au payement des soultes et autres conditions accessoires.

46. S'il y a contestation sur la valeur de la maison, le juge de paix constate en son procès-verbal le désaccord des parties, sursoit à l'attribution et requiert le comité des habitations à bon marché dans la circonscription duquel est situé l'immeuble d'en faire l'estimation et de lui en adresser le rapport détaillé.

Il en est de même si quelqu'un des intéressés n'a pas reçu la convocation du juge de paix prévue par l'article 42 ci-dessus, ou s'il y a parmi eux des mineurs ou des interdits.

Au cas où il n'existe pas de comité dans le département, l'estimation est faite par un expert nommé par le juge de paix, au besoin par commission rogatoire.

47. Sur le dépôt du rapport, les parties sont invitées à en prendre connaissance au greffe dans le délai de trente jours, puis convoquées à nouveau devant le juge de paix, le tout dans les formes prescrites à l'article 42 ci-dessus.

A défaut de conciliation, il fixe lui-même, d'après tous les élé-

ments de la cause, le prix de la maison et procède, comme il est dit à l'article 45 ci-dessus, à son attribution.

48. Toutes décisions du juge de paix rendues par défaut sont notifiées aux parties défaillantes, sous pli recommandé, de la façon prescrite à l'article 42 ci-dessus.

L'opposition est recevable dans les huit jours de la réception de la lettre.

49. Il est alloué :

§ 1^{er}. — *Aux greffiers des justices de paix, frais et déboursés non compris :*

1° Par chaque envoi de lettres recommandées.....	0 50'
2° Pour la déclaration faite au greffe, tendant au maintien de l'indivision ou à l'attribution de l'immeuble.....	1 50
3° Pour copie de ladite déclaration.....	1 00
4° Pour la rédaction du procès-verbal d'indivision ou d'attribution de l'immeuble.....	1 50
5° Pour dépôt du rapport à fin d'estimation de l'immeuble.....	1 50
6° Pour recherche et communication sans déplacement dudit rapport.....	0 50
7° Pour chaque copie du jugement.....	1 00

§ 2. — *Aux experts chargés de l'estimation de l'immeuble :*

1° Par vacation de trois heures, lorsqu'ils opéreront dans le canton où ils sont domiciliés, ou même hors du canton, mais dans la distance de 2 myriamètres.....	5' 00'
2° Au delà de 2 myriamètres, en dehors du canton, il sera alloué pour frais de voyage et de nourriture, soit pour l'aller, soit pour le retour, par chaque myriamètre.....	2 50
3° Pour la prestation de serment et pour le dépôt du rapport, indépendamment du transport au chef-lieu de canton dans le cas où il serait dû aux termes des dispositions qui précèdent.....	2 00

TITRE VI.

DES IMMUNITÉS FISCALES.

50. Les immunités et atténuations d'impôts accordées par la loi sont exclusivement applicables aux maisons dont le revenu net imposable à la contribution foncière n'excédera pas les limites fixées par l'article 5 de la loi, c'est-à-dire dont la valeur locative augmentée des charges incombant au propriétaire et mises, par le bail, au compte du locataire, ne comportera pas, pour l'intégralité de ces maisons, ou pour chacun des logements les composant et destinés à être loués

séparément, des chiffres supérieurs à ceux indiqués ci-dessous pour chaque catégorie de communes :

Dans les communes de 1,000 habitants et au-dessous	132'
Dans les communes de 1,001 habitants à 5,000	220
Dans les communes de 5,001 habitants à 30,000	250
Dans les communes de 30,001 habitants à 200,000 et dans celles qui sont situées dans un rayon de 40 kilomètres autour de Paris	323
Dans les communes de 200,001 habitants et au-dessus	440
A Paris	550

51. Pour l'application de la disposition qui précède, les catégories de communes sont déterminées d'après le chiffre de la population municipale totale, résultant du dernier dénombrement de la population.

52. Lorsque, à la suite d'un nouveau dénombrement, une commune passe dans une catégorie inférieure à celle dont elle faisait précédemment partie, les maisons reconnues exemptes de l'impôt, ou ayant fait l'objet d'une demande d'exemption avant le 1^{er} janvier de l'année à partir de laquelle les résultats du nouveau dénombrement doivent être appliqués en matière de contributions directes, conservent leur droit à l'exemption, même si leur valeur locative est supérieure au maximum prévu à l'article 50 ci-dessus pour la catégorie dans laquelle la commune se trouve actuellement rangée.

Au cas de passage d'une commune dans une catégorie supérieure, le nouveau maximum ne devient également applicable qu'aux maisons construites postérieurement au 1^{er} janvier de l'année pour laquelle les résultats du nouveau dénombrement reçoivent leur première application dans les rôles des contributions directes.

Les mêmes règles sont suivies dans le cas de réunion ou de division des communes.

53. Pour déterminer les communes situées dans un rayon de quarante kilomètres (40 kil.) autour de Paris, on prendra la distance à vol d'oiseau qui sépare la mairie de la commune du point le plus rapproché de l'enceinte fortifiée de Paris.

54. Les modifications apportées à la valeur locative des maisons, à la suite d'une nouvelle évaluation des propriétés bâties, n'auront, en aucun cas, pour effet de faire cesser avant leur terme les immunités précédemment accordées, ni de créer des droits à l'exemption en faveur de maisons précédemment construites.

55. La demande d'exonération temporaire exigée par l'article 9 de la loi doit contenir la déclaration que la maison qui en fait l'objet est destinée à être occupée par une personne n'étant propriétaire d'aucune maison.

56. L'exemption comprend à la fois le principal de l'impôt et les centimes additionnels de toute nature. Elle ne peut, dans aucun cas, être étendue au sol des maisons ni aux cours ou jardins qui en dépendent.

57. Les immeubles admis à jouir du bénéfice de la loi et qui viennent à être transformés ou agrandis sont considérés comme ayant acquis une valeur sensiblement supérieure au maximum légal, quand leur nouvelle valeur locative dépasse de plus d'un dixième les maxima fixés à l'article 50 ci-dessus.

L'exemption d'impôt dont ils bénéficiaient cesse à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suit celle pendant laquelle les transformations ou agrandissements ont été opérés; les impositions sont établies, s'il y a lieu, par voie de rôles particuliers.

58. Les immunités fiscales prévues aux articles 9 et 10 de la loi ne peuvent être revendiquées que pour les maisons dont la construction a été entreprise postérieurement à sa promulgation.

A titre exceptionnel, les demandes d'exemption qui n'auraient pas été faites dans les délais fixés par l'article 9 de la loi seront recevables dans les six mois qui suivront la promulgation du présent règlement.

59. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'intérieur et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Fontainebleau, le 21 Septembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : ANDRÉ LEBON.

N° 30409. — DÉCRET relatif à une Contribution spéciale à percevoir, en 1895, pour les Dépenses de la Chambre de commerce de Mont-de-Marsan.

Du 27 Septembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu les articles 11 à 16 de la loi de finances du 23 juillet 1820, l'article 4 de la loi du 14 juillet 1838 et l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880;

Vu la loi du 21 juillet 1894, relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Une contribution spéciale de la somme de quatre cent dix-sept francs (417'), nécessaire au payement des dépenses de la

chambre de commerce de Mont-de-Marsan, suivant le budget approuvé, sur la proposition de ladite chambre de commerce, par le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, plus cinq centimes (0' 05) par franc pour couvrir les non-valeurs et trois centimes (0' 03), aussi par franc, pour subvenir aux frais de perception, sera répartie, en 1895, sur les patentés de la circonscription désignés par l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures.

2. Le produit de ladite contribution sera mis, sur les mandats du préfet des Landes, à la disposition de la chambre de commerce de Mont-de-Marsan, qui rendra compte de son emploi au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 27 Septembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : ANDRÉ LEBON.

N° 30410. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Les alignements du boulevard International du port de Calais (Pas-de-Calais), sont et demeurent modifiés conformément aux lignes rouges du plan visé par l'ingénieur en chef, le 17 décembre 1894, lequel plan restera annexé au présent décret.

Les dispositions contraires du décret du 15 juillet 1891 sont rapportées.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires pour l'exécution de ce projet d'alignements, en se conformant aux dispositions des titres III et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Langres, 9 Septembre 1895*).

N° 30411. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux à exécuter pour l'agrandissement des installations du service de la petite vitesse à la gare de Varangéville [ligne de Paris à Strasbourg] (Meurthe-et-Moselle), conformément aux indications générales du plan dressé, le 18 février 1893, par les ingénieurs de la compagnie des chemins de fer de l'Est, lequel plan restera annexé au présent décret.

2° Pour l'acquisition des immeubles nécessaires à l'exécution des travaux

ci-dessus énoncés, la compagnie des chemins de fer de l'Est est substituée aux droits comme aux obligations qui dérivent pour l'administration de la loi du 3 mai 1841.

3° La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue, si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux ne sont pas terminées dans un délai de deux ans, à partir de la promulgation du présent décret.

4° Les terrains acquis seront incorporés à la concession des chemins de fer de l'Est. (Fontainebleau, 20 Septembre 1895.)

ERRATUM.

XII^e série, *Bulletin des lois* n° 1734, page 1063. — Loi du 11 juillet 1895 qui autorise le département de Loir-et-Cher à s'imposer extraordinairement,

Au lieu de :

Quatre-vingt-quatorze centièmes de centime (0^e 40),

Lire :

Quatre-vingt-quatorze centièmes de centime (0^e 94).



Certifié conforme :

Paris, le 27^e Février 1896.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

L. RICARD.

* Cette date est celle de la réception du *Failli* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1746.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 30412. — *Loi ayant pour objet : 1° l'ouverture au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, d'un Crédit extraordinaire pour la réparation des dommages résultant de la rupture de la digue du réservoir de Bouzey (canal de l'Est); 2° l'annulation d'une somme sur les Crédits ouverts au Ministre des travaux publics au titre du chapitre LXII : Établissement et améliorations des canaux de navigation, du budget de l'exercice 1895.*

Du 30 Décembre 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 31 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, au titre du budget général de l'exercice 1895 (Algérie non comprise), un crédit extraordinaire de cinq millions deux cent mille francs (5,200,000') réparti par chapitres, ainsi qu'il suit :

CHAP. LXII bis. — Réparations des avaries causées aux ouvrages du domaine public par la rupture de la digue de réservoir de Bouzey.....		1,450,000 ¹
CHAP. LXII ter. — Indemnités pour les dommages causés aux particuliers par la rupture de la digue du réservoir de Bouzey.....		3,750,000
TOTAL ÉGAL.....		5,200,000

Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1895.

2. Sur les crédits ouverts au ministre des travaux publics, au titre du chapitre XLII : *Établissement et amélioration des canaux de navigation* de l'exercice 1895 (Algérie non comprise), une somme d'un million quatre cent mille francs (1,400,000^f) est et demeure définitivement annulée.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

Le Ministre des travaux publics.

Signé : ED. GUYOT-DESSAIGVE.

30413. — DÉCRET relatif à une Imposition extraordinaire à percevoir, en 1896, pour les Dépenses de la Chambre de commerce de Rouen (Seine-Inférieure).

Du 27 Septembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu la loi du 22 juillet 1892, qui a autorisé une imposition extraordinaire additionnelle à la contribution des patentes de cinq centimes cinq cent quarante-quatre millièmes par franc, au maximum, sur les patentes de la circonscription de la chambre de commerce de Rouen compris dans l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures sur les patentes, pour concourir, à partir du 1^{er} avril 1892, avec les autres ressources qui pourront être appliquées à cette destination, au service de l'emprunt de sept cent quarante-six mille francs que ladite chambre de commerce a été autorisée à contracter en vue de l'agrandissement du palais consulaire de Rouen;

Vu notamment l'article 5 de ladite loi, ainsi conçu :

« Le nombre des centimes additionnels à percevoir sera fixe, chaque année, par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique »;

Vu l'article 38 de ladite loi du 15 juillet 1880;

Vu la loi du 17 juillet 1895, relative aux contributions directes et taxes assimilées de l'exercice 1896;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il sera perçu, en 1896, sur les patentes de la circonscription de la chambre de commerce de Rouen compris dans l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures, une imposition extraordinaire additionnelle de cinq centimes deux mille trois cent

trois cent millièmes (0^e 0502303) par franc, au principal de la contribution des patentes.

2. Le produit de cette imposition, destiné à concourir au remboursement de l'emprunt contracté par la chambre de commerce de Rouen, en vue de l'agrandissement du palais consulaire de cette ville, sera mis, sur les mandats du préfet de la Seine-Inférieure, à la disposition de la chambre de commerce, qui aura à rendre compte de son emploi au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le président du Conseil, ministre des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 27 Septembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : ANDRÉ LEBON.

№ 30414. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un Credit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux Travaux de restauration de l'Ecluse du Fort, sur la Scarpe-Inférieure et de rehaussement des Ponts du Polygone et du Marais de Flers sur la Scarpe-Moyenne.

Du 3 Octobre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration (n° 3613) du receveur particulier des finances de recensement de Douai (Nord), constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 21 juin 1895, à titre de fonds de concours par la compagnie des mines de l'Escarpelle, une somme de vingt et un mille six cent quatre-vingt-quinze francs applicable, partie aux travaux de restauration de l'Ecluse de Fort, sur la Scarpe-Inférieure, partie aux travaux de rehaussement des ponts du Polygone et du marais de Flers, sur la Scarpe-Moyenne;

Vu les documents administratifs desquels il résulte que ladite somme

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

de vingt et un mille six cent quatre-vingt-quinze francs doit être répartie entre les chapitres 30 et 61 de la manière suivante :

CHAP. XXX. Navigation intérieure. Travaux ordinaires.....	17,695 ^f
— LVI. Amélioration des rivières.....	4,000
TOTAL ÉGAL.....	21,695^f

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 1^{er} octobre 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1895, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de vingt et un mille six cent quatre-vingt-quinze francs (21,695^f) réparti de la manière suivante entre les chapitres ci-après désignés, savoir :

1 ^{re} SECTION. — CHAP. XXX. Navigation intérieure. Rivières. Travaux ordinaires. Restauration de l'écluse du Fort, sur la Scarpe-Inferieure.....	17,695 ^f
2 ^e SECTION. — CHAP. LXI. Amélioration des rivières. Rehaussement des ponts du Polygone et du Marais de Flers, sur la Scarpe-Moyenne.....	4,000
TOTAL ÉGAL.....	21,695^f

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 3 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. RIBOT.

Signé : DUPUT-DUTEMPS.

N° 30415. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, appliqué à l'Établissement d'une Station avec port sec à Forges (Ligne de Poitiers à Rochelle et à Rochefort).

Du 3 Octobre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration (n° 6038) du receveur des finances de l'arrondissement de Rochefort (Charente-Inférieure), constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 15 décembre 1894, par la commune de Forges, une somme de vingt-sept mille francs, à titre de fonds de concours, pour l'établissement d'une station avec port sec sur le territoire de ladite commune (ligne de Poitiers à la Rochelle et à Rochefort);

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 1^{er} octobre 1895,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1895, deuxième section, chapitre LXX : *Travaux complémentaires du réseau de l'État*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de vingt-sept mille francs (27,000^f), applicable à l'établissement d'une station avec port sec à Forges (ligne de Poitiers à la Rochelle et à Rochefort).

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 3 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

N° 30416. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour le Payement des indemnités allouées aux Agents chargés du Service météorologique des Ports de Boulogne, Dieppe, Saint-Malo et Bayonne.

Du 3 Octobre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895 et répartition, par cha-

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

pitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les déclarations ci-après désignées, constatant qu'il a été versé au Trésor public par diverses chambres de commerce, à titre de fonds de concours, pour le paiement des indemnités allouées aux agents chargés, pendant l'année 1895, du service météorologique des ports de Saint-Malo, Boulogne, Bayonne et Dieppe, une somme totale de mille cent quatre-vingts francs, savoir :

DÉPARTEMENTS.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	PARTIES VERSANTES.	MONTANT des versements.
Ile-et-Vilaine.	268	22 janv. 1895.	Saint-Malo....	La chambre de commerce de Saint-Malo.....	340'
Pas-de-Calais.	1998	6 avril 1895.	Boulogne-sur-Mer.	La chambre de commerce de Boulogne-sur-Mer....	360
Basses-Pyrénées.	2540	12 juin 1895.	Bayonne.....	La chambre de commerce de Bayonne.....	220
Seine-Inférieure.	2211	9 mai 1895.	Dieppe.....	La chambre de commerce de Dieppe.....	240
TOTAL comme ci-dessus.....					1,180

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 1^{er} octobre 1895.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1895, première section, chapitre 1 : *Personnel des officiers et maîtres de port du service maritime*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de mille cent quatre-vingts francs (1,180') applicable au paiement des indemnités allouées aux agents chargés du service météorologique des ports de Boulogne, Dieppe, Saint-Malo et Bayonne.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 3 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTREUIL.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 30417. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux Frais de manœuvre et d'entretien du Pont de Vic, sur le canal de Calais.*

Du 3 Octobre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration (n° 3370) du receveur des finances de l'arrondissement de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 11 juin 1895, par la ville de Calais, une somme de mille francs, applicable partie aux frais de manœuvre du pont de Vic, sur le canal de Calais, partie à l'entretien dudit ouvrage;

Vu les documents administratifs desquels il résulte que ladite somme de mille francs doit être répartie entre les chapitres VI et XXXI de la manière suivante :

CHAP. XI. Personnel des gardes de navigation, éclusiers, pontiers, etc.....	750'
— XXXI. Navigation intérieure. — Canaux. — Travaux ordinaires.	250
TOTAL ÉGAL.....	1,000

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 1^{er} octobre 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1895, première section, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de mille francs (1,000') réparti de la manière suivante entre les chapitres ci-après désignés, savoir :

CHAP. XI. (Personnel des gardes de navigation, éclusiers, pontiers et autres agents attachés au service de la navigation intérieure et au service des ports maritimes de commerce). — Frais de manœuvre du pont de Vic, sur le canal de Calais....	750'
— XXXI. (Navigation intérieure. — Canaux. — Travaux ordinaires. — Entretien et grosses réparations). — Entretien du pont de Vic, sur le canal de Calais.....	250
TOTAL ÉGAL.....	1,000

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 3 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DEPUY-DUTEMP.

N° 30418. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté au Traitement de l'Eclusier chargé de la manœuvre des portes d'accès du canal de Bourgidou.*

Du 3 Octobre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895 et répartition, par chapitre des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice.

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration (n° 351) du trésorier général du département du Gard, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 21 janvier 1895, par la compagnie des canaux de Beaucaire, une somme de deux cent quarante-trois francs trente-trois centimes, à titre de fonds de concours, pour le paiement du tiers du traitement de l'éclusier chargé de la manœuvre des portes d'accès du canal de Bourgidou;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 1^{er} octobre 1895.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1895, première section, chapitre 1. *Personnel des gardes de navigation, éclusiers, pontiers et autres agents attachés au service de la navigation intérieure et au service des ports maritimes de commerce*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de deux cent quarante-trois francs trente-trois centimes (243^f 33), applicable au paiement du tiers du traitement de l'éclusier chargé de la manœuvre des portes d'accès du canal de Bourgidou.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 3 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. RIBOT.

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

N° 30419. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux Travaux d'amélioration des Ports de Rouen et de Dunkerque.*

Du 3 Octobre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 60 de ladite loi, d'après lequel le ministre des travaux publics est autorisé à exécuter, pendant l'année 1895, sur les fonds à verser à titre d'avances par les chambres de commerce, villes, départements et autres intéressés, des travaux relatifs aux rivières, canaux et ports maritimes, s'élevant, au maximum, à la somme de cinq millions trois cent mille francs;

Vu les déclarations (n° 5710) du trésorier général du département de la Seine-Inférieure et (n° 2837) du receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au Trésor public, les 1^{er} juin et 25 juillet 1895, par la chambre de commerce de Rouen et par la ville de Dunkerque, une somme totale de trois cent mille francs (100,000' + 200,000') pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux appartenant à l'exercice 1895 et relatifs à l'amélioration des ports de Rouen et de Dunkerque;

Considérant que les crédits additionnels précédemment ouverts au ministre des travaux publics sur l'exercice 1895, en vertu de l'article 60 précité de la loi du 16 avril 1895, ne s'élèvent en totalité qu'à la somme d'un million neuf cent cinquante mille francs, inférieure de trois millions trois cent cinquante mille francs à celle qui a été fixée comme maximum des dépenses autorisées par ledit article;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 1^{er} octobre 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le bud-

(1) XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

get ordinaire, deuxième section, de l'exercice 1895, chapitre LIV : *Amélioration et extension des ports maritimes*, pour l'emploi de fonds d'avances versés par la chambre de commerce de Rouen et par la ville de Dunkerque, un crédit additionnel de trois cent mille francs (300,000') réparti de la manière suivante :

Amélioration du port de Rouen.....	100,000'
Amélioration du port de Dunkerque.....	200,000
TOTAL ÉGAL.....	<u>300,000</u>

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds d'avances, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 3 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTREUIL.

N° 30420. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Étude et Travaux de Chemins de fer exécutés par l'État.

Du 9 Octobre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 61 de ladite loi, d'après lequel les travaux à exécuter pendant l'année 1895, soit par les compagnies de chemins de fer, soit par l'État, à l'aide des fonds que ces compagnies mettront à la disposition du Trésor conformément aux conventions ratifiées par les lois du 20 novembre 1881, ne pourront excéder, sans y comprendre le matériel roulant, le maximum de quatre-vingt-dix millions de francs, sur lesquels la somme à constituer sous forme d'avances remboursables en annuités ne pourra excéder elle-même le maximum de quatre-vingts millions de francs;

Vu les décrets n° 148, 149, 265, 266, 295, 318 et 348 des 23 avril 1893⁽¹⁾ et 23 juillet⁽²⁾, 4 août⁽³⁾ et 12 septembre 1895⁽⁴⁾, qui ont ouvert au

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1705, n° 29568 et 29569.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1721, n° 29915 et 29916.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1730, n° 30068.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1730, n° 30069.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 1736, n° 30190.

ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, pour l'emploi de fonds de concours versés par les compagnies, conformément aux conventions annexées auxdites lois du 20 novembre 1883, des crédits additionnels montant à quatre millions quatre cent mille francs;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu le récépissé (n° 7199) du receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 9 septembre 1895, par la compagnie des chemins de fer d'Orléans, une somme de six cent mille francs pour le paiement des dépenses afférentes aux travaux exécutés par l'État sur les lignes qui ont été concédées à cette compagnie en vertu de la convention annexée à la loi précitée du 20 novembre 1883;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 8 octobre 1895,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1895, deuxième section, chapitre ~~XXVII~~ : *Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, pour l'emploi de fonds de concours versés par la compagnie des chemins de fer d'Orléans, en exécution de la convention de 1883, un crédit additionnel de six cent mille francs (600,000^f).

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des sommes encaissées par le Trésor, au compte : *Fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883*.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 9 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Ed. Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

N° 30421. — DÉCRET réglementant l'exploitation des Phosphates de chaux en Algérie.

Du 12 Octobre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 13 octobre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 25 de la loi du 24 avril 1833 et l'article 4 de l'ordonnance du 22 juillet 1834;

(1) XI^e série. Bull. 1045, n° 10527.

Sur le rapport des ministres des travaux publics, de l'intérieur et des finances,

DÉCRÈTE :

TITRE I^{er}.

EXPLOITATION DES PHOSPHATES DE CHAUX DANS LES TERRAINS DOMANIAUX.

ART. 1^{er}. L'exploitation des phosphates de chaux dans les terrains domaniaux a lieu en vertu d'amodiations passées par voie d'adjudication publique dans les conditions prévues au présent titre.

2. Le cahier des charges relatif à chaque amodiation fixe :

1^o Les limites entre lesquelles le droit d'exploiter est accordé;

2^o La durée de l'amodiation;

3^o L'extraction minimum auquel l'amodiatiaire sera astreint dans les périodes successives de son amodiation;

4^o Les installations, travaux ou ouvrages que l'amodiatiaire devra exécuter en cours d'amodiation ou laisser à la fin de l'amodiation.

Le cahier des charges rappelle :

1^o Que l'amodiatiaire doit exploiter suivant les règles de l'art, en évitant les travaux susceptibles d'être une cause de gaspillage du gîte dans le présent et de ruine dans l'avenir;

Que l'amodiatiaire doit être soumis, à cet effet et dans ce but, à la surveillance et au contrôle des ingénieurs des mines agissant au nom et pour le compte du domaine;

Le tout à peine d'annulation de l'amodiation, que le domaine pourra provoquer de l'autorité judiciaire;

2^o Que l'amodiatiaire ne peut céder son droit qu'avec l'autorisation du gouverneur général et en restant responsable de son cessionnaire vis-à-vis du domaine;

3^o Que l'amodiatiaire reste responsable de tous les dommages produits à la surface par ses travaux, soit au regard de l'État, pour la propriété, soit, pour la jouissance, au regard de ceux qui la détiennent légalement à un titre quelconque;

4^o Que l'amodiation sera résolue de plein droit, sans autre mise en demeure, pour retard de plus de six mois dans le paiement de la redevance prévue à l'article 3 ou pour inobservation de la clause de l'extraction minimum, à moins de dispense obtenue au préalable du gouverneur général, le tout sous les recours de droit en faveur de l'amodiatiaire;

5^o Que l'État ne donne aucune garantie en ce qui concerne les ressources du gîte et ne peut encourir aucune responsabilité de ce chef, pas plus que pour erreur dans la contenance;

6^o Que l'amodiatiaire aura le droit d'occuper les terrains domaniaux reconnus par l'administration nécessaires à son exploitation, moyennant le paiement d'une indemnité à l'amiable, ou à défaut par experts;

7° Qu'en fin d'amodiation il n'est dû aucune indemnité pour les ouvrages souterrains faits par l'amodiatiaire; que le domaine aura la faculté de reprendre, à dire d'experts, les autres installations fixes ou établies à demeure par l'amodiatiaire, sur les terrains domaniaux, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur du périmètre qui lui a été attribué, l'amodiatiaire pouvant toujours disposer des approvisionnements, de l'outillage et du matériel mobile lui appartenant.

3. L'adjudication porte sur la redevance à payer par tonne de phosphate expédiée.

Elle a lieu sur soumissions cachetées.

Les concurrents devront, un mois à l'avance, justifier de leurs facultés.

La liste des concurrents est arrêtée par le gouverneur général en conseil de gouvernement.

L'adjudication n'est définitive qu'après approbation du gouverneur général.

4. Les adjudications sont préparées par l'administration des domaines avec le concours du service des mines.

Les lots à adjuger devront être abornés avant l'adjudication partout où cela sera reconnu nécessaire.

Un plan du lot doit être remis à l'amodiatiaire lors de l'approbation de l'adjudication; un double reste entre les mains de l'administration.

5. Le gouverneur général, en conseil de gouvernement, peut consentir, sans adjudication, une prorogation d'amodiation à l'amodiatiaire dont le bail va expirer.

La redevance à payer par tonne pendant cette prorogation est fixée par le gouverneur général en conseil de gouvernement.

Un nouveau cahier des charges est dressé dans les conditions stipulées à l'article précédent.

6. Dans les terrains domaniaux non encore amodiés, des recherches pourront être autorisées pour une durée d'un an par arrêté du gouverneur général, rendu sur l'avis des ingénieurs des mines, l'administration des domaines entendue.

L'autorisation assure à son titulaire le droit exclusif de faire des recherches dans les limites qu'elle indique.

Ce droit ne pourra être cédé qu'avec l'assentiment du gouverneur général.

L'autorisation pourra être renouvelée.

Tout travail d'exploitation est interdit à peine de retrait immédiat de l'autorisation.

Le requérant devra fournir, avec sa demande, pour la région dans laquelle il veut explorer, un plan en double expédition, qui permettra d'y inscrire les limites du périmètre.

L'autorisation est annulée de plein droit si une amodiation est consentie sur les terrains pour lesquels elle a été accordée.

7. Le gouverneur général, en conseil de gouvernement, peut, sur

Ce droit ne sera pas perçu sur les phosphates employés dans l'Algérie.

15. Le gouverneur général édictera, en conseil de gouvernement, les arrêtés nécessaires pour l'exécution du présent règlement.

16. Les ministres des travaux publics, de l'intérieur et des finances sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du gouvernement général de l'Algérie, et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil,
Ministre des finances,

Le Ministre de l'intérieur,

Le Ministre des travaux publics

Signé : A. RIOT.

Signé : G. LEYGUES.

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

N° 30422. — DÉCRET portant Cession gratuite au service local et au service du protectorat du Matériel et des Etablissements du pénitencier d'Obock.

Du 15 Octobre 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 6 novembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 11 août 1895, portant suppression du pénitencier-dépôt d'Obock;

Sur la proposition du ministre des colonies,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le ministre des colonies est autorisé à céder gratuitement :

1^o Au service local.

Les bâtiments et le matériel dépendant de l'ancien pénitencier-dépôt d'Obock.

2^o Au service du protectorat.

Les locaux et le matériel provenant du même service.

2. Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin de l'Administration des Colonies*.

Fait à Paris, le 15 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des colonies,

Signé : CHAUTEMPS.

N° 30423. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Etudes et Travaux de chemins de fer exécutés par l'État.

Du 16 Octobre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration (n° 2252) du trésorier général du département de l'Ariège, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 19 août 1895, par le département, une somme de cent soixante et un mille francs, à titre de fonds de concours, pour l'établissement des chemins de fer de Pamiers à Limoux, de Lavelanet à Bram et de Saint-Girons à Foix;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 15 octobre 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1895, deuxième section, chapitre LXVIII : *Etudes et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de cent soixante et un mille francs (161,000^f), applicable à l'établissement des chemins de fer de Pamiers à Limoux, de Lavelanet à Bram et de Saint-Girons à Foix.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIOU.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

¹ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du Gouvernement général de l'Algérie.

Fait à Paris, le 16 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. RIBOT.

Signé : DUPUY-DUTREUIL.

N° 30426. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour le paiement de l'Indemnité allouée au Gardien des feux de la Jetée est du Port de Boulogne-sur-Mer.*

Du 16 Octobre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration (n° 163) du receveur particulier des finances de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), constatant qu'il a été versé au Trésor public le 11 janvier 1895, par la compagnie de South-Eastern-Railway, une somme de cent vingt francs, à titre de fonds de concours, pour le paiement de l'indemnité allouée au gardien des feux de la jetée est du port de Boulogne-sur-Mer.

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 15 octobre 1895.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1895, première section, chapitre XII : *Personnel des maîtres et gardiens de phares et fanaux*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de cent vingt francs (120), applicable au paiement de l'indemnité allouée au gardien des feux de la jetée est du port de Boulogne-sur-Mer.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10517.

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUFUY-DUTEMPS.

30427. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux Travaux d'amélioration de la Garonne maritime et de la Gironde supérieure.*

Du 16 Octobre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 60 de ladite loi, d'après lequel le ministre des travaux publics est autorisé à exécuter, pendant l'année 1895, sur les fonds à verser à titre d'avances par les chambres de commerce, villes, départements et autres intéressés, des travaux relatifs aux rivières, canaux et ports maritimes, s'élevant, au maximum, à la somme de cinq millions trois cent mille francs;

Vu la déclaration (n° 10795) du trésorier général du département de la Gironde, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 29 août 1895, par la chambre de commerce de Bordeaux, une somme de huit cent cinquante mille francs pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux appartenant à l'exercice 1895 et relatifs à l'amélioration de la Garonne maritime et de la Gironde supérieure;

Considérant que les crédits additionnels précédemment ouverts au ministère des travaux publics sur l'exercice 1895, en vertu de l'article 60 précité de la loi du 16 avril 1895, ne s'élèvent en totalité qu'à la somme de six millions deux cent cinquante mille francs, inférieure de trois millions cinquante mille francs à celle qui a été fixée comme maximum des dépenses autorisées par ledit article;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 15 octobre 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire, deuxième section, de l'exercice 1895, chapitre LXI : *Amélioration des rivières*, pour l'emploi de fonds d'avances versés par la chambre de commerce de Bordeaux, un crédit additionnel de huit cent cinquante mille francs (850,000^f) applicable aux tra-

vauz d'amélioration de la Garonne maritime et de la Gironde supérieure.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds d'avances, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Octobre 1895. .

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances, .

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. RIBOT.

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

N° 30428. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Études et Travaux de chemins de fer exécutés par l'État.

Du 16 Octobre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895 et répartition, par chapitre des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration (n° 6700) du trésorier général du département de la Sarthe, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 20 novembre 1894, par le département, une somme de quatre cent mille francs, à titre de fonds de concours, pour l'établissement des chemins de fer de Mamers à Mortagne, de Sablé à Sillé-le-Guillaume et de Thorigné à Courtalain;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 8 octobre 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1895, deuxième section, chapitre 11^{er} Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de quatre cent mille francs (400,000^f), applicable à l'établissement des chemins de fer de Mamers à Mortagne, de Sablé à Sillé-le-Guillaume et de Thorigné à Courtalain.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent

(1) 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE,

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

N° 30429. — *DÉCRET modifiant les Articles 43 et suivants du Décret du 31 mai 1862 sur la comptabilité publique, en ce qui concerne les Sommes remboursées au Compte de premier établissement des Chemins de fer de l'Etat (Budget du Ministère des travaux publics).*

Du 16 Octobre 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 31 octobre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres des travaux publics et des finances;

Vu le décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu le décret du 25 mai 1878 ⁽²⁾, portant organisation du service financier des chemins de fer provisoirement exploités par l'Etat,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les sommes remboursées au compte de premier établissement des chemins de fer de l'Etat (budget du ministère des travaux publics) peuvent donner lieu à rétablissement de crédit, au titre de l'exercice courant, quel que soit l'exercice qui a antérieurement apporté la dépense.

2. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

N° 30430. — *DÉCRET fixant les Droits de douane sur certains Produits étrangers importés à Sainte-Marie de Madagascar.*

Du 25 Octobre 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 1^{er} novembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'avis du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en date du 18 mars 1895, et celui du ministre des finances en date du 20 juin 1895;

La section des finances, de la guerre, de la marine et des colonies du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les produits ci-après désignés, d'origine étrangère, importés à Sainte-Marie de Madagascar, sont soumis aux droits de douane suivants, savoir :

Vanille, moitié des droits du tarif métropolitain.

Café, moitié des droits du tarif métropolitain.

2. Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 25 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des colonies,

Signé : CHAUTEPS.

N° 30431. — *DÉCRET portant admission au bénéfice de la Détaxe de certains Produits originaires de Sainte-Marie de Madagascar.*

Du 25 Octobre 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 1^{er} novembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu l'article 3, paragraphe 2, de la loi du 11 janvier 1892, relative à l'établissement du tarif général des douanes;

Vu le décret en date de ce jour ⁽¹⁾, portant établissement à Sainte-Marie de Madagascar de droits de douane sur les vanilles et les cafés étrangers importés dans la colonie;

Vu les avis du ministre des finances et du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

La section des finances, de la guerre, de la marine et des colonies du Conseil d'État entendue,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Sont admis, à l'entrée en France, au bénéfice de la détaxe de moitié des droits inscrits au tarif métropolitain, les produits ci-après désignés originaires de Sainte-Marie de Madagascar, savoir :

Vanille;

Café.

2. Le traitement de faveur accordé par l'article précédent est subordonné aux conditions suivantes :

1° Les produits devront être importés en droiture;

2° Les produits seront accompagnés d'un certificat d'origine délivré par les autorités locales.

En outre, pour chacun des produits, des décrets rendus sur la proposition du ministre des colonies et du ministre des finances détermineront chaque année, d'après les statistiques officielles fournies par le gouverneur, les quantités auxquelles s'appliquera le régime de faveur prévu à l'article 1^{er}.

3. Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 25 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Le Ministre des colonies,

Signé : A. RIBOT.

Signé : CHAUTEMPS.

• 30432. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de la Guerre, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour acquisition de Terrains à Bizerte (Tunisie).

Du 28 Octobre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de la guerre;

Vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1895;

⁽¹⁾ Voir ci-dessus, n° 30430.

Vu la convention passée entre l'État et le gouvernement tunisien, le 16 janvier 1895, et stipulant, pour ce dernier, l'engagement de supporter les frais d'acquisition, évalués à deux mille sept cent vingt-deux francs, de parcelles de terrain nécessaires à l'arsenal de Bizerte et destinées à remplacer celles qui ont été cédées audit gouvernement, pour la construction de la voie ferrée de Tunis à Bizerte;

Vu le récépissé constatant que la somme susindiquée de deux mille sept cent vingt-deux francs a été versée au Trésor français, par le gouvernement tunisien, le 14 août 1895;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 22 octobre 1895.

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le chapitre XLV : *Établissements de l'Artillerie. — Matériel d'exploitation*, de la première section du budget de l'exercice 1895, un crédit de deux mille sept cent vingt-deux francs (2,722^f), qui sera affecté à l'acquisition de terrains pour l'arsenal de Bizerte (Tunisie).

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen de la somme versée au Trésor à titre de fonds de concours, par le gouvernement tunisien.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Signé : A. RIBOT.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{ral} ZOLLNER.

N° 30433. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1895, un Crédit, à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour l'exécution de divers Travaux.

Du 31 Octobre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de la guerre;

Vu la loi du 16 avril 1895 portant fixation du budget des dépenses au ministère de la guerre pour l'exercice 1895;

Vu la délibération de la commission mixte des travaux publics, en date du 7 décembre 1891 aux termes de laquelle le département de la Corse est tenu de verser annuellement au Trésor une somme de vingt-cinq francs pour sa part contributive dans la dépense d'entretien de la conduite d'eau militaire de la place de Corte (alimentation en eau de la prison civile de cette localité);

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu la convention passée le 18 mars 1895 entre le département de la guerre, la ville de Rouen et le comité d'organisation de l'exposition nationale et coloniale de Rouen et stipulant, pour ce dernier, l'engagement de verser au Trésor, à titre de subside, une somme de huit mille francs pour l'exécution des travaux nécessités par l'occupation temporaire d'une partie des baraquements du Champ de Mars par les services de ladite exposition;

Vu la convention passée entre l'État et la ville d'Amiens, le 27 novembre 1874, stipulant, pour ladite ville, l'engagement de verser annuellement au Trésor une somme de quatre mille francs pour la location du champ de manœuvres et de tir de la garnison;

Vu la convention passée entre le département de la guerre et la ville de Carcassonne, en date du 22 mars 1895, stipulant, pour cette dernière, l'engagement de verser au Trésor une somme de huit cents francs pour part contributive dans les dépenses de prolongement, jusqu'à la rivière d'Aude, d'un égout destiné à améliorer l'écoulement des eaux de toute nature provenant de la caserne d'Iéna;

Vu la convention passée, le 18 juin 1889, entre l'État et la ville d'Embrun, stipulant, pour cette dernière, l'engagement de verser au Trésor une somme de neuf mille francs pour part contributive dans les dépenses d'extension du casernement des troupes alpines dans ladite localité;

Vu la convention passée entre le département de la guerre et la ville de Chartres, en date du 9 août 1892, et aux termes de laquelle cette ville s'est engagée à contribuer, jusqu'à concurrence de la moitié, aux dépenses d'acquisition des terrains nécessaires pour l'extension du champ de manœuvres de la garnison de cette localité;

Vu l'état des sommes versées au Trésor par les villes et les départements désignés ci-dessus, en exécution des conventions susvisées;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 26 octobre 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le budget de l'exercice 1895, un crédit total de trente-neuf mille cent quatre-vingt-treize francs soixante-cinq centimes (39,193^f 65) qui sera réparti ainsi qu'il suit :

1^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.

CHAP. ALIA. — ÉTABLISSEMENTS DU GÉNIE (MATÉRIEL D'EXPLOITATION).

Département de la Corse. — Part contributive dans les dépenses d'entretien, en 1895, de la conduite d'eau de la place de Corte.....	25 ^f 00 ^c
Comité d'organisation de l'exposition nationale et coloniale de Rouen. — Exécution de travaux nécessités par l'occupation temporaire d'une partie des baraquements du Champ de Mars par les services de la susdite exposition.....	6,000 00
Amiens. — Frais de location en 1895 de champs de manœuvres et de tir.....	4,000 00

TOTAL pour la 1^{re} section..... 12,025 00

2^e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

CHAP. XL. — CASERNEMENTS.

Carcassonne. — Part contributive dans les dépenses de prolongement d'un égout destiné à l'amélioration de l'écoulement des eaux de toute nature provenant de la caserne d'Iéna.....	800 ⁰⁰	9,800 ⁰⁰
Embrun. — Extension du casernement de ladite localité.....	9,000	

CHAP. XLI. — CHAMPS DE MANŒUVRES, DE TIR, STANDS ET MANÈGES.

Chartres. — Extension du champ de manœuvres de la garnison de cette localité.....	17,168 ⁶⁵
TOTAL pour la 2 ^e section.....	27,168 ⁶⁵
TOTAL GÉNÉRAL ÉGAL.....	39,193 ⁶⁵

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen des sommes versées au Trésor, à titre de fonds de concours, par les villes, comités et départements désignés d'autre part.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 31 Octobre 1895.

Signé: FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre des finances,

Le Ministre de la guerre,

Signé: A. RIBOT.

Signé: G^{te} ZURLINDEN.

N^o 30434. — DÉCRET portant création d'un Emploi de Secrétaire général au ministère de la guerre.

Du 7 Novembre 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 8 novembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre;

Vu l'article 16 de la loi de finances du 30 décembre 1882, ainsi conçu :
« Avant le 1^{er} janvier 1884, l'organisation centrale de chaque ministère sera réglée par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique et inséré au *Journal officiel*. Aucune modification ne pourra être apportée que dans la même forme et avec la même publicité »

Vu les décrets des 29 novembre 1884, 24 mai 1887, 18 février 1888 ⁽¹⁾ modifié par celui du 2 avril 1894 ⁽²⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est créé au ministère de la guerre un emploi de secrétaire général.

2. Le secrétaire général exerce, au nom et sous l'autorité du ministre, la haute direction de l'administration et du contrôle.

Les conditions dans lesquelles s'exercera son action sur les différents services seront déterminées ultérieurement par décret du Président de la République.

3. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Novembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G. CAVAIGNAC.

N° 30435. — *DÉCRET qui autorise le Président du Tribunal de commerce du département de la Seine à contresigner, au moyen d'une griffe, les lettres de convocation émanant de ce Tribunal.*

Du 14 novembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 29 mars 1889, déterminant la taxe applicable aux correspondances officielles non affranchies, expédiées sous contreseing par des fonctionnaires ne possédant pas la franchise postale avec les destinataires;

Vu le décret du 15 octobre 1895 qui rend applicable la taxe spéciale édictée par la loi du 29 mars 1889, susvisée, aux lettres de convocation circulant dans les conditions déterminées par ladite loi et expédiées par les présidents des tribunaux de commerce;

Vu l'ordonnance du 17 novembre 1844 ⁽³⁾, article 14, aux termes duquel le contreseing de certains fonctionnaires peut avoir lieu au moyen d'une griffe fournie par l'administration des postes;

Sur la proposition du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Le président du tribunal de commerce du département

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1153, n° 19039.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1625, n° 27951.

⁽³⁾ IX^e série, Bull. 1154, n° 11656.

de la Seine est autorisé à contresigner, au moyen d'une griffe fournie par l'administration des postes, les lettres de convocation émanant de ce tribunal et auxquelles les dispositions de la loi du 29 mars 1889 ont été rendues applicables par décret en date du 15 octobre 1895.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 14 Novembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. MESUREUR.

N° 30436. — **DÉCRET** déterminant les règles d'avancement du personnel de l'Administration pénitentiaire coloniale.

Du 14 Novembre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 21 novembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 20 décembre 1892 portant réorganisation du personnel de l'administration pénitentiaire aux colonies;

Sur la proposition du ministre des colonies,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'article 15 du décret du 20 décembre 1892 est complété ainsi qu'il suit :

L'avancement au choix, dans les divers grades, porte sur les candidats qui figurent sur un tableau arrêté par une commission composée de la manière suivante :

Le directeur de la comptabilité et des services pénitentiaires, président ;

L'inspecteur de première classe des colonies, adjoint au directeur du contrôle, membre ;

Le chef du bureau des services pénitentiaires, membre ;

Un officier supérieur du commissariat colonial, membre ;

Un fonctionnaire de l'administration pénitentiaire du rang de chef de bureau de première classe ou un fonctionnaire de la même catégorie, et, à défaut, un sous-chef de bureau de l'administration centrale, membre ;

Les fonctions de secrétaire seront remplies par un commis rédacteur de l'administration centrale.

Le tableau d'avancement est établi chaque année.

La commission statue sur le maintien des agents qui y figurent depuis trois ans.

Le ministre des colonies a le droit d'inscrire ou de rayer d'office un candidat.

Un arrêté du ministre déterminera le mode de fonctionnement de cette commission.

2. Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*, au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel du ministère des colonies*.

Fait à Paris, le 14 Novembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des colonies,

Signé : GUYOTTE.

N° 30437. — DÉCRET relatif à la circulation en franchise de la Correspondance de service de certains Fonctionnaires.

Du 23 Novembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les articles 1 et 2 de l'ordonnance du 17 novembre 1844⁽¹⁾ sur les franchises postales;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est admise à circuler en franchise sous bandes, avec faculté de fermer en cas de nécessité, la correspondance de service échangée entre l'inspecteur général des Médersas, d'une part, et le gouverneur général de l'Algérie, le recteur de l'académie d'Alger et les directeurs des trois Médersas d'Alger, de Tlemcen et de Constantine, d'autre part.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 23 Novembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. MESUREUR.

⁽¹⁾ IX^e série, Bull. 1154, n° 17656.

N° 30438. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des colonies) qui concède, pour cinquante ans, aux sieurs *Lefèvre, Colombel et Avril*, un terrain situé sur le domaine public maritime de Saint-Pierre (iles Saint-Pierre et Miquelon) et destiné à la construction d'une cale de halage. (*Paris, 27 Novembre 1895.*)



Certifié conforme :

Paris, le 2^e Mars 1896.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

L. RICARD.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1747.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

10439. — *Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans le département des Hautes-Pyrénées, des deux Chemins de fer d'intérêt local, à traction électrique, de Pierrefitte à la Raillère, par Cauterets, et de Pierrefitte à Luz-Saint-Sauveur.*

Du 24 Juillet 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 26 juillet 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département des Hautes-Pyrénées, des deux chemins de fer d'intérêt local, à voie d'un mètre (1^m) de largeur entre les bords intérieurs des rails, et à traction électrique, de Pierrefitte à la Raillère, par Cauterets, et de Pierrefitte à Luz-Saint-Sauveur.

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue, si les expropriations nécessaires pour la construction desdits chemins de fer ne sont pas accomplies dans un délai de cinq ans, à partir de la promulgation de la présente loi.

Le département des Hautes-Pyrénées est autorisé à pourvoir à la construction des lignes dont il s'agit, comme chemins de fer d'intérêt local, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions de la convention passée, le 31 janvier 1895, entre le préfet des Hautes-Pyrénées, d'une part, et le ministre des Travaux publics et la société Lombard-Gérin et C^{ie}, d'autre part, ainsi que les charges annexées à ladite convention.

Des copies certifiées conformes de ces convention et cahier de charges resteront annexées à la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 24 Juillet 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

CONVENTION.

ART. 1^{er}. Le département des Hautes-Pyrénées concède à M. *Verstraël* et à la maison *Lombard-Gérin* et C^e, qui acceptent, conjointement et solidairement, la construction et l'exploitation des chemins de fer d'intérêt local, à traction électrique et à voie d'un mètre (1^{re}) de largeur, de Pierrefitte à la Raillière, par Cauterets, et de Pierrefitte à Luz-Saint-Sauveur.

2. La présente concession est faite aux clauses et conditions du cahier des charges ci-annexé, à l'exécution desquelles les concessionnaires déclarent s'engager.

Ce cahier des charges est conforme au cahier des charges type approuvé par le Conseil d'État, sauf l'addition des articles 17 *bis* et 17 *ter*, la suppression de l'article 55, enfin les modifications introduites aux articles 6 (suppression de trois paragraphes), 8 (addition de deux phrases), 16 (suppression de onze mots et remplacement de deux phrases par une phrase nouvelle), 20 (suppression de la première phrase), 26 (suppression de deux paragraphes), 31 (remplacement de sept paragraphes par six paragraphes nouveaux), 32 (addition d'une phrase et de trois paragraphes), 33 (addition d'un paragraphe), 41 (substitution d'un tarif spécial au tarif-type et suppression de sept mots au dernier paragraphe), 42 (addition d'une phrase), 43 (suppression de quatorze mots), 46 (suppression de dix mots), 56 (remplacement de sept paragraphes par six paragraphes nouveaux et addition d'un paragraphe), 57 (suppression de trois paragraphes et addition de quatorze mots) et 59 (addition d'une phrase).

3. Toutes les dépenses, de quelque nature qu'elles soient, auxquelles pourra donner lieu l'établissement et l'entretien des lignes et de leurs dépendances et leur exploitation, seront à la charge des concessionnaires.

4. Le département des Hautes-Pyrénées n'accorde à cette entreprise aucune garantie d'intérêts ni subvention quelconque.

5. A partir de la deuxième année d'exploitation, les concessionnaires devront prélever annuellement sur les recettes brutes une somme de deux cents francs (200^f) par kilomètre, destinée à former un fonds de réserve pour faire face au renouvellement de la voie et du matériel.

Ils déposeront, au fur et à mesure, ces prélèvements annuels dans une caisse appartenant au département, jusqu'à ce que le total atteigne la somme de deux mille francs (2,000^f) par kilomètre.

Ce fonds restera leur propriété et ils en toucheront les revenus, mais ils n'y pourront puiser qu'avec l'autorisation du préfet, sur l'avis du service de contrôle et seulement pour les réparations à effectuer à la voie ou au matériel; en ce cas, ils seront tenus de le rétablir dans son intégralité par de nouveaux versements effectués dans les mêmes formes.

Le fonds de réserve reviendra aux concessionnaires en fin de concession, sauf les prélèvements qui auront pu y être faits pour remettre les lignes et leur matériel en l'état d'entretien, conformément à l'article 35 du cahier des charges.

6. Dans un délai de six mois à partir de la déclaration d'utilité publique, les concessionnaires devront constituer une société anonyme qui leur sera substituée dans leurs droits et charges vis-à-vis du département.

Cette substitution devra être approuvée par un décret délibéré en Conseil d'État, suivant les dispositions de l'article 10 de la loi du 11 juin 1880.

7. La présente convention ne sera valable et définitive que lorsqu'elle aura été approuvée par une loi.

8. Les concessionnaires s'engagent à acquitter les frais de timbre, d'enregistrement et d'expédition, ainsi que tous autres frais accessoires auxquels pourront donner lieu la présente convention et le cahier des charges qui y est annexé.

Tarbes, le 31 janvier 1895.

Lu et approuvé :

Lu et approuvé :

Lu et approuvé :

Signé : LOMBARD-GERIN et C^{ie}.

Signé : VERSTRAET.

Le préfet des Hautes-Pyrénées,

Signé : A. JOSEPH.

Enregistré à Tarbes, vol. 304, folio 66, case 9, le 12 août 1895. Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Lacoste.

CANIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Tracé.

ART. 1^{er}. Les chemins de fer d'intérêt local qui font l'objet du présent cahier des charges sont :

1° Le chemin de Pierrefitte à la Raillère par Canterets, partant de la gare de Pierrefitte (Midi), traversant Nestalas et Canterets et se terminant à l'établissement thermal de la Raillère; la partie de ce chemin comprise entre la gare de Canterets et l'esplanade des Œufs suivra la rue de Belfort et la partie centrale de l'esplanade; elle ne servira qu'au déplacement du matériel vide et le pont sur lequel elle franchira le gave sera interdit à toute circulation autre que celle dudit matériel;

2° Le chemin de Pierrefitte à Luz-Saint-Sauveur, partant également de la gare de Pierrefitte (Midi), passant près de Soullom, en dessous de Saligos, et aboutissant à Luz.

Ces chemins de fer n'empruntent nulle part, sinon dans les passages à niveau, le sol de la route nationale n° 21, telle que l'ont fait, à ce jour, les rectifications successives effectuées en vertu des décrets des 30 juin 1835, 11 août 1838, 20 juillet 1867 et 10 mars 1883.

Ils sont destinés au transport des voyageurs et des marchandises; toutefois, la section de Canterets à la Raillère sera affectée exclusivement au transport des voyageurs sans bagages.

La traction aura lieu au moyen de moteurs électriques empruntant leur force à des installations hydrauliques alimentées par les eaux des gaves.

Délai d'exécution.

3. Les travaux devront être commencés dans un délai de six mois à partir de la déclaration d'utilité publique. Ils seront poursuivis de façon à livrer à l'exploitation dans les délais suivants, à partir de la déclaration d'utilité publique :

La section de Canterets à la Raillère, après dix-huit mois;

La section de Pierrefitte à Canterets, après trente mois;

La ligne de Pierrefitte à Luz-Saint-Sauveur, après quatre ans et demi.

Approbation des projets.

3. Aucun travail ne pourra être entrepris pour l'établissement du chemin de fer et de ses dépendances sans que les projets en aient été approuvés, conformément à l'article 3 de la loi du 11 juin 1880, pour les projets d'ensemble, par le conseil général et, pour les projets de détail des ouvrages, par le préfet, sous réserve de l'approbation spéciale du ministre des travaux publics, dans le cas où les travaux affecteraient des cours d'eau ou des chemins dépendant de la grande voirie.

A cet effet, les projets d'ensemble, comprenant le tracé, les terrassements et l'emplacement des stations, seront remis au préfet dans les délais suivants, à partir de la déclaration d'utilité publique :

Délai de quatre mois pour la section de Canterets à la Raillière;

Délai de dix mois pour la section de Pierrefitte à Canterets;

Délai de dix-huit mois pour la ligne de Pierrefitte à Lux-Saint-Sauveur.

Le préfet, après avoir pris l'avis de l'ingénieur en chef du département, soumettra ces projets au conseil général, qui statuera définitivement, sauf le droit réservé au ministre des travaux publics, par le paragraphe 2 de l'article 3 de la loi, d'appeler le conseil général à statuer de nouveau sur lesdits projets.

L'une des expéditions des projets ainsi approuvés sera remise au concessionnaire avec la mention de la décision approbative du conseil général; l'autre restera entre les mains du préfet.

Avant comme pendant l'exécution, le concessionnaire aura la faculté de proposer aux projets approuvés les modifications qu'il jugerait utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation de l'autorité compétente.

Projets antérieurs.

4. Le concessionnaire pourra prendre copie, sans déplacement, de tous les plans, nivellements et devis qui auraient été antérieurement dressés aux frais du département ou de l'État.

Pièces à fournir.

5. Les projets d'ensemble qui doivent être produits par le concessionnaire comprennent, pour la ligne entière ou pour chaque section de la ligne :

1° Un extrait de la carte au quatre-vingt-millième (1/80000);

2° Un plan général à l'échelle d'un dix-millième (1/10000);

3° Un profil en long à l'échelle d'un cinq-millième (1/5000) pour les longueurs d'un millième (1/1000) pour les hauteurs, dont les cotes seront rapportées au niveau moyen de la mer, pris pour plan de comparaison. Au-dessous de ce profil, on indiquera, au moyen de trois lignes horizontales disposées à cet effet, savoir :

Les distances kilométriques du chemin de fer, comptées à partir de son origine;

La longueur et l'inclinaison de chaque pente ou rampe;

La longueur des parties droites et le développement des parties courbes du tracé, en faisant connaître le rayon correspondant à chacune de ces dernières;

4° Un certain nombre de profils en travers à l'échelle de cinq millimètres (0"05) par mètre et le profil-type de la voie à l'échelle de deux centimètres (0"02) par mètre;

5° Un mémoire dans lequel seront justifiées toutes les dispositions essentielles du projet, et un devis descriptif dans lequel seront reproduites, sous forme de tableaux, les indications relatives aux déclivités et aux courbes déjà données sur le profil en long.

La position des gares et stations projetées, celle des cours d'eau et des voies de communication traversés par le chemin de fer, des passages soit à niveau, soit en dessous, soit en dessous de la voie ferrée, devront être indiquées tant sur le plan que sur le profil en long; le tout sans préjudice des projets à fournir pour chacun de ces ouvrages.

Acquisition de terrains. — Ouvrages d'art. — Établissement de la deuxième voie.

6. Les terrains seront acquis, les ouvrages d'art et les terrassements seront exécutés, les rails seront posés pour une voie seulement, sauf pour la section de Canterets à la Raillière, qui sera immédiatement établie à double voie.

Les terrains acquis pour l'établissement du chemin de fer ne pourront pas recevoir une autre destination.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

7. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre (1^m).

La largeur des locomotives et des caisses des véhicules, ainsi que de leur chargement, ne dépassera pas deux mètres trente centimètres (2^m 30), et la largeur du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, restera inférieure à deux mètres trente centimètres (2^m 30); la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au plus de trois mètres dix centimètres (3^m 10).

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera d'un mètre quatre-vingt-dix centimètres (1^m 90).

La largeur des accotements, c'est-à-dire des parties comprises de chaque côté entre le bord extérieur du rail et l'arête supérieure du ballast, sera de soixante-deux centimètres (0^m 62).

L'épaisseur de la couche de ballast sera d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35) et l'on ménagera, au pied de chaque talus du ballast, une banquette de largeur telle que l'arête de cette banquette se trouve à quatre-vingt-dix centimètres (0^m 90) au moins de la verticale de la partie la plus saillante du matériel roulant.

Le concessionnaire établira, le long du chemin de fer, les fossés ou rigoles qui seront jugés nécessaires pour l'assèchement de la voie et pour l'écoulement des eaux.

Les dimensions de ces fossés et rigoles seront déterminées par le préfet, suivant les circonstances locales, sur les propositions du concessionnaire.

Alignements et courbes. — Pentes et rampes.

8. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à quarante mètres (40^m). Ce minimum pourra toutefois, dans certains cas spécialement justifiés, être abaissé à vingt-cinq mètres (25^m).

Une partie droite de quarante mètres (40^m) au moins de longueur devra être ménagée entre deux courbes consécutives, lorsqu'elles seront dirigées en sens contraire. Ce minimum pourra toutefois, dans certains cas spécialement justifiés, être abaissé à vingt-cinq mètres (25^m).

Le maximum des déclivités est fixé à quatre-vingts millièmes (0^m 080).

Une partie horizontale de quarante mètres (40^m) au moins devra être ménagée entre deux déclivités consécutives de sens contraire.

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles, mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

Gares et stations.

9. Le nombre et l'emplacement des stations ou haltes de voyageurs et des gares de marchandises seront arrêtés par le conseil général, sur les propositions du concessionnaire, après une enquête spéciale.

Il demeure toutefois entendu, dès à présent, que des stations seront établies dans les localités indiquées ci-après :

Ligne de Pierrefitte à la Raillère :

Pierrefitte, Nestalas (halte). — Calypso (halte). — Caunterets. — Esplanade des Eufs. — La Raillère.

Ligne de Pierrefitte à Luz :

Soulom. — Pont de la Reine-Hortense (halte). — Saligos (halte). — Pont de Pesadère (halte). — Luz.

Si, pendant l'exploitation, de nouvelles stations, gares ou haltes sont reconnues né-

cessaires, d'accord entre le conseil général et le concessionnaire, il sera procédé à une enquête spéciale.

L'emplacement en sera définitivement arrêté par le conseil général, le concessionnaire entendu.

Le nombre, l'étendue et l'emplacement des gares d'évitement seront déterminés par le préfet, le concessionnaire entendu; si la sécurité publique l'exige, le préfet pourra, pendant le cours de l'exploitation, prescrire l'établissement de nouvelles gares d'évitement ainsi que l'augmentation des voies dans les stations et aux abords des stations.

Le concessionnaire sera tenu, préalablement à tout commencement d'exécution, de soumettre au préfet les projets de détail de chaque gare, station ou halte, lesquels se composeront :

- 1° D'un plan à l'échelle d'un cinq-centième (1/500) indiquant les voies, les quais, les bâtiments et leur distribution intérieure, ainsi que la disposition de leurs abords;
- 2° D'une élévation des bâtiments à l'échelle d'un centimètre (0" 01) par mètre;
- 3° D'un mémoire descriptif, dans lequel les dispositions essentielles du projet seront justifiées.

Traverse des routes et chemins.

10. Le concessionnaire sera tenu de rétablir les communications interceptées par le chemin de fer, suivant les dispositions qui seront approuvées par l'administration compétente.

Passages au-dessus des routes et chemins.

11. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessus d'une route nationale ou départementale, ou d'un chemin vicinal, l'ouverture du viaduc sera fixée par le ministre des travaux publics ou le préfet, suivant le cas, en tenant compte des circonstances locales; mais cette ouverture ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres (8") pour la route nationale, à sept mètres (7") pour la route départementale, à cinq mètres (5") pour un chemin vicinal de grande communication ou d'intérêt commun et à quatre mètres (4") pour un simple chemin vicinal.

Pour les viaducs de forme cintrée, la hauteur sous clef, à partir du sol de la route, sera de cinq mètres (5") au moins. Pour ceux qui seront formés de poutres horizontales en bois ou en fer, la hauteur sous poutre sera de quatre mètres trente centimètres (4" 30) au moins.

La largeur entre les parapets sera au moins de trois mètres soixante-dix centimètres (3" 70). La hauteur de ces parapets ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à un mètre (1").

Sur les lignes et sections pour lesquelles la compagnie exécutera les ouvrages d'art pour deux voies, la largeur des viaducs entre les parapets sera au moins de six mètres soixante-dix centimètres (6" 70).

Passages au-dessous des routes et chemins.

12. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessous d'une route nationale ou départementale, ou d'un chemin vicinal, la largeur entre les parapets du pont qui supportera la route ou le chemin sera fixée par le ministre des travaux publics ou le préfet, suivant les cas, en tenant compte des circonstances locales; mais cette largeur ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres (8") pour la route nationale, à sept mètres (7") pour la route départementale, à cinq mètres (5") pour un chemin vicinal de grande communication et à quatre mètres (4") pour un simple chemin vicinal.

L'ouverture du pont entre les culées sera au moins de trois mètres soixante-dix centimètres (3" 70) pour les chemins à une voie et de six mètres soixante-dix centimètres (6" 70) sur les lignes ou sections pour lesquelles le concessionnaire exécutera les ouvrages d'art pour deux voies. Cette largeur régnera jusqu'à deux mètres (2") au moins au-dessus du niveau du rail. La distance verticale qui sera ménagée au-dessus des rails pour le passage des trains, dans une largeur égale à celle qui est occupée par les caisses des voitures, ne sera pas inférieure à trois mètres soixante-dix centimètres (3" 70).

mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feraient la demande

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition du concessionnaire.

Exceptions. — Envois par groupes.

46. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux denrées et objets qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes (200^k) sous le volume d'un mètre cube;

2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux pour lesquels des règlements de police prescriraient des précautions spéciales;

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs (5,000^f);

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs;

5° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédents de bagages pesant isolément quarante kilogrammes (40^k) et au-dessous.

Toutefois, les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis, quoique emballés à part, s'ils font partie d'envois pesant ensemble plus de quarante kilogrammes (40^k) d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédents de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes (40^k).

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets ou colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messageries et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par le préfet, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition du concessionnaire.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un de ces paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes (40^k).

Abaissement des tarifs.

47. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à recevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois à l'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du préfet ou du ministre des travaux publics, suivant les distinctions établies par l'article 5 de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux dispositions de l'ordonnance du novembre 1846.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Aucun traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigènes.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le fret et sur le transport.

Délais d'expédition.

48. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis, bestiaux et objets quelconques seront inscrits à la gare d'où ils partent et

à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite, sur le registre de la gare de départ, du prix total dû par le transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture, dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas la lettre de voiture, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui indiquera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

Délais de livraison.

49. Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques sont expédiés et livrés de gare en gare, dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées:

1° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à grande vitesse seront expédiés par le premier train de voyageurs comprenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de trois heures après l'arrivée du même train;

2° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à petite vitesse seront expédiés dans le jour qui suivra celui de la remise.

Le maximum de durée du trajet sera fixé par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Les colis seront mis à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra celui de leur arrivée en gare.

Le délai total résultant des trois paragraphes ci-dessus sera seul obligatoire pour la compagnie.

Il pourra être établi un tarif réduit, approuvé par le préfet, pour tout expéditeur qui acceptera des délais plus longs que ceux déterminés ci-dessus pour la petite vitesse.

Pour le transport des marchandises, il pourra être établi, sur la proposition du concessionnaire, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse et le prix correspondant à ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

Le préfet déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions relatives aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Frais accessoires.

50. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'emballage, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et sur le chemin de fer, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Il en sera de même des frais de transbordement qui seront faits aux gares de raccordement de la ligne concédée avec une ligne présentant une ligne de voie différente.

Camionnage.

51. Le concessionnaire sera tenu de faire, soit par lui-même, soit par un tiers, le camionnage dont il répondra, le factage et le camionnage pour la remise au point de destination de toutes les marchandises qui lui seront confiées.

Le factage et le camionnage ne seront pas obligatoires en dehors du territoire de l'octroi, non plus que pour les gares qui desserviraient soit une population de

Passages à niveau.

La voie ferrée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec un en dehors de l'espace occupé par le matériel du chemin de fer (voies), il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres (60), permettant à une voiture ordinaire de se ranger sur le chemin de fer avec le jeu nécessaire.

Le chemin de fer aura une largeur de dix centimètres (1^m 10) de largeur sera de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et publique. Lorsqu'il existera un trottoir le minimum de trente centimètres (0^m 30) (toutes saillies comprises) et le bord

travaux, que des matériaux régles de l'art, de

faire à la rencontre des seront en maçonnerie ou par l'administration.

Le solide et avec des matériaux de bonne

de vingt kilogrammes (20^k) au moins par mètre carré. L'épaisseur sera de quatre-vingts centimètres (0^m 80)

Clôtures.

Le concessionnaire pourra, conformément à l'article 20 de la loi du 11 juin 1882, poser des clôtures sur tout ou partie de la voie, mais il devra établir des clôtures spéciales pour être dispensé d'en établir :
1^{re} Les parties contiguës à des chemins publics ;
2^{de} Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
3^e Les parties contiguës à des lieux habités ;
4^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
5^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
6^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
7^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
8^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
9^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
10^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
11^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
12^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
13^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
14^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
15^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
16^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
17^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
18^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
19^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
20^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
21^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
22^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
23^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
24^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
25^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
26^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
27^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
28^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
29^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
30^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
31^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
32^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
33^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
34^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
35^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
36^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
37^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
38^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
39^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
40^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
41^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
42^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
43^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
44^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
45^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
46^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
47^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
48^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
49^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
50^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
51^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
52^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
53^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
54^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
55^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
56^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
57^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
58^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
59^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
60^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
61^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
62^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
63^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
64^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
65^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
66^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
67^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
68^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
69^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
70^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
71^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
72^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
73^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
74^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
75^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
76^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
77^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
78^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
79^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
80^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
81^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
82^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
83^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
84^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
85^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
86^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
87^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
88^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
89^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
90^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
91^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
92^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
93^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
94^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
95^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
96^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
97^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
98^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
99^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;
100^e Les parties contiguës à des abris ou à des stations ;

Indemnités de terrains et de dommages.

1^{re} Les terrains nécessaires pour l'établissement du chemin de fer et de ses déviations, pour l'exécution des travaux, quels qu'ils soient, auxquels ces terrains donner lieu, seront achetés et payés par le concessionnaire. 2^{de} Les terrains nécessaires pour l'occupation temporaire ou pour détérioration de terrains, pour l'occupation ou destruction d'usines, et pour tous dommages quelconques, seront supportées et payées par le concessionnaire.

Droits conférés au concessionnaire.

1^{re} L'entreprise étant d'utilité publique, le concessionnaire est investi, pour l'exécution des travaux dépendant de sa concession, de tous les droits que les lois et règlements confèrent à l'administration en matière de travaux publics, soit pour l'acquisition des terrains par voie d'expropriation, soit pour l'extraction, le transport et le dépôt des terres, matériaux, etc., et il demeure en même temps soumis à toutes les obligations qui dérivent pour l'administration de ces lois et règlements.

Servitudes militaires.

Dans les limites de la zone frontière et dans le rayon de servitude des enceintes militaires, le concessionnaire sera tenu, pour l'étude et l'exécution de ses projets, de

imposera au concessionnaire, déduction faite du produit qu'il pourra en retirer, lui sera payé par l'administration des postes suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux arbitres. En cas de désaccord de ces arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

Lorsque le concessionnaire établira des transports en voiture, en remplacement de l'exploitation par les tramways à traction électrique, il sera tenu d'assurer le transport des dépêches dans les mêmes conditions que les courriers d'entreprise actuels, aux heures déterminées par l'administration des postes, à raison de deux départs par jour dans chaque sens.

L'administration des postes pourra enfin exiger, le concessionnaire et le département entendus, et après s'être mise d'accord avec le ministre des travaux publics, qu'un train spécial dans chaque sens soit ajouté au service ordinaire. Dans ce cas, que le chemin de fer soit subventionné ou non, le montant intégral des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial aura imposées au concessionnaire, déduction faite des produits qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux arbitres. En cas de désaccord des arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

Les employés chargés de la surveillance du service des postes, les agents priant à l'échange ou à l'entrepôt des dépêches et à la levée des boîtes auront accès dans les gares ou stations pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure du chemin de fer.

Si le service des postes exige des bureaux d'entrepôt de dépêches dans les gares ou stations, le concessionnaire sera tenu de lui fournir l'emplacement nécessaire. Cet emplacement sera déterminé sous l'approbation du ministre des travaux publics. L'administration des postes en payera le loyer dans le cas où le chemin de fer ne serait pas subventionné par l'État.

Lorsque le concessionnaire voudra changer les heures de départ des convois ordinaires, il sera tenu, dans tous les cas, d'avertir l'administration des postes quinze jours à l'avance.

Le concessionnaire sera tenu de coopérer au service des colis postaux conformément aux lois, conventions, règlements et tarifs sur la matière.

Lignes télégraphiques.

57. Le concessionnaire sera tenu d'établir à ses frais, s'il en est requis par le ministre des travaux publics, les lignes et appareils télégraphiques destinés à transmettre les signaux nécessaires pour la sûreté et la régularité de son exploitation. Il devra, au moins, avant l'établissement des lignes, se pourvoir de l'autorisation du ministre des postes et des télégraphes.

Il pourra, avec l'autorisation du ministre des postes et des télégraphes, se servir des poteaux de la ligne télégraphique de l'État, sur les points où une ligne semblable existe le long de la voie; il ne pourra s'opposer à ce que l'État se serve des poteaux qu'il aura établis afin d'y accrocher ses propres fils.

Le concessionnaire est tenu de se soumettre à tous les règlements d'administration publique concernant l'établissement et l'emploi des appareils télégraphiques, ainsi que l'organisation à ses frais du contrôle de ce service par les agents de l'État.

Les agents des postes et des télégraphes voyageant pour le contrôle du service de la ligne électrique du chemin de fer ou du service postal exécuté sur cette ligne auront le droit de circuler gratuitement dans les voitures du concessionnaire, sur les cartes personnelles qui leur seront délivrées.

Dans le cas où l'État s'engagerait à fournir au concessionnaire une subvention annuelle, la même gratuite s'appliquerait aux agents voyageant pour la construction ou l'entretien des lignes télégraphiques établies le long de la voie ferrée.

Le Gouvernement aura la faculté de faire, le long des voies, toutes les constructions, de poser tous les appareils nécessaires à l'établissement d'une ou de plusieurs lignes télégraphiques, sans nuire au service du chemin de fer. Il pourra aussi, sur les terrains dépendant du chemin de fer le matériel nécessaire à ces lignes, et il devra le retirer dans le cas où il serait reconnu par le préfet que le concessionnaire a besoin de ces terrains pour le service du chemin de fer.

Le concessionnaire sera tenu de faire garder par ses agents ordinaires les lignes télégraphiques, de donner aux employés des télégraphes connaissant de

des accidents qui pourraient survenir et de leur en faire connaître les causes pendant la période d'exploitation mécanique seulement.

En cas de rupture de fils télégraphiques, les employés du concessionnaire auront raccrocher provisoirement les bouts séparés, d'après les instructions qui leur seront données à cet effet, pendant la période d'exploitation mécanique seulement.

Dans le cas où des déplacements de fils, appareils ou poteaux deviendraient nécessaires par suite de travaux exécutés sur le chemin, ces déplacements auraient lieu, à frais du concessionnaire, par les soins de l'administration des lignes télégraphiques.

Le concessionnaire ne pourra se refuser à recevoir et à transmettre les télégrammes officiels par ses fils et appareils, et dans des conditions qui seront déterminées par le ministre des postes et des télégraphes.

Dans le cas où le ministre des postes et des télégraphes jugerait utile d'ouvrir au service privé certaines gares de la ligne, il devra s'entendre avec le concessionnaire sur régler les conditions et le prix de ce service.

Les fonctionnaires, agents et ouvriers commissionnés chargés de la construction, la surveillance et de l'entretien des lignes télégraphiques ont accès dans les gares, stations et sur la voie ferrée et ses dépendances pour l'exécution de leur service, en conformant aux règlements de police intérieure.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Construction de nouvelles voies de communication.

8. Dans le cas où le Gouvernement, le département ou les communes ordonnent ou autoriseraient la construction de routes nationales, départementales ou vicielles, de chemins de fer ou de canaux qui traverseraient la ligne objet de la présente concession, le concessionnaire ne pourra s'opposer à ces travaux; mais toutes dispositions nécessaires seront prises pour qu'il n'en résulte aucun obstacle à la construction ou au service du chemin de fer, ni aucun frais pour le concessionnaire.

Concessions ultérieures de nouvelles lignes.

9. Toute exécution ou autorisation ultérieure de route, de canal, de chemin de fer, de travaux de navigation dans la contrée où est situé le chemin de fer objet de la présente concession, ou dans toute autre contrée voisine ou éloignée, ne pourra avoir ouverture à aucune demande d'indemnité de la part du concessionnaire. Toutefois, le département s'engage à ne concéder aucune autre ligne ferrée entre Pierrefitte et la Raillière, d'une part, et, d'autre part, entre Pierrefitte et Luz-Saint-Sauveur.

Concessions de chemins de fer d'embranchement et de prolongement.

10. Le Gouvernement, le département et les communes auront le droit de concéder de nouveaux chemins de fer s'embranchant sur le chemin qui fait l'objet de la présente concession, ou qui seraient établis en prolongement du même chemin. Le concessionnaire ne pourra mettre aucun obstacle à ces embranchements ni résister, à l'occasion de leur établissement, une indemnité quelconque, pourvu qu'il ne résulte aucun obstacle à la circulation ni aucuns frais particuliers pour le concessionnaire.

11. Les concessionnaires de chemins de fer d'embranchement ou de prolongement auront la faculté, moyennant les tarifs ci-dessus déterminés et l'observation du paragraphe 1^{er} de l'article 31, ainsi que des règlements de police et de service établis ou à établir, de faire circuler leurs voitures, wagons et machines sur le chemin objet de la présente concession, pour lequel cette faculté sera réciproque à l'égard desdits embranchements et prolongements.

12. Dans ce cas, lesdits concessionnaires ne payeront le prix de péage que pour le nombre de kilomètres réellement parcourus, un kilomètre entamé étant d'ailleurs réputé comme parcouru.

nombre sera d'ailleurs augmenté pendant la saison thermale, de manière à assurer la correspondance de tous les trains de la compagnie du Midi.

Pour la section de Canterets à la Raillère, qui ne sera exploitée que de six heures du matin à sept heures du soir, le nombre minimum des trains est fixé à deux par heure dans chaque sens; il variera au besoin pour faire face, à certaines heures de la journée, à un mouvement de sept cents voyageurs par heure dans chaque sens.

Le concessionnaire ne sera tenu d'exploiter la section de Canterets à la Raillère que du 1^{er} juin au 15 octobre, celle de Pierrefitte à Canterets du 1^{er} mai au 15 octobre, et celle de Pierrefitte à Luz-Saint-Sauveur du 1^{er} avril au 31 octobre.

Pendant le reste de l'année, il assurera le service de correspondance de la compagnie du Midi en voyageurs, messageries et marchandises au moyen de voitures circulant sur la route nationale n° 21. Il en sera de même à quelque époque que ce soit lorsque le service du chemin de fer sera interrompu par un cas de force majeure, telle que chute de rocher, dejections, avalanches, etc.

Dans ce cas, le retard qu'auront à subir les voyageurs et les messageries ne pourra pas dépasser une demi-journée.

Règlements de police et d'exploitation.

33. Le concessionnaire supportera les dépenses qu'entraînera l'exécution des ordonnances, décrets, décisions ministérielles et arrêtés préfectoraux rendus ou rendus par application de la loi du 15 juillet 1845 et de celle du 11 juin 1880, au sujet de la police et de l'exploitation du chemin de fer.

Le concessionnaire sera tenu de soumettre à l'approbation du préfet les règlements de service intérieur relatifs à l'exploitation du chemin de fer.

Le préfet déterminera, sur la proposition du concessionnaire, le minimum et le maximum de la vitesse des convois de voyageurs et de marchandises sur les différentes sections de la ligne, la durée du trajet et le tableau de la marche des trains.

La vitesse des trains en marche sera au plus de vingt kilomètres (20^k) à l'heure.

TITRE III.

DURÉE, RACHAT ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

34. La durée de la concession pour la ligne mentionnée à l'article 1^{er} du cahier des charges commencera à courir de la date de la loi qui approuvera la concession. Celle-ci prendra fin soixante-quinze ans après.

Expiration de la concession.

35. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession et par le seul fait de son expiration, le département sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur le chemin de fer et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien le chemin de fer et tous les immeubles qui en dépendent, quelle qu'en soit l'origine, tels que les bâtiments des gares et stations, les remises, ateliers et dépôts, les maisons de gardes, etc. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant également de la concession, tels que les barrières et clôtures, les voies, changements de voies, ponts tournants, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le département aura le droit de saisir les revenus du chemin de fer et de les employer à rétablir en bon état le chemin de fer et ses dépendances, si le concessionnaire ne mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers, tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, le département se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à l'avis d'experts, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée

Le temps pendant lequel les wagons séjourneront sur les embranchements partiels ne pourra excéder six heures lorsque l'embranchement n'aura pas plus d'un kilomètre. Ce temps sera augmenté d'une demi-heure par kilomètre en sus du premier, non compris les heures de la nuit, depuis le coucher jusqu'au lever du soleil.

Dans le cas où ces limites de temps seraient dépassées, nonobstant l'avertissement spécial donné par le concessionnaire, il pourra exiger une indemnité égale à la valeur du droit de loyer des wagons pour chaque période de retard après l'avertissement.

Les traitements des gardiens d'aiguilles et de barrières des embranchements autorisés par le préfet seront à la charge des propriétaires des embranchements. Ces gardiens seront nommés et payés par le concessionnaire, et les frais qui en résulteront lui seront remboursés par lesdits propriétaires.

En cas de difficultés, il sera statué par l'administration, le concessionnaire entendu. Les propriétaires d'embranchements seront responsables des avaries que le matériel pourrait éprouver pendant son parcours ou son séjour sur ces lignes.

Dans le cas d'inexécution d'une ou de plusieurs des conditions énoncées ci-dessus, le préfet pourra, sur la plainte du concessionnaire et après avoir entendu le propriétaire de l'embranchement, ordonner par un arrêté la suspension du service et faire supprimer la soudure, sauf recours à l'administration supérieure et sans préjudice des dommages-intérêts que le concessionnaire serait en droit de réclamer pour la non-exécution de ces conditions.

Tarifs à percevoir pour le matériel prêté.

Pour indemniser le concessionnaire de la fourniture et de l'envoi de son matériel sur les embranchements, il est autorisé à percevoir un prix fixe de vingt centimes (0²⁰) par tonne pour le premier kilomètre et, en outre, huit centimes (0⁰⁸) par tonne et par kilomètre en sus du premier, lorsque la longueur de l'embranchement excède un kilomètre (1^{er}).

Le premier kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Le chargement et le déchargement sur les embranchements s'opéreront aux frais des expéditeurs ou destinataires, soit qu'ils les fassent eux-mêmes, soit que la compagnie du chemin de fer consente à les opérer.

Dans ce dernier cas, ces frais seront l'objet d'un règlement arrêté par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Le wagon envoyé par le concessionnaire sur un embranchement devra être payé au prix d'un wagon complet, lors même qu'il ne serait pas complètement chargé.

La surcharge, s'il y en a, sera payée au prix du tarif légal et au prorata du poids en sus du maximum. Le concessionnaire sera en droit de refuser les chargements qui dépasseraient le maximum de trois mille cinq cents kilogrammes (3,500^k) déterminé en raison des conditions actuelles des wagons.

Le maximum sera révisé par le préfet, de manière à être toujours en rapport avec les conditions actuelles des wagons.

Les wagons seront pesés à la station d'arrivée par les soins et aux frais du concessionnaire.

Contribution foncière.

La contribution foncière sera établie en raison de la surface des terrains occupés par le chemin de fer et ses dépendances; la cote en sera calculée, comme pour les terrains, conformément à la loi du 25 avril 1803.

Les bâtiments et magasins dépendant de l'exploitation du chemin de fer seront soumis aux propriétés bâties de la localité. Toutes les contributions auxquelles ces bâtiments pourront être soumis seront, aussi bien que la contribution foncière, à la charge du concessionnaire.

Agents du concessionnaire.

Le concessionnaire établira des agents et gardes pour la réception des trains, pour la surveillance et la police du chemin de fer et de ses dépendances, et ces agents et gardes seront, dans ce cas, assimilés aux gardes champêtres.

délais et conditions fixés par l'article 2, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement dans les conditions prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit enfin la déchéance. Dans tous les cas, il sera tenu sur la demande du département, après mise en demeure par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement sera reconstitué dans le mois de la décision ministérielle.

Dans le cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire au moyen d'une adjudication que l'on ouvrira sur une mise à prix des ouvrages exécutés, des matériaux approvisionnés et des parties du chemin de fer déjà livrées à l'exploitation.

Nul ne sera admis à concourir à cette adjudication s'il n'a été préalablement agréé par le préfet.

A cet effet, les personnes qui voudraient concourir seront tenues de déclarer, au plus tard, le délai qui sera fixé, leur intention, par écrit déposé à la préfecture et accompagné des pièces propres à justifier des ressources nécessaires pour remplir les engagements à contracter.

Ces pièces seront examinées par le préfet en conseil de préfecture. Chaque concessionnaire sera informé de la décision prise en ce qui le concerne, et, s'il y a lieu, au jour de l'adjudication.

Les personnes qui auront été admises à concourir devront faire, soit à la caisse des dépôts et consignations, soit à la trésorerie générale du département, le dépôt de garantie, qui devra être égal au moins au trentième de la dépense à faire par le concessionnaire.

L'adjudication aura lieu suivant les formes indiquées aux articles 11, 12, 13, 14 et 16 de l'ordonnance royale du 10 mai 1829.

Les soumissions ne pourront être inférieures à la mise à prix.

Le nouveau concessionnaire sera soumis aux clauses du présent cahier des charges et substitué au concessionnaire évincé pour recevoir les subventions de toute nature et échoir aux termes de l'acte de concession; le concessionnaire évincé renonce de plein droit au prix que la nouvelle adjudication aura fixé.

La partie du cautionnement qui n'aura pas encore été restituée deviendra la propriété du département.

Si l'adjudication ouverte n'amène aucun résultat, une seconde adjudication sera tentée sur les mêmes bases, après un délai de trois mois. Cette fois, les soumissions pourront être inférieures à la mise à prix. Si cette seconde tentative reste également sans résultat, le concessionnaire sera définitivement déchu de tous droits, et alors les ouvrages exécutés, les matériaux approvisionnés et les parties de chemin de fer déjà livrées à l'exploitation appartiendront au département.

Interruption de l'exploitation.

39. Si l'exploitation du chemin de fer vient à être interrompue en totalité ou en partie, le préfet prendra immédiatement, aux frais et risques du concessionnaire, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement le service.

Si, dans les trois mois de l'organisation du service provisoire, le concessionnaire n'a pas valablement justifié qu'il est en état de reprendre et de continuer l'exploitation et s'il ne l'a pas effectivement reprise, la déchéance pourra être prononcée par le ministre des travaux publics. Cette déchéance prononcée, le chemin de fer et toutes ses dépendances seront mis en adjudication, et il sera procédé ainsi qu'il est dit à l'article précédent.

Cas de force majeure.

40. Les dispositions des trois articles qui précèdent ne seraient pas applicables si la déchéance ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pas ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS
ET DES MARCHANDISES.

Tarif des droits à percevoir.

41. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges et sous la condition expresse qu'il en remboursera exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir, pendant toute la durée de la concession, les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

A. — TARIF À BASE KILOMÉTRIQUE.

TARIF.

1° PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.

Voyageurs...	1 ^{re} classe.....	0 15	0 07	0 22
	2 ^e classe.....	0 11	0 055	0 165
Enfants.....	Au-dessous de trois ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.			
	Au-dessus de trois ans, ils payent place entière.			
Personnes transportées dans les trains de voyageurs.....		0 027	0 013	0 040

Sans que la perception puisse être inférieure à 0^e 50.)

2° PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.

Marchandises transportées à grande vitesse.....	0 65	0 45	1 10
Marchandises transportées à petite vitesse.....	0 33	0 22	0 55

3° TARIF SPÉCIAL PAR WAGON COMPLET.

Fret, par wagon et par kilomètre.....	0 33	0 22	0 55
---------------------------------------	------	------	------

PRIX		
de péage.	de trans- port.	TOTAUX.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 15	0 07	0 22
0 11	0 055	0 165
0 027	0 013	0 040
0 65	0 45	1 10
0 33	0 22	0 55
0 33	0 22	0 55

B. — PRIX FERMES.

De Pierrefitte à Caunterets :

Voyageurs : première classe, deux francs vingt centimes (2^e 20); deuxième classe, un franc soixante-cinq centimes (1^e 65).

Marchandises à grande vitesse : onze francs (11^e) par tonne.

Marchandises à petite vitesse : cinq francs cinquante centimes (5^e 50) par tonne.

Bestiaux : cinq francs cinquante centimes (5^e 50) par wagon.

De Caunterets à la Raillère :

Voyageurs : première classe, aller : cinquante centimes (0^e 50); retour : trente centimes (0 30); aller et retour : soixante-dix centimes (0^e 70); — deuxième classe, aller : quarante centimes (0^e 40); retour : vingt centimes (0^e 20); aller et retour : cinquante centimes (0^e 50).

De Pierrefitte à Luz :

Voyageurs : première classe, deux francs soixante centimes (2^e 60); deuxième classe, un franc quatre-vingt-quinze centimes (1^e 95).

Marchandises à grande vitesse : treize francs (13^e) par tonne.

Marchandises à petite vitesse : six francs cinquante centimes (6^e 50) par tonne.

Bestiaux : six francs cinquante centimes (6^e 50) par wagon.

4. Nul ne peut obtenir la mention honorable, s'il ne compte cinq ans de service comme titulaire.

Nul ne peut obtenir la médaille de bronze, s'il n'a reçu la mention honorable depuis deux années au moins.

Nul ne peut obtenir la médaille d'argent, s'il n'a reçu la médaille de bronze depuis deux ans au moins.

5. Les instituteurs et institutrices qui auront obtenu la médaille d'argent dans les conditions prévues à l'article 4 ci-dessus recevront une allocation annuelle et viagère de cent francs (100'), non soumise à retenue.

Cette allocation sera caduque en cas de révocation ou de démission, à moins que la démission ne soit fondée sur des raisons de santé reconnues valables par le gouverneur après avis du comité central de l'instruction publique.

L'allocation de cent francs (100') prévue ci-dessus sera à la charge des budgets locaux des colonies pendant le temps que les titulaires y exerceront leurs fonctions, ou quand, étant en congé pour une cause quelconque, ils resteront attachés au cadre colonial.

Les budgets locaux des colonies continueront à supporter l'allocation pour ceux des instituteurs et institutrices qui seront admis à la retraite étant encore en service dans les colonies.

Les instituteurs et institutrices appartenant au cadre métropolitain conserveront à leur entrée en France l'allocation afférente à la médaille d'argent, qui sera alors à la charge du budget du ministère de l'instruction publique.

6. Les conditions imposées à l'article 4 pour l'obtention de médailles d'argent et de bronze ne seront pas applicables aux promotions de 1896 et de 1897.

Ces promotions pourront comprendre, pour l'obtention de la médaille d'argent, des instituteurs non pourvus de la médaille de bronze et de la mention honorable, et pour les médailles de bronze des instituteurs non pourvus de la mention honorable, à condition qu'ils aient au moins, pour la médaille d'argent, neuf ans de services comme titulaire, et, pour la médaille de bronze, sept ans.

7. Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

8. Le ministre des colonies et le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Fa* des lois et au *Bulletin officiel des colonies* et publié aux journaux officiels de la métropole et des diverses colonies.

Fait à Paris, le 30 Octobre 1895.

*Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,*

Signé : R. POINCARÉ.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre des colonies,

Signé : CHAUTEMPS.

* 30441. — *DÉCRET transférant au Principal du collège de Cayenne les attributions du Directeur de l'intérieur de la Guyane en matière d'instruction publique.*

Du 30 Octobre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 10 novembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu l'avis du ministre de l'instruction publique;

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ⁽¹⁾, modifiée par celle du août 1833 ⁽²⁾;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 12 décembre 1889 ⁽³⁾,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les attributions du directeur de l'intérieur de la Guyane, matière d'instruction publique, sont désormais exercées sous l'autorité directe du gouverneur, par le principal du collège, qui prend titre de chef du service de l'instruction publique.

. Aux attributions qu'il tient de l'ordonnance organique du août 1828, concernant le gouvernement de la Guyane, modifiée l'ordonnance organique du 22 août 1833, le chef du service de instruction publique réunit celles qui sont dévolues en France aux directeurs d'Académie.

est appelé de droit au conseil privé, avec voix consultative, pour des matières de ses attributions y sont traitées.

Quant à ce qui concerne son assimilation au point de vue des passages, moyens de transport, des indemnités de route et de séjour, il est placé dans la catégorie B du tableau annexé au décret du 12 décembre 1889.

Le directeur de l'intérieur continue à liquider et à ordonnancer les dépenses concernant le service de l'instruction publique au même titre que celles qui sont imputables au budget local.

Des instituteurs, en nombre déterminé par arrêté du gouverneur, seront détachés près du chef du service de l'instruction publique pour y remplir les fonctions dévolues en France aux secrétaires et commis d'inspection académique.

Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 261, n° 9863.
⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 257, n° 4994.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1299, n° 21645.

décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié aux journaux officiels de la métropole et de la colonie.

Fait à Paris, le 30 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des colonies,

Signé : CHAUTEMPS.

N° 30442. — DÉCRET promulguant, dans les Établissements français de l'Inde, l'article 14 du décret du 23 prairial an XII sur les Sépultures.

Du 31 Octobre 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 8 novembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies ;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le décret du 23 prairial an XII ⁽¹⁾ sur les sépultures ;

De l'avis du maire, directeur de la police de Pondichéry, du 30
1869,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les dispositions de l'article 14 du décret du 23 prairial an XII, ainsi conçu : « Toute personne pourra être entermée sur propriété, pourvu que ladite propriété soit hors et à la distance prescrite de l'enceinte des villes et bourgs », sont applicables aux établissements français dans l'Inde.

2. Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel de la République française* au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de l'administration des colonies*.

Fait à Paris, le 31 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des colonies,

Signé : CHAUTEMPS.

(1) IV^e série, Bull. 5, n° 16.

La chaussée empierrée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel du chemin de toutes saillies comprises), il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres soixante centimètres (2^m 60), permettant à une voiture ordinaire de se ranger et laisser passer le matériel du chemin de fer avec le jeu nécessaire.

Un intervalle libre d'au moins un mètre dix centimètres (1^m 10) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et l'artefact de l'arête extérieure de la voie publique. Lorsqu'il existera un trottoir le long des propriétés riveraines, une largeur minimum de trente centimètres (0^m 30) sera réservée entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et le bord du trottoir.

Exécution des travaux.

8. Le concessionnaire n'emploiera, dans l'exécution des ouvrages, que des matériaux de bonne qualité; il sera tenu de se conformer à toutes les règles de l'art, de manière à obtenir une construction parfaitement solide.

Pour tous les aqueducs, ponceaux, ponts et viaducs à construire à la rencontre des cours d'eau et des chemins publics ou particuliers seront en maçonnerie ou en pierre, sauf les cas d'exception qui pourront être admis par l'administration.

Voies.

9. Les voies seront établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier et du poids de vingt kilogrammes (20^k) au moins par mètre courant sur les voies de circulation.

L'espacement maximum des traverses sera de quatre-vingts centimètres (0^m 80) entre deux axes.

Clôtures.

10. Le concessionnaire pourra, conformément à l'article 20 de la loi du 11 juin 1872, être dispensé de poser des clôtures sur tout ou partie de la voie, mais il devra justifier de justifications spéciales pour être dispensé d'en établir :

- Dans la traversée des lieux habités;
- Dans les parties contiguës à des chemins publics;
- Sur dix mètres (10^m) de longueur au moins de chaque côté des passages à niveau et des stations.

Indemnités de terrains et de dommages.

11. Tous les terrains nécessaires pour l'établissement du chemin de fer et de ses dépendances, pour la déviation des voies de communication et des cours d'eau détournés et, en général, pour l'exécution des travaux, quels qu'ils soient, auxquels cet établissement pourra donner lieu, seront achetés et payés par le concessionnaire.

Les indemnités pour occupation temporaire ou pour détérioration de terrains, pour dommage, modification ou destruction d'usines, et pour tous dommages quelconques résultant des travaux, seront supportées et payées par le concessionnaire.

Droits conférés au concessionnaire.

12. L'entreprise étant d'utilité publique, le concessionnaire est investi, pour l'exécution des travaux dépendant de sa concession, de tous les droits que les lois et règlements confèrent à l'administration en matière de travaux publics, soit pour l'acquisition des terrains par voie d'expropriation, soit pour l'extraction, le transport et le dépôt des terres, matériaux, etc., et il demeure en même temps soumis à toutes les obligations qui dérivent pour l'administration de ces lois et règlements.

Servitudes militaires.

13. Dans les limites de la zone frontière et dans le rayon de servitude des enceintes fortifiées, le concessionnaire sera tenu, pour l'étude et l'exécution de ses projets, de

N° 30444. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, un *Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1891, 1892 et 1893*

Du 19 Novembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1895;

Vu les états de créances liquidées à la charge du département de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), pour les exercices 1891, 1892 et 1893;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu le décret du 10 novembre 1856 ⁽¹⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu les réclamations des personnes dont l'état est ci-joint;

Considérant que les *comptes définitifs des exercices 1891, 1892 et 1893* présentent, aux divers chapitres sur lesquels les sommes demandées ont été prélevées, des restes disponibles suffisants pour les acquitter;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 15 novembre 1895.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), en augmentation des restes à payer constatés par le *compte définitif des dépenses*, un *crédit supplémentaire de la somme de quatre mille quatre cent soixante-quatre francs soixante-quatre centimes (4,464⁶⁷)*, réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1891	chapitre XLVII.....	1,200 ⁰⁰
	chapitre XLVIII.....	500 ⁰⁰
Exercice 1892	chapitre XLIX.....	300 ⁰⁰
Exercice 1893	chapitre XLVIII.....	1,000 ⁰⁰
	chapitre LII.....	600 ⁰⁰
ENSEMBLE.....		4,464⁶⁷

Cette somme forme le montant des créances désignées ci-joint et pour lesquels des états nominatifs seront adressés au ministre des finances, en exécution de l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes,

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 440, n° 4110.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1045, r°

mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feraient la demande. Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition du concessionnaire.

Exceptions. — Envois par groupes.

46. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

- 1° Aux denrées et objets qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes (200^k) sous le volume d'un mètre cube;
- 2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux pour lesquels des règlements de police prescriraient des précautions spéciales;
- 3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs (5,000^f);
- 4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs;
- 5° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédents de bagages pesant isolément quarante kilogrammes (40^k) et au-dessous.

Toutefois, les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis, quoique emballés à part, s'ils font partie d'envois pesant ensemble plus de quarante kilogrammes (40^k) d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédents de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes (40^k).

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets ou colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messageries et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par le préfet, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition du concessionnaire.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un de ces paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes (40^k).

Abaissement des tarifs.

47. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du préfet ou du ministre des travaux publics, suivant les distinctions établies par l'article 5 de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux dispositions de l'ordonnance du 15 novembre 1846.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et sur le transport.

Délais d'expédition.

48. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis, bestiaux et objets quelconques seront inscrits à la gare d'où ils partent et

N° 30444. — **DÉCRET** qui ouvre au *Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes*, un *Crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1891, 1892 et 1893*.

Du 19 Novembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1895;

Vu les états de créances liquidées à la charge du département de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), pour les exercices 1891, 1892 et 1893;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu le décret du 10 novembre 1856 ⁽¹⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾, portant règlement *général* sur la comptabilité publique;

Vu les réclamations des personnes dont l'état est ci-joint;

Considérant que les *comptes définitifs des exercices 1891, 1892 et 1893* présentent, aux divers chapitres sur lesquels les sommes demandées doivent être prélevées, des restes disponibles suffisants pour les acquitter;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 15 novembre 1895.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), en augmentation des restes à payer constatés par le *compte définitif des dépenses*, un *crédit supplémentaire de la somme de quatre mille quatre cent soixante-quatre francs soixante-sept centimes (4,464⁶⁷)*, réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1891	{ chapitre XLVII.	1,255 ⁵⁰
	{ chapitre XLVIII.	5-50
Exercice 1892	chapitre XLIX.	55-00
Exercice 1893	{ chapitre XLVIII.	1,457 ⁵⁰
	{ chapitre LII.	65-00
ENSEMBLE.		4,464⁶⁷

Cette *somme* forme le montant des créances désignées au ci-joint et pour lesquels des états nominatifs seront adressés au ministre des finances, en exécution de l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 440, n° 4110.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1043, n° 2.

merée de moins de cinq mille habitants, soit un centre de population de cinq mille habitants situé à plus de cinq kilomètres de la gare du chemin de fer.

Les tarifs à percevoir seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Ils seront applicables à tout le monde sans distinction.

Toutefois les expéditeurs et les destinataires resteront libres de faire eux-mêmes et à leurs frais le factage et le camionnage des marchandises.

Traité particuliers.

52. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 50 de l'ordonnance du 15 novembre 1846, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le chemin de fer.

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle et de la surveillance.

53. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance du chemin de fer seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

La même faculté sera accordée aux agents des contributions indirectes et des douanes, chargés de la surveillance du chemin de fer dans l'intérêt de la perception de l'impôt.

Militaires et marins.

54. Dans le cas où le Gouvernement aurait besoin de diriger des troupes et un matériel militaire ou naval sur l'un des points desservis par le chemin de fer, le concessionnaire sera tenu de mettre immédiatement à sa disposition tous ses moyens de transport.

Le prix du transport qui sera opéré dans ces conditions, ainsi que le prix du transport des militaires ou marins voyageant, soit en corps, soit isolément pour cause de service, envoyés en congé illimité ou en permission, ou rentrant dans leurs foyers après libération, sera payé conformément aux tarifs homologués.

Dans le cas où l'État s'engagerait à fournir une subvention par annuités au concessionnaire, le prix de ces transports sera fixé à la moitié des mêmes tarifs.

55. (Supprimé.)

Service des postes et télégraphes.

56. Le concessionnaire sera tenu de recevoir dans ses voitures, aux heures des départs réguliers, les sacs de dépêches de la poste, escortés ou non d'un convoyeur. Les sacs seront déposés dans un coffre fermant à clef. Le convoyeur aura droit à une place réservée aussi près que possible de ce coffre.

L'administration des postes aura, en outre, le droit de fixer aux voitures de l'entreprise une boîte aux lettres dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Les prix des transports ci-dessus seront payés par l'administration des postes au prix des tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à fournir au concessionnaire une subvention par annuités. Dans ce dernier cas, les sacs de dépêches et le convoyeur devront être transportés gratuitement.

Le concessionnaire pourra être tenu de fixer, d'après les convenances du service des postes, l'heure d'un de ses départs dans chaque sens.

Le montant des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial

N° 30444. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de
beaux-arts et des cultes, un Crédit supplémentaire et
à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices

Du 19 Novembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

**Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des
des cultes ;**

**Vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget des recettes
dépendances de l'exercice 1895 ;**

**Vu les états de créances liquidées à la charge du département de l'instruction
publique, des beaux-arts et des cultes, première section (Service de l'instruction
publique), pour les exercices 1891, 1892 et 1893 ;**

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 ;

Vu le décret du 10 novembre 1856 ⁽¹⁾ ;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861 ;

**Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾, portant règlement
sur la comptabilité publique ;**

Vu les réclamations des personnes dont l'état est ci-joint ;

**Considérant que les comptes définitifs des exercices 1891, 1892 et 1893
présentent, aux divers chapitres sur lesquels les sommes demandées
être prélevées, des restes disponibles suffisants pour les acquitter ;**

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 15 novembre 1895

DÉCRÈTE :

**ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique,
beaux-arts et des cultes, première section (Service de l'instruction
publique), en augmentation des restes à payer constatés par le
définitif des dépenses, un crédit supplémentaire de la somme de
quatre mille quatre cent soixante-quatre francs soixante-
septimes (4,464⁶⁷), réparti ainsi qu'il suit :**

Exercice 1891	{ chapitre XLVII.	1,550
	{ chapitre XLVIII.	50
Exercice 1892, chapitre XLIX.		50
Exercice 1893	{ chapitre XLVIII.	1,150
	{ chapitre LII.	50
ENSEMBLE.		4,464⁶⁷

**Cette somme forme le montant des créances désignées ci-joint et pour lesquels des états nominatifs seront adressés au
ministère des finances, en exécution de l'article 129 du décret du
31 mai 1862.**

2. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes,

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 440, n° 4110.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1015, n° 1015.

les accidents qui pourraient survenir et de leur en faire connaître les causes pendant la période d'exploitation mécanique seulement.

En cas de rupture de fils télégraphiques, les employés du concessionnaire auront à raccrocher provisoirement les bouts séparés, d'après les instructions qui leur seront données à cet effet, pendant la période d'exploitation mécanique seulement.

Dans le cas où des déplacements de fils, appareils ou poteaux deviendraient nécessaires par suite de travaux exécutés sur le chemin, ces déplacements auraient lieu, aux frais du concessionnaire, par les soins de l'administration des lignes télégraphiques.

Le concessionnaire ne pourra se refuser à recevoir et à transmettre les télégrammes officiels par ses fils et appareils, et dans des conditions qui seront déterminées par le ministre des postes et des télégraphes.

Dans le cas où le ministre des postes et des télégraphes jugerait utile d'ouvrir au service privé certaines gares de la ligne, il devra s'entendre avec le concessionnaire pour régler les conditions et le prix de ce service.

Les fonctionnaires, agents et ouvriers commissionnés chargés de la construction, de la surveillance et de l'entretien des lignes télégraphiques ont accès dans les gares et stations et sur la voie ferrée et ses dépendances pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Construction de nouvelles voies de communication.

58. Dans le cas où le Gouvernement, le département ou les communes ordonneraient ou autoriseraient la construction de routes nationales, départementales ou vicinales, de chemins de fer ou de canaux qui traverseraient la ligne objet de la présente concession, le concessionnaire ne pourra s'opposer à ces travaux; mais toutes les dispositions nécessaires seront prises pour qu'il n'en résulte aucun obstacle à la construction ou au service du chemin de fer, ni aucun frais pour le concessionnaire.

Concessions ultérieures de nouvelles lignes.

59. Toute exécution ou autorisation ultérieure de route, de canal, de chemin de fer, de travaux de navigation dans la contrée où est situé le chemin de fer objet de la présente concession, ou dans toute autre contrée voisine ou éloignée, ne pourra donner ouverture à aucune demande d'indemnité de la part du concessionnaire. Toutefois, le département s'engage à ne concéder aucune autre ligne ferrée entre Pierrefitte et la Raillière, d'une part, et, d'autre part, entre Pierrefitte et Luz-Saint-Sauveur.

Concessions de chemins de fer d'embranchement et de prolongement.

60. Le Gouvernement, le département et les communes auront le droit de concéder de nouveaux chemins de fer s'embranchant sur le chemin qui fait l'objet du présent cahier des charges, ou qui seraient établis en prolongement du même chemin.

Le concessionnaire ne pourra mettre aucun obstacle à ces embranchements ni réclamer, à l'occasion de leur établissement, une indemnité quelconque, pourvu qu'il n'en résulte aucun obstacle à la circulation ni aucuns frais particuliers pour le concessionnaire.

Les concessionnaires de chemins de fer d'embranchement ou de prolongement auront la faculté, moyennant les tarifs ci-dessus déterminés et l'observation du paragraphe 1^{er} de l'article 31, ainsi que des règlements de police et de service établis ou à établir, de faire circuler leurs voitures, wagons et machines sur le chemin objet de la présente concession, pour lequel cette faculté sera réciproque à l'égard desdits embranchements et prolongements.

Dans ce cas, lesdits concessionnaires ne payeront le prix de péage que pour le nombre de kilomètres réellement parcourus, un kilomètre entamé étant d'ailleurs considéré comme parcouru.

donateur, destinés à fonder un prix de tir, qui portera le nom de *prix Gouvy* et sera affecté, chaque année, à l'un des régiments d'infanterie de marine.

Le titre de rente, immatriculé au nom de l'État (département de la marine) et portant mention de la destination des arrérages, sera conservé par la caisse des invalides de la marine. (*Paris, 8 Décembre 1895.*)



Certifié conforme :

Paris, le 7 * Mars 1896.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

L. RICARD.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Impression nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1748.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

3. — *Loi qui abaisse à 5 centimes la Taxe supplémentaire actuellement établie sur les Lettres expédiées après les levées générales,*

Du 27 Décembre 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 29 décembre 1895.)

NAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

est la suivante. L'article 3 de la loi du 16 mars 1887 est modifié
il suit :

La taxe supplémentaire, quel que soit le poids des lettres, est fixée
à 5 centimes (0^e 05).

Les lettres ne seront admises à profiter du délai accordé qu'autant
qu'elles portent le timbre d'affranchissement de la taxe principale et
de la taxe supplémentaire.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre
des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 27 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
A. R. : PAUL DOUMER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : G. MESUREUR.

Inspecteurs spéciaux.

64. Il pourra être institué près du concessionnaire un ou plusieurs commissaires chargés d'exercer une surveillance spéciale sur tout ce qui ne rentre pas dans les attributions des agents du contrôle.

Frais de contrôle.

65. Les frais de visite, de surveillance et de réception des travaux et les frais de contrôle de l'exploitation seront supportés par le concessionnaire.

Afin de pourvoir à ces frais, le concessionnaire sera tenu de verser chaque année, à la caisse centrale du trésorier-payeur général du département, une somme de quarante francs (40^f) par chaque kilomètre de chemin de fer concédé.

Si le concessionnaire ne verse pas la somme ci-dessus réglée aux époques qui auront été fixées, le préfet rendra un rôle exécutoire, et le montant en sera recouvré comme en matière de contributions directes, au profit du département.

Cautionnement.

66. Avant la signature de l'acte de concession, le concessionnaire déposera à la caisse des dépôts et consignations une somme de soixante-quinze mille francs (75.000^f) en numéraire ou en rentes sur l'État calculées conformément au décret du 31 janvier 1872, ou en bons du Trésor, avec transfert, au profit de ladite caisse, de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Les quatre cinquièmes en seront rendus au concessionnaire par cinquième et proportionnellement à l'avancement des travaux. Le dernier cinquième ne sera remboursé qu'après l'expiration de la concession.

Élection de domicile.

67. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Caunterets.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la sous-préfecture d'Angels.

Jugement des contestations.

68. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration, au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges, seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département des Hautes-Pyrénées, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

69. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention ci-annexée seront supportés par le concessionnaire.

Lu et approuvé :

Signé : VERSTRAET.

Lu et approuvé :

Signé : LOMBARD-GERIN et C^{ie}.

Lu et approuvé :

Le Préfet des Hautes-Pyrénées,

Signé : A. JOSSINA.

Enregistré à Tarbes, le 12 août 1895, vol. 304, folio 66, case 12. Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Lacoste.

N° 30440. — *DÉCRET réglant la concession des Distinctions honorifiques en faveur des Instituteurs et Institutrices employés dans les Écoles publiques des colonies.*

Du 30 Octobre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 10 novembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes ;

Vu le règlement d'administration publique du 26 septembre 1890 ⁽¹⁾ portant application dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion des lois métropolitaines sur l'enseignement primaire ;

Vu l'article 45 de la loi du 19 juillet 1889 ;

Vu les articles 6 et 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu l'article 8 du sénatus-consulte du 4 juillet 1866 ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRETS :

ART. 1^{er}. Les médailles d'argent et de bronze et les mentions honorables dont il est question à l'article 34 de la loi du 30 octobre 1886 sont décernées, par arrêté du ministre des colonies, le 14 juillet de chaque année, aux instituteurs et institutrices employés dans les écoles publiques des colonies.

Ces distinctions honorifiques ne sont décernées au personnel détaché du cadre métropolitain qu'après avis du ministre de l'instruction publique.

2. Les propositions sont établies par le chef de service de l'instruction publique, soumises à l'avis du comité central de l'instruction publique pour les colonies où ce comité est institué par décret et transmises au ministre par le gouverneur qui donne également son avis.

3. Il peut être accordé, chaque année, pour chacune des colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion :

Une médaille d'argent ;

Deux médailles de bronze ;

Trois mentions honorables,

Et pour l'ensemble du personnel enseignant dans les autres colonies :

Deux médailles d'argent ;

Trois médailles de bronze ;

Cinq mentions honorables.

(1) XII^e série, Bull. 1366, n° 22891.

par le chef de l'entreprise, ou que lui-même se sera engagé à fournir des sommes déterminées, les ouvriers, employés ou bénéficiaires sont admis de plein droit à réclamer la restitution de toutes les sommes non utilisées conformément aux statuts.

Cette restitution s'étendra, dans tous les cas, aux intérêts con-
venus des sommes ainsi retenues, reçues ou promises par le chef de
l'entreprise. A défaut de convention, les intérêts seront calculés d'a-
près les taux fixés annuellement pour la caisse nationale des retraites
pour la vieillesse.

Les sommes ainsi déterminées et non utilisées conformément aux
statuts deviendront exigibles en cas de fermeture de l'établissement
industriel ou commercial.

Il en sera de même en cas de cession volontaire, à moins que le
cessionnaire ne consente à prendre les lieu et place du cédant.

2. La caisse des dépôts et consignations est autorisée à recevoir
titre de dépôt, les sommes ou valeurs appartenant ou affectées à
institutions de prévoyance fondées en faveur des employés et ou-
vriers.

Les sommes ainsi reçues porteront intérêt à un taux égal au
d'intérêt du compte des caisses d'épargne.

3. Dans les trois mois qui suivront la promulgation de la présente
loi, toutes les sommes qui, à l'avenir, seront retenues sur les salaires
des ouvriers et toutes celles que les chefs d'entreprise auront retenues
ou se seront engagés à fournir en vue d'assurer des retraites qui
doivent être versées, soit à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse,
au compte individuel de chaque ayant droit, soit à la caisse des
dépôts et consignations, soit à des caisses syndicales ou patronales
légalement autorisées à cet effet.

L'autorisation sera donnée par décret rendu dans la forme des
réglements d'administration publique. Le décret fixera les limites du
district, les conditions de fonctionnement de la caisse et son mode
de liquidation. Il prescrira également les mesures à prendre pour
assurer le transfert, soit à une autre caisse syndicale ou patronale,
soit à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, des sommes
inscrites au livret de chaque intéressé.

Les sommes versées par les chefs d'entreprise dans la caisse
syndicale ou patronale devront être employées, soit en rentes sur
valeurs du Trésor ou garanties par le Trésor, soit en obligations
d'État, des départements, des communes, des chambres de commerce et
d'industrie, des sociétés d'habitations à loyer modéré, des sociétés de
garanties foncières et communales du Crédit foncier, soit en prêts
à long terme, soit enfin en valeurs locales énumérées ci-après, à
condition que ces valeurs émanent d'institutions existant dans les
départements où elles fonctionnent : bons de mont-de-piété et
autres établissements reconnus d'utilité publique. Les titres seront
inscrits au livret.

La gestion des caisses syndicales ou patronales sera soumise

N° 30441. — *DÉCRET transférant au Principal du collège de Cayenne les attributions du Directeur de l'intérieur de la Guyane en matière d'instruction publique.*

Du 30 Octobre 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 10 novembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu l'avis du ministre de l'instruction publique;

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ⁽¹⁾, modifiée par celle du 22 août 1833 ⁽²⁾;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 12 décembre 1889 ⁽³⁾,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les attributions du directeur de l'intérieur de la Guyane, en matière d'instruction publique, sont désormais exercées sous l'autorité directe du gouverneur, par le principal du collège, qui prend le titre de chef du service de l'instruction publique.

2. Aux attributions qu'il tient de l'ordonnance organique du 27 août 1828, concernant le gouvernement de la Guyane, modifiée par l'ordonnance organique du 22 août 1833, le chef du service de l'instruction publique réunit celles qui sont dévolues en France aux inspecteurs d'Académie.

Il est appelé de droit au conseil privé, avec voix consultative, lorsque des matières de ses attributions y sont traitées.

En ce qui concerne son assimilation au point de vue des passages, des moyens de transport, des indemnités de route et de séjour, il est classé dans la catégorie B du tableau annexé au décret du 12 décembre 1889.

3. Le directeur de l'intérieur continue à liquider et à ordonnancer les dépenses concernant le service de l'instruction publique au même titre que celles qui sont imputables au budget local.

4. Des instituteurs, en nombre déterminé par arrêté du gouverneur, seront détachés près du chef du service de l'instruction publique pour y remplir les fonctions dévolues en France aux secrétaires et commis d'inspection académique.

5. Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent

⁽¹⁾ VIII^e série, Bull. 261, n° 9863.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1299, n° 21645.

⁽³⁾ IX^e série, Bull. 257, n° 4994.

décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié aux *journaux officiels* de la métropole et de la colonie.

Fait à Paris, le 30 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des colonies,

Signé : CHAUMPS.

N° 30442. — DÉCRET promulguant, dans les Établissements français de l'Inde l'article 14 du décret du 23 prairial an XII sur les Sépultures.

Du 31 Octobre 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 8 novembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies ;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le décret du 23 prairial an XII ⁽¹⁾ sur les sépultures ;

De l'avis du maire, directeur de la police de Pondichéry, du 30 juillet 1869,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les dispositions de l'article 14 du décret du 23 prairial an XII, ainsi conçu : « Toute personne pourra être enterrée sur sa propriété, pourvu que ladite propriété soit hors et à la distance prescrite de l'enceinte des villes et bourgs », sont applicables aux habitants des établissements français dans l'Inde.

2. Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel de la République française*, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de l'administration des colonies*.

Fait à Paris, le 31 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des colonies,

Signé : CHAUMPS.

⁽¹⁾ IV^e série, Bull. 5, n° 16.

N° 30443. — *DÉCRET qui fixe la Taxe des Télégrammes remis par exprès.*

Du 19 Novembre 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 24 novembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 2 de la loi du 21 mars 1878, ainsi conçu :

« Les taxes sous-marines, etc . . . , prochaine loi de finances »;

Vu le décret du 8 mai 1867 ⁽¹⁾;

Vu le décret du 22 juin 1891 ⁽²⁾;

Vu le décret du 12 janvier 1894 ⁽³⁾;

Sur le rapport du ministre des finances et du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La taxe de l'exprès pour la remise des télégrammes est de :

Cinquante centimes (0^f 50) pour le premier kilomètre;

Trente centimes (0^f 30) pour chacun des kilomètres suivants.

Elle est calculée, par kilomètre indivisible, sur la distance réelle.

Cette distance se compte, pour les habitations agglomérées, du bureau d'arrivée au centre de l'agglomération, et, pour les habitations isolées, du bureau d'arrivée au lieu même de distribution.

2. Les dispositions du présent décret sont appliquées à partir du 1^{er} janvier 1896.

3. Sont abrogées les dispositions contraires au présent décret, notamment celles de l'article 88 du décret du 12 janvier 1894.

4. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 19 Novembre 1895.

Signé: **FÉLIX FAURE.**

Le Ministre des finances,

Signé : **PAUL DOUMER.**

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé: **G. MESUREUR.**

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1494, n° 15143.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1409, n° 23803.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1612, n° 27636.

N° 30444. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, un **Crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1891, 1892 et 1893**.

Du 19 Novembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1895;

Vu les états de créances liquidées à la charge du département de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), pour les exercices 1891, 1892 et 1893;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu le décret du 10 novembre 1836 ⁽¹⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu les réclamations des personnes dont l'état est ci-joint;

Considérant que les **comptes définitifs des exercices 1891, 1892 et 1893** présentent, aux divers chapitres sur lesquels les sommes demandées doivent être prélevées, des restes disponibles suffisants pour les acquitter;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 15 novembre 1895.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif des dépenses, un **crédit supplémentaire de la somme de quatre mille quatre cent soixante-quatre francs soixante-sept centimes (4,464⁶⁷)**, réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1891	{ chapitre XLVII.	1,250 ⁰⁰
	{ chapitre XLVIII.	5 ⁵⁰
Exercice 1892, chapitre XLIX.		552 ⁰⁶
Exercice 1893	{ chapitre XLVIII.	1,437 ⁶¹
	{ chapitre LII.	650 ⁰⁰
ENSEMBLE.		4,464⁶⁷

Cette somme forme le montant des créances désignées au tableau ci-joint et pour lesquels des états nominatifs seront adressés au ministère des finances, en exécution de l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 440, n° 4110.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 1037.

cultes est autorisé à ordonnancer cette somme sur le chapitre LXIX spécial : *Dépenses des exercices clos*, ouvert à son budget, première section (*Service de l'instruction publique*), conformément à l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 ci-dessus visé.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 19 Novembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : PAUL DEUMIER.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,
Signé : E. COMBES.

N° 30445. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant que le commissariat de police de quatrième classe existant à Saint-Ambroix (Gard) est et demeure supprimé. (*Fontainebleau, 26 Septembre 1895.*)

N° 30446. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

Sont approuvés les travaux à exécuter, par la société générale des chemins de fer économiques, pour l'aménagement d'une salle de bains aux ateliers de Cosne-sur-l'OEil, sur la ligne de Sancoins à Lapeyrouse;

La moitié de la dépense résultant de l'exécution de ces travaux sera imputée sur le compte de deux millions de francs prévu au paragraphe 2 de l'article 3 de la convention du 13 juillet 1885, approuvée par la loi du 11 septembre suivant, pour aménagement des gares communes avec la compagnie d'Orléans, et pour installations complémentaires de toute nature, sur les lignes de Sancoins à Lapeyrouse et de Châteaumeillant à la Guerche, jusqu'à concurrence des sommes qui seront définitivement reconnues devoir être portées audit compte, et sans qu'elles puissent dépasser trois cent huit francs, y compris douze pour cent pour frais généraux et intérêts. (*Fontainebleau, 3 Octobre 1895.*)

N° 30447. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de la marine) qui autorise le ministre de la marine à accepter, au nom de l'État, le don d'un titre de rente trois pour cent perpétuel de vingt francs sur l'État français fait par le sieur L. Aubert.

Les arrérages de ce titre seront, conformément aux intentions du

donateur, destinés à fonder un prix de tir, qui portera le nom de prix Gouvy et sera affecté, chaque année, à l'un des régiments d'infanterie de marine.

Le titre de rente, immatriculé au nom de l'État (département de la marine) et portant mention de la destination des arrérages, sera conservé par la caisse des invalides de la marine. (*Paris, 8 Décembre 1895.*)



Certifié conforme :

Paris, le 7 * Mars 1896.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

L. RICARD.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1748.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

30448. — Loi qui abaisse à 5 centimes la Taxe supplémentaire actuellement établie sur les Lettres expédiées après les levées générales,

Du 27 Décembre 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 29 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur
est :

ARTICLE UNIQUE. L'article 3 de la loi du 16 mars 1887 est modifié
ainsi qu'il suit :

La taxe supplémentaire, quel que soit le poids des lettres, est fixée
à cinq centimes (0^e 05).

Les lettres ne seront admises à profiter du délai accordé qu'autant
qu'elles portent le timbre d'affranchissement de la taxe principale et
de la taxe supplémentaire.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre
des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 27 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. MESUREUR.

N° 30449. — *Loi autorisant : 1° l'Administration des postes à mettre à la disposition du public des Mandats-Cartes payables au domicile du bénéficiaire moyennant une Taxe de factage; 2° l'ouverture au Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1895, d'un Crédit supplémentaire.*

Du 27 Décembre 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 29 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. L'Administration des postes est autorisée à mettre à la disposition du public, pour ses envois d'argent à destination de la France continentale, de la Corse, des îles du littoral et de toutes les parties de l'Algérie pourvues d'un service de distribution à domicile des mandats-cartes qui seront payables au domicile des bénéficiaires.

Ces mandats-cartes seront passibles d'une taxe de factage de dix centimes (0^e 10) qui sera acquittée par l'expéditeur, en sus de celui d'un pour cent (1 p. 0/0) sur le montant de l'envoi.

2. La taxe de factage de dix centimes (0^e 10) due pour le paiement à domicile des mandats-cartes venant de l'étranger sera perçue au profit du destinataire.

3. Le taux de la taxe de factage pourra être abaissé par décret, sauf demande de ratification par les Chambres dans la plus prochaine loi de finances.

4. Comme conséquence de l'organisation du service du paiement à domicile des mandats-cartes, il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, deuxième section (Postes et télégraphes), au titre du budget général de l'exercice 1895, en addition aux crédits alloués par la loi de finances de l'exercice 1895, un crédit supplémentaire de quarante et un mille six cent quatre-vingt-dix-neuf francs (41,699^f) applicable aux chapitres suivants :

POSTES ET TÉLÉGRAPHES.

CHAP. V.	Personnel (agents).....	7.12
— VI.	Personnel (sous-agents).....	22.17
— VII.	Indemnités diverses et secours.....	1.50
— IX.	Chaussures et habillement.....	2.79
— X.	Matériel des bureaux.....	9
— XV.	Dépenses diverses.....	1.38

ALGÉRIE.

CHAP. III.	Personnel de l'Algérie.....	6.10
— IV.	Matériel de l'Algérie.....	1.50
— V.	Dépenses diverses de l'Algérie.....	2.40

TOTAL..... 41.699

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1895.

5. Les prévisions de recettes du budget ordinaire de l'exercice 95 sont augmentées d'une somme de quarante-huit mille six cent quarante-deux francs (48,642^f) à inscrire au paragraphe 3, intitulé : *Produits des monopoles et exploitations industrielles de l'État*, savoir :

PRODUIT DES POSTES DE LA FRANCE.

Produit de la taxe des lettres, journaux, échantillons et imprimés de toute nature, valeurs déclarées et cotées, solde des comptes avec les offices étrangers.....	22,809 ^f
Droits perçus sur les envois d'argent.....	20,083

PRODUIT DES POSTES DE L'ALGÉRIE.

Produit de la taxe des lettres, journaux, échantillons et imprimés de toute nature. Produit du transport des valeurs déclarées et cotées, lettres et boîtes.....	3,333
Droits perçus sur les envois d'argent.....	2,417

TOTAL.....	48,642
------------	--------

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 27 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : PAUL DOUMER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
des postes et des télégraphes,
Signé : G. MESUREUR.

30450. — *LOI concernant les Caisses de retraite, de secours et de prévoyance fondées au profit des Employés et Ouvriers.*

Du 27 Décembre 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 29 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ART. 1^{er}. En cas de faillite, de liquidation judiciaire ou de déconfiture, lorsque, pour une institution de prévoyance, il aura été opéré des retenues sur les salaires, ou que des versements auront été reçus

par le chef de l'entreprise, ou que lui-même se sera engagé à fournir des sommes déterminées, les ouvriers, employés ou bénéficiaires sont admis de plein droit à réclamer la restitution de toutes les sommes non utilisées conformément aux statuts.

Cette restitution s'étendra, dans tous les cas, aux intérêts venus des sommes ainsi retenues, reçues ou promises par le chef de l'entreprise. A défaut de convention, les intérêts seront calculés d'après les taux fixés annuellement pour la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Les sommes ainsi déterminées et non utilisées conformément aux statuts deviendront exigibles en cas de fermeture de l'établissement industriel ou commercial.

Il en sera de même en cas de cession volontaire, à moins que le cessionnaire ne consente à prendre les lieu et place du cédant.

2. La caisse des dépôts et consignations est autorisée à recevoir, en titre de dépôt, les sommes ou valeurs appartenant ou affectées aux institutions de prévoyance fondées en faveur des employés et ouvriers.

Les sommes ainsi reçues porteront intérêt à un taux égal au taux d'intérêt du compte des caisses d'épargne.

3. Dans les trois mois qui suivront la promulgation de la présente loi, toutes les sommes qui, à l'avenir, seront retenues sur les salaires des ouvriers et toutes celles que les chefs d'entreprise auront reçues ou se seront engagés à fournir en vue d'assurer des retraites devant être versées, soit à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, au compte individuel de chaque ayant droit, soit à la caisse des dépôts et consignations, soit à des caisses syndicales ou patronales spécialement autorisées à cet effet.

L'autorisation sera donnée par décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique. Le décret fixera les limites du district, les conditions de fonctionnement de la caisse et son mode de liquidation. Il prescrira également les mesures à prendre pour assurer le transfert, soit à une autre caisse syndicale ou patronale, soit à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, des sommes versées au livret de chaque intéressé.

Les sommes versées par les chefs d'entreprise dans la caisse syndicale ou patronale devront être employées, soit en rentes sur l'État ou valeurs du Trésor ou garanties par le Trésor, soit en obligations de départements, des communes, des chambres de commerce, en obligations foncières et communales du Crédit foncier, soit en prêts hypothécaires, soit enfin en valeurs locales énumérées ci-après, à la condition que ces valeurs émanent d'institutions existant dans les départements où elles fonctionnent : bons de mont-de-piété ou d'autres établissements reconnus d'utilité publique. Les titres seront nominatifs.

La gestion des caisses syndicales ou patronales sera soumise à

ification de l'inspection des finances et au contrôle du receveur particulier de l'arrondissement du siège de la caisse.

Si des conventions spéciales interviennent entre les chefs d'entreprise et les ouvriers ou employés, en vue d'assurer à ceux-ci, à leurs veuves ou à leurs enfants, soit un supplément de rente viagère, soit des rentes temporaires ou des indemnités déterminées d'avance, le capital formant la garantie des engagements résultant desdites conventions devra être versé ou représenté à la caisse des dépôts et consignations ou dans une des caisses syndicales ou patronales ci-dessus indiquées.

Le seul fait du dépôt, opéré soit à la caisse des dépôts et consignations, soit à toute autre caisse, des sommes ou valeurs affectées aux institutions de prévoyance, quelles qu'elles soient, confère aux bénéficiaires de ces institutions un droit de gage, dans les termes de l'article 2073 du code civil, sur ces sommes et valeurs. Ce droit de gage s'exerce dans la mesure des droits acquis et des droits éventuels.

La restitution des retenues ou autres sommes affectées aux institutions de prévoyance qui, lors de la faillite ou de la liquidation, n'ayant pas été effectivement versées à l'une des caisses indiquées ci-dessus est garantie, pour la dernière année et ce qui sera dû sur l'année courante, par un privilège sur tous les biens meubles et immeubles du chef de l'entreprise, lequel prendra rang concurremment avec le privilège des salaires des gens de service établi par l'article 2101 du code civil.

Pour toutes les contestations relatives à leurs droits dans les institutions de prévoyance, de secours et de retraite, les ouvriers et employés peuvent charger, à la majorité, un mandataire d'ester pour eux en justice, soit en demandant, soit en défendant.

Un règlement d'administration publique déterminera le mode de nomination du mandataire et les conditions suivant lesquelles seront effectués le dépôt et le retrait des sommes et valeurs appartenant ou affectées aux institutions de prévoyance.

Le règlement déterminera de même le mode de liquidation des droits acquis et des droits éventuels, ainsi que le mode de restitution aux intéressés.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 27 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Par le Président de la République, Le Ministre de la justice,

Signé : L. RICARD.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
des postes et des télégraphes,

Signé : G. MESUREUR.

N° 30451. — *Loi qui autorise le Gouvernement à approuver par décrets la prorogation de surtaxes d'octroi.*

Du 28 Décembre 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 29 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le Président de la République est autorisé à approuver, par décrets rendus en Conseil d'État, la prorogation, pour une période de trois mois à partir du 1^{er} janvier 1896, du droit d'octroi de banlieue dans le département de la Seine et des surtaxes d'octroi qui expirent le 31 décembre 1895 et dont le maintien a été voté par les conseils municipaux.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 28 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

N° 30452. — *DÉCRET qui autorise l'Exploitation de deux Grues à vapeur sur le quai de Javel (rivière de Seine), à Paris.*

Du 6 Novembre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 21 novembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la pétition présentée par M. *Souchay*, entrepreneur de travaux publics demandant l'autorisation d'exploiter deux grues à vapeur sur le quai de Javel, à Paris;

Vu les rapports des ingénieurs des ponts et chaussées, des 15-17, 18-19, 20-21, 22-23 décembre 1894;

Vu le dossier de l'enquête de *commodo et incommodo* à laquelle a été soumise;

Vu les avis du directeur des contributions indirectes et du directeur de l'enregistrement, des domaines et du timbre, en date respectivement du 5 juin 1894 et 23 juillet 1895;

Vu la lettre du président de la chambre de commerce de Paris, du 1^{er} juillet 1895;

Vu la lettre du préfet de la Seine, du 6 février 1895;
Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, des 8 mai 1894 et
vril 1895;
Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. *Souchay*, entrepreneur de travaux publics, demeurant Paris, quai de Javel, n° 55, est autorisé à maintenir et à exploiter
ux grues à vapeur sur le quai de Javel, aux clauses et conditions
cahier des charges annexé au présent décret.

2. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du
ésent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Journal officiel*
la République française.

Fait à Paris, le 6 Novembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : GUYOT-DESSAIGNE.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

OBJET DE L'AUTORISATION.

Objet de l'autorisation.

ART. 1^{er}. L'outillage que M. *Souchay* est autorisé à établir et à exploiter sur les ports
la Seine, dans la traversée de Paris, consiste en deux grues à vapeur pour le char-
ment ou le déchargement des bateaux et pour la manutention des marchandises
les ports.

Nature de l'autorisation.

2. L'autorisation ne constitue aucun privilège en faveur du permissionnaire.
L'usage des appareils est toujours facultatif pour le public, et il est subordonné aux
essités du service général de la navigation, dont l'administration est seule juge.
Les ports sur lesquels ils sont installés restent affectés à l'usage du public, sous
utorité exclusive des agents chargés de la police des ports.
L'administration se réserve le droit d'établir et d'autoriser toute autre personne à
mployer ou à mettre à la disposition du public tels appareils ou engins qu'elle jugera
venable, sans que le permissionnaire puisse élever aucune réclamation.

TITRE II,

EXÉCUTION DES TRAVAUX ET ENTRETIEN.

Nombre et nature des appareils autorisés.

3. Les engins que le permissionnaire est autorisé à établir comprennent :

1° Sur le port de Javel, une grue à vapeur roulant sur rails et capable de soulever

donateur, destinés à fonder un prix de tir, qui portera le nom de *prix Gouvy* et sera affecté, chaque année, à l'un des régiments d'infanterie de marine.

Le titre de rente, immatriculé au nom de l'État (département de la marine) et portant mention de la destination des arrérages, sera conservé par la caisse des invalides de la marine. (*Paris, 8 Décembre 1895.*)



Certifié conforme :

Paris, le 7^e Mars 1896.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

L. RICARD.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

Pavages.

10. Le permissionnaire a à sa charge la construction et l'entretien du pavage dans l'intervalle compris entre les rails servant au déplacement des grues mobiles, et sur la bande de soixante-quinze centimètres de largeur de chaque côté de la voie. Avant la mise en service des engins, il sera dressé un procès-verbal contradictoire de reconnaissance des pavages exécutés et à entretenir par le permissionnaire.

Indemnités aux tiers.

11. Le permissionnaire a à sa charge, sauf son recours contre qui de droit, toutes indemnités qui pourraient être dues à des tiers par suite de l'exécution, de l'entretien ou du fonctionnement des ouvrages autorisés.

Règlements de voirie.

12. Le permissionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements de voirie existants ou à intervenir.

Les travaux sur le port seront effectués avec la plus grande activité et avec toutes précautions qui seront prescrites, de façon à gêner le moins possible la circulation.

Effets du libre usage des ports.

13. Le permissionnaire n'est admis à réclamer aucune indemnité à raison des dommages que le roulage ordinaire causerait aux voies ferrées et aux autres ouvrages, qui ne doivent former aucun obstacle à la circulation publique.

Il ne peut non plus élever contre l'administration aucune réclamation à raison de l'état du pavage des ports ou de l'influence que cet état exercerait sur l'entretien et le fonctionnement de ses ouvrages, ni en raison du trouble ou des interruptions de service qui résulteraient pour ses engins, soit de mesures temporaires d'ordre et de police prises par l'administration, soit de travaux exécutés sur le domaine public tant par l'administration que par les particuliers régulièrement autorisés, ni en raison d'une quelconque résultant du libre usage du domaine public.

Délais d'exécution.

14. Le permissionnaire devra avoir terminé, dans le délai d'un an, les travaux de premier établissement des appareils qui font l'objet de la présente autorisation.

Contrôle de la construction et de l'entretien.

15. Les travaux de premier établissement, de modification et d'entretien seront exécutés sous le contrôle et la surveillance des ingénieurs de la navigation.

Dès que les travaux de premier établissement seront terminés, chaque appareil susceptible d'être utilisé isolément fera l'objet d'un procès-verbal de récolement dressé par les ingénieurs, sur la demande du permissionnaire, et le préfet de la Seine, vu de ce procès-verbal, en autorisera, s'il y a lieu, la mise en service.

TITRE III.**EXPLOITATION.****Police des ports.**

L'autorisation ne confère au permissionnaire aucun droit d'intervention dans le mouvement des bateaux devant les ports outillés par lui, dans le déplacement de ces bateaux, dans la police de grande voirie, dans celle de la circulation ou de l'usage des

Ordre d'admission à l'usage des appareils.

17. Les engins de chargement et de déchargement sont mis à la disposition des demandeurs suivant l'ordre des demandes.

Les demandes sont inscrites, à cet effet, dans l'ordre et à la date de leur production sur des registres à souche tenus par le permissionnaire.

Les registres sont communiqués sans déplacement à toutes les personnes intéressées à en prendre connaissance.

Si le demandeur inscrit ne se présente pas à son rang, il prend le premier rang dont il est en mesure de profiter.

Les bateaux ou voitures appartenant à l'État ont la priorité sur tous les autres pour l'usage des engins. Ils ne sont pas astreints aux inscriptions prévues ci-dessus. En cas d'urgence, et sur la réquisition écrite des agents de la navigation, les engins appartenant par d'autres bateaux ou voitures pourront leur être enlevés pour être affectés immédiatement aux opérations des bateaux ou voitures appartenant à l'État ou occupés au service de l'État.

Obligations du permissionnaire en ce qui concerne les engins.

18. Le permissionnaire est tenu soit de donner ses appareils en location ou à l'heure, avec la force motrice et les mécaniciens nécessaires pour faire fonctionner les appareils à vapeur, soit de les employer lui-même directement, sur la demande du public, à l'enlèvement des colis ou des marchandises, et cela pendant les heures auxquelles le travail est permis sur les ports en vertu des règlements de police, tant qu'il n'y a pas d'autre intervention.

Obligations des usagers.

19. Ceux qui font usage des engins du permissionnaire doivent employer ces engins pour le chargement et l'embarquement des marchandises, ainsi que pour les opérations dans les bateaux ou sur les voitures et, en général, pour la manutention des marchandises, un nombre d'hommes suffisant pour accélérer le travail et ne pas laisser chômer l'engin; faute de quoi, il peut être immédiatement mis à la disposition du premier des inscrits suivants qui est en situation de l'utiliser.

Les engins ne peuvent être employés à soulever un poids supérieur à celui pour lequel ils sont destinés. Toute avarie occasionnée par l'emploi de poids supérieurs reste à la charge des personnes qui font usage des grues.

Surveillance des appareils.

20. Les engins donnés en location ne peuvent travailler que sous la surveillance d'un agent du permissionnaire, dont le salaire est compris dans la taxe de location.

Suspension des opérations.

21. Si l'agent chargé de la surveillance trouve qu'il y a danger ou qu'il est impossible de continuer le travail au moyen des engins du permissionnaire, ou si ces engins sont défectueux, il doit immédiatement suspendre leurs opérations jusqu'à ce que tout soit remis en bon ordre sans avoir droit à aucune indemnité, même si l'interruption est occasionnée par un de ses engins mis à leur disposition. Dans ces cas, ils ne paient que le temps pendant lequel ils ont pu faire usage des engins.

Le paragraphe premier du présent article est applicable au cas où les engins seraient employés pour le compte du permissionnaire lui-même à la manutention des marchandises.

Règlements généraux de police et arrêtés spéciaux relatifs à l'usage des engins.

22. Le permissionnaire est soumis aux règlements de police; il doit en outre...

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1895.

5. Les prévisions de recettes du budget ordinaire de l'exercice 1895 sont augmentées d'une somme de quarante-huit mille six cent quarante-deux francs (48,642') à inscrire au paragraphe 3, intitulé : *Produits des monopoles et exploitations industrielles de l'État*, savoir :

PRODUIT DES POSTES DE LA FRANCE.

Produit de la taxe des lettres, journaux, échantillons et imprimés de toute nature, valeurs déclarées et cotées, solde des comptes avec les offices étrangers.	21,809'
Droits perçus sur les envois d'argent.	20,083

PRODUIT DES POSTES DE L'ALGÉRIE.

Produit de la taxe des lettres, journaux, échantillons et imprimés de toute nature. Produit du transport des valeurs déclarées et cotées, lettres et boîtes.	3,333
Droits perçus sur les envois d'argent.	2,417

TOTAL..... 48,642

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 27 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAUBE.

Le Ministre des finances,
Signé : PAUL DOUMER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
des postes et des télégraphes,
Signé : G. MESUREUR.

30450. — *Loi concernant les Caisses de retraite, de secours et de prévoyance fondées au profit des Employés et Ouvriers.*

Du 27 Décembre 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 29 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ART. 1^{er}. En cas de faillite, de liquidation judiciaire ou de déconfiture, lorsque, pour une institution de prévoyance, il aura été opéré des retenues sur les salaires, ou que des versements auront été reçus

A. — Marchandises prises en bateau et déposées sur le bas-port ou sur rochers et inversement :

1° Sciure de bois, la tonne.....	0 50'
2° Farine, son, maïs, sel, sable, la tonne.....	0 60
3° Combustibles minéraux, coke, asphalte, pyrites, phosphates, huiles, la tonne.....	0 70
4° Fer, fonte, matériaux d'empierrement, la tonne.....	0 80
5° Marchandises de toute nature autres que celles dénommées ci-dessus, la tonne.....	1 00

B. — Location de la grue à l'heure :

L'heure.....	7 00
--------------	------

La première heure est comptée double.

Le permissionnaire aura la faculté d'appliquer le tarif B à toutes les marchandises non dénommées pour lesquelles est prévu d'autre part, à titre éventuel, le tarif ci-dessus, et, d'une manière générale, aux colis d'un poids indivisible supérieur à mille kilogrammes.

Le minimum de la perception est, dans tous les cas et quel que soit le tarif applicable, fixé à quatorze francs (14^f) payables d'avance, à titre d'arrhes, lors de la commande de l'engin.

Application du tarif des engins.

29. Les taxes pour l'usage des engins sont dues par celui qui a fait la demande prévue à l'article 17 ci-dessus.

Lorsque les appareils sont donnés en location à l'heure, toute heure comprise est due; néanmoins, l'engin est retiré par les agents du permissionnaire dès que le travail est terminé.

Frais compris dans la location à l'heure.

30. Le permissionnaire a à sa charge la fourniture de l'engin et de ses accessoires, le graissage et les frais accessoires relatifs à son fonctionnement, plus la fourniture de la force motrice nécessaire et les frais de conduite.

Tous les autres frais de manœuvre, les déplacements de l'engin effectués pour des opérations sur la demande du locataire ou sur l'ordre des ingénieurs ou de leurs représentants de l'administration, l'accrochage, le décrochage, l'approche et la réception des colis, ainsi que la fourniture des chaînes et cordages pour les amarres, sont à la charge du locataire.

Frais compris dans les taxes au cas d'emploi des appareils par le permissionnaire.

31. Le permissionnaire a à faire avec ses appareils, en transportant partiellement le faudra ceux qui sont mobiles, l'opération consistant à hisser les colis et les marchandises et à les déposer ou inversement, mais cette opération seulement; toutes autres mains-d'œuvre et fournitures sont à la charge des personnes qui font usage des appareils.

Assurance.

32. Les taxes ne comprennent aucune assurance contre les incendies ou contre les avaries, ni aucune garantie contre le vol.

Les risques de perte, d'incendie ou d'avarie, lorsque ces accidents ne sont causés par les agents du permissionnaire, restent à la charge des intéressés et ne servent de l'application de l'article 8 du présent cahier des charges.

Perception des taxes.

33. Les tarifs indiqués à l'article 28 ci-dessus ne constituent que des maxima; le permissionnaire est libre d'appliquer, en dessous de ces maxima, telles autres taxes jugera convenables.

vérification de l'inspection des finances et au contrôle du receveur particulier de l'arrondissement du siège de la caisse.

Si des conventions spéciales interviennent entre les chefs d'entreprise et les ouvriers ou employés, en vue d'assurer à ceux-ci, à leurs veuves ou à leurs enfants, soit un supplément de rente viagère, soit des rentes temporaires ou des indemnités déterminées d'avance, le capital formant la garantie des engagements résultant desdites conventions devra être versé ou représenté à la caisse des dépôts et consignations ou dans une des caisses syndicales ou patronales ci-dessus prévues.

4. Le seul fait du dépôt, opéré soit à la caisse des dépôts et consignations, soit à toute autre caisse, des sommes ou valeurs affectées aux institutions de prévoyance, quelles qu'elles soient, confère aux bénéficiaires de ces institutions un droit de gage, dans les termes de l'article 2073 du code civil, sur ces sommes et valeurs. Ce droit de gage s'exerce dans la mesure des droits acquis et des droits éventuels.

La restitution des retenues ou autres sommes affectées aux institutions de prévoyance qui, lors de la faillite ou de la liquidation, n'auraient pas été effectivement versées à l'une des caisses indiquées ci-dessus est garantie, pour la dernière année et ce qui sera dû sur l'année courante, par un privilège sur tous les biens meubles et immeubles du chef de l'entreprise, lequel prendra rang concurremment avec le privilège des salaires des gens de service établi par l'article 2101 du code civil.

5. Pour toutes les contestations relatives à leurs droits dans les caisses de prévoyance, de secours et de retraite, les ouvriers et employés peuvent charger, à la majorité, un mandataire d'ester pour eux en justice, soit en demandant, soit en défendant.

6. Un règlement d'administration publique déterminera le mode de nomination du mandataire et les conditions suivant lesquelles seront effectués le dépôt et le retrait des sommes et valeurs appartenant ou affectées aux institutions de prévoyance.

Il déterminera de même le mode de liquidation des droits acquis et des droits éventuels, ainsi que le mode de restitution aux intéressés.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 27 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : L. RICARD.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
des postes et des télégraphes,

Signé : G. MESUREUR.

le permissionnaire soit tenu d'exécuter cet ordre à ses frais et sans indemnité dans les délais prescrits, faute de quoi l'administration procède d'office à l'exécution au frais du permissionnaire.

Il en est de même pour les déplacements définitifs des engins mobiles roulant sur le domaine public qu'il serait reconnu utile par le préfet d'exclure d'un port désigné.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Election de domicile.

40. Le permissionnaire est tenu de faire élection de domicile à Paris.

Il doit avoir un bureau situé à proximité de la Seine, dont l'adresse sera inscrite sur chaque grue d'une manière bien apparente, et faire choix, s'il en est requis, d'un agent qui demeurera dans le bâtiment affecté audit bureau.

Cet agent a qualité pour recevoir, au nom du permissionnaire, toutes les communications administratives.

Etablissement d'appareils par des tiers.

41. Dans le cas où l'administration, usant de la faculté qu'elle s'est réservée par l'article 2, autoriserait l'établissement de nouveaux appareils, le permissionnaire devra laisser les propriétaires de ces appareils user des voies ferrées qu'il occupe, sous condition de contribuer, dans une juste mesure, aux frais d'établissement et d'entretien desdites voies.

En cas de désaccord sur le principe ou l'exercice de l'usage commun, le règlement sera statué par le ministre des travaux publics, le permissionnaire entendu.

Les appareils qui seraient établis ultérieurement par des tiers devraient être disposés et exploités de manière à ne pas gêner la manœuvre des appareils du permissionnaire.

Redevance.

42. Le permissionnaire payera à l'Etat, pour l'occupation des terrains du domaine public qui lui sont concédés, une redevance annuelle de cent cinquante francs par engin, soit trois cents francs (300^{fr}), qui sera versée d'avance, le 1^{er} janvier de chaque année, entre les mains du receveur des contributions indirectes.

Cette redevance sera exigible à partir du jour où le décret d'autorisation aura été rendu.

Elle pourra être révisée tous les cinq ans.

Frais d'impression et d'enregistrement.

43. Les frais d'impression et d'enregistrement de toutes les pièces relatives à l'autorisation restent à la charge du permissionnaire.

Vu pour être annexé au décret en date de ce jour.

Paris, le 6 novembre 1895.

Le Ministre des Travaux Publics.

Signé : G. TROUET.

Enregistré à Paris, bureau des actes administratifs, le 19 décembre 1895.
Reçu trois francs soixante-quinze centimes, décimes compris.

Vu la lettre du préfet de la Seine, du 6 février 1895;
Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, des 8 mai 1894 et
9 avril 1895;
Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. *Souchay*, entrepreneur de travaux publics, demeurant à Paris, quai de Javel, n° 55, est autorisé à maintenir et à exploiter deux grues à vapeur sur le quai de Javel, aux clauses et conditions du cahier des charges annexé au présent décret.

2. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 6 Novembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : GUYOT-DESSAIGNE.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

OBJET DE L'AUTORISATION.

Objet de l'autorisation.

ART. 1^{er}. L'outillage que M. *Souchay* est autorisé à établir et à exploiter sur les ports de la Seine, dans la traversée de Paris, consiste en deux grues à vapeur pour le chargement ou le déchargement des bateaux et pour la manutention des marchandises sur les ports.

Nature de l'autorisation.

2. L'autorisation ne constitue aucun privilège en faveur du permissionnaire.

L'usage des appareils est toujours facultatif pour le public, et il est subordonné aux nécessités du service général de la navigation, dont l'administration est seule juge.

Les ports sur lesquels ils sont installés restent affectés à l'usage du public, sous l'autorité exclusive des agents chargés de la police des ports.

L'administration se réserve le droit d'établir et d'autoriser toute autre personne à employer ou à mettre à la disposition du public tels appareils ou engins qu'elle jugera convenable, sans que le permissionnaire puisse élever aucune réclamation.

TITRE II,

EXÉCUTION DES TRAVAUX ET ENTRETIEN.

Nombre et nature des appareils autorisés.

3. Les engins que le permissionnaire est autorisé à établir comprennent :

1° Sur le port de Javel, une grue à vapeur roulant sur rails et capable de soulever

N° 30454. — *DÉCRET portant modification à la délimitation de la Zone unique des servitudes de la citadelle de Perpignan.*

Du 20 Novembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851 ainsi que le décret du 10 août 1853⁽¹⁾, sur la conservation des places de guerre et postes fortifiés;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La parcelle figurée en rose sur le plan est distraite de la zone unique des servitudes de la citadelle de Perpignan.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui est ou sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 20 Novembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre de la guerre,

Signé : G. CAVAIGNAC.

N° 30455. — *DÉCRET qui affecte au Département de la marine une batterie déclassée située dans le 5^e arrondissement maritime.*

Du 30 Novembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine, exposant la nécessité d'affecter à son département les terrains de l'ancienne batterie déclassée de La Rouge (5^e arrondissement maritime) détenus par l'administration des Domaines;

Vu le procès-verbal de la conférence mixte tenue à Toulon, le 8 mai 1895, et concluant à la réalisation de l'affectation projetée, sous la réserve que les terrains dont il s'agit seront maintenus en location au profit du Trésor jusqu'au jour de leur utilisation effective par la marine;

Vu la lettre du ministre des finances en date du 24 août 1895, par laquelle il adhère auxdites conclusions;

Vu l'ordonnance du 14 juin 1833⁽²⁾, réglant la marche à suivre pour l'affectation d'un immeuble domanial à un service public de l'État,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont affectés au département de la marine les terrains

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 88.

⁽²⁾ IX^e série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 234, n° 4853.

délimités par un liséré rose sur le plan ci-annexé et faisant partie de l'ancienne batterie déclassée du Ban-Rouge, située dans le cinquième arrondissement maritime.

2. Les ministres de la marine et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* ainsi qu'au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait à Paris, le 30 Novembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la marine,

Signé : ÉDOUARD LOCKROY.

° 30456. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour la Reconstruction de l'Ecole nationale d'art décoratif de Limoges et du Musée national Adrien Dubouché.

Du 3 Décembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895;

Vu le décret en date du 21 octobre 1895, transportant au budget du ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes (2^e section, beaux-arts) les crédits alloués pour le service des bâtiments civils et des palais nationaux dépendant précédemment du ministère des travaux publics;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration (n° 5181) du trésorier-payeur général du département de Haute-Vienne, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 17 avril 1895, par la ville de Limoges, une somme de deux cent quarante mille francs, à titre de fonds de concours, pour la reconstruction de l'école nationale d'art décoratif de Limoges et du musée national Adrien Dubouché;

Vu la lettre du ministre des finances en date du 15 octobre 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur la deuxième section du budget de l'exercice 1895 (*Beaux-arts*), chapitre LXII : *Reconstruction de l'école nationale d'art décoratif de Limoges et du musée national Adrien Dubouché*, titre de fonds de concours, un crédit additionnel de deux cent quarante mille francs (240,000'), applicable aux travaux de construc-

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Ordre d'admission à l'usage des appareils.

17. Les engins de chargement et de déchargement sont mis à la disposition des demandeurs suivant l'ordre des demandes.

Les demandes sont inscrites, à cet effet, dans l'ordre et à la date de leur production, sur des registres à souche tenus par le permissionnaire.

Les registres sont communiqués sans déplacement à toutes les personnes intéressées à en prendre connaissance.

Si le demandeur inscrit ne se présente pas à son rang, il prend le premier tour dont il est en mesure de profiter.

Les bateaux ou voitures appartenant à l'État ont la priorité sur tous les autres pour l'usage des engins. Ils ne sont pas astreints aux inscriptions prévues ci-dessus. En cas d'urgence, et sur la réquisition écrite des agents de la navigation, les engins employés par d'autres bateaux ou voitures pourront leur être enlevés pour être affectés immédiatement aux opérations des bateaux ou voitures appartenant à l'État ou employés au service de l'État.

Obligations du permissionnaire en ce qui concerne les engins.

18. Le permissionnaire est tenu soit de donner ses appareils en location au public, à l'heure, avec la force motrice et les mécaniciens nécessaires pour faire fonctionner les appareils à vapeur, soit de les employer lui-même directement, sur la demande du public, à l'enlèvement des colis ou des marchandises, et cela pendant les heures auxquelles le travail est permis sur les ports en vertu des règlements de police existants ou à intervenir.

Obligations des usagers.

19. Ceux qui font usage des engins du permissionnaire doivent employer pour le chargement et l'embarquement des marchandises, ainsi que pour leur arrimage dans les bateaux ou sur les voitures et, en général, pour la manutention des marchandises, un nombre d'hommes suffisant pour accélérer le travail et ne pas laisser chômer l'engin; faute de quoi, il peut être immédiatement mis à la disposition du premier des inscrits suivants qui est en situation de l'utiliser.

Les engins ne peuvent être employés à soulever un poids supérieur à leur force. Toute avarie occasionnée par l'emploi de poids supérieurs reste à la charge des personnes qui font usage des grues.

Surveillance des appareils.

20. Les engins donnés en location ne peuvent travailler que sous la surveillance d'un agent du permissionnaire, dont le salaire est compris dans la taxe de location.

Suspension des opérations.

21. Si l'agent chargé de la surveillance trouve qu'il y a danger ou inconvénient à continuer le travail au moyen des engins du permissionnaire, ou si ces engins doivent être déplacés par ordre des ingénieurs ou autres agents de la navigation, les usagers doivent immédiatement suspendre leurs opérations jusqu'à ce que tout soit remis à bon ordre sans avoir droit à aucune indemnité, même si l'interruption de travail est occasionnée par un défaut des engins mis à leur disposition, mais, dans ce dernier cas, ils ne payent que le temps pendant lequel ils ont pu faire usage des engins.

Le paragraphe premier du présent article est applicable au cas où les engins seraient employés pour le compte du permissionnaire lui-même à la manutention des marchandises.

Règlements généraux de police et arrêtés spéciaux relatifs à l'usage des engins.

22. Le permissionnaire est soumis aux règlements de police; il doit se conformer

1748.

ices publics à Paris et dans les départements, un crédit de 10,000 francs, représentant la part contributive du département des Alpes-Maritimes dans les frais d'exécution d'une œuvre destinée à être placée dans la nouvelle salle des

est autorisée par l'article précédent au vu et en l'état des versements faits au

et des beaux-arts et des sciences, chacun en ce qui le concerne, qui sera inséré au Bulletin

1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'instruction publique
des beaux-arts et des sciences,

Signé : E. COMBES.

EN.

DÉCRET portant homologation du Bornage des Zones de servitudes de la batterie haute d'Aspretto, à Ajaccio.

Du 7 Décembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'Etat;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853⁽¹⁾ pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués le plan de délimitation et le procès-verbal de bornage des zones de servitudes établis et approuvés par le ministre de la guerre, de la batterie haute d'Aspretto, à Ajaccio.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 7 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G. CAVAGNAC.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

N° 30459. — **DÉCRET** portant homologation du plan de circonscription et du procès-verbal de bornage de la Zone intérieure des fortifications de la place de Brest en avant du Moulin à poudre.

Du 11 Décembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre;

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires ainsi que les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications, pour la défense de l'État.

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾ pour l'application des lois précitées,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués le plan de circonscription et le procès-verbal de bornage, visés et approuvés par le ministre de la guerre, concernant la zone extérieure de la fortification de la place de Brest en avant du Moulin à poudre.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 11 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G. CAVAIGNAC.

N° 30460. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de concours versés au Trésor pour les Dépenses de l'Enseignement primaire en France.

Du 16 Décembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1895;

Vu les lois du 19 juillet 1889 et du 25 juillet 1893 sur les dépenses de l'instruction primaire publique et les traitements du personnel de ce service;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

Affiches à apposer par le permissionnaire.

34. Les tarifs en vigueur à toute époque seront portés à la connaissance du public au moyen d'affiches apposées d'une manière très apparente le plus près possible des appareils et aux endroits qui sont indiqués par l'ingénieur de la navigation.

TITRE V.

DURÉE ET RETRAIT DE L'AUTORISATION. — SUPPRESSION TOTALE OU PARTIELLE DES INSTALLATIONS.

Durée de l'autorisation.

35. La durée de l'autorisation est fixée à cinq ans à partir de la date du décret auquel le présent cahier des charges est annexé.

Retrait de l'autorisation.

36. Faute par le permissionnaire de remplir les obligations qui lui sont imposées, par le présent cahier des charges, il encourra le retrait de l'autorisation.

Le retrait sera prononcé, s'il y a lieu, après mise en demeure par décret rendu en conseil d'État sur le rapport du ministre des travaux publics, le permissionnaire entendu.

Interruption de service.

37. Dans le cas d'interruption partielle ou totale des services confiés au permissionnaire, le ministre des travaux publics prendra immédiatement, aux frais et risques du permissionnaire, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement le service jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le retrait de l'autorisation ou jusqu'à ce que le permissionnaire se soit remis en mesure de continuer ses opérations.

Suppression partielle ou totale des installations.

38. Dans le cas où, à une époque quelconque, il serait reconnu nécessaire, dans l'intérêt public, de supprimer, soit momentanément, soit définitivement, une partie ou la totalité de ses installations, le permissionnaire devra, à la première réquisition de l'administration supérieure, évacuer les lieux et les remettre dans leur état primitif.

Faute par lui de se conformer à cette obligation dans un délai de deux mois à dater de la réquisition, il sera procédé d'office et à ses frais à l'exécution des travaux nécessaires.

Cette suppression ne donnera lieu à aucune indemnité. Elle ne pourra être prononcée que dans les formes suivies pour la présente autorisation, à moins qu'elle ne résulte d'un projet d'amélioration du port, déclaré d'utilité publique par un décret ou par une loi.

Déplacement d'ouvrages accessoires.

39. Les dispositions de l'article précédent ne s'appliquent pas à la suppression partielle ou au déplacement des égouts, des tuyaux de conduite d'eau et de gaz posés sous le sol du domaine public et, en général, des ouvrages fixes accessoires qui peuvent être démontés et reposés sur un autre emplacement.

Il suffit que le préfet ordonne, sur l'avis de l'ingénieur en chef de la navigation, la suppression et le déplacement de tel groupe déterminé de ces ouvrages pour que

Vu l'article 5 de la loi du 8 août 1890, aux termes duquel la contribution foncière des propriétés bâties doit désormais être réglée dans la métropole en raison de la valeur locative de ces propriétés, telle qu'elle a été établie conformément à l'article 34 de la loi susvisée du 8 août 1885;

Vu l'article 7 de la loi du 8 août 1890, fixant les délais accordés aux propriétaires de propriétés bâties pour réclamer contre leur imposition;

Vu l'article 8 de la loi du 8 août 1890, déterminant les conditions dans lesquelles doit être opérée la revision des évaluations;

Vu l'article 9 (1^{er} alinéa) de la loi du 8 août 1890, traçant les règles à suivre pour l'évaluation des constructions nouvelles, des reconstructions et des additions de construction;

Considérant qu'il y a intérêt à appliquer en Algérie les dispositions législatives susvisées;

Sur le rapport du ministre des finances, d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont déclarées applicables en Algérie, en ce qu'elles ont trait au mode d'évaluation des propriétés bâties et des constructions nouvelles au renouvellement des évaluations, aux conditions de révisibilité, à l'instruction et au jugement des réclamations, les dispositions de l'article 34 de la loi du 8 août 1885, ainsi que celles des articles 5, 7, 8, et du premier alinéa de l'article 9 de la loi du 8 août 1890.

2. Le ministre des finances et le gouverneur général de l'Algérie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 18 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

N° 30462. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de concours versés au Trésor, applicable aux Dépenses de l'Enseignement supérieur en Algérie.

Du 18 Décembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1895;

Vu l'article 8 de la loi du 20 décembre 1879, relative à la création d'écoles d'enseignement supérieur en Algérie;

N° 30453. — **DÉCRET** qui ouvre au *Ministre des finances*, sur l'exercice 1895, un *Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour la Fourniture de papiers timbrés au Gouvernement égyptien*.

Du 20 Novembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1895;

Vu la convention conclue, le 18 octobre 1886, avec le directeur général des contributions indirectes et des octrois d'Égypte et approuvée, le 21 du même mois, par le ministre des finances, d'après laquelle l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre s'est engagée à assurer la fourniture annuelle des papiers timbrés nécessaires au Gouvernement égyptien, à charge par lui de rembourser les dépenses occasionnées par ce service;

Vu la déclaration de versement tenant lieu de récépissé, constatant le versement à la date du 26 juin 1895 et à titre de fonds de concours, par la banque impériale ottomane, agissant pour le compte du ministre des finances d'Égypte, d'une somme de trois mille neuf cent soixante francs six centimes, représentant la dette du Gouvernement égyptien pour fournitures de papiers timbrés pendant l'année 1895;

Vu la lettre du directeur général de l'enregistrement, des domaines et du timbre, du 18 octobre 1895;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au *ministre des finances*, sur l'exercice 1895, un crédit de trois mille neuf cent soixante francs six centimes (3,960⁰ 06) à répartir ainsi qu'il suit entre les chapitres ci-après :

CHAP. LXXX. Personnel de l'atelier général du timbre.....	3,184 ³ 35 ⁰
— LXXXII. Matériel de l'atelier général du timbre.	775 71
TOTAL ÉGAL.....	3,960 06

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à cet effet, à titre de fonds de concours.

3. Le *ministre des finances* est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 20 Novembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le *Ministre des finances*,

Signé : PAUL DOUMER.

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 16 décembre 1895;
Sur le rapport du ministre de la marine,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la marine, sur l'exercice 1895, au titre du budget annexe de la caisse des invalides de la marine, une somme égale aux recettes constatées au compte : *Prélèvement de quatre pour cent sur les primes à la marine marchande*, un crédit de mille trois cent vingt-deux francs vingt-quatre centimes (1.322^{fr} 44) destiné au paiement : 1^o de secours aux marins français du commerce victimes de naufrages et autres accidents ou à leurs familles; 2^o de subventions aux hôtels de marins ou à toutes autres institutions pouvant leur être utiles.

Ce crédit sera classé dans le budget des dépenses de ladite caisse, exercice 1895, au chapitre spécial ouvert à cet effet, et intitulé : *Secours aux marins naufragés ou à leurs familles, et subventions aux hôtels de marins, etc.*

2. Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources provenant des retenues faites, en 1895, sur les primes à la construction et à la navigation.

3. Le ministre de la marine et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 18 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : PAUL DOUMER.

Le Ministre de la marine,
Signé : ÉDOUARD LOCKROY.

N° 30464. — *DÉCRET portant homologation du bornage des Zones de service de la batterie de Porticcio, à Ajaccio.*

Du 20 Décembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾ pour l'application des précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués, le plan

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

délimités par un liséré rose sur le plan ci-annexé et faisant partie de l'ancienne batterie déclassée du Ban-Rouge, située dans le cinquième arrondissement maritime.

2. Les ministres de la marine et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* ainsi qu'au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait à Paris, le 30 Novembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la marine,

Signé : ÉDOUARD LOCKROY.

N° 30456. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour la Reconstruction de l'Ecole nationale d'art décoratif de Limoges et du Musée national Adrien Dubouché.

Du 3 Décembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895;

Vu le décret en date du 21 octobre 1895, transportant au budget du ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes (2^e section, beaux-arts) les crédits alloués pour le service des bâtiments civils et des palais nationaux dépendant précédemment du ministère des travaux publics;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration (n° 5181) du trésorier-payeur général du département de la Haute-Vienne, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 17 avril 1895, par la ville de Limoges, une somme de deux cent quarante mille francs, à titre de fonds de concours, pour la reconstruction de l'école nationale d'art décoratif de Limoges et du musée national Adrien Dubouché;

Vu la lettre du ministre des finances en date du 15 octobre 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur la deuxième section du budget de l'exercice 1895 (*Beaux-arts*), chapitre LXII : *Reconstruction de l'école nationale d'art décoratif de Limoges et du musée national Adrien Dubouché*, à titre de fonds de concours, un crédit additionnel de deux cent quarante mille francs (240,000'), applicable aux travaux de reconstruc-

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 30454. — *DÉCRET portant modification à la délimitation de la Zone unique des servitudes de la citadelle de Perpignan.*

Du 20 Novembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851 ainsi que le décret du 10 août 1853⁽¹⁾, sur la conservation des places de guerre et postes fortifiés;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La parcelle figurée en rose sur le plan est distraite de la zone unique des servitudes de la citadelle de Perpignan.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui est ou sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 20 Novembre 1895.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G. CAVAIGNAC.

Signé : FÉLIX FAURE.

N° 30455. — *DÉCRET qui affecte au Département de la marine une ancienne batterie déclassée située dans le 5^e arrondissement maritime.*

Du 30 Novembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine, exposant la nécessité d'affecter à son département les terrains de l'ancienne batterie déclassée du Bar-Rouge (5^e arrondissement maritime) détenus par l'administration des domaines;

Vu le procès-verbal de la conférence mixte tenue à Toulon, le 8 mai 1895 et concluant à la réalisation de l'affectation projetée, sous la réserve que les terrains dont il s'agit seront maintenus en location au profit du Trésor jusqu'au jour de leur utilisation effective par la marine;

Vu la lettre du ministre des finances en date du 24 août 1895, portant adhésion auxdites conclusions;

Vu l'ordonnance du 14 juin 1833⁽²⁾, réglant la marche à suivre pour l'affectation d'un immeuble domanial à un service public de l'État,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont affectés au département de la marine les terrains

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 88.

⁽²⁾ IX^e série, 2^e partie, 1^{re} section. Bull. 234, n° 4853.

limités par un liséré rose sur le plan ci-annexé et faisant partie de l'ancienne batterie déclassée du Ban-Rouge, située dans le cinquième arrondissement maritime.

2. Les ministres de la marine et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* ainsi qu'au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait à Paris, le 30 Novembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la marine,

Signé : ÉDOUARD LOCKROY.

30456. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour la Reconstruction de l'Ecole nationale d'art décoratif de Limoges et du Musée national Adrien Dubouché.

Du 3 Décembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895;

Vu le décret en date du 21 octobre 1895, transportant au budget du ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes (2^e section, beaux-arts) les crédits alloués pour le service des bâtiments civils et des palais nationaux dépendant précédemment du ministère des travaux publics;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration (n° 5181) du trésorier-payeur général du département de Haute-Vienne, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 17 avril 1895, par la ville de Limoges, une somme de deux cent quarante mille francs, à titre de fonds de concours, pour la reconstruction de l'école nationale d'art décoratif de Limoges et du musée national Adrien Dubouché;

Vu la lettre du ministre des finances en date du 15 octobre 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur la deuxième section du budget de l'exercice 1895 (Beaux-arts), chapitre LXII : *Reconstruction de l'école nationale d'art décoratif de Limoges et du musée national Adrien Dubouché*, à titre de fonds de concours, un crédit additionnel de deux cent quarante mille francs (240,000^f), applicable aux travaux de reconstruc-

tion de l'école nationale d'art décoratif de Limoges et du musée national Adrien Dubouché.

2. Il sera pourvu à la dépense, autorisée par l'article précédent, au moyen de ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 3 Décembre 1895.

Signé: FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé: PAUL DOUMER.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé: E. COMBES.

N° 30457. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'exécution d'une OEuvre de sculpture destinée à être placée dans la nouvelle salle des fêtes de la préfecture des Alpes-Maritimes.

Du 3 Décembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1895;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, aux termes desquels les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers, pour concourir, avec ceux de l'État, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture, par décret, d'un crédit d'égale somme, additionnellement à ceux qui ont été accordés au ministre pour le même objet;

Vu le récépissé du trésorier-payeur général du département des Alpes-Maritimes, constatant qu'il a été versé au Trésor, le 24 septembre 1895, une somme de dix mille francs, représentant la part contributive du département des Alpes-Maritimes dans les frais d'exécution d'une œuvre de sculpture destinée à être placée dans la nouvelle salle des fêtes de la préfecture;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur le fonds du budget de l'exercice 1895, deuxième section (Beaux-Arts), chapitre XXII : Travaux d'art — De-

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

coration d'édifices publics à Paris et dans les départements, un crédit de dix mille francs (10,000'), représentant la part contributive du département des Alpes-Maritimes dans les frais d'exécution d'une œuvre de sculpture destinée à être placée dans la nouvelle salle des fêtes de la préfecture.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au Trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 3 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

Le Ministre de l'instruction publique
des beaux-arts et des cultes,

Signé : E. COMBES.

1° 30458. — DÉCRET portant homologation du Bornage des Zones de servitudes de la batterie haute d'Aspretto, à Ajaccio.

Du 7 Décembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'Etat;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853⁽¹⁾ pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués le plan de limitation et le procès-verbal de bornage des zones de servitudes prescrites et approuvés par le ministre de la guerre, de la batterie haute d'Aspretto, à Ajaccio.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G. CAVAIGNAC.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

N° 30459. — **DÉCRET** portant homologation du plan de circonscription et du procès-verbal de bornage de la Zone intérieure des fortifications de la place de Brest en avant du Moulin à poudre.

Du 11 Décembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre;

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires ainsi que les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications, pour la défense de l'État.

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾ pour l'application des lois précitées,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués le plan de circonscription et le procès-verbal de bornage, visés et approuvés par le ministre de la guerre, concernant la zone extérieure de la fortification de la place de Brest en avant du Moulin à poudre.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 11 Décembre 1895.

Signé : **FÉLIX FAURE**.

Le Ministre de la guerre,

Signé : **G. CAVAIGNAC**.

N° 30460. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds à concours versés au Trésor pour les Dépenses de l'Enseignement primaire en France.

Du 16 Décembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi de finances du 16 avril 1895, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1895;

Vu les lois du 19 juillet 1889 et du 25 juillet 1893 sur les dépenses ordinaires de l'instruction primaire publique et les traitements du personnel de ce service;

(1) XI^e série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

Vu le récépissé constatant qu'il a été versé au Trésor public, à la date du 5 de ce mois, par le receveur municipal de la ville d'Alger, une somme de trente mille francs, représentant la part contributive de cette ville dans les dépenses de fonctionnement desdites écoles pour l'exercice 1895;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 17 décembre 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), un crédit de trente mille francs (30,000^f) applicable aux dépenses de l'enseignement supérieur en Algérie (*Écoles — Personnel*).

Cette somme sera rattachée au chapitre iv du budget de l'exercice 1895 (Algérie).

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 18 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : PAUL DOUMER.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,
Signé : E. COMBES.

N° 30463. — DÉCRET qui ouvre au Budget annexe de la Caisse des Invalides de la marine, exercice 1895, un Crédit destiné au payement de Dépenses provenant de retenues sur les primes à la Construction et à la Navigation.

Du 18 Décembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 41 de la loi de finances du 26 juillet 1893, portant que « le produit des prélèvements de quatre pour cent sur le montant des primes instituées par les articles 2, 3, 6 et 7 de la loi du 30 janvier 1893 sera inscrit parmi les recettes du budget annexe de la caisse des invalides de la marine, sous la rubrique : *Prélèvements de quatre pour cent sur les primes à la marine marchande*, et que « des crédits en somme égale à ces prélèvements seront ouverts, par décrets contresignés par les ministres de la marine et des finances, au budget de la caisse des invalides de la marine; »

Vu le décret, en date du 25 juillet 1893 ⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi précitée du 30 janvier 1893;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1577, n° 26939.

Vu l'article 5 de la loi du 8 août 1890, aux termes duquel la contribution foncière des propriétés bâties doit désormais être réglée dans la métropole en raison de la valeur locative de ces propriétés, telle qu'elle a été établie conformément à l'article 34 de la loi susvisée du 8 août 1885;

Vu l'article 7 de la loi du 8 août 1890, fixant les délais accordés aux propriétaires de propriétés bâties pour réclamer contre leur imposition;

Vu l'article 8 de la loi du 8 août 1890, déterminant les conditions dans lesquelles doit être opérée la revision des évaluations;

Vu l'article 9 (1^{er} alinéa) de la loi du 8 août 1890, traçant les règles à suivre pour l'évaluation des constructions nouvelles, des reconstructions et des additions de construction;

Considérant qu'il y a intérêt à appliquer en Algérie les dispositions législatives susvisées;

Sur le rapport du ministre des finances, d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont déclarées applicables en Algérie, en ce qu'elles traitent au mode d'évaluation des propriétés bâties et des constructions nouvelles au renouvellement des évaluations, aux conditions de révisibilité, à l'instruction et au jugement des réclamations, les dispositions de l'article 34 de la loi du 8 août 1885, ainsi que celles des articles 5, 7, 8, et du premier alinéa de l'article 9 de la loi du 8 août 1890.

2. Le ministre des finances et le gouverneur général de l'Algérie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 18 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUVER.

N° 30462. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de concours versés au Trésor, applicable aux Dépenses de l'Enseignement supérieur en Algérie.

Du 18 Décembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget général de cet exercice et des dépenses de l'exercice 1895;

Vu l'article 8 de la loi du 20 décembre 1879, relative à la création d'écoles d'enseignement supérieur en Algérie;

Vu le récépissé constatant qu'il a été versé au Trésor public, à la date du 5 de ce mois, par le receveur municipal de la ville d'Alger, une somme de trente mille francs, représentant la part contributive de cette ville dans les dépenses de fonctionnement desdites écoles pour l'exercice 1895;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 17 décembre 1895,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), un crédit de trente mille francs (30,000^f) applicable aux dépenses de l'enseignement supérieur en Algérie (*Écoles—Personnel*).

Cette somme sera rattachée au chapitre iv du budget de l'exercice 1895 (Algérie).

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 18 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : E. COMBES.

№ 30463. — DÉCRET qui ouvre au Budget annexe de la Caisse des Invalides de la marine, exercice 1895, un Crédit destiné au paiement de Dépenses provenant de retenues sur les primes à la Construction et à la Navigation.

Du 18 Décembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 41 de la loi de finances du 26 juillet 1893, portant que « le produit des prélèvements de quatre pour cent sur le montant des primes constituées par les articles 2, 3, 6 et 7 de la loi du 30 janvier 1893 sera inscrit parmi les recettes du budget annexe de la caisse des invalides de la marine, sous la rubrique : *Prélèvements de quatre pour cent sur les primes à la marine marchande*, et que « des crédits en somme égale à ces prélèvements seront ouverts, par décrets contresignés par les ministres de la marine et des finances, au budget de la caisse des invalides de la marine; »

Vu le décret, en date du 25 juillet 1893 ⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi précitée du 30 janvier 1893;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1577, n° 26939.

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 16 décembre 1895;
Sur le rapport du ministre de la marine,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la marine, sur l'exercice 1895, au titre du budget annexe de la caisse des invalides de la marine, en somme égale aux recettes constatées au compte : *Prélèvement de quatre pour cent sur les primes à la marine marchande*, un crédit de mille trois cent vingt-deux francs vingt-quatre centimes (1,322²⁴) destiné au paiement : 1^o de secours aux marins français du commerce victimes de naufrages et autres accidents ou à leurs familles. 2^o de subventions aux hôtels de marins ou à toutes autres institutions pouvant leur être utiles.

Ce crédit sera classé dans le budget des dépenses de ladite caisse, exercice 1895, au chapitre spécial ouvert à cet effet, et intitulé : *Secours aux marins naufragés ou à leurs familles, et subventions aux hôtels de marins, etc.*

2. Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources provenant des retenues faites, en 1895, sur les primes à la construction et à la navigation.

3. Le ministre de la marine et le ministre des finances sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 18^e Décembre 1895.

Le Ministre des finances,
Signé : PAUL DOUMER.

Signé : FÉLIX FAURE.
Le Ministre de la marine,
Signé : ÉDOUARD LOCKROY.

N^o 30464. — *DÉCRET portant homologation du bornage des Zones de servitudes de la batterie de Porticcio, à Ajaccio.*

Du 20 Décembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851 concernant le classement et la conservation des places de guerre et places militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾ pour l'application des précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués, le plan :

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 91, n^o 780, et Bull. 105, n^o 882.

délimitation et le procès-verbal de bornage du 8 août 1895 des zones de servitudes visés et approuvés par le ministre de la guerre et concernant la batterie de Porticcio, à Ajaccio.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G. CAVAIGNAC.

N° 30465. — *DÉCRET qui nomme les Membres de la Commission chargée de l'examen des Comptes des Ministres pour l'exercice 1894 et l'année 1895.*

Du 22 Décembre 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 24 décembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des finances ;

Vu les articles 102 à 195 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique, aux termes desquels une commission doit être chargée, chaque année, d'une part, d'arrêter le journal général et grand-livre de l'administration des finances au 31 décembre, ainsi que les livres et les registres tenus au Trésor pour l'inscription des rentes, pensions et cautionnements, et, d'autre part, de constater dans le procès-verbal de ses travaux la concordance des comptes rendus par les ministres des divers départements avec les écritures qui ont servi à les établir,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont nommés membres de la commission chargée de l'examen des comptes rendus par les ministres pour l'exercice 1894 et l'année 1895 :

MM. *Peytral*, sénateur, président ;

Sarrien, député ;

Delombre, député ;

Marquès di Braga, conseiller d'État ;

Camille Lyon, maître des requêtes au Conseil d'État ;

Harmand d'Abancourt, conseiller maître à la cour des comptes ;

Rihouet, conseiller référendaire de 1^{re} classe à la cour des comptes.

de Billy, conseiller référendaire de 1^{re} classe à la cour des comptes ;

de Senneville, conseiller référendaire de 2^e classe à la cour des comptes.

M. **Arnaud**, chef de bureau à la direction générale de la comptabilité publique, est nommé secrétaire de la commission.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 22 Décembre 1895.

Signé: FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : PAUL DOUMER.

N° 30466. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses du Service chronométrique de l'Observatoire de Besançon.

Du 23 Décembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1895;

Vu la délibération, en date du 27 mai 1882, par laquelle le conseil municipal de Besançon a autorisé le maire de cette ville à contracter un engagement de verser chaque année, dans la caisse de l'État, une somme de quatre mille francs destinée à assurer le service chronométrique de l'observatoire;

Vu le traité intervenu, le 31 du même mois, entre le maire de Besançon et le ministre de l'instruction publique;

Vu la déclaration délivrée, le 9 de ce mois, par le trésorier-payeur général du département du Doubs, constatant qu'il a été versé à sa caisse, le même jour, par le receveur municipal de Besançon, une somme de mille francs destinée à assurer, pendant le quatrième trimestre de l'année 1895, le service chronométrique de cette ville;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 19 décembre 1895.

DÉCRET:

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), un crédit de mille francs (1,000^f) destiné à assurer, pendant le quatrième trimestre de l'année courante, le service chronométrique de l'observatoire de Besançon.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 30469. — *DÉCRET qui autorise la prorogation de Surtaxes à l'Octroi de Lisieux (Calvados).*

Du 28 Décembre 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 30 décembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu les délibérations du conseil municipal de Lisieux (Calvados), en date des 8 mars, 24 juin et 30 novembre 1895, relatives à l'octroi de cette commune;

Vu l'ordonnance du 9 décembre 1814 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 28 avril 1816;

Vu la loi du 31 décembre 1873;

Vu la loi du 19 juillet 1880;

Vu la loi du 5 avril 1884;

Vu la loi du 14 février 1891;

Vu la loi du 28 décembre 1895;

Vu les observations du ministre de l'intérieur;

Les sections de l'intérieur et des finances du Conseil d'État entendues,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 31 mars 1896 inclusivement, des surtaxes de quatre-vingt-seize centimes (0⁹ 96) par hectolitre de vin et de deux francs (2⁹) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes, actuellement perçues à l'octroi de Lisieux (Calvados) en vertu de la loi du 14 février 1891.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de trois francs quatre centimes et de deux francs établis, à titre de taxes principales, sur les mêmes boissons.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

⁽¹⁾ v° série, Bull. 66, n° 560.

Cette somme sera rattachée au chapitre xxii : *Observatoires des départements*, du budget des dépenses de l'exercice 1895.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 23 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

*Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,*

Signé : E. COMBES.

N° 30468. — *DÉCRET qui fixe le Taux de l'intérêt composé pour les Dépenses de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.*

Du 25 Décembre 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 27 décembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les articles 9, 12 et 22 de la loi du 20 juillet 1886 relative à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse;

Vu l'avis exprimé, dans sa séance du 14 décembre 1895, par la commission supérieure formée en exécution de l'article 3 de la loi précitée;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le taux de l'intérêt composé du capital, dont il est tenu compte dans les tarifs d'après lesquels est calculé le montant de la rente viagère à servir aux déposants de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, est fixé à trois francs cinquante pour cent (3 fr. 50 p. o/o) pour les versements, abandons de capitaux et versements de jouissance effectués pendant l'année 1896.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et publié au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 25 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

N° 30469. — *DÉCRET qui autorise la prorogation de Surtaxes à l'Octroi de Lisieux (Calvados).*

Du 28 Décembre 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 30 décembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu les délibérations du conseil municipal de Lisieux (Calvados), en date des 8 mars, 24 juin et 30 novembre 1895, relatives à l'octroi de cette commune;

Vu l'ordonnance du 9 décembre 1814 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 28 avril 1816;

Vu la loi du 31 décembre 1873;

Vu la loi du 19 juillet 1880;

Vu la loi du 5 avril 1884;

Vu la loi du 14 février 1891;

Vu la loi du 28 décembre 1895;

Vu les observations du ministre de l'intérieur;

Les sections de l'intérieur et des finances du Conseil d'État entendues,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 31 mars 1896 inclusivement, des surtaxes de quatre-vingt-seize centimes (0^e 96) par hectolitre de vin et de deux francs (2^e) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et sinthes, actuellement perçues à l'octroi de Lisieux (Calvados) en vertu de la loi du 14 février 1891.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de trois francs quatre centimes et de deux francs établis, à titre de taxes principales, sur mêmes boissons.

Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

N° 30470. — *Décret qui autorise la prorogation d'une Surtaxe à l'Octroi de Loudun (Vienne).*

Du 28 Décembre 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 30 décembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu les délibérations du conseil municipal de Loudun (Vienne), en date des 8 et 13 juin 1895, relatives à l'octroi de cette commune;

Vu l'ordonnance du 9 décembre 1814 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 28 avril 1816;

Vu la loi du 31 décembre 1873;

Vu la loi du 19 juillet 1880;

Vu la loi du 5 avril 1884;

Vu la loi du 13 mars 1893;

Vu la loi du 28 décembre 1895;

Vu les observations du ministre de l'intérieur;

Les sections de l'intérieur et des finances du Conseil d'État entendues.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 31 mars 1896, inclusivement, de la surtaxe de quarante-deux centimes (0¹⁰ par hectolitre de vin, actuellement perçue à l'octroi de Loudun (Vienne) en vertu de la loi du 13 mars 1893.

Cette surtaxe est indépendante du droit de quatre-vingt-huit centimes établi, à titre de taxe principale, sur la même boisson.

2. Le produit de cette surtaxe est exclusivement affecté au remboursement des emprunts communaux.

L'administration locale sera tenue de justifier au préfet de l'emploi de cette ressource extraordinaire en vue duquel elle est autorisée.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 66, n° 560.

N° 30471. — DÉCRET qui autorise la prorogation de Surtaxes à l'Octroi de Martigues (Bouches-du-Rhône).

Du 28 Décembre 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 30 décembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu les délibérations du conseil municipal de Martigues (Bouches-du-Rhône), en date des 24 mars et 11 août 1895, relatives à l'octroi de cette commune;

Vu l'avis du conseil général des Bouches-du-Rhône, en date du 26 août 1895;

Vu l'ordonnance du 9 décembre 1814⁽¹⁾;

Vu la loi du 28 avril 1816;

Vu la loi du 31 décembre 1873;

Vu la loi du 19 juillet 1880;

Vu la loi du 5 avril 1884;

Vu la loi du 27 juillet 1893;

Vu la loi du 28 décembre 1895;

Vu les observations du ministre de l'intérieur;

Les sections de l'intérieur et des finances du Conseil d'Etat entendues,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 31 mars 1896 inclusivement, des surtaxes actuellement perçues sur les boissons à l'octroi de Martigues (Bouches-du-Rhône) en vertu de la loi du 19 juillet 1893, savoir :

1^o Vingt-six centimes (0^e 26) par hectolitre sur les vins en cercles et en bouteilles;

2^o Quatre francs (4^e) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, absinthes, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Les surtaxes sont indépendantes des droits de soixante-quatre centimes et de six francs perçus, à titre de taxes principales, sur les mêmes boissons.

Le produit des surtaxes mentionnées en l'article précédent est exclusivement affecté à l'amortissement d'emprunts antérieurs.

L'administration locale sera tenue de justifier au préfet de l'emploi de ces ressources extraordinaires en vue duquel elles sont autorisées.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : PAUL DOUMER.



Certifié conforme :

Paris, le 13 Mars 1896.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

L. RICARD.

* Cette date est celle de la réception de ~~la~~
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Impression nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1749.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 30472. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi d'Avesnes (Nord).*

Du 28 Décembre 1895.

(Promulguée au *Journal officiel* du 30 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 31 décembre 1897 inclusivement, des surtaxes actuellement perçues à l'octroi d'Avesnes (Nord), savoir :

1° Cinq francs quatre-vingts centimes (5'80) par hectolitre de vin en cercles et en bouteilles;

2° Six francs (6') par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs, absinthes et fruits à l'eau-de-vie.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits d'un franc vingt centimes sur le vin et de six francs sur l'alcool perçus, par hectolitre, à titre de taxes principales.

2. Les surtaxes autorisées par l'article qui précède sont affectées au paiement des dépenses extraordinaires visées dans les délibérations du conseil municipal en date des 22 janvier 1892 et 9 novembre 1894.

L'administration locale sera tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi du produit de ces surtaxes dont le compte géné-

ral, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 28 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

N° 30473. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi de Cléder (Finistère).*

Du 28 Décembre 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1897 inclusivement, la prorogation des surtaxes actuellement perçues à l'octroi de Cléder (Finistère), savoir :

Un franc cinquante centimes (1^{fr} 50) par hectolitre de vin :

Sept francs (7^{fr}) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits d'un franc vingt centimes par hectolitre de vin et de six francs par hectolitre d'alcool établis à titre de taxes principales.

2. Le produit des surtaxes mentionnées en l'article précédent est exclusivement affecté au paiement des dépenses devant résulter de la construction de chemins vicinaux.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 28 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

N° 30474. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Concarneau (Finistère).*

Du 28 Décembre 1895.

(Promulguée au *Journal officiel* du 30 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1900 inclusivement, la prorogation de la surtaxe de quatorze francs (14^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes, actuellement perçue à l'octroi de Concarneau (Finistère).

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs par hectolitre d'alcool pur, établi à titre de taxe principale.

2. Le produit de la surtaxe mentionnée en l'article précédent sera affecté au remboursement de la dette communale.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 28 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

N° 30475. — *Loi qui crée une Surtaxe à l'Octroi du Conquet (Finistère).*

Du 28 Décembre 1895.

(Promulguée au *Journal officiel* du 30 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, à partir de la promulgation de la présente loi et jusqu'au 31 décembre 1900 inclusivement, la perception, à

l'octroi du Conquet (Finistère), d'une surtaxe de quinze francs 15⁵ par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs, établi à titre de taxe principale.

2. Le produit de la surtaxe mentionnée en l'article précédent sera exclusivement affecté au paiement des dépenses indiquées dans la délibération du 24 février 1895.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 28 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

N° 30476. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Guirar (Finistère).*

Du 28 Décembre 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1900 inclusive, la prorogation de la surtaxe de six francs (6^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes, actuellement perçue à l'octroi de Guirar (Finistère).

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs par hectolitre d'alcool pur, établi à titre de taxe principale.

2. Le produit de la surtaxe mentionnée en l'article précédent sera exclusivement affecté au paiement des dépenses indiquées dans la délibération du conseil municipal du 16 juin 1895.

L'administration municipale sera tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en

recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 28 Décembre 1895.

Signé : FELIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

N° 30477. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi d'Hœdic (Morbihan).*

Du 28 Décembre 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est autorisée, à partir du 1^{er} janvier 1896 et jusqu'au 31 décembre 1897 inclusivement, la prorogation des surtaxes actuellement perçues à l'octroi d'Hœdic (Morbihan), savoir :

- 1° Deux francs douze centimes (2^f 12) par hectolitre de vin en cercles ou en bouteilles;
- 2° Quatre-vingt-quatorze centimes (0^f 94) par hectolitre de cidre, poiré, hydromel;
- 3° Quatre francs (4^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de quatre-vingt-huit centimes par hectolitre de vin, de cinquante-six centimes par hectolitre de cidre, poiré et hydromel et de six francs par hectolitre d'alcool pur établis, à titre de taxes principales, sur ces boissons.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 28 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

N° 30478. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi d'Houat (Morbihan).*

Du 28 Décembre 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1897 inclusivement, la prorogation des surtaxes actuellement perçues à l'octroi d'Houat (Morbihan), savoir :

Deux francs douze centimes (2^f 12) par hectolitre de vin;

Quatre-vingt-quatorze centimes (0^f 94) par hectolitre de cidre, poiré et hydromel;

Quatre francs (4^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de quatre-vingt centimes par hectolitre de vin, cinquante-six centimes par hectolitre de cidre, poiré et hydromel, six francs par hectolitre d'alcool pur établis, à titre de taxes principales, sur ces mêmes boissons.

2. Le produit des surtaxes mentionnées en l'article précédent est exclusivement affecté au paiement des dépenses indiquées dans la délibération du conseil municipal du 15 juin 1895.

L'administration municipale sera tenue de justifier chaque année au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général de la recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 28 Décembre 1895.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

Signé . FELIX FAUL.

N° 30479. — *Loi qui proroge des Surtaxes aux Octrois urbains et de Lille (Nord).*

Du 28 Décembre 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 31 décembre

inclusivement, des surtaxes actuellement perçues aux octrois de Lille urbain et de Lille banlieue, savoir :

Six francs vingt centimes (6' 20) par hectolitre de vin en cercles et en bouteilles;

Trois francs (3') par hectolitre de cidre, poiré et hydromel;

Vingt et un francs (21') par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs, absinthes et fruits à l'eau-de-vie.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de quatre francs quatre-vingts centimes sur les vins, de deux francs sur les cidres et de vingt-quatre francs sur les spiritueux établis, par hectolitre, à titre de taxes principales.

2. Le produit des surtaxes autorisées par l'article précédent est spécialement affecté à l'amortissement des emprunts.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 28 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

N° 30480. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Plouédern (Finistère).*

Du 28 Décembre 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1900 inclusivement, la prorogation de la surtaxe de quatorze francs (14') par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes, actuellement perçue à l'octroi de Plouédern (Finistère).

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs par hectolitre d'alcool pur, établi à titre de taxe principale.

2. Le produit de la surtaxe mentionnée à l'article précédent sera exclusivement affecté au paiement des dépenses indiquées dans la délibération du conseil municipal du 10 février 1895.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 28 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

N° 30481. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'octroi de Pont-Croix (Finistère).*

Du 28 Décembre 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1900 inclusivement, la prorogation de la surtaxe de six francs cinquante centimes par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes, actuellement perçue à l'octroi de Pont-Croix (Finistère).

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs par hectolitre d'alcool pur, établi à titre de taxe principale.

2. Le produit de la surtaxe mentionnée en l'article précédent est exclusivement affecté au paiement des dépenses indiquées dans la délibération du 17 février 1895.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 28 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

N° 30482. — *Loi qui crée des Surtaxes à l'Octroi de Quintin (Côtes-du-Nord).*

Du 28 Décembre 1895.

(Promulguée au *Journal officiel* du 30 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur
est :

ART. 1^{er}. Est autorisée, à partir du 1^{er} janvier 1896 et jusqu'au
décembre 1897 inclusivement, la perception, à l'octroi de Quintin
(Côtes-du-Nord), des surtaxes ci-après :

Quatre-vingts centimes (0^{fr} 80) par hectolitre de vin;

Quarante-quatre centimes (0^{fr} 44) par hectolitre de cidre;

Vingt francs (20^{fr}) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les
eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits d'un franc vingt cen-
times par hectolitre de vin, de cinquante-six centimes par hectolitre
de cidre et de six francs par hectolitre d'alcool pur, établis à titre de
surtaxes principales.

2. Le produit des surtaxes mentionnées en l'article précédent sera
intégralement affecté au paiement des dépenses indiquées dans la
délibération du conseil municipal en date du 19 février 1895.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année,
le préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en
recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la
présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre
des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 28 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

N° 30483. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Rostrenen (Côtes-du-Nord).*

Du 28 Décembre 1895.

(Promulguée au *Journal officiel* du 30 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur
est :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1900 inclusivement,

XII^e Série.

75..

la prorogation de la surtaxe de six francs (6^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes, actuellement perçue à l'octroi de Rostrenen (Côtes-du-Nord).

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs par hectolitre d'alcool pur, établi à titre de taxe principale.

2. Le produit de la surtaxe mentionnée en l'article précédent sera exclusivement affecté au paiement des dépenses indiquées dans la délibération du 11 août 1895.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 28 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

N° 30484. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Bagnères (Hautes-Pyrénées).*

Du 29 Décembre 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1897 inclusivement, la prorogation, à l'octroi de Bagnères (Hautes-Pyrénées), de la surtaxe actuelle d'un franc quatre centimes (1^f 04) par hectolitre de vin.

Cette surtaxe est indépendante du droit de quatre-vingt-seize centimes par hectolitre perçu, à titre de taxe principale, sur la même boisson.

2. La surtaxe autorisée par l'article 1^{er} est spécialement affectée à l'amortissement de la dette municipale.

L'administration locale sera tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi du produit de cette surtaxe dont un compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

N° 30485. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi de Cannes (Alpes-Maritimes).*

Du 29 Décembre 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1897 inclusivement, prorogation des surtaxes actuellement perçues à l'octroi de Cannes (Alpes-Maritimes), savoir :

Un franc (1^r) par hectolitre de vin ;

Douze francs (12^r) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les ix-de-vie, esprits, absinthes, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Les surtaxes sont indépendantes des droits d'un franc vingt centimes et de douze francs perçus, à titre de taxes principales, sur les mêmes boissons.

2. Les surtaxes autorisées par l'article 1^{er} sont spécialement affectées à l'amortissement de la dette municipale.

L'administration locale est tenue de justifier chaque année, au budget, de l'emploi du produit desdites surtaxes dont un compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration d'un délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

N° 30486. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi de Cholet*
(Maine-et-Loire).

Du 29 Décembre 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1897 inclusivement, la prorogation des surtaxes actuellement perçues à l'octroi de Cholet (Maine-et-Loire), savoir :

Cinquante-six centimes (0^e 56) par hectolitre de vin;

Six francs (6^e) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits d'un franc quatre-vingt quatre centimes par hectolitre de vin et de douze francs par hectolitre d'alcool pur, établis à titre de taxes principales.

2. Le produit des surtaxes mentionnées en l'article précédent sera exclusivement affecté au paiement des dépenses indiquées dans la délibération municipale du 10 février 1895.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, basé sur la recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

N° 30487. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi de Honfleur*
(Calvados).

Du 29 Décembre 1895

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1897 inclusivement,

la prorogation des surtaxes actuellement perçues à l'octroi de Honfleur (Calvados), savoir :

Un franc vingt-quatre centimes (1' 24) par hectolitre de vin;

Six francs (6') par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits d'un franc trente-six centimes par hectolitre de vin et de neuf francs par hectolitre d'alcool pur, établis à titre de taxes principales.

2. Le produit des surtaxes mentionnées à l'article précédent est exclusivement affecté au remboursement des emprunts communaux.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

N° 30488. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Landerneau (Finistère).*

Du 29 Décembre 1895.

(Promulguée au *Journal officiel* du 30 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit:

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1900 inclusivement, la prorogation de la surtaxe de treize francs (13') par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes, actuellement perçue à l'octroi de Landerneau (Finistère).

Cette surtaxe est indépendante du droit de neuf francs par hectolitre d'alcool pur, établi à titre de taxe principale.

2. Le produit de la surtaxe mentionnée en l'article précédent sera exclusivement affecté au paiement des dépenses devant résulter des travaux indiqués dans la délibération municipale du 16 novembre 1894.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en

recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1895.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

Signé : FÉLIX FAURE.

N° 30489. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi de Saint-Servan (Ille-et-Vilaine).*

Du 29 Décembre 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1895.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1897 inclusivement, la prorogation des surtaxes actuellement perçues à l'octroi de Saint-Servan (Ille-et-Vilaine), savoir :

Trois francs vingt-quatre centimes (3^f 24) par hectolitre de vin;
Soixante-dix centimes (0^f 70) par hectolitre de cidre;

Neuf francs (9^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits d'un franc soixante-quinze centimes par hectolitre de vin, quatre-vingts centimes par hectolitre de cidre et neuf francs par hectolitre d'alcool pur, établies à titre de taxes principales.

2. Le produit des surtaxes mentionnées en l'article précédent est exclusivement affecté au paiement des dépenses indiquées dans la délibération municipale du 24 février 1895.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1895.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

Signé : FÉLIX FAURE.

N° 30490. — *Loi relative à la majoration des Pensions de la Caisse nationale des retraites.*

Du 31 Décembre 1895.

(Promulguée au Journal officiel du 1^{er} janvier 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le crédit ouvert au chapitre XIII du budget du ministère du commerce et de l'industrie est affecté à la majoration des rentes viagères constituées au profit des titulaires de livrets individuels de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, et des membres des sociétés de secours mutuels ou de toute autre société de secours ou de prévoyance servant des pensions de retraite, qui justifieront de la continuité des versements exigés par la présente loi, âgés d'au moins soixante-dix ans.

2. Pour avoir droit à cette majoration, les titulaires de ces rentes, outre la condition d'âge indiquée à l'article précédent, devront :

1° Justifier qu'ils ne jouissent pas, y compris ladite rente viagère, d'un revenu personnel, viager ou non, supérieur à trois cent soixante francs (360^f).

2° Avoir effectué, pendant vingt-cinq années, consécutives ou non, des actes de prévoyance, soit par vingt-cinq versements annuels au moins opérés sur un livret de la caisse des retraites, soit par vingt-cinq cotisations régulières en qualité de membre participant d'une des sociétés visées à l'article 1^{er}, ayant, depuis le même temps, établi un fonds de retraites.

Des comptes annuels seront produits par ces sociétés à l'appui de leur demande.

A titre transitoire et pendant une période de dix années à partir de 1895, le nombre d'années de prévoyance exigées de chaque pensionnaire sera toutefois abaissé ainsi qu'il suit :

Quinze ans de prévoyance pour les pensionnaires qui demanderont la bonification de retraite en 1895 et, d'ailleurs, réuniront à cette date les conditions exigées;

Seize ans pour ceux qui feront la demande en 1896, et ainsi de suite, en exigeant une année de plus à chaque exercice nouveau, jusqu'en 1905, date à laquelle la condition de vingt-cinq ans sera définitivement exigée de tous.

3. Un règlement d'administration publique déterminera la répartition au marc le franc des crédits ouverts pour la bonification des retraites. Ces crédits seront versés à la caisse nationale des retraites à capital aliéné. Les arrérages de ce capital ne pourront être dépassés,

et les pensions servies, majoration comprise, ne devront pas s'élever à une somme annuelle supérieure à trois cent soixante francs (360).

Sur l'avis de la commission supérieure de surveillance de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, des bonifications spéciales pourront être attribuées aux parents ayant élevé plus de trois enfants.

4. Indépendamment des crédits ouverts annuellement au budget, le revenu de la moitié du produit de la vente des bijoux de la couronne formera une dotation spéciale affectée au service des pensions exceptionnelles créées en vertu de l'article 11 de la loi du 20 juillet 1886.

Le bénéfice de l'article 11 de la loi du 20 juillet 1886 est applicable aux membres participants des sociétés de secours mutuels.

La dotation mentionnée au paragraphe 1^{er} du présent article est versée à la caisse des dépôts et consignations, qui lui bonifiera un intérêt égal à celui qu'elle sert aux fonds des caisses d'épargne.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 31 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : PAUL DOUMER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : G. MESUREUR.

N° 30491. — DÉCRET qui autorise la Chambre de commerce de Calais à entretenir la Forme de radoub établie dans le Port de Calais (Pas-de-Calais).

Du 23 Octobre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 17 novembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu les délibérations de la chambre de commerce de Calais (Pas-de-Calais) et notamment celle du 7 avril 1894, par laquelle cette chambre demande la concession de l'exploitation de la forme de radoub du port de Calais;

Vu les rapports des ingénieurs, en date des 22 décembre 1893, 5 janvier 1894, 18-19 avril 1894, 27-30 juin 1894, 25-26 octobre 1894;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 7 mai et 3 décembre 1894;

Vu le dossier de l'enquête et, notamment, le procès-verbal de la commission d'enquête, en date du 20 septembre 1894;

Vu la lettre du préfet du Pas-de-Calais, en date du 30 octobre 1894;

Vu la lettre du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en date du 10 mai 1894;

Vu la lettre du président du Conseil, ministre des finances, en date du 2 juillet 1895;

Vu le décret du 3 septembre 1851 ⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique sur l'organisation des chambres de commerce;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce de Calais (Pas-de-Calais) est autorisée à administrer, conformément aux clauses et conditions stipulées au cahier des charges annexé au présent décret, la forme de radoub établie dans le port de Calais.

2. Les comptes et budgets relatifs à l'administration de ladite forme de radoub formeront des comptes et budgets spéciaux.

Ces comptes et budgets comprendront en outre toutes les dépenses et recettes faites par la chambre de commerce à l'occasion des services publics entretenus et subventionnés par elle, avec l'approbation de l'autorité compétente, dans l'intérêt de l'exploitation du port.

Ils seront définitivement approuvés par le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, conformément à l'article 17 du décret du 3 septembre 1851, portant règlement d'administration publique sur l'organisation des chambres de commerce, après avis du ministre des travaux publics.

3. Les ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et des travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 23 Octobre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUPUY-DUTEMPS.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

OBJET DE L'AUTORISATION.

Objet de l'autorisation.

ART. 1^{er}. L'outillage que la chambre de commerce de Calais est autorisée à administrer dans le port de Calais, aux conditions déterminées par le présent cahier des charges, comprend, indépendamment des appareils de manutention, des hangars et du service de remorquage qui lui ont été concédés par le décret du 19 mars 1891, la forme de radoub appartenant à l'État.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 442, n° 3239.

Nature de l'autorisation.

2. L'autorisation ne constitue aucun privilège en faveur du permissionnaire.
L'usage de la forme de radoub est toujours facultatif pour le public, et il est abandonné aux nécessités du service général du port, dont l'administration est juge.

L'administration se réserve le droit d'établir et d'autoriser toute autre personne à employer ou à mettre à la disposition du public tels appareils et engins qu'elle juge convenable, sans que le permissionnaire puisse élever aucune réclamation.

Il est formellement interdit à la chambre de commerce d'intervenir en quoi que ce soit dans les travaux de visites ou de réparations des navires qui seront faits en forme de radoub, et, réciproquement, elle ne peut encourir à cet égard aucune responsabilité.

TITRE II.

EXÉCUTION DES TRAVAUX ET ENTRETIEN.

Nombre et nature des appareils autorisés.

3. L'instrument de radoub que la chambre de commerce est autorisée à utiliser est la forme de radoub du port de Calais.

Emplacements.

4. La chambre de commerce pourra être autorisée à apporter des modifications aux additions aux ouvrages et au matériel qui lui seront remis par l'État.

L'emplacement définitif et les dispositions de ces modifications ou additions sont déterminés par le ministre des travaux publics, sur la proposition du permissionnaire, lors de la présentation des projets d'exécution prescrits par l'article 5 ci-après.

Projets d'exécution.

5. Le permissionnaire est tenu de soumettre au ministre des travaux publics des projets détaillés des modifications ou additions qu'il désirera faire aux ouvrages et au matériel.

Ces projets doivent comprendre tous les plans et les mémoires explicatifs nécessaires pour bien spécifier les travaux à faire.

Le ministre des travaux publics a le droit de prescrire les modifications nécessaires pour assurer la liberté et la sécurité des quais ainsi que la conservation des ouvrages du port.

Exécution des travaux.

6. Le permissionnaire doit exécuter les travaux conformément aux plans présentés et avec les modifications prescrites par le ministre des travaux publics.

Tous les ouvrages doivent être exécutés en matériaux de bonne qualité et l'œuvre suivant les règles de l'art.

Entretien des ouvrages.

7. La chambre de commerce devra entretenir constamment en bon état les pièces d'accorçage et autres appareils destinés à l'usage des navires dans les clôtures, les terre-pleins compris entre clôtures, ainsi que les ouvrages qui ont été autorisés à établir conformément à l'article 5.

Les bâtiments de la machinerie, les machines, chaudières, pompes, lanternes et lampes électriques, le bateau-porte, les cabestans seront entretenus par l'État aux frais de la chambre de commerce, dans la limite des dépenses prévues au compte spécial de l'exploitation de la forme de radoub.

L'État pourvoira aux frais d'entretien de la forme de radoub proprement dite.

Responsabilité vis-à-vis des tiers.

8. Le permissionnaire est responsable, vis-à-vis des tiers, de la réparation des dommages provenant du défaut d'entretien du matériel.

Frais de construction et d'entretien.

9. Toutes les dépenses résultant des travaux d'entretien que la chambre de commerce doit exécuter ou supporter, conformément à l'article 7, seront payées suivant les indications de l'article 43.

10. (Pour mémoire.)

Indemnités aux tiers.

11. Le permissionnaire a à sa charge, sauf son recours contre qui de droit, toutes les indemnités qui pourraient être dues à des tiers par suite de l'entretien ou du fonctionnement des ouvrages autorisés, et sauf les indemnités incombant directement à l'État pour les ouvrages dont l'entretien est à sa charge.

Règlements de voirie.

12. Le permissionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements de voirie existants ou à intervenir, notamment en ce qui concerne les travaux à exécuter sur la voie publique, en vue de l'établissement ou de l'entretien des tuyaux d'eau et de gaz et tous autres appareils.

Ces travaux doivent être effectués avec la plus grande activité et avec toutes les précautions qui seront prescrites, de façon à gêner le moins possible la circulation.

Aussitôt qu'ils seront terminés, la chaussée sera rétablie en bon état, par les soins du permissionnaire et à ses frais.

Interruptions de service.

13. Le permissionnaire n'est admis à réclamer aucune indemnité sous prétexte de chômage de la navigation, de réparations aux appareils d'épuisement, aux bateaux-portes, aux grues, aux vannes, treuils, cabestans, aux maçonneries elles-mêmes, ou de tout autre cas de force majeure, quels que soient les motifs et l'importance des travaux à exécuter.

Il ne peut non plus élever contre l'administration aucune réclamation en raison du trouble ou des interruptions de service qui résulteraient, pour ses divers engins, des mesures temporaires d'ordre et de police prises par le service du port.

14. (Pour mémoire.)

Contrôle des travaux et de l'entretien.

15. Les travaux de toute nature sont exécutés sous le contrôle et la surveillance des ingénieurs du port.

A mesure que les travaux neufs seront terminés, chaque ouvrage ou appareil susceptible d'être utilisé isolément fera l'objet d'un procès-verbal de récolement dressé par les ingénieurs, sur la demande du permissionnaire, et le préfet, sur le vu de ce procès-verbal, en autorisera, s'il y a lieu, la mise en service.

16. (Pour mémoire.)

TITRE III.

EXPLOITATION.

17. (Pour mémoire.)

Ordre d'admission à l'usage de la forme.

18. Les navires à voiles ou à vapeur seront admis dans la forme suivant l'ordre des

demandes, aux heures indiquées par le service du port, sauf les exceptions qui sont stipulées au paragraphe 5 du présent article.

La chambre de commerce ne pourra échouer à la fois dans la forme deux ou plusieurs navires sans l'assentiment écrit des capitaines ou armateurs.

Les demandes sont inscrites, à cet effet, dans l'ordre et à la date de la production sur des registres à souche tenus par les soins du permissionnaire.

Ces registres sont communiqués sans déplacement à toutes les personnes intéressées à en prendre connaissance.

Si un navire inscrit ne se présente pas à son rang, il prend le premier tour dans l'ordre en mesure de profiter.

Par dérogation à ces dispositions, il sera accordé un tour de faveur aux bâtiments appartenant à l'État ou employés pour le service de l'État, aux navires coulant le d'eau et aux navires affectés au service d'une ligne postale française, subventionnée comme telle, partant à jour fixe, et à la condition que l'admission de ce navire ne puisse être reculée sans qu'il soit exposé à manquer la date réglementaire de son départ.

Sont réservés toutefois les cas d'urgence dont l'appréciation appartiendra d'abord au capitaine de port, puis, en dernier ressort, aux ingénieurs des ponts et chaussées.

Néanmoins, ils ne seront d'ailleurs admis à s'inscrire que les navires entrés au port.

Obligations du permissionnaire en ce qui concerne les engins.

19. Le permissionnaire est tenu de donner la forme en location au public seulement pendant les jours et heures réglementaires du travail de la douane, mais encore en dehors de ces périodes, de jour et de nuit, quand ce travail aura été demandé par écrit, avant deux heures de l'après-midi, par les personnes qui doivent faire usage de la forme.

Il est tenu d'effectuer l'accoragage et le désaccoragage des navires s'il en est requis, mais il doit laisser aux occupants le soin d'effectuer cette opération par leurs propres moyens s'ils le demandent.

Le fonctionnement des appareils mécaniques d'épuisement et de remplissage est assuré par l'État pour le compte du permissionnaire.

Durée d'occupation de la forme.

20. La durée d'occupation de la forme par un même navire est limitée à huit jours consécutifs à partir de l'assèchement, dimanches et fêtes non compris. Cette durée pourra être prolongée avec l'autorisation des ingénieurs des ponts et chaussées.

A l'expiration des huit jours ou du délai supplémentaire fixé par les ingénieurs, l'eau sera introduite dans la forme et le navire halé dans le bassin à flot, le tout aux frais, risques et périls des armateurs, des consignataires ou du capitaine, sans responsabilité envers la chambre de commerce ou l'État.

Surveillance des appareils. — Location facultative.

21. Les treuils donnés en location ne peuvent travailler que sous la surveillance d'un agent du permissionnaire, dont le salaire est compris dans la taxe de location.

La location des treuils est d'ailleurs facultative et l'armateur pourra employer ses propres moyens ou ceux qu'il lui conviendra de requérir pour les manœuvres de levage et de descente.

Suspension des opérations.

22. Si l'agent chargé de la surveillance trouve qu'il y a danger ou inconvénient à continuer le travail au moyen des treuils, les locataires doivent immédiatement suspendre les opérations jusqu'à ce que tout soit remis en bon ordre, sans avoir droit à aucune indemnité, même si l'interruption de travail est occasionnée par un accident des engins mis à leur disposition.

23. (Pour mémoire.)

Éclairage à l'électricité.

24. L'éclairage électrique est fourni aux occupants sur leur demande, conformément au tarif.

Règlements du port et mesures de police.

25. Le permissionnaire est soumis aux règlements du port et à l'autorité des officiers et maîtres de port, notamment en ce qui concerne les mouvements des navires à l'entrée et à la sortie de la forme, les chauffages et fumigations des navires et le balayage des terre-pleins attenant à la forme.

Les agents du permissionnaire doivent obtempérer immédiatement aux injonctions des officiers et maîtres de port et des ingénieurs; faute de quoi, lesdits agents sont personnellement passibles de procès-verbaux de contravention à la police de la grande voirie, et il est procédé d'office à l'exécution des ordres des officiers et maîtres de port et des ingénieurs, aux frais des contrevenants, sauf recours contre le permissionnaire comme civilement responsable.

Mesures de détail.

26. Les mesures de détail relatives à l'application du présent cahier des charges, en ce qui concerne notamment les obligations respectives du permissionnaire et des personnes qui font usage de ses appareils, ainsi que les mesures de détail relatives à l'application des tarifs, sont arrêtées par le préfet, le permissionnaire entendu.

Agents du permissionnaire.

27. Les agents et gardiens que le permissionnaire emploie pour la surveillance et la garde des ouvrages autorisés peuvent être commissionnés par le préfet et assermentés devant le tribunal de première instance.

Ils sont, dans ce cas, assimilés aux gardes des particuliers.

Ils ont des signes distinctifs de leurs fonctions.

28. (Pour mémoire.)

Contrôle de l'administration.

29. L'exploitation de la forme de radoub est faite sous le contrôle et la surveillance des ingénieurs du port.

TITRE IV.

TARIFS.

Durée.

30. Pour indemniser le permissionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il en remplira toutes les obligations, le Gouvernement lui accorde le droit de percevoir, pendant toute la durée de l'autorisation, pour l'usage de la forme de radoub, des taxes dont le montant est déterminé par des tarifs établis conformément aux dispositions ci-après.

Taxes maxima.

31. Les taxes maxima qui peuvent être perçues à partir du jour où la chambre de commerce commencera à exploiter la forme sont les suivantes :

A. — Assèchement de la forme après l'entrée du navire.

1° Au-dessous et jusqu'à 400 tonneaux.....	180 ^f 00 ^c
2° Pour chaque tonneau au-dessus de 400 et jusqu'à 3,000 tonneaux.	0 20
3° Pour chaque tonneau au-dessus de 3,000.....	0 10

B. — Occupation de la forme par jour après l'assèchement.

4° Au-dessous et jusqu'à 400 tonneaux.....	70 00
5° Pour chaque tonneau au-dessus de 400 et jusqu'à 3,000 tonneaux.....	0 00
6° Pour chaque tonneau au-dessus de 3,000.....	0 00

C. — Assèchement et entretien de la forme à sec pour la préparation d'un ber ou de tins spéciaux.

(Quel que soit le tonnage du navire.)

7° Assèchement de la forme.....	200 00
8° Pour chaque jour d'entretien après l'assèchement.....	20 00

D. — Accorage et désaccorage des navires.

9° Au-dessous et jusqu'à 400 tonneaux.....	60 00
10° Pour chaque tonneau au-dessus de 400 et jusqu'à 3,000 tonneaux.....	0 00
11° Pour chaque tonneau au-dessus de 3,000.....	0 00

E. — Locations et opérations diverses.

12° Déplacement, sur la demande du capitaine, d'espars, épontilles ou étais, afin de faciliter les opérations du navire; pour chaque pièce déplacée et mise en place, quelles que soient les dimensions de la pièce.....	0 75
13° Enlèvement et remise en place d'un tin sur la demande du capitaine, quel que soit le procédé employé et quels que soient les déchets provenant de l'opération.....	10 00
14° Location de chemins d'accès aux navires.....	0 00

Location de chevalets pour échafaudages, y compris les abloches, coins et cales nécessaires.

15° Au-dessous et jusqu'à 3 mètres de hauteur et par jour.....	0 40
16° Au-dessus de 3 mètres et jusqu'à 5 mètres de hauteur et par jour.....	1 20
17° Au dessus de 5 mètres et par jour.....	2 00

Location de planches d'échafaudages.

18° Au-dessous et jusqu'à 5 mètres de longueur et par jour.....	0 00
19° Au-dessus de 5 mètres de longueur et par jour.....	0 10

F. — Éclairage électrique.

- 20° Il sera perçu une taxe de 50 centimes par lampe-heure de dix ampères sans que le prix par heure puisse être inférieur à 2 fr. 50 et sans que le chiffre de la perception puisse être inférieur à 5 francs pour chaque période d'éclairage.

Application du tarif des engins.

32. Les taxes pour l'usage des engins sont dues par celui qui a fait la demande à l'article 18 ci-dessus.

La durée d'occupation de la forme sera évaluée par journée et quarts de journée, chaque période d'un quart de journée devant commencer à minuit, à trois heures du matin, à midi et six heures du soir.

Le premier quart de journée à porter en compte sera celui qui suivra le quart pendant lequel l'assèchement aura été terminé.

Le dernier quart de journée à porter en compte sera celui pendant lequel le navire aura terminé ses opérations.

Le minimum de durée à porter en compte sera d'une journée.

Les armateurs pourront exiger que l'assèchement d'une forme soit interrompu pendant un temps qu'ils fixeront dans une lettre déposée par eux au bureau de l'exploitation au moment où le navire entrera dans cette forme. On déduira ce temps de la durée totale de l'assèchement pour faire application du troisième paragraphe du présent article.

Le prix de l'assèchement est payé d'avance, à titre d'arrhes, lors de la demande de forme.

Les taxes seront payées d'après le tonnage légal du navire inscrit sur son acte de nationalité, sans déduction, pour les steamers, des espaces occupés par les machines soutes à charbon, c'est-à-dire d'après la jauge brute.

Dans le cas où le navire n'aurait pas d'acte de nationalité, le tonnage sera évalué après les règles en usage en France; les frais de jaugeage seront à la charge des armateurs, consignataires ou capitaines.

Lorsque plusieurs navires occuperont ensemble la forme, les taxes s'établiront sur la somme des tonnages, comme s'il s'agissait d'un seul navire; tout navire d'un tonnage inférieur à quatre cents tonneaux sera compté comme s'il avait quatre cents tonneaux.

Le partage de la taxe totale ainsi établie se fera alors au prorata du tonnage réel de chaque navire.

Frais compris dans les taxes.

33. La chambre de commerce a à sa charge toutes les opérations nécessaires à la mise en forme des navires et à leur sortie, sauf celle de halage pour laquelle elle se borne à mettre à la disposition des capitaines les cabestans hydrauliques de la forme; la préparation des bers ou des tins spéciaux qui seraient nécessaires seront au compte du navire.

Lorsque les réparations des navires seront terminées et avant qu'on introduise l'eau dans la forme, il sera procédé, par l'armement et à ses frais, à l'enlèvement des débris et des déchets de toute nature provenant des réparations de la coque et répandus sur le radier et les banquettes de la forme.

4. (Pour mémoire.)

5. (Pour mémoire.)

Assurances.

6. Les taxes ne comprennent aucune assurance contre les incendies ou contre les vols et aucune garantie contre le vol.

Les risques de perte, d'incendie ou d'avarie, lorsque ces accidents ne seront pas couverts par les agents du permissionnaire, restent à la charge des intéressés, sous réserve de l'application de l'article 8 du présent cahier des charges.

Recouvrement des taxes d'occupation.

7. La chambre de commerce pourra demander au capitaine de port de s'opposer que les navires quittent le port avant d'avoir payé les taxes dues par eux pour l'occupation de la forme et la location du matériel, ou d'avoir fourni bonne et valable caution, en cas de contestation sur l'application des taxes.

Perception des taxes.

8. La perception doit être faite d'une manière égale pour tous, sans aucune faveur. Toute convention contraire à cette clause est nulle de plein droit.

Par ailleurs cette clause ne s'applique pas aux traités qui pourraient intervenir entre le permissionnaire et l'État, dans l'intérêt des services publics de l'État.

Abaissements de taxes.

39. Le permissionnaire peut, s'il le juge convenable, abaisser les taxes au-dessous des limites déterminées par les tarifs maxima.

Les taxes ainsi abaissées ne peuvent être relevées qu'après un délai de trois mois.

Toute modification des tarifs est portée à la connaissance du public par des affiches placardées au moins quinze jours avant l'époque fixée pour la mise à exécution.

La perception des tarifs modifiés ne peut avoir lieu qu'avec l'homologation du ministre des travaux publics.

Contrôle des perceptions.

40. Les tarifs en vigueur à toute époque sont portés à la connaissance du public au moyen d'affiches apposées d'une manière très apparente, le plus près possible de appareils et aux endroits qui sont indiqués par le capitaine de port.

Le permissionnaire est responsable de la conservation de ces affiches et les remplace toutes les fois qu'il y a lieu.

L'état des perceptions est constaté par un registre à souche, avec indication détaillée, sur la souche comme sur le reçu détaché, de toutes les perceptions effectuées.

Ce registre doit être présenté à toute réquisition aux ingénieurs du port, qui contrôlent la tenue.

TITRE V.

REVISION DES TARIFS ET AFFECTATION DES RECETTES.

Compensation des recettes et des dépenses.

41. L'ensemble des comptes et budgets spéciaux mentionnés aux décrets concernant l'outillage administré par la chambre de commerce, y compris la forme des doubles, ne doit être pour cette chambre l'objet d'aucun bénéfice et d'aucune perte.

Revision des tarifs maxima.

42. Afin d'assurer et de maintenir la compensation entre les recettes et les dépenses, les tarifs maxima spécifiés à l'article 31 peuvent être révisés soit d'office, soit sur la demande du permissionnaire.

Cette revision peut être appliquée à tout tarif maximum qui a été en vigueur pendant cinq années consécutives au moins.

Toute revision consistant en un abaissement de tarifs maxima accepté par le permissionnaire est approuvée par le ministre des travaux publics, après avis du conseil du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

Toute revision comportant des abaissements qui ne seraient pas consentis par le permissionnaire est ordonnée par décret délibéré en conseil d'État.

Toute revision comportant des relèvements est effectuée en la forme suivante, sous la présente autorisation.

La revision des tarifs maxima entraîne de plein droit l'annulation des taxes maxima qui étaient mises en vigueur en vertu de l'article 39.

Les taxes inférieures aux nouveaux tarifs maxima, qui auraient été antérieurement établies, ne continuent, en conséquence, à être perçues que si elles ont été l'objet de propositions du permissionnaire et de l'homologation ministérielle.

Emploi des taxes.

43. Le produit des taxes est exclusivement employé par ordre de priorité :

1° A solder toutes les dépenses d'exploitation et celles d'entretien énumérées à l'article 7;

2° A solder les dépenses relatives au remplacement, après usure, des ouvrages et du matériel;

3° A concourir à l'intérêt et à l'amortissement du capital de premier établissement des ouvrages et du matériel que la chambre de commerce serait autorisée à établir et à acheter.

Les dépenses comprennent celles qui sont effectuées directement par la chambre de commerce et celles qui sont effectuées pour son compte par l'État. Ces dernières sont arrêtées chaque année par le ministre des travaux publics, la chambre de commerce entendue, et la somme correspondante est versée au Trésor.

La différence entre le produit des taxes et l'ensemble des sommes qui viennent d'être définies constitue le bénéfice net de l'exploitation. Ce bénéfice sera établi chaque année et réparti comme il suit :

Les premiers cinq cents francs (500') seront versés au Trésor public.

Le surplus sera divisé en deux parts égales : l'une d'elles sera également versée au Trésor public, l'autre sera conservée par la chambre de commerce; elle sera d'abord affectée à la constitution d'un fonds de réserve spécial pour les instruments de radoub, puis, quand ce fonds de réserve aura été constitué, le surplus disponible sera affecté partie à des réductions de tarifs ou à des remboursements anticipés, partie à l'alimentation du fonds commun de l'outillage public administré par la chambre de commerce.

La part revenant au Trésor sera versée dans le mois qui suivra la liquidation par le ministre du commerce du budget de l'année précédente.

Le fonds de réserve spécial aux instruments de radoub est destiné à mettre le permissionnaire en mesure de satisfaire à ses obligations et de supporter les responsabilités qui lui incombent. Il cessera de s'accroître quand il aura atteint un chiffre maximum qui sera fixé par les ministres des travaux publics et du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

Le permissionnaire ne peut employer le fonds de réserve qu'aux besoins mentionnés ci-dessus. Il doit pour en disposer obtenir, dans chaque cas, l'assentiment préalable des ministres des travaux publics et du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, excepté dans le cas où le fonds de réserve serait employé à solder des indemnités au paiement desquelles le permissionnaire aurait été condamné par justice à raison de faits relatifs à son administration.

La proportion dans laquelle le surplus disponible devra être réparti entre des réductions de tarifs et les remboursements anticipés et l'alimentation du fonds commun de l'outillage public administré par la chambre de commerce sera fixée par les ministres des travaux publics et du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

Budgets et comptes. — Communication aux ingénieurs du port.

44. Afin d'assurer l'exécution des prescriptions des articles 41, 42 et 43 ci-dessus et de l'article 2 du décret d'autorisation, la chambre de commerce doit communiquer aux ingénieurs du port, dans les six premiers mois de chaque année, le projet du budget spécial de l'année suivante et le compte spécial des recettes et dépenses d'établissement et d'exploitation de l'année précédente.

Liquidation d'emprunts en cas de retrait d'autorisation ou de suppression d'ouvrages.

45. En cas de retrait de l'autorisation ou de suppression d'ouvrages ordonnée en exécution de l'article 51 ci-après, il sera pourvu, par décret délibéré en conseil d'État, aux moyens de faire face aux charges des emprunts qui auraient pu être contractés par le permissionnaire.

Services accessoires.

46. En dehors des tarifs fixés au titre IV, le ministre des travaux publics, sur la proposition du permissionnaire, arrête annuellement les taxes relatives aux services accessoires non prévus au présent cahier des charges, dont le permissionnaire viendrait à se charger dans l'intérêt de la bonne exploitation des formes.

TITRE VI.

DURÉE ET RETRAIT DE L'AUTORISATION, SUPPRESSION TOTALE OU PARTIELLE DES INSTALLATIONS.

Durée de l'autorisation.

47. La durée de l'autorisation est fixée à vingt ans à partir de la date du décret auquel le présent cahier des charges est annexé.

Retrait de l'autorisation.

48. Faute par le permissionnaire de remplir les obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, il encourra le retrait de l'autorisation.

Le retrait sera prononcé, s'il y a lieu, après mise en demeure, par décret rendu en conseil d'État, sur le rapport du ministre des travaux publics, le permissionnaire entendu.

Retour à l'État lors du retrait ou à l'expiration de l'autorisation.

49. Par le seul fait de la notification du décret prononçant le retrait de l'autorisation, ou à l'expiration de la vingtième année et par le seul fait de cette expiration, l'État se trouvera subrogé à tous les droits du permissionnaire. Il entrera immédiatement en possession de tous les appareils et de leurs accessoires, ainsi que de tous les ouvrages mobiliers ou immobiliers établis sur le domaine public ou sur le domaine de l'État et de toutes les dépendances immobilières. Le permissionnaire sera tenu de lui remettre ces ouvrages en bon état d'entretien.

En ce qui concerne les ustensiles et objets mobiliers qui seraient nécessaires au fonctionnement des appareils, l'État sera tenu, si le permissionnaire le requiert, de reprendre tous ces objets sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts, et réciproquement, si l'État le requiert, le permissionnaire sera tenu de les céder de la même manière.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où le Gouvernement déciderait que les engins et abris doivent être maintenus en totalité ou en partie.

Dans le cas, au contraire, où le Gouvernement déciderait que les engins et abris doivent être supprimés en tout ou en partie, ces engins et abris seront enlevés et les lieux seront remis dans l'état primitif, aux frais du permissionnaire, sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité.

Interruption de service.

50. Dans le cas d'interruption partielle ou totale des services confiés au permissionnaire, le ministre des travaux publics prendra immédiatement, aux frais et risques du permissionnaire, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement le service jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le retrait de l'autorisation ou jusqu'à ce que le permissionnaire se soit remis en mesure de continuer ses opérations.

Suppression partielle ou totale d'installations.

51. Dans le cas où, à une époque quelconque, il serait reconnu nécessaire, dans l'intérêt public, de supprimer soit momentanément, soit définitivement, une partie ou la totalité de ses installations, le permissionnaire devra, à la première réquisition de l'administration supérieure, évacuer les lieux et les remettre dans leur état primitif.

Faute par lui de se conformer à cette obligation dans un délai de trois mois à dater de la réquisition, il sera procédé d'office et à ses frais à l'exécution des travaux nécessaires.

Cette suppression ne donnera lieu à aucune indemnité. Elle ne pourra être prononcée que dans les formes suivies pour la présente autorisation, à moins qu'elle ne résulte d'un projet d'amélioration du port, déclaré d'utilité publique par un décret ou par une loi.

Déplacement d'ouvrages accessoires.

52. Les dispositions de l'article précédent ne s'appliquent pas à la suppression partielle ou au déplacement des égouts, des tuyaux de conduite d'eau et de gaz posés sous le sol du domaine public et, en général, des ouvrages fixes accessoires qui peuvent être démontés et reposés sur un autre emplacement.

Il suffit que le préfet ordonne, sur l'avis de l'ingénieur en chef du service maritime, la suppression et le déplacement de tel groupe déterminé de ces ouvrages, pour que le permissionnaire soit tenu d'exécuter cet ordre à ses frais et sans indemnité dans les délais prescrits; faute de quoi, l'administration procède d'office à l'exécution, aux frais du permissionnaire.

TITRE VII.

CLAUSES DIVERSES.

Notifications administratives.

53. La chambre de commerce aura un bureau situé à proximité de la forme; elle fera, si elle en est requise, choix d'un agent qui logera dans le bâtiment affecté audit bureau et aura qualité pour recevoir en son nom toutes les notifications administratives.

54. (Pour mémoire.)

55. (Pour mémoire.)

56. (Pour mémoire.)

Frais d'impression et d'enregistrement.

57. Les frais d'impression et d'enregistrement de toutes les pièces relatives à la présente autorisation restent à la charge du permissionnaire.

Vu pour être annexé au décret en date de ce jour.

Paris, le 23 octobre 1895.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : DUBUY-DUTEMPS.

Enregistré à Calais, le 30 novembre 1895, folio 4, case 15. Reçu trois francs soixante quinze centimes, décimes compris. — Signé : Delalcau.

N° 30492. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1891, 1892 et 1893.*

Du 14 Décembre 1895.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre;

Vu l'état des créances liquidées à la charge du ministère de la guerre,

additionnellement aux restes à payer et aux droits constatés arrêtés par les comptes définitifs des exercices 1891, 1892 et 1893;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu l'avis du ministre des finances;

Considérant que, aux termes de l'article 126 précité, les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles concernent des services prévus au budget des exercices clos ci-dessus désignés et que leur montant n'excède pas les crédits restant à annuler en clôture d'exercice.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, en augmentation des droits constatés et des restes à payer arrêtés par les comptes définitifs des exercices 1891, 1892 et 1893, un crédit supplémentaire de soixante-dix mille neuf cent cinquante-deux francs un centime (70,952^f 01), montant des créances qui ont été liquidées à la charge de ces exercices, savoir :

EXERCICES.	1 ^{re} SECTION.	2 ^e SECTION.	TOTAL.
Exercice 1891.....	"	5,280 ^f 25 ^c	5,280 ^f 25 ^c
Exercice 1892.....	4,146 ^f 59 ^c	7,844 17	11,990 76
Exercice 1893.....	50,296 98	3,384 02	53,681 00
TOTAUX.....	54,443 57	16,508 44	70,952 01

2. Le ministre de la guerre est autorisé à ordonnancer ces créances sur les chapitres spéciaux ouverts pour les dépenses des exercices clos au budget de l'exercice courant, en exécution de l'article 124 du décret du 31 mai 1862.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales de l'exercice courant.

4. Le ministre de la guerre et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 14 Décembre 1895.

Signé : **FÉLIX FAURE.**

Le Ministre des finances,
Signé : **PAUL DOUMER.**

Le Ministre de la guerre,
Signé : **G. CAVAIGNAC.**

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 30493. — *DÉCRET relatif à la perception de l'Octroi de mer en Algérie pendant les années 1896 et 1897.*

Du 30 Décembre 1895.

(Promulgué au *Journal officiel* du 31 décembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres des finances et de l'intérieur,

Vu l'article 4 de l'ordonnance du 22 juillet 1834⁽¹⁾, l'article 5 de la loi du 4 août 1844, les articles 41 et 42 de l'ordonnance du 28 septembre 1847⁽²⁾ et l'article 166 de la loi du 5 avril 1884;

Vu l'ordonnance du 21 décembre 1844⁽³⁾ instituant en Algérie un octroi municipal de mer;

Vu les décrets des 26 décembre 1884⁽⁴⁾, 30 décembre 1886⁽⁵⁾, 27 juin⁽⁶⁾ et 22 décembre 1887⁽⁷⁾, 29 décembre 1888⁽⁸⁾, 28 décembre 1889⁽⁹⁾, 23 décembre 1890⁽¹⁰⁾, 19 septembre 1892⁽¹¹⁾, 10 janvier⁽¹²⁾ et 16 août 1894⁽¹³⁾, relatifs audit octroi;

Vu l'article 32 de la loi de finances du 26 janvier 1892, établissant un droit de consommation au profit du Trésor public, additionnel au droit sur l'alcool perçu à l'octroi de mer en Algérie;

Vu les lois et règlements sur les octrois de la métropole;

Vu le décret du 26 août 1881⁽¹⁴⁾, sur l'organisation administrative de l'Algérie;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} janvier 1896, et jusqu'au 31 décembre 1897 inclusivement, l'octroi municipal de mer de l'Algérie sera perçu conformément au tarif annexé au présent décret et aux dispositions réglementaires résultant des décrets des 26 décembre 1884, 27 juin et 22 décembre 1887, 23 décembre 1890, 10 janvier et 16 août 1894.

2. Les ministres des finances et de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du gouvernement général de l'Algérie.

Fait à Paris, le 30 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : PAUL DOUMER.

Le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

(1) 1^{re} série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 324, n° 5450.

(2) 1^{re} série, Bull. 1422, n° 13878.

(3) 1^{re} série, Bull. 1167, n° 11730.

(4) XII^e série, Bull. 891, n° 14967.

(5) XII^e série, Bull. 1058, n° 17404.

(6) XII^e série, Bull. 1100, n° 18110.

(7) XII^e série, Bull. 1138, n° 18726.

(8) XII^e série, Bull. 1206, n° 20017.

(9) XII^e série, Bull. 1291, n° 21476.

(10) XII^e série, Bull. 1380, n° 23122.

(11) XII^e série, Bull. 1505, n° 25572.

(12) XII^e série, Bull. 1607, n° 27499.

(13) XII^e série, Bull. 1647, n° 28415.

(14) XII^e série, Bull. 654, n° 11036.

TABLEAU ANNEXÉ AU DÉCRET DU 30 DÉCEMBRE 1895.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	UNITÉ de perception.	QUANTITÉ des droits.
Cafés.....	100 kilogr.	30 ⁰⁰
Glucoses.....	Idem.	10 00
Sucres bruts et vergeoises.....	Idem.	15 00
Sucres raffinés.....	Idem.	20 30
Chicorée moulue.....	Idem.	5 00
Thé.....	Idem.	25 00
Poivre.....	Idem.	36 00
Marrons, châtaignes et leurs farines.....	Idem.	5 10
Cannelle et cassia lignea.....	Idem.	15 00
Muscades, macis et vanilles.....	Idem.	100 00
Clous et grilles de girofle.....	Idem.	40 00
Huiles minérales.....	Idem.	5 30
ALCOOLS.		
Alcool pur contenu dans les eaux-de-vie et esprits en cercles, eaux-de-vie et esprits en bouteilles, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.....		
Alcool pur contenu dans les vins de composition, les vins de raisins secs, les vins étendus d'eau et remontés après coup par le vinage, les vins de marques, les vins mutés à l'alcool.....		
Alcool pur excédant 15°9 contenu dans les vins naturels alcoolisés ou non alcoolisés.....	Hectolitre.	30 00
Alcool pur contenu dans les eaux distillées alcooliques, les parfumeries alcooliques, les vernis à l'alcool et tous autres produits retenant de l'alcool à l'état de mélange.....		
Alcool employé à la préparation des médicaments, produits chimiques et autres produits obtenus au moyen de la dénaturation de l'alcool (droit à percevoir suivant les proportions fixées par le tarif des douanes).....		
Bières.....	Idem.	5 30

N° 30494. — DÉCRET qui rend applicables en Algérie jusqu'au 31 décembre 1896 les dispositions du décret du 19 septembre 1892, consentant des Abonnements spéciaux, portant sur le droit d'octroi de mer et sur le droit de consommation, aux Bouilleurs de cru de l'Algérie.

Du 30 Décembre 1895.

(Promulgué au Journal officiel du 31 décembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres des finances et de l'intérieur,

Vu l'article 4 de l'ordonnance du 22 juillet 1834⁽¹⁾, l'article 5 de la loi du 4 août 1844, les articles 41 et 42 de l'ordonnance du 28 septembre 1847 et l'article 166 de la loi du 5 avril 1884;

⁽¹⁾ 1^{re} série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 324, n° 5450.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 1499, n° 1388.

Vu l'ordonnance du 21 décembre 1844 ⁽¹⁾, instituant en Algérie un octroi de mer ;

Vu les décrets des 26 décembre 1884 ⁽²⁾, 30 décembre 1886 ⁽³⁾, 27 juin ⁽⁴⁾ et 22 décembre 1887 ⁽⁵⁾, 29 décembre 1888 ⁽⁶⁾, 28 décembre 1889 ⁽⁷⁾, 23 décembre 1890 ⁽⁸⁾, 19 septembre 1892 ⁽⁹⁾, 10 janvier ⁽¹⁰⁾ et 16 août 1894 ⁽¹¹⁾ et 30 décembre 1895 ⁽¹²⁾, relatifs audit octroi ;

Vu l'article 32 de la loi de finances du 26 janvier 1892, établissant un droit de consommation au profit du Trésor public, additionnel au droit sur l'alcool perçu à l'octroi de mer en Algérie ;

Vu les lois et règlements sur les octrois de la métropole ;

Vu le décret du 26 août 1881 ⁽¹³⁾ sur l'organisation administrative de l'Algérie ;

Le Conseil d'État entendu ,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les dispositions du décret du 19 septembre 1892 seront appliquées en Algérie jusqu'au 31 décembre 1896.

2. Le ministre des finances et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du gouvernement général de l'Algérie.

Fait à Paris, le 30 Décembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances ,

Signé : PAUL DOUMER.

Le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur,

Signé : LÉON BOURGEOIS.

N° 30495. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Est déclarée d'utilité publique la rectification de la route nationale n° 57, dans la côte de la Gabiotte (Saône-et-Loire), suivant la direction générale indiquée par une teinte rouge sur le plan visé par l'ingénieur en chef, le 13 mars 1894, lequel plan restera annexé au présent décret.

L'ancienne route demeurera déclassée du jour où la nouvelle route aura été livrée à la circulation sur tout son parcours ;

2° La dépense, évaluée à soixante mille francs, sera imputée sur les fonds inscrits annuellement au budget du ministère des travaux publics pour les rectifications des routes nationales ;

3° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution des travaux, en se conformant aux dispo-

(1) IX^e série, Bull. 1167, n° 11730.

(2) XII^e série, Bull. 891, n° 14967.

(3) XII^e série, Bull. 1058, n° 17404.

(4) XII^e série, Bull. 1100, n° 18110.

(5) XII^e série, Bull. 1138, n° 18726.

(6) XII^e série, Bull. 1206, n° 20017.

(7) XII^e série, Bull. 1291, n° 21476.

(8) XII^e série, Bull. 1380, n° 23122.

(9) XII^e série, Bull. 1505, n° 25572.

(10) XII^e série, Bull. 1607, n° 27499.

(11) XII^e série, Bull. 1647, n° 28415.

(12) Voir ci-dessus, n° 30493.

(13) XII^e série, Bull. 654, n° 11036.

sitions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;

4° La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue, si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux n'ont pas été accomplies dans le délai de cinq ans, à dater du présent décret. (Paris, 21 Octobre 1895.)



Certifié conforme :

Paris, le 14^e Mars 1896.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

L. RICARD.

* Cette date est celle de la réception du décret au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME LI DE LA XII^e SÉRIE

DU BULLETIN DES LOIS.

PARTIE PRINCIPALE.

DEUXIÈME SEMESTRE DE 1895.

DU 1^{er} JUILLET AU 31 DÉCEMBRE 1895.

(N^{os} 1715 à 1749.)

A

ABUS. Décret qui déclare qu'il y a abus dans les manifestations collectives d'un certain nombre de prêtres des diocèses de Cambrai, de Coutances et de Poitiers, B. 1721, p. 343. — Décret qui déclare qu'il n'y a pas abus dans l'arrêté du maire de Saint-Geoirs (Isère), du 4 février 1894, B. 1721, p. 345. — Décret qui déclare qu'il n'y a pas abus dans l'arrêté du maire de Lille, du 3 août 1881, interdisant toute manifestation du culte sur la voie publique, à l'occasion des secours religieux aux malades, B. 1726, p. 666. — Décret qui déclare qu'il y a abus dans l'arrêté du maire de Roubaix, du 2 mars 1895, interdisant le transport du viatique à domicile, B. 1726, p. 667.

ADJOINTS. Décrets portant qu'un

adjoint en sus du nombre déterminé par la loi sera nommé dans la section de Miramas-village, commune de Miramas, canton de Salon, arrondissement d'Aix (Bouches-du-Rhône), B. 1717, p. 219.

AFFECTATIONS D'IMMEUBLES. Voyez *Domaines*.

ALGÉRIE. Décret qui fixe la date des élections pour le renouvellement de la série sortante des conseils généraux des départements de l'Algérie, B. 1715, p. 19. — Décret qui rend exécutoire en Algérie la loi du 25 avril 1895 relative à la préparation, à la vente et à la distribution des sérums thérapeutiques et autres produits analogues, B. 1717, p. 218. — Décret relatif à l'agrandissement de la commune de plein exercice de

l'illul (Oran), B. 1717, p. 217.

— Décret qui déclare applicables en Algérie les dispositions relatives au mode d'évaluation des propriétés bâties et des constructions nouvelles, B. 1748, p. 1529.

— Décret relatif à la perception de l'octroi de mer en Algérie pendant les années 1896 et 1897, B. 1749, p. 1569. — Décret qui rend applicables en Algérie, jusqu'au 31 décembre 1896, les dispositions du décret du 19 septembre 1893, consentant des abonnements spéciaux, portant sur le droit d'octroi de mer et sur le droit de consommation, aux bouilleurs de cru de l'Algérie, B. 1749, p. 1570.

ALLUMETTES. Décret portant règlement de l'industrie du phosphore, B. 1718, p. 231. — Décret portant application des dispositions du décret du 10 août 1875 à l'arrestation des fabricants frauduleux d'allumettes chimiques, B. 1718, p. 248.

ARMÉE. Loi modifiant l'article 24 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée, en ce qui concerne les obligations militaires des étudiants en droit, en médecine et en pharmacie, B. 1717, p. 195. — Loi portant modification de l'article 21 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée, relativement au service de deux frères, B. 1719, p. 256. — Loi modifiant la répartition, par chapitre, des crédits ouverts au ministre de la guerre pour l'exécution des manœuvres de 1895, B. 1722, p. 350. — Loi portant applica-

tion du service militaire à la de la Réunion, B. 1724, p. 413. — Décret qui reconnaît l'École supérieure de commerce de Houat dans les conditions prévues par l'article 23 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée, B. 1743, p. 1352.

ARRONDISSEMENTS. Voyez *Cours d'arrondissement*.

ASSAINISSEMENT. Décret qui déclare d'utilité publique les travaux de construction d'un nouvel égout collecteur général, dit *collecteur de Clichy* (Seine), assainissement de Paris, B. 1722, p. 363.

ASSISTANCE PUBLIQUE. Décret portant règlement d'administration publique pour l'organisation de l'assistance à domicile à Paris, B. 1739, p. 1230.

AUTORISATIONS. Décret qui autorise le sieur *Renard* à maintenir deux maisons à moins de deux mètres du chemin de fer à la limite du domaine public sur le terrain qu'il possède à gauche de l'axe de Paris à Vincennes et de Comte-Robert, commune de Ville-le-Pont (Seine), B. 1721, p. 1000. — Décret qui autorise les sieurs *Schneider* et compagnie à élever des constructions sur le mur servant de clôture entre le chemin de fer et leurs maisons (ligne de Nevers à Chagny), B. 1738, p. 1220). — Décret qui autorise la dame *Poullain, veuve Baharel*, à établir un petit lavoir couvert en roseaux à 10 mètres de l'arête supérieure du déblai du chemin de fer (ligne de Savenay à Landernau, côté droit), B. 1739, p. 1251.

B

BACS. Décrets approuvant les tarifs pour la perception des droits de péage au bac de Bonhomme, sur la rivière du Blavet, entre les communes de Caudan et de Kervignac (Morbihan), B. 1724, p. 442.

BATTERIES. Voyez *Fortifications*.
BOURSES ET CHAMBRES DE COMMERCE.
Dispositions générales. Décret qui autorise la chambre de commerce de Calais à administrer la forme du radoub en

dans le port de Calais (Pas-de-Calais), B. 1749, p. 1356. — Décret qui autorise la chambre de commerce de Dieppe à mettre à la disposition de l'État une somme en vue de contribuer à l'exécution des travaux de développement des quais à marée du port de Dieppe, B. 1743, p. 1357. — Décret modifiant les dispositions réglementaires de divers décrets et cahiers des charges qui régissent le service d'outillage public administré par la chambre de commerce de Marseille, B. 1719, p. 258. — Loi qui autorise la concession à la chambre de commerce d'Oran de magasins publics sur des terrains de l'État au port d'Oran, B. 1731, p. 965. — Décret qui ratifie l'acquisition faite par la chambre de commerce de Rouen d'un immeuble sis en cette ville, B. 1741, p. 1291.

Création de bourses et chambres de commerce. Décret qui crée une chambre de commerce dans la ville de Chartres (Eure-et-Loir), B. 1738, p. 1193.

Emprunts. Décret qui proroge les délais d'amortissement des deux emprunts contractés par la chambre de commerce de Honfleur, en vertu de la loi du 29 juillet 1887 et du décret du 15 septembre 1888, B. 1741, p. 1289.

Emprunts des bourses et chambres de commerce des villes ci-après : Alger, B. 1743, p. 1359; — Dijon (Côte-d'Or), B. 1715, p. 12; — Havre (Le) [Seine-Inférieure], B. 1743, p. 1356; — Rochelle (La) [Charente-Inférieure], B. 1741, p. 1292.

Impositions extraordinaires. Décret qui autorise la chambre de commerce de Rouen (Seine-Inférieure) à s'imposer extraordinairement, B. 1746, p. 1446.

Contributions spéciales. Décrets relatifs à des contributions spéciales à percevoir pour les dépenses

des chambres de commerce des villes ci-après : Mont-de-Marsan (Landes), B. 1745, p. 1442; — Pay (Le) [Haute-Loire], B. 1745, p. 1429. — Décrets relatifs aux contributions spéciales à percevoir, en 1896, pour les dépenses de diverses bourses et chambres de commerce, B. 1736, p. 1149. *BREVETS D'INVENTION.* Décret qui proclame des brevets d'invention et des certificats d'addition, B. 1727, p. 685. — Décret qui proclame cinquante-cinq cessions de brevets d'invention, B. 1727, p. 823. — Décret qui proclame des brevets d'invention et des certificats d'addition, B. 1728, p. 833. — Décret qui proclame vingt-quatre cessions de brevets d'invention, B. 1728, p. 895.

BUDGET. *Dispositions générales.* (Budget général.) Loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1886, B. 1716, p. 38. — Loi portant ouverture et annulation de divers crédits sur l'exercice 1895, B. 1720, p. 285. — Décret concernant des transports de crédits du budget général de l'exercice 1895 entre le ministère des colonies et le ministère de la marine, B. 1726, p. 658. — Décret qui transporte du ministère des travaux publics au ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, les crédits affectés aux services des bâtiments civils et palais nationaux pour l'exercice 1895, B. 1737, p. 1178. — Loi qui ouvre aux ministres de la guerre et des finances, sur l'exercice 1895, des crédits supplémentaires sur les ressources générales du budget de l'exercice 1895, B. 1742, p. 1334.

1896. *1er janvier 1896.* *1er février 1896.* *1er mars 1896.* *1er avril 1896.* *1er mai 1896.* *1er juin 1896.* *1er juillet 1896.* *1er août 1896.* *1er septembre 1896.* *1er octobre 1896.* *1er novembre 1896.* *1er décembre 1896.* *1er janvier 1897.* *1er février 1897.* *1er mars 1897.* *1er avril 1897.* *1er mai 1897.* *1er juin 1897.* *1er juillet 1897.* *1er août 1897.* *1er septembre 1897.* *1er octobre 1897.* *1er novembre 1897.* *1er décembre 1897.* *1er janvier 1898.* *1er février 1898.* *1er mars 1898.* *1er avril 1898.* *1er mai 1898.* *1er juin 1898.* *1er juillet 1898.* *1er août 1898.* *1er septembre 1898.* *1er octobre 1898.* *1er novembre 1898.* *1er décembre 1898.* *1er janvier 1899.* *1er février 1899.* *1er mars 1899.* *1er avril 1899.* *1er mai 1899.* *1er juin 1899.* *1er juillet 1899.* *1er août 1899.* *1er septembre 1899.* *1er octobre 1899.* *1er novembre 1899.* *1er décembre 1899.* *1er janvier 1900.* *1er février 1900.* *1er mars 1900.* *1er avril 1900.* *1er mai 1900.* *1er juin 1900.* *1er juillet 1900.* *1er août 1900.* *1er septembre 1900.* *1er octobre 1900.* *1er novembre 1900.* *1er décembre 1900.* *1er janvier 1901.* *1er février 1901.* *1er mars 1901.* *1er avril 1901.* *1er mai 1901.* *1er juin 1901.* *1er juillet 1901.* *1er août 1901.* *1er septembre 1901.* *1er octobre 1901.* *1er novembre 1901.* *1er décembre 1901.* *1er janvier 1902.* *1er février 1902.* *1er mars 1902.* *1er avril 1902.* *1er mai 1902.* *1er juin 1902.* *1er juillet 1902.* *1er août 1902.* *1er septembre 1902.* *1er octobre 1902.* *1er novembre 1902.* *1er décembre 1902.* *1er janvier 1903.* *1er février 1903.* *1er mars 1903.* *1er avril 1903.* *1er mai 1903.* *1er juin 1903.* *1er juillet 1903.* *1er août 1903.* *1er septembre 1903.* *1er octobre 1903.* *1er novembre 1903.* *1er décembre 1903.* *1er janvier 1904.* *1er février 1904.* *1er mars 1904.* *1er avril 1904.* *1er mai 1904.* *1er juin 1904.* *1er juillet 1904.* *1er août 1904.* *1er septembre 1904.* *1er octobre 1904.* *1er novembre 1904.* *1er décembre 1904.* *1er janvier 1905.* *1er février 1905.* *1er mars 1905.* *1er avril 1905.* *1er mai 1905.* *1er juin 1905.* *1er juillet 1905.* *1er août 1905.* *1er septembre 1905.* *1er octobre 1905.* *1er novembre 1905.* *1er décembre 1905.* *1er janvier 1906.* *1er février 1906.* *1er mars 1906.* *1er avril 1906.* *1er mai 1906.* *1er juin 1906.* *1er juillet 1906.* *1er août 1906.* *1er septembre 1906.* *1er octobre 1906.* *1er novembre 1906.* *1er décembre 1906.* *1er janvier 1907.* *1er février 1907.* *1er mars 1907.* *1er avril 1907.* *1er mai 1907.* *1er juin 1907.* *1er juillet 1907.* *1er août 1907.* *1er septembre 1907.* *1er octobre 1907.* *1er novembre 1907.* *1er décembre 1907.* *1er janvier 1908.* *1er février 1908.* *1er mars 1908.* *1er avril 1908.* *1er mai 1908.* *1er juin 1908.* *1er juillet 1908.* *1er août 1908.* *1er septembre 1908.* *1er octobre 1908.* *1er novembre 1908.* *1er décembre 1908.* *1er janvier 1909.* *1er février 1909.* *1er mars 1909.* *1er avril 1909.* *1er mai 1909.* *1er juin 1909.* *1er juillet 1909.* *1er août 1909.* *1er septembre 1909.* *1er octobre 1909.* *1er novembre 1909.* *1er décembre 1909.* *1er janvier 1910.* *1er février 1910.* *1er mars 1910.* *1er avril 1910.* *1er mai 1910.* *1er juin 1910.* *1er juillet 1910.* *1er août 1910.* *1er septembre 1910.* *1er octobre 1910.* *1er novembre 1910.* *1er décembre 1910.* *1er janvier 1911.* *1er février 1911.* *1er mars 1911.* *1er avril 1911.* *1er mai 1911.* *1er juin 1911.* *1er juillet 1911.* *1er août 1911.* *1er septembre 1911.* *1er octobre 1911.* *1er novembre 1911.* *1er décembre 1911.* *1er janvier 1912.* *1er février 1912.* *1er mars 1912.* *1er avril 1912.* *1er mai 1912.* *1er juin 1912.* *1er juillet 1912.* *1er août 1912.* *1er septembre 1912.* *1er octobre 1912.* *1er novembre 1912.* *1er décembre 1912.* *1er janvier 1913.* *1er février 1913.* *1er mars 1913.* *1er avril 1913.* *1er mai 1913.* *1er juin 1913.* *1er juillet 1913.* *1er août 1913.* *1er septembre 1913.* *1er octobre 1913.* *1er novembre 1913.* *1er décembre 1913.* *1er janvier 1914.* *1er février 1914.* *1er mars 1914.* *1er avril 1914.* *1er mai 1914.* *1er juin 1914.* *1er juillet 1914.* *1er août 1914.* *1er septembre 1914.* *1er octobre 1914.* *1er novembre 1914.* *1er décembre 1914.* *1er janvier 1915.* *1er février 1915.* *1er mars 1915.* *1er avril 1915.* *1er mai 1915.* *1er juin 1915.* *1er juillet 1915.* *1er août 1915.* *1er septembre 1915.* *1er octobre 1915.* *1er novembre 1915.* *1er décembre 1915.* *1er janvier 1916.* *1er février 1916.* *1er mars 1916.* *1er avril 1916.* *1er mai 1916.* *1er juin 1916.* *1er juillet 1916.* *1er août 1916.* *1er septembre 1916.* *1er octobre 1916.* *1er novembre 1916.* *1er décembre 1916.* *1er janvier 1917.* *1er février 1917.* *1er mars 1917.* *1er avril 1917.* *1er mai 1917.* *1er juin 1917.* *1er juillet 1917.* *1er août 1917.* *1er septembre 1917.* *1er octobre 1917.* *1er novembre 1917.* *1er décembre 1917.* *1er janvier 1918.* *1er février 1918.* *1er mars 1918.* *1er avril 1918.* *1er mai 1918.* *1er juin 1918.* *1er juillet 1918.* *1er août 1918.* *1er septembre 1918.* *1er octobre 1918.* *1er novembre 1918.* *1er décembre 1918.* *1er janvier 1919.* *1er février 1919.* *1er mars 1919.* *1er avril 1919.* *1er mai 1919.* *1er juin 1919.* *1er juillet 1919.* *1er août 1919.* *1er septembre 1919.* *1er octobre 1919.* *1er novembre 1919.* *1er décembre 1919.* *1er janvier 1920.* *1er février 1920.* *1er mars 1920.* *1er avril 1920.* *1er mai 1920.* *1er juin 1920.* *1er juillet 1920.* *1er août 1920.* *1er septembre 1920.* *1er octobre 1920.* *1er novembre 1920.* *1er décembre 1920.* *1er janvier 1921.* *1er février 1921.* *1er mars 1921.* *1er avril 1921.* *1er mai 1921.* *1er juin 1921.* *1er juillet 1921.* *1er août 1921.* *1er septembre 1921.* *1er octobre 1921.* *1er novembre 1921.* *1er décembre 1921.* *1er janvier 1922.* *1er février 1922.* *1er mars 1922.* *1er avril 1922.* *1er mai 1922.* *1er juin 1922.* *1er juillet 1922.* *1er août 1922.* *1er septembre 1922.* *1er octobre 1922.* *1er novembre 1922.* *1er décembre 1922.* *1er janvier 1923.* *1er février 1923.* *1er mars 1923.* *1er avril 1923.* *1er mai 1923.* *1er juin 1923.* *1er juillet 1923.* *1er août 1923.* *1er septembre 1923.* *1er octobre 1923.* *1er novembre 1923.* *1er décembre 1923.* *1er janvier 1924.* *1er février 1924.* *1er mars 1924.* *1er avril 1924.* *1er mai 1924.* *1er juin 1924.* *1er juillet 1924.* *1er août 1924.* *1er septembre 1924.* *1er octobre 1924.* *1er novembre 1924.* *1er décembre 1924.* *1er janvier 1925.* *1er février 1925.* *1er mars 1925.* *1er avril 1925.* *1er mai 1925.* *1er juin 1925.* *1er juillet 1925.* *1er août 1925.* *1er septembre 1925.* *1er octobre 1925.* *1er novembre 1925.* *1er décembre 1925.* *1er janvier 1926.* *1er février 1926.* *1er mars 1926.* *1er avril 1926.* *1er mai 1926.* *1er juin 1926.* *1er juillet 1926.* *1er août 1926.* *1er septembre 1926.* *1er octobre 1926.* *1er novembre 1926.* *1er décembre 1926.* *1er janvier 1927.* *1er février 1927.* *1er mars 1927.* *1er avril 1927.* *1er mai 1927.* *1er juin 1927.* *1er juillet 1927.* *1er août 1927.* *1er septembre 1927.* *1er octobre 1927.* *1er novembre 1927.* *1er décembre 1927.* *1er janvier 1928.* *1er février 1928.* *1er mars 1928.* *1er avril 1928.* *1er mai 1928.* *1er juin 1928.* *1er juillet 1928.* *1er août 1928.* *1er septembre 1928.* *1er octobre 1928.* *1er novembre 1928.* *1er décembre 1928.* *1er janvier 1929.* *1er février 1929.* *1er mars 1929.* *1er avril 1929.* *1er mai 1929.* *1er juin 1929.* *1er juillet 1929.* *1er août 1929.* *1er septembre 1929.* *1er octobre 1929.* *1er novembre 1929.* *1er décembre 1929.* *1er janvier 1930.* *1er février 1930.* *1er mars 1930.* *1er avril 1930.* *1er mai 1930.* *1er juin 1930.* *1er juillet 1930.* *1er août 1930.* *1er septembre 1930.* *1er octobre 1930.* *1er novembre 1930.* *1er décembre 1930.* *1er janvier 1931.* *1er février 1931.* *1er mars 1931.* *1er avril 1931.* *1er mai 1931.* *1er juin 1931.* *1er juillet 1931.* *1er août 1931.* *1er septembre 1931.* *1er octobre 1931.* *1er novembre 1931.* *1er décembre 1931.* *1er janvier 1932.* *1er février 1932.* *1er mars 1932.* *1er avril 1932.* *1er mai 1932.* *1er juin 1932.* *1er juillet 1932.* *1er août 1932.* *1er septembre 1932.* *1er octobre 1932.* *1er novembre 1932.* *1er décembre 1932.* *1er janvier 1933.* *1er février 1933.* *1er mars 1933.* *1er avril 1933.* *1er mai 1933.* *1er juin 1933.* *1er juillet 1933.* *1er août 1933.* *1er septembre 1933.* *1er octobre 1933.* *1er novembre 1933.* *1er décembre 1933.* *1er janvier 1934.* *1er février 1934.* *1er mars 1934.* *1er avril 1934.* *1er mai 1934.* *1er juin 1934.* *1er juillet 1934.* *1er août 1934.* *1er septembre 1934.* *1er octobre 1934.* *1er novembre 1934.* *1er décembre 1934.* *1er janvier 1935.* *1er février 1935.* *1er mars 1935.* *1er avril 1935.* *1er mai 1935.* *1er juin 1935.* *1er juillet 1935.* *1er août 1935.* *1er septembre 1935.* *1er octobre 1935.* *1er novembre 1935.* *1er décembre 1935.* *1er janvier 1936.* *1er février 1936.* *1er mars 1936.* *1er avril 1936.* *1er mai 1936.* *1er juin 1936.* *1er juillet 1936.* *1er août 1936.* *1er septembre 1936.* *1er octobre 1936.* *1er novembre 1936.* *1er décembre 1936.* *1er janvier 1937.* *1er février 1937.* *1er mars 1937.* *1er avril 1937.* *1er mai 1937.* *1er juin 1937.* *1er juillet 1937.* *1er août 1937.* *1er septembre 1937.* *1er octobre 1937.* *1er novembre 1937.* *1er décembre 1937.* *1er janvier 1938.* *1er février 1938.* *1er mars 1938.* *1er avril 1938.* *1er mai 1938.* *1er juin 1938.* *1er juillet 1938.* *1er août 1938.* *1er septembre 1938.* *1er octobre 1938.* *1er novembre 1938.* *1er décembre 1938.* *1er janvier 1939.* *1er février 1939.* *1er mars 1939.* *1er avril 1939.* *1er mai 1939.* *1er juin 1939.* *1er juillet 1939.* *1er août 1939.* *1er septembre 1939.* *1er octobre 1939.* *1er novembre 1939.* *1er décembre 1939.* *1er janvier 1940.* *1er février 1940.* *1er mars 1940.* *1er avril 1940.* *1er mai 1940.* *1er juin 1940.* *1er juillet 1940.* *1er août 1940.* *1er septembre 1940.* *1er octobre 1940.* *1er novembre 1940.* *1er décembre 1940.* *1er janvier 1941.* *1er février 1941.* *1er mars 1941.* *1er avril 1941.* *1er mai 1941.* *1er juin 1941.* *1er juillet 1941.* *1er août 1941.* *1er septembre 1941.* *1er octobre 1941.* *1er novembre 1941.* *1er décembre 1941.* *1er janvier 1942.* *1er février 1942.* *1er mars 1942.* *1er avril 1942.* *1er mai 1942.* *1er juin 1942.* *1er juillet 1942.* *1er août 1942.* *1er septembre 1942.* *1er octobre 1942.* *1er novembre 1942.* *1er décembre 1942.* *1er janvier 1943.* *1er février 1943.* *1er mars 1943.* *1er avril 1943.* *1er mai 1943.* *1er juin 1943.* *1er juillet 1943.* *1er août 1943.* *1er septembre 1943.* *1er octobre 1943.* *1er novembre 1943.* *1er décembre 1943.* *1er janvier 1944.* *1er février 1944.* *1er mars 1944.* *1er avril 1944.* *1er mai 1944.* *1er juin 1944.* *1er juillet 1944.* *1er août 1944.* *1er septembre 1944.* *1er octobre 1944.* *1er novembre 1944.* *1er décembre 1944.* *1er janvier 1945.* *1er février 1945.* *1er mars 1945.* *1er avril 1945.* *1er mai 1945.* *1er juin 1945.* *1er juillet 1945.* *1er août 1945.* *1er septembre 1945.* *1er octobre 1945.* *1er novembre 1945.* *1er décembre 1945.* *1er janvier 1946.* *1er février 1946.* *1er mars 1946.* *1er avril 1946.* *1er mai 1946.* *1er juin 1946.* *1er juillet 1946.* *1er août 1946.* *1er septembre 1946.* *1er octobre 1946.* *1er novembre 1946.* *1er décembre 1946.* *1er janvier 1947.* *1er février 1947.* *1er mars 1947.* *1er avril 1947.* *1er mai 1947.* *1er juin 1947.* *1er juillet 1947.* *1er août 1947.* *1er septembre 1947.* *1er octobre 1947.* *1er novembre 1947.* *1er décembre 1947.* *1er janvier 1948.* *1er février 1948.* *1er mars 1948.* *1er avril 1948.* *1er mai 1948.* *1er juin 1948.* *1er juillet 1948.* *1er août 1948.* *1er septembre 1948.* *1er octobre 1948.* *1er novembre 1948.* *1er décembre 1948.* *1er janvier 1949.* *1er février 1949.* *1er mars 1949.* *1er avril 1949.* *1er mai 1949.* *1er juin 1949.* *1er juillet 1949.* *1er août 1949.* *1er septembre 1949.* *1er octobre 1949.* *1er novembre 1949.* *1er décembre 1949.* *1er janvier 1950.* *1er février 1950.* *1er mars 1950.* *1er avril 1950.* *1er mai 1950.* *1er juin 1950.* *1er juillet 1950.* *1er août 1950.* *1er septembre 1950.* *1er octobre 1950.* *1er novembre 1950.* *1er décembre 1950.* *1er janvier 1951.* *1er février 1951.* *1er mars 1951.* *1er avril 1951.* *1er mai 1951.* *1er juin 1951.* *1er juillet 1951.* *1er août 1951.* *1er septembre 1951.* *1er octobre 1951.* *1er novembre 1951.* *1er décembre 1951.* *1er janvier 1952.* *1er février 1952.* *1er mars 1952.* *1er avril 1952.* *1er mai 1952.* *1er juin 1952.* *1er juillet 1952.* *1er août 1952.* *1er septembre 1952.* *1er octobre 1952.* *1er novembre 1952.* *1er décembre 1952.* *1er janvier 1953.* *1er février 1953.* *1er mars 1953.* *1er avril 1953.* *1er mai 1953.* *1er juin 1953.* *1er juillet 1953.* *1er août 1953.* *1er septembre 1953.* *1er octobre 1953.* *1er novembre 1953.* *1er décembre 1953.* *1er janvier 1954.* *1er février 1954.* *1er mars 1954.* *1er avril 1954.* *1er mai 1954.* *1er juin 1954.* *1er juillet 1954.* *1er août 1954.* *1er septembre 1954.* *1er octobre 1954.* *1er novembre 1954.* *1er décembre 1954.* *1er janvier 1955.* *1er février 1955.* *1er mars 1955.* *1er avril 1955.* *1er mai 1955.* *1er juin 1955.* *1er juillet 1955.* *1er août 1955.* *1er septembre 1955.* *1er octobre 1955.* *1er novembre 1955.* *1er décembre 1955.* *1er janvier 1956.* *1er février 1956.* *1er mars 1956.* *1er avril 1956.* *1er mai 1956.* *1er juin 1956.* *1er juillet 1956.* *1er août 1956.* *1er septembre 1956.* *1er octobre 1956.* *1er novembre 1956.* *1er décembre 1956.* *1er janvier 1957.* *1er février 1957.* *1er mars 1957.* *1er avril 1957.* *1er mai 1957.* *1er juin 1957.* *1er juillet 1957.* *1er août 1957.* *1er septembre 1957.* *1er octobre 1957.* *1er novembre 1957.* *1er décembre 1957.* *1er janvier 1958.* *1er février 1958.* *1er mars 1958.* *1er avril 1958.* *1er mai 1958.* *1er juin 1958.* *1er juillet 1958.* *1er août 1958.* *1er septembre 1958.* *1er octobre 1958.* *1er novembre 1958.* *1er décembre 1958.* *1er janvier 1959.* *1er février 1959.* *1er mars 1959.* *1er avril 1959.* *1er mai 1959.* *1er juin 1959.* *1er juillet 1959.* *1er août 1959.* *1er septembre 1959.* *1er octobre 1959.* *1er novembre 1959.* *1er décembre 1959.* *1er janvier 1960.* *1er février 1960.* *1er mars 1960.* *1er avril 1960.* *1er mai 1960.* *1er juin 1960.* *1er juillet 1960.* *1er août 1960.* *1er septembre 1960.* *1er octobre 1960.* *1er novembre 1960.* *1er décembre 1960.* *1er janvier*

Exercice 1895. Ouverture de crédits supplémentaires pour l'installation de deux postes consulaires au Siam, B. 1721, p. 318; — pour la création de postes consulaires en Chine, B. 1742, p. 1337.

AGRICULTURE.

Exercice 1891. Ouverture de crédits supplémentaires, B. 1730, p. 940; — B. 1730, p. 944.

Exercice 1892. Ouverture de crédits supplémentaires, B. 1730, p. 941; — B. 1730, p. 945.

Exercice 1893. Ouverture de crédit supplémentaire, B. 1730, p. 948.

Exercice 1894. Ouverture de crédits à titre de fonds de concours versés au Trésor : affecté au traitement du professeur d'agriculture de Belley (Ain), B. 1730, p. 936; — pour les dépenses d'entretien de l'école pratique d'agriculture d'Écully (Rhône), B. 1730, p. 937; — affecté à la remonte des haras, B. 1730, p. 938; — applicable à la construction du canal de la Noue (Haute-Garonne), B. 1730, p. 939; — pour le traitement du secrétaire du *Herd Book* français, B. 1730, p. 943; — affecté à la restauration de la montagne du Mourgat (Hautes-Pyrénées), B. 1732, p. 946; — affecté à la construction du canal du Lavet (Haute-Garonne), B. 1730, p. 947;

Exercice 1895. Ouverture de crédits à titre de fonds de concours versés au Trésor : pour l'entretien du chemin de la Croix-des-Routes dans la forêt domaniale de Larivour (Aube), B. 1731, p. 978; — pour travaux à effectuer dans la forêt domaniale de Chabet-el-Ouart (Constantine); B. 1731, p. 979; — affecté à l'exécution de travaux dans les forêts domaniales de la Corse, B. 1731, p. 980; — pour l'entretien de l'école de laiterie de Poligny (Jura), B. 1731, p. 981; — pour

la réglementation des eaux de l'oued Taghria (Oran), B. 1731, p. 1073; — pour l'amélioration du régime des eaux du littoral (versant d'Arcachon), B. 1736, p. 1140; — affecté au dessèchement du marais d'Ain-Tédel (Oran), B. 1742, p. 1339; — affecté à l'ouverture de sentiers dans la série d'Entraigues, B. 1742, p. 1340. — Report de l'exercice 1895 de sommes non employées en 1891 : affecté à la remonte des haras, B. 1736, p. 1136; — pour travaux à exécuter dans la forêt domaniale de Bou-Hatten (Constantine), B. 1736, p. 1136; — destiné à l'achèvement des lignes télégraphiques de l'observatoire du Mont-Agoual, B. 1736, p. 1137; — destinée à encourager l'industrie chevaline, B. 1736, p. 1138; — destinée à la correction du Grand Ravin, commune de Marius (Haute-Savoie), B. 1736, p. 1139.

COLONIES.

Exercice 1894. Ouverture au budget du département des colonies d'un chapitre spécial destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à l'exercice, B. 1739, p. 1222.

Ouverture de crédits à titre de fonds de concours versés au Trésor par le cercle de Matam, pour participation aux dépenses de construction du poste de la (Sénégal), B. 1722, p. 364.

COMMERCE, INDUSTRIE,
POSTES ET TÉLÉGRAPHES.

Exercices 1892 et 1893. Ouverture de crédits supplémentaires, B. 1738, p. 1185; — B. 1738, p. 1187.

Exercice 1895. Ouverture de crédits à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'établissement de réseaux télé-

riques et de lignes interurbaines, B. 1736, p. 1141; — B. 1741, p. 1294; — pour l'établissement de lignes téléphoniques, B. 1736, p. 1146; — pour l'établissement de lignes télégraphiques, B. 1740, p. 1275; — B. 1740, p. 1276; — B. 1741, p. 1295; — B. 1741, p. 1310.

FINANCES.

Exercice 1891. Ouverture de crédit supplémentaire, B. 1732, p. 1013.

Exercice 1894. Ouverture de deux nouveaux chapitres destinés à recevoir l'imputation des paiements faits pour rappels d'arrérages de rentes viagères et de pensions d'exercices clos, B. 1733, p. 1049.

Exercice 1895. Ouverture de crédit supplémentaire pour le service de l'exploitation (budget annexe des monnaies et médailles), B. 1743, p. 1349.

Ouverture de crédits à titre de fonds de concours versés au Trésor : pour dépenses du cadastre, B. 1721, p. 335; — affecté aux dépenses de renouvellement du cadastre, B. 1723, p. 407; — B. 1726, p. 664; — pour la fourniture de papiers timbrés au Gouvernement égyptien, B. 1748, p. 1523.

Report à l'exercice 1895 de crédits non employés en 1894 : affecté aux travaux de confection du cadastre, B. 1718, p. 235; — B. 1718, p. 236; — B. 1718, p. 237; — pour indemniser les victimes des incendies de forêts de l'Algérie en 1881, B. 1718, p. 238; — pour la liquidation des suites de l'apposition de séquestres autres que celui concernant les incendies de forêts de 1881 en Algérie, B. 1718, p. 239; — pour la liquidation des suites de l'apposition de séquestre des incendies de forêts de 1881 en Algérie, B. 1718, p. 241.

GUERRE.

Exercice 1891. Ouverture de crédit supplémentaire, B. 1742, p. 1343.

Exercices 1891, 1892 et 1893. Ouverture de crédits supplémentaires, B. 1719, p. 282; — B. 1726, p. 668; — B. 1743, p. 1567.

Exercice 1894. Ouverture d'un chapitre destiné à recevoir l'imputation des rappels de solde applicables à des exercices antérieurs, B. 1724, p. 437.

Exercices 1895. Ouverture de crédits à titre de fonds de concours versés au Trésor : pour travaux militaires, B. 1717, p. 214; — B. 1717, p. 216; — B. 1734, p. 1085; — B. 1746, p. 1470; — pour la location du magasin central d'habillement et de campement de la place de Nantes, B. 1734, p. 1082; — affecté à la restauration de la façade de l'ancienne église des Chartreux, servant de magasin au service de l'artillerie, à Douai, B. 1734, p. 1083; — pour la location des immeubles occupés par le magasin d'habillement et de campement de Toulouse, B. 1734, p. 1084; — pour acquisition de terrains à Bizerte (Tunisie), B. 1746, p. 1469.

INSTRUCTION PUBLIQUE, BEAUX-ARTS ET CULTES.

Exercice 1891. Ouverture de crédit supplémentaire, B. 1726, p. 676.

Exercices 1891, 1892 et 1893. Ouverture de crédits supplémentaires, B. 1717, p. 213; — B. 1726, p. 678; — B. 1739, p. 1244; — B. 1747, p. 1506.

Exercices 1891 et 1893. Ouverture de crédit supplémentaire, B. 1726, p. 677.

Exercice 1895. Ouverture de crédits extraordinaires : pour la pose d'une pierre tombale à la mémoire d'Albert, membre du Gouvernement provisoire de 1848; B. 1733, p. 1201; — pour les fu-

néralles de Louis Pasteur.

B. 1737, p. 1165.

Ouverture de crédits supplémentaires : ouverture de crédit supplémentaire au chapitre VII :

facultés, personnel et annulation de crédit au chapitre IX : subventions aux départements, villes et communes, B. 1724, p. 444 ; —

Décret portant inscription, à un chapitre spécial du budget du ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes

(beaux-arts), d'un crédit pour la pose d'une pierre tombale à la mémoire d'Albert, membre du

Gouvernement provisoire de 1848, B. 1739, p. 1241.

Ouverture de crédits à titre de fonds de concours versés au Trésor : pour les dépenses de l'observatoire de Bordeaux, B. 1715,

p. 22 ; — pour les dépenses de l'enseignement primaire, B. 1715, p. 23 ; — B. 1723, p. 410 ; —

pour les dépenses des écoles nationales des beaux-arts, d'art décoratif et d'art industriel, B. 1715,

p. 24 ; — B. 1729, p. 922 ; — B. 1739, p. 1249 ; — pour les dépenses des écoles d'enseignement supérieur en Algérie, B. 1718, p. 246 ; —

B. 1729, p. 916 ; — B. 1737, p. 1177 ; — B. 1748, p. 1530 ; —

pour les dépenses de l'École nationale des beaux-Arts d'Alger, B. 1718, p. 247 ; — B. 1737,

p. 1176 ; — B. 1743, p. 1371 ; —

pour les dépenses de restauration de la salle des illustres à l'hôtel de ville de Toulouse, B. 1724,

p. 434 ; — pour les dépenses du service chonométrique de l'observatoire de Besançon, B. 1737,

p. 1167 ; — B. 1748, p. 1534 ; —

pour les dépenses de l'enseignement primaire élémentaire en France, moins les villes de plus

de 150,000 âmes, B. 1737, p. 1171 ; — applicable aux dépenses de reconstruction de l'Opéra-Comique, B. 1739, p. 1243 ; — applicable aux travaux de canalisation d'eau par des soins du

service des eaux de la ville de Marly, B. 1734, p. 1165 ; —

pour la reconstruction de l'École nationale d'art décoratif de Liège, et du musée national, B. 1734, p. 1165 ; —

pour l'érection d'une œuvre de sculpture destinée à être placée dans la nouvelle salle des fêtes de la préfecture des Alpes-Maritimes, B. 1738, p. 1535 ; —

pour les dépenses de l'enseignement primaire en France, B. 1738, p. 1535 ; —

pour les dépenses de l'École de Toulouse, B. 1738, p. 1535.

INTÉRIEUR.

Exercice 1891, 1892, 1894. Ouverture de crédits supplémentaires, B. 1734, p. 1165 ; —

Exercice 1895. Ouverture de crédits à titre de fonds de concours versés au Trésor : pour les réparations effectuées aux bâtiments de l'établissement de Vichy, B. 1726, p. 916 ; —

affecté à la réfection de la conduite d'eau de la commune de Lourmel (Oran), B. 1726, p. 916 ; —

Exercice 1896. Ouverture de crédits à titre de fonds de concours versés au Trésor : pour la partition du fonds de concours des départements inscrits au chapitre XXVII du budget de l'exercice 1896, B. 1734, p. 1165 ; —

JUSTICE.

Exercice 1894. Ouverture de crédits annexe de la section de la Légion d'honneur, B. 1734, p. 1165 ; —

deux chapitres de crédits affectés à l'imputation des pensions pour rappels d'arrérages et suppléments de la Légion d'honneur, B. 1734, p. 1165 ; —

de la médaille militaire, B. 1734, p. 1165 ; —

portent à des crédits B. 1734, p. 436.

MARINE.

Exercice 1894. Ouverture de crédits annexe de la section de la marine, B. 1734, p. 1165 ; —

tiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice, B. 1723, p. 401.

Exercice 1895. Ouverture au budget annexe de la Caisse des Invalides de la marine d'un crédit destiné au paiement de dépenses sur fonds provenant de retenues sur les primes à la construction et à la navigation, B. 1724, p. 440; B. 1748, p. 1531. — Report au budget-annexe de la Caisse des invalides de la marine (exercice 1895) d'un crédit supplémentaire destiné au paiement de dépenses sur fonds provenant de donations et de legs non employés pendant l'exercice 1894, B. 1730, p. 959. — Décret qui reporte au budget-annexe de la Caisse des invalides de la marine (exercice 1895) un crédit supplémentaire destiné au paiement de dépenses sur fonds provenant des prélèvements de 4 p. 0/0 sur les primes à la marine marchande et non employés pendant l'exercice 1894, B. 1737, p. 1162.

TRAVAUX PUBLICS.

Exercices 1891, 1892 et 1893. Ouverture de crédits supplémentaires, B. 1721, p. 318; B. 1731, p. 992; B. 1734, p. 1076.

Exercices 1892 et 1893. Ouverture de crédit supplémentaire, B. 1721, p. 328.

Exercice 1894. Ouverture de crédits à titre de fonds de concours versés au Trésor : applicables à divers travaux de navigation intérieure, B. 1717, p. 209; B. 1720, p. 296; — applicable à l'entretien du pont de Quartes, sur la Sambre canalisée, B. 1719, p. 279; — applicable aux frais de surveillance de la ligne télégraphique souterraine de Reims à Givet (route nationale n° 51, traverse de Montigny-sur-Vence), B. 1720, p. 313; — applicable à la réparation des dégradations causées aux talus, banquettes et fossés de la route nationale n° 64, B. 1721, p. 332.

Exercice 1895. Ouverture de crédit extraordinaire. — Loi ayant pour objet : 1° l'ouverture au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1895, d'un crédit extraordinaire pour la réparation des dommages résultant de la rupture de la digue du réservoir de Bouzey (canal de l'Est); 2° l'annulation d'une somme sur les crédits ouverts au Ministre des travaux publics au titre du chapitre LXII; Établissement et améliorations des canaux de navigation, du budget de l'exercice 1895, B. 1746, p. 1445.

Ouverture de crédit à titre d'avances : applicable aux travaux d'amélioration des ports de Rouen et de Cette, B. 1724, p. 430.

Ouverture de crédits à titre de fonds de concours versés au Trésor : pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État, B. 1721, p. 336; B. 1721, p. 337; B. 1721, p. 339; B. 1729, p. 905; B. 1730, p. 950; B. 1730, p. 951; B. 1736, p. 1147; B. 1743, p. 1369; B. 1746, p. 1454; B. 1746, p. 1461; B. 1746, p. 1466; — applicable à la construction d'une jetée-abri au golfe Jouan et aux travaux d'amélioration des ports de Bordeaux, de Bayonne et du Tréport, B. 1724, p. 431; — applicable au nivellement général du département du Pas-de-Calais et de la commune d'Hénin-Liétard, B. 1729, p. 907; — pour travaux de navigation intérieure, B. 1739, p. 1225; — pour l'exécution de divers travaux maritimes, B. 1742, p. 1341; — applicable à divers travaux de routes nationales, B. 1743, p. 1363; — applicable à l'entretien des collections minéralogiques de l'école des mines de Saint-Étienne, B. 1744, p. 1399; — applicable aux travaux de restauration de l'écluse du fort, sur la Scarpe-Inférieure, et de rehaussement des ponts du polygone et du marais de Flers sur la Scarpe-Moyenne, B. 1746, p. 1447; — applicable à

l'établissement d'une station avec port sec à Forges (ligne de Poitiers à la Rochelle et à Rochefort, B. 1746, p. 1448; — pour le paiement des indemnités allouées aux agents chargés du service météorologique des ports de Boulogne, Dieppe, Saint-Malo et Bayonne, B. 1746, p. 1449; — applicable aux frais de manœuvre et d'entretien du pont de Vic, sur le canal de Calais, B. 1746, p. 1451; — affecté au traitement de l'écluser chargé de la manœuvre des portes d'accès du canal de Bourgidou, B. 1746, p. 1452; — applicable aux travaux d'amélioration des ports de Rouen et de Dunkerque, B. 1746, p. 1453; — pour l'amélioration du port de Rouen, B. 1746, p. 1462; — pour l'amélioration des ports de Philippeville et d'Alger, B. 1746, p. 1463; — pour le paiement de l'indemnité allouée au gardien des feux de la jetée Est du port de Boulogne-sur-Mer, B. 1746, p. 1464; — applicable aux travaux d'amélioration de la Garonne maritime et de la Gironde supérieure, B. 1746, p. 1465. — Report à l'exercice 1895 de sommes non employées en 1894, pour l'établissement d'un nouveau port à Châtillon, sur la rive gauche du canal Saint-Martin à sa jonction avec le canal latéral à la Marne, B. 1720, p. 290; —

pour l'amélioration de divers travaux maritimes, B. 1720, p. 291; — applicable à l'établissement de diverses lignes de chemins de fer, B. 1720, p. 295; — applicable à des travaux de navigation intérieure, B. 1720, p. 298; — applicable à la transformation en un pont unique des deux ponts de la Colomnière, sur le canal du Centre, B. 1720, p. 299; — applicable à l'établissement d'un port sur la Seine, à Chaisy-le-Roi, B. 1720, p. 301; — applicable aux travaux d'amélioration de la route nationale n° 10, entre la sortie de Sévres et le rond-point de Viroflay, B. 1720, p. 302; — applicables à diverses entreprises, B. 1720, p. 306; B. 1721, p. 324; — applicable aux travaux d'achèvement du port de Bordeaux, B. 1720, p. 308; — applicable aux travaux d'amélioration du port de Dieppe, B. 1720, p. 309; — applicable aux travaux de dragage de la Garonne, au port de Bordeaux, B. 1720, p. 310; — applicable aux travaux de réparation de la passerelle de Passy, sur la Seine, à Paris, B. 1720, p. 311; — applicable à la construction de trottoirs et au macadamisage de la chaussée de la route nationale n° 127, dans la traverse de Valence d'Agon (Tarn-et-Garonne), B. 1720, p. 312.

C

CAISSES D'AMORTISSEMENT ET DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS. Décret qui ouvre un crédit supplémentaire au budget des dépenses administratives de la Caisse des dépôts et consignations pour l'exercice 1895, B. 1715, p. 27.

CAISSES D'ASSURANCES. Décret qui nomme un membre de la Commission supérieure des caisses d'assurances en cas de décès et en cas d'accidents, B. 1738, p. 1288.

CAISSES D'ÉPARGNE. Loi sur les caisses d'épargne, B. 1723, p. 361. — Décret portant règlement d'administration publique pour déterminer les formes et conditions de l'élection des représentants des caisses d'épargne à la commission supérieure instituée par l'article 11 de la loi du 20 juillet 1895, B. 1731, p. 1296.

CAISSE D'ÉPARGNE POSTALE. *Voyez* *Postes et télégraphes.*

CAISSE NATIONALE DE RETRAITE. Décret qui fixe le taux de l'intérêt composé pour les déposants de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, B. 1748, p. 1536.

— Loi relative à la majoration des pensions de la caisse nationale des retraites, B. 1749, p. 1555.

CAISSES DE RETRAITE, DE SECOURS ET DE PRÉVOYANCE. Loi concernant les caisses de retraite, de secours et de prévoyance fondées au profit des employés et ouvriers, B. 1748, p. 1511.

CANAL. Voyez Assainissement, irrigation, navigation intérieure.

CANTONS. Loi portant création d'un troisième canton à Tourcoing (Nord), B. 1719, p. 255.

CHAMBRES DE COMMERCE. Voyez Bourses de commerce.

CHEMINS DE FER.

Dispositions générales. Décret portant ce qui suit : est et demeure déclassée l'avenue d'accès à la gare de Vézelize (chemin de fer de Nancy à Mirecourt), B. 1715, p. 188. — Décret portant organisation du contrôle des chemins de fer, B. 1721, p. 322. — Décret modifiant les articles 43 et suivants du décret du 31 mai 1862 sur la comptabilité publique, en ce qui concerne les sommes remboursées au compte de premier établissement des chemins de fer de l'État (budget du ministère des travaux publics), B. 1746, p. 1467. — Décret qui déclare d'utilité publique l'acquisition des terrains sur lesquels sont établis la prise d'eau et les divers ouvrages de la dérivation du Charmaix à Modane (ligne du Rhône au mont Cenis), B. 1732, p. 1018.

Chemins de fer d'intérêt local. Décret qui approuve la substitution, à M. Alfred Lambert, de la compagnie du chemin de fer de Pont-de-la-Deule à Pont-à-Marq, comme concessionnaire du chemin de fer d'intérêt local de Pont-de-la-Deule à Pont-à-Marq, B. 1729, p. 904. — Décret qui

approuve la substitution, à M. Lambert, de la compagnie du chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Bussey à Ercheu, comme concessionnaire dudit chemin de fer, B. 1737, p. 1160. — Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans le département des Hautes-Pyrénées, de deux chemins de fer d'intérêt local, à traction électrique, de Pierrefitte à la Raillère, par Cauterets, et de Pierrefitte à Lux-Saint-Sauveur, B. 1747, p. 1477.

Conventions. Loi qui approuve la convention passée entre le ministre des travaux publics et la compagnie des chemins de fer du Sud de la France pour la modification des contrats qui lient cette compagnie à l'État, B. 1726, p. 653. — Loi qui approuve la convention passée, le 11 décembre 1895, entre le ministre des travaux publics et la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne, B. 1745, p. 1413.

Travaux :

Chemins de fer algériens. Sont approuvés : les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de Bône-Guelma et prolongements pour l'établissement d'une alimentation d'eau sur la ligne de Souk-Ahras à Tebessa, B. 1728, p. 898 ; — les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'ouest-algérien, ligne de Sainte-Barbe-du-Tlélat à Sidi-bel-Abbès, B. 1739, p. 1251.

Chemins de fer économiques. Sont approuvés les travaux à exécuter pour l'aménagement d'une salle de bains aux ateliers de Cosne-sur-Loire, sur la ligne de Sancoins à Lapeyrouse, B. 1747, p. 1507.

Chemins de fer de l'Est. Sont approuvés : les travaux à exécuter pour l'agrandissement des installations du service de la petite vitesse à la gare de Varangéville [ligne de Paris à Strasbourg]

(Meurthe-et-Moselle), B. 1745, p. 1443; — les travaux à exécuter pour l'agrandissement de la gare de Lunéville (ligne de Paris à Strasbourg), B. 1737, p. 1183; — les travaux à exécuter pour l'agrandissement de la gare de Paris, B. 1737, p. 1183.

Chemins de fer du Nord. Sont approuvés les travaux à exécuter pour l'élargissement de la plateforme de la tranchée comprise entre les gares de Paris et de la Chapelle, B. 1717, p. 219.

Chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée. Sont approuvées les dépenses à faire par cette compagnie sur son réseau algérien, ligne d'Alger à Oran (gare de Blida), B. 1727, p. 830.

Chemins de fer divers. Sont approuvés les travaux à exécuter pour l'établissement d'un chemin de fer destiné à relier les voies ferrées de la fosse n° 6 à la nouvelle fosse n° 7 des mines de Dourges (Pas-de-Calais), B. 1744, p. 1395.

CHEMINS VICINAUX. Décret relatif à la répartition, en 1895, des subventions accordées par l'État pour l'exécution des travaux vicinaux, B. 1715, p. 16. — Décret qui détermine, à partir de 1896, les parts contributives des communes, des départements et de l'État dans les travaux subventionnés en vertu de la loi du 12 mars 1880, B. 1724, p. 415.

CHIENS. Fixation de la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans différentes communes des départements ci-après: Doubs, B. 1734, p. 1087; — Gironde, B. 1729, p. 918; B. 1732, p. 1016; — Hérault, B. 1729, p. 918; — Marne, B. 1722, p. 379; — Savoie, B. 1740, p. 1180; — Vendée, B. 1732, p. 1015; — Vosges, B. 1740, p. 1280.

COLIS POSTAUX. Voyez *Postes et télégraphes*.

COLONIES ET PROTECTORATS.

Dispositions générales. Décret

réglant la concession des distinctions honorifiques en faveur des instituteurs et institutrices employés dans les écoles publiques des colonies, B. 1747, p. 1501.

Colonies.

Dispositions applicables à une seule colonie. — *Guyane.* Décret transférant au principal du collège de Cayenne les attributions du directeur de l'intérieur de la Guyane en matière d'instruction publique, B. 1747, p. 1503.

Inde française. Décret pronquant, dans les établissements français de l'Inde, l'article 14 du décret du 23 prairial an XII, sur les sépultures, B. 1747, p. 1504.

Obock. Décret portant suppression du pénitencier-dépôt d'Obock, B. 1726, p. 665. — Décret portant cession gratuite au service local et au service du protectorat du matériel et des établissements du pénitencier d'Obock, B. 1746, p. 1460.

Sénégal. Décret portant modification de la procédure à suivre pour la réalisation des objets mobiliers reçus en nantissement dans la colonie du Sénégal et dépendances, B. 1722, p. 375.

Dispositions applicables à plusieurs colonies. Décret portant application aux Antilles et à la Réunion de la loi du 1^{er} août 1893 sur les sociétés par actions, B. 1722, p. 376. — Décret portant suppression des vice-rectorats de la Martinique et de la Réunion, B. 1722, p. 377.

Pays de protectorat.

Annam et Tonkin. Loi qui porte de 10 à 15 millions le fonds de roulement du protectorat de l'Annam et du Tonkin, B. 1719, p. 253.

Tunisie. Décret qui institue une justice de paix à Kairouan (Tunisie), B. 1717, p. 212.

COMMISSAIRES DE POLICE. Voyez *Police*.

COMMUNES ET VILLES.

Changements de dénomination. La commune de Crèvecœur, can-

ton de Marcoing, arrondissement de Cambrai (Nord), portera à l'avenir le nom de *Crèvecœur-sur-l'Escaut*, B. 1729, p. 931. — La commune de Neuvy, canton de Chemillé, arrondissement de Cholet (Maine-et-Loire) portera le nom de *Neuville-en-Mauges*, B. 1744, p. 1412.

Emprunts et impositions extraordinaires: Avignon (Vaucluse), B. 1740, p. 1270; — Bône (Constantine), B. 1736, p. 1133; — Châlons-s.-Marne (Marne), B. 1734, p. 1054; — Laon (Aisne), B. 1734, p. 1058; Libourne (Gironde), B. 1740, p. 1272; — Nantes (Loire - Inférieure), B. 1741, p. 1286; — Oran (ville), B. 1734, p. 1070; Orange (Vaucluse), B. 1736, p. 1134; — Rouen (Seine-Inférieure) [approbation d'engagements], B. 1734, p. 1069; — Saint-Lô (Manche), B. 1740, p. 1272; — Tulle (Corrèze), B. 1734, p. 1060; B. 1740, p. 1273.

Communes imposées d'office: Saint-Nicolas (Haute-Vienne), B. 1740, p. 1274.

CONCESSIONS. Voyez *Domaine*.

CONSEILS D'ARRONDISSEMENT.

Élections. Décret qui fixe la date des élections pour le renouvellement de la première série sortante des conseils généraux et des conseils d'arrondissement, B. 1715, p. 18.

Annulations de délibérations: Décrets qui annulent les délibérations prises par les conseils d'arrondissement ci-après: Bressuire (Deux-Sèvres), B. 1735, p. 1119; Brioude (Haute-Loire), B. 1724, p. 443; B. 1729, p. 931; — Château-Gontier (Mayenne), B. 1724, p. 443; Clamecy (Nièvre), B. 1724, p. 443; — Loches (Indre-et-Loire), B. 1735, p. 119; — Mayenne (Mayenne), B. 1724, p. 443; Montluçon (Allier), B. 1720, p. 315; — Nantes (Loire-Inférieure), B. 1720, p. 316.

CONSEIL D'ÉTAT. Loi qui élève de dix-huit à dix-neuf le nombre des

conseillers d'État en service extraordinaire, B. 1743, p. 1350.

CONSEILS GÉNÉRAUX.

Élections. Décret qui fixe la date des élections pour le renouvellement de la première série sortante des conseils généraux et des conseils d'arrondissement, B. 1715, p. 18.

Annulations de délibérations: Décrets qui annulent les délibérations prises par les conseils généraux des départements ci-après: Bouches-du-Rhône, B. 1720, p. 314; B. 1720, p. 314; B. 1720, p. 315; B. 1720, p. 315; — Corse, B. 1715, p. 29; B. 1715, p. 30; Côtes-du-Nord, B. 1742, p. 1347; — Loire-Inférieure, B. 1735, p. 1119; — Maine-et-Loire, B. 1742, p. 1347; — Seine, B. 1715, p. 30; B. 1720, p. 315; — Var, B. 1742, p. 1347.

CONTRIBUTIONS DIRECTES, INDIRECTES ET FONCIÈRES. Voyez *Impôts*.

CONVENTIONS INTERNATIONALES. Notification au gouvernement de la République, par le conseil fédéral suisse, de l'accession du gouvernement de Honduras à la convention de l'Union postale signée à Vienne le 4 juillet 1891, B. 1718, p. 246. — Loi qui approuve un article additionnel à la convention sur les rapports de voisinage et la surveillance des forêts limitrophes, du 23 février 1882, entre la France et la Suisse, B. 1725, p. 445. — Décret qui promulgue l'article additionnel à la convention sur les rapports de voisinage et la surveillance des forêts limitrophes du 23 février 1882 conclu à Berne, le 25 juin 1895, entre la France et la Suisse, B. 1725, p. 446. — Loi qui approuve l'arrangement signé à Bucarest le 11 mars (27 février) 1895, entre la France et la Roumanie, pour la répression des fausses indications sur les marchandises, B. 1729, p. 901. — Décret qui promulgue l'arrangement signé, le 11 mars 1895, entre la France et la Rou-

naise, pour la repression des fausses infestations sur la provenance des marchandises. B. 1729, p. 902. — Loi qui approuve l'arrangement signé à Paris, le 6 février 1893, pour régler, en matière de tarifs douaniers, les relations commerciales entre la France et le Canada. B. 1730, p. 933. — Décret qui promulgue l'arrangement signé à Paris, le 6 février 1893, pour régler en matière de tarifs douaniers les relations commerciales entre la France et le Canada. B. 1730, p. 934. — Adhésion de la Girondo-

Bretagne à la convention maritime internationale signée à Dresde le 15 avril 1893. B. 1730, p. 1015.

COCHES ET TRIBUNAUX. Décret relatif à la situation des magistrats français mis à la disposition du gouvernement égyptien. B. 1731, p. 433.

CREDIT FONCIER. Loi qui approuve la Convention passée, le 10 décembre 1894, entre la ville de Paris et le Crédit foncier de France, pour la conversion d'emprunts antérieurs. B. 1731, p. 1050.

D

DECORATIONS ET MÉDAILLES.

Légion d'honneur. Loi relative aux récompenses à décerner à l'occasion du centenaire de la création de l'Institut de France. B. 1730, p. 1221. — Loi relative aux décorations supplémentaires à accorder aux militaires des armées de terre et de mer qui ont pris part à l'expédition de Madagascar. B. 1744, p. 1393. — Décret qui nomme M. le général de division *Duroc*, duc d'*Auersperg*, grand chancelier de la Légion d'honneur. B. 1742, p. 1344. — Décret qui nomme M. *Jacquelin*, conseiller d'État, secrétaire général de la Grande Chancellerie de la Légion d'honneur. B. 1742, p. 1344. — Décret qui nomme les membres du conseil de l'Ordre de la Légion d'honneur. B. 1742, p. 1345.

DÉCOMBREMENT. Voyez *Population*.

DÉPARTEMENTS.

Emprunts et impositions extraordinaires. Ont été autorisés à contracter des emprunts ou à s'imposer extraordinairement, les départements ci-après : Ain, B. 1736, p. 1121; — Aisne, B. 1740, p. 1255; — Ardèche, B. 1734, p. 1055; B. 1740, p. 1256; — Ariège, B. 1736, p. 1122; — Aube, B. 1740, p. 1257;

B. 1741, p. 1285; — Aude, B. 1741, p. 1317; B. 1742, p. 1319; — Calvados, B. 1734, p. 1050; B. 1734, p. 1062; — Charente-Inférieure, B. 1734, p. 1051; B. 1736, p. 1122; B. 1740, p. 1253; B. 1740, p. 1258; — Cher, B. 1734, p. 1063; B. 1740, p. 1259; — Corrèze, B. 1734, p. 1061; — Corse, B. 1736, p. 1123; — Dordogne, B. 1736, p. 1124; — Eure-et-Loir, B. 1736, p. 1124; — Garonne (Haute-), B. 1736, p. 1125; — Hérault, B. 1736, p. 1125; B. 1742, p. 1319; — Indre, B. 1740, p. 1259; — Indre-et-Loire, B. 1736, p. 1126; — Jura, B. 1734, p. 1071; — Landes, B. 1742, p. 1320; — Loir-et-Cher, B. 1734, p. 1063; — Loire, B. 1734, p. 1071; — Loire (Haute-), B. 1734, p. 1064; — Loire-Inférieure, B. 1740, p. 1260; B. 1742, p. 1321; Lot, B. 1734, p. 1065; — Lot-et-Garonne, B. 1734, p. 1053; — Maine-et-Loire, B. 1734, p. 1057; — Marne, B. 1740, p. 1261; B. 1741, p. 1267; B. 1741, p. 1288; B. 1741, p. 1289; B. 1742, p. 1328; B. 1742, p. 1323; B. 1742, p. 1324; Marne (Haute-), B. 1734, p. 1060; — Mayenne, B. 1784, p. 1065; B. 1740, p. 1262; — Meuse, B. 1740, p. 1263; — Nièvre, B. 1736, p. 1127; B. 1740, p. 1263.

— Pyrénées (Basses-), B. 1734, p. 1072; B. 1740, p. 1264; — Pyrénées (Hautes-), B. 1736, p. 1128; B. 1736, p. 1129; — Sarthe, B. 1736, p. 1129; B. 1740, p. 1265; — Savoie, B. 1734, p. 1057; — Savoie (Haute-), B. 1736, p. 1130; B. 1736, p. 1131; — Seine-Inférieure, B. 1734, p. 1066; B. 1740, p. 1266; — Seine-et-Marne, B. 1736, p. 1131; B. 1740, p. 1268; — Sèvres (Deux-), B. 1736, p. 1132; — Somme, B. 1734, p. 1067; B. 1740, p. 1268; B. 1741, p. 1286; — Var, B. 1734, p. 1067; — Vendée, B. 1734, p. 1068; B. 1740, p. 1269; — Vienne (Haute-), B. 1734, p. 1069; — Yonne, B. 1740, p. 1270; B. 1742, p. 1323.

DÉCRETS.

Élections. Décrets convoquant, à l'effet d'élire des députés, les collèges électoraux des circonscriptions ci-après : première circonscription de l'arrondissement d'Abbeville (Somme), B. 1730, p. 962; — circonscription de l'arrondissement de Cherbourg (Manche), B. 1730, p. 961; — circonscription de l'arrondissement de Dreux (Eure-et-Loir), B. 1730, p. 960; — circonscription de l'arrondissement de Forcalquier (Basses-Alpes), B. 1740, p. 1277; — première circonscription de l'arrondissement de Lille (Nord), B. 1715, p. 26; — circonscription de l'arrondissement de Lizeux (Calvados), B. 1740, p. 1278; — troisième circonscription de Lyon (Rhône), B. 1721, p. 347; — circonscription de l'arrondissement de Montdidier (Somme), B. 1740, p. 1281; — première circonscription de l'arrondissement de Montluçon (Allier), B. 1726, p. 680; — deuxième circonscription de l'arrondissement de Perpignan (Pyrénées-Orientales), B. 1740, p. 1279; — circonscription de l'arrondissement de Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie), B. 1726, p. 682.

DOMAINE.

Dispositions générales. — Loi relative à une transaction entre l'État et les consorts de Marcellus, Lafon et autres, B. 1718, p. 221.

Affectations d'immeubles domaniaux à divers : au département du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes (service des postes et des télégraphes), une parcelle de terrain situé en bordure du chemin de fer de Ceinture (rive gauche), près du pont Didot, à Paris, B. 1727, p. 832; — au service de l'enregistrement, des domaines et du timbre, un bâtiment situé au Havre, B. 1718, p. 234; — au Département de la marine de l'ancienne batterie du Roquier, sise dans la commune de Plérin (Côtes-du-Nord), B. 1729, p. 921; — au Département de la marine, une ancienne batterie déclassée située dans le v^e arrondissement maritime, B. 1748, p. 1524.

Cassations d'affectation. Décret portant désignation d'immeubles militaires disponibles en Algérie, à remettre à l'Administration des domaines pour être aliénés, B. 1720, p. 287; B. 1720, p. 303.

Concessions de droits et cessions d'immeubles domaniaux : à M. Adolphe Cockery, d'une bande de terrain à retrancher du lit de la Seine et à remblayer au lieu dit l'île des Guillemettes, à Asnières (Seine), B. 1741, p. 1316; — à M. François Bonaudy, d'une parcelle de terrain provenant de l'endiguement de la rive gauche du Var, au lieu dit Saint-Isidore, commune de Nîmes (Alpes-Maritimes), B. 1723, p. 411; — à M. Fulga-Bernard, d'une parcelle d'alluvion, en voie de formation sur la rive droite de la Garonne, au lieu dit le Bac, commune de Cordes, B. 1741, p. 1315; — à la commune de Gisy (Seine-et-Marne), d'une parcelle d'alluvion sur la rive gauche de la Seine,

lieu dit Bas-de-la-Montagne, à Grisy, B. 1728, p. 900; — à M. *Louis-Marie-Amédée de Lapomardé*, d'une parcelle d'alluvion sur la rive droite de la Garonne, commune de Verdun (Tarn-et-Garonne), B. 1728, p. 899; — à M^{me} *Moustié*, d'une parcelle d'alluvion, sur la rive gauche de la Garonne, aux Jeutins, commune de la Réole (Gironde), B. 1727, p. 830; — à M. *Murat (Bernard)*, d'une parcelle d'alluvion en voie de formation sur la rive droite de la Garonne, au lieu dit Rivière-Basse, commune de Verdun (Tarn-et-Garonne), B. 1740, p. 1283; — à la ville de Sablé (Sarthe), d'un terrain à conquérir sur le lit du bras de la rivière la Sarthe, dit *bras de l'Île*, à Sablé (B. 1727, p. 831; — à M^{me} *Vernes (Eugénie)*, veuve *Aubian*; à MM. *Oulé (Pierre)*, *Oulé (Jean)* et M^{me} *Oulé (Marie)*, femme *Lafon*, à M. *Boutines*, de parcelles d'alluvion en voie de formation sur la rive gauche de la Garonne, au lieu dit la Brenaygué, commune de Grisolles (Tarn-et-Garonne), B. 1740, p. 1283.

Concessions de lais de mer et terrains maritimes. A M^{me} *Larsonnier (Marie)*, veuve *Sully-Brantet*, une parcelle de terrain domanial dans la grève des Bas-Sablons, à Saint-Servan, B. 1715, p. 29; — aux sieurs *Lefèvre, Colombel et Avril*, pour cinquante ans, un terrain situé sur le domaine public maritime de Saint-Pierre (Îles de Saint-Pierre et Miquelon), et destiné à la construction d'une cale de halage, B. 1746, p. 1476; — à M. *Le Roux*, d'un terrain maritime sur le littoral de la baie du Renadin, commune de Pouliguen, B. 1738, p. 1219.

Échange de biens domaniaux : entre l'État et M. *Bèche (Marius)*, de terrains forestiers dans la commune de Saint-Étienne-les-Orgues (Basses-Alpes), B. 1738,

p. 1219; — entre l'État et M. *Boyenval*, d'un terrain domanial contre un hôtel avec ses dépendances, sis à Arras, appartenant à M. *Boyenval*, B. 1727, p. 831; — entre l'État et M. *Chauvel*, de terrains forestiers, B. 1744, p. 1393; — entre l'État et M. le comte *Greffulhe*, de terrains boisés dans le département de Seine-et-Marne, B. 1727, p. 831; — entre l'État et M. *Leclerc*, de terrains dans le département d'Ille-et-Vilaine, B. 1742, p. 1328; — Entre l'État et M. *Sallé*, de terrains situés dans le département du Cher, B. 1742, p. 1330.

DONS ET LEGS. Décrets qui autorisent, savoir : le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, à accepter, pour le musée national du Louvre, le don du sieur *Grandidier (Marie-Louis-Ernest)*, p. 1732, p. 1019; — le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, à accepter, pour le musée d'histoire naturelle, le legs fait par le sieur *Cotteaz*, B. 1737, p. 1183; — le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, à accepter les legs faits aux musées nationaux et à l'Union centrale des arts décoratifs par le sieur *Malécot*, B. 1742, p. 1347; — le ministre de la guerre à accepter, pour l'hôpital militaire d'Oran, le legs fait par M. *Ladet*, B. 1738, p. 1219; — le grand-chancelier de la Légion d'honneur à accepter, au nom de cet établissement, le legs de la dame veuve *Férey*, née *Monthon (Sophie-Suzanne-Victorine-Félicie)*, B. 1732, p. 1019; — le ministre de la marine à accepter, au nom de l'État, le legs fait à la marine par M. *Paul David*, B. 1718, p. 251; — le ministre de la marine à accepter, au nom de l'État, pour l'école des mécaniciens de Brest, le don d'un titre de rente de trente francs sur l'État français, fait par un anonyme.

B. 1732, p. 1019; — le ministre de la marine à accepter le don fait par le sieur *L. Aubert*, destiné à fonder un prix de tir, affecté, chaque année, à l'un des régiments d'infanterie de marine, B. 1747, p. 1507; — le ministre des travaux publics, à accepter, pour l'École nationale supérieure des mines, le legs fait par le sieur *Gustave-Honoré Colteau*, B. 1737, p. 1183. — Décret portant que sur l'émolument du legs universel fait par *M. Henry Giffard*, il est attribué une somme de trente mille francs à la Société amicale de secours entre les ingénieurs et les anciens ingénieurs des ponts et chaussées et des mines, B. 1738, p. 1219.

DOUANES.

Dispositions générales. Loi portant modification de la loi du 11 janvier 1892 (tarif des douanes), B. 1737, p. 1153. — Décret relatif à l'application du tarif minimum des douanes aux marchandises originaires de la Suisse, B. 1737, p. 1158. — Décret qui ouvre le bureau des Sables-d'Olonne (Vendée) au transit des marchandises non prohibées, B. 1743, p. 1362. — Décret fixant les droits de douane sur certains produits étrangers importés à Sainte-Marie-de-Madagascar, B. 1746, p. 1468. — Décret portant admis-

sion au bénéfice de la détaxe de certains produits originaires de Sainte-Marie-de-Madagascar, B. 1746, p. 1468.

Importation. Décret relatif à l'admission temporaire des mélasses destinées à la distillation, B. 1738, p. 1194. — Décret qui fixe la quantité d'huile d'olive et de grignons d'origine et de provenance tunisiennes qui pourra être admise en France du 1^{er} décembre 1895 au 30 novembre 1896, dans les conditions de la loi du 19 juillet 1890, B. 1739, p. 1240.

DYNAMITE.

Dispositions générales. Décret qui prolonge de trois mois le délai fixé par le décret du 1^{er} septembre 1894 pour l'installation d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune de Magny-d'Anigon (Haute-Saône), B. 1741, p. 1298. — Décret qui autorise la Compagnie des mines de Roche-la-Morlière (Loire), à porter à mille kilogrammes la contenance de dynamite de son dépôt de Roche-la-Morlière, B. 1741, p. 1311.

Dépôts. Décrets qui autorisent des dépôts de dynamite sur le territoire des communes ci-après : Maupertus (Manche), B. 1736, p. 1143; — Menglon (Drôme), B. 1734, p. 1074.

E

Eaux minérales et établissements thermaux. Décret fixant le périmètre de protection des sources minérales appartenant à l'État, de Vichy et de Cusset, B. 1732, p. 1016. — Décret fixant le périmètre de protection des sources « de la Crevasse » et « des Romains », qui alimentent l'établissement thermal de Saint-Honoré (Nièvre), B. 1732, p. 1018.

Echanges. Voyez *Domaine*.

Écoles du commerce et de l'in-

dustrie. Décret qui modifie l'article 25 du décret du 22 février 1893 portant règlement sur les écoles pratiques de commerce ou d'industrie, B. 1741, p. 1293. — Décret qui modifie les articles 3 et 7 des décrets des 22 juillet 1890 et 12 juillet 1892, concernant l'École des hautes études commerciales, l'Institut commercial de Paris, et les Écoles supérieures de commerce de Paris, de Bordeaux, du Havre, de

Lille, de Lyon et de Marseille, B. 1741, p. 1312. — Décret qui donne le nom d'école pratique d'industrie au cours complémentaire de garçons à Moers (Jura), B. 1741, p. 1314.

ÉLECTIONS. Voyez *Députés, Sénat*.

ÉMIGRÉS. Voyez *Départements, communes et villes, bourses et chambres de commerce*.

ENTRÉPÔTS. Voyez *Bouanes*.

ÉPIGRAMES. B. 1718, p. 223; voir B. 1734, p. 1088; B. 1734, p. 1063; voir B. 1743, p. 1444.

ÉTAT CIVIL.

NOMS.

Décrets aux termes desquels les personnes ci-après désignées sont autorisées : M. Anonyme (Richard-Louis-Henri), à substituer à son nom patronymique celui de Lacambre, B. 1730, p. 963; — M. Assassin (Emile), et M. Assassin (Ernest), à substituer à leur nom patronymique celui de Bergé, B. 1778, p. 251; — M. Baptiste (Louis-Pierre), à ajouter à son nom patronymique celui de Vigier, B. 1734, p. 1087; — M. Bioussat (César-Prosper), à substituer à son nom patronymique celui de Buisard, B. 1730, p. 963; — M. Bloch (Léon), à ajouter à son nom patronymique celui de Tréfoasse, B. 1736, p. 1119; — M. Bordel (Nicolas-Jules), et M. Bordel (François-Henri), à substituer à leur nom patronymique celui de Regnier, B. 1726, p. 683; — M. Brunet (Victor-René), M. Brunet (Joseph-Marie-Martin René), et M. Brunet (René-Jean-Marie), à ajouter à leur nom patronymique celui de Lecomte, B. 1715, p. 30; — M. Cochon (Jacques), à substituer à son nom patronymique celui de Cardeur, B. 1729, p. 931; — M. Eruchon (Jean-Baptiste-Adolphe-François-Joseph), à ajouter à son nom patronymique celui de Depoyrat, B. 1721, p. 348; — M^{lle} Debreas (Ernestine), à substituer à son

nom patronymique celui de Dufin, B. 1736, p. 1131; — M. Dreyfus (Edmond-Eloi), à substituer à son nom patronymique celui de Lantz, B. 1711, p. 31; — M. Dreyfus (Gaston), à faire précéder son nom patronymique celui de Gaston, B. 1711, p. 31; — M. Dreyfus (Hubert), à substituer à son nom patronymique celui de Dubrenon, B. 1718, p. 252; — M. Fergemol (Hubert-Joseph), à ajouter à son nom patronymique celui de Bastquinard, B. 1637, p. 113; — M. Fergemol (Léopold-Léon-Marie), à ajouter à son nom patronymique celui de Bastquinard, B. 1732, p. 1019; — M. Gail (Louis), à ajouter à son nom patronymique celui de Billeton, B. 1715, p. 31; — M. Gaudry (Laurent-Joseph-Maurice), à ajouter à son nom patronymique celui de Demombynes, B. 1710, p. 963; — M. Gaurin (René-Louis-Henri), à ajouter à son nom patronymique celui de Litz, B. 1715, p. 31; — M. Labre (Henri-Eugène), à ajouter à son nom patronymique celui de Lescanec, B. 1736, p. 1131; — M. Lacomme (Jean-Marie-Gorge-Ferdinand), à ajouter à son nom patronymique celui de Gort, B. 1715, p. 29; — M. Lamy (Adolphe-Eugène-André), à faire précéder son nom patronymique de celui de Plon, B. 1711, p. 1159; — M. Petschir (Emile), à substituer à son nom patronymique celui de Petschir, B. 1711, p. 251; — M. Sartoris (Eugène-Jean-Joseph), à substituer à son nom patronymique celui de Sartoris, B. 1736, p. 1151; — M^{lle} Sarrasin (Marie), à substituer à son nom patronymique celui de Cassin, B. 1733, p. 1052; — M. Trossat (Paul-Armand), à ajouter à son nom patronymique celui de Dupont, B. 1715, p. 29; — M. Wawerzankowski (Jean-Baptiste), à substituer à son nom

patronymique celui de *Laurier*, B. 1730, p. 963.
EXPOSITIONS. Décret qui nomme un

membre de la Commission supérieure de l'Exposition universelle de 1900, B. 1736, p. 1142.

F

Forêts. Décret qui distraint du régime forestier, pour être remis au service des domaines, des terrains dépendant de la forêt domaniale de Souk-Ahras (Constantine), B. 1737, p. 1181; — décret qui distraint du régime forestier, pour être remis au service des domaines, des terrains dépendant de la forêt domaniale de Tlemcen (Oran), B. 1737, p. 1181. — Lois qui déclarent d'utilité publique les travaux à effectuer (restauration et conservation des terrains en montagne); dans le bassin de l'Arèche-Moyenne (Arèche), B. 1722, p. 351; — dans le bassin de l'Arèche supérieure (Arèche), B. 1722, p. 352; — dans le bassin de Bastan (Hautes-Pyrénées), B. 1722, p. 359; — dans le périmètre de Drac-Bonne (Isère), B. 1722, p. 356; — dans le bassin d'Eygues-Oule (Drôme), B. 1722, p. 353; — dans le bassin du gaye de Pau (Hautes-Pyrénées), B. 1722, p. 361; — dans le bassin de la basse Isère (Isère), B. 1722, p. 357; — dans le bassin de la Neste-de-Louron (Hautes-Pyrénées), B. 1722, p. 360; — dans le bassin de l'Ouvèze (Drôme), B. 1722, p. 354; — dans le bassin de la Pique (Haute-Garonne), B. 1722, p. 355; — dans le bassin du Tarn (Lozère), B. 1722, p. 358.

FORTIFICATIONS.

Modifications de zones de fortifications. Rectification de la limite extérieure de la zone des fortifications de la citadelle d'Ajaccio, B. 1737, p. 1161. — Modification à la délimitation de la zone des fortifications du fort Bouguen, à Brest, B. 1737, p. 1178. — Homo-

logation du bornage de la partie de la zone des fortifications modifiée à l'emplacement du bastion 1 du Gabut, à la Rochelle, B. 1718, p. 243. — Modification à la limite intérieure de la zone des fortifications de la place de la Rochelle, B. 1721, p. 343. — Fixation de la nouvelle limite à assigner à la zone unique de prohibition de la chaussée du Sillon à Saint-Malo, B. 1737, p. 1164. — Homologation du bornage de la partie de la limite intérieure de la zone des fortifications de la place de Verdun, modifiée aux abords de l'église Saint-Sauveur, B. 1724, p. 439. — Modification à la limite intérieure de la zone des fortifications de Verdun, B. 1739, p. 1222.

Délimitation et bornage de zones de fortifications et terrains militaires. Homologation du bornage de la limite extérieure de la zone des fortifications de divers ouvrages dépendant de la place de Bougie, B. 1729, p. 917. — Homologation du plan de circonscription et du procès-verbal de bornage de la zone intérieure des fortifications de la place de Brest en avant du moulin à poudre, B. 1748, p. 1528. — Homologation du bornage de la zone des fortifications de divers ouvrages dépendant de la place de Lyon, B. 1718, p. 244. — Homologation de la limite extérieure de la zone des fortifications des places de Méchéria, du Kreider et des postes des Saules et de Djenien-bou-Rezg, à Saïda, B. 1729, p. 923. — Homologation du bornage de la zone des fortifications du bastion 17 de l'enceinte de Port-Louis, B. 1718, p. 242.

Zones de servitudes, polygones

exceptionnels. Homologation du bornage des zones de servitudes de la batterie de la Chapelle-des-Grecs, à Ajaccio, B. 1739, p. 1244. — Homologation du bornage des zones de servitudes de la batterie haute d'Aspretto, à Ajaccio; B. 1748, p. 1527. — Homologation du bornage des zones de servitudes de la batterie de Porticcio, à Ajaccio, B. 1748, p. 1532. — Homologation du bornage des zones de servitudes de la batterie du Chatelet à Belfort, B. 1718, p. 245. — Création d'un polygone exceptionnel pour l'établissement d'un nouvel hôpital civil, à Belfort, B. 1724, p. 439. — Décret portant création d'un polygone

exceptionnel en avant du front 9-10 de l'enceinte de Brest, B. 1737, p. 1168. — Homologation du bornage de la zone des servitudes de la batterie haute du Mûrier, à Grenoble, B. 1718, p. 242. — Homologation du bornage de la zone des servitudes de divers ouvrages dépendant de la place de Lyon, B. 1718, p. 245. — Modification à la délimitation de la zone unique des servitudes de la citadelle de Perpignan, B. 1748, p. 1524. — Homologation du bornage de la zone des servitudes des postes d'Aïn-ben-Khéilil et de Djennien-bou-Rezg, à Saïda, B. 1729, p. 924.

H

HABITATIONS À BON MARCHÉ. Décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution de

la loi du 30 novembre 1894, relative aux habitations à bon marché, B. 1745, p. 1430.

I

IMPOSITIONS EXTRAORDINAIRES. Voyez *Départements, communes, chambres de commerce*.

IMPÔTS.

Impôts directs. Loi relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1896, B. 1715, p. 2.

Impôts indirects. Décret portant modification à l'arrêté du 5 germinal an XII, sur l'organisation de la Régie des contributions indirectes, en ce qui concerne les transactions sur procès, B. 1737, p. 1178.

INSTRUCTION PUBLIQUE. Loi qui fixe la rétribution à verser par les étudiants pour les conférences dans les Facultés de droit, B. 1721,

p. 317. — Décret sur la licence en droit, B. 1732, p. 1001. — Décret sur le doctorat en droit, B. 1732, p. 1005. — Décret établissant un droit pour les élèves désirant assister, à titre facultatif, aux travaux pratiques du certificat d'études physiques, chimiques et naturelles, B. 1732, p. 1008. — Décret qui fixe les droits d'examen de certificat d'aptitude et de diplôme à percevoir, au profit du Trésor, pour la licence en droit, B. 1732, p. 1009. — Décret qui fixe les droits d'examen de certificat d'aptitude et de diplôme à percevoir, au profit du Trésor, pour le doctorat en droit, B. 1732, p. 1011.

L

LÉGION D'HONNEUR. Voyez *Décorations et médailles*.

LEGS. Voyez *Dans et legs*.

M

MARINE.

Marine de guerre. Décret sur la solde, l'administration et la comptabilité des équipages de la flotte, B. 1725, p. 447.

MINES. Décret qui modifie l'article 14 du décret du 18 juillet 1890 portant organisation de l'école des mines de Saint-Étienne, B. 1735, p. 1113.

MINISTÈRES.

Dispositions générales. Décret qui nomme les membres de la commission chargée de l'examen des comptes des ministres pour l'exercice 1894 et l'année 1895, B. 1748, p. 1533. — Décret qui nomme M. Léon Bourgeois, ministre de l'intérieur, président du Conseil des ministres, B. 1729, p. 925.

Dispositions générales à chaque ministère. Ministres.

Affaires étrangères. Décret qui nomme M. Berthelot, sénateur, ministre des affaires étrangères, B. 1729, p. 926.

Agriculture. Décret qui nomme M. Viger, député, ministre de l'agriculture, B. 1729, p. 930.

Colonies. Décret qui nomme M. Guisysse, député, ministre des colonies, B. 1729, p. 931. — Décret déterminant les règles d'avancement du personnel de l'administration pénitentiaire coloniale, B. 1746, p. 1474.

Commerce, industrie, postes et télégraphes. Décret qui nomme M. Mesureur, député, ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, B. 1729, p. 929. — Décret qui charge

M. Mesureur, ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérin du ministère des colonies, B. 1729, p. 930.

Finances. Décret qui nomme M. Doumer, député, ministre des finances, B. 1729, p. 927.

Guerre. Décret qui nomme M. Cavaignac, député, ministre de la guerre, B. 1729, p. 927. — Décret portant création d'un emploi de secrétaire général au ministère de la guerre, B. 1746, p. 1472.

Instruction publique, beaux-arts et cultes. Décret qui nomme M. Combes, sénateur, ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, B. 1729, p. 928.

Intérieur. Décret qui nomme M. Léon Bourgeois, député, ministre de l'intérieur, B. 1729, p. 925.

Justice. Décret qui nomme M. Louis Ricard, député, garde des sceaux, ministre de la justice, B. 1729, p. 926.

Marine. Décret qui nomme M. Lockroy, député, ministre de la marine, B. 1729, p. 928.

Travaux publics. Décret qui nomme M. Gayot-Dessaigne, député, ministre des travaux publics, B. 1729, p. 929.

MONNAIE. Décret qui fixe les conditions de titre, de poids, de tolérance et de diamètre dans lesquelles seront dorénavant fabriquées la piastre française de commerce et ses subdivisions, B. 1721, p. 342.

N

NAVIGATION.

Navigation intérieure. 1° Canaux. Loi concernant l'abandon à l'État du canal de la Dive et du Thouet

par les concessionnaires, B. 1735, p. 1089.

2° Rivières. Décret portant qu'il sera procédé : 1° à la transforma-

tion des jetées situées de part et d'autre de l'embouchure de l'Adour; 2° à l'acquisition d'un matériel permettant d'effectuer des dragages intensifs sur la barre de l'Adour, B. 1715, p. 187. — Décret qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter pour l'ouverture d'une dérivation de la Sèvre-Niortaise sur le territoire de

la commune de Vix Vendée et l'établissement de deux passerelles aux deux extrémités de la dérivation, B. 1737, p. 1182. — Décret qui autorise l'exploitation de deux grues à vapeur sur le quai de Javal (rivière de Seine), à Paris, B. 1748, p. 1514.

Noms. Voyez État civil.

O

ONÈQUES. Décret portant que des funérailles nationales seront faites à M. Louis Pasteur, membre de l'Académie française et de l'Académie des sciences, B. 1737, p. 1163.

OCTROIS.

Dispositions générales. Loi qui autorise le Gouvernement à approuver par décrets la prorogation de surtaxes d'octroi, B. 1748, p. 1514.

Crédations et prorogations de surtaxes. Lois ou décrets qui créent ou prorogent des surtaxes d'octroi dans les villes et communes ci-après : Aignobelle (Savoie), B. 1744, p. 1381; — Albertville (Savoie), B. 1744, p. 1382; — Armentières (Nord), B. 1742, p. 1325; — Avesnes (Nord), B. 1749, p. 1541; — Bagnères (Hautes-Pyrénées), B. 1749, p. 1550; — octroi de banlieue (Seine), B. 1744, p. 1400; — Callac (Côtes-du-Nord), B. 1742, p. 1329; — Camaret (Finistère), B. 1742, p. 1331; — Cannes (Alpes-Maritimes), B. 1749, p. 1551; — Cassel (Nord), B. 1744, p. 1401; — Candan (Morbihan), B. 1744, p. 1383; — Châteaudun (Eure-et-Loir), B. 1744, p. 1402; — Châteaueu-Gontier (Mayenne), B. 1744, p. 1403; — Cholet (Maine-et-Loire), B. 1749, p. 1552; — Cléder (Finistère), B. 1749, p. 1543; — Concarneau (Finistère), B. 1749, p. 1543; — Condé-sur-Noireau (Calvados), B. 1749, p. 1531; —

Conquet (Finistère), B. 1748, p. 1543; — Dieppe (Seine-Inférieure), B. 1744, p. 1383; — Dinan (Côtes-du-Nord), B. 1741, p. 1332; — Douarnenez (Finistère), B. 1744, p. 1404; — Elbeuf (Seine-Inférieure), B. 1744, p. 1405; — Embrun (Hautes-Alpes), B. 1744, p. 1406; — Ettales (Nord), B. 1742, p. 1325; — Faou (Finistère), B. 1741, p. 1407; — Fresnoy-le-Grand (Aisne), B. 1744, p. 1384; — Gap (Hautes-Alpes), B. 1744, p. 1408; — Grasse (Alpes-Maritimes), B. 1744, p. 1385; — Guévinet (Finistère), B. 1749, p. 1544; — Havre (le) (Seine-Inférieure), B. 1744, p. 1409; — Hainbroad (Nord), B. 1742, p. 1326; — Herdic (Morbihan), B. 1749, p. 1545; — Honfleur (Calvados), B. 1749, p. 1552; — Houtet (Morbihan), B. 1749, p. 1546; — Hyères (Var), B. 1744, p. 1410; — Landerneau (Finistère), B. 1744, p. 1411; — Lampaul-Blondalmézeau (Finistère), B. 1742, p. 1331; — Landeleu (Finistère), B. 1744, p. 1386; — Landerneau (Finistère), B. 1749, p. 1553; — Landreocies (Nord), B. 1742, p. 1335; — Lannou (Finistère), B. 1742, p. 1336; — Lille (Nord) [octrois urbains et de banlieue], B. 1749, p. 1546; — Lisieux (Calvados), B. 1748, p. 1537; — Loudun (Vienne), B. 1748, p. 1538; — Lyon (Rhône), B. 1744, p. 1386; — Marignac (Auch) (Gers), B. 1748, p. 1538.

p. 1539; — Nice (Alpes-Maritimes), B. 1744, p. 1387; — Oisiel (Seine-Inférieure), B. 1744, p. 1388; — Onchies (Nord), B. 1742, p. 1337; — Ploaré (Finistère), B. 1742, p. 1333; — Plomédern (Finistère), B. 1749, p. 1547; — Pont-Croix (Finistère), B. 1749, p. 1548; — Quimarch (Finistère), B. 1742, p. 1337; — Quintin (Côtes-du-Nord), B. 1749, p. 1549; — Rochechouart (Haute-Vienne),

B. 1744, p. 1389; — Romans (Drôme), B. 1742, p. 1329; — Rostrenem (Côtes-du-Nord), B. 1749, p. 1549; — Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord), B. 1744, p. 1389; — Saint-Servan (Ille-et-Vilaine), B. 1749, p. 1554; — Saint-Vallery-en-Caux (Seine-Inférieure), B. 1744, p. 1390; — Soissons (Aisne), B. 1744, p. 1391; — Vitry-le-François (Marne), B. 1744, p. 1392.

P

PARLEMENT. Loi sur les obligations militaires des membres du Parlement, B. 1719, p. 254.

PENSIONS.

Pensions militaires et de la marine. Loi relative au droit à pension militaire des fonctionnaires du service de la trésorerie et des postes aux armées, B. 1722, p. 349.

PETITES SŒURS DES PAUVRES. Décret qui autorise la création à Elbeuf (Seine-Inférieure) d'un établissement de Petites Sœurs des pauvres, B. 1737, p. 1180. — Décret qui autorise la création à Marseille (Bouches-du-Rhône) d'un établissement de Petites Sœurs des pauvres, B. 1937, p. 1179.

PHOSPHATES DE CHAUX. Décret réglementant l'exploitation des phosphates de chaux en Algérie, B. 1746, p. 1455.

PILOTAGE. Décret portant modification du règlement général sur le pilotage dans le premier arrondissement maritime (station de Dunkerque), B. 1726, p. 659. — Décret portant modification du règlement général sur le pilotage dans le premier arrondissement maritime (station du Havre), B. 1726, p. 669.

POLICE.

Dispositions générales. Commissaires de police. Créations. Décret qui crée un commissariat de po-

lice à Lille (Nord), B. 1741, p. 1315. — Décret qui porte à soixante-dix-sept le nombre des commissaires de police de la ville de Paris, B. 1715, p. 27.

Suppressions. Décrets qui suppriment les commissariats de police existant dans les villes ci-après : Arreau (Hautes-Pyrénées), B. 1732, p. 1019; — Saint-Ambroix (Gard), B. 1747, p. 1507; — Tremblade (la) (Charente-Inférieure), B. 1742, p. 1347.

Extensions de juridiction. La juridiction du commissaire de police de la Charité (Nièvre) est étendue à la commune de la Chapelle-Montlinard (Cher), B. 1718, p. 251. — La juridiction du commissaire central de police de Grenoble (Isère) est étendue aux communes de la Tronche, Saint-Martin-d'Hères, Poisat, Eybens, Fontaine, Saint-Martin-le-Vinoux, Échirolles et Pariset, B. 1741, p. 1315. — La juridiction du commissaire de police de Morez (Jura) est étendue à la commune de Marbrier, B. 1740, p. 1284. — La juridiction du commissaire de police de Redon (Ille-et-Vilaine) est étendue à la partie de la commune de Saint-Nicolas (Loire-Inférieure) appelée « la Digue », B. 1743, p. 1380. — La juridiction du commissaire de police de Sigeac (Aude) est étendue à la com-

muné de la Nouvelle, B. 1718, p. 251. — La juridiction du commissaire de police de Toul (Meurthe-et-Moselle) est étendue aux communes de Dommartin et d'Écrouves, B. 1740, p. 1284. — La juridiction du commissaire de police de Valence (Drôme) est étendue à la commune de Bourglès-Valence, B. 1740, p. 1284.

Commissaires spéciaux de police.

La juridiction du commissaire spécial de police de Cusset (Rhône) est étendue aux communes de Décines, Meyzieu, Jouage et Jons (Isère), B. 1730, p. 963.

POLICE SANITAIRE DES ANIMAUX. Loi portant modification aux lois du 21 juillet 1881 et du 2 août 1884 (police sanitaire des animaux) relatives aux ventes et échanges d'animaux domestiques, B. 1722, p. 362.

PONTS. Décret qui autorise la reconstruction du pont suspendu sur la Dordogne traversé par la route nationale n° 136 à Sainte-Foy-la-Grande (Gironde), B. 1737, p. 1183. — Décret autorisant la restauration du pont suspendu de Cordon sur le Rhône (route nationale n° 92) dans le département de l'Ain, B. 1739, p. 1251.

POPULATION. Décret qui rectifie le tableau de population n° 3, déclaré authentique par le décret du 31 décembre 1891, en ce qui concerne le département de l'Isère, B. 1723, p. 408.

PORTS. Décret qui autorise l'exécution des travaux de prolongement et d'élargissement de la jetée nord du port d'Alger, B. 1729, p. 909. — Décret qui autorise l'exécution des travaux complémentaires d'amélioration du port d'Arzew, département d'Oran (Algérie), B. 1715, p. 186. — Décret qui déclare d'utilité publique les travaux de construction d'un quai, sur la rive gauche de l'Adour, aux Allées-Marines, dans le port de Bayonne (Basses-Pyrénées), B. 1735, p. 1116. — Décret qui

fixe les alignements du boulevard International du port de Calais (Pas-de-Calais), B. 1745, p. 1443.

— Décret qui fixe les alignements des quais du port de Croisic (Loire-Inférieure) entre le chemin de grande communication n° 8 et le chemin vicinal ordinaire n° 1, B. 1737, p. 1181. — Décret qui autorise l'exécution des travaux de développement des quais à marée du port de Dieppe (Seine-Inférieure), B. 1729, p. 908. — Décret qui déclare d'utilité publique les travaux nécessaires pour le prolongement de la jetée du port d'Erquy (Côtes-du-Nord), B. 1728, p. 899. — Décret qui déclare d'utilité publique les travaux de construction de quais maritimes, sur la rive sud du canal de Tancarville, au port du Havre (Seine-Inférieure), B. 1737, p. 1159. — Décret qui modifie le texte de l'article 38 du cahier des charges annexé au décret du 9 janvier 1891 portant concession à la chambre de commerce de la Rochelle (Charente-Inférieure) d'un outillage public sur les quais du port de la Pallice, B. 1728, p. 898. — Décret portant qu'il sera procédé à l'exécution des travaux de reconstruction partielle du mur du quai est du bassin à flot extérieur du port de la Rochelle (Charente-Inférieure) B. 1728, p. 899.

POSTES ET TÉLÉGRAPHES.

Dispositions générales. Décret qui institue des directions régionales des postes et télégraphes, B. 1715, p. 20. — Décret qui accorde aux bureaux de poste et de télégraphe de Neuilly-sur-Seine une levée exceptionnelle moyennant la taxe supplémentaire, B. 1726, p. 674.

Union postale. Note relative à l'adhésion du gouvernement du Paraguay à la convention de l'Union postale universelle signée à Vienne le 4 juillet 1891, B. 1729, p. 920. — Note relative à l'adhe-

sion du gouvernement serbe à la convention de l'Union postale universelle, signée à Vienne, le 4 juillet 1891, B. 1729, p. 920.

— Décret qui promulgue la convention additionnelle à la convention du 18 juin 1886, concernant l'échange des colis postaux entre la France et la Grande-Bretagne, conclue à Paris, le 9 juillet 1891, B. 1731, p. 976. — Décret relatif à l'expédition des lettres et boîtes avec valeur déclarée, à destination de la République du Chili, B. 1739, p. 1038.

Services maritimes postaux. Loi qui approuve la convention additionnelle, passée le 5 novembre 1891, entre l'Etat et la compagnie des Messageries maritimes, pour le rattachement des parcs et la prorogation de la concession des services maritimes postaux, B. 1717, p. 189. — Loi portant modification dans le libellé du chapitre 21 du budget des postes et télégraphes, contenant les services maritimes postaux de la France en Algérie, en Tunisie, en Tripolitaine et au Maroc, B. 1719, p. 204.

Postes. Décret qui applique les dispositions du décret du 27 juin 1891 aux envois de fonds faits par la poste, et au moyen de mandats, entre la France, l'Algérie et les bureaux français à l'étranger et la Serbie, B. 1737, p. 1166. — Décret qui autorise la création de recettes auxiliaires des postes, B. 1737, p. 1170. — Décret qui accorde au bureau de poste et de télégraphe de Houaillois-Berret (Seine) une levée exceptionnelle moyennant la taxe supplémentaire, B. 1739, p. 1042.

— Loi qui abaisse à cinq centimes la taxe supplémentaire actuellement établie sur les lettres expédiées après les levées générales, B. 1766, p. 1502. — Loi autorisant l'administration des postes à mettre à la disposition

du public des mandats, cartes payables au domicile du bénéficiaire, moyennant une taxe de factage; 2^e l'ouverture au ministre de commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1895, d'un crédit supplémentaire, B. 1748, p. 1010.

Télégraphes. Décret qui suspend l'application des dispositions de l'article 22 du décret du 12 janvier 1894, relatif à la correspondance télégraphique, B. 1718, p. 250. — Décret qui fixe la taxe des télégrammes sans pan exprès, B. 1747, p. 1505.

Téléphones. Décret qui abroge, à partir du 1^{er} janvier 1896, les dispositions des décrets des 18 janvier et 20 mars 1890, relatifs à la constitution des groupes téléphoniques, B. 1739, p. 911.

Décret qui modifie celui du 19 octobre 1889, relatif à la taxe des conversations téléphoniques, B. 1739, p. 912. — Décret qui modifie celui du 2^e mai 1891, relatif au service des messages téléphoniques, B. 1729, p. 913. — Décret relatif à l'organisation des réseaux téléphoniques locaux, B. 1729, p. 913.

Colis postaux. Décret relatif à l'échange des colis postaux avec les établissements français de Saint-Pierre et Miquelon, B. 1715, p. 211. — Décret qui étend au bureau de poste français établi à Zanzibar le service des colis postaux, B. 1730, p. 950.

Franchises postales. Décret qui admet à circuler en franchise, sous bande, la correspondance officielle échangée entre certains fonctionnaires, B. 1724, p. 435. — Décret qui accorde la franchise postale à certaines correspondances officielles, B. 1726, p. 675. — Décret qui admet à circuler en franchise, sous plis fermés, la correspondance de service adressée par le ministre de la marine aux chefs de sémaphores établis sur les côtes

de France, de Corse, d'Algérie et de Tunisie, B. 1729, p. 920. — Décret qui accorde la franchise postale à la correspondance officielle échangée entre certains fonctionnaires et magistrats, B. 1734, p. 1084. — Décret qui modifie certaines franchises postales, B. 1737, p. 1166. — Décret portant application de la taxe spéciale édictée par la loi du 29 mars 1889, pour les correspondances officielles non affranchies, aux lettres expédiées par les présidents des tribunaux de commerce, B. 1737, p. 1169. — Décret qui accorde la franchise postale à la correspondance de service échangée entre les inspecteurs des finances et les présidents et vice-présidents des conseils des directeurs des caisses d'épargne, B. 1739, p. 1250. — Décret qui autorise le président du tribunal de commerce du département de la Seine à contre-signer, au moyen d'une griffe, les lettres de convocation émanant de ce tribunal, B. 1746, p. 1473. — Décret relatif à la circulation en franchise de la correspondance de service de certains fonctionnaires, B. 1746, p. 1475. — *Hôtels des postes et télégraphes.* Loi relative à la construction d'un hôtel des postes et télégraphes à Montargis (Loiret), B. 1717, p. 193. — **POUDRES ET SALPÊTRES.** Décret fixant le prix des explosifs de mine aux nitrates d'ammoniaque ou de soude vendus dans les entrepôts de la régie, B. 1718, p. 249. — **PRESSE.** Loi relative à l'application de l'article 14 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse, B. 1740, p. 1254. — **PRISONS, MAISONS D'ARRÊT, DE SUS-**

TIEN ET DE CORRECTION. Décret qui reconnaît la maison d'arrêt et de correction de Barbezieux (Charente) comme établissement affecté à l'emprisonnement individuel des détenus des deux sexes, B. 1720, p. 290. — Décret qui alloue au département du Rhône, sur les fonds du Trésor, une subvention pour les travaux complémentaires de la maison d'arrêt et de justice de Lyon, en vue de la mise en pratique du régime de l'emprisonnement individuel, B. 1722, p. 376. — Décret qui reconnaît la maison d'arrêt et de correction de Saint-Gaudens (Haute-Garonne) comme établissement affecté à l'emprisonnement individuel des détenus des deux sexes, B. 1723, p. 409. — Décret qui alloue au département de Tarn-et-Garonne, sur les fonds du Trésor, une somme pour la construction de la maison d'arrêt, de justice et de correction de Montauban, en vue de la mise en pratique du régime de l'emprisonnement individuel, B. 1723, p. 409. — **PRUD'HOMMES (CONSEILS DE.** Décret qui modifie la composition du conseil de prud'hommes de Charlieu (Loire), B. 1738, p. 1192. — Décret qui modifie la composition du conseil de prud'hommes de Limoges (Haute-Vienne), B. 1692, p. 776. — Décret qui modifie l'article 2 du 1^{er} mai 1894, relatif à la juridiction du conseil de prud'homme d'Oran, B. 1679, p. 201. — Décret qui crée un conseil de prud'hommes à Toulon, B. 1663, p. 1088. — Décret qui crée un conseil de prud'hommes à Versailles (Seine-et-Oise), B. 1679, p. 186.

R

RIVIÈRES. Voyez *Navigation*.

ROUTES NATIONALES.

Classements. Décret portant ce

qui suit : Sont et demeurent classés, comme annexes de la route nationale n° 204, dans la

département des Alpes-Maritimes, le chemin vicinal ordinaire n° 1, de la Trinité-Victor à Laghet et le chemin de grande communication n° 18 de Laghet à la Turbie, B. 1715, p. 186.

Travaux. Sont déclarés d'utilité publique : les travaux de rectification de la route nationale n° 57 dans la côte de Saix (Haute-Saône), B. 1737, p. 1182; — les travaux de rectification de la route nationale n° 57, dans la côte de la Gabiotte (Saône-et-Loire), B. 1749, p. 1571; — les travaux de rectification de la

route nationale n° 131 dans la traversée de la ville d'Agen (Lot-et-Garonne), B. 1716, p. 185; — les travaux de rectification de la route nationale n° 201 dans la rampe du Noiret (Haute-Savoie), B. 1724, p. 441; — les travaux d'amélioration et d'achèvement du chemin vicinal n° 1 de la Trinité-Victor à Laghet et le chemin de grande communication n° 18 de Laghet à la Turbie, classés comme annexes de la route nationale n° 204, dans le département des Alpes-Maritimes, B. 1715, p. 186.

S

SÉMAPHORES. Loi concernant la détermination et la conservation des postes électro-sémaphoriques, B. 1718, p. 222.

SÉNAT, SÉNATEURS.

Convocations des collèges électoraux en vue d'élections. Décrets qui convoquent les conseils municipaux

des communes comprises dans les départements ci-après, à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection de sénateurs : Côtes-du-Nord, B. 1740, p. 1282; — Doubs, B. 1726, p. 681; — Finistère, B. 1719, p. 283; — Manche, B. 1715, p. 15.

T

TÉLÉPHONES. Voyez *Postes et Télégraphes*.

TRAMWAYS.

Dispositions générales. Décret qui proroge au 18 mai 1897 le délai fixé par l'article 1^{er} du décret du 19 octobre 1892 pour les expropriations nécessaires à l'établissement du tramway des Quatre-Chemins à Voiron (gare de Paris-Lyon-Méditerranée) [Isère], B. 1725, p. 652. — Décret qui proroge au 28 janvier 1896 le délai fixé par l'article 1^{er} du décret du 28 janvier 1893 pour les expropriations nécessaires à l'établissement de la ligne de tramway de Voiron (Isère) à Saint-Béron (Savoie), avec embranchement de Saint-Laurent-du-Pont à Fourvoirie, B. 1727, p. 830. — Décret qui approuve la substitution, à MM. *Budin* et

Grosset, de la société anonyme dite *Compagnie des tramways de Pontcharra à la Rochette et à Allévard-les-Bains*, comme concessionnaire de la ligne de tramway de Pontcharra à la Rochette, avec embranchement de Détrier-sur-Allévard (départements de l'Isère et de la Savoie), B. 1743, p. 1360. — Décret modifiant le tracé du tramway de Lons-le-Saunier à Saint-Claude, prorogeant le délai fixé pour les expropriations et approuvant la rétrocession de cette ligne à la compagnie générale des chemins de fer vicinaux (Jura), B. 1735, p. 1095. — Décret qui approuve la substitution, à MM. *Oudin* et *Pierre*, de la société anonyme dite *Société du tramway d'Epernay-Ay-Mareuil* comme rétrocessionnaire du

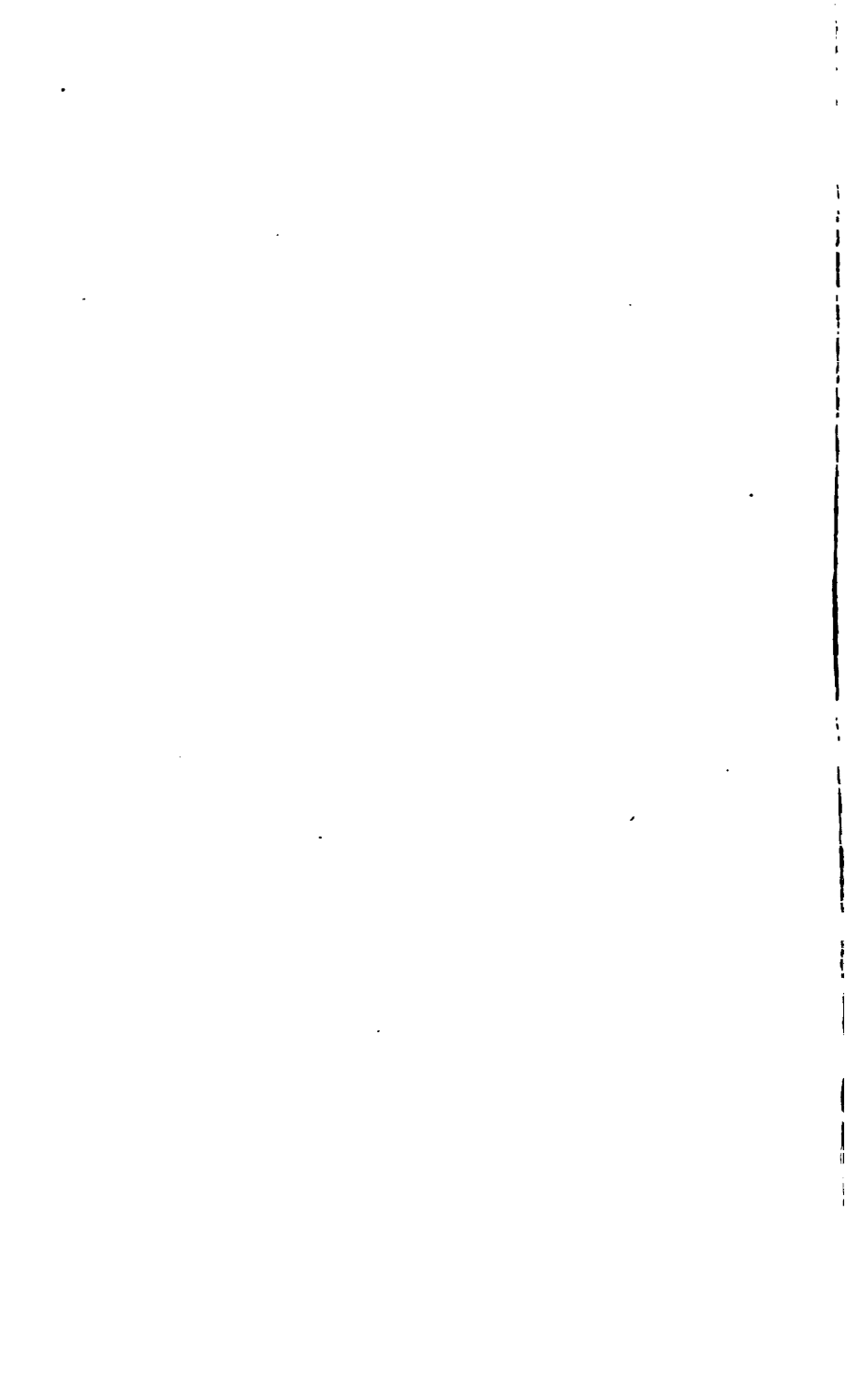
tramway d'Épernay à Ay et d'Ay à Mareuil-sur-Ay (Marne), B. 1720, p. 305. — Décret qui autorise l'emploi de la traction électrique sur la ligne de tramway de Lyon (place de la Charité) à Oullins (Rhône), B. 1719, p. 181. — Décret qui modifie le tracé des lignes de tramways des Quatre-Chemins à Voiron (Isère), et de Voiron à Saint-Béron (Savoie), B. 1718, p. 235. — Décret qui modifie le tracé du tramway de Paris à Arpajon, entre Antony (Seine) et Wissous (Seine-et-Oise), et proroge le délai fixé pour les expropriations nécessaires à l'établissement dudit tramway, B. 1735, p. 1114. — Décret qui modifie le paragraphe 2 de l'article 4 du cahier des charges annexé au décret du 25 juillet 1893, déclarant d'utilité publique l'établissement dans le département du Tarn de la ligne de tramway de Graulher à Laboutarié, B. 1715, p. 187.

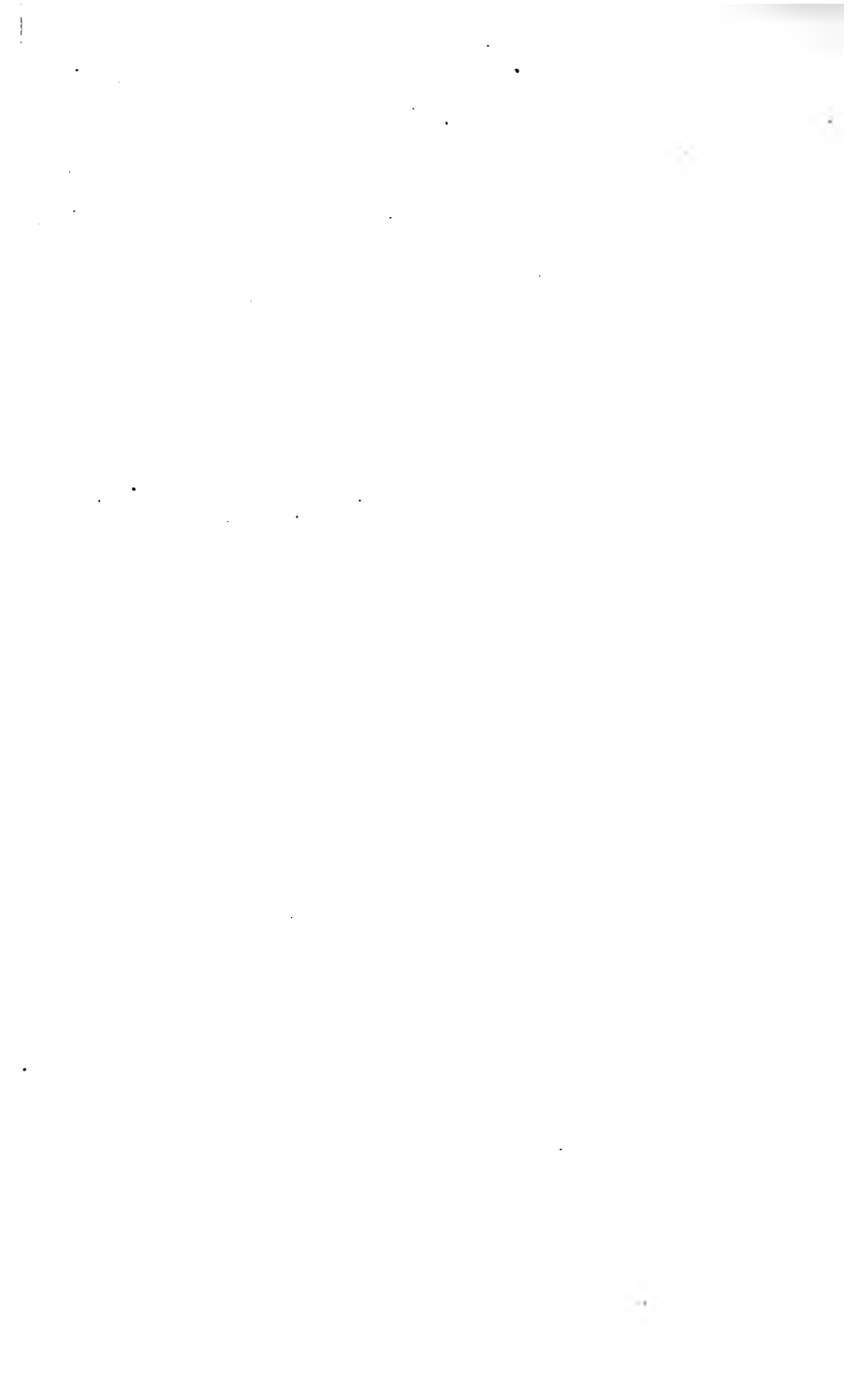
Travaux. Décrets qui déclarent d'utilité publique : l'établissement d'une ligne de tramway sur le territoire de la commune de Nice (Alpes-Maritimes), B. 1731, p. 982; — l'établissement, dans le département de la Gironde, d'une ligne de tramway entre le village du Vigan et le bourg d'Eysines, B. 1719, p. 176; — l'établissement, dans le département de la Gironde, d'un tramway à traction électrique entre Bordeaux et Pessac, B. 1792, p. 364; — l'établissement d'un réseau de tramways dans le département d'Ille-et-Vilaine, B. 1738, p. 1196; — l'établissement, dans le département de Maine-et-Loire, d'un réseau de

tramways à traction électrique entre Angers et Éric et entre Angers et la Pyramide, B. 1731, p. 388; — l'établissement d'un réseau de tramways dans les départements des Deux-Sèvres et de Maine-et-Loire, B. 1730, p. 1022; — l'établissement, dans le département du Nord, d'une ligne de tramway entre Saint-Pol-sur-Mer et Dunkerque, B. 1717, p. 196; — l'établissement, dans le département de Seine-et-Marne, d'une ligne de tramway entre Saint-Germain-en-Laye et Paris, B. 1717, p. 196; — l'établissement, dans la ville du Havre, d'une ligne de tramway à traction funiculaire entre la rue de Normandie et la rue de l'Abbaye au lieu dit la Côte-Sainte-Marie (Seine-Inférieure), B. 1741, p. 1240; — l'établissement de diverses lignes de tramways dans la ville du Havre et sa banlieue, B. 1717, p. 1415.

Travail. Décret qui modifie les articles 1, 3, 5 et 6 du décret du 15 juillet 1893 relatif au travail dans certaines industries, les femmes et des filles âgées de plus de dix-huit ans, B. 1730, p. 1189.

Tribunaux de commerce. Décret qui porte de huit à dix le nombre des juges suppléants du tribunal de commerce de Lyon, B. 1730, p. 1240. — Décret portant augmentation du nombre des juges titulaires et des juges suppléants du tribunal de commerce de Rouen, B. 1729, p. 914. — Décret portant augmentation du nombre des juges du tribunal de commerce de Tourcoing, B. 1717, p. 211.





To avoid fine, this book should be returned on
or before the date last stamped below

100-1-13

Stanford Law Library



3 6105 062 553 362

349.4
F81
12th ed
v. 51

594823